

THÈSE DE DOCTORAT

de l'Université de recherche Paris Sciences et Lettres
PSL Research University

École des Hautes Études en Sciences Sociales

**Les Intellectuels et la recomposition de l'espace public
roumain après 1989.**

Le cas du Groupe pour le Dialogue Social

Ecole doctorale n°286

ECOLE DOCTORALE DE L'EHESS

Spécialité SOCIOLOGIE

COMPOSITION DU JURY :

Mme MATONTI Frédérique
Professeure à l'Université Paris I,
Rapporteur

M. BARBU Daniel
Professeur à l'Université de Bucarest,
Rapporteur

M. PUDAL Bernard
Professeur émérite à l'Université Paris
Nanterre, Membre du jury

Mme CIRSTOCEA Ioana
Chargée de recherche habilitée au CNRS-
EHESS, Membre du jury

Soutenue par

Camelia RUNCEANU

le 21 décembre 2018

Dirigée par **Gisèle SAPIRO**

Remerciements

D'abord et surtout à Gisèle Sapiro, qui a contribué de manière décisive à l'achèvement de mon travail de thèse. Je voudrais lui exprimer toute ma gratitude pour l'appui constant et considérable qu'elle m'a donné pendant les longues années de mon apprentissage dans la recherche en sciences sociales, pour le regard attentif qu'elle a porté sur les différentes étapes de mon travail, pour ses conseils critiques, pour m'avoir intégrée dans son équipe de recherche et pour la générosité manifestée tout au long de ma formation à l'EHESS. Sans elle, ce travail serait toujours en chantier.

À Frédérique Matonti, qui a accueilli cette thèse à ses débuts. C'est ainsi que j'ai pu profiter de sa disponibilité à partager ses connaissances non seulement dans son séminaire d'histoire sociale des idées, mais aussi lorsque je préparais mon enquête de terrain.

À Daniel Barbu, qui a toujours soutenu ce projet de recherche. Il en a encouragé le déroulement dans un cadre favorable à l'internationalisation des problématiques liées au postcommunisme et a accompagné mon travail de thèse par des recommandations avisées.

À celles et ceux qui ont accepté de porter témoignage.

À mes amies, Alexandra Filotti, Emilia Plosceanu et Elena Stoian, qui ont lu certaines parties de cette thèse, en apportant leurs conseils, et à Dalia Bathory et Mia Jinga, qui ont accompagné par leur amitié l'élaboration de ce travail.

MOTS-CLÉS

postcommunisme, anticommunisme, communisme, espace public, intellectuels, engagements, société civile, essais, politique, sciences humaines et sociales, mémoire

RÉSUMÉ

Le but de cette recherche est de rendre compte de quelques dominantes de l'espace intellectuel roumain lors du passage du socialisme d'État à la démocratie représentative et des effets dans différentes sphères d'activité intellectuelle dus aux changements dans l'ordre social tenant de l'installation du marché et de la disparition progressive d'une économie régie par l'État. Le terrain de la recherche est constitué par un groupement d'intellectuels mis en place les derniers jours de décembre 1989, au moment même des transformations politiques déclenchées par la chute du régime communiste en Roumaine.

Le Groupe pour le Dialogue Social (GDS) fut le premier et resta le plus influent et stable groupement de la période postcommuniste ayant dans sa composition des auteurs ayant acquis leur reconnaissance sous le communisme, ainsi que de jeunes scientifiques formés également avant 1989. L'une des raisons de cette réussite consiste dans l'autorité culturelle accumulée par sa publication, l'hebdomadaire 22, qui se distingua parmi les publications intellectuelles et contribua de façon paradigmatique à la redéfinition de cet espace marqué après 1989 par l'intérêt accru pour des questions politiques et le monde politique. La nouveauté et la singularité du Groupe consistèrent en la durabilité du cumul des notoriétés : prestige obtenu par la majorité des membres comme auteurs de la période communiste, notoriété acquise par d'autres en tant que dissidents, mais aussi reconnaissance gagnée par certains autres à partir de 1990. Ces types de notoriété mis ensemble se sont manifestés par des engagements, collectifs et individuels, dont les formes furent multiples et diverses, consécutives et simultanées : textes publiés dans l'hebdomadaire du Groupe, interventions à l'occasion des rencontres avec des politiques, lettres ouvertes, expertise fournie aux organisations civiques ou à des structures politiques, articles publiés dans la presse spécialisée, essais et études politiques, participation à des associations civiques, enrôlement dans des partis politiques. La notoriété obtenue par bon nombre d'intellectuels du GDS, la durabilité du Groupe, sa tribune, 22, des investissements successifs dans la politique, du Groupe mais aussi individuellement, donnent du pouvoir à ses (re)présentations lorsque l'espace politique se structure autour du refus du communisme, l'« anticommunisme », et des anciens « communistes », membres de la nomenklatura surtout. Le GDS inclut des représentants des professions littéraires qui ont acquis leur reconnaissance et sont même devenus des figures notoires avant 1989, mais le GDS n'hésitera pas à intégrer aussi bien des journalistes que des juristes qui n'ont pas acquis leur reconnaissance comme auteurs, ne sont ni artistes ni scientifiques. L'hétérogénéité qui le caractérise, à travers une analyse de leurs trajectoires sociales et professionnelles et de leurs liens avec d'autres intellectuels et des politiques, permet d'esquisser des idées sur la situation et la place des intellectuels dans l'espace social pendant la période communiste mais surtout après 1989, et non seulement de ceux qui sont des membres de ce groupement.

Pour mieux situer le GDS et des membres du GDS dans l'espace intellectuel roumain après 1989 et pour tenter d'expliquer les tendances à l'œuvre dans le monde intellectuel et dans l'espace public recomposé après 1989, ce travail porte sur d'autres intellectuels car autour du GDS se constituent des réseaux grâce à 22 et des réseaux d'alliances grâce à d'autres activités des membres mais aussi car d'autres intellectuels formèrent de nouveaux lieux de socialisation politique et de sociabilité, restés dans leur majorité faiblement institutionnalisés. Sont présentées des institutions culturelles traditionnelles, là où ceux qui sont devenus membres du GDS ont travaillé avant 1989 et que certains habitent encore après 1989 mais aussi d'où leurs concurrents tirent leur autorité dans l'après 1989, qui ne partagent pas la vision du monde qui s'impose au sein du GDS, instance du pôle intellectuel de l'« anticommunisme », et au-delà. Mais aussi des entreprises culturelles comme maisons d'éditions, revues et centres d'expertise, qui sont l'œuvre des représentants des professions

intellectuelles, résultat des transformations politiques et d'une reconfiguration des rapports de force au sein du champ intellectuel. Sont analysés des parcours d'intellectuel des membres du GDS ou des alliés de celui-là, mais aussi des concurrents des membres du GDS, mettant à profit l'analyse des réseaux, utilisée comme méthode dans une approche qualitative, et la biographie comme outil de recherche (constituant aussi objet de réflexion).

Ce travail traite des pratiques proprement intellectuelles, mais surtout discursives, dans une analyse des textes à visée scientifiques et des textes journalistiques, regardant du côté des modes et des moyens d'occuper l'espace public formé par ces discours et ceux qu'ils suscitaient. Empruntant une approche socio-historique et s'inscrivant dans une approche relationnelle, ce travail porte sur les diverses formes que prend la politisation au sein des champs spécifiques – militantisme, entrée en politique, mobilisation politique et démobilisation des intellectuels – et sur les professions intellectuelles à l'aube et à l'épreuve de la démocratie et au service du processus de démocratisation.

KEYWORDS

post-communism, anti-communism, communism, public space, intellectuals, civic engagement, civil society, essays, politics, humanities and social sciences, memory

ABSTRACT

The purpose of this research is to account for some of the dominant features of the Romanian intellectual space in connection with the regime change that followed the collapse of state socialism. Transition to pluralism and representative democracy effected in different on the spheres of intellectual life, which echoed the transfiguration of the social order from a centralized and planned economy to new economic relations governed by the market. This research is focused on a group of intellectuals set up during the last days of December 1989 at the time of the political transformations triggered by the fall of the communist regime in Romania, and which avowed goal was to make sense of this dramatic change.

The Group for Social Dialogue (GDS) has been the first such association to be established and remains the most influential and stable group of its kind. The group typically includes authors that acquired public recognition under the communist regime as well as young scientists that completed their academic and intellectual training in the last decade of state socialism. One of the reasons for their success was the cultural authority capitalized by the group's weekly publication, 22, widely regarded as the most prominent intellectual outlets of post-communism. The regular contributors to the journal were instrumental in redefining a public space marked after 1989 by an increased interest for the political issues and politics. The distinctiveness and the sustainability of this venture were the cumulative result of the personal prestige and cultural authority enjoyed by most of the members of the group either as well published and widely read authors of the communist period, or as former dissidents. This prestige and authority was gradually on other members, whose public career started after 1990. These types of notoriety, joined together, took many different forms of engagement, collective and individual, consecutive and simultaneous: texts published in the journal of the Group, public statements during various meetings with politicians, open letters, expertise provided to civic organizations or political structures, papers published in the specialised press, political essays and studies, participation in civic associations, political party enrolment. The personal notoriety gained by a considerable number of intellectuals of the GDS, the resilience of the Group, the circulation of its journal 22, sequential investments in politics, of the Group itself but also individually, conferred a significant amount of clout to its (re)presentations of politics at a time when the political realm was structured around the rejection of communism (the post-communist "anti-communism"), as opposed to the electoral and social influence exercised by former "communists", especially by those members of the nomenklatura who succeeded to set the tone of post-communist politics. The Group included representatives of literary professions who achieved the recognition and have even become famous before 1989, but the GDS does not hesitate to integrate also journalists and lawyers who did not reach recognition as authors, artists or scientists. The heterogeneity of group is emphasised by an analysis of the social and professional trajectories of its senior members, and of their ties with other intellectuals and politicians present in the public space before 1989, leading to the idea that the intellectuals' place and role during the communist regime was structurally similar to the position and function imparted to them after 1989. This social continuity, masked by a discourse of discontinuity (anti-communism), characterized the totality of the intellectual milieu, and not only those who were members of this group.

To set the GDS in context of the wider intellectual space after 1989 and to explain the tendencies within the intellectual world and the reshuffled public space, was the main objective of this study. Hence, the career of other intellectuals, formally non-affiliated to the GDS is also reviewed, as around the GDS and especially the journal 22 a network of collusions and alliances is progressively woven, including new and diverse socialisation places and places of sociality, which

remained in the vast majority of cases weakly institutionalized. The study surveys also how traditional cultural institutions, where some members of the GDS worked before 1989 and to which they remain loyal after 1989, relate to the GDS and share or challenge its cultural authority. GDS is contested by such institutions mainly for his unremitting and uncritical "anti-communist" worldview. The study draws also the landscape of the cultural enterprises (publishing houses, magazines, centres of expertise organized by representatives of intellectual professions) influenced by or dependent on the GDS, and ponders their contribution to the political transformations and reconfiguration of power relations within the intellectual field. Are therefore examined and categorized the career paths available to the intellectuals, to the members of the GDS or their allies, but also of their competitors. The approach to this topic draws on the method of social network analysis in a qualitative approach and to the biography as research instrument (construed also as an object of reflection).

The research was by and large devoted to isolate and examine intellectual practices, especially discursive practices, in the analysis of scientific and journalistic texts, looking at ways and means deployed by intellectuals in order to occupy the public space. In a socio-historical approach and in a vision inspired by the sociology of relations, this research was concerned with various forms taken by the politicisation within specific fields – militancy, entrance into politics, political mobilisation and demobilisation of the intellectuals –, and intellectual professions at the dawn of the democratic regime.

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	2
TABLE DES MATIÈRES	6
INTRODUCTION	11
I. Cadre théorique et problématique	11
II. Méthodes et sources.....	31
A. Biographie (méthode et source) et sources textuelles	33
B. Analyse des textes	40
C. Sources et méthodes	47
IV. État des lieux. Historiographie roumaine sur le monde intellectuel et le monde politique sous le communisme et dans la période postcommuniste	53
A. Ouvrages sur le monde intellectuel	54
1. Analyses sur le monde intellectuel.....	55
2. Le terme d'« intellectuel » dans l'historiographie roumaine récente.....	81
3. Études sur le GDS ou textes sur des intellectuels du GDS	83
B. Études du communisme et du postcommunisme en Roumanie	84
1. Communisme et postcommunisme	89
2. Évaluations du régime communiste en Roumanie. Un inventaire des termes dans les études politiques après 1989	91
3. Du postcommunisme et du communisme à travers des analyses d'auteurs roumains.....	96
SCHÉMA DE LA THÈSE	100
III. Enquêter dans les milieux intellectuels (en Roumanie après 1989)	106
A. Enquête ethnographique.....	107
B. Lieux de rencontre, prise de contact et cercles d'inter(re)connaissances. Réception de l'enquête	115
C. Étapes de l'enquête et résistance(s) à l'objectivation.....	130
D. Savoirs économiques et rapports à l'argent et au monde des affaires.....	147
E. Du côté des affects et des relations amoureuses	150
F. Présentations publiques et présence(s) : importance des observations faites à distance	154
G. Présence et préoccupation pour les services de surveillance de l'État.....	161
Chapitre liminaire De la « société civile » à l'« espace public » des intellectuels après 1989. Des termes et des mots	165
I. Des « intellectuels » roumains à l'aube et à l'épreuve de la démocratie. Le GDS	168
II. La « société civile » des intellectuels et les enjeux de l'usage de la notion de « société civile » en Roumanie postcommuniste	174
A. Les lieux de la vie intellectuelle (avant 1989).....	178
B. Les lieux de la société civile et ses organisateurs (après 1989)	179
C. La notion de « société civile » dans l'espace des discours autorisés sur la politique et ses concepteurs et théoriciens	182
III. « Espace public ».....	185
IV. « Intellectuels critiques », « intellectuels publics ».....	186
V. La notion de « politisation »	188
PREMIÈRE PARTIE LE GROUPE DE DIALOGUE SOCIAL DANS LE CHAMP DE PRODUCTION CULTURELLE ET DANS L'ESPACE PUBLIC	197
Premier chapitre « Intellectuels » sous le communisme. Des membres du GDS avant 1989	205
I. La structure du champ de production culturelle, son évolution dans la dernière période du communisme et membres fondateurs du GDS	211

A. La position du champ littéraire et la fonction de la littérature	211
B. Membres fondateurs du GDS (1989)	217
C. Traductions et traducteurs avant 1989.....	227
D. Le recours à l'exil comme contre-pouvoir et l'exil.....	242
1. Exilés des années 1970 et des années 1980	251
2. L'« anticommunisme » de l'étranger et les écrivains roumains	253
3. Une revue aux États-Unis	259
II. Prestige culturel et dissidence – liens culturels et stratégie de légitimation : membres du GDS sous le communisme et la « résistance par [pour] la culture »	263
A. La « dissidence » dans les milieux intellectuels : la « résistance par [pour] la culture » et la culture alternative	264
B. Le rôle des réseaux intellectuels et la « résistance par la culture » : débats autour de l'« « école » du philosophe Constantin Noica »	270
III. Les formes de la dissidence dans les milieux intellectuels. De la protestation individuelle aux protestations collectives	295
A. Opposants du régime, dissidents et les milieux intellectuels	298
B. De la quête de reconnaissance à la protestation	304
C. La protestation des « grands » : la « lettre des sept »	309
D. La solidarité autour du prestige ou la mobilisation des « jeunes » : la « lettre des dix- huit intellectuels »	314
1. En quête du statut d'écrivain. Du refus de publication à la protestation commune	325
2. Écrivains, scientifiques, futurs membres du GDS : la « lettre des 18 intellectuels »	334
3. Itinéraire de la « lettre des dix-huit intellectuels » et futurs membres du GDS	339
4. Des lettres et des idées au projet : un « Groupe » pour le dialogue social.....	342
Des journalistes et travailleurs de la presse : <i>Romania libera</i>	349
Chapitre 2 : Les événements de 1989, le GDS et le nouveau régime	351
I. Décembre 1989, (futurs) membres du GDS et participation au pouvoir	354
II. Des listes et la liste des membres fondateurs : la création du GDS	380
III. La « société civile » engagée et l'espace du politique.....	393
IV. Cooptations et membres cooptés (1990-2009) : réseaux d'interconnaissance..	409
A. Les listes et des listes	410
B. Membres cooptés à partir de 1990 : des « intellectuels » (intellectuels-politiques), des journalistes (journalistes-politiques) et des politiques (professions libérales en politique)	417
C. Cooptations 1990 : domaines d'activité et rapport à la politique	428
D. Cooptations 1994-1995 ou 1996	448
E. Cooptations entre 1996 et milieu des années 2000. Médias, écrivains et réseaux d'alliance	459
1. Écrivains et spécialistes de la littérature	461
2. « Intellectuels » des années 1990	466
3. Journalistes	469
F. Des cooptations à partir de la moitié des années 2000. Académisation et politisation	473
Chapitre 3 Institutions culturelles traditionnelles entre rupture et continuité. Pratiques anciennes et nouveaux intérêts	485
I. L'Académie roumaine, instance de consécration et des institutions de la recherche scientifique.....	489
A. L'Académie roumaine sous le communisme et les académies spécialisées (les années 1970-1980)	490
B. Enseignement politique et espace éditorial. Deux revues en sciences humaines et sociales	509

C. L'Académie roumaine dans le postcommunisme : du nouveau et de l'ancien	527
1. Des anciennes institutions de la recherche et membres fondateurs du GDS	536
2. Les « problèmes du pays » et la « transition » (l'Institut de recherche pour la qualité de vie).....	539
3. Nouvelles institutions de la recherche : l'Institut de théorie sociale (1990), l'Institut national pour l'étude du totalitarisme (1993) et l'Institut d'histoire des religions (2008)	551
II. Espace de la littérature et gens de lettres	570
A. Champ des revues littéraires et culturelles avant et après 1989	570
1. Des revues littéraires ou culturelles de la période communiste et après	571
2. Des stratégies de légitimation avant comme après 1989	585
3. Presse communiste et après 1989	589
4. Nouvelles revues et 22	593
B. L'Union des écrivains et le journalisme après 1989	607
1. L'Union des écrivains et le GDS	607
2. De la presse littéraire à la presse d'attitude (dans 22).....	612
Chapitre 4 D'autres groupements d'intellectuels	620
I. La Société de demain, une « alternative » au GDS	622
II. Le Groupe de réflexion pour le renouveau de l'Église orthodoxe.....	632
A. Les tenants du « renouveau » de l'Église orthodoxe.....	642
B. Des « intellectuels orthodoxes » dans le GDS. Intégration et cooptation dans le GDS	652
C. Politiques prétendants ou administrateurs de la culture	663
D. Les Éditions Anastasia	666
E. Officialisation, académisation et politisation	668
DEUXIÈME PARTIE L'ANTICOMMUNISME COMME « VISION DU MONDE » ET RAPPORTS À LA POLITIQUE	682
Chapitre 5 : Le périodique 22 et le GDS.....	688
I. Équipes rédactionnelles et présidents du GDS (1990-2009)	694
II. La « société civile » et le journalisme : le GDS et sa tribune (1990-1991)	715
III. Défections et prises de parole : sorties, exclusions, séparations, scandales	731
IV. D'un refus du GDS. Autour de la « résistance par la culture ».....	741
V. D'une marginalisation	749
VI. Des porte-parole et des « groupes » du « Groupe »	751
VII. Ré-investir le capital accumulé	758
Chapitre 6 : Rhétorique de l'« anticommunisme »	761
I. Mémoire collective et passé récent	770
II. Archives de soi. Autobiographie et mémoire collective.....	774
III. Du procès de Ceausescu au « procès du communisme »	786
Unicité et exemplarité : « le cas Gheorghe Ursu » comme « procès du communisme »	804
IV. De la « résistance par la culture » à l'« anticommunisme ». Réévaluation des disciplines : des acquis et des pratiques d'avant.....	810
A. Littérature sous le communisme, la « résistance par [pour] la culture » et la « littérature de tiroir ».....	816
B. Des historiens. Entre « épuration » et morale	819
C. La philosophie dans le postcommunisme.....	821
V. À la recherche d'une identité. Mémoire collective, mémoire historique et rapports aux héritages	824
A. Récupération d'une culture de l'entre-deux-guerres.....	824
B. Nationalisme et « identité nationale » à l'épreuve du « retour en Europe »	836

VI. Stratégies identitaires et légitimation de l'engagement au nom des valeurs intellectuelles	840
Chapitre 7	842
Travail d'importation des références étrangères : une stratégie dans le champ intellectuel roumain.....	842
I. Auteurs et interlocuteurs dans 22	847
A. En quête de modèles.....	847
B. Du postcommunisme	852
1. Avec des auteurs de la pensée dissidente	852
2. Intellectuels français.....	860
C. Spécialistes de la Roumanie	864
D. Intellectuels hongrois	869
E. « Société civile » et politique	873
II. La traduction comme stratégie pour construire une « identité » collective	883
Chapitre 8	886
Religion, droit et histoire dans 22. De l'alliance et des conflits entre droit et tradition. « Intellectuels orthodoxes », historiens et militants pour les droits de l'homme	886
I. Discours sur l'Église et rapports à la religion dans 22.....	895
II. Rôle de l'Église orthodoxe après 1989, contrepoids au débat sur le passé	899
III. « Intellectuels orthodoxes » et militants pour les droits de l'homme. L'emprise du droit et rapports au passé	914
TROISIÈME PARTIE LA « NOUVELLE » CULTURE ENGAGÉE. DE LA POLITIQUE À LA SCIENCE ET LA SCIENCE POUR LA POLITIQUE	937
Chapitre 9 Des lieux d'expertise : médias, politique et économie.....	940
I. La transition et les spécialistes de l'économie	943
II. Institutions nouvelles fonctionnant auprès du GDS	948
A. Le sociologue entre profession et affiliation politique. Le Centre indépendant de sondages	948
B. Les médias et le « Groupe » audiovisuel du Groupe de dialogue social.....	955
C. Association pour la Défense des Droits de l'Homme-Comité Helsinki et le Centre d'études internationales.....	967
III. Fondation Soros en Roumanie et l'« élite intellectuelle ».....	969
A. De la profession de sociologue après 1989	977
1. Du service pour l'État au travail philanthropique	977
2. De l'entrepreneuriat au statut d'expert.....	982
B. L'investissement à l'étranger et la Central European University.....	985
Chapitre 10 Instances de légitimation et de consécration : institutions nouvelles créées par des membres du GDS.....	989
I. De la culture prononcée à la culture promue : les Éditions Humanitas	993
A. Sur les « ruines des Éditions politiques ».....	994
B. Une réussite économique sans enjeux économiques	998
C. La traduction, champ éditorial après 1989 et renouvellement des disciplines et du champ académique	1000
D. Héritages et nouvelles alliances	1007
E. Des collaborateurs de Humanitas et du catalogue de Humanitas	1011
F. Traductions, médiateurs et traducteurs chez Humanitas.....	1013
G. Des abandons silencieux. Compétence(s) et notoriété	1021
H. Humanitas ne débute aucun auteur, mais choisit	1023
II. La « société civile » entre la science et la politique.....	1027
A. Sfera politiciii. Revue de sciences politiques.....	1030
B. Polis. Revue de sciences politiques	1049

Chapitre 11 Des identités intellectuelles pour la politique. Entre spécialité(s) et espace politique : affiliations, « vision du monde » et institutions	1063
I. Entrées à l'Université et autorités nouvelles	1065
II. Rapports à l'étranger et travail d'importation	1077
III. Lieux de la politique	1101
A. Instituts auprès des partis politiques	1101
B. Structures de l'État et intellectuels du GDS	1106
V. Lieux de la culture, de la recherche et de la politique	1116
En guise de conclusion : Guère de cause ou cause de guerre ? Des écrivains de café aux intellectuels de tribune	1139
I. Cadres institutionnels et types de discours. Pratiques des intellectuels et engagements intellectuels	1143
II. Le public. Quels publics ?	1147
III. L'engagement du « désengagement » : le retour à la littérature	1150
IV. L'usage de l'Internet comme moyen d'expression par des intellectuels	1154
V. Des sujets en débat et de l'« inexistence du débat »	1161
BIBLIOGRAPHIE	1165

INTRODUCTION

I. Cadre théorique et problématique

Le but de cette recherche est de rendre compte de quelques dominantes de l'espace intellectuel roumain lors du passage du socialisme d'État à la démocratie représentative. Le terrain de la recherche est constitué par un groupement d'intellectuels mis en place les derniers jours de décembre 1989, au moment même des transformations politiques déclenchées par la chute du régime communiste en Roumaine. Le Groupe pour le Dialogue Social (GDS) fut le premier et resta le plus influent et stable groupement de la période postcommuniste ayant dans sa composition des auteurs ayant acquis leur reconnaissance sous le communisme, ainsi que de jeunes scientifiques formés également avant 1989. La nouveauté et la singularité du Groupe consistèrent en la durabilité du cumul des notoriétés : prestige obtenu par la majorité des membres comme auteurs de la période communiste, notoriété acquise par d'autres en tant que dissidents, mais aussi reconnaissance gagnée par certains autres à partir de 1990. Ces types de notoriété mis ensemble se sont manifestés par des engagements, collectifs et individuels, dont les formes furent multiples et diverses, consécutives et simultanées : textes publiés dans l'hebdomadaire du Groupe, interventions à l'occasion des rencontres avec des politiques, lettres ouvertes, pétitions, expertise fournie aux organisations civiques ou à des structures politiques, articles publiés dans la presse spécialisée, essais et études politiques, participation à des associations civiques, enrôlement dans des partis politiques.

Les cadres d'expression qu'il s'est donnés, notamment la « revue » ²²¹, pour rendre publiques les opinions de ses membres et collaborateurs, ne semblent pas s'écarter de ce que tendent à faire d'autres producteurs de discours et intellectuels après 1989 qui se réunissent en collectifs. En fait, plusieurs collectifs se sont constitués après 1989 sur la base d'anciennes relations et l'appartenance à une certaine histoire ou sensibilité, de l'intérêt partagé pour la politique et une vision commune sur le rôle du producteur des discours (écrivain, scientifique ou universitaire). Ils formèrent tous de nouveaux lieux de socialisation politique et de sociabilité intellectuelle, restés dans leur majorité faiblement institutionnalisés. Pourtant, ce n'est que le GDS qui passa l'épreuve du temps. L'une des raisons de cette réussite consiste dans l'autorité culturelle accumulée par sa publication, 22, qui se distingua parmi les nouvelles publications intellectuelles et contribua de façon paradigmatique à la redéfinition de cet espace marqué après 1989 par l'intérêt accru pour des questions politiques et le monde politique.

Le GDS se singularise par la durée de certaines pratiques assumées collectivement, telles les rencontres organisées entre des intellectuels et de ceux-là avec des politiques. Leur intérêt constant pour la

¹ Si le terme de « revue » n'apparaît pas dès sa création, à la publication du GDS, qui est en effet un hebdomadaire, dont le format mais aussi la manière dont elle est présentée (format, rubriques et longueur des textes) est plus souvent mentionnée par des membres du GDS comme « revue » et où on lui accole notamment dans les médias l'appellation de « revue ».

politique et des entreprises réalisées en tant que collectif, surtout 22, singularise ce regroupement rassemblant des intellectuels. L'analyse de leurs prises de position politiques produites par ses membres et rendues publiques à travers 22, publication du GDS, permet de restituer le processus de construction et de légitimation d'une identité. Le GDS constitue dans le même temps des cadres de consécration d'une identité intellectuelle et parfois aussi de construction d'une nouvelle identité professionnelle.

Nous nous proposons de rendre compte de la formation et de l'évolution, du trajet d'un groupement et de la plupart de ses membres (mais surtout de ses membres fondateurs). Nous nous arrêtons sur la création et les premiers engagements du GDS lorsque le groupement d'intellectuels prétend s'opposer aux politiques en place (en 1990) et se présentent en concurrents de ceux-ci lorsque la politique est affectée par l'image que lui a donnée le communisme en se créant l'image d'« avant-garde » politique.

Notre analyse est centrée sur des membres fondateurs du GDS ainsi que sur d'autres membres cooptés ultérieurement qui sont des « intellectuels », selon la définition qui s'est imposée à partir de l'Affaire Dreyfus. Ce qui nous intéresse c'est de suivre leurs parcours professionnels et, selon les cas, leur passage d'une spécialité à une autre (dans le cas de certains auteurs de la période communiste) ou leur parcours scolaire (pour les plus jeunes qui font leur début après 1989) parce que nous nous proposons de rendre compte de leur devenir d'intellectuel. Des intellectuels consacrés avant 1989 ou ceux qui sont devenus des auteurs notoires de la période postcommuniste nous intéressent ici tout particulièrement mais il peut s'agir aussi des membres qui ne sont pas affirmés comme auteurs (tel est le cas de l'ancien détenu politique des années 1980, Radu Filipescu, ingénieur ou de Doina Cornea, universitaire jusqu'aux années 1970) ou qui ne sont des auteurs d'ouvrages à visée scientifique qu'après avoir intégré le Groupe (tel est le cas d'Aurelian Craiutu ou de Cristian Preda).

Notre objet d'analyse est d'emblée donné, préconstruit, le GDS et les membres du GDS (34 membres fondateurs au 31 décembre 1989, 40 membres en janvier 1990, 52 membres en octobre 1990 et 84 au total). Le GDS est aussi celui qui se donne à voir, dont le monde intellectuel en parle et des membres du GDS en parlent. Du fait de son hétérogénéité et pour mieux situer le GDS et des membres du GDS dans l'espace intellectuel roumain après 1989 et pour tenter d'expliquer les tendances et les changements intervenus dans le champ intellectuel recomposé, reconfiguré après 1989, dans notre analyse, nous nous référons à d'autres intellectuels aussi. Surtout que, autour du GDS se constituent des réseaux grâce à 22 mais aussi des réseaux d'alliances grâce à d'autres activités des membres du GDS.

Les représentations dominantes du GDS² que font circuler des intellectuels du GDS et avec eux certains autres intellectuels sont celles d'un groupement d'« intellectuels » et d'« intellectuels » qui se sont distingués avant 1989 par des gestes subversifs voire par leur dissidence ou leur opposition au régime

² Nous parlons de représentations qui circulent ou de représentations dominantes dans l'espace public ou dans les milieux intellectuels en excluant ici des discours diffamatoires circulant surtout par l'internet. Alors que nous mentionnons, nous incluons dans notre analyse les moyens par lesquels ces discours circulent (dans notre texte en guise de conclusion).

communiste. Représentations qui trouvent leurs justifications dans le fait que le Groupe inclut des intellectuels consacrés avant 1989 et connus déjà depuis la période communiste, dont certains se sont vus marginalisés, d'autres ont agi à l'encontre des décisions prises au sujet d'autres intellectuels notoires, mais aussi des plus connus dissidents (Mircea Dinescu) et opposants au régime communiste³. La notoriété obtenue par bon nombre d'intellectuels du GDS, la durabilité du Groupe, la création de sa propre tribune, l'hebdomadaire 22, des investissements successifs dans la politique, du Groupe mais aussi individuellement, donnent du pouvoir à ses (re)présentations lorsque l'espace politique se structure autour du refus du communisme, l'« anticommunisme », et des anciens « communistes », membres de la nomenklatura surtout. Des représentations dominantes des membres du GDS seront cependant démenties (comme nous le montrons par la suite) par certains membres du GDS (qui sont de nos interlocuteurs)⁴.

Le GDS inclut des représentants des professions littéraires qui ont acquis leur reconnaissance et sont même devenus des figures notoires avant 1989, et construira son identité, dans le postcommunisme, comme groupement d'intellectuels grâce à sa tribune, cela en dépit du fait que le GDS n'hésitera pas à intégrer aussi bien des journalistes que des juristes qui n'ont pas acquis leur reconnaissance comme auteurs, ne sont ni artistes ni scientifiques. L'hétérogénéité qui le caractérise, à travers une analyse de leurs trajectoires sociales et professionnelles et des liens que ses membres établissent avec d'autres intellectuels et des politiques, permet d'esquisser des idées sur la situation et la place des intellectuels dans l'espace social pendant la période communiste mais surtout après 1989, et non seulement de ceux qui sont des membres de ce groupement. L'analyse des trajectoires professionnelles de ceux qui composent un groupement qui se définit comme « groupe » d'« intellectuels de diverses professions » vise la restitution des activités menées par ces individus et parfois dans des collectifs sous la tutelle du GDS ou à l'extérieur de lui. Par la description de leurs activités et la présentation de leurs prises de position intellectuelles, interventions sur des sujets politiques et devant un public large ou dans le monde politique, nous voulons fournir une analyse du processus de construction d'une identité intellectuelle tant au niveau individuel que collectif mais aussi de la reconstruction parfois des identités professionnelles, processus rendus possibles par les événements de 1989 (révolte populaire et chute du régime communiste). L'ouverture de la politique, autrement dit la redéfinition de l'espace politique après 1989, crée de nouvelles possibilités et les poussent à redéfinir leurs intérêts (pour les aînés surtout) ou à exhiber leurs intérêts et à les réorienter. Les changements dans l'ordre social tenant de l'installation des lois du marché et de la disparition progressive d'une économie régie par l'État qui auront plus généralement des effets dans différentes sphères d'activité intellectuelle les poussent à changer de profil intellectuel : on renonce à la littérature pour l'essai et à l'essai sur des thèmes culturels pour l'essai politique, etc. Les transformations d'ordre politique auront des effets dans le changement de

³ Doina Cornea ; Gabriel Andreescu ; Dan Petrescu.

⁴ Voir ici le compte-rendu de notre enquête.

carrière dans le cas de ceux qui ne sont qui, bien qu'ils aient fait leur début, ne sont pas encore consacrés (surtout nés au milieu des années 1950). Mais aussi dans le changement de parcours scolaire de ceux qui sont en train de choisir une spécialisation (en fin de parcours universitaire, ils sont nés au milieu des années 1960), voire de carrière (préparent leur admission à l'Université, ils sont nés au début des années 1970)⁵. Le changement de régime, avec l'avènement de la démocratie, profite à leur ascension dans les hiérarchies du monde intellectuel (entrée à l'Union des écrivains et installation dans des postes de direction, mais surtout entrée à l'Université, éditeurs, etc.) et dans la hiérarchie sociale (propriétaires ou copropriétaires des sociétés privées, dans la proximité des politiques ou entrée en politique comme politiques). Dans le cas de ceux qui ont reçu leur consécration avant 1989 et qui se sont fait connaître dans divers milieux intellectuels, le changement d'activité (éditeur ou fondateur d'un centre « d'excellence ») ou de discipline avec leur entrée à l'université indiquent leur montée en reconnaissance. Les parcours de deux dissidents (Mircea Dinescu, Radu Filipescu) et deux opposants (Doina Cornea, Gabriel Andreescu)⁶ nous montrent dans quelles conditions il est possible de garder le pouvoir d'une reconnaissance obtenu avant 1989 ou de se faire reconnaître devant le large public de par un capital moral acquis par des gestes contre le régime communiste⁷.

Notre travail emprunte une approche socio-historique. Notre étude de l'espace intellectuel roumain et notre réflexion des attitudes des intellectuels (de ceux qui nous intéressent ici) sous le communisme (dans les années 1980 et surtout les dernières années avant la chute du régime) comme sur celles développées dans le postcommunisme a comme cadre théorique celui proposé par Pierre Bourdieu⁸ sur les concepts de

⁵ Les premiers sont des plus jeunes membres fondateurs du GDS, les autres vont intégrer le GDS par ordre successif à partir du milieu des années 1990.

⁶ Ces quatre figures dont les parcours ne se ressemblent point sauf que trois d'entre eux sont nés dans les années 1950.

⁷ L'emploi de la notion de « capital moral » sert à définir le capital symbolique accumulé par ceux qui se sont opposés ou se sont confrontés au pouvoir communiste et qui se définit dans la plupart des cas à l'opposé du capital politique acquis dans « les appareils des syndicats et des partis [et qui] se transmet à travers le réseau des relations familiales, conduisant à la constitution de véritables dynasties politiques ». Pierre Bourdieu, *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action* [1994], Seuil, 1996, pp. 9-29 et 31-35 ; Pierre Bourdieu, *Propos sur le champ politique* (avec une introduction de Philippe Fritsch), Presses universitaires de Lyon, 2000, pp. 99-107, édition roumaine, 2012.

⁸ Des traductions de Pierre Bourdieu ont été publiées avant 1989 dans deux anthologies. Il s'agit de l'anthologie constituée par Ion Aluas et Ion Dragan (éd.), *Sociologia franceza contemporana. Teorie, metodologie, tehnici, ramuri* [La sociologie française contemporaine. Théorie, méthodologie, techniques, branches], Éditions politiques, 1971. Elle comprend deux textes signés par Pierre Bourdieu, tirés des deux livres : avec Jean-Claude Chamboredon, Jean-Claude Passeron, *Le métier de sociologue*, La Haye, Mouton, 1968 ; avec Jean-Claude Passeron, *La Reproduction. Éléments d'une théorie du système d'enseignement*, Minuit, « le sens commun », 1970. Et de l'anthologie constituée par Fred Mahler (éd.), *Sociologia educatiei si invatamantului. Anthologie de texte contemporane de peste hotare* [Sociologie de l'éducation et de l'enseignement. Anthologie de textes contemporaines de l'étranger], Éditions didactiques et pédagogiques, 1977. Cette anthologie comprend un autre texte tiré du livre de Pierre Bourdieu avec Jean-Claude Passeron (*La Reproduction. Éléments d'une théorie du système d'enseignement*, op. cit.). Un recueil de textes de Pierre Bourdieu paraît en roumain en 1986 chez Meridiane de Bucarest, *Economia bunurilor simbolice* [L'économie des biens symboliques], constitué par Mihai Dinu Gheorghiu, comprend des textes de Pierre Bourdieu parus dans *L'Année sociologique*, 22, 1971 (« Le marché des biens symboliques », pp. 49-126), *Les Temps modernes*, 295, 1971 (« Disposition esthétique et compétence artistique »), *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2, 1975 (« L'invention de la vie d'artiste », pp. 67-94), *ARSS*, 13, 1977, (« La production de la croyance : contribution à une économie des biens symboliques », pp. 3-43) et un autre tiré de son ouvrage *La Distinction. Critique sociale du jugement* (« Éléments pour une critique "vulgaire" des critiques "pures" », pp. 565-585). Le traducteur (Mihai Dinu Gheorghiu) du premier volume paru en roumain et portant la signature de Pierre Bourdieu rassemble dans un autre volume (Mihai Dinu Gheorghiu (dir.), *Cercetari contemporane de sociologia culturii*

« champ » et de « *habitus* » et les études de Christophe Charle⁹, qui ont constitué des références des analyses des rapports entre champ littéraire et/ou champ scientifique¹⁰, plus généralement, champ intellectuel et champ du pouvoir en France et en Europe occidentale¹¹. Nous nous appuyons sur la théorie des champs de Pierre Bourdieu et nous nous servons des analyses sur le champ littéraire, scientifique et politique, sur l'engagement des représentants des sciences humaines et sociales, sur les « modalités et formes de l'engagement intellectuel » et sur les « professions intellectuelles¹² ».

Nous discutons des institutions culturelles traditionnelles, là où ceux qui sont devenus membres du GDS ont travaillé avant 1989 et que certains habitent encore après 1989 mais aussi d'où leurs concurrents

[Recherches contemporaines de sociologie de la culture], Iasi, Éditions de l'Université « Al. I. Cuza », 1988) des textes de la sociologie de la culture qui se situent dans le cadre de l'analyse de Bourdieu. Le volume comprend des études de Pierre Bourdieu, Louis Pinto et Michael Pollak, J.-C. Chamboredon, Christophe Charle, Anne-Marie Thiesse, Jacques Dubois, Rémy Ponton, Nathalie Heinich. Les textes de Pierre Bourdieu traduits ici sont : « Les sciences sociales et la philosophie », ARSS, 47, 1983, pp. 45-52 ; « L'Ontologie politique de Martin Heidegger », ARSS, 5-6, 1975, 109-156 ; « Le mort saisit le vif. Les relations entre l'histoire réelle et l'histoire incorporée », ARSS, 32, 1980, pp. 3-14 ; « L'illusion biographique », ARSS, 62, 1986, pp. 69-72. Une autre anthologie constituée par Mihai Dinu Gheorghiu et qui devrait paraître en 1989, ne paraît qu'en 1991, *Sociologia perceptiei artistice*, Ed. Meridiane, 1991. Elle comprend deux textes de Pierre Bourdieu (« Une classe objet », ARSS, 17, 1977, pp. 2-5 et un autre avec Yvette Desault, « Pour une sociologie de la perception artistique », ARSS, 40, 1981, pp. 3-9) et d'autres sur l'art. L'anthologie est structurée en quatre sections (« réalisme et classes sociales », « art dans le champ du pouvoir », « l'identité de l'art et de l'artiste », « art et régionalisation »). Les premières traductions de Pierre Bourdieu parues dans l'après 1989 sont assez tardives. Elles paraissent en 1998 chez Univers (un volume) et chez Meridiane (deux volumes). Il suit trois autres traductions en 1999, en 2000 et en 2001 dont une seulement paraît aux Éditions Institut européen d'Iasi (en 2000), alors que les deux autres paraissent toujours chez Meridiane de Bucarest. La dernière traduction de Bourdieu chez Meridiane paraît en 2003. Aux Éditions Meridiane (maison d'édition qui a déjà publié le premier recueil de textes de Bourdieu en roumain) paraissent la majorité des traductions des livres de Bourdieu (cinq après 1989). Art de Bucarest est un autre nouvel éditeur qui publie des traductions de Bourdieu : une réédition en 2007 et une nouvelle traduction en 2012. Une autre traduction paraît aux Éditions de l'Université d'Iasi en 2012 dans la collection « L'observatoire social » (dirigé par Mihai Dinu Gheorghiu). Jusqu'en 2012, on compte neuf ouvrages de Pierre Bourdieu parus en Roumanie en roumain après 1989 dont un est un recueil de textes et trois anthologies qui comprennent des textes tirés des volumes de Pierre Bourdieu et de ses articles.

⁹ Christophe Charle, *Naissance des « intellectuels » 1880-1900*, Editions de Minuit, 1990. Deux livres de Christophe Charle sont publiés en roumain : *Les Intellectuels en Europe au XIXe siècle. Essai d'histoire comparée*, [Paris, Editions du Seuil, coll. « L'univers historique », 1996] ainsi que l'ouvrage cosigné par Jacques Verger, *Histoire des universités* [Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1994]. Ces deux ouvrages paraissent respectivement en 2001 et en 2002 aux Editions de l'Institut européen d'Iasi. Dans l'espace roumain un nombre restreint de travaux scientifiques portent sur les intellectuels des périodes récentes (du régime communiste et de l'après 1989) mis à part les études sur les écrivains. Ils sont rares les auteurs roumains utilisant l'ouvrage de Christophe Charle comme référence principale dans leurs travaux d'histoire sur l'enseignement supérieur au XIXe siècle ou pour traiter des relations entre intellectuels et politiques dans la période postcommuniste. Dans la plupart des études parues en Roumanie après 1989 sur la question des intellectuels le moment de l'apparition de la nouvelle définition de l'intellectuel lors de l'affaire Dreyfus constitue une des références à l'histoire des intellectuels en Europe mais aucune n'explique ni le contenu de la définition de l'intellectuel ni le contexte qui avait vu naître cette catégorie. De plus, les affirmations quant à l'impossibilité de l'application de la notion d'« intellectuel » telle qu'elle s'est définie à la suite de l'affaire Dreyfus ne reçoivent jamais une explication, et l'ouvrage de Charle dédié à cette question n'est pas cité.

¹⁰ Gisèle Sapiro, « Défense et illustration de "l'honnête homme" ». Les hommes de lettres contre la sociologie », ARSS, 153, pp. 11-27.

¹¹ Frédérique Matonti, « L'engagement des intellectuels : nouvelles perspectives », ARSS, 176-177, 2009, pp. 4-7 ; Gisèle Sapiro, « La raison littéraire », ARSS, 111-112, 1996, pp. 3-35 ; Id., *La Guerre des écrivains 1940-1953*, Paris, Fayard, 1999 ; Id., « Les formes de l'engagement dans le champ littéraire », in Jean Kaempfer, Soyna Florey et Jérôme Meizoz, *Formes de l'engagement littéraire (XVe-XXIe siècles)*, Lausanne, Éditions Antipodes, 2006, pp. 118-130 ; Id., « Pour une approche sociologique des relations entre littérature et idéologie », *CoNTextes*, n° 2, février 2007 ; Id., « Modèles d'intervention politique des intellectuels. Le cas français », ARSS, 176-177, 2009, pp. 9-31 ; Frédérique Matonti, « Les "bricoleurs". Les cadres politiques de la raison historique : l'exemple de *La Nouvelle Critique* », *Politix*, 36, 1996, pp. 95-114 ; Id., *Intellectuels communiste. Essai sur l'obéissance politique* *La Nouvelle Critique (1967-1980)*, Paris, La Découverte, « L'espace de l'histoire », 2005 ; Hervé Serry, *Naissance de l'intellectuel catholique*, Paris, La Découverte, « L'espace de l'histoire », 2004.

¹² Gisèle Sapiro, « Les professions intellectuelles entre l'État, l'entrepreneuriat et l'industrie », *Le Mouvement social*, 214, 2006, pp. 3-18.

tirent leur autorité dans l'après 1989. Des membres de ces institutions vont se présenter et au sein de ces mêmes institutions nous retrouvons des intellectuels critiqués par des membres du GDS pour leur passé communiste ou/et leur rapprochement de certains politiques, des intellectuels qui ne partagent pas la vision du monde qui s'impose au sein du GDS, instance du pôle intellectuel de l'« anticommunisme » (première partie), et bien au-delà. Mais nous traitons aussi et surtout des entreprises culturelles comme maisons d'éditions, revues et centres d'expertise, dirigés par des membres du GDS (troisième partie).

Nous analysons des parcours d'intellectuel (type de reconnaissance et de consécration, discipline d'appartenance, postes occupés et institutions investies, engagements etc.) des membres du GDS ou des alliés de celui-là (collaborateurs ou autres), mais aussi de ses concurrents ou des concurrents des membres du GDS, dont certains sont aussi intellectuels critiqués par le GDS ou/et dans sa publication, l'hebdomadaire 22. Certaines pratiques attirent ici l'attention, celles discursives surtout et, dans un sens plus large, pratiques proprement intellectuelles, dont la traduction. Nous analysons des idées qui sont produites par le GDS et par ses membres ou, encore que plus rarement par d'autres intellectuels, en étudiant surtout leurs textes à visée scientifiques (ouvrage, paratexte, article de revue) ou leurs textes journalistiques (deuxième partie). Nous traitons aussi des échanges entre des intellectuels roumains et entre ceux-là et le monde intellectuel de l'étranger mais aussi des échanges et des lieux de rencontres entre monde intellectuel et monde politique (deuxième partie et troisième partie). Nous traitons aussi des diverses engagements intellectuels, de diverses formes que prend la politisation au sein des champs spécifiques : militantisme, entrée en politique, mobilisation politique et démobilitation des intellectuels (deuxième partie et troisième partie). Nous traitons des formations diverses et des professions intellectuelles à l'aube de la démocratie et à l'épreuve de la démocratie et au service du processus de démocratisation (troisième partie).

On parle autant du GDS pour restituer la dimension collective d'une identité intellectuelle mais aussi d'autres institutions proprement culturelles (comme l'Académie roumaine) ou de celles qui sont l'œuvre des représentants des professions intellectuelles, résultat des transformations politiques et d'une reconfiguration des rapports de force au sein du champ intellectuel (comme les groupements ou les centres de recherche ou d'expertise).

Analysant la construction d'une identité nouvelle dans le champ de production culturelle et dans le champ politique, ainsi que la conquête des positions dans des champs spécifiques de l'espace intellectuel par ceux qui sont des membres du GDS, notre travail s'inscrit dans la sociologie des intellectuels.

Comme cadre de notre démarche nous utilisons la théorie des champs. Notre démarche s'inscrit dans l'approche relationnelle de Pierre Bourdieu. Partant de « l'hypothèse qu'il existe des homologues structurales et fonctionnelles entre tous les champs », la théorie des champs appliquée à « terrains différents » démontre qu'il y a des « propriétés spécifiques de chaque champ » mais aussi des « invariants

que révèle la comparaison des différents univers¹³ ». Bourdieu attire l'attention sur le fait que l'observation des « équivalences dans la différence » entre ces espaces séparés, relativement autonomes, ne doit pas « porter à ignorer tout ce qui [...] sépare le champ littéraire du champ politique¹⁴ ». Le champ littéraire tout comme le champ artistique, et par extension aussi le champ des sciences humaines, se constitue comme « monde à part, soumis à ses propres lois¹⁵ » et « univers social qui a pour loi fondamentale, pour *nomos*, l'indépendance à l'égard des pouvoirs économiques et politiques¹⁶ ».

Selon l'approche de Pierre Bourdieu le champ intellectuel est inclus dans le champ du pouvoir, les intellectuels étant une « fraction dominée de la classe dominante¹⁷ ». Le « champ de production culturelle occupe au sein du champ du pouvoir » la position dominée¹⁸. Le champ intellectuel doit être situé dans la « réalité sociale » où, grâce aux réseaux qui se dessinent entre les différents agents pourvus de différentes propriétés, nous voyons la catégorie d' « intellectuels » prendre forme comme identité à part car toute construction est soumise à des contraintes structurales qui elles-mêmes sont socialement structurées¹⁹. Mais à l'intérieur même de ce champ, il est nécessaire de détecter les positions occupées par les membres du Groupe pour le dialogue social ainsi que l'« ensemble des relations objectives » qui ont uni chaque membre fondateur à l'ensemble des autres acteurs « engagés dans le même champ et affrontés au même espace des possibles »²⁰. Leur distribution dans l'espace social se fait selon le « volume global du capital » culturel et selon sa perception et reconnaissance légitime, c'est-à-dire le capital symbolique²¹.

Nous nous proposons de voir en quelle mesure le pouvoir symbolique des membres fondateurs dépend d'une « autorité sociale acquise dans les luttes antérieures », c'est-à-dire dans le champ intellectuel de la période communiste. Pour voir ensuite comment le Groupe dans son ensemble utilise le pouvoir symbolique acquis par chaque membre ou seulement par certains membres – combien d'entre eux – pour organiser le débat politique enclenché dans ce milieu (la série des débats ; les discours développés pas ces intellectuels et se retrouvant dans les pages de la revue 22, dont nous traitons plus en détail dans la deuxième partie), proposer les termes, les objectifs et les méthodes de ce débat. Les prises de position « destiné(e)s à dire le social » du Groupe ainsi que de chaque membre fondateur devront être observées en relation avec le champ politique (état de ce champ). La théorie des champs permet d'étudier les relations entre champ de production culturelle et champ politique.

¹³ Pierre Bourdieu, *Les Règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Seuil, « Libre Examen », 1992, pp. 254-256, 280.

¹⁴ *Ibid.*, p. 287.

¹⁵ *Ibid.*, p. 76.

¹⁶ *Ibid.*, pp. 90, 93, 94.

¹⁷ Pierre Bourdieu avec Loïc J. D. Wacquant, *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*, Seuil, « Libre Examen », 1992, pp. 71-115. Voir notamment les chapitres sur « La logique des champs » et « Habitus, *illusio* et rationalité ».

¹⁸ Pierre Bourdieu, *Les Règles de l'art*, *op. cit.*, p. 116.

¹⁹ Pierre Bourdieu, *Choses dites*, « Espace social et pouvoir symbolique », Minuit, « Le Sens commun », 1987, pp. 156 et 157.

²⁰ Pierre Bourdieu, « L'illusion biographique », *art. cit.*, p. 72.

²¹ Pierre Bourdieu, *Choses dites*, « Espace social et pouvoir symbolique », *op. cit.*, p. 153.

La théorie des champs appliquée au GDS et à l'espace culturel après 1989 permet de détecter les positions qu'ils occupent dans l'espace, ici le champ intellectuel, plus généralement dans le champ de production culturelle et, plus spécifiquement, dans leur champ d'appartenance professionnelle, spécifique, ainsi que l'« espace des possibilités » pour chacun en fonction de l'*habitus* et de la position occupée à un moment donné. La structuration du champ intellectuel après 1989 renvoie à son histoire et aux effets produits par un « événement fondateur » (1989), le changement de régime qui brouille les repères et met en question les hiérarchies établies. Le changement de leurs positions, les activités auxquelles ils se consacrent après 1989, autrement dit leurs trajectoires²² ainsi que les stratégies mises en œuvre reflètent le mode de fonctionnement du champ intellectuel et la transformation des rapports de forces dans le champ de production culturelle.

Les nombreux travaux de Bourdieu, sur le champ littéraire, le champ intellectuel, le champ religieux, le champ scientifique et le champ politique, nous fournissent une théorie qui naît « moins de l'affrontement purement théorique avec d'autres théories que de la confrontation avec des objets empiriques toujours nouveaux²³ ». La théorie des champs, élaborée par Pierre Bourdieu, par l'application d'une notion (« champ »), qui était censée renvoyer initialement à une « posture théorique, génératrice de choix méthodiques [...] dans la construction des objets », rappelle que chaque institution étudiée doit « être replacée dans le système des relations objectives constitutif de l'espace de concurrence qu'elle forme avec toutes les autres » ainsi que « l'existence des microcosmes sociaux, espaces séparés et autonomes, dans lesquels ces œuvres s'engendrent²⁴ ». Les champs spécifiques sont des « espaces structurés [...] de relations objectives entre des positions » et ces « relations sont le véritable principe des prises de position des différents producteurs, de la concurrence qui les oppose, des alliances qu'ils nouent, des œuvres qu'ils produisent ou qu'ils défendent²⁵ ».

La théorie de l'action développée par Bourdieu se fonde sur le concept d'*habitus* qu'il avait construit à travers ces recherches qui visaient les principes à l'œuvre dans l'adaptation des conduites des individus qui évoluent dans une société traditionnelle à des structures nouvelles dans une société en transformation. Le concept d'*habitus* transpose au niveau de l'action individuelle pour analyser les conduites et les comportements ce que sa théorie des champs dit au niveau de la société :

« toute action historique *met en présence* deux états de l'histoire (ou du social) : l'histoire à l'état objectivé, c'est-à-dire l'histoire qui s'est accumulée à la longue du temps dans les choses (...) et l'histoire à l'état incorporé, devenue *habitus* (...) et « l'histoire objectivée, instituée, ne devient action historique, c'est-à-dire histoire agie et agissante, que si elle est prise en charge par des agents que leur histoire prédispose à l'assumer et qui, du fait de leurs *investissements*

²² Définie comme un ensemble « de placements et de déplacements dans l'espace social [...] dans les différents états successifs de la structure de la distribution des différentes espèces de capital qui sont enjeu dans le champ considéré ». Voir Pierre Bourdieu, « L'illusion biographique », art. cit., pp. 69-72.

²³ Bourdieu, *Les Règles de l'art*, op. cit., p. 251.

²⁴ *Ibid.*, p. 254.

²⁵ *Ibid.*, pp. 286-287 et pp. 255-256.

antérieurs, sont inclinés à *s'intéresser* à son fonctionnement et dotés des aptitudes nécessaires pour la faire fonctionner²⁶. »

Lorsque nous parlerons de leur *habitus*, pour se donner les moyens de comprendre ce qu'ils apportent aux institutions qu'ils habitent et comment ils s'y rapportent, nous prendrons en compte leurs références, les repères, des objets ou des individus, des événements qui ont pu marquer leur parcours, qui peuvent, en mesure variable, contribuer à construire un certain *habitus*²⁷. Leurs repères sont visibles dans leurs pratiques discursives, dans la manifestation des intérêts intellectuels et/ou politiques. Leurs représentations évoluent à travers le temps et si la période communiste est dominée par le souci de se rendre conforme à la règle formelle, le contexte d'après 1989 est marqué par de vives mutations, soient-elles partielles, qui accroissent l'incertitude mais aussi les possibilités de faire usage d'autres repères pour accéder à des postes et à des positions qui étaient jusque-là peu accessibles ou accessibles sous des conditionnements bien établis : le passage par une certaine école, un certain héritage, la manifestation d'une fidélité et de l'attachement vis-à-vis de l'institution en question, etc.

Nous rendons compte des évolutions à titre individuel, des activités professionnelles des membres du GDS ainsi que de leurs mouvements vers la politique, de leur tendance à la politisation ou à la « dépolitisation », un certain désintérêt affiché pour la politique (surtout actuellement mais non seulement). Nous traitons de leurs « placements²⁸ » et des stratégies menées dans des espaces spécifiques (tel le champ universitaire, le champ éditorial, etc.) ainsi que de leur rapprochement du monde politique, des modes divers d'intervention politique auxquels ils ont recouru au long de la période postcommuniste. Notre travail porte sur le postcommunisme, période qui a vu naître et évoluer le GDS, acquérir une reconnaissance et obtenir du pouvoir d'intervenir dans plusieurs espaces, plus ou moins éloignés de l'espace politique. Des membres fondateurs ont acquis la reconnaissance et souvent ils se sont fait connaître en dehors de leur d'appartenance (par leur profession, plus largement par leurs activités proprement culturelles) avant 1989. C'est pourquoi nous les étudions avant 1989. Nous suivons des futurs membres du GDS au long de la période communiste, les ressources (capital social et capital scolaire) qu'ils mobilisent dans leur carrière ou afin de se construire une. Et nous monterons les capitaux détenus par ceux-là au moment de la création du GDS. C'est pourquoi une partie de notre travail (plus précisément et surtout le premier chapitre) porte sur la période communiste. Selon l'approche relationnelle que nous empruntons, dans le but d'établir leurs positions dans le champ de production culturelle et de comprendre la fonction

²⁶ Pierre Bourdieu, « Le mort saisit le vif. Les relations entre l'histoire réifiée et l'histoire incorporée » (art. cit., p. 6) cité par Gisèle Sapiro, « Une liberté contrainte. La formation de la théorie de l'*habitus* », in Louis Pinto, Gisèle Sapiro, Patrick Champagne, *Pierre Bourdieu, sociologue*, Fayard, 2004, p. 76 (c'est Pierre Bourdieu qui souligne).

²⁷ Brigitte Gaïti et Frédéric Sawicki, « On ne subit pas son rôle. Entretien avec Jacques Lagroye », *Politix*, 38, 1997, notamment p. 10.

²⁸ Voir Pierre Bourdieu, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Minuit, « Le Sens commun », 1979.

pour eux et le rôle de leurs prises de position proprement intellectuelles, nous sommes allés aussi loin que possible²⁹ en essayant de décrire l'espace dans lequel ils évoluent et sa dynamique.

En essayant de décrire leurs mouvements entre espaces professionnels, champs spécifiques où ils se placent, et, à l'extérieur de ceux-ci, vers et dans l'espace politique (proprement politique : société civile, institutions politiques et administration), là où ils se placent, leurs oscillations entre espaces proprement intellectuels et espace politique, nous montrerons comment ces espaces s'entrecroisent, à partir d'une analyse qui a comme base la construction des trajectoires des intellectuels des plus notoires après 1989 ou de certains autres intellectuels (en montrant le cumul des positions)³⁰.

La notion de « trajectoire », qui est outil d'investigation à même de déconstruire des présupposés qui sont à l'œuvre dans la notion du sens commun d'« histoire de vie », désigne une « série des *positions* successivement occupées par un même agent (ou un même groupe) dans un espace lui-même en devenir et soumis à d'incessantes transformations » car

les « événements biographiques se définissent comme autant de *placements* et de *déplacements* dans l'espace social [...], dans les différents états successifs de la structure de la distribution des différentes espèces de capital qui sont en jeu dans le champ considéré » et le « sens des mouvements conduisant d'une position à une autre [...] se définit, de toute évidence, dans la relation objective entre le sens et la valeur au moment considéré de ces positions au sein d'un espace orienté » comme « ensemble des relations objectives » et « espace des possibles³¹ ». Autrement dit, la restitution d'une trajectoire suppose la construction de « l'ensemble des relations objectives qui ont uni l'agent considéré [...] à l'ensemble des autres agents engagés dans le même champ et affrontés au même espace des possibles³². »

Nous essayons de démontrer dans ce travail que si les intellectuels du GDS, mais plus précisément certains intellectuels du GDS et, plus généralement le pôle intellectuel dont le GDS³³ s'est érigé en représentant, dominant dans des champs spécifiques, en cumulant parfois des positions dans des champs différents du champ de production culturelle³⁴, cela est dû aussi à l'état du champ intellectuel après 1989, et à la reconfiguration de l'espace politique après la chute du communisme. Mais plus précisément à ce que font ou (surtout) ne font pas d'autres agents du champ intellectuel et des agents qui occupent des positions dans des champs spécifiques où des intellectuels du GDS agissent, déploient leurs activités, obtiennent des positions, accumulent du capital, etc. C'est pourquoi il faut prospector les positions de ceux qui leur sont proches à un moment ou à un autre du fait de leur proximité à un moment donné (dans la période communiste ou après 1989), de leurs actions ensemble, de leurs collaborations ou de leurs conflits, ce que

²⁹ D'après les informations biographiques que nous avons pu recueillir et les ouvrages qui traitent des institutions culturelles sous le communisme et en nous servant aussi de leurs écrits autobiographiques.

³⁰ Jean-Claude Passeron, « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *RFS*, 31, 1, p. 20.

³¹ Pierre Bourdieu, « L'illusion biographique », art. cit., pp. 71 et 72.

³² *Ibid.*, p. 72.

³³ Car nous ne pouvons pas oublier ce que certains intellectuels du GDS font ou apportent au GDS ni ce que le GDS, le fait d'appartenir à un groupe tel que le GDS, le pouvoir que leur donne le fait de constituer un groupe et de tenter de le représenter.

³⁴ Lorsque nous incluons aussi le champ médiatique plutôt comme champ de diffusion culturelle ou plus précisément idéologique, et le champ politique dont le champ médiatique se rapproche le plus.

d'autres agents deviennent à travers le temps, de la période communiste à la période postcommuniste et parfois tout au long de la période postcommuniste. Qui aura accès à des tribunes et de quelles tribunes est-il question, où se situent-elles dans le champ intellectuel ? Nous discuterons ainsi notamment des publications, et notamment des revues qui sont créées après 1989. Et du type de textes que ces autres intellectuels proposent. Mais aussi des institutions qui seront créées après 1989 qui vont renouveler ou/et concurrencer les anciennes institutions. Quelles sont les activités que ces autres institutions déploient par rapport aux activités du GDS et des institutions où des intellectuels du GDS occupent des positions après 1989 ? Quel est le champ de leur intervention ? On intervient dans le champ intellectuel sur des questions plus appropriées au domaine de la culture, pour discuter, contrecarrer et s'opposer à ceux qui occupent des positions dans des champs spécifiques et dans le champ intellectuel ? S'intéresse-t-on, intervient-on aussi sur des questions proprement politiques, pour critiquer (positivement ou négativement) des politiques, pour donner son soutien à des politiques, pour en accorder son autorité à des politiques ou pour s'opposer à des politiques ? Ces questions concernent surtout le GDS et sa publication, la revue 22, mais doivent être posées aussi au sujet d'autres institutions culturelles et d'autres intellectuels.

Contrairement à ce qu'on pouvait attendre d'un groupe qui se donne comme tâche de contribuer à la construction de la démocratie, au processus de démocratisation du pays³⁵, c'est à d'autres intellectuels qu'ils s'adressent, contre leurs concurrents, des occupants des positions dans des champs spécifiques où des intellectuels se sont fait leurs places. Rarement leurs prises de position ne concernent que des politiques.

Le GDS, des membres du GDS en tant que collectif, à son tour, contribue à la création des hommes politiques. Ou le GDS entre dans le jeu politique en donnant son soutien à certains hommes politiques. Du fait de sa position centrale, de ses réseaux d'alliance et de sa notoriété, le GDS contribue à changer des rapports de force dans le champ politique. Par périodes, des hommes politiques vont recevoir le soutien du Groupe ou, plus, ils vont aller vers le GDS pour recevoir le soutien des « intellectuels ». Des membres du GDS deviennent pour une certaine période et à certaines périodes eux aussi des hommes politiques.

Mais le GDS est aussi l'interlocuteur privilégié ou un des interlocuteurs privilégiés et des intellectuels de l'étranger. Des membres de l'exil contribuent avec leurs prises de position à la construction de la tribune du GDS et certains de même à la construction des hommes politiques issus et soutenus par des milieux intellectuels, dont le GDS.

Pour une raison ou pour une autre, selon le moment, leurs concurrents qui sont parfois aussi ceux auxquels ils s'opposent, et parfois aussi ceux qui les critiquent (rarement et moins ouvertement), restreignent souvent à bon escient leur champ d'intervention. Parfois puisqu'ils se sont formés dans la croyance de ne pas se prononcer sur des sujets qui dépassent leur compétence. Leurs critiques quant aux idées dominantes au sein du GDS et dont le GDS s'est fait le représentant, et aux engagements du GDS ou,

³⁵ Cf. à sa « Déclaration de constitution », voir *infra*.

plus, de certains membres du GDS, n'apparaissent que rarement publiquement. Elles ne sont pas exprimées ouvertement devant un public qui dépasse celui des pairs. Comment expliquer ce silence ou cette réticence à mettre en question, à risquer une parole contestataire de la position ou des idées soutenues par le GDS ? Est-ce seulement leur passé, leur adhésion au communisme, qui les pousse à se tenir silencieux après 1989 ou est-ce aussi les transformations qui ont lieu dans l'espace intellectuel, un nouvel « espace des possibles », et les nouveaux rapports entre espace intellectuel et espace politique et la nouvelle situation des intellectuels. Tout comme le GDS, ces derniers ont tendance à se donner comme créateurs des hommes politiques.

À de rares exceptions près les intellectuels qu'ils critiquent ou ceux qui les critiquent à leur tour prennent position sur des questions aussi larges et aussi diverses que celles qui préoccupent des intellectuels du GDS. Du fait du volume de capital qu'englobe mais surtout de sa composition, c'est-à-dire des diverses espèces de capital que cumulent le GDS, des intellectuels qu'ils critiquent ou qui les critiquent, mais surtout certains des plus notoires intellectuels du GDS qui tendent à se faire de ses porte-parole, sont tenus de réagir à des prises de position du GDS. Alors il est important de suivre les prises de position de celui-là ou des intellectuels du GDS pour montrer les arguments qu'ils invoquent devant leurs critiques ou plus exactement leurs concurrents. Le terrain de la discussion semble être décidé car construit par le GDS.

Étant donné le poids du capital social dans l'apparition du GDS issu des milieux intellectuels hétérogènes et dans une période qui voient des stratégies multiples visant les reconversions des capitaux accumulés (capital moral, capital scolaire ou capital littéraire), nous conduit à user des acquis de l'analyse de réseaux dans une approche qualitative sans souscrire aux présupposés de cette théorie³⁶.

Nous privilégions ici une analyse en termes de « capital social » tel qu'il a été défini par Bourdieu : « l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un *réseau durable de relations* plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'interreconnaissance ; ou, en d'autres termes, à *l'appartenance d'un groupe* comme ensemble d'agents qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes (susceptibles d'être perçues par l'observateur, par les autres ou par eux-mêmes) mais sont unis par des *liaisons* permanentes et utiles³⁷. »

L'utilisation de la notion de « capital social » ne veut pas dire que nous embrassons la théorie du capital social (selon Robert Putnam) qui « est sous-tendue par une vision très idéologique du rôle des réseaux civiques, source de la vie démocratique et contrepartie sociétale de l'économie de marché³⁸ », celle

³⁶ Gisèle Sapiro, *Sociologie de la littérature*, La Découverte, « Repères », 2014, pp. 33-34 et 52-55 : « par-delà les ressources culturelles, le capital social joue un rôle très important dans l'ascension aux milieux littéraires et éditoriaux, qui fonctionnent par cooptation » (p. 33).

³⁷ Pierre Bourdieu, « Le capital social. Notes provisoires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 31, janvier 1980, p. 2, repris dans Antoine Bevort et Michel Lallement (dir.), *Le capital social. Performance, équité et réciprocité*, Paris, La Découverte/MAUSS, 2006, p. 31.

³⁸ Bernard Perret, « De la valeur des structures sociale : capital ou patrimoine ? », in Antoine Bevort, Michel Lallement (dir.), *Le capital social. Performance, équité et réciprocité*, op. cit., p. 305. Il nous semble important ici de citer la mention faite par cet auteur : « L'influence de la théorie du capital social n'est pas étrangère à une nouvelle approche de l'aide publique au développement, moins centrée sur l'aide aux gouvernements (souvent source de corruption) et plus consciente du rôle crucial

qui est précisément prêchée par des intellectuels devenus experts des organisations civiques. Il s'agira par contre ici de déconstruire la notion utilisée par bon nombre d'intellectuels après 1989 et de montrer l'usage que l'on a fait de l'idéologie qui la sous-tend, et dont les promoteurs sont des membres du GDS. Nous ne voulons en aucun cas dire par cela que par le seul fait d'intervenir en politique, de développer des modes d'intervention politique et de pratiquer un certain « dialogue » avec son public, un certain public, assez large, plus large que celui propre aux universitaires ou littéraires, le GDS ou, plus largement, des intellectuels comme acteur social et politique serait à même de contribuer, voire encourager, au processus de démocratisation. Cela reste à voir après l'analyse de leurs pratiques (discursives surtout)³⁹.

Comme le capital social est une ressource indispensable pour se voir intégrer dans le GDS, dès le début, au moment de sa constitution, ou coopter (par la suite), nous avons tenté de montrer leur voie d'accès au Groupe, à ce « *réseau durable de relations* plus ou moins institutionnalisés d'interconnaissance et d'interreconnaissance⁴⁰ » où le capital social joue un rôle important sans être cependant le seul parmi les capitaux détenus qui comptent dans les cooptations (par exemple, le capital moral ou le capital scolaire acquis à l'étranger). En présentant le moment de sa constitution, pour comprendre comment se construit la « liste des membres fondateurs » nous avons reconstitué les relations (et le type de ces liens) entre les futurs membres du GDS avant la création du Groupe, les « groupes » et les intermédiaires entre des « groupes », ceux qui appartiennent à plusieurs « groupes ». Des dispositions nous sont révélées par leur appartenance à plusieurs réseaux et/ou à des cercles qui ne se constituent pas en lien étroit avec leur appartenance institutionnelle. La position occupée par tel ou tel auteur ne se reflète pas aussi dans son réseau de relations et l'étendue ou la notoriété des cercles informels auxquels il appartient ?

Le Groupe lui-même se définit comme réseau et autour de lui gravitent des réseaux : des pairs, des prétendants et des impétrants, des politiques. La prospection du moment de sa création, des préalables de cette institution agissant aussi dans le champ politique (produisant des effets individuellement mais aussi collectivement) permet de montrer avec les critères de la cooptation et les milieux dans lesquels les membres fondateurs du GDS se recrutent. Les cooptations ultérieures, successives nous font voir les milieux qui s'intéressent au GDS et à sa tribune et des relations qui traversent différents champs spécifiques (universitaire, artistique, journalistique). La position occupée par le GDS ne se révèle-t-elle dans la structure des réseaux de relations qui se créent et gravitent autour du GDS ? Ces réseaux se composent par les collaborateurs de 22 et des interlocuteurs du GDS : universitaires, artistes, intellectuels de l'exil ou de l'étranger, politiques, etc.

des organisations de la société civile. Le risque serait d'en tirer la conclusion erronée que le développement peut se passer de changements politiques » (p. 306).

³⁹ Voir *infra* sur la « société civile » des intellectuels.

⁴⁰ Pierre Bourdieu, « Le capital social. Notes provisoires », art. cit., p. 2.

Si nos interlocuteurs, à savoir des membres du GDS, identifient à leur tour des « groupes » du Groupe, quels sont les critères qui sous-tendent leurs partages ? Mais au-delà des « groupes » dans les représentations des témoins, membres du GDS, quels sont les réseaux de relations qu'on peut identifier au sein du Groupe, quel type de liens et quels sont les ressorts de ses alliances dont la durée peut varier ? Quels enjeux trouve-t-on dans la création de ces réseaux au sein d'un réseau institutionnalisé sous la forme d'une association civique se présentant comme instance du monde intellectuel ? Les relations entre des membres du GDS seront abordées dans notre discussion des institutions fonctionnant auprès du GDS dirigées par des membres fondateurs du GDS ou réunissant des membres du GDS ainsi que dans notre présentation des institutions spécifiques créées par des membres du GDS, instances de production et de diffusion (lieux de publication et de production scientifique, à savoir des maisons d'édition, des revues spécialisées et centres d'expertise ou de la recherche).

Nous essayons aussi de montrer ce que permet cette « *appartenance à un groupe* comme ensemble d'agents qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes [...] mais sont aussi unis par des liaisons permanentes et utiles⁴¹ » autrement dit les « profits que procure l'appartenance » tant symboliques que temporels compte tenu de « l'effet multiplicateur » qu'exercent « les échanges instituant l'inter-reconnaissance [et qui] supposent la re-connaissance d'un minimum d'homogénéité [...] sur le capital possédé en propre⁴² » :

« Les profits que procure l'appartenance à un groupe sont au fondement de la solidarité qui les rend possibles. Ce qui ne signifie pas qu'ils soient consciemment poursuivis comme tels, même dans le cas des groupes qui, comme les clubs *select*, sont expressément aménagés en vue de *concentrer le capital social* et de tirer ainsi le plein bénéfice de l'effet multiplicateur impliqué dans le fait de la concentration et de s'assurer les profits procurés par l'appartenance, profits matériels comme toutes les espèces de "services" assurés par des relations utiles et profits symboliques tels que ceux qui sont associés à la participation à un groupe rare et prestigieux⁴³. »

Mais les membres du GDS appartiennent aussi à d'autres cercles que le GDS. Leurs réseaux de relations sont-ils si différents de la structure des relations établies par le GDS ? L'étendue du réseau des liaisons d'un membre du Groupe et leur composition nous indiquent leurs intérêts liés aux activités déployées et leur position dans un champ spécifique.

Comment leurs relations au sein du champ intellectuel changent selon qu'il s'agit d'un membre du GDS ayant pris ses distances par rapport au GDS ou d'un intellectuel prétendant au statut de membre mais refusé par le GDS ou, par contre, d'un intellectuel ayant fait le chemin inverse, se situant dans la proximité du GDS, essayant de resserrer ses relations avec le GDS, coopté dans le GDS ?

Nous utilisons le terme de « génération » selon le cadre théorique (théorie des générations) de Karl Mannheim et dans sa reconstruction par Gérard Mauger « dans le cadre de la théorie de l'habitus développée

⁴¹ Pierre Bourdieu, « Le capital social. Notes provisoires », ARSS, 31, 1980, p. 2.

⁴² *Ibid.*

⁴³ *Ibid.*

par P. Bourdieu⁴⁴ ». En esquisant la « situation du problème », à savoir les études sur la notion de « génération », dans son livre, « le texte classique de la sociologie des générations », Karl Mannheim notait au sujet de la « première vue d'ensemble », en 1920, de cette question suivant l'approche positiviste que :

« la succession des générations apparaît plus clairement dans les séries, les regroupements libres (salons, cercles littéraires, etc.) qu'au sein des institutions⁴⁵. »

Nous parlons des générations au sein du GDS (dans sa composition initiale et dans celle actuelle) en considérant le contexte politique dans lequel ils se forment, dans lequel ils évoluent, prenant en considération des événements qui produisent des ruptures, des changements qui affectent une société entière ou plus. En considérant le contexte politique nous avons essayé de voir les effets produits sur l'individu selon son histoire familiale mais aussi tenant compte de sa situation sociale dès qu'il entre dans la vie professionnelle ou même lorsqu'il commence son parcours scolaire.

Nous avons choisi de parler des générations lorsque nous parlons du GDS en ensemble (dans sa composition initiale) en considérant le contexte politique dans lequel ils se forment (avant ou après l'installation du communisme), dans lequel ils évoluent, c'est-à-dire la période de leur entrée dans le champ et la période où ils accumulent du capital symbolique (dans les années 1950, au milieu des années 1960 ou dans les années 1970, dans les années 1980 ou seulement après 1989). Ainsi nous prenons en compte aussi bien l'âge biologique, la période dans laquelle ils se sont formés que leur appartenance à une catégorie sociale ou à une autre, les milieux auxquels ils appartiennent par leur origine familiale que leur formation, les études suivies et la période dans laquelle ils se sont formés, en prenant en compte la période des études universitaires (avant ou après la guerre, avant ou après l'installation du communisme, avant ou après la chute du communisme) ainsi que le moment de leur entrée dans le monde intellectuel (début publiciste et début éditorial) et le moment de leur consécration (prix reçus, obtention d'une certaine notoriété). La notion de « génération » nous sert d'outil conceptuel notamment lorsque nous traitons de la position et des prises de position intellectuelles et politiques dans la période postcommuniste. L'utilisation de la notion de « génération » s'est imposée notamment au moment où nous avons porté attention à ceux qui, en 1989, se trouvent à l'âge mûr, ayant une trentaine d'années (nés dans les années 1950), mais non seulement. La notion de « génération » seule pouvait rendre compte des éléments de parcours de ceux pour lesquels l'événement 1989 a eu des effets importants dans leur trajectoire en produisant des ruptures dans leurs parcours du fait qu'il a pu restreindre ou élargir le champ des possibilités pour eux. Contrairement aux utilisations du terme de « génération » dans le champ littéraire, par des écrivains ou dans les travaux d'histoire culturelle pour désigner les générations antérieures d'intellectuels, comme c'est le cas de la

⁴⁴ Karl Mannheim, *Le Problème des générations*, préface, introduction et postface Gérard Mauger, trad. de l'allemand par Gerard Mauger et Nia Perivolaropoulou [Nathan, 1990], Armand Colin, 2011, p. 132.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 30. L'affirmation renvoie au « premier tableau historique d'ensemble » du « problème », à savoir le phénomène des générations, signé par F. Mentré (voir p. 81).

« génération '80 » qui revendiquent la construction d'une problématique littéraire (style, thème, etc.) par l'emploi du terme de « génération » nous désignons ici la catégorie des personnes qui sont liées par le fait d'avoir vécu la rupture que produit 1989 à l'âge de leur maturité. C'est à partir de la considération des effets de cet événement sur le parcours des intellectuels que nous entendons rendre compte des prises de position notamment de ceux qui ont une trentaine d'années en 1989. Donc il s'agira de parler des « générations » dans un sens sociologique, désignant un ensemble d'individus qui se confronte au même « espace des possibilités ». En utilisant la notion de « génération » pour discuter des modifications dans le champ intellectuel dans le postcommunisme nous retrouvons les considérations faites par Pierre Nora au sujet du « retour de l'événement » dans l'histoire, à savoir la rupture que produit l'année 1989 et dans ce cas-ci, du « retour de l'événement » dans l'histoire culturelle et dans l'histoire politique⁴⁶. Ainsi nous distinguons au sein du GDS entre des membres, entrés dans le champ universitaire après 1989, selon la position occupée au moment de leur entrée dans le champ (début des années 1990) : ceux qui sont déjà reconnus et connus, ceux qui ont début avant 1989 (en considérant aussi le type de texte avec lequel ils ont fait leur début), ceux qui n'ont pas encore publié leurs ouvrages (avant leur entrée à l'université). Mais la notion de « génération » est mieux utilisée lorsque nous parlons d'individus et nous construisons une catégorie partant de leur discipline de formation, et de ceux qui, de par les sujets choisis, le type d'analyse qu'ils proposent dans leurs productions à visée scientifique, l'analyse politique, s'inscrivent dans des disciplines précises (philosophie, histoire), proches de la « nouvelle » science politique dans lesquelles certains s'inscrivent après 1989. C'est-à-dire de ceux qui sont des politistes⁴⁷ et des historiens ou des philosophes « professionnels »⁴⁸ qui se sont formés dans des contextes spécifiques. Comme la science politique comme domaine d'enseignement rassemble aussi bien des historiens, des juristes que des philosophes et des sociologues, lorsque nous parlons des générations au sein même d'une catégorie que nous définissons, nous distinguons en fonction de leur formation, de leur position dans le champ dans lequel ils déploient leurs principales activités, dont leur position dépend le plus ou de la position occupée par la discipline au sein du champ des sciences humaines et sociales lors de leur entrée dans un champ spécifique (champ universitaire) ou dans le champ intellectuel.

Les changements intervenus après 1989, suite au passage à un autre régime politique, peuvent être suivis dans leurs évolutions, à travers les portraits d'intellectuels ou des « figures intellectuelles » que nous

⁴⁶ Pierre Nora, « Le retour de l'événement », in Pierre Nora et Jacques Le Goff, éd., *Faire de l'histoire*, tome 1, Paris, Gallimard, 1974 ; Gérard Mauger, « Introduction » in Karl Mannheim, *Le Problème des générations*, op. cit., p. 35.

⁴⁷ Nous employons le terme de « politistes » pour ceux qui s'y attachent à la « science politique » nouvelle, de l'après 1989. Alors que le terme de « politologues » est employé ici pour marquer qu'il s'agit, dans certains cas, peu de cas dont nous discutons, d'enseignants qui dans la période communiste s'y attachent à parler de la « science politique », participent à des collectifs, associations internationales réunissant ceux qui se consacrent à la « science politique ».

⁴⁸ Universitaires ou chercheurs, occupants des institutions spécifiques qui ont comme activité la recherche ou l'enseignement, indifféremment de la tutelle sous laquelle elles fonctionnent. Dans une seconde étape, nous en parlerons de leur position, selon qu'elles jouissent de plus d'autonomie ou qu'elles tendent à l'autonomie.

nous sommes efforcées de construire. Le terrain s'avère fertile pour aborder la problématique de l'« identité »⁴⁹, individuelle comme collective, tant qu'il est question d'un changement de vue sur le monde chez ceux qui ont acquis une certaine autorité à travers des activités culturelles, qui est manifeste dans les nouveaux rôles prétendus aussi dans leurs écrits.

Nous nous servons du concept d'« identité » pour montrer, suivant le parcours de nos sujets, comment ils se construisent en tant qu'« intellectuels » après 1989, comment ils s'approprient le rôle d'intellectuel et comment ils se représentent ce rôle qu'ils tendent à identifier seulement dans la période postcommuniste. Cela implique de rendre compte, au niveau individuel, de leurs modes de construction d'une identité professionnelle qui les placent le plus souvent parmi les représentants des nouvelles disciplines ou, encore plus précisément, des nouvelles spécialités.

Nous nous servons du concept d'« identité » pour montrer ensuite aussi que, selon les moments, tout au long de la période étudiée, des intérêts spécifiques (que nous montrerons) mais aussi certaines dispositions qui résultent des expériences communes ou des expériences similaires qu'ils ont eues avant 1989 ou qu'ils font après 1989 conduisent des intellectuels (du GDS) à mettre en relief certains aspects de leurs activités, certaines expériences ou souvenirs. En soutenant par leur propre voix (le plus souvent par la plume) ou par leurs silences, en acceptant par exemple de signer des appels ou une « lettre ouverte » dans 22, ou en se liant à certaines personnes pour réaliser ensemble certains projets éloignés des activités du groupe ou en lien avec des prises de position dominantes du GDS (qui s'imposent souvent par la voix des plus notoires membres du GDS) plusieurs, même ceux qui peuvent ne pas partager les opinions du GDS, à savoir celles qui s'imposent au sein du GDS, participent à construire l'« identité commune » du GDS. Identité collective qui est rendue possible, acceptée et accueillie par le public qui lui sert d'appui dans une atmosphère culturelle qui ne cesse de la nourrir. L'« identité » du GDS se construit alors par la participation quoique muette d'un public avisé, qui lui est proche, composé d'intellectuels, et de celui que certains membres du GDS forment dans le cadre de leurs activités comme universitaires ou « experts », mais aussi d'un public plus large, dont les traits peuvent être esquissés au début des années 1990 par la lecture des lettres envoyées à la rédaction de 22⁵⁰. C'est dans un contexte bien précis mais aussi à travers le temps que le sens de cette identité se révèle.

Les deux ouvrages de Halbwachs, *Les Cadres sociaux de la mémoire* ainsi que *La Mémoire collective*⁵¹, nous ont aidé à voir mieux la constitution et la présence d'une « mémoire collective » chez des

⁴⁹ Claude Dubar, *La Socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*, 3^e édition revue, Armand Colin, 2000. Voir *Sociétés Contemporaines*, 44, « Littératures et identités », dossier dirigé par Hervé Serry, 2001.

⁵⁰ Dont l'analyse n'est pas ici visée.

⁵¹ Maurice Halbwachs, *La mémoire collective* [PUF, 1950], édition critique établie par Gérard Namer préparée avec la collaboration de Marie Jaisson, Albin Michel, 1997 ; Id., *Les Cadres sociaux de la mémoire*, Félix Alcan, « Les Travaux de l'Année sociologique », 1925, édition électronique disponible sur le site Web http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

intellectuels du GDS, chez la plupart de ces intellectuels, mémoire qui s'impose au sein du GDS sans faire pourtant l'accord de tous (mais pour un certain temps, nous semble-t-il, de tous, au tout au début de années 1990, entre 1990 et 1991, avant l'entrée en politique des intellectuels).

D'autres travaux nous ont permis de voir plus loin, en essayant de comprendre les débats autour du passé récent, du communisme et les enjeux de l'élaboration d'une identité, dans un cadre plus large, celui « européen »⁵². Cela permettant de suivre en quoi et par quoi le discours des intellectuels sur le communisme, plus précisément l'« anticommunisme » dans les discours de certains intellectuels, se rapproche de la vision soutenue par des auteurs du « révisionnisme » dans sa version italienne et allemande. Cela dit, il faut tenir compte du fait que les membres du GDS qui participent de l'« anticommunisme » en contribuant à sa construction, comme auteurs des textes scientifiques sur le communisme de même que les intellectuels qui n'abordent pas le communisme d'un point de vue scientifique, ne sont pas des historiens ni ne peuvent être considérés des « révisionnistes ». C'est pourquoi le cas roumain doit être analysé plus en rapport avec d'autres cas de l'Europe ex-communiste, alors que des cas comme l'Italie et la RFA ne peuvent qu'aider à voir plus sur la réception de certains auteurs du révisionnisme et l'influence de certains historiens étrangers, notamment des historiens français, en Roumanie après 1989. Notre travail lui aussi y est concerné car lorsqu'on est arrivé à s'intéresser aussi à d'autres intellectuels, non-membres du GDS, c'est précisément dans ce but même, de montrer des témoignages venant des intellectuels, participants au passé communiste, qui après 1989 ne se retrouvent plus dans le même camp, bien que certains ont pu collaborer, entretenir des relations proches avant 1989.

La notion de « mémoire collective », cette notion a été extrêmement utile dans cette étude⁵³ car nous analysons sa construction, nous nous intéressons à la manière dont elle est élaborée, à son contenu en relation avec un groupe, le GDS et avec la construction d'une « identité » de groupe, avec les discours des intellectuels d'un groupe, alors que nous montrons l'étendue de son pouvoir par l'analyse des positions occupées par les membres du GDS, leur multipositionnalité. Sur ce dernier aspect, nous nous sommes appuyées sur les considérations théoriques et méthodologiques faites par Luc Boltanski⁵⁴. Comme il s'agira aussi d'étudier des trajectoires d'auteurs de la période communiste ou de la période postcommuniste qui vont intégrer l'Université en s'inscrivant dans une nouvelle discipline, les « sciences politiques », mais qui se sont formés dans des disciplines anciennes, cette étude devra prendre en compte des éléments du processus de construction d'un nouveau champ disciplinaire : d'un côté, la reconfiguration d'un espace de

⁵² Voir *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 68, octobre-décembre 2002. Nous renvoyons aux études plus généralistes concernant l'historiographie et l'histoire du XX^{ème} siècle (Bruno Groppo et Alessandro Portelli) et à celles qui traitent de la RDA et de l'Union Soviétique ou de la Russie (Sandrine Kotte, Maria Ferretti et Brigitte Studer) mais non seulement car les études sur l'Italie peuvent être utiles à une comparaison avec la Roumanie postcommuniste aussi (surtout Marcello Flores).

⁵³ Contrairement à ce que soutient Maria Ferretti dans son étude sur l'utilité de la notion de « mémoire collective » : Maria Ferretti, « Le stalinisme entre histoire et mémoire : le malaise de la mémoire russe », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 68, octobre-décembre 2002, pp. 65-8.

⁵⁴ Luc Boltanski, « L'espace positionnel : multiplicité des positions institutionnelles et habitus de classe », *RFS*, 14-1, pp. 3-26.

discours autorisés sur le politique, de l'autre, l'état du champ universitaire et académique au moment de la rupture (1989). Comme il s'agit ici surtout des intellectuels de diverses professions et surtout de diverses formations en sciences humaines et sociales qui se regroupent pour intervenir sur le terrain de la politique mais aussi des intellectuels qui vont changer de discipline, nous avons utilisé des considérations de la sociologie des professions intellectuelles⁵⁵ et de la sociologie des professions artistiques⁵⁶ et nous nous sommes référées à quelques analyses sur la participation aux affaires publiques, l'intérêt à la politique et sur le militantisme⁵⁷.

Nous nous attachons à la conception de la science politique comme discipline appartenant aux *sciences sociales* qui traitent toutes d'une manière ou d'une autre, en empruntant des approches différentes et en fonction des courants intellectuels en cours ou disponible et en fonction du rattachement ou de l'attachement des auteurs à d'autres disciplines, des phénomènes politiques, c'est-à-dire *du politique*⁵⁸. Étudiant la mobilisation et les engagements politiques des auteurs surtout notre travail s'inscrit aussi bien dans la sociologie politique.

Notre analyse sur l'engagement et le domaine de savoir dont des intellectuels tiennent leur compétence ou celui dont ils se revendiquent (lorsqu'ils ne sont pas encore des universitaires ou des scientifiques) s'inspire des analyses d'Albert Hirschman sur les situations périlleuses de l'engagement, sur les relations entre intérêts privés et participation politique⁵⁹. Des considérations théoriques de Hirschman sur la participation politique seront appliquées à l'étude du GDS pour formuler nos hypothèses sur certains aspects traités dans cette analyse : l'engagement sous le mode collectif, l'engagement à titre individuel. Notre réflexion ici prend appui aussi sur les thèses développées par Albert Hirschman dans *Défection et prise de parole* et leurs reconsidérations présentées dans *Un certain penchant à l'autosubversion*⁶⁰ qui ont d'ailleurs trouvé une application au cas roumain dans l'analyse développée par Daniel Barbu dans *Republica absenta* sur les relations de pouvoir au temps du communisme⁶¹. Le modèle d'analyse de

⁵⁵ Gisèle Sapiro, « Les professions intellectuelles entre l'État, l'entrepreneuriat et l'industrie », *Le Mouvement social*, art. cit.

⁵⁶ Eliot Freidson, « Les professions artistiques comme défi à l'analyse sociologique », *RFS*, 27, 3, pp. 431-443.

⁵⁷ Daniel Gaxie, « Économie des partis et rétribution du militantisme », *RFS*, 27, 1, 1977, pp. 123-154 ; Guillaume Sainteny, « La rétribution du militantisme écologiste », *RFS*, 36, 3, 1995, pp. 473-498.

⁵⁸ Bernard Pudal, « Science politique : objets canoniques revisités », *Sociétés Contemporaines*, 20, 1994, pp. 5-10.

⁵⁹ Albert O. Hirschman, *Shifting Involvements. Private Interest and Public Action*, Princeton University Press, 1982. Nous utilisons ici l'édition française : Albert O. Hirschman, *Bonheur privé, action publique*, trad. de l'américain par Martine Leyris et Jean-Baptiste Grasset, Paris, Fayard, « Pluriel », 1983.

⁶⁰ Albert O. Hirschman, *Défection et prise de parole* (Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1970), trad. de l'anglais par Claude Besseyrias, Fayard, 1995 ; Id., *Un certain penchant à l'autosubversion, Essais*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Pierre-Emmanuel Dauzat, Fayard, « L'espace du politique », 1995, surtout premier chap. « Défection et prise de parole dans le destin de la République démocratique allemande » [paru dans *World Politics*, 45, janvier 1993, pp. 173-202] pour la révision de son propos pour tenter d'en donner d'autres explications (regard vers l'étranger, partir à l'étranger, etc. mais aussi « prise de parole », entrée dans le PC) pour la période communiste.

⁶¹ Daniel Barbu, *Republica absenta. Politica si societate in Romania postcomunista* [La République absente. Politique et société en Roumanie postcommuniste], Nemira, « La société politique », 1999, surtout « Un monopol lenes » [Un monopole paresseux], pp. 39-48 ; Id., *Sapte teme de politica romaneasca* [Sept thèmes de politique roumaine], Antet, 1997, surtout « Comunismul », pp. 37-61, aussi « Modernizarea », pp. 17-35. Voir Albert O. Hirschman, „Exit, Voice, and the Fate of the German Democratic

Hirschman nous servira aussi pour traiter de la période postcommuniste⁶². Les réflexions développées par A. Hirschman dans son ouvrage *Bonheur privé, intérêt public* permet d'appréhender d'un œil nouveau des investissements dans la politique ou, plus largement, l'intérêt pour la politique. Des considérations de Hirschman sur les ressorts de la participation politique seront appliquées non seulement lorsqu'il s'agira de traiter des rapports à la politique sous le communisme et dans la période postcommunisme et pour traiter de la position du GDS dans le champ intellectuel, à savoir des rapports au sein du champ intellectuel et des rapports à la vision dominante, à « l'anticommunisme », après la chute du communisme, de l'évolution des engagements sous le mode collectif principalement par la prise de parole au nom d'un groupement ou d'un engagement qui se fait à titre individuel. Les thèses de Hirschman sur la participation politique nous serviront aussi lorsqu'il s'agira de discuter des rapports au sein du GDS, des rapports au GDS, de la défection ou de la prise de parole au sein du GDS et des attitudes vis-à-vis du pôle de l'anticommunisme et par rapport à la vision dominante au sein du champ intellectuel, « l'anticommunisme »⁶³.

Dans l'analyse de la participation politique proposée par Hirschman, « l'effet de contrecoup » a comme but de « rétablir le contact » entre l'analyse économique et le sens commun au but d'offrir des réponses à la « prétendue énigme de l'action collective et de la participation aux affaires publiques⁶⁴ ». Hirschman fait la critique de l'analyse coûts-bénéfices appliquée à la participation politique. Le « modèle de décision sur la seule base d'un calcul coûts-bénéfices portant sur l'avenir » lui semble au moins incomplet du fait qu'il exclut la prise en compte du passé. Il soutient ainsi qu'il faut prendre en compte les expériences antérieures, et surtout les expériences de déception et l'erreur dans les actions humaines :

« Une autre façon d'exprimer les choses, dans le langage des économistes, serait de dire que lorsqu'une transaction dans laquelle on s'était engagé à mal tourné, une transaction présentant des caractéristiques opposées peut comporter un *coût*

Republic. An Essay in Conceptual History", World Politics, 45, 1993, pp. 173-202, cité par Daniel Barbu, *Republica absentă*, op. cit., p. 42.

⁶² Les analyses de Hirschman en Roumanie intéressent des politistes et seulement eux. Le premier volume, traduit en roumain, présente Albert Hirschman dans une série de dialogues réalisés par C. Donzelli, M. Petrusiewicz, C. Rusconi, publié en italien en 1994. Ce volume paraît en 1998 chez Nemira dans une collection (« La société politique »), dirigée par Cristian Preda, qui signe la préface à ce volume. Le volume d'entretiens présente Albert O. Hirschman avec ses options politiques et intellectuelles et avec sa vision du rôle de la recherche en sciences sociales et de l'importance de la transdisciplinarité (Cf. Albert O. Hirschman, *Morala secreta a economistului*, préface, notes et bibliographies Cristian Preda, commentaires Radu Carp, Alexandra Ionescu, Carmen Narita-Popescu, trad. Florin Dumitrescu, Bucarest, Nemira, 1998). Le volume *Exit, Voice and Loyalty. Reponse to Decline in Firms, Organizations and States*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1970 (second Print, 1972) est traduit dans la même collection l'année suivante : Albert O. Hirschman, *Abandon, contestare si loialitate. Reactii fata de declinul firmelor, organizatiilor si statelor*, préface Daniel Barbu (« Partir ou dire : du totalitarisme à la transition »), commentaire Radu Carp (« La reformulation du modèle Hotelling-Downs dans la version d'Albert Hirschman »), trad. Radu Carp, Laura Cucu, Simona Pop, Bucuresti, Nemira, 1999. Ces deux volumes paraissent avec du soutien de la part de la Fondation Soros de Roumanie. Un autre livre d'Albert Hirschman paraît chez Humanitas de Bucarest. Il s'agit de la traduction de la 20^{ème} édition anniversaire de son premier livre. L'édition roumaine comprend le commentaire introductif pour l'édition en anglais de 1997 signé par Amartya Sen et la préface signée par l'auteur pour la même édition : Albert O. Hirschman, *Pasiunile si interesele. Argumente politice in favoarea capitalismului anteriora triumfului sau*, postface Radu Carp, trad. Radu Carp, Victor Rizescu, Bucarest, Humanitas, coll. « Polis », 2004.

⁶³ Voir « Vertus et limites de la prise de parole. Un entretien avec Albert Hirschman », entretien de Dominique Cardon, Jean-Philippe Heurtin et Cyril Lemieux, *Politix*, 31, 1995, pp. 20-29.

⁶⁴ Albert O. Hirschman, *Bonheur privé, action publique*, op. cit., pp. 141-142.

de transaction négatif (on pourrait également parler d'un bénéfice de transaction). La nouvelle transaction sera alors effectivement subventionnée – par la personne même qui s'y engage⁶⁵. »

Des notions présentées par cette analyse comme celui de « l'effet de contrecoup⁶⁶ » nous ont déjà servi pour comprendre l'engagement sous le mode collectif après 1989 mis en perspective par le retour sur leurs expériences antérieures pour se donner les moyens de suivre les éléments de rupture et les continuités entre les deux époques et d'analyser ce qui constitue dans leurs actes divers des stratégies et ce qui renvoie à leur habitus.

Hirschman n'exclut pas la validité de « l'effet de 'billet gratuit' » dont parle Mancur Olson dans son ouvrage *Logique de l'action collective* qui parle de la « participation des masses aux affaires publiques ». Hirschman entend par là ne pas repousser toute l'argumentation soutenue par la « vision économique » mais proposer une autre vue sur les ressorts de l'action publique. Cela dit, « l'effet de "billet gratuit" » ne s'applique pas pour une analyse de l'engagement des intellectuels car la « recherche du bonheur public⁶⁷ » est en lien étroit avec leurs activités dans leur domaine professionnel. Dans bien de cas leurs « activités orientées vers le public⁶⁸ » sont étroitement liées à leurs activités orientées vers un public avisé ou, dans certains cas, les premières se trouveront à la base des dernières (textes journalistiques ou militantisme suivi d'écrits à visée scientifique sur un même thème). Les considérations faites par Hirschman au sujet de la « fusion – ou de la confusion – entre la lutte et son aboutissement⁶⁹ » se révèlent d'autant plus pertinentes, selon nous, lorsqu'on traite des intellectuels.

II. Méthodes et sources

Nous discutons dans ce texte de nos sources, de l'utilisation que l'on a faite, ainsi que de leur utilité pour notre travail. Nous discuterons du matériau analysé et de son traitement : méthode biographique et prosopographique, analyse de textes journalistiques et des écrits à visée scientifique, mais aussi du genre biographique, enquête ethnographique.

Une de nos principales sources a été la publication du GDS, à celle-ci s'ajoutent d'autres textes publiés dans la presse : notamment ceux qui sont signés par des membres du GDS, mais aussi ceux qui faisaient référence aux intellectuels du GDS. Nous avons recouru à des études, des recueils de mémoires ou autres publications parus dans leur large majorité après 1989 que nous avons utilisés en tant que sources secondaires. Certains ouvrages que nous présentons ici parmi nos sources constituent aussi un matériau étudié dans cette analyse. De même nous avons consulté des anthologies, des dictionnaires et des périodiques publiés avant 1989 mais aussi et surtout ceux qui sont parus après 1989. Des informations que

⁶⁵ *Ibid.*, p. 140.

⁶⁶ *Ibid.*, notamment chapitre 5.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 148.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 152.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 149.

nous fournissent les différents dictionnaires (sur le monde intellectuel et les partis politiques) et des ouvrages et des textes parus dans la presse – du genre biographique ainsi qu’à visée scientifique – ont été vérifiées voire corrigées et enrichies lors de l’enquête menée auprès des membres du GDS mais aussi auprès d’autres intellectuels, proches ou critiques du GDS et/ou critiqués par certains membres du GDS.

Beaucoup plus rarement, nous renvoyons à et nous nous appuyons sur les discours tenus par ces intellectuels devant les caméras, à la télévision publique et sur les chaînes privées de télévision. Mais aussi dans bien de cas leur présence devant les caméras et les discours tenus à ces occasions ont été notés lors de leur passage à l’antenne. Nous avons eu, à certains moments, la possibilité de suivre certaines émissions télévisées : où ils sont des animateurs (on distinguerait entre celle à thèmes culturels et celles à thèmes politiques) ou lorsqu’ils sont parmi les invités pour discuter notamment de l’actualité politique⁷⁰. Les médias audiovisuels sont une source mais aussi un des objets de cette recherche. Si nous avons retenu la présence des membres du GDS à la télévision pendant la période communiste, leurs investissements dans le champ médiatique après 1989, comme producteurs d’émission à thèmes politiques ou culturels, ou réalisateurs de films, nous intéressent tout particulièrement. Les médias sont un autre espace qu’ils investissent. Le GDS, instance du monde intellectuel, ayant créé sa propre tribune, l’hebdomadaire 22, recrute des journalistes, des intellectuels spécialistes des médias ou des représentants des arts du spectacle. L’attrait exercé à présent par les nouvelles technologies de communication dans les milieux intellectuels sera discuté à la fin de ce travail.

Le GDS apparaît dans les médias, plutôt invoqué et non pas discuté, lorsqu’il s’agit de parler des « intellectuels » qui en font partie, notamment des figures connues, ou lorsqu’il s’agit de parler de certaines prises de position politiques collectives, des engagements du Groupe. Reste que sa publication, 22, est plus connue par les médias que le Groupe. En fait, le GDS se confond à sa publication, alors que le « groupe » existe, toujours dans les médias, par ses membres les plus notoires⁷¹. Les représentations du GDS varient selon qu’elles sont véhiculées (des idées reçues et ne tenant que d’une connaissance très approximative par les médias) par des « admirateurs » du GDS ou par des agents médiatiques qui vont s’ériger en critiques du GDS mais surtout de ses prises de position politiques et de celles de certains membres du GDS.

Les sites Internet⁷² personnels ou des institutions (culturelles et politiques) ainsi que des émissions télévisées où des membres du GDS interviennent et se présentent ou d’autres intellectuels mentionnés ici

⁷⁰ De leur présence à la télévision surtout nous en discuterons aussi dans la conclusion lorsque nous entendons discuter aussi de leur manière de se servir de nouvelles technologies de communication.

⁷¹ L’appartenance au GDS des plus notoires membres du GDS apparaît dans les médias en lien avec des acteurs politiques et lorsque le GDS en tant que collectif ou plusieurs membres du GDS se font connaître de par leur soutien donné à des politiques.

⁷² Par la consultation du site Who’s Who in Romania (<http://romania-on-line.net/whoswho/>) nous avons pu vérifier ou compléter des informations qui n’apparaissent pas dans les dictionnaires. Par contre *Who’s Who in Romania* (édition imprimée, 2002) n’a constitué que rarement (dans de rares cas) un instrument utile.

ainsi que des productions artistiques pour la télévision ou pour le cinéma (films documentaires réalisés par des membres du GDS) ont constitué une autre source pour cette recherche⁷³.

Cette analyse doit beaucoup aux informations recueillies au cours de notre enquête auprès des intellectuels roumains (membres du GDS et d'autres intellectuels) et à laquelle nous avons choisi de consacrer un texte à part dans ce même chapitre introductif. Alors qu'ici nous mentionnons seulement (en fin de cette partie) les questions qui ont guidé nos entretiens et pourquoi l'enquête ethnographique a constitué un outil indispensable pour cette étude.

La démarche adoptée induit l'inclusion de certaines sources utilisées pour cette recherche comme partie de notre objet d'analyse. Des textes à visée scientifique traitant des institutions culturelles, sur lesquelles nous nous sommes appuyées, notamment lorsqu'ils discutent d'autres périodes que celles que nous analysons ici, ont constitué pour ce travail dans le même temps un objet de recherche. Nous avons tenté alors de situer ces textes dans l'espace des discours sur un même sujet, de discuter de leurs conditions de production et parfois aussi de leur réception en rapport avec la trajectoire de leurs auteurs. Les essais politiques et les études analysés sont signés dans la majorité des cas par des membres du GDS, tout comme les textes journalistiques.

A. Biographie (méthode et source) et sources textuelles

La biographie est une des principales méthodes dans ce travail comme « voie d'exploration des rapports entre individus et institutions, ou, selon les termes de la conceptualisation de Pierre Bourdieu, entre agents et champs⁷⁴ ». Une large partie de ce travail consiste en l'étude des trajectoires, analyse des autobiographies, avec accent mis sur le parcours professionnel des membres du GDS et d'autres intellectuels, les positions occupées dans un champ spécifique du champ de production culturelle, d'un côté, et leurs prises de position intellectuelles et politiques, d'un autre.

La méthode biographique s'impose surtout qu'il est question de certaines institutions qui existent et subsistent en large partie grâce à ceux qui les ont créées et les habitent. Mais aussi pour combler ce que les revues ne laissent pas toujours voir. Travailler sur les trajectoires des membres du GDS et d'autres intellectuels permet de restituer les changements d'intérêts intellectuels et des stratégies d'auteur après 1989 et de reconstruire la manière de se définir comme intellectuel par des membres du GDS.

La méthode biographique constitue une étape nécessaire pour montrer la nature et le degré des transformations dans le champ de production culturelle comme l'influence des changements politiques dans

⁷³ Nous avons de même vu certains films réalisés pour le cinéma ou pour la télévision par certains membres du GDS, essayistes, écrivains, cinéastes de l'avant 1989. Ces films présentent des événements et la participation des membres du GDS à ces événements (comme à la manifestation « Place de l'Université » de 1990) ou des récits de vie qui doivent être pris en compte dans cette analyse.

⁷⁴ Susanna Magri, « Trajectoires », *Genèses*, 24, 1996, p. 2.

la transformation induite au sein du monde intellectuel, comme les nouveaux rapports qui s'instituent entre monde intellectuel et monde politique (interférence ou contraintes qui s'imposent aux intellectuels désireux d'intégrer le monde politique). Au niveau individuel et à une échelle plus restreinte (membres du GDS surtout), la méthode biographique s'impose pour rendre compte des « nouveaux » intérêts des intellectuels, des nouvelles activités auxquelles ils se consacrent et les sujets auxquels ils prennent intérêt.

Le cadre théorique dans lequel notre analyse s'inscrit doit tenir compte du fait que nos sujets évoluent dans un contexte marqué largement par des changements dans lesquels leur « identité individuelle » est mise en question, qui leur imposent de recomposer leurs identités anciennes et qui permet dans le même temps de se construire de nouvelles « identités » professionnelles et idéologiques.

Nous faisons appel à un nombre important de textes du genre biographique afin de construire des trajectoires et pour la prosopographie que nous proposons ici (portrait du Groupe au moment de sa création). Nous analysons des récits autobiographiques ou le recours à l'autobiographie dans divers types de textes⁷⁵ (journalistiques et essais politiques). En essayant de reconstituer l'histoire des institutions culturelles traditionnelles et de présenter leur fonctionnement, des faits retenus par l'historiographie en matière ou par des histoires « autorisées » (celles présentées par ceux qui y participent et sont autorisées à les présenter) seront vérifiés et complétés en analysant des écrits autobiographiques de ceux directement impliqués ou concernés (dans la première partie). À part la lecture des histoires « autorisées », venant de ceux qui se légitiment de leur appartenance ou contribuant à faire vivre ces institutions et acquérir de la légitimité, nous avons lu des récits autobiographiques d'intellectuels appartenant à des générations différentes, parus en volume ou dans la presse culturelle⁷⁶, ou dont les parcours professionnels ne se ressemblent presque pas.

À part le découpage que nous impose les nouvelles entreprises mises en œuvre par certains membres du GDS (nouvelles revues spécialisées, centres d'expertise ou de recherche), nous analysons des parcours d'intellectuels aussi en fonction de leurs activités (éditeurs ou traducteurs), des disciplines auxquelles ils s'inscrivent et inscrivent leurs études (parues le plus souvent après 1989), plus largement, de leurs intérêts professionnels ou intellectuels (dans la troisième partie).

Nous avons reconstruit des parcours d'intellectuels à partir d'un questionnaire biographique, les variables retenues étant indiquées ci-dessous. Les variables prises en compte, à savoir la grille d'analyse, nous ont servi aussi dans le but de constituer des classes de trajectoires, par la comparaison des trajets biographiques proches – en partant du fait qu'ils partagent leur intérêt pour des sujets proches ou pour un même sujet – et des trajectoires d'individus appartenant à une même génération. Sans avoir eu recours à une analyse statistique proprement dite des données recueillies, les fiches d'auteur (membres du GDS et

⁷⁵ Voir Jacques Dubois, Pascal Durand, « Champ littéraire et classes de textes », *Littérature*, 70, 1988, pp. 5-23.

⁷⁶ Nous avons lu la majorité des autobiographies ou des mémoires, parus en volume après 1989, appartenant à des membres du GDS. Certains entretiens réalisés ont été conçus comme compléments de ces récits.

autres intellectuels⁷⁷) nous ont servi pour construire des trajectoires et pour comparer des trajectoires et afin de présenter le GDS dans sa composition initiale, les membres fondateurs, et dans le but de présenter l'évolution de sa structure professionnelle par périodes, à chaque moment d'un renouvellement de sa structure, par de nouvelles cooptations. Nous avons regroupé les variables prises en compte, en trois séries, enrichies ou modifiées au cours de l'enquête⁷⁸. Une première série de variables concerne leurs propriétés sociales (âge, origine sociale, trajectoire géographique, trajectoire scolaire, trajectoire familiale, religion) mais dans certains cas, rares toutefois pour ce qui est des membres fondateurs, certaines de ces variables n'ont pas pu être informées (profession du père ou trajectoire familiale). Les séries de variables qui nous renseignent sur la position occupée et sur les prises de position intellectuelles et politiques ont été distinguées pour les deux périodes concernées ici, avant et après 1989. Certaines variables ont été adaptées pour les deux périodes en fonction du type de régime politique. Nous avons inclus pour la période communiste comme variables à part la formation universitaire dans une « académie », l'établissement d'enseignement politique créé par le régime communiste⁷⁹ et l'adhésion au parti. Mais aussi des relations avec la Securitate (discutées dans la presse, par d'autres intellectuels et par celui qui est impliqué dans un tel scandale). Pour la période postcommuniste nous avons ajouté leur proximité, leur appartenance ou leur attachement à des acteurs ou structures politiques différents dont une qui participe au jeu politique en se légitimant par le fait de se définir comme partie de la « société civile » (l'Alliance civique). Les variables qui nous renseignent sur leur position ont été modifiées pour des artistes, cinéastes ou interprètes. Notons que parmi des membres du GDS on compte des individus qui se sont distingués par leurs actes contre le pouvoir communiste, pour ces individus-là nous avons retenu leur profession et leurs prises de position ou leurs actes contre le régime (Doina Cornea et Radu Filipescu tout particulièrement) car ils ne sont pas auteurs de la période communiste. En procédant à la présentation de leur parcours professionnel, nous mentionnons dans le texte leur appartenance institutionnelle, voire leur domaine disciplinaire, et, si cela est le cas, les postes politiques occupés, leurs fonctions politiques au moment considéré, mais aussi, en note de bas de page ou, plus rarement, dans les encadrés, leurs positions ultérieures.

⁷⁷ Ces fiches biographiques ont été constituées à quelques exceptions près pour tous les membres fondateurs mais aussi pour des membres cooptés (auteurs d'essais, universitaires surtout). La même grille d'analyse a été appliquée pour la construction des trajectoires d'autres intellectuels appartenant à des générations qu'on retrouve au sein du GDS : anciens collaborateurs ou collègues de certains membres du GDS, collaborateurs de 22 ou se trouvant dans la proximité de certains membres du GDS dans des structures autres que le GDS ou intellectuels qui dirigent ou créent d'autres institutions après 1989, leurs concurrents ou/et, parfois, leurs alliés.

⁷⁸ Ces notices individuelles ont été construites avant et au fur et à mesure de notre enquête ethnographique. D'autres notices individuelles ont été ajoutées lorsque nous avons cru devoir et pu interroger d'autres intellectuels que ceux qui sont membres du GDS.

⁷⁹ Génériquement appelée « école de parti », il s'agit de l'Académie « Stefan Gheorghiu » [fonctionnant] auprès du Comité central du parti communiste roumain, selon le nom officiel à partir de 1971 ou de l'Académie d'études sociales et politiques [fonctionnant] auprès du Comité central du parti communiste roumain, à la fin des années 1980. L'école de parti fournit des diplômes universitaires à partir de 1965. L'historique de cette institution sera présenté dans la première partie.

Tant pour la période communiste, que pour la période postcommuniste, nous nous sommes intéressée aux relations qu'ils établissent avec d'autres intellectuels et à leurs réseaux de relations. Nous avons essayé de mettre à profit ce que l'analyse des réseaux, utilisée ici comme méthode dans une approche qualitative, peut nous renseigner sur la position du GDS, sur celles des membres du GDS et des rapports que ces derniers entretiennent entre eux et avec d'autres intellectuels. Pour la période communiste, nous avons retenu leur appartenance à des cercles informels, « école » ou « groupe » ou « cénacle », investis du pouvoir de subvertir l'ordre établi. Leurs lieux de publication et leurs collaborateurs (co-auteurs, coéditeurs ou le fait de publier dans une même revue, etc.) nous indiquent l'insertion dans des réseaux de sociabilité. Ces milieux intellectuels formés autour d'une figure intellectuelle ou autour d'un périodique de par la notoriété acquise dans la période communiste, ce qui nous indique d'ailleurs leur appellation (« école » ou « groupe »), recevront une valeur encore plus importante après 1989. En fonction de la reconnaissance obtenue par ces institutions nées à l'extérieur du cadre officiel, l'appartenance à un cercle, un « groupe » ou une « école » ou la fréquentation de ces milieux, nous informent sur la position occupée par un individu et sur ses prises de position intellectuelles et politiques à condition de considérer aussi ses autres prises de position intellectuelles et d'autres appartenances ou l'adhésion au PC. En plus de l'appartenance à des milieux intellectuels qui ont acquis leur notoriété avant 1989 (comme cela a été le cas de l'« école de Paltinis » ou l'« école de [Constantin] Noica »), nous avons noté de même leur proximité avec d'autres intellectuels. Tant pour la période communiste que pour la période postcommuniste, nous avons retenu des relations de proximité entre des (futurs) membres du GDS et entre ceux-là et d'autres intellectuels. Si leur appartenance institutionnelle durant la période communiste nous indique des relations de proximité, on s'est intéressé à l'évolution de leurs relations dans la période postcommuniste. Nous avons pu recueillir, grâce à l'enquête, des informations au sujet de leurs relations, l'évolution de ces relations entre des intellectuels ayant collaboré auparavant, anciens collègues, anciens alliés, etc. et des fondements de certains conflits entre intellectuels. Certains événements dont nous informont nos interlocuteurs aident à comprendre certaines prises de position politiques, certains engagements ou des « défections ». Pour la période postcommuniste, l'existence de relations de proximité nous est indiquée par leur participation à des équipes éditoriales, des comités de rédaction ou à des commissions ou des postes occupées dans des institutions de la recherche ou leur rôle dans la création des institutions spécifiques. Leurs écrits autobiographiques mais aussi certains essais et certains textes journalistiques sont riches en informations au sujet de leurs collaborateurs ou d'autres intellectuels avec lesquels ils partagent des idées ou qu'ils ont rencontrés puisqu'ils parlent surtout de leurs activités, de leurs projets intellectuels et de leurs actions à visée politique. Nous avons essayé de recueillir des informations concernant les relations que certains membres du GDS au moins lient avec d'autres intellectuels ou avec des politiques.

On s'est intéressé aussi à la distance prise par des membres du GDS ou anciens collaborateurs de 22 vis-à-vis du GDS ou de certains intellectuels du GDS ou futurs membres du GDS. Nous nous sommes intéressées aussi à leurs relations avec le GDS ou avec certains membres du GDS, avant leur recrutement dans le GDS. Les lieux de publications, des éditeurs qui acceptent leurs textes, ainsi que les intellectuels qui présentent leurs ouvrages ou qui sont leurs traducteurs nous indiquent aussi des rapports au GDS. Les réseaux de sociabilité dans lesquels ils s'insèrent dépassent ceux constitués autour du GDS et de 22. Dans quels milieux se recrutent leurs collaborateurs ? Dans quelle mesure y a-t-il superposition entre leurs réseaux de relations (de tel ou tel membre) et les réseaux de relations que décrivent les collaborateurs du GDS et de 22 ? Si les cercles dans lesquels tel membre du GDS se meut, si des milieux auxquels appartiennent ses collaborateurs correspondent aux milieux d'appartenance des collaborateurs du GDS, cela renvoie à sa position forte aussi au sein du GDS. Alors que si tel membre se meut dans d'autres milieux et ses collaborateurs appartiennent à d'autres cercles que ceux qui gravitent autour du GDS, cela révèle des intérêts différents de ceux qui s'imposent ou qui traversent le Groupe. Cela peut indiquer son éloignement par rapport au GDS (si la possession d'un réseau de relations fait suite à l'occupation d'un poste et à des activités déroulées grâce ou en lien avec son appartenance au GDS). Ou bien cela peut indiquer que sa position se construit dans d'autres milieux et cadres institutionnels que le GDS ou ceux qui dominent le GDS et dans lesquels ils sont parvenus à s'intégrer avant ou après leur participation au Groupe (c'est le cas des membres du GDS, se rapprochant du Groupe comme collaborateurs de 22 alors qu'ils travaillent à se faire une position en intégrant l'université).

Les variables prises en compte⁸⁰ :

Sexe : M () ; F ()

Naissance (année de) :

Lieu de naissance : Bucarest ; Iasi ; Cluj ; autres villes de province⁸¹ ; milieux ruraux (communes/villages)

Catégorie sociale du père* :

Religion :

Études secondaires (établissement ou lieu)*

Lieu des études supérieures : Bucarest ; Iasi ; Cluj

Établissement

Faculté

Discipline formation :

⁸⁰ Pour certaines variables, l'information dont on dispose actuellement est insuffisante. Nous notons à côté de ces variables un (*).

⁸¹ Villes résidence de département, qui ne sont que très rarement des villes universitaires avant 1989, quand elles le sont il s'agit des sciences techniques, d'institut d'études techniques.

lettres & philosophie ; lettres ; philosophie ; droit ; histoire ; sociologie ; histoire de l'art ; sciences économiques ; architecture ; sciences naturelles (physique) ; sciences techniques (électronique) ; socialisme scientifique

Doctorat

Lieu de résidence : Bucarest, Iasi, Cluj

État civil :

Catégorie sociale de l'époux* :

Catégorie sociale de l'épouse* :

Affiliation à des institutions (et/ou postes occupés) :

Union des écrivains :

Académie (chercheur) :

Académie (académicien, date d'entrée) :

Université (lieu) : Bucarest, Iasi

Éditions :

Ministères (de la culture et de l'enseignement)

École de parti (Académie « Stefan Gheorghiu »)

Instituts de recherche en sciences naturelles

Entreprise

École secondaire

Lieux de publication

Éditions :

littéraires : Cartea Romaneasca ; Univers ; Meridiane

scientifiques

académiques

politiques

Revue :

littéraires

scientifiques

Publications à l'étranger

Traductions à l'étranger

Télévision publique

Activité politique

PC*

Securitate*

Dissidence :

manifestes/lettres individuelles : Roumanie ; étranger

lettres collectives

Opposition : Roumanie ; étranger

Prison

Après 1989

Lieu de résidence :

Doctorat : lettres ; philosophie ; sociologie ; droit

Affiliation à des institutions spécifiques (postes occupés) :

Union des écrivains :

Académie (chercheur) :

Académie (académicien, date d'entrée) :

Université (lieu) : Bucarest, Iasi

Faculté :

Disciplines anciennes : lettres ; philosophie ; droit ; histoire

Disciplines « nouvelles » ou réinstituées : sociologie ; journalisme

Disciplines nouvelles : sciences politiques (et administratives)⁸²

Secteur éditorial :

Autres institutions de la recherche :

Autres instances de diffusion (revues) :

Instituts privés d'expertise : sciences politiques ; relations internationales ; sondages

Lieux de publication : Humanitas ; Polirom ; autres éditeurs

Revues :

intellectuelles

scientifiques

Directeur de collection chez Humanitas

Directeur de collection chez d'autres éditeurs

Traducteurs

Publications à l'étranger

Traductions à l'étranger

Institutions politiques :

Administration centrale : Ministère de la culture ; Ministère des affaires étrangères

Administration présidentielle :

Fonctions publiques : ministre ; conseiller présidentiel ; secrétaire d'État ; directeur
département

Commission d'expertise : président ; membre

⁸² Les autres nouvelles formations du domaine des sciences humaines et sociales, dans l'ordre chronologique de leur apparition (institutionnalisation) après 1989, sont les relations publiques, les sciences de la communication.

Instituts politiques (collaboration) :

Activité politique :

Candidats (indifféremment du scrutin et de l'affiliation) :

Alliance civique : membre ; dirigeant

Parti de l'Alliance civique : membre ; dirigeant ; élu (de la part)

Autres partis politiques : sympathisant ; membre ; élu (de la part)

(Co)Réalisateur de films

Télévision (producteurs d'émissions télévisées)

B. Analyse des textes

Nous présenterons dans ce qui suit notre analyse des différents textes. Nous analysons des textes diffusés en Roumanie avant comme après 1989, surtout ceux qui sont publiés en Roumanie mais aussi des textes datés de l'avant 1989 qui sont diffusés à travers des médias de l'étranger ou/et par des médiateurs à l'occasion des rencontres entre monde politique et monde intellectuel à l'étranger. Pour ce qui est de la période postcommuniste, seront analysés des textes à visée politique mais surtout des textes à visée scientifique, discours (auto)biographiques et des textes diffusés par la presse intellectuelle. Ces textes sont analysés ici avec leurs auteurs (trajectoires) et les milieux professionnels ou/et intellectuels dont ils sont issus, auxquels ils appartiennent ou ils s'insèrent, ainsi que les instances de diffusion ou les médiateurs, ceux qui ont contribué à la consécration, à l'accumulation de notoriété par leurs auteurs.

L'analyse de ces écrits, et plus généralement des textes, surtout ceux publiés dans 22 mais aussi des essais politiques dont surtout ceux à visée scientifique, et des communications faites à diverses occasions par des intellectuels de la période postcommuniste, que nous désignons aussi par le terme de « discours », s'inspire de l'approche de la langue et des échanges linguistiques développée par Pierre Bourdieu sur la base de sa théorie de la pratique et à partir des travaux menés notamment sur le monde intellectuel⁸³. Se distanciant à la fois de l'analyse interne, de la lecture interne du discours⁸⁴ et de l'analyse externe,

⁸³ Voir Pierre Bourdieu, *Les Règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, op. cit. ; Id., *Homo academicus* [1984], rééd. Minuit, 1992 ; Id., *Science de la science et réflexivité*, Paris, Raisons d'agir, 2001.

⁸⁴ Voir Pierre Bourdieu, *Les Règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, op. cit. Une tradition, la « doxa littéraire », fondée « en théorie » par la philosophie kantienne et la « solution structuraliste [...] beaucoup plus puissante, intellectuellement et socialement », surtout dans sa « formulation la plus rigoureuse », celle qu'on retrouve chez Foucault (*Ibid.*, pp. 275-279). Bien que dans l'exposé de sa méthode pour une analyse des œuvres culturelles, l'accent est mis sur ce qui le distingue du « structuralisme symbolique » défini par Foucault (*Ibid.*, pp. 289-290), d'autres auteurs qui soutiennent l'analyse interne des œuvres culturelles sont mentionnés, tels les formalistes russes, Roman Jakobson et Gérard Genette, mais aussi E. H. Gombrich (*Ibid.*, pp. 275-277, 280). Bourdieu se distancie autant de Foucault que de Habermas. Mais c'est à ce dernier qu'il se réfère dans son exposé de sa méthode pour une analyse des œuvres culturelles (voir Michel Foucault, « Réponse au Cercle d'épistémologie », *Cahiers pour l'analyse*, 9, « Généalogie des sciences », 1968, pp. 9-40, cité par Pierre Bourdieu, *Les Règles de l'art*, op. cit., p. 278). Voir aussi Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes* [1997], Paris, Seuil, « Points », 2003, p. 210. C'est tout en « rendant justice aux théoriciens des actes de langage d'avoir su mettre en exergue les conditions sociales de la communication », comme le dira le sociologue britannique John B. Thompson, que Bourdieu montrera ce qui fait défaut dans leurs théories, à savoir que les « conditions sociales de l'usage linguistique » (voir John B. Thompson, « Préface », in Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, 2001, pp. 19-21). De la vision de Habermas, Bourdieu en parlera dans deux autres livres : Pierre

considérant comme réductrice la « théorie du ‘reflet’ qui sous-tend les analyses marxistes des œuvres culturelles » qui commande de rapporter l’œuvre « directement aux caractéristiques sociales des auteurs ou des groupes qui en étaient les destinataires déclarés ou supposés », mais tout en gardant leurs « acquis » et les « exigences » qui en découlent⁸⁵, il récuse l’opposition⁸⁶ de ces deux « lectures du discours, interne et externe, sociologique et sémiologique⁸⁷ » pour en proposer leur « dépassement » en introduisant le concept de « champ ». Le « champ » est défini comme univers autonome, s’agissant de plusieurs « microcosmes sociaux, espaces séparés et autonomes dans lesquels ces œuvres [divers] s’engendrent » mais aussi comme « espace de relations objectives⁸⁸ ». Afin de distinguer les textes analysés ici nous nous servons de l’analyse de Jacques Dubois et de Pascal sur « champ littéraire et classes de textes⁸⁹ ».

En prenant appui sur les considérations théoriques issues des études d’histoire et de sociologie sur la « dénonciation » ou l’« indignation » et les formes que prennent celles-ci lorsqu’ils passent dans le domaine du public⁹⁰, dans notre analyse, nous nous intéressons à mettre en relief la distribution des « ressources disponibles – conceptuelles, langagières, techniques – socialement déterminées⁹¹ » car dans ces échanges, tous ceux qui prennent la parole ou ceux qui se trouvent concernés ou sont supposés être concernés ne contribuent pas de la même manière à construire le « dialogue » entre des intellectuels ou à construire l’espace de débats qui se dégage de la prise en compte des disputes ou des controverses intellectuelles et des appels initiés par des intellectuels. Nous verrons surtout dans la seconde partie de ce travail comment, selon la position de celui qui semble se sentir concerné ou qui s’intéresse à un débat ou à un scandale, ne serait-ce qu’*a posteriori*, ou au contraire par celui qui s’y implique, ne serait-ce que par l’apposition de son nom, des intellectuels contribuent à entretenir le « dialogue » entre eux et à investir leur autorité et s’investir dans les luttes politiques qui peuvent traverser à un moment ou à un autre un champ spécifique ou participer aux luttes proprement politiques.

Bourdieu, *Ce que parler veut dire. L’économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard, 1982 et Id., *Méditations pascaliennes*, op. cit.

⁸⁵ Pierre Bourdieu, *Les Règles de l’art*, op. cit., pp. 279 et 284.

⁸⁶ La théorie développée par Pierre Bourdieu se propose en effet de rompre avec plusieurs oppositions qui se sont instituées dans les sciences de l’homme qui donnent naissance à de « faux dilemmes » qui traversent les sciences sociales, dont la principale nous semble être celle de la théorie et de la pratique. Voir Pierre Bourdieu, *Les Règles de l’art*, op. cit., p. 272, aussi pp. 252-254, 258).

⁸⁷ Pierre Bourdieu, « La critique du discours lettré », ARSS, 5-6, 1975, p. 7.

⁸⁸ Id., *Raisons pratiques. Sur la théorie de l’action*, « Pour une science des œuvres », Seuil, 1994, p. 68.

⁸⁹ Jacques Dubois, Pascal Durand, « Champ littéraire et classes de textes », *Littérature*, 70, 1988, pp. 5-23.

⁹⁰ Et plus précisément celles qui s’inscrivent et revendiquent leur inscription dans la sociologie pragmatique. *Politix*, 31, 1995 et certaines études parues dans *Politix*, 26, 1994 ; ainsi que Luc Boltanski, Élisabeth Claverie, Nicolas Offenstadt, Stéphane Van Damme, *Affaires, scandales et grandes causes. De Socrate à Pinochet*, Éditions Stock, coll. « les essais », 2007.

⁹¹ Keith M. Baker, Roger Chartier, « Dialogue sur l’espace public », *Politix*, 26, 1994, pp. 5-22. La citation est tirée du propos tenu par Roger Chartier (p. 6 et pp. 8-9).

Admettant que le « discursif est social », nous admettons aussi que le social ne se limite pas au discursif⁹² ou autrement dit « tout est croyance, mais tout “n’est que” croyance⁹³ », et comme la « sociologie analytique » elle-même le dit « pour ne pas nous laisser enfermer dans une sociologie qui ne connaîtrait du monde que ce qui relève de l’ordre du discours⁹⁴ », nous montrerons qu’il est fort indispensable de prendre en compte les autres activités sociales des individus qui participent au « dialogue », à la construction de l’espace des débats. Ainsi nous entendons prêter attention non seulement à des propriétés attachées à la position qu’occupe un individu dans une structure sociale historiquement constituée mais aussi à des pratiques sociales (y compris des pratiques langagières) qui peuvent parfois même venir en contradiction avec des pratiques langagières de celui qui participe au débat à un moment précis. Cela pour saisir les processus qui régissent le mouvement de construction des « identités »⁹⁵. Ceux qui interviennent ou qui se trouvent concernés sans intervenir dans ces disputes ou controverses, ainsi que dans les scandales ne se définissent pas exclusivement par référence à des « éléments stables », les propriétés sociales mais aussi par leurs pratiques passées et présentes, par la mise en œuvre de l’*habitus*, « système acquis de schèmes générateurs⁹⁶ ». Contrairement à la sociologie analytique qui se propose la construction des « modèles » auxquels « les énoncés recueillis par des procédures empiriques⁹⁷ » seront confrontés, nous regardons vers les pratiques diverses de ceux qui y participent, de leur gré ou non, au « dialogue » public, qui disent plus que les « éléments stables » de la position occupée par un tel et de sa trajectoire, pour saisir la permanence dans le changement⁹⁸. En rester aux seuls discours des intellectuels, indifféremment des types de textes ou des genres de discours, c’est en effet reprendre l’argumentation intellectualiste de plusieurs intellectuels, qui veulent qu’on les considère en fonction du nombre de leurs activités proprement intellectuelles ou de l’importance sociale donnée à leurs discours. Des intellectuels qu’on a pu interroger tendent à minimiser certaines activités pour mettre en évidence des propos qu’ils ont

⁹² Si Roger Chartier admet que c’est « dans le langage [...] que sont formulés les intérêts sociaux » comme le soutient Keith Baker, en prenant appui sur l’affirmation de Michel Foucault concernant la « distinction fondamentale entre le discursif et le non-discursif », Roger Chartier tient que « la compréhension de toute forme d’expression culturelle ou intellectuelle » se donne dans « le rapport entre les systèmes d’énoncés possibles à un moment donné de l’histoire et [...] les positions de ceux qui peuvent les produire ou les interpréter ». Cf. Keith M. Baker et Roger Chartier, « Dialogue sur l’espace public », *Politix*, 26, 1994, surtout pp. 6-7. Voir aussi Bernard Lahire, « Remarques sociologiques sur le *linguistic turn*. Suite au ‘Dialogue sur l’espace public’ entre Keith M. Baker et Roger Chartier », *Politix*, 27, 1994, et plus particulièrement p. 192 : « il ne découle par [...] que tout le social est dans le langage ».

⁹³ En parlant de la position prise par la « sociologie polémique », v. Luc Boltanski, « Sociologie critique et sociologie de la critique », *Politix*, 10-11, 1990, p. 126.

⁹⁴ En explicitant la position de la « sociologie analytique » adoptée ici par Luc Boltanski, « Sociologie critique et sociologie de la critique », *Politix*, 10-11, 1990, pp. 131-132.

⁹⁵ Voir Claude Dubar, « Une sociologie (empirique) de l’identité est-elle possible ? », in S. Guth (dir.), *Une sociologie des identités est-elle possible ?*, L’Harmattan, 1994, pp. 25-31 ; Id., « Trajectoires sociales et formes identitaires. Clarifications conceptuelles et méthodologiques », *Sociétés Contemporaines*, 29, 1998 ; Hervé Serry, « La littérature pour faire et défaire les groupes », *Sociétés Contemporaines*, 44, « Littératures et identités », dossier constitué par Hervé Serry, 2001, pp. 5-14.

⁹⁶ Pierre Bourdieu, *Le Sens pratique*, Minuit, « Le sens commun », 1980, p. 92. Voir aussi Id., *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 1984, pp. 133-136.

⁹⁷ Luc Boltanski, « Sociologie critique et sociologie de la critique », *Politix*, 10-11, 1990, p. 132 sq.

⁹⁸ Pierre Bourdieu, *Le Sens pratique*, chap. 5, *op. cit.*, pp. 135-165.

tenus dans certains débats et cela surtout lorsqu'ils considèrent (et) *a posteriori* que leurs arguments étaient valides, alors qu'à d'autres moments, ils peuvent au contraire accentuer d'autres actes, en dehors de ceux discursifs, pour montrer comment ils ont mis l'énergie pour mettre en application des idées transmises lors d'un débat qui peuvent n'avoir pas eu de chances à s'imposer ou à recevoir la « bonne » interprétation. On entendra des discours où d'autres intérêts que ceux intellectuels ayant régi leurs choix d'une activité sont niés : discours de justification ou dans lesquels ils nient leur intérêts autres qu'intellectuels (gains matériels surtout) en parlant des postes politiques occupés ou quelque intérêt autre que pour la « communauté » à laquelle ils appartiennent et qu'ils se veulent représenter lorsqu'ils occupent des postes de responsabilité dans des institutions spécifiques.

Auteurs de textes à visée scientifique ou/et auteurs de textes de fiction avant 1989, dans la majorité des cas auteurs de textes dans la presse culturelle aussi avant 1989, ils le seront dans tous les cas aussi après 1989. Ce qui marque peut-être le plus leur production après 1989 par rapport à celle de la période communiste, excepté celle des exilés, c'est le nombre important de textes journalistiques (parfois rassemblés en volumes), l'intérêt qu'ils prêtent à la politique et leurs pratiques journalistiques. Les textes journalistiques ont constitué l'objet de notre recherche (la deuxième partie étant entièrement consacrée à leur analyse). Pour notre analyse du contenu de la publication du GDS durant ses premières années, lorsque le GDS attire l'attention d'un large public et lorsque la cohésion du GDS est maximale, au début des années 1990, nous avons constitué des listes avec les sujets traités dans 22, ensuite des dossiers par thématiques (construites à partir des sujets proches). Des articles peuvent être consacrés à l'actualité politique, d'autres peuvent traiter des sujets plus généraux, comme de la presse après 1989 ou de la morale, etc. Pour cette analyse de la production du GDS, présentée dans 22 durant les premières années qui succèdent à sa constitution lorsque presque tous les membres du GDS y contribuent, tous les textes ou les discours signés par des membres du GDS ont été pris en compte.

Nous avons de même procédé à une comparaison entre des représentants d'une même génération⁹⁹ ou entre des représentants appartenant à des générations différentes préoccupés par un même sujet ou dont les intérêts intellectuels s'inscrivent, compte tenu de leurs écrits journalistiques mais aussi scientifiques, dans une même thématique. Les intérêts intellectuels ainsi que leur manière de traiter d'un même sujet ou des sujets proches nous révèlent la position occupée par l'auteur, les ressources qu'ils mobilisent afin de se créer une nouvelle position ou de renforcer la position occupée en 1990 et renvoient à sa trajectoire (sujets qui l'intéressaient auparavant ou intellectuels avec lesquels il a établi des relations), à ses dispositions et à certaines propriétés sociales.

Des textes parus dans 22, rapportés aux positions occupées par leurs auteurs et aux activités menées après 1989 par ceux-là, nous offrent une image du statut de l'écrivain dans la période postcommuniste et

⁹⁹ Surtout ceux qui sont nés dans les années 1950, ayant suivi des études universitaires dans les années 1970.

des rapports entre champ intellectuel et champ politique, des nouvelles possibilités ouvertes aux écrivains (éditions, médias) ainsi que des conflits de légitimité entre des intellectuels. Ces textes peuvent décrire des pratiques et peuvent inclure des récits autobiographiques. Ces textes avec d'autres textes du genre biographique constituent le terrain privilégié pour une analyse de leurs représentations du rôle de l'intellectuel après 1989 et des problèmes politiques ou des causes à construire et à être investies par des milieux intellectuels après 1989.

Un autre type de textes, des textes à visée scientifique, notamment ceux signés par des membres du GDS, a été pris en compte pour cette analyse. Comme plusieurs membres du GDS sont auteurs de textes journalistiques avant de signer des ouvrages à visée scientifique, nous avons procédé à une comparaison entre sujets traités dans les textes journalistiques et sujets auxquels ils ont consacré leurs textes à visée scientifique. On s'intéresse au chemin qu'ils ont parcouru comme auteurs dans la presse intellectuelle avant de devenir des auteurs d'essais à visée scientifique. L'analyse des textes journalistiques par rapport à des textes à visée scientifique, signés par des membres du GDS et leurs collaborateurs (notamment les rédacteurs de 22), permet de suivre les modes de construction des intérêts intellectuels et leur développement : leurs choix d'un tel ou tel sujet, les types d'écriture, le choix des éditeurs ou des lieux de publication. Qui plus est, certains de leurs textes diffusés par les médias étrangers nous sont présentés, réunis dans des volumes, comme des analyses¹⁰⁰. Le recours à l'autobiographie dans des volumes incluant des analyses est la marque distinctive de ces textes à visée scientifique dans l'espace des études politiques (qu'ils soient l'œuvre des sociologues ou des philosophes). Ces textes sont écrits par des auteurs ayant fait leur début dans la période communiste¹⁰¹.

Les textes à visée scientifique, qui paraissent sous forme de livre, ont constitué des sources pour cette recherche mais sont pris ici aussi comme objet de recherche. Ces textes sont mentionnés, voire discutés, pour rendre compte des intérêts intellectuels des membres du GDS et de leurs collaborateurs surtout, de l'évolution de leurs investissements dans l'écriture des sciences sociales. Ces textes à visée scientifique ont été mis en relation avec des textes produits par d'autres intellectuels traitant d'un même sujet dans le but de restituer l'espace des études du communisme, par exemple¹⁰².

Qu'il soit question des textes journalistiques ou des textes à visée scientifique, leur production a été étudiée en rapport avec les instances qui ont permis leur diffusion (revues et maisons d'éditions). Les institutions, créées après 1989 par des membres du GDS, sont analysées avec ceux qui les font vivre : initiateurs, responsables et auteurs (dans la troisième partie). Si les textes à visée scientifique, essais ou

¹⁰⁰ Tel est le cas, par exemple, du volume de Vladimir Tismaneanu, *Arheologia terorii*, Bucarest, Editions Eminescu, 1992.

¹⁰¹ Mais tous les auteurs ayant fait une carrière ou ayant débuté avant 1989 ne recourent pas à l'autobiographie ou aux mémoires dans des textes incluant des analyses, publiés sous forme de livre.

¹⁰² Certains textes à visée scientifique appartenant à des membres du GDS sont aussi des sources pour nos considérations sur la période communiste (institutions politiques et classe politique surtout et structure sociale des adhérents au parti) ou sur la période postcommuniste (élite politique, rapports entre espace intellectuel et espace politique, acteurs politiques et système politiques).

études politiques, sont des sites d'observation des prises de position de l'auteur, les lieux de publication des volumes nous indiquent le degré de reconnaissance acquise dans le champ en Roumanie après 1989 et le paratexte fournit encore des informations quant à la position, à la reconnaissance de l'auteur mais aussi aux stratégies menées par l'auteur pour acquérir la reconnaissance.

Nous nous sommes intéressée aux divers discours produits par leurs concurrents ou alliés, à ceux venant d'intellectuels de l'intérieur (comme les exclus du Groupe) ou de l'extérieur du Groupe (collaborateurs de 22 ou autres intellectuels qui à un moment ou à un autre, ont connu de près certains membres du GDS). Nous avons prêté attention aux critiques émises par des intellectuels et des critiques sous forme de livre¹⁰³ : ouvrages ou textes à visée scientifique ayant souvent une dimension autobiographique et écrits proprement autobiographiques. Des critiques qu'on adresse au Groupe reçoivent dans la majorité des cas des réponses mais non pas dans tous : au nom du Groupe un membre du GDS réagit dans 22. Si, par contre, un intellectuel du GDS est critiqué, il peut s'agir soit d'une réaction de la part d'un autre membre du GDS, prise de position diffusée par l'intermédiaire de la revue du groupe ou parue en volume¹⁰⁴, soit d'une mobilisation pour la défense d'un membre notoire du GDS par des réseaux qui vont plus loin que les réseaux constitués autour du GDS et de 22 (indiquant leurs activités et les postes occupés)¹⁰⁵. Nous traitons des discours qui revendiquent une certaine autorité, produits par des intellectuels qui sont des « dissidents » du GDS, anciens membres du GDS, ou par ceux qui se situent à l'extérieur (dont certains ont été des collaborateurs fidèles de 22 et ont fait partie de cercles de connaissance proches du GDS). Ces critiques permettent de voir qui sont leurs concurrents à travers le temps, de suivre des représentations intellectuelles du GDS et des alliances constituées ad hoc (entre des membres des générations différentes et membres des professions intellectuelles différentes¹⁰⁶) ou sur la base des relations anciennes (datées de la période communiste) et se manifestant (présentées comme telles devant le public) à différents moments.

La biographie est une méthode, mais aussi un matériau à analyser pour cette recherche. La biographie a constitué un outil de recherche mais aussi objet de réflexion. Si nous sommes conduite à analyser des écrits autobiographiques parus sous le communisme (en parlant d'une « école », celle créée par le philosophe Constantin Noica), notre attention est dirigée surtout vers les récits autobiographiques de l'après 1989. Ainsi nous analysons des écrits (auto)biographiques qui prennent diverses formes et seront

¹⁰³ Des ouvrages critiques à l'égard des intellectuels du GDS seront mentionnés au cours de l'enquête par des intellectuels critiques du GDS appartenant à une autre génération que les auteurs de ces volumes. Ils sont mentionnés par des intellectuels qui ne partagent pas la vision du monde dont le GDS s'est fait instance de diffusion, intellectuels critiqués par le GDS pour leur adhésion au communisme voire au marxisme.

¹⁰⁴ Comme, par exemple, la défense d'Andrei Plesu contre les critiques qu'on adresse en 1990 au ministre de la Culture, le premier de la période postcommuniste. Un autre exemple, bien plus récent, le constitue le volume de Sorin Antohi, *Razboaie culturale : idei, intelectuali, spirit public*, Iasi, Polirom, 2007.

¹⁰⁵ Les boursiers du NEC à la défense d'Andrei Plesu.

¹⁰⁶ Certains critiques sont de jeunes intellectuels, récemment entrés dans le champ intellectuel, et à qui des intellectuels du GDS contestent la légitimité à critiquer.

rendus publics après 1989 : mémoires, recueils d'entretiens ou discours autobiographique parus dans la presse intellectuelle ou culturelle¹⁰⁷. Étant donné le nombre important d'écrits (auto)biographiques, nous nous sommes interrogés sur la fonction de ces écrits pour des intellectuels après 1989 et plus précisément pour certains intellectuels. Servant de matériau à cette analyse des transformations des rapports de force au sein du champ intellectuel après 1989, ces écrits (auto)biographiques permettent de discuter aussi de la nouvelle hiérarchie des genres et de l'évolution du champ éditorial après 1989. Les recueils de mémoires ou d'écrits autobiographiques, combinant discours autobiographique à des considérations sur l'actualité politique ou insérant récit de vie dans leurs essais politiques, révèlent la « posture¹⁰⁸ » de leurs auteurs (dissident, créateur, médiateur, etc.). Si leurs préoccupations intellectuelles prévalent, il peut s'agir aussi bien de reconstruire leur parcours d'intellectuel où les échanges intellectuels sont mis en valeur, de présenter leurs actes subversifs durant la période communiste ou de considérer la vie politique à laquelle ils ont contribué parfois comme politiques et dont ils se préoccupent toujours. Il s'agira d'analyser les formes que prend le discours autobiographique (recueils d'entretiens, journal, etc.), le moment de sa publication et les lieux de sa publication et tous ceux qui contribuent à sa production (initiateurs, interlocuteurs, éditeurs). Nous avons pris en compte le moment de la publication des écrits (auto)biographiques mais aussi le moment de la production du récit de vie. Ainsi on verra l'intérêt porté par les auteurs et par les éditeurs au témoignage, selon qu'il s'agit d'intellectuels de l'exil, de victimes du régime ou des membres de la nomenklatura. Mais nous nous sommes interrogées aussi sur la place de l'autobiographie dans d'autres textes que ceux qui se présentent comme des écrits autobiographiques. Le recours à l'autobiographie a attiré notre attention tout particulièrement lorsque le récit de vie compose avec l'essai politique.

Certains intellectuels eux-mêmes sont les auteurs d'études qui ont recouru à la biographie comme méthode et utilisent du matériau biographique. Leurs études, relevant de l'histoire politique, de l'histoire intellectuelle ou de la sociologie politique, portent surtout sur l'élite politique ou sur les intellectuels ou des milieux intellectuels pendant la période communiste mais aussi sur des auteurs de la pensée politique (roumains ou étrangers). Des membres du GDS qui sont des universitaires en sciences politiques utilisent

¹⁰⁷ Jacques Chevallier, « La biographie et son usage en sociologie », *RFSP*, 1, 1979, pp. 83-101.

¹⁰⁸ Le terme de « posture » désigne selon Alain Viala « une manière singulière d'occuper une 'position' objective dans un champ [...] une façon personnelle ou d'habiter un rôle voire un statut ». Nous nous référons ici plus particulièrement à la dimension discursive ou l'ethos discursif du terme de « posture » et non pas tant à la dimension non-discursive qui devrait être prise en compte lorsqu'on traite de leurs communications tenues lors des conférences, séminaires, etc. auxquels nous avons assisté ou dont on conserve des traces audiovisuelles (leurs interventions médiatisées par la télévision ou l'internet). Cf. Jérôme Meizoz, « Genre littéraire et posture d'auteur. Charles-Albert Cingria et *La NRF*, juillet 1933 », *Littérature*, 140, « Analyse du discours et sociocritique », 2005, pp. 95-112 ; Id., « 'Postures' d'auteur et poétique (Ajar, Rousseau, Céline, Houellebecq), *Vox Poetica. Lettres et sciences humaines* [revue en ligne], <http://www.vox-poetica.org/t/articles/meizoz.html>

la biographie pour leurs recherches sur le communisme surtout¹⁰⁹ ou traitent du recours à la mémoire et des récits de vie en lien avec le désir de prendre connaissance du passé récent après le communisme¹¹⁰.

Les textes de fiction constituent un autre type de textes auquel nous ferons référence, mais qui n'est pas analysé d'une manière à permettre de tirer des conclusions. Mis à part les essayistes, le GDS compte des écrivains de la période communiste, auteurs de textes de fiction. Si des membres du GDS signent à partir des années 1990 surtout sinon exclusivement des études à visée scientifique, des textes journalistiques et autobiographies, renonçant ainsi pour une bonne période à leur posture d'écrivain et (souvent aussi) au statut, nous nous arrêtons seulement (en fin de ce travail) sur le moment de leur retour à la littérature et du retour de la littérature, discuté en relation avec d'autres discours plus récents.

C. Sources et méthodes

Nos sources sont multiples, des biographies des plus « neutres » (dictionnaires, ouvrages à visée scientifique et certains textes parus dans la presse) aux plus subjectives, « récits de vie » construites par autrui ou des auto-présentations (biobibliographies, recueils d'entretiens ou de mémoires, entretiens semi-directifs et informels, discussions eues à certaines occasions sans préparation préalable).

On ne dispose à l'heure actuelle que des dictionnaires « des écrivains » et des « œuvres philosophiques ». Le seul dictionnaire des philosophes, publié après 1989, chez Humanitas par une équipe composée d'enseignants de la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest¹¹¹, dont certains ont été nos interlocuteurs¹¹², ne traite que du contenu des œuvres philosophiques. Actuellement en Roumanie on compte plusieurs dictionnaires des écrivains mais aucun dictionnaire des institutions académiques, universitaires et/ou scientifiques ou des intellectuels. L'existence de plusieurs dictionnaires sur les écrivains ont permis de croiser des informations. Ils offrent (assez) d'informations sur le parcours des « écrivains » (formation scolaire et postes occupés dans des institutions spécifiques – l'Union des écrivains, l'Université ou l'Académie roumaine) mais ne mentionnent jamais leurs fonctions politiques ni leur statut dans certaines autres institutions, que ce soit pour la période communiste ou dans l'après 1989. Avant comme après 1989¹¹³, les dictionnaires aux « écrivains » incluent aussi des essayistes. Des philosophes ou des historiens apparaissent dans des dictionnaires des écrivains lorsqu'il est question de figures plus connues ou de ceux qui, sans avoir dans tous les cas traité de la littérature, et donc n'étant pas des spécialistes de la littérature,

¹⁰⁹ Stelian Tanase; Vladimir Tismaneanu ; Cristian Preda ; Florin Turcanu.

¹¹⁰ Cristian Preda, « Mémoires du communisme et imaginaire politique en Roumanie post-1989 » in Michèle Baussant (dir.), *Du vrai au juste. La mémoire, l'histoire et l'oubli*, Presses de l'Université Laval, coll. « InterCultures », 2006, pp. 91-102.

¹¹¹ Le dictionnaire paraît aux Éditions Humanitas, dirigées par Gabriel Liiceanu, à l'initiative d'un philosophe qui est parmi les propriétaires de la maison, mais qui renoncera à sa participation dans cette maison : Ion Ianos (dir.), *Dictionarul operelor filozofice romanesti*, Bucarest, Humanitas, série « Dictionnaires », 1997.

¹¹² Avec deux de ses auteurs nous en avons eu l'occasion de discuter (discussions informelles ayant eu lieu entre janvier et mai 2009).

¹¹³ Les deux dictionnaires des écrivains utilisés ici paraissent après 1989.

sont des auteurs d'études sur la culture (comme par exemple, Liviu Antonesei ou Sorin Antohi, Gabriel Liiceanu et Andrei Plesu). Quoiqu'insuffisant pour dénicher la dynamique du champ des revues culturelles après 1989, les trois éditions d'un dictionnaire sur la presse « littéraire » roumaine a été un bon instrument d'information car il permet de suivre des discontinuités (changement de nom, changement d'équipe) et certaines évolutions des publications littéraires et culturelles (élargissement du domaine d'intervention, nouvelles dépendances), créées sous le communisme, dans la période postcommuniste¹¹⁴. Des informations recueillies ainsi ont été complétées par celles qu'on retrouve dans les rares études d'histoire des institutions littéraires (Union des écrivains, presse littéraire et presse politique)¹¹⁵. D'autres dictionnaires ont constitué des compléments à ceux mentionnés ci-dessus : deux dictionnaires de l'exil¹¹⁶ et un dictionnaire des intellectuels Juifs roumains (scientifiques et écrivains, mais aussi médecins)¹¹⁷. Pour ce qui est de la période postcommuniste, des informations ont été recueillies aussi par la consultation des bibliographies publiques en ligne sur des sites internet divers (sites des publications et sites des institutions politiques). Certaines revues académiques des deux périodes concernées nous ont fourni des informations au sujet des institutions et des individus¹¹⁸. D'autres informations, à savoir aussi des problèmes auxquels se confrontent certaines publications après 1989, on retrouve dans des recueils d'entretiens ou des textes autobiographiques. Parfois ces informations ont été discutées durant l'enquête. Elles ont été complétées ou corrigées car cela conduisait nos enquêtés à discuter de l'usage qu'on a fait de ces informations ou le sens qu'on a donné à leurs activités (d'avant 1989) comme collaborateur ou membre de rédaction ou comme membre des instances qui étaient censées suivre et approuver des pratiques journalistiques¹¹⁹.

Concernant la vie politique, événements et acteurs politiques, nous avons consulté plusieurs dictionnaires, certains parus durant la première moitié des années 1990, d'autres à partir de la seconde moitié des années 2000. Pour la période communiste nous avons consulté une chronologie des

¹¹⁴ I. Hangiu, *Dictionarul presei romanesti (1790-2000)* [Le dictionnaire de la presse roumaine (1790-2000)], 3^e édition, Bucarest, Éditions de l'Institut culturel roumain, 2004.

¹¹⁵ Anneli Ute Gabanyi, *Literatura si politica dupa 1945* [Littérature et politique après 1945], trad. Irina Cristescu, Bucarest, Éditions de la Fondation culturelle roumaine, 2001.

¹¹⁶ Mihai Pelin, *Opisul emigratiei politice. Destine in 1222 de fise alcatuite pe baza dosarelor din arhivele Securitatii*, Bucarest, Compania, « ClarObscur », 2002 ; Fanus Bailesteanu, *Personalitati culturale romanesti din strainatate*, Bucarest, Romania Press, 1999.

¹¹⁷ Geoffrey Wigoder, Viviane Praeger, *Evrei in lume. Dictionar biografic* [Juifs dans le monde. Dictionnaire biographique], 3^e édition, trad. I. Horea, V. Prager, C. Stanca, Bucarest, Hasefer (Éditions de la Fédération des Communautés Juives de Roumanie), 2007.

¹¹⁸ Certains périodiques culturels ou spécialisés ont été analysés dans ce travail.

¹¹⁹ La majorité des entretiens consultatifs n'ont pas été centrés sur la trajectoire de notre interlocuteur mais sur des événements, projets ou sur des institutions. Comme pour l'analyse de leurs propos, nous nous sommes retrouvés, pour le recueil des données concernant leurs trajectoires mais aussi concernant des événements de la vie intellectuels et sur le monde politique, devant des textes datés du début des années 1990 mais aussi d'autres des années 2000 et des affirmations faites en situation d'enquête ou au cours des discussions informelles, dans des étapes différentes de leurs trajectoires ou de l'espace politique, il a alors fallu comparer leurs affirmations faites dans des conjonctures différentes et dans divers cadres.

« gouvernements de la Roumanie depuis les débuts – 1859 et jusqu’à nos jours – 1999¹²⁰ ». Un dictionnaire des « institutions » de la période communiste, réalisé dans le cadre d’une nouvelle institution de la recherche consacrée à l’« étude du totalitarisme »¹²¹, a été consulté pour vérifier des données concernant les lieux de la vie culturelle et de la recherche scientifique, recueillies précédemment dans des travaux sur ces institutions, telles l’Union des écrivains, les écoles de parti¹²² ou l’Académie roumaine et dans d’autres articles parus dans la presse après 1989 au sujet de ces mêmes institutions.

La chronologie la plus complète de la vie politique postcommuniste¹²³, a été construite par la consultation de plusieurs journaux et même des publications dont 22, ainsi que d’une « série de livres à valeur documentaire », signés par des hommes politiques, se constituant en témoignages et manifestes politiques¹²⁴. L’auteur de cette chronologie a consulté, à part certains dictionnaires sur les acteurs politiques publiés sous l’égide de l’Agence nationale de presse, Rompres¹²⁵, des livres qui traitent des derniers événements politiques, un signé par un historien consacré sous le communisme, Ioan Scurtu¹²⁶, l’autre signé par un des responsables de Radio Free Europe (que nous incluons dans notre analyse au sujet des écrits et des études politiques¹²⁷), ainsi qu’un livre d’histoire de l’administration centrale, signé par un auteur (précité) publié chez Humanitas, signant des chroniques historiques dans 22, et éditeur par la suite, enseignant à l’Académie de parti avant 1989¹²⁸. Beaucoup plus qu’une simple chronologie, elle ajoute à la présentation des événements politiques des données biographiques des principaux hommes politiques et les discours des acteurs politiques (homme politiques, intellectuels devenus hommes politiques, porte-parole des institutions politiques ou des associations civiques ou syndicats), et retient aussi des réactions à ces événements dans différents milieux. La lecture in extenso de cet ouvrage qui nous est cependant présenté sous la forme d’une chronologie, permet de saisir l’atmosphère politique créée par des événements et dans laquelle d’autres événements apparaissent¹²⁹ et de se faire une image sur la dynamique de l’espace politique.

¹²⁰ Ce livre est signé par Stelian Neagoe, ancien enseignant (universitaire) de l’école de parti, dirigeant à partir de 1997 de l’Institut de théorie sociale de l’Académie roumaine, devenu par la suite l’Institut d’études politiques et de relations internationales (ISPRI). Voir *infra*.

¹²¹ Dan Catanus (éd.), *Romania 1945-1989. Enciclopedia regimului comunist. Institutii de partid, de stat, obstesti si cooperatiste*, Bucarest, Institut national pour l’étude du totalitarisme, « Enciclopedii », 2012.

¹²² Entre 1948 et 1958, il y avait deux écoles d’enseignement politique. Voir *infra*.

¹²³ Domnita Stefanescu, *Cinci ani din istoria Romaniei. O cronologie a evenimentelor decembrie 1989-decembrie 1994*, Bucarest, Masina de scris, 1995 ; Id., *Unsprezece ani din istoria Romaniei. O cronologie a evenimentelor decembrie 1989-decembrie 2000*, Bucarest, Masina de scris [La machine à écrire], 2011.

¹²⁴ Ion Iliescu, *Reolutie si reforma* [Révolution et réforme], Éditions encyclopédiques, 1994 ; Id., *Momente de istorie* [Moments d’histoire], Éditions encyclopédiques, 1995 ; Petre Roman, *Libertatea ca datorie* [La liberté comme devoir], Cluj, Dacia, 1994.

¹²⁵ Revenue depuis 2008 à son nom initial, Agerpres.

¹²⁶ Ioan Scurtu a été, le secrétaire de la Commission nationale d’histoire du Ministère de l’enseignement, entre 1980 et 1990, et président de la même commission entre 1990 et 1997.

¹²⁷ Nestor Rates, *The Entangled Revolution*, New York & Washington, Praeger Publishers, 1991; trad. roumaine *Reolutia incalcita*, Bucarest, Litera, 1994. Voir *infra* (troisième partie).

¹²⁸ Stelian Neagoe fonde une maison d’édition – Scripta redevenue Machiavelli – où il publie des recueils de mémoires des hommes politiques de l’entre-deux-guerres, comme par exemple *Memoriile regelui Carol I al Romaniei* [Les mémoires du roi Charles I de Roumanie], premier volume paru en 1993 chez Scripta, second volume paru en 1994 chez Machiavelli, etc.

¹²⁹ Il est fait mention des slogans ou des affiches, des cris d’approbation ou de protestation dans la rue comme dans le Parlement.

D'autres chronologies des événements politiques ont été consultées. Des informations tirées de ces chronologies – signées par l'auteur d'un « dictionnaire des partis politiques » de la période postcommuniste¹³⁰ – ont dû être complétées par la consultation d'autres types de publication. Des actes législatifs du début de l'année 1990 ont été consultés dans le but de suivre la dissolution ou la transformation des institutions diverses (proprement culturelles ou à la fois culturelles et politiques) et en vue de recenser ou de vérifier les nominations aux postes politiques par des membres fondateurs du GDS ou autres intellectuels.

Notre recherche s'appuie sur les travaux qui ont été publiés dans leur grande majorité dans la période postcommuniste. Plus rarement, ces textes ont été publiés dans la période communiste, dans ces cas-là, la majorité ont fait l'objet des rééditions¹³¹.

Pour les débats autour du projet de constitution qui ont lieu à partir de juillet 1990 et qui se concluent avec l'adoption de la Constitution de 1991 nous avons consulté notamment le premier volume qui traite de « l'histoire constitutionnelle de la Roumanie¹³² », volume publié par les éditions Humanitas. D'autres volumes de droit constitutionnel ont été consultés au sujet d'autres normes qui nous intéressent ici, comme la loi des cultes, la loi sur l'accès à la culture¹³³. Pour ce qui est des débats parlementaires sur le projet de Constitution un ouvrage qui traite des événements de 1989 signé par un l'historien britannique nous a été extrêmement utile¹³⁴.

Plusieurs thématiques qui sont traitées ici ont fait l'objet des études publiées après 1989, comme la censure pendant le régime communiste et à laquelle plusieurs études ont été consacrées. Certaines institutions ont été étudiées à plusieurs reprises selon des approches différentes, comme l'Union des écrivains, instance principale du monde intellectuel sous le communisme. D'autres institutions n'ont fait que rarement l'objet d'une étude, comme l'Académie roumaine, les périodiques ou les milieux intellectuels de l'exil. C'est aussi le cas d'une pratique intellectuelle comme la traduction. Des ouvrages d'histoire politique, de sociologie politique ou de science politique signés par des membres du GDS ont traité des aspects retenus par ce travail comme le rôle des intellectuels sous le communisme et dans la période postcommuniste, la référence à l'époque qui précède l'installation du communisme, l'entre-deux-guerres,

¹³⁰ Stan Stoica, *Dictionarul partidelor politice din Romania. 1989-2004*, Bucarest, Meronia, 2004 ; Id., *Romania dupa 1989. O istorie cronologica*, Bucarest, Meronia, 2007.

¹³¹ Comme c'est le cas, par exemple, d'un livre au sujet des références étrangères dans l'espace culturel roumain : Paul Cornea, *Originile romantismului romanesc. Spiritul public, miscarea ideilor si literatura intre 1780-1840* [Les origines du romantisme roumain. L'esprit public, le mouvement des idées et la littérature entre 1780-1840] [1972], Minerva, 1972, 2^e édition, Cartea Romaneasca [Le Livre roumain], « Critica & Istorie literara », 2008.

¹³² Eleodor Focseneanu, *Istoria constitutională a României 1859-1991*, Humanitas, [1992], 2^e édition revue, 1998, surtout pp. 143-172.

¹³³ Ces ouvrages sont l'œuvre de deux juristes et enseignants en sciences politiques, eux-mêmes pris comme objet d'étude dans ce travail car un est membre du GDS (coopté en 2008), l'autre est collaborateur de 22.

¹³⁴ Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989* [La Révolution roumaine de décembre 1989], trad. Cristina Mac, Bucarest, Humanitas, « Istorie », 2006.

dans le discours intellectuel postcommuniste ou la place donnée et l'intérêt porté à la mémoire du communisme dans l'espace éditorial de l'après 1989.

Certaines études sont signées par des membres du GDS, certaines autres sont l'œuvre des collaborateurs de 22 ou d'autres intellectuels appartenant aux mêmes générations que ceux qui se retrouvent dans le GDS ou des intellectuels qui se distancient du GDS se manifestant en critiques des plus notoires membres du GDS ou des intellectuels critiqués par certains membres du GDS. A ces auteurs d'études traitant du monde intellectuel, intellectuels du GDS, collaborateurs de 22 ou auteurs notoires de la période communiste et/ou postcommuniste, s'ajoutent des auteurs plus jeunes ou des auteurs étrangers. L'approche empruntée par certaines études est aussi la nôtre, nous souscrivons à leur manière de traiter de l'espace intellectuel, institutions ou pratiques culturelles, ou à la plupart de leurs considérations sur tels sujets. D'autres études traitent des périodes sur lesquelles ce travail ne porte pas ou des phénomènes qui retiennent notre attention ici mais auxquels nous ne consacrons pas beaucoup de place dans cette analyse. Même si nous n'acquiesçons pas à la vision qu'ils proposent toutes, ces études font partie du champ des études sur la culture. Leur discussion s'impose pour rendre compte des approches, des thèmes et des enjeux à la fois intellectuels et politiques qui sous-tendent des discours autorisés dans un espace dont dépendent leurs auteurs. Plusieurs ouvrages dont nous discuterons par la suite¹³⁵, qui font partie de notre objet d'étude, ont fourni à notre recherche de riches informations et ont été utilisés comme sources. Les informations que nous pouvons retrouver dans ces ouvrages ont été toutes autant que possible vérifiées en les confrontant à d'autres sources : presse culturelle¹³⁶ ou extraits de la presse quotidienne, des recueils de mémoires ou des entretiens. Ce sont des textes cependant de types assez divers, selon les approches empruntées, la rhétorique utilisée, les cadres disponibles pour sa diffusion, et dont la fonction ne peut être dénichée qu'en les resituant dans un espace des discours autorisés à un moment donné. Les auteurs s'influencent réciproquement, cette influence accroît selon que l'on parle des auteurs jeunes ou des auteurs dont la place n'est pas (encore) assurée, alors que les influences s'exercent en fonction de leur situation : attachement à un espace spécifique, institution ou discipline, mais aussi réseaux d'alliance qui se construisent à l'intérieur même de l'espace intellectuel ou/et recevant des influences de l'extérieur, s'intéressant aussi à répondre à des demandes externes (champ politique). Cela dit, ces textes ont été consultés mais ils ont été à la fois comparés. La majorité des analyses qui traitent de la période récente (communisme mais surtout la période postcommuniste), sont des prises de position intellectuelles donnant de la force dans les conflits de

¹³⁵ Dans notre présentation de l'état du savoir en matière d'histoire et de sociologie de la culture en Roumanie, dans la mesure où ces ouvrages comprennent des considérations sur des producteurs culturels ou des professions intellectuelles ou se constituent en des analyses du monde intellectuel.

¹³⁶ Nous désignons par « presse culturelle » des hebdomadaires surtout, mais aussi des mensuels (encore que plus rares) qui se situent entre « presse littéraire », discutant de la littérature comme de l'art, et dans une faible mesure des événements du monde académique et presque jamais de la politique, et « presse intellectuelle » qui peuvent partager leurs intérêts avec la presse littéraire ou culturelle (présenter des événements de la vie culturelle, littéraire, etc.) mais aussi discuter largement ou exclusivement des sujets de l'actualité politique ou des sujets spécifiquement politiques (politique internationale, par exemple).

légitimité qui ont lieu après 1989 dans l'espace intellectuel. Ces analyses se combinent aux mémoires de leurs auteurs et sont à la fois ou devraient être considérées comme écrits autobiographiques¹³⁷.

Tout comme parmi des auteurs d'études sur la culture et sur le monde intellectuel, on compte plusieurs membres du GDS comme auteurs d'ouvrages sur des événements et acteurs politiques. Ces textes à visée scientifique participent de l'espace des études politiques. Certains ouvrages – sur le régime communiste et les événements de 1989 – ont été considérés en relation avec des recueils de mémoires, des écrits autobiographiques, les essais qui discutent de manière prépondérante des intellectuels et de la politique et des volumes collectifs publiés en honneur des figures d'intellectuels de la période communiste. Ces derniers sont parus notamment durant ces dernières années. Des intellectuels du GDS, enseignants en sciences politiques, traitent du régime communiste dans leurs ouvrages d'histoire ou de sociologie politique, certains autres tout comme des (anciens) collaborateurs du GDS traitent des acteurs politiques de la période postcommuniste. Les volumes consultés pour la vie des partis politiques et des acteurs politiques de la période postcommuniste¹³⁸ peuvent traiter du déroulement de la vie des partis politiques au début des années 1990, discuter des différents acteurs politiques ou bien traités des acteurs politiques qui intéressent à ce propos et du régime politique. Ces volumes seront présentés avec leurs auteurs dans ce qui suit dans le but de rendre compte des sujets auxquels de nouveaux spécialistes du politique se sont intéressés et de l'évolution du champ des discours autorisés sur le politique.

D'autres études qui ne sont pas l'œuvre des membres du GDS traitent, entre autres (« discours public » après 1989 et intellectuels), de la presse extrémiste¹³⁹, abordée ici de manière succincte pour signaler la presse et un groupement qui s'oppose au GDS et auquel le Groupe s'oppose manifestement au début des années 1990, construction en référence à l'état du champ de production culturelle des dernières décennies de la période communiste. Deux travaux d'expertise qui sont l'œuvre des collectifs qui ont respectivement précédé et suivi l'institutionnalisation de deux champs d'intérêts scientifiques et intellectuels (un comme espace tenant des études historiques et culturelles, l'autre comme espace partagé aussi bien par des historiens et que par des politistes) ont constitué des sources pour cette analyse : *Raport final* [Rapport final] de la Commission internationale pour l'étude de l'Holocauste de Roumanie (éd. Elie Wiesel, Tuvia Friling, Radu Ioanid, Mihail E. Ionescu, Iasi, Polirom, 2005)¹⁴⁰ et *Raport final* [Rapport

¹³⁷ Voir Gheorghe Vladutescu, *Filozofie si politica 1957-1962* [Philosophie et politique...], Bucarest, Paideia, 2003.

¹³⁸ Comme nous nous intéressons surtout aux intellectuels impliqués dans la vie politique surtout au début des années 1990 lorsque la vie politique est faiblement réglementée, certaines informations ou présentations que nous retrouvons dans ces volumes ont dû (et dans certains cas pu) être discutés avec leur auteur.

¹³⁹ George Voicu, *Teme antisemite in discursul public*, Bucarest, Ars Docendi, 2000 ; Michael Shafir, *Intre negare si trivializare prin comparatie. Negarea Holocaustului in tarile postcomuniste din Europa Centrala si de Est*, Iasi, Polirom, « Document », 2002.

¹⁴⁰ Les « manifestations de l'antisémitisme » dans les médias roumains dans la seconde moitié des années 2000 ont fait l'objet des études produites par l'Institut national pour l'étude de l'Holocauste de Roumanie « Elie Wiesel » (INSH-EW). Comme ces analyses ont présenté de manière informée les tenants du discours extrémiste, antisémite, nous nous sommes intéressée plus particulièrement à ceux qui ne sont pas discutés voire mentionnés dans ces analyses et aux textes parus dans ces publications où on traite des institutions culturelles et des intellectuels du GDS.

final] de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste de Roumanie (éd. Vladimir Tismaneanu, Dorin Dobrinu, Cristian Vasile, Bucarest, Humanitas, 2007). Ces deux ouvrages (mais tout particulièrement ce dernier qui est l'œuvre des intellectuels « anticomunistes », réussite et reconnaissance de l'« anticomunisme » dans l'espace politique), utilisés comme source, sont discutés ici comme entreprises collectives qui révèlent des enjeux intellectuels et politiques de la période postcommuniste, structurant le champ intellectuel après 1989, obtention des notoriétés dans le champ intellectuel et évolution des engagements intellectuels.

Les études sur les partis politiques et le système électoral dans la Roumanie postcommuniste sont l'œuvre des enseignants en sciences politiques de la période postcommuniste¹⁴¹. Mais le seul jusqu'à présent, traitant des partis politiques qui revendiquent une identité « libérale » et se présentent comme « libéraux » après 1989, est l'œuvre d'un auteur étranger, participant à la vie politique roumaine comme diplomate français¹⁴².

IV. État des lieux. Historiographie roumaine sur le monde intellectuel et le monde politique sous le communisme et dans la période postcommuniste

Nous résumons l'« état du savoir » en Roumanie en matière des intellectuels, des études sur des espaces du champ de production culturelle, de leurs relations avec l'espace politique durant la période communiste et le postcommunisme. Nous discutons dans un deuxième temps des ouvrages sur le communisme et le postcommunisme en Roumanie qui traitent du processus de démocratisation en Europe de l'Est. Seront discuté ici des ouvrages d'auteurs roumains qui se sont consacrés à l'étude de la « transition » roumaine et du processus de démocratisation mais aussi du communisme. Certains ouvrages que nous présenterons ici seront discutés par la suite car ils font partie de notre objet d'étude. La majorité de ces ouvrages ont été publiés après 1989. Nous nous référons seulement à des ouvrages publiés après 1989 et beaucoup plus rarement à des rééditions d'ouvrages de la période communiste. Et nous présentons des études ou des essais des années 1990 et de la décennie suivante portant la signature des auteurs qui construisent un espace dans lequel nous retrouvons des prises de position d'intellectuels qui font l'objet de notre analyse centrée sur des auteurs, membres du GDS.

¹⁴¹ Alexandru Radu, *Nevoia schimbării. Un deceniu de pluripartidism în România* [Le besoin de changement. Une décennie d'un régime multipartite en Roumanie], Éditions « Ion Cristoiu », 2000 ; Cristian Preda, *Partide și alegeri în România postcomunistă : 1989-2004* [Partis et élections dans la Roumanie postcommuniste...], Nemira, « Bibliothèque politique », 2005 ; Alexandru Radu, *Sistemul politic românesc* [Le système politique roumain], Pro Universitaria, 2010 ; Cristian Preda, Sorina Soare, *Regimul, partidele și sistemul politic din România* [Le Régime, les partis et le système politiques en Roumanie], Nemira, « Bibliothèque politique », 2008 ; Alexandru Radu, *Politica între proporționalism și majoritarism. Alegeri și sistem electoral în România postcomunistă* [La politique entre système proportionnel et système majoritaire. Élections et système électoral dans la Roumanie postcommuniste], Iasi, Institut européen, « Academica », « Sciences politiques », 2012.

¹⁴² Sonny Perseil, *Liberal la plural* [Libéral au pluriel], trad. Elena-Zenovia Geana, Bucarest, Libertés, 2000. L'ouvrage n'a pas bénéficié d'une diffusion appropriée (compte tenu de sa présence dans les bibliothèques). Ce livre est tiré d'une thèse de doctorat de sciences politiques sous la direction de Jacques Lagroye, soutenue à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne en 1999.

Certains auteurs sont des membres du GDS alors que d'autres peuvent collaborer ou entretenir des relations avec des membres du GDS (dans le passé et/ou actuellement), parfois même avoir été de ceux qui ont exprimé des opinions sur le GDS, tant dans des écrits à visée scientifique que dans leurs textes journalistiques. Nous discuterons aussi des ouvrages parus à l'étranger sous la signature des auteurs roumains de l'exil. Ces ouvrages doivent être considérés au regard des enjeux du moment (conjoncture intellectuelle et politique) et compte tenu de l'étape de la carrière de leurs auteurs. Ces écrits contribuent à rendre légitimes des rapports à la politique, des « choix » faits et des activités déployées dans la période communiste ou dans la période postcommuniste. Ou bien, lorsqu'ils traitent de la période postcommuniste (des écrits qui appartiennent aux « sciences politiques », discipline de la période postcommuniste), à offrir la base scientifique aux divisions instituées par des intellectuels engagés. Il s'agit d'un champ d'études qui ne peut pas être appréhendé selon un partage entre les disciplines, quand bien même plusieurs de ces études doivent être analysées en lien avec les découpages disciplinaires qui confèrent à ces études une spécificité. Sans que tous ces ouvrages soient d'une égale utilité à notre propos ni que tous soient considérés dans leur intégralité pour notre propos, nous en discuteront ici pour les mettre en rapport avec d'autres contributions qui participent à construire par-delà les frontières disciplinaires un champ de discours sur le monde intellectuel. Cela pour détecter en dernière instance comment elles participent au renouvellement du champ d'études et plus généralement du champ des discours politiques.

Dans cette présentation nous mentionnons aussi des ouvrages signés par des auteurs étrangers qui traitent des intellectuels roumains pendant la période communiste ou la période postcommuniste ou, plus largement, du régime communiste et du changement de régime, de la « révolution » de décembre 1989¹⁴³. Tous ces auteurs étrangers qui traitent de la Roumanie ont connu de près ou semblent avoir été connus par des intellectuels du GDS ou au moins par certains, avec lesquels ils auront parfois même de relations de collaboration. Mais toutes ces analyses n'ont pas été traduites, certaines sont plus connues que d'autres en Roumanie.

A. Ouvrages sur le monde intellectuel

Ce n'est pas tant des ouvrages sur les intellectuels de l'Europe centrale et orientale (sauf à quelques exceptions, concernant le cas de la Bulgarie et celui, encore plus proche et pourtant fort distinct, de la Moldavie) qui ont constitué des repères pour notre analyse mais les ouvrages sur les intellectuels et sur les politiques, sur les professions intellectuelles en Europe et notamment en France. Ce qui nous a permis à la fois de regarder l'historiographie sur le monde intellectuel en gardant la distance par rapport aux ouvrages roumains qui parlent ou soutiennent une « spécificité roumaine » et de considérer les attitudes et les

¹⁴³ Des exilés seront les premiers à traiter des événements de 1989, journalistes ou chercheurs (Radu Portocala, Anneli Ute Gabanyi, Nestor Rates).

pratiques des intellectuels roumains en mettant une distance par rapport à un contexte encore proche et à un objet d'analyse encore mouvant. De cette manière nous nous sommes tenue à distance des approches qui mettent en évidence les réussites ou les échecs des intellectuels dans la période qui suit la chute du communisme, dite de « démocratisation » du pays. Les études sur des espaces intellectuels autres que celles parues en Roumanie (européens, mais surtout en France, et celui étatsunien) nous ont permis de faire ce qu'on appelle des « comparaisons théoriques » ou « systématiques¹⁴⁴ ». Celles-là, si elles n'apparaissent pas explicitement dans ce travail, ont été utiles à cette analyse car elles ont éclairé au fur à mesure certains aspects qui paraissaient singuliers, par rapport à l'histoire nationale. Ces « comparaisons théoriques » sont plus que des outils permettant d'appréhender des phénomènes qui apparaissent comme nouveauté après 1989 dans le champ intellectuel national¹⁴⁵ et qui sont des éléments ou les effets des processus plus larges que ceux qui ont lieu à l'échelle nationale, voire régionale. Ou de rendre compte d'aspects qui peuvent recevoir des interprétations par nos interlocuteurs ou/et nos sujets et qui apparaissent dans l'espace national comme allant de soi. Elles nous ont permis d'échapper ainsi à des idées reçues au cours de notre enquête en nous donnant les moyens de distinguer la mesure de l'influence du contexte politique ou de la conjoncture, des héritages culturels et les effets de l'ouverture de l'espace intellectuel, à l'intérieur (par l'entrée des prétendants) et vers l'extérieur, à l'étranger.

1. Analyses sur le monde intellectuel

Nous tenterons de résumer des propos qui se présentent à l'historiographie roumaine traitant du domaine de la culture afin d'esquisser les repères pour une histoire intellectuelle de l'espace de production culturelle en Roumanie après 1989.

L'enseignement sur la problématique des intellectuels est organisé dans les facultés des lettres, de philosophie et de sciences politiques : cours d'« histoire de la culture » ou/et d'« histoire des mentalités ». Dans les facultés d'histoire et de lettres, dans l'enseignement dédié à la discipline de science politique, ce sont des historiens et des littéraires ou bien des philosophes qui tiennent des cours d'histoire culturelle ou histoire des idées, traitent des « intellectuels » avec un accent mis sur des écrivains ou sur des philosophes-essayistes ou philosophes-scientifiques. Les sociologues par contre traitent de l'éducation ou de la communication et des médias¹⁴⁶. Lorsqu'ils n'exposent pas des propos théoriques appliqués au domaine de

¹⁴⁴ Anselm Strauss & Juliet Corbin, *Les fondements de la recherche qualitative. Techniques et procédures de développement de la théorie enracinée*, trad. de l'anglais Marc-Henry Soulet, Stéphanie Emery, Kerralie Euvray et Chloé Saas, Fribourg, Academic Press Fribourg, « Res Socialis », vol. 22, 2004, pp. 94, 111, 124 et sqq.

¹⁴⁵ Comme les diverses formes que prennent la politisation dans les textes à visée scientifique, la conversion des savoirs d'une discipline en une autre ou le transfert des savoirs d'une discipline ou des sciences sociales dans un autre domaine, certaines oppositions qu'instituent des revendications.

¹⁴⁶ Ces observations ont été faites lorsqu'on s'est intéressée à la manière dont des universitaires ont abordé la question dans leurs cours et dans leurs séminaires, lors des discussions eues avec des universitaires qui animent des cours sur la culture, les mentalités, l'histoire de la culture. Dans le même temps, ces considérations sont le résultat des observations faites au sujet des modalités de traiter des intellectuels par des universitaires qui enseignent dans quelques institutions, des facultés de lettres, de

la culture et des médias (surtout), ils signent des volumes qui s'apparentent au travail de l'expert. Chose qui n'est pas sans lien avec les postes occupés dans l'administration et leur participation à des organismes internationaux avant 1989 (Ioan Dragan) ou après 1989 (Lazar Vlasceanu ; Elisabeta Stanciulescu). En philosophie, notamment la philosophie politique¹⁴⁷, nous pouvons constater la prépondérance des ouvrages relevant de l'histoire des idées politiques qui mettent l'accent sur l'interprétation des textes ayant comme complément les anthologies et les auteurs classiques appartenant à la tradition libérale et conservatrice. En histoire de la culture, qui se consacre à discuter des auteurs ou des courants littéraires, on observe que les études vont s'étendre après 1989 au domaine politique. L'étude des mentalités est de même incluse dans l'enseignement des sciences politiques¹⁴⁸ mais en lien avec l'histoire politique, devenue dans les années 1990 « histoire des mentalités ».

La plupart des études publiées en Roumanie se donnent pour objectif d'analyser les intellectuels pour leurs idées, leurs projets proprement intellectuels ou politiques auxquels ils ont contribué sans rendre compte de leur statut social, ni de l'état de l'espace intellectuel ou/et médiatique au moment de leur apparition. Il s'agit ainsi d'ouvrages et de textes qui appartiennent à l'histoire des idées ou à l'histoire des disciplines. L'historiographie des intellectuels roumains se confond largement avec l'histoire des idées où les grands auteurs, universitaires ou écrivains, sont appréhendées à partir de leurs idées ou leurs contributions aux courants littéraires, aux projets intellectuels ou à l'émergence des projets politiques. Une tradition qui se perpétue dans la période communiste en privilégiant les études d'histoire de la littérature. Cette manière de traiter les intellectuels strictement à partir de leurs productions proprement intellectuelles se justifie de par une préoccupation à conjurer les contraintes politiques, de préserver la neutralité supposée de toute analyse scientifique.

Certaines études rendent compte de la contribution des intellectuels à la (re)naissance des disciplines de sciences humaines et sociales après 1989. Cette nouvelle préoccupation en vue d'une « récupération » des « héritages » est stratégie de légitimation de l'institutionnalisation d'un domaine mais aussi des groupes qui revendiquent une même appartenance¹⁴⁹. L'apparition des ouvrages d'histoire des disciplines ou la réédition d'un ouvrage d'histoire d'une discipline, la réévaluation et la relecture des auteurs déjà étudiés, pratiques courantes des intellectuels postcommunistes répondent aux demandes pour la (re)création d'un espace d'idées roumain, support pour l'enseignement d'une discipline (ou d'une sous-discipline) qui se voit occuper une place plus importante dans le système académique ou qui vient d'être reconnue en tant que

philosophie et des sciences politiques. On s'est rapporté aux bibliographiques établies et plus rarement nous avons pu discuter avec ceux qui animent ces cours.

¹⁴⁷ Nous nous sommes intéressés à la philosophie politique, domaine principale des préoccupations des philosophes de la jeune génération (ayant une trentaine d'années en 1989).

¹⁴⁸ Dans la Faculté des sciences politiques, l'ancienne Faculté internationale des sciences humaines, qui crée pour quatre années une section dédiées aux « sciences administratives ».

¹⁴⁹ L'invocation des héritages pour asseoir l'autorité sociale acquise est observable aussi dans l'histoire de la littérature.

discipline. Ce travail de reconsidération de l'histoire des idées en Roumanie puise dans le fonds des auteurs de littérature et de philosophie¹⁵⁰. La réappropriation des idées qui se sont trouvées à la base de l'apparition de la littérature nationale trouve sa légitimité dans les fonctions multiples que les intellectuels ont remplies durant les époques qui ont précédé l'installation du régime communiste. Cette réappropriation de l'histoire des idées, centrée plutôt sur les « grands auteurs » roumains, est le terrain sur lequel les nouvelles disciplines et ceux qui s'en revendiquent du renouvellement des disciplines peuvent trouver les moyens de mettre en cause la légitimité des anciennes figures de l'intellectuel, écrivains et critiques littéraires ou parfois philosophes. Elles sont produites par des politistes, des sociologues ou des historiens de la littérature.

L'accent mis sur la politique dans les études sur les intellectuels roumains, apparues après 1989, conduit à l'oblitération de la dimension économique liée aux activités des intellectuels dans un contexte où la libéralisation économique induit des attitudes ambivalentes chez les intellectuels selon la position qu'ils occupent et le domaine auquel ils se consacrent, toute activité intellectuelle n'ayant pas le même statut. En contrepartie, c'est bien dans les études des médias (presse écrite notamment) que le facteur économique est mis en exergue pour rendre compte de ces productions. Mais dans ces travaux qui se limitent souvent à la seule description de ces instances et aux modes de financement, la contribution des intellectuels-journalistes, importante au moins au début des années 1990, et la fonction de cette activité (souvent secondaire) pour les intellectuels ne sont pas analysées.

Certains ouvrages s'inscrivent dans les préoccupations des intellectuels roumains de la période postcommuniste de traiter et de la culture et de la politique dont ils témoignent dans leurs articles de la presse ou dans les entretiens. Ces textes sont le résultat de l'intérêt des intellectuels d'explorer la « culture politique » ou la « culture civique ». D'autres se situent dans la continuation de leurs préoccupations ou de leurs appartenances anciennes.

Littéraires ou historiens (par formation) font de l'histoire des concepts ou histoire des mentalités. Histoire des concepts ou histoire des mentalités est le fait des littéraires (par formation et parfois aussi par activité) ou historiens (par formation et par activité) qui circulent à l'étranger et qui sont à la fois des médiateurs entre espace culturel national et espace intellectuel français ou qui habitent ou même dirigent des instances de diffusion qui se caractérisent par les échanges intellectuels qu'ils produisent avant 1989 (Lucian Boia, Alexandru Dutu, Adrian Marino). Après 1989, des historiens de la littérature se reconvertissent à l'histoire « politique » des mentalités ou à l'« histoire des idées ». Mais leur intérêt pour la politique ne date pas cependant de la période postcommuniste. Ces options ont leurs préalables dans la période qui précède la chute du communisme, dans le secteur éditorial.

¹⁵⁰ Les idées véhiculées par des hommes de lettres du XIX^e siècle (historiens, écrivains, critiques littéraires qui participent de même à la naissance d'une littérature nationale) qui sont aussi des hommes politiques dans la plupart des cas, sont relues à travers le filtre philosophique, sociologique et finalement politique pour reconstruire l'histoire des disciplines humaines et sociales.

Un représentant de la génération des intellectuels entrés dans le monde intellectuel dans les années 1980, historien de l'art converti à la science politique comme universitaire du début des années 1990 traite des pratiques culturelles et des représentations, des systèmes de pensée (Daniel Barbu). Des philosophes préfèrent l'étude des idées et/ou des auteurs des plus connus, ayant eu une influence dans la construction sinon d'une option politique au moins d'un courant de pensée (Stelian Tanase, Cristian Preda).

L'histoire intellectuelle semble faire pourtant l'accord de la plupart des intellectuels qui s'intéressent à la culture après 1989 mais surtout de ceux qui tendent à dépasser l'espace de leur discipline de formation ou même celle dans lesquels ils s'inscrivent par leur enseignement. L'histoire intellectuelle traite de leurs œuvres ou de leurs idées en mettant l'accent sur la dimension politique¹⁵¹ tout comme on le fait dans les études du communisme. L'histoire intellectuelle est invoquée par de plus jeunes intellectuels des années 1990 (nés dans les années 1960) et surtout par des auteurs qui se sont formés à l'étranger, notamment en France (au tout début des années 1990).

Les sociologues semblent moins préoccupés par le domaine de la culture, sauf à présenter des théories (dans leur enseignement) ou à mesurer l'activisme ou des pratiques culturelles plus récemment (Liviu Chelcea)¹⁵². Plus rarement des sociologues devenus politistes peuvent se consacrer dans leur enseignement (mais ne consacrent pas des études) à faire l'histoire des idéologies. L'étude des idéologies, encore que bien rarement préoccupant après 1989, s'intègre dans le domaine des études politiques et non pas dans celui des études de la culture. L'apparition de l'intérêt pour l'étude des idéologies est liée toutefois à une nouvelle conjoncture politique. Ce n'est que depuis quelques années qu'on discute des identités et des courants intellectuels et politiques en termes d'idéologie¹⁵³.

Les institutions culturelles traditionnelles sont présentées souvent par ceux qui les connaissent de l'intérieur depuis la période communiste. Ils peuvent appartenir à la génération des intellectuels ayant acquis leur pleine consécration sous le communisme comme membres de ces institutions (l'Académie roumaine ou l'Union des écrivains) ou bien à la génération des plus jeunes entrants dans ces institutions, dans les années 1980 ou dans les années 1990 comme c'est le cas de l'histoire de l'Université de Bucarest¹⁵⁴ ou de l'Union des artistes. L'Union des écrivains est celle qui attire le plus l'intérêt des auteurs qui visent dans leurs discours la scientificité, alors que des histoires des institutions culturelles sous le communisme

¹⁵¹ Un historien parlant des « intellectuels » parle aussi de « la politique » dans son cours dans une faculté des sciences politiques (Florin Turcanu).

¹⁵² Un institut, structure du Ministère de la culture et des cultes et du patrimoine national, est créé en 2005.

¹⁵³ Voir la troisième partie de ce travail.

¹⁵⁴ Adina Berciu-Draghicescu, Ovidiu Bozgan, *O istorie a Universitatii din Bucuresti 1864-2004* [Une histoire de l'Université de Bucarest], Éditions de l'Université de Bucarest, 2004. Voir aussi Ovidiu Bozgan, *Universitatea din Bucuresti : scurt istoric 1866-1994* [L'Université de Bucarest : bref historique], Bucarest, Éditions de l'Université de Bucarest, 1994. Les deux auteurs sont historiens et ont intégré l'Université, l'un compte parmi les rares entrants de la dernière période communiste (fille d'un universitaire, Dumitru Berciu, intégrant l'enseignement d'histoire après 1948, est aussi mentionnée par certains de nos interlocuteurs parmi ceux qui ont dû quitter leurs postes universitaires en 1990), l'autre est des nouveaux entrants du début des années 1990.

y ajoutent le plus souvent une présentation ou des considérations sur la période postcommuniste. Certaines histoires constituent des reconsidérations de l'espace concerné ou/et démontrant la « renaissance » et la montée en importance d'une institution, d'une discipline ou d'un espace professionnel après 1989.

Une première étude portant sur des institutions littéraires (éditions, périodiques, associations professionnelles des écrivains et des artistes de la période communiste), datée du milieu des années 1975, qui est l'œuvre d'une auteure de l'exil (depuis 1963), est publié en roumain seulement au début des années 2000 par la maison d'édition d'une nouvelle institution créée dans le but de promouvoir la culture roumaine à l'étranger¹⁵⁵. Le livre d'Anneli Ute Gabanyi présente des politiques dans le domaine de la culture en Roumanie mises en œuvre par le régime communiste, discutant de l'espace littéraire et artistique (auteurs et institutions) en relation avec l'évolution de l'espace politique (roumain et du bloc communiste)¹⁵⁶. C'est la seule étude qui traite aussi bien des institutions littéraires que des institutions artistiques à partir des documents officiels et de la presse.

La première étude publiée en roumain après 1989 et traitant de l'espace intellectuel sous le communisme est l'œuvre d'une auteure américaine dont le travail date de la période communiste (une première version de cette étude date de 1988, le texte prêt à la publication date de novembre 1989). Le livre de Katherine Verdery (paru en roumain en 1994 chez Humanitas¹⁵⁷) présente l'espace des débats et des luttes de concurrence des champs spécifiques (critique littéraire, historiographie et philosophie) dans les années 1980, après certains autres chapitres sur « la nature des systèmes socialistes » et les rapports du PCR à l'idée de la « nation¹⁵⁸ ». Le livre de Katherine Verdery constitue une référence incontournable pour toute recherche du monde intellectuel roumain de la période communiste¹⁵⁹.

Trois des sept chapitres de ce livre (et dans une moindre mesure les autres) abordent des questions qui nous intéressent tout spécifiquement pour ce travail. Le troisième chapitre présente l'évolution Le (septième et dernier) chapitre consacré à l'« école du philosophe Constantin Noica », dans une approche sociologique, présente le philosophe et sa pensée

¹⁵⁵ La Fondation culturelle roumaine, l'actuel Institut culturel roumain.

¹⁵⁶ Anneli Ute Gabanyi, *Literatura si politica in Romania dupa 1945* [1975], *op. cit.*

¹⁵⁷ Katherine Verdery, *Compromis si rezistenta. Cultura romana sub Ceausescu* [Compromis et résistance. La culture roumaine sous Ceausescu], trad. Mona Antohi et Sorin Antohi, Humanitas, « Histoire », 1994. Les Éditions Humanitas sont dirigées depuis 1990 par Gabriel Liiceanu, membre fondateur du GDS. Un des traducteurs de ce livre compte lui parmi les membres fondateurs du GDS. L'édition originale, en américain, de ce livre paraît en 1991, qui est aussi l'année de sa traduction en roumaine, projet éditorial achevé quelques années plus tard.

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 42.

¹⁵⁹ Nous nous rapportons ici à l'édition roumaine du livre de Katherine Verdery, ce qui veut dire que les extraits tirés de son livre traduit en roumain ont été traduits à partir de cette édition en français. Comme l'auteure nous indique, à la différence de l'édition roumaine parue en 1994, celle en anglais, publiée aux États-Unis en 1991, n'inclut en plus que du « matériel généralement connu par des lecteurs roumains » et certaines autres « notes explicatives [...] considérées inutiles » ce même public. Si au niveau de l'« appareil théorique » tout comme du matériel analysé les deux éditions ne semblent pas différer, elles se distinguent, comme l'auteure le note, par le « style », à proprement parler le « langage » utilisé : « Le style des travaux d'anthropologie en langue anglaise est très loin du style utilisé en langue roumaine. Le langage n'est pas enjolivé [...] et l'argumentation se déroule avec une inexorabilité parfois fatigante, sa direction étant exprimée clairement. Par rapport à ce qu'on considère l'élégance stylistique en langue roumaine, notre style est assez non-élégant. Mes traducteurs, Sorin et Mona Antohi, se sont efforcé d'offrir une traduction le plus fidèle que possible au style original, sans retournements frappants du style approprié à un tel travail en langue roumaine. » (*Ibid.*, pp. 8-9.)

surtout, mais aussi les luttes de concurrence autour de la légitimité à parler de Noica et à construire la « représentativité » culturelle inscrivant sa discussion des écrits au sujet de Noica produits par ses disciples (dont surtout *Le Journal* et *Epistolar*) dans un cadre plus large qui retient les luttes qui opposent des « protochronistes » aux « antiprotochronistes ». Dans ce même chapitre, l'auteure présente l'état du champ philosophique des années 1980, considérations qui nous ont servi dans notre présentation du champ des sciences sociales (en incluant ici aussi bien la philosophie que la science politique) aux côtés d'autres présentations de la discipline sociologique. Son analyse nous a servi dans notre présentation des écrits des plus proches disciples de Noica. Dans un autre chapitre (le cinquième), l'auteure présente le « protochronisme roumain » qui « met en évidence [...] une lutte pour contrôler la définition des valeurs littéraires¹⁶⁰ » ayant marqué la vie littéraire et surtout le monde littéraire, mais non seulement car le monde académique s'y sent concerné, dans les années 1970 et 1980. Son analyse « reflète dans une certaine mesure le champ réel du dialogue dans lequel s'est déroulé le protochronisme ainsi que l'unité relative des groupes et des situations du champ de force politique¹⁶¹ ». Cette analyse est aussi celle des rapports de force au sein de l'Union des Écrivains, et au-delà de celle-là incluant aussi les prétendants au statut d'écrivain, durant cette période-là : « le champ de force comprenait trois joueurs majeurs : la direction de parti, la faction A de la communauté littéraire, dominant les organisations de production littéraire (l'Union, les universités)¹⁶² et la faction B, protochroniste, alliés avec la direction de parti et en augmentant la domination sur les publications et la censure – organes de diffusion et de large influence culturelle. Dans les années 1970 et les suivantes, la direction de parti et l'Union luttaient au sujet de l'indépendance que la seconde devait détenir la seconde, avec ses fonds autonomes et son statut démocratique protégé avec soin¹⁶³ ». Mais aussi et surtout c'est une analyse de l'évolution du protochronisme depuis son apparition, sa formulation par le critique littéraire Edgar Papu en

¹⁶⁰ *Ibid.*, p. 177.

¹⁶¹ *Ibid.*, p. 159.

¹⁶² Katherine Verdery décrit dans ce même chapitre les deux « joueurs » ou les deux forces du monde littéraire. La « faction A » est ainsi celle qui « a gagné et s'est étendu le contrôle sur l'Union en augmentant aussi sa présence au parti communiste et dans les positions clé liées à l'édition » au cours des « deux libéralisations de la vie culturelle roumaine – celle de courte durée, qui a suivi la mort de Staline, et celle beaucoup plus ample des années 1960, encouragée par Ceausescu qui essayait de consolider son pouvoir [...] Beaucoup d'entre ces leaders littéraires avaient vécu des années de frustration et de contraintes "réalistes-socialistes" dans la publication de leur œuvre [...] Leur double fortification au sommet de l'institution littéraire limitait les canaux de mobilité vers le haut, les ressources et l'accès aux privilèges des autres écrivains [...], qui formerait la "faction B" » (*Ibid.*, p. 171). Dans les années 1970 la « faction A n'était pas disposée à abandonner les positions privilégiées ; aboutissant au final à publier plus facilement, bénéficiant de bons revenus, traductions, voyages à l'étranger, etc., ils reproduisaient à présent pour les nouvelles séries d'écrivains et de critiques les mêmes blocages d'autoréalisation dont ils avaient souffert eux-mêmes dans les années 1950 [...] De ces nouvelles générations d'écrivains "deshérités" sont issus beaucoup de recrues pour la faction B, en ajoutant leurs mécontentements à ceux de la génération aînée de la faction, qui se sentait exclue de la direction fortifiée de l'Union en provenance de la faction A » (*Ibid.*, pp. 172-173). L'auteure note aussi que d'après les appréciations des auteurs roumains, les deux « factions » se partageaient le champ des revues littéraires et, plus largement culturelles, comme il suit : *Romania literara*, *Viata romaneasca* et *Secolul 20* « comme adversaires du protochronisme » alors que *Saptamana*, *Luceafarul* et *Flacara* étaient les « adeptes » du protochronisme (*Ibid.*, p. 157). Les luttes se sont accentuées au début des années 1970, à la faveur des « thèses de juillet », dans la période « d'affirmation du protochronisme », entre la faction occupant les positions de force au sein de l'Union, désireuse de conserver sa position et « les écrivains à la recherche d'une influence [trouvant] une nouvelle voie pour l'obtenir : la spécialisation dans la production de l'idéologie (pour un nouveau mode de contrôle symbolique) au sein du champ littéraire » (*Ibid.*, p. 173). De cette même période-là date la prise en charge de certaines publications par des représentants du courant dominé symboliquement, proche du pouvoir politique, comme le note la même auteure en s'appuyant sur une autre étude publiée à l'étranger par un auteur roumain (Michael Shafir, « Men of the archangel revisited : Anti-semitic formations among communist Romanian's intellectuals », *Studies in Comparative Communism*, 16, 3, pp. 223-243) : « Eugen Barbu avait reçu *Saptamana* en 1970, Adrian Paunescu est devenu rédacteur en chef de la revue *Flacara* en 1973 et au même moment il a commencé la série des spectacles ; Nicolae Dragos, qui avait travaillé à *Scanteia tineretului*, est devenu en 1974 rédacteur en chef de la revue *Luceafarul*. » (*Ibid.*, pp. 330-331.)

¹⁶³ *Ibid.*, p. 173.

1974¹⁶⁴, et son adaptation au contexte social et politique des années 1980. Sont ainsi présentés les termes des débats, les agents des deux camps opposés et les accusations qu'ils s'adressent les uns aux autres et les critères d'évaluation de la valeur des œuvres (« priorité » vs. « originalité, qualité » voire compétitivité)¹⁶⁵ ou sur lesquels étaient fondés les prétentions de « “représentativité culturelle” »¹⁶⁶, la définition des valeurs culturelles¹⁶⁷ et identifiées les positions occupées par des regroupements d'intellectuels « partiellement superposés¹⁶⁸ ». Dans ce même chapitre l'auteure décrit les « conséquences » du contexte politique et économique des années 1980 dans la « sphère de la littérature et de l'art¹⁶⁹ » à travers une présentation de ces conséquences dans le secteur éditorial, le plus sensible ou affectant le plus et directement les écrivains professionnels (selon la reconnaissance d'un statut professionnel) ou prétendants et non seulement.

Certains auteurs, universitaires et chercheurs consacrés sous le communisme (Dan Berindei, Ion Ianos, Gheorghe Vladutescu) discutent des institutions culturelles de la période communiste et, souvent aussi, dans l'après 1989. Ces textes s'inscrivent dans le prolongement de leurs activités anciennes dans un champ spécifique (universitaire ou académique) et de leurs appartenances qui datent de la période communiste ou de la période postcommuniste.

Le principal ouvrage et le premier de la période postcommuniste qui traite des artistes et de leur institution de la période communiste a été écrit par une écrivaine et historienne de l'art entrée dans le monde intellectuel dans les années 1980. Écrivaine et chercheuse en histoire de l'art, membre de l'Union des artistes plastiques de Roumanie depuis la période communiste¹⁷⁰, après une formation à l'étranger en histoire¹⁷¹, Magda Carneci publie son livre, issu de sa recherche, dans un premier temps en Roumanie et par la suite en France¹⁷².

Sur l'Union des écrivains, instance littéraire dominante au temps du communiste¹⁷³, nous bénéficions aujourd'hui de plusieurs points de vue qui sont émis à partir de positions différentes (de l'intérieur comme de l'extérieur). On dispose notamment sur cette instance d'études scientifiques approfondies et distanciées qu'on évoquera ci-dessous¹⁷⁴. Si les études qui prennent comme objet des

¹⁶⁴ K. Verdey replace le lancement du « protochronisme » précisant que « l'article de Papu est paru par suite des “thèses de juillet” [...] En fait, *Secolul 20* [Le 20^e Siècle] avait commandé l'article sous l'influence des “thèses”, les vues protochronistes de Papu étant déjà connues » (*Ibid.*, p. 161).

¹⁶⁵ *Ibid.*, pp. 167-168.

¹⁶⁶ *Ibid.*, p. 302.

¹⁶⁷ *Ibid.*, p. 191.

¹⁶⁸ *Ibid.*, p. 301.

¹⁶⁹ *Ibid.*, pp. 168-169.

¹⁷⁰ Chercheuse en histoire de l'art et écrivaine, Magda Carneci, directrice de l'Institut d'histoire de l'art de l'Académie roumaine entre 1990 et 1992, signe en 1990 dans 22 un texte où elle présente les luttes de pouvoir au sein de l'Union des artistes plastiques.

¹⁷¹ DEA et doctorat obtenus à l'EHESS. Magda Carneci, « Discours du pouvoir – discours sur l'image : l'art roumain pendant le régime communiste », thèse d'histoire sous la direction d'Alain Besançon, 1997.

¹⁷² Magda Carneci, *Artele plastice in Romania 1945-1989* [Les Arts plastiques en Roumanie], Bucarest, Meridiane, 2000. Une seconde édition de son livre (parue en 2013 chez Polirom) ajoute une analyse de la période postcommuniste, entre 1990 et 2010 : Magda Carneci, *Artele plastice in Romania 1945-1989. Cu o addenda 1990-2010*, 2^e édition, Iasi, Polirom, 2013.

¹⁷³ Par le nombre d'adhérents, par sa notoriété qui est apparaît aussi dans l'attrait exercé sur ceux qui prêtent attention aux institutions culturelles, à l'espace culturel.

¹⁷⁴ Lucia Dragomir, *L'Union des Écrivains. Une institution transnationale à l'Est : l'exemple roumain*, Paris, Belin, « Europees centrales », 2007 ; Ioana Macrea-Toma, *Privilighentia. Institutii literare in comunismul romanesc*, préface Marius Lazar, Cluj, Éditions Casa Cartii de Stiinta, 2009.

producteurs littéraires et des productions littéraires ne manquent pas, celles sur les universitaires et les chercheurs ou sur les deux institutions traditionnelles du monde scientifique (Académie roumaine et Université) sont encore rares. Tout aussi rares sont les études sur les disciplines de sciences humaines et sociales.

Deux études nous fournissent des données quant à la mobilisation des écrivains pour des buts professionnels. L'une traite de la « construction littéraire d'une identité nationale » à travers une analyse d'une figure d'écrivain du début du XX^e siècle dont il est souligné son rôle dans « la fondation de l'organisation corporative qu'est la Société des écrivains roumains¹⁷⁵ », l'autre étude porte sur l'évolution de l'espace de la littérature à travers ses institutions (principalement l'Union des écrivains, créée en 1949)¹⁷⁶. Cette dernière ne prétend qu'esquisser des aspects constitutifs de son histoire et de son fonctionnement. Cependant parmi les études dédiées à l'histoire de l'institution littéraire la plus attirante dans la période communiste, cette étude, venant d'un auteur qui a connu de l'intérieur cette institution (ainsi que d'autres, telles l'université mais aussi le secteur éditorial)¹⁷⁷, est extrêmement utile car elle l'étudie depuis sa création et jusque dans l'après 1989¹⁷⁸. Comme l'auteur le dit, son analyse a été faite à partir de la presse du temps¹⁷⁹. L'analyse s'avère extrêmement importante non seulement par sa singularité – elle tente à tracer l'évolution de l'Union des écrivains de la période communiste au postcommunisme – mais aussi par le fait qu'elle signale la double appartenance de certains membres de l'Union des écrivains. De plus, on n'ignore pas dans cette étude que l'Union des écrivains ne signifie pas seulement ses membres, ses dirigeants mais aussi des instances de diffusion et de consécration comme les maisons d'édition (i. e. Cartea Romaneasca) et les périodiques. Un aspect qui semble avoir été ignoré par d'autres analyses qui traitent de l'Union des écrivains, c'est les préambules de la création de l'Union des écrivains, son préhistoire et surtout ses objectifs qu'elle partage avec l'Académie roumaine, la situation des écrivains avant la naissance d'une première organisation, des préalables à la constitution de l'Union des écrivains, institution créée sur le

¹⁷⁵ Mihai Dinu Gheorghiu, « La construction littéraire d'une identité nationale. Le cas de l'écrivain roumain Liviu Rebreanu (1885-1944) », ARSS, 98, 1993, notamment pp. 41-42.

¹⁷⁶ Ion Ianoși, « Uniunea Scriitorilor în sistemul culturii socialiste și segmentul literar în tranziția românească » [L'Union des écrivains dans le système de la culture socialiste et le segment littéraire durant la transition roumaine], in Adrian Miroiu (éd.), *Instituii în tranziție* [Institutions en transition], Bucarest, Punct, 2002.

¹⁷⁷ Ion Ianoși a été philosophe de la culture et universitaire de la période communiste, rapporteur dans le secteur éditorial travaillant dans cette qualité aussi dans le cadre de l'Union des écrivains. Enseignant de la Faculté de philosophie où se sont formés plusieurs futurs membres fondateurs du GDS (et d'autres membres de ceux qui seront cooptés durant la période postcommuniste), Ion Ianoși a dirigé la thèse de philosophie de la culture de Gabriel Liiceanu (voir chapitre 2).

¹⁷⁸ Pour ce faire, l'analyse proposée par Ion Ianoși sur l'Union des écrivains nous servira comme point d'appui.

¹⁷⁹ Informé de l'initiative de l'éditeur, Adrian Miroiu, de publier un ouvrage sur le passage des institutions du régime communiste au régime démocratique (*Instituii în tranziție, op. cit.*), il passera quelques mois dans la bibliothèque de la Faculté des lettres de l'Université de Bucarest pour la consultation de la presse. Ianoși dit avoir été dès les années 1990 préoccupé par ce projet, faire une histoire de l'Union des écrivains. Entretien consultatif avec Ion Ianoși (Bucarest, janvier 2009). Il faut noter que la même année un autre volume dirigé par un philosophe qui se consacre aux études politiques, traitera des institutions, seulement que cette fois-ci on aborde des institutions créées après 1989, institutions politiques et de la société civile, et à ces recherches on ajoute des études théoriques. Voir Adrian-Paul Iliescu (dir.), *Mentalități și instituii, op. cit.* De ce volume nous avons discuté dans notre analyse de la nouvelle presse spécialisée des années 1990. Voir *supra*.

modèle soviétique. Qui plus est, l'étude montre les changements produits en son sein après 1989, en présentant sa situation et sa place dans la période postcommuniste, des éléments contribuant à son affaiblissement et à sa perte d'attrait pour les générations d'écrivains de la période postcommuniste.

Certaines études traitent des aspects qui perdurent ou qu'on peut aussi bien observer, se présentant sous d'autres formes, dans la période communiste ou après 1989. Ainsi une autre étude d'Ion Ianos¹⁸⁰ sur la littérature en relation avec d'autres types de production se veut montrer la domination de la littérature dans la production des représentants des sciences humaines. Sont étudiés dans ce but des figures intellectuelles roumaines (de la culture roumaine des trois derniers siècles), parcours intellectuels dans des institutions spécifiques, appartenances disciplinaires et revendications disciplinaires et productions intellectuelles des historiens, philosophes, logiciens, scientifiques, sociologues avant la lettre¹⁸¹. Ion Ianos tient la domination de la littérature comme un des facteurs de la tendance dominante après 1989 à la politisation des auteurs, à prendre position sur des sujets peu connus, alors que dans la période communiste ils pouvaient se consacrer à leur spécialité seule (ce qui n'arrive après 1989 que secondairement, de par le fait que par leur enseignement ils restent attachés à leur domaine de compétence)¹⁸².

Durant l'année 2002 les articles publiés dans 22 par Mircea Martin, permettent de lire une histoire des écrivains pendant la période communiste (jamais ou pas encore publiée en volume) qui comprend des considérations sur des attitudes des écrivains après 1989, à leurs manières de se rapporter au passé, à leurs croyances ou attitudes d'avant¹⁸³.

L'ouvrage de Lucia Dragomir tiré de sa thèse sur l'Union des écrivains de Roumanie¹⁸⁴ constitue la première étude fondée sur les archives de cette institution. Elle retrace son évolution, les luttes de concurrence et les débats enclenchés en son sein ainsi que les parcours d'écrivains se situant dans des camps différents et leurs prises de position politiques. Publiée en français, en France, la plus ample recherche consacrée à l'Union des écrivains reste peu connue en Roumanie. Plusieurs articles, tirés de son travail,

¹⁸⁰ Voir *supra*.

¹⁸¹ Ion Ianos, *O istorie a filosofiei romanesti in relatia ei cu literatura* [Une histoire de la philosophie roumaine dans sa relation avec la littérature], Cluj, Apostrof, 1996.

¹⁸² De notre part, nous soutenons que le champ littéraire qui entretient d'étroites liaisons avec un champ spécifique, celui philosophique, est aussi le lieu qui attire, réunit et permet que des représentants de diverses professions intellectuelles de s'exprimer sur des choses qui ne tiennent pas strictement de la littérature.

¹⁸³ Huit articles de Mircea Martin portant l'intitulé « Cultura romana intre comunism si nationalism » [La culture roumaine entre communisme et nationalisme], publiés dans 22 entre septembre 2002 et juin 2003 : 22, 654, le 23 septembre 2002 ; 22, 660, le 31 octobre 2002 ; 22, 661, le 11 novembre 2002 ; 22, 665, le 9 décembre 2002 ; 22, 675, le 17 février 2003 ; 22, 678, le 10 mars 2003 ; 22, 692, le 16 juin 2003 ; 22, 693, le 23 juin 2003.

¹⁸⁴ Lucia Dragomir, *L'Institution littéraire entre exigences artistiques et commande politique. L'Union des Écrivains de Roumanie à l'époque communiste*, thèse de sociologie, dirigée par Anne-Marie Thiesse et Nicolae Manolescu, École des Hautes Études en Sciences Sociales et Université de Bucarest, 2005 ; Lucia Dragomir, *L'Union des Écrivains. Une institution transnationale à l'Est : l'exemple roumain*, op. cit. Par rapport à son travail universitaire présentant l'histoire de l'Union l'auteure nous présente la création des Unions des écrivains, organisations nationales uniques, dans les pays du bloc soviétique suivant une décision de 1932 du Comité central du PCUS.

sont publiés dans des publications académiques ou dans des volumes collectifs, toujours en français¹⁸⁵. Un autre travail se situant dans le même cadre conceptuel¹⁸⁶, celui d'Ioana Macrea-Toma¹⁸⁷, constitue une analyse complémentaire de la même institution proposant une « interprétation statistique des données fournies par les dictionnaires littéraires¹⁸⁸ » et des documents internes de l'Union des écrivains¹⁸⁹. Dans sa recherche sur les rapports entre « littérature et politique pendant la période communiste » l'auteure choisit de « déceler des aspects politiques et économiques de la production littéraire » en fournissant des informations au sujet de la « situation matérielle des agents littéraires¹⁹⁰ ». Le travail a le mérite de présenter le réseau des instances de diffusion de l'Union des écrivains (périodiques surtout), les postes ouverts aux producteurs culturels, les ressources matérielles dont disposent les membres de l'Union, écrivains professionnels. L'auteure aborde aussi d'un point de vue strictement économique le rapport de l'Union des écrivains à l'État communiste, la rationalisation de la production au niveau collectif (dont la gestion du fonds) et la rationalisation du travail du producteur littéraire. Elle montre le mouvement vers l'autonomisation d'une institution censée, au moins dans la vision du régime, pouvoir orienter et contrôler la production artistique. Le travail, critique des « dichotomies locales » ou de la « vulgate anticommuniste¹⁹¹ », réussit à fournir certaines explications au sujet de « l'impossibilité » de l'apparition d'un mouvement d'opposition au régime communiste issu des milieux littéraires¹⁹².

¹⁸⁵ Son travail étant connu dans des cercles restreints composés d'enseignants et d'étudiants des deux institutions dans lesquelles elle enseigne : comme titulaire, à la Faculté des lettres, et, pour un certain temps, aussi à la Faculté de sciences politiques de l'Université de Bucarest. Les travaux de Lucia Dragomir présentent des attitudes et des trajectoires des écrivains dont certains sont devenus par la suite, fin de l'année 1989, membres fondateurs du GDS ou des écrivains qui semblent avoir été parmi ceux qu'on avait en vue pour une intégration dans le GDS (Ana Blandiana), des écrivains d'une génération peu représentée dans le GDS (Nicolae Manolescu, Augustin Buzura, Eugen Simion, Marin Sorescu), des écrivains et critiques littéraires que le GDS critique ou auxquels le GDS s'oppose après 1989 (Corneliu Vadim Tudor), mais aussi des trajectoires des membres de l'exil, certains étant proches des membres du GDS depuis la période communiste, d'autres le seront après 1989, certains seulement ayant été cooptés dans le Groupe.

¹⁸⁶ Prenant comme références les études de sociologie de la littérature inspirées de l'approche de Pierre Bourdieu, citant surtout l'étude de Gisèle Sapiro (*La Guerre des écrivains*, op. cit.) et adoptant une démarche d'histoire sociale inspirée par Sheila Fitzpatrick visant « le renversement du canon moralisant axé sur l'incrimination des aspects répressifs de l'époque » communiste.

¹⁸⁷ Voir aussi Ioana Macrea-Toma, *Camp politic-Camp literar* [Champ politique-champ littéraire], thèse en littérature comparée, Université de Cluj et Université d'Artois, sous la direction d'Ion Vartic et d'Alain Vuillemin, décembre 2008.

¹⁸⁸ Ioana Macrea-Toma, « Institutionalizarea scriitorilor in comunism. Premise ideologice si consecinte profesionale », *Anuarul Institutului de Investigare a Crimelor Comunismului in Romania* [L'Annuaire de l'Institut d'investigation des crimes du communisme en Roumanie], IV, 2009, p. 75.

¹⁸⁹ Les documents de l'archive de l'Union des écrivains (auxquels on se réfère mais qui ne sont pas cités) ont été utilisés pour compléter les données fournies par les différents dictionnaires (des écrivains ou des politiques) mais aussi pour les informations qui nous sont présentées concernant les ressources financières auxquels peuvent accéder les écrivains et dont disposent les diverses instances de diffusion de l'Union des écrivains, périodiques surtout. Selon l'auteure pour ses « analyses statistiques », la base de données est construite d'après celle constituée par Marius Lazar (*Elemente Paradoxuri ale modernizarii. Elemente pentru o sociologie a elitelor culturale romanesti*, Cluj, Limes, 2002) qu'elle prend comme modèle. Pour la présentation de la méthode utilisée par cette recherche (analyse des correspondances) voir *Ibid.*, pp. 102-103.

¹⁹⁰ *Ibid.*, p. 74.

¹⁹¹ *Ibid.*, pp. 76-77 et 106. L'auteure utilise cependant le terme de « privilège » en lien avec les possibilités offertes aux écrivains, terme qui apparaît aussi par la suite dans l'intitulé de son livre issu de sa thèse : Ioana Macrea-Toma, *Privileghentia. Institutii literare in comunism* [Les privilégiés de l'intelligentsia. Institutions littéraires pendant la période communiste], op. cit.

¹⁹² *Ibid.*, notamment pp. 81 et 104.

Les études sur les périodiques sont bien rares avant comme après 1989. Mentionnons ici l'étude du périodique *Vatra Romaneasca* signée par Mihai Dinu Gheorghiu, parue avant 1989¹⁹³. Rappelons que seule l'étude d'Anneli Ute Gabanyi, datée du milieu des années 1970, traite des diverses institutions littéraires et artistiques (Union des écrivains et institutions faibles telles que les périodiques) et que l'étude de Katherine Verdery reconstruit l'espace des périodiques littéraires des années 1980 au moment de l'enclenchement d'un débat dans l'espace culturel. Après 1989, une seule étude est consacrée à un périodique de l'entre-deux-guerres. Le volume *Contimporanul* [Le Contemporain]. Histoire d'une revue d'avant-garde « représente l'extension de certains chapitres d'un travail plus ample sur la première "vague" de l'avant-garde roumaine et le complexe de la périphérie¹⁹⁴ », constituant le travail universitaire de Paul Cernat, critique littéraire et universitaire, ayant fait ses études immédiatement après la chute du communisme.

Les plus nombreuses études sont consacrées aux écrivains sous le communisme, mais on dispose aussi d'un nombre impressionnant de récits de mémoires publiés en volumes, tout comme de journaux d'écrivains, encore plus transmis par le biais de la presse intellectuelle, matériaux importants pour toute étude sur l'espace intellectuel qui pourraient justifier en partie l'intérêt (proprement scientifique) suscité par cet objet.

Des figures intellectuelles formées dans l'entre-deux-guerres feront l'objet d'études par des universitaires de la période postcommuniste (deux étant signés par des intellectuels du GDS et universitaires en sciences politiques après 1989). Une étude qui porte sur des milieux intellectuels de la période de l'entre-deux-guerres, où se recrutent des références du GDS (notamment Constantin Noica mais aussi Mircea Eliade, etc.), nous fournit le tableau des engagements intellectuels anciens (dont aussi ceux d'un membre fondateur du GDS, Alexandru Paleologu). L'ouvrage portant la signature de Stelian Tanase, écrivain marginal de la période communiste et auteur d'études sur le régime communiste après 1989, membre fondateur du GDS et premier rédacteur en chef de 22, présente le procès politique le plus notoire contre les intellectuels, à partir des témoignages émis par des témoins et des documents d'archives de la Securitate¹⁹⁵. L'ouvrage de Florin Turcanu, historien formé dans la dernière période communiste, membre du GDS

¹⁹³ Mihai Dinu Gheorghiu, « La stratégie critique de la revue *Viata Romaneasca*, 1901-1916 », in Al. Zub (éd.), *Culture and Society. Structures, Interferences, Analogies in the Modern Romanian History*, Bucarest, Éditions de l'Académie roumaine, 1985, pp. 127-136.

¹⁹⁴ Paul Cernat, *Contimporanul. Istoria unei reviste de avangarda*, Bucarest, Institut Culturel Roumain, « Vocabulaire », 2007. La même année Paul Cernat publie son étude dont est issu le volume présentant le périodique *Contimporanul* (1922-1931) : Id., *Avangarda romaneasca si complexul periferiei*, Bucarest, Cartea Romaneasca, 2007.

¹⁹⁵ Stelian Tanase, *Anatomia mistificarii* [L'anatomie de la mystification], Bucarest, Humanitas, [1997] 2003. L'auteur ajoute à la deuxième édition de cet ouvrage d'autres témoignages appartenant à des membres de l'exil parisien, qui déclarent leur désir de contribuer à la restitution de ce procès (après la publication de la première édition de ce volume), c'est pourquoi l'auteur renvoie aux deuxième et troisième éditions de cet ouvrage (entretien avec Stelian Tanase, le 31 août 2009). Cette étude, mais plus particulièrement l'intérêt porté à ce sujet et les deux éditions de cette étude, sont pris comme partie de notre objet d'étude car elle a été réalisée par un des membres fondateurs. Il importe de voir à quel moment de la carrière de cet auteur un tel sujet est investi et comment son intérêt et cette étude changent des rapports avec des membres du GDS. Le lieu de publication de cette étude nous signale ce changement des relations avec, au moins, certains membres du GDS. Est intéressant ainsi de considérer sa réception dans des milieux intellectuels qui se pensent, se veulent ou sont directement intéressés par ce sujet.

(coopté au milieu des années 2000), est consacré à l'histoire intellectuelle à travers une des figures de la génération intellectuelle de l'entre-deux-guerres la plus connue à l'étranger : Mircea Eliade. Issu d'un travail universitaire mené alors qu'il est enseignant en sciences politiques à Bucarest après 1989, ce livre, intitulé *Mircea Eliade. Le prisonnier de l'histoire*¹⁹⁶, est paru en français en France et traduit en roumain quelques années plus tard chez Humanitas. Parmi la production en roumain sur cette période, Marta Petreu, écrivaine et universitaire de Cluj, traite d'Emil Cioran et du maître de la génération intellectuelle de l'entre-deux-guerres, le philosophe universitaire Nae Ionescu, et des relations entre des intellectuels de la même génération.

Moins nombreux sont les ouvrages qui traitent non pas des figures mais des mouvements ou courants intellectuels¹⁹⁷. Le livre d'Andreia Roman¹⁹⁸, publié aux Éditions de la Fondation culturelle roumaine à la fin des années 1990, traite des « rapports entre élites et peuple » dans une étude d'« histoire de l'idée du peuple » parlant de la « génération de 1848, qui fut le premier noyau intellectuel à choisir le peuple en tant que terme de référence et destinataire unique de ses actions¹⁹⁹ ». L'ouvrage²⁰⁰ se présente comme « étude portant sur les idéologies », à savoir l'accord entre valeurs « traditionnelles, communautaires et égalitaristes » et celles des « propagateurs de la modernité occidentale [tels qu'ils sont représentés par l'histoire littéraire], fondées sur les valeurs bourgeoises du libéralisme et de l'individualisme », « le rôle du discours littéraire » et « la transposition [...] de la réflexion populiste dans le champ de la pratique sociale²⁰¹ ». Notons que la comparaison entre des intellectuels de la période postcommuniste et la génération de 1848 est dressée bien rarement par des intellectuels de la période postcommuniste, elle n'est le fait que de deux intellectuels, formés dans l'entre-deux-guerres (Mihai Sora, auteur de philosophie, qui a débuté en France dans les années 1940, éditeur de la période communiste et membre fondateur du GDS et Adrian Marino, historien de la littérature et des idées, détenu politique des années 1950). Un autre intellectuel de la période postcommuniste, Sorin Adam Matei²⁰², traite de l'idéologie des hommes de lettres de 1848 dans un essai qui prend comme point de départ des faits et l'état du monde intellectuel roumain

¹⁹⁶ Florin Turcanu, *Mircea Eliade. Le prisonnier de l'histoire*, préface Jacques Julliard, Paris, La Découverte, « L'espace de l'histoire », 2003 ; trad. roumain, Bucarest, Humanitas, 2006. Un autre membre du GDS, coopté au GDS à son retour en Roumanie, Sorin Alexandrescu est le fils de la sœur de Mircea Eliade, un des (deux) détenteurs de ses droits d'auteurs.

¹⁹⁷ Dans son étude précitée sur les rapports entre philosophie et littérature, Ianosi traitera de plusieurs figures intellectuelles tenues comme héritages de la culture roumaine mais discutera aussi de « génération intellectuelle » ou d'un courant intellectuel dominant dans l'entre-deux-guerres : Ion Ianosi, *O istorie a filosofiei romanesti in relatia ei cu literatura* [Une histoire de la philosophie roumaine dans sa relation avec la littérature], *op. cit.*

¹⁹⁸ Spécialiste de la langue et de la littérature roumaines, installée en France.

¹⁹⁹ Andreia Roman, *Le Populisme quarante-huitard*, Éditions de la Fondation culturelle roumaine, 1999, p. 7.

²⁰⁰ Ce livre est issu d'une thèse de doctorat réalisée sous la direction de Catherine Durandin, soutenue en 1993 à l'Institut de langues et civilisations orientales de Paris. La « lecture dépassionnée et "ouverte" » des « témoignages appartenant aux protagonistes mêmes du mouvement » que propose l'auteure se détache d'une « approche strictement historique » considérée inappropriée du fait que « le populisme, phénomène multiple, est à la fois une idéologie et une morale, un fait culturel et un état d'esprit » (*Ibid.*, p. 12).

²⁰¹ *Ibid.*, pp. 7-12.

²⁰² Né en 1965 à Brasov, Sorin Adam Matei a fait des études d'histoire à l'Université de Bucarest. Il publie dans 22 en 1990, avant tout autre (futur) intellectuel de la période postcommuniste appartenant à la même génération que lui.

après 1989. Remarquant que le « néolibéralisme roumain du début du XXI^e siècle a [...] de faibles liaisons avec la tradition libérale locale », l’auteur avance « l’hypothèse que le néolibéralisme roumain d’aujourd’hui se construit une autre route dans le monde parce que le libéralisme classique roumain a été trop collectiviste, messianique, populiste et nationaliste pour servir comme guide de la pensée politique et culturelle roumaine contemporaine²⁰³ ».

Plusieurs ouvrages parus après 1989 traitent de la censure sous le communisme. Parmi leurs auteurs, on compte un praticien des médias, journaliste et producteur d’émissions télévisées, plus connu pour ses analyses politiques dans les médias, un universitaire en journalisme de l’après communisme mais aussi un historien de la littérature (ancien détenu politique, auteur traduit en France sous le communisme²⁰⁴). A une seule exception près, les auteurs intéressés à traiter de la censure ont en commun le fait d’enseigner (ou d’être formé) dans l’établissement d’enseignement supérieur qui forme les cadres du Service roumain de renseignements. Le premier livre sur la censure en Roumanie communiste est publié en 1999 par un journaliste de la période²⁰⁵, dont la préface est signée par un universitaire, politiste de la période postcommuniste²⁰⁶, auteur publiant la même année et chez le même éditeur son livre sur la « politique et [la] société dans la Roumanie postcommuniste » (Daniel Barbu)²⁰⁷. L’auteur présente dans cet ouvrage des documents du Comité pour la presse et les imprimeries, créé en 1949, fonctionnant auprès du Conseil des ministres, et des actes législatifs émis par cette institution durant la première décennie du régime communiste. L’auteur parlera aussi plus brièvement de la période de « relâchement » ainsi que des suites de certaines pratiques du régime communiste (politique des dossiers du parti) après 1989. La même année

²⁰³ Sorin Adam Matei, *Boierii mintii. Intelectualii romani intre grupurile de prestigiu si piata libera a ideilor* [Les Boyards du cerveau. Les intellectuels roumains entre groupes de prestige et le marché libre des idées], Bucarest, Compania, « Altfel » [Autrement], 2004, pp. 55-56. Justifiant son intérêt à parler de l’idéologie des premiers libéraux roumains, l’auteur se distancie des nouveaux libéraux ou du « néolibéralisme » postcommuniste (*Ibid.*, pp. 56-75).

²⁰⁴ Critique de Constantin Noica après 1989, critiqué par le principal disciple de ce dernier, nous en parlerons d’Adrian Marino au sujet du refus du GDS à l’intégrer. Voir deuxième partie.

²⁰⁵ Bogdan Ficeac, ayant une formation en physique, ayant publié des textes de littérature dans la presse culturelle de province, débute comme auteur d’un volume, réédité à plusieurs reprises, destiné au public large, présentant des « techniques de manipulation », texte qui est le résultat des cours suivis par l’auteur aux États-Unis au début des années 1990. Il investit les médias après 1989 : la presse d’actualité, dans la rédaction du journal *Romania libera* dès 1990 et, par la suite, la télévision (milieu des années 1990). Bogdan Ficeac, né en 1958, est au moment de la publication de ce livre (le second) rédacteur en chef de *Romania libera*, il vient d’achever une formation master dans la Faculté de sciences politiques et administratives (dont le doyen est alors son préfacer Bogdan Ficeac, *Cenzura comunista si formarea « omului nou »* [La censure communiste et la formation de l’« homme nouveau »], préface de Daniel Barbu, Bucarest, Nemira, « Politique », 1999. Entre 1997 et 1998, Bogdan Ficeac enseigne (comme professeur associé) à l’Institut national d’informations (formant des cadres du Service de renseignement roumain).

²⁰⁶ Notons ici seulement que l’auteur de cette préface remarque l’inédit de la publication (« première analyse rigoureusement documentée pour l’espace roumain ») mais le texte introductif contredit le texte de livre. Sur certaines de ses considérations au sujet du régime communiste, participation politique et attitudes, mais aussi du postcommuniste, nous y reviendrons plus loin dans notre introduction (voir Daniel Barbu, « La censure et la production de l’espace public », in Bogdan Ficeac, *Cenzura comunista si formarea « omului nou »*, *op. cit.*, p. 10).

²⁰⁷ Daniel Barbu, *Republica absenta. Politica si societate in Romania postcomunista* [La République absente. Politique et société dans la Roumanie postcommuniste], *op. cit.*

un autre ouvrage, introduit par le directeur de la collection²⁰⁸, aborde le sujet de la censure. Formé en lettres avant 1989 et en journalisme après 1989, Marian Petcu enseigne alors, en 1999, tout comme l’auteur mentionné ci-dessus, à l’Institut national d’informations et travaille dans les médias²⁰⁹. L’auteur parle de la censure dans d’autres pays et en Roumanie depuis le XVII^e siècle, la période communiste étant considérée avec la période postcommuniste, centré sur les institutions qui mettent en œuvre « le régime de la censure²¹⁰ ». Il est aussi l’auteur d’une histoire de la presse roumaine, d’un ouvrage au sujet de la presse postcommuniste roumaine²¹¹ et d’une histoire de la profession de journaliste en Roumanie²¹². En 2005, Marian Petcu réunit en volume plusieurs études sur la censure en Roumanie à des époques différentes, appliquée à des productions différentes (littéraires, artistiques, de la presse) par des autorités différentes, en ajoutant à sa première analyse une discussion plus approfondie de la période communiste et limitant de manière considérable ses considérations sur la période postcommuniste. La même année, en 2005, Adrian Marino, intellectuel, formé dans l’entre-deux-guerres et détenu politique des années 1950, spécialiste de la culture qui travaille à dépasser le type d’analyse alors dominant, à savoir la critique littéraire²¹³, embrassant la perspective de « l’histoire des idées²¹⁴ », est publié (post-mortem) avec la première partie d’une étude sur la « liberté et [la] censure en Roumanie », restée inachevée. Ce texte porte sur le XVIII^e siècle et le début du XIX^e siècle dans les pays roumains et aurait dû être suivi par deux autres sur « le moment 1848 et la consolidation de l’idéologie libérale » et sur « la confrontation entre libéralisme et les totalitarismes de droite et de gauche²¹⁵ ». Son « esquisse synthétique, même sommaire, mais complète dans ses moments

²⁰⁸ Mihai Coman (né en 1953), ayant une formation en lettres, débute en 1980 avec son volume sur les « sources mythiques ». Professeur de l’enseignement secondaire à Bucarest entre 1976 et 1983, il intègre l’équipe rédactionnelle de *Scanteia tineretului* en 1983 où il est secrétaire de rédaction entre 1987 et 1989. En 1990, il fonde un nouvel établissement d’enseignement supérieur, la Faculté de journalisme (et de sciences de la communication, à partir des années 2000) de l’Université de Bucarest.

²⁰⁹ Reporter à la télévision publique, rédacteur en chef d’un hebdomadaire politique, le périodique *Zig-Zag*, dirigé par Ion Cristoiu, Marian Petcu est aussi directeur d’une agence de publicité. En 2002, Marian Petcu intègre un nouvel établissement de l’Université de Bucarest, la Faculté de journalisme et de sciences de la communication, et dirige le périodique créé par cet établissement tout en étant vice-président de l’Association roumaine d’histoire de la presse.

²¹⁰ Marian Petcu, *Puterea si cultura. O istorie a cenzurii* [Le pouvoir et la culture. Une histoire de la censure], Iasi, Polirom, « Collegium. Médias », 1999.

²¹¹ Marian Petcu, *Tipologia presei romanesti* [La typologie de la presse roumaine], Iasi, Institut européen, « Universitaria », 2000.

²¹² Marian Petcu, *Jurnalist in Romania. Istoria unei profesii* [Journaliste en Roumanie. L’histoire d’une profession], Bucarest, comunicare.ro, 2005.

²¹³ Proposé par un membre fondateur du GDS au titre de membre du GDS, cette appartenance lui sera refusée après avoir publié dans 22 ses propos critiques à l’égard du philosophe Constantin Noica (voir la deuxième partie).

²¹⁴ Adrian Marino, *Libertate si cenzura in Romania. Inceputuri* [Liberté et censure en Roumanie. Les débuts], Iasi, Polirom, « Plural », 2005, pp. 11-16. Adrian Marino embrasse la perspective de « ‘l’histoire des idées’, une discipline peu connue chez nous, sans tradition, précurseurs et donc modèles roumains antérieurs » à l’exception de Vlad Georgescu (publiant en Allemagne, en roumain son « histoire des idées politiques roumaines »). La perspective adoptée est, selon l’auteur, celle d’Arthur O. Lovejoy. Ses études dont « la biographie de l’idée de littérature » publiée en six volumes (chez Dacia de Cluj, entre 1991 et 2006) se veulent renouveler l’étude de la culture et de la littérature se démarquant et en critiquant la « perspective littéraire [...] unilatérale, exclusiviste et réductionniste, donc incomplète, en essence fausse » : « une vision imposée par deux grands critiques roumains, E. Lovinescu et G. Calinescu, qui se considéraient – tels qu’ils étaient en fait – seulement des “écrivains”. La littérature n’a pas seulement des valeurs esthétiques. Elles ont été prédominantes seulement pour une courte période historique [...] La littérature exprimait aussi des valeurs culturelles [...], idéologiques, politiques, sociales, etc. » (pp. 15-16).

²¹⁵ *Ibid.*, p. 7.

essentiels, de l'histoire de la censure en Roumanie » est publiée en volume en 2000, textes publiés préalablement dans *Sfera politiciii* durant l'année 1997²¹⁶. Un autre livre sur la censure, suivant les périodes (trois à part « la transition vers le totalitarisme ») du régime communiste roumain, est venu d'un candidat alors au titre de docteur en sciences politiques (de l'Université de Bucarest), formé dans le cadre de l'université destinée à la formation des cadres du Service de renseignement roumain²¹⁷.

Aucun ouvrage écrit par des intellectuels formés sous le communisme ne traite après 1989 des traductions sous le communisme, bien que des auteurs connus de cette période aient été en même temps des traducteurs ou aient recouru aussi à d'autres langues pour diffuser leurs travaux scientifiques. Pour une vue diachronique et d'ensemble de l'espace intellectuel national²¹⁸, on peut se rapporter à des ouvrages qui traitent de la question des influences sur la culture roumaine²¹⁹ ou du rôle des traductions²²⁰ portant néanmoins sur d'autres périodes (les XVIII^e et XIX^e siècles). Marius Lazar traite des « paradoxes de la modernisation » dans une étude de « sociologie des élites culturelles roumaines » au XIX^e siècle, adoptant et adaptant « le modèle sociologique du champ culturel [...] de Pierre Bourdieu et [de] son école²²¹ » pour discuter du champ littéraire et du champ philosophique, des « élites intellectuelles et [de la] modernisation » et de la « modernisation et [du] discours identitaire ». Parlant du « champ culturel et [de l'] autonomie littéraire », aborde la question de la traduction. L'étude de Marius Lazar qui porte sur le rôle des traductions dans la construction d'une littérature nationale est publiée aussi en français²²². Après 1989, tout comme pour ce qui est des générations antérieures, c'est des représentants des sciences humaines (lettres et philosophie), venant des principaux centres universitaires (Bucarest, Iasi, Cluj et Timisoara) qu'émane

²¹⁶ Adrian Marino, *Cenzura in Romania. Schita istorica introductiva*, Craiova, Aius, 2000, pp. 9-13. L'auteur revendique l'antériorité de son analyse et critique des textes sur le même sujet dont le livre de Marian Petcu (p. 10). L'auteur déclare avoir réalisé cette « esquisse » dans un premier temps, en anglais, à l'initiative de l'éditeur d'une « encyclopédie internationale » sur la censure, annonçant aussi l'extension et l'approfondissement de ce texte en vue d'« un travail plus ample sur censure et liberté en Roumanie » (p. 13. C'est l'auteur qui le souligne.).

²¹⁷ Tiberiu Troncota, *Romania comunista. Propaganda si cenzura* [La Roumanie communiste. Propagande et censure], préface Brindusa Armanca, Tritonic, « Communication/Médias », 2006. L'auteur ne s'appuie pas sur d'autres documents que ceux que nous révèlent les livres publiés précédemment. Parmi les livres cités, on retrouve comme auteur d'une histoire des services de renseignements roumains Cristian Troncota (son père) qui a été chercheur dans le cadre du Ministère des affaires intérieures depuis le milieu des années 1980 et jusqu'en 1989 et, par la suite, durant la première moitié des années 1990, du Service des renseignements roumain (SRI), créé en 1990, et, à partir de 1994, universitaire de l'Institut national d'informations (depuis 1999 académie), établissement d'enseignement supérieur formant des cadres du SRI.

²¹⁸ Pour d'autres études qui nous ont servi voir le chapitre 4 sur les institutions culturelles traditionnelles.

²¹⁹ Paul Cornea, *Originile romantismului românesc. Spiritul public, miscarea ideilor si literatura intre 1780-1840* [Les origines du romantisme roumain. L'esprit public, le mouvement des idées et la littérature entre 1780-1840], *op. cit.*, 2008.

²²⁰ Marius Lazar, *Paradoxuri ale modernizarii*, *op. cit.* ; Paul Cornea, *De la Alexandrescu la Eminescu*, Éditions pour la littérature, Bucarest, 1966.

²²¹ Marius Lazar, *Paradoxuri ale modernizarii*, *op. cit.*, p. 9. L'auteur de cet ouvrage cite non seulement des études signées par Pierre Bourdieu (ainsi que Max Weber) mais aussi des textes traduits en roumain dans un volume de textes de sociologie de la littérature, réunis par Mihai Dinu Gheorghiu (voir *supra*) en 1988, ainsi que un texte publié par ce dernier au sujet de « l'institutionnalisation de la littérature roumaine au XIX^e siècle » (dans *Anuarul Centrului de stiinta sociale*, Iasi, V, 1988).

²²² Marius Lazar, « La genèse de la 'littérature nationale' et le champ de la traduction. Le cas roumain », *New Europe College Yearbook 1999-2000*, Bucarest, 2003, pp. 265-292. L'étude est publiée en français dans le périodique du New Europe College, « centre d'excellence », instance de formation (postdoctorale) et de consécration créée et dirigée par un des plus notoires intellectuels roumains, membre fondateur du GDS, Andrei Plesu.

l'intérêt pour les traductions, à part l'intérêt pour la question du poids des modèles européens dans la culture roumaine et de la rencontre entre culture nationale et culture européenne²²³. Après 1989, se distinguent par les études de lettres portant sur la traduction ainsi que par l'importation des auteurs étrangers traitant de la traduction dans les cultures semi-périphériques des universitaires de Timisoara dont Georgiana Lungu-Badea. L'ouvrage d'une universitaire en lettres à Iasi réunit ses « études de *traductologie* » mais traite aussi d'une nouvelle maison d'édition et des plus grandes (sinon la plus grande de la période postcommuniste), les Éditions Polirom d'Iasi qui sont aussi l'éditeur de son volume²²⁴. L'analyse des Éditions Polirom ne se limite pas à discuter des livres traduits, des langues à partir desquelles on traduit et des traducteurs dans la construction de ce nouvel éditeur, mais aussi des « coordonnés de l'espace éditorial de l'après 1989 » et des stratégies d'éditeur dont la captation des auteurs roumains d'essais politiques ou des auteurs de l'exil. Aucune autre étude n'est consacrée au secteur éditorial communiste ou postcommuniste. Des témoignages dans la presse des éditeurs de l'après 1989 ne manquent pas mais ce n'est que durant la seconde moitié des années 2000 que de nouveaux éditeurs se présentent à travers des écrits de mémoires. Plus récemment Daniela Mariucuta a consacré sa thèse aux traductions de la littérature française en Roumanie, des ouvrages de littérature et du courant du réalisme socialiste, durant les deux décennies après l'installation du communisme. Empruntant « une approche de sociologie de la littérature et de la traduction », cette thèse présente des « circuits d'importation des livres, un circuit traditionnel qui se recoupe en partie avec le circuit du PCF, un circuit idéologique, un circuit marginal » et discute de « l'accueil réservé dans l'édition roumaine et dans la presse » des classiques pour montrer enfin « les paradoxes d'une réception politique ». La thèse veut démontrer « l'importance accordée à l'activité de traduction à partir de 1948 » et montrer « la professionnalisation des traducteurs dans les universités²²⁵ ».

Au sujet de l'Académie roumaine (AR) on ne dispose aujourd'hui que d'une étude qui utilise des données recueillies par Dorina N. Rusu, chercheuse de l'Académie dans des volumes rassemblant les discours de réception à l'Académie roumaine et des documents publiés dans les annales de l'Académie roumaine²²⁶. Ces données ont été travaillées par un membre de l'Académie roumaine dans la seule étude

²²³ Intérêt qu'on voit dans la production des « lettrés » de la période communiste : Paul Cornea, Alexandru Dutu, Adrian Marino, intellectuels notoires après 1989. Pour la période communiste, on peut citer l'ouvrage de Gelu Ionescu, *Orizontul traducerii*, Bucarest, Univers, 1981 ; 2^e édition, Bucarest, Éditions de la Fondation culturelle roumaine, 2004.

²²⁴ Marie Jeanrenaud, *Universaliile traducerii. Studii de traductologie* [Notions générales de la traduction. Études sur la traduction], préface de Gelu Ionescu, Iasi, Polirom, « Collegium. Litere », 2006.

²²⁵ Daniela Mariucuta, *Traduire pour le peuple. Réception de la littérature française en Roumanie de 1948 à 1965*, thèse de philologie, sous la direction de Radu Toma, Université de Bucarest, Faculté des langues et littératures étrangères, École doctorale d'études littéraires et culturelles, septembre 2011.

²²⁶ Dorina N. Rusu, *Istoria Academiei in date (1866-1996)* [La chronologie de l'Académie roumaine], Bucarest, Éditions de l'Académie roumaine, 1997 ; Id., *Membrii Academiei Romane, 1866-2003*, intro. Eugen Simion, Bucarest, Éditions de l'Académie roumaine, 2003 ; Id., *Academia Romana. Discursuri de receptie*, intro. Eugen Simion, Éditions de l'Académie roumaine, 2005.

de l'AR réalisée par un historien, chercheur durant la période communiste et membre de l'AR après 1989²²⁷. Se consacrant à faire l'histoire de l'AR pour montrer son rôle d'institution représentante de la culture nationale et démontrer son importance, l'auteur semble s'attacher à la vision propre de l'AR selon laquelle elle est et doit être institution de la nation, « forum de culture du peuple roumain *entier*²²⁸ ». Cette étude historique de l'AR ne traite pas tout particulièrement des structures de recherche créées au sein de l'AR mais de la recherche dans la perspective d'une instance de consécration. L'ambiguïté subsiste lorsqu'on déplore son affaiblissement par la perte des lieux de la recherche créés au sein de l'AR précisément durant la période communiste. L'auteur se propose de démontrer l'importance de cette instance pour la culture nationale et pour l'État national, le maintien de son autonomie (comment dans ses productions elle a pu se maintenir hors de l'emprise de la politique) sous le régime communiste. Et présente les ingérences politiques durant ce régime et les successives tentatives, finalement réussies, d'affaiblir son pouvoir en retirant à l'AR l'autorité tirée du fonctionnement sous sa tutelle des lieux de la recherche scientifique que le régime communiste même a pu mettre en place mais surtout développer. Mais l'AR ne se garde pas des interventions des politiques après 1989. Or pour la période postcommuniste, l'auteur ne semble pas intéressé à montrer l'influence de ces interventions ni des continuités par rapport à la période communiste (intégration des politiques ou de ceux qui parmi des intellectuels sont entrés en politique pendant le régime communiste). A l'Académie de sciences sociales et politiques, créée en 1971, au même moment que d'autres académies spécialisées (sur lesquelles nous retrouvons certains articles), n'a été consacrée aucune étude même si l'historique de cette institution devrait être prise en compte pour toute étude des (anciennes) institutions de la recherche du domaine des sciences humaines et sociales, qui fonctionnent sous sa tutelle (affiliées aux établissements universitaires) jusqu'à la fin du communisme, revenues au sein de l'Académie roumaine à partir de 1990²²⁹. Ne sont pas non plus étudiées d'autres institutions de la recherche créées durant la période communiste, unités de recherche affiliées à des établissements d'enseignement supérieur ou plus directement liées aux politiques mises en place par le régime communiste et où on retrouve parfois des équipes interdisciplinaires. Des institutions ont été créées afin de soutenir des politiques de modernisation, d'industrialisation du régime, ou des institutions de la recherche liées à des secteurs spécifiques de l'industrie²³⁰, ainsi d'autres centres d'expertise²³¹. Or l'étude des disciplines de sciences sociales dont les débuts (institutionnalisation) sont situés dans l'après 1989 ne peuvent ne pas les négliger.

²²⁷ Dan Berindei, *Istoria Academiei Romane (1866-2006)* [L'histoire de l'Académie roumaine], Bucarest, Éditions de l'Académie roumaine, 2006.

²²⁸ *Ibid.*, p. 140 (c'est l'auteur qui le souligne).

²²⁹ Si aux écrivains (eux seuls étant souvent assimilés aux « intellectuels ») sont dédiés un nombre important de monographies et un nombre impressionnant de recueils commémoratifs, des études plus récentes sont consacrées à des figures de la politique communiste, dont l'activité se déroule dans des institutions du domaine de la culture, alors que les représentants des sciences naturelles sont plus rarement étudiés, leur activité politique constituant le principal objet de l'analyse.

²³⁰ Des représentants de la discipline sociologique parlent ainsi des « sociologues d'entreprise ».

²³¹ Dans certaines de ces institutions nous retrouvons avant 1989 des futurs membres du GDS ou des intellectuels dissidents, membres de l'exil, comme Pavel Campeanu ou Mihai Botez.

Trois auteurs jusqu'à présent se sont intéressés aux écoles de parti, créées en Roumanie par le régime communiste. L'auteur de la première étude sur les écoles de parti, Mihai Dinu Gheorghiu, chercheur dans les années 1980 à l'Université d'Iasi, critique littéraire, primé à plusieurs reprises, se dirige vers la sociologie de la littérature travaillant à « l'introduction du modèle Bourdieu dans l'analyse de l'intellectualité roumaine²³² ». Après son départ « définitif » en France, en septembre 1989, après la chute du communisme, il commence ses recherches (doctorales) des « écoles et de l'enseignement de parti » en Allemagne de l'Est et en Roumanie²³³. En Roumanie, l'auteur rassemble vers la fin des années 2000 ses recherches dont une concernant les écoles de parti créées en Roumanie. L'étude cite en ce qui concerne l'organisation de l'enseignement de parti entre 1945 et 1955 comme source principale « un article anniversaire qui permet d'établir une chronologie comparée », il s'agit d'un article paru dans *Analelele Institutului de Istorie a Partidului de pe langa CC al PMR* (de janvier-février 1956)²³⁴. Une autre présentation de l'Académie « Stefan Gheorghiu » est issue d'un travail universitaire plus récent²³⁵. L'étude publiée dans une revue académique consacrée à la « science politique », précise comme sources une monographie intitulée *Documentare privind activitatea Academiei in perioada 1945-1970*, document interne de 1970 des archives de l'ancienne Académie « Stefan Gheorghiu » et, pour la période ultérieure, de 1970 à 1989, « faute d'une autre monographie », les décisions du Comité central du PCR, des notes et des fiches retrouvées dans les archives ainsi que des témoignages des professeurs de cette école²³⁶. Une autre notice sur une autre école politique, l'École supérieure de sciences sociales « A. A. Jdanov », qui précède la création d'une seule école de parti (la future Académie « Stefan Gheorghiu »), est publiée dans une « encyclopédie du régime communiste », dans le volume présentant des institutions de parti et de l'État²³⁷.

A l'Université de Bucarest, celle qui nous intéresse tout particulièrement (car la majorité des membres du GDS et leurs collaborateurs s'y sont intégrés), des études ont été consacrées après 1989 à des périodes différentes (deux) : début des années 1990 et fin des années 2000. Une première étude nous

²³² Mihai Dinu Gheorghiu, « Scrisoarea pierduta », *Timpul*, août 2009.

²³³ Mihai Dinu Gheorghiu, *Intellectualii in campul puterii* [Des intellectuels dans le champ de pouvoir], Iasi, Polirom, « Plural », 2007, pp. 11-12 : « Les études de "sociologie de l'intellectuel de parti" ont constitué, à la différence des premières [« de sociologie des intellectuels et de la culture »], un choix imposé par la conjoncture créée par les changements politique de 1989, du spécifique des domaines de recherche du Centre de sociologie de l'éducation et de la culture, où j'ai travaillé à partir de 1990 (Centre de sociologie européenne à partir de 1996), par l'opportunité d'une bourse de recherche à Max-Planck-Institut für Bildungsforschung et au Centre « Marc Bloch » de Berlin. Les recherches sur les écoles et l'enseignement de parti permettent de comprendre le mode d'invention de "l'intellectuel communiste" ainsi que le déclin de cette figure historique après 1989. La sociologie de l'intellectuel de parti n'est ni une "sociologie du communisme", ni une sociologie du "totalitarisme", l'auteur refusant d'habiller la robe de l'intellectuel de tribunal ».

²³⁴ *Ibid.*, notamment pp. 92-97.

²³⁵ Mémoire de master présenté en 2004 dans le cadre de l'École francophone des sciences sociales de l'Université de Bucarest, programme doctoral mis en place avec le soutien de l'AuF.

²³⁶ Alina-Teodora Cornea, « Enseigner à l'Ecole du Parti. Parcours, profils et devenir des enseignants de l'Académie « Stefan Gheorghiu » de Bucarest », *Studia Politica*, vol. IV, 4, 2004, notamment pp. 849-857.

²³⁷ Narcis Popescu sur cette école dans Dan Catanus (coord.), *Romania 1945-1989. Enciclopedia regimului comunist*, op. cit., pp. 570-573. L'auteur de ce texte est en 2013 en formation doctorale et boursier de l'Institut d'investigation des crimes du communisme et la mémoire de l'exil roumain.

présente l'historique de l'Université de Bucarest (UB) depuis sa création et jusqu'après 1989. Elle porte la signature de deux jeunes historiens, un nouvel entrant à l'université au début des années 1990, Ovidiu Bozgan et un des rares universitaires entrés à l'université dans la dernière période communiste (selon un de nos interlocuteurs), Adina Berciu-Draghicescu, mais l'ayant quittée au début des années 1990²³⁸. Cette histoire de l'Université de Bucarest nous décrit le poids de la politique sous le communisme du côté du recrutement de ses cadres ainsi que de l'enseignement donné mais aussi le développement de l'enseignement supérieur dans la même période par la création de nouveaux établissements dans d'autres villes de province que celles des centres universitaires traditionnels²³⁹. Une autre étude sur l'Université de Bucarest, cette fois-ci, traitant de la période postcommuniste, constitue la thèse de science politique d'une jeune universitaire de l'après 1989, Claudia Udrescu, travail publié par la suite en deux volumes dont un seulement nous intéresse ici²⁴⁰.

Encore moins nombreuses sont les études qui prennent comme objet des disciplines de sciences humaines et sociales²⁴¹. La plupart de ces études se donnent comme tâche de démontrer avant mais aussi après 1989 l'ancienneté (construction des histoires avant l'apparition d'une institution ou l'institutionnalisation d'un domaine d'étude mais surtout réévaluations dans une nouvelle conjoncture et réappropriation des héritages) ou l'importance et la valeur des entreprises menées par ses représentants d'une discipline dont l'auteur lui-même. Ainsi les études distanciées d'une discipline sont plutôt rares, elles en constituent l'exception. Les études sur les disciplines de sciences humaines et sociales et surtout des plus récentes disciplines sont rares, ainsi que les écrits à caractère autobiographique en provenance des chercheurs ou des universitaires de la période communiste.

Si sur les disciplines les mieux « assises institutionnellement » et donc « stabilisées »²⁴² on dispose aujourd'hui de plusieurs ouvrages sur leur histoire²⁴³ et encore plus de propos soutenant la pertinence d'un

²³⁸ Adina Berciu-Draghicescu, Ovidiu Bozgan, *O istorie a Universitatii din Bucuresti*, op. cit.

²³⁹ Les présentations des principales universités de Roumanie permettent de suivre des spécificités de la construction des sciences sociales en Roumanie avant et après 1989.

²⁴⁰ Claudia Maria Udrescu, *Universitate si politica in Romania postcomuniste*, Éditions de l'Université de Bucarest, 2011 ; Id., *Universitatea din Bucuresti. Modele si traiectorii postcomuniste (1990-1996)*, Éditions de l'Université de Bucarest, coll. « Temps présent », 2011.

²⁴¹ Dans la troisième partie, nous proposerons quelques éléments d'une telle histoire des sciences politiques comme nouveau domaine d'enseignement en Roumanie après 1989 et dans l'espace des discours autorisés.

²⁴² Loïc Blondiaux et Michel Offerlé in Yves Déloye et Bernad Voutat (dir.), *Faire de la science politique*, Belin, Paris, 2002, pp. 45 et 259.

²⁴³ Pour ne pas citer (des aînés aux plus jeunes) que les contemporains qui traitent de l'histoire de leur discipline, l'histoire : Al. Zub, *A scrie si a face istorie. Istoriografia romana pasoptista* [Faire et écrire l'histoire. Historiographie roumaine après 1848], Iasi, Junimea, 1981 ; Id., *De la istoria critica la criticism* [De l'histoire critique au criticisme], Ed. de l'Académie roumaine, Bucuresti, 1985 ; Id., *Istorie si istorici in Romania interbelica* [Histoire et historiens dans la Roumanie de l'entre-deux-guerres], Junimea, Iasi, 1989 ; Id., *Discurs istoric si tranzitie* [Discours historique et transition], Iasi, Institut européen, 1998 ; Id., *Orizont inchis. Istoriografia romana sub dictatura* [Horizon clos. L'historiographie roumaine sous la dictature], Iasi, Institut européen, 2000 ; Lucian Boia, *Evolutia istoriografiei romane* [L'Évolution de l'historiographie roumaine], Université de Bucarest, 1976 ; Lucian Nastasa, *Generatie si schimbare in istoriografia romana (sfarsitul secolului XIX si inceputul secolului XX)* [Génération et changement dans l'historiographie roumaine (fin du XIXe et début du XXe siècle)], Presse universitaire de Cluj, 1999 ; Ovidiu Pecican, *Poarta leilor. Istoriografia tanara din Transilvania (1990-2005)*, vol. I, Cluj, Grinta, 2005.

retour aux pères fondateurs²⁴⁴, si l'histoire de l'espace culturel roumain dans ses premiers moments de constitution comme fondement et légitimation d'une identité nationale²⁴⁵ a fait l'objet de plusieurs analyses publiées déjà dès la période communiste (et republiées après 1989), si l'histoire de la littérature et l'histoire des générations et des courants littéraires ont été parmi les préoccupations principales de ses participants (de tous les temps, y compris, dans la période postcommuniste)²⁴⁶, l'état des disciplines dans la période communiste et/ou leurs transformations induites par le changement de régime de 1989, n'ont préoccupé que de manière succincte les auteurs dans la période récente²⁴⁷ ou bien elles ont constitué des tentatives de réhabilitation d'une discipline²⁴⁸.

L'histoire de la discipline historique appartient aux historiens de diverses générations (tous formés pendant la période communiste et, à une seule exception près, tous provenant des villes de provinces) qui pratiquent l'histoire de la culture ou l'histoire des mentalités. Des littéraires, chercheurs ou universitaires, des critiques littéraires qui s'intéressent aux espaces intellectuels étrangers et/ou à l'influence des références étrangères dans l'espace intellectuel roumain ou des historiens traitent des courants littéraires. L'espace philosophique, abordée par des philosophes universitaires, peut intéresser comme espace de connaissance et champ disciplinaire avec ses relations avec d'autres types de production culturelle ou bien comme cadre institutionnel de formation. Les rapports entre littérature et philosophie (et plus largement disciplines de sciences humaines) sont étudiés par Ion Ianos, philosophe et spécialiste de la littérature²⁴⁹, alors qu'un autre philosophe universitaire de la période communiste esquisse une histoire du principal établissement d'enseignement philosophique à l'Université de Bucarest s'appuyant sur des matériaux bibliographiques (livres publiés, cours publiés) et sur ses mémoires²⁵⁰.

Travail de reconsidération d'un héritage, discours autobiographique et reconsidération d'une histoire de la sociologie sous le communisme appartiennent aux sociologues de la période communiste²⁵¹. Aux

²⁴⁴ Notamment pour la sociologie.

²⁴⁵ Alexandru Dutu, *Coordonate ale literaturii romanesti in secolul al XVIII-lea (1700-1821)*, Éditions pour la littérature, 1968 et Id., *Explorari in istoria literaturii romane*, Éditions pour la littérature, 1969 ; Paul Cornea, *Originile romantismului romanesc. Spiritul public, miscarea ideilor si literatura intre 1780-1840*, op. cit. Sur la naissance de la littérature nationale et sur le monde universitaire au XIX^e siècle, voir Marius Lazar, *Paradoxuri ale modernizarii*, op. cit.

²⁴⁶ Des essais et des analyses signés par des participants même à ces courants littéraires ou des travaux signés récemment par des littéraires devenus sociologues.

²⁴⁷ De notre part, nous proposons une analyse, encore partielle, « des sciences politiques » en Roumanie après 1989, d'une « nouvelle » discipline de la période postcommuniste ayant ses préalables durant la période communiste. Plusieurs textes inclus dans différentes parties de ce travail traitent des aspects concernant la création de la « nouvelle » discipline, apparue comme formation universitaire sous le nom de « sciences politiques », mentionnée sous le nom de « science politique » dans certains propos, par des intellectuels devenus politistes après 1989.

²⁴⁸ C'est le cas de l'ouvrage de Maria Larionescu traitant de l'histoire de la sociologie, faisant la préhistoire de la sociologie, discutant de ses origines et jusque dans la période postcommuniste, avec une brève exposition de son évolution dans la période communiste.

²⁴⁹ Ion Ianos, *O istorie a filosofiei romanesti in relatia ei cu literatura*, op. cit.

²⁵⁰ Gheorghe Vladutescu, *Filozofie si politica 1957-1962*, op. cit.

²⁵¹ Catalin Zamfir, sociologue formé et consacré pendant la période communiste, directeur d'un nouvel institut créé au sein de l'Académie roumaine et ministre du Travail dans le premier gouvernement postcommuniste. Voir Catalin Zamfir, *O istorie subiectiva in sociologia romaneasca. Din 1944 pana in prezent*, Iasi, Polirom, « Sociologie. Anthropologie. Recherches et essais », 2009.

textes à visée scientifique sur les plus anciennes disciplines, s'ajoutent des récits autobiographiques combinés à des considérations sur la discipline sociologique mais aussi d'autres témoignages des sociologues roumains de la période communiste recueillis par un auteur de la période communiste qui travaille à la reconstruction d'une tradition nationale se trouvant à la base de la naissance de la discipline sociologique en Roumanie²⁵². Remarquons que des sociologues, consacrés et circulant à l'étranger durant la période communiste, témoignent de leur parcours professionnel en parlant ainsi de leur espace d'appartenance disciplinaire seulement dans les années 2000²⁵³. L'histoire de la discipline sociologique appartient, avant comme après 1989, aux mêmes auteurs ou presque. En 1983 paraît aux Éditions scientifiques une histoire de la sociologie sous la signature de trois sociologues²⁵⁴. Deux parmi eux vont signer d'autres « histoire[s] de la sociologie roumaine » après 1989²⁵⁵. L'histoire « officielle » de la sociologie roumaine, publiée dans les années 1980, est discutée à l'étranger la même année (alors que l'auteur de cette étude se trouve encore en Roumanie ?)²⁵⁶. L'ouvrage collectif sur la « sociologie roumaine contemporaine²⁵⁷ » publié avant 1989 avait occasionné l'analyse critique d'un psychosociologue (d'après sa formation initiale) et sociologue formé en France durant les dernières années du communisme²⁵⁸. L'analyse critique de cet ouvrage portant la signature de trois sociologues met en lumière les contradictions qui sous-tendent ce propos historique et les efforts des auteurs de démontrer la continuité historique et nationale de la sociologie roumaine (tout comme après 1989 dans un ouvrage d'histoire de la sociologie roumaine). Si les contradictions voire le propos justificatif tenus par des auteurs de l'ouvrage publié avant 1989 que fait voir cette analyse critique de l'histoire de la sociologie sous le communisme révèlent ses rapports étroits avec la politique, cette analyse informe sur des débats internes à la discipline, qui concernent directement ceux qui se sont inscrits dans cette discipline (sociologues d'avant la deuxième Guerre mondiale, des philosophes et des idéologues), et des modes d'adaptation de la discipline en fonction de ses concurrents et selon la place et la fonction que le régime lui assigne selon les périodes (de 1966 à 1989). La présentation distanciée de l'état de la discipline sociologique en Roumanie dans la période communiste, en réponse à l'apparition d'une histoire officielle de la sociologie roumaine après la Deuxième

²⁵² Zoltan Rostas ayant fait des études en philosophie à Cluj au tout début des années 1970 fait sa réputation comme auteur d'entretiens réalisés avec des sociologues et faisant renaître après 1989 un nouveau discours sur la tradition de la sociologie roumaine.

²⁵³ Ioan Mihailescu, Zoltan Rostas, *Dialog neterminat*, Bucarest, Curtea Veche, « Entretiens », 2007.

²⁵⁴ Stefan Costea, Maria Larionescu, Ion Ungureanu, *Sociologie romaneasca contemporana. O perspectiva in sociologia stiintei* [La sociologie roumaine contemporaine. Une perspective en sociologie de la science], Bucarest, Éditions scientifiques et encyclopédiques, 1983. Stefan Costea travaille alors à l'Académie de sciences sociales et politiques. Maria Larionescu est chercheur à l'Institut de philosophie, précédemment ayant appartenu à l'Académie roumaine, mis sous la tutelle de l'ASSP (académie spécialisée consacrée aux « sciences sociales et politiques », créée en 1971).

²⁵⁵ Stefan Costea (dir.), *Istoria sociologiei romanesti*, Bucarest, Éditions de la Fondation « Roumanie de demain », 1998 ; Maria Larionescu, *Istoria sociologiei romanesti*, Éditions de l'Université de Bucarest, 2007.

²⁵⁶ Mihai Dinu Gheorghiu, « “La sociologie roumaine contemporaine” », *ARSS*, 55, 1984, pp. 68-70.

²⁵⁷ S. Costea, M. Larionescu, I. Ungureanu, *Sociologie romaneasca contemporana. O perspectiva in sociologia stiintei*, op. cit.

²⁵⁸ Mihai Dinu Gheorghiu, « “La sociologie roumaine contemporaine” », art. cit..

Guerre mondiale produite au temps du communisme²⁵⁹, identifie plusieurs débats autour de la définition et des orientations à prendre par la sociologie roumaine avant 1989, concluant de l'incapacité de la discipline sociologique à « se délimiter par rapport à l'instance idéologique qui lui accorde la légitimité et qui peut tout aussi bien la lui retirer à tout moment²⁶⁰ ». Les débats traversant le champ sociologique durant la période communiste auraient eu lieu, selon l'auteur de cette vue critique de l'histoire officielle produite avant 1989, à trois moments : lors de l'institutionnalisation de la sociologie (la seconde dans l'ordre de son histoire qui date depuis la fin du XIX^e siècle), autour de la définition de la sociologie (1966) ; vers la fin des années 1960 lorsque se pose la question de l'existence d'une sociologie générale, signe de son pouvoir et des désirs de s'autonomiser²⁶¹ ; après 1971, lorsqu'elle vise à démontrer son utilité et son « statut comparable à celui de toute science de la nature²⁶² ». Dans cette présentation critique de cette histoire officielle de la sociologie roumaine de la période communiste on met aussi en évidence la valorisation du « théorique » par des sociologues élogieux de leur discipline tout comme leur recours à « quelques méthodes utilisées dans la sociologie américaine de la science, réalisant une rencontre spectaculaire [...] entre deux sociologies, chacune à sa façon “officielle”, sociologies théoriquement opposées, mais qui peuvent se rendre service dans leur fonction d'idéologie justificatrice²⁶³ ». Tout comme dans l'histoire officielle de la sociologie, on remarque qu'au moment où la sociologie est devenue domaine d'enseignement dans un établissement d'enseignement politique (l'Académie « Stefan Gheorghiu ») est mis l'accent sur les méthodes et la référence américaine gagne du terrain. Traits caractéristiques de la production des sociologues qui se sont rapprochés sinon identifiés aux « sciences politiques » nouvelles²⁶⁴.

Une nouvelle histoire de la discipline sociologique est publiée après 1989 par un des auteurs du volume publié antérieurement, dans les années 1980, en Roumanie²⁶⁵. On est alors devant une nouvelle réécriture de l'histoire de la discipline sociologique. Maria Larionescu, publie en 2007 une autre « histoire de la sociologie roumaine » dont le but est surtout didactique²⁶⁶. L'auteure établit la « genèse de la sociologie roumaine » au « moment 1848 », dont parlent aussi les historiens. Elle présente les sources d'une tradition sociologique roumaine, l'« école sociologique de Bucarest » (Dimitrie Gusti) considérée comme

²⁵⁹ S. Costea, M. Larionescu, I. Ungureanu, *Sociologie romaneasca contemporana. O perspectiva in sociologia stiintei*, op. cit.

²⁶⁰ Mihai Dinu Gheorghiu, « 'La sociologie roumaine contemporaine' », art. cit., p. 70.

²⁶¹ *Ibid.*, p. 69.

²⁶² *Ibid.*, p. 70.

²⁶³ *Ibid.*

²⁶⁴ D'après nos observations, l'intérêt pour les méthodes apparaît chez des sociologues qui ne sont pas allés étudier à l'étranger durant la période communiste : Maria Larionescu (ayant contribué à la légitimation de la discipline sociologique sous le communisme) et Septimiu Chelcea (qui s'est dirigé dans la dernière période communiste vers l'enseignement politique, en intégrant l'école de parti).

²⁶⁵ Maria Larionescu, *Istoria sociologiei romanesti*, op. cit.

²⁶⁶ *Ibid.*, p. 9. Cette histoire de la discipline sociologique roumaine devrait fournir « une image adéquate de la société en générale et de celle roumaine, plus particulièrement » et le public estudiantin devrait aussi prendre conscience des « pressions sociales qui limitent les décisions » (*Ibid.*, p. 10).

la « période classique²⁶⁷ », et des orientations et des spécialités au sein de la discipline (à partir d'une lecture des auteurs). On traite aussi de la sociologie durant la période communiste mais surtout de la « redéfinition théorique et méthodologique de la sociologie après 1989²⁶⁸ ». Selon l'auteure la « “renaissance captive” de la sociologie due à l'immixtion du politique » s'est produite sur la base des « traditions d'avant la guerre, [de] l'existence d'un corps de sociologues » et de l'influence des théories occidentales. L'auteure parle de la circulation des théories non-marxistes dans le cadre du marxisme et d'une « “sociologie réformiste” » représentée par les « sociologues intéressés à l'application des idées et des théories occidentales dans le but du perfectionnement du système socialiste » pour lesquels « l'orientation marxiste [...] offre la sécurité nécessaire à l'élaboration des projets de recherche²⁶⁹ ». Sont mentionnées les voies de cette « pénétration des théories occidentales » qui s'est produite lors de la « ré-institutionnalisation de la sociologie en 1965 » : stages suivis par des universitaires roumains, contrats de recherche et collaborations diverses avec des chercheurs de l'étranger (à l'étranger et en Roumanie), traductions, etc.²⁷⁰. Si l'auteure précise l'inexistence d'une « dissidence sociologique active et manifeste dans le cadre du système communiste », elle identifie des « stratégies défensives » mises en œuvre par des sociologues pour « éviter la réaction défensive du système » dont la préférence des sociologues pour les « termes de psychologie sociale, de psychosociologie, etc. pour éviter [...] la censure²⁷¹ ». En prenant appui sur des analyses sociologiques de la structure sociale, l'auteure soutient qu'avec la ré-institutionnalisation de la sociologie (1966) « la recherche sociologique [...] ne constitue plus un prétexte ou une action justificative des thèses contenues dans les documents de parti » mais une « entreprise [...] menée conformément aux rigueurs méthodologiques de la science²⁷² ». Et plus, que l'« apport théorique des recherches sociologiques » des années 1970 consiste en la découverte de « certains dysfonctionnements du système communiste²⁷³ ». Or il est toujours montré la correspondance entre sujets d'intérêt des sociologues et les termes et les thèmes utilisés dans les documents du parti²⁷⁴. L'auteure de l'histoire la plus « légitime » de la sociologie roumaine, publiée après 1989, procède à une analyse de la situation de la « classe moyenne » au temps du communisme et des représentations savantes de celle-là, qui s'étend jusqu'à la fin du communisme, qui se veut offrir des repères pour la « recherche du

²⁶⁷ *Ibid.*, 225.

²⁶⁸ *Ibid.*, pp. 228-272.

²⁶⁹ *Ibid.*, p. 196. Après une période, celle des années 1950 et du début des années 1960, lorsque la plupart des recherches sociologiques se situaient dans la « philosophie matérialiste historique » (*Ibid.*, p. 202).

²⁷⁰ *Ibid.*, pp. 195-196.

²⁷¹ *Ibid.*, p. 199.

²⁷² *Ibid.*, p. 220.

²⁷³ *Ibid.*, pp. 221.

²⁷⁴ *Ibid.*, pp. 214-215. Les sociologues n'auraient eu que la liberté de respecter « les rigueurs et les normes scientifiques » pour la réalisation des projets de recherche dont les thèmes sont définis ou en étroite liaison avec les buts établis dans les documents du parti (*Ibid.*, pp. 219-220). L'auteure soutient la transgression des thèses du programme politique par des recherches et études dont le thème est défini par les documents du parti (*Ibid.*, p. 222).

processus de la transition postcommuniste de la société roumaine²⁷⁵ ». Selon la même auteure, la « redéfinition » de la discipline sociologique après 1989²⁷⁶ consiste en l'absence quasi-complète du marxisme²⁷⁷ ayant pour corollaire une « multitude de paradigmes sociologiques » et, au moins durant les années 1990, un « syncrétisme théorique », mais aussi la multiplication des lieux de formation et de recherche. L'auteure parle aussi de la « nouvelle élite » composée de sociologues qui habitent et construisent les nouveaux établissements d'enseignement ou du « changement des élites » à la suite du changement du régime²⁷⁸. Alors que l'intervention du politique dans le champ de la sociologie se produit par un mouvement opposé à celui de la période communiste car « les sociologues ont eu et ont encore des représentants parmi les hommes politiques de l'administration, des institutions politiques centrales et locales, des partis politiques²⁷⁹ ». De nouvelles spécialités apparaissent sous l'influence des théories auxquels des auteurs roumains recourent après 1989²⁸⁰, mais les principales préoccupations que nous indiquent les projets collectifs et les publications décrits, sont d'une part, la revalorisation et la réévaluation des héritages, « valorisation des traditions classiques » et « réhabilitation des valeurs réprimées par le régime communiste²⁸¹ », et, d'autre part, l'étude des « provocations de la transition postcommuniste en Roumanie²⁸² ». Les études de la transition sont considérées comme modes de construction de « paradigmes sociologiques », trois contributions à « l'analyse de la transition roumaine » étant présentées, toutes

²⁷⁵ *Ibid.*, p. 224. L'auteure note que des « sociologues de l'époque [communiste] et autres spécialistes ont nourri la conviction que leurs études [...] vont servir à la rationalisation progressive de la société, à la réorientation des actions de réforme sociale. En conclusion de cette histoire de la sociologie au temps du communisme l'auteure apprécie que « les analyses sociologiques de l'époque envisagée s'inscrivent [...] dans une théorie de l'utilisation de la recherche sociale pour la reconstruction de la société, de sa valeur théorique et sociale de la discipline (*Ibid.*, p. 227).

²⁷⁶ L'auteure cosigne avec Dumitru Sandu une première vue sur la sociologie roumaine de l'après 1989 (« The challenge of transition in romanian society and sociology »), texte rédigé dans le cadre d'un « projet international de recherche comparative », dont les résultats ont été publiés en volume : Nikolai Genov, Ulrike Becker (eds.), *Social Sciences in Southeastern Europe*, International Science Council, Paris, Social Science Information Centre, Bonn/Berlin, 2001.

²⁷⁷ *Ibid.*, p. 228 : la « rupture brusque d'avec le marxisme-léninisme » ou la « séparation d'avec le marxisme a été brusque et visible [...] par un consensus général, sans résistances manifestes et essais de défense de l'ancienne doctrine officielle ».

²⁷⁸ *Ibid.*, pp. 230-231 : « Pendant les premières années après la révolution le processus de formation de l'élite sociologique a été rapide (de courte durée) à cause de l'urgence de la récupération des retards [...] durant les premières quatre-cinq années, dans les instituts de recherche et dans l'enseignement supérieur et secondaire les promotions ont été rapides » (p. 231).

²⁷⁹ L'auteure précise aussi que la « présence de certains sociologues qui font du lobby, pour les besoins de la discipline, au sein des structures du pouvoir, n'a pas conduit à la subordination de la sociologie par le pouvoir » mais aussi que « par leurs représentants dans les différentes structures politiques et administratives, la communauté des sociologues peut promouvoir plus rapidement et plus directement certains résultats scientifiques, en facilitant ainsi la pénétration prompte de l'information sociologique au niveau des organismes de décision » (*Ibid.*, p. 232).

²⁸⁰ Un indice de l'usage fréquent, du succès rencontré par certaines théories sociologiques le constitue les dictionnaires résumant les idées et les concepts à la portée des sociologues (Les deux éditions roumaines du *Traité de sociologie* portant la signature de Raymond Boudon paraissent chez Humanitas). Alors qu'un « dictionnaire de sociologie » portant la signature des universitaires roumains (dont les positions successives qu'ils occupent les placent en haut de l'échelle institutionnelle et parmi des politiques) paraît chez Babel (maison d'édition fondée par un universitaire, spécialiste de la littérature et de la culture française, traducteur). Voir troisième partie.

²⁸¹ *Ibid.*, pp. 237-239.

²⁸² *Ibid.*, p. 235.

appartenant à des sociologues qui sont des universitaires et responsables d'institutions spécifiques ou experts²⁸³.

En ce qui concerne les nouveaux établissements d'enseignement supérieur, apparus après 1989, et les plus récentes disciplines de sciences humaines et sociales, on recueille des données factuelles remarquées par ceux qui les occupent et s'occupent du renouvellement disciplinaire (sciences politiques), qui marquent la naissance de nouveaux établissements, ré-institutionnalisation d'une plus ancienne discipline (sociologie) ou d'une autre, plus récente (journalisme). A part les plus rares textes à visé didactique réécrivant leur histoire pour la légitimation des nouveaux occupants d'un sous-champ universitaire, l'histoire d'une discipline plus récente s'écrit sous le signe de la remémoration (sociologie) : témoignages recueillis dans le but d'une reconstruction et d'une nouvelle reconsidération et d'une nouvelle valorisation (avec d'autres instruments et dans d'autres buts) par ceux qui sont de nouveaux entrants à l'université (Zoltan Rostas) et récits de mémoires par des sociologues formés et consacrés sous le communisme (à la fin de leur carrière).

La préoccupation pour l'analyse des intellectuels est le résultat des projets plutôt ancrés dans les projets politiques que les intellectuels ont soutenus collectivement dans les années 1990. Ces études privilégient la dimension politique, à savoir les contraintes politiques auxquelles ont été confrontées dans leur activité spécifique les intellectuels de la période communiste.

Des « phénomènes » du monde intellectuel ou des pratiques des intellectuels ont fait l'objet de discours autorisés ou de débats (comme la « culture alternative » ou la « résistance par la culture »), des événements qui se sont produits dans des espaces occupés parfois temporairement par certains intellectuels du courant de l'« anticommunisme » de la période postcommuniste, qui affectent d'une manière ou d'une autre leurs trajectoires professionnelles, se trouvant au fondement de leur légitimation comme dissidents,

²⁸³ L'auteure ajoute des présentations des ouvrages portant sur la « transition roumaine », signés par des sociologues ou politistes après 1989. Parmi les spécialités nées au sein de la discipline sociologique institutionnalisée de l'après 1989 une place à part occupe l'étude de la communication et des processus électoraux (*Ibid.*, p. 259). Parmi ces auteurs on compte aussi des philosophes (par leur formation au temps du communisme) et ils ne sont pas tous des universitaires en sociologie car ils intègrent l'enseignement en sciences politiques après 1989, dans le nouvel établissement l'École nationale de sciences politiques et administratives de Bucarest.

attirent l'intérêt pour des remémorations surtout²⁸⁴. Des protestations en provenance des experts ou hommes politiques du régime communiste²⁸⁵ sont présentées dans des ouvrages sur le régime communiste²⁸⁶.

L'intérêt plus récent des institutions étatiques à double vocation culturelle et éducationnelle pour l'historiographie des intellectuels de la période communiste²⁸⁷, la publication de plusieurs études traitant d'une figure intellectuelle ou d'une autre, appelés parfois « idéologues de service » ou présentés en « héros » ou comme « représentants de la Vérité » ne peut pas être sans lien avec l'autorité obtenue par des spécialistes du communisme durant les années 1990, avec la nouvelle notoriété obtenue durant la seconde partie des années 2000 et les publications des intellectuels de l'« anticommunisme », textes à visée scientifique ou essais autobiographiques²⁸⁸. Publiées dans des revues spécialisées ou en volumes, leurs analyses font trop souvent usage de catégories morales et fournissent un discours dénonciateur pour caractériser des attitudes, en cherchant les ressorts des actes d'intellectuels et de leurs projets, en prenant appui parfois sur le discours des opposants au régime : « intellectuels véritables », « soif de pouvoir », etc.²⁸⁹

A la tendance des années 1990 enregistrée principalement dans le secteur de la production scientifique (mais aussi dernièrement dans l'enseignement supérieur²⁹⁰), qui rend compte du statut et des

²⁸⁴ Tel le volume de témoignages au sujet du scandale de la « méditation transcendante » : Doina Jela, Catalin Strat, Mihai Albu, *Afacerea meditatiei transcendentală*, Bucarest, Humanitas, « Histoire », 2004. À part ce volume qui rassemble des témoignages, qui ne sont pas traités, un autre volume qui veut étudier ce « scandale » est signé par Gabriel Andreescu (opposant au régime et membre fondateur du GDS) : Gabriel Andreescu, *Reprimarea miscarii yoga in anii '80*, Iasi, Polirom, « Document », 2008.

²⁸⁵ Dennis Deletant (*Ceausescu si Securitatea. Constrangere si disidenta in Romania anilor 1965-1989* [*Ceausescu and the Securitate. Coercion and Dissent in Romania. 1965-1989*, C. Hurst & Co. (Publishers) Ltd., 1995], trad. Georgete Ciocaltea, Bucarest, Humanitas, « Procès du communisme », 1998) présente aussi des protestations en provenance d'autres milieux ou catégories sociales ou professionnelles. Antoine Roger (*Fascistes, communistes et paysans. Sociologie des mobilisations identitaires roumaines (1921-1989)*, Éditions de l'Université Libre de Bruxelles, « Sociologie politique », 2002) mentionne des prises de position d'historiens et traite de l'encadrement politique de l'intelligentsia tout comme un autre auteur roumain, déjà cité, dans son étude du régime communiste de Gheorghe Gheorghiu-Dej.

²⁸⁶ Et des témoignages des politiques communistes ne sont recueillis que plus tard, vers la fin des années 2000. Le seul des anciens militants communistes ayant signé la plus connue protestation collective de 1989, la « lettre des six », à publier ses mémoires au tout début des années 1990 est figure médiatique par la suite sur la base de la posture d'expert qu'il adopte, Silviu Brucan.

²⁸⁷ L'Institut d'investigation des crimes du communisme lance en 2009 l'appel à propositions en vue de l'organisation d'un colloque sur le rôle des intellectuels et plus généralement de la culture au temps du communisme.

²⁸⁸ Pour ne citer que les plus (re)connus auteurs qui contribuent fin des années 2000 à la nouvelle vague des discours de l'anticommunisme : Vladimir Tismaneanu est cosignataire d'un volume qui traite d'une figure des plus importantes de la politique du régime communiste dans le domaine de la culture désigné dans l'intitulé même de cet ouvrage « l'acrobate parfait [...] les masques du mal » (Vladimir Tismaneanu, Cristian Vasile, *Perfectul acrobat : Leonte Rautu. Mastile raului* [L'acrobate parfait : Leonte Rautu. Les masques du mal], Humanitas, 2008).

²⁸⁹ Voir le numéro (sous la direction de Clara Mares) de la revue de l'Institut d'Investigation des crimes du communisme en Roumanie consacré aux « intellectuels et au régime communiste [et à] l'histoire d'une relation » (*Anuarul Institutului de Investigare a Crimelor Comunismului in Romania*, IV, 2009). Même si l'auteur mentionne l'Affaire Dreyfus comme moment de l'apparition de l'« intellectuel », pour fournir la « définition idéale de l'intellectuel », on cite Doina Cornea : « Le vrai intellectuel attentif aux événements et à ses proches, a l'obligation d'être témoin » (cf. Doina Cornea, *Puterea fragilitatii* [Le pouvoir de la fragilité], introduction Gabriel Liiceanu, Bucarest, Humanitas, 1991, rééd. 2006, p. 259). En essayant de rendre compte de la nature des activités de l'intellectuel et de son rôle politique, Clara Mares cite Katherine Verdery avec son volume sur « la culture roumaine sous Ceausescu » traduit aux Éditions Humanitas et publié en 1994 et Julien Benda (référence donnée par Katherine Verdery).

²⁹⁰ Des programmes de master ont été mis en place à l'initiative et avec le soutien des instituts fondés pour étudier des archives produites par diverses institutions au temps du communisme.

activités des intellectuelles pendant le communisme en termes de « victimes » ou de « résistants », correspond dans la période la plus récente des essais qui se veulent scientifiques qui traitent des intellectuels en mettant en cause l'autorité symbolique acquise par des intellectuels dans la période postcommuniste (philosophes, sociologues ou politistes) ou dénonçant plus largement leur pouvoir obtenu après 1989 (y inclus celui matériel). Ces ouvrages se rapprochent plus de la production médiatique qui prend comme objet d'observation l'engagement des intellectuels à l'époque postcommuniste.

Une autre série d'études portant la signature des « jeunes » (dont la formation universitaire date de la période postcommuniste), le plus souvent constituant des travaux universitaires (thèse de doctorat en histoire ou en science politique)²⁹¹, reprennent pour approfondir des sujets discutés à plusieurs reprises dans plusieurs volumes par des auteurs du courant de l'« anticommunisme » (parlant du rôle de certains hommes politiques dans l'espace des sciences sociales) lorsqu'ils n'ont fait déjà l'objet des histoires « légitimes » (comme celle de l'Académie roumaine ou de l'Université de Bucarest) ou distanciées (l'Église orthodoxe sous le communisme).

2. Le terme d'« intellectuel » dans l'historiographie roumaine récente

La plupart des ouvrages parus en Roumanie, n'utilisent pas le terme d'« intellectuel » lorsqu'il s'agit de traiter des idées et des courants de pensée, de mouvements littéraires et de la place des producteurs de discours, nous nous interrogeons sur l'emploi de cette catégorie et l'utilisation des catégories similaires. Nous incluons dans cette analyse, à part les ouvrages d'histoire de la production culturelle et de ses producteurs, des ouvrages qui ne traitent que succinctement des « intellectuels » au temps du communisme et après²⁹². Il s'agira de voir ce que ces termes, que des ouvrages qui s'inscrivent dans le domaine de l'histoire de la culture utilisent, revêtent et à quoi leur emploi renvoie. Est-il question de la manière dont l'auteur se sert d'une tradition intellectuelle ayant comme base des présupposés qui sont à l'œuvre dans une communauté scientifique ? Est-ce que ces notions englobent une réalité sociale et donc trouvent leur fondement, donc leur légitimité, dans l'aménagement social ? Car ces notions trouvent leur enracinement social dans la réalité qu'elles veulent représenter ou elles reprennent des catégories d'une « grille sociale et professionnelle, donnée d'avance²⁹³ ».

²⁹¹ Certaines constituent des travaux universitaires menées à l'étranger ou comme suite d'une formation à l'étranger dans les années 2000. Certains sont signés par des auteurs nés durant la seconde moitié des années 1970 ou début des années 1980. Reste à déceler les principes de ces intérêts proprement intellectuels et la position de chaque étude dans le champ des prises de position intellectuelles de la période qui a vu naître le courant de l'« anticommunisme » après le communisme.

²⁹² Nous avons gardé en tête les analyses proposées par Le Goff, Noiriel et Charle qui s'inscrivent dans l'histoire intellectuelle. Alors que cette analyse puise dans les considérations faites par Roger Chartier au sujet de l'histoire des idées et de l'histoire intellectuelle ainsi que des questions qu'il se pose en traitant des « origines culturelles de la Révolution française ». A cela il faut ajouter la critique historique proposée par Bourdieu au sujet de l'usage des outils conceptuels dans les travaux scientifiques et de la réalité que ces emplois de diverses notions imposent.

²⁹³ Roger Chartier, « Histoire intellectuelle et histoire des mentalités. Trajectoires et questions », *Revue de Synthèse*, 111-112, juillet-décembre 1983, p. 290.

Aucun ouvrage parmi ceux qui sont publiés durant la période postcommuniste et qui traitent de la période communiste ne discute des intellectuels en utilisant le terme d'« intellectuel ». Le terme d'« intellectuel » est plutôt absent des ouvrages de la période communiste, les occurrences sont très rares par rapport à l'abondance des termes employés comme équivalents, tels l'« homme de culture », les « littéraires » ou les « critiques littéraires » et les « philosophes ». Les termes employés rappellent ainsi les découpages institués au sein du monde intellectuel et entre des représentants des professions intellectuelles dans la période communiste, cadres institutionnels étatiques qui impulsent à la professionnalisation des métiers intellectuels. L'utilisation de ces termes semblent aussi instituer dans la pensée l'idée d'une dépolitisation réelle (refus d'étudier la politique par certains intellectuels) ou revendiquée après 1989 par des intellectuels formés et/ou consacrés sous le communisme.

Les ouvrages qui utilisent le terme d'« intellectuel » sont plutôt rares. Katherine Verdery utilise dans son étude sur « la culture roumaine sous Ceausescu » la notion d'« intellectuel » qu'elle distingue de celle d'« intelligentsia », en citant Mannheim, Bauman, Foucault, Bourdieu et Elias, mais exprime sa préférence pour « un espace structurel ou relationnel », qu'elle retrouve chez Bauman. Pour désigner les « types d'activité » que ceux-là mènent « dans cet “espace de légitimation” », l'auteure fait « appel aux écrits de Pierre Bourdieu » sans adopter « intégralement [son] appareil conceptuel²⁹⁴ ».

Dans l'étude de Mihai Botez²⁹⁵, texte rédigé vers la fin des années 1980, le terme d'intellectuel apparaît désignant des « membres [...] de l'intelligentsia créatrice et critiques » mais aussi représentants de la « culturocratie » qui se distinguent des représentants de la « technocratie » ou, parfois, ces deux catégories. L'auteur discute aussi de l'« intellectuel communiste », à savoir « l'intellectuel créé par et pour le régime communiste », et de l'« intellectuel est-européen », à savoir « les intellectuels communistes produits par et pour les cultures (dans leur majorités, petites) est-européennes » ainsi que du statut de « l'intellectualité²⁹⁶ ». L'étude, écrite par un intellectuel de l'exil, ancien expert du régime, dissident de la dernière période communiste, est peut-être la seule à traiter en égale mesure du pouvoir politique, de l'État communiste que de l'intellectuel.

Lorsque dans d'autres études, publiées après 1989, le terme d'intellectuel est employé pour discuter de la période communiste, les intellectuels sont à la fois présentés comme « société civile²⁹⁷ », intellectuels présentés par et avec leurs prises de position contre le pouvoir communiste. De l'usage de la notion de

²⁹⁴ Katherine Verdery, *Compromis si rezistentă. Cultura română sub Ceaușescu*, op. cit., pp.34-40.

²⁹⁵ Mihai Botez, *Intellectualii din Europa de Est. Intellectualii est-europeni și statutul național comunist : un punct de vedere românesc*, Bucarest, Fondation culturelle roumaine, 1993. Le texte est publié par une institution étatique au moment même où l'auteur se voit critiqué et marginalisé par le GDS lorsque cet auteur est coopté par des politiques au pouvoir au but de réaliser une entente entre politiques, installés au pouvoir après 1989 (après le deuxième scrutin de la période postcommuniste), et leurs critiques, intellectuels de l'opposition civique et par la suite de l'opposition politique. Mihai Botez est mathématicien de formation, dissident de la seconde moitié des années 1980, qui s'est exilé aux États-Unis.

²⁹⁶ *Ibid.*, pp. 11, 22, 29-30.

²⁹⁷ Vladimir Tismaneanu, *Reinventarea politicului. Europa rasariteanu de la Stalin la Havel*, Iasi, Polirom, « Collegium. Sciences politiques », 1997.

« société civile » en Roumanie postcommuniste chez des intellectuels nous en parlerons dans le chapitre liminaire.

Le terme d'« intellectuel » apparaît beaucoup plus rarement dans les ouvrages qui traitent de la Roumanie postcommuniste que dans les médias, plus exactement dans la presse intellectuelle, et plus rarement dans les années 1990 que dans la période récente. Dans son livre sur « politique et société dans la Roumanie postcommuniste », Daniel Barbu convoque le terme d'« intellectuel » utilisé « tel qu'il a été inventé et utilisé en France depuis l'affaire Dreyfus » en faisant référence à l'ouvrage de Christophe Charle²⁹⁸. Un autre auteur qui traite du monde intellectuel après 1989 précise l'utilisation de ce terme :

« élite humaniste et scientifique de notoriété, qui influe, directement ou indirectement, la vie culturelle, politique et idéologique de Roumanie [...] Le terme d'« intellectuel » ne vise pas donc toutes les personnes ayant une formation dans l'enseignement supérieur²⁹⁹ ».

De l'emploi du terme d'intellectuel dans 22, tribune du GDS, dans les discours des membres du Groupe au tout début des années 1990 et dans ceux de leurs critiques et concurrents comme de l'évolution de cet emploi dans l'après communisme nous en parlerons dans le chapitre liminaire.

3. Études sur le GDS ou textes sur des intellectuels du GDS

Bien qu'il soit question souvent dans le discours des médias du « Groupe pour le dialogue social », aucune étude n'a été consacrée à sa création, à la construction d'une identité collective et à son évolution ni aux trajectoires de ses membres. Une seule étude traite du Groupe et de ses membres sans aller interroger les stratégies discursives, fournir des détails au sujet de ses membres sauf à mentionner leur profession ce qui ne va pas sans poser problème du fait que les professions littéraires de certains membres du Groupe au moins ne sont pas les mêmes que celles dont ils s'autorisent tout au début des années 1990³⁰⁰. D'autres volumes abordent certaines questions comme celles des engagements mais surtout du pouvoir accumulé par plusieurs intellectuels du GDS. Ils sont l'œuvre des intellectuels avec lesquels au moins certains des membres du GDS ont collaboré. Certains ont signé des textes dans 22, d'autres ont critiqué déjà auparavant le GDS ou certains membres du Groupe dans leurs textes journalistiques. Aucun texte à visée scientifique ne traite cependant du GDS mais seulement de certains membres du GDS, à savoir les plus notoires. Le seul texte, ayant suscité des prises de parole de la part des intellectuels du GDS, qui discute des pratiques de certains membres du GDS des plus notoires, a été écrit par un collaborateur de 22 (au début des années 1990), auteur apprécié par certains intellectuels du GDS. Sorin Adam Matei ayant achevé ses études

²⁹⁸ Daniel Barbu, *Republica absentă. Politica și societate în România postcomunistă*, op. cit., p. 103.

²⁹⁹ Sorin Adam Matei, *Boierii mintii. Intelectualii romani între grupurile de prestigiu și piața liberă a ideilor* [Les Boyards du cerveau. Les intellectuels roumains entre groupes de prestige et le marché libre des idées], op. cit., pp. 6-7. Voir *infra*.

³⁰⁰ Mihai Dinu Gheorghiu, « Les intellectuels libres et les changements de codes idéologiques en Roumanie après 1989 », in Mihai Dinu Gheorghiu (éd.) en collaboration avec Lucia Dragomir, *Littératures et pouvoir symbolique*, Pitesti, Paralela 45, pp. 150-179. Le texte sera repris en roumain dans Mihai Dinu Gheorghiu, *Intelectualii în cimpul puterii*, op. cit.

universitaires d'histoire au tout début des années 1990³⁰¹, spécialiste de la culture et des médias à l'étranger (après avoir obtenu son doctorat aux États-Unis au tout début des années 2000), discute et critique des « groupes intellectuels de pouvoir de Roumanie [qui] se structurent en “groupes de prestige” ». Le volume réunit aussi bien des études d'histoire intellectuelle – sur des périodes de l'histoire roumaine qui traitent des mouvements ou des courants intellectuels et des auteurs roumains auxquels d'autres essais ont été dédiés après 1989 – que des considérations sur l'état de l'espace intellectuel et son fonctionnement, comparé au cas étatsunien³⁰². Plusieurs « groupes de prestige » roumains, des années 1980 et de la période postcommuniste, sont mentionnés comme mode principal de fonctionnement de l'espace intellectuel, mais le volume discute du « groupe de prestige » qui contribue à faire d'un auteur « d'essais philosophiques », futur membre du GDS, un « fameux personnage culturel et politique³⁰³ ».

Les plus récents ouvrages sur le monde intellectuel de la période postcommuniste s'apparentent sous plusieurs aspects aux textes journalistiques, aux prises de position critiques à l'égard des « grands ». Ces ouvrages s'apparentent à l'essai de par la polémique qu'ils incitent et l'esprit polémique qui les traverse.

Un autre volume collectif qui porte sur l'« anticommunisme » discute aussi des membres du GDS. Le volume auquel contribue un membre du GDS (Gabriel Andreescu qui s'est distancié du GDS) est paru à l'initiative des plus jeunes intellectuels qui tendent à se constituer alors en un nouveau pôle intellectuel, critique des intellectuels « anticommunistes » de l'après 1989 et revendiquant une identité « de gauche »³⁰⁴.

B. Études du communisme et du postcommunisme en Roumanie

Les ouvrages relevant de la « transitologie » traitent des agents, des structures et des pratiques de l'espace intellectuel dans une période du passage d'un régime autoritaire au régime démocratique. Ces travaux nous ont servi pour traiter (situer et considérer dans l'espace des discours autorisés sur le politique dans la Roumanie de l'après 1989) des analyses sur le communisme et du postcommunisme signées par des auteurs roumains. Nous partageons avec les études de la « transitologie » certains intérêts, comme celui pour une analyse des organisateurs ou des théoriciens de la société civile, autrement dit de ceux qui « participent [...] à la compétition pour le pouvoir ou, au moins, à l'énoncé non moins concurrentiel de ses finalités ou de la légitimité de principe dont il devrait se réclamer³⁰⁵ », dont certains sont auteurs de textes à visée scientifique. Et nous rencontrerons certaines attitudes discutées par des « pères fondateurs » de cet

³⁰¹ Sorin Adam Matei a été collègue pendant ses études secondaires, à Brasov, avec Marius Oprea, qui faisait ses études universitaires à la même époque que lui, à Bucarest.

³⁰² Sorin Adam Matei, *Boierii mintii. Intellectualii romani intre grupurile de prestigiu si piata libera a ideilor*, op. cit.

³⁰³ *Ibid.*, notamment pp. 20-25.

³⁰⁴ Gabriel Andreescu, « Raportul : ansamblul si detaliile », in Vasile Ernu, Costi Rogozanu et alii, *Iluzia anticomunismului. Lecturi critice ale Raportului Tismaneanu* [L'illusion de l'anticommunisme. Lecture critiques du Rapport Tismaneanu], Chisinau, Cartier, « histoire », 2008, pp. 43-69.

³⁰⁵ Guy Hermet sur le livre de Juan J. Linz, Alfred Stepan, *Problems of Democratic Transition and Consolidation : Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*, Baltimore, London, The Johns Hopkins University Press, 1996, in *RFSP*, 47, 2, 1997, pp. 254-257.

espace d'études et de débats comme la « déception grandissante qui tranche avec l'enthousiasme qui entourait initialement les réformes démocratiques³⁰⁶ » dans des discours tenus par des intellectuels roumains³⁰⁷. Mais nous n'embrassons ni les suppositions ou les prétentions ni la visée des études de la « transitologie », qu'elles traitent du changement de régime ou de la consolidation du régime démocratique. Nous ne visons pas à rendre compte des changements qui se produisent ni du passage à un régime démocratique à l'échelle de la société ou à l'échelle du monde politique. Dans ce travail nous ne prétendons pas discuter des changements qui ont lieu dans d'autres espaces que ceux formant l'espace intellectuel en Roumanie après 1989 mais aussi avant 1989. Si notre terrain se situe dans la période dite de « transition », ne nous préoccupe pas la question d'évaluer ou de contribuer par notre analyse à une évaluation de la démocratie³⁰⁸. S'il y aura quelque contribution à une analyse des nouveaux régimes démocratiques après la chute du communisme, c'est à rapporter à la description de l'évolution des institutions culturelles traditionnelles et d'autres institutions propres au fonctionnement du champ intellectuel (cercles plus ou moins institutionnalisés regroupant des représentants des professions intellectuelles, nouveaux lieux de la recherche ou centres d'expertise) et de leurs rapports à la politique. À part les analyses qu'on se représente comme appartenant à cette nouvelle spécialité, la « transitologie », ce sont les analyses critiques de la « transitologie »³⁰⁹ qui ont aidé à l'analyse des écrits à visée scientifique sur le postcommunisme parus en Roumanie et dont plusieurs sont l'œuvre des intellectuels roumains, membres du GDS, rédacteurs de sa publication à certaines périodes ou autres intellectuels de l'après communisme, experts et (souvent devenus) universitaires. Nous embrassons des considérations faites par des critiques des *democratization studies* ou de la « transitologie ». Nous aimerions considérer ici non pas la nature ou le fonctionnement d'un régime politique (celui de la Roumanie postcommuniste) mais, selon la terminologie de certains critiques des études de la consolidation, un « régime partiel », l'espace intellectuel roumain à travers une analyse des institutions culturelles dans leur spécificité (types d'institution, règles mises en œuvre et agents qui les habitent)³¹⁰ en présentant l'évolution des cadres pour la production intellectuelle où et d'où des

³⁰⁶ Nicolas Guilhot et Philippe C. Schmitter, « De la transition à la consolidation. Une lecture rétrospective des *democratization studies* », *RFSP*, 50, 4-5, 2000, p. 624.

³⁰⁷ Discussions eues au cours de notre enquête vers la fin des années 2000 avec des intellectuels (du GDS et autres).

³⁰⁸ Nicolas Guilhot et Philippe C. Schmitter, « De la transition à la consolidation. Une lecture rétrospective des *democratization studies* », art. cit., notamment pp. 624-628.

³⁰⁹ *Revue française de science politique*, 50, 4-5, dossier « Les transitions démocratiques, regards sur l'état de la "transitologie" », 2000, pp. 579-764.

³¹⁰ Philippe C. Schmitter, « The Consolidation of Democracy and Representation of Social Groups », *American Behavioral Scientist*, 35, 4-5, 1992, pp. 422-449 ; Id., « The Consolidation of Political Democracies », dans Geoffrey Pridham (éd.), *Transitions to Democracy*, Aldershot, Dartmouth, 1995 cités par Nicolas Guilhot, Philippe C. Schmitter, « De la transition à la consolidation. Une lecture rétrospective des *Democratization studies* », art. cit. Le « régime partiel » désignant ici des « systèmes de liaison et de régulation différenciée entre les autorités gouvernementales et un vaste ensemble de groupes sociaux, qui définissent ainsi une multiplicité de sites pour la représentation de ces groupes et la résolution de possibles conflits » (p. 626) et la démocratisation des « régimes partiels » étant vue comme l'enjeu de la « consolidation » (p. 628). Les auteurs de cette critique des études sur la « consolidation » notent que les différents et multiples régimes partiels « articulent des circuits différents de relations entre les gouvernants et les gouvernés » (p. 628), ce qui permet de signaler que « des schémas d'interaction ou des

représentants des professions intellectuelles accumulent une certaine autorité et tirent leur autorité investie dans l'espace public autour des objectifs qui sont dans bien de cas définis par des agents politiques.

Nous discuterons de l'espace d'études consacrées au communisme et au postcommunisme se constituant dans les années 1990 et des études parues dans la décennie suivante qui traitent du postcommunisme³¹¹. Le non-emploi du terme de « transition » ne doit pas conduire à exclure des études qui traitent des phénomènes et des acteurs du processus de démocratisation ou de modernisation³¹². Notre proposition consiste alors à prendre en considération toutes les études du postcommunisme (mais surtout celles publiées dans les années 1990) pour en produire ici l'image d'un espace qui se constitue d'études sur le postcommunisme et dont la dynamique peut être esquissée à travers une présentation de l'évolution des sujets abordés et des perspectives adoptées par des auteurs après 1989.

Nous proposons une esquisse de cet espace, dont les contours ne sont pas bien tracés, en présentant l'évolution des champs d'intérêts au sein des disciplines qui s'intéressent à l'étude du postcommunisme. Ce n'est que par la reconstruction de l'évolution des intérêts proprement intellectuels, des sujets abordés dans les études qui portent sur le postcommunisme, que nous pouvons comprendre le mode d'appréhension du postcommunisme par des auteurs qui participent à la construction dans les faits du postcommunisme, car ils entretiennent souvent des liens très étroits avec l'espace des politiques. Des auteurs qui traitent des questions de la « transition » et du régime politique après 1989 peuvent être aussi bien des historiens, des sociologues ou philosophes de par leur formation, qui vont s'intégrer dans l'enseignement des « sciences politiques » après 1989 mais aussi des sociologues des deux périodes, communiste et postcommuniste. Plusieurs analyses du communisme et du postcommunisme portent la signature des membres du GDS, d'autres sont l'œuvre des intellectuels concurrents, critiques ou critiqués par certains intellectuels du GDS au moins³¹³. Sans traiter d'une manière approfondie les propos de ces auteurs, on ne porte pas seulement attention aux textes à visée scientifique des auteurs qui se donnent comme objectif explicite d'évaluer la « transition »³¹⁴.

Pour comprendre l'intérêt pour la transition, des sujets traités pour produire une analyse de la transition et des manières de le faire, il faut restituer l'espace des discours qui traitent du postcommunisme et du communisme, puisque les sujets restent étroitement liés. Le partage des intérêts pour le communisme ou/et le postcommunisme nous révèle les positions occupées par des auteurs qui s'inscrivent après 1989

règles formelles » autour desquels les différents régimes partiels ne sont pas les mêmes pour tous mais qu'on attend, dans un régime démocratique stable, qu'ils « convergent avec les normes définissant la citoyenneté démocratique » (p. 627).

³¹¹ Un article portant la signature d'une auteure roumaine traite des études parues dans les années 2000 : Ioana Cirstoceă, « Le "monde disparu" et la "société naissante" : représentations savantes de la sortie du communisme en Roumanie », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 37, 3, « Mémoire à l'Est », 2006, pp. 113-142.

³¹² Tout comme, dans un cas, au moins, le terme de « transition » peut masquer l'intérêt porté au communisme, à une analyse du communisme : Alexandru Florian, *Romania si capcanele tranzitiei*, Bucarest, Diogene, 1999.

³¹³ Des productions à visée scientifique des membres du GDS seront discutés aussi, quoique brièvement, dans la 3^e partie.

³¹⁴ L'article d'Ioana Cirstoceă (« Le "monde disparu" et la "société naissante" : représentations savantes de la sortie du communisme en Roumanie », art. cit.) discute précisément de ces analyses qui se donnent comme visée l'étude de la transition.

soit au sein de la discipline de leur formation ou dans un espace dont la construction disciplinaire doit aussi bien à des repères étrangers, aux échanges intellectuels qui datent du tout début des années 1990, qu'aux héritages, intérêts intellectuels par lesquels ils sont tenus de prendre en compte des références (plus ou moins récentes) ou des phénomènes du monde intellectuel roumain³¹⁵.

En Roumanie, des auteurs qui traitent de la « transition » peuvent aussi bien être des spécialistes reconnus du communisme. Et plus, des auteurs ne semblent pas se préoccuper à inscrire leurs ouvrages qui traitent de la « transition » mais aussi du communisme dans l'espace d'études de la « transitologie » constitué par l'apport des auteurs étrangers ni de revendiquer quelque apport à la constitution d'un tel espace en Roumanie, au sein de la discipline des « sciences politiques », enseignement dans lequel se sont intégrés après 1989 plusieurs membres du GDS. Ce sont plutôt ou surtout des intellectuels qui se trouvent exclus du pôle de l'anticommunisme qui se consacrent à l'étude de la transition incluant leurs analyses dans le champ plus large des études de la modernisation. Des études de la modernisation qui incluent une analyse du communisme ne sont pas prises en compte lorsqu'il est question d'un débat autour des modes d'analyse du communisme. Elles s'en trouvent exclues du champ des études sur le communisme. De plus leurs auteurs ne semblent pas préoccupés à se présenter en spécialistes du communisme. Est-ce que cela est dû à leur désir de marquer leur distance vis-à-vis de ceux qui sont reconnus en tant que spécialistes du communisme après 1989 ? C'est plutôt dans la manière de traiter du communisme, de la manière dont ils incluent le communisme dans leur objet d'étude, qui conduit au refus d'une reconnaissance qui débouchera sur le fait d'être pris virtuellement dans le même espace, espace dominé par ceux qui revendiquent leur reconnaissance en tant que spécialistes du communisme. Ces critiques ne se laissent pas voir facilement, deviennent insignifiantes ou sont perçues comme telles. Dans les faits ces intellectuels se côtoient, lient des alliances dans un champ universitaire. Certaines critiques, qui s'affirment avec force à des occasions exceptionnelles³¹⁶, apparaissent alors comme une nouveauté ou viennent oblitérer un passé marqué par des alliances entre des intellectuels qui ne partagent pas la vision, dominante, de l'anticommunisme.

Des auteurs « classiques » de la « transitologie » sont des références pour des études signées par des auteurs roumains dans la période postcommuniste. Mais tous les ouvrages sur la « transition » roumaine ne se rapportent pas à des auteurs étrangers qui se revendiquent d'un espace d'études qui prétendent à se constituer en sous-discipline au sein des sciences politiques, à des auteurs étrangers de la « transitologie ». Des études qui portent sur la période communiste et sur les politiques du régime communiste, signées par des auteurs étrangers ou par des auteurs d'origine roumaine se trouvant à l'étranger, ont intéressé des intellectuels du GDS soit pour leurs interprétations soit pour les documents qu'elles faisaient voir ou

³¹⁵ Le partage entre des disciplines selon l'intérêt porté au communisme et/ou au postcommunisme peut aider à voir plus loin, la position qu'une discipline occupe dans le champ des sciences humaines et sociales après 1989 : se faire quelques idées sur cette position et à en proposer d'autres, à titre d'hypothèses.

³¹⁶ Comme lors de la publication du volume collectif : V. Ernu, C. Rogozanu *et al.*, *Iluzia anticomunismului*, *op. cit.* (Voir *supra*).

qu'elles utilisaient (archives qui n'étaient pas accessibles dans les années 1990 à des intellectuels roumains, à des membres du GDS³¹⁷). Certains textes ont pour auteurs des proches des intellectuels du GDS alors que d'autres seront traduits en roumain à l'initiative ou par des auteurs du GDS. C'est le cas de Dennis Deletant, de Katherine Verdery, de Gail Kligman. Des auteurs étrangers, scientifiques qui ont connu de près la situation en Roumanie sous le communisme, sont des références pour des études portant la signature des intellectuels du GDS qui traitent du communisme (Dennis Deletant aussi bien que Katherine Verdery). Parmi ces auteurs certains ont fait la connaissance de certains intellectuels du GDS et cela parfois dès la période communiste. D'autres s'insèrent dans les milieux intellectuels, et notamment dans les milieux universitaires ou, plus largement scientifiques, de l'après 1989, ils sont des collaborateurs des intellectuels roumains dont certains sont des membres du GDS³¹⁸.

Les études sur la démocratisation et du communisme en Roumanie ne peuvent pas être considérées hors des débats intellectuels et les conflits de légitimation entre des intellectuels qui impliquent aussi souvent des politiques roumains de l'après 1989 : l'appui donné à des politiques après 1989 qui semble avoir suscité à maintes reprises des prises de position qui vont mettre en question leur légitimité à occuper des postes. On observera plus loin la correspondance entre approche adoptée, la perspective dominante dans les études sur le communisme et les idées circulant voire celles qui s'imposent dans les débats entre des intellectuels.

Nous signalons ici les études qui traitent du postcommunisme mais aussi des analyses du communisme en essayant de reconstituer la dynamique de la création de l'espace occupé par ces études : approches et sujets intéressant ces études, méthodes et sources utilisées. On essaiera aussi de résumer les termes utilisés pour considérer le régime communiste et plus particulièrement le communisme en Roumanie, comme celles de « totalitarisme » ou de « dictature » communiste. Après une discussion des analyses du communisme et des auteurs qui traitent dans leurs livres surtout du communisme mais étant tout aussi intéressés par le postcommunisme, nous parlerons aussi de l'intérêt pour le postcommunisme et des auteurs s'intéressant beaucoup plus tard et dans une moindre mesure au communisme. La majorité des auteurs des analyses sur le postcommunisme roumain ne se sont pas intéressés au communisme ou ne seront pas connus comme spécialistes du communisme. Par cette analyse nous aimerions dégager des principes à l'œuvre dans ces choix intellectuels (étude du postcommunisme ou/et du communisme, perspective adoptée, etc.) selon la profession, la discipline investie et la structure du volume du capital symbolique (poids du capital moral et type de capital symbolique, fondé sur les titres scolaires et accumulé grâce aux

³¹⁷ Anneli Ute Gabanyi avec son ouvrage sur les événements de 1989 en Roumanie, publié en allemand en 1990, traduit une décennie après en roumain : Anneli Ute Gabanyi, *Revolutia neterminata*, trad. Mihai Columbeanu, Bucarest, Editions de la Fondation culturelle roumaine, 1999.

³¹⁸ Sur des relations que ces derniers ont entretenues avec des auteurs étrangers ainsi que de l'influence ou de l'importance de ces études pour des intellectuels roumains nous en parlerons aussi plus loin (dans la deuxième partie).

positions institutionnalisées³¹⁹). Leurs publications, par les questions dont ils traitent dans ces études, attention donnée au monde intellectuel ou/et au monde politique, constituent leurs armes pour se situer dans un camp ou un autre du monde intellectuel ou dans la proximité des politiques. Nous prenons comme objet de cette analyse la construction de ces intérêts proprement intellectuels³²⁰. Après la présentation des textes à visée scientifique (livres surtout) portant sur la période communiste et sur la période postcommuniste et de leurs auteurs (1) nous passerons à la présentation des livres portant surtout sur le postcommunisme (2).

1. Communisme et postcommunisme

Des ouvrages signés par des intellectuels du GDS et non seulement par des intellectuels du GDS ont révélé leur utilité principalement pour les données offertes concernant les dirigeants, la classe politique au temps du communisme, la participation des représentants des professions intellectuelles à la classe politique, des rapports entre monde intellectuel et monde politique. Les analyses du communisme et/ou du postcommunisme doivent être considérées tout en tenant compte des engagements qui précèdent la parution de ces études. Dans plusieurs cas, leurs analyses du communisme et du postcommunisme sont précédées de leurs prises de position à la tribune des médias (à travers le journalisme après 1989 dans le cas des intellectuels roumains de Roumanie et à la radio dans le cas des intellectuels roumains de l'exil surtout)³²¹. Ces analyses se situent dans la continuation de leurs engagements, elles s'inspirent de leurs expériences et véhiculent leurs croyances. Ces auteurs ont participé parfois directement dans les années 1990 aux luttes politiques, période prise en compte dans leurs écrits à visée scientifique, analyses de dimensions variées, allant d'un chapitre jusqu'à un livre entier, qui peuvent avoir une place plus ou moins importante dans l'ensemble de leurs productions.

Les premiers à publier leurs analyses du communisme après 1989 en Roumanie sont des historiens et ceux qui ont investi, avant ou/et après ces publications, les « sciences politiques » comme discipline de leur enseignement. Mais ce sont ces derniers, et non pas tous, qui vont obtenir leur reconnaissance comme spécialistes du communisme et doivent leur position dans le champ universitaire et dans le champ intellectuel roumain à leur intérêt pour le communisme. Les historiens, de générations différentes, sont parmi les premiers à publier des articles sur le communisme, histoire politique ou accent mis sur la « résistance » et la répression (Florin Constantiniu, Dorin Dobrinu)³²². On peut parler ainsi de la première vague des publications sur le communisme ou de la première « génération » des études du communisme.

³¹⁹ Voir Frédérique Matonti et Gisèle Sapiro, « L'engagement des intellectuels : nouvelles perspectives », *Actes de la recherches en sciences sociales*, 176-177, 2009, pp. 4-7 ; Gisèle Sapiro, « Modèles d'intervention politique des intellectuels. Le cas français », *Actes de la recherches en sciences sociales*, 176-177, 2009, pp. 8-31.

³²⁰ Certains auteurs, membres du GDS, et certains ouvrages qui ne seront ici que mentionnés seront discutés dans la troisième partie.

³²¹ Voir troisième partie.

³²² Les plus jeunes sont publiés par des instances de diffusion du courant de l'anticommunisme.

Elles sont surtout le produit d'auteurs qui ont fait leur début dans la dernière période communiste (dans la seconde moitié des années 1970 mais surtout dans les années 1980) alors que des auteurs des générations précédentes (nés dans les années 1920) s'y sont intéressés mais leurs analyses ne seront publiées³²³ que beaucoup plus tard, au début des années 2000 et surtout durant la seconde moitié des années 2000, dans une autre conjoncture.

Les auteurs des études du communisme, « politistes » ou « politologues », selon les deux appellations qui circulent après 1989, appartiennent à la même génération, nés dans les années 1950, ils ont fait leur début dans la dernière période du communisme. Ils se sont formés dans le même établissement, à l'Université de Bucarest, dans la Faculté de philosophie, durant la première moitié des années 1970, avant la disparition de la sociologie comme formation universitaire. Deux d'entre eux ont été consacrés comme spécialistes du communisme et intègrent le Groupe à des moments différents, dans des conjonctures différentes : Stelian Tanase (membres fondateur du GDS) et Vladimir Tismaneanu (membre du GDS depuis 2007)³²⁴. Deux de ces trois appartiennent à la même promotion, un seulement étant formé en philosophie (Stelian Tanase), les deux autres comme sociologues et deux d'entre eux ont fait leurs études doctorales sous la même direction, l'un avant 1989 (Vladimir Tismaneanu), l'autre après 1989 (Alexandru Florian).

Au tout début des années 1990, les études sur le communisme signées par des intellectuels de l'exil sont bien rares. Mihai Botez, dissident des années 1980, publie en Roumanie son étude, déjà mentionnée, sur « les intellectuels de l'Europe de l'Est » aux Editions d'une nouvelle institution dont l'objectif est la promotion de la culture roumaine à l'étranger. Par contre, Ghita Ionescu, ancien diplomate, spécialiste du communisme et universitaire britannique, qui a fréquenté des intellectuels communistes, est traduit en roumain, publié dans un premier temps chez Humanitas³²⁵.

Dans les années 1990, sont publiées en roumain et en américain les études de Dennis Deletant, spécialiste du communisme roumain³²⁶, ainsi que l'étude, déjà mentionnée, de Katherine Verdery sur « la culture roumaine sous Ceausescu ».

Des auteurs nés dans les années 1950 ont déjà publié leurs études du communisme et du postcommunisme et certains se sont fait connaître comme spécialistes du communisme dans le champ académique lorsqu'une nouvelle « génération », diplômés des années 1980, ceux qui achèvent leur

³²³ Une des rares exceptions c'est la publication, à l'étranger, d'un ancien universitaire, enseignant du socialisme scientifique à l'Université de Bucarest, responsable alors d'une nouvelle institution de la recherche de l'Académie roumaine (voir chapitre 4). Non seulement les universitaires marxistes ou anciens militants communistes ne publient pas d'analyse mais ils ne livrent pas non plus de témoignages au début des années 1990.

³²⁴ De leurs écrits et de leurs parcours après 1989 nous discuterons plus largement dans la troisième partie.

³²⁵ Ghita Ionescu est publié en 1992 avec deux études chez Humanitas et en 1994 chez Litera de Bucarest avec son livre sur « le communisme en Roumanie ». L'auteur est référence des deux plus connus spécialistes du communisme et membres du GDS : Vladimir Tismaneanu (qui lui dédie son étude principale traitant du communisme roumain) et Stelian Tanase. Voir *infra* (troisième partie).

³²⁶ Dennis Deletant est publié pour la première fois en Roumanie par la Fondation l'Académie civique (en 1997 en roumain, en 1998 en américain) avec son ouvrage *Romania under Communist Rule*. En 1999 les Éditions Humanitas publient la traduction d'un autre ouvrage sur « Ceausescu et la Securitate ».

formation universitaire à la fin de la période communiste, commencent à publier leurs études. Certains traitent du communisme alors que d'autres du postcommunisme et des sujets ou périodes qui ont préoccupé des intellectuels qui sont de leurs aînés, consacrés sous le communisme (nous y reviendrons plus loin). Une autre série d'études du communisme appartient ainsi à ceux qui se sont formés à la fin des années 1980. On peut parler ainsi de la deuxième vague d'études du communisme. Ces études du communisme appartiennent à des auteurs, historiens, qui se situent dans la proximité des intellectuels et des politiques de l'anticommunisme : Marius Oprea dont les ouvrages portent sur la Securitate et, peu après, Adrian Cioroianu avec sa thèse³²⁷. Dans la même période sont publiés des auteurs marxistes et des intellectuels communistes (Ion Ianosî et Pavel Campeanu)³²⁸.

2. Évaluations du régime communiste en Roumanie. Un inventaire des termes dans les études politiques après 1989

Le terme de « totalitarisme » s'est imposé en dépit de certaines résistances ou réticences, bien que rares, à cet emploi. Dans les années 1990 au moins ce terme semble faire le consensus parmi des auteurs qui traitent ou s'intéressent au communisme. Le terme ne fait pas alors l'objet d'une discussion, son usage n'est que rarement explicité et son emploi au sujet du communisme roumain n'est pas mis en question.

Une nouvelle institution de recherche, créée au début des années 1990 au sein de l'Académie, définit son objet d'intérêt comme « les formes du totalitarisme en Roumanie ». Le terme donne ainsi le nom à un des premiers instituts de recherche (l'Institut national pour l'étude du totalitarisme, créé en 1993), qui se consacre à l'étude du communisme roumain³²⁹ mais aussi à l'idéologie des mouvements de l'extrême-droite en Roumanie³³⁰.

Dans des analyses du communisme, les termes utilisés pour définir le communisme en Roumanie, totalitarisme, stalinisme ou exceptionnalité roumaine, ne sont que rarement expliqués, l'emploi qu'on fait de ces termes peut en être déduit. Dans des ouvrages signés par des sociologues de la période communiste et dans l'après 1989, on ne l'utilise pas, on évite ou on ne s'intéresse pas à caractériser le régime. Si certaines études utilisent les termes d'« autoritaire » et de « totalitaire » pour caractériser le pouvoir communiste et distinguer entre types de régime ou marquer l'évolution du régime communiste, ces termes ne sont que rarement explicités et on préfère l'utilisation du terme de « totalitarisme » en parlant du pouvoir

³²⁷ Adrian Cioroianu, *Ce Ceausescu qui hante les Roumains. Le mythe, les représentations et le culte du Dirigeant dans la Roumanie communiste*, Éditions Curtea Veche et AuF, 2004. Adrian Cioroianu a été boursier de l'Agence universitaire de la Francophonie durant la seconde moitié des années 1990 et au début de la décennie suivante.

³²⁸ Si dans un cas, l'auteur ajoute à son étude (publiée dans les années 1980 à l'étranger) un texte autobiographique (Pavel Campeanu), dans l'autre, l'auteur combine analyse et écrit de mémoire (Ion Ianosî).

³²⁹ Institution que nous présenterons plus loin (voir la première partie).

³³⁰ Remarquons que le terme de « totalitarisme » n'apparaît pas pour caractériser le régime d'Ion Antonescu auquel on se réfère par le terme de « dictature militaire ».

communiste³³¹. Lorsqu'on n'embrasse pas la vision dominante, le terme de « totalitarisme » peut aussi être utilisé comme terme générique pour caractériser un régime autoritaire, comme il ressort d'une analyse qui n'embrasse pas la vision dominante sur le communisme en Roumanie (Daniel Barbu)³³².

La réticence à employer ce terme est remarquable – et remarquée, comme cela ressort du débat qui suit à – au moment de la consécration politique du courant de l'anticommunisme à travers une œuvre collective, travail d'expertise censé servir comme fondement d'une déclaration politique, portant la signature de plusieurs intellectuels ayant signé auparavant des études sur le communisme, dont plusieurs sont membres du GDS alors que d'autres sont des auteurs qui se situent dans la proximité des premiers. L'adjectif « totalitaire » apparaît à maintes reprises dans ce texte (qui compte un peu plus de huit cent pages), mais plus rarement le substantif. En parlant de la législation mise en œuvre par le régime communiste de Roumanie, selon cette œuvre collective appartenant à des auteurs du courant intellectuel de l'anticommunisme, les « nouveaux régimes » se sont proposés de « modeler la société en accord avec leur projet totalitaire », leurs lois fondamentales avaient comme « mission originale la création des conditions de survie d'un État totalitaire ». Cette œuvre collective et d'expertise, le Rapport final [*Rapport final*] précise que les « constitutions communistes [...] ont comme fonction centrale celle de permettre l'existence du cadre légal de domination du parti unique³³³ ». L'existence du parti unique et le rôle qu'on lui attribue (« force dirigeante autant des organisations de ceux qui travaillent que des organes et des institutions d'État » selon la Constitution de 1952 et « force dirigeante de l'entière société » conformément à la Constitution de 1965³³⁴) conduisent les auteurs à parler de la « vision totalitaire » ou de l'« hégémonie totalitaire » dans les lois fondamentales³³⁵. Vu le « rapport [...] entre pouvoir d'État, la communauté et le parti unique » les auteurs soutiennent que la « surveillance exercée par le PCR est, conformément à la constitution même, totale³³⁶ ». Faute des instruments pour protéger les libertés proclamées, les auteurs parlent du « régime totalitaire communiste » alors que les « origines du système de droit pénal totalitaire se trouve dans les constitutions de l'époque communiste qui réduisent le geste de réserve intellectuelle ou de croyance religieuse à un acte de renversement de l'ordre publique³³⁷ ». Le Rapport présente certaines

³³¹ Mihai Botez, *Intellectualii din Europa de Est. Intellectuali est-europeni si statul national comunist: un punct de vedere romanesc*, op. cit., pp. 48-50 et 137-138.

³³² Daniel Barbu, *Republica absenta. Politica si societate in Romania postcomunist*, op. cit.

³³³ *Rapport final* de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste (éd. Vladimir Tismaneanu, Dorin Dobrinu, Cristian Vasile), Bucarest, Humanitas, 2007, p. 205. Les auteurs renvoient à la « définition du totalitarisme proposée par Raymond Aron [selon laquelle] la présence du parti unique est un élément central » (*Ibid.*, p. 205, note 7).

³³⁴ *Ibid.*, p. 206.

³³⁵ *Ibid.*, 207.

³³⁶ *Ibid.*, pp. 206-207. « En bref, par la limitation du droit de déposer des candidatures pour l'organe législatif – la Grande Assemblée nationale – le Parti s'est assuré la domination sur l'organe législatif. Par le rôle que le parti s'est assumé, il s'est assuré le pouvoir exécutif et par la nomination, pour une durée limitée, des juges de l'instance suprême par la Grande Assemblée il s'est assuré la domination sur le pouvoir judiciaire. De cette manière, le parti s'est emparé de tous les pouvoirs de l'État, et le système institutionnel du totalitarisme est devenu complet (*Ibid.*, p. 207).

³³⁷ *Ibid.*, pp. 208-209.

dispositions de la « législation répressive³³⁸ » et des abus sous le terme de « terreur déclenchée au moment de l'installation du régime communiste³³⁹ », c'est pourquoi on parle parfois de la « législation de la terreur³⁴⁰ », pour soutenir que « certaines personnes des structures du régime sont coupables d'actes qui peuvent être qualifiées comme crime contre l'humanité » mais aussi que « des faits de génocide ont été commis dans la période 1945-1989, par conséquent le régime communiste peut être qualifié comme étant criminel envers son propre peuple, même si la punition concrète de nombre de ces faits est empêchée par l'impossibilité de l'application rétroactive de la loi pénale ou de l'impératif de l'interprétation stricte de la norme pénale³⁴¹ ».

Parmi les auteurs d'un volume collectif, *Iluzia anticomunismului*, qui paraît par suite du Rapport de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste de Roumanie, on retrouve aussi un membre fondateur du GDS ayant renoncé à cette appartenance au début des années 2000. Entre les critiques que Gabriel Andreescu formule à l'adresse de ce Rapport, travail collectif sous la direction de Vladimir Tismaneanu (intégrant le GDS l'année de la publication de ce Rapport par les Editions Humanitas), est remarquable celle concernant « la dilution malheureuse de la nature du type de répression spécifique au régime étudié » en référence au syntagme utilisé par la Commission présidentielle, « dictature communiste » et non pas « totalitarisme » :

« Le syntagme antérieur renonce à un certain bien gagné, le traitement du communisme comme forme de *totalitarisme*³⁴². »

Partant de la définition qu'il offre du « totalitarisme », mentionnant que « les dernières décennies avant sa chute, le communisme a évolué et est devenu plus hétérogène selon les pays », l'auteur ajoute à l'appui de sa critique l'« existence d'un débat sur ce thème, en 2005, dans le cadre du Conseil de l'Europe » et sa suite, la Résolution 1481 adoptée en janvier 2006³⁴³.

Ces études qui traitent surtout de la classe politique et des normes abordent aussi la question des intellectuels, à savoir ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont levé leur voix sous le communisme contre les mesures prises par des politiques ou contre des responsables des institutions culturelles ou ont manifesté d'une façon ou d'une autre leur désaccord quant à des politiques du régime. Ces ouvrages utilisent des catégories telles « dissidence », « intellectuels critiques », « élite » politique ou dirigeante sans un regard critique sur le mode d'application de ses catégories et, parfois, sans une explication préalable de leur emploi.

³³⁸ *Ibid.*, p. 210.

³³⁹ *Ibid.*, p. 209.

³⁴⁰ *Ibid.*, p. 212.

³⁴¹ *Ibid.*, p. 211.

³⁴² Gabriel Andreescu, « Raportul : ansamblul si detaliile », in Vasile Ernu, Costi Rogozanu et alii, *Iluzia anticomunismului. Lecturi critice ale Raportului Tismaneanu*, op. cit., p. 59.

³⁴³ *Ibid.*, pp. 48-50. L'auteur de ce texte cite aussi Göran Lindblad avec son « Rapport de la Commission des questions politiques » (« Lindblad reprend les chiffres du *Livre noir du communisme* »). Voir la Résolution 1481, texte adopté par l'Assemblée, le 25 janvier 2006 : « Nécessité d'une condamnation internationale des crimes des régimes communistes totalitaires ».

Les analyses signées par des membres du GDS qui se concentrent sur la seule dimension politique du régime soit-elle à l'intérieur ou à l'extérieur (dans les relations avec d'autres pays, du bloc communiste ou de l'Occident) traitent des opinions critiques à l'égard du régime en interprétant toute subversion comme le résultat d'une option idéologique contraire à celle véhiculée par le régime. Elles privilégient les critiques, les prises de position qui sont le produit des « intellectuels » et leurs actes. Ces auteurs ont participé à les faire connaître après 1989, au détriment d'autres protestations animées par des acteurs qui restent peu connus, mentionnés par des auteurs étrangers comme Dennis Deletant, dont les études ont été publiées à la fois en américain et en roumain en Roumanie. D'autres protestataires du régime communiste restent encore inconnus comme cela ressort du matériel constitué par un des détenus politiques des années 1980. Des protestataires qui sont restés inconnus, des détenus politiques des années 1980, phénomène resté inconnu aussi à l'étranger, non discuté après 1989, sera cependant mentionné dans des témoignages, encore que rares, dans les années 1990³⁴⁴.

Le fait de présenter des actes subversifs ou d'interpréter ces protestations comme participant d'une opposition politique, d'un courant d'opinion cohérent à l'encontre du régime, doit être relié à leur traitement exclusif ou prépondérant de la dimension politique et des politiques. Cette interprétation peut non moins être imputée à leur manière de faire l'histoire des idées, car elle renvoie au choix d'une histoire intellectuelle où les conditions sociales (statut et condition inférieure) se fondent dans les opinions politiques (histoire intellectuelle traditionnelle), les conditions sociales de production (des écrits ou des opinions politiques) n'étant qu'entrevues à travers les rapports que ces intellectuels entretiennent avec l'ordre politique. Il résulte que ces protestations sont vues comme le résultat, la partie la plus visible d'un plan, et que les porteurs de cette vision, victimes ou héros, auraient été les seuls à avoir contribué au démantèlement du régime et que leur influence a été grande, influence anéantie après 1989 par les survivants du régime.

Il y a correspondance entre idées soutenues par des intellectuels lors d'un débat (comme celui sur la responsabilité ou la culpabilité dans le maintien du régime communiste) et approches adoptées dans la plupart des études du communisme où la politique (classe politique, institutions et règles formelles) est mise en avant. Dans les études sur le communisme, l'accent est mis sur la politique et est soutenue l'idée selon laquelle des intellectuels étaient dépourvus d'un quelconque espace de liberté, alors que dans les textes de presse qui débattent de la « culpabilité » l'opinion dominante assigne la « faute » aux politiques³⁴⁵.

L'accent mis sur la dimension politique se révèle aussi ultérieurement lorsqu'en traitant de l'espace intellectuel et en utilisant de nouvelles archives, accessibles aux chercheurs³⁴⁶, les historiens surtout traitent

³⁴⁴ Par le seul détenu politique des années 1980, condamné à prison à deux reprises, qui intègre le GDS dès sa création : l'ingénieur Radu Filipescu. Un autre détenu politique des années 1980, George Musat, compte parmi des membres du GDS, cependant pour une courte période.

³⁴⁵ A ce débat participent des intellectuels les plus notoires, dont surtout Gabriel Liiceanu. Le fameux texte de Gabriel Liiceanu, son « appel aux canailles », nous discuterons dans la deuxième partie de ce travail.

³⁴⁶ Les archives de la Securitate disponibles aux chercheurs à partir du début des années 2000.

des parcours d'intellectuels en privilégiant l'image fournie par le « régime », par la Securitate. L'auteur dont on traite dans ces volumes apparaît alors seulement ou notamment tel qu'il est créé dans les documents produits par l'État communiste, par un de ses organismes participant au contrôle de la société : ancien détenu politique, victime du régime et/ou potentiel « ennemi du régime »³⁴⁷.

Tout comme certaines autres analyses du communisme ce travail collectif d'auteurs, participant du courant de l'anticommunisme, le Rapport de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste de Roumanie, qui constitue la base pour une déclaration politique, s'intéresse aussi à discuter des « conséquences ultérieures du décembre 1989³⁴⁸ ». La juxtaposition des analyses des deux périodes et de ces régimes permet de montrer des manières de considérer l'espace de liberté des intellectuels sous le communisme et dans l'après-communisme. Ainsi on verra que lorsqu'on traite des représentants des professions littéraires sous le communisme l'idée maîtresse qui se dégage c'est que leur marge de manœuvre est restreinte ou qu'elle tend à zéro. L'accent étant mis sur les contraintes et l'attention portée aux politiques, ces analyses produisent des découpages tranchés entre monde politique et monde intellectuel, des représentants des professions intellectuelles étant alors victimes ou héros. Alors que pour la période postcommuniste sont embrassés des théories de l'individualisme méthodologique.

Les auteurs reconnus comme spécialistes du communisme sont des auteurs de la période communiste qui peuvent, d'une façon ou d'une autre, se situer parmi ceux qui ont critiqué le régime, connus pour leurs critiques ou leurs actes subversifs³⁴⁹. Leurs études seulement ont obtenu la reconnaissance dans des champs spécifiques, champ universitaire ou, plus largement, champ scientifique³⁵⁰. Le fait d'avoir obtenu un capital moral, par certains actes ou pratiques d'avant 1989, renforcé grâce à leur capital social – appartenance à certains milieux avant 1989 (l'exil) ou après 1989 (du pôle de l'anticommunisme) – participent largement à cette reconnaissance. Mais ce sont aussi leurs stratégies d'auteur où on peut inclure la création d'une instance de diffusion, le fait de rechercher ou de côtoyer des représentants des milieux littéraires et leur investissement dans le journalisme ou leurs stratégies d'écriture (le type de texte avec lequel ils se font connaître après 1989 comme spécialistes étant proche sinon similaire à l'essayisme) qui contribuent à l'obtention de cette reconnaissance.

³⁴⁷ Ces travaux, centrés sur des figures intellectuelles notoires, portent ainsi non pas sur l'espace intellectuel ou sur les relations entre celui-là et le pouvoir, mais sur le travail réalisé par des organismes de l'État communiste, surtout la Securitate et beaucoup moins mais n'excluent pas une vue sur les rapports (de collaboration) entre la Securitate et le parti.

³⁴⁸ *Ibid.*, pp. 211-212. Presque tous les textes que composent ce *Rapport final* (paru en 2007 chez Humanitas) se concluent par des considérations sur l'après communisme.

³⁴⁹ Ce qui ne va pas exclure la contestation de leur dissidence.

³⁵⁰ Le terme de « champ scientifique » est employé pour inclure ceux qui, en tant qu'universitaires ou chercheurs, investissent des qui ne fonctionnent ni sous l'égide de l'Université, ni sous la tutelle de l'Académie : avant 1989 ce sont des institutions du PCR, après 1989 ce sont des structures appartenant à la « société civile » ou mises sous la tutelle des structures de l'État. Ceux qui les habitent appartiennent au « champ scientifique » (des sciences humaines et sociales) car ils agissent au nom d'une autorité qu'ils ont acquise avant 1989 ou/et après 1989, qui leur est reconnue officiellement (des professeurs, titre reconnu par l'État, travaillant dans une université privée et/ou à la fin d'une carrière universitaire, ils travaillent dans un institut, qui se donne comme compétence la recherche, créé sous la tutelle d'une structure de l'État).

Comme déjà noté, des études du communisme comprennent ou se prolongent par des considérations sur le postcommunisme. A part leur intérêt principal ou qui s'impose comme tel, l'analyse du communisme, des spécialistes du communisme s'intégrant dans les « sciences politiques » comme discipline d'enseignement, traitent aussi du postcommunisme qui est sujet investi surtout, semble-t-il, par des sociologues. Moins intéressés à traiter du communisme ou sans avoir obtenue leur reconnaissance comme spécialistes du communisme, des sociologues sont des auteurs d'études sur la transition, bien que, plus tard que des spécialistes (reconnus) du communisme, certains vont traiter eux aussi du communisme.

3. Du postcommunisme et du communisme à travers des analyses d'auteurs roumains

La « transition » est sujet investi par les économistes³⁵¹, les plus nombreux, et les sociologues surtout³⁵², dans une moindre mesure s'y intéressent les philosophes (Adrian Miroiu), mais elle préoccupe aussi les critiques littéraires³⁵³. Les spécialistes du journalisme (de formation littéraires) mais aussi spécialistes des médias et de la communication (surtout sociologues) s'y intéressent aussi. Des juristes ou ceux dont les activités touchent à la loi, encore en nombre restreint, s'y préoccupent eux aussi (Gabriel Andreescu). Deux ouvrages portent sur l'éducation durant la « transition », l'un est signé par un sociologue, l'autre par un philosophe et recteur d'une université pendant une longue période (Andrei Marga).

Le postcommunisme semble intéresser ceux qui ont participé à mettre en œuvre la marche vers la société capitaliste et vers la démocratie : notamment des économistes, des sociologues ou des philosophes par formation, études suivies avant 1989. Ceux qui nous intéressent surtout ici sont les sociologues ou les politistes par leur appartenance disciplinaire (sociologues ou philosophes par formation) après 1989, formés sous le communisme.

Sans abuser ou même sans user du terme de « transition », les études des politistes de l'après 1989 embrassent des présupposés de la « transitologie » et, de par les sujets investis, elles partagent des idées avec cet espace. L'absence du terme de « transition » ou l'absence d'une revendication manifeste de la « transitologie » n'équivaut pas à l'absence de l'intérêt pour la « transition ».

Du côté de la production de ceux qui investissent après 1989 l'enseignement des « sciences politiques » (sociologues ou philosophes, formés sous le communisme), le terme de « transition » n'apparaît que deux fois seulement dans le titre des études signées par des politistes de l'après 1989, formés en sociologie avant 1989. Un universitaire en sciences politiques après 1989, philosophe formé sous le communisme, avait rassemblé des études qui traitent de diverses « institutions en transition » (Adrian

³⁵¹ Les plus nombreux à signer des ouvrages au sujet de la « transition » sont les économistes. Des économistes traitent entre autres des politiques publiques, mais surtout de la politique dans le domaine de la santé.

³⁵² Remarquons que certains sociologues intéressés à la « transition » publient leurs textes à des maisons d'édition consacrées à la discipline économique (Economica ou Expert de Bucarest).

³⁵³ En recensant les ouvrages et les travaux universitaires qui incluent ce terme dans leurs titres dans les catalogues des bibliothèques universitaires.

Miroiu). Alors qu'un autre, universitaire aux États-Unis, rassemble ses dialogues avec un critique littéraire qui porte sur la « transition plus longue d'un siècle : la Roumanie après Ceausescu » (Vladimir Tismaneanu)³⁵⁴.

Les sociologues tout comme des philosophes qui se situent dans la proximité des politiques au tout début des années 1990 ou plus tard vont présenter l'espace occupé par ces derniers et parler du processus de démocratisation (Vladimir Pasti ; Alexandru Radu ; Cristian Preda)³⁵⁵. Mais ce sont les sociologues qui n'ont pas de capital moral qui sont des premiers à s'intéresser de la « transition ». Des sociologues consacrés sous le communisme, chercheurs et universitaires, dont certains occupent des postes de direction dans le champ académique et, par périodes, des postes politiques, se mettent dans la position d'experts, en fournissant les instruments et légitimer des politiques. Le rôle de l'expert semble s'inscrire dans l'histoire de la sociologie roumaine de la période communiste (au moins). D'autres sociologues qui n'occupent pas après 1989 des postes politiques vont signer des ouvrages en lien avec leur spécialité (parfois nouvelle en lien avec une spécialisation à l'étranger) qui traitent de la transition. Mais les premiers à signer, au tout début des années 1990, tels ouvrages sont des sociologues ayant obtenu leur reconnaissance avant 1989 (Ioan Dragan). D'autres les suivent, en commençant avec la seconde moitié des années 1990 mais surtout dans les années 2000. Ces études sur un secteur d'activité, sur un sous-domaine de la culture ou domaine du savoir viennent témoigner d'une position importante dans la hiérarchie professionnelle dans leur discipline ou/et d'un poste d'expert occupé par des sociologues ou par des philosophes (par leur formation) dans une institution politique (commission, ministère, etc.) : Adrian Miroiu, Lazar Vlasceanu, etc.³⁵⁶

Si des politistes traitent le plus souvent des buts et des visées des politiques, de la démocratisation, et font souvent de l'histoire des idées ou histoire des milieux intellectuels de la période communiste, les sociologues se mettent souvent en position d'experts en lien avec leur rôle politique dans l'espace politique du début des années 1990.

Notons que des sociologues (par formation) du GDS vont investir le secteur privé de l'économie et vont investiguer l'espace des médias et l'espace politique comme copropriétaires d'un institut privé de sondage. Les deux sociologues (formés dans les années 1970) vont contribuer surtout par leurs initiatives à la construction de la « société civile » et encourager à son étude mais vont moins étudier la « société

³⁵⁴ Vladimir Tismaneanu signe un autre volume de dialogues avec Mircea Mihaies en 2000. Le volume porte toujours sur le trajet de la Roumanie après 1989 « vers l'Europe ».

³⁵⁵ Un sociologue et un philosophe par leur formation vont intégrer par la suite l'enseignement en « sciences politiques ». Le premier dans un établissement d'enseignement supérieur de l'État, la nouvelle École nationale des études politiques et administratives, l'autre dans une université privée. Le premier directeur du Service roumain de renseignements consacre un cours tenu dans cette nouvelle institution (en 1994) au « politique dans la société de transition ».

³⁵⁶ Pour une alliance entre intellectuels-politiques et intellectuels qui sont des experts, voir Vladimir Pasti, Mihaela Miroiu, Cornel Codita, *Romania – Starea de fapt*, vol. 1, *Societate*, Bucarest, Nemira, 1997.

civile » dans leurs textes à visée scientifique³⁵⁷. Un sociologue, formé à la sociologie en autodidacte, Pavel Campeanu, ayant dirigé le premier centre d'étude du public des médias durant la période communiste, ancien militant communiste, étudie et mesure l'impact des politiques après 1989, leur succès et l'orientation de l'électorat, mettant son expertise au service du GDS³⁵⁸ et des forces politiques soutenues par celui-là³⁵⁹.

Un nombre important d'ouvrages sont consacrés à la « révolution » mais parfois aussi à l'espace politique de l'après communisme. L'intérêt pour le processus de démocratisation est manifeste dans certaines études qui portent sur la « révolution » roumaine³⁶⁰. Les sujets abordés par des intellectuels du pôle intellectuel de l'anticommunisme surtout seront dans l'ordre chronologique : « société civile », culture civique ou politique, élites politiques et autres, partis politiques et systèmes électoraux ou, plus largement, régimes politique. Ils rendent compte de ce qui leur semble important pour la marche de la transition.

Des auteurs, membres du GDS, traitent du passage au régime démocratique, qu'ils désignent par des termes divers, du rôle de ceux qui ont joué le jeu démocratique (Vladimir Tismaneanu et Stelian Tanase) ou des règles et des mécanismes du jeu politique (Cristian Preda). Stelian Tanase se consacrant à l'étude de la politique de la période communiste et de la période postcommuniste et aux « sciences politiques » par la création d'une publication spécialisée, avant d'intégrer les « sciences politiques » comme discipline d'enseignement, s'intéresse à la « révolution » et à la question « quand s'achève-t-elle ? », au « processus révolutionnaire », qui désigne son traitement de la transition.

Après des études du communisme et des discours à visée scientifique sur le rôle de la « société civile », des intellectuels qui se font connaître et reconnaître au tout début des années 1990, mettant à profit leur dissidence plus ou moins connue de la dernière période communiste, suivent des études au sujet de la vie politique signées par ceux qui ont investi le journalisme depuis la période communiste et continuent de s'investir dans les médias après 1989 aux côtés des membres du GDS. Deux des rédacteurs de 22 du début des années 1990 sont les auteurs d'études qui traitent de la transition, du rôle de la « culture civique » dans les comportements électoraux, des acteurs politiques. L'étude des mentalités jusque-là abordée sur le terrain de la culture se déplace et se traduit après 1989 par mentalités politiques ou dans l'espace politique. Un parmi des politistes de la période postcommuniste, Alina Mungiu-Pippidi, ayant une formation en médecine (suivie avant 1989), journaliste depuis la seconde moitié des années 1980 (*Opinia studentasca*) et rédacteur de 22 (jusqu'au moment de sa candidature pour le poste de rédacteur en chef), ayant obtenu son doctorat en psychologie sociale en 1995³⁶¹, signe son premier ouvrage en 1995 qui traite des « Roumains

³⁵⁷ Alin Teodorescu, président de la filiale roumaine de la Fondation Soros et co-propriétaire d'un institut privé de sondage, traite dans ses textes de l'économie. Calin Anastasiu dirige la publication *Polis*, « revue de sciences politiques », rassemblant des universitaires de la période postcommuniste.

³⁵⁸ Ses textes sont publiés dans 22.

³⁵⁹ Pavel Campeanu, *De patru ori in fata urnelor*, Bucarest, Albatros, 1993.

³⁶⁰ Voir *supra*.

³⁶¹ Entre 1995 et 1997 elle enseigne à l'Université de Bucarest. Jusqu'en 1998, elle reste attachée au journalisme, rédactrice en cheffe d'un journal de l'opposition civique et ensuite comme directeur du département sur l'actualité politique à la Télévision

après 1989 », une analyse des comportements électoraux. Dan Pavel, philosophe de formation et journaliste de la dernière période communiste, rédacteur prolifique de 22 et ensuite de *Sfera politicii*, s'intégrant par la suite dans la discipline de « sciences politiques », est cosignataire de l'étude sur la Convention démocratique de Roumanie (force politique rassemblant des partis traditionnels et des organisations civiques, créée en 1991), après avoir signé de nombreuses textes dans la presse spécialisée au sujet des acteurs politiques et de l'opposition politique, intéressé par les fondements et la construction d'une « culture civique ».

Un membre fondateur du GDS, opposant de la dernière période communiste, physicien par formation et chercheur, se préoccupant après 1989 au droit et aux relations internationales, dirigeant une structure de la société civile après 1989 traite de la « législation dans la transition³⁶² ».

Sociologue de la période communiste, changeant de discipline grâce à des stages de recherche du début des années 1990, investissant les « sciences politiques », après des publications dans un périodique spécialisé (*Sfera politicii*), George Voicu publie sa première étude en traitant du « pluripartisme » comme « théorie de la démocratie³⁶³ ».

Toujours au début des années 2000, d'autres études qui porte sur la « transition », les « mentalités » et les « institutions » sont l'œuvre des responsables d'institutions nouvelles de recherche ou de diffusion (Adrian Miroiu ; Adrian-Paul Iliescu).

La « transition » est sujet d'intérêt pour des auteurs qui sont passés par des institutions politiques (Adrian Miroiu). L'intérêt intellectuel pour la « transition » apparaît en lien avec leurs activités proprement politiques ou de gestion (d'une institution spécifique) ou en lien avec leurs prétentions (rôle d'expert joué dans ou auprès d'une organisation politique) ou leurs attentes d'un poste politique (s'adaptant aux demandes du champ politique).

Des philosophes par formation investissant l'enseignement de « sciences politiques » après 1989, se situant dans la proximité des politiques traitent des acteurs politiques (Dan Pavel ; Alexandru Radu) et, adaptant leurs savoirs du domaine politique aux demandes et à l'évolution du champ politique, traitent des systèmes électoraux (Cristian Preda ; Alexandru Radu). Un autre membre du GDS depuis la seconde moitié des années 1990, Cristian Preda, consacrant sa thèse à la critique du totalitarisme dans la tradition libérale

roumaine publique. En 1998 elle intègre la nouvelle École nationale d'études politiques et administratives dans la faculté consacrées aux sciences politiques et aux études européennes. Voir Alina Mungiu, *Romanii dupa '89. Istoria unei neintelegeri*, Bucarest, Humanitas, 1995.

³⁶² Gabriel Andreescu est cosignataire d'un supplément de *Revista Romana de Drepturile Omului* [Revue roumaine des droits de l'homme] du Centre pour les droits de l'homme APADOR-CH en 1995.

³⁶³ Entre 1991 et 1993, il bénéficie de l'OTAN d'une « bourse individuelle de recherche dans le domaine des institutions pour un projet qui visait les partis politiques dans les sociétés démocratiques ». Son première étude est primée l'année même de sa parution, en 1998, par *Sfera politicii* et la Fondation « Société civile ». George Voicu bénéficiera par la suite d'une autre bourse de l'OTAN « pour un projet consacré aux instances parlementaires des droits de l'homme » (George Voicu, *Pluripartidismul. O teorie a democratiei*, Bucarest, All, 1998, pp. 3-4. Il est alors expert et conseiller parlementaire auprès de la Commission pour les droits de l'homme, des cultes et des minorités (cf. George Voicu, *Teme antisemite in discursul public, op. cit.*).

(sous la direction de Pierre Manent), faisant de l'histoire des idées et publiant des textes sur des thèmes qui s'imposent dans le discours d'intellectuels³⁶⁴, contribuant à l'importation des auteurs classiques du libéralisme français, est devenu à partir du début des années 2000 spécialiste des systèmes électoraux en Roumanie³⁶⁵.

Les volumes qui se donnent comme principal objectif l'étude du postcommunisme, qui traitent du postcommunisme comme « transition », incluant aussi des analyses du communisme appartenant aux sociologues formés et souvent ayant acquis leur pleine consécration (universitaires) sous le communisme³⁶⁶, ne sont publiées que dans les années 2000.

SCHÉMA DE LA THÈSE

Nous traitons dans un premier temps des (futurs) membres du GDS³⁶⁷ et du GDS ainsi que d'autres intellectuels et des institutions spécifiques (traditionnelles ou non)³⁶⁸ en essayant de reconstruire l'espace intellectuel roumain. Nous centrons l'analyse sur des espaces de la littérature et des sciences humaines et sociales avant 1989 dans le but de restituer la place occupée par des futurs membres du GDS et le Groupe en 1990.

Nous traitons dans un second temps du GDS et de sa tribune, l'hebdomadaire 22, plus connu comme *Revista 22* [La revue 22]. Nous présentons des membres du GDS – les positions de ceux qui appartiennent à la même génération et qui ont la même formation et des préoccupations communes –, avec leurs productions pour le GDS. Une « vision du monde » commune se dégage à travers une analyse de leur production journalistique, les sujets qu'apparaissent dans 22, lorsque dans les pages du périodique du Groupe s'expriment tous les membres du GDS³⁶⁹, dont les prises de position prennent diverses formes³⁷⁰.

Nous traitons dans un troisième temps de nouveau des membres du GDS dans l'après-communisme et des activités déployées avec le GDS ou dans d'autres institutions. Présentant des institutions créées et/ou fonctionnant sous la tutelle du GDS et, au-delà de celui-là, de nouvelles instances de diffusion et de

³⁶⁴ Deux de ses ouvrages parus à la fin des années 1990 et début des années 2000 rassemblent des textes publiés dans la presse intellectuelle (*Dilema* et 22) et dans la presse spécialisée (*Sfera politicii*) traitant en s'appuyant sur des références françaises des sujets comme la « nation », le « libéralisme » et l'« Occident ».

³⁶⁵ Les lieux de ses publications nous en disent plus des réseaux dans lesquels ils s'insèrent et de leur position dans le monde académique (institution habitée, discipline investie). Un autre auteur (enseignant à l'école de parti, chercheur de l'après 1989) publiant plusieurs ouvrages sur le « libéralisme de Roumanie » ainsi que sur les « systèmes de partis contemporains » paraissent aux Éditions de l'Académie roumaine et ne sont pas connus.

³⁶⁶ Nous renvoyons ici à notre présentation de l'histoire de la sociologie, présentée par une sociologue dans les années 2000 (voir ci-dessus, dans le texte consacré aux études sur le monde intellectuel).

³⁶⁷ Dans plusieurs textes, notamment lorsqu'on traite aussi bien des membres du GDS que d'autres intellectuels, seront portés en **gras** les noms des membres fondateurs et seront soulignés des membres cooptés entre 1990 et 2009.

³⁶⁸ Nous avons choisi de garder les sigles en roumain, qui seront mis entre parenthèses () à la première occurrence, aussi bien des institutions culturelles ou spécifiques que des institutions politiques (les partis politiques y inclus).

³⁶⁹ Membres fondateurs, membres cooptés à ces temps-là ainsi que d'autres intellectuels qui s'en rapprochent.

³⁷⁰ Article, compte-rendu d'un livre ou d'une enquête, entretien, propos tenu à l'occasion des rencontres organisées par le Groupe ou d'autres interventions publiques du GDS.

consécration, créées au tout début des années 1990, et d'autres nouvelles institutions spécifiques de l'État, créées dans les années 2000, nous nous intéressons à des parcours professionnels lorsque des membres du GDS travaillent à se faire reconnaître et à acquérir une nouvelle autorité et aux engagements lorsqu'ils ont acquis une nouvelle autorité et leur reconnaissance. Dans la période postcommuniste des membres du GDS n'évoluent pas seulement au sein du GDS, leurs activités ne se déroulent et ne se développent pas toujours en lien avec le GDS. Parlant de leurs engagements et de leurs parcours professionnels, nous nous intéressons aussi bien aux positions obtenues par des membres du GDS qu'à leurs productions et aux relations avec le champ politique au sein des instances qu'ils habitent avec d'autres intellectuels qui partagent avec eux les mêmes intérêts. Parlant de leurs « œuvres », textes à visée scientifique, nous nous intéressons à leur rapport avec le journalisme pratiqué par ces intellectuels.

Eux (futurs membres du GDS et le GDS) et les autres (autres intellectuels, autres groupements et institutions traditionnelles). La première partie se focalise sur des membres fondateurs du GDS et des futurs membres du Groupe, qui se situent dans la proximité des premiers, à savoir ceux qui se retrouvent dans une même institution sans dire par cela que des futurs membres du GDS entretiennent des relations étroites et qu'ils se (re)connaissent déjà tous. Dans ces institutions ou dans d'autres cadres de la vie intellectuelle, des futurs membres du GDS prétendent et attendent leur reconnaissance aux côtés d'autres intellectuels ayant acquis leur reconnaissance, comme d'autres futurs membres du GDS, sous le communisme. Eux (membres fondateurs et futurs membres du GDS qui sont entrés dans une carrière intellectuelle) et les autres dans des institutions traditionnelles, c'est de cette façon qu'on peut résumer cette partie de l'analyse. Nous nous intéressons aux institutions traditionnelles et au système des relations entre celles-là. Nous suivons les transformations des rapports de force mais aussi les continuités dans le champ intellectuel au tout début des années 1990 en partant de l'esquisse de l'état du champ de production culturelle dans la période communiste sur la base d'une analyse des positions occupées par des membres fondateurs du GDS avant 1989 et notamment dans les années 1980. Cette première partie est celle qui dépasse le plus les frontières que dessine *a posteriori* le GDS par ses recrutements de la période postcommuniste.

Certains futurs membres du GDS ne se connaissaient ni se reconnaissent avant l'apparition du Groupe, fin décembre 1989. Leur passé ne les a pas toujours mis ensemble. Tous ne font pas partie des mêmes milieux, intellectuels ou professionnels, et tous ne vont pas prendre part aux initiatives visant la contestation des instances spécifiques ou ne se sont intéressés avant 1989 à ceux qui s'opposent au régime communiste. C'est pourquoi nous les suivons avant qu'ils intègrent le Groupe, nous nous intéressons aussi bien à les situer dans l'espace social et à établir leur position dans le champ de production culturelle qu'aux réseaux de relations où ils s'insèrent. Nous nous intéressons aux membres fondateurs avant la création du GDS, c'est-à-dire au cours de la période communiste, et, à des futurs membres du GDS, cooptés plus tard,

lorsqu'ils sont des collègues de ces premiers. Nous présentons des parcours des futurs membres du GDS, qui sont entrés dans une carrière avant 1989, et leurs prises de positions politiques ainsi que toute autre manifestation d'une critique au sujet des institutions spécifiques ou du régime communiste. Nous essayons d'établir leur position au moment de leur prise de parole sous le communisme et de présenter leurs histoires (de vie) et l'histoire de leur opposition (dans quelques cas seulement) ou de leur dissidence (dans d'autres cas) et, pour la plupart, leurs actes subversifs qui datent des dernières années de la période communiste ou, dans la plupart des cas, de 1989, qui recevront des interprétations et seront réévalués après 1989. Des rapports à la politique des futurs membres du GDS nous intéressent pour signaler de quoi on traite ou quel domaine est visé dans les textes des plus connus et reconnus auteurs. Et en quoi consiste leur contestation et leurs critiques, leurs actes subversifs ou des gestes qui ciblent les décisions prises au sein des instances spécifiques (comme l'Union des écrivains) par leurs responsables ou par des politiques du régime. En se penchant sur le contenu de certaines prises de position on s'est donné comme objectif de restituer les conditions de leur production et de leur transmission en analysant celles-là avec les positions occupées par leurs producteurs avant 1989. Prenant conscience qu'elles se prêtent à des interprétations et sont réévaluées après 1989 par leurs producteurs et par différents intellectuels, nous présenterons les différentes manières de définir la dissidence.

Eux (membres du GDS) entre eux (au sein du GDS) et contre d'autres (intellectuels et politiques) dans 22. La deuxième partie de notre travail porte sur le GDS après 1989 et sur les membres du GDS au sein du GDS. Cette partie discute de la dynamique et de la construction de son identité. Plus que les deux autres parties, celle-ci est axée sur le GDS et sa production³⁷¹ pour montrer des rapports au sein du GDS et les modes de construction d'une identité. Nous montrerons des rapports qui s'établissent au sein du GDS, en lien avec la position occupée avant 1989 par des membres du GDS mais aussi en lien avec la position qu'ils occupent ou/et qu'ils prétendent au début des années 1990. Et des prises de parole au sein du GDS, des opinions prétendument majoritaires au sein du GDS, qui s'imposent au sein du GDS mais aussi au-delà de celui-là à la faveur de leur reprise par les plus forts (en capital symbolique et en capital social), ainsi que des opinions divergentes des exclus du GDS ou des membres qui ont renoncé à cette appartenance. Nous présentons aussi le cas le plus notoire parmi les non-reçus. Nous parlons ici aussi des sous-« groupe[s] » dans le Groupe, des alliances sur la base d'une amitié ancienne et/ou d'une collaboration plus récente, pour détecter leur principe en examinant le fondement des représentations du GDS en termes d'alliances nées au sein du GDS ou agissant au sein de celui-là, lui précédant, et leur persistance.

Dans cette partie nous avons privilégié une analyse centrée à l'échelle du Groupe et des réseaux qu'il contribue à créer grâce à ses quelques entreprises où sa contribution est majeure par l'implication de

³⁷¹ Les titres des articles parus en roumain dans des périodiques intellectuels ou spécialisés et notamment 22 ont été traduits en roumain. Les titres en original, en roumain, seront mentionnés dans la bibliographie, avec leur traduction en français.

plusieurs membres du GDS, en premier lieu et jusqu'à présent, l'hebdomadaire 22, par la pratique d'un dialogue plus restreint et plus direct lors des rencontres avec des politiques en la présence d'un public supposé fidèle³⁷². Une part importante de cette partie porte sur ce qui se présente visiblement comme le fruit le plus visible et le plus durable du GDS, à savoir sa publication, un hebdomadaire où les sujets politiques dominent, la « revue » 22. Notre analyse des textes publiés dans 22 porte sur leurs prises de position (des membres du GDS) qui datent des premières années de la première décennie postcommuniste. Nous avons analysé la totalité des textes portant la signature des membres du GDS pour présenter les engagements collectifs, des membres au nom du GDS ou des prises de position, plus rares, tenues au nom du GDS. Le dépouillement de la publication 22 pendant la période où le Groupe garde sa cohésion tout en recrutant de nouveaux membres a débouché sur la constitution des dossiers³⁷³ sur les principaux « thèmes » abordés par le Groupe, à savoir des membres du GDS surtout, dans 22. Reliant les sujets abordés dans 22 par des membres du GDS à leurs préoccupations et à leurs activités passées ou en cours mais aussi à leurs positions (la position qu'ils occupent au moment de leur entrée dans le Groupe et au début des années 1990) nous avons procédé à l'analyse de contenu de la publication de GDS. Nous avons traité des textes parus dans l'hebdomadaire 22 au cours de ses premières années lorsque tous ceux qui font alors partie du Groupe apparaissent dans cette publication comme producteurs de discours (article, entretien, compte-rendu, etc.). Les « questions » que nous avons identifiées constituent les termes autour desquels se construit le « dialogue » du GDS avec son public, avec des politiques et leurs discours contre certains intellectuels entrés en politique ou des intellectuels qui sont des nouveaux responsables d'institutions ou contre certains politiques au pouvoir. Ces analyses d'une « question » que nous avons identifiée comme thème préoccupant plusieurs membres du GDS ne se limitent pas toutefois à la discussion de leurs interventions publiques et diffusées par l'intermédiaire de sa publication. Nous suivons des membres du GDS par-delà ces interventions lorsque leurs activités ont changé et de nouvelles préoccupations retiennent leur attention pour en faire des sujets pour d'autres modes d'intervention politique.

Eux avec les autres dans d'autres institutions de la période postcommuniste et dans d'autres espaces disciplinaires et dans celui de la politique. Dans la **troisième partie**, l'accent sera mis aussi bien sur les institutions qu'ils ont créées après 1989 ou à la création ou au maintien desquelles ils ont participé que sur leurs parcours professionnels et leurs engagements en nom propre ou fondés sur l'appartenance

³⁷² Si d'autres structures fonctionnant auprès du GDS seront créées à l'initiative des membres du GDS, la publication 22 reste aujourd'hui la seule à représenter le GDS par la diffusion des prises de position au nom du GDS et des membres du GDS comme des intellectuels ou des politiques proches du GDS à travers le temps (depuis janvier 1990 et jusqu'à présent).

³⁷³ Ces dossiers qui ont été la base de la construction de la majorité des textes que nous avons inclus dans cette partie. Ces thèmes sont apparus comme suite de la constitution des dossiers rassemblant des textes signés par des membres du GDS qui traitent des sujets proches, faisant partie d'une problématique commune, et d'une analyse succincte des intérêts intellectuels, du champ référentiel et/ou des activités des membres du GDS qui partagent des préoccupations communes.

commune au pôle de l'anticommunisme qui s'est imposé dans le champ de production culturelle après 1989.

Nous intégrons dans cette dernière partie nos analyses des structures de petite et de moyenne taille, créées sous la tutelle du Groupe et fonctionnant au service de celui-là et auprès du GDS, structures qui mettent en œuvre des compétences et des techniques en réponse aux intérêts intellectuels et politiques du Groupe. À part les structures qui fonctionneront auprès du GDS, qui ne perdurent pas, certains membres fondateurs du GDS vont créer au tout début des années 1990 de nouvelles positions en créant de nouvelles institutions, de diffusion et de consécration ou d'expertise. Traiter des structures nées auprès du GDS³⁷⁴ et d'autres instances de production et de consécration créées par certains membres du GDS au tout début des années 1990³⁷⁵, revient à rappeler des sujets qui apparaissent dans 22 et à discuter de nouvelles ou anciennes préoccupations investies dans d'autres cadres institutionnels, créés après 1989, qui ont permis de se donner accès à une nouvelle autorité et de légitimer une autorité acquise antérieurement. Nous présentons aussi de nouvelles institutions, au service des acteurs politiques et spécifiques, de l'État, habités par des membres du GDS. De nouvelles institutions créées sous la tutelle de l'État, instances de production ou de diffusion, ou structures fonctionnant auprès des partis politiques où on retrouve des membres du GDS nous révèlent le pouvoir acquis par des intellectuels du pôle de l'anticommunisme et les relations que des intellectuels entretiennent avec des politiques. Les nouvelles institutions, créées dans les années 2000, qui ne sont pas l'œuvre de la « société civile » à laquelle des membres du GDS disent appartenir notamment dans les années 1990, consacrent des problématiques qui reflètent des engagements collectifs et individuels des années 1990³⁷⁶. Par l'apparition de nouvelles institutions, structures étatiques, qui se consacrent à l'« investigation » du passé récent et/ou à faire l'histoire du temps présent, on assistera à l'institutionnalisation des problématiques qui se sont imposées dans les années 1990. Ces nouveaux lieux de la recherche scientifique (une de leurs activités étant la recherche), créées sous la tutelle des institutions politiques, correspondent aux problèmes relevés dans le champ politique par la chute du régime communiste, repris par des partis politiques dans leurs stratégies de se définir ou de légitimation, et aux questions revendiquées par des intellectuels en constituant leur champ d'intérêts dans les années 1990.

Leurs investissements professionnels et leurs intérêts intellectuels qui se précisent dans les années 1990 ne peuvent pas être appréhendés sans considérer le rôle de leur insertion dans des réseaux d'interconnaissance où des intellectuels côtoient des politiques à la faveur de leur appartenance au GDS

³⁷⁴ À part sa principale institution, l'hebdomadaire 22, rassemblant au tout début des années 1990 la majorité des membres du GDS, il s'agit d'un studio audiovisuel, d'un centre de sondage et du Comité Helsinki roumain.

³⁷⁵ Il s'agit des périodiques spécialisés, « revue[s] de sciences politiques », et des maisons d'édition, dont les Editions Humanitas, ainsi que du premier institut de sondages (IMAS) et d'un « institut d'études avancées » en sciences humaines et sociales, le New Europe College.

³⁷⁶ Ces instituts ayant la recherche parmi leurs activités, créés dans les années 2000, seront présentés dans la dernière partie du dernier chapitre de ce travail.

(mais non seulement). Des trajectoires d'intellectuel seront encore présentées pour relever de nouveaux modes d'engagement des intellectuels du GDS lorsqu'ils ont acquis de nouvelles positions dans des champs spécifiques. Une analyse de certaines de leurs « œuvres », textes à visée scientifique, sera proposée dans cette même partie qui ne traite pas cependant que des membres du GDS. Des textes à visée scientifique, parfois mentionnés dans l'introduction, seront discutés avec leurs auteurs, certains membres du GDS comme d'autres intellectuels qui ont abordés un même sujet (intellectuels de l'exil ou auteurs qui ne partagent pas avec eux l'adhésion aux idées du courant de l'anticommunisme)³⁷⁷. Nous discuterons ainsi des auteurs de la période communiste ou/et de ceux qui se sont fait connaître et reconnaître comme auteurs d'essais politiques après 1989. Une analyse des essais politiques portant sur le passé récent (le communisme et les événements de 1989) nous révèle le poids de l'engagement car les essais politiques signés par plusieurs auteurs dont nous discuterons dans cette partie se situent dans la continuation du journalisme pratiqué dans les années 1990 (ou/et dans les années 1980 pour des auteurs de l'exil parisien ou étatsunien). Alors que les conditions de leur production, de leur diffusion et de leur réception nous révèlent la dynamique des rapports de force au sein du champ intellectuel durant l'après-communisme. Le moment de la publication de ces essais étant un indicateur de la valeur accordée à une « œuvre » vu les engagements antérieurs et la position de l'auteur dans la période communiste ou dans l'après-communisme.

Certaines questions traitées dans une des deux premières parties ou dans les deux sont discutées aussi dans la troisième partie, cette fois-là, dans une analyse axée sur les entreprises collectives, des formes d'activité professionnelle et des investissements intellectuels ainsi que sur leur rôle comme celui du journalisme pratiqué dans les années 1990 dans la construction d'une identité intellectuelle. La traduction, comme travail intellectuel et, plus largement, leurs références, leurs modèles conceptuels et leurs rapports à l'étranger, sont ainsi traités dans la première comme dans la deuxième partie, mais aussi dans la troisième partie pour signaler l'apport de l'étranger dans la création de nouvelles instances intellectuelles (par exemple, dans le secteur de l'édition) et/ou dans la construction de nouveaux domaines d'intérêts intellectuels, le recours à l'étranger et le rôle des instances de l'étranger dans les stratégies de légitimation des intellectuels dans la période postcommuniste.

³⁷⁷ Remarquons ici que nous avons procédé à un partage entre des études qui ont été mentionnées dans l'introduction et d'autres ainsi que des essais (combinant parfois récit autobiographique et texte à visée scientifique) qui seront présentés dans la dernière partie. Le choix des écrits discutés dans la dernière partie a été guidé par le choix propre des auteurs qui nous intéressent ici, les sujets abordés par plusieurs auteurs du GDS étant les événements de 1989 et le communisme, thèmes avec lesquels certains se sont consacrés comme spécialistes du communisme. Dans l'introduction par contre nous nous sommes intéressées surtout aux études du monde intellectuel et aux études de la transition. Mais un partage net entre études du communisme et du postcommunisme n'existe pas, comme cela est noté dans l'introduction et ressort aussi de la dernière partie de ce travail.

III. Enquêter dans les milieux intellectuels (en Roumanie après 1989)

L'enquête ethnographique qui s'est déroulée à partir de 2004³⁷⁸ avait comme but de recueillir des informations sur l'activité du GDS et des témoignages des membres du GDS, membres fondateurs surtout, concernant leur participation et leurs expériences faites au sein du GDS, leurs activités et leurs pratiques mais aussi sur leur parcours (ainsi ont été recueilli plusieurs récits de vie). Un guide d'entretien construit au tout début de cette enquête a constitué un outil indispensable en vue de recueillir des informations sur des événements ayant marqué la vie du Groupe et pour vérifier et compléter le matériau biographique constitué par la consultation d'autres sources. Nos questions ont eu comme visée surtout la vie du Groupe et le parcours de nos interlocuteurs (avant et après 1989) et de leurs engagements mais lors de certains entretiens (surtout lorsque nous avons eu la possibilité de revoir notre interlocuteur et de répéter un entretien, mais non seulement) nous avons pu discuter aussi certaines de leurs prises de position proprement intellectuelles (livres publiés, approches, méthodes) ou de leurs pratiques culturelles, de la vie politique et des acteurs politiques ou de l'actualité politique.

Mais l'enquête ne se résume pas aux entretiens semi directifs réalisés avec des membres du GDS et d'autres intellectuels. Il s'agit d'une enquête ethnographique³⁷⁹ qui s'est imposée vu les silences (la discrétion) et les oublis de certains interlocuteurs mais aussi par souci de comprendre certains engagements actuels en assistant à des événements de la vie intellectuelle ou par l'observation des lieux de rencontre entre monde intellectuel et monde politique³⁸⁰. Les discussions informelles comme certains entretiens enregistrés ont été rendus possibles ou, au moins, facilités, par l'impartialité qui est attribuée par plusieurs de nos interlocuteurs à un travail qui est mené à l'étranger et supposé pour l'étranger³⁸¹. L'enquête ethnographique (discussions informelles et observations) a été rendue possible aussi par notre passage par certaines institutions (créées après 1989).

L'enquête visant surtout des membres du GDS s'est étendue à d'autres intellectuels qui se sont situés avant 1989 dans la proximité des futurs membres du GDS (certains intellectuels critiqués par le GDS) et à d'autres avec lesquels des membres du Groupe établissent des relations après 1989 : collaborateurs de 22, anciens collaborateurs ou collègues de certains membres du GDS, responsables d'institutions culturelles dans l'après communisme.

³⁷⁸ Avec trois entretiens dont deux seulement ont été enregistrés.

³⁷⁹ Stéphane Beaud, Florence Weber, *Guide de l'enquête de terrain. Produire et analyser des données ethnographiques* [1997 ; 1998], Paris, La Découverte, « Repères », 3^e édition, 2003 ; Frédérique Matonti, « “Ne nous faites pas de cadeaux”. Une enquête sur des intellectuels communistes », *Genèses*, 25, 1996, pp. 114-127.

³⁸⁰ Surtout qu'avant tout ce travail, nous avons assisté en étudiante en sciences politiques à de tels événements. Toutes les informations recueillies ou les observations faites à ces occasions n'ont pas pu être utilisées ici.

³⁸¹ D'autres, pourtant bien moins nombreux, expriment leur souci vis-à-vis d'une influence « de gauche » des milieux scientifiques français.

A. Enquête ethnographique

On ne saurait dire que notre enquête est une des sources principales de notre analyse, quoique notre recherche ne manque pas d'extraits et de références aux déclarations des sujets durant l'enquête³⁸², mais sans elle nos sources documentaires³⁸³ n'auraient pas pu nous servir de la même manière et les données recueillies ne sauraient être de la même façon analysées et interprétées. Nos entretiens, enregistrés ou non³⁸⁴, ont duré bien souvent plus d'une heure³⁸⁵, alors que plusieurs de nos interviewés n'ont pas accepté d'être enregistrés. Lorsqu'ils acceptaient l'enregistrement quelques-uns demandaient de n'être cités qu'après avoir été consultés, mais à plusieurs reprises ils ont demandé que certaines informations ou certaines opinions ne soient pas rendues publiques ou plus précisément et plus souvent que celles-ci ne leurs soient pas attribuées³⁸⁶. Nos entretiens sont semi directifs et en grande partie des entretiens en profondeur. Dans plusieurs cas, pas tous, nous avons pu réaliser plusieurs entretiens avec un même individu. Dans deux cas, des entretiens approfondis ont été enchaînés, se déroulant sur deux jours. Mais le plus souvent, nous sommes revenus à nos interlocuteurs ou nous avons essayé de maintenir une relation qui permettait de les revoir, de leur demander de rendre plus clairs certains de leurs propos, de leur poser d'autres questions, de discuter sur d'autres sujets, etc. Avec certains de nos interlocuteurs, nos entretiens ont pris la forme d'une discussion. Un ou deux entretiens se sont poursuivis par des discussions et, plus rarement, par des échanges cette fois-ci par voie électronique, qui ont permis le recueil d'autres matériaux ou informations liées aux sujets qui les préoccupent ou des rôles ou des postes qu'ils tiennent.

Nos observations hors l'enquête, excepté celles directement liées au déroulement des entretiens, sont datées dans leur majorité depuis 2006 lorsque nous avons pris l'habitude de noter non seulement des commentaires faites par des membres du GDS mais aussi de les observer et de considérer tout récit événementiel et toute réaction de ceux qui sont aussi des collaborateurs du GDS qu'on pouvait suivre se manifester dans d'autres cadres. Plus tard, à partir de 2007, nous avons commencé à voir des membres du GDS dans d'autres cadres que ceux qui étaient prévus, annoncés pour la réalisation des entretiens : dans d'autres lieux de sociabilité, lors des événements publics qui avaient lieu à l'extérieur du GDS. Dans la période précédente nous avons assisté à quelques rencontres ouvertes au public organisées par le GDS³⁸⁷.

³⁸² Par le terme d'« enquête » nous nous référons aux entretiens réalisés, enregistrés ou non, mais dont nous gardons nos notes faites souvent au cours de l'entretien, aussi bien qu'aux différentes observations faites (voir *infra*).

³⁸³ Ouvrages sur les institutions culturelles sous le communisme, ouvrages qui traitent des phénomènes divers de l'après 1989, recueils d'entretiens, récits de mémoires, textes journalistiques et certains autres discours tenus par des intellectuels dans les médias.

³⁸⁴ Ils sont notés comme « entretiens consultatifs ».

³⁸⁵ Le plus long entretien enregistré (dans plusieurs cas, suivi d'un autre entretien) a duré neuf heures. Le plus court entretien a duré un peu moins d'une heure.

³⁸⁶ C'est pourquoi nous avons choisi de rendre anonymes certains propos alors que d'autres sont cités avec le nom de ceux qui les ont produits.

³⁸⁷ Il s'agit des réunions organisées par le GDS notamment avec des politiques avant les élections de 2005. Les notes prises au cours d'autres réunions du GDS avant même que le GDS soit devenu notre sujet ont été consultées, durant la seconde moitié des années 1990.

Mais ce n'est qu'à partir de 2007, que nous avons commencé à noter toute remarque susceptible à être reliée aux milieux d'interconnaissance du GDS, à savoir des remarques et des récits événementiels venant des collaborateurs de 22 aussi, et autres intellectuels, des universitaires surtout et qui parlaient soit des institutions, soit des collectifs constitués à la base d'un intérêt commun intellectuel investi en politique, soit des pratiques et/ou des attitudes de leurs collègues.

Nous avons pu les observer et parfois même recueillir leurs propos tenus dans d'autres cadres, à des occasions diverses: émissions télévisées et autres présentations devant un autre public, à l'occasion des événements propres au monde intellectuel, organisés par eux-mêmes ou par d'autres, institutions culturelles mais aussi des acteurs politiques, plus proches ou se rapprochant des milieux intellectuels, intéressés à recevoir le soutien et s'appuyant sur leur autorité.

Les matériaux qui ont résulté de cette enquête dans les milieux intellectuels comportent :

entretiens dont certains ont été transcrits intégralement et analysés, d'autres ont été traités après l'écoute et parfois une réécoute des enregistrements ;

notations sur place ou après la réalisation d'un entretien consultatif ou des discussions eues avec nos interviewés ;

observations faites au sujet de ces entretiens (avant ou après la réalisation de ces entretiens ou des discussions eues) ou des attitudes de ceux que nous avons contactés pour établir une rencontre en vue d'une discussion ou lorsque nous leur avons sollicité une seconde entrevue ;

notations et observations sans lien direct avec l'enquête ou, plus précisément, avec son déroulement puisque, faites à l'insu de nos enquêtés, elles sont produites à la faveur des discussions eues et de la participation à certains événements plus ou moins inédits dans des cadres et des lieux différents et parfois à des occasions non-prévues³⁸⁸ ;

divers documents mis à la disposition de l'enquêteur par les enquêtés mêmes (il s'agit aussi bien de leurs réponses à notre sollicitation pour une rencontre et une discussion face-à-face, des réponses à nos questions envoyées par mail, faute de l'acceptation d'une rencontre mais aussi des documents comme la liste de leurs publications et de leurs projets et d'autres types de textes³⁸⁹);

³⁸⁸ L'occasion se présente pour rencontrer des universitaires, à part ceux que nous avons nous-mêmes contactés, qui peuvent nous fournir, à notre demande mais aussi sans une demande expresse, des informations sur des membres du GDS ou peuvent témoigner de leurs propres expériences et observations, donner leurs avis sur certaines institutions par lesquelles ils sont passés (l'Académie roumaine ou l'académie du parti, des universités).

³⁸⁹ Un de nos interlocuteurs nous attendait avec des « documents » : une attestation qu'il avait sollicité et reçue d'une institution étatique ; des articles qu'il avait publiés dans une revue spécialisée ; un volume, récit de mémoires où il avait marqué les pages à consulter. Il s'était « préparé » pour notre discussion, en prévoyant des questions au sujet d'un scandale dans lequel il avait été impliqué. Un autre nous rendit à la fin de notre premier entretien quelques numéros d'une revue qu'il avait édité, sans d'autre explication, on comprit par la suite que l'offre devait nous servir à prendre connaissance de l'évolution de ses relations au sein du GDS, à aller étudier des événements dont nous n'avions pas eu connaissance lorsqu'on l'avait rencontré pour la première fois. Un autre nous offrit un volume de poésie publié peu de temps après un de nos entretiens. À la fin d'un entretien, un autre nous offrit un volume de poésie récemment publié, il nous parlait de la manière dont se déroulaient les séances du PCR auxquelles il participait, le volume qu'il nous offrit « est le résultat de ces séances », les vers avaient été écrits durant ces séances. Un autre

des discours tenus par des membres du GDS dans d'autres cadres, ces « scènes sociales » ont quelquefois été analysées après la transcription des enregistrements et des observations faites à la suite de ces événements publics qui avaient lieu habituellement dans le monde intellectuel (conférences, présentations de livres, spectacles et autres « présentations de soi » publiques).

Deux questions étroitement liées nous préoccupent ici. La seconde étant directement liée à la première. La première et la principale consiste à discuter de la réception de cette enquête dans les milieux intellectuels (non seulement par des anciens ou actuels membres du GDS) et plus généralement de l'intérêt pour une étude portant sur des intellectuels, y inclus de l'accueil fait à celui qui s'intéresse à eux non plus ou non seulement de par sa position d'apprenti, mais en vue de réaliser une étude (qui a été présentée, lorsque cela nous était demandé, comme une étude d'histoire³⁹⁰), ce qui implique aussi de discuter des conditions de réalisation de cette enquête. L'intérêt ici consiste à questionner l'ensemble de ces matériaux ou la plupart de ceux-ci. Des sujets qui sont abordés par nos interlocuteurs, ceux qui sont ressortis de leurs discours comme les questions les plus importantes pour eux sont évidemment en lien avec nos questions, ils constituent le résultat des intentions de l'enquête. Le fait même de leur présenter notre objectif, à savoir le GDS, d'avoir un certain intérêt à leur personne, plus généralement, souvent par le seul fait de se présenter à eux, de discuter avec eux, cela oriente d'emblée leurs discours. Les entretiens semi directifs tournaient autour de trois « problèmes »³⁹¹, notre objectif visant à recueillir des informations et des représentations au sujet de : l'engagement ou leur rapport à la politique, tout particulièrement le GDS et des activités spécifiques en lien, leurs rapports avec l'espace politique ; leurs activités proprement intellectuelles de tout type et leur parcours scolaire et professionnel. Mais nous avons souvent laissé nos interlocuteurs choisir de quoi ils parlent. Ce n'est pas seulement ce qu'ils disent au sujet du GDS, et plus largement, de la politique et de l'intérêt pour la politique chez des intellectuels, le leur ou celui des autres (prise de position, regroupement, contestation ou non, participation aux débats), mais aussi sur leurs activités intellectuelles, sur leurs pratiques et sur eux-mêmes. L'accent est mis ici sur la façon dont ils le disent et à quels moments ils discutent de leur histoire personnelle ou de l'histoire du champ intellectuel, du GDS, de leurs concurrents et collègues, de leur parcours professionnel, de l'intérêt pour la politique et de la politique. Il est important de suivre aussi, tant soit peu, la manière dont ces sujets se combinent dans leurs propos. On peut de ce fait

nous envoya une lettre de protestation qu'il avait rédigé avant 1989 et dont quelques amis avaient eu connaissance (Mihai Dinu Gheorghiu). Un autre nous offrit son dernier roman publié et nous conseilla de le lire en présentant ses textes actuels de littérature proches des études telle que celle qu'on préparait, pour laquelle nous l'avons contacté en lui demandant de témoigner du GDS, de ses expériences : « je fais la même chose sauf qu'avec d'autres outils ». Autres textes, publiés après 1989, nous ont été remis ou prêté à notre sollicitation, il s'agit dans ce cas-ci de textes à visée scientifique publiés le plus souvent début des années 1990. Nous avons aussi sollicité, auprès des rédacteurs de 22, et consulté ainsi deux volumes édités sous l'égide du GDS.

³⁹⁰ Nous présentons de manière générale notre objectif principal, à savoir faire l'histoire du GDS. Lorsque la déclaration de l'inscription institutionnelle s'est imposée, l'inscription disciplinaire pouvait être parfois passée sous silence. Nous y reviendrons.

³⁹¹ Qu'on peut résumer comme il suit : le GDS ou tout intérêt pour la politique ; leurs activités dans et pour des institutions spécifiques ; leur parcours avant 1989 et après 1989 (« histoire de vie »).

discuter sinon analyser certains aspects que nous n'aborderons par la suite qu'au passage quoique des propos mentionnés ici doivent être reliés à leurs pratiques et aux positions successives ou concomitantes qu'ils occupent et que nous analysons en détail plus loin dans ce travail.

Lorsque nos interlocuteurs se présentent soit par leur options politiques ou leur préférences politiques (pour un parti politique qui n'est pas toujours nommé), par des formules renvoyant à des modèles intellectuels qui sont censés fonder des identités politiques (« humanisme » qu'on peut rapprocher et équivaloir au socialisme, terme plutôt absent de leur propos), ils se réfèrent d'une manière explicite parfois à des expériences antérieures, éloignées dans le temps, mais aussi à leurs expériences les plus récentes, et qu'ils associent parfois à des opinions sur d'autres intellectuels ou des agents politiques.

Cela permet le traitement de la plupart des matériaux cités ci-dessus puisqu'ils nous informent tous ou la plupart sur le mode de se rapporter à chacun de ces sujets qui varient non seulement d'une personne à l'autre mais aussi selon le cadre, les lieux et le moment. Cela suppose de considérer tous ces matériaux, qui résultent de l'enquête, avant que toutes informations recueillies et les observations faites soient utilisées pour l'étude du GDS et d'autres institutions spécifiques des milieux intellectuels, pour l'analyse que nous proposons des parcours professionnels de nos sujets (activités proprement intellectuelles et postes occupés), de leurs rapports à la politique et de leurs relations avec l'espace politique.

Les comparaisons permettent d'en dégager les enjeux qui y sont impliqués dans le fait d'en parler, dans le fait d'aborder tel ou tel sujet et non pas un autre et dans leur manière de parler d'une même question dont ils ont pu parfois discuter d'une autre manière ou même avoir refusé d'en discuter. Quels sont les enjeux dans le jeu que suppose le fait de porter témoignage ou de discuter avec quelqu'un qui se donne comme objectif d'écrire leur histoire alors qu'on tient à mettre en évidence notre désir de les comprendre et ce qui fait la posture de l'observateur, à savoir l'objectivité³⁹² ?

Ainsi, il ne s'agit pas tellement d'une analyse du contenu de leurs discours, mais à partir des observations faites à des occasions diverses – et non seulement au cours des entretiens réalisés – il s'agit de souligner et de faire voir les variations qu'enregistrent leurs discours sur des thèmes et des questions précises (télévision, certaines activités, etc.) en fonction du cadre et/ou du moment où ces discours sont tenus, comment la posture adoptée change lorsque l'objectif d'un dialogue est un autre. La visée consiste à comparer, quoique d'une manière succincte, des discours en provenance de personnes différentes qui parlent d'un même sujet et des discours produits à divers moments et dans des cadres différents par un seul et même individu et parfois sur un même sujet. Quelle influence a le cadre et surtout le public sur leur mode de traiter de tel ou tel sujet ? Comment et si lors de ces interactions leurs opinions formulées lors des entretiens ou des opinions plus connues, comme celles qu'on exprime devant un certain public, plutôt un public avisé, transparaissent dans leur manière de se présenter à la télévision, dans les dialogues qu'ils

³⁹² Pierre Bourdieu, « Sur l'objectivation participante. Réponse à quelques objections », *ARSS*, 23, pp. 23-29.

entretiennent à ces occasions mêmes avec des politiques. Dans des cadres divers leurs discours peuvent changer en fonction du public. Refaire un entretien par la suite permet de comparer leurs représentations et leurs perceptions du public visé, leurs attentes de la part du public aux observations faites lorsque nous avons pu assister à ces événements. Souvent en situation de pouvoir assister aux commentaires qui sont faits par ceux qui composent leur public : journalistes, autres intellectuels, universitaires ou étudiants, dont certains de leurs collaborateurs.

De plus, les participants à tels événements dont ils sont les organisateurs ou qui sont organisés pour eux-mêmes, nous renseignent sur leurs relations au sein du monde intellectuel, leurs liens avec le monde politique, sur le rôle et le type de ces relations. Les réseaux de relations peuvent être reconstitués au moment de l'enquête non seulement à partir des informations obtenues par le biais des entretiens réalisés avec eux et grâce à eux, et non seulement à partir des données objectives (appartenance à une autre institution, cosignature d'une publication, etc.) mais aussi en accédant à des listes de diffusion des messages circulant dans des cercles restreints.

Nous prenons en compte pour la discussion surtout leurs représentations de leurs activités et de leurs rôles et positions, qui sont ressorties de leurs récits lorsqu'ils rendent compte de certaines de leurs pratiques et de leurs relations. Toutefois leurs représentations seront toujours, tant soit peu, mises en relation avec ceux qui les prononcent, plus précisément, en essayant au plus possible de les situer par référence à leur situation au moment de l'enquête et à leurs propriétés sociales. Les observations faites au cours de l'enquête comme certaines informations recueillies ailleurs, dans la presse surtout, nous serviront à rendre compte de ces variations selon les moments et le cadre. Leur position ou plus précisément leurs rapports au Groupe peuvent avoir changé entre temps, d'un entretien à l'autre, ou bien progressivement lors d'un deuxième ou énième entretien ils peuvent parler de choses dont ils n'acceptaient pas de parler dans un premier temps. Ce qui les conduit à se consacrer à certaines activités et ces activités mêmes peuvent être présentées comme des choix raisonnables et légitimes, tout comme ils le feront au sujet de certaines prises de position. Rationalisations qui sont par la suite mises en question par des propos tenus à l'improviste (en parlant de leurs propres « choix » ou de ceux des autres).

Dans d'autres cadres, en présence d'un autre public et souvent, précisément en fonction de celui-ci (des amis, des alliés ou des concurrents ou même des ennemis), des sujets abordés ailleurs, discutés lors d'un entretien, sont considérés différemment. Lorsque leurs relations avec le GDS ont changé s'ils ne peuvent pas changer d'activité, s'investir dans une autre activité, soit puisqu'ils n'ont pas les moyens, l'énergie ou le temps car tout changement bien que désirable et désiré n'est pas si facile à produire, ils changent au moins leur public, ou ils tendent à étendre l'espace de leur audience, en même temps que d'anciennes relations sont reprises ou que de nouvelles sont à faire. Mais tous ne peuvent pas vraiment changer de public. Ou bien leurs publics ne sont pas aussi divers dans tous les cas observés. Ainsi lorsqu'un

des membres du GDS avait perdu de son influence dans le champ intellectuel et que sa réputation s'en trouvait affectée, son public changea. Ou bien il semblait seulement avoir changé car il s'agissait d'un public qu'il avait délaissé, auquel il s'était peu intéressé depuis des années, des milieux dans lesquels il s'était formé³⁹³.

Se présenter devant le large public, dans les médias, et surtout se présenter dans la proximité, aux côtés des politiques leur impose souvent, presque sans exception, de tenir un rôle dans lequel ils ne se reconnaissent pas lors des entretiens. La distance qu'ils prennent en considérant certaines de leurs pratiques (fréquente chez des intellectuels du GDS), comme le fait de jouer le rôle de l'expert devant les caméras ou de chercher à être présents à la télévision (lorsqu'ils côtoient des politiques et surtout lorsqu'ils attendent leur entrée dans le monde politique ou au moins d'occuper des postes dans l'administration centrale) ou de faire même partie parfois du champ médiatique, s'en trouve contredite par leurs déclarations officielles. Ils critiquent les médias et soutiennent ne pas voir de raison pour fréquenter la télévision en tant que public, les médias leur paraissent souvent peu intéressantes ou peu crédibles. Alors que plusieurs membres du GDS sont des habitués de la télévision ou participent au champ médiatique, ils ne semblent pas s'intéresser aux commentaires faits par d'autres « spécialistes » par le biais des médias et surtout la télévision, ils critiquent souvent les journalistes quoique ou précisément parce qu'ils craignent le pouvoir des médias³⁹⁴.

Assister à des événements qui sont pour eux des occasions de rencontrer leurs amis, leurs collègues, permet non seulement d'observer les réseaux de sociabilité de certains membres du GDS mais aussi (chose plus importante) de recueillir dans des cadres moins formels des témoignages au sujet du GDS. L'un des membres du GDS affirmait en entretien, qu'il choisissait de se taire (et il parlait comme s'il avait été tenté des fois à dire les choses publiquement) sur certaines pratiques des membres et au sein du Groupe puisqu'il savait, il le savait bien étant donné son ancienneté dans le GDS, combien le Groupe avait d'ennemis. Plus tard, lors d'une conversation avec un autre membre du GDS à laquelle nous avons pu assister, alors que ce dernier savait seulement combien tout propos au sujet du GDS nous intéressait, notre interlocuteur d'avant, qui s'était refusé des critiques au sujet du GDS, discutait d'une manière très critique au sujet de certains membres du GDS, du positionnement actuel du Groupe, de son rapprochement des politiques en place³⁹⁵. Dans une discussion qui débute avec une question « qu'en penses-tu de ce qu'ils font ? » celui qui la formule finit par conclure : « et on jugeait de ce qui se passait avant 1989 [...] et alors, aujourd'hui ? ». La

³⁹³ D'après ses propres affirmations (conférence tenue par F. en 2008). Notre interlocuteur tient sa conférence à la Faculté des lettres de l'Université de Bucarest et accepte un entretien qui suit à un premier que nous avons considéré comme raté (entretiens avec F., Bucarest, 2005 et 2008).

³⁹⁴ Deux de nos interlocuteurs en parlent longuement, l'un étant réalisateur d'émissions télévisées, l'autre intéressé à se faire remarquer par les médias pour afficher dans les médias ses intérêts proprement politiques après avoir marqué surtout à travers le journalisme son autorité en tant que spécialiste de la politique. Les deux, comme d'autres encore, utilisent d'autres moyens de diffusion de leurs messages et/ou de leurs intérêts intellectuels, préoccupations et réseaux de relations.

³⁹⁵ Nous avons assisté à cette conversation qui eut lieu dans un cadre informel, à l'occasion d'un anniversaire, en 2009. Et on peut supposer qu'il ne se souvient plus comment nous nous sommes connus ou même si nous nous sommes connus.

conversation engage deux des membres du GDS qui aujourd'hui ont pris certaines distances vis-à-vis du Groupe, mais l'un d'entre eux, reste cependant dans la proximité du GDS.

Dans la majorité des cas, par la suite, dans notre recherche, des propos tenus par nos interlocuteurs seront cités avec les noms de ceux qui les prononcent hormis les cas où nos interlocuteurs n'ont pas donné leur accord pour être cités en tant que témoins expressément pour cette recherche ou lorsque des propos sont tenus par ceux qui ont accepté de se porter en témoins³⁹⁶ avec la précision explicite de ne pas être cités.

Plusieurs discussions ont eu lieu après des entretiens. Dans ces cas-ci, lorsque des témoignages étaient faits au sujet ou en étroite liaison avec le GDS, nous avons pris soin de leur demander s'ils acceptaient d'être cités. Parfois ils acceptaient en laissant entendre que l'acceptation initiale (lorsque on a présenté nos intentions, ce qui nous intéressait) valait tout aussi bien pour les discussions qui s'en suivaient. Parfois ils n'acceptaient pas que des discussions hors les entretiens soient mentionnées tout en précisant que leurs affirmations étaient faites expressément pour nous, à nos sollicitations, et non pour quelconque public. Souvent, au cours de ces discussions ils parlaient de choses³⁹⁷ dont ils avaient fait état aussi au cours de nos entretiens ou ils ajoutaient des informations nouvelles au sujet des événements vécus dans les années 1990 ou dans la dernière période du communisme ou des personnes qu'ils avaient connues avant 1989. Si on ne peut pas recourir à certains témoignages et certaines informations ne peuvent pas être citées dans notre travail, elles ne peuvent pas cependant ne pas nous servir pour mieux comprendre et analyser des relations et des situations au sein du GDS comme des relations et des opinions d'autres intellectuels aussi bien.

Dans ce texte, des propos tenus à ces occasions mêmes composent le matériel sur lequel notre analyse va porter. Nous allons toutefois, encore que plus rarement, recourir à ce matériel au cours de notre analyse, dans d'autres parties de notre travail. Mais plus largement, tout propos tenu à des occasions semblables (après les entretiens, au cours des entretiens, avant les entretiens), qui ne peut pas être utilisé avec le nom de celui qui le prononce, profite ici à notre analyse.

Dans d'autres cas, au cours des entretiens (enregistrés ou notés³⁹⁸), ils précisaient ce qu'on pouvait citer, les informations qu'ils acceptaient qu'elles soient rendues publiques³⁹⁹.

³⁹⁶ Ils seront, dans leur grande majorité, cités avec leurs noms dans la « bibliographie ».

³⁹⁷ Par exemple, au sujet des opinions des écrivains ou des intellectuels se trouvant en fin de carrière sur des jeunes prétendants au statut d'intellectuel ou de jeunes intellectuels récemment entrés dans le champ. Ou au sujet des pratiques de jeunes prétendants au statut d'universitaire avant 1989 (sujet abordé aussi par certains autres, universitaires qui ne sont ni membres du GDS ni ne publient dans la presse culturelle et auprès desquels nous n'avons pas sollicité un entretien).

³⁹⁸ Le plus souvent, lorsqu'on n'enregistre pas, on prend de notes devant eux.

³⁹⁹ Des membres fondateurs ou de proches du GDS surtout, mais aussi d'autres intellectuels qui ne sont pas des membres du GDS, bien que plus rarement, et même lorsque leurs témoignages ne sont pas faits à l'occasion des entretiens ou des entretiens consultatifs, leur attention à ce qu'ils disent est visible. À l'inverse, dans certains cas, on observe que certains de nos interlocuteurs dissimulent leur désir de parler des choses qui tiennent de la vie interne du GDS, des choses censées rester secrètes comme certains conflits ayant comme cause des rivalités à raisons personnelles.

Dans certains autres cas, nous avons eu l'occasion de rencontrer des collaborateurs de 22, des universitaires actuellement qui s'étaient rapprochés ou avaient été des proches du GDS, à un moment ou à un autre, membres d'autres collectifs auquel le GDS s'était intéressé ou bien des anciens collègues des membres du GDS. Nous avons pu discuter avec eux tout comme nous l'avons fait à certaines occasions avec des membres du GDS ou avec d'autres intellectuels (parfois avant de leur solliciter un entretien, plus souvent après l'entretien) sans toutefois solliciter un entretien. Nous les avons interrogés ou bien incités à s'exprimer ou à discuter de certaines situations ou événements marquants des années 1990⁴⁰⁰. Parfois, au cours de ces échanges les discussions ont porté aussi sur des événements politiques qui ont affecté des milieux intellectuels (affiliations politiques récentes des membres du GDS, soutien donné par le GDS ou certains membres du GDS à des politiques, participation de certains membres du GDS à des commissions créées auprès des institutions politiques, création ou évolutions des plus nouveaux instituts, mis sous la tutelle des institutions politiques comme le gouvernement et gérés par des membres du GDS, etc.).

Qui plus est, l'occasion s'est présentée pour qu'on puisse s'entretenir avec des universitaires qui avaient connu de près ou de loin certains des membres du GDS ou des collaborateurs de 22, qui avaient fait partie des mêmes collectifs, à un moment ou à un autre (avant ou/et après 1989). Ou bien nous avons eu l'occasion de discuter avec des collaborateurs de 22⁴⁰¹. Ainsi on a pu recueillir des témoignages (sur leurs propres expériences et sur celles de nos sujets principaux) ainsi que des opinions sur des événements et des situations vécues aussi bien par des membres du GDS ou des collaborateurs de 22 que par ceux qui en témoignent dans ces cas-ci. En ce qui concerne ces derniers, nous n'avons pas sollicité d'entretien, mais tous étaient, ont été informés de notre intérêt pour le GDS⁴⁰².

En revenant à ceux auprès desquels nous avons sollicité un entretien, mais qui ont refusé un entretien, il fallait protéger leur identité. Lorsqu'ils ont réitéré explicitement (lors d'un second rendez-vous) leur désir de ne pas rendre publics leurs témoignages, leurs refus seront ici mentionnés sans que mention soit faite de leur identité alors que nous tenterons d'analyser leurs refus⁴⁰³.

Afin d'illustrer ces questions et avant de présenter certains sujets qui sont intervenus dans les entretiens et certaines observations faites en enquête, nous rendrons compte de notre démarche d'enquête :

⁴⁰⁰ Par exemple, on a pu discuter avec un des membres de la Société de Timisoara.

⁴⁰¹ Il s'agit de deux des collaborateurs de 22 dont le statut est fort différent : un proche des membres actuels du GDS, lié par des relations d'amitié et professionnelles à certains membres du GDS, ayant essayé aussi de se faire publier par les Éditions Humanitas ; un des plus récents collaborateurs (à titre provisoire) de 22, plutôt critique à l'égard des membres du GDS et de leurs prises de position surtout (dont discute aussi un des membres du GDS pour se référer aux plus « jeunes » intellectuels actuellement). Mais aussi l'époux d'une collaboratrice de 22, salariée de la publication de GDS au milieu des années 2000 (qui nous livre des informations au sujet de l'organisation de la rédaction, des tâches et de la rémunération).

⁴⁰² Ces discussions ont eu lieu le plus souvent avec des universitaires qu'on a pu rencontrer plusieurs fois et dont on a fait la connaissance dans des institutions spécifiques et pour des buts précis sans lien direct avec notre travail.

⁴⁰³ Sauf le cas de ceux qui refusant l'entretien vont porter témoignage, justifiant le refus d'un entretien ou, plus, racontant des expériences qui les ont amené à se porter « silencieux », sans toutefois préciser, demander qu'on ne mentionne pas leur refus ou les raisons de leur refus. Comme c'est le cas d'un des membres du GDS, coopté dans le GDS après avoir participé au Groupe de réflexion pour le renouveau de l'Église orthodoxe. Voir *infra*.

modes de présentation ; type de ressources utilisées ; développement et déroulement de l'enquête, comment les sujets ont été contactés, comment nous sommes arrivée à contacter les uns et non pas les autres, comment nous sommes arrivée à étendre notre enquête aussi bien à d'autres intellectuels que ceux du GDS et dans quelles conditions ces entretiens et les observations ont été faits⁴⁰⁴.

B. Lieux de rencontre, prise de contact et cercles d'inter(re)connaissances. Réception de l'enquête

Le plus souvent nos entretiens se sont déroulés sur les lieux de leur travail (en général, l'université), dans certains cas, dans des cafés, à leur domicile, ou au siège du GDS (quatre de nos interlocuteurs, interrogés plusieurs fois). Concernant les entretiens faits à une distance de temps avec un même enquêté, le lieu a pu varier. Le statut d'un de nos interlocuteurs a changé entre le premier et le second entretien, le lieu de notre rencontre a aussi changé. Comme ils déploient des activités dans plusieurs institutions, le lieu choisi pour l'entretien décide de la manière de se présenter. Dans le cas d'un seul membre du GDS, l'entretien eut lieu à son domicile.

Le deuxième entretien réalisé avec un des membres fondateurs du GDS s'est déroulé dans son bureau à l'université, alors qu'il était aussi en même temps responsable d'un centre privé d'expertise, le lieu de notre première rencontre. Son entrée dans une institution d'État, une des plus importantes en effet, date de quelques années et elle s'est produite après notre première rencontre, une année avant notre second entretien. Alors que notre premier entretien (début de notre enquête) avec celui-ci a eu lieu dans le centre qu'il a fondé et qu'il dirige encore aujourd'hui⁴⁰⁵.

Nos premières discussions (il refuse d'être enregistré et récuse même l'idée que ce soit approprié de l'inclure dans l'enquête⁴⁰⁶) avec un autre membre du GDS ont lieu dans son lieu de travail, institution spécifique du monde intellectuel précisément. Nous avons parlé du GDS comme institution (fonctionnement et rôle) et du GDS fait par ses membres, de certains membres surtout. À une distance de deux ans, il a accepté un entretien lorsque nous avons précisé notre intérêt pour son travail sans lien direct avec le GDS, certaines de ces pratiques proprement intellectuelles. L'entretien a eu lieu dans son nouveau lieu de travail, dans une institution politique centrale. Cette fois-ci, en acceptant notre discussion, il accepte l'enregistrement de l'entretien. Il parle longuement de ses activités dans l'institution où nos dernières discussions ont eu lieu. Il n'a pas quitté l'institution où nous l'avons rencontré précédemment et dont il tient sa position dans le champ intellectuel mais il s'est investi aussi bien dans la politique, en occupant à la fois des postes de direction. Lorsqu'il tient sa position dans l'institution politique il garde aussi son

⁴⁰⁴ Frédérique Matonti, « 'Ne nous faites pas de cadeaux'. Une enquête sur des intellectuels communistes », art. cit. ; Stéphane Beaud, Florence Weber, *Guide de l'enquête de terrain. Produire et analyser des données ethnographiques*, op. cit. ; Daniel Bizeul, « Le récit des conditions d'enquête : exploiter l'information en connaissance de cause », *RFS*, 39, 4, 1998, pp. 751-787.

⁴⁰⁵ Entretiens avec V. (Bucarest, 2004 et 2009).

⁴⁰⁶ Nous reviendrons sur ce refus.

bureau dans son institution d'appartenance. De plus, ses plus proches collaborateurs sont les mêmes dans les deux institutions (collègues mais aussi assistantes). L'entretien qu'il accepte ne porte pas sur le GDS mais sur certaines de ces activités. Pourquoi alors l'entretien (puisque cette fois-ci il acceptait l'entretien et que celui-ci soit enregistré) a-t-il lieu dans une institution politique, alors qu'il tient les deux positions et que nous aurions aussi bien pu nous retrouver dans l'institution d'où il tire son autorité ? Lors de nos discussions premières au sujet du GDS nous étions interrompus par ces collègues qui pouvaient à tout moment entrer dans son bureau, mais cela puisque la porte de son bureau est toujours ouverte lorsqu'il est là. Et elle reste ouverte aussi lorsqu'il travaille. De ses collègues certains aussi sont membres du GDS, un d'entre eux interviendra en fait lors d'une de nos discussions. La discussion porte sur le GDS dont il parle en insistant sur le fonctionnement de l'institution (absence d'organisation, absence de coordination). Et surtout les idées de ceux qui sont là ses pairs (absence de projets, des savoirs proprement politiques). En effet, lors de nos discussions il semblait attendre que l'analyse sur le GDS porte surtout, en premier lieu sinon exclusivement sur ce que sont les activités du GDS et sur les projets et les activités de ses membres et non pas sur les membres eux-mêmes. L'entretien qui porte sur ses activités apparemment sans lien avec le GDS s'est avéré être en effet en étroite liaison avec le GDS. Avant qu'il entre à l'université durant la première moitié des années 1990, son travail était influencé (dans son contenu, son orientation et surtout dans ses formes) par un des membres fondateurs du GDS. Cet entretien nous renseigne beaucoup sur ses relations au sein du GDS tout comme sur son parcours scolaire, sur le rôle du capital social dans son entrée dans le champ intellectuel y compris dans le GDS⁴⁰⁷.

Certains témoins ont refusé une rencontre en face-à-face, mais ils ont accepté de répondre à nos questions par mail (deux cas). Dans un seul cas, nous n'avons même pas pu rencontrer la personne pour négocier un entretien. Dans un autre cas, quoique nous ayons négocié un entretien, un des membres du GDS s'informe sur ceux qui en ont parlé avant lui, hésite et décide finalement qu'il préfère recevoir des questions par courriel (« comme ça je peux mieux réfléchir à vos questions »).

On se retrouve à un moment donné dans une même institution, nous recherchons l'occasion propice pour pouvoir l'approcher et discuter au sujet de notre projet en évitant d'être présentée par un autre, qu'un autre l'informe de nos intentions. Il nous demande des noms de nos interlocuteurs (« avec qui avez-vous parlé jusque là ? »), il est intéressé de savoir qui des membres « importants » du GDS, selon lui, a accepté d'en discuter. Lui, il n'est pas des membres fondateurs du GDS. Il collabore tout spécialement avec un des membres fondateurs du GDS. Plusieurs de ces projets après 1989 sont liés à cette personne qui est peut-être des plus notoires intellectuels et qui se porte à plusieurs reprises en porte-parole du GDS. Sans être des mieux impliqués directement dans l'activité du GDS (rencontres, 22), il est cependant de ceux qui se rendent visibles signant des « appels » et initiant des campagnes médiatiques. Un de nos interlocuteurs

⁴⁰⁷ Entretiens avec W. (Bucarest, 2007 et 2008).

mentionne ses nombreuses prises de parole au sein d'une organisation civique où il semble prendre l'initiative en incitant à la protestation collective. Un autre critique son attachement à la parole des journalistes et le fait qu'il s'est attaché à soutenir l'intervention des journalistes afin de juger des comportements et de la probité des hommes politiques et plus largement des figures notoires dans l'espace public. La question qui se pose alors est comment considérer sa réticence ici, dans ce cas, alors qu'il s'avère être non pas des plus discrets du GDS mais bien au contraire.

Certains de nos interlocuteurs nous indiquaient les personnes, membres du GDS, avec lesquels « il fallait parler », en faisant mention de ceux qui avaient contribué plus activement aux activités du GDS. Mais aussi, lorsque des recommandations venaient de la part des non-membres du GDS, de ceux avec lesquels ils avaient collaboré et, plus généralement, ils avaient établi et surtout maintenu de « bonnes » relations : collaboration mais aussi parfois amitié⁴⁰⁸. En effet, ce n'est qu'en apparence paradoxalement que des intellectuels non-membres du GDS, critiques à l'égard du GDS, qui nous indiquent des personnes (du GDS) avec lesquelles « il faut parler »⁴⁰⁹. Des conseils au sujet de qui mériterait d'être contacté plus qu'au sujet de qui devrait être contacté sont venus exclusivement de ceux qui appartiennent à des milieux intellectuels où on ne retrouve pas des membres du GDS. Ce sont des milieux intellectuels moins connus, ne formant pas des groupes mais, encore que rarement, des collectifs se rencontrant de façon assez fréquente et d'une manière constante au sein des institutions d'État et dans des cadres de sociabilité spécifiques. En effet, ce sont des intellectuels qui n'ont pas joui d'un prestige relativement égal à celui de beaucoup de membres du GDS. Laissant de côté les raisons pour lesquelles ils ne jouissent pas d'une forte notoriété, nous précisons ici seulement que, à la différence des membres du GDS, ils ne sont que très rarement au cours des années 1990 auteurs de récits autobiographiques et presque jamais des recueils d'entretiens⁴¹⁰. Ainsi des universitaires non-membres du GDS nous recommandent de prendre contact avec d'autres intellectuels dont les noms sont apparus en lien avec certaines pratiques ou certaines institutions. Leurs recommandations visant la prise de contact avec d'autres intellectuels que ceux du GDS et que d'autres

⁴⁰⁸ Dans d'autres cas, nous avons demandé nous-mêmes leurs coordonnées à des personnes dont on prenait connaissance qu'ils les connaissent : anciens collègues, liés d'amitié à la faveur d'une ancienne collaboration, etc.

⁴⁰⁹ Et dans un cas, nous sommes allés avec leur recommandation.

⁴¹⁰ Ce n'est que très récemment (durant la moitié des années 2000) que certains se donnent comme tâche de présenter leurs proches (amis, parents ou maîtres) et se préoccupent à présent, semble-t-il, de faire état de leurs expériences propres. Durant l'enquête, nous avons assisté à la présentation d'un volume paru récemment regroupant des membres du GDS, qui avaient été interrogés par un journaliste ou par quelqu'un qui se présentait en tant que tel : Cristian Patrascoiu, *Repere intelectuale ale dreptei romanesti* [Repères intellectuels de la droite roumaine], Bucarest, Humanitas, « Cultura libertatii », 2010. Le volume rassemble et présente plusieurs membres du GDS, il paraît dans une collection financée par la Fondation Hanns Seidel, dont le représentant interviendra aussi pendant cette conférence, mais aussi à d'autres occasions similaires organisées dans le cadre de l'Institut d'études populaires fonctionnant auprès du Parti démocrate-libéral et se trouvant, d'après toutes les évidences, sous la tutelle d'un homme politique proche du GDS dès 1990, l'avocat (et propriétaire d'un cabinet) Valeriu Stoica. Peu après cet événement marqué aussi par une conférence publique dans un des plus grands hôtels bucarestois, on discutait avec un de nos interlocuteurs qui n'est pas des membres du GDS, au sujet de ce type de publication. Selon celui-ci il y a eu des discussions aussi entre des intellectuels critiques du GDS au sujet d'un projet similaire mais où ceux-ci auraient dû être interrogés non pas pour se faire ou proposer une identité politique mais pour discuter de la politique, de leurs propres expériences professionnelles. Un tel projet n'a pas encore vu le jour.

encore soient faits partie de l'enquête, participent des stratégies parfois timides, réactives plus récentes qui visent la récupération de la parole de ceux qui n'ont pas pris la parole dans les années 1990 et n'ont pas occupé le devant de la scène intellectuelle (faible investissement dans le journalisme surtout). Ces tentatives réussissent plus récemment dans une conjoncture intellectuelle et politique particulière : accès des intellectuels du GDS à la reconnaissance par des politiques, entrée en politique de plusieurs membres du GDS. Des conflits de légitimité se font jour actuellement entre des intellectuels se situant dès les années 1990 au même pôle intellectuel que le GDS, ce qu'on pourrait appeler comme le pôle de « l'anticommunisme ». Dans ce débat va se manifester aussi une nouvelle « génération » d'intellectuels, ce qui aide à la récupération de la parole des plus silencieux mais aussi à l'affirmation des prises de position critiques à l'égard du GDS par ceux qui ont été cependant des intellectuels proches du GDS ou qui se sont trouvés dans leur proximité la plus proche.

En effet, lorsque nous avons pris la décision de discuter aussi avec des intellectuels qui ne sont pas membres du GDS, à part ceux que nous avons contactés surtout parce qu'ils dirigent ou ont dirigé des institutions spécifiques (Académie ou autres instituts ayant comme domaine d'activité la recherche⁴¹¹), nous l'avons fait parce que ceux qui avant ou après 1989 avaient connu et ont été critiqués par des membres du GDS ou par leurs collaborateurs, ne sont pas des figures très médiatiques, et on ne dispose pas de sources écrites faciles d'accès à leur sujet⁴¹² ou elles ne concernent qu'indirectement leurs relations avec le GDS.

Nous avons prêté attention à leurs conseils concernant les personnes à contacter (lorsqu'ils visaient des individus qui, d'une façon ou d'une autre, rencontrent et préoccupent des membres du GDS, sont mentionnés par ces derniers, etc.), et nous avons pu ainsi avoir accès à leurs coordonnées, mais dans peu de cas nous avons pris contact avec eux par l'entremise d'un tiers. Se présenter sans attaches, à savoir une affiliation institutionnelle ou intellectuelle à l'espace national semble être plus profitable dans la majorité des cas. L'entremise d'un tiers s'imposait pourtant dans quelques cas. Elle s'imposait lorsque nous avons pris la décision de contacter et de solliciter des entretiens aussi à ceux qui ne font pas partie du GDS⁴¹³. C'était un avantage pour les faire parler du GDS sans se soucier qu'on était là au nom du GDS ou pour conforter l'image que le GDS donne de lui-même et surtout l'image que le GDS offre sur eux. Puisqu'il « fallait » leur dire qu'on s'intéressait à eux parce qu'on s'intéressait au GDS⁴¹⁴.

⁴¹¹ Des institutions créées sous la tutelle des institutions politiques.

⁴¹² Volumes inexistant dans les bibliothèques locales/nationales, publiés par des éditions mineures, peu connues.

⁴¹³ Cependant certains de nos interlocuteurs qui ne sont pas membres du GDS ont été contactés directement, sans faire appel à un tiers.

⁴¹⁴ On aurait pu dire qu'on s'intéressait à eux sans mentionner que notre objectif premier était le GDS, ce qui en partie était vrai puisque nous nous intéressions non seulement aux formes de leur engagement mais aussi à leur carrière. Cela aurait facilité la prise de contact avec eux mais cela aurait pu en même temps produire des attentes de leur part, comme nous sommes arrivés à le lire peu après dans leurs réactions et commentaires. Ils auraient pu dire qu'on ne leur consacrait pas suffisamment de place dans cette analyse.

D'ailleurs notre intérêt pour le GDS, lorsqu'on mentionne que notre thèse de doctorat porte sur le GDS, s'est avéré difficile à accepter par certains de nos interlocuteurs qui ne sont pas des membres du GDS. Et cela même, sauf exception (une), et par ceux qu'on connaissait déjà depuis longtemps. Les non-membres du GDS et qui n'ont pas embrassé des idées promues par et au sein du GDS, et parfois même des personnes que nous avons connues bien avant, durant notre formation⁴¹⁵, imaginent, on peut le supposer d'après leurs réactions (le plus souvent lorsqu'on leur demande un rendez-vous, avant de discuter avec eux et parfois au cours même de nos premières discussions) que s'intéresser au GDS, prendre le GDS comme objet d'étude, signifie être attaché au GDS.

Lorsque des intellectuels qui ne sont pas membres du GDS ont été contactés et interrogés au sujet du GDS, de leurs relations avec le GDS, l'intérêt de discuter avec eux ne s'est pas limité à la compréhension de leur rapport au GDS (critique, conflictuel) et aux changements enregistrés dans ce rapport. Leur rapport au GDS, à savoir leurs relations avec des membres du GDS et leurs engagements, passés et présents, nous intéressait surtout, mais aussi leurs activités, postes occupés, titres obtenus, domaine de leur activité, intérêts intellectuels passés, tout comme dans le cas des intellectuels du GDS. Surtout que certains d'entre eux ont été contactés précisément pour leur investissement dans d'autres entreprises du monde intellectuel⁴¹⁶. Dans certains cas, tout comme dans le cas de certains membres du GDS, ils ont tendance à refuser de témoigner lorsqu'ils apprennent qu'il s'agit d'une recherche sur le GDS. Mais contrairement à ceux des membres fondateurs du GDS qui ont refusé d'en parler, dont certains pensent ou laissent entendre qu'une telle analyse ne serait pas « profitable » pour un prétendant au statut d'auteur ou de chercheur ni « intéressant » pour le public, des non-membres du GDS, plutôt des concurrents du GDS, pensent que le GDS est important et que eux-mêmes, se trouvant à l'extérieur du GDS, ne sont pas intéressants pour une telle analyse.

Un de nos interlocuteurs qui n'est pas membre du GDS mais intellectuel bien notoire ayant occupé une des positions des plus importantes dans une institution prestigieuse s'exprime de cette manière au sujet de notre demande de faire un entretien, d'en discuter avec lui : « C'est eux qui sont importants, ils [entendant par cela le GDS] ont gagné, je ne vois pas comment je saurais vous être utile pour cette recherche »⁴¹⁷.

L'entremise d'un tiers s'est avérée profitable au recueil des témoignages en provenance des membres du GDS lorsqu'il s'est agi d'un non-membre du GDS. Mais il fallait, considérant leurs prises de

⁴¹⁵ Nous avons rencontré en tant qu'élève au lycée certains de nos futurs interlocuteurs ici. Nous avons travaillé, reçu l'enseignement et leurs conseils mêmes pour le choix d'une formation, d'une discipline en vue de l'examen d'admission à l'université. Faute de pouvoir parler plus de notre intérêt pour le GDS, de notre travail, une des meilleures relations qu'on a pu établir durant notre formation semble avoir été affectée précisément lorsque nous avons mentionné le fait que notre thèse de doctorat portait sur le GDS. Il s'agit d'une personne qui a beaucoup influencé notre parcours et cela bien avant d'être admise en formation à l'université, qui, de par ses relations familiales, est attachée à des milieux intellectuels qui se sont retrouvés après 1989 à distance du GDS.

⁴¹⁶ Mais tous, d'une façon ou d'une autre, se sont intéressés au GDS (intérêt manifeste souvent dans leurs écrits politiques) ou ils ont même établi certaines relations avec des membres du GDS et ont été amenés à travailler avec des membres du GDS.

⁴¹⁷ Ces affirmations étaient faites au cours d'une conversation téléphonique. Il acceptera finalement de réaliser un entretien, mais il n'acceptera pas d'être enregistré.

position et leurs trajectoires sociales (milieux d'origine et profession surtout), comme il résulte après coup, avant toute chose avoir connaissance de leurs cercles de connaissances et, tant soit peu, vérifier (dans les entretiens) de quel type de relations il était question. Certains membres du GDS plutôt critiques à l'égard du GDS ont été contactés par l'intermédiaire d'un non-membre du GDS ou en essayant autant que possible de ne pas se présenter comme membre d'une institution où des membres du GDS travaillaient⁴¹⁸. Dans certains cas, et seulement dans certains cas, la présence d'un autre, d'une relation réelle ou imaginée, a ses avantages, surtout lorsqu'on essaie d'obtenir un entretien. Dans ce qui suit nous tenterons de montrer ces effets (avantages ou non) sur le déroulement de l'entretien.

Lorsque nos interlocuteurs sont des plus investis dans le GDS, et leur position dépend exclusivement du GDS, à savoir certains rédacteurs de 22 qui ne sont pas universitaires, comme le sont plusieurs membres du GDS, le fait de côtoyer certains cercles où on retrouve des collaborateurs de 22, peut favoriser le dialogue.

Ainsi après avoir pris contact avec un des membres (actuels) de la rédaction, après avoir obtenu son accord pour un entretien, au cours même de l'entretien notre interlocuteur nous demande si nous avons connu une certaine personne qui s'était trouvé parmi ceux qui avaient publié dans 22 dans la période récente (pendant la dernière décennie)⁴¹⁹. L'entretien se déroulait d'ailleurs beaucoup mieux que nous ne nous y attendions étant donné qu'en tant que membre de la rédaction de 22 depuis le début des années 1990 mais aussi étant donné ses nouvelles responsabilités, notre interlocuteur étant alors un des porte-parole du GDS et parlant en tant que tel. Sauf que, contrairement à ce qu'on aurait pu attendre de la part de quelqu'un dont la position dépendait du GDS mais aussi de celui qui, en même temps, au moment de l'enquête venait de démontrer ses bonnes relations au sein du GDS, notre interlocuteur interrompit l'enregistrement ou mentionna simplement qu'il s'agissait là d'informations confidentielles: des relations familiales de certains membres du GDS avec des politiques, des pratiques censées rester secrètes à certains membres du GDS, actuels ou anciens, etc. Il supposait aussi en même temps qu'un des intellectuels proches du GDS nous avait conseillé et « envoyé » étudier le GDS du seul fait que celui-ci siégeait à Paris. Que notre interlocuteur s'employait à nous livrer des informations qui auraient pu nuire à la bonne réputation de certains membres du GDS mais qui contredisaient surtout l'image qu'ils donnaient d'eux-mêmes dans les entretiens⁴²⁰: réussite professionnelle due à leur travail proprement intellectuel, entrée dans le champ intellectuel (comme

⁴¹⁸ Six membres actuels du GDS enseignent à la Faculté des sciences politiques de l'Université de Bucarest. Lorsque nous commençons notre enquête, trois cadres enseignants étaient membres du GDS, dont un a été membre fondateur (Stelian Tanase, Cristian Preda, Armand Gosu), trois autres s'y ajoutent, respectivement en 2005 (Florin Turcanu, Catalin Avramescu) et 2009 (Ioan Stanomir).

⁴¹⁹ Il s'agissait là d'une présentation d'un livre signé par un des collaborateurs de 22, proche surtout d'autres collaborateurs de 22. Celui-ci avait signé des articles pour 22 alors qu'il n'habitait plus à Bucarest mais à Bruxelles. Des membres du GDS y participaient et cette remémoration eut lieu au siège du GDS (printemps 2009).

⁴²⁰ Ce membre de la rédaction critique en fait certains des membres du GDS qui ont été de nos interlocuteurs et le seront encore après cet entretien.

membre du GDS) grâce à leur réussite scolaire seule, réussite économique ou déni de tout intérêt économique. Ce qui peut surprendre, ce n'est pas que notre interlocuteur nous livrait des informations peu connues, souvent même des membres du GDS, au sujet des anciens membres du groupe, mais le fait qu'il s'agissait de ses membres actuels qui se situaient à ce moment-là politiquement dans la lignée qui s'imposait en son sein. Des critiques qu'on prononçait sous demande de confidentialité à l'égard des membres du GDS, tout comme plus tard, à une autre occasion, l'oblitération de certains événements au sein du GDS qui avaient conduit à l'exclusion de certains membres du GDS⁴²¹, font voir comment sa position se construit par rapport aux positions occupées par d'autres individus au sein du GDS et en référence à ceux qui tendent à s'imposer au sein du GDS. Notre interlocuteur mentionnait d'ailleurs en quoi tous ceux sur lesquels ces informations portaient se distinguaient d'une dite « identité politique » collective. Ces informations censées rester secrètes au sujet des membres actuels du GDS⁴²², nous signalent des conflits d'autorité qui se fondaient sur une affiliation politique prenant diverses formes selon les individus⁴²³. Notre interlocuteur mentionnait aussi des critiques de l'extérieur à l'adresse du GDS en nommant des membres du GDS⁴²⁴ pour souligner par quoi ces critiques étaient, à son avis, illégitimes. Ses affirmations, qui semblent s'étendre à l'ensemble des « jeunes » intellectuels, anticipent sur la censure qui s'impose à ceux qui dans la période récente critiquent des membres fondateurs du GDS⁴²⁵.

On présume, on imagine des relations et des affiliations. Le simple fait d'être présent ou de tenir à une institution induit des opinions. Impressions et suppositions qui seront testées par certains : avec qui a-t-on parlé ; qu'a-t-on lu ; quelles sont nos relations avec ceux qu'on a rencontré au cours de notre formation et qu'elles sont nos opinions sur leurs attitudes⁴²⁶ ? C'est de cette manière qu'on peut résumer leurs intentions qui ne s'expriment que rarement sous la forme d'une question.

⁴²¹ À l'occasion d'une discussion qui eut lieu à l'imprévu, au siège du GDS, après une autre rencontre et l'entretien prévu avec un autre membre du GDS.

⁴²² On a pu ainsi vérifier des informations déjà livrées antérieurement par un de nos interlocuteurs.

⁴²³ Nous parlons ici des nombreuses prises de position et des pratiques qui les situent dans la proximité ou parmi des politiques du parti au pouvoir actuellement, le Parti Démocrate-Libéral (l'ancien Parti Démocrate).

⁴²⁴ On ne nomme pas une personne qui, d'après les témoignages (de l'intérieur comme de l'extérieur), tend à s'imposer au sein du GDS, mais plutôt quelqu'un de proche, occupant une position similaire.

⁴²⁵ Sans que toute information sur le déroulement ou le contenu de cet entretien soit connu par qui que ce soit, déclarant qu'il s'agissait là de nous informer de ce qu'il écrit, un des plus « jeunes » intellectuels, publiant dans 22 pour un certains temps, nous envoyait l'article qu'il proposait pour 22. Le message était envoyé à l'adresse de la rédaction mais en même temps à notre adresse électronique. Moyen de contrecarrer la censure ? On ne saurait le dire. D'autres articles publiés dans 22 nous ont été envoyés par d'autres collaborateurs mais jamais en même temps qu'à la rédaction de 22. Dans ce cas-ci, il s'agit de quelqu'un qui critique la politique soutenue par des intellectuels du GDS, des plus notoires, et des politiques que le GDS soutient ou, plus précisément, certains intellectuels du GDS (des membres plus connus du GDS mais aussi des plus récents, etc.), il s'agissait aussi d'un des plus « jeunes » intellectuels entrés dans le champ ces dernières années (ces trois dernières années, après la seconde moitié des années 2000).

⁴²⁶ Mais aussi, dans un cas, celui auquel on demande un entretien, supposant, selon ses propres affirmations, que « quelqu'un » nous avait « dit » de ne pas parler avec lui, dit avoir voulu voir combien on s'intéressait à avoir ses opinions. Comme nous lui demandions un entretien plus d'une année après avoir fait sa connaissance, lors de notre conversation au téléphone il testa d'abord notre intérêt avant d'accepter l'entretien.

« Je vois que nous avons des amis communs⁴²⁷ », dira un de nos interlocuteurs alors qu'on venait de citer des membres fondateurs du GDS avec leurs relations au sein du GDS et leurs prises de position dans les années, mention qui avait comme but, en plus, de signaler que notre interlocuteur, interrogé au sujet du GDS du début des années 1990, tenait un propos largement inspiré par l'état actuel des relations et des attitudes des membres du GDS.

Dans certains cas seulement, avant de parler d'eux-mêmes, même si nous avons été présentés par quelqu'un qui leur est proche, ils s'intéressent à nous, et nous incitent à parler plus de notre sujet de recherche (nos lectures, nos impressions, ce qu'on connaît déjà sur le GDS, etc.). Seuls des membres extérieurs au GDS ont pu ne pas s'intéresser à nos impressions sur le GDS.

Réticence manifeste chez plusieurs membres du GDS mais s'exprimant rarement par un refus explicite et encore plus rarement par un questionnement préalable au sujet de l'approche choisie, des références théoriques. Plus souvent, ils s'emploient à conseiller comment aborder le sujet et ce qu'il faudrait analyser⁴²⁸. Réitérer un entretien, retourner chez eux peut par contre les assurer des intentions non diffamatoires. Ils essaient alors de savoir à leur tour non pas vraiment ce que nous savons (parfois ils imaginent que nous savons plus que ce n'est le cas) mais comment on considère les choses. La plupart de nos interlocuteurs sont des universitaires. Certains de nos interlocuteurs ont été aussi de nos professeurs au cours de notre formation en sciences politiques⁴²⁹. Rarement ceux-ci nous indiquent comment traiter du GDS ou de certaines catégories d'intellectuels et de leurs adhésions. Si c'est le cas, leurs avis (dans un cadre plus formel, lors d'une présentation, et lors des entretiens) portent sur nos lectures étrangères. Par contre, ils semblent être plus attentifs à nous informer sur des modes de travail et leurs collaborations avec

⁴²⁷ Ceux qui sont de « nos amis » sont parmi ceux qu'on a pu interviewer antérieurement mais leurs relations au sein du GDS et leurs attitudes telles qu'ils les présentaient dans cette discussion résultent de la lecture de leurs textes des années 1990. Alors que de ses relations actuelles avec le GDS nous avons appris en assistant à une discussion téléphonique avec celui-ci et un autre membre fondateur du GDS (Entretien avec Y., Bucarest, 2011).

⁴²⁸ Ce qui indique le mode de concevoir le GDS, leurs repères intellectuels, leurs lectures comme leur attachement à certaines disciplines ou sous-disciplines. Rappelons que plusieurs de nos interlocuteurs sont des universitaires et parmi eux certains ont été de nos profs.

⁴²⁹ Deux de nos interlocuteurs, Cristian Preda et Florin Turcanu, qui sont aussi des membres du GDS (coopté au milieu respectivement des années 1990 et des années 2000) ont été de nos professeurs au cours de notre formation en sciences politiques (maîtrise), dont un a dirigé aussi notre mémoire de maîtrise et ensuite de master en philosophie politique. Un autre professeur en sciences politiques avec lequel nous avons eu des discussions informelles au sujet de son engagement est devenu membre du GDS (Ioan Stanomir) au cours de notre enquête, fin des années 2000, lorsque nous étions doctorante dans cet établissement et que lui participait au programme de formation doctorale (en donnant des cours et en participant à la commission d'évaluation des recherches en cours). Deux autres universitaires qui ont été de nos interlocuteurs sont des universitaires (de la période communiste) qui ont contribué à notre formation avant de faire notre entrée à l'université (Radu Toma et Vasile Morar). Un autre universitaire et membre fondateur du GDS, Stelian Tanase, professeur en sciences politiques dans le même établissement où nous avons fait nos études, n'a pas été de nos professeurs. D'autres entretiens informels ont été réalisés toujours avec des professeurs en sciences politiques avec lesquels nous nous sommes retrouvés dans le même établissement (travaillant à partir de l'automne 2009 comme enseignante dans une université privée, dans une faculté de sciences politiques, lors de la création d'une formation en sciences de la communication). Au cours de cette enquête, nous avons fait la connaissance et nous avons réalisé un premier entretien informel avec un professeur en sciences politiques dans cet établissement (Alexandru Florian). Avec deux autres professeurs en sciences politiques, formés dans la période communiste dans la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest, nous avons eu des discussions informelles au sujet de leur parcours universitaire, de l'atmosphère des années 1990, des institutions académiques créées au tout début des années 1990 et des milieux fréquentés, mais aussi de leur travail (Cecilia Tohaneanu et Alexandru Radu). Un entretien informel a été réalisé avec un membre du GDS lors de sa cooptation comme enseignant dans ce même établissement (Sorin Iliesiu).

des intellectuels, témoignages censés renverser l'image que s'est faite ou qu'on se fait d'un personnage. Ce type de discours caractérise des intellectuels qui s'intéressent de près au GDS (deux sont des membres du GDS). La distance qu'ils ont prise par rapport au GDS ou/et l'assurance de l'influence qu'ils prétendent exercer sur l'enquêteur semblent les encourager à tenir ces discours.

Parmi des universitaires que nous avons connus au cours de l'enquête seulement on pourrait distinguer entre ceux qui tendent à tenir aussi un discours sur la manière d'appréhender tel ou tel phénomène et ceux qui semblent plus attentifs à s'informer de notre manière d'appréhender des phénomènes du monde intellectuel et le GDS surtout. Dans le premier cas, ils se présentent devant l'enquêteur non plus en témoin ou ils ne parlent plus de leurs pratiques d'intellectuel mais en spécialiste d'un phénomène (des échanges culturels ou de la « société civile ») et ils supposent que, étant donné le sujet dont nous discutons avec eux, nous en traiterons comme ils l'ont fait ou comme ils se le représentent. Ceux-ci appartiennent à la jeune génération des membres fondateurs du GDS. Alors que ce sont des universitaires de la période communiste surtout et, dans tous les cas, des universitaires qui ne sont pas membres du GDS, qui tiennent à s'informer sur notre manière d'appréhender des attitudes et des pratiques des intellectuels, mais aussi sur nos lectures roumaines.

Dans un seul cas, celui d'un interlocuteur qui n'est pas un intellectuel, l'enquêteur est interrogé au sujet des groupements semblables à l'étranger et surtout de leurs pratiques politiques ou visant l'espace politique.

La recommandation faite par un des membres du GDS peut entraver l'établissement d'une meilleure relation avec un autre membre du GDS⁴³⁰. Malgré toutes les précautions prises pour ne pas laisser croire qu'il s'agissait d'une tâche reçue de la part de celui qui nous recommandait, comme si on était là en son nom, ceux qui nous accueillaient en raison de ou grâce à celui (plus généralement, à ceux) qui nous recommandaient, nous percevaient souvent comme si nous avions été envoyée par ce dernier. Ce sont des voix dissidentes qu'on empêche de s'exprimer lorsqu'on va les rencontrer et leur demander de témoigner de leurs expériences au sein du GDS et les inciter à exprimer leurs opinions avec la recommandation des membres du GDS que d'autres membres situent immédiatement politiquement, intellectuellement et qu'ils perçoivent comme ayant un intérêt particulier au sein du GDS, dans le champ intellectuel et/ou celui politique.

C'est pourquoi nous sommes arrivée à renoncer à faire mention à toute appartenance institutionnelle qui renvoie à l'espace des positionnements roumains car tous nos interlocuteurs, n'étant pas universitaires, ne connaissent pas de l'intérieur l'espace universitaire, et par la suite il est arrivé qu'une appartenance

⁴³⁰ Dans un seul cas un de nos interlocuteurs, membre du GDS, s'est offert à nous recommander. Sur place, il téléphone à un autre membre du GDS pour nous faciliter l'entrevue. Peu après, nous avons pris contact avec celui devant lequel nous nous étions présentée et nous recevions l'acceptation pour un entretien.

institutionnelle qui renvoie à celle de certains membres du GDS aussi⁴³¹ soit considérée d'emblée comme signe de l'assignation d'une tâche et/ou d'un objectif de l'intérieur du GDS, le consentement de l'enquêteur vu ainsi comme partie prenante.

Lorsque nous sommes arrivés à les contacter par l'entremise d'un membre du GDS qui n'est pas un marginal mais pas non plus parmi les membres discrédités ou les membres ayant été menés à s'exclure du GDS (toujours après un conflit, plus ou moins connu, parfois restant inconnu à des non-membres du GDS, ou un scandale) mais, bien au contraire, par un des membres bien connus et ou surtout par ses intérêts pour la politique, par son rapprochement du monde politique et par son affiliation idéologique⁴³², on risque assurément, d'après nos observations, de voir qu'ils esquivent les questions concernant les préférences politiques des membres.

Ne pas se faire recommander à un membre du GDS par quelqu'un qui est perçu aussi ou surtout par ses options politiques ou, plus, par ses intérêts politiques, devient alors un impératif. Surtout que derrière l'appartenance commune continue (car il ne s'agit pas ici des membres exclus ou renonçant à en faire partie) et derrière une adhésion parfois tacite à une vision commune du monde qui va avec les options politiques partagées par une majorité, l'appartenance prend des sens différents selon qu'il s'agisse d'un membre qui s'est investi dans la politique ou d'un autre qui juge des hommes politiques sans faire partie du monde politique. Derrière un accord momentané ou une alliance plutôt provisoire et malgré une apparente bonne collaboration, quand ils n'occupent pas des positions analogues à l'intérieur du GDS, ils ne participent pas tous de la même manière à des prises de position communes, en apparence collectives. Puisque ces opinions sont partagées par plusieurs et surtout, semble-t-il, par des plus notoires, ils manifestent une certaine réticence à exprimer leurs opinions à potentiel scandaleux ou de risque⁴³³. Dans ce cas précis, il y avait là aussi derrière une proximité fondée sur des collaborations répétées une concurrence cachée (entre le membre du GDS qui nous recommandait et son collaborateur qui nous accueillait, proche du GDS mais jamais accepté par le groupe) ayant comme principe la revendication d'une même autorité associée non pas tant à des rapports dissemblables au GDS mais plutôt à des relations différentes avec le GDS ou plus précisément avec plusieurs de ses membres qui ont comme fondement la reconnaissance acquise au sein du GDS (par celui qui est membre du GDS) et non-acquise (par l'autre).

Rarement une recommandation venant d'un membre du GDS nous a permis d'établir un dialogue moins hâtif les incitant à s'entretenir plus longuement sur le GDS. Il nous est apparu plus profitable alors de nous présenter au plus possible sans l'entremise d'un tiers, sauf le cas qui vient d'être mentionné où un

⁴³¹ Avoir fait des études dans une institution où plusieurs membres du GDS enseignent, comme la Faculté des sciences politiques de l'Université de Bucarest.

⁴³² Selon certains de nos interlocuteurs. Quoique celui-ci a été proche de plusieurs partis politiques successivement et qu'il ne fera son entrée en politique qu'ultérieurement à ces entretiens.

⁴³³ Entretien avec C. (Bucarest, 2007).

des membres fondateurs du GDS parlait de nos intentions à un autre membre fondateur, en notre présence et à l'occasion d'une rencontre « entre eux ».

Ou dans un autre cas, que nous présenterons par la suite⁴³⁴, lorsque nous essayons de revenir chez un des nos interlocuteurs, membres du GDS, qu'on avait rencontré et avec lequel nous avions discuté peu avant qu'un scandale qui le concernait se produise. Dans ce cas précis, l'entremise et plus, la présence d'un tiers, nous semble avoir porté ses fruits⁴³⁵.

À quelques occasions nous avons assisté à des discussions entre des membres du GDS. Pour une de ces occasions, un des membres fondateurs du GDS mentionnait (après avoir réalisé un troisième entretien avec celui-ci) à un autre qu'il s'agissait d'une recherche en langue française qui fera connaître « le GDS et à l'étranger, en France »⁴³⁶. En réaction à cette nouveauté, l'autre membre fondateur (avec lequel nous avions déjà fait un entretien), affirmera alors :

« Et donc, vous direz ce que vous en voudrez de nous, du GDS⁴³⁷. »

Peu après nous allions refaire notre premier entretien avec celui-ci. Deux autres rencontres s'ensuivirent. Lors la dernière, celui-ci nous demanda, en établissant un cadre moins formel pour ce dernier entretien, de lui dire ce que nous savions du fonctionnement d'institutions semblables. Considérant que le GDS est un « club », il voulait savoir comment nous considérons qu'il « devrait fonctionner » étant donné les difficultés à faire participer actuellement ses membres à des événements politiques, à prendre position, à influencer la vie politique.

Notre discussion débouche alors sur une relation assez détendue et des discussions plus amples, plus ouvertes au sujet de certains membres du GDS, sur certains engagements des membres fondateurs du GDS. Mais peut-on ne pas voir ici aussi un désir de contrôler ce qu'on sait sur le GDS, des relations et des activités des membres au sein du GDS et comment on les considère?

Dans deux autres cas, nos interlocuteurs facilitaient notre présentation en vue d'obtenir un entretien d'un autre intellectuel. Cette fois-ci, il ne s'agit pas de dire qui nous sommes et pas non plus de dire ce qui nous intéresse. La manière dont on est introduite devant quelqu'un nous en dit long sur les relations entre les deux et du rôle que s'arroge celui qui nous présente. Les deux présentations et nos sollicitations d'un entretien eurent lieu dans les deux cas dans des cadres de sociabilité propres au monde intellectuel (séminaires et conférences où ceux qui nous présentaient participaient ou les organisaient⁴³⁸). Quelqu'un qui est extérieur au groupe nous présente à un des membres du GDS. Ils se sont connus durant leur

⁴³⁴ Nous présenterons le déroulement de cette seconde rencontre, de cet échange, conversation faite en présence d'un des intellectuels collaborateurs de 22, là où nous parlerons des groupements créés au début des années 1990.

⁴³⁵ La conversation s'est déroulée plus avec celui qui était de ses proches qu'avec nous, après avoir refusé de répondre à nos questions. En assistant à cette conversation, nous allions indirectement recevoir des réponses à certaines de nos questions.

⁴³⁶ Au cours d'un de nos entretiens qui eut lieu au siège du GDS, un autre membre fondateur du GDS y vient et y intervient.

⁴³⁷ En 2009, en présence d'un autre membre du GDS, au siège du GDS.

⁴³⁸ Et dans ces cas-ci, c'est grâce à eux que nous y avons assisté.

formation, actuellement ils sont des enseignants dans le même établissement. Dans l'autre cas, les deux ne sont pas des membres du GDS mais un d'entre eux (celui devant lequel on est présenté) était proche du GDS dans les années 1990.

Dans un seul cas, nous avons établi un entretien par l'entremise d'un collègue qui travaillait à ce moment-là avec un de ceux auxquels on était venu à s'intéresser pour témoigner au sujet de ses expériences faites début des années 1990. Universitaire depuis le début des années 1990, il n'était pas membre du GDS mais il s'occupera d'un institut de recherche fondé après 1989. Il accepta l'entrevue mais pas d'être enregistré. De nouveau, notre interlocuteur imaginait que nos questions étaient basées sur des informations reçues de quelqu'un d'autre.

L'entretien eut lieu en 2009. Nous nous sommes présentée comme nous allions le faire dans bien de cas, avec une liste de questions que nous avions sous les yeux⁴³⁹ et que nous allions utiliser surtout lorsqu'il s'agissait d'un entretien non-enregistré afin de pouvoir noter en marge le plus possible ce qu'ils disaient et comment ils le disaient. Peu après avoir commencé cet entretien, soudainement, sans nous annoncer ses intentions, notre interlocuteur prit le papier qui se trouvait sous nos yeux, de l'autre côté de la table, pour voir ce qui y était noté comme « guide » pour cet entretien. Et alors il affirmera : « Vous savez tout ceci de... [...], c'est lui qui vous a dit... » En fait, il ne s'agissait là que d'informations publiques (parcours professionnel, publications, etc.) et de quelques questions au sujet de certaines de ses relations que nous avions trouvées intéressantes à discuter avec lui.

Mais dans la majorité des cas, nous avons sollicité un entretien ou une « discussion » soit en les rencontrant à l'occasion d'événements (conférences, séminaires, etc.) qui avaient lieu dans des institutions culturelles. Plus rarement nous avons pu les écouter et les observer en participant à des événements organisés par des institutions politiques ou plus mondaines. Lorsque leurs coordonnées personnelles n'étaient pas fournies par un autre (membre ou non du GDS), nous avons préféré prendre contact avec eux en les rencontrant. Sinon, nous avons pris contact avec eux par courriel.

Dans quelques cas, ils nous ont rendu par mail une liste de leurs publications. Lors de nos entretiens, à certains de nos interlocuteurs et surtout à ceux qui sont membres du GDS, mais aussi à des collaborateurs de 22, nous leur avons demandé de nous fournir une liste de leurs travaux et de préciser aussi les postes détenus et les institutions où ils ont travaillé et les formations suivies. Toutes ces informations étaient demandées à ceux avec lesquels nous avons pu réaliser au moins deux entretiens et avec lesquels nous avons discuté aussi bien du GDS que de leur formation, de leur activité dans des institutions spécifiques et parfois même au sujet de leurs écrits et de leurs contacts à l'étranger, des formations suivies ou des stages de recherche passés à l'étranger. À certains autres nous avons demandé seulement de nous fournir une liste des enseignements donnés. Ce type de document a été demandé à ceux qui sont des figures bien connues

⁴³⁹ Le guide d'entretien, construit peu après avoir commencé notre enquête, sera adapté à chacun de nos interlocuteurs. Nous l'avons utilisé, nous nous sommes présentés avec le guide dans plusieurs cas, mais il ne nous servira que dans certains cas : lors d'un premier entretien, lorsqu'il s'agissait de suivre des dates. Pour un second ou un troisième entretien, etc. nous ne nous sommes plus, dans la majorité des cas, présentés avec le guide d'entretien.

mais dont on connaît moins les institutions par lesquelles ils sont passées (après 1989)⁴⁴⁰ aussi bien qu'à ceux dont les travaux sont moins connus (par rapport à d'autres membres du GDS)⁴⁴¹ surtout à cause des domaines qu'ils ont investis, de leurs spécialités. Certains de nos interlocuteurs sont revenus par mail pour nous offrir des informations que nous avons requises mais dont ils n'avaient pas pu se rappeler lors des entretiens. Parfois, certains de leurs textes ou des matériaux divers, parfois des textes qu'ils venaient de publier dans la presse ou qu'ils avaient publiés, dans les années 1990, nous sont parvenus par mail.

Ces informations nous ont servi à enrichir les fiches biobibliographiques⁴⁴² constituées avant les entretiens et au cours de l'enquête pour chaque individu qui est entré dans notre analyse et qui sont de nos interlocuteurs qu'il s'agisse des membres du GDS, mais aussi, progressivement, d'autres intellectuels : collaborateurs de 22, intellectuels ou universitaires proches ou critiques du GDS, dès 1990 ou successivement après 1990⁴⁴³.

Ce type de document, a été construit sur la base de la consultation des dictionnaires, de l'hebdomadaire 22, d'autres revues ou journaux, des informations disponibles sur internet, des ouvrages d'entretiens ou de recueils de mémoires, et parfois de leurs ouvrages⁴⁴⁴, données que nous avons confrontées par la suite le plus possible avec les informations recueillies au cours des entretiens, même si dans plusieurs cas il n'a pas bénéficié d'un enrichissement suite à notre enquête ethnographique (notamment faute d'un entretien avec celui qui y était représenté)⁴⁴⁵. Ce type de document nous a servi dans notre analyse du GDS et pour notre enquête. Nous avons pu aussi discuter avec certaines personnes interviewées de leurs projets. Elles nous ont parlé des sujets qui les avaient préoccupés et des raisons qui les ont amenés à se consacrer à ces projets ou à d'autres activités en lien avec ceux-ci.

Presque sans exception (lorsque 22 ou autre presse était notre seule source) et même lorsque ce n'était pas sûr qu'un entretien aurait lieu suite à notre prise de contact, nous avons recueilli des données

⁴⁴⁰ Des personnes dont l'identité sociale est « établie » car une richesse d'informations circule dans la presse et dans les milieux intellectuels. En écoutant d'autres intellectuels ou en consultant la presse, on a l'impression que tout le monde les connaît ou que beaucoup de monde sait tout ce qui est à connaître sur eux. On a pu ainsi entendre d'autres parler d'eux en employant des étiquettes alors qu'ils ne connaissaient sur eux que ce que la presse dit sur eux ou ce qu'ils disent sur eux-mêmes dans la presse ou bien en faisant recours à leurs souvenirs (certains de nos interlocuteurs les avaient connus pendant leur jeunesse). L'objectif de nos entretiens était alors de vérifier et de confronter des informations et des opinions et de recueillir des informations peu connues par le large public. Cependant des témoignages sur eux et surtout ceux provenant d'universitaires qui les avaient rencontrés dans une autre période se sont avérés importants et cela surtout pour comparer leurs souvenirs à leurs impressions actuelles sur ces personnages et de rapporter leurs opinions sur leurs collègues à la position de celui qui les présente.

⁴⁴¹ Sorin Vieru ; Gabriel Andreescu.

⁴⁴² Voir Pierre Bourdieu, *Homo academicus*, Paris, Minuit, « Le Sens commun », 1984, pp. 254-266, 287-288 ; Gisèle Sapiro, *La Guerre des écrivains*, op. cit., pp. 703-719 ; Claire Lemerrier, Claire Zalc, *Méthodes quantitatives pour l'historien*, Paris, La Découverte, « Repères », 2008, pp. 34-47 ; 60-70.

⁴⁴³ Voir *supra* (en introduction sur nos sources et méthode biographique).

⁴⁴⁴ Voir *supra*, en introduction au sujet de la biographie comme méthode et matériau.

⁴⁴⁵ Un tel document nous a été demandé par un de nos interlocuteurs alors qu'il en avait besoin pour documenter son activité scientifique. Ce type de document comprend nos seulement leurs publications (ouvrages et articles scientifiques), les revues culturelles ou journaux où ils ont signés des textes ou avec lesquels ils ont collaboré, des données sur leur formation et les postes remplis mais aussi les enseignements donnés, la liste de leurs communications et autres types de production artistiques et des stages suivis à l'étranger avant ou/et après 1989.

objectives sur leur parcours scolaire et professionnel. Dans certains cas seulement nous avons vérifié des informations recueillies qui sont des données objectives mais nous sommes aussi revenue sur certains éléments biographiques mentionnés dans d'autres cadres.

À part ceux qui semblent inclinés à se raconter plus souvent que d'autres (puisqu'ils ont pris l'habitude de le faire dans les médias et d'interroger eux-mêmes leurs pairs ou des politiques, de s'entretenir avec leurs pairs en vue de la publication), nous avons réalisé des entretiens approfondis avec certains membres du GDS qui ne sont pas des « personnages » intéressant les médias ou des éditeurs⁴⁴⁶. Plusieurs de nos interlocuteurs ont été interrogés à plusieurs reprises et à des périodes différentes, tout au long de la période postcommuniste, par des journalistes. Certains ont publié leurs journaux (qui agrandissent leur notoriété mais qui sont avant tout des marques de leur notoriété) et ont fait à leur tour des entretiens biographiques où ils se consacrent aussi à produire une image de soi, à produire des histoires de vie de soi-même et d'autres intellectuels. Plusieurs de nos interviewés s'étaient portés témoins depuis les années 1990. Mais tous les membres du GDS qui ont été de nos interlocuteurs ne l'ont pas fait.

Dans la majorité de cas, nous avons aussi parcouru certains de leurs articles, d'autres entretiens avec eux et nous avons retenu pour la discussion des idées qui ressortaient de leurs textes et leurs récits de mémoires, nous avons préparé aussi des questions au sujet de leurs écrits (sujets, approches, références).

On ne leur a pas demandé de « se raconter », mais on a essayé de provoquer un discours sur soi⁴⁴⁷. Ainsi certains, de nos entretiens sont devenus biographiques. Du fait, qu'ils parlent ou non, qu'ils acceptent ou non de parler de leur passé (avant 1989) ou qu'ils mettent l'accent sur leurs activités proprement intellectuelles (formation, consécration, mérites professionnels, projets et publications), à quelques exceptions près, tout entretien (enregistré ou non) est aussi en partie un récit autobiographique. Le désir de se raconter, de témoigner de soi-même, le penchant pour un certain type particulier de récit varie non seulement en fonction de l'individu, mais cette ouverture à produire une « parole sur soi »⁴⁴⁸ varie aussi selon les moments et en fonction de l'objectif de l'enquête. On est tenté ici de distinguer entre ceux qui se racontent comme s'ils étaient convaincus de la valeur de leur témoignage, peut-être de l'importance de tout témoignage contribuant à l'image qu'ils veulent produire d'eux-mêmes et ceux qui sont plus soucieux (non que les autres ne le soient pas) de produire un discours moins subjectif, avec des prétentions à l'objectivité, le mot d'ordre étant pour ceux-ci d'expliquer, de se justifier. Ces derniers démontrent un certain penchant à produire une analyse de leurs propres actes.

⁴⁴⁶ Comme c'est par exemple le cas de Doina Cornea qui intéresse aussi bien la presse mais aussi des éditeurs.

⁴⁴⁷ Pierre Bourdieu, « L'illusion biographique », art. cit. ; Jean-Claude Passeron, « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *RFS*, 31, 1, 1990, ; Giovanni Levi, « Les usages de la biographie », *Annales ESC*, 44, 6, 1989, pp. 1325-1336 ; Jean Peneff, *La méthode biographique*, Armand Colin, 1991 ; Daniel Bertaux, *Le Récit de vie* [1997], Armand Colin, « 128 », « L'enquête et ses méthodes », Armand Colin, 3^e édition, 2010.

⁴⁴⁸ Id., *Le Récit de vie*, cité par Claude Dubar, « Trajectoires sociales et formes identitaires : clarifications conceptuelles et méthodologiques », *Sociétés Contemporaines*, 29, 1998, pp. 73-85 (pour la citation p. 73).

Ce « désir » de se raconter qui semble varier dans certains cas selon les moments en fonction de leurs intérêts (entrée en politique) ne s'exprime pas exclusivement, par l'acceptation d'un entretien, par leur ouverture lors de l'entretien, car certains de nos interlocuteurs peuvent avoir refusé au début de participer à l'enquête, après quoi ils accepteront et peu après ils vont signer des textes autobiographiques⁴⁴⁹. De plus, deux de nos interlocuteurs ont d'abord refusé d'une manière ou d'une autre de faire partie de notre enquête, d'accepter la posture de l'enquêté auquel on demande de parler du GDS mais ils accepteront volontiers de participer à une autre enquête pour une recherche menée à l'étranger (dans un pays auquel ils sont liés par leur parcours professionnel) sur des pratiques par lesquelles ils veulent définir leur profil intellectuel⁴⁵⁰.

Dans cinq cas parmi des intellectuels du GDS et des collaborateurs de 22 nous avons pu les suivre en parlant de leur famille, de leur parcours scolaire et professionnel. Nous avons donc pu recueillir d'autres informations et revenir sur celles déjà rendues publiques, recueillir d'autres témoignages que ceux déjà publiés. D'autres qui ne sont pas membres du GDS reviennent sur leurs expériences, parlent de leur passé. Nous avons travaillé en profondeur quelques « cas particulier[s] du possible », des trajectoires sociales et professionnelles, et cela grâce aussi au fait qu'ils ont accepté de parler d'eux-mêmes en enquête. Mais parmi ces cas, il s'agit aussi d'individus qui n'ont pas accepté de se porter témoins pour cette recherche. Les stratégies d'évitement diffèrent : accent mis sur leur expérience professionnelle associée à un discours du « spécialiste » ou distance affichée vis-à-vis du Groupe et brefs propos sur des membres du GDS. Parler des autres est un substitut de la parole sur soi-même. Alors que certains sont plus vivaces à discuter, à témoigner sur les autres (le plus souvent ce sont des discours peu flatteurs lorsqu'ils parlent des membres du GDS), d'autres plus enclins à témoigner de soi-même refuseront dans un premier temps à discuter de leurs anciens ou actuels collègues.

Le type de relation qu'ils entretiennent les uns avec les autres au sein du GDS, mais aussi à l'extérieur du Groupe, avec d'autres intellectuels, ne ressort pas toujours ni des collaborations ni des présentations de soi qu'ils produisent au cours d'entretiens divers ou d'autres écrits (auto)biographiques, ni des présentations faites par autrui en tant que texte introduisant l'auteur, ni des textes journalistiques, etc. La nature de ces relations ne ressort pas toujours des informations qu'on peut recueillir par l'observation des lieux de publication, éditions ou revues ou autres lieux de rencontre. Inciter les interviewés à parler de

⁴⁴⁹ Dans un cas, on constate que ce récit autobiographique (publié peu de temps après) correspond en large partie aux questions qui leur avaient été posées en entretien.

⁴⁵⁰ Deux des membres du GDS ont été ainsi interrogés au sujet de leurs pratiques de traducteur (de langue française) et éditoriales (conseiller d'une maison d'édition ou directeur de collection(s)). Plus disposés à parler de ces pratiques et du rôle des traductions des livres de sciences humaines et sociales après 1989, à l'occasion de ces entretiens ils parlent aussi de leur parcours (scolaire) et de leurs collaborations avec des éditeurs dont un est membre du GDS ou des événements ayant affectés leurs relations avec des milieux intellectuels dont aussi le GDS.

ceux auxquels ils se lient de par leur travail, grâce ou pour leur travail et d'une certaine relation en particulier ou d'un type particulier de relation était une de nos visées aussi⁴⁵¹.

Pour prendre un exemple, on a voulu savoir si, dans le cas de ceux qui étaient parfois présentés dans d'autres études comme appartenant à une « école », comme ayant été des « disciples » d'un intellectuel, ils se perçoivent eux-mêmes et se présentent en tant que tels. Sorin Vieru est logicien, chercheur à l'Institut de philosophie de l'Académie roumaine et donc ce qu'on va appeler ici par le terme de « philosophe professionnel » ; il était présenté comme un des disciples du philosophe Constantin Noica. Cette présentation, qui pouvait attirer l'attention au moins par le fait que dans ce cas précis, il s'agissait de quelqu'un qui était formé déjà en tant que philosophe, déjà consacré avant son attachement à la dite « école », ne correspond pas cependant à sa manière de parler du rôle et de l'importance de son expérience en tant que « disciple » dans sa carrière de philosophe.

Leurs relations avec des intellectuels appartenant à une autre génération, connues à l'ensemble du monde intellectuel, ont fait l'objet de discussions avec des membres du GDS, en revenant sur certaines de leurs expériences racontées dans des récits de mémoires, dans des écrits autobiographiques, surtout que nombre de sujets qu'ils ont investi après 1989 (surtout) nous semblaient avoir été le résultat, au moins en partie, de ces relations.

Les questions au sujet d'un épisode de leur vie n'excluent pas mais elles impliquent souvent des informations de nature à permettre le recueil de leurs représentations et, plus, de leur univers intellectuel de référence et leurs pratiques intellectuelles. Inversement, parlant des « choix » intellectuels, on arrive à raconter un épisode, une période, le passage par une institution, des expériences faites durant leur formation en Roumanie avant 1989 ou à l'étranger après 1989.

C. Étapes de l'enquête et résistance(s) à l'objectivation

L'enquête a été menée en plusieurs étapes. Tout au début nos questions, les questions que nous avons préparées mais que nous n'avons pas toujours posées telles quelles durant l'enquête, dans chacun de ces entretiens pour chacun de nos interlocuteurs, ont concerné toutes dans un premier temps surtout l'histoire et les activités menées au sein du GDS ou pour le GDS, en lien avec le GDS (ses membres et ses objectifs déclarés par le GDS ou ses membres à titre individuel ou supposés par nous). On visait alors à recueillir des informations nouvelles, non disponibles dans la presse, dans 22, ou dans leurs récits de mémoires ou témoignages (recueils d'entretiens, entretiens parus dans la presse) sur le GDS (membres et activités). Dans certains cas, nos interviewés étaient intéressés à ne parler que du GDS. Cela a été le cas de ceux qui ont transmis, par un tiers, leur disponibilité à parler du GDS et parfois même leur intérêt pour une telle recherche. Ceux-ci parlent plus du GDS et évitent de parler d'eux-mêmes. Peu après, on s'est rendu compte que les données biographiques recueillies ailleurs (leurs autoprésentations surtout mais aussi des informations de ce type divulguées ailleurs, dans d'autres cadres) ne suffisaient pas toujours et surtout elles ne suffisaient pas pour analyser des propos qu'ils tenaient au sujet des autres, leurs anciens collègues, leurs

⁴⁵¹ Ce sont ces relations mêmes surtout dont ils ont parlé dans d'autres récits autobiographiques.

collaborateurs ou leurs anciens maîtres. Dès les premiers entretiens, nous étions en face d'interlocuteurs qui parlaient plus aisément de leurs expériences que d'autres, de soi-même, alors que certains étaient réticents à parler de soi-même ou simplement à répondre brièvement aux questions qui les concernaient directement, qui auraient dû les inciter à parler de leurs expériences propres et de celles qui précédaient à leur entrée au GDS.

À quelques exceptions près (trois), tous ceux que nous avons contactés pour parler du GDS, annonçant ainsi nos intentions, acceptaient sinon un entretien, au moins une discussion ou de répondre à des questions par courriel (à leur proposition). Mais nos interlocuteurs n'ont pas tous été disposés à parler d'eux-mêmes ou n'ont pas accepté facilement à produire un discours autobiographique en revenant sur leurs expériences passées. Réponse précise, ciblée aux questions qu'on leur posait, silences et des gestes d'intimidation (comme le fait de regarder droit dans les yeux), des gestes corporels, comme le fait de changer de place ou de prendre du recul.

Dans un premier temps, nous avons centré notre attention sur le recueil d'informations sur ceux qui étaient moins connus ou sur ceux dont la trajectoire suscitait d'autres questions. « Intéressante » à nos yeux, leur trajectoire leur conférait une « exceptionnalité » qui faisait en fait la distinction du GDS et qui était en même temps, fait important d'ailleurs, fortement valorisée par le groupement même⁴⁵². Ainsi, par exemple, dans une première phase de l'enquête, allant sur le terrain peu informée ou mal informée sur la manière de mener un entretien semi directif et approfondi, et plus précisément à l'enquête de terrain, de nos trois premiers entretiens, dont deux ont été transcrits intégralement, deux seulement nous ont fourni de riches informations, alors qu'un autre a été un échec. De ces trois premiers interlocuteurs, nous sommes revenus, pour répéter nos entretiens avec deux seulement. Dans plusieurs cas, parmi ceux qui se montraient disponibles ou qui semblaient être prêts à parler du GDS, les discours qu'ils produisaient sur eux-mêmes ou sur leur parcours pouvaient faire défaut.

Ce qui nous a paru un défaut de notre enquête, à savoir le fait qu'elle a été menée par étapes et non pas sans interruption, le fait de s'être arrêté à plusieurs reprises, nous semble au final profitable. Au cours de l'enquête nous avons découvert l'existence des « sous-groupes » que certains se représentent comme rassemblant des individus d'une même spécialité ou partageant une même idéologie, alors qu'en réalité ces cercles de connaissance se fondent sur des affinités de l'avant 1989. Ces « sous-groupes » que nous pouvons construire à partir des données objectives (formation, spécialité ou options politiques) ne recourent qu'en partie les « sous-groupes », supposés ou réels, identifiés par nos sujets. Nos questions sont construites, définies, redéfinies après la lecture de 22 ou après une analyse provisoire de leurs trajectoires socioprofessionnelles. Les premiers sont des sous-groupes que nous avons construits et dont nous discutons en lien avec les thèmes que nous nous sommes proposés de traiter, alors que les derniers apparaissent dans

⁴⁵² Des dissidents ou des opposants.

leurs discours, à la base des relations de proximité et du partage des propriétés sociales, que nos sujets observent. Nous avons essayé le plus possible d'enchaîner des entretiens, de rencontrer des individus qui pouvaient nous renseigner au sujet d'une activité ou d'une autre, etc.

Nous avons aussi accepté leurs conseils et souvent nous les avons suivis concernant nos futurs interlocuteurs. Leurs recommandations (mais aussi les mentions faites à des personnes au cours de l'enquête) quant à nos futures rencontres nous ont renseignée sur la difficulté à décider de la réalité des « sous-groupes » définis par les sujets eux-mêmes aujourd'hui, à donner comme réelle la représentation que s'en font certains des « sous-groupes ». Leurs relations ont changé à travers le temps, elles varient selon les périodes. Et on constate parfois que ce que des membres du GDS présentent et se représentent comme attribut commun à certains membres du GDS n'est qu'une construction a posteriori et extérieure. Ainsi des intellectuels qui sont ou ont été collègues ou ceux qui sont présentés par d'autres pour leurs relations stables, leurs alliances, ne se recommandent que très rarement⁴⁵³. À l'inverse, des intellectuels embarqués dans des camps différents, voire opposés, et présentés de cette manière pour une longue période, et surtout dans les années 1990, peuvent se recommander. Certains de nos interlocuteurs qui ne sont pas membres du GDS, intellectuels que nous avons interrogés sur leurs expériences dans des institutions spécifiques avant 1989 (université surtout) mais aussi sur leur participation à des groupements constitués début 1990, nous incitent ou nous recommandent à parler avec des membres du GDS soit parce qu'ils reconnaissent leur rôle dans le GDS (notamment dans les années 1990, rédacteurs de GDS et/ou membres fondateurs), soit pour le fait que ceux-ci ne suivent pas la lignée dominante (de plus, ils les ont connus avant 1989).

Toutefois on a aussi enchaîné des entretiens en fonction de certaines opportunités, comme cela a été le cas avec ceux qui ont eu lieu dans une autre ville que Bucarest.

Par contre, des membres fondateurs du GDS refusant de participer à cette enquête⁴⁵⁴, justifiaient leur refus soit par le peu d'intérêt que pourrait susciter une telle analyse dans les milieux intellectuels roumains et plus, à l'extérieur de la Roumanie, soit par leur position marginale au sein du GDS :

« Comme je vous ai déjà dit, je ne suis pas des membres proéminents du GDS et j'ai la certitude que la thèse peut être conclue aussi sans ma contribution. Ne considérez pas mon message comme un refus de vous rencontrer mais comme un essai de pacifier les choses dans un moment où, avec tous mes regrets, je ne pourrais pas vous être utile⁴⁵⁵. »

⁴⁵³ Si nous avons recours le moins possible à la recommandation d'autrui (au moins lorsque cela était possible et lorsque nous nous sommes rendus compte qu'il était recommandable, car plus profitable), on demande à certains de nos interlocuteurs de nous fournir des coordonnées de leurs anciens collègues, de leurs anciens collaborateurs indifféremment de leurs relations actuelles. Seulement que, en dépit du fait que certains sont de leurs amis, ils le sont encore, ils ne semblent pas s'empresse à les recommander.

⁴⁵⁴ Parmi des membres actuels mais surtout parmi des membres fondateurs du GDS certains manifestent leur disponibilité à parler du GDS et de la politique des années 1990 : « je vous dirai tout à condition de ne pas tout enregistrer » dira un des membres fondateurs du GDS ayant occupé des postes politiques.

⁴⁵⁵ Le message (par courriel) viendra de la part d'un des membres fondateurs du GDS duquel nous avons à plusieurs reprises essayé d'obtenir un entretien en annonçant que nos questions porteront sur ses activités intellectuelles qui ont servi au GDS.

Ceux qui exprimaient leur disponibilité à parler du GDS produisaient un discours d'opinion et en même temps mettaient l'accent sur la richesse d'informations qu'ils pouvaient fournir. Par contre, ils étaient moins disposés à écouter et à répondre aux questions de l'interviewer qui les concernaient directement. Cela a été le cas de certains de nos premiers interlocuteurs qui semblaient s'intéresser à cette étude plus en tant que spécialiste, universitaire et non en tant que témoin. En effet, tout au début de notre enquête ceux qui ont manifesté leur disponibilité de parler du GDS, ne sont pas à l'aise, semble-t-il, lorsqu'il s'agit de parler d'eux-mêmes, de leurs relations au sein du GDS. Ils esquivent parfois les questions en refusant ouvertement de revenir sur certaines de leurs expériences, d'autres fois en nous proposant de ne pas les inclure dans l'enquête en échange des informations qu'ils peuvent nous fournir, ils misent sur la position occupée au moment même où l'échange a lieu et sur leur connaissance de l'intérieur du GDS :

« Je vous dirai des choses sur le GDS mais je ne peux pas contribuer à cette analyse car je fais partie des commissions d'examen et donc... »,

dit un de nos interlocuteurs, universitaire.

Il acceptera volontiers de parler du GDS pour nous aider en endossant la posture du spécialiste pour parler en enquête lorsque l'entretien portait sur son travail de traducteur et de directeur de collection. Parlant en spécialiste d'un travail auquel il se consacre avant de faire son entrée à l'université et qui le consacre dans le monde universitaire comme médiateur culturel et spécialiste du libéralisme, il prépare son entrée en politique comme représentant politique dans un organisme politique européen⁴⁵⁶. Peu de temps après cet entretien l'ouvrage qu'il publiait porte sur sa formation à la langue et à la culture française, ses pratiques comme traducteur et médiateur culturel.

À différents moments, nous avons discuté de ce qui faisait leur intérêt et de leurs préoccupations, de leurs relations avec des milieux politiques. Dans peu de cas, lors d'une discussion ultérieure à nos entretiens, ils se montraient intéressés à expliquer, à raconter ce qu'ils avaient fait depuis, à discuter de leurs prises de position les plus récentes au sujet des événements politiques et/ou du monde intellectuel : réponse à une critique, intervention dans un débat, soutien ou aide accordés à des politiques, adhésion à un mouvement politique ou alliance avec d'autres intellectuels. Mais aussi de parler de leurs projets proprement intellectuels, liés à leurs activités spécifiques : choix d'un sujet, publication d'un livre, participation à une conférence, etc.

Tout le long de l'enquête nous avons suivi, autant que faire se peut, les débats auxquels nos interlocuteurs participaient, les textes qu'ils publiaient. Nous étions en prise avec l'actualité, les débats et

Dans ce message il expliquait que son refus était dû à ses nombreuses tâches pressantes. À ce moment-là il était de ceux indirectement impliqués dans des critiques que le GDS soutenait dans l'espace politique et dans celui scientifique, que ses membres produisaient, professaient et faisaient circuler, au sujet des intellectuels proches du pouvoir communiste.

⁴⁵⁶ Entretien avec Cristian Preda (Bucarest, le 15 février 2008). Cet entretien a eu lieu dans le bureau qu'il occupe au palais de Cotroceni (siège de l'administration présidentielle) comme conseiller présidentiel alors qu'il est aussi au même moment doyen de la Faculté des sciences politiques de l'Université de Bucarest.

les conflits qui impliquaient nos sujets ou des politiques auxquels ils étaient liés, surtout par le biais des médias mais aussi en nous tenant informée des discussions entre des intellectuels, avec l'aide ou à l'initiative, grâce à certains de ceux qui avaient accepté de porter témoignage ou des réunions et des initiatives collectives de certains des intellectuels du GDS, par l'inscription dans une liste des abonnés des institutions avec lesquelles ils collaborent. Cela permettait de faire la part de l'influence du présent dans leurs opinions au sujet du GDS dans les années 1990, mais aussi de les questionner au sujet de certaines relations et de certaines de leurs pratiques (qu'on observe aussi actuellement ou par contre, qui ne sont plus actuelles, en lien avec certaines de leurs activités depuis 1990 jusqu'à présent), de mettre l'accent sur la façon dont leurs relations avaient changé et leurs discours aussi (contenu surtout)⁴⁵⁷.

Les entretiens nous ont aidée à reformuler nos hypothèses, à en préciser certaines, à renoncer à d'autres. Ils nous ont amenés, à travers le temps, surtout à formuler de nouvelles questions qui n'avaient pas été prévues lorsque nous avons commencé notre enquête. Plus tard, nous sommes revenus à nos interviewés que nous avons rencontré lors du début de notre recherche. Nous avons répété des entretiens qui avaient été menés lors de nos entretiens exploratoires. Il fallait revenir à ceux que nous avons pu rencontrer et interviewer parce que certaines questions devaient être abordées différemment. On s'est rendu compte que ces questions auraient dû être associées à d'autres ignorées dans une première étape de la documentation, parce que à plusieurs reprises on avait eu l'impression qu'elles n'avaient pas été posées au bon moment ou même qu'il n'aurait jamais fallu les discuter (leurs relations avec d'autres ou leurs expériences durant le communisme).

Sur des sujets sensibles qui s'avéraient leur poser un problème nous avons pu discuter et rediscuter avec eux, seulement vers la fin, après avoir trouvé une autre manière de les aborder, en liant ces sujets à d'autres thèmes plus attirants pour eux. Ils étaient intéressés à se présenter en tant qu'auteurs, experts, etc., à se présenter à travers leurs compétences, savoirs, ils parlaient plus facilement de ce qu'ils avaient publié dans des volumes, de ce qui faisait leur intérêt aujourd'hui que de ce qui avait fait leur intérêt auparavant, de leurs textes à visée scientifique ou littéraires que de leurs textes journalistiques. Cependant il en fallait plus que de recentrer la discussion, il fallait discuter non pas du GDS mais de leurs activités à l'extérieur de celui-ci, strictement liées à la position qu'ils occupaient. L'occasion a pu se prêter de les approcher dans un autre cadre, mais cela n'a été possible que dans peu de cas. De plus, lorsque nous savions qu'il ne pouvait pas être question d'un rapport facile au GDS, le fait de préciser que notre objectif visait de les interroger voire qu'ils discutent de certaines de leurs pratiques proprement intellectuelles, de leur travail proprement

⁴⁵⁷ Mais lorsque nous avons décidé d'arrêter de demander des entretiens, sans pourtant avoir épuisé la liste des membres fondateurs du GDS ni avoir pu rencontrer tous ceux qui avaient manifesté leur désir et leur intérêt à porter témoignage de leurs expériences des années 1990, au sujet du GDS, nous avons essayé, tant soit peu, de nous distancier du présent – personnes et événements – en dépit de certaines sollicitations qui marquaient une participation même dans une position marginale à un monde où nos interlocuteurs occupaient des positions centrales.

intellectuel, n'a pas abouti dans tous les cas. Toutefois, réitérant notre intention de les interroger en tant que spécialistes pour parler de leurs activités proprement intellectuelles et de leur travail spécifique, en les approchant à plusieurs reprises et à diverses occasions, nous avons pu obtenir des explications concernant leur refus. Nous avons insisté à parler avec eux non plus au sujet du GDS mais de leur travail qui était parfois aussi un travail qu'ils avaient fait pour le GDS, en lien avec les activités du GDS.

Durant l'enquête, certaines occasions se sont présentées de pouvoir les approcher, de discuter d'autres questions sans lien direct avec le GDS. Nous sommes revenus de même à certains de nos interviewés avec lesquels nous pouvions discuter afin de vérifier nos conclusions d'une analyse provisoire. Nous sommes revenus pour discuter surtout avec ceux que nous trouvions plus disponibles à parler, à aborder d'autres questions, à discuter de leurs pratiques ou de leurs représentations des milieux intellectuels, de la politique, parfois même à parler de leurs écrits à visée scientifique. Surtout lorsque la relation semblait évoluer car à plusieurs reprises, il nous a fallu démontrer, l'ouverture de l'enquêteur à entendre d'autres propos que ceux déjà connus (positifs, produits au nom du GDS ou négatifs produits par ses détracteurs) au sujet du GDS et de les assurer, comme dans le cas de presque tous nos interlocuteurs, de l'intention et de l'objectif de neutralité qui se trouvaient à la base de notre intérêt pour eux et pour le GDS.

Mais nous sommes aussi revenue à ceux avec lesquels nos premiers entretiens n'avaient pas abouti à des résultats satisfaisants : un de nos trois entretiens avec lesquels nous avons commencé notre enquête⁴⁵⁸ et un autre que nous avons fait un peu plus d'une année plus tard, que ces premiers. Ce dernier a été réalisé toujours avec un membre fondateur du GDS. Non seulement que cet entretien a été difficile et qu'à la fin il nous a semblé qu'il y avait très peu d'informations à recueillir d'un discours tenu d'une posture de spécialiste, mais l'entretien ne pouvait être que raté puisque notre interlocuteur a arrêté l'entretien dès que nos questions ont porté sur la période communiste, plus précisément sur son parcours et sa dissidence.

Alors que dans le premier cas, pour un de nos premiers entretiens, la discussion a connu certains blocages et l'échange a été affecté surtout du fait de notre emploi inapproprié des catégories désignant le rapport à la politique avant 1989, sujet sensible pour notre interlocuteur car celui-ci était un des peu nombreux opposants roumains et des très peu nombreux opposants du GDS (trois). De plus, des informations concernant ses relations au sein du GDS nous manquaient à cette date-là, ce qui a empêché à la réalisation d'un riche entretien et surtout à l'établissement d'une bonne relation en entretien. Plus tard, en revenant pour un deuxième entretien, notre interlocuteur parlera ouvertement, des sujets plutôt sensibles sont discutés par celui-ci et on peut parler alors d'un échange d'opinions et non plus d'un discours performatif.

⁴⁵⁸ Notre premier entretien a été réalisé après qu'un membre fondateur du GDS nous ait transmis sa disponibilité à parler du GDS et qu'il se soit intéressé à cette étude. Les deux suivants, ont été réalisés avec des membres fondateurs du GDS que nous avons contactés nous-mêmes. Ces trois premiers entretiens ont été réalisés au cours du printemps 2004.

Dans l'autre cas, celui de l'entretien que nous avons raté faute de ne pas avoir su poser les bonnes questions ou les meilleures questions, celles qui n'auraient pas blessé notre interlocuteur non disposé à revenir sur ses expériences d'avant 1989, nous sommes revenue en saisissant une occasion non prévue. Nous pouvions retourner chez notre interlocuteur puisque nous pouvions le contacter pour discuter de son travail de traducteur. C'est la seule fois durant toute notre enquête qu'avant d'obtenir un premier entretien nous mentionnons ce qui fait notre objectif principal et ce que nous avons fait dernièrement. Mais nous mentionnons le nom de certains membres du GDS après avoir pu suivre notre interlocuteur (ancien et futur) lors d'une communication où il mentionnait précisément son activité (future) en tant qu'éditeur. Nous allions obtenir tout de suite un entretien de notre ancien interlocuteur où il parlera en tant que spécialiste du travail de traduction et des traductions, sujet annoncé. Mais aussi, et cela sans qu'on le lui ait demandé, du paysage intellectuel après 1989 à partir des initiatives renouvelant l'espace des institutions (discours qui pourrait être relié à celui tenu lors du premier entretien). Mais, plus important encore, des récents événements qui ont marqué sa carrière professionnelle et sa vie personnelle (contacts et liens personnels) renvoyant à certains de ses actes de la période communiste. La discussion se poursuivra même après la fin de l'enregistrement⁴⁵⁹.

Dans un autre cas aussi, nous avons pu approcher un membre du GDS pour lui demander un entretien, la veille d'un scandale qui l'impliquait. Il ne s'agira finalement pas d'un entretien car il épuisera en quelques mots sa raison d'être dans le GDS : « nous étions des amis... ». Mais quelque temps après lorsque nous reviendrons pour lui demander de parler du GDS, nous allions nous heurter à un refus non moins justifié, ce qui allait nous permettre de tenir compte d'un témoignage fait en dépit de son refus de témoigner⁴⁶⁰.

L'acceptation de porter témoignage et d'aborder des sujets sensibles sont à déchiffrer dans ce changement d'attitude qu'on peut observer lorsque plusieurs entretiens sont faits parfois à une distance de temps non-négligeable (une année ou plus, mais plus souvent, quelques mois).

Tentatives d'influencer celui qui interroge, manière de contrôler qui va plus loin que le simple fait de s'intéresser à ce que l'on sait déjà : comment considérer les choses, de quoi il faut traiter, ce qui est important à dire, à voir⁴⁶¹, des avertissements qui sont formulés en tant que préventions : « faites attention

⁴⁵⁹ Comme nous l'avons déjà montré nous n'avons pas mentionné notre premier entretien, c'est-à-dire notre intérêt pour le GDS, nous avons seulement précisé que s'agissant d'une enquête sur les traducteurs et les traductions en français, on s'intéressait à lui en tant que traducteur (et heureusement il se présentait en tant que tel, en tant que médiateur entre des espaces culturels, à l'occasion de sa communication au moment où on l'approchait pour cet entretien). Comme notre interlocuteur ne semble pas avoir d'intérêt à l'enquêteur, son identité lui reste inconnue. Mais en fin notre interlocuteur avance une proposition (invitation à une école d'été qu'il allait organiser dans quelques mois et, qui, d'ailleurs fera de nouveau scandale, impliquant cette fois-ci aussi l'exil) et nous demande nos coordonnées. L'enquête trouvera le moyen de connaître devant qui avait-il parlé, ouvertement.

⁴⁶⁰ Tout ceci va être présenté en détail dans un de nos textes qui suivent.

⁴⁶¹ À quelques occasions, lorsqu'on leur demande de témoigner de ce qu'ils ont fait ou de ce que d'autres ont fait ou de nous fournir des informations ils disent à la fois que cela n'est pas intéressant pour ce qui nous intéresse ou ils se demandent comment cela nous intéresse. À l'inverse, dans d'autres entretiens, en parlant de leurs pratiques, de leur position dans une institution

[...] car on dit [universitaires français ou « du monde »] que... ». Au cours des discussions engagées en vue d'obtenir un entretien ou au cours des entretiens mêmes, nous les avons souvent entendus dire, en relativisant des propos tenus antérieurement ou minimisant la valeur de leur témoignage, ce qui révèle le doute quant à l'opportunité pour eux de témoigner ou de prendre la parole : « moi, j'avais l'impression que... » ; « vous devriez parler avec... », « moi, je sais trop peu... » ; « je ne sais pas ce qui vous intéresse... », « mais cela ne vous intéresse pas trop... » ; « cela n'est pas lié à votre sujet... ». Reformulation des questions, silences, oublis et parfois même refus de répondre à certaines questions, à ces stratégies d'évitement, s'ajoutent des conseils concernant ce qu'il faudrait prendre en compte pour une analyse du GDS, alors que d'autres se prononcent sur des choses qu'il ne faudrait pas considérer.

Comme les dénonciations ne sont pas rares contre des membres du GDS et pas seulement, les reformulations sont des manières de s'assurer de l'interprétation qu'on donne aux informations requises. Parfois nos questions sont reformulées, en commençant par : « vous pensez qu'il a été question d'un conflit entre lui et moi... ». Ou en enquête notre interlocuteur commence sa reformulation par l'expression : « tu veux dire... » ou « tu veux montrer que... ».

Des témoins plutôt intéressés à dire des choses sur le GDS – à certains moments – ou/et des témoins qui sont encore investis dans le GDS, anticipent certaines questions et, plus, ils tendent à associer leurs réponses à certains conseils concernant le cadre théorique. Ce sont des universitaires, sociologues ou ayant une formation en sociologie ou politistes mais aussi historiens.

Comment et en quoi le GDS exprime-t-il ses membres ? Comment et en quoi l'image du GDS participe à l'image de soi qu'ils s'évertuent à construire ou qu'ils donnent d'eux-mêmes ? Quand ils formulent des critiques à l'adresse du GDS, on pourrait avoir l'impression que quelques-uns ne se reconnaissent pas en lui. Cependant, quand ils entendent des critiques vis-à-vis du GDS ils offrent aussi, la plupart le font, des raisons pour réfuter ou relativiser des critiques venant des non-membres, universitaires comme eux : il n'était pas là, il est entré plus tard, il n'a pas connaissance de l'épisode mentionné, pas de raison qu'on leur demande si cela est vrai ou non car ils n'étaient pas là ; la situation avait imposé cela et non pas une autre attitude ou action, ce sont leurs adversaires, (des politiques installés en 1990 ou des politiques extrémistes) qui ayant fait une chose, ayant été là avaient conduit à prendre telle décision. Ou ils soutiennent que des membres du GDS ne sont pas comme on le pense, entendant par cela qu'il circule des idées fausses à l'égard de ceux-ci : « pensez-vous qu'[il] est [...], non », il est dit à l'enquêteur auquel on impute des pensées non-exprimées, en anticipant des questions⁴⁶².

En entendant des critiques à l'égard du GDS ou des affirmations qui auraient pu être interprétées en tant que telles, en provenance des intellectuels (roumains ou de l'étranger), les membres du GDS réagissent,

spécifique (université, éditions, instituts divers), leur participation au GDS, des relations qu'ils ont liées au sein du GDS apparaissent toujours.

⁴⁶² Entretien avec W. (Bucarest, 2008).

les critiques ne les laissent pas neutres. Ils tendent à mettre leurs distances vis-à-vis d'une image moins gratifiante en soulignant qu'ils n'étaient pas encore là, qu'ils n'avaient pas eu connaissance de certains événements que d'autres étaient survenus par la participation de nouveaux membres⁴⁶³. Ou bien ils réfutent d'autres critiques, celles venant d'universitaires, d'intellectuels étrangers manquant, à leurs yeux, de légitimité.

A l'inverse, les enquêtés avaient beaucoup de mal à se voir considérés comme des individus partageant des idées ou des pratiques communes. Ils refusaient d'être considérés comme faisant partie d'une catégorie collective, des « membres du GDS », « eux », le GDS, des « intellectuels », des « intellectuels du GDS ». Cela suscitait des réactions (parfois virulentes) en enquête qui relèvent de « l'idéologie charismatique qui est au principe de la croyance dans la valeur de l'œuvre d'art, donc du fonctionnement même du champ de production et de circulation des biens culturels [...], de l'idéologie de la création, qui fait de l'auteur le principe premier et dernier de la valeur de l'œuvre », comme l'écrit Bourdieu⁴⁶⁴. En effet, les littérateurs parmi eux laissaient transparaître qu'ils seraient plus disposés à parler si on les approchait en tant qu'écrivains, pour leurs écrits littéraires. À l'opposé certains, qui étaient revenus à la littérature dans les années 2000, manifestaient une certaine déception lorsqu'on leur demandait de parler de leurs investissements dans le journalisme ou de la politique, des années 1990 et non pas du présent.

L'intérêt manifeste dans la sollicitude et la patience lorsqu'on leur propose un rendez-vous mais surtout lors de notre rencontre et, par la suite, lors de l'entretien, pour les écouter et pour connaître leurs points de vue ont constitué dans beaucoup de situations créées au cours de l'enquête la plus fréquente manière de les assurer de notre bonne volonté, de notre ouverture. Encore que devant leurs réticences à parler, il a fallu les rassurer explicitement de nos intentions : point de parti pris, notre objectif étant de rendre compte et de comprendre leurs points de vue et des événements qu'ils avaient vécus et non pas de dénoncer. De plus, lorsqu'on nous proposait de nouvelles lectures, nous sommes revenus à eux pour un autre entretien, pour continuer nos discussions, après avoir lu d'autres textes, les leurs surtout et parfois mêmes des textes littéraires.

L'inscription disciplinaire n'a presque jamais été questionnée car nous précisons en début de discussion et d'entretien que nous nous intéressons à l'histoire du GDS surtout, à leur participation à ce groupement (ou à certains autres, groupements ou autres institutions, pour ceux qui ne sont pas des membres du GDS) et à la période des années 1990, à leur participation à certains événements. Sauf qu'à certains

⁴⁶³ Si en présence d'un tiers soit ils réfutent ou relativisent certaines critiques soit ils gardent le silence, à d'autres occasions, lorsqu'ils discutent en enquête, ils peuvent mentionner certains de ces événements, des tensions ou des conflits au sein du GDS sans en offrir pourtant des détails, des informations de l'intérieur. En réponse ils mentionnent la manière d'être d'un tel, invoquent le « style » ou le « caractère » d'un tel. En réfutant certains témoignages au sujet de ces épisodes ils peuvent invoquer en retour l'absence de crédibilité d'un témoignage indirect à l'opposé de son expérience, à la faveur de son statut de témoin direct à ses événements.

⁴⁶⁴ Pierre Bourdieu, « La production de la croyance, contribution à une économie des biens symboliques », *ARSS*, 13, 1977, pp. 3-43 (p. 5 pour la citation) ; Id., *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, [1984] 2002, pp. 207-221.

moments, deux universitaires ont exprimé leur étonnement en constatant qu'on s'intéressait non seulement à leurs prises de position, aux orientations politiques mais aussi à des données vues comme trop personnelles : vie familiale, relations avec d'autres intellectuels.

Il est apparu extrêmement utile pour le bon déroulement de l'enquête, et non seulement durant les entretiens, de mobiliser certaines connaissances acquises à travers les ouvrages lus, voire relus, sur le monde communiste et surtout sur le monde intellectuel, mais aussi des idées qu'on s'était formées au cours de l'enquête. Cependant, la mobilisation de connaissances n'est pas toujours bien vue par certains de nos interlocuteurs. Citer d'autres auteurs et se rapporter à d'autres références au cours des discussions eues au sujet de leurs ouvrages mais aussi de certaines de leurs pratiques et des représentations qu'ils véhiculent dans différents contextes, donner d'autres interprétations aux termes employés par eux, est acceptable voire intéressant (car ils s'y intéressent) à leurs yeux. À condition seulement de ne pas mettre en question leurs propres interprétations du passé et du présent, qu'ils offrent dans leurs ouvrages et qu'ils donnent parfois même en enquête, à ne pas questionner des idées qu'ils soutiennent et des interprétations qu'ils donnent de leurs actes. S'il semble que certains s'intéressent non seulement à la formation et aux opinions de celui qui recueille leurs opinions et s'informent sur leurs pratiques, ils sont plus nombreux à recommander la manière dont on devrait traiter les choses. Autrement dit, certains au moins, tendent non seulement à se soustraire aux entreprises qui les considèrent objet d'analyse mais ils prétendent aussi devoir orienter la manière de traiter des choses qui les concernent. Ils s'attribuent à eux-seuls la capacité de s'objectiver, à eux seuls il revient de décider ce qui mérite d'être remarqué et comment cela devrait être interprété.

Parfois pour faire avancer une discussion, il était nécessaire de mettre à profit des informations au sujet du GDS et du monde intellectuel, et lorsque ce n'était pas possible de les situer, de recourir à des informations en les présentant comme suppositions et représentations en provenance de « certains » membres du GDS ou autres intellectuels, en insistant pour qu'ils précisent certaines choses ou qu'ils donnent leurs opinions là-dessus.

Certains de nos entretiens ont porté aussi sur les sujets qui les ont préoccupés surtout après 1989, apparus dans leur production journalistique ou/et dans celle à visée scientifique. Qu'est-ce qui nous intéressait alors ? Qu'ils parlent du contexte, de la conjoncture et des raisons qui les ont amenées à traiter de telle ou telle chose, qu'ils discutent de leurs repères intellectuels, plus particulièrement de leurs lectures. Ce qui nous intéressait c'était de voir comment ils sont arrivés à produire un certain type de texte (analyse politique, essai politique, écrit autobiographique, signature d'une préface, publication d'un volume d'entretiens, etc.) et comment ils sont arrivés à adhérer et à faire circuler, se consacrer à une telle ou telle théorie ou concept, etc.

Des discussions sur ce qui a été écrit, sur des ouvrages publiés en roumain, y compris des ouvrages signés par des auteurs étrangers au sujet de notre thématique peuvent faire avancer certaines discussions

sur le terrain de leurs pratiques. De même certaines de nos discussions ont porté sur des auteurs qu'ils avaient cités dans leurs ouvrages, sur ceux qui s'imposaient, à travers leurs écrits (à visée scientifiques surtout) comme leurs repères intellectuels : théories ou notions utilisées. Nous avons recouru pour cette analyse aussi à d'autres sources : leurs écrits (journalistiques ou à visée scientifique), leurs essais politiques et leurs discours tenus dans les médias. Leurs témoignages en enquête ont été ainsi comparés avec leurs autres discours et surtout avec ceux qu'ils avaient faits devant les caméras ou devant un autre public supposé plus averti. Mais plus qu'ailleurs dans notre recherche nous avons recouru à nos observations ainsi qu'aux discours tenus par d'autres qui d'une façon ou d'une autre étaient de leurs proches, avec lesquels ils se connaissaient et parfois se reconnaissaient en dépit du fait que sur le terrain des idées ils s'éloignaient.

Dans plusieurs cas, ils avaient tendance à répéter ce qu'ils avaient déjà dit dans d'autres entretiens, ce qu'ils avaient aussi dit dans certains de leurs textes journalistiques ou discours de date récente ou moins récente, sur des sujets abordés dans nos entretiens ou nos discussions. On découvrait comment ils considéraient leurs discours d'avant, comment leurs idées ou leurs opinions avaient changé depuis les années 1990. Et on pouvait aussi découvrir comment ils avaient pris leurs distances vis-à-vis des idées professées et proférées dans ces temps-là, comment leurs idées avaient changé jusqu'à oublier des textes publiés au début des années 1990. Et c'est alors qu'il fallait parfois leur rappeler, mentionner des textes qu'ils avaient publiés, des choses qu'ils avaient soutenues antérieurement (au début des années 1990). Car il arrivait qu'ils ne disent rien au sujet des prises de positions datant de cette période-là mais ils mentionnaient de quelle conjoncture politique il s'agissait, relativisant ainsi leurs anciennes opinions.

Nous avons renoncé à plusieurs reprises à la neutralité et à la posture de d'observateur, à des occasions différentes mais surtout lorsque la discussion portait sur des sujets en lien avec l'actualité et l'enquête s'était montré disposé à entretenir un dialogue, au moins à certaines occasions⁴⁶⁵. Peut-on toujours garder la posture neutre requise, présumée de l'enquêteur ? Certainement non, sauf dans les cas où les discussions sont brèves, sans continuation, sauf les entretiens centrés sur le recueil d'informations sur le GDS.

Les thèmes dont nous discuterons ici ne correspondent pas aux thèmes établis dans le guide d'entretien. Ce sont des thèmes qui sont ressorties au cours de l'enquête, ils sont apparus durant plusieurs entretiens, ils n'ont pas été prévus ni recherchés durant les enquêtes, ils sont intervenus au cours des discussions eues avec certains membres du GDS ou autres intellectuels et/ou universitaires : enseignement, journalisme et plus particulièrement télévision, milieux politiques, être politique ou faire de la politique,

⁴⁶⁵ On risquerait ici de distinguer des interlocuteurs qui ont tendance à se considérer d'une manière critique leurs attitudes du passé (par exemple, le fait de ne pas intervenir, de ne pas initier un « dialogue ») et ceux qui ont tendance à justifier certaines attitudes en mentionnant à la fois certaines de leurs qualités, comme par exemple, le courage, l'expérience faite les dernières années du communisme ou la participation aux événements de 1989 ou peu avant.

argent et rapport à l'argent, mode de vie, relations familiales et autres relations dans les milieux intellectuels.

Cependant ces thèmes peuvent être associés à certaines de nos questions comme celles concernant leur travail ou d'un travail qu'ils ont effectué seulement pour une courte période (activité politique y compris). Cela dit, certaines questions comme par exemple le moment de leur entrée dans la carrière universitaire ou au sujet de certaines institutions ou de leur emploi du temps actuellement mais aussi parfois certaines questions qui portent sur des sujets qui les ont intéressé ou qui les intéressent, sur leurs écrits à visée scientifique ou sur le changement de leurs intérêts intellectuels, les conduisent à parler de leurs pratiques d'enseignants ou de leur carrière universitaire. Mais aussi de leur travail ailleurs, d'autres activités et des postes qu'ils occupent ainsi que des fonctions qu'ils détiennent en complément de ce qui représente pour eux leur activité principale (qui n'est pas toujours celle qu'on pourrait imaginer à partir des postes détenus et des présentations publiques).

Comment est-ce qu'ils voient leur activité d'enseignement tenant compte du fait qu'ils ne sont pas ou ne se voient pas seulement comme enseignants, universitaires ? Mais est-ce celle dont ils tirent toute leur autorité ? Leurs activités sont multiples, les institutions qui les embauchent ou dans lesquelles ils s'engagent (institutions qu'ils se sont créées et qu'ils ont créées surtout dans les années 1990) ne se réduisent que rarement à une (parmi ceux qui sont de nos interlocuteurs). Si leur autorité se construit dans le champ intellectuel de plus en plus en lien avec leur autorité acquise dans le champ universitaire, plus largement celui scientifique, leur pouvoir n'est qu'en partie lié, non pas dans tous les cas, aux titres acquis dans la carrière universitaire. Cependant, en dépit des activités multiples dans lesquelles ils se sont investis, de manière générale, ce qu'on remarque à partir des observations faites en enquête c'est qu'ils accordent toute l'importance à leur titre et à leur poste universitaire et que les deux prennent toute la valeur lorsqu'ils travaillent dans une université d'État, malgré l'importance qu'ils accordent à leur travail en tant qu'enseignant universitaire et de l'attachement à cette activité. Il faut alors distinguer entre ceux qui sont entrés dans l'université, qui ont commencé leur carrière universitaire au début des années 1990 (durant la première moitié des années 1990) et ceux qui ne l'ont fait que beaucoup plus tard (des membres de l'exil qui sont revenus en Roumanie sont aussi eux aussi des universitaires de l'après 1989⁴⁶⁶). Mais aussi prendre en compte de quelle institution il s'agit (université d'État / université privée) pour comprendre ce qu'être cadre enseignant signifie pour eux, comment la valeur qu'ils accordent à ce travail et à leur poste se construit en étroite dépendance avec la valeur sociale de l'institution où ils déploient leurs activités. En parlant de

⁴⁶⁶ Si le moment de leur entrée à l'université est tout aussi important que dans le cas des non-exilés, leur situation diffère ne serait-ce que parce qu'ils arrivent, ils entrent dans l'université munis d'une autorité qui manque aux non-exilés. Parmi les universitaires intéressés à se munir d'une telle autorité après 1989 le cas de Sorin Antohi semble être plus proche des ceux qui entrent dans une carrière universitaire après avoir travaillé, occupé des postes et parfois après avoir acquis leurs diplômes à l'étranger durant la période communiste.

leur travail en tant qu'enseignants et de l'importance pour eux de faire partie du monde universitaire on voit là qu'ils se rapportent inconsciemment aussi à leurs autres activités dans ou pour d'autres institutions. Leurs repères intellectuels contribuent aussi à construire leurs représentations de l'activité enseignante, des repères qu'ils revendiquent ou auxquels ils recourent dans leurs autres stratégies identitaires, dans d'autres espaces que celui universitaire (médiatique, politique). Ces repères, inconscients ou non, renvoient à leur position et à l'espace des positions et notamment à l'espace des positions où ils occupent une position (parfois en occupant plusieurs positions ils prennent place dans plusieurs espaces) et plus largement à l'espace des possibles qui se dessine pour eux dans l'après 1989.

Des discussions que nous avons eues au sujet de l'activité actuelle et principale de certains membres du GDS, à savoir leur activité en tant qu'enseignants-universitaires, nous conduisent à soutenir que les modes d'appréhension et de présentation de leurs activités en tant qu'enseignants-universitaires doivent être mis en relation avec leurs autres activités. Ces discussions n'ont été toutefois menées qu'avec les plus jeunes des membres fondateurs et les plus jeunes des membres cooptés après 1990⁴⁶⁷. Les uns comme les autres se sont manifesté en tant qu'intellectuels seulement après 1990 et ils semblent tous s'être intéressés à faire leur entrée dans le monde universitaire (y inclus ceux qui avant 1989 s'intéressaient surtout ou aussi à faire leur entrée dans l'Union des écrivains).

La manière de se présenter en tant qu'universitaire ou, plus particulièrement, leur manière de présenter leurs activités d'enseignement sert surtout à légitimer les positions qu'ils occupent mais aussi à les rendre acceptables pour eux-mêmes (notamment pour ceux qui se disent être mécontents soit de leur position soit de l'état des choses dans le champ universitaire ou dans le champ intellectuel après 1989). Des observations faites on peut conclure qu'il est nécessaire de relier leur manière de se présenter et de présenter leurs différentes activités en fonction du moment de leur carrière (et donc des enjeux du moment), mais aussi de l'espace dans lequel ils se présentent, à savoir la présence des concurrents, qui peuvent être (comme ils occupent souvent plusieurs positions à la fois) aussi bien des politiques que des journalistes.

Ainsi il s'avère que lorsqu'ils sont des universitaires qui ont eu accès à des positions d'administration dans le champ universitaire, parfois étant même de ceux qui occupent actuellement des positions de direction dans des institutions académiques⁴⁶⁸, dans leurs discours apparaît la référence à leurs

⁴⁶⁷ De leur enseignement mais surtout de l'importance pour eux de leur activité en tant qu'universitaire nous avons discuté et avec des universitaires qui ne sont pas des membres du GDS. Ces discussions nous permettent de voir différentes manières de voir leurs activités en tant qu'enseignant-universitaire car s'ils appartiennent tous à la même « génération » ou aux mêmes « générations » (ils ont fait leur entrée dans le monde universitaire presque au même moment) mais tous ne se sont pas intéressés à participer à l'espace des débats intellectuels ou à faire de la politique, à prendre position sur des sujets de l'actualité politique bien que leur enseignement porte parfois sur des questions politiques.

⁴⁶⁸ Et on inclut ici aussi des instituts de recherche indifféremment de leur appartenance à une institution traditionnelle comme l'Académie roumaine ou non, mais aussi des institutions du monde universitaire, comme les universités privées, qui quoiqu'elles ne soient pas tout aussi « autonomes » que celles appartenant à l'espace des institutions spécifiques fonctionnant sous la tutelle de l'État, supposent un espace de liberté, de manœuvre à l'usage d'universitaires « autonomistes », ne serait-ce que pour que ces institutions puissent garder une certaine position, occuper une place dans l'espace des institutions spécifiques.

étudiants ou à leurs collègues (généralement plus jeunes qu'eux ou leurs subordonnés) mais aussi à un but spécifique qu'ils assignent à ces institutions⁴⁶⁹. Par contre, n'occupant pas une position de responsabilité dans une institution spécifique mais déployant leur activité principale dans une institution dont ils tirent leur autorité, ils tendent à mettre en avant le travail qu'ils mènent individuellement, des capacités qu'ils disent et qu'ils pensent avoir obtenu par des efforts individuels et non pas dans des cadres institutionnels. Ce type de discours est produit le plus souvent par des intellectuels qui occupent plusieurs positions. Toutefois au moins certains discours peuvent surprendre si on omet de considérer le type d'institution dont ils parlent ou d'où ils parlent et leur place dans la hiérarchie des institutions spécifiques au moment précis où le discours est prononcé. Ainsi certains intellectuels qui se sont consacrés dans le passé à la création de nouvelles institutions et qui continuent de faire survivre ces mêmes institutions qui supposent un travail collectif, la création de collectifs, ne semblent pas attacher de valeur au travail collectif ou aux collaborations⁴⁷⁰.

Toutes ces questions méritent d'être analysées en comparant des considérations faites avant 1989 au sujet de « l'école » ou de différentes institutions de ce type, institutions officielles ou cercles d'inter-reconnaissance, cercles littéraires ou réunissant des intellectuels de différentes spécialités et des prétendants au statut d'intellectuel de la période communiste⁴⁷¹ aux différentes manières de se rapporter ou de se référer à leurs anciens maîtres après 1989⁴⁷².

Alors qu'au début des années 1990 des critiques quant à l'affiliation politique d'un intellectuel s'apparentent à la dénonciation car elles évoquent au titre de justification des épisodes d'une relation entre l'étudiant et son professeur, des intellectuels plus jeunes (proches du GDS lorsqu'ils sont nos interlocuteurs) peuvent justifier une collaboration (avec un intellectuel d'une génération précédente) se manifestant dans l'espace politique (dont les cadres sont fournis ou soutenu par des instances politiques), entendue dans l'espace public comme politique, par l'absence d'un soutien par ceux qui ont le pouvoir dans une instance spécifique. L'attachement à un intellectuel (avec lequel ils disent ne pas être toujours d'accord au sujet de leurs options politiques) est justifié par le soutien offert, la manière de collaborer (qui va du partage des connaissances, des conseils jusqu'au soutien pour la publication, etc.).

⁴⁶⁹ À cela il faut ajouter que des discours sur l'activité en tant qu'enseignant et sur leur travail en tant qu'universitaire sont produits aussi bien par des intellectuels qui occupent des positions politiques (au moment de l'entretien) mais aussi par ceux qui tendent à critiquer le penchant à l'engagement, l'implication dans la politique, chez des universitaires ou des chercheurs.

⁴⁷⁰ De leur manière de travailler avec ceux qui sont leurs collaborateurs, plus jeunes, souvent moins dotés de capital symbolique et/ou social, vont parler ces derniers de bon gré au cours des discussions qui portaient sur d'autres sujets. Des affirmations sont faites aussi par ceux qui n'ont pas fait ici l'objet de notre enquête mais qui étaient au courant du sujet de notre enquête.

⁴⁷¹ Ion Ianoși, *Optiuni* [Options], Bucarest, Cartea Romaneasca, 1989. L'auteur discute ici entre autres de « l'école » du philosophe Noica, en réponse aux revendications de certains de ceux qui se disent « disciples » de ce philosophe et dans la continuation d'un débat qui est présenté en large partie dans le livre portant la signature d'un de ses anciens disciples : Gabriel Liiceanu (éd.), *Epistolar*, Bucarest, Cartea Romaneasca, [1^{re} édition, Cartea Romaneasca, 1987], 3^e éd. révisée, Bucarest, Humanitas, 2008.

⁴⁷² Que ce soit en provenance des intellectuels du GDS ou de ceux qui sont ou s'affirment plus récemment en tant que tels, prétendants au statut d'intellectuel aujourd'hui ou jeunes intellectuels critiques du GDS.

Qu'ils se disent ou non attachés à leur métier d'enseignant, qu'ils occupent ou non des postes de direction ou qu'ils aient des responsabilités qui leur permettent d'utiliser ce pouvoir en décidant de la carrière universitaire des autres, tous nos interlocuteurs (à deux exceptions près et si on excepte ceux qui travaillent dans des universités privées) semblent être disponibles et disposés à accepter des postes de direction à l'université ou dans des commissions décidant du sort des établissements universitaires et de leurs cadres.

Des textes incluant des critiques quant au fonctionnement de l'enseignement supérieur, de l'université sont de date récente et assez rares sont des discours critiques rendus publics. Ces critiques qui apparaissent dans l'espace public les impliquent directement⁴⁷³. Ainsi lorsqu'une nouvelle loi de l'éducation est en discussion au Parlement et qu'autour de ce projet se déclenche de nouveaux conflits entre les forces politiques en opposition (partis au pouvoir et partis de l'opposition), suscitant des conflits de légitimité au sein des pouvoirs de l'État (le gouvernement et l'institution présidentielle vs. le Parlement), on ne verra ni ceux qui ont contribué à la création du projet⁴⁷⁴ ni les responsables d'établissements universitaires (universités ou facultés) intervenir dans les médias pour discuter d'un projet de loi⁴⁷⁵ sauf lorsqu'ils sont des universitaires forts de leurs positions dans la hiérarchie universitaire, connus de par leur ancienneté dans ces postes (recteurs des universités) et membres des partis politiques.

À la suite des questions concernant leur entrée dans la carrière universitaire, ou leurs activités, leur participation à des activités du GDS nos interlocuteurs sont conduits, parfois incités à parler de leurs relations avec d'autres ou membres futurs membres du GDS (selon qu'ils sont eux-mêmes membres du GDS ou non).

Nous parlerons ici aussi des aspects qui nous paraissaient importants pour l'une des questions auxquelles notre analyse se proposait de répondre : les relations entre des membres du GDS et leurs relations avec d'autres intellectuels (type, structure et dynamique de ces relations). Les relations entre eux, entre des intellectuels du GDS, comme celles entre eux et d'autres, seront discutées en lien avec leur participation au GDS mais aussi, dans certains cas, en lien avec la période de leur formation, en Roumanie avant 1989 ou à l'étranger après 1989, le plus souvent. Ils se connaissent mais ne se reconnaissent pas dans tous les cas et pas à tout moment. Durant les entretiens on voit cependant les conflits de légitimité entre des membres du GDS (actuels et fondateurs) mais aussi entre des membres du GDS et des collaborateurs de 22 (des rédacteurs de 22 surtout qui ont été de nos interlocuteurs).

⁴⁷³ Mais on a pu entendre de nombreuses critiques qu'on formule et qui circulent dans les milieux universitaires.

⁴⁷⁴ Des membres du GDS et des collaborateurs du GDS, de 22, s'arrogent un rôle important dans la formulation de ce projet de loi durant la mise en forme de ce projet, selon certains de nos interlocuteurs. Publiquement, contre des critiques formulées à l'adresse de ce projet, on évoque le Pacte national pour l'éducation, création réussie à l'initiative d'un membre du GDS, en tant que conseiller présidentiel pour l'éducation, Cristian Preda. Initiative qui semble avoir été inspirée, selon un de nos interlocuteurs, universitaire, par un projet similaire datant du début des années 1990. Voir le site de l'administration présidentielle : http://www.presidency.ro/static/ordine/Pactul_National_pentru_Educatie.pdf

⁴⁷⁵ Adoptée comme loi après l'engagement de responsabilité du gouvernement en début 2011.

Ainsi les jugements sur les activités d'autres intellectuels qu'ils semblent ne pas apprécier et dont les activités ou les pratiques viennent en contradiction avec leur propre vision de la fonction de l'intellectuel :

« il fait ce que bon lui semble, il ne fait que ce qui lui plaît », c'est pourquoi il a renoncé à certaines activités, à savoir sa collaboration avec le GDS, dira un des membres du GDS

« il ne poursuit que les postes » ou « lui, il ne travaille que pour de l'argent, il demande et attend beaucoup d'argent » ;

« il n'a pas d'œuvre », il ressemble à un fonctionnaire disait un membre du GDS d'un autre

« il s'est ennuyé... », c'est pourquoi il a renoncé à faire de la politique, formule un membre du GDS en parlant des activités d'un autre membre », etc.

En fait, dans plusieurs cas, en parlant de leurs collègues, en les caractérisant, ils semblent définir et construire des profils d'intellectuels par opposition aux profils qu'ils se construisent à eux-mêmes, en mettant en valeur ce qui à leurs yeux constitue leur valeur sociale dans le champ intellectuel.

Et point de réciprocité dans tous les liens qu'ils mentionnaient, même pas dans le cas de ceux fondés sur des collaborations répétées dans plusieurs institutions. Un tel parle d'un tel en disant qu'ils avaient bien collaboré et qu'ils étaient amis, alors que ce dernier le critique. Un tel pouvait justifier, défendre une fois un de ses collaborateurs, alors que pour un second entretien il racontait avoir conseillé son ami et collaborateur de ne pas accepter l'affiliation à un homme politique. Alors que ce dernier, collaborateur, en position dominée par rapport à son ami, mentionnait les négligences et les absences de son ami. Etc.

Les conflits ou les désaccords au sujet des relations établies avec d'autres intellectuels ou au sujet de la politique (affiliation, collaboration, amitié avec des politiques, etc.) sont plus ou moins visibles publiquement, selon le type de manifestation publique.

Les conflits entre les membres du GDS et, plus précisément, entre les intellectuels qui intègrent le GDS au même moment (entre des membres fondateurs) ou à des moments différents, ne sont presque jamais discutés, on n'en parle que très rarement. Et ils sont rarement assumés par ceux qui y ont participé de près. Il s'agit de conflits apparus dans le passé ou de relations devenues conflictuelles plus récemment, entraînant des tensions ou des ruptures récentes. L'existence de certains conflits est déniée de deux manières par ceux qui sont supposés avoir été partie prenante dans ces histoires : « je ne me souviens plus de quoi il était question » ; « cela a été un malentendu ». Ces affirmations étaient accompagnées soit d'un sourire et suivies de la présentation des événements proches de la période mentionnée ou en rapport avec le dit conflit, soit d'une grimace exprimant qu'une telle question était dérangeante ou/et, selon eux, sans importance, opinion rarement exprimée de manière explicite. Mais il arrivait aussi que certains niaient l'existence d'un conflit simplement par négation, suivie ou précédée dans un cas par une reformulation de notre question qui

concernait leur relation avec un autre. En fait, dans trois cas⁴⁷⁶, leurs reformulations de mes questions laissaient voir qu'ils se mettaient dans la position de l'enquêteur mais aussi qu'il s'agissait d'une certaine méfiance qui s'exprimait par un essai d'induction de la part de celui qui était interrogé.

Des conflits ou des ruptures étaient minimisés ou relativisés par des membres du GDS qui parlaient au nom du GDS. Le « malentendu » était invoqué pour expliquer certaines sorties ou renoncements. D'après eux, ce n'étaient ni les relations difficiles entre des membres du GDS ni l'influence d'un membre avec lequel certains étaient entrés en conflit à cause de ses critiques, qui avaient conduit à l'exclusion d'un membre. Ce n'était qu'en raison des réactions venues de l'extérieur du GDS, du public, que certains avaient été exclus. Cela ressort d'un échange auquel on assiste entre deux membres du GDS parlant de ceux qu'on ne retrouve plus aujourd'hui parmi les collaborateurs du GDS ou parmi ses membres :

Nous avons réalisé un entretien avec un des membres fondateurs du GDS. L'entretien eut lieu au siège du GDS, dans une salle située avant la grande salle où avaient lieu les réunions des membres du GDS et des réunions publiques sur des thèmes annoncés dans 22 auxquelles le public pouvait participer⁴⁷⁷. À la fin de l'entretien, vers la sortie, nous rencontrâmes un autre membre du GDS qui était aussi rédacteur de 22 depuis 1990, plus que membre de la rédaction, ayant des responsabilités au sein et au nom de la rédaction. Les dernières questions de l'entretien concernaient des membres du GDS qui s'étaient retrouvés plus tard, en dehors de celui-ci. La discussion a continué dans ce sens en présence des deux membres du GDS au sujet d'un des membres fondateurs du GDS qui n'en faisait plus partie. En réponse à la question de l'exclusion de certains membres du GDS le rédacteur de 22 se souvenait de celui qui avait fait le cas le plus notoire de toutes les renoncements : « je pense souvent à Gabriel Andreescu, il nous manque, souvent je pense à lui, il nous serait très utile d'avoir ses avis... ». Rien n'est dit des raisons de cette sortie. Ayant des responsabilités au sein de la rédaction, en tant que rédacteur de 22, il ne parlait pas seulement en tant que membre du GDS mais au nom du GDS. Par contre, au sujet d'un ancien collaborateur de 22, la discussion s'est développée. Dans la même catégorie, parmi des spécialistes pour le GDS, se plaçait aussi Ilie Serbanescu⁴⁷⁸, un des plus récents exclus des collaborateurs de 22 depuis 1990. Économiste, parmi les peu nombreux économistes collaborateurs de 22 et parmi les membres du GDS, il signait beaucoup de textes dans 22⁴⁷⁹. Ilie Serbanescu avait quitté récemment la revue 22. Le rédacteur de 22 expliquait que cela

⁴⁷⁶ Trois de nos interlocuteurs dont deux plus d'une fois.

⁴⁷⁷ Fin des années 1990 et durant les années 2000, il s'agit, d'après nos observations (faites au cours de l'enquête et avant l'enquête) de journalistes et d'étudiants et un public qu'on pourrait se représenter comme « fidèle » puisqu'il ressemble à celui qu'on voit souvent dans des réunions qui ont lieu dans d'autres institutions culturelles, un public qui n'est pas composé par de jeunes, étudiants ou autres.

⁴⁷⁸ Né en 1942, Ilie Serbanescu a obtenu son doctorat d'économie (à l'Académie des sciences économiques de Bucarest) en 1978. Il est l'auteur de deux volumes publiés avant 1989, le premier porte sur les « corporations transnationales » et paraît aux Éditions politiques en 1978. Toujours avant 1989, il fut journaliste dans la rédaction *Lumea*, « hebdomadaire de politique étrangère, édité par l'Union des journalistes », créé en 1963, et il collabora avec des universitaires de l'Académie « Stefan Gheorghiu » (école de parti). Cf. 22, 15, 1990 (selon ses propres affirmations, dans un texte qu'il publie au sujet de l'Académie roumaine après 1989). Dans la période postcommuniste, il signe deux autres volumes dont un au sujet de la « réforme économique » publié en 1994 et il est pour un peu plus de six mois, lors du remaniement du premier gouvernement (entre décembre 1996 et avril 1998, dirigé par Victor Ciorbea) dominé par des leaders de la Convention démocratique de Roumanie (durant le mandat présidentiel d'Emil Constantinescu), ministre de la Réforme et président du Conseil pour la Réforme (entre décembre 1997 et avril 1998). Son fils est lui aussi économiste, universitaire à l'Académie des sciences économiques.

⁴⁷⁹ Il déploie d'ailleurs depuis 1990 une intense activité journalistique publiant aussi dans d'autres publications, journaux y compris. Selon un des membres fondateurs, discutant d'un de ses sujets d'intérêt de ses entreprises à la fois militante et scientifique, des droits des minorités et de la minorité hongroise de Roumanie, et dans ce contexte, du « nationalisme 'professoral' » tel qu'il appelle des interventions des universitaires surtout dans 22 en 1998, il note à son sujet : « Ilie Serbanescu, l'excellent journaliste sur des thèmes économiques que la revue éditée par le GDS avait la chance d'avoir en tant que collaborateur, avait développé ses théories anti-magyares placées antérieurement dans la presse électronique ou de province mais

était dû à ses opinions « nationalistes », au nationalisme qui transparaissait dans ses articles de la période récente (ces deux-trois dernières années). Mais en considérant les articles, les opinions de l'auteur, le rédacteur de 22 invoquait d'autres opinions en justifiant par cela la renonciation à cette collaboration. D'autres intellectuels avaient été, dit-il, sollicités pour donner leurs avis sur ses articles⁴⁸⁰. On citait des noms d'intellectuels qui politiquement n'étaient pas des proches du GDS, mais qui pouvaient légitimer des prises de position en provenance des intellectuels du GDS, des intellectuels qui, a priori, devaient, partager avec celui qui est ici interlocuteur la vue antinationaliste. Mais plus, celui qui pouvait justifier une telle décision, celle de renoncer à cette collaboration de longue date, était le public. Le public de 22 tel qu'il apparaissait sur le site de 22, celui qui intervenait pour juger les articles parus dans 22 et les auteurs de 22. Devant cette argumentation venant du responsable de 22, son invocation du public qui avait jugé de l'orientation de cet collaborateur de 22, celui qui est membre fondateur du GDS réagit de manière qui pouvait surprendre car jusque là en entretien il utilisait des paraboles pour discuter de certaines pratiques du Groupe ou de certains membres du GDS⁴⁸¹ :

« 22 s'est caché derrière les lecteurs [de 22] ... Moi, j'ai beaucoup appris des articles d'Ilie Serbanescu, par exemple, quand il dit que toutes les banques fonctionnent avec du capital étranger, qu'elles en dépendent [...] or en 1990 j'ai pensé le contraire, je pensais que c'est seulement avec l'aide de l'étranger [...] aujourd'hui je ne pense plus cela [...] c'est comme ça que je deviens moi aussi nationaliste (en disant cela il rit)... »

Il poursuit en présentant l'événement qui, selon lui, a mené à l'exclusion de l'économiste des auteurs pour 22, des spécialistes pour le GDS :

Une émission de télévision, qui passait sur une chaîne privée⁴⁸² où étaient discutées des questions de l'actualité politique surtout. Dans cette émission un des membres fondateurs du GDS, un des plus notoires intellectuels, Andrei Plesu, avait été critiqué. Ilie Serbanescu n'était pas intervenu. Il avait justifié son attitude d'avoir refusé d'intervenir ou d'avoir gardé le silence, peut-être à la sollicitation du journaliste médiateur de l'émission, en disant qu'il ne pouvait se prononcer que sur des questions économiques. En réplique, le public était de nouveau invoqué. Le rédacteur de 22 poursuivait en précisant que des lecteurs de 22 avaient réclamé le fait que dans ses articles, celui en question cette fois-ci, se contredisait.

La réplique en entraînait une autre de la part de son interlocuteur ici, membre fondateur du GDS : « je crois qu'il s'est agi des lecteurs d'en haut⁴⁸³. »

D. Savoirs économiques et rapports à l'argent et au monde des affaires⁴⁸⁴

jamais avant dans 22 ». Voir Gabriel Andreescu, *Ruleta. Romani si maghiari, 1990-2000. Jurnal tematic* [La roulette. Les Roumains et les Magyars, 1990-2000. Journal thématique], Iasi, Polirom, « Ego », 2001, p. 291.

⁴⁸⁰ Le rédacteur de 22 dit avoir demandé l'opinion de Solomon Marcus qui lui, dit-il, est d'accord au sujet du « nationalisme » qui transparaît dans les articles de l'économiste.

⁴⁸¹ Ses articles de 22 surprennent en fait par le ton non revendicatif. Ils se distinguent par le fait qu'il contredit des idées et des objectifs qui sont ceux d'une majorité des membres du GDS, des collaborateurs de 22, sans pourtant susciter des critiques de la part du GDS. Ses prises de position semblent passer inaperçues au sein du GDS (on le présente ainsi comme intellectuel ayant une « sensibilité de gauche ») mais aussi de son public des milieux intellectuels.

⁴⁸² Il s'agit d'un des postes de télévision dont le propriétaire est un homme politique.

⁴⁸³ La discussion a eu lieu au cours de l'été 2009. Des entretiens avec les deux participants à cette discussion ont eu lieu avant cette discussion. Ces notes ont été rédigées tout de suite après cet événement mais il ne s'agit pas d'un enregistrement sur le coup.

⁴⁸⁴ Dans la 3^e partie nous traitons des rares économistes cooptés dans le GDS mais aussi des sociologues qui s'intéressent à l'économie dans un essai de réflexion sur la discipline sociologique après 1989 et des activités des sociologues formés avant 1989.

On a pu entendre de multiples accusations, en provenance surtout des intellectuels se revendiquant de la « gauche⁴⁸⁵ », au sujet du mode de vie⁴⁸⁶ et de l'enrichissement des membres du GDS. Accusations qui seront formulées, quoique beaucoup plus rarement, à l'adresse des intellectuels de « gauche », mais aussi entre des membres du GDS, et non seulement lorsque leurs relations se sont détériorées, et parfois même lorsque celui qui les prononce est lui-même un des tenants de l'accumulation de la richesse comme signe de la réussite chez des intellectuels⁴⁸⁷. D'ailleurs, plusieurs de nos interlocuteurs affichent sans dissimulation cet attrait pour le luxe⁴⁸⁸. Très peu nombreux sont ceux qui le dissimulent ou dissimulent l'accumulation d'importantes ressources matérielles. Mais derrière ces préférences pour un style particulier de vie⁴⁸⁹ se cachent leurs appartenances à certains cercles plus restreints, d'amitié, de collaborateurs proches, milieux familiaux : comme des cercles de politiques, d'hommes d'affaires ou propriétaires d'entreprises, de membres de professions libérales ou d'artistes entrepreneurs.

On dénonce souvent l'enrichissement des politiques d'après 1989 (surtout dans les années 1990, mais non seulement dans la presse anticomuniste, aujourd'hui plus souvent dans une certaine presse militante où un nombre restreint d'intellectuels anticomunistes se manifestent) alors que l'enrichissement, plus précisément l'obtention des revenus importants par des membres des professions intellectuelles ou libérales, n'a jamais fait objet de dénonciation, soient-ils des revenus obtenus de l'État. Cependant on ne peut ignorer certaines critiques qu'adressent des universitaires ou autres cadres du secteur culturel employés de l'État à ceux qui cumulent des postes dans des champs spécifiques (plus généralement dans le champ de production culturelle et surtout dans des institutions étatiques) et dans le champ politique, et encore plus précisément, même dans des institutions culturelles qui agissent, dans la conjoncture de leur apparition et par leur dépendance, aussi bien dans le champ politique que dans le champ de production culturelle. En effet, ce n'est pas l'occupation de plusieurs positions qui est contestée (d'ailleurs la multipositionnalité n'est pas du tout chose rare chez nos interlocuteurs, majoritairement membres du GDS) mais, comme cela est ressorti de nos entretiens (et point de leurs discours écrits critiques à l'égard des pairs), l'obtention des profits à la fois symboliques et matériels par leur installation dans des institutions culturelles ou non, soutenues par l'État, signe de leur rapprochement des forces politiques au pouvoir.

Un intellectuel qui est défini – par des membres du GDS surtout – idéologiquement comme de « gauche », dont les écrits journalistiques dévoilent son attachement à des valeurs autres que celles discutées

⁴⁸⁵ Dont plusieurs, la plupart, récusent leur attachement, leur adhésion à des partis politiques appartenant à la « gauche », le Parti social démocrate (selon sa désignation actuelle).

⁴⁸⁶ Comme par exemple, la construction de grandes maisons mais aussi le fait de faire venir leurs enfants à l'université en voitures très luxueuses avec chauffeur, etc.

⁴⁸⁷ Membre du GDS ou non, trois intellectuels appartenant à la même « génération », alors qu'un critique aussi des intellectuels de « gauche » trop « riches » selon lui, déplorent la situation matérielle des intellectuels qui se sont exilés.

⁴⁸⁸ Surtout maisons dans des quartiers « bourgeois », meubles, objets d'art ou voitures mais aussi voyages.

⁴⁸⁹ Lorsque ces observations ont été possibles, certains achats comme aussi et surtout les achats de livres, la lecture de certaines publications et la possession de certains livres (éloignés apparemment de leurs domaines de spécialité) nous renseignent sur la valorisation d'un mode de vie particulier.

par le GDS (solidarité), justifie son appartenance à des milieux dont nombre d'intellectuels revendiquent une identité politique de « droite », qui côtoient des politiques se définissant comme de « droite », et plus s'engageant au soutien des formations et des hommes politiques de la droite, par rapport à des pratiques non pas dans son milieu d'appartenance, des intellectuels dont il est proche (qu'il ait ou non des affinités avec eux), mais à la conformité entre des pratiques et des discours des politiques :

« puisqu'ils [politiques de droite] admettent ce qu'ils font [s'enrichissent ou cherchent à s'enrichir] comparativement aux autres [politiques de gauche] »⁴⁹⁰.

Des éditeurs à succès sont considérés aussi de par le cumul du capital économique. Alors qu'un éditeur à succès dédie tout intérêt et préoccupations pour la gestion⁴⁹¹, d'autres évoquent des capacités des intellectuels qui se sont enrichis après 1989. Des intellectuels se déclarant de « gauche » mais aussi des intellectuels qui mettent en avant leurs seuls intérêts proprement intellectuels, leur distance par rapport à tout calcul économique dans leurs activités dans le domaine de la culture sont mentionnés précisément pour leur appétit pour la richesse, considérés à l'envers de ce qu'ils disent dans l'espace public. Tout jugement sur le pouvoir économique, sur leur intérêt pour l'accumulation des ressources matérielles ont un sens politique car il est fait lorsque ceux dont on parle se situent dès 1990 ou à un moment donné, plus souvent à présent, dans la proximité des politiques autres que ceux que notre interlocuteur fréquente ou lorsque leurs anciens collaborateurs n'embrassent plus les mêmes opinions politiques. Et très peu, très rarement lorsqu'ils semblent partager une même identité politique.

Mais ce qui surprend cependant c'est qu'en dépit du soutien du libéralisme « classique » ou du néolibéralisme (sans que ce mot soit employé par eux), d'un État minimal et de la libéralisation économique de tous les secteurs d'activités, au niveau déclaratif, derrière ces affirmations, se cachent de nombreuses contradictions. Quelques questions au sujet de l'économie comme domaine de connaissances mais aussi comme sujet d'intérêt parmi d'autres ont été posées à des intellectuels qui essayaient d'expliquer leurs options politiques. Il résulte alors que d'un côté, on a pu entendre comment l'économie ne les intéresse point, non-intérêt qui est jugé comme cause parfois ou signe (plus souvent) de leur distance par rapport au monde politique, d'un autre côté, on a pu voir comment certains (et seulement certains) reformulent parfois leurs considérations d'avant ou plus actuelles sur les profits qui ressortent de l'application de la logique du marché lorsqu'on leur demandait de parler des profits de celle-ci dans le domaine de l'éducation, plus précisément de l'enseignement⁴⁹², mais seulement dans ce cas-ci. Toujours est-il que d'autres soutiennent toujours l'intervention de la logique du marché aussi dans le domaine de l'enseignement, et plus largement,

⁴⁹⁰ Entretien avec A. (Bucarest, 2008).

⁴⁹¹ Lorsque le succès économique de la maison d'édition qu'il a fondé début de 1990 et qu'il dirige jusqu'à présent y est invoqué et qu'il est poussé à en parler, Gabriel Liiceanu fait référence à l'apport donné par ses collaborateurs qu'il nomme par le terme d'« amis ».

⁴⁹² On n'apprécie pas alors comme positif le fonctionnement du système d'enseignement selon la logique économique.

dans le domaine de la culture. Mais de nouveau, ce qui surprend c'est que même lorsqu'ils côtoient des hommes d'affaires qui sont parfois aussi bien des hommes politiques (plus précisément, des hommes politiques qui sont devenus aussi des hommes d'affaires), ils sont plutôt méfiants quant au monde d'affaires, en préférant, même lorsqu'ils le pouvaient ou quand ils le pouvaient (les années 1990 surtout, semble-t-il) s'impliquer dans des affaires, de cumuler des ressources matérielles, du capital tenant d'une économie traditionnelle : maisons, terres et non pas investir dans la bourse ou investir dans des affaires⁴⁹³.

E. Du côté des affects et des relations amoureuses

Au niveau des discours tenus par des intellectuels en enquête (centrée sur leur implication politique et leur vie professionnelle), les sentiments nourris pour les personnes qui leur sont proches, y compris celles qui font partie de la famille, sont souvent invoqués, et non seulement pour parler de leur milieu d'origine. Son invoqués ainsi des rapports familiaux en parlant de leurs pratiques en tant qu'auteur ou de leurs préoccupations pour des questions qui dépassent celles liées à leur activité propre (littéraire), d'intérêt plus général, lorsqu'ils agissent en intellectuel. Si nombre de textes publiés après 1989 sont axés sur les sentiments (amour, haine, etc.) et des discours médiatisés à la télévision sont tenus par des intellectuels au sujet des relations amoureuses, en enquête certains intellectuels parlent de leurs relations amoureuses avec des femmes qu'ils caractérisent dans tous les cas du point de vue physique et parfois aussi intellectuellement ou professionnellement. On parle ainsi le plus souvent en termes appréciatifs de l'aspect physique et toujours ainsi des femmes qui se situent en haut de l'échelle sociale et professionnelle. Cependant à peu d'exceptions près le statut social de l'épouse ou de leur partenaire est vu comme soutien à leur carrière, ce qui devrait être sans doute le cas de plusieurs trajectoires. L'échec d'une relation amoureuse est souvent mis en relation avec leurs activités professionnelles. L'échec familial ou simplement sentimental est ainsi justifié par leur intérêt pour d'autres questions que la famille, des questions liées à leur travail (écriture) ou à un intérêt plus général (activité politique). Sont mal vus ainsi des hommes dont les sentiments pour une femme auraient un pouvoir sur eux, se conduisant, d'après nos interlocuteurs, d'après leurs sentiments pour une femme. Certains intellectuels seulement donne une place dans leurs discours (y compris dans leurs essais) aux sentiments et à la famille alors qu'ils vivent mal le fait d'appartenir à une famille ou que leurs rapports à la famille sont plutôt difficiles (surtout le fait d'être père et parfois est invoquée leur relation avec le père de la famille).

Aucune de nos questions ne concernait l'aspect physique. Des informations et des commentaires toutefois au sujet de l'aspect physique sont apparues dans certains de nos entretiens avec des hommes (nos

⁴⁹³ Dans un cas, on évoque le risque de ne pas savoir avec qui on s'associe, à savoir le peu de crédit qu'il donne à des affaires mises en place en Roumanie après 1989. Plus souvent, on a pu entendre qu'une entreprise économique appartenait à un ancien officier de la Securitate, etc.

interlocuteurs étant majoritairement des hommes⁴⁹⁴). Aussi bien que sur des relations amoureuses, les leurs ou celles des autres. À quelques exceptions près (deux), en parlant des femmes, que ce soient les femmes qui sont de leurs collègues ou de leurs collaborateurs, des femmes qu'ils ont pu rencontrer en vue d'une collaboration, des femmes dont ils disent avoir été pour une période les partenaires ou des femmes qui ont été ou sont leurs épouses, des attributs physiques sont mentionnés ou des attributs qui parlent de leur présence : « belle », « sympa », « bizarre », « théâtrale », etc. Ces adjectifs qualitatifs sont accompagnés parfois d'adverbes exprimant l'intensité. C'est lorsqu'ils parlent des femmes qu'ils mentionnent l'apparence physique et presque jamais lorsqu'on parle des hommes. Sauf deux exceptions, on fait référence à des traits physiques des hommes : en parlant d'Emil Cioran (penseur français d'origine roumaine mort en 1995) ou d'un universitaire de la période communiste, mort toujours dans les années 1990. Mais aussi, pour une fois, dans un cas seulement, au style vestimentaire, à l'apparence d'un homme, caractérisé par l'« élégance », et qu'on veut présenter aussi comme sa « manière d'être »⁴⁹⁵. Lorsqu'ils parlent des femmes, il n'est pas rare d'entendre les hommes dire : « elle était belle », « une femme sympa », etc. Les gestes (un sourire, une pause, la recherche des mots) accompagnent des mots pour exprimer leurs opinions sur l'aspect physique des femmes. Des hommes parlent d'autres hommes, leurs amis ou leurs collègues, et de leurs relations amoureuses, plus rarement ils parlent dans leurs livres ou dans les entretiens de leurs relations amoureuses (trois cas). Se lier à une femme est expliqué, être amoureux d'une femme par contre peut être jugé comme signe de faiblesse (lorsqu'on parle des autres, dans certains cas).

Certains intellectuels du GDS seulement parlent des femmes et de leurs relations amoureuses, épouses ou ex-épouses. Ils en parlent lors des entretiens (interrogés par un autre membre du GDS ou de journalistes) ou dans leurs journaux publiés en ouvrages⁴⁹⁶. Mais dans la majorité des cas, dans leurs journaux ou récits de mémoires ou dans les entretiens qui sont par la suite publiés dans des volumes, ce type de relation n'est pas mentionné. On parle de leurs projets, de leurs activités proprement intellectuelles ou des événements mondains, de la politique et des politiques, des livres et des auteurs, de leurs collaborations, de leurs collègues, de leurs maîtres et d'autres universitaires ou chercheurs qu'ils ont connus, etc. mais non pas de leurs relations qui dépassent des cercles d'intellectuels et des relations qu'ils

⁴⁹⁴ Quatre seulement des membres du GDS que nous avons interrogés sont des femmes (deux rédacteurs de 22, deux parmi les membres fondateurs du GDS). Deux autres entretiens ont été réalisés avec une poétesse et avec une femme éditeur, plus récemment, directrice chez Humanitas. Avec deux autres femmes, universitaires, nous nous sommes entretenus en parlant de certaines institutions (académiques, universitaires, avant et après 1989).

⁴⁹⁵ Considéré positivement par deux de nos interlocuteurs, alors que la même personne, mais plus précisément son style vestimentaire et son mode de vie est considéré négativement dans un recueil de mémoires (à savoir les opinions de Monica Lovinescu en mentionnant Mihai Botez et son mode de vie après son avoir choisi de s'exiler). Il ne faut pas négliger le fait que les présentations que certains dissidents ou opposants (Dan Petrescu, par exemple) reçoivent dans ces recueils de mémoires (qui nous sont présentés sous l'intitulé « journal ») changent à mesure qu'on passe de la période communiste à la période postcommuniste et dans cette dernière période, d'un événement à un autre.

⁴⁹⁶ Stelian Tanase et Alexandru Paleologu (membres fondateurs du GDS) ; Ion Ianosi (non-membre du GDS).

ont établies dans ces mêmes cercles ou à l'extérieur de ce monde et qui sont des relations d'un autre type que professionnelles⁴⁹⁷.

Plus rarement, des femmes sont mentionnées dans leurs livres et des relations amicales ou amoureuses avec celles-ci. Par contre, des relations d'amitié sont des sujets de leurs réflexions en constituant même des sujets de leurs ouvrages⁴⁹⁸. Philosophes professionnels et connus en tant que tels, leurs ouvrages comme d'autres discours (pour les médias) se construisent autour des sujets comme les sentiments⁴⁹⁹. Des auteurs connus depuis la période communiste, construisent leurs discours (dans des revues intellectuelles, telles *22* et *Dilema*) autour des sentiments, sensations qui sont prétexte et fondement de leurs impressions et de leurs opinions non moins politiques.

Ils peuvent aussi, mais bien rarement, mentionner leurs relations avec leurs épouses, anciennes ou actuelles, mais aussi autres relations amoureuses. Quand ils le font l'aspect physique n'est pas toujours mentionné, mais il est toujours mentionné lorsqu'ils parlent des relations qu'ils tiennent comme importantes, mariage ou non, le plus souvent des relations amoureuses dans le passé. Bien rarement (une à deux fois), des raisons matérielles, mais plus précisément une situation familiale, sont invoquées pour expliquer un mariage conclu pendant leur jeunesse, d'une manière moins ou peu sérieuse. Plusieurs d'entre les membres fondateurs du GDS se sont mariés pendant leur jeunesse, pendant les études ou immédiatement après. Et lorsqu'ils parlent de leurs relations amoureuses, pour les expliquer, des attributs qui relèvent de l'aspect physique sont aussi mentionnés. Plusieurs ont divorcé ou ils sont séparés, lorsqu'ils le font, ils ne se remarieront que rarement (un cas des quatre). Leurs relations familiales interviennent ou deviennent sujet de réflexion dans un type de texte qui combine l'essai au récit autobiographique⁵⁰⁰. Ils parlent de leurs enfants mais aussi, encore que très rarement, de leurs relations avec leurs parents. Par contre, on a pu les observer en présence ou parlant avec les femmes qui sont leurs partenaires. Mais le plus souvent des informations circulent au sujet de leurs relations amoureuses en dehors du mariage.

Plusieurs membres fondateurs (ceux auxquels nous nous sommes surtout intéressés et surtout dans un premier temps) ont divorcé. Le plus souvent, leur divorce date de la période communiste (dans cinq des six cas dont nous avons aujourd'hui connaissance). Dans ces cas-ci, leur premier mariage reste le seul ou, parfois, il est suivi d'un second mariage qui se conclut par un autre divorce.

⁴⁹⁷ Luca Pitu, Dan Petrescu, Sorin Antohi.

⁴⁹⁸ Andrei Plesu et Gabriel Liiceanu. Parmi les thèmes (dont : « sur la tolérance », « sur la perte et la redécouverte », « salauds et canailles », etc.) qui donnent le titre de l'émission qui passe à la télévision publique en 2011, on retrouve celui de « l'amour », sujet de discussion entre ces deux intellectuels (membres fondateurs du GDS). Durant l'émission un des réalisateurs affirmait : « L'important c'est que la femme t'admire, le reste s'ensuit naturellement... ». Conformément à l'extrait qui est présenté sur le site de la télévision publique.

⁴⁹⁹ Les intitulés de certains volumes publiés par Gabriel Liiceanu après 1989 sont en ce sens édifiants : *Despre limita* [Sur la limite], Humanitas, 1994 ; *Despre minciuna* [Sur le mensonge], Humanitas, 2006 ; *Despre ura* [Sur la haine], Humanitas, 2007 ; *Declaratie de iubire* [Déclaration d'amour], Humanitas, 2001.

⁵⁰⁰ Un autre livre de Gabriel Liiceanu est parlant à cet effet : *Scrisori catre fiul meu* [Lettres à mon fils], Bucarest, Humanitas, 2008. Un des rares auteurs qui abordent la question du rapport des écrivains à la famille, et plus généralement de ceux qui se présentent en tant que « créateurs », est le spécialiste de la culture, philosophe Ion Ianoși (dans *Optiuni, op. cit.*).

Pour ce qui est des mariés, on observe que dans plusieurs cas c'est l'épouse (étant donné le nombre restreint des femmes dans le GDS⁵⁰¹) qui leur procure du capital social accessible dans des champs spécifiques. Par le mariage conclu ils accèdent à des milieux intellectuels et à des cercles d'intellectuels ou de politiques plutôt restreints. Ainsi, à part les héritiers des membres fondateurs⁵⁰² (ceux qui héritent du capital culturel et du capital social directement reconvertible en ressources lors de leur entrée dans une carrière proche de celle de leurs parents), il faut tenir compte des cas de ceux qui héritent par procuration lorsqu'ils concluent de ce type d'alliance. Nous parlons dans ce cas des membres fondateurs, mais nous rencontrons aussi de ces cas parmi des membres actuels. Ainsi lors d'un entretien on mentionne les relations de famille de l'épouse d'un des membres actuels en lien avec le soutien donné par celui-ci à un homme politique issu des milieux intellectuels⁵⁰³.

Pourtant on ne connaît pas toujours les circonstances dans lesquelles le mariage a été conclu, on sait seulement, dans certains cas, qu'il a été conclu pendant leurs études (pour ceux qui sont nés dans les années 1950 et dans les années 1960) et qu'ils ont connu leur future épouse au temps de leurs études. Ce qu'on peut dire de plus, c'est que dans certains cas, de ceux qui divorcent, le mariage prend fin comme suite à l'élargissement de leurs possibilités, leur insertion dans d'autres milieux, avant ou après 1989⁵⁰⁴. Dans un seul cas, d'après nos connaissances, le divorce, après un mariage qui avait ouvert d'autres possibilités, est associé à une certaine restriction des possibilités ou perte de certaines possibilités.

Mais cela s'applique aussi dans le cas de ceux qui ne sont pas mariés. Leurs conjoints, mariage ou non, nous renseignent sur le changement de leur mode de vie en lien avec l'étendue de leur surface sociale mais aussi avec l'accumulation de ressources matérielles. Leur statut social a changé après 1989 surtout, les réseaux de connaissances.

Parfois ces relations, mariage conclu ou non, plus précisément, le choix de se lier et de partager leur vie avec quelqu'un dont les activités déployées peuvent nous renseigner sur leurs attentes, leurs préoccupations tout comme cela peut contredire des présentations de soi ou des options politiques passées et/ou plus récentes, à présent. Dans un cas, celui qui s'attache à la cause de l'« anticomunisme » (étant des initiateurs et des participants aux protestations de 1989), un certain éloge à l'époque de l'entre-deux-guerres s'exprime plus récemment contre la démolition ou le dépérissement, voire la désagrégation des

⁵⁰¹ Nous ne savons pas dans tous les cas si des femmes (six) membres fondateurs ont conclu un mariage mais seulement que deux d'entre elles ont divorcé sans se remarier et que, plus une autre dont le mari est mort après 1989, vivent ou elles disent vivre seules.

⁵⁰² Dont deux sont des femmes.

⁵⁰³ Entretien avec G. (2008).

⁵⁰⁴ À l'inverse, un divorce ou la rupture d'une relation avec une femme peut induire un changement de carrière, une rupture dans leur trajectoire, un certain déclassement peut-être aussi ou renforcer un éloignement (des milieux politiques, plus souvent, ou de certains milieux intellectuels).

bâtiments construits à cette époque-là⁵⁰⁵. Celui-ci s'est aussi attaché à parler dans les années passées, non seulement de la haute culture et des élites (intellectuelles surtout mais aussi politiques) de la période de l'entre-deux-guerres dont il discute à partir des années 1990, mais aussi de l'architecture de cette époque en opposition à celle de la période communiste. Alors qu'il s'est lié (après 1989, fin des années 1990) à une architecte (avec laquelle il collabore pour bien de ces projets) qui marque en signe de sa compétence dans sa présentation de soi, dans la présentation de son parcours professionnel, qu'elle a été des architectes travaillant pour des projets initiés par des dirigeants de la période communiste⁵⁰⁶.

Dans un autre cas, selon un témoignage, information qui reste à être confirmée, un des membres fondateurs du GDS qui s'est fait remarquer par son opposition au régime (étant d'ailleurs un des peu nombreux opposants-intellectuels), s'est remarié, il est marié actuellement à une femme qui avant 1989 de par son travail a, aurait dû avoir certainement, affaire à des services de police ou de renseignements de la période communiste, comme travailleur dans une ambassade étrangère. Publiquement il est un des plus acerbes intellectuels anticomunistes, attachement prouvé aussi après 1989 par son militantisme, son implication politique – comme porte-parole et expert – au service des organisations civiques et soutenant toute forme d'organisation qui a été créée à l'initiative ou à l'impulsion du mouvement intellectuel et politique de l'anticommunisme, critique acerbe des intellectuels dissidents (anciens membres du PCR), contestant leur légitimité à se faire les représentants de l'anticommunisme, se prévalant de leurs dissidence lorsqu'ils occupent certains postes.

F. Présentations publiques et présence(s) : importance des observations faites à distance

Toutes mes observations n'ont pas été faites « en situation d'enquête ». De nouvelles questions sont apparues lorsque nous étions « hors l'enquête ». Toutes les présentations que j'avais faites devant un public roumain qui était en plus bien averti ont enrichi ma réflexion par les problèmes qui m'étaient posés. À chaque fois ou presque dans le public devant lequel nous avons discuté et présenté le travail en cours il y a eu au moins un intellectuel proche du GDS, membre du GDS et/ou collaborateur de 22, ou bien au contraire, des personnes ayant une vue critique sur le GDS, ou simplement des intellectuels ou des universitaires qui d'une façon ou d'une autre s'intéressaient au GDS, et qui avaient exprimé leurs opinions sur le GDS. Nous avions connaissance de leurs opinions et de leurs relations avec le GDS, ainsi que de leurs opinions politiques et parfois même de leurs adhésions politiques, appartenance ou non à des partis politiques. Parfois leurs réactions, devant le public étaient surprenantes étant donné leurs relations anciennes ou actuelles avec des membres du GDS. La présentation se voulait restituer des éléments de l'histoire de la

⁵⁰⁵ De la situation de ces bâtiments qui ne semblent appartenir à personne, dont les propriétaires n'apparaissent plus après 1989, et qui restant déserts se dégradent jusqu'à l'écroulement, nous discutons lors de notre entretien avec un des membres fondateurs du GDS, l'architecte Mariana Celac.

⁵⁰⁶ La Maison du peuple, les cabinets des deux dirigeants communistes, de la famille Ceausescu.

constitution du GDS et des aspects concernant le fonctionnement et le type d'institution que représentait le GDS, alors qu'on prévoyait la présence des intellectuels dont les rapports au GDS étaient divergents. Celui qui semblait avoir attendu qu'une recherche s'applique à critiquer le GDS et qui se manifestait, en exprimant publiquement qu'il s'imposait dans son opinion de produire une critique au sujet du GDS, avait pourtant tiré profit des relations qu'il avait entretenues avec deux des membres du GDS. L'un avait été membre fondateur, mais ne l'était plus au temps de son intervention, ayant dû renoncer à cette appartenance ; l'autre n'était pas encore membre du GDS à ce moment-là, mais il allait le devenir. Leurs relations avec le GDS avaient évolué à travers le temps mais non pas de la même façon car lorsque l'un y appartenait l'autre était de façon irrégulière un des collaborateurs de 22, ses relations avec le GDS n'allant pas au-delà du cercle de ceux avec lesquels il partageait non seulement un intérêt spécifique (pour un type de discours spécifique) et l'appartenance à une même génération. Quand le premier avait été poussé à sortir du Groupe, l'autre renforçait ses relations avec le GDS dans son ensemble en préparant ainsi son entrée. Celui qui intervenait en accusant l'absence d'une critique au sujet du GDS avait tour à tour été proche de l'un comme de l'autre. Au moment de cette intervention devant un public avisé ses relations avec celui qui avait été membre fondateur se sont détériorées et en même temps il devenait un des collaborateurs de l'autre, qui allait faire son entrée dans le GDS moins d'une année plus tard, pour un projet où plusieurs membres du GDS étaient impliqués. À l'inverse, quelqu'un qui se disait actuellement admirateur de plusieurs intellectuels du GDS, et, en plus, tenait un discours positif à l'égard de certains intellectuels du GDS, n'est pas intervenu alors qu'on aurait pu s'attendre à des critiques de sa part.

Lors d'une autre présentation de ce travail, nous avons été avertie quant aux risques de nous laisser influencée dans la construction de la problématique par des intellectuels français de « gauche ». L'avertissement venait de la part d'un intellectuel formé en France après 1989. Selon des déclarations publiques, ses préférences à la fois intellectuelles mais aussi et surtout ses options politiques sont de « droite » après 1989, membre du PCR avant 1989. Conformément à ses affiliations politiques et à la fois intellectuelles, rendues publiques à travers ses déclarations, ses écrits, depuis bien d'années, mais aussi son appartenance politique récente, il se situe à « droite », alors que certains des membres du GDS le placent « plutôt à gauche », « non pas vraiment de droite »⁵⁰⁷. Et plus, il s'agit de quelqu'un qui avait, selon son propre témoignage, été proche d'un intellectuel, installé en France, à son tour jugé et critiqué au sein du GDS pour ses relations avec la « gauche ».

Des témoignages ou des informations concernant le GDS, plus précisément des membres du GDS, ont été recueillies à l'occasion de ces présentations. Lors de ces interventions publiques nous avons pu recueillir des informations supplémentaires sur le GDS et ses membres. Ces informations supplémentaires présentées dans un autre cadre, ces témoignages, venaient aussi bien de ceux que nous avons déjà

⁵⁰⁷ Entretien avec G. (Bucarest, 2009).

interviewés ou de nos interlocuteurs que de ceux qui nous n'avions pas interrogé. Pour ce qui est des premiers, nous pouvions ainsi confronter leurs témoignages (mise en forme et contenu) en situation d'enquête à ceux qui étaient faits dans un cadre encore plus formel que celui des présentations publiques. À part ces témoignages qui étaient faits dans des cadres plus ou moins organisés et formels, des informations ont aussi été recueillies lors des discussions dans une atmosphère amicale, lors des rencontres qui supposaient un échange d'informations et/ou parfois de services ou simplement des rencontres qui avaient un autre but que celui de discuter de notre recherche et d'obtenir d'autres témoignages ou des rencontres non-prévues dans des institutions spécifiques (université, etc.). Parmi celles-ci on peut citer celles qui nous ont permis de demander et de recueillir des témoignages concernant d'autres institutions qui nous intéressaient en lien avec des activités et des postes remplis par certains des membres du GDS ou de leurs collaborateurs ou des relations que des membres du GDS avaient établi et entretenu avec d'autres intellectuels. À ces occasions non-prévues, non recherchées, des informations ont été recueillies mais aussi des opinions sur des activités (proprement intellectuelles, enseignement, éditions, conférences publiques, et/ou politiques) de certains membres du GDS et sur celles d'autres intellectuels, sur les idées politiques ou sur les textes à visée scientifique des membres du GDS. Nous avons aussi reçu des témoignages sur une attitude, un comportement ou une opinion du passé de certains membres du GDS. Il s'agissait aussi de reconstitutions mais aussi d'une analyse rétrospective, le récit narratif étant accompagné d'une réévaluation de leurs propres actes. Ces réévaluations concernaient souvent un engagement du début des années 1990. Et plus rarement, un choix, une attitude dans leur milieu professionnel d'appartenance.

Les observations faites au cours d'une présentation publique par des intellectuels, et des membres du GDS en premier lieu, nous ont parfois servi comme base ou appui à la formulation des questions pour préparer un entretien. Nous les avons aussi écoutés et observés dans d'autres situations après avoir réalisé avec eux des entretiens. Nous avons pu ainsi confronter des informations et des opinions recueillies en situation d'enquête avec celles qui étaient fournies lors de ces présentations publiques. Il ne s'agit pas toujours de situations où ils sont les principaux participants, l'attraction principale de ces événements. Il s'agit aussi de ceux qui composent leur public. Et dans le public il y a, presque toujours, d'autres intellectuels qui ne nous intéressent pas en tant que sujets de notre recherche, mais leurs relations avec des membres du GDS nous intéressent bien, en même temps ils partagent avec certains membres du GDS une appartenance (plus ou moins formalisée) et des préoccupations ou bien ils ont suivi une même formation avant 1989, autrement dit, ils appartiennent à une même « génération » ou ils se rencontrent après 1989 autour d'intérêts communs, intellectuels et/ou politiques. À ces mêmes occasions, nous avons pu les observer lorsqu'ils se présentaient, lorsqu'ils parlaient en présence d'autres et lorsqu'ils faisaient appel aux autres, d'autres intellectuels ou au public. La présence de certains autres intellectuels, les réactions de ceux-ci à leurs interventions, en partant de gestes plus ou moins visibles jusqu'aux commentaires, nous

informaient aussi sur la dynamique de leurs relations avec des intellectuels du GDS, sur les raisons de leurs rencontres pour des collaborations futures ou de leurs alliances.

La présence d'un des intellectuels et ses commentaires pour une des réunions des intellectuels du GDS des plus notoires dans le cadre d'une conférence organisée à l'initiative d'une organisation affiliée à un parti politique sont surprenants car il s'est fait connaître et des intellectuels non-membres du GDS le présentent comme un des intellectuels critiques du GDS.

En signe de désaccord sur certains sujets, après le commentaire fait en réponse à une des questions venant du public, certains peuvent se retirer. Les deux, l'intervenant et le participant passif à cet événement, commentent par la suite cet « événement ». Dans d'autres cadres, à d'autres buts, ils pouvaient collaborer et se trouvaient proche l'un de l'autre, en dépit des opinions politiques, des attachements idéologiques divergents.

À quel titre et pourquoi des intellectuels étaient-ils dans le public, constituaient leur public à ces événements ? Parfois ils étaient invités, des invités peuvent intervenir ou simplement se présenter, lorsqu'il s'agit de figures notoires ou de politiques, parfois ils sont là seulement en signe d'amitié, d'autres fois ce sont des gestes d'obligeance envers l'acteur principal de ces événements, d'autres fois encore ils venaient en tant que « spécialiste » pour s'informer ou pour s'exprimer en tant que tel. À l'occasion de ces événements on pouvait les approcher, on a pu, dans certains cas, demander un entretien ou recevoir leur acceptation de les contacter pour établir un entretien. Mais nous ne les avons pas tous approchés, nous n'avons pas demandé d'entretien à tous ceux que nous avons pu écouter et observer. Lorsqu'on l'a fait, c'était seulement pour discuter avec eux de l'objectif de notre recherche. Parfois nous avons eu l'occasion de rencontrer plus d'un membre fondateurs du GDS et même d'entendre leurs commentaires au sujet du GDS après s'être présenté et avoir présenté ce qui nous intéressait et pourquoi on était intéressé à discuter avec eux.

Dans certains cas, à ces occasions mêmes, nous avons porté attention aussi aux réactions du public et aux commentaires venus du public (journalistes, étudiants). Nous avons par la suite eu l'occasion d'en parler afin de recueillir leurs représentations du public et leur attentes du public, parfois même d'un public qu'ils se construisent eux-mêmes (invitations faites à certains intellectuels, à leurs étudiants, compte tenu aussi de celui qui est l'organisateur principal de l'événement. Il est apparu alors que leurs attentes ou leurs représentations de leur public lors de ces présentations publiques ne correspondaient que très peu à celles des auteurs questionnés.

Le « public » est invoqué aussi comme argument à titre justificatif quand ils parlent de leur intérêt pour certains sujets qu'ils traitent dans leurs textes journalistiques. Leur succès auprès public est présenté, en enquête, comme signe de leur excellence dans certains cas seulement (littérature, médias mais aussi lorsqu'ils sont des auteurs d'essais politiques) ou lorsqu'ils se voient contraints de justifier leur succès en face des critiques quant à leur accès à des ressources matérielles pour mettre en œuvre leurs entreprises symboliques. Par contre, en enquête, ils récusent l'idée qu'ils produisent des ouvrages qui s'adressent au large public, qui sont des produits accessibles au public large.

Des réactions qu'ils connaissent, celles qu'ils peuvent connaître à travers les supports médiatiques (les forums ou les rubriques à l'utilisation du public) sont commentées par certains de nos interlocuteurs (deux en particuliers). Ainsi un de nos interlocuteurs fera mention des opinions violentes, parfois xénophobes, circulant sur des forums, sur des sites des publications, parfois en réaction à des textes signés par des intellectuels⁵⁰⁸. On constate surtout depuis quelques années l'intérêt croissant chez des intellectuels du GDS mais pas seulement, pour l'utilisation des supports internet comme moyen de diffuser leurs prises de position politiques et de faire connaître aussi bien leurs intérêts intellectuels mais surtout leurs réseaux de relations⁵⁰⁹. Également chez certains d'autres intellectuels dont les intérêts et la position sont analogues à ceux et à celle des intellectuels du GDS aujourd'hui déjà notoires. Cet intérêt doit être lié, d'un côté, à la diminution des tirages des publications (surtout publications culturelles mais aussi journaux), et de l'autre, à l'entrée en politique de certains d'entre eux comme au fait qu'ils sont désormais des intellectuels consacrés, arrivés en tête des hiérarchies, notamment universitaires (professeurs) : familiarisés avec des pratiques journalistiques, pris dans le jeu politique et parfois épris de littérature, des universitaires se sont créés des tribunes dans l'espace électronique⁵¹⁰.

Assister à ces événements publics qui ne réunissaient pas seulement des intellectuels du GDS (conférences, séminaires, présentations de livre, etc.) nous a permis de confronter des opinions formulées devant des publics divers avec des opinions émises en situation d'enquête ou des opinions rendues publiques récemment avec d'autres opinions rendues publiques dans le passé, à travers les médias. Les discussions eues hors l'enquête, les observations faites notamment à l'occasion de leurs présentations publiques, nous ont aidée à comprendre les raisons de leurs attitudes et surtout la signification que prennent pour eux certaines de leurs pratiques, le rôle de certaines activités dans le système des relations où se construit leur statut d'intellectuel. Par exemple, certains peuvent déclarer qu'une activité est déployée pour des raisons qui relèvent d'un choix qui s'impose à eux, ou souligner qu'ils ne prennent pas plaisir à faire certaines choses, qui ne sont pas celles qu'ils aiment faire, comme s'occuper de leurs projets proprement intellectuels, ou faire des choses qui semblent mieux définir la posture qu'ils prétendent et se définir eux-mêmes tels qu'ils aiment se définir, se présenter. Les mêmes activités qu'ils ressentent comme des obstacles à leurs projets intellectuels, à la carrière qu'ils imaginent pour eux, sont non seulement acceptées lorsqu'on leur propose un poste, mais elles prennent de l'importance pour eux, pouvant leur apporter plus de notoriété. Leurs discours publics contredisent alors leurs discours en privé (parfois avec leurs collègues, parfois avec celui qui les interroge) ou en situation d'enquête. Il s'agit du journalisme et des activités politiques.

⁵⁰⁸ Entretien avec Michael Shafir (Bucarest, 2011).

⁵⁰⁹ Substitut au journalisme, c'est aujourd'hui aussi un mode plus facile de faire connaître ceux, des milieux intellectuels (intellectuels mais aussi étudiants, journalistes, etc.), qui les soutiennent, avec lesquels ils partagent des intérêts intellectuels et parfois politiques. La publication des annonces concernant des événements spécifiques tels parutions d'ouvrages, conférences.

⁵¹⁰ De ces nouveaux modes de présentation et nouvelles formes de sociabilité dans les milieux intellectuels nous en parlerons en conclusion.

On ne pourrait rapprocher, du moins pas toujours, ces discours parfois divergents ou ces discours qui sont contredits par les choix faits « sans contrainte » des choix qu'ils font avec enthousiasme, de la manière dont ils parlent d'une activité qu'ils déploient et par laquelle ils se présentent au moins publiquement et dans la majorité des cas. La « multipositionnalité » qui les caractérise leur permet surtout de se présenter, selon le cadre, par une appartenance ou par une autre (institution ou discipline), par le type de travail qui les préoccupe plus, à un moment ou à un autre.

Les observations faites en situation d'enquête, et plus précisément lorsqu'ils acceptent un entretien enregistré ou lorsqu'une discussion a lieu, mais aussi dans des cadres plus formels, lors de leurs apparitions publiques, nous ont conduite à construire d'autres questions concernant la manière dont ils se présentent et celle dont ils présentent leurs préoccupations intellectuelles devant un large public comme leurs lecteurs, devant leurs collègues et devant celui qui s'intéresse à eux pour la recherche.

L'importance des observations dans des cadres formels ne concernent pas seulement ce qu'ils prononcent mais comment ils le prononcent et comment ils participent ou non à inscrire leur discours dans des cadres donnés ou quels cadres ils se fournissent pour dire ce qu'ils ont à dire sur eux-mêmes. Et cela d'autant plus qu'il a été parfois question de suivre de loin des accords ou des désaccords entre des membres du GDS ainsi que des contacts, leurs contacts, leurs manières d'établir des contacts avec d'autres intellectuels ou la manière dont ces derniers entendaient établir des relations avec les premiers en public. Le fait de se présenter en opposition avec des membres du GDS, ne les empêche pas de les soutenir publiquement. L'organisation de certains événements, l'organisation de l'espace pour ces événements et les modalités d'user des cadres divers pour cadrer leurs propos nous informent sur leurs prétentions et leurs représentations du monde. Le style vestimentaire de certains peut être facilement associé à l'époque où ils puisent leurs modèles intellectuels, à l'époque à laquelle plusieurs se rapportent souvent même à présent. Style de fait revendiqué par certains comme signe d'une distanciation de la période communiste⁵¹¹. Certains adaptent leur style vestimentaire à la situation, certains non⁵¹². Le style qu'ils adoptent change beaucoup à travers le temps, depuis 1990 jusqu'à présent⁵¹³.

Il mériterait d'étudier leurs essais, selon les représentations qu'ils se font de leur position, de mettre en accord leurs discours (et leurs prétentions s'exprimant dans ces discours) avec leur apparence, style vestimentaire, selon les cadres de leur manifestation. On voudrait mentionner ici seulement ce qui pourrait,

⁵¹¹ Alexandru Paleologu sur le style vestimentaire d'Ion Iliescu qu'il dit pouvoir accepter si un jour ce dernier adoptera un style vestimentaire renvoyant à la période de l'entre-deux-guerres, style qui semble avoir été adopté aussi par certains membres du GDS plus tard dans la période postcommuniste.

⁵¹² Dans le temps, par exemple par ceux qui sont des universitaires et par la suite des politiques ou, selon les occasions, dans les milieux intellectuels, lors des événements qui réunissaient des intellectuels, ou dans les milieux politiques ou pour des médias.

⁵¹³ Des photos des membres du GDS publiées dans 22 mériteraient d'être comparées à leurs présences ou à leurs photos à présent : photos publiées sur la première ou la dernière couverture, photos prises par la presse, photos mises sur leurs sites internet mais aussi, dans certains cas, des photos qui sont des affiches dans des places publiques ou des images qui servent à la publicité faite aux journaux et qui passent à la télévision.

à nos yeux, constituer objets d'analyse dans une étude des transformations ayant marquées la vie intellectuelle après 1989 des intellectuels et des prétendants au statut d'intellectuel d'avant 1989, implicitement leur situation :

Ils adoptent un style vestimentaire artiste alors qu'au début des années 1990 on les voit s'habiller style *casual* qu'on pourrait identifier à celui des « révolutionnaires »⁵¹⁴ ;

Si, à de rares exceptions, tous semblent avoir changé de style vestimentaire par rapport au début des années 1990, seulement des plus jeunes membres fondateurs du GDS (nés dans les années 1950) et des intellectuels des années 1990 (nés dans les années 1960) changent de style vestimentaire en fonction des occasions, des cadres de sociabilité ;

Leur style vestimentaire est mis en conformité avec le style de décoration. Dans certains cas, il semble avoir changé aussitôt qu'ils ont changé de domicile ;

Ils changent de style vestimentaire surtout lorsqu'ils entrent en politique alors un tel changement peut ne s'avérer trop évident chez certains qui adoptent le style vestimentaire type fonctionnaire depuis qu'ils sont entrés dans l'enseignement.

Certaines observations qu'on pouvait faire à différentes occasions concernant leur style vestimentaire renvoie au changement de leur statut (situation financière mais aussi visibilité, notoriété) qu'ils ne veulent pas cacher. Pour ce qui est de plusieurs intellectuels il s'agit pour eux surtout de se démarquer de leurs pairs (par exemple, des universitaires comme eux, etc.) et de marquer ainsi leur attachement à un modèle culturel qui n'est pas celui de leurs parents mais parfois celui de leurs amis plus âgés qu'eux. Alors que le dernier point marqué ici nous semble nécessaire à ajouter si on veut étudier leurs modes de se présenter dans différents lieux de sociabilité, voire différents lieux de travail (étant donné les différentes positions qu'ils occupent simultanément), et surtout des postures parfois différentes, voire contrastées (tant rhétoriques que contextuelles)⁵¹⁵ qu'ils adoptent vis-à-vis, en fonction des publics, ou face aux politiques : comme universitaire, se présentant en journaliste (animateur ou réalisateur d'émissions politiques), comme invité aux émissions télévisées et en d'autres occasions en présence des politiques, en tant que politique, etc. Des postures trahissent des rapports avec le monde politique (elles s'accordent en cela à leurs discours à visée scientifique diffusés par d'autres moyens) ou semblent fonctionner comme simulacre du sérieux qu'ils accordent au discours des politiques et ainsi masquer leurs opinions critiques vis-à-vis d'un ou des politiques (sont ainsi en désaccord avec leurs discours à visée scientifique ou pour la presse).

⁵¹⁴ Les images des leaders « révolutionnaires », des jours de fin décembre 1989, à la Télévision roumaine sont célèbres et discutées aussi pour leur style vestimentaire. Qu'il soit question d'Ion Iliescu, de Petre Roman ou de Mircea Dinescu (membre fondateur lui aussi du GDS), ils étaient habillés des pulls (parfois aussi des chemises). Image qui est en contraste avec celle que ces politiques donnent d'eux après 1989.

⁵¹⁵ Sur la notion de « posture » voir Jérôme Meizoz, « Genre littéraire et posture d'auteur. Charles-Albert Cingria et *La NRF*, juillet 1933 », art. cit. ; Gisèle Sapiro, *Sociologie de la littérature*, op. cit.

G. Présence et préoccupation pour les services de surveillance de l'État

La référence aux services de renseignements actuels est fréquente lorsqu'ils parlent du monde politique⁵¹⁶ mais elle s'associe à une certaine « attention » pour les services de renseignements et pour les informations dont ils prétendent avoir connaissance à travers ou grâce à ceux-ci, au crédit qu'ils accordent à leur pouvoir lorsqu'ils se mêlent, fréquentent et collaborent étroitement avec des hommes politiques.

Pourquoi est-il intéressant pour notre analyse de noter ce qui peut être nommé comme une « obsession », même dans les milieux intellectuels⁵¹⁷, au sujet des services de renseignement ? À nombre d'occasions, on a tendance à rapprocher la Securitate (la police politique du régime communiste) des services de renseignements d'après 1989 (et surtout le SRI [les services roumains de renseignement]), en s'appuyant sur des exemples quant à la similitude de certaines pratiques. Dans les journaux ou dans des récits de mémoires signés par des intellectuels (d'avant comme d'après 1989), il ne manque pas des mentions à la qualité d' « officier » de certains intellectuels de diverses professions, à savoir leur appartenance à des cadres étatiques militarisés, mais aussi l'accès privilégié à des archives de la Securitate par certains « auteurs » qui signent des volumes sur les écrivains sous le communisme avant qu'une loi soit mise en place sur l'accès à ces archives. L'accès à des archives qui ne sont pas (encore) accessibles est mentionné voire expliqué par d'autres auteurs en référence à des relations avec la police politique des auteurs ayant pu consulter ces archives avant leur ouverture.

L' « obsession » chez les intellectuels quant aux pratiques de surveillance des services de renseignement rappelle la présence de la Securitate (surtout mais aussi parfois des cadres du Parti) dans leur trajectoire professionnelle ou bien une mémoire collective qui agit, produit ses effets, au-delà des agents qui l'ont produit eux-mêmes par le récit de leurs propres mémoires⁵¹⁸. Ce qui pourrait expliquer cette préoccupation, parfois se matérialisant dans des récits à visée scientifique, sur le pouvoir de la Securitate mais aussi sur la (sur)vie de ses structures après 1989.

Un des sujets privilégiés des intellectuels et surtout de ceux qui se définissent comme des « anticommunistes », est celui des relations entre des politiques de la période postcommuniste, plus généralement certains partis politiques qui sont identifiés à l'histoire du communisme et vus comme des héritiers de la nomenklatura, concurrents des formations politiques (où des organisations civiques peuvent

⁵¹⁶ Mais non seulement lors de nos entretiens ou discussions, car c'est aussi un thème récurrent dans les médias, pour les milieux journalistiques et même lorsque des intellectuels se présentent dans les médias ou à travers les médias.

⁵¹⁷ Plus souvent ce sont des journalistes qui vont parler des pratiques des services de renseignement et du fait que des services de renseignement pénètrent les rédactions des journaux. La présence des travailleurs dans les services de renseignement ne peut être attestée que difficilement (par des journalistes). Cependant des « experts » auto-proclamés du secteur privé ou des hommes politiques d'après 1989, prétendants au statut d'universitaire, proches des milieux journalistiques ou des milieux du secteur éditorial ne cachent pas leurs relations ou leur formation dans des institutions formant des travailleurs dans les services de renseignement (discussions informelles avec un « journaliste » et « expert » déclaré et avec un homme politique).

⁵¹⁸ Au cours de certaines discussions informelles avec des intellectuels, nouveaux entrants fin des années 1990, entrés dans leur profession seulement après 1989, engagés, proches des politiques (dans les années 2000), mentionnent des pratiques de surveillance coordonnées ou par des politiques au pouvoir.

participer), et la Securitate, ou plus précisément de l'accès à des matériaux et des effectifs de cette structure de contrôle de l'ancien régime⁵¹⁹.

La question des « dossiers » qui font partie des archives de la Securitate, constitués autour des activités d'une personne civile ou militaire, attire l'attention des médias. Ces « dossiers », à savoir les archives de la Securitate, ont déjà fait l'objet d'un scandale en 1991⁵²⁰. Ils ne sont pas accessibles à quiconque, comme certains de nos interlocuteurs l'auraient souhaité d'après l'exemple allemand, le cas des archives de la Stasi⁵²¹.

Les archives de la Securitate deviennent l'apanage de nouvelles structures politiques et surtout des politiques au pouvoir, ceux qui à un moment ou à un autre ont pris le pouvoir après 1989⁵²². Et dans une large mesure ils le seront toujours⁵²³. Des extraits tirés de ces archives apparaissent dans la presse (tout comme dans les supports médiatiques créés par d'autres dénonciateurs des intellectuels notoires qui parlent à leur nom propre).

Un de nos interlocuteurs raconte un épisode, dont il dit ne pas avoir été unique, où en 1990 une personne vient dans la rédaction de 22 présentant sa disponibilité et ses possibilités à fournir des « dossiers » contre l'argent⁵²⁴.

L'accès à ces archives et leur évaluation devient la « cause » des intellectuels anticommunistes comme des formations politiques se définissant à travers la même idéologie, « l'anticommunisme »⁵²⁵. Des

⁵¹⁹ Les Services roumains de renseignements [SRI] apparaissent au 24 mars 1990 comme une nouvelle institution et d'après le modèle des services des pays démocratiques à longue tradition démocratique. La création de cette nouvelle institution suit aux événements violents (des 19-20 mars 1990) de Targu-Mures.

⁵²⁰ Dans une petite localité, Berevoiesti, en 1991, des journalistes de *Romania libera*, informés par des habitants, est découvert un fossé rempli de documents (certains semblent avoir été mi-brûlés) qui portent la marque « strict secret ». Certains semblent avoir été produits avant 1989 par la Securitate, d'autres après 1989, au cours de l'année 1990, par SRI [les services roumains de renseignements]. Voir 22, 72, 1991. Voir aussi *Ziarul Timpul* (Bucarest), mai 2011.

⁵²¹ Comme le soutient Ion Ionescu au cours d'un de nos entretiens (Bucarest, janvier 2009).

⁵²² Le Conseil national pour l'étude des archives de la Securitate [CNSAS] est l'institution créée en 2000 (conformément à la loi n° 187 de décembre 1999), donc en fin de la prise du pouvoir par les forces démocratiques dans leur majorité « anticommunistes » (PNPTD, PNL mais aussi PD). Le Conseil national pour l'étude des archives de la Securitate [CNSAS] est soumis au contrôle du Parlement sauf que les membres (onze) du Collège, instance dirigeante du Conseil national pour l'étude des archives de la Securitate, qui ne peuvent pas, conformément à la loi, être enrôlés dans les partis politiques, s'engagent de manière ouverte auprès des partis politiques. Ils sont proposés dans ces postes par des partis politiques et militent ouvertement aux côtés des politiques et soutiennent leurs causes (tel est le cas de Mircea Dinescu, s'impliquant dans la campagne d'un candidat aux présidentielles en 2000 ; tel est le cas de Constantin Buchet, proposé dans ce poste par le Parti de la Grande Roumanie ; etc.).

⁵²³ D'une analyse sur le « succès » du Conseil national pour l'étude des archives de la Securitate (CNSAS), mesuré à ces objectifs (« dévoilement des anciens agents et des informateurs de la police politique communiste par la publication de leurs noms dans le *Journal Officiel* »), on apprend que « le Conseil national pour l'étude des archives de la Securitate et les Services roumains de renseignements décident d'un commun accord quels dossiers restent inaccessibles au public ». Les archives de la Securitate sont et restent sous le contrôle des Services de renseignement qui sélectionnent les dossiers qui peuvent entrer dans la gestion du CNSAS. Certains dossiers peuvent rester sous le contrôle des Services roumains de renseignement (SRI) puisque certains dossiers sont inclus et restent ainsi dans la catégorie des dossiers qui concernent la « sécurité nationale ». Ces dossiers qui peuvent faire l'objet d'une demande de la part du CNSAS dans le Conseil suprême de défense du pays (CSAT) où le chef des Services de renseignement occupe une place. Cf. Lavinia Stan, « CNSAS – privire retrospectiva » [Conseil national pour l'étude des archives de la Securitate – regard rétrospectif], *Sfera politicii*, 108, 2004, pp. 14-21 (p. 15 pour les citations).

⁵²⁴ Entretien avec Stelian Tanase, le 31 août 2009.

⁵²⁵ La loi d'après laquelle est constitué le Conseil national pour l'étude des archives de la Securitate est plus connue d'après le nom de celui qui a contribué à esquisser le cadre législatif initial et la mise en œuvre de cette loi, Constantin Ticu Dumitrescu, président de l'Association nationale des anciens détenus politiques et homme politique après 1989. Le Conseil national pour

structures nées en prenant appui sur la structure du GDS et des membres du GDS contribuent dès 1990 à mettre en place un « procès du communisme » à travers une loi ayant comme objectif principal la réglementation de l'accès aux archives à la Securitate⁵²⁶. Le GDS intègre de plus, un jeune écrivain, futur spécialiste de l'histoire de la Securitate et ancien conseiller de l'homme politique, initiateur de la loi sur l'accès aux archives de la Securitate. Les archives de la police politique communiste constituent la base pour certaines recherches mais aussi elles sont une arme dans les luttes de concurrence entre des intellectuels comme entre des politiques. Les dévoilements (pendant la seconde moitié des années 2000) des liens des intellectuels consacrés avant 1989 mais surtout de ceux qui ont obtenu leur reconnaissance après 1989 avec la Securitate affectent la composition du GDS et des rapports du GDS avec d'autres fractions intellectuelles (comme par exemple, surtout, des intellectuels de l'exil).

L'institution créée afin de gérer les archives de la Securitate attire un nombre important de critiques de la part d'intellectuels (sont importantes celles formulées au cours de notre enquête) alors que des scandales, se répétant parfois à l'occasion de nouveaux événements politiques, autour des dévoilements font apparaître les faiblesses étroitement liées à son objectif, à savoir de ses évaluations et de ses verdicts. Il reste que des intellectuels du GDS semblent s'accorder sur l'importance de cette institution. Deux des membres fondateurs (Andrei Plesu et Mircea Dinescu) comptent parmi ses responsables qui composent sa première direction, d'autres intellectuels proches du GDS (au moins de certains de ses membres) les suivent.

Le lien entre la Securitate et les services de renseignements de la période postcommuniste ne cesse d'être scandé par des intellectuels anticomunistes ou des politiques mêmes, parfois, à certaines époques, soutenus par le GDS⁵²⁷.

Vers la fin des années 2000, le discours sur la similitude de pratiques entre les nouveaux services de renseignements et l'ancienne police politique semble recueillir le consensus des intellectuels (certains) et des journalistes lorsque dans la presse apparaissent des « preuves » au sujet de diverses personnes publiques dont aussi des intellectuels, mais surtout des politiques, qui attestent qu'il s'agit là d'informations recueillies

l'étude des archives de la Securitate est une institution difficilement classable étant donné ses attributions (attestant de l'existence ou non des relations entre la Securitate et des personnes dans une fonction publique ou connus à l'espace public ; fournir des verdicts alors que les personnes ont pu se trouver à la fois ou successivement victimes et agents du régime) et sa modalité de fonctionnement qui laisse voir toutes les ambiguïtés qui découlent de ses attributions compte tenu du fait que les archives se trouvant dans la gestion du Conseil ne sont pas complètes. Le Conseil est un enjeu politique et sert en tant qu'arme politique pour des intellectuels et pour la classe politique.

⁵²⁶ Voir Gabriel Andreescu, « Raportul : ansamblul si detaliile », in Vasile Ernu, Costi Rogozanu et alii, *Iluzia anticomunismului. Lecturi critice ale Raportului Tismaneanu*, op. cit.

⁵²⁷ L'affirmation faite par l'ancien président Emil Constantinescu selon laquelle les services de renseignements ont entravé à sa politique au temps de son mandat présidentiel est entrée dans la mémoire collective. Alors que récemment aux côtés des journalistes, certains intellectuels d'après 1989, dont aussi certains membres du GDS (Marius Oprea), s'emploient à (dé)montrer la perpétuation de certaines pratiques caractérisant la Securitate par la présence des travailleurs de la Securitate dans les nouveaux services de renseignements.

dans des conditions illicites, d'enregistrements téléphoniques et autres opérations de surveillance dont on présume qu'ils s'effectuent par des services de renseignement à la commande des politiques⁵²⁸.

L'enquête menée auprès des intellectuels du Groupe et d'autres intellectuels, proches ou avec lesquels des membres du GDS ont entretenu un certain dialogue (avant ou après 1989) ou que certains membres du GDS mentionnent dans leurs prises de position de l'après communisme a permis aussi d'aborder des questions liées à leurs pratiques et de discuter de certains choix intellectuels comme l'intérêt pour un sujet tel ou tel sujet auxquels ou pour certains auteurs. Ainsi certains essais ou certaines études (sur le communisme ou sur le postcommunisme) dont nous nous sommes servis pour ce travail ont été discutés avec certains de nos interlocuteurs car ils sont des auteurs de textes à visée scientifique qui intéressent à notre étude du monde intellectuel roumain. Certaines études discutées dans l'introduction générale dans notre essai synthétique de l'historiographie du monde intellectuel et des études du communisme mais notamment du postcommunisme appartiennent à des membres du GDS, d'autres à des rédacteurs de 22 ou à certains collaborateurs de 22 du début des années 1990, d'autres encore à des auteurs qui ne partagent pas leur appartenance au courant de l'anticommunisme.

Esquissant le champ d'études du monde intellectuel et celui d'études du communisme et, notamment, du postcommunisme, nous parlerons aussi des tendances dominantes au sein de ces espaces ou de cet espace des discours autorisés sur le politique, fondés en science et dont les auteurs ont acquis une certaine reconnaissance voire leur consécration dans une discipline, ancienne mais surtout nouvelle, des sciences humaines et sociales. Les études sur le monde intellectuel et celles qui portent sur le postcommunisme ou dont la visée serait de traiter de la « transition », nous intéressent ici.

D'autres études qui ne seront que mentionnées dans cette introduction seront discutées, avec d'autres textes, dans le dernier chapitre, elles appartiennent à des auteurs du GDS surtout et elles portent sur les événements de 1989 ou sur le communisme.

⁵²⁸ Étant donné qu'il y a actuellement, après 1989, plusieurs (quatre) services de renseignement en Roumanie, de l'armée, etc., y a-t-il une concurrence entre ceux-ci, d'après des affirmations faites dans les médias mais aussi de certains témoignages faits par certains de nos interlocuteurs. Concurrence qui pourrait être peut-être de même expliquée par la structure du pouvoir politique après 1989. Certains journalistes parlent aussi d'une privatisation des services de renseignement, affirmations qui peuvent être reliées à une réalité objective observable lorsqu'on voit l'explosion des centres privés d'expertise qui sont l'œuvre aussi bien des universitaires mais aussi des « experts » dont la formation ne mais dont le seul capital sur lequel ils peuvent miser est social, à savoir leurs relations avec des milieux médiatiques.

Chapitre liminaire

De la « société civile » à l'« espace public » des intellectuels après 1989.

Des termes et des mots

Nos hypothèses ont évolué, voire changé au fur et à mesure qu'on a avancé avec nos observations et nos supports, les matériaux auxquels nous avons eu accès. Notre projet initial était construit autour de la « société civile ». On s'intéressait alors à la « société civile » des intellectuels, membres du GDS, d'une part, celle qu'on en retrouve dans leurs discours, textes à visée scientifique et presse, et d'une autre, celle qu'ils ont mis en pratique, des structures qu'ils ont contribué à faire naître comme entités relevant d'un espace qui se construit hors État. Or progressivement, tout comme pour ce qui était de leur « anticommunisme », après nos premiers entretiens, on s'est rendu compte qu'il fallait explorer la fonction de la « société civile » pour des intellectuels, celle qu'ils invoquaient, celle qu'ils construisaient dans les discours (leurs définitions, leurs usages) mais aussi celle qu'ils construisaient dans les faits (le GDS bien sûr mais aussi d'autres associations ou organisations civiques et des fondations qu'ils ont créées ou auxquelles ils se sont attachés).

Nous nous intéressons à des intellectuels et à leur participation à la construction d'un espace public comme espace de discours et plus spécifiquement sur des questions a priori d'intérêt général. Nous nous intéressons donc à des discours produits par des intellectuels qui contribuèrent à construire le débat public et à d'autres formes de manifestation de cette autorité, qui se fonde sur un capital accumulé dans un domaine de compétence. On s'est intéressé ainsi aux modes et aux moyens d'occuper l'espace public formé par ces discours et ceux qu'ils suscitaient. Mais si l'espace public nous intéresse et l'espace public occupé par des intellectuels ce n'est pas seulement en regardant seulement aux modes d'occupation de cet espace et aux moyens employés par ceux-ci à cet effet. Nous regardons aussi et en premier lieu aux institutions habitées ou créées par des intellectuels, aux discours et aux débats, à leurs pratiques à l'intérieur de ces institutions.

Nos principales références sur les notions de « société civile », d'« opinion publique », et d'« espace public » sont Jürgen Habermas⁵²⁹ et Jean L. Cohen & Andrew Arato⁵³⁰. Et nous nous rapportons aussi aux

⁵²⁹ Jürgen Habermas, *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise* [19962], avec une préface inédite de l'auteur [1990], trad. Marc B. de Launay, Paris, Payot, « Critique de la politique », 1993 (trad. roum. Janina Ianosi, Bucarest, Univers, 1998, 2^e éd., Bucarest, comunicare@ro, « Cultura comunicarii », 2005). La première traduction de Habermas a été publiée aux Éditions politiques et réalisée par un de ses doctorants, Andrei Marga. Après 1989 les livres de Habermas sont publiés chez All, éditeur de livres de philosophie et de manuels scolaires.

⁵³⁰ Jean L. Cohen & Andrew Arato, *Civil Society and Political Theory*, The MIT Press, « Studies in Contemporary German Social Thought », 1994.

travaux de Gautier Pirotte sur la « société civile »⁵³¹ dont certains traitent plus particulièrement de son état dans la Roumanie postcommuniste⁵³². Ces références circulent aussi en Roumanie, mais ces dernières ne sont que rarement invoquées par des auteurs intéressés par l'étude du politique après 1989. Pour l'étude de la relation entre « culture » et « politique », nous nous rapportons aussi à Roger Chartier⁵³³ et à Keith Michael Baker⁵³⁴.

Des études portant sur les « affaires, scandales et grandes causes », qui se situent dans le sillage des idées de Jürgen Habermas, nous ont inspiré sur la manière d'appréhender l'espace public monté par des intellectuels comme un espace qui dépasse souvent celui de la « société civile » tout en l'incluant et où certains se revendiquent de la « société civile » quoiqu'ils n'appartiennent pas à une structure de celle-là, mais sont des intellectuels qui pratiquent le journalisme ou ils sont devenus entre temps des hommes politiques après avoir participé à des structures de la « société civile », appréhendé comme espace distinct et de l'État et de la sphère économique ou surtout de l'État (dans l'acception donnée par la tradition libérale). Cela permet de prendre en considération des positions occupées simultanément par des intellectuels, leur « multipositionnalité ».

Nous utilisons la notion de « société civile » dans son acception formulée dans les écrits théoriques de Jean L. Cohen et Andrew Arato. Il s'agit principalement de leur ouvrage, *Civil Society and Political Theory* dont les principaux éléments ont été repris dans un article paru en France toujours au début des années 1990, dans *Temps Modernes*⁵³⁵, alors qu'en Roumanie le volume est présenté dans une des revues de « sciences politiques » créée dans les années 1990 à l'initiative de quelques membres du GDS (disparue quelques années après)⁵³⁶ mais constitue rarement une référence des études politiques⁵³⁷.

Pour comprendre le phénomène dont les auteurs traitent, à savoir les « modifications intervenues dans l'ordre de la culture politique et des conflits sociaux » et plus précisément le « mouvement de renouveau de la pensée politique et sociale », nous entendons prendre comme point d'appui l'ouvrage mentionné ci-dessus. Mais pour comprendre ce à

⁵³¹ Gautier Pirotte, *La notion de société civile*, La Découverte, « Repères », « Sciences politiques-Droit », 2007 ; Id., « Engagement citoyen et société civile. Une réflexion à partir du projet roumain de société civile postcommuniste », *SociologieS*, 2009, pp. 2-8.

⁵³² Gautier Pirotte, « Société civile et transitions. Un regard sur l'évolution du projet de constitution d'une société civile en Roumanie postcommuniste », *Transitions*, 1, 2002, pp. 111-124 ; Id., « La société civile roumaine postcommuniste », *Autrepart. Revue de sciences sociales au Sud*, 48, « Les mondes postcommunistes. Quels mondes ? Quelles sociétés ? », 2008 ; Id., « L'influence belge sur la constitution d'une société civile en Roumanie postcommuniste. Une réflexion à partir de l'expérience de l'Opération Villages Roumains », *Studia Politica*, 1, 2008, pp. 113-119.

⁵³³ Roger Chartier, *Les Origines culturelles de la Révolution française*, Paris, Seuil, « L'univers historique », 1990. Deux ouvrages signés par Roger Chartier ont été traduits en roumain : Roger Chartier, *Lecturi si cititori in Franta in vechiul regim* [*Lectures et lecteurs dans la France d'Ancien Régime*, Seuil, 1989], trad. Maria Carpov, avec un entretien du traducteur avec l'auteur, Meridiane, 1997 ; Id., *Lumea ca reprezentare : istoria intre certitudini si neliniste* [*Au bord de la falaise. L'histoire entre certitudes et inquiétude*, Albin Michel, « Bibliothèque histoire », 1998], préface du traducteur, traduit par Dragos Jipa, Romania Press, 2010.

⁵³⁴ Keith Baker, *Inventing the French Revolution: Essays on French Political Culture in the eighteenth century*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 1990.

⁵³⁵ Jean L. Cohen, Andrew Arato, « Un nouveau modèle de société civile », *Temps Modernes*, 564, juillet 1993. Voir Jean L. Cohen & Andrew Arato, *Civil Society and Political Theory*, op. cit.

⁵³⁶ Le commentaire de ce livre de théorie politique est signé par celui même qui dirige cette revue et qui est entré en politique comme membre d'un parti politique né d'une société civile militante, qui se voulait comme pouvoir hors la politique traditionnelle, concurrente des partis politiques et surtout du parti au pouvoir (voir *supra*).

⁵³⁷ Le livre est présenté par un des membres fondateurs du GDS dans une publication de la nouvelle société civile roumaine après 1989 : Calin Anastasiu dans *Polis*, Le même ouvrage est cité par Daniel Barbu dans *Republica absenta*, op. cit. D'après nos observations cet ouvrage ne semble pas être parmi les lectures ni de ceux qui en discutent longuement de la « société civile » et qui se sont intéressés ou s'intéressent encore à traiter de la « société civile » (dans leurs écrits journalistiques, dans l'enseignement) ni de ceux qui s'en revendiquent.

quoi renvoie le terme de « société civile » dans l'usage des intellectuels et notamment des membres du GDS, pour notre analyse, nous comprenons restituer les moments et les actes (affirmations, déclarations orales ou écrites, initiatives) de ceux qui ont contribué à imposer cette notion et les usages qu'ils ont pu faire ceux qui en participent à sa construction. L'ouvrage de Cohen et Arato nous servira dans le travail de déconstruction de ce qu'on appelle, c'est-à-dire de ce que des intellectuels du GDS et autres auteurs d'études politiques de la période postcommuniste appellent par le terme de « société civile ». Mais la perspective théorique sur le « nouveau modèle de la société civile » nous semble insuffisante pour rendre compte de ce qui est le Groupe pour le dialogue social, du mode de construction et du fonctionnement de ce « phénomène » dans l'après 1989. Si on restait dans les cadres de cette analyse le risque serait de reprendre les discours produits par ceux qui contribuent à la construction de cette réalité nouvelle et de ce nouvel acteur politique. Notre étude centrée sur les intellectuels qui composent et se revendiquent de la « société civile » entend dépasser ces discours. Le terme de « société civile » recouvre des réalités distinctes, diverses.

Le premier titre, mentionné ici, de Gautier Pirotte résume des modes de pensée la « société civile » par des auteurs à travers le temps et selon ses dimensions diverses prises en compte par ceux-là mais aussi des questions que soulève la notion de « société civile » à « caractère ambigu⁵³⁸ ». Cela a permis de se faire une vue d'ensemble sur des « problèmes » que posait déjà notre objet d'étude, à savoir la « société civile » faite, décrite, promue et invoquée par des intellectuels roumains après 1989 et notamment par des intellectuels du GDS, et qui pouvaient sembler à première vue comme « exceptionnels ». Ce livre nous a permis de mieux situer des auteurs roumains parmi des visions classiques sur « la société civile », selon leurs références et surtout des aspects de la société civile qui sont mis en avant dans leurs études (priorité donnée au développement économique comme conséquence d'une société civile plus épaisse et plus étendue ou accent mis sur l'apport de la société civile dans l'éducation politique du public). Ce qui nous a ramené à la question des influences. Y-a-t-il d'autres influences que celles qu'exercent le contexte politique des années 1980 avec la naissance des forces qui mettent en question le monopole de l'État communiste et surtout des années 1990 avec la chute des régimes du parti unique, la disparition de l'Union soviétique et l'ouverture aux influences de l'Occident qui n'ont plus dès lors de concurrence ? De quelles influences peut-on parler ? Du côté des références et des manières de se réapproprier des auteurs selon les moments, quelles sont les références à part celles étatsuniennes, auxquelles leurs considérations sur la « société civile » renvoient ? Nous pensons ici tout particulièrement aux lectures qu'ils font de Tocqueville, selon les « générations », à savoir le moment de leur entrée dans le monde intellectuel, et aux usages qu'ils font, selon les conjonctures. Car si Tocqueville est mentionné par des intellectuels ayant débuté avant 1989 parmi leurs lectures de la période communiste (à la recommandation d'un intellectuel marxiste), cet auteur ne fait pas partie de leurs références, ni dans leurs textes ni dans leur enseignement (ils ont fait cette lecture mais ils n'en parlent pas, ils ne le citent pas). À l'inverse ceux qui sont moins intéressés ou peu intéressés à discuter de la « société civile », entrés dans le monde intellectuel seulement quelques années après 1989, traitent du libéralisme, s'affirment en spécialistes du libéralisme classique (où Tocqueville est une des principales références).

Ainsi ce ne sont pas des auteurs classiques du libéralisme qui leur inspire cet intérêt pour traiter de la société civile ou de l'opinion publique. Cette dernière est une notion invoquée que par des sociologues de l'opinion dans les années 1990 et qui ne préoccupe que rarement, lors des scandales surtout et à des fins électorales. Elle est appelée en se substituant à la « société civile » lorsqu'on ne renvoie pas à l'opinion des experts qui participent prennent part au jeu médiatique/ont partie du champ médiatique ou aux journalistes eux-mêmes. Et donc au rôle actif et à sa fonction dialogique. L'« opinion publique » peut s'attirer la critique des intellectuels-politiques lorsqu'elle prend la forme de l'électorat⁵³⁹.

⁵³⁸ Gautier Pirotte, *La notion de société civile*, op. cit.

⁵³⁹ Spécialiste du libéralisme classique et de Tocqueville

I. Des « intellectuels » roumains à l'aube et à l'épreuve de la démocratie. Le GDS

« des agents soumis à des conditions d'existence très différentes et dotés de ce fait d'habitus très différents, voire divergents, mais occupant dans des champs différents des positions structurellement homologues à la position occupée par les agents en crise dans le champ en crise (homologie de position) peuvent se reconnaître à tort (allodoxia) ou à raison dans le mouvement ou, plus simplement, saisir l'occasion créée par la rupture critique de l'ordre ordinaire pour faire avancer leurs revendications ou défendre leurs intérêts⁵⁴⁰ ».

Le Groupe pour le dialogue social (GDS) ayant en son sein des « intellectuels »⁵⁴¹ dans leur grande majorité s'est institutionnalisé fin 1989 comme association civique, à la faveur d'une loi qui date de l'entre-deux-guerres et est conservée durant la période communiste⁵⁴². Au cours des événements de décembre 1989 qui sonnent le glas du régime de Ceausescu, et dans les jours qui viennent (avant la fin de l'année et tout au début de l'année suivante, 1990), environ une trentaine d'intellectuels⁵⁴³, écrivains notoires et scientifiques, jeunes et moins jeunes, dont la plupart sont signataires des deux seules lettres rassemblant des intellectuels qui ont protesté contre des mesures de la dernière période du communisme, et à l'impulsion d'un intellectuel roumain de l'exil parisien, militant pour les droits de l'homme dans les pays de l'Europe de l'Est au temps des communismes⁵⁴⁴, se rassemblent aux côtés des plus notoires parmi les rares opposants du régime communiste pour se constituer dans la première association civique roumaine de la période postcommuniste.

Le 31 décembre 1989 lors d'une conférence organisée à l'Hôtel Intercontinental de Bucarest (Place de l'Université, vis-à-vis d'un des principaux bâtiments de l'Université de Bucarest et de celui de l'Institut d'architecture « Ion Mincu », actuellement, redésigné depuis 2000, l'Université d'architecture et d'urbanisme « Ion Mincu » – lieu où se déroulent les événements des plus importants en 1989 et en 1990), le GDS se présente au public. Des photos de cet événement sont présentées dans le premier numéro de 22. On voit ainsi des membres fondateurs que le public connaîtra

⁵⁴⁰ Pierre Bourdieu, *Homo academicus*, op. cit., p. 228.

⁵⁴¹ La catégorie des intellectuels désigne dans cette perspective les personnes qui transfèrent leur capital de notoriété, gagnée dans leur contexte d'appartenance professionnelle, dans l'espace public pour revendiquer un droit d'intervention dans les affaires publiques. Cf. Christophe Charle, *La Naissance des « intellectuels » 1880-1900*, op. cit.

⁵⁴² Voir Marc De Bellet, « La 'société civile' roumaine des années 90. Un rapport ambigu au politique », *Transitions*, XLII, 2, 2001, pp. 99-109. Selon cet auteur « en 1990, le gouvernement provisoire réinstaura dans l'urgence la loi de 1924 qui régissait la création des associations ». En fait, la loi (n° 21) de 1924 n'est pas abrogée durant la période communiste et elle n'est remplacée qu'en 2000 par une ordonnance de gouvernement (n° 26 du 30 janvier 2000). Comme le GDS prépare son apparition comme association civique les jours qui suivent la révolte populaire, une de nos questions a porté précisément sur ce cadre législatif. Selon un des membres fondateurs, un des membres cooptés ultérieurement, ayant une formation en droit, proche d'un des intellectuels des membres fondateurs, « découvre » cette loi qui n'a pas été abrogée pendant le communisme (entretien avec Mariana Celac, le 12 mars 2009). Dans l'article cité ci-dessus l'auteur continue de plus à tirer certaines conclusions en dépit de certaines contradictions que son propos contient : « Puis, jusqu'en 1996, les gouvernements successifs issus du FSN [Front du salut national] maintinrent ce statu quo, révélateur du peu d'intérêt porté à ce secteur. Au lendemain des élections de 1996, qui virent l'opposition arriver au pouvoir, les attentes étaient grandes à cet égard. Pourtant, cette loi de l'entre-deux-guerres ne fut abrogée que plus de trois ans plus tard... » (p. 105). Voir aussi Gautier Pirotte, *La notion de société civile*, op. cit., pp. 91 et 94 : « La Roumanie postcommuniste s'est [...] dotée en moins de dix ans d'un secteur associatif de plus de 20 000 ONG [...] jusqu'en 2000, le terme ONG signifiait en Roumanie toute pratique associative ne naissant pas de la volonté des pouvoirs publics ».

⁵⁴³ Les membres fondateurs sont au nombre de 34 mais tous ne sont pas des « intellectuels ».

⁵⁴⁴ 22, 80, 1991 ; Doina Cornea, *Fata nevazuta a lucrurilor. Dialoguri cu Rodica Palade* [Le visage inaperçu des choses. Dialogues avec Rodica Palade], Cluj, Dacia, 1999.

ultérieurement comme membres du GDS (Alexandru Paleologu, Stelian Tanase) mais aussi de ceux qui sont moins connus de par leur appartenance au GDS (des interprètes bien connus de la période communiste, tel Victor Rebengiuc).

Des plus connus opposants ou dissidents et des essayistes ou des chercheurs qui développent pendant le communisme des attitudes représentées sous la catégorie floue de « résistance par la culture » prétendent représenter le pôle autonome du champ scientifique, par la convocation des valeurs appropriées au domaine d'activité spécifique dans lequel ils s'inscrivent. Du fait qu'après 1989 ils tiennent à s'opposer aux politiques et qu'ils créent la première structure associative qui se veut l'« alternative⁵⁴⁵ » aux institutions « traditionnelles », comme l'Union des écrivains, regroupant des intellectuels qui peuvent invoquer leur distance vis-à-vis du pouvoir communiste (présentée sous diverses formes) et des opposants au régime, le groupe semble occuper la position d'une avant-garde. Au même moment, les institutions « traditionnelles » doivent faire face à un courant contestataire qui induit des changements plus ou moins importants selon les institutions⁵⁴⁶. L'épuration s'y fait sous la pression des jeunes. Dans certaines institutions, comme c'est le cas de l'Université, ces pressions à l'épuration débouchent sur la marginalisation de certains. Des institutions liées à l'ancien régime disparaissent. Pour les anciennes institutions comme au sein de celles-ci, il s'agit de démontrer, d'une part, leur distance par rapport au régime, une certaine autonomie qui a été conservée durant la période communiste et cela en dépit des enrôlements dans le PCR, et, d'autre part, leur utilité et leur importance dans la nouvelle conjoncture. Des stratégies individuelles de survie en tant qu'écrivain ou scientifique, en tout premier lieu l'accès à la publication, les relations qu'ils entretenaient avec les intellectuels de l'exil, ou des cercles de connaissance entre des intellectuels appartenant à des générations différentes reçoivent une nouvelle lecture après 1989.

Puisque tous les membres du GDS n'ont pas acquis leur reconnaissance avant 1989 grâce à la position qu'ils ont occupée dans les institutions culturelles ou scientifiques (Union des écrivains, institut de recherche, Université, éditions, rédactions de revues littéraires ou scientifiques), le capital symbolique que le GDS peut mobiliser englobe le capital symbolique acquis dans le champ littéraire (c'est le cas des intellectuels les plus connus de la période communiste qui intègrent le GDS) et, dans une moindre mesure, dans le champ académique (c'est le cas des intellectuels moins connus qui se trouvent dans le GDS) et le capital symbolique acquis de par la manifestation explicite de leur opposition au régime ou par la confrontation avec le régime, ce que nous appelons le capital moral.

La création du GDS apparaît comme un coup de force réussi. Le GDS se forge une identité commune en mettant en avant le fait qu'ils ont été des intellectuels marginalisés ou des marginaux de la période communiste à la faveur de leur association fin 1989 avec des opposants au régime et des dissidents, alors

⁵⁴⁵ Stelian Tanase récuse l'idée d'une concurrence avec l'Union des écrivains, la présentation du GDS comme « institution alternative » lui semble exprimer le mieux la position prétendue par le GDS lors de sa constitution (Entretien avec Stelian Tanase, Bucarest, le 13 juillet 2009).

⁵⁴⁶ Ion Ianoși, *Ideii inoportune. Moralitati* [Idées inopportunes. Moralités], Bucarest, Cartea Romaneasca, 1995.

qu'en réalité, le GDS est dominé et sera représenté dans le champ intellectuel roumain postcommuniste notamment par ceux qui ont reçu leur consécration sous le communisme. Le GDS se constitue en tant que « groupe » les jours de décembre 1989, au moment même où dans la rue la population des principales villes manifestait contre le régime de Ceausescu et que les choses ne semblaient pas encore tranchées ou que le dénouement n'apparaissait pas à tous en toute clarté. Dans un pays qui n'a pas pu voir des intellectuels se constituer en un mouvement contestataire sous le communisme, le fait de se présenter (fin décembre) comme « groupe », tend à construire l'image d'intellectuels (rôle que la plupart des membres fondateurs prétendaient tenir dès l'avant 1989 en se présentant comme tels en décembre 1989⁵⁴⁷) dissidents, opposants ou victimes du régime.

Instance apparue après la chute du régime au sein du monde intellectuel, le GDS domine dans la période postcommuniste. Juridiquement, association civique, mais manifestement plutôt « club » de discussions ou réseau de relations, le « Groupe pour le dialogue social » (GDS), rassemblant des « intellectuels » et non seulement, apparaît publiquement le dernier jour de 1989. Le groupe n'est à l'origine ni une avant-garde comme on peut en juger d'après leurs prises de position et/ou leurs revendications, ni un centre d'expertise comme certains semblent l'avoir imaginé et comme d'autres tenteront de le faire ultérieurement en créant des structures affiliées au groupe.

Dans les pays ex-communistes d'Europe de l'Est et d'Europe centrale, aucun groupement n'a joué ni ne s'est assigné le rôle que s'est arrogé le GDS après 1989. Le GDS est le premier groupement apparu publiquement après la chute du communisme réunissant des producteurs culturels de la période communiste. C'est le seul « groupe » réunissant depuis fin 1989 jusqu'à présent des intellectuels des plus reconnus et/ou, dans la majorité des cas, les plus visibles, s'étant imposés dans l'espace public et ayant conservé une position centrale tout au long de la période postcommuniste. Tous les membres fondateurs du GDS ne sont pas des « intellectuels », mais la grande majorité d'entre eux a publié avant 1989. Parmi eux on compte les plus célèbres des rares opposants⁵⁴⁸ et dissidents de l'époque communiste⁵⁴⁹. Certains sont déjà bien connus au public, d'autres, moins nombreux, ont agi, à une exception près, selon des modes d'action politique proprement intellectuels⁵⁵⁰ pour critiquer des institutions du régime communiste. Le prestige associé à ce groupement notamment dans les années 1990 doit beaucoup à l'intégration des quelques dissidents, opposants ou, plus largement, de ceux qui ont critiqué des mesures prises par des institutions de la période communiste. L'attrait qu'exerce le GDS comme sa position centrale dans le champ

⁵⁴⁷ La dernière pétition signée par plusieurs membres fondateurs du GDS est la seule à mentionner et à retenir le terme d'« intellectuel », connue sous le nom de la « lettre des dix-huit intellectuels ».

⁵⁴⁸ Doina Cornea étant la plus connue, à l'étranger comme en Roumanie. D'autres opposants sont un écrivain marginal et marginalisé, Dan Petrescu mais aussi un chercheur physicien, Gabriel Andreescu.

⁵⁴⁹ Parmi les dissidents on compte un intellectuel des plus notoires de la dernière période communiste, Mircea Dinescu, alors que l'autre, Radu Filipescu, n'appartient pas au monde intellectuel, qui est d'ailleurs le seul détenu politique des années 1980 à intégrer le GDS.

⁵⁵⁰ Christophe Charle, *La Naissance des « intellectuels » 1880-1900*, op. cit., p. 8.

intellectuel tient cependant pour une bonne part au prestige associé aux membres des professions littéraires dans la période communiste, ainsi qu'au pouvoir que des membres du GDS obtiennent après 1989. Le seul groupement d'intellectuels créé en tant qu'association civique qui perdure jusqu'à présent est un lieu de rencontre entre des intellectuels et des politiques après 1989 et lieu de socialisation politique pour nombre d'intellectuels dans les années 1990, il a dominé le champ intellectuel roumain après 1989.

Faire partie d'un groupe dominé par des intellectuels qui ont obtenu leur reconnaissance pendant la période communiste permet à ceux qui ne peuvent pas revendiquer un capital symbolique acquis dans un champ spécifique (littéraire ou scientifique) de se procurer la légitimité de revendiquer une place dans le champ intellectuel, de se présenter en tant qu'intellectuel après 1989. Simultanément, la création d'un groupe où s'intègrent des opposants au régime communiste, permet à ceux qui doivent leur notoriété à leurs activités proprement intellectuelles pendant le communisme de se présenter en intellectuels qui ont manifesté leur distance vis-à-vis du régime de par leur désintéressement pour les questions politiques.

Il est difficile de dégager un projet auquel ces intellectuels subordonnent leurs initiatives et leurs prises de position manifestes dans l'hebdomadaire 22. La réception faite à ce groupe par d'autres intellectuels, en Roumanie ou à l'étranger, contribue à construire l'image d'un groupement qui, surtout selon les modèles invoqués, présents chez les plus jeunes, se veut être inscrit dans la lignée des mouvements contestataires des régimes communistes en Europe centrale.

Sous la désignation du *Grupul pentru dialog social* [Groupe pour le dialogue social], souvent appelé aussi Groupe de dialogue social [*Grupul de Dialog Social*] les intellectuels présentent leur entreprise collective comme « instance de réflexion critique sur les problèmes fondamentaux qui préoccupent la société civile roumaine, sur son insertion dans le contexte européen : civilisation – culture – politique – société civile – écologie ». Le GDS « aspire à représenter la conscience lucide » de la société qui « a été humiliée et déstructurée » au temps du communisme pour « contribuer à la sortie du désastre et à la régénération ». Le GDS se présente comme « club de débats entre des intellectuels de diverses professions » organise des « débats ouverts au sein de différentes catégories sociales » et « recueille des témoignages sur la révolution de décembre [1989] et des moments qui l'ont précédée ». Le GDS « se propose d'être un laboratoire où les économistes, les sociologues, les politologues, les philosophes, les urbanistes, les écrivains, les théologiens, etc. puissent chercher ensemble les stratégies et les solutions dont la société aura besoin à l'avenir ». Le GDS se définit comme « groupe autonome [...], indépendant, strictement informel, qui ne se subordonne à aucun groupement politique et qui refuse toute collaboration avec ceux qui ont soutenu l'ancien régime ». La publication éditée par le GDS, l'hebdomadaire 22, plus connue comme « la revue 22 », est l'activité première imaginée par le GDS et son l'hebdomadaire doit être à l'image du GDS, car il est présenté comme

« le reflet de la nouvelle société civile roumaine dans toutes ses articulations⁵⁵¹ ». La position inédite occupée par 22 ne rend pas seule compte du fait que des intellectuels mais aussi des journalistes s'intéressent en nombre important à se faire publier par 22⁵⁵². Dès sa création, la publication s'intéresse le plus, parmi des publications culturelles anciennes et nouvelles, aux questions de l'actualité et surtout de celle politique. La revue semble assurer la reprise des questions politiques imposées à l'actualité par des intellectuels plus éloignés des espaces de la politique, et, à l'inverse, elle incite des politiques, certains politiques au moins, à la transposition, parfois même le transfert, des sujets du débat culturel, dans l'arène politique. Ce qui assure effectivement et renforce le pouvoir du GDS et des réseaux créés autour de sa revue. Se faire publier dans 22, publier constamment dans 22 c'est le moyen le plus fréquent d'avoir accès au GDS. Mais la cooptation dans le GDS ne dépend jamais du seul fait d'être publié dans 22. Ceux qui doivent leur intégration au GDS au fait d'avoir accumulé un fort capital symbolique dans des institutions culturelles, le plus souvent avant d'avoir été cooptés, publient dans 22, mais ils sont aussi soit des collaborateurs des membres fondateurs dans des institutions spécifiques, soit ils partagent avec ceux-ci des intérêts communs intellectuels et/ou politiques. Si le GDS ne recrute que rarement parmi les rédacteurs de 22, il inclut cependant des journalistes⁵⁵³.

Il faut aussi tenir compte et prendre en compte l'influence qu'exerce ceux qui ne sont pas membres du GDS, ni de ses fondateurs, en malgré leur apport à la définition des tâches comme du statut du GDS (non pas un parti politique, mais une association civique), ni des membres entrés dans le GDS plus tard. Ils ne seront et ne sont ni aujourd'hui membres du GDS alors que leur contribution à la construction de la position du GDS est indéniable⁵⁵⁴. Certains membres de l'exil deviendront membres dès qu'ils s'installeront en Roumanie, désormais leur résidence est en Roumanie⁵⁵⁵.

Mis à part le journalisme⁵⁵⁶, les activités du GDS ne sont pas définies d'emblée et ils sont rares à imaginer le GDS comme « centre d'expertise⁵⁵⁷ ». Début 1990 et vers le milieu des années 1990, à

⁵⁵¹ Les citations sont des extraits de « La déclaration de constitution du Groupe pour le dialogue social », publiée dans 22, 1, le 20 janvier 1990.

⁵⁵² Et le tirage « énorme » ou important de 22 montre que le GDS a un large public au moins durant 1990 : sept cent mille exemplaires (entretien avec Radu Filipescu, le 13 avril 2004) ou six cent milles (discussion téléphonique avec Armand Gosu, le 6 mars 2007) pour 1990. Durant l'année 1990, le journal homologue de 22, *Romania libera*, a un tirage de huit cent mille exemplaires selon un des rédacteurs de 22 (22, 8, le 9 mars 1990). Deux ans après, pour le début de l'année 1991, on mentionne un tirage de cent mille exemplaires (22, 92, octobre 1991).

⁵⁵³ Quatre en tout. Un membre coopté en 1990, trois autres dans les années 2000.

⁵⁵⁴ Mihnea Berindei a contribué à construire et à renforcer la position du GDS, par le soutien donné à des entreprises nées au sein du Groupe ou émanant de celui-là ou bien à des entreprises menées par des membres du GDS. Des membres de l'exil sont publiés dans 22 dès ses premiers numéros, certains prennent part dans le débat public, dans les confrontations entre intellectuels notamment et leurs voix influent sur les luttes de concurrence à l'intérieur du GDS et ils ont pris part aux luttes de concurrence qui opposent des intellectuels du GDS à d'autres intellectuels (Monica Lovinescu, Virgil Ierunca). Les intellectuels en exil ont réussi à imposer des thèmes comme la constitution de certaines causes et ont contribué à assurer leur succès.

⁵⁵⁵ Ion Vianu et Sorin Alexandrescu. Mais aussi un membre de l'exil étatsunien qui ne réside pas en Roumanie (Vladimir Tismaneanu).

⁵⁵⁶ Car dans sa « Déclaration de constitution » le GDS annonce la création « dans un premier temps » d'une publication.

⁵⁵⁷ Mariana Celac dit avoir attendu que le GDS soit un lieu de débat sur des questions plus précises et un lieu de production culturelle plus informée. Elle se souvient avoir entendu Emil Hurezeanu, rédacteur à RFE à cette date-là, dire lors des premières

l'initiative de certains membres, le GDS crée en son sein (en cooptant d'autres membres) des structures qui peuvent être appréhendés comme des « centres d'expertise », structures qui fonctionnent sous l'égide du GDS, plus ou moins autonomes par rapport au groupe, selon qu'elles reçoivent une contribution de l'extérieur⁵⁵⁸. Début des années 1990, les membres du GDS se rencontrent plutôt régulièrement (une fois par semaine) et dans leur grande majorité aussi durant les années suivantes. Les rôles ne sont pas faits dans une telle institution mais ils dépendent du pouvoir accumulé par chacun de ses membres, de la valeur associée au capital détenu par chacun dans le champ intellectuel. Des porte-parole prennent position au nom du GDS, comme s'ils avaient été délégués par le GDS. Ils peuvent se poser en porte-parole lorsqu'il y a un certain accord au sein du GDS au sujet des opinions qu'ils défendent et cet accord est le plus souvent tacite, des résistants à ces exercices visant la monopolisation de la parole du GDS restent silencieux⁵⁵⁹. Le pouvoir qu'exercent certains membres sur le GDS se mesure au succès de leurs entreprises lorsqu'ils se portent en porte-parole du Groupe. Le pouvoir sur le GDS se mesure à ce pouvoir qui s'exerce sur les entrées⁵⁶⁰ mais aussi sur les prises de position politiques. L'acceptation ou le refus d'un prétendant au statut de membre dépend de leurs opinions. Ils peuvent aussi inciter à la mobilisation du GDS, à produire des points de vue au nom du Groupe sur des sujets de l'actualité politique ainsi qu'à donner à voir que le GDS en ensemble soutient certains hommes politiques. Pouvoir qui se trouve renforcé lorsque certains membres fondateurs entendent s'allier à ceux qui s'imposent comme des porte-parole du GDS. Si leur objectif est de défendre GDS, en le défendant, ils contribuent à rendre légitimes des actes d'imposition de la part de ceux qui travaillent et contribuent à contrôler les entrées dans le GDS⁵⁶¹.

Les « débats » annoncés par le GDS sont au début des années 1990, des « dialogues » entre des intellectuels, parfois en provenance de l'étranger ou avec des intellectuels roumains occupant des fonctions publiques⁵⁶² mais aussi avec les organisations syndicales et plus rarement avec des organisations politiques.

réunions du GDS que le GDS aurait dû produire de l'expertise (Entretien avec Mariana Celac, le 12 mars 2009). Un autre membre fondateur, Gabriel Andreescu, explique plus tard sa décision de créer un *think-tank* sous l'égide du GDS, entre autres, et la décision du GDS d'accepter sa proposition comme désir de renouer avec « l'esprit qui s'est trouvé à la base de la création du GDS [qui] avait partiellement échoué à cause de l'absence de ce type de moyens capables de transformer les idéaux en pensée opérationnelle ». Cf. Gabriel Andreescu, *Solidaritatea alergatorilor de cursa lunga. Jurnal tematic* [La solidarité des coureurs de longue distance. Journal thématique], Iasi, Polirom, « Ego », 1998, p. 18.

⁵⁵⁸ Centre indépendant de sondages ; le Studio audio-visuel du GDS et l'Association pour la défense des droits de l'homme de Roumanie-Comité Helsinki qui auront leurs sièges dans le même bâtiment occupé par le GDS (120 avenue de la Victoire). La diversité des activités intellectuelles qui se déploient à l'intérieur et/ou sous l'égide du GDS a fortement diminué à partir du milieu des années 1990 alors que ceux qui sont des plus jeunes membres du GDS se professionnalisent dans le domaine politique et ils occupent des positions dans diverses institutions d'enseignement spécialisées.

⁵⁵⁹ Ainsi un de nos interlocuteurs raconte que certaines prises de position qu'on présente dans 22 comme étant celles du GDS, comme une lettre de protestation ou une lettre de soutien des politiques aujourd'hui en place, sont diffusés sans l'accord des membres du GDS, et parfois leurs noms mêmes apparaissent sans leur accord (Entretien avec A.).

⁵⁶⁰ Le GDS est souvent critiqué pour sa « fermeture » face à d'autres milieux intellectuels ou par d'autres intellectuels désireux de s'engager sous la forme collective, qui peuvent à leur tour invoquer des pratiques subversives sous le communisme (Mircea Zăciu, *Jurnal. III*, Bucarest, Albatros, 1996).

⁵⁶¹ À la suite du débat autour du journal d'Adrian Marino dans lequel celui-ci raconte des réactions au sein du GDS, et surtout de la réaction de Gabriel Liiceanu, au sujet de son intégration dans le GDS, un des membres du GDS, Andrei Oisteanu publie sa propre version de cet épisode.

⁵⁶² Silviu Brucan ; Razvan Theodorescu.

Durant l'année 1990, le public n'apparaît que comme lecteur de 22. Par contre, ce qui apparaît souvent ce sont les « visites » rendues au GDS par des écrivains et artistes, des intellectuels des plus notoires, membres ou non du GDS, dont certains sont entrés en politique⁵⁶³. Les « débats ouverts » organisés par le GDS, avec des politiques, sont une institution à part, une pratique courante et notoire. Le GDS organise régulièrement des rencontres avec des politiques, à l'initiative de certains membres, selon les périodes, plutôt avant les campagnes électorales, mais aussi et surtout en fonction de leurs préférences politiques ou d'une tendance à la politisation⁵⁶⁴. Mais le GDS se rencontre aussi à l'initiative des politiques ou de ceux qui se préparent à occuper un poste politique. Des opinions quant au rôle et à la fonction du GDS informent sur l'image qu'il veut offrir⁵⁶⁵ mais aussi l'utilisation que les membres peuvent faire d'une institution qui ne définit pas explicitement ses activités ce qui conduit à des engagements divers en mobilisant des représentations diverses du rôle du GDS. Leur rapport à la politique peut aller de la simple appartenance au GDS comme signe de la reconnaissance reçue d'un groupe qui rassemble des intellectuels des plus connus, jusqu'à l'occupation des postes politiques⁵⁶⁶.

II. La « société civile » des intellectuels et les enjeux de l'usage de la notion de « société civile » en Roumanie postcommuniste

La notion de « société civile » domine dans le postcommunisme, dans les années 1990 surtout, dans l'espace des sciences humaines et sociales (revues et ouvrages), dans le champ intellectuel mais aussi dans le champ politique et surtout dans celui médiatique. La notion de « société civile » est une catégorie investie par des intellectuels dans leurs discours à visée scientifique mais aussi une catégorie politique lorsque des intellectuels⁵⁶⁷ revendiquent leur rôle politique au nom de la « société civile »⁵⁶⁸.

Plus fécond nous semble être un projet qui pose des questions au sujet des usages d'une notion comme celle de « société civile » que d'ajouter aux propos sur les définitions légitimes de la « société

⁵⁶³ Andrei Plesu, ministre de la Culture ; Silviu Brucan, président de la Commission pour la politique étrangère du nouvel « organisme du pouvoir d'Etat » ; Alexandru Paleologu, ambassadeur de la Roumanie à Paris ; Ana Blandiana ; Razvan Theodorescu, président de la Radiotélévision publique etc.

⁵⁶⁴ On peut ainsi noter parmi ces nombreuses rencontres initiées par des membres du GDS, qui s'attachent à introduire un politique au GDS et à informer le groupe sur sa politique : la visite de Corneliu Coposu (dont l'idée et l'initiation appartiennent à Doina Cornea, selon ses propres témoignages) en 1990 ; la rencontre d'Adrian Nastase avec le GDS au siège du GDS (initée par Cristian Preda) peu avant les élections de 2000.

⁵⁶⁵ Nous ne prenons pas en compte les présentations faites dans la presse, mais des opinions précises, faites au cours de l'enquête. L'image que donne la presse évolue et ensemble avec les présentations faites à diverses étapes par des membres du GDS, plus ou moins explicitement, était certainement une image que notre premier interlocuteur s'était proposé de bousculer. Voir *supra*.

⁵⁶⁶ Conseiller du président, conseiller du premier ministre, conseiller du ministre, expert, secrétaire d'Etat, ministre, membre du Parlement national ou européen.

⁵⁶⁷ Pour la définition de l'« intellectuel » telle qu'elle s'est imposée à partir de la fin du XIXe siècle, nous renvoyons à l'ouvrage de Christophe Charle, *Naissance des « intellectuels » 1880-1900*, op. cit. L'intellectuel intervient dans l'espace public et sur des questions d'intérêt général après avoir obtenu sa consécration dans son domaine de spécialisation. Voir Gisèle Sapiro (dir.), *L'espace intellectuel en Europe*, Paris, La découverte, 2009 ; *Actes de la recherche en sciences sociales*, 176-177, « Engagements intellectuels », dossier dirigé par Frédérique Matonti et Gisèle Sapiro, 2009.

⁵⁶⁸ « 22 », « Editorial '22' », 22, 1, 1990, p. 1 ; « Déclaration de constitution du « GROUPE POUR LE DIALOGUE SOCIAL » », 22, 1, 1990, p. 3.

civile » à travers le temps ou sur le pouvoir et les rôles de la « société civile » roumaine dans le contexte politique des années 1990, sujets privilégiés par des auteurs roumains : intellectuels notoires ou auteurs débutants. Tout projet qui se concentre sur la « société civile » devrait questionner l'usage qu'on fait de ce terme et la fonction de ces usages, selon les périodes, dans des conditions politiques et intellectuelles précises. En essayant de montrer pourquoi une notion comme celle de « société civile », a eu un tel succès, il s'impose de montrer d'une part, les réalités qu'elle est censée recouvrir (à savoir ici les organisations de la société civile initiées et dirigées par des intellectuels) et, d'autre part, les constructions symboliques par lesquelles certaines réalités qui sont présentées comme manifestations de la « société civile » peuvent recevoir la force politique adaptée à des enjeux politiques ou intellectuels du moment.

Il nous intéresse ainsi de prospector des usages qu'on fait de ce terme et la fonction de l'emploi du terme de « société civile » en les replaçant dans le contexte de leurs apparitions. Nous allons procéder à cette entreprise en nous appuyant sur les matériaux recueillies pour l'analyse du Groupe pour le dialogue social (GDS) comme groupement représentatif d'un courant intellectuel dominant dans la période postcommuniste, de « l'anticommunisme », et instance du monde intellectuel⁵⁶⁹.

Pour comprendre la fonction pour des intellectuels (consacrés, en cours de consécration ou prétendants) de l'usage qu'ils peuvent en faire, il faut considérer leur manière de définir la « société civile » et les conditions dans lesquelles ils procèdent à cet emploi. Il faut prendre en considération des usages que peuvent en être faits au regard des espaces auxquels ceux qui en recourent appartiennent et leurs intérêts intellectuels ou/et politiques qui découlent de l'occupation d'une position. Pour éviter de lui accorder des sens et des buts qui sont le résultat des (re)constructions, accomplies par des auteurs ou interlocuteurs, qui font partie des stratégies de repositionnement menées dans l'après 1989, il s'impose de restituer les sens qu'on donne à la société civile et les usages divers qu'on en fait en prenant en compte la position de celui qui en parle, qui en recoure et qui l'invoque, ses dispositions et ses projets intellectuels.

Au lieu de parler de « société civile » en parlant du GDS et, plus généralement, des intellectuels après 1989, comme ils ont eux-mêmes pris l'habitude de le faire dans les années 1990, et comme beaucoup d'autres auteurs le feront aussi par la suite, notre analyse se veut expliciter les fonctions de cet emploi pour des « intellectuels ». Cela en partant d'une analyse de leur manière de définir la « société civile » dans leur journalisme et dans leurs entreprises qui prétendent à la science. Les définitions qu'ils donnent à la « société civile » nous intéressent dans notre analyse des textes parus dans une période où non seulement ils tendent à parler au nom de la « société civile » (début des années 1990) mais aussi ils font partie et contribuent à

⁵⁶⁹ En vue de cette analyse nous avons dépouillé la publication du GDS, 22, durant ses premières années de sa parution. Au traitement du contenu de cette publication et notamment des textes signés par des membres du GDS dans la presse intellectuelle nous avons ajouté une analyse du contenu des ouvrages signés par des membres du GDS qui sont des auteurs de la période communiste et de la période postcommuniste (indifféremment du moment de leur publication, avant comme après 1989, jusqu'en 2009) : textes à visée scientifique de sciences humaines et sociales, essais politiques, récits de mémoire et volumes d'entretiens.

créer la société civile (par leur participation à des organisations civiques et à des fondations, etc.). En essayant de recenser leurs représentations intellectuelles de la société civile telle qu'elle apparaît non seulement dans leurs textes journalistiques mais aussi dans leurs ouvrages à visée scientifique.

Nous nous sommes intéressée aux significations que prend ce terme dans leurs textes, à leurs représentations (intellectuelles) de la « société civile ». Et l'emploi qu'ils font de cette notion : dans quelle conjoncture et dans quels cadres ? Mais aussi à la réalité qu'elle est censée recouvrir et les enjeux de la convocation du terme de « société civile » dans le contexte des années 1990. Quelles sont les réalités qu'elle est supposée désigner ? Qui l'invoquent et qui la construisent ? Et comment ? Quelles sont les initiatives qui sont présentées comme appartenant à la « société civile » ? Et de quoi parle-t-on lorsqu'on mentionne la « société civile » dans les années 1990 ? Quels sont les enjeux de cette manière de se présenter et de cette manière de se représenter le monde intellectuel dans les années 1990 ? Qui en parlent au sein du GDS et, plus largement, au sein du monde intellectuel, et qui s'en revendiquent ? Comment définissent-ils la « société civile » dans leurs textes journalistiques ou/et dans leurs textes à visée scientifiques ? À quelles périodes appliquent-ils cette notion ? Selon les époques dont ils discutent, la « société civile » recouvre des phénomènes différents. Quelles sont les références de ceux qui invoquent la notion et de ceux qui la promeuvent ? À quel moment commencent-ils à en parler et à réfléchir aux buts et à l'importance de la « société civile » puisque des intellectuels appartenant à des générations différentes l'utilisent pour désigner des phénomènes apparus à des époques différentes. Qui sont les promoteurs de la « société civile », qui et comment s'attache à sa mise en pratique ? Quels sont les buts qu'ils se donnent effectivement en créant ces structures de la société civile ?

S'affirmant collectivement, formant des groupements⁵⁷⁰, des intellectuels se définissent comme « société civile » et revendiquent le droit à la parole au nom de la « société civile ». La « société civile » désigne dans bien de cas l'engagement intellectuel par le biais de la presse et une posture que des intellectuels surtout et des journalistes adoptent au début des années 1990 face au pouvoir en place : critiques du pouvoir mais aussi concurrents des politiques en place.

L'emploi fréquent de la notion de « société civile » et le fait de se revendiquer de la « société civile » au début des années 1990 doivent être rapportés à l'état de la politique telle qu'elle s'est définie sous le communisme et à sa perception après 1989. Le discrédit jeté sur la politique se traduit après 1989 par leur réticence à se faire ou à se reconnaître comme partie de l'espace politique après 1989⁵⁷¹ qui est fait l'équivalent de la politique telle qu'elle a été définie par le régime communiste.

⁵⁷⁰ Le Groupe pour le dialogue social (GDS) mais aussi la Société Timisoara. Un autre groupement réunissant des intellectuels mais qui ne prétend pas parler au nom de la « société civile », c'est la Société de demain.

⁵⁷¹ Marcel Gauchet, *L'Avènement de la démocratie*, 2 vol., Paris, Gallimard, 2007. L'auteur propose de réserver *le* politique à la désignation de l'essence politique des sociétés humaines, alors que *la* politique désigne la spécificité de la politique démocratique. Le problème étant pour le philosophe si tout *le* politique est absorbé dans *la* politique démocratique. Ces définitions nous semblent utiles pour rendre compte des manifestations diverses du politique notamment au début des années

Et même lorsqu'ils font partie de l'espace proprement politique au début des années 1990, car certains sont entrés en politique, ils veulent être situés par opposition à des politiques qu'on retrouve dans le camp des politiques installés au pouvoir en décembre 1989. Ils se situent eux-mêmes par opposition au champ politique recomposé après 1989 et ils tendent à être perçus ainsi même lorsqu'ils participent directement à cet espace (comme membres du Parti de l'Alliance civique). Certains (et non seulement des membres du GDS) sont devenus des politiques au nom de la « société civile ». La « société civile » reste même après leur entrée en politique⁵⁷², étiquette investie pour marquer leur appartenance au champ intellectuel. Cela leur permet de souligner que leur parole (en tant que prétendant à l'autorité du spécialiste du politique) ne devrait pas être confondue avec celle des politiques : qu'ils parlent avec l'autorité qui leur vient de leurs titres scolaires et de la reconnaissance qu'ils ont obtenue en tant que militants de la « société civile » et non pas du parti politique. Dans les années 1990, la « société civile » leur sert de justification et comme fondement pour des engagements successifs et même des engagements qui se concluent par leur entrée en politique⁵⁷³, afin de se donner et de conserver la légitimité qui leur est procurée par la manifestation du désintéressement quant à l'entrée en politique et plus largement à la politique, à des intérêts proprement politiques.

La « société civile » remplit ainsi une fonction pour le monde intellectuel témoignant des croyances propres au monde intellectuel⁵⁷⁴. Faire partie de la « société civile », se mobiliser au nom de la « société civile » pour jouer le jeu politique permet de garder l'autorité qui découle des positions qu'ils se sont faites immédiatement après 1989 comme militants de la société civile et intellectuels critiques du pouvoir en place en dépit du fait que certains y participent⁵⁷⁵.

Mais elle remplit aussi une fonction politique qui permet aux intellectuels de faire leur entrée en politique collectivement, en tant que parti politique, en se donnant ainsi les bases sociales pour leur représentativité. La « société civile » entre dans le vocabulaire des identités politiques dans une période où on proclame la « fin des idéologies » et on essaie de composer avec un dit « déficit d'idéologie⁵⁷⁶ ».

La « société civile », au nom de laquelle ils parlent, révèle et accomplit en un seul mot des stratégies de légitimation fonctionnant dans le champ intellectuel et dans le champ politique. Elles produisent des effets visant à mettre en accord des exigences propres au monde intellectuel – autonomie et désintérêt,

1990 en Roumanie : mouvements de rue, associations civiques à but politique comme l'Alliance civique, etc. Voir aussi Pierre Bourdieu, *Propos sur le champ politique*, introduction de Philippe Fritsch, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2000 (trad. en roumain, *Despre campul politic*, intro. Philippe Fritsch, trad. Camelia Runceanu, Iasi, Éditions de l'Université « Alexandru Ioan Cuza », coll. « Observatorul social [L'Observatoire social] », « Textes fondamentaux », 2012).

⁵⁷² Ainsi des membres du GDS (mais non seulement) sont entrés dans le champ politique en tant que militants de la « société civile », comme membres de l'Alliance civique et ensuite comme politiques, membres du Parti de l'Alliance civique.

⁵⁷³ Du « conseiller du prince » au membre d'une organisation politique la voie est plus rapide.

⁵⁷⁴ Frédérique Matonti, « Les “bricoleurs” ». Les cadres politiques de la raison historique : l'exemple de *La Nouvelle critique* », art. cit. ; Id., « La colombe et les mouches. Frédéric Joliot-Curie et le pacifisme des savants », *Politix*, 58, 2002, pp. 109-140.

⁵⁷⁵ Comment membres du gouvernement ou en occupant des postes dans l'administration centrale.

⁵⁷⁶ Andrei Cornea, *Masini de fabricat fantasma* [Machines à fabriquer des phantasmes], Clavis, p. 64.

priorité donnée aux compétences acquises dans un secteur spécifique du savoir – et leur implication en politique, comme intérêt pour le pouvoir en mettant à profit une autorité spécifique.

A. Les lieux de la vie intellectuelle (avant 1989)

Le GDS s'est constitué en tant qu'association civique en décembre 1989. Juridiquement, et donc officiellement, le « groupe » ne pourrait exister à la fin de 1989 sans l'existence d'une loi qui subsiste à l'époque communiste, au régime politique où la « société civile » est anéantie par l'État. La loi de 1924 n'est pas abrogée⁵⁷⁷ mais en réalité aucune vie associative n'est possible sauf à se faire encadrer par l'État. Et cependant des « écoles » ou des « cénacles », nés sur la base des intérêts intellectuels communs existent toujours. Ils rassemblent parfois des individus venant de disciplines différentes (des littéraires, des philosophes, etc.). Si ces collectifs ne sont pas officiellement institutionnalisés, s'ils n'entrent pas dans des cadres traditionnels comme entité collective, individuellement et parfois même en constituant des collectifs à buts scientifiques précis, leurs « membres » accèdent à l'espace public officiel. Ils n'évoluent pas hors de celui-là, car des ouvrages portant leur signature sont publiés. De plus, l'existence de ces cercles en marge de l'espace culturel traditionnel (mais non pas hors de celui-ci) permettait à ceux qui ne trouvaient plus de place dans des institutions culturelles « traditionnelles » (Union des écrivains, Université), affectées alors par un blocage dont les raisons étaient tout aussi politiques qu'économiques (et ne concernait pas seulement l'espace culturel), de faire leur entrée dans le monde intellectuel.

Mais ce ne sont pas des mouvements subversifs ou un espace clandestin ou une culture de contrebande, des idées à l'encontre d'une culture officielle circulant par le biais des canaux non-officiels, c'est-à-dire une contre-culture. Idée qu'on peut rencontrer dans bien d'études achevées ou en cours après 1989. Idée cependant démentie par certains intellectuels de la période communiste qui ont participé à ce débat⁵⁷⁸ ayant préoccupé surtout ceux qui disent ne pas avoir consenti aux idées véhiculées par le régime

⁵⁷⁷ Voir Marc De Bellet, « La 'société civile' roumaine des années 90. Un rapport ambigu au politique », art. cit. Selon cet auteur « en 1990, le gouvernement provisoire réinstaura dans l'urgence la loi de 1924 qui régissait la création des associations ». En fait, la loi (n° 21) de 1924 n'est pas abrogée durant la période communiste et elle n'est remplacée qu'en 2000 par une ordonnance de gouvernement (n° 26 du 30 janvier 2000). Dans l'article cité ci-dessus l'auteur tire de plus certaines conclusions en dépit de certaines contradictions que son propos contient : « Puis, jusqu'en 1996, les gouvernements successifs issus du FSN [Front du salut national] maintinrent ce status quo, révélateur du peu d'intérêt porté à ce secteur. Au lendemain des élections de 1996, qui virent l'opposition arriver au pouvoir, les attentes étaient grandes à cet égard. Pourtant, cette loi de l'entre-deux-guerres ne fut abrogée que plus de trois ans plus tard... » (p. 104).

⁵⁷⁸ Voir Adrian Marino, *Politica si cultura. Pentru o noua cultura romana* [Politique et culture. Pour une nouvelle culture roumaine], Iasi, Polirom, « Plural », 1996, pp. 28-29, 31 et 33 ; Liviu Antonesei, *Jurnal din anii ciumei : 1987-1989. Incercari de sociologie spontana* [Journal des années de la peste : 1987-1989. Tentatives de sociologie spontanée], Iasi, Polirom, 1995, 140. Voir sur le premier débat au sujet de la « résistance culturelle », Dan Pavel, « Al XVI-lea Congres anual al Academiei romano-americane de stiinta si arte » [Le XVI^{ème} congrès annuel de l'Académie roumaino-américaine de sciences et d'arts], 22, 28, le 19 juillet 1991. Voir aussi Dora Mezdrea, « Masa rotunda pe tema "Rezistenata culturala (literara si artistica) in Romania" » [Table ronde sur le thème de la 'Résistance culturelle (littéraire et artistique) en Roumanie], *Dreptatea*, 405, le 11 juillet 1991. Nous considérons intéressant le titre d'un livre écrit par un des membres fondateurs du GDS qui a été aussi le rédacteur en chef de la revue 22 dans sa première année d'existence : Stelian Tanase, *Acasa se vorbeste in soapta. Dosar si jurnal din anii tirzii ai dictaturii* [À la maison on parle à voix basse. Dossier et journal des années tardives de la dictature], Bucarest, Compania, 2002.

communiste, intellectuels surtout qui revendiquent l'appellation d'« anticomunistes » après 1989. Ces cercles ne sont préoccupés, dans leur grande majorité, que par des sujets proprement littéraires, philosophiques. Ce qui les intéresse dans ces cadres constitués en marge ou hors des institutions traditionnelles ne diffère point ou pas beaucoup de ce qu'ils font dans leurs postes qu'ils occupent dans des institutions traditionnelles et donc officielles, c'est-à-dire sous le contrôle du régime. Ces cadres de la vie intellectuelle en marge de ceux institués par l'État permettent, d'une part, l'intégration de nouveaux venus et, d'autre part, que des individus venus d'espaces différents (selon leur formation ou les institutions dont ils tiennent leur position) et appartenant à des générations différentes se réunissent.

B. Les lieux de la société civile et ses organisateurs (après 1989)

Des intellectuels « anticomunistes » n'ont pas toujours été des opposants au régime, des dissidents. Ils n'ont même pas été dans tous les cas de ceux qui ont manifesté d'une manière ou d'une autre leur désaccord quant à la politique du régime ou à la politique dans le domaine de la culture, aux décisions qui affectent le monde intellectuel. Des membres du GDS ou leurs collaborateurs qui font l'éloge de la « société civile » (dont certains sont recrutés ultérieurement dans le GDS) ne sont pas tous des membres de quelque autre association civique (à l'exception du GDS). Mais ils investissent le journalisme et traitent surtout de la politique et du monde intellectuel, de l'actualité et du passé récent. Sans être membres de quelque parti politique (toujours et surtout pas tous et cela même lorsqu'à certaines périodes ils sont nombreux à faire leur entrée en politique⁵⁷⁹), ils se réunissent en constituant le « Groupe » et avec leurs collaborateurs fidèles, formant des réseaux autour du GDS et de sa publication, ils tendent à parler comme s'il s'agissait d'une entité collective que le GDS aurait le pouvoir (légitimité, à savoir capital symbolique et moral, et ressources matérielles) de représenter. Des intellectuels, par la voix du GDS, semblent alors se constituer en une force concurrente au pouvoir politique. Début 1990 il ne semble pas seulement s'opposer au pouvoir en place mais aussi concurrencer des politiques. Le GDS tend à monopoliser la voix des « intellectuels », à parler comme si le « groupe » parlait au nom des « intellectuels ». Rappelons qu'il est le premier groupement à se constituer dans les milieux intellectuels en incluant des rares opposants au régime communiste, d'autres le suit⁵⁸⁰. Des intellectuels qui ne se sont pas connus avant 1989 vont se réunir au cours des événements de décembre ou peu de temps après la révolte contre le régime de Ceausescu et à laquelle une minorité des membres du GDS a participé. En 1990, plusieurs membres fondateurs du GDS participent à des

⁵⁷⁹ À partir de 1990 ils s'intéressent de manière constante et manifeste à la politique, espace traditionnellement occupé par l'État et les partis politiques, mais on peut indiquer deux périodes surtout lorsque des membres du GDS sont entrés en politique : entre 1990 et 1996 et à partir de 2004. Si entre 1990 et 1992, ils se préparent à faire leur entrée en politique comme politiques, entre 1996 et 2000, ils sont plus nombreux à occuper des postes politiques, à remplir des fonctions politiques au nom de leurs compétences, à valoriser le capital symbolique accumulé grâce à leurs titres et aux entreprises symboliques accomplies comme représentants d'une spécialité.

⁵⁸⁰ Mentionnons un autre groupement constitué par des intellectuels et qui semble avoir fait concurrence au GDS, se présentant comme « l'alternative » au GDS, la Société de demain.

mouvements de rue et ils encouragent et assistent à la naissance des syndicats. Dans les années suivantes, ils dirigent ou participent à des associations civiques et fondations, centres d'expertise et diverses structures censées enrichir voire renouveler la recherche en sciences humaines et sociales et encore plus particulièrement l'étude des phénomènes ou des « problèmes » politiques en lien avec l'ouverture de l'espace politique et le passage à un régime démocratique et à l'économie de marché.

L'affirmation collective semble l'emporter sur celle individuelle. Les prétentions exprimées sur le mode collectif prennent le devant face aux prétentions faites sur le mode individuel. L'appartenance au GDS profite à ceux qui sont entrés en politique car ils peuvent, tout en se situant parmi des politiques, garder leur identité intellectuelle, se présenter comme intellectuels et non pas comme politiques. Des politiques, dont certains sont eux-mêmes des intellectuels, les appellent par le terme d'« intellectuels » (au pluriel) en renforçant par cela l'image qu'ils revendiquent ensemble comme formant un espace à l'opposé du pouvoir politique installé après décembre 1989 alors même que certains d'entre eux sont entrés en politique et font partie de ce même pouvoir. Le GDS tend par cela, à la faveur de cette opposition qu'ils expriment et de sa reconnaissance par des politiques, à avoir le monopole de l'appellation d'« intellectuels ».

Des intellectuels du GDS, qui sont d'ailleurs plus nombreux à être cooptés en politique début 1990 que ceux qui acceptent à en faire partie effectivement, se dirigent vers des activités spécifiques dans des institutions de la société civile. Lorsque certains, forts ou se sentant forts d'un capital obtenu avant 1989 ou profitant de la notoriété qu'ils sentent avoir conquise les mois qui suivent la chute du régime, se présentent en prétendants au statut du politique, ils le font au nom de cette autorité que des intellectuels semblent avoir conquise dans l'espace public à travers les médias dans un contexte particulier (1990), toujours en se regroupant, sans revendiquer cependant une identité définie politiquement⁵⁸¹.

On ne peut ignorer qu'ils se situent dans la lignée des mouvements dissidents ni qu'ils reçoivent de l'aide de l'Occident ce qui contribue à mettre en pratique la « société civile ». Parler au nom de la « société civile », s'ériger en porte-parole de celle-là (notons que le terme d'opinion n'est que très rarement caractérisée de « publique ») se justifie par le fait qu'ils ont créé une association civique, le GDS, qui survit en large partie et pour une bonne période de l'argent qu'elle obtient des tirages très importants vendus au début des années 1990. Mais aussi par le fait que parmi eux plusieurs vont s'installer dans des structures de la société civile et dans certains cas ils vont eux-mêmes les créer au début des années 1990. Celles-ci recevront dans les années 1990 surtout le soutien de la « société civile » de l'étranger⁵⁸².

⁵⁸¹ Des journalistes de l'après 1989 et des auteurs de la période communiste forment des « liste[s] des indépendants » (trois) pour participer aux premières élections (du 20 mai 1990). Voir *infra*, chapitre 6.

⁵⁸² Et nous parlons ici en premier lieu de la Fondation Open Society. Mais aussi d'autres fondations étrangères, notamment américaines, telle National Endowment of Democracy.

Des professions littéraires (intellectuels de formation philosophes, mais aussi des sociologues) ou artistiques avec des professions techniques liées aux arts (metteurs en scène, ingénieurs de son, etc.) comme celles libérales (avocats ou, plus généralement, des juristes) s'organisent de telle façon au début des années 1990 pour que des représentants de celles-là puissent appartenir à la « société civile »⁵⁸³. C'est par la « société civile » ou en passant par celle-là (dans des structures à vocation civique qui produisent de l'expertise) que certains membres fondateurs du GDS et/ou membres de la rédaction de 22 réussissent leur spécialisation dans le domaine politique (« sciences politiques ») qui les ouvre les portes pour leur intégration dans une nouvelle discipline (changeant de discipline, de domaine ou/et renonçant à la littérature) ou/et leur entrée en politique.

Les relations que la société civile roumaine, ici le GDS, établit avec des structures de la société civile de l'étranger constituent son pouvoir face au pouvoir de ceux qui habitent des institutions spécifiques de l'État⁵⁸⁴. Non pas que des institutions de l'État ne pourront recevoir du soutien de la part des organismes de la société civile de l'étranger. Mais elles ne pourront pas prétendre la représenter. Par contre des intellectuels, créateurs ou dirigeants des institutions de la société civile, qui habitent des institutions étatiques spécifiques peuvent s'ériger en porte-parole de la « société civile ».

La « société civile » des intellectuels, misant sur ses rapports avec des structures de la société civile internationale par opposition aux structures étatiques, dévoile sa faiblesse lorsque des structures participant à la « société civile » vont se diriger vers l'État (durant la seconde moitié des années 2000 et surtout vers la fin de la décennie). Dépendante des structures de la société civile internationale surtout, lorsque ces dernières orientent des fonds non plus vers un pays considéré « sorti » de la « transition », se préparant ou prête⁵⁸⁵ à s'intégrer à l'Union européenne, elle s'en trouve affaiblie.

Profitant des positions que des membres du GDS occupent et de la notoriété obtenue par plusieurs d'entre eux, faisant usage aussi ou surtout des relations qu'ils ont entretenues et qu'ils établissent avec des politiques de l'après 1989, donnant aussi leur soutien aux politiques en place, des structures de la « société civile » dirigées par des membres du GDS reçoivent du soutien de l'État. À partir de la fin des années 2000

⁵⁸³ Dans des structures qui fonctionnent sous la tutelle du GDS, dans d'autres structures initiées par des intellectuels, animés par des collectifs rassemblent des militants, des experts ou/et des politiques. Juridiquement, ce sont des associations civiques ou des fondations.

⁵⁸⁴ Les rapports qui se sont établis entre des structures de la société civile ici représentées par des institutions (cadres plus ou moins faiblement institutionnalisés) créées par des membres du GDS et la société civile internationale (diverses fondations étrangères) se révèlent dans les références étrangères et les approches empruntées dans les études portant la signature des auteurs d'études politiques, membres du GDS.

⁵⁸⁵ Les premiers à déplorer la faiblesse des structures de la société civile animées ou habitées par des intellectuels sont des responsables des périodiques. La presse intellectuelle est la première instance à s'en trouver affectée face à cet abandon par des fondations étrangères du terrain culturel roumain. « Premier pays d'Europe centrale à avoir établi des relations contractuelles avec l'Union européenne (accord d'association en 1993, dépôt de candidature en 1995), la Roumanie est devenue membre de l'Union européenne le 1er janvier 2007. » (<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/roumanie/l-union-europeenne-et-la-roumanie/>, consulté le 12 septembre 2016).

surtout, l'État devient partenaire dans la mise en place des programmes, des événements scientifiques, etc., de ces structures à leurs origines construites sur l'idéologie de l'indépendance par rapport à l'État⁵⁸⁶.

C. La notion de « société civile » dans l'espace des discours autorisés sur la politique et ses concepteurs et théoriciens

Le terme de « société civile » est largement invoqué par des intellectuels tout comme par des médias à partir de 1990⁵⁸⁷. Plusieurs membres du GDS participent à mettre en œuvre la « société civile »⁵⁸⁸. Mais à la différence des médias, ils ne produisent pas que des discours au nom de la « société civile » (notamment dans la presse intellectuelle), qui l'invoquent pour créer les apparences d'un discours qui prend appui sur son public, certains intellectuels du GDS se sont consacrés à l'étude de celle-là. Leurs discours parlent de ses vertus et prônent son développement. Dans leurs ouvrages il est difficile de distinguer s'ils parlent de ce que devrait être la société civile ou de ce que pourrait être celle-là en Roumanie ou de ce qu'elle désigne dans les faits. Plus que des réalités qu'elle recouvre ils parlent des vertus de la « société civile ».

S'ils ne sont toutefois pas des auteurs d'études sur la société civile, par l'autorité qui découle de leur titre surtout et des positions qu'ils ont créées et qu'ils occupent (par exemple, sociologues des médias et de l'opinion publique et créateurs d'instituts de sondages d'opinion), ils instituent l'existence de la « société civile » (avant 1989, dans l'entre-deux-guerres, etc.) et disent en quoi consiste la « société civile » (de quoi elle est faite et où est-elle placée après 1989).

Se dire « société civile » et parler au nom de celle-là renvoient aux idées circulant à l'étranger sur le rôle de la société civile et aux revendications de la dissidence des autres pays communistes (Pologne surtout, pays auquel ils font le plus référence dans 22 durant l'année 1990)⁵⁸⁹.

La « société civile » semble préoccuper quelque temps avant décembre 1989 certains auteurs de la dernière période communiste car le terme apparaît aussi comme sujet intervenant dans des discussions entre des représentants des générations différentes. Les mouvements dissidents dans les pays communistes de l'Europe centrale et la lecture des ouvrages spécialisés en matière de politique, à savoir des ouvrages des dissidents surtout et des références classiques de la pensée politique (Tocqueville), semblent être à l'origine de leur préoccupation pour la « société civile » avant la société civile. La « société civile » est un sujet qui

⁵⁸⁶ D'autres « fondations » étrangères qui accordent leur soutien, à partir de la fin des années 1990, à des institutions spécifiques de Roumanie sont des structures politiques de l'étranger. Elles peuvent aussi bien accorder des aides financières à des structures politiques roumaines qui sont censées fonder en savoir l'action politique, dont le rôle serait celui de produire et de diffuser l'idéologie au bénéfice des acteurs politiques mais aussi à des institutions étatiques spécifiques de tout type : instituts de recherche fonctionnant sous la tutelle des institutions politiques du domaine de la culture mais aussi l'Université.

⁵⁸⁷ Fin des années 2000 et début de la seconde décennie du troisième millénaire, l'« opinion publique » semble se substituer à la « société civile ». Dans bien d'occasions, ils apparaissent dans les médias (journalistes ou les dits « analystes » de l'actualité politique) comme interchangeable. On ne comprend pas toujours ce que ces termes, tels qu'ils sont employés dans les médias, désignent ou ce qu'on veut nommer par ces termes : formes associatives qui sont attentives à l'actualité politique et qui se donnent comme but de surveiller sur la sphère politique, les médias ou les citoyens (la société en entier).

⁵⁸⁸ Comme nous l'avons déjà noté et comme nous le montrerons dans la deuxième et la troisième partie.

⁵⁸⁹ Voir deuxième partie.

préoccupe de jeunes auteurs de la période communiste et de jeunes prétendants au statut d'intellectuel (et membres du PCR) en 1989. C'est sous l'influence de ces derniers (dans un premier temps, sous le communisme), et sous l'emprise de cette notion dans le champ intellectuel mais aussi dans le champ politique (après 1989), qu'elle sera utilisée aussi par ceux qui appartiennent à la génération formée dans l'entre-deux-guerres, pour parler précisément de la vie intellectuelle dans cette période-là. Des aînés apposent, sous l'influence des jeunes ou sous l'influence de cet intérêt récent pour la « société civile » à l'étranger, le terme en parlant des périodes moins récentes (l'entre-deux-guerres) où cette préoccupation n'existait pas toutefois. Or ce qu'ils appellent la « société civile » dans la Roumanie de l'entre-deux-guerres est plutôt un espace de débats et de discours, qui concerne encore un public restreint car composé de membres des professions littéraires et libérales⁵⁹⁰, et des formes de sociabilité.

Jeunes surtout mais aussi moins jeunes, ils travaillent à consacrer après 1989, chacun à sa manière (en pratique et en théorie ou les deux), l'idée selon laquelle au bon fonctionnement d'un régime démocratique, il est indispensable l'existence d'une société civile.

Si la convocation de la « société civile » par des aînés (formés dans l'entre-deux-guerres) est soumise à l'influence des plus jeunes auteurs de la période communiste et aux dernières évolutions politiques, elle peut être liée aussi à leur regard enchanté sur la Roumanie de l'entre-deux-guerres, qui ne met pas en doute le bon fonctionnement de la démocratie. Vision à laquelle vont adhérer nombre d'intellectuels, mais surtout ceux qui côtoient des membres de l'élite culturelle de l'entre-deux-guerres ou leurs héritiers, plus proches, semble-t-il, des milieux littéraires.

Que l'on souligne son rôle dans le développement économique ou son rôle dans l'éducation civique, parfois les deux, la constitution d'une société civile serait indispensable à la démocratie, selon de jeunes intellectuels de la dernière période communiste (nés dans les années 1950). La notion est investie dans des ouvrages portant la signature des philosophes ou sociologues formés avant 1989, qui débute dans une carrière intellectuelle dans la seconde moitié des années 1970 ou dans les années 1980. La « société civile » apparaît aussi dans le discours des intellectuels de l'après 1989 (nés dans les années 1950) qui travaillent à mesurer et à connaître les publics des opinions et l'« opinion publique », spécialistes des sondages d'opinion.

Dans des discours médiatiques ou dans des discussions plus approfondies, ceux qui se distinguent parmi des intellectuels par l'intérêt porté à la notion de « société civile » ont en commun le fait d'avoir été une fois, pour une certaine période, aussi des rédacteurs des publications intellectuelles ou qu'ils se sont

⁵⁹⁰ Dans l'acception d'un intellectuel formé dans l'entre-deux-guerres, cet espace semble tenir plutôt du domaine du privé ou entre celui-là et le domaine régi par l'État (cf. Alexandru Paleologu, Stelian Tanase, *Sfidarea memoriei (aprilie 1988-octombrie 1989)* [Le Défi de la mémoire (avril 1988-octobre 1989)], Bucarest, Du Style, 1995 ; 3^e édition, Cluj, Dacia, 2002.

intéressés de près aux médias : en tant que spécialistes des médias après 1989 ou pratiquant le journalisme d'opinion ou/et spécialisé (avant ou/et après 1989).

Appliquée à la période communiste, la notion de « société civile » veut désigner la capacité ou plutôt la disponibilité de ceux qui, après 1989, seront appelés ou s'auto-désignent comme des intellectuels : des écrivains ou des essayistes notamment, qui se sont réunis dans des cercles restreints pour discuter. Mais plus souvent encore, ce sont les événements de 1989 qui sont expliqués par le rôle de la « société civile ».

L'usage que des auteurs du GDS (membres fondateurs et membres cooptés) font de la « société civile », dans leurs textes journalistiques et autres discours publics, va plus loin que leurs seules activités comme représentants de la « société civile ». Membres d'une association civique, parfois participants à une autre (l'Alliance civique) qui vise la mobilisation d'une plus large partie de la société pour asseoir leur influence sur et dans l'espace politique, leur mobilisation au nom de la « société civile » aboutit dans certains cas à leur entrée dans le champ politique. Ils se font des porte-parole de la société civile. Ils font l'apologie de la société civile en parlant surtout de leurs initiatives dans le champ de production culturelle et du rôle des intellectuels. Ils sont des théoriciens de la société civile⁵⁹¹ et travaillent dans le même temps à faire surgir la société civile, certains au moins et surtout au début des années 1990.

Or si on veut s'intéresser à la « société civile » des intellectuels, d'une part, à celle qu'on retrouve dans leurs discours, textes à visée scientifique et journalisme, et d'une autre, à celle qu'ils ont mis en pratique, des structures qu'ils ont contribué à faire naître comme entités relevant d'un espace qui se construit hors de l'État, il faut explorer la fonction pour des intellectuels de la « société civile » qu'ils invoquent, qu'ils construisent dans les discours et parfois dans les faits.

Nous montrerons que dans la pratique la « société civile » telle qu'elle se construit et se présente par le biais des initiatives de la part de ces intellectuels, ne signifie pas toujours un espace qui se construit contre l'État⁵⁹² et en aucun cas hors de la logique économique. D'autant plus, que certains de ces promoteurs

⁵⁹¹ Pour ne citer que des plus notoires intellectuels, qui se sont fait connaître non seulement par leurs engagements mais aussi par leurs livres qui traitent de la société civile roumaine : Stelian Tanase, *Revolutia ca esec. Elite & societate* [La révolution comme échec. Élite & société], Iasi, Polirom, 1996 ; Vladimir Tismaneanu, *Reinventarea politicului. Europa Rasariteana de la Stalin la Havel* [Réinvention du politique. Europe orientale de Staline à Havel], op. cit. ; Id., *Stalinim pentru eternitate. O istorie politica a comunismului romanesc* [Stalinisme pour l'éternité. Une histoire politique du communisme roumain], postface Mircea Mihaies, trad. en roumain Cristina Petrescu, Dragoș Petrescu, Iasi, Polirom, 2005, pp. 274-277. Voir aussi Romulus Brâncoveanu, « Ultimele zile ale societății civile » [Les derniers jours de la société civile], in Adrian-Paul Iliescu, *Mentalitati si institutii. Carente de mentalitate si inapoiere institutionala in Romania moderna* [Mentalités et institutions. Carences de mentalité et retard institutionnel en Roumanie moderne], Bucarest, Ars Docendi, 2002, pp. 381-389. Il faudrait aussi citer des auteurs moins connus comme les sociologues Calin Anastasiu et Alin Teodorescu. Calin Anastasiu signe la recension du livre de Jean L. Cohen et Andrew Arato, *Society and Political Theory*, op. cit. dans le premier numéro de la « revue de « sciences politiques », *Polis* (1994), dont il est le responsable. Sur tous ces textes nous reviendrons pour discuter plus ou moins en détail en fonction de la position et des activités menées en lien avec le GDS (dans la 1^{ère} partie et notamment dans la 3^e partie).

⁵⁹² Nous retrouvons ici la conclusion d'Elisabetta Bucolo et Jean-Louis Laville, « Capital social et économie solidaire », in Antoine Bevort, Michel Lallement (dir.), *Le capital social. Performance, équité et réciprocité*, op. cit., p. 275, selon laquelle : « actions associative et publique ne sauraient être considérées indépendamment ; à l'inverse des rhétoriques se prévalant de la société civile contre l'État, l'histoire comme l'actualité montrent les interdépendances constantes entre ces deux modalités de l'action publique ».

de la « société civile » seront dans le même temps des hommes politiques tout en restant des tenants de la « société civile ». Et ils le seront toujours des prêcheurs de la « société civile », même lorsqu'ils se situent dans la proximité des politiques, en acceptant ou en attendant d'occuper des postes politiques. Société civile et société politique sont d'ailleurs étroitement liées en réalité, puisque leurs représentants se recrutent du GDS, ils se connaissent et ils collaborent, mais aussi parfois dans les représentations intellectuelles⁵⁹³.

III. « Espace public »

La « société civile » est une catégorie politique, à la différence de celle d'« espace public » qui n'apparaît que rarement et plus récemment dans le discours des intellectuels, encore plus rarement dans celui des politiques. Alors que l'« opinion publique » est plus investie par les politiques et les médias que par des intellectuels dont certains mettent en question la notion en se demandant qui pourrait décider qui forme l'« opinion publique » ou de quel pouvoir on peut parler dans le cas de ceux qui, par les médias, sont présentés comme formateurs d'opinion⁵⁹⁴.

Quoique des intellectuels du GDS soient des lecteurs de Hannah Arendt et les analyses de Hannah Arendt au sujet du totalitarisme soient des références incontournables pour des intellectuels du GDS⁵⁹⁵ qui sont des spécialistes du politique, des membres du GDS, à une seule exception, n'invoquent ni utilisent la notion d'espace public. Alors que Jürgen Habermas est cité par des intellectuels se présentant comme représentants de la « gauche intellectuelle » (dans certains de leurs ouvrages et au cours de l'enquête, à la fin des années 2000). Mais la notion d'« espace public » n'apparaît ni dans leurs ouvrages ni dans leurs autres discours.

La notion d'« espace public » prend de l'importance progressivement en Roumanie, plus précisément durant la seconde moitié des années 2000, mais c'est dans sa dimension géographique et dans celle historique et artistique qu'elle sera faite objet par des scientifiques et des universitaires, par des responsables d'institutions culturelles ou par des intellectuels occupant des postes politiques.

L'espace public n'est abordé dans sa dimension politique qu'à la fin des années 2000. Mais la notion d'« espace public » apparaît surtout lorsqu'on parle de l'espace culturel national, dans les textes qui traitent des actes d'intellectuels, pris en négatif, dans les discours critiques des engagements intellectuels ou en vue d'une analyse pour mettre en évidence des abus. C'est le premier usage qu'on fait de l'« espace public ». La notion apparaît dans un premier temps dans des analyses critiques au sujet de la presse et des institutions

⁵⁹³ Un de nos interlocuteurs nous dessine effectivement la place occupée par la société civile et ses relations avec la société politique. Selon notre interlocuteur il s'agirait des cercles concentriques où celui représentant l'espace politique est inclus dans celui représenté par la « société civile ». Notre interlocuteur crée et dirige (jusqu'en 2014) une « revue de sciences politiques » dont le titre est évocateur : *Sfera politiciii* [la Sphère de la politique].

⁵⁹⁴ Au moins dans les discussions.

⁵⁹⁵ Auteure traduite pour la première fois en Roumanie chez Humanitas, maison d'édition créée en 1990 et dirigée par un des membres fondateurs du GDS, philosophe consacré avant 1989.

productrices de discours, à visée culturelle ou politique, qui construisent les opinions, qui participent à la construction d'une « vision du monde » collective à l'échelle de la société.

La notion apparaît comme préoccupation parmi des politistes de l'après 1989 – intéressés aux études des relations internationales qu'ils inscrivent comme spécialité en sciences politiques –, en lien avec la construction européenne. La notion apparaît aussi dans des discours de ceux qui, attachés à la cause de l'Église orthodoxe, veulent influencer sur la vie politique : définir des politiques qui revendiquent une identité « de droite ». Ce sont toujours des auteurs qui inscrivent leurs écrits à visée scientifique dans les études politiques et s'intéressent aux structures européennes et à la politique étrangère. L'emploi du terme d'« espace public » convoqué dans sa dimension politique par ces derniers pourrait être expliqué, si on ignore d'autres données de la vie intellectuelle comme l'affaiblissement du pouvoir de la presse écrite et l'attrait exercé par les médias électroniques et les nouvelles technologies de la communication aussi dans les milieux intellectuels, par le fait que l'Église orthodoxe et des « intellectuels orthodoxes » récusent toute tentative de définir sa place parmi des instances de la société civile⁵⁹⁶. Une notion comme celle de « société civile » est donc non seulement non-intéressante pour ces intellectuels-là dans les années 2000 mais elle ne saurait servir à leurs propos qui doivent précisément contrecarrer toute critique au sujet du lien entre Église et État, critiques faisant surtout mention au budget destiné aux églises et surtout à l'Église orthodoxe, majoritaire en Roumanie.

Chronologiquement donc, la notion d'« espace public » ne prend de l'importance que beaucoup plus tard dans l'après 1989. Les sources de ceux qui en discutent sont principalement l'espace public comme espace discursif et en mettant l'accent sur sa dimension politique, en se rapportant à R. Koselleck et à J. Habermas et presque jamais ou bien rarement à H. Arendt (alors que cette référence est celle des auteurs qui traitent du totalitarisme).

IV. « Intellectuels critiques », « intellectuels publics »

Au cours de l'enquête certains intellectuels critiques du GDS déplorent l'appropriation abusive de ce terme voire la confiscation de ce terme par des intellectuels du GDS et plus généralement des intellectuels anticomunistes de la période postcommuniste. Le terme d'intellectuel apparaît dans 22 dès son premier numéro, dans la « Déclaration de constitution du Groupe pour le dialogue social », utilisé dans son sens sociologique, regroupant sous ce terme ceux dont l'exercice de la raison fait la spécificité de leurs activités, et non pas comme catégorie politique. Mais il est employé aussi dans ce dernier sens, et apparaît dans ce même numéro (le premier de 22), dans un texte rédigé en réponse d'un membre fondateur du GDS à un

⁵⁹⁶ De telles tentatives bien rares n'aboutissent qu'à une mobilisation autour du rôle et de l'importance de l'Église orthodoxe dans la définition de l'identité nationale (comme, par exemple, les discours des politiques et des intellectuels-médiatiques incités par une proposition parlementaire en 2013 venant d'un jeune politique).

autre intellectuel de la période communiste⁵⁹⁷. Au tout début de l'année 1990 lorsque des membres du GDS seront traités d'« intellectuels » par des professionnels de la politique communiste⁵⁹⁸, un membre fondateur du GDS, formé dans l'entre-deux-guerres ne rejette pas cette appellation, mais refuse une appropriation exclusive. Comme à cette date-là des « intellectuels », plus précisément le GDS comme autres membres des professions littéraires se situent en opposition aux politiques, le refus d'un monopole de l'utilisation de cette appellation pourrait être interprété comme un refus de se voir contraindre à des tâches dont l'activité politique proprement dite serait exclue⁵⁹⁹. Ce qui semblait être approprié exclusivement en 1990, selon l'opinion de leurs concurrents situés dans un autre camp, à savoir leur appellation par ce terme par des intellectuels communistes (ayant fait partie de la classe dirigeante pendant la période communiste), est devenue une catégorie investie dans les luttes politiques leur permettant d'apparaître, indifféremment de leurs rapports à la politique (même en devenant des « experts » pour des politiques), comme situés à distance sinon en opposition au pouvoir politique. Le terme d'« intellectuel » semble dans ce cas concurrencer celui de « société civile ». Cela jusqu'à ce que ce dernier terme ne pouvait plus être associé toujours et seulement à des intellectuels⁶⁰⁰ et jusqu'à ce que les intellectuels sont plus associés à l'espace des médias qu'à la « société civile ». Le terme d'« intellectuel » est employé par la suite de manière fréquente comme catégorie à part et en opposition aux politiques. Et, de manière paradoxale, lorsque des intellectuels du GDS sont des tenants de l'ordre social et politique, notamment à partir de 2005, le terme d'« intellectuel critique » fait son apparition. Ce terme est utilisé abondamment par ceux dont nous traitons ici surtout lorsqu'ils se confrontent à des critiques quant à leur proximité avec le pouvoir en place. Ils prétendent avoir gardé leur autonomie tout en cherchant la reconnaissance des politiques, en tant qu'experts et conseillers du pouvoir politique, fonctions occupées par plusieurs membres du GDS, ou en reconnaissant à certains politiques leur pouvoir de les représenter et de répondre à leurs attentes. L'utilisation de ce syntagme est d'une certaine manière leur mode de dénier leur rapprochement du pouvoir rappelant par cela le rôle qu'ils ont prétendu et la posture qu'ils ont le plus souvent adoptée au début des années 1990. Ils s'expriment en mettant en relief ce qu'ils ont prétendu avec succès initialement (pouvoir de critiquer le pouvoir et force tirée du regroupement), leur mode d'affirmation initial (du Groupe ou d'une large partie de ses membres). L'utilisation de ce terme, qui nous indique un abus langagier, permet de tirer profit de ce qu'on a pu acquérir au moment de l'apparition du GDS, lorsqu'on s'est construit l'image d'un groupe contestataire des politiques du début des années 1990⁶⁰¹. Ils s'essayaient de garder le pouvoir symbolique accumulé au moins

⁵⁹⁷ Alexandru Paleologu signant sa réponse à l'intervention de Gheorghe Maurer à la télévision publique 22, 1, le 20 janvier 1990. Gheorghe Maurer a été un premier ministre entre 1961 et 1974 et membre de l'Académie roumaine, élu en 1955.

⁵⁹⁸ Et qui sont à leur tour considérés par des intellectuels revendiquant une identité de gauche, se disant représentants de la « gauche culturelle », comme des « intellectuel[s] » (Discussion informelle avec Vasile Morar, Bucarest, janvier 2009).

⁵⁹⁹ Notons qu'au sein du GDS certains vont soutenir l'idée de s'organiser en parti politique, alors que la majorité va opter pour la société civile.

⁶⁰⁰ Voir notre chapitre liminaire où nous traitons des usages des termes de « société civile » et d'« espace public ».

⁶⁰¹ Même lorsque le GDS avait dans sa composition des membres du gouvernement.

par plusieurs membres du GDS dans leur posture d'« intellectuels critiques de l'ordre ». Notamment les cinq dernières années (à partir de la fin des années 2000) on observe la récurrence massive du terme d'« intellectuel » dans la presse et/ou dans les discours médiatisés (par la télévision, par la radio et espaces virtuels) des politiques ainsi que des intellectuels. Le terme est employé sans distinction pour désigner des producteurs de divers textes qui ont acquis une certaine notoriété de par leurs écrits et/ou par le fait de se rapprocher de certains intellectuels consacrés dans la période communiste (le fait d'intégrer une rédaction, en parlant au nom d'un « groupe », fiction autoréférentielle).

Dans le même temps on voit s'accroître la tendance à l'utilisation de ce terme par des politiques qui en se présentant aussi en tant qu'« intellectuels » veulent tirer profit des titres qu'ils ont acquis, dans la plupart de cas, récemment (le fait d'intégrer l'université comme enseignants notamment dans les facultés de droit mais aussi dans celles consacrées aux sciences politiques). Et il est souvent question de politiques qui intègrent l'université après avoir fait leur entrée en politique. L'utilisation d'un autre syntagme, celui d'« intellectuels publics », est le fait des politistes consacrés aux États-Unis⁶⁰². L'utilisation est de date plus récente et le syntagme est plus rarement utilisé, par rapport à celui d'« intellectuels critiques », mais semble attirer aussi d'autres intellectuels, comme par exemple ceux qui critiquent le GDS ou certains intellectuels du GDS. Les deux syntagmes véhiculés par des membres du GDS peuvent circuler ensemble, les deux pouvant être utilisés dans le même texte.

V. La notion de « politisation »

Il nous semble important aussi de préciser le sens que prend le terme de « politisation » étant donné ses formes apparues après 1989 et le sens qu'on donne à l'autonomie des espaces occupés par des intellectuels. Contre certaines opinions venant de jeunes chercheurs qui ont fait ou poursuivi leurs études à l'étranger et qui traitent du communisme dans leurs recherches, mais aussi d'autres, comme cela ressort des discussions eues avec certains d'entre eux⁶⁰³, il faut souligner que la politisation des sous-champs spécifiques du champ de production culturelle ne veut pas dire toujours qu'il s'agit d'un champ dont le degré d'autonomie tend à zéro ou, autrement, que la politisation est toujours égale à ou va de pair avec l'hétéronomie. Si cela peut s'appliquer certainement pour certaines périodes, et non seulement pour la période communiste, cela ne veut pas dire qu'on peut appliquer un schéma si simpliste indifféremment des contextes dont on traite. Les rapports qu'entretient le champ intellectuel avec d'autres champs, notamment politique, mais aussi économique, dans un contexte précis, comme celui du début des années 1990, c'est-

⁶⁰² Vladimir Tismaneanu emploie ce terme souvent. C'est celui-ci des membres du GDS, cooptés récemment, qui semble l'avoir introduit en Roumanie après 1989.

⁶⁰³ Ces opinions peuvent être rapprochées de celles qui sont venues de la part de certains de nos interlocuteurs, des intellectuels du GDS, et qui traduisent l'engagement par le seul engagement au service d'un parti. Et ces considérations pas seulement véhiculées, d'après nos observations, par ceux qui refusent l'intervention publique pour des questions qui traitent de la morale ou de l'idéologie.

à-dire la forte politisation du champ de production culturelle, ne peuvent pas être traités comme s'il s'agit des rapports avec le champ politique plus récemment, dans un autre contexte, à la fin des années 2000. Lorsqu'un champ s'autonomise, le champ intellectuel se recompose et d'autres champs spécifiques naissent ou tendent eux aussi à s'autonomiser (comme celui des sciences sociales), le recours à la politique dans toutes ces formes, plus largement la politisation du champ de production culturelle doit être lue au regard des conditions politiques, économiques et relevant de l'espace des institutions culturelles et des conditionnements divers selon les périodes, les contextes. Somme toute, à défaut de prendre en compte la conjoncture politique et intellectuelle, on risque de traiter la politisation comme s'il s'agit toujours de moins d'autonomie ou d'une politisation qui ne serait que le résultat des contraintes et signe des dépendances⁶⁰⁴.

Au début des années 1990 le champ politique est ouvert à ceux qui ne possèdent pas un capital politique proprement dit. Et des champs spécifiques, qui durant les années 1980, n'ont pas accueilli des impétrants, se sont rouverts. Ainsi l'espace des possibilités devient très large pour ceux qui jouissent d'un certain prestige, et pour ceux qui possèdent un capital social dans un champ spécifique, selon la reconnaissance obtenue et la notoriété acquise : les places restent à faire dans le champ de production culturelle, des places peuvent être faites, dans certaines conditions, aussi dans le champ politique. Intellectuels déjà consacrés mais aussi ceux qui ont fait leur entrée dans le monde intellectuel dans les années 1970 et 1980 peuvent intervenir de diverses manières dans l'espace politique, contribuer ou participer à la configuration d'un champ politique, à l'émergence des forces politiques et se consacrer à de nouvelles activités, conquérir ou créer de nouvelles places dans un champ spécifique et dans le champ intellectuel.

Si des intellectuels (du GDS) n'acceptent pas le jeu politique après 1989, rejet de la politique⁶⁰⁵ par suite de l'association de la politique à l'ancien régime, aux régimes communistes en général, qui avait entraîné une certaine dépolitisation, absence d'une culture proprement politique⁶⁰⁶, c'est qu'ils peuvent tirer profit du capital symbolique accumulé avant 1989. Ils peuvent ainsi se présenter en concurrents des politiques par un engagement proprement intellectuel, au nom du capital associé à leur nom, mais dans le même temps ou dans une large mesure en prenant appui sur le cumul des capitaux réalisé par le Groupe et en se donnant les moyens par la création d'une tribune médiatique, et non seulement le GDS, aussi des journalistes.

⁶⁰⁴ Traitant de l'émergence du champ littéraire en France seconde moitié du XIX^e siècle, Pierre Bourdieu note que « comme les voies de la domination, les voies de l'autonomie sont complexes, sinon impénétrables. Et les luttes au sein du champ politique [...] peuvent servir indirectement les intérêts des écrivains les plus soucieux de leur indépendance littéraire » (Pierre Bourdieu, *Les Règles de l'art*, op. cit., p. 81).

⁶⁰⁵ Pierre Bourdieu, *Propos sur le champ politique*, op. cit.

⁶⁰⁶ Il ne s'agit pas seulement de l'absence des connaissances pratiques qui résultent de l'expérience et qui serait le bénéfice de ceux qui sont issus de la classe politique communiste mais aussi des savoirs intellectuels dont l'absence est imputée aussi au régime. Cf. Gabriel Liiceanu, *Apel catre lichele* [1992], 3^e édition revue, Humanitas, 2005.

Dans un mouvement d'autonomisation, d'obtenir un plus de pouvoir, ils vont se créer leurs propres espaces, des instances propres qui vont concurrencer les anciennes. Des intellectuels vont se rapprocher des politiques, ils les courtisent même sans accepter pourtant d'être affiliés à ces derniers. La posture adoptée par bon nombre d'entre eux, le refus de la politique ou l'apolitisme, ne peut pas être dissociée de la nouvelle situation des intellectuels, de l'espace des possibilités comme du succès de la presse d'opinion au début des années 1990. Après une assez longue période de blocage des institutions culturelles traditionnelles, ils peuvent non seulement y faire leur entrée (dans l'Union des écrivains ou à l'université) mais aussi en créer d'autres. L'intérêt qu'ils suscitent à l'étranger, l'intérêt qu'on leur porte, le soutien que le premier et le plus notoire groupement composé d'intellectuels recevra de l'étranger contribueront au développement de nouvelles ou anciennes activités dans de nouveaux cadres (dont certains participent de la nouvelle société civile). S'affirmant comme « intellectuels », munis d'une autorité qui a comme source le prestige obtenu en tant qu'auteur ou de leurs titres et plus rarement à base d'un capital moral accumulé sous le communisme, devant ces nouvelles possibilités, ils auront, dans certains cas, le choix entre renforcer leur position comme intellectuel ou accepter de participer à la politique, comme politique. Notons que certains accepteront de faire partie du monde politique. L'entrée en politique de certains entraînera la cooptation de certains autres (secrétaires d'État, directeurs de département dans le gouvernement ou dirigeant des commissions). Individuellement, certains font leur entrée en politique en 1990, collectivement l'engagement les présente comme « intellectuel[s] critique[s] » du pouvoir.

Révéléateur du pouvoir qui est le leur et de la place occupée par les intellectuels dans des conjonctures différentes et leur perception de ce pouvoir est la manière de se rapporter à l'autorité, au pouvoir en place et de recevoir le soutien des politiques. Si au début de 1990 le soutien donné à des intellectuels (lors de l'institutionnalisation du GDS), quand ce n'est fait à la faveur de l'insertion des intellectuels au sein de la classe politique postcommuniste⁶⁰⁷, est interprété comme stratégie de la part des politiques ayant comme but de les tenir à l'écart de la politique⁶⁰⁸, vers la fin des années 2000, des intellectuels font appel à l'autorité politique en vue d'obtenir son soutien⁶⁰⁹.

Plutôt que d'accepter la subordination à des forces politiques, de se mettre au service des forces politiques du début des années 1990, ils vont en créer d'autres. La politisation atteint le degré maximum

⁶⁰⁷ Certains membres du GDS semblent accepter mieux le soutien venant des intellectuels entrés en politique se situant dans le même camp idéologique, se définissant comme « anticomunistes ». C'est ce qu'il ressort des témoignages de certains de nos interlocuteurs déniaient l'apport de ceux qui sont en politique en 1990 comme membres d'une force politique que le GDS critique, identifiée au pouvoir en place, et qui ont fait partie de la nomenklatura.

⁶⁰⁸ C'est la thèse soutenue par Doina Cornea mais aussi la thèse qui tente aussi certains autres membres du GDS se déclarant mécontents de l'insuccès politique du GDS, à savoir le refus de se transformer en parti politique. Alors que Doina Cornea refuse de faire son entrée en politique et comme membre d'un parti politique qu'elle soutient cependant à toute occasion, le Parti national paysan chrétien-démocrate. L'autre membre fondateur du GDS est le premier à s'enrôler dans un parti après 1989, le Parti républicain (mais il y renoncera peu de temps après).

⁶⁰⁹ Doina Cornea parle en 2008 (entretien avec Doina Cornea, Cluj, le 1^{er} avril 2008) de sa lettre à l'adresse au président de la Chambre des députés en vue d'une résolution favorable pour le GDS au sujet du siège qu'il occupe depuis son apparition, décembre 1989.

avec la création du Parti de l'Alliance civique, parti qu'on présente « d'intellectuels ». Déjà entrés dans le jeu politique avec la création de l'Alliance civique (plusieurs intellectuels et non seulement des membres fondateurs du GDS), ils entrent en politique en créant le Parti de l'Alliance civique.

Tenir compte de la configuration politique ne veut pas dire seulement regarder du côté du pouvoir ou des pouvoirs (politique, économique), pour mesurer la dépendance à l'égard de l'espace politique, mais aussi prendre en compte comment, l'état du champ de production culturelle et les moyens par lesquels le champ de production culturelle peut tendre vers l'autonomisation⁶¹⁰. Plus précisément, comme l'explique Gisèle Sapiro, il s'agit de « situer les *différents champs littéraires* sur un continuum selon leur plus forte dépendance à une institution (État, Église) ou au marché⁶¹¹ ». C'est pour cela qu'il faut s'interroger sur la position occupée par les intellectuels dans l'espace social selon les moments, depuis 1990 à présent⁶¹². Et on verra comment dans leurs entreprises culturelles et spécifiques ils reçoivent du financement venant des fondations de l'étranger, du soutien de l'État ou à travers des partis politiques. A la fin des années 2000, ils ne peuvent plus concurrencer des politiques, mais seulement accepter la subordination aux politiques⁶¹³. Dans une autre configuration politique et intellectuelle, l'entrée en politique des intellectuels passe par une affiliation explicite à des forces politiques ou par leur enrôlement. La politisation ne peut ainsi avoir la même valeur lorsqu'on en traite des années 1990 et de la période suivante et plus récente.

Le champ intellectuel regroupe des représentants de professions intellectuelles qui parallèlement à leur intérêt pour la politique, compte tenu des transformations produites dans le champ de production culturelle (hiérarchie des genres, des disciplines, des institutions) et dans des champs spécifiques (dans les institutions culturelles ou d'enseignement)⁶¹⁴ par le changement de régime, le passage au régime démocratique, sont conduits à changer d'intérêts spécifiques : changement de discipline ou même de domaine, changement de stratégies d'écriture. Comme militants de la société civile intéressée par la politique, certains se sont spécialisés dans des problématiques liées à la politique et ils sont devenus des

⁶¹⁰ C'est le recours à des instances de médiatisation de l'étranger, qui peuvent aussi jouer le rôle d'instance de consécration (comme c'est le cas de RFE), mais aussi avec le concours des agents politiques ou de ceux qui leur sont proches, des médiateurs entre champ intellectuel et champ politique, qui est la stratégie adoptée dans la période communiste.

⁶¹¹ Gisèle Sapiro, « Pour une approche sociologique des relations entre littérature et idéologie », *Contextes*, 2, février 2007 (c'est nous qui soulignons, « différents champs littéraires » si on traite du champ littéraire dans la période communiste ou de celui-ci dans l'après 1989 ou bien on peut remplacer « champs littéraires » par un champ spécifique de production culturelle) ; aussi Gisèle Sapiro, « The literary field between the state and the market », *Poetics. Journal of Empirical Research on Culture, the Media and the Arts*, 31, 5-6, 2003, pp. 441-461.

⁶¹² Voir Johan Heilbron, « Repenser la question des traditions nationales en sciences sociales », in Gisèle Sapiro (dir.), *L'Espace intellectuel en Europe*, op. cit., notamment pp. 314-317.

⁶¹³ Ainsi ce n'est pas un hasard que des intellectuels aujourd'hui déplorent le statut de l'intellectuel à présent (cf. Stelian Tanase, « Vingt ans après », communication tenue à Paris lors d'un événement organisé par Stéphane Courtois en novembre 2009). Et cela se voit aussi dans l'affirmation d'une nouvelle génération d'intellectuels, plutôt critiques ou même contestataires de ceux qui ont occupé et occupent encore des positions dominantes, comme ceux du GDS, dont les possibilités ne sont pas les mêmes que pour les générations d'intellectuels qui se sont affirmés en tant que tels dans les années 1990.

⁶¹⁴ Comment ce qui est vu ou ce qui est présenté comme « nouveau », dont les nouvelles disciplines, peut s'allier à l'« ancien », ce qui a été acquis dans le champ, à travers l'histoire ? Le « nouveau » compose avec ce qui a été acquis c'est ce qui nous révèle aussi la construction d'un genre, essais politiques de l'après 1989, et l'écriture des « sciences politiques » comme nouvelle discipline de la période postcommuniste.

universitaires en s'intégrant dans une discipline qui se veut nouvelle, les « sciences politiques », il faut s'interroger sur les effets produits dans le champ scientifique et universitaire, et sur la production spécifique. Autrement dit comment des intellectuels participent depuis 1990 à la légitimation de certains acteurs politiques et à l'imposition des catégories politiques et d'une vision du monde qu'ils partagent avec celle des politiques.

On ne peut évaluer les effets sur la production culturelle et plus largement sur la production et la reproduction des schémas de pensée et de catégories de perception qu'induit la politisation que si on tient compte de leurs investissements dans la politique mais aussi des investissements dans le monde intellectuel, de leurs projets et de leurs entreprises spécifiques. Quels liens trouve-t-on entre leurs prises de position politiques et leurs prises de position proprement intellectuelles, leurs écrits à visée scientifique ?

Et comment ils vont se rapporter à travers le temps à ce groupement auquel ils doivent souvent leur notoriété ou même l'occupation de postes qui les permet de s'affirmer comme spécialistes du politique ?⁶¹⁵

Nous allons utiliser à plusieurs reprises les termes de « dissident » et d'« opposant » en parlant surtout des membres du GDS après avoir précisé leurs opinions politiques et leurs actes subversifs et/ou proprement politiques. La distinction nous avait été inspirée par un de nos interlocuteurs lors de nos premiers entretiens⁶¹⁶ lorsque celui-ci avait refusé d'une manière virulente qu'il soit appelé par le terme de dissident en soulignant qu'il n'avait pas été membre du PCR⁶¹⁷. L'emploi de ces termes nous a semblé utile pour résumer des actes manifestes critiques à l'égard de la dictature, du régime tout en désignant s'ils ont adhéré ou non à un moment ou à un autre au PCR⁶¹⁸.

Des informations tirées des documents de la Securitate rendus publics à travers les médias ou publiés en volumes (par des intellectuels⁶¹⁹) ou traités par d'autres auteurs de la période postcommuniste sont

⁶¹⁵ Ces questions ont été abordées dans la troisième partie où on étudie le lien entre leur journalisme ou leurs écrits à visée scientifique ou des alliances entre ceux dont les écrits s'inscrivent parmi les études politiques et des représentants des sciences humaines, comme et surtout les critiques littéraires.

⁶¹⁶ Entretien avec Gabriel Andreescu (Bucarest, le.. 2005).

⁶¹⁷ Entre temps notre interlocuteur, membre fondateur du GDS, avait changé d'avis, comme cela ressort de ses précisions quant à son emploi du terme de « dissident », terme qu'il utilise en prenant appui sur un « dictionnaire de la dissidence des pays ex-communistes » (édité par le Centre KARTA), volume auquel il contribue en rédigeant une partie du texte dédié au « cas roumain ». Cf. Gabriel Andreescu, *L-am urat pe Ceausescu. Ani, oameni, disidenta*, [J'ai détesté Ceausescu. Années, gens, dissidence], Iasi, Polirom, « Ego-grafii », 2009, pp. 13-16 et note 10 (pp. 258-259).

⁶¹⁸ Voir la première partie (chapitre 2) et la deuxième partie.

⁶¹⁹ Un des membres fondateurs du GDS publie son « dossier » de la Securitate mais ajoute aussi son journal tenu à cette époque mais aussi des considérations faites a posteriori lorsqu'il décide de le publier : Stelian Tanase, *Acasa se vorbeste in soapta. Dosar & Jurnal din anii tarzii ai dictaturii* [À la maison on parle à voix basse. Dossier & Journal dans les dernières années de la dictature], op. cit. Un autre volume qui comprend un autre « dossier » est paru dans une collection dirigée par celui qui publia son « dossier » constitué par la Securitate. Cet autre volume comprend le dossier d'un des anciens militants communistes (des années 1930) qui se sont réunis pour protester contre le régime de Ceausescu, leur protestation a été retenue par l'histoire comme la « lettre des six ». Le volume paraît sous la signature d'un responsable du Centre d'études avancées de l'Holocauste du Musée du Mémorial de l'Holocauste des États-Unis (Director of the International Archival Programme) : Radu Ioanid (dir.), *Dosarul Silviu Brucan. Documente ale Directiei a III-a Contraspionaj a Departamentului Securitatii Statului (1987-1989)* [Le dossier

utilisés ici pour montrer les effets produits par le dévoilement de ces documents. Les archives de la Securitate sont désormais (depuis le début des années 2000) accessibles, sous certaines conditions, au public dont l'intérêt est attesté (expériences faites de leur vivant ou par leurs proches ou en qualité de chercheur). Nous nous référons ainsi à des documents de la Securitate pour décrire les débats autour de ces informations qui sont apparues notamment entre 2006 et 2008, lorsque se déclenchent de vraies campagnes dénonciatrices : des campagnes successives menées à travers les médias, par leur vivace et attentive contribution, mais surtout celles menées en 2006, au sujet des relations des intellectuels avec la Securitate. Mais des informations similaires, des relations ou contacts eus par des intellectuels ou par des journalistes avec la Securitate, sont apparues dans la presse au début des années 1990. Dans certains autres cas, beaucoup plus rares, des intellectuels vont être poussés, dans l'atmosphère des années 1990, à parler de leur propre gré de leurs contacts avec la Securitate.

Nous discutons des conditions de certains témoignages comme des effets produits dans le champ intellectuel par tels témoignages ou des informations publiées par la presse au sujet de leurs relations avec la Securitate : discours tenus par leurs pairs⁶²⁰, ruptures de certaines alliances, perte de certaines positions. Lorsque nous parlons de la « collaboration » avec la Securitate, à savoir les contacts eus et leurs expériences passées avec la police politique du régime communiste, nous le ferons sans se référer à leurs dossiers sauf au cas où ils discutent eux-mêmes ou d'autres intellectuels au cours de l'enquête ou dans des recueils de mémoires et leurs essais politiques ou lorsque leurs dossiers constitués par la Securitate feront objet de discussion dans la presse et/ou entre les pairs (au cours de nos entretiens ou discussions, dans leurs ouvrages). Retiennent notre attention surtout les témoignages faits par des membres du GDS, leurs discours au sujet de leurs expériences faites au contact avec la Securitate comme les essais politiques et certains autres récits autobiographiques après le déclenchement de telles campagnes. Nous nous intéressons aux effets que produisent ces informations devenues publiques, à savoir le dévoilement des relations eues avec la Securitate et leurs déclarations comme celles des autres, notamment de leurs collègues ou amis ou des intellectuels se situant au même pôle du champ intellectuel. Ces informations une fois circulant et faisant souvent scandale provoquent des témoignages qui peuvent éclairer certains « choix », leurs intérêts proprement intellectuels et certaines de leurs prises de position au tout début de 1990, à savoir certains textes journalistiques, que nous allons mentionnés à cet effet.

Silviu Brucan. Documents de la 3^e Direction de contre espionnage du Département de la Sécurité de l'État], Iasi, Polirom, « Histoires souterraines », 2008. L'auteur eut l'initiative de publier le dossier d'un personnage controversé, publié mais surtout critiqué par des membres du GDS. L'auteur a fait lui-même l'objet des notes pour la Securitate signées par deux de ses collègues avant son départ aux États-Unis en 1987 (Radu Ioanid, « L'anatomie de la délation », *Observator cultural* [Observatoire culturel], 139, 2002).

⁶²⁰ Dans certains cas et surtout lorsque ces cas partagent certaines similarités il faudrait comparer les discours que ces dévoilements provoquent dans le monde intellectuel selon qu'il s'agit d'un individu appartenant au monde intellectuel ou d'un homme politique.

Les rumeurs quant à leur « collaboration⁶²¹ », aux relations qu'on suppose qu'ils ont entretenues avec la Securitate, sont nombreuses et véhiculées ou encouragées par leurs détracteurs et par certains de ceux dont on déclare qu'ils ont été des membres de la Securitate, des officiers ou eux-mêmes des « collaborateurs de la Securitate ». Quoique nous pouvons de temps en autre mentionner l'existence de telles rumeurs et surtout la publicité faite à ces informations peu sûres, nous avons utilisé des informations « sûres », c'est-à-dire celles officielles, des rapports et des déclarations faites par des institutions, la publication des archives, etc., celles qui ont déclenché les scandales au sujet des relations qu'ils ont entretenues avec la Securitate. Nous tenons seulement à souligner que ces informations ou plutôt, pour mieux le dire, les catégories – construites et utilisées par l'institution qui est censée gérer l'étude et la publicité des dossiers constitués par la Securitate –, destinées à classer des relations avec la Securitate ne sont pas plus « sûres ». Un travail à part devrait être mené pour analyser ces catégories, la manière dont elles sont construites : avec quels outils, par qui et dans quelle conjoncture ? Ces catégories doivent être alors considérées avec réticence. La politisation se révèle sous plusieurs aspects, elle est soulignée à plus d'une reprise même par ceux qui comptent établir la « vérité » sur des relations avec la Securitate et de ceux qui recourent dans leurs ouvrages aux archives produites par la Securitate. Il faut prendre en considération la conjoncture qui a vu naître l'institution chargée de la gestion des archives de la Securitate, l'objet même de son activité et son mode d'organisation⁶²². Nous considérons ainsi qu'il mériterait de prendre comme objet d'analyse les catégories établies par le Conseil national pour l'étude des archives de la Securitate (CNSAS), créé en 1999. Selon sa loi de constitution, cette institution n'a pas seulement pour mission de garder les archives de la Securitate et de les mettre à la disposition d'un public spécifique mais aussi de décider du type de relations et du statut de ses relations avec la Securitate. Le CNSAS, d'après l'acronyme roumain, livre des documents attestant de la nature des relations établies avec la Securitate sur sollicitation de la personne concernée ou rendus publics du fait que la personne concernée est personnage de la vie publique (homme politique surtout mais aussi occupant un poste de responsabilité dans des institutions étatiques). L'institution établit en fonction des informations recueillies des archives qu'elle avait reçues au préalable de la part du Service roumain de renseignements du statut de la personne par rapport à ses relations avec la Securitate. Ces catégories mêmes devraient être faites l'objet d'une analyse. Notons ici seulement que le terme utilisé pour caractériser ceux qui ont signé un accord par lequel ils sont tenus de fournir des informations à la Securitate ou ceux qui effectivement ont fourni des informations sur leurs proches ou leurs collègues, sur ceux qu'ils rencontrent à diverses occasions (dans des cadres professionnels, durant leurs activités) sont appelés des « collaborateurs » (terme par lequel on veut désigner qu'ils ne sont pas des employés à titre permanent, officiers de la Securitate, etc.). Le terme de

⁶²¹ Voir Adrian Marino, *Viata unui om singur* [La vie d'un solitaire], Iasi, Polirom, 2010.

⁶²² Voir Marius Oprea, *Bastionul cruzimii. O istorie a Securitatii (1948-1964)*, Iasi, Polirom, « Document », 2008.

« collaboration » est le plus utilisé, plus que celui d'« informateur » ou d'« agent informateur », pour caractériser le fait d'avoir fourni à la Securitate des informations au sujet de leurs collègues mais plus souvent pour s'être obligé à les fournir. Mais le terme de « collaboration » (un autre terme lui étant associé, celui de « collaborationnisme ») apparaît aussi dans les discours d'intellectuels bien qu'il peut désigner alors des rapports entretenus par l'œuvre littéraire avec l'idéologie du régime, comme par exemple le fait de reprendre des idées encouragées voire véhiculées par le régime, ou la proximité avec des politiques ou, encore plus largement, la contribution des producteurs aux activités de contrôle de la production culturelle⁶²³.

Que les documents de la Securitate auxquels des journalistes mais aussi des auteurs d'études spécialisées se réfèrent et sur lesquels certains vont appuyer leurs monographies (biographies surtout), doivent être regardés avec réticence et distance recommande aussi l'auteur d'une recherche sur la Securitate :

« écrivant sur la Securitate, l'historien doit se rapporter aussi bien à l'histoire qu'à la mémoire. C'est difficile d'établir la proportion, mais il faut dire dès le début que les documents d'archive ne peuvent pas être considérés en tant que tels. Ils contiennent une perspective unilatérale, celle de la Securitate et de ses collaborateurs, avec d'autres déclarations données sous contrainte physique ou psychique au moins, toutes devenant une autre histoire, celle convenable à l'appareil de la police secrète communiste. Sans témoignages, sans encadrement dans le contexte des informations de ces dossiers, il existe le risque d'écrire l'histoire sur commande de la Securitate. Restent crédibles seuls les documents internes qui concernent la Securitate, son mode d'organisation et de fonctionnement. Du reste, les témoignages sont essentiels pour la confrontation avec les documents⁶²⁴. »

Contre les jugements accusateurs mais surtout contre une vision qui surestime la valeur des informations contenues dans les archives de la Securitate pour comprendre des rapports au régime, on peut indiquer ce qu'un autre texte sur le fonctionnement de la Securitate nous dit, fait moins remarqué dans les discours d'intellectuels ou journalistiques :

⁶²³ Sur les divers sens donnés au « collaborationnisme » ou à la « collaboration » des écrivains surtout avec le régime voir le numéro de *Viata Romaneasca* (11-12, 2006) où plusieurs écrivains ou spécialistes de la littérature répondent à l'enquête initiée par ce périodique. Le sujet auquel porte l'enquête parmi des écrivains, « collaborationnisme et littérature », fait suite aux scandales au sein du monde intellectuel provoqués par les informations au sujet de leurs relations avec la Securitate tirées des dossiers constitués par cette même institution (on fait ainsi référence aux scandales les plus notoires alors concernant les relations avec la Securitate de deux des membres du GDS, Sorin Antohi et Iustin [Ioan] Marchis). Pour la différence entre la situation des « collaborationnistes » français et les divers sens que va recouvrir la « collaboration » des auteurs roumains, voir surtout dans ce numéro de *Vatra Romaneasca* les textes de Nicolae Prelipceanu, de Al. George et de Dumitru Radu Popa. Membre de l'exil étatsunien (ayant quitté la Roumanie en 1985) ce dernier note que : « Le problème réel comprend deux aspects : la collaboration par l'œuvre et la collaboration par délation » (p. 20). Mais d'autres auteurs, publiant dans ce même numéro de la revue, appliquent le terme de « collaborationnisme » à d'autres époques et à d'autres espaces. Un autre auteur propose le terme de « collaborationniste » pour désigner non seulement des intellectuels proches du régime communiste mais aussi des intellectuels qui soutiennent l'« apolitisme » tout en étant des intellectuels proches du pouvoir installé en décembre 1989 régime communiste (p. 18). Un autre auteur de la période communiste et spécialiste de la littérature (qui s'est exilé en France en 1987) soutient que « tous ceux qui ont servi de proche ou de loin ces intérêts de l'occupant [...] répondent à la définition de "collaborationnistes". Non pas les exécutants mais ceux qui traduisaient ou traduisent en discours idéologique [...] les ordres écrits ou non-écrits du pouvoir colonial de toute couleur. Dans le contexte de la littérature et de la culture roumaine les collaborationnistes ont été et sont tous les fonctionnaires des services de propagande, de censure, les directeurs des maisons d'édition, de revues » (p. 31).

⁶²⁴ Marius Oprea, *Bastionul cruzimii. O istorie a Securitatii (1948-1964)*, op. cit., p. 17.

« Une catégorie distincte dans la hiérarchie de ceux qui composent le réseau informatif constitue les *sources non-recrutées*, c'est-à-dire les sources spéciales qui proviennent de ceux qui sont des *hommes de culture*, des *personnes avec des fonctions officielles* et des *membres de parti* [...] La valeur des informations reçues d'une source spéciale était directement proportionnelle à la réputation professionnelle, au prestige social et à la crédibilité de la personne. Une preuve du traitement préférentiel accordé par la Securitate aux informateurs, membres de parti ou sources spéciales, constitue le fait que ceux-là n'étaient pas obligés de signer un engagement ou de fournir des informations par écrit⁶²⁵. »

⁶²⁵ Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste de Roumanie, *Rapport final* (éd. Vladimir Tismaneanu, Dorin Dobrinu, Cristian Vasile), *op. cit.*, p. 513. Il s'agit d'un travail d'un collectif et dans ce cas-là on ne connaît pas l'auteur de ce texte.

PREMIÈRE PARTIE

LE GROUPE DE DIALOGUE SOCIAL

DANS LE CHAMP DE PRODUCTION CULTURELLE ET DANS L'ESPACE PUBLIC

Cette partie traite des transformations des rapports de force au sein du champ intellectuel après 1989. Elle interroge les formes d'engagement individuelles et collectives au regard des modifications qui se produisent d'un côté, au sein des institutions traditionnelles à la suite du changement de régime et, de l'autre côté, dans la hiérarchie des institutions à visée culturelle. Pour expliciter ces engagements à titre individuel ou collectif, avant ou après 1989, il est nécessaire de prêter attention aux institutions spécifiques puisque le « degré et le mode d'institutionnalisation ont des incidences sur le type d'action collective⁶²⁶ ». Pendant le régime communiste, on assiste à la fois à leur contrôle politique et idéologique et à une professionnalisation des professions académiques aussi bien que des professions artistiques, et plus particulièrement (ce qui nous intéresse ici) des métiers de la création. Après 1989, on assiste par contre à l'émiettement des instances proprement intellectuelles qui fait suite à une réévaluation des hiérarchies au sein des institutions et, dans une nouvelle conjoncture politique, sociale et économique, à la transformation générale des hiérarchies au sein du champ de production culturelle. Ce qui ne veut aucunement dire que la disparition de certaines institutions ou les pressions au sein des anciennes institutions pour une réévaluation des hiérarchies sont les causes de l'apparition d'autres institutions. Certains domaines de l'activité intellectuelle ou certaines spécialités ne sont plus intéressants ni pour ceux qui participent directement à leur production ou à leur construction ni pour les publics visés. Ces stratégies de réévaluation, menées surtout par les jeunes, parfois avec l'appui des prétendants au statut d'intellectuel, mais qui s'imposent du fait de la nouvelle conjoncture politique, amènent aussi ceux qui sont préoccupés par la perpétuation d'une posture fondée sur la distance par rapport à la politique et, plus, sur le désintérêt à la politique, à s'engager et parfois à se regrouper d'après le modèle du GDS.

En traitant des représentants de diverses spécialités et des institutions culturelles ou des politiques, durant la période communiste surtout, on oublie le plus souvent de mentionner leur appartenance à plusieurs institutions culturelles ou, lorsqu'on traite des politiques, le fait qu'ils sont aussi bien ou avant tout (avant d'être des militants, etc., plus généralement, de s'engager dans quelque activité politique) des producteurs culturels, travaillant ou appartenant à des institutions culturelles traditionnelles. La « multipositionnalité » qui est une caractéristique courante au sein du champ du pouvoir à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, l'est aussi pendant la période communiste, ainsi qu'après 1989.

⁶²⁶ Gisèle Sapiro, « Les professions intellectuelles entre l'État, l'entrepreneuriat et l'industrie », *Le Mouvement Social*, 214, 2006, p. 3 *sqq.*

L'Académie et l'Union des écrivains se partagent une pré-histoire commune au moins, clairement jusqu'en 1867, date à laquelle la Société littéraire roumaine se transforme en la Société académique roumaine. L'Académie roumaine partage avec l'Union des écrivains le même terrain, le domaine de la culture, à savoir la langue et la littérature nationales. Sauf que la première est plus le lieu où sont fondés en culture des objectifs politiques. L'Académie roumaine est à ses origines le lieu d'élaboration et de représentation d'une identité nationale, elle joue le rôle d'une instance de consécration à ce titre. Par contre, la Société des écrivains avant l'apparition de l'Union des écrivains est issue des initiatives mobilisatrices et des revendications professionnelles.

Le rôle important conféré à la littérature et à d'autres activités artistiques, subsiste dans la période communiste et est même accentuée par la place importante qu'occupe l'Union des écrivains parmi les institutions culturelles spécifiques et le pouvoir qui lui est donné. En revanche, après 1989 l'Union des écrivains n'occupe plus la place centrale parmi les institutions culturelles traditionnelle, perdant son monopole sur la vie littéraire.

La recherche est en principe intégrée à l'enseignement. Mais la recherche relève aujourd'hui aussi principalement du domaine de compétence de l'Académie roumaine (dont le domaine est la culture surtout mais non exclusivement), qui elle est aussi et surtout le lieu de la plus haute consécration. L'Université et l'Académie roumaine sont les deux institutions traditionnelles consacrées à la recherche en sciences humaines et sociales⁶²⁷. Elles sont des concurrentes sur ce terrain car l'Académie roumaine n'est plus seulement instance de consécration comme l'était à ses origines. Elle reste cependant lieu de consécration par définition. Pendant la période communiste, l'Académie est non seulement le lieu de la plus haute consécration, mais aussi celui d'une production culturelle spécifique, différente de celle qui est base pour l'évaluation et la consécration au sein de l'Union des écrivains, car au sein de l'Académie roumaine sont créés des instituts de recherche. La recherche est une activité collective et organisée au sein de l'Académie roumaine depuis l'installation du communisme mais l'Académie roumaine en détient le monopole seulement pour une période courte durant le régime communiste. A la fin des années 1960 et au début des années 1970, plusieurs institutions, créées sur le modèle de l'Académie Roumaine, d'après la répartition des sciences, se partagent la compétence de la recherche. La nouvelle politique dans le domaine de la recherche a comme objectif l'intégration de celle-ci à l'enseignement et, lorsque cela s'y prête, son rapprochement du secteur de la production. Les instituts de recherche des sciences humaines et sociales créés au sein de l'Académie roumaine fonctionnent alors sous la direction de l'institution politique qui gère le domaine de l'enseignement mais en coordination avec l'académie spécifique, à savoir l'Académie des sciences sociales et politiques. L'Académie des sciences sociales et politiques est une des académies créées

⁶²⁷ Mais notons bien, l'Académie roumaine n'est pas traditionnellement consacrée à la recherche.

à cette époque⁶²⁸. L'Académie roumaine revient alors à son premier statut à partir du début des années 1970, elle n'est plus qu'une instance de consécration. A la fin de la période communiste, elle n'est plus lieu de la recherche mais seulement lieu de consécration. Après 1989, en revanche, l'Académie roumaine est (re)devenue lieu de la recherche et principale institution consacrée à la recherche, tout en restant un lieu de consécration⁶²⁹. Être membre de l'Académie est le signe de la haute reconnaissance par les pairs, consensus qui va avec une visibilité qui conduit à une reconnaissance politique. Être membre de l'Académie roumaine signifie avoir contribué à la culture « nationale », reconnaissance d'un rôle à sa définition. Du côté des lieux de la recherche que sont les instituts de l'Académie roumaine, ils sont peu visibles, leurs productions de tout type restent peu connues. Si des chercheurs parviennent à se faire connaître et à obtenir quelque notoriété c'est grâce à d'autres activités ou à d'autres pratiques intellectuelles (comme c'est le cas des critiques littéraires qui sont parfois aussi des rédacteurs des revues). L'Académie reste attachée aux disciplines anciennes ou s'ouvre fermement aux « problèmes du pays », se présentant en lieu d'expertise pour des politiques en place.

Par son ancienneté et par son ouverture vers le public, l'Université se place en tête de l'échelle des institutions intellectuelles. Le chercheur jouit dans le système roumain de moins de prestige que l'universitaire. Surtout parce qu'être universitaire confère plus de visibilité. Et à l'université surtout naissent des cercles d'interconnaissance fondés sur des intérêts communs. Cette hiérarchie se perpétue après 1989 et se renforce même avec l'accroissement du nombre des étudiants, et lorsque l'Université recrute une nouvelle génération d'enseignants.

L'élévation dans la hiérarchie intellectuelle veut dire ainsi qu'en tant que chercheur avant 1989 on attend l'entrée à l'université, entrée improbable depuis les années 1970, devenue presque impossible dans les années 1980. Après 1989, l'Académie est concurrencée par l'Université car l'Union des écrivains perd sa place centrale dans le monde intellectuel et sa position dominante dans le champ de production culturelle d'autant plus que son monopole est contesté surtout par des membres de la plus jeune génération d'écrivains des années 1980 (nés dans les années 1950). Les chercheurs de l'Académie roumaine occupent donc une position dominée. Subissant une relative marginalisation, suite à la transformation des rapports de force après la démission du communisme, des universitaires qui se sont fait remarquer par leur attachement au marxisme et/ou qui ont occupé des postes de direction, vont s'intégrer dans l'Académie roumaine au moins pour une certaine période au début des années 1990. Tous ne réussiront pas leur (ré)intégration dans l'enseignement spécialisé (à l'université).

⁶²⁸ Avec l'Académie des sciences médicales, l'Académie des sciences agricoles et sylvicoles.

⁶²⁹ Cela se reflète et est aussi relevé dans la seule étude d'histoire sur l'AR tout comme dans les chronologies, documents historiographiques sur lesquels s'appuie une étude de l'AR. Voir Dan Berindei, *Istoria Academiei Romane (1866-2006)* [L'histoire de l'Académie roumaine...], Bucarest, Éditions de l'Académie Roumaine, 2006.

De plus, si on regarde du côté de l'édition, cette tendance se révèle d'un côté par la perte de plusieurs maisons d'édition par l'Union des écrivains, d'un autre, par la place faible qu'occupe désormais (au moins jusqu'au milieu des années 2000), la littérature au sein de la production culturelle, dans les catalogues des maisons d'édition anciennes ou nouvelles. Si l'Université a pris le devant en laissant derrière des institutions « traditionnelles », toujours est-il que, du côté de l'édition, les éditions universitaires occupent une place mineure dans l'ensemble de la production scientifique⁶³⁰. Et les Editions de l'Académie ne sont ouvertes qu'à des auteurs qui sont des chercheurs et/ou des académiciens roumains ou elles ne publient que des auteurs ou des études sur des auteurs, des « classiques » d'une discipline ancienne ou des « classiques » de l'histoire culturelle nationale, considérés des modèles nationaux⁶³¹. Mais aux Éditions de l'Académie paraissent les périodiques des instituts de recherche qui fonctionnent sous sa tutelle.

Le statut du chercheur après 1989 ne gagne pas en prestige, tout au contraire car l'Académie est concurrencée par un champ universitaire qui se renouvelle rapidement avec l'apparition de nouvelles formations et même de nouveaux établissements au sein des universités existantes et en plus d'elles. L'Université est plus encline à tenir le pas avec les exigences du moment, les demandes de nouvelles spécialisations, alors que l'Académie semble se heurter à la difficulté de se définir comme instance légitime de consécration mais aussi comme instance de production, à cause de l'influence du politique qui la caractérise cependant depuis sa création, en dépit des affirmations circulant dans et à travers les médias. Mais l'influence du politique est diffuse et diverse, ce qui explique en partie les idées circulant communément quant à son autonomie par rapport à la politique après 1989. Des conceptions diverses sur ce qui fait son domaine d'activité vu ces « nouveaux » champs d'intérêts semblent s'affronter au sein même ou autour des nouvelles structures nées en signe de son renouvellement. L'Académie s'ouvre plus visiblement (par rapport à l'Université) à ceux qui peuvent miser sur leurs relations politiques et parfois sur elles seules. Elle offre le cadre pour des initiatives venant des cadres universitaires, mais aussi des initiatives en provenance des politiques.

Ce n'est pas un hasard que ceux qui réussissent leur reconversion et parfois même une conversion aux nouveaux courants d'idées (libéralismes), résultat des importations, se retrouvent après 1989 au sein des universités (étatiques)⁶³². Les nouvelles demandes qui apparaissent en lien avec la formation d'une nouvelle classe politique ainsi que les transformations au niveau des préférences liées au déclin des professions techniques mais aussi le nouveau régime de l'enseignement permettent à ceux qui se sont

⁶³⁰ On observe cependant que des éditions universitaires des villes de province (Iasi surtout mais aussi Timisoara).

⁶³¹ Par la consultation des catalogues de deux principales bibliothèques universitaires de Bucarest et celle de l'Académie, on observe que l'histoire et le droit sont les disciplines les mieux représentées des sciences humaines, mais aussi, même si dans une moindre mesure, la philosophie. Toutefois le plus grand nombre d'ouvrages sont consacrés à la littérature, que ce soit de la période communiste ou de l'après 1989.

⁶³² Sur la base de nos observations, on peut émettre l'hypothèse que lorsqu'ils ne réussissent pas, par plusieurs raisons, en fonction des générations, à se convertir (plutôt les jeunes) ou à reconvertir un capital acquis dans des institutions étroitement liées aux institutions politiques du régime, ils créent ou habitent des universités privées dans les années 1990.

consacrés à la « science politique » au sein de l'école de parti⁶³³ de reconvertir leur capital scientifique et parfois même un peu plus tard de se présenter sous les auspices d'une nouvelle institution.

D'autres instances étatiques qui prétendent à la science apparaissent après 1989. Début des années 1990, elles sont mises sous l'ombrelle de l'Académie ou, le cas échéant, associées à des institutions qui gèrent le domaine de la culture (l'Institut d'études orientales, créé en 1990 comme structure dans la subordination du Ministère de la culture⁶³⁴). Au début des années 1990, l'AR en redevenant l'institution centrale de la recherche, englobant des anciens instituts de recherche mais aussi en constituant d'autres, est la plus prestigieuse (sinon la seule) institution pouvant légitimer de nouvelles structures créées pourtant dans la subordination des institutions politiques⁶³⁵. Avec l'apparition d'autres institutions spécifiques (de l'Etat ou de la « société civile »)⁶³⁶ l'Académie occupe désormais une position intermédiaire. S'il est préférable d'enseigner dans une université d'Etat que d'être chercheur, il vaut mieux être chercheur qu'enseigner dans une université privée⁶³⁷ et il est plus préférable d'être chercheur dans certains (seulement) des nouveaux instituts créés après 1989, à l'extérieur des institutions culturelles traditionnelles et auprès des institutions politiques.

Les intellectuels du GDS ont aussi un rôle dans cette perpétuation des valeurs littéraires et des savoirs informant une spécificité nationale, car souvent des intellectuels du GDS ou des intellectuels proches du GDS seront des responsables officiels de la culture ou des affaires étrangères. Plusieurs instituts, dont le domaine d'activité est la recherche, sont créés après 1989 sous la tutelle du Ministère de la culture, non seulement début des années 1990 mais aussi vers le milieu des années 2000⁶³⁸. Une institution chargée de la promotion de la culture roumaine à l'étranger, contribuant aussi à l'importation, la Fondation culturelle roumaine, créée en 1990, est mis sous la tutelle du Ministère des Affaires étrangères. Des

⁶³³ Nous pensons ici à Ovidiu Trasnea qui avant 1989 est membre de l'Association internationale de science politique (discussion avec Serge Hurtig) et à l'étranger il se présente ou il est vu comme peu ou pas du tout attaché au marxisme, alors qu'en Roumanie il est universitaire à l'Académie « Stefan Gheorghiu », école politique du régime. Après 1989, il est parmi les initiateurs de l'Association roumaine de science politique et universitaire qui contribue à la fondation de l'Ecole nationale des études politiques et administratives de Bucarest [Scoala nationala de studii politice si administrative].

⁶³⁴ Bénéficiant du soutien politique mais aussi du prestige de celui qui se trouve alors à la tête de ce ministère : **Andrei Plesu**.

⁶³⁵ Ainsi est créé l'Institut roumain d'études et de relations internationales, structure se trouvant dans la subordination du Ministère des affaires étrangère mais affilié à l'AR, lieu de rencontre des anciens diplomates, des politiques, des universitaires-politiques, parfois des héritiers de ceux-ci, et de jeunes chercheurs débutants préparant souvent leur carrière politique ou leur départ à l'étranger. L'Institut roumain d'études et des relations internationales et l'Académie disparaît peu après la recréation de l'Académie diplomatique sous un nouveau intitulé, l'Institut diplomatique roumain. Si l'Institut roumain d'études et de relations internationales est habité (dirigé surtout) par des anciens diplomates, dans les années 2000 (la seconde moitié de la seconde décennie de la période postcommuniste), l'Institut diplomatique roumain est dirigé par des universitaires proches des hommes politiques en place. Ainsi, des institutions critiquées au début des années 1990 (pour le poids du passé dans le recrutement) se perpétuent, parfois fonctionnant à intermittence, plus loin que les gouvernements et les carrières dans la haute hiérarchie politique de leurs initiateurs, changeant souvent de nom pour marquer leur distance par rapport aux projets initiaux, précédents.

⁶³⁶ Des institutions de la « société civile » sont discutées dans la deuxième partie, d'autres ainsi que de nouveaux lieux de la recherche, institutions étatiques, sont présentés dans la troisième partie.

⁶³⁷ Toujours est-il qu'il faut tenir compte de la distance symbolique entre diverses universités d'Etat en fonction de la formation considérée. Les plus importantes universités étant les universités traditionnelles : Bucarest, Cluj, Iasi et Timisoara. Et cela surtout que le nombre d'universités d'Etat a grandi après 1989.

⁶³⁸ On discutera de ces instituts, bien que brièvement, plus loin.

intellectuels du GDS, indifféremment de leurs activités spécifiques et de leur discipline d'appartenance, et des générations, s'intéressent plus au domaine de la culture qu'au domaine de l'enseignement⁶³⁹.

Lorsque l'espace politique s'ouvre par suite de l'effondrement du régime monopartite, de nombreuses possibilités semblent se faire jour pour se manifester politiquement. La politisation du champ de production culturelle et la tendance accrue au sein de toutes les catégories d'intellectuels à l'engagement sont ressenties différemment. Comme une nécessité attendue ou désirée, comme une urgence, et cela surtout par les plus jeunes dont les positions sont plutôt marginales, mais aussi par ceux qui peuvent au nom propre ou par procuration invoquer une certaine distance vis-à-vis des institutions du régime ou bien lorsque leurs attentes dépassent les possibilités que leur avaient accordées le régime communiste. Ou comme une nécessité qui s'impose comme « pression » par certains des plus jeunes qui attendent leur entrée à l'université, qui se disent attirés par la politique dans une conjoncture où la politique appartient non seulement aux professionnels de la politique, aux cadres politiques mais aussi à ceux qui, notamment dans les cabinets, peuvent formuler des programmes doctrinaires pour des forces politiques naissantes. Dès qu'on entre dans une phase de normalisation de la vie politique, avec la mise en place d'organisations politiques locales et des cadres politiques qui s'occupent sur le terrain d'attirer leurs électeurs, qui investissent leur temps à se créer des liens agissant proprement dans la politique, ceux auxquels l'activité proprement politique semble se présenter comme un « choix » sont de jeunes prétendants au statut d'intellectuel, attendant leur entrée dans des institutions proprement académiques (Université ou Académie) qui leur a été refusée, mais qui ont des relations étroites avec ceux qui y occupent des positions.

Instance apparue après la chute du régime au sein du monde intellectuel, le GDS domine dans la période postcommuniste. Nous avons analysé, selon le mode de pensée relationnel⁶⁴⁰, la position occupée par des membres fondateurs dans le champ de production culturelle avant 1989 et, en les esquissant, nous avons tenté en même temps de comprendre comment ils se situent au sein même du GDS. Nous essayons aussi de les situer par rapport à des intellectuels occupant des positions homologues qui ne se retrouvent pas au sein du GDS mais qui en sont des concurrents. Nous nous sommes intéressée ici à montrer des cercles communs de connaissance, le degré d'interconnaissance et le volume de capital social détenu par certains membres du GDS en 1989. Nous tenterons de dégager l'image de la structure⁶⁴¹ dont il est question. Groupe d'intérêt, groupe de pression, club ou *think tank* ? Nous abordons ici la question des agents culturels qui sont de leurs concurrents et de ceux par rapport auxquels le GDS tend à se définir, des groupements opposants. Nous mentionnons des rapports successifs du GDS à la politique et à l'espace politique. Nous

⁶³⁹ Ces institutions ainsi que les postes occupés par des membres du GDS dans les ministères ci-mentionnés seront présentées dans la dernière partie.

⁶⁴⁰ Pierre Bourdieu, Loïc J. D. Wacquant, *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*, op. cit., pp. 196-206.

⁶⁴¹ Emmanuel Lazega, « Capital social, processus sociaux et capacité d'action collective », in A. Bevort, M. Lallement (dir.), *Le capital social. Performance, équité et réciprocité*, op. cit., pp. 214-215.

parlerons du GDS, tel qu'il apparaît en 1989, des tâches qu'il se donne fin 1989 et début 1990, du rôle qu'il prétend jouer après la chute du régime communiste, de la manière dont il se définit. Dans un premier temps nous discutons des membres fondateurs surtout et de ceux qui participent, sans y prendre part de manière explicite, à définir le GDS et sa position dans le champ intellectuel. Le GDS ne pourrait pas occuper la place centrale dans l'espace intellectuel dès 1990 et perdurer dans l'après 1989 si on ignorait que des membres du Groupe ont obtenu leur consécration et acquis leur notoriété sous le communisme. Dès sa constitution le GDS reçoit l'influence mais aussi il tire avantage de l'intérêt que des individus avant 1989 ont manifesté vis-à-vis de certains de ses membres. L'influence exercée ou la contribution donnée par des membres de l'exil à faire savoir à l'étranger et à soutenir des « intellectuels » de la période communiste ainsi que des opposants au régime, nous ramène aux rapports entre des forces qui agissent dans la période communiste. Nous traiterons ainsi de l'institution mais aussi et surtout de ceux qui font l'institution, de ceux qui participent à faire l'institution. Le Groupe, ses ambitions et ses revendications, comme son fonctionnement sont en lien avec l'habitus des membres fondateurs, et surtout, par la suite, du pouvoir acquis par certains membres du GDS et de l'investissement de certains dans cette institution.

Le GDS intègre à partir de janvier 1990, plutôt occasionnellement et surtout dans les années 1990, à titre individuel, d'autres « intellectuels » mais aussi des individus, membres des professions intellectuelles ou libérales (des avocats, des metteurs en scène). Dans certains cas leurs activités proprement intellectuelles les situent dans le champ de production culturelle, rédacteurs et éditeurs, ou, de par leurs activités, leur profession, ils côtoient et ils se lient à des intellectuels. Le GDS recrute dans les cercles de connaissance où des membres fondateurs se sont insérés ou auxquels ils appartiennent mais aussi dans de nouveaux cercles de connaissance du monde culturel ou politique. Leurs critères de sélection semblent avoir changé depuis. Si au milieu des années 1990, il semble encore important de même de mettre en avant certains rapports difficiles avec des institutions politiques, plus tard, la proximité avec le monde politique permet à certains individus d'en faire partie. On retrouve ainsi comme membres du GDS des individus qui ne sont ni auteurs ni producteurs d'un discours proprement intellectuel (littéraire, artistique, scientifique).

Dans le premier chapitre nous traitons des parcours professionnels pendant la période communiste des futurs membres fondateurs du GDS. Nous traitons dans un premier temps des institutions auxquelles ils appartenaient et de celles qui participent à leur consécration. Nous discutons des instances officielles en faisant l'esquisse de leur évolution sous le communisme pour nous concentrer par la suite sur la dernière période communiste, à savoir les années 1980, période qui nous intéresse tout particulièrement car les prises de position politiques ou intellectuelles des membres du GDS datent de cette période-là, en prenant aussi en compte des agents extranationaux ou régionaux dont les pratiques produisent des effets dans le champ de production culturelle en Roumanie. Nous esquissons quelques idées sur la valeur sociale de différents

types de capital culturel (scientifique, littéraire ou artistique)⁶⁴², sur l'accumulation d'un capital social à l'extérieur du champ auquel ils appartiennent en principal mais aussi sur le rôle de la réception dans la construction d'un sens politique des textes et qui peut se trouver par la suite (après 1989) à la base des prises de position politiques. Tout cela en faisant l'hypothèse que le champ littéraire joue le rôle et la fonction de substitut du champ intellectuel. Nous présentons des débats et certains engagements pour montrer les fondements des alliances qui semblent se trouver à la base de l'apparition du GDS, du fort capital social des membres fondateurs du GDS.

Le deuxième chapitre présente le GDS au moment de sa création, les premières rencontres de certains membres fondateurs et le recrutement d'autres après la chute du régime communiste, fin décembre 1989. Seront présentés certains membres fondateurs lors des événements de décembre 1989, leur cooptation au pouvoir qui s'installe fin 1989 et les changements intervenus dans leurs carrières après la chute du régime. Seront aussi présentés d'autres acteurs de la scène publique et politique. La question de la position du GDS est reprise lorsque nous traitons des cooptations selon les moments, depuis 1990 et jusqu'en 2009, pour voir les critères qui régissent le recrutement des membres.

Dans le troisième chapitre, nous analysons les diverses institutions culturelles traditionnelles, l'Union des écrivains, l'Académie roumaine, l'Université. Est présentée l'évolution de l'Académie roumaine avec la place accordée aux institutions de la recherche, celles dédiées aux sciences humaines et sociales et la création des académies spécialisées dont celle où s'intègrent des membres fondateurs du GDS. Seront présentés de même les lieux de publication des membres du GDS (périodiques spécialisés et revues littéraires ou culturelles). Nous présentons des modifications de leur organisation et de leur composition tout au début des années 1990 par l'inclusion de nouveaux intellectuels (artistes, écrivains, scientifiques, universitaires). Notre but reste limité à la période des années 1990 avec un accent mis sur la première moitié des années 1990, période de transition pour les intellectuels, à savoir leur passage à la professionnalisation politique. Mais les sujets et les instances qui apparaissent dans la période analysée auront des effets sur toute la période postcommuniste. Le regard porté sur des institutions auxquelles s'intéressent les intellectuels du GDS ou celles créées au début des années 1990 a comme but de faire voir les mécanismes de fonctionnement et le poids de l'inertie, la continuité et la rupture avec l'ancien régime.

Dans le quatrième chapitre nous traitons de l'engagement sous la forme collective en regardant du côté d'autres groupements issus des milieux intellectuels pour mettre en évidence ce par quoi ils se

⁶⁴² Par le terme de « capital culturel » nous désignons ici aussi bien le capital culturel hérité (à l'origine) que le capital scolaire (acquis). Quoique, à une analyse plus fine, il s'impose de distinguer entre capital culturel hérité, aussi bien incorporé (dispositions) et objectivé, et capital scolaire (diplômes obtenus). Pierre Bourdieu, *La Distinction*, op. cit., pp. 11-13 et 89. De plus le terme de « capital culturel » est utilisé ici pour parler des intellectuels qui pendant la période communiste peuvent cumuler capital scientifique et capital littéraire, car certains ont reçu leur consécration comme auteurs d'études philosophiques ou historiques tout en étant aussi auteurs d'ouvrages primés par l'Union des écrivains. Ils sont ainsi aussi des écrivains mais tenant de se démarquer par rapport aux lettrés.

distinguent du GDS et ce qu'ils partagent avec ses membres. La conjoncture dans laquelle ils sont apparus est celle de la multiplication des voix, dans la rue, à la tribune de la presse – le nombre de publications accroît tout comme le nombre de partis politiques et des associations civiques.

Premier chapitre

« Intellectuels » sous le communisme.

Des membres du GDS avant 1989

La structure du champ de production culturelle nous permet de détecter à l'état objectif les possibilités pour ces prétendants ou pour ceux qui habitent des institutions spécifiques ainsi que les contraintes auxquelles ils sont confrontés dans leurs activités. Alors que les rapports qu'ils établissent au sein des institutions traditionnelles et avec d'autres instances qui n'accèdent pas à l'institutionnalisation laissent voir l'espace des possibles qu'ils ont pu utilisés pour des objectifs divers.

La composition du GDS dans sa structure initiale, au moment de son apparition, nécessite un regard rétrospectif des relations que des (futurs) membres du GDS ont nouées avant 1989. Ce chapitre se veut être un tableau des parcours (activités et positions, types de production culturelles et engagements politiques) des membres fondateurs du GDS dans les institutions qu'ils occupent en les analysant⁶⁴³ en relation avec d'autres intellectuels qu'ils côtoient.

L'accent sera mis sur l'état du champ intellectuel dans les années 1980 car des plus jeunes membres fondateurs du GDS (ayant une trentaine d'années en 1989) débutent dans cette période et/ou que des engagements individuels ou collectifs réunissent des futurs membres du GDS⁶⁴⁴.

Le GDS est composé par des intellectuels qui ont acquis leur consécration sous et/ou ont été formés le communisme et, pour ce faire, au fonctionnement et à la position des institutions qu'ils intègrent ou de celles qu'ils visent. La position de chacune dépend des contraintes qui pèsent sur chacun des secteurs culturels en fonction du type de production qu'il propose⁶⁴⁵, « l'histoire à l'état objectivé⁶⁴⁶ », qui renvoient à une tradition⁶⁴⁷, et de l'histoire inscrite dans les dispositions des agents particuliers, « l'histoire à l'état incorporé, devenue habitus ». Les changements apportés à certaines institutions culturelles, leurs effets sur le travail et le statut de ceux qui les occupent ou sur les chances d'accès à un poste de ceux qui sont des

⁶⁴³ Récits autobiographiques, recueils de mémoires, volumes d'hommages et les témoignages que nous avons recueillis auprès de nos interviewés ou interlocuteurs.

⁶⁴⁴ Notre analyse se concentre sur les membres fondateurs mais nous arrivons à parler aussi d'autres intellectuels dont seulement certains vont intégrer le GDS à diverses périodes (comme c'est le cas de Liviu Antonesei devenu membre du GDS en 1990, d'Ion Vianu devenu membre en 2005 et de Vladimir Tismaneanu, membre depuis 2007).

⁶⁴⁵ Alain Viala, « Effets de champ, effets de prisme », *Littérature*, 70, 1988, pp. 64-72 ; Gisèle Sapiro, « Pour une approche sociologique des relations entre littérature et idéologie », *Contextes*, 2, février 2007.

⁶⁴⁶ Pierre Bourdieu, « Le mort saisit le vif », art. cit., p. 6 ; Id., « Les trois états du capital culturel », *ARSS*, 30, pp. 3-6.

⁶⁴⁷ Gérard Mauger, « Postface », in Karl Mannheim, *Le Problème des generations*, op. cit., p. 100.

plus jeunes, nous permettent d'esquisser le champ des possibilités : pour ceux qui occupent ces institutions ou pour ceux qui attendent et espèrent les occuper. D'autres institutions tout aussi officielles comme la censure et d'autres activités intellectuelles ou spécialités comme la traduction et, par cela même, de la référence étrangère tout comme des institutions extranationales (comme la RFE) et des milieux de l'exil (comme l'exil parisien ou une revue qui paraît aux États-Unis) jouent dans la structuration du champ de production culturelle de la période communiste et dans l'apparition des engagements par le soutien donné à ceux qui risquent des mesures restrictives ou leur liberté. D'autres institutions, reconnues officiellement, sans fonctionner dans des cadres institutionnalisés sont des instances de légitimation. On peut les appréhender comme des institutions « faibles⁶⁴⁸ ». Elles fonctionnent comme cadres de sociabilités dans des structures officielles (les revues grâce où peut s'affirmer un « groupe ») mais aussi des cercles intellectuels qui, constitués et fonctionnant hors les institutions, sous le contrôle du régime, peuvent revendiquer leur rôle dans la production d'une culture alternative. Ces diverses formes de sociabilités dans les milieux intellectuels (se présentant sous le nom d'« école », de « cénacle » ou de « groupe ») participent à la construction des carrières intellectuelles. On s'intéresse ici aussi à montrer et à suivre la mobilisation d'autres ressources, moyen de compenser ou, au contraire, de renforcer une position (par exemple, l'entrée au PCR, ou pour obtenir un capital relationnel en recherchant de s'insérer dans différents réseaux intellectuels ou le fait d'établir de relations hors les institutions qu'ils occupent ou de développer des relations occasionnées par une appartenance commune comme celle à une institution plus ou moins faible).

La croyance dans le socialisme niée souvent par ceux qui en sont interrogés mais surtout oubliée est ici au moins mentionnée. Les exceptions, intellectuels assumant leur croyance dans le socialisme (en enquête), sont bien rares, certains en parlent (en enquête) de la croyance dans le socialisme de certains membres du GDS (niant souvent la leur). Leurs témoignages au sujet de leur adhésion au PCR sont toujours plutôt exceptionnels. Le terme de « dissidence » ou de « dissident » semble susciter des discussions dans les milieux scientifiques qui traitent du passé communiste⁶⁴⁹. Les discussions en résumé disent qu'ils sont rares ceux au sujet desquels on peut croire à ou prendre au sérieux leur croyance dans le socialisme et encore plus rares ceux qui, ayant adhéré au PCR, lorsqu'ils prennent position, ils manifestent leur désir de réformer le socialisme, donc produire une réforme de l'intérieur⁶⁵⁰. Ces discussions sous-tendent cependant des jugements moraux. Les discussions dans le but de décider qui est « dissident » et qui ne l'est pas,

⁶⁴⁸ Par « institution faible » nous désignons les revues. Voir Paul Aron, « Les revues littéraires : histoire et problématique », *COntEXTES. Revue de sociologie de la littérature*, 4, 2008.

⁶⁴⁹ De jeunes chercheurs de la plus récente institution de la recherche (IICCMER) nous les ont fait savoir à l'occasion de notre présentation de notre analyse des milieux intellectuels fin des années 1970 et dans les années 1980, période dans laquelle plusieurs de ceux auxquels nous nous intéressons (membres du GDS et surtout membres fondateurs) ont fait leur début alors que d'autres ont acquis leur notoriété.

⁶⁵⁰ Un universitaire de la période communiste témoigne d'une conversions hâtive après une autre conversion (entrée au PCR suivie d'une prise de position critique), d'un intellectuel se faisant connaître comme critique du régime lors des événements de 1989 alors qu'il venait de faire leur entrée au PCR après avoir demandé et attendu cette entrée (dans Zoltan Rostas et Ioan Mihailescu, *Dialog ne terminat*, op. cit.).

consistent à caser des gestes dont on ne connaît pas toujours le ressort. Si les témoignages au sujet des relations avec la Securitate ne manquent pas à présent dans les milieux intellectuels et de la part des intellectuels, car elles sont devenues sujet des médias, des témoignages au sujet de leur entrée au PCR sont extrêmement rares et dans les rares cas où on en parle, ils sont pauvres d'informations, de détails sur le moment, et d'explications, par rapport aux histoires fournies au sujet de leurs contacts avec la Securitate⁶⁵¹. Alors que l'appartenance au PCR n'est presque jamais discutée, interrogée. Elle est rendue publique aujourd'hui presque dans tous les cas, dans la majorité des cas, mais non pas soumise à l'investigation, ni médiatique ni scientifique⁶⁵². Que le discours sur l'entrée au PCR ne semble point attirer l'attention cela peut être le résultat du retentissement des informations concernant l'activité de la Securitate, du secret. Et cela devrait avoir lien avec la croyance dans le pouvoir de la Securitate⁶⁵³. Traités en coupables de mensonge, de lâcheté, de trahison du fait de leurs relations avec la Securitate à laquelle plusieurs ont fourni d'informations en produisant des documents d'archives et que la presse rende publiques, l'entrée au PCR est thème obsolète ou simplement elle est négligée, oubliée, voire effacée. Que ce thème, l'entrée au PCR, apparaît comme beaucoup moins importante même dans les milieux intellectuels, cela peut être mis en relation avec le nombre important de membres du PCR⁶⁵⁴. Dans les médias comme parmi des intellectuels, on embrasse l'opinion commune selon laquelle devenue plutôt la règle, l'entrée est sans importance. S'instaure alors la tendance à ne plus prêter attention à leur appartenance et à ne pas distinguer entre des

⁶⁵¹ Témoignages faits avant ou, surtout, dans la majorité des cas, après le dévoilement de leurs contacts avec la Securitate : à leur initiative, précédant quelque événement diffamatoire ou à la pression des médias ou après le dévoilement de leurs relations avec les représentants de la Securitate dans la presse. Les témoignages les plus riches, passionnants et même émouvants, viennent des intellectuels qui arrivent volontairement ou presque, mais dans tous les cas avant ou sans scandales provoqués dans les médias (dans les années 1990). On se réfère ici plus particulièrement à deux témoignages qui sont faits dans des conditions très différentes. L'un est celui d'**Alexandru Paleologu**, membre fondateur du GDS (provoqué par un discours d'un autre membre fondateur du GDS, **Stelian Tanase**, qui avait eu connaissance bien avant 1989 des notes signées par **Alexandru Paleologu** pour la Securitate (**Alexandru Paleologu, Stelian Tanase, Sfidarea memoriei (aprilie 1988-octombrie 1989), op. cit.**). L'autre appartient à Cristian Popescu (22, 152, 1992) au sujet de ses relations avec Ion Negoitescu, un intellectuel (détenu politique dans les années 1960, il est un des deux intellectuels ayant signé la lettre de protestation initiée par Paul Goma). On retrouve Cristian Popescu comme signataire de la lettre de protestation des jeunes intellectuels (celle connue comme la « lettre des dix-huit intellectuels »). D'autres témoignages sont faits sous la pression (médiatique), lorsqu'ils y sont contraints par la conjoncture, poussés par les événements, par les discours des médias extrêmement violents, tout comme ceux du public (tel qu'on peut le voir d'une lecture hâtive des messages circulant dans l'espace des forums) et parfois aussi les discours d'autres intellectuels.

⁶⁵² En témoigne aussi des intérêts intellectuels des plus jeunes chercheurs qui discutent sans exception (exclusivement ou aussi) des archives de la Securitate, comme cela résulte des communications faites à l'occasion d'un séminaire organisé par l'Institut d'investigation des crimes du communisme et de la mémoire de l'exil, « Les archives du communisme », à Bucarest le 23 août 2013).

⁶⁵³ Croyance dans le pouvoir des institutions de contrôle ravivée après 1989 lorsque dans la presse apparaissent des informations censées tenir de la vie privée, rester secrets comme des extraits de conversation, etc.

⁶⁵⁴ Pour le nombre des membres du PCR entre 1925 et 1937 voir Dennis Deletant, *Romania sub regimul comunist, op. cit.*, p. 16 : 1635 membres en 1937. Pour 1944 et 1945, voir Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste de Roumanie, *Raport final, op. cit.*, p. 56. Pour l'année 1947, comparativement avec d'autres pays du bloc communiste et par rapport au nombre d'avant la guerre, voir Daniel Barbu, *Republica absenta, op. cit.*, p. 82 : 710000 en 1947, avec une croissance de 710%. *Ibid.*, p. 50 : « Une des opérations effectuées par le communisme avec le plus grand résultat a été celle de produire – élites loyales sinon véritablement partisans – dans une société dans laquelle, traditionnellement, *intelligentsia*, avait occupé une place assez médiocre et des voies de promotion aléatoires. Ainsi, à la fin de l'année 1964, 42% du personnel académique à tous les niveaux et 54% des enseignants du secondaire étaient inscrits au parti communiste, alors que, en 1969, les travailleurs industriels représentaient, en fonction de la branche, seulement entre 27% et 39% des membres de parti ». Voir Daniel Barbu, « Les archives de l'oubli », *Cités*, 29, 2007, pp. 154-156.

adhésions selon la conjoncture, le moment de leur carrière et les raisons invoquées. Dans certains cas, on le verra, il est plus important de suivre la conjoncture politique, dans d'autres le moment de leur carrière, dans lequel ils prennent la décision d'adhérer au parti. Plusieurs dévoilements mais surtout ceux au sujet de leurs relations avec la Securitate auront des effets sur leur appartenance au GDS. Plusieurs, sinon la majorité des sorties du GDS se produisent comme suite des pressions médiatiques ou des critiques des intellectuels qui sont médiatisées qui suivent les dévoilements (ces cas seront traités plus loin).

Contrairement aux études sur le monde intellectuel roumain sous le communisme publiées jusqu'à présent, le terme d'« intellectuel⁶⁵⁵ » est utilisé pour parler des auteurs de la période communiste, même lorsqu'on parle d'un espace qui se construit et évolue sous le contrôle de l'État et du Parti. Il ne s'agit pas ici d'oblitérer ce contexte dans lequel évolue le monde intellectuel. Il est communément admis parmi des intellectuels roumains et même parmi de jeunes auteurs actuellement que dans la période communiste les conditions sociales et politiques ne permettraient l'affirmation de l'intellectuel tel qu'il s'est imposé après l'affaire Dreyfus. Sauf que certaines pratiques intellectuelles (de la dernière période communiste, au moins des années 1980) tendent à contredire cette thèse. Certaines observations seront notées ici en résumé de l'analyse se poursuivant ci-dessous pour démontrer leur validité. Le pouvoir de la littérature est encore plus fort qu'en régime de libéralisation politique puisque la littérature permet plus que d'autres types de production culturelle de développer des « stratégies pour échapper⁶⁵⁶ » à la censure et pour exprimer parfois des idées à l'encontre des engagements faits au grand jour (le fait d'être membre du PCR). Le champ littéraire fonctionne aussi comme substitut au journalisme qui est le terrain de la manifestation de l'intellectuel en régime libéral, auteur ou créateur qui exerce son autorité sur des questions autres que celles tenant strictement de sa spécialité dans laquelle où il a acquis sa reconnaissance⁶⁵⁷. Même s'ils ne sont pas des écrivains, ils sont des essayistes et en tant que tels ils sont devenus membres de l'Union des écrivains et/ou sont primés par l'Union des écrivains⁶⁵⁸. L'Union des écrivains est l'institution culturelle centrale durant la période communiste. Des auteurs formés en sciences humaines et sociales, dont la compétence n'est pas traditionnellement celle des écrivains ou des critiques littéraires, se retournent vers la littérature pour faire leur entrée dans le monde intellectuel dominé par des littérateurs. L'appartenance à l'Union des écrivains confère aux auteurs la plus forte visibilité et un espace de liberté plus grand que celui donné par d'autres institutions culturelles qui supposent une dimension collective (les académies spécialisées ou tous les lieux de la recherche scientifique ou même les universités). L'appartenance à l'Union des écrivains

⁶⁵⁵ Voir Christophe Charle, *Naissance des « intellectuels » 1880-1900*, op. cit.

⁶⁵⁶ Gisèle Sapiro, « Pour une approche sociologique des relations entre littérature et idéologie », *CONTEXTES*, 2, février 2007. Voir aussi pour le concept de « stratégie », « stratégies d'écriture » et « stratégies d'auteur », Gisèle Sapiro, *Sociologie de la littérature*, op. cit., pp. 81-82.

⁶⁵⁷ Christophe Charle, *Naissance des « intellectuels 1880-1900*, op. cit.

⁶⁵⁸ Les cas les plus notoires sont **Andrei Plesu** et **Gabriel Liiceanu**.

signifie l'entrée dans un monde intellectuel le plus visible, l'accès à d'autres institutions et à des réseaux intellectuels.

Des philosophes, de par leur formation, s'intéressent à la littérature (leurs postes sont des moins importants) et des sociologues à fréquenter des milieux littéraires sinon à faire leur entrée dans le monde littéraire, comme il résulte des témoignages de nos interlocuteurs et de leurs productions. Dans le même temps, notamment dans les années 1980, parmi les jeunes ayant une formation en lettres, certains s'intéressent à d'autres spécialités, comme l'histoire, ou, même si toujours intéressés par le monde littéraire, ils prennent intérêt à se consacrent plus à une spécialité grâce à laquelle ils occupent des postes dans des institutions de la recherche⁶⁵⁹. Ces conversions à d'autres spécialités que celles de leurs premiers choix peuvent être liées à la création des lieux de la recherche scientifique qui précède de loin (après l'installation du régime communiste mais surtout au cours des années 1960) leur entrée dans une carrière intellectuelle mais aussi au blocage des années 1980 des institutions culturelles des plus prestigieuses (universités et Union des écrivains), plus largement de la situation des représentants des professions intellectuelles. Contraintes économiques auxquelles se confrontent des représentants des sciences humaines que des représentants des sciences naturelles et possibilités minimales pour les impétrants d'occuper des postes auxquels ils se sont préparés et qu'ils ont espéré, espérances fondées sur la situation de leurs prédécesseurs, semblent encourager, contribuer à la rencontre des univers intellectuels spécifiques, des représentants de spécialités différentes. D'une dizaine d'années plus âgés que ceux qui appartiennent à la génération des plus jeunes (des membres fondateurs, nés dans les années 1950), historiens, philosophes ou sociologues (nés dans les années 1940), ont fait des études à l'étranger ou au moins ont bénéficié des séjours d'études à l'étranger, ont intégré l'Union des écrivains, etc. Plus rarement, on verra de jeunes auteurs des années 1980 partir étudier à l'étranger.

Le journalisme littéraire partagé aussi par des représentants des disciplines de sciences humaines et sociales (dans la presse culturelle, la presse communiste ou dans des publications soutenues par des institutions politiques de l'administration local) ne peuvent pas être ignorés. Ni des relations informelles (certains fréquentent aussi bien des réseaux communistes) ou l'appartenance à des cercles intellectuels officiellement reconnus (reconnus officiellement car on les présente, on en discute dans des volumes publiés aux éditions des plus prestigieuses) qui permet aussi bien la socialisation politique⁶⁶⁰ que de donner une autre orientation à l'engagement.

Le champ littéraire est le substitut du champ intellectuel avant sa reconfiguration en fin 1989. Le champ littéraire tend à être le lieu où se déploient des prises de position de ceux qui, occupant des places

⁶⁵⁹ Nous parlerons ici des plus jeunes membres fondateurs du GDS, ayant fait leur début dans les années 1980.

⁶⁶⁰ Leur manifestation de par cette appartenance peut tout au moins provoquer, par la contribution d'autres intellectuels, qui ne partagent pas cette même appartenance, la discussion au sujet de la politique, des rapports à la politique. Comme cela a été le cas avec et autour de l'« école de Paltinis ».

dans des champs de production culturelle spécifiques, ont en commun de revendiquer la légitimité à représenter le pôle autonomiste du champ de production culturelle. À la littérature et plus généralement à ceux qui traitent de la littérature appartient le prestige. L'Union des écrivains, création institutionnelle transnationale⁶⁶¹, régionale, est précédée par d'autres cadres institutionnels qui instituent le lien entre écrivains et État. Si dans la période communiste, les écrivains perdent en autonomie, ils gagnent en sécurité. Le statut d'écrivain est réglementé par l'entrée dans l'Union et à ceux qui y accèdent il assure une situation matérielle au moins stable où les profits économiques n'y sont pas rares. Et ils semblent jouir généralement d'un prestige plus grand que les universitaires et d'un pouvoir de consécration comparable sinon plus fort que ces derniers étant donné qu'ils peuvent plus facilement accéder à d'autres postes, dans l'édition ou dans la presse culturelle. Des philosophes essayistes primés par l'Union des écrivains et des prétendants au statut d'écrivain ou critique littéraire formés en philosophie ou en sciences sociales. Un philosophe qui a constitué un pôle d'attraction pour des philosophes mais aussi des littéraires ou des artistes, comme le philosophe Constantin Noica⁶⁶², mais aussi d'autres, plus jeunes qu'eux, alliant esthétique et réflexion philosophique, producteurs d'essais philosophiques, sont loués parfois pour leurs aptitudes d'orateurs, ont pu se constituer en repères pour certains jeunes prétendants au statut d'écrivain ou de philosophe. Cela n'est pas exclusivement le résultat des contraintes qui s'exercent dans des cadres institutionnels de la vie intellectuelle mais aussi à un « habitus » littéraire qui est l'héritage des époques précédentes. Leurs attentes et les voies d'accès (possibles mais surtout probables)⁶⁶³ aux positions prétendues rendent compte des rapports différenciés aux cadres formels de la vie intellectuelle, à l'institution dans laquelle ils se sont formés. Des représentations du travail intellectuel associées à ces milieux renvoient à cet habitus littéraire qui est plus visible dans les luttes de concurrence avant ou après 1989, parfois même par ceux qui revendiquent une appartenance à la culture scientifique et en dépit de leurs prétentions plutôt conjoncturelles relevant d'une adaptation requise par le contexte⁶⁶⁴.

La « résistance par la culture », tant invoquée dans les stratégies de légitimation des intellectuels après 1989, est un syntagme sous lequel on désigne des activités proprement intellectuelles (recherche, enseignement, journalisme) dans la période communiste où seules les lois de l'espace professionnel sont suivies ou les lois qui régissent plus largement le domaine de la culture. La « résistance par la culture » tend

⁶⁶¹ Lucia Dragomir, *L'Union des Écrivains. Une institution transnationale à l'Est : l'exemple roumain*, op. cit.

⁶⁶² Sa notoriété avant comme après 1989 doit beaucoup à cette image du philosophe solitaire mais aussi à ces publications dans la période communiste, ainsi qu'à l'« école » qu'il s'est créée, en rassemblant autour de lui des « disciples ». Il devient un point d'attraction pour nombre de jeunes et non seulement après la publication du *Journal de Paltinis* par **Gabriel Liiceanu** en 1983 chez Cartea romaneasca, la maison d'édition de l'Union des écrivains.

⁶⁶³ Gisèle Sapiro, « Une liberté contrainte. La formation de la théorie de l'*habitus* », in Louis Pinto, Gisèle Sapiro, Patrick Champagne (dir.), *Pierre Bourdieu, sociologue*, op. cit., pp. 49-91.

⁶⁶⁴ Ainsi la formule « philosophie authentique » est une des expressions de la revendication de l'originalité proposée bien avant 1989 et réitérée plus récemment par un philosophe qui est aussi spécialiste de l'art, tenant de l'orthodoxie dans l'espace public mais aussi fondateur d'une institution qui se veut encourager et promouvoir les sciences sociales après 1989. La « philosophie systémique » vs. la « philosophie authentique » était déjà dans les années 1980 un débat lancé à travers lequel des « disciples » de Noica expriment leur rapport à la conception sur la philosophie de ce dernier.

à être monopolisée après 1989 par ceux qui se disent s'être tenus loin des exigences du régime et avoir produit ou professé des idées sans lien avec l'idéologie véhiculée par le régime. Ceux qui s'en revendiquent, ceux qui discutent et se préoccupent à définir les frontières pour se distinguer en utilisant cette formule sont des écrivains, des critiques littéraires ou des essayistes-philosophes qui ont vu publier leurs livres sous le communisme et qui rarement peuvent invoquer des actes de désobéissance ou des actes proprement politiques. Des historiens comme d'autres philosophes qui sont des chercheurs ou des universitaires préfèrent parler de la « morale professionnelle ». Est-ce que ces textes, les différentes « classes de textes » ou ces différents types de textes, sont-ils sous-tendus par une vision idéologique à l'encontre des idées qui sont supposées avoir légitimé le régime, à savoir le marxisme ? S'agit-il d'une vision proprement politique qu'ils opposent ou qu'ils proposent à des fins politiques ?

I. La structure du champ de production culturelle, son évolution dans la dernière période du communisme et membres fondateurs du GDS

A. La position du champ littéraire et la fonction de la littérature

La position dominante du champ littéraire (journalisme littéraire, éditions de littérature, Union des écrivains) par rapport au champ académique (universités, centres de recherche qui seront dans la dernière période du communisme affiliés à l'université et académie⁶⁶⁵) tient tant aux traditions culturelles qu'au processus de modernisation⁶⁶⁶, à l'histoire des disciplines des sciences humaines et sociales en Roumanie qu'au poids des contraintes politiques qui pèsent sur les activités intellectuelles les plus professionnalisées notamment pendant la période communiste. En dépit de la création des instances plutôt fortes visant le contrôle de toute une catégorie permettant l'encadrement politique et la subordination à l'État, c'est en rapport avec le public, la possibilité d'accéder au public que se définit le prestige de l'écrivain et de celui associé à toute activité littéraire, et secondairement, celui de l'universitaire⁶⁶⁷. Bien qu'on assiste à une tendance à la professionnalisation des universitaires⁶⁶⁸, les activités universitaires restent étroitement liées aux activités littéraires (les chaires de philosophie, de psychologie et de pédagogie, ensuite d'esthétique, de

⁶⁶⁵ Voir *supra* nos précisions quant au champ scientifique avant et après 1989 dans l'introduction à la première partie.

⁶⁶⁶ Ion Ianoși, *O istorie a filosofiei romanesti in relatia ei cu literatura* [Une histoire de la philosophie roumaine dans sa relation avec la littérature], *op. cit.* ; Marius Lazar, *Paradoxuri ale modernizarii. Elemente pentru o sociologie a elitelor culturale romanesti*, *op. cit.*

⁶⁶⁷ Voir Gisèle Sapiro, « Les professions intellectuelles entre État, l'entrepreneuriat et l'industrie », « Éditorial », *art. cit.*, notamment pp. 5-8.

⁶⁶⁸ Pendant les premières décennies du XX^e siècle, le champ universitaire se professionnalise en adoptant le modèle scientifique des universités étrangères (Ion Ianoși, *O istorie a filosofiei romanesti in relatia sa cu literatura*, *op. cit.*). La naissance des universités doit être appréhendée en liaison avec la professionnalisation du champ littéraire où les sociétés littéraires dont la plus connue *Junimea*, sous la tutelle de Titu Maiorescu, imposent les règles. Sur cette « société » littéraire et « l'esprit » qu'elle impose et sur la revue *Convorbiri literare* voir Z. Ornea, *Junimea si junimismul*, 2 vol., Bucarest, Minerva, 1998. Sur la carrière universitaire et politique de Titu Maiorescu voir Marius Lazar, *Paradoxuri ale modernizarii*, *op. cit.*, pp. 162-181. Sur les relations entre philosophie et littérature et le parcours professionnel de l'universitaire et du critique littéraire, voir Ion Ianoși, *O istorie a filosofiei in relatia sa cu literatura*, *op. cit.*, pp. 46-73.

morale et de logique fonctionnent dans les facultés des lettres dans les universités créées au début de la seconde moitié du XIX^e siècle) du fait de l'existence d'une demande de la part du champ politique quand le capital symbolique obtenu par les intellectuels vient à l'appui des politiques étatiques visant la modernisation. Les résistances aux politiques étatiques peuvent se trouver affaiblies quand les représentants de l'Etat peuvent recourir à leur capital symbolique qu'ils ont obtenu dans le champ littéraire ou dans celui académique. Ainsi les activités littéraires offrent aux universitaires les possibilités de renforcer leurs positions en s'attirant le succès du public tout en cumulant des positions dans les institutions culturelles et dans les structures politiques. L'Etat comme premier facteur modernisateur recrute ses cadres administratifs parmi les factions intellectuelles et des intellectuels consacrés occupent souvent des positions politiques.

Dans les années 1930 et au début des années 1940, les intellectuels prétendants contestent les hiérarchies établies dans les institutions culturelles, par le biais du journalisme ils s'engagent contre les politiques en place au nom de la morale contre un système qu'ils considèrent perverti et au nom d'un retour à la tradition (une tradition ancrée dans l'éloge d'une spécificité nationale), contre le rationalisme professée par leurs aînés, universitaires ou critiques littéraires ayant obtenu leur consécration. De cette période, date la constitution d'un groupe rassemblant des jeunes intellectuels, disciples de Nae Ionescu. La société Criterion fondée en 1932 se rapproche progressivement des forces politiques de l'extrême droite bien que tous les intellectuels qui partagent les idées soutenues par leur maître (reconsidération de la tradition au but de construire une philosophie ancrée dans les valeurs nationales, selon eux) n'adhèrent pas aux idées de la droite ni de l'extrême droite. Le groupe est représenté dans l'historiographie de la philosophie et dans l'histoire de la culture notamment par les figures les plus notoires de la période de l'entre-deux-guerres, Emil Cioran, Mircea Eliade, Eugen Ionesco mais aussi Mircea Vulcanescu, Petre Tutea et autres intellectuels proches de Constantin Noica. Le groupe Criterion fonde quelques années après son apparition comme « association d'arts, lettres et philosophie » une publication portant le même nom, encore que la revue ne représente pas le groupe. Ouvrant ces pages à d'autres intellectuels, la publication participe à la diffusion des idées partagées par les membres du groupe qui se présente comme la « nouvelle spiritualité⁶⁶⁹ ».

Parallèlement à la professionnalisation des activités intellectuelles spécifiques, sous le communisme, les champs de production culturelle subissent les contraintes politiques au temps du passage du régime capitaliste au régime communiste (fin de la seconde guerre mondiale et jusqu'en décembre 1947, avant deux autres dictatures) et surtout après l'installation du régime communiste, à partir de 1948. Bien que le champ littéraire est lui aussi soumis au contrôle idéologique⁶⁷⁰, les activités artistiques et/ou littéraires constituent un débouché notamment pour les membres des factions intellectuelles qui pendant le communisme subissent le déclassement, sont marginalisées. Après les épurations, suit une période quand les intellectuels qui ont manifesté leur adhésion aux partis politiques autres que celui communiste sont

⁶⁶⁹ La revue Criterion paraît deux fois par mois dans sept numéros entre octobre 1934 et janvier-février 1935. Parmi les rédacteurs on retrouve Constantin Noica, Mircea Eliade, Henri H. Stahl, Mircea Vulcanescu, etc. Cf. I. Hangiu, *Dictionarul presei literare romanesti 1790-2000*, op. cit., pp. 178-179.

⁶⁷⁰ Lucia Dragomir, *L'Union des Écrivains. Une institution transnationale à l'Est*, op. cit. ; Ion Ianos, « Uniunea scriitorilor in sistemul culturii socialiste si segmentul literar in tranzitia romaneasca », in Adrian Miroiu (éd.), *Institutii in tranzitie* [Institutions en transition], op. cit.

emprisonnés. Des diplômés issus de la bourgeoisie ou, plus, des élites traditionnelles (grands propriétaires terriens) qui jusque là pouvaient accéder aux fonctions publiques se dédient aux activités littéraires ou/et artistiques quand le régime concède une relative autonomie aux institutions culturelles. Le poids des contraintes politiques qui pèsent sur les champs de production culturelle varient en fonction de leur contribution et de leur importance dans la production idéologique. La position dominante du champ littéraire est visible notamment dans l'attrait qu'il exerce sur les scientifiques d'une formation humaniste, intellectuels les plus prétendants, pour lesquels une position dans le champ académique⁶⁷¹ (chercheur dans les instituts de l'Académie roumaine et ensuite chercheur dans les instituts des académies spécialisées créées sous le communisme) ne correspond pas à leurs attentes. Les concurrences entre universitaires, scientifiques et/ou écrivains, se déploient ainsi au sein du champ littéraire, à travers une production qui n'est ni scientifique, ni littéraire, les essais.

A part les institutions traditionnelles (Université, Académie, Union des écrivains), d'autres instances sont mises en place par le régime. Certaines institutions perdent de leur pouvoir au profit de ces dernières (les académies spécialisées). Certaines tendances déjà existantes avant le régime communiste se trouvent renforcées avec la réorganisation des institutions spécifiques⁶⁷². L'appartenance à l'Union des écrivains, institution culturelle centrale, confère de visibilité, en devenant le desiderata de jeunes impétrants en sciences humaines surtout et en sciences sociales aussi. Et il en reste ainsi dans la dernière période communiste, seconde moitié des années 1970 et durant les années 1980. Dans ce contexte marqué par l'affaiblissement de toutes les institutions culturelles, la position du chercheur et de l'universitaire non seulement confère une certaine stabilité, les assurant une position plus ou moins stable. Ils sont en position plus stable ceux qui peuvent miser sur une position dans l'enseignement ou dans la recherche, ce qui n'est pas le cas de ceux qui sont seulement membres de l'Union des écrivains.

La domination du champ littéraire, attestée par les considérations faites par les intellectuels dans leurs témoignages et/ou par des travaux scientifiques, contribue à imposer les représentations du rôle des écrivains sous le communisme comme principaux participants à la production d'une critique du pouvoir communiste qui participent au travail de légitimation des intellectuels du GDS et de construction de sa position après 1989. En effet, la position dominante du GDS telle qu'il s'est créée à travers les médias trouve ces fondements dans le capital symbolique dont bénéficient ceux qui ont reçu leur consécration dans cet espace de la production culturelle, à savoir le champ littéraire. Dans le même temps cela amène à l'oblitération, d'une part, de leurs positions dans les institutions culturelles fonctionnant sous le communisme et de leur participation, par l'adhésion au Parti-Etat communiste, au soutien du régime, et, de l'autre, de l'existence des intellectuels, qui tout en affirmant leur adhésion à la vision véhiculée par le

⁶⁷¹ En utilisant le terme de « champ scientifique » nous nous référons aussi bien au champ universitaire qu'au champ proprement académique, à savoir des institutions de la recherche appartenant à l'Académie roumaine et ensuite aux académies spécialisées.

⁶⁷² Voir *infra*, chapitre sur les institutions traditionnelles dont l'Académie roumaine.

régime communiste, le marxisme, par des stratégies spécifiques n'ont manqué de contribuer au maintien d'une certaine autonomie dans les institutions culturelles.

Durant la dernière période communiste, le champ littéraire (comprenant des écrivains, des historiens de la littérature et des critiques littéraires) et le champ philosophique se disputent la légitimité à représenter la culture « authentique »⁶⁷³. On se dispute la position dominante dans le champ intellectuel. L'enclenchement des débats sur la discipline ou l'activité proprement intellectuelle qui détient la légitimité à représenter la culture puise ses fondements dans l'histoire du champ littéraire roumain et dans l'histoire de l'enseignement universitaire (la naissance de la Faculté des lettres et de philosophie précède d'une année la création de l'Université de Bucarest en 1864⁶⁷⁴), des hiérarchies des disciplines en sciences humaines : en particulier dans la période de l'entre-deux-guerres la philosophie est la discipline la plus prestigieuse. L'alliance entre philosophie et littérature est inscrite dans l'histoire même de la philosophie. L'alliance entre philosophie et littérature, plus largement entre sciences humaines et littérature date d'avant l'apparition de l'Union des écrivains sur le modèle soviétique, dans la période communiste, les années 1930 et 1940 lorsque des philosophes sont aussi des écrivains. Les relations étroites entre champ philosophique et champ littéraire qui relève d'une tradition, conduit à une concurrence (étant donné aussi la tendance à la spécialisation des sciences humaines et sociales et par la création d'institutions consacrées aux « sciences sociales »). Cette concurrence, qui perdure tout comme ce rapprochement, est manifeste, sous d'autres formes, après 1989. Notons que les premiers critiques du GDS, des intellectuels notoires du GDS, sont des critiques littéraires.

Dans la période communiste, la philosophie perd son statut, doit renoncer à certaines de ses prétentions, à cause des mécanismes du contrôle idéologique (le contrôle de la production scientifique, le recrutement du personnel scientifique, un cadre institutionnel de plus en plus faible etc.)⁶⁷⁵. Toutefois, du fait de son ancienneté, la philosophie conserve tout au long de la période communiste un cadre institutionnel comme discipline universitaire, à la différence de la science sociale⁶⁷⁶. Qui plus est, en dépit du contrôle

⁶⁷³ C'est ce qu'on voit bien apparaître dans Katherine Verdery, *Compromis si rezistentă. Cultura română sub Ceaușescu* [Compromis et résistance. La culture sous Ceaușescu], trad. Mona Antohi et Sorin Antohi, Humanitas, 1994. Il est significatif que cet ouvrage soit mentionné par Gabriel Liiceanu pour soutenir l'importance de ce qui a été « l'école de Paltinis » pendant le communisme, voir « Ce que veut dire être européen dans l'Est de l'après-guerre », *Jurnalul de la Paltinis. Un model paideic în cultura umanistă* [Journal de Paltinis. Un modèle d'initiation dans la culture humaniste], 1^e édition, Cartea Românească, 1983, 3^e édition, Humanitas, 2003, p. 12.

⁶⁷⁴ Jusqu'en 1948 la Faculté des lettres et de philosophie ; entre 1948 et 1977, la Faculté de philosophie, par la suite, jusqu'en 1990, la Faculté d'histoire et de philosophie.

⁶⁷⁵ Voir l'intérêt pour la politique durant la période communiste des étudiants en philosophie. Comme hypothèse, qui reste à vérifier d'après le recensement des origines sociales des étudiants en philosophie et en lettres (classiques ou modernes), les étudiants en philosophie proviennent des milieux communistes, parents dont un au moins doit son ascension sociale à des promotions sociales rendues possibles par des politiques du régime communiste.

⁶⁷⁶ Voir Gheorghe Vladutescu, *Neconventional, despre filosofia românească*, Paideia, 2002 ; Id., *Filozofie și politică. 1957-1962*, Paideia, 2003 ; Nicolae Bellu, *De la stanga politică la stanga culturală*, édition dirigée par Vasile Morar, Paideia, 2005. Ces ouvrages sont les seuls qu'on a pu retrouver pour se faire une image de l'évolution de la Faculté de philosophie de Bucarest. D'autres volumes d'entretiens (toutefois d'un nombre limité) permettent de compléter l'image de ce qui a été l'enseignement philosophique à Bucarest.

idéologique auquel elle est soumise, la philosophie comme formation universitaire continue d'attirer des prétendants au statut d'intellectuel jusqu'à la fin du communisme⁶⁷⁷.

Au sein des champs, littéraire ou philosophique surtout, des pôles enclins à l'autonomie se forment. Ces pôles autonomistes se rencontrent, ils se partagent parfois les mêmes lieux de rencontre (cénacles, restaurant, etc.) souvent aussi une appartenance commune (le fait d'être membre de l'Union des écrivains). Ce sont des écrivains (ou membres de l'Union des écrivains) ou des philosophes d'institution qui peuvent prendre appui soit à l'intérieur des institutions sur ceux qui occupent des positions fortes, soit à l'extérieur des institutions, vu leurs relations avec des intellectuels de l'exil. Le contexte politique dans lequel évoluent ces pôles « autonomistes » fait que dans les dernières années de la période communiste, ces cercles, qui se constituent à l'intérieur même des disciplines (lettres ou philosophie), se rapprochent les uns des autres en mettant en évidence leur éloignement vis-à-vis des conventions officielles. Le rapprochement entre ces cercles ou individus appartenant plus à un champ qu'à un autre (littéraire, académiques ou universitaire et parfois à deux⁶⁷⁸) ou occupant des institutions faibles ou des moins légitimes⁶⁷⁹ qui parfois se connaissent moins qu'ils ne se reconnaissent s'accomplit non seulement au regard de leur opposition aux individus et aux groupes qui occupent des positions dominantes dans le champ culturel mais en lien avec l'imbrication des champs des sciences humaines et sociales (où on inclut le champ philosophique) et du champ littéraire. On observe la tendance vers un investissement du domaine des sciences sociales par des individus qui avaient suivi une formation en lettres. Mais aussi l'intérêt des représentants des sciences naturelles pour la philosophie⁶⁸⁰. Dans ce cas-ci et comme dans celui des philosophes, le poids de la référence étrangère et/ou de l'exil roumain n'est pas négligeable : bourses d'études à l'étranger, traductions, accès aux milieux intellectuels de l'exil ou accès aux médias étrangers à l'aide des intellectuels de l'exil.

Il semble que la valeur donnée à la compétence dans le champ intellectuel communiste, qui se trouve exacerbée, comme on le verra lors du débat enclenché autour de la publication du *Journal de Palatinis* en 1983⁶⁸¹, correspond aux dispositions de ceux qui, doublement dominés, symboliquement et socialement, jouent le rôle d'intermédiaires⁶⁸² entre les écrivains et les philosophes. Il est significatif que les frontières

⁶⁷⁷ Ce n'est pas sans signification que parmi les membres qui sont cooptés ultérieurement dans le GDS il y en a plusieurs qui ont une formation philosophique ou qui se consacrent à la philosophie.

⁶⁷⁸ Critique littéraire, membre de l'Union des écrivains et universitaire ; chercheur (philosophe) ou universitaires et membre de l'Union des écrivains (essayiste ou spécialiste de la culture).

⁶⁷⁹ En fonction de leur formation, les jeunes peuvent travailler dans la presse culturelle et seulement là (ils sont souvent encadrés dans l'enseignement secondaire, des enseignants dans des écoles de province), plus rarement ils peuvent être chercheurs dans des centres de recherche fonctionnant auprès de l'université ou ils travaillent dans des centres d'expertise mis en place par le régime et dont l'activité est scientifique (psychosociologues ou sociologues).

⁶⁸⁰ Dans notre étude, dans le cas du GDS, constitué officiellement au 31 décembre 1989, il s'agit des deux physiciens qui intègrent le Groupe comme membres fondateurs : **Gabriel Andreescu** (plus connu par son opposition au régime) et **Victor Barsan**.

⁶⁸¹ Cf. Katherine Verdery, *Compromis si rezistentă*, op. cit., chapitre 7.

⁶⁸² La crise politique qui se déclenche en France dans la période de l'Occupation rend possible l'alliance entre écrivains et le parti communiste, de cette alliance est né, en clandestinité, le Comité national des écrivains. Mais au-delà des facteurs extérieurs, sans les affinités électives et des intermédiaires comme Aragon cette alliance ne saurait être possible. Voir Gisèle Sapiro, *La Guerre des écrivains, 1940-1953*, op. cit., surtout pp. 467-512.

des catégories d' « écrivain » et de « philosophe » qui sont largement perméables pendant le communisme donnent en même temps lieu à des luttes sur leur définition légitime ainsi qu'à des rapprochements entre littéraires et scientifiques. Les modes d'acquisition d'une formation en philosophie et en science sociale également dans des institutions soumises au contrôle idéologique et en dehors de toute institution, et parfois même en l'absence de toute officialisation, déterminent les rapprochements entre différents groupes au moins au niveau de leurs prétentions à représenter un nouveau type de compétence.

Au niveau des contenus de leurs prises de position aux temps du communisme, leurs stratégies discursives des écrivains ou des philosophes qui tentent de rompre avec les canons officiels et de subvertir l'ordre politique ne dépassent pas les limites d'une contestation visant leur propre domaine d'activité. Les pratiques de contestation sont majoritairement individuelles et prennent souvent la forme du pamphlet ou du poème sinon elles prétendent contribuer au développement d'une culture « authentique », fondée sur la compétence propre. Ces prises de position ne véhiculent pas des catégories politiques. A l'emprise du politique sur la production culturelle on oppose des critères spécifiques. Leurs stratégies discursives sont subversives et donc tendent à l'autonomisation du champ culturel dans la mesure où ils essaient de contourner la censure. Le recours au pamphlet, le « textualisme » ou l'« esthétisme » pour les écrivains⁶⁸³, la volonté de produire une « culture authentique » pour les philosophes⁶⁸⁴, telles sont les termes employés pour proférer l'idée selon laquelle une production culturelle autonome par rapport aux critères idéologiques s'est développée en Roumanie pendant le communisme.

Dans nombre d'ouvrages parus dans la période postcommuniste, est soulignée la place et le rôle important accordé aux écrivains dans la période communiste. Les écrivains jouissent du plus grand prestige car en utilisant un langage codé, à double sens (*esopism*)⁶⁸⁵, ils trouvent le moyen de communiquer au public (au grand public) « la vérité⁶⁸⁶ ». Dans le même temps, ils sont décrits comme les complices et du pouvoir et du public⁶⁸⁷. Ces intellectuels, écrivains dans la plupart des cas, reconnaissent eux-mêmes le capital symbolique dont ils jouissaient pendant le communisme. D'autres encore, prétendants au statut d'écrivain, dans les années 1980, qui leur est désormais refusé du fait du blocage de l'entrée à l'Union des écrivains⁶⁸⁸, témoignent de l'intérêt pour une carrière d'écrivain et de l'importance d'une telle carrière indifféremment de leur profession, de leurs autres activités intellectuelles.

⁶⁸³ Ce sont les « catégories » pour et par les écrivains, et surtout dans la dernière période avant la chute du communisme.

⁶⁸⁴ Ceux qui ne se reconnaissent pas comme écrivains mais comme des philosophes.

⁶⁸⁵ Voir Benoît Lambert et Frédérique Matonti, « Un théâtre de contrebande. Quelques hypothèses sur Vitez et le communisme », *Sociétés & Représentations*, n° 11, « Artistes/Politiques », 2001, pp. 379-406 ; Gisèle Sapiro, « Literature between the State and the Market », *Poetics*, 31, 2003, pp. 441-464 ; Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes. Essais sur l'obéissance politique : La Nouvelle Critique (1967-1980)*, op. cit., pp. 13-16.

⁶⁸⁶ Dennis Deletant, « Occidentul si disidenta din Romania sub regimul lui Ceausescu » [L'Occident et la dissidence de Roumanie sous le régime de Ceausescu], Ecole d'été de Sighet, VIIe édition.

⁶⁸⁷ Daniel Barbu, *Republica absenta*, op. cit., pp. 15-20.

⁶⁸⁸ Ion Ianos, « Uniunea scriitorilor in sistemul culturii socialiste si segmentul literar in tranzitia romaneasca », in Adrian Miroiu (éd.), *Institutiile in tranzitie* [Institutions en transition], op. cit. ; Lucia Dragomir, *L'Union des Écrivains. Une institution transnationale à l'Est*, op. cit.

Si Gabriela Adamesteanu déclare en 1993⁶⁸⁹ que pendant le communisme les élites étaient confrontées à l'hostilité et au mépris, idéalisant la période de l'entre-deux-guerres, quelques années plus tard, dans son recueil d'articles, *Cele doua Romanii*, cette affirmation lui semble « problématique » : « Les élites culturelles ont eu un capital d'autorité plus grand (même si difficilement utilisable) sous le communisme. Cette autorité est aujourd'hui en déclin, dans une société qui change d'échelle de valeurs⁶⁹⁰ ».

Doina Cornea, avec la plus prodigieuse activité d'opposition en Roumanie avant 1989, reconnaît que le prestige de certains intellectuels faisait que les mesures dirigées contre les intellectuels étaient moins dures que celles subies par les ouvriers ou ceux qui voulaient s'organiser pour protester⁶⁹¹.

Les lettres ouvertes sont la forme la plus utilisée par les écrivains sous le communisme pour affirmer leur mécontentement vis-à-vis des instances officielles qui règlent la vie littéraire, l'espace auquel ils appartiennent. Ces protestations ont comme but d'attirer l'attention sur l'imposition des critères idéologiques dans les activités littéraires, et elles sont généralement le résultat des luttes intestines du monde littéraire qui tire sa légitimité des institutions contrôlées par le régime⁶⁹². Il est question précisément des revendications liées à leur domaine d'activité et elles ne contiennent que rarement des critiques vis-à-vis du régime. Les écrivains ou les scientifiques protestent de façon individuelle et surtout en se solidarisant lorsqu'un de leurs amis écrivains se voit interdit de publication, comme ce fut le cas de **Mircea Dinescu** ou celui de l'historien de l'art, **Andrei Plesu**.

La position dominante occupée par le GDS (ainsi que les positions occupées par ces membres à l'intérieur du GDS) rendent compte des rapports de force dans l'espace de la production culturelle (les rapports entre différents champs de production culturelle, plus précisément entre le champ académique (des sciences humaines et sociales) et le champ littéraire sous le communisme. Ce n'est peut-être pas dépourvu d'importance que les intellectuels du GDS questionnés mentionnent le « talent de l'écriture » de ceux qui sont des plus notoires membres du GDS en justifiant de leur influence importante sur le GDS et plus de leur position dans le champ intellectuel.

B. Membres fondateurs du GDS (1989)

Par l'analyse des trajectoires, définies par Pierre Bourdieu comme « une série de positions successivement occupées par un même agent (ou même groupe) dans un espace lui-même en devenir et soumis à d'incessantes transformations⁶⁹³ », des membres fondateurs l'attention est portée sur les propriétés communes ou celles qu'on retrouve dans la trajectoire de plusieurs membres ainsi que les propriétés qui distinguent certains membres des autres. Quelles sont les positions sociales qu'occupent les membres du

⁶⁸⁹ 22, 176, 1993, p. 1.

⁶⁹⁰ Gabriela Adamesteanu, *Cele doua Romanii. Articole si fragmente memorialistice* [Les deux Roumanies. Articles et fragments de mémoire], Iasi, Institut européen, 2000, p. 26.

⁶⁹¹ **Doina Cornea**, *Puterea fragilitatii* [La puissance de la fragilité], introduction par **Gabriel Liiceanu**, *op. cit.*, surtout p. 104.

⁶⁹² Lucia Dragomir, *L'Union des Écrivains. Une institution transnationale à l'Est*, *op. cit.*

⁶⁹³ Pierre Bourdieu, « L'illusion biographique », *art. cit.*, p. 71.

GDS au moment de sa constitution ? Car « exister socialement, c'est occuper une position déterminée dans la structure sociale et en porter les marques, sous la forme notamment d'automatismes verbaux ou de mécanismes mentaux, c'est aussi dépendre, tenir et être tenu, bref appartenir à des groupes et être enserré dans des réseaux de relations qui ont l'objectivité, l'opacité et la permanence de la chose et qui se rappellent sous forme d'obligations, de dettes, de devoirs, bref de contrôles et de contraintes⁶⁹⁴ ». Selon la définition proposée par Pierre Bourdieu, le champ intellectuel est « un champ de forces en même temps qu'un champ de luttes qui visent à transformer ou à conserver le rapport de forces établi : chacun des agents engage la force (le capital) qu'il a acquise par les luttes antérieures dans des stratégies qui dépendent, dans leur orientation, de sa position dans les rapports de force, c'est-à-dire de son capital spécifique⁶⁹⁵ ». Après avoir parlé du champ de production culturelle et de la fonction de la littérature durant les dernières décennies de la période communiste, l'étude des trajectoires et la présentation de certains intérêts communs, devraient permettre de les situer dans le champ et de détecter des dispositions qui peuvent éclaircir sur leurs rapports à la politique. On saisit des rapports entre champ et *habitus* à travers leurs modes d'acquisition et d'utilisation du capital symbolique et du capital relationnel, qui renseignent sur le fonctionnement du champ de production culturelle dans la dernière période communiste et informent sur des carrières, qui se construisent et développent dans plusieurs cas respectivement dans les années 1970 et dans les années 1980.

Scientifiques de formation historienne ou scientifiques de formation philosophique, essayistes-philosophes, essayistes-artistes, écrivains consacrés, écrivains prétendants ou travaillant dans des institutions d'expertise dans la période communiste (un parmi les plus âgés et deux parmi les plus jeunes) forment le GDS dans sa composition initiale. La grande majorité d'entre eux ont publié avant 1989. La majorité des membres fondateurs du GDS ont obtenu une consécration officielle dans le cadre des dispositifs de reconnaissance avant 1989⁶⁹⁶. Ils ont été même récompensés par des institutions de consécration culturelle, comme l'Académie roumaine ou l'Union des écrivains. Ils représentent des genres littéraires comme l'essai de philosophie, d'histoire, d'histoire de l'art ou la poésie. Ils sont des critiques littéraires, des critiques de l'art, des historiens de l'art ou philosophes. Ceux qui ont une formation philosophique ont été reconnus par l'Union des écrivains, primés ils sont aussi bien producteurs d'essais que de textes liés à leur spécialité⁶⁹⁷. Majoritairement composé d'écrivains, essayistes artistes ou philosophes, le Groupe comprend aussi des représentants des professions intellectuelles qui n'ont pas reçu leur consécration dans la période communiste. Le GDS dans sa composition initiale (membres fondateurs)

⁶⁹⁴ Pierre Bourdieu, *Les Règles de l'art*, op. cit., p. 53.

⁶⁹⁵ Voir Pierre Bourdieu, *Propos sur le champ politique*, « Conférence : champ politique », op. cit., pp. 49-80. Les diverses définitions sont recueillies par Philippe Fritsch dans son « Introduction » au livre de Pierre Bourdieu (*Ibid.*, pp. 7-31).

⁶⁹⁶ L'exception la plus notoire est **Doina Cornea** qui avait été universitaire dans les années 1970. Mais nous excluons ici aussi ceux qui ont une autre profession que des professions intellectuelles.

⁶⁹⁷ Voir l'appréciation d'**Alexandru Paleologu** dans **Gabriel Liiceanu**, *Epistolar*, op. cit. Voir aussi Katherine Verdery, *Compromis si rezistentă. Cultura română sub Ceaușescu* [Compromis et résistance. La culture roumaine sous Ceaușescu], traduction roumaine par Mona et **Sorin Antohi**, op. cit., p. 344.

inclut des « intellectuels »⁶⁹⁸ et dans un nombre restreint aussi d'autres qui ne le sont pas. Certains membres fondateurs sont devenus membres fondateurs, entrés dans la composition initiale du GDS, à la demande ou à la proposition d'un autre membre fondateur. Un parmi de ceux qu'on retrouve sur la liste des membres fondateurs a été coopté pour des raisons techniques, il est technicien et spécialiste de l'informatique. Il a été proposé par un des membres fondateurs, figure notoire de la dernière période communiste, celui qui se pose à plusieurs reprises en porte-parole du GDS⁶⁹⁹.

En considérant la liste des membres fondateurs, la plupart d'entre eux ont protesté contre des mesures contraignantes à la vie intellectuelle, pour soutenir ceux qui étaient déjà consacrés. À une exception près (**Radu Filipescu**), parmi ceux dont les actes subversifs étaient connus déjà avant 1989, des opposants devenus membres du GDS, recourent à des moyens d'action proprement intellectuels, en signant des textes qu'ils envoient à l'étranger en protestant contre le régime, ils signent des analyses critiques. Tous ne se connaissent pas entre eux, certains sont déjà connus notamment à travers les médias de l'étranger de par leurs prises de position critiques à l'égard du régime. Parmi les dissidents on compte un intellectuel des plus notoires de la dernière période communiste, **Mircea Dinescu**, alors que l'autre, **Radu Filipescu**, n'appartient pas au monde intellectuel. En effet, si le premier ou parmi les principaux critères de sélection lors de sa constitution réside dans le fait d'avoir pris part à des protestations collectives qui ont précédé la chute du régime ou d'avoir été de ceux qui ont critiqué des mesures du régime et plus exactement le contrôle politique des institutions culturelles, un autre critère semble s'imposer d'emblée. Critère qui tend à être peu visible du fait qu'ils sont plus préoccupés après 1989 à faire voir leur rapport à la politique durant la période communiste. En fait, le critère qui s'impose dès sa constitution, c'est la reconnaissance acquise avant 1989, le capital de notoriété acquis dans le champ de production culturelle sous le communisme ou, pour les plus jeunes, leur entrée dans le champ académique ou littéraire. Cependant, on trouve aussi parmi les membres fondateurs du GDS de ceux qui n'ont pas obtenu de capital symbolique dans leur domaine de spécialisation. En effet, à côté des opposants moins connus avant 1989, dont certains seulement étaient connus dans des milieux intellectuels⁷⁰⁰, on retrouve parmi les membres fondateurs des individus qui sont là grâce à leur capital social, aux relations qu'ils ont entretenu non seulement avec ceux qui appartiennent à la même génération qu'eux mais aussi avec des membres fondateurs qui ont acquis leur consécration avant 1989.

⁶⁹⁸ Voir Christophe Charle, *La Naissance des « intellectuels »*, op. cit. ; Gisèle Sapiro, « Intellectuel », *Dictionnaire des notions*, Encyclopaedia Universalis, 2005, pp. 619-621 ; Christophe Charle, « Les Intellectuels en Europe dans la seconde moitié du XIXe siècle, essai de comparaison », in Gisèle Sapiro (dir.), *L'Espace intellectuel en Europe*, op. cit., pp. 69-109.

⁶⁹⁹ Certains membres fondateurs en ont proposé d'autres, devenus aussi membres fondateurs du GDS.

⁷⁰⁰ Ils sont connus dans certains milieux intellectuels mais ils ne semblent pas avoir entretenu des relations avec plus d'un membre fondateur du GDS. C'est le cas de **Gabriel Andreescu** qui est chercheur physicien s'intéressant à la philosophie pendant les dernières années et qui avant 1989 a fait la connaissance de **Sorin Vieru**, philosophe chercheur, parmi des futurs membres fondateurs du GDS. **Gabriel Andreescu** s'est rapproché avant 1989 d'autres chercheurs de la période communiste, des mathématiciens qui s'intéressaient au domaine des sciences sociales, tels le mathématicien Solomon Marcus (22, 37, le 28 septembre 1990).

Parmi ces individus, qu'on ne pourrait pas appréhender comme des « intellectuels », certains seulement peuvent se référer à leurs actes subversifs pendant la période communiste⁷⁰¹.

Les membres fondateurs⁷⁰² sont en nombre de 34 dont 6 sont des femmes. Le plus âgé des membres fondateurs est né en 1914, le plus jeune est né en 1957. Trois parmi eux ont été emprisonné pour des raisons politiques, deux sont des victimes du régime et ont fait l'expérience de la prison dans les années 1950, un autre est un dissident, ayant incité à la mobilisation et ayant fait l'expérience de la prison à deux reprises dans les années 1980. Certains (cinq) sont des héritiers d'intellectuels ou/et des membres de la nomenklatura auxquels on peut ajouter un ancien militant communiste des années 1930, formé à l'école de parti.

Quels sont les mécanismes qui ont déterminé l'entrée de ces intellectuels dans ce groupe au moment de sa création⁷⁰³ ? Les trajectoires scolaires seront aussi prises en compte pour la plupart des membres fondateurs ainsi que les lieux de rencontre des membres fondateurs avant 1989, comme par exemple « l'école de Paltinis » ou « l'école de Noica » car plusieurs de ce cercle d'intellectuels se retrouvent parmi les membres fondateurs du GDS. On prête ainsi attention aussi à leurs relations⁷⁰⁴. Quels intérêts ou quelles références communes les conduisent à se réunir, à s'intéresser les uns aux autres ou seulement certains d'entre eux à rechercher la compagnie ou/et l'amitié de certains autres. On va comparer des trajectoires de ceux qui se rapprochent grâce à des lieux de sociabilité fréquentés ou à des cadres plus ou moins institutionnalisés. On ne pourrait pas parler d'un groupe avant le GDS mais seulement de « cercles d'amis », comme le remarque au cours de l'enquête un des plus jeunes membres fondateurs du GDS⁷⁰⁵. Ces « cercles d'amis » et quelques autres relations établies par certains d'entre eux se sont trouvés à la base des manifestations, quoique limitées, des revendications professionnelles des intellectuels, qui ont marqué la

⁷⁰¹ Ainsi parmi les moins connus, qui n'étaient pas des auteurs avant 1989, on peut compter **Calin Anastasiu** et **Alin Teodorescu** qui sont chercheurs à l'Académie roumaine, mais aussi **Dan Oprescu** ainsi que **Dan Arsenie**. Mais seulement ces trois derniers peuvent se référer au fait d'avoir signé la « lettre des dix-huit intellectuels ». De plus, parmi les moins connus, ou peu connus, on compte aussi **Anca Sincai**, qui en 1968 lors de la fête de Noël avait chanté avec d'autres étudiants des chansons populaires à thème religieux. Voir 22, 58, 1991. Alors qu'**Ascanio Damian**, architecte, semble devoir son appartenance au GDS à la proposition faite, cooptation rendue possible par un membre de l'exil, Mihnea Berindei (Entretien avec **Mariana Celac**, le 20 mars 2009). Un seul des membres fondateurs n'appartient ni au monde intellectuel ni ne peut se référer à quelques actes subversifs de l'avant 1989 (**Vasile Radoaca**). Il est là pourtant à la proposition de **Gabriel Liiceanu** et peu après il est des membres fondateurs dont l'appartenance est effacée, « oubliés » par le GDS (Entretiens consultatifs avec **Gabriela Adamesteanu**, le 27 février 2007, avec **Andrei Pippidi**, le 24 mars 2004, avec **Stelian Tanase**, le 13 juillet 2009).

⁷⁰² Les membres fondateurs figurant sur la liste remise par le GDS sont au nombre de trente-quatre : **Calin Anastasiu**, **Gabriel Andreescu**, **Sorin Antohi**, **Dan Arsenie**, **Radu Bercea**, **Victor Birsan**, **Alexandru Calinescu**, **Magda Carneci**, **Mariana Celac**, **Pavel Campeanu**, **Andrei Cornea**, **Doina Cornea**, **Petru Cretia**, **Ascanio Damian**, **Mircea Dinescu**, **Stefan Augustin Doinas**, **Radu Filipescu**, **Leontin Iuhas**, **Thomas Kleininger**, **Gabriel Liiceanu**, **Dan Oprescu**, **Anca Oroveanu**, **Alexandru Paleologu**, **Dan Petrescu**, **Andrei Pippidi**, **Andrei Plesu**, **Radu Popa**, **Vasile Radoaca**, **Anca Sincai**, **Mihai Sora**, **Stelian Tanase**, **Alin Teodorescu**, **Anca Vasiliu**, **Sorin Vieru**.

⁷⁰³ A ce stade de la recherche, des éléments seront suivis pour une analyse préliminaire des prémices de la création du groupe.

⁷⁰⁴ En traitant des relations qu'ils établissent dans différents lieux spécifiques qui participent à la structuration du champ de production culturelle, en mesure variable en fonction du degré de légitimité (qui se définit par rapport à des institutions qui sont reconnues comme des plus légitimes par leur ancienneté), il faut distinguer entre capital social (qui est détenu par des « héritiers ») et capital relationnel (acquis).

⁷⁰⁵ Correspondance électronique avec **Alin Teodorescu** (août-septembre 2008).

fin du régime de Ceausescu⁷⁰⁶. Ainsi on peut parler de réseaux dans les milieux intellectuels ou plus précisément de réseaux intellectuels car tous ont publié, sont des auteurs, plus ou peu connus, dans la période communiste. Des relations informelles entre des membres fondateurs qui s'établissent assez tôt avant 1989 entre ceux qui se sont formés dans une même institution (sans avoir toujours une même formation), type de relations qu'ils entretiennent aussi après 1989 (des amis proches), conduisent d'autres futurs membres du GDS à les identifier à des « sous-groupes » au sein du Groupe.

Investiguer la relation entre titre ou formation, le(s) poste(s) occupés, type (institutionnelle ou non), degré de reconnaissance (volume de capital symbolique) et formes de sociabilité en milieux intellectuels mais aussi représentations du travail intellectuel peut s'avérer utile pour comprendre les types des réseaux intellectuels constitués par et en milieux intellectuels. Mais aussi leurs fonctions pour de jeunes auteurs, prétendants ou auteurs consacrés. Il s'agit ainsi de détecter leur apport dans la construction de la carrière intellectuelle des auteurs de la période communiste dans un contexte particulier : blocage des institutions et rapports difficiles à certaines institutions. Peut-on détecter quelques rapports entre la position occupée et les modalités de sociabilité des auteurs consacrés ou non dans un contexte particulier, celui des années 1980 sous le communisme ? Qui est plus enclin à développer des relations avec des intellectuels d'une autre génération ? Comment le lieu de travail, leur poste contribue à la naissance, à l'existence de ces relations et surtout à l'intérêt pris pour ces relations ? Comment et où s'établissent de telles relations lorsqu'elles ne naissent pas à leur lieu de travail ? Et à quels buts ? Qu'est-ce qui les poussent à établir des relations avec d'autres intellectuels dont les intérêts intellectuels ou le type de production culturelle ne correspondent pas à les leurs ?

A part leurs affiliation à des institutions de consécration et des cercles d'intellectuels, les intellectuels du GDS font usage d'une autre appartenance, celle à l'histoire de la dissidence ou de la « résistance par la culture » : des gestes individuels comme la transmission des informations et des messages à l'étranger, lettres destinées aux médias étrangers, lettres collectives ayant un but précis comme la défense des prérogatives de certains auteurs, d'autres gestes visant la mobilisation dans la rue conduisant à leur emprisonnement et à la détention dans les années 1980 (**Radu Filipescu**). En plus, certains membres fondateurs du GDS sont des victimes du régime, des détenus politiques des années 1950. Des opposants (**Doina Cornea, Gabriel Andreescu et Dan Petrescu**) ont signé des textes qu'ils ont envoyés à l'étranger. Ils se situent en marge de la vie littéraire, intellectuelle, alors qu'un autre est physicien et auteur de textes scientifiques de philosophie. Deux des trois dissidents n'agissent pas en tant qu'intellectuels. Il s'agit d'une architecte et d'un ingénieur, devenus membres du GDS, respectivement pour la transmission d'informations à l'étranger ou leurs gestes manifestes, la distribution des manifestes incitant à la mobilisation populaire. Un autre membre fondateur du GDS (l'une des cinq femmes parmi les membres fondateurs) se présente

⁷⁰⁶ A ces « cercles d'amis » s'ajoutent au moment de la création du GDS d'autres plus connus par des intellectuels de l'exil.

comme protestataire mais sa cooptation semble avoir été due surtout à ses liens avec un autre membre fondateur⁷⁰⁷.

Le GDS dans sa composition initiale compte deux architectes, deux historiens, un critique littéraire, un critique d'art, un philosophe-écrivain, cinq philosophes par formation dont deux philosophes chercheurs, un philosophe-éditeur et un écrivain débutant, une ancienne universitaire plus connue de par son opposition au régime, deux écrivains (dont un s'est fait aussi remarqué comme dissident), sept historiens de l'art dont deux se sont fait connaître aussi comme disciples de Noica (un s'étant aussi formé en lettres classiques), deux sociologues, un prétendant au statut d'auteur formé en lettres, deux physiciens chercheurs (dont l'un est aussi un opposant), deux ingénieurs (dont un détenu politique des années 1980).

De manière globale on peut distinguer entre des membres fondateurs qui ont fait l'expérience de la Deuxième Guerre mondiale à l'âge mûre et ont été formés avant la réforme de l'enseignement de 1948 (six sont nés entre 1914 et 1922), d'autres qui ont fait leurs études à l'université après la réforme de 1948 et ont fait l'expérience de la guerre avant leur maturité (l'écrivain-philosophe **Petru Cretia**, né en 1927, l'opposante **Doina Cornea**, née en 1929, alors que trois autres sont nés entre 1933 et 1936, dont le philosophe logicien **Sorin Vieru**, l'historien archéologue **Radu Popa** et l'architecte **Mariana Celac**⁷⁰⁸), d'autres qui se sont formés dans les années 1960 et, à une seule exception près (Ana Sincai), ont débuté dans leurs carrières vers le milieu des années 1970 et sont des auteurs consacrés et des plus connus dans les années 1980 (six sont nés entre 1940 et 1948) et d'autres, les plus jeunes (nés entre 1949 et 1957), qui ont fait achevé leurs études au milieu des années 1970. Ces derniers sont aussi bien des auteurs bien connus (des chercheurs mais aussi le poète **Mircea Dinescu**, des plus connus dissidents) que des écrivains attendant leur entrée dans l'Union des écrivains, mais aussi le seul détenu politique des années 1980 que le GDS inclut lors de sa création et deux chercheurs physiciens dont un est l'opposant **Gabriel Andreescu**.

Certains des membres les plus notoires du GDS, écrivains dans la plupart des cas ou chercheurs, qui sont parmi les plus anciens dans le champ littéraire, peuvent se prévaloir d'un parcours bouleversé par

⁷⁰⁷ Ana Sincai, durant ses études universitaires à l'Institut d'art théâtral et cinématographique, chante dans la rue avec d'autres étudiants des chansons religieuses à l'occasion de la fête de Noël. Suite à cet événement elle est exclue de l'Institut. Elle est la conjointe de **Mihai Sora**, membre notoire du GDS, futur ministre de l'Enseignement dans le premier gouvernement constitué en 1989. (**Mihai Sora** n'a jamais divorcé de son épouse, Mariana Sora, qui habite en Allemagne dans la période communiste avec leurs deux enfants.)

⁷⁰⁸ Mariée avec Mihai Botez (mathématicien, né en 1940), **Mariana Celac** est la sœur de Sergiu Celac (né en 1939 à Bucarest) qui a fait des études philologiques (langue et littérature anglaise). Sergiu Celac a été diplomate à partir de 1961, membre de la délégation roumaine à l'Assemblée générale de l'ONU, directeur adjoint et ensuite responsable de la direction politique du Ministère des Affaires étrangères, conseiller du ministre et ensuite, entre 1974 et 1978, interprète pour le président de la République socialiste Roumanie. Il a perdu son poste dans la diplomatie et en 1978 il travailla comme traducteur aux Editions scientifiques et encyclopédiques jusqu'en 1989. Dans la même maison d'édition on retrouve Gabriela Adamesteanu qui semble avoir fait aussi la connaissance de Mihai Botez. Sergiu Celac avait collaboré avec Ion Iliescu qui dirigeait alors les Editions techniques pour lesquelles Sergiu Celac signe la traduction d'un volume: « J'ai collaboré avec lui après qu'il est sorti de ses autres fonctions et [lorsqu'il] travaillait aux Editions scientifiques et encyclopédiques ; il a fait la traduction du volume *Starea lumii* [L'Etat du monde] de l'Institut World Watch de Washington, que j'ai publié aux Editions techniques (Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt* [Le Grand choc de la fin d'un siècle court], Editions encyclopédiques, 2004, p. 200).

l'installation du régime communiste. Mais la plupart des intellectuels du GDS ont été formés pendant le communisme et ils ont même acquis une forte notoriété sous le communisme. Parmi ces intellectuels, les plus notoires, formés dans la période communiste, revendiquent une formation sous la tutelle du philosophe Constantin Noica, qui appartient à la génération des philosophes-écrivains consacrés pendant l'entre-deux-guerres dont font partie Mircea Eliade et Emil Cioran, pour ne citer que les plus connus⁷⁰⁹. Des intellectuels ayant fréquenté le philosophe Noica ainsi que le poète **Mircea Dinescu** avec l'opposante **Doina Cornea** sont d'ailleurs les figures les plus connues en 1989-1990, moment de la création du GDS.

Les expériences passées des membres fondateurs sont diverses, toutefois on peut conclure que : **Ascanio Damian** (né en 1914), **Mihai Sora** (1916), **Alexandru Paleologu** (1919), **Stefan Aug. Doinas** (né en 1922) et **Petru Cretia** (1927) ont fait des expériences similaires du moins au temps de leur formation. **Mihai Sora**, **Alexandru Paleologu**, **Stefan Augustin Doinas** et **Petru Cretia** ont fait la connaissance de Constantin Noica et ont entretenu des relations avec lui. **Doina Cornea** est la seule à ne pas avoir vécu à Bucarest mais à Cluj, là où elle réside dans la période communiste. **Doina Cornea** s'intéressait elle aussi à la philosophie de Constantin Noica mais elle ne l'avait rencontré qu'une seule fois. **Pavel Campeanu** (1920) et **Doina Cornea** (1929) ont fait des expériences des plus contradictoires. Ils ne semblent pas s'être connus, selon les témoignages de cette dernière qui en essayant de se souvenir de lui affiche une attitude qui se traduit par un désir de ne pas le reconnaître⁷¹⁰. **Pavel Campeanu** est un ancien militant communiste des années 1930 et s'est formé à l'école de parti, travaillant comme sociologue à la télévision.

Ceux qui ont fait leurs études, quelques années après l'installation du régime communiste, sont les moins nombreux à se retrouver dans le GDS initial⁷¹¹. Par son activité et le poste qu'il occupe **Sorin Vieru** (né en 1934) peut être classé parmi ceux qui sont nés dans les années 1940, plus précisément ceux avec lesquels aux côtés desquels ils fréquentent le philosophe Constantin Noica sans pourtant être influencé par ce dernier comme ses « disciples » les plus connus dont un seul est né dans les années 1950, **Andrei Cornea**, historien de l'art et fils de l'universitaire Paul Cornea. A part des membres fondateurs du GDS dont les relations étroites avec le philosophe Noica sont bien connues, au sein du GDS on compte aussi un autre physicien chercheur qui avait fréquenté « l'école de Paltinis » (**Victor Barsan**).

⁷⁰⁹ A la différence de Mircea Eliade et d'Emil Cioran, Constantin Noica reste en Roumanie. Pour une analyse du « type de philosophie promu par la nouvelle génération d'intellectuels » des années 1930 voir Ion Ianos, *O istorie a filosofiei romanesti in relatia ei cu literatura* [Une histoire de la philosophie roumaine dans sa relation avec la littérature], *op. cit.*

⁷¹⁰ Entretien avec **Doina Cornea** (Cluj, 1er avril 2008).

⁷¹¹ Des intellectuels nés dans les années 1930 composent par contre un groupement concurrent du GDS et d'autres seront parmi des membres cooptés au GDS, qui se sont exilés dans les années 1970.

Les deux physiciens⁷¹² ainsi que les deux ingénieurs sont nés dans les années 1950. Parmi ceux-là deux se sont remarqués par leurs actes contre le régime : l'ingénieur **Radu Filipescu** et le physicien chercheur **Gabriel Andreescu**. La catégorie des plus jeunes membres du GDS est la plus hétérogène car elle compte en plus des écrivains dont le plus notoire est **Mircea Dinescu** mais aussi des historiens de l'art (dont une est aussi écrivaine, alors qu'un autre est disciple de Noica), deux sociologues chercheurs (**Calin Anastasiu** et **Alin Teodorescu**) et des philosophes par formation (**Stelian Tanase** et **Dan Oprea**). La majorité parmi les plus jeunes, nés dans les années 1950, n'a pas reçu ni reconnaissance ni consécration. Deux ont fait leur début éditorial dans les années 1980 : **Dan Petrescu** dans un volume collectif et **Stelian Tanase**. D'autres qui sont chercheurs ont publié dans la presse spécialisée : le physicien **Gabriel Andreescu**, le sociologue **Alin Teodorescu** et les historiens de l'art **Radu Bercea**, **Anca Vasiliu**. **Magda Carneci**, elle aussi chercheuse en histoire de l'art est aussi écrivaine, héritière. Seuls le poète **Mircea Dinescu** ainsi qu'un autre héritier et le plus jeune parmi les disciples du philosophe Constantin Noica ont reçu leur consécration.

Cinq parmi des membres fondateurs du GDS ont eu une carrière universitaire avant 1989. **Ascanio Damian** (né en 1914) avait dirigé entre 1959 et 1971 son institution d'enseignement d'appartenance où il s'est formé comme architecte. **Anca Oroveanu** (né en 1948) enseigne depuis 1970 dans le même établissement où elle s'est formée comme théoricienne de l'art et **Andrei Plesu** enseignait dans ce même établissement alors qu'il était chercheur à l'Institut d'histoire de l'art (tout au long des années 1970). **Alexandru Calinescu** (né en 1945) est un universitaire d'Iasi. **Doina Cornea** enseignait la littérature française à l'Université de Cluj avant de perdre, en 1975, son poste à la suite des opinions transmises⁷¹³.

Si certains peuvent être classés aussi bien comme écrivains, leurs activités permettent de se présenter aussi en fonction d'une autre appartenance, comme chercheurs notamment dans les instituts de recherches en philosophie, en histoire de l'art et en sociologie (deux). Treize ont été et, à une seule exception près (**Petru Cretia** qui est à sa retraite), le sont encore en 1989 chercheurs dont deux sont des physiciens.

La moitié (au moins) des membres fondateurs sont nés à Bucarest (dix-sept)⁷¹⁴. Plus nombreux encore sont ceux qui ont fait leurs études à Bucarest (vingt-sept)⁷¹⁵. Trois seulement ont fait leurs études à Cluj et trois autres à Iasi (les trois viennent d'Iasi). Nés dans le département Cluj ou à Cluj même (quatre) et faisant leurs études à Cluj (trois), deux ont fait leurs carrières à Bucarest : **Stefan Augustin Doinas** et **Radu Popa**. Deux seulement proviennent des milieux ruraux et ils sont des plus âgés parmi des membres

⁷¹² **Gabriel Andreescu** qui est aussi un des opposants au régime et **Victor Barsan** sont chercheurs en physique dans le même institut. **Radu Filipescu** qui est aussi dissident (et détenu politique) et **Leontin Iuhas** (fils de **Doina Cornea**, enquêté lui aussi comme sa mère suite à sa première manifestation dans la place publique).

⁷¹³ La seule à n'avoir pas publié parmi ces universitaires de la période communiste.

⁷¹⁴ Nous ne connaissons pas le lieu de naissance d'**Ana Sincai**.

⁷¹⁵ Nous avons exclu ici **Vasile Radoaca** qui semble n'avoir pas suivi des études supérieures. Cependant il semble avoir fait des études toujours à Bucarest.

fondateurs du GDS. Trois sont nés à Cluj (dans l'ordre de leur naissance, il s'agit de **Doina Cornea**, de **Radu Popa** et de **Leontin Iuhas**, fils de **Doina Cornea** alors que, parmi eux, le second fait sa carrière à Bucarest), deux sont nés à Iasi (**Sorin Vieru** et **Alexandru Calinescu**) et un autre dans une ville d'un département proche (**Sorin Antohi**), tous les trois ont fait leurs études à Iasi alors que deux seulement ont commencé une carrière intellectuelle à Iasi tout comme un autre membre fondateur. D'autres, en nombre important, sont nés dans des villes de provinces que nous distinguons entre des villes municipales et autres villes moins importantes ou petites villes de province. Deux se sont formés à Iasi (**Alexandru Calinescu** et **Sorin Antohi**), trois autres se sont formés à Cluj (**Stefan Augustin Doinas**, **Doina Cornea** et son fils, **Leontin Iuhas**), tous ont suivi une formation universitaire à Bucarest. **Dan Petrescu** ayant fait ses études à Bucarest, fait sa carrière à Iasi.

Si parmi les plus âgés on trouve ceux qui proviennent des milieux ruraux, parmi les plus jeunes des membres fondateurs, nés entre 1942 et 1950, ou jeunes écrivains ou scientifiques dont peu nombreux sont ceux qui ont obtenu leur reconnaissance (nés entre 1952 et 1957) on compte ceux qui sont nés dans des villes de province – capitales ou non des départements – situées au sud (1), au sud-est (2), au centre-ouest (2), au nord-est (3) de la Roumanie. Au nombre de vingt-deux, un seulement vient de Cluj, deux de Iasi, d'autres de Bucarest (onze) et d'autres sont nés dans des villes de province de quatre ou cinq des neuf régions historiques⁷¹⁶. De tous ceux-ci, reconnus ou peu connus dans leurs milieux d'appartenance ou point reconnus dans les milieux intellectuels avant 1989 (cela dit, nous incluons ici aussi des dissidents et des physiciens, dont un est un opposant et prétendant au statut d'intellectuel), six sont nés dans des villes municipales, un autre est né dans une petite ville de province et un seul dans une localité rurale.

Deux seulement des membres fondateurs, parmi les plus âgés du GDS, proviennent des milieux ruraux⁷¹⁷. Ils ont vécu leur enfance dans des villages à l'ouest de la Roumanie, deux localités situés dans des deux départements de la Roumanie (Timis et Arad) proches l'un de l'autre, les deux localités font partie respectivement de Banat et Transylvanie. **Stefan Augustin Doinas** est issu d'une famille de paysans aisés (dans le département Arad), alors que **Mihai Sora** vient d'une famille dont le père est prêtre orthodoxe (dans le département Timis). Un parmi ces deux avait fait ses études universitaires à Cluj (**Stefan Augustin Doinas**). Des plus âgés membres fondateurs se partagent, du point de vue de leur origine sociale et géographique, entre ceux qui vivent leur enfance dans des milieux ruraux comme fils de ce que l'on pourrait

⁷¹⁶ Si on jugeait d'après les régions historiques (à l'exception de la Bessarabie) on dirait que, selon leur lieu de naissance, deux viennent de Bucovine (**Mihai Sora** et **Stefan Augustin Doinas**), quatre de Transylvanie, quatre de Moldavie, un seulement d'Olténie (ou la Petite Valachie) et trois de Munténie (ou la Grande Valachie).

⁷¹⁷ Nous nous intéressons au milieu d'origine (la date et le lieu de naissance, la catégorie socioprofessionnelle des parents) des membres fondateurs avec une restriction concernant les données et qui nous est imposée par le fait que nous ne disposons pas dans tous les cas des informations concernant leur milieu d'origine. Comme nous ne disposons pas toujours des informations au sujet de leur origine sociale, nous avons recouru à des informations au sujet des modèles de référence, des expériences ou des personnages ayant marqué leur parcours mais aussi et surtout à des informations au sujet de leur formation et activités professionnelles. Plus loin nous traitons aussi de la discipline choisie, des titres détenus et/ou de leur entrée dans l'Université.

dire la « petite noblesse » (**Mihai Sora** est fils d'un prêtre orthodoxe) et la « petite bourgeoisie » (**Stefan Augustin Doinas** est fils de paysans aisés) et font leurs études respectivement à Bucarest et Cluj et ceux qui vivent et étudient à Bucarest. Ces derniers ont fait d'autres études que des lettres, à une seule exception, celle de **Petru Cretia**, est né à Cluj. **Petru Cretia**, né à Cluj dans une famille dont le père est « fonctionnaire », achève ses études secondaires à Bucarest, et suit la même formation que **Mihai Sora** (lettres et philosophie). Ceux qui suivent des études de lettres et de philosophie semblent provenir des classes moyennes ou des milieux sociaux plus modestes que ceux d'où provient un juriste (**Alexandru Paleologu**) dont le père est un haut fonctionnaire de l'État roumain et avocat et dont la famille vit aussi des revenus que lui apporte la possession des terres (sa mère est l'héritière d'un grand propriétaire terrien)⁷¹⁸. Plusieurs (sauf peut-être **Ascanio Damian**) ont vécu dans un milieu rural une partie de leur vie (enfance et adolescence) dans un milieu rural ou que certains semblent avoir bien connu au moins dans leur enfance⁷¹⁹.

Doina Cornea est née à Brasov mais avait fait des études en langues étrangères (français) à Cluj. À l'exception de ces trois derniers, les autres (des plus âgés membres fondateurs) sont nés à Bucarest et ont fait leurs études dans la capitale. Seule **Doina Cornea** est restée dans la ville où elle s'est formée là où elle commençait sa carrière universitaire et où elle s'installe avec sa famille après son mariage lorsqu'elle enseigne dans un lycée situé dans une ville municipale en Transylvanie⁷²⁰, avant d'être recrutée à l'Université comme enseignante de la littérature française. **Doina Cornea** est la seule parmi les plus âgés des rares membres fondateurs à avoir fait des études de langues étrangères. D'autres membres fondateurs qui ont suivi des langues étrangères viennent d'Iasi (**Alexandru Calinescu**, **Dan Petrescu**, **Sorin Antohi**).

De trois qui sont nés peu avant la Guerre (entre 1933 et 1936), un est né à Cluj (**Radu Popa**), un autre à Iasi (**Sorin Vieru**) et l'autre à Bucarest. Mais tous ont fait cependant leurs études à Bucarest. Ils se sont formés en histoire, en philosophie et en architecture. Tous ces trois ont changé de résidence, eux ou leurs familles, tout comme l'avaient fait quatre des plus âgés membres du GDS. Né à Iasi, **Sorin Vieru** fait des études de philosophie à l'Université de Bucarest (obtient son doctorat en 1973) et travaille comme chercheur à l'Institut de philosophie de l'Académie roumaine dès 1957. Né dans une famille de Juifs, **Sorin**

⁷¹⁸ Comme d'autres membres des professions libérales, cet avocat, qui est aussi fonctionnaire de l'État et homme politique, vit et soutient sa famille à la suite des propriétés terriennes. C'est pourquoi classer cet avocat, sa famille, comme partie de la « bourgeoisie », et plus, nous soutenons, parler en Roumanie de « bourgeoisie », petite ou moyenne, est inadéquat lorsque des représentants des professions libérales vivent aussi bien de leur possession des terres (activités agricoles). D'ailleurs la mère d'**Alexandru Paleologu** hérite d'une des grandes familles qui sont des grands propriétaires des terres, représentants de la « noblesse ».

⁷¹⁹ Dans le cas de **Doina Cornea**, on n'apprend pas la profession du père (par contre on apprend qu'il s'est passionné pour le droit et le domaine politique), mais on apprend que ses grands-parents, du côté de sa mère que du côté de son père, étaient des « paysans roumains de Transylvanie » (cf. la troisième des couvertures de **Doina Cornea**, *Puterea fragilitatii* [Le pouvoir de la fragilité], introduction **Gabriel Liiceanu**, *op. cit.*). **Alexandru Paleologu** décrit ses expériences faites dans des milieux ruraux, où il vit avec ses parents et où sa mère avait hérité des propriétés terriennes (cf. A. Paleologu, S. Tanase, *Sfidarea memoriei* (avril 1988-octobre 1989), *op. cit.*).

⁷²⁰ Elle enseigne dans une ville municipale de la même région, la Transylvanie, moins importante que sa ville natale, Brasov, car dans cette dernière ville est créée en 1971 une nouvelle université, appelée dans un premier temps l'Université de Brasov et, en 1991, l'Université « Transilvania » de Brasov.

Vieru avait quitté sa ville de naissance avant l'âge mûre, faute d'autres liens familiaux dans cette région, il n'y revient plus⁷²¹. **Mariana Celac**, née en 1936 à Bucarest, provient d'une famille de l'immigration juive russe. Elle fait des études d'architecture et reconnaît son intérêt pour l'art dans son héritage maternel⁷²². Des architectes appartiennent aux deux premières « générations » ainsi qu'un juriste.

Deux parmi les plus jeunes proviennent des classes populaires, même si dans un cas il s'agit d'un père qui fait des études supérieures d'économie alors qu'il travaille en tant qu'ouvrier, qui devrait être classé comme petit fonctionnaire (**Stelian Tanase**). **Mircea Dinescu** est né dans une petite ville de province, fils cadet d'une famille d'ouvriers. **Mircea Dinescu** est le seul écrivain consacré, bien notoire d'ailleurs bien avant de se manifester comme dissident.

Alors que certains sont proches de la nomenklatura par leur formation et leur activité (**Pavel Campeanu**), par leur milieu d'appartenance (**Anca Oroveanu**), par le mariage (**Sorin Antohi**), d'autres sont liés par des relations familiales à des milieux de l'exil (**Dan Petrescu**, époux de Tereza Culianu⁷²³). Parmi les héritiers d'intellectuels on compte les historiennes de l'art **Anca Oroveanu** et **Magda Carneci**, l'historien de l'art se formant à la philosophie, **Andrei Cornea** ainsi que l'historien **Andrei Pippidi**.

C. Traductions et traducteurs avant 1989

Les rapports des hommes de lettres et par la suite des écrivains à la traduction sont ambivalents dans l'histoire culturelle de la Roumanie selon le contexte politique et social mais ils sous-tendent toujours le processus de formation de la culture nationale⁷²⁴. Les prémisses de la constitution du champ littéraire national trouvent leurs fondements dans les cadres établis par l'importation des idées et des œuvres étrangères⁷²⁵. Les rapports à l'importation définissant les manières de se représenter et de construire la culture « nationale⁷²⁶ ». La production culturelle en provenance de l'étranger se structure, plus ou moins, selon les mêmes facteurs que la production autochtone⁷²⁷. Le rapport aux importations culturelles est plus largement redevable aux tendances parfois contradictoires qu'impliquent la naissance de la littérature nationale, l'enclenchement du processus d'autonomisation et de professionnalisation du métier d'écrivain et le désir de s'inscrire dans les mouvements de la pensée occidentale.

⁷²¹ Entretien avec **Sorin Vieru** (le 16 juin 2008).

⁷²² Entretien avec **Mariana Celac** (le 12 mars 2009).

⁷²³ Et d'après certains témoignages, aussi **Gabriel Liiceanu**, dont le cousin habite à Paris.

⁷²⁴ Johan Heilbron, « Échanges culturels transnationaux et mondialisation : quelques réflexions », *Regards sociologiques*, 22, 2001, pp. 141-154.

⁷²⁵ Paul Cornea, *Originile romantismului românesc. Spiritul public, miscarea ideilor și literatura între 1780-1840* [Les origines du romantisme roumain. L'esprit public, le mouvement des idées et la littérature entre 1780-1840], *op. cit.*, pp. 374 et 379.

⁷²⁶ Sur le poids des traductions et le rapport à la traduction des auteurs roumains au XIX^e siècle, voir Marius Lazar, « La genèse de la 'littérature nationale' et le champ de la traduction. Le cas roumain », *New Europe College Yearbook 1999-2000*, Bucarest, 2003, pp. 265-292, pp. 279-280 ; Id., *Paradoxuri ale modernizării*, Limes, Cluj, 2002, pp. 49-82. Voir aussi Andreia Roman, « Politique ou culture ? » et « Un passeport pour le leadership : la langue », *Le Populisme quarante-huitard*, *op. cit.*, pp. 83-92 & 127-133.

⁷²⁷ Voir Ioana Dragan, *Romanul popular in Romania* [Le roman populaire en Roumanie], Cluj, Casa Cartii de Stiinta, 2006.

Le poids des traductions⁷²⁸ dans le champ de production culturelle peut être le signe de son degré d'autonomisation et un moyen d'accroître le degré de professionnalisation des agents culturels⁷²⁹. Le nombre restreint de traductions ainsi que le nombre et l'orientation des publications de la presse⁷³⁰ sont des indicateurs du degré croissant d'hétéronomie du champ culturel en général. Vers le milieu des années 1960 on regroupe des établissements d'enseignement des langues étrangères de Bucarest en créant en 1966 l'Institut de langues et de littératures étrangères⁷³¹. Mais les compétences linguistiques et la formation en lettres ou en philosophie seules n'offrent pas la possibilité de traduire en dehors d'une activité encadrée et autorisée par l'appartenance à des instances officielles comme l'Union des écrivains qui inclut dans sa structure une section dédiée aux « traductions » ou l'Académie roumaine et l'Université. Les journalistes, qui sont formés dans les écoles de parti, à « A. A. Jdanov » et ultérieurement « Stefan Gheorghiu », sont autorisés à traduire dès qu'ils sont membres des rédactions.

Bogdan Ghiu, étant des plus connus et reconnus traducteurs de la période postcommuniste, et au tout début des années 1990 un des rédacteurs de 22, affirme que cette limitation avait comme but de pouvoir contrôler tout travail de traduction et ne pense pas que cela impliquait une quelconque préoccupation pour la professionnalisation des traducteurs⁷³².

Le nombre des traductions en roumain semblent diminuer durant les années 1980 par rapport aux périodes précédentes⁷³³.

La diffusion des littératures étrangères et de la presse étrangère est limitée voire censurée, selon certains témoignages. **Doina Cornea** se souvient que dans les années 1970 à Cluj là où elle avait toujours vécu et là où elle intègre, pour une période limitée, l'Université, on pouvait trouver dans les kiosques de

⁷²⁸ Nous utilisons ici la définition donnée à la « traduction » par Pascale Casanova (« Consécration et accumulation de capital littéraire », *ARSS*, 144, 2002, pp. 7-20) qui propose « d'élargir la notion de traduction à de nombreuses "opérations" qui ne sont pas d'ordinaire subsumées sous le terme de traduction » (p. 13) en intégrant « à la catégorie de 'traduction' toute la série des stratégies visant à faciliter le passage de la frontière littéraire : autotraduction, transcription, écriture directe dans la langue dominante, transformations lexicales de la langue dominante, transformations lexicales de la langue dominante, double traduction symétrique, etc. La translation linguistique ne serait plus alors que l'une des 'traductions' possibles, c'est-à-dire l'une des stratégies linguistico-littéraires développées par les dominés dans leur lutte pour la légitimité » (p. 15). Voir aussi le chapitre de la 2^e partie.

⁷²⁹ Voir Pascale Casanova, *La République mondiale des lettres*, Seuil, 1999. « Adapté plutôt aux besoins culturels dans le sens large – d'instruction et de divertissement – du public cultivé ou semi-cultivé des Pays Roumains, le champ de la traduction exprime, au milieu du XIX^e siècle, d'une manière plus adéquate la demande de biens culturels que ne le fait la production nationale, dont les premières initiatives sont dues plus à une impulsion mobilisatrice de nature culturelle qu'aux raisons immanentes et aux motivations habituelles dans un champ de production déjà constitué », Marius Lazar, « La genèse de la 'littérature nationale' et le champ de la traduction. Le cas roumain », *art. cit.*, p. 267. Sur l'engagement politique des hommes de lettres au XIX^e siècle voir Andreia Roman, *Le populisme quarante-huitard*, Fondation culturelle roumaine, Bucarest, 1999.

⁷³⁰ Pour la période entre 1948 et 1964, on parle même d'une « presse régionale comme partie d'un grand système de la presse soviétique dont le centre était Moscou », Marian Petcu (dir.), *Cenzura in spatiul cultural romanesc* [La censure dans l'espace culturel roumain], Comunicare.ro, Bucarest, 2005, p. 80.

⁷³¹ Adina Berciu-Draghicescu, Ovidiu Bozgan, *Universitatea din Bucuresti*, *op. cit.*

⁷³² Entretien avec Bogdan Ghiu (30 juin 2008) : « Il fallait que tu sois pris dans les structures, être membre de l'Union des écrivains [...] de cette manière tu étais contrôlé ».

⁷³³ La diminution relative du nombre des traductions durant les années 1980 doit être reliée à l'imposition du courant dominant temporellement du « protocronisme », celui qui soutient la priorité des auteurs et des idées en provenant de l'espace national devant des idées et des auteurs étrangers bien connus et prône l'idée de la promotion de la culture nationale face aux ouvrages étrangers. Au sujet du « protocronisme » voir Katherine Verdery, *Compromis si rezistentă. Cultura română sub Ceaușescu*, *op. cit.*, pp. 152 et 162. Et au sujet du « protocronisme » et de la place des importations dans la production culturelle vers la fin des années 1970 et 1980, voir *Ibid.*, pp. 165 et 176.

presse des livres de littérature française. **Doina Cornea**, enseignant la langue et la littérature française à l'Université de Cluj, poste qu'elle quittera quelques années plus tard, avait traduit un des livres d'Eliade avant 1989. Elle souligne que contre ceux qui soutiennent l'inexistence d'une littérature de samizdat en Roumanie, elle doit mentionner son initiative qui se poursuivra avec l'aide de ses anciens étudiants⁷³⁴. La traduction d'Eliade qu'elle avait réalisée avant 1989 sera publiée en 1990 (aux Éditions Dacia de Cluj)⁷³⁵. Ion Ianosi mentionne le succès auprès du public de la traduction de Kafka fin des années 1960 et dans les années 1970. D'un regard hâtif des catalogues des bibliothèques centrales (de Bucarest) on pourrait dire que des auteurs classiques, mais aussi des auteurs français contemporains, et notamment avec leurs textes de littérature, ont été des plus traduits sous le communisme, plus précisément dans les deux dernières décennies, les années 1970 et 1980.

Plusieurs membres fondateurs du GDS sont des traducteurs avant 1989⁷³⁶. Les auteurs traduits et leurs collaborations pour ces traductions (autres traducteurs et les maisons où ces traductions paraissent), liés à leur métier intellectuel et à la discipline à laquelle ils s'attachent (surtout pour ceux qui sont des plus âgés mais aussi dans le cas de certains des plus jeunes membres fondateurs du GDS), font voir leurs affiliations et leurs options idéologiques⁷³⁷.

Plusieurs « disciples » du philosophe Noica traduisent du grec ancien. Un des « philosophes professionnels », **Sorin Vieru**, précisait que la proximité voire la tutelle de Noica lui a profité pour sa maîtrise du grec ancien du fait de l'impulsion qui lui a été donnée⁷³⁸. Des proches ou des « disciples » de Noica, sont formés en histoire de l'art (**Andrei Plesu**, **Andrei Cornea**) ou en philosophie (**Sorin Vieru**, **Gabriel Liiceanu**, Vasile Dem. Zamfirescu). Tous ceux-ci sont formés après 1948 (année de la mise en application de la réforme de l'enseignement). Parmi les premiers, formés en histoire de l'art, **Andrei Cornea**, étant des plus jeunes « disciples » de Noica⁷³⁹, suit une seconde formation, en lettres classiques (études achevées en 1980 après des études d'histoire de l'art achevées en 1975).

Parmi ceux qui ont fait leurs études avant 1948, c'est-à-dire qu'ils ont suivi aussi bien des études de philosophie et de lettres (dans un établissement qui allie lettres et philosophie), seuls **Petru Cretia** et **Stefan Augustin Doinas** traduisent alors que **Mihai Sora** publie en langue étrangère, lorsqu'il est chercheur en France, en 1947 chez Gallimard⁷⁴⁰. Le seul à ne pas avoir traduit avant est **Alexandru Paleologu** (diplômé de droit, s'intéressant à l'art il est rédacteur dans différentes institutions avant 1989).

⁷³⁴ Entretien avec **Doina Cornea** (Cluj, le 1^{er} avril 2008).

⁷³⁵ La traduction est republiée chez Humanitas en 2007 dans la collection « Mircea Eliade » : Mircea Eliade, *Incercearea labirintului. Convorbiri cu Claude-Henri Rocquet*, trad. **Doina Cornea**, Humanitas, « Mircea Eliade », 2007.

⁷³⁶ D'autres le seront aussi après 1989. Au sujet de leur travail de traduction et de leurs traductions d'après 1989, voir la deuxième partie sur les références étrangères dans 22 et la troisième partie sur les Éditions Humanitas.

⁷³⁷ Nous centrons notre regard ici sur des traducteurs des livres de sciences humaines et non pas sur leurs traductions de littérature.

⁷³⁸ Entretien avec **Sorin Vieru** (le 16 juin 2008).

⁷³⁹ Mais aussi le fils cadet de Paul Cornea.

⁷⁴⁰ **Mihai Sora**, *Du dialogue intérieur. Fragment d'une anthropologie métaphysique*, Paris, Gallimard, 1947.

qui signe cependant plusieurs introductions à des traductions⁷⁴¹ et dont les écrits publicistes abondent en références étrangères modernes (françaises surtout mais aussi britanniques, des auteurs de littérature mais aussi penseurs et essayistes). Ayant fait des études similaires (lettres et philosophie mais dans deux établissements différents), les deux s'intéressent à des langues, cultures et types de production différents. Les deux sont poètes, ils ont fait leurs débuts avec des poèmes, mais **Stefan Augustin Doinas** traduit de plusieurs langues modernes (des plus centrales, sauf l'anglais) et de la littérature alors que **Petru Cretia** traduit du grec ancien et de la philosophie.

Plus connu comme traducteur de Goethe, **Stefan Augustin Doinas** est aussi traducteur de Giovanni Papini et éditeur de Paul Valéry⁷⁴². Il traduit de l'allemand⁷⁴³ et de l'italien surtout, mais aussi de l'espagnol et du russe, et des poètes surtout. Ses traductions paraissent aux Éditions pour la littérature universelle et ensuite chez Univers (à partir des années 1970). Lorsqu'il ne traduit pas il signe des commentaires à des auteurs traduits, à partir de la fin des années 1970. Il signe de plus plusieurs études introductives à des éditions bilingues d'auteurs étrangers surtout parus en Roumanie chez Minerva⁷⁴⁴. Mais il est aussi auteur traduit à l'étranger⁷⁴⁵.

Petru Cretia, ayant suivi une formation en lettres classiques et en philosophie, traduit de l'anglais et de l'italien des auteurs de littérature⁷⁴⁶ mais il va s'occuper aussi de l'édition de Platon. **Petru Cretia** est le principal éditeur de Platon depuis. Le principal éditeur de Platon car la principale édition roumaine de Platon porte sa signature, édition qui paraît dans la période communiste. Alors que, en sens inverse, il se fait le spécialiste d'Eminescu, il est aussi l'éditeur de l'œuvre du « poète national »⁷⁴⁷. Les dialogues de Platon paraissent dans une édition préparée par **Petru Cretia** en collaboration avec Constantin Noica chez les Éditions scientifiques et encyclopédiques à partir de 1974. L'édition comprend sept volumes dont la parution se déroule jusqu'en 1993, année de la parution du dernier volume et le premier de la période postcommuniste⁷⁴⁸. La traduction de Platon se poursuit et après la mort de Constantin Noica (en 1987).

⁷⁴¹ Par exemple, une traduction signée N. Steinhardt est introduite par **Alexandru Paleologu**. La traduction paraît chez Univers (maison d'édition consacrée à la littérature universelle) en 1972.

⁷⁴² Édition parue en 1989 chez Univers.

⁷⁴³ Il est co-traducteur de Hölderlin avec Virgil Nemoianu.

⁷⁴⁴ Mais aussi l'introduction à l'édition bilingue de l'auteur roumain Geo Bogza (signataire d'une des lettres de protestation en 1989).

⁷⁴⁵ En 1970 par Virgil Nemoianu, son ancien collaborateur.

⁷⁴⁶ Son article de début portait sur E. A. Poe.

⁷⁴⁷ Voir le volume posthume de **Petru Cretia** paru chez Humanitas une année après sa mort : **Petru Cretia, Testamentul unui eminescolog**, Humanitas, 1998. Penseur qui intéresse aussi bien Constantin Noica comme il résulte d'une publication posthume parue chez Humanitas après 1989 : C. Noica, *Introducere in miracolul eminescian*, **Gabriel Liiceanu** & Marin Diaconu (éds.), Humanitas, 1992, rééd. 2003 & 2010. Poète et penseur qui va intéresser plus tard comme référence de la pensée conservatrice un des plus récents intellectuels ayant intégré le GDS : Ioan Stanomir.

⁷⁴⁸ Les volumes paraissent chez les Éditions scientifiques respectivement en 1974, 1976, 1978, 1983, 1986, 1989 et 1993. L'édition inclut deux dialogues traduits précédemment (L'Apologie de Socrate et *Gorgias*), portant la signature de Cezar Papacostea (*Dialoguri*, Bucarest, Éditions pour la littérature universelle, 1968) et révisée pour cette édition par Constantin Noica.

Sauf le dernier volume, les dialogues traduits sont publiés avant 1989⁷⁴⁹. Des traducteurs et des commentateurs de Platon, contribuant à cette édition, sont aussi d'autres futurs membres du GDS et des proches du philosophe Noica : **Sorin Vieru**, **Andrei Cornea**, **Gabriel Liiceanu** et **Radu Bercea**⁷⁵⁰. Ainsi quatre autres membres fondateurs du GDS traduisent du grec ancien dont quatre signent aussi des introductions et des notes à ces traductions. Philosophe professionnel, chercheur à l'Institut de philosophie de l'Académie roumaine, **Sorin Vieru** traduit seul et en collaboration du grec ancien, de l'allemand et de l'anglais. Dans l'édition Platon préparée principalement par **Petru Cretia** avec la contribution de Constantin Noica, **Sorin Vieru** signe seul la traduction, des commentaires et des notes à deux des dialogues de Platon (parus dans deux des sept volumes, le premier et l'avant-dernier, parus respectivement en 1974 et 1989 : *Alcibiade* et *Parménide*⁷⁵¹). **Andrei Cornea** traduit la République de Platon, traduction incluse dans le cinquième volume de cette même édition, paru en 1986⁷⁵². **Andrei Cornea** signe aussi une étude, les notes et des commentaires dans le quatrième volume (paru en 1983) et une traduction réalisée avec **Radu Bercea** (de *Phaidros*). Une année après, il collaborait pour un ouvrage au sujet de « la philosophie jusqu'à Platon », publié par la même maison. Dix ans après, dans la période postcommuniste, en 1993, il va signer la traduction de *Philebos*, accompagnée d'une étude introductive et des notes dans le dernier – et le septième – volume de cette édition, projet éditorial continué après 1989 par la même maison d'édition⁷⁵³. **Gabriel Liiceanu** traduit et signe des commentaires dans le volume paru en 1978 (le troisième) de l'édition Platon alors qu'il avait signé une année avant (en 1977) la traduction et l'introduction à la philosophie de David l'Arménien, volume paru chez les Éditions de l'Académie roumaine. En 1983, il signe l'introduction et les notes à un autre dialogue de Platon qu'il avait traduit⁷⁵⁴.

Deux parmi des traducteurs du grec traduisent aussi de l'allemand. Ils sont des philosophes professionnels. **Sorin Vieru** et **Gabriel Liiceanu** sont chercheurs à l'Institut de philosophie de l'Académie roumaine. Le premier à partir dès 1957, le second à partir de 1965 (et jusqu'en 1975). **Sorin Vieru** signe des traductions de trois auteurs allemands. Il signe seul la traduction de Gottlob Frege⁷⁵⁵, publiée par la même maison qui avait publié l'édition Platon à laquelle il a participé. Ce sont là les deux auteurs auxquels

⁷⁴⁹ Les Éditions Humanitas vont rééditer cette édition, parue sous l'intitulé Œuvres de Platon à partir de 2001. Certains des dialogues traduits dans cette édition sont publiés par d'autres maisons d'édition d'après 1989 (telles les Éditions Teora et Paideia).

⁷⁵⁰ Parmi des traducteurs de Platon pour la préparation de cette édition on compte aussi Francisca Baltaceanu (Enseignant les langues classiques à l'Université de Bucarest avant 1989, elle suit une seconde formation après 1989 à l'Institut de théologie catholique où elle enseigne dans le même temps. Entre 1992 et 2004, elle est doyenne de la Faculté de théologie catholique de l'Université de Bucarest).

⁷⁵¹ La traduction de ce dialogue est republiée (avec les commentaires, les notes et le texte en original) chez les Éditions Paideia en 1994.

⁷⁵² Première traduction roumaine intégrale de ce dialogue. Traduction révisée et republiée chez les Éditions Teora en 1998.

⁷⁵³ Maison dirigée après 1989 par un autre philosophe et universitaire, Sebastian Grama.

⁷⁵⁴ Dialogue paru dans une autre édition chez Humanitas en 1993.

⁷⁵⁵ Gottlob Frege, *Scriveri logico-filosofice* [Œcrits logico-philosophiques], introduction, commentaires et trad. **Sorin Vieru**, Éditions scientifiques, 1977.

il va consacrer des cours lorsqu'il va enseigner, après 1989⁷⁵⁶. Alors qu'avant comme après la parution de cette traduction de Frege, il signe des études au sujet de cet auteur⁷⁵⁷. Ses deux autres traductions à partir de l'allemand, de Rudolf Carnap⁷⁵⁸ et de Herbert Marcuse, paraissent dans des volumes réalisés avec la collaboration d'autres philosophes professionnels et mathématiciens tout comme sa traduction de G. H. von Wright⁷⁵⁹ et deux autres traductions à partir de l'anglais⁷⁶⁰. Sauf dans un cas, ces traductions (de l'allemand et de l'anglais) paraissent aux Éditions scientifiques de Bucarest ou chez Dacia de Cluj. Un des volumes traduits de l'allemand auquel il participe paraît chez les Éditions politiques dans une collection qui se compose par des traductions (« Idei contemporane »). L'anthologie d'Herbert Marcuse, réalisée par N. Tertulian, universitaire philosophe marxiste, qui s'est exilé en France fin des années 1970, paraissait aux Éditions politiques⁷⁶¹. Un des deux autres traducteurs de ces textes d'Herbert Marcuse parus sous l'intitulé *Scieri filozofice* [Écrits philosophiques] est un autre « disciple » de Constantin Noica, Vasile Dem. Zamfirescu, celui qui va se faire spécialiste et introducteur de la psychanalyse après 1989⁷⁶².

Sorin Vieru ne traduit pas que du grec ancien et de l'allemand mais aussi de l'anglais. De plus, il publie des articles dans des revues spécialisées en anglais (six) mais aussi en français (cinq), en russe (trois⁷⁶³) et en allemand (un). Toutes ces études paraissent en Roumanie sauf un article publié en Union Soviétique en russe lorsqu'il participe et anime des séminaires de logique à l'Institut de philosophie de Moscou⁷⁶⁴. Dans leur grande majorité ce sont des articles qui sont publiés dans *Revue roumaine des sciences sociales*, publication plurilingue créée fin des années 1960 à l'Académie roumaine.

⁷⁵⁶ À ces deux cours, un sur Frege, l'autre sur le Sophiste de Platon, il s'ajoute deux cours consacrés à la logique (la logique formelle et l'histoire de la logique). Plusieurs de ses études portent d'ailleurs avant comme après 1989 sur la logique de Frege ou sont inspirées par celle-ci.

⁷⁵⁷ Quatre de ses articles consacrés à G. Frege datent de la période communiste, deux seulement sont datés respectivement de 1991 et 2000.

⁷⁵⁸ Un de ses articles (publié en russe en Roumanie) porte sur Wittgenstein. Il contribue de plus à l'ouvrage portant la signature du sociologue Catalin Zamfir, *Epistemologia stiintelor sociale* [Épistémologie des sciences sociales], Éditions politiques, 1981.

⁷⁵⁹ Traduction réalisée avec Dragan Stoianovici, professeur à la Faculté de philosophie de Bucarest à partir de 1965. Traducteur de Karl R. Popper (chez Humanitas), de Bertrand Russell et dernièrement de Leszek Kolakowski (*Principalele curente ale marxismului*, vol. I, Bucarest, Curtea Veche, 2009), traduction très discutée et bien appréciée dans les milieux intellectuels « anticommunistes ». Voir la 2^e partie sur les activités éditoriales de **Sorin Vieru** après 1989, voir aussi dans la 3^e partie au sujet des revues spécialisées créées après 1989.

⁷⁶⁰ Il s'agit de deux ouvrages de logique et de logique mathématique. Dans les deux cas l'autre traducteur est U. Morgenstern, qui prendra après 1989 le nom de Terente Robert, scientifique, mathématicien d'origine juive et père de la très connue interprète de l'après 1989, Maia Morgenstern (et depuis 2012 directrice du Théâtre juif d'État). Entretien avec **Sorin Vieru** (le 16 juin 2008).

⁷⁶¹ Un des jeunes membres fondateurs du GDS le mentionnait comme le plus intéressant parmi ses professeurs pour ses réflexions dans le domaine politique, ce qu'on va appeler plus tard « la science politique » ou « les sciences politiques » (Entretien avec **Dan Oprescu**, le 5 octobre 2010). Celui-ci apparaît aussi dans les mémoires de Monica Lovinescu comme un des intellectuels de l'exil situé dans un autre camp que celui auquel celle-ci se situe et comme celui avec lequel Mihai Dinu Gheorghiu semble avoir entretenu des relations proches.

⁷⁶² Vasile Dem. Zamfirescu fonde les Éditions Trei [Trois] après 1989. Maison qui publie de la psychanalyse, domaine nouveau de la période postcommuniste. Un de nos interlocuteurs, philosophe de la culture et observateur averti de « l'école de Noica » et de la vie intellectuelle avant et après 1989, signalait la conversion à succès de ce philosophe.

⁷⁶³ Un des articles paraît en Union Soviétique, les deux autres sont publiés dans *Revue roumaine de sciences sociales* [RRSS], respectivement en 1966 et 1967.

⁷⁶⁴ Nous tenons à remercier **Sorin Vieru** pour la liste de ces séminaires et publications qu'il nous a rendue après la réalisation d'un entretien (le 16 juin 2008).

Gabriel Liiceanu traduit avec **Thomas Kleininger** (un autre membre fondateur du GDS et « disciple » de Constantin Noica, collaborateur des Éditions Univers et des *Cahiers roumains d'études littéraires*⁷⁶⁵) à deux reprises Martin Heidegger. Une fois au début des années 1980, semble-t-il au temps de ses études doctorales, traduction publiée en 1982 chez Univers (*Originea operei de arta*⁷⁶⁶). Une fois encore en 1987, traduction parue aux Éditions politiques, au moment même du scandale apparu en France sur l'engagement de Heidegger (*Repere pe drumul gandirii*). **Gabriel Liiceanu** avait déjà traduit toujours en collaboration de l'allemand, Norbert Groeben (*Psihologia literaturii*), traduction parue chez Univers la même année qu'il traduisait seul du grec ancien aux Éditions de l'Académie.

Gabriel Liiceanu et **Andrei Plesu** ont passé des séjours de recherche en Allemagne de l'Ouest avant 1989. **Andrei Plesu** a été boursier en Allemagne à deux reprises (à Bonn et ensuite à Heidelberg), lors de son second séjour d'études il retrouve **Gabriel Liiceanu** qui est boursier à Heidelberg.

Alors qu'**Andrei Pippidi** obtenait son second diplôme de doctorat de l'Université d'Oxford en 1985 ou en 1986, après avoir obtenu son diplôme de doctorat d'histoire à Cluj en 1981. **Andrei Pippidi** est des rares auteurs, futurs membres du GDS, ayant publié à l'étranger dans le circuit officiel, à la faveur de la collaboration entre l'Académie roumaine et le CNRS⁷⁶⁷ (tout comme un autre historien qui est de son aîné, Lucian Boia).

Par contre dans une autre région de la Roumanie et dans le plus important centre universitaire (à l'exception de Bucarest), le dit « groupe d'Iasi » établit des relations et s'intéresse à l'espace intellectuel français surtout. Si tous les membres du dit « groupe d'Iasi » trouvent leurs références parmi des auteurs français, certains seulement vont se rendre en visite en France ou s'exiler durant les dernières années de la période communiste (Liviu Cangeopol quitte la Roumanie en 1988 pour s'installer aux Etats-Unis).

Des ouvrages parus aux États-Unis sont discutés dans une revue spécialisée, *Viitorul social* (« revue de sociologie et de sciences politiques »)⁷⁶⁸, par de jeunes diplômés en sociologie fin des années 1970 et durant les années 1980. A Bucarest certains jeunes intellectuels de la période communiste (futurs membres fondateurs du GDS), diplômés de la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest durant la première moitié des années 1970, semblent fréquenter des auteurs américains, comme cela ressort de la lecture de leurs textes publiés dans *Viitorul social* et de certains témoignages, alors que certains autres traduisent ou s'intéressent à des auteurs français⁷⁶⁹.

⁷⁶⁵ **Gabriel Liiceanu**, *Jurnalul de la Paltinis* [1983], 6^e édition, Humanitas, 2008, p. 160.

⁷⁶⁶ Dans ce volume, un texte traduit par **Gabriel Liiceanu**, « Lettre à l'humanisme », a été publié aussi dans *Viata Romaneasca*. Texte discuté par la suite par Ion Ianos, qui est le directeur de thèse de **Gabriel Liiceanu**. Le volume paraît dans une seconde édition chez Humanitas en 1995.

⁷⁶⁷ **Andrei Pippidi**, *Hommes et idées du Sud-Est européen à l'aube de l'âge moderne*, Éditions de l'Académie roumaine et Éditions du CNRS, 1980.

⁷⁶⁸ Voir chapitre 3.

⁷⁶⁹ *Mari ganditori si filozofi francezi ai secolului XIX* [Grands penseurs et philosophes français du XIX^e siècle], 2 volumes, préface et notes **Alin Teodorescu**, trad. Adriana Anastasiu et **Calin Anastasiu**, Bucarest, Minerva, 1989.

Comme nous l'avons déjà vu, certains futurs membres du GDS sont des auteurs traduits à l'étranger. Auteur en Roumanie et entretenant de riches relations à l'étranger, aux États-Unis, à la faveur de sa position occupée à la Télévision roumaine, **Pavel Campeanu** est aussi auteur traduit à l'étranger. Sa première esquisse de sa critique du stalinisme constitue une traduction du français parue dans l'espace anglo-saxonne en 1980. Cependant ce n'est qu'en 1986, avec la parution d'une autre étude qu'il assume la première étude. Sa trilogie qui suit à cette étude est toujours une traduction. Alors que son travail de traduction ne profite qu'à l'institution où il déploie son activité (des « fragments de Paul F. Lazarsfeld, Harold Lasswell, Roger Clause »).

Rappelons que les études de **Pavel Campeanu** et les poésies de **Mircea Dinescu** sont les seules prises de position rendues publiques sous une forme spécifique, selon leur formation et leurs aptitudes intellectuelles : respectivement études politiques et poésie. Il s'agit d'une prise de position rendue publique à la faveur des contacts établis à l'étranger par la voie officielle et en profitant d'une conjoncture particulière, des politiques des deux pays. Sauf que **Pavel Campeanu** avait publié à l'étranger utilisant dans un premier temps un pseudonyme.

Adrian Marino, né en 1921 à Iasi (mort en 2005 à Cluj) dans une famille d'origine macédoine, est fils d'un ingénieur, chef de la régionale des chemins de fer, emprisonné peu après la Deuxième Guerre mondiale. Salarié de l'État, citoyen, ayant une formation supérieure, son père, et par la suite Adrian Marino, hérite d'une « ancienne famille d'Iasi », « famille d'intellectuels », un certain capital culturel⁷⁷⁰. Il appartient à la génération d'**Alexandru Paleologu** (fils d'un père d'un représentant d'une profession libérale et homme politique, occupant des postes importants dans l'administration centrale, né dans une famille de grands propriétaires terriens) et de **Stefan Augustin Doinas** (né dans une famille de moyens propriétaires terriens). Après des études de lettres à Iasi, Adrian Marino continua sa formation à Bucarest. Son début dans la presse date de 1939, dès lors il commença à s'insérer dans les milieux littéraires bucarestois et publie surtout après 1944. Admirant George Calinescu bien avant la guerre pour son « agressivité et [son] combativité⁷⁷¹ », Adrian Marino est aussi, en 1944 déjà, un de ceux qui le critiquent. En 1947, il reçoit son titre de docteur sous la direction de George Calinescu dont il est l'assistant dans la chaire d'histoire de la littérature roumaine moderne de l'Université de Bucarest, entre 1945 et 1948⁷⁷². Peu à peu, collaborant à l'université mais aussi dans la presse politique, de par leurs les prises de position maître et disciple-« assistant » se séparent, dans leur vision de l'histoire littéraire⁷⁷³, de l'enseignement mais surtout de l'actualité politique. Ayant soutenu le roi et étant un des intellectuels des plus proches du Parti national paysan, adepte d'une vision « de gauche modérée », George Calinescu s'adapte aux changements politiques de l'après-guerre en signant des articles prosoviétiques. Considérant rétrospectivement ses rapports avec George Calinescu, et plus précisément sa relation qui échoue dans « un grave conflit », Marino parle d'une « répulsion »

⁷⁷⁰ Son père a fait des études supérieures en Allemagne et, semble-t-il, plus intéressé par la culture de type humaniste. Adrian Marino hérite de ses grands-parents d'une « assez grande bibliothèque », majoritairement faite de critiques littéraires, mais enrichie par son père avec des revues littéraires roumaines et françaises : « Avant 1940, on pouvait acheter parfois dans les kiosques à journaux d'Iasi aussi bien [La] *Nouvelle Revue Française*, et, régulièrement, des hebdomadaires célèbres de l'époque » (Adrian Marino, *Viata unui om singur*, op. cit., pp. 35-36).

⁷⁷¹ *Ibid.*, p. 47.

⁷⁷² Il considère son acceptation de « devenir [...] 'assistant' » de George Calinescu comme sa « première erreur, même capitale » de sa vie (*Ibid.*, p. 49).

⁷⁷³ La thèse de Marino porte sur la vie d'un poète, dramaturge et publiciste. Or celui-là déclare qu'à cette époque –là « biographies comme thèses de doctorat » sont difficilement acceptées.

dont les causes sont « dans un premier temps d'ordre éthique, ensuite idéologique, par la suite théorique-littéraire⁷⁷⁴ ». Leur collaboration dans la presse prend fin à la suite des prises de position politiques de son « disciple ». George Calinescu se départit des prises de position politiques de son « disciple » qui vont contre le courant dominant. Et un peu plus tard, leur séparation se produit aussi dans l'enseignement, leur collaboration prend fin à l'initiative de George Calinescu⁷⁷⁵. Alors que George Calinescu s'accommodait avec le régime, Adrian Marino, membre de l'organisation des jeunes du Parti national paysan (auquel George Calinescu était aussi lié avant la guerre) est arrêté et emprisonné en 1949. Il passe par deux prisons, Jilava et ensuite à Aiud. Libéré en 1957, il habite pour quelques mois à Cluj et moins d'un mois à Bucarest, où il avait des chances à la réintégration, vus ses anciens contacts. Introduit, par deux de ces anciens collègues auprès du directeur de l'Institut d'histoire de l'art de l'Académie roumaine, il sera accepté au sein de cette institution. Mais, à Bucarest, il apprend qu'on lui avait fixé un domicile obligatoire, dans un village dans la zone de Baragan⁷⁷⁶, habité initialement par de déportés de Banat. Il habite là jusqu'en 1963, période de ses lectures de « récupération » : « j'ai commencé à me documenter sérieusement, à explorer des zones culturelles et idéologiques peu fréquentées antérieurement »⁷⁷⁷. À la fin de sa détention, prison et assignation à un domicile forcé, il s'installe à Cluj, dans une ville qui, pour lui, « reste [...] un milieu étranger, opaque, souvent hostile... ». Il s'installe à Cluj, « adopté et intégré⁷⁷⁸ » dans la famille de son épouse. La famille de son épouse lui offre son soutien tout comme son épouse qui, dès la période de déportation mais aussi par la suite lui offre son soutien, financier, mais aussi dans son travail. Il publie dans des revues bucarestoises, dans un premier temps, sous pseudonyme, mais aussi, encore que moins, dans des revues littéraires de Cluj et dans une autre d'Iasi. Son début éditorial date de 1965, lorsqu'il publie sa thèse de doctorat, texte qu'il avait rédigé deux décennies avant. Il publie trois autres ouvrages dans la période suivante et reçoit le prix de l'Académie (1968) et le prix de l'Union des écrivains (1969). Il est remis dans ses droits civiques en 1969, en même temps que d'autres anciens détenus politiques des années 1950⁷⁷⁹. Auteur de quatre volumes, il fonde en 1973 une publication, trimestriel thématique de langue française, qui réunit des études littéraires de diverses orientations, signées par des auteurs roumains souvent en traduction mais aussi par des auteurs étrangers, des recensions (en français) de livres publiés à l'étranger dont certains sont signés par des auteurs roumains. Les *Cahiers roumains d'études littéraires* [CREL] sont une revue internationale francophone : ayant comme but principal de faire connaître des auteurs roumains,

⁷⁷⁴ *Ibid.*, p. 49.

⁷⁷⁵ *Ibid.*, pp. 51-53.

⁷⁷⁶ Voir Smaranda Vultur, *Istorie traita-Istorie povestita. Deportarea pe Baragan*, Timisoara, Amarcord, 1987.

⁷⁷⁷ Adrian Marino, *Viata unui om singur*, op. cit., p. 91. C'est toujours là, au cours de sa période d'assignation à domicile et de domicile forcé, dans la zone de Baragan, qu'il va faire la connaissance de Paul Goma (p. 96).

⁷⁷⁸ *Ibid.*, p. 101. Il note un peu plus tard : « Cluj est resté jusqu'aujourd'hui – je tiens à souligner ces mots – jusqu'aujourd'hui – la ville où j'ai été le plus humilié et insulté de toute ma vie » (p. 104). Et en parlant de la vie politique menée à Cluj après 1989, il va réitérer sa critique quant à l'atmosphère dans la ville où il reste jusqu'à la fin de sa vie : « À Iasi, où je me suis 'formé', pour le dire ainsi, je n'ai pas su et je n'ai jamais connu ce qu'on nomme 'provincialisme' et 'régionalisme'. À Bucarest, d'autant moins. Eh bien, à Cluj, je suis arrivé dans la capitale du provincialisme et du régionalisme roumain. Phénomène défini par la suprématie des valeurs et des hiérarchies strictement locales, par la mentalité irréductiblement régionaliste de la supériorité des réalités locales. Je ne conteste pas les sources historiques d'un tel état d'esprit. Mais le régime communiste l'avait modelé au niveau de la plus grande médiocrité possible. Après 1950-1960, Cluj était devenu – je le dis avec un grand regret – la capitale de la médiocrité culturelle roumaine » (p. 269).

⁷⁷⁹ En parlant de sa réhabilitation civile, Adrian Marino note que celui qui a contribué à cette restauration de ses droits civiques, mais aussi à ce qu'il puisse voyager par l'obtention, par la suite, des « approbations » requises de la part de l'organisation locale du PCR, est un ancien étudiant de son épouse, « à cette époque-là activiste, sinon chef de section du Comité départemental de parti [à] Cluj. Il avait une bonne formation en linguistique [...] protégé et semble-t-il même parent d'Ilie Verdet, à cette époque-là un personnage-clé dans le CC [Comité central]. Ce qui lui offrait une marge de manœuvre suffisamment grande » : « À lui, je dois mes premières "approbations" de voyages dans l'espace socialiste et, en 1969, même ma "réhabilitation" juridique d'office aux côtés des cinq "écrivains", tous des anciens détenus politiques : Ion Caraion, **Stefan Augustin Doinas**, Virgil Carianopol et Vladimir Streinu ». Cf. *Ibid.*, pp. 236-237. De cette période (1967/1968) date aussi sa rencontre avec Ion Iliescu, qu'il présente comme critique du régime Ceausescu (p. 235).

des études de critiques littéraires et des œuvres littéraires notamment en provenance de Roumanie, la publication constitue aussi un espace de rencontre, de collaboration entre des auteurs roumains et des auteurs occidentaux. La revue est éditée par la maison de l'Union des écrivains, spécialisée dans la littérature universelle dans la période communiste, les Éditions Univers⁷⁸⁰. Seule revue francophone de critique littéraire fondée en Roumanie, elle n'est pas la seule publication en langue étrangère (français) créée dans la période communiste. *Synthesis* est un annuel qui paraît dès 1974, édité sous l'égide de l'Académie roumaine (les Éditions de l'Académie roumaine), l'Institut d'histoire et de théorie littéraire « George Calinescu », et l'« organe du Comité national de littérature comparée », structure mise sous la direction de la nouvelle Académie de sciences sociales et politiques⁷⁸¹. Les deux revues, *Synthesis* et *CREL* sont deux revues qui paraissent sous la tutelle du « Comité national de littérature comparée », « un fantomatique » organisme mis sous la tutelle de l'Académie des sciences sociales et politiques, fondée début des années 1970⁷⁸² : « Il y avait deux publications spécialisées [de littérature] : *Synthesis* [...] et *Cahiers roumains d'études littéraires*. Ces revues étaient en fait quasi-inconnues en Roumanie, elles avaient une circulation totalement marginale. D'ailleurs *Cahiers roumains d'études littéraires* n'ont jamais eu le statut de revue. Aux Éditions Univers, ils avaient le statut de recueil périodique d'études. Mais ils avaient un bon écho à l'étranger [...] cette revue a eu une recension très favorable dans *Le Monde* [...] ces choses attiraient l'attention et nous étions d'une certaine façon une sorte d'alibi' quasi-libéral, quasi-pro-occidental. Une sorte de vitrine. Donc une situation ambiguë [...] l'unique forme possible de survie intellectuelle et de maintien des liens avec l'Occident. Avoir des collaborations extérieures, avoir des liens avec les Américains [...] donc nous étions tolérés [...] il y avait une sorte de complicité générale La situation était, je le reconnais, ambiguë. Mais ambiguë en sens positif et, de cette manière, on a pu survivre et construire une revue de haut niveau [...] Donc, nous avons refusé l'intégration dans les hiérarchies officielles de l'époque⁷⁸³ ». En initiateur de cette publication francophone et internationale et son principal organisateur, il recevra, non sans quelques difficultés, l'autorisation d'être nommé secrétaire de la rédaction. Dans cette qualité, reconnue officiellement, il pourra établir et maintenir des relations avec des auteurs et éditeurs étrangers pour la réalisation de cette publication. De cette période, début des années 1970, moment de la création de cette revue, date aussi la publication du premier volume de son « dictionnaire des idées littéraires », étude restée inachevée. Son investissement dans ce projet collectif cesse en 1980, une année après, il publie son premier et seul ouvrage rédigé et publié en français en Roumanie⁷⁸⁴. Publiant en Roumanie, en roumain et en français, un de ses ouvrages est aussi traduit en allemand en Roumanie. Il publie en français et à l'étranger et il est traduit en France⁷⁸⁵. Durant la période communiste, il publie douze volumes dont trois paraissent en France (un

⁷⁸⁰ Après 1989, la maison Univers patronné par Mircea Martin est l'éditeur d'une revue, *Euresis*, qui se veut une continuation du projet éditorial dirigé par Adrian Marino. Mais, à la différence des *CREL*, celle-ci se concentre sur la publication des auteurs étrangers en roumain et non pas sur la publication des auteurs roumains en français comme le faisait les *CREL*.

⁷⁸¹ Le périodique est dirigé par Zoe Dumitrescu Busulenga mais celui qui se charge de la publication jusqu'en 1989 est son rédacteur en chef adjoint, Alexandru Dutu. Celui même qui dirige une autre publication (cf. Adrian Marino, *Pentru Europa. Integrarea Romaniei. Aspecte ideologice si culturale* [Pour l'Europe. L'intégration de la Roumanie. Aspects idéologiques et culturels], Iasi, Polirom, « Plural », [1995] 2005, pp. 102, 106 et 112).

⁷⁸² Adrian Marino, *Viata unui om singur*, op. cit., pp. 219-220 et 236 ; Dan Berindei, *Istoria Academiei Romane...*, op. cit., pp. 379 et 383. Le projet initié par Adrian Marino est soutenu par le responsable de la nouvelle Académie de sciences sociales et politiques, Mihnea Gheorghiu.

⁷⁸³ Adrian Marino, Sorin Antohi, *Al treilea discurs. Cultura, ideologie si politica in Romania*, Iasi, Polirom, « Duplex », 2001, p. 27.

⁷⁸⁴ Adrian Marino, *Littérature roumaine. Littératures occidentales. Rencontres*, Bucarest, Éditions scientifiques, 1981.

⁷⁸⁵ Environ une année après avoir été publié en Roumanie avec son livre sur Mircea Eliade, en France paraît la traduction de ce livre : Adrian Marino, *L'Herméneutique de Mircea Eliade*, trad. Jean Gouillard, Gallimard, 1981. La traduction de son livre sur Mircea Eliade paraît dans un contexte peu favorable à l'étranger alors qu'en Roumanie, l'accueil fait à son étude ne semble pas lui être profitable, ni dans les milieux communistes ni dans ceux des intellectuels ayant connu Mircea Eliade, tel Constantin Noica, qui va s'intéresser à lui pour la première fois précisément comme auteur de cet ouvrage mais qui, selon Adrian Marino,

seulement est une traduction)⁷⁸⁶. Et dont cinq sont traduits (en serbe, en hongrois, en allemand, en français – un chez Gallimard et un chez Complexe⁷⁸⁷ – et en japonais). Il voyage beaucoup à l'étranger⁷⁸⁸, il publie ses mémoires où il présente ses expériences intellectuelles à l'étranger. Il fait partie des équipes de travail constituées en France, en Suisse et en Hongrie. Il étudie (comme boursier) en Suisse, en France et en Allemagne et, en 1985, il reçoit le prix Herder. Adrian Marino est membre de l'Union des écrivains, dès la fin des années 1960 et jusqu'en 1980, moment de sa retraite, et c'est au nom de cette appartenance qu'il demandera et recevra le droit de voyager à l'étranger.

En parlant de ces relations avec le régime, il renvoie à ce qui lui est reproché, ses voyages à l'étranger⁷⁸⁹, tout en soulignant ce qui fait la « singularité » de son statut d'intellectuel sous le régime communiste, à savoir son statut de « marginal » sans poste, se définissant comme « libre professionnel » car indépendant

ne semble pas avoir apprécié positivement son étude. La relation de Marino avec Noica ne semble pas avoir bien démarrée : « De cette manière a commencé une relation extrêmement ambiguë [...] ce qui m'a attiré l'antipathie profonde et tenace du 'Groupe de Paltinis' » (Cf. Adrian Marino, *Viata unui om singur, op. cit.*, p. 137). Et leur relation ne semble avoir changé ni par la suite alors que Marino se rend en visite à Paltinis et Noica est, de passage à Cluj, son invité. En parlant de ses « relations avec le régime », Marino raconte le contexte dans lequel son livre paraît : « Mircea Eliade était devenu un vrai 'cas', un 'problème d'État'. Et moi seulement une pièce, involontairement, suffisamment importante, impliquée dans un jeu déloyal [...] À l'étranger, avait commencé la campagne de presse contre M.E. [...] au sujet des articles pro-légionnaires, antisémites, tout spécialement ceux dans *Buna Vestire*. Je ne savais effectivement rien de leur existence. Et même si je le savais, ils n'entraient pas d'aucune manière dans le schéma de base de mon travail [...] je reçois une lettre (assez inquiète, sinon alarmée) de la part d'Ioan Petru Culianu avec la demande expresse de vérifier ces accusations. Lui-même directement mis en cause [...] il avait nié et polémique autour de ces supposés articles [...] je ne savais et surtout je ne croyais pas (encore) effectivement dans leur existence de ces textes. De plus, je ne voyais pas la possibilité pratique de la vérification. L'officiel légionnaire se trouvait dans 'le fonds secret', donc inaccessible [...] Je connaissais bien le directeur de la BCU [Bibliothèque centrale universitaire] Cluj [...] En plus, j'avais un argument essentiel : j'étais tout de même le premier auteur roumain d'un livre sur M.E. [Il est en fait le premier auteur publié en Roumanie qui traite d'Eliade, car la monographie d'Ioan Petru Culianu sur Eliade datée de 1978 est publiée en Italie]. J'ai expliqué tout le 'problème' et après trois jours de démarches de couloirs [...] j'ai reçu l'approbation de consulter un seul jour *Buna Vestire*, les années 1936-1937 [...] la découverte de cet aspect négatif. 'J'ai senti' alors, définitivement et irrévocablement, que 'nous ne pensons pas' de la même manière [...] J'avais attiré l'attention de la Securitate surtout 'à cause' de M.E. [...] mes relations personnelles à l'étranger intéressaient beaucoup plus que mes liens avec M.E. [...] Plus tard, j'ai appris que M.E. était en fait courtoisé, ménagé, toléré – d'une manière ou d'une autre – pour une raison absolument grotesque. À première vue peu véridique : pour être utilisé comme agent d'influence en vue de l'obtention du Prix Nobel par Ceausescu. Un moment presque incroyable, paranoïaque du régime. Toutefois rigoureusement vrai. C. Noica [...] a été envoyé à Paris dans ce même but. De ce 'problème' personne n'avait jamais parlé avec moi [On pourrait supposer qu'il pense ici à **Stelian Tanase** qui traite dans un de ses livres des relations de Noica avec le régime communiste et avec lequel il a collaboré à plusieurs occasions. Alors que celui-ci est un des jeunes intellectuels avec lesquels Adrian Marino] Un autre fait notable : dans les couloirs se donnait une lutte dure, même acerbe. Entre de vieux communistes [...] de la génération de M.E., scandalisés par sa 'récupération' et des manœuvres de captation de la Securitate. Et moi j'étais tombé... au milieu. De vieux activistes protestaient de manière véhémence et *Hermeutica* était interdite, objet et de la campagne officielle de presse. Alors que, d'un autre côté, Securitate intervenait et le livre est de nouveau 'approuvé' et remis en circulation. Que dans les couloirs des scènes se passaient, à première vue sans véridicité, je commençais à me rendre compte au cours des événements » (*Ibid.*, pp. 241-242). Adrian Marino refusera après 1989 de donner son accord pour la réédition de ce livre.

⁷⁸⁶ Adrian Marino, *L'Herméneutique de Mircea Eliade*, trad. Jean Guillard, Paris, Gallimard, 1981 ; Id., *Étiemble ou le comparatisme militant*, Paris, Gallimard, 1982 ; Id., *Comparatisme et théorie de la littérature*, Paris, PUF, 1988. Ces deux derniers ouvrages avaient été conçus comme une seule et même étude.

⁷⁸⁷ Certaines traductions seront, d'après ses propres témoignages, « financées » par lui-même, dont celle publiée chez Complexe (ouvrage paru en Roumanie et dans une traduction en allemand) : Adrian Marino, *Critique des idées littéraires*, Bruxelles, Complexe, 1978.

⁷⁸⁸ Il voyage beaucoup tous comme d'autres anciens détenus politiques et tout comme des critiques littéraires formés et consacrés sous le communisme (Nicolae Manolescu, d'une dizaine d'années plus jeunes que lui, critique littéraire notoire de la période communiste et universitaire). Il fait des séjours de recherches à l'étranger tous comme des (futurs) membres fondateurs du GDS (**Gabriel Liiceanu, Andrei Plesu**). Mais sans poste, sans avoir intégré une autre institution culturelle que l'Union des écrivains, pour voyager, Marino dit avoir besoin « exclusivement de l'approbation de l'Union des écrivains ». Cf. *Ibid.*, pp. 144-152.

⁷⁸⁹ *Ibid.*, p. 248 : « j'observais qu'à d'autres anciens détenus politiques, exactement dans ma situation, et qui voyageaient [...] on ne leur apportait aucune objection ».

de toute autre institution sauf l'Union des écrivains dont il est membre et dont il recevra par la suite sa pension (dès 1980) :

« Rejeté totalement par la société communiste du régime de Ceausescu et par ses institutions, marginalisé brutalement, je suis resté jusqu'à présent un 'libre professionnel' [...] Deux décennies j'ai vécu exclusivement d'honoraires littéraires [...] des droits d'auteur [...] le prix Herder [...] pour la traduction japonaise j'ai encaissé [...] les livres français m'ont apporté de petits revenus. À la conclusion du Dictionnaire des idées littéraires, en 1975, j'ai encaissé l'équivalent de presque trois voitures Dacia [...] les honoraires des collaborations à différentes revues [...] Je crois que j'ai même offert un petit exemple d'indépendance économique, sociale et culturelle⁷⁹⁰ ». Le « statut de 'marginal' », sans poste et habitant d'une capitale de province, lui permet de se « concentrer seulement (ou presque) » sur ses « propres projets » : « À Cluj, j'ai commencé d'ailleurs et ma 'carrière' totalement singulière, de 'libre professionnel'. Une grande, très grande rareté, quoiqu'on en dise, sous le communisme [...] c'est en fait la seule chose dont je suis vraiment fier sur le plan social. En définitive, des centaines de Roumains ont fait la prison. Des milliers et des milliers de Roumains ont écrits des livres, bons ou mauvais. Mais libres professionnels intégralement sous le régime communiste de Ceausescu, sans "carnet de travail", sont bien rares⁷⁹¹ ».

Il explique ses rapports au régime sans prétendre que ses activités à distance des demandes du régime soient incluses dans la catégorie de « résistance par la culture », censée avoir un sens politique, consacrée après 1989 mais les caractérisent comme « attitude d'indépendance culturelle et sociale maximale, continue et flexible et [une attitude] d'opposition intérieure radicale, manifestée de temps en temps publiquement, avec prudence ». Son relative indépendance financière de la période communiste le conduit à se définir rétrospectivement comme « un homme libre » et de définir ses actes comme ayant un « sens libéral » :

« Je ne dois rien au régime communiste. J'ai été et je suis resté étranger à l'idée de "carrière sociale", universitaire, académique, etc. J'ai été et je suis resté, dès ma libération [en 1963] et jusqu'à présent un libre professionnel [...] Je ne fais pas de nécessité vertu [...] J'ai préféré rester un intellectuel libre qui a refusé toute forme de "culture officielle", partisan convaincu de la "culture alternative" [...] Rien de moins odieux pour moi [...] que l'étiquette et la fonction d' "écrivain d'État" [...] J'ai dans le sang la vocation, la psychologie, le tempérament [...] de libre professionnel qui dispose librement de son temps et qui peut suivre exclusivement son propre plan de travail. Sans "commandes" et "programmes" faits et imposés par d'autres⁷⁹² ».

Ses activités et ses projets viennent avant tout comme compensation à son incapacité de se révolter :

« Je souffrais à cause du régime que je considérais dans le même temps comme odieux et "irréversible". Et toutefois j'étais contraint à le supporter. Et, de plus, à me "réaliser" dans les conditions données, extrêmement difficiles [...] Je ne pouvais pas réellement m'adapter mais non plus me révolter, de nouveau, ouvertement. D'où un état de révolte muette, de passivité et de résignation refoulée à la limite. Je n'étais pas content du tout de moi-même. Mais une alternative alors je n'imaginais pas et le refuge dans l'étude n'offrait pas du tout toutes les solutions et les compensations dont je croyais avoir besoin. Abdication ? Abandon ? Résignation ? Appréhension ? Quelque peu de tout cela⁷⁹³ ».

⁷⁹⁰ Adrian Marino, *Viata unui om singur*, op. cit., p. 108.

⁷⁹¹ *Ibid.*, p. 128. Dans un texte daté de 1990, Adrian Marino se réfère à Constantin Noica comme à un « philosophe roumain, libre professionnel » (cf. Adrian Marino, *Pentru Europa. Integrarea Romaniei. Aspecte ideologice si culturale*, op. cit., p. 145).

⁷⁹² *Ibid.*, pp. 254-255.

⁷⁹³ *Ibid.*, p. 250.

Il se définit progressivement, avec toutes ses activités littéraires, et, encore plus, avec plus d'entrain, rétrospectivement contre celui auquel il est lié, de par ses débuts dans la vie intellectuelle, le critique littéraire George Calinescu, une des connues figures intellectuelles roumaines et des plus centrales. Il critique chez ce dernier l'emphase, le penchant pour la publicité, que tous ceux qui ont connu Calinescu mentionnent dans leurs mémoires. Leurs rapports à la politiques de l'après-guerre les séparent irrémédiablement dans le champ intellectuel mais aussi socialement. George Calinescu s'est accommodé avec le régime communiste en évoluant d'une vision esthète qu'il soutenait dans ses écrits intellectuels avant la guerre, sous les contraintes de la censure et d'une faible marginalisation, vers l'adoption de l'introduction des critères politiques dans la critique littéraire, donnant son appui au canon officiel (surtout dans ses écrits journalistiques) et, peu après, l'académisation⁷⁹⁴. Après avoir subi la plus forte marginalisation et les plus fortes contraintes (la détention), isolé et s'isolant de plus en plus, la vision de Marino sur le travail du critique littéraire et plus largement sur la place de la littérature dans le champ de production culturelle évolue sous l'influence des auteurs et des courants dominants à l'étranger, par référence surtout au champ littéraire et scientifique français. Sa formation (lettres), et plus, sa spécialisation dans la discipline littéraire, son domaine d'autorité (théorie et critique littéraire au temps de son passage par l'université), le situent en situation de s'intégrer tant soit peu dans le système des relations littéraires de la période communiste (à partir du milieu des années 1960) en se contentant d'une position plutôt marginale voire insignifiante, comme ancien détenu politique, dans des rédactions des revues littéraires. Cela à condition peut-être de s'intéresser à la fois à la littérature et peut-être en embrassant la vision dominante sur la place de la littérature dans le champ de production culturelle. Vision embrassée d'un côté, par ceux qui sont des écrivains ou des artistes⁷⁹⁵ qui sont aussi parfois des anciens détenus politiques de sa génération mais aussi par des critiques littéraires universitaires, appartenant à la même génération sans avoir été des intellectuels marginalisés dans les années 1950, d'un autre côté, aussi et surtout par des critiques littéraires formés dans la période communiste (nés dans les années 1930). Or, isolé, il s'éloigne de plus en plus des manières de faire et des références roumaines dans le champ littéraire, critique littéraire, formé et attentif à se former en suivant des modèles et des auteurs étrangers, mais surtout français, découverts pendant la guerre, il se spécialise en autodidacte en s'intéressant à suivre des modèles dominants à l'étranger. Des modèles de faire surtout mais aussi en s'intéressant à des sujets appropriés à l'exportation. L'« assistant » de George Calinescu, d'une vingtaine d'années plus jeune, ne se reconnaît pas ou plus dans la vision de celui qu'il ne reconnaît non plus comme son « maître ». Il se sépare de son ancien maître au niveau surtout de sa vision sur le travail du critique et du théoricien de la littérature, de la littérature en fin de compte.

⁷⁹⁴ Éloigné de l'enseignement, perdant son poste à l'université, au sein de l'Académie roumaine, il dirige un institut « de théorie littéraire et de folklore », créé en 1948. En 1949 il est devenu membre de l'Académie roumaine. Après sa mort, en 1965, l'institut ci-mentionné est renommé, il porte désormais son nom : l'Institut d'histoire et de théorie littéraire « George Calinescu ».

⁷⁹⁵ Stefan-Augustin Doinas ; **Alexandru Paleologu**.

George Calinescu est pour lui celui qui soutient et promeut une critique et une histoire littéraire « exclusivement “littéraire” », la « littérature *avec et sur* [la] littérature »⁷⁹⁶. Adrian Marino se fait critique et historien des idées et il se distancie de la critique littéraire dans sa version dominante en Roumanie avant comme aussi après la guerre, et notamment après la guerre vue que la vision esthète domine dans le champ littéraire⁷⁹⁷. Et à la différence de ceux qui, de quelques années plus jeunes que lui, sont des chercheurs dans la période communiste, Marino (Alexandru Dutu mais aussi Paul Cornea, deux intellectuels dont les options idéologiques et à des périodes différentes politiques aussi sont divergentes) ne se consacre pas à l’histoire de la littérature roumaine. Soit-il dans une perspective européeniste, comme le fait Alexandru Dutu qui, par ses options idéologiques (bien que fort différentes), est plus proche de Marino (sans avoir pourtant avoir fait comme ce dernier l’expérience de la prison). Marino se consacre au comparatisme dans le domaine de la littérature, tout comme un universitaire et critique littéraire, d’une dizaine d’années plus jeune que lui, qui décide de s’exiler aux États-Unis, au moment où Adrian Marino a initié son projet collectif, en créant une revue internationale et francophone d’études littéraires.

Alors que tout comme d’autres intellectuels de sa génération, il est parmi des responsables d’une revue qui traite de la littérature. Mais à la différence d’un Stefan-Augustin Doinas (rédacteur en chef adjoint de la revue *Secolul 20* dès la fin des années 1960), Marino s’occupe d’une nouvelle revue, de plus une revue internationale et francophone, qu’il avait lui-même fondé, mais une revue qui est éditée avec le soutien d’une maison d’édition de l’Union des écrivains, et non pas par un institut de recherche, comme celle, dont s’occupera Alexandru Dutu, publication toujours francophone, la *Revue des études sud-est européennes*. Qui plus est, cette dernière paraît dès 1963 dans la continuation de deux autres revues historiques de la période de l’entre-deux-guerres. Encore plus marginal que ne le sont des anciens détenus politiques, rédacteurs, publicistes et écrivains de la période communiste, Marino a créé un espace de publication, les *Cahiers roumains d’études littéraires*, afin que des auteurs roumains deviennent ou qu’ils se fassent des participants à un espace scientifique européen, plus particulièrement ou plus largement francophone, et que des auteurs étrangers soient lus et surtout connus en Roumanie. Il valorise et utilise ainsi un savoir-faire acquis à l’étranger et sous l’influence de son intérêt particulier pour les études littéraires de l’étranger. En tenant de l’actualisation de la critique littéraire à l’état de cette spécialité dans l’espace européen, de la scientificité dans la critique littéraire, il revendique une place singulière dans le champ littéraire et dans celui scientifique roumain de la période communiste. Pour la réalisation de ce projet éditorial, il a eu le soutien des dirigeants des institutions politiques dans le domaine de la culture et des institutions spécifiques (le Conseil de la culture, plus précisément, la Direction des publications ; l’Académie des sciences morales

⁷⁹⁶ Adrian Marino, *Viata unui om singur*, op. cit., p. 52.

⁷⁹⁷ *Ibid.*, p. 223 : « une critique littéraire de type impressionniste, esthétisante, de littérature *avec et sur* la littérature » (souligné dans le texte).

et politiques ; les Éditions Univers)⁷⁹⁸. Ce projet éditorial, et d'ailleurs son seul projet collectif, l'amène à collaborer avec des intellectuels qui dirigent des institutions culturelles qui lui offre leur support mais aussi avec des travailleurs intellectuels, des rédacteurs et des traducteurs. À la base de cette expérience, il fera des considérations sur la nécessaire professionnalisation dans le domaine de la culture⁷⁹⁹, mais aussi sur l'importante contribution de ces rédacteurs, « fonctionnaires de rang moyen », dans la réalisation de certains projets dans la période communiste⁸⁰⁰. Ce projet collectif lui sera reproché par des dissidents qu'ils avaient connus au temps de sa détention (Paul Goma) comme signe du renoncement à une « mission », à savoir à prendre position contre le régime, renvoyant de cette manière à son engagement ancien⁸⁰¹. Or en se posant d'expliquer ses « relations avec le régime » communiste, à savoir le régime communiste de Ceausescu, sous lequel il publie, il va noter en premier lieu, comme premier facteur, son « immense répulsion à l'égard de la 'politique' intrigante, médiocre, stérile », et, en deuxième facteur, quoiqu'au final « déterminant », « le désir et la volonté d'« écrire », de construire une série de livres, ayant en leur centre des valeurs [...] essentielles, fondamentales⁸⁰² ».

Dans la période postcommuniste, en exprimant peu à peu et de plus en plus sa réticence à l'égard de la notion de « résistance par la culture », formule qui s'est imposée dans la période postcommuniste⁸⁰³, il va introduire à partir de 1992 et surtout au milieu des années 1990, la formule de « culture alternative ». Début des années 2000, il va présenter ses activités intellectuelles sous le communisme sous la formule de « culture alternative » sous le communisme⁸⁰⁴. Il récusé et critique l'apposition d'un sens politique à des

⁷⁹⁸ Adrian Marino, *Viata unui singur om*, op. cit., pp. 216, 220 et 236 ; Adrian Marino, **Sorin Antohi**, *Al treilea discurs. Cultura, ideologie si politica in Romania*, Iasi, Polirom, « Duplex », 2001, p. 26.

⁷⁹⁹ Adrian Marino, *Viata unui singur om*, op. cit., p. 218.

⁸⁰⁰ Adrian Marino, *Politica si cultura. Pentru o noua cultura romana* [Politique et culture. Pour une nouvelle culture roumaine], op. cit., p. 81 (texte publié antérieurement dans 22, 40, 1992).

⁸⁰¹ Adrian Marino, *Viata unui om singur*, op. cit., pp. 222 et 240 : « Or, au contraire, mon 'destin' (ou ma 'mission') était exactement cela. Non pas celle politique comme le croyait P.G., d'une manière complètement erronée, fanatique. Une publication qui, incontestablement, a été toute autre chose que communiste, pro-Ceausescu, propagandiste [...] Or c'est ce que je tenais à faire : écrire des livres, affirmer une certaine attitude idéologique. Et rien de plus. Non pas devenir un homme politique militant toute ma vie [...] Un geste sublime, unique, non-répétitif ? Ou fonder la première revue roumaine d'études littéraires en langues étrangères et écrire beaucoup de livres, certains publiés et à l'étranger ? ».

⁸⁰² *Ibid.*, p. 228.

⁸⁰³ Le terme de « résistance par la culture » apparaît en 1991, formule sous laquelle vers le milieu des années 1990 vont être consacrées des activités et des textes des producteurs culturels (écrivains, critiques littéraires, essayistes et scientifiques) qui ne répondent pas à des demandes extérieures et, plus, qui récusent des idées véhiculées, utilisées par le régime, à savoir principalement le marxisme. Que le terme de « résistance » s'impose comme formule légitimante de toute entreprise culturelle, menée individuellement ou collectivement, qui peut revendiquer une certaine distance vis-à-vis des lignes directrices de la politique culturelle du régime, reste comme preuve aussi le titre de l'ouvrage de Katherine Verdery (*National Ideology under Socialism. Identity and Cultural Politics in Ceausescu's Romania*, University of California Press, 1991) traduit en roumain, ouvrage publié par les Éditions Humanitas, dont la traduction est signée par un des membres fondateurs du GDS, **Sorin Antohi**, et son épouse, Mona Antohi : *Compromis si rezistenta. Cultura romana sub Ceausescu* [Compromis et résistance. La culture roumaine sous Ceausescu], op. cit.

⁸⁰⁴ Le terme de « culture alternative » est proposé comme substitut du terme de « résistance par la culture » pour caractériser ses propres activités comme certaines ou seulement certaines activités du philosophe Noica. En discutant de ses propres « relations avec le régime » il propose « la plus exacte définition » pour ses attitudes : « indépendance active, réaction alternative, qui se soustrayait non seulement de toute obligation officielle, mais qui avait, parfois même le 'courage' de certaines actions et même de refus publics ». Adrian Marino, *Viata unui om singur*, op. cit., pp. 248, 250, 253.

actes qui sont englobés dans la formule de « résistance par la culture ». Et alors en préférant la formule moins utilisée de « culture alternative, il met en évidence comment il se distingue, et il ne cessera d'en souligner ce qui le distingue, de ceux qui en utilisent parfois abusivement la formule de « résistance par la culture ». Début des années 1990, il utilisait tout comme d'autres la formule qui s'est imposée, celle de « résistance par la culture », et beaucoup plus rarement celle de « culture alternative⁸⁰⁵ ». Milieu des années 1990, la « résistance culturelle » est devenue pour lui objet d'étude⁸⁰⁶.

Sans disciples, préférant de mener des projets individuels, et on trouvera ici peut-être la raison principale des critiques qu'il s'attire après 1989 de la part des membres fondateurs du GDS (plus ou moins jeunes, plus ou moins attirés par le modèle du « guide » ou du créateur d'« école »⁸⁰⁷), il s'intéresse tout aussi bien à participer à l'espace international, surtout européen, en publiant à l'étranger alors qu'il est resté en Roumanie communiste. Au prix d'une marginalité assumée dans la Roumanie communiste et en se tenant à distance de la politique, éloignement de la politique qu'il tend à présenter comme un « choix » ou alternative à sa réalisation en tant qu'auteur, il garde son autonomie pour les diverses formes que prend son investissement intellectuel à l'adresse de l'étranger :

« mes publications et mes livres [...] ayant certains échos ne pouvaient pas être totalement négligés [...] ils me 'protégeaient' en fait. Et même avec une importante efficacité. Ils constituaient mon arme imbattable de défense. Il était difficile d'annihiler, surtout par un scandale public, un auteur édité [...] quatre fois à Paris, dans d'autres langues, etc. et qui avait commencé à être relativement connu, recensé, parfois cité, etc. D'où une relation profondément ambiguë. J'étais dans le même temps suspecté, détesté et... utile. Un personnage profondément douteux, évidemment non-communiste⁸⁰⁸ ».

D. Le recours à l'exil comme contre-pouvoir et l'exit

L'absence d'instances qui ne seraient pas dépendantes de l'Etat communiste font que ces intellectuels trouvent par le recours à l'étranger les moyens de s'autonomiser par rapport au champ national et en faisant cela d'accroître leur capital symbolique. De même que les intellectuels hétéronomes recourent aux autorités politiques pour occuper et conserver des positions fortes dans le champ culturel dans la période communiste, les intellectuels autonomistes utilisent les institutions étrangères, revues, comités, ligues, médias culturels qui fondent leur légitimité dans la défense des intérêts de ceux qui contestent le pouvoir communiste.

L'utilisation des moyens de diffusion de l'étranger leur permet de se doter d'une reconnaissance à l'étranger qui leur procure une protection face aux contraintes que le régime peut exercer à certains

⁸⁰⁵ Lorsqu'il discute du philosophe Noica dans 22, 141 (40), 1992. Texte repris dans Adrian Marino, *Politica si cultura*, op. cit., pp. 78-83

⁸⁰⁶ Adrian Marino, *Politica si cultura*, op. cit., pp. 28-40 (texte daté de 1995).

⁸⁰⁷ Et parfois même par celui qui semble s'être rapproché de lui avant comme après 1989. Il s'agit ici tout particulièrement de **Sorin Antohi**.

⁸⁰⁸ Adrian Marino, *Viata unui om singur*, op. cit., p. 243.

moments avec une plus grande efficacité quand il est question de gens qui sont dépourvus de capital symbolique dont jouissent les écrivains et les universitaires ou les scientifiques. Le rôle des exilés roumains qui se mobilisent dans le cadre de Radio Free Europe est d'autant plus grand qu'il se pose non seulement comme relais pour les prises de position des intellectuels roumains (écrivains ou scientifiques) mais aussi comme une véritable fabrique d'« opposants » et de « dissidents » par le fait de rendre publics leurs actes⁸⁰⁹. Les intellectuels de l'exil participent ainsi aux luttes qui ont lieu dans le pays entre ceux qui sont soutenus explicitement par le régime et recourent aux politiques pour renforcer leurs positions et ceux qui se présentent en défenseurs de l'autonomie du champ. Mihnea Berindei, Ariadna Combes (fille de **Doina Cornea**), Monica Lovinescu, Virgil Ierunca participent à la création de la « résistance » ou de l'« opposition » roumaine face au régime communiste, et surtout à sa reconnaissance à l'étranger parfois même en exacerbant les actions menées en exil par les intellectuels qui ont désavoué les pratiques du régime communiste⁸¹⁰. D'autres encore, eux aussi ayant été contraints de s'exiler après avoir exprimé leur distance ou même leurs critiques vis-à-vis du régime, se mobilisent pour soutenir ceux qui subissent les contraintes du régime : Paul Goma, Mircea Iorgulescu, Dorin Tudoran (Radio Voice of America et *Agora*), Sorin Alexandrescu, Marie-France Ionesco et Mihnea Berindei, pour ne mentionner que ceux qui sont des proches du GDS. Mais aussi des journalistes français comme Jean Stern (alias Gilles Schiller) et Véronique Soulé (de *Libération*).

La position des intellectuels de l'exil est doublement dépendante de leurs liens avec les intellectuels du pays qui se posent en défenseurs de l'autonomie du champ par rapport au régime et de leurs activités et de leurs liens qui s'établissent à l'étranger, de leur accès à des institutions constituées à des buts politiques comme Radio Free Europe et la Ligue pour la défense des droits de l'homme (créée sur le modèle de la Ligue des droits de l'homme de Paris). Le rapprochement des intellectuels autonomistes du pays des exilés parisiens au temps du communisme et ensuite l'alliance⁸¹¹ entre l'exil parisien et les intellectuels du GDS dans le postcommunisme apportent des profits symboliques des deux côtés.

L'accès à ce capital social que sont les relations avec l'exil parisien est rendu possible aussi par le biais des relations que les intellectuels du pays entretiennent avec d'autres intellectuels de l'exil, autrement

⁸⁰⁹ Ioana Popa, *‘L'intelligence de l'anticommunisme’ entre littérature et politique : une émission de critique littéraire à Radio Free Europe*, mémoire secondaire, sous la direction de Frédérique Matonti, D.E.A de sciences sociales, ENS-EHESS, 1998. Entretiens avec Mihnea Berindei (Paris, le 24 juillet 2007), avec Bogdan Ghiu (le 30 juin 2008).

⁸¹⁰ Monica Lovinescu, *Jurnal 1981-1984*, Humanitas, 2003, p. 251 : « en mettant l'accent dans les émissions – ce qui est normal – sur ‘les activités roumaines’ à Paris, il y a le risque de transformer la réalité pauvre en quelque chose de fabuleux. Même si on ne prétend pas que cela est fabuleux. Ce qu'on ne fait pas décidément. Des faits, juste des faits. Mais auréolés par Paris. Je ne peux pas pourtant passer mon temps à répéter les constatations pessimistes concernant notre non-insertion dans l'‘universel’ – notre grand complexe provincial et inguérissable ».

⁸¹¹ Sur le contexte politique, à savoir une situation de crise, qui a rendu possible l'alliance entre écrivains se situant au pôle autonome et le Parti communiste voir Gisèle Sapiro, *La Guerre des écrivains, 1940-1953*, op. cit., « Le sens de la subversion : le Comité national des écrivains », pp. 467-558 ; Id., « Violence symbolique et contestation », communication à l'école doctorale, 3^e année, réseau ESSE, septembre 2007.

dit, par des médiateurs auxquels ils sont liés soient par des relations d'amitié ou plutôt par des relations familiales.

Dan Petrescu, époux de la sœur d'Ioan Petru Culianu.

Gabriel Liiceanu, le plus connu disciple de Noica, dont le cousin réside à Paris, a lié une relation considérée comme étant privilégiée, avec Monica Lovinescu. Leur relation s'est développée lors des voyages faits par Liiceanu se trouvant à l'étranger comme boursier.

Pour faire connaître ses prises de position **Doina Cornea** avait aussi eu le soutien de sa fille qui, partie à l'étranger en 1975, a décidé d'y rester.

Des relations familiales ou autres avec des membres de l'exil, peuvent aussi être la cause de certaines confrontations avec le pouvoir, comme ce sera le cas de **Dan Petrescu** au printemps de 1983 lorsqu'il envoyait une lettre à Ioan Petru Culianu :

« je n'avais, en fait, rien de spécial à communiquer à mon beau-frère au printemps de 1983 mais un des lecteurs français avec lequel nous étions tous amis à cette date-là, Romain Réchou, s'est offert avec assez d'insistance à me faire un service de "correspondance libre", à l'occasion d'un voyage France aller-retour. Or Romain était éminemment intimidable à cause de ses préférences sexuelles plus spéciales qu'il ne cachait pas du tout ; je me dis aujourd'hui qu'il est rigoureusement impossible que la Securitate ne fût au courant avec sa vie intime. L'interception de la lettre, conformément à ses explications (car, quoiqu'expulsé il lui a été permis de venir encore une fois à Iasi pour prendre ses affaires, moment auquel, bien sûr, j'ai discuté avec lui), a été due au fait qu'il avait purement et simplement oublié la lettre dans sa poche au moment du passage de la frontière, au lieu de la déposer, comme il l'avait eu l'intention, dans la valise diplomatique – faute assez inexplicable. En plus, son impression était qu'à l'aéroport les organes de contrôle l'attendaient... Ils étaient alertés grâce à la surveillance électronique à laquelle nous étions soumis ? [...] Dans l'enquête qui a suivi aux perquisitions (et pour laquelle nous avons été transportés, Tess [Tereza Culianu-Petrescu, la sœur d'Ioan Petru Culianu et l'épouse de **Dan Petrescu**], la Securitate était [...] intéressée à mettre en évidence la "filière" *Dialog-Europa libera* via Culianu [...] ⁸¹² »

En faisant appel aux intellectuels de l'exil qui ont les moyens de contribuer à la diffusion de leurs prises de position et donc à les faire connaître à l'étranger, les intellectuels du pays utilisent cet « ensemble de ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'interreconnaissance ⁸¹³ » soit pour renforcer leur position dans le pays, et quand il est question déjà d'une position assez forte, de s'opposer à ceux qui prennent appui sur les politiques communistes, soit pour réussir à faire défection, à s'exiler. Ces deux attitudes résument les comportements des intellectuels roumains dissidents sous le communisme.

Si l'on met en relation l'observation selon laquelle « la défection et la prise de parole sont deux éléments de base [des libertés démocratiques, ils] ont été généralement élargis (ou restreints) en même temps ⁸¹⁴ » avec la présence de ces deux attitudes, qui se présentent sous un certain nombre de

⁸¹² **Dan Petrescu**, *Scrisori catre Liviu 1994-2004* [Lettres à Liviu...], Pitesti, Paralela 45, « Odyssé », 2004, pp. 108-109 (texte publié dans Petrescu dans *Timpul* durant l'année 2003).

⁸¹³ Pierre Bourdieu, « Le capital social. Notes provisoires », *ARSS*, 31, 1980, p. 2.

⁸¹⁴ Albert O. Hirschman, *Un certain penchant à l'autosubversion*, op. cit., p. 26.

« variantes⁸¹⁵ » dans les milieux culturels roumains, on peut inscrire les attitudes de ces intellectuels dans leur propension à s'autonomiser de l'emprise du politique pendant le communisme. Les thèses d'Albert O. Hirschman reconsidérées en regard du cas des pays communistes et, pour ce qui est du cas roumain, l'analyse du communisme développée par Daniel Barbu à partir de cette approche, viennent contredire toute affirmation qui prône l'inapplicabilité de la théorie du champ pour la période communiste. La théorie du champ de Pierre Bourdieu montre en effet que même dans les régimes les plus autoritaires, les divers secteurs de la vie « ne sont pas des appareils, mais des champs⁸¹⁶ » où subsiste une autonomie relative du fait qu'on est en présence des luttes entre des agents pour l'appropriation d'un capital spécifique et pour conserver ou subvertir les rapports de force existants. Le communisme comme régime de monopole est présenté, suivant les thèses de Hirschman, comme « un monopole relaxé et indolent qui apprécie plus la conservation des positions » et donc « non seulement qu'il n'empêche pas l'abandon et la contestation » mais les « préfère l'appel à l'*exit* au recours de la répression⁸¹⁷ ». L'acceptation passive de ces prises de position, « la contestation démocratique et la dissidence »⁸¹⁸ ou du recours à la défection sont précisément liés précisément au fait que ceux « qui sont engagés dans un champ ont en commun un certain nombre d'intérêts fondamentaux, à savoir tout ce qui est lié à l'existence même du champ⁸¹⁹ ». Les réactions de l'Etat communiste face aux contestations des intellectuels durant les années 1980 sont en lien avec l'accès de ces derniers à des instances étrangères et, plus généralement, avec les évolutions politiques de l'extérieur. Le cas de Gheorghe Ursu est à ce titre exemplaire.

Si les deux attitudes, prise de parole et défection, sont appréhendées comme antagoniques, c'est qu'elles sont évaluées à travers les effets qu'elles peuvent induire, sauf que ces attitudes peuvent se présenter sous des formes diverses et ne pas s'exclure l'une l'autre.

L'impossibilité d'une acceptation par l'Etat des prises de position politiques critiques du régime a trouvé une solution dans l'adoption de la défection lorsque le pouvoir symbolique qui est associé à leur statut les permet plus facilement de recourir à des instances étrangères. Pour ceux qui par contre n'étaient pas dotés d'un capital symbolique ou simplement n'étaient que des prétendants au statut d'intellectuel, l'accès à des instances médiatiques de l'étranger se faisait par le biais des relations amicales ou familiales avec des membres de l'exil. Quand les intellectuels adoptent des attitudes radicales, à savoir la production et la diffusion des prises de position visant le régime, les autorités encouragent leur défection, ce qui induit en effet l'adoption d'une prise de parole par les intellectuels qui possédant un capital social à l'étranger désirent échapper aux contraintes qu'ils subissent dans le pays. Des intellectuels reconnus et connus sont

⁸¹⁵ Daniel Barbu, *Republica absenta*, op. cit., p. 43.

⁸¹⁶ Pierre Bourdieu, *Questions de sociologie*, « Le marché linguistique », Minuit, 1984, p. 136.

⁸¹⁷ Daniel Barbu, *Republica absenta*, op. cit., pp. 43-45.

⁸¹⁸ *Ibid.*, p. 45.

⁸¹⁹ Pierre Bourdieu, *Questions de sociologie*, « Quelques propriétés des champs », op. cit., p. 115.

moins préoccupés par l'adoption d'une prise de position explicitement politique et préfèrent s'engager dans des luttes à l'intérieur du champ culturel en se limitant à leur autorité fondée sur leur seul domaine de compétence et se refusant toute considération politique.

Les attitudes des intellectuels évoluent des tentatives de se faire entendre à l'étranger ou plus, de se voir publier à l'étranger aux prises de parole pour protester contre les contraintes qu'ils subissent et jusqu'aux prise de position explicitement politiques et le choix de l'exil. Toutes ces attitudes sont présentées et se présentent comme autant de contestations du régime communiste. Des intellectuels tendent à user de l'ambiguïté liée à la signification de leurs prises de position strictement liées à leurs activités, littéraires ou artistiques⁸²⁰ et de détourner le but des luttes proprement littéraires pour leur conférer un sens politique dans une situation où ils semblent pouvoir recourir à l'appui de l'étranger et surtout de l'exil roumain.

Leurs protestations se présentant comme autant de critiques visant le régime procurent aux intellectuels un capital social suffisamment fort à l'étranger, en accédant aux milieux des intellectuels de l'exil eux-mêmes ayant accès à des institutions, avant de se décider de choisir l'exil. Les intellectuels qui élèvent leurs voix pour contester le régime le font par le biais de leurs « confrères » de l'exil. Les médiateurs peuvent leur procurer une reconnaissance dans le pays et à l'étranger pour compenser les restrictions qui leur sont imposées dans le pays. C'est le cas des écrivains d'Iasi qui occupent des positions plutôt marginales si on les compare à celles occupées par les écrivains-philosophes de Bucarest, qui jouissent d'une forte notoriété (et encore plus âgés qu'eux) se trouvant dans la proximité de Constantin Noica qui fait école.

Des futurs membres fondateurs du GDS dont un est ingénieur et un autre est chercheur physicien s'intéressant à la philosophie et à construire sa critique du régime communiste ont reçu le soutien de l'étranger. Leur libération n'aurait été possible sans la mobilisation des milieux de l'anticommunisme à l'étranger. **Radu Filipescu** est un de ses anciens détenus politiques des années 1980 qui ne sont ni des intellectuels, dont la plupart n'ont pas une formation universitaire. Et le seul parmi ses derniers à avoir reçu le soutien de l'étranger. **Gabriel Andreescu** risquait une condamnation pour trahison sans ce soutien de l'étranger.

En prétendants au statut d'écrivain, en écrivain, comme scientifique, s'intéressant à la philosophie ou en détenteur d'un capital scolaire important, ils peuvent faire entendre leurs voix à l'étranger lorsqu'ils se sont procurés le soutien de l'étranger pour continuer leurs protestations ou dans un contexte particulier comme celui du moment de la protestation et du « mouvement » Paul Goma⁸²¹. Ceux qui ne sont pas connus et reconnus en tant qu'« intellectuels » (écrivains, scientifiques, etc.) n'ont pas accès à ce recours pour relayer leurs protestations. Sauf s'ils ne peuvent pas recourir à d'autres réseaux de relations (tels **Radu**

⁸²⁰ Voir la confession de Lucian Pintilie dans Monica Lovinescu, *Jurnal 1985-1988*, Humanitas, 2003, p. 237.

⁸²¹ Seuls deux représentants des professions intellectuelles, sont cosignataires de la protestation de Paul Goma. Au total vont se joindre à cette protestation deux cents personnes.

Filipescu et Doina Cornea⁸²²). C'est le cas, par exemple, de **Doina Cornea** qui, sans être auteure sous le communisme⁸²³, visait dans ses protestations des politiques du régime qui ne concernent pas directement et toujours le domaine de la culture et développe une critique de la politique d'État. Dans ses protestations, **Doina Cornea** développe une critique de la politique d'Etat qui ne se limite pas à une critique des mesures prises dans le domaine de la culture. Alors que **Radu Filipescu**, sans être auteur ou représentant des professions intellectuelles, ingénieur, avait pu bénéficier du soutien de l'étranger et grâce à ce soutien, il était mis en liberté.

Un exemple révélateur de l'importance d'être connu et d'avoir accès aux médias ou aux milieux militants de l'étranger est celui de Gheorghe Ursu⁸²⁴. La mort en prison d'un dissident, ingénieur par formation et activité, mais aussi poète (publiant son volume de début en 1971, le seul volume publié de sa vie)⁸²⁵, inséré dans des milieux intellectuels, lié par amitié à des écrivains et scientifiques, le « cas Gheorghe Ursu », est à la fois unique et tenu comme exemplaire avant 1989 comme après 1989.

Né en 1926 dans une ville de la Bessarabie (actuellement la République de Moldavie) dans une famille de médecins (son père comme sa mère) dont le père vient de Transylvanie, du département Alba⁸²⁶, pendant la Seconde Guerre mondiale, Gheorghe Ursu se retrouve avec sa famille à Galati, ville d'origine de son père. Les parents de sa mère seront victimes d'Auschwitz.

Gheorghe Ursu participe aux actions d'un groupement antinazi dont font partie aussi ses meilleurs amis, Camil Baciuc mais aussi Iordan Chimet, deux écrivains et traducteurs⁸²⁷. En 1943, commence l'écriture de son journal – qui comprend 61 cahiers⁸²⁸ – dont sa famille n'avait pas eu connaissance et qu'il avait tenu jusqu'au moment de l'ouverture par une des directions de la Securitate d'une enquête contre lui (en 1984)⁸²⁹. En 1944, semble-t-il, il avait adhéré à une des

⁸²² Elle mise sur le fait que sa fille se trouvait à Paris qui va s'impliquer dans certaines organisations pour soutenir, faire savoir et diffuser les actions de sa mère.

⁸²³ Elle refuse d'ailleurs a posteriori de se reconnaître en tant qu'intellectuel alors qu'elle a été universitaire et traductrice d'un texte qui avait circulé en samizdat (entretien avec **Doina Cornea**, Cluj, le 1^{er} avril 2008). Mais elle semble d'ailleurs avoir eu des difficultés à se faire reconnaître par eux, étant donné le soutien faible qu'elle avait reçu des intellectuels. Comme il ressort aussi des remarques faites à son égard par Monica Lovinescu dans son journal.

Des intellectuels, membres du GDS, ne sont pas, d'après ses témoignages, intéressés à faire sa connaissance, ni de la soutenir (entretien avec **Doina Cornea**, le 1^{er} avril 2008). D'autres intellectuels (universitaires de la période communiste) racontent que certains se gardaient de la rencontrer par peur (entretien informel avec Vasile Morar, le 3 juin 2009).

⁸²⁴ Accomplir le procès sur la mort de Gheorghe Ursu est une des causes embrassées par certains membres du GDS, qui vont créer une fondation portant son nom, et en quelque sorte par le Groupe en ensemble étant donné qu'au début des années 1990, dans les pages de 22, est présenté le cas du meurtre de Gheorghe Ursu. Sur le « cas Gheorghe Ursu » présenté dans 22 et investi par certains membres du GDS, voir aussi plus loin, chapitre 6.

⁸²⁵ Né en 1926, dans une famille de médecins (ses grands-parents du côté maternel ont été des victimes des camps de concentration nazis), pendant la Deuxième Guerre mondiale, Gheorghe Ursu fait partie d'un groupe antinazi, en 1944 il adhère à l'Union de la jeunesse communiste et ensuite au PCR. La même année, il fait son débute dans la presse « littéraire et politique » avec deux essais. En 1950, il est exclu du PCR.

⁸²⁶ 22, 14, 1990.

⁸²⁷ Camil Baciuc s'est exilé en France à la fin des années 1960, alors qu'Iordan Chimet, resté en Roumanie, lui reste proche à lui et à sa famille. Selon les témoignages de son fils, Andrei Ursu, Iordan Chimet rend visite à sa famille (accompagné par **Sorin Vieru**) même lorsque celle-ci se trouve sous la surveillance de la Securitate et Gheorghe Ursu est en prison. Andrei Ursu, « Despartire de Iordan Chimet », 22, 849, 2006.

⁸²⁸ 22, 852, 2006.

⁸²⁹ 22, 14, le 20 avril 1990.

organisations de l'Union de la Jeunesse Communiste (légal)⁸³⁰, et ensuite au PCR. Des extraits du journal de Gheorghe Ursu, publiés dans 22, nous présentent des faits différents comme sa participation aux élections de 1946, aux côtés de son père (président de l'Union des Patriotes au niveau départemental). De cette période date aussi son début publiciste. En 1944, il publie deux essais dans le « quotidien politique et littéraire », *Ecoul*, dans la rubrique littéraire réalisée par Miron Radu Paraschivescu⁸³¹.

En 1950, il est exclu du Parti, il avait pris ses distances vis-à-vis du régime (tout comme son ami Camil Baciuc⁸³²). À partir de cette date, après des études d'ingénierie, il travaille à l'Institut de recherche et de projets dans le domaine des constructions de Bucarest [Institutul de [cercetare si proiectare pentru] Sistematizare, Locuinte si Gospodarie comunala (ISLGC)]. A la fin des années 1960, il fait ses premiers voyages à l'étranger. A partir de cette période, la Securitate le surveille (dossier « Le Voyageur [Calatorul] »)⁸³³. Au cours de ses voyages tout au long de l'Europe, il avait rendu visite à ses amis dont certains étaient des auteurs exilés. Selon des documents de la Securitate, il entretient des relations avec des « commentateurs » de la RFE⁸³⁴. Il est inséré dans les milieux intellectuels, ses amis sont des écrivains⁸³⁵, des artistes et des philosophes, dont Nina Cassian, celle-là même qui va écrire la préface à son premier volume de poésie, le dernier de la période communiste et le seul publié de sa vie, *Mereu Doi*, paru en 1971 chez Litera de Bucarest. Parmi ses amis on retrouve aussi Geo Bogza⁸³⁶, **Sorin Vieru**⁸³⁷, Radu Cosasu, Radu Albala, Mirel Iliesiu⁸³⁸ ainsi que le dramaturge et traducteur, Alexandru Mirodan⁸³⁹. Gheorghe Ursu déposait son second volume, *Europa mea*, pour la publication aux Éditions Albatros de Bucarest. Cet ouvrage comprend ses impressions des voyages faites en Europe, mais le volume ne paraître qu'après 1989⁸⁴⁰.

Ses critiques deviennent manifestes peu après le tremblement de terre de 1977. Il envoie à l'étranger des lettres où il critique les mesures prises par Ceausescu après cet événement mais aussi les démolitions de plusieurs quartiers de Bucarest, les plus anciens, et le projet de reconstruction qui finit par la construction de la Maison de la République, connue sous le nom de la Maison du Peuple⁸⁴¹. L'envoi de ces lettres à l'étranger sera une des raisons pour lesquelles il

⁸³⁰ Comme cela ressort des extraits de son journal publié dans 22, 14, le 20 avril 1990. Selon Gabriela Blebea Nicolae (« Les défis de l'identité : étude sur la problématique de l'identité dans la période postcommuniste en Roumanie », *Ethnologies*, 25, 1, 2003, p. 257) il avait adhéré à la Jeunesse Progressiste, constituée en avril 1945 (cf. Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste de Roumanie, *Raport final*, Vladimir Tismaneanu, Dorin Dobrinu, Cristian Vasile (éd.), *op. cit.*, p. 181).

⁸³¹ La « chronique artistique » est réalisée par George Ivascu. Dans le même quotidien débute Nina Cassian sous un pseudonyme (Maria Veniamin). Le quotidien, fondé en décembre 1943, cesse sa parution en septembre 1944. Le quotidien était dirigé par Mircea Grigorescu, « un des rares rédacteurs d'avant la seconde guerre mondiale qui avait survécu à la première décennie et demie du communisme » (voir le portrait que lui fait Nicolae Manolescu dans *RL*, 6, 2001).

⁸³² 22, 852, 2006.

⁸³³ 22, 849, 2006.

⁸³⁴ 22, 15, le 27 avril 1990.

⁸³⁵ À part ses amis proches, il fréquente le Cénacle de Lundi (22, 852, 2006).

⁸³⁶ Avec lequel il discutait de la politique (selon son fils, Andrei Ursu). Geo Bogza est aussi mentionné dans son journal dont 22 publie des extraits, et qu'il apprécie largement, selon les notations de **Sorin Vieru** publiées dans 22.

⁸³⁷ Le seul parmi ses amis à avoir intégré le GDS comme membre fondateur.

⁸³⁸ 22, 14, 1990 ; 22, 849, 2006 ; 22, 852, 2006.

⁸³⁹ On le retrouve parmi des amis de Gheorghe Ursu dans une dénonciation faite par un de ses collègues en 1985 (cf. 22, 14, le 20 avril 1990).

⁸⁴⁰ Son ami, **Sorin Vieru**, considérait le début éditorial de Gheorghe Ursu comme un « accident » (*Ibid.*). Ce volume sera publié en 1991 chez Dacia de Cluj, la même maison d'édition où est publié son ami, Iordan Chimet.

⁸⁴¹ **Sorin Vieru**, « Revirement de la justice roumaine », 22, 698, 2003. Le projet de construction d'un nouveau centre de la capitale fait suite au tremblement de terre de 1977. Des protestations quant à la démolition des plus anciens quartiers de Bucarest où siègent plusieurs églises orthodoxes sont formulées seulement en 1984 par ceux qui ont en charge de s'occuper du patrimoine national (membres d'une commission centrale d'État). En 1984 ont commencé les démolitions prévues depuis le tout début des années 1980. Cf. Dennis Deletant, *Ceausescu si Securitatea. Constrangere si disidenta în România anilor 1965-1989*, *op. cit.*, pp. 286-290. **Mariana Celac**, architecte, futur membre fondateur du GDS et épouse de Mihai Botez, transmettait des

est enquêté, arrêté et battu par la suite, milieu des années 1980. Selon des documents de la Securitate, à l'occasion de ses voyages à l'étranger, fin des années 1970 et début des années 1980, il dépose deux textes pour la diffusion par la RFE où il critiquait la mise en application des mesures dans le domaine des constructions civiles et où il traitait de la Conférence nationale des écrivains (dans le cadre de l'Union des écrivains). Ses enquêteurs s'intéressent surtout à ses relations « à l'étranger (Monica Lovinescu, Virgil Ierunca, etc.) et au nombre important d'amis du monde des arts, dont avec certains il parlait ouvertement au sujet de “que peut-on faire ?”⁸⁴² ».

L'enquête menée par la Securitate dont il fera l'objet en commençant avec décembre 1984 a été déclenchée suite à la dénonciation par certains de ses subordonnés⁸⁴³, travaillant sous sa direction à l'Institut déjà mentionné. Ce qu'on croyait, en 1990⁸⁴⁴, avoir été provoqué seulement par la curiosité mais surtout par la rancune⁸⁴⁵ manifeste chez ses subordonnés, était en fait aussi l'œuvre d'une personne (une des deux) à laquelle la Securitate avait assigné la « mission de [le] surveiller⁸⁴⁶ ». Plusieurs de ses collègues ont contribué au déclenchement des représailles contre Gheorghe Ursu, comme cela ressort de leurs déclarations recueillies *post-factum* (en 1990)⁸⁴⁷. Suite à la dénonciation par certains de ses subordonnés devant la direction de l'Institut, un officier de la Securitate s'est présenté à l'Institut en réaction à l'adresse faite au nom de la direction de l'Institut⁸⁴⁸. Sont interrogés ceux qui sont des collègues de Gheorghe Ursu. Ses subordonnés déclarent devant les enquêteurs que leur chef prononce des critiques à l'égard des discours et des événements politiques, des médias officiels, les impulsant à suivre les émissions de Radio « Free Europe » où il déclare avoir lui-même un texte au sujet des écrivains et à fréquenter des bibliothèques étrangères, qu'il fréquente des écrivains, qu'il fait l'éloge des émissions de Radio « Free Europe » et de ceux qui les animent (Monica Lovinescu) et de certains écrivains dissidents (Paul Goma), qu'il affiche des citations à contenu subversif, tirées des auteurs ou des hommes politiques. L'enquête auprès des collègues de Gheorghe Ursu se déroule à leur lieu de travail. Ensuite Gheorghe Ursu est lui-même interrogé, cette fois-ci l'enquête se déroule au siège de la Direction des recherches pénales du Département de la Sécurité de l'État, parfois chaque jour, parfois plusieurs fois par semaine, après le travail. L'enquête se déroule entre janvier et août 1985. Les deux enquêtes se déroulent parallèlement. Gheorghe Ursu est interrogé au sujet de son journal qui comprend des critiques à l'égard du dictateur Ceausescu⁸⁴⁹, mais aussi au sujet de ses relations dans le monde intellectuel et surtout de son accès à des médias étrangers. Les notes de son journal comprennent des critiques directement adressées au dictateur. Des notations datées d'octobre 1980 présentent des faits de la vie des intellectuels, conflits au sein de l'Union des écrivains, mais aussi de la vie des auteurs qui se sont exilés (et de ce qu'on connaît aujourd'hui comme « l'affaire Tanase »)⁸⁵⁰. Le journal comprend aussi des notes au sujet de la gestion des projets dans le domaine des constructions⁸⁵¹.

Plusieurs témoignages nous apprennent que ses enquêteurs lui demandent des informations sur ses amis du monde littéraire et artistique, des écrivains de Roumanie et qui se trouvent alors en exil. Dans la suite de cette enquête, on

informations à l'étranger quant aux démolitions réalisées alors et les plans de reconstruction de cette partie du Bucarest (entretien avec **Mariana Celac**, le 12 mars 2009)

⁸⁴² 22, 852, 2006.

⁸⁴³ En 1990, trois personnes sont mentionnées, plus tard, en 2006, on mentionne deux personnes.

⁸⁴⁴ 22, 14, le 20 avril 1990.

⁸⁴⁵ Voir d'un côté, les remarques faites par **Radu Filipescu**, de l'autre, l'enquête menée par Dan Pavel (22, 14, 1990).

⁸⁴⁶ 22, 852, 2006. C'est son fils qui le déclare après avoir vu le dossier constitué par la Securitate suite à sa surveillance. Le dossier a pu être consulté par Andrei Ursu suite à une décision du Conseil suprême de défense (CSAT).

⁸⁴⁷ 22, 14, le 20 avril 1990. Ils reconnaissent enfin avoir fait des déclarations au sujet de Gheorghe Ursu.

⁸⁴⁸ 22, 14, le 20 avril 1990 ; 22, 15, le 27 avril 1990.

⁸⁴⁹ 22, 852, 1990.

⁸⁵⁰ 22, 14, le 20 avril 1990.

⁸⁵¹ 22, 15, le 27 avril 1990.

procède à la perquisition à son domicile. Des officiers enlèvent certains manuscrits dont son journal mais aussi de la monnaie étrangère (d'une valeur de 16 dollars). Dans cette période, son fils aussi est enquêté. Les questions qui lui sont posées portent toujours sur les lettres envoyées par son père à l'étranger, les amis de l'étranger de celui-ci⁸⁵². Son fils et, en suivant celui-ci, des intellectuels discutant du « cas Gheorghe Ursu », concluent que « la raison principale » de son emprisonnement et de l'enquête qui avait été menée avec violence contre lui, les peines physiques qu'on lui inflige durant son emprisonnement a été son refus de dénoncer ses amis (du monde littéraire et artistique). L'enquête se conclut avec la recommandation par l'officier responsable de cette enquête pour ne pas le suivre en justice. On énumère des faits que l'enquête a révélés sur des pratiques de Gheorghe Ursu : ses notes au sujet des émissions de Radio « Free Europe » (RFE) et ses relations à partir de 1974 avec certains commentateurs de RFE, la déposition, entre 1978-1981, lors de ses voyages à l'étranger, de deux textes qui ont été diffusés dans des émissions de la RFE au sujet de la Conférence nationale des écrivains et de la manière dont les constructions civiles sont réalisées, etc. En accord avec la proposition faite par la Direction de recherches pénales du Département de la Sécurité de l'État, la Procuration militaire dispose de ne pas le suivre en justice pour l'infraction de propagande contre l'ordre socialiste [propaganda împotriva orînduirii socialiste] (selon l'article 166 alinéa 2 du Code pénal). Par contre on constitue un dossier d'accusation pour possession et trafic de la monnaie étrangère (accusation faite en conformité avec le Décret n° 210 de 1960). Le 21 septembre 1985, Gheorghe Ursu est arrêté à son lieu de travail.

Il sera emprisonné au siège de la Direction Recherches pénales de la Milice, qui s'occupera de l'enquête. Moins de deux mois après, Gheorghe Ursu mourut à l'hôpital de la prison Jilava. Durant son emprisonnement, d'après des témoignages recueillis auprès d'autres détenus, Gheorghe Ursu était enquêté aussi bien par la Milice que par la Securitate, enquêtes menées avec violence. Dans la prison Jilava il subit de nombreux supplices où il est battu à mort par un détenu de droit commun, coopté par la Milice (et même payé), sous l'assistance d'un gardien⁸⁵³.

La mort de Gheorghe Ursu s'est produite au 17 novembre 1985 presque deux mois après son emprisonnement (au 21 septembre), à une époque où on doit compter avec les tentatives d'assassinat des critiques du régime les plus connus se trouvant en exil⁸⁵⁴, mais non plus avec les morts des prisons communistes des années 1950, et avec des emprisonnements des dissidents ou opposants dont la durée est réduite suite aux pressions venues de l'étranger : Gheorghe Calciu, **Radu Filipescu**, **Doina Cornea**, **Gabriel Andreescu**⁸⁵⁵.

L'année du départ aux États-Unis de l'écrivain dissident Dorin Tudoran et du prêtre orthodoxe Gheorghe Calciu est celle-là même de la mort en prison de Gheorghe Ursu. L'année 1985 est aussi celle lorsqu'est

⁸⁵² 22, 852, 2006.

⁸⁵³ Sur le procès de Gheorghe Ursu considéré le « procès le plus notoire [qui] a été intenté contre plusieurs officiers de la Milice et de la Securitate » encore inachevé, selon le fils de Gheorghe Ursu, voir Raluca Grosescu, « La justice de transition dans la Roumanie postcommuniste : limites des stratégies adoptées et complicités sociales », *Communisme*, 91/92, « Roumanie. Un totalitarisme ordinaire », 2007, pp. 179 et 190.

⁸⁵⁴ Comme le film « Affaire Tanase » le montre.

⁸⁵⁵ Pour un aperçu chronologique des protestations collectives et individuelles à partir de 1972, voir Stejarel Olaru, Georg Herbstritt (éd.), *Vademecum Contemporary History Romania. A Guide through Archives, Research Institutions, Libraries, Societies, Museums and Memorial Places*, preface Rainer Eppelmann, translations by Oana Mitchell and Kian Geiselbrechtinger, Romanian Institute for Recent History, Foundation for the Reappraisal of SED-Dictatorship, Bucharest-Berlin, 2004, pp. 31-32. Sur d'autres actes de protestation, voir aussi Dennis Deletant, *Ceausescu and the Securitate. Coercion and Dissent in Romania, 1965-1989*, op. cit. [éd. roumaine *Ceausescu si Securitatea. Constrangere si disidenta în România anilor 1965-1989*, op. cit.] ; Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste de Roumanie, *Raport final*, Vladimir Tismaneanu, Dorin Dobrinu, Cristian Vasile (éd.), op. cit.

évaluée par le Congrès américain le renouvellement de la clause de la nation la plus favorisée pour la Roumanie.

Suite à des discours tenus, en 1978, dans une église bucarestoise, le prêtre orthodoxe Gheorghe Calciu, alors enseignant au Séminaire théologique orthodoxe de Bucarest, est arrêté et condamné à dix ans de prison en 1979. Il est libéré en 1984 comme suite des pressions faites de l'étranger. Surveillé par la Securitate après sa libération, il demande de quitter la Roumanie avec sa famille.

Dorin Tudoran (né en 1945) a été parmi des jeunes et moins jeunes écrivains protestataires face à l'intrusion au sein de l'Union des écrivains des représentants des professions littéraires qui répondent aux demandes des politiques (en 1980)⁸⁵⁶. L'année suivante, en 1981, il déposait sa démission du conseil de l'Union des écrivains en réaction à la ligne imposée par le nouveau président de l'Union des écrivains et le dernier de la période communiste, Dumitru Popescu. Suite à son acte, il est démis de son poste de rédacteur de l'hebdomadaire *Luceafarul*. En réaction, il déposait son carnet de membre du PCR. En avril 1984, il déposait sa demande d'émigration. En février 1985, il était un des deux écrivains roumains à signer une protestation initiée par deux Hongrois dont un homme politique (Karoly Kiraly) au sujet des droits de la minorité hongroise. Faute d'une réponse à sa demande d'émigrer, une année après, il faisait la grève à la faim. Durant cette période, à Paris, la presse publiait un appel à sa défense, signé entre autres par Vladimir Boukovski et Eugène Ionesco⁸⁵⁷.

Ce qu'on connaît comme « le cas Gheorghe Ursu » occasionne la formulation des idées sur la dernière décennie du communisme. Il s'agit là d'une réaction du régime face à une critique du régime venant de l'intérieur, d'un dissident qui n'a pas eu accès à la notoriété et qui n'a pas bénéficié d'un soutien de l'étranger. Des détenus politiques de la dernière période communiste parlent après 1989 de la multiplication des actes subversifs au début des années 1980 en provenance des gens qui n'avaient pas accès à la notoriété ou/et aux médias. Mais aussi du durcissement des pratiques des enquêteurs⁸⁵⁸.

1. Exilés des années 1970 et des années 1980

Dans les années 1980, des dissidents et des opposants recevront le soutien de l'étranger, à savoir des exilés des années 1970 ou des années 1950, et des diplomates, des journalistes et des enseignants des langues se trouvant en Roumanie. Le cas le plus remarquable parmi des diplomates est celui de l'ambassadeur des Pays Bas en Roumanie à partir de décembre 1987, Coen Stork, qui s'est intéressé de près à la situation des dissidents (**Mircea Dinescu**, Silviu Brucan) en donnant son soutien à leur sollicitation pour transmettre leurs textes à l'étranger.

Des exilés qui se sont fait remarquer par le soutien donné à des dissidents et des opposants – pour diffuser leurs prises de position mais aussi et surtout pour se voir libérer des prisons ou pour ne pas se voir

⁸⁵⁶ Parmi ces protestataires de 1980 contre la nomination du rédacteur en chef de *Luceafarul* étaient Nicolae Manolescu, Eugen Simion, **Stefan Augustin Doinas** et **Mircea Dinescu** (voir Lucia Dragomir, *L'Union des Écrivains. Une institution transnationale à l'Est*, op. cit., pp. 279-280).

⁸⁵⁷ Dennis Deletant, *Ceausescu și Securitatea*, op. cit., pp. 139 et 191.

⁸⁵⁸ **Radu Filipescu** dans 22, 17, le 11 mai 1990. Sur le cas du seul détenu des années 1980 qui intègre le GDS au moment de sa création, voir *infra*.

emprisonner – sont des exilés des années 1950 et des années 1970. Parmi ces derniers on compte aussi des futurs membres du GDS. Le choix de l'exil ne suit pas toujours à des prises de positions critiques à l'égard du régime, comme ce sera le cas des exilés des années 1980, ou en lien avec leur appartenance à des forces politiques de l'entre-deux-guerres, comme c'est le cas des exilés des années 1950. Ion Vianu s'est exilé après s'être rallié à la protestation de Paul Goma envoyant sa lettre de solidarité aux signataires de la Charte 77. D'autres exilés des années 1970 qui ont soutenu des dissidents des années 1980 sont partis à l'étranger comme résultat des accords établis par l'État roumain (tel est le cas de Sorin Alexandrescu).

Tous ceux qui ont fait des études à l'étranger dans les années 1970 n'ont pas choisi de s'exiler. Tel est le cas d'Eugen Simion, critique littéraire, se situant sur une autre position que le GDS après 1989. **Andrei Pippidi**, membre fondateur du GDS, est un des intellectuels qui a fait des études doctorales à l'étranger. Ceux qui ont obtenu des bourses dans les années 1980, font leurs études à l'étranger mais tous n'ont pas choisi l'exil : **Andrei Pippidi**, **Gabriel Liiceanu**, **Andrei Plesu**. Ceux qui se rendent en visite en France peuvent le faire durant leurs séjours d'études comme boursiers des fondations étrangères (**Gabriel Liiceanu**⁸⁵⁹, **Andrei Plesu**) ou comme représentant d'une institution roumaine (Nicolae Manolescu).

Deux moments importants pour la création de l'exil « anticomuniste » : vers le milieu et durant la seconde moitié des années 1970 (après une période de libéralisation entre 1964-1971 et après l'entrée au PCR de certains intellectuels en 1968) : certains quittent la Roumanie après avoir obtenu des bourses, des postes, etc. ; le « mouvement civique » Goma.

Certains exilés des années 1980 quittent le pays après avoir pris position contre la direction des institutions spécifiques, après avoir été marginalisé (tel est le cas de Dorin Tudoran) ou comme critiques notoires du régime et victimes (tel est le cas du prêtre Gheorghe Calciu). D'autres intellectuels, plus nombreux, quittant le pays dans les années 1980, ont collaboré ou travaillé dans des institutions médiatiques soutenant le pôle autonomiste ou faisant connaître la dissidence roumaine (Radio Free Europe, Voix de l'Amérique, etc.).

Le rôle important du pôle autonomiste qui se constitue en exil est le résultat du contexte politique. Il résulte dans le pays un pôle autonomiste qui accède à l'étranger par le biais de l'exil. Des intellectuels (écrivains, critiques littéraires et philosophes, scientifiques, universitaires) accèdent à l'étranger par le biais des institutions officielles : bourses, voyages d'études, missions de recherche ou postes politiques. **Gabriel Liiceanu**, **Andrei Plesu**, Ianos, Mihailescu, Adrian Marino, Nicolae Manolescu, Constantin Noica. Seulement que des écrivains ou critiques surtout mais aussi des philosophes et autres représentants de sciences humaines et surtout ceux qui ont leurs propres liens familiaux ou/et ceux qui sont assez reconnus sinon bien reconnus en Roumanie entretiennent des relations avec des membres de l'exil parisien. Ceux-ci ont en commun aussi avec ceux qui les fréquentent (écrivains, critiques littéraires et philosophes surtout)

⁸⁵⁹ Ses visites en France lorsqu'il est boursier en Allemagne de l'Ouest semblent être liées au fait que son cousin réside en France.

certaines relations avec des intellectuels de l'entre-deux-guerres ce qui fait que les contacts soient facilités. Les écrivains semblent accéder à l'étranger mais surtout aux milieux de l'exil plus facilement du fait de l'existence de certaines institutions (fondations, ligues) qui intéressent aussi des intellectuels de l'exil de par leurs postes et leurs activités. En plus, des écrivains sont supposés plus libres, leur production est supposée moins soumise aux exigences politiques, que d'autres productions, encore qu'ils circulent à l'étranger grâce à leur appartenance à des institutions roumaines.

2. L'« anticommunisme » de l'étranger et les écrivains roumains

Le soutien que les écrivains et les chercheurs roumains (ainsi que ceux des autres pays de l'Europe Centrale et de l'Est) recevaient de l'étranger dans la période communiste, même si avec un accès plus limité et biaisé à cause des entraves idéologiques, n'est pas moins important pour la formation et les échanges établis avec l'étranger.

Sorin Vieru tient à souligner la présence d'autres philanthropes qui aux temps du communisme ont soutenu les scientifiques dans leurs démarches. Il mentionne le support qu'il a pu recevoir d'Edmund Pollak pour séjourner en Allemagne avant 1989 :

« son nom mériterait d'être mentionné surtout que les gens l'ont oublié après 1989...⁸⁶⁰ »

Ce soutien dont bénéficiaient notamment les écrivains, notamment sous forme d'aides financières pour des séjours à l'étranger, de bourses et d'appui pour la consécration pendant le régime communiste est fonction de leurs relations avec l'exil⁸⁶¹. Annette Laborey est le personnage clé dans l'obtention des titres et des bourses pour les intellectuels des pays ex-communistes : sous sa direction (de 1973-1974 à 1989-1991⁸⁶²), la Fondation pour une entraide intellectuelle européenne (FEIE) a contribué à entretenir, pour les écrivains en particulier, un champ des possibles non-dépendant des exigences du régime⁸⁶³.

La fondation a été créée en 1966. Elle est issue du Comité d'écrivains et d'éditeurs pour une entraide européenne né lors du Congrès pour la liberté de la culture (créé en 1950 à Berlin⁸⁶⁴) qui s'est tenu en 1957 à Paris et qui se réorganise à son tour en tant qu'Association internationale pour la liberté de la culture toujours en 1966-67⁸⁶⁵. La décision de constituer le comité en une organisation distincte appartient à Pierre

⁸⁶⁰ Entretien avec **Sorin Vieru** (16 juillet 2008).

⁸⁶¹ Monica Lovinescu, *Jurnal 1981-1984*, op. cit., surtout pp. 115 et 170 ; Id., *Jurnal 1985-1989*, Humanitas, 2003, pp. 64 et 126 ; Id., *Pragul. Unde scurte V* [Le seuil. Ondes courtes V], Humanitas, 1995, p. 178.

⁸⁶² Après 1989, elle continue ses démarches pour soutenir les intellectuels de l'Est mais en utilisant des fonds offerts par George Soros.

⁸⁶³ Voir sur la contribution d'Annette Laborey dans l'évolution de la FEIE Marek Beylin, « A propos de la Fondation pour une Entraide Intellectuelle Européenne », *L'Autre*, 34-35, « L'Allemagne, l'Europe centrale et orientale », notamment pp. 218-221.

⁸⁶⁴ Le Congrès rassemble des « intellectuels anticommunistes comme Arthur Koestler [...], Raymond Aron », pour ne citer que ceux qui ont été traduits chez Humanitas et auxquels des intellectuels du GDS renvoient (ou qu'ils traduisent) dans les textes parus dans 22. Cf. Marek Beylin, « A propos de la Fondation pour une Entraide Intellectuelle Européenne », art. cit., p. 212.

⁸⁶⁵ Cf. Nicolas Guilhot, « A network of influential friendships : the Foundation pour une Entraide Intellectuelle Européenne and east-west cultural dialogue, 1957-1991 », *Minerva*, vol. 44, n° 4, 2006, pp. 380-381.

Emmanuel sans que celui-ci en soit pourtant son seul fondateur⁸⁶⁶, comme s'en souviennent certains des intellectuels roumains⁸⁶⁷, ce qui atteste le rôle de l'exil roumain parisien du fait des relations entretenues avec le centre parisien de la Fondation, le plus important de l'organisation⁸⁶⁸ : Pierre Emmanuel ou Roselyne Chenu et plus tard Annette Laborey en sont les responsables⁸⁶⁹. Aux côtés de l'intellectuel français converti à la lutte contre le totalitarisme, Pierre Emmanuel, on retrouve le critique radical du communisme, Arthur Koestler, largement traduit dans 22.

Les intellectuels roumains de l'exil, à savoir Monica Lovinescu et Virgil Ierunca, et Pierre Emmanuel partagent une même vision de la culture, avec un accent mis sur les humanités classiques⁸⁷⁰, et la confiance dans le rôle du « créateur⁸⁷¹ ». Dans les années 1980, le directeur de la section en langue roumaine de Radio Free Europe, l'historien Vlad Georgescu, manifestait ses préférences pour l'intégration parmi ses collaborateurs des journalistes ou des scientifiques aux écrivains exilés présentés et soutenus par Monica Lovinescu ou Virgil Ierunca. La critique littéraire témoignait son estime pour des investissements intellectuels dans la littérature ou dans la philosophie. La trajectoire intellectuelle de Pierre Emmanuel répondait aux attentes de Monica Lovinescu concernant l'attitude des intellectuels étrangers vis-à-vis du communisme :

« parmi les premiers intellectuels de l'Occident décidés à découvrir le visage réel de l'Europe sous la domination communiste, Pierre Emmanuel non seulement sait voir mais il atteint dans ses critiques le point le plus sensible⁸⁷². »

Pour Monica Lovinescu, Pierre Emmanuel est le poète « antitotalitaire » qui a su rompre avec son ancien engagement politique aux côtés des communistes en « devenant fidèle à sa propre poésie ». Selon Monica Lovinescu, l'expérience témoignée par l'intellectuel français, son « rapprochement et ensuite sa rupture d'avec les communistes », devrait intéresser les Roumains surtout que son « itinéraire spirituel » a été dû à la confrontation avec la réalité roumaine en 1947⁸⁷³. La position qu'ils acceptaient jouer, rendre

⁸⁶⁶ *Ibid.*, pp. 382-384. L'initiateur du Comité est Konstanty Jelenski, intellectuel polonais avec des responsabilités et dans l'association, le premier président de la fondation étant Hans Oprecht. Le premier président du Congrès est Pierre Emmanuel, remplacé par Stephen Stone en 1967 (jusqu'en 1974). Voir Nicolas Guilhot, art. cit.,

⁸⁶⁷ Entretien avec **Sorin Vieru**; discussion avec **Gabriel Liiceanu** (le 19 juin 2008).

⁸⁶⁸ Nicolas Guilhot, « A network of influential friendships : the Foundation pour une Entraide Intellectuelle Européenne and east-west cultural dialogue, 1957-1991 », art. cit., p. 383 : « the real power base of the Foundation remained with its Paris-based secretariat ».

⁸⁶⁹ Les seuls retenus par Monica Lovinescu dans son journal. Annette Laborey remplace Roselyne Chenu, secrétaire exécutif de la FEIE, en 1974. Cf. Nicolas Guilhot, « A network of influential friendships : the Foundation pour une Entraide Intellectuelle Européenne and east-west cultural dialogue, 1957-1991 », art. cit., p. 396 ; 22, 153, 1993.

⁸⁷⁰ Nicolas Guilhot remarque les différences idéologiques, la manière dont on conçoit le communisme, entre Pierre Emmanuel et Shepard Stone, le premier ayant « a more humanistic view of culture » (*Ibid.*, p. 387) et « a greater attachment to 'humanistic' ideals » (*Ibid.*, p. 392).

⁸⁷¹ Virgil Ierunca appartient à la génération des lettrés formés à l'Université de Bucarest aux temps où la philosophie et les lettres sont réunies. En 1950, déjà en exil depuis trois ans, il fréquente Mircea Eliade, il s'intéresse notamment à la littérature. Il témoigne préférer les milieux intellectuels parisiens (qui incluent ses amitiés avec des écrivains roumains exilés) que de faire l'expérience des universités des Etats-Unis. Dès 1975, il intègre le CNRS dans la section de philosophie et il est collaborateur permanent de Radio Free Europe. Cf. Virgil Ierunca, *Trecut-au anii... Fragmente de jurnal. Intampinari si accente. Scrisori nepierdute*, Humanitas, 2000.

⁸⁷² Monica Lovinescu, *Unde scurte. Jurnal indirect*, Humanitas, 1990, p. 85

⁸⁷³ *Ibid.*, pp. 84-85.

possible les contacts entre des « créateurs » des deux espaces pour créer des solidarités entre ces groupes sociaux, dans ces échanges entre l'Est et l'Ouest semble avoir comme fondement précisément la même perception sur les régimes communistes.

Virgil Ierunca et Monica Lovinescu promeuvent et soutiennent les écrivains, et en faisant cela, ils participent à la création d'un pôle relativement autonome du champ littéraire. La « situation du créateur » invoquée par Pierre Emmanuel lors d'une conférence de la Fondation dans les années 1970, où l'on apprennait que parmi les « amis de l'Est » qui ont été invités pour un colloque les Roumains et les Tchèques sont les seuls à ne pas pouvoir y participer, ne semble pas avoir changé une décennie plus tard⁸⁷⁴. Le recrutement de ceux qui bénéficiaient des bourses pour séjourner à l'étranger se faisait par l'intermédiaire des intellectuels de l'exil, les réseaux s'établissant entre « créateurs » de l'Est et intellectuels de l'Ouest reposaient sur la contribution des intermédiaires qui eux sont enclins à se rapprocher plus des écrivains que des scientifiques. De plus, le champ des sciences sociales est soumis à un contrôle idéologique encore plus fort que le champ littéraire, ce qui contribue à accroître les distances entre les intellectuels roumains de l'exil et les scientifiques du pays. Ainsi le *modus operandi*, « s'appuyant sur la confiance interpersonnelle », adopté par la fondation qui refusait de se présenter en une organisation officielle contribuant à mettre en œuvre le « dialogue Est-Ouest », le maintien de son statut initial comme « réseau d'amitiés agissantes »⁸⁷⁵ semblent s'accorder parfaitement avec les relations qui s'établissaient entre les milieux intellectuels de l'exil et les écrivains des pays communistes. En intermédiaires entre les « créateurs » de l'Est et les intellectuels de l'Ouest, des intellectuels roumains de l'exil se posaient en garants de la crédibilité des écrivains, ce qui permettait notamment au champ littéraire roumain de s'ouvrir à l'étranger et de garder une certaine autonomie par rapport au pouvoir politique. L'accès à des financements sans recourir à des institutions nationales contrôlées par le parti et le fait de se faire connaître à l'étranger permettait aux écrivains d'étendre leurs prétentions à l'autonomie. Corrélativement, l'accès à des productions scientifiques permettait aux écrivains-scientifiques de renforcer leur position dans le champ national et de revendiquer le statut de représentants de la « culture authentique⁸⁷⁶ ».

Les écrivains dissidents en Roumanie sont des cas rares, et encore plus rares sont les scientifiques dissidents. Alors le titre d' « intellectuels non-conformistes »⁸⁷⁷ semblait correspondre parfaitement au profil des écrivains roumains proches des intellectuels roumains exilés et bénéficiaires de la FEIE. Les

⁸⁷⁴ Communication de Pierre Emmanuel publiée [*L'imagination créatrice*, La Baconnière, Neuchâtel, 1971], citée par Nicolas Guilhot, « A network of influential friendships : the Foundation pour une Entraide Intellectuelle Européenne and east-west cultural dialogue, 1957-1991 », art. cit., p. 391.

⁸⁷⁵ *Ibid.*, pp. 383 et 393.

⁸⁷⁶ La revendication de la compétence scientifique proférée par **Gabriel Liiceanu** lors du débat enclenché entre les antiprotochronistes et les protochronistes autour de son ouvrage.

⁸⁷⁷ Catégorie utilisée dans les documents de la Fondation et mentionnée lors de la réunion du conseil de la Fondation en 1976, citée in Nicolas Guilhot, « A network of influential friendships : the Foundation pour une Entraide Intellectuelle Européenne and east-west cultural dialogue, 1957-1991 », art. cit., p. 394.

écrivains roumains qui dans leurs productions manifestaient leur éloignement par rapport aux critères que leur impose la lignée officielle du régime, se tenaient à l'écart de tout propos à visée politique. Le choix de la fondation de s'ouvrir aux « intellectuels non-conformistes des pays est-européens » et non à ceux qui se déclaraient comme « anticomunistes » est conforté par les prises de position des écrivains roumains.

Dans les années 1980, Monica Lovinescu mentionnait quelques bénéficiaires de la fondation promus par des intellectuels de l'exil comme représentants du pôle autonome : **Stefan Augustin Doinas** (en 1984), Nicolae Manolescu (en 1984), **Gabriel Liiceanu** (en 1987), Augustin Buzura (en 1988). Trente poètes étaient invités pour un colloque de littérature se tenant à Liège en 1984 dont quatre seulement pourront l'atteindre, parmi lesquels **Mircea Dinescu** (arrivé avec son épouse). De même en 1986 pour la préparation d'un autre colloque, la liste des poètes roumains invités officiellement par la fondation⁸⁷⁸ comprenait treize écrivains dont **Mircea Dinescu**, Liviu Antonesei, Ion Bogdan Lefter, Angela Marinescu, Mircea Cartarescu, Mariana Marin, Dan Desliu (Ana Blandiana n'étant pas parmi les invités puisqu'elle séjourne à Londres). En 1986 Nicolae Manolescu demandait l'acquisition des livres et un abonnement pour *Lire*⁸⁷⁹. Les rares dissidents roumains connus et reconnus par les intellectuels exilés, issus du contexte des années 1980, bénéficiaient de l'appui de la fondation afin de préparer leurs émigrations, c'est le cas de l'écrivain Dorin Tudoran mais aussi du chercheur mathématicien Mihai Botez⁸⁸⁰. Les aides reçues surtout par les écrivains devaient les permettre de payer leurs voyages et séjourner à l'étranger. Leurs séjours les permettaient de participer à des colloques, de consulter les bibliothèques occidentales, de lier des connaissances avec d'autres intellectuels mais aussi de visiter les intellectuels roumains installés à l'étranger. **Stefan Augustin Doinas** séjourne à Heidelberg avec le soutien de la FEIE, de même **Gabriel Liiceanu** et Augustin Buzura à Paris. **Andrei Plesu**, exclu du Parti communiste et se trouvant sans emploi à la suite du scandale de la « méditation transcendantale », attire l'attention de la FEIE qui par Annette Laborey essaie de lui procurer une bourse dans une université américaine, en demandant à Virgil Ierunca de soutenir sa candidature en sa qualité de membre du CNRS⁸⁸¹. Mais **Andrei Plesu** ne donne pas cours à cette proposition « à causes des problèmes familiaux », selon les notations de Monica Lovinescu, et préfère le séjour à Heidelberg.

Les visites d'Annette Laborey datent de 1975-1976 quand elle fait la connaissance de Paul Goma et d'Ion Negoitescu mais aussi de **Stefan Augustin Doinas**⁸⁸². Les deux premiers finiront par s'exiler après avoir pris position. Vers la fin de la période communiste elle est revenue en Roumanie comme médiatrice entre les intellectuels de l'exil et ceux, roumains mais aussi bulgares, qui dans leur pays manifestent leur

⁸⁷⁸ L'invitation étant envoyée à l'Union des écrivains.

⁸⁷⁹ Monica Lovinescu, *Jurnal 1981-1984*, op. cit., pp. 170, 304, 307, 316 et 319 ; Id., *Jurnal 1985-1988*, op. cit., pp. 126, 171, 245 et 333.

⁸⁸⁰ Monica Lovinescu, *Jurnal 1985-1988*, op. cit., pp. 113 et 233.

⁸⁸¹ Monica Lovinescu, *Jurnal 1981-1984*, op. cit., p. 170.

⁸⁸² 22, 153, 1993

opposition au régime et participent à la publicité de leur opposition⁸⁸³. Annette Laborey⁸⁸⁴ se trouve de nouveau en Roumanie en 1984 afin de faire la connaissance des plus jeunes écrivains, elle s'intéresse surtout à **Andrei Plesu**. Et ensuite en novembre 1987, après la révolte des ouvriers de Brasov, dans la maison de **Andrei Plesu**, elle rencontre Al. Paleologu, Liiceanu et Octavian Paler. Plutôt critique vis-à-vis des écrivains roumains qui ne suivent pas l'engagement des intellectuels des autres pays communistes des années 1980 ou celui de Paul Goma, après avoir fait la connaissance notamment d'**Andrei Plesu**, **Mircea Dinescu**, elle affirmait ses « regrets pour le non-engagement des intellectuels » roumains⁸⁸⁵. C'est dans ce sens qu'on peut comprendre le remplacement du terme de « créateur », utilisé aux années 1970 dans les discours tenus dans le cadre de la FEIE, par celui d'« opinion-former », invoqué par Annette Laborey. Les intellectuels de l'exil roumains eux-mêmes reconnaissent dans les années 1980 éprouver de la déception à l'égard des attitudes des écrivains même si, en se posant comme médiateurs entre les écrivains roumains et la FEIE, ils sont conduits à expliquer ce qui est appelé la « spécificité roumaine » et donc à attribuer aux attitudes des écrivains une signification qui aurait pu correspondre aux attentes des milieux politiques étrangers. En dépit de leurs propres difficultés à comprendre l'absence de la dissidence dans les milieux littéraires, ils se proposaient de trouver des raisons pour expliquer et s'expliquer la situation de Roumanie. Ces raisons correspondent à celles invoquées après 1989 par les intellectuels : la dureté du régime, les répressions au début des années 1950 et surtout des années 1960 avec la mise en scène des procès collectifs qui visaient les milieux des intellectuels⁸⁸⁶.

Trois ans après la constitution de la Fondation Soros en Roumanie (créée en avril 1990), Annette Laborey représentante de la Fondation à Paris, est invitée par Gabriela Adamesteanu, dans un entretien, à discuter de la FEIE et des écrivains aux temps du communisme. Son propos soutient toujours le caractère « spécial » de la situation des écrivains roumains. Le cas de Paul Goma lui semble plus dramatique que dans d'autres pays ex-communistes, de plus, elle déplore l'impossibilité d'étendre les relations de la FEIE avec d'autres écrivains, le cercle étroit des écrivains qui pouvait bénéficier du soutien étranger : « il y avait toujours les mêmes candidats ». Les réussites de la FEIE, les contacts avec les écrivains, dépendaient alors du choix du refus de la politique permettant de faire accéder les écrivains à la culture occidentale et aux

⁸⁸³ Monica Lovinescu, *Pragul. Unde scurte V*, op. cit., pp. 158 et 178.

⁸⁸⁴ **Sorin Vieru** était convaincu qu'Annette Laborey est d'origine suisse ou entretenant, selon ses souvenirs, des liaisons là-bas ou déployant des activités en Suisse. La confusion est liée probablement au fait que la FEIE reçoit les premiers fonds reçus de Soros passe par la Fondation Karl Popper établie en Suisse. Voir Nicolas Guilhot, « A network of influential friendships : the Foundation pour une Entraide Intellectuelle Européenne and east-west cultural dialogue, 1957-1991 », art. cit., p. 404 et note 86 : « In 1988, more than 75% of the Foundation budget was provided by Soros, through the Swiss-based Karl Popper Foundation [...] it was established in Switzerland for purely fiscal purposes, in order to channel money to the FEIE and possibly to other activities Soros was developing in Eastern Europe ».

⁸⁸⁵ Cf. Monica Lovinescu, *Jurnal 1985-1988*, p. 251.

⁸⁸⁶ Voir **Alexandru Paleologu** et **Stelian Tanase**, *Sfidarea memoriei (aprilie 1988-octombrie 1989)*, op. cit. ; **Stelian Tanase**, *Anatomia mistificarii*, op. cit.

milieux intellectuels de l'étranger. Annette Laborey raconte avoir pris contact et utiliser les relations établies avec des écrivains proches du régime :

« la Fondation était [considérée] CIA. C'est pour cela qu'on a invité quelques "mauvais" à venir à Paris ; ils ont bien mangé, on n'a rien discuté d'important, ils sont revenus et la Fondation n'était plus la CIA, puisque de telles personnes avait reçu de bourses⁸⁸⁷. »

La « spécificité » de la situation en Roumanie consiste du côté des écrivains dans l'absence de la solidarité entre ceux qui se présentaient contre le régime doublé par l'ambiguïté de leurs opinions politiques même privées, exprimées entre amis :

« Les milieux de l'opposition – disons intellectuelle – étaient plus difficilement saisissables et reconnaissables que dans d'autres pays de l'Est [...] leurs opinions étaient beaucoup moins limpides que dans les autres pays de l'Est, où tu savais exactement qui est avec qui ; qui est contre qui. Ici, mêmes des personnes qui étaient contre, étaient aussi les uns contre les autres. En Roumanie, la solidarité des opprimés était beaucoup plus difficilement détectable qu'ailleurs. Je désignerais la Roumanie (à quelques exceptions) un pays sans héros, mais avec beaucoup, beaucoup de petits héros. Chacun héros pour soi-même⁸⁸⁸. »

Même si les relations de la FEIE, et principalement d'Annette Laborey, avec Soros datent des années 1980, ce n'est qu'après la chute des régimes communistes que cette alliance est rendue manifeste⁸⁸⁹. Les difficultés financières auxquelles la FEIE se confronte à la fin des années 1970 et tout au début des années 1980 conduisent ses responsables à accepter toute aide venue de la part de George Soros, du lobby auprès de la Ford Foundation jusqu'à sa dépendance vis-à-vis de la Fondation Soros-Ford.

La fermeture officielle de la FEIE⁸⁹⁰ est marquée par l'organisation en septembre 1991 du colloque « Mentalités post-totalitaires et culture », selon Monica Lovinescu, « un des plus intéressants colloques depuis la fin 1989 », qui se tient à Cracovie (organisé par la FEIE avec The International Cultural Center de Cracovie) et rassemblant des « écrivains, des politologues, des intellectuels de l'Est et de l'Ouest »⁸⁹¹. Plusieurs intellectuels participent à cet événement organisé par la FEIE, leurs communications seront présentées et commentées par Monica Lovinescu. Des membres fondateurs du GDS publient leurs impressions sur ce colloque, de la réception faite aux discours des participants roumains (**Andrei Plesu**, **Gabriel Liiceanu** et **Andrei Cornea**). Mais seulement Monica Lovinescu et **Andrei Plesu** discutent de la FEIE et/ou du rôle d'Annette Laborey. Monica Lovinescu mentionne « la suppression de la FEIE » dirigée « non seulement avec compétence mais avec dévotion par Annette Laborey » en faisant l'historique de l'organisation. D'après ses affirmations :

⁸⁸⁷ 22, 153, 1993.

⁸⁸⁸ Annette Laborey, « Un pays sans héros où chacun est héros pour soi-même », 22, 153, 1993.

⁸⁸⁹ Nicolas Guilhot, « A network of influential friendships : the Foundation pour une Entraide Intellectuelle Européenne and east-west cultural dialogue, 1957-1991 », art. cit., pp. 405-407.

⁸⁹⁰ La fin des régimes communistes en Europe centrale et de l'Est porte à la conclusion que la mission de la FEIE est terminée (décision prise en décembre 1989) et que dorénavant elle doit se porter en « médiateur entre son propre réseau de contacts et différentes institutions ouest-européennes » jusqu'en 1992. Cf. Nicolas Guilhot, « A network of influential friendships : the Foundation pour une Entraide Intellectuelle Européenne and east-west cultural dialogue, 1957-1991 », art. cit., pp. 405-406.

⁸⁹¹ 22, 91, octobre 1991, pp. 8-9.

« L'idée de la Fondation est née lors du Congrès pour la liberté de la culture créé en 1950 à Berlin par des intellectuels par des intellectuels qui ne suivaient pas la mode dogmatique marxiste alors dominante en Occident, Arthur Koestler, [Ignazio] Silone, Raymond Aron, Pierre Emmanuel, François Bondy, René Tavernier, qui voulaient opposer la vérité sur le communisme aux mythologies optimistes enthousiastes sous la fascination desquelles l'intelligentsia occidentale était tombée. Plus tard, quand le Congrès [...] est disparu la Fondation est restée, grâce à ses bourses des intellectuels du Centre et de l'Est de l'Europe pouvaient venir à Londres, en Allemagne, à Paris, pour une bouche d'air et de culture⁸⁹². »

Son propos ainsi que les notations de son journal, publié ultérieurement chez Humanitas, attestent de sa déception quand à la fermeture de la FEIE :

« Comme les Fondations Soros existent maintenant dans les capitales du centre et de l'Est de l'Europe, la Fondation de Paris cesse son existence laissant un vide difficilement à combler. Le bureau de la Fondation, boulevard Beaumarchais de Paris sera fermé à tout écrivain ou artiste roumain, et Annette Laborey qui suivait avec pleine lucidité, bonne volonté et passion la scène intellectuelle de l'Est ne pourra plus ouvrir les portes à personne. Ce final, avant le moment propice [...] sur le chemin, encore plein d'obstacles, qui doit nous faire revenir vers l'Europe et la normalité, nous perdons tous dans la personne d'Annette Laborey un allié précieux⁸⁹³. »

Le seul membre fondateur du GDS à parler d'Annette Laborey dans 22, après le colloque de Cracovie, est **Andrei Plesu**, celui dont la FEIE se préoccupait avant 1989 (rappelons qu'Annette Laborey avait rencontré pour la première fois **Andrei Plesu** en 1984) :

« cette fondation était, pour nous, représentée par son secrétaire général, madame Annette Laborey [...] elle est venue en Roumanie, comme elle allait aussi en Pologne, en Tchéquie, en Hongrie, en Bulgarie, et dans des conditions de précarité absolue, avec un courage extraordinaire, pratiquant la semi-clandestinité pour aider et pour être promptement utile à un monde en dérive dans lequel nous avons vécu [...] Et je crois que nous devons lui rendre un spécial hommage [...] pour sa manière absolument rare dont elle s'est dévouée [...] au bénéfice des intellectuels de l'Est de l'Europe⁸⁹⁴. »

Dans les années qui suivent on retrouve Annette Laborey en tant que responsable du bureau de Paris de la Fondation Soros toujours aux côtés des intellectuels roumains de Paris et des intellectuels du GDS. Une fois que la Fondation Soros s'installe à Bucarest, son rôle s'en trouve diminué⁸⁹⁵.

3. Une revue aux États-Unis

Agora. Revue alternative de culture paraît à Philadelphia deux fois par an entre 1987 et 1993 (une fois par mois après 1989) sous la direction d'un collège composé par : Eugen Ionescu (président d'honneur), Alain Besançon, Mihnea Berindei, Kazimierz Brandys, Marta Caraion, Matei Cazacu, Matei Calinescu, Ioan Petru Culianu, Midge Decter, François Fejtő, Victor Frunza, André Glucksmann, Virgil Ierunca, Marie-France Ionesco, Ion Negoitescu, Virgil Nemoianu, Juliana Geran Pilon, Daniel Pipes (de la part de

⁸⁹² 22, 91, 1991.

⁸⁹³ 22, 91, 1991.

⁸⁹⁴ 22, 91, 1991.

⁸⁹⁵ En 2000 Annette Laborey et Mihnea Berindei (intellectuel de l'exil parisien qui a eu l'initiative de créer un groupement, le futur GDS) se trouvent en Moldavie. Cf. Monica Lovinescu, *Jurnal 1998-2000*, Bucarest, Humanitas, 2002, p. 466.

Foreign Policy Research Institute), Lucian Raicu, Jozef Skvorecky, Geza Szocs, René Tavernier, Ion Vianu⁸⁹⁶. Les deux principaux rédacteurs de la revue sont Dorin Tudoran (chef de la rédaction) et Mihai Botez. Ce dernier est le seul de ce collectif qui habite toujours en Roumanie. Au moment de l'apparition de la revue Mihai Botez se trouvait aux États-Unis comme boursier de Hoover Institution, en Californie. En Roumanie, il a été contraint de quitter son poste à l'Université qu'il avait occupé dans les années 1970 et il dirigeait alors le Centre de calcul à Tulcea. Font partie de l'équipe rédactionnelle Paul Goma, Michael Radu (né en 1947, à Brasov, il est docteur de Columbia University), chercheur à Foreign Policy Research Institute, et Vladimir Tismaneanu, enseignant à l'University of Pennsylvania⁸⁹⁷.

D'autres intellectuels roumains de l'exil – parisien, étatsunien, ouest-allemand, suisse, notamment –, collaborent à cette revue, dont Emil Cioran, Monica Lovinescu, Bujor Nedelcovici, Gelu Ionescu, Andrei Codrescu, Andrei Brezianu, Vintila Horia, Sanda Galopentia (linguiste), Al. Papilian, Radu Tudor, Petru Popescu, Calin Andrei Mihailescu. Ils sont des écrivains ou des critiques littéraires, souvent des universitaires ou des journalistes, parfois ils travaillent à Radio Free Europe ou sont de ses collaborateurs. Dans cette revue sont publiés des intellectuels roumains morts avant la parution de la revue, intellectuels de l'exil (Mircea Eliade, Ion Caraion) mais aussi de ceux qui sont morts dans les prisons communistes (Anton Galopentia, sociologue, ou Vladimir Ghika), ainsi que des auteurs français (Jean-François Revel) et des auteurs, dissidents de l'Europe de l'Est, travaillant en Occident (Leszek Kolakowski). Mais aussi un des fondateurs du Syndicat libre des travailleurs de Roumanie, le médecin psychiatre, Ionel Cana, qui s'est exilé aux États-Unis en 1986.

En 1987 et en 1988 des auteurs qui vivent en Roumanie et publient dans *Agora* sont : **Dan Petrescu**, Dan Desliu et un autre « homme de culture », sous le pseudonyme Grigore Negrescu. Le mensuel publie en 1989 Dan Desliu, Liviu Cangeopol, **Dan Petrescu**, et le philosophe C-tin Noica (mort fin 1987)⁸⁹⁸.

La publication est soutenue par des fonds offerts par National Endowment for Democracy, elle constitue, selon les précisions de son rédacteur principal, le premier projet roumain accepté par « l'organisation américaine privée sans but économique/non-profit ». Après 1989 la même organisation soutient des partis politiques, comme le Parti national libéral, mais aussi le GDS, ainsi que, plus tard, certains autres projets appartenant à des membres fondateurs du GDS, comme celui initié par la revue *Sfera politiciii*⁸⁹⁹. La revue *Agora* paraît sous l'égide de Foreign Policy Research Institute, dont elle avait reçu le soutien, sans être sa « tribune qui dissémine en roumain les résultats des recherches de cet institut », elle entend collaborer avec celui-ci.

⁸⁹⁶ Cf. l'ordre de leurs présentations dans le premier numéro de la revue.

⁸⁹⁷ Cf. *Agora*, 2, 1987.

⁸⁹⁸ *Agora*, 2, 1989.

⁸⁹⁹ Voir *infra*.

Elle se veut publier des textes inédits, diffuser notamment pour le public de Roumanie des textes parus dans la presse internationale au sujet de la Roumanie, mais elle accepte de reprendre ceux rendus publics au microphone des postes de radio, tels RFE, BBC, Deutsche Welle, Radio Paris et Voix de l'Amérique, en espérant qu'elle soit diffusée aussi en Roumanie en « quelques mille exemplaires⁹⁰⁰ ».

Au moment du lancement de la revue, en 1987, Dorin Tudoran est chercheur associé à Foreign Policy Research Institute mais aussi enseignant consultant dans le département de littérature comparée à Catholic University of America et rédacteur de la Voix de l'Amérique de Washington entre 1987 et 1990. En 1986, il avait été invité à donner des cours à l'University of Connecticut dans le département de science politique⁹⁰¹.

Dorin Tudoran, né en 1954, à Timisoara, a été élu dans le Conseil de l'Union des écrivains en 1981⁹⁰², il s'est fait connaître grâce à ses critiques adressées à la direction de l'Union des écrivains, par l'intermédiaire de RFE, en 1985 il s'est exilé aux Etats-Unis.

Après 1989 plusieurs intellectuels (et notamment ceux qui sont des plus jeunes, nés dans les années 1950) publient dans *Agora* jusqu'à sa disparition en 1993⁹⁰³.

Le mot d'introduction à son apparition est signé par Eugène Ionesco, « membre de l'Académie française », avec le texte « Ecrivez en roumain ! ». Le programme de la revue porte l'intitulé « Non ! », s'inspire du *Non* d'Ionesco, d'après les précisions de Dorin Tudoran :

« AGORA NE se veut pas une revue de culture de l'exil roumain extérieur, comme elle ne se propose pas de résoudre les problèmes culturels de l'exil roumain intérieur [...] NE comprend pas par revue de culture roumaine une cage dans laquelle nous sommes préoccupés par nous-mêmes – *romanime*⁹⁰⁴. N'alourdira pas expressément la réalité de la culture avec la grimace du politique, ni n'essayera d'alléger la culture de sa responsabilité politique implicite [...] NE fermera pas les yeux devant les réalités insupportables mais ne galvaudera pas ses efforts dans la recherche du mal intentionnellement [...] NE croit pas que les hommes sont égaux – certains ont du génie, d'autres seulement beaucoup de talent ; un nombre suffisant ont un peu de talent et beaucoup n'ont rien à dire. AGORA ne se propose pas d'affronter cette réalité dont elle n'est pas responsable pour le plaisir de se montrer plus “démocrate” que les évidences mêmes de la nature humaine. NE sera pas heureuse de publier d'hommes de grand talent mais d'un... petit caractère, comme elle ne se propose pas de publier de grands caractères mais en manque de talent...⁹⁰⁵»

Dans le premier numéro d'*Agora*, Dorin Tudoran, sous l'intitulé « Oh, pays triste, plein d'humour... » (vers tiré du poète George Bacovia), explique l'apparition de cette revue, le choix du collectif rédactionnel et de son projet. On apprend ainsi que sa première pensée en arrivant aux Etats-Unis a été celle de créer une revue (« il m'est difficile d'imaginer un écrivain ou un publiciste qui n'a rêvé au moins une fois de diriger une revue ») mais ajoute que l'idée de la création d'*Agora* a été soutenue le plus par Michael

⁹⁰⁰ *Agora*, 1, 1987, p. 17.

⁹⁰¹ Aurel Sasu, *Dictionar biografic al literaturii romane*, vol. II (M-Z), Pitesti, Paralela 45, 2006, p. 732.

⁹⁰² Irina Culic, « The Strategies of Intellectuals : Romania under Communist Rule in Comparative Perspective », in Andras Bozoki (ed.), *Intellectuals and Politics in Central Europe*, Budapest, Central European University Press, 1999, p. 60.

⁹⁰³ Voir chapitre 10.

⁹⁰⁴ C'est nous qui soulignons.

⁹⁰⁵ *Agora*, 1, 1987, pp. 5-7.

Radu et Vladimir Tismaneanu. La revue se présente dans la continuation de la première *Agora*, revue dirigée par Ion Caraion (né en 1923, mort en 1986 à Lausanne) et Virgil Ierunca, qui paraissait en 1947, à Bucarest, publiant aussi en deux langues étrangères (allemand et français), la nouvelle revue se propose de « publier en plusieurs langues » affirmant l'importance que « les autres prennent connaissance non seulement de nos problèmes mais aussi de notre talent [...] en écrivant et en publiant et en d'autres langues, il serait plus difficile à ceux qui ne veulent pas nous entendre de dire : on n'a pas entendu, on n'a pas vu, on n'a pas lu...⁹⁰⁶ ». Dorin Tudoran n'hésite pas à critiquer l'exil roumain lorsqu'il fait le portrait de ceux qui ne seront pas parmi les collaborateurs de la revue, alors qu'en prenant prétexte les affirmations d'Ionesco (dans sa préface à l'édition française publiée en 1986), il souligne que « les erreurs commises en liberté et par la liberté ont un autre enjeu, autre destin que celles commises sous le spectre de la liberté [...], sans la liberté intérieure celle extérieure n'a aucune valeur ». Il critique les jugements inquisitoires, mais aussi les mœurs de ceux qui ont réussi à se libérer d'une dictature, « envie, haine, bruit, délation », alors qu'il mentionne Mihai Botez, un cas singulier, d'après lui, qui n'avait pas refusé comme l'auraient fait d'autres de prendre des risques en acceptant la fonction de rédacteur en chef adjoint lors de son retour en Roumanie, et « symbole de notre essai de faire d'*Agora* une tribune d'expression tant de l'exil extérieur que de celui intérieur⁹⁰⁷ ». Dorin Tudoran explique que la revue « n'instigue pas à la révolte, ni à hisser des barricades dans les rues de la Roumanie ou à agonir une dictature abominable » mais à une « révolte contre nos propres lâchetés, complicités, résignations » et à mettre en pratique la « une dignité sociale et professionnelle ». Au politique, à la « mascarade non seulement culturelle de Roumanie » on s'oppose par l'image « plus saine de cette culture, un portrait possible de cette spiritualité qui doit se redécouvrir pour pouvoir survivre⁹⁰⁸ ». En fin de son texte surtout il met en évidence l'importance d'assumer ses prises de position et de leurs limites en proposant une distinction entre deux « modes de ne pas appartenir à la dictature », entre ceux qui ont « adopté la stratégie de résister par la culture » synonyme du « bon sens », et entre ceux qui ont eu le « courage de passer dans le spectre du bon sens historique », catégorie à laquelle il se dit appartenir. La revue est ouverte à ces deux catégories, à « tous ceux qui reconnaissent » leurs positions. A ceux qui sont des exilés, Dorin Tudoran recommande d'assumer leurs prises de position, en renonçant aux pseudonymes, un de ses arguments étant le courage de ceux qui sont encore en Roumanie. Ils sont cités en premier lieu ceux qui de par leurs gestes en Roumanie ont mis les bases pour la création d'une « culture alternative », le projet d'*Agora*, non seulement des écrivains ou des universitaires mais aussi des ingénieurs qui se sont fait connaître à l'étranger, dont certains, la plupart se sont exilés⁹⁰⁹. Parmi eux

⁹⁰⁶ *Agora*, 1, 1987, p. 10.

⁹⁰⁷ *Agora*, 1, 1987, p. 13.

⁹⁰⁸ *Agora*, 1, 1987, p. 18.

⁹⁰⁹ Paul Goma, Mihai Botez, Vlad Georgescu, Ion Bratianu, Ion Negoitescu, Ion Puiu, Virgil Tanase, Gheorghe Calciu-Dumitreasca, Victor Frunza, Geza Szocs (avec Karoly Kiraly et Dorin Tudoran avaient rédigée à l'adresse de l'ONU une lettre qui signalait l'importance de la question des minorités dans le monde), Dumitru Mircescu, N. Stancescu, Ion Fistioc.

on retrouve deux seulement des futurs membres fondateurs du GDS, **Radu Filipescu** et **Doina Cornea**. D'autres intellectuels se trouvant en Roumanie sont mentionnés aux côtés des intellectuels roumains de l'exil, des critiques littéraires des plus notoires, Nicolae Manolescu et Eugen Simion, mais aussi de ceux qui sont des plus jeunes, reconnus ou marginaux, Ileana Malancioiu, **Mircea Dinescu** mais aussi Mariana Marin et **Dan Petrescu**. Certains de ceux qui sont en Roumanie et qui seront cités par Dorin Tudoran l'ont soutenu au sein de l'Union des écrivains.

II. Prestige culturel et dissidence – liens culturels et stratégie de légitimation : membres du GDS sous le communisme et la « résistance par [pour] la culture »

Comment définir la dissidence entre la prétention généralisée à la « résistance par la culture » et les actions d'opposition directe envers la dictature, comme celles de **Doina Cornea** ?

Plusieurs représentants de la culture roumaine pendant le communisme parlent de l'impossibilité de faire une évaluation en termes statistiques ou quantitatifs des attitudes intellectuelles face au champ du pouvoir : il est question plutôt de la « création d'un état d'esprit », de l'esprit d'une culture « alternative »⁹¹⁰. Les auteurs concernés, et nous pensons bien sûr à ceux qui ont produit des textes publiés avant 1989, se conçoivent comme faisant partie de ceux qui d'une manière ou d'une autre ont manifesté une attitude d'opposition envers le pouvoir communiste. Ou sont considérés comme tels. Ainsi, l'universitaire **Andrei Pippidi** parle, dans l'entretien que nous avons réalisé avec lui « de gestes publics » et tient à mentionner son action personnelle lors de la démolition, en été 1986, de la maison de Nicolae Iorga, celle-ci ayant une signification sentimentale pour lui (du côté maternel, petit-fils de l'historien Nicolae Iorga). Alors que **Radu Filipescu** affirme qu'« en général, les membres du groupe ont été [...] des opposants, des dissidents, avec différentes nuances [...] des grandes nuances » mais ajoute qu'« au moment de la création du groupe, chacun a proposé d'autres personnes [...] quelques-uns étaient connus comme ayant des orientations critiques⁹¹¹ ». Et même s'il n'est pas sûr de la définition à donner à ces « orientations », il mentionne des personnes qui peuvent, selon lui, s'encadrer dans cette catégorie, des membres fondateurs du GDS : **Doina Cornea**, **Stefan Augustin Doinas**, **Andrei Cornea** et **Mariana Celac**.

⁹¹⁰ Voir Adrian Marino, *Politica si cultura. Pentru o noua cultura romana* [Politique et culture. Pour une nouvelle culture roumaine], *op. cit.*, p. 33 ; Liviu Antonesei, *Jurnal din anii ciomei : 1987-1989. Incercari de sociologie spontana* [Journal des années de la peste : 1987-1989. Tentatives de sociologie spontanée], Iasi, Polirom, 1995, 140.

⁹¹¹ Les entretiens avec les deux membres fondateurs du GDS sur la question de la dissidence, etc.

A. La « dissidence » dans les milieux intellectuels : la « résistance par [pour] la culture » et la culture alternative

Le terme de dissidence⁹¹² apparaît rarement dans leurs discours ou on met même en doute l'existence du « dissident ». Le terme qui s'est imposé en Roumanie, dans la même lignée que la thèse de l'exceptionnalisme du communisme roumain, à savoir le stalinisme du régime Ceausescu, c'est la « résistance par la culture »⁹¹³.

Si des intellectuels et non seulement préfèrent parler, dans les entretiens, plutôt de « gestes individuels isolés » pour caractériser des attitudes au sein des milieux intellectuels face au régime communiste ou face à certaines institutions, l'absence de la dissidence ou d'un groupe d'opposition dans la période communiste, « avec une mentalité et une stratégie politique » est faite cause de « l'échec de la première étape de la Révolution de Décembre 1989 ». Un membre fondateur du GDS, l'opposant **Gabriel Andreescu**, affirme après 1989, que « tous ont appuyé, d'une manière ou d'une autre, le régime communiste » mais qu'une solution existait alors pour les intellectuels :

« tu pouvais te retirer dans tes vérités [...] dans ces années tellement difficiles tous n'ont pas consommé cette nourriture paisible du mensonge et du compromis⁹¹⁴. »

Mises à part les révoltes des ouvriers de Valea Jiului et de Brasov, différentes considérations renforcent l'idée que l'opposition des écrivains a été « la seule résistance sérieuse contre le régime Ceausescu⁹¹⁵ » parce qu'elle a été par-dessus tout « consciente ».

Le discours institutionnel, les codes de comportements, l'idée de justice et le sens du devoir, le langage abstrait ou universaliste étaient relégués dans une discussion fragmentée imprégnée d'ironie. Les poètes semblent avoir eu le plus de succès et le plus de liberté précisément. Ana Blandiana parlera après 1989 de la contribution de ses lecteurs à sa reconnaissance comme poète critique du dictateur.

Les intellectuels, chercheurs ou écrivains roumains, ont poursuivi leurs intérêts spécifiques⁹¹⁶. Le fait de vouloir se voir publier est justifié, si on suit leurs témoignages rétrospectifs sur leurs opinions sur l'avenir du communisme, par le fait que personne ne pensait, et cela même en 1989, que le régime communiste va s'écrouler. De nombreux témoignages tout comme les revendications quant à l'existence de la « résistance par la culture » montrent comment le régime communiste permettait l'existence d'une production culturelle alternative, en marge de la culture « officielle », quand ses prétentions ne dépassaient le cadre strictement

⁹¹² Voir l'article de **Sorin Vieru**, « Ce este un dizident ? » [Qu'est-ce qu'est un dissident], 22, 2, 1990.

⁹¹³ Nous présentons certaines considérations de quelques intervenants dans ce débat, soit du point de vue de ceux qui s'arrogent cette appellation (notamment les membres fondateurs du GDS), soit du point de vue des auteurs extérieures à ce groupe.

⁹¹⁴ **Gabriel Andreescu**, *Spre o filozofie a disidentei* [Vers une philosophie de la dissidence], Litera, 1992, p. 191.

⁹¹⁵ Adrian Marino, *Politica si cultura*, op. cit., pp. 32-33.

⁹¹⁶ Pierre Bourdieu, « Le champ scientifique », art. cit., p. 90.

« culturel », quand elle ne s'assignait d'autre rôle que celui de représenter la « culture⁹¹⁷ ». Pendant le communisme, l'écrivain (le critique littéraire ou de l'art, le philosophe) a manifesté le désintérêt face au phénomène social en tâchant seulement de survivre culturellement (par le biais de l'Union des écrivains ou d'autres cercles professionnels). La liberté d'expression ne supposait pas une interférence avec les structures du pouvoir, la liberté dépendait d'un acte moral individuel. L'écrivain ou le philosophe procédait à une dépolitisation de sa vision du monde, en réduisant « le public au privé, le social au personnel, le politique à l'éthique, l'économique au psychologique⁹¹⁸ ». C'est le point de vue défendu par **Gabriel Liiceanu** exprimant son rejet de la politique avant 1989 et l'absence d'une éducation politique manifeste après 1989 dans des milieux intellectuels⁹¹⁹.

Un autre membre fondateur du GDS appartenant à la génération des plus aînés du Groupe, **Stefan Augustin Doinas** déclare tout au début des années 2000 parlant de sa carrière intellectuelle faite sous le communisme qu'il n'a « pas toujours eu le sentiment » de vivre dans « le régime de la culture dirigée » et que dans la Roumanie communiste « la “résistance par la culture” n'est pas un mot vain car il y a eu des littéraires qui ont vécu dans leur petite chambre de travail comme si la Roumanie entière était toute une chambre de travail où régnait la liberté et dans laquelle ils pouvaient faire ce qui leur plaisaient » en ajoutant : « Parfois j'ai réussi à me détacher des conditions de l'histoire et à créer comme si je n'étais pas dans la prison⁹²⁰. »

La « résistance par la culture » est la formule la plus usitée par des intellectuels roumains pour consacrer des formes diverses de l'autonomie dans l'espace intellectuel sous le communisme. La « résistance par la culture » est le label que s'approprient des intellectuels roumains après 1989 pour signaler et souligner qu'ils ne se sont pas laissés assujettis par le régime, mais plus précisément que leurs œuvres et, plus généralement, leurs contributions à la production culturelle de la période communiste, n'ont pas été soumises à des demandes du régime et, plus, qu'elles ne correspondent pas à des idées véhiculées par le régime.

La formule sous laquelle sont présentées initialement les pratiques de ceux qui sont des plus connus écrivains et essayistes-philosophes de la période communiste institue en règle générale le fait que des membres des professions littéraires, des agents culturels en Roumanie, n'ont pas œuvré manifestement dans leurs discours et, de manière pratique, en acceptant de diffuser leurs productions dans le circuit officiel⁹²¹, au maintien du régime. Ce par quoi la formule a un effet pervers sur la connaissance des attitudes à l'égard

⁹¹⁷ Pour ne citer qu'un seul exemple d'un tel témoignage, Ioan Mihailescu et Zoltan Rostas, *Dialog neterminat* [Dialogue non-terminé], Curtea veche, 2007, p. 74. A ces témoignages, il faudrait ajouter les témoignages qui ne sont pas rendus publics par les écrivains.

⁹¹⁸ Pierre Bourdieu, *La Noblesse d'État. Grandes écoles et esprit des corps*, Minuit, coll. « Sens commun », Paris, 1989, p. 402.

⁹¹⁹ **Gabriel Liiceanu**, *Apel catre lichele* [Appel aux canailles], op. cit.

⁹²⁰ **Stefan Augustin Doinas** dans l'émission télévisée d'Eugenia Voda, « Profesioniștii », TVR 1, 2000.

⁹²¹ Qu'il soit question de textes publiés en volume ou dans des périodiques ou de discours tenus et diffusés dans des cadres institutionnels.

du régime dans les milieux intellectuels. Elle tend à diminuer la valeur comme le rôle de certaines prises de position, quoique rares, et cela pour élargir le champ de son application. Ou bien au contraire en mettant sous ce label des attitudes qui vont au-delà des discours seuls ou des discours qui s'accompagnent d'autres actes. Plus récemment on constate qu'elle s'approprie des attitudes qui n'ont pas été celles de la « résistance par la culture » dans sa définition initiale, en englobant d'autres catégories, comme celle des victimes du régime⁹²².

Un des membres fondateurs du GDS, **Sorin Vieru** (philosophe logicien, chercheur avant comme après 1989, né en 1934) redésigne le label sous lequel apparaît dans les discours publics la revendication sinon une certaine opposition du monde à l'ordre établi, au moins de la distance par rapport aux règles instituées dans le monde proprement intellectuel, en proposant la formule de la « résistance *pour* la culture⁹²³ ». La formule proposée par **Sorin Vieru** lors d'un entretien, « résistance *pour* la culture⁹²⁴ », semble conférer une autre valeur à la « résistance » de certains milieux intellectuels que la formule consacrée après 1989. La « résistance *pour* la culture » fait signaler la portée restreinte de leurs pratiques subversives qui signalent des objectifs qui se limitent à l'espace professionnel.

La distance ou le désintérêt vis-à-vis de la politique restent attachés à la formule de « résistance par la culture » dans les représentations chez des intellectuels des milieux qui font usage de cette formule après 1989. Chargée d'un sens démythifiant, se situant en opposition avec les revendications qui se trouvent derrière la formule de « résistance par la culture » utilisée par bon nombre d'intellectuels dans leurs études sur la culture sous le communisme ou dans leurs écrits à visée scientifiques sur les politiques communistes⁹²⁵, l'« assentiment par la culture » est le terme utilisé pour caractériser des attitudes notamment des écrivains et des philosophes consacrés et gagnant leur notoriété sous le communisme par un auteur converti à la science politique après 1989 (né en 1957, formé en histoire de l'art et chercheur dans la période communiste)⁹²⁶.

⁹²² Plus récemment, à la chaîne culturelle de la télévision publique, TVR Cultural, on passe une émission intitulée précisément « La résistance par la culture ». Dans cette émission on présente des victimes du régime communiste qui sont à la fois des figures culturelles. Alors qu'on propose une restriction de cette formule pour désigner seulement des victimes du régime, de ceux qui ont fait la prison durant la période communiste, cette formule a été utilisée dans un premier temps non pas par des victimes du régime mais par des figures notoires du monde culturel dans la période communiste. La reconnaissance et la notoriété obtenue par la formule de « résistance par la culture » conduit certains à revendiquer cette appellation pour désigner l'activité d'autres intellectuels ou groupes d'intellectuels qui sont des victimes du communisme des années 1950 (Marius Vasileanu parlant du groupe d'Antim dans une émission télévisée « Admirabila tacere – Alexandru Mironescu », diffusée le 29 juin 2015 sur TVR 2). Sur ce groupement et cercle d'intellectuels voir chapitre 4.

⁹²³ C'est nous qui soulignons.

⁹²⁴ Entretien avec **Sorin Vieru** (le 6 mai 2009).

⁹²⁵ Katherine Verdery, *Compromis si rezistentă. Cultura română sub Ceaușescu*, op. cit. ; Vladimir Tismaneanu, *Stalinism pentru eternitate. O istorie politică a comunismului românesc* [Stalinisme pour l'éternité. Une histoire politique du communisme roumain], postface de Mircea Mihaies, trad. Cristina Petrescu et Dragos Petrescu, Polirom, Iasi, 2005 (*Stalinism for All Seasons : A Political History of Romanian Communism*, University of California Press, 2003).

⁹²⁶ Daniel Barbu, dans son livre, *Republica absentă*, comme dans son introduction à un livre qui traite de la « censure communiste et [de] la formation de l'« homme nouveau » », deux volumes parus la même année et chez les mêmes éditions: Daniel Barbu, *Republica absentă*, op. cit. ; Bogdan Ficeac, *Cenzura comunistă și formarea « omului nou »*, op. cit.

A la tendance majoritaire, à savoir des études sur le régime communiste qui parleront aussi de la participation des intellectuels à la dissidence et qui situent les intellectuels en oppositions aux politiques communistes, une seule analyse, d'après nos connaissances, soutient que la culture alternative a été tolérée, acceptée à la limite par l'ancien régime en faveur au moins d'un maintien de l'apparence de l'unité⁹²⁷.

Les mécanismes du contrôle idéologique à la publication laissaient des marges de manœuvre aux auteurs. Ces marges de manœuvre ou la possibilité de se voir publier semblent tenir, si l'on suit les témoignages recueillis, plus du capital social dans le champ et cela d'autant plus que les rédacteurs dans les maisons d'édition étaient alors, depuis la disparition de l'institution instituant officiellement la censure, les premiers et souvent les seuls à donner leur avis pour la publication⁹²⁸. L'incompétence ou la faible vigilance des agents qui s'exercent à mettre en application les critères de la censure, mentionnées dans les récits autobiographiques, doivent être rapportées à leur position dans le champ littéraire ou scientifique et surtout au capital social et au capital symbolique de l'auteur⁹²⁹. Les mécanismes de la censure fonctionnent d'une manière à permettre de s'en référer dans les luttes pour la consécration, le refus de publication ou le fait de se voir publier, et dépassant parfois les attentes des écrivains, sont marqués par les aléas politiques de la dernière période communiste, par l'interprétation que les agents politiques donnent aux stratégies des écrivains et aux possibilités de ceux-ci de mobiliser un capital social⁹³⁰.

On fait souvent référence à la « négligence » des censeurs pour rendre compte de la publication des écrits qu'on présente comme subversifs. Il s'impose de considérer ces témoignages avec précaution. Moins nombreux sont ceux qui parlent manifestement du rôle joué par des éditeurs, des médiateurs, et de l'importance des relations de l'auteur avec ces derniers. En revanche, certains écrivains parlent de l'importance des liens avec les intellectuels de l'étranger et surtout avec ceux qui pouvaient leur apporter une certaine protection⁹³¹. Il semble que le simple fait d'avoir été présenté ou mentionné dans les émissions de Radio Free Europe les procure non seulement une protection mais aussi quelque fois un élargissement des possibilités pour se faire connaître. Les notes de journal de Monica Lovinescu en sont révélatrices⁹³². Un roman mentionné par la critique littéraire installée à Paris vient démontrer les possibilités de transgression des critères imposés par la censure, Monica Lovinescu note dans son journal, publié après

⁹²⁷ Daniel Barbu, *Republica absentă*, op. cit., surtout pp. 47-54.

⁹²⁸ Entretien avec **Sorin Vieru** (Bucarest, le 16 juillet 2008). Ana Blandiana parlant des Éditions Cartea Romaneasca mentionne le rôle important joué par Marin Preda (Bucarest, le 14 février 2014).

⁹²⁹ Voir Lucia Dragomir, *Une institution littéraire entre exigences artistiques et commande politique*, op. cit., IIe partie, IIIe chapitre.

⁹³⁰ Entretien avec Bogdan Ghiu, le 30 juin 2008 : « le volume de poèmes, un petit bouquin est paru (en 1989) en 10 mille exemplaire. C'est incroyable, c'est fou... »

⁹³¹ Bogdan Ghiu (Bucarest, le 27 juin 2008).

⁹³² **Gabriel Liiceanu** et **Andrei Plesu** sont considérés par la Securitate comme étant « des personnes importantes pour la culture roumaine ». Lucian Pintilie et Mircea Daneliuc, metteurs en scène, après avoir été présenté à Radio Free Europe, sont appelés par certains dirigeants communistes pour les annoncer que leurs films seront diffusés. Cf. Monica Lovinescu, *Jurnal 1981-1984*, op. cit., pp. 329 et 280 : « L'impacte des émissions est de plus en plus grand chez les autorités. On est devenu pour eux une vraie obsession ».

1989⁹³³. Un affaiblissement de la vigilance des censeurs ? Aux Éditions Cartea romaneasca, le nouveau directeur, George Balaita, nommé après la mort de l'écrivain Marin Preda, négocie avec le parti communiste, d'après la même auteure⁹³⁴. Monica Lovinescu mentionne, dans son journal, en 1984, avoir reçu le premier roman de Bujor Nedelcovici, *Le second messenger* [Albin Michel, 1987], qu'elle caractérise comme étant « une utopie noire dans la lignée post-orwellienne », puisque l'auteur fait « une analyse en profondeur du système communiste – avec ses applications précises en Roumanie », elle s'étonne du courage de celui qui ayant écrit ce roman l'avait proposé aux Editions Cartea romaneasca. Refusé de publication dans le pays, il paraîtra chez Albin Michel avec l'aide de Paul Goma⁹³⁵.

A la même période on voit paraître *Le Journal de Paltinis* toujours chez Cartea Romaneasca [1983], ouvrage qui déclenche un vif débat entre des intellectuels, échanges entre des intellectuels proches de l'auteur qui donnent lieu à une autre publication, d'un volume composé des lettres échangées entre des intellectuels. Ce livre qui ne traite pas du contexte politique, comme le remarquait peu après par Mariana Sora, présente la vie intellectuelle d'un noyau d'intellectuels qui propose une formation à la philosophie en dehors des institutions. Un des recenseurs du *Journal de Paltinis*, le critique littéraire **Stefan Augustin Doinas** se montrait méfiant quant aux possibilités de parution des chroniques sur ce livre. Cet ouvrage publié dans la dernière période communiste sert à légitimer un type de parcours intellectuel construit comme libre de tout contexte politique et de tout cadre institutionnel. Selon Monica Lovinescu, l'ouvrage est « un traité de liberté intérieure totale en plein régime meurtrier de liberté⁹³⁶ ». Les réactions dont ce journal-manifeste fait l'objet montre en effet la place occupée par le philosophe Constantin Noica dans le monde intellectuel pendant le communisme. Qui plus y est, par la diffusion à la Radio Free Europe des chroniques signées par Virgil Ierunca, l'ouvrage attire l'attention du pouvoir. Les principaux protagonistes de cet ouvrage (**Gabriel Liiceanu** et **Andrei Plesu**), invités en 1985 par le ministre des Affaires Étrangères pour discuter au sujet de leurs demandes de visa (et après avoir séjourné en Allemagne) sont avertis que « le gouvernement ne peut pas être renversé en publiant un livre⁹³⁷ ». Certaines réactions venant surtout des intellectuels proches du philosophe Constantin Noica, qui l'ont connu ou se sont intéressés à ses écrits, à la parution du *Journal*, seront publiées sous forme de livre aux mêmes éditions en 1987, *Epistolar*, recueil de textes qui discutent du *Journal de Paltinis* et du philosophe Noica. Sur la quatrième de couverture de l'édition roumaine (de l'après 1989, la dernière) du *Journal de Paltinis* est noté qu'il s'agit du « bestseller

⁹³³ *Ibid.*, p. 307 : « Je lis – avec étonnement – le nouveau roman de [Augustin] Buzura, *Les réfugiés* [Cartea romaneasca, 1984], et je ne m'étonne pas qu'il a eu plus d'une année de tracas avec la censure, mais qu'il est paru (avec quelques lignes ou quelques pages de moins). Il décrit non seulement ce qui se passe [...] non seulement le cadre de l'action [...] mais tout, absolument tout [...] En fait, rien de ce roman ne devrait pas être nommé, dit, identifié, tant la fiction est tirée de la plus implacable réalité. »

⁹³⁴ *Ibid.*, p. 271 : « récemment, il s'est comporté d'une manière très courageuse, en luttant pour les auteurs de Cartea Romaneasca [Livre roumain] à l'occasion d'une "analyse de la production" par laquelle on essayait la suppression de la maison et en refusant d'accepter de nouveaux rédacteurs envoyés directement par le parti. »

⁹³⁵ *Ibid.*, pp. 249, 266 et 279.

⁹³⁶ Monica Lovinescu, *Jurnal 1981-1984, op. cit.*, p. 266.

⁹³⁷ Monica Lovinescu, *Jurnal 1985-1989, op. cit.*, p. 63.

des années '80 qui se vendait clandestinement et était prêté seulement aux amis de confiance, [qui] s'est vendu depuis 1991, l'année de la première édition Humanitas, en plus de 50 000 exemplaires⁹³⁸ ».

Si la « littérature de tiroir » est constitué par les écrits conçus pendant le communisme qui n'ont pas reçu l'acceptation à la publication, ces manuscrits ne peuvent pas être tous considérés subversifs et représentés de par ce fait des opinions qui s'inscrivent dans une lignée contradictoire à celle officielle. Si certains témoignages décrivent de telles situations, sont plutôt rares ceux qui le soutiennent ouvertement. **Sorin Vieru** récuse l'idée de l'existence d'une littérature de tiroir définie comme production culturelle à caractère subversif puisque, selon lui, après 1989, quand on a fait publier cette « littérature de tiroir », son contenu avait montré qu'elle « n'était en rien différent de ce qu'on avait publié avant » et qu'elle « ne contenait pas des choses qu'on aurait pu caractérisé comme dangereuses pour le régime ». Mais il se garde de mentionner de titres pareils. Par contre, il mentionne l'ouvrage *Minima moralia* d'**Andrei Plesu**, paru chez Cartea Romaneasca en 1988, comme texte à caractère subversif qui a été toutefois publié aux temps du communisme, selon lui, publication qu'on n'aurait pas pu imaginer sous le communisme : « on se demande comment a-t-il été possible qu'on publie un texte pareil, c'est incroyable ». De plus, il raconte sa période passée dans les centres de recherches de l'Académie roumaine (à l'Institut de philosophie et ensuite au Centre de logique) et affirme avoir « su bon nombre de fois », lui et d'autres collègues, « tromper » les éditeurs pour pouvoir publier leurs travaux qui ne s'inscrivaient pas dans la lignée idéologique officielle⁹³⁹.

Le genre littéraire principal des écrits dissidents qui se veulent marquer la distance des auteurs par rapport à la ligne officielle adoptée par des instances officielles a été le témoignage qui reflète bien l'attitude morale de ces écrivains désireux de dire la vérité sur des pratiques culturelles *contre* le pouvoir totalitaire.

Différentes définitions sont retenues par le discours intellectuel après 1989. La notion de « résistance littéraire » ou de « résistance culturelle » est vue comme encadrée dans « la catégorie plus large de la dissidence » incluant toutes les actions culturelles ou littéraires qui ont défié toute norme légale ou administrative. Et on se réfère ici surtout à des actes qui auraient comme visée la contestation de la censure : la transmission des textes hors du pays et parfois aussi leur publication sous un pseudonyme, la « littérature de tiroir », c'est-à-dire les textes refusés par la censure⁹⁴⁰ ou des textes initialement approuvés par diverses autorités et puis retirés de la circulation, textes utilisant les allusions non-conformes à la politique culturelle du régime, ayant circulé parfois en manuscrit. Le critère « suffisamment précis » est renforcé par la référence à des auteurs étrangers comme Václav Havel qui définit la dissidence selon sa visibilité, l'indépendance affichée face aux directives officielles, l'adhésion aux idées des groupes alternatifs provenant du pays ou de l'étranger⁹⁴¹. Même si cette définition ne pouvait pas intégralement s'appliquer au

⁹³⁸ **Gabriel Liiceanu**, *Jurnalul de la Paltinis*, op. cit., 2008.

⁹³⁹ Entretien avec **Sorin Vieru** (16 juin 2008).

⁹⁴⁰ Sur la « littérature de tiroir » voir *infra*.

⁹⁴¹ Voir Vladimir Tismaneanu, *Fantoma lui Gheorgiu-Dej* [Le fantôme de Gheorghiu-Dej], Bucarest, Univers, 1995, p. 166.

cas roumain, comme des intellectuels anticomunistes, la dissidence roumaine est, selon eux, une réalité acceptée :

« la dissidence roumaine a eu une nature individualisée et s'est limitée plutôt à la protestation morale qu'à l'analyse structurelle des institutions du système communiste [...], il y a eu aussi des tendances à l'analyse mais au total nous pouvons parler de protestation morale⁹⁴² ».

La consolidation d'une dissidence collective en Roumanie a échoué, selon ces auteurs, à cause des « caractéristiques étranges » de la culture du néo-stalinisme en Roumanie. Une explication qui peut rendre compte d'une « interprétation mythologique du communisme⁹⁴³ », selon une autre interprétation.

B. Le rôle des réseaux intellectuels et la « résistance par la culture » : débats autour de l'« 'école' » du philosophe Constantin Noica »

Dans les deux ouvrages portant la signature de **Gabriel Liiceanu**, le *Journal de Paltinis* et *Epistolar*, écrits autobiographiques, « journal » et volume de correspondances, sont présentés ou se présentent plusieurs futurs membres du GDS mais aussi d'autres intellectuels qu'on retrouve aussi après 1989, comme concurrents du GDS, ou cités par des membres du GDS dans leurs textes de presse⁹⁴⁴. Les deux ouvrages portent sur l'« école de Noica » ou l'« école de Paltinis ». Tous ceux qui appartiennent à ce cercle des intellectuels constitué autour du philosophe Constantin Noica ne feront pas partie du GDS. Surtout que certains disciples de Noica ont quitté la Roumanie pendant la période communiste (Victor Stoichita mais aussi Marin Tarangul). Mais plusieurs membres du GDS ont entretenu des relations avec le philosophe Constantin Noica ou avec ses « disciples » qui feront par la suite partie du GDS.

Une propriété commune de la plupart des membres fondateurs du GDS est donc le rapport qu'ils ont entretenu avec l'« école de Paltinis » et le philosophe Constantin Noica. Ils sont soit de ses disciples soit de ses interlocuteurs. Dans certains cas, ils sont des proches du philosophe même si, avec le temps, ils marqueront leurs distances par rapport à ses idées. Rangés dans l'ordre des proximités, il est question (parmi des membres fondateurs du GDS) de : **Gabriel Liiceanu** (qui s'érige en légataire de Noica), **Andrei Plesu**, **Andrei Cornea**, **Thomas Kleininger**. Ces derniers sont nés dans les années 1940 et peuvent être considérés les disciples de Noica. Alors que **Sorin Vieru**, même si plus âgé que les premiers, en plus intéressé par la logique et non par la philosophie de la culture, philosophe professionnel, d'institution, chercheur à l'Académie roumaine depuis 1957, logicien, il *accepte* d'être inclus parmi ses « disciples⁹⁴⁵ ». **Sorin Vieru**

⁹⁴² Vladimir Tismaneanu et Mircea Mihaies, *Incet, spre Europa* [Lentement, vers l'Europe], Iasi, Polirom, 2000, p. 180.

⁹⁴³ Daniel Barbu, *Republica absenta*, op. cit., p. 50. Voir aussi Daniel Barbu, « O competență ilegală: intelectualii postcomuniști și politica democratică » [Une compétence illégitime: les intellectuels postcommunistes et la politique démocratique], *Interval*, 9, Brasov, 1999.

⁹⁴⁴ Nous ne rapportons pas ici aux écrits du philosophe Constantin Noica mais à ceux de ces « disciples » et même pas à tous leurs écrits car nous intéresse ici de faire voir leurs rapports au « maître » et des relations entre des intellectuels dont la plupart partagent cette appartenance au cercle des intellectuels proches de Noica.

⁹⁴⁵ Entretien avec **Sorin Vieru** (le 16 juin 2008). C'est nous qui soulignons.

déclare au sujet de sa relation : « on peut dire que je suis parmi ses disciples, en tout cas la rencontre avec Noica a changé beaucoup de choses pour moi [...] je n'aurais pas fait beaucoup de choses s'il n'avait pas été pas lui [...] il m'avait impulsé à faire des choses, par exemple à apprendre le grec ancien⁹⁴⁶ ». **Sorin Vieru** avait présenté **Gabriel Liiceanu** à Constantin Noica, qui avait intégré, après sa détention⁹⁴⁷, le Centre de logique de l'Académie roumaine (AR), tout comme **Sorin Vieru**. Ces deux derniers sont chercheurs au Centre de logique de l'AR entre 1965 et respectivement 1974 et 1975. **Sorin Vieru** continuera ses activités comme chercheur à l'Institut de philosophie, institution intégrée désormais et jusqu'en 1990 dans la nouvelle académie spécialisée, l'Académie des sciences sociales et politiques (ASSP). Constantin Noica s'est retiré à Paltinis en 1974 ayant comme but de former de jeunes à la philosophie, de former une école.

Il faudrait distinguer entre ceux qui ont reçu l'influence de Constantin Noica⁹⁴⁸, se sont situés dans sa proximité, ont reçu ses avis et se forment à la philosophie sous son influence et dont les écrits sont influencés d'une manière ou d'une autre par cette formation et leur relation avec le philosophe Noica (même en s'opposant à celui-là, à sa vision) et ceux qui le connaissant et même se mettant sous son influence pour une certaine période, ne se laissent pas influencer dans leur carrière et dans leurs écrits par sa vision de la place ou du rôle de la philosophie, plus largement sa vision de la culture et son rôle, ou encore ceux qui peuvent avoir partagé certaines idées avec le philosophe Noica ou même collaboré avec ce dernier mais construisent ou poursuivent leurs projets intellectuels sans lien le philosophe Noica ou sans lien avec ses projets et ses idées. Telles relations apparaissent ou tels projets qui se déploient à distance de l'« école de Noica » qui appartiennent à des auteurs proches de Noica sont discutés respectivement dans *Le Journal de Paltinis* et dans *Epistolar*.

Le réseau qui s'est constitué autour du philosophe Constantin Noica inclut des intellectuels qui ne sont pas influencés par ce dernier ou n'ont pas directement. Ils ne s'intéressent pas aux langues de la philosophie classique ou de la philosophie moderne et européenne, au grec ou à l'allemand, mais à la philosophie orientale (**Radu Bercea**) alors que **Mihai Sora** appartient à la génération immédiatement suivante à celle de Constantin Noica. Ces deux se sont rencontrés bien avant que le projet de Noica

⁹⁴⁶ Entretien avec **Sorin Vieru**, le 16 juin 2008.

⁹⁴⁷ Né en 1909, dans une famille de propriétaires terriens assez riches (mais non pas très riches comme cela ressort de la description faite par Liiceanu dans son *Journal*), il fait des études de philosophie, achevées à Bucarest en 1931 et poursuit son éducation philosophique⁹⁴⁷ en France et en Allemagne. Il est primé pour son livre de début. Il est le seul parmi les anciens disciples de Nae Ionescu à rester en Roumanie.

⁹⁴⁸ Katherine Verdery, *Compromis si rezistentă*, op. cit., p. 250 : Katherine Verdery caractérise le philosophe Noica comme « une figure centrale des luttes culturelles des années '30, Noica (avec Mircea Eliade et Emil Cioran) constituait le centre d'un groupe d'intellectuels bucarestois cosmopolites situés dans l'orbite du philosophe de droite Nae Ionescu, association pour laquelle il a payé cher plus tard ». Elle note aussi qu'elle considère **Gabriel Liiceanu**, **Andrei Plesu**, **Sorin Vieru** comme appartenant au cercle le plus proche de Noica. À part ceux-là, selon l'auteure de cette étude note que Constantin Noica a des relations étroites avec **Alexandru Paleologu**, **Thomas Kleininger**, Vasile Dem. Zamfirescu et Victor Ieronim Stoichita. Et les amis de ses philosophes : **Stefan Augustin Doinas**, Radu Enescu, **Andrei Pippidi**, Nicolae Steinhardt (Katherine Verdery, *Compromis si rezistentă*, op. cit., pp. 250-251. Nous portons ici en gras les noms de ceux qui se retrouvent au sein du GDS en décembre 1989, comme membres fondateurs.)

apparaisse sous le communisme, **Mihai Sora** avait rencontré Noica à Paris au temps de ses études. Et plus tard, au moment des arrestations et du procès « Noica/Pillat », le premier était en poste au Ministère de l'Enseignement. **Alexandru Paleologu** a fait la connaissance de Constantin Noica, s'est mis sous son influence mais seulement pour une courte période, à un âge plus mûre que les futurs disciples de Noica et dans une conjoncture tout à fait particulière.

Ainsi parmi ceux qui se sont trouvés dans la proximité du philosophe Noica et en reçoivent son influence, mais qu'on ne peut pas situer parmi ses disciples, du fait de leurs projets individuels, de leurs autres préoccupations et activités, il faut citer **Alexandru Paleologu** et **Sorin Vieru** ainsi que son collaborateur, **Petru Cretia** (tous les trois seront des membres fondateurs du GDS). Ils se sont intéressés à la philosophie, se mettant sous l'influence de Noica, ils se sont formés (**Alexandru Paleologu**) ou ont continué à se consacrer à la philosophie (**Sorin Vieru**) mais leur vision est loin de correspondre à celle du philosophe Noica.

Si certains autres futurs membres du GDS semblent avoir fait la connaissance de Noica, ils se sont intéressés à d'autres membres du cercle des proches de Noica, à d'autres futurs membres fondateurs du GDS⁹⁴⁹. Les plus jeunes membres du GDS se sont rapprochés ou ont fait la connaissance des proches du philosophe Noica dans des cadres plus ou moins institutionnalisés, dans des lieux de sociabilité intellectuelle.

Stelian Tanase déclare à plusieurs occasions son admiration pour N. Steinhardt avec lequel il s'est entretenu à quelques occasions et il s'est rapproché surtout d'**Alexandru Paleologu**. **Alin Teodorescu** mentionne un cénacle où participe **Mihai Sora**, un autre futur membre de la rédaction de 22 (représentant de la « génération '80 ») mentionne **Petru Cretia** et sa disponibilité à s'entretenir avec des plus jeunes écrivains et prétendants au statut d'écrivain des années 1980)⁹⁵⁰.

Même si aucune trace écrite n'est gardée de la présence d'autres interlocuteurs de Noica, plusieurs témoignages placent un autre futur membre du GDS parmi ceux-là, à savoir le physicien **Victor Barsan**, qui semble intégrer le GDS précisément grâce à sa proximité d'avec les disciples de Noica.

En 1983, **Gabriel Liiceanu** publie *Le Journal de Paltinis*⁹⁵¹, écrit à caractère autobiographique, qui présente l'expérience qu'il avait faite dans la compagnie et sous l'influence du philosophe Constantin Noica. *Le Journal de Paltinis* présente non seulement des intérêts philosophiques (références classiques de la philosophie et considérations sur ces références) du philosophe Constantin Noica mais aussi sa

⁹⁴⁹ Nous y reviendrons dans ce chapitre.

⁹⁵⁰ Entretien avec Bogdan Ghiu, le 27 juin 2008.

⁹⁵¹ **Gabriel Liiceanu**, *Jurnalul de la Paltinis. Un model paideic in cultura umanista*, Bucarest, Cartea Romaneasca, 1983. Après 1989, *Le Journal de Paltinis. Récit d'une formation spirituelle et philosophique* paraît aussi en français (trad. fr. Marie-France Ionesco, Paris, La Découverte, « Armillaire », 1999) ainsi qu'en américain (*The Paltinis Diary. A Paideic Model in Humanist Culture*, CEU Press, Budapest & New York, 2000). Nous renvoyons dans ce texte à la 3^e édition ou à la 6^e édition qui paraît toujours chez Humanitas, en 2008. La 6^e édition inclut un texte daté de 1996.

conception de la culture, « haute culture » et suprématie de la philosophie, sa « vocation » formative, ses projets éditoriaux et ceux auxquels il contribue et sa conception de l'engagement. *Le Journal de Paltinis* est primé par l'Union des écrivains la même année, en 1983. Plusieurs années après la publication du *Journal de Paltinis*, en 1987, est publié un autre volume portant la signature de **Gabriel Liiceanu**. Il s'agit d'un second volume en lien avec son expérience de « l'école de Noica », paru aux mêmes éditions de l'Union des écrivains, Cartea Romeasca, réunissant les lettres que des intellectuels adressent à lui ainsi qu'à un autre disciple de Noica, **Andrei Plesu**, à la suite de la publication du *Journal*, autrement dit de la formulation de sa « vision du monde » et de son adhésion à la vision philosophique de Noica. *Le Journal*, publié en 1983, est ainsi suivi d'*Epistolar*⁹⁵², publié en 1987, le recueil de correspondances entre des auteurs représentant diverses générations discutant du *Journal*. Le volume rassemble la plus grande partie de la correspondance échangée par l'auteur du *Journal* avec des auteurs, lecteurs du *Journal*, intéressés, de manières diverses, par « l'école de Paltinis » et celle qu'échange **Andrei Plesu**, l'autre disciple de Constantin Noica et le plus proche ami de **Gabriel Liiceanu**, avec d'autres intellectuels dont plusieurs se sont trouvés sous l'influence du philosophe. La publication de ce recueil de correspondances entre des intellectuels témoigne de l'autorité et de la notoriété du philosophe Constantin Noica parmi des auteurs sous le communisme. Les lettres échangées entre les deux plus notoires disciples de Noica et des intellectuels appartenant au pôle autonomiste nous montre le débat qu'avait produit la publication de l'écrit autobiographique de Liiceanu présentant le philosophe Constantin Noica avec son « modèle païdèïque dans la culture humaniste » en Roumanie. En plus, le volume éclaire des aspects liés à la publication du *Journal de Paltinis* et permet de tirer quelques observations sur la réception de cet écrit autobiographique par le large public⁹⁵³. Son succès public est évident, remarqué dans plusieurs lettres des correspondants de Liiceanu ou de Plesu, mais notamment dans la première lettre adressée à Liiceanu par **Sorin Vieru**, un autre proche du philosophe Noica⁹⁵⁴. Avec un tirage important, l'ouvrage est devenu une rareté, selon l'auteur même. Ces deux volumes doivent être considérés ensemble pour une meilleure compréhension de l'impact du premier, des relations entre ceux qui revendiquent l'autonomie dans le domaine de la culture (indifféremment de leur âge social et biologique, de leur position et des postes qu'ils occupent), des rapports entre ceux qui se côtoient et qui partagent certaines préoccupations, des lieux de rencontres, des appartenances et présentant différents points de vue au sujet du personnage et de la vision de Noica et des prises de position de Liiceanu en rapport.

⁹⁵² **Gabriel Liiceanu** (éd.), *Epistolar*, op. cit. Nos citations tirées de ce volume renvoient à cette dernière, la 3^e édition, de cet ouvrage.

⁹⁵³ Informations qu'on a pu complétées au cours de l'enquête par d'autres souvenirs des participants à cet échange épistolaire entre des intellectuels.

⁹⁵⁴ **Gabriel Liiceanu** (éd.), *Epistolar*, op. cit., pp. 151-153.

Gabriel Liiceanu est né en 1942 dans une ville de province mais réside à Bucarest où il fait ses études secondaires, comme fils d'un inspecteur financier, économiste, qui travaille dans le Ministère des Finances⁹⁵⁵ et d'une professeure de mathématiques. Avant de choisir la philosophie comme formation universitaire, Liiceanu s'est présenté en candidat à l'Institut d'art théâtral et cinématographique sans réussir cet examen (contrairement à son meilleur ami, **Andrei Plesu**)⁹⁵⁶. Après une formation en philosophie durant la première moitié des années 1960 à l'Université de Bucarest⁹⁵⁷, à la fin de ses études, en 1965, il intègre l'Académie roumaine comme chercheur à l'Institut de philosophie (jusqu'en 1975). De l'enseignement reçu à la Faculté de philosophie, il ne parlera pas positivement, et cela déjà dans *Le Journal de Paltinis* et, par la suite, dans *Epistolar* (lors de son échange de lettres avec son directeur de thèse), mais de manière encore plus forte après 1989.

Parlant de la période passée à l'Institut de philosophie (jusqu'en 1971⁹⁵⁸) de l'Académie roumaine Liiceanu déclare après 1989 : « Dans les premières années lorsque je suis devenu chercheur à l'Institut de philosophie – j'avais terminé mes études comme chef de promotion et j'ai choisi l'Institut –, qui ont été aussi les premières années du règne de Ceausescu, les choses se sont déroulées plutôt acceptablement. Les chercheurs n'étaient plus obligés de faire de la recherche sur les "documents de parti", alors que mes travaux à l'Institut portaient exclusivement sur Nietzsche, Unamuno, commentateurs d'Aristote, et pour un temps, j'ai vécu dans un certain confort moral. L'atmosphère de la faculté n'existait plus⁹⁵⁹. »

Gabriel Liiceanu avait rencontré Constantin Noica lorsqu'il se trouvait déjà depuis deux années à l'Institut de philosophie (alors appartenant) à l'Académie roumaine, à l'âge de vingt-cinq ans (en 1967), après avoir fini ses études de philosophie à l'Université de Bucarest (entre 1960 et 1965). Ils se rencontrent une première fois au Centre de logique où **Sorin Vieru** en est un des chercheurs mais aussi Constantin Noica. Constantin Noica était à la recherche des disciples, de « génies » pour les orienter (projet décrit dans *Le Journal de Paltinis*⁹⁶⁰, discuté et critiqué dans *Epistolar* par deux des interlocuteurs de Liiceanu, mentionné aussi par d'autres et par Liiceanu après 1989) : « En 1967, quand je fait sa connaissance, il était chercheur au Centre de logique de Bucarest et il était à la recherche de "jeunes élus", pour devenir, comme il l'avait témoigné à sa sortie de la prison, "entraîneur culturel". Je me suis trouvé, avec deux-trois amis, dans le cercle qu'il a constitué dans ce but et à partir de ce moment-là j'ai commencé une aventure spirituelle qui a marqué définitivement mon destin⁹⁶¹. » **Gabriel Liiceanu** s'est inscrit pour suivre une seconde formation en langues classiques⁹⁶² une année après avoir rencontré Liiceanu (entre 1968 et 1973, à la Faculté de langues classiques de

⁹⁵⁵ D'après les témoignages de **Gabriel Liiceanu**, son père quitta ce ministère en 1951 ou en 1952 lors de l'épuration de de Vasile Luca, comme membre de l'équipe de Vasile Luca. Mais son père est revenu travailler dans ce même ministère dans les années 1960. Parlant de son milieu d'origine Liiceanu caractérise sa famille comme appartenant à la « petite bourgeoisie » où il reçoit une éducation dans des valeurs traditionnelles : « mon éducation s'est fondée sur une honnêteté impeccable ». Le grand père de la part de sa mère a été enseignant dans le primaire dans un village (dans l'émission d'Eugenia Voda, « Profesioniștii », TVR 1).

⁹⁵⁶ Contrairement à son ami, **Andrei Plesu**, qui parlera sans réticence, ouvertement de ce choix (voir *infra*), **Gabriel Liiceanu** manifeste sa contrariété devant le dévoilement de cet épisode et déclare à ce sujet : « Cela me gêne, oui, car cela a été le début ridicule de ma vie » (émission d'Eugenia Voda, « Profesioniștii », TVR 1).

⁹⁵⁷ Selon ses propres témoignages, il va candidater à l'Université, à la Faculté de philosophie ayant à disposition trois places seulement alors que la grande majorité des places (97) sont disponibles à ceux qui avaient de « bons dossiers » (dans l'émission d'Eugenia Voda, « Profesioniștii », TVR 1).

⁹⁵⁸ Moment de la création de l'Académie des sciences sociales et politiques (ASSP), académie spécialisée, où vont être intégrées les institutions de la recherche de l'Académie roumaine.

⁹⁵⁹ **Gabriel Liiceanu**, *Apel către lichele*, op. cit., p. 197.

⁹⁶⁰ **Gabriel Liiceanu**, *Jurnalul de la Paltinis*, op. cit., pp. 149-150.

⁹⁶¹ *Ibid.*, p. 8.

⁹⁶² **Gabriel Liiceanu** parlera de l'enseignement donné après 1989 dans une émission télévisée : « Je dois convaincre mes étudiants, comme Noica nous a convaincu, que pour l'étude de la philosophie on a besoin des langues classiques, de l'allemand... » (**Gabriel Liiceanu**, *Apel către lichele*, op. cit., p. 266).

l'Université de Bucarest), tout comme le fera plus tard, **Andrei Cornea** : « Il nous a parlé dès le début des instruments de la philosophie et a conditionné nos rencontres futures de la maîtrise des langues hellénique, latine et allemande⁹⁶³. » Liiceanu obtint son doctorat en philosophie, de philosophie de la culture (en 1976) sous la direction d'un philosophe d'institution, philosophe professionnel d'orientation marxiste, Ion Ianos (né en 1928)⁹⁶⁴, enseignant à l'Université de Bucarest depuis 1955.

Son début éditorial s'est produit en 1975 avec un livre issu de son travail universitaire pour obtenir son diplôme de doctorat et, suivant ses mémoires, son début publiciste s'est produit avant, dans *Revista de filosofie* de l'Académie roumaine. **Gabriel Liiceanu** publia sa thèse de doctorat en 1975⁹⁶⁵. Le livre présente son travail universitaire tel qu'il est présenté devant son directeur de thèse, le livre présente la « version élargie » de sa thèse, travail entièrement achevé bien avant l'obtention de son diplôme de doctorat. A la proposition de son directeur de thèse, **Gabriel Liiceanu** devra attendre avant de soutenir sa thèse (en 1974) qui se constituait de la première partie seulement des trois présentées dans son premier volume publié. **Gabriel Liiceanu** aura l'accord de son directeur pour la soutenance et soutiendra avec succès sa thèse. En 1975, **Gabriel Liiceanu** change d'institution, il quitte l'Institut de philosophie en intégrant l'Institut d'histoire de l'art : « les conflits auxquels je suis arrivé au final, étant déclaré un ennemi du marxisme, se sont conclus par mon exclusion de cet institut⁹⁶⁶. » L'histoire de ces deux événements ayant marqué le parcours intellectuel de Liiceanu, publication de son premier livre constituant son travail universitaire et la soutenance de sa thèse, sera présentée par son directeur de thèse à l'occasion de l'échange de lettres occasionné par la publication d'*Epistolar*, recueil qui vient dans la continuation et fruit du *Journal de Paltinis*. L'histoire discutée dans leur échange de lettres sera exposée par Ion Ianos dans son volume autobiographique (le second) de la période communiste, paru en 1989, le but de la publication de leurs lettres dans leur version initiale (différente de celle d'*Epistolar*) avait comme but d'éclaircir certains éléments du passé ayant marqué sa relation avec son ancien étudiant dans son volume.

Liiceanu raconte dans sa lettre (dans la version initiale, différente de celle publiée dans *Epistolar*), et Ianos confirme, l'histoire de sa première publication : « Les Éditions Univers auxquelles j'ai proposé pour la publication une version élargie de la thèse de doctorat – avec le titre, *Tragicul, o fenomenologie a limitei si depasirii* [Le tragique, une phénoménologie de la limite et du dépassement] – devrait vous demander (vous étiez, bien sûr, le plus indiqué) un rapport de spécialité. Vous m'avez invité chez vous et vous m'avez dit que vous ne ferez pas le rapport : mon livre ne semblait pas un produit compatible avec la faculté que j'avais terminée. Il contrevenait, vous m'avez laissé entendre, avec votre vision, l'option philosophique dans laquelle vous vous êtes engagé – d'après ce que vous m'écrivez maintenant – “quatre décennies avant”. Vous alliez, devant la maison d'édition, invoquer un prétexte convaincant pour votre refus. Je vous ai remercié et je suis parti⁹⁶⁷. » Leur rencontre a eu lieu en 1974⁹⁶⁸.

À son tour, en complément de ce que raconte Liiceanu, Ianos explique (dans son deuxième volume autobiographique et le dernier de la période communiste) son attitude : « Entre nos “options” il y avait des différences. Lui s'est maintenu inflexible dans son travail [universitaire]. Moi j'ai accepté “l'engagement” ; en tout cas en ce qui concerne la thèse de doctorat, est comme preuve le fait que j'ai mis en évidence notre incompatibilité seulement six ans plus tard [dans son premier écrit autobiographique, *Secolul nostru cel de toate zilele*⁹⁶⁹]. Le dilemme devant lequel j'ai été mis lors du

⁹⁶³ **Gabriel Liiceanu**, *Jurnalul de la Paltinis*, op. cit., p. 8.

⁹⁶⁴ Voir *infra*.

⁹⁶⁵ **Gabriel Liiceanu**, *Tragicul. O fenomenologie a limitei si a depasirii*, Bucarest, Univers, 1975.

⁹⁶⁶ **Gabriel Liiceanu**, *Apel catre lichele*, op. cit., p. 197.

⁹⁶⁷ Ion Ianos, *Optiuni*, op. cit., p. 313.

⁹⁶⁸ *Ibid.*, p. 315.

⁹⁶⁹ Ion Ianos, *Secolul nostru cel de toate zilele* [Notre siècle de tous les jours], Cartea romaneasca, 1980, p. 156

rapport pour la maison d'édition était le suivant : passer sous silence la différence de nos "options" pour favoriser la publication du livre ou en témoigner en assumant le risque de desservir l'auteur (qui continuait d'avoir beaucoup d'ennemis) [...] le volume incluait aussi les parties éliminées, sur Nietzsche et sur "Nostos". Donc il fallait soit faire un rapport complaisant soit un subjectivement honnête, mais objectivement incommode⁹⁷⁰. »

Ianosî raconte au sujet de la thèse et de la soutenance de la thèse de Liiceanu : « Le volume publié comprenait trois parties, dont la première seulement était présentée en vue de la soutenance. Pourquoi ? "Vous avez dû confronter des difficultés avant la soutenance de la thèse de doctorat", je dis [dans *Epistolar*], sans autres précisions. En fait, j'ai pu apprendre les préparatifs en vue de torpiller la thèse. Pour contrecarrer ce geste bien inamical (de la part de qui – il [Gabriel Liiceanu] le sait), je n'ai pas seulement recouru à la prorogation de la soutenance [...], mais nous avons de plus convenu que devant la commission ne soit présentée que la partie théorique du texte, qui va s'intituler dans le volume *Teoria tragicului ca peratologie* [La théorie de tragique comme pératologie]. Cela équivalait au renoncement aux deux "sections illustratives", sur Nietzsche et sur "Nostos". Celui qui connaît le texte, mais aussi celui qui ne le connaît pas peut s'imaginer à quel avantage circonstanciel a apporté cette limitation. En effet, la thèse est "passée" sans difficultés des commissions de la faculté et du ministère. Les non-amis se sont tus. Les mesures de précaution ont démontré leur utilité⁹⁷¹. »

Son passage à l'Institut d'histoire de l'art, comme Liiceanu l'appelle, s'est produit après une séance qui a lieu à l'Institut de philosophie en décembre 1974, qu'il décrira seulement après 1989, mais à laquelle il fait référence dans *Le Journal de Paltinis* comme à un événement « bien connu⁹⁷² » ainsi que dans *Epistolar*⁹⁷³. Au cours d'une séance ordinaire, dirigée par le secrétaire de parti de l'ASSP (Radu Pantazi), qui a lieu en décembre 1974 à l'Institut de philosophie, il est accusé de plagiat : « j'ai appris que je plagiais. Qui je plagiais ? Noica [...] Sur la table il y avait plusieurs livres de Noica et des extraits des revues où j'avais publié moi. Dans le dernier numéro de *Revista de filozofie* il y avait un article, qui a été publié par la suite dans *Tragicul*, et où je parlais du frère du fils prodigue. Noica, dans *Jurnalul filozofic* de '44, avait concentré tout le discours sur le rapport entre le fils prodigue et le frère du fils prodigue. Donc j'avais fait appel à un des plus célèbres motifs de la culture traditionnelle européenne, la Bible étant un bien commun de tous les humains de ce monde, et je parlais dans ma langue, dans mon contexte, du frère du fils prodigue. Le fait que Noica avait parlé de cela en '44 ne démontrait point que j'avais plagié Noica [...] Pantazi, dans son inculture, avait imaginé que dans la parabole n'existait que le fils et que le frère du fils prodigue est une invention de Noica [...] Heureusement, le directeur alors de l'Institut [de philosophie], Alexandru Tanase, a eu l'inspiration de dire : "C'est une accusation trop grave pour pouvoir la discuter aujourd'hui. Je propose de reprendre le débat plus amplement." De cette manière j'ai eu la possibilité, pour trois-quatre jours, de montrer aux autres de quoi il était question. La séance a été établie pour le 24 décembre et mon mode de défense était d'apporter purement et simplement la Bible, de lire la parabole du fils prodigue et de montrer que le personnage du frère apparaît là et qu'il n'est en aucun cas une invention de Noica [...] Maintenant, l'accusation s'était mû sur un autre plan : Il vient avec la Bible dans le temple du marxisme !⁹⁷⁴ »

Gabriel Liiceanu a traduit du grec surtout et de l'allemand avec **Thomas Kleininger**, lui aussi s'intégrant au groupe des disciples de Noica. En disciple de Noica, **Gabriel Liiceanu** participa à la publication des textes de Platon⁹⁷⁵. Avant

⁹⁷⁰ Ion Ianosi, *Optiuni*, op. cit., p. 318.

⁹⁷¹ *Ibid.*, pp. 314-315. Voir aussi *infra*.

⁹⁷² Tel est décrit par son interlocuteur, la rédactrice en cheffe de 22 pour une bien longue période, l'écrivaine Gabriela Adameşteanu, appartenant à la même génération que Liiceanu, avec laquelle ce dernier s'entretient lors d'un entretien (22, 156, janvier-février 1993).

⁹⁷³ Dans sa correspondance avec Ion Ianosi, son directeur de thèse.

⁹⁷⁴ **Gabriel Liiceanu**, *Apel către lichele*, op. cit., pp. 198-200.

⁹⁷⁵ Voir *supra*.

la parution du *Journal de Paltinis*, Liiceanu publia sa seconde étude de philosophie de la culture (en 1981)⁹⁷⁶ et sa seconde traduction de l'allemand ainsi que sa première traduction de Heidegger (en 1982) où Liiceanu inclut aussi une des ses études, publiées dans la presse culturelle spécialisée (*Secolul 20*)⁹⁷⁷.

L'année de la publication de sa traduction et de sa présentation de Heidegger (*De l'origine de l'œuvre d'art*) est aussi celle de son départ pour l'Allemagne comme boursier de la Fondation Humboldt à Heidelberg (alors de l'Allemagne de l'Ouest) depuis 1982 et jusqu'en 1984. Son écrit autobiographique sur sa formation sous la tutelle de Constantin Noica, *Le Journal de Paltinis*, paraît en 1983 lorsque Liiceanu ainsi que Plesu se trouvent tous les deux à Heidelberg.

Le rapporteur des deux livres portant sur « l'école de Paltinis » est toujours Ion Ianos qui exprimera de nouveau « un fondamental désaccord *personnel*⁹⁷⁸ » : « exactement la même ambiguïté j'aurais dû assumer dans la situation du *Tragicului* [le livre de début de Liiceanu]. Mais l'année avait été une autre et la situation de l'auteur – une autre. J'ai choisi donc la prudence. De son point de vue : mauvaise. De mon point de vue : bonne⁹⁷⁹. »

Le Journal recense et présente les relations que le philosophe Noica entretient avec des auteurs, jeunes et moins jeunes, et des artistes. Mais aussi des relations que ses disciples entretiennent entre eux et avec d'autres intellectuels⁹⁸⁰. Liiceanu présente dans son écrit autobiographique, qui se donne comme récit sur la signification de « l'école de Noica », ceux qui se sont formés sous son influence, ceux qui se sont trouvés dans sa compagnie et ont reçu son influence, ceux avec lesquels il avait entretenu des relations et se sont trouvés eux aussi dans la proximité des disciples. Mais aussi l'attrait exercé par le philosophe parmi des théologiens, des artistes mais aussi un public moins avisé, épris par la culture humaniste, la philosophie, signe de sa notoriété. Avec *Le Journal de Paltinis* **Gabriel Liiceanu** s'est érigé en disciple le plus important parmi des disciples du philosophe Constantin Noica ou de ceux qui ont recherché ses avis ou/et ont reçu son influence à certains moments ou à long terme et que ce volume présente aussi : **Andrei Plesu**, Victor Stoichita, **Andrei Cornea**, Vasile Dem. Zamfirescu, **Sorin Vieru**, **Alexandru Paleologu**, **Thomas Kleininger**, **Radu Bercea**, **Alexandru Paleologu**, **Petru Cretia**, Sergiu Al-George. A part Victor Stoichita, universitaire à Fribourg⁹⁸¹, Vasile Dem. Zamfirescu mais aussi Sergiu Al-George (mort en 1981), tous ceux-là seront des membres fondateurs du GDS. Mais tous ne peuvent pas être considérés de ses disciples. Dans *Le Journal* seuls apparaissent comme disciples du philosophe Noica : **Gabriel Liiceanu**, **Andrei Plesu**, **Andrei Cornea** et Victor Stoichita (fils de l'universitaire Radu Stoichita). Encore que leurs rapports au « maître » diffèrent selon qu'ils se rapportent à son enseignement, à l'orientation qu'il travaille à les imposer, en fonction de leur spécialité. C'est **Gabriel Liiceanu** qui apparaît s'être mis le plus sous

⁹⁷⁶ **Gabriel Liiceanu**, *Incarcare in politropia omului si a culturii* [Essais dans la polytropie de l'homme et de la culture], Bucarest, Cartea Romaneasca, 1981.

⁹⁷⁷ Traduit et signe des commentaires avec **Thomas Kleininger** : Martin Heidegger, *Originea operei de arta*, Univers, 1982. Dans ce volume est incluse l'étude « Scrisoare despre "umanism" », discutée par son ancien directeur de thèse, Ion Ianos dans *Nearta – arta*, vol. II, 1985.

⁹⁷⁸ Ion Ianos, *Optiuni*, op. cit., pp. 263 et 318 ; **Gabriel Liiceanu** (éd.), *Epistolar*, op. cit., p. 266.

⁹⁷⁹ Ion Ianos, *Optiuni*, op. cit., p. 318.

⁹⁸⁰ Mais seront mentionnés d'autres intellectuels de la période communiste et non seulement des auteurs de diverses spécialités mais aussi des artistes, Sorin Dumitrescu, futur membre du GDS, étant un de ceux-là.

⁹⁸¹ Voir **Gabriel Liiceanu**, *Jurnalul de la Paltinis*, op. cit., pp. 5-15. Voir aussi Katherine Verdery, *Compromis si rezistenta*, op. cit., notamment pp. 249-300, 340-347.

son influence, chose qui transparaît dans ses considérations qui se combinent au récit des rencontres qui ont lieu à Paltinis, aux discours de son maître et parfois de son meilleur ami, **Andrei Plesu**, aux sujets des auteurs des plus proches de Noica par leur âge social et biologique, **Alexandru Paleologu** et **Petru Cretia**, qui sont proches du philosophe. Considérations faites à leur sujet qui trouvent comme fondement et source ses jugements sur la valeur et la fonction de la critique littéraire, du journalisme littéraire et de la littérature. Jugements qui seront explicités et prolongés dans sa correspondance publiée dans le volume *Epistolar*. Dans *Le Journal* de Liiceanu sont critiqués aussi bien certains de ceux qui se présentent en artistes bien qu'intéressés à la philosophie à laquelle ils se sont formés cependant en autodidactes et parfois même sous l'influence de Constantin Noica que le travail accompli par la critique littéraire. Ces critiques seront discutées par la suite dans la correspondance entre des intellectuels, publiée dans *Epistolar*. **Gabriel Liiceanu** critique dans son *Journal de Paltinis* plusieurs proches de Noica. Ses commentaires critiques à l'égard de **Petru Cretia**, de Vasile Dem. Zamfirescu ainsi qu'à l'égard d'**Alexandru Paleologu** seront discutés par certains de ses correspondants, publiés avec leurs lettres dans *Epistolar*, dont surtout un autre proche de Noica, le philosophe logicien, **Sorin Vieru** : « le traitement administré à certaines personnes qui sont chères à toi – Paleologu, Vasi, Petru (surtout Petru !) – me semblent être d'une naïve cruauté⁹⁸². » Les affirmations critiques de Liiceanu seront discutées cas par cas par **Sorin Vieru** dans sa première lettre adressée à Liiceanu. Alors que sa critique à l'égard d'**Alexandru Paleologu** est aussi discutée par Ion Ianos.

Fruit de la publication du *Journal de Paltinis*, le recueil de correspondances, *Epistolar*, portant la signature de **Gabriel Liiceanu**, publié en 1987, nous présente non seulement des disciples ou d'autres intellectuels qui se sont mis sous l'influence de Noica, interlocuteurs de Noica, mais aussi des médiateurs ou d'autres intellectuels qui se sont retrouvés dans la proximité des disciples de Noica : Ion Ianos, philosophe de la culture, universitaire et directeur de thèse de Liiceanu, Radu Bogdan (chercheur à l'Institut de philosophie) et **Andrei Pippidi** (docteur en histoire et historien chercheur, fils de l'académicien Dionisie M. Pippidi et neveu de l'historien Nicolae Iorga)⁹⁸³. Le volume de correspondances, *Epistolar*, parachève l'image du cercle de connaissances dans les milieux intellectuels du philosophe Noica mais aussi de ses disciples les plus connus, **Gabriel Liiceanu** et **Andrei Plesu**. Le volume comprend aussi la correspondance échangée par son meilleur ami, un autre « disciple » de Noica, **Andrei Plesu**. Les correspondances présentées dans ce volume sont celles qu'avaient échangées les deux plus notoires disciples de Noica, dans un premier temps et surtout durant leur séjour en Allemagne, **Gabriel Liiceanu** depuis 1982 et **Andrei Plesu** à partir de 1983 et les deux y restent jusqu'à l'automne 1984. Le départ d'**Andrei Plesu** en

⁹⁸² **Gabriel Liiceanu** (éd.), *Epistolar*, op. cit., p. 155.

⁹⁸³ **Andrei Pippidi** est un des membres fondateurs du GDS. Plus tard, au cours de l'année 1989, **Andrei Pippidi** sera contacté par un autre futur membre fondateur du GDS, **Stelian Tanase**, pour signer ce qu'on connaît aujourd'hui comme la « lettre des 18 intellectuels ».

Allemagne, pour la seconde fois (après un premier séjour au milieu des années 1970 à Bonn), s'est produit l'année qui suit le scandale de la « méditation transcendante » qui va affecter sa carrière (nous y reviendrons dans le texte suivant). **Gabriel Liiceanu** se trouve pour la première fois en Allemagne et sa bourse d'études à Heidelberg sera prolongée durant cette période, comme le raconte son directeur de thèse, le philosophe Ion Ianoși.

Dans les années 1980⁹⁸⁴, s'enclenche un vif débat concernant les prétentions – exprimées dans *Le Journal de Paltinis* de Liiceanu – de la philosophie à représenter la culture ainsi que le lien entre ces prétentions à la représentativité culturelle et les considérations d'ordre éthique et moral⁹⁸⁵. Ces prétentions sont dans le même temps revendiquées par la critique littéraire. La majorité de ceux qui prennent position dans le débat qui s'est enclenché autour de l'ouvrage *Le Journal de Paltinis*, qui se présente comme le manifeste d'un « groupe (composé) de philosophes », témoignant d'une expérience de formation proposée en modèle culturel, et soutenant des valeurs de la culture « authentique », à savoir la compétence et l'ouverture à l'étranger, se situent en effet dans la proximité de Noica ou du groupe constitué autour de Noica. Et tous se situent dans le même camp, des autonomistes et des « anti-protochronistes »⁹⁸⁶, définis ainsi à la base de « leur opposition au protochronisme⁹⁸⁷ ». Katherine Verdery, qui, dans son livre, consacre tout un chapitre au protochronisme roumain, note que selon des « Roumains et des observateurs externes [...] ont considéré le protochronisme parmi les plus fortes manifestations de l'idéologie nationale sous Ceausescu – peut-être même l'idéologie principale de ce régime », définir comme « une résurrection

⁹⁸⁴ Avec la publication, en 1983 et en 1987, des deux livres de Liiceanu, l'un écrit par celui-ci et l'autre édité, *Jurnalul de la Paltinis* (*Le Journal de Paltinis*) et *Epistolar* [Epistolaire].

⁹⁸⁵ Voir **Alexandru Paleologu**, *Ipoteze de lucru* [Hypothèses de travail], « Despartirea de Noica » [La séparation de Noica], Cartea Romaneasca, 1980, pp. 7-67.

⁹⁸⁶ Des auteurs embrassant la vision du protochronisme sont cités dans ce volume avec leurs articles publiés dans *Scanteia tineretului. Supliment literar-artistic* et dans *Luceafarul* (**Gabriel Liiceanu** (éd.), *Epistolar*, op. cit., pp. 143 et 147).

⁹⁸⁷ Katherine Verdery, *Compromis si rezistenta*, op. cit., pp. 155-159 : « La politisation du champ de la critique littéraire dans les années 1980 a été tellement forte qu'il était difficile de ne pas être attiré dans un camp ou dans l'autre. Il est cependant vrai qu'entre les camps opposés il y avait une zone intermédiaire où les personnes avaient une position équivoque, étaient partiellement en désaccord ou ne disaient rien publiquement, alors qu'elles avouaient leurs sentiments dans leur entourage [...] Les adversaires du protochronisme se présentaient comme “démocrates”, “modernistes”, “détenteurs de l'esprit critique”, etc. en désignant les autres comme “protochronistes”, “nationalistes”, “traditionnalistes”, le “Groupe Barbu”, “néoproletcultistes” (appellation utilisée souvent par Radio Free Europe) et “stalinistes nationalistes (c'est-à-dire héritiers du “dogmatisme”) [...] Les protochronistes, à leur tour, avaient tendance à s'autodésigner *patriotes*, récusait souvent (mais non pas toujours) l'étiquette de traditionalisme ; récusait catégoriquement celle de stalinisme, accusaient en échange l'autre camp de “dogmatisme” et inclinaient “proletcultistes”. Ils reconnaissaient le terme de “protochronisme” et ils s'y associaient d'une manière enthousiaste, en l'utilisant parfois dans les autoréférences [...] Il est plus difficile de trouver une étiquette pour les adversaires du protochronisme parce que l'opposition ne formait pas un camp unitaire [...] Le terme [d'antiprotochronistes] surprend le fait que ces personnes étaient unies, si cela était le cas, surtout par leur opposition au protochronisme. Le fait de parler d'“antiprotochronistes” met en évidence qui détenait l'initiative dans la dispute : les protochronistes qui formulaient les problèmes [...] Cela a résulté de la connexion entre le protochronisme, d'une part, et le pouvoir et les impératifs centraux du système socialiste, de l'autre [...] Il serait difficile de suggérer l'étendue relative des forces protochronistes et antiprotochronistes [...] Cela est [encore] compliquée à cause du nombre important de personnes qui n'ont pas pris position publiquement dans ce débat et qui pourraient être classées seulement par l'examen des valeurs implicites dans leurs œuvres – par exemple, un auteur qui n'a jamais riposté au protochronisme, mais traduisait des écrivains occidentaux, était probablement antiprotochroniste [...] Après 1980, l'opposition au protochronisme est devenue en partie *orale* [...] Les rares auteurs qui ont exprimé publiquement leur opposition (comme par exemple, [Norman] Manea) risquaient d'être soumis à des campagnes de diffamation [...] beaucoup d'adversaires du protochronisme se sont tus par option. »

intensifiée des arguments indigénistes concernant le spécifique national même si les contextes de ces deux moments étaient différents⁹⁸⁸. » Le protochronisme est décrit dans *Le Journal de Paltinis* en opposition au modèle formatif de Noica, vu comme la réponse à des attentes de « pureté morale et d'universalisme de la culture » et la « conservation du grand alphabet culturel de l'esprit européen et universel⁹⁸⁹ ».

Le second volume présenté par Liiceanu portant toujours sur l'« école de Paltinis », *Epistolar*⁹⁹⁰ renseigne sur les enjeux de la publication du *Journal de Paltinis*, le rôle, l'influence et l'héritage de la philosophie et du modèle culturel proposé par le philosophe Constantin Noica mais aussi sur les relations de Liiceanu avec plusieurs intellectuels, des plus connus, proches ou intéressés par le philosophe Noica ou par lui. Il permet de se faire une idée sur des rapports entre des représentants des milieux intellectuels (scientifiques) qui revendiquent l'autorité ayant comme source et fondement la philosophie et des représentants dont les intérêts proprement intellectuels les placent aux côtés ou au sein des milieux littéraires ou de ceux qui appartiennent à un espace intellectuel qui ne semble pas être intéressé ou préoccupé à mettre en question la domination des lettres au sein de la culture humaniste. Des idées qui se détachent du *Journal* feront l'objet des correspondances entre des intellectuels se déroulant autour de ce texte mais surtout autour de sa publication. A l'exception d'une lettre envoyée par E. M. Cioran à **Gabriel Liiceanu** (le volume inclut deux lettres signées par ce dernier) et d'une autre, signée par Constantin Noica au cours de l'année qui précède la publication du *Journal de Paltinis*, respectivement en juillet et décembre 1982, toutes les lettres envoyées et reçues par **Gabriel Liiceanu** ainsi que par **Andrei Plesu** succèdent à la parution du *Journal*, entre novembre 1983 et décembre 1986. La plupart des lettres que ce volume présente datent des années 1983 et 1984, lorsque les deux disciples de Noica se trouvent en Allemagne, à Heidelberg. Quelques lettres seulement ont été occasionnées par la préparation de l'édition d'*Epistolar*. Les lettres de deux intervenants seulement, placées les dernières dans la première édition de ce volume, annoncent la publication d'*Epistolar*. Il s'agit des lettres que Liiceanu et Ianosi ont échangées durant les derniers mois de 1986. Mais aussi de la lettre qu'avait envoyée **Sorin Vieru**, philosophe logicien, chercheur, proche de Noica, à **Gabriel Liiceanu**. Le volume présente des correspondances d'intellectuels dans l'ordre chronologique et est structuré par interlocuteurs et selon leurs interventions dans le temps. A part les correspondances qui portent sur *Le Journal*, volume à caractère autobiographique de Liiceanu, on peut lire

⁹⁸⁸ *Ibid.*, p. 153. La date de naissance du protochronisme roumain est 1974 lorsque le critique littéraire Edgard Papu dans un article paru dans la revue *Secolul 20* soutient l'originalité de la tradition littéraire nationale et, plus, l'antériorité des créations littéraires roumaines devant les idées, les tendances et les courants ayant marqué la culture et son évolution en Occident, tenant le « protochronisme » comme un des traits définitoires de la littérature « roumaine ». Le protochronisme « ne soutenait pas que les créations roumaines *avaient influencé* les formes artistiques occidentales, mais seulement qu'elles avaient été prophétiques (*Ibid.*, pp. 160-161). Selon la même auteure, l'« effort de contrôler l'Union des Écrivains a été la question la plus importante exprimée par le protochronisme » (*Ibid.*, p. 182) étant donné que les « antiprotochronistes dominaient du point de vue numérique au sein de l'Union des Écrivains » car « ils ont pu exclure tous les protochronistes des fonctions de direction de cette association aux élections de 1977 et de 1981 » (*Ibid.*, p. 158).

⁹⁸⁹ **Gabriel Liiceanu**, *Jurnalul de la Paltinis*, *op. cit.*, pp. 155-157.

⁹⁹⁰ Si, après 1989, le *Journal de Paltinis* est traduit tant en français qu'en américain, cela ne sera pas le cas d'*Epistolar*, réédité à deux reprises après 1989.

dans la première édition d'*Epistolar* (ainsi que les suivantes) celle d'un ancien « disciple » de Noica, **Alexandru Paleologu**, avec le philosophe Noica, qui date de la période qui précède la publication du *Journal*. Le volume inclut en plus des textes publiés dans la presse culturelle du temps aussi un « épilogue » de Constantin Noica. Dans la première édition d'*Epistolar* sont aussi publiés deux textes (présentés toujours dans l'ordre chronologique de leur parution), signés respectivement par Eugen Simion⁹⁹¹ et par N. Steinhardt. Ces deux textes constituent des critiques, deux propos différents dans leurs buts, à l'égard de l'écrit autobiographique de Liiceanu. L'un venant d'un critique littéraire, texte paru dans *Romania literara*, l'autre venant de Nicolae Steinhardt, intellectuel appartenant à la génération que Noica (de la dite « génération '27 »).

Liiceanu et Plesu échangent des lettres avec certains autres « disciples » de Noica, **Alexandru Paleologu** et **Sorin Vieru**, les deux appartenant à des générations différentes (formés respectivement avant la Seconde Guerre mondiale et après la Guerre mondiale), dont les rapports au philosophe Noica sont fort différents, tout comme le sont aussi celles de ses disciples et qu'on reconnaît surtout, manifestement, dans ce volume, Liiceanu et Plesu. Sont des correspondants de Liiceanu et/ou de Plesu d'autres disciples de Noica (**Thomas Kleininger**, Marin Tarangul), des intellectuels ayant reçu son influence (**Sorin Vieru**, **Petru Cretia**) mais aussi des intellectuels proches de ses disciples, tels **Stefan Augustin Doinas** et **Andrei Pippidi**. La large majorité de ceux avec lesquels ces deux derniers entretiennent une correspondance, si on exclut ici Noica et Cioran et deux autres encore, il s'agit d'intellectuels de générations différentes mais partageant une appartenance institutionnelle (l'Institut d'histoire de l'art⁹⁹²), à un moment ou à un autre, pendant de longues ou plus brèves périodes, et des intérêts intellectuels communs, pour la philosophie surtout, qui prendront des formes diverses selon leur spécialité (formation philosophique ou non) et leur travail. Les treize correspondants que ce volume présente, à quelques exceptions près, ont été ou le sont encore, au moment de la publication d'*Epistolar*, des chercheurs de l'Institut de philosophie ou des chercheurs à l'Institut d'histoire de l'art (deux structures appartenant jusqu'au début des années 1970 à l'Académie roumaine). Sont des « philosophes professionnels » ou mieux, des « philosophes d'institution », tout comme l'avait été auparavant Constantin Noica (comme chercheur au Centre de logique) **Gabriel Liiceanu**, **Sorin Vieru**, **Petru Cretia** et Ion Ianos. Trois d'entre eux ont été ou l'étaient encore, au moment de la publication du *Journal* et d'*Epistolar*, chercheurs à l'Institut de philosophie. **Stefan Augustin Doinas** et **Andrei Pippidi** font exception à ce tableau des formations et préoccupations des correspondants de

⁹⁹¹ Né en 1933, Eugen Simion avait fait son début éditorial comme critique littéraire vers le milieu des années 1960 et à la même période commence sa carrière universitaire. Lui, comme d'autres intellectuels nés dans les années 1930, sera des boursiers de l'Etat roumain, mais à la différence d'autres jeunes qui sont partis de Roumanie, il retourne en Roumanie. Après 1989 on le retrouve parmi des membres d'un groupe imaginé comme « alternative » au GDS (voir chapitre 4).

⁹⁹² Créé en 1949, il appartient à l'Académie roumaine et ensuite à l'Académie de sciences sociales et politiques et à l'Université de Bucarest.

Liiceanu et de Plesu. A l'exception d'**Andrei Plesu** et de son correspondant, **Andrei Pippidi**⁹⁹³, tous partagent leur intérêt pour les langues et cultures étrangères et l'utilisation de ces compétences pour traduire et introduire des auteurs étrangers.

La plupart des lettres que ce volume présente sont celles envoyées à **Gabriel Liiceanu**. Ce dernier avait reçu et avait envoyé des lettres qui portent sur le contenu et la réception faite à son *Journal* par des intellectuels roumains de Roumanie mais aussi de l'étranger. Trois de ceux qui vont écrire à Liiceanu pour parler du *Journal* se trouvent à l'étranger : Emil Cioran, Mariana Sora (épouse de **Mihai Sora**) et Marin Tarangul (ami et ancien collègue d'**Andrei Plesu** durant la période de leur formation en histoire de l'art)⁹⁹⁴. D'autres lettres que ce volume présente constituent la correspondance qu'avait échangée **Andrei Plesu** avec des collègues, des amis des disciples de Noica et des intellectuels ayant connu de près le philosophe Noica. Des correspondants de **Gabriel Liiceanu** et seulement de lui sont Emil Cioran et un autre membre de l'exil, Mariana Sora, l'épouse de **Mihai Sora**, vivant en Allemagne. Ce sont eux qui initient le dialogue avec **Gabriel Liiceanu**. **Gabriel Liiceanu** ne répondra pas à ces derniers qui le critiquent ou qui expriment leurs critiques au sujet de la publication et du contenu du *Journal*. Mais **Gabriel Liiceanu** répond à Ion Ianos, universitaire, philosophe d'institution, celui qui a été son directeur de thèse mais aussi celui qui donnera son avis spécialisé aux Éditions Cartea Romaneasca [Le Livre roumain] pour les deux livres de Liiceanu, *Le Journal* et *Epistolar*, mais aussi à **Sorin Vieru**. Par contre, Liiceanu écrit de sa propre initiative à d'autres intellectuels notoires, initiant ainsi autour de la réception du *Journal* le dialogue avec eux (**Alexandru Paleologu**, **Stefan Augustin Doinas**, **Petru Cretia**), après avoir, dans un cas (celui d'**Alexandru Paleologu**), transmis ses pensées par des intermédiaires. Ion Ianos est sollicité par les Éditions Cartea Romaneasca comme lecteur spécialisé afin de fournir un « rapport de spécialité » sur *Le Journal de Paltinis*, mais aussi, sollicitation faite par Sorin Marculescu à titre de rédacteur de la maison, pour *Epistolar*, les deux portant la signature de **Gabriel Liiceanu**, son ancien thésard. Ses commentaires porteront sur les deux livres signés par Liiceanu, dans sa qualité de lecteur spécialisé qui avait donné son avis de publication. Tout comme au sujet de la thèse de Liiceanu (discutée plus amplement dans un écrit autobiographique publié en 1989⁹⁹⁵), Ianos exprime, mais cette fois-là, non pas devant Liiceanu seul, à l'occasion d'une rencontre informelle⁹⁹⁶, dans son rapport comme recenseur de ce livre « un fondamental

⁹⁹³ Cependant, historien chercheur durant la période communiste, **Andrei Pippidi** avait obtenu un second diplôme de doctorat à Oxford University en 1985.

⁹⁹⁴ Celui-là apparaît dans la première édition d'*Epistolar* sous le nom de Marin Teofil. Né en 1938, Marin Tarangul a fait des études de théologie et par la suite d'histoire de l'art (lorsqu'**Andrei Plesu** le rencontre). Ancien détenu politique du début des années 1960 (entre 1961 et 1964), Marin Tarangul (né en 1938) quitte la Roumanie en 1979 pour s'installer à Paris où il obtient son doctorat en philosophie et signe des essais. Marin Tarangul avait eu une grande influence sur **Andrei Plesu**, comme ce dernier le déclare (émission télévisée réalisée par Eugenia Voda à la Télévision publique). Et c'est toujours lui qui va signaler à **Andrei Plesu** les écrits de Constantin Noica parus dans la presse littéraire (*Gazeta literara*), comme cela ressort d'une lettre signée par **Andrei Plesu** (**Gabriel Liiceanu** (éd.), *Epistolar*, op. cit., p. 235). **Andrei Plesu**, et non pas **Gabriel Liiceanu**, est le correspondant de Marin Tarangul.

⁹⁹⁵ Ion Ianos, *Optiuni*, op. cit., pp. 309-319.

⁹⁹⁶ Voir ci-dessus sur la publication du livre de début de Liiceanu.

désaccord *personnel*, qui n'empêche pas la publication d'*Epistolar*... ; un désaccord » qu'il dit avoir « ressenti aussi en rapport avec *Le Journal*⁹⁹⁷ ». Ianosi note dans sa première lettre adressée à **Gabriel Liiceanu** en octobre 1986 que

« dans les deux cas [des livres portant la signature de Liiceanu] je me suis prononcé en faveur de la publication » mais son « désaccord *personnel* [...] justifiera une possible future polémique [...] publique⁹⁹⁸ ».

La première lettre comme la deuxième qu'il adresse à l'auteur des deux volumes pour lesquels il donne son avis « de spécialité » seront publiées dans *Epistolar*, comme la réponse de l'auteur concerné, **Gabriel Liiceanu**.

Ianosı revıendra sur sa correspondance avec Liiceanu dans son écrit autobiographique, *Optiuni*, paru en 1989, reprenant les lettres échangées avec son ancien élève et publiées dans *Epistolar* mais ajoutant des passages des lettres qu'il avait envoyées à Liiceanu et de la lettre que ce dernier lui avait envoyée, et qui ont été éliminés⁹⁹⁹ de la version publiée dans *Epistolar*. Ianosi présentera ainsi la « version initiale » de ces lettres mais aussi « un texte inédit » présentant des faits qui concernent toujours leurs relations parce qu'il se déclare « obligé avec certaines explications ». En plus, selon l'auteur « plusieurs fragments du volume » autobiographique (le second) paru en 1989 « se trouve en rapport direct ou indirect avec ces lettres¹⁰⁰⁰ ». Dans ce même livre autobiographique Ianosi part d'une autre histoire rendue publique par Liiceanu dans *Epistolar* au sujet d'un de ses anciens collègues de l'Institut de philosophie, Radu Bogdan, ayant voté contre Liiceanu, forcé de quitter l'institut¹⁰⁰¹, pour parler des « cas où il a cédé à la lâcheté¹⁰⁰² ». Ianosi discutera dans son livre, paru en 1989, aussi d'autres proches de Constantin Noica (Vasile Dem. Zamfirescu) et d'un autre disciple du philosophe installé à Paltinis, **Andrei Plesu**¹⁰⁰³.

Andrei Plesu joue à plusieurs reprises le rôle de passeur, entre des lecteurs critiques du et des auteurs critiqués dans *Le Journal de Paltinis* et son ami, **Gabriel Liiceanu**. Un des anciens collègues de Liiceanu à l'Institut de philosophie, Radu Bogdan, tout comme **Alexandru Paleologu**, sont des correspondants de Plesu avant qu'**Alexandru Paleologu** l'est devenu ensuite aussi de Liiceanu. Le seul correspondant initiant l'échange avec **Andrei Plesu** et seulement avec lui est **Andrei Pippidi**. Ils sont des amis et il semble que leurs relations d'amitié s'étendent au niveau de leur famille aussi¹⁰⁰⁴. Les deux ont le même âge et les deux ont obtenu leurs diplômes de doctorat presque à la même période (seulement qu'**Andrei Pippidi** obtiendra un second diplôme à l'étranger). A deux reprises on constate qu'aux lettres destinées à **Gabriel Liiceanu** répond **Andrei Plesu**. Des lettres auxquelles répond ce dernier, et non pas

⁹⁹⁷ **Gabriel Liiceanu** (éd.), *Epistolar*, op. cit., p. 266.

⁹⁹⁸ *Ibid.*

⁹⁹⁹ Ion Ianosi, *Optiuni*, op. cit., p. 310 : « Les lettres comprenaient [...] des passages à caractère plus intime auxquels de commun accord nous avons renoncé. »

¹⁰⁰⁰ Ion Ianosi, *Optiuni*, op. cit., p. 263.

¹⁰⁰¹ **Gabriel Liiceanu** (éd.), *Epistolar*, op. cit., p. 65.

¹⁰⁰² Ion Ianosi, *Optiuni*, op. cit., p. 55.

¹⁰⁰³ Voir *infra*.

¹⁰⁰⁴ Le beau-père d'**Andrei Plesu** est académicien (géologue) tout comme le père (archéologue) d'**Andrei Pippidi**.

celui auquel ces lettres sont envoyées, sont celles de Marin Tarangul et d'un philosophe « professionnel » et ancien collègue de Noica, le chercheur logicien **Sorin Vieru**.

Sorin Vieru, « philosophe professionnel », logicien chercheur, que certains considèrent aussi comme étant un des disciples de Noica, avait bénéficié de la proximité et de la collaboration avec Constantin Noica, comme lui-même le précise, mais ne peut pas être appréhendé tout à fait comme disciple de Noica. **Sorin Vieru** intègre le Centre de logique de l'Académie roumaine en 1965. **Sorin Vieru** et Constantin Noica vont se trouver et faire ainsi connaissance au Centre de logique. Et c'est dans cette même institution que **Gabriel Liiceanu** avait rencontré pour la première fois Noica¹⁰⁰⁵ précisément par l'intermédiaire de **Sorin Vieru**. D'après certains témoignages, Noica avait intégré le Centre de logique à l'aide d'un ancien détenu politique (pour son affiliation au communisme).

Andrei Plesu répond à une des lettres envoyées par **Sorin Vieru**. Cette lettre, adressée à **Gabriel Liiceanu**, porte sur les effets de la publication du *Journal*, à savoir l'« invasion » de Paltinis : le monde venant rencontrer et chercher la direction de Constantin Noica. Les critiques de **Sorin Vieru** portent sur la décision de **Gabriel Liiceanu** de publier *Le Journal* et surtout *Epistolar* (« parlons d'*Epistolar* en 1991 ou en 2001¹⁰⁰⁶ ») mais aussi sur la réaction devant la réception fait au *Journal* ou les effets produits par *Le Journal* dans leurs milieux¹⁰⁰⁷. Mais la lettre de **Sorin Vieru**, lui aussi s'étant mis sous l'influence de Constantin Noica (ce qui est aussi mentionné par Mariana Sora), porte aussi sur le texte d'**Andrei Plesu**, publié dans *Ateneu* en mai 1985 au sujet de Constantin Noica, « entre philosophie et sagesse¹⁰⁰⁸ ». Plesu exprime dans son texte à la « défense de Noica » la distance entre ses attentes, sa vision de la culture et de la fonction de la culture et celles du philosophe Noica remplaçant le « maître spirituel » attendu. Les rapports à la culture du philosophe Noica sont différents de ceux qu'entretient un de ses « disciples »¹⁰⁰⁹.

Le philosophe Constantin Noica a formé plusieurs disciples dont les préoccupations et les activités intellectuelles seront extrêmement différentes depuis la période communiste, comme cela ressort d'une analyse même hâtive des titres publiés et des activités déployées par ses disciples, fait remarqué déjà dans *Epistolar* par un des correspondants de Liiceanu (Ion Ianos). Dans l'échange entre **Sorin Vieru** et **Andrei Plesu**, on voit deux conceptions de la culture, venant respectivement d'un philosophe logicien s'intéressant à la philosophie ancienne, aux langues anciennes (sous l'influence de Noica) et ouvert aux discussions sur les arts, et d'un historien de l'art intéressé à la philosophie et à la religion, se confrontant.

Andrei Plesu explique les raisons de la publication de cet « essai » qui faisait l'objet de la critique de son ami, **Sorin Vieru**, philosophe « professionnel » : « défendre le “philosophe” des assauts » d'un

¹⁰⁰⁵ Voir *supra*.

¹⁰⁰⁶ **Gabriel Liiceanu** (éd.), *Epistolar*, op. cit., pp. 317-318.

¹⁰⁰⁷ *Ibid.*, p. 318.

¹⁰⁰⁸ Le texte de Plesu paraît après la publication du *Journal de Paltinis* et avant le volume de correspondances, *Epistolar*. Texte paru dans *Ateneu* en mai 1985 qui n'est pas inclus dans la première édition d'*Epistolar* (voir *supra*).

¹⁰⁰⁹ Et la vision de la fonction de la culture d'**Andrei Plesu** semble n'avoir pas changé après 1989.

public recherchant « un “maître” » et qu’il se représente composer de « végétariens [...], femmes déçues, retraités frustrés, jeunesse désabusée » et qu’il définit comme « nébulosité humaine » car « la philosophie tient d’une autre sphère que de l’“apprentissage spirituelle”¹⁰¹⁰ ». **Andrei Plesu** explique aussi les raisons de son rapprochement de Constantin Noica :

« je n’ai malheureusement pas rencontré aucun autre homme – à l’exception de Noica – en état de satisfaire mon besoin, inné, d’un “maître”. Pour un temps, j’ai cru qu’ [...] Ion Frunzetti va me transmettre quelque chose. Mais il n’a jamais mené à bout l’“instruction” qu’il avait promise [...] Et voilà – Noica ! Un *maître indirect* [...] Même situé à l’opposé de mes recherches, Noica [...] Je sentais toujours qu’il est le seul homme – parmi ceux rencontrés – qui avait la qualification *mentale* de m’aider, avec la précision [...] que *son placement spirituel* l’empêche cependant de le faire¹⁰¹¹. »

S’adressant à **Sorin Vieru**, **Andrei Plesu** critique la « mentalité de l’intellectuel moderne, hyper intelligent et, en plus, très tolérant¹⁰¹² » trouvant que sa spécialisation et la « rigueur » qui la caractérise devrait être mise à profit pour traiter des « problèmes de vie et de mort¹⁰¹³ ».

Sorin Marculescu, membre du GDS, coopté en 1990, rédacteur (et traducteur) aux Éditions Cartea Romaneasca, la maison de l’Union des écrivains, s’est occupé de l’édition du *Journal de Paltinis* comme de celle d’*Epistolar*¹⁰¹⁴.

Dans la deuxième édition d’*Epistolar* ainsi que dans sa troisième édition, datées de la période postcommuniste, n’est pas inclus le texte d’Eugen Simion (critique littéraire et universitaire de la période communiste, des plus connus alors comme après 1989), publié peu après la parution du *Journal*, à l’automne 1983 dans *Romania literara* [La Roumanie littéraire]¹⁰¹⁵. Eugen Simion est le seul auteur à être publié dans la première édition d’*Epistolar* sans qu’il soit des auteurs proches du cercle constitué autour du philosophe Noica ou des intellectuels ayant établies des relations avec certains d’entre eux (comme c’est le cas d’Ion Ianos). La période postcommuniste avait vu Eugen Simion se situer sur le même terrain des activités professionnelles que Liiceanu, leurs activités éditoriales. Ces deux se disputent à plusieurs reprises et à des périodes différentes l’acquisition des droits des auteurs roumains célèbres à l’étranger. Eugen Simion le fait en misant sur ses positions institutionnelles au sein des instances traditionnelles dans le domaine de la culture (Académie, Université), Liiceanu pourra miser sur ses relations établies à l’étranger et sur sa nouvelle position comme

¹⁰¹⁰ *Ibid.*, p. 324.

¹⁰¹¹ *Ibid.*, p. 326.

¹⁰¹² *Ibid.*, p. 330.

¹⁰¹³ *Ibid.*, p. 331.

¹⁰¹⁴ Comme nous l’avons déjà remarqué, entre la première édition, de 1983 et les suivantes, de l’après 1989, on observe certaines différences (Nous nous rapportons ici, pour les éditions de la période postcommuniste, à celle de 2008, la troisième.). L’inclusion des textes dans les éditions ultérieures sont expliquées par l’éditeur mais non pas la suppression d’un texte. La première édition d’*Epistolar* ne comprenait pas l’article d’**Andrei Plesu** au sujet de Noica, texte publié dans *Ateneu* en mai 1985, presque deux ans après la publication du *Journal* (1983) et deux ans avant la parution d’*Epistolar* (1987), ni les lettres qu’ont échangées **Andrei Plesu** et **Sorin Vieru** à ce sujet. Les lettres échangées par **Andrei Plesu** et **Sorin Vieru** ont été publiées dans un premier temps dans le deuxième volume d’**Andrei Plesu** publié dans la période postcommuniste : *Limba pasarilor* [Le langage des oiseaux], Bucarest, Humanitas, 1994. Elles sont incluses ensuite aussi dans la 3e édition roumaine du *Journal de Paltinis*, en 1996 (mais non pas dans la 2e édition roumaine de ce livre, celle de 1991). Par la publication de ces textes les rééditions d’*Epistolar* nous présentent la conception d’**Andrei Plesu** de la philosophie, ses rapports à celle-ci ainsi qu’à celui qui a été aussi son maître, Constantin Noica, et ses préoccupations propres. Ainsi les deux ouvrages, *Le Journal de Paltinis* et l’*Epistolar* de l’après 1989 nous permettent de voir la vision des plus importants et des plus notoires disciples de Noica, **Liiceanu** et **Plesu**.

¹⁰¹⁵ Nous en parlerons d’Eugen Simion dans les chapitres suivants, le chapitre 3, où nous présenterons des institutions traditionnelles sous le communisme, et dans le chapitre 4, sur les groupements.

éditeur, directeur de la maison Humanitas, maison d'édition centrale notamment dans les années 1990. Dans les éditions ultérieures du *Journal* on trouve aussi comme préface le texte de Liiceanu qui est sa communication tenue à l'occasion de la seconde séance du Collège européen de coopération culturelle, qui a lieu en septembre 1990 à Luxembourg. Liiceanu parle en tant qu'« intellectuel de l'Est¹⁰¹⁶ ». Et son discours qu'il tient en 1990 ressemble beaucoup, dans une très large mesure au discours qu'il tient vers la fin des années 2000 à l'Institut français de Bucarest dans le cadre des conférences du cercle « Tocqueville ». Son texte commence par une affirmation faite par Émile Cioran avant son départ de Roumanie : « L'orgueil d'un homme né dans une petite culture est toujours blessé ». Et toute l'argumentation de Liiceanu tient à soutenir cette affirmation. Mais l'accentue même en précisant qu'il s'agit là encore d'un « homme né dans une petite culture de l'Est post-guerre ». Pour démontrer « aux autres, des gens de l'Ouest qu'en dépit de ce qui lui est arrivé, il est resté un homme comme eux, c'est-à-dire essentiellement un européen » : devant un « forum des cultures de l'Ouest il apportera non seulement l'orgueil blessé des petites cultures mais aussi la fierté essentielle d'être resté, par-delà une histoire qui avait comme but de le transformer dans une autre espèce ("l'homme nouveau"), un européen¹⁰¹⁷ ». Le début de ce texte, ressemble dans une large mesure à celui tenu à la fin des années 2000. En quoi consiste cette « fierté » qu'il oppose à la situation des pays de l'Europe de l'Ouest : « la culture de l'Europe n'a pas été, comme pour vous, le rythme naturel de la respiration de l'esprit, une sorte d'oxygène volé, assimilé et déposé clandestinement, une variante de la survie dans un univers asphyxié de mensonge, d'idéologie et de vulgarité¹⁰¹⁸. »

Si d'après certains témoignages mais aussi d'après les données prosopographiques recueillis, ce sont des disciples de Noica qui semblent s'être imposés au sein du GDS ou ils se sont attachés au GDS et plus précisément à sa tribune (la rédaction de 22), tout comme dans l'espace intellectuel postcommuniste (si on ne tient compte que des critiques qu'ils se sont attirés à travers le temps, les discours critiques de différents types qu'on peut rassembler à leur sujet ou leurs prises de position au nom et à la défense du GDS et de certains de ses membres¹⁰¹⁹). Mais le GDS, et cela dès sa création, dépasse les frontières d'un réseau intellectuel qui s'était formé autour du philosophe Constantin Noica et de son entreprise à vocation formative. Les buts que s'est donné le GDS et ses modes de manifestations décrivent une institution à visée politique dont seules certaines ressources intellectuelles réfèrent à l'appartenance à une instance agissant dans le monde intellectuel qu'a été le philosophe Constantin Noica et son « école de Paltinis », institution ayant reçu sa reconnaissance officielle et son autorité avant 1989. Si un de ceux qui apparaissent parmi des « disciples » de Noica (selon des écrits autobiographiques, selon l'étude qui porte aussi sur « l'école de

¹⁰¹⁶ **Gabriel Liiceanu**, *Jurnalul de la Paltinis*, op. cit., p. 5.

¹⁰¹⁷ *Ibid.* (souligné dans le texte).

¹⁰¹⁸ *Ibid.*, p. 6.

¹⁰¹⁹ On peut citer à l'appui de cette affirmation le premier essai critique publié au sujet des intellectuels roumains dans le postcommunisme : Sorin Adam Matei, *Boierii mintii. Intelectualii români între grupurile de prestigiu și piața liberă a ideilor*, op. cit. D'autres suivent, l'un est toujours un volume d'auteur qui porte sur des universitaires de la période postcommuniste, un autre, signé par deux auteurs, porte sur « l'élite politique en Roumanie postcommuniste », alors qu'un autre est un volume collectif. Entre eux, se détache le volume collectif, d'une portée plus manifestement politique, *Iluzia anticomunismului. Lecturi critice ale Raportului Tismaneanu* [L'illusion de l'anticommunisme. Lecture critiques du Rapport Tismaneanu], qui s'attache à l'idéologie du GDS qui avait fourni dans une large mesure des auteurs du *Raport final* sur le communisme roumain, de la commission présidentielle constitué en 2006, ayant fourni au président en place « les raisons pour [...] condamner le régime communiste » (Cf. Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste de Roumanie, *Raport final* (éd. Vladimir Tismaneanu, Dorin Dobrinu, Cristian Vasile), op. cit.).

Noica », ainsi que dans la correspondance de certains intellectuels¹⁰²⁰) récuse l'idée de quelque liaison entre « l'école de Paltinis » et le GDS¹⁰²¹, **Gabriel Liiceanu** note dans sa préface à l'édition (roumaine) de la période postcommuniste du *Journal de Paltinis* :

« après les événements de décembre 1989, presque tous les intellectuels humanistes roumains ont quitté leurs chambres de travail et se sont rendus à la rencontre que leur donna l'histoire. Déjà au 31 décembre, tous les membres de l'école de Paltinis comptaient, aux côtés des plus notoires noms de la dissidence roumaine, parmi les membres fondateurs du Groupe pour le dialogue social, créé comme instance réflexive et critique de la société, vouée à promouvoir les valeurs de la société civile authentique et à signaler avec promptitude les écarts du pouvoir, indifféremment de qui aurait allé l'incarner. La revue 22, hebdomadaire édité par le Groupe pour le dialogue social devenait après deux-trois mois seulement de son apparition la plus prestigieuse publication démocratique dans le pays, d'une impeccable tenue intellectuelle, qui s'efforçait d'établir le dialogue entre des couches sociales, de celles-ci avec le pouvoir, de la majorité avec les minorités¹⁰²². »

Gabriel Liiceanu s'est érigé après 1989 le plus souvent avec succès en principal porte-parole du GDS alors qu'avant 1989, il s'est érigé en principal disciple du philosophe Constantin Noica en témoignant devant un large public de sa formation à « l'école de Paltinis », cercle d'intellectuels constitué à l'initiative du philosophe, appartenant à la génération intellectuelle de l'entre-deux-guerres (Eliade, Cioran, etc.), « école » désignée d'après le lieu de résidence de Constantin Noica et de leurs rencontres à partir de la seconde moitié des années 1970¹⁰²³. **Gabriel Liiceanu** parlera à plusieurs reprises de Noica, en réagissant à des textes qui, à son avis, participent de la mystification et du dénigrement de ce dernier¹⁰²⁴, ainsi que de « l'expérience Noica » qu'il caractérise plus amplement dans une émission télévisée datant de 1995, discussion qui sera à la base d'un texte inclus dans les éditions suivantes d'*Apel catre lichele*, son volume le plus connus de la période postcommuniste¹⁰²⁵.

Le groupe de Paltinis a été considéré par certains auteurs comme le courant culturel qui a légitimé une « stratégie culturelle dans laquelle l'accumulation de la *connaissance* et de la *compétence* occupe une place privilégiée¹⁰²⁶ », qui a fait introduire « dans la société roumaine (par des traductions de Platon, par des normes de recherche “scientifiques”, un public “universel” pour la littérature) des principes

¹⁰²⁰ **Alexandru Paleologu** in **Gabriel Liiceanu** (éd.), *Epistolar, op. cit.*, p.

¹⁰²¹ Entretien avec **Sorin Vieru** (le 16 juin 2008).

¹⁰²² **Gabriel Liiceanu**, *Jurnalul de la Paltinis, op. cit.*, p. 14.

¹⁰²³ Peu après sa retraite, en 1975, Constantin Noica habite et travaille la plupart du temps dans une station de montagne, près de la ville de Sibiu, où il avait loué une chambre (cf. **Gabriel Liiceanu**, *Jurnalul de la Paltinis, op. cit.*, p. 10).

¹⁰²⁴ **Gabriel Liiceanu**, « Noica – “guru” al ceausismului ». Un titlu care vinde o revista », 22, juillet 2003. Liiceanu intervient après la publication d'un texte de **Mircea Martin** (22, 692, juin 2003), dont l'intitulé lance la question si Noica a été un « gourou » de l'idéologie du régime Ceausescu, de la série d'articles « La culture roumaine entre communisme et nationalisme », signés par **Mircea Martin** (critique littéraire et universitaire) dans 22. Dans un autre texte de presse, publié au cours de la même période (*Dilema Veche*, 593, juin-juillet 2004), Liiceanu s'en prend à celui qui, « au début des années 1990 avait lancé le premier la thèse du “collaborationnisme” de Noica », le critique littéraire et l'historien des idées Adrian Marino (détenu politique des années 1950). Les deux articles seront repris dans **Gabriel Liiceanu**, *Apel catre lichele, op. cit.*, pp. 147-158 et 159-165.

¹⁰²⁵ *Ibid.*, pp. 275-278.

¹⁰²⁶ Katherine Verdery, *Compromis si rezistenta, op. cit.*, 1994, p. 247.

incompatibles avec la direction du parti communiste, en obtenant des effets subversifs¹⁰²⁷ ». Mais si nous admettons « le fait que “les îles de société civiles” qui ont subsisté pendant le totalitarisme n’ont pas été la cause de sa chute¹⁰²⁸ », il faudrait se demander sur le poids de cette appartenance dans la stratégie de légitimation de ces intellectuels après 1989. Dans une autre clé de lecture, « “le phénomène Paltinis” a influencé une partie des intellectuels et a donné naissance à une production culturelle en divergence apparente avec la ligne officielle », mais l’existence de tels groupes marginaux « a été acceptée, voire suscitée par le régime¹⁰²⁹ ». Si cette dernière thèse ne semble pas rencontrer l’accord des intellectuels après 1989, elle apparaît récemment dans des discours informels tenus par certains littéraires des années 1980, de la dite « génération 80 »¹⁰³⁰.

Minima moralia d’**Andrei Plesu**, portant le sous-titre des « éléments pour une éthique de l’intervalle » suit la parution d’*Epistolar*, volume rassemblant des prises de position, après la lecture du *Journal de Paltinis*, appartenant à plusieurs écrivains, essayistes et philosophes s’intéressant à l’« école de Paltinis » et aux revendications de cette « école » du philosophe Constantin Noica suivant **Gabriel Liiceanu**, où **Andrei Plesu** intervenait à plusieurs reprises. Tout comme dans le cas du livre de Liiceanu, *Le Journal de Paltinis*, et d’*Epistolar* portant la signature de **Gabriel Liiceanu**, l’ouvrage *Minima moralia* paraît chez Cartea Romaneasca et sera réédité après 1989 chez Humanitas¹⁰³¹ et, tout comme *Le Journal de Paltinis*, il est traduit dans la période postcommuniste¹⁰³². Plusieurs textes de *Minima moralia* avaient fait auparavant l’objet d’une publication dans la presse culturelle, dans la revue *Viata Romaneasca*, alors qu’un de ces textes – qui est fait partie du chapitre qui fera l’objet principal de notre discussion¹⁰³³ – constitue sa communication lors d’une « conférence tenue en décembre 1982, à Lugoj¹⁰³⁴ ». *Minima moralia* est le cinquième livre d’**Andrei Plesu** depuis 1974, année de son début éditorial.

¹⁰²⁷ *Ibid.*, p. 312.

¹⁰²⁸ Daniel Barbu, *Republica absenta*, op. cit., p. 48.

¹⁰²⁹ *Ibid.*, p. 48.

¹⁰³⁰ Discussion informelle avec (notre discussion ne portait pas cependant sur l’« école » de Paltinis mais sur la littérature de la période communiste).

¹⁰³¹ Deux livres (des cinq) d’**Andrei Plesu**, publiés dans la période communiste, seront réédités après 1989 toujours chez Humanitas : respectivement en 1992 et en 1994. Notons que l’éditeur de la période postcommuniste, lors des rééditions de Humanitas, précise que « la première édition de ce livre est parue chez Cartea Romaneasca, Bucarest, 1988 ». Alors que Liiceanu réédite en 1990 chez les Éditions Humanitas, la maison qu’il dirige après 1989, son livre, *Le Journal de Paltinis*, le premier volume réédité chez Humanitas signé par **Andrei Plesu** date de 1992, *Pitoresc si melancolie. O analiza a sentimentului naturii in cultura europeana*.

¹⁰³² **Andrei Plesu**, *Minima moralia*, Bucarest, Cartea Romaneasca, 1988, rééd., Humanitas, 1994, nouvelle édition Humanitas, coll. « Top H », 2002. La 4^e édition roumaine date de 2008. Avant d’être réédité dans la période postcommuniste, le livre *Minima moralia* d’**Andrei Plesu** paraît en français en 1990 aux Éditions de l’Herne et en allemand en 1992. En 1995 paraît l’édition en suédois et en 2000 l’édition hongroise.

¹⁰³³ D’autres sujets abordés dans cet essai seront discutés brièvement comme étant connexes au problème, qui nous semble être, central, à savoir la définition du domaine de l’éthique et de ses fondements en rapport à sa conception de la culture, de sa fonction et de son rôle.

¹⁰³⁴ **Andrei Plesu**, *Minima moralia*, 3^e édition, Humanitas, coll. « Top H », 2006, pp. 10 et 98.

Andrei Plesu est né en 1948 à Bucarest mais il vit jusqu'à l'âge de neuf ans dans un village du département de Buzau. A sa naissance, son père est étudiant en médecine à Bucarest¹⁰³⁵. Finissant ses études de médecine, son père doit déménager pour travailler dans la ville de Sinaia pour deux ans et par la suite dans un village (sur la Vallée de Buzau) où **Andrei Plesu** achève ses premières années d'école : « heureusement, j'ai passé mon enfance à la campagne [...] je me suis identifié avec ce village-là où j'ai vécu mon enfance ». Afin de continuer ses études dans de bonnes conditions lorsque son père déménage pour travailler dans un autre village, ses parents décident de l'envoyer à Bucarest vivre avec « des oncles et des tantes¹⁰³⁶ ». **Andrei Plesu** dit avoir été marqué par cette absence des parents ainsi que par la distance qui s'installe entre parents et l'enfant vivant de courtes périodes dans leur présence¹⁰³⁷, comme il le raconte. Rétrospectivement, comme il le déclare, il juge cette situation plutôt bénéfique car il dit avoir pu ainsi bénéficier de la présence d'un oncle (Vladimir Niculescu, enseignant de langue française) qui va l'introduire dans le monde des lettres avec ses lectures des auteurs français. Il suit ses études dans un des plus prestigieux lycées bucarestois (« Spiru Haret ») comme un des meilleurs élèves dans sa promotion. A la fin de ses études secondaires, en 1966, **Andrei Plesu** tira profit d'une loi qui agit pour une année seulement permettant aux premiers classés parmi des élèves qui passent leur examen de baccalauréat de suivre une formation universitaire dans un établissement sans devoir passer un examen d'entrée¹⁰³⁸, règle s'appliquant dans toutes les facultés à l'exception des formations demandant la présence de certaines aptitudes (artistiques, etc.). **Andrei Plesu** choisit dans un premier temps le théâtre comme formation universitaire en passant et réussissant l'examen d'entrée à l'Institut d'art théâtral et cinématographique, démontrant les aptitudes requises (contrairement à son futur meilleur ami, **Gabriel Liiceanu**)¹⁰³⁹ : « ça a été aussi une petite vanité¹⁰⁴⁰ », vouloir passer un examen. Mais il opte ultérieurement et définitivement pour la Faculté d'histoire de l'art de l'Université de Bucarest : « J'avais toutefois aussi une nature théorique [...] J'ai cru jusqu'après mon inscription qu'on fait là tous les arts, théâtre, littérature, cinéma [...], les arts plastiques m'intéressaient le moins [...], j'ai été extrêmement déçu [...], j'ai été accepté, nous étions au nombre de cinq, il s'agissait à cette époque-là d'une faculté très exclusive [...] j'ai été extrêmement déçu quand je me suis rendu compte qu'il s'agissait de peinture, de sculpture [...], j'ai cru qu'il s'agissait de l'histoire des arts mais il s'agissait en fait de l'histoire de l'art et cela m'a donné la sensation dès le début d'une option erronée, j'ai traversé la Faculté d'histoire de l'art avec la sensation que je ne suivais pas la bonne faculté ». Rétrospectivement, jugeant de ses choix intellectuels, des sujets investis ou de sa spécialité et des types de textes publiés, **Andrei Plesu** déclare : « Avant 1989 il était difficile de trouver une spécialité dans laquelle tu pouvais t'exprimer intégralement. J'ai fait des études d'histoire de l'art mais je les ai faites toujours avec la sensation que je ne m'exprime pas intégralement dans cette profession. Mais je ne pouvais pas faire l'histoire des religions, c'était un domaine interdit [...], je n'ai pas cru pouvoir faire de la philosophie à cause des exigences idéologiques qui étaient inconfortables pour moi et alors rien

¹⁰³⁵ « Ma mère ne faisait rien, elle séduisait mon père » déclare **Andrei Plesu** dans une émission télévisée, entretien d'Eugenia Voda dans l'émission « Profesionistii », TVR 1, 2001.

¹⁰³⁶ **Andrei Plesu**, invité dans l'émission télévisée « Profesionistii » (qui passe à la TVR 1 et qui présente des figures plus ou moins notoires jugés comme des « professionnels », représentants de différents domaines d'activités, dont le réalisateur est une critique du cinéma, Eugenia Voda (2001).

¹⁰³⁷ Caractérisant sa relation avec ses parents lorsqu'il vit à distance de ces derniers, il parle d'une : « relation dans laquelle la distance compte le plus [...], ils [ses parents] ont refait leur couple sans la présence de l'enfant » (dans l'émission télévisée « Profesionistii », TVR 1, 2001).

¹⁰³⁸ **Andrei Plesu** raconte que cette loi avait été instituée pour profiter à la fille de Ceausescu qui finissait alors, comme lui, ses études secondaires.

¹⁰³⁹ **Andrei Plesu** raconte aussi à ce sujet que Constantin Noica sera informé de cette première option de ces deux plus proches disciples (**Gabriel Liiceanu** et lui-même), information qui l'a rendu perplexe déclarant alors son étonnement face à l'idée de leur méconnaissance alors, à l'âge de vingt et quelques années, « de la culture » (**Andrei Plesu** dans l'émission télévisée « Profesionistii », TVR 1, 2001).

¹⁰⁴⁰ **Andrei Plesu** dans l'émission télévisée, TVR 1, « Profesionistii », 2001

de ce que je pouvais faire n'a constitué pour moi une séduction absolue. » Même s'il avait fini ses études universitaires comme chef de promotion (« j'ai vécu avec insatisfaction la condition du premier classé »), **Andrei Plesu** ne valorise pas la formation qu'il avait suivie ou, plus généralement, l'école ou une formation qui promeut la spécialité stricte : « un spécialiste est quelqu'un qui ne sait plus que des réponses, les questions qu'il se pose sont toujours des réponses, il sait [...] un spécialiste c'est quelqu'un qui sait bien sur peu de choses [...] je plaide pour l'homme qui sait bien son métier mais qui, parce qu'il sait bien son métier, sent le besoin de faire une tour d'horizon chaque jour et de poser son métier dans un contexte intellectuel et existentiel très large [...] bien sûr nous avons besoin de spécialistes¹⁰⁴¹. » Parlant de sa formation **Andrei Plesu** évoque les rencontres qui l'ont marqué depuis la fin de ses études secondaires en soutenant que « les rencontres sont essentielles » et parlera d'« offres de destin ». Il parlera ainsi d'une collègue, étudiante au même lycée, qui « avait une sérieuse éducation religieuse », mais aussi et surtout de son collègue de la Faculté d'histoire de l'art, Marin Tarangul¹⁰⁴², d'une dizaine d'années plus âgé que lui, qui « avait fait des études de théologie, qui avait fait aussi de la prison [au début des années 1960] et qui suivait des études d'histoire de l'art » comme lui : « il était poète, publiciste [...] et il était pour moi l'opposé de tout ce que j'avais eu comme modèle jusque-là, il était extrêmement culte, un habile lecteur de philosophie et de mystique, mais dans le même temps [...] il cultivait la frivolité. »

Andrei Plesu fait son début publiciste en 1968 dans *Amfiteatru*, périodique. La même année il fait son entrée au PCR. En 1971, à la fin de ses études universitaires qu'il achève comme chef de promotion, **Andrei Plesu** intègre l'Institut d'histoire de l'art (créé au sein de l'Académie roumaine mais fonctionnant à partir du début des années 1970 comme unité de l'Académie des sciences sociales et politiques) où il travaillera jusqu'en 1982. Il fait son début en 1974 avec un ouvrage, *Calatorie in lumea formelor*, qu'il juge actuellement comme : « un livre avec lequel je ne me sens plus confortable aujourd'hui. Il y a eu même à ce moment-là des amis qui m'ont conseillé de ne pas le publier et que je vais le regretter car je m'hâte [...] je me suis hâté¹⁰⁴³. » Son volume de début est introduit par Ion Frunzetti alors directeur de l'Institut d'histoire de l'art où **Andrei Plesu** travaille et qui semble répondre pour un certain temps à son « besoin, inné, d'un “maître”¹⁰⁴⁴ » et qui semble constitué aussi l'autorité qui le protège¹⁰⁴⁵.

Entre 1975 et 1977, **Andrei Plesu** est boursier de la Fondation « Humboldt » et vit à Bonn. En 1980 il publie son livre issu de sa thèse de doctorat d'histoire de l'art, primé par l'Union des Artistes en Beaux-arts (pour critique d'art)¹⁰⁴⁶. L'année suivante, il signe son troisième ouvrage sur Francesco Guardi. Dans les années 1970, il est réalisateur d'émissions de télévision, présentant des chroniques d'histoire de l'art à la télévision roumaine¹⁰⁴⁷. En 1980, **Andrei Plesu** intègre l'université comme chargé de cours à l'Institut d'arts de Bucarest, dans la Faculté d'arts plastiques, dans la chaire d'histoire de l'art, poste qu'il occupe jusqu'au moment de sa destitution en 1982.

L'historien et critique d'art **Andrei Plesu** est impliqué en 1982 dans le « scandale » de la « méditation transcendante ». Nicolae Stoian (citoyen français d'origine roumaine et vivant en Angleterre), le promoteur d'un « mouvement », prenant naissance à Genève, organise à Bucarest des séances publiques de « méditation transcendante ». Les séances qui ont

¹⁰⁴¹ *Ibid.*

¹⁰⁴² Rappelons que Marin Tarangul apparaît aussi comme un de ses interlocuteurs dans *Epistolar* portant la signature de **Gabriel Liiceanu**. Marin Tarangul écrit à **Gabriel Liiceanu**, alors que c'est **Andrei Plesu** qui lui répondra.

¹⁰⁴³ Dans l'émission d'Eugenia Voda, « Profesioniștii », TVR 1, 2001.

¹⁰⁴⁴ **Gabriel Liiceanu** (éd.), *Epistolar*, op. cit., p. 326.

¹⁰⁴⁵ Selon un de nos interlocuteurs, témoin du parcours d'**Andrei Plesu**, interlocuteur de ce dernier dans la période communiste.

¹⁰⁴⁶ **Andrei Plesu**, *Pitoresc si melancolie*, Bucarest, Univers, 1980. Certains auteurs parlent de ce livre comme s'il s'agissait de son premier livre (cf. Ion Ianoși, *Optiuni*, op. cit., p. 202).

¹⁰⁴⁷ Une de nos interlocutrices le mentionne ainsi car, selon elle, c'est dans cette posture qu'elle a pris connaissance d'**Andrei Plesu**. Cette information est confirmée par une recherche récente au sujet du contenu et des émissions de la Télévision roumaine sous le communisme, avant les limitations de ses programmes : Alexandru Matei, *O tribuna captivanta. Televiziune, ideologie, societate in Romania socialista (1965-1983)*, Bucarest, Curtea Veche, 2013.

lieu dans le cadre de l'Institut de psychologie et de pédagogie semblent avoir été autorisées et même « encouragées » par les autorités, voire au plus haut niveau. Tout au moins les séances sont organisées avec l'approbation du Ministère de l'Education et de l'Enseignement. Les chercheurs y participent en nombre important. Mais en mai 1982, les participants sont soumis à des exclusions du Parti ce qui implique la perte de leurs postes et même l'impossibilité de travailler sauf dans les entreprises en tant qu'ouvriers. L'Institut de psychologie est fermé¹⁰⁴⁸. Les destitutions du parti et des institutions (facultés¹⁰⁴⁹, instituts) ont été précédées de séances publiques où les responsables politiques se heurtent aux résistances des collègues ou des étudiants qui soutiennent les « coupables ». Tous les témoignages convergent vers l'idée que le « scandale » a été organisé par les autorités. Mais les raisons qui ont mené à la mise en œuvre des représailles restent encore non-clarifiés : démonstration de force par le régime, prétexte pour l'épuration de certains institutions ?

A la suite de ce scandale **Andrei Plesu** est exclu, après deux ou trois réunions, du PCR et éloigné de son poste d'enseignant à l'Institut d'arts plastiques de Bucarest où il est intégré depuis 1971 (dans la Faculté d'histoire et de théorie de l'art où il avait fait ses études). Entre 1985 et 1989, on le retrouve de nouveau comme chercheur à l'Institut d'histoire de l'art. **Andrei Plesu** est aussi auteur d'un volume de vers, publié en 1986, avant la publication de son livre le plus connu, *Minima moralia*, publié aux Éditions de l'Union des Écrivains (Cartea Romaneasca) en 1988, et une année après avoir signé son texte sur le rôle de Noica et la vision de ce dernier, en 1985 dans le périodique *Ateneu*¹⁰⁵⁰.

Andrei Plesu est marié avec Catrinel Petruțian, fille de l'académicien Nicolae Petruțian et la cousine d'**Ascanio Damian**, recteur de l'Institut d'architecture entre 1959 et 1971, membre fondateur du GDS.

Marin Sorescu¹⁰⁵¹ se voit destitué de son poste de *Ramuri* mais non pas de l'Union des écrivains. A l'aide de leurs aînés ils réussissent à reprendre leur droit de signature. Marin Sorescu reçoit l'aide de Dan Haulica. **Andrei Plesu** se voit de nouveau publier dès novembre 1982 dans *Contemporanul* et soutient des conférences¹⁰⁵² mais il reste sans emploi jusqu'en automne 1984 quand il occupe pour une courte période le poste de référent à l'Union des artistes plastiques et peu après (dès 1985 et jusqu'en 1989) le poste de documentariste à l'Institut d'histoire d'art (Bucarest). Certains de nos interlocuteurs mentionnent alors Ion Frunzetti qui avait soutenu **Andrei Plesu**¹⁰⁵³.

De cette période date les premières manifestations de sa critique à l'égard de l'entreprise culturelle de Noica. Après avoir signées deux lettres qu'il adresse à Ceaușescu pour soutenir sa cause. Dans une conférence « A quoi sert la culture », tenue à Lugoj (au mois de janvier 1983), **Andrei Plesu** semble contrarier la vision de Constantin Noica selon laquelle la culture est la valeur suprême et offrirait toutes les réponses. **Andrei Plesu** soutient par contre que la culture ne sert à rien tant qu'elle ne peut offrir des réponses dans des moments cruciaux et affirme, même si d'une manière allusive, l'idée que la culture devrait être fondée sur des valeurs religieuses.

En septembre 1983 **Andrei Plesu** recevait son visa pour partir en Allemagne de l'Ouest pour une année (il retourne en fin août) afin de profiter de sa bourse de la Fondation Alexander von Humboldt (initialement pour six mois mais il y

¹⁰⁴⁸ L'Institut de psychologie de l'Académie de sciences sociales et politiques disparaît en 1982 et en 1990 l'Institut de philosophie, réintégré au sein de l'Académie roumaine, devient l'Institut de philosophie et de psychologie.

¹⁰⁴⁹ Gheorghe Vladutescu, *Filozofie si politica, 1957-1962, op. cit.*, pp. 31-32.

¹⁰⁵⁰ Pour une présentation de son article sur Noica, daté de 1985, voir notre texte précédent.

¹⁰⁵¹ Après 1989, on ne le retrouve pas aux côtés des intellectuels du courant de l'anticommunisme, mais comme membre du groupement alternatif au GDS, Société de demain (voir chapitre 4).

¹⁰⁵² Cf. Monica Lovinescu, *Jurnal 1981-1984, op. cit.*, p. 176.

¹⁰⁵³ Voir *supra*.

reste pour une année). C'est à cette occasion, à la fin de l'année 1983, qu'il rencontre, à l'initiative de son ami **Gabriel Liiceanu**, pour la première fois Monica Lovinescu, Virgil Ierunca et Paul Goma¹⁰⁵⁴.

Le retour des deux écrivains-philosophes, **Andrei Plesu** et **Gabriel Liiceanu** (après deux ans passés en Allemagne de l'Ouest) se solde par la publication des articles qui discutent de l'entreprise intellectuelle de leur « maître spirituel », le philosophe Constantin Noica. Leurs prises de position consistent à marquer leurs propres visions. **Andrei Plesu** (dans *Ateneu*, Bacau, mai 1985) traite du rôle du philosophe en lui attribuant seulement une fonction pédagogique pour lui refuser celle de « maître spirituel ». Ses critiques – renvoyant à celles exprimées déjà en 1983 – visent le rapport établi par le philosophe entre réflexivité et les contingences en lui reprochant l'absence de la « dimension tragique » de son système philosophique. De son côté, **Gabriel Liiceanu** traite de la philosophie de Noica d'une manière à souligner et sa propre compétence dans le domaine de la philosophie et sa proximité vis-à-vis de son maître, et en faisant cela il revendique sa position en tant qu'héritier du philosophe. En fait, tout en étant sa critique sur la philosophie de Noica, ce texte révèle ses propres dispositions acquises en se formant à la philosophie comme disciple de Noica¹⁰⁵⁵. Le philosophe **Mihai Sora** semble être d'accord avec la critique faite par **Andrei Plesu** et désavoue la démarche philosophique de **Gabriel Liiceanu**. Monica Lovinescu entend se situer aux côtés de **Gabriel Liiceanu** lorsque d'autres écrivains critiquent **Gabriel Liiceanu** mais surtout la vision philosophique de Noica et son entreprise. Le choix d'intervenir pour soutenir **Gabriel Liiceanu** est dû à son amitié avec celui-là plus qu'à ses opinions sur la philosophie de Noica¹⁰⁵⁶.

Mihai Sora s'en trouve lui aussi exclu du Parti et sans droit de signature. Il continue à publier sous pseudonyme (Tudor-Savel Pora) dans *Viata romaneasca* (où il publie le cycle « Lieux communs » à partir de 1982)¹⁰⁵⁷. En septembre 1982, il arrive en Allemagne pour passer une période chez son épouse qui habite avec leurs enfants en Allemagne. Pendant l'hiver 1986 et jusqu'en été, la même année, il se trouve en Allemagne.

Sorin Dumitrescu (coopté au GDS en 1990) lui aussi impliqué dans ce scandale semble avoir été soutenu par Nichita Stanescu. Monica Lovinescu notait dans son journal que : « les présidents de l'Union ont été convoqués à Bucarest pour leur dire que Plesu et Sorin Dumitrescu (pour lequel Nichita Stanescu a lutté) ont été “expiés” du péché de la “méditation transcendante” [...] Plesu ne trouve plus sa place à l'Institut¹⁰⁵⁸ ».

Discutant de la fameuse formule de « résistance *par* la culture », **Sorin Vieru** fera référence au livre d'**Andrei Plesu**, *Minima moralia*, qui paraît en 1988 aux Éditions Cartea Romaneasca [Le Livre roumain] : « Qui pourrait croire à la publication d'un tel livre à cette période-là ?¹⁰⁵⁹ ».

En 1988, avec *Minima moralia*, **Andrei Plesu** propose un traité « ébauche », fruit de sa préoccupation pour l'éthique, plaçant le débat sur la morale sur le terrain du concret et du quotidien de la vie individuelle¹⁰⁶⁰. Il se préoccupe de la formulation d'une « pré-éthique » ou des « repère[s] » pour un ordre moral qu'il définit à l'encontre des abstractions ou, selon ses propres termes, des « textes

¹⁰⁵⁴ Voir Virgil Ierunca, *Trecut-au anii... Fragmente de jurnal. Intampinari si accente. Scrisori nepierdute*, op. cit., p. 445 ; Monica Lovinescu, *Jurnal 1981-1984*, op. cit., notamment pp. 228, 238 et 317.

¹⁰⁵⁵ Ce texte « La philosophie et le paradigme féminin de l'auditoire » est inclus dans l'ouvrage *Cearta cu filozofia. Eseuri* [La dispute avec la philosophie. Essais] paru chez Humanitas en 1992.

¹⁰⁵⁶ Monica Lovinescu, *Jurnal 1985-1989*, op. cit., pp. 79 et 81.

¹⁰⁵⁷ *Viata Romaneasca*, 10, « Sora 90 », 2006, p. 45.

¹⁰⁵⁸ Monica Lovinescu, *Jurnal 1981-1984*, op. cit., p. 115.

¹⁰⁵⁹ Entretien avec **Sorin Vieru**, le 6 mai 2009.

¹⁰⁶⁰ Cf. **Andrei Plesu**, *Minima moralia*, op. cit. pp. 7-9 (« Quelques précautions et explications ») et pp. 151-162 (« Minimalisme éthique »). Souligné dans le texte (p. 9).

spéculatifs¹⁰⁶¹ ». Il ne vise donc pas une « construction systémique ». Sa « “petite” éthique » se fait une sorte de réactivité à des « “problèmes moraux” [...] qui surviennent imprévisiblement, avec une violence ultime des faits de vie courante¹⁰⁶² ». Les références mobilisées à l’appui de la construction de son traité d’une « pré-éthique » ou d’une « minima moralia » sont largement issues de la philosophie platonicienne et parfois de celle présocratique ou de la pensée biblique ou bien il est question de la littérature¹⁰⁶³. C’est en opposition avec projet aristotélicien, d’une « magna moralia », qu’il définit ses ambitions spéculatives. Sa recherche d’un « ordre moral » se déroule dans l’espace que construit la réflexion philosophique dans ses rencontres avec les arts ou dans un espace qu’il désire à la fois construire ou qu’il imagine comme celui où les arts et la philosophie pourraient se rencontrer¹⁰⁶⁴. Il refuse à l’éthique le statut de « science proprement dite » car elle se définit par un « mélange inhabituel de *contingence* et d’*universalité* » car « l’éthique se place sous le mystère du destin¹⁰⁶⁵ ». Au long de ce volume on lit la critique qu’il lance à la philosophie et notamment à celle qui ambitionne la formulation d’une théorie, d’un système philosophique qui ne saurait, selon lui, rendre compte de la « réalité [...] infiniment plus confuse ». Contre « l’abus théorique », « une hérésie manichéiste [...] systématisant » le monde, contre la didactique de la philosophie qui propose des catégories considérées « simplificatrices » dont rend compte un modèle traditionnel identifié ici à la philosophie d’Aristote¹⁰⁶⁶, l’éthique pour la pratique prend en considération « l’expérience de la mobilité¹⁰⁶⁷ » et est définie comme « territoire de la surprise¹⁰⁶⁸ ». Sa formulation d’une conception de l’éthique puise dans des réflexions philosophiques des auteurs de la philosophie classique et des enseignements issus de la pensée religieuse. L’objet de la réflexion et la visée sont ici l’individu et, plus, l’homme de la culture, pour lequel une telle éthique pour la pratique semble être dressée. À l’encontre d’une « science non-engagée, abstraite », il propose une « vérité *vécue* [...] une [science] devenue *credo*¹⁰⁶⁹ ». Il s’agit d’une conception de l’éthique où la dimension collective est écartée. Le « monde » réel, le monde dans ses rapports aux autres est opposé ainsi au « monde de l’éthique¹⁰⁷⁰ ». Son éthique est imaginée en

¹⁰⁶¹ *Ibid.*, p. 9.

¹⁰⁶² *Ibid.*, p. 152.

¹⁰⁶³ Dans trois des textes (deux chapitres et un sous-chapitre) que composent ce traité sur la morale, des œuvres littéraires sont prises comme prétextes à l’appui d’une construction de l’éthique comme morale. Ces références seront mobilisées parfois contre autres domaines ou disciplines. Parmi les auteurs convoqués à l’appui de ces démonstrations on ne retrouve qu’un seul auteur des sciences sociales, Georg Simmel cité pour ses préoccupations pour l’anthropologie.

¹⁰⁶⁴ A celui qui est fait précurseur de la science sociale dans les traités classiques d’histoire de la philosophie et notamment de la philosophie politique on fait opposition ici dans la construction d’une éthique pour le monde.

¹⁰⁶⁵ *Ibid.*, p. 16. Notons brièvement que le destin est défini, en prenant appui sur les « textes d’Homer », comme « tout ce qui [l’humain] ne peut faire » (p. 123). Le « problème du destin » est toutefois, selon nous, un thème mineur par rapport aux autres dont nous discuterons ici. Au sujet de sa manière de définir le destin, voir *supra* (en « Introduction »).

¹⁰⁶⁶ On s’oppose au modèle traditionnel qui apparaît comme une « immuable abstraction » alors qu’il s’avère être, selon l’auteur, une « rumeur conceptuelle diffuse » (*Ibid.*, pp. 68 et 70).

¹⁰⁶⁷ *Ibid.*, pp. 70-73. Ici la conception des « vertus » d’Aristote, vu comme le modèle traditionnel, est opposé à un « autre modèle » développé ici, celui des « principes neutres », qui est rapproché des catégories proposées par Jacques Derrida, cité avec son volume *Positions* [Paris, 1972].

¹⁰⁶⁸ *Ibid.*, pp. 68 et 71-72.

¹⁰⁶⁹ *Ibid.*, pp. 79-80.

¹⁰⁷⁰ *Ibid.*, p. 74.

dehors de la présence de l'autre. Citant Heidegger avec sa conception du destin, pour **Andrei Plesu**, « l'éthique est inévitablement le domaine non-homogène, polychrome, où s'exprime plutôt la *créativité* de l'homme que sa *docilité*¹⁰⁷¹ ». Le domaine de l'éthique est essentiellement celui de l'homme individuel, de la conscience individuelle, du particulier. Ainsi la loi morale n'est pas « une loi de la catégorie, mais une [loi] de l'individuel, de l'exception¹⁰⁷² ». Individu, individualité, inné, intérieur, particulier, création et créativité, inventivité, vécu sont des mots qui reviennent dans le texte qui traite de la « loi morale » mais aussi dans celui qui parle de l'« ordre, [la] liberté, [le] temps¹⁰⁷³ ». Insatisfait d'une culture ou plus exactement d'un type de culture qui semble lui avoir été inculqué ou qui a été proféré par celui qui est présenté cependant comme repère principal, le philosophe Noica, il ne cherche donc pas des réponses en imaginant un autre type de culture, mais préoccupé toujours par le souci de produire des réponses à des expériences personnelles et des solutions à des problèmes individuelles, il voit dans un « au-delà » le substitut des absences qu'il détecte dans la culture. Le volume, qui marque ses distances prises par rapport au projet culturel professé et inculqué par Constantin Noica, est dédié « à Constantin Noica. De 1985 date ses premières appréciations à l'encontre de la conception de celui qui avait accompagné et largement influencé sa formation en philosophie. Texte qui est publié après la publication du *Journal de Paltinis* de **Gabriel Liiceanu**¹⁰⁷⁴ et discuté par **Sorin Vieru** dans *Epistolar* de 1987 et dans d'autres lettres qu'**Andrei Plesu** échangent avec **Sorin Vieru** (inclus seulement après 1989 dans deux volumes dont un est *Epistolar* portant la signature de **Gabriel Liiceanu**)¹⁰⁷⁵. Se dénouant d'un héritage qui lui permet à la fois de revendiquer la posture du philosophe, par le fait de se présenter parmi des disciples de Noica, il se propose de créer à l'intérieur même de la réflexion philosophique son propre espace de compétence, en faisant valoir ses compétences historiques dans le domaine artiste. Son mode de concevoir la culture, traité de manière explicite dans un chapitre placé au milieu de cet ouvrage, est à l'origine de son « manifeste ».

Le livre *Minima moralia* est discuté par le philosophe d'institution, spécialiste de la culture, Ion Ianos qui est des interlocuteurs aussi bien d'**Andrei Plesu** que de **Gabriel Liiceanu** (pour lequel il est aussi directeur de thèse), les deux principaux disciples de Noica avec lesquels Ion Ianos raconte s'entretenir assez fréquemment avant 1989. Leurs rencontres ont lieu dans la maison d'Ianos le plus souvent¹⁰⁷⁶. Dans son ouvrage autobiographique publié en 1989, Ion Ianos, « activiste » communiste et universitaire formé à la philosophie à Leningrad dans les années 1950, repasse dans sa mémoire des événements de son parcours

¹⁰⁷¹ *Ibid.*, p. 27.

¹⁰⁷² *Ibid.*, p. 29.

¹⁰⁷³ *Ibid.*, p. 41.

¹⁰⁷⁴ **Andrei Plesu**, « Intre filozofie si intelegiune. Insemnari despre C. Noica » [Entre philosophie et sagesse. Notes sur C. Noica], *Ateneu*, mai 1985. Texte repris dans la période postcommuniste dans **Andrei Plesu**, *Limba pasarilor*, Bucarest, Humanitas, 1994 et dans la troisième édition et les éditions suivantes de **Gabriel Liiceanu** (éd.), *Epistolar, op. cit.*, pp. 369-374.

¹⁰⁷⁵ **Sorin Vieru** dans **Gabriel Liiceanu** (éd.), *Epistolar, op. cit.*, pp. 320-323. Voir *supra*.

¹⁰⁷⁶ Près de la résidence d'**Andrei Plesu**. Les deux habitent dans un quartier central de Bucarest, Place de la Victoire (voir chapitre 13).

familial, scolaire et professionnel et apprécie des événements plus récents (comme le scandale au sujet de Heidegger et de son adhésion au nazisme¹⁰⁷⁷) discutant aussi des ceux qui marquent la vie intellectuelle dans la Roumanie de la fin des années 1980. *Le Journal de Paltinis, Epistolar* et *Minima moralia* seront discutés dans son second volume autobiographique de la période communiste. Ion Ianosi discute amplement de *Minima moralia*, poursuivant ainsi un dialogue auquel **Andrei Plesu** semble l'avoir incité (selon la dédicace de l'auteur sur l'exemplaire offert à Ianosi) au sujet des fondements de la morale¹⁰⁷⁸.

Plusieurs questions qu'**Andrei Plesu** formule dans cet ouvrage publié en 1988, le préoccupent encore dans la période postcommuniste. En 2009, lors de la présentation de la traduction de Benjamin Fondane¹⁰⁷⁹ par **Mihai Sora** et Luiza Palanciuc¹⁰⁸⁰, il introduit dans les discussions qui suivent cette présentation l'ancienne question, à savoir l'opposition entre une philosophie authentique et une philosophie systémique. Posant cette question, il invite surtout son ancien interlocuteur (d'*Epistolar* de **Gabriel Liiceanu**) et ami, le philosophe professionnel, chercheur logicien, **Sorin Vieru**, qui soutient lui que cette opposition est fausse. Continuité au niveau des questions et continuité au niveau des réponses qu'il formule car lorsqu'il présentera le programme de master en études religieuses qu'il avait initié dans le cadre de l'Université de Bucarest, à la Faculté des langues et littératures étrangères, avec le soutien de la doyenne de cet établissement, à la question de la fonction de cette formation en religion, il répond que la religion permet de trouver des solutions ou d'élucider des problèmes que l'existence pose à l'individu. De nouveau, l'individu et son vécu semblent dominer sa vision dont le collectif et le social semblent être évincés. Ce n'est alors que par l'usage que font certains des apprentis en sciences sociales et par la lecture qu'en donnent certains de son projet d'enseignement et de recherche qui se déroule sous sa tutelle, qu'on lit la discontinuité entre ses préoccupations de la période communiste, sa conception sur le rôle et la fonction de la culture et la mise en place dans la période postcommuniste de plusieurs institutions.

III. Les formes de la dissidence dans les milieux intellectuels. De la protestation individuelle aux protestations collectives

La dissidence et l'opposition en Roumanie des années 1970 et 1980 se compose des rares voix dissidentes ou opposants, quelques figures plus ou moins notoires comme Paul Goma, Gheorghe Calciu, **Doina Cornea**, **Mircea Dinescu**, **Radu Filipescu**, **Gabriel Andreescu**. De la faiblesse des actes contestataires viennent témoigner les listes de ses noms que des analyses du communisme roumain nous présentent à côté des deux mobilisations collectives (le mouvement constitué autour de la protestation de Paul Goma¹⁰⁸¹ et la constitution d'un « syndicat libre des hommes du travail » en 1979) dont les revendications sont de nature politique et non pas sociale ou professionnelle (comme celle des mineurs de Valea Jiului de 1977 et celle des ouvriers de Brasov de 1987). Ces mobilisations qui ont pour cause des droits et la situation sociale, constituent des revendications d'une catégorie professionnelle. Les plus

¹⁰⁷⁷ Ion Ianosi, *Optiuni*, op. cit., p. 33.

¹⁰⁷⁸ *Ibid.*, p. 199.

¹⁰⁷⁹ Benjamin Fondane par son nom d'auteur français et Fundoianu par son nom d'auteur roumain, né Wexler en 1898 à Iasi, il est mort en 1944 dans le camp d'extermination d'Auschwitz, alors qu'il a quitté la Roumanie en 1923 pour la France.

¹⁰⁸⁰ Quelques années plus tard, **Mihai Sora** épouse Luiza Palanciuc, d'une cinquantaine d'années plus jeune que lui.

¹⁰⁸¹ Sur la Charte 77 voir chapitre 6.

connues mobilisations collectives pendant le régime communiste concernent toujours des mesures sociales ou un secteur d'activité : dans la Vallée de Jiu les miniers se sont révoltés en 1977 et les ouvriers de l'entreprise « Steaua » [L'Etoile] de Brasov ont protesté en 1987.

La réussite des protestations individuelles dépend de la notoriété des initiateurs et des adhérents. La protestation dans les milieux intellectuels pendant le régime de Ceausescu prend le plus souvent la forme de la lettre qu'on adresse le plus souvent aux dirigeants des institutions spécifiques, aux dirigeants des instances qui gèrent le domaine de la culture (comme cela fut le cas de plusieurs intellectuels notoires de la période communiste) ou, plus rarement, aux deux leaders politiques. La plus connue lettre signée par des intellectuels est celle au soutien du mouvement de la Charte 77, autour de l'initiative de Paul Goma, à laquelle vont se rallier le critique littéraire Ion Negoitescu et le psychiatre et écrivain Ion Vianu¹⁰⁸². Les lettres ouvertes sont la forme la plus connue et plus utilisée par des écrivains ou des chercheurs (qui peuvent être aussi écrivains ou critiques littéraires) et plus rarement par des universitaires sous le communisme pour affirmer leur mécontentement vis-à-vis des instances officielles qui règlent la vie littéraire, l'espace auquel ils appartiennent. Ces protestations ont comme but d'attirer l'attention sur l'imposition des critères idéologiques dans les activités littéraires et elles sont généralement le résultat des luttes intestines du monde littéraire qui tire sa légitimité des institutions contrôlées par le régime. Il est alors question précisément des revendications liées à leur domaine d'activité et elles ne contiennent que rarement des critiques vis-à-vis du régime. Elles sont diffusées et connues en Roumanie au travers des tribunes de la presse de l'étranger, le plus souvent par l'intermédiaire des intellectuels roumains de l'exil et sont envoyées aux médias étrangers parfois aussi par des représentants des professions intellectuelles de l'étranger (universitaires, journalistes). Écrivains et/ou chercheurs protestent dans les dernières années de la période communiste de façon individuelle ou, en 1989, en se solidarisant lorsqu'un de leurs amis, poète ou essayiste des plus notoires, se voit interdit de publication, comme cela fut le cas de **Mircea Dinescu** ou celui de l'historien de l'art **Andrei Plesu**. Dans d'autres cas, ils protestent contre des mesures (tenant de la politique de systématisation) qui affectent des objets qui les intéressent étant donné leur formation et leur spécialité. Des historiens et des historiens de l'art protestent contre les démolitions¹⁰⁸³. Dans plusieurs cas, certains autres (scientifiques ou anciens universitaires) ont envoyé à l'étranger des lettres qu'ils n'ont pas signées de leur nom. Parmi eux, certains sont passés à la protestation en leur nom.

De l'intérieur le régime sera contesté à partir d'une haute position en novembre 1979, lors du XIIe Congrès du PCR par un ancien militant communiste, Constantin Parvulescu, plus tard, en 1989, étant un des signataires d'une lettre de protestation rassemblant des anciens militants communistes. Toujours de

¹⁰⁸² Cette protestation et ce mouvement sont présentés dans le chapitre 6.

¹⁰⁸³ Voir chapitre 3.

l'intérieur, le régime est dénoncé après le milieu des années 1980 à l'étranger par Dumitru Mazilu, diplomate roumain¹⁰⁸⁴.

La plus connue protestation collective venant de l'intérieur est la « lettre des six », telle qu'elle est restée dans la mémoire historique. Des militants communistes des années 1930, occupant diverses importantes fonctions dans l'appareil de l'État et du parti jusqu'à la fin des années 1960, occupant des fonctions dans les plus hautes structures du pouvoir, adressent à Ceausescu une lettre de protestation, la « lettre des six¹⁰⁸⁵ », telle qu'elle est restée dans la mémoire historique¹⁰⁸⁶. Les signataires de cette lettre sont : Gheorghe Apostol, Constantin Parvulescu, Alexandru Barladeanu¹⁰⁸⁷, Silviu Brucan¹⁰⁸⁸, Corneliu Manescu, Grigore Raceanu. Tous les signataires de cette lettre de protestation se sont confrontés à différentes périodes avec la direction du PCR (PMR) et par la suite, plus directement, avec Nicolae Ceausescu¹⁰⁸⁹. Les signataires se présentent comme il suit : « Gheorghe Apostol, ancien membre du Bureau politique et président des syndicats ; Alexandru Barladeanu, ancien membre du Bureau politique et président du CSP [Conseil national de la recherche scientifique] ; Corneliu Manescu, ancien ministre des

¹⁰⁸⁴ Né en 1934 dans une ville de province, technicien agricole suivant l'école destinée à la formation des officiers de la Securitate, Dumitru Mazilu a été « recruté par la Securitate en 1952 » en se formant comme « enquêteur ». Dumitru Mazilu avait fait des études de droit achevées en 1959 ou en 1960 à l'Université de Bucarest. Il avait obtenu son diplôme de docteur en droit à Cluj en 1964, moment du début de sa carrière universitaire dans des établissements d'enseignement supérieur créés par le régime pour former respectivement des cadres du parti et des cadres de la police politique, à l'Académie « Stefan Gheorghiu » où au début des années 1970, il fut un des responsables de l'Institut de sciences politiques et d'étude du problème national, mais aussi à l'école formant des officiers de la Securitate, qu'il dirigea entre 1965 et 1966. Il participa à des organismes politiques comme la commission nationale pour enquêter des abus et des illégalités commis pendant le gouvernement de Gheorghiu-Dej. Après 1970, il enseigna dans des universités étatsuniennes à titre de professeur. Au milieu des années 1970, commença sa carrière diplomatique et, depuis la fin des années 1970, il représenta la Roumanie à l'ONU. Chargé de rapporter des droits de l'homme et de la jeunesse en Roumanie en 1985, comme membre depuis 1983 de la sous-commission de l'ONU pour la prévention de la discrimination et la protection des minorités, il est empêché de présenter son rapport critique. En décembre 1987, il se voit contraint de quitter son poste de chef de la section juridique du Ministère des Affaires étrangères et, à partir du début de 1988, lui et sa famille se trouvèrent sous surveillance, comme cela ressort de sa lettre envoyée en avril 1988 au président cette sous-commission de l'ONU, mentionnée par Reuters. Étant dans l'impossibilité de quitter la Roumanie, Dumitru Mazilu réussit à envoyer son rapport, présenté en juillet 1989 lors de la 41^e session de la sous-commission dont il faisait partie. Mais son *Report on Human Rights and Youth* destiné à la Commission pour les Droits de l'Homme du Conseil économique et social des Nations Unies ne sera pas discuté car les « membres de la sous-commission de l'ONU [...] ont fait la recommandation de proroger la discussion du rapport pour l'année suivante espérant que son auteur puisse lui aussi y participer » (Dennis Deletant, *Ceausescu si Securitatea. Constrangere si disidenta in Romania anilor 1965-1989*, op. cit., pp. 254, 268-269 et Antoine Roger, *Fascistes, communistes et paysans*, op. cit., p. 242.) On retrouve Dumitru Mazilu parmi les leaders politiques du nouvel organisme de pouvoir installé en décembre 1989.

¹⁰⁸⁵ Sur le contenu de cette lettre et sur ses initiateurs, voir Cristina Petrescu, « The "Letter of the Six". On the Political (Sub)Culture of the Romanian Communist Elite », *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, 2, 2005, pp. 355-383. L'auteur de cet article met en relief les limites de cette protestation dans la perspective empruntée par d'autres auteurs proches du GDS et des intellectuels « anticomunistes ». L'auteur est proche d'un membre fondateur du GDS, **Sorin Antohi**, et par la suite **Vladimir Tismaneanu**, devenu membre du GDS en 2007.

¹⁰⁸⁶ À la suite de cette lettre dont le nom évoque le nombre des signataires, les lettres suivantes, venant du monde littéraire, signés par des représentants des professions littéraires, seront retenues par l'histoire avec des noms sur le même modèle : la « lettre des sept », la « lettre des dix-huit intellectuels ». Voir *infra*.

¹⁰⁸⁷ Alexandru Barladeanu (né en 1911, en Bessarabie) est un économiste qui avait obtenu son doctorat à Iasi (1940). Après l'annexion de la Bessarabie par l'US, il travaille pour quelques années à Moscou dans un institut de recherche en économie.

¹⁰⁸⁸ Silviu Brucan commence ses activités militantes dans la rédaction d'un journal, continue avec la création d'un autre journal. Il est rédacteur en chef de *Scanteia*, Entre 1966 et 1980 surtout mais aussi par la suite, jusqu'en 1987, il donne des cours à l'étranger mais surtout aux États-Unis où il dit s'être fait beaucoup d'amis lorsqu'il représentait la Roumanie.

¹⁰⁸⁹ Deux parmi les signataires de la « lettre des six », Silviu Brucan et Alexandru Barladeanu, occuperont des postes dans les structures du pouvoir installé provisoirement en décembre 1989. Voir chapitre 3.

affaires étrangères et président de l'Assemblée générale de l'ONU ; Constantin Parvulescu, membre fondateur du PCR ; Grigore Raceanu, militant du PCR ; Silviu Brucan, ancien rédacteur en chef adjoint de *Scanteia*¹⁰⁹⁰». Selon Silviu Brucan, Grigore Raceanu aurait accepté de signer la lettre puisque son fils adoptif, Mircea Raceanu, conseiller diplomatique à l'Ambassade roumaine de Washington, est accusé d'espionnage à ce moment-là et par la suite condamné à mort sans que la sentence soit pourtant exécutée¹⁰⁹¹. L'importance de cette lettre de protestation consiste, comme son message le souligne, en le regroupement des membres de la nomenklatura : « deux anciens secrétaires généraux du parti communiste, un ancien ministre des Affaires étrangères qui avait été le président de l'Assemblée générale de l'ONU et l'ancien rédacteur en chef adjoint de *Scanteia* [L'Étincelle] et ancien ambassadeur [de la Roumanie] à Washington ».

La « lettre des six » attire l'attention des médias étrangers beaucoup plus que toute autre lettre collective et toute autre protestation des représentants des professions intellectuelles (nous y reviendrons). Cet acte de dissidence venant des anciens militants communistes, la majorité (cinq) ayant occupé des fonctions politiques importantes, est beaucoup plus connu et discuté que tout autre acte similaire venant des intellectuels, et plus largement du monde intellectuel : qu'il soit question de la « lettre des sept », la lettre de protestation rassemblant les « grands », auteurs notoires de la période communiste, autres lettres signés par des intellectuels (chercheurs dans la plupart des cas ou écrivains) ou celle diffusée et rendue publique plus tard, la « lettre des dix-huit intellectuels » réunissant les « jeunes », scientifiques surtout et écrivains non pas tout aussi connus ou moins connus.

A. Opposants du régime, dissidents et les milieux intellectuels

Parmi des futurs membres du GDS un dissident et trois opposants, respectivement un ingénieur, une ancienne universitaire, un écrivain marginal et un chercheur en physique ont pris la parole contre le régime avant l'année 1989 : **Radu Filipescu, Doina Cornea, Dan Petrescu et Gabriel Andreescu**. Quatre seulement parmi des membres fondateurs du GDS ont pris la parole ou se sont manifestés comme critiques du régime, autrement dit, ils contestent non seulement des mesures liées à leur domaine de spécialisation ou d'activité : **Radu Filipescu, Doina Cornea, Gabriel Andreescu, Mircea Dinescu et Dan Petrescu**.

N'étant pas tous connus et reconnus par les milieux où ils s'insèrent, à savoir des milieux intellectuels où les représentants des professions littéraires dominant, de par leurs contestations, ils ont réussi à se rendre visibles et parfois même à se faire reconnaître à l'étranger. Par contre, en Roumanie, ils ne sont pas tous connus y compris dans les milieux intellectuels. Deux opposants au régime ainsi qu'un dissident sont cooptés à l'initiative de Mihnea Berindei pour participer à la constitution du GDS aux côtés des écrivains et des scientifiques. Il est question de trois personnes qui sont connus de par leurs actes contre

¹⁰⁹⁰ Silviu Brucan, *Generatia irosita. Memorii* [La Génération galvaudée. Mémoires], Univers & Calistrat Hogas, 1992, p. 194.

¹⁰⁹¹ Silviu Brucan, *Generatia irosita, op. cit.*, pp. 205-208.

le régime, surtout et dans un premier temps à l'étranger : l'ancienne universitaire (jusqu'en 1975) **Doina Cornea**, le physicien chercheur **Gabriel Andreescu**, et l'ingénieur **Radu Filipescu**. Ce dernier est le seul parmi eux à avoir fait son entrée au parti. Et le seul à avoir été condamné, un des détenus politiques des années 1980, emprisonné à deux reprises et libéré sous la pression des mobilisations à l'étranger.

Opposants ou dissidents, futurs membres du GDS, ont fait des déclarations pour la presse étrangère. Si **Radu Filipescu** recourt à la presse étrangère, il rend publiques ses critiques du régime seulement après avoir incité à la révolte, les deux autres choisissent de prendre position contre le régime selon le modèle adopté par les écrivains : **Doina Cornea** et **Gabriel Andreescu** rédigent des textes où ils critiquent le régime et les envoient à l'étranger. Tous les trois seront enquêtés, deux d'entre eux ont été emprisonnés (**Gabriel Andreescu** et **Radu Filipescu**) et un a été condamné : **Radu Filipescu** qui avait fait l'expérience de la prison, à deux reprises et a même été condamné.

Né en 1955, **Radu Filipescu** est diplômé de la Faculté d'électronique et de télécommunications de l'Institut polytechnique de Bucarest, entre 1979 et mai 1983. Il travaille ensuite comme ingénieur en électronique dans l'entreprise « Automatica » de Bucarest. Au 20 janvier 1983, il répand 10 000 manifestes en paquets de 30 manifestes dans les boîtes postales des bucarestois. Les manifestes incitent à la démonstration, établissant la date et le lieu de la manifestation contre le régime Ceausescu : le 30 janvier 1983, Place du Palais. A partir d'avril 1983, il reprend la diffusion (de la même manière) d'autres 10 000 manifestes où il appelle à manifester contre le régime au 22 mai. Le 7 mai 1983, il est arrêté et condamné à dix ans de prison, conformément au code pénal pour « propagande contre l'ordre socialiste ». Il est emprisonné dans la prison de droit pénal de la Securitate, Rahova, ensuite dans des prisons à Jilava et à Aiud (où se trouvent d'autres détenus politiques de la neuvième décennie). Il est libéré trois ans après. Sa libération est due aux interventions de « Amnesty International » et de la « Ligue pour les droits de l'homme » par le biais de Mihnea Berindei. En décembre 1984, l'organisation « Amnesty International » le déclare le « Prisonnier du mois ». D'autres interventions viennent de la part d'une organisation des élèves de Genève. De nouveau, entre novembre et décembre 1987, il essaie d'organiser un « référendum » (en chaque vendredi, Place Sainte-Vendredi ou l'avenue de la Victoire-du-Socialisme) au sujet du soutien au régime Ceausescu. Il répand quelques centaines de manifestes et envoie des matériaux explicatifs aux autorités et à l'étranger. Il fait des déclarations contre le régime Ceausescu dans une interview pour le poste de télévision Antenne 2. En 1987, il a été parmi les initiateurs du syndicat « Libertatea ». Au 12 décembre 1987, de nouveau arrêté et enquêté par des méthodes violentes, il est menacé d'une condamnation de seize ans, mais au 22 décembre 1987, il est mis en liberté grâce aux pressions toujours venues de l'étranger. En décembre 1989, au matin du 22, il sera arrêté et ensuite mis en liberté¹⁰⁹². Il ne parlera de ces expériences qu'à l'incitation des autres membres du GDS et comme invité à la télévision publique¹⁰⁹³. **Radu Filipescu** est le petit-fils de Petru Groza. Cet homme politique est traité dans les travaux sur le communisme à usage politique comme avoir facilité les stratégies populistes mises en œuvre par les communistes pour légitimer leur prise de pouvoir et il est considéré comme un des

¹⁰⁹² 22, 2, 1990.

¹⁰⁹³ Peu connu, seulement depuis quelques années (début de la seconde décennie du XXI^e siècle), il est invité dans des émissions de télévision pour parler de ses expériences : de dissident et de détenu politique dans les années 1980. Dès 1992, **Radu Filipescu** est le président du Conseil d'administration du GDS. Il n'est pas des plus connues membres fondateurs du GDS, il se fera connaître toujours de par ses actes de dissidence et comme détenu politique des années 1980 surtout durant la seconde moitié des années 2000.

« importants collaborationnistes recrutés des “anciennes classes” »¹⁰⁹⁴. Dans une autre étude, il apparaît comme membre de la « bourgeoisie » roumaine, converti au socialisme¹⁰⁹⁵. Petru Groza¹⁰⁹⁶ est fait sujet d’un ouvrage récemment publié, l’intérêt pour ce personnage fait apparaître les usages politiques contradictoires que le régime communiste a fait de cet homme politique et par la suite dans la période postcommuniste dans les analyses récentes sur le communiste. Les jugements portés sur un tel personnage, lié à l’histoire du communisme, qui apparaissent dans des ouvrages des intellectuels devenus membres du GDS peuvent expliquer les réticences des membres du GDS à parler de la filiation de **Radu Filipescu**¹⁰⁹⁷. Son père, Zorel Filipescu (docteur en médecine et président de l’Association médicale roumaine¹⁰⁹⁸), s’essaiera à faire connaître à l’étranger la situation dans laquelle se trouve son fils : par voie téléphonique, il transmet à Mihnea Berindei l’évolution de sa situation. Mais c’est toujours lui qui rencontre **Doina Cornea**.

Un autre opposant au régime communiste à avoir intégré le GDS au moment de sa création est l’écrivain **Dan Petrescu**. Parmi les écrivains et des plus notoires dissidents de la dernière période communiste, celui qui critique de manière ouverte le régime, est le bien connu poète **Mircea Dinescu** (futur membre fondateur du GDS, futur président de l’Union des écrivains, élu au printemps de 1990).

Les études réalisées après 1989 en Roumanie traitant de la période communiste et signées précisément par des écrivains membres du GDS ne retiennent parmi les opposants du régime pendant les années 1980 que ces quatre personnes et encore certaines autres personnes appartenant aux milieux intellectuels (Ion Negoitescu, Mihai Botez, Dumitru Iuga) comme les seules qui se sont opposés au régime. Des opposants ou des dissidents mentionnés aussi dans 22 sont parmi ceux qui ont choisi de s’exiler, comme le prêtre Gheorghe Calciu-Dumitreasa, le mathématicien Mihai Botez, l’écrivain et psychiatre Ion Vianu proches de certains membres du GDS et/ou proches du GDS ou ayant soutenu l’opposition au début des années 1990.

Mihai Botez (né en 1940) est mathématicien. Il obtient son doctorat en 1966 à l’Institut de mathématique de l’Académie roumaine. Entre 1963 et 1967 il travaille comme chercheur à l’Institut de mathématique et ensuite au Centre de statistique mathématique de l’Académie roumaine. Et jusqu’en 1970, il est chef de la chaire « Applications de la mathématique dans l’organisation et la direction des entreprises » au Centre de perfectionnement des cadres dirigeants

¹⁰⁹⁴ Commission présidentielle pour l’analyse de la dictature communiste de Roumanie, *Raport final*, édité par Vladimir Tismaneanu, Dorin Dobrinu, Cristian Vasile, *op. cit.*, surtout pp. 35 et 59.

¹⁰⁹⁵ Petru Groza, né en 1884 dans une commune de la Transylvanie des parents qui sont des paysans aisés, il a fait ses études à Budapest, ensuite à Leipzig et à Berlin. Il est grand propriétaire terrien. Sa carrière politique commence au début des années 1920 en tant que ministre. Homme politique réputé pour son attachement à l’Église orthodoxe roumaine, il obtient d’occuper le poste de représentant au Synode de l’Église orthodoxe. En 1933, il fonde l’organisation politique, le Front des travailleurs. L’organisation qu’il dirige fait partie d’abord d’une coalition réunissant des organisations des communistes et des sympathisants soviétiques, par la suite, en octobre 1944, elle rejoint le Parti communiste roumain pour former ensemble le Front national démocratique dont il est le chef. Se trouvant à la tête du gouvernement de coalition qui inclut aussi les communistes. Sous son gouvernement, des partis politiques traditionnels sont interdits (août 1947) et des publications politiques sont interdites. Après l’installation de Gheorghiu-Dej se trouvant à la tête du gouvernement, Petru Groza est chef de l’État, à savoir président de la Grande Assemblée nationale jusqu’en 1958, date de sa mort.

¹⁰⁹⁶ Voir Dorin-Liviu Bitfoi, *Petru Groza, ultimul burghez. O biografie*, Bucarest, Compania, 2004.

¹⁰⁹⁷ **Sorin Vieru** considère que la filiation de **Radu Filipescu** n’a aucune importance au sein du GDS (Entretien avec **Sorin Vieru**, le 6 mai 2009).

¹⁰⁹⁸ Certains de nos interlocuteurs le situent dans la proximité de la nomenklatura, comme médecin des dirigeants communistes (entretien avec un universitaire de la période postcommuniste).

des entreprises¹⁰⁹⁹. Au 30 mars 1967 est signé à Genève au siège du Bureau international du travail l'acte de constitution du CEPECA, institution bénéficiant du soutien financier et technique de l'ONU (plus d'un tiers de la somme totale) pour l'acquisition des ordinateurs (IBM), la couverture des salaires des experts internationaux et des stages de perfectionnement pour les experts roumains sur la base d'un contrat ayant comme date finale mai 1972. En septembre 1967 l'institution fonctionne avec presque deux cents employés roumains dans le cadre du Ministère de l'emploi. Selon l'ancien et le premier directeur du CEPECA, l'institution avait introduit « des méthodes modernes de gestion et a utilisé l'ordinateur » pour les activités des entreprises, les premiers cours de marketing suivant le projet de l'ONU. Dans cette institution se sont formés les premiers « analystes programmeurs » et « analyste de système ». Ce projet avait été sollicité et adapté pour et dans la Securitate : « d'une certaine manière en secret au CEPECA ont été formés pour la Securitate roumaine 600 analystes programmeurs et analystes de système ». Vers la fin de 1969, l'institution entretient des relations avec nombre de fondations et d'institutions étrangères spécialisées dans le domaine de la gestion, mais peu de temps après les « thèses de juillet 1971 » (à la suite de la visite de Ceausescu en Chine et en Corée du Nord), l'Académie « Stefan Gheorghiu » est réorganisée et les activités du CEPECA sont transférées à l'école de parti à partir d'octobre 1971¹¹⁰⁰. A partir de 1970 jusqu'en 1978, il travaille à l'Université de Bucarest dans le Laboratoire de recherches prospectives, selon ses notations, « premier groupe interdisciplinaire de méthodologie des études sur le futur de l'Europe de l'Est », et ensuite au Centre international de méthodologie des études sur le futur et le développement de la fédération mondiale pour l'étude du futur.

À ceux-là, s'ajoutent des journalistes de *Romania libera*¹¹⁰¹, périodique homologue de 22 dans le champ journalistique au début des années 1990¹¹⁰².

Et pourtant d'autres personnes se sont opposées au régime seulement que leurs actes d'opposition au régime ne réussissent pas à mobiliser la presse étrangère¹¹⁰³ et d'autres personnes qui ont manifesté ouvertement leur révolte restent inconnues après 1989. Parmi ceux-là on compte des détenus politiques des

¹⁰⁹⁹ Ion Niculescu (Cf. « L'histoire de l'informatique : Remeber CEPECA », in *Market Watch*, 110, novembre 2008) l'institution avait introduit « des méthodes modernes de gestion et a utilisé l'ordinateur » pour les activités des entreprises, les premiers cours de marketing suivant le projet de l'ONU. Dans cette institution se sont formés les premiers « analystes programmeurs » et « analyste de système ». Et ce projet avait été sollicité et adapté pour et dans la Securitate : « d'une certaine manière en secret au CEPECA ont été formés pour la Securitate roumaine 600 analystes programmeurs et analystes de système ».

¹¹⁰⁰ Sur l'évolution du CEPECA dans le cadre de l'Académie « Stefan Gheorghiu », voir Mihai Dinu Gheorghiu, *Intellectualii in campul puterii*, op. cit., notamment pp. 92-97 et Alina-Teodora Cornea, « Enseigner à l'Ecole du Parti. Parcours, profils et devenir des enseignants de l'Académie « Stefan Gheorghiu » de Bucarest », art. cit., notamment pp. 849-857.

¹¹⁰¹ Leurs activités sont présentées en annexe à ce chapitre.

¹¹⁰² Un journaliste de la période postcommuniste, membre de la rédaction de *Romania libera* sera coopté au sein du GDS en 1990 : Florin Gabriel Marculescu, frère de Sorin Marculescu, membre du GDS, coopté à son tour grâce aux relations établies avec des membres fondateurs du GDS comme rédacteur des Éditions Cartea Romaneasca.

¹¹⁰³ Dennis Deletant, *Romania under Communist Rule*, op. cit., p. 195.

années 1980 dont **Radu Filipescu**¹¹⁰⁴ et George Musat¹¹⁰⁵. Alors que le cas d'une victime du régime Ceausescu des années 1980, l'ingénieur Gheorghe Ursu, mort en prison au moment même où d'autres dissidents recevaient le droit de quitter la Roumanie, sera connu après 1989 précisément ou surtout grâce au GDS¹¹⁰⁶.

Les témoignages des intellectuels de l'exil attestent l'importance de leur appui qui consiste à conférer aux différentes protestations la visibilité dont elles auraient eu besoin pour éviter une confrontation directe et violente avec les agents de la Securitate. Sans l'appui donné par des intellectuels de l'exil d'autres personnes qui ont critiqué ou manifesté leur révolte vis-à-vis du régime, qui ne sont pas des auteurs connus ou qui ne viennent pas des milieux littéraires, n'ont pas bénéficié de la visibilité obtenue par certains écrivains « professionnels » (notamment bénéficiant d'une reconnaissance officielle, de leur statut d'écrivain). C'est leur proximité avec des intellectuels ou leurs possibilités ou leurs chances d'obtenir l'accès à des instances médiatiques de l'étranger par le biais des membres de l'exil qui leur a permis de faire connaître leurs opinions.

Le cas de Gheorghe Ursu est de ce fait significatif, écrivain peu connu, dont le travail côtoyant les milieux écrivains ne parvient pas à faire passer ces messages à l'étranger au moment où il est mis en situation de se confronter avec les services de la Securitate et finit par être tué à la suite des enquêtes.

Les protestations diverses des écrivains ou des scientifiques pendant la dernière période du communisme ont été connues à l'étranger par le biais des intellectuels de l'exil déployant leurs activités dans les médias étrangers, surtout la Radio Free Europe et la BBC. Les opposants du régime qui ne sont pas des écrivains ou plus, refusent de se présenter en intellectuels, comme c'est le cas de **Doina Cornea**, ancienne universitaire à Cluj¹¹⁰⁷, reçoivent l'appui et des organisations à vocation explicitement politique comme La Ligue des droits de l'homme ou d'Amnesty International, comme cela a été le cas de **Radu Filipescu**.

Les relations des intellectuels de l'exil avec des intellectuels étrangers, leur accès au champ journalistique ou aux milieux politiques ont contribué à renforcer le capital symbolique des écrivains

¹¹⁰⁴ Moins nombreux (si on les compare à ceux des années 1950), les détenus politiques des années 1980 restent, à quelques exceptions près, inconnus ou très peu connus. Représentant l'exception, **Radu Filipescu** est à son tour bien moins connu dans les années 1990 que d'autres opposants au régime ou dissidents venant du monde intellectuel. L'unique initiative visant à rassembler des témoignages des anciens détenus politiques de la dernière période communiste appartient à un détenu politique des années 1980, emprisonné à Aiud. Le volume, dont l'auteur appartenait à la minorité hongroise, est publié en hongrois en Roumanie. Le volume en roumain est un des projets auxquels s'attache (en 2013 et en 2014) l'Institut d'investigation des crimes du communisme et [de] la mémoire de l'exil, à l'initiative de son troisième président, Andrei Muraru, historien et homme politique à partir des années 2010 (voir troisième partie). Le volume lui a été présenté par l'épouse d'un des détenus politiques des années 1980, la spécialiste de la littérature et la responsable de la publication intellectuelle, *Observator cultural*, Carmen Musat.

¹¹⁰⁵ Un autre ancien détenu politique des années 1980 sera coopté dans le GDS mais pour une brève période il est présenté comme membre du GDS et, semble-t-il, sans que cette expérience seule soit au fondement de son cooptation, mais ses compétences et son activité, en tant que juriste.

¹¹⁰⁶ Voir aussi chapitre 5.

¹¹⁰⁷ Il semble pourtant que dans son cas les activités de soutien menées par sa fille ont contribué à faire connaître ses prises de position devant des instances internationales.

protestataires ou des dissidents, écrivains ou scientifiques. Le capital symbolique obtenu par ces opposants du régime se fonde sur le capital moral qui, dans la majorité des cas, contribue à rendre leur position (dans le champ) plus forte. Le capital moral qu'ils accumulent en s'opposant au pouvoir communiste ne saurait être traduit en capital symbolique, transposable après 1989 dans le champ intellectuel, sans l'apport des médias étrangers et sans le travail des médiateurs, précisément des intellectuels de l'exil. Ce capital obtenu mais aussi (en mesure variable) des relations établies avec l'exil expliquent, entre autres, leur appartenance au GDS.

Gabriel Andreescu (né en 1952 à Buzau), fait des études de physique à l'Université de Bucarest. Entre 1976-1980, il est professeur de lycée et ensuite chercheur à l'Institut de météorologie et d'hydrologie de Bucarest, de 1980 à 1989. Il publie dans *Revista de filosofie* et grâce à ces publications, il fait la connaissance de **Sorin Vieru**, logicien et chercheur à cette époque-là à l'Institut de philosophie. Entre 1980-1987, il transmet en Occident des informations sur la violation des droits de l'homme, ensuite des textes où il conteste ouvertement le régime communiste. Entre 25 Décembre 1987 et fin janvier 1988, il sera emprisonné pour une accusation de « trahison » : la Securitate sera au courant avec ses textes où il fait la critique du régime. Il sera libéré par un décret d'amnistie grâce aux pressions faites par la presse étrangère (et notamment la Radio Free Europe et la Ligue pour les droits de l'homme de Paris). Pendant l'été de 1988, il transmet une lettre de protestation à la Conférence internationale pour la défense des droits de l'homme de Cracovie, organisée par Solidarnosc [La Solidarité]. La lettre sera transmise par la Radio « Free Europe ». Du 1^{er} au 15 juin 1989, pendant la conférence de la CSCE qui aura lieu à Paris, il fait la grève à la faim pour protester contre la violation des droits de l'homme. En octobre 1989, il sera forcé à changer de domicile à Buzau, sa ville natale¹¹⁰⁸.

Doina Cornea et **Dan Petrescu** sont les seuls parmi des intellectuels, deux marginaux, à prendre l'initiative de se solidariser avec d'autres protestations. S'intéressant à **Radu Filipescu**, **Doina Cornea** envoie des messages à l'étranger concernant sa situation. Le seul à lui rendre visite c'est le père de **Radu Filipescu** qui prend contact avec elle. Elle voit le père de **Radu Filipescu** dans la première partie du mois de juin 1988 à Cluj¹¹⁰⁹. Aucun futur membre du GDS ne lui rend pas visite.

Après la révolte des ouvriers de Brasov du 15 novembre 1987, **Doina Cornea** et son fils, **Leontin Iuhas**, dispersaient dans leur ville, à Cluj, des « manifestes de solidarité avec les ouvriers de Brasov », action qui les amena sous enquête. **Doina Cornea** et son fils sont libérés sous la pression de la presse étrangère. A la même période, des écrivains sont préoccupés de leurs livres. **Gabriel Liiceanu**, **Sorin Vieru** et **Andrei Plesu** discutaient de l'édition de l'œuvre de Constantin Noica (mort le 4 décembre 1987). Gabriela Adamesteanu séjournait à Paris et en Italie, préoccupée de la traduction (en italien) de son roman. Sur Antenne 2 sont présentés **Doina Cornea** et **Radu Filipescu**, à la suite de ces entretiens, les deux seront emprisonnés tout comme le fils de **Doina Cornea**, **Leontin Iuhas**. Sa fille, Ariadna Iuhas-Combes vivant à Paris (mariée à Michel Combes), intervient avec un entretien pour France Internationale pour protester contre les représailles. Au même moment, dans un entretien qui passe à la BBC et qui est publié dans *Le*

¹¹⁰⁸ Certaines de ses expériences seront racontées dans les premiers trois numéros de la revue 22 sous le titre « Les dernières pages de journal » (voir chapitre 6).

¹¹⁰⁹ Entretien avec **Doina Cornea** (Cluj, le 1er avril 2008)

Monde, Silviu Brucan, militant communiste dans les années 1930 et membre de la nomenklatura, critique la politique de la direction du parti et surtout la répression contre le mouvement revendicatif des ouvriers de Brasov. La Ligue pour la défense des droits de l'homme dont s'occupe Mihnea Berindei et d'autres intellectuels se mobilisent pour organiser des manifestations de l'exil, solidaire avec les mouvements qui ont lieu en Roumanie car des étudiants de Brasov et de Timisoara organisent des manifestations en signe de solidarité avec les ouvriers. Les écrivains de l'exil, et non seulement ceux de Paris, signent des protestations « pour les manifestants et contre la répression ».

B. De la quête de reconnaissance à la protestation

Dan Petrescu est né en 1949 à Bucarest, a fait des études de lettres à Bucarest, mais vit à Iasi, marié à Tereza Culianu, la soeur d'Ioan Petru Culianu. **Dan Petrescu**, par son ami français, Thomas Bazin, enseignant le français à Iasi, annonce son intention de se présenter dans la presse française avec un entretien pour critiquer le régime. En décembre 1987, plusieurs journalistes français partent « en clandestinité » en Roumanie, parmi lesquels Mihnea Berindei et Alexandre Laignel-Lavastine¹¹¹⁰. **Dan Petrescu** est le premier écrivain en Roumanie à se solidariser avec le mouvement protestataire des ouvriers de Brasov de novembre 1987, dans un entretien présenté par *Libération* (du 27 janvier 1988) où il discute du régime communiste. Monica Lovinescu note dans son journal que « les seuls qui ont manifesté la solidarité avec les ouvriers de Brasov ont été [...] seulement les écrivains se trouvant *en exil* ». Elle fait une comparaison entre Paul Goma et **Dan Petrescu** au sujet des contestations que ceux-là ont subies de la part des autorités mais aussi en provenance des écrivains concernant leur statut d'écrivain, commentaires faites à leur sujet par d'autres écrivains :

« ce qui est plus grave c'est quand certains écrivains, par d'autres raisons – peut-être même par “complexes” – entrent dans un tel chœur suspect. Cela s'est passé avec Paul Goma ; tant de fois on a entendu quelque chose comme : il lui convient d'avoir le courage parce qu'il n'est pas écrivain ! Réplique aberrante car Paul Goma a déjà une œuvre et un nom en Occident, mais surtout parce qu'une telle réplique suppose que le talent et le courage s'excluent inévitablement, ce que les écrivains, de Prague, de Varsovie et de Budapest ont infirmé au mode spectaculaire. Cela s'est passé dans le cas de Paul Goma, on ne voit pas pourquoi cela ne devrait pas se répéter dans le cas de **Dan Petrescu** dont le nom est paru sur la couverture d'un seul livre et, encore plus, volume de début collectif : *Proze* chez Albatros en 1985¹¹¹¹. »

Mais c'est toujours elle qui dans son « journal direct » en septembre 1988 témoignait avoir la même opinion qu'elle contestait aux écrivains¹¹¹² qui se gardaient de contester le régime qui contribue à faire paraître leurs « œuvres » :

« je rédige avec assez d'effort une chronique sur le début – extrêmement expérimental – de **Dan Petrescu** dans un volume collectif. Plus pour la personne que pour l'œuvre. **Dan Petrescu** a été importuné par la Secu[ritate]...¹¹¹³ »

¹¹¹⁰ Monica Lovinescu, *Jurnal 1985-1988*, op. cit., p. 257.

¹¹¹¹ Monica Lovinescu, *Pragul/Unde scurte V*, op. cit., p. 18.

¹¹¹² Certains dictionnaires des écrivains même si parus après 1989, ne le retiennent pas.

¹¹¹³ Monica Lovinescu, *Jurnal 1985-1988*, op. cit., p. 64.

À la différence de ses amis de Iasi qui occupent des postes dans des institutions d'enseignement ou culturelles, **Dan Petrescu** vit la marginalité sociale puisque le poste d'enseignant que tous ses collègues ont occupé pour une période ou pour une autre, lui est refusé. Luca Pitu est cadre enseignant à l'Université de Iasi, à la Faculté des lettres, membre de la chaire de langue et littérature française dès la moitié des années 1975¹¹¹⁴.

À ce moment-là, les problèmes auxquels **Dan Petrescu** est confronté semblent être en lien avec, voir même la conséquence du procès civil qu'il a dû subir et à la suite duquel il a été emprisonné¹¹¹⁵. Lié par mariage à la famille Culianu, sa situation sociale et sa position dans les milieux littéraires ainsi que celle de sa femme sont loin de correspondre aux possibilités que cette alliance et cette appartenance auraient pu les offrir, d'après ce qu'on pourrait imaginer :

« **Dan Petrescu** a essayé, tour à tour, de trouver un emploi comme vendeur dans une librairie (...) Toujours refusé. Est-ce qu'on doit ajouter que Tereza Petrescu (sœur d'Ioan Petru Culianu) n'a jamais été nommée à l'Université ? Depuis six ans sans travail, **Dan Petrescu**, à ses 38 ans, est complètement marginalisé. C'est ce que les autorités ont réussi à faire¹¹¹⁶. »

Parlant de la période de son opposition face au régime communiste (à partir de en novembre 1989), **Dan Petrescu** mentionne parmi les personnes qui l'ont aidé : Mariana Marin (Cercle de Lundi dirigé par Nicolae Manolescu, génération littéraire '80), Liviu Ioan Stoiciu (poète présenté par Stefan Aug. Doinas dans la revue *Familia*), Luca Pitu, Liviu Antonesei, Liviu Cangeopol (en exil depuis septembre 1989), Dan Alexe (en exil en Belgique), **Alexandru Calinescu** (ces cinq derniers appartenant au « groupe d'Iasi ») et **Doina Cornea**¹¹¹⁷. Son principal appui consiste cependant dans ses liens avec l'exil roumain, Ioan Petru Culianu¹¹¹⁸ surtout, le premier à l'aider à faire connaître ses protestations par le biais des intellectuels roumains de Radio Free Europe et de Mihnea Berindei, vice-président de la Ligue pour la défense des droits de l'homme de Paris. Mais sa liaison avec Ioan Petru Culianu sont aussi la cause des problèmes avec lesquels le groupe des jeunes littéraires qui résident à Iasi sont amenés à se confronter. Monica Lovinescu notait en 1984, selon son journal, publié dans la période postcommuniste :

« ceux de *Dialogue* [d'Iasi], Antonesei, Pitu, Petrescu avaient donné des «papiers» au lecteur français se trouvant là-bas pour les mémoriser et les détruire : il ne les avait pas détruits [...] les jeunes de *Dialog* ont été enquêtés, mais ils n'ont pas été destitués (pas encore). »

¹¹¹⁴ Cf. Liviu Cangeopol, « Radiografierea critica a unui caz exemplar : Luca Pitu », *New York Magazin*, 581, juillet 2008, p. 9. Son premier volume paraît avant 1989 en France (*Le chasseur des corbeaux*, Éditions À l'Écart, 1986, Reims) comme le second.

¹¹¹⁵ Détenu de droit civil cf. Monica Lovinescu, *Jurnal 1985-1988*, op. cit. Certains de nos interlocuteurs confirment cette information (Entretiens avec Angela Marinescu, le 14 mai 2008 ; avec un de ceux qui sont considérés formant le groupe d'Iasi).

¹¹¹⁶ Monica Lovinescu, *Pragul/Unde scurte V*, op. cit., p. 20.

¹¹¹⁷ **Dan Petrescu**, *In raspar* [À contre-courant], Nemira, 2000, p. 389.

¹¹¹⁸ Né en 1950, dans une famille où son grand-père paternel le mathématicien Nicolae Culianu, proche de Titu Maiorescu, a été le recteur de l'Université d'Iasi tout comme son grand-père maternel, Petru Bogdan, recteur et vice-recteur de la même université (1920-1926). Il fait ses études en Italie où il s'installe après avoir demandé l'asile politique (1972-1976), il vit pour une période aux Pays-Bas et fait des études doctorales à l'Université Paris IV (thèse soutenue en 1987 sous la direction de Michel Meslin), à partir de 1988 il s'installe définitivement aux Etats-Unis comme professeur à l'Université de Chicago. Il est l'ami ainsi que le disciple de Mircea Eliade.

En effet, **Dan Petrescu** avait envoyé à son beau-frère des « lettres et messages » par le biais du lecteur français, Romain Réchon, sans que ses collègues aient quelque implication dans cette affaire. Même si l'exil roumain de Paris est prêt à aider le lecteur français à « faire scandale », le lecteur français choisit de résumer cette histoire dans un article pour *L'Alternative*¹¹¹⁹ puisque « ceux de *Dialog* ne l'ont pas chargé d'une telle chose ». A la fin des enquêtes menées contre les jeunes d'Iasi, pour **Dan Petrescu** les choses ne « s'arrangent » pas, comme pour les autres¹¹²⁰. Les notations journalistiques de Monica Lovinescu montre bien comment des membres de l'exil et, semble-t-il, notamment elle, par le fait qu'elle est attachée à l'idée de l'existence d'une dissidence des écrivains roumains, mais aussi ceux qui ont les moyens de rendre publique leur situation en Roumanie, sont victimes des nouvelles tronquées qui leur parviennent à l'aide des intermédiaires divers. En octobre 1985, l'épouse d'Ioan Culianu, en visite en Roumanie rencontre **Dan Petrescu** et ses amis de *Dialog* où elle apprend qu'en fait « **Dan Petrescu** a été victime d'une machination, le professeur de français auquel il avait donné la lettre pour Culianu était [...] victime du chantage et donc manipulé par la Securitate¹¹²¹ ».

Écrivains, essayistes ou critiques littéraires, comme d'autres aussi, sont attirés par des personnages comme Virgil Ierunca et Monica Lovinescu, mais les jeunes écrivains débutants, contrairement à ceux qui sont parvenus à la consécration et qui voyagent souvent à l'étranger, n'ont jamais eu l'occasion de les rencontrer. Ces jeunes écrivains fascinés par les intellectuels de l'exil parisien cherchent à voir quelques ressemblances entre eux et les intellectuels qu'ils admirent :

« V[irgil Ierunca], le groupe de Iasi le voit à peu près comme elle [l'épouse de Culianu] l'a décrit : avec cigare, élégant, etc. Moi, en échange, grande et imposante. “Comment elle s'habille ?” ils l'ont demandé, en imaginant un tailleur sévère. “En jeans”, elle les a répondu – et il semble qu'ils étaient très contents, ils ne parlaient que de ça¹¹²². »

De plus, ils cherchent obstinément à ce faire reconnaître par ceux-là en imaginant les liaisons qui ont pu se créer à l'occasion des difficultés rencontrées par **Dan Petrescu**. Dans une lettre adressée à Monica Lovinescu, Tereza Petrescu-Culianu la remercie pour avoir sauvé son mari, « très menacé dans l'histoire de la revue *Dialog* », selon Monica Lovinescu, et lui fait savoir que **Petru Cretia** aurait résumé dans une dédicace dans son dernier livre les relations entre des intellectuels de l'exil, mais plus précisément Monica Lovinescu et Virgil Ierunca, et les écrivains du pays¹¹²³.

En visite chez son frère installé aux Etats-Unis, Tereza Petrescu-Culianu parle, en octobre 1986, de « certaines délations » qui ont empêché **Dan Petrescu** de sortir du pays. Mais en juin 1987¹¹²⁴, **Dan**

¹¹¹⁹ *L'Alternative*, 27-28, mai-août 1984.

¹¹²⁰ Monica Lovinescu, *Jurnal 1981-1984*, op. cit., pp. 230, 269 et 275.

¹¹²¹ Monica Lovinescu, *Jurnal 1985-1988*, op. cit., p. 68.

¹¹²² *Idem*.

¹¹²³ Monica Lovinescu note alors la dédicace ainsi que le fait s'agit d'un « livre qu'on n'a jamais reçu (*Norii*) : “avec gratitude infinie, de l'ombre du siècle” » (*Ibid.*, p. 164).

¹¹²⁴ En mars 1987, les étudiants manifestent à Iasi, à Cluj, à Timisoara et en avril à Brasov, leurs revendications concernent les nécessités usuelles comme l'électricité, le chauffage et la nourriture qui en manquent. Ces manifestations ne durent qu'une journée et finissent par des concessions ponctuelles faites par les autorités A Bucarest dans la Faculté de droit les étudiants

Petrescu arrive avec son beau-frère, Ioan Culianu, des Pays-Bas pour le premier festival Beaubourg où il s'affiche tout près de Monica Lovinescu et aux côtés de Matei Calinescu et Sorin Alexandrescu, des exilés résidant respectivement aux Etats-Unis et aux Pays-Bas¹¹²⁵, Emil Cioran et Marie-France Ionesco, mais aussi Bujor Nedelcovici, récemment installé à Paris (depuis janvier 1987) :

« On rencontre **Dan Petrescu** (beau-frère de Culianu) qui semble courageux (il s'assoit devant tout le monde tout près de moi, lui qui est tellement persécuté par la Secu[ritate] et toujours sous enquête) lucide et, dans son unique intervention, il parle français comme un Français [...] On enlève **Dan Petrescu** pour l'amener chez nous. Il montre une sévérité plus grande que nous au sujet des écrivains : "Ils sont tous des canailles, inutilement de voir des bons et des méchants". Il retourne [dans le pays] puisque la Secu l'ont impulsé à... y rester »¹¹²⁶.

Début 1988, **Dan Petrescu** est le premier écrivain du pays qui prend position pour se solidariser avec les mouvements revendicatifs des ouvriers de Brasov. Jean Stern, journaliste à *Libération*, arrive de Roumanie avec « un entretien incendiaire de **Dan Petrescu** qui paraîtra au 26 janvier (l'anniversaire de Ceausescu) » qui sera inclus dans les trois pages dédiées à la Roumanie. Cet entretien sera aussi diffusé par Radio Free Europe.

Au même moment, **Gabriel Andreescu** est enquêté par la Securitate pour avoir transmis des textes à l'étranger. Il est l'ami de Virgil Muresan, le neveu de Monica Lovinescu. La confusion initiale entre ces deux se produisant, trois postes seront alertés pour le protéger : Radio Free Europe, la BBC et Radio France Internationale. C'est pour la première fois que le nom de **Gabriel Andreescu** est invoqué dans les milieux intellectuels de l'exil.

Dans les pays de l'Est, suite à l'appel fait par la Charte '77 pour consacré le 1^{er} février « aux souffrances roumaines » des manifestations de solidarité sont organisées : à Budapest des gens manifestes devant l'Ambassade de Roumanie, à Prague cinquante-sept intellectuels dont Vaclav Havel, à Varsovie Solidarnosc et le Parti socialiste essaient de protester, à Moscou Andreï Sakharov et les membres du club Glasnost Press font publique leur adhésion à l'appel de la Charte '77.

En février 1988, Monica Lovinescu prend la décision de diffuser à Radio Free Europe un texte envoyé par **Dan Petrescu** au début de l'année, « une analyse sociopolitique ». Le texte est diffusé surtout que ceux de l'exil ne réussissent plus à communiquer avec lui ou avec ses amis du « groupe d'Iasi » (Liviu Antonesei, Luca Pitu, Al. Calinescu, Mihai Dinu Gheorghiu, Valeriu Gherghel, etc.). **Dan Petrescu** est enquêté et retenu pendant vingt-quatre heures. Et au domicile de Liviu Cangeopol a lieu une perquisition, en la présence de Liviu Antonesei, qui finit par la confiscation de deux livres de Cioran. En Roumanie, le « groupe » semble se mobiliser et imaginer une réaction collective comme suite de l'entretien de **Dan Petrescu** :

demandent la démission de Ceausescu. Le 26 mai 1987, Gorbatchev se trouve à Bucarest. Voir Dennis Deletant, *Romania under communist rule*, op. cit., pp. 207-208.

¹¹²⁵ Ils appartiennent à la même génération qu'Eugen Simion et se sont exilés lorsqu'ils sont des boursiers (voir *supra*).

¹¹²⁶ Monica Lovinescu, *Jurnal 1985-1988*, op. cit., pp. 221-222.

« dans le groupe, ils prévoyaient candidement [Mircea] Zăciu, Eugen [Simion], Liviu Ciocarlie¹¹²⁷. »

Par le biais du nouveau professeur de français à l'Université d'Iasi, Thomas Bazin¹¹²⁸, Luca Pitu envoie à Paris une lettre pour recommander Liviu Căngeopol avec un texte pour la publication :

« un assez enthousiaste (et courage, et qualité intellectuelle) auto-entretien à publier dans la presse française. Plus fort que **Dan Petrescu** qui fait école à Iasi ! [...] Mihnea le trouve dangereusement zinovievien. Et en partie il a raison (dissidents “créés” ou imposés par la Securitate, etc.). Toutefois il faut faire quelque chose pour lui. Je téléphone à Vlad [Georgescu] pour lui annoncer un nouveau texte “dissident” et le voyage de D[an] P[etrescu] à Bucarest »¹¹²⁹.

Les contestations se poursuivent et du côté des intellectuels communistes, Silviu Brucan paraît dans la presse avec un nouvel entretien.

L'atmosphère est favorable aux prises de position contestataires, Vlad Georgescu est prêt à rendre public le texte de Liviu Căngeopol en dépit des réserves exprimées par Monica Lovinescu :

« il [Vlad Georgescu] me dit que, selon lui, le régime manifeste son recule après la rencontre “orageuse” avec l'émissaire américain : Silviu Brucan est paru de nouveau [...], un autre protégé américain [...], il est arrivé à Genève. Donc la libération de D[an] P[etrescu] ferait partie de cet ensemble. Il nous presse, Mihnea [Berindei] et moi de diffuser l'entretien de [Liviu] Căngeopol. Il ne semble pas comprendre que nous avons en préalable besoin de son adresse et de son numéro de téléphone pour le défendre. Comme on l'a fait avec D[an] P[etrescu]¹¹³⁰. »

Après ces prises de position explicitement politiques, **Dan Petrescu** envoie (toujours par le biais de Thomas Bazin via Maria Mailat) de nouveau mais il s'agit cette fois-là d'un texte « très moderniste et savant, en partant de Derrida » pour un colloque sur Mircea Eliade organisé par Sorin Alexandrescu, installé depuis 1975 aux Pays-Bas et d'un autre (fin mai 1988) préparé pour une réunion européenne qui a lieu à Berlin. De même, son ami, Liviu Căngeopol envoie des textes pour *Libération* mais aussi pour *Agora*, périodique dirigé par Dorin Tudoran (aux États-Unis), des textes « dissidents » ainsi que des textes littéraires ou de philosophie politique (parus dans *La Nouvelle Alternative*).

Dan Petrescu, puis Liviu Căngeopol ont pris position. A ceux-là se joint Dan Alexe, appartenant au même « groupe d'Iasi », qui envoie un texte pour la diffusion à Radio Free Europe mais comme il partira en Occident pour s'y installer le texte ne sera pas diffusé. Son contenu, inspiré d'Alexandre Zinoviev, contredit la vision des intellectuels parisiens :

« ses pessimismes extrêmes : “l'homme nouveau” a été déjà créé en Roumanie, il n'existe plus de société civile non-infiltrée, rien à espérer, etc.¹¹³¹ »

Il reçoit son visa à la dernière minute (fin mai 1988) et en juin, la même année, il annonce sa décision de s'installer en Belgique.

¹¹²⁷ *Ibid.*, pp. 274-275.

¹¹²⁸ Ami de Luca Pitu et d'**Alexandru Calinescu**. Thomas Bazin est proche de la nièce d'Alexandre Laignel-Lavastine, Maria Mailat.

¹¹²⁹ Monica Lovinescu, *Jurnal 1985-1988*, op. cit., p. 275.

¹¹³⁰ *Ibid.*, p. 276.

¹¹³¹ *Ibid.*, p. 297.

Monica Lovinescu résumait en 1988, conformément à son journal parallèle « indirect » où elle se pose de refléter sur ce qui a été le « tant attendu phénomène de la solidarité des milieux littéraires dans le contre », l'histoire de cet écrivain où on apprend cette fois-là qu'il n'avait envoyé en 1984 qu'une lettre à son beau-frère, « une lettre totalement innocente du point de vue politique ».

En 1988, **Dan Petrescu** occupe un poste de bibliothécaire à Iasi. Il poursuit ces déclarations contre le régime en demandant d'être contacté par la Radio Free Europe ou d'autres journalistes de l'étranger ou que ses textes soient diffusés « intégralement » par Radio Free Europe. Lui et Liviu Cangeopol transmettent à ceux qui se trouvent en exil qu'ils désirent signer toute lettre de protestation commune contre le régime.

C. La protestation des « grands » : la « lettre des sept »

Presqu'à la même époque, en juin 1988, des auteurs, philosophes-essayistes, résidant à Bucarest prennent contact avec **Dan Petrescu**. Il s'agit de **Gabriel Liiceanu** et d'**Andrei Plesu**. Selon leurs témoignages, leur initiative provoque leur rencontre avec les autorités. Antérieurement, en novembre 1987, Annette Laborey (du Centre pour l'entraide intellectuelle, Paris) pour la première fois à Bucarest, elle avait fait la connaissance d'**Alexandru Paleologu** et avait revu **Andrei Plesu**, **Gabriel Liiceanu** et Octavian Paler. Suite à cette réunion, dans la maison d'**Andrei Plesu**, les autorités interrogèrent **Andrei Plesu** et s'intéressèrent, selon ses témoignages, plus à Octavian Paler qu'à Annette Laborey¹¹³². Mais en fin décembre 1988, ils sont parmi les interlocuteurs de Thomas Bazin, lecteur de français à l'Université d'Iasi, l'ami des écrivains d'Iasi, qui les rencontre sur la recommandation des intellectuels de l'exil. Monica Lovinescu raconte qu'en fin 1988, elle apprend par l'intermédiaire du cousin de **Gabriel Liiceanu**, qui réside à Paris (Adrian Oprescu), que des écrivains les plus notoires et proches de l'exil parisien seraient « en danger » :

« la Securitate a commencé à s'intéresser à Liiceanu, Plesu, Mircea Iorgulescu, Octavian Paler et Nicolae Manolescu. La Securitate a, évidemment, “bon goût” – ils sont les plus “représentatifs”, mais je ne sais pas (sauf que Liiceanu, qui avait téléphoné à **Dan Petrescu**, a été interrogé) quelles autres formes a pris cet intérêt. Pour tous ceux-là, atmosphère “défavorable”. Je ne sais pas s'ils peuvent encore rester en Roumanie. [Gabriel] Liiceanu a deux invitations : en Italie et à Paris¹¹³³. »

Le « silence » maintenu par ceux-là quant à leur situation, la nébuleuse produite par les informations déroutantes recueillies par différents intermédiaires ou par téléphone sont clarifiées lors de la rencontre, sur

¹¹³² Cf. Monica Lovinescu, *Jurnal 1985-1988*, op. cit., pp. 251 et 268-269.

¹¹³³ *Ibid.*, pp. 326-327. Jusque-là, les restrictions auxquelles **Liiceanu** s'est heurté ont été liées à son expérience dans le cadre de l'Institut de philosophie (dans Gabriela Adamesteanu et **Gabriel Liiceanu**, « Exista doua masuri si doua memorii pentru aceleasi fapte ? » [Il y a deux mesures et deux mémoires pour les mêmes faits ?], 22, 156, 1993) et ensuite quelques résistances à la publication de sa traduction (en collaboration avec **Thomas Kleininger**) de Martin Heidegger, *Repere ale gandirii* qui paraît toutefois aux Editions Politica en 1987. Ces résistances auraient été liées à l'« affaire Heidegger » qui se déroule en France (automne 1987-été 1988) (*Ibid.*, p. 312).

l'initiative de Mihnea Berindei, entre Pierre Blanchet¹¹³⁴ (journaliste au *Nouvel Observateur*) et **Andrei Plesu**, à Bucarest en novembre 1988. Si la rencontre avec **Andrei Plesu**, ne lui cause aucun problème, sa tentative de voir **Doina Cornea** lui apporte l'expulsion. Après plusieurs heures de discussions avec Plesu, Blanchet apprend que le « groupe », à savoir **Gabriel Liiceanu**, **Andrei Plesu**, Octavian Paler, **Alexandru Paleologu**, Nicolae Manolescu, Gabriel Dimisianu, Augustin Buzura, Mircea Iorgulescu, **Mircea Dinescu** et Eugen Jebeleanu, « préparait une protestation écrite (contre la systématisation et la politique générale) et que chacun a été appelé par l'organisation à laquelle ils appartenaient, en présence d'un officier de la Securitate, menacé et "pressé". Liiceanu, un peu plus que les autres...¹¹³⁵ ». Sauf que Liiceanu n'est pas membre du PCR et donc il ne pouvait pas être convoqué par quelque organisation du parti. La tentative des écrivains « représentatifs » de protester contre le régime se solde par un échec. Les écrivains se rencontrent chez **Mircea Dinescu** qui aurait insisté auprès d'Eugene Jebeleanu pour qu'il accepte de signer la lettre conçue par les autres. Ce dernier donne son accord mais ceux qui se chargent de la rédaction de la lettre, intimidés par les autorités, ne réussissent pas à se mettre d'accord sur le contenu de leur protestation :

« Paleologu et Paler auraient trouvé les termes trop violents. Paleologu a reçu la visite de la Securitate – "Comment vous, ancien prisonnier et une personne âgée, vous êtes allé à Dinescu, vendu aux Juifs, aux Russes et... aux Hongrois" »¹¹³⁶. »

Le projet de protestation, par ailleurs échoué, ne sera pas mentionné par Pierre Blanchet dans son article du *Nouvel Observateur* à cause de l'indécision d'**Andrei Plesu** au sujet de l'opportunité d'une telle publicité. Finalement le seul écrivain qui est décidé à prendre position est **Mircea Dinescu** puisque les autres désirent que leur projet ne soit pas rendu public :

« Dinescu désire que le dernier manuscrit refusé par la censure paraisse en édition bilingue à... Budapest. Et il veut qu'on lui envoie un journaliste¹¹³⁷. »

Dans *Cartea alba a Securitatii. Istorie literare si artistice (1969-1989)* [Le livre blanc de la Securitate. Histoires littéraires et artistiques (1969-1989)], ouvrage qui présente des informations recueillies des archives de la Securitate à une époque où les archives de la Securitate ne sont accessibles ni aux chercheurs ni à quelque organisme civil, on mentionne d'autres écrivains qui auraient accepté de signer cette lettre de protestation¹¹³⁸. Les documents de la Securitate ne retiennent pas Gabriel Dimisianu et Eugen Jebeleanu, dont les noms sont cependant mentionnés par Monica Lovinescu dans son journal¹¹³⁹. Mais on retrouve parmi les dix-neuf écrivains mentionnés dans ce volume certains futurs membres du Groupe :

¹¹³⁴ Pierre Blanchet avait déjà visité la Roumanie en 1981 et ensuite en 1986. Son article paraît dans *Le Nouvel Observateur* quelques mois après son séjour, en mai 1986.

¹¹³⁵ Monica Lovinescu, *Jurnal 1985-1988*, op. cit., p. 333.

¹¹³⁶ *Ibid.*, p. 337.

¹¹³⁷ *Ibid.*

¹¹³⁸ Le service roumain de renseignements, Mihai Pelin (dir.), *Cartea alba a Securitatii. Istorie literare si artistice (1969-1989)* [Le Livre blanc de la Securitate. Des histoires littéraires et artistiques], Bucarest, Presa romaneasca [La Presse roumaine], 1996, pp. 409-410. La publication de cet ouvrage a provoqué de longs débats concernant la pertinence des informations qui y sont présentés du fait qu'il paraît dans une période où les archives de la Securitate ne sont pas disponibles à tous et chacun intéressés.

¹¹³⁹ Publié en Roumanie chez Humanitas après 1989.

Alexandru Calinescu (du dit « groupe d'Iasi »), **Stefan Augustin Doinas**, Gabriela Adamesteanu (rédacteur aux Éditions Cartea Romaneasca et intégrant le GDS en 1990) et d'autres encore : Henri Wald et Augustin Buzura¹¹⁴⁰. Les écrivains mentionnés par les documents de la Securitate ont été contactés pour leur demander leur opinion mais cela ne signifie pas que tous ont accepté de prendre part à cette protestation car aucune trace de cette tentative n'est gardée¹¹⁴¹.

Selon les notations de Monica Lovinescu, Agnès Kolakowska (la fille de Leszek Kolakowski), en visite en Roumanie, rencontre tous les intellectuels proches de l'exil, « de Mariana Botez [...] à **Andrei Plesu** ». Il semble qu'à cette date-là, Mariana Botez, née Celac, mentionne le terme de « génocide » pour qualifier les effets de la politique menée par le régime communiste. De plus, Agnès Kolakowska apporte des informations qui confirment l'échec du « complot » des écrivains. Selon celle-là, leur tentative aurait été en lien avec leur « complexe polonais¹¹⁴² ».

Mircea Dinescu, Ana Blandiana, Dan Desliu et Nicolae Manolescu ont soutenu Dorin Tudoran lors de la séance du Conseil de l'Union des écrivains en 1985. **Mircea Dinescu** est parmi ceux qui ont soutenu Octavian Paler tout comme Dana Dumitriu et **Alexandru Paleologu**. **Mircea Dinescu** est proche de Lucian Raicu, en exil depuis janvier 1987.

En 1988, **Mircea Dinescu** est refusé de publication, avec son volume *Moartea citeste ziarul* [La mort lit le journal], inclus pourtant dans le plan éditorial pour l'année 1988. Dans la préface (rédigée pendant l'été 1989) à ce volume, Sorin Alexandrescu signale que le volume interdit n'est toutefois « singulier dans l'œuvre de Dinescu » en exprimant son étonnement quant à la publication de ses volumes antérieures, *Democratia naturii* [La démocratie de la nature] (1981) et *Exil pe o boaba de piper* [Exil sur un grain de poivre] (1983) puisque dans ces poèmes « tous les tabous du régime actuel de Roumanie sont violés ». Dans le même texte, Sorin Alexandrescu caractérise les derniers poèmes de **Mircea Dinescu** en les classant comme appartenant à la littérature contestataire, comme étant le « maximum possible en Roumanie », aux côtés de la prose d'Augustin Buzura, du roman de Marin Preda et des poésies de Dorin Tudoran, de Dan Desliu et d'Ana Blandiana. Selon Sorin Alexandrescu, ce qui distingue les écrits de ce poète est le renoncement à « l'expression voilée et allusive » et l'adoption de la littéralité. Jusque-là subtile, ambiguë, intellectuelle ou ironique (dans le cas d'Ana Blandiana, d'Ileana Malancioiu, de Mircea Cartarescu, etc.), l'expression devient cette fois-là « brutale et directe¹¹⁴³ ». Sorin Alexandrescu distingue

¹¹⁴⁰ Augustin Buzura dirige la Fondation culturelle roumaine, institution nouvelle se donnant comme objectif la promotion de la culture roumaine à l'étranger (voir chapitre 13).

¹¹⁴¹ Les écrivains mentionnés dans Mihai Pelin (dir.), *Cartea alba*, op. cit., sont: Aurel Dragos Munteanu, **Alexandru Paleologu**, Dan Desliu, **Andrei Plesu**, Octavian Paler, **Gabriel Liiceanu**, Mircea Iorgulescu, Stefan Banulescu, Nicolae Manolescu, Domokos Geza, Galfalvi Szolt, **Stefan Augustin Doinas**, Stefan Tcaciuc, Gabriela Adamesteanu, Henri Wald, **Alexandru Calinescu**, Eugen Simion, Augustin Buzura, Mircea Zaciuc.

¹¹⁴² Monica Lovinescu, *Jurnal 1985-1988*, op. cit., p. 340.

¹¹⁴³ Sorin Alexandrescu, « La poésie du refus », in **Mircea Dinescu**, *Moartea citeste ziarul*, Cartea romaneasca, 1990, p. 12.

le statut de l'écrivain de celui des « scribes », pour le rapprocher de celui du dissident, en traitant du cas du poète **Mircea Dinescu** :

« les écrivains et les dissidents écrivent sur ce qu'ils voient par la fissure du mur, mais la revendication de l'acte de briser le mur est différente dans le cas de ces derniers. L'écrivain brise le mur au mode symbolique, le dissident sort dans la rue. L'écrivain parle de la réalité par l'intermède de la fiction, le dissident récuse la fiction comme un masque inutile et attaque la réalité sans dissimulation¹¹⁴⁴. »

La présentation de Sorin Alexandrescu met en relief les attitudes des écrivains roumains depuis les années 1960, ses considérations sous-tendent sa critique adressée aux écrivains :

« la poésie comme ersatz de l'action conduit à la frustration, la *chance* [de se voir publier, consacrer] est inévitablement liée à la *honte*, l'air parfumé de la réserve est irrespirable¹¹⁴⁵. »

En essayant de rendre compte du statut de l'écrivain et de la publication des « livres critiques [...] en dépit du climat oppressif général », il emploie des termes comme « la réservation de l'esthétique » pour caractériser la production des années 1960 et même celle des années 1970, et une seconde « réservation » des années 1980, à savoir le « domaine de la fiction » :

« les deux réservations peuvent être officiellement habitées en Roumanie. La poésie pure est encouragée, l'opposition dans la fiction est tolérée, la police regarde avec irritation mais n'intervient pas [...] l'éthique des années quatre-vingt a été vue comme une nouvelle masque, celle des *mots* révoltés, et elle a été tolérée comme telle¹¹⁴⁶. »

En effet, sa présentation ne fait que rendre plus explicite le propos tenu par **Mircea Dinescu** dans deux de ces textes qui sont présentés dans ce volume, critique à l'adresse du régime partant des restrictions imposées à l'écrivain. Les restrictions qui lui ont été imposées ont probablement contribué à sa décision de prendre position même si Sorin Alexandrescu affirme ne pas connaître si « l'interdiction du volume qui se trouvait initialement dans le plan de publication pour 1988 a précédé ou a suivi les déclarations publiques de l'auteur¹¹⁴⁷ ». Son préfacier, Sorin Alexandrescu, discute des protestations de **Mircea Dinescu** pour souligner qu'en prenant position, l'auteur devient dissident car il « quitte la réservation de l'éthique et de la fiction pour entrer dans le monde politique ». En septembre 1988, en participant au colloque de littérature de Berlin-Ouest (organisé par l'Académie des arts), **Mircea Dinescu** intervient pour critiquer les conditions sociales et le statut de l'écrivain dans les pays communistes. Sans faire référence directement au régime politique en Roumanie, en prenant comme prétexte le cas du poète Rolf Bossert, **Mircea Dinescu** compare le poète au médecin et parle du désespoir qui devrait amener le poète à remplacer les odes par des boycotts¹¹⁴⁸.

¹¹⁴⁴ *Ibid.*, p. 11.

¹¹⁴⁵ *Ibid.*, p. 7.

¹¹⁴⁶ *Ibid.*, pp. 12-13 (souligné dans le texte).

¹¹⁴⁷ Sorin Alexandrescu, « La poésie du refus », in **Mircea Dinescu**, *Moartea citeste ziarul*, Cartea romaneasca, 1990, p. 13.

¹¹⁴⁸ **Mircea Dinescu**, « Painea si cirul » [Le pain et le cirque], in *Moartea citeste ziarul*, Cartea romaneasca, 1990, pp. 71-75.

En automne 1988, le volume *Intamplari de pe strada mea*¹¹⁴⁹ [Événements sur ma rue] d'Ana Blandiana est retiré de la diffusion à cause d'un poème qui semble parodier Ceausescu. Elle est exclue de l'équipe rédactionnelle de la rédaction de *Romania literara* et en novembre 1988, elle reçoit l'interdiction de publication. Les intellectuels de l'exil sont prêts à déclencher une campagne de presse sur l'impulsion d'Augustin Buzura qui se fait le messenger d'Ana Blandiana. Au début, elle est réticente quant à l'opportunité de ces pressions de l'étranger et elle envoie des messages en expliquant qu'elle désire attendre quelque temps pour voir si ses « mémoires » déposés auprès des autorités auront quelques effets. Elle ne compte pas se « radicaliser jusqu'à la dissidence » qu'au cas où elle sera empêchée de se voir publier. Elle prépare sa dissidence en faisant connaître à l'étranger son histoire¹¹⁵⁰ et en demandant son affiliation au PEN club français. En janvier 1989, Radio Free Europe reçoit son accord pour la diffusion d'une lettre où elle raconte son expérience¹¹⁵¹. Son interdiction de publication dure jusqu'en avril 1989¹¹⁵².

Certains écrivains, des plus notoires, se heurtent dès 1988 à des restrictions imposées par la censure. Certains se voient refusés de publication (Ana Blandiana, **Mircea Dinescu**), d'autres sont enquêtés par les autorités ou empêchés de sortir du pays (Liviu Cangeopol, Mihai Dinu Gheorghiu, **Mircea Dinescu**).

La tentative de protestation, mentionnée ci-dessus, de la part des écrivains qui jusque-là ont adopté la « résistance par la culture », selon leurs propres mots, ou la « résistance esthétique », selon les termes employés par Monica Lovinescu, constitue le préalable des lettres de protestation contre les restrictions de publication. Cette tentative suit les actes d'opposition de **Doina Cornea**, de **Dan Petrescu**, de **Gabriel Andreescu** et des lettres de protestations des intellectuels de l'exil valorisant le moment novembre 1987 (la révolte des ouvriers de Brasov) mais aussi des mouvements, organisés dans les autres pays communistes et en France, se solidarisant avec les protestataires.

Sont de plus en plus nombreux à se poser la question s'ils ne doivent pas quitter la Roumanie. C'est par exemple le cas d'Augustin Buzura. Mais seulement certains finissent par prendre la décision de quitter la Roumanie : Liviu Cangeopol et Mihai Dinu Gheorghiu. C'est vers la fin de 1988 que Liviu Cangeopol se décide d'émigrer (il quitte la Roumanie en septembre 1989). Alors que **Dan Petrescu** espère se voir publier (avec son ami) à l'étranger. Fin 1988, **Dan Petrescu** envoie ses manuscrits (enregistrés sur bande magnétique) pour qu'ils soient traduits et publiés¹¹⁵³. Il s'agit de l'enregistrement des dialogues entre **Dan Petrescu** et Liviu Cangeopol qui ne paraîtront qu'après 1989 : dans la presse intellectuelle, intégralement

¹¹⁴⁹ Ana Blandiana, *Intamplari de pe strada mea*, Bucarest, Édition Ion Creanga, 1988.

¹¹⁵⁰ Elle envoie une lettre à l'étranger, l'assistante du professeur Renzi de Padova où elle explique « tout ce qu'elle a du subir », mais cette lettre n'est pas destinée à la publication, seulement elle est sensée à préparer une éventuelle dissidence. Cf. Monica Lovinescu, *Jurnal 1985-1988*, op. cit., p. 343.

¹¹⁵¹ Ces intentions sont transmises par Augustin Buzura à Monica Lovinescu. Paul Goma accepte d'intervenir auprès de Robert Sabatier pour qu'elle soit cooptée dans le PEN Club français, « seulement que il faut – comme pour Dorin Tudoran et Bujor Nedelcovici – un de ses textes publié quelque part en Occident » (Cf. Monica Lovinescu, *Jurnal 1985-1988*, op. cit., p. 343).

¹¹⁵² Voir Lucia Dragomir, *Une institution littéraire*, op. cit., pp. 491-496.

¹¹⁵³ Monica Lovinescu, *Jurnal 1985-1988*, op. cit., pp. 342 et 344.

dans la revue *Agora* qui paraît (entre 1987 et 1992)¹¹⁵⁴ sous la direction de Dorin Tudoran aux États-Unis¹¹⁵⁵ et, en Roumanie, dans 22¹¹⁵⁶ et en volume aux Éditions Meridiane en 1990.

Né en 1954, dans une famille dont le père est ingénieur mécanicien et la mère est travailleur commercial, Liviu Cangeopol fait des études de lettres à l'Université de Iasi (1981-1983). Après ses études, entre 1981 et 1985, il travaille dans plusieurs institutions artistiques d'Iasi (l'Opéra, la Philharmonique et le Palais de la culture). Il débute en 1978 dans *Dialog* (revue estudiantine communiste) avec prose et collabore chez *Opinia studenteasca* et *Luceafarul*.

D. La solidarité autour du prestige ou la mobilisation des « jeunes » : la « lettre des dix-huit intellectuels »

Ecrivain jouissant d'une forte notoriété dans le pays, encore interdit de publication, **Mircea Dinescu** désire se faire reconnaître à l'étranger pour sa critique contre le régime. Début de l'année 1989, il envoie des messages aux intellectuels de l'exil pour qu'il puisse faire entendre sa voix dissidente par le biais des journalistes français, pour qu'il puisse les rencontrer. Yann Plougastel de *L'Événement de jeudi* part, sur l'initiative de Bernard Poulet, en Roumanie avec la mission de rencontrer l'écrivain dissident **Mircea Dinescu** et l'opposant **Gabriel Andreescu**. Mais l'entretien prévu avec **Mircea Dinescu** ne paraîtra qu'en résumé, puisque celui-ci aurait désiré qu'il ne soit pas enregistré et qu'il signe lui-même un texte¹¹⁵⁷. Dans ses discussions avec le journaliste français, **Mircea Dinescu** mentionnait la préparation d'un « front du refus », composé d'une dizaine d'écrivains. De même, il promet d'envoyer un texte par l'intermédiaire d'une ambassade. Par contre, **Gabriel Andreescu** accepte l'entretien. Et dans *L'Événement du jeudi* (26 janvier-1^{er} février) paraît « Pour en finir avec Ceausescu », le dossier publié sur l'initiative de Bernard Poulet. Les présentations que reçoivent ces deux auteurs sont significatives. **Mircea Dinescu** est présenté comme le jeune poète apprécié « même par le régime », membre de parti mais n'hésitant plus à refuser le compromis. De plus, on apprend que le poète communiste « a témoigné dans un journal soviétique¹¹⁵⁸ » de son espoir dans la Glasnost et la Perestroïka¹¹⁵⁹. **Gabriel Andreescu** est présenté comme celui qui a fait l'expérience de la détention et qui a refusé de s'exiler, désirant affirmer à haute voix ce que tout le monde « chuchote ».

Tout au début de l'année 1989, François Mitterrand déclarait ne pas accepter de visiter la Roumanie et le secrétaire du Parti communiste français, Georges Marchais, comprend soutenir cette décision. De même Valéry Giscard d'Estaing (le 8 janvier) attire l'attention sur la situation particulière de la Roumanie par rapport aux autres pays de l'Est en prenant appui sur le « cas **Doina Cornea** ». Le jour de l'anniversaire

¹¹⁵⁴ Voir *supra*.

¹¹⁵⁵ *Agora*, 1, 1990.

¹¹⁵⁶ Voir notamment 22, 2, le 27 janvier 1990. Dans six numéros de 22 durant la première partie de 1990.

¹¹⁵⁷ Il semble avoir déclaré au journaliste qu'il craignait que son épouse (d'origine russe) ne soit pas empêchée de partir en l'Union Soviétique où il sera traduit.

¹¹⁵⁸ À Radio Moscova selon la présentation faite par Sorin Alexandrescu à son volume de poèmes *Moartea citeste ziarul*, Cartea romaneasca, 1990, p. 13.

¹¹⁵⁹ Monica Lovinescu, *Pragul/Unde scurte V*, op. cit., p. 151.

de Ceausescu, au 26 janvier 1989, l'Antenne 2 consacre ses émissions à la Roumanie. Monica Lovinescu note à cette occasion l'absence de Paul Goma et la présence d'Ariadna Combes (la fille de **Doina Cornea**), Mihnea Berindei (la Ligue pour la défense des droits de l'homme), de Bernard Poulet et de Jacques Lebas (Médecins du Monde) dans les médias. Les opposants roumains sont eux aussi présentés à travers des fragments d'un entretien de **Dan Petrescu**, daté d'avril 1989 (repris intégralement par Radio Free Europe) où il déclarait sa solidarité avec **Doina Cornea** (dont il n'a pas fait la connaissance mais qu'il connaissait de par ses prises de position contre le régime) et mentionnait les « intimidations exercées sur sa famille et sur son ami, Liviu Cangeopol », par la Securitate et le film, réalisé par Josy Dubié, « centré sur la figure de **Doina Cornea** et le paysage réel du pays : démolitions, queues, misère, systématisations, etc. » qui se termine par l'appel lancé par **Doina Cornea** pour que les dissidents se réunissent :

« Au final de l'émission, est annoncée la création de plusieurs comités pour la défense des oppositions de Roumanie, contre la systématisation, pour **Doina Cornea**, etc. [...] une des associations s'intitule le comité d'urgence "La Roumanie se meurt", et à la tête des signataires on retrouve Eugène Ionesco [...], une initiative belge sous le titre "Opération Villages Roumains"¹¹⁶⁰. »

Dans *Libération* du 27 janvier 1989, Gilles Schiller (alias Jean Stern) signe un texte au sujet de la Roumanie. *Le Figaro* et *Le Point* publient des articles traitant de la situation de la Roumanie. En février, devant le Parlement européen, le régime de Ceausescu est mis en accusation et Eugène Ionesco rédige une lettre lue par Marie-France Ionesco pour soutenir cet acte, l'événement étant longuement préparé par Mihnea Berindei avec sa Ligue. Quelques intellectuels de l'exil participent à cet événement : Ion Vianu (psychiatre et écrivain, avait signé..., futur membre du GDS depuis 2005), Dan Alexe (récemment installé en Belgique) et Emil Hurezeanu (de Radio Free Europe).

Vers la fin du mois de janvier, des journalistes de *Romania libera* et des typographes font sortir des manifestes contre le dictateur et ils préparent, semble-t-il, un journal clandestin. La presse étrangère, à la BBC tout au début et puis dans *Libération*, parle de l'emprisonnement des trois journalistes : Mihai Creanga, Anton Uncu et Petre Bacanu¹¹⁶¹.

En février 1989, **Andrei Plesu**, chercheur à l'Institut d'histoire de l'art, est menacé avec l'exclusion et son éloignement de toute activité culturelle, la cause de ses menaces étant ses relations avec les étrangers. Cela le conduit à adresser un mémoire adressé au président de la République et à la fois secrétaire général du PCR, à Ceausescu. Ce mémoire, dévoilé beaucoup plus tard, dans la période postcommuniste, fera scandale dans plusieurs milieux. Dans ce mémoire, l'auteur expose les bonnes qualités d'un bon citoyen communiste ayant contribué à l'état de la culture sous le régime communiste¹¹⁶².

¹¹⁶⁰ *Ibid.*, pp. 134-135.

¹¹⁶¹ Selon les notations de **Stelian Tanase**, l'histoire des journalistes est déjà connue depuis le 26 janvier. Et il s'agirait de quatre journalistes. Voir **Stelian Tanase**, *Acasa se vorbeste in soapta. Dosar & Jurnal din anii tarzii ai dictaturii*, op. cit., p. 66; Monica Lovinescu, *Pragul*, op. cit., p. 145. En fin de ce texte nous présentons l'histoire de ces journalistes, telle qu'elle est rencontrée par ceux-ci pour la télévision (après 1989).

¹¹⁶² Sur l'histoire de ce mémoire après 1989 au sein du GDS, voir chapitre 6.

Début du mois de mars 1989, **Mircea Dinescu** envoie l'entretien¹¹⁶³ promis pour *Libération*. Cet « entretien » paraît au 17 mars 1989, avec une présentation signée par Gilles Schiller (alias Jean Stern), diffusé par la suite par la Radio Free Europe. Dinescu discute non seulement des questions strictement liées à son activité, mentionnant le blocage de l'Union des écrivains¹¹⁶⁴, les restrictions imposées aux écrivains pour signaler l'exil comme seule et dernière solution, mais aussi des questions politiques : stalinisme, Europe, Gorbatchev, les révoltes de novembre 1987, sans employer le terme de communisme pour parler du régime politique mais de socialisme¹¹⁶⁵.

Entre l'envoi de ce texte (au 1^{er} mars) et sa publication (le 17 mars), un incident qui a lieu dans le restaurant de l'Union des écrivains au 14 mars, conduit à sa destitution du poste qu'il occupe dans la presse littéraire. Le lendemain il annonçait Bogdan Ghiu qu'il a perdu son poste dans la rédaction de *Romania literara*¹¹⁶⁶. Cet incident, qui a lieu le 14 mars 1989, dont nous raconte ce dernier, parle aussi Sorin Alexandrescu dans sa préface au volume de Dinescu, *Moartea citeste ziarul*, où seul Dan Desliu apparaît comme témoin de cet événement.

Mircea Dinescu rédige une lettre pamphlet adressée au président de l'Union et en faisant cela il se rend compte que devant lui se trouvait une « assiette [qui] contient un appareillage électronique d'enregistrement¹¹⁶⁷ ». Le placement des microphones, même attachés à la vaisselle, dans des endroits de rencontre des écrivains, comme le restaurant de l'Union, semble être une pratique habituelle, attestée par des dossiers d'archive de la Securitate¹¹⁶⁸. Cette pratique apparaît comme habituelle pour Bogdan Ghiu qui déclare avoir été lui aussi présent lors de cet épisode, se trouvant à la même table avec Dinescu. Mais Bogdan Ghiu ne fait aucune mention d'une lettre mais il déclare être en train de discuter avec Dinescu. Et raconte que Dinescu a réussi à détruire l'enregistrement et que cela lui a causé la destitution. Cet incident ainsi que la parution de son entretien conduisent à l'interdiction de signature pour **Mircea Dinescu** et à son assignation au domicile¹¹⁶⁹.

Dans la lettre qu'il adressait le 14 mars 1989 au président de l'Union des écrivains qui est aussi le directeur de la publication *Romania literara*, **Mircea Dinescu** construit son argumentation en partant des raisons de sa destitution du poste de rédacteur, à savoir ses contacts avec des étrangers :

¹¹⁶³ Le mode dont le texte s'organise semble attester l'idée qu'il a rédigé ce texte.

¹¹⁶⁴ Cette situation est mentionnée aussi dans sa lettre adressée au président de l'Union des écrivains. Voir *infra*.

¹¹⁶⁵ **Mircea Dinescu**, « Entretien accordé au journal *Libération* », in *Moartea citeste ziarul*, Cartea romaneasca, 1990, pp. 76-88.

¹¹⁶⁶ Entretien avec Bogdan Ghiu (le 27 juin 2008).

¹¹⁶⁷ Sorin Alexandrescu, « La poésie du refus », in **Mircea Dinescu**, *Moartea citeste ziarul*, *op. cit.*, p. 13.

¹¹⁶⁸ Voir **Stelian Tanase**, *Acasa se vorbeste in soapta*, *op. cit.*, p. 31 et sq.

¹¹⁶⁹ On emploie l'expression « domicile forcé » même si dans ce cas-ci il suppose que celui qui a manifesté une attitude critique vis-à-vis du régime devrait être isolé pour ne prendre pas contact surtout avec des étrangers. Selon certains témoignages (de nos interviewés), **Mircea Dinescu** voyait ses amis chaque soir quand il se promenait tout au long du boulevard qui traverse la Place de l'Université, d'autres en plus affirment avoir visité **Dinescu** chez lui (Entretiens avec Bogdan Ghiu, le 27 juin 2008 ; avec Angela Marinescu, le 14 mai 2008).

« j'ai participé, sans approbation, aux réceptions offertes par des ambassades étrangères et j'ai reçu la visite des écrivains, des diplomates des pays socialistes et capitalistes. »

En soulignant aussi « qu'un écrivain est en premier lieu une personne publique » :

« tout ce que j'écris ou je pense est adressé au large public, sans prendre aucune partie idéologique, que je ne détiens des secrets d'Etat, que de l'essence-même des tragiques secrets existentiels et professionnels prennent corps une éventuelle œuvre et que de leur dévoilement, par le contact direct avec les semblables, indifféremment de couleur et de nationalité, prend contour un destin d'écrivain. »

Il poursuit en déplorant sa situation sociale pour critiquer les contraintes qui lui étaient imposées et qui contreviennent au statut propre de l'écrivain, à savoir la liberté d'expression :

« vous-mêmes vous êtes écrivain et ensemble on devrait gagner notre pain de la même liberté que vous me refusez, en me punissant et en me jetant dans la posture du chômeur [...] par des vers qui ne sont pas publiés et par une signature mise à l'index, on ne peut pas entretenir une famille avec deux enfants. »

Il reprend le sujet du fonctionnement de l'espace littéraire¹¹⁷⁰, ce qui avait constitué l'objet de ces protestations antérieures, discutant de la principale institution littéraire alors :

« pendant que vous insinuez que j'ai violé un décret non-publié officiellement, les articles de base du Statut de l'institution que vous dirigez ont été violés grossièrement, l'Union des écrivains étant depuis plus de quatre ans paralysée, le Conseil de direction dont je fais moi-même partie ne recevant plus l'approbation de se réunir¹¹⁷¹. »

Après avoir parlé de sa situation et de l'institution dont il tient son appartenance au monde intellectuel, l'invocation de la situation de ses confrères étrangers a précisément le double rôle d'inscrire ses actes dans la lignée de la dissidence de l'Europe de l'Est, et donc de les attribuer un sens proprement politique, et de souligner les solidarités intellectuelles dépassant les frontières :

« une seconde avant d'entendre votre décision, j'avais cru que vous m'aviez appelé pour qu'on signe ensemble un acte de désapprobation pour l'arrêt du dramaturge Vaclav Havel, notre collègue tchécoslovaque, et au sujet de la décision de condamnation à mort de notre collègue Salman Rushdie¹¹⁷². »

Vers le milieu du mois de mars, le 10 mars 1989, une lettre adressée au président Nicolae Ceausescu est diffusée par la BBC¹¹⁷³ et le 14 mars par la Radio Free Europe mais aussi par la Radio Voix de l'Amérique, les programmes en langue roumaine¹¹⁷⁴ : la « lettre des six ». Dans cette lettre, les six signataires, « intellectuels de parti » et hommes politiques, anciens militants communistes (dans les années 1930), se déclarent « prêts à participer dans un esprit constructif à un dialogue avec le gouvernement en ce qui concerne les voies et les moyens de dépasser la présente impasse ». L'initiative a pris naissance un peu

¹¹⁷⁰ En janvier 1980, quatre-vingt-dix écrivains, dont **Stefan Augustin Doinas**, Eugen Simion, **Mircea Dinescu** et Dorin Tudoran, rédigeaient une lettre adressée au secrétaire du parti où ils contestent l'interventions des logiques politiques dans le fonctionnement de champ littéraire en prenant appui sur les normes constitutionnelles (la loi sur la presse) et les normes internes qui réglaient la vie littéraire (le statut de l'Union des écrivains). Cf. Mihai Pelin (dir.), *Cartea alba a Securitatii*, op. cit., pp. 159-160.

¹¹⁷¹ Monica Lovinescu, *Pragul*, op. cit., p. 163.

¹¹⁷² *Ibid.*, p. 163. **Mircea Dinescu** et **Stelian Tanase** prévoyait à cette date-là la rédaction d'une lettre pour Havel ». Cf. **Stelian Tanase**, *Acasa se vorbeste in soapta. Dosar & Jurnal din anii tarzii ai dictaturii*, op. cit., p. 71.

¹¹⁷³ Dennis Deletant, *Romania sub regimul comunist*, op. cit., p. 171; Silviu Brucan, *Generatia irosita*, op. cit., p. 190.

¹¹⁷⁴ Ion Jianu, *Gheorghe Apostol si Scrisoarea celor sase*, Bucarest, Curtea Veche, « Istoria timpului prezent », préf. Vladimir Tismaneanu, postface Doina Jela, 2008, p. 15.

plus d'une année avant, en 1988, après une discussion entre Siviu Brucan et Gheorghe Apostol, à l'initiative de ce dernier. En parlant de cette initiative, Alexandru Barladeanu, en parlant de cette initiative, la rédaction et la diffusion à l'étranger de cette lettre, qu'il a eu avec Gheorghe Apostol, dit plusieurs années après 1989 :

« C'était la dernière forme de lutte contre Ceausescu que nous avons trouvée¹¹⁷⁵ ».

La lettre a été envoyée à BBC et à Associated Presse par Silviu Brucan, après avoir fait le tour de plusieurs capitales européennes et des visites à Washington mais aussi à Moscou.

Dans son livre de mémoires, publié trois ans après la chute du régime communiste, Silviu Brucan parle de ses activités politiques, de ses pratiques d'intellectuel de parti et de ses relations avec les deux principaux leaders communistes. Au sujet de ses activités pendant le régime de Ceausescu mais aussi des relations avec ce dernier, il affirme

« tout au long de l'époque Ceausescu, jusqu'en 1987, lorsque j'ai adopté une position publique contre le régime Ceausescu, je n'ai pas souffert des représailles de la part des autorités. Comme il ressort des dossiers de la Securitate que j'ai récupérés¹¹⁷⁶, j'ai été mis sous surveillance et suivi à partir de 1966, lorsque j'ai démissionné de mon poste gouvernemental au sein de la Radiotélévision¹¹⁷⁷. »

Et au sujet de sa situation sociale pendant le même régime :

« Même si, depuis 1966, je ne faisais plus partie de la nomenklatura, en tant qu'"illégaliste" [...] je jouissais d'une situation privilégiée. Un nombre restreint d'intellectuels ont voyagé si souvent à l'étranger et je ne sais pas s'il y a encore un cas d'un auteur roumain qui ait publié tant de livres à l'étranger dans des domaines sociaux et politiques sensibles. Je mentionne cela non pas pour me vanter mais pour souligner que les actions que j'ai entreprises en commençant avec 1987 contre la dictature de Ceausescu n'avaient pas une motivation d'ordre économique [...] certaines de mes connaissances s'étonnaient que je risquais cette aisance par mes actions politiques¹¹⁷⁸. »

Dans le même livre, Silviu Brucan propose sa propre analyse sur le communisme en s'essayant de répondre à la question « comment a été possible qu'un régime si tyrannique, brutal et évidemment antipopulaire a duré presque un quart de siècle ? [...] question préoccupant des sociologues, des politologues et des économistes ». Par sa critique de l'évolution du communisme il veut démontrer rétrospectivement que « du point de vue scientifique » il était « préparé pour la révolution anticomuniste de Roumanie [...] mais non pas sentimentalement¹¹⁷⁹ ».

Emblématique pour l'interprétation donnée aux événements de décembre 1989 en Roumanie, à l'étranger mais aussi par certains intellectuels et surtout par des politiques installés comme représentants du nouveau pouvoir installé en décembre 1989, les critiques qu'ils adressent au régime de Ceausescu sont appelées par le nom de « révolution de l'intérieur » qui intègre des passages sur sa « dissidence au sein du parti » comme celle des consignataires de « la lettre des six ».

¹¹⁷⁵ Lavinia Betea, *Alexandru Barladeanu despre Dej, Ceausescu si Iliescu. Convorbiri*, Bucarest, Evenimentul Romanesc, 1997, p. 217.

¹¹⁷⁶ À une époque où les archives de la Securitate ne sont pas accessibles au public et n'appartiennent pas à un organisme civil.

¹¹⁷⁷ Silviu Brucan, *Generatia irosita*, op. cit., p. 155.

¹¹⁷⁸ *Ibid.*, pp. 156-157.

¹¹⁷⁹ *Ibid.*, p. 163.

Étant donné la forme que prend cette critique et son mode de diffusion, une lettre adressée au leader communiste par le biais de la presse étrangère, et le nombre restreint des protestataires, l'auteur d'une analyse du passage au régime démocratique conclut quant à l'incapacité d'une réforme de l'intérieur, « devise de la vague d'adhésions, spécialement au sein des milieux intellectuels, en 1968 », et de la marginalité de la catégorie des « marxistes internationalistes des années 1950 » qui ne se reconnaissent plus dans ce qui est advenu du monopole de l'idéologie du parti communiste¹¹⁸⁰. Un auteur d'études politiques de la période postcommuniste et membre fondateur du GDS identifie comme cause de l'échec d'un changement de régime pacifique l'absence d'une dissidence de l'intérieur du régime¹¹⁸¹. Les analyses sur le communisme des auteurs du courant de l'anticommunisme postcommuniste ou contribuant directement à donner de l'autorité à ce courant intellectuel (dont Vladimir Tismaneanu, sociologue de formation, qui s'est fait connaître après 1989 en tant qu'auteur d'études sur le communisme roumain, intégrant le GDS en 2007¹¹⁸²) caractérisent cette « critique sévère » adressée au régime de Ceausescu comme étant un « exemple classique de dissidence de l'intérieur du système, et non l'expression d'une opposition radicale vis-à-vis des institutions et des pratiques associées avec ce que Gorbatchev avait critiqué comme étant un “système administratif de commande”¹¹⁸³ ». Vladimir Tismaneanu présente Silviu Brucan comme un « propagandiste expérimenté du parti »¹¹⁸⁴. Cela n'empêche pas Tismaneanu, connu pour ses critiques qu'ils adressent aux intellectuels communistes et, tout spécialement, aux intellectuels de parti, de souligner que « tenant compte des traditions et des comportements caractéristiques de la culture politique roumaine, le mémoire [à savoir la “lettre des six”] a représenté un moment de rupture » car « des activistes importants du parti [...] s'étaient constitués pratiquement dans une faction politique du parti léniniste où le factionnalisme avaient été considéré toujours un péché mortel¹¹⁸⁵ ».

Ultérieurement, Silviu Brucan déclare être d'accord avec les « critiques anticomunistes » qui jugent cette protestation pour les buts visés par ses signataires : l'« amélioration du système », le « socialisme à face humaine¹¹⁸⁶ ».

¹¹⁸⁰ Daniel Barbu, *Republica absenta*, op. cit., p. 47.

¹¹⁸¹ Affirmations faites au cours de l'enquête que dans ses livres qui traitent de la « révolution » de décembre 1989.

¹¹⁸² Après s'être trouvé à la tête de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste de Roumanie, Vladimir Tismaneanu a quitté la Roumanie en 1981 et s'est installé aux États-Unis en 1983. Il avait fait des études de sociologie dans la même institution et durant la même période que certains membres du GDS. Ils vont se retrouver par la suite en travaillant dans la même institution, centre d'expertise. Voir *infra*.

¹¹⁸³ Vladimir Tismaneanu, *Stalinism pentru eternitate. O istorie politica a comunismului romanesc*, op. cit., p. 263.

¹¹⁸⁴ Des intellectuels marxistes le rencontrant durant la période communiste ainsi que dans l'après 1989 se souviennent de son habileté à créer des alliances et à s'insérer dans différents réseaux d'interconnaissance (entretiens informels avec un universitaire de la période communiste).

¹¹⁸⁵ Vladimir Tismaneanu, *Stalinism pentru eternitate*, op. cit., p. 263. Plus tranchantes sont les critiques que des auteurs plus jeunes, proches de Tismaneanu, ayant signé la traduction de son principal ouvrage sur le communisme, adressent à cette protestation.

¹¹⁸⁶ Silviu Brucan, *Generatia irosita. Memorii*, op. cit., p. 195.

Parmi des écrivains Dan Desliu a des relations avec un des signataires de cette lettre, à savoir Silviu Brucan. Dans la composition du GDS au moment de sa création, on retrouve aussi un ancien militant communiste, **Pavel Campeanu**¹¹⁸⁷. Certains futurs membres du GDS, des plus jeunes, ont fait la connaissance de Silviu Brucan¹¹⁸⁸ : **Stelian Tanase**, **Alin Teodorescu**¹¹⁸⁹, **Calin Anastasiu** et **Dan Oprescu**¹¹⁹⁰. **Stelian Tanase** prendra contact avec Silviu Brucan en mentionnant à propos de la protestation des anciens militants communistes :

« L'ancienne garde se révolte [...] Après la lettre des six, qui a fait un extraordinaire éclat, tout le monde en parle, il y a de l'animation dans l'air [...], [sont] surveillés, enquêtés tous ceux qui ont des relations avec les auteurs [...] une campagne a commencé afin de discréditer les six [...] à la place du dialogue et de la confrontation directe des questions élevées par la lettre, on montre, on suggère qu'elle [la lettre] vient de la part des gens qui n'ont pas le droit les affirmations, les jugements contenus par la lettre. Et paradoxalement, l'insinuation ne manque pas de fondement [...] la faiblesse de ces personnes consiste dans le fait qu'ils ont eu le pouvoir [...], ils ont commencé à creuser cette formidable fosse où on s'est enfoncé tous. Et maintenant, après des disputes de famille, ils reprochent à leurs propres créations, les erreurs dont les prémisses ont été créées par eux dans les années 1940-1950. Bien sûr, certains d'entre eux se sont fait remarquer dans les années 1960 par la rupture d'avec Moscou, par une politique qui tenait, semble-t-il – rien n'est sûr – d'une réformation de la société (décentralisation), etc.¹¹⁹¹ »

Fin mars et début d'avril 1989, peu de temps après la diffusion de la « lettre des six », quelques écrivains, amis de Dinescu, rédigent une lettre qu'ils adressent au président de l'Union des écrivains pour soutenir la cause de celui-là. Leurs revendications sont strictement professionnels : ils demandent l'intervention de l'Union des écrivains pour défendre la cause du poète mais aussi que les sanctions imposées à Dinescu prennent fin, qu'il reçoit le droit de signature¹¹⁹². Cette lettre est retenue par l'histoire (le plus probablement sous l'inspiration de la protestation des anciens militants communistes, appelée d'après le nombre de signataires, la « lettre des six »), la « lettre des sept intellectuels ». Cette lettre a été signée initialement par Geo Bogza¹¹⁹³, Dan Haulica, Octavian Paler¹¹⁹⁴, **Stefan Augustin Doinas**, **Andrei**

¹¹⁸⁷ Et selon certains témoignages ces deux entretiennent des relations après 1989. Sur sa trajectoire voir *supra*.

¹¹⁸⁸ Sur les relations entre le GDS et Silviu Brucan voir chapitre 3.

¹¹⁸⁹ Correspondance électronique avec **Alin Teodorescu**, les 28 août-3 septembre 2008.

¹¹⁹⁰ Entretien avec **Sorin Vieru**, le 16 juin 2008. Voir aussi **Gabriela Adamesteanu**, *Cele doua Romanii*, Iasi, Institut européen, 2000, p. 10.

¹¹⁹¹ **Stelian Tanase**, *Acasa se vorbeste in soapta*, op. cit., pp. 71-72. Remarquons que ces notations au sujet des signataires de la « lettre des six » ressemblent parfaitement à la prise de position de son ami (pour une bonne période, depuis la période de leurs périodes), **Dan Oprescu**, exprimant son mécontentement quant à la génération des aînés, comme eux, membres du parti, dans 22 en 1990.

¹¹⁹² Cf. Mihai Pelin (dir.), *Cartea alba a Securitatii*, op. cit., p. 431; Monica Lovinescu, *Pragul. Unde scurte V*, op. cit., p. 155.

¹¹⁹³ Geo Bogza, né en 1908, dans une ville de province au sud du pays (Ploiesti), il fonde en 1928 la revue *Urmuz* qui recommande la lecture de la revue roumaine *Unu* et de celle française *Mumba*. Un numéro de la revue est dédié à S. Roll. La publication ne paraît que pour sept mois. Il est emprisonné à deux reprises (en 1934 et en 1937) après la publication du *Jurnal de sex* et ensuite *Poem invectiva*. Il est membre de l'Académie dès 1955 et en 1978 il reçoit le grand prix de l'Union des écrivains. Mais il est aussi primé avec l'ordre « héros du travail socialiste » en 1971. Auteur représentatif de « reportage » il est présenté dans les manuels de littérature. Après 1989, *Urmuz* réapparaît, lui en tant que directeur, on retrouve parmi les poètes un des anciens auteurs de la revue fondée dans l'entre-deux-guerres mais aussi **Sorin Vieru**, philosophe et universitaire¹¹⁹³.

¹¹⁹⁴ Octavian Paler, né en 1926, dans une commune au centre du pays, sera parmi ceux qui seront des plus proches du Groupe au moins pendant ses premières années.

Plesu, et ensuite par deux autres, **Mihai Sora** et **Alexandru Paleologu**¹¹⁹⁵. Les quatre derniers se retrouveront parmi les membres fondateurs du Groupe. La « lettre des sept » rassemble des écrivains notoires pour soutenir **Mircea Dinescu**. **Stefan Augustin Doinas**, **Gabriel Liiceanu**, **Andrei Plesu** affirmaient en 1987 dans leurs cercles d'amis leurs « regrets pour le non-engagement de l'intellectuel roumain¹¹⁹⁶ ». Certains des « grands » écrivains ou essayistes, de diverses formations et appartenant à des générations différentes, se mobilisent en 1989 pour signer une lettre de protestation pour soutenir **Mircea Dinescu** dont certains futurs membres fondateurs du GDS : **Mihai Sora**, **Stefan Augustin Doinas**, **Alexandru Paleologu** et **Andrei Plesu**¹¹⁹⁷.

Par contre **Gabriel Liiceanu**, Nicolae Manolescu, Eugen Simion et Mircea Iorgulescu évitent tout engagement même en 1989. Les trois premiers ne sont pas des membres du PCR. Nicolae Manolescu¹¹⁹⁸, Mircea Iorgulescu, Eugen Simion¹¹⁹⁹, critiques littéraires rassemblant autour d'eux de jeunes prétendants au statut d'écrivain et de nouveaux entrants, refusent de se joindre aux signataires de cette lettre de soutien à **Mircea Dinescu**. L'engagement suppose, à leurs yeux, qu'ils assument un risque trop grand, cela implique leur renoncement à une position qui leur permettait de contribuer à l'imposition de la « culture authentique » par le biais de la plus prestigieuse publication littéraire, *Romania literara*, dont ils ont la charge.

Gabriel Liiceanu ayant acquis sa notoriété dans les années 1980 comme « héritier » du philosophe Constantin Noica refuse lui aussi de s'allier à la liste des « grands » écrivains et essayistes protestataires en dépit du fait que la lettre a comme but de soutenir aussi son ami proche, **Andrei Plesu**. L'évitement, voire le refus, de son engagement, reçoit des explications à titre justificatif de la part de Monica Lovinescu¹²⁰⁰. Certains de nos interlocuteurs racontent que son refus de signer toute protestation est dû à sa croyance de se voir subir des peines physiques qui auraient affecté sa capacité de travailler¹²⁰¹.

Durant la dernière période de l'année 1989, un autre futur membre du GDS, proche des signataires de cette lettre comme de **Gabriel Liiceanu**, **Petru Cretia** se décide de critiquer le régime dans un texte rédigé en novembre et diffusé en décembre 1989 par la BBC (nous y reviendrons).

La « lettre des sept intellectuels » est diffusée au 9 avril par Radio Free Europe et transmise aux agences de presse parisiennes, elle paraîtra aussi dans *Libération* (du 10 avril, dans un article signé par

¹¹⁹⁵ Cette lettre paraît en avril 1989 et dans *Universul liber* à New York. Cf. *Viata Romaneasca*, 10, 2006.

¹¹⁹⁶ Monica Lovinescu, *Jurnal 1985-1988*, op. cit., p. 251. Ces mots appartiendraient à **Gabriel Liiceanu**.

¹¹⁹⁷ Tous ceux-ci sont membres fondateurs du GDS.

¹¹⁹⁸ Nicolae Manolescu se trouvera à la tête du parti de l'Alliance civique fondé en 1991.

¹¹⁹⁹ Après 1989, Eugen Simion sera l'initiateur d'un groupement concurrent du GDS (voir chapitre 4).

¹²⁰⁰ Information qu'on retrouve et dans son journal (en utilisant l'initiale L.) et dans une note de son dossier. Cf. **Stelian Tanase**, *Acasa se vorbeste in soapta*, op. cit., pp. 85 et 101-102. Au sujet de l'attitude de **Gabriel Liiceanu**, Monica Lovinescu mentionne en vue de compenser son absence (comme celui-ci n'a pas signé cette protestation) aux côtés des signataires, que Liiceanu a été parmi les premiers écrivains à avoir discuté au téléphone avec **Dan Petrescu** et que lui ainsi que Manolescu ont été durement menacés par la Securitate. Voir Monica Lovinescu, *Pragul. Unde scurte V*, op. cit., pp. 167 et 201.

¹²⁰¹ Un de nos interlocuteurs raconte que celui-ci était effrayé en imaginant se voir couper les doigts ce qui était égal à ne plus pouvoir écrire ou taper à la machine.

Véronique Soulé). La lettre est diffusée sous l'impulsion d'**Andrei Plesu**, puisque les écrivains de l'exil attendent l'accord des intellectuels de Bucarest, qui transmet sa requête par l'intermédiaire d'Annette Laborey, en visite en Roumanie. Rappelons que l'historien et critique d'art, **Andrei Plesu**, qui fut disciple de Constantin Noica, se formant à la philosophie sous sa tutelle, avait été impliqué en 1982 dans le « scandale », parfois aussi appelée « affaire », de la « méditation transcendantale ». **Andrei Plesu**, signataire de la « lettre des sept intellectuels », est d'autant plus décidé à protester que les mémoires qu'ils avaient soumis aux autorités n'apportent pas le résultat positif escompté. Il est nommé muséographe dans le département de Bacau. Monica Lovinescu note en ce qui le concerne, se guidant d'après les nouvelles qu'elle reçoit de sa part :

« il lutte au moins qu'il s'installe à Tescani. On lui applique le même traitement d'éloignement comme dans le cas de Mihai Botez, pour l'empêcher de fréquenter des diplomates étrangers. Et bien sûr, pour le punir¹²⁰². »

En exil, les écrivains se mettent d'accord pour la rédaction et la quête de signatures pour soutenir les écrivains qui sont en difficultés : Dan Desliu, **Mircea Dinescu**, **Dan Petrescu**, Liviu Cangeopol, Ana Blandiana et « même » Aurel Dragos Munteanu¹²⁰³. Trois sont des auteurs notoires (et membres du PCR) : Dan Desliu, **Mircea Dinescu** et Ana Blandiana. Deux autres appartiennent au « groupe d'Iasi » : **Dan Petrescu** et Liviu Cangeopol.

« Nous exprimons notre solidarité totale avec les poètes **Mircea Dinescu** et Dan Desliu, persécutés par les autorités pour avoir accompli leur devoir de citoyens et écrivains, exprimant publiquement leur opinion sur les affaires de la cité. En même temps, nous protestons avec vigueur contre les persécutions policières auxquelles sont soumis les écrivains **Dan Petrescu** et Liviu Cangeopol, contre l'exil de Bucarest de l'essayiste et philosophe **Andrei Plesu**, contre la mise à l'index de certains écrivains, comme Ana Blandiana et Aurel Dragos Munteanu. Ce dernier a été puni pour avoir pris publiquement position contre la systématisation des villages, la destruction du patrimoine national, les discriminations ethniques et l'absence de liberté religieuse. Ces écrivains défendent en Roumanie la dignité de l'homme et de la parole. Nous sommes à côté d'eux¹²⁰⁴. »

Le nom d'Ana Blandiana n'apparaît pas initialement puisqu'elle attendait encore les résultats de ses mémoires adressés au président de l'Union ainsi qu'au président de la Roumanie (tout comme **Andrei Plesu**). En fin avril, un de ses volumes interdits, publié dans la collection à large diffusion « Bibliothèques pour tous », collection créée et dirigée par **Mihai Sora**, est de nouveau dans les librairies¹²⁰⁵.

Au 10 avril 1989, Dan Desliu et **Mircea Dinescu** sont devenus membres d'honneur, avec le soutien de Paul Goma, du Pen Club français et le même jour plus de soixante écrivains de l'exil se déclarent solidaires avec les écrivains roumains qui protestent.

¹²⁰² Monica Lovinescu, *Pragul/Unde scurte V*, op. cit., p. 158.

¹²⁰³ *Ibid.*, p. 157. En novembre 1988, Aurel Dragos Munteanu avait envoyé une lettre au président de l'Union des écrivains pour protester contre l'interdiction de rencontrer des étrangers (Cf. Monica Lovinescu, *Jurnal 1985-1988*, op. cit., p. 335).

¹²⁰⁴ Cf. Mihai Pelin (dir.), *Cartea alba a Securitatii. Istorie literare*, op. cit., p. 430.

¹²⁰⁵ Sami Damian, « Ana Blandiana nu putea raspunde », 22, 475, mars 1999. Sami Damian vit en Allemagne.

Dorin Tudoran (installé depuis 1985 aux Etats-Unis), rédacteur à Radio Voice of America dès 1987¹²⁰⁶, diffuse des fragments des dialogues de **Dan Petrescu** et Liviu Cangeopol retranscrits par Dan Alexe.

Doina Cornea, n'étant pas cooptée pour signer la « lettre des sept écrivains¹²⁰⁷ », envoie son propre appel pour soutenir **Mircea Dinescu** ainsi que Dan Desliu¹²⁰⁸.

La « lettre des sept intellectuels » est la première à rassembler les écrivains pour protester contre une décision politique, mais les considérations sur le régime politique en manquent. Elle est une protestation à titre de revendication strictement professionnelle : la défense du statut de l'écrivain et de l'autonomie du champ littéraire.

Comme auparavant dans les cas des écrivains protestant à titre individuel, les signataires de cette lettre se voient refuser le droit de signature. A une seule exception près, celle de Geo Bogza qui déclare pourtant refuser de publier dans *Romania literara* en signe de solidarité avec les ostracisés de la vie publique¹²⁰⁹.

Mais les écrivains dissidents ne sont pas les seuls frappés par l'hostilité et les abus du pouvoir, les dissidents, membres de la nomenklatura, signataires de la « lettres des six » subissent des punitions eux aussi. On leur applique des mesures semblables¹²¹⁰ : Gheorghe Apostol est exclus du parti, Silviu Brucan et Corneliu Manescu sont forcés de changer de domicile (en mai 1989) dans un des quartiers périphériques de Bucarest, Alexandru Barladeanu doit quitter l'appartement qu'il occupait¹²¹¹.

Tout au long de l'année 1989, les accusations contre les intellectuels dissidents ou contre des dissidents communistes tournent autour de l'idée d'une « intervention des cercles étrangers et des agences d'espionnage », même question qui sera mise sur le tapis lors de la séance du Comité politique exécutif pour discuter des premiers mouvements révolutionnaires à Timisoara (du 17 décembre 1989).

¹²⁰⁶ Sur ces prises de position avant son départ de Roumanie, voir Lucia Dragomir, *op. cit.*, pp. 458-459 et 496-498. Après son émigration, il essaie sans chance d'obtenir un poste à la Radio Free Europe. Seulement après plus d'une année quand il fait divers petits boulots, il reçoit un poste (1987-1990) à la Radio Voice of America.

¹²⁰⁷ Entretien avec **Doina Cornea** (Cluj, le 1^{er} avril 2008).

¹²⁰⁸ Sur le passage d'un écrivain dogmatique à la dissidence, voir Lucia Dragomir, *op. cit.*, pp. 489-491 où l'auteur conclut soulignant que « le cas de Dan Desliu est symptomatique de l'évolution du statut de l'écrivain sous le communisme : un poète qui bénéficiait de toutes les faveurs dans les années 1950, y compris d'une situation matérielle plus qu'aisée, est entraîné à la fin des années 1980 dans une affaire pénale [...] La trajectoire de Dan Desliu a donc cheminé de l'adhésion enthousiaste aux idéaux communistes [...] à la déception et à la dissidence » (p. 491). Pour contester les intimidations qu'il subit et notamment la menace d'un procès pénal, il déclare la grève de la faim.

¹²⁰⁹ Monica Lovinescu, *Pragul/Unde scurte V*, *op. cit.*, p. 167.

¹²¹⁰ Silviu Brucan, *Generatia irosita*, *op. cit.*, pp. 196-205: « j'ai passé deux mois, en 1989, dans leur compagnie journalière [...] les officiers et les agents de la Securitate suivaient de proche tous mes mouvements, mes écrits et mes leçons, dès 1966 quand j'ai démissionné du gouvernement et je suis devenu de cette façon "suspect" » (p. 196). D'autres discours minimalisent largement sa situation dans cette période. D'ailleurs d'autres intellectuels présentent la situation des intellectuels « ostracisés », forcés de quitter leur domicile pour une raison ou pour une autre ou surveillés, forcés à ne pas quitter leur domicile sans surveillance par la Securitate, comme n'étant pas si difficile. Certains témoignages, faits plus tard, aussi venant de ces intellectuels ayant du subir ces contraintes (comme c'est le cas de **Mircea Dinescu**), mettent en question le sérieux de l'application de ses mesures par la Securitate.

¹²¹¹ Monica Lovinescu, *Pragul/ Unde scurte V*, *op. cit.*, p. 160 ; **Stelian Tanase**, *Acasa se vorbește in soapta. Dosar & Jurnal din anii tarzii ai dictaturii*, *op. cit.*

Entre mai et fin septembre 1989, les nombreuses discussions sur la condition de l'écrivain et sur la situation actuelle dévoilent l'indécision des écrivains à prendre position explicitement. Elles n'aboutissent qu'à des projets visant la publication des auteurs auxquels on refuse la publication : des écrivains consacrés qui se voient interdits comme suite de leurs prises de position politiques ou des écrivains qui, débutant dans les années 1980, se heurtent à un champ littéraire où la logique politique tend à dominer sur les critères littéraires et la logique est intervenue.

Le champ littéraire est soumis à un contrôle idéologique qui pose des restrictions de plus en plus fortes à ses participants¹²¹² qui entraînent des obstacles, voire parfois insurmontables, auxquels les nouveaux prétendants doivent se confronter dans les années 1980. Mais ce blocage interne des instances littéraires (revues, maisons d'édition) et en premier lieu de l'Union des écrivains, par son refus d'accepter l'intégration de nouveaux membres pendant les années 1980 peut être reporté à la dynamique propre du champ littéraire qui fait que les agents les plus dotés du capital qui occupent des postes dans les rédactions et les maisons d'édition entendent conserver leur position en prenant appui sur l'intervention de la logique politique¹²¹³. Les années 1980 dans le champ littéraire succèdent à une période d'« effervescence » caractérisée par la demande croissante enregistrée dans le domaine du journalisme culturel (notamment littéraire) et dans le secteur éditorial¹²¹⁴. Le refus des instances officielles de consécration littéraire auquel se confrontent les prétendants ou les nouveaux entrants trouve un débouché dans et par la création des cénacles littéraires ou dans les rédactions des revues estudiantines (comme c'est le cas de Iasi où les cercles d'écrivains prennent naissance autour des revues comme *Dialog*). Ces cénacles créés sur l'initiative d'un aîné offrent aux nouveaux prétendants des possibilités de se manifester. Ils sont aussi des moyens de création d'une nouvelle sociabilité, ce que leurs participants désignent par « underground relaxé » ou la « bohème ». Ils peuvent se faire reconnaître devant et peuvent recevoir le soutien des aînés dans le cadre demi-institutionnalisé des cercles littéraires.

L'engagement des jeunes suit le modèle déjà consacré pendant le communisme, à savoir les mémoires déposés à l'Union des écrivains constituant des mobilisations centrées « sur des revendications professionnelles et la défense d'intérêts du groupe¹²¹⁵ ». Les démarches faites auprès des écrivains et des scientifiques pour recueillir le plus grand nombre de signatures réussissent à mobiliser des réseaux entre le monde littéraire et le monde scientifique. Faute d'un fort capital symbolique, les jeunes écrivains doivent fédérer des scientifiques proches des écrivains interdits, signataires de la « lettre des sept ». Initiative née des efforts de se voir publier comme prise de position à partir d'une position dominée dans le champ

¹²¹² Comme le montre les travaux de Lucia Dragomir, notamment dans *L'Union des Écrivains. Une institution transnationale à l'Est*, op. cit.

¹²¹³ Voir Mircea Zăciu, *Jurnal. III*, op. cit., p. 280 : « les malheurs de la jeune génération : aucune chance de se voir affirmer [...] partout les places sont occupées, les maisons d'éditions et les revues bloquées pour les jeunes qui n'écrivent pas "sur la ligne" ».

¹²¹⁴ Cf. Ioan Bogdan Lefter, *Flashback 1985 : Inceputurile « noii poezii »*, Pitesti, Paralela 45, 2005, notamment p. 17.

¹²¹⁵ Gisèle Sapiro, « Intellectuel », *Dictionnaire des notions*, op. cit., p. 620.

littéraire, la « lettre des dix-huit intellectuels » révèlent des relations qu'entretiennent les « grands » écrivains avec les jeunes écrivains ou scientifiques ainsi que des aspirations des jeunes écrivains et scientifiques à s'assurer le crédit auprès de leurs aînés. La signification de la protestation signée par les plus jeunes écrivains et scientifiques se révèle dans la composition du Groupe pour le dialogue social.

1. En quête du statut d'écrivain. Du refus de publication à la protestation commune

Dans son journal de la fin des années 1980¹²¹⁶, **Stelian Tanase** mentionne qu'au cours de ses longues conversations avec **Alexandru Paleologu**, durant leurs promenades et ensuite au restaurant de l'Union des écrivains, à la fin du mois de mars 1989, est apparue l'idée de protester et pour ce faire ils se proposent de former « un groupe pour résister » mais aussi « un plan [...], choisir les cibles, établir des contacts ». Les deux écrivains imaginent les ressources qu'ils pourraient mobiliser individuellement. **Stelian Tanase** a des contacts qui pourraient passer des messages à l'étranger (par le biais des diplomates étrangers et notamment à British Council). Ils pensent recruter des écrivains qui jouissent d'une forte notoriété : « quelques noms connus [...] Bogza et les autres pour la protection ». **Stelian Tanase** pense à rassembler aussi « de nouveaux noms, à les introduire dans le circuit », jeunes écrivains ou même « quelques universitaires, chercheurs », plus précisément ses amis, futurs membres fondateurs du GDS, à savoir **Calin Anastasiu**, **Alin Teodorescu**, **Dan Oprea**, mais aussi un de ses voisins, Cristian Popescu. Avec ses amis, il devrait rédiger « le programme et les déclarations ». Selon **Stelian Tanase** le programme devrait suivre le modèle des dissidents polonais :

« Notre plateforme, comme en Pologne, la société civile. L'individu écrasé par l'Etat [...] Il est ridicule que les anciens communistes élèvent la voix (Apostol, Manescu), et les autres, d'orientation européenne, se taisent, se cachent dans les sous-sols [...] Il faut non seulement critiquer la politique culturelle, l'Union des écrivains, la censure. Est-ce qu'ils auront le courage de faire plus ? Sinon, on se résume à cela. Pour réunir des signatures et trouver un peu de courage pour élever la voix¹²¹⁷. »

Tout au début du mois de mars 1989, **Alexandru Paleologu** signait la lettre pour soutenir **Mircea Dinescu**¹²¹⁸. **Stelian Tanase** ne se retrouve pas parmi les signataires de cette lettre en dépit de ses amitiés avec **Mihai Sora** et **Alexandru Paleologu**, ou avec le poète dissident. La lettre rassemble les noms des écrivains des plus notoires. La « lettre des sept » est initiée par les « grands » écrivains pour soutenir un des plus connus poètes des années 1980. Les signataires de la lettre ne semblent pas préoccupés à mobiliser d'autres écrivains. Le fort capital symbolique que ces noms peuvent cumuler n'impose pas d'aller chercher l'appui des jeunes écrivains. Ioan Buduca et **Stelian Tanase** se proposent de rassembler les « manuscrits

¹²¹⁶ L'auteur rassemble des notes de son journal et notes d'information adressées à la Securitate, tirées de son dossier des archives de la Securitate, accompagnées de ses commentaires datés des années 2000 dans le volume *Acasa se vorbeste in soapta*, op. cit.

¹²¹⁷ *Ibid.*, p. 77. La note est datée du 23 mars 1989.

¹²¹⁸ Cf. Monica Lovinescu, *Pragul/Unde scurte V*, op. cit., p. 157. **Alexandru Paleologu** et **Mihai Sora** sont les derniers à signer la « lettre des sept » intellectuels.

des écrivains interdits » pour la publication sous la forme d'un almanach sous le titre *Le Salon des refusés*, en suivant l'exemple d'un autre, *Métropole* paru à Moscou dans les années 1970¹²¹⁹. Le recueil de textes des auteurs interdits devrait contenir aussi des textes signés par ceux qui acceptent de se joindre aux écrivains, comme ce sera le cas des chercheurs cooptés plus tard, au cours de la même année, pour signer la lettre de protestation des jeunes (la « lettre des dix-huit intellectuels »). Plusieurs auteurs qui avaient accepté de contribuer à ce recueil se retrouveront comme membres fondateurs du GDS : **Alexandru Paleologu**, **Gabriel Liiceanu**, **Sorin Vieru**, **Dan Oprescu**, **Mihai Sora**, **Andrei Plesu**, **Mircea Dinescu**, **Stelian Tanase** (tous membres fondateurs du GDS) et Ana Blandiana (qui n'est pas membre du GDS mais elle semble avoir été cependant invitée à en faire partie au tout début de l'année 1990¹²²⁰). Selon un de ses initiateurs le manuscrit aurait été déposé, si la chute du régime n'était pas produite, aux Éditions Cartea Romaneasca [Le Livre roumain]¹²²¹. Pourtant, si on retient les informations que nous fournissent le volume de mémoires de **Stelian Tanase**, les textes étaient destinés plus probablement à la publication à l'étranger si leur publication à compte d'auteur était refusée par la maison d'édition Litera¹²²².

Alexandru Paleologu et **Stelian Tanase** poursuivent leurs dialogues qu'ils ont entamés en automne 1988, mentionnant la création d'un « groupe » : **Alexandru Paleologu** devrait rassembler « certains de sa génération » et **Stelian Tanase** « les jeunes ». Les discussions sur les moyens de protestation des écrivains et même l'idée de constituer un groupe ont lieu lors des rencontres entre des écrivains qui ont lieu vers la moitié du mai : « un groupe ? un mémoire aux autorités, une lettre ouverte ? un programme politique¹²²³ ? » Le cheminement de ces projets est aussi connu dans d'autres milieux intellectuels. Les amis proches de **Stelian Tanase** sont sociologues. **Alin Teodorescu** est « un de ses seuls amis » qui lui aussi « a eu de problèmes avec la Secu[ritate]¹²²⁴ », **Calin Anastasiu** et **Dan Oprescu**. A la différence de ces plus proches amis, sociologues de formation, **Stelian Tanase** a un diplôme de philosophie, même si tous ont suivi leurs études universitaires dans le même établissement, la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest¹²²⁵.

Stelian Tanase est né en 1952 à Bucarest dans une famille où le père est économiste (et membre du PCR). Il dit qu'il est le premier dans la famille à détenir un diplôme universitaire car son père obtient son diplôme d'économiste plus tard en suivant des cours organisés dans une faculté ouvrière, créés par le régime communiste. Deux de nos enquêtés racontent que son père occupait un poste dans la haute administration¹²²⁶. Comme il le raconte, son père est économiste

¹²¹⁹ **Stelian Tanase**, *Acasa se vorbeste in soapta*, op. cit., p. 127.

¹²²⁰ Entretien avec **Radu Filipescu**, le 13 avril 2004.

¹²²¹ **Stelian Tanase**, « Dossier clos », *Romania literara*, 1, 1990.

¹²²² Les Éditions Litera où les frais de publication sont payés par les auteurs. Voir **Stelian Tanase**, *Acasa se vorbeste in soapta*, op. cit., pp. 165-166.

¹²²³ La notation est datée 13 mai 1989. Cf. **Stelian Tanase**, *Acasa se vorbeste in soapta*, op. cit., p. 88.

¹²²⁴ **Stelian Tanase** mentionne qu'**Alin Teodorescu** avait été enquêté par la Securitate, qu'il avait disparu pour six semaines mais que finalement celui-ci avait « échappé » aux pressions en publiant un article dans *Scanteia*.

¹²²⁵ En 1975 l'établissement changeait de nom. Jusqu'en janvier 1990 les deux spécialités, philosophie et histoire, sont réunis, formant une même institution, les deux formations fonctionnent dans des bâtiments qui sont situés à distance l'un de l'autre, comme auparavant et comme après 1989.

¹²²⁶ La même information, et d'autres encore, circulent sur le site appartenant à un journaliste (Victor Roncea) bien connu pour les informations scandaleuses véhiculées dans ses diffamatoires.

dans l'entreprise des transports publics de Bucarest¹²²⁷. Il vit avec sa mère et son frère¹²²⁸ après le divorce de ses parents dans un des quartiers périphériques de Bucarest jusqu'en 1982¹²²⁹. Il décrit son enfance et toute sa vie auprès de sa famille comme une vie solitaire, manquant souvent l'attention de sa mère qu'il décrit avec affection, il lui reproche sa « discrétion » exagérée. Même si son frère semble être l'enfant « préféré », comme il le dit, il garde une tendre affection pour son frère qui vit une vie modeste, présenté comme « ouvrier », n'ayant pas suivi comme lui des études universitaires et avec lequel il reste toujours en contact. Travaillant comme fonctionnaire, occupant un poste de rang modeste, sa mère ne peut offrir à ses enfants qu'une vie modeste. Dans un entretien publié dans une collection rassemblant des entretiens avec des figures notoires, intellectuels et politiques, ouvrage qu'il considère comme « trop mondain¹²³⁰ », **Stelian Tanase** dit avoir hérité de son grand-père (d'origine allemande, décédé quand il passait son baccalauréat, en 1971) la sévérité, le mécontentement permanent vis-à-vis du travail des autres. En 1973, il intègre la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest, choisissant la section de philosophie¹²³¹, après deux années d'essais échoués : « je commençai à avoir des complexes. J'ai réussi l'admission quand personne n'y croyait plus¹²³². » Il se marie au temps de ses études (comme plusieurs de ses collègues) à une de ses collègues, étudiante comme lui en philosophie (décrite par une autre de leurs anciens collègues très positivement tant physiquement, tout comme lui aussi la décrit, qu'intellectuellement). D'après ses témoignages, son épouse provient tout comme lui d'une famille modeste. Ils s'installent dans un studio situé dans une zone périphérique, mais quelques années plus tard, ils déménagent pour occuper un appartement dans un quartier, près de la Place de la Victoire¹²³³, dans une zone de bâtiments datés de la période communiste mais près des quartiers peuplés par la nomenklatura. Un peu plus d'une dizaine d'années, en 1986, il divorce et son unique fille déménage avec sa mère dans un quartier périphérique de Bucarest, au sud-est de la capitale (à l'autre extrémité de la ville) et, à partir de cette date, il habite seul. Parlant de la période de sa formation à l'université, il dit ne pas avoir de beaux souvenirs car sa vie se concentrait autour de sa famille. Mais il se souvient de certains de ses professeurs qui ont marqué sa jeunesse : Florica Neagoe¹²³⁴ qui enseignait la philosophie de la Renaissance jusqu'à celle des Lumières ou Ion Ianosî dont il se souvient avoir tenu ses cours sur Tolstoï, Dostoïevski ou Thomas Mann. A son tour, Ion Ianosî se souvient de son ancien étudiant, **Stelian Tanase**, qui était intéressé à faire l'analyse des écrits de Staline, mais le professeur dit l'avoir déconseillé puisqu'il ne maîtrisait pas la langue russe¹²³⁵. En parlant des idées politiques qui l'ont formé, **Stelian Tanase** témoigne avoir découvert sa passion pour « l'histoire de la pensée marxiste, de l'histoire de la gauche » pendant ses études à l'Université, ses lectures concernent ensuite l'histoire du bolchévisme et du communisme. Son adhésion ultérieure aux idées politiques libérales se produit pour lui par l'intermédiaire de la pensée dissidente de l'Est dont il prend connaissance par les médias étrangers (selon un témoignage du début des années 2000) : « ma jeunesse a été dominée par la personnalité de Trotski que je voyais comme une alternative à Lénine. Jusqu'à 30 ans, j'ai été trotskiste... je témoigne de nouveau cette chose. J'avais honte dans une période à cause de ça, mais j'ai dépassé ce

¹²²⁷ Décrit négativement, comme père plutôt indifférent, il n'hésite pas à déclarer qu'il lui arrive de voir chez lui quelques ressemblances avec son père.

¹²²⁸ Son frère n'a pas une formation universitaire. Il est membre du PCR tout comme son frère (**Stelian Tanase**, *Acasa se vorbeste in soapta*, op. cit., p. 85).

¹²²⁹ Sa vie dans ce quartier de Bucarest est évoquée après 1989 pour parler de certaines de ces activités médiatiques, comme réalisateur et producteur de films présentant des lieux de Bucarest.

¹²³⁰ Lors de notre premier entretien, le 13 juillet 2009.

¹²³¹ Les sections qui fonctionnaient dans le cadre du même établissement fonctionnant séparément.

¹²³² Cecilia Caragea, *Dialog cu Stelian Tanase* [Dialogue avec **Stelian Tanase**], Cluj, Dacia, 2002, p. 15.

¹²³³ Où se trouve actuellement le siège du Gouvernement.

¹²³⁴ Mihaela Miroiu, née en 1955, universitaire de la période postcommuniste, parlant de sa formation universitaire (à la même faculté de philosophie) témoigne elle aussi son admiration pour Florica Neagoe. Voir Mihaela Miroiu, Mircea Miclea, *R'Estul si vestul* [L(e) R'Est et l'Ouest], Iasi, Polirom, 2005.

¹²³⁵ Entretien informel avec Ion Ianosî (le 25 février 2009).

sentiment [...] lorsque j'ai appris que d'autres intellectuels de l'Est de l'Europe de ma génération sont eux aussi passés par une période de gauche radicale. Je ne pouvais pas passer à une contestation du communisme que pas à pas. Avec le temps une brèche est apparue dans ce mode de pensée. J'ai appris de Radio Free Europe des choses sur les dissidents [...] C'est comme ça que j'ai appris de nouveaux noms et de l'existence des livres des penseurs anticomunistes. C'est là que j'ai entendu d'Alexandre Zinoviev. Après Trotski et Soljenitsyne, Havel a été une de mes faiblesses. Un autre moment important a été la découverte des penseurs libéraux. Vers la moitié des années 1980, j'étais devenu déjà libéral [...] Les libéraux semblaient anachroniques et inutiles [...] Après 1989, ces lectures m'ont très bien servi¹²³⁶. » Dans un autre témoignage, il se souvient avoir lu Tocqueville au temps de ses études universitaires. Dans une note de son dossier de la Securitate, datée de l'automne 1987, il est marqué son intérêt depuis 1981 pour les auteurs contemporains et pour la philosophie, philosophes français et auteurs américains s'inscrivant dans le courant marxiste. Cette note reçoit son commentaire ultérieur (en 2001) pour corriger ces informations recueillies par l'intermédiaire d'une source de la Securitate : « la source de cette note se trouve, probablement, dans une zone extérieure de mon entourage. Elle est intoxiquée par mon prétendu "marxisme", avec lequel je masquais à ce temps-là les critiques du régime. En 1987, j'avais dépassé depuis environ cinq ans le trotskisme de la fin des années 1970 et je m'intéressai déjà à l'œuvre de certains penseurs libéraux et surtout à Tocqueville¹²³⁷. » Parmi des littéraires, par ceux qui appartiennent à la même génération que lui, il est considéré comme celui qui disposait d'essais politiques¹²³⁸. Ces livres lui sont fournis par une de ses amies qui travaille à British Council, ainsi il peut faire circuler dans les cercles des écrivains en 1989 deux titres Ion Mihai Pacepa, *Red Horizons* et Vaclav Havel, *The Power of the Powerless*¹²³⁹. Au-delà de ces lectures, les écrivains roumains, ces contemporains ont marqué son parcours, il affirme avoir « tombé sous l'influence de : Nicu Steinhardt, **Alexandru Paleologu** et **Mihai Sora**¹²⁴⁰. » Ces essayistes ou philosophes roumains, et surtout **Mihai Sora**, sont ceux qui lui fournissent des livres. Son attrait pour ces écrivains qui représentent pour lui des « vestiges du monde roumain de l'entre-deux-guerres », des personnages qui se sont formés dans des « écoles normales¹²⁴¹ » mais qui, de plus, ont fait l'expérience des prisons communistes, est lié aussi à son intérêt pour la « renaissance du roman roumain » et la critique littéraire¹²⁴².

Comme nombre de diplômés de la même génération et de la suivante, formés à la philosophie (Gabriel Stanescu, Elena Stefoi et d'autres encore) ou aux lettres, **Stelian Tanase** reçoit un poste d'enseignant dans une petite ville de province, dans le département de Calarasi¹²⁴³, comme suite de la politique dirigiste du travail. Le navettisme devient une pratique habituelle notamment pour les diplômés des années 1980 en provenance d'une ville¹²⁴⁴. Les postes dans l'enseignement secondaire sont offerts et

¹²³⁶ Cecilia Caragea, *Dialog cu Stelian Tanase*, op. cit., pp. 16-17. Son premier témoignage au sujet de son trotskisme dans **Stelian Tanase**, *Acasa se vorbeste in soapta*, op. cit., p. 13.

¹²³⁷ *Ibid.*, p. 30.

¹²³⁸ Entretien avec Bogdan Ghiu (le 27 juillet 2008).

¹²³⁹ **Stelian Tanase**, *Acasa se vorbeste in soapta*, op. cit., p. 91.

¹²⁴⁰ En fait, les deux premiers apparaissent le plus souvent dans ses mémoires et ses témoignages.

¹²⁴¹ **Stelian Tanase**, *Acasa se vorbeste in soapta*, op. cit., p. 17.

¹²⁴² *Ibid.*, pp. 51-52.

¹²⁴³ **Stelian Tanase** dit avoir très mal vécu cette expérience surtout qu'il passait beaucoup plus d'heures sur la route que pour l'enseignement donné (entretien avec **Stelian Tanase**, le 31 juillet 2009).

¹²⁴⁴ Ils ne sont pas rares ceux qui s'en plaignent de leur situation comme enseignant « navettiste ». Ce statut semble être investi et par la « génération 80 » dans la construction de leur identité littéraire. C'est des écrivains et des critiques littéraires de la « génération '80 » qui racontent souvent de leurs expériences d'enseignant dans les villes de province. Mais ils ne sont pas les seuls à vivre telles expériences comme résultent des témoignages de plusieurs de nos interlocuteurs nés dans les années 1950 qui ne sont pas tous des écrivains mais des diplômés en philosophie.

occupés selon une hiérarchie constituée en fonction de la proximité de la ville universitaire de formation et secondairement de la ville d'origine, celui qui se classe premier de sa promotion occupe le poste (un seul) offert à Bucarest, les suivants pourront travailler dans des petites villes proches ou dans d'autres petites villes près de leur ville de naissance ou de leur famille ou même dans toutes autres villes de province. La politique d'encadrement social est le résultat biaisé de l'augmentation du nombre de diplômés et de l'intérêt des politiques au maintien des cadres fidélisés dans les institutions centrales ce qui implique la restriction de l'accès pour les jeunes. L'Université n'ouvre pas ses portes pour de nouveaux entrants dans les années 1980¹²⁴⁵. Au mieux ils peuvent intégrer des institutions de la recherche, comme cela est le cas de certains futurs membres fondateurs du GDS (dont nous en parlerons dans ce qui suit). Même si officiellement le chômage est inexistant, il y subsiste. Mécontents des postes qui leur étaient assignés, ils abandonnent leurs activités et préfèrent vivre avec le soutien de leur famille et/ou en déployant de petites activités que leurs aînés peuvent leur procurer, en attendant de se faire publier et donc de se donner les possibilités d'une cooptation dans une institution plus conforme à leurs attentes et prétentions (et suivant le plus probablement l'exemple des promotions scolaires précédentes). De même, le fait de pouvoir actionner des réseaux d'interconnaissance leur permet d'occuper des postes même marginaux, voire insignifiants, dans le système des institutions culturelles centrales.

Après une année passée comme enseignant-navettiste, **Stelian Tanase** réussit à obtenir un poste à Bucarest, étant nommé « metodist », poste dans une des Maison(s) de la culture¹²⁴⁶ de Bucarest :

« une bonne cachette. Un lieu humble, à la périphérie de la ville [...] En plus, je peux travailler sans être dérangé. Personne ne vient ici (je n'ai vu aucun chef depuis des mois), il te faut une heure pour arriver du centre, c'est l'endroit le plus éloigné [...] moi, dans un bureau, je lis quelque chose...¹²⁴⁷ »

Le poste suppose l'organisation des événements « culturels », artistiques mais aussi de formation (cours de métiers)¹²⁴⁸. Et étant donné cet encadrement, **Stelian Tanase** côtoie des milieux artistiques. Rappelons qu'il fréquente aussi et surtout des littéraires appartenant à des générations différentes et travaille à devenir écrivain, à se voir reconnu en tant que tel, attendant sa consécration. Durant ses études universitaires, il rédige son premier roman, *Luxul melancoliei* [Le luxe de la mélancolie] qui paraît aux Éditions Cartea Romaneasca en 1982, mais il attendra quatre ans de se voir publier avant cette parution. Certains de ses collègues se souviennent de son intérêt pour la littérature¹²⁴⁹, comme l'atteste son journal, publié après

¹²⁴⁵ Pour les rares nouveaux entrants à l'Université de Bucarest dans cette période, voir chapitre 5.

¹²⁴⁶ Des maisons de la culture existent dans chaque arrondissement de Bucarest. En fait, il occupe ce poste dans deux maisons de la culture (une portant le nom « Infratirea intre popoare »).

¹²⁴⁷ **Stelian Tanase**, *Acasa se vorbeste in soapta*, op. cit., p. 82.

¹²⁴⁸ **Stelian Tanase** décrit ses activités en mentionnant que l'organisation de ses événements artistiques qui supposent l'obtention des fonds en régime libéral ainsi que la construction d'une revue pour la présentation de ses événements, pratiques qui lui serviront, semble-t-il, après 1989 (entretien avec **Stelian Tanase**, le 31 juillet 2009). Un autre futur membre du GDS, coopté au milieu des années 1990, mentionne ses activités déployées comme organisateur de spectacles musicaux dans les années 1980 (entretien avec Cristian Preda, le 28 mai 2009).

¹²⁴⁹ Préoccupation qui apparaît dans leurs représentations à l'opposé de celle pour la philosophie. Se consacrant aux études de philosophie, s'attachent à la philosophie et considèrent la littérature comme production d'un ordre inférieur.

1989. Auteur de littérature, débutant avant 1989, témoigne dans l'après communisme qu'il avait même pensé suivre des études de lettres avant de choisir la philosophie comme formation. Comme étudiant en philosophie, **Stelian Tanase** participe à un cercle estudiantin qui fonctionne dans le cadre de la Faculté de philosophie où il lit des fragments de son roman.

Ce cercle est constitué par des étudiants en philosophie¹²⁵⁰ qui se préoccupent à la littérature, selon les témoignages d'un de ses initiateurs. Sont invités à discuter devant un auditoire largement estudiantin des écrivains consacrés comme Ion Negoitescu¹²⁵¹, Ana Blandiana, Nicolae Breban, mais aussi le philosophe Constantin Noica qui y est présent accompagné de ses plus connus disciples, **Andrei Plesu** et **Gabriel Liiceanu**, et qui, à un moment donné, aurait désiré recruter de nouveaux élèves dans ce cercle qui porte le nom d'un des dialogue platoniciens, Charmides. Mais le cercle littéraire, devenu ensuite le Cénacle universitaire, est le lieu de rencontre des étudiants de la Faculté de philosophie qui exposent leurs écrits pas encore publiés, comme c'est le cas de **Stelian Tanase** ou d'autres encore¹²⁵². Le rôle de ce cercle littéraire est pourtant mineur dans les milieux littéraires (restant presque inconnu) du fait surtout qu'il ne fonctionne pas sous la tutelle d'une figure littéraire consacrée, ces membres n'ayant pas un programme littéraire cohérent et homogène. Le plus connu cercle littéraire à l'époque est celui constitué à la Faculté des lettres de l'Université de Bucarest, dirigé par Nicolae Manolescu. Et Calin Vlasie et Matei Visniec sont (aussi) membres fondateurs du Cénacle de Lundi dirigé par Nicolae Manolescu (dont les rencontres ont lieu à la Faculté des lettres de l'Université de Bucarest, fonctionnant entre 1977 et 1983)¹²⁵³ où Gabriel Stanescu participe comme jeune poète. A la même époque fonctionne le Cénacle Universitas sous la direction de Mircea Martin et où on retrouve un autre futur membre du GDS et auteur se consacrant à l'étude du fonctionnement de la Securitate après 1989, Marius Oprea¹²⁵⁴. Après la disparition du Cénacle de Lundi, en 1983, le Cénacle Universitas est vu par certains comme une des « alternatives », ainsi que d'autres comme le Cénacle Tei ou le Cénacle « Rapid[e] ». Un universitaire en sociologie de la période communiste se souvient à son tour d'un lieu de rencontre entre monde académique et monde littéraire, rassemblant des sociologues et philosophes surtout, mais aussi d'« autres intellectuels » avec des écrivains notoires qui

¹²⁵⁰ Gabriel Stanescu, Oliv Mircea et Nicolae Mircea Ben qui étaient dans leur première année d'étude.

¹²⁵¹ Critique, essayiste et poète né en 1921 à Cluj (mort en 1993 à Munich), détenu politique entre 1961 et 1964 pour l'accusation d'esthétisme, Ion Negoitescu est le seul représentant des milieux littéraires à se rallier (3 mars 1977) à la protestation de Paul Goma lors de la Charte 77, sa lettre d'adhésion adressée à Paul Goma est diffusée par Radio Free Europe. En 1980, il part en Allemagne avec une bourse de recherche pour y rester.

¹²⁵² Gabriel Stanescu, né en 1951, étudiant dans la même section de philosophie, Calin Vlasie, né en 1953, étudiant dans la section de pédagogie, Elena Stefoi, née en 1954 et Matei Visniec, né en 1956, étudiants dans la même faculté entre 1976 et 1980. Voir Gabriel Stanescu, *Unde am fugit de acasa ?*, Norcross, Criterion Publishing, 2001, pp. 223-227.

¹²⁵³ Daniel Puia-Dumitrescu, *O istorie a Cenaclului de Luni*, Bucarest, Cartea Romaneasca, « Critique et histoire littéraire », 2015.

¹²⁵⁴ Mircea Martin, *A fost odata un cenaclu...*, Éditions du Musée de la littérature roumaine, 2008.

organisent des rencontres où siège alors et aujourd'hui le rectorat de l'Université de Bucarest, alors et pour une bonne période aussi après 1989, la faculté de philosophie¹²⁵⁵.

L'obstination de **Stelian Tanase** à se voir confirmer en tant qu'écrivain est attesté et par les documents enregistrés par la Securitate en 1988 : une transcription d'un enregistrement qu'il avait confié à **Dan Oprescu**, qui était alors son meilleur ami¹²⁵⁶. Dans une lettre destinée à un écrivain exilé (Dan Culcer¹²⁵⁷), mais qu'il n'a finalement pas envoyée, **Stelian Tanase** disait avoir pris la décision de devenir écrivain et cela, d'après ses confessions, depuis près de deux décennies¹²⁵⁸. Peu de temps après son début littéraire **Stelian Tanase** dépose en 1983 le manuscrit de son second roman, *Playback* qui sera refusé à plusieurs reprises par la censure (la première fois pendant l'hiver 1984) en dépit des recommandations venant des « critiques littéraires importants : Mircea Iorgulescu¹²⁵⁹, Zigu Ornea et Ioan Buduca »¹²⁶⁰. En 1987, il continue à creuser son sillon en présentant aux mêmes éditions son troisième roman, *Corpuri de iluminat*. Le critique littéraire, Valeriu Cristea, en rapporteur pour son roman, recommande sa publication. Gabriela Adamesteanu¹²⁶¹ est à cette époque-là rédactrice aux Editions Cartea Romanesca [Le Livre roumain] et une de ses proches connaissances. **Stelian Tanase** reste jusqu'après 1990, l'auteur d'un seul roman publié. Le statut d'écrivain lui est refusé tout comme l'est pour d'autres car l'Union des écrivains bloque l'entrée des jeunes. Même s'il côtoie les écrivains consacrés il lui manque de légitimité¹²⁶². En parlant de sa position d'auteur d'avant 1989 il dit qu'il était un auteur peu connu, en mettant dans le même temps en évidence son travail comme écrivain, c'est-à-dire ses trois romans rédigés avant dont un seulement a été publié avant 1989. Il lui manque une formation littéraire, il n'appartient pas à la génération des écrivains formés dans les cercles littéraires. Il côtoie des écrivains en prétendant au statut de l'écrivain. Pour lui comme pour d'autres écrivains plus jeunes, l'intégration de l'Union des écrivains n'est plus possible dans un avenir prévisible. Le monopole de l'autorité légitime exercé par l'Union des écrivains rend d'autant plus difficile la publication des plus jeunes, des impétrants, des écrivains sans statut professionnel reconnu. De plus, le contrôle idéologique se manifeste dans les rédactions des éditions ou des revues. La signification que prend pour lui le fait de se voir refuser la reconnaissance institutionnelle d'une appartenance vécue pourtant au niveau individuel dévoile l'autorité sociale de l'écrivain de la période

¹²⁵⁵ Ion [Ioan] Dragan se souvient de Marin Preda qui présentera son roman en cours (discussion informelle avec Ion Dragan, le 24 octobre 2013).

¹²⁵⁶ Dont les contacts avec la Securitate une fois découverts après 1989 provoquent la rupture avec ces deux.

¹²⁵⁷ Critique littéraire exilé en France à la fin des années 1980

¹²⁵⁸ **Stelian Tanase**, *Acasa se vorbeste in soapta*, op. cit., p. 46.

¹²⁵⁹ Il choisit de s'exiler en septembre 1989.

¹²⁶⁰ *Ibid.*, p. 47.

¹²⁶¹ Gabriela Adamesteanu est membre du GDS à partir de 1990, rédactrice en chef adjointe durant l'année 1990 et rédactrice en chef de 22 à partir de l'automne 1991.

¹²⁶² Radu G. Teposu, rédacteur en chef de la revue *Amfiteatru* (1987-1989), est le seul critique littéraire qui discute de lui après son début et jusqu'en 1990 (in *Amfiteatru*, 8, 1989). Voir **Stelian Tanase**, *Acasa se vorbeste in soapta*, op. cit., p. 115.

communiste. Ses témoignages ultérieurs confirment les nombreuses affirmations des écrivains consacrés pendant le communisme :

« J'avais tellement voulu qu'on me reconnaisse le statut d'écrivain. Maintenant c'est rien, mais alors je rêvais tellement de ça [...] à cette époque-là l'Union des écrivains était importante puisqu'elle accordait une certaine assurance et protection. Quand j'allais dans la maison d'édition pour discuter de mes livres, on me contestait ce statut. Je voulais parler en écrivain, mais pour eux j'étais rien. Dans le régime communiste, l'écrivain avait un certain prestige. Tout au moins, les écrivains pouvaient s'exprimer dans l'espace public, le régime les craignait...¹²⁶³ »

L'intérêt que lui porte la Securitate, à partir de 1983, concerne principalement ses contacts avec des étrangers, et surtout avec le personnel diplomatique résidant en Roumanie, avec lesquels il établit des relations à buts personnels ou professionnels. Ses rencontres avec des étrangers sont occasionnées aussi par le poste qu'il occupe à la Maison de culture où il est chargé de l'organisation des spectacles artistiques¹²⁶⁴. Les documents entamés par la Securitate sont constitués de « notes » que des informateurs de la Securitate, dont un de ses amis les plus proches (**Dan Oprescu**), rédigent à son propos mais surtout concernant ses déclarations à l'égard de la vie littéraire et ses intentions d'envoyer des textes en vue de la publication à l'étranger. Comme ses ouvrages sont refusés, il pense à s'exiler. Il démarre des projets pour la traduction en vue de se faire publier à l'étranger¹²⁶⁵. En faisant savoir à son ami de l'exil, Dan Culcer, sa décision de tenter la publication à l'étranger, il décrit sa situation d'écrivain non-publié en l'intégrant dans le tableau littéraire du moment et le contexte politique :

« Je ne me suis jamais intéressé à obtenir le succès par le public et j'ai toujours voulu écrire des livres honnêtes, c'est tout. Je pense qu'il serait plus simple de se faire publier là-bas [à l'étranger]. Evidemment aucun écrivain ne peut pas passer par une situation plus profonde, plus radicale que l'interdiction de publication. J'évite depuis plusieurs années et je proroge mortellement d'y prendre une décision. Je n'ai jamais aimé la politique. Il m'a semblé toujours qu'elle est pratiquée par des gens médiocres. Il m'a toujours semblé qu'elle est servie par certaines nécessités strictement matérielles et de pouvoir. Elle m'a parue toujours manquer de générosité...¹²⁶⁶ »

Et plus loin, en raisonnant sur son attitude comme reflet de sa situation d'écrivain, il note dans son journal :

« je ne sais pas à quelle partie de mon être est dû cet état d'esprit que je ressens à ce moment, parce que cela n'est pas une révolte. Même à présent je ne veux que de la tranquillité pour que je puisse travailler. Mais je ne peux pas travailler parce que mes manuscrits ne sont pas [encore] publiés. Et pour que je puisse continuer à travailler, il faut que ces livres

¹²⁶³ Cecilia Caragea, *Dialog cu Stelian Tanase*, op. cit., p. 84.

¹²⁶⁴ **Stelian Tanase**, *Acasa se vorbeste in soapta*, op. cit., p. 76 : Dans son journal il note : « Sous le prétexte des concerts de jazz, je vois le monde qu'il faudrait [voir] ». Dans son dossier des archives de la Securitate, publié l'année qui suit l'ouverture des archives de la Securitate, en 2001, on retrouve une note au sujet de ses relations avec des étrangers : « **Stelian Tanase** entretient des relations non-officielles et avec le personnel diplomatique accrédité des ambassades des Etats-Unis, de la France et de la RF d'Allemagne à Bucarest, en profitant aussi de l'organisation de certains concerts de musique où sont invités des artistes des pays déjà mentionnés. »

¹²⁶⁵ **Stelian Tanase**, *Acasa se vorbeste in soapta*, op. cit., pp. 67-68 et 74-76.

¹²⁶⁶ *Ibid.*, p. 49 (souligné par **Stelian Tanase** ou par les agents de la Securitate !). La transcription de cet enregistrement se trouvait dans son dossier créé par la Securitate qu'il a pu consulter et qu'il a publié par la suite avec ces adnotations ultérieures (cf. « Note sur l'édition », op. cit.).

soient publiés. Pour vivre avec la sensation que ne je suis pas mort, pour vivre purement et simplement, pour échapper à ce sentiment meurtrier de l'inutilité...¹²⁶⁷ »

Ce message, une lettre adressée à un ami, est conçu lorsqu'il vise à se voir publier à l'étranger.

Selon les pratiques des écrivains protestataires, l'envoi d'un messenger (auprès des éditeurs ou des amis écrivains qui peuvent les présenter auprès des éditeurs pour aider à leur publication) n'implique pas automatiquement qu'ils soient préparés pour la publication. Les destinataires doivent attendre le moment « propice » pour les écrivains contestataires de faire publier leurs prises de position. L'envoi des protestations vise à procurer à ceux qui se décident de critiquer la garantie de quelque protection de l'étranger, et en faisant cela, ils peuvent obtenir une certaine notoriété pour les permettre éventuellement de choisir l'exil.

Tout au long de l'année 1989, si l'on suit les notes du journal de **Stelian Tanase**, ses principales préoccupations concernent les préliminaires en vue d'une publication à l'étranger (les rencontres avec son traducteur et ses rencontres avec son amie diplomate) et les rencontres avec ses amis écrivains à l'Union des écrivains qui lui procurent une certaine assurance puisqu'ils côtoient des personnages notoires.

Gardant à l'esprit la condition de l'exilé comme solution ultime de sa situation d'écrivain, il prépare sa publication à l'étranger en réécrivant et en faisant traduire en anglais son roman *Playback*¹²⁶⁸. Sa méfiance quant à la valeur endossée par ses écrits¹²⁶⁹ une fois publiés à l'étranger se fonde sur les exemples précédents, des écrivains roumains exilés :

« les prosateurs roumains échouent à l'étranger parce que ce qui semble ici évident (langage ésopique, allusions, “courage”...), là-bas non [...] Avant tout il faut te replacer en Europe, faire une rupture d'avec ta propre causalité nationale et t'inscrire dans ce qui est authentique, actuel (non à la mode) [...] Ensuite, il faut considérer la Roumanie comme un topos distinct et le traiter avec maximum de liberté. Ce qui signifie qu'il ne faut pas perdre de vue l'ensemble de l'histoire, de la civilisation roumaine, en permanence configurer son essence, ne pas la perdre au long des pages. Ici il se passe toujours des choses extraordinaires qui peuvent intéresser ailleurs¹²⁷⁰. »

Si les décisions politiques sont explicites en ce qui concerne le poète **Mircea Dinescu** qui se voit refuser le droit de publier après avoir critiqué le régime communiste, dans le cas de **Stelian Tanase**, le refus de publication est un parmi d'autres qui se multiplièrent durant les années 1980. **Mircea Dinescu** est un des auteurs (poètes) des plus connus et reconnus, **Stelian Tanase** est encore en quête de sa consécration. **Mircea Dinescu** réussit à mobiliser certains de ses amis, eux-mêmes des écrivains notoires pour la défense de sa cause. A la suite de la « lettre des sept intellectuels », **Stelian Tanase** et Ioan Buduca tentent de

¹²⁶⁷ *Ibid.*, p. 52.

¹²⁶⁸ *Ibid.*, pp. 90-91. La version en anglais devrait porter l'intitulé « Jacob the angel ».

¹²⁶⁹ Dans une des notes de son dossier qu'il retrouve dans les archives de la Securitate on peut lire : « « Même s'il est mécontent du fait que ses romans ne soient pas publiés en Roumanie, **Stelian Tanase** soutient à différentes occasions qu'il ne désire pas que ceux-là paraissent à l'étranger, où ils “ne représenteraient qu'une éphémère agitation à substrat politique”. Et pourtant, dans la dernière période, on remarque une activité intense déposée par celui-ci mentionné antérieurement en vue d'apprendre la langue anglaise [...] et dans certaines discussions, plus ou moins sérieusement, il propose à certains de ses amis “qu'en dirait-on” s'ils font sortir du pays un roman en anglais » (*Ibid.*, p. 75).

¹²⁷⁰ *Ibid.*, p. 56.

rassembler des signatures pour une protestation venant des plus « jeunes » avec des auteurs reconnus. Car parler en son nom propre n'est pas une solution pour un auteur peu connu et point reconnu, comme auteur débutant et écrivain sans statut professionnel.

Les changements survenus en Union soviétique et, par la suite, dans les autres pays communistes, déclenche une série de prises de position de plus en plus critiques vis-à-vis du pouvoir. Ces prises de position viennent de la part des anciens dirigeants communistes, des journalistes, des écrivains avec des chercheurs. Pour certains écrivains, le moment semble convenable pour essayer de mobiliser la catégorie d'écrivains en premier lieu pour la défense de leur cause, pour soutenir des auteurs comme **Mircea Dinescu** et **Andrei Plesu**, qui sont interdits de publication, assignés au domicile et destitués de leurs postes. Leur mode de protestation, déjà mis en œuvre avant, est la rédaction de la lettre ouverte, parfois suite à l'envoi des mémoires rédigés individuellement, adressée au président de l'Union des écrivains ou à ceux qui sont responsables politiques du domaine de la culture ou même à Ceausescu¹²⁷¹. D'autres choisissent de s'exiler. En septembre 1989, Mircea Iorgulescu, critique littéraire prestigieux, après de longues tergiversations décide de s'exiler à Paris. Rappelons qu'il avait refusé, tout comme Nicolae Manolescu, Eugen Simion et **Gabriel Liiceanu** de se joindre aux signataires de la « lettre des sept » pour soutenir **Mircea Dinescu**. D'autres écrivains, plus jeunes, appartenant au « groupe de Iasi » choisissent et aboutissent à s'exiler (Mihai Dinu Gheorghiu et Liviu Cangeopol).

2. Écrivains, scientifiques, futurs membres du GDS : la « lettre des 18 intellectuels »

La lettre rédigée par **Stelian Tanase** et Ioan Buduca en fin septembre 1989 a comme destinataire le président de l'Union. Les signatures sont rassemblées sur une même et unique feuille de papier. Le texte est en un seul exemplaire, (appelé ici) l'original. L'objet de la protestation est l'interdiction de publication des signataires de la lettre des « grands », des auteurs connus et reconnus, la « lettre des sept intellectuels », qui avait comme but la défense de **Mircea Dinescu**. Les « jeunes » écrivains, signataires de cette lettre, demandent l'intervention de l'Union des écrivains afin d'obtenir la révocation des mesures qui ont déterminé « la sortie de certains écrivains de la vie publique ». Selon les signataires de cette lettre, l'intervention de l'instance qui est chargée de les représenter s'impose quand les autorités politiques interviennent dans des « cas qui concernent strictement la profession et le statut des écrivains ». De nouveau, est critiqué le fonctionnement de l'Union des écrivains. Leur argumentation prend appui sur l'histoire du communisme en Roumanie, les auteurs défendus ont fait leur début et faisant leurs carrières dans le contexte du relâchement survenu avec l'arrivée au pouvoir de Ceausescu en 1965 :

¹²⁷¹ Ana Blandiana et **Andrei Plesu** (voir *supra*).

« tous ces écrivains [interdits] se sont affirmés dans les conditions d'ouverture culturelle qui a suivi le IX^{ème} congrès du Parti dans lequel les auteurs interdits ont obtenu leur consécration et nous, les signataires de ces lignes, nous sommes de même le produit du même climat ¹²⁷². »

Les signataires de la lettre évoquent des (auto)présentations du régime, à savoir l'imposition de l'image d'un leader communiste qui voulait rompre avec la politique qu'ils contestent dans cette lettre. Ils réitèrent les accusations proférées par **Mircea Dinescu** dans sa seconde lettre, de juin 1989, adressée au président de l'Union des écrivains, et transmise pour être diffusée à Radio Free Europe, publiée par la suite dans *Libération*¹²⁷³. Le choix d'une protestation qui tient comme seul coupable l'Union des écrivains est expliqué par **Stelian Tanase** comme seul moyen de rassembler le plus d'écrivains :

« Le texte est minimal pour que le monde ait le courage de le signer¹²⁷⁴. »

Les signataires de ce texte de protestation sont : **Anca Vasiliu, Anca Oroveanu, Andrei Cornea, Radu Bercea**, Magdalena Ghica [**Magda Carneci**], **Stelian Tanase**, Ioan Buduca, Carmen Francesca Banciu, Gheorghe Iova, Dan Ciachir, Doru Mares, *Bogdan Ghiu*, **Alin Teodorescu, Dan Opreescu**, Liviu Ioan Stoiciu, Mariana Marin, **Dan Arsenie**, Cristian Popescu, Gabriel Stanescu et Angela Marinescu. En réalité, les signataires de la fameuse « lettre des dix-huit intellectuels » sont au nombre de vingt-un et non pas de dix-huit, comme cela a été retenu par l'histoire.

Aucun signataire de cette « lettre » ne vient pas des villes de province, tous les signataires de la lettre habitent alors à Bucarest. Et un seul parmi ceux qui seront contactés en leur demandant de s'y joindre ne réside à Bucarest.

Au 1^{er} octobre, **Stelian Tanase** note dans son journal¹²⁷⁵ qu'ils ont pu déjà rassembler les premières signatures. Le journal de **Stelian Tanase** laisse voir les points de vue de certains intellectuels qui se retrouvent ultérieurement parmi les membres fondateurs du GDS¹²⁷⁶. On apprend ainsi que **Sorin Antohi** (un des membres du « groupe de Iasi »), lors d'une conversation avec **Stelian Tanase**, se déclare l'adepte de la « solution individuelle » :

« chacun avec son âme, son issue, sa propre sauvegarde¹²⁷⁷. »

¹²⁷² **Stelian Tanase**, *Acasa se vorbeste in soapta*, op. cit., p. 188.

¹²⁷³ Monica Lovinescu, *Pragul/Unde scurte V*, op. cit., p. 187.

¹²⁷⁴ **Stelian Tanase**, *Acasa se vorbeste in soapta*, op. cit., p. 144.

¹²⁷⁵ Dans le journal de **Stelian Tanase**, publié au début des années 2000, le cursus de ses rencontres avec des écrivains afin de recueillir des signatures pour la lettre est interrompu par de longues assertions sur la censure, sur l'écrivain et sur ses lecteurs ainsi que sur la place de la « société civile » dans la Roumanie des années 1980. Ses assertions ne sont pas datées, étant publiées une dizaine d'années après ces événements, elles correspondent largement à ses prises de position dans la période postcommuniste publiées dans 22. En faisant cela, il se présente comme l'auteur qui a refusé tout compromis. Selon lui, il y a des écrivains « libres » puisque « fabriqués par le pouvoir » : « on les accorde des faveurs, des postes, etc. mais à certains moments, ils s'alignent fermement et commettent les gestes et les textes nécessaires au culte officiel ». Les auteurs qui ont refusé de signer la lettre de protestation, qu'il avait initiée avec Ioan Buduca, sont situés dans cette catégorie, de ceux qui ont acquis leur consécration avec l'aide du régime. Selon lui, leurs productions s'accordent avec les exigences politiques puisqu'en présentant « l'image que le pouvoir a d'elle-même », elles trouvent le moyen de présenter en même temps la vision propre de l'auteur.

¹²⁷⁶ Soulignons que le journal de **Stelian Tanase**, tel qu'il est publié au début des années 2000, ne retient que les mémoires sur certains signataires de la « lettre des dix-huit intellectuels ».

¹²⁷⁷ **Stelian Tanase**, *Acasa se vorbeste in soapta*, op. cit., p. 137. Entretien avec **Stelian Tanase**, le 13 juillet 2009.

Cette opinion exprimée, on comprend que **Stelian Tanase** n'a pas essayé de le coopter pour signer la protestation¹²⁷⁸. **Stelian Tanase** fait la connaissance de l'historien **Andrei Pippidi**, fils de l'académicien et universitaire Dionisie M. Pipiddi et petit-fils de l'historien et de l'homme politique Nicolae Iorga¹²⁷⁹, afin d'obtenir sa signature :

« On ne se connaît pas, je lui dis, je veux vous rendre visite pour discuter sur une question [...] il me reçoit, vêtements d'intérieur, décoration et ameublement de l'entre-deux-guerres, des livres sur les murs [...] je lui explique rapidement pourquoi je suis venu. Il me regarde longuement, il se passe la main dans les cheveux. Je lui fais montrer la lettre. Il constate qu'elle n'est pas signée par des gens importants. Je lui dis que nous voulons des jeunes sur la liste. Les vieux ont riposté il y a quelques mois [...] nous échangeons quelques mots, je lui raconte de ma passion pour l'ancien Bucarest (pour sortir de cette situation délicate), il me donne le texte d'une conférence. Je me retire sans obtenir la signature. Cela aurait beaucoup compté pour nous¹²⁸⁰. »

Les raisons de ce refus seraient, selon les témoignages spontanés faits par **Andrei Pippidi**, sa situation familiale, étant le seul à pouvoir entretenir son père, il avait peur de ne plus pouvoir le faire et, encore, son souci pour la sauvegarde de la bibliothèque de son grand-père (Nicolae Iorga)¹²⁸¹. **Andrei Pippidi**, héritier du capital symbolique englobé par le nom de son grand-père (de la part de sa mère) mais aussi du capital symbolique de son père, « le plus connu historien roumain d'arts poétiques antiques¹²⁸² », il est un des non-écrivains consultés par **Stelian Tanase** en vue de la protestation des « jeunes ».

Andrei Pippidi, né en 1948 à Bucarest, fait des études d'histoire à l'Université de Bucarest (1965-1970) et des études doctorales à l'Université de Cluj (doctorat en histoire, titre obtenu en 1981) et à Oxford University (docteur en philosophie dès 1986). Depuis 1970, il travaille comme chercheur à l'Institut d'études sud-est européennes. Ses contributions scientifiques appartiennent à l'histoire culturelle et politique du Moyen Âge roumain et du Sud-Est européen. Deux de ces ouvrages paraissent en 1974, un en Roumanie, l'autre en Grèce : *Contributii la studiul legilor razboiului in Evul Mediu*, Éditions Militaires, 1974 et *Esquisse pour le portrait d'un homme d'affaires crétois au XVI^e siècle* à Athènes (où il prête hommage à Henri Stahl). Dans les années 1980, il publie aux éditions de l'Académie roumaine deux ouvrages : *Hommes et idées du Sud-Est européen à l'aube de l'âge moderne*, [et les Ed. CNRS, 1980] et *Traditia politica bizantina in Tarile romane in secolele XVI-XVIII* [1983]. Vers la fin des années 1980, il publie deux autres ouvrages : à Cluj, *Mihai Viteazul in arta epocii sale* chez Dacia, en 1987 et à Iasi, *O cronica munteana si un cronicar moldovean* aux Éditions de l'Université en 1989].

Par contre, un autre héritier, **Andrei Cornea**¹²⁸³, fils cadet de l'universitaire Paul Cornea et disciple du philosophe Constantin Noica, signe et il semble très enthousiaste. Il propose même d'autres noms à **Stelian Tanase** pour la cooptation, ce dernier se déclarant impressionné par son courage. Étant d'un même âge que **Stelian Tanase**, **Andrei Cornea** se rapproche, ayant aussi formation en lettres classiques,

¹²⁷⁸ Chose confirmée ultérieurement lors de notre entretien avec **Stelian Tanase**, le 13 juillet 2009.

¹²⁷⁹ Voir Armand Gosu et **Andrei Pippidi**, « L'héritage qui oblige », juin 2004. Téléchargeable sur le site Tiuk !

¹²⁸⁰ **Stelian Tanase**, *Acasa se vorbeste in soapta*, op. cit., p. 150. Dans le journal de **Stelian Tanase**, il mentionne le nom d'**Andrei Cornea**, ce qui contrarie car, par la suite dans le même journal, publié en 2001, il parle d'**Andrei Cornea**. Lors de l'entretien qu'on a fait avec **Andrei Pippidi** (le 24 mars 2004), nous dit qu'il s'agissait en fait de lui et non pas d'**Andrei Cornea**.

¹²⁸¹ Entretien consultatif avec **Andrei Pippidi**, le 24 mars 2004.

¹²⁸² Aurel Sasu, *Dictionarul biografic al literaturii romane*, vol. I (A-L), Pitesti, Paralela 45, 2006, p. 365.

¹²⁸³ Pour la trajectoire d'**Andrei Cornea**, voir *supra*.

appartient à l'« école » de Noica qui réunit des philosophes professionnels ainsi que des historiens de l'art, comme **Andrei Plesu**. En fait, les personnes qu'**Andrei Cornea** indiquait à **Stelian Tanase** sont de ses collègues et des anciens collègues d'**Andrei Plesu** à l'Institut d'histoire de l'art. Ces scientifiques proches d'**Andrei Plesu** qui acceptent de signer cette lettre seront par la suite cooptés pour constituer le GDS.

Andrei Cornea (né en 1952), **Radu Bercea** (né en 1954) et **Magda Carneci** (née en 1955), **Anca Vasiliu** (née en 1957), signataires de la « lettre des dix-huit intellectuels » ont une formation en histoire de l'art. Ils ont fait la connaissance d'**Andrei Plesu** déjà au temps de leurs études quand celui-là est chargé de cours (depuis 1971 et jusqu'en 1982). Ils sont passés par les mêmes institutions académiques, de l'Institut d'arts plastiques dans la Faculté d'histoire et de théorie d'art, où ils se sont formés, au Musée national de l'art et ensuite à l'Institut d'histoire de l'art de l'Académie roumaine, transféré à l'Académie de sciences sociales et politiques (académie spécialisées créée en 1971), comme lieux de leur travail. Ils ont intégré le Musée national de l'art juste après avoir fini leurs études : **Andrei Cornea** en 1976, **Radu Bercea** en 1978 et **Magda Carneci** en 1979. Même si plus jeune que les deux autres, **Magda Carneci** est la première à faire son entrée, en 1981, dans une institution académique comme chercheur à l'Institut d'histoire de l'art où se trouvait aussi **Andrei Plesu** (entre 1971 et 1982, et puis entre 1984 et 1989). **Radu Bercea** intègre l'Institut d'histoire de l'art en 1988 peu après **Andrei Cornea** (en 1987). **Andrei Cornea** et **Radu Bercea** partagent leurs intérêts pour des langues et fréquentent des milieux proches. **Radu Bercea** suit un cours de langue sanskrite à l'Université de Bucarest et continue à s'y intéresser hors du cadre institutionnel en suivant les conseils avisés de Sergiu Al-George (1922-1981, spécialiste d'études orientales, qui avait été emprisonné à la même époque qu'**Alexandru Paleologu**, entre 1958 et 1964).

Si **Andrei Cornea** et **Radu Bercea** se sont dédiés à l'étude des langues sous l'influence de leurs aînés pour accéder à la philosophie ancienne, **Magda Carneci** continue sa formation en histoire de l'art suivant une formation postuniversitaire dans la même discipline. **Magda Carneci** (née en 1955) est une autre héritière, fille du poète Radu Carneci¹²⁸⁴, à avoir signé la lettre des « jeunes », fille du poète Radu Carneci. Elle obtient sa consécration en tant que poète de la « génération '80 », sous le pseudonyme de Magdalena Ghica. Elle débute dans la presse littéraire en 1979 dans *Romania literara* et en 1980 elle publie son premier ouvrage *Hipermateria* chez Cartea Romaneasca. Elle est un des membres du Cénacle de Lundi animé par Nicolae Manolescu¹²⁸⁵. **Magda Carneci** est l'amie de **Dan Arsenie**. C'est précisément à la faveur de cette relation que **Dan Arsenie** signera la lettre de protestation qui lui apportera l'appartenance au GDS¹²⁸⁶. **Dan Arsenie** (né en 1954), poète et critique littéraire, a été directement impliqué dans cette initiative qui devrait aboutir à la mobilisation du plus grand nombre d'écrivains et de scientifiques¹²⁸⁷.

¹²⁸⁴ Ingénieur forestier, né dans une famille de paysans, Radu Carneci fait son entrée dans le monde littéraire comme président du comité de culture et d'art à Bacau (1960-1964), ville où il déploie son activité première. Après son début en 1963, il est rédacteur en chef de la revue *Ateneu* (1964-1972), ensuite secrétaire de l'Union des écrivains (1972-1976). Sa collaboration pour la revue *Contemporanul* lui apporte la fonction de chef de la section de culture et d'art (1976-1990).

¹²⁸⁵ Ioan Bogdan Lefter, *Flashback: Inceputurile „noii poezii”*, op. cit., p. 113.

¹²⁸⁶ Sauf que son nom disparaîtra par la suite de la liste des membres du GDS. Certains membres discutent de **Dan Arsenie** pour le caractériser comme « génial » mais également comme une personne « à problèmes ». Il semble que ces mêmes problèmes le conduisent à la marginalisation, voire l'exclusion ou l'auto-exclusion du GDS, lui étant un des membres fondateurs qui seront par la suite répudiés par le GDS (entretiens avec Angela Marinescu, avec B, historien, avec Gabriela Adamesteanu).

¹²⁸⁷ **Stelian Tanase**, « Dossier clos », *Romania literara*, 1, 1990.

Une autre héritière, signataire de la lettre et ensuite membre fondateur du GDS, **Anca Oroveanu** (née en 1947) est collègue d'**Andrei Plesu** pendant sa formation universitaire et ensuite comme enseignante (à partir de 1970) dans le même Institut d'arts plastiques de Bucarest (la Faculté d'histoire et de théorie de l'art). Mais ces deux sont liés par des relations d'amitié, relations qui s'étendent à leurs familles¹²⁸⁸.

Anca Oroveanu est la fille aînée de Leonte Rautu (1910-1993) un des plus notoires politiques communistes responsable des domaines de l'éducation et de la culture. Comme militant communiste dans les années 1930, chargé de s'occuper du journal *Scanteia* édité en clandestinité, il fait la connaissance d'autres intellectuels communistes comme Lucretiu Patrascanu et Valter Roman (père de Petre Roman, premier ministre des premiers gouvernements postcommunistes). Dans les années 1940, il est contraint de s'exiler en Union soviétique où il est chargé de la section en langue roumaine de Radio Moscou. Après 1945, revenu en Roumanie, il intègre la rédaction de *Scanteia* où se trouve aussi Silviu Brucan. A partir de 1956, il est désigné pour s'occuper de la Direction de propagande et de culture du Comité central du Parti ouvrier roumain (la plus haute institution chargée de mettre en place la politique culturelle du régime). Ayant de bonnes relations avec Ceauseascu, après 1965, il occupe la fonction de vice-premier ministre, responsable de l'éducation ainsi que la fonction de recteur, entre 1974 et 1981, de l'Académie de parti « Stefan Gheorghiu ». Après 1981, il se voit contraint de se retirer de la direction du PCR par suite de la décision de sa fille cadette Lena Rautu, mariée Coler, d'émigrer avec son mari aux États-Unis¹²⁸⁹. **Anca Oroveanu** est mariée à un autre héritier, Mihai Oroveanu.

Pavel Campeanu (né en 1920), ancien militant communiste, tout comme les signataires de la « lettre des six », est un des amis de la famille Leonte et Natalia Rautu¹²⁹⁰. **Pavel Campeanu** est coopté dans le GDS dès sa constitution en tant que dissident communiste¹²⁹¹.

Nicolae Manolescu, critique littéraire des plus notoires, est lui aussi sollicité pour signer cette lettre de protestation. Mais il se dérobe à tout engagement. Il désavoue de tels actes qui se présentent à lui comme de l'« agitation », prêche le refus de la politique pour l'écrivain qui s'intéresse principalement à son œuvre. Selon lui, l'écrivain devrait publier ses livres puisque la politique, les protestations et l'« agitation » est à la portée de quelconque. Après la rencontre avec « le professeur », **Stelian Tanase** déclare sa déception et sa surprise devant l'attitude de Nicolae Manolescu¹²⁹², en proposant une explication de ce refus :

¹²⁸⁸ Son époux, Mihai Oroveanu, raconte que pour plus de deux années sa femme et lui ont habité dans la maison de la famille Plesu (entretien réalisé pour la télévision par la productrice de l'émission « Profesioniști », Eugenia Voda, TVR).

¹²⁸⁹ Vladimir Tismaneanu, *Stalinism pentru eternitate*, op. cit., pp. 303-305 ; Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste de Roumanie, *Raport final*, édité par Vladimir Tismaneanu, Dorin Dobrinu, Cristian Vasile, op. cit., pp. 802-803. Vladimir Tismaneanu, lui aussi membre du GDS, coopté vers la fin des années 2000, avait fréquenté la famille Rautu, comme lui-même le témoigne après 1989, et avait profité de la bibliothèque de Leonte Rautu et, selon certains témoignages, s'intéressait à la fille cadette de ce dernier (chose démentie par Tismaneanu). Vladimir Tismaneanu s'était trouvé dans les mêmes milieux que des plus jeunes membres fondateurs du GDS, sociologues formés à la faculté de philosophie de l'Université de Bucarest, comme on va le monter ci-après. Traitant de l'« élite dirigeante du Parti communiste roumain », Vladimir Tismaneanu présente Leonte Rautu comme « l'idéologue-chef du parti à l'époque de Stefan Gheorghiu », étant parmi « les rares activistes qui avaient une certaine culture marxiste et même néo-marxiste » grâce à ses lectures des auteurs russes et soviétiques.

¹²⁹⁰ Entretien avec un historien, universitaire de la période postcommuniste.

¹²⁹¹ Pour la trajectoire de **Pavel Campeanu**, voir *supra*. Vladimir Tismaneanu le présente comme un des spécialistes de l'histoire politique du communisme.

¹²⁹² Les deux vont se retrouver comme fondateurs et responsables du Parti de l'Alliance civique.

« N'est-ce pas son alibi, puisqu'il s'est adapté, qu'il est officiel, qu'il a une vie convenable ? Rubrique, passeport, chaire [à la Faculté de lettres], livres. Expert dans la survie et dans la cohabitation¹²⁹³. »

3. Itinéraire de la « lettre des dix-huit intellectuels » et futurs membres du GDS

Monica Lovinescu notait au 12 décembre 1989 dans son journal que « la contagion continue : Angela Marinescu vient avec une autre [lettre de] protestation toujours adressée à D. R. Popescu. La pétition est signée par **Anca Vasiliu, Anca Oroveanu, Andrei Cornea, Radu Bercea**, Magdalena Ghica [**Magda Carneci**], **Stelian Tanase**, Ioan Buduca, Carmen Francesca Banciu, Gheorghe Iova, Dan Ciachir, Doru Mares, Bogdan Ghiu, **Alin Teodorescu, Dan Oprescu**, Liviu Ioan Stoiciu, Mariana Marin, **Dan Arsen[i]e** et elle-même [Angela Marinescu] », ce qui a été appelée la « lettre des 18 intellectuels ». Les noms mentionnés sont au nombre de dix-huit, ces noms ont été mentionnés lors de l'annonce faite de cette protestation à l'étranger et par les médias étrangers.

En réalité les noms qu'on retient comme signataires de la lettre « des jeunes » sont au nombre de vingt-un et non pas de dix-huit comme déjà mentionné ci-dessus : **Anca Vasiliu, Anca Oroveanu, Andrei Cornea, Radu Bercea**, Magdalena Ghica [**Magda Carneci**], **Stelian Tanase**, Ioan Buduca, Carmen Francesca Banciu, Gheorghe Iova, Dan Ciachir, Doru Mares, Bogdan Ghiu¹²⁹⁴, **Alin Teodorescu, Dan Oprescu**, Liviu Ioan Stoiciu, Mariana Marin, **Dan Arsenie**, Cristian Popescu, Gabriel Stanescu et Angela Marinescu. Mais d'après toutes les informations recueillies – textes publiés en volume ou dans la presse mais aussi témoignages durant notre enquête – les signataires de cette lettre, plus précisément ceux qui donnent expressément leur accord pour mettre leur nom sur cette lettre (qui n'a pas bénéficié toutefois d'une présentation à l'étranger sous format papier lors de sa diffusion à travers les médias étrangers) sont au nombre de vingt.

Les noms manquants lors de l'annonce faite à l'étranger sont Cristian Popescu et Gabriel Stanescu. Les noms qui n'apparaissent pas lors de sa publication en Roumanie immédiatement après décembre 1989 sont Bogdan Ghiu (coopté dans la rédaction de 22 en 1990) et Mariana Marin. Le nom qui est ajouté à ceux qui ont donné leur accord est Mariana Marin.

Si dans les médias étrangers on oublie de mentionner les noms de Gabriel Stanescu et de Cristian Popescu lors de la publication de ce texte, après 1989, dans *Romania literara*, deux noms des signataires ne sont pas mentionnés : Bogdan Ghiu et Mariana Marin. La « lettre des dix-huit intellectuels » a été publiée, accompagnée d'un texte pour rendre compte des conditions de son apparition, par **Stelian Tanase** dans le premier numéro de l'hebdomadaire *Romania literara* paru après 1989. Gabriel Stanescu est un des anciens

¹²⁹³ **Stelian Tanase**, *Acasa se vorbeste in soapta*, op. cit., p. 154. Or c'est précisément à cette attitude que se réfère et invoque Eugen Simion pour expliquer son refus après 1989 à jouer un rôle politique à la manière des intellectuels du GDS, à critiquer et à mettre en question les décisions politiques (entretien informel avec Eugen Simion).

¹²⁹⁴ Bogdan Ghiu est membre de la rédaction de 22 en 1990.

collègues de **Stelian Tanase** et initiateur du cénacle littéraire *Charmides*. Il déclare avoir signé en automne 1989 une lettre ouverte avec **Doina Cornea** et **Dan Petrescu**. On suppose qu'il s'agit de la lettre contre la réélection de Ceausescu qui a été signée aussi par Mariana Marin et par Liviu Antonesei¹²⁹⁵. Cristian Popescu habite dans le même bâtiment que **Stelian Tanase**, ils sont des voisins et, selon ses propres témoignages, il n'avait même pas connaissance de l'ajout de son nom à cette liste des protestataires rassemblant des plus jeunes auteurs et auteurs consacrés. Mais comme il ressort de son propre témoignage, Cristian Popescu avait eu connaissance de cette protestation et l'avait approuvée. Selon les témoignages d'Angela Marinescu, l'absence de ces deux noms (Gabriel Stanescu et Cristian Popescu) sur la liste des protestataires, diffusée par les médias étrangers, est due au fait qu'elle avait dû mémoriser les noms des signataires et qu'elle avait oublié ces deux noms.

En Roumanie, lors de la publication de l'histoire de cette protestation par un de ses initiateurs, on remarque l'absence des noms de Mariana Marin et de Bogdan Ghiu de la liste publiée par **Stelian Tanase** dans *Romania literara*. Mariana Marin, mentionnée par Angela Marinescu comme une des signataires de la lettre, n'était pas en fait parmi les intellectuels protestataires. Angela Marinescu avait ajouté le nom de cette écrivaine à la liste initiale des protestataires. Alors que Bogdan Ghiu a été des derniers à se joindre à cette protestation des « jeunes ».

Selon les témoignages recueillis, la « lettre » n'avait pas été apportée par Angela Marinescu, comme Monica Lovinescu le note dans son journal, car Angela Marinescu avait en effet mémorisé les noms des signataires¹²⁹⁶. Angela Marinescu, **Stelian Tanase**, Bogdan Ghiu se rencontrent devant l'Hôtel Bucarest¹²⁹⁷ pour qu'elle prenne connaissance du contenu de cette lettre et pour qu'elle essaie de mémoriser les noms de ceux qui avaient signé la lettre. Plus tard, elle se souvient avoir oublié quelques noms, comme cela a été déjà mentionné. La lettre avait été au préalable envoyée à l'étranger par **Stelian Tanase** :

« j'ai réussi à passer deux copies par l'Ambassade américaine et Coen Stork [ambassadeur des Pays-Bas], dans la maison d'Agothe Kuperman, rue Plantelor [des Plantes]¹²⁹⁸ ».

Angela Marinescu témoigne n'avoir pas eu connaissance exactement de ce que cette lettre contenait. Elle se joint aux signataires de la lettre au moment où elle accepte de transmettre cette information, à savoir l'existence d'une protestation de la part des écrivains et des scientifiques.

Angela Marinescu, née (Marcovici) en 1941 à Arad, fait des études de médecine et de pharmacie à Bucarest (entre 1963 et 1969) sans les conclure. Sa mère prend la décision de la retirer de cette faculté, durant son enfance elle est tombée malade de tuberculose et les études en médecine supposait de passer après la maîtrise une période de stage en province. Entre 1969 et 1971, elle passe des examens pour pouvoir continuer ses études à la Faculté de philosophie dans la section de psychologie de l'Université de Bucarest qu'elle finira en 1972 quand elle reçoit son diplôme. Elle travaille comme

¹²⁹⁵ Voir Gabriel Stanescu, *Unde am fugit de acasa?*, op. cit., p. 227 ; Monica Lovinescu, *Pragul/Unde scurte V*, op. cit., p. 222.

¹²⁹⁶ Entretien avec Angela Marinescu (le 14 mai 2008).

¹²⁹⁷ Entretien avec Bogdan Ghiu (le 27 juin 2008).

¹²⁹⁸ **Stelian Tanase**, *Acasa se vorbeste in soapta*, op. cit., p. 203.

psychologue pour six mois seulement, mais elle est contrainte d'y renoncer, toujours à cause de sa maladie, lorsqu'elle est envoyée pour faire un stage à Brasov. Elle débute dans la revue *Tribuna* en 1965 et ensuite avec l'ouvrage de poèmes *Sange albastru* en 1969. Collaboratrice de la revue *Vatra* de Targu Mures mais aussi moins souvent à d'autres revues. Elle publie à l'époque communiste environ sept volumes de poésie et dix volumes après 1989. Elle recevra un revenu de retraite de l'Union des écrivains jusqu'en 1980 quand elle décide de recommencer à travailler puisque le revenu dont elle disposait ne lui suffisait pas. Elle travaille pour trois années, jusqu'en 1983, comme assistante médicale à l'Institut d'oncologie de Bucarest pour arrêter définitivement de travailler pour causes médicales. Mariée à un journaliste¹²⁹⁹, dont elle divorce pour se remarier avec Paul Daian.

Angela Marinescu témoigne avoir voulu quitter la Roumanie en automne 1989 pour s'établir en Allemagne où réside son oncle (le frère de sa mère). Ayant des difficultés pour obtenir son visa, elle dépose un mémoire à l'Union des écrivains, mais elle témoigne avoir su dès lors que l'institution aurait cessé d'enregistrer de tels mémoires¹³⁰⁰. Selon ses témoignages, elle avait demandé le soutien de **Mircea Dinescu**, qui se trouvait alors en assignation à domicile, en lui proposant de mobiliser le plus des écrivains pour rédiger une lettre de protestation. Celui-ci refuse en considérant qu'elle proposait une chose peu sérieuse. En effet les écrivains soupçonnaient des personnes qui auraient été au service de la Securitate. Elle est une des personnes qui étaient considérées par certains d'entre eux comme n'étant pas sérieuse, comme elle le déclare. Elle sera pourtant chargée de transmettre leur protestation. Elle commence alors à propager des menaces en affirmant dans ses conversations téléphoniques et entre des amis que si elle n'obtient pas l'approbation de quitter le pays, elle enverra une lettre pour Radio Free Europe. Et peu de temps après elle reçoit un coup de fil pour la convoquer dans un endroit public, devant un grand magasin près de la Place de l'Université, en face du Centre militaire (avenue de la Victoire), où elle reçoit son passeport et le visa non pour l'Allemagne, comme elle l'aurait souhaité, mais pour la France. Partir à l'étranger supposait toutefois avoir aussi les moyens, pour son voyage et pour qu'elle puisse rester à l'étranger elle prête de l'argent de **Stelian Tanase** et d'Ana Blandiana¹³⁰¹. Au 11 décembre elle arrive à Paris et le jour suivant elle rencontre Monica Lovinescu, à laquelle elle transmet les noms des signataires de la lettre de protestation, toute de suite Monica Lovinescu transmet cette information à Radio Free Europe et la protestation des intellectuelles est rendue publique le soir même¹³⁰².

La protestation, selon la présentation faite dans *Romania literara*, au début de janvier 1990, par son initiateur, **Stelian Tanase**, a échoué dans sa transmission en Roumanie, car la lettre originale ne parvient pas à sa destination. La lettre sera au final déposée seulement le 13 décembre 1989 à l'Union des écrivains.

¹²⁹⁹ Les deux ont un fils, Alexandru Matei, qui fait des études de philologie (section roumain-français) à l'Université de Bucarest après 1989 et poursuivra ses études en France.

¹³⁰⁰ Cf. Lucia Dragomir, *Une institution transnationale à l'Est*, op. cit., pp. 460-461.

¹³⁰¹ **Stelian Tanase** lui offre dix mille lei et Ana Blandiana deux mille lei au moment où son revenu de retraite était de moins d'un mille lei, plus précisément 890 lei (Entretien avec Angela Marinescu, le 14 mai 2008). Le salaire moyen net mensuel des années 1980 était de 2307 lei dans l'industrie, 2138 lei dans l'enseignement et de 2420 lei dans le domaine de la science (cf. *Anuarul statistic al Romaniei*, Comisia nationala pentru statistica, 1990, ch. IV, p. 123).

¹³⁰² Entretien avec Angela Marinescu, le 14 mai 2008.

Dans le premier numéro de *Romania literara* de janvier 1990, **Stelian Tanase** raconte que la lettre rédigée par lui et par Ioan Buduca devrait rassembler selon leur plan une trentaine de signatures, écrivains et scientifiques. Leurs démarches sont interrompues par un « incident¹³⁰³ » qui les a conduits à se mobiliser de nouveau. La lettre de protestation n'est pas déposée à l'Union des écrivains car celle-là entre en la possession du président de l'Union des associations des étudiants communistes roumains et du rédacteur en chef de la revue *Amfiteatru* le 28 novembre lorsqu'Ioan Buduca « cède » aux « pressions et intimidations psychiques¹³⁰⁴ ». A ce moment-là la lettre avait été signée par dix-huit personnes¹³⁰⁵. Et Angela Marinescu ne figure pas parmi les signataires de cette lettre. Angela Marinescu avait refusé de signer la lettre précisément pour réussir à obtenir le droit de quitter le pays. Contrarié par cet « incident » qui transforme leur initiative en échec, afin de contrecarrer les pressions que les signataires risquaient à cause de cet échec, **Stelian Tanase** adresse un mémoire au président de l'Union des écrivains où il déclare que les signataires de cette lettre, détournée par les représentants de la jeunesse communiste, considéraient que la lettre a été déposée à l'Union des écrivains. Ultérieurement, il raconte qu'il avait adressé ce mémoire au nom des signataires de la lettre mais par manque de temps il n'a pas pu réunir toutes les signatures. Même si la lettre n'a pas été déposée à l'Union des écrivains, il suit des rappels à l'ordre de ses signataires. **Stelian Tanase** est annoncé officiellement que son manuscrit ne pourra pas être publié. Les chercheurs **Andrei Cornea** et **Radu Bercea** sont mutés au Musée national de l'art (où ils avaient travaillé initialement) quittant ainsi leurs postes à l'Institut d'histoire de l'art, d'autres signataires sont critiqués et menacés par les organisations de parti des institutions où ils déploient leurs activités. **Magda Carneci** est responsable de l'organisation de parti au niveau de l'Institut.

Parmi les signataires de la lettre, **Dan Oprescu**, le plus proche ami de **Stelian Tanase**, signe entre-temps des notes d'information pour la Securitate où ils racontent de l'évolution des démarches des protestataires.

4. Des lettres et des idées au projet : un « Groupe » pour le dialogue social

L'idée de créer un groupe apparaît dans le cercle d'amis qui rassemblent des anciens collègues de la Faculté de philosophie, et surtout parmi les sociologues¹³⁰⁶. **Calin Anastasiu** ne signe pas la lettre de protestation comme le font **Stelian Tanase**, **Alin Teodorescu** et **Dan Oprescu**. Cette absence est due à « un accord entre de bons et vieux amis ». **Alin Teodorescu** et **Calin Anastasiu** se sont mis d'accord pour

¹³⁰³ **Stelian Tanase**, « Dossier clos », *Romania literara*, 1, 1990.

¹³⁰⁴ **Stelian Tanase**, *Acasa se vorbeste in soapta*, op. cit., pp. 183 et 192. Ioan Buduca (né en 1952), écrivain et critique littéraire, déploie son activité dans la rédaction d'*Amfiteatru* et de *Viata studentasca*, de 1978 jusqu'en 1989.

¹³⁰⁵ Précisément ceux qui seront mentionnés dans l'article paru dans *Romania literara*, signé par **Stelian Tanase** où ne figure pas Bogdan Ghiu, ni Mariana Marin. Voir *supra*.

¹³⁰⁶ Entretiens avec **Sorin Vieru** (le 16 juin 2008) ; avec Gabriela Adamesteanu (le 27 février 2007).

que ce dernier ne signe pas et qu'il « soit protégé par les éventuelles actions répressives¹³⁰⁷ ». En fait, après l'histoire du détournement de la lettre et le mémoire déposé à l'Union des écrivains pour attester de l'existence de cette protestation, **Stelian Tanase**, par peur des représailles, quitte son domicile pour « se cacher » dans la maison de Rodica Palade, après avoir vu Gabriela Adamesteanu à son domicile¹³⁰⁸. Et c'est toujours **Calin Anastasiu** auquel il délègue ses contacts pour qu'il « continue » si **Alin Teodorescu** ou lui-même auraient été arrêtés et emprisonnés.

Stelian Tanase avait suivi des études de philosophie et non de sociologie comme ses amis, **Alin Teodorescu** et, le meilleur ami de ce dernier, **Calin Anastasiu**, tous étant des (futurs) membres fondateurs du GDS. **Stelian Tanase** et **Dan Oprescu** ont été collègues, ont suivi les cours de la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest, appartenant à la même promotion, avec d'autres aussi qu'on retrouvera dans la période suivante dans le même lieu de travail. **Dan Oprescu** (né en 1953)¹³⁰⁹ occupe le poste d'assistant à l'Institut polytechnique de Bucarest, dans la chaire de socialisme scientifique, juste après avoir terminé ses études qu'il poursuit entre 1970 et 1974. D'après certains témoignages, d'autres membres du GDS (dont Vladimir Tismaneanu, membre coopté vers la fin des années 2000), tous appartenant à la même génération, ont tenté de suivre une carrière universitaire en se présentant comme candidats pour l'occupation des postes d'enseignant du socialisme scientifique. Certains autres parmi leurs anciens collègues au temps de leurs études, formés à la philosophie ou à la sociologie dans le même établissement (à la faculté de philosophie de l'Université de Bucarest)¹³¹⁰, débutent dans l'enseignement supérieur en s'intégrant dans la chaire de socialisme scientifique. **Calin Anastasiu** et **Alin Teodorescu** (nés en 1951), d'une année plus âgés que **Stelian Tanase** (né en 1952), recevant leurs diplômes dans le même établissement (la faculté de philosophie de l'Université de Bucarest, changeant de nom en 1975, en la Faculté d'histoire et de philosophie de l'Université de Bucarest¹³¹¹), trois ans plus tôt et dans la discipline sociologique (1970-1974), occupent des postes dans des institutions centrales spécialisées. **Alin Teodorescu**, est né en 1951 à Braila, une ville à l'est de la Roumanie, port sur le Danube, travaille plus d'une dizaine d'années, de 1974 à 1985 comme sociologue dans le Centre de sociologie urbaine et régionale¹³¹² (le Centre de sociologie urbaine et

¹³⁰⁷ Correspondance avec **Alin Teodorescu** (les 28 août-3 septembre 2008).

¹³⁰⁸ Entretien avec Rodica Palade (le 17 avril 2008). Voir **Stelian Tanase**, *Acasa se vorbeste in soapta*, op. cit., p. 203.

¹³⁰⁹ **Dan Oprescu** apparaît aussi comme doctorant de l'Université de Bucarest, information qui ne correspond pas à la réalité cependant, selon ses témoignages (entretien avec **Dan Oprescu**).

¹³¹⁰ On les retrouve après 1989 comme universitaires en sciences politiques. Mais non pas **Dan Oprescu** qui va enseigner pour un semestre seulement à la Faculté de sciences politiques et administratives de l'Université de Bucarest où il tient un cours d'éthique (discussion informelle avec Cristian Preda, le 28 mai 2009).

¹³¹¹ Même si à partir de 1975 deux anciennes facultés consacrées aux deux disciplines, histoire et philosophie, vont former une seule, les deux formations fonctionnent comme avant séparément.

¹³¹² Tout comme un autre sociologue, Vladimir Tismaneanu (né en 1951), formé toujours dans la Faculté de philosophie dans la section de sociologie (1970-1974) et travaillant dans le même centre jusqu'à son départ à l'étranger en 1981. Cf. Aurel Sasu, *Dictionar biografic al literaturii romane*, op. cit., pp. 711-712. Le sociologue et politiste de la période communiste sera présenté précisément par **Stelian Tanase** avec un entretien publié dans 22, n° 9, 1990, pp. 14-15.

régionale, CURS, d'après le nom en usage, fonctionnant auprès de l'Institut de Projet Bucarest¹³¹³) et ensuite, entre 1985 et 1990, comme chercheur au Centre de sociologie de l'Académie des sciences sociales et politiques, tout comme son ami et ancien collègue **Calin Anastasiu** travaillant après avoir fini ses études dans le même institut. Dans cet institut, l'Institut Projet Bucarest, pour la mise en place d'une politique de l'État et qui comprend dans sa structure un centre dont le domaine d'activité est la recherche, CURS, ont travaillé plusieurs diplômés de la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest, formés à la sociologie : **Calin Anastasiu**, **Alin Teodorescu**, Radu Ioanid, Vladimir Tismaneanu (jusqu'en 1981 lorsqu'il quitte la Roumanie) et Alexandru Florian¹³¹⁴. **Alin Teodorescu** est d'ailleurs le seul parmi ceux qui travaillent dans ce lieu d'expertise (l'Institut Projet Bucarest) à avoir changé de lieu de travail pour une institution de la recherche d'une académie spécialisée, l'Académie de sciences sociales et politiques (ASSP)¹³¹⁵. En tant que chercheur au Centre de sociologie de l'ASSP, qu'il avait intégré en 1985, où on retrouve aussi **Calin Anastasiu**. Il participe à l'élaboration de deux ouvrages en collaboration avec d'autres sociologues Catalin Zamfir, Elena Zamfir, A. Popescu¹³¹⁶, Lazar Vlasceanu¹³¹⁷, Stefan Stefanescu, Nicolae Gheorghe¹³¹⁸ : *Indicatori si factori ai calitatii vietii* [Indices et facteurs de la qualité de vie] et *Stiluri de viata* [Styles de vie], ouvrages parus aux Editions de l'Académie respectivement en 1985 et en 1989. **Alin Teodorescu**

¹³¹³ Voir Antoine Roger, *Fascistes, communistes et paysans*, op. cit., pp. 220 et 228-229.

¹³¹⁴ Alexandru Florian occupe dans ce centre d'expertise le poste libéré après le départ de Vladimir Tismaneanu (discussion informelle avec Alexandru Florin, le 12 juin 2009). Après 1989, on le retrouve comme chercheur dans un des nouveaux instituts créés au sein de l'Académie roumaine (dirigé par son père, Radu Florian), ensuite dirigeant un institut d'un parti politique et plus tard, à la direction de l'Institut national pour l'étude de l'Holocauste.

¹³¹⁵ Et non pas de l'Académie Roumaine, comme on le note souvent. Rappelons qu'en commençant avec la fin des années 1960, sont créées des académies spécialisées, et qu'en 1971 est créée l'Académie des sciences sociales et politiques. A partir des 1970 et jusqu'en 1990, les centres de recherche de l'Académie Roumaine fonctionnent sous la direction de l'ASSP et comme structures du Ministère de l'Enseignement (ils en dépendent du point de vue administratif). Voir *infra*.

¹³¹⁶ A. Popescu est spécialiste des études turques, sous sa direction paraît en 2007 un ouvrage en collaboration avec F. Bilici et I. Candea, *Enjeux politiques, économiques et militaires (XIV-XXIe siècles). Études à la mémoire de Mihail Goboglu*, publié par le Musée de Braila et les éditions Istros. Les trois autres sont des sociologues intégrant après 1989 la nouvelle Faculté de sociologie (et de psychologie, tout au début) et d'assistance sociale de l'Université de Bucarest.

¹³¹⁷ Le sociologue Lazar Vlasceanu publie en 1979 aux Editions pédagogiques l'ouvrage *Decizie si inovatie in invatamant : explorari teoretice si empirice privind integrarea invatamantului cu productia* [Décision et innovation dans l'enseignement : explorations théoriques et empiriques concernant l'intégration de l'enseignement dans la production] et ensuite en 1981 paraît aux mêmes éditions sous sa direction l'ouvrage *Invatamant, productie, cercetare* [Enseignement, production, recherche].

¹³¹⁸ Nicolae Gheorghe (né en 1946, mort en 2013), d'origine tsigane, suit des études en sociologie à l'Université de Bucarest entre 1968 et 1972. En tant que chercheur au Centre de sociologie, il collabore pour ses études avec Ion Cioaba avec lequel il lie une « amitié profonde ». Ion Cioaba est un survivant des déportations des Roms en Transnistrie pendant le régime du maréchal Ion Antonescu (les « colonies des Roms » créées entre juin 1942 et décembre 1943, cf. Commission internationale pour l'étude de l'Holocauste de Roumanie, *Raport final* (président de la commission Elie Wiesel, éd. Tuvia Friling, Radu Ioanid, Mihail E. Ionescu), Iasi, Polirom, 2005, pp. 234-240). Nicolae Gheorghe déclare avoir été enquêté par la Securitate au début des années 1980. Avec l'ouverture des archives de la Securitate, les médias parlent de ses contacts avec la Securitate ainsi que de ceux d'Ion Cioaba. Entre 1991 et 1993, Nicolae Gheorghe est vice-président de l'Union internationale des Roms, en cette qualité, en juillet 1991, il participe à la réunion des experts de la CSCE sur les minorités nationales et signe des textes dans la tribune du GDS (22, 80, 1991 ; 22, 83, 1991) où il discute de l'activité du gouvernement roumain et de sa vision différente sur la situation des Tsiganes en Roumanie. A partir de 1992, Ion Cioaba est le « roi » autoproclamé des Tsiganes. A la télévision, un autre leader des Roms, qui a été élu au Parlement, entré en politique comme représentant de cette minorité, mais actuellement membre du PSD, Madalin Voicu parle de la « création » du « roi des Tsiganes » comme d'une stratégie politique de l'administration présidentielle d'Ion Iliescu dans le but de minimiser voire rendre ridicule la posture du roi Michel en créant un « roi » (le 19 août 2013, à l'occasion de la mort du fils d'Ion Cioaba, dans une émission de la chaîne privée de télévision Antena 3).

signe une rubrique permanente dans *Viata studentasca* (Stelian Motiu), après Vladimir Tismaneanu publiant lui aussi dans ce périodique de la presse communiste estudiantine. Et il publie aussi dans *Viitorul social*, périodique académique¹³¹⁹, tout comme Vladimir Tismaneanu.

Alin Teodorescu avait fait la connaissance de plusieurs des membres fondateurs du GDS avant 1989 : Calin Anastasiu, Stelian Tanase, Pavel Campeanu, Andrei Cornea, Petru Cretia, Mircea Dinescu, Gabriel Liiceanu, Mihai Sora, Sorin Vieru, Andrei Pippidi. Son ami proche est Calin Anastasiu, un autre ami est Stelian Tanase. Peut-être aussi Dan Oprescu qui est le meilleur ami de Stelian Tanase. Il fréquente Pavel Campeanu, mais il discute aussi avec Sorin Vieru dont il a fait la connaissance, selon le témoignage de ce dernier, travaillant tous les deux dans des instituts différents siégeant dans le même bâtiment. Mais Alin Teodorescu fait aussi la connaissance, en décembre 1989, d’Alexandru Paleologu assidûment fréquenté par son ami Stelian Tanase. Il entretient aussi des relations avec Silviu Brucan :

« j’ai fait la connaissance de Silviu Brucan à l’occasion de quelques rencontres publiques avant 1989. »

Le cercle d’amis le plus étroit d’**Alin Teodorescu** comprend **Calin Anastasiu** et **Stelian Tanase**, appartenant à la même génération que lui, formés dans la Faculté de philosophie, sauf que les deux premiers suivent une formation en sociologie et le dernier en philosophie. **Alin Teodorescu** et **Calin Anastasiu** ont connu Vladimir Tismaneanu, tous les trois se trouvant dans le même collectif pendant leurs études¹³²⁰. D’après un témoignage des années 2000, Vladimir Tismaneanu constitue pour **Alin Teodorescu** le « modèle de chercheur¹³²¹ » à suivre. Ce dernier a choisi s’exiler au début des années 1980 (en septembre 1981). **Alin Teodorescu** déclare n’avoir jamais agréé l’idée de quitter la Roumanie et n’avait jamais approuvé le choix fait par certains écrivains ou scientifiques de s’installer à l’étranger. Le désir de maintenir ses relations avec Vladimir Tismaneanu semble avoir été la raison pour laquelle **Alin Teodorescu** envoya à son ancien collègue une lettre où il lui demander de « régler sa situation avec l’État roumain¹³²² ». **Alin Teodorescu** est devenu membre du PCR en mars 1989, même si sa demande d’entrée au parti est déposée en 1985 : « un jour on m’avait annoncé que [la demande] a été approuvée. On a organisé une réunion générale et je suis devenu membre avec carnet de parti »¹³²³.

Alin Teodorescu fait savoir sa nouvelle qualité de membre de parti à ses amis les plus proches, **Calin Anastasiu** et **Stelian Tanase**. Son adhésion au parti suit une période où il est mis sous enquête pénale et interrogé par la Securitate qui le considère, selon lui, un « potentiel danger pour la sécurité de l’Etat ».

¹³¹⁹ Voir chapitre 4.

¹³²⁰ Correspondance avec **Alin Teodorescu** (les 28 août-3septembre 2008).

¹³²¹ « Alin a vorbit la Secu despre Silviu si Alecu » [Alin a parlé de Silviu [Brucan] et d’**Alexandru Paleologu** pour la Securitate], *Cotidianul*, rubrique « Politique », le 10 août 2006.

¹³²² La question que lui pose le journaliste concerne les notes d’information qu’il avait signées pour la Securitate : « avez-vous donné des notes [d’information], des références sur Vladimir Tismaneanu ? ». **Alin Teodorescu** répond : « Non. Jamais. Mais dès que j’ai appris qu’il s’est enfui, en 1981, j’ai écrit une lettre où je lui demandait de régler sa situation avec l’Etat roumain ». Cf. *Cotidianul*, art. cit., le 10 août 2006.

¹³²³ Correspondance avec **Alin Teodorescu** (les 28 août-3septembre 2008).

L'enquête pénale dure onze jours mais pendant plus de dix-huit mois « continuellement » notamment aux mois de juillet et d'août 1988 il passe de nombreuses heures au siège de la Securitate (parfois « dix-huit heures » par jour ou même « vingt-quatre heures »). C'est de cette période que datent ses notes, entre sept et dix notes, cent pages environ, constituant des informations sur ses contacts (**Calin Anastasiu, Stelian Tanase, Silviu Brucan, Pavel Campeanu, Alexandru Paleologu**) et ses activités¹³²⁴. En 2006, il déclare avoir refusé tout engagement avec la Securitate, les documents qu'il avait signés n'étant que des déclarations qui concernaient ses activités journalistiques qui impliquent la participation de ses amis proches ou de ses connaissances. Enquêté par la Securitate il devient le « partisan de l'idée qu'en Roumanie le facteur essentiel de changement sera la lutte politique à l'intérieur du PCR ». Cette théorie lui avait été inculquée par Silviu Brucan qui en était le diffuseur dès le début des années 1980¹³²⁵. De plus, puisque son entrée dans le PCR a lieu en même temps avec les enquêtes de la Securitate, il considère que cela était « un signal clair qu'entre la Securitate [...] et le parti n'existaient plus des liaisons tellement étroites¹³²⁶ ». Selon ses considérations ultérieures, son adhésion au PCR se fonde sur son désir ardent de « prendre parti dans cette lutte politique » et, plus loin, sur celui, surgi dès son adolescence, de « faire de la politique ». Considération rétrospective sans doute faite à partir de sa position actuelle en tant que « politicien élu¹³²⁷ ». Mais son intérêt pour les questions politiques à l'époque du communisme est aussi attesté par les témoignages de certains intellectuels, membres fondateurs du GDS qui parlent de ses relations avec Silviu Brucan et avec **Pavel Campeanu**¹³²⁸. **Alin Teodorescu** raconte que ses rencontres avec différents chercheurs roumains ou hongrois, les séminaires « illégaux » concernant la situation en Europe de l'Est et en Union soviétique qu'ils suivaient avant 1989 font l'objet principal de l'intérêt de la Securitate pour lui et ses amis¹³²⁹. Se trouvant dans le cercle d'amis les plus proches de **Stelian Tanase, Alin Teodorescu** avait signé la « lettre des dix-huit intellectuels ». Le fait d'avoir signé cette lettre de protestation qui rassemble des gens qui déploient leurs activités dans différentes institutions et s'intéressant à des domaines divers signifie, selon lui, « l'acte d'entrée dans le GDS ». Rétrospectivement, il considère que « la lettre des 18 a été le premier véritable signe que les choses commencent à bouger en Roumanie¹³³⁰ ».

En novembre 1989 a lieu le XIV^e Congrès du PCR, pendant cette période **Alin Teodorescu** reçoit l'interdiction de quitter son domicile. Alors, « révolté » à cause de cette mesure qui lui est imposée, il pense

¹³²⁴ *Cotidianul*, art. cit., 10 août 2006. Le journaliste interroge **Alin Teodorescu** en lui appliquant un questionnaire standardisé présenté comme étant construit pour déterminer le type de collaboration que les interrogés ont entretenu avec la Securitate, à savoir le statut de « collaborateur ».

¹³²⁵ Seulement que Silviu Brucan commence à prendre position contre le régime en 1987 juste après les révoltes des ouvriers de Brasov. Voir Silviu Brucan, *Generatia irosita...*, op. cit., pp. 156-157 et 168-169.

¹³²⁶ Correspondance avec **Alin Teodorescu** (les 28 août-3 septembre 2008).

¹³²⁷ Ibid.

¹³²⁸ Entretien avec **Sorin Vieru** (le 16 juin 2008).

¹³²⁹ **Alin Teodorescu**, *Sociolog in viata cotidiana* [Sociologue dans la vie quotidienne], Éditions Economica, 2005, pp. 429-431.

¹³³⁰ Correspondance avec **Alin Teodorescu** (les 28 août-3 septembre 2008).

au Groupe pour l'auto-défense sociale de Jacek Kuron¹³³¹ et il discute de cette idée avec **Sorin Vieru** qui pense que le nom « est trop agressif » et lui propose la « désignation de dialogue social¹³³² ». Décision prise les jours qui suivent la révolte populaire, des intellectuels regroupés en association civique se présenteront comme le **Groupe pour le dialogue social** (présenté publiquement le 31 décembre à l'Hôtel Intercontinental de Bucarest). Le nom choisi est alors proposé par **Sorin Vieru** qui à son tour dit avoir été inspiré par une de ses discussions avec **Alin Teodorescu**¹³³³. Ce dernier n'est pas présent lors des rencontres entre des intellectuels prenant la décision de se constituer en association civique mais **Sorin Vieru**.

Ayant pris la décision de s'exiler, un membre du dit « groupe d'Iasi » pense déposer sa candidature lors du même Congrès. Une autre histoire d'une lettre par laquelle son auteur désirait contester la réélection de Ceausescu nous raconte Mihai Dinu Gheorghiu, histoire rendue publique deux décennies après 1989 dans la presse culturelle.

Le plus probablement au 13 décembre¹³³⁴, la lettre étant diffusée par Radio Free Europe, les initiateurs de la « lettre des dix-huit intellectuels », **Stelian Tanase** et Ioan Buduca se mobilisent de nouveau pour signer une seconde lettre qui avaient été rédigée et signée au préalable par **Alin Teodorescu**. Tout comme la première lettre, elle était adressée au président de l'Union des écrivains où les jeunes écrivains et scientifiques demandent que la lettre de protestation, déjà diffusée à l'étranger, qui sera présentée comme la « lettre des dix-huit intellectuels », soit publiée dans *Romania literara*, la principale tribune de l'Union des écrivains, et l'ouverture d'un « dialogue autour des graves problèmes de la vie culturelle roumaine¹³³⁵ ». Cette seconde lettre avait été confiée quelques jours avant précisément à **Dan Oprescu**, ami de **Stelian Tanase**, qui le 14 décembre signait une autre note pour la Securitate¹³³⁶. Cette seconde lettre est signée précisément par ceux qui seront par la suite parmi les membres fondateurs du GDS : **Stelian Tanase, Alin Teodorescu, Dan Oprescu, Magda Carneci, Anca Oroveanu, Radu Bercea, Andrei Cornea, Anca Vasiliu, Dan Arsenie**. A deux exceptions près (**Stelian Tanase** et **Dan Arsenie**), il s'agit de chercheurs, comme sociologues et comme historiens de l'art, et un universitaire en histoire de l'art¹³³⁷. Aux côtés de ceux-là on retrouve aussi Ioan Buduca, proche des jeunes sociologues et de **Stelian Tanase**. Cette seconde lettre n'arrivera à l'étranger qu'en janvier 1990 étant datée du 16 décembre.

Au 14 décembre à Iasi, les tentatives de protestation d'un groupe rassemblant des membres du Front populaire roumain, constitué en clandestinité au 27 novembre 1989, échouent. Mais au 16 décembre à

¹³³¹ Un des fondateurs du Comité de défense des ouvriers (KOR) de Pologne.

¹³³² Correspondance avec **Alin Teodorescu** (les 28 août-3 septembre 2008) ; entretien avec **Sorin Vieru** (le 16 juin 2008).

¹³³³ Entretien avec **Sorin Vieru** (2008) ; correspondance électronique avec **Alin Teodorescu** (2008).

¹³³⁴ Monica Lovinescu, *Pragul/Unde scurte V*, op. cit., pp. 238-239. D'après les souvenirs d'Angela Marinescu la protestation « des dix-huit intellectuels » est diffusée le lendemain de son arrivée à Paris, au 12 décembre (entretien avec Angela Marinescu, le 14 mai 2008).

¹³³⁵ **Stelian Tanase**, « Dossier clos », *Romania literara*, 1, 1990.

¹³³⁶ Note du 14 décembre signée par V. Cristescu le pseudonyme de **Dan Oprescu**, cf. **Stelian Tanase**, *Acasa se vorbeste in soapta*, op. cit., pp. 207-209.

¹³³⁷ **Anca Oroveanu**.

Timisoara les protestations contre la décision judiciaire concernant l'expulsion du pasteur Laszlo Tokes déclenchent la révolte populaire contre le régime et, au 17 décembre, Ceausescu ordonne aux responsables des organisations de parti que les forces armées (milice et armée) ripostent (événements de décembre 1989 en Roumanie qui seront présentés dans le chapitre suivant)¹³³⁸.

Après la diffusion de la « lettre des dix-huit intellectuels » par Radio Free Europe et après que la seconde lettre signée par les jeunes écrivains et scientifiques, **Alin Teodorescu** et **Stelian Tanase** sont contactés au 17 décembre par Traian Ungureanu de BBC pour donner des entretiens où ils racontent l'histoire de la lettre des jeunes, la « lettre des dix-huit intellectuels ». Les trois amis, **Alin Teodorescu**, **Calin Anastasiu** et **Stelian Tanase**, fiers de cette publicité, se rencontreront pour discuter de leurs déclarations le soir même, initialement **Alin Teodorescu** se rencontre avec **Calin Anastasiu**, ensuite avec **Stelian Tanase** dans sa maison. Le 18 décembre, **Alin Teodorescu** est de nouveau enquêté cette fois-ci non pas au siège de la Securitate mais dans un bâtiment de la Milice. Le jour suivant, au 19 décembre, il reçoit la visite de ses amis, **Calin Anastasiu** et **Stelian Tanase**.

À la suite de la protestation des jeunes, les « grands » se mobilisent de nouveau pour signer au 18 décembre une lettre « beaucoup plus radicale et politisée » selon Monica Lovinescu. Aux côtés des écrivains qui ont signé la « lettre des sept » se rangent d'autres écrivains dont certains sont d'une dizaine d'années plus âgés que la plupart des signataires de la « lettre des dix-huit intellectuels ». Ils sont des auteurs consacrés, jouissant parfois d'un fort capital symbolique, essayistes, philosophes et écrivains : **Alexandru Paleologu**, **Petru Cretia**, **Mihai Sora**, Dan Haulica, **Gabriela Adamesteanu**, **Ana Blandiana**, Szasz Janos, Geo Bogza, **Stefan-Augustin Doinas** et **Gabriel Liiceanu** ». Cette lettre de protestation n'est pas rendue publique puisqu'elle n'arrive à l'étranger qu'en janvier 1990¹³³⁹.

La lettre de protestation du **18 décembre 1989**, la dernière rassemblant des intellectuels, est signée par **Mircea Dinescu**, **Alexandru Paleologu**, **Mihai Sora**, Dan Haulica, **Gabriela Adamesteanu**, **Ana Blandiana**, Szasz Janos, Geo Bogza, **Stefan Augustin Doinas** et **Gabriel Liiceanu**. Cette lettre suit la « lettre des dix-huit intellectuels » rassemblant surtout de jeunes écrivains et scientifiques qui se mobilisent pour joindre les « grands » écrivains protestataires.

Au 21 décembre un texte protestataire signé portant la signature de **Petru Cretia** est diffusée par la BBC¹³⁴⁰. En 1989 **Petru Cretia** ne se retrouve pas parmi les signataires de la « lettre des sept ». Mais après un séjour scientifique de trois mois passés à Oxford pour traduire de la philosophie ancienne, au 13 novembre, il rédige et lit pour BBC un texte contre la dictature de Ceausescu qui ne sera diffusée qu'au 21

¹³³⁸ Sur les événements de décembre 1989 et la participation des (futurs) membres du GDS au pouvoir installé les jours de la révolte populaire et les jours suivants, voir chapitre 2.

¹³³⁹ Monica Lovinescu, *Jurnal 1990-1993*, Bucarest, Humanitas, 2003, pp. 10-11.

¹³⁴⁰ Pour la participation des intellectuels du GDS aux premières élections postcommunistes, en mai 1990, voir chapitre 6.

décembre¹³⁴¹. Ce texte sera publié dans le premier numéro de *Romania literara* en janvier 1990 et sera republié dans 22 quelques jours avant le déroulement des premières élections générales avec un mot d'introduction de la part de l'auteur adressé au rédacteur en chef adjoint de la revue, l'écrivaine Gabriela Adamesteanu¹³⁴². Si dans le texte conçu en novembre 1989, le terme de communisme ou d'anticommunisme n'apparaît pas, le texte écrit en mai 1990 explique l'enjeu que constitue une telle protestation dans le nouveau contexte politique :

« Au 15 novembre je suis revenu dans le pays, mais non pas avant de prier ceux qui se trouvaient là-bas [à l'étranger ou à la BBC] de trouver le moment le plus convenable pour la diffusion [...] Je n'ai jamais voulu me prévaloir du risque assumé à cette époque-là, mais aujourd'hui, quand on conteste et ma lucidité et ma moralité dans la politique, je me sens incliné à te le faire parvenir. Surtout que, alors, il a été pensé comme un texte antitotalitaire, c'est-à-dire anti-Ceausescu, en coordination avec toute activité de ce genre. Aujourd'hui je serais content qu'il soit lu comme un texte anticommuniste¹³⁴³. »

Deux futurs membres fondateurs du GDS, **Petru Cretia** et **Gabriel Liiceanu**, manifestent tardivement leurs critiques vis-à-vis du régime, tout comme Gabriela Adamesteanu, écrivaine cooptée dans le GDS en janvier 1990. Ni **Gabriel Liiceanu** ni **Petre Cretia** n'ont pas signé la « lettre des sept » alors que Gabriela Adamesteanu a eu connaissance du projet de la rédaction des deux lettres de protestations, la « lettre des sept » et la lettre des « dix-huit intellectuels » :

« Au début j'ai été un simple témoin réceptif. Je me suis décidée tardivement à risquer ma vie de plus en plus humiliante de rédacteur dans une maison d'édition, en signant moi aussi un des textes au soutien de **Mircea Dinescu** – un geste de révolte minimale, à ne pas rappeler aujourd'hui sans risquer la dérision, que j'assume cependant pour le sérieux avec lequel je l'ai considéré à ces temps-là. Parce qu'à ces temps-là, il [un tel geste] suffisait pour être exposé à certains risques (la perte de l'emploi, grave pour moi, qui était la «tête de famille», une évidente marginalisation). Je ne disposais pas d'un solide réseau de relations qui pourrait me protéger [...] Avant de prendre la décision de signer ce texte-là, je savais que je ne publierai tôt un autre livre. Tout ce que j'avais dans la tête ne pouvait plus se plier aux subterfuges de la censure. D'un autre point de vue, la censure s'installait de plus en plus dans la maison d'édition où je travaillais, je me trouvais au centre même de son laboratoire et les deux conditions de mon existence – celui d'écrivain et d'éditeur – m'avaient torturé surtout pendant la dernière année. J'ai pris quelque temps jusqu'à décider de signer et à cette occasion je me suis rendue compte – une constatation distanciée – que je n'ai pas le profil d'une héroïne [...] Timisoara [le 16 décembre 1989] s'est produit très vite après la signature de ce texte adressé à la direction de l'Union des écrivains (aux côtés d'Ana Blandiana, **Petru Cretia**, **Alexandru Paleologu**, **Gabriel Liiceanu**, etc.)¹³⁴⁴. »

Des journalistes et travailleurs de la presse : *Romania libera*¹³⁴⁵

¹³⁴¹ Selon certains témoignages, il prend position à l'impulsion des scientifiques de l'étranger (entretien avec Angela Marinescu, le 14 mai 2008).

¹³⁴² Voir deuxième partie, chapitre 6.

¹³⁴³ 22, 18, le 17 mai 1990, p. 3.

¹³⁴⁴ Gabriela Adamesteanu, *Cele doua Romanii*, op. cit., pp. 7-9.

¹³⁴⁵ Notre principale source l'a constitué un film qui présente l'histoire que nous présenterons ici par son principal acteur, Mihai Bacanu (l'épisode sur les journalistes protestataires de la série « Strict secret », dont le scénario et la mise en scène sont réalisés par **Stelian Tanase**, film diffusé le 23 octobre 2010 par Realitatea TV). (A cette date-là, **Stelian Tanase** les films qu'il a réalisés dans cette série ne passent plus à la télévision. De plus, il ne réalise non plus des émissions télévisées. Selon ses propres

À partir de 1971, Mihai Bacanu travaille à *Amfiteatru*, ensuite Octavian Paler le recrute dans la rédaction de *Romania libera*. Dans les années 1950, est bâti le palais Scanteia [L'Étincelle], bâtiment qui est appelé après 1989 la Maison de la presse libre. En 1988, on imagine un journal clandestin portant l'intitulé « Romania » bien que tout au début Petre Mihai Bacanu pense toujours adopter le même intitulé que le journal officiel, « Roumanie libre ». Petre Mihai Bacanu avait convaincu de sa proposition au début Anton Uncu, qui se trouve dans la même rédaction de *Romania libera*, et Mihai Creanga. Par la suite, dans cette initiative, on était attiré aussi Al. Chivoiu (chef de section dans la typographie) et Elena Gheorghe, dans la maison de laquelle (dans le quartier bucarestois Titan) ils vont imprimer. Ils ont fabriqué une machine pour imprimer, artisanale, sur le modèle Boston. Ils ont pris trois mois pour réaliser la première page, « processus long ». Fin été 1988 la première page était prête. Et autour du mois d'octobre le journal est déjà prêt. Ils pensent au fait qu'ils pourraient être emprisonnés. Ils ont alors « enflammé » les ambassades. Et ils imaginent aussi deux possibilités pour la diffusion du journal : ballon météorologique et/ou déposer des exemplaires sur les banques dans les stations de métro. Selon Petre Mihai Bacanu c'est un médecin, qu'il connaissait et que lui avait auparavant aidé, qui avait annoncé la Securitate. Le film présente aussi le médecin qui est présumé avoir informé la Securitate de cette initiative. Petre Mihai Bacanu déclare qu'il s'était trompé en croyant que le mécontentement était général. Tia Serbanescu est elle aussi présentée avec son témoignage : début 1989, Petre Mihai Bacanu lui parle de cette initiative. Elle raconte qu'elle l'avait alors demandé combien de personnes savent de cette initiative ? Elle a appris alors qu'il s'agissait de beaucoup de personnes. Elle dit qu'elle a alors eu peur pour eux. Mihai Uncu semble avoir été le premier à se rendre compte de la surveillance. En décembre 1988 le « projet est finalisé ». A ce moment-là déjà environ 450 avaient appris de l'entreprise, dit Creanga. Le 27 janvier 1989, environ quinze personnes ont débarqué dans l'appartement de Petre Mihai Bacanu (le 26 janvier, chaque année il y avait la fête de l'anniversaire de Ceausescu). Uncu, Creanga, Stefan Maier et Elena Gheorghe ont été arrêtés par la suite. Ils sont amenés à la direction VI de la Securitate, Bucarest, avenue Plevnei. Chacun d'eux est enquêté par une autre personne. Petre Mihai Bacanu déclare avoir dormi six heures des soixante-seize heures passées sous enquête. Les enquêteurs semblent vouloir savoir le « tableau de la diffusion du “mal” », selon ce dernier. Petre Mihai Bacanu dit en plus que les premiers six mois ont été « un calvaire », il était isolé, complètement isolé et qu'il a eu ensuite des problèmes, il a dû réapprendre à parler. Le premier chef d'accusation, qu'on leur avait annoncé : « propagande contre l'ordre socialiste¹³⁴⁶ ». Cette accusation signifie qu'on risque la condamnation à mort. On change ensuite le chef de l'accusation, « complot impotriva statului [complot contre l'Etat] ». Ils comprennent qu'ils risquent la condamnation à mort. En mai 1989, tous seront libérés, à l'exception de Petre Mihai Bacanu. Ils seront envoyés en domicile forcé et ils sont informés des interdictions à respecter : « Ne pas parler, ne pas prendre contact avec leurs collègues et ne pas voir des journalistes étrangers. » Au même moment, Bacanu raconte avoir été annoncé qu'il subira un procès de droit commun. Il a alors à choisir entre une accusation de viol et « contrebande avec voitures ». On lui explique en fait la mise en scène, comment on produira des preuves et des témoins au cas où il choisira une accusation de viol. Il a dû choisir et il choisira l'accusation de « contrebande avec voitures ». Il présente son procès comme un « simulacre ». Dans la salle du tribunal, il n'y avait « que des “securisti” [membres de la Securitate] ». Au 1^{er} décembre 1989, il est envoyé dans la prison Rahova. Au 22 décembre, un gardien lui dit qu'il doit faire ses bagages, à la sortie de sa cellule, il rencontre le commandant, « paradoxalement un ex-journaliste », qui lui avait dit : « Dorénavant vous pourrez Monsieur Bacanu écrire ce que vous voulez ». Le même jour il se retrouvera dans le studio de la Télévision roumaine aux côtés du poète **Mircea Dinescu** qui le présentera au public : « Il vient de sortir de la prison... »

témoignages, il aurait du renégocier. Ultérieurement, il reprendra ses activités médiatiques. À partir de 1999, il s'est investi dans des activités médiatiques et ne cessera de le faire depuis.) Nous avons de même utilisé des informations recueillies ailleurs (dans la presse

¹³⁴⁶ Ou seulement pour Petre Mihai Bacanu car c'est lui qui en parle.

Chapitre 2 :

Les événements de 1989, le GDS et le nouveau régime

Les intellectuels, membres du GDS ou proches du GDS, dont certains sont des collaborateurs de 22, prônent l'importance de la société civile dans le processus de démocratisation. La « société civile » fonde la posture de l'intellectuel critique des politiques mais aussi, par la suite, de l'intellectuel qui prétend faire son entrée en politique comme représentant de la « société civile ». Plusieurs références et des facteurs divers (politiques mais aussi tenant de l'atmosphère du temps de l'avènement du régime démocratique) semblent avoir contribué à faire de la « société civile » emblème et investissement (intellectuel) du GDS. Peu de temps après son apparition, le GDS apparaît déjà avoir reçu la sympathie et l'adhésion d'un public suffisamment large car des tentatives ont lieu en province de la part des gens dotés d'une certaine culture mais non pas d'intellectuels en vue de reproduire le modèle d'organisation du GDS¹³⁴⁷. Le GDS se présente sous les apparences d'une « avant-garde » ou prétend se présenter comme une « avant-garde » puisqu'ils s'opposent à une classe politique renouvelée qu'ils jugent ou, plus précisément, que certains membres du GDS, la majorité, juge de par les liens qu'elle avait entretenus avec la classe politique communiste. Or certains des membres du GDS seront cooptés dans les nouvelles structures du pouvoir, et plus, un des membres les plus notoires du GDS y restera. Et en dépit des critiques que plusieurs membres du GDS lui adressent à ce sujet avec d'autres intellectuels de l'exil proches du GDS, cette participation au pouvoir installé en décembre 1989 profite à la création de nouvelles positions occupées par des membres du GDS dans des champs spécifiques (champ scientifique, champ éditorial).

À défaut d'un accord au sein du GDS sur leur participation à une classe politique postcommuniste peu renouvelée, le GDS oppose aux politiques « révolutionnaires » issus largement de la nomenklatura politique, et donc au capital politique, le capital symbolique obtenu avant 1989 par les écrivains-philosophes ou essayistes les plus notoires cumulé à un autre type de capital symbolique dont bénéficient les quelques opposants au régime communiste. Bien que certains sont cooptés dans les structures du pouvoir installé en décembre 1989, les membres du GDS refusent de participer au pouvoir « néocommuniste », ils sont les critiques du pouvoir et se déclarent « groupe d'opposition » et garant du respect des valeurs démocratiques¹³⁴⁸. Plusieurs refusent de continuer à donner leur contribution au nouveau pouvoir mais plus nombreux sont ceux qui n'accèdent pas à l'espace proprement politique. Ensemble ils seront des critiques du pouvoir en place, et parfois même de ceux qui y accèdent et qui lient leur nom au nouveau pouvoir. Après avoir échoué de faire leur entrée en politique, refusant leur affiliation à un parti ou autre force

¹³⁴⁷ Entretien avec **Radu Filipescu** (le 13 avril 2004).

¹³⁴⁸ 22, 4, 1990.

politique, leurs attentes quant à l'entrée en politique grandissent ; ils peuvent miser, profiter de nouveaux mouvements contestataires. Leurs prétentions se développent en relation avec l'apparition des mouvements civiques (manifestations de rue et associations civiques à vocation politique) et l'apparition de nouvelles organisations professionnelles¹³⁴⁹.

Après avoir échoué de faire leur entrée en politique, refusant leur affiliation à un parti ou autre force politique, leurs attentes quant à l'entrée en politique grandissent ; ils peuvent miser, profiter de nouveaux mouvements contestataires. Leurs prétentions se développent en relation avec l'apparition des mouvements civiques (manifestations de rue et associations civiques à vocation politique) et l'apparition de nouvelles organisations professionnelles¹³⁵⁰. À ces nouvelles demandes apparues pendant l'année 1990 et ensuite en 1991, à cette nouvelle ouverture des possibilités, le GDS répond non pas par un engagement direct et collectif, mais par l'engagement en nom propre. Des intellectuels qui se retrouvent dans le GDS participent à la création de l'Alliance civique (AC), et par la suite à la création du Parti de l'Alliance civique (PAC). Quoique des membres du GDS sont bien nombreux à soutenir l'AC et par la suite le PAC, le GDS conserve sa place au sein du champ intellectuel. Le GDS soutient la création de l'AC et plusieurs membres du GDS en sont les responsables, d'autres membres du GDS s'intéressent de près à l'activité de la nouvelle organisation, mais ils ne sont pas tous impliqués dans cette organisation qui vise à représenter la « société civile¹³⁵¹ ». Si tous ne seront pas des membres de l'AC ils s'y intéressent quasiment tous¹³⁵² (mais seuls quelques-uns adhéreront au PAC). Dans un premier temps les intellectuels du GDS participent à la création de cette organisation civique conçue comme « modalité politique de représentation de la société civile » en renforçant l'image du GDS et des intellectuels, membres du GDS, comme organisateur et promoteur de la société civile. En octobre 1990 peu avant la fondation de l'AC, le 7 novembre 1990, comme « formation civique avec une plus grande implication dans le politique¹³⁵³ », en traitant du monde politique et de la position du GDS, présenté comme partie de l'opposition « civique », **Andrei Cornea**, membre fondateur du GDS, révèle l'ambiguïté des revendications identitaires du groupe, qui renferment la porosité des frontières entre le monde intellectuel et le monde politique :

¹³⁴⁹ 22, 55, 1991.

¹³⁵⁰ 22, 55, 1991.

¹³⁵¹ 22, 54, 1991. Dans la rubrique « L'Alliance civique : pro domo », **Gabriel Andreescu** (membre du GDS et vice-président de l'AC) reprend ses arguments sur le rôle de cette organisation civique en soulignant « l'importance de la participation du Groupe pour le dialogue social à la formation de l'Alliance civique ». Son propos vise à contrecarrer les critiques de ce mouvement que des membres de la rédaction de la revue du GDS publient dans 22 et à clarifier « la relation entre le Groupe [et] sa revue et l'Alliance ». Lors des entretiens eus avec des membres du GDS plusieurs mentionnent l'importance de l'AC mais dans le même temps il s'agit d'une reconsidération de leurs attitudes au temps de sa constitution. Or leurs intérêts pour cette institution nouvelle se définissent en rapport à leurs activités pour le GDS ou des activités qu'ils déploient en liaison avec leur appartenance au GDS.

¹³⁵² Entretien consultatif avec Gabriela Adamesteanu (le 27 février 2007).

¹³⁵³ **Doina Cornea**, *Fata nevazuta a lucrurilor* (1990-1999). *Dialoguri cu Rodica Palade*, op. cit., p. 32.

« Sommes-nous un groupe de dissidents en légalité, une société pour “social consulting” ou un “mini-parti” avec des perspectives incertaines¹³⁵⁴. »

L'organisation civique conçue se déclare « apolitique » tout en poursuivant des buts politiques : s'opposer au pouvoir en place. La nouvelle structure qui entend représenter la « société civile » dans ses formes diverses (mouvements de rue, associations militantes, associations professionnelles) apparaît lorsque des intellectuels tendent à se définir en rapport avec des objectifs proprement politiques.

Le GDS soutient et participe directement à la création de nouvelles forces politiques en partant de ses implications dans l'organisation de la « société civile ». Des membres fondateurs du GDS seront aussi des politiques entre 1992 et 1996 et, plus tard, vers la fin des années 2000. Mais plus souvent ils occupent des positions politiques en tant qu'experts ou sont des conseillers des politiques : début des années 1990 pour une part d'entre eux mais aussi à partir du milieu des années 1990 et surtout à partir de la seconde moitié des années 2000. Sous plusieurs aspects, la période qui s'étend entre le milieu des années 2000 et jusqu'en 2012, se rapproche de celle du début des années 1990, la période de 1990 à 1996, puisqu'il s'agit des deux périodes les plus marquées par de vives préoccupations pour la politique de la part des membres du GDS, individuellement, et en tant que Groupe (compte tenu des prises de position collectives diffusées par 22). Et le GDS en tant que collectif qui s'est fait instance du monde politique (en même temps que du monde intellectuel) intervient dans le jeu politique se manifestant à l'appui des forces politiques, de façon critique ou en soutien.

Ce chapitre présente le moment de la création du GDS, le mode de cooptation des membres fondateurs et des rapports au pouvoir chez ceux qui le composent lors de son apparition dans l'espace public (le 31 décembre 1989), notamment la participation de certains membres du GDS au pouvoir installé après la chute du régime communiste. Nous commencerons par une chronologie des événements de décembre 1989 à Timisoara et à Bucarest¹³⁵⁵. Nous poursuivons en notant ici, selon les informations recueillies, où se trouvent et ce que font des futurs membres du GDS, certains d'entre eux, ou comment ils ont vécu les jours de la révolte populaire de décembre 1989. D'autres témoignages et des événements du monde intellectuel seront mentionnés pour rendre compte de l'atmosphère de ces jours-là. Après la présentation des rencontres qui ont précédé et conduit à l'apparition officielle du GDS (le 31 décembre 1989¹³⁵⁶), nous parlerons ici de la « liste des membres fondateurs du GDS », pour montrer des réseaux d'intellectuels contribuant à la constitution du GDS et du rôle joué par certains dans l'apparition du GDS comme institution de la société civile naissante réunissant des intellectuels dont plusieurs se sont fait connaître et reconnaître par leur distance vis-à-vis du régime. L'apparition, les jours de la révolte populaire, le 22 décembre 1989,

¹³⁵⁴ Andrei Cornea, « La société a-systémique », 22, 39, 1990.

¹³⁵⁵ Dans d'autres villes de Roumanie (Cluj, Sibiu et Targ-Mures) et dans certains lieux situés dans la proximité des villes (à l'exception de celles du sud et de l'est de la Roumanie) il y a eu des confrontations violentes. A Brasov les manifestations du 21 décembre se sont déroulées sans violence.

¹³⁵⁶ Nous présenterons en annexe la « Déclaration de constitution du Groupe de dialogue social » et le programme de 22.

d'un nouveau pouvoir, est présentée ici ainsi que le gouvernement provisoire (constitué les six derniers jours de l'année 1989) pour montrer la présence des intellectuels et notamment des membres fondateurs du GDS dans ces structures¹³⁵⁷. Avant de rendre publique l'apparition de la première association civique, certains des membres fondateurs du GDS discutent de la forme d'organisation à prendre : parti politique ou organisation civique¹³⁵⁸. Dans la « déclaration de constitution » du GDS, il est stipulé que « chacun des membres du Groupe a le droit à ses propres options et orientations politiques qui n'entrave aucunement le statut et l'orientation du Groupe¹³⁵⁹ ». L'affirmation se prête à des interprétations diverses puisque pour un certain temps tout au début il subsiste l'idée de l'interdiction pour les membres d'appartenir aux partis politiques¹³⁶⁰ attestée par plusieurs membres, et cela malgré des contestations de cette restriction¹³⁶¹.

Nous présenterons ici aussi le GDS tel qu'il se construit par la cooptation d'autres intellectuels ou représentants des professions intellectuelles (journalistes) et libérales (avocats, etc.) depuis 1990 et jusqu'en 2009, les recrutements par périodes.

I. Décembre 1989, (futurs) membres du GDS et participation au pouvoir

Mercredi, le 20 décembre les protestations ont pris de l'ampleur, elles ont lieu dans la majorité des entreprises de Timisoara. Et les protestataires en grand nombre se sont déplacés vers le centre de la ville en passant avant dans la proximité de la fabrique concernée par les violences de la journée antérieure. Des représentants de la direction locale de parti ont essayé de négocier leur retour au travail. Les gens dans la rue criaient « L'armée est avec nous » ou « Sans violence ». Les soldats n'ont pas réagi¹³⁶². Les protestataires ont occupé la Place de l'Opéra et les forces de l'ordre se sont retirées. Claudiu Iordache lançait un appel aux forces de l'ordre de se retirer. A 14h00 la première personne à prendre la parole dans le balcon de l'Opéra est Lorin Fortuna, qui se présente comme professeur à l'Institut polytechnique de Timisoara, demandant aux manifestants de rester unis sur place¹³⁶³. Plusieurs personnes, représentants des entreprises ou des groupes ethniques, ont parlé alors. 40 mille personnes se trouvaient Place de l'Opéra. A ce moment-là a pris naissance le Front démocratique roumain¹³⁶⁴ à l'initiative de Claudiu Iordache¹³⁶⁵. Au nom du Front démocratique roumain, Timisoara est proclamée première ville libre de communisme en Roumanie. Les machines

¹³⁵⁷ Nous reviendrons sur la vie du Groupe et des faits de la politique postcommuniste ainsi que d'autres engagements de l'année 1990, comme la participation des intellectuels aux premières élections de mai 1990 (dans la deuxième partie et la troisième partie).

¹³⁵⁸ **Doina Cornea**, *Fata nevazuta a lucrurilor (1990-1999)*, op. cit., pp. 7-9 ; Entretien avec Mihnea Berindei (Paris, le 24 juillet 2007).

¹³⁵⁹ 22, 1, le 20 janvier 1990.

¹³⁶⁰ **Mihai Sora**, « L'idée du bien public, tu dois la découvrir en toi-même », 22, 2, le 27 janvier 1990.

¹³⁶¹ **Gabriel Andreescu** se souvient que **Mihai Sora** avait contesté cette restriction au moment de sa participation à la création de l'Alliance civique. Cf. entretien avec **Gabriel Andreescu** (Bucarest, le 11 mai 2004). Mais en janvier 1990, **Mihai Sora** exprime son accord quant à cette interdiction et mentionne **Gabriel Andreescu** comme celui qui avait contesté cette restriction. Cf. 22, 2, 1990.

¹³⁶² Les ordres reçus ne sont pas connus (Peter Siani-Davies, *Reolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., p. 111).

¹³⁶³ Le lieu était préparé pour le premier ministre, Constantin Dascalescu, qui aurait dû tenir un discours le jour même de son arrivée à Timisoara.

¹³⁶⁴ Le Front démocratique roumain était composé initialement de cinq personnes. Comme à Timisoara, dans une autre ville de Transylvanie, à Arad, le 20 décembre s'est formé un Front démocratique roumain composé de 15 personnes.

¹³⁶⁵ Auteur de littérature, membre de l'Union des écrivains depuis la période communiste, on le retrouve à partir de décembre 2004 comme directeur général de l'Institut de la révolution roumaine de décembre 1989 (voir chapitre 11).

blindées sont entrées dans la possession des protestataires. Un groupe d'officiers est arrivé pour demander aux protestataires de céder les machines. D'autres protestataires se sont réunis devant le siège du Comité départemental de parti. La foule demandait que des représentants de la direction centrale prennent la parole. Vers 16h00 Constantin Dascalescu (peut-être aussi Emil Bobu) y est arrivé sans pouvoir prendre la parole. Une délégation des manifestants (entre 13 et 18 personnes dont deux femmes) s'est constituée pour négocier avec les représentants du régime dont le leader est Constantin Dascalescu aux côtés des représentants de l'armée. Les représentants des protestataires n'ont pas eu un programme et leurs sollicitations ont visé dans un premier temps seulement Timisoara. Ceausescu est revenu d'Iran trois heures plus tôt que prévu. Après une téléconférence avec la direction de parti, il a prononcé un discours à la télévision par lequel il condamnait les événements de Timisoara. Dans les usines et d'autres lieux de travail sont convoquées des réunions en vue de condamner les mêmes événements et de réaffirmer leur soutien au régime. Dans une séance du bureau permanent du Comité politique exécutif est décidée l'organisation le jour suivant d'une assemblée au centre de la capitale, place du Palais, dans le même but.

Jeudi, le 21 décembre, le matin, les organisations de parti au niveau des entreprises ont organisé la mobilisation pour la manifestation prévue. Les participants ont été transportés au centre de la ville, ils ont reçu des pancartes avant de s'installer place du Palais. Une minute après midi et demie Ceausescu commençait son discours au balcon du Comité central du PCR, à ses côtés se trouvant son épouse. Après quelques phrases prononcées, Ceausescu est interrompu par le mouvement des manifestants criant après qu'un bruit s'est produit, dont la cause reste inconnue¹³⁶⁶. Peu après cette agitation de la foule, des critiques à voix faible de la part des manifestants ont pu être entendues. Une fois l'ordre établi, Ceausescu annonçait des mesures qui visaient une hausse du niveau de vie (augmentation du salaire minimum, de l'allocation pour les enfants, des pensions et d'autres aides sociales), mesures qui avaient été approuvées dans une séance du CPEx au cours de la matinée¹³⁶⁷. Ceausescu s'est référé aux événements de Timisoara en les caractérisant d'« action orchestrée par des cercles qui veulent détruire l'intégrité et la souveraineté de la Roumanie, arrêter l'édification du socialisme et soumettre de nouveau le peuple à la domination étrangère », en les identifiant à des actions venant de « différents groupements étrangers et de cercles impérialistes » travaillant dans le but d'un « nouveau partage de la Roumanie » en vue de « soumettre le peuple¹³⁶⁸ ». Le discours de Ceausescu a duré environ vingt minutes. Des groupes restreints se trouvaient au centre de la ville et ils se sont rencontrés avec les manifestants mobilisés pour assister au discours de Ceausescu. Les agitations qui ont suivies se sont conclues par des arrestations. Des protestataires se sont réunis place de l'Université dans la proximité de l'hôtel Intercontinental, après avoir essayé de se déplacer place du Palais (lieu de la manifestation organisée par le parti), essai au cours duquel deux protestataires ont été blessés sous les coups de feu tirés par un officier de la milice. Des militaires, soldats armés, des véhicules militaires et de pompiers sont arrivés et ont entourés les protestataires mais la manifestation s'est déroulée sans violence. Les violences semblent avoir été déclenchées lorsque le chauffeur d'un véhicule militaire a été blessé et le véhicule resté sans contrôle s'est déplacé en provoquant des blessures à 23 civils et à 3 ou 4 soldats. Des coups de feu ont été tirés et 7 manifestants moururent. Les luttes ont commencé entre les forces de l'ordre et les manifestants. Une barricade a été élevée, dans la proximité de l'hôtel Intercontinental, place de l'Université, en bloquant le boulevard qui lie la place de l'Université à la place

¹³⁶⁶ « Il est probable que la vraie cause de ses agitations reste à jamais inconnue ». A cause des déplacements des manifestants agités 15 personnes ont été blessées (cf. *Adevarul*, le 25 mai 1992, cité par Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., pp. 125-126).

¹³⁶⁷ Ces mesures avaient déjà été annoncées lors du XIV^e Congrès du PCR, en novembre 1989.

¹³⁶⁸ Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., p. 127.

Romaine¹³⁶⁹. Les forces de l'ordre armées avec des véhicules blindées ont essayé de la briser. 49 protestataires sont morts, 463 ont été blessés et 698 ont été arrêtés au cours de la nuit du 21 au 22 décembre.

Des témoins dont des intellectuels, jeunes écrivains dont le début éditorial date des années 1980 (**Stelian Tanase**, Florin Iaru) ou d'autres jeunes prétendants au statut d'intellectuels (Dan Pavel) se placent dans ce lieu, tout comme Petre Roman, le futur premier ministre du gouvernement provisoire installé en décembre 1989 (et les deux suivants). **Stelian Tanase** témoigne avoir rencontré pour la première fois Dan Pavel, futur rédacteur de 22, membre de la première équipe rédactionnelle de la tribune du GDS, dans la rue le 21 décembre. Comme ce dernier était alors rédacteur du périodique de l'Union des jeunes communistes, aurait pu avoir fait la connaissance d'un autre futur membre fondateur du GDS, **Alin Teodorescu** publiant aussi dans la presse communiste estudiantine. Le 21 décembre, à la BBC est transmis le texte de **Petru Cretia**, daté de novembre 1989, portant l'intitulé « Fin de siècle en Roumanie », qui sera publié dans 22 pendant la campagne électorale de mai 1990.

Vendredi, le 22 décembre le matin, le centre de la ville avait été nettoyé. Les nouvelles au sujet des confrontations violentes ont circulé car les protestataires qui s'enfuirent ont rencontré des ouvriers ce qui a fait que les nouvelles circulant mobilisèrent le monde. Des protestataires venus des entreprises bucarestoises se réunirent et commencèrent à se diriger vers le centre de la ville. Des unités militaires ont été mobilisées dans le but d'empêcher ces déplacements des protestataires mais elles se sont avérées insuffisantes pour contenir la foule, des soldats se sont joints parfois aux protestataires. Vers 11h00 l'Etat d'urgence est institué au niveau national. Annonce suivie d'une autre concernant le suicide du général Vasile Milea, ministre de la Défense. Le pouvoir l'accuse de « collaboration avec des traîtres de l'intérieur du pays et avec des cercles impérialistes¹³⁷⁰ ». Victor Atanasie Stanculescu, adjoint du ministre de la Défense¹³⁷¹, revenu de Timisoara, est désigné pour prendre le relais. D'après toutes les évidences, il avait essayé de se montrer incapable de jouer le rôle que lui a été attribué. Le matin, plus de mille militaires ainsi que des tanks (14) et des machines blindées (45) se trouvaient dans la proximité du siège du Comité central (place du Palais) mais plus tard dans la matinée ceux-là étaient retirés. Peu après ou peu avant les ordres donnés par des responsables militaires pour le

¹³⁶⁹ Une seconde barricade a été élevée, semble-t-il, près de la place Romaine, comme cela indique certains témoins dont un a été de nos interlocuteurs. Un participant à ces protestations, Petre Roman, futur premier ministre du gouvernement provisoire installé en décembre 1989, parlera de l'existence de cette seconde barricade : « un autre point de résistance [se trouvait] place Romaine. Pas si important que celui d'Inter[continental], qui a été d'ailleurs liquidé à un moment donné. À [l'hôtel Intercontinental], la barricade a résisté [...] toute la barricade, tous ceux qui se trouvaient là-bas, 100-200 personnes, ont commencé à crier : "Timisoara, Timisoara !" [...] les choses n'étaient pas claires jusqu'à 12h00-12h35 de la nuit, lorsqu'on a tiré en plein. Et des hommes sont morts. » (**Andrei Plesu**, Petre Roman, Elena Stefoi, *Transformari, inertii, dezordini. 22 de luni dupa 22 decembrie 1989*, Iasi, Polirom, « Duplex », 2002, p. 18.) Entretien avec **Stelian Tanase** (le 31 juillet 2009).

¹³⁷⁰ Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., p. 131. L'auteur s'appuie ici sur les informations transmises par la BBC. A propos de la mort du général Vasile Milea l'auteur note aussi les informations circulant à propos de cet événement et l'histoire qui s'est imposée les jours et même les années qui suivent : « immédiatement après la fuite de Ceausescu a commencé à se répandre un laborieux mythe du sacrifice de Milea. Le 28 décembre il a été avancé post-mortem [...] son image d'officier noble qui a défié les ordres du dictateur et a refusé de commander aux troupes qu'il dirigeait d'ouvrir le feu sur les civils [...] a été cultivée avec assiduité par les membres du nouveau régime. Leur but étant celui de proclamer l'innocence de l'armée entière face à l'accusation qu'elle a ouvert le feu durant la révolution » (*Ibid.*, pp. 132-133). Citant des témoignages ultérieurs venus des participants aux événements, l'auteur considère l'annonce faite au sujet du suicide de Vasile Milea la « troisième erreur de Ceausescu », après la visite en Iran et l'organisation de la manifestation du 21 décembre (*Ibid.*, p. 134).

¹³⁷¹ Victor Atanasie Stanculescu sera membre du gouvernement provisoire. Le 28 décembre 1989, il est nommé ministre de l'Economie nationale, ministère créé par la réorganisation du Comité d'Etat de la planification. Le 16 février 1990, il remplace le général Nicolae Militaru, comme ministre de la Défense nationale.

retirement des troupes, la direction de l'armée, une « sorte de direction collective¹³⁷² » à laquelle participait Victor Atanasie Stanculescu, a ordonné l'arrivée de plusieurs hélicoptères. Le premier hélicoptère avait atterri sur le toit du bâtiment occupé par le Comité central alors que des manifestants arrivaient place du Palais. Le soir du jour précédent et le matin du 22 décembre Ceausescu avait de nouveau sollicité l'intervention des gardes patriotiques et des ouvriers, appel resté sans succès. A ce moment-là des membres du CPEx débattaient encore de ce qui restait à faire. A 13h00 une nouvelle transmission à la télévision était prévue, Ceausescu était attendu dans le studio de télévision fonctionnant au siège du Comité central. Devant la population qui commençait à s'installer place du Palais où siégeait le Comité central, Ceausescu est apparu au balcon d'où il avait prononcé son discours le jour précédent. A 11h30 il prit la parole, interrompu par la foule, il s'est retiré. Quelques minutes après 12h00 lorsque des manifestants étaient déjà entrés dans le siège du Comité central, un hélicoptère décollait avec le couple Ceausescu et deux membres du CPEx (Manea Manescu, ancien premier ministre et membre de l'Académie roumaine, et Emil Bobu, « un des plus proches collaborateurs de Ceausescu¹³⁷³ ») ainsi que deux gardes du corps. Après un arrêt à la résidence présidentielle située à Snagov, près de Bucarest, l'hélicoptère avec les deux Ceausescu et leurs gardes du corps s'est envolé. L'après-midi, à 18h00 environ, le couple Ceausescu se trouvait dans une unité militaire près de Targoviste. Une heure après, Victor Atanasie Stanculescu en était informé. Quelques heures après le départ de Ceausescu une barricade fut élevée sur l'avenue qui va de la place Romaine jusqu'au siège de la Télévision. Comme suite aux appels faits par l'intermédiaire de la radio et de la télévision pour défendre la révolution, plusieurs barricades furent élevées entre le centre de la capitale et le siège de la Télévision mais aussi dans d'autres lieux de Bucarest et dans d'autres villes. Un autre lieu où des gens se sont réunis durant la matinée du 22 décembre a été le siège de la Télévision (qui se situe dans un quartier résidentiel tout près du quartier de la nomenklatura). Les protestataires, formant une délégation pour négocier avec la direction de la Télévision, demandaient la reprise de l'émission pour que tout le pays soit mis au courant avec les événements de Bucarest. 162 morts et 1101 blessés entre le 17 décembre et le 22 décembre 1989 (à midi, moment de la « fuite » de Ceausescu), en comptant toutes les victimes de toutes les villes¹³⁷⁴. Après cette date, 942 personnes sont mortes et 2251 ont été blessées. Officiellement le nombre de victimes a été de 1104 morts et 3352 blessés. La majorité des victimes étaient des victimes, mais 221 soldats sont aussi morts et 635 ont été blessés¹³⁷⁵. « A Timisoara et à Cluj seulement le nombre des victimes enregistré avant l'après-midi du 22 décembre a été plus grand que celui des victimes des jours suivants¹³⁷⁶. »

Après avoir envoyé un message à l'étranger et annoncé sa grève à la faim à l'occasion de la Conférence sur la sécurité et la coopération qui s'est tenue à Paris en juin 1989, après avoir donné deux

¹³⁷² Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., p. 134 : « Si l'ordre de retrait a été donné indépendamment de Ceausescu ou avec son acception, cela reste un des plus grands mystères de la révolution [...] Ainsi, il n'est pas nécessaire d'invoquer la nécessité d'une conspiration de la part des hauts commandants de l'armée roumaine pour expliquer ces mesures. Mais cette chose ne signifie pas la dénégation de la possibilité que certains officiers supérieurs fussent au courant avec les intentions de ceux qui complotaient contre Ceausescu ou auraient pris part à l'élaboration des plans. Sans doute, étant donnée l'évolution des événements, dans leur pensée aurait dû apparaître le doute concernant l'opportunité du maintien de l'association entre les forces de l'ordre et le dictateur assiégé. »

¹³⁷³ *Ibid.*, p. 112.

¹³⁷⁴ Des coups de feu ont été enregistrés dans 37 villes de la Roumanie, surtout dans les grandes villes (*Ibid.*, p. 145).

¹³⁷⁵ *Ibid.*, pp. 142-143. Il faut encore noter que le nombre de morts pour ces deux intervalles de jours suscitent encore de discussions qui évoquent entre autres les erreurs produites lors du recensement des morts enregistrés (par ville du décès ou/et par ville de naissance mais aussi dans certains cas l'inexistence d'informations fiables concernant les causes de la mort). Plusieurs chiffres ont été véhiculés vers la fin des années 2000 par des plus hauts responsables de l'Etat roumain.

¹³⁷⁶ Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., p. 142.

entretiens (dont un transmis par la TV5, repris par la RFE), **Gabriel Andreescu** a été muté dans sa ville de naissance¹³⁷⁷, à partir d'octobre 1989. Les jours de décembre, **Gabriel Andreescu** se trouvait à Buzau. Il raconte avoir été surveillé pas à pas notamment à partir du déclenchement de la révolte à Timisoara. Le 21 décembre il avait suivi à son lieu de travail la transmission du discours de Ceausescu à la radio. Comme d'autres aussi, il témoigne ne pas avoir cru au départ de Ceausescu mais avoir attendu au plus un relâchement du régime¹³⁷⁸. Très tôt, le matin du 22 décembre, **Gabriel Andreescu** est ramené en voiture à Bucarest au siège de la Securitate où il est arrêté dans la même cellule qu'il avait occupé une année auparavant. De sa cellule « on entendait des coups de feu » : « à ce moment-là je n'imaginais pas que Ceausescu pouvait tomber¹³⁷⁹ ». Il sera libéré le même jour, étant le seul à être libéré parmi ceux « des prisonniers de la Securitate¹³⁸⁰ », et il est allé dans la rue en retrouvant à sa surprise des manifestants qui crient le départ de Ceausescu.

Radu Filipescu, détenu politique durant la première moitié des années 1980, est arrêté le matin du 22 décembre 1989 et le même jour mis en liberté¹³⁸¹.

Dumitru Mazilu, qui s'est affirmé en critique de l'intérieur (chef de la direction juridique du Ministère des Affaires étrangères) en 1987, a été muté le matin du 22 décembre de son domicile de Bucarest et installé avec sa famille dans une ville du sud de la Roumanie, près de Bucarest, « mais, après la fuite de Ceausescu, ceux qui le surveillaient l'ont ramené à Bucarest, à son domicile¹³⁸² ».

Le 22 décembre, après la « fuite de Ceausescu¹³⁸³ » les manifestants ont envahi le siège du Comité central, plusieurs manifestants ont pris la parole au balcon d'où Ceausescu avait peu avant pris la parole. Parmi les manifestants qui y ont parlé on compte Petre Roman, futur premier ministre, alors professeur à l'Institut polytechnique de Bucarest. Constantin Dascalescu, alors premier ministre (depuis 1982), essaya lui aussi de prendre la parole mais il fut arrêté par la foule et peu après il apparaît de nouveau en annonçant sa démission¹³⁸⁴.

¹³⁷⁷ Après une rencontre avec le ministre responsable de son domaine d'activité, ayant dans sa responsabilité aussi l'Institut de météorologie et d'hydrologie où **Gabriel Andreescu** travaillait. L'épisode sera présenté dans le premier numéro de 22, repris ensuite dans deux de ses volumes (de 1994 et de 2009). Voir *supra*.

¹³⁷⁸ **Gabriel Andreescu**, *L-am urat pe Ceausescu. Ani, oameni, disidenta*, op. cit., pp. 237-238.

¹³⁷⁹ *Ibid.*, p. 241.

¹³⁸⁰ « environ quatre jeunes [...] L'un d'entre eux avait essayé de passer la frontière [...] et avait été amené au siège de la Securitate deux semaines avant. Les autres avaient été surpris les derniers jours avec des manifestes » (**Gabriel Andreescu**, *L-am urat pe Ceausescu. Ani, oameni, disidenta*, op. cit., pp. 241-242).

¹³⁸¹ 22, 2, le 27 janvier 1990.

¹³⁸² Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., p. 159.

¹³⁸³ Un membre fondateur du GDS dans son analyse du régime Ceausescu parlera de la « fuite de Ceausescu » : **Pavel Campeanu**, *Ceausescu, anii numaratorii inverse*, Iasi, Polirom, « Document », 2002.

¹³⁸⁴ « On dit que lorsqu'il est apparu au balcon, Dascalescu a annoncé qu'il formait un nouveau gouvernement. » (Cf. Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., p. 151.)

Le 22 décembre 1989 Silviu Brucan habite, depuis mai 1989, après avoir signé et diffusé la « lettre des six », dans un quartier périphérique de Bucarest. Il n'a pas pris connaissance de ce qui s'est passé le jour précédent mais il en est averti par un des « agents en civil de la Securitate » qui le surveille :

« vers midi, les deux agents en uniforme de la Milice qui se trouvaient devant la maison [...] étaient disparus sans que je l'aie observé. Les voisins ont envahi la cour en criant : “Ceausescu s'est enfui !” et ont commencé à frapper à la porte [...] A ce moment-là un ancien ami est venu en voiture [...] qui habite près de la Télévision. Il m'a dit que le monde se réunissait là-bas et il m'a amené là-bas en grande vitesse [...] C'était un chaos extraordinaire [...] lorsque mon ami criant mon nom (connu par les postes de radio Free Europe, Voix de l'Amérique et BBC) un couloir s'est ouvert et les hommes de l'ordre m'ont amené jusqu'à l'entrée où un officier m'a dit de monter au XI^e étage [...] Là-bas, j'ai rencontré Iliescu, Roman, le général Militaru et d'autres [...] Je connaissais Iliescu depuis des années¹³⁸⁵ [...] J'avais vu [Petre] Roman dans la maison de Valter Roman seulement lorsqu'il était étudiant, sur Militaru je savais beaucoup de choses. Ensuite je me suis vu entouré des gens de la Télévision avec lesquels j'avais travaillé lorsque je m'en suis occupé comme vice-président [...] (1962-1966) [...] lorsque je suis revenu du service diplomatique [...] Les rédacteurs de la télévision m'ont amené immédiatement dans le studio 4, où j'ai rencontré **Mircea Dinescu** et Ion Caramitru et où j'ai fait moi aussi une courte déclaration¹³⁸⁶. »

Au 22 décembre 1989, un des studios de la Télévision roumaine, déclarée « libre », devient l'une des scènes des événements qui se déroulent ces jours-là. **Mircea Dinescu**, sortant à peine d'une période d'assignation à domicile, sera la première personne à s'adresser au public de la télévision. Le poète **Mircea Dinescu** devient par le biais de la télévision le personnage symbolique de la révolution roumaine et représentant de la dissidence roumaine¹³⁸⁷. Vers midi ou peu après, une première machine blindée est arrivée, chargée de gens, dont l'interprète Ion Caramitru et le poète **Mircea Dinescu**¹³⁸⁸. Peu après un autre interprète bien connu pour ses rôles dans des films historiques, Sergiu Nicolaescu, est arrivé. Ainsi que Petre Roman, venu directement de la place du Palais. La transmission en direct commença à 13h00. Le premier à apparaître à la télévision est Ion Caramitru¹³⁸⁹, suivi de **Mircea Dinescu** qui annonçait que le « dictateur s'est enfui ». Le poète est apparu sur l'écran de télévision presque au même moment qu'on entendait la poétesse Ana Blandiana à la radio¹³⁹⁰. Du témoignage de l'ambassadeur des Pays-Bas à

¹³⁸⁵ Au sujet de ses relations avec Silviu Brucan, Ion Iliescu déclare plus tard : « on se connaissait sans avoir eu une relation plus proche. » (Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt*, op. cit., p. 189.)

¹³⁸⁶ Silviu Brucan, *Generatia irosita. Memorii*, op. cit., p. 212.

¹³⁸⁷ Antonela Capella-Pogacean, « Les écrivains et la politique après décembre 1989. A la recherche de l'innocence perdue », in Catherine Durandin (textes réunis par), *L'engagement des intellectuels à l'Est. Mémoires et analyses de Roumanie et de Hongrie*, L'Harmattan, Paris, 1994.

¹³⁸⁸ **Mircea Dinescu** va préciser ultérieurement qu'à la Télévision il y a eu une certaine pression pour l'apparition des « politiques sérieux » à la place « des poètes et des intellectuels fous » (Nestor Rates, *Romania : revolutia incalcita* [La Roumanie : la révolution embrouillée], Bucarest, Litera, 1994 ; 3^e édition, Pitesti, Paralela 45, 1999, p. 57).

¹³⁸⁹ « Frères, grâce à Dieu, nous sommes dans le studio de la Télévision, nous avons réussi à arriver ici sur les tanks, avec l'armée et les étudiants et avec le monde que vous voyez, avec des milliers et milliers de Roumains. » (Télévision roumaine, *Revolutia romana in direct*, Bucarest, 1990, p. 21).

¹³⁹⁰ Le chercheur britannique, auteur de l'étude sur la « révolution roumaine de décembre 1989 », note que : « Dans une certaine mesure, on peut dire que, probablement sans intention, **Dinescu** et Caramitru [mais on peut aussi ajouter Blandiana] ont servi de paravent pour la légitimation du groupe d'Iliescu. De même on peut dire, sans doute, leur apparition mélodramatique a accru l'espérance dans le changement réel. » (Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., p. 153.)

Bucarest (depuis décembre 1987), on apprend que c'était lui qui avait communiqué de sa voix à **Mircea Dinescu** que « Ceausescu s'est enfui ». Coen Stork s'est trouvé dans la rue le 21 décembre après une rencontre avec tous les ambassadeurs en Roumanie, convoquée par l'ambassadeur français. Le 22 décembre, après une rencontre des ambassadeurs des pays de l'OTAN qui s'est tenue à l'ambassade américaine, après avoir appris du départ du gouvernement communiste, observant « une vraie révolution ! » dans la rue, Coen Stork va voir **Mircea Dinescu**, surveillé à son domicile¹³⁹¹.

Après les intellectuels ce sont des « représentants du pouvoir militaires, les généraux », « anciens militaires » déchus durant l'époque de Ceausescu, et des « anciens activistes de parti, qui ont été eux aussi en conflit avec Ceausescu, Ion Iliescu, Silviu Brucan et Alexandru Barladeanu¹³⁹² », qui sont apparus sur l'écran. Silviu Brucan parlera du passage de la dictature à la démocratie, de la nécessité de la constitution d'un gouvernement provisoire pour organiser des élections libres¹³⁹³.

Ion Iliescu se trouvait à son bureau, les Editions techniques qu'il dirigeait depuis 1984¹³⁹⁴. Lorsque la personne qui le surveillait est disparue, Ion Iliescu est allé avec certains de ses collègues chez son domicile d'où, semble-t-il, un proche (fils d'un ancien membre du CC du PCR¹³⁹⁵) est venu le chercher pour l'amener à la Télévision. Plus tard, Ion Iliescu déclare qu'en

« partant de la Maison de l'Étincelle, j'ai été accompagné de plusieurs collaborateurs des Editions techniques et du Conseil de la Culture. Je suis arrivé chez moi pour garer ma voiture dans la cour. J'ai refusé l'invitation de mon épouse

¹³⁹¹ Coen Stork, **Gabriel Andreescu**, *Cel mai iubit dintre ambasadori* [Le plus aimé des ambassadeurs], trad. Liviu Andreescu, All, 1993, pp. 66-70.

¹³⁹² Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., p. 155.

¹³⁹³ Télévision roumaine, *Revolutia romana in direct*, op. cit., pp. 43-44.

¹³⁹⁴ Né en 1930, dans une ville d'un département du sud-est de la Roumanie, d'une famille dont le père, ouvrier, a été un militant communiste (entré au PCR en 1931) qui a fait l'expérience de la prison (exclu du PCR en 1944 pendant sa détention). Ion Iliescu a été empêché de suivre des études secondaires en 1940 à cause du dossier judiciaire de son père (mort lorsqu'il avait 15 ans). En tant qu'élève (faisant ses études secondaires dans un des plus prestigieux lycées de Bucarest), il a participé comme membre fondateur à l'Union des associations des élèves de Roumanie. Il a fait ses études à l'Institut polytechnique de Bucarest, à partir de 1949, et en 1950, il est allé étudier à Moscou, jusqu'en 1954. Il a travaillé ensuite à l'Institut d'études et de projets énergétiques. En 1956, il a fondé l'Union des Associations des étudiants de Roumanie (UASR), créée en février 1957. Dirigeant cette organisation, il a mené ses activités dans différents organismes internationaux (en 1956, il travaillait à Prague au secrétariat de l'Union internationale des étudiants). Il a travaillé dans la section de propagande (entre 1960 et 1962) et s'est occupé de la section d'enseignement du Comité central (entre 1962 et 1965) qui se trouvait sous la direction de Leonte Rautu. En 1965, il est chef de la section de propagande. En 1965, il est élu membre suppléant du Comité exécutif politique du Comité central (CC) du PCR. Entre décembre 1967 et février 1971, il a été nommé ministre pour les problèmes de la Jeunesse et, pour six mois, il a été secrétaire du CC du PCR et membre suppléant du Comité exécutif politique du CC du PCR. Au cours de la plénière de 1971, après une première présentation au sein de l'« actif idéologique » des « thèses de juillet 1971 » ou des dites « thèses de la révolution culturelle » de Ceausescu, il est accusé d'« intellectualisme » par Ceausescu. Jugé « trop jeune » par Ceausescu dans une séance du Comité exécutif, il est envoyé occuper comme vice-président respectivement du Conseil départemental Timis entre 1971 et 1974 et du Conseil départemental entre 1974 et 1979. Il est resté membre suppléant du Comité exécutif politique. Parlant de la période passée à Iasi, il mentionne ses relations avec « l'intellectualité technique » mais aussi avec le monde universitaire. Entre 1979 et 1984, il a travaillé au Conseil national des eaux. Il parle aussi de ses bonnes relations avec Valter Roman, directeur des Editions politiques depuis 1954 et jusqu'à sa mort en 1983, dont l'adjoint est le père de Vladimir Tismaneanu (Voir Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt. Despre comunism, postcomunism, democratie*, préf. Dinu C. Giurescu, Editions encyclopédiques, 2004, pp. 40-148). Voir aussi Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., p. 288. Entre 1984 et 1989, Ion Iliescu dirige les Éditions techniques de Bucarest (<https://ioniliescu.wordpress.com/about/>).

¹³⁹⁵ **Andrei Plesu**, Petre Roman, Elena Stefoi, *Transformari, inertii, dezordini. 22 de luni dupa 22 decembrie 1989*, op. cit., p. 27.

d'entrer dans la maison pour manger et je suis parti à la Télévision, accompagné de ceux qui étaient venus avec moi de la Maison de l'Étincelle¹³⁹⁶. »

Après avoir attaqué Ceausescu mais défendu le PCR et le socialisme dans son discours, Ion Iliescu demanda que des gens « responsables » se réunissent au siège du Comité central en vue de constituer un « comité de salut national », faisant explicitement référence aux signataires de la « lettre des six »¹³⁹⁷.

Selon Peter Siani-Davies, auteur de l'étude sur la « révolution roumaine de décembre 1989 », et selon certains de nos interlocuteurs¹³⁹⁸ mais non pas des membres fondateurs du GDS¹³⁹⁹, les informations circulant en Occident à son sujet comme successeur de Ceausescu, préféré par Gorbatchev, « se sont répandues [avant 1989] en Roumanie par l'intermédiaire de la Radio Free Europe et d'autres postes¹⁴⁰⁰ ». Iliescu « était connu pour le courageux mais opaque appel à la réforme publié en 1987 dans *Romania literara* [...] interprété comme une intention ouverte d'être l'héritier présomptif de Ceausescu et, comme le soutient l'historien Dinu Giurescu, après la publication de cet appel, le nom d'Iliescu était “le seul nom sur toutes les lèvres du peuple”. Le résultat a été tel que, lorsqu'Iliescu est arrivé à la Télévision le 22 décembre, il y avait déjà une certaine attente – au moins parmi des intellectuels – en ce qui concerne le fait qu'il devait être le futur leader du type Gorbatchev¹⁴⁰¹ ». Il parlera plus tard, à l'occasion des entretiens faits par un intellectuel, spécialiste du communisme et membre du GDS à partir de 2007¹⁴⁰², des relations cordiales sinon proches avec certains intellectuels, mentionnant à cet effet Nicolae Manolescu, élu en 1991 président du Parti de l'Alliance civique, et Ana Blandiana, fondatrice et présidente de l'Alliance civique (entre 1991 et 2001) :

« je garde encore une série de livre avec dédicaces personnelles d'Ana Blandiana ; elle n'omettait pas de m'envoyer à chaque fois de ses publications son livre avec dédicace, y inclus celui publié en 1989 (aussi avec un certain soutien de ma part) dans la collection “Bibliothèque pour tous” ; eh bien, elle est devenue un de mes adversaires, même si le mot “adversaire” n'est pas celui approprié [...] Avec [Romulus] Rusan aussi, son époux, j'ai eu de relations d'amitié, de respect réciproque¹⁴⁰³. »

¹³⁹⁶ Son témoignage est occasionné par la parution d'un livre d'entretiens avec le premier dirigeant du Service des renseignements roumain, créé en mars 1990. Ses « commentaires » au sujet de ce livre ont comme but de démonter la thèse soutenue par un auteur qui s'est fait connaître en diffusant cette thèse selon laquelle la chute de Ceausescu a été préparée par des services secrets étrangers et surtout soviétiques (sur le site Web d'Ion Iliescu <https://ioniliescu.wordpress.com/lucrari-publicate/jurnalul-ion-iliescu-revolutia/>).

¹³⁹⁷ Télévision roumaine, *Reolutia romana in direct*, 1990, p. 69, cité dans Peter Siani-Davies, *Reolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., pp. 42 et 46.

¹³⁹⁸ Entretiens consultatifs avec Ileana Ioanid (le 3 avril 2009), avec Vasile Morar (le 3 juin 2009).

¹³⁹⁹ Entretien avec **Radu Filipescu** (le 10 juillet 2009).

¹⁴⁰⁰ Peter Siani-Davies, *Reolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., p. 156.

¹⁴⁰¹ *Ibid.*, p. 157.

¹⁴⁰² Vladimir Tismaneanu est coopté dans le GDS après s'être trouvé à la tête de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste de Roumanie.

¹⁴⁰³ Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt*, op. cit., p. 257.

L'intellectuel qui avait quitté la Roumanie en 1981 pour s'installer quelques années plus tard aux Etats-Unis, participant alors à l'anticommunisme¹⁴⁰⁴, se demandait en 1990 ainsi qu'au moment de ses entretiens avec Ion Iliescu, en 2003 :

« Comment a été possible qu'Ion Iliescu, après avoir eu une relation si cordiale avec les intellectuels, ait connu une distanciation de certains intellectuels ?¹⁴⁰⁵ »

Considérant au même moment, en 2003, qu'« aucun autre leader ex-communiste [...] n'a eu des relations si chaleureuses avec le monde intellectuel avant la fin du communisme qu'Ion Iliescu [...] il n'y a aucun qui ait eu avant 1989 de telles relations¹⁴⁰⁶ ». Parlant de ses relations avec le monde intellectuel de l'après communisme, Iliescu distingue entre des représentants des professions littéraires, qui se sont exprimés comme représentants de l'opposition, et des chercheurs et universitaires, qui sont entrés après 1989 dans le gouvernement, cooptés comme « spécialistes » pour l'élaboration des « stratégie[s] »¹⁴⁰⁷ :

« Je ne considérerais pas sans distinction toute l'intellectualité du pays. J'ai continué à avoir des relations très proches avec un nombre important d'intellectuels, de toutes les générations et de toutes les catégories. Peut-être j'ai eu des difficultés dans mes relations avec des intellectuels qui se sont découvert des appétences politiques et ont cru que la négation d'Ion Iliescu, comme homme politique, leur sert d'image. Certains intellectuels avec lesquels j'ai eu de bonnes relations dans le passé – du monde littéraire, parmi des publicistes, et du monde universitaire mais aussi du monde artistique – en vérité, ils se sont installés dans une position de contestation, de négation même, en essayant de se construire une image politique [...] La rupture qui s'est produite au printemps de l'année 1990, nourrie par le “phénomène” Place de l'Université a été, je crois, générée par un certain état de frustration de certaines personnes, qui étaient préoccupées par l'idée qu'elles n'ont pas fait grande chose pour le renversement de l'ancien régime. Ou peut-être parce que les événements de décembre 1989 [...] ne les ont pas trouvées parmi les dissidents. Elles n'avaient pas eu du flair, comme on le dit. Certaines avaient même bénéficié, subtilement, de certains avantages – prix, bourses à l'étranger, etc. – et maintenant, elles ont remplacé l'absence de la dissidence d'autrefois par des attitudes de fronde et des positions plus dures vis-à-vis du nouveau pouvoir [...] je n'ai pas fermé les portes d'un dialogue sur de grands problèmes de la société avec tout ce que signifie la force créatrice de l'intellectualité roumaine. Plus faibles sont restées mes relations avec certaines personnes du domaine de la création littéraire et qui, d'une certaine façon, se sont présentées en représentants de la société civile. Mais, soyons sérieux, la société civile est plus large et plus forte que les dizaines de personnes avec leurs mérites et leurs qualités incontestables, avec leurs œuvres qu'elles ont créés au long du temps¹⁴⁰⁸. »

¹⁴⁰⁴ Vladimir Tismaneanu est coopté au GDS au titre de coordinateur de l'œuvre collective qui constituera la base pour la « condamnation du régime comme illégitime et criminel » devant le Parlement par le président Traian Basescu en décembre 2006. Le collectif qui se constitue comme auteurs de ce volume est composé de plusieurs membres du GDS et des intellectuels proches du GDS. Cette entreprise est demandée, encouragée et soutenue par le GDS.

¹⁴⁰⁵ Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt. Despre comunism, postcomunism, democratie*, *op. cit.*, p. 256.

¹⁴⁰⁶ *Ibid.*

¹⁴⁰⁷ *Ibid.*, pp. 256-260. Sur des « spécialistes » cooptés dans le gouvernement, voir *infra*.

¹⁴⁰⁸ *Ibid.*, pp. 256-257 et 260.

Parlant des événements de 1989, Petre Roman¹⁴⁰⁹, futur premier ministre du gouvernement provisoire, parlera de ses contacts avec Ion Iliescu, alors qu'**Andrei Plesu**, futur ministre de la Culture dans le même gouvernement, se souviendra des informations circulant à son sujet avant 1989 :

« Petre Roman : [...] Je connaissais Iliescu assez bien, d'abord parce que il avait eu une relation proche avec mon père qui m'avait parlé très élogieusement de lui. Comme d'autres encore, mon père disait : "Si le Ciel nous aide, il prendra la place de Ceausescu." **Andrei Plesu** : " Tout le monde pensait de cette manière même si, plus tard, après [1989] tous l'ont contesté. En réalité, il était déjà une vedette de la Radio Free Europe, on parlait assez souvent de lui. Tout le monde l'avait en tête, en construisant même de petites légendes, comme celle qu'il est collègue de Gorbatchev... Petre Roman : Ce qui n'était pas vrai. **Andrei Plesu** : Enfin, on comptait sur lui comme étant la variante optimale après Ceausescu. Petre Roman : Mon père, mort depuis plusieurs années, en 1983 [...] m'avait dit la même chose. J'ai directement travaillé avec Iliescu. Lorsqu'il était ministre des "Eaux", moi j'étais chef de chaire à la Polytechnique, à Hydraulique et je réalisais des contrats de recherche, de cette manière j'ai directement travaillé avec lui. A cette occasion-là, j'ai constaté qu'il était un bon manager. Ensuite, comme directeur des Editions techniques, il s'efforçait de publier de bons livres. Je me souviens d'un épisode lorsque j'étais à son bureau et il a écrit sur un billet : "Je suis surveillé pas à pas. Ici je suis enregistré, nous ne pouvons rien parler" [...] Nos rencontres avaient eu lieu soit au Conseil national des Eaux soit à la maison d'édition soit aux symposiums organisés dans tout le pays, à Timisoara, à Iasi. Il était invité dans le monde universitaire comme un homme de l'équilibre, du dialogue¹⁴¹⁰. »

Après avoir parlé à la télévision Iliescu est allé au Ministère de la Défense où il rencontre le général Stanculescu, adjoint alors du ministre :

« Je me suis rendu compte que la seule institution sur laquelle nous pouvions nous appuyer, dans ces conditions-là, était l'Armée. C'est là qu'il y avait aussi le réseau spécial de téléphonie qui couvrait l'ensemble du territoire de la Roumanie¹⁴¹¹. »

Le 22 décembre 1989 Iliescu parlera ensuite, à 17h30, au balcon du Comité central, à ses côtés se trouvant le chef de l'Etat-major, le général Stefan Gusa, le général Nicolae Militaru (déchu par Ceausescu), Gelu Voican Voiculescu et Petre Roman mais aussi, selon ses souvenirs, Ion Caramitru. Il annonce que la Securitate n'existait plus car elle était incluse dans l'armée ainsi que la disparition des « anciennes structures – le parti, le gouvernement [qui] ont été en réalité éliminés », qu'il constituera avec d'autres le Conseil du Front du Salut national exprimant son espoir que des formations similaires soient créées au niveau local

¹⁴⁰⁹ Né en 1946, ingénieur, Petre Roman a fait des études en France, entre 1970 et 1974. De retour en Roumanie, il intègre l'Institut polytechnique de Bucarest. Il a été membre du PCR. Petre Roman est le fils unique de Valter Roman, né en 1913, militant communiste et officier dans les Brigades internationales en Espagne dans les années 1930. Après l'installation du régime communiste, Valter Roman a été chef de l'Etat-major général de l'Armée dans les années, devenu général, tout comme d'autres volontaires dans les Brigades internationales dans la guerre d'Espagne. Ministre de la Poste et des Télécommunications au début des années 1950, à partir de 1954 il a été chef adjoint d'une section du CC du PCR et a dirigé les Editions politiques jusqu'à en 1983. Valter Roman est considéré comme « un des plus importants idéologues » et des plus intéressés de la production scientifique occidentale, alors que « sa maison semble avoir devenue un lieu de rencontre entre différentes générations de réformateurs [...] dont Iliescu, Draganescu » (Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., pp. 278, 286-287). Voir aussi Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste en Roumanie, Vladimir Tismaneanu, Dorin Dobrinu, Cristian Vasile (éd.), *Raport final*, op. cit., pp. 803-804.

¹⁴¹⁰ **Andrei Plesu**, Petre Roman, Elena Stefoi, *Transformari, inertii, dezordini. 22 de luni dupa 22 decembrie 1989*, op. cit., pp. 26-27.

¹⁴¹¹ Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt*, op. cit., p. 188.

mais aussi que certaines informations non-confirmées indiquaient le fait que Ceausescu a été arrêté près de Targoviste¹⁴¹². Dumitru Mazilu parla après Iliescu, son discours constituant, selon ses témoignages ultérieurs, son « programme » élaboré immédiatement après les jours de la révolte de Timisoara, mentionnant l'organisation des élections libres au mois d'avril¹⁴¹³, la séparation des pouvoirs de l'Etat, les « droits de tous les citoyens indifféremment de la nationalité », la « restructuration de l'agriculture » et la réorganisation de l'enseignement :

« Réorganisons l'enseignement et, à partir d'aujourd'hui même, laissons de côté le marxisme-léninisme, ce dogme...
Eliminons le mensonge, la non-vérité... »

Et faisant appel à la création de « comités citoyens » au niveau national et d'un « forum national citoyen à Bucarest¹⁴¹⁴ ».

Les préparations en vue de la création du Front du Salut national commencèrent au moment même que ce discours était tenu¹⁴¹⁵. Dumitru Mazilu sera cherché, à la demande d'Ion Iliescu, pour y participer. Parmi les douze personnes qui y ont participé (dont cinq militaires, Ion Iliescu et Petre Roman) il y a eu aussi deux signataires de la « lettre des six » militants communistes des années 1930, Silviu Brucan et Alexandru Barladeanu, alors qu'un autre, Gheorghe Apostol a été empêché d'y participer¹⁴¹⁶. Les discussions ont été interrompues à cause des coups de feu en direction du siège du Comité central¹⁴¹⁷. Quittant le siège du Comité central, Iliescu avec Petre Roman et Silviu Brucan sont allés au Ministère de la Défense¹⁴¹⁸. Les initiateurs du Front du Salut national se sont de nouveau réunis dans le bâtiment de la Télévision (à l'onzième étage) :

¹⁴¹² Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., pp. 158-159.

¹⁴¹³ Iliescu se souvient qu'Ion Caramitru lui avait suggéré de proposer l'organisation des élections en avril : « Pourquoi avril ? Dans le mois des Pâques, qu'il ait aussi la signification de la renaissance [...] cette date des élections a été mentionnée dans le document politique rendu public le même soir. » (Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt*, op. cit., p. 185.)

¹⁴¹⁴ Télévision roumaine, *Revolutia romana in direct*, Bucarest, 1990, p. 69, cité dans Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., p. 160.

¹⁴¹⁵ Selon Peter Siani Davies l'enregistrement de ces discussions a été diffusé par la chaîne FR3 le 1^{er} janvier 1990 et la transcription est parue dans *Libération* le 2 janvier 1990 (*Ibid.*, p. 161, note 49). Sur les discussions qui s'y sont déroulées et le choix du nom du nouveau pouvoir, « organisme de parti et d'Etat », sur le modèle du PCR, voir Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., pp. 162-165.

¹⁴¹⁶ C'est Silviu Brucan qui semble avoir empêché Gheorghe Apostol d'y participer, qui déclare avoir soupçonné Gheorghe Apostol pour sa « collaboration » avec la Securitate après la publication de la « lettre des six » (Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., p. 161). Petre Roman parlant de l'arrivée des signataires de la « lettre des six », ne mentionne rien au sujet d'un conflit entre Silviu Brucan et Gheorghe Apostol, mais d'un autre refus (**Andrei Plesu**, Petre Roman, Elena Stefoi, *Transformari, inertii, dezordini. 22 de luni dupa 22 decembrie 1989*, op. cit., p. 29). Les deux anciens militants communistes, dissidents de la dernière période communiste, se sont référés, Silviu Brucan lors de son intervention à la télévision, Alexandru Barladeanu dans le cadre de ces discussions respectivement au passage et à l'évolution vers la démocratie.

¹⁴¹⁷ Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt*, op. cit., p. 186 : « Qui a commencé à tirer ? D'où ? [...] Dans la confusion créée est aussi apparue la supposition concernant les terroristes. Qui étaient les terroristes ? Evidemment, ceux qui voulaient réprimer ce qui était en train de s'esquisser. De toute façon, nous n'avions pas le temps de penser à tous les aspects de la situation ; nous étions sous pression, en pleine décomposition chaotique du pouvoir. » Selon Petre Roman, alors qu'ils étaient en train d'« écrire quelque chose, on a commencé à tirer (**Andrei Plesu**, Petre Roman, Elena Stefoi, *Transformari, inertii, dezordini. 22 de luni dupa 22 decembrie 1989*, op. cit., p. 29).

¹⁴¹⁸ Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt*, op. cit., p. 188.

« nous sommes partis avec une machine blindée à la Télévision, avec Iliescu et avec Brucan [...] Nous sommes arrivés à la Télévision où il y avait déjà beaucoup. Vers le soir nous avons commencé à écrire la fameuse “Déclaration” du CFSN¹⁴¹⁹. »

« Nous avons achevé cette proclamation tard le soir, à l’onzième étage du siège de la Télévision et là aussi nous avons esquissé la liste des 39 – les premiers membres du Conseil du Front du salut national, sur la base des propositions faites spontanément par ceux qui se trouvaient là-bas. Sur la liste ont été inclus des dissidents bien connus ainsi que des participants aux événements, beaucoup d’entre eux étant très jeunes. Parmi les six signataires de la lettre [des anciens militants communistes, diffusée en mars 1989], on s’est arrêté à trois d’entre eux – Brucan, Barladeanu, Corneliu Manescu ; ensuite Mazilu, Caramitru, **Doina Cornea**, **Dinescu**, Ana Blandiana et ainsi de suite¹⁴²⁰. »

Aux discussions qui ont eu lieu au siège du CC du PCR et ensuite au siège de la Télévision pour la constitution du CFSN ne sont présents ni **Mircea Dinescu** ni Ion Caramitru, des premiers à parler devant les caméras annonçant la chute du régime.

Le 22 décembre à 22h35, le programme du FSN, portant l’intitulé « Communiqué au pays du Conseil du Front du Salut national », est présenté à la télévision roumaine par Ion Iliescu. De la comparaison entre le discours prononcé par Dumitru Mazilu au balcon du bâtiment occupé jusqu’alors par le Comité central et le programme du FSN présenté par Ion Iliescu, il ressort que ce dernier s’est inspiré des idées du premier. A la différence du programme élaboré par Dumitru Mazilu, celui présenté par Ion Iliescu, affirme la « nécessité que la Roumanie respecte les obligations assumées dans le cadre du Traité de Varsovie » mais ne fait plus référence à la situation de la Securitate. Le nouvel organisme, le CFSN qui prend « l’entier pouvoir dans l’Etat¹⁴²¹ », adopte le nom de Front du Salut national et non pas celui mentionné dans le discours de Dumitru Mazilu qui parlait d’un « forum civique national¹⁴²² ». Le programme du FSN s’achève avec la composition du Conseil du Front du salut national¹⁴²³ comme il suit :

« **Doina Cornea**, Ana Blandiana, **Mircea Dinescu**, Laszlo Tokes, Dumitru Mazilu, Dan Desliu¹⁴²⁴, le général Stefan Gusa, le général Victor Stanculescu, Aurel Dragos Munteanu¹⁴²⁵, Corneliu Manescu, Alexandru Barladeanu, Silviu Brucan, Petre Roman, Ion Caramitru, Sergiu Nicolaescu, Mihai Montanu, Mihai Ispas, Gelu Voican Voiculescu, Dan

¹⁴¹⁹ **Andrei Plesu**, Petre Roman, Elena Stefoi, *Transformari, inertii, dezordini. 22 de luni dupa 22 decembrie 1989*, op. cit., p. 29.

¹⁴²⁰ Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt*, op. cit., pp. 189-190.

¹⁴²¹ *Ibid.*, p. 399.

¹⁴²² Pour le programme du FSN présenté en onze points, voir Peter Siani-Davies, *Reolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., pp. 166-167 ; Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt*, op. cit., pp. 299-402.

¹⁴²³ Et selon certains témoignages cette liste comprend les noms mentionnés par Dumitru Mazilu dans son initiative de constituer le Forum civique national et ceux proposés par Ion Iliescu (Peter Siani-Davies, *Reolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., p. 167).

¹⁴²⁴ Dan « Desliu a été poète du réalisme socialiste pendant les années 1950, mais en 1971 il a protesté contre la révolution culturelle de Ceausescu et s’est transformé en défenseur des écrivains non-conformistes de l’Union des écrivains » (Dennis Deletant, *Ceausescu si Securitatea*, op. cit., p. 266). Dan Desliu proteste en mars 1989 en envoyant une lettre ouverte à Ceausescu et **Doina Cornea** se « déclare solidaire avec » Dan Desliu tout comme avec **Mircea Dinescu** et Aurel Dragos Munteanu (*Ibid.*, p. 267). Pour les prises de position de Dan Desliu au sein de l’Union des écrivains et pour ses protestations de 1989 voir Lucia Dragomir, *L’Union des Écrivains*, op. cit., pp. 279-280 et 289-290).

¹⁴²⁵ Jeune écrivain qui se solidarise avec des écrivains interdits ou protestant contre le régime dans une lettre ouverte datée d’avril 1989, adressée au président de l’Union des écrivains (Dennis Deletant, *Ceausescu si Securitatea*, op. cit., p. 267).

Martian¹⁴²⁶, le capitain Mihai Lupoi, le général Gheorghe Voinea, le capitain Emil Dumitrescu, Vasile Neacsu, Cristina Ciontu, Marian Baci, Bogdan Teodoriu, Eugenia Iorga, Paul Negritoiu, Gheorghe Manole, Cazimir Ionescu, Adrian Sarbu, Constantin Cargan, Geza Domokos, Magdalena Ionescu, Marian Mierla, Constantin Ivanovici, Ovidiu Vlad, Valeriu Bucureescu et Ion Iliescu¹⁴²⁷. »

Selon la première liste, rendue publique le soir du 22 décembre, sont membres du CFSN cinq militaires en fonction, deux interprètes dont un est aussi metteur en scène, appartenant à deux générations différentes, un opérateur du studio cinématographique Sahia de Bucarest (Adrian Sarbu), cinq écrivains (Domokos Geza, Dan Desliu, **Mircea Dinescu**, Ana Blandiana, Aurel Dragos Munteanu) dont trois ont pris position ouvertement contre le régime¹⁴²⁸, quatre ingénieurs (dont le plus jeune a aussi fait des études de philosophie), un médecin, trois économistes dont un est membre de l'Académie roumaine (Alexandru Barladeanu), deux diplomates (Corneliu Manescu et Dumitru Mazilu), un ancien journaliste et diplomate (Silviu Brucan), un universitaire (enseignant du socialisme scientifique), une ancienne universitaire en lettres et opposante au régime (**Doina Cornea**), deux (ou quatre) enseignants du secondaire¹⁴²⁹, trois étudiants, un ouvrier et un chauffeur de taxi¹⁴³⁰. Excepté les militaires, parmi eux sept ont occupé des positions politiques durant la période communiste, dans des institutions de la propagande communiste ou comme membres du CC du PCR.

¹⁴²⁶ Dan Martian, né en 1935, a fait des études d'histoire à Moscou, à son retour en Roumanie intégrant la chaire de socialisme scientifique de l'Université de Bucarest en 1960. En 1952 il est devenu membre de l'Union de la Jeunesse communiste et du PCR en 1959. Après avoir intégré la structure dirigeante de l'Union de la Jeunesse communiste et après avoir été un des dirigeants de cette structure au niveau de l'Université, dans la structure au niveau municipal il a été le chef de la section de propagande. Il est devenu membre du Comité central de l'Union de la Jeunesse communiste en 1966 et membre suppléant du CC du PCR en 1968. Entre mars 1971 et octobre 1972, il a été premier secrétaire du CC de l'Union de la Jeunesse communiste et ministre pour des problèmes de la Jeunesse, succédant dans cette fonction à Ion Iliescu (voir Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt, op. cit.*, p. 199). A partir de 1974, il ne détient aucune fonction politique et on le retrouve comme membre de la même chaire de socialisme scientifique dans la Faculté d'histoire et de philosophie de l'Université de Bucarest. Pour une biographie de Dan Martian voir Dan Draghia sur le site de l'ICCMER <http://mineriade.iccmer.ro/pdf/DAN%20Martian.pdf>. Si beaucoup plus tard, durant la première moitié des années 2000, un ancien étudiant de la Faculté de philosophie (durant la première moitié des années 1970), déclare sa « sympathie » pour Dan Martian, au début des années 1990 (Vladimir Tismaneanu, un autre ancien étudiant en histoire dans la première moitié des années 1980 (Cristin Antonescu, élu au Parlement de la part du Parti de l'Alliance civique en 1992 et plus tard, président du Parti national libéral) s'érige contre. Après les élections de mai 1990, Dan Martian est le président de la Chambre des députés et membre du Front du Salut national, après les premières élections de mai 1990 (22, 66, 1991) et un jeune universitaire de la période postcommuniste, l'historien Bogdan Murgescu (22, 69, 1991). Voir aussi chapitre 8.

¹⁴²⁷ *Monitorul Oficial* [Journal Officiel] n° 1 du 22 décembre 1989, p. 2.

¹⁴²⁸ Notons aussi qu'à de rares exceptions près, tous intègrent à partir de décembre 1989 et dans les années suivantes, au tout début des années 1990, des institutions politiques ou ils occupent des postes de direction. Durant la période postcommuniste, on retrouve certains comme membres du Parlement roumain ou dirigeants des institutions spécifiques (**Mircea Dinescu**, Ion Caramitru) ou comme créateur d'autres institutions souvent dans le secteur médiatique (Adrian Sarbu, **Mircea Dinescu**).

¹⁴²⁹ Eugenia Iorga et Magdalena Ionescu sont des enseignantes dans un lycée central bucarestois. Ovidiu Vlad et Valeriu Bucureescu sont aussi des enseignants.

¹⁴³⁰ L'activité d'un autre nous reste inconnue. Alors que le chauffeur de taxi apparaît dans les souvenirs d'Ion Iliescu.

Le programme du FSN, rendu public par Ion Iliescu, est accompagné de la précision concernant l'élargissement du CFSN et mentionnant que ce « communiqué constitue une première plateforme-programme du nouveau organisme du pouvoir d'Etat de Roumanie¹⁴³¹ ».

Le jour suivant par un « Appel [aux] étudiants ! » est annoncé la constitution du Comité provisoire du Front démocrate des étudiants de Roumanie, qui déclare son total « accord avec la plateforme du Conseil du Front du Salut national présentée à la Télévision roumaine libre », soutenant la constitution d'« organisations estudiantines au niveau des facultés¹⁴³² ».

Le même jour, le Comité du Front démocratique roumain de Timisoara (FDR), constitué le 20 décembre, par une « déclaration » transmise au téléphone à Bucarest, à la Télévision roumaine, mais aussi le jour suivant, « personnellement à Ion Iliescu avec d'autres documents produits ou diffusés par le FDR » rend publique sa décision concernant son « affiliation [...] au programme du Front du Salut national » ainsi que son « inclusion [...] dans le Comité national du Front du Salut national¹⁴³³ ».

D'autres structures provisoires au niveau local, « comité[s] » constitués de manière spontanée les jours de la révolte, changent de nom et déclarent leur adhésion à l'organisme constitué à Bucarest¹⁴³⁴.

Au 22 décembre, le CFSN, « tel qu'il a été annoncé par Iliescu [...] comprenait 39 membres seulement, mais jusqu'au 30 décembre, il est arrivé au nombre de 145¹⁴³⁵ » membres. Selon Petre Roman, le CFSN s'est constitué par la contribution de ceux qui y étaient présents car « chacun a mis sur les listes d'autres personnes¹⁴³⁶ ». A part les propositions venues de la part de ceux qui participent à la création du CFSN, le 22 décembre, et de ceux qui participent à la première réunion du CFSN, le 27 décembre, cet organisme constitué comme « organisme du pouvoir d'Etat », le CFSN dans sa composition finale inclut aussi les présidents des conseils départementaux du Front du Salut national¹⁴³⁷. Après la première séance du CFSN du 27 décembre 1989, le CFSN se réunit en janvier 1990 :

¹⁴³¹ Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt. Despre comunism, postcomunism, democratie*, op. cit., p. 402. Voir aussi *Ibid.*, p. 186 : « Non pas front comme structure politique, mais Conseil du Front du Salut national comme structure étatique ; donc une structure pour prendre toutes les tâches d'un organe provisoire d'Etat. »

¹⁴³² Institut de la Révolution roumaine de décembre 1989, *Revolutia romana din decembrie 1989. Documente*, Cluj, Mega, 2009, p. 599. Dans la note qu'accompagne ce document se trouvant dans les archives de l'Institut de la Révolution roumaine de décembre 1989, on apprend que le Front démocratique estudiantin de Roumanie s'est constitué le 26 décembre 1989 mais change de nom « quelques jours après » en la Ligue des étudiants dont les initiateurs sont Marian Munteanu, Mihai Gheorghiu et d'autres encore. La Ligue des étudiants est un des principaux organisateurs de la manifestation « Place de l'Université », qui a lieu entre avril et juin 1990.

¹⁴³³ La « déclaration du Comité du Front démocratique roumain de Timisoara » est signée par Lorin Ioan Fortuna (président), Claudiu Iordache (vice-président), Mihaela Munteanu (secrétaire), Stefan Ivan et Petrisor Morar (membres). Cf. Institut de la Révolution roumaine de décembre 1989, *Revolutia romana din decembrie 1989. Documente*, op. cit., p. 608.

¹⁴³⁴ Pour une présentation de la structure et de l'évolution des « conseils locaux du Front du Salut national », voir Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., pp. 372-279.

¹⁴³⁵ *Ibid.*, p. 276. Le nombre de 145 membres du CFSN est annoncé par l'article 3 de l'arrêté-loi n° 2 du 27 décembre, publié dans *MO* n° 4 du 27 décembre.

¹⁴³⁶ **Andrei Plesu**, Petre Roman, Elena Stefoi, *Transformari, inertii, dezordini. 22 de luni dupa 22 decembrie 1989*, op. cit., p. 48.

¹⁴³⁷ Dont l'organisation est précisée par l'article 7 de l'arrêté-loi n° 2 du CFSN, daté du 27 décembre 1989, « sur la constitution, l'organisation et le fonctionnement du Conseil du Front du Salut national et des conseils territoriaux du Front du Salut national », publié dans *MO* n° 4 du 27 décembre 1989.

« Ultérieurement la composition du CFSN s'est élargie. La première séance de janvier a été organisée avec des représentants de tous les départements parce qu'entre temps des conseils similaires, du CFSN, se sont constitués dans les départements, comme structures de l'administration et du pouvoir locaux ; les présidents des conseils départementaux ont été inclus dans la structure du CFSN, aux côtés d'une série d'autres personnes¹⁴³⁸. »

Du CFSN dans sa composition initiale, telle qu'elle est annoncée le 22 décembre, font partie trois signataires de la « lettre des six », Corneliu Manescu, Alexandru Barladeanu et Silviu Brucan, et deux futurs membres fondateurs du GDS, représentants des professions littéraires, **Doina Cornea** et **Mircea Dinescu** ainsi que d'autres écrivains ayant pris position contre le régime ou interdits de publication (Dan Desliu, Ana Blandiana et Aurel Dragos Munteanu)¹⁴³⁹. Tous les membres du CFSN dans sa composition initiale semblent avoir été présents lors de cette première réunion et d'autres encore¹⁴⁴⁰. D'autres membres du GDS participeront à la première séance du CFSN du 27 décembre. Dans l'ordre de leur prise de parole lors de cette séance il s'agit d'**Andrei Plesu**, d'**Ascanio Damian** et de **Mariana Celac**. Ces derniers ne se retrouvent pas sur la première liste du CFSN mais ils seront inclus dans la liste agrandie des membres du CFSN, dont le nombre est établi à 145 membres¹⁴⁴¹.

A cette première séance du CFSN, du 27 décembre 1989, participent aussi, semble-t-il, d'autres qui ne seront pas inclus sur la liste élargie du CFSN, comme c'est le cas de **Magda Carneci**, alors que certains autres y seront inclus sans être présents à cette première réunion du CFSN, comme c'est le cas de **Radu Filipescu** ou de **Gabriel Andreescu**. **Magda Carneci** dit avoir fait partie du CFSN dans sa première composition :

« Je suis même entrée sur la liste du premier Front du Salut national¹⁴⁴². »

Elle ne se trouve pas sur la première liste du CFSN, rendue publique le soir du 22 décembre, mais elle est présente lors de la première séance du CFSN¹⁴⁴³.

¹⁴³⁸ Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt. Despre comunism, postcomunism, democratie*, op. cit., p. 200.

¹⁴³⁹ Deux interprètes aussi appartenant à deux générations différentes (Sergiu Nicolaescu et Ion Caramitru) dont un embrasse la même vision que le GDS, se situant dans la période postcommuniste dans le courant de l'anticommunisme : Ion Caramitru (né en 1942).

¹⁴⁴⁰ Dans la transcription de cette séance apparaissent aussi des « voix » sans nom, sauf d'autres témoignages, cela ne permet pas de dire qui sont les absents.

¹⁴⁴¹ Arrêté-loi n° 2 du 27 décembre 1989, publié dans *MO* n° 4 du 27 décembre 1989.

¹⁴⁴² **Magda Carneci**, « Un peuple de poètes », in Dan Lungu, Lucian Dan Teodorovici (dir.), *Str. Revolutiei nr. 89*, Iasi, Polirom, « Ego », 2009, p. 84. Dans un entretien réalisé avec **Magda Carneci** à titre d'« intellectuelle roumaine vivant en France », elle déclare de même qu'« en raison du fait d'avoir participé activement à la Révolution de décembre 1989 (j'ai été membre du Front du Salut National), j'ai été invitée à Paris en 1990 afin de prendre part à une "Rencontre des jeunes révolutionnaires de l'Europe de l'Est", patronnée par le président François Mitterrand ».

¹⁴⁴³ Dans la transcription de cette séance on ne retrouve pas la « voix » de **Magda Carneci**. Eugenia Iorga, « la seule femme à avoir participé aux trois structures, le CFSN initial, au CPUN et au [premier] Parlement », se rappelle de la présence de **Magda Carneci** ce jour-là (« elle se trouvait juste à côté de moi »), comme de leur arrivée dans la même voiture blindée avec **Mircea Dinescu**, Ana Blandiana, Dan Desliu et le général Gheorghe Voinea (conduisant la voiture). Chose attestée par l'enregistrement vidéo de cette première réunion du CFSN le 27 décembre 1989 (film que nous avons visionné par l'amabilité d'Eugenia Iorga, le 22 février 2016, à l'Institut de la révolution roumaine de décembre 1989). Le film présente dans une salle du bâtiment du Gouvernement (siège qui se trouve Place de la Victoire dans la période communiste comme dans la période postcommuniste) la table ronde où se trouvent **Mircea Dinescu**, Ana Blandiana, **Doina Cornea** ainsi qu'**Andrei Plesu** et **Magda Carneci**. A la même table se trouvent des militaires. Ion Iliescu parle en restant debout aux côtés de Petre Roman. D'après les souvenirs

D'autres seront cooptés, inclus sur la liste du CFSN, qui s'agrandit par l'inclusion d'autres propositions venues des intellectuels mêmes. **Dan Petrescu** est lui aussi membre du CFSN, sur la liste des 145 membres du CFSN, datée du 27 décembre¹⁴⁴⁴. A la différence d'**Andrei Plesu** qui est coopté au CFSN à l'occasion de la première séance du CFSN¹⁴⁴⁵, **Dan Petrescu** semble se trouver à Bucarest, à la Télévision, déjà le 22 décembre, aux côtés de **Doina Cornea**, de **Mircea Dinescu**, d'Ana Blandiana et d'autres encore.

Selon Petre Roman, c'est Ion Iliescu qui a pris l'initiative de mettre sur la liste des membres du CFSN des dissidents, des opposants, des artistes et des écrivains. Selon **Andrei Plesu**, c'est Silviu Brucan qui a demandé qu'il soit appelé pour participer à la première séance du CFSN¹⁴⁴⁶. Petre Roman témoigne avoir entendu avant 1989 le nom d'**Andrei Plesu** en lien avec le « scandale avec les transcendants¹⁴⁴⁷ ». De même Ion Iliescu déclare avoir entendu avant 1989 « de **Plesu** et de **Liiceanu**, sans avoir fait leur connaissance¹⁴⁴⁸ » et avait vu « une seule fois » **Mircea Dinescu** avant 1989 :

« devant la Maison de l'Étincelle, lorsqu'il m'a dit qu'il envoyait un article à un périodique [...] à *Libération*. Mais je ne l'avais pas connu, je ne l'avais rencontré que les jours-là de décembre¹⁴⁴⁹. »

Par contre, Iliescu avait fait la connaissance du juriste, diplomate dissident Dumitru Mazilu :

« Je travaillais au Conseil national des Eaux lorsque j'avais fait sa connaissance. Il m'avait apporté des livres sur les droits des mers¹⁴⁵⁰. »

Dans la période suivante sont devenus membres du CFSN d'autres membres fondateurs du GDS : le physicien chercheur et opposant au régime, **Gabriel Andreescu** et l'ingénieur et ancien détenu politique des années 1980, **Radu Filipescu**. Ces deux sont devenus membres du CFSN à la proposition de **Doina Cornea**. Mais aucun d'entre eux ne participent pas à la première séance du CFSN du 27 décembre lorsqu'il est décidé de la nomination d'**Andrei Plesu** et de celle de **Mihai Sora** comme ministres respectivement de

d'Eugenia Iorga, **Magda Carneci** n'est pas cooptée au CFSN (discussions informelles avec Eugenia Iorga, les 17 et 22 février 2016).

¹⁴⁴⁴ Aucun ouvrage traitant de la « révolution roumaine » n'inclut pas la liste des 145 membres du CFSN telle qu'elle s'est constituée lorsqu'on décide de ses règles de fonctionnement, le 27 décembre 1989. Il faut alors recueillir leurs témoignages ou d'autres témoignages venus d'autres participants à ces événements ou de ceux qui sont de leurs proches (collaborateurs ou amis). Par contre la liste du CPUN, qui va remplacer le CFSN au début de mois de février, est publiée dans plusieurs ouvrages qui discutent des événements de décembre 1989.

¹⁴⁴⁵ **Andrei Plesu** est « le dernier dissident qui est apparu [...] dans le paysage public de la nouvelle démocratie. **Doina Cornea**, Ana Blandiana, Aurel Dragos Munteanu, **Mircea Dinescu**, **Dan Petrescu** et nombre d'autres sont arrivés à la Télévision dans l'après-midi du 22, sont entrés dans cette structure-là autour d'Ion Iliescu ». **Andrei Plesu** raconte plus tard : « J'étais venu [à Bucarest] le soir du 22 et je ne pensais pas alors que j'avais à jouer un rôle quelconque [...] J'ai pris connaissance ultérieurement qu'à un moment donné, dans une assemblée où étaient présents tous ceux que tu as mentionnés, **Doina Cornea** aurait même demandé : "Mais pourquoi n'est pas ici aussi **Andrei Plesu** ?". Je n'étais pas si connu comme l'était **Dinescu**, comme l'était Aurel Dragos Munteanu, qui avaient fait des choses plus spectaculaires... Cela serait une des raisons. Du reste, je ne peux rien d'autre à dire, je crois que tous le chaos du même moment ou – qui sait ? » (**Andrei Plesu**, Petre Roman, Elena Stefoi, *Transformari, inertii, dezordini. 22 de luni dupa 22 decembrie 1989*, op. cit., p. 96.)

¹⁴⁴⁶ *Ibid.*, p. 48.

¹⁴⁴⁷ *Ibid.*, p. 47 : « Petre Roman : [...] toute l'histoire avec les transcendants avait fait du bruit, j'étais devenu attentif à ton nom ».

¹⁴⁴⁸ Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt*, op. cit., p. 197.

¹⁴⁴⁹ *Ibid.*, p. 184.

¹⁴⁵⁰ *Ibid.*, p. 197.

la Culture et de l'Enseignement. **Gabriel Andreescu** se trouvait à Buzau et est amené à Bucarest par des officiers de la Securitate, se trouvant dans la prison de la Securitate, il est libéré le 22 décembre. **Radu Filipescu**, de son côté, dissident et détenu politique – emprisonné à deux reprises dans les années 1980 – est arrêté le 22 décembre et libéré le même jour.

Certains futurs membres du GDS (dont la création officielle date du 31 décembre) se rencontrent pour la première fois au sein de ce nouvel organisme du pouvoir d'Etat au moment où on décide de la composition du gouvernement, le 27 décembre.

Andrei Plesu expose sa « version marginale » des événements de décembre 1989 :

« Moi, à Tescani, en dehors du fait que j'écoutais les actualités, j'étais toutefois isolé [...] pour moi, les premières images de la révolution ont été celles de la télévision [...] je n'ai pas perçu le jour du 21 [décembre] [...] l'épisode **Dinescu**-Caramitru [...] cela a été ma première image. Jusque-là, je n'ai pas réalisé ce que se passe et les images avec Ceausescu hué je les ai vues plus tard. Mais moi je n'ai perçu une autre image des événements que ce groupement très précaire où je reconnaissais **Dinescu** et Caramitru [...] **Dinescu** était presque défiguré, il était tellement stressé qu'il avait des difficultés à s'exprimer [...] lorsque **Dinescu** disait : "Nous avons vaincu ! Le dictateur s'est enfui !" [...] Cela a été le premier choc, pour ainsi dire, après quoi je me suis rendu compte que les choses se précipitent et j'ai réfléchi à l'idée de partir, venir à Bucarest. Mais comment le faire ? Je n'étais pas surveillé visiblement, ce n'était pas une équipe visible, comme cela s'est passé à Bucarest. On dirait que je pouvais bouger. Ensuite j'ai pris connaissance du fait que tous ceux qui travaillaient là-bas étaient régulièrement questionnés sur ce que je fais, avec qui je parle... J'ai décidé de partir. J'ai appris qu'il était impossible d'aller en avion, en train, que la route vers Bucarest est suspendue pour le moment. J'ai essayé avec une connaissance, un ingénieur de Piatra-Neamt [...] en espérant qu'il va trouver une voiture. Cette personne [...] s'est dérobée. Il m'a dit que c'est difficile, il m'a conseillé de rester calme [...] Alors le directeur de l'"établissement" culturel de Tescani où je travaillais, curieux lui aussi de ce qui se passe à Bucarest, a trouvé un parent à lui qui s'est montré disponible pour nous amener en voiture à Bucarest. Nous sommes partis le soir, à 18h00, je crois. Nous avons traversé la Moldavie, de Bacau en bas jusqu'à Bucarest. Ce que nous voyons partout, dans les villes que nous avons traversées était une sorte de kermesse. Partout dans la place centrale il y avait beaucoup de monde, dans un Etat assez euphorique. Nous n'avons pas vu de scènes de violence. Et généralement quelqu'un parlait avec enthousiasme au balcon de la mairie. On chantait, on dansait, on criait des slogans. La sensation était que l'atmosphère était de "fiesta". Pas de tensions. Les choses sont devenues, dès que nous avons dépassé Buzau, plus intenses [...] de toute façon, nous n'avons plus perçu l'euphorie [...] Je suis arrivé à mon domicile à minuit ou presque [...] nous avons été arrêtés à deux reprises et demandé à démontrer notre identité. Sans d'autres problèmes. Et nous sommes arrivés chez moi dans une atmosphère assez inquiétante, le directeur de Tescani est resté chez moi, **Dinescu** est venu lui aussi à un moment donné, il avait peur de rester chez lui parce qu'il ne savait pas ce que pouvait arriver, **Mihai** et **Anca Oroveanu** sont eux aussi venus. Un va-et-vient a commencé et cela a duré des jours entiers ; nous n'avons pas dormi, nous n'avons pas trop mangé. Une atmosphère de surexcitation et dans le même temps de confusion sur un fond cependant tonique. Et tout le temps des gens venaient en visite, de l'étranger, des ambassades, pour nous solliciter des déclarations [...] **Dinescu** voulait préparer des cocktails Molotov pour des moments plus spéciaux. J'étais absolument traumatisé et il me semblait que tout est irréel ou, si cela était réel, tout irait mal finalement. Jusqu'aux 26-27 décembre, j'ai eu la sensation que tout finira mal. Sur la base de cette expérience, que personne ne peut contester car c'est mon expérience, toutes les thèses apparues ultérieurement, que les choses étaient une parodie, étaient contrefaites, me contrariaient [...] Presque deux jours plus tard, **Dinescu**, empressé, est revenu : "Des choses se passent et nous n'en

savons rien. Je vais au gouvernement.” Quel gouvernement ? Je me rappelle qu’il est entré en contact avec Caramitru, Caramitru est venu avec un blindé, comme celui dont était sorti Ceausescu à Targoviste, et **Dinescu** est parti avec Caramitru, en désespérant sa femme. Il est revenu quelques heures plus tard en disant que c’est de la folie, que rien n’est intelligible [...] **Dinescu** disait, c’est de la folie, je suis parti avec la sensation que c’est une maison de fous, je n’en sais rien de ce qui peut en sortir [...] A un moment donné, j’ai eu la sensation que tout est perdu, on a beaucoup tiré la nuit du 22 [au 23 décembre] et je pensais que, si rien ne se passe, nous sommes perdus. La réalité est que l’idée m’est venue que ce serait bien que quelqu’un nous aide. Dans ce contexte-là, l’idée qui m’est passée par la tête c’était que les Russes étaient les seuls qui pourraient le faire. Les Russes avaient alors, de notre point de vue, une très bonne image – Gorbatchev, perestroïka, etc. Je me suis dit qu’il faudrait transmettre un message, qu’ils viennent liquider Ceausescu. C’était aussi l’inertie dans la suite de la visite de Gorbatchev lorsque tout le monde véhiculait l’hypothèse que Gorbatchev aurait averti Ceausescu en lui disant de se calmer. Cette idée de l’intervention russe était dans l’air, je l’ai eue moi-même. Je me rappelle que Ion Druta, l’écrivain de Bessarabie (que je ne connaissais pas) m’a appelé et a demandé : “Puis-je vous aider avec quelque chose ? Puis-je faire quelque chose ?” Et alors je lui ai dit que, s’il peut faire passer un message aux Russes, qu’ils viennent nous sauver, qu’ils le fassent. J’ai appris qu’Alec [Alexandru] **Paleologu** a transmis un message similaire. Je sais ce qu’il en est ressorti de cela. Que Brucan, qu’Iliescu... C’est de cette manière que j’ai vécu l’événement et il ne m’a pas alors passé par la tête que je faisais une chose qui mettait en péril l’assurance nationale. Et je n’ai jamais été non plus un russophile¹⁴⁵¹. »

Plusieurs intellectuels le disent après 1989 (et au cours de l’enquête¹⁴⁵²) que même après le départ de Ceausescu ils craignent le retour du pouvoir communiste et sa répression contre les manifestants mais aussi et surtout contre ceux qui étaient plus ou moins connus de par leurs actes critiques à l’égard du régime.

« **Andrei Plesu** : Moi, jusqu’au 25, lorsque Ceausescu a été tué, je n’intériorisais pas encore la conscience d’un résultat final, d’une victoire consolidée. Je suis être sorti de la maison deux fois [...] Nous sommes allés [lui et son épouse avec leur fils] avenue Dorobanti vers la Télévision et lorsque nous sommes arrivés au siège de la Télévision, nous avons entendu des coups de feu [...] Elle ne voulait plus que voir notre fils à l’abri et alors elle a commencé à crier : “Nous partons, c’est ça”. Les mêmes jours, je pense le 25, j’ai rencontré, je m’en souviens, rue Paris, Razvan Theodorescu [...] nous avons été collègues à l’Institut d’histoire de l’art et il faisait partie du camp des hommes... de bien [...] il était extrêmement détendu, cela m’a frappé combien il était détendu, il m’a répondu alors : “ [...] c’est fini, c’est clair, c’est fini.” Et cette sûreté m’a surpris car entre le 22 et le 25, lorsque Ceausescu est mort, moi je n’ai eu pas la sensation que les choses étaient claires¹⁴⁵³. »

Un autre participant aux événements de décembre 1989 à Bucarest, plus précisément du 22 décembre 1989, est le critique de l’art, chercheur et universitaire, Razvan Theodorescu. Le 22 décembre, Razvan Theodorescu se trouve dans la rue, ensuite dans le studio de la Télévision et parlera devant les caméras¹⁴⁵⁴. Razvan Theodorescu ne fera cependant pas parti du CFSN, mais il sera le deuxième président

¹⁴⁵¹ **Andrei Plesu**, Petre Roman, Elena Stefoi, *Transformari, inertii, dezordini*, op. cit., pp. 19-22.

¹⁴⁵² Entretiens avec **Radu Filipescu**, le 10 juillet 2009 ; **Stelian Tanase**, le 13 juillet 2009.

¹⁴⁵³ **Andrei Plesu**, Petre Roman, Elena Stefoi, *Transformari, inertii, dezordini*, op. cit., pp. 36-37.

¹⁴⁵⁴ Le 22 décembre, Razvan Theodorescu (voir chapitres 2 et 5) se trouve dans la rue, quelque part entre Place Romaine et Place de l’Université et, par la suite, avec son épouse, place du Palais, quelques minutes avant le départ du couple Ceausescu. De là il est parti au siège de la Télévision où il parle après **Mircea Dinescu**, Ion Caramitru, Sergiu Nicolaescu, Petre Roman, Ion Iliescu, Silviu Brucan. Il y parlera du patrimoine « spolié » par le pouvoir communiste et de la nécessité de le sauvegarder. Deux heures plus tard après le départ de Ceausescu, il entre dans la résidence de la famille Ceausescu qui sera mise « sous le contrôle de

de la Radiotélévision roumaine de la période postcommuniste, nommé en février 1990 après la création du Conseil provisoire d'union nationale, à la suite des protestations qui ont conduit à la démission d'Aurel Dragos Munteanu, directeur de la Radiotélévision mais aussi porte parole du FSN¹⁴⁵⁵.

Andrei Plesu qui ne se trouve pas sur la première liste des membres du CFSN, rendue publique par la voix d'Iliescu le soir du 22 décembre, est déjà membre du CFSN sans le savoir, appartenance dont il prend connaissance lors de sa participation à cette séance du CFSN¹⁴⁵⁶. Le 27 décembre **Andrei Plesu** se trouve à l'Union des artistes plasticiens d'où il est appelé à la première réunion du Conseil du Front du salut national, pendant laquelle est lancée la proposition pour qu'il devienne ministre de la Culture, exprimée par **Mircea Dinescu**, mais aussi celle visant l'occupation du poste de ministre de l'Enseignement par **Mihai Sora**, exprimée par **Andrei Plesu** et soutenue par Silviu Brucan :

« Je suis arrivé parmi les derniers à la rencontre au siège du gouvernement [palais de la Victoire]... Après l'exécution de Ceausescu, j'avais commencé peu à peu à me remettre. Les amis sont allés chacun à leurs maisons... Enfin, il n'était pas clair pour moi ce que va venir. Je sais qu'à un moment donné j'ai été appelé à une réunion de l'Union des artistes plasticiens où j'avais été le secrétaire de la section de critique. Je suis allé là-bas, où il y avait une atmosphère agitée parce que les jeunes artistes, entraînés par la vague révolutionnaire, voulaient révolutionner tout d'un coup l'institution, surtout faire leur entrée comme membres, sans preuves, sans rien, et enfin, instituer le pouvoir révolutionnaire. Dans toute cette agitation-là, j'avais l'air de celui qui vient de l'«exil», qui a un mot à dire. En réalité, personne n'avait pas de patience pour écouter. Et alors, un ami est venu, le peintre Florin Ciubotaru, me dire : «Tu es cherché pour aller au palais de la Victoire.» Ce n'était pas clair pourquoi [...] En tout cas, il me semblait être le Paradis. Brusquement, tous qui étaient jusqu'alors pour moi seulement des noms – Laszlo Tokes, **Doina Cornea**, **Gabriel Andreescu** – étaient là, en chair et en os. L'atmosphère était intense, chaleureuse, euphorique [...] Je me rappelle comment **Dinescu** [...] m'a proposé à la Culture [...] Ensuite, lorsqu'on est arrivé à la question de l'Enseignement, tu [Petre Roman] as fait une proposition, moi une autre. J'ai dit : «Je proposerais **Mihai Sora**.» Brucan a dit tout de suite : «Je soutiens cette proposition», il le connaissait...¹⁴⁵⁷ »

Le 26 décembre, par décret du CFSN portant la signature d'Ion Iliescu comme président du Conseil du Front du Salut national, Petre Roman devient premier ministre du gouvernement¹⁴⁵⁸ et par un autre décret du CFSN, le général Nicolae Militaru est nommé ministre de la Défense nationale¹⁴⁵⁹. Le même jour, la Securitate est passée dans la composition du Ministère de la Défense¹⁴⁶⁰. Le CFSN, constitué le 22 décembre, se réunit pour la première fois dans l'après-midi du 27 décembre, séance qui a comme but de décider de son organisation, dont le résultat, texte rédigé par la contribution de plusieurs membres du CFSN, a pris la forme du décret-loi n° 2 sur la constitution, l'organisation et le fonctionnement du Conseil du Front

l'armée » et il reviendra à la Télévision pour l'annoncer (Razvan Theodorescu, *Cele 900 de zile ale "manipularii"* [Les 900 jours de la « manipulation »], Bucarest, Tinerama, 1994, pp. 11-14 et 17).

¹⁴⁵⁵ Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., p. 335.

¹⁴⁵⁶ **Andrei Plesu**, Petre Roman, Elena Stefoi, *Transformari, inertii, dezordini*, Iasi, Polirom, « Duplex », 2002, p. 48

¹⁴⁵⁷ *Ibid.*, pp. 47-48.

¹⁴⁵⁸ Décret du CFSN n° 1 du 26 décembre 1989, publié dans *MO* n° 5 du 27 décembre 1989.

¹⁴⁵⁹ *Ibid.*

¹⁴⁶⁰ *Ibid.*

du Salut national et des conseils territoriaux du Front du Salut national¹⁴⁶¹. Dans l'après-midi du 27 décembre¹⁴⁶², lors de la première séance du CFSN, Iliescu annonce la nomination de Petre Roman comme premier ministre et celle de Dumitru Mazilu comme premier vice-président¹⁴⁶³. Selon Petre Roman, Iliescu pensait qu'il « faut aussi une personne qui avait été dans la rue, qui a été sur les barricades de la révolution » et Petre Roman est informé dès le soir du 25 de sa nomination par Iliescu, proposition suggérée à ce dernier par Silviu Brucan¹⁴⁶⁴.

Personne ne conteste celui qui s'impose comme leader, Ion Iliescu, devenu président du Conseil du FSN, mais **Mircea Dinescu** conteste la nomination de Petre Roman comme premier ministre :

« le premier-ministre est un homme qui est venu sur la vague de la rue. Si le jour en question, le premier-ministre [...] était parti de Bucarest, nous aurions un autre aujourd'hui. Il a été élu dans une large absence de la totalité des membres [du CFSN]. Les ministres doivent être proposés ici et pour chaque poste qu'il existe 2-3 personnalités proposées, que nous ayons leurs caractérisations et ensuite nous élisons. Après le mois de mars [période établie initialement pour les élections], le premier-ministre peut élire seul le gouvernement, mais non pas aujourd'hui. »

Ajoutant par la suite :

« Aucun d'entre nous n'est un héros. Il fallait crier 20 ans auparavant. »

Plusieurs vont soutenir que le premier-ministre doit proposer et les propositions doivent être votées au Conseil du FSN (Dumitru Mazilu, Ion Caramitru), alors qu'un membre du GDS va y ajouter :

« **Ascanio Damian** : Je ne serais pas d'accord que le gouvernement Allende soit remplacé par un gouvernement Pinochet¹⁴⁶⁵. »

Mircea Dinescu est le seul à contester les nominations sans la consultation des membres du CFSN en déclarant ne pas connaître les activités de Petre Roman, son parcours professionnel, et soutenant la « nécessité de la nomination du ministre de la Culture¹⁴⁶⁶ ».

Mircea Dinescu parle aussi de la presse et de la télévision proposant à la fois Ana Blandiana pour être chargée de ces deux institutions et **Andrei Plesu** du domaine de la culture :

¹⁴⁶¹ Arrêté-loi n° 2 du CFSN, daté du 27 décembre 1989, publié dans *MO* n° 4 du 27 décembre 1989.

¹⁴⁶² La première réunion du CFSN a lieu après le procès du couple Ceausescu par un tribunal militaire extraordinaire et l'exécution de Nicolae Ceausescu comme de son épouse, le 25 décembre 1989 dans l'unité militaire de Targoviste, au titre d'une loi et des dispositions du Code pénal adopté en 1969. Afin de rétablir l'ordre, comme les coups de feu n'ont pas cessé, le CFSN institue les tribunaux militaires extraordinaires et appelle les « éléments terroristes » à déposer les armes (Arrêté du CFSN du 26 décembre 1989, publié dans *MO* n° 5 du 27 décembre 1989).

¹⁴⁶³ La transcription de la première séance du CFSN est publiée le 10 février 1996 dans *Dimineata*, tribune du parti politique dirigé par Ion Iliescu. La transcription de ces discussions est reprise dans Romulus Cristea, *Revolutia romana. Marturii si documente*, Bucarest, La Roumanie purement et simplement, 2007, p. 169. Ce volume constitue un projet de l'Association « 21 Décembre 1989 » de Bucarest, publié avec le soutien du Secrétariat d'Etat pour les problèmes des révolutionnaires. A deux reprises au moins, Iliescu fait mention de l'absence de l'« éducation politique » pour caractériser la manière de discuter du collectif constitué comme CFSN. Pendant cette première séance du CFSN, il parlera au téléphone avec Gorbatchev, événement rendu public tout de suite par la Télévision. Résumant son discussion avec Gorbatchev pour des membres du CFSN il évoque des rumeurs circulant au sujet d'une intervention militaire (avec l'accord des Français et des Américains) ou de l'espionnage soviétique et parle de la disponibilité exprimée par le Gouvernement français quant à un soutien (*Ibid.*, pp. 172, 177-178).

¹⁴⁶⁴ **Andrei Plesu**, Petre Roman, Elena Stefoi, *Transformari, inertii, dezordini*, Iasi, Polirom, « Duplex », 2002, p. 46.

¹⁴⁶⁵ *Ibid.*, p. 177. D'autres exprimeront l'idée de donner leur confiance au premier ministre (Victor Stanculescu et Sergiu Nicolaescu).

¹⁴⁶⁶ Romulus Cristea, *Revolutia romana. Marturii si documente*, op. cit., p. 170.

« la presse est misérable, les mêmes journaux portant de nouveaux intitulés [...] La presse est libre. A la télévision il y a les mêmes commentaires. Il faut que le nouveau ministre élu ait une extraordinaire capacité, qu'il patronne la presse et la télévision. La meilleure personne est Ana Blandiana. De même, **Andrei Plesu** – un cerveau brillant, connu aussi en Occident, de taille européenne. Il faut qu'ils acceptent trois mois¹⁴⁶⁷. »

En réponse à ce discours Petre Roman soutient que « la presse et la Radiotélévision ne dépendent plus du Gouvernement ». En effet, « l'acte qui faisait de la Radiotélévision un organe à double nature, de Parti et d'Etat » est abrogée en mai 1990 « en décrétant tout de suite par le même acte la subordination directe de la Radiotélévision au bureau exécutif du CPUN¹⁴⁶⁸ », la plus haute instance du pouvoir en place. Aurel Dragos Munteanu¹⁴⁶⁹ souligne que « la presse et la télévision sont libres et ne dépendent du gouvernement » car, selon lui, « cela donne au peuple le sentiment que l'opinion publique peut être contrôler le gouvernement¹⁴⁷⁰ ».

Dans cette première séance on débat du projet de loi, présenté par Ion Iliescu et par Dumitru Mazilu, instituant la structure du CFSN. Iliescu parle de cette structure à la fois comme « petit Parlement¹⁴⁷¹ » et comme « structure exécutive¹⁴⁷² » en soulignant la nécessité d'inclure d'autres. Ce dernier parle de l'inclusion des « représentants de tous les départements », d'ouvriers de plusieurs villes et d'intellectuels. Ana Blandiana soutient que des « intellectuels qui représentent l'honnêteté¹⁴⁷³ » y soient inclus. Ion Caramitru imagine le Conseil du FSN composé de « 100, 200, 300 personnes qui étudient et présentent des solutions¹⁴⁷⁴ ». D'autres invoquent la nécessité de la cooptation de « spécialistes, personnes qui ont travaillé jusque là dans divers domaines » ou de la constitution d'un « collectif formé de spécialistes, de personnes de toutes les spécialités¹⁴⁷⁵ ».

Doina Cornea est la seule à proposer l'inclusion dans le CFSN de plusieurs opposants ou dissidents :

« En ce qui concerne la composition du Conseil je vois qu'il y a toutefois des personnes qui manquent et qui ont fait beaucoup pour notre cause commune : **Dan Petrescu, Radu Filipescu**, Ion Puiu, **Gabriel Andreescu**, Dobre Constantin, moi je ne connais pas d'autres noms¹⁴⁷⁶. »

Sa proposition sera réitérée par Ana Blandiana mentionnant le nom de **Gabriel Andreescu** :

« J'insiste avec la demande, à la proposition de **Doina Cornea**, d'être inclus dans le Conseil aussi **Gabriel Andreescu** – c'est obligatoire¹⁴⁷⁷. »

¹⁴⁶⁷ *Ibid.*, p. 171.

¹⁴⁶⁸ Alexandra Gabriela Ionescu, *Du Parti-État à l'État des partis. Nature et fonctions des partis politiques postcommunistes en Roumanie*, thèse de doctorat de sciences politiques sous la direction de Dominique Colas, Institut d'Etudes Politiques de Paris, 2007, p. 266 et notes 4 et 5.

¹⁴⁶⁹ Nommé président de la Radiotélévision roumaine le jour suivant, le 28 décembre 1989 par décret du CFSN n° 14, publié dans *MO* n° 6 du 29 décembre 1989.

¹⁴⁷⁰ Romulus Cristea, *Revolutia romana. Marturii si documente*, op. cit., p. 180.

¹⁴⁷¹ *Ibid.*, p. 170.

¹⁴⁷² *Ibid.*, p. 169.

¹⁴⁷³ *Ibid.*, p. 170.

¹⁴⁷⁴ *Ibid.*, p. 173.

¹⁴⁷⁵ *Ibid.*

¹⁴⁷⁶ *Ibid.*, p. 176.

¹⁴⁷⁷ *Ibid.*, p. 177.

Le professeur **Ascanio Damian** lance l'idée de la création d'une commission pour l'architecture, proposition soutenue par **Mariana Celac** qui propose à son tour que la commission soit incluse dans la Commission de l'environnement et de l'équilibre écologique.

Au Bureau exécutif, comme structure du CFSN, Ion Iliescu propose Ana Blandiana et Karoly Kiraly comme vice-présidents après avoir annoncé tout au début de la séance la nomination de Dumitru Mazilu comme premier vice-président du CFSN :

« Un autre point pour notre fonctionnement opératif serait celui d'organiser un Bureau exécutif. Nous avons dans ce bureau un président [lui-même] et un premier vice-président [Dumitru Mazilu]. Je propose d'avoir deux autres vice-présidents. Et parmi eux, je proposerais une femme. Je propose Ana Blandiana et Karol[y] Kiraly¹⁴⁷⁸. »

Ana Blandiana récuse la proposition. D'autres propositions seront faites : Ion Caramitru propose **Mircea Dinescu**, Dan Desliu propose **Mariana Celac**¹⁴⁷⁹. Petre Roman propose Silviu Brucan qui, selon Ion Iliescu, « a accepté de diriger la Commission pour la politique étrangère¹⁴⁸⁰ ». La deuxième proposition qui vient de la part d'Ion Caramitru sera acceptée et Cazimir Ionescu devient ainsi un des deux vice-présidents du CFSN alors qu'il dirige aussi la Commission de l'environnement et de l'équilibre écologique.

Une autre proposition concernant le domaine de la culture vient toujours d'Ion Iliescu. Il propose Ion Caramitru pour diriger la Commission de culture et d'art du CFSN et réitère la proposition venue de **Mircea Dinescu** en instituant par cela l'entrée au gouvernement d'**Andrei Plesu** comme ministre de la Culture, proposition acceptée peu après par Petre Roman.

Iliescu demandera aussi la création d'un « groupe de conseillers » en proposant quelques noms, à savoir des anciens membres des gouvernements communistes :

« J'ai encore une idée [...] Je voudrais aussi un groupe de conseillers, un "conseil des aînés" auquel on peut en recourir pour des problèmes importants. Je pense à Alexandru Barladeanu, peut-être [Mircea] Malita, Corneliu Manescu¹⁴⁸¹. »

Sa proposition provoque la réaction des écrivains qui parlent de l'activité de Mircea Malita, ancien ministre de l'Enseignement (entre 1970 et 1972) et de son rôle dans l'ascension de Ceausescu d'Ion Gheorghe Maurer, ancien premier ministre entre 1961 et 1975¹⁴⁸². Ana Blandiana intervient alors pour dire :

¹⁴⁷⁸ *Ibid.*, p. 181.

¹⁴⁷⁹ Voir aussi Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt*, op. cit., p. 257.

¹⁴⁸⁰ Romulus Cristea, *Revolutia romana. Marturii si documente*, op. cit., pp. 181-182.

¹⁴⁸¹ *Ibid.*, p. 183.

¹⁴⁸² Contre ses propositions d'Ion Iliescu s'expriment Dan Desliu qui parle d'Ion Gheorghe Maurer (quoiqu'il n'ait pas été mentionné par Iliescu) et **Mircea Dinescu** qui parle de Mircea Malita. Dan Desliu s'exprime contre la cooptation de Maurer « parce qu'il a eu une contribution dans la montée de Nicolae Ceausescu ». En réponse à cette opposition, Iliescu commence à raconter de ses expériences de l'intérieur du pouvoir : « J'ai été élu au Congrès pendant lequel Apostol a été exclu du Comité central [...] dans une séance du Comité politique exécutif, discutant de l'année 1965 [moment de l'ascension au pouvoir de] Nicolae Ceausescu a "démasqué Bodnarus et Maurer pour avoir voulu promouvoir [Gheorghe] Apostol comme premier secrétaire [...] Ce n'est pas Maurer qui a promu Ceausescu. » Dans la salle une voix (sans identité) en ajoute : « J'ai contacté Ion Gheorghe Maurer et il a dit qu'il viendra à la Télévision et il racontera comment les choses se sont passées. » (*Ibid.*) Plus tard, vers la moitié des années 2000, Ion Iliescu parlant d'Ion Gheorghe Maurer, des opinions exprimées par ce dernier durant les dernières années de la période communiste, soulignant l'absence d'une critique de l'intérieur du régime, il témoigne sa déception quant à l'absence d'une prise de position de Maurer présenté à cette occasion comme celui qui « a propulsé [Ceausescu] à la tête du PCR » : « j'attendais qu'un homme avec sa formation intellectuelle et avec son expérience politique laisse quelque chose [...] il semble qu'il n'écrivait rien, mais il me disait qu'il veut faire une analyse sérieuse, du marxisme. » (Ion Iliescu,

« Pensons aussi à des personnalités culturelles et non seulement politiques. »

On discute aussi d'une « commission pour la rédaction d'une nouvelle Constitution », du nom du pays et du drapeau, pour ces deux dernières questions intervenant aussi des futurs membres du GDS :

« Ion Iliescu : La Roumanie est république socialiste. Elle n'est pas socialiste. Le socialisme est seulement une aspiration et non pas une réalité [...] le pays est Roumanie ; la forme de gouvernement est république.

Andrei Plesu : Nous n'allons pas proposer la monarchie à la place de la république. L'originalité dans ce nom – la Roumanie – a eu un écho extrêmement favorable devant le public. Si nous disons maintenant qu'elle s'appelle République – que dira le monde ?

Aurel Dragos Munteanu : [...] Il faut préciser que nous avons une légitimité révolutionnaire, toutes les anciennes formes sont abolies. Elaborons une constituante, tous les éléments qui doivent proclamer la Constitution [...]

Mircea Dinescu : [...] Le drapeau qu'il ne soit pas sans blason, sans couronne¹⁴⁸³. »

Conformément au communiqué du CFSN, daté du 27 décembre¹⁴⁸⁴, le Bureau exécutif se compose de 11 membres : Ion Iliescu (président), Dumitru Mazilu (premier vice-président), Karoly Kiraly et Cazimir Ionescu (vice-présidents), Dan Martian (secrétaire), Silviu Brucan, Ion Caramitru, Bogdan Teodoriu, Vasile Neacsu, Gheorghe Manole, Nicolae Radu. Sont constituées douze commissions dont la Commission constitutionnelle, juridique et des droits de l'homme dirigée par Dumitru Mazilu, la Commission pour la politique étrangère dirigée par Silviu Brucan et la Commission pour la culture dirigée par Ion Caramitru¹⁴⁸⁵. Silviu Brucan, ancien militant communiste, signataire de la « lettre des six », est aussi responsable des relations avec la presse. Dans la commission dirigée par Silviu Brucan sont intégrés des figures connues de la période postcommuniste : Vasile Secares (conseiller du président Ion Iliescu jusqu'au moment de son intégration dans le parti dirigé par Petre Roman et futur recteur de l'École nationale des études politiques et administratives) ; Adrian Severin (membre de l'équipe constituée autour de Petre Roman, futur ministre des Affaires étrangères, membre du Parlement roumain entre 1990 et 2008) et Adrian Nastase (juriste et chercheur avant 1989, ministre des Affaires étrangères dans les deux gouvernements installés après les élections de mai 1990 et futur leader du parti dirigé par Ion Iliescu et premier ministre entre 2000 et 2004). Les deux premiers deviennent ainsi membres du CFSN et par la suite du Conseil provisoire d'union nationale, constitué en février, remplaçant le CFSN¹⁴⁸⁶. On retrouve aussi Liviu Antonesei, appartenant au

Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt*, op. cit., p. 180.) A son tour, **Mircea Dinescu** s'oppose dans le cadre de cette séance à l'idée de la présence des « aînés » et se réjouit de la présence majoritaire de jeunes : « Je n'ai rien contre les aînés [...] J'aime le Conseil car il y a beaucoup de jeunes et j'en ai été surpris [...] Les aînés ont en assez de l'organisation ; laissons-les apparaître à la télévision. Je vous répète, je suis contre [l'idée de la cooptation des aînés]. » (Romulus Cristea, *Revolutia romana. Marturii si documente*, op. cit., p. 183.)

¹⁴⁸³ Ibid.

¹⁴⁸⁴ MO, n° 4 du 27 décembre 1989.

¹⁴⁸⁵ La Commission pour la jeunesse est dirigée par un jeune médecin, Gheorghe Manole. Ce dernier et Cazimir Ionescu sont présentés parmi les « hommes inconnus, qui se sont affirmés les jours de la révolution » (Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt*, op. cit., pp. 198-199).

¹⁴⁸⁶ D'après leurs propres témoignages, à la même période deux « héritiers » se trouvent aux côtés de nouveaux politiques, participant en « experts » à l'élaboration de nouveaux projets ou stratégies. Ils n'occuperont pas cependant des fonctions politiques dans la période suivante, l'un intégrant un nouvel institut de recherche créé au sein de l'Académie roumaine

dit « groupe d'Iasi », membre du GDS à partir d'octobre 1990, comme « chef pour “animation culturelle – jeunesse” dans la Commission culturelle du CFSN, dirigée par monsieur Caramitru¹⁴⁸⁷ ».

Le problème de la structure du Gouvernement comme du personnel des ministères se posent aussi. Certains vont soutenir la nécessité de maintenir « l'actuelle structure », d'autres parmi des intellectuels soutiennent des changements opérés « graduellement » (Dumitru Mazilu, Dan Martian), alors que d'autres oscillent entre le changement dans certains domaines ou du personnel et la conservation des structures ou de certaines structures (**Andrei Plesu**, Ana Blandiana et Sergiu Nicolaescu) :

« **Mircea Dinescu** : Nous nous sommes réjouis du fait que la milice va s'appeler police. Que nous appelons aussi un officier de la milice avec nous ; ce n'est pas juste que nous décidions seuls.

Dumitru Mazilu : Nous en avons assez de tous les noms que nous avons utilisés tant d'années.

Ana Blandiana : Au sujet de la structure des ministères qui reste inchangée, cela veut dire aussi les personnes ?

Dumitru Mazilu : Nous avons besoin de l'entier appareil, qu'il soit maintenu, pour ne pas jeter les gens dans la rue. Tout reste en place tel qu'il est jusqu'aux élections. Les ministres restent en place pour le moment, mais ils seront changés.

Andrei Plesu : Dans les problèmes de l'industrie on peut garder un bon technologue parce que cela ne nécessite la création d'un service de cadres.

Sergiu Nicolaescu : Il est question de certaines exceptions, mais ils ont raison – les ministères fonctionnels doivent être gardés. Dans le cas de la culture, le Ministère de la Culture, dans ce cas-là il faut prendre de mesures urgentes.

Dumitru Mazilu : Graduellement – cela veut dire dans quelques jours ; mais je dois avoir la structure pour pouvoir promouvoir l'homme politique [...]

Dan Martian : Soyons d'accord car nous sommes dans une période de transition et si tout se désintègre, nous risquons d'aller à l'anarchie. Second problème est le problème des personnes de la direction. Je propose de trouver une formule flexible, que nous passons graduellement, raisonnablement au changement du personnel [...]

Voix dans la salle : [...] laissons le premier-ministre constituer le Cabinet.

Mircea Dinescu : Je ne suis pas d'accord que le premier-ministre fasse les nominations. Il doit venir ici avec les propositions. Qu'il vienne avec la liste des ministres¹⁴⁸⁸. ».

Le général Victor Stanculescu mentionne des problèmes apparus à la suite du chaos provoqué par la création d'autres collectifs de direction dans les entreprises ou la « diversité de formes [de direction] » au niveau local parlant de l'« urgence de la nomination du gouvernement » en mentionnant aussi d'un côté « le système de pénétration de l'ancien régime » et d'un autre le risque de « déstabilisation¹⁴⁸⁹ ».

Essayant de constituer son gouvernement provisoire, après avoir accepté la nomination d'**Andrei Plesu** comme ministre de la Culture, proposition faite par **Mircea Dinescu**, soutenue par Ion Iliescu, Petre Roman parle des deux vice-premiers ministres :

(Alexandru Florian), l'autre un ancien établissement d'enseignement de l'Université de Bucarest, institution de sa formation (Bogdan Murgescu).

¹⁴⁸⁷ Dorin Popa, Liviu Antonesei, *Scritorii si politica 1990-2007. De la Iliescu la Basescu la retur* [Les écrivains et la politique 1990-2007. D'Iliescu à Basescu et de retour], Iasi, Institut européen, 2007, p. 41.

¹⁴⁸⁸ Romulus Cristea, *Revolutia romana. Marturii si documente*, op. cit., pp. 174-175.

¹⁴⁸⁹ *Ibid.*, pp. 175-176.

« J'ai nécessairement besoin de Mihai Draganescu [élu président de l'Académie roumaine le 2 février 1990¹⁴⁹⁰] ; c'est une personnalité remarquable. Deuxièmement, je vous propose Gelu Voican Voiculescu¹⁴⁹¹. »

N'étant pas préparé à faire d'autres propositions pour les ministères (sauf pour celui de l'Energie électrique) Petre Roman hésite entre proposer un autre nom ou occuper lui-même provisoirement la fonction de ministre de l'éducation et de l'enseignement. **Andrei Plesu** prendra alors la parole et proposera **Mihai Sora** comme ministre de l'Enseignement :

« J'ai travaillé deux ans dans l'enseignement supérieur. L'enseignement a fonctionné de manière catastrophique [...] C'est une institution compromise, sans cadres [...] Très occupé dans la dernière période, [Mircea] Malita¹⁴⁹² n'a pas fait grande chose. Il a fait toute sorte de bêtises [...] Je propose **Mihai Sora**. Il est philosophe, il a travaillé dans le Ministère des Affaires étrangères, conseiller de Malita, avec expérience, avec personnalité, il a aussi travaillé dans le Ministère de l'Education et de l'Enseignement.

Voix dans la salle : Je soutiens la proposition.

Petre Roman : Je ne connais pas **Mihai Sora**.

Mircea Dinescu : Si tu ne connais pas **Mihai Sora**...

Ion Iliescu : Mais ses capacités organisationnelles, est-ce quelqu'un qui les connaît ? Il doit travailler chaque jour.

Mircea Dinescu : A moins qu'il accepte¹⁴⁹³. »

Comme ni le premier-ministre ni les autres ne feront pas d'autres propositions pour procéder à des changements dans d'autres domaines (à part la Défense¹⁴⁹⁴), Iliescu demande de donner le mandat au Bureau exécutif du CFSN pour constituer la liste des propositions pour demander et recevoir d'autres opinions venant d'autres villes.

Doina Cornea ajoute à la discussion au sujet des institutions sa demande visant « l'autonomie de l'Eglise orthodoxe vis-à-vis de l'Etat » et la « re-légalisation de l'Eglise catholique-orthodoxe [uniate]¹⁴⁹⁵ ».

Lors de cette première réunion du CFSN une autre question qui apparaît concerne les citoyens roumains qui se sont exilés, ceux qui se sont installés à l'étranger, et ceux qui désirent partir de la Roumanie, à savoir la question de la libre circulation des personnes. Sergiu Nicolaescu est le premier mais aussi le seul à soutenir l'idée de la disparition des visas aussi bien pour les Roumains que pour les étrangers. Or Ion

¹⁴⁹⁰ Mihai[l] Draganescu est lui aussi présent à cette première séance du CFSN ainsi que Silviu Brucan, comme se rappelle Petre Roman (**Andrei Plesu**, Petre Roman, Elena Stefoi, *Transformari, inertii, dezordini*, p. 47). Sur les activités de Mihai[l] Draganescu à l'Académie roumaine, voir chapitre 4.

¹⁴⁹¹ Romulus Cristea, *Revolutia romana. Marturii si documente*, op. cit., p. 185.

¹⁴⁹² Né en 1927, mathématicien et universitaire, Mircea Malita a été directeur de la Bibliothèque de l'Académie roumaine durant la première moitié des années 1950, adjoint du ministre des Affaires étrangères durant les années 1960 et par la suite ministre de l'Enseignement entre 1970 et 1972.

¹⁴⁹³ Romulus Cristea, *Revolutia romana. Marturii si documente*, op. cit., p. 186.

¹⁴⁹⁴ Lorsque l'idée de la création d'une commission militaire apparaît au cours de ces discussions, Sergiu Nicolaescu (interprète et metteur en scène bien notoire mais aussi ancien militaire) invoque son autorité devant l'armée grâce à son « prestige ». Mais Ana Blandiana et **Mircea Dinescu** s'opposent : « Ana Blandiana : Du point de vue de la propagande, si un metteur en scène – soit-il un ancien militaire – apparaît dans la Commission militaire pour diriger l'activité militaire, cela ne va pas être bien accueilli [...] **Mircea Dinescu** : Si l'armée a écouté Sergiu Nicolaescu cela n'est pas bien. » (*Ibid.*, p. 184). Rappelons qu'avant cette première séance du CFSN plusieurs décrets ont été émis le 26 décembre 1989, publiés le 27 décembre dans *MO* dont celui de la nomination de Nicolae Militaru comme Ministre de la Défense (décret n° 3 du 26 décembre) ainsi que celui du passage du Département de la Securitate dans la composition du Ministère de la Défense nationale (décret n° 4 du 26 décembre 1989).

¹⁴⁹⁵ *Ibid.*, p. 176. Sergiu Nicolaescu parle à son tour de la « liberté des cultes » (*Ibid.*, p. 178).

Caramitru s'oppose en raison des risques que cela suppose (« n'ayant pas besoin de visas, d'autres terroristes viendront de l'extérieur ») mais aussi parce que « pour l'instant personne ne doit quitter le pays, chacun doit apporter sa contribution à sa reconstruction¹⁴⁹⁶ ». Laszlo Tokes rappelant l'importance de la question des minorités comme celle de « l'église en général » aborde aussi la question des exilés. Les cultes ou l'église comme les minorités sont des questions évoquées par d'autres aussi avant lui (**Doina Cornea** et **Sergiu Nicolaescu**). Son propos se rapproche cependant de celui déjà tenu par Ion Caramitru :

« J'attire l'attention sur le problème de ceux qui se sont enfuis du pays [...] un appel à l'opinion publique mondiale et du pays et à ceux réfugiés pour qu'ils viennent à la maison. Nous savons que la majorité ne sont pas partis de leur gré [...] et nous adressons un appel à tous, qui le veulent, de venir à la maison, de nous aider dans notre travail énorme¹⁴⁹⁷. »

Ion Caramitru parlera lui aussi des minorités de Transylvanie pour soutenir qu'elles obtiennent leur « heur à la télévision¹⁴⁹⁸ ». Ana Blandiana réintroduit dans la discussion la question des minorités, soutenue avant par Laszlo Tokes.

Le dernier jour de l'année 1989 le nouvel « organisme du pouvoir d'Etat », à savoir le CFSN légifère sur le « repatriement des citoyens roumains et des anciens citoyens roumains¹⁴⁹⁹ ».

Le 28 décembre 1989 sont nommés, dans l'ordre des actes normatifs¹⁵⁰⁰, vice-premiers ministres Mihail Draganescu, futur président de l'Académie roumaine, élu en février 1990, et Gelu Voican Voiculescu¹⁵⁰¹. Le Ministre des Affaires étrangères (Sergiu Celac), le Ministre de la Culture (**Andrei Plesu**) et le président de la Radiotélévision roumaine (Aurel Dragos Munteanu) sont désignés le même jour.

Sergiu Celac est le frère de l'architecte **Mariana Celac**, épouse de Mihai Botez. En décembre 1989 Sergiu Celac est rédacteur aux Editions scientifiques et encyclopédiques, travaillant dans le même bâtiment qu'Ion Iliescu, à savoir la Maison de l'Etincelle, redésignée la Maison de la Presse libre¹⁵⁰².

Le 28 décembre 1989, sont désignés d'autres ministres du gouvernement provisoire dont l'acte de constitution, d'organisation et de fonctionnement date du 31 décembre 1989¹⁵⁰³.

Certains, d'après leurs propres témoignages, ont participé aux protestations du 21 et du 22 décembre (**Stelian Tanase** mais aussi **Magda Carneci**). Après leur libération **Gabriel Andreescu** et **Radu Filipescu** se trouvent dans la rue. Ce sont des plus jeunes dont des futurs membres fondateurs du GDS qui sont dans la rue les jours de la révolte de décembre 1989, jeunes écrivains prétendants qui recevront leur reconnaissance les jours mêmes de décembre 1989 ou d'autres membres de la même génération qui sont

¹⁴⁹⁶ *Ibid.*, p. 178.

¹⁴⁹⁷ *Ibid.*, p. 180.

¹⁴⁹⁸ *Ibid.*, p. 181.

¹⁴⁹⁹ Arrêté-loi du CFSN n° 7 du 31 décembre 1989, publié dans *MO* n° 9 du 31 décembre 1989.

¹⁵⁰⁰ Arrêtés du CFSN n° 5, n° 9, n° 12 et n° 14 du 28 décembre 1989, publiés dans *MO* n° 6 du 29 décembre 1989.

¹⁵⁰¹ Un autre vice-premier ministre est nommé en janvier 1990, à la proposition d'Ion Iliescu (Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt*, op. cit., p. 258). Il s'agit de Tudorel Postolache, professeur et chercheur, dirigeant l'Institut national de recherches économiques et membre correspondant de l'Académie roumaine dans la période communiste.

¹⁵⁰² **Andrei Plesu**, Petre Roman, Elena Stefoi, *Transformari, inertii, dezordini. 22 de luni dupa 22 decembrie 1989*, op. cit., p. 46.

¹⁵⁰³ Arrêté-loi du CFSN n° 10 du 31 décembre 1989, publié dans *MO* n° 9 du 31 décembre 1989.

déjà consacrés. Membres du PCR, dont certains ont été responsables d'organisations du parti au sein des institutions qu'ils habitent, ayant pris la parole pour défendre des auteurs plus connus et reconnus, contre des décisions de l'institution littéraire centrale dans la Roumanie communiste, l'Union des écrivains. Parmi ces derniers, **Magda Carneci** se rappelle deux décennies après 1989 de l'atmosphère et du monde qu'elle rencontre les jours de décembre comme participante aux « manifestations » mais aussi les « réunions civiques, syndicales, intellectuels, de parti » et les signataires de différentes « déclarations et pétitions, lettres d'adhésion et manifestes¹⁵⁰⁴ ». Rétrospectivement d'autres, plus nombreux, ne se rappellent que de l'émotion ressentie les jours de la chute du régime de Ceausescu. Ces derniers, n'ayant pas participé aux protestations du 21 décembre ou du 22 décembre 1989 à Bucarest, parlent de l'euphorie et de la confiance née les jours de fin décembre 1989.

II. Des listes et la liste des membres fondateurs : la création du GDS

Des essais visant la constitution de groupements portant le même intitulé, GDS, datent du début de l'année 1990, après sa création¹⁵⁰⁵, signe de la notoriété du Groupe. L'insuccès de la reproduction du GDS au niveau local à l'échelle de la Roumanie ou presque, comme cela s'annonce tout au début de l'année 1990¹⁵⁰⁶, vient démontrer que c'est par le cumul des capitaux (deux espèces surtout), aussi bien capital culturel que moral, que le groupement s'est distingué et a réussi à perdurer. Le rôle joué par des instances de l'étranger ayant milité pour le soutien des voix critiques à l'égard du régime communiste roumain se révèle aussi lors de la création du GDS.

Le GDS se constitue les jours de décembre 1989, au moment les choses ne semblaient pas encore tranchées ou le dénouement n'apparaissait pas à tous en toute clarté. Le GDS s'est constitué après le départ de Ceausescu mais avant la nouvelle concernant la condamnation à mort du couple Ceausescu, le 25 décembre 1989, par le tribunal militaire exceptionnel institué le jour précédent. Certains disent qu'ils se mobilisent fin décembre pour résister au cas où le régime aurait signalé son retour. D'autres encore, mettant l'accent sur l'importance d'une contribution des intellectuels à un monde en train de se faire, déclarent qu'au moment où le GDS apparaissait et même quand on avait pris la décision de se constituer en tant que

¹⁵⁰⁴ **Magda Carneci**, « Un popor de poeti » [Un peuple de poètes], in Dan Lungu, Lucian Dan Teodorovici, *Str. Revolutiei nr. 89, op. cit.*, p. 84.

¹⁵⁰⁵ A la différence des conseils du FSN au niveau local, car des assemblées ad-hoc se sont constituées au niveau local avant l'apparition au niveau central du CFSN, le 22 décembre 1989, comme « organisme du pouvoir d'État ». Ces assemblées, souvent appelées dans un premier temps « comités », vont adopter le nom choisi par le centre, à Bucarest, de Front du Salut national, les jours suivants, après le 22 décembre (voir *supra*).

¹⁵⁰⁶ Entretien avec **Radu Filipescu** (le 13 avril 2004).

« groupe », et que certains seulement se trouvaient dans la rue, la révolte qui avait gagné les rues de Bucarest, avait sonné le glas du régime de Ceausescu¹⁵⁰⁷. Ceux-là sont dans la rue les jours de la révolte¹⁵⁰⁸.

Plusieurs rencontres entre futurs membres fondateurs du GDS ont précédé son apparition officielle qui date du dernier jour de décembre 1989, le 31 décembre, dans une conférence organisée à l'Hôtel Intercontinental. C'est le jour de la publication de l'arrêté-loi du CFSN n° 8 sur « l'enregistrement et le fonctionnement des partis politiques et des organisations citoyennes en Roumanie ». Mais le GDS est créé en vertu d'une loi qui date de la période de l'entre-deux-guerres (loi n° 21 de 1924) qui n'a pas été abrogée durant la période communiste et qu'un des membres cooptés ultérieurement, ayant une formation en droit, proche d'un des intellectuels des membres fondateurs, « découvre¹⁵⁰⁹ ». Le GDS s'est constitué en association civique et non pas en formation politique comme certains membres du GDS, moins nombreux cependant, l'auraient imaginé ou disent l'avoir imaginé. Les premiers partis politiques à se constituer sont les partis traditionnels, créés officiellement durant la première moitié du mois de janvier 1990.

Le 25 décembre 1989 à 11h10, heure de Munich¹⁵¹⁰, Radio Free Europe transmet le message suivant :

« **Andrei Plesu**, **Gabriel Liiceanu** et **Gabriel Andreescu** veulent fonder une revue à Bucarest. Ils ont besoin de manière urgente de machines à écrire, de dictaphones et d'appareils à imprimer ».

Le jour suivant, le 26 décembre à 7h10, heure de Munich, le message est répété. Le 29 décembre 1989, à 18h10, heure de Munich, la Radio Free Europe transmet le message d'Andei Ujica du Front démocratique de Timisoara qui « peut fournir de l'équipement pour la revue de Plesu et de Liiceanu¹⁵¹¹ ». Le message transmis le 25 décembre peut surprendre vu les témoignages de certains intellectuels, y inclus celui d'**Andrei Plesu**, au sujet du dénouement encore incertain des jours qui suivent le départ de Ceausescu, et celui sur leur crainte, témoignée ultérieurement, d'une répression dirigée par le dictateur ou des tenants de son régime.

Mihnea Berindei arrive probablement à Bucarest au 23 décembre avec un vol de Paris en passant par la Bulgarie¹⁵¹². Il raconte avoir parlé au téléphone avec **Stefan Augustin Doinas** au 22 décembre avant d'arriver à Bucarest :

« Doinas a été le dernier qui, par téléphone, m'avait offert des informations sur la situation dans le pays [...] il habitait Place Unirii [de l'Union]...on entendait des coups de feu et puis le téléphone a été coupé¹⁵¹³ ».

¹⁵⁰⁷ **Radu Filipescu** récuse de ce fait toute idée que le régime puisse faire son retour dès qu'à Bucarest les gens sortent dans la rue. Entretien avec **Radu Filipescu** (le 16 juillet 2009).

¹⁵⁰⁸ **Stelian Tanase** affirme que le GDS devait faire front à la violence du régime, en réaction aux turbulences. On imagine alors que le regroupement est censé faire défense à la répression contre ceux qui ont eu une voix critique à l'égard de l'ordre. Entretien avec **Stelian Tanase** (le 13 juillet 2009).

¹⁵⁰⁹ Entretien avec Mariana Celac (le 12 mars 2009).

¹⁵¹⁰ À 12h10, heure de Bucarest.

¹⁵¹¹ Informations fournies, texte tapuscrit, par Liviu Tofan.

¹⁵¹² **Gabriel Andreescu**, *Ruleta. Romani si maghiari, 1990-2000, op. cit.*, p. 280.

¹⁵¹³ Entretien avec Mihnea Berindei (Paris, le 24 juillet 2007).

Mihnea Berindei affirme qu'il est venu pour connaître ceux pour lesquels ils avaient milité pendant leurs périodes d'opposition au régime. Jusqu'en décembre 1989, il n'avait pas encore l'occasion de faire la connaissance de **Radu Filipescu** et de **Gabriel Andreescu**, qu'il avait défendus en tant que vice-président de la Ligue pour la Défense des Droits de l'Homme en Roumanie. **Radu Filipescu** souligne l'aide apportée par Mihnea Berindei lors de son emprisonnement car celui-ci « avait plus de relations en Roumanie que¹⁵¹⁴ » les dissidents. Monica Lovinescu mentionne rétrospectivement dans son journal, au 31 décembre, le départ de Mihnea Berindei avec Ariadna Combes, la fille de **Doina Cornea**, « accompagnant les aides envoyées par Médecins du Monde et par le gouvernement français » mais aussi le départ pour Bucarest d'André Glucksmann en apportant « les premiers livres français et roumains de l'exil de ceux qui [étaient] donc interdits ». Ce dernier arrive à Bucarest en apportant aussi une « installation envoyée par Radio Nova » pour l'Union des écrivains, dont Bogdan Ghiu (membre de la première équipe rédactionnelle de 22) se souvient¹⁵¹⁵.

Mariana Celac raconte qu'André Glucksmann est arrivé à Bucarest le 24 décembre 1989¹⁵¹⁶. Liiceanu précise dans son discours tenu le 3 janvier 1990, publié dans le premier numéro de 22 (le 20 janvier 1990) qu'il avait rencontré André Glucksmann dix jours avant cette date, c'est-à-dire, le 24 décembre 1989, en précisant que leur rencontre s'est produit à l'occasion d'un entretien avec ce dernier, publié dans *Romania literara*. Coen Stork, l'ambassadeur des Pays-Bas, mentionne sa rencontre avec Bernard Kouchner et André Glucksmann à l'occasion d'une conférence de presse à l'Hôpital d'urgence de Bucarest le 24 décembre¹⁵¹⁷.

D'après les témoignages recueillis, trois « listes », qui sont l'œuvre des propositions individuelles, se sont fondues en la première liste des membres fondateurs du GDS. Trois personnes ou même quatre ont contribué immédiatement et directement à la constitution de cette liste. Cinq personnes au moins ont été présentes lors de la constitution d'une première liste des membres (fondateurs) du GDS : **Gabriel Liiceanu**, **Sorin Vieru**, **Stelian Tanase**, **Gabriel Andreescu** et Mihnea Berindei. Ont contribué à la réalisation du GDS, en mobilisant plusieurs futurs membres du GDS, avant ou au moment même de la constitution du GDS **Sorin Vieru**, **Gabriel Liiceanu**, **Andrei Plesu**, **Stelian Tanase** parmi des membres du GDS et Mihnea Berindei parmi des intellectuels de l'exil. Ils ont eu leur rôle dans le rassemblement des intellectuels et dans la construction de la « liste des membres fondateurs du GDS » où on retrouve les trois premiers. Mihnea Berindei, intellectuel de l'exil, n'en fera pas partie, mais avait contribué à la constitution de celle-là et au soutien du GDS depuis le début et surtout dans les années 1990. Ceux qui semblent connaître le plus des personnes venant des milieux différents ou fréquentant des cercles distincts (au moins deux ou

¹⁵¹⁴ Entretien avec **Radu Filipescu** (le 13 avril 2004).

¹⁵¹⁵ Entretien avec Bogdan Ghiu (le 27 juin 2008).

¹⁵¹⁶ Entretien avec Mariana Celac (le 12 mars 2009).

¹⁵¹⁷ Coen Stork, **Gabriel Andreescu**, *Cel mai iubit dintre ambasadori*, op. cit., p. 72.

trois) et réalisent le lien entre différents cercles d'intellectuels sont : Mihnea Berindei, **Sorin Vieru**, **Andrei Plesu** et **Stelian Tanase**. Des figures ayant contribué directement à la création et à la composition initiale du GDS sont celles qui participent aux premières rencontres et ceux qui hébergent ces rencontres entre des futurs membres du GDS, auteurs consacrés sous le communisme, **Andrei Plesu** et **Gabriel Liiceanu**. Ils se retrouvent tous dans la maison de **Gabriel Liiceanu** au moment même des mouvements de rue et peu avant l'apparition publique d'un nouveau pouvoir. Les individus qui prennent part à ce projet d'un groupe occupent des positions très différentes dans l'espace intellectuel roumain et ont fait des expériences très différentes durant la période communiste. Ils ont entretenu des relations différentes partant de l'amitié à une proximité liée à des intérêts communs tenant de leurs préoccupations et jusqu'à l'ignorance. Les listes (trois) qu'ils semblent avoir dressé dévoilent les relations que ces individus ont entretenues avant 1989, notamment dans la dernière période du communisme, avec d'autres futurs membres du GDS mais aussi leurs représentations du rôle d'un groupe au moment de la révolte populaire en fin décembre. De ces trois personnes qui semblent avoir pensé chacun à dresser une liste, un seul seulement ne sera pas parmi les membres fondateurs du GDS puisqu'il habite à l'étranger : Mihnea Berindei. **Gabriel Andreescu** parle lui aussi de la maison de **Gabriel Liiceanu** comme lieu de rencontre des intellectuels et futurs membres du GDS les jours de fin décembre en mentionnant le 26 ou le 27 décembre pour la première rencontre préparant la naissance du GDS :

« dans la maison de **Gabriel Liiceanu** qu'on faisait, pour la première fois, référence aux options et aux modes du Groupe, le concept de société civile et la question des minorités pouvaient sembler exotiques : à l'extérieur, on parlait seulement de la Révolution, du communisme et de l'anticommunisme, de la Securitate, de la liberté, de la vérité et du mensonge, de l'injustice et de la justice ».

La tribune du GDS est projetée ces jours-là, au moment de la naissance du GDS, comme la publication de la « culture authentique » :

« on n'imaginait pas du tout ce que va devenir, être par la suite ¹⁵¹⁸ ».

Membre de la première équipe rédactionnelle de 22, Dan Pavel se souvient à son tour d'une discussion d'une publication du Groupe avec Liiceanu au siège de l'Union des écrivains, un autre lieu de rencontre les jours qui suivent la révolte populaire des futurs membres fondateurs du GDS. D'autres futurs membres du GDS se réunissent les jours de la révolte populaire dans la maison d'**Andrei Plesu** dont **Mircea Dinescu**¹⁵¹⁹. Si **Andrei Plesu** n'apparaît pas dans les mémoires comme participant aux deux premières rencontres qui ont lieu dans la maison de **Gabriel Liiceanu**, une rencontre du 26 décembre 1989 ayant lieu dans la maison d'**Andrei Plesu** (le jour même de sa participation avec d'autres futurs membres du GDS à la première séance du CFSN) est mentionnée¹⁵²⁰ avant l'apparition du GDS. La liste des membres

¹⁵¹⁸ **Gabriel Andreescu**, « Entre intuitions et responsabilité (réponse à une enquête de la revue 22) », 22, 100, 1991, repris dans Id., *Patru ani de Revolutie* [Quatre années de Révolution], Litera, 1994, p. 110.

¹⁵¹⁹ Mais le couple Oroveanu y est aussi présent.

¹⁵²⁰ **Doina Cornea**, *Fata nevazuta a lucrurilor* (1990-1999), op. cit., p. 7.

fondateurs du GDS s'est constitué en réunissant les propositions venues de ceux qui se rencontrent les jours qui suivent la révolte populaire. D'après certains témoignages, ceux dont les noms apparaissent sur cette liste seront contactés au téléphone pour qu'ils donnent leur accord¹⁵²¹.

Parmi des membres du GDS certains ne peuvent pas être appréhendés comme des « intellectuels ». Les membres fondateurs ne sont pas tous des « intellectuels »¹⁵²². Cinq¹⁵²³ parmi ceux qu'on retrouve sur la liste des membres fondateurs (au nombre de trente-quatre) ne sont pas et ne peuvent pas être appréhendés comme des « intellectuels » tout comme tous ne se sont pas exprimés contre le régime avant 1989. La majorité de membres du GDS sont des représentants des milieux intellectuels qui sont connus par une certaine distance vis-à-vis du régime. Le GDS inclut certains des plus connus opposants (**Doina Cornea**) ou dissidents (**Mircea Dinescu**) des milieux intellectuels. Des membres fondateurs du GDS se recrutent dans des milieux différents et certains membres fondateurs du GDS ne se sont pas rencontrés avant 1990. Certains auteurs fréquentant des milieux différents ou des auteurs plus connus avant 1989 vue leur consécration obtenue dans la période communiste se rencontrent au sein du GDS avec un dissident (**Radu Filipescu**) et avec deux opposants de la période communiste (**Doina Cornea**, **Gabriel Andreescu**) qui n'appartiennent pas aux mêmes milieux. Un des cinq membres du GDS, qui ne sont pas des « intellectuels », est connu notamment à l'étranger et parmi des intellectuels de l'exil pour sa dissidence, le seul détenu politique des années 1980 à être coopté dans le GDS dès sa création¹⁵²⁴ : l'ingénieur **Radu Filipescu**. Certains seulement se sont exprimés contre le régime ou ont critiqué des politiques du régime (politique de la culture, systématisation, violation des droits de l'homme ou politiques économiques), alors que d'autres sont connus par leur vision à l'encontre de l'idéologie véhiculée par le régime. Un membre fondateur du GDS qui ne s'est pas exprimé en tant qu'auteur durant la période communiste, est l'opposante bien connue en Roumanie comme à l'étranger, **Doina Cornea**. Formée en lettres, ancien cadre universitaire à l'Université à Cluj, **Doina Cornea** est peut-être la plus connue des opposants roumains. Sa notoriété a été obtenue précisément par ses textes contre des politiques du régime communiste, diffusés à l'étranger et connus grâce à l'étranger. Ces prises de position ont comme fondement des valeurs et mettent en valeur ses aptitudes intellectuelles. Elle a traduit et diffusé clandestinement sa traduction d'un ouvrage de Mircea Eliade¹⁵²⁵. Un autre membre fondateur doit sa cooptation exclusivement au fait d'avoir été des détenus

¹⁵²¹ Paradoxalement les incompréhensions et certaines informations non-confirmées par le croisement des informations recueillies de plusieurs témoins apparaissent au sujet des cooptations et non pas au sujet des membres fondateurs. Ainsi Ana Blandiana qui apparaît comme membre du GDS, coopté en janvier 1990, ne fera pas partie du GDS. Selon **Radu Filipescu** à celle-là est envoyée une lettre d'invitation, lettre qui ne lui est parvenue (Entretiens avec **Radu Filipescu**, les 13 avril 2004 et 10 juillet 2009).

¹⁵²² Dans le sens du terme que nous utilisons ici, selon la définition qui s'est imposée après l'affaire Dreyfus et dont traite Christophe Charle.

¹⁵²³ **Radu Filipescu, Leontin Iuhas, Anca Sincai, Victor Barsan, Vasile Radoaca.**

¹⁵²⁴ Le seul détenu politique des années 1980 est l'ingénieur et dissident **Radu Filipescu**. Un autre détenu politique des années 1980 à intégrer le GDS est George Musat.

¹⁵²⁵ *L'Épreuve du labyrinthe. Entretiens* [de Mircea Eliade] avec *Claude Henri Rocquet*, Rocher, 1978 ; publié en roumain en 1990 chez Dacia de Cluj, seconde édition en 2007 chez Humanitas.

politiques des années 1980, **Radu Filipescu**, n'est pas un « intellectuel », ne fait non plus partie des cercles d'intellectuels. C'est aussi le cas d'un autre membre fondateur du GDS, Ana Sincai, qui au temps de sa formation, comme étudiante, avait manifesté avec certains autres collègues, en 1968, lors des fêtes de Noël, en ignorant l'interdiction des manifestations de la religiosité. Sa participation à cette manifestation est connue dans les milieux intellectuels, mais sa cooptation semble être aussi liée à sa relation avec **Mihai Sora**¹⁵²⁶, appartenant à la génération immédiatement succédant à celle bien connue, « génération 1927 » comprenant des intellectuels comme Eliade, Cioran ou Noica. Physicien chercheur (tout comme **Gabriel Andreescu**, opposant au régime), **Victor Barsan** n'a pas publié avant 1989, mais il a fréquenté l'« école de Noica ». Certains de ceux qui se retrouvent sur la liste des membres fondateurs¹⁵²⁷ doivent leur cooptation exclusivement à leurs relations avec des membres fondateurs qui sont des intellectuels de la période communiste¹⁵²⁸ ou des opposants connus à l'étranger. Ils ont été cooptés à la faveur de leurs relations familiales avec des membres notoires du GDS. Moins connus (comme c'est le cas du fils de **Doina Cornea**, **Leontin Iuhas**) ou point connus, ils ne font pas partie des milieux intellectuels (**Leontin Iuhas** et **Vasile Radoaca**). Des membres fondateurs se souviennent de leurs rares présences (**Leontin Iuhas**) ou de ce par quoi ils se sont fait remarquer au sein du GDS, les « problèmes » qui semblent avoir amené à l'exclusion d'un des membres fondateurs du GDS qui n'est pas un intellectuel (**Vasile Radoaca**). Un autre membre fondateur du GDS qui n'est pas un intellectuel mais qui s'est exprimé par ses actes d'opposition au régime est le fils de **Doina Cornea**, **Leontin Iuhas**, coopté comme membre fondateur du GDS précisément, comme nous racontent certains de nos interlocuteurs, à la sollicitation de sa mère, opposante bien connue en Roumanie et à l'étranger. **Vasile Radoaca** est le nom qui semble poser le plus de problèmes lorsqu'il s'agit de rendre publique la liste des membres fondateurs. Deux des membres fondateurs se souviennent de son faible capital scolaire, diplôme peu conforme au capital scolaire détenu par la grande majorité des membres fondateurs ou de ses aptitudes techniques et du « problème » qu'il semble avoir provoqué amenant à son exclusion, à la fin de sa collaboration avec le GDS. **Vasile Radoaca** semble avoir été coopté pour ses aptitudes techniques dans l'informatique et grâce à ses liens familiaux avec **Gabriel Liiceanu**. Son exclusion est liée, selon certains témoignages, à la disparition des équipements reçus immédiatement après 1989 de l'étranger (de la Fondation Soros¹⁵²⁹) par la GDS.

¹⁵²⁶ **Anca Sincai** est présentée par nos interlocuteurs comme la compagne de **Mihai Sora**. L'épouse de **Mihai Sora**, Mariana Sora (traductrice, intervenant dans **Gabriel Liiceanu** (éd.), *Epistolar, op. cit.*) réside à l'étranger, en Allemagne, avec leurs deux enfants, depuis la période communiste.

¹⁵²⁷ Celle que nous avons pu recevoir du secrétariat du GDS, de la part de Doina Lazar.

¹⁵²⁸ Un autre membre du GDS, coopté en janvier 1990, Florin Gabriel Marculescu, journaliste de la période postcommuniste, sera coopté grâce à ses liens forts avec un des membres fondateurs du GDS, Sorin Marculescu, rédacteur aux Editions Cartea Romaneasca, coopté au même moment que son frère.

¹⁵²⁹ Sur la filiale roumaine de la Fondation Soros voir chapitre 9.

La liste des membres fondateurs ne comprend pas le nom de Mihnea Berindei mais les mentions à l'apport de Mihnea Berindei dans la constitution de ce groupement et au soutien du GDS sont nombreuses et, à une seule exception près, toutes positives. A part le soutien donné à ceux qui dû subir la répression (**Radu Filipescu**, **Gabriel Andreescu**), plusieurs de nos interlocuteurs ont affirmé sa contribution à cette entreprise. **Radu Filipescu** et **Gabriel Andreescu**, mais non seulement, tiennent à souligner le rôle important joué par Mihnea Berindei. **Gabriel Andreescu** affirme que Mihnea Berindei « a soutenu constamment le Groupe par des sponsorisations obtenues de l'étranger, donc il est un personnage très important et toujours discret¹⁵³⁰ ». D'après certains témoignages, y inclus celui de Mihnea Berindei, l'idée de ne pas inclure des membres de l'exil vient de la part de ce dernier. Bien avant l'affirmation dans l'espace public, dans la rue, de critiques visant les prétentions des membres de l'exil visant, dans un premier temps, leur participation à la vie politique à partir de 1990, le GDS s'est imposé la règle de ne pas inclure des membres de l'exil et l'idée est venue d'un intellectuel qui s'est exilé. Une note datée du 9 janvier, du journal de Monica Lovinescu, retient que :

« Le Groupe pour le dialogue social s'est installé dans Calea Victoriei et il a coopté trois Roumains de l'étranger : (Mihai) Botez, Mihai Dinu Gheorghiu¹⁵³¹ et Sorin Alexandrescu¹⁵³² [...] Ils vont éditer un journal intitulé 22¹⁵³³ ».

Mais ces trois noms ne se retrouvent pas sur la liste des membres fondateurs¹⁵³⁴, ils signeront des textes dans les pages de la revue 22¹⁵³⁵.

Règle informelle établie en décembre 1989 à la suggestion de Mihnea Berindei, il est alors établi que seuls les intellectuels qui résident en Roumanie peuvent en faire partie. Mais la règle vise des intellectuels de l'exil car un des membres ayant été coopté dans le Groupe changera de résidence et s'installe à l'étranger après le milieu des années 1990 (Aurelian Craiutu, économiste poursuivant sa formation en sciences politiques). Des intellectuels roumains de l'exil intègrent le GDS dès qu'ils reviennent pour y rester en Roumanie. Le premier intellectuel de l'exil qui fera son entrée dans le GDS est Ion Vianu, en 2005. Jusqu'en 2007, le GDS n'intégrera que des intellectuels de l'exil qui sont revenus en Roumanie, se sont (ré)installés en Roumanie comme c'est aussi le cas de Sorin Alexandrescu. En 2008, Vladimir Tismaneanu est le seul membre du GDS, représentant de l'exil étatsunien, qui ne réside pas en Roumanie. En 2007, Vladimir Tismaneanu, universitaire en sciences politiques aux Etats-Unis, reçoit le Prix du GDS

¹⁵³⁰ Entretien avec **Gabriel Andreescu**, le 11 mai 2004. Voir aussi **Gabriel Andreescu**, *Ruleta. Romani si maghiari*, op. cit., p. 280. Sur la question du financement voir aussi chapitres 6 et 11.

¹⁵³¹ Monica Lovinescu, *Jurnal 1990-1993*, op. cit., p. 6. Discussion informelle avec Mihai Dinu Gheorghiu (Paris, le 1^{er} mars 2005). Lors de cette première discussion informelle avec Mihai Dinu Gheorghiu au sujet des membres fondateurs du GDS, il ne savait pas qu'il a été mentionné comme étant un des membres fondateurs.

¹⁵³² Sorin Alexandrescu, né en 1937, est critique littéraire et théoricien de la littérature, professeur à l'Université d'Amsterdam.

¹⁵³³ Monica Lovinescu, *Jurnal 1990-1993*, op. cit., p. 16.

¹⁵³⁴ La liste dont nous disposons est celle présentée lors de la conférence de presse du 31 décembre 1989 annonçant la constitution du GDS.

¹⁵³⁵ D'autres noms apparaissent dans les pages de 22 sans qu'ils soient membres fondateurs – Rodica Palade, Gabriela Adamesteanu, Dan Pavel, Sorin Marculescu. Parmi eux certains seulement se retrouvent sur une liste qui s'agrandit dans les années qui y suivent.

« dans sa qualité président de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste de Roumanie et éditeur du *Raport final*, sur la base duquel le régime communiste a été condamné comme illégitime et criminel, au nom de l'Etat roumain par le président de la Roumanie, le 18 décembre » 2006¹⁵³⁶.

D'après d'autres témoignages, venant du président en titre du conseil d'administration du GDS (au moment de cette discussion)¹⁵³⁷, le GDS s'est imposé aussi la règle de ne pas intégrer ceux qui occupent des fonctions politiques. Mais cette règle sera se même transgressée vers la fin des années 2000 lorsque le GDS intègre Teodor Baconsky, un ancien conseiller présidentiel¹⁵³⁸ (entre octobre 2006 et août 2007), ambassadeur de la Roumanie en France nommé par le président Traian Basescu. En 2009, date à laquelle cette cooptation est enregistrée officiellement et rendue publique, Teodor Baconsky est devenu ministre des Affaires étrangères (entre décembre 2009 et janvier 2012). Au moment de la cooptation de Teodor Baconsky, le GDS à travers sa revue, par les noms de la majorité des intellectuels du GDS (sur les lettres ouvertes, sur les appels) et les prises de position politiques de plusieurs intellectuels du GDS, soutient le président Traian Basescu (élu en 2004, bénéficiant du soutien et des conseils offerts au sein du GDS). Teodor Baconsky avait été intégré le GDS au même moment que Vladimir Tismaneanu¹⁵³⁹. L'intégration du GDS par ces deux intellectuels du GDS suit la présentation du Rapport final [*Raport final*] de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste de Roumanie (constituée en avril 2006 sous la direction de Vladimir Tismaneanu¹⁵⁴⁰) devant le Parlement, le 18 décembre 2006 et à la publication de ce rapport (du texte entier sous la forme du livre) chez les Éditions Humanitas (en 2007). La cooptation d'un officiel, d'un intellectuel dans une haute fonction publique, d'un intellectuel occupant d'une position politique, contredit à la règle que le GDS s'est imposée : ne pas affilier le GDS au pouvoir, à des forces politiques au pouvoir. La cooptation d'un intellectuel dont la résidence n'est pas en Roumanie, contredit une autre règle que le GDS s'est imposée, et cela dès 1990. Ce n'est qu'au moment où des intellectuels de l'exil, dont le départ, l'exil a survenu après qu'ils ont critiqué le régime ou qui ont soutenu des dissidents au temps du communisme, s'établiront, retournerons pour s'y installer en Roumanie, qu'ils intègrent le GDS, et non pas dans les années 1990 lorsqu'ils seront publiés dans 22. Mais déjà en 1990, plusieurs membres du GDS sont cooptés dans le Gouvernement provisoire. Aucun des membres du GDS

¹⁵³⁶ Dans plusieurs cas, comme celui de Sorin Alexandrescu mais aussi celui de Vladimir Tismaneanu, ils déploient des activités en Roumanie alors qu'ils ne reviennent pas en Roumanie pour se réinstaller.

¹⁵³⁷ Entretien avec **Radu Filipescu** (le 16 juillet 2009).

¹⁵³⁸ Notons que toutes ces règles auxquelles vont se référer nos interlocuteurs parlant de certaines cooptations ou du refus d'inclure un intellectuel (comme ce sera le cas de Teodor Baconsky, dans un premier temps) ne sont pas rendues publiques en dehors du Groupe ou de ceux qui attendent leur reconnaissance par le Groupe.

¹⁵³⁹ Entretiens avec Teodor Baconsky (le 28 novembre 2008), avec **Radu Filipescu** (le 10 juillet 2009), avec **Stelian Tanase** (le 13 juillet 2009).

¹⁵⁴⁰ Voir *infra* (le dernier chapitre).

qui occupent des postes politiques durant la période postcommuniste ne se retire pas du GDS. Au plus, ils ne participeront pas aux rencontres du GDS et, parfois, ils ne publieront pas dans 22¹⁵⁴¹.

Dans le journal de Monica Lovinescu est écrit comme note du 1^{er} janvier que « Mihnea [Berindei] serait à l'origine de l'idée avec le Groupe pour le dialogue social¹⁵⁴² ». Et dans une note qui suit :

« D'une conversation téléphonique avec Mihnea Berindei du 7 janvier, nous apprenons qu'il est le seul intégralement optimiste en ce qui concerne les choses qui se passent là-bas (en Roumanie). En échange, il ne voit pas comment les partis politiques pourront se former. Il a été (mais il ne veut pas que ce fait soit connu) l'initiateur du Groupe pour le dialogue social. Le Groupe a obtenu aussi un siège : celui de l'ancien Comité Central de l'UTC [l'Union des jeunes communistes]. Pour Mihnea, l'opposition – pour les élections – devrait plutôt se structurer autour des syndicats qu'autour des anciens partis politiques¹⁵⁴³ ».

Ces notes viennent soutenir le témoignage de **Doina Cornea** concernant l'option prise par le Groupe. **Doina Cornea** accuse d'un côté l'option soutenue par Mihnea Berindei pour la création d'une structure de la société civile et de l'autre des stratégies de certains représentants du pouvoir, membres de la nomenklatura, qui ont côtoyé des intellectuels, dissidents de l'année 1989, plus précisément Silviu Brucan, présent au siège du GDS dès janvier 1990. **Doina Cornea** déclare avoir « seulement ultérieurement réalisé que des intellectuels n'étaient pas préparés face à l'histoire¹⁵⁴⁴ » :

« C'était le groupe majoritaire qui soutenait – bien sûr, influencé aussi par les idées récemment parvenues de l'Occident par l'intermédiaire de monsieur Mihnea Berindei – qu'il faut se concentrer en premier lieu sur l'organisation de la société civile, comme en France. Cette idée m'a paru inadéquate. J'ai exprimé un point de vue différent. On avait promis qu'il y aura bientôt des élections libres. Alors j'ai pensé que – n'ayant pas encore des partis constitués (PNT et PNL étaient en cours de refondation) – que la première urgence est toutefois notre implication dans la politique [...] ce jour-là du 26 décembre j'ai été une voix singulière [...] Mais j'ai été combattue par monsieur Mihnea Berindei et les autres membres, je crois qu'ils n'ont pas pris en compte ce que j'ai exprimé. A mon tour, j'ai cédé facilement sous la fascination des personnalités qui se trouvaient dans la maison de monsieur **Andrei Plesu** [...] On a misé sur notre psychologie. Je crois que cette attitude a eu comme cause une diversion mise au point par le pouvoir installé immédiatement après la chute de Ceausescu. La société a été manipulée dès le début. Le politique était culpabilisé, étant associé au "parti" communiste et les quelques milliers d'âmes qu'il avait recrutées [...] En tout cas, l'idée qu'il ne faut pas faire des formations politiques ni soutenir celles existantes nous a été inoculée¹⁵⁴⁵. »

¹⁵⁴¹ Le seul membre qui ne publie pas dans 22 et qui ne se rend pas au Groupe durant son mandat politique (alors conseiller du président Traian Basescu) c'est Cristian Preda qui déclare en 2007 qu'il s'est retiré temporairement du GDS. Aucune trace ne semble avoir été gardée par le secrétariat du GDS concernant ce retrait temporaire.

¹⁵⁴² Monica Lovinescu, *Jurnal. 1990-1993*, op. cit., p. 6. Celle-ci quitte la Roumanie en septembre 1947 comme boursière de l'Etat français ; en 1948 elle pose sa demande pour l'asile politique. Elle collabore avec nombre de revues roumaines d'exil. A partir de 1951 et jusqu'en 1975, elle réalise des émissions littéraires et musicales à Radio France. En 1962, elle commence sa collaboration avec Europe Libre. A partir de 1967, ses émissions d'un grand écho sont : « Thèses et antithèses à Paris » et « L'actualité culturelle roumaine ». L'importance de son action culturelle et politique menée par celle-ci est unanimement reconnue.

¹⁵⁴³ *Ibid.*, p. 15.

¹⁵⁴⁴ **Doina Cornea**, *Fata nevazuta a lucrurilor* (1990-1999), op. cit., p. 8.

¹⁵⁴⁵ *Ibid.*, pp. 7-9. Rétrospectivement, elle juge de la même manière les encouragements de la manifestation Place de l'Université en 1990 reçus de la part des intellectuels, y compris les siens, soutenant qu'il aurait fallu encourager l'entrée dans la vie politique par l'intégration dans les partis politiques (*Ibid.*, pp. 24-25).

Doina Cornea souligne que la référence qui s'est trouvée à la base de l'option de la création du Groupe comme structure de la société civile n'est pas celle des mouvements de contestation, ayant précédé la chute des régimes communistes en Europe centrale, « mais l'Occident ». Et, à la différence d'autres membres du GDS et surtout des plus jeunes, **Doina Cornea** considère que le « modèle de la Tchécoslovaquie, de la Pologne et de la Hongrie des années 1980 n'avait plus aucune justification en Roumanie après les événements de décembre 1989¹⁵⁴⁶ ». Un autre intellectuel et membre fondateur critique plus tard le choix du Groupe de ne pas se constituer en parti politique, l'option de la majorité des membres fondateurs. La question qui se trouve au centre du débat lors de la création du GDS, discutée aussi par certains membres fondateurs du GDS dans la période suivante, est celle concernant le choix d'une association civique ou d'un parti politique. Le choix fait par le GDS avec lequel tous les membres fondateurs du GDS ne semblent pas s'accorder ou dont certains seulement doutent plus tôt ou plus tard. Un autre membre fondateur, par son choix de s'enrôler dans un parti, semble influencer en modifiant une autre règle que le GDS tentera d'imposer à ses membres mais à laquelle on renoncera peu après, la « condition posée aux membres de ne pas faire partie des partis ». Condition initiale considérée par **Gabriel Andreescu** comme « l'apogée » de l'absence de « volonté politique » chez plusieurs membres fondateurs du GDS. Ce dernier critique d'ailleurs la définition que se donne le Groupe comme « instance morale » :

« ‘‘Nous ferons de la culture, enfin’’, on disait avec enthousiasme et avec la joie secrète que d'autres vont se dépêcher d'entrer dans le jeu politique pour le pouvoir. Et d'autres, en vérité, se sont dépêchés¹⁵⁴⁷. »

Notons qu'à la proposition venue de la part de certains membres fondateurs du GDS de se constituer non pas en « groupement », structure la société civile naissante, mais en parti politique, la majorité des membres répondent négativement. **Doina Cornea** raconte que le « premier statut du Groupe pour le dialogue social (qui a été refait par la suite) comprenait ce point par lequel on précisait que celui qui entre dans un parti politique perd sa qualité de membre du Groupe¹⁵⁴⁸ ». Règle à laquelle on renonce lorsque **Radu Filipescu** décide de devenir membre du Parti Républicain (mais il y renoncera par la suite).

La présence de certains représentants du pouvoir en place, installé en décembre 1989, au GDS – et moins leur publication par 22¹⁵⁴⁹ – provoque sinon des critiques au moins des commentaires, plus rarement rendus publics, ou la susceptibilité de certains intellectuels dont aussi un membre fondateur du GDS, **Doina Cornea**. Les relations établies entre le GDS et Silviu Brucan sont maintes fois sujet de divergences entre les membres fondateurs et cela expressément à cause de son appartenance aux structures politiques communistes dans les années 1950-1960. Mais aussi objet de l'oubli chez certains membres du GDS. Silviu

¹⁵⁴⁶ *Ibid.*, p. 8.

¹⁵⁴⁷ **Gabriel Andreescu**, « Entre intuitions et responsabilité (réponse à une enquête de la revue 22) », 22, 100, 1991, repris dans *Id.*, *Patru ani de Revolutie* [Quatre années de Révolution], Litera, 1994, p. 113.

¹⁵⁴⁸ **Doina Cornea**, *Fata nevazuta a lucrurilor* (1990-1999), *op. cit.*, p. 7.

¹⁵⁴⁹ Notons aussi que d'autres représentants du pouvoir en place, le CFSN où des membres fondateurs du GDS occupent leurs places, paraissent dans 22. C'est le cas de Karoly Kiraly qui

Brucan semble avoir apprécié positivement l'apparition du GDS. On retrouve Silviu Brucan au siège du GDS peu après sa création. Les récits de mémoire des membres fondateurs du GDS (en enquête mais non seulement) au sujet de la contribution de Silviu Brucan sont couverts d'incertitudes. Certains soutiennent l'apport de Silviu Brucan dans la constitution du Groupe, plus précisément le fait d'avoir obtenu pour les intellectuels que le GDS siège dans le bâtiment de Calea Victoriei qui avait abrité jusqu'en décembre 1989 l'Union de la jeunesse communiste, sujet devenu peu après sujet de conflit entre les membres du GDS. D'autres dénie tout apport de Silviu Brucan dans l'obtention de ce bâtiment. **Stelian Tanase** soutient par contre que celui qui a donné sa contribution à ce que le GDS puisse occuper ce bâtiment (qu'il garde tout au long de la période postcommuniste) est Ion Caramitru¹⁵⁵⁰. Ce sont notamment des opposants au régime qui affirment leur méfiance quant au soutien de Silviu Brucan, suscitée par sa présence au siège du GDS (et publié dans le premier numéro de 22). **Doina Cornea** considère que derrière cette aide¹⁵⁵¹, il est question d'une stratégie des nouveaux détenteurs du pouvoir, des communistes, dont Silviu Brucan, visant à neutraliser le potentiel politique du GDS qui aurait dû, à son avis, se transformer en parti politique ou se rapprocher des partis politiques « historiques »¹⁵⁵².

Bien que deux membres fondateurs du GDS soient des ministres dans le premier gouvernement postcommuniste, le GDS de par sa publication critique le pouvoir en place. Sa position se construit précisément sur la base de la contestation des nouveaux politiques par la plusieurs membres fondateurs et des collaborateurs de 22¹⁵⁵³. Les deux ministres, membres fondateurs du GDS, ne renoncent pas à cette dernière appartenance et ils ne prennent non plus leur distance vis-à-vis du GDS. Le GDS accueille le ministre de la Culture, **Andrei Plesu**, pour discuter de la tribune du GDS, de 22, de son contenu et du mode de présentation de certaines informations, alors que le ministre de l'Enseignement, **Mihai Sora**, parlera du GDS, du profil et de sa composition. Le GDS, jugeant d'après la note présentée au sujet de la « visite » du ministre de la Culture, se fait un point d'honneur de la visite du nouveau ministre, membre fondateur du GDS.

Début de janvier 1990, le GDS occupe l'ancien bâtiment destiné à l'Union de la jeunesse communiste. Les premiers à faire leur entrée dans le bâtiment qui se trouve au centre de Bucarest, avenue

¹⁵⁵⁰ Entretien avec **Stelian Tanase** (le 31 juillet 2009).

¹⁵⁵¹ L'aide qu'elle met en question, à savoir le droit d'occuper le bâtiment qui s'est trouvé dans la patrimoine du PCR, va mobiliser à plusieurs reprises des membres du GDS et le GDS incitera à la mobilisation pour garder son siège. **Doina Cornea** raconte de sa lettre envoyée au président de la Chambre des députés (Bogdan Olteanu, membre du PNL) en 2007 lors de la dernière mobilisation du GDS pour conserver son siège (Entretien avec **Doina Cornea**, Cluj, le 1^{er} avril 2008).

¹⁵⁵² Elle le soutient dans le volume d'entretiens réalisés par une rédactrice de 22 (**Doina Cornea**, *Fata nevazuta a lucrurilor* (1990-1999), *op. cit.*) mais aussi plus tard lors de notre entretien (qui a eu lieu à Cluj, le 1^{er} avril 2008).

¹⁵⁵³ Pour la présentation des structures gouvernementales et de ses responsables, pour les changements intervenus dans ses structures, par l'inclusion ou le renforcement de certains secteurs pris en charge par ces organismes de l'exécutif roumain de la période postcommuniste, nous avons consulté des dictionnaires qui présentent la chronologie des événements, des ouvrages didactiques relevant de la discipline d'enseignement de la science politique ainsi que des informations rendues publiques par ces institutions.

de la Victoire (qui lie la place du Palais à la place de la Victoire), sont Mariana Celac et **Stelian Tanase**¹⁵⁵⁴. Tous les membres fondateurs du GDS ne seront pas présents lors des premières rencontres qui auront lieu dans le bâtiment qui fait partie du patrimoine du PCR, ayant appartenu à l'Union de la Jeunesse communiste. La grande majorité des membres fondateurs sont présents lors des premières rencontres : Mariana Celac, **Alexandru Paleologu**, **Stelian Tanase**, **Calin Anastasiu**, **Alin Teodorescu**, **Mihai Sora**, **Anca Sincai**, **Gabriel Andreescu**, **Radu Filipescu**, **Andrei Cornea**, **Radu Bercea**, **Anca Oroveanu**, **Gabriel Liiceanu**, **Thomas Kleininger**, **Sorin Vieru**, **Victor Barsan**, **Magda Carneci**, **Vasile Radoaca**. Certains cependant font leur apparition plus tard : **Pavel Campeanu**, revenu en Roumanie des Etats-Unis le 31 décembre 1989, fait son apparition au GDS en janvier 1990. Tout comme **Doina Cornea** en janvier et ensuite en mars 1990. Par contre, **Leontin Iuhas**, le fils de **Doina Cornea**, ne viendra jamais au GDS. **Sorin Vieru** ainsi que **Radu Filipescu** se souviennent du « froid » dans lequel les premières réunions du GDS se tiennent dans ce bâtiment qui n'a jamais, semble-t-il, été habité.

Le 31 décembre 1989 à l'Hôtel Intercontinental de Bucarest (devant lequel est érigée la barricade la plus forte par des protestataires du 21 décembre 1989), **Stelian Tanase** lit la déclaration de constitution du Groupe. Sont présents à cette conférence aussi bien des membres fondateurs du GDS que des futurs membres du GDS dont Victor Rebengiuc, interprète bien connu, coopté en octobre 1990.

Le 31 décembre a lieu la première séance du Gouvernement provisoire où on retrouve deux membres fondateurs du GDS (alors que d'autres intégreront l'administration centrale), date de la conception et de l'entrée en vigueur de l'arrêté-loi sur la constitution, l'organisation et le fonctionnement du Gouvernement¹⁵⁵⁵. Le 31 décembre le CFSN institue le droit au rapatriement des « anciens citoyens roumains », comme déjà mentionné¹⁵⁵⁶. Le 31 décembre 1989 c'est aussi la date de l'institution du « principe du pluralisme politique » par l'arrêté-loi du CFSN n° 8 sur « l'enregistrement et le fonctionnement des partis politique et des organisations citoyennes en Roumanie¹⁵⁵⁷ ». C'est le cadre

¹⁵⁵⁴ Entretien avec **Stelian Tanase** (le 31 juillet 2009).

¹⁵⁵⁵ Arrêté-loi du CFSN n° 10 du 31 décembre 1989, publié dans *MO* n° 9 du 31 décembre 1989.

¹⁵⁵⁶ Arrêté-loi du CFSN n° 7 du 31 décembre 1989, publié dans *MO* n° 9 du 31 décembre 1989 : « Art. 9 – Les personnes qui se réinstallent [en Roumanie] bénéficient d'exemptions de douane pour les biens acquis à l'étranger. Art. 10 – Les personnes rapatriées obtiennent les droits de retraite qu'ils ont eus à la date de leur départ définitif du pays. Art. 11 – Les citoyens roumains rapatriés peuvent bénéficier, avec priorité, d'espaces d'habitation propriété, par des organisations d'Etat, avec le payement en monnaie étrangère. »

¹⁵⁵⁷ *MO* n° 9 du 31 décembre 1989 : « Art. 1 – en Roumanie est libre la constitution des partis politiques à l'exception des partis fascistes ou qui propagent des conceptions contre l'ordre d'Etat et de droit en Roumanie [...] Art. 2 – L'organisation et le fonctionnement des partis politiques se réalisent, conformément à leurs statuts, seulement sur une base territoriale. Une personne ne peut pas faire partie de deux ou plusieurs partis politiques à la fois [...] Art. 3 – En vue de leur enregistrement, chaque parti et organisation citoyenne doit présenter leurs statuts d'organisation et de fonctionnement, le programme politique, déclarer le siège et les moyens financiers dont ils disposent et faire la preuve du fait qu'ils ont au moins 25 membres [...] Art. 5 – Les cadres militaires et le personnel civil du Ministère de la Défense nationale et le Ministère des Affaires intérieures, les juges, les procureurs et les diplomates ainsi que le personnel opératif de la Radiotélévision roumaine libre ne peuvent pas faire partie des partis politiques ». Dans le premier statut de la Radiotélévision nationale de la période postcommuniste, daté de mai 1990, est gardée la précision concernant « l'interdiction de l'appartenance du personnel salarié aux “partis politiques ou autres formations” » (voir Alexandra Gabriela Ionescu, *Du Parti-Etat à l'Etat des partis. Nature et fonctions des partis politiques postcommunistes en Roumanie*, op. cit., p. 266.)

législatif le plus permissif¹⁵⁵⁸. Durant le mois de janvier sont enregistrés trente partis politiques et jusqu'aux premières élections de mai 1990, quatre-vingt. Les partis politiques¹⁵⁵⁹ se présentant aux premières élections postcommunistes sont au nombre de soixante quinze.

Le FSN, conformément à l'« objectif définitoire de la révolution dans la perception FSN » mais surtout à sa vision politique, à savoir le consensus, le « nouveau pluralisme politique » dont parlent ses leaders, ne renvoie pas aux partis politiques au sens du « terme traditionnel occidental¹⁵⁶⁰ ». L'orientation idéologique est déniée et le FSN essaie de s'attacher des formations politiques récemment apparues à la base de l'accord entre leur programme et celui du FSN¹⁵⁶¹. Ces « formations politiques semblent avoir été initialement reçues par les nouvelles autorités d'une manière plus généreuse que les organisations qui ont préféré se constituer, conformément à un modèle plus traditionnel, comme partis¹⁵⁶² ». Marque de la reconnaissance du GDS par le pouvoir est la présence des leaders du FSN car le « GDS a eu des rencontres avec les représentants du régime dont Cazimir Ionescu et Silviu Brucan¹⁵⁶³ », ce dernier publiant aussi dans 22. Vu la présence au sein du GDS de certains intellectuels consacrés sous le communisme, à savoir « les plus connus comme **Gabriel Liiceanu** et **Andrei Plesu**¹⁵⁶⁴ », notoriété acquise grâce aux débats autour de « l'école de Paltinis » ou « l'école de Noica », on établit une certaine similarité entre le GDS et le FSN :

« comme le FSN, le GDS a été créé comme un groupement-ombrelle mais dans ce dernier cas, dans le but précis de représenter les intellectuels roumains et de les amener de leur position marginale au centre de la scène nationale. Ses membres devaient ne pas être politiquement affiliés et comme groupement, le GDS s'est assumé une position politique neutre, se considérant seulement comme forum intellectuel d'expression de différentes opinions [...] le GDS a considéré s'affirmer comme une voix de la société et comme un médiateur entre la société et le nouveau régime et dans le même temps de représenter les intellectuels, dont beaucoup d'entre eux avaient la conscience de la distance qui s'était créée entre eux et les ouvriers dans la Roumanie communiste [...] en prenant, semble-t-il, comme modèle le Comité polonais de défense des ouvriers¹⁵⁶⁵. »

¹⁵⁵⁸ En 2015 seulement, par la loi n° 114 de 2015 (publiée dans *MO* n° 346 du 20 mai 2015) portant modification et complément de la loi n° 14 de 2003 sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales, republiée dans *MO* n° 347 du 12 mai 2014, le nombre minimum de personnes requis est de trois.

¹⁵⁵⁹ Peter Siani-Davies, *Revolutia romania din decembrie 1989*, op. cit., p. 339 : « Le pluralisme en croissance dans les médias avait un correspondant dans l'arène politique où jusqu'au 25 janvier 1990 avaient été enregistrés 19 groupes politiques [...] plusieurs de ces groupements se sont nommés "partis", bien qu'ils étaient avant tout des groupements politiques. Le plus important parmi ceux-là a été le FSN, mais dans la même catégorie entraient aussi différents groupements ethniques – dont les Magyars au moins, sous l'intitulé l'Union démocratique des Magyars de Roumanie (UDMR) étaient suffisamment nombreux pour être une force politique solide – mais aussi le Mouvement écologique de Roumanie (MER) ».

¹⁵⁶⁰ *Ibid.*, pp. 295-302 (pp. 295, 298 et 300 pour les citations). Ce raisonnement s'appuie sur l'observation des discours tenus par Ion Iliescu.

¹⁵⁶¹ *Ibid.*, p. 299 : « Iliescu a souligné que le principal groupement hongrois, l'Union Démocrate Magyare de Roumanie, avait son propre programme mais celui-là est en totale concordance avec l'esprit de la plateforme FSNS ; d'une manière similaire aussi la Fédération Démocratique des Magyars de Cluj a été décrite comme "une structure locale du Front du Salut national... subordonnée au FSN". »

¹⁵⁶² Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., p. 340.

¹⁵⁶³ *Ibid.*, p. 305.

¹⁵⁶⁴ *Ibid.*, p. 306.

¹⁵⁶⁵ *Ibid.*, p. 305.

Le GDS est inclus parmi des formations politiques en raison de la participation à la création de l'Alliance civique de plusieurs membres du GDS mais aussi comme représentant des intellectuels roumains « même s'il n'a pas été enregistré comme formation politique¹⁵⁶⁶ » :

« le Groupe pour le dialogue social, dont une partie s'aura transformé en l'Alliance civique [...] le motif pour lequel on évitait l'usage du terme de "parti" consistait non pas tellement dans le désir de ne pas recourir à un nom taché par l'association avec l'ancien parti, que dans l'intention de réaliser de nouveaux mouvements de plus amples possible qui, en représentant les intérêts d'un certain groupe ou liés à des problèmes d'une importance si grande qu'ils pouvaient être adoptés par-delà les disputes politiques de parti. Ainsi, MER a déclaré qu'il s'occupe de l'environnement détérioré, le GDS des intellectuels roumains, UDMR de la communauté magyare et le FSN de l'entière nation¹⁵⁶⁷. »

Le choix de se constituer en association civique et non pas en parti politique précède son apparition officielle, le 31 décembre 1989, et d'à peu près un mois la décision du FSN, qui s'est défini comme « organe provisoire d'Etat¹⁵⁶⁸ » ou « organe du pouvoir d'Etat » pour « prendre toutes les attributions¹⁵⁶⁹ », de se constituer en parti politique. Des intellectuels du GDS, et certains seulement parmi des membres du GDS, ne sont pas les seuls à avoir pris l'initiative de fonder l'Alliance civique, organisation civique à but proprement politique qui ne dit pas parler au nom des intellectuels, comme le prétend le GDS. Le GDS comme concurrent du FSN vu ses revendications¹⁵⁷⁰, se présente, à travers sa tribune, l'hebdomadaire 22, comme le « porte-parole de ceux qui sont sortis dans la rue pour imposer leurs droits » :

« A première vue [...], on pourrait croire qu'entre le GDS et le FSN il y avait une certaine communauté de langage et d'idéaux. Mais, dès le début, le GDS s'est situé fermement sur une position à l'extérieur du Front. Soutenant, comme le faisait aussi le FSN, qu'il était la voix authentique et le représentant de ceux qui ont lutté dans les rues, est arrivé dans un court temps à concurrencer le FSN pour l'acquisition des symboles de la révolution, qui à la différence de certains de l'intérieur du FSN, le groupe la considérait animée par des valeurs libérales¹⁵⁷¹. »

III. La « société civile » engagée et l'espace du politique

A la fin de l'année 1989 plusieurs membres fondateurs du GDS se retrouvent dans le Conseil du Front du Salut national (CFSN) : **Doina Cornea, Mircea Dinescu, Andrei Plesu**, Mariana Celac, **Ascanio Damian, Radu Filipescu, Gabriel Andreescu** et **Dan Petrescu**. **Andrei Plesu** et **Mihai Sora** sont ministres dans le gouvernement provisoire, respectivement de la Culture¹⁵⁷² et de

¹⁵⁶⁶ *Ibid.*

¹⁵⁶⁷ *Ibid.*, pp. 339-340.

¹⁵⁶⁸ Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt*, op. cit., p. 186.

¹⁵⁶⁹ *Ibid.*, p. 189.

¹⁵⁷⁰ *Ibid.*, pp. 307-308.

¹⁵⁷¹ *Ibid.*, p. 307.

¹⁵⁷² Le 28 décembre, par le décret n° 12 du CFSN, le Ministère de la Culture est fondé par la « réorganisation du Conseil de la culture et de l'éducation socialiste qui se dissout » et **Andrei Plesu** est nommé ministre de la Culture. Arrêté du CFSN n° 12 du 28 décembre 1989, publié dans *MO* n° 6 du 29 décembre 1989. Cet acte normatif est abrogé par la loi n° 7 de 1998.

l'Enseignement¹⁵⁷³. Certains autres membres fondateurs du GDS intègrent ces deux institutions (re)créées fin décembre 1989. **Dan Petrescu** est nommé en janvier 1990 dans le premier gouvernement provisoire comme adjoint du ministre de la Culture¹⁵⁷⁴. **Andrei Plesu**, nommé ministre de la Culture le 27 décembre 1989, se rappelle des rares interventions faites à la Culture dans les années 1990 et 1991 dont celle d'Ion Iliescu, alors président du CFSN :

« au début, un téléphone d'Ion Iliescu qui m'a demandé deux choses : d'offrir un poste de secrétaire d'Etat à **Dan Petrescu** ("parce qu'il est un dissident important, il a été oublié et il faut lui donner une chance" – une chose qui a beaucoup irrité **Dan Petrescu**, lorsqu'il l'a apprise, mais la situation est ainsi) et, second fait, de garder dans la structure de direction (ou même de trouver un poste de secrétaire d'Etat) un représentant de la minorité magyare. Donc c'était, pour ainsi dire, dans la bonne tradition de la proportionnalité. Il a mentionné en plus un nom, en me disant : "Il est un homme de bien et il vaut l'utiliser" – c'était Heghedus. Lorsque j'ai commencé à chercher un homme pour les Magyars, on m'a recommandé Suto Andras¹⁵⁷⁵, qui a cependant refusé, en disant qu'il veut écrire... [...]

cela se passait avant Targu-Mures, lorsque je faisais le Ministère, en janvier 1990. Après cela, Domokos Geza m'a recommandé Horvath Andor, je ne le connaissais pas [...] pour moi, il a été un excellent collaborateur. A part cela, je ne me rappelle d'aucun type de pression. J'ai nommé des directeurs de théâtres, des directeurs de musées, ainsi que j'ai considéré, on ne m'a pas dit non à celui-là, oui à celui-là, rien, absolument rien¹⁵⁷⁶. »

Plusieurs membres du GDS, fondateurs ou cooptés plus tôt ou plus tard au GDS¹⁵⁷⁷, travaillent au sein du Ministère de la Culture ou dans des institutions qui fonctionnent dans la subordination de ce ministère. Deux d'entre eux vont diriger des institutions nouvelles créées en 1990 par le Ministère de la Culture. Horia Bernea (coopté au GDS en octobre 1990) dirige le Musée du paysan roumain, (re)création dont il est l'initiateur, après la disparition du Musée du parti. **Radu Bercea** dirige à son tour le nouveau Institut d'études orientales « Sergiu Al-George », intégré au moment de sa création par **Andrei Cornea**, qui travaillait jusqu'en 1990, comme d'autres membres fondateurs du GDS, à l'Institut d'histoire de l'art. Un autre membre fondateur du GDS l'historien chercheur **Andrei Pippidi**, appartenant à la même génération qu'**Andrei Plesu**, sera coopté pour travailler dans le Ministère de la Culture dirigé par ce dernier. Etant appelé et sollicité pour travailler dans le nouveau Ministère de la culture, **Andrei Pippidi** refuse le poste de secrétaire d'Etat, selon ses propres affirmations, préférant « pouvoir publier dans 22¹⁵⁷⁸ ». Mais **Andrei Pippidi** est membre de la Commission nationale des monuments historiques du même ministère à partir de 1990 alors qu'il garde son poste de chercheur à l'Institut d'études sud-est européennes réintégré à l'Académie roumaine et devient secrétaire scientifique de cet institut. La même année il intègre

¹⁵⁷³ Le 30 décembre, par le décret n° 27 du CFSN, le Ministère de l'Enseignement est fondé par la « réorganisation du Ministère de l'Education et de l'Enseignement qui se dissout » et **Mihai Sora** est nommé ministre de l'Enseignement. Arrêté du CFSN n° 27 du 30 décembre 1989, publié dans *MO* n° 8 du 31 décembre 1989. Cet acte ne concerne pas seul ce ministère.

¹⁵⁷⁴ Arrêté du Gouvernement n° 34 du 10 janvier 1990, publié dans *MO* n° 7 du 12 janvier 1990. A cette même occasion est nommé un autre ministre adjoint de la Culture : Coriolan Babeti.

¹⁵⁷⁵ Victime des conflits interethniques de Targu-Mures en mars 1990, dont parlera **Gabriel Andreescu** dans 22.

¹⁵⁷⁶ **Andrei Plesu**, Petre Roman, Elena Stefoi, *Transformari, inertii, dezordini*, op. cit., p. 167.

¹⁵⁷⁷ Sont portés **en gras** les membres fondateurs du GDS ; sont soulignés les membres du GDS, cooptés à partir de janvier 1990 et jusqu'en 2009.

¹⁵⁷⁸ Entretien consultatif avec **Andrei Pippidi** (le 24 mars 2004).

l'enseignement supérieur, maître de conférences jusqu'en 1995 lorsqu'il devient professeur dans la Faculté d'histoire de l'Université de Bucarest (UB), membre du conseil scientifique de cet établissement et du Sénat de l'UB. En 1993, **Andrei Pippidi** est vice-président de la Commission nationale des monuments historiques dont il est devenu président entre 1997 et 2000, après le succès de l'ancienne opposition civique et politique aux élections de 1996. **Magda Carneci** est directrice du Département d'arts visuels, alors que dans le même temps elle est directrice de l'Institut d'histoire de l'art de l'Académie roumaine. Teodor Baconsky¹⁵⁷⁹ est responsable du nouveau Département pour les Cultes créé au sein du nouveau Ministère de la Culture, à l'initiative d'**Andrei Plesu**, alors que le gouvernement provisoire inclut aussi un ministère des Cultes, créé en janvier et fonctionnant jusqu'aux premières élections postcommunistes. L'un comme l'autre partiront à l'automne de 1990, ainsi que d'autres comme c'est le cas de Bogdan Ghiu, rédacteur de 22, poursuivre leur formation en France. **Magda Carneci** garde son poste dans l'administration jusqu'en automne, moment de son départ en France pour continuer ses études mais restera à la direction de l'Institut d'histoire de l'Art jusqu'en 1992.

Sorin Antohi est nommé directeur pour l'enseignement préuniversitaire au sein du Ministère de l'Enseignement, dirigé par **Mihai Sora** dans le gouvernement provisoire. Si ce dernier ne fera plus partie du gouvernement installé après les premières élections, **Sorin Antohi** est resté dans ce poste jusqu'en novembre 1990, moment de son départ en France comme boursier du Gouvernement français pour un « séjour de haut niveau ». Parmi les secrétaires d'Etat au Ministère de l'Enseignement on retrouve aussi Paul Cornea, père d'**Andrei Cornea**, disciple de Noica.

Le Ministère de la Culture est aussi responsable des musées et des maisons d'édition. Le ministre de la Culture aura la liberté de décider de leur fonctionnement et de leur direction. Les Editions politiques sont la première maison à disparaître et la première maison à se constituer en société commerciale est les Editions Humanitas, occupant le siège de la maison dissoute et utilisant le matériel hérité. D'autres maisons d'édition changeront de direction et des offres seront faites par le ministre de la Culture à des intellectuels pour qu'ils s'en chargent. Une telle offre est aussi faite au philosophe logicien **Sorin Vieru**, auquel **Andrei Plesu** propose la direction des Editions scientifiques¹⁵⁸⁰.

Etablis par la loi de fonctionnement du CFSN comme nouvelles structures de l'administration locale, des conseils du Front du salut national (FSN) se sont constitués aussi pour prendre provisoirement la direction dans les entreprises¹⁵⁸¹ ainsi que dans des institutions spécifiques, l'Académie roumaine,

¹⁵⁷⁹ Teodor Baconky ne sera coopté dans le GDS qu'en 2007, alors qu'il publiait dans 22 en 1990.

¹⁵⁸⁰ Entretien avec **Sorin Vieru**, le 16 juin 2008.

¹⁵⁸¹ Pour l'influence et l'importance de ces conseils dans les entreprises et au niveau local, voir Vladimir Pasti, *Romania in tranzitie. Caderea in viitor* [La Roumanie en transition. La chute dans l'avenir], Bucarest, Nemira, 1995. Sur les « conseils du Front du Salut national au niveau des entreprises », sur la relation entre ceux-là, l'Union générale des syndicats de Roumanie de la période communiste syndicats et la Confédération nationale des syndicats libres de Roumanie de l'après communisme, voir Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., pp. 313-322.

l'Union des Ecrivains, l'Union des artistes plasticiens, les universités etc. A l'Académie roumaine (AR) un CFSN s'est constitué le 26 décembre en prenant provisoirement la direction de cette institution. Le même jour est établie la composition du gouvernement provisoire et est conçue la loi de fonctionnement du CFSN, « organisme du pouvoir d'Etat ». Le nouveau président de l'AR, élu en février 1990, est le vice premier-ministre du gouvernement provisoire, nommé le 26 décembre 1989. Le siège de l'Union des écrivains est un autre lieu de rencontre des futurs membres du GDS les jours de la fin de l'année 1989. Une première rencontre aurait eu lieu avant la première séance du CFSN, le 25 ou le 26 décembre, comme il ressort des témoignages et comme il ressort de certains autres documents. Mais les jeunes prétendants au statut de membre de l'Union des écrivains se sont vus reconnaître le statut d'écrivain lors d'une ou des réunions qui ont eu lieu immédiatement après le 25 décembre. Alors que le 28 décembre, date de la nomination d'**Andrei Plesu** comme ministre de la Culture est aussi celle de l'installation d'une nouvelle direction de la principale institution littéraire. **Mircea Dinescu** est élu président, le comité provisoire de direction inclut Ana Blandiana, Dan Desliu, **Stefan Augustin Doinas**, Domokos Geza, Octavian Paler, Eurgén Simion, **Stelian Tanase** et Dan Haulica¹⁵⁸². Le premier Congrès de l'Union des écrivains reconfirmant **Mircea Dinescu** à la tête de l'institution a lieu en avril 1990, **Stefan Augustin Doinas** est élu au même moment comme président d'honneur de l'Union des écrivains.

Par l'arrêté-loi n° 27 du CFSN, daté du 14 janvier, les « organisations d'écrivains, d'artistes plasticiens et de compositeurs » fonctionnent désormais dans des « conditions d'autonomie économique ». Outre le fait que les « organisations de créateurs ne peuvent pas promouvoir dans leur activité les conceptions fascistes, chauvines, racistes ou contraires à la liberté, à la démocratie et à la dignité humaine » (art. 3), elles « fonctionnent sur la base de leur propre statut et ont le droit de choisir la forme et la structure organisatrices » propres (art. 1). « Les organisations de créateurs jouissent de leur pleine autonomie structurale, fonctionnelle et économique » (art. 4). Ainsi elles auront leurs « propres sources de financement » dont les donations mais « peuvent avoir des unités économiques indépendantes [...] qui fonctionnent selon des principes de la rentabilité et de l'efficacité économiques » (art. 5) alors que l'Etat ne les soutient financièrement « que dans des conditions exceptionnelles et pour des buts bien déterminés » (art. 8). Et plus, le « contrôle de la constitution du budget des revenus et des dépenses est fait par les organes propres de l'organisation » (art. 6), les « normes de structure et les indicateurs financiers et économiques ne sont pas soumis à l'approbation ou au contrôle d'un organe de l'extérieur de l'organisation » (art. 7)¹⁵⁸³.

D'autres (futurs) membres du GDS sont des membres de l'Union des artistes plasticiens (UAP), certains depuis la période communiste (Horia Bernea, **Andrei Plesu**), d'autres le sont devenus en 1990

¹⁵⁸² Domnita Stefanescu, *11 ani din istoria Romaniei, op. cit.*, p. 47.

¹⁵⁸³ Publié dans MO n° 10 du 15 janvier 1990.

(**Anca Oroveanu, Magda Carneci**). Comme dans toute autre institution qui s'adapte au sens du temps, dans l'empressement de marquer la différence par rapport à l'ancien de régime, l'UAP conteste son ancienne direction et élit à la hâte son nouveau conseil de direction auquel participent « à part les artistes respectables professionnellement et moralement [...] quelques inconnus, mais de jeunes aventuriers, plutôt politiques qu'artistes ». La direction provisoire, « post-révolutionnaire » est ressentie, selon l'auteure d'une première analyse sur cette institution, publiée dans 22, comme illégitime étant de fait instituée sans préoccupation du respect des règles de fonctionnement et alors les contestations se poursuivent¹⁵⁸⁴. Les incessantes négociations, déroulées lors des réunions, entre différents groupes, prennent fin par l'élection, cette fois-là selon les règlements officiels de l'institution, et la convocation de l'ancienne direction, un nouveau Conseil provisoire d'où font partie « des artistes et des critiques désignés par la catégorie des professionnels dont ils font partie, parmi lesquels certains [proviennent] de l'ancienne direction de l'Union mais aussi certains de l'ancien conseil provisoire post-révolutionnaire¹⁵⁸⁵ ». Horia Bernea dirige cette institution entre janvier et juin 1990.

Ascanio Damian, ancien recteur de l' membre du CFSN et par la suite du Conseil provisoire d'union nationale, est élu président de l'Union des architectes en 1990.

Les premières rencontres au sein de l'UB, au moins à la Faculté de philosophie et aussi, le plus probablement, à la Faculté d'histoire sont marquées par des essais d'épuration menés par des étudiants de cet établissement. En janvier 1990 certains sont accueillis dans des institutions dans lesquelles ils prétendent et parfois vont obtenir de nouveaux postes. Les premiers à être accueillis à l'UB comme professeurs dans la Faculté de philosophie sont les plus connus des disciples du philosophe Constantin Noica, **Gabriel Liiceanu** et **Andrei Plesu**. Mais sont de même invités à intégrer l'enseignement supérieur dans le même établissement, où ils ont fait leurs études, des plus jeunes membres du GDS qui, à l'occasion des événements de décembre 1989, sont devenus des figures de la dissidence : **Alin Teodorescu**, **Calin Anastasiu** et **Stelian Tanase**. Aucun d'entre eux n'intégrera cet établissement, un étant créateur du premier institut privé de sondages (**Alin Teodorescu**) alors qu'un autre (**Stelian Tanase**) intégrera au milieu des années 1990 un nouvel établissement d'enseignement supérieur créé au sein de l'Université de Bucarest. Ils ne sont pas les seuls à obtenir des postes à l'UB. Dans plusieurs cas, ils sont des chercheurs dans les instituts qui réintégreront l'AR à la même période, et parmi eux on compte aussi des héritiers, jeunes impétrants qui se trouvent dans la proximité du pouvoir en place, comme conseillers ou experts.

¹⁵⁸⁴ **Magda Carneci** décrit la situation au sein de l'Union des artistes plasticiens dans 22, 11, 1990. **Magda Carneci** poursuivra ses études en France en obtenant son diplôme de doctorat d'histoire avec une thèse au sujet de l'Union des artistes plasticiens sous la direction d'Alain Besançon, recherché par presque tous les Roumains se trouvant à Paris alors pour poursuivre leurs études.

¹⁵⁸⁵ A la tête de ce conseil se trouvant Horia Bernea, ami proche de **Andrei Plesu** (22, 11, 1990).

Le deuxième président de la Radiotélévision roumaine est le nouveau responsable d'un établissement d'enseignement supérieur. Après son élection ou son appartenance à plusieurs collectifs éphémères constitués les jours de décembre qui suivent l'installation du nouveau pouvoir, « non-officiellement », à la proposition des enseignants et des étudiants, Razvan Theodorescu prend la direction de l'Institut d'arts plastiques¹⁵⁸⁶, où il enseigne depuis 1987, détaché de l'Institut d'histoire de l'art (institution de la recherche scientifique), à titre de maître de conférences associé. A la proposition du premier ministre, faite le 10 février, il répondra positivement le 11 février 1990 en acceptant de prendre la direction de la Radiotélévision roumaine¹⁵⁸⁷. Le lendemain du 12 février 1990, présidant la séance du Sénat de l'Institut d'arts plastiques, il est « le premier classé » parmi les candidats aux élections du recteur. Remplacé provisoirement à la direction de cet établissement d'enseignement supérieur, il y renoncera quelques jours après au rectorat pour la direction de la principale institution médiatique, la Radiotélévision roumaine.

Le 2 janvier 1990, sur la base de l'arrêté-loi n° 8 du 31 décembre sur les partis politiques et les organisations citoyennes, est créée l'Association des anciens détenus politiques de Roumanie (AFDPR).

Le 3 janvier ou, selon d'autres, le 4 janvier 1990, le Front du Salut national annonce qu'il ne s'est pas constitué en parti politique et qu'il ne se constituera pas en parti politique mais qu'il participera aux élections comme « organisation politique réunissant des personnalités et des groupes qui se sont prononcé avec dignité et courage contre la tyrannie totalitaire¹⁵⁸⁸ ».

Le 11 janvier 1990 est la date de l'apparition officielle du Parti national paysan chrétien démocrate (PNTCD) qui se présente comme continuateur du Parti national paysan, interdit en 1947¹⁵⁸⁹. Son leader, Corneliu Coposu¹⁵⁹⁰ lance la nuit du 22 au 23 décembre un « appel au pays »¹⁵⁹¹. Dans d'un entretien publié

¹⁵⁸⁶ Université à part, se donnant comme nom celui d'« académie » en 1990 et portant le nom d'Université nationale d'arts depuis 2001.

¹⁵⁸⁷ Razvan Theodorescu, *Cele 900 de zile ale "manipulariilor"*, pp. 19 et 26-27. Dans ses écrits de mémoire, Razvan Theodorescu précise encore : « J'ai obtenu toutes les assurances et je veux dire que [...] Ion Iliescu a tenu complètement sa parole de ne pas intervenir dans la politique de la Radiotélévision roumaine [...] des conseillers, des ministres, députés [...] – parfois en invoquant abusivement le nom du président – est une autre chose. » (*Ibid.*, p. 28) Rappelons que la Radiotélévision roumaine est subordonnée à la plus haute instance du pouvoir (cf. décret-loi n° 136 du 11 mai 1990, publié dans *MO* n° 65 du 12 mai 1990).

¹⁵⁸⁸ Domnita Stefanescu, *11 ani din istoria Romaniei*, op. cit., p. 51.

¹⁵⁸⁹ Certaines chronologies retiennent le 8 janvier 1990 comme la date de son enregistrement. Le 11 janvier 1990 est aussi le jour de l'apparition officielle du Mouvement écologiste de Roumanie (Institut de la Révolution roumaine de décembre 1989, *Documente privind Revolutia romana din decembrie 1989. Activitatea Consiliului Provizoriu de Uniune Nationala (1 februarie – 11 mai 1990)*, intro. Teodora Stanescu-Stanciu, vol. I, Cluj, Mega, 2009, p. 47).

¹⁵⁹⁰ Né en 1914, ayant des études de droit, il fut avocat, universitaire et secrétaire politique du leader du PNP, Iuliu Maniu, ainsi que président de l'organisation de la jeunesse de ce parti, avant d'être arrêté en 1946 et condamné à vie pour « haute trahison de la classe ouvrière et crime contre les réformes sociales ». Amnistié en 1964, il a passé plus de dix-sept ans en prison dont huit en cellule d'isolement. Son épouse est morte après quatorze années en prison. Après sa libération il fut assigné à domicile forcé pendant plus de deux ans travaillant comme ouvrier. Gheorghiu-Dej lui offrit une fonction politique, qu'il refusa (Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt*, op. cit., pp. 96-97). En 1987, Corneliu Coposu réussit l'affiliation du PNP à l'Internationale chrétienne démocrate.

¹⁵⁹¹ Après la diffusion de cet « appel au pays », l'ancien parti fusionne rapidement avec deux nouveaux groupements apparus les jours de la révolte populaire, le Parti Chrétien-Démocrate, formé notamment de jeunes, et le Parti National Chrétien Paysan. Le parti traditionnel s'est accolé alors les attributs de chrétien et de démocrate.

dans 22 Corneliu Coposu précise que le parti est constitué « le jour même de la Révolution par les survivants de l'holocauste communiste, qui demandent des excuses à l'opinion publique pour leur âge avancé¹⁵⁹² ». De jeunes et des anciens membres du parti se réunissent le 26 décembre 1989. Parmi les leaders du PNTCD on compte un ancien diplomate durant la Deuxième Guerre mondiale, s'exilant depuis en Grande-Bretagne où il est homme d'affaires et d'où il critique le régime communiste, Ion Ratiu (candidat aux présidentielles en 1990). Le PNTCD s'est affirmé dès 1990 comme la principale force politique du courant de l'anticommunisme¹⁵⁹³ qui coalise des associations notamment et des partis politiques¹⁵⁹⁴. On retient de la caractérisation du programme du PNTCD qu'il visait « le renouvellement moral de la Roumanie et la réinstauration du système de valeurs d'avant le communisme » et la « recreation de la bourgeoisie des milieux ruraux surtout » et qu'il soutenait l'économie mixte¹⁵⁹⁵.

Le 15 janvier est la date de l'apparition d'un autre parti traditionnel¹⁵⁹⁶, le Parti National Libéral (PNL)¹⁵⁹⁷, initiative des anciens « jeunes libéraux » datée du 22 décembre, à la tête duquel se trouve un collectif, dont s'érige Radu Campeanu, qui sera aussi son candidat aux élections présidentielle de 1990. Parmi des anciens « jeunes libéraux » on compte des exilés des années 1950 dont Dinu Zamfirescu auxquels s'ajoutent des héritiers des hommes politiques d'avant l'installation du communisme¹⁵⁹⁸ et d'autres

¹⁵⁹² 22, 172, mai 1993, citation reprise dans Domnita Stefanescu, *11 ani din istoria Romaniei, op. cit.*, p. 53. Dans cet entretien, Corneliu Coposu parle aussi d'une manière critique du Parti de l'Alliance civique (PAC). L'entretien date de l'année qui suit le second scrutin général et présidentiel auxquels le PNTCD se présente comme principal parti politique de la Convention démocratique de Roumanie, regroupant plusieurs formations politiques dont aussi le PAC.

¹⁵⁹³ Selon Petre Roman, entre temps devenu concurrent du président Ion Iliescu, Corneliu Coposu essaye d'entrer en dialogue avec les futurs dirigeants politiques, Ion Iliescu et Alexandru Barladeanu, mais ces derniers l'ont refusé (Petre Roman, *Libertatea ca datorie*, Cluj, Dacia, 1994). Voir Peter Siani-Davies, *Reolutia romana din decembrie 1989, op. cit.*, p. 343, note 35.

¹⁵⁹⁴ En novembre 1991 prend naissance l'alliance politique la Convention démocratique roumaine (CDR) formée de plusieurs organisations civiques (environ six), d'un syndicat et de six partis politiques. Les principales organisations civiques qui font partie de la CDR sont l'Alliance Civique et l'Association des anciens détenus politiques de Roumanie. À partir de juin 1992, après les élections locales lorsque la CDR est arrivée en seconde position (24,3 % des voix exprimées), le Parti national paysan chrétien-démocrate (PNTCD) domine cette alliance.

¹⁵⁹⁵ De « par l'accent mis par le PNTCD sur l'économie mixte et sur la continuation des subventions d'Etat, son programme politique semble présenter suffisamment de points de convergence avec le programme du FSN, mais [...] ils l'abordaient sous des angles totalement opposés. Pour PNTCD, les réformes constituaient seulement un premier pas vers la recreation des structures sociales antérieures au communisme, alors que pour le FSN signifiaient dans une large mesure le maintien de la structure existante » (*Ibid.*, p. 345).

¹⁵⁹⁶ Institut de la Révolution roumaine de décembre 1989, *Documente privind Revolutia romana din decembrie 1989. Activitatea Consiliului Provizoriu de Uniune Nationala (1 februarie – 11 mai 1990), op. cit.*, p. 48.

¹⁵⁹⁷ À la différence du PNTCD, le PNL n'a pas été « dissout officiellement ou interdit », formellement le parti n'a pas cessé d'exister sous le communisme. Mais il est disparu de la scène politique et « plusieurs de ses membres ont enduré des souffrances comparables à celles des membres du PNP » (Peter Siani-Davies, *Reolutia romana din decembrie 1989, op. cit.*, p. 346).

¹⁵⁹⁸ Calin Popescu Tariceanu est le fils adoptif d'Dan Amedeo Lazarescu, leader du Parti national libéral (PNL) après 1989, ingénieur de formation, cadres universitaire dans les années 1980 et jusqu'au début des années 1990, Calin Popescu Tariceanu est le fondateur du premier poste de radio privé (apparemment avec de la technologie apportée de l'étranger en décembre 1990 par des intellectuels français) qu'il dirige jusqu'en 1996. Il est homme d'affaires dans le commerce d'automobiles mais aussi homme politique, un des leaders du PNL (vice-président et plus tard président de ce parti) occupant des fonctions de ministre et de premier ministre (entre décembre 2004 et décembre 2008). En 2014, comme suite de la décision du PNL de fusionner avec son ancien concurrent et opposant le Parti Démocrate Libéral (dont le leader était le président Traian Basescu), il démissionne du PNL ayant comme objectif la formation d'un autre parti politique. À partir de mars 2014 il est président du Sénat, élu avec le soutien du Parti Social-Démocrate (précédemment Front démocrate du salut national, ensuite Parti de la démocratie sociale de Roumanie).

représentants des professions libérales¹⁵⁹⁹, qu'on retrouve parmi des interlocuteurs des membres du GDS au tout début des années 1990, appartenant à la même génération que les plus jeunes membres fondateurs du GDS et avec lesquels certains parmi ces derniers se retrouveront dans un parti politique né comme (une des) dissidence(s) de ce parti traditionnel¹⁶⁰⁰. Radu Campeanu et Dinu Zamfirescu¹⁶⁰¹ sont des anciens détenus politiques et des exilés. Tout comme Ion Ratiu, candidat du PNTCD aux présidentielles de 1990, des exilés entrés en politique sont traités notamment en 1990 comme des « étrangers »¹⁶⁰². Le programme du PNL présentant des similarités avec le programme du PNTCD, prévoit une « privatisation à deux vitesses : une restitution plus rapide des propriétés du secteur du petit commerce, des services et de l'industrie légère et un passage plus lent vers le secteur privé de la grande industrie¹⁶⁰³ ».

Le troisième parti traditionnel, le Parti Social-Démocrate Roumain, verra le jour le 18 janvier 1990, dont le président d'honneur est un ancien membre et ministre avant sa fusion avec les communistes (en février 1948), son président exécutif de même un ancien membre et sous-secrétaire d'État dans les années 1930, ancien détenu politique¹⁶⁰⁴.

¹⁵⁹⁹ À la fin de ses études d'architecture, Dinu Patriciu a travaillé dans un institut dans le cadre du Ministère du Commerce Extérieur et de la Coopération Economique Internationale à la fin des années 1970 et au début des années 1980, il était cadre universitaire à l'Institut d'architecture de Bucarest. Durant la seconde moitié des années 1980, il a travaillé aux Emirats arabes unis. Revenu en Roumanie en 1990, Dinu Patriciu est un des membres fondateurs du Parti national libéral (PNL), élu au Parlement aux premières élections de mai 1990. Entré en conflit avec des aînés du PNL, avec d'autres jeunes membres du PNL, il fonde le Parti national libéral-l'aile jeune (PNL-AT) qui participe au second gouvernement dirigé par Petre Roman (après les élections de mai 1990 et jusqu'en octobre 1991), après le remaniement de la fin du mois d'avril. Le PNL-AT est promoteur du néolibéralisme. Dinu Patriciu s'est fait connaître aussi bien par son activité politique mais surtout comme un des principaux hommes d'affaires appartenant au monde politique et homme politique proche des représentants des milieux intellectuels, soutenant des initiatives et des associations des représentants des professions intellectuelles.

¹⁶⁰⁰ Le Parti National Libéral-l'Aile Jeune prend naissance après les premières élections postcommunistes, en juillet 1990, à l'initiative des plus jeunes membres du PNL. En février 1993, après l'absorption d'un groupement majoritaire d'une autre faction du PNL, le Parti national libérale-Convention démocratique, apparu en avril 1992 à la base de l'ancien Parti socialiste libéral (intégré au PNL en octobre 1990) et comme suite de la décision prise au sein du PNL de ne quitter l'alliance politique rassemblant plusieurs formations politiques (partis politiques et organisations civiques) et dominée par le PNTCD, le PNL-Aile Jeune est devenu le Parti national libéral 93. Le PNL-Aile Jeune participe seul aux élections locales de 1992 et aux élections générales avec d'autres partis politiques sur les listes de la CDR en obtenant plusieurs sièges au Parlement. Avant les élections locales certains quittent le parti en formant un nouveau parti qui va s'intégrer au PNL. En juin 1993, au PNL-Aile jeune, devenu le PNL 93 s'intégreront des membres du PAC. Des membres du PNL 93 vont quitter en 1995 comme suite de la sortie du parti de la CDR, ils vont devenir membres du PNL. Après les élections locales de 1996, le PNL 93 forme avec le PAC l'Alliance national-libérale. Comme cette alliance ne réussit pas son entrée au Parlement, le PNL 93 fusionne avec le PNL-CD en formant le Parti libéral (PL). De son côté, le PAC disparaît par absorption dans/au PNL en mars 1998 et le PL décide son absorption par le PNL en septembre 1998.

¹⁶⁰¹ Membre de l'exil qui s'est remarqué comme un des animateurs de l'Opération villages roumains et membre de la Ligue pour la défense des droits de l'homme en Roumanie, on le retrouve après 1989 comme responsable d'un des nouveaux instituts de recherche. On le retrouve plus tard dirigeant le nouvel Institut national pour la mémoire de l'exil roumain mais aussi dans le collectif dirigeant le Conseil national pour l'étude des archives de la Securitate.

¹⁶⁰² Sony Perseil, *Liberal la plural*, op. cit.

¹⁶⁰³ Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., pp. 345-346.

¹⁶⁰⁴ Étant des fondateurs de la Convention démocratique roumaine (CDR), à partir de 1995, moment de son retrait de la CDR, le PSDR se rapproche du parti issu du Front du Salut national, formant une union « social-démocrate », qui réussit sa participation aux gouvernements de 1996 à 1999, aux côtés de la CDR. Il se rapproche ensuite d'une autre faction de l'autre parti issu du FSN (de 1990) et en 2001, après la conclusion d'une alliance avec le parti dirigé par Ion Iliescu, le Front démocrate du salut national devenu en 1993 le Parti de la Démocratie Sociale de Roumanie (PDSR) pour les élections de 2000, le PSDR fusionne avec le PDSR pour former le Parti Social Démocrate (depuis 2001).

Si le PNTCD se fait le représentant politique principal du courant de l'anticommunisme de l'après 1989, le PNL se situe dans une position parfois ambiguë vu ses relations établies avec le FSN. Des membres du PNL participent au gouvernement provisoire. Le ministre du Travail et de la Protection sociale, Mihnea Marmeliuc, nommé en janvier dans le gouvernement provisoire, est un des initiateurs de la recréation du PNL, nommé, semble-t-il, immédiatement après la disparition de Ceausescu, président du PNL. Un autre membre du PNL est devenu conseiller du premier ministre, Petre Roman¹⁶⁰⁵. Les relations du PNL avec le parti contesté d'ailleurs par des représentants du courant de l'anticommunisme, déniées cependant ou minimalisées, sont aussi attestées par la présence de son leader aux côtés des intellectuels qui se veulent constituer l'alternative au GDS, le groupement la Société de demain. Les trois partis traditionnels vont signer une déclaration commune visant l'accord d'un soutien réciproque pour les élections de 1990, faisant alors un front commun contre le FSN¹⁶⁰⁶. En décembre 1990 les partis traditionnels formeront avec d'autres partis politiques, la Convention nationale pour l'instauration de la démocratie et, l'année suivante, en novembre 1991, ils fondent aux côtés d'autres formations politiques et organisations civiques, la Convention démocratique de Roumanie.

Le 12 janvier est la date de la première manifestation qui fait apparaître exclusivement des messages et des revendications anticommunistes¹⁶⁰⁷. La protestation du 12 janvier 1990 n'est que la première d'une série de protestations qui s'achèvent avec violence presque un mois après les premières élections postcommunistes, avec la « sanglante intervention des miniers à Bucarest en juin 1990¹⁶⁰⁸ ». La manifestation est occasionnée par la commémoration des victimes des jours de décembre 1989, les mécontentements visent dans un premier temps au sujet des inconnues des événements de décembre 1989 : les morts et les terroristes. Des leaders politiques sont contraints de descendre dans la rue. Le premier à parer les contestations des manifestants qui doutent de la légitimité démocratique du pouvoir est Petre Roman, premier ministre du gouvernement provisoire. Un des leaders du pouvoir en place, Dumitru Mazilu, premier vice-président, reprend des slogans des manifestants qui crient « A bas la Securitate ! » et « A bas le communisme ! ». Tour à tour des responsables politiques vont accepter les sollicitations de la rue. Les manifestants réclament cependant la présence d'Ion Iliescu qui répondra à des questions « liées à son passé et à ses convictions politiques ». Une des questions qui lui sera posée concerne l'inclusion des représentants des partis politiques dans le CFSN. Revendication devant laquelle le président du CFSN affirmera son

¹⁶⁰⁵ Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., pp. 346-347.

¹⁶⁰⁶ Parlant de la « tentative du PNL de se maintenir dans une position intermédiaire sur la scène politique », Peter Siani-Davies précise qu'« en dépit du fait qu'il renforçait ses liaisons avec le FSN, souvent au niveau individuel, le PNL composait, aux côtés de PNTCD, le noyau de l'opposition par rapport au Front » (Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., p. 347).

¹⁶⁰⁷ Une manifestation réunissant des étudiants dans plusieurs villes de la Roumanie (Bucarest, Timisoara, Bacau et Galati) et une autre organisée par l'organisation de jeunesse du Parti national paysan ont lieu le 7 janvier 1990. Durant ces manifestations certains messages révèlent des préoccupations concernant la représentation politique et le nouveau pouvoir politique identifié à l'ancien parti. Voir Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., pp. 348-349.

¹⁶⁰⁸ *Ibid.*, p. 353.

ouverture¹⁶⁰⁹. Les représentants du pouvoir vont négocier ensuite avec des représentants des manifestants annonçant le soir même une série d'arrêtés en réponse aux revendications : la mise hors la loi du PCR, l'organisation d'un référendum au sujet de la réintroduction de la peine de mort (abolie le 7 janvier 1990 par l'arrêté-loi n° 6 du CFSN) et la création d'une commission pour la résolution des saisies des victimes de la dictature. Alors que les négociations continuaient, au soutien du pouvoir en place sont venus d'autres manifestants. Les forces de l'ordre n'ont pas intervenu quoique l'armée y est présente. Des responsables politiques se reprochent les jours suivants l'acceptation facile des revendications exprimées au cours de cette manifestation et ceux directement impliqués essayeront de justifier leur manière d'agir sur place alors qu'au sein du nouveau pouvoir des dissensions sont apparues au sujet de ses réactions¹⁶¹⁰. Le 17 janvier, les décisions prises le soir du 12 janvier transformées sur le coup en actes normatifs seront annulées dans une séance du CFSN avec la large majorité des voix.

Le lendemain de cette protestation, le journal *Romania libera* qui se fait la tribune du courant de l'anticommunisme et, plus tard, foyer de l'opposition civique et politique, participant par ses responsables à la naissance de l'Alliance civique, demande la démission de Dumitru Mazilu accusé d'avoir apporté « atteinte à la politique de consensus national » et utilisé « le jour de deuil national pour accumuler du capital politique pour prendre le pouvoir¹⁶¹¹ » et présente la biographie de Dumitru Mazilu. Une série d'articles dénonciateurs est publiée par le même quotidien pendant les dix jours suivants¹⁶¹². Le 26 janvier Dumitru Mazilu présente sa démission adressant le même jour une lettre à *Romania libera*. Dans l'annonce de sa démission, Dumitru Mazilu déclare que « les méthodes stalinistes... fondées sur les dossiers de la Securitate sont encore utilisées¹⁶¹³ ». Le 4 février un autre membre du CFSN, Silviu Brucan, dirigeant la

¹⁶⁰⁹ Ion Iliescu raconte ultérieurement d'une telle initiative du début du mois de janvier : « Ion Iliescu : [...] nous avons essayé d'attirer dans la structure du CFSN les partis qui apparaissaient, y inclus les partis historiques : donc le PNTCD, le PNL et le PSDR. J'ai eu une rencontre avec leurs délégations [...] Au début du mois de janvier. Ensemble avec Mazilu, j'ai reçu une délégation du PNTCD, dirigée par Corneliu Coposu, une délégation du PNL, dirigée par monsieur Radu Campeanu, une délégation du PSDR, dirigée par monsieur Sergiu Cunesco. A chacun d'entre eux j'ai proposé qu'ils désignent des représentants pour qu'ils entrent dans cette structure d'Etat. Ils ont tous refusé. Il y avait aussi des représentants d'autres partis, qui se sont constitués entre temps... » (Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt*, op. cit., p. 200). C'est la première rencontre entre Ion Iliescu et Corneliu Coposu que Silviu Brucan par contre avait rencontré avant 1989 dans le cadre de l'Association de droit international et relations internationales, centre d'expertise du Ministère des Affaires étrangères (*Ibid.*, p. 203).

¹⁶¹⁰ Silviu Brucan critique les mesures prises comme suite de cette protestation et à ses affirmations réagit violemment un autre membre du CFSN, Adrian Sarbu. L'attitude de Dumitru Mazilu sera considérée par certains responsables en place comme usage de l'opportunité à son bénéfice (Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., p. 354).

¹⁶¹¹ *Romania libera*, le 13 janvier 1990, pp. 1 et 5, cité par Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., p. 355.

¹⁶¹² *Romania libera* mais aussi *Adevarul* (l'ancien périodique *Scanteia*, journal du PCR) publient des messages venus de « citoyens préoccupés » sur le passé de Dumitru Mazilu. *Romania libera* ridiculise en plus le passé dissident de Dumitru Mazilu (*Ibid.*, p. 355).

¹⁶¹³ *Financial Times*, January 27 1990, p. 3, cité par Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., p. 370. Au sujet de cette démission, plus tard, Ion Iliescu raconte qu'à la suite de « son comportement le soir du 12 janvier [...] les membres du CFSN ne l'ont plus soutenu » et qu'« il y a eu une réaction générale de refus » (Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt*, op. cit., p. 219). Dumitru Mazilu accusera par moments la présence d'une aile conservatrice formée d'anciens communiste au sein du CFSN comme cause de sa démission. Dumitru Mazilu est l'auteur d'un

Commission pour la politique étrangère du CFSN, démissionne. Ce dernier est lui aussi critiqué dans *Romania libera*¹⁶¹⁴.

Le 18 janvier 1990 est fondé le Ministère des Cultes et le Département des cultes disparaît¹⁶¹⁵. Le même jour, dans une séance extraordinaire du Synode de l'Eglise orthodoxe roumaine, le patriarche en titre (Teoctist) depuis 1986, en présence de Nicolae Stoiceanu (nommé le même jour ministre des Cultes), annonce son retrait pour des raisons de santé. Le patriarche Teoctist est contesté au sein de l'église. A la même date, on décide du transfert du « patrimoine [...] de l'ancien Parti Communiste Roumain [...] dans la propriété de l'Etat comme biens du peuple entier¹⁶¹⁶ ».

Le 20 janvier 1990 apparaît officiellement la Société de Timisoara comme organisation civique ayant comme tribune le journal *Timisoara*, qui s'affirmera comme auteur de la « Proclamation de Timisoara », lancée le 11 mars 1990, place de l'Opéra de Timisoara. Le premier numéro de 22, l'hebdomadaire du GDS, paraît le même jour.

Le 23 janvier 1990, lors d'une séance du CFSN et « après un long débat », on décide de la participation du FSN comme parti politique aux élections de 1990, avec 128 des 141 voix exprimées (dont 8 voix contre cette décision et 5 abstentions)¹⁶¹⁷. La décision, reçue positivement par l'opposition, est accompagnée de demandes concernant la séparation entre le parti politique et l'organisme dirigeant et de contestations de la légitimité du nouveau pouvoir constitué en décembre 1989 comme représentant du mouvement révolutionnaire¹⁶¹⁸. C'est le moment de l'apparition des voix dissidentes, retraits du CFSN des opposants bien connus avant 1989, et d'une opposition ouverte au pouvoir en place, suite à l'annonce concernant la création du parti avec le même nom que le pouvoir en place. Le 23 janvier **Doina Cornea** annonce son retrait du CFSN. Ana Blandiana refait le geste de **Doina Cornea**, en renonçant à sa participation au CFSN le 30 janvier. **Doina Cornea**, la première à se retirer du CFSN, est aussi président du conseil du FSN au niveau local, position à laquelle elle ne semble pas renoncer, considérant cette organisation comme tenant d'une « conception démocrate », à laquelle participe aussi son fils, **Leontin Iuhas**. Liviu Antonesei parlera de ces retraits « perçus comme une sorte de choc au sein du FSN » car :

« ils étaient tellement déroutés qu'ils ont voulu installer Ion Caramitru comme président du Front devenu parti parce qu'il était là le seul qui n'avait pas été membre du PCR¹⁶¹⁹. »

volume, publié en 1991, qui traite des événements de décembre 1989 comme la « révolution volée ». On le retrouve plus tard habitant l'Institut de la révolution roumaine de décembre 1989, créé vers le milieu des années 2000.

¹⁶¹⁴ Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., p. 370.

¹⁶¹⁵ Arrêté du CFSN n° 64 du 18 janvier 1990, publié dans MO n° 12 du 19 janvier 1990.

¹⁶¹⁶ Article 1 de l'arrêté-loi n° 30 du CFSN sur le passage dans la propriété de l'Etat du patrimoine de l'ancien Parti Communiste Roumain, daté du 18 janvier 1990, publié dans MO n° 12 du 19 janvier 1990.

¹⁶¹⁷ Au même moment on décide de proroger la date des premières élections postcommunistes, demande venue aussi de la part de l'opposition (Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., p. 356).

¹⁶¹⁸ *Ibid.*, p. 357.

¹⁶¹⁹ En vérité, Ion Caramitru n'était pas le seul qui n'avait pas été membre du PCR mais une des plus connues figures intellectuelles, représentant des professions artistiques. Dorin Popa, Liviu Antonesei, *Scriitorii si politica 1990-2007. De la Iliescu la Basescu la retur*, op. cit., p. 41.

Doina Cornea et Ana Blandiana se retirent mais non pas les autres qui prennent part aussi à l'organisme qui est créé afin de remplacer le CFSN, ayant les mêmes pouvoirs que ce dernier mais créant un cadre pour la représentation des partis politiques ainsi que des principales organisations politiques. Iliescu parlera de la décision de la transformation du Front du salut national en parti politique pour participer aux élections, considérée comme un « moment de confusion [...] utilisé sur le plan politique » par les partis politiques traditionnels comme par une partie de la presse, à savoir *Romania libera*, qui se fait la tribune de l'anticommunisme :

« Il est clair que nous n'avons pas expliqué suffisamment les motifs et les conséquences de la décision prise par vote par le CFSN de créer un parti avec le nom de Front du Salut national, suivie dans la période ultérieure de celle de constituer obligatoirement une autre structure d'Etat à la place du CFSN, due au fait du transfert du nom au futur parti [...] j'ai vu que notre idée de faire du Conseil du Front du Salut national un organisme d'Etat, strictement administratif, auquel devrait adhérer des forces politiques significatives, ne s'était pas réalisé. Et cela car les principaux partis politiques [...] le PNTCD, le PNL, le PSDR, refusaient de le faire. Ils nous ont laissé seuls. Et alors je me suis dit : "Peut-être ils ont raison." Il fallait donc penser une autre structure d'Etat, avec un autre nom, à laquelle d'autres partis politiques devraient aussi adhérer¹⁶²⁰. »

La décision est prise par suite du refus des partis politiques traditionnels de participer au CFSN, à l'occasion de leur première rencontre avec les représentants du pouvoir au début du mois de janvier. La décision des leaders du pouvoir en place de se constituer en parti politique semble être inspirée par les objectifs que se donnent ceux qui créent ou recréent des partis politiques et qui se préparent pour les élections. Iliescu se souviendra toujours de sa première rencontre avec les leaders des partis politiques traditionnels :

« dans la discussion avec la délégation du PNTCD, Corneliu Coposu m'a proposé d'accepter d'être en tête de la liste du PNTCD [...] certains n'avaient pas d'autre chose à faire que de se préparer pour les élections – cela et rien d'autre – alors que nous étions étouffés par les problèmes courants¹⁶²¹. »

Les partis politiques traditionnels, le PNTCD, le PNL (bien que certains de ses membres participent au gouvernement provisoire, comme déjà mentionné) et le PSDR, constituent le 25 janvier 1990 un « front de résistance » contre le FSN et appellent à manifester le 28 janvier, devant le palais de la Victoire, siège du Gouvernement. Des négociations auront lieu durant l'après-midi du même jour entre les trois leaders de l'opposition, des partis politiques traditionnels (Corneliu Coposu, Radu Campeanu et Sergiu Cunesco), et les représentants du pouvoir (Ion Iliescu, Petre Roman et Cazimir Ionescu)¹⁶²². Les représentants du pouvoir

¹⁶²⁰ Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt*, op. cit., pp. 201-202.

¹⁶²¹ *Ibid.*, pp. 204-205.

¹⁶²² La transcription de ces discussions sera publiée par Ion Iliescu dans deux de ses écrits de mémoires : dans Ion Iliescu, *Momente de istorie I – documente, interviuri, comentarii – decembrie 1989-iunie 1990*, Bucarest, Editions encyclopédiques, 1995 et dans Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt*, op. cit. Mais Ion Iliescu mentionne aussi une rencontre du 27 janvier entre les principaux leaders du pouvoir et les leaders des principaux partis politiques : « nous avons cherché à expliquer que nous ne voulons pas mélanger les choses, Etat et parti, que nous sommes ouverts à toute autre solution. Nous sommes arrivés alors à une certaine entente. Au final, je leur ai proposé qu'on apparaisse ensemble, tous les cinq, au poste national de télévision pour expliquer à l'opinion publique que nous sommes arrivés à une série de solutions et que, dans les jours suivants, nous allons mettre en pratique notre accord. Mais ils nous ont informé que, le jour suivant, ils ont programmés des

et de l'opposition sont apparus devant les manifestants pour informer de leurs négociations en faisant appel au calme évitant par cela un choc entre les deux camps¹⁶²³ et, par la suite, à la télévision. Le 29 janvier, les partisans du FSN dominent les rues de Bucarest, le « siège du PNL est dévasté et occupé, alors qu'au siège du PNTCD par l'arrivée de Roman » on réussit à « assurer la sécurité de Coposu [...] avec une machine blindée ». Parmi les partisans du FSN sont identifiés un nombre restreint de miniers et un nombre important d'ouvriers arrivés d'autres villes qui « sont partis, mais non pas avant de faire l'effrayante promesse de venir avec des milliers pour défendre le Front, s'il était de nouveau menacé¹⁶²⁴. »

A la suite des négociations du 28 janvier 1990 prend naissance le Conseil provisoire d'union nationale (CPUN) qui fonctionne entre le 9 février et le 13 juin 1990, jusqu'à l'installation du premier Parlement de la période postcommuniste¹⁶²⁵, après les élections du 20 mai 1990. Le 1^{er} février est annoncé la création du CPUN remplaçant le CFSN lors d'une rencontre des représentants du pouvoir en place avec 28 formations politiques¹⁶²⁶. Est établie la participation de tous les partis politiques à « ce nouveau organisme suprême avec des pouvoirs législatifs totaux¹⁶²⁷ » ainsi que celle des organisations des minorités nationales et d'autres organisations. Sont représentés au CPUN quarante neuf formations politiques au total

manifestations [...] dans les discussions du 27 janvier avec les trois leaders politiques nous aurions dû trouver ensemble un nom acceptable pour une nouvelle formule de la direction de l'Etat et, à la fois, eux renoncer à la marche du lendemain vers le palais de la Victoire. Nous avons de même convenu d'apparaître ensemble à la télévision, informer l'opinion publique. Ils ne sont pas apparus et ils n'ont pas pu être trouvés. Moi et Petre Roman seuls nous sommes allés à la Télévision et nous avons expliqué en quoi consistait notre accord » (Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt*, op. cit., pp. 203 et 205).

¹⁶²³ A « l'appel du FSN, lorsque le siège du Gouvernement était attaqué » par les partisans des partis politiques traditionnels, les partisans du pouvoir en place se sont réunis pour se diriger vers le lieu de la manifestation des partisans de l'opposition (*Ibid.*, p. 213).

¹⁶²⁴ Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., p. 360. Plus tard, Iliescu considère la présence « des dizaines de milliers de personnes qui sont sortis dans la rue pour affirmer leur soutien au FSN » comme le signe du soutien reçu « ultérieurement aux élections, lorsque le FSN a gagné à Bucarest comme dans tout le pays avec une majorité » des voix exprimées (Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt*, op. cit., p. 213).

¹⁶²⁵ *Ibid.*, p. 246. Les 18 et 19 juin les deux chambres du Parlement, la Chambre des députés et le Sénat, élisent leurs présidents, respectivement Dan Martian et Alexandru Barladeanu, membres du FSN (Stan Stoica, *Romania dupa 1989. O istorie cronologica*, Bucarest, Meronia, 2007, p. 33).

¹⁶²⁶ Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., p. 361. Selon Iliescu, il s'agirait de 30 partis politiques (Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt. Despre comunism, postcomunism, democratie*, op. cit., p. 214). D'autres partis politiques sont constitués entre le 1^{er} et le 9 février lors de la première séance du CPUN, datée du 9 février 1990, parmi lesquels le Front du Salut national, créé par l'arrêté n° 27 du Tribunal de Bucarest, daté du 6 février 1990 (Institut de la Révolution roumaine de décembre 1989, *Documente privind Revolutia romana din decembrie 1989. Activitatea Consiliului Provizoriu de Uniune Nationala (1 februarie – 11 mai 1990)*, op. cit., p. 51). Dans le « Communiqué sur la constitution du Conseil provisoire d'union nationale » sont annoncées la « restructuration de l'actuel Conseil du FSN [...] ainsi que la représentation égale, avec trois membres, des partis constitués » jusqu'à la date de l'apparition du CPUN, mais aussi des « représentants des organisations des minorités nationales » comme aussi la transformation du Front du Salut national en « formation politique [...] participant sur une position égale que les autres forces politiques aux élections » de mai 1990 (Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt. Despre comunism, postcomunism, democratie*, op. cit., p. 430).

¹⁶²⁷ Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., p. 361. Le plus souvent on parle du CPUN comme à une « sorte de parlement provisoire » ou à un pré ou proto-Parlement et on procède à une comparaison avec la « table ronde » en Pologne pendant le printemps de 1989 : « la réunion du 28 janvier [...] cela a été, si vous le voulez, une table ronde “à la polonaise”, mais dans la version roumaine » (Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt*, op. cit., p. 214).

dont trente-trois sont des partis politiques (deux utilisant le terme de « front », y inclus le FSN¹⁶²⁸), le Mouvement écologiste, treize organisations des minorités nationales (dont l'Union démocrate magyare de Roumanie¹⁶²⁹ et le Forum démocrate allemand de Roumanie) et deux autres organisations : l'Association des anciens détenus politiques de Roumanie, représentée par Constantin Latea, Radu Ciuceanu, ancien membre du CFSN¹⁶³⁰ et Constantin Dumitrescu¹⁶³¹, et le Syndicat la Fraternité des ouvriers et des paysans de Roumanie¹⁶³². Chacune de ces formations est représentée par trois de ses membres¹⁶³³, mais la moitié des membres du CPUN représentent des (anciens) membres du CFSN, l'organisme constitué en décembre 1989. Des 257 du total des membres du CPUN, 112 ont participé au CFSN¹⁶³⁴.

Le 9 février le CPUN établit¹⁶³⁵ (réuni au même siège que l'ancienne Grande Assemblée nationale) pour établir sa structure et élire son Bureau exécutif¹⁶³⁶ composé du président Ion Iliescu qui est aussi chef d'Etat, de cinq vice-présidents – Ion Caramitru, Radu Campeanu (représentant le PNL), Cazimir Ionescu, Karoly Kiraly¹⁶³⁷, Ion Manzatu (universitaire, représentant du Parti républicain) –, d'un secrétaire – Dan Martian – et de quatorze membres Alexandru Barladeanu, Radu Ciuceanu (représentant de l'Association des anciens détenus politiques de Roumanie), Ion Diaconescu (représentant le PNTCD), **Mircea Dinescu**, Nicolae S. Dumitru (sociologue universitaire, représentant du FSN), Constantin Gurila, Dan Haulica, Toma George Maiorescu (écrivain, représentant du Mouvement écologiste de Roumanie), Gheorghe Manole, Corneliu Manescu, Serghei Mesaros (économiste, représentant du Parti national démocrate), Nicoale Radu, Virgil Andrei Vata (représentant du Parti démocrate de Cluj), Ianos Vincze (représentant du Parti

¹⁶²⁸ Représenté au CPUN par un ingénieur âgé de 35 ans (Bogdan Patrascu), un universitaire âgé de 58 ans (Nicolae S. Dumitru) et un ouvrier âgé de 40 ans (Dan Iosif). *Documente privind Revolutia romana din decembrie 1989. Activitatea Consiliului Provizoriu de Uniune Nationala*, op. cit., p. 126.

¹⁶²⁹ Une formation politique se présentant comme « parti » se veut toujours représentant d'une minorité nationale : le Parti indépendant magyare de Cluj.

¹⁶³⁰ Né en 1928 à Arad, Radu Ciuceanu est un ancien détenu politique de la fin des années 1940. En 1990 il est élu au Parlement de la part du PNL et vice-président de la Chambre des députés durant ce mandat. Depuis 1993 il dirige le nouvel Institut national pour l'étude du totalitarisme de l'Académie roumaine, obtenant son doctorat d'histoire en 1998 (voir chapitre 4). Au début des années 2000 il siège au Parlement de la part du Parti la grande Roumanie.

¹⁶³¹ Membre du Parti national paysan, Constantin [Ticu] Dumitrescu a été emprisonné à deux reprises à la fin des années 1940 et des années 1950. Après 1989, il est président de l'Association des anciens détenus politiques de Roumanie, jusqu'à sa mort, et membre du PNT-CD, siégeant au Parlement de la part de ce parti dans les années 2000. Il est surtout connu comme l'initiateur de la loi qui se trouve à la base de création du Conseil national d'étude des archives de la Securitate (fonctionnant à partir de mars 2000).

¹⁶³² Voir Institut de la Révolution roumaine de décembre 1989, *Documente privind Revolutia romana din decembrie 1989. Activitatea Consiliului Provizoriu de Uniune Nationala*, op. cit., pp. 123-127.

¹⁶³³ D'autres partis politiques recevront accès aux séances du CPUN par leurs représentants (au nombre de trois pour chacun) à titre d'observateur, à partir de la moitié du mois de mars 1990 (cf. l'Institut de la révolution roumaine de décembre 1989, *Documente privind Revolutia romana din decembrie 1989. Activitatea Consiliului Provizoriu de Uniune Nationala*, op. cit., pp. 128-129).

¹⁶³⁴ Institut de la révolution roumaine de décembre 1989, *Documente privind Revolutia romana din decembrie 1989. Activitatea Consiliului Provizoriu de Uniune Nationala (1 februarie – 11 mai 1990)*, op. cit., pp. 112-116 et 140-146.

¹⁶³⁵ La première séance du CPUN a lieu le 13 février 1990 (cf. « Communiqué du Conseil provisoire d'union nationale », *ibid.*, p. 138).

¹⁶³⁶ Arrêté-loi sur la constitution du Conseil provisoire d'union nationale n° 81 du CFSN, daté du 9 février 1990, publié dans *MO* n° 27 du 10 février 1990.

¹⁶³⁷ Karoly Kiraly n'apparaît pas à ce moment-là comme représentant de l'Union démocrate magyare de Roumanie (UDMR) mais aux premières élections de mai 1990, il sera élu au Parlement de la part de l'UDMR.

indépendant magyare)¹⁶³⁸. Onze de ces vingt-un proviennent du CFSN. Sur le modèle précédent, du CFSN, ce nouvel organisme travaille aussi en commissions de spécialité au nombre de seize, dont les présidents sont élus parmi les membres du Bureau exécutif¹⁶³⁹. Les conseils locaux déjà constitués, souvent de manière spontanée, ayant adopté le nom de FSN, choisi par le centre, intègrent jusqu'à trois membres des formations politiques, représentées au niveau central¹⁶⁴⁰.

A part les démissionnaires du CFSN (Dumitru Mazilu, **Doina Cornea**, Ana Blandiana, Silviu Brucan), d'autres membres du CFSN figurant sur la première liste des membres, rendue publique le 22 décembre 1989, ne se retrouvent plus dans la structure constituée en février pour remplacer le CFSN. Au total 14 des 39 membres du CFSN dans sa composition initiale ne font pas partie du CPUN. Par contre des membres du CFSN, cooptés au mois de janvier, à titre de présidents des conseils du Front du salut national, devenus conseils provisoires d'union nationale, constitués au niveau des départements¹⁶⁴¹, se retrouvent parmi les membres du CPUN (dont **Dan Petrescu** président du CPUN d'Iasi). Sept membres fondateurs du GDS participent au CPUN, constitué le 9 février 1990, comme membres du CFSN : **Gabriel Andreescu**, **Mariana Celac**, **Ascanio Damian**, **Mircea Dinescu**, **Radu Filipescu**, **Dan Petrescu**, **Andrei Plesu**¹⁶⁴².

Les débats qui ont lieu dans ce cadre, le CPUN, sont transmis à la télévision :

« les débats du CPUN sont devenus le plus intéressant spectacle pour le public roumain. Dans cette période-là, il s'est agi peut-être de la plus faible présence aux théâtres ou aux cinémas [...] tout le monde se réunissait autour du téléviseur¹⁶⁴³. »

¹⁶³⁸ Institut de la révolution roumaine de décembre 1989, *Documente privind Revolutia romana din decembrie 1989. Activitatea Consiliului Provizoriu de Uniune Nationala*, op. cit., pp. 147 et 149.

¹⁶³⁹ Selon certains documents d'archive, non-datés, les formations politiques seront invitées à proposer au Bureau exécutif cinq personnes au plus pour faire partie de ces commissions, chacune étant des personnes « avec une formation professionnelle appropriée » (cf. Institut de la révolution roumaine de décembre 1989, *Documente privind Revolutia romana din decembrie 1989. Activitatea Consiliului Provizoriu de Uniune Nationala*, op. cit., pp. 130-136).

¹⁶⁴⁰ Arrêté-loi sur la constitution du Conseil provisoire d'union nationale n° 81 du CFSN, daté du 9 février, publié dans *MO* n° 27 du 10 février 1990.

¹⁶⁴¹ Jugés « plus stables » après la constitution du CPUN, ces conseils locaux sont dirigés, à deux exceptions près, par des « inconnus du point de vue politique », « beaucoup étant relativement jeunes » et « presque tous » des représentants de « l'intellectualité créative ou technique (catégorie qui comprend aussi des officiers de l'armée), non moins de 15 d'entre eux se présentant comme ingénieurs, alors que la majorité du reste étaient des professeurs à l'université ou à l'Institut polytechnique, interprètes, artistes, écrivains ou avocats » (Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., p. 379). L'auteur note qu'« ultérieurement, tous ceux-là [les plus jeunes parmi ceux « dont l'âge est connue, ayant entre 34 et 41 ans »] ont fait une carrière politique au niveau national, accentuant le changement des générations au centre de la révolution ». Et tient à remarquer la « forte présence de l'armée » au sein des conseils CFSN « 120 officiers actifs ou retraités » : « il est choquant que tous les officiers de l'armée qui ont été des présidents qui ont été des présidents du CPUN départementaux, à une seule exception près, se sont assurés ultérieurement un siège au nouveau Parlement ».

¹⁶⁴² Un autre membre du CFSN initial, l'écrivain Domokos Geza participe au CPUN non plus comme membre du CFSN initial, mais de la part de l'Union démocrate magyare de Roumanie. Parmi les membres du CPUN on retrouve aussi Lazar Vlasceanu, sociologue formé en philosophie, s'intégrant au tout début des années 1990 dans un nouvel établissement de l'Université de Bucarest, devenu vice-recteur de l'Université de Bucarest entre mai 1990 et mai 1991, par la suite secrétaire d'Etat au Ministère de l'Enseignement et de la Science. Voir Institut de la Révolution roumaine de décembre 1989, *Documente privind Revolutia romana din decembrie 1989. Activitatea Consiliului Provizoriu de Uniune Nationala*, op. cit., pp. 112-116 et 140-146 ; Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt*, op. cit., p. 434.

¹⁶⁴³ Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt*, op. cit., pp. 217-218. Voir aussi Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., pp. 360-361.

A une seule exception près, des intellectuels (et non seulement du GDS) se faisant connaître par la suite aussi comme participants au courant de l'anticommunisme dénie l'importance de leur participation, lorsqu'ils en parlent, à ces deux premiers organismes fonctionnant entre décembre 1989 et juin 1990. A quelques exception près, membres du CFSN et/ou du CPUN ou occupant des postes dans l'administration (les deux ministères dirigés respectivement par **Andrei Plesu** et **Mihai Sora**), lorsqu'ils en parlent ils accusent d'avoir été utilisés. Parlant de sa participation au CFSN, Liviu Antonesei déclare après le milieu des années 2000 que leur cooptation visait de « se créer une sorte de paravent pour assurer leur légitimité » mais aussi qu'après la constitution du FSN comme parti politique ils sont « presque tous partis [...] d'une manière ou d'une autre, [...] tous partis dans l'opposition civique ou dans celle politique...¹⁶⁴⁴ ». Seul **Gabriel Andreescu**, participant au CFSN et par la suite au CPUN, non seulement mentionne la participation des membres du GDS au CFSN et par la suite au CPUN, mais reconsidère ultérieurement leur choix de quitter ces deux organismes comme une erreur. Son jugement rétrospectif se produit lorsqu'il est un des porte-parole (dans 22) et des plus actifs représentants de l'Alliance civique¹⁶⁴⁵. **Gabriel Andreescu** semble être le dernier à quitter le CPUN, alors qu'**Andrei Plesu** et **Mircea Dinescu** y restent. De plus, des membres fondateurs et un futur membre du GDS qui intègrent l'administration centrale ne quittent pas leurs postes qu'à l'automne 1990 pour poursuivre leurs formations à l'étranger ou contraints par la conjoncture politique. **Andrei Plesu** perd son poste de ministre à l'automne 1991 comme suite de la démission du gouvernement Roman.

Au 26 décembre 1989 on choisit non pas la dissolution de la structure créée par le régime communiste, le Comité d'Etat pour la Culture et l'Art, comme certains, dont **Andrei Pippidi**, l'auraient souhaité car cet organisme était « compromis », mais son « remodelage [...] dans un esprit novateur et dynamique ». Ce remaniement est bien souligné par le ministre responsable et ultérieurement par certains des intellectuels du GDS, notamment lorsqu'ils entendent montrer des mérites de leur ami ministre. Mais cela n'est toutefois considéré qu'une réussite partielle, par **Andrei Pippidi**¹⁶⁴⁶.

Plusieurs membres du GDS se présentent aux élections de mai 1990 sur deux (des trois) listes des indépendants. Ils ne participent pas tous ensemble ou seuls (des membres du GDS) sur ces listes. Leur participation sur différentes listes marque le partage entre intellectuels proches ou participants au pouvoir et des représentants de « l'opposition civique ». Aucun membre du GDS, candidats au scrutin général du 20 mai 1990, dont certains se trouvaient en janvier 1990 dans le CFSN, ne siège pas au premier Parlement adoptant à l'automne 1991 la Constitution.

¹⁶⁴⁴ Dorin Popa, Liviu Antonesei, *Scritorii si politica 1990-2007, op. cit.*, p. 41.

¹⁶⁴⁵ Ses opinions vont changer à travers le temps au sujet de la non-participation des membres du GDS au pouvoir à travers le temps, jugée parfois positivement.

¹⁶⁴⁶ 22, 48, 1990.

Après le premier scrutin du 20 mai 1990, un nouveau gouvernement légitimé par le résultat des élections parlementaires s'installe toujours sous la direction de Petre Roman. **Andrei Plesu** est ministre de la Culture depuis le 28 décembre 1989, dans le gouvernement provisoire, mais aussi dans le gouvernement installé à la suite des premières élections postcommuniste, dirigé par Petre Roman entre le 28 juin 1990 et le 16 octobre 1991. **Mihai Sora**, nommé ministre de l'Enseignement au 30 décembre 1989, occupe ce poste dans le gouvernement provisoire, dirigé par Petre Roman (jusqu'au 28 juin 1990), mais non plus après les premières élections postcommunistes. **Andrei Plesu** est critiqué par des intellectuels proches du GDS, des intellectuels de l'exil pour sa proximité et son activité comme ministre aux côtés des représentants du pouvoir tenu comme « néo-communiste » après les élections de mai 1990. Ces critiques ne sont exprimées explicitement ni par des membres du GDS ni dans 22. A certaines critiques parues dans la presse s'ajoutent des critiques prononcées dans le Parlement sur l'activité du ministre de la Culture. Des membres du GDS se mobilisent alors pour défendre leur collègue ou ami. En février 1991 dans un numéro de 22 deux pages comprennent des textes rédigés pour défendre **Andrei Plesu**¹⁶⁴⁷. Les membres du GDS qui interviennent à sa défense sont l'historien **Andrei Pippidi**, l'historien **Radu Popa**, le peintre (artiste orthodoxe) Horia Bernea, le rédacteur en chef de 22, **Victor Barsan** (physicien) et, plus tard, le philosophe-éditeur **Gabriel Liiceanu**. Mais aussi deux artistes notoires, le musicien Dan Grigore et le metteur en scène Catalina Buzoianu (ayant collaboré avec Gabriela Adamesteanu), mais aussi certains de ses collaborateurs dans le Ministère de la Culture, Maria Berza (future secrétaire d'Etat, à partir de 1997 jusqu'en 1999, dans le même ministère, chargée pour s'occuper du patrimoine) et Aurelian Triscu (futur vice-président de la Commission nationale des monuments historiques du Ministère de la culture, dans le gouvernement installé à la suite des élections de 1996 qui donnent comme gagnant Emil Constantinescu, candidat de la part de la Convention démocratique de Roumanie).

IV. Cooptions et membres cooptés (1990-2009) : réseaux d'interconnaissance

Du fait de la forte visibilité publique du GDS¹⁶⁴⁸ et de l'intérêt de nombre d'intellectuels ou des prétendants au statut d'intellectuel à se regrouper¹⁶⁴⁹, il se pose en 1990 le problème de l'ouverture du GDS. Les critiques quant aux résistances à son élargissement viennent dans un premier temps de la part des intellectuels qui avaient acquis leur notoriété sous le communisme qui manifestent leur intérêt à se rassembler, et cela après l'apparition du GDS, alors que certains manifestent dans le même temps leur

¹⁶⁴⁷ 22, 55, 1991. Mobilisation qui est mise en parallèle avec l'absence d'une telle mobilisation pour défendre **Doina Cornea** contre les attaques parues les unes comme les autres dans la presse extrémiste, critique exprimée par **Gabriel Andreescu**. La mobilisation, qui n'est pas singulière, à la défense d'**Andrei Plesu** est invoquée à d'autres occasions par la suite.

¹⁶⁴⁸ Entretien avec **Gabriel Andreescu** (Bucarest, 11 mai 2004).

¹⁶⁴⁹ Mircea Zăciu, *Departa/Aproape* [De près/de loin], Bucarest, Éditions didactiques et pédagogiques, 1998, pp. 177-178.

désintérêt vis-à-vis d'un engagement, et plus largement de la politique¹⁶⁵⁰. Selon **Radu Filipescu**, dans d'autres villes, des gens veulent créer en 1990 des associations d'après le modèle du GDS. Ces initiatives échouent parce que le GDS ne peut pas gérer la création des « filiales¹⁶⁵¹ ». De ces initiatives, qui apparaissent, selon un de nos interlocuteurs, dans plusieurs villes de province, on ne parle pas dans 22. En échange, comme il ressort toujours des témoignages de nos interlocuteurs, on parle de l'intérêt du public pour 22. Ce qu'on retrouve dans 22 début de 1990 et ce dont certains de nos interlocuteurs racontent c'est le désir des gens de raconter¹⁶⁵². Mais aussi le désir d'autres de mettre à la disposition des rédacteurs de 22 des informations compromettantes¹⁶⁵³. Il n'est pas rare de mentionner l'affluence du public au siège du GDS alors qu'il apparaît souvent, dans leurs témoignages mais aussi dans 22, en recensant les noms des intervenants, que le GDS attire un nombre significatif de jeunes artistes et universitaires.

A. Les listes et des listes

Périodiquement nous avons demandé à consulter la liste « actuelle » des membres du GDS. À une occasion, nous avons pu constater que les informations disponibles sur le site du GDS ne correspondaient pas toujours à celles recueillies pendant notre enquête. Les listes rendues publiques, mises sur le site du GDS, comme celles qui existent au secrétariat du GDS ne sont pas toujours complétées immédiatement après la cooptation d'un membre ou d'un retrait. De plus, la liste officielle, présentée, disponible en ligne sur le site du GDS, site lié à celui de 22, n'est pas celle archivée et accessible à ceux qui se chargent de l'organisation des rencontres du GDS et de la mobilisation du Groupe. Sur la liste « officielle », rendue publique sur le site du Groupe, on ne retrouve plus certains des membres fondateurs qui restent liés, étroitement liés au GDS, dont les prises de position comme leurs relations étroites avec plusieurs membres du GDS et surtout avec certains des plus influents membres du GDS permettent de les appréhender toujours liés au GDS. En fait, la liste qu'on a pu consulter, liste disponible, utilisée et utilisable par le GDS inclut

¹⁶⁵⁰ La « Société de demain », groupement qui se veut concurrencer le GDS, est aussi le résultat de la fermeture du GDS. Nous présentons ce groupement « alternatif » au GDS dans le dernier chapitre de la première partie.

¹⁶⁵¹ Entretien avec **Radu Filipescu** (Bucarest, le 13 avril 2004).

¹⁶⁵² Dans le premier numéro de 22 une courte note est publiée en bas de la page 15, sous l'intitulé « Précisions » : « Avant la parution du premier numéro, les centaines de propositions (individuelles ou de groupe) quant à la publication des matériaux concernant les coulisses de certaines « affaires » dans les domaines sociaux les plus différents, dévoilements, protestations, mémoires, etc. [...] Prenant en compte nos limites typographiques et des normes internationales de la presse, nous ne publions pas des matériaux non-vérifiés, prolixes, sensationnels, revanchards, mais seulement des textes qui s'accompagnent de preuves qui peuvent être défendues (éventuellement) devant l'instance. C'est pourquoi nous adressons un appel à tous les hommes de bien, qui ont tant de choses à dévoiler, de mettre de l'ordre dans leurs matériaux, de vérifier leurs sources et de s'adresser à nous en toute confiance ». Ce texte est signé par Dan Pavel, qui recourt au récit de mémoire dans 22 en dénonçant l'absence de courage d'un de ses anciens professeurs, intervenant après 1989 dans les médias étrangers en soutenant Ion Iliescu (Entretiens avec Alexandru Florian ; avec Dan Pavel).

¹⁶⁵³ Entretien avec **Stelian Tanase** (le 31 juillet 2009). Celui-ci mentionne l'intérêt de certains intellectuels et de certains des intellectuels qui sont dans des postes politiques début 1990 de se voir publiés dans 22, mais aussi le fait que la rédaction est visitée par des gens qui semblent être prêts à offrir des matériaux peu connus, dont on ne connaît pas l'origine, mais dont on peut supposer que ce sont parfois des extraits de documents officiels, en vue de la diffamation des personnages publics.

des intellectuels qui restent liés au GDS, membres fondateurs surtout, mais non pas des membres fondateurs « oubliés » ou de ceux qui ont rompu avec le GDS.

Les informations, plus précisément les listes publiées par le GDS dans 22 lors de ses anniversaires, ont été confrontées aux données fournies dans certains de leurs recueils de mémoires ainsi qu'à celles fournies par quelques membres du GDS dans 22. Ces dernières informations on les retrouve dans des textes qui discutent des initiatives ou des épisodes de la vie politique. Alors qu'à partir de 2004 on a retenu les informations présentées sur le site pour suivre les cooptations ou la disparition de certains noms. Au début de notre recherche nous avons demandé la liste des membres fondateurs au bureau secrétariat du GDS qui organise les rencontres et s'occupe de l'enregistrement des cooptations et des exclusions, des élections du conseil d'administration¹⁶⁵⁴. Plus tard, au cours de l'enquête, à trois reprises, nous avons demandé la liste des membres du GDS pour une confrontation. Les informations concernant la liste des membres fondateurs en premier lieu mais aussi d'autres cooptations dont nous avons appris non pas par la consultation des listes « officielles ». Celles présentées sur le site ou celles rendues par le secrétariat ont été vérifiées lors de nos entretiens ou lors des discussions eues avec certains membres fondateurs à diverses occasions. L'observation des informations fournies « officiellement » par le GDS, la manière de stocker les informations et de les présenter notamment sur son site, nous renseignent sur certains aspects qui tiennent non seulement du fonctionnement du GDS ou plutôt de son dysfonctionnement (puisque certains membres qui y sont présentés ne se retrouvent pas sur la liste fournie par le secrétariat) mais aussi et surtout du mode d' « exclusion » de certains de ses membres.

Les listes rendues publiques sur le site internet du GDS ont été comparées à des listes qu'on a demandées au secrétariat du GDS. Ces listes ont été comparées, confrontées aux listes que 22 publiait dans les années 1990. La présence de certains noms sur les listes des membres du GDS a été discutée avec certains de nos interlocuteurs pour nous assurer de la pertinence des informations recueillies car d'autres noms sont mentionnés, en tant que membres du GDS, dans 22 par des membres fondateurs du GDS, alors qu'on ne les retrouve sur aucune des listes qu'on a pu consulter. Comme c'est le cas du pasteur Laszlo Tökes, mentionné par Gabriel Andreescu, mais dont le nom n'apparaît sur aucune des listes publiées par 22. De même, le spécialiste de la littérature et l'universitaire Adrian Marino qui était mentionné sur une des listes publiées dans 22 mais qui ne sera pas accepté à faire partie du GDS.

En 2009, lors d'une dernière consultation de la liste que le secrétariat du GDS nous a remise, nous avons pu observer qu'un intellectuel devenu membre du GDS, qui se présentait en tant que tel et que nous retrouvons alors sur la liste disponible sur le site du GDS, n'est pas mentionné sur la liste présentée par le secrétariat du GDS. Les changements apportés à la liste sont assez fréquents durant ces dernières années.

¹⁶⁵⁴ La liste des membres fondateurs nous a été fournie par Doina Lazar qui changera ensuite de poste en intégrant les services de gestion de Humanitas.

Une seule liste, celle d'actualité, est disponible, rendue publique par le GDS. Alors que la liste dont dispose le GDS rassemble plus que des membres actuels du GDS, des membres actuels officiellement, publiquement, selon la liste disponible en ligne. Des anciens membres, ceux qui se sont retirés (formellement, tous se sont retirés bien que certains on du le faire à la suite d'un scandale et/ou qu'ils ont été contraints de le faire), ne sont plus mentionnés dans cette liste rendue publique. Alors que des membres qui ne sont plus présents pour les rencontres du GDS et parfois ni pour les rencontres organisées par le GDS, et qui, de plus, déclarent que leurs activités au sein comme pour le GDS ont cessé depuis des années sont toujours présents sur la liste des membres du GDS, rendue publique sur le site du Groupe¹⁶⁵⁵.

Sur la liste accessible pour le GDS on retrouve des membres qui ne sont plus mentionnés dans la liste « officielle », accessible sur le site du Groupe. Mais tous ceux qui ont fait partie à un moment ou à un autre ne sont pas mentionnés dans la liste accessible pour le GDS. On ne retrouve plus ceux qui publiquement se sont fait remarquer par leurs critiques à l'égard du Groupe. Parfois des membres cooptés dans les années 1990 disparaissent pour et à une certaine période mais ils réapparaissent ultérieurement¹⁶⁵⁶. Dans quelques cas, ils disparaissent sans que ces absences soient en lien avec des critiques à l'égard du GDS¹⁶⁵⁷. En parlant de ces cas-ci, nous ne pouvons que nous tourner vers des témoignages qui se réfèrent à ces absences ou faire certaines hypothèses.

D'autres disparaissent simplement à travers le temps, on les oublie, on ne mentionne plus leurs noms ni sur la liste accessible pour le GDS ni sur celle rendue publique actuellement et ils ne sont plus présents au GDS, à ses rencontres (réunions périodiques au début des années 1990 ou initiées par certains pour des discussions au sujet de l'activité d'un autre membre) ou aux rencontres organisées par le GDS, pour des « débats » publics ou à l'occasion d'une « invitation » (des politiques surtout sont invités) ou d'une « visite » (par des intellectuels ou des politiques étrangers).

Mais plusieurs de ceux qui disent avoir pris leurs distances avec le GDS quelques années après sa constitution, participent encore à certaines rencontres du GDS. Ils sont mentionnés par d'autres membres du GDS dans leurs recueils de mémoires. Et plus, s'ils ont pris leurs distances avec le GDS, ils sont toutefois de ceux qui entretiennent des relations avec des membres du GDS et de loin, de l'extérieur, habitant d'autres institutions, ils appuient des membres du GDS et parfois même des futurs membres du GDS¹⁶⁵⁸.

¹⁶⁵⁵ En 2008 on retrouve **Alin Teodorescu** sur la liste des membres du GDS, liste consultée le sur le site du GDS. Se trouvant parmi ses membres fondateurs plusieurs membres du GDS comme d'autres intellectuels parlent de son fort attachement au GDS début des années 1990 et surtout en 1990. Mais dans le temps, celui-ci se distancie du GDS, il ne participe plus aux rencontres du GDS, il n'apparaît plus dans 22. Lorsqu'on le retrouve parmi les membres actuels, il déclare que les prises de position du GDS ne correspondent plus depuis les années 1990 à ses options politiques (correspondance électronique avec **Alin Teodorescu**, 2008).

¹⁶⁵⁶ C'est le cas d'Aurelian Craiutu.

¹⁶⁵⁷ Alexandru Zub, George Musat, etc.

¹⁶⁵⁸ C'est le cas d'**Alin Teodorescu** mais aussi de Sorin Dumitrescu. Le premier comme responsable de la filiale roumaine de la Fondation Soros, le second comme fondateur des Éditions Anastasia.

La publicité faite à ces « sorties » varient. Tant que ces sorties ne s'assortissent pas d'un débat, voire d'un scandale dans la presse, certaines de ces sorties, connues au sein du GDS, restent inconnues pour d'autres intellectuels. On parle dans les entretiens de leur « marginalisation » au sein du GDS et par le GDS. Et on explique certaines sorties ou exclusion lorsque leurs noms sont mentionnés dans les entretiens.

Des listes des membres du GDS sont publiées dans 22, à l'occasion des anniversaires du Groupe, de temps en temps, certaines années, en fin d'année, à l'initiative de Gabriela Adamesteanu, se trouvant à la tête de la publication de 22 pour la plus longue période (entre automne 1991 et printemps 2004). Gabriela Adamesteanu dit avoir pris l'initiative de publier chaque fin d'année¹⁶⁵⁹ la liste des membres fondateurs, liste qui avait été souvent sujet de débats, de disputes¹⁶⁶⁰ :

« Je lis avec étonnement aujourd'hui [en 1999] dans un statut initial que le GDS se voulait être restreint à 51 membres ! [...] Il n'a pas pu s'arrêter à 51 membres, mais la chose la plus chose est qu'une liste complète des membres du GDS est devenue aujourd'hui impossible d'établir sans créer des tensions et des mécontentements – parmi ceux qui ont été cooptés à un moment ou à un autre, mais pour une raison ou pour une autre refusent à présent cette appartenance, parmi ceux (moins nombreux) disparus rapidement, tout aussi rapidement oubliés¹⁶⁶¹. »

Pour connaître la date d'entrée dans le GDS des membres nous avons confronté des informations fournies dans 22 (listes et des articles signés par des membres du GDS) à celles que nous fournissent des membres dans leurs autres textes (récits de mémoires autobiographiques ou tout autre type de récit autobiographique) et dans d'autres cas, notamment pour les cooptations depuis la seconde moitié des années 2000, nous avons confronté les listes que le GDS présente (listes qui nous ont été rendues par le GDS et listes rendues publiques sur son site). Et seulement dans certains cas, nous avons pu demander de préciser aux membres eux-mêmes la date et l'occasion de leur entrée dans le GDS. Mais comme nous n'avons pu consulter tous les membres du GDS, faute d'informations fournies dans 22 et/ou par le GDS, dans plusieurs cas, nous ne connaissons pas la date de leur entrée dans le GDS. Nous allons alors comparer des listes dont nous disposons, des listes que le GDS nous a fournies (à notre demande) ou que le GDS publie sur son site. En mettant ainsi en évidence les « absences » ainsi que les nouveaux entrants, notamment au cours de la dernière décennie (plus précisément à partir de 2003 et jusqu'en 2009). Et nous allons mentionner brièvement les dernières exclusions ou renoncations (en 2010 et en 2011/2012).

Nous proposons dans ce qui suit un tableau général sur les cooptations à partir de janvier 1990. Mais nous parlerons de ces cooptations en essayant aussi tant soit peu d'établir des ensembles ou des sous-groupes en fonction de leur domaine d'activité (avant ou/et après 1989) tout en essayant de suivre la périodicité de ces entrées. Tous les membres du GDS ne sont pas des « intellectuels » au sens académique

¹⁶⁵⁹ Mais ce n'est pas chaque année que la liste est publiée.

¹⁶⁶⁰ Entretien avec Gabriela Adamesteanu (le 27 février 2007).

¹⁶⁶¹ Voir aussi Gabriela Adamesteanu, *Cele doua Romanii*, op. cit., p. 12.

du terme et ne contribuent pas de façon considérable aux activités du GDS, politiques et intellectuelles¹⁶⁶². Nous parlerons aussi des relations entre des membres du GDS notamment avant qu'ils soient devenus membres du GDS et des « absences » des listes successives des membres du GDS sans insister sur les raisons de ceux qui font défection auxquelles nous reviendrons dans un des chapitres suivants¹⁶⁶³.

Nous parlons dans notre recherche surtout de ceux qui sont des intellectuels ou de ceux qui sont devenus des intellectuels après 1989 et qui, à partir de leurs différentes et parfois multiples positions (politique, médiatique et dans le champ intellectuel après avoir ou en même temps qu'ils obtiennent d'occuper une position dans un champ spécifique – littéraire, académique, universitaire ou plus largement scientifique), contribuent à faire la position du GDS, de manière variable, en fonction des moments.

Sur le parcours et les prises de position de certains nous reviendrons par la suite dans les chapitres suivants. Alors que certains autres dont nous discutons ici ne seront plus mentionnés par la suite. Nous reviendrons au cours de notre recherche pour parler plus largement des membres fondateurs et, à deux exceptions près, des membres cooptés jusqu'en 1996 et de ceux qui, cooptés par la suite, dans les années 2000, sont des alliés et/ou des concurrents des membres fondateurs et notamment de ceux qui sont des universitaires ou qui ont fait leur entrée dans le champ intellectuel après 1989 et habitent des institutions culturelles spécifiques.

Dans les chapitres suivants, nous retrouvons des membres fondateurs qui sont présentés avec leurs activités et leur prises de position d'avant 1989 mais aussi après 1989 dans des institutions spécifiques et leur participation au GDS. Des membres cooptés début des années 1990 surtout seront présentés car certains se réunissent pour former un groupement ou habitent d'autres institutions avec lesquelles le GDS entretient des relations ou qui sont habitées par des membres fondateurs du GDS avant d'être cooptés dans le GDS. Ainsi nous parlerons dans ces chapitres de ceux qui sont des « intellectuels orthodoxes » du début des années 1990, recrutés par le GDS à différentes périodes.

Dans la troisième partie de notre recherche nous discutons des membres fondateurs qui contribuent dans des structures affiliées au GDS à faire la position du GDS alors que le GDS, par le cadre fourni mais aussi par sa position acquise en 1990, par le cumul des capitaux d'espèces permet d'élaborer des stratégies visant la reconversion des capitaux acquis avant 1989 et début des années 1990 (1990-1991). D'autres institutions que des membres fondateurs créent début des années 1990 seront présentées dans cette même

¹⁶⁶² Si nous présentons certains membres ici c'est parce que par la suite nous en parlerons plus ou peu car ils ne sont pas des membres actifs ou moins actifs que d'autres auxquels nous reviendrons par la suite au cours de notre analyse, dans les chapitres suivants.

¹⁶⁶³ Comme nous parlons dans notre recherche surtout de ceux qui sont des intellectuels ou de ceux qui sont devenus des intellectuels après 1989 et de ceux qui, à partir de leurs différentes et parfois multiples positions (politique, médiatique et non seulement ou non exclusivement une position intellectuelle, dans le champ intellectuel après avoir ou en même temps qu'ils occupent une position dans un champ spécifique – littéraire, académique, universitaire ou plus largement scientifique), contribuent à faire la position du GDS, de manière variable, en fonction des moments, nous parlerons de ceux-ci plus que d'autres. Sur le parcours et les prises de position de certains nous reviendrons par la suite dans les chapitres suivants.

partie. Elles contribuent à faire accéder plusieurs membres fondateurs et membres cooptés au champ universitaire ou/et construisent en cela un nouvel espace (lieux de production, de consécration) où ils peuvent accumuler un capital symbolique spécifique en producteurs culturels d'un autre discours que celui de leurs aînés.

Selon la liste qui nous a été présentée par des membres du Conseil d'administration du GDS en fin automne 2003, les membres fondateurs sont en nombre de 34. Et pourtant en 1991, deux des membres fondateurs du GDS ne sont plus reconnus par le GDS, ils ne sont plus mentionnés dans la présentation du GDS¹⁶⁶⁴. En 1995, dans 22 paraît la liste des membres fondateurs ainsi que celle des membres cooptés par la suite, à partir de janvier 1990 et jusqu'en 1995¹⁶⁶⁵. Tous les membres fondateurs sont mentionnés. La publication de cette liste où tous les membres fondateurs sont notés, malgré le fait que certains ne font plus partie du GDS, semble avoir déclenché des critiques venant de la part de certains membres fondateurs, des plus notoires¹⁶⁶⁶.

Les premiers « oubliés » parmi les membres fondateurs, l'effacement de l'appartenance de certains des membres fondateurs du GDS, ne font que souligner ce que le GDS tient à mettre en évidence des propriétés de ses membres, sur quoi son pouvoir repose et par quoi il s'impose, à savoir le capital culturel et le capital moral. En parlant d'eux, certains mentionnent les « problèmes » qui semblent avoir mené à leur exclusion. Le premier à être « oublié », le premier à ne plus se retrouver parmi les membres fondateurs du GDS est celui qui n'appartient pas aux milieux intellectuels. **Vasile Radoaca**, selon plusieurs de nos interlocuteurs, a été coopté en raison de ses compétences techniques. Il est technicien informaticien. Il semble être le premier à être coopté dans le GDS pour remplir des tâches techniques comme si il s'agissait là d'un personnel du GDS et le dernier d'ailleurs à avoir été coopté pour remplir des tâches techniques au service du GDS¹⁶⁶⁷. Si des rédacteurs de 22 ne seront pas des membres du GDS, de leurs contributions, de leurs aptitudes et savoirs parlent d'autres rédacteurs de 22, actuellement des intellectuels, et rédacteurs de 22 cooptés dans le GDS¹⁶⁶⁸. **Vasile Radoaca** semble (selon deux de nos interlocuteurs) avoir été coopté en tant que membre fondateur, et donc en décembre 1989, à la proposition de **Gabriel Liiceanu**, tout comme presque une année après Doru Cosma (juriste, avocat et auteur de deux ouvrages). Un autre des membres fondateurs du GDS qui n'est plus mentionné, qui ne publie plus dans 22, est **Dan Arsenie**. Poète que certains, plusieurs, écrivains mentionnent comme étant un « génie », est, semble-t-il, l'ami ou le conjoint

¹⁶⁶⁴ 22, 55, 1991.

¹⁶⁶⁵ 22, 307, 1995.

¹⁶⁶⁶ Entretien avec Gabriela Adamesteanu, le 27 février 2007.

¹⁶⁶⁷ Selon plusieurs témoignages, **Vasile Radoaca** est exclu du GDS ou il s'est exclu du GDS après la disparition des matériels informatiques reçus par le GDS. Des histoires de ce type, nous pouvons lire dans le journal d'Adrian Marino (*Viata unui om singur, op. cit.*). D'autres membres du GDS qui semblent avoir été cooptés pour leurs compétences plus techniques sont aussi des animateurs de manifestes, s'engagent dans des associations civiques (Sorin Iliesiu).

¹⁶⁶⁸ Des aptitudes, de la contribution majeure, selon eux, de Teodor Sugar à la construction, à la publication de 22 parle lors de nos entretiens dans un premier temps Bogdan Ghiu (le 27 juin 2008) et par la suite Rodica Palade (le 2 juin 2009). Voir *infra*.

de **Magda Carneci**. Ceux qui mentionnent cette relation semblent fréquenter les mêmes fêtes, ils forment un cercle d'amis plus ou moins proches mais un cercle d'écrivains. **Dan Arsenie** tout comme **Magda Carneci** sont des signataires de la lettre des « jeunes », de la lettre de protestation dite la « lettre des dix-huit intellectuels ».

Des moins visibles, des plus absents des activités du GDS parmi des membres fondateurs sont : **Vasile Radoaca**, **Leontin Iuhas**, Ana Sincai. Le premier est le seul sans études supérieures. Le second est le fils de **Doina Cornea**. La troisième est la compagne de **Mihai Sora**.

En partant de 1991, les défections ou les exclusions accompagnent des critiques et/ou des conflits conduisent des membres du GDS à se distancier du groupement qui les a consacrés, dans plusieurs cas. Nous en parlerons dans un chapitre suivant ; des diverses stratégies de distanciation à l'égard du GDS nous traiterons à divers moments dans notre analyse.

Au 31 décembre 1989, la liste des membres fondateurs du GDS compte **trente-quatre** individus dont six sont des femmes. Le GDS compte entre 1989 et 2009, **quatre-vingt-quatre** membres au total (y compris les membres fondateurs, incluant ici aussi les exclusions et les auto-exclusions) dont douze femmes.

À part ceux-là, il faut préciser qu'un autre nom est mentionné. Il s'agit de Laszlo Tökes qui n'est mentionné comme « membre » que par un membre fondateur du GDS (**Gabriel Andreescu**). Alors que deux autres noms apparaissent sur certaines listes. Ana Blandiana est invité en janvier 1990, selon certains témoignages, à participer au GDS, mais elle ne semble pas avoir reçu cette invitation¹⁶⁶⁹. Ce qui est sûr c'est qu'elle n'est pas devenue membre du GDS. Sur une seule liste, publiée dans 22, apparaît aussi Adrian Marino alors que sa présence au GDS est refusée par certains membres du GDS, comme il résulte de plusieurs témoignages¹⁶⁷⁰.

En 2003, lorsque nous consultâmes pour la première fois les deux listes (des membres fondateurs et des membres actuels), le GDS comptait quarante-trois membres. En 2004, le GDS compte quarante-huit membres. En 2006 et en 2007, le Groupe compte quarante-neuf alors que certains noms mentionnés en 2004 ont disparu (dont un seulement est mort dans cette période). En 2008, le GDS compte cinquante-deux membres et en 2009, cinquante-quatre.

Certains membres fondateurs du GDS ont été « oubliés », certains ont dû se retirer à cause des scandales (suite, le plus souvent, au dévoilement de leurs liens avec la Securitate), d'autres, encore peu nombreux, se sont retirés suite à leurs conflits plus ou moins connus (dans les milieux intellectuels) avec d'autres membres du GDS. Plusieurs membres fondateurs ou cooptés (entre 1989 et 2005) se sont distanciés

¹⁶⁶⁹ Entretien avec **Radu Filipescu** (le 13 avril 2004).

¹⁶⁷⁰ Nous en discutons plus loin.

progressivement¹⁶⁷¹ jusqu'à choisir de s'en retirer¹⁶⁷² ou en marquant leur distance jusqu'à se faire exclure¹⁶⁷³ ou simplement en s'excluant du GDS¹⁶⁷⁴. Le mode de recrutement du Groupe. Le GDS recrute grâce aux propositions faites par des membres mais toutes les propositions n'aboutissent pas à l'entrée au GDS. Une sélection est faite parmi des propositions. Nous présentons un tel refus de la part du GDS ainsi que des sorties et des scandales ou des ruptures au sein du GDS et avec le GDS plus loin. Nous discutons là de leurs raisons comme du moment de leur parcours professionnel dans lequel ces « sorties » parfois même aussi des « prises de paroles » ont lieu.

B. Membres cooptés à partir de 1990 : des « intellectuels » (intellectuels-politiques), des journalistes (journalistes-politiques) et des politiques (professions libérales en politique)

Dès janvier 1990, le GDS inclut d'autres membres¹⁶⁷⁵. Dans la majorité des cas, leur lieu de résidence est, au moment de leur cooptation, Bucarest, mais la capitale est aussi le plus souvent leur lieu de naissance¹⁶⁷⁶. Trois seulement viennent d'Iasi¹⁶⁷⁷, un seul de Targu-Mures¹⁶⁷⁸, un seul de Timisoara¹⁶⁷⁹. Et un de Chisinau, la République de Moldavie. Tous ces derniers résident dans leurs villes d'origine. Le GDS intègre aussi dans les années 2000 des anciens membres de l'exil dont un seul ne réside pas à Bucarest¹⁶⁸⁰ mais aux États-Unis. Et un seul parmi tous les membres cooptés réside aussi aux États-Unis, où il s'installe après 1989.

¹⁶⁷¹ Gabriela Adamesteanu.

¹⁶⁷² **Andrei Pippidi ; Stelian Tanase.**

¹⁶⁷³ Sorin Iliesiu.

¹⁶⁷⁴ **Gabriel Andreescu.**

¹⁶⁷⁵ Nous les considérons ici en fonction de leur statut ou de leur principale activité ou/et de leur profession au moment de leur entrée dans le GDS. Lorsque leurs noms se répètent c'est parce que leur domaine de spécialisation est important mais aussi ou surtout à cause d'une activité qu'ils déploient (par exemple, Mircea Martin, universitaire, spécialiste de la littérature roumaine mais aussi éditeur). Certains doivent leur cooptation à des pratiques intellectuelles sans lien avec leur profession, tel est le cas de Horia-Roman Patapievici. Et nous avons le plus possible essayé de mentionner ces noms dans l'ordre chronologique de leur entrée dans le GDS. Nous reviendrons sur ces catégories dans ce qui suit.

¹⁶⁷⁶ D'après nos informations, dix du total des membres cooptés ne sont pas nés à Bucarest, alors qu'ils s'installeront à Bucarest après leurs études universitaires (à l'exception d'**Iustin Marchis**). Le plus âgé parmi des membres cooptés est né à Timisoara (Doru Cosma). Parmi ceux qui ont reçu leur consécration avant 1989 : Gabriela Adamesteanu est née dans une ville de province de la Moldavie, elle a vécu dans une autre ville de province au sud de la Roumanie, avant de faire ses études à Bucarest ; Stere Gulea est né dans un village du sud-est de la Roumanie. Vladimir Tismaneanu a fait des études à Bucarest, mais il est né à Brasov. Parmi les « moins consacrés », deux sont nés dans des villes de province (Rodica Palade, Sorin Iliesiu), un autre dans un village près de Cluj (le prêtre **Iustin Marchis**). Rodica Culcer est née à Timisoara mais elle fait des études de journalisme à Bucarest où elle travaille aussi avant 1989. Un seul est né à Sibiu mais avait fait ses études à Iasi (Dan Perjovschi). Alors que certains, peu nombreux, sont nés dans des villes de province du sud de la Roumanie, des villes qui ne sont pas des centres universitaires, ils ont tous fait leurs études universitaires à Bucarest. Il s'agit de ceux qui font leurs études pendant les dernières années du communisme, parfois ils finissent leur formation initiale juste après 1989 (en 1990) : Marius Oprea ; Florin Turcanu ; Catalin Avramescu ; Sever Voinescu.

¹⁶⁷⁷ Liviu Antonesei ; Alexandru Zub ; Alexandru Lazescu. Les deux premiers ne sont pas nés à Iasi mais dans le département d'Iasi. À ceux-ci on peut ajouter le graphiste Dan Perjovschi qui avait fait ses études en art à Iasi.

¹⁶⁷⁸ Smaranda Enache.

¹⁶⁷⁹ Livius Ciocarlie.

¹⁶⁸⁰ Alors qu'un au moins des deux membres de l'exil entrés dans le GDS se partage la vie entre la Roumanie et la Suisse (Ion Vianu).

Quatre sont des héritiers parmi des membres fondateurs¹⁶⁸¹. Trois parmi des membres cooptés¹⁶⁸². Dans la même catégorie s'intègrent aussi des membres de l'exil, cooptés dans le GDS dans les années 2000 seulement : Ion Vianu, Sorin Alexandrescu, Vladimir Tismaneanu¹⁶⁸³. Onze héritiers de tous les membres du GDS (des quatre-vingt-quatre). Plus d'autres, quatre ou cinq – un pour chacune des trois dernières générations – qui par leurs relations d'alliances (mariage dans presque tous les cas) se procurent du capital social qui peut être mobilisé, dans la période communiste mais aussi dans celle postcommuniste : **Mariana Celac** (épouse d'un dissident et sœur d'un ancien membre de la nomenklatura, diplomate et futur ministre des Affaires étrangères, le premier de la période postcommuniste) ; **Andrei Plesu** (époux de la fille d'un académicien) ; **Dan Petrescu** (époux de la sœur, Maria Tereza Culianu, du disciple de Mircea Eliade, Ioan Petru Culianu) ; Cristian Preda ; **Sorin Antohi** (par son mariage avec Mona Antohi est proche du secrétaire de parti au niveau de l'université).

À quelques exceptions près (deux d'entre eux sont nés dans les années 1970¹⁶⁸⁴), ils ont tous fait leurs études (formation universitaire initiale, études universitaires commencées avant 1989) dans la période communiste¹⁶⁸⁵. Un juriste de formation et auteur avant 1989 est né en 1926, il est avocat et il intègre le GDS juste après 1989¹⁶⁸⁶. Un autre est historien et ancien détenu politique, né fin des années 1920¹⁶⁸⁷, est coopté dans le GDS en 2009.

Moins nombreux parmi des membres fondateurs, ceux nés dans les années 1930 sont plus nombreux (six) parmi des membres cooptés. Il est question de deux membres de l'exil (un théoricien de la littérature et un psychiatre), un historien chercheur (d'Iasi), un critique littéraire universitaire de Timisoara, un peintre et un interprète ayant reçu leur consécration sous le communisme. Mais aussi Ihor Lemnij, traducteur et auteur d'études économiques, et dont on peut supposer qu'il est aussi chercheur (d'après les éditions où il publie). Et toujours d'après ses publications, on peut supposer qu'il est né dans les années 1930¹⁶⁸⁸.

¹⁶⁸¹ **Andrei Cornea ; Anca Oroveanu ; Andrei Pippidi ; Magda Carneci.**

¹⁶⁸² Vlad Alexandrescu ; Teodor Baconsky ; Horia Bernea.

¹⁶⁸³ Tous ceux-ci sont des héritiers.

¹⁶⁸⁴ Sauf celui qui est juriste et par la suite professeur de science politique (au moment de son entrée dans le GDS) et un autre des deux spécialistes des religions, cooptés dans le GDS (Ioan Stanomir et Eugen Ciurtin), qui ont fait leurs études universitaires après 1989. Un autre commence ses études de droit en 1988 et il les achève en 1992 (Sever Voinescu). Un des derniers à être cooptés dans le GDS, Serban Radulescu Zoner, semble avoir fait ses études universitaires (il est né en 1929) juste après la réforme de l'enseignement (de 1948).

¹⁶⁸⁵ Sauf que dans certains cas nous ne connaissons pas leur âge : Alexandru Lazescu ; Crina Cosoveanu ; Marilena Stanciu Constantinescu. Dans d'autres, quoiqu'on n'a pas eu accès à une information précise au sujet de la date de naissance (et du lieu de naissance), en croisant des témoignages au sujet de leur formation ou de leurs activités surtout et des impressions ou des souvenirs sur ceux-ci par des membres fondateurs nous estimons leur âge sans pouvoir le préciser (Ihor Lemnij, George Musat, Aurelian Craiutu).

¹⁶⁸⁶ Il semble avoir fait ses études avant la réforme de l'enseignement de 1948. Doru Cosma semble avoir participé à l'acte d'institutionnalisation du GDS comme association civique.

¹⁶⁸⁷ Serban Radulescu Zoner.

¹⁶⁸⁸ Un témoignage semble confirmer cela. En se souvenant d'Ihor Lemnij, **Stelian Tanase** dit « il avait déjà une soixantaine d'années en 1990 » (Correspondance électronique avec **Stelian Tanase**, le 11 juin 2013).

Onze sont nés dans les années 1940, tous comme des membres fondateurs qui ont reçu leur consécration avant 1989. Il s'agit d'une écrivaine, de deux cinéastes, d'un peintre, d'un metteur en scène, d'un interprète¹⁶⁸⁹, d'un éditeur (rédacteur dans une maison d'édition) et traducteur, d'un ingénieur devenu journaliste en 1990¹⁶⁹⁰, d'un ingénieur des médias, d'un auteur d'études d'anthropologie de la période communiste, d'un économiste (chercheur avant 1989, universitaire depuis 1995)¹⁶⁹¹. Certains d'entre eux non seulement ont-ils fait la connaissance des membres fondateurs du GDS avant 1989 mais ils ont été de leurs proches¹⁶⁹² ou de ceux qui sont d'une dizaine d'années plus jeunes qu'eux. Un d'entre eux, ayant une formation en lettres, auteur avant 1989, et qui s'intéresse à l'anthropologie religieuse et aux « mentalités » après 1989 est lié par des relations familiales à un des membres fondateurs du GDS¹⁶⁹³.

George Musat, né dans les années 1950 dans une famille modeste, il a été formé à l'école des officiers de l'ancienne Securitate, attiré, selon certains témoignages, par la possibilité d'étudier des langues étrangères, est un des détenus politiques des années 1980.

Huit parmi des membres cooptés sont nés dans les années 1950 tout comme des plus « jeunes » membres fondateurs. Quatre d'entre eux ont fait la connaissance de plusieurs membres fondateurs bien avant 1989. À trois exceptions près, tous ont été cooptés au cours de l'année 1990. Un jeune chercheur d'Iasi (Liviu Antonesei) fait partie d'un cercle de prétendants au statut d'écrivain proche de ces derniers, réputé pour des actes subversifs. Un autre est prêtre et ami de certains membres fondateurs mais aussi de certains membres cooptés (les deux peintres). Il s'agit aussi d'une écrivaine peu connue avant 1989 mais proche d'une écrivaine consacrée, ayant rencontré peu de temps avant 1989 le premier responsable de 22¹⁶⁹⁴. Un autre est proche, de par son travail, de certains membres cooptés comme lui en 1990 (il est cinéaste) mais ne semble pas avoir fait la connaissance des membres fondateurs avant 1989¹⁶⁹⁵. Deux autres ne font la connaissance de ceux auxquels ils doivent leur cooptation qu'après 1989¹⁶⁹⁶. Il s'agit d'une responsable d'une institution artistique de province, dont l'activité civique intéresse surtout un des membres fondateurs du GDS¹⁶⁹⁷. Un autre, né vers la fin des années 1950, il devient auteur seulement après 1989, ayant une formation en physique (tout comme deux autres parmi les membres fondateurs), il est essayiste après 1989 et il est coopté dans le GDS en 1995¹⁶⁹⁸. Copté récemment (fin 2007), un autre est un ancien collègue de travail de certains membres fondateurs et il en avait fréquenté d'autres. De par sa formation

¹⁶⁸⁹ Tous ces derniers ont reçu leur consécration avant 1989 : Gabriela Adamesteanu ; Stere Gulea ; Vivi Dragan Vasile ; Sorin Dumitrescu ; Alexandru Tocilescu ; Mircea Diaconu.

¹⁶⁹⁰ Nous supposons qu'ils sont nés dans les années 1940.

¹⁶⁹¹ Costea Munteanu.

¹⁶⁹² L'écrivaine, le peintre, le rédacteur-traducteur.

¹⁶⁹³ Andrei Oisteanu est le cousin d'**Anca Oroveanu**. Voir *infra*.

¹⁶⁹⁴ Rodica Palade.

¹⁶⁹⁵ Sorin Iliesiu.

¹⁶⁹⁶ Smaranda Enache dont parle **Gabriel Andreescu**. Horia-Roman Patapievici que **Gabriel Liiceanu** présente.

¹⁶⁹⁷ **Gabriel Andreescu** est d'ailleurs est le seul à parler des activités de Smaranda Enache.

¹⁶⁹⁸ Horia-Roman Patapievici.

initiale il est sociologue, il se spécialise en sciences politiques (dans un premier temps en Roumanie), il s'est exilé dans les années 1980 et il est actuellement professeur aux États-Unis¹⁶⁹⁹. Parmi des « journalistes professionnels », de la période communiste, un est né dans les années 1950¹⁷⁰⁰.

Douze sont nés dans les années 1960¹⁷⁰¹. Onze sont nés milieu des années 1960 ou juste après 1965 et ils sont des auteurs dans la période postcommuniste. D'après leur formation universitaire il s'agit de : un économiste¹⁷⁰² ; quatre historiens¹⁷⁰³ ; deux philosophes¹⁷⁰⁴ ; un spécialiste des langues et littératures étrangères (français et allemand)¹⁷⁰⁵ ; un géologue, devenu journaliste et écrivain¹⁷⁰⁶ ; un journaliste et écrivain moldave¹⁷⁰⁷ ; un théologien¹⁷⁰⁸. Parmi ces derniers la plupart sont des universitaires au moment de leur cooptation (à différentes périodes), en « sciences politiques », en histoire ou en langues étrangères, ou à partir du début des années 1990 (celui qui réside aux États-Unis). Certains se sont connus (des premiers) au temps de leurs études en Roumanie avant 1989 ou en France après 1989 ou juste après leurs études. Deux autres sont nés respectivement en 1959 et 1960, un juriste, fonctionnaire de l'État avant 1989 et après 1989, politique après 1989¹⁷⁰⁹ et un philosophe (doyen de la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest au moment de sa cooptation)¹⁷¹⁰. Alors qu'un autre, né fin des années 1960, il est juriste devenu vers le milieu des années 1990 éditorialiste d'une publication intellectuelle et homme politique à présent¹⁷¹¹.

Deux seulement commencent leurs études après 1989 : un juriste¹⁷¹² et un philosophe¹⁷¹³. Ces deux sont nés pendant la première moitié des années 1970 et intègrent le GDS dans la seconde moitié des années 2000. Nés vers le milieu des années 1960 et dans les années 1970 (première moitié des années 1970), plusieurs changent spécialité (lorsqu'ils intègrent l'université), parfois même leur domaine d'activité change aussi après 1989 (dans les années 1990).

Ce sont des écrivains consacrés Gabriela Adamesteanu Livius Ciocarlie ou des critiques littéraires et théoriciens de la littérature, universitaires Mircea MARTIN Sorin Alexandrescu, mais aussi des éditeurs¹⁷¹⁴ Sorin MARCULESCU Gabriela Adamesteanu Mircea MARTIN des cinéastes Stere GULEA Vivi DRAGAN VASILE Sorin ILIESIU, des artistes (peintres) Sorin Dumitrescu

¹⁶⁹⁹ Vladimir Tismaneanu.

¹⁷⁰⁰ Rodica Culcer.

¹⁷⁰¹ Dan Perjovschi (graphiste) est né en 1961 à Sibiu.

¹⁷⁰² Aurelian Craiutu.

¹⁷⁰³ Marius Oprea ; Adrian Cioroianu ; Florin Turcanu ; Armand Gosu.

¹⁷⁰⁴ Cristian Preda ; Catalin Avramescu.

¹⁷⁰⁵ Vlad Alexandrescu.

¹⁷⁰⁶ Rasvan Popescu.

¹⁷⁰⁷ Vitalie Ciobanu. Il fait ses études de journalisme à Chisinau bien avant le démantèlement de l'Union Soviétique.

¹⁷⁰⁸ Teodor Baconsky.

¹⁷⁰⁹ Monica Macovei.

¹⁷¹⁰ Mircea Dumitru.

¹⁷¹¹ Sever Voinescu.

¹⁷¹² Ioan Stanomir.

¹⁷¹³ Eugen Ciurtin.

¹⁷¹⁴ Deux anciens rédacteurs (avant 1989) aux Éditions Cartea Romaneasca intègrent le GDS en 1990 : Sorin Marculescu et Gabriela Adamesteanu. Un autre éditeur, après 1989, est coopté en 1994 : Mircea Martin. Alors qu'un des membres du GDS, Sorin Dumitrescu, n'est éditeur, qu'après son entrée dans le GDS.

Horia Bernea¹⁷¹⁵, des interprètes bien connus avant 1989 Victor REBENGIUC Mircea DIACONU¹⁷¹⁵, mais aussi des essayistes de la période postcommuniste Horia-Roman PATAPIEVICI Teodor Baconsky, des spécialistes des religions Andrei OISTEANU Eugen Ciurtin Teodor Baconsky, deux économistes chercheurs avant 1989 Ihor LEMNIJ Costea MUNTEANU et un jeune économiste Aurelian Craiutu¹⁷¹⁶ et des universitaires de la période postcommuniste dont un psycho-sociologue se formant en sciences de l'éducation Liviu Antonesei, un philosophe Mircea DUMITRU un spécialiste de la littérature française Vlad ALEXANDRESCU, mais aussi des historiens et des universitaires en sciences politiques (politistes)¹⁷¹⁷. Des deux historiens Adrian Cioroianu Marius OPREA, un n'est pas universitaire¹⁷¹⁸. Alors que des politistes tous sont des universitaires au moment de leur entrée dans le GDS ayant différentes formations : philosophes (deux) Cristian Preda Catalin AVRAMESCU, historiens (deux) Florin TURCANU Armand GOSU et un juriste Ioan STANOMIR.

Deux autres historiens Alexandru Zub Serban RADULESCU ZONER intègrent le GDS à des périodes différentes, respectivement en 1995 et 2009, ils sont des anciens détenus politiques mais appartiennent à des générations différentes. Et ils ne semblent pas avoir beaucoup d'influence dans ou sur le GDS. Le premier est le « maître à penser », figure tutélaire (dans l'espace roumain) d'un membre fondateur (**Sorin Antohi**). L'autre est un ancien détenu politique et ensuite homme politique. Et notamment dans ce dernier, l'entrée tardive au GDS marque une participation plutôt figurative.

Le GDS intègrent plus tard, seulement dans les années 2000, aussi des membres de l'exil Sorin Alexandrescu Ion Vianu Vladimir Tismaneanu, dont un seul ne réside pas en Roumanie. Tous les trois publient dans 22 dès 1990. Alors que les deux premiers sont cooptés pendant la première moitié des années 2000 au moment où ils sont revenus pour s'installer en Roumanie, le dernier est coopté quelques années plus tard, alors que la position du GDS a beaucoup changé car le GDS inclut à ce moment-là aussi des hommes politiques, alors que le GDS recrute surtout à partir du milieu des années 2000 des journalistes.

Des deux écrivains qui ont reçu leur consécration avant 1989, seul Livius Ciocarlie est universitaire et il est aussi le seul à être recruté de Timisoara. Parmi les écrivains, il faut aussi mentionner un membre de la rédaction dès 1990 Rodica Palade, ensuite rédactrice en chef adjointe et, depuis le milieu des années 2000, responsable de 22, qui fait son entrée dans le Groupe en 1990, alors qu'avant 1989 elle est auteure d'un roman. Mais aussi un jeune écrivain et critique littéraire, essayiste aussi, moldave Vitalie Ciobanu, qui est aussi responsable d'une revue littéraire de Chisinau.

¹⁷¹⁵ Leur contribution au GDS, mais surtout celle de Victor Rebengiuc, se limite toutefois à leur présence plutôt rare, datant surtout des années 1990, à des réunions organisées par le GDS. Plus jeune que ce dernier, Mircea Diaconu s'intéresse à la politique, aux formations de « droite », par la suite et actuellement au Parti National Libéral.

¹⁷¹⁶ Actuellement professeur de science politique aux États-Unis.

¹⁷¹⁷ Plus jeunes d'une dizaine d'années ou un peu plus d'une dizaine d'années (nés milieu des années 1960) que des plus jeunes membres fondateurs du GDS (nés dans les années 1950).

¹⁷¹⁸ Recevant le prix du GDS en 1995, Alexandru Zub apparaît sur une des listes consultées à partir de 2003.

Le GDS intègre aussi par la suite (en 1994) un graphiste de 22 ^{Dan PERJOVSCHI}. En 1990, le GDS recrute des artistes-peintres et un prêtre, défenseurs du « renouveau de l'Église orthodoxe ». Et des cinéastes et un ingénieur, spécialiste des médias, qui créent la première structure affiliée au GDS, le « studio audiovisuel du GDS ». En 2004, il s'ajoute un metteur en scène, coopté en 2004 ^{Alexandru TOCILESCU}.

À part Liviu Antonesei, très proche de certains membres fondateurs du GDS de par son appartenance au dit « groupe d'Iasi », constitué autour des revues estudiantines¹⁷¹⁹, qui a une formation de psychosociologie, les absents, par rapport à la composition du GDS de 1989 (moment de sa constitution), sont les sociologues. Alors que les seuls sociologues à intégrer le GDS sont après 1989 des spécialistes des médias et qui, à un moment ou à un autre, sont entrés en politique. Mais des absents sont aussi, les architectes¹⁷²⁰.

Par contre, on recrute des économistes qui restent cependant assez peu connus comme membres du GDS sauf le cas de celui qui est devenu politiste, Aurelian Craiutu. Plus tard, et à différents moments de leur carrière universitaire, le GDS recrute en nombre assez important de jeunes « politistes ». Mais aussi de « jeunes » historiens de la période postcommuniste. Parmi les universitaires de la période postcommuniste, un seul s'inscrit dans l'enseignement de philosophie, même si parmi des « politistes », deux ont une formation de philosophie.

Si le GDS ne recrute qu'un seul « philosophe professionnel », il intègre le plus connu actuellement des essayistes de l'après 1989 (mais non pas au moment de sa cooptation dans le GDS) qui se présente aussi et qui est considéré par certains philosophes universitaires comme philosophe. On peut dire avec raison que le GDS intègre un seul « essayiste », Horia-Roman Patapievici. Si on exclut tous ceux qui, des membres cooptés, signent des essais sur des thèmes politiques¹⁷²¹ ou autres, lui est alors un « essayiste », il ne publie ni en écrivain¹⁷²² ni en spécialiste de quelque domaine comme le font ceux qui appartiennent à la même génération que lui (membres fondateurs ou cooptés du GDS) ou des plus jeunes membres du GDS, en train de se spécialiser ou le plus souvent, après une spécialisation (doctorat obtenu en Roumanie ou à l'étranger)¹⁷²³. Et il se distingue du seul écrivain ayant une formation en journalisme qui signe des essais par le fait que Horia-Roman Patapievici se spécialise et se présente en philosophe et le fera aussi en fondant un mensuel qui est une publication intellectuelle plus intéressée par l'essai, par le commentaire intellectuel et moins par le commentaire politique, de l'actualité politique¹⁷²⁴. Des membres fondateurs sont des intellectuels des plus notoires du GDS, un philosophe chercheur en philosophie avant 1989, **Gabriel**

¹⁷¹⁹ Rassemblant de jeunes écrivains ou critiques littéraires de la dernière période communiste qui ont vu leur accès à l'Union des écrivains bloqué.

¹⁷²⁰ Le GDS dans sa composition initiale (en décembre 1989) inclut deux architectes appartenant à des générations différentes : **Ascanio Damian** (né en 1914) est d'ailleurs le plus âgé ; **Mariana Celac** (née en 1936). Alors qu'un des deux ayant été cooptés en 1989 pour en faire partie, perçoit le GDS comme fruit des milieux littéraires (entretien avec **Mariana Celac**, le 12 mars 2009).

¹⁷²¹ Des universitaires ou des écrivains de la période postcommuniste.

¹⁷²² Comme certains membres du GDS nés dans les années 1950, publiant avant ou/et après 1989 leurs volumes de littérature : **Stelian Tanase** ; Liviu Antonesei.

¹⁷²³ **Stelian Tanase** ; Liviu Antonesei ; Teodor Baconsky ; Cristian Preda ; Catalin Avramescu.

¹⁷²⁴ *Idei in dialog*, hebdomadaire fondé en automne 2004.

Liiceanu et un historien de l'art intéressé par la philosophie avant 1989, **Andrei Plesu**. On retrouve des essayistes aussi parmi les membres cooptés, des jeunes prétendants au statut d'intellectuel au début des années 1990 (nés milieu des années 1960) : Adrian Cioroianu ; Teodor Baconsky. Ce dernier est coopté dans le GDS depuis peu de temps (semble-t-il en 2007), mais avant de signer des essais parus en volumes il publie son étude d'anthropologie religieuse orthodoxe, étude issue de sa thèse de doctorat. Adrian Cioroianu, essayiste apprécié par certains (essayistes ou écrivains) pour son « bien écrire » est aussi universitaire.

Le GDS recrute en nombre assez important des journalistes : de la période communiste ^{Rodica Culcer Alexandru LAZESCU} (ce dernier est un ancien rédacteur d'une revue estudiantine, devenu après 1989 patron des médias et homme politique) et de la période postcommuniste ^{Florin Gabriel MARCULESCU Rasvan POPESCU Sever VOINESCU}.

Plusieurs des membres du GDS (depuis 1990 et jusqu'en 2009) ne sont pas des « intellectuels » au moment de leur entrée dans le GDS et la plupart ne le seront ni par la suite. Ainsi des membres actuels du GDS plusieurs ne sont pas des « intellectuels » au sens académique du terme alors que le Groupe continue à se présenter comme réunissant des intellectuels et il est représenté dans le discours des médias et dans l'espace public comme tel, à savoir groupement d'intellectuels. Début des années 1990, un des journalistes de l'après 1989 (Florin Gabriel Marculescu, ingénieur de formation) doit son entrée dans le GDS grâce à ses relations familiales avec un autre, éditeur et traducteur (Sorin Marculescu) qui avait connu avant 1989 des membres fondateurs du GDS¹⁷²⁵, lui étant à la fois des prétendants au statut de politique en 1990 aux côtés d'autres intellectuels du GDS. Ainsi, en 1990, on recrute un nouveau journaliste mais aussi un prêtre qui vont se présenter en candidats aux premières élections. Mais aussi une responsable d'une institution artistique de province qui milite par d'autres moyens et pour une autre cause ^{Smaranda ENACHE}.

Par la suite, dans les années 2000 et surtout la seconde moitié des années 2000, des journalistes sont recrutés en fonction de leur engagement, soutenant des politiques proches du GDS ou que le GDS soutient (par la voix d'une majorité de ses membres). Dans l'ordre chronologique de leur entrée dans le GDS, il s'agit de : Alexandru Lazescu ; Rasvan Popescu ; Rodica Culcer ; Sever Voinescu. Deux d'entre eux, Alexandru Lazescu et Rodica Culcer sont des « journalistes professionnels », leur activité principale se déploie dans les médias avant comme après 1989 et bien avant 1989 ils s'intéressent à la politique. Ancien rédacteur d'une publication des étudiants communistes à Iasi, Alexandru Lazescu est devenu membre du GDS en 2004. Il est aussi membre du conseil d'administration du GDS. Les deux autres, Rasvan Popescu et Sever Voinescu sont devenus journalistes après 1989.

En 1990, le GDS recrute un juriste, avocat et auteur de la période communiste ^{Doru Cosma}. Cinq membres du GDS entrés dans le GDS à différentes périodes ont une formation en droit : un avocat de la

¹⁷²⁵ Surtout **Gabriel Liiceanu**.

période communiste (Doru Cosma), un avocat ayant fondé son propre cabinet (George Musat), un ancien procureur de la période communiste (Monica Macovei), un avocat dont l'activité en tant que tel est éphémère (Sever Voinescu) et un juriste, formé après 1989, intégrant l'enseignement de sciences politiques (Ioan Stanomir). Alors que le premier est un proche d'un membre fondateur¹⁷²⁶, l'appartenance de George Musat au GDS est plutôt éphémère est dans une large mesure liée à des affaires juridiques¹⁷²⁷, mais il fait partie lui aussi des milieux littéraires (par son mariage à Carmen Musat¹⁷²⁸). Deux autres (Sever Voinescu, Monica Macovei) doivent leur cooptation à leur statut d'homme politique. Ils sont des proches du GDS, ils fréquentent des milieux intellectuels. Un autre juriste, Ioan Stanomir, intègre le GDS plus récemment (en 2009) non seulement comme juriste mais aussi et surtout comme spécialiste du droit constitutionnel et universitaire tel qu'il sera coopté dans une commission présidentielle constituée en 2008.

Certains anciens collaborateurs du GDS, publiant dans 22 depuis 1990 et proches de certains membres du GDS intègrent le Groupe dans la seconde moitié des années 2000 alors qu'ils se situent dans la proximité des politiques que le GDS (la majorité et surtout des plus notoires) soutient. Collaborateur de 22 et collaborateur aussi d'un membre fondateur (**Andrei Plesu**) dans les années 1990, Teodor Baconsky est entré dans la carrière diplomatique durant la seconde moitié des années 1990 et il est conseiller présidentiel lorsqu'il intègre le GDS (vers la fin des années 2000). L'autre, membre de l'exil étatsunien et proche de certains membres fondateurs du GDS depuis les années 1990 (des plus jeunes membres fondateurs intéressés par les « sciences politiques » dont certains ont été ses collègues durant sa formation en Roumanie), professeur de science politique aux États-Unis, dirige la commission présidentielle constituée afin de produire une « analyse de la dictature communiste », avant de se voir intégrer le GDS, en 2007 (Vladimir Tismaneanu). Ils sont parmi les derniers à avoir intégré le GDS au même moment que des politiques de date récente (Monica Macovei, ministre de la Justice entre 2004 et 2007 et Sever Voinescu¹⁷²⁹).

Parmi les jeunes (nés milieu des années 1960), un seul est de ceux qui vont reconvertir leur capital scolaire en s'investissant dans la « nouvelle » discipline, à savoir la science politique, Aurelian Craiutu, économiste de formation, est aujourd'hui parmi des auteurs connus à l'étranger pour ces études d'histoire intellectuelle du libéralisme¹⁷³⁰), est entré dans le GDS en 1990. Il devient auteur et universitaire seulement dans les années 1990. Il a été coopté dans le GDS en 1990 avant de se former comme politiste à l'étranger.

¹⁷²⁶ D'après certains témoignages.

¹⁷²⁷ Du GDS et de la maison Humanitas.

¹⁷²⁸ Ancienne rédactrice en chef, actuellement dirigeant *Observator cultural*, depuis 2005.

¹⁷²⁹ Il s'inscrit dans le PD-L peu de temps après avoir intégré le GDS et il se présente aux élections parlementaires.

¹⁷³⁰ Voir Xavier Landrin, « Genèse et activités du groupe doctrinaire (1815-1821). Contribution à une sociologie historique du libéralisme », in Antonin Cohen, Bernard Lacroix, Philippe Riutort (dir.), *Les Formes de l'activité politique. Éléments d'analyse sociologique XVIIIe-XXe siècle*, PUF, 2006, notamment pp. 211-212.

Des politistes de la période postcommuniste, tous ont une formation dans une des anciennes disciplines, plus ou moins « stabilisée », donc traditionnellement liée à l'Université, avant 1989 : la philosophie ou l'histoire.

Le premier des « politistes » à intégrer le GDS, universitaire et traducteur, mais pas encore auteur d'un volume scientifique est un philosophe, Cristian Preda. Il est coopté au milieu des années 1990. Deux autres universitaires du début des années 1990 tout comme ce dernier, mais en histoire et en langues étrangères, sont cooptés fin des années 1990 et début des années 2000. Tout comme un autre historien qui n'est pas universitaire. Un parmi eux est un héritier (Vlad Alexandrescu), un autre, historien et universitaire est proche des intellectuels entrés en politique (Adrian Cioroianu), alors que l'autre historien (Marius Oprea), écrivain des années 1990 a été conseiller d'un homme politique (et président de l'Association nationale des anciens détenus politiques). À la même période, dans le GDS est entré un économiste (le troisième des trois économistes cooptés par le Groupe), professeur depuis 1995, chercheur avant 1989, il est né à la même période que des plus notoires membres fondateurs du GDS. Ils suivent de près (en 2004) un professeur de philosophie (Mircea Dumitru) qui intègre l'université en Roumanie en 1990, suit des études aux États-Unis après 1989 ainsi qu'un jeune écrivain moldave, ayant reçu sa consécration aussi en Roumanie fin des années 1990 (Vitalie Ciobanu).

D'autres universitaires en sciences politiques de la période postcommuniste, ont été cooptés milieu des années 2000 : deux historiens (Florin Turcanu et Armand Gosu) ; un philosophe (Catalin Avramescu). À part Florin Turcanu, les deux autres sont entrés dans l'enseignement des sciences politiques depuis peu de temps (Armand Gosu) ou la même année (Catalin Avramescu). Armand Gosu fait aussi partie de l'équipe rédactionnelle de 22.

Le dernier à avoir intégré le GDS, jeune universitaire des années 1990, formé à l'université en Roumanie après 1989, est un juriste et professeur en sciences politiques, ayant dirigé une commission présidentielle, tout comme un autre politiste ayant intégré le GDS récemment. Ioan Stanomir est des plus jeunes collaborateurs de 22. Il intègre le GDS en fin 2008 (il apparaît sur la liste du GDS en janvier 2009).

Tous s'intéressent au GDS avant leur entrée dans le GDS (en signant des textes dans la tribune du Groupe surtout) ou se rapprochent des membres du GDS. À part ceux qui sont de leurs collègues et/ou des universitaires intéressés par un même domaine d'études, ils côtoient et parfois ils sont des collaborateurs des membres plus notoires du GDS : dans l'édition surtout grâce à leurs formations suivies à l'étranger (traducteurs) mais aussi dans une autre nouvelle institution qui se présente comme « centre d'excellence » (selon le modèle étatsunien) qui se veut un centre d'innovation dans les « sciences sociales » en mettant l'accent sur l'« interdisciplinarité »¹⁷³¹ (comme boursiers).

¹⁷³¹ D'après plusieurs présentations « publiques » (lors des conférences, dans la présentation des projets, etc.) du New Europe College.

Si on parle de ceux qui ne sont des « intellectuels » que dans la période postcommuniste et /ou qui n'ont pas reçu leur consécration sous le communisme, leur cooptation dans le GDS est fonction de certaines pratiques intellectuelles qui les situent dans la proximité des intellectuels du GDS dans sa composition initiale ou cooptés (liens établis le plus souvent après 1989 parfois grâce à d'autres relations qu'ils ont nouées bien avant avec des universitaires), dans celle des politiques ou/et de leurs anciens collègues occupant des positions désormais fortes. C'est grâce à des relations proches ou à des collaborations avec certains membres, des intellectuels qui sont de leurs aînés, des membres fondateurs du GDS, qui ne sont pas toutefois de leurs collègues (ils sont très rarement dans les mêmes établissements) que des universitaires sont cooptés dans le GDS. D'autres sont cooptés à la faveur de leurs relations avec des universitaires qui ont été de leurs anciens collègues au temps de leur formation et actuellement à leur lieu de travail, à l'université, ou des universitaires dont ils se rapprochent durant leur formation, après leurs études.

À de rares exceptions près¹⁷³², à un moment ou à un autre, ils se retrouvent dans des institutions habitées par des membres fondateurs du GDS ou/et ils traitent dans leurs écrits à visée scientifique (et non seulement dans leurs écrits journalistiques¹⁷³³) des sujets qui ont préoccupé plus d'un membre du GDS ou/et surtout des intellectuels notoires. À quel moment de leur parcours professionnel et dans quelle conjoncture ces intérêts proprement intellectuels sont nés cela reste à analyser pour détecter le poids de cette appartenance (lorsqu'ils sont dans le GDS) ou de leur attrait pour le GDS (lorsqu'ils ne sont pas encore dans le GDS). La manière dont ils traitent ces sujets en dit plus sur leur rapport au GDS tout comme leurs intérêts pour d'autres sujets ou la spécialisation dans un sous-domaine plutôt éloigné de tout intérêt intellectuel et politique du GDS nous informent sur des stratégies du GDS. Car on peut distinguer entre d'un côté des entrées qui procurent au GDS du capital symbolique (moral ou/et spécifique¹⁷³⁴) mobilisable surtout dans le champ intellectuel et de l'autre côté des cooptations (membres mais surtout futurs membres) qui procurent au GDS des ressources mobilisables surtout dans la politique pour étendre son influence. Ce qui ne veut pas dire que certains membres du GDS ne peuvent contribuer autant avec leur capital symbolique qu'avec leur capital temporel (accumulé soit dans un champ de production culturelle spécifique, comme le champ universitaire ou dans le champ politique) à renforcer le Groupe ou à servir des intérêts surtout de certains membres du GDS¹⁷³⁵.

À partir du milieu des années 1990, des intellectuels (du GDS) comme le GDS en ensemble comme groupe d'intellectuels (comme il se présente et comme il est représenté dans l'espace public, notamment

¹⁷³² Un héritier : Vlad Alexandrescu.

¹⁷³³ Comme le font des membres fondateurs qui sont des auteurs aussi dans la période communiste, souvent marginalisés ou marginaux avant 1989.

¹⁷³⁴ Parfois les deux comme c'est le cas d'un membre de l'exil qui est revenu en Roumanie : Sorin Alexandrescu.

¹⁷³⁵ Lorsque le GDS recrute en 2004 un professeur de philosophie, doyen de la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest, Mircea Dumitru, réélu en 2004. Mais aussi lorsque le GDS intègre fin 2007 un ancien collaborateur de 22, devenu entre temps, conseiller présidentiel et au moment de son entrée dans le Groupe, ambassadeur de la Roumanie à Paris. Voir *infra* la cooptation de Teodor Baconsky.

dans les médias) ne sont plus comme avant, lorsque le champ politique se recompose, des concurrents des politiques ou ils ne le sont plus à partir d'une position qu'ils occupent dans le champ politique comme « opposition civique ». Vers le milieu des années 1990 le GDS semble être contraint progressivement et de plus en plus à se rapporter au champ politique. Des membres fondateurs du GDS, ceux dont le capital (moral surtout) semble être le plus approprié à la politique, plusieurs ne s'intéressent plus à faire leur entrée dans le champ politique en tant qu'hommes politiques. Des plus jeunes entrés dans le champ politique, élus au Parlement précédemment, n'y sont plus intéressés.

Milieu des années 1990-fin des années 1990, des membres du GDS comme d'autres intellectuels peuvent occuper des postes politiques à la faveur de leurs savoirs politiques comme « conseillers du prince »¹⁷³⁶ pour des intellectuels devenus politiques, alors que d'autres, littéraires surtout, sont entrés dans la diplomatie.

Cooptés plus tôt (moitié des années 1990 ou fin des années 1990) ou plus tard (dans les années 2000), des plus jeunes intellectuels du GDS ne peuvent pas mobiliser quelque capital symbolique ou moral accumulé avant 1989 (comme l'ont fait auparavant certains membres fondateurs), mais ils peuvent par contre miser sur leur formation, le plus souvent, à l'étranger, et sur leur capital social qu'ils ont accumulé dans le champ intellectuel et dans celui politique. Ils fréquentent des instituts créés auprès des partis politiques¹⁷³⁷.

Milieu des années 2000 tout comme avant le GDS est recherché, courtisé. Le GDS conseille des hommes politiques à la formation desquels il n'a pas contribué. Le GDS est largement courtisé. Des politiques reçoivent des conseils du GDS. Et cela est une pratique qui continue. Des intellectuels du GDS attendent et prétendent connaître et se faire reconnaître devant des politiques, à leur tour des politiques attendent d'avoir le soutien du GDS notamment lorsqu'ils doivent se confronter à d'autres politiques, dans des moments fondateurs de la politique (élections et autres événements qui peuvent changer des rapports de force dans le champ politique). À part des conseils, souvent rendus publics et qu'on peut voir surtout comme le signe d'un échange de confiance et d'une inter-reconnaissance, certains intellectuels du GDS, et notamment des nouveaux « spécialistes du politique », dont l'intérêt pour la politique est bien connu, appartenant à ces cercles d'interconnaissance réunissant des intellectuels et des politiques, contribuent à fournir de l'expertise au service des politiques¹⁷³⁸.

À partir du milieu des années 2000, lorsqu'ils ne se trouvent pas à la tête des commissions d'expertise ou dirigeants des instituts dont le domaine d'activité est la recherche, (créées sous la tutelle des institutions politiques), ils sont conseillers des hommes politiques, experts ou ils occupent des postes

¹⁷³⁶ Il semble que plusieurs sont demandés à remplir de telles positions en politique (conseillers ou diplomates).

¹⁷³⁷ L'Institut d'études libérales fréquenté assidûment par des jeunes politistes ou historiens du GDS, Cristian Preda, Adrian Cioroianu.

¹⁷³⁸ Sans pourtant que ces services d'expertise soient rendus publics.

politiques (ils ne sont pas seulement des diplomates comme dans le passé) dans le Ministère des Affaires Étrangères ou dans l'administration présidentielle. Parfois ils s'engagent, et tout comme des journalistes ou d'autres anciens fonctionnaires de l'État, par la suite experts au service de la « société civile », ils occupent des fonctions politiques. Et plus, en hommes politiques à plein titre, ils participent aux élections tout comme ces derniers. Ce sont surtout des jeunes (surtout nés au milieu des années 1960) qui occupent des postes politiques ou qui sont des hommes politiques.

À ceux qui ont été déjà mentionnés, s'ajoutent d'autres membres dont la présence au GDS n'est qu'éphémère : Crina Cosoveanu et Marilena Stancu Constantinescu. Ces deux apparaissent récemment sur une des listes du GDS mais leurs noms disparaissent peu après. De ces deux cooptations comme de celle de George Musat, un autre nom qui va disparaître de la liste des membres du GDS nous parlons dans ce qui suit.

C. Cooptations 1990 : domaines d'activité et rapport à la politique

En 1990, le GDS intègre dix-huit nouveaux membres. En janvier 1990 (ou selon d'autres, entre janvier et mi-1990), six autres membres s'ajoutent aux membres fondateurs¹⁷³⁹. Douze autres en octobre 1990¹⁷⁴⁰. Deux autres en fin 1994 et un autre en fin 1995 (cooptations annoncés au 1^{er} décembre). L'année 1990 est la période avec le plus grand nombre d'entrées dans le GDS.

Un peintre, un prêtre, un éditeur, un journaliste des nouveaux journalistes, une écrivaine, tout aussi connue que ceux qui sont nés dans les années 1940, rédactrice de 22 et un économiste, collaborateur de 22, intègrent le GDS en janvier 1990. En octobre 1990, à la liste des membres du GDS s'ajoutent les noms de deux interprètes bien connus de la période communiste, trois cinéastes, un peintre, une autre écrivaine et membre de la rédaction de 22, un jeune économiste, un avocat mais aussi un chercheur de la période communiste récemment entré à l'université appartenant au dit « groupe » d'Iasi (avant 1989).

Tous ne sont pas des « intellectuels » au sens académique du terme. Déjà connus, bien connus ou peu connus, guère connus avant 1989, tous sont des proches des membres fondateurs du GDS, déjà avant 1989 ou seulement après 1989, en publiant dans 22, participant à des activités pour le GDS (comme les spécialistes des médias-cinéastes mais aussi les membres de la rédaction mais aussi les collaborateurs de 22) ou en collaborant avec des membres du GDS (Smaranda Enache dont parle à plusieurs reprises **Gabriel Andreescu** ou Aurelian Craiutu publiant avec **Sorin Antohi**).

Des membres cooptés depuis 1990 et jusqu'en 1996, la plupart sont des figures ayant obtenu leur consécration durant la période communiste. Ce sont des artistes, (deux peintres, deux cinéastes et deux interprètes) et une écrivaine, consacrés avant 1989 mais aussi un rédacteur dans la période communiste,

¹⁷³⁹ Gabriela Adamesteanu ; Sorin Marculescu ; Florin Gabriel Marculescu ; Sorin Dumitrescu ; **Iustin Marchis** ; Ihor Lemnij.

¹⁷⁴⁰ Liviu Antonesei ; Horia Bernea ; Doru Cosma ; Aurelian Craiutu ; Mircea Diaconu ; Victor Rebengiuc ; Vivi Dragan Vasile ; Stere Gulea ; Sorin Iliesiu ; Horea Murgu ; Smaranda Enache ; Rodica Palade.

bien connu dans les milieux intellectuels. Des interprètes mais aussi certains cinéastes (deux¹⁷⁴¹), des peintres cooptés dans le GDS ainsi que l'écrivaine devenue en 1990 rédactrice de 22 ont obtenu leur consécration sous le communisme. Deux sont nés dans les années 1930, le peintre Horia Bernea (un héritier aussi) et l'interprète Victor Rebengiuc, quatre autres sont nés dans les années 1940.

D'autres sont des proches des membres fondateurs du GDS avec lesquels ces derniers ont collaboré, ce sont de leurs amis proches qui, d'une façon ou d'une autre, leur ont apporté leur soutien avant 1989 (le prêtre **Iustin Marchis**¹⁷⁴², l'écrivaine Gabriela Adamesteanu et peut-être aussi Rodica Palade¹⁷⁴³).

Trois des membres cooptés avant 1989 ne peuvent pas être classés dans la catégorie des intellectuels : un prêtre (**Iustin Marchis**), un ingénieur devenu journaliste après 1989 (Florin Gabriel Marculescu) et un ingénieur spécialiste de l'audiovisuel (Horea Murgu). Mais aussi un responsable d'une institution culturelle qui ne publie qu'après 1989 (Smaranda Enache). Parmi ceux qui sont entrés dans le GDS au cours de l'année 1990 deux sont des amis de deux membres fondateurs, respectivement d'**Andrei Plesu** et **Gabriel Liiceanu**. On ne saurait dire qu'ils soient proches des autres membres du GDS. D'un côté, un prêtre qui ne peut que difficilement être classé comme « intellectuel » (**Iustin Marchis**), qui, selon ses propres témoignages, doit son entrée à l'amitié d'**Andrei Plesu**, de l'autre, un juriste (Doru Cosma), ami de **Gabriel Liiceanu**.

Certains sont de leurs collègues, certains parfois aussi de leurs amis (un juriste et un prêtre). Dans d'autres cas, ils sont de leurs collaborateurs seulement après 1989. Une fois membres du GDS ils sont des membres de la rédaction (écrivaines) ou des artistes créant une nouvelle structure sous la tutelle du Groupe (cinéastes) ou des artistes (peintres) qui investissent des institutions spécifiques et ils changent d'activité après 1989¹⁷⁴⁴, tous ayant reçu leur consécration sous le communisme. D'autres sont de nouvelles connaissances, semble-t-il, que certains des membres fondateurs rencontrent et avec lesquels ils collaborent lorsqu'ils s'intéressent sous l'impact des changements politiques et l'influence de l'espace politique et intellectuel étranger à des problématiques politiques nouvelles : droits collectifs, droits des minorités et libéralisme(s).

Plusieurs des membres cooptés en 1990 sont des individus fréquentés avant 1989 par des membres fondateurs dont principalement **Andrei Plesu** et **Gabriel Liiceanu**.

Ceux qui, des membres de la rédaction sont cooptés, plus précisément les deux écrivaines recrutées comme rédactrices de 22 et par la suite par le GDS ont fait la connaissance de plusieurs membres du GDS et surtout du responsable de la publication de 22, **Stelian Tanase**.

¹⁷⁴¹ Stere Gulea et Vivi Dragan Vasile.

¹⁷⁴² Entretien consultatif avec **Iustin Marchis** (le 25 avril 2006).

¹⁷⁴³ Entretien avec Rodica Palade (Bucarest, le 17 avril 2008).

¹⁷⁴⁴ Sorin Dumitrescu investit le journalisme ; Horia Bernea est responsable du nouveau Musée du paysan. Voir le chapitre 5.

Il s'agit des connaissances d'un membre fondateur du GDS, membre du gouvernement provisoire (**Andrei Plesu**) qui se réunissent début janvier 1990 pour se présenter en tant que membres d'un groupement comme pouvoir concurrent de la direction de l'Église orthodoxe¹⁷⁴⁵, dont un surtout qui a subi la marginalisation dans la période communiste et qui ne semble pouvoir miser que sur son amitié avec **Andrei Plesu**.

Un ancien rédacteur et traducteur mais aussi un journaliste sont entrés dans le GDS alors que le premier a été rédacteur pour deux des livres publiés sous la signature de **Gabriel Liiceanu**. Le second est des nouveaux journalistes après 1989 dans la rédaction du journal *Romania libera*, publication homologue de 22 parmi les journaux de l'après 1989 (à la différence que ce journal est un ancien journal). Sorin Marculescu, rédacteur avant 1989 aux Éditions Cartea Romaneasca est le frère du nouveau journaliste et par la suite éditeur (d'après certains témoignages) de la période postcommuniste, Florin Gabriel Marculescu.

Des écrivaines cooptées dans la rédaction de 22, Gabriela Adamesteanu et Rodica Palade, dont la première a obtenu sa pleine consécration avant 1989 (consécration comparable à celle des membres fondateurs nés dans les années 1940) sont recrutées par le GDS, alors que d'autres rédacteurs de 22 moins connus ou point connus avant 1989 ne le seront jamais (Dan Pavel, Bogdan Ghiu et Alina Mungiu)¹⁷⁴⁶. Mais tous ceux-ci sont devenus membres de la rédaction à la proposition de **Stelian Tanase**. Et trois d'entre eux sont de ses amis dans la période communiste (à l'exception d'Alina Mungiu, plus jeune qu'eux, recrutée lorsqu'elle publie dans la presse d'attitude des jeunes à Iasi).

Le seul juriste à être coopté dans le GDS dans cette période (des quatre juristes qui vont intégrer le GDS entre 1989 et 2009) est, selon deux de nos interlocuteurs, proche de **Gabriel Liiceanu**. Point connu dans les milieux intellectuels avant 1989, malgré le fait qu'il est auteur de deux volumes, il se fait remarquer au sein après 1989 plus par ses activités en tant qu'avocat (des deux cooptés dans le GDS).

Début 1990 le GDS, à une seule exception, intègre des anciens amis des membres fondateurs, ceux dont les prises de position sont semblables à celles du GDS qui se veut le concurrent du pouvoir en place. À deux exceptions près, ils vont participer aux premières élections libres, du 20 mai 1990, aux côtés des membres du GDS. De par leur position, des marginaux par rapport à ceux qui s'installent dans la politique, leurs revendications correspondent à celles des membres du GDS qui se présentent aux élections. Un seul parmi eux, en janvier 1990, est représentant d'une spécialité nouvelle qui, en conformité avec les changements politiques, attire dorénavant l'attention des membres fondateurs du GDS. Le seul économiste coopté dans le GDS en janvier 1990 est collaborateur de 22. Alors que la première des collaboratrices de

¹⁷⁴⁵ Le Groupe de réflexion pour le renouveau de l'Église Orthodoxe [Grupul de reflectie pentru reinnoirea Bisericii Ortodoxe]. Ce groupement sera mentionné ci-après sous son sigle français, GRRBO (voir chapitre 4).

¹⁷⁴⁶ Alors que ces derniers sont des intellectuels de l'après 1989 qui vont s'intéresser à se spécialiser dans d'autres disciplines que celle de leur formation.

22, recrutées par le GDS, est auteure ayant reçu sa pleine consécration avant 1989. Gabriela Adamesteanu (née en 1942) est des auteurs à succès de la période communiste mais aussi des connaissances de plusieurs membres fondateurs à la faveur surtout du fait qu'elle était rédactrice dans la maison d'édition Cartea Romaneasca fin des années 1980.

Début de l'année 1990, le GDS intègre, à part deux de ses collaborateurs (l'écrivaine et rédactrice de 22 et un économiste), ceux qui sont des candidats aux élections de mai 1990 plus le frère d'un des candidats dont les actes subversifs sont peu connus, guère connus avant 1989 (par rapport à d'autres candidats indépendants participant sur la même liste que des membres fondateurs du GDS¹⁷⁴⁷).

Bien que toutes ces cooptations aient eu lieu au cours d'une année seulement, le moment, la date de leur entrée dans le GDS, début de 1990 ou fin de l'année 1990, nous dit plus sur l'évolution de la position du GDS au cours d'une période marquée par plusieurs événements politiques, sous l'effet de l'ouverture et de la redéfinition de l'espace politique, et dans le même temps par une reconfiguration des rapports au sein du champ de la production culturelle. Tous les secteurs du domaine de la culture, sont affectés par le changement de régime, par la libéralisation politique mais aussi par la libéralisation économique.

Plusieurs se sont manifestés en tant que critiques et concurrents des pouvoirs en place après décembre 1989. Ils peuvent être des concurrents d'une institution à vocation à la fois culturelle et politique, l'Église orthodoxe : des membres du Groupe de réflexion pour le renouveau de l'Église orthodoxe¹⁷⁴⁸ (dont deux sont cooptés dans le GDS en janvier 1990, un autre en octobre 1990 et un autre plus récemment, en 2007 ou en 2009¹⁷⁴⁹). Mais aussi du pouvoir politique. Et cela apparaît plus visiblement lors des premières élections mais aussi lorsque des membres fondateurs contribuent à la création de l'Alliance civique.

L'avocat Doru Cosma est un proche du GDS depuis sa constitution grâce à sa relation familiale avec **Gabriel Liiceanu**. Il est d'ailleurs un des deux membres cooptés, nés dans les années 1920¹⁷⁵⁰. Mais il ne sera coopté qu'en automne 1990 alors qu'il traite au sein du GDS des médias, sujet et domaine des plus investis par le GDS, et dans 22 des questions qui préoccupent l'espace politique (d'un projet constitutionnel) mais où des intellectuels, anciens ou futurs des prétendants au statut politique, ne sont pas inclus. D'octobre 1990 date aussi la cooptation d'un autre membre du Groupe de réflexion pour le renouveau de l'Église orthodoxe (GRRBO). Horia Bernea (né en 1938) est peintre bien connu dans les milieux proches d'**Andrei Plesu** avant 1989 et qu'on pouvait retrouver début janvier 1990 dans le groupement critique de la direction de l'Église orthodoxe et militant pour son renouveau, le GRRBO. Deux autres parmi ceux qui militèrent pour le « renouveau de l'Église orthodoxe » début janvier 1990 sont entrés

¹⁷⁴⁷ Nous faisons ici référence aux journalistes de *Romania libera*.

¹⁷⁴⁸ Voir chapitre 4.

¹⁷⁴⁹ Fin 2007 selon le témoignage de Teodor Baconsky (cf. entretien consultatif avec Teodor Baconsky, Paris, le 28 novembre 2008) et en 2009 en conformité avec la liste rendue publique par le GDS.

¹⁷⁵⁰ Un autre est l'historien et chercheur, Serban Radulescu Zoner, né en 1929, ancien détenu politique et homme politique après 1989, devenu membre du GDS seulement en 2008.

dans le GDS et ils ont participé aux premières élections postcommunistes alors qu'en octobre 1990, au moment de sa cooptation dans le GDS, il semble que le GRRBO semble s'être dissout, alors que Horia Bernea devient responsable d'un musée nouvellement créé (février 1990), le Musée du paysan, comme refondation d'une institution disparue au temps du communisme.

Des quatre cinéastes cooptés en octobre 1990, trois travaillent dans une structure à la création de laquelle au sein du GDS ils ont contribué et qui fonctionne sous sa tutelle, le premier studio vidéo « indépendant » fondé dans la période postcommuniste¹⁷⁵¹ : un ingénieur (Horea Murgu) et deux artistes, spécialistes respectivement du son et de l'image (Vivi Dragan Vasile et Sorin Iliesiu). De ces quatre cinéastes cooptés dans le GDS, trois ont réalisé le film documentaire « La Place de l'Université »¹⁷⁵² : Stere Gulea, Vivi Dragan Vasile et Sorin Iliesiu. Les deux premiers sont nés respectivement en 1943 et en 1947 et ont obtenu leur consécration avant 1989. Alors que deux seulement (les derniers mentionnés ci-dessus) travaillent avec d'autres spécialistes des médias dans le studio audio-visuel du GDS¹⁷⁵³ dont aussi l'ingénieur, spécialiste du son, coopté dans le GDS, Horea Murgu, futur membre du Conseil de l'audiovisuel¹⁷⁵⁴.

Plus tard des artistes ne seront plus cooptés mais des journalistes qui peuvent, tout comme des artistes cooptés début 1990, occuper des institutions¹⁷⁵⁵ qui intéressent le GDS, dont la compétence est étroitement liée à des activités et à un domaine intéressant largement le GDS en entier : les médias, la télévision surtout.

Les cinéastes vont contribuer directement à faire connaître le GDS et notamment certains des membres du GDS, mais tous les cinéastes qui y contribuent ne seront pas cooptés dans le GDS. Deux des cinéastes cooptés dans le GDS sont consacrés sous le communisme, dont un seulement, en effet le plus connu et reconnu, ne travaille pas dans le cadre du « studio audio-visuel du GDS » mais il collabore avec ceux qui créent une structure indépendante propre en s'appuyant sur des fonds en provenance de l'étranger par l'intermédiaire du GDS. Tous les cinéastes cooptés dans le GDS n'étaient pas des figures notoires avant 1989¹⁷⁵⁶ mais ils sont des plus ouverts à la collaboration avec des membres du GDS et à suivre et à réaliser des projets conformes aux repères du GDS.

Certains sont des collaborateurs du GDS en 1990, en déployant des activités à l'intérieur et au service du GDS (cinéastes et membres de la rédaction), d'autres travaillent à l'extérieur du GDS dans d'autres institutions (des peintres dont un est journaliste et par la suite éditeur, alors qu'un autre habite une

¹⁷⁵¹ Comme le note à plusieurs reprises Sorin Iliesiu.

¹⁷⁵² Les auteurs de ce film présentant le phénomène politique d'avril-juin 1990 sont Stere Gulea, Vivi Dragan Vasile et Sorin Iliesiu.

¹⁷⁵³ Que nous présentons par la suite dans la 3e partie.

¹⁷⁵⁴ 22, 131, 1992.

¹⁷⁵⁵ Stere Gulea et Horea Murgu. Le premier est directeur de la télévision publique à partir de 1996, le second est membre du Conseil de l'audiovisuel en 1992.

¹⁷⁵⁶ Sorin Iliesiu; Horea Murgu.

institution politique dans le domaine de la culture). Des interprètes seulement ne déploient pas de nouvelles activités dans la période postcommuniste et dans un cas seulement l'interprète manifeste son intérêt pour la politique et on va le rencontrer aux côtés des nouveaux politiques. Leurs revendications politiques sont similaires à celles de plusieurs membres fondateurs avant 1989 ou du GDS après 1989 ou ils reprennent celles du GDS. Ce sont leurs connaissances d'avant 1989 mais aussi des représentants des professions artistiques dont ils ont fait la connaissance, semble-t-il, seulement après 1989 et qui contribuent à la diffusion d'un phénomène politique soutenu par le GDS (« la Place de l'Université ») mais aussi des repères politiques du GDS (monarchie, l'entre-deux-guerres) mais aussi à la publicité de certains membres du GDS.

Des représentants de nouvelles spécialités, se manifestant en tant que journalistes au temps de leur spécialisation, et donc entre autres collaborations pour des revues culturelles, sont des collaborateurs de 22 avant leur cooptation dans le GDS. Mais à peu d'exceptions près, faute d'informations disponibles jusqu'à présent, lorsqu'ils ne sont pas des « intellectuels » consacrés, ayant reçu leur consécration avant 1989 ou des amis proches des membres du GDS, le seul fait de publier dans 22 ne leur permet pas à intégrer le GDS. Le cas des rédacteurs de 22 est le plus parlant en ce sens. Seuls deux rédactrices de 22 vont être recrutées par le GDS en 1990¹⁷⁵⁷. Gabriela Adamesteanu en janvier 1990, Rodica Palade en octobre 1990. De dix ans plus jeune que son amie, ci-mentionnée, Rodica Palade (née en 1952) est écrivaine (tout comme son amie) beaucoup moins connue en tant que telle avant 1989 mais surtout après 1989, ce qui n'est pas le cas de son amie qui est des auteurs à succès d'avant 1989.

Deux autres membres fondateurs du GDS (à part **Gabriel Liiceanu** et **Stelian Tanase**¹⁷⁵⁸) semblent avoir contribué à la cooptation d'autres collaborateurs de 22 ou d'agents culturels dont les prises de position politiques et leurs nouvelles préoccupations correspondent aux leurs (**Gabriel Andreescu** et **Sorin Antohi**). Ils semblent être de nouvelles connaissances des membres fondateurs et non pas de leurs anciens amis. Une responsable d'une institution culturelle d'une ville au centre de la Roumanie (et au centre de la Transylvanie, la ville de Targu-Mures¹⁷⁵⁹) en 1989 et future militante des droits des minorités, Smaranda Enache (née en 1950), est cooptée dans le GDS à la proposition d'un des peu nombreux opposants, **Gabriel Andreescu**.

Une nouvelle spécialité, discipline des sciences sociales, intéressant dès 1990 surtout des sociologues du GDS dans sa composition initiale (et d'ailleurs d'autres sociologues n'y seront pas cooptés), l'économie sera représentée dans le GDS en 1990 par les deux économistes des trois économistes à intégrer le GDS entre 1990 et 2009. Mais un de ces deux, coopté en octobre 1990, et le plus jeune des économistes

¹⁷⁵⁷ Un autre rédacteur de 22 devenu par la suite membre du GDS est l'historien et chercheur, spécialiste de l'histoire, Armand Gosu. Peu de temps avant son intégration dans le GDS, en 2005 ou en 2006, il faisait son entrée à l'université, à la Faculté des sciences politiques de l'Université de Bucarest, en 2004.

¹⁷⁵⁸ Celui-ci a recruté plusieurs des membres de la rédaction de 22 dont deux seulement intègrent le GDS.

¹⁷⁵⁹ Ville qui en 1990 compte dans une large majorité des citoyens roumains d'origine hongroise.

à intégrer le GDS entre 1990 et 2009, se reconvertisse à la science politique après 1989. Aurelian Craiutu (né en 1965) est d'ailleurs le plus jeune des membres cooptés en 1990 et des plus jeunes membres cooptés dans le GDS jusqu'au milieu des années 2000.

Les deux membres mentionnés ci-dessus, cooptés respectivement en janvier et en octobre 1990, Smaranda Enache et Aurelian Craiutu ne se font connaître qu'après 1989, dans un premier temps à travers leur journalisme, dans des publications d'attitude. Nous y reviendrons dans ce qui suit.

L'autre économiste, Ihor Lemnij, coopté dans le GDS en janvier 1990, est l'auteur de deux volumes publiés respectivement en 1969 aux Éditions de l'Académie et en 1976 aux Éditions scientifiques, mais aussi traducteur d'un volume paru en 1967 et co-auteur d'un dictionnaire des mathématiques dans l'économie publié toujours aux Éditions scientifiques en 1979. Il est traducteur et ensuite auteur d'un ouvrage collectif pour les Éditions politiques, les deux volumes paraissent dans la même collection¹⁷⁶⁰. Mais il est aussi traducteur de littérature en signant trois traductions du tchèque¹⁷⁶¹. La contribution d'Ihor Lemnij au service du GDS semble se limiter à sa collaboration pour 22.

Un éditeur et un journaliste (et éditeur après 1989¹⁷⁶²) de profession ingénieur sont frères : Sorin Marculescu et Florin Gabriel Marculescu. Sorin Marculescu est rédacteur dans la période communiste chez Cartea Romaneasca à partir de 1973¹⁷⁶³. Il a préparé, il s'est occupé de la publication du *Journal de Paltinis* paru chez Cartea Romaneasca qui a fait de **Gabriel Liiceanu** un des plus connus auteurs dans la période communiste¹⁷⁶⁴. Il est aussi traducteur. Il n'est pas membre du PCR.

Florin Gabriel Marculescu travaille dans un premier temps au Ministère des transports, ensuite dans le Ministère de l'industrie alimentaire. Début de 1989 il travaille à l'Union des artistes plastiques au service commercial. Après 1989, il publie dans *Romania libera*, il est coopté par la suite dans la rédaction du même journal par Petre Mihai Bacanu¹⁷⁶⁵. Il participe comme candidat aux premières élections de 1990 sur la liste regroupant des journalistes et des membres fondateurs du GDS. Il est considéré des « premiers journalistes » qui s'affirment en tant que tels après 1989¹⁷⁶⁶. Selon son propre témoignage, il signe un document en acceptant son « engagement » pour la Securitate en 1975¹⁷⁶⁷. Deux ans après sa mort, on réévalue sa « collaboration » avec la Securitate. Aux Éditions Humanitas paraît un volume rassemblant des « articles,

¹⁷⁶⁰ Emond Nicolau, Ihor Lemnij, Emilian M. Dobrescu *et alii*, *Mutatii contemporane in stiinta si tehnica si implicatiile lor*, Bucarest, Éditions politiques, « Idées contemporaines », 1973.

¹⁷⁶¹ Il est un des traducteurs de deux volumes de l'écrivain tchèque, Karl Capek, publiés en roumain en 1963. Une de ces traductions sera republiée par les Éditions Humanitas plus récemment, en 2004.

¹⁷⁶² Tel que Michael Shafir le présente en racontant qu'il le rencontre pour la première fois en 1990 au moment où celui-ci lui proposait de traduire ses ouvrages (entretien avec Michael Shafir, Bucarest, le 5 mai 2011).

¹⁷⁶³ Il renonce à faire partie du GDS, après une dispute au sein du GDS et notamment avec **Andrei Cornea** suite aux appels au soutien de Traian Basescu parus dans 22 et signés au nom du GDS.

¹⁷⁶⁴ Ion Ianos mentionne les queues dans les librairies pour acheter ce livre (entretien avec Ion Ianos, le 25 février 2009).

¹⁷⁶⁵ Il participe aux élections de 1990 tout comme d'autres membres du GDS (membres fondateurs) et des rédacteurs de *Romania libera*.

¹⁷⁶⁶ « In memoriam Florin Gabriel Marculescu », *Romania libera*, 1^{er} décembre 2007.

¹⁷⁶⁷ Cf. 22, 120, 1992.

entretiens, documents » recueillis par son épouse. Le volume paraît dans la collection « le procès du communisme » et il se propose de « clarifier un scandale de presse ayant comme victime Florin Gabriel Marculescu¹⁷⁶⁸ ».

Un prêtre et deux autres peintres, proches d'**Andrei Plesu** et qui, avant d'intégrer le GDS, ont constitué début du mois de janvier 1990, le Groupe pour le renouveau de l'Église orthodoxe (un autre « membre » de ce groupement sera coopté dans le GDS plus récemment¹⁷⁶⁹) intègrent le GDS durant l'année 1990. Horia Bernea, Sorin Dumitrescu et **Iustin Marchis**¹⁷⁷⁰.

Deux interprètes deviennent membres du GDS durant l'année 1990. Ils sont des plus notoires interprètes (théâtre et cinéma) de la période communiste, appartenant aux « générations » recevant leur consécration durant la période communiste. Mircea Diaconu et Victor Rebengiuc sont mentionnés comme membres du Groupe en octobre 1990. La seconde apparition publique du GDS, après celle du 31 décembre, a lieu toujours dans un théâtre bucarestois, au Théâtre Nottara (salle du boulevard Magheru¹⁷⁷¹).

Mircea Diaconu (né en 1949), fit son début dans le théâtre en 1970 (avant la fin de ses études universitaires) et dans le cinéma en 1971 (année de la fin de ses études). Interprète au Théâtre Bulandra à titre permanent depuis 1972, il intégra le Théâtre Nottara en 1982. Il joua dans trente-sept films de télévision entre 1972 et 1989. Il présente sa démission début 1990 pour se présenter en interprète libre, pour déployer ses activités sans être employé à titre permanent par une institution. Il enseigne aussi bien dans la période communiste (entre 1977 et 1978) mais surtout après 1989 (entre 1991 et 1998). Il est des figures artistes intéressées par la politique. Le très connu interprète Mircea Diaconu participe à des réunions du GDS au début des années 1990 sans signer des textes dans 22 et se rapproche de la politique, tenté par la politique et proche des milieux politiques. Étant des sympathisants de la Convention démocratique de Roumanie, il annonçait ses intentions à se présenter aux élections de 1996 pour la mairie de Bucarest¹⁷⁷², mais il ne participe aux élections qu'en 2008 comme membre du Parti national libéral, étant élu sénateur dans la circonscription de son lieu de naissance. Actuellement, directeur du Théâtre Nottara et homme politique, membre du Parti national libéral, sénateur lors des dernières élections (2008), il a été aussi désigné membre du Conseil de l'audio-visuel (à la proposition du Parti démocrate) durant la législation passée (alors que le Parti démocrate participe à la coalition politique avec le Parti national libéral).

¹⁷⁶⁸ Les extraits cités appartiennent à Doina Jela. Celle-ci et Sorin Alexandrescu (membre du GDS) signent les deux présentations de ce volume et qu'on retrouve sur la quatrième des couvertures : Florin Gabriel Marculescu, *Prezentul continuu. Articole, interviuri, documente*, Humanitas, « Procès du communisme », 2002.

¹⁷⁶⁹ Voir *infra*, dans ce qui suit. Sauf, le futur patriarche de l'Église orthodoxe roumaine (depuis 2008), tous ceux qui sont connus dans les milieux intellectuels de ce groupement qui se constitue en soutenant « le renouveau de l'Église orthodoxe » seront tôt ou tard des membres du GDS. Voir *infra*, dans le 5^e chapitre.

¹⁷⁷⁰ Dont les activités et les prises de position seront présentées et discutées par la suite, respectivement dans le 5 chapitre et dans la 2^e partie.

¹⁷⁷¹ Principal ou un des deux principaux boulevards du centre de Bucarest qui se croisent Place de l'Université.

¹⁷⁷² Proche d'un homme politique qui lui fréquente des milieux intellectuels, actuellement membre du Parti national libéral, antérieurement leader de l'Union des forces de droite, arménien d'origine, il est lui aussi un écrivain, Varujan Vosganian.

Victor Rebengiuc, né en 1933, à Bucarest, interpréta plus de vingt rôles de théâtre et trente-cinq rôles dans des films réalisés dans la période communiste (dont *Morometii*, film dont le scénario a été réalisé d'après le roman portant le même intitulé de Marin Preda). Il est le recteur de l'Université de théâtre et de cinéma entre 1990 et 1996 et directeur du théâtre bucarestois Bulandra entre 1996 et 1998. À la même période, il est parmi des membres initiateurs de l'Union des Forces de Droite avec d'autres littéraires et artistes¹⁷⁷³. Et quinze rôles dans des films réalisés après 1989 (entre 1992 et 2009). Plus récemment, en 2008, les Éditions Humanitas publient un ouvrage qui lui est consacré signé par une critique et journaliste. Deux écrivaines cooptées dans la rédaction de 22 deviennent membres du GDS au cours de l'année 1990. Gabriela Adamesteanu et Rodica Palade ont été cooptées dans un premier temps dans la rédaction de 22, tout comme Bogdan Ghiu et Dan Pavel, par celui qui est le premier en charge de la publication du GDS, **Stelian Tanase**. Ces derniers sont des amis de **Stelian Tanase**, mais de ces deux derniers seul Bogdan Ghiu a été publié avant 1989 (dans un volume collectif, selon la manière dont d'autres écrivains de la dite « génération 80 » sont publiés), alors que Dan Pavel est journaliste dans la presse estudiantine communiste. Des deux mentionnés, seul Bogdan Ghiu s'est joint aux signataires de la « lettre des dix-huit intellectuels », protestation des jeunes au soutien des écrivains notoires, rendue publique seulement en décembre 1989. Les deux écrivaines sont proches de **Stelian Tanase**. Gabriela Adamesteanu est cooptée dans le GDS en janvier 1990.

Née en 1942 à Targu-Ocna (petite ville de Moldavie), elle vit à Pitesti, elle fait des études de lettres à l'Université de Bucarest. À la fin de ses études elle travaille comme rédactrice des Éditions politiques (1965-1968) et ensuite des Éditions encyclopédiques¹⁷⁷⁴ (1968-1974) et plus tard aux Éditions scientifiques et encyclopédiques (1974-1984), fin des années 1980 elle est rédactrice aux Éditions Cartea Romaneasca (entre 1984 et 1989). Débutant en tant qu'auteure en 1975, elle est primée par l'Union des écrivains et par l'Académie roumaine pour son roman de début (*Drumul egal al fiecarei zile*) pour son roman de début, republié peu après, en 1978. Mais c'est avec son second roman (*Dimineata pierduta*) publié aux Éditions Cartea Romaneasca qu'elle est devenue notoire car son roman est transposé pour le théâtre, mis en scène dans un théâtre bucarestois en décembre 1986¹⁷⁷⁵. Elle avait signé une lettre de protestation adressée à la direction de l'Union des écrivains, daté du 18 décembre, plus tard (alors que les protestations de rue avaient déjà commencé à Timisoara) que la lettre des « jeunes » et plus connue comme la « lettre des dix-huit intellectuels », cette lettre de protestation reste peu connue. Elle rassemble ceux qui avaient déjà protesté (la

¹⁷⁷³ Voir 4^e chapitre.

¹⁷⁷⁴ Cf. 22, 156, 1993. Dans l'entretien réalisé avec **Gabriel Liiceanu**, elle mentionne qu'elle avait travaillé à la fin des ses études dans la rédaction des Éditions politiques, dans un département qui va créer une nouvelle maison, les Éditions encyclopédiques. Dans les autres présentations (dictionnaires, etc.) on apprend qu'elle a travaillé dans la rédaction des Éditions scientifiques et par la suite des Éditions scientifiques et encyclopédiques (maison que nous mentionnons comme les Éditions scientifiques).

¹⁷⁷⁵ Cf. la présentation faite à l'occasion des « Conférences du Théâtre national » de Bucarest, dont une est tenue par Gabriela Adamesteanu le 25 février 2007.

« lettre des sept intellectuels ») mais aussi ceux qui se décident plus tard à protester, ceux qui avaient eu quelques réticences à protester, dont Gabriela Adamesteanu mais aussi **Gabriel Liiceanu**¹⁷⁷⁶.

Gabriela Adamesteanu, écrivaine de succès avant 1989 et rédactrice aux Éditions Cartea Romanesca, fin des années 1980, elle avait connu aussi bien Mihai Botez, mathématicien, un des dissidents qui se sont exilés et dont l'épouse, Mariana Celac, est membre fondateur du GDS¹⁷⁷⁷, mais aussi **Stelian Tanase** et d'autres jeunes membres fondateurs du GDS. À partir de mars 1990, elle intègre la rédaction de 22 comme rédactrice en chef adjointe¹⁷⁷⁸.

Rodica Palade est une autre ou l'autre écrivaine cooptée dans le GDS en 1990 après avoir intégré la rédaction de 22. Alors que Rodica Palade intègre la rédaction en janvier et elle sera cooptée dans le GDS en octobre 1990, Gabriela Adamesteanu est recrutée par le GDS en janvier 1990 et intègre la rédaction de 22 en mars 1990.

Elle est proche de Gabriela Adamesteanu mais elle a connu aussi **Stelian Tanase**. Rodica Palade avait hébergé **Stelian Tanase** pendant quelques semaines en novembre-décembre 1989¹⁷⁷⁹, elle intègre le GDS en octobre. En 1990, au moment de son entrée dans la rédaction 22, elle travaille comme bibliothécaire et c'est de cette manière qu'elle va se présenter aussi lors de notre entretien. Né en 1952, dans une ville de province au sud de la Roumanie, elle est auteure d'un roman publié avant 1989. Elle fait son début éditorial en 1987 avec le roman *Iarna, vietatila* [Cartea romaneasca, 1987].

On remarque l'absence d'une écrivaine, dissidente bien connue depuis la période communiste. Ana Blandiana semble avoir été un des choix du GDS mais elle ne sera jamais des membres du GDS. On ne saurait pas dire cependant si elle a été le choix de ceux qui allaient créer la première liste, la liste des membres fondateurs fin décembre¹⁷⁸⁰. Début 1990, plus précisément en janvier 1990, le GDS lui envoie une lettre, en l'invitant à en faire partie. Selon **Radu Filipescu**, l'absence d'Ana Blandiana est due au fait que cette lettre ne lui est jamais parvenue. Selon Mihnea Berindei (sans être membre du GDS il est le plus proche du GDS parmi des membres de l'exil proches des dissidents ou des opposants au régime, soutenant le GDS), Ana Blandiana est toutefois un des proches du GDS, elle assiste aux rencontres du GDS début des années 1990. Selon ce dernier le fait qu'elle n'est pas parmi les membres du GDS est plus dû à son attitude, elle manifeste plutôt une attitude passive, ne s'impliquant pas dans les activités du GDS.

¹⁷⁷⁶ Voir chapitre 1.

¹⁷⁷⁷ Gabriela Adamesteanu a été collègue pendant ses études de la sœur de Mihai Botez (entretien avec Mariana Celac, le 12 mars 2009).

¹⁷⁷⁸ Dès l'automne 1991, elle est devenue le troisième responsable de 22, jusqu'en 2004.

¹⁷⁷⁹ Parce que celle-ci habite seule, alors que celle qui le reçoit (qu'il visite) dans un premier temps c'est Gabriela Adamesteanu, qu'il connaît mieux puisqu'elle est rédactrice aux Éditions Cartea Romaneasca là où **Stelian Tanase** attend être publié avec son deuxième roman (Entretien avec Rodica Palade, le 17 avril 2008).

¹⁷⁸⁰ On mentionne seulement que des membres fondateurs, lorsqu'ils n'ont pas été présents lors de la décision prise de constituer ce groupement, cette association, on les a contacté par téléphone pour avoir leur consentement (entretien avec **Stelian Tanase**, Bucarest, 2009).

Ana Blandiana (née en 1942, à Timisoara) étant des écrivains des plus connus de la dernière période communiste, appartenant à la génération des membres les plus notoires du GDS, formés et consacrés sous le communisme, nés dans les années 1940, de par la notoriété acquise sous le communisme comme poétesse interdite de publication se rapproche de **Mircea Dinescu** (celui-ci, né en 1950, se rapproche de la génération des plus jeunes membres du GDS, prétendants au statut d'écrivain dans les années 1980, bien qu'il est des écrivains jouissant d'une forte notoriété) bien qu'elle n'est pas des écrivains ayant signé des textes dans la presse étrangère.

Ana Blandiana n'est pas parmi des membres du GDS, mais elle est par la suite une des figures des plus notoires, sinon la plus notoire, impliquée dans la création de l'Alliance civique (parmi ses fondateurs et ses dirigeants). Elle côtoie des membres du GDS au sein de cette organisation, elle participe avec certains membres du GDS à l'étranger surtout mais aussi en Roumanie à des événements divers en parlant de son activité politique de l'après 1989 mais aussi de sa dissidence (de ses écrits) d'avant 1989.

Trois seulement des membres fondateurs viennent d'Iasi (**Alexandru Calinescu**, **Dan Petrescu** et **Sorin Antohi**). Un autre n'est coopté qu'en automne 1990 bien que celui-ci fait partie du même cercle de connaissances qui se réunit autour de la revue *Dialog*, mais aussi d'*Opinia studenteasca*. Liviu Antonesei appartenant au cercle dit le « groupe d'Iasi »¹⁷⁸¹ ou, plus récemment, la dite « École d'Iasi »¹⁷⁸², n'est coopté dans le GDS qu'en octobre 1990. Un autre appartenant au même cercle est mentionné comme étant des membres fondateurs au moment même où le GDS se constitue. Sauf que celui-ci, Mihai Dinu Gheorghiu s'est exilé peu avant la chute du régime. Et le Groupe, à la proposition précisément d'un des membres de l'exil parisien, Mihnea Berindei, s'est imposé la règle (non exprimée pourtant dans la déclaration où il se présente) de ne pas accepter des membres de l'exil mais seulement de ceux qui résident en Roumanie.

Liviu Antonesei (né en 1953, dans un village du département d'Iasi) est diplômé de la Faculté de psychologie et de sociologie, comme son ami et collègue Mihai Dinu Gheorghiu (né en 1953). Et tout comme ce dernier, après ses études universitaires (1972-1976), il est psychologue dans un centre de logopédie. Par la suite, entre 1976 et 1979, il est enseignant au lycée pédagogique (discipline logique) d'Iasi. À partir de 1978, Liviu Antonesei intègre l'Université de Iasi comme chercheur au Centre de sciences socio-humaines [sociales]¹⁷⁸³ (tout comme Mihai Dinu Gheorghiu). En étudiant, Liviu Antonesei fait son début avec poésies et essais (1974) dans *Dialog* mais aussi dans *Opinia studenteasca* dont il est le rédacteur en chef adjoint entre 1975-1979 et par la suite entre 1980 et 1983. Il signe des études dans plusieurs volumes collectifs dont un est dirigé par l'historien Alexandru Zub¹⁷⁸⁴ : *Cultura si societate*

¹⁷⁸¹ Sur le dit « groupe d'Iasi », en particulier certains « membres » de ce « groupe », voir chapitre 1.

¹⁷⁸² **Sorin Antohi**, *Utopica. Studii asupra imaginarului social*, Bucarest, Éditions scientifiques, 1991, 2^e éd. révisée, préface de 2005, Cluj, Idea Design & Print, coll. « Panopticon », 2005, p. 226.

¹⁷⁸³ Centre de sciences sociales dans Laurentiu Soitu, *Universitatea « Alexandru Ioan Cuza » din Iasi 1860-1990*, Iasi, Éditions de l'Université « Alexandru Ioan Cuza », 2011, p. 16.

¹⁷⁸⁴ Alexandru Zub est primé par le GDS en 1994, moment de son entrée dans le GDS. Voir *infra*.

(1985). Il fait son début éditorial avec des essais (volume publié en 1988 chez Junimea d'Iasi). Il publie aussi un volume de poésies paru chez Cartea Romaneasca en 1989 (*Pharmakon*).

En 1990, Liviu Antonesei est membre de l'Union des écrivains, moment de l'entrée de plusieurs jeunes intellectuels (nés dans les années 1950), dont des membres fondateurs du GDS ou des rédacteurs de 22 (par exemple, **Stelian Tanase**, Bogdan Ghiu). En effet, si plusieurs de ceux qui attendaient avant 1989 leur entrée dans l'Union des écrivains vont le faire après 1989, beaucoup renoncent à faire une carrière d'écrivain. À la différence de **Sorin Antohi** (qui a fait des études de lettres avant 1989) qui poursuit sa formation à l'étranger (Paris), qui fait la navette entre Iasi et Bucarest, mais surtout entre Bucarest et l'étranger et qui s'intéresse plus à se faire une carrière universitaire à l'étranger et à se poser en « médiateur culturel »¹⁷⁸⁵ (tout comme ceux qui sont plus jeunes que lui mais aussi tout comme certains de ceux qui sont nés dans les années 1950, encore qu'à des périodes différentes selon qu'ils occupent ou non une position politique en Roumanie), il construit sa carrière à Iasi. Liviu Antonesei est rédacteur en chef adjoint de la revue *Convorbiri literare* (bimensuel) qui paraît dans la continuation de l'ancienne publication portant le même intitulé¹⁷⁸⁶. En 1990 la « nouvelle série » rassemble notamment de jeunes écrivains ou critiques littéraires, membres du « groupe de Iasi » mais aussi des membres de la « génération 80 »¹⁷⁸⁷. En 1989 il fait partie du Conseil du Front du salut national qui se constitue à Iasi¹⁷⁸⁸. En 22 il ne paraît qu'en 1991¹⁷⁸⁹. On le retrouve à cette période comme membre de l'Alliance civique et signant des chroniques politiques, sur des sujets tenant de la vie politique (partis politiques).

Parallèlement à son activité journalistique (tout comme avant 1989 mais aussi tout comme d'autres jeunes écrivains nés dans les années 1950), en 1990 commence sa carrière universitaire. Liviu Antonesei intègre dans un premier temps la Faculté d'histoire et de philosophie et ensuite la Faculté des sciences de l'éducation (créée en 1997) de la même université. En 1997 il commence un doctorat avec une thèse qui porte sur la pédagogie comme science de la culture. Une année avant, en 1996, il signe son premier ouvrage scientifique paru chez Polirom, maison d'édition d'Iasi¹⁷⁹⁰. Les volumes qu'il publie avant cette date sont

¹⁷⁸⁵ **Sorin Antohi**, *Utopica...*, op. cit., pp. 231-232.

¹⁷⁸⁶ *Convorbiri literare* paraît à Iasi, Nicolae Manolescu, **Alexandru Calinescu** (membre fondateur du GDS) et Adrian Marino sont parmi les collaborateurs de la revue.

¹⁷⁸⁷ La revue est présentée dans 22 comme « revues de notoriété ». Cf. 22, 84, 1991.

¹⁷⁸⁸ Le Conseil du Front du salut national est l'organisme du pouvoir installé provisoirement en décembre 1989 avec des prérogatives législatives. Le pouvoir appartient au Conseil du Front du salut national constitué au niveau central, et plus particulièrement son Bureau exécutif, mais ce type de structure existe, apparaît aussi au niveau local, des départements et des communes. Voir Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., pp. 274-275.

¹⁷⁸⁹ 22, 84, 1991. Dans la présentation d'un séminaire appelé des « leaders d'opinion », en fait, des journalistes et des intellectuels, responsables de publications mais aussi des membres de l'exil. Le « séminaire » est organisé à Brasov en août 1991, après le coup d'État en URSS.

¹⁷⁹⁰ Liviu Antonesei, *Paideia. Fundamentele culturale ale educatiei* [Le modèle païdèïque. Les fondements culturels de l'éducation], Iasi, Polirom, 1996.

des textes du même type qu'avant 1989 (poésie, essais) mais aussi des articles et des entretiens publiés dans la presse (en 1993), type de texte qu'il publie aussi en 1997, mais aussi texte autobiographique (en 1995)¹⁷⁹¹.

Liviu Antonesei et Ana Blandiana, leurs stratégies subversives, quoiqu'à partir de positions différentes, les recommandent pour s'intégrer dans le GDS, et cela dès sa constitution ou surtout lors de sa constitution étant donné la conjoncture politique quand le pouvoir et la valeur du GDS augmente en proportion de l'intégration en son sein des dissidents, des écrivains surtout qui se sont fait connaître aussi de par leurs actes subversifs ou des actes interprétés comme signe de leur éloignement du pôle hétéronome du champ littéraire¹⁷⁹². Cependant on ne peut pas rapprocher l'absence de Liviu Antonesei des membres fondateurs de celle d'Ana Blandiana au moment où le GDS annonçait son apparition car, si on croit à certains témoignages¹⁷⁹³, cette dernière ne semble pas appartenir à des milieux intellectuels proches des membres fondateurs du GDS ou aux mêmes cercles bucarestois réunissant des intellectuels que d'autres membres fondateurs du GDS¹⁷⁹⁴.

Cooptés vers la fin de l'année 1990, ils sont des artistes (interprètes, cinéastes et un peintre) bien connus mais aussi deux amis proches de certains membres fondateurs et de nouveaux intellectuels de l'après 1989. Ceux qu'on recrute au cours de l'année 1990 sont soit des « intellectuels » connus avant 1989, des proches de certains membres du GDS, ou de nouveaux intellectuels qui se rapprochent du GDS, soit des collaborateurs de certains membres fondateurs du GDS, soit ils soutiennent l'activité principale du GDS, à savoir son activité journalistique. L'entrée de Doru Cosma se produit à l'automne de 1990, tout comme celle de Horia Bernea, peintre consacré dans la période communiste. Les cinéastes sont entrés dans le GDS toujours à l'automne de 1990, tout comme les deux interprètes (que nous avons présentés ci-dessus). Mais aussi Liviu Antonesei tout comme Rodica Palade (déjà membre de la rédaction de la publication du Groupe).

L'avocat Doru Cosma est le seul juriste à s'intégrer dans le GDS depuis 1990 jusqu'à sa mort. Doru Cosma est lié par des relations de famille avec **Gabriel Liiceanu**¹⁷⁹⁵. Certains de nos interlocuteurs¹⁷⁹⁶ le présente comme un individu assez arrogant, élitiste, peu sympathique. Bien que Doru Cosma apparaît

¹⁷⁹¹ Tout comme d'autres membres nés dans les années 1950 et intégrant l'Université après 1989.

¹⁷⁹² Étant donné que le champ littéraire à la faveur de la fonction que peut remplir la littérature dans un système de production soumis au contrôle politique.

¹⁷⁹³ À cela on ajoute l'absence des traces quant à des relations de celle-ci avec des (futurs) membres du GDS, écrivains ou non.

¹⁷⁹⁴ Selon un de nos interlocuteurs (des membres du GDS), Ana Blandiana (née en 1942 à Timisoara) fréquente un autre cercle réunissant des intellectuels ou d'autres cercles qui sont proches du pouvoir communiste. On mentionne ainsi celui de Gheorghe [Gogu] Radulescu (né en 1914, mort en 1991), membre de la Jeunesse communiste en clandestinité, le Front des étudiants démocrates, dans les années 1930, ensuite membre du PCR. Gheorghe Radulescu est un proche de Ceausescu, dès l'installation de ce dernier à la tête du parti, il est devenu membre du comité exécutif du PCR au milieu des années 1960 et, par la suite, dans les années 1970. Ainsi il appartient au même organisme que Leonte Rautu. Seulement que, contrairement à ce dernier, Gheorghe Radulescu est en décembre 1989 le « dernier membre de l'ancienne garde du PCR qui se trouve encore dans la hiérarchie de parti et de l'État ». Voir Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste en Roumanie, Vladimir Tismaneanu, Dorin Dobrinu, Cristian Vasile (éd.), *Raport final, op. cit.*, pp. 109, 132-133, 141-142, 802.

¹⁷⁹⁵ Voir *supra*.

¹⁷⁹⁶ Entretien avec P. (Bucarest, 2009).

comme membre du GDS seulement en octobre 1990, selon un des membres fondateurs, Mariana Celac, il semble avoir participé à des rencontres du GDS bien avant cette date car elle se souvient que celui-ci avait « découvert » une loi ancienne, datant de l'entre-deux-guerres, cadre législatif permettant la création du GDS comme « association civique¹⁷⁹⁷ ». Doru Cosma ne publie qu'à partir de 1991 dans 22 pour traiter de la future loi de l'audiovisuel mais aussi en contribuant à asseoir les prises de position politiques des membres du GDS en démontrant l'illégalité de l'acte qui avait conduit à l'abdication du roi Michel I. De plus il collabore avec Valeriu Stoica¹⁷⁹⁸ et **Gabriel Andreescu** en avril 1991 dans le cadre de l'Alliance civique pour le projet de la Charte des droits et des libertés fondamentaux, proposition qui se veut contribution et instrument de l'opposition dans le débat sur le projet de Constitution discuté au Parlement. D'une présentation de Doru Cosma au moment de sa mort (en 1999)¹⁷⁹⁹, on apprend que celui-ci avait été professeur à l'Institut d'études supérieures juridiques de Bucarest. Dans les évocations de **Radu Filipescu**, membre fondateurs du GDS et président du GDS¹⁸⁰⁰, Doru Cosma est un universitaire. Doru Cosma (né en 1926) avait publié dans la période communiste deux ouvrages où il traitait des procès contre des intellectuels¹⁸⁰¹.

Deux de ceux qui font leur entrée dans le GDS toujours vers la fin de l'année 1990 sont une militante des droits des minorités nationales, future politique¹⁸⁰² et un futur spécialiste du politique, reconverti aux sciences politiques.

La cooptation de Smaranda Enache s'inscrit dans le mouvement de s'ériger en groupement rassemblant en son sein ou autour de lui (les candidatures aux élections de 1990, la liste des indépendants qu'il construit et diffuse) des nouveaux entrants dans la vie publique en concurrents aux dirigeants en place (après 1989), que ce soit dans un premier temps ou dans un second temps aux dirigeants des institutions culturelles « traditionnelles » ou aux dirigeants politiques. Sa cooptation est due, semble-t-il, à la proposition de **Gabriel Andreescu** qui la mentionne dans plusieurs de ses textes publiés en 1991. Smaranda

¹⁷⁹⁷ Entretien avec Mariana Celac (le 12 mars 2009).

¹⁷⁹⁸ Un autre juriste, l'avocat Valeriu Stoica, se rapproche du GDS comme membre de la Solidarité universitaire et ensuite comme membre du Parti national libéral, un des avocats des plus notoires de la période communiste, fondateur de la « Société civile d'avocats Stoica & les associés », cabinet d'avocats des plus importants. Valeriu Stoica, doit ses relations proches avec le GDS à sa collaboration au sein de l'Alliance Civique avec **Gabriel Andreescu**, membre fondateur du GDS, s'intéressant au domaine des droits de l'homme après 1989, et avec Doru Cosma. Depuis 1990, Valeriu Stoica intègre l'Université. Valeriu Stoica en tant que politique dans le PNL renforce son autorité à l'intérieur du parti grâce à ses relations qu'il entretient avec des intellectuels (il tend à grouper autour de lui d'autres futurs membres du GDS dans une structure à vocation intellectuelle créée auprès du parti) et du capital économique obtenu après 1989. Il est un des plus impliqués dans l'Institut d'études libérales, institution qui reçoit plusieurs jeunes formés sous le communisme (mais aussi de ceux qui se sont formés après 1989) entrés dans le champ intellectuel après 1989 (conférences où des universitaires présentent leurs travaux sur le libéralisme classique). Actuellement, Valeriu Stoica se présente en « intellectuel », aux côtés des intellectuels ayant intégré le GDS à partir de la seconde moitié des années 1990, des intellectuels notoires de la période communiste (**Gabriel Liiceanu**) et des journalistes devenus hommes politiques. Il dirige l'Institut d'études populaires créé auprès du Parti Démocrate-Libéral en 2008.

¹⁷⁹⁹ *Ziua*, 1378, le 4 janvier 1999.

¹⁸⁰⁰ Entretien avec **Radu Filipescu** (le 13 avril 2004).

¹⁸⁰¹ Voir deuxième partie.

¹⁸⁰² D'après les informations recueillies jusqu'à présent on ne sait pas s'ils ont publié avant 1989.

Enache (née en 1950, à Targu-Mures) a fait ses études à l'Université de Bucarest (langues classiques et orientales dans la faculté de philologie), études conclues en 1973. En 1983, elle travaille au Théâtre de marionnettes de Targu-Mures en tant que secrétaire littéraire, à partir de 1984, elle est nommée directrice de cette institution. En 1989, elle fait partie de la filiale locale du Conseil Provisoire d'Union nationale, constituée à Targu-Mures. **Gabriel Andreescu** en parle dans un premier temps en présentant son parcours professionnel en lien avec des conflits survenus à son lieu de travail qui semblent avoir été la cause, selon l'auteur, de sa destitution¹⁸⁰³. Après 1989, elle est co-présidente de la Ligue Pro Europa créée en fin décembre 1989 à Targu-Mures¹⁸⁰⁴. Les deux dirigeants de la Ligue sont aussi des éditeurs d'une revue régionale *Altera*, publication créée sous l'égide de la Ligue en 2002. Elle fait aussi partie du premier Conseil directoire de l'Alliance civique¹⁸⁰⁵. Se présentant en militante pour les droits des minorités, elle devient la collaboratrice de **Gabriel Andreescu**, qui s'attache après 1989 à la cause des minorités et se spécialise dans le droit des minorités (mais aussi en relations internationales). Les deux collaborent mais ne travaillent pas vraiment ensemble, ils se soutiennent réciproquement, ils attachent leurs noms à la même cause, en signant des lettres de soutien, des manifestes, et en participant à des événements organisés à l'étranger dans l'espace politique surtout, lui comme représentant de l'Association pour la défense des droits de l'homme de Roumanie-Comité Helsinki, elle comme représentante de la Ligue¹⁸⁰⁶. Smaranda Enache est médiatrice en soutenant devant des minoritaires magyars des idées qu'ils soutiennent ensemble. Avec Laszlo Tökes¹⁸⁰⁷ elle semble être des figures qui apparaissent au moins au début des années 1990 pouvoir légitimer une politique qui dénoncerait les tendances nationalistes¹⁸⁰⁸. Les deux ont reçu le prix de l'Association des

¹⁸⁰³ **Gabriel Andreescu**, « Smaranda Enache dans le royaume des incompétences » 22, 67, 1991. **Gabriel Andreescu** produit un portrait de celle-ci similaire à celui qu'on fait à ceux qui sont présentés en victimes des anciens cadres politiques, dans ce cas-ci, des tenants d'une politique nationaliste dans une zone où des conflits interethniques surgissent en 1990. Comme il le fera au sujet de certains intellectuels consacrés avant 1989 et qu'il avait connus dans la période communiste, il met en avant la « compétence » mais aussi, comme il le fera souvent en parlant de ses propres activités ou des activités d'autres spécialistes ou intellectuels, l'appréciation faite à l'étranger, la réception dans les milieux étrangers. Plus tard, **Gabriel Andreescu**, en présentant des critiques produites par le GDS, des membres fondateurs du GDS, à l'égard d'un groupement extrémiste, nationaliste, Vatra Romaneasca, mentionne en critiquant l'absence d'une réaction de la part de celui qui est à cette époque-là, membre du gouvernement, **Andrei Plesu**, ministre de la Culture dans le gouvernement provisoire, face à la destitution de Smaranda Enache qui travaillait dans une institution fonctionnant sous la direction du ministère dirigé par celui-ci, le Ministère de la Culture (**Gabriel Andreescu**, *Ruleta. Romani si maghiari*, 1999-2000. *Jurnal tematic*, op. cit., p. 57).

¹⁸⁰⁴ Le 30 décembre, la ligue réunit vingt-et-un membres, citoyens roumains d'origine roumaine et hongroise, entre autres l'époux de Smaranda Enache, lui étant d'origine hongroise, qui est secrétaire littéraire du Théâtre national de Targu-Mures. L'autre président est Boldizsar Csiky. En 2001, ces deux sont encore à la tête de la ligue (*Ibid.*, pp. 28, 32-33).

¹⁸⁰⁵ Mais on la retrouve aussi comme représentante du Parti de l'Alliance civique sans pouvoir dire si elle est membre de ce parti.

¹⁸⁰⁶ **Gabriel Andreescu**, *Solidaritatea alergatorilor de cursa lunga*. *Jurnal tematic*, op. cit. ; Id., *Ruleta. Romani si maghiari*, 1999-2000. *Jurnal tematic*, op. cit.

¹⁸⁰⁷ La protestation et la réaction du pasteur Laszlo Tökes (né en 1952 à Cluj) en 1989 a déclenché la révolte en décembre 1989. **Gabriel Andreescu** note à son égard que la « Révolution a uni des Roumains autour de Laszlo Tökes ». Voir **Gabriel Andreescu**, *Ruleta. Romani si maghiari*, 1999-2000. *Jurnal tematic*, op. cit., p. 52.

¹⁸⁰⁸ Selon **Gabriel Andreescu**, des membres de la Société Timisoara « proposaient une manifestation de l'amitié à la tête de laquelle se trouverait [Ion] Iliescu, [Laszlo] Tökes et Smaranda Enache ». Cette proposition était faite à Ion Iliescu le 19 mars à Bucarest lors d'une rencontre des membres de la Société de Timisoara, auteurs de la « Proclamation de Timisoara » avec le président du CPUN. (*Ibid.*, pp. 53 et 60). Alors que du 15 au 20 mars 1990 ont lieu les confrontations de Targu-Mures entre les deux communautés.

journalistes magyars de Roumanie (une fois elle, à deux reprises lui). Alors que Smaranda Enache publie dans la presse d'attitude ou dans la presse culturelle, **Gabriel Andreescu** s'intéresse aussi à publier et à se faire publier aussi dans des revues plus spécialisées. Ce dernier parle de la cooptation de Smaranda Enache dans une présentation du GDS à l'occasion de l'anniversaire de celui-ci, deux années après son apparition. Son texte de présentation du GDS porte non seulement sur le moment de la constitution du GDS (initiative prise dans « la maison de **Gabriel Liiceanu** ») et sur ses activités mais aussi sur le refus de la politique, de l'entrée en politique des membres du GDS début de 1990. De plus, il s'agit là non d'un plaidoyer pro domo puisque à côté de la valeur reconnue à une initiative originale et à des projets tout aussi innovateurs l'auteur critique les stratégies politiques menées par ceux qui refusent la politique. Critique qu'on retrouvait dans un autre article de l'auteur, paru la même année, qui constitue sa communication tenue à Rome (Université Sapienza) à l'occasion d'un colloque dont un des organisateurs est l'Union des écrivains. Selon son témoignage, au moment où le GDS se constitue, la « question des minorités » et le « concept de société civile » sont des références pour la discussion des futurs membres du GDS sur « les options et les moyens du GDS¹⁸⁰⁹ ». Tout comme le GDS, celle-ci est, selon **Gabriel Andreescu**, une des « présences à valeur et pouvoir de symbole » :

« Le fait que Smaranda Enache a été parmi les gens, peu nombreux, invités à devenir des membres du Groupe pour le dialogue social confirme ce qu'on vient de dire [...], à savoir que la vie du GDS, le problème des minorités constitue une intuition fondamentale [...] Et n'oublions pas que Laszlo Tökes est lui aussi membre fondateur du Groupe, même si, à cause de la distance, des sollicitations, il n'a pas réussi à participer aux séances du Groupe. Laszlo Tökes est un symbole qui doit être récupéré ; son nom nous rappelle, plus que tout autre, que l'incitation du chauvinisme entre des Roumains et des Magyars reste au fond, sinon entièrement, la facette de la contrerévolution¹⁸¹⁰ ».

La cooptation de Smaranda Enache vient alors comme signe de l'intérêt du GDS, dans un premier temps apparu d'une « intuition », par la suite, s'imposant à 22 (« idée d'avoir [...] une page des minorités ») du fait des « évolutions [...] dramatiques », les conflits interethniques, mais aussi de la « stratégie nationaliste », celle « principale » sur laquelle « a misé la contrerévolution ». Smaranda Enache serait alors tout comme 22 une « présence » qui démontre la fonction que le GDS remplit, celle « de médiation », et ici, celle de l'existence d'un dialogue interethnique :

« son militantisme parfaitement équilibré a laissé quelques portes ouvertes entre les deux communautés¹⁸¹¹ ».

Militante au début des années 1990, Smaranda Enache est ambassadrice à Helsinki, entre 1998 et 2001¹⁸¹², et plus tard, entrée en politique, elle est vice-présidente de l'Action populaire (formation politique non parlementaire dirigée par l'ancien président Emil Constantinescu), et par la suite, après la fusion de l'Action

¹⁸⁰⁹ 22, 67, 1991 et 22, 100, 1991.

¹⁸¹⁰ **Gabriel Andreescu**, « Entre intuitions et responsabilité », 22, 100, 1991.

¹⁸¹¹ **Gabriel Andreescu** précise qu'il parle ici du GDS et « de sa fonction de médiation (pour cette période-là) », à savoir l'année 1990 (*Ibid.*).

¹⁸¹² Représentant de la Roumanie, diplomate, nommée par le président Emil Constantinescu.

populaire avec le Parti National Libéral (en 2008), vice-présidente de ce parti¹⁸¹³. Les deux, **Gabriel Andreescu** et Smaranda Enache, sont des militants mais **Gabriel Andreescu** se spécialise et il le fait en collaborant, en travaillant avec des spécialistes du droit, avec des savoirs acquis dans des institutions de l'administration centrale¹⁸¹⁴. **Gabriel Andreescu** se spécialise en lien avec son activité comme président de l'Association pour la Défense des Droits de l'Homme de Roumanie-Comité Helsinki (APADOR-CH¹⁸¹⁵), structure associée pour une bonne période au GDS¹⁸¹⁶. En fait, il collabore principalement et pour assez longtemps avec ceux qui habitent cette structure après 1990¹⁸¹⁷. Aucun de ceux qui sont ses collaborateurs dans cette structure, créée en 1990 et longtemps associée au GDS¹⁸¹⁸, ne seront pas cooptés dans le GDS. Parmi ses plus proches collaborateurs, se fait remarquer Renate Weber, qui en tant que juriste (avocat avant 1989) accompagne **Gabriel Andreescu** dans ses efforts de produire de l'expertise pour l'usage des instances politiques à l'étranger et en Roumanie mais aussi pour des institutions internationales. Bien que ce dernier présente Smaranda Enache et Renate Weber comme les deux meilleures spécialistes en matière de minorités, Smaranda Enache l'est plus par son activité militante et ses connaissances pratiques et de l'intérieur¹⁸¹⁹, alors que Renate Weber est responsable d'une revue spécialisée dont l'éditeur est une structure privée, de la société civile, qu'elle avait fondée avec **Gabriel Andreescu**, et tient des cours dans deux universités de Bucarest¹⁸²⁰.

Par contre, comme on le voit ci-dessus, **Gabriel Andreescu** présente aussi Laszlo Tökes comme membre du GDS. Seulement qu'il est le seul à le faire. De toutes les listes que 22 présente de ces membres et des listes des membres fondateurs, mais aussi des listes présentées par le GDS actuellement, aucune ne retient son nom.

Parmi des membres cooptés en 1990, on retrouve un jeune économiste (né au milieu des années 1960), Aurelian Craiutu, qui a fait des études à l'Académie de sciences économiques, des études

¹⁸¹³ En 2010, Smaranda Enache démissionne en marquant sa distance vis-à-vis des stratégies et des projets menés par des membres du PNL qui contredisent les valeurs pour lesquelles elle dit avoir milité au sein de la Ligue Pro Europa, « des valeurs qui continuent les traditions pro-européennes et démocratiques de la Roumanie ». Elle mentionne à cette occasion que des anciens membres de l'Action populaire ont été marginalisés par des membres du Parti National Libéral en contradiction avec le protocole de fusion. Cf. *Romania libera*, le 20 mai 2010 (édition électronique). En 2011, elle reçoit le Prix du Citoyen à la proposition de Laszlo Tökes.

¹⁸¹⁴ Certains des collaborateurs de **Gabriel Andreescu** ont travaillé dans le Ministère des Affaires Étrangères. Voir **Gabriel Andreescu**, *Ruleta. Romani si maghiari*, op. cit., p. 135 ; Id., *Solidaritatea alergatorilor de cursa lunga. Jurnal tematic*, op. cit., pp. 9-10.

¹⁸¹⁵ Plus souvent désigné par le nom de Comité de Helsinki.

¹⁸¹⁶ **Radu Filipescu** est coopté par **Gabriel Andreescu** comme co-président de l'APADOR-CH. Cf. **Gabriel Andreescu**, *Ruleta. Romani si maghiari*, 1999-2000. *Jurnal tematic*, op. cit., p. 131. Au sujet de cette organisation, l'APADOR-CH, de son activité et de ses relations avec le GDS, voir 3^e partie.

¹⁸¹⁷ **Gabriel Andreescu**, *Solidaritatea alergatorilor de cursa lunga. Jurnal tematic*, op. cit., op. cit., pp. 9-11 ; Id., *Ruleta. Romani si maghiari*, 1999-2000. *Jurnal tematic*, op. cit., pp. 131-135.

¹⁸¹⁸ **Gabriel Andreescu**, *Solidaritatea alergatorilor de cursa lunga. Jurnal tematic*, op. cit., p. 7. Entretien avec Rodica Palade, le 2 juin 2009.

¹⁸¹⁹ Voir *Newsletter IER*, 3, 25, 2011.

¹⁸²⁰ Cf. son site de présentation de son activité en tant que député au Parlement européen, à partir de décembre 2007 de la part du Parti national libéral (PNL).

commencées avant 1989. Smaranda Enache et Aurelian Craiutu, et par conséquent, leurs cooptations au cours de l'année 1990 marque le changement d'intérêts chez des prétendants au statut d'intellectuel (tout comme chez certains intellectuels) liés à leur profession ou à leur formation et/ou à leur activité d'avant 1989. Smaranda Enache est, après 1989, militante pour une cause qui apparaît et s'impose dans le lieu de sa résidence et collabore avec **Gabriel Andreescu**. Elle se rapproche ainsi des politiques jusqu'à en devenir une d'entre eux à titre entier (l'intérêt pour la politique devient manifeste avec les événements de 1989 par sa participation à une structure locale du pouvoir provisoire). À la même période, à la faveur de la création du Comité Helsinki et, à cette-même occasion, de l'institutionnalisation de sa posture qu'il s'était construit avant 1989, celle d'opposant au régime communiste¹⁸²¹, **Gabriel Andreescu** travaille à se procurer du capital symbolique en tant que militant pour les droits de l'homme mais aussi comme spécialiste des relations internationales, se consacrant après 1989 à la défense de la cause des droits des minorités mais aussi à la construction de la problématique des droits collectifs en Roumanie¹⁸²² et, par la suite, en proposant des études sur des sujets qui s'imposent à la politique étrangère de la Roumanie¹⁸²³. Progressivement, mais difficilement, si on compare sa trajectoire professionnelle après 1989 à celles des autres membres du GDS appartenant à la même génération que lui, nés dans les années 1950, il fera son entrée dans le champ scientifique et plus récemment, dans les années 2000, dans le champ universitaire parmi des spécialistes du politique¹⁸²⁴, étant seulement à partir de la seconde moitié des années 2000 enseignant dans une faculté des sciences politiques¹⁸²⁵.

En 1990, le GDS intègre son premier économiste, Ihor Lemnij¹⁸²⁶, alors que parmi des collaborateurs de 22, on retrouve à la même période deux économistes¹⁸²⁷. Daniel Daianu et Ilie Serbanescu sont les deux économistes, collaborateurs de 22 en 1990¹⁸²⁸. En octobre 1990, un autre économiste intègre le GDS, un des peu de collaborateurs de 22 qui a une formation en économie. Aurelian Craiutu, né au milieu des années 1990, finit ses études universitaires en 1988 à l'Académie d'études économiques de Bucarest¹⁸²⁹. Entre 1990 et 1991, il poursuit ses études en France, à l'Université de Rennes I¹⁸³⁰. Avant de publier dans

¹⁸²¹ **Gabriel Andreescu**, *Solidaritatea alergătorilor de cursa lungă. Jurnal tematic, op. cit.*, p. 15.

¹⁸²² **Gabriel Andreescu**, *Ruleta. Romani si maghiari, 1999-2000. Jurnal tematic, op. cit.*, pp. 131-132.

¹⁸²³ **Gabriel Andreescu** fonde le Centre d'études internationales en 1994, structure créée et fonctionnant dans un premier temps sous l'égide du GDS. Voir **Gabriel Andreescu**, *Solidaritatea alergătorilor de cursa lungă. Jurnal tematic, op. cit.*, pp. 9-11, 18.

¹⁸²⁴ Nous incluons ici non seulement des universitaires en « sciences politiques » mais aussi des universitaires dans des disciplines traditionnelles qui signent des analyses, des études sur l'espace politique, indifféremment de la période.

¹⁸²⁵ À l'École Nationale des Études Politiques et Administratives, dans la Faculté des sciences politiques. Nous en parlerons dans la 3^e partie en lien avec l'entrée dans l'université des membres du GDS.

¹⁸²⁶ Voir 3^e partie.

¹⁸²⁷ Un de ces deux économistes, Ilie Serbanescu, collaborateur fidèle de 22 depuis 1990 jusque récemment, est mentionné aussi dans la présentation de notre enquête (voir *supra*).

¹⁸²⁸ Voir troisième partie.

¹⁸²⁹ On ne dispose d'aucune information sur son activité entre 1988 et 1990, moment de son entrée dans le GDS.

¹⁸³⁰ Dans son autoprésentation on apprend que la formation suivie est niveau « maîtrise » et que son mémoire de maîtrise porte sur l'œuvre de Wilhelm Röpke, fondateur de l'ordolibéralisme. Cf. son autoprésentation qu'on retrouve sur le site d'Indiana University en 2011 mais aussi, avec plus de détails, sur le site de l'administration présidentielle (en 2009 et en 2011) où il fait partie d'une des commissions présidentielles constituées sous la présidence de Traian Basescu. Aurelian Craiutu est président

22, il publie depuis 1990 dans la « nouvelle » presse des jeunes, antérieurement les publications de la jeunesse communiste, mais aussi dans d'autres publications culturelles de province¹⁸³¹. En 1992, l'année de son entrée dans le GDS, il publie plusieurs articles et progressivement ses articles portent plus sur l'espace politique que sur l'économie¹⁸³². Tenant de l'État minimal, ses articles sont publiés aux côtés de ceux signés par des actuels ou futurs politistes¹⁸³³, qui portent sur la « société civile », notion investie aussi par l'économiste qui se spécialise dans la pensée libérale française, à partir de 1993 aux États-Unis. Aurelian Craiutu se manifeste plus, à travers le journalisme, comme collaborateur de 22 au moment de la création du Parti de l'Alliance Civique et surtout au moment où celui-ci semble être à la recherche d'une identité politique, en 1992. Ainsi il va se porter en médiateur entre espace politique français et des nouveaux politiques roumains ou pour des nouveaux politiques, en interprétant des idées promues par des politiques français pour l'usage des intellectuels devenus politiques¹⁸³⁴.

En Roumanie, Aurelian Craiutu est traducteur pour les Éditions Humanitas mais aussi pour les Éditions Anastasia, deux maisons fondées et dirigées après 1990 par des membres du GDS (respectivement **Gabriel Liiceanu** et Sorin Dumitrescu, peintre orthodoxe). En tant que traducteur, il fait la connaissance d'un autre futur politiste de la période postcommuniste, Cristian Preda¹⁸³⁵, lui aussi devenu spécialiste du libéralisme français. Alors que ce dernier, ayant une formation en philosophie, poursuit sa formation en France mais reste en Roumanie, en traitant dans son premier livre de la pensée politique roumaine¹⁸³⁶, Aurelian Craiutu, après sa brève formation en France, obtient son doctorat aux États-Unis et publie en Roumanie son premier livre qui comprend des études de « philosophie politique » adaptées aux problèmes politiques de l'Europe de l'Est¹⁸³⁷. Avant de faire leurs débuts éditoriaux, les deux collaborent avec un des membres fondateurs du GDS, le plus intéressé à se faire une carrière universitaire à l'étranger, **Sorin Antohi**¹⁸³⁸.

Le GDS intègre de jeunes prétendants au statut d'intellectuel qui poursuivent leurs études à l'étranger et se spécialisent, le plus souvent à partir de 1990, pour se présenter par la suite comme

honorifique (tout comme Matteï Dogan) de la Commission présidentielle d'analyse du régime politique et constitutionnel, créée en mai 2008.

¹⁸³¹ Son premier article dans la publication du GDS paraît en fin de l'année 1991 : 22, 96, 1991.

¹⁸³² Nous présentons ses contributions pour 22 dans la 3e partie.

¹⁸³³ Vladimir Tismaneanu, **Stelian Tanase** mais aussi **Gabriel Andreescu**.

¹⁸³⁴ En fait, en présentant des idées soutenues par des politiques français il critique ses idées comme étant trop peu libérales et soutient une politique de type libérale.

¹⁸³⁵ Entretien avec Cristian Preda, le 15 février 2008.

¹⁸³⁶ Cristian Preda, *Modernitatea politica si romanismul* [La Modernité politique et la roumanité], Bucarest, Nemira, 1999.

¹⁸³⁷ Aurelian Craiutu, *Elogiul libertatii. Studii de filosofie politica* [L'Éloge de la liberté. Études de philosophie politique], Iasi, Polirom, « Collegium », 1998.

¹⁸³⁸ En introduisant des auteurs du libéralisme français, Cristian Preda et **Sorin Antohi**, le premier en tant que traducteur, le second en signant des commentaires, sont publiés dans une des premières revues de « sciences politiques », *Polis* (voir troisième partie). Aurelian Craiutu et **Sorin Antohi** publient aux éditions où un autre membre fondateur travaille (**Dan Petrescu**) un livre présentant un autre membre fondateur du GDS : Aurelian Craiutu, **Sorin Antohi** (éds.), *Dialog si libertate : Eseuri in onoarea lui Mihai Sora*, Bucarest, Nemira, 1997.

spécialistes du politique (philosophes, historiens mais aussi un économiste)¹⁸³⁹. À partir de 1991 surtout, certains membres fondateurs du GDS mais aussi des futurs membres du GDS, proches du GDS, vont compléter leur formation à l'étranger, et dans leur grande majorité, en France.

D'autres membres du GDS vont compléter leur formation dans un premier temps en Roumanie, et dans certains cas et par la suite, pendant la seconde moitié des années 1990, à l'étranger, cette fois-ci aux États-Unis. Au temps même de leur spécialisation en « études politiques », des membres du GDS (y compris des membres fondateurs mais aussi et surtout des membres cooptés ultérieurement, nés dans les années 1950 et dans les années 1960) font leur entrée à l'université (dans les disciplines traditionnelles ou dans un nouveau domaine d'enseignement). Mais ils publient dans la presse intellectuelle bien avant leur entrée à l'université, chose bien compréhensible dans le cas des membres fondateurs, surtout que plusieurs avaient tenté sans grand succès leur entrée à l'université avant 1989.

Alors il est important de traiter de l'appétit pour le journalisme chez des prétendants au statut d'intellectuel. Dans le cas des plus jeunes, qui ne sont pas encore des membres du GDS début des années 1990 et dans les années 1990 et/ou dont la formation (en physique par exemple) les situent à distance des « intellectuels » de l'après 1989, le journalisme semble être le mode le plus approprié de créer des liens, de s'en rapprocher. Chose qui peut aussi bien s'appliquer à ceux qui sont des littéraires et qui, formés avant 1989, dans l'après 1989 s'adaptent à la nouvelle conjoncture intellectuelle où des essayistes et l'analyse politique à laquelle recourt bon nombre d'intellectuels consacrés avant 1989 occupent le devant de la scène. Pour ce qui est des jeunes qui se spécialisent après 1989 en poursuivant leurs études à l'étranger, l'investissement dans le journalisme renvoie aussi bien aux traditions culturelles, et plus précisément à l'histoire des disciplines traditionnelles¹⁸⁴⁰, qu'aux règlements institués après 1989 dans le système d'enseignement en conformité avec les exigences nouvelles – de nature diverse, politique mais aussi économique – de la « refondation » de « nouvelles » disciplines, c'est-à-dire des plus récentes (à savoir la sociologie et la « science politique »)¹⁸⁴¹. Les critères d'entrée institués dans un champ universitaire qui s'ouvre en créant de nouvelles institutions pour répondre aux demandes d'une qualification dans de « nouveaux » domaines, plus précisément sur des sujets et thèmes qui intéressent après 1989, de la politique et des médias, sont moins sévères (par rapport aux périodes suivantes¹⁸⁴²).

¹⁸³⁹ En 1992, en 1996 mais aussi en 1999 et dans la seconde moitié des années 2000. Nous y reviendrons dans ce qui suit. Alors que des spécialistes du politique, politistes mais aussi historiens, membres fondateurs et membres cooptés, nous en discutons plus largement dans la 3^e partie.

¹⁸⁴⁰ Au sujet des relations étroites entre la philosophie mais aussi autres nouvelles disciplines des sciences humaines et la littérature, voir Ion Ianoși, *O istorie a filosofiei în relația ei cu literatura*, op. cit.

¹⁸⁴¹ Refondation qui suppose des conversions et des reconversions de ceux qui occupent ces espaces disciplinaires, des continuités associées à une réinterprétation des héritages.

¹⁸⁴² Entre 2009 et 2015 par l'adoption d'une loi qui empêche toute entrée dans l'administration ou autres institutions financées du budget d'État on bloque aussi l'entrée dans des institutions spécifiques.

Le journalisme était une pratique courante avant 1989 parmi des littéraires surtout, de toute génération, mais aussi parmi les jeunes formés dans les disciplines des sciences sociales, publiant soit dans la presse culturelle¹⁸⁴³, soit dans celle communiste¹⁸⁴⁴.

Alors que le journalisme pouvait apparaître comme une stratégie nouvelle chez certains universitaires, entrés à l'université après 1989 ou universitaires déjà consacrés avant 1989. Le journalisme situe alors surtout les jeunes universitaires, récemment entrés à l'université dans la proximité des journalistes ou des littéraires (et publiant dans la presse littéraire) tout comme leur attrait pour la littérature, souvent prétendants au statut d'écrivain reconnu par l'État (s'ils se voyaient intégrer l'Union des écrivains) les situait avant 1989. De là alors aussi parfois les conflits entre des prétendants au statut de spécialiste du politique (idées politiques, doctrines surtout) appartenant à des générations différentes. Mais aussi la similitude entre des stratégies menées par certains membres fondateurs et certains membres cooptés, qui partagent leur intérêt pour se construire une nouvelle autorité, celle du spécialiste du politique.

Aurelian Craiutu, Cristian Preda, Adrian Cioroianu sont de ces jeunes qui parfois même avant de faire leur entrée à l'université, et dans tous les cas avant de s'affirmer en tant qu'auteurs d'ouvrages et spécialistes d'un domaine particulier des études politiques, ils publient dans la presse intellectuelle. Tout comme beaucoup de membres fondateurs du GDS. Et tout comme dans le cas des futurs spécialistes du politique des membres fondateurs (nés dans les années 1950), leurs intérêts proprement intellectuels, les sujets dont ils traitent dans leurs écrits à visée scientifique sont abordés initialement dans leurs textes journalistiques.

D. Cooptions 1994-1995 ou 1996

Le GDS ne recrute pas entre 1991 et 1994. Les peu nombreuses cooptions des années 1994-1996 (quatre) réitèrent des critères qui sont à la base des recrutements de 1990. Faute d'une forte notoriété, c'est le critère politique qui joue ou/et la contribution pour le Groupe, à savoir la conformité des idées soutenues ou des thèmes traités par un collaborateur avec les idées soutenues par des membres fondateurs, à savoir des idées ou des sujets dominants au sein du GDS à la faveur de la position de certains membres et de leur partage par un nombre important des collaborateurs de 22. Le critère politique qui semble dominer à toute période et dans une majorité des cas, prend des formes diverses à travers le temps. Le GDS intègre de 1990 jusqu'en 1995 des individus qui se sont manifestés tout comme des intellectuels du GDS, en critiquant les « pouvoirs » en place en 1990, qui se sont érigés en concurrents des responsables des institutions qui les intéressaient directement et parfois même en concurrents du pouvoir politique ou qui sont préoccupés par un même problème politique (dont la situation des minorités et les conflits ethniques). Le critère politique

¹⁸⁴³ Il faut rappeler que plusieurs publications culturelles ou littéraires dépendent des autorités politiques du niveau local.

¹⁸⁴⁴ Voir chapitre 3.

s'impose à cette période-là mais l'existence des liens entre des membres fondateurs et des prétendants au statut de membre du GDS, des collaborateurs du GDS, semble en être un autre car la majorité des membres cooptés en 1990 avaient entretenu des relations avec des membres fondateurs du Groupe avant 1989. Faute de liens directs avec des membres fondateurs du GDS datant de la période communiste, ceux qui sont cooptés dans le GDS sans avoir été des figures connues dans les milieux intellectuels, sans capital symbolique le sont à la faveur des intérêts communs avec des membres fondateurs et de leur capacité à se mettre au service du GDS. Plus souvent alors on a vu des membres sans capital symbolique entrer en 1990 dans le GDS ou devenir des collaborateurs du GDS par des membres fondateurs qui ne sont pas des figures intellectuelles notoires de la période communiste (la même situation aussi au moment de la création du GDS et de la constitution de la liste des membres fondateurs).

En 1992 sont élus au Parlement de la part du Parti de l'Alliance civique [PAC] deux sénateurs et deux députés, membres du GDS. Plusieurs parlementaires élus sur les listes du PAC désertent le PAC pendant ce mandat pour rejoindre le Parti National Libéral - l'Aile Jeune¹⁸⁴⁵ alors entré au Parlement comme membre de la Convention démocratique roumaine. Ce dernier est un parti politique né de la dissidence de certains « jeunes » membres du Parti National Libéral en juillet 1990. Par la suite, après l'entrée d'une autre faction d'un autre parti libéral alors au Parlement (le Parti National Libéral-Convention Démocratique), le Parti National Libéral - l'Aile Jeune est redésigné comme le Parti Libéral '93. Peu de temps après, le groupe dissident du PAC (le Groupe civique-libéral) adhère au Parti Libéral '93. À la même période est élu au Parlement toujours de la part du PAC Serban Radulescu Zoner, futur membre du GDS (mais seulement en fin 2008 - début 2009)¹⁸⁴⁶.

Entre 1994 et 1996, au moment où plusieurs membres du GDS sont en politique, en se faisant élire en 1992 de la part d'un parti politique à la création et à la naissance duquel le GDS a largement et étroitement participé¹⁸⁴⁷, le Parti de l'Alliance civique, dont certains membres changent de parti politique, le GDS recrute plus d'écrivains ou d'essayistes qu'auparavant. Dans la période suivante, des intellectuels du GDS intéressés jusqu'alors par la politique vont y renoncer. Un seul parmi les membres fondateurs du GDS occupe dans la période suivante (entre 1996 et 2000 mais aussi entre 2000 et 2004) un siège au Parlement : **Alexandru Paleologu** est sénateur comme membre du Parti National Libéral, alors qu'entre 1992 et 1996 il siégeait au Parlement comme membre du Parti de l'Alliance civique.

Dans les années suivantes, alors que le GDS soutient la Convention Démocratique de Roumanie et qu'il est proche du pouvoir en place, peu d'intellectuels, membres fondateurs occupent des postes

¹⁸⁴⁵ Le libéralisme politique postcommuniste roumain se caractérise par un fort factionnalisme.

¹⁸⁴⁶ Voir *infra*.

¹⁸⁴⁷ En 1992 sont élus au Parlement de la part du Parti de l'Alliance civique [PAC] deux sénateurs et deux députés. Plusieurs parlementaires élus sur les listes du PAC désertent le PAC pendant ce mandat pour rejoindre le Parti national libéral-l'aile jeune (futur PL '93). À la même période est élu au Parlement toujours de la part du PAC.

politiques. Le seul à se situer de nouveau parmi des politiques est **Andrei Plesu**. Ce dernier détient deux mandats ministériels consécutifs. Et cela à la proposition du même homme politique, Petre Roman, qui a dirigé les deux gouvernements dans lesquels **Andrei Plesu** siégeait comme ministre de la Culture. Dans le gouvernement dirigé par un ancien leader syndical, Victor Ciorbea¹⁸⁴⁸, **Andrei Plesu** est ministre des Affaires étrangères, alors que deux des collaborateurs de 22 sont aussi ministres : Daniel Daianu (ministre des Finances) ; Ilie Serbanescu (ministre de la Réforme). **Andrei Plesu** est dans le même poste aussi dans le gouvernement suivant¹⁸⁴⁹. Dans tous les trois gouvernements formés pendant cette période, 1996 et 2000, formés principalement par la Convention Démocratique de Roumanie et l'Union Sociale Démocrate¹⁸⁵⁰ on retrouve d'autres politiques issus des milieux intellectuels, proches du GDS : Ion Caramitru et Valeriu Stoica¹⁸⁵¹.

Alors que de ceux qui vont intégrer le GDS dans la période suivante (à partir de 1996) ils sont plus nombreux à occuper des postes dans des institutions politiques à la même période, seconde moitié des années 1990. Certains ont entamé une carrière diplomatique, comme c'est le cas de Teodor Baconsky, ayant déjà occupé un poste de direction dans le Ministère de la Culture alors dirigé par **Andrei Plesu**. D'autres littéraires sont à la même période des diplomates, tout comme un ancien et futur éditorialiste de *Dilema*, Sever Voinescu, futur membre du GDS, coopté en 2008, qui se situe de nouveau parmi des collaborateurs d'**Andrei Plesu**¹⁸⁵² au sein du Ministère des affaires étrangères, avant d'être nommé comme représentant de la Roumanie à l'étranger.

Des plus jeunes intellectuels parmi des membres fondateurs se dirigent dorénavant vers l'université ou la recherche à l'étranger, après avoir occupé des postes dans l'administration ou même d'intégrer la politique en tant que politiques (**Magda Carneci ; Stelian Tanase**).

Le GDS recrute entre 1994 et 1996 et le plus probablement à trois moments et non pas à deux moments (1994 et 1995), comme il résulte de certains témoignages. Dans l'ordre chronologique des entrées,

¹⁸⁴⁸ Entre le 12 décembre et le 17 avril 1998.

¹⁸⁴⁹ Entre le 17 avril 1998 et le 22 décembre 1999.

¹⁸⁵⁰ Placée la deuxième parmi des formations politiques représentée au Parlement après les élections l'alliance politique, l'Union Sociale Démocrate, forme avec la Convention Démocratique de Roumaine, placée la première, les gouvernements de la période 1996-2000.

¹⁸⁵¹ À la même période on retrouve parmi des ministres de ces mêmes gouvernements formés par les deux coalitions politiques, la CDR et la USD, des politiques qui sont dans un premier temps des alliés, ensuite des concurrents : Traian Basescu est ministre des Transports ; Calin Popescu Tariceanu comme ministre de l'Industrie et du Commerce ; Crin Antonescu comme ministre de la Jeunesse et du Sport. Ces deux derniers sont successivement les futurs leaders du Parti National Libéral. Plusieurs membres du GDS vont rejoindre Traian Basescu et son parti alors qu'il est élu président en 2004, pendant son premier mandat ainsi que pendant son deuxième mandat (il est réélu en décembre 2009). Un nombre moins important s'en distancient soit parce qu'ils restent des sympathisants silencieux du Parti National Libéral [PNL], devenu concurrent du Parti Démocrate-Libéral ou parce qu'ils ne s'intéressent plus à la politique, soit parce que, beaucoup moins nombreux, ils ont occupé certaines positions grâce à leurs liens ou à leur adhésion au PNL, ou encore moins nombreux, parce qu'ils critiquent ouvertement l'engagement du GDS, à savoir de plusieurs membres du GDS au nom du GDS (Sorin Marculescu ; Sorin Iliesiu).

¹⁸⁵² **Andrei Plesu** a été ministre de la Culture dans les deux premiers gouvernements post-communistes. De nouveau, pendant les gouvernements par la Convention Démocratique de Roumanie et l'Union Sociale Démocrate, il occupe dans deux gouvernements successifs le poste de ministre, cette fois-ci, des Affaires étrangères, respectivement entre décembre 1997 et avril 1998 et entre avril 1998 et décembre 1999.

les nouveaux membres sont : un essayiste de la période postcommuniste (Horia-Roman Patapievici), un graphiste et collaborateur de 22 (Dan Perjovschi), un critique littéraire et théoricien de la littérature mais aussi universitaire de la période communiste (Mircea Martin), un historien chercheur et ancien détenu politique (Alexandru Zub), un auteur de la période communiste qui s'intéresse à faire de l'anthropologie culturelle (Andrei Oisteanu) et un jeune universitaire en « sciences politiques » (Cristian Preda).

Dans la période suivante, dans le GDS sont entrés d'autres spécialistes de la littérature, étrangère et roumaine, tout comme d'autres « intellectuels », jeunes prétendants au statut du début des années 1990, qui en 1990 venaient d'achever ou étaient en train d'achever leurs études universitaires et dont plusieurs allaient compléter leur formation à l'étranger.

En 1994, dans le GDS est coopté Horia-Roman Patapievici, un physicien devenu écrivain, mais obtenant sa notoriété en tant que chroniqueur et par la suite essayiste, et que certains reconnaissent en tant que philosophe à présent, et Dan Perjovschi, un collaborateur de 22, artiste graphiste dont les esquisses paraissent dans 22 à partir de 1992 en accompagnant des chroniques politiques surtout. Bien plus rarement, ce dernier signe des « chroniques d'arts plastiques »¹⁸⁵³.

La cooptation de Horia-Roman Patapievici est très sonore et la plus sonore jusqu'à présent. La manière dont elle est organisée et l'événement qui l'accompagne contribue largement à sa notoriété. Alors que déjà ses textes journalistiques virulents, dans la lignée des prises de position de **Gabriel Liiceanu**, le situent parmi des nouveaux auteurs de la période postcommuniste des plus cités, discutés et critiqués. Physicien, né en 1957 (tout comme un autre membre fondateur du GDS, **Sorin Antohi**), il publie après 1989, dans un premier temps, dans *Dilema*¹⁸⁵⁴ alors que peu de temps après par ses prises de position il tend à critiquer celui qui dirige l'hebdomadaire qui le publie, **Andrei Plesu**. Il participe aux débats qui ont lieu entre des intellectuels ayant reçu leur consécration sous le communisme et que des membres de l'exil, et principalement Monica Lovinescu et Virgil Ierunca, participent à construire : autour de la participation à la politique aux côtés des anciens politiques de la période communiste, du totalitarisme, etc. Horia-Roman Patapievici se rapproche de ces derniers dont il fait la connaissance lors de son séjour d'études à l'EHESS en 1992. Et d'après les mémoires de Monica Lovinescu on pourrait juger qu'il s'agit d'une relation tout aussi proche que celle qu'ils avaient nouée avec **Gabriel Liiceanu** avant 1989.

Il publie dans *Dilema* avant de se faire publier par 22 comme bien d'autres intellectuels, futurs membres du GDS. Plusieurs jeunes publient dans *Dilema* avant de le faire pour 22, et dont certains intègrent le GDS par la suite. Horia-Roman Patapievici signe son premier article dans 22 en mai 1993¹⁸⁵⁵ sous le titre « Mon peuple et moi ». Après des études universitaires, il est chercheur jusqu'en 1989, entre 1990 et 1994, moment de sa cooptation dans le GDS il est

¹⁸⁵³ 22, 141 (40), 1992 ; 22, 142 (41), 1992. Dan Perjovschi est mentionné par Cristian Preda (entretien, le 16 février 2007) en parlant de son idée de faire une revue plus spécialisée où des dessins comme ceux de Dan Perjovschi paraissent aussi en accompagnant des textes. C'est en fait ce que fait ce dernier pour 22.

¹⁸⁵⁴ Actuellement *Dilema veche*, hebdomadaire fondé en 1993 et dirigé par **Andrei Plesu**.

¹⁸⁵⁵ 22, 175, 1993.

enseignant assistant à l'Institut polytechnique. Par la suite il semble avoir occupé un poste à la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest.

Seul essayiste parmi des membres cooptés, il l'est aussi parmi ceux qui ont le même âge que lui (membres fondateurs nés dans les années 1950), alors qu'il n'est pas le seul physicien des membres (fondateurs) du GDS. Des deux autres physiciens un semble être intéressé par la religion et fait l'éloge des membres de l'exil, surtout comme représentants de la culture de l'entre-deux-guerres, alors qu'il s'intéresse à la politique en occupant des postes politiques en embrassant une carrière diplomatique (**Victor Barsan**). L'autre s'intéresse à la philosophie avant 1989 alors qu'il manifeste son opposition au régime en envoyant des textes à l'étranger, en se spécialisant après 1989 (**Gabriel Andreescu**). Les deux s'intéressent aux droits de l'homme mais un seulement se spécialise jusqu'à faire son entrée à l'université après 1989 comme enseignant en sciences politiques.

Horia-Roman Patapievici semble avoir été aussi boursier de New Europe College dès la création de cet institut, selon le modèle des centres d'excellence. Une année après sa cooptation, en 1995, il fait son début éditorial comme auteur d'un volume d'essais chez Nemira, ouvrage primé par cette maison d'édition¹⁸⁵⁶, maison où va travailler un autre futur membre du GDS, Cristian Preda, et où ce dernier dirigera à partir de 1998 une collection¹⁸⁵⁷ (nous y reviendrons). Et dans une maison d'édition où un membre fondateur, opposant au régime, **Dan Petrescu** (littéraire, marié à la sœur d'Ioan Petru Culianu), aura un rôle important¹⁸⁵⁸. Après son début éditorial, tous ses ouvrages sont publiés chez Humanitas. La même année, en 1995, il est traducteur pour Humanitas¹⁸⁵⁹ mais aussi auteur d'un autre essai¹⁸⁶⁰. À partir de 1996, ses activités sont liées au GDS : programmeur au GDS, par la suite éditorialiste de 22.

En 1994 le GDS crée le « prix GDS pour la promotion des valeurs de la société civile et de l'État de droit »¹⁸⁶¹ qu'il accorde à « des personnalités avec des mérites civiques ». Selon Andrei Oisteanu, futur membre du GDS (depuis 1995, selon son témoignage), le GDS aurait décidé initialement, en 1994, que « toutes les personnalités qui reçoivent le Prix GDS deviennent automatiquement membres du GDS sans passer par le vote des membres »¹⁸⁶², comme cela se faisait dans le cas des membres cooptés à partir de 1990. Décision ou règle à laquelle le GDS aurait renoncé par la suite, selon ce même témoin.

Alexandru Zub est le premier à recevoir le « prix du GDS », en 1995. Né en 1934, Alexandru Zub est historien et ancien détenu politique.

Travaillant pendant toute sa carrière à Iasi et ayant fait l'expérience de la prison (il est emprisonné en 1957, condamné à dix ans de prison, et libéré en 1963) il est proche des « jeunes » d'Iasi ayant intégré le GDS (**Sorin Antohi**, Liviu Antonesei, etc.). Mais surtout de **Sorin Antohi** qui le présente comme « modèle, maître, protecteur, confesseur et ami¹⁸⁶³ » et pour lequel il est aussi son directeur de thèse. Alexandru Zub (né en 1934) entre à l'Institut d'histoire et d'archéologie de l'Académie roumaine, comme chercheur en 1963, où il obtient son doctorat, en 1973. À partir de 1989, il est directeur de cet institut qu'il a intégré après sa libération.

¹⁸⁵⁶ Horia-Roman Patapievici, *Cerul vazut prin lentila*, op. cit.

¹⁸⁵⁷ Voir *infra*.

¹⁸⁵⁸ D'après plusieurs témoignages d'anciens collaborateurs et rédacteurs chez Nemira : Cristian Preda ; Gina Pana.

¹⁸⁵⁹ David Bohm, *Plenitudinea lumii si oridinea ei*, trad. H.-R. Patapievici, Bucarest, Humanitas, 1995.

¹⁸⁶⁰ Horia-Roman Patapievici, *Zbor in bataia sagetii*, op. cit.

¹⁸⁶¹ Tel qu'il est présenté actuellement sur le site du Groupe.

¹⁸⁶² Selon Andrei Oisteanu (22, août 2010) en parlant du prix que le GDS accorde une année après, en 1995.

¹⁸⁶³ *Ibid.*, p. 228.

Sur une liste des membres du GDS, qui date de 2003 (liste fournie par le GDS), on va retrouver le nom d’Alexandru Zub, alors qu’au cours de l’année suivante, en 2004, son nom n’est plus mentionné (sur une liste disponible sur le site du Groupe).

En 1995 dans le GDS est entré un spécialiste de la littérature, qui ne partage, avant 1989, avec des membres fondateurs du GDS que le fait d’appartenir à une génération intellectuelle formée et consacrée sous le communisme. Seulement qu’après 1989, il va rencontrer certains membres fondateurs sur le terrain des nouvelles activités des intellectuels consacrés sous le communisme : l’édition.

De 1995 date la première cooptation d’un théoricien de la littérature, Mircea Martin qui est aussi un critique littéraire mais aussi universitaire de la période communiste. Il est des peu nombreux universitaires et spécialistes de la littérature à intégrer le GDS et le seul spécialiste de littérature roumaine et universitaire appartenant à la même génération que ceux qui sont des membres notoires du GDS ayant obtenu leur consécration sous le communisme (**Gabriel Liiceanu, Andrei Plesu**). Mircea Martin est le seul universitaire de la période communiste que le GDS intègre. D’autres universitaires que le GDS va intégrer par la suite sont, à de rares exceptions (comme c’est le cas des membres de l’exil : Sorin Alexandrescu, théoricien de la littérature ; Vladimir Tismaneanu), des universitaires de la période postcommuniste, entrés à l’université après 1989, et dans leur grande majorité, des plus jeunes des universitaires du début des années 1990.

Mircea Martin (né en 1940, dans une ville de province, Resita), est fils de fonctionnaire. Il fait des études de lettres à l’Université de Bucarest (1957 et 1962). À partir de 1962, il enseigne à la Chaire de théorie de la littérature et de littérature comparée. Il poursuit ses études à l’étranger, bénéficiant d’une bourse à l’Université de Genève dans les années 1970 où il travaille avec Marcel Raymond (qui l’a influencé le plus)¹⁸⁶⁴. En 1980, il est docteur es lettres de l’Université de Bucarest, doctorat obtenu avec la thèse « George Calinescu critique et historien littéraire. Regard théorique ». Il débute dans *Contemporanul* durant ses études, en 1959. Parallèlement à son enseignement, il déploie une intense activité publiciste depuis 1959, il signe des comptes-rendus pour *Contemporanul* jusqu’en 1962, ensuite il signe la chronique littéraire d’*Amfiteatru*, entre 1966 et 1969, et par la suite une rubrique sur la poésie dans *Luceafarul* (entre 1972 et 1973). Il est membre de l’Union des écrivains à partir de 1967. Son premier volume (*Generatie si creatie*, 1969¹⁸⁶⁵) est un recueil de ses chroniques, ses articles et des essais qu’il a publiés dans la presse littéraire. Il reçoit le Prix de l’Union des écrivains pour la critique à trois reprises, en 1969, en 1977 et en 1981. Cinq autres volumes suivent où il traite des auteurs français (écrivains mais aussi des critiques et des théoriciens de la littérature) et des écrivains et théoriciens de la littérature roumaine (Lucian Blaga, Tudor Vianu, George Calinescu). Et il signe la première étude de Benjamin Fondane [Fundoianu]. Son dernier ouvrage datant d’avant 1989 comprend des études qui portent sur des écrivains et des critiques littéraires contemporains (Edgar Papu ; Adrian Marino ; Lucian Raicu ; Nicolae Manolescu ; **Alexandru Calinescu**) et des entretiens.

Mircea Martin est aussi une des figures autour de laquelle est né un cénacle, tout comme d’autres cénacles constitués et dirigés par des critiques littéraires et universitaires (comme le plus connu Cénacle du Lundi

¹⁸⁶⁴ 22. *Suplimentul de cultura*, 279, 2010.

¹⁸⁶⁵ Republié en 2000 dans une édition révisée.

auquel est associé le nom de Nicolae Manolescu). Sauf que dans ce cas-ci, le cénacle « Universitas », qui réunit des écrivains qui vont débiter après 1989 est beaucoup moins connu que les cénacles de la période communiste, entrés déjà dans l'histoire de la littérature roumaine. Le spécialiste de la littérature roumaine, critique littéraire¹⁸⁶⁶ et universitaire, n'est cependant responsable d'une publication qu'après 1989 et pour une brève période, à la différence des critiques littéraires notoires de la période communiste, ainsi le cénacle dont il est le tuteur et dont il se fait l'historien, ne bénéficie pas d'une publication et par conséquent, ni d'une forte notoriété¹⁸⁶⁷. Sans que cette absence puisse, sans doute, à elle seule expliquer la faible reconnaissance que reçoit ce cénacle car, d'un côté, le cénacle réunit une hétérogénéité d'auteurs¹⁸⁶⁸ et, d'un autre côté, ceux qui le fréquentent sont dans les années 1990, dans une conjoncture d'ailleurs peu favorable à la littérature, des journalistes et chroniqueurs, notamment après 1989, alors que d'autres déploient une intense journalistique en parallèle à leur publication comme auteurs de littérature.

Deux de ceux qui fréquentent le cénacle « Universitas » dans les années 1980 sont des journalistes qui suivent la ligne dominante qui s'impose dans le GDS : un collaborateur de 22 (George Arun¹⁸⁶⁹) et par la suite, dans les années 2000, proche d'un membre plus notoire du Groupe et journaliste pour la BBC en exil depuis 1988 et essayiste primé par le GDS et publié par Humanitas (Traian Ungureanu) dans les années 2000. Les deux sont en fait des plus virulents journalistes à suivre la ligne « anticommuniste » et/ou à partager des options politiques récentes des membres du GDS (notamment celles Traian Ungureanu¹⁸⁷⁰). Un autre membre du cénacle Universitas est parmi des membres du GDS : Marius Oprea¹⁸⁷¹. Parmi les habitués du cénacle on voit aussi des auteurs qui débiter dans les années 1990, comme c'est le cas de l'écrivain Catalin Tirlea, embrassant une carrière diplomatique après une intense activité publiciste et à

¹⁸⁶⁶ Dans une chronique en hommage à Mircea Martin on le considère plutôt « un théoricien, un philosophe de la culture [...] un moraliste qu'une certaine anxiété congénitale et la pression d'un système littéraire anachronique ont poussé à se résigner avec le statut, roumain, de critique ». Alexandru Matei, « Mircea Martin et la critique littéraire », *Observator cultural*, 521, 2010.

¹⁸⁶⁷ On parle du cénacle « Universitas » seulement après que Mircea Martin lui ait dédié un volume : Mircea Martin (dir.), *Universitas – A fost o odata un cenanclu...* [Universitas – Il était une fois un cénacle...], Musée national de la littérature roumaine [MNLR], 2008 : « Le volume ici présenté ne veut pas être – au moins ce n'est pas mon intention – un plaidoyer pour “nouazecism” [courant littéraire des écrivains débutants des années 1990]. Si la trace littéraire et théorique des membres du Cénacle Universitas contribue à une délimitation collective, à une spécification collective – par rapport, bien sûr, avec un “avant” et avec un “après”, tant mieux. Ce que je me propose est plutôt une fixation dans la conscience et dans la mémoire publique d'une activité littéraire et intellectuelle déroulée dans des conditions non favorables, pendant les dernières années de la période totalitaire, sur laquelle des plus jeunes de nos contemporains ne savent que très peu de choses ou presque rien », note Mircea Martin dans son « Argument » à ce volume qu'il avait dirigé.

¹⁸⁶⁸ *Romania literara*, 39, 2008.

¹⁸⁶⁹ On le retrouve plus tard comme rédacteur en chef adjoint d'une publication dirigée par Horia-Roman Patapievi, *Idei in dialog* (qui cesse sa parution en 2009).

¹⁸⁷⁰ Né en 1958, Traian Ungureanu, publie dans plusieurs revues littéraires pendant les années 1980. En 1988, il s'est exilé à Londres où il travaille comme journaliste pour la BBC, jusqu'en 2003. Dans les années 1990, il publie dans des publications littéraires, culturelles et dans des quotidiens. Il travaille aussi pour Radio Free Europe. Depuis 2000 il publie dans 22, depuis 2004 dans *Idei in dialog* (mensuel dirigé par Horia-Roman Patapievi). Il signe des chroniques sportives dans plusieurs publications. En 2003, il est primé par le GDS pour son journalisme. Et en 2004, il débute chez Humanitas avec un ouvrage qui est une analyse culturelle du sport où il est publié et par la suite des essais. À partir de 2005, il est éditorialiste au journal *Cotidianul* jusqu'en 2009 lorsqu'il est démis après avoir annoncé sa candidature aux élections du Parlement européen de la part du Parti démocrate libéral (comme d'autres membres du GDS) dont le candidat aux présidentielles est Traian Basescu qu'il soutient avec ferveur dans ses chroniques : « le PD-L [Parti démocrate libéral] m'a offert la chance de me présenter en candidat. Je suis prêt à faire ce pas parce que le PD-L est le seul parti où il est possible de travailler dans la direction de la modernisation », affirme-t-il en 2009. Le terme de « modernisation » tout comme celui de « réforme » est amplement invoqué par le PD-L, parti majoritaire et par le président Traian Basescu, ancien leader de ce parti, antérieurement désigné le Parti démocrate.

¹⁸⁷¹ Voir *infra*.

la télévision publique¹⁸⁷². L'épouse de Mircea Martin travaille Augustin Buzura, alors que son fils, Matei Martin (né en 1978), diplômé de la Faculté des sciences politiques de l'Université de Bucarest, est, à partir de 2000, membre de la rédaction de l'hebdomadaire *Dilema*, dirigé par **Andrei Plesu** dont l'éditeur est au moment de sa création, en 1993, et jusqu'en 2003 la Fondation culturelle roumaine, institution étatique¹⁸⁷³.

Depuis 1990, Mircea Martin dirige les Éditions Univers (jusqu'en 2001), maison consacrée dans la période communiste à la littérature universelle et fait partie de la direction de l'Union des écrivains jusqu'en 1999. La même année, en 1990, il reçoit son titre de professeur et il est chef de la chaire de théorie de la littérature de la Faculté des lettres de l'Université de Bucarest (dix ans après avoir reçu son doctorat et après un peu moins de trente années d'enseignement¹⁸⁷⁴). Depuis 1991, le président de l'Association des éditeurs roumains.

À la manière d'autres universitaires en sciences humaines de la période communiste qui ne sont pas des critiques littéraires, il ne s'intéresse pas à traiter de l'actualité politique, à la différence des critiques littéraires et universitaires, qui sont de ses aînés ou plus jeunes que lui. Mircea Martin ne publie dans 22 qu'au début des années 2000. Entre l'automne 2002 et printemps 2003 il signe une série de textes portant l'intitulé « La culture roumaine entre communisme et nationalisme ». Études et non pas commentaires, des études non suivies par une publication en volume, chose déplorée par certains de ses commentateurs après 1989 :

« une recherche sur le contexte de la littérature roumaine entamée dans la revue 22 ou dans les conférences Cuvintul (je rappelle surtout celle sur le *Journal de Paltinis* et le double jeu mené dans le champ de la littérature – son refus de plano et la légitimation dans son espace)¹⁸⁷⁵. »

La cooptation de Mircea Martin, figure qui semble être plutôt une exception parmi les membres du GDS, aurait du être accompagnée par celle d'Adrian Marino, lui aussi critique et théoricien de la littérature mais pas universitaire. D'une vingtaine d'années plus âgé que le premier, il appartient à une autre génération intellectuelle, celle des aînés du GDS dans sa composition initiale. Adrian Marino appartient à la même génération intellectuelle qu'Ion Negoitescu¹⁸⁷⁶, **Stefan Augustin Doinas**, **Alexandru Paleologu**, de ceux

¹⁸⁷² Selon certains, il est proche d'Augustin Buzura, dirigeant la Fondation culturelle roumaine. Et selon certains d'autres il est proche de Nicolae Breban.

¹⁸⁷³ Il traduit le volume de François Furet, Ernst Nolte, *Fascisme et communisme*, Plon, 1988 pour les Éditions Univers de Bucarest (maison dirigée, appartenant à son père), traduction parue en 2000.

¹⁸⁷⁴ Pendant plus de vingt ans il a été lecteur dans le même établissement. Il faut noter que dans les années 1980, la promotion des cadres enseignants était bloquée, les entrées à l'université étant aussi une exception.

¹⁸⁷⁵ *Cultura*, 269, 2010.

¹⁸⁷⁶ Ion Negoitescu, critique littéraire, est un des deux intellectuels signataires de la protestation initiée par Paul Goma en 1977. Alors que l'autre qui va rejoindre Paul Goma dans sa protestation, Ion Vianu (né en 1934) est psychiatre avant d'être écrivain (voir *infra*). Ion Negoitescu est un des très peu nombreux intellectuels que Marino apprécie positivement et dont il se dit être tellement proche qu'il le voit comme son ami. Cf. Adrian Marino, *Viata unui om singur* [La vie d'un homme seul], Iasi, Polirom, 2010, p. 186.

qui ont fait leur début publiciste peu avant la deuxième guerre mondiale¹⁸⁷⁷ et de ceux qui ont fait l'expérience de la prison. De par son « activisme politique », il est plus proche de ce dernier.

Tout comme Ana Blandiana¹⁸⁷⁸ et un autre intellectuel dont nous discuterons dans ce qui suit, Adrian Marino est cité sur une des listes des membres du GDS, cette fois-ci, celle publiée dans 22 au début de 1996¹⁸⁷⁹. Or tout comme dans le cas d'Ana Blandiana, au cours de notre enquête, il est ressorti que, selon plusieurs témoignages, ni Ana Blandiana ni Adrian Marino ne sont pas membres du GDS¹⁸⁸⁰.

Janvier 1996, 22 publie quatre listes dans l'ordre chronologique des appartenances : des « membres fondateurs », des « membres cooptés en janvier 1990 », des « membres cooptés au 1^{er} octobre 1990 », des « membres cooptés au 1^{er} décembre 1994 », « au 1^{er} décembre 1995 »¹⁸⁸¹. À côté de ces listes, sont publiés les résultats d'une séance qui a lieu en décembre 1995 pour décider du « prix annuel du GDS », prix que le GDS accorde à partir de 1994. Le prix est accordé en décembre 1995 à Ilie Ilascu, député au Parlement de la République de Moldavie, condamné à mort par la République autoproclamée Moldave Nistrienne. La décision concernant le prix pour l'année 1995 est prise après le vote des membres, dans une séance qui a lieu le 29 décembre 1995¹⁸⁸². Les deux candidats pour ce prix sont Ilie Ilascu et Adrian Marino. La décision, et donc le vote, appartient aux membres du GDS et à celui qui a reçu ce prix une année avant (l'année de la création de ce prix), Alexandru Zub. Si Alexandru Zub n'est pas cité parmi les membres du GDS en 1996, on peut supposer qu'il donnait son vote parce qu'il avait reçu ce prix, surtout que le GDS aurait décidé dans un premier temps, en 1994 au moins, que ceux qui reçoivent le prix du GDS deviennent « automatiquement » des membres du GDS¹⁸⁸³. Tous les membres du GDS de 1989 à décembre 1995 ne sont pas là cependant pour décider à qui offrir ce prix en 1995, mais la majorité des voix exprimées sont données pour Ilie Ilascu¹⁸⁸⁴.

¹⁸⁷⁷ Les deux intellectuels non-membres fondateurs du GDS, de plus, nés la même année, en 1921, Adrian Marino et Ion Negoitescu, font leur début en 1939. **Alexandru Paleologu** (1919) et **Stefan Augustin Doinas** (1922) ont fait leur début publiciste respectivement en 1938 et 1939.

¹⁸⁷⁸ Et plus, Ana Blandiana était mentionnée et sur une des listes des membres fondateurs fournies par le GDS au cours de notre enquête.

¹⁸⁷⁹ 22, 307, 1996.

¹⁸⁸⁰ Entretiens avec **Radu Filipescu** (le 13 avril 2004 ; avec Mihnea Berindei (Paris, le 24 juillet 2007); avec **Stelian Tanase** (le 13 juillet 2009).

¹⁸⁸¹ 22, 307, 1996.

¹⁸⁸² Les membres ayant donné leur vote pour que le prix soit accordé à Ilie Ilascu sont : Gabriela Adamesteanu, Liviu Antonesei, Horia Bernea, **Radu Bercea**, **Victor Barsan**, **Doina Cornea**, Doru Cosma, Mircea Diaconu, **Stefan Augustin Doinas**, **Radu Filipescu**, Stere Gulea, Sorin Iliesiu, **Gabriel Liiceanu**, **Iustin Marchis**, Sorin Marculescu, Al. Paleologu, Rodica Palade, Victor Rebengiuc, **Mihai Sora**, Ana Sincai, Al. Zub. Deux membres fondateurs du GDS ne votent ni pour Ilie Ilascu ni pour Adrian Marino, leurs voix sont notées comme « abstentions » : Mariana Celac et **Pavel Campeanu**.

¹⁸⁸³ Voir *supra*, Andrei Oisteanu en parlant de l'épisode qui concerne Adrian Marino et le prix pour l'année 1995.

¹⁸⁸⁴ D'ailleurs la liste des voix exprimées pour Adrian Marino, publiée dans 22 dans le premier numéro de 1996, est complétée et corrigée dans le numéro suivant (22, 308, 1996). Dans le numéro suivant la rédaction ne publie que la liste des membres du GDS qui ont donné leur vote pour Adrian Marino, qui a reçu le moins de voix : **Calin Anastasiu**, **Gabriel Andreescu**, **Sorin Antohi**, **Andrei Cornea**, **Magda Carneci**, **Thomas Kleininger**, Horia Murgu, Horia-Roman Patapievicu, Alin Teorodescu, **Sorin Vieru**. À ces noms, il faut ajouter celui de Smaranda Enache qui, sans avoir participé à cette séance et donc pouvoir voter, envoie un message à la rédaction de 22 pour préciser qu'elle a été de « ceux qui ont proposé Adrian Marino pour ce prix » (22, 308, 1996).

Adrian Marino ne reçoit pas le prix du GDS, mais plus, il n'est ni accepté en tant que membre du GDS, comme il résulte des témoignages faits, dans un premier temps, par certains de nos interlocuteurs qui ne sont pas membres du GDS, mais aussi, par la suite, par un des membres fondateurs du GDS. Plus récemment, lorsque le volume de mémoires d'Adrian Marino, rédigé pour une publication posthume, paraît¹⁸⁸⁵, cet épisode surtout entre autres notations attire l'attention de plusieurs intellectuels surtout qu'il s'agissait du GDS qui s'était déjà attiré depuis quelques années un nombre important de critiques parmi des intellectuels appartenant sinon au même pôle du moins parmi des intellectuels jusque là « silencieux ». Le débat que produit le volume en question mais surtout les notations de Marino lorsqu'il raconte cet épisode et plus largement au sujet du GDS débouchent sur l'intervention de certains membres actuels du GDS. Des témoignages sont alors produits par deux membres du GDS en principal, deux témoignages auxquels nous référons dans ce qui suit. Parmi ceux qui se sentent en droit et en obligation de prendre parti dans ce débat à la défense du GDS sont d'un côté, un des futurs membres du GDS qui dit avoir été témoin à cet épisode, d'un autre côté, un des plus récents membres du GDS qui parle souvent récemment, après sa cooptation, au nom du GDS et même pour en parler du GDS dans les années 1990, Vladimir Tismaneanu. Ce sont eux qui vont justifier la relation du GDS avec Adrian Marino, et plus précisément l'accueil que lui a fait le GDS en 1995 et, plus particulièrement, certains membres du GDS.

Nous présentons cet épisode lorsque nous parlons des sorties du GDS. Et nous notons ici seulement qu'Adrian Marino est un ancien détenu politique, critique du philosophe Noica après 1989, publiant une série de ses textes au sujet de celui-ci dans 22. Marino est cependant de ces intellectuels qui est rapproché et même fréquenté, bien accueilli par certains membres fondateurs du GDS. De manière différente, dans des cadres différents et pour des raisons différentes il est bien accueilli par : **Sorin Vieru** mais aussi et surtout par les plus jeunes membres fondateurs du GDS et surtout par **Stelian Tanase** mais aussi par certains jeunes rédacteurs de 22, futurs « politistes », alors qu'il est critiqué par la suite par d'autres « politistes » de l'après 1989 (Cristian Preda). Toujours est-il que parmi les plus jeunes membres fondateurs du GDS un autre qui l'avait cependant connu avant 1989 se rapporte à lui mais de manière ambiguë. **Sorin Antohi** le fréquente après 1989, il publie avec Marino, alors qu'à d'autres moments, dans d'autres ouvrages, il le critique.

Pendant l'année 1996, alors que le GDS soutient la coalition politique qui allait prendre le pouvoir entre 1996 et 2000, le GDS intègre deux autres membres : Andrei Oisteanu et Cristian Preda.

Le premier est lié par des relations familiales¹⁸⁸⁶ à un des membres fondateurs du GDS, **Anca Oroveanu** (signataire de la lettre de protestation réunissant de jeunes écrivains et scientifiques). Le père

¹⁸⁸⁵ Adrian Marino, *Viata unui om singur*, op. cit., p. 222.

¹⁸⁸⁶ Des ses relations familiales deux de nos interlocuteurs parlaient en soulignant par cela comment des fils et des filles refusent et déniaient des engagements de leurs parents. Alors qu'un autre décrit un de ses héritiers des anciens dirigeants communistes qu'il

d'Andrei Oisteanu, Mihai Oisteanu, est le frère de Leonte Rautu, de son nom originaire Lev Oigenstein, après 1965 responsable de la politique en éducation, et par la suite, entre 1974 et 1981, recteur de l'Académie de parti. Avant 1989, Oisteanu est auteur de volumes, recueils d'études sur les mythes, publiés respectivement en 1980 et 1989¹⁸⁸⁷. D'origine juive, ayant une formation en lettres, il s'intéresse depuis les années 1970 à l'étude des religions, en suivant des cours tenus à l'Université de Bucarest par Sergiu Al-George, cours fréquentés par un autre membre (fondateur) du GDS, **Radu Bercea**, qui dirige après 1989 un nouvel institut précisément consacré à l'étude des religions et avec lequel il se retrouve par la suite dans des institutions différentes comme spécialiste des religions, signant des études d'anthropologie culturelle et religieuse¹⁸⁸⁸. Andrei Oisteanu est aussi auteur d'un roman publié une année avant sa cooptation dans le GDS.

Cristian Preda n'est ni membre de la rédaction, ni intellectuel consacré avant 1989, mais il se rapproche du GDS en signant des chroniques dans *Dilema* et après avoir collaboré avec certains membres du GDS, **Sorin Antohi** et Aurelian Craiutu (coopté en 1990, il semble être d'une année son aîné ou il a le même âge que lui) surtout, alors qu'ils avaient connu plusieurs membres du GDS¹⁸⁸⁹. Durant ses études universitaires, comme étudiant en philosophie à la Faculté d'histoire et de philosophie de l'Université de Bucarest, études commencées en 1986, il semble avoir connu au moins deux des futurs membres du GDS (Catalin Avramescu, son collègue et ami ; Florin Turcanu, étudiant en histoire) qui sont pourtant de quelques années plus jeunes que lui. Parallèlement à des études de philosophie à l'Université de Bucarest, il se forme à l'Académie « Stefan Gheorghiu », l'école du PCR. En 1989 tous les trois sont étudiants¹⁸⁹⁰, alors que deux d'entre eux, Cristian Preda et Florin Turcanu vont poursuivre leurs études à l'étranger, en France en tant que boursiers. Tous les trois finissent leurs études en Roumanie en 1991, alors que Cristian Preda et Florin Turcanu vont aussi obtenir leur premier diplôme en France. En 1991, Cristian Preda est boursier du Gouvernement français ce qui lui permet de suivre des études doctorales, dans un premier temps à l'Université Paris I Panthéon Sorbonne (entre 1991 et 1994), par la suite (entre 1994 et 1998) à l'EHESS (Paris) avec une thèse qui porte sur le totalitarisme dans la critique libérale contemporaine (1938-1940) sous la direction de Pierre Manent. En 1992, il intègre la nouvelle Faculté internationale des sciences humaine, la future Faculté des sciences politiques, créée en 1991 dans le cadre de l'Université de Bucarest. Il est traducteur chez Humanitas, en signant seul deux traductions et une autre en collaboration avec un

avait connu dans les années 1980 par des attitudes qui trahissent une certaine gêne, une certaine angoisse causée par ces mêmes liens.

¹⁸⁸⁷ Andrei Oisteanu, *Gradina de dincolo. Zoosofia. Comentarii mitologice*, Cluj, Dacia, 1980 ; Id., *Motive si semnificatii mitosimbolice in cultura traditionala romaneasca*, Bucarest, Minerva, 1989.

¹⁸⁸⁸ Voir chapitre 3.

¹⁸⁸⁹ D'après certains témoignages, il serait lié par des relations familiales, plus précisément par le mariage qu'il avait conclu durant ses études, au candidat de la Convention démocratique roumaine (CDR) aux élections de 1992 et de 1996, Emil Constantinescu.

¹⁸⁹⁰ Deux de nos interlocuteurs se souviennent des réactions de Catalin Avramescu du début de janvier 1990 lorsque celui-ci demandait l'épuration, en incitant aussi d'autres étudiants à le faire.

autre jeune enseignant dans le même établissement¹⁸⁹¹. Il traduit aussi pour une nouvelle maison d'édition fondée par celui qui est à ce temps-là doyen de ce nouvel établissement d'enseignement, les Éditions Babel¹⁸⁹². Il est traducteur aussi pour les Éditions Anastasia, fondées par un membre du GDS (Sorin Dumitrescu, peintre, coopté en 1990) où en 1996, il signe avec Aurelian Craiutu (membre coopté en 1990) la traduction de l'ouvrage *Gabriel Marcel interrogé par Pierre Boutang*. En 1994, il traduit dans un numéro consacré aux « libéralismes » des auteurs français, introduits par **Sorin Antohi**. Ce dernier semble de plus avoir inspiré Cristian Preda au sujet du choix de ses nouveaux intérêts immédiatement après 1989, le libéralisme et la critique libérale du totalitarisme. En 1996, moment de sa cooptation dans le GDS, à la proposition de Horia-Roman Patapievici¹⁸⁹³, il n'a pas encore fait son début éditorial, daté de 1999. Ses premiers textes parus dans 22 reflètent son intérêt pour les questions dont d'autres intellectuels traitent dans cette période ainsi que des savoirs acquis à l'étranger. Né en 1966, étudiant en philosophie à l'Université de Bucarest durant les dernières années du régime communiste, Cristian Preda achève ses études de philosophie en 1991. Il poursuit sa formation, depuis 1991 et jusqu'en 1998, en France : DEA et doctorat sous la direction de Pierre Manent. Durant sa formation à l'étranger, il traduit du français pour Humanitas (trois titres), ensuite pour la nouvelle maison d'édition Babel créée par celui qui l'avait formé à la traduction, dirigeant la nouvelle Faculté internationale de sciences humaines (FISH) de l'UB (devenu par la suite la Faculté de sciences politiques) et pour une autre nouvelle maison d'édition, Anastasia. En 1992, il intègre la FISH, enseignant la philosophie politique. En 1993 il publie pour la première fois dans 22 et en 1996 il intègre le GDS.

E. Cooptions entre 1996¹⁸⁹⁴ et milieu des années 2000. Médias, écrivains et réseaux d'alliance

Entre 1997 et 2003, le GDS gagne six nouveaux membres : Sorin Alexandrescu ; Vlad Alexandrescu ; Livius Ciocarlie ; Adrian Cioroianu ; Marius Oprea ; Costea Munteanu.

Un théoricien de la littérature, un spécialiste de la littérature roumaine, un philosophe, deux historiens, un spécialiste de la littérature française et un économiste. Les deux premiers appartiennent à une des deux générations qui se sont formés et ont reçu leur consécration sous le communisme (nés dans les années 1930) alors que le dernier est chercheur à l'Académie roumaine depuis le milieu des années 1970. Les autres (trois) sont des intellectuels des années 1990.

¹⁸⁹¹ Oscar Cullmann, *Noul Testament*, coll. « Que sais-je ? », trad. Cristian Preda, Humanitas, 1993 ; Edmond Jacob, *Vechiul Testament*, coll. « Que sais-je ? », trad. Cristian Preda, Humanitas, 1993 ; François Châtelet et Evelyne Pisier, *Conceptiile politice ale secolului XX*, trad. Mircea Boari, Cristian Preda, Humanitas, coll. « Société civile », 1994.

¹⁸⁹² Raymond Aron, *Istoria si dialectica violentei*, intro. et trad. Cristian Preda, Bucarest, Babel, 1995 ; Pierre Manent, *Cetatea Omului*, trad. Ioana Popa, Cristian Preda, Bucarest, Babel, 1998.

¹⁸⁹³ Entretien avec Cristian Preda (le 27 février 2008).

¹⁸⁹⁴ Nous avons choisi de discuter d'une des cooptions de 1996, à savoir celle de Cristian Preda ensemble avec d'autres cooptions de la fin des années 1990 et celles du début des années 2000.

Ces cooptations qui ont lieu pendant que des forces politiques regroupées dans la Convention démocratique roumaine (CDR) ont gagné le pouvoir en formant des gouvernements entre 1996 et 2000, alors que le candidat aux élections présidentielles depuis 1992 de la CDR est élu en 1996.

Le GDS recrute cette fois-ci encore parmi des milieux proches du GDS dans sa composition initiale mais aussi dans des milieux que des membres fondateurs ne semblent pas avoir connu. Ce sont des diplômés de la fin des années 1980, des jeunes qui avant leur cooptation dans l'université et par la suite dans le GDS sont proches des universitaires de la période communiste qui occupent des positions politiques après 1989 (Zoe Petre ; Emil Constantinescu) comme de certains membres fondateurs du GDS ou des membres de l'exil.

En 2004, le GDS compte quarante-huit membres dont neuf femmes. Aux noms des membres du GDS de l'année 2003 s'ajoutent d'autres noms (six) : Vitalie Ciobanu, Crina Cosoveanu, Mircea Dumitru, Alexandru Lazescu, George Musat, Alexandru Tocilescu. Un écrivain et journaliste moldave, une écrivaine, un philosophe universitaire de la période postcommuniste, un ancien rédacteur d'une revue universitaire créée à Iasi dans les années 1970, un avocat et un metteur en scène.

Alexandru Tocilescu (né en 1946, mort en 2011), metteur en scène, s'ajoute en 2004 aux artistes et aux cinéastes cooptés en 1990, sauf qu'il est metteur en scène pour le théâtre surtout (plus de seize pièces de théâtre mises en scène avant 1989 et dix-neuf après 1989). En 1999 il est primé par l'Union théâtrale de Roumanie pour le meilleur spectacle pour sa mise en scène d'une pièce signée par I. L. Caragiale, en 2002 pour son entière activité. En 2006, il est primé pour sa mise en scène du spectacle « Une journée de la vie de Nicolae Ceausescu » au festival de comédie.

En 2003 la liste comprend quarante-trois membres¹⁸⁹⁵. Entre 1996 et 2003, plusieurs ont disparus : certains sont morts ; d'autres ont renoncé à cette appartenance, ils sont conduits à y renoncer, d'autres disparaissent sans scandale, ni débats ; d'autres sont des premiers « oubliés » du début des années 1990.

Rappelons ceux qui ont été les premiers membres « oubliés » peu après 1989 : **Vasile Radoaca**, **Leontin Iuhas**. Un autre membre du GDS disparaît peu après, il s'agit de l'écrivain **Dan Arsenie**.

Certains autres se sont distanciés du GDS : **Mircea Dinescu**, **Dan Petrescu**, **Alexandru Calinescu** mais aussi **Anca Vasiliu** (installée en France, à Paris) parmi des membres fondateurs et Liviu Antonesei des membres cooptés en 1990. D'autres sont conduits à renoncer à cette appartenance, des membres cooptés en 1990, dans l'ordre chronologique de leur sortie, Sorin Dumitrescu et Florin Gabriel Marculescu, ainsi qu'un membre fondateur, **Gabriel Andreescu**.

L'archéologue et l'historien médiéviste **Radu Popa**, né en 1933, est mort en 1993. **Petru Cretia** (né 1927) est mort en 1997. **Stefan Augustin Doinas** (né en 1922) est mort en 2003. Tous les trois sont des membres fondateurs du GDS.

Un autre membre coopté en 1990 est mort lui aussi, Ihor Lemnij¹⁸⁹⁶.

¹⁸⁹⁵ La liste des membres du GDS a été sollicitée au GDS en automne-hiver 2003.

¹⁸⁹⁶ Dont on ne connaît ni l'année de naissance, ni celle de sa mort. Indirectement, à partir de la date de ses publications d'avant 1989, on peut supposer qu'il est né dans les années 1930 et, toujours indirectement, d'un texte où il est cité, qu'il est mort dans les années 1990.

Sur la liste des membres du GDS de 2003, on ne retrouve plus le nom d'un autre membre fondateur, l'architecte **Ascanio Damian**, décédé deux ans plus tard, en 2005. Alors que deux autres membres fondateurs sont morts respectivement fin 2003 (**Pavel Campeanu**) et 2005 (**Alexandru Paleologu**).

En commençant avec 2004, ce ne sont plus des artistes ou de ceux qui s'intéressent aux médias à travers leur intérêt pour l'art (un seul et le dernier artiste est un metteur en scène qui a reçu sa consécration avant 1989) mais des « journalistes professionnels » que le GDS intègre. Et pour la seconde fois le GDS intègre un juriste, toujours avocat et surtout mais exclusivement cette fois-ci pour des raisons pratiques. Car Doru Cosma, juriste, avocat et aussi auteur, bien que peu connu avant 1989, s'intéresse à des sujets, avec des instruments juridiques, préoccupant alors la majorité des intellectuels : les médias.

Des membres fondateurs certains sont morts entre temps, d'autres ne sont plus membres du GDS. Le nom de l'historien Alexandru Zub n'apparaît plus (en 2004¹⁸⁹⁷) une dizaine d'année après avoir reçu le prix du GDS et intégré le Groupe. En 1994, lorsqu'il reçoit le prix du GDS, il est entré dans le GDS conformément à une règle instituée et agissant pour peu de temps (seulement en 1994), comme nous l'avons précisé précédemment.

De plus, un des membres du GDS qui a été coopté dans les années 1990 a été « oublié », on ne retrouve plus le nom d'Aurelian Craiutu sur la liste de 2004. Son nom réapparaît en 2007, sur la liste que le GDS rendait publique toujours sur son site. Ainsi sur la liste qu'on a consultée en 2007 toujours sur le site du GDS apparaissent quarante-neuf personnes.

1. Écrivains et spécialistes de la littérature

À l'exception des écrivaines qui sont cooptées en 1990 et qui font partie de la première équipe rédactionnelle et pour lesquelles l'activité principale après 1989 est ce travail même, le GDS ne recrute pas d'écrivains, bien que certains soient auteurs de livres de littérature et qu'ils soient aussi membres de l'Union des écrivains ou qu'ils soient primés pour leurs ouvrages de littérature. Aucun des écrivains que le GDS recrute après 1990 n'est un écrivain à titre entier. Ils sont dans le même temps historien ou journaliste (Marius Oprea ; Vitalie Ciobanu). Le premier s'intéressera après 1989 au « rôle de la Securitate », sujet faisant l'agenda des politiques jusque là en opposition tout comme aux victimes du communisme. Le second est aussi publiciste et responsable d'une revue plus culturelle, intellectuelle que littéraire, en signant aussi des essais, en délaissant en fait progressivement la littérature en faveur du journalisme et de l'essai politique.

Les écrivains dans le GDS (peu nombreux), c'est-à-dire ceux qui publient aussi des livres de littérature sont soit des prétendants au statut d'écrivain des années 1980 publiant dans la plupart des cas leurs livres de la période communiste (**Stelian Tanase**, Liviu Antonesei), qui, avec ceux qui se sont affirmés

¹⁸⁹⁷ Consulté le 6 février 2004.

en tant que tel et ont reçu leur consécration avant 1989 (Gabriela Adamesteanu, **Magda Carneci**), vont renoncer à la littérature jusqu'au début des années 2000 (au plus tôt). Parmi des membres cooptés, à l'exception Gabriela Adamesteanu, écrivaine consacrée¹⁸⁹⁸ et de son amie, Rodica Palade (elle aussi écrivaine mais beaucoup moins connue), recrutées en 1990 parmi des proches des membres fondateurs et appartenant à la génération des intellectuels ayant reçu leur consécration sous le communisme (nés dans les années 1940), on ne compte qu'un jeune écrivain des années 1990 des écrivains encore apprentis avant 1989 qui vont débiter dans les années 1990. Le GDS ne recrute pas dans les milieux littéraires marginalisés par des mesures restrictives auxquelles ils ont dû se confronter avant 1989 et se faisant connaître surtout après 1989 aussi, à savoir la « génération '80 ». Cela malgré le fait que parmi ceux qui composent le GDS en 1989, les membres fondateurs, il y en a un au moins qui revendique son appartenance à cette « génération littéraire ». Celle-ci aura après 1989 ses propres lieux de publication et arrivera même à mettre en question la principale institution littéraire, l'Union des écrivains¹⁸⁹⁹.

Le GDS recrute par contre des spécialistes de la littérature, certains sont des critiques littéraires lorsqu'ils s'intéressent à la littérature roumaine, alors que d'autres intéressés par l'étranger, sous l'influence de l'étranger sont soit un théoricien de la littérature intéressé aussi par la modernité roumaine ainsi que par les médias (Sorin Alexandrescu), ancien membre de l'exil, soit un spécialiste de la littérature française se formant après 1989 à l'étranger à la philosophie (Vlad Alexandrescu). Le GDS avait auparavant recruté un théoricien de la littérature roumaine mais aussi critique littéraire consacré avant 1989 mais aussi éditeur après 1989 (Mircea Martin).

Le GDS intègre un ancien membre de l'exil (Sorin Alexandrescu) qui va s'intéresser aux médias lorsqu'il se réinstalle en Roumanie. Mais aussi un écrivain et critique littéraire, universitaire à Timisoara (Livius Ciocarlie). Alors que le GDS a coopté milieu des années 1990, un théoricien de la littérature, universitaire avant 1989 à Bucarest (Mircea Martin). Mircea Martin est le premier parmi des spécialistes de la littérature à intégrer le GDS. Les deux autres intègrent le GDS au début des années 2000. Ce sont des intellectuels nés dans les années 1930 (de ceux qui sont des moins nombreux à être recrutés dans le GDS). Un seulement est écrivain et a reçu sa consécration sous le communisme (Livius Ciocarlie), l'autre est théoricien de la littérature roumaine qui s'est exilé dans les années 1970 (Sorin Alexandrescu).

Ces cooptations sont plus liées à la position qu'ils occupent après 1989, comme c'est le cas du critique littéraire et du spécialiste de la littérature, Mircea Martin, universitaire avant 1989, éditeur après 1989 (les Éditions Univers) et appartenant à la même génération que les plus notoires des membres du GDS (nés dans les années 1940). Mais aussi aux relations que des jeunes ou moins jeunes, consacrés ou non

¹⁸⁹⁸ Gabriela Adamesteanu appartient à la génération des intellectuels ayant acquis leur reconnaissance dans la dernière période communiste, à partir du milieu des années 1970, dont on peut citer comme exemple, **Gabriel Liiceanu** qui fait son début éditorial la même année, en 1975, que Gabriela Adamesteanu.

¹⁸⁹⁹ Voir chapitre 3.

avant 1989 établissent après 1989 avec des membres du GDS, leur attachement à l'idéologie, aux « causes » du GDS. D'un côté, il s'agit des écrivaines qui font partie des milieux intellectuels auxquels appartiennent certains (futurs) membres du GDS. Comme c'est le cas de l'écrivaine Gabriela Adamesteanu, écrivaine consacrée et de son amie, Rodica Palade, écrivaine moins connue avant 1989¹⁹⁰⁰. Mais c'est aussi le cas, plus tard, d'un écrivain peu connu, qui ne débute qu'après 1989 mais se faisant connaître en publiant dans 22 et dans la presse culturelle, proche du GDS, dans la revue *Dilema*, coopté dans le GDS après avoir manifesté son adhésion à des idées promues par le GDS et à l'occasion d'un scandale que 22 contribue à construire, à la proposition et avec le soutien de **Gabriel Liiceanu** (Horia-Roman Patapievici).

Un autre écrivain et universitaire avant 1989 est coopté dans le GDS après 1996, lui étant des peu nombreux membres qui ne résident pas à Bucarest (et le seul écrivain coopté dans le GDS qui réside à Timisoara¹⁹⁰¹). Livius Ciocarlie appartient à la génération moins représentée, nés dans les années 1930, formée et consacrée sous le communisme et dont on ne retrouve dans le GDS qu'un autre spécialiste de la littérature, lui étant des membres de l'exil (l'héritier, neveu de Mircea Eliade, Sorin Alexandrescu)¹⁹⁰². La cooptation de Livius Ciocarlie suit à la publication d'un volume au sujet de l'œuvre posthume de l'essayiste Cioran¹⁹⁰³. Cet ouvrage sera republié par la suite chez Humanitas, en 2007. Livius Ciocarlie publie son premier volume de littérature aux Éditions Humanitas en 1993.

Livius Ciocarlie (né en 1935, à Timisoara)¹⁹⁰⁴, a fait ses études à la Faculté de lettres de l'Université de Bucarest, (1953-1958), spécialisation langue française. Pour une année cadre didactique dans une école, ensuite muséographe dans le Musée régional du Banat (1959-1963), il intègre l'Institut pédagogique en 1963 comme maître-assistant, où en 1981, il est maître de conférences. Il fait son début dans la presse littéraire chez Orizont, hebdomadaire de Timisoara. En 1974, il reçoit le prix de l'Union des écrivains pour les débutants et en 1975 il obtient son titre docteur es lettres (françaises). Deux de ses trois essais suivants seront primés par l'Union des écrivains, en 1979 et ensuite en 1983. Depuis 1990, Livius Ciocarlie est professeur à la Faculté des lettres de l'Université [d'Ouest] de Timisoara et, entre 1990 et 1994, il est lecteur de langue et littérature roumaine à l'Université de Bordeaux. Après 1990, il publie plusieurs volumes de mémoires et des journaux, dont un premier volume paraît en 1993 chez Humanitas. En 1995, il reçoit le prix pour littérature de la Fondation Soros pour son journal (*Viata in paranteza*) aux Editions Amarcord de Timisoara¹⁹⁰⁵. Et en

¹⁹⁰⁰ Dont nous avons parlé précédemment et dont nous parlerons au sujet de leur participation dans la rédaction de 22. Voir *infra*, 3e chapitre.

¹⁹⁰¹ Aucun membre de la Société Timisoara, groupement créé en 1990, n'est coopté dans le GDS, alors que des rédacteurs de 22 le présentent (avec son journal) comme étant le plus proche de 22 et du GDS dans les années 1990 (Entretien avec Rodica Palade, le 2 juin 2009). Sur la Société Timisoara, voir *infra*, 2^e partie.

¹⁹⁰² Des plus connus intellectuels nés dans les années 1930 sont des critiques littéraires, dont Nicolae Manolescu, soutenu par plusieurs membres du GDS en tant que candidat pour le scrutin présidentiel aux élections de 1992.

¹⁹⁰³ Livius Ciocarlie, *Caietele lui Cioran*, Craiova, Scrisul romanesc, 2000.

¹⁹⁰⁴ Dans les dictionnaires des écrivains, on lit qu'il est fils d'un professeur et d'une institutrice, alors que dans une présentation de l'auteur par lui-même, qu'on retrouve sur le site des Éditions Humanitas et sur la deuxième des couvertures d'un de ses livres publiés par cette maison (*Caietele lui Cioran*), ses parents sont présentés comme il suit : « mère sans travail, père *honnête* fonctionnaire » (c'est nous qui soulignons). Voir Livius Ciocarlie, *Caietele lui Cioran*, Humanitas, 2007. Dans ce volume (première édition parue en 2000 par Scrisul Romanesc) l'auteur traite du journal de Cioran comme genre littéraire.

¹⁹⁰⁵ Aux Éditions Amarcord de Timisoara paraissent des traductions en nombre important. Avec les Éditions de l'Ouest, ce sont des maisons d'édition, lieux de publication des intellectuels de Timisoara, créées par des membres du groupement Société Timisoara. Voir chapitre 5.

1998 le prix de l'Association des écrivains professionnels de Roumanie¹⁹⁰⁶ pour un autre volume autobiographique. Il suit en 2001 son quatrième prix de l'Union des écrivains pour un recueil de mémoires. Il reçoit le prix national pour la littérature de la part de l'Union des écrivains pour son dernier journal, publié chez Humanitas, son quatrième volume publié par les Éditions Humanitas¹⁹⁰⁷.

Sorin Alexandrescu est parmi les membres de l'exil qui ont contribué activement à faire connaître des dissidents roumains à l'étranger.

Sorin Alexandrescu, spécialiste et théoricien de la littérature roumaine, est le fils de la sœur de l'historien et philosophe des religions Mircea Eliade. Né en 1937 à Bucarest, après avoir fait des études de lettres, il travaille à la Bibliothèque de l'Académie dirigé alors par Tudor Vianu. Chercheur et ensuite universitaire à Bucarest, après avoir cosigné plusieurs études publiées en volume et signé une monographie sur Faulkner, en 1969, il est parti à l'étranger, aux Pays-Bas, comme enseignant de langue et littérature roumaines. Durant son séjour à l'étranger, il avait soutenu, à l'Université de Bucarest, sa thèse de doctorat sur la réception de Faulkner, travail publié à Bucarest, revu pour l'édition française (parue en 1971). Il est universitaire à Groningen et ensuite à Amsterdam comme spécialiste de la langue et de la littérature roumaine et de sémiotique. À partir de 1974, Sorin Alexandrescu est enseignant à l'Université d'Amsterdam dans un département de langue roumaine. En 1974, il avait fondé l'Association internationale d'études roumaines et, en 1976, *International Journal of Rumanian Studies*. En 1988, il fonda à Amsterdam le Comité pour la défense des droits de l'homme en Roumanie, commençant ainsi son activité militante (après la révolte des ouvriers de Brasov) en donnant son soutien aux dissidents roumains qu'il fait connaître à l'étranger (dont **Mircea Dinescu**¹⁹⁰⁸). Il déploie une intense activité journalistique entre 1988 et 1991 en tant que commentateur de politique roumaine.

En 1990, Sorin Alexandrescu fonde et dirige l'Association néerlandaise de sémiotique, de théorie de la littérature, de la philosophie et théorie de l'art. À partir de 1990, il visite à de nombreuses reprises la Roumanie. Il est des collaborateurs de 22 depuis 1990. En 1998, il revient en Roumanie pour s'y installer, comme conseiller pour la culture et l'éducation du président Emil Constantinescu. Début des années 2000, il crée le Centre d'excellence dans l'étude de l'image (formation master), structure qui offre une formation en master, fonctionnant dans un premier temps dans le cadre de l'Université de Bucarest (la Faculté des lettres) et par la suite dans le cadre de l'Université d'architecture¹⁹⁰⁹.

De nouveau le GDS recrute parmi des intellectuels des années 1990¹⁹¹⁰. Un héritier, spécialiste de la pensée française moderne et un proche de certains futurs membres du GDS début des années 2000, mais aussi un écrivain, critique littéraire et journaliste moldave vers le milieu des années 2000 (en 2004). Les deux sont nés au milieu des années 1960. Le premier fait son début avec une étude de philosophie, le second

¹⁹⁰⁶ Créée en 1993 ou en 1994, c'est est une « association parallèle » et concurrente de l'Union des écrivains. Voir Ion Ianos, « L'Union des écrivains dans le système de la culture socialiste et le segment littéraire dans la transition roumaine », in Adrian Miroiu (éd.), *Instituii in tranzitie, op. cit.*, pp. 258-259.

¹⁹⁰⁷ Respectivement en 1993, 2005, 2006, 2007 (republication) et 2008.

¹⁹⁰⁸ Voir le 2^e chapitre.

¹⁹⁰⁹ En gardant toujours cette double tutelle, de ces deux universités, le Centre fonctionne du point de vue administratif dans le cadre de l'Université d'architecture à partir de 2003. Rappelons qu'un autre membre du GDS, un des membres fondateurs, avait créé dans les années 1990, un autre centre d'excellence, le bien connu New Europe College.

¹⁹¹⁰ Auparavant : Aurelian Craiutu (en 1990) et Cristian Preda (en 1996).

avec un livre de littérature, ensuite il publie des essais. Le premier publie à l'étranger et en Roumanie surtout aux Éditions de l'Université de Bucarest, le second à Chisinau et ensuite en Roumanie.

Vlad Alexandrescu, petit-fils du philosophe de la culture Tudor Vianu¹⁹¹¹ est un spécialiste de la littérature française (du XVIII^e siècle surtout) et de la pensée moderne française, universitaire depuis 1991. Diplômé de la Faculté des langues et des littératures étrangères (français-allemand), à la fin de ses études, en 1989, il complète sa formation en France, obtenant son premier diplôme français (DEA obtenu en 1991), il intègre la même année l'établissement roumain où il s'est formé. Il semble qu'à cette période il avait fait la connaissance d'un autre futur membre du GDS, Cristian Preda, sinon pendant leurs études à l'Université de Bucarest. Il poursuit des études de doctorat à Paris dans le cadre de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, obtenant son diplôme en philosophie en 1995. Juste après 1990, entre 1991 et 1998, il est éditeur de plusieurs ouvrages de Tudor Vianu, éditions commentées. Les années suivantes il est boursier, à deux reprises du New Europe College (centre d'excellence créé en 1994 et dirigé par **Andrei Plesu**), en faisant plusieurs séjours de recherche à l'étranger (Paris, EHESS mais aussi à Londres, The Warburg Institute). En 1996 il débute en tant qu'auteur d'une étude sur Pascal, publiée en Suisse¹⁹¹². En 1998, moment de son début en tant que coéditeur d'un volume sur Descartes, il est co-fondateur de l'Association roumaine des chercheurs francophones en sciences humaines, éditeur d'une publication semestrielle, *Arches*, association qu'il dirige entre 1998 et 2000 et de nouveau entre 2003 et 2005.

Vitalie Ciobanu (né en 1967, dans une ville au nord-est de la République de Moldavie) fait des études de journalisme à Chisinau, études achevées avant le démantèlement de l'Union Soviétique. Il fait son début avec un roman qui paraît en 1991 à Chisinau. En 1992 il reçoit le prix pour le début de l'Union des écrivains de la République de Moldavie qu'il intègre au même moment et depuis 1993 il est aussi membre de l'Union des écrivains de Roumanie. Il est rédacteur en chef du mensuel *Contrafort*, fondé en octobre 1994 comme « revue des jeunes écrivains de la République de Moldavie », publication coéditée alors par la Fondation culturelle roumaine¹⁹¹³, et à présent, depuis 2005 par l'Institut culturel roumain (dirigé par Horia-Roman Patapievi). Ses livres sont désormais non plus de littérature mais d'essais et d'articles. Son premier volume d'essais paraît en 1996 chez Dacia, maison d'édition de Cluj, le suivant paraît aux Éditions de la Fondation culturelle roumaine en 1999, volume pour lequel il est primé par l'Union des écrivains de Roumanie. Peu après sa cooptation dans le GDS, en 2005, il publie chez Polirom un autre volume d'essais qui discute de la situation de la République de Moldavie.

Le GDS intègre pour une courte période aussi une écrivaine qui avait débuté dans la période communiste et qui est liée par des relations familiales à un officier de l'armée roumaine, détenu politique

¹⁹¹¹ Et neveu d'un membre de l'exil qui intègre le GDS plus tard, Ion Vianu. La mère de Vlad Alexandrescu est fille de Tudor Vianu et sœur d'Ion Vianu (un des deux intellectuels ayant rejoint Paul Goma lors de son adhésion à la « Charte 77 »). Voir *infra*.

¹⁹¹² Vlad Alexandrescu, *Le Paradoxe chez Pascal*, Berne, Peter Lang, 1996.

¹⁹¹³ Éditeur de *Dilema*, hebdomadaire créé en 1993.

après l'installation du régime communiste (semble-t-il la fille)¹⁹¹⁴. Crina Cosoveanu apparaît comme membre du GDS au début de l'année 2004 mais plus par la suite.

2. « Intellectuels » des années 1990

Après la cooptation d'un économiste qui s'intéresse à se spécialiser dans les sciences politiques (Aurelian Craiutu) et d'un philosophe intégrant début des années 1990 l'enseignement dans un « nouveau » domaine, les « sciences politiques » (Cristian Preda), le GDS recrute fin des années 1990 trois autres intellectuels qui ont achevé leur formation initiale presque à la même période, autour de l'année 1989. Deux historiens et un spécialiste de la littérature française qui s'intéresse à une spécialisation en philosophie : Marius Oprea, Adrian Cioroianu, Vlad Alexandrescu. Tous les trois deviennent auteurs dans la période postcommuniste. Sauf que le premier est auteur de littérature immédiatement après 1989, tout comme de jeunes écrivains des années 1980 (dont on en retrouve certains dans le GDS : **Stelian Tanase**, Liviu Atonesei). Alors que les deux autres et d'autres encore (tels Aurelian Craiutu, Cristian Preda) complètent leur formation à l'étranger tout comme des membres fondateurs nés dans les années 1950. Marius Oprea achève ses études en Roumanie (doctorat). Le sujet auquel il s'intéresse lui est inspiré par son expérience auprès des politiques. Il n'est qu'indirectement et beaucoup plus tard relié à sa spécialité première, l'archéologie (en lien avec sa spécialisation dans l'histoire médiévale), lorsqu'il porte son regard vers les victimes du régime.

Marius Oprea est un historien ayant achevé ses études d'histoire peu avant 1989. Au temps de ses études, à l'Université de Bucarest, il fréquente le cercle littéraire dirigé par Mircea Martin. Né en 1967, il fait partie du « Groupe de Brasov », un cercle littéraire qui réunit de jeunes de province, et avec eux, des universitaires en lettres depuis les années 1990, il fait son début en 1991 dans un volume collectif (tout comme d'autres écrivains des années 1980, publiant dans les années 1980). Son premier volume d'auteur est une histoire des livres anciens, volume publié en 1996 aux Éditions de la Fondation culturelle roumaine. Mais quelques années plus tard, il publie aussi un volume de poèmes (en 1999)¹⁹¹⁵. Quoiqu'il ne renonce pas à la littérature, il se fait connaître par ses nouveaux intérêts, nés de sa collaboration avec le sénateur Ticu Dumitrescu, membre depuis 1990 du Parti National Paysan Chrétien Démocrate. Ancien détenu politique, ce dernier est président de l'Association des anciens détenus politiques de Roumanie et de l'Union internationale des anciens détenus politiques et prépare un projet de loi concernant l'accès aux archives de la Securitate, projet qui prévoit aussi des mesures de lustration. Selon, un des membres fondateurs du GDS, Ticu Dumitrescu organise même un groupe de travail à ce but, où deux membres fondateurs du GDS participent : **Radu Filipescu** et **Gabriel Andreescu**. Ces deux derniers participent à ce

¹⁹¹⁴ 22, 981-982, 2008.

¹⁹¹⁵ Volume publié dans une collection réunissant des auteurs des années 80.

« groupe de travail » comme co-présidents de l'Association pour la défense des droits de l'homme-Comité Helsinki¹⁹¹⁶. Les projets législatifs initiés par Ticu Dumitrescu n'aboutissent dans une première étape que par la rédaction d'un décret au sujet des réparations pour les anciens détenus politiques¹⁹¹⁷. Alors qu'une loi sur l'accès aux archives de la Securitate prévoyant aussi la création d'une institution créée pour la gestion de ces archives est adoptée à peine en 1999¹⁹¹⁸. La collaboration de Marius Oprea avec Ticu Dumitrescu, entre 1995 et 1997, concerne précisément l'élaboration de ce projet de loi. Or Marius Oprea fait ses études doctorales en histoire à l'Université de Bucarest et sa thèse porte sur « le rôle et l'évolution de la Securitate » pendant le premier régime communiste roumain (le gouvernement de Gheorghe Gheorghiu-Dej), travail qui n'est publié qu'en 2008. Toujours est-il qu'il publie une « histoire de la Securitate en documents 1949-1989 », début des années 2002¹⁹¹⁹. Deux autres volumes en collaboration sont publiés la même année, une « étude de cas » au sujet de la relation entre le PCR et la Securitate/du PCR comme « police politique » alors que l'autre porte sur une des rares protestations collectives, la révolte de Brasov des ouvriers qui a eu lieu en 1985 contre des mesures économiques¹⁹²⁰. Fin des années 1990, au moment de sa cooptation dans le GDS, il occupe un poste de conseiller dans le cadre de l'administration présidentielle durant le mandat d'Emil Constantinescu, étant par la suite chargé de s'occuper d'un département au sein de la même institution¹⁹²¹. À la même période, parmi des conseillers du président Emil Constantinescu on compte aussi Cristian Preda (des membres du GDS).

Un autre historien fait son entrée dans le GDS en 1999, Adrian Cioroianu (né en 1967, à Craiova) commence ses études d'histoire à l'Université de Bucarest, en 1993, il achève ses études en intégrant l'enseignement dans le même établissement. Son entrée à l'université semble être due, d'après certains témoignages, à Zoe Petre, alors doyenne de la Faculté d'histoire de l'Université de Bucarest, membre dans plusieurs organisations civiques à but politique, responsable de la campagne électorale du candidat aux présidentielles de 1992 et de 1996, Emil Constantinescu, est conseiller présidentiel entre 1996 et 2000¹⁹²². D'une année seulement plus jeune qu'un autre membre du GDS (Cristian Preda, coopté en 1996) et ayant le même âge que des futurs membres fondateurs cooptés beaucoup plus tard (Florin Turcanu, Catalin Avramescu), Adrian Cioroianu fait son entrée dans le GDS tout comme Cristian Preda, quelques années

¹⁹¹⁶ **Gabriel Andreescu**, « Le Rapport : l'ensemble et les détails », in Vasile Ernu et alii, *Iluzia anticomunismului. Lecturi critice ale Raportului Tismaneanu*, Chisinau, Cartier, « Istorice », 2008, p. 46.

¹⁹¹⁷ Décret n° 118 de 1990.

¹⁹¹⁸ Loi n° 187 de 1999.

¹⁹¹⁹ Marius Oprea, *Banalitatea raului : O istorie a Securitatii in documente 1949-1989*, intro. Dennis Deletant, Iasi, Polirom, « Document », 2002 ; Id., *Bastionul cruzimii : O istorie a Securitatii (1948-1964)*, op. cit.

¹⁹²⁰ Marius Oprea, Nicolae Videnie, Andreea Nastase, Stejarel Olaru, Ioan Cirstocea, *Securistii partidului : serviciul de cadre al PCR ca politie politica. Studiu de caz : arhiva Comitetului municipal de partid Brasov* [La Securitate du parti : le service des cadres du PCR comme police politique. Étude de cas : l'archive du Comité municipal du parti Brasov], Iasi, Polirom, « Document », 2002 ; Marius Oprea, Stejarel Olaru, *Ziua care nu se uita : 15 Noiembrie 1987*, Polirom, « Document », 2002.

¹⁹²¹ Relations avec les médias.

¹⁹²² Son fils cadet, Dan Petre, enseigne à la même période à la Faculté des sciences politiques de l'Université de Bucarest. Plusieurs membres du GDS semblent avoir reçu le soutien de ces deux lorsqu'ils s'intéressent à intégrer l'université.

après avoir commencé sa carrière universitaire. Ces deux sont d'ailleurs les premiers parmi des diplômés de la fin des années 1980 et du début des années 1990 à avoir intégré l'enseignement. Cristian Preda dans une nouvelle institution, l'autre dans celle où il a fait ses études. Les autres, deux historiens, Florin Turcanu, Armand Gosu et un philosophe, Catalin Avramescu, cooptés récemment dans le GDS, intègrent l'enseignement des sciences politiques à des périodes différentes. Tout comme Cristian Preda et Florin Turcanu commence son doctorat dans un établissement francophone, mais non pas en France comme ces deux derniers et non pas immédiatement après 1990, mais au Canada et pendant la seconde moitié des années 1990, après avoir obtenu son diplôme d'études approfondies (tout comme ces derniers) dans le même établissement, l'Université Laval. Sa thèse de doctorat achevée en 2002 qui traite du « mythe » et de « l'image » de Ceausescu est publiée deux ans après en Roumanie en français avec le soutien de l'Agence universitaire de la Francophonie. Au moment de sa cooptation dans le GDS, en 1999, il n'a pas encore fait son début éditorial, par contre il est auteur de manuels d'histoire. Et il devient figure publique étant invité à parler à la télévision de ces manuels « alternatifs » alors institués pour la première fois dans les écoles¹⁹²³. Sa contribution comme celle d'autres jeunes universitaires en histoire font débat autour des controverses au sujet de la présentation des événements récents, à savoir les événements de 1989, dans ces manuels d'histoire.

Adrian Cioroianu se distingue parmi les jeunes universitaires et membres du GDS cooptés à partir de la moitié des années 1990 par son intérêt pour les médias. Il enseigne dans un établissement de formation aux médias (créé comme structure d'une télévision proche du pouvoir soutenu par le GDS, Pro TV) et il est rédacteur de *Dilema* avant comme après sa cooptation dans le GDS (entre 1997 et 2008). À partir de 2001, il est aussi réalisateur d'émissions à la télévision.

Cristian Preda et Adrian Cioroianu fréquentent à cette période, fin des années 1990 - début des années 2000, l'Institut d'études libérales¹⁹²⁴. D'après certains témoignages, Adrian Cioroianu est proche de Valeriu Stoica à cette période-là.

Costea Munteanu (né en 1949) est le troisième économiste coopté dans le GDS. Plus jeune qu'Ihor Lemnij, collaborateur de 22 depuis 1990 et plus âgé qu'Aurelian Craiutu qui venait de finir ses études lorsqu'il intégrait le GDS (en 1990). Il achève ses études à l'Académie d'études économiques en 1971 et il intègre successivement deux institutions qui sont chargées des relations internationales économiques, jusqu'en 1976 lorsqu'il intègre l'Académie roumaine comme chercheur à l'Institut national d'économie nationale (devenu après 1989 d'économie mondiale) où il avait commencé son doctorat (en 1984), achevé en 1990. En 1990, il déserte la recherche en occupant des positions successivement dans une structure créée

¹⁹²³ **Stelian Tanase** se souvient qu'Adrian Cioroianu est apparu sur les écrans pour la première fois lorsqu'il l'invite dans une de ses émissions télévisées à parler de sa contribution en tant qu'auteur de manuel d'histoire. Entretien avec **Stelian Tanase** (le 31 août 2009).

¹⁹²⁴ Voir chapitre 11.

sous la tutelle du gouvernement chargée du « développement » par des stratégies économiques visant la promotion de l'investissement et par la suite dans le Ministère de la Réforme¹⁹²⁵ dirigé à l'époque par un membre du Parti de la démocratie sociale (antérieurement appelé le Front Démocrate du Salut National duquel est issu le président Ion Iliescu)¹⁹²⁶ comme secrétaire d'État. Fin 1992, il est parmi les membres de la Fondation « Société civile » qui est éditeur de *Sfera politiciii*, revue spécialisée dans les études politiques dirigée par **Stelian Tanase**. Il est recruté parmi ceux qui avant 1989 étaient des chercheurs, comme **Calin Anastasiu** et **Alin Teodorescu** (chercheurs à l'Académie roumaine), au moment où ceux-ci sont soit des politiques ou des experts/spécialistes de la société civile alors que lui occupe des fonctions politiques, sans être élu. Pas encore consacré comme le sont des intellectuels, membres fondateurs du GDS, nés dans les années 1940 – **Andrei Pippidi**, **Andrei Plesu**, etc. – il commence son doctorat avant 1989 et le finit en 1990. Alors que des plus jeunes membres fondateurs du GDS achèvent leur formation bien après 1990, doctorat obtenu fin de la seconde moitié des années 1990 ou fin des années 1990, tout comme des intellectuels de la période postcommuniste, jeunes membres cooptés, nés dans les années 1960.

Au moment de sa cooptation dans le GDS, fin des années 2000, il est professeur à l'Académie d'études économiques de Bucarest, depuis 1995, alors qu'à la même période, après avoir quitté sa fonction politique (en juin 1993) il est président d'une société d'investissement, et par la suite, entre 1996 et 1997, doyen d'une faculté « d'économie internationale » dans une des premières universités privées. Ses études d'économie se remarquent par l'intérêt qu'il porte à la vision religieuse. Il traite aussi bien de l'intégration économique, de la méthodologie en économie mais surtout de la relation entre l'économie et la religion¹⁹²⁷.

3. Journalistes

Durant l'année 1990 le GDS recrute parmi des proches des membres du GDS de la période communiste surtout. Il le fera aussi dans les années à venir. De même le GDS a recruté des « intellectuels », plus précisément et surtout des artistes, pouvant apporter au GDS le prestige requis pour se faire le Groupe des élites intellectuelles. Le GDS recrutera par la suite dans la majorité des cas des figures se faisant connaître au public, plutôt bien connues avant leur entrée dans le GDS. De plus, parmi ces figures bien connues de la période communiste certains se font connaître après 1989 (et seulement après 1989, dans leur majorité) aussi comme des intellectuels qui défendent le « renouveau » non seulement dans l'espace intellectuel et dans l'espace public (église, nouvelles institutions culturelles comme les maisons d'édition)

¹⁹²⁵ Vers la fin des années 1990, ce ministère est dirigé par un autre collaborateur fidèle de 22, Ilie Serbanescu (sur la rupture d'avec 22, voir *supra*).

¹⁹²⁶ Mircea Cosea va quitter ce parti en 1997 avec d'autres sénateurs et députés (douze) en formant un autre parti (l'Alliance pour la Roumanie) qui fusionne en 2002 avec le Parti National Libéral.

¹⁹²⁷ Voir Petre Comsa, Costea Munteanu, « Economics and Religion – a Personalistic Perspective », *Journal of Philosophical Economics*, II, 2, Spring 2009, pp. 5-34. Il participe dans le cadre de l'Association roumaine pour le dialogue entre la science et la théologie à des rencontres scientifiques. Voir le site de l'Institut pour des études transdisciplinaires en science, spiritualité et société : www.adstr.ro

mais aussi dans la vie politique. C'est de cette manière que certains deviendront aussi des figures publiques, comme c'est le cas d'**Iustin Marchis**, de Smaranda Enache, mais aussi de Florin Gabriel Marculescu (tous les trois vivement intéressés à faire leur entrée en politique¹⁹²⁸). Le GDS a recruté aussi des individus qui pouvaient d'une façon ou d'une autre contribuer à faire connaître le GDS et des événements politiques auxquels le GDS participait. C'est le cas des cinéastes et des techniciens des médias travaillant au sein du GDS et surtout pour le GDS, dans une structure « indépendante » créée dans ce cadre.

Le GDS recrute par la suite, durant la seconde moitié des années 1990 et plus tard dans les années 2000 et plus récemment, non plus des spécialistes des médias pour en créer des produits artistiques et à la fois informatifs, à visée politique, mais des journalistes, de ceux qui deviennent des journalistes, suite à leur intérêt pour la politique et qui ne date pas toujours de l'après 1989. On change de profession ou on continue à faire ce qu'on faisait avant 1989 seulement que de nouvelles possibilités s'ouvrent, plus d'ouverture à l'étranger et la possibilité de créer d'autres structures, d'initier des entreprises fonctionnant selon la logique du marché. Ils ne sont plus des artistes ou des spécialistes des supports médiatiques travaillant en tant que professionnels indépendants dans des structures privées de petite taille mais ils sont des journalistes proches des politiques ou des patrons des médias. Alors qu'entre temps, dans les années 1990, des sociologues, membres du GDS, se consacrent à la création d'une institution qui mesure l'opinion publique et le succès de certaines entreprises, journalistes ou politiques. Rappelons qu'un seul journaliste est recruté dans les années 1990, en janvier 1990¹⁹²⁹, lié par des relations de famille à un autre membre coopté en 1990 qui était lui à son tour un proche d'un membre fondateur avant 1989. Les autres sont des membres du GDS à partir de 2004.

Un des sujets des plus investis dans 22 et par un grand nombre des membres du GDS est la presse et la télévision début des années 1990, la télévision surtout et la radio à partir de la seconde moitié des années 1990 et jusque récemment¹⁹³⁰.

Alexandru Lazescu est le premier des journalistes « professionnels » à faire son entrée dans le GDS. En 2004, on le retrouve sur la liste des membres du GDS (sur le site du Groupe). Patron des médias après 1990¹⁹³¹, Alexandru Lazescu est aussi directeur exécutif de la télévision publique, lorsqu'il est proche du président Emil Constantinescu, ensuite membre du Conseil d'administration de la TVR. Ancien membre du Parti national libéral (vice-président de la filiale d'Iasi), lorsque ce parti est entré en conflit avec son ancien allié politique, le Parti Démocrate (actuellement le Parti Démocrate Libéral), Alexandru Lazescu,

¹⁹²⁸ Deux seulement vont participer aux premières élections de 1990. Et ils le feront sur la liste des indépendants regroupant des membres du GDS et des journalistes.

¹⁹²⁹ Florin Gabriel Marculescu (voir *supra*).

¹⁹³⁰ Entre les sujets discutés, entre 1994 et 2007, dans les « débats » organisés par le GDS, des rencontres du GDS, une place importante occupe la télévision. Tout aussi importante que l'accès aux dossiers d'archive de la période communiste et les partis politiques, incluant ici tous les partis politiques intéressant le GDS (le Parti national paysan – chrétien démocrate, le Parti national libéral, le Parti démocrate, l'Action populaire). Cf. le site du GDS, consulté le 29 mars 2009.

¹⁹³¹ À partir de 1991.

membre du Conseil d'administration, est soutenu en 2010 par cette formation au pouvoir pour prendre la direction de la télévision publique (installé en juin 2010).

Un seul parmi des journalistes recrutés dans le GDS, Rasvan Popescu, est auteur de littérature (romancier et scénariste) après 1989, passé au journalisme seulement après 1989, il occupe aussi des postes politiques. Un autre, de formation juriste, Sever Voinescu, se fait connaître plus ou seulement comme éditorialiste de *Dilema*, est passé lui aussi par l'administration centrale, occupant le poste de « conseiller » dans une structure du gouvernement, alors qu'en 2008 il fait son entrée en politique en tant que membre du Parti démocrate libéral et se présentant en candidat aux élections parlementaires. Rasvan Popescu et Rodica Culcer sont des rédacteurs à la Télévision roumaine, le premier est aussi membre du Conseil national de l'audiovisuel tout comme l'a été début des années 1990 un autre membre du GDS coopté en 1990 ^{Horia MURGU}. Ce dernier est ingénieur du son, coopté dans le GDS au même moment que des cinéastes dont certains travaillent dans une structure affiliée au Groupe (studio audiovisuel du GDS)¹⁹³².

Rasvan Popescu (né en 1962, à Bucarest) est des journalistes cooptés dans le GDS le plus probablement début de la seconde moitié des années 2000. Il a fait des études de géologie à l'Université de Bucarest (1982-1987). Après ses études et jusqu'en 1990, il travaille dans les bassins miniers de la Vallée du Jiu et de la Prahova. En 1990, il suit une formation en journalisme aux États-Unis et intègre la rédaction du journal *Expres* (sous la direction de Cornel Nistorescu). Deux années plus tard, il est correspondant de la Radio BBC jusqu'en 1996 et par la suite, pour deux années successives, jusqu'en 1997, il est rédacteur en chef à la Télévision roumaine. Il ne se convertit pas seulement au journalisme mais il est auteur de littérature et peu après, scénariste, publiant après 1990, un recueil de nouvelles et trois romans dont deux chez Humanitas en 1996 et en 2006. Il est aussi scénariste (cinq scénarios pour le cinéma et pour la télévision). Son roman sert comme scénario pour le film homonyme (diffusé en 1996) signé par le metteur en scène et le réalisateur de film bien connu Lucian Pintilie. Un autre roman servira de scénario pour un film qui reçoit le prix de l'UCIN, quatre autres films auront à base ses textes. À part, ses livres de fiction, il publie un recueil d'articles publiés dans la presse et un autre volume autobiographique renvoyant à la période passée dans l'administration présidentielle d'Emil Constantinescu. Entre 1998 et 1999, il est secrétaire d'État, chef du département d'informations publiques et porte-parole du gouvernement, ensuite, entre 1999 et 2000, il est conseiller d'État et porte-parole du président Emil Constantinescu. En septembre 2000, avant les élections qui seront perdues par les forces politiques au pouvoir depuis 1996, il est nommé à la proposition du président Constantinescu au Conseil national de l'audiovisuel pour un mandat de six ans et, en 2006, il reçoit son second mandat à la proposition du Sénat (confirmé dans son poste par le Parlement). À partir de septembre 2008, il remplace l'ancien président de cette institution (mort en juin 2008), étant confirmé dans son poste par le Parlement (après avoir été proposé par le Parti National Libéral¹⁹³³ et après des élections organisées dans cette même institution).

Rodica Culcer (née en 1952, à Timisoara) fait ses études à la Faculté de philologie (section langues étrangères, anglais-allemand). Elle est enseignante entre 1975 et 1979, par la suite, jusqu'en 1984, elle est chercheur à l'Institut de sciences politiques et de l'étude du problème national de l'Académie « Stefan Gheorghiu » (Iosif Boda étant le directeur de cet institut qui disparaît en 1984). Les synthèses qu'elle produit sont destinées à être présentées devant la Section de

¹⁹³² Rodica Culcer et Rasvan Popescu intègrent le GDS entre 2005 et 2007.

¹⁹³³ Cf. Stan Stoica, *Romania dupa 1989. O istorie cronologica*, op. cit., p. 91.

politique étrangère du Comité central du PCR et devant le Conseil des ministres. Entre 1985 et 1991, elle travaille comme référent pour l'Ambassade des EU à Bucarest, dans un premier temps dans la section politique, ensuite dans la section pour la presse. À partir de 1991, elle est productrice à BBC World Service, la section roumaine. En 1999, elle fait un stage (six mois) au service mondial de BBC (Newshour et Europe Today). À son retour en Roumanie, on la retrouve comme directrice d'un poste de radio privée (Radio Europa FM), entre 2000 et 2003, chargée du département de l'actualité politique. À la même période, entre 2002 et 2003, elle est réalisatrice d'une émission politique (chaque semaine), « Ultima editie » [Dernière édition] pour la télévision publique. Elle va démissionner en signe de protestation contre la censure imposée par la direction du poste Radio Europa FM en faveur du gouvernement Adrian Nastase. Sa collaboration avec la télévision publique cesse avec sa démission du poste de radio et sa protestation. Entre 2003 et 2005 on la retrouve en tant que directrice d'un autre poste privé, Radio Total. En 2004 elle on la retrouve parmi des membres du GDS. La même année, en 2004, elle réalise en collaboration avec un autre journaliste (de la période communiste, Mihai Tatulici) des émissions politiques (électorales) pour une télévision privée (proche à ces temps-là des agents politiques soutenus par le GDS aussi), Realitatea TV [Réalité TV]. Et à partir d'août 2005, elle est directrice de la Direction d'actualité politique de la télévision publique. Mais en octobre 2008, le Conseil d'administration (de la TVR), dirigé par Alexandru Sassu¹⁹³⁴ lui retire les attributions éditoriales (décision prise comme suite, semble-t-il, de la diffusion par la télévision publique, des informations, extraits de documents produits par des institutions judiciaires¹⁹³⁵, au sujet d'un cas de corruption, impliquant le ministre de l'Agriculture, Decebal Traian Remes, du gouvernement dirigé par le leader du Parti national libéral, Calin Popescu Tariceanu). À la suite de cette sanction imposée par la direction de la télévision publique, le Conseil d'honneur du Club roumain de presse et le Conseil national de l'audiovisuel décidaient qu'elle avait agi dans « l'intérêt public ». En 2009, elle est toujours directrice du département pour l'actualité politique à la télévision publique. Mais aussi après, alors qu'en automne 2011, elle se trouve à l'âge de sa retraite. Bien connue pour ses options politiques, ses relations proches avec le parti politique majoritaire à la suite des élections de 2009, le Parti Démocrate Libéral, début 2012, au cours des manifestations de rue contre le gouvernement et le président en place, élu de nouveau en décembre 2009, Rodica Culcer est destituée lors d'une séance du Conseil d'administration de la télévision publique. Selon la représentante de la télévision publique (de laquelle on apprend qu'elle a été proposée par le parti politique au pouvoir) la destitution a lieu après l'intervention des membres du Conseil d'administration, proposée par un des partis politiques en opposition, le Parti Social Démocrate¹⁹³⁶. Quelques jours après sa destitution, Rodica Culcer est rétablie dans son poste. Mais peu après lors d'une manifestation de rue contre le gouvernement, les manifestants se dirigent contre la télévision publique en demandant à la télévision de faire passer à l'écran les protestations de rue et la démission de Rodica Culcer. Les manifestants demandent aussi qu'un autre membre du GDS, le directeur de l'Institut Culturel Roumain, mais aussi un journaliste de 22, tous soutenant le pouvoir en place, n'interviennent plus à la télévision publique¹⁹³⁷. Le Conseil d'administration demande de nouveau la démission de Rodica Culcer.

¹⁹³⁴ Proposé par le PSD à la tête de la télévision publique.

¹⁹³⁵ C'est la première fois où un scandale sur un cas de corruption apparaît après que dans les médias on diffuse des extraits d'enregistrements téléphoniques faits par des institutions officielles (semble-t-il, mais dont on ne connaît pas cependant l'identité) et qui ne sont pas toujours précédés par la construction d'un cas sur des actes criminels instrumenté par la justice (dossier en cours). Les scandales médiatiques de ce type se multiplient dans les années suivantes, notamment à partir de 2010.

¹⁹³⁶ *Adevarul*, le 28 janvier 2012.

¹⁹³⁷ Le 24 janvier 2012.

George Musat devient membre du GDS en 2004. Il est avocat et copropriétaire du cabinet « Musat & associés »¹⁹³⁸. Il représente le GDS (comme association civique mais aussi certains membres du GDS dans plusieurs litiges, dont un procès qui porte sur l'occupation du bâtiment de 120, Calea Victoriei, siège du groupe) et aussi les Éditions Humanitas au sujet des manuels alternatifs¹⁹³⁹. Il renoncera à en faire partie dès que son épouse, rédactrice en chef depuis 2000 d'*Observator cultural*, prend la charge de cet hebdomadaire¹⁹⁴⁰, et elle en devient sa directrice, et lui, semble-t-il, contribue à en faire sa femme la propriétaire, depuis mars 2005. En 2000, moment de la première parution de cet hebdomadaire, *Observator cultural*, se veut alternative et concurrent de 22¹⁹⁴¹, à partir de 2007 surtout, la publication réunit plus de critiques de 22.

F. Des cooptations à partir de la moitié des années 2000. Académisation et politisation

Des quarante-huit membres que le GDS comprend en fait en 2004, on ne retrouve plus en 2007 cinq noms. Cinq membres dont deux sont des membres fondateurs et un autre, coopté en 1990, ne sont plus mentionnés : **Alexandru Paleologu**, **Dan Petrescu**, **Iustin Marchis**, George Musat et Crina Cosoveanu. **Alexandru Paleologu** est mort en 2005.

Des quarante-neuf membres du GDS mentionnés en 2007 seulement dix-sept sont des membres fondateurs (des trente-quatre au total) et treize sont des membres cooptés entre 1990 et 1995 (des dix-huit qui sont devenus membres dans cette période). Trois des membres fondateurs du GDS sont morts : **Petru Cretia**, **Radu Popa**, **Alexandru Paleologu**.

Entre 2005 et 2007, six nouveaux membres s'ajoutent à la liste des membres du GDS : Ion Vianu (membre de l'exil), Armand Gosu, Florin Turcanu, Catalin Avramescu, Eugen Ciurtin, Rasvan Popescu et Rodica Culcer¹⁹⁴².

Ces deux derniers sont des journalistes alors qu'un d'entre eux est aussi auteur de littérature¹⁹⁴³.

Armand Gosu, Florin Turcanu et Catalin Avramescu sont cooptés en 2005 et tous les trois sont des universitaires en sciences politiques à l'Université de Bucarest. Ces trois enseignent dans le même établissement qu'un autre membre du GDS, Cristian Preda, entré dans le GDS en 1996. Deux sont historiens (Armand Gosu et Florin Turcanu), l'autre est philosophe. Deux d'entre eux (Catalin Avramescu et Florin Turcanu) ont été des collègues de Cristian Preda durant leur formation. Les deux philosophes, Cristian Preda et Catalin Avramescu, étaient aussi amis. Ce dernier doit son entrée dans l'enseignement de sciences

¹⁹³⁸ Entretien avec **Mariana Celac** (Bucarest, le 20 mai 2009).

¹⁹³⁹ Mais avant que George Musat soit avocat à la défense du GDS, il représente en tant qu'avocat les Éditions Humanitas. 22, 637, 2002.

¹⁹⁴⁰ Entretien avec **Stelian Tanase** (Bucarest, le 13 juillet 2009).

¹⁹⁴¹ Dont le directeur est Ion Bogdan Lefter.

¹⁹⁴² De ces deux derniers nous avons parlé précédemment.

¹⁹⁴³ Voir *supra*.

politiques ainsi que l'occupation d'un poste politique à cette amitié. Catalin Avramescu est entré à la Faculté des sciences politiques en 2005, la même année il est coopté dans le GDS, Cristian Preda est alors doyen de ce même établissement (depuis 2004, réélu en 2008, il renonce en 2010 alors qu'il siège au Parlement européen). Deux ans après, au moment où Cristian Preda occupe le poste de conseiller présidentiel (du président Traian Basescu), Catalin Avramescu est proposé (quelques mois après la nomination de Cristian Preda dans son poste de conseiller présidentiel) par le président pour occuper un siège au Conseil d'administration de la télévision. La candidature ne reçoit pas la majorité des voix dans les commissions parlementaires de culture et dans celle des médias¹⁹⁴⁴. Catalin Avramescu occupe peu après le poste de conseiller d'État dans l'administration présidentielle et il est collaborateur proche de Cristian Preda. Dès que ce dernier occupe le poste de conseiller présidentiel, Catalin Avramescu se charge d'une collection créée au sein des Éditions Nemira, « Idées politiques fondamentales », où Cristian Preda avait créées et dirigées deux collections.

À la différence de Catalin Avramescu, un autre ancien collègue durant sa formation et actuel collègue de Cristian Preda dans la Faculté des sciences politiques de l'Université de Bucarest, Florin Turcanu intègre l'université dans ce nouvel établissement, après des études d'histoire en Roumanie et après avoir obtenu son premier diplôme à l'étranger (DEA d'histoire à l'EHESS), il intègre la recherche au début des années en 1992, à l'Institut d'études sud-est européennes de l'Académie roumaine d'où se sont recrutés d'autres universitaires de sciences politiques. Début des années 1990 il commence un doctorat d'histoire à l'EHESS, soutenu au début des années 2000 et intègre l'université, dans le même établissement, la Faculté des sciences politiques, en 1997. Sans avoir été impliqué dans toute autre activité que celle d'enseignant et de recherche pour sa thèse de doctorat (il fait périodiquement de nombreux séjours de recherche en France et aux États-Unis surtout), la cooptation de Florin Turcanu ne pourrait être liée qu'à la publication de sa thèse de doctorat qui le consacre aussi à l'étranger, thèse qui porte sur Mircea Eliade un sujet préoccupant des intellectuels du GDS, sujet de controverse et de débat après 1989¹⁹⁴⁵.

L'autre historien ayant intégré le GDS à cette période (et plus précisément en 2005), vient lui aussi d'intégrer l'université, dans le même établissement, d'où se sont recrutés ces derniers, la Faculté des sciences politiques de l'Université de Bucarest. Il intègre l'enseignement alors qu'il a été chercheur depuis 1991 à l'Académie roumaine et par la suite dans un nouvel institut disparu en 2004 (l'Institut roumain d'histoire du temps présent alors dirigé par un membre fondateur du GDS, l'historien **Andrei Pippidi**),

¹⁹⁴⁴ La même année, en automne 2007, Rasvan Popescu s'installe à la tête du Conseil national de l'audiovisuel. Alors que trois ans après, juin 2010, un autre membre du GDS, Alexandru Lazescu s'installe à la tête de la télévision publique. Voir *supra*.

¹⁹⁴⁵ Florin Turcanu, *Mircea Eliade : le prisonnier de l'histoire*, préface Jacques Julliard, La Découverte, « L'espace de l'histoire », 2003 ; Id. *Mircea Eliade : prizonierul istoriei*, trad. roumaine Monica Anghel, Mihai Dodu, Humanitas, 2006 ; 2^e édition roumaine 2007.

moment de son entrée à l'université. Spécialiste de la Russie, il fait ses études doctorales à l'Université de Moscou, entre 1995 et 1998. Au moment de sa cooptation dans le GDS il est rédacteur de 22.

Eugen Ciurtin¹⁹⁴⁶ est un proche d'**Andrei Plesu**, et il est spécialiste des religions et l'un des deux membres du GDS nés dans les années 1970¹⁹⁴⁷.

En 2008 quatre autres noms s'ajoutent à la liste des membres du GDS, en fait, il s'agit de cinq noms dont un disparaît peu après : Vladimir Tismaneanu, Sever Voinescu, Serban Radulescu Zoner et Monica Macovei mais aussi Marilena Stancu Constantinescu qui est conseillère de l'avant-dernière et son nom ne réapparaîtra plus quelque temps après¹⁹⁴⁸. Cinquante-deux membres au total en 2008¹⁹⁴⁹. En 2009, deux autres noms s'y ajoutent : Teodor Baconsky [Baconschi] et Ioan Stanomir.

À une seule exception près (Serban Radulescu Zoner), toutes ses cooptations sont liées à l'engagement récent, de plusieurs membres du GDS, qui soutient le président en place, Traian Basescu.

Vladimir Tismaneanu et par la suite Ioan Stanomir dirigent deux commissions présidentielles. Teodor Baconsky est conseiller présidentiel et par la suite successivement, ambassadeur de la Roumanie à Paris et Ministre des Affaires étrangères (après sa cooptation dans le GDS, à partir de 2010).

Vladimir Tismaneanu et Teodor Baconsky sont des anciens collaborateurs de 22, le premier publie dans 22 en étant invité, interrogé par ceux qui s'intéressent à l'histoire du communisme. Discuté et moins publié, il devra attendre les années 2000 pour recevoir la reconnaissance du GDS. Le second est un ancien collaborateur d'**Andrei Plesu** au temps de son premier mandat ministériel, comme ministre de la Culture, « intellectuel orthodoxe » appartenant à la jeune génération des intellectuels cooptés dans le GDS, formés dans les dernières années du communisme. Théologien, ayant complété sa formation en France tout comme d'autres membres du GDS (nés dans les années 1960) et certains autres écrivains ou critiques littéraires marginalisés dans les années 1980 (nés dans les années 1950), il a participé avec d'autres intellectuels cooptés dans le GDS en 1990 dans un groupement défenseur du « renouveau de l'Église orthodoxe », avant de faire son entrée dans la carrière diplomatique.

Fils d'un militant communiste des années 1930 et proche des membres de la nomenklatura alors que son père est devenu figure marginale parmi les anciens militants communistes, Vladimir Tismaneanu s'affirme comme militant anticomuniste dans un premier temps aux États-Unis et après 1989 en Roumanie. Il intéresse surtout des jeunes membres fondateurs du GDS et des jeunes universitaires des

¹⁹⁴⁶ Pour plus d'informations sur la trajectoire d'Eugen Ciurtin et de ses activités après sa cooptation voir le chapitre sur les institutions traditionnelles.

¹⁹⁴⁷ Deux seulement des membres actuels du GDS sont nés dans les années 1970, alors que d'autres intellectuels des plus jeunes actuellement publient dans 22, après avoir publié dans la presse culturelle depuis la moitié des années 1990. Plusieurs de ceux qui signent des textes critiques concernant des activités, des engagements du GDS, des plus notoires membres du GDS sont nés dans les années 1970. Ces jeunes intellectuels tendent à se regrouper pour contester la place occupée par le GDS comme les prises de position politiques des plus connus intellectuels du GDS, de la période postcommuniste. Ils ont une formation en lettres et/ou en philosophie ou en histoire.

¹⁹⁴⁸ Dans la presse quotidienne son nom apparaît en lien avec ses relations familiales avec des hommes d'affaires controversés.

¹⁹⁴⁹ Quarante-neuf en 2007.

sciences politiques des années 1990. Il est fréquenté et discuté, cité et il fréquente des littéraires sans recevoir la reconnaissance du GDS dans lequel il s'intègre seulement en fin 2007 après avoir dirigé la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste de Roumanie, constituée en avril 2006 et rassemblant des membres du GDS en nombre important (spécialistes ou non du communisme ou des sciences sociales) et la publication du Rapport de cette commission, publié en 2007 par les Éditions Humanitas. Travail qui va susciter des débats en faisant émerger le regroupement des anciens critiques du GDS, des anciens membres du GDS et de nouveaux critiques du GDS (plus ou moins jeunes), publiant des ouvrages collectifs critiques de ce travail et du Groupe¹⁹⁵⁰.

Après des études de sociologie à l'Université de Bucarest entre 1970 et 1974, Vladimir Tismaneanu (né en 1951) obtient son doctorat à l'Académie « Stefan Gheorghiu », avec une thèse sur l'École de Francfort, sous la direction d'Ovidiu Transnea¹⁹⁵¹, publiée aux Éditions politiques en 1975. D'après certains de nos interlocuteurs, il essaie de s'intégrer dans l'enseignement politique (comme enseignant du socialisme scientifique) dans plusieurs établissements, plus prestigieux ou moins prestigieux. Il a fait ses études universitaires à la même époque et dans le même établissement que d'autres membres fondateurs du GDS et il a travaillé dans la même institution que deux des membres fondateurs du GDS, le Centre de sociologie urbaine et régionale (le CURS fonctionnant auprès de l'Institut de « Projet Bucarest »¹⁹⁵² jusqu'en 1981, moment de son départ à l'étranger (à Paris, ensuite en Amérique du Sud, pour s'installer en 1983 aux États-Unis). Il travaille comme journaliste pour la radio Voix de l'Amérique surtout, pour Radio Free Europe, Deutsche Welle et BBC aussi, avant et après avoir commencé une carrière universitaire. À partir de 1983 il intègre successivement en travaillant pour quelques années au Foreign Policy Research Institute (jusqu'en 1990) mais aussi à l'University of Pennsylvania (de 1985 jusqu'en 1990). Depuis 1990 il enseigne à University of Maryland où en 2007 il est professeur et directeur du Centre de recherche des sociétés postcommunistes. Après 1989, tous ses travaux publiés dans des éditions américaines sont traduits en roumain. En Roumanie il publie aussi des essais qui sont des textes journalistiques rédigés en large partie pour la radio, diffusés avant comme après 1989. Parmi ses collaborateurs, avec lesquels il publie ou qui le traduisent on compte un critique littéraire, un membre fondateur du GDS (**Sorin Antohi**), de jeunes universitaires des années 2000, reconvertis aux sciences politiques. Ceux qui s'intéressent le plus à ses travaux, qui le fréquentent successivement sont de jeunes membres du GDS intéressés par les « sciences politiques »¹⁹⁵³ ou des plus jeunes universitaires et politistes de la période postcommuniste. Alors que des plus jeunes membres du GDS, dont certains sont de ses anciens collègues des années 1970 et 1980, se

¹⁹⁵⁰ De son parcours mais surtout des relations que Vladimir Tismaneanu noue après 1989 dans le champ intellectuel nous discutons dans la 3^e partie. Comme de ceux qui sont des universitaires, des politistes de la période postcommuniste et des jeunes intellectuels des années 1990, entrés dans le monde intellectuel après 1989.

¹⁹⁵¹ Cf. 22, 24 mars 2009

¹⁹⁵² Tout comme un membre fondateur, **Alin Teodorescu**.

¹⁹⁵³ Voir troisième partie.

distancient progressivement du GDS, entretenant des relations plutôt faibles mais non conflictuelles avec le GDS, Vladimir Tismaneanu se rapproche des intellectuels consacrés dans la période communiste jusqu'à se présenter vers la fin des années 2000 en porte-parole du GDS. Il apparaît comme un des porte-parole du GDS en faisant l'éloge du GDS ou s'érigeant en défenseur de celui-ci, en demandant parfois en revanche que des membres du GDS ou des intellectuels avec lesquels ils partagent le soutien donné au Parti Démocrate Libéral le défendent devant ses critiques (anciens membres du GDS, anciens membres de l'exil, ses concurrents surtout dans son domaine de spécialisation, des politistes).

Ioan Stanomir doit sa cooptation en fin 2008 - début 2009 à Vladimir Tismaneanu dont il se rapproche progressivement après avoir dirigé en 2008 une commission présidentielle, en vue de la rédaction d'un projet constitutionnel.

Ioan Stanomir (né en 1973), juriste de formation, intègre l'enseignement des sciences politiques en 1996 quand il vient de finir ses études universitaires. En 2002, il obtient son titre de docteur avec une thèse de droit, alors qu'entre temps il finissait une seconde formation universitaire, en lettres. En 2003, il est maître de conférences à la Faculté des sciences politiques de l'Université de Bucarest et en 2006, il est professeur dans le même établissement.

Il se rapproche de Vladimir Tismaneanu au moment où il se distancie de Cristian Preda qui l'avait cependant proposé à la tête de la commission présidentielle, mais comme ce dernier est désormais de plus en plus intéressé par une carrière politique, Ioan Stanomir se rapproche de Vladimir Tismaneanu dont il reçoit le soutien pour se voir publier (tout comme l'avait fait auparavant Cristian Preda) ainsi que sa nomination comme directeur de l'Institut d'investigation des crimes du communisme, alors que Vladimir Tismaneanu est son président, après qu'un autre membre du GDS, Marius Oprea ait été destitué.

Monica Macovei et Sever Voinescu sont de nouveaux politiques tout comme Cristian Preda et Teodor Baconsky, ayant intégré le Parti Démocrate-Libéral. Alors que Monica Macovei et Cristian Preda sont élus au Parlement européen, Sever Voinescu siège au Parlement national et Teodor Baconsky est ministre des Affaires étrangères.

En 2007 pour les premières élections pour le Parlement européen, deux collaborateurs du GDS (Renate Weber et Daniel Daianu) ainsi qu'un membre du GDS, Adrian Cioroianu, participent en candidats de la part du Parti National Libéral et y sont élus. Deux autres collaborateurs d'un membre du GDS (Stejarel Olaru ayant publié avec Marius Oprea) et d'un ancien rédacteur de 22 (Iulia Huiu ayant publié avec Dan Pavel) sont candidats sur des places qui ne leur permettent pas de se faire élire. Pour les mêmes élections, de 2007, aucun intellectuel ou journaliste ne participe de la part du Parti Démocrate (futur Parti Démocrate Libéral).

Pour les élections au Parlement européen, en 2009, des intellectuels du GDS sont des candidats sur la liste du Parti Démocrate Libéral (parti dont est issu le président en place, Traian Basescu) : Cristian

Preda, Monica Macovei. Mais aussi un journaliste proche du GDS, primé par le GDS et publié chez Humanitas, Traian Ungureanu.

Pour les mêmes élections, seul un ancien collaborateur du GDS, Renate Weber (plus précisément collaboratrice de **Gabriel Andreescu**) est élu au Parlement européen de la part du Parti National Libéral, alors qu'elle a été auparavant conseiller du président Traian Basescu. Alors qu'un membre du GDS, Adrian Cioroianu, membre du PNL depuis 2002, est situé sur une des dernières places sur la liste des candidats, ce qui le conduit à renoncer à son appartenance politique.

Monica Macovei se rapproche du GDS en travaillant dans une structure créée sous l'égide du GDS, alors dirigée par **Gabriel Andreescu** (opposant au régime communiste). Ses relations avec le GDS se renforcent au moment où la CDR, formation politique soutenue par le GDS (par un grand nombre de ses membres) prend le pouvoir. À la même période, Sever Voinescu travaille au Gouvernement.

Monica Macovei est née en 1959, formée dans la période communiste, elle est procureur dans la période communiste et postcommuniste (entre 1983 et 1997). Avocat dans la période suivante (entre 1997-2004), elle travaille aussi dans une structure née sous l'égide du GDS (Association pour la défense des droits de l'homme-Comité Helsinki), à la même période, elle travaille en tant qu'« expert consultant » pour des organisations internationales et européennes, tout comme **Gabriel Andreescu** l'avait fait lui aussi début des années 1990 sans être cependant juriste (Fédération internationale Helsinki, Conseil de l'Europe, UNDP, etc.). Entre 1999 et 2004, Monica Macovei dirige l'Association pour la défense des droits de l'homme-Comité Helsinki. Entre 2004 et 2007, elle est ministre de la Justice par un gouvernement formé par la PNL et le PD. Progressivement, elle se rapproche du président Traian Basescu. En 2008, on la retrouve comme membre du GDS. Monica Macovei est entrée au Parlement européen en 2009 au même moment que Sever Voinescu et Cristian Preda.

Sever Voinescu est né en 1969, il commence ses études universitaires avant 1989, études achevées début des années 1990, avocat, il fonde un cabinet et pour une courte période il enseigne dans des universités privées et il est maître-assistant à l'Académie des études économiques de Bucarest. Ses activités en tant qu'avocat et universitaire ne sont pas de durée. Il se fait connaître comme éditorialiste de Dilema, publiant dans cette publication à partir de 1994, avant de faire son entrée dans l'administration centrale, début de 1997, comme conseiller dans le secrétariat du Gouvernement¹⁹⁵⁴, par la suite comme « secrétaire général » dans le Ministère des Affaires étrangères dirigé par **Andrei Plesu**, son « maître/modèle » [mentor]¹⁹⁵⁵. Début de 2000, il est représentant de la Roumanie au consulat de Chicago (créé à la même période). En automne 2003, peu de temps avant la fin de son mandat diplomatique, retiré du poste qu'il occupe à l'étranger, en décembre 2003, il démissionne du Ministère de Affaires étrangères. À partir de 2004 et jusqu'en 2008, il travaille dans un centre d'expertise¹⁹⁵⁶ et en tant que journaliste pour Dilema. En 2008, il fait son entrée en politique comme membre du Parti démocrate-libéral au pouvoir¹⁹⁵⁷ (parti dont est sorti l'actuel président, Traian Basescu, que des journalistes proches de certains membres du GDS ou des intellectuels du GDS soutiennent depuis 2005 et surtout dès 2007). Sever Voinescu est élu au Parlement national en 2008. Actuellement, chargé des relations avec la presse au sein du PD-L.

¹⁹⁵⁴ Formé en majorité par la Convention Démocratique de Roumanie (des membres du Parti national libéral et du Parti national paysan – chrétien démocrate) et l'Union sociale démocrate.

¹⁹⁵⁵ Site de Sever Voinescu, dans son récit autobiographique.

¹⁹⁵⁶ Institut pour les politiques publiques.

¹⁹⁵⁷ « Tout l'impact de mon activité journalistique a produit un autre changement majeur autour du milieu de 2008. J'étais attiré depuis quelques années par l'idée d'entrer en politique... », cf. site de Sever Voinescu.

Le nom d'un membre « oublié » précédemment (en 2004) (ré)apparaît parmi des membres du GDS en 2007. Il s'agit d'Aurelian Craiutu (devenu membre du GDS en octobre 1990, selon une liste publiée dans 22 à cette date-là) qui réside actuellement aux États-Unis.

Après avoir conclu ses études universitaires après 1989 en France (Rennes), une bourse d'études aux États-Unis, un master de science politique à l'Université de Princeton, il obtient son doctorat de science politique en 1999 à l'Université de Princeton et enseigne dans le même établissement, à partir de 2000.

Tout comme Vladimir Tismaneanu, seulement qu'en occupant une autre position, Aurelian Craiutu fait partie d'une autre commission constituée en 2008 et fonctionnant auprès de l'administration présidentielle tout comme la commission présidentielle constituée en 2006 pour l'analyse de la dictature communiste¹⁹⁵⁸.

Vladimir Tismaneanu est coopté dans le GDS en fin 2007 (mais sa cooptation n'apparaît sur le site du GDS qu'en 2008), après avoir dirigé la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste en Roumanie, constituée en 2006, dont le travail, œuvre collective, paraît en fin 2007 chez Humanitas. Vladimir Tismaneanu est présent dans les pages de 22 dès les premiers numéros (pour la première fois, présenté avec un entretien réalisé par **Stelian Tanase**, premier rédacteur en chef de 22).

Une des règles no-écrites du GDS au moment de son apparition était celle consistant à ne pas intégrer, de ne pas accepter des membres de l'exil sauf au cas de ceux qui s'y établissent de nouveau en Roumanie. Un des premiers membres de l'exil à intégrer le GDS est Sorin Alexandrescu. Il semble être impliqué dans plusieurs initiatives à visée culturelle après 1989, fin des années 1990, il est nommé dans une fonction politique (conseiller présidentiel pour la culture et l'enseignement durant l'administration d'Emil Constantinescu, entre 1998 et 2000) mais il s'installe ou il revient en Roumanie seulement en 2001 pour occuper un poste universitaire (professeur de l'Université de Bucarest) et diriger un centre qu'il avait lui-même créé. Ce centre fonctionnant au sein de l'Université de Bucarest, spécialisé dans l'étude de l'image (non seulement des arts artistiques mais aussi des médias), s'intègre ultérieurement dans le cadre de l'Université d'architecture et d'urbanisme de Bucarest (l'ancien Institut d'architecture « Ion Mincu » de Bucarest). Le suivant, un autre des membres de l'exil, à intégrer le GDS est le psychiatre Ion Vianu (en 2005)¹⁹⁵⁹, qui réside actuellement (et) à Bucarest, revenu en Roumanie, après avoir récupéré ses propriétés en Roumanie et lorsqu'il est à sa retraite¹⁹⁶⁰.

¹⁹⁵⁸ Aurelian Craiutu tout comme Mattei Dogan, les deux membres de cette commission, cooptés comme personnalités et spécialistes de l'étranger, ont été cooptés, semble-t-il, à l'initiative de Cristian Preda, à ces temps-là, conseiller du président Traian Basescu.

¹⁹⁵⁹ Entretien avec Ion Vianu, le 24 février 2007.

¹⁹⁶⁰ Ces deux membres de l'exil sont publiés ou publient dès 1990. Le premier est des membres de l'exil qui soutiennent des dissidents roumains (par exemple en faisant publier **Mircea Dinescu**, dissident notoire de la dernière période communiste). Sorin Alexandrescu (neveu de Mircea Eliade), cadre universitaire en Roumanie (à l'Université de Bucarest, dans le département de littérature universelle dirigé à ces temps-là par Tudor Vianu), depuis 1969 poursuit sa carrière universitaire à l'Université de Groningen et d'Amsterdam. En 1988, il crée à Amsterdam le Comité pour la défense des droits de l'homme en Roumanie. Ion Vianu (fils de Tudor Vianu) est médecin psychiatre, s'exilant en Suisse après avoir signé la lettre de soutien de la Charte 77

Deux intellectuels qui se rapprochent du GDS dès ses débuts (publiant dans 22 respectivement en 1990), par les relations qu'ils lient avec certains des membres fondateurs et en publiant dans 22, seront cooptés après que, semble-t-il, leur entrée ait été refusée. Deux des dernières cooptations semblent contredire tous les critères établis au moment de la création du GDS, ceux qui intègrent le GDS en 2007 (si l'on suit les informations du site de GDS¹⁹⁶¹), de par leur situation et de par leur statut, ces intellectuels dérogent aux règles que le GDS s'était imposé dès son apparition. Il est question de Vladimir Tismaneanu et de Teodor Baconsky. Ce dernier nous annonçait lors de notre discussion qu'il était membre du GDS (alors que sur la liste consultée sur le site du GDS avant notre rencontre¹⁹⁶², son nom n'apparaissait pas). Teodor Baconsky ne deviendra membre du GDS que dans la période récente, le plus probablement en fin 2007, selon nos interlocuteurs. La règle qu'ils se sont imposés sera transgressée au moment où le GDS se rapprochera du pouvoir en place. Plusieurs se rapprochent d'un parti gagnant les élections de 2005 et surtout du président, candidat élu de la part du même parti (Traian Basescu). Les prises de position de certains membres du GDS qui s'érigent en porte-parole du GDS, et soutenant le président en place, imposent à certains autres le silence au sujet de leurs options politiques. Bien que Teodor Baconsky ne deviendra pas membre du GDS au tout début de 1990 il est parmi les signataires d'articles pour 22, par la suite il se situe dans la proximité du GDS de par ses relations avec un des membres fondateurs, **Andrei Plesu**, et par ses collaborations pour la revue que ce dernier dirige, *Dilema*, et avec d'autres « intellectuels orthodoxes », Sorin Dumitrescu (pour les éditions que celui-ci dirige, *Anastasia*) et Horia Bernea.

Au moment de la cooptation de Teodor Baconsky, le GDS, surtout à travers sa revue, par les noms de la majorité des intellectuels du GDS (sur les lettres ouvertes, sur les appels) et les prises de position politiques de beaucoup d'intellectuels du GDS, soutient le président Traian Basescu, élu en 2004 (par des conseils offerts au sein du GDS, mais surtout puisque le GDS devient le lieu d'où celui-ci peut parler, surtout dans des moments plutôt sensibles aux changements des rapports de force au sein du champ politique).

Teodor Baconsky intègre le GDS au même moment que Vladimir Tismaneanu¹⁹⁶³. L'intégration par ces deux intellectuels du GDS suit à la présentation du Rapport final [*Rapport final*] de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste de Roumanie (constituée en avril 2006 sous la direction de Vladimir Tismaneanu) devant le Parlement, le 18 décembre 2006 et à la publication de ce rapport (du texte entier sous la forme du livre) aux Editions Humanitas (en 2007).

initiée par Paul Goma (les seuls deux « intellectuels » qui attachent leurs noms à cette protestation, parmi les deux cents personnes signataires de cette lettre, voir Lucia Dragomir, *Une institution entre exigences artistiques et commande politique*, op. cit.

¹⁹⁶¹ Les dates de la cooptation ne sont pas marquées mais comme nous avons suivi les changements faits, il ressort qu'en fin 2006 ces propositions ont été faites à cette période-là.

¹⁹⁶² Au moment de notre rencontre, il est l'ambassadeur de la Roumanie à Paris, nommé par le président Traian Basescu, après avoir occupé le poste de conseiller présidentiel. Actuellement, le vice-président du PDL.

¹⁹⁶³ Entretiens avec Teodor Baconsky (Paris, le 28 novembre 2008), avec **Radu Filipescu** (le 10 juillet 2009), avec **Stelian Tanase** (le 31 août 2009).

La cooptation d'un officiel, d'un intellectuel dans une haute fonction publique, d'un intellectuel occupant une position politique, contredit la règle que le GDS s'était imposée : ne pas affilier le GDS au pouvoir, à des forces politiques au pouvoir. De plus, la cooptation d'un intellectuel dont la résidence n'est pas en Roumanie, contredit une autre règle que le GDS s'était imposée, et cela dès 1990. Ce n'est qu'au moment où les intellectuels de l'exil, dont le départ, l'exil est survenu après qu'ils aient critiqué le régime ou qu'ils aient soutenu des dissidents au temps du communisme, rentreront pour s'installer en Roumanie, qu'ils vont intégrer le GDS, et non pas dans les années 1990 lorsqu'ils seront publiés dans 22.

Les deux cooptations suscitent des débats au sein du GDS, comme il ressort des trois témoignages recueillis à ce sujet. Trois témoignages qui invoquent des raisons différentes qui se seraient trouvées à la base de ces discussions entre des membres du GDS au sujet de ces deux nouveaux membres dès 2007.

Les résistances, les discussions quant à ces deux cooptations ont été causées par un autre fait, selon **Stelian Tanase**. Il raconte que l'appartenance au GDS de ces deux futurs membres du GDS sera annoncée par Sorin Iliesiu dans la presse avant qu'ils soient proposés et que le GDS ait décidé de leur inclusion dans le groupe, sans la consultation du GDS, sans avoir demandé l'avis des membres. Cet acte d'usurpation de décision du GDS par un de ses membres aurait suscité des débats au sein du GDS. Sur le site du GDS son nom n'apparaîtra qu'en 2009. Son nom n'apparaissait pas sur la liste des membres du GDS fournie par des administrateurs du Groupe¹⁹⁶⁴, alors que son nom venait d'être ajouté sur la liste disponible sur le site du GDS. Et d'ailleurs de la liste obtenue au secrétariat du Groupe, et comprenant les membres actuels du GDS, Vladimir Tismaneanu (coopté en 2007) est absent quoique des membres du GDS cooptés dans la période la plus récente au tout début de l'année 2009 y sont mentionnés (et ceux qui ont renoncé à cette appartenance vers la seconde moitié de la même année n'apparaissent plus)¹⁹⁶⁵.

La liste a été modifiée au fur à mesure que d'autres sont entrés et certains d'autres sont sortis, sauf que certaines modifications dans la composition peuvent ne pas apparaître.

Parmi ceux qui ne sont pas des « intellectuels »¹⁹⁶⁶ mais qui sont devenus membres du GDS dans la période récente, membres des professions libérales, sauf exception, plusieurs appartiennent à des milieux politiques que des membres fondateurs ou des membres cooptés côtoient. Ils sont des représentants des professions libérales (architectes, journalistes professionnels ou patrons des médias et avocats), hormis le cas d'un juriste dont le travail est lié à l'État, magistrat avant 1989 mais aussi après 1989 (Monica Macovei).

¹⁹⁶⁴ La liste a été reçue du secrétariat du GDS.

¹⁹⁶⁵ Une des plus récentes « sorties » du GDS est celle de **Stelian Tanase**. Critiqué par Rodica Palade, alors cheffe de 22, et par certains membres du GDS pour avoir choisi comme invité de l'émission qu'il anime sur la chaîne privée de télévision, Realitatea TV, celui qui avait été à la tête des minériades, faute d'une réaction du GDS, il décide de se retirer du GDS. Sa sortie du GDS devrait pourtant être appréhendée en relation avec le rapprochement de certains autres et avec le soutien de plusieurs membres donné au pouvoir en place, le Parti Démocrate-Libéral et au président Traian Basescu. Nous en parlerons aussi dans les chapitres suivants.

¹⁹⁶⁶ Christophe Charle, *Naissance des « intellectuels »*, op. cit.

Comme nous avons déjà noté deux des exilés seulement intègrent le GDS : Sorin Alexandrescu et Ion Vianu (les deux sont des héritiers). Monica Lovinescu et Virgil Ierunca comme aussi celui qui semble avoir été leur collaborateur et ami des plus proches, Mihnea Berindei sont les plus influents dans le GDS. Les deux premiers interviennent dans les débats qui opposent des intellectuels du GDS, ils auront leur mot à dire dans le jugement des attitudes des intellectuels du GDS dont ils ont connu plusieurs, notamment par leurs textes, et dont ils avaient parfois même fait la connaissance avant 1989. Ils auront de même un rôle à jouer dans la construction du catalogue des Éditions Humanitas, choix des auteurs, médiateurs entre des intellectuels du GDS et des auteurs français, comme dans son succès, ils seront des auteurs présentés publiquement par ces éditions, des tournées de présentation de leurs livres étant organisés périodiquement dans les années 1990 par la maison. Mihnea Berindei, par contre, semble avoir hautement contribué à faire connaître le GDS et, en faisant cela, notamment à soutenir sa publication, en procurant des fonds à 22, mais aussi et surtout à soutenir une entreprise politique des plus proches, dans laquelle des intellectuels du GDS s'impliquent tout comme dans l'Alliance civique, mais plus car il s'agit d'une organisation politique, le Parti de l'Alliance civique ou celui qu'on avait connu aussi comme le « parti des intellectuels ». Sauf que Mihnea Berindei n'intègre le GDS ni après la cooptation d'un membre de l'exil qui ne va pas s'installer à Bucarest (Vladimir Tismaneanu) quoique ses collaborations avec certains membres du GDS continuent.

Celle qui s'occupera de la fondation Soros en Roumanie, Sandra Pralong, publie un livre d'entretiens avec des intellectuels qui reviendront en Roumanie après 1989, des membres de l'exil revenus en Roumanie vers la moitié des années 2000. Ils ont leur résidence désormais en Roumanie, certains occupent des positions dans le champ universitaire. En effet, plusieurs membres de l'exil semblent être attirés par l'idée de revenir en Roumanie après 1989 mais c'est surtout à partir des années 2000 qu'ils seront plus nombreux à retourner en Roumanie. Ceux qui le feront occupent des postes dans des universités d'État.

Alors que des enfants des intellectuels tout comme des politiques feront leurs études universitaires après 1989 à l'étranger. Dans peu de cas, à quelques exceptions près, des membres du GDS (membres fondateurs ou cooptés ultérieurement), après avoir complété leur formation ou passé des séjours d'études ou de recherche à l'étranger, restent à l'étranger après 1989. Un des membres fondateurs du GDS déclare que cette option s'est présentée à lui, possibilité qui l'avait tenté surtout que son enfant s'est installée à l'étranger¹⁹⁶⁷.

Un autre membre fondateur du GDS en considérant la situation des intellectuels après 1989 pense que le fait de passer trop de temps à l'étranger début des années 1990 ou même au long de la première décennie postcommuniste n'était pas le choix le plus convenable. Les institutions se créent, sont créées dans les années 1990, les postes à occuper aussi¹⁹⁶⁸. Ceci est dit par celui qui, des membres fondateurs, est

¹⁹⁶⁷ Entretien avec **Stelian Tanase**, le 31 août, 2009.

¹⁹⁶⁸ Entretien avec **Sorin Antohi**, le 26 mars 2008.

plus intéressé à occuper une position à l'étranger qu'en Roumanie mais qui saura aussi construire sa position de médiateur, telle qu'il est présenté par un autre intellectuel, plus jeune, recevant ses conseils et son soutien¹⁹⁶⁹.

Janvier 2012, un des membres fondateurs, **Andrei Plesu** discute du GDS pour en faire sa critique. Comme il est directeur de *Dilema*, il est des membres qui ne publient presque jamais dans 22 (à partir de 1993)¹⁹⁷⁰. Étant des membres fondateurs des plus notoires, il a été aussi des membres critiqués par d'autres notamment pour son engagement politique au début de 1990. Et pourtant, malgré son apparente distanciation du GDS, sa notoriété mais aussi l'amitié comme des idées communes qui le lient à l'autre membre, figure notoire de la période postcommuniste, le philosophe **Gabriel Liiceanu**, il interviendra à travers le temps sur des sujets préoccupants le GDS, dans la presse journalière et, plus souvent, dans la publication qu'il dirige. Et à présent, partageant avec le GDS, avec plusieurs ou la majorité de ses membres, les mêmes opinions politiques, se situant aux côtés des politiques au pouvoir, participant même à des rencontres publiques organisées avec des membres du GDS par un institut d'expertise du parti politique au pouvoir, son texte se veut une réponse, la réaction à la critique et aux actes d'un des membres cooptés en 1990, un des peu nombreux membres du GDS s'exprimant d'une manière ostentatoire en critique du président actuel. Ce dernier, Sorin Iliesiu, est des plus vivaces à s'exprimer dans les médias dans toute la période postcommuniste à travers des appels et des messages à l'adresse des politiques et des communiqués pour la presse. Plus récemment, en janvier 2012, il se dit être prêt à parler au nom des protestataires se trouvant sur les places de plusieurs villes de Roumanie, dont aussi la Place de l'Université à Bucarest, pour manifester contre le pouvoir en place. Intervenant par le biais de la télévision, lorsqu'il se présente il le fait en référence au GDS, il met en évidence son appartenance au GDS (chose bien rare parmi des membres du GDS) et ses activités avec le Groupe, car il se présente en sa « qualité d'auteur du film "Place de l'Université" » (film réalisé en 1990 avec la collaboration d'autres membres du GDS)¹⁹⁷¹.

¹⁹⁶⁹ Entretien avec Cristian Preda, le 16 février 2007.

¹⁹⁷⁰ **Andrei Plesu**, « Que veut encore dire le GDS ? », *Dilema veche*, 414, les 19-25 janvier. *Dilema veche* est la nouvelle série de *Dilema*, hebdomadaire créé en janvier 1993. Dans le même numéro de *Dilema veche*, Adrian Cioroianu signe lui aussi un texte au sujet du GDS.

¹⁹⁷¹ À travers une télévision privée, critique du pouvoir actuel, dont le patron est un homme politique (dont le parti politique qu'il a dirigé jusque récemment fait partie d'une coalition politique en opposition), Sorin Iliesiu va présenter une autre réaction d'**Andrei Plesu** à ses actes récents. Il s'agit cette fois-ci d'une correspondance privée. Sorin Iliesiu va citer **Andrei Plesu** avec son message pourtant non-public : « Je te conseille à apprendre à te taire ». À son tour Sorin Iliesiu adresse des questions à **Andrei Plesu** à travers la télévision. Ses questions constituent la dénonciation des activités politiques d'**Andrei Plesu** de la période postcommuniste, début des années 1990, mais aussi d'une lettre que ce dernier avait adressée au pouvoir communiste d'où il ressort qu'il en demandait l'aide lorsqu'il aura à subir des mesures restrictives. Devant les caméras, Sorin Iliesiu raconte que certains membres du GDS essaient de l'exclure du GDS, semble-t-il à l'impulsion d'**Andrei Plesu** : « J'ai adressé certaines questions à Monsieur **Andrei Plesu**... Monsieur **Plesu** refuse le dialogue. **Andrei Plesu**, mon collègue, refuse le dialogue [...] Il force ma sortie du GDS ».

« Je me déclare coupable. J'ai été parmi les quelques membres fondateurs du Groupe de Dialogue Social, mais, après sa création, je l'ai fréquenté rarement, de temps en temps, mais depuis plusieurs années – presque jamais [...] j'ai le statut incertain de celui qui n'est ni à l'extérieur, ni à l'intérieur et, par conséquent, je ne peux pas juger en détail l'activité de mes 'collègues' et l'évolution de leur communauté à travers le temps. Mais je crois toutefois pouvoir me prononcer sur l'efficacité du Groupe. J'ai eu des objections dès le début et je les ai formulées, sans grand écho, chaque fois que l'occasion s'est présentée. J'admets cependant que, surtout dans les années 1990, le Groupe a joué un rôle public notable. Il a été pour beaucoup un repère pour les différents gouvernements – un interlocuteur antipathique, mais incontournable, pour l'opposition – un espace de débat nécessaire. La Revue 22 restera, dans l'histoire de la presse roumaine postcommuniste, comme une publication consistante, servie par des plumes et par des cerveaux vigoureux. Inévitablement, le Groupe a eu aussi des dérives de toute sorte, il a pu se tromper à un moment ou à un autre et il y a eu aussi le risque parfois de devenir – cela a été ma principale objection – une sorte de 'club sélecte', où des membres se rencontraient régulièrement pour goûter le consensus. Conçu comme groupe de réflexion et de recherche, il s'est engagé, souvent, dans la politique, avec certains excès d'enthousiasme... Depuis quelque temps, l'image et le prestige du Groupe, son aura de fanion de la 'société civile' ont diminué de manière significative. De mon point de vue, il n'a pas un statut clair et une structure ferme, il n'a plus une conscience claire des buts et des procédures propres et surtout il a une composition confuse, amorphe, sans définition intelligible. Il vit des mémoires et de l'honorabilité de quelques noms, de son président, Monsieur **Radu Filipescu**, par exemple. En bref, s'il se prend au sérieux, le Groupe a besoin – comme toutes les institutions du pays – d'une urgente réforme.

Je ne peux pas entrer en détails, je ne peux pas mener, dans quelques lignes, une analyse rigoureuse de la situation. Je m'arrêterai seulement sur le problème de la composition. Car un groupe ne peut pas se constituer et fonctionner par la juxtaposition d'incompatibilités évidentes, par l'agglomération d'individus entrés, sans critères, dans son schéma. Pas question qu'ils soient tous d'accord entre eux, ni qu'ils aient la même envergure. Mais le style "chaotique" est fortement nocif. Il atteste, en fait, la confiscation de l'institution par une foule conjoncturelle, fondée sur des intérêts, accointances, convivialités et ambitions, sans lien avec le projet original. Ainsi il arrive, par exemple, que des individus, dont l'évolution personnelle a conduit dans une toute autre direction que celle de 'l'action civique' et de l'analyse neutre, continuent à faire partie du Groupe, par pure inertie. D'autres – médiocres du point de vue intellectuel, surexcités par les médias, rongés par des vanités paranoïaques, occupés du matin au soir avec le frottement/l'essuyage de leurs propres statues, auteurs d'interminables 'communiqués' gongorice – ont l'air de représenter le groupe, parlent sans être interrogés et sans être mandatés pour parler à son nom, en l'utilisant comme moyen de se faire connaître [rampa de lansare] pour le petit délire 'révolutionnaire'. Et le Groupe se tait timidement, en acceptant la posture de victime innocente et effrayée. D'autres sont amenés 'dedans' par de petites complicités 'amicales' et considèrent l'appartenance au Groupe comme un 'précieux' signe, bon pour l'afficher sur le marché mondain. Si on me le demandait, le GDS devrait s'autodissoudre et se réinstituer sur la base de critères d'admission non-équivoques [categorice]. J'invoquerais trois :

- 1) Peuvent devenir membres du GDS des personnes qui, avant 1989, ont eu une certaine, quoique modeste, initiative civique. Je ne pense pas strictement aux grands dissidents, mais aux hommes qui, à un moment donné, en s'assumant certains risques, ont fait au moins un seul geste de courage, de résistance devant l'arbitraire du système. Un tel geste donne la qualification morale nécessaire pour participer à [l'espace des] débats civiques d'aujourd'hui.
- 2) Peuvent devenir membres aussi des personnes qui, sans pouvoir invoquer une activité civique avant 1989, sont devenus, après la Révolution, des présences marquantes de la vie publique pour leur engagement social, par la clairvoyance et l'honnêteté politique, par leur indépendance intellectuelle.

3) Peuvent devenir membres du GDS des personnalités qui, sans s'encadrer aux points 1 et 2, peuvent avoir, par leur solidité professionnelle, par l'écho public de leur prestation scientifique ou culturelle par leur autorité, des opinions d'une certaine influence/importance dans un domaine ou dans un autre. Ne peuvent devenir membres du GDS des personnes avec des fonctions et des dignités publiques, tant qu'ils exercent leur mandat. Il n'y a pas de compatibilité entre un organisme non-gouvernemental et divers segments du pouvoir ou des organisations de parti.

J'inviterai chacun des membres actuels du GDS de prendre ces trois possibles critères comme point de départ pour un examen de leur légitimité "gédéssiste" [gedesiste]¹⁹⁷². Et s'ils ne peuvent illustrer aucun de ces trois points [critères], qu'ils fassent le noble geste d'un retrait honorable. Ce serait un début de refondation. »

Chapitre 3

Institutions culturelles traditionnelles entre rupture et continuité.

Pratiques anciennes et nouveaux intérêts

Il s'agit d'une esquisse du tableau des institutions académiques et littéraires, celles qui participent à l'espace public et à l'espace des possibles et des pensables, et de leurs transformations survenues au début des années 1990, pour comprendre le champ des possibles pour les intellectuels à l'aube de la démocratie. Des membres fondateurs du GDS sont eux aussi concernés par l'évolution et les transformations au sein des institutions culturelles car certains sont des écrivains, plusieurs sont des scientifiques, parfois ils ont reçu leur consécration dans le champ littéraire et aussi dans celui académique¹⁹⁷³, certains attendaient leur entrée dans l'Union des écrivains dans les années 1980. On a souvent tendance à ignorer les appartenances institutionnelles des intellectuels plus connus après 1989 (membres du GDS) et à les considérer au travers leurs œuvres ou leur contribution à des cercles intellectuels ou à des courants intellectuels en oubliant ou en minimisant leurs activités au sein des espaces institutionnalisés et à privilégier le regard porté à leurs prises de position manifestement politiques des deux dernières décennies de la période communiste. Après 1989 certains restent en occupant de nouvelles positions dans ces institutions culturelles et/ou scientifiques qu'ils ont habitées depuis la période communiste. D'autres ont créé de nouvelles institutions, ils ont participé au renouvellement de l'espace culturel en recréant ou en créant des institutions qu'ils vont diriger : des institutions créées comme structures étatiques ou qui fonctionnent comme entreprises privées – maisons d'édition – ou de la « société civile »¹⁹⁷⁴. De nouveaux instituts de recherche sont créés au sein de l'Académier roumaine (AR) au tout début des années 1990 et à la fin des années 2000. Nous esquissons le

¹⁹⁷² Notons à cette occasion que ceux qui tendent ou semblent adopter une attitude critique à l'égard du GDS prononce d'une manière différente cet acronyme : « guéduéssiste » au lieu de « gédéssiste ».

¹⁹⁷³ Trois seulement parmi des futurs membres fondateurs du GDS sont des universitaires déjà avant 1989.

¹⁹⁷⁴ Nous en discutons dans la troisième partie. Elles font suite à des changements produits au sein du système de production culturelle et sont parfois créées à la faveur de l'entrée en politique de certains membres du GDS au tout début des années 1990 ou en lien avec des activités menées au sein du GDS et pour le GDS.

champ scientifique et son évolution au temps du communisme et nous traitons du champ littéraire en essayant de retracer le champ des revues culturelles 1989 et après 1989. On s'intéresse à des lieux de la recherche et à des institutions culturelles pour pouvoir les placer dans l'espace intellectuel et pour mieux comprendre le type de production qu'ils ont privilégié. Sans prétendre à une présentation exhaustive des transformations au sein des institutions culturelles de tout type (Académie, Université, Union des écrivains et revues autour desquelles sont nées des associations civiques), nous traitons ici de celles qui sont habitées par des intellectuels du GDS et des structures nées après 1989 dans le cadre de l'Académie roumaine (AR) dont les activités et leurs initiateurs (scientifiques ou universitaires) font l'objet des discours produits par les intellectuels qui se retrouvent au sein du GDS et/ou sont discutés notamment dans la revue 22¹⁹⁷⁵. Le regard porté sur des lieux de la recherche que ces intellectuels ont habités durant la dernière période communiste, conduit à parler d'une institution créée dans la dernière période communiste, l'Académie de sciences sociales et politiques (ASSP). Les revues académiques (deux entre toutes) peuvent renseigner sur d'autres types de production que ceux vers lesquels on regarde le plus souvent (textes publiés en volumes) mais surtout parce qu'elles sont les espace(s) de rencontre des représentants de différentes disciplines des sciences humaines et sociales. Des périodiques académiques présentent des lieux de la recherche, qui sont des structures appartenant à des institutions culturelles traditionnelles (universités) ou à des institutions créées comme appui à des politiques du régime communiste (école de parti ou centres d'expertise). En ce qui concerne la presse culturelle (littéraire ou spécialisée), l'attention est portée sur les périodiques – hebdomadaires et mensuels – où plusieurs membres du GDS publient et sur celles qui ont été créées ou dirigées par des membres du GDS après 1989.

On s'intéressera à montrer les changements intervenus au sein de ces institutions comme suite de la chute du communisme. Si certains intellectuels restent après 1989 dans ces mêmes institutions traditionnelles, il n'empêche que des intellectuels du GDS et des collaborateurs de 22 critiquent dans 22 l'AR. Après 1989, des membres du GDS s'intéressent de près à l'état des institutions traditionnelles. Soit parce qu'ils les ont habitées sous le communisme, faisant alors recours à leurs souvenirs. Soit parce que dans les années 1990, par leurs investissements intellectuels parfois de date récente, ils se sentent appelés à juger des activités et de l'évolution de ces institutions, mobilisant des savoirs acquis plus récemment ou une compétence qu'ils revendiquent, qu'ils sont en train d'acquérir grâce à des activités menées précisément au nom d'un capital moral obtenu durant la dernière période communiste. Luttres de concurrence se révèlent derrière ces prises de position qui mettent l'accent sur l'actualité politique. Il s'agit

¹⁹⁷⁵ Une partie de ce chapitre, les deux premiers textes sur l'Académie roumaine et le premier texte sur les publications littéraires et culturelles sous le communisme 1989, s'appuie sur les informations recueillies des études portant sur l'AR, sur certaines disciplines ainsi que sur le régime communiste. Dans les deux premières parties de ce chapitre nous avons rarement utilisé d'autres sources que celles déjà connues au public, essais ou écrits autobiographiques. Dans le troisième texte sur l'AR nous sommes parties de l'analyse d'une publication où certains (futurs) membres du GDS ont publié avant 1989. La quatrième partie du texte sur l'AR traite des institutions de l'après 1989 qui n'ont pas constitué l'objet d'une étude.

cependant de leur intérêt pour un certain domaine, qui n'est qu'en apparence nouveau, car il date de la période communiste. Leurs revendications, en lien avec la posture politique qu'ils adoptent comme collectif après 1989, critiques du pouvoir en place, peuvent masquer des intérêts tenant de leur profession ou des activités menées après 1989 auxquelles les inclinent leurs préoccupations d'avant 1989 (comme c'est le cas des textes signés par Gabriel Andreescu). Leur intérêt pour la politique manifeste après 1989 est à relier à leur formation ou/et aux activités menées avant 1989 et parfois même à leur intégration dans certaines structures politisées. Ces textes, critiques à l'égard des institutions et des disciplines, révèlent un certain mode d'engagement, dominant au début des années 1990, lorsqu'ils se présentent sur le mode collectif en critiques et concurrents des politiques installés au pouvoir en 1989. Plusieurs textes sur la situation des institutions culturelles traditionnelles au début des années 1990 et l'état de certaines disciplines, des institutions et des disciplines auxquelles ils étaient attachés durant la période communiste, sont signés, contrairement aux autres premiers, exclusivement par des scientifiques de la période communiste dont l'intérêt pour leurs disciplines d'appartenance se maintient après 1989. On retrouve ces membres du GDS dans les mêmes institutions après 1989 et non pas dans d'autres nouvelles structures (institutions politiques ou associations civiques). Ils traitent avec l'autorité qui découle de leur expérience des sujets qui tiennent à leur domaine propre d'activité et signent plus rarement des textes sur des sujets de l'actualité politique. Critiques à l'égard des institutions académiques, qu'ils ont connus de près, qu'ils ont habitées avant 1989, certains d'autres investissent de nouvelles institutions créées après 1989.

Souvent à l'œuvre, l'appui donné aux intellectuels dans leurs initiatives du début des années des intellectuels devient un titre de gloire des politiques dans les années suivantes, pour démontrer leur contribution à la transformation des institutions ou à la création de certaines d'autres au début des années 1990 (et notamment entre 1990 et 1991). Notamment lorsqu'ils sont ou ont été critiqués au préalable par leurs concurrents ou par d'autres intellectuels au sujet de la conservation du pouvoir par la nomenklatura politique. En revanche, certains intellectuels bénéficiant de l'appui des politiques ou des intellectuels occupant des postes politiques en 1990 tendent à minimaliser, voire oblitérer, ce soutien en provenance des intellectuels ou des politiques par rapport auxquels ils affichent leurs distances mettant l'accent sur l'état révolutionnaire¹⁹⁷⁶. Cet appel aux politiques nouveaux, au cours des événements de décembre 1989, n'est pas singulier. Les frontières entre champ politique et champ intellectuel sont brouillées du fait de l'intégration des intellectuels dans les structures du pouvoir politique et de la dispersion de la classe politique communiste. Les positions restent à (re)faire tout au long de l'année 1990. La cooptation des intellectuels dans les structures du nouveau pouvoir, la fluidité des rapports entre intellectuels-nouveaux politiques, permettent à des intellectuels de faire appel aux politiques ou aux intellectuels avec lesquels ils ont lié des relations dans la période communiste ou auxquels ils sont plus proches de par leurs

¹⁹⁷⁶ Entretiens informels avec Alexandru Florian (le 12 juin 2009) ; avec **Stelian Tanase** (le 25 juillet 2010).

préoccupations pour se créer une nouvelle position à la suite des événements de 1989, en créant de nouvelles structures et en procédant à une reconversion du capital accumulé sous le communisme. Résultat des tentatives de l'autonomisation des divers champs de la production culturelle de la dernière période communiste¹⁹⁷⁷, des intellectuels se rapprochent des politiques communistes marginalisés ou renforcent leurs relations avec des intellectuels de l'étranger pour le maintien d'une certaine autonomie, conservant des marges de manœuvre. Ces relations prendront un nouveau sens après 1989. On assiste après 1989 d'une certaine façon au renversement des rapports de force entre intellectuels de l'exil et intellectuels du pays¹⁹⁷⁸ sinon à leur rééquilibrage après la période communiste lorsque les intellectuels restés en Roumanie nécessitaient le soutien de ceux qui se trouvaient en exil pour contester les hiérarchies établies ou pour « faire défection¹⁹⁷⁹ ». Alors que dans la période postcommuniste, les rapports tendent à se rééquilibrer et par la suite même à être renversés entre intellectuels restés en Roumanie et intellectuels demeurant à l'étranger, comme on le verra avec la résurgence des conflits autour des représentations divergentes de la situation politique. Dans les institutions spécifiques (éditions, universités et revues) mais aussi au sein de l'Eglise (au moins tout au début de 1990), l'effondrement du régime communiste incite à une reconsidération hâtive des attitudes antérieures. Les conflits entre les générations se doublent des divergences entre intellectuels sur place et intellectuels en exil.

L'Union des écrivains, institution centrale durant la période communiste, ne semble plus préoccuper après 1989 des membres du GDS. L'intérêt pour l'Union des écrivains, institution qu'ils ont courtisée avant 1989, diminue progressivement jusqu'à disparaître au profit d'autres investissements (l'université surtout¹⁹⁸⁰, l'AR comme lieu de la recherche et non seulement instance de consécration et des institutions de la « société civile »). Au sein de l'Union des écrivains, des luttes de concurrence se déploient entre des jeunes et des moins jeunes (manifestes dans la création de nouvelles publications ou d'une institution de la société civile). L'AR apparaît après 1989 comme pôle opposé à l'Union des écrivains et au GDS. L'historique de cette institution sert à donner l'image des continuités et des ruptures, nouveautés de la période postcommuniste par rapport à la période précédente surtout et depuis sa création, le but étant de montrer les transformations au sein de l'Académie roumaine après 1989¹⁹⁸¹.

¹⁹⁷⁷ Pierre Bourdieu, « Champ du pouvoir, champ intellectuel et habitus de classe », *Scolies. Cahiers de recherches de l'Ecole normale supérieure*, 1, « Approches nouvelles des œuvres », 1971, p. 16.

¹⁹⁷⁸ Au début des années 1990 on assiste aussi à l'apparition ou à la réintégration de nouveaux politiques en provenance de l'exil roumain.

¹⁹⁷⁹ Albert O. Hirschman, *Défection et prise de parole*, op. cit. pp. 91-93, notamment note 1.

¹⁹⁸⁰ Nous traitons plus brièvement de l'Université, institution que certains des membres du GDS intègrent au début des années 1990, alors que d'autres s'y intègrent vers le milieu des années 1990. Nous discutons plus loin de certains changements intervenus au sein de l'Université, en parlant des investissements intellectuels, des changements de carrière et des intérêts scientifiques de certains membres du GDS après 1989.

¹⁹⁸¹ Seront de même présentées des institutions de la période communiste qui gèrent le domaine de la culture, de la recherche et de l'enseignement.

Les engagements et les reconversions professionnelles après 1989 ne sauraient être compréhensibles sans observer les usages qu'en font les divers producteurs culturels du journalisme, déceler les fonctions du journalisme après 1989. Leurs positions relèvent aussi du fonctionnement et du rôle des institutions où ils sont conduits après 1989 à déployer leurs activités, témoignant des effets que le changement intervenu induit dans les différents champs de la production culturelle (institutions, nouveaux entrants, sujets investis). Les types de textes (essais, publications, mémoires) et même le contenu de leurs prises de position – catégories utilisées et sujet investis – sont influencés par le type d'institution dont ils tiennent, par la tradition de la discipline à laquelle ils appartiennent et par les modes de travail ou de consécration assignés que l'institution participe à leur inculquer. Pour cette analyse nous avons pris en compte des articles publiés dans 22 où des membres du GDS, des rédacteurs de 22 et autres collaborateurs qui discutent des institutions traditionnelles, à savoir principalement l'Académie roumaine¹⁹⁸².

I. L'Académie roumaine, instance de consécration et des institutions de la recherche scientifique

Nous rendons compte de la dynamique institutionnelle dans le domaine de la culture humaniste et de l'évolution vers la création des institutions de la recherche en Roumanie. L'étude prend comme objet l'Académie roumaine (AR) mais aussi d'autres institutions de la recherche qui sont des cadres pour la constitution des collectifs autour des objectifs liés à leur activité spécifique ou à des intérêts intellectuels qui naissent, encouragés par des objectifs de la politique, sous l'impulsion du contexte¹⁹⁸³. Cette analyse traite de la période communiste et son évolution postcommuniste afin de montrer les deux faces d'une même institution, instance de consécration et lieu de la recherche. On s'intéresse à l'évolution des sciences selon la place qu'on leur assigne au sein de l'AR, mais surtout aux sciences humaines et sociales. L'intérêt porté à l'AR comme lieu de la recherche et à son évolution comme établissement scientifique ainsi qu'à d'autres lieux de la recherche, créés à l'extérieur de l'AR, dans la période communiste, sert à montrer leur degré de légitimité. Il s'agit des institutions auxquelles on assigne la fonction de fonder en science des politiques publiques du régime (centres d'expertise dont celui où on retrouvait avant 1989 plusieurs futurs membres du GDS) ou une institution qui produit et contrôle l'image que donne le régime de lui-même et de la société (comme la Télévision roumaine). On s'intéresse aux reflets de la politique dans et au poids de

¹⁹⁸² Plus rarement ils discutent de l'Union des écrivains, mais ils discutent cependant de la presse culturelle lorsque des périodiques littéraires ou culturels dépendent encore de l'Union des écrivains. C'est aussi l'intérêt des membres du GDS pour des institutions culturelles traditionnelles, mais surtout pour l'Académie roumaine, leurs critiques à l'égard de celle-ci ou de ceux qui l'habitent ou l'avaient représentée avant 1989, nous a incité à chercher aussi du côté de ces institutions.

¹⁹⁸³ Nous avons exclu ici une discussion sur les préalables, la création et l'évolution de l'AR, ses rapports à l'espace politique et des rapports qui changent progressivement entre des représentants de cultures différentes, depuis ses débuts et jusqu'avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Nous avons exclu ici le parcours fait par l'AR d'une « société littéraire » à un « institut national » depuis la seconde moitié du XIXe siècle ainsi que les tentatives échouées de se constituer en cadre pour la recherche, et non seulement instance de consécration, et de constituer des cadres institutionnels pour la pratique de la recherche avant la Deuxième Guerre mondiale. Nous sommes revenues sur les préalables, la création et l'évolution de l'AR pour une présentation de ses buts et de sa structure, ses rapports à l'espace politique et des rapports qui changent progressivement entre des représentants de cultures différentes, depuis ses débuts et jusqu'avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

la politique sur l'Académie roumaine mais aussi sur d'autres institutions spécifiques (académies spécialisées, revues, etc.). On s'intéresse à la présence des politiques au sein de l'AR et aux relations entretenues par des membres de l'AR avec l'espace politique. Dans toutes les périodes, la politique influe largement sur les buts que l'institution se donne ou qu'on attribue à l'institution, sur les producteurs et leurs productions, mais cette influence semble avoir été reçue différemment selon les périodes.

L'Union des écrivains apparaît comme la plus importante institution culturelle durant la période communiste attirant l'attention des prétendants au statut d'écrivain, impétrants des disciplines des sciences humaines et sociales, ainsi que du pouvoir communiste. Devancée par l'Union des écrivains, plus attractive pour le pouvoir, dépossédée de son statut de lieu de la recherche avec la création des académies durant les deux dernières décennies du communisme, l'Académie roumaine redevient dans la période postcommuniste l'une des (deux) institutions culturelles traditionnelles les plus importantes. Elle est recrée après 1989 comme lieu de la recherche par la réintégration des institutions de la recherche notamment en sciences humaines et sociales et en sciences de la nature, mais aussi le lieu où on crée de nouvelles institutions en reflétant des changements politiques de l'époque.

Cette analyse est structurée en trois parties. Dans la première partie nous nous arrêtons sur son évolution durant la période communiste avec une attention particulière sur des lieux de production du domaine des sciences humaines et sociales. Comme suite à cette analyse, dans la deuxième partie nous proposons une analyse d'une des revues de sciences sociales fondée dans la dernière période communiste, lieu de rencontre entre la science et le politique (*Viitorul social*) tout en présentant les lieux de formation (universités et école de parti) et des lieux de travail des représentants des sciences sociales sous le communisme. Dans la troisième partie de cette étude nous traitons de l'Académie roumaine après 1989 pour signaler certaines transformations par la (ré)inclusion de certains instituts de recherche ou par la création d'autres au sein de l'Académie. L'esquisse de ces évolutions devrait permettre la compréhension de certains engagements de la période postcommuniste et des rapports entre champs spécifiques et champ politique à travers une analyse, soit-elle partielle, d'une instance de légitimation d'une culture nationale et de la plus haute instance de consécration du monde intellectuel.

A. *L'Académie roumaine sous le communisme et les académies spécialisées (les années 1970-1980)*

Durant la seconde moitié des années 1930 apparaissait l'idée de la création d'un « Conseil national de la recherche scientifique » sous la direction de l'AR¹⁹⁸⁴. Ceux qui plaident pour la création d'une telle

¹⁹⁸⁴ L'idée de créer une structure nationale consacrée à la recherche en sciences appliquées, dont la visée serait d'orienter les politiques de l'État par consultation, et celle de créer « un institut » pour le soutien des « laboratoires » qui aurait comme mission de servir comme cadre pour l'attrait des fonds en provenance du secteur privé, étaient exprimées à une date antérieure, en 1934, par un de ses membres mais dans un cadre extérieur à l'AR. Voir Elvira Botez, « Scurt istoric al Asociatiunii romane pentru inaintarea si raspandirea stiintelor » [Bref historique de l'Association roumaine pour l'avancement et la diffusion des sciences],

institution, des représentants des sciences naturelles surtout, le font en s'appuyant sur la référence étrangère et en invoquant « la misère des laboratoires¹⁹⁸⁵ ». Dans les années suivantes représentants de la science sociale (Dimitrie Gusti) et représentants des sciences naturelles soutinrent l'idée de la nécessité d'une telle construction institutionnelle, constitua aussi le vœu des voix extérieures à l'AR, des « professeurs démocrates », contre les réticences des littéraires (anciens politiques) inquiets que le pouvoir de l'AR s'en trouvera diminué. Débattu au début de 1945, le projet fut validé dans la séance générale du 22 mai 1945. Le 6 mars s'installait le gouvernement, où les communistes dominaient bien qu'ils appartenaient à un parti politique minoritaire (moins de 10%), dirigé par Petru Groza, qui tenait son premier discours à l'Académie fin mai 1946 en annonçant l'intention de refondation de l'AR et présentant le Conseil national de la recherche scientifique (CNCS) comme l'« organe de direction dans tous les domaines¹⁹⁸⁶ ». Désir exprimé de l'intérieur par les représentants des sciences naturelles, de voir reconnaître leur importance acquise au cours des dernières décennies (avec l'apport des instances internationales), et volonté des politiques communistes venant de s'installer, de réaménager des forums de la culture dont l'AR était l'institution la plus prestigieuse, se sont joints. Idées et projets lancés à plusieurs reprises, la proposition est restée sans issue.

La commission qui s'était constituée en vue de la révision du statut et du règlement de l'AR présentait son projet en mai 1948. Ce projet prévoyait la conservation des trois sections traditionnelles et l'augmentation (non sans résistances) du nombre de leurs membres ainsi que la création des instituts ou l'intégration des instituts de recherche existants, constitués comme structures associatives¹⁹⁸⁷, fonctionnant auprès des universités. Non appliqué dans sa version initiale, le projet fut remanié après la modification de la composition de la commission. D'autres propositions sont venues d'un médecin et homme politique, Constantin Parhon : élire exclusivement des membres parmi des citoyens roumains et « non des Roumains de tout pays » et élire des membres parmi des « représentants de spécialité de tout sexe¹⁹⁸⁸ ». Mais aussi de la part de Dimitrie Gusti qui soutenait l'augmentation du nombre de membres de l'AR tout en cherchant à

Noema, IV, 1, 2005, p. 149. L'idée de créer une structure nationale dédiée à la science sociale a été lancée aussi par Dimitrie Gusti (ayant fondé en 1921 l'Institut social roumain) en 1936.

¹⁹⁸⁵ Un projet daté de 1937 appartient à un représentant des sciences naturelles, Emil Racovita, ancien président de l'AR (Dan Berindei, *Istoria Academiei Romane (1866-2006)*, op. cit., p. 272). Ces « laboratoires » et un nombre important d'instituts qui se donnaient comme activité la recherche fonctionnaient comme structures intégrées aux facultés (surtout de l'Université de Bucarest).

¹⁹⁸⁶ *Ibid.*, p. 305. Le gouvernement avait déjà exprimé sa volonté de participer à la construction de cette institution et sa vision au sujet de celle-ci (en 1945 après la validation du projet au sein de l'AR). Selon l'historien de l'AR, durant sa première année d'existence le CNCS aurait bénéficié d'un budget important alors que l'Académie en recevait une partie, par prélèvement du budget du CNCS (*Ibid.*, p. 273). Une institution portant ce nom, le Conseil national de la recherche scientifique, est apparu seulement en 1965 (voir *infra*).

¹⁹⁸⁷ Dans les histoires des universités, il est noté qu'il s'agit de structures à personnalité juridique. Et on parle de leur histoire « officielle » lorsqu'elles sont reconnues par l'État (décret-loi ou reconnaissance par le Parlement). Voir Ion Ianoși, « Uniunea Scriitorilor in sistemul culturii socialiste si segmentul literar in tranzitia romaneasca » in Adrian Miroiu (éd.), *Institutiile in tranzitie*, op. cit., p.234.

¹⁹⁸⁸ Dan Berindei, *Istoria Academiei Romane (1866-2006)*, op. cit., p. 306.

voir reconnaître l'importance des deux sections qui revendiquaient l'autorité de la science (la section historique à laquelle il appartenait et la section scientifique). Le projet de réforme est suivi de la constitution d'une autre commission pour la préparation d'un projet de loi de la réorganisation de l'AR, ce que certains considérèrent comme une entreprise en vue de « créer une nouvelle Académie¹⁹⁸⁹ ». Plusieurs voix s'élevèrent contre l'idée d'une nouvelle loi de l'AR, contre sa transformation en institution de l'État. Ceux qui militaient et soutenaient son affiliation à l'État sont aussi des hommes politiques. Mais sa nouvelle définition, comme institution de l'État, ne signifiait pas, selon Dimitrie Gusti, son identification à l'État et sa subordination à des institutions politiques.

Le 9 juin 1948, par décret présidentiel, fut créée l'Académie de la République populaire roumaine¹⁹⁹⁰, « institution d'État » ayant pour but « la promotion de la science et de la culture dans tous les domaines, en vue de l'élévation du niveau matériel et culturel du peuple¹⁹⁹¹ ». La commission constituée peu avant (au 29 mai 1948) en vue de l'élaboration d'un nouveau Statut de l'AR s'est élargie par l'inclusion d'autres membres et des non-membres de l'AR. Y sont absents par contre deux membres de l'AR qui avaient fait partie de la commission dans sa composition initiale (un historien, Ion Nistor et un sociologue, Dimitrie Gusti)¹⁹⁹². Le nouveau Statut devenait effectif à partir d'août 1948. L'institution était mise sous la tutelle de la présidence du Conseil des ministres. Membres titulaires et correspondants de l'Académie étaient rétribués (revenu mensuel exonéré d'impôts)¹⁹⁹³. Au même moment, par décret présidentiel, étaient nommés les membres de la nouvelle académie indifféremment de leur appartenance ou non à l'AR avant 1948, et un collectif à sa tête (le présidium). Un peu plus de la moitié des membres de l'AR en 1948 ne se retrouvèrent plus dans la composition de la nouvelle AR (vingt-six des quarante-sept membres titulaires en juin 1948, vingt-deux sont des représentants des sciences humaines, appartenant aux sections traditionnelles, littéraire et historique)¹⁹⁹⁴. Parmi les exclus on compte des détenus politiques des années 1950 dont certains seront réintégrés par la suite¹⁹⁹⁵. La nouvelle académie avait intégré à sa création d'autres

¹⁹⁸⁹ La proposition est venue d'un membre de l'AR qui est aussi homme politique et qui sera le futur président de l'institution (Traian Savulescu). La nouvelle commission pour l'élaboration du projet de loi est composée de quatre membres de la commission constituée en vue de la modification des règlements de l'Académie : Andrei Radulescu (président de l'AR jusqu'en 1948), Traian Savulescu, Dimitrie Gusti, Ion Nistor. Mais aussi d'un linguiste (Iorgu Iordan), d'un écrivain (Mihail Sadoveanu), d'un médecin (Constantin Parhon). Iorgu Iordan a été ambassadeur à Moscou (entre 1945 et 1947) et trois occupent des hautes fonctions politiques (Traian Savulescu, Constantin Parhon et Mihail Sadoveanu).

¹⁹⁹⁰ Reprenant ainsi le terme par lequel on désigne la Roumanie devenue république. La République populaire roumaine (RPR) est le nom adopté le 30 décembre 1947. La République socialiste Roumanie (RSR) est le nom adopté le 21 août 1965 au moment de l'adoption de la troisième Constitution de la période communiste. Nous nous y référons toujours à son nom initial qui est aussi son nom actuel par l'utilisation du sigle d'après son nom original, l'Académie roumaine (AR).

¹⁹⁹¹ Cité par Dorina N. Rusu, *Istoria Academiei Romane in date*, op. cit., p. 323.

¹⁹⁹² Quatre des quatorze membres de cette commission sont des représentants des sciences humaines (cf. Dan Berindei, *Istoria Academiei Romane (1866-2006)*, op. cit., pp. 310-311).

¹⁹⁹³ *Ibid.*, pp. 312-313 et 317.

¹⁹⁹⁴ Parmi les exclus de la « nouvelle académie » mentionnons quelques figures notoires : Lucian Blaga, Ion Petrovici, Constantin Radulescu-Motru, membres de la section littéraire ; Gheorghe Bratianu, P. P. Negulescu, Simion Mehedinti, Dimitrie Gusti, membres de la section historique. Des six membres actifs de la section historique deux seulement (dont son ancien président, celui en place en juin 1948) sont entrés à l'AR après juin 1948 (*Ibid.*, pp. 316-319).

¹⁹⁹⁵ *Ibid.*, pp. 338-339.

académies, créées dans l'entre-deux-guerres, l'Académie de sciences et l'Académie de médecine¹⁹⁹⁶. L'AR était composée de six sections dont deux refondaient les deux sections traditionnelles rassemblant des représentants des sciences humaines : la section des sciences historiques, philosophiques, économiques et juridiques ; la section des sciences de la langue, littérature et art. L'ancienne section scientifique était décomposée en plusieurs sections. Les sciences agricoles avec les sciences techniques formèrent une autre. Ainsi que les sciences médicales. L'Académie détenait dorénavant une maison d'édition propre (les Editions de l'Académie roumaine).

L'année 1948 fut aussi celle de la réforme de l'enseignement¹⁹⁹⁷.

Les discussions sur la nécessité de la réforme de l'enseignement datent de 1945 lors de la conférence nationale du PCR en octobre 1945. Elle avait été soutenue par des représentants des sciences naturelles et des sciences médicales lors du congrès de l'Union nationale des étudiants de Roumanie¹⁹⁹⁸. La loi, promulguée en août 1948, inspirée par des lois de l'Union soviétique, stipule que l'enseignement est domaine exclusif de l'État (les écoles confessionnelles et l'enseignement religieux sont supprimés)¹⁹⁹⁹ et l'enseignement de la langue russe devient obligatoire dès le primaire. Des établissements d'enseignement supérieur, universités et instituts, sont nombreux à être créés à l'automne 1948. Certains sont mis sous l'autorité du Ministère de l'Enseignement public mais aussi d'autres ministères, en fonction de leur spécificité²⁰⁰⁰. Des établissements d'enseignement dans les sciences techniques (et chimiques) sont agrandis. Des enseignants, anciens hommes politiques (dont un ministre de l'Education) tout comme des membres de l'AR ont été des détenus de la prison de Sighet en 1950²⁰⁰¹, mais aussi à Aiud, etc. Entre début des années 1950 et milieu des années 1960, on y retrouve le plus important nombre d'enseignants en sciences juridiques et en philologie. Les épurations ont frappé surtout des universitaires en philosophie mais aussi en philologie, ainsi qu'en droit et en histoire-géographie²⁰⁰².

¹⁹⁹⁶ Mais aussi, le plus probablement, l'Académie d'agriculture de Roumanie, fondée en 1941.

¹⁹⁹⁷ Décret n° 175/1948 pour la réforme de l'enseignement, en vigueur depuis le 3 août 1948 jusqu'au 1^{er} septembre 1968.

¹⁹⁹⁸ Voir Adina Berciu-Draghicescu, Ovidiu Bozgan, *O istorie a Universitatii din Bucuresti*, op. cit., pp. 233-234. De 1946 date la première organisation des étudiants communiste, le Front démocrate universitaire, qu'on redésigne en 1947, le nouvel intitulé, l'Union nationale des étudiants de Roumanie (UNSR) rappelle l'ancienne Union nationale des étudiants chrétiens de Roumanie. Le président de l'Union nationale des étudiants de Roumanie, élu en 1948, est Mircea Malita. L'UNSR est disparue en 1949 lorsqu'a été créée l'Union de la jeunesse ouvrière (UTM). En 1957 a été créée l'Association des étudiants mise sous l'autorité de l'UTM et du Parti ouvrier roumain (PMR). En 1967, lors de la séance plénière du PCR (redésigné à partir de 1965), il était précisé que l'Union des Associations des étudiants de Roumanie était chargée du domaine social et professionnel concernant la population estudiantine. Mais en 1969, on procède à la fusion entre tâches professionnelles ou sociales et tâches politiques. Ainsi a été créée en 1973 l'Union des Associations des étudiants communistes de Roumanie (UASCR). Depuis 1969, l'UASCR dispose d'une tribune officielle, la revue *Universitas*, redésignée en 1973 *Universitatea comunista* (*Ibid.*, p. 293).

¹⁹⁹⁹ L'Université de Bucarest n'inclut plus en 1948 la Faculté de théologie orthodoxe, mais en 1949 a été créé l'Institut théologique orthodoxe de Bucarest (cf. Adina Berciu-Draghicescu, Ovidiu Bozgan, *O istorie a Universitatii din Bucuresti*, op. cit., p. 282).

²⁰⁰⁰ D'autres établissements ont été créés pour la médecine et la pharmacie ainsi que pour la médecine vétérinaire (*Ibid.*, pp. 275-278).

²⁰⁰¹ Dennis Deletant, *Ceausescu si Securitatea*, op. cit., p. 49.

²⁰⁰² Andreea Dobes, Ioan Ciupe, « Decapitarea elitelor. Metode, mijloace, mod de actiune », in Romulus Rusan (éd.), *Memoria inchisorii Sighet*, 2e éd., revue et augmentée, Bucarest, 2003, pp. 159-322 ; Maria Somesan, Mircea Iosifescu, « Modificarea structurii universitatii in anii consolidarii sistemului comunist », *Analele Sighet*, 6, « Anul 1948 – Institucionalizarea comunismului », Bucarest, 1998, pp. 476-477, cités par Adina Berciu-Draghicescu, Ovidiu Bozgan, *O istorie a Universitatii din Bucuresti*, op. cit., pp. 309-311. Des 124 enseignants en lettres et philosophie de l'année 1944, on retrouvait 13 enseignants en 1950 et des 45 enseignants en droit, on retrouvait 5 (*Ibid.*, p. 310).

Aux exclusions de l'année 1948, moment de la restructuration de l'AR et de la réforme dans l'enseignement, ont succédé les épurations du tout début des années 1950²⁰⁰³. Et pour les chercheurs et « certains académiciens » l'obligation de suivre l'enseignement de marxisme-léninisme²⁰⁰⁴. Certains détenus politiques, libérés en 1955, furent réintégrés dans l'AR²⁰⁰⁵. En commençant avec 1952, les allocations budgétaires augmentèrent et, à partir de 1955 et au cours de la décennie suivante, les instituts de recherche, « organes de base » de l'institution, se multiplièrent²⁰⁰⁶. Certains ont été créés précisément en 1948. Il s'agissait de cadres institutionnels créés pour un domaine de savoir nouveau (les sciences techniques) ou de cadres intégrateurs des domaines bénéficiant déjà de structures appropriées à la recherche (linguistique ou histoire). Parmi les nouvelles structures créées en 1948, on compte l'Institut d'histoire de l'art de Bucarest fonctionnant à partir de 1949, mais aussi un institut consacré à l'histoire et à la philologie, un autre à la linguistique et un autre au folklore. Cette dernière construction institutionnelle faisait suite à des projets initiés notamment dans les années 1930 (par Dimitrie Gusti) et à la création des archives à partir des années 1920. Les autres nouvelles créations institutionnelles venaient multiplier des lieux de production déjà existants, en « sciences techniques », en mathématiques, en médecine ou en sciences humaines, comme on le verra²⁰⁰⁷. Ou elles ne faisaient qu'encadrer sous l'autorité de l'AR des initiatives animées par des collectifs de savants. Plus nombreux et divers étaient les centres de recherche créés auprès des universités²⁰⁰⁸, dont certains avaient obtenu une certaine autonomie comme unités fonctionnant sous la tutelle du Ministère de l'Enseignement public et plus rarement sous l'autorité du Ministère de la Culture nationale et des Cultes. La majorité sont passés en 1948 ou en 1949 sous la tutelle de l'AR, dont les instituts

²⁰⁰³ On parle des épurations mais aussi des licenciements qui affectent surtout des chercheurs en sciences humaines (Dan Berindei, *Istoria Academiei Romane*, op. cit., pp. 338 et 340).

²⁰⁰⁴ Conformément à la loi du 3 août 1948 (de la réforme de l'enseignement) l'enseignement du marxisme-léninisme est obligatoire dans le cycle secondaire et dans l'enseignement supérieur. Les établissements étrangers tout comme ceux religieux devenaient la propriété de l'État ou allaient être fermés. La religion étant interdite dans l'enseignement tout comme les manifestations publiques de la religion (Dennis Deletant, *Romania sub regimul comunist*, trad. Delia Razdolescu, Bucarest, Fondation Académie civique, « Bibliothèque Sighet », 1997, pp. 69-71). Fin des années 1940 et début des années 1950 sont emprisonnés des hommes politiques et des clercs des Eglises catholique et uniates et à la même période est mis en place le programme de « rééducation » (*Ibid.*, pp. 91-93). Le programme de « rééducation » mis en place en 1949, plus connu comme « le phénomène Pitesti » (d'après le nom de la ville où est située la prison où cette expérimentation a été appliquée) fut arrêté en 1952. Parmi les détenus politiques de la prison de Pitesti on compte « environ mille étudiants », certains étant recrutés pour former une « équipe de tortionnaires [...] la plupart étant des étudiants des universités de Bucarest, d'Iasi et de Cluj, arrêtés dans le lot de 1948, accusés d'avoir fait partie de la Garde de Fer, du PNT [parti national paysan] ou le mouvement sioniste », qui seront par la suite envoyés dans des camps de travail ou d'autres prisons pour mettre en pratique le programme de rééducation auquel eux-mêmes ont été soumis. Lorsque le programme fut arrêté, ils furent condamnés à mort ou à la prison pour la mise en application du programme de « rééducation ». Parmi ces derniers se trouvait Georghe Calciu, ancien étudiant en médecine et futur prêtre-universitaire et opposant au régime (Dennis Deletant, *Ceausescu si Securitatea*, op. cit., pp. 51 et 53, 57-61).

²⁰⁰⁵ Dan Berindei, *Istoria Academiei Romane (1866-2006)*, op. cit., pp. 337-339.

²⁰⁰⁶ D'après un rapport de 1966, il s'agit de 29 unités de recherche qui ont été créées entre 1955 et 1965 (*Ibid.*, pp. 368-369). En 1948 furent créés 9 unités de recherche, en 1952, dans le cadre de l'AR fonctionnaient 15 instituts et en 1955, 27 instituts (*Ibid.*, pp. 340, 342). En 1966 on comptait 56 unités de recherche dont 38 à Bucarest, 7 à Iasi, 6 à Cluj, 3 à Timisoara et 1 respectivement à Targu Mures et Craiova (*Ibid.*, p. 369).

²⁰⁰⁷ *Ibid.*, pp. 313-314.

²⁰⁰⁸ Consacrés aux sciences naturelles et à la médecine, aux sciences agricoles et aux sciences techniques (*Ibid.*, p. 314).

consacrés à l'étude de la langue et de l'histoire, qui étaient intégrés désormais aux deux filiales de l'AR, d'Iasi et de Cluj.

En 1949 les « sciences humaines » (huit structures d'un total de trente-quatre) représentaient à peine autres savoirs que les études de langue et d'histoire. La même année furent créés l'Institut d'histoire « Nicolae Iorga » et l'Institut d'histoire et de théorie littéraire « George Calinescu », d'après leurs noms actuels, depuis 1965. La création, en 1937, du premier était étroitement liée à la figure de l'historien le plus prestigieux de la période de l'entre-deux-guerres. Celle du second, s'intitulant dans un premier temps « d'histoire littéraire et de folklore », ne précédait pas la période communiste, redésigné en 1965²⁰⁰⁹, le nom de l'historien, du théoricien de la littérature et de l'écrivain, George Calinescu²⁰¹⁰ étant accolé à son nom.

Vu ses réorganisations, l'AR se développait et conférait de l'importance aux sciences de la nature surtout. En 1955, l'AR se structurait en huit sections par la réorganisation des quatre sections consacrées aux sciences exactes et naturelles déjà existantes. Deux sections regroupaient des littéraires et des scientifiques de sciences humaines, l'histoire étant désormais associée à la langue, à la littérature et aux arts²⁰¹¹.

D'autres cadres institutionnels pour la recherche ont été créés à partir du milieu des années 1950. L'Institut de recherches juridiques fut créé en 1953 (après l'adoption de la Constitution de 1952 qui consacre la relation étroite entre le parti et l'État, où l'État est devenu « le principal instrument » du pouvoir exercé par le parti²⁰¹²). Des collectifs de recherche ont été réunis dans un cadre institutionnel et des centres de recherches ont été créés, fin des années 1950 ou milieu des années 1960, dans les plus récentes villes universitaires (la Section de sciences sociales Sibiu comme unité de la filiale Cluj²⁰¹³ et une nouvelle unité de recherche en histoire à Targu-Mures). D'autres centres de recherche sont passés sous la tutelle de l'AR au cours des années 1950 et de la décennie suivante²⁰¹⁴. La brève période de relâchement (au milieu des années 1950) du régime Gheorghe Gheorghiu-Dej a été considérée comme étant liée à deux moments marquant surtout la politique étrangère de la Roumanie : en 1953, la mort de Staline et l'élection de Khrouchtchev comme premier secrétaire du PC de l'US et de Gueorgui Malenkov comme premier

²⁰⁰⁹ Notons qu'autour de 1960 jusqu'au milieu des années 1960 plusieurs unités de recherche recevront le nom des figures tutélaires des disciplines institutionnalisées au sein des universités et ensuite dans le cadre de l'AR. Cette reconnaissance donnée aux fondateurs peut être liée à la progressive libéralisation du régime (l'année 1964 étant celui de la libération des détenus politiques) et surtout aux tentatives de mise à distance du régime soviétique profitant du conflit entre Moscou et Beijing.

²⁰¹⁰ Un de ses anciens étudiants et collaborateurs va critiquer après 1989 les prises de position de George Calinescu durant le régime communiste : Adrian Marino, *Viata unui om singur*, Iasi, Polirom, 2010.

²⁰¹¹ La section des sciences historiques, de la science de la langue, de littérature et de l'art est en plus redésignée deux ans après cette réorganisation, c'est-à-dire en 1957. Le terme de « science » n'est plus invoqué dans l'intitulé de la section d'histoire, de langue, de littérature et d'art (Dan Berindei, *Istoria Academiei Romane (1866-2006)*, op. cit., pp. 343 et 349.)

²⁰¹² Selon l'article 86 de la Constitution de 1952, le « PMR est la force dirigeante tant des organisations de ceux qui travaillent que des organes des institutions de l'État » (voir Alexandru Florian, *Romania si capcanele tranzitiei*, op. cit., pp. 155-161).

²⁰¹³ Les recherches menées dans le cadre de la Section de Sibiu appartenant à la filiale Cluj de l'AR sont cependant en sciences humaines : d'histoire et d'ethnographie.

²⁰¹⁴ C'est le cas de l'Institut de géographie, fondé en 1944 dans le cadre du Ministère de la culture nationale et des arts, alors dans la subordination du Ministère de l'Enseignement et de la Culture, passé sous la tutelle de l'AR en 1958.

ministre ; en 1955, l'admission de la Roumanie à l'ONU et l'obligation au respect des principes de la Charte²⁰¹⁵. Un relatif relâchement²⁰¹⁶ qui s'est accompagné de la mise en œuvre des procès politiques contre des membres de l'équipe dirigeante, communistes des années 1930²⁰¹⁷, est considérée par des historiens du communisme roumain comme stratégie permettant au secrétaire général du parti (et premier ministre à partir de 1952) de se maintenir au pouvoir, voire renforcer son pouvoir, éludant de suivre le courant réformiste que lui imposait la politique post-staliniste²⁰¹⁸. A l'occasion de la révolte hongroise de l'automne 1956 les « dirigeants roumains ont démontré [...] leur fidélité vis-à-vis de l'Union Soviétique », leur position étant due à la « convergence des intérêts avec l'Union Soviétique ²⁰¹⁹ ». En contrepartie de leur soutien à l'US, les dirigeants roumains ont obtenu le retrait des troupes soviétiques (annoncé en mai 1958 il s'est achevé un mois après)²⁰²⁰.

En octobre et début novembre 1956 dans les universités des protestations ont eu lieu à Bucarest, Cluj, Iasi et Timisoara. Début novembre, devant des étudiants réunis à Cluj, Miron Constantinescu avait annoncé certaines mesures dont une qui concernait l'enseignement de la langue russe dans les universités²⁰²¹. En 1957, l'enseignement du russe n'est plus obligatoire pour les étudiants et en 1963 à tous

²⁰¹⁵ La demande d'admission date de juillet 1947. Le gouvernement de la République populaire roumaine renouvelait l'application en octobre et en novembre 1948 (demande et lettre d'acceptation des obligations prévues par la Charte signées par Anna Pauker comme ministre des Affaires étrangères). L'admission s'est produite en décembre 1955 (Résolution 955 (X) de l'Assemblée générale de l'ONU du 14 décembre 1955) tout comme celle de quinze autres pays à la suite de la proposition du projet de résolution concernant l'« admission simultanée » de plusieurs états, avancée par le représentant permanent de l'US auprès de l'ONU en juin 1952. Suite à son admission, la Roumanie, par son ministre des Affaires étrangères (Chivu Stoica), acceptait « sans réserves les obligations de la Charte des Nations Unies et s'oblige à les respecter ». Cf. Ministère des Affaires étrangères, *Romania la Organizatia Natiunilor Unite* [La Roumanie à l'Organisation des Nations Unies], Bucarest, Éditions encyclopédiques, 1995, pp. 36-64.

²⁰¹⁶ Certains changements plutôt minimaux dont la fermeture de certaines prisons, mais aussi moment de la consolidation du pouvoir de Gheorghiu-Dej cumulant à partir de juin 1952 fonction dans la structure de l'Etat (président du Conseil des ministres, soit celle de premier ministre) et fonction dans le parti (secrétaire général). Et la montée en hiérarchie des ses plus proches collaborateurs : Alexandru Draghici et Nicolae Ceausescu (Dennis Deletant, *Ceausescu si Securitatea*, op. cit., pp. 61, 65 et 67).

²⁰¹⁷ Procès menés contre Vasile Luca et Lucretiu Patrascanu conclus par leur condamnation à mort en 1954. Le premier mourut en prison, le second fut exécuté. Ainsi que la marginalisation d'autres dirigeants communistes : Teohari Georgescu et Ana Pauker.

²⁰¹⁸ Dans les discours officiels, aucune mention explicite n'est faite en Roumanie au Rapport de Khrouchtchev. Bien au contraire, des leaders qui soutiennent la nécessité d'une discussion et la déstalinisation perdirent leurs places dans le Bureau politique du Comité central quelques années plus tard, en 1957 (Dennis Deletant, *Romania sub regimul comunist*, op. cit., pp. 96, 100-107). Ion Iliescu raconte que Fred Mahler, représentant de la Jeunesse communiste, revenu de France en 1954 avec le numéro du *Monde* présentant le Rapport de Khrouchtchev, risquait l'exclusion du PCR (cf. Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt*, op. cit., pp. 82-83).

²⁰¹⁹ Dennis Deletant, *Romania sub regimul comunist*, op. cit., pp. 109-110. Les troupes soviétiques sur le territoire de la Roumanie sont les premières à entrer sur le territoire de la Hongrie. Imre Nagy est amené en Roumanie par des officiers de la KGB, installé dans une villa de la Securitate et interrogé par des Soviétiques mais aussi par un de ses anciens compagnons, Valter Roman (Ileana Ioanid, *Insemnari de la Snagov. Corespondenta, rapoarte, convorbiri*, Iasi, Polirom, « Document », 2004).

²⁰²⁰ Dennis Deletant, *Romania sub regimul comunist*, op. cit., pp. 112-114.

²⁰²¹ *Ibid.*, p. 108. D'autres critiques visaient la présence des troupes soviétiques sur le territoire de la Roumanie (voir Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste de Roumanie, *Raport final*, op. cit., pp. 686-687). Quelques semaines plus tard Miron Constantinescu recevait le poste de ministre de l'Enseignement, qu'il n'avait gardé que pour quelques mois. En 1957, au sein du parti, ceux qui ont soutenu la nécessité d'une discussion du Rapport Khrouchtchev et constituant, semble-t-il, l'alternative à Gheorghe Gheorghiu-Dej, ont perdu leurs pouvoirs, dont Miron Constantinescu (Stelian Tanase, *Elite si societate. Guvernarea Gheorghiu-Dej 1948-1965*, Humanitas, 1998, seconde édition « Procès du communisme », 2006, pp. 145-147).

les autres niveaux de l'enseignement alors que l'Institut « Maxim Gorki » de Bucarest fut fermé²⁰²². Les révoltes dans les universités (entre fin septembre et jusqu'au milieu de novembre 1956) et les essais des étudiants de Bucarest d'organiser une manifestation dans la place publique ont débouché sur l'exclusion de l'université ou/et de l'Union de la jeunesse communiste, la suspension des cours dans certaines universités et l'arrêt de plusieurs étudiants manifestants dont Alexandru Ivasiuc (étudiant en médecine), Marcel Petrisor et Paul Goma (étudiant en lettres)²⁰²³. Mais les arrêts ont été poursuivis bien au-delà de l'automne 1956²⁰²⁴. En 1958, le retrait des troupes soviétiques est accompagné d'une « nouvelle période de terreur²⁰²⁵ ». Certaines mesures ont été réintroduites (vérification des dossiers comme critère d'admission dans un établissement d'enseignement supérieur)²⁰²⁶ et l'application de certaines lois élargies lors du retrait des troupes soviétiques (mai-juin 1958). Ont été arrêtés d'autres étudiants pour leur « attitude au temps de la révolution hongroise » et d'autres étudiants qui ont organisé des manifestations vues comme une attaque à la sécurité de l'Etat (telle la commémoration d'un événement et d'une figure de l'histoire des Roumains), formant le « lot Stefan cel mare » dont faisait partie Alexandru Zub. C'est aussi la période des procès collectifs menés contre des intellectuels comme le bien connu procès Constantin Noica/Dinu Pillat. Et d'« une nouvelle vague d'épurations [...] anciens officiers de l'armée royale, anciens grands propriétaires terriens, ceux qui ont eu des activités politiques et leurs enfants²⁰²⁷ » et en 1959 de séances publiques organisées contre des universitaires²⁰²⁸.

En 1959, les universités qui fonctionnent à Cluj, en langue hongroise (Université « Bolyai ») et en langue roumaine (Université « Babes ») ont été mises ensemble en constituant une seule université. La même année fut constitué le Comité national de sociologie, affilié à l'Association internationale de sociologie.

Le parti a rouvert les portes après plusieurs années de vérification et d'épuration (entre 1948 et 1955 surtout) de manière à agrandir ses effectifs renouvelés par « l'assimilation de ségments des nouvelles catégories socioprofessionnelles, du nouveau prolétariat, des cadres [...] de l'industrie » et dont une « centaine de personnes sont passées par des écoles de parti²⁰²⁹ ». En 1960, apparaît l'idée de la

²⁰²² Dennis Deletant, *Ceausescu si Securitatea*, op. cit., p. 121.

²⁰²³ Leurs procès collectifs avaient eu lieu en 1957. Accusé pour instigation à des actions provocatrices au temps de la révolution de Hongrie, messages diffusés devant des étudiants en lettres à l'Université de Bucarest, Paul Goma a été condamné à deux ans de prison (Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste de Roumanie, *Raport final*, op. cit., p. 688). Alexandru Ivasiuc et Paul Goma ont développé une relation d'amitié durant leur emprisonnement (Dennis Deletant, *Ceausescu si Securitatea*, op. cit., p. 180). Pour l'analyse de leurs « trajectoires comparées », voir Lucia Dragomir, « Les limites de l'espace littéraire roumain dans les années 1960-1970. Paul Goma et Alexandru Ivasiuc : entre littérature et politique », in Alexandra Ionescu, Odette Tomescu-Hatto (dir.), *Politique et société dans la Roumanie contemporaine*, L'Harmattan, 2004, pp. 51-72.

²⁰²⁴ Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste de Roumanie, *Raport final*, op. cit., pp. 681-693.

²⁰²⁵ Dennis Deletant, *Romania under communist rule*, op. cit., p. 136 (édition roumaine, p. 114).

²⁰²⁶ Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste de Roumanie, *Raport final*, op. cit., p. 690.

²⁰²⁷ Dennis Deletant, *Romania sub regimul comunist*, op. cit., pp. 115 et 118.

²⁰²⁸ Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste de Roumanie, *Raport final*, op. cit., p. 319. Dans cet ouvrage collectif, seul le cas du professeur D.M. Pippidi est cité, mais d'autres cas similaires peuvent être mentionnés.

²⁰²⁹ Sur le renouvellement du parti et l'étendue de la nomenklatura respectivement en 1955, 1960 et 1965, voir Stelian Tanase, *Elite si societate. Guvernarea Gheorghiu-Dej 1948-1965*, op. cit., pp. 131 sq., 192 sq. et 220.

« construction d'une voie nationale de construction du socialisme²⁰³⁰ ». La « Déclaration d'avril 1964²⁰³¹ » marque l'officialisation d'une telle politique, « réaction à deux événements majeurs mettant en péril le nouveau trajet de la Roumanie », le refus de la Roumanie du statut attribué dans le cadre du CAEM selon le plan de Kroutchev, présenté en août 1961, et le conflit sino-soviétique²⁰³². En 1964, profitant du changement de la direction soviétique, Gheorghiu-Dej demanda et obtint en décembre 1964 le retrait des conseillers du KGB²⁰³³. L'année 1964 marque « la fin d'une époque de terreur politique » car au cours de l'année 1963 et ensuite en 1964, des amnisties décrétées ont conduit à la libération des détenus politiques (alors que le nombre des détenus politiques commença à décroître à partir de 1962).

Des intellectuels arrêtés et emprisonnés à la fin des années 1950, auteurs déjà connus, ont été (ré)intégrés dans l'AR : **Alexandru Paleologu** réintégra l'Institut d'histoire de l'art, où il avait travaillé après sa sortie de la diplomatie (entre 1956 et 1959) ; Constantin Noica intégra le Centre de logique nouvellement créé (en 1965). En mars 1963, une nouvelle direction de l'AR a été élue et d'autres membres titulaires ainsi que d'autres membres correspondants y ont été intégrés. Parmi ces derniers, citons le philosophe Dumitru D. Rosca, l'économiste Costin Murgescu, le psychologue Alexandru Rosca, comme membres de la section de sciences économiques, philosophiques et juridiques et, comme membres de la section d'histoire, de la science de la langue, littérature et arts, l'historien Stefan Pascu ainsi que l'archéologue et l'historien Dionisie Pippidi. Pour l'année 1963, on retient des « relations avec l'étranger [...] extrêmement riches²⁰³⁴ » tout comme pour l'année 1964 (des 98 séjours à l'étranger 59 sont en Occident)²⁰³⁵. Au même moment, en 1963, lors de la séance générale annuelle, en présence des académiciens et des membres du gouvernement²⁰³⁶, des académiciens qui n'ont pas participé au mouvement communiste sollicitaient leur entrée au parti²⁰³⁷ (à partir de 1965, de nouveau appelé PCR). Au sein de l'AR au cours du mois de juillet 1964 on discute du « marxisme-léninisme et [de la] pensée scientifique roumaine » et en août de l'« activité scientifique au service de la construction du socialisme » où on entendait s'exprimer « l'adhésion de la institution à la nouvelle ligne politique mais toutefois occasion pour

²⁰³⁰ Lors du congrès III du Parti ouvrier roumain (PMR) (cf. Alexandru Florian, *Romania si capcanele tranzitiei*, op. cit., p. 162).

²⁰³¹ “Declaratia cu privire la pozitia Partidului Muncitoresc Roman in problemele miscarii comuniste si muncitoresti internationale” [La Déclaration concernant la position du parti ouvrier roumain au sujet des problèmes du mouvement communiste et ouvrier international], publiée dans *Scanteia*, le 23 avril 1964.

²⁰³² Dennis Deletant, *Romania under Communist Rule*, op. cit., p. 142. Voir aussi Alexandru Florian, *Romania si capcanele tranzitiei*, op. cit., pp. 163-165.

²⁰³³ Dennis Deletant, *Romania under Communist Rule*, op. cit., pp. 144-145.

²⁰³⁴ Dan Berindei, *Istoria Academiei Romane*, op. cit., p. 361. Des documents officiels de l'AR retiennent le nombre de 1547 chercheurs travaillant au sein de l'AR à la fin de l'année 1963.

²⁰³⁵ *Ibid.*, p. 362.

²⁰³⁶ Ion Gheorghe Maurer, président du Conseil des ministres et Alexandru Barladeanu, vice-président du Conseil des ministres qui sont eux aussi membres de l'AR.

²⁰³⁷ Mihai Ralea, George Calinescu, Miron Nicolescu, etc. (*Ibid.*, p. 356). Voir Dennis Deletant, *Romania under Communist Rule*, op. cit., p. 145 (édition roumaine, Id., *Romania sub regimul comunist*, op. cit., p. 122).

faire une évaluation [...] surtout du domaine des sciences humaines où on enlève le last du dogmatisme antinational²⁰³⁸ ».

Le 22 mars 1965, Nicolae Ceausescu s'installait en tant que premier secrétaire à la tête du PCR²⁰³⁹. La nouvelle Constitution, adoptée en 1965, prévoyait le principe de « légalité socialiste » qui avait comme but de restreindre les pouvoirs du Ministère des Affaires intérieures et du Département de la Securitate²⁰⁴⁰. Lors du Congrès IX du PCR, en 1965, Ceausescu avait procédé à la réévaluation des héritages du communisme roumain par la valorisation des représentants du mouvement communiste international et, en 1968, par la réhabilitation des victimes de l'équipe de Gheorghiu-Dej (Lucretiu Patrascanu) ou d'autres intellectuels marginalisés sous la même direction, tel Miron Constantinescu²⁰⁴¹. Si le statut du parti (désormais revenu à son nom initial, Parti communiste roumain), adopté au Congrès IX du PCR de 1965, « interdisait le cumul de fonctions » dans l'appareil de parti ou d'Etat²⁰⁴², « en 1968, Ceausescu justifiait » l'occupation des fonctions aussi bien au sein du parti que de l'Etat par une efficacité élevée, les règles de fonctionnement des institutions de l'Etat comme des entreprises établissant ultérieurement la primauté des fonctions au parti²⁰⁴³.

En 1965, des discours tenus par des membres de l'AR annonçaient la reconsidération de l'héritage de l'AR. Parmi des membres élus de l'AR en cette année, on voit réapparaître des anciens membres, élus avant 1948. En fin 1965 était créé le Conseil national de la recherche scientifique (CNCS)²⁰⁴⁴, dont le président est aussi vice-président du Conseil des ministres. Le CNCS est une institution du gouvernement mais aussi structure du Comité central du PCR²⁰⁴⁵, qui établissait les lignes directrices de la recherche dans le cadre de l'AR²⁰⁴⁶ dont l'activité est intégrée au « programme unitaire de la recherche scientifique élaboré par le Conseil

²⁰³⁸ Dan Berindei, *Istoria Academiei Romane*, op. cit., p. 363.

²⁰³⁹ Traitant du régime de Ceausescu dans son « histoire de la chute régimes communistes », un membre fondateur du GDS soutient qu'au moment où Ceausescu prenait le pouvoir, en 1965, « la Roumanie vivait sous l'effet de la Déclaration d'avril » où Gheorghiu-Dej et son équipe « ont formulé une politique d'émancipation limitée du PMR vis-à-vis du PCUS » et, par l'intérêt de l'Occident porté à cette déclaration, « l'élite communiste est sortie de l'isolement politique » (Stelian Tanase, *Istoria caderii regimurilor comuniste. Miracolul revolutiei* [L'histoire de la chute des régimes communistes. Le miracle de la révolution], Bucarest, Humanitas, 1999, republiée, 2009, p. 148).

²⁰⁴⁰ Le Parti ouvrier roumain (POR) est redésigné le Parti communiste roumain (PCR) en 1965 au même moment que la transformation de la république populaire en république socialiste. La République populaire est redésignée comme République socialiste. On adopte aussi l'ancien nom du parti ainsi le Parti Ouvrier Roumain est redevenu le Parti Communiste Roumain. La nouvelle Constitution, adoptée au 21 août 1965, suit l'installation de Nicolae Ceausescu à la tête du parti trois jours après la mort de Gheorghe Gheorghiu-Dej.

²⁰⁴¹ Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste de Roumanie, *Raport final*, op. cit., pp. 131, 134 et 138. Voir Dennis Deletant, *Ceausescu si Securitatea*, op. cit., p. 175.

²⁰⁴² Dennis Deletant, *Romania sub regimul comunist*, op. cit., p. 134.

²⁰⁴³ Alexandru Florian, *Romania si capcanele tranzitiei*, op. cit., p. 169 : « En 1965, Ceausescu devint le dirigeant du parti, en 1967, le président du Conseil d'Etat et en 1974, le président du pays ».

²⁰⁴⁴ Un tel projet est apparu en 1937, projet invoqué par la suite en 1946, il n'avait pas eu de suite.

²⁰⁴⁵ Conformément à la loi n° 20 de 1967.

²⁰⁴⁶ Dan Catanus (dir.), *Romania 1945-1989. Enciclopedia regimului comunist*, op. cit., p. 188.

national de la recherche scientifique²⁰⁴⁷ ». En 1965, les sciences naturelles recevaient une place encore plus importante dans l'AR mais aussi, dans une moindre mesure, les sciences humaines. A l'histoire comme à la langue ont été créées des sections. Les sciences humaines et sociales sont regroupées en trois sections des douze au total, si on exclut la section des sciences géologiques et géographiques ainsi que celle consacrée à la littérature et aux arts²⁰⁴⁸. En 1966, lors de la session générale de l'AR, lorsque la constitution du CNCS a été annoncée, est créée une nouvelle section de l'AR, la treizième, la section de sciences économiques et de recherches sociologiques, par séparation de la section de sciences philosophiques, psychologiques et juridiques²⁰⁴⁹.

En 1965 a été créé le Centre de logique de Bucarest – où s'intégra le philosophe **Sorin Vieru** (jusqu'en 1975)²⁰⁵⁰. Sur le modèle de l'institutionnalisation au sein de l'AR de certains domaines de savoir traditionnels, d'autres centres, créés auprès des universités, ont été mis sous la tutelle de l'AR vers le milieu des années 1960. C'est le cas du Centre de recherches anthropologiques, fondé en 1939 dans le cadre de la Faculté de médecine et obtenant son autonomie en 1942, unité intégrée à l'AR en 1964²⁰⁵¹. A Craiova, a été créé en 1965, le Centre d'histoire, de philologie et d'ethnographie²⁰⁵². Des cinquante-deux unités de recherches recensées pour l'année 1964 on compte vingt-et-un dans le domaine des sciences humaines et sociales²⁰⁵³ dont dix-sept à Bucarest, dont huit consacrées à l'étude de la langue (surtout) et de la littérature et quatre à l'étude de l'histoire, à Bucarest, à Iasi et à Cluj. Au milieu des années 1960 et dans les années suivantes, plusieurs unités de recherche voyaient leurs conditions de travail améliorées ce qui permettaient d'unifier des collectifs de recherche et/ou d'étendre le champ de leurs recherches.

Le Centre de recherches sociologiques de l'AR, affiliée à la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest à partir de 1977, a été créé durant cette période comme laboratoire de sociologie de l'Université de Bucarest²⁰⁵⁴. A la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest, des philosophes ont composé la nouvelle section consacrée à l'enseignement de la sociologie. Au Centre de recherches sociologiques

²⁰⁴⁷ Dan Berindei, *Istoria Academiei Romane*, op. cit., pp. 374-375. Le Conseil national de la recherche scientifique disparaît (comme structure du Conseil des ministres et du Comité central du PCR) est remplacé en 1971 par le Conseil national pour la science et la technologie (voir leur présentation *infra*).

²⁰⁴⁸ Ces trois sont : la section des sciences économiques, philosophiques, psychologiques et juridiques ; la section des sciences historiques ; la section des sciences philologiques (*Ibid.*, p. 366).

²⁰⁴⁹ Dan Berindei, *Istoria Academiei Romane*, op. cit., p. 367.

²⁰⁵⁰ Sont portés en **gras** les membres fondateurs du GDS et soulignés les membres cooptés.

²⁰⁵¹ L'anthropologie culturelle n'est devenue spécialité et intégrée dans ce centre, dont les spécialités premières reviennent à la paléontologie et à la biologie médicale, qu'en 1962. Voir la présentation de l'Institut de recherches anthropologiques de l'AR, en ligne <http://www.antropologia.ro/>.

²⁰⁵² Dirigé jusqu'en 1968 par C. S. Nicolaescu-Plopsor, le centre intégrant l'AR en 1990, redésigné en 1994, porte son nom.

²⁰⁵³ Nous avons exclu ici l'Institut de sciences sylvicoles de Bucarest qui pourrait aussi bien être considéré se trouvant à la base du futur Institut d'économie agraire de l'Académie roumaine créé au sein de l'AR après 1989. Voir *infra*.

²⁰⁵⁴ Mais il s'agissait dans un premier temps d'un laboratoire de sociologie patronné par Miron Constantinescu et dont se sont également occupés Ion Dragan et Virgil Constantinescu, financé par l'Université. Le laboratoire de sociologie de l'UB, fonctionnant auprès de la Faculté de philosophie, est transformé par la suite en Centre de recherches sociologiques appartenant à l'AR et par la suite de nouveau affiliée à l'UB lorsque des instiuts dans le domaine des sciences humaines et sociales sont passés à une académie spécialisée, l'Académie de sciences sociales et politiques (voir Ioan Mihailescu, Zoltan Rostas, *Dialog neterminat*, op. cit., 2007, pp. 69-70).

travaillaient aussi des philosophes. Selon le sociologue universitaire Ioan Mihailescu²⁰⁵⁵, parmi des philosophes de l'Institut de philosophie de l'AR avant la « réinstitutionnalisation de la sociologie », en 1966, certains vont se diriger vers une analyse plus portée vers le social, qu'il appelle « philosophie sociale²⁰⁵⁶ ». Le Centre de recherches sociologiques est dirigé depuis sa création, en 1965, par Miron Constantinescu²⁰⁵⁷, jusqu'à sa mort, en 1974.

Né en 1917, Miron Constantinescu²⁰⁵⁸ est un militant communiste des années 1930, emprisonné pendant la guerre tout comme Nicolae Ceausescu et faisant partie d'un groupe largement composé d'ouvriers, il est rédacteur en chef *Scanteia* pendant sa période légale. Formé en philosophie et suivant le séminaire animé par Dimitrie Gusti²⁰⁵⁹, il obtient un doctorat en sciences sociales et se présente en sociologue. Occupant de hautes positions dans la structure du parti pour plus d'une dizaine d'années (entre le milieu des années 1940 et jusqu'au milieu des années 1950), lorsqu'il perd ses postes politiques dans la plus haute hiérarchie du parti²⁰⁶⁰, il est chercheur à l'AR. Revenu dans la vie politique après la mort de Gheorghiu-Dej, Miron Constantinescu est ministre de l'Enseignement pour une brève période, en 1969, et occupe des postes de direction des institutions académiques liées au parti : président de l'Académie de sciences sociales et politiques (ASSP) et recteur de l'Académie « Stefan Gheorghiu ». Enseignant dans la Faculté de philosophie, Miron Constantinescu a contribué à la « ré-institutionnalisation » de la sociologie comme domaine de la recherche à l'Université de Bucarest²⁰⁶¹. Auteur de livres à visée pédagogique, il dirige le Centre de recherches sociologiques de l'AR à partir du milieu des années 1960, fonctionnant par la suite dans le cadre de la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest et sous la tutelle de l'ASSP. Peu avant sa mort (en 1974) on le retrouve comme président de la Grande Assemblée nationale (institution dont les fonctions sont celles d'un parlement).

Dans la période suivante, jusqu'en 1989, le Centre de recherches sociologiques est dirigé par Ioan Dragan. Selon ce dernier « le Centre de recherches sociologiques a abrité certains universitaires qui n'avaient plus de place dans l'enseignement²⁰⁶² ».

²⁰⁵⁵ Né en 1949, formé à la sociologie, entré dans sa carrière universitaire en 1971, Ioan Mihailescu est le premier doyen de la Faculté de sociologie, de psychologie et des sciences de l'éducation, créée en 1990 à l'Université de Bucarest, vice-recteur de l'Université de Bucarest en 1991 mais aussi par la suite, entre 1992 et 1996, lorsqu'Emil Constantinescu en est le recteur, auquel il succède comme recteur de l'Université de Bucarest, entre 1996 et 2005.

²⁰⁵⁶ Ioan Mihailescu parlera de la relation étroite entre philosophie et sociologie à l'Université de Bucarest dans la Faculté de philosophie durant les années 1960 (Ioan Mihailescu et Zoltan Rostas, *Dialog neterminat*, op. cit., pp. 69, 73-74).

²⁰⁵⁷ Maria Larionescu, *Istoria sociologiei romanesti*, op. cit., p. 204.

²⁰⁵⁸ Vladimir Tismaneanu, « Miron Constantinescu or the Impossible Heresy », *Survey*, 28, winter 1984 ; Id., *Stalinism pentru eternitate*, op. cit., notamment p. 296. Dans un de ses plus récents articles l'auteur, membre du GDS depuis la fin des années 2000, déclare : « j'ai achevé des études de sociologie comme chef de promotion. Si le décret concernant la pratique dans le secteur productif obligatoire pendant trois années n'avait pas intervenu, j'aurais été son assistant. » (Vladimir Tismaneanu, « Le libido du pouvoir et la vocation de l'hérésie : Miron Constantinescu et Milovan Djilas », contributors.ro, texte repris sur le site de l'Institut d'investigation des crimes du communisme et la mémoire de l'exil roumain.) Voir Ștefan Bosumitu, *Miron Constantinescu. O biografie*, préface Vladimir Tismaneanu, Humanitas, « Histoire contemporaine », 2015.

²⁰⁵⁹ Dans certaines « histoire[s] » de la sociologie, il est présenté comme membre de l'École sociologique de Bucarest (cf. Maria Larionescu, *Istoria sociologiei romanesti*, op. cit., p. 192).

²⁰⁶⁰ Impliqué lui-même dans l'organisation de l'accusation de Lucretiu Patrascanu, en mars 1956, Miron Constantinescu critique Gheorghiu-Dej d'« avoir suivi des principes stalinistes et d'avoir utilisé des méthodes stalinistes » (Dennis Deletant, *Romania sub regimul comunist*, op. cit., p. 106).

²⁰⁶¹ C'est pourquoi on a tendance à lier la disparition de la discipline sociologique comme spécialité à l'université et domaine de recherche à l'université de la mort de Miron Constantinescu (Ioan Mihailescu et Zoltan Rostas, *Dialog neterminat*, op. cit., pp. 32, 69-70, 73-74 et 91-92). Parmi des universitaires de la période communiste qui ont travaillé avec Miron Constantinescu Ioan Mihailescu est son assistant dans l'enseignement de la sociologie dans le cadre de la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest (*Ibid.*, p. 85).

²⁰⁶² Entretien informel avec Io[a]n Dragan, le 24 octobre 2013. Affirmation dont atteste aussi Catalin Zamfir, *O istorie subiectiva in sociologia romaneasca*, op. cit., pp. 81-82.

En avril 1968 Charles de Gaulle s'est rendu en visite en Roumanie et en août 1969, le président Richard Nixon²⁰⁶³. Le 21 août 1968 « devant une immense foule, à Bucarest²⁰⁶⁴ » qui l'acclame, « 100 000 personnes rassemblées Place du Palais²⁰⁶⁵ » royal, du balcon du bâtiment occupé par le Comité central du PCR, Ceausescu prononçait son discours par lequel il dénonçait l'intervention des « troupes des cinq pays socialistes en Tchécoslovaquie²⁰⁶⁶ » refusant d'y participer, ce qui va constituer sa « plus forte affirmation d'indépendance face aux ordres soviétiques²⁰⁶⁷ ». Parmi des études sur le régime communiste roumain parues en Roumanie après 1989 une seule remarque à ce sujet qu'« aucune référence évidente n'est faite à l'US » en concluant qu'« on ne récuse pas l'invasion en tant que telle, mais le principe de l'intervention à la sollicitation d'un groupe [...] et non pas des organismes du pouvoir légal²⁰⁶⁸ ». Selon un spécialiste étranger du communisme roumain, la « condamnation par Ceausescu des alliés du Pacte de Varsovie » a été en accord avec « l'état d'esprit de la population, le parti gagnant ainsi une vague d'adhésions sans précédent²⁰⁶⁹ ». Le même auteur remarque dans un autre ouvrage que « l'invasion de la Tchécoslovaquie par les pays du Traité de Varsovie, en août 1968 [...] a permis à Ceausescu de découvrir que l'appel au sentiment national constituait un mécanisme efficace de contrôle social et de dictature personnelle » et l'avait « convaincu des avantages » de l'accentuation des symboles nationaux comme de « sa propre importance²⁰⁷⁰ ». Vue la ligne politique adoptée en 1964 par le régime (la « Déclaration d'avril 1964 » de Gheorghiu-Dej), le refus d'y participer à l'invasion de la Tchécoslovaquie en août 1968 ne pouvait pas surprendre, mais sa dénonciation proclamée, qui « a été un acte de courage pour lequel lui et son pays ont gagné le respect dans le monde entier²⁰⁷¹ ». Des intellectuels sont nombreux à avoir adhéré au parti à ce moment-là, dans « une déclaration publiée dans *Gazeta literara*, signée par vingt-trois jeunes écrivains, dont Leonid Dimov, Alexandru Ivasiuc, Petru Popescu, Adrian Paunescu et Dumitru Tepeneag » saluaient la « position adoptée par le parti et le gouvernement roumain, exprimée par le camarade Nicolae Ceausescu » et déclaraient leur soutien « pour défendre les valeurs fondamentale de la patrie, si besoin, la construction pacifique du socialisme en Roumanie²⁰⁷² ». Alexandru Ivasiuc, Adrian Paunescu et Paul Goma

²⁰⁶³ Stelian Tanase, *Istoria caderii regimurilor comuniste. Miracolul revolutiei*, op. cit., p. 151.

²⁰⁶⁴ *Ibid.*, p. 178.

²⁰⁶⁵ Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste de Roumanie, *Raport final*, op. cit., p. 137.

²⁰⁶⁶ Alexandru Florian, *Romania si capcanele tranzitiei*, op. cit., p. 172.

²⁰⁶⁷ Dennis Deletant, *Romania under Communist Rule*, op. cit., p. 162.

²⁰⁶⁸ Notant par la suite ce que toutes les autres analyses vont remarquer : « Se servant de l'invasion en Tchécoslovaquie, il [Ceausescu] a commencé à prétendre qu'il avait le soutien de toute la nation. Dorénavant le pouvoir va se concentrer de plus en plus, le totalitarisme va revêtir la forme d'une dictature de clan. » (Alexandru Florian, *Romania si capcanele tranzitiei*, op. cit., p. 173.) Selon la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste de Roumanie ce discours, « devenu une légende du communisme national », a été une « mascarade [...] qui a fonctionné » (dans *Raport final*, op. cit., p. 137).

²⁰⁶⁹ Dennis Deletant, *Ceausescu si Securitatea*, op. cit., p. 178.

²⁰⁷⁰ *Ibid.*, p. 161.

²⁰⁷¹ *Ibid.*, p. 162 sqq. Participant à la politique du régime, Ion Iliescu (premier président de la Roumanie après 1989), appréciera lors d'un entretien daté de 2004 la politique de Ceausescu dans la continuation de la politique de Gheorghiu-Dej (Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt scurt*, op. cit.).

²⁰⁷² *Gazeta literara*, le 22 août 1968, citée dans Dennis Deletant, *Ceausescu si Securitatea*, op. cit., p. 178.

ont adhéré au PCR ce même jour-là, le lendemain de ce discours. D'autres encore y ont exprimé leur adhésion (parmi les membres fondateurs du GDS on peut citer le cas de Sorin Vieru qui raconte qu'il s'est laissé convaincre par une collègue qui va s'exiler au final²⁰⁷³).

L'année 1968 est identifiée à l'« assouplissement de la censure » et aux débats entre des littéraires faisant référence à la nécessité d'« une réforme dans le monde littéraire²⁰⁷⁴ ». Mais déjà en 1968 et surtout dans les années immédiatement suivantes les plaidoyers pour la réforme venant du monde littéraire et certaines réussites enregistrées ont dû s'accommoder des limites imposées à la production littéraire, confronter la censure ou des autres rappels à l'ordre (marginalisation de certains intellectuels plus audacieux). L'industrialisation promue par Gheorghiu-Dej avait créé ce qu'on peut appeler comme « classe moyenne », composée de techniciens, d'hommes de science et d'économistes, qui aurait pu exprimer ses intérêts en politique si la politique de Ceausescu n'avait pas empêché l'autonomisation de la direction en économie et n'avait pas maintenu la planification rigide renforçant le contrôle en économie. Dans l'impossibilité de formuler ses intérêts, la technocratie s'est vue remplacée par les représentants des professions littéraires qui pouvaient prendre le devant de la scène publique²⁰⁷⁵. Mise à part l'idéologie nationaliste produite et diffusée par la propagande de parti, les valeurs nationales ont été manipulées au sein des institutions spécifiques, la vision nationaliste étant le fait des professionnels de la culture et de la communication comme des « intellectuels »²⁰⁷⁶.

Dans les années 1970 et la décennie suivante, l'AR est restée l'instance de consécration et la plus représentative alors que, par la création des académies spécialisées, elle était progressivement dépossédée de ses lieux de la recherche. A l'automne 1969 ont été (re)créées, comme institutions étatiques, l'Académie de sciences médicales (fondée en 1935) et l'Académie de sciences agricoles et sylvicoles²⁰⁷⁷, sous la direction des institutions politiques, respectivement du Ministère de la Santé et du Ministère de l'Agriculture. Et certaines unités de recherche, une fois regroupées (en constituant des unités centrales établies au niveau national), ont été rattachées à des institutions à visée économique. Le 20 février 1970 a été créée l'Académie de sciences sociales et politiques (ASSP), qui déploie son activité sous la direction du Comité central du PCR²⁰⁷⁸. Les instituts du domaine des sciences humaines et sociales sont passés sous la tutelle de celle-là. L'ASSP est organisée en huit sections ayant chacune à sa tête un président : section

²⁰⁷³ Entretien avec Sorin Vieru (le 6 mai 2009).

²⁰⁷⁴ Dennis Deletant, *Ceausescu si Securitatea*, op. cit., p. 177.

²⁰⁷⁵ Dennis Deletant, *Romania under Communist Rule*, op. cit., pp. 160-161. Nous retrouvons la même thèse chez l'historien britannique Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, Humanitas, série « Histoire », 2005.

²⁰⁷⁶ Alexandru Florian, *Romania si capcanele tranzitiei*, op. cit., p. 174.

²⁰⁷⁷ L'Académie de sciences médicales a été fondée en 1935. L'Académie d'agriculture a été créée en 1941 et a été dissoute en automne 1944. En mai 1962 a été créé l'Institut central de recherches agricoles, unité rassemblant des instituts divers spécialisés dans l'agriculture et la zootechnie, transformé en 1969 en académie. Voir *infra*.

²⁰⁷⁸ Le président d'honneur de l'ASSP étant Nicolae Ceausescu. A ne pas confondre l'ASSP avec l'Académie « Stefan Gheorghiu » qui est un établissement d'enseignement supérieur, lié directement au parti, alors que l'ASSP est une académie spécialisée.

de théorie et d'histoire de l'art et de la littérature (Ion Frunzetti), section d'histoire et d'archéologie (Stefan Stefanescu), section de sciences juridiques (Demeter Ianos), section d'études économiques (Alexandru Barladeanu), section de philosophie et de logique (Dumitru Ghise), section de psychologie et de pédagogie (Alexandru Rosca), section de sociologie (Henri H. Stahl), section de sciences politiques (Valter Roman). Certains membres de l'AR étaient aussi des membres de l'ASSP mais tous les membres de l'ASSP n'étaient pas des membres de l'AR²⁰⁷⁹. Les présidents de l'ASSP ont été : Miron Constantinescu et, à partir de 1973, Mihnea Gheorghiu. Selon certains témoignages²⁰⁸⁰, après quelques rencontres des responsables de l'AR, l'activité des membres de la section de sociologie est demeurée faible²⁰⁸¹. Les unités de recherche mises sous la direction de l'ASSP en 1970 semblent étendre leur champ d'intérêts par l'inclusion d'autres disciplines (à l'histoire s'ajoutent la philosophie, la sociologie, l'économie) et prendre de l'importance (par une augmentation de son personnel)²⁰⁸². Aux centres de recherche en sciences humaines constitués vers la fin des années 1950 ou milieu des années 1960 on attribue comme domaine de recherche les « sciences sociales », à leur nom est accolé parfois le terme de « sciences sociales ». On veut relier la recherche à l'enseignement (des responsables des structures consacrées à la recherche sont aussi des responsables d'institutions universitaires). L'AR ne conservait plus que des instituts ou centres, consacrés à l'étude de la langue et de la littérature (deux dans les trois principaux centres universitaires) et aux mathématiques mais aussi trois musées de l'art et de la littérature²⁰⁸³. Les rétributions supplémentaires des académiciens sont supprimées²⁰⁸⁴. En 1974, un nouveau projet du fonctionnement de l'AR prévoyait qu'elle soit mise sous la direction du Conseil National pour la Science et la Technologie²⁰⁸⁵.

²⁰⁷⁹ Un historien de la littérature et chercheur à l'AR présente des informations contenues par certains documents retrouvés dans le bâtiment où siégeait l'ASSP : Iordan Datcu, « Académie de sciences sociales et politiques. Contributions documentaires », *Cultura*, 342, octobre 2011 <http://revistacultura.ro/nou/2011/10/academia-de-stiinta-sociale-si-politice-contributii-documentare/>

²⁰⁸⁰ Les témoignages au sujet de l'ASSP sont bien rares et les marques de cette appartenance dans les biographies sont inexistantes. Ioan Mihailescu est le seul à décrire brièvement son fonctionnement vues ses expériences et à parler de certains de ses responsables. L'ASSP est décrite comme institution qui demande et reçoit de manière régulière des rapports de recherche et des comptes-rendus des enquêtes que personne ne consulte mais aussi celle dont dépend les séjours à l'étranger à but scientifique ou la continuation des activités menées à l'étranger par ceux qui sont partis à l'étranger comme boursiers de l'Etat roumain et/ou grâce à certains accords internationaux (Ioan Mihailescu, Zoltan Rostas, *Dialog neterminat*, op. cit.).

²⁰⁸¹ Entretien avec Io[a]n Dragan (le 24 octobre 2013).

²⁰⁸² Le Centre d'histoire, philologie et ethnographie de Craiova, fondé en 1965, fut mis sous la tutelle de l'ASSP en février 1970 et redésigné le Centre de sciences sociales. La Section de sciences sociales de Sibiu, appartenant à la filiale de Cluj de l'AR, devenue unité à part en prenant le nom de Centre de sciences sociales de Sibiu, fut subordonné à l'ASSP.

²⁰⁸³ Dan Berindei, *Istoria Academiei Romane*, op. cit., p. 382.

²⁰⁸⁴ *Ibid.*, p. 380.

²⁰⁸⁵ *Ibid.*, pp. 386-402. Voir à la fin de ce texte notre présentation des institutions qui gèrent le domaine de la culture, de l'enseignement et de la recherche durant la période communiste.

Ont été élus directement comme membres titulaires Elena Ceausescu²⁰⁸⁶ ainsi que Miron Constantinescu, président de l'ASSP entre 1972 et 1973²⁰⁸⁷, le premier, après sa création en 1970²⁰⁸⁸, ancien recteur de l'Académie « Stefan Gheorghiu » (entre 1970 et 1972²⁰⁸⁹) et vice-président du Conseil d'État. Au même moment Manea Manescu, venant de s'installer à la tête du Conseil des ministres (premier ministre entre 1974 et 1979), était élu membre titulaire et président de la section des sciences économiques. Toujours en 1974, sont élus membres titulaires, sans avoir eu à passer par le statut de membres correspondants, l'historien universitaire Constantin C. Giurescu²⁰⁹⁰, un psychologue et le médecin Ana Aslan, directrice de l'Institut national de gériatrie et de gérontologie. Au même moment étaient titularisés des membres correspondants : Stefan Pascu (historien et universitaire de Cluj, élu aussi président de la section de sciences historiques), Vintila Mihailescu (géographe), D. D. Rosca (philosophe), Serban Cioculescu (historien de la littérature), Eugen Jebeleanu (écrivain)²⁰⁹¹. La même année sont devenus membres correspondants : le sociologue Henri Stahl, le mathématicien et l'essayiste Mircea Malita (ministre de l'Enseignement de 1970 à 1972, succédant à Miron Constantinescu, membre du Comité central du PCR), l'historienne de la littérature Zoe Dumitrescu-Busulenga, les écrivains Mihnea Gheorghiu (à la tête de l'ASSP entre 1973 et 1989²⁰⁹², succédant à Miron Constantinescu²⁰⁹³), Marin Preda, Titus Popovici et Eugen Barbu, ainsi que l'ingénieur et l'universitaire Mihai Draganescu et l'économiste Tudorel Postolache²⁰⁹⁴. Des étrangers n'étaient plus acceptés au sein de l'AR qu'à titre de membres d'honneur.

En 1974, on regroupe deux sections, celle consacrées aux sciences philologiques et celle à la littérature et aux arts, pour en créer une seule section²⁰⁹⁵. La même année, l'AR perdait le reste de ses unités de recherche en langue et littérature comme en mathématiques. La plupart sont entrées dans la structure du Ministère de l'éducation et de l'enseignement, une seulement se retrouva sous la direction du Conseil de la

²⁰⁸⁶ Jusqu'en 1988 elle est élue membre de six académies de l'étranger et reçoit le titre *doctor honoris causa* de dix universités. Entre autres titres honorifiques, elle est devenue membre d'honneur de l'Institut royal de la Grande Bretagne et *docteur honoris causa* de l'Institut polytechnique de Londres (cf. Dan Berindei, *Istoria Academiei Romane (1866-2006)*, op. cit., p. 395). Après 1989 l'AR retire le titre que lui avait accordé.

²⁰⁸⁷ Cf. Dan Catanus (dir.), *Romania 1945-1989. Enciclopedia regimului comunist*, op. cit., p. 19.

²⁰⁸⁸ Mihai Dinu Gheorghiu, *Intelectualii in campul puterii*, op. cit., pp. 95-96.

²⁰⁸⁹ Dan Catanus (dir.), *Romania 1945-1989. Enciclopedia regimului comunist*, op. cit., p. 42.

²⁰⁹⁰ Constantin C. Giurescu est alors universitaire, fils d'un autre universitaire en histoire et académicien. Ancien ministre dans deux gouvernements libéraux, responsable de l'organisation du premier parti unique, constitué à l'initiative du roi Charles I, il a été emprisonné au début des années 1950. Son fils, l'historien Dinu C. Giurescu, universitaire avant comme après 1989, est membre de l'Académie roumaine à partir de 1990 (voir *infra*).

²⁰⁹¹ En 1974 sont titularisés : deux médecins, deux chimistes, deux biologistes, six ingénieurs, un géologue, deux physiciens, un mathématicien, un architecte, deux économistes, un géographe, un philosophe, un juriste, un linguiste, un historien et critique littéraire, deux écrivains, un historien de l'art. *Ibid.*, p. 387.

²⁰⁹² Mihnea Gheorghiu a été aussi le vice-recteur de l'école du parti, l'Académie d'études sociales et politiques « Stefan Gheorghiu » à partir de 1983 (cf. Dan Catanus (dir.), *Romania 1945-1989. Enciclopedia regimului comunist*, op. cit., p. 19).

²⁰⁹³ Mihai Dinu Gheorghiu, *Intelectualii in cimpul puterii*, op. cit., p. 96. Voir *supra*.

²⁰⁹⁴ On retrouvera certains d'entre eux (Mircea Malita, Zoe Dumitrescu Busulenga, Tudorel Postolache et Mihai Draganescu) dans le comité provisoire élu à la tête de l'AR le 26 décembre 1989, alors que d'autres seront exclus de l'AR (cf. Dan Berindei, *Istoria Academiei Romane (1866-2000)*, op. cit., p. 404).

²⁰⁹⁵ *Ibid.*, p. 386.

culture et de l'éducation socialiste (dirigé alors par Dumitru Popescu²⁰⁹⁶). Plusieurs unités de recherche du domaine des sciences humaines et sociales vont à partir du milieu des années 1970 sous la double direction de l'ASSP et du Ministère de l'éducation et de l'enseignement²⁰⁹⁷, fonctionnant auprès des facultés spécifiques²⁰⁹⁸. L'intégration des unités de recherche dans des établissements d'enseignement suit au lien créé entre recherche et secteur économique. La subordination de certaines unités de recherche ou des collectifs de recherche à des structures de l'économie, est considérée rétrospectivement marque de l'affaiblissement de la recherche comme domaine d'activité, sa perte d'importance.

Le début des années 1970 est aussi marqué par la multiplication des collectifs de travail sociologique, travaillant auprès de ministères divers mais aussi dans des unités économiques. Ces lieux constituaient, selon un sociologue de la période communiste, Ioan Mihailescu, des débouchés surtout pour ceux qui, formés à la sociologie, à partir de 1974, ne peuvent plus attendre ou espérer leur entrée dans des institutions académiques²⁰⁹⁹. Le Centre de recherches sociologiques, dirigé depuis 1974 par Ioan Dragan, créé au sein de l'Université de Bucarest à l'initiative de Miron Constantinescu, intégré à l'AR dans la période suivante, est passé sous la tutelle de l'ASSP au début des années 1970 et est devenu « une sorte d'annexe de la faculté²¹⁰⁰ » de philosophie à partir de 1977. Même si dans les années 1970 et jusqu'en 1989 la recherche et l'enseignement sont mis ensemble²¹⁰¹, selon Ioan Dragan, ils sont rares les chercheurs qui enseignent. Et si à la fin des années 1970 à l'Université il est « plus difficile » mais encore possible de suivre une formation doctorale en sociologie était encore possible, « paradoxalement la sociologie a eu de place, beaucoup plus de place à l'Académie “Stefan Gheorghiu”²¹⁰² ». Selon Io[a]n Dragan, des quarante postes dont disposait le Centre de recherches sociologiques à la fin des années 1980 sont restés seulement dix-sept ou dix-huit postes.

En 1975, l'Institut d'histoire de l'art, fondé en 1949, fut subordonné à l'Académie de sciences sociales et politiques (ASSP) mais aussi au Ministère de l'éducation et de l'enseignement, fonctionnant auprès d'un établissement d'enseignement supérieur, l'Institut d'arts plastiques « Nicolae Grigorescu ».

²⁰⁹⁶ Dumitru Popescu est le président du Conseil de la culture et de l'éducation socialiste à sa création et durant trois gouvernements successifs, entre juillet 1971 et novembre 1976. Voir *infra*.

²⁰⁹⁷ En 1975, à l'Université de Bucarest sont intégrés plusieurs instituts de recherche. Auprès des facultés fonctionnent des instituts de recherche conformes à leur spécialité. Voir Adina Berciu-Draghicescu, Ovidiu Bozgan, *O istorie a Universitatii din Bucuresti*, op. cit., p. 315.

²⁰⁹⁸ L'Institut de géographie, créé comme structure du Ministère de la culture nationale et des cultes, passé sous la tutelle de l'AR en 1958, se retrouva à partir de 1974 sous la direction du Ministère de l'éducation et de l'enseignement et dans l'administration de l'Université de Bucarest en 1975 (jusqu'au début de 1990).

²⁰⁹⁹ On parle dans ce contexte de la « sociologie d'entreprise » (Ioan Mihailescu, Zoltan Rostas, *Dialog neterminat*, op. cit., p. 70).

²¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 168.

²¹⁰¹ Io[a] Dragan attire l'attention sur le fait que des sociologues ont continué à enseigner la sociologie dans d'autres établissements d'enseignement universitaires comme l'Institut polytechnique. Selon ce même interlocuteur, la recherche et l'enseignement doivent être considérés ensemble dans les années 1970 et 1980. Dans un premier temps, le siège du Centre de recherches sociologiques se trouvait au centre de la ville (Place Romaine), dans la dernière période communiste, il occupait le même bâtiment que le Centre de logique (entretiens avec Sorin Vieru, le 27 juillet 2009 et Ioan Dragan, le 24 octobre 2013).

²¹⁰² Entretien informel avec Io[a]n Dragan (le 24 octobre 2013).

Son premier directeur fut, entre 1949 et 1969, George Oprescu. A la direction de cet institut on retrouve aussi Ion Frunzetti²¹⁰³, Razvan Theodorescu, Vasile Dragut²¹⁰⁴, etc. L'Institut d'histoire de l'art est l'éditeur de la *Revue roumaine d'histoire de l'art* qui paraît depuis 1957²¹⁰⁵. Dans cette institution on pouvait retrouver durant la période communiste plusieurs futurs membres du GDS, comme cela a été déjà mentionné : Andrei Plesu (entre 1971 et 1982 et entre 1984 et 1989), Andrei Cornea (à partir de 1987 et jusqu'en 1990), Radu Bercea (à partir de 1988 et jusqu'en 1990), Magda Carneci (à partir de 1981 et jusqu'en 2001) et Anca Vasiliu (dans les années 1980 et jusqu'en 1998). A partir de 1975, après avoir quitté l'Institut de philosophie, Gabriel Liiceanu s'y intégrait lui aussi.

Les institutions de recherche que l'AR avait perdues au profit des académies spécialisées fonctionnaient auprès des universités. Les instituts et centres en sciences humaines et sociales fonctionnaient sous la tutelle de l'ASSP, mais dépendaient du point de vue administratif du Ministère de l'éducation et de l'enseignement comme tout établissement d'enseignement. L'AR comptait vers la fin de l'année 1989 quatre-vingt-trois membres correspondants et titulaires ensemble et son fonctionnement administratif était assuré par sept personnes²¹⁰⁶. Fin des années 1970 et durant les années 1980, l'Académie roumaine ne fut plus qu'une institution de consécration, elle était ainsi revenue à son premier statut. Elle n'était plus un cadre institutionnel étatique pour la recherche, tel qu'elle était devenue durant le régime communiste, dès l'adoption de la première Constitution de la période communiste et la mise en place de la réforme de l'enseignement (par la loi du 3 août 1948 en vigueur jusqu'au 1^{er} septembre 1968)²¹⁰⁷.

Gestion du domaine de la culture et du domaine de l'enseignement et de la recherche (1940-1989)

Les institutions qui gèrent au niveau national le **domaine de la culture** ainsi que le **domaine de l'enseignement et de la recherche** entre 1940 et 1989²¹⁰⁸ :

²¹⁰³ Certains de nos interlocuteurs mentionnent Ion Frunzetti celui dont Andrei Plesu avait eu le soutien. On retrouvera Ion Frunzetti dans une des lettres signées par Andrei Plesu, publiée dans *Epistolar* (édité par Gabriel Liiceanu), adressée à son ami, Sorin Vieru. Selon le témoignage d'Andrei Plesu, il semble avoir vu Ion Frunzetti comme son maître à penser (voir chapitre sur le communisme).

²¹⁰⁴ Razvan Theodorescu et Vasile Dragut ont été les signataires de la lettre envoyée à trois reprises entre décembre 1984 et octobre 1985 au Comité Central du PCR au sujet de la démolition du monastère Vacaresti (cf. Dennis Deletant, *Ceausescu si Securitatea*, op. cit., pp. 288-289). Pour la trajectoire de Razvan Theodorescu voir chapitre suivant.

²¹⁰⁵ Dont les rédacteurs en chef sont : George Oprescu (entre 1953 et 1969), Mircea Popescu (de 1970 à 1973), Ion Frunzetti (entre 1974 et 1985), Vasile Dragut (de 1986 à 1987).

²¹⁰⁶ Cf. Dan Berindei, *Istoria Academiei romane*, op. cit., pp. 402-403. Un autre représentant de l'AR, invité à la télévision publique, mentionne un nombre encore plus réduit et caractérise l'AR de l'année 1989 comme une « institution moribonde » (Ionel Haiduc dans l'émission « Profesioniștii [Les professionnels] » réalisée par Eugenia Voda pour la Télévision publique).

²¹⁰⁷ Voir Dan Constantin Radulescu, « Invatamantul romanesc 1948-1989. Intre deriva si recuperare institutional-funcționala » [L'enseignement roumain 1948-1989. Entre dérive et récupération institutionnelle-fonctionnelle], *Calitatea Vieții*, 3-4, 2006, pp. 307-318.

²¹⁰⁸ Stelian Neagoe, *Istoria guvernelor Romaniei de la inceputuri – 1859 – pana in zilele noastre – 1999*, 2^e édition, Bucarest, Machiavelli, 1999 ; Dan Catanus (dir.), *Romania 1945-1989. Enciclopedia regimului comunist*, op. cit., Institut national pour l'étude du totalitarisme, Académie roumaine, 2012. Certaines désignations ont pu être vérifiées à travers les mentions faites à ces institutions dans des ouvrages qui traitent de la censure et des institutions culturelles de la période communiste, à savoir l'Union des écrivains et l'Académie roumaine, et dans des ouvrages plus généraux sur le communisme roumain.

Avant l'installation du premier gouvernement dirigé par le général Ion Antonescu (septembre 1940) fonctionnent deux institutions : le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère des Cultes et des Arts. Dans le premier gouvernement du général Ion Antonescu, les deux ministères composent une seule institution le Ministère de l'Éducation nationale, des Cultes et des Arts. Avant l'installation du premier gouvernement Petru Groza, entre novembre 1944 et mars 1945, il y a deux ministères, de l'Éducation nationale et un autre des Cultes et des Arts. À partir de 1945, plus précisément du 6 mars 1945, moment de l'installation du gouvernement Petru Groza (après l'abdication du roi Michel I), il y a trois institutions distinctes : le Ministère des Arts (et des Informations²¹⁰⁹) de mars 1945 à juillet 1950, moment où le ministère est désigné le Comité pour l'Art²¹¹⁰, le Ministère des Cultes de mars 1948 à 1956, subordonné au Comité central du Parti Ouvrier Roumain, après cette date, ce dernier ministère est devenu département des Cultes dans le cadre du Ministère des Affaires intérieures²¹¹¹) et le Ministère de l'Éducation nationale²¹¹². Le Ministère de la Culture est créé le 30 novembre 1953 composé du Comité pour l'Art, du Comité pour la cinématographie, du Comité pour la radio, du Comité des établissements culturels, de la Direction des maisons d'édition, de l'industrie polygraphique et de la diffusion du livre (auprès du Conseil des ministres)²¹¹³. La même année, le 6 octobre est créé le Ministère de l'Enseignement englobant le Ministère de l'Enseignement public, le Ministère de l'Enseignement supérieur et la Direction générale des réserves de travail²¹¹⁴. En mars 1957, les deux domaines d'intervention étatique, la culture et l'enseignement sont mis ensemble par la création du Ministère de la Culture et de l'Enseignement²¹¹⁵. Le 9 juin 1962, ce ministère a été réorganisé et deux institutions différentes ont été créées pour les deux domaines : le Ministère de l'Enseignement et le Comité d'État pour la culture et l'art. En septembre 1971, le Conseil de la culture et de l'éducation socialiste remplace le Comité d'État pour la culture et l'art²¹¹⁶. La même année, en novembre 1971, le Ministère de l'Enseignement est redésigné le Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement. En 1977 et jusqu'en janvier 1990 fonctionnent aussi le Département des Cultes. Le Conseil de la culture et de l'éducation socialiste (créé par décret n° 301 de 1971, devenu loi n° 60 de 1971) est l'« organe central de parti et d'État » fonctionnant sous la direction du Comité central du parti communiste roumain et comme structure du Conseil des ministres, tout comme une autre institution (décret n° 89/1971)²¹¹⁷, le Conseil national pour la science et la technologie (décret n° 275 de 1973, devenu loi n° 91 de 1973) qui remplace le Conseil national pour la recherche scientifique (CNCS), créé en 1965.

Le Conseil national pour la recherche scientifique (CNCS), créé en décembre 1965 (dirigé alors par Roman Moldovan, aussi vice-président du Conseil des ministres) dont la loi de constitution date de 1967. Le CNCS a comme but l'élaboration des critères pour l'évaluation de l'activité scientifique, la coordination des projets de recherche, à savoir des institutions de la recherche, et l'élaboration d'un plan unitaire de recherche avec la contribution des institutions politiques qui s'intéressent au domaine de la

²¹⁰⁹ En décembre 1947, dans le troisième gouvernement Groza il y avait le Ministère des Arts, en avril 1948 dans le quatrième – et dernier – gouvernement Petru Groza, il y avait le Ministère des Arts et des Informations, redésigné la même année par le nom de Ministère des Arts (Stelian Neagoe, *Istoria guvernelor Romaniei de la inceputuri, op. cit.*, pp. 163-165).

²¹¹⁰ *Ibid.*, p. 166.

²¹¹¹ Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste de Roumanie Tismaneanu, *Raport final*, édité par D. Dobrinu, C. Vasile, *op. cit.*, pp. 259-263.

²¹¹² Cette division est la même dans les trois des quatre gouvernements dirigés par Petru Groza (aussi après la proclamation de la république populaire, décembre 1947). Dans le quatrième gouvernement dirigé par Petru Groza, il s'agit pour une courte période du Ministère des Arts et des Informations, redésigné en mai 1949, le Ministère des Arts. Mais peu après, en juillet la même année, le Ministère des Arts est remplacé par le Comité pour l'Art (*Ibid.*, pp. 165-166).

²¹¹³ *Ibid.*, p. 173.

²¹¹⁴ *Ibid.*, p. 172.

²¹¹⁵ Miron Constantinescu est ministre de l'Enseignement et de la Culture entre mars et juillet 1957. Il a été aussi ministre de l'Enseignement entre août et novembre 1969 (*Ibid.*, pp. 178-179, 197, 199).

²¹¹⁶ *Ibid.*, pp. 200-201. Le premier président du Conseil de la culture et de l'éducation socialiste tout comme le dernier du Comité d'État pour culture et art est Dumitru Popescu, remplacé par Miu Dobrescu en 1976, à son tour remplacé par Suzana Gadea (en 1979 ministre de l'Éducation et de l'Enseignement depuis 1976) occupant cette fonction jusqu'en 1989.

²¹¹⁷ Dan Catanus (dir.), *Romania 1945-1989. Enciclopedia regimului comunist, op. cit.*, p. 190.

recherche ou celles qui gèrent différents secteurs de l'industrie et peuvent s'y intéresser. Le CNCS a comme but de définir les lignes directrices de l'activité scientifique déroulée au sein de l'Académie roumaine, dans les établissements d'enseignement supérieur ou dans d'autres institutions, structures des ministères ou autres organismes centraux. Le président du CNCS est membre du Conseil des ministres. Font partie du CNCS des membres de l'AR, des enseignants et des chercheurs ainsi que des responsables au sein des ministères, nommés par le Conseil des ministres. A la tête du CNCS suit Alexandru Barladeanu, président du CNCS et vice-président du Conseil des ministres, remplaçant Roman Moldovan, entre décembre 1967 et décembre 1968²¹¹⁸. Pour quelques mois, à la tête du CNCS se trouve Ilie Murgulet, jusqu'en août 1969 lorsqu'il est remplacé par Gheorghe Buzdugan, à son tour remplacé un mois après par Gheorghe Cioara.

En 1969, il semble qu'au sein du CNCS les sciences techniques sont devenues prioritaires. Et en 1971, le CNCS prévoit l'acquisition de technique de calcul pour des structures de l'économie. Par décret n° 89 de 1971 le CNCS est redénommé Conseil national pour la science et la technologie (CNST)²¹¹⁹. Le CNST est dirigé par Gheorghe Cioara, ensuite par Ioan Ursu (depuis mars 1975), suivi d'Elena Ceausescu à partir d'avril 1980²¹²⁰.

Le CNCS et par la suite le CNST sont des organismes de parti et d'État, subordonnés au Comité centrale du PCR et au Conseil des ministres. Le CNCS et par la suite le CNST avaient comme « attribution principale [...] sur la base des propositions de l'Académie RSR, du Ministère de l'Enseignement et d'autres organismes centraux qui avaient dans leur subordination des instituts de recherche scientifique – le programme unitaire de la recherche scientifique dans le pays entier²¹²¹ ». Le CNST travaille en collaboration avec l'AR, des académies spécialisées, d'autres instituts de recherche, constitués comme unités centrales, et des ministères et dirige toute l'activité ayant lieu dans le domaine de la recherche. Font partie de cet organisme aussi bien le président de l'AR que les présidents des académies créées au début des années 1970, des responsables des instituts centraux ainsi que des représentants des ministères et des chercheurs ou enseignants. Le président du CNST est nommé par décret du président de la RSR, les autres membres de l'équipe dirigeante étant nommés par décision du Conseil des ministres²¹²². En 1980 le CNST est intégré au Conseil suprême du développement économique et social (CSDES), créé en 1973, dirigé par Nicolae Ceausescu. Le CSDES est l'autorité sous laquelle fonctionne l'Institut de recherches économiques mais aussi la tribune consacrée à l'étude économique, *Revista economica*²¹²³.

B. Enseignement politique et espace éditorial. Deux revues en sciences humaines et sociales

L'enseignement politique de parti, institué par le régime communiste, doit être considéré en regard de l'enseignement des sciences sociales aux universités, mais surtout de à l'Université de Bucarest²¹²⁴, et du

²¹¹⁸ En décembre 1968 Alexandru Barladeanu est « libéré de sa fonction » de président du CNCS et en janvier 1969 il renonce à sa fonction de vice-président du Conseil des ministres (cf. Stelian Neagoe, *Istoria guvernelor Romaniei de la inceputuri*, pp. 194-195).

²¹¹⁹ Dan Catanus (dir.), *Romania 1945-1989. Enciclopedia regimului comunist*, op. cit., p. 190.

²¹²⁰ Les autres responsables du CNST durant la dernière décennie de la période communiste sont : Mihail Florescu, Emilian Dobrescu et Ioan Ursu. Voir Stelian Neagoe, *Istoria guvernelor Romaniei de la inceputuri*, op. cit., pp. 203-233.

²¹²¹ Dan Catanus (dir.), *Romania 1945-1989. Enciclopedia regimului comunist*, op. cit., p. 188.

²¹²² *Ibid.*, p. 191.

²¹²³ *Ibid.*, pp. 203 et 205.

²¹²⁴ En 1864, la sociologie figure comme discipline d'enseignement dans le cadre de la Faculté des lettres et de philosophie. Le cours de sociologie est animé par un universitaire ayant obtenu son doctorat en sociologie à Paris. En 1907, le département de philosophie se partage en deux sections. Une section est consacrée aux études d'éthique et de sociologie et une autre aux études de logique et de psychologie. La chaire de sociologie, éthique et esthétique est créée en 1910 sous la direction d'I. Radulescu et, en 1920, c'est Dumitru Gusti qui l'occupe. En 1927, la loi sur l'enseignement institue l'enseignement obligatoire de la discipline de la sociologie dans la Faculté de philosophie pour l'examen de maîtrise et pour le doctorat. L'entre-deux-guerres est marqué par l'épanouissement des études de sociologie : l'École sociologique de Bucarest, avec des monographies qui se déroulent

domaine des sciences sociales à l'Académie roumaine. La réforme de l'enseignement de 1948 institue la séparation entre les deux disciplines : lettres et philosophie²¹²⁵. La sociologie est éliminée du programme universitaire. Mais des recherches d'ethnologie et d'anthropologie continuent dans des centres dédiés aux domaines de l'économie et de la statistique : l'Institut de recherches économiques de l'Académie roumaine et la Direction générale de statistique. Entre 1953(57)²¹²⁶ et 1962, la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest comprend quatre sections : psychologie (avec le plus grand succès, recevant environ 25-30 places par année), la philosophie générale (avec 50-60 places par année) ; la pédagogie (la moins recherchée, avec environ 25-30 places) et le journalisme (éliminé vers 1965)²¹²⁷. La section de psychologie demeure jusqu'en 1989 au sein de la Faculté de philosophie. En 1966 est créée la section de sociologie au sein de la Faculté de philosophie où sont regroupées plusieurs disciplines (psychologie, pédagogie et sociologie). La même année était créé l'Institut de langues et de littératures étrangères dans une période marquée par le relâchement du contrôle et d'un regard porté plus aux traditions nationales ainsi que d'une ouverture vers l'Occident, renonçant à se rapporter aux modèles soviétiques. Entre 1965(6) et 1975(7), une section de sociologie fonctionnait dans le cadre de la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest et une autre section de sociologie voyait le jour à Cluj. Mais en 1977, la section de sociologie de la Faculté de philosophie et d'histoire disparaissait (décision politique). Y subsiste cependant la spécialisation en sociologie dans les années d'études terminales et pour le doctorat²¹²⁸.

Durant la période communiste, la tendance est à l'augmentation des lieux de formation. Fragmentation et surtout accroissement du nombre des institutions début des années 1950 et ensuite vers le milieu des années 1960, mais aussi dissolution de certaines institutions (journalisme). Si dans une première étape, le régime se fournissait une « intelligentsia » à lui, fruit de la politique d'enseignement mis en œuvre au début des années 1950, centrée sur les sciences appliquées²¹²⁹, dans une seconde étape, il s'agirait d'une « nouvelle politique de formation et de recrutement [...] mise en œuvre » au moment où la génération antérieure, formée dans les années 1950 a été « promue à des postes de direction²¹³⁰ ». Des universités

durant deux décennies sous la direction de Dimitrie Gusti et puis de ses élèves, H. H. Stahl, M. Vulcanescu, Traian Herseni, A. Golopentia, etc.

²¹²⁵ Jusque-là, les étudiants entrés à la Facultés des lettres et de philosophie suivaient soit la section de philosophie soit celle dédiée aux lettres. Avant la réforme de 1948 les lettres et la philosophie ainsi que les sciences juridiques se plaçaient en tête de la hiérarchie des formations offertes par les universités mais après les mathématiques, selon le nombre d'étudiants, alors que l'histoire et la psychologie-pédagogie attiraient presque le même nombre d'étudiants (cf. Adina Berciu-Draghicescu, Ovidiu Bozgan, *O istorie a Universitatii din Bucuresti*, op. cit., p. 293).

²¹²⁶ Les dates diffèrent du fait de l'intervalle permettant que des étudiants inscrits dans une section poursuivent leurs études selon la formule initiale.

²¹²⁷ Gheorghe Vladutescu, *Filozofie si politica*, op. cit., pp. 30-31. Si la formation en psychologie est recherchée, selon certains témoignages, en 1972 les diplômés de la section de psychologie sont au nombre de onze (Entretien avec Angela Marinescu, le 14 mai 2008).

²¹²⁸ Entretien avec Io[a]n Dragan, le 24 octobre 2013.

²¹²⁹ Antoine Roger, *Fascistes, communistes et paysans*, op. cit., p. 188.

²¹³⁰ *Ibid.*, p. 199.

seront créées dans une période où « l'intelligentsia constituée au début des années 1950²¹³¹ » sera « promue à des postes de direction », dans les années 1960. La création de nouveaux centres universitaires est censée répondre aux nouvelles demandes d'occupation des « postes ainsi libérés ». A Targu-Mures, une université d'État est créée en 1960. L'Université de Timisoara a été créée en 1962 et celle de Craiova en 1965²¹³². D'autres nouveaux établissements d'enseignement supérieur sont l'Université de Brasov, créée en 1971, et l'Université de Galati, créée en 1974²¹³³. A Sibiu un établissement d'enseignement supérieur a été créé en 1974. Le nombre d'étudiants accroît à partir du début des années 1950²¹³⁴. Au début des années 1960, il sera multiplié par deux par rapport à la date de la mise en application de la loi de l'enseignement de 1948²¹³⁵. Les effectifs d'étudiants ne cessent de croître entre fin des années 1950 et moitié des années 1960 : « la Roumanie comptait 367 étudiants pour 100 000 habitants en 1959 ; le chiffre s'élève à 687 en 1965²¹³⁶ ». En vingt ans, de 1961 à 1981, les institutions d'enseignement supérieur tendent à tripler le nombre d'étudiants : « l'enseignement supérieur de troisième cycle comptait 72 000 étudiants en 1960 ; l'effectif s'élève à 191 000 en 1981, puis redescend à 100 400 en 1985 ». Ainsi les « effectifs universitaires stagnent après 1984 » et les « jeunes diplômés sont toujours plus nombreux à aspirer à un poste de responsabilité²¹³⁷ ». Selon le même auteur, dans les années 1970, on peut parler d'une marginalisation ou au moins d'une perte d'influence des représentants des enseignants et des chercheurs dans les disciplines des sciences humaines et sociales par rapport aux années précédentes parce que ceux qui siègent dans des organismes centraux de la décision politique et qui « s'élèvent pour réclamer un rajeunissement de l'appareil bureaucratique et un changement de ligne politique » sont des membres de l'intelligentsia « de profil technocratique²¹³⁸ ». La faible influence des intellectuels dans la période communiste, l'absence des initiatives visant la réforme ou son échec dans le soutien des réformes, sont déterminées en premier lieu, selon un auteur des études politiques et membre fondateur du GDS, par le nombre restreint des diplômés : « en 1960 seulement 165 449 personnes avaient suivi des études supérieures et seulement 309 202 avaient suivi des une école post-lycéenne technique, pédagogique, etc. d'un total de plus de 3 millions de salariés²¹³⁹ ».

²¹³¹ *Ibid.*, p. 191.

²¹³² Les actes de naissances de ces deux universités dataient des années 1940 (respectivement 1944 et 1947), restés sans application à cause de la conjoncture politique.

²¹³³ Les données ont été recueillies des présentations publiques de ces universités. L'enseignement artistique et celui en médecine bénéficiaient (et bénéficient toujours) de leurs propres établissements (cf. Dan Constantin Radulescu, « Invatamantul romanesc 1948-1989. Intre deriva si recuperare institutional-functionala », art. cit., p. 310).

²¹³⁴ Antoine Roger, *Fascistes, communistes et paysans*, op. cit., p. 188.

²¹³⁵ Adina Berciu-Draghicescu, Ovidiu Bozgan, *O istorie a Universitatii din Bucuresti*, op. cit., pp. 231-232 et 308.

²¹³⁶ Antoine Roger, *Fascistes, communistes et paysans*, op. cit., p. 199.

²¹³⁷ *Ibid.*, pp. 231 et 241.

²¹³⁸ *Ibid.*, p. 200.

²¹³⁹ Stelian Tanase, « Revolutia ca esec », *Sfera politicii*, 22, 1994, p. 144. Sur les effectifs des étudiants dans les années 1950 et dans les années 1960, voir aussi Stelian Tanase, *Elite si societate. Guvernarea Gheorghiu-Dej, 1948-1965*, op. cit.

La disparition de la sociologie comme spécialité (mais non pas comme discipline d'enseignement) s'est produite en 1974, qui est aussi l'année de la disparition de celui qui la patronne à l'Université de Bucarest, Miron Constantinescu. La même année, l'enseignement en économie est de même restructuré, car l'enseignement de commerce extérieur passe à l'école du parti plus connue comme l'Académie « Stefan Gheorghiu », devenue par la suite, peu avant sa dissolution, l'Académie d'études sociales et politiques [Academia de studii social-politice]. La disparition de la sociologie en formation initiale (maîtrise) suit la création, en 1970, de l'Académie de sciences sociales et politiques, et plus largement de la création des académies spécialisées (l'Académie de sciences médicales a été créée en 1969) et de la nouvelle appellation donnée à l'École supérieure de parti « Stefan Gheorghiu », devenue vers la fin des années 1960 ou en 1971²¹⁴⁰, l'Académie d'études sociales et politiques « Stefan Gheorghiu » où la sociologie trouve de place²¹⁴¹. Des sociologues se réunissent au sein de la chaire de sociologie. L'Académie « Stefan Gheorghiu » est apparue par la fusion de deux écoles de parti²¹⁴² : une qui était destinée aux militants, l'autre envisageait la formation des idéologues. L'institution ainsi créée est destinée à la formation des « activistes de Parti et d'État » d'après des présentations de ses activités ou des cadres de parti, de l'Union de la Jeunesse Communiste et des organisations de masse et des bureaucrates pour des postes de directions dans le domaine de l'économie²¹⁴³.

En 1945 est fondée la première institution consacrée à l'enseignement politique, l'Université ouvrière du Parti communiste de Roumanie, redésignée une année après, l'Université de Parti « Stefan Gheorghiu »²¹⁴⁴ et, de nouveau en 1951, l'École supérieure de parti « Stefan Gheorghiu »²¹⁴⁵. Elle fonctionne auprès du Comité centrale du Parti ouvrier roumain (PMR).

En 1948²¹⁴⁶ apparaît l'École centrale des lecteurs « A. A. Jdanov », en 1949, elle reçoit une nouvelle désignation, l'École supérieure de sciences sociales « A. A. Jdanov ». En 1954, cette école devient l'Institut de sciences sociales sous la direction du Comité central du PMR, elle prévoit une formation doctorale²¹⁴⁷.

²¹⁴⁰ Les dates de la création sont différentes, encore qu'il est plus probable que l'école du parti est devenue « académie » au début des années 1970.

²¹⁴¹ Entretien avec Io[a]n Dragan, le 24 octobre 2013.

²¹⁴² Notons que les dates fournies par les seules deux études, dont on dispose jusqu'à présent, qui traitent de l'« école du Parti », diffèrent d'une année à quatre années : Alina-Teodora Cornea, « Enseigner à l'École du Parti. Parcours, profils et devenir des enseignants de l'Académie "Stefan Gheorghiu" de Bucarest », art. cit., notamment pp. 849-857 ; Mihai Dinu Gheorghiu, *Intelectuali in campul puterii*, op. cit., notamment pp. 92-97. Certaines données concernant les « écoles de parti » ont pu être vérifiées à l'occasion de notre communication dans un séminaire animé par Stefan Bosumitu dans le cadre de l'Institut d'investigation des crimes du communisme (IICCMER) où une autre communication portait sur une autre école politique, l'École supérieure de sciences sociales « A. A. Jdanov » (voir Narcis Popescu sur cette école dans Dan Catanus (dir.), *România 1945-1989. Enciclopedia regimului comunist*, op. cit., pp. 570-573).

²¹⁴³ Comme il ressort de sa structure dans les années 1970 et 1980. Voir Mihai Dinu Gheorghiu, *Intelectuali in campul puterii*, op. cit., p. 96.

²¹⁴⁴ Alina-Cornea, « Enseigner à l'École du Parti. Parcours, profils et devenir des enseignants de l'Académie "Stefan Gheorghiu" de Bucarest », art. cit., p. 850.

²¹⁴⁵ *Ibid.* ; Mihai Dinu Gheorghiu, *Intelectuali in campul puterii*, op. cit., p. 92.

²¹⁴⁶ *Ibid.* Selon cet auteur il s'agirait de 1947.

²¹⁴⁷ Pavel Campeanu, *Societatea sincretica 1980*, trad. de l'anglais par Nadia Badrus, Iasi, Polirom, « Document », 2002 (Felipe Garcia Casals, *The Syncretic Society*, M. E. Sharpe, 1980).

En 1958, l'École supérieure de parti « Stefan Gheorghiu » englobe l'autre établissement d'enseignement politique du parti, l'Institut de sciences sociales, l'ancienne École supérieure de sciences sociales « A. A. Jdanov » (créée en 1948, recevant cette appellation en 1949). Selon Pavel Campeanu, doctorant de cette école du parti, l'Institut « A.A. Jdanov » disparaît en 1958 et certains de ses étudiants sont éliminés comme suite « de l'atmosphère créée dans l'Institut les jours des événements de Hongrie en 1956 »)²¹⁴⁸.

L'École supérieure de parti « Stefan Gheorghiu » se transforme en 1966 en l'Académie de sciences sociales et politiques « Stefan Gheorghiu » (Academia de Stiinte Social-Politice « Stefan Gheorghiu »). Entre 1965-1971 elle produit des diplômés en sciences politiques et économiques, mais aussi en philosophie et sociologie, et en économie et histoire des mouvements ouvriéristes.

En 1971, du nom de l'Académie de sciences sociales et politiques « Stefan Gheorghiu » disparaissent les « sciences sociales et politiques ». Durant la huitième décennie mais aussi durant la première partie des années 1980, cette académie porte le nom du militant communiste. Rappelons qu'en 1970 a été créée une nouvelle académie consacrée au domaine des sciences humaines et sociales, l'Académie de sciences sociales et politiques (ASSP) ayant une structure similaire à celle de l'Académie roumaine (AR), d'où elle s'est transférée, dans la période suivante (jusqu'en 1975), la grande majorité des instituts de recherche. Peu après le milieu des années 1980 au nom du militant communiste, on ajoute la précision « d'études sociales et politiques » (Academia de Studii Social-Politice « Stefan Gheorghiu »). Fin des années 1980, le nom sous lequel cet établissement, précédemment portant le nom du militant communiste Stefan Gheorghiu, apparaît est l'Académie d'études sociales et politiques auprès du CC du PCR²¹⁴⁹.

En 1971, l'Académie « Stefan Gheorghiu » comprend trois spécialisations : en économie, en sciences politiques et en journalisme. A part cela, l'académie de parti offre des cours postuniversitaires en économie et administration (avec et sans fréquence, pour une année) et en sociologie et philosophie (ouverts à tous les diplômés des universités, sans fréquence, pendant une année). A partir de 1977, l'école détient « le monopole pour la préparation en trois domaines – journalisme, commerce extérieur et sociologie²¹⁵⁰ », jusque-là formations fournies par les universités, à quoi il faudrait ajouter les sciences politiques, comme formation principale et domaine de recherche propre à cette école.

Dans le cadre de l'Académie « Stefan Gheorghiu » fonctionne à partir de 1971 le Centre de perfectionnement des cadres (CEPECA, comme il est connu et mentionné le plus souvent dans les

²¹⁴⁸ Si l'on suit le témoignage d'un ancien étudiant de cette école, on y retrouve aussi des enseignants en philosophie de l'Université de Bucarest.

²¹⁴⁹ Pour faciliter la lecture et pour ne pas maintenir la confusion entre cet établissement et l'Académie de sciences sociales et politiques (ASSP), confusion entretenue précisément par la proximité linguistique de ces deux noms, nous utilisons son nom d'après lequel cet établissement est plus connu, celui d'Académie « Stefan Gheorghiu », ou nous nous référons à cette institution comme « école du parti » ou « académie de parti ».

²¹⁵⁰ Mihai Dinu Gheorghiu, *Intelectualii in campul puterii*, op. cit., pp. 92-97.

documents)²¹⁵¹. L'Académie de parti inclut aussi une institution qui se donne comme activité la recherche et comme champ *pluridisciplinaire*²¹⁵² les sciences politiques : l'Institut de sciences politiques et d'étude (ou analyse) du problème national, fonctionnant auprès du CC du PCR, est intégré à l'Académie « Stefan Gheorghiu » en commençant avec juillet 1975²¹⁵³ et s'organise en laboratoires (au nombre de neuf)²¹⁵⁴. Si l'on suit certaines présentations, il semble que les laboratoires sont devenus, durant la seconde moitié des années 1980, des instituts et qu'ils se sont affiliés des institutions d'enseignement déjà créés par cette académie²¹⁵⁵.

Depuis la décision concernant l'unification de l'enseignement politique de parti se sont succédé à la tête de l'Académie « Stefan Gheorghiu », comme recteurs : Miron Constantinescu entre 1970 et 1972, Leonte Rautu entre 1972 et 1981 et Dumitru Popescu entre 1981 et 1989²¹⁵⁶.

D'autres institutions créées par le régime communiste, des institutions qui se plaçaient, par leurs instruments dans le domaine de la science mais ayant comme objectifs à résoudre des problèmes politiques, à servir aux politiques du régime ont été : l'Institut d'études historiques et sociopolitiques auprès du CC du PCR, le Centre de recherches pour les problèmes de la jeunesse (de Bucarest), le Musée d'histoire du PCR, du mouvement révolutionnaire et démocratique de Roumanie.

Si l'on suit des témoignages, datés de la fin des années 2000, de sociologues formés dans les années 1960, comme certains autres venant des plus jeunes sociologues (formés durant la première moitié des années 1970²¹⁵⁷), on peut faire le point des institutions où des sociologues se réunissaient et/ou se déployait le travail des sociologues à partir du milieu des années 1960. Selon le type d'institution et la place que ces institutions occupent dans la hiérarchie des établissements spécifiques il s'agit de collectifs ou d'universitaires et d'intellectuels qui travaillent dans des institutions traditionnelles (universités et

²¹⁵¹ En roumain selon son nom entier : Centrul de perfectionare a cadrelor in informatica, calcul electronic si consultanta (CEPECA). Le Centre forme des cadres du Parti dans le domaine de l'informatique surtout. On retrouvera ici un des dissidents des années 1980, Mihai Botez, qui s'est exilé aux Etats-Unis en 1988, alors époux de Mariana Celac.

²¹⁵² Cf. *Viitorul social* (VS), 1, 1976, p. 163 (c'est nous qui soulignons).

²¹⁵³ 1975 est l'année du passage de plusieurs instituts de recherche appartenant à l'Académie roumaine, institution traditionnelle, sous la tutelle de l'Académie de sciences sociales et politiques (ASSP), créée en 1970. Voir aussi Daniel Barbu, "From the Politics of Science to the Science of Politics: the Difficult Make Up of the Romanian Political Science", *Studia Politica*, vol. II, 1, 2002, p. 276.

²¹⁵⁴ VS, 1, 1976, pp. 163-165.

²¹⁵⁵ Cf. Marin Petru, *Jurnalul in Romania. Istoria unei profesii*, Bucarest, Comunicare.ro, 2005, p. 181.

²¹⁵⁶ Florin-Razvan Mihai, « Academia Stefan Gheorghiu » in Dan Catanus (coord.), *Romania 1945-1989. Enciclopedia regimului comunist*, op. cit., pp. 34-42. Dumitru Popescu a dirigé le Comité d'État pour culture et art transformé en Conseil de la culture et de l'éducation socialiste. Ioan Dragan, dirigeant depuis 1974 le Centre de recherches sociologiques (affiliée à l'UB, sous la tutelle de l'ASSP) parle de ce dernier le caractérisant comme « plus ouvert que les autres, il a pris plus de libertés que les précédents » (entretien informel avec Ioan Dragan, le 24 octobre 2013). Par contre dans le *Raport final*, œuvre collective des intellectuels du courant de l'anticommunisme, Dumitru Popescu est considéré comme un « aparatchik arrogant qui a détenu la fonction de secrétaire du Comité central chargé des problèmes culturels et idéologique pour une quinzaine d'années [...], prétendait être romancier, mais ses publications étaient des essais ridicules d'apologétique du parti. Rétrogradé en 1981, de sa position de membre du Secrétariat [du Comité central du PCR], il a été nommé recteur de l'école du parti "Stefan Gheorghiu" » (Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste, *Raport final*, op. cit., p. 139).

²¹⁵⁷ Ils sont des derniers sociologues, diplômés de l'Université de Bucarest, dont certains futurs membres du GDS tels **Alin Teodorescu**, **Calin Anastasiu** ou Vladimir Tismaneanu.

Académie roumaine et, par la suite, à l'ASSP), dans de nouveaux établissements d'enseignement supérieur consacrés aux sciences techniques, dans l'école du parti (l'Académie « Stefan Gheorghiu »), dans les lieux d'expertise mis en œuvre par le régime communiste, centres créés auprès d'autres institutions médiatiques ou politiques. Au sein des institutions traditionnelles (universités et académies) il s'agit de : la section de sociologie de la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest (créée en 1966) ; le laboratoire de sociologie créé au sein du même établissement d'enseignement supérieur, dirigé par Miron Constantinescu, devenu Centre de recherches sociologiques appartenant à l'AR et par la suite à l'ASSP et à l'Université de Bucarest (dirigé par Miron Constantinescu et ensuite à partir de 1974 par Ion Dragan) ; l'Institut de philosophie ; l'Institut de psychologie²¹⁵⁸ ; l'Institut d'anthropologie – tous ces instituts créés au sein de l'Académie roumaine vont passer sous la tutelle de l'ASSP –, le Laboratoire de recherches prospectives dirigé par Mihai Botez, créé au sein de l'Université de Bucarest avec le soutien de Mircea Malita²¹⁵⁹, devenu le Centre international de méthodologie des études sur le futur et sur le développement, affilié à la Fédération mondiale pour les études sur le futur²¹⁶⁰. Dans des universités spécialisées, créées pour les sciences techniques, des sociologues vont enseigner la « sociologie industrielle » : à l'Institut polytechnique (C. Zamfir et Iancu Filipescu) et à l'Institut de constructions (Nicolae S. Dumitru). Alors qu'auprès d'institutions politiques (ministères) et des centres industriels sont créés des « laboratoires de sociologie d'entreprise²¹⁶¹ ». Lorsque la sociologie n'est plus discipline de formation, au sein d'une autre institution créée au soutien de la politique d'urbanisation, Institut de projection des constructions typisées (IPCT)²¹⁶², des sociologues se réunissaient dans le « laboratoire d'études et de recherches sociologiques » ou le « laboratoire de sociologie », redésigné par le nom de Centre pour sociologie urbaine et régionale (CURS)²¹⁶³.

²¹⁵⁸ Où on retrouve un ancien disciple de Dimitrie Gusti, Traian Herseni, qui ne sera pas accepté par Miron Constantinescu par cause de ses idées et de son affiliation à la droite pendant l'entre-deux-guerres, comme cela ressort de certains témoignages (Catalin Zamfir, *O istorie subiectiva in sociologia romaneasca*, op. cit. ; entretien avec Io[a]n Dragan, le 24 octobre 2013). Rappelons que l'Institut de psychologie été fermé en 1982 comme suite au scandale de la « méditation transcendante ».

²¹⁵⁹ Mircea Malita est ministre de l'Enseignement entre novembre 1970 et octobre 1972, remplaçant Miron Constantinescu.

²¹⁶⁰ Voir Solomon Marcus, « 30 années avec Mihai Botez », *RL*, 15, avril 2000, texte disponible sur le site memoria.ro, rubriques « marturii [témoignages] » ; Gabriel Andreescu, *Carturari, opozanti, documente. Manipularea arhivei Securitatii*, Iasi, Polirom, « Plural », 2013.

²¹⁶¹ Ioan Mihailescu mentionne à ce titre le « Centre de marketing créé au sein du Ministère de l'Industrie légère organisé par Paul Caravia qui avait réuni beaucoup de sociologues ».

²¹⁶² En 1963 (Arrêté n° 191 du Conseil des ministres, publié dans *Buletinul Oficial*, 21, 6 juillet 1963) cet institut, créé auprès du Comité d'État pour Constructions, Architecture et Systématisation, englobe deux autres instituts dont l'Institut Projet – Bucarest. Le nom en roumain donné à cet institut (durant la période communiste, mais non après 1989) renvoie à la politique d'urbanisation et de systématisation mise en place par le régime : Institutul de proiectare a constructiilor tip [Institut de projection des constructions type] (IPCT). En 1980 l'Institut apparaît sous un autre nom : Institutul de proiectare, cercetare si tehnica de calcul in constructii [l'Institut de projection, de recherche et de technique de calcul dans le domaine de la construction].

²¹⁶³ Vers la fin des années 1970 et dans les années 1980 on retrouve ici certains futurs membres du GDS et d'autres intellectuels plus connus après 1989 (formés en sociologie). Dans les années 1970 et parfois aussi par la suite on y retrouve : Dorel Abraham, Dumitru Sandu, Radu Ioanid, Vladimir Tismaneanu, **Alin Teodorescu**, Alexandru Florian. Ce laboratoire apparaît dans certaines autoprésentations des intellectuels parfois seulement par le sigle CURS et sans faire mention à l'institut auquel le Centre pour la sociologie urbaine et régionale appartenait.

Pavel Campeanu, militant communiste dans les années 1930, formé à l'école du parti dans les années 1950, constitua en 1967 l'Office d'études et de sondages à la Télévision roumaine, là où il déployait son activité depuis 1960²¹⁶⁴.

Un autre lieu de la recherche scientifique avait été constitué en novembre 1968, auprès du Ministère pour les problèmes de la jeunesse, créé en décembre 1967 et dirigé jusqu'en 1971 par Ion Iliescu, réunissait des sociologues :

« j'ai amené Fred Mahler et j'ai nommé comme directeur Ovidiu Badina – qui était sociologue, avait étudié Gusti, avait publié des travaux de Gusti. Ensuite j'ai recruté de jeunes ; c'était la première promotion de diplômés de la section de sociologie de l'Université [de Bucarest] qui avait été organisée par Miron Constantinescu lorsqu'il était ministre [...] un groupe avec lequel j'ai constitué le Centre de recherches²¹⁶⁵. »

Des sociologues publient dans le périodique consacré à la philosophie, *Cercetari filozofice* (entre 1954-1963), devenu *Revista de filosofie* (à partir de 1964), dans *Caiete sociologice*, périodique du laboratoire dirigé par Miron Constantinescu, dans *Viitorul social*, périodique « de de l'ASSP et ensuite aussi de l'école du parti, « revue de sociologie » et ensuite « de sociologie et de politologie » ou « de sociologie et de sciences politiques ». Des sociologues publient aussi dans *Era socialista*, périodique du PCR, qui succède à *Lupta de clasa*. A Cluj (Achim Mihu et Ioan Aluas) et dans une moindre mesure à Iasi (Vasile Miftode), autour de certaines figures ayant été formés à l'étranger, d'autres s'intéressaient à la recherche sociologique sans toutefois constituer des cadres institutionnels²¹⁶⁶. Des revues académiques sont des espaces de manifestation de ceux qui habitent des institutions culturelles consacrées à la recherche (académies et universités) mais aussi à ceux qui, n'étant pas intégrés dans des institutions académiques, habitent des lieux de la recherche qui sont des centres d'expertise créés pour servir des politiques (publiques) du régime communiste.

Deux périodiques spécialisées, fruits du monde académique, créés à des périodes différentes : un périodique des plus anciens (*Revista de filozofie*) et un des plus récents, créé durant la dernière période communiste (*Viitorul social*), se partagent l'espace occupé par ceux qui sont formés dans ou qui enseignent dans des disciplines qui se retrouvent dans les mêmes établissements d'enseignement. Les informations que nous fournissent ces périodiques peuvent constituer la base de départ pour une étude plus approfondie de

²¹⁶⁴ Un diplômé en philosophie de Cluj dit s'être formé à la sociologie grâce à sa participation à des enquêtes menées dans le cadre d'une collaboration entre ce centre d'expertise et un universitaire en philosophie, consacré à la sociologie, Ion Aluas (Ioan Mihailescu, Zoltan Rostas, *Dialog neterminat*, op. cit., p. 69).

²¹⁶⁵ Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt*, op. cit., pp. 32, 83, 100, 102. En tant que premier secrétaire de l'Union de la jeunesse communiste, Ion Iliescu est nommé ministre pour les problèmes de la Jeunesse (et pour six mois il est aussi secrétaire du Comité central du PCR) et à lui appartient cette initiative. Fred Mahler avait travaillé dans la section de propagande de l'Union de la jeunesse communiste. Fred Mahler est le premier à traduire Pierre Bourdieu en Roumanie. Le Centre de recherches pour des problèmes de la jeunesse avait aussi des filiales dans certaines villes de province. Dans les années 1970, le centre est devenu l'Institut d'étude des problèmes de la jeunesse (voir *infra*). Parmi ceux qui travaillent dans ce centre on retrouve des enseignants s'intégrant après 1989 dans la nouvelle Ecole nationale d'études politiques et administratives (Constantin Schifirnet, Vladimir Pasti).

²¹⁶⁶ D'autres sociologues, résidant dans d'autres villes, vont développer leurs propres intérêts au sein de la discipline ou organiser des collectifs pour enquêter dans leurs zones industriels.

ces institutions, de l'ASSP, mais aussi de l'Académie « Stefan Gheorghiu » (des années 1970 et 1980) et d'autres institutions dont le domaine d'activité est la recherche mais dont les objectifs sont politiques²¹⁶⁷. Ce sont aussi les deux revues académiques où certains membres du GDS ont publié. Portant attention aux textes publiés dans ces revues, aux intérêts intellectuels de certains membres du GDS, des sujets investis avant 1989, permet de tirer quelques conclusions sur les reflets du changement de régime sur leurs activités et leurs sujets d'intérêt après 1989.

Ayant leurs racines dans des publications des « sociétés » académiques de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle, associations fondées sur la base d'une revendication disciplinaire, des périodiques en sciences humaines et sociales sont créés au milieu des années 1950 comme espaces d'expression des instituts de recherche de l'AR. Édités toujours par les Éditions de l'AR, durant la première partie et au milieu des années 1970, les périodiques sont passés sous la tutelle de l'ASSP.

Revista de filozofie [Revue de philosophie] est une publication de la Société roumaine de philosophie (structure associative) qui paraît avec interruptions (de deux à quatre années) entre 1923 et 1943. Elle a été fondée par Constantin Radulescu Motru, celui qui, durant la même période, codirigeait une autre publication, *Revista de psihologie experimentală și practică* qui n'est paru que durant l'année 1931. *Revista de filozofie*, qui paraît à partir de 1964 comme publication de l'Institut de philosophie de l'AR, est la nouvelle série de *Cercetări filozofice*, périodique du même institut, de 1954 à 1963. *Revista de filozofie* paraît en deux numéros par an (jusqu'en 1989 et après). En 1965 le comité de rédaction de la publication, éditée par l'Académie de la RPR, est composé d'académiciens et d'universitaires (professeurs) à la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest²¹⁶⁸. Les auteurs sont des chercheurs en philosophie à l'Académie roumaine (l'Institut de philosophie, le Centre de logique) et des enseignants des universités, des enseignants en philosophie de l'Université de Bucarest surtout. Des sociologues publient aussi dans ce périodique ou

²¹⁶⁷ Les mentions qu'on fait à l'appartenance institutionnelle des auteurs ou de ceux qui sont présentés avec ou pour leurs interventions dans *Viitorul* sont parfois sinon confuses au moins lacunaires. Ainsi certaines structures apparaissent tantôt comme appartenant à l'ASSP tantôt comme appartenant à l'université, alors qu'elles fonctionnent sous une double tutelle. Un tel exemple le constitue le Centre de recherches sociologiques de l'Université de Bucarest (*Viitorul social*, 3, 1972 et *Viitorul social*, 1, 1973). Il faut noter qu'il n'apparaît pas clairement dans ce périodique de quelle institution (université ou académie) dépend ce centre. Nulle part d'ailleurs n'apparaît cela clairement. Il a fallu alors s'intéresser auprès des témoins (universitaire alors et chercheur à l'AR après 1989). De ces institutions on ne garde que de traces très éparpillées. Ceux qui les ont habités n'en ont pas parlé ou personne ne semble s'être intéressé à les en faire parler. Certains sont passés dans l'ombre, habitant des institutions spécifiques peu valorisantes comme les universités privées. Alors que les appartenances de la période communiste de certains autres, figures assez connus ou occupant des postes de direction après 1989, ne semblent intéresser plus personne. Après 1989 on mentionne par exemple un institut où l'auteur avait travaillé mais on ne mentionne pas qu'il est question d'un institut fonctionnant dans le cadre de l'Académie « Stefan Gheorghiu ». Mais on mentionne le fait d'avoir été membre de l'Académie de sciences sociales et politiques (ASSP) ou d'avoir enseigné à l'Académie d'études sociales et politiques, c'est-à-dire à l'Académie « Stefan Gheorghiu ». Et plus, dans leurs autoprésentations publiques, des intellectuels, dans un nombre significatif, ne mentionnent pas leurs publications d'avant 1989. Sont mentionnés seulement certains livres publiés avant 1989 (parfois sans faire mention aux maisons d'édition qui les ont publiés) et encore plus rarement les articles publiés dans la période communiste. Ils tendent à apparaître sous un jour nouveau soit lorsqu'il est question de faire évincer leur consécration sous le communisme ou de mettre en relief leur nouvelle discipline d'appartenance ou leur spécialité qui ne sont pas toutefois toujours si nouvelles.

²¹⁶⁸ Son rédacteur en chef est docteur en philosophie, Nicolae Bellu dont la spécialité est l'éthique. Celui qui, d'après son ancien étudiant et collaborateur, Vasile Morar, avait aidé Constantin Noica à s'intégrer dans une institution de la recherche durant la période communiste (entretien consultatif avec Vasile Morar, Bucarest, le 3 juin 2009).

des mathématiciens. Des livres de sociologie tout comme des études politiques sont présentés dans cette revue. La publication constitue un espace d'affirmation aussi pour des sociologues, travaillant aux côtés des philosophes²¹⁶⁹. Ils sont le plus souvent formés dans le même établissement, la Faculté de philosophie de l'UB, mais tous ne sont pas des enseignants de cet établissement (tel est le cas d'un sociologue de Cluj, Achim Mihailescu) ou de tout autre établissement d'enseignement (Ovidiu Badina). Dans le troisième numéro de 1965 à la première page se trouve la photo de Gheorghe Gheorghiu-Dej qui venait de mourir, à la troisième page on lit la décision du Comité central du Parti ouvrier roumain, du Conseil d'État et du Conseil des ministres concernant la publication de l'« œuvre » de Gheorghiu-Dej et de sa biographie, mais aussi la création d'une bourse qui porterait son nom. Dans les numéros de 1965, sur la quatrième des couvertures sont répertoriés les livres parus aux Éditions de l'AR en 1964, ouvrages de philosophie, d'économie et de sciences juridiques²¹⁷⁰. Des numéros de l'année 1965 informent que la Roumanie a été représentée à la Conférence sociologique de Varsovie (H. Cazacu et Mihail Cernea) et à l'UNESCO, au Centre européen de sciences sociales. Dans le même numéro est présenté le livre de deux sociologues universitaires (l'un est enseignant à Cluj, l'autre à Bucarest). Dans le premier numéro de l'année 1975 on discute de « l'objet de l'éthique marxiste » et de Louis Althusser. Sont publiés des universitaires marxistes (Niculae Bellu, Radu Florian, Henri Wald, etc.) qui interviennent sur ces deux sujets mais aussi **Petru Cretia** et Vasile Dem. Zamfirescu, auteurs proches de Constantin Noica. Petru Cretia intégrait l'Institut de philosophie en 1971 (où travaille aussi Gabriel Liiceanu) et collabore avec Constantin Noica pour l'édition de Platon. Dans le même numéro, un compte rendu porte la signature de Vladimir Tismaneanu (de H. Marcuse, livre traduit en français chez Seuil en 1973). En 1977, le périodique paraît sous l'égide de la Section de philosophie et de logique de l'ASSP, édité aux Éditions de l'Académie de la RSR. Dans le premier numéro de 1977, un débat sur Antonio Gramsci réunit plusieurs universitaires marxistes, enseignants en philosophie de l'Université de Bucarest et un étudiant en sociologie en son dernière année d'études à la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest (Vladimir Tismaneanu), alors que Noica traite de Platon. Sur la deuxième et la quatrième des couvertures sont mentionnées les publications de l'année 1976 : des Éditions de l'AR, des Éditions politiques²¹⁷¹, des Éditions scientifiques et encyclopédiques et des Éditions didactiques et pédagogiques, mais aussi des maisons d'édition artistiques et littéraires (Meridiane, Minerva, Junimea, Albatros, Facla, Scrisul Romanesc, Dacia). Parmi des auteurs des années 1977 et 1980, proches du régime, par le domaine de leur activité et les postes occupés, on retrouve Valter Roman (ingénieur de formation, ancien combattant de la guerre d'Espagne, chef de la chaire de socialisme scientifique de

²¹⁶⁹ À la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest mais aussi à l'Institut de philosophie de l'AR, par la suite mis sous la tutelle de l'ASSP. Voir *supra*.

²¹⁷⁰ *Revista de filozofie*, XII, 1 & 3, 1965.

²¹⁷¹ Un volume dirigé par Mihai Botez et Mircea Ioanid (deux dissidents qui se sont exilés dans les années 1980) ; les volumes de Vladimir Tismaneanu (qui quittait la Roumanie en 1981) ; un autre par Sergiu Tamas (enseignant à l'Académie « Stefan Gheorghiu »).

l'Institut polytechnique de Bucarest et directeur des Éditions politiques) mais aussi Dumitru Mazilu (diplomate). Des événements de la vie intellectuelle présentés dans un des deux numéros de 1977 indiquent l'atténuation de la séparation entre chercheurs et universitaires, effet du lien créé entre académie spécialisée et enseignement (le directeur de l'Institut de philosophie, qui est passé sous la tutelle de l'ASSP, est aussi le doyen de la Faculté de philosophie de l'UB²¹⁷²) et de l'imbrication entre enseignement et politique (le Séminaire organisé par le Cabinet municipal du PCR pour l'activité idéologique, politique et éducative). En 1980 sont publiés des sociologues, des ethnographes, des enseignants à l'Académie « Stefan Gheorghiu » (Ion Chelcea, Septimiu Chelcea²¹⁷³, Virgil Magureanu) ou à l'Académie d'études économiques de Bucarest (Elena Zamfir), des enseignants en philosophie dont l'enseignement indique leur attachement à l'idéologie véhiculée par le régime (Radu Florian, Nicolae Bellu, Vasile Morar), des intellectuels-politiques (Dumitru Mazilu) et des philosophes logiciens (Dragan Stoianovici²¹⁷⁴). Dans *Revista de filozofie* on lit aussi des futurs membres. Sorin Vieru, philosophe logicien, signe onze études entre 1968 et 1989. Parmi des plus jeunes (futurs) membres du GDS on retrouve Vladimir Tismaneanu, auteur de deux articles et des recensions (dont celle du livre de Virgil Magureanu²¹⁷⁵) et **Dan Oprescu** (un article²¹⁷⁶).

Viitorul social (VS), publication scientifique créée en 1972, offre un aperçu des activités des centres d'expertise créés par le régime communiste, du contact entre université, Académie roumaine et les académies spécialisées (notamment l'ASSP) et des institutions d'État et de Parti de divers types. Le trimestriel, créé en 1972, paraît comme « revue de sociologie » sous la direction de l'ASSP, de son Comité de sociologie. Fin de l'année 1973, *Viitorul social* [L'Avenir social] se définit comme « revue de sociologie et politologie » et à partir de cette date, elle paraît aussi sous la direction de l'Association roumaine de sciences politiques (créée en 1968, affiliée à l'Association internationale de science politique)²¹⁷⁷. En 1976, VS se présente comme « revue de sociologie et sciences politiques » et paraît sous la direction aussi bien de l'ASSP et de son Comité de sociologie que de l'Académie « Stefan Gheorghiu » et de l'Association

²¹⁷² Lors de « la session scientifique des enseignants et des chercheurs » les sections créées indiquent la prédominance de la philosophie, recevant trois sections (philosophie sociale et politique ; matérialisme dialectique, logique et philosophie de la science ; histoire de la pensée philosophique et sociopolitique) devant la sociologie (une seule section) et la psychologie (avec la pédagogie). Cf. *Revista de filozofie*, XXIV, 3, 1977. Les sommaires sont notés en russe et en français.

²¹⁷³ Père et fils, ils traitent de l'ethnologie et d'autres disciplines des sciences sociales. Ion Chelcea est un universitaire de Cluj où il s'était formé, d'Iasi où il est aussi fondateur et directeur du Musée d'ethnographie. A Bucarest, il travaille à l'Institut de statistique et au Musée du village. Septimiu Chelcea, formé dans la Faculté de philosophie de l'UB (diplôme obtenue en psychologie en 1967), recevant son doctorat de philosophie en 1974 dans le même établissement. Septimiu Chelcea est chercheur en psychologie, par la suite enseignant à la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest, entre 1969 et 1976, avant d'intégrer l'Académie « Stefan Gheorghiu », en 1976 (jusqu'en 1989). Voir *infra*.

²¹⁷⁴ Traducteur aussi de l'anglais, du français et du russe. Après 1989, Dragan Stoianovici signe la traduction de Karl R. Popper publiée chez Humanitas.

²¹⁷⁵ Formé à la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest, il enseignait à l'école du parti depuis 1969. Voir *infra*.

²¹⁷⁶ *Revista de filozofie*, XXVII, 3, 1980.

²¹⁷⁷ VS, 4, 1973. Voir Daniel Barbu, «From the Politics of Science to the Science of Politics: the Difficult Make Up of the Romanian Political Science», *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, vol. II, n° 1, 2002, p. 278.

roumaine de sciences politiques²¹⁷⁸. VS offre l'image des tendances et des références dans des disciplines des sciences sociales au cours des deux dernières décennies de la période communiste, en constituant l'espace éditorial des rencontres entre des représentants des disciplines comme la philosophie, la sociologie, les « sciences politiques », l'économie et parfois même les lettres appartenant à différentes générations dont une large partie contribuent à la formation des « activistes de Parti et d'État », qui sont aussi de leur public et de leurs interlocuteurs, comme il ressort des événements scientifiques présentés par cette revue²¹⁷⁹. Ici on voit s'exprimer des sociologues des entreprises sur leur pratique et leur rôle au sein des entreprises, ici aussi on peut suivre le poids des références étrangères (françaises et américaines) dans la construction des « sciences politiques » comme discipline attachée au Parti²¹⁸⁰ et l'éloge faite aux références roumaines de la discipline sociologique durant la dernière décennie (dans les années 1980).

Viitorul social paraît en quatre numéros par an aux Editions de l'AR comme la création de l'ASSP et d'un collectif créé au sein de celle-là, le Comité national de sociologie. Font partie de cet organisme trois membres de l'AR, le futur premier ministre (Manea Manescu), Miron Constantinescu, intellectuel qui est aussi un homme politique et patronne la sociologie à l'Université de Bucarest, mais aussi le premier président de l'ASSP²¹⁸¹, ainsi que l'ancien directeur de l'Institut de philosophie de l'AR (C. I. Gulian²¹⁸²). Mais aussi des sociologues, qui dirigent des collectifs de sociologues et impriment des directions au sein de la discipline et surtout de la recherche sociologique : Henri H. Stahl (le plus connu disciple de Dimitrie Gusti) qui participent à la direction de l'ASSP (H. H. Stahl est président de la section de sociologie)²¹⁸³, Mihail Cernea (chef de la section de sociologie de l'Institut de philosophie en 1974²¹⁸⁴), Ion Dragan (dirige le Centre de recherches sociologiques de l'Université de Bucarest et représentant de la Roumanie à l'ONU), Roman Moldovan (économiste et sociologue, membre du Comité central du PCR et premier président du CNCS, entre décembre 1965 et décembre 1967), Constantin Vlad (Comité national de sociologie de l'ASSP) et Ion Aluas de Cluj. Mais aussi un autre représentant de l'ASSP (Stefan Costea²¹⁸⁵) et le responsable de l'Institut d'étude des problèmes de la jeunesse²¹⁸⁶ (Ovidiu Badina), etc. Bref, des

²¹⁷⁸ Les universitaires qui ont investi, tôt ou tard, à des moments différents, après 1989, les « sciences politiques », semblent s'accorder (selon les témoignages et leurs discours recueillis au cours de notre enquête) que les « sciences politiques » n'existaient pas durant la période communiste. Affirmations et (re)présentations contredites par un représentant de la discipline de « science politique » de l'étranger (Serge Hurtig).

²¹⁷⁹ VS, 1, 1976; VS, 3, 1976.

²¹⁸⁰ Surprennent les nombreuses références étrangères et la citation des références qui circulent après 1989 en traduction.

²¹⁸¹ Mihai Dinu Gheorghiu, *Intellectualii in cimpul puterii*, op. cit., pp. 95-96.

²¹⁸² C. I. Gulian a été le chef de la section de philosophie de l'Institut d'histoire et de philosophie de l'AR, entre 1949 et 1954, ensuite, il a dirigé l'Institut de philosophie, de 1954 à 1971. À la Faculté de philosophie de l'UB où il enseigne, il a été aussi le chef de la chaire d'histoire de philosophie de 1953 à 1971 (cf. Gheorghe Vladutescu, *Filozofie si politica 1957-1962*, Bucarest, Paideia, 2003, p. 67. Pour les critiques le concernant après 1989 voir *infra*).

²¹⁸³ Henri H. Stahl est élu membre correspondant de l'AR en 1974 et membre titulaire en 1990.

²¹⁸⁴ En 1974 Mihail Cernea s'établit aux États-Unis travaillant en tant que sociologue à la Banque mondiale.

²¹⁸⁵ On se le représente comme la figure représentative de l'ASSP, « le fonctionnaire modèle » de cette institution (Ioan Mihailescu, Zoltan Rostas, *Dialog neterminat*, op. cit., p. 47).

²¹⁸⁶ *Ibid.*, pp. 69 et 93.

responsables ou des représentants des institutions académiques, liées à la politique du régime ou des responsables des lieux de la recherche scientifique créées au sein de l'Université, dont certains sont aussi des représentants de la Roumanie à l'étranger, diplomates, et parfois même des hommes politiques. Le collectif rédactionnel est composé de chercheurs à l'Institut de philosophie et d'enseignants de la Faculté de philosophie de Bucarest. Ils sont des sociologues (Septimiu Chelcea, Maria Larionescu) et des démographes (deux)²¹⁸⁷. Le premier numéro débute par des extraits du discours de Nicolae Ceausescu. L'introduction du numéro est signée par Miron Constantinescu qui est alors président de l'ASSP.

De jeunes formés en sociologie n'ayant pas la trentaine, qui ne sont ni des universitaires ni des chercheurs de l'AR, publient dans *Viitorul social*. Des centres universitaires des villes de province (Iasi, Cluj) sont mieux représentés dans *Viitorul social* que dans *Revista de filozofie* : Anton Carpinschi et Vasile Miftode d'Iasi ; Ion Aluas, Achim Mihut et Andrei Roth de Cluj. Le périodique réunit des membres de l'ASSP, chercheurs ou enseignants des principaux centres universitaires (de Bucarest, mais aussi de Cluj et d'Iasi). Ainsi que des sociologues dont les activités s'inscrivent dans le domaine de la recherche mais travaillant dans des institutions subordonnées à des institutions politiques et dont la visée était d'informer et de fonder des politiques du régime (Dorel Abraham, Dumitru Sandu, **Calin Anastasiu**, **Alin Teodorescu**, Radu Ioanid, Vladimir Tismaneanu, Alexandru Florian). Mais aussi des enseignants de l'Académie « Stefan Gheorghiu » ainsi que des diplomates (Dumitru Mazilu, Silviu Brucan) et certains responsables d'institutions (Valter Roman, directeur des Éditions politiques²¹⁸⁸).

La publication ouvre les portes pour le dépassement des frontières disciplinaires et l'effacement des appartenances disciplinaires en faveur de la sociologie. Ou pour la rencontre des spécialités diverses dans un espace qui accorde un intérêt particulier à la sociologie et aux sciences politiques. Des littéraires faisant de l'histoire littéraire ou de l'histoire culturelle sont présentés dans des rubriques dont l'intitulé donne l'impression qu'il s'agit dans tous les cas d'études de sociologie (Paul Cornea est publié dans la même rubrique, « sociologie de la littérature », avec Miron Constantinescu²¹⁸⁹). Dans un premier temps, l'organisation du contenu de la revue induit des thématiques éparées, segmentées. Les articles de début ne reçoivent pas un encadrement. Les rubriques changent d'intitulé en fonction des sujets abordés et apparaissent par le regroupement d'au moins deux articles sur des sujets proches. La revue inclut une multitude de thématiques : « sociologie de la culture, de l'art et de la littérature » ou plus englobante la rubrique « sociologie de la culture », « sociologie de l'éducation et de l'enseignement », « sociologie de la famille », « sociologie de l'armée ». Si dans les années 1970, la sociologie domine (d'après l'inscription disciplinaire des auteurs, mais aussi d'après les revendications exprimées dans la construction de la

²¹⁸⁷ L'un travaille avec Henri H. Stahl (Andrei Stanoiu), le nom de l'autre est lié au recensement de 1977 (Vladimir Trebici). Ce dernier est élu membre de l'AR en 1992.

²¹⁸⁸ Père du futur premier ministre des deux premiers gouvernements de la période postcommuniste, Petre Roman.

²¹⁸⁹ *Viitorul social*, 1, 1972 ; *Viitorul social*, 3, 1972.

publication), dans les années 1980 ce sont les « sciences politiques » qui tendent à prendre le devant. Encore que dans les années 1970 certaines rubriques ou articles qui font référence à la discipline sociologique incluent en fait des thématiques politiques. Dans une rubrique intitulée « courants de la pensée sociologique », Silviu Brucan traite du « conservatisme idéologique contemporain²¹⁹⁰ ». Avec le deuxième numéro de la revue apparaît aussi une rubrique consacrée à la méthodologie de la recherche en sciences sociales. Les rubriques consacrées aux recherches par spécialité ou à la pensée nous indiquent qu'il s'agit d'une union entre le social et le politique car le « domaine [est celui] des sciences sociales et politiques », la « pensée sociale et politique » ou qu'on discute de « nouvelles recherches sociologiques et politiques »²¹⁹¹. La rubrique « démographie » apparaît dans presque tous les numéros. Celle de « psychologie sociale » plus rarement et seulement dans les années 1980 (où sont publiés des auteurs d'Iasi). Dans les années 1980, la revue a une structure plus figée, avec des rubriques stables à part une ou même deux qui signalent un secteur disciplinaire ou une thématique abordés pour un seul et unique numéro : « sciences sociales, histoire et philosophie de la science », « éducation et développement », etc. De nouvelles rubriques durant la dernière décennie communiste, « pensée sociale et politique », « théorie et action politique » ou « politique et histoire », signalent le nombre croissant d'articles consacrés à la politique. D'autres rubriques et surtout celle consacrées aux méthodes (deux : « méthodes des sciences sociales » ou « méthodologie des sciences sociales ») et une autre portant l'intitulé « recherche sociologique et pratique sociale » ou « recherche sociologique et anthropologie et ethnologie » indiquent que la sociologie est investie du pouvoir comme science sociale de traiter de la politique, devenue base de légitimation pour l'analyse politique²¹⁹². En 1981, l'ancienne rubrique « méthodes des sciences sociales » est devenue celle de « méthodologie des sciences sociales et politiques » et la « recherche sociologique » est devenue « nouvelles recherches sociologiques et politiques »²¹⁹³. D'autres rubriques stables sont celle consacrées aux « commentaires » (composée d'articles de synthèse) et celle des « comptes rendus » ou, ce qui est son équivalent, la rubrique « recensions et notes de lecture ». Dans ce périodique attire l'attention les présentations de livres étrangers. Les livres étrangers présentés dans ce périodique sont nombreux et dépassent souvent le nombre de livres roumains. Parfois la revue comprend aussi la rubrique « entretiens » avec des responsables d'institutions scientifiques ou des associations intellectuelles étrangères (comme le Club de Rome²¹⁹⁴). Une autre rubrique constante est « la vie scientifique » qui présente des événements scientifiques, certaines structures et leurs activités : colloques, séminaires, associations, etc. Des deux cents

²¹⁹⁰ *Viitorul social*, 1, 1973.

²¹⁹¹ *Viitorul social*, mars-avril 1982.

²¹⁹² Mentionnons l'étude signée par Stefan Costea et Ion Ungureanu sur la sociologie roumaine (dans VS, juillet-août 1981) où dans le tableau qu'ils proposent du « système institutionnel national de recherche sociologique », il manque l'ASSP. Alors que le premier représente l'ASSP.

²¹⁹³ *Viitorul social*, mars-avril 1981.

²¹⁹⁴ Après 1989, le Club de Rome est le nom donné aux rencontres organisées par l'Institut social-démocrate du Parti social-démocrate (depuis 2001), l'ancien Parti de la démocratie sociale de Roumanie (depuis 1993).

pages au total, les recensions ou commentaires des livres occupent une trentaine de pages et « la vie scientifique » une dizaine de pages. La rubrique « vie scientifique » est la plus riche en informations sur les institutions qui travaillent ensemble à la construction « des sciences politiques » et à construire la sociologie. Sont mentionnés des pôles de la recherche sociologique fonctionnant à Bucarest au sein des institutions « traditionnellement » consacrées à la recherche, le laboratoire de sociologie de l'Université de Bucarest dirigé par Miron Constantinescu²¹⁹⁵, appelé par la suite le Centre des recherches sociologiques de l'Université de Bucarest²¹⁹⁶ et « les recherches sociologiques à l'Institut de philosophie de l'ASSP²¹⁹⁷ ». La rubrique nous offre un tableau de la vie des institutions créées par le régime communiste dont l'activité est à la fois liée à la science et à la politique, des institutions qui se placent, par les instruments et les moyens employés, dans le domaine de la science mais ayant comme objectifs à résoudre des problèmes de la politique et/ou à servir aux politiques (publiques) du régime : le laboratoire « Doctrine, théorie et méthodologie en sciences politiques » de l'Académie « Stefan Gheorghiu », l'Institut de sciences politiques d'analyse du problème national de la même académie, l'Institut d'études historiques et sociopolitiques auprès du CC du PCR, le Musée d'histoire du PCR, du mouvement révolutionnaire et démocratique de Roumanie. Mais aussi l'IPCT avec son « Laboratoire d'études et de recherches sociologiques » qui est une institution d'expertise du régime²¹⁹⁸.

Sur deux pages du premier numéro sont retenues des « opinions des gens du monde du travail » au sujet de la création de la « revue de sociologie *Viitorul social*²¹⁹⁹ ». En 1973, sont publiées les opinions de quatre lecteurs : un « maître minier », un « technicien » et deux étudiants en sociologie dont Vladimir Tismaneanu qui exprime ses vœux quant à la publication des études des courants sociologiques contemporains, mentionnant l'École de Francfort à laquelle il consacre son livre de début publié aux Editions politiques²²⁰⁰ et ensuite sa thèse de doctorat, à la participation des étudiants à la vie scientifique et à l'apport de la revue dans la « stimulation du talent des étudiants²²⁰¹ ».

En 1973, on apprend de la participation des « politologues » roumains au IX^e congrès mondial de l'Association internationale de sciences politiques (AISP), qui s'est tenu à Montréal. Rend compte de cet événement et de la participation des représentants roumains Ovidiu Trasnea²²⁰². Parmi les « politologues » roumains on rencontre Valter Roman et **Pavel Campeanu**. On apprend aussi à cette occasion que

²¹⁹⁵ *Viitorul social*, 1, 1972.

²¹⁹⁶ *Viitorul social*, 3, 1972.

²¹⁹⁷ Dans une présentation signée par Mihail Cernea dans *Viitorul social*, 2, 1973.

²¹⁹⁸ *Viitorul social*, 4, 1980 ; *Viitorul social*, 4, 1980 ; *Viitorul social*, 1, 1989. Sur ce laboratoire, lieu d'expertise et de travail des sociologues formés dans les années 1970, voir *supra*.

²¹⁹⁹ *Viitorul social*, 1, 1973, pp. 283-284. L'expression roumaine, „oameni din campul muncii”, est courante dans le langage politique. Un ouvrier qui étudiait à l'Université de marxisme léninisme, école offrant des cours à fréquence réduite, expressément créée pour des employés („serala”, selon le terme roumain d'usage), appartenant au Comité municipal du PCR.

²²⁰⁰ Vladimir Tismaneanu, *Noua stînga și Școala de la Frankfurt*, Editions politiques, « Débats idéologiques », 1976.

²²⁰¹ *Viitorul social*, 2, 1973.

²²⁰² Ovidiu Trasnea, participant à des événements de l'AISP, est mentionné par un des représentants de cet organisme, Serge Hurtig.

l'Association roumaine de sciences politiques est affiliée à l'AISP depuis 1968, ce qui veut dire qu'elle avait précédé la constitution de l'ASSP, et que son secrétaire général a été élu membre du comité exécutif de l'AISP²²⁰³. *Viitorul social* était la publication de l'ASSP et de son Comité national de sociologie mais elle est devenue aussi celle de l'Académie « Stefan Gheorghiu »²²⁰⁴ et de son Association roumaine de sciences politiques car en 1981, le périodique est devenu « revue de sociologie et de sciences politiques ». Faisaient partie de cette association, qui avait précédé la création de l'ASSP, des responsables de l'ASSP (Valter Roman et Constantin Vlad, respectivement président et vice-président de la section de sciences politiques de l'ASSP) qui sont de ses vice-présidents, un professeur à l'Académie « Stefan Gheorghiu » (Ovidiu Trasnea qui est le secrétaire scientifique de l'Association), un juriste et universitaire dans un établissement pour la formation des policiers diplômés d'études supérieures²²⁰⁵, le rédacteur en chef adjoint d'*Era socialista* (Ion Florea) et deux diplomates (ambassadeurs), etc.²²⁰⁶ Un seul parmi ceux-là est en 1972 membre du Comité national de sociologie de l'ASSP (Constantin Vlad)²²⁰⁷. A la tête du conseil de direction de la publication se trouvait alors le président de l'ASSP, l'écrivain Mihnea Gheorghiu²²⁰⁸. Le collège de rédaction de la revue était composé aussi bien de membres du Comité national de sociologie de l'ASSP²²⁰⁹ que de sociologues qui enseignent à l'école du parti. La revue publie encore plus d'enseignants de l'Académie « Stefan Gheorghiu » et de diplomates. A considérer les sujets traités et ceux qui les traitent, attire l'attention le partage entre ceux qui discutent de la « sociologie roumaine » et ceux qui sont plus intéressés à parler des « sciences sociales et politiques » ou des « sciences politiques ».

Plusieurs sociologues et surtout des sociologues qui lient leur nom à des institutions créées par le régime, dont les objectifs correspondent à sa lignée idéologique, certains auteurs étant plus connus après 1989 pour leur vision nationaliste, invoquaient la référence Dimitrie Gusti et l'« école sociologique » de Bucarest²²¹⁰. Des sociologues publiant dans *Viitorul social* publient aussi dans *Revista de filozofie* (Septimiu Chelcea, Maria Larionescu, Ilie Badescu)²²¹¹. Par contre des auteurs qui traitent des courants,

²²⁰³ *Viitorul social*, 4, 1973.

²²⁰⁴ En 1971, l'École supérieure de parti « Stefan Gheorghiu » avait changé de nom. Elle s'appelle alors l'Académie d'études sociales et politiques « Stefan Gheorghiu ».

²²⁰⁵ Membre de la Société américaine de droit international depuis 1974. Et à partir de 1984 (jusqu'en 1990) membre de la Cour d'arbitrage international de Hague.

²²⁰⁶ *Viitorul social*, janvier-février 1981. La formation et l'appartenance institutionnelle de deux autres nous restent inconnue. Un d'entre eux pourrait être aussi bien écrivain que diplomate (si l'on juge d'après ses publications).

²²⁰⁷ Cf. *Viitorul social*, 1, 1972. Voir *supra*.

²²⁰⁸ Écrivain, dramaturge et traducteur (de Shakespeare), sa carrière universitaire, commencée quelques années après avoir fait son début éditorial en tant que poète, dans un établissement d'enseignement à distance de ses préoccupations, évolue rapidement à partir de 1948 (après un doctorat en lettres) car Mihnea Gheorghiu intègre successivement des institutions de l'enseignement supérieur lié à son domaine d'intérêt (l'Université de Bucarest et par la suite un établissement d'enseignement artistique, de théâtre et du cinéma de Bucarest). Il a été par la suite rédacteur en chef de *Secolul 20*.

²²⁰⁹ Six, ci-dessus mentionnés : H. H. Stahl, Ion Aluas, Ion Dragan, Stefan Costea, Constantin Vlad, Ovidiu Badina.

²²¹⁰ H. H. Stahl ; Ovidiu Badina ; Stefan Costea ; Ion Ungureanu, etc. Sans traiter de la référence Dimitrie Gusti, celui qui patronne la sociologie à l'Université de Bucarest, Miron Constantinescu, signait des manuels et des volumes collectifs sur la « sociologie » en Roumanie.

²²¹¹ Dumitru Mazilu (juriste, universitaire et diplomate) publiait lui aussi dans *Revista de filozofie*.

des idées ou des acteurs politiques de l'étranger sont tout particulièrement intéressés à traiter de la politique (Ovidiu Trasnea, Silviu Brucan, Vladimir Tismaneanu, Constantin Nica). Sont publiés dans ce périodique de jeunes et futurs membres du GDS qui sont des diplômés de sociologie : Vladimir Tismaneanu (publié aussi dans *RF*), **Alin Teodorescu**. Mais aussi des historiens de l'art (**Anca Vasiliu**). Et des collaborateurs des membres du GDS tel l'économiste Daniel Daianu.

Comme conclusion il mérite de considérer deux questions : la question des changements des intérêts intellectuels (entre transformations et ruptures ou nouveautés) et la question des évaluations des disciplines et des institutions spécifiques par des intellectuels après 1989 comprenant par cela même qu'il est question aussi de leurs auto-évaluations. A considérer des intérêts intellectuels de la période communiste par rapport à ceux que des intellectuels mentionnés ici expriment après 1989 et qui définissent leurs principales activités, on peut noter à ce stade de l'analyse (sans aller voir l'évolution de ces intérêts après 1989 et les principes de leur évolution), que les cas où des auteurs de la période communiste changent d'intérêts intellectuels après 1989 sont exceptionnels. Leurs intérêts apparaissent sous une autre forme mais les sujets ou les domaines d'étude abordés avant 1989 sont dans la plupart des cas toujours ceux de l'après 1989. Des auteurs jeunes et moins jeunes traitaient dans *Viitorul social*, sauf exception, des mêmes sujets auxquels ils s'intéressent après 1989²²¹². Ceux qui traitent de la politique le feront aussi après 1989 (Ovidiu Trasnea, Silviu Brucan, Vladimir Tismaneanu, Constantin Nica). Leur notoriété varie largement après 1989. Leurs écrits peuvent rester presque inconnus (traitant des questions intéressant largement les nouveaux « politistes », les études de Constantin Nica sont publiées aux Éditions de l'AR), ils peuvent faire l'objet des publications de la presse intellectuelle (Vladimir Tismaneanu), peuvent accéder à la tribune de la télévision (sans avoir été universitaire ou chercheur, Silviu Brucan est considéré comme spécialiste surtout des relations internationales bien avant 1989). Certains contribuent à jeter les bases de l'enseignement des sciences politiques après 1989 : Ovidiu Trasnea, professeur à l'Académie « Stefan Gheorghiu », s'était préoccupé aux sciences politiques, en signant même un ouvrage à visée didactique, publié aux Editions politiques. Leurs activités (dans l'enseignement, dans des lieux de l'expertise) de la période postcommuniste apparaissent dans plusieurs cas liées aux sujets auxquels ils s'intéressaient avant 1989 (les médias dont traitaient **Calin Anastasiu**, **Alin Teodorescu**). Lorsqu'ils traitent des phénomènes et des idées politiques, ils le feront aussi après 1989. Mais le succès remporté, la reconnaissance obtenue et leur notoriété varient largement selon leurs appartenances ultérieures. Leur repositionnement peu avant et immédiatement après décembre 1989 (exil, prise de position au cours des événements de décembre 1989) influe sur et contribue à donner du pouvoir à leurs paroles dans la période communiste. Le fait d'avoir

²²¹² En regardant les deux premiers numéros du périodique *Sociologia Romaneasca*, nouvelle publication qui paraît depuis 1990 se situant dans la continuation du périodique fondé par Dimitrie Gusti en 1936, on constate que les auteurs de ce périodique ont été des auteurs de *Viitorul social*. Certains sujets abordés sont tout de même révélateurs de l'adaptation des auteurs de la période communiste aux nouveaux intérêts : totalitarisme, « révolution », etc.

appartenu à une institution liée au régime ou d'avoir été membre du PCR semblent être oubliés ou ignorés lorsqu'ils sont parvenus à s'intégrer dans des institutions diverses – le GDS ou la Faculté de sociologie, de psychologie et de pédagogie, créée en 1990 à l'Université de Bucarest – qui apparaissent en rupture avec la période communiste en faisant renaître l'« esprit » des époques révolues, des préoccupations et des pratiques considérées interdites durant l'époque de la dictature de Ceausescu. Des sociologues travaillent après 1989 de manière plus subtile à démontrer que leurs productions ne sont pas imprégnées de l'idéologie véhiculée par le régime : presque jamais en utilisant la tribune de la presse, rarement en parlant à d'autres milieux. D'autres intellectuels, représentants des disciplines des sciences humaines, se consacrent à faire l'histoire de leurs disciplines après 1989, travail de réévaluation auquel des intellectuels participent avec des prises de position qui prennent des formes des plus diverses, de l'article selon le modèle scientifique au récit de mémoire qui aboutit à la dénonciation. Des auteurs consacrés sous le communisme, jeunes et moins jeunes, occupent des postes de responsabilité et procèdent début des années 1990 à faire une évaluation des espaces de leur discipline (**Radu Popa**), en prenant comme objet de leurs discours un espace qu'ils ont connu et connaissent de près (**Magda Carneci**). En prenant appui sur leurs expériences, en faisant appel à leur mémoire, s'alignent des intellectuels reconnus depuis la période communiste mais aussi de jeunes intellectuels qui sont aussi bien intéressés à traiter des questions politiques (du pouvoir et des instances du pouvoir) qu'à participer aux débats intellectuels. La relation entre l'enseignement politique de la période communiste et l'enseignement de la période postcommuniste après la disparition des institutions d'enseignement du PCR peut être suivie aussi d'après le trajet parcouru par des enseignants de l'école du parti après 1989. Un parmi ceux qui intègrent l'AR, s'affirme comme historien, publie dans 22 et chez Humanitas en faisant l'histoire des hommes politiques de la période précédant l'installation du communisme, anciens leaders politiques des partis traditionnels, sujets intéressant des intellectuels de « l'anticommunisme » postcommuniste. Et dans les années suivantes, il dirige un des nouveaux instituts de l'AR pour environ neuf années. Un chercheur de l'Institut d'études historiques et sociopolitiques du PCR est revenu à sa carrière de diplomate et entré dans l'enseignement universitaire avant sa retraite et son installation comme directeur scientifique d'un nouvel institut créé dans les années 2000. Un autre enseignant de l'Académie « Stefan Gheorghiu », Virgil Magureanu, est nommé directeur des Services de renseignements roumains (SRI) en mars 1990 (jusqu'en 1997) en intégrant par la suite un nouvel établissement d'enseignement supérieur, l'École nationale d'études politiques et administratives (SNSPA²²¹³) enseignant aussi à la Faculté de sociologie de l'Université de Bucarest. Septimiu Chelcea est un autre exemple car celui-ci avait quitté l'Institut de philosophie (appartenant à l'ASSP à partir des années 1970) pour intégrer l'académie de parti. Après 1989 et la disparition de l'école du parti, Septimiu Chelcea

²²¹³ Nous utilisons toujours le sigle roumain.

intègre dans un premier temps l'établissement dédiée à la formation des policiers (portant aussi le nom d'académie) et par la suite l'Université de Bucarest, s'intégrant dans la nouvelle Faculté de sociologie.

C. L'Académie roumaine dans le postcommunisme : du nouveau et de l'ancien

Après 1989, l'Académie roumaine (AR) reprend son nom d'avant la proclamation de la république populaire devenue par la suite socialiste. Elle redevient une institution non seulement de consécration mais aussi la principale institution de la recherche du domaine des sciences de l'homme car des instituts de recherche créés pendant le régime communiste sont mis de nouveau sous sa tutelle. Sa position est renforcée en faisant rentrer sous sa tutelle ou en se réintégrant des instituts subordonnés à partir des années 1970 à des académies spécialisées. Par cet intérêt des institutions de la recherche à se mettre sous la tutelle de l'AR, on renoue avec certaines stratégies de la période communiste. Par ses relations avec l'espace politique, elle continue une tradition qui date depuis sa création.

Il s'agit ici d'une esquisse de l'évolution de l'AR après 1989 pour en signaler des éléments de continuité et de rupture par rapport à la période communiste. Après une brève présentation du parcours de l'AR dans les années 1990 et des mentions faites au sujet des anciens instituts de recherche habités durant la période communiste par des futurs membres du GDS, seront présentés les nouveaux instituts de recherche du domaine des sciences humaines et sociales créés au tout début des années 1990 : l'Institut de la recherche de la qualité de vie (ICCV) ; l'Institut de théorie sociale (ITS) ; l'Institut national pour l'étude du totalitarisme (INST). Une autre nouvelle institution, l'Institut d'histoire des religions, créée au sein de l'Académie roumaine en 2008, sera mentionnée pour signaler la conjoncture nouvelle en rappelant ses préalables des années 1990.

Des anciennes institutions de la recherche, réintégrées dans l'Académie roumaine après 1989 continuent d'être parfois le lieu de travail de certains membres du GDS. Ainsi sont restés dans les mêmes institutions les historiens de l'art mais non pas tous. Après 1989, des écrivains et des chercheurs surtout mais aussi des universitaires de la période communiste se consacrent à une analyse plus généraliste et se dirigent vers le journalisme, même lorsqu'ils habitent des institutions de la recherche ou de l'enseignement supérieur. En fonction du capital moral et/ou du type de capital culturel qu'ils ont acquis (dans certains cas en autodidactes et parfois en dehors des institutions qu'ils ont habitées avant 1989), ils se dirigent vers de nouveaux sous-domaines des sciences humaines et sociales. Certains peuvent occuper de nouvelles positions dans une discipline des sciences humaines et sociales à laquelle ils se sont attachés avant 1989 (philosophie). Certains vont changer de discipline (**Sorin Antohi**, etc.) ou de domaine (**Gabriel Andreescu**), parfois en lien avec leurs prises de position contre l'ordre de l'État communiste mais aussi ou surtout avec leurs prises de position et leurs activités de l'après 1989. Chercheurs de la période communiste et non seulement vont parfois intégrer l'université après 1989, plus souvent dans de nouveaux établissements

d'enseignement ou à l'étranger. Mais tous ne vont pas pouvoir faire leur entrée à l'université ou dans le champ académique dans les années 1990²²¹⁴. D'autres vont poursuivre leur formation à l'étranger en transférant dans une autre discipline des savoirs acquis avant 1989 ou en mettant à profit des savoirs acquis dans un espace auquel ils appartiennent en lien avec leur formation initiale (**Magda Carneci**) ou changer de discipline (plusieurs vont investir l'enseignement de « sciences politiques »).

A l'Académie, dans une séance extraordinaire du 26 décembre 1989, est élu un comité provisoire du Front du Salut national (d'après le nom du nouvel pouvoir, tout comme dans les universités, dans les musées et dans d'autres structures d'une autre nature comme les entreprises, etc.²²¹⁵). Font partie de ce comité provisoire de direction surtout des membres correspondants de l'AR dont certains participent aussi au nouvel organisme du pouvoir d'État, nouveaux et anciens hommes politiques (deux sont membres du Conseil du Front du Salut national, nouvel organisme d'État, créé le 22 décembre 1989)²²¹⁶. Le premier président de l'AR, élu en février 1990, membre lui aussi de ce comité provisoire est dans le même temps vice premier-ministre du gouvernement installé au 26 décembre 1989 : l'ingénieur universitaire Mihai (Corneliu) Draganescu (né en 1929, membre du PCR depuis 1965). Membre correspondant de l'AR depuis 1974 et vice-président de la Commission pour la révolution scientifique et technique de l'Académie roumaine, Mihai Draganescu est devenu membre titulaire de l'AR en janvier 1990. En tant que vice-premier ministre du gouvernement provisoire, constitué fin décembre 1989, Mihai Draganescu présente le 22 janvier 1990, lors de la première réunion générale de l'Académie roumaine, le décret-loi du Conseil du Front du salut national pour « l'organisation et le fonctionnement de l'Académie roumaine²²¹⁷ » après l'ouverture de cette première réunion par le président en place (depuis 1984 et jusqu'en 1990) de l'Académie, Radu Voinea (né en 1923, ingénieur). Le 2 février 1990, Mihai Draganescu est élu président de l'AR (avec 47 des 50 voix exprimées)²²¹⁸.

La première mesure dont on décide est l'exclusion du dictateur et de sa femme des membres de l'AR. Suivent d'autres hommes politiques de l'ancien régime, « qui ont déroulé des activités contraires aux intérêts du pays et du peuple roumain, prouvées et reconnues publiquement²²¹⁹ » : Manea Manescu au début

²²¹⁴ Tel est le cas de **Gabriel Andreescu**, physicien et opposant au régime communiste. Il n'intégrera un établissement d'enseignement supérieur que dans les années 2000.

²²¹⁵ Pour une discussion au moins intéressante au sujet de ces organismes de direction, voir Vladimir Pasti, *Romania in tranzitie. Caderea in viitor* [La Roumanie en transition. La chute dans l'avenir], *op. cit.*, 1995.

²²¹⁶ Mihai Draganescu, Zoe Dumitrescu-Busulenga, Tudorel Postolache sont membres correspondants de l'AR jusqu'en janvier 1990 lorsqu'ils sont élus membres titulaires tout comme Henri H. Stahl et Dionisie Pippidi. Alexandru Barladeanu, homme politique durant le régime de Ceausescu, ayant pris la parole contre ce dernier, il est membre titulaire de l'AR et homme politique de nouveau après 1989. Ce dernier tout comme Zoe Dumitrescu-Busulenga, Henri H. Stahl et Dionisie Pippidi sont aussi des représentants de l'ASSP (dissoute en avril 1990).

²²¹⁷ Décret-loi n° 4, cité par Dan Berindei, *Istoria Academiei romane*, *op. cit.*, p. 405.

²²¹⁸ *Ibid.*, p. 406.

²²¹⁹ Dans les Annales de l'Académie roumaine (V^e série, 1990), citées dans Dan Berindei, *Istoria Academiei Romane (1866-2000)*, *op. cit.*, p. 405.

de février 1990 et Suzana Gadea en mai 1992²²²⁰. Durant la première moitié des années 1990, des responsables de l'AR la définissent comme « institution nationale avec du financement du budget » de l'État et non plus comme une « institution gouvernementale²²²¹ » ou comme « une institution de l'État » telle qu'elle a été « seulement durant la période de la dictature²²²² ». Au cours des années 1990 et 1991, en partant de janvier 1990, et plus tard, en 1994, d'autres décisions ont un caractère de réparation morale, l'élection post-mortem comme membres d'honneur des anciens membres qui ont perdu ce statut sous le régime communiste, pour une raison ou pour une autre, ou de ceux qui n'ayant pas été élus à l'AR sous le communisme sont considérés comme figures représentatives de la culture nationale. Sont ainsi élus post-mortem plusieurs intellectuels des années 1930 dont Mircea Eliade et Constantin Noica ainsi que l'écrivain, le critique et théoricien littéraire Eugen Lovinescu et des écrivains notoires de la période communiste (Nichita Stănescu, Marin Preda). Toujours en tant que mesure ayant un caractère moral, de réparation, est réintégré post-mortem à l'AR, un intellectuel bien connu pour ses idées et sa contribution à la montée de l'extrême droite (Nichifor Crainic²²²³). A ces élections on ajoute d'autres élections, de membres d'honneur, élus post-mortem, et l'élection de nouveaux membres, correspondants et titulaires mais aussi d'honneur. Mentionnons l'élection en septembre 1991 de membres d'honneur comme le président de l'Union des écrivains de la République Moldova et du président de l'Académie de sciences de la même république nouvellement créée après le démantèlement de l'Union Soviétique (en août 1991). Au même moment est devenu membre titulaire un des doctrinaires de l'Eglise orthodoxe, Dumitru Stăniloae (publié après 1989 par la nouvelle maison d'édition Anastasia, fondée par un des membres du GDS). L'année suivante, en 1992, plusieurs clercs (trois métropolites, un cardinal et un évêque catholiques et le rabbin chef Moses Rosen) sont cooptés au sein de l'Académie. Des clercs proposés et élus, un seul, Valeriu Anania (qui est aussi écrivain, dramaturge) refuse ce statut²²²⁴. Parmi des membres d'honneur de l'AR on compte aussi les responsables respectivement de l'Eglise orthodoxe roumaine (le patriarche Teoctist) et de l'Eglise catholique en Roumanie (Ioan Robu) ainsi que le pape Jean-Paul II et le patriarche de Constantinople²²²⁵.

²²²⁰ Le critère d'exclusion est la condamnation en justice.

²²²¹ Rapport présenté par le premier président de l'AR de la période postcommuniste, Mihai Drăganescu, à la fin de son mandat (en 1994), cité par Dan Berindei, *Istoria Academiei Române*, op. cit., p. 435.

²²²² Dan Berindei, *Istoria Academiei Române*, op. cit., p. 427. Les extraits sont tirés du discours tenu en 1991 par le secrétaire général.

²²²³ Théologien et essayiste, directeur de publication soutenant le mouvement légionnaire, homme politique, membre du gouvernement pendant la dictature militaire d'Ion Antonescu, arrêté et emprisonné entre 1947 et 1962, il travaille par la suite dans la rédaction d'une publication politique (du Ministère des affaires étrangères). La décision de réintégration de Nichifor Crainic est justifiée de la décision en justice.

²²²⁴ En 1990, le métropolite Valeriu Anania, figure intellectuelle notoire de l'Eglise orthodoxe, refuse aussi de remplacer le patriarche Teoctist lorsque ce dernier se retire (voir *infra*).

²²²⁵ Dan Berindei, *Istoria Academiei române*, op. cit., pp. 451-452.

Début 1990 sont passés dans la catégorie des membres titulaires plusieurs membres correspondants, élus en 1963 et en 1974²²²⁶, parmi ceux-là vont se recruter de nouveaux dirigeants de l'AR (formant le présidium²²²⁷). Parmi ces derniers, Alexandru Barladeanu²²²⁸, devenu membre correspondant en 1955, titularisé en 1966, a été vice-président du Conseil des ministres entre 1955 et 1969. Parmi les présidents des sections et des filiales de l'AR on compte surtout des membres correspondants, élus dans la période communiste²²²⁹, dont Dionisie Pippidi²²³⁰, remplacé en 1993 par Dan Berindei²²³¹ et un artiste, proche du GDS, Mihnea Gheorghiu, cinéaste, membre de l'AR depuis 1974 et président de la section des arts, à partir de 1992²²³². Mais il s'agit d'un autre membre de l'AR élu dans la période communiste et universitaire, le président de la section de philosophie, Constantin Ionescu-Gulian, critiqué à plusieurs reprises par un des plus notoires membres du GDS, **Gabriel Liiceanu**.

La première critique de Liiceanu à l'adresse d'Ionescu-Gulian, chef de la section de philosophie de l'AR, est provoquée par la publication de l'annuaire de l'AR. Gabriel Liiceanu critique la présence après 1989 de deux représentants de la philosophie dans l'AR ainsi que celle des anciens militants communistes et membres des gouvernements communistes (Alexandru Barladeanu et Ion Gheorghe Maurer), qui ont été élus à l'AR au même moment qu'Ionescu-Gulian : « A l'âge de 35 ans [...] il devient membre de l'Académie [en 1955], chef de la chaire d'histoire de la philosophie de la Faculté de philosophie de Bucarest, le directeur de l'Institut de philosophie de l'Académie [...] J'ai travaillé un temps, en commençant avec 1965, à l'Institut de philosophie de l'Académie au temps de sa direction [...] Gulian, qui a été un petit Nicolski de la philosophie, continue à diriger la section de philosophie de l'Académie et à coopter de nouveaux membres : Alexandru Boboc, par exemple, se faisant bien connaître dans le monde des philosophes grâce à un fameux scandale de plagiat, par des délations à la section idéologique du Comité central, par de mauvais livres de compilations [...] Cette Académie, construite d'une manière défectueuse, est le ciel de notre culture. Sur la carte de ce ciel se situent d'une manière grotesque ensemble des victimes et leurs bourreaux : certains membres post-mortem (tels Blaga ou Noica) – à savoir nos grands vivants – et certains membres vivants (tels Gulian et Boboc) – à savoir nos fantômes de service²²³³ ». Des membres de l'Académie roumaine après 1989 sont, selon Liiceanu, des « intellectuels de la valeur du prêtre Staniloae et de Stefan Augustin Doinas [qui] acceptent de s'asseoir à côté d'imposteurs et de tortionnaires des

²²²⁶ Zoe Dumitrescu-Busulenga qui a été aussi membre du Comité central du PCR a été élue membre correspondant en 1974. Parmi des membres titulaires élus au tout début de l'année 1990 on retrouve aussi un ancien membre du Conseil des ministres, qui s'était trouvé à la tête du CNCS pour une brève période, Gheorghe Buzdugan.

²²²⁷ L'AR est dirigée par un présidium composé du président, des vice-présidents, du secrétaire général et des présidents des sections et des filiales d'Iasi, de Cluj et de Timisoara. Leur mandat est de quatre ans.

²²²⁸ Ancien militant communiste des années 1930, Alexandru Barladeanu a été un des signataires de la « lettre des six » et le seul parmi eux à occuper un poste politique après 1989 comme président du Sénat. En juin 1990, après le premier scrutin parlementaire et présidentiel, il est élu président du Sénat.

²²²⁹ Un seul parmi eux est élu à l'AR après 1989. Alors qu'un des présidents des filiales détient cette fonction depuis la période communiste : Stefan Pascu, historien, recteur de l'Université de Cluj à la fin des années 1960 et dans les années 1970, est directeur de l'Institut d'histoire de Cluj depuis 1973, une année après, il est élu à l'AR, la même année, il est aussi élu président de la section des sciences historiques. Stefan Pascu a été membre du Comité central du PCR. En 1982, a publié aux États-Unis : *Hisory of Transylvania*. S'il perd ses deux fonctions (déjà mentionnées) en 1990, il reste dans son autre fonction, président de la filiale Cluj de l'AR qu'il détenait depuis 1980, qu'il conserve jusqu'en 1995.

²²³⁰ Dionisie Pippidi, père d'Andrei Pippidi, élu à l'AR en 1963.

²²³¹ Dan Berindei est le père de Mihnea Berindei. Membre titulaire de l'AR depuis 1991, ils est président de la section de sciences historiques, élu à deux reprises et depuis 2007, président d'honneur.

²²³² En 1990 on le retrouve travaillant dans le Studio audio-visuel du GDS.

²²³³ Gabriel Liiceanu, « Le ciel de notre culture », *Expres*, le 6 février 1992, repris dans Gabriel Liiceanu, *Apel catre lichele*, op. cit., pp. 128-131.

esprits²²³⁴ ». Liiceanu parle d'« une Académie où Ion Gheorghe Maurer, Alexandru Barladeanu et Suzana Gadea sont des membres titulaires [...] sont à présent vice-présidents ou chefs de section, où Nicolae Manolescu²²³⁵ n'est pas reçu parce qu'il "fait de la politique" (alors que, on le voit, la place est occupée seulement par des anges apolitiques)²²³⁶ ». L'année suivante, dans un entretien réalisé par la rédactrice en chef de 22, entreprise liée au devoir de mémoire, Liiceanu parlera de son « passage par l'Institut de philosophie » et du scandale qui l'a conduit à quitter cet institut, parlant des « bourreaux de la culture roumaine » ou de « personnages d'envergure négative qui ont fracturé et remodelé d'une manière "partisane" des secteurs entiers de la culture roumaine²²³⁷ ». Dans une autre intervention, discours tenu à la télévision publique à l'invitation d'un autre intellectuel, Liiceanu reprend la caractérisation faite à Constantin Ionescu-Gulian mentionnant son parcours avant sa consécration sous le communisme : « En 1947, Gulian était un des chercheurs respectables dans le domaine de la philosophie [...], il était un bon connaisseur de la philosophie allemande... Il avait 35 ans lorsqu'il est rééduqué par Leonte Rautu et transformé en chef idéologique de la philosophie en Roumanie. Évidemment que sa transformation s'est produite sous l'empire de la peur [...] il a bien joué son rôle de bourreau de la philosophie marxiste [...] ses livres sont devenus totalement illisibles. Si le malheur communiste n'était pas arrivé, Gulian aurait resté un chercheur laborieux [...] Ainsi l'histoire a fait de lui un personnage lamentable²²³⁸. »

De nouveaux membres sont élus à cinq reprises en 1990 et en 1991. Parmi des membres correspondants élus au cours de 1990 (lors des premières élections) on compte deux écrivains : un membre fondateur du GDS, l'écrivain et critique littéraire mais aussi traducteur, Stefan Augustin Doinas et le responsable de la Fondation culturelle roumaine, l'écrivain Augustin Buzura. L'année suivante sont élus l'historien Alexandru Zub (primé par le GDS en 1994 et coopté par la suite) et deux membres d'un groupement qui semble constituer une alternative au GDS, Eugen Simion et Marin Sorescu²²³⁹, ainsi que l'historien Dan Berindei. Comme d'autres membres correspondants, élus dans cette période, tous sont passés en 1992 au statut de membres titulaires. Décembre 1991 sont élus d'autres membres correspondants : des intellectuels de l'exil mais aussi le responsable d'un nouveau institut de l'AR, le sociologue universitaire Catalin Zamfir. En 1992, après l'élection d'un nombre important de nouveaux membres durant les deux premières années suivant les événements de décembre ayant comme fin de compléter les places laissées libres dans la dernière période communiste, une nouvelle décision est prise concernant l'interdiction de l'élection des membres qui « durant les dernières huit années » ont fait partie du Comité

²²³⁴ *Ibid.*, pp. 131.

²²³⁵ Nicolae Manolescu dirige le Parti de l'Alliance civique, créé le 1^{er} août 1991. Le PAC participe aux élections de 1992 sur les listes de la Convention démocratique de Roumanie. Certains membres du GDS sont des membres fondateurs de ce parti et sont élus au Parlement en 1992. Après les élections de 1996, lorsque le parti ne fait plus partie de la CDR, comme le PAC n'obtient pas le nombre de voix pour siéger dans le Parlement, le PAC disparaît étant absorbé par le Parti national libéral (PNL).

²²³⁶ Gabriel Liiceanu, *Apel catre lichele*, op. cit., pp. 130-131.

²²³⁷ Entretien réalisé par Gabriela Adamesteanu avec Gabriel Liiceanu, « Deux mesures et deux mémoires pour les mêmes faits », 22, janvier-février 1993, repris dans Gabriel Liiceanu, *Apel catre lichele*, op. cit., pp. 201-202.

²²³⁸ *Ibid.*, pp. 248-249. Un autre intellectuel de « l'anticommunisme », installé aux États-Unis dans les années 1980, parle de lui comme de « l'exterminateur de la philosophie roumaine », dans un article publié quelques mois après sa mort (Vladimir Tismaneanu, « C. I. Gulian, exterminatorul filosofiei romanesti », *Romania literara*, 2, 2012). Une seule présentation de son parcours intellectuel, publiée dans la presse académique, est élogieuse après 1989.

²²³⁹ Voir chapitre suivant.

central du PCR²²⁴⁰. En 1993, le nombre de nouveaux membres dépasse le nombre des membres anciens de l'AR, élus jusqu'en 1974. En 1995 est élu membre correspondant de l'AR, l'universitaire en philosophie Gheorghe Vladutescu, membre titulaire de l'AR depuis 1999, et par la suite Razvan Theodorescu en 2000²²⁴¹, Solomon Marcus et Dinu C. Giurescu en 2001. D'autres écrivains consacrés sous le communisme sont élus en 1997 : Dumitru Radu Popescu²²⁴², Nicolae Breban et Nicolae Manolescu. Critique littéraire et universitaire de la période communiste, qui n'a pas été membre du PCR, Nicolae Manolescu est un des leaders de l'opposition « politique » au tout début des années 1990, se trouvant à la tête du Parti de l'Alliance civique depuis sa création, en 1991, et jusqu'à sa disparition. Parmi des membres d'honneur, élus au début des années 1990, on retrouve des médecins, artistes et auteurs d'origine roumaine (tels Mattei Dogan et Dinu Adamesteanu²²⁴³). Si l'année 1992 est celle des élections des membres d'honneur qui sont des représentants des domaines représentés par l'AR (tel Elie Wiesel, élu en 2001), s'ajoutent des responsables d'institutions homologues (Institut de France, Académie de sciences morales et politiques, Académie de sciences de la Hongrie) et des hommes politiques.

L'AR fonctionne d'après le décret-loi émis début janvier 1990. Un nouvel acte constitutif sera émis plus d'une décennie après, fin 2001. Un nouveau Statut est adopté en janvier 1990, renouvelé plusieurs fois au cours de l'année et l'année suivante. En 1991 la structure de l'AR est modifiée par la création de deux autres sections : une section d'arts, d'architecture et d'audiovisuel et une autre de science et de technologie de l'information. L'ordre des quatorze sections que l'AR s'est créées est caractérisé d'« historique » étant donnée la place accordée aux deux sections « historiques » de l'AR : la section de philologie et de littérature et la section de sciences historiques²²⁴⁴.

Le deuxième président de l'AR est toujours un ingénieur (Virgiliu Nicolae Constantinescu). En 1994, Eugen Simion, critique littéraire et universitaire de la période communiste, alors candidat aux élections, s'installe à la direction de l'AR comme un des viceprésidents. En cette qualité, il va s'installer à

²²⁴⁰ Dan Berindei, *Istoria Academiei Romane (1866-2000)*, op. cit., p. 424. Deux vice-présidents et un président d'une filiale ont fait partie des organismes de l'État et du parti dans les années 1960 et dans les années 1970. Décision à laquelle on renonce vu les élections suivantes comme celle de Dumitru Radu Popescu, membre du Comité central du PCR et député dans la Grande Assemblée nationale.

²²⁴¹ Razvan Theodorescu est parmi les nouveaux élus à l'AR en 1993. En 1990 il est nommé à la direction de la Télévision publique (voir chapitre suivant).

²²⁴² Travaillant dans la presse littéraire, dirigeant une publication de province, romancier, Dumitru Radu Popescu est le dernier président de l'Union des écrivains de la période communiste, se trouvant à la tête de l'Union des écrivains entre 1981 et 1989. Dumitru Radu Popescu a été membre du Comité central du PCR (depuis 1968) et député dans la Grande Assemblée nationale depuis 1975.

²²⁴³ Celui-là est l'oncle de Gabriela Adamesteanu, rédactrice en cheffe de 22 entre 1991 et 2004.

²²⁴⁴ Dan Berindei, *Istoria Academiei Romane*, op. cit., p. 407. Les quatorze sections de l'AR sont à cette époque-là (fin 1991) ainsi que dans les années 2000 : la section de sciences médicales ; la section de sciences biologiques ; la section de sciences chimiques ; la section du vivant ; la section de sciences agricoles et sylvicoles ; la section de sciences techniques ; la section de science et technologique de l'information ; la section de sciences physiques ; la section de sciences mathématiques ; la section de sciences économiques, juridiques et de sociologie ; la section de sciences philosophiques, psychologiques et de pédagogie ; la section de sciences historiques ; la section de philologie et littérature ; la section d'arts, d'architecture et d'audiovisuel (*Ibid.*, pp. 407, 417-420).

la tête de l'AR en octobre 1997 après la nomination du président en titre de l'AR comme ambassadeur auprès du Royaume de Belgique. Suite aux nouvelles élections pour un nouveau mandat de président, en 1998, Eugen Simion est devenu le troisième président de l'AR. Eugen Simion est un intellectuel qui dénonce l'intérêt des représentants des professions intellectuelles pour faire leur entrée en politique étant à la fois lui aussi initiateur d'un club de débat entre intellectuels et politiques, la Société de demain. Eugen Simion, qui n'a pas été membre du PCR, critiqué pour ses rapports avec des politiques installés au pouvoir en décembre 1989, il est l'initiateur d'un lieu de rencontre et d'un cadre de discussion entre des politiques et des universitaires ou des écrivains de la période communiste en créant la Société de demain²²⁴⁵. Eugen Simion, élu membre correspondant de l'Académie en 1991, titularisé l'année suivante, au même moment que Marin Sorescu et après l'élection d'Augustin Buzura (dirigeant la Fondation culturelle roumaine depuis sa création, en juillet 1990) et de Stefan Augustin Doinas, il est vice-président de la section de philologie en 1992 et plus tard président de la section de philologie entre 2001 et 2002, au cours de son second mandat de président de l'AR. La troisième équipe qui dirige l'AR entre 1998 et 2002 comprend trois membres de cette institution depuis la période communiste²²⁴⁶. Eugen Simion recevra un deuxième mandat comme président de l'AR en 2002. Tous les vice-présidents de l'AR élus en 2002 sont devenus membres de l'AR après 1989²²⁴⁷.

La nouvelle loi constitutive de l'AR de 2001 la définit comme la plus importante instance « nationale de consécration scientifique et culturelle » mais aussi comme « le continuateur et l'unique légataire » de la Société littéraire roumaine de 1866, de la Société académique de 1867 et de l'Académie roumaine de 1897²²⁴⁸ ». Le Statut, modifié en 2002, élimine le critère de l'âge comme restriction à l'élection des membres mais aussi à l'occupation des postes de direction au sein de l'institution²²⁴⁹. Les membres correspondants et les membres titulaires reçoivent un revenu accordé mensuellement du budget d'État et certaines facilités.

En 1990, l'Académie obtient plusieurs bâtiments dont aussi « en exclusivité aussi le Palais de la science²²⁵⁰ ». En 1993 les travaux d'extension de la Bibliothèque commencent avec du financement de la Banque nationale. L'AR continue en 1993 la construction de la Maison de l'Académie, siège actuel des instituts de l'Académie, dont la construction avait commencé dans la période communiste, projet architectural du régime communiste, bâtiment situé près de la Maison du peuple. Des instituts sont mis sous

²²⁴⁵ Voir chapitre suivant.

²²⁴⁶ Nicolae Cajal (médecin) ; Mihnea Gheorghiu (cinéaste) ; Mihai Draganescu (ingénieur).

²²⁴⁷ Entre 1998 et 2006 une femme fera partie des deux équipes qui se succèdent à la tête de l'AR : le biologiste Maya Simionescu qui dirige l'Institut de biologie et de pathologie cellulaire « Nicolae Simionescu » (Bucarest) depuis 1995.

²²⁴⁸ Cf. Loi n° 752 de décembre 2001.

²²⁴⁹ Loi n° 752 du 27 décembre 2002, publiée dans *Analele Academiei Romane*, vol. XIII, 2002. Des restrictions d'âge à l'élection des responsables de l'AR sont instituées par les modifications du Statut datées de 1993 et de 1994. Voir Dan Berindei, *Istoria Academiei Romane*, op. cit., pp. 431, 435 et 449.

²²⁵⁰ *Ibid.*, p. 411.

le même toit à partir de 1994. Après une période bénéfique en termes de financement, l'année 1991 semble être plus difficile, à cause des problèmes économiques causés par la libéralisation économique, quoique l'AR bénéficie d'un « soutien presque unanime » de la part des politiques. Dans la période suivante, l'AR crée la Fondation « Elias » afin de récupérer une partie de ses biens perdus en 1948. Les fonds utilisés par l'AR proviennent largement de l'État. Fin des années 1990 et durant la première moitié des années 2000, grâce au « soutien presque unanime » de la part des institutions politiques la situation financière est satisfaisante, comme en témoigne son historien et un de ses membres²²⁵¹. Soutien constant de la part des hommes politiques (présidents successifs de la république et membres des gouvernements) qui est justifié par la position qu'elle revendique comme « institution non impliquée dans la politique mais avec des buts fondamentaux dans l'existence de la nation²²⁵² ». L'Académie crée (comme les instituts aussi²²⁵³) une fondation qui lui permet d'attirer des fonds. La Fondation nationale pour science et art, créée en 1994, dirigée jusqu'à présent (en 2016) par Eugen Simion, bénéficie d'un siège depuis 1997, aménagé grâce à une donation. Elle est aussi un lieu de rencontre et de débat pour des membres de l'AR. Une autre fondation, institution du même type, la Fondation européenne « Nicolae Titulescu », créé en 1991, est mis sous l'égide de l'Académie. Elle compte des hommes politiques comme des diplomates et des membres de l'Académie, ceux qui s'intéressent à la question des relations internationales²²⁵⁴. L'Académie réussit progressivement, mais lentement, à récupérer une large partie de ses propriétés. Depuis le début des années 2000, avec certaines oppositions, l'AR obtient le droit d'utiliser des fonds qu'elle peut obtenir elle seule de ses biens et elle le fera surtout à partir de 2005.

Les instituts de l'AR obtiennent en plus du financement de l'État au même titre que toute autre institution de la recherche (indifféremment de son appartenance, étatique ou non-étatique) du Ministère de la recherche et de la technologie (en 1996). Les projets de recherche reçoivent du financement de l'AR et/ou du Ministère de la recherche et de la technologie²²⁵⁵. Les périodiques et les volumes d'auteur ou collectifs, c'est-à-dire les Éditions de l'Académie roumaine, peuvent recevoir du financement du Ministère de la culture²²⁵⁶.

²²⁵¹ *Ibid.*, p. 471.

²²⁵² Selon un des responsables actuels de l'AR (président de la section des sciences historiques depuis, vice-président depuis 2006) et son historien : Dan Berindei, *Istoria Academiei Romane*, *op. cit.*, p. 449.

²²⁵³ Car selon leur régime juridique, ils fonctionnent comme structures autonomes. Cette autonomie dont bénéficient des instituts de recherche de l'AR semble conduire à certains abus, selon le président de l'AR, Eugen Simion qui signale lors d'une réunion en assemblée générale (décembre 2000) que certains de leurs responsables tendent à « se considérer, à se présenter abusivement comme propriétaires de ces instituts » (Dan Berindei, *Istoria Academiei Romane*, *op. cit.*, p. 453).

²²⁵⁴ Elle est ravivée, sa liste actualisée, au début des années 2000, avec la contribution des anciens diplomates de la période communiste qui habitent toujours une institution qui fonctionne comme structure affiliée aussi bien au Ministère des Affaires étrangères qu'à l'Académie roumaine. La Fondation européenne « Nicolae Titulescu » a comme figure centrale l'homme politique Adrian Nastase, qui suit Ion Iliescu à la tête du parti que ce dernier dirige dans les années 1990 (entre 1992 et 2001), premier ministre de la Roumanie entre décembre 2000 et décembre 2004.

²²⁵⁵ Le Ministère de la recherche et de la technologie est créé à l'automne 1992 lors de l'installation du gouvernement qui suit les élections de 1992.

²²⁵⁶ Par l'intermédiaire de l'Administration du Fonds culturel du Ministère de la culture (et des cultes).

Les Éditions de l'Académie, créées en 1948, ne réussissent pas à satisfaire les demandes des auteurs ayant par principe accès à cause du faible nombre de titres publiés par la maison mais aussi et surtout à cause de l'absence d'un système de diffusion. Les livres et les périodiques publiés par les Éditions de l'Académie ne connaissent qu'une diffusion restreinte²²⁵⁷. La diffusion restreinte générée par l'absence de canaux de diffusion ou le désintérêt pour leur développement est un des facteurs de l'ignorance dont sont couverts certains auteurs, des livres traitant des sujets des plus intéressants alors ne sont pas connus. Certains volumes, comme les dictionnaires de littérature roumaine, paraissent aux Éditions encyclopédiques²²⁵⁸. Les Éditions de l'AR sont dirigées depuis 2006 par l'ancien président de l'Union des écrivains (le dernier de la période communiste), Dumitru Radu Popescu.

Les premières entreprises de recherche menées par des collectifs sont des anciens projets de la période communiste : dictionnaires de langue et dictionnaire de littérature (roumaine) et un traité d'« histoire des Roumains ». Institution traditionnelle, qui se veut représentative de la culture nationale, l'AR se présente aussi comme le lieu d'élaboration des « stratégies » visant à résoudre ce qui peut apparaître comme « les grands problèmes du pays²²⁵⁹ » : la langue, l'histoire (les rapports avec la nouvelle république ex-soviétique, la Moldova), la « transition » ou l'économie et le développement dans l'après 1989 ou, plus récemment, la révision constitutionnelle. L'AR considère des questions qui sont sujets de débat politique : la langue, le patrimoine matériel mais aussi la loi fondamentale et le passage à l'économie de marché après 1989, la « transition ». A l'Académie on sollicite après 1989 la constitution des commissions pour formuler des solutions au sujet des problèmes politiques. Des hommes politiques la sollicite, l'invoque et la courtise. En 1991, l'AR adopte une déclaration au sujet de la proclamation de l'indépendance de la République Moldova, considérée « une étape nécessaire sur la route de la réunification étatique du peuple roumaine²²⁶⁰ ». L'AR débat en 1996 sur la question de la langue moldave, contestée. La proposition du retour à l'ancienne orthographe (l'écriture de la lettre *â* au milieu des mots qui s'écrivaient durant la période communiste avec la lettre *î*) semble être une des principales préoccupations de l'AR après la chute du régime communiste.

En novembre 2003, dans sa préface au dictionnaire des académiciens, le président de l'Académie, Eugen Simion note que l'« Académie Roumaine [...] est, à l'instar de l'Eglise Orthodoxe, un repère dans

²²⁵⁷ Les bibliothèques restent le seul lieu de diffusion de ces publications. Les titres publiés par les Éditions de l'Académie sont rendus publics seulement sur le site de la maison alors qu'aucun service de diffusion (achat en ligne ou consultation en ligne des extraits de ces volumes) n'est disponible. Des librairies ne mettent pas à la disposition du public ces publications.

²²⁵⁸ Les Éditions encyclopédiques ont été créées en 1968, mais à partir de 1974, elles constituèrent avec les Éditions scientifiques une seule maison d'édition. En 1990 elles sont (re)créées comme deux maisons d'édition à part. Les Éditions scientifiques sont dirigées par Dinu Grama jusqu'à leur disparition fin des années 1990. Les Éditions encyclopédiques sont devenues société commerciale en 1995.

²²⁵⁹ Dan Berindei, *Istoria Academiei Romane*, op. cit., p. 428.

²²⁶⁰ *Analele Academiei Romane*, vol. III, 1992. Eugen Simion propose en 1993 que des prix de l'AR soient accordés aux auteurs en provenance de la République Moldova, décision qui va s'appliquer aussi aux auteurs étrangers de langue roumaine ou spécialistes de la Roumanie. Voir Dan Berindei, *Istoria Academiei Romane*, op. cit., pp. 423 et 430.

le monde spirituel roumain [...] une institution fondamentale de la nation²²⁶¹ ». A une autre occasion, Eugen Simion soutient l'encadrement de la production de l'Académie dans la circulation des idées au niveau mondial et sa mise au pas avec des structures européennes, et définit les membres de l'AR, en reprenant l'expression de Titu Maiorescu, des « nationaux orientés vers l'universalité » et l'AR « dans un monde marqué par la mondialisation, un symbole de l'unité nationale et de la spiritualité nationale²²⁶² ». Eugen Simion, président de l'Académie entre 1998 et 2006, spécialiste de la littérature roumaine, est bien connu pour son attachement à l'idée de la nation. Plusieurs responsables de l'Académie ne cesseront pas de lier l'AR à la nation. Écrivains, critiques littéraires et spécialistes de la littérature, historiens ou philosophes, leur spécialité (au sein de leur discipline d'appartenance) et/ou leurs intérêts proprement intellectuels, sujets et auteurs investis, nous indiquent leur attachement à l'idée de la nation et à l'identité nationale²²⁶³.

1. Des anciennes institutions de la recherche et membres fondateurs du GDS

Dès janvier 1990, plusieurs instituts de recherche manifestent leur désir de réintégrer l'AR. La majorité des ces instituts créés dans le cadre de l'AR ou mis sous sa tutelle à différentes périodes (1948/1959 ou au cours de la première moitié de la décennie des années 1950) mais transférées à des académies spécialisées créées fin 1969 et début 1970 reviennent en 1990 à l'AR. L'AR revient à son statut d'institution de la recherche comme elle s'est construite dans la période communiste (à partir de la fin des années 1940 mais notamment au milieu des années 1960), réintégrant des instituts qui, à partir du début des années 1970, ont été transférés aux académies spécialisées dont seule l'Académie de sciences sociales et politiques (ASSP) fonctionnant auprès du CC du PCR²²⁶⁴ est dissoute en avril 1990 et son patrimoine passe dans la propriété de l'Académie roumaine²²⁶⁵. Dans le cadre de l'Académie de sciences agricoles et sylvicoles (ASAS) restent plusieurs unités de recherche²²⁶⁶. Par rapport à la période qui précède la création des académies spécialisées comme institutions d'État, après 1989 on ne retrouve plus au sein de l'AR des instituts en sciences médicales²²⁶⁷ et des instituts en physique. Vers le milieu de l'année 1990, l'AR compte

²²⁶¹ Eugen Simion, « Préface » in Dorina N. Rusu, *Membrii Academiei Romane. Dictionar 1866/2003* [Les Membres de l'Académie roumaine. Dictionnaire 1866/2003], Bucarest, Éditions encyclopédiques & Éditions de l'Académie roumaine, 3^e édition, 2003, pp. 11-12.

²²⁶² *Analele Academiei*, vol. XII, 2001, p. 169, cité par Dan Berindei, *Istoria Academiei Romane, op. cit.*, p. 448.

²²⁶³ Notons que nous parlons ici de ceux qui se trouvent à un moment ou à un autre à la direction de l'AR et non de tous ceux qui s'attachent aux idées de la nation (tels certains sociologues ou ceux qui se présentent en tant que tels).

²²⁶⁴ Parmi ceux qui font partie du Comité provisoire du FSN, constitué le 26 décembre 1989, au sein de l'AR (tout comme dans d'autres institutions d'autres types) ou de la première direction de l'AR de la période postcommuniste plusieurs ont fait partie du collectif dirigeant l'ASSP lors de sa constitution en 1970 : Alexandru Barladeanu, Zoe Dumitrescu-Busulenga, Constantin Ionescu-Gulian.

²²⁶⁵ Cf. Décision n° 459 du 28 avril 1990.

²²⁶⁶ Sont transférés à l'AR l'Institut de biologie, l'Institut de spéléologie et l'Institut de biochimie. Durant les deux dernières décennies de la période communiste ces deux derniers ont été englobés dans l'Institut central de biologie fonctionnant sous la tutelle de l'ASAS.

²²⁶⁷ Mais on retrouve au sein de l'AR le président de l'Académie de sciences médicales, élu comme membre correspondant fin 1991, signe de la place centrale occupée par l'AR parmi les académies.

cinquante-cinq unités de recherche. Fin 1992, l'AR compte soixante-quatorze « instituts, centres et collectifs ». En 2000, l'AR compte soixante-huit unités de recherche et on signale une tendance à la concentration lorsque des unités de recherche sont soumises à l'évaluation²²⁶⁸.

Ce qui caractérise l'après communisme, les années 1990 surtout, au sein de l'AR et, plus généralement, au sein du champ scientifique et même de celui littéraire, c'est la dispersion²²⁶⁹, par l'apparition de plusieurs institutions qui revendiquent leur autorité dans un même champ d'intérêts scientifiques, accompagnée d'un renforcement des institutions culturelles traditionnelles, surtout l'Université et l'AR (et au sein de celles-là des structures spécifiques : facultés et unités de recherche). Des centres de recherche en histoire élargissent leurs champs d'intérêts vers les « sciences sociales ». D'autres adoptent le nom d'« instituts », marquant leurs intérêts aussi bien pour la science sociale que pour la science historique. Plusieurs unités de recherche de province, passés sous la tutelle de l'AR, de centres elles sont devenues des instituts. C'est le cas du Centre de recherches sociologiques devenu l'Institut de sociologie en 1990²²⁷⁰, au sein duquel sont créés environ soixante-dix ou quatre-vingt postes nouveaux, d'après certains témoignages, grâce aux interventions d'**Alin Teodorescu**, membre fondateur du GDS et chercheur du Centre de recherches sociologiques dans les années 1980, proche de **Mihai Sora**, ministre de l'Enseignement dans le premier gouvernement provisoire constitué fin décembre 1989 (et membre fondateur du GDS)²²⁷¹. Un autre institut a été créé au sein de l'Université de Bucarest comme structure affiliée à la Faculté de sociologie et d'assistance sociale, à l'initiative d'Ioan Mihailescu : l'Institut social roumain qui se présente comme continuateur de l'institut créé en 1930 par Dimitrie Gusti.

Plusieurs anciens instituts de recherche réintégrés à l'AR s'accroissent au début des années 1990 le nom de leurs premiers responsables ou des plus notoires parmi leurs premiers responsables indifféremment de leurs rapports au régime communiste. L'Institut de philosophie est devenu après 1989 l'Institut de philosophie et de psychologie « Constantin Radulescu Motru » composé de deux départements, par discipline. Rappelons que l'Institut de psychologie a été dissout comme suite au scandale de la « méditation transcendante » en 1982. **Sorin Vieru** est l'un des rares membres fondateurs du GDS, intellectuels consacrés avant 1989, à garder son poste dans cet institut où il travaille depuis 1975 et à ne pas intégrer l'université comme enseignant titulaire au tout début des années 1990. Alors que ces anciens collègues et amis, plus jeunes que lui de plus d'une dizaine d'années, intègrent l'Université comme professeurs à la Faculté de philosophie, **Gabriel Liiceanu** ainsi qu'**Andrei Plesu**, déjà en 1990. **Sorin Vieru** n'est

²²⁶⁸ Dan Berindei, *Istoria Academiei Romane*, op. cit., p. 454.

²²⁶⁹ L'Institut de biologie ne constitue qu'un des exemples. L'Institut de biologie cellulaire et de pathologie, créé en 1979, sous la direction du Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement passe sous la tutelle de l'AR en 1990. Un autre exemple est celui des instituts de recherche en économie (voir *infra*).

²²⁷⁰ Décision du Gouvernement n° 88/1990, en vigueur depuis le 2 février 1990. C'est aussi le cas de l'Institut de recherches socio-humaines de Craiova qui avait changé de nom en mars 1990.

²²⁷¹ Entretien consultatif avec Ioan Dragan (le 24 octobre 2013).

professeur titulaire du même établissement qu'à partir de 1996 (à l'âge de 62 ans). Andrei Plesu va renoncer à donner des cours dans cet établissement par cause de ses activités comme ministre de la Culture, poste qu'il occupe depuis décembre 1989 et jusqu'en octobre 1991, dans les deux premiers gouvernements constitués après 1989. Les cours que ce dernier anime, attirant de jeunes, étudiants en différentes disciplines, mais non seulement, un public suffisamment large, sont caractérisés par des universitaires en philosophie plus proche de la réflexion sur des thèmes religieux. Si certains membres fondateurs du GDS, déjà consacrés avant 1989, seront « appelés » à l'université, d'autres, plus jeunes, des plus jeunes membres fondateurs du GDS, « sont venus et ils ont été bien accueillis » bénéficiant de leur nouvelle « aura » de « dissidents », d'après certains témoignages : **Alin Teodorescu, Calin Anastasiu, Stelian Tanase**²²⁷². Cependant aucun d'entre eux n'y resteront. Parmi eux, seul **Stelian Tanase** intégrera quelques années plus tard un nouvel établissement de l'Université de Bucarest.

L'Institut d'histoire de l'art s'est accolé en 1992 le nom de son premier directeur, George Oprescu. Durant la période communiste, c'est là qu'on retrouvait plusieurs futurs membres fondateurs du GDS. Dans l'ordre chronologique de leur intégration dans cette institution, il s'agit d'Andrei Plesu, de Gabriel Liiceanu, de Magda Carneci, d'Andrei Cornea, de Radu Bercea, d'Anca Vasiliu). L'Institut d'histoire de l'art est dirigé à partir de 1990 et jusqu'en 1992 par Magda Carneci. Elle est aussi, toujours en 1990, nommée à la tête d'une direction au Ministère de la Culture, dirigé alors par Andrei Plesu. Elle est une des deux chercheuses, avec Anca Vasiliu, à rester dans cet institut, à ne pas avoir changé d'institution après 1989, mais de poste, en y ajoutant de nouvelles responsabilités. Ayant intégré l'Institut d'histoire de l'art de l'Académie de sciences sociales et politiques dans les années 1980, Radu Bercea et Andrei Cornea quittent cette institution en 1990, le premier en dirigeant un nouvel institut, structure du Ministère de la Culture, où son collègue, le dernier, va s'intégrer la même année.

L'Institut d'histoire « Nicolae Iorga » de Bucarest est dirigé par Serban Papacostea jusqu'en 2001. Dans la période suivante c'est un historien proche du régime communiste, Ioan Scurtu, qui prendra la charge, entre 2001 et 2006, comme directeur et président du conseil scientifique²²⁷³.

A l'Institut d'études sud-est européennes, créé en 1913 à l'initiative de l'historien Nicolae Iorga, réorganisé après 1947, on retrouvait depuis 1970 l'historien **Andrei Pippidi** (petit-fils du fondateur de cet

²²⁷² Ils ont été invités par le doyen de la Faculté de philosophie, Alexandru Valentin, à intégrer l'établissement où ils se sont formés (entretien avec Vasile Morar, le 3 juin 2009). Information confirmée par **Stelian Tanase** (entretien avec Stelian Tanase, le 31 août 2009). Un autre universitaire de la période communiste parlera de l'arrivée « de l'extérieur » de ces prétendants, « certains avec une aura réelle ou avec une fausse identité de dissidents », parlant surtout du parcours d'**Alin Teodorescu** : « Ils ont voulu entrés à la faculté et bien sûr ils ont manipulaient surtout les étudiants. Ils sont vens et ils ont été bien accueillis : **Alin Teodorescu, Calin Anastasiu**, Dan Banciu, Sorin Radulescu et d'autres [...] Alin, d'un candidat ardent au PCR est devenu dissident et après janvier [1989] il était considéré un des repères essentiels de la dissidence roumaine des sciences sociales. » (Ioan Mihailescu, Zoltan Rostas, *Dialog neterminat*, op. cit., pp. 224-225.

²²⁷³ Jusqu'en 2004, il est professeur titulaire de l'Université de Bucarest, à la Faculté d'histoire, où il est chef de la chaire d'histoire des Roumains entre 1990 et 2003. Entre 2003 et 2004 il est secrétaire scientifique de la Commission internationale pour l'étude de l'Holocauste en Roumanie. Pour son parcours voir troisième partie.

institut), qui gardera son poste après 1989 et plus, participant au conseil scientifique et étant son secrétaire scientifique jusqu'en 1994, tout en intégrant à l'Université de Bucarest, à la Faculté d'histoire, où il est devenu en 1995 professeur des universités.

Institut d'histoire « A. D. Xenopol » d'Iasi est dirigé à partir de 1990 par l'historien Al. Zub, ancien détenu politique entre 1958 et 1964, chercheur depuis 1968 dans cet institut. Al. Zub a été proche et le restera d'un des plus jeunes membres fondateurs du GDS, **Sorin Antohi** (participant au « groupe d'Iasi »), qui quittera cet institut pour s'investir dans une carrière universitaire à l'étranger, à CEU de Budapest. En 1991, Al. Zub est élu membre correspondant de l'AR, membre titulaire depuis 2004 et président de la section de sciences historiques et d'archéologie en 2005.

Après 1989, plusieurs intellectuels du GDS, auteurs consacrés dans la période communiste ou même chercheurs moins connus comme certains des plus jeunes membres fondateurs du GDS quittent leur lieu de travail, des instituts de recherche désormais appartenant à l'AR pour s'intégrer dans l'enseignement supérieur ou en dirigeant des fondations ou des centres d'expertise du secteur privé. A la différence de **Gabriel Liiceanu** qui enseigne à la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest toute au long de la période postcommuniste (jusqu'en 2011 lorsqu'une nouvelle loi sur l'enseignement lui impose d'aller à la retraite), **Andrei Plesu** choisira une activité académique au sein d'une institution créée avec des fonds privés comme institut d'excellence, le New Europe College. **Alin Teodorescu** quitte son poste de chercheur à l'Institut de sociologie pour s'occuper de la filiale roumaine de la Fondation Soros mais aussi en créant avec **Calin Anastasiu** – qui gardera son poste de chercheur à l'Institut de sociologie –, et certains autres sociologues le premier institut d'analyse de l'opinion publique du secteur privé²²⁷⁴.

2. Les « problèmes du pays » et la « transition » (l'Institut de recherche pour la qualité de vie)

Mis à part les débats suscités par le retour à l'ancienne orthographe, dans la période qui suit la chute du régime communiste, une autre préoccupation de l'AR est la recherche « des moyens adéquats pour la transition à l'économie de marché²²⁷⁵ ». L'AR est aussi le lieu où des politiques cherchent des avis lorsqu'un problème semble dépasser les cercles de l'espace politique devenant question d'actualité et sujet médiatique ou problème rencontrant quelques échos au sein des publics divers (comme plus récemment la question de la révision constitutionnelle). Le premier problème qui fera l'objet de préoccupation commune de plusieurs chercheurs de l'AR et des politiques au pouvoir est l'élaboration du « projet de la réforme économique²²⁷⁶ » ou de la « stratégie du développement économique et social de la Roumanie dans la période de transition à l'économie de marché²²⁷⁷ », et l'objet d'une publication : *Schita strategiei tranzitiei Romaniei la economia*

²²⁷⁴ Alin Teodorescu est aussi le premier président du conseil d'administration du GDS. Voir chapitres 5 et 9.

²²⁷⁵ *Analele Academiei*, V^e série, vol. I, 1990, p. 114, cité par Dan Berindei, *Istoria Academiei Romane (1866-2006)*, op. cit.

²²⁷⁶ Vladimir Pasti, *Romania in tranzitie. Caderea in viitor*, op. cit., pp. 300 et 316.

²²⁷⁷ Catalin Zamfir, *O istorie subiectiva in sociologia romaneasca*, op. cit., p. 145.

de piata [L'esquisse de la stratégie de la transition de la Roumanie à l'économie du marché] du Gouvernement de la Roumanie²²⁷⁸.

Le nombre d'unités de recherche en économie augmente de manière significative après 1989 au sein de l'AR. Dans le cadre de l'Institut national de recherches économiques « Costin C. Kiritescu » fonctionnent actuellement l'Institut d'économie mondiale, l'Institut d'économie nationale, l'Institut de prévision économique, l'Institut d'économie agricole et l'Institut de recherche pour la qualité de vie (et quatre centres, structures à part au sein de cet institut). D'autres centres ou collectifs fonctionnent auprès de l'unité centrale (neuf).

En 1967 a été créé l'Institut pour l'étude de la conjoncture économique, réorganisé en 1976, lorsqu'il changea de nom, l'institut fonctionnait sous la direction du Ministère du Commerce Extérieur, jusqu'en 1989. L'Institut d'économie mondiale « Costin Murgescu », tel qu'il apparaît en 1990 au moment de son intégration dans l'AR, se donne comme objectif de « soutenir le processus de transition de la Roumanie vers l'économie de marché fonctionnelle et l'intégration dans l'économie européenne et mondiale ». En 2000 au sein de l'institut est créé un Centre d'excellence pour les études européennes reconnu par la Commission européenne. La recherche n'est qu'une des activités de cet institut puisqu'il se veut offrir de la consultance pour les entreprises pour le marché intérieur et sur la politique de la concurrence de l'UE et en Roumanie.

En 1970 a été fondé le Centre de recherches, études et prévision comme structure du Comité d'État de la Planification dirigé par un président au titre de ministre. En 1977 il est réorganisé sous le nom d'Institut de planification et de prévision. En 1990 celui-là passe sous la tutelle de l'AR sous le nom d'Institut de prévision économique²²⁷⁹.

L'Institut d'économie agricole est structure de l'AR à partir de 1990, alors qu'une structure portant presque le même nom fonctionne jusqu'à présent dans le cadre de l'Académie de sciences agricoles et sylvicoles (ASAS), l'Institut de recherche pour l'économie de l'agriculture et le développement rural. La création d'une institution similaire au sein de l'AR après 1989 est justifiée par l'existence de cette spécialité sein de l'AR avant le départage des instituts de l'AR entre des académies spécialisées²²⁸⁰.

Dans son livre portant témoignage de ses expériences faites dans la Roumanie des années 1990, Rose-Marie Lagrave note à propos de cet institut :

« La rencontre avec le directeur d'un institut de recherche économique, créé en janvier 1990, avait été longue et passionnée. Un luxe de détails m'avait permis de saisir les modalités par lesquelles un institut auparavant spécialisé en économie planifiée se reconvertissait en économie de marché, tout en conservant des instituts tels qu'“économie mondiale” ou “économie nationale”. Aux dires de ce responsable, “1000 salariés et 700 chercheurs²²⁸¹” travaillaient dans cet institut, mais n'avaient pas été conviés. Vers midi [...] une cinquantaine d'économistes étaient là, déterminés à rester ; ils ne partiraient pas pour tout l'or du monde ; ils voulaient voir le “représentant” de l'École des hautes études.

²²⁷⁸ *Ibid.*, p. 148.

²²⁷⁹ Le directeur de cet institut, Lucian-Liviu Albu, économiste (tout comme le directeur adjoint), a travaillé tout comme Mihai Botez au Centre de perfectionnement des cadres en informatique, calcul électronique et consultance (CEPECA), depuis octobre 1971 de l'Académie « Stefan Gheorghiu », pour quelques mois en 1980 et par la suite à l'Institut national de recherches économiques.

²²⁸⁰ Voir entretien avec l'académicien et l'universitaire Paun Ioan Otiman, directeur général de l'IEA de l'AR dans *Profitul agricol*, 20, 2008.

²²⁸¹ Selon le Livre blanc de la Stratégie de développement de la recherche scientifique, présenté en 1995 par le président de l'AR, Virgiliu Niculae Constantinescu, « dans les unités de recherche de l'Académie se trouvaient [en 1995] 4461 employés dont 2562 chercheurs et plus de 800 doctorants » (cf. Dan Berindei, *Istoria Academiei Romane*, op. cit., p. 437).

Je m'avançais médusée et penaude, sans rien comprendre à ce qui se disait, car tout le monde parlait en même temps, devinant, toutefois, que j'assistais à une petite manifestation de rébellion. Oui, je voulais bien les rencontrer, oui, je voulais bien... mais le directeur m'interrompt et m'emmena déjeuner, malgré une rage à me couper le souffle²²⁸². »

Au sein de l'Institut national de recherches économiques (INCE) est créé au tout début de l'année 1990 un nouvel institut de recherche qui réunit des sociologues, le « septième au sein de celui-là ». L'Institut de recherche de la qualité de vie (ICCV), dont l'acte de naissance date du 2 janvier 1990, est le premier parmi des nouveaux instituts de recherche à être créés au sein de l'AR. Au 1^{er} janvier 1990, Catalin Zamfir²²⁸³, d'après ses propres témoignages²²⁸⁴, est nommé directeur de cet institut, avec le soutien de Tudorel Postolache, directeur général de l'Institut national de recherches économiques après 1989, nommé en janvier 1990 vice-premier ministre dans le gouvernement provisoire installé en décembre 1989. Dans un premier temps, dans ce nouveau cadre ont été fondus deux anciens instituts. A l'ICCV vont travailler des sociologues reconnus de la période communiste, des chercheurs en économie mais surtout de jeunes sociologues parfois encore en formation :

« De jeunes sociologues n'existaient pas. Après quelques années ; j'ai pu embaucher de très bons étudiants se trouvant à la fin de leur formation universitaire et de jeunes diplômés²²⁸⁵ [...] L'institut a dû fonctionner avec une structure distordue : un certain nombre de chercheurs expérimentés et un grand nombre de jeunes au début de leur formation. La génération du milieu manquait. La différence entre les deux générations est de 25 ans [...] ICCV durant ses premières 15 années depuis sa constitution a été beaucoup plus un espace de formation avec une productivité scientifique limitée²²⁸⁶. »

²²⁸² Rose-Marie Lagrave, *Voyage aux pays d'une utopie déçue. Plaidoyer pour l'Europe centrale*, PUF, « Intervention philosophique », 1998, pp. 30-31.

²²⁸³ Né en 1941 à Bucarest, vivant, selon sa propre caractérisation, dans un « milieu de fonctionnaires-intellectuels et d'ouvriers plus cultivés » (son père adoptif, Stanciu Stoian était le chef de la chaire de pédagogie de la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest), Catalin Zamfir s'est formé à la philosophie entre 1957-1962. Il intégra la Faculté de philosophie à la fin de ses études, enseignant l'éthique et la philosophie, mais s'intéressant à la sociologie, en préparant sa thèse qui adopte une « perspective de psychosociologie de l'organisation » sous la direction de Tudor Bugnariu. Commencant sa collaboration avec Traian Herseni, représentant de l'école de Gusti, au milieu des années 1960, il quitta la Faculté de philosophie pour travailler avec ce dernier à l'Institut de psychologie. Fin des années 1960, C. Zamfir est revenu dans la Faculté de philosophie, dans la chaire de philosophie avec l'appui de son directeur de thèse. Bénéficiant d'une bourse Ford, il passa une année (entre 1973 et 1974) aux États-Unis à l'Institute for Social Research de l'Université du Michigan. De retour en Roumanie, il continua à enseigner la philosophie animant aussi un cours de sociologie générale et le cours de matérialisme historique. En 1978 il décida de quitter l'Université de Bucarest pour intégrer en 1980, comme maître de conférences, l'Institut polytechnique de Bucarest dans la chaire de philosophie, pour donner « beaucoup de cours de psychosociologie des organisations (le nom officiel était "sociologie industrielle") et un cours de philosophie » à la Faculté d'électronique (Catalin Zamfir, *O istorie subiectiva in sociologia romaneasca*, op. cit., pp. 127-128).

²²⁸⁴ Catalin Zamfir, sociologue des plus (re)connus et des plus importants vu les positions occupées après 1989, publie ses mémoires deux décennies après, en 2009 (*Ibid.*, 146). Il est un des rares sociologues à se préoccuper à l'étude de la transition en Roumanie et surtout à esquisser une théorie de la transition à partir du cas roumain : Catalin Zamfir, *O analiza critica a tranzitiei. Ce va fi „dupa”*, Iasi, Polirom, 2004. Il est aussi sociologue intéressé, à partir de ses positions occupées simultanément et successivement, au développement de l'enseignement de la sociologie après 1989, à renforcer la place de la sociologie dans l'enseignement supérieur et, plus généralement, à la réforme de l'enseignement supérieur après 1989.

²²⁸⁵ En 1990, au sein de l'Université de Bucarest est créée la Faculté de sociologie, de psychologie et de pédagogie. En 1999, les psychologues vont créer leur propre faculté, en s'associant aussi la pédagogie. Et depuis il s'agit de la Faculté de sociologie et d'assistance sociale avec deux chaires (ou départements).

²²⁸⁶ Catalin Zamfir, *O istorie subiectiva in sociologia romaneasca*, op. cit., pp. 146. Il mentionne aussi l'importance de son expérience à l'étranger (dans l'Institute for Social Research entre 1973-1974) dans l'organisation de cet institut de recherche à l'encontre d'une autre expérience, son passage par l'Institut de psychologie à la fin des années 1960, mentionnées ci-dessus (*Ibid.*, p. 108).

L'institut s'est défini trois « directions de recherche » : « la continuation des recherches dans le domaine de la qualité de vie, initiée à la fin des années 1970 » par Catalin Zamfir, qui ne s'intéresse plus tant à ce sujet, comme il le témoigne ; « la politique sociale [...], le problème de la réforme de la politique sociale [...] adapté[e] aux conditions de la transition, comme condition importante de la réforme », qui semble attirer son attention après 1989 ; « l'analyse des problèmes sociaux », à savoir « le problème des tsigane », celui de « la pauvreté, un des thèmes les plus importants de l'Institut, lancé déjà en 1991 » et « la situation sociale et économique des enfants²²⁸⁷ ».

C'est dans le cadre de l'Institut national de recherches économiques qu'est élaborée la « stratégie de la transition » roumaine, sous la direction du directeur général de l'INCE, membre titulaire de l'AR depuis janvier 1990 (membre correspondant depuis 1974)²²⁸⁸. D'après les témoignages d'Iliescu, se trouvant alors à la tête du Conseil du Front du Salut national, Tudorel Postolache, « peut-être le meilleur de nos spécialistes du domaine de l'économie du capitalisme », a été nommé pour diriger cette commission et « de commun accord avec Petre Roman, a reçu le statut de vice-premier ministre ». Interrogé sur ses relations avec le monde intellectuel, Ion Iliescu²²⁸⁹ mentionne cette entreprise, à savoir la constitution d'une « commission nationale pour l'élaboration d'une stratégie pour la transition à l'économie de marché » – après avoir mentionné l'élaboration de la Constitution (adoptée en 1991) –, « une œuvre collective [...] avec la participation d'un grand nombre de spécialistes », qui ne sera pas cependant mise en application :

« si l'approfondissement des scénarios possibles, suggérés dans cette stratégie, avait continué, nous aurions peut-être mieux fait beaucoup de choses. Même si Petre Roman a été parmi les tenants de cette élaboration, le Gouvernement a été dominé en fait par des problèmes courants, bien compliqués et, sous la pression des réalités, a improvisé lorsqu'il a dû prendre des décisions stratégiques avec des effets importants²²⁹⁰. »

Le directeur de l'ICCV participant à l'élaboration de la « stratégie de transition » raconte cette expérience :

« En février ou presque Tudorel Postolache a lancé un programme ambitieux d'élaboration d'une stratégie de la transition [...] Le programme avait deux composantes [...] Une portait sur le contenu : l'élaboration de la stratégie par la mobilisation des ressources scientifiques. L'autre était politique : la construction d'un large consensus autour des principes fondamentaux [...] on a réussi la construction d'un solide consensus. Initialement autour d'un désir largement partagé de collaboration sociale au développement d'une conception du changement et des principes directeurs [...] Certains ont rédigé *Schita strategiei tranzitiei Romaniei la economia de piata* [...] Un texte court avec les principes de base [...] le texte a été par la suite adopté par un large consensus social. Je me suis occupé de la composante de politique

²²⁸⁷ *Ibid.*, pp. 148 et 180. A la base de certaines anecdotes se trouve l'information circulant dans les milieux intellectuels, notamment parmi des universitaires de l'après 1989, selon laquelle le couple des sociologues, Elena Zamfir et Catalin Zamfir, qui s'est consacré à l'étude de la pauvreté en Roumanie, est le plus riche parmi des représentants du monde universitaire et académique.

²²⁸⁸ Tudorel Postolache est élu président de la section de sciences économiques, juridiques et de sociologie de l'AR en 2002.

²²⁸⁹ En décembre 1989, il est président du Bureau exécutif du Conseil du Front du salut national, par la suite du Conseil provisoire d'union nationale. Lors du premier scrutin postcommuniste il est élu président de la Roumanie ainsi qu'en 1992. Son troisième mandat comme président de la Roumanie se déroule entre 2000 et 2004.

²²⁹⁰ Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt*, op. cit., p. 258.

sociale [...] Après la réalisation de la stratégie, en avril 1990, le professeur Postolache m'a offert la chance de participer à une discussion de l'Esquisse de la stratégie avec des spécialistes américains de prestige. La discussion a été organisée par Hoover Institution, Stanford University et a duré dix jours. Je suis allé avec Theodor Stolojan²²⁹¹ et avec Adrian Severin²²⁹² [...] Chacun de nous avait des discussions, d'une heure, avec un spécialiste américain [...] Tous les experts accentuaient deux principes. Le premier : la transition est une situation totalement nouvelle et personne ne sait ce qu'il devrait être fait. Ils émettaient, avec toutes les réserves, des points de vue. Le second : c'est la responsabilité de la Roumanie de choisir la voie et les solutions. Souvent, les experts américains venaient avec des points de vue différents, même opposés, avec des arguments pour et contre²²⁹³. »

D'autres témoins de l'époque parleront de cette commission gouvernementale chargée d'élaborer la stratégie de la transition qui va fonctionner sous la tutelle de l'AR. De cette « stratégie » dans le domaine de l'économie et du passage à une économie de marché se souviennent plus récemment Petre Roman, le premier ministre du gouvernement provisoire, installé en décembre 1989, et des deux gouvernements après les premières élections, ainsi qu'un sociologue, chercheur de la période communiste, membre fondateur du GDS, Alin Teodorescu qui va s'intéresser après 1989 à l'économie²²⁹⁴. D'après leurs témoignages il résulte que la « stratégie » imaginée au sein de l'AR est restée sans effets, voire oubliée²²⁹⁵.

En 1992 Catalin Zamfir, avec son équipe constituée à l'ICCV, donne sa contribution à la « suite du programme de l'Esquisse de la stratégie de la transition » roumaine, « texte [...] repris dans le programme du FSN avec lequel celui-là s'est présenté aux élections de 1992²²⁹⁶ ». Une analyse critique de la transition roumaine durant les trois premières années de la période postcommuniste appartenant au sociologue Vladimir Pasti, consacrant une large partie de son analyse aux mécanismes de l'économie en transition et à la bureaucratie administrative, aux technocraties, industrielle et financière, mentionne ces deux « stratégies » de réforme pour conclure que ni l'une ni l'autre ne seront pas appliquées. Présentant des luttes entre la technocratie industrielle et la technocratie industrielle, l'auteur, qui occupe des fonctions de conseiller dans l'administration dirigée par le FSN²²⁹⁷, soutient que le « célèbre projet de réforme réalisé

²²⁹¹ Ministre de Finances dans le premier gouvernement constitué après les élections de mai 1990, entre juin 1990 et avril 1991. Par la suite, premier ministre du troisième et le dernier gouvernement installé avant les élections de septembre 1992.

²²⁹² Ministre assistant le premier ministre, pour la Réforme et la relation avec le parlement, dans les deux premiers gouvernements constitués après les premières élections de mai 1990, entre juin 1990 et octobre 1991, dirigés par Petre Roman.

²²⁹³ Catalin Zamfir, *O istorie subiectiva in sociologia romaneasca*, op. cit., pp. 148-149. Parlant de la « responsabilité de l'Occident pour les coûts évitables de la transition de la Roumanie », Catalin Zamfir apprécie positivement les « discussions sur la thématique des politiques de la transition avec les spécialistes américains prestigieux [...] une pluralité de points de vue et leur examen honnête et ouvert avec tous les arguments disponibles [...], avec leurs réserves scientifiques, avec la prudence des suggestions exprimées et l'accent sur la responsabilité démocratique de la Roumanie » qu'il oppose aux « experts de la Banque mondiale et du FMI : sans aucune sorte de doute, très sûrs de la justesse de leur opinion et avec un comportement d'imposition par l'utilisation abusive d'une sorte de chantage politique et économique. » (*Ibid.*, p. 166.)

²²⁹⁴ On observera que ce sont des sociologues des plus jeunes, membres fondateurs du GDS, qui signent dans 22 des textes sur l'économie (tel Dan Opreșcu).

²²⁹⁵ Alin Teodorescu et Petre Roman intervenant dans une émission télévisée de la Realitatea TV, le 19 mai 2013. Petre Roman en parlera aussi lors du lancement d'un recueil de documents (le 18 avril 2013) au sujet du Front du Salut national, publication soutenue par l'Institut social-démocrate.

²²⁹⁶ Catalin Zamfir, *O istorie subiectiva in sociologia romaneasca*, op. cit., p. 170.

²²⁹⁷ Sociologue formé à la Faculté de philosophie de Bucarest, sociologue d'entreprise et ensuite chercheur dans la dernière période communiste au Centre de recherches pour les problèmes de la jeunesse, après 1989 Vladimir Pasti (né en 1951) est expert

sous la tutelle de l'AR », élaboré au début de l'année 1990, est en faveur de la technocratie industrielle²²⁹⁸ alors que la seconde stratégie, présentée comme un travail du Conseil de coordination, de stratégie et de réforme économique (du gouvernement Vacaroiu), aurait promu des intérêts de la technocratie financière²²⁹⁹.

Une autre stratégie sera élaborée par l'INCE, sous la direction de Tudorel Postolache, après l'obtention du statut de pays associé à l'UE par la Roumanie, en décembre 1994. A la « stratégie de préparation de l'intégration de la Roumanie dans l'Union Européenne », travail mené en 1995 sous la direction du directeur de l'INCE, participent aussi des représentants de tous les partis politiques (quatorze à cette époque-là), accompagné d'une déclaration politique connue sous le nom de « Déclaration de Snagov²³⁰⁰ », signée par les chefs des partis politiques, le président (Ion Iliescu), le premier ministre et les présidents des chambres du Parlement :

« À ce moment-là Corneliu Coposu [président du parti national paysan chrétien-démocrate] a joué lui aussi un rôle constructif [...] et il a encouragé la participation des composantes de la Convention démocrate à son élaboration. Tudorel Postolache a discuté tout spécialement avec Corneliu Coposu. Le résultat a été satisfaisant pour tout le monde et a été apprécié au sein de l'Union Européenne, où les deux documents ont été déposés – la Stratégie et la Déclaration politique²³⁰¹. »

D'autres « stratégie[s] » sont l'œuvre de l'INCE dirigé par Tudorel Postolache : en 1999, celle visant le « développement économique de la Roumanie à moyen terme », toujours recevant le soutien de « toutes les forces politiques – seize partis » et, en 2003, une autre concernant « le développement durable de l'économie et de la société roumaine²³⁰² ». Ion Iliescu parlera aussi de cette dernière, « sorte de projection à long terme, environ vingt-cinq ans²³⁰³ ».

Quelques semaines après son élection au Parlement, en mai 1990, comme « indépendant sur les listes du FSN », sous la recommandation de Tudorel Postolache alors vice-président du gouvernement²³⁰⁴, Catalin Zamfir occupe le poste de ministre du Travail et de la Protection sociale, entre juin 1990 et mai

ou conseiller dans l'administration centrale (au Gouvernement, du Président et de nouveau au Gouvernement). Après avoir été le conseiller du président Iliescu, durant son second mandat, Vladimir Pasti quitte ce poste pour rejoindre l'équipe de Petre Roman, dirigeant le FSN (créé en 1992). En 1995, Vladimir Pasti intègre l'École nationale d'études politiques et administratives, un nouvel établissement supérieur dirigé par un autre ancien conseiller du président Iliescu, Vasile Secares.

²²⁹⁸ Vladimir Pasti, *Romania in tanzitie. Caderea in viitor*, op. cit., p. 300.

²²⁹⁹ *Ibid.*, pp. 315-316. Selon cet auteur le FDSN, parti politique ayant comme leader Ion Iliescu représente les intérêts de la technocratie industrielle et notamment des technocrates d'entreprise (*Ibid.*, p. 310). Alors que des intérêts des représentants de la technocratie financière seront promus par les politiques proches de Petre Roman, formant par la suite le FSN. En mars 1992, est instituée la rupture entre les deux groupements, l'un soutenant Iliescu, l'autre Petre Roman. Du FSN (parti politique constitué le 6 février 1990) sont nés deux partis politiques : le FDSN (autour d'Ion Iliescu), le futur Parti de la Démocratie Sociale (juillet 1993) et par la suite le Parti Social-Démocrate (2001) et le FSN (autour de Petre Roman), le futur Parti Démocrate (mai 1993).

²³⁰⁰ *Ibid.*, p. 296.

²³⁰¹ *Ibid.*, pp. 259-260.

²³⁰² Dan Berindei, *Istoria Academiei Romane*, op. cit., 455-456. L'auteur mentionne deux programmes de recherche : le premier, débutant en 2001, visant l'évaluation de l'économie nationale ainsi que celui, débutant en 2003, qui est présenté ailleurs (voir ci-dessous) comme stratégie visant le développement durable.

²³⁰³ Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt*, op. cit., p. 298.

²³⁰⁴ Le 15 mai 1990, Tudorel Postolache va à la retraite ayant le rang de ministre secrétaire d'État, renonçant ainsi à sa fonction de directeur de l'Institut national de recherches économiques.

1991²³⁰⁵. Durant son mandat il réussit la « refondation de l'assistance sociale », instituant par ordre du ministre l'enseignement d'assistance sociale dans les universités, créant de collèges (enseignement de trois ans), à partir de décembre 1990²³⁰⁶. Une année par la suite, l'enseignement d'assistance sociale recevra un statut égal que d'autres disciplines (enseignement de quatre ans comme dans toute autre faculté), alors que son épouse, Elena Zamfir, prend la direction de la nouvelle chaire créée au sein de la Faculté de sociologie, de psychologie et de pédagogie de l'Université de Bucarest²³⁰⁷. Plus tard, en 2001, en sa qualité de conseiller du premier ministre, Adrian Nastase, alors chef du parti social-démocrate (PSD), Catalin Zamfir promeut et obtient l'adoption de la loi du système de l'assistance sociale.

Depuis le début de 1990, Catalin Zamfir va s'intégrer dans la chaire de sociologie de la Faculté de sociologie, de psychologie et des sciences de l'éducation, où il enseigne dans un premier temps comme maître de conférence et quelques mois après comme professeur titulaire (jusqu'en 2008). Après avoir participé à l'élaboration de la stratégie de la transition roumaine, Catalin Zamfir participera aussi à l'élaboration de la « stratégie de réforme de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique²³⁰⁸ » reprise dans la première loi de l'enseignement de la période postcommuniste (de 1995), étant aussi le concepteur du Conseil national de la recherche scientifique, qu'il dirige depuis sa création jusqu'en 1999.

Le Conseil national de la recherche scientifique ou le Conseil national de la recherche scientifique dans l'enseignement supérieur est apparu en fin 1994 sous le nom de Conseil national de la recherche scientifique universitaire. Sa création précède à la loi de l'enseignement de 1995²³⁰⁹. Cet organisme se veut « exprimer le point de vue de la communauté universitaire concernant la politique de la recherche scientifique » devant l'institution qui gère le domaine de l'éducation et de la recherche, à savoir le Ministère de l'enseignement ou de l'éducation et de la recherche, selon ses désignations successives. Formellement ses pouvoirs semblent être limités car il s'agit d'un organisme « consultatif » du ministère, mais, du fait qu'il classe et évalue toute initiative dans ce domaine et fournit du financement, son pouvoir est important. Il évalue le degré de scientificité de toute initiative relevant de l'espace de la recherche, il classifie des publications et des maisons d'édition roumaines et il établit le degré de performance

²³⁰⁵ Fin 1991, Catalin Zamfir est élu membre correspondant de l'AR dans la section de sciences économiques, juridiques et de sociologie. Tout comme Mihail Cernea et Costin Kiritescu dans la même section et comme Alexandru Boboc dans la section de sciences philosophiques, psychologiques et de pédagogie (cf. Dan Berindei, *Istoria Academiei Romane*, op. cit., p. 420).

²³⁰⁶ Instituée par ordre du ministre, bien que cela ne soit pas de la compétence du ministre du Travail et de la Protection sociale (Catalin Zamfir, *O istorie subiectiva in sociologia romaneasca*, op. cit., pp. 155-156).

²³⁰⁷ *Ibid.*, p. 157. Elena Zamfir est aussi un des actionnaires du premier institut privé d'analyse de l'opinion publique, l'Institut de marketing et de sondage (IMAS), créé à l'initiative d'Alin Tedorescu, principal actionnaire (chapitre 10).

²³⁰⁸ La stratégie de réforme de l'enseignement supérieur sera rédigée par trois sociologues universitaires (Ioan Mihailescu, recteur de l'Université de Bucarest, Lazar Vlasceanu, secrétaire d'État pour l'enseignement supérieur dans le Ministère de l'Enseignement et de la Science en 1991, et Catalin Zamfir), publiée en anglais et en roumain en 1994 : « En 1993-1994, sur la base d'une allocation de recherche offerte par le gouvernement du Japon, la Banque mondiale a constitué un groupe pour l'élaboration de la stratégie de réforme de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique [...] Cette stratégie a promu un principe fondamental : l'autonomie universitaire [...] La stratégie a été discutée et approuvée par le Conseil des recteurs, par le ministre de l'Enseignement et par le Gouvernement [...] Je me suis occupé tout spécialement du nouveau système d'organisation et de financement de la recherche scientifique. En 1994, j'ai fondé le Conseil national de la recherche scientifique universitaire et j'ai été élu président [...] En 1995, une équipe formée par le ministre de l'Enseignement (Liviu Maior), le secrétaire d'État du Ministère des Finances et moi-même a négocié à Washington avec la Banque mondiale un prêt pour le développement de l'enseignement supérieur [...] Cela a été le premier prêt et, je crois, le seul qui n'a pas inclus une "assistance technique externe". En fait, la conception de la réforme de l'enseignement supérieur avait été réalisée seulement par des experts roumains, avec l'appui de certains spécialistes de la Banque mondiale. » (*Ibid.*, pp. 172-173.)

²³⁰⁹ Loi n° 84 du 24 juillet 1995.

des centres de recherche et des centres artistiques créés au sein des établissements d'enseignement supérieur, il accorde du financement, par projets individuels ou en équipe, aux universitaires surtout. Cette institution a comme tâche exclusivement d'assurer et de distribuer l'argent destiné au domaine de la recherche. Elle profite notamment à l'Université, permettant à celle-là d'attirer des fonds destinés à la recherche, mais aussi à d'autres chercheurs qui peuvent mobiliser des équipes. La première réunion du Conseil date de la fin octobre 1994, au début de novembre la même année, par ordre du ministre de l'Enseignement, Liviu Maior²³¹⁰, on désigne ses membres et sa direction. Catalin Zamfir est nommé président du bureau exécutif, secondé par trois vice-présidents et un secrétaire. Le conseil comprend « 27 à 31 membres nommés par le ministre à la base des propositions des sénats des institutions de l'enseignement supérieur et des conseils scientifiques des instituts de recherche scientifique du réseau du Ministère de l'enseignement pour un mandat de trois ans, renouvelable une seule fois²³¹¹ ». Le Conseil comprend six commissions créées par types de sciences : mathématiques et sciences de la nature ; sciences « socio-humaines et économiques²³¹² » ; sciences de la vie et de la terre ; sciences de l'ingénierie ; sciences médicales ; sciences agricoles et médecine vétérinaire. Des 31 membres du premier Conseil trois sont des représentants des institutions gouvernementales : du Ministère de l'Enseignement, du Ministère de la Recherche et de la Technologie et du Ministère des Industries. Les institutions spécifiques sont représentées tout comme les disciplines, on aura ainsi un représentant par discipline qui peut appartenir à une des universités²³¹³ ou à l'Institut des sciences de l'éducation, structure directement subordonnée au Ministère de l'Enseignement, plus tard appelé Ministère de l'Education et de la Recherche. La recherche est domaine d'activité qui y est inclus dans l'enseignement. Les instituts ou centres de recherche, fondés au sein de l'Université, sont directement liés aux facultés. Ces instituts permettent d'accéder à des fonds destinés à la recherche mais tout financement est obtenu au nom de la qualité d'universitaire ou de l'intégration d'une façon ou d'une autre dans un programme d'enseignement. Les fonds obtenus à l'initiative des universitaires qui se chargent d'un institut ou des enseignants dans la faculté sous la tutelle de laquelle il est créé (parfois grâce à des relations établies par un institut avec un autre de l'étranger ou par des efforts faits par ceux qui sont liés à cet institut, pour l'obtention des fonds en provenance des organismes régionaux ou internationaux dans des programmes destinés au domaine de l'enseignement ou de la recherche) passent par l'université, la direction de celle-là, le rectorat. Dans la période communiste les instituts de recherche (de l'AR et par la suite de l'ASSP) sont habités par ceux qui ne peuvent pas accéder au statut d'universitaire mais qui sont des plus proches, qui ont le plus de chances d'accéder au statut d'universitaire. Dans la période postcommuniste seule l'Académie abrite du point de vue formel la recherche. Alors que les universitaires sont censés tous faire aussi de la recherche. Des instituts de recherche fonctionnant sous la tutelle des universités (d'Etat), plus précisément des facultés, et donc étroitement liées à celles-ci, apparaissent à partir de 2001.

Mais Catalin Zamfir participera aussi à la rédaction d'une autre stratégie, celle contre la pauvreté en Roumanie, adoptée peu après en 1998 comme document officiel par une commission présidentielle (au temps du mandat du président Emil Constantinescu), qui est « resté un simple papier, sans aucun résultat

²³¹⁰ Liviu Maior est historien, né en 1940, sénateur de la part du Parti social-démocrate entre 1996 et 2000, ensuite ambassadeur au Canada. Son fils, George Maior, est docteur en droit international de l'Université de Cluj en 1998 et diplômé du Conseil national de la défense en 2001. A partir de 1992, ce dernier travaille dans le ministère des Affaires étrangères et fin décembre 2000 il est nommé secrétaire d'Etat dans le ministère de la Défense nationale. Il est élu au Parlement de la part du Parti social-démocrate en novembre 2004. Automne 2006 il renonce au siège qu'il occupe au Parlement à la suite de sa nomination comme directeur des Services roumains de renseignements. George Maior est marié avec la fille d'Augustin Buzura, président de la Fondation culturelle roumaine.

²³¹¹ Ordre du ministre de l'enseignement n° 7850 du 9 novembre 1994.

²³¹² Le terme « socio-humaines » est beaucoup employé en Roumanie, mais d'après nos observations notamment par ceux qui sont des philosophes. Plus rarement il est employé par ceux qui sont connus en tant que politistes après 1989.

²³¹³ L'Académie roumaine est représentée par un chercheur alors que parmi des universitaires six sont des enseignants dans des facultés des sciences humaines et sociales, ces professeurs viennent des plus importants centres universitaires, de Bucarest et de Cluj. Les « sciences économiques » sont représentées par un professeur de l'Académie d'études économiques de Bucarest.

pratique²³¹⁴ », tel qu'il le déclare. Quelques années plus tard, en 2001, en tant que conseiller d'État pour des problèmes sociaux du premier ministre (Adrian Nastase), lorsqu'il est aussi doyen de la Faculté de sociologie de l'UB, il crée une commission gouvernementale pour la lutte contre la pauvreté et pour la promotion de l'inclusion sociale qui va élaborer un plan d'action (PNAinc), adopté par le Gouvernement en 2002, tenu comme modèle pour l'élaboration des documents similaires dans les pays de l'UE et surtout dans les pays candidats, et va créer le cadre institutionnel notamment au niveau local pour son application. En 2003, il va rédiger, selon l'avis de la Commission européenne (CE), le mémorandum commun d'inclusion sociale (JIM), en reprenant le texte constituant le PNAinc, adopté par le gouvernement suivant (dirigé par le chef du parti national libéral) auquel il ne participe plus²³¹⁵. Conseiller du premier ministre entre 2001 et fin 2004, il est aussi doyen de la Faculté de sociologie de l'Université, position qu'il gardera jusqu'en 2008²³¹⁶.

L'intérêt croissant pour l'économie, dans les conditions du passage à l'économie du marché, bénéficie du cadre institutionnel créé durant la période communiste et est fondé en savoirs accumulés avant 1989. La continuité se manifeste aussi au niveau des institutions, en dépit du fait que certaines institutions disparaissent, des structures fonctionnant au sein de ces dernières vont être transférées dans le cadre des nouvelles institutions.

Le Centre de perfectionnement des cadres en informatique, calcul électronique et consultance (CEPECA), créé en 1967, devenu structure de l'Académie « Stefan Gheorghiu » en octobre 1971, est passé dans la subordination du Ministère de l'Économie nationale, créé le 28 décembre 1989, par la réorganisation du Comité d'État de la planification. Au 13 janvier 1990, par arrêté n° 42 du Gouvernement de la Roumanie²³¹⁷, le « Centre de perfectionnement des cadres – CEPECA [de l'école du parti, l'Académie d'études sociales et politiques, depuis 1971] passe sous la direction du Ministère de l'Économie nationale²³¹⁸ », au sein duquel est créé le Centre de perfectionnement des cadres et de consultance dans le management, par arrêté du Gouvernement n° 64 du 22 janvier 1990.

L'Académie « Stefan Gheorghiu » disparaît le 20 janvier 1990, au titre de l'arrêté du Gouvernement n° 55 du 19 janvier 1990 selon lequel « l'Académie d'études sociales et politiques se dissout » alors que « les bâtiments et le fonds entier de cette institution passent dans le patrimoine du Ministère de l'Enseignement²³¹⁹ – l'Université de Bucarest et l'Institut polytechnique Bucarest²³²⁰ ». Ce même acte législatif institue la création de trois nouveaux établissements d'enseignement supérieur :

« À l'Université de Bucarest sont constituées et fonctionnent : la Faculté de journalisme [...] ; la Faculté de sociologie et de psychologie [...] ; la Faculté de hautes études politiques²³²¹. »

²³¹⁴ Catalin Zamfir, *O istorie subiectiva in sociologia romaneasca*, op. cit., p. 180.

²³¹⁵ *Ibid.*, pp. 182-187.

²³¹⁶ *Ibid.*, p. 197.

²³¹⁷ Arrêté n° 42 du 13 janvier 1990.

²³¹⁸ *Monitorul Oficial* [Journal officiel], 9 du 14 janvier 1990.

²³¹⁹ Dirigé depuis le 30 décembre 1989 et jusqu'au 28 juin 1990 par **Mihai Sora**.

²³²⁰ Arrêté n° 55 du 19 janvier 1990, *Monitorul Oficial*, 13 du 19 janvier 1990, article 2.

²³²¹ *Ibid.*, article 3.

Il est aussi prévu que les deux premières facultés intégreront aussi des étudiants de « Stefan Gheorghiu »²³²² après un examen de vérification de leurs connaissances pour continuer leurs études. Tous les instituts qui fonctionnaient dans « le cadre de l'ancienne Académie d'études sociales et politiques pour la préparation des cadres aux problèmes sociaux et politiques, économiques et de l'administration d'Etat, commerce étranger, coopération économique internationale et du domaine des relations étrangères, sociologiques, philosophiques [...] sont dissouts²³²³ ». Au même moment est créée une nouvelle institution de recherche, l'Institut de théorie sociale et politologie, provisoirement mis sous la direction du Ministère de l'Enseignement, et le « professeur Radu Florian est nommé dans la fonction de directeur de cet institut²³²⁴ ». Le « monopole de l'enseignement de trois domaines – journalisme, sociologie et commerce étranger²³²⁵ », détenu par l'école du parti est ainsi brisé après 1989 par un transfert des pouvoirs au sein de l'Université de Bucarest. Le nouvel établissement d'enseignement créé pour les « hautes études politiques », institution qui offre dans un premier temps une formation postuniversitaire sur deux ans, est devenue en 1991 université à part, fonctionnant à Bucarest, l'École nationale d'études politiques et administratives de Bucarest, à cette date-là encore « établissement d'enseignement postuniversitaire, de hautes études²³²⁶ ». D'après certains témoignages, l'initiateur et premier responsable de ce nouvel établissement est Ovidiu Trasnea, enseignant à l'école du parti et représentant la « science politique » à l'étranger dans la période communiste. Cet acte législatif instituant la création de ces nouveaux établissements au sein de l'Université de Bucarest, succède à un autre du Conseil du Front du Salut national (nouvelle structure du pouvoir, organisme de l'État, avec des pouvoirs législatifs mais aussi exécutifs, telle la coordination des activités du gouvernement) instituant « le passage dans le patrimoine de l'État des biens qui ont appartenu à l'ancien parti communiste roumain²³²⁷ ». On assiste à un transfert des compétences. Même si on recueille un témoignage concernant l'essai des enseignants de l'Académie « Stefan Gheorghiu », l'école du parti, d'intégrer l'Université de Bucarest²³²⁸, il est difficile de toutefois d'affirmer de quelles tentatives s'agit-il alors. Ces essais ont-ils été faits au nom du collectif ? Tout comme il est difficile de parler de l'existence d'un refus explicite de la part des responsables de l'Université de Bucarest. Faute d'autres témoignages à ce sujet, on peut parler d'intégrations individuelles réussites après 1989 à l'Université comme à l'AR. Ce

²³²² Dans la nouvelle Faculté de sociologie, de psychologie et de pédagogie de l'Université de Bucarest, selon un de nos interlocuteurs, vont s'intégrer non seulement des étudiants de l'Académie « Stefan Gheorghiu » mais aussi des étudiants en philosophie de l'Université de Bucarest (entretien avec Cristian Preda, le 15 février 2008).

²³²³ Arrêté n° 55 du 19 janvier 1990, *Monitorul Oficial*, 13 du 19 janvier 1990, article 4. Il est aussi mentionné que les étudiants en leur dernière année d'études peuvent continuer leurs études en suivant un plan d'enseignement « modifié et restructuré » et seront « attestés, à leur demande, comme ayant des études universitaires ».

²³²⁴ Arrêté n° 55 du 19 janvier 1990, *Monitorul Oficial*, 13 du 19 janvier 1990, article 5.

²³²⁵ Mihai Dinu Gheorghiu, *Intelectuali in campul puterii*, op. cit., p. 97.

²³²⁶ Arrêt n° 183 du 20 mars 1991, *Monitorul Oficial*, 75 du 11 avril 1991.

²³²⁷ Décret-loi n° 30 du 18 janvier 1990, *Monitorul Oficial*, 12 du 19 janvier 1990.

²³²⁸ Selon Cristian Preda des enseignants de l'Académie « Stefan Gheorghiu » comme collectif essayent d'intégrer l'Université de Bucarest au tout début des années 1990 mais ils sont refusés par le recteur de l'Université, Emil Constantinescu, candidat aux élections présidentielles de 1992 et président élu en 1996 (entretien avec Cristian Preda, le 15 février 2008).

transfert de compétences est rendu possible précisément par la création de nouvelles institutions créées au sein de l'Université, à l'Académie ou fonctionnant auprès des institutions politiques spécifiques²³²⁹. Des champs entiers d'intérêts (des disciplines mêmes) sont transférés dans des cadres institutionnels qui font valoir leur capacité à renouveler le champ scientifique après 1989. Certains enseignants de la défunte académie de parti vont continuer à suivre leurs intérêts intellectuels dans des établissements d'enseignement créés au tout début des années 1990²³³⁰.

Décrivant la « transfiguration de l'Etat-Parti », l'auteur d'un travail mené à l'étranger, discutant de la disparition des institutions formant des cadres du régime et de la naissance de nouvelles institutions, note :

« Le système communiste en train de s'achever et le régime postcommuniste en train de prendre contour partagent tous les deux un même État. L'adéquation du savoir et du savoir-faire produit par le communisme roumain au-delà du seuil temporel de la disparition du Parti [...] ressort presque explicitement de la façon dont les autorités révolutionnaires entendent gérer les institutions ayant fourni la compétence et l'expertise du Parti et du Parti-État²³³¹. »

En concluant que « les dispositifs de production du savoir spécifique de l'ancien système [...] sont reconduits au postcommunisme » tout comme des « dispositifs du savoir public », dont la Radiotélévision subordonnée à la plus haute instance du pouvoir politique²³³².

Des témoignages encore que rares nous décrivent l'atmosphère dans un établissement de l'Université de Bucarest, réputé être le plus politisé, à savoir la Faculté de philosophie²³³³. Deux universitaires, appartenant à deux générations différentes, entrés à l'université avant 1989, se souviennent (leurs mémoires étant rendues publiques à des moments différents après 1989)²³³⁴ de la suite des événements de décembre 1989 dans cet établissement. Tous les deux parlent des contestations à l'égard de certains enseignants par leurs étudiants et des critères d'après lesquels ces enseignants seront jugés et qui ne sont pas dans tous les cas liés à l'enseignement donné ou à leurs attitudes vis-à-vis de la politique du

²³²⁹ A l'exception des instituts de recherche directement liés au parti communiste, d'autres institutions créées pendant le régime communiste sont redéfinies et continuent leurs activités après 1989. Tel est le cas d'un centre d'analyse fonctionnant auprès du Ministère des Affaires étrangères avant 1989, l'Association de droit international et de relations internationales (ADIRI). Alors qu'un institut dont l'activité principale est la recherche créé auprès du Ministère des Affaires étrangères mais fonctionnant aussi sous la tutelle de l'AR, l'Institut roumain d'études internationales (IRSI) réunit des anciens diplomates de la période communiste et membres de la nomenklatura, dirigé par le responsable du service du protocole de Ceausescu.

²³³⁰ Si certains vont passer au tout début des années 1990 par d'autres institutions (de l'AR ou des établissements d'enseignement supérieur moins prestigieux), ils vont plus tard se retrouver dans de nouveaux établissements d'enseignement supérieur créés en 1990, qui se veulent renouveler ou ré-institutionnaliser et se situer dans la tradition d'une discipline (la sociologie). On retrouve ainsi des anciens enseignants de l'école du parti dans plusieurs facultés de l'Université de Bucarest et dans l'École nationale d'études politiques et administratives de Bucarest.

²³³¹ Alexandra Gabriela Ionescu, *Du Parti-Etat à l'Etat des partis. Nature et fonctions des partis politiques postcommunistes en Roumanie*, op. cit., p. 263.

²³³² *Ibid.*, pp. 266-267.

²³³³ Chose contredite par certains diplômés des années 1970 mais aussi par certains universitaires comme Ioan Mihailescu : « en 1989 les sciences sociales ont constitué une cible, par raison qu'elles ont été la base idéologique, mais les plus acerbes idéologues venaient d'ailleurs, physique, géographie » (Ioan Mihailescu, Zoltan Rostas, *Dialog neaterminat*, op. cit., p. 229).

²³³⁴ Ion Ianos, *Idei inoportune. Moralitati* [Idées inopportunes. Moralités], Bucarest, Cartea Romaneasca, 1995 ; Ioan Mihailescu, Zoltan Rostas, *Dialog neaterminat*, op. cit.

régime²³³⁵. Et tous les deux vont mentionner que certains de ces enseignants seront conduits à quitter cet établissement, départs qui se produisent cependant à leur initiative (aucune disposition légale ne pouvant les contraindre à quitter leurs postes). Les deux vont considérer de manière négative ce mouvement de contestation, alors qu'un d'entre eux mentionne aussi l'encouragement reçu par des étudiants contestataires de la part de certains enseignants. Les deux vont de même mentionner que la plupart de ceux qui vont quitter leurs postes vont intégrer d'autres institutions similaires. Un autre témoignage venu de la part d'un universitaire ayant également débuté dans sa carrière universitaire avant 1989 confirme ces souvenirs. Selon un témoin de ces tentatives d'épuration justifiée par des critères idéologiques, Ion Ianosi, « aucun des professeurs non désirés n'a pas quitté l'université » alors que d'autres, enseignants d'une autre faculté [de droit], qui ont quitté leurs postes « sont revenus après une brève période²³³⁶ ». Ioan Mihailescu qui va bientôt, en juin 1990, quitter la Faculté de philosophie pour contribuer à la naissance de la nouvelle Faculté de sociologie, de psychologie et de pédagogie parle des difficultés rencontrées spécialement – mais d'autres spécialités « au tout début toutes ont été considérées disciplines idéologiques, y inclus l'économie politique » – par des enseignants de socialisme scientifique au tout début des années 1990, « ce qui a conduit ceux qui avaient enseigné avant le socialisme scientifique de constituer une association des professeurs de sciences sociales, qui n'a pas eu un grand succès [...] il y avait beaucoup venant de l'Institut polytechnique, moins nombreux de l'Université qui avaient perdu leur maître à penser, Radu Florian ». Dan Martian est entré en politique, élu président de la Chambre des députés, Ion Dragan choisit de se retirer partant à l'étranger pour « étudier au Canada²³³⁷ » avant d'intégrer la nouvelle faculté de sociologie de l'Université de Bucarest. Certains seulement seront contraints de quitter et dans ces cas-là il semble être question d'enseignants ayant occupé des postes de direction et dont les gestes ont affectés certains de leurs collègues²³³⁸. Un autre témoignage, venu de la part d'un universitaire de la période postcommuniste, parle lui aussi du départ de certains enseignants en histoire, les seuls à s'être intégrer dans l'enseignement dans les années 1980. Tout comme nous racontent des enseignants en philosophie de l'Université de Bucarest, à l'Institut d'arts plastiques (redénommé en 1990 l'Académie d'arts de Bucarest et recevant par la suite, à partir de 1998, le nom d'Université nationale d'arts), selon un témoin installé à la tête de cet établissement d'enseignement supérieur « on décide [...] en chœur, de manière très démocratique et très jacobine qui parmi les professeurs méritait d'y rester et qui devait partir, qui était “compromis” (moins pour avoir peint la rose socialiste et plus pour avoir donné de mauvaises notes)²³³⁹ ».

²³³⁵ Sont ainsi mentionnées l'exigence d'un enseignant ou la difficulté que supposaient les cours donnés par un professeur qui, d'après ces témoignages, ont conduit les étudiants à contester certains enseignants.

²³³⁶ Ion Ianosi, *Idei inoportune*, op. cit., p. 60. Voir *supra*.

²³³⁷ Ioan Mihailescu, Zoltan Rostas, *Dialog neterminat*, op. cit., p. 227.

²³³⁸ Sont mentionnés parmi ceux qui ont renoncé à leurs postes en 1990 : Aculin Cazacu (sociologue), Virgil Constantinescu (sociologue), Ioan Constantinescu et Andrei Stanoiu.

²³³⁹ Razvan Theodorescu, *Cele 900 zile ale “manipularii”*, op. cit., pp. 23-24.

3. Nouvelles institutions de la recherche : l'Institut de théorie sociale (1990), l'Institut national pour l'étude du totalitarisme (1993) et l'Institut d'histoire des religions (2008)

Fonctionnant depuis septembre 1990, appartenant à l'Académie roumaine depuis printemps 1990, **l'Institut de théorie sociale et politologie (ITS)**²³⁴⁰ est créé en janvier 1990 et est dirigé par Radu Florian, ancien professeur à la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest. A l'automne de 1989, à sa demande, Radu Florian va à la retraite à l'âge de 62 ans, avant le délai prévu²³⁴¹ quittant son poste qu'il avait occupé à l'Université dans la Faculté de philosophie depuis février 1949²³⁴². Né à Iasi, en 1927, formé à la sociologie, il avait enseigné des cours de « socialisme scientifique » à la Faculté de philosophie (et à la Faculté des lettres) jusqu'en septembre 1989²³⁴³. Entre 1961 et 1984 Radu Florian a publié onze volumes aux Editions politiques (6)²³⁴⁴, aux Editions scientifiques et encyclopédiques (2)²³⁴⁵, aux Editions didactiques et pédagogiques (1)²³⁴⁶ et chez Cartea Romaneasca, maison d'édition de l'Union des écrivains

²³⁴⁰ Dans les volumes de mémoires et dans tous les témoignages l'Institut de théorie sociale et politologie, sous son nom officiel, perd le terme de « politologie ».

²³⁴¹ Alexandru Florian (éd.), *Radu Florian – Evocari*, Tritonic, 2005, p. 41.

²³⁴² D'après certains témoignages, il en sera contraint de quitter son poste. Gheorghe Vladutescu (né en 1937), enseignant de la Faculté de philosophie de Bucarest, dans son livre comprenant des considérations sur l'enseignement et des enseignants en philosophie de l'Université de Bucarest qui se combinent à ses souvenirs, fait le portrait de Radu Florian : « Radu Florian, maître de conférences à la Chaire de socialisme scientifique, ensuite professeur. A cette époque-là, l'homme ne sortait pas de la série. Ce que la chaire décidait, ayant à sa tête Leonte Tismaneanu, bien sûr en suivant les documents du PMR et [...] l'expérience révolutionnaire du PCUS [...] il répétait les "documents" [...] Radu Florian s'éloignera de plus en plus du dogmatisme des manuels. Il a quitté *Istoria PMR* [L'histoire du parti ouvrier roumain] pour enseigner seulement le socialisme scientifique mais dans une manière particulière [...] homme intelligent, il a compris qu'il est plus utile pour ceux qui l'écoutent de déplacer l'accent, de ce qu'il dit sur *comment* il le dit. Il répétait ce qui était canonique. Mais il faisait de ses leçons des modèles de pensée politique [...] Ainsi dans les années 1970, 1980 il a brillé comme maître de pensée politique. Il a eu des ennuis en semblant plus libéral [...] C'est à cause de cela qu'il a été éloigné de la Faculté de philosophie, au regret des étudiants qui apprenaient, sur un modèle politique, à penser librement [...] D'ici aussi le drame, peut-être sa tragédie après 1989. Ce qui l'avait propulsé avant, après [1989] le tirait en arrière. Il a été et il est resté marxiste, ce qui en soi n'est pas condamnable. Des excommunications "marxistes" à l'excommunication du "marxisme" ce n'était pas le mouvement le plus sage. Même si, pour certains, aussi bien pour certains des plus dogmatiques dans leur "antidogmatisme" que pour certains des plus "relâchés", être marxiste ressemble à être réactionnaire. Radu Florian, marxiste et en plus quelqu'un qui exerçait sa réflexion, n'a pas compris, n'a plus eu le pouvoir, de se dépasser ou a voulu se singulariser par une certaine fronde, je n'en sais rien, bref, il n'a pas été en mesure de refaire l'horizon dans lequel il se situait pour sortir de celui-là. Si son "marxisme" d'avant 1989 semblait hétérodoxe, après 1989 parce que la distance entre "hérésie" et "canon" était trop mince, trop insignifiante, elle s'est estompée. Un marxiste d'avant-garde avant, après [1989] a commencé à sembler conservateur. Ce qui ne peut pas être soutenu, mais toutes les apparences lui étaient contraires. » (Gheorghe Vladutescu, *Filozofie si politica 1957-1962*, op. cit., pp. 162-163.)

²³⁴³ Selon l'auteure d'un travail sur les partis politiques roumains de la période communiste, Radu Florian « fut une des plus connues voix officielles de la promotion et de l'enseignement de la philosophie marxiste en Roumanie ; attaché à démontrer l'adéquation entre la philosophie marxiste et le projet politique du communisme avant tout du communisme roumain » (Alexandra Gabriela Ionescu, *Du Parti-Etat à l'Etat des partis. Nature et fonctions des partis politiques postcommunistes en Roumanie*, op. cit., p. 265). La caractérisation de l'auteure, formée à la Faculté internationale de sciences humaines, devenue la Faculté de sciences politiques et administratives, de l'Université de Bucarest, est suivie d'une référence constituant le « commentaire, à partir des prémices philosophiques libérales, de la démarche de Radu Florian », publié dans la revue (fondée en 2001) de cet établissement.

²³⁴⁴ *Teoria marxist-leninista a revolutiei socialiste* (1961) ; *Sensul istoriei : insemnari pe marginea unei dezbateri filosofice contemporane* (1968) ; *Reflectii asupra filosofiei marxiste* (1974) ; *Procese sociale contemporane* (1980) ; *Antonio Gramsci, un marxist contemporan* (1982) ; *Dialog cu secolul nostru* (1984).

²³⁴⁵ *Procese definitorii ale dezvoltarii societatii socialiste* (1975) ; *Introducere in teoria marxista a determinismului social* (1979).

²³⁴⁶ *Dialectica dezvoltarii societatii capitaliste : prelegeri de socialism stiintific* (1969).

(2)²³⁴⁷. Selon certains de ses anciens étudiants en philosophie et ses collaborateurs de l'après 1989, les cours animés par Radu Florian ne suivent pas le programme officiel, étant conçus comme de la « sociologie marxiste²³⁴⁸ ». Ses anciens étudiants (Cecilia Tohaneanu, Florin Diaconu et Cristian Preda) mentionnent ses nombreuses lectures françaises.

Radu Florian intègre l'AR par la création de l'ITS créé au tout début de l'année 1990 « avec l'accord des messieurs Ion Iliescu [président], Alexandru Barladeanu²³⁴⁹ [président du Sénat] et Petre Roman [premier ministre] ». L'initiative appartient à Radu Florian qui reçoit le soutien du premier président élu après 1989, Ion Iliescu²³⁵⁰ et, d'après certains témoignages, aussi celui d'Alexandru Barladeanu²³⁵¹, membre de l'AR depuis 1955, membre du Front du salut national depuis décembre 1989 et président du Sénat après les premières élections de mai 1990. Des témoignages faits vers la seconde moitié des années 2000 nous apprennent qu'à l'appui de cette initiative est venu aussi Mihai Draganescu, vice premier-ministre dans le gouvernement provisoire constitué fin décembre et nouveau président de l'Académie roumaine, élu en 1990, Mihai Draganescu (né en 1929, ingénieur et professeur à l'Institut polytechnique)²³⁵², qui se souvient qu' :

« au début de l'année 1990, quand j'étais vice-premier ministre dans le gouvernement provisoire installé par la Révolution roumaine de décembre 1989, Radu Florian a proposé la création d'un institut de théorie sociale pour l'étude critique des grands courants et des doctrines sociales et politiques contemporaines [...] ainsi que des tendances du processus sociaux [...] j'ai soutenu [...] la proposition pour la création de l'Institut de théorie sociale en accord total avec le premier-ministre [Petre Roman] et le président du pays à ce moment-là [Ion Iliescu]. Nous nous sommes tous rendu compte de la nécessité d'un nouvel institut pour l'étude des phénomènes sociaux, libre de toute pression idéologique, politique et d'Etat. C'est dans cette direction qu'est allée l'initiative de Radu Florian²³⁵³. »

L'apparition de cet institut (dont la date de création est le 19 janvier 1990²³⁵⁴) est liée au démantèlement de l'école du parti. Le fils cadet de Radu Florian, Alexandru Florian, souligne que l'idée qui se trouvait à la base de la création de cet institut était de sauver le patrimoine de l'académie de parti. L'institut se réapproprie le patrimoine de l'ancienne école du parti, l'Académie « Stefan Gheorghiu ». L'institut détient la bibliothèque de l'Académie du PC, « Stefan Gheorghiu », et la typographie de cette

²³⁴⁷ *Eppur si muove !...* (1983) ; *Dialog cu secolul nostru* (1984).

²³⁴⁸ Ainsi qu'apparaît aussi dans le texte rédigé par son fils, Alexandru Florian, publié dans la presse intellectuelle (*Observator cultural*, 226, 2004), repris dans Alexandru Florian (éd.), *Radu Florian – Evocari, op. cit.*, p. 43 : « Il a été professeur de socialisme scientifique, discipline théorique qu'il a conçue comme de la sociologie marxiste, comme il le montre dans *Reflectii asupra filosofiei marxiste* », paru aux Éditions politiques en 1974.

²³⁴⁹ Alexandru Barladeanu est un ancien militant communiste, membre de l'Académie roumaine depuis 1955 et un des présidents du Conseil national de la recherche scientifique de la période communiste (voir *supra*).

²³⁵⁰ Ion Iliescu mentionne Virgil Ioanid et Radu Florian avec lesquels il discute au tout début des années 1980 « analysant ce qui se passe. » (Ion Iliescu, Vladimir Tismaneanu, *Marele soc din finalul unui secol scurt, op. cit.*, p. 176.)

²³⁵¹ Ileana Ioanid, *In cautarea omului pierdut*, Bucarest, Eminescu, 2002, p. 281.

²³⁵² Entretien consultatif avec Alexandru Florian (le 29 mai 2009).

²³⁵³ Mihai Draganescu dans Alexandru Florian (éd.), *Radu Florian – Evocari, op. cit.*, p. 131.

²³⁵⁴ Cf. Stelian Neagoe in « 10th Anniversary of the *Romanian Review of Political Sciences and International Relations* », *Romanian Review of Political Sciences and International Relations*, XI, 2, 2014, p. 3. Un jour avant, au 18 janvier 1990, par le décret-loi n° 30, le patrimoine du PCR est passé dans la propriété de l'Etat.

école. L'Institut de théorie sociale siège dans le bâtiment occupé jusqu'en décembre 1989 par l'école du parti²³⁵⁵, tout comme les nouvelles facultés créées en 1990 dans le cadre de l'Université de Bucarest, la Faculté de journalisme et la Faculté de sociologie, de psychologie et des sciences de l'éducation. A l'ITS revient un étage, à la Faculté de sociologie revient trois étages²³⁵⁶, d'autres étages sont entrés dans la possession de l'Institut polytechnique²³⁵⁷. La bibliothèque contient un grand nombre de titres (selon des données fournies ultérieurement, il s'agissait de trois cent mille titres signés par des auteurs étrangers et d'un million de volumes de sciences humaines et sociales). Une dizaine d'années après la constitution de cet institut, Ileana Ioanid²³⁵⁸ parle de cette initiative :

« en créant cet Institut Radu Florian a sauvé la bibliothèque – une des meilleures de tout le pays dans le domaine socio-philosophique, qui risquait d'être détruite [...] elle avait appartenu à l'Ecole de parti "Stefan Gheorghiu" »²³⁵⁹. »

Alexandru Florian mentionne qu'à cette époque-là, après les événements de 1989, on se débarrassait des livres liés à la politique communiste, mentionnant surtout les recueils de discours des dirigeants communistes. Une année après la chute du régime communiste, un des rédacteurs de 22, Rodica Palade (rédactrice en cheffe adjointe et par la suite rédactrice en cheffe de 22) publie des extraits de son journal datés du début de janvier 1990, période qui précède de près sa cooptation dans la rédaction de l'hebdomadaire du GDS, où elle note :

« Depuis quelques jours j'erre et je suis confuse. Je demande tout le monde sans attendre une réponse, que sommes-nous maintenant ? Pays capitaliste, n'est-ce pas ? Je veux être utile : j'aide au "nettoyage" d'une bibliothèque du marxisme... »²³⁶⁰.

Des témoins, enseignants de la Faculté de philosophie²³⁶¹, racontent du refus de certains de leurs collègues de consentir de s'approprier le patrimoine de l'Académie « Stefan Gheorghiu » par peur d'être identifiés à l'ancienne école du parti. Ioan Mihailescu, enseignant à la Faculté de philosophie, devenu en 1990 doyen de la Faculté de sociologie, nouvellement créée, raconte de son essai d'obtenir le siège occupé par l'école du parti pour la Faculté de philosophie mais il se heurte au refus de certains collègues :

« le 27 ou le 28 décembre 1989 [...], après quelques moments de passion, d'exaltation, je suis devenu très réaliste et pragmatique. Alors j'ai soutenu l'idée de solliciter au Gouvernement la cession du complexe "Leul" au profit de l'Université de Bucarest [...] le premier ministre Petre Roman aurait été d'accord. J'ai argumenté : le bâtiment de "Stefan Gheorghiu" est un bâtiment destiné à l'enseignement des sciences sociales ; la bibliothèque est spécialisée et de bonne qualité, elle était meilleure que d'autres [...] J'ai eu deux oppositions évidentes qui m'ont poussé à me taire et ne plus continuer. L'intervention de deux de nos collègues plus âgés qui étaient aussi une sorte de leaders de la faculté telle qu'elle s'est établie [en 1990] : le professeur Alexandru Valentin qui était doyen [de la Faculté de philosophie] et

²³⁵⁵ Arrêté n° 55 du 19 janvier 1990, *Monitorul Oficial*, 13 du 19 janvier 1990, article 5.

²³⁵⁶ Ioan Mihailescu, Zoltan Rostas, *Dialog neterminat*, op. cit., p. 233.

²³⁵⁷ Arrêté n° 55 du 19 janvier 1990, *Monitorul Oficial*, 13 du 19 janvier 1990, articles 2 et 6.

²³⁵⁸ Née en 1924, sociologue de la culture, elle enseigne à la Faculté de philosophie jusqu'en 1984 quand elle part à la retraite avant le délai prévu alors par la loi, tout comme Radu Florian.

²³⁵⁹ Ileana Ioanid, *In cautarea omului pierdut*, op. cit., p. 282.

²³⁶⁰ 22, 52, janvier 1991.

²³⁶¹ Entretiens consultatifs avec Ion Ianosi, le 25 février 2009 ; avec Vasile Morar, le 19 mars 2009.

le professeur Mircea Flonta qui était en fait celui qui avait le plus d'influence sur les étudiants. Ils m'ont donné la réplique : « Jamais nous n'irons dans ce bâtiment. Il est contaminé idéologiquement, nous n'avons pas de quoi y aller, nous nous compromettrions parce que nous associerions le nom de notre faculté avec « Stefan Gheorghiu ». J'ai essayé d'expliquer : le bâtiment n'est coupable de rien, il n'est pas question de microbes dans les murs pour nous contaminer. Une semaine ou deux après la Polytechnique qui n'avait pas pris les mêmes précautions idéologiques, a pris possession de l'Académie « Stefan Gheorghiu » en application de l'arrêté du Gouvernement. Et alors, avec beaucoup de difficultés, je suis intervenu auprès de Petre Roman [professeur à l'Institut polytechnique et premier ministre depuis décembre 1989] et ils nous ont donné les étages 4, 5 et 6²³⁶². »

L'ITS prend en possession et la typographie de l'école du parti. Mais officiellement la typographie n'appartient à l'Institut qu'à partir de 1993²³⁶³. L'institut est l'éditeur de la revue *Societate & Cultura. Noua Alternativa* [Société et culture. Nouvelle alternative] à partir de l'automne 1990. Les premiers numéros de la revue sont édités par l'imprimerie de l'Institut polytechnique de Bucarest (redésignée ultérieurement, Université polytechnique). D'après les témoignages recueillis, l'Institut polytechnique est tout aussi intéressé à s'approprier la typographie.

L'initiative de créer un institut de « théorie sociale » vient dans la continuation des préoccupations de Radu Florian, professeur à la Faculté de philosophie. L'institut se propose de prospecter les transformations politiques en Europe de l'Est, ayant comme modèle l'Ecole de Francfort. Alexandru Florian, fils de Radu Florian, insiste sur le fait qu'il était question de « théorie sociale²³⁶⁴ » et non de « sciences politiques », nouvelle discipline d'enseignement de la période postcommuniste dont la date de naissance est liée à la première loi de l'enseignement de l'après 1989 (loi n° 85 de juillet 1995). Parlant des « sciences politiques », telles qu'elles se définissent au sein de l'Université de Bucarest dans un nouvel établissement, un des nouveaux entrants dans le champ universitaire juge comme seul concurrent de cet établissement, l'ITS vu certaines similarités entre les objectifs que se donnent ce nouvel établissement et les champs d'intérêts définis par Radu Florian au sein de cet institut²³⁶⁵ qu'il dirige jusqu'à sa mort, en

²³⁶² Ioan Mihailescu, Zoltan Rostas, *Dialog neterminat*, op. cit., p. 233. Au milieu des années 2000, la Faculté de philosophie quitte le siège qu'il occupe Place de l'Opéra, dans le bâtiment occupé aussi par le Rectorat et la Faculté de droit, au bénéfice de cette dernière. Le siège actuel de la Faculté de philosophie se trouve dans un quartier bucarestois où des foyers universitaires ont été bâtis durant la période communiste.

²³⁶³ Décision du Ministère de la culture, n° 1835 du 25 février 1993, mentionnée sur le site de l'Institut de sciences politiques et relations internationales, à savoir l'ancien ITS.

²³⁶⁴ Entretien consultatif avec Alexandru Florian, le 21 mai 2009.

²³⁶⁵ Interrogé sur ses pratiques de traducteur et d'éditeur, parlant de la création du domaine des sciences politiques en Roumanie après 1989 comme discipline d'enseignement, un ancien étudiant en philosophie des dernières années de la période communiste, Cristian Preda, intégrant en 1992 la Faculté internationale de sciences humaines de l'UB, créée en 1991, redésignée en 1996 comme Faculté de sciences politiques, se souvient de son ancien professeur, Radu Florian : « Les sciences politiques sont inventées [en Roumanie] en langue française, c'est quelque chose qui relève du spécifique local et du paysage institutionnel parce que dans l'ordre chronologique les choses se sont passées comme ça : la première tentative d'institutionnalisation a été faite par les imposteurs de « Stefan Gheorghiu » qui ont essayé d'intégrer l'Université avec les séquelles de cette Académie [...] En janvier 1990, l'Académie « Stefan Gheorghiu » se partage de cette manière : les professeurs ont été mutés à l'Institut de théorie sociale qui a été créé sous la direction de Radu Florian, homme de gauche, socialiste, avec des relations en France [...] De même, la bibliothèque a été donnée à ces gens-là, les étudiants ont été répartis entre les diverses facultés [...] A la Faculté de sociologie sont venus les plus nombreux car ces gens-là [...] dans cette période-là, j'étais étudiant à la Faculté de philosophie. [...] Je le sais parce que certains de mes collègues, étudiants à la Faculté de philosophie, ont opté pour la sociologie ou pour la

1997. Les « sciences politiques » ne seront pas discipline reconnue et investie dans le champ universitaire qu'en commençant avec l'année universitaire 1996/1997 (après la loi de l'enseignement de 1995). Les premiers à diriger des thèses de doctorat de sciences politiques après 1989 se trouvent à l'ITS : Radu Florian et Ovidiu Trasnea²³⁶⁶.

Ceux qui intègrent l'ITS sont aussi bien des anciens enseignants de l'Académie « Stefan Gheorghiu », au nombre de neuf, selon Alexandru Florian, que de jeunes diplômés de la Faculté de philosophie des années 1970 (nés dans les années 1950). A part les enseignants de l'école du parti que l'Institut reçoit ce sont aussi de jeunes, « experts » de la période communiste ou enseignants de l'enseignement secondaire ou de l'Institut polytechnique où ils donnent des cours de « matérialisme historique »²³⁶⁷, dont certains vont faire par la suite leur entrée à l'Université ou, plus souvent et plus tôt, à l'École nationale d'études politiques et administratives et sont des universitaires en sciences politiques ou en sciences de la communication.

L'ITS, tout comme les unités de recherche en économie, est préoccupé à discuter du présent mais aussi du passé. Les sujets abordés par ceux qui habitent l'ITS sont divers, tenant de la théorie politique mais aussi de l'économie, ce qui fait sa distinction par rapport à l'Institut national pour l'étude du totalitarisme²³⁶⁸, créé en 1993 toujours dans le cadre de l'AR. Les études produites au sein de l'ITS sont hétérogènes, qu'il soit question de celles publiées en volume ou de celles parues dans la revue de l'Institut, *Societate si cultura*. Dans la « préface » au premier numéro de cette publication on apprend qu'elle portera sur « la crise » ou « les états du déséquilibre générés par la transition » et qu'elle se propose d'aller « au-delà [...] des événements, de surprendre ses articulations et ses tendances, les causes et leur signification ». La publication de l'ITS se définit comme un « espace d'interrogations menées avec les moyens de la théorie sociale contemporaine de l'esprit critique et humaniste [...] dans une époque de crise » où les gens semblent chercher une « identité à correspondre à leur structure culturelle mais aussi aux changements de l'histoire ».

psychologie. Et alors, ils se sont retrouvés aux côtés des étudiants de « Stefan Gheorghiu » [...] Parce que les instituts de recherche n'étaient pas beaucoup, ils ont essayé de venir à l'Université [de Bucarest], ils ont voulu faire de la science politique [...] Donc le domaine s'invente en effet en français si on ne prend pas en compte les imposteurs de « Stefan Gheorghiu » qui sont allés faire l'Institut de théorie sociale. Si vous regardez ce qu'ils publient en 1990 parce qu'ils commencent à publier, mais des traductions je ne crois pas qu'ils aient faites. Ils ont un discours de la gauche antifasciste parce que Radu Florian était un des anciens antifascistes... mais ils ne créent pas un domaine... En plus, Radu Florian était l'ami d'Ion Iliescu et il lui a demandé de lui faire un institut. » (Entretien avec Cristian Preda, le 15 février 2008.)

²³⁶⁶ Ancien enseignant de l'Académie « Stefan Gheorghiu », auteur d'un livre didactique intitulé *Stiinta politica* [La science politique], publié aux Éditions politiques, représentant la Roumanie depuis la période communiste dans un collectif international qui réunit des représentants de la « science politique », l'Association internationale de science politique, et initiateur de l'École nationale d'études politiques et administratives qui offre au tout début des années 1990 une formation après des études universitaires. Ovidiu Trasnea dirige après 1989 les thèses de certains futurs enseignants en sciences politiques de la période postcommuniste dont Alexandru Florian et Cristian Pirvulescu.

²³⁶⁷ Tout comme le sociologue Catalin Zamfir, qui dirige l'Institut de recherche de la qualité de vie, créé en 1990 au sein de l'AR.

²³⁶⁸ Le terme « national » est ajouté à d'autres instituts créés après 1989 sinon on précise « de Roumanie ». Dans tous ces autres instituts, créés après 1989, les historiens dominent ou faire l'histoire (d'une politique, d'un phénomène ou d'un événement) semble constituer l'objectif principal sinon unique de leurs activités.

Une « nouvelle identité » serait à découvrir dans la « connaissance de ce temps historique, de notre siècle, des sociétés et des cultures ». La connaissance théorique est investie avec la mission « d'analyser des relations [...], des processus et leurs tendances dans différents espaces sociaux » mais aussi « d'établir des stratégies d'action » en faisant recours à des « valeurs ». D'après ce texte, « la connaissance sociale [doit] se situer à deux niveaux, celui théorique et celui praxéologique avec sa dominante axiologique, la valorisation humaine ». Dans le même texte on s'exprime contre « l'économie capitaliste totalement spontanée » et pour l'économie mixte. *Societate si cultura* traite largement des intellectuels de l'entre-deux-guerres et du processus de modernisation, de la justice sociale²³⁶⁹ ainsi que de la gauche. Ceux qui publient dans *Societate si cultura* sont des anciens enseignants de l'école du parti, des sociologues et, encore que moins nombreux, des philosophes (consacrés ou jeunes), beaucoup plus rarement des historiens et certains membres du gouvernement (tel Ovidiu Sincai). Dans cette publication paraissent un nombre important d'études et de textes signés par Radu Florian lui-même²³⁷⁰ dont « le complexe de la gauche » en 1992, « les dictatures communistes : le détournement totalitaire de l'idée socialiste » en 1994.

En 1994, Radu Florian propose son analyse de la politique de la fin du XXe siècle dans sa contribution au volume collectif, *Marx 2000*, publié à Neuchâtel, sous la direction de Jacques Hainard et de Roland Kaehr. Son texte porte sur « deux crises », une qui est « la conséquence de l'impasse et de l'effondrement des régimes totalitaire est-européens », une autre qui « mine l'ouest du continent, conséquence d'une « évolution néolibérale », crises « différentes » avec des « effets identiques²³⁷¹ ». La maison d'édition de l'ITS, les Éditions Noua Alternativa [La Nouvelle Alternative], publie en 1993 un ouvrage de Radu Florian portant sur « la chute des dictatures est-européennes et les alternatives de l'histoire » ainsi que les actes d'un colloque franco-roumain au sujet de la démocratie et quelques autres livres.

Aristide Cioaba, sociologue chercheur avant 1989, signe en 1995 un volume sur la démocratie. La même année, Constantin Nica signe un volume sur le libéralisme depuis le XVIIe siècle et jusqu'au début du XXe siècle²³⁷². Et un autre auteur, Vasile Niculae signe une « histoire de la sociale-démocratie roumaine », entre 1940 et 1948, deux volumes parus respectivement en 1993 et 1997.

En 1991 à l'initiative de Radu Florian est créée la Fondation Club Unesco « Société et culture » dont le président est son fils, Alexandru Florian. La fondation est apparue pour attirer du financement reçu par projet de l'Unesco Roumanie, argent provenant de l'Etat. Dans le deuxième numéro de la revue de l'Institut

²³⁶⁹ En 1992, Ivo Rens, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Genève, traite de la « justice sociale, [de] sa contestation par Hayek et les néolibéraux » pour démontrer « sa justification ».

²³⁷⁰ Durant l'année 1991 il signe neuf textes dans les rubriques suivantes : « idées dans l'actualité » (cinq), « repères philosophiques » (trois), « coordonnées internationales » (un).

²³⁷¹ Radu Florian, « La crise européenne et le besoin d'un nouveau réformisme social », in Jacques Hainard et Roland Kaehr (ss la dir. de), *Marx 2000*, Neuchâtel, Musée d'ethnographie de Neuchâtel, 1994, pp. 159 et 164 (souligné dans le texte).

²³⁷² Constantin Nica, ayant enseigné à l'école du parti, est aussi l'auteur de plusieurs volumes parus aux Editions de l'AR sur le système politique roumain. Tous ces volumes comme ceux qui paraissent aux Editions de l'ITS (dont les tirages sont faibles, comme cela ressort de plusieurs témoignages) restent très peu connus.

de théorie sociale, on présente le Club Unesco « Société et culture ». Le programme de ce club, pluralisme culturel, démocratisation et « harmonie interethnique », se situe dans le sillage des valeurs promues par l'Unesco. Il est précisé en même temps que tout citoyen peut intégrer ce club à la base d'une carte d'adhésion que la revue publie. La fondation est créée aussi pour la diffusion d'une production qui appartient souvent à ceux qui habitent l'Institut de théorie sociale mais qui ne souscrit pas, apparemment, aux buts de l'Institut, à ses objectifs. Les ouvrages parus chez les Editions Diogene devraient être perçus de cette manière.

En 1993 Paul Dobrescu signe un volume et en 1995 il traduit et signe les notes au livre de Zbigniew Brzezinski. En 1997, le même auteur propose une « analyse de l'intérieur » de la campagne électorale pour les présidentielles de 1996 sous l'intitulé *Iliescu contra Iliescu*.

En 1993, chez Diogene est publiée la traduction du livre de Luc Nefontaine, *La Franc-maçonnerie*, titre publié en original seulement l'année suivante chez Gallimard.

En 1994 chez Diogene est publiée la thèse de Radu Ioanid²³⁷³, réalisée en Roumanie avant son départ aux États-Unis, dont la version en anglais est parue en 1990²³⁷⁴.

En 1995, Radu Florian publie son ouvrage sur l'« éclipse de la philosophie » et les « crises du XX^e siècle » et en 1997, le volume *Controversele secolului XX* [Les controverses du XX^e siècle].

En 1999 (après la mort de Radu Florian) est publiée la thèse de sciences politiques d'Alexandru Florian sur les processus de la modernisation en Roumanie²³⁷⁵.

Mais Matatias Carp est l'auteur le plus publié chez Diogene. Les volumes portant l'intitulé *Le Livre noir de la destruction des Juifs de Roumanie (1940-1944)*, traduction française d'Alexandra Laignel-Lavastine, publiée en 2009 chez Denoël²³⁷⁶, étant publiés avec d'autres volumes du même auteur en 1996 (*Legionarii si rebeliunea*).

En 1997, dans son volume portant l'intitulé les « controverses du XX^e siècle », on lit le dernier texte de Radu Florian, « Pourquoi je ne suis pas de droite ?²³⁷⁷ », présenté comme « testament spirituel²³⁷⁸ », dont la version en français rédigée par l'auteur même, paraît en décembre 1999, transmise par son fils à la rédaction des *Cahiers marxistes*²³⁷⁹. Rose-Marie Lagrave note dans son livre, paru en 1998, que cet article de Radu Florian « devrait paraître dans la revue *Les Temps modernes*²³⁸⁰ ». Dans ce texte l'auteur analyse les ressorts de ce qui lui semble être la nouvelle mode dans le monde intellectuel roumain – « “Être de droite” c'est [...] le nouveau conformisme » – pour répondre à la question : « pourquoi ne suis-je pas à

²³⁷³ Sociologue formé dans les années 1970, travaillant dans la même institution que certains des plus jeunes (futurs) membres du GDS (voir *supra*).

²³⁷⁴ Radu Ioanid, *The Sword of the Archangel*, East European Monographs, Boulder, Colorado, 1990; éd. roumaine, Id., *Sabia arhanghelului*, Editura Diogene, 1994.

²³⁷⁵ Alexandru Florian, *Romania si capacanele tranzitiei*, op. cit.

²³⁷⁶ Voir le dossier d'*Observator cultural*, constitué en octobre 2013, à l'occasion du jour national de commémoration de l'Holocauste en Roumanie (le 9 octobre).

²³⁷⁷ Radu Florian, *Controversele secolului XX*, Diogene, 1997.

²³⁷⁸ Alexandru Florian (éd.), *Radu Florian – Evocari*, op. cit., p. 44.

²³⁷⁹ *Cahiers marxistes*, 214, « À l'Est : 10 ans de recyclage des nomenklaturas », décembre 1999, pp. 127-147.

²³⁸⁰ Rose-Marie Lagrave, *Voyage aux pays d'une utopie déchuée*, op. cit., p. 42.

droite ? » lorsque « ce conformisme à la mode [...] assure [...] la notoriété culturelle » et lorsqu'il se « trouve à l'âge où l'on ressent le besoin naturel de reconnaissance publique²³⁸¹ » :

« L'enrôlement de la majorité des intellectuels “à droite” est surtout une réplique aux humiliations subies à cause de la politique de commande et d'administration de la culture instituée par la dictature du parti communiste [...] la réplique de ces intellectuels nous apparaît comme une revanche. Elle leur semble être un geste obligatoire destiné à exorciser la pression de la dictature, son acceptation [...] Mais s'inscrire “à droite” s'explique pour la plupart des intellectuels de nos jours par l'attachement à certaines valeurs et courants traditionnels de droite, de l'extrême-droite même, ayant dominé la culture roumaine par le passé. Il y en a qui le font en vertu de la fascination de certains représentants prestigieux de ces courants du passé, d'autres plus nombreux, le font à cause de l'impossibilité d'assumer de manière critique l'histoire de la société roumaine [...] Personne ne ressent la moindre gêne à la pensée d'avoir [...] bénéficié d'une diversité d'avantages possibles, refusés aux autres [...] Certains arrivent même à détester le monde dont ils sont issus, la société roumaine et sa culture, tout ce qu'on a réalisé dans un passé assez rapproché, qu'il s'agisse d'une fabrique, d'une université ou bien d'une œuvre d'art !²³⁸² »

Il mentionne la fragilité de sa position au temps du communisme, lorsqu'il était « menacé jusque dans les années 80 d'être éloigné de l'université » et ses livres étaient « obscurcis par un épais silence », ainsi que ses écrits ayant « mis au jour la différence nette entre l'œuvre de Marx et la dictature du parti communiste » en soulignant son adhésion à une « “gauche politique moderne”, celle qui dans toute circonstance doit incarner le changement²³⁸³ ». Option qu'il explique en évoquant le drame des Juifs roumains, l'Holocauste de Yassy (en Roumanie) et en soulignant l'indifférence aussi bien des hommes politiques roumains que des « voix de la démocratie américaine²³⁸⁴ ». Est faite une analyse des conditions de l'émergence et de l'ascension au pouvoir de l'extrême droite en Roumanie produisant une critique des forces politiques représentantes de la « droite politique » (le parti national libéral et le parti national paysan), « responsable du retard de la Roumanie dans la voie de la modernisation », « retard ayant engendré les effets durs de la pauvreté et de la misère qui affectaient une grande partie de la population rurale et urbaine²³⁸⁵ » avant la première Guerre mondiale et dans l'entre-deux-guerres. L'auteur parlera de deux paradoxes du régime communiste roumain soulignant que « la dictature communiste avait depuis longtemps cessé d'être un régime de gauche » et que « le Parti communiste avait cessé de mener une politique animée par les valeurs élémentaires de la gauche ». La formulation des deux paradoxes le conduit à parler aussi de la « démocratie post-totalitaire » qui lui rappelle dans certains éléments « la société roumaine d'avant-

²³⁸¹ Radu Florian, « Pourquoi je ne suis pas de droite », *CM*, 214, décembre 1999, pp. 127-129.

²³⁸² *Ibid.*, pp. 128-129. Pour une interprétation de la fascination pour des personnages ayant promu des idées de l'extrême droite, venant de l'intérieur du GDS, d'un intellectuel qui s'est affirmé après 1989.

²³⁸³ *Ibid.*, p. 129.

²³⁸⁴ *Ibid.*, pp. 130-132.

²³⁸⁵ Les considérations au sujet des forces politiques et de leur apport à la société s'entremêlent des déclarations au sujet de son vécu et de son statut de témoin (*Ibid.*, pp. 136-137).

guerre »²³⁸⁶. Parlant de la dictature communiste et de ses rapports aux « valeurs de la gauche réelle, authentique », l'auteur situe « sa position à la droite du spectre politique » du XXe siècle²³⁸⁷.

Formulant le « problème crucial » qui se pose à la Roumanie et à l'Europe de l'Est, à savoir « le type de *modernisation* où ils puissent s'inscrire », il s'exprime pour « une gauche démocratique » et se déclare « attaché à ce processus de renouvellement de la culture propre à la gauche démocratique », réitérant sa critique de la « droite politique et culturelle » et son option pour la « gauche culturelle et politique » en dépit des « tragédies irréversibles » produites par la gauche²³⁸⁸.

Radu Florian publie après 1989 non seulement dans les maisons d'édition liées à l'institut qu'il dirige. Radu Florian est un des survivants du pogrome d'Iasi, de juin 1941, alors que son père et son frère en ont été des victimes. En 1991, il évoque son expérience dans une conférence internationale organisée par la Fédération des communautés juives. Radu Florian avait déjà dédié un de ses livres publiés avant 1989 à la mémoire des victimes du pogrome d'Iasi, à celle de son père et de son frère²³⁸⁹. En 1996, dans un colloque organisé par le Musée de l'Holocauste de Washington il présente une étude fondée sur des sources d'archives sur le « massacre de Iasi des 29-30 juin 1941 – un premier acte du génocide contre les Juifs », texte repris dans son ouvrage paru en 2002 chez les Editions Hasefer, maison de la communauté juive, au sujet de l'« extermination des Juifs roumains et ukrainiens dans la période Antonescu ». L'étude, « portant la marque du survivant », est une « démonstration scientifique des causes et du déroulement de ce tragique événement²³⁹⁰ ».

²³⁸⁶ Il formule ce qui lui semble être un premier paradoxe : « premier régime politique de Roumanie ayant mis hors la loi la xénophobie, l'antisémitisme et le racisme [...] Il a constitué un acte ayant contribué à l'éducation démocratique de la population, à la reconquête d'une dignité civique des humiliés et opprimés d'autrefois. Mais après un laps de temps relativement court [...] le poison du nationalisme commença à être inoculé par les instances du parti communiste [...] De nos jours, en assumant tout ce qui était interdit et répudié officiellement, une partie considérable de celle-ci [la société civile] refuse de se démarquer de l'idéologie et des crimes fascistes, n'admettant pas qu'ils constituent et qu'ils demeurent des taches de son histoire. » Ainsi qu'un deuxième : « la dictature du parti communiste a été le premier régime politique ayant stimulé et promu les politiques d'ascension sociale et culturelle des individus provenant des couches ouvrières. Un nombre considérable d'entre eux fit partie de l'intellectualité universitaire et scientifique, de la technocratie économique et administrative, etc. A cause des formes d'oppression, de surveillance politique et policière, humiliation et d'aliénation humaine que la dictature avait exercées sur eux, une partie d'entre eux perdit toute sensibilité de gauche spontanée naturelle [...] Confondant la dictature du parti communiste avec les valeurs qu'elle invoquait si souvent mais qu'elle avait si souvent trahies, de nombreux intellectuels provenus des couches pauvres arrivèrent à professer avec ardeur les idées de la droite politique et culturelle. De cette manière, ils se confondirent justement avec le fragment du spectre politique qui ne leur aurait jamais créé les circonstances leur permettant de s'évader des limites de la stratification, ne leur auraient jamais permis de devenir ce qu'ils sont aujourd'hui. En effet, la plupart d'entre eux ignorent le fait qu'ils se trahissent eux-mêmes et qu'ils s'opposent à ce monde qu'ils étaient censés représenter. Ils adorent aujourd'hui les "idoles" de la droite politique, l'enrichissement à tout prix, le libéralisme économique sans bornes, l'élitisme méprisant les foules, les refus de la solidarité et du progrès humain. » (*Ibid.*, pp. 142-143.)

²³⁸⁷ *Ibid.*, p. 144.

²³⁸⁸ *Ibid.*, pp. 146-147. Notons que son fils traitera pour sa thèse de sciences politiques des processus de la modernisation en Roumanie. Notons aussi que le terme de « gauche culturelle » est utilisé par certains de nos interlocuteurs qui ont enseigné avant 1989 le socialisme scientifique, mais, il nous semble dans un autre sens ou avec un autre but, celui de souligner leur distance vis-à-vis d'une « gauche politique », autrement dit des politiques se présentant « de gauche ».

²³⁸⁹ L'écrit apparaît mentionné dans un des dossiers constitués par la Securitate (mentionné par Alexandru Florian, « Un destin assumé », *Observator cultural*, 226, 2004, repris dans Alexandru Florian (éd.), *Radu Florian – Evocari, op. cit.*, p. 44.

²³⁹⁰ Lya Benjamin, « Le pogrome d'Iasi évoqué par Radu Florian », Alexandru Florian (éd.), *Radu Florian – Evocari, op. cit.*, pp. 38-39.

Radu Florian est un des intellectuels des plus vivement critiqués par des membres du GDS dès 1990 et des rares responsables au sein de l'Académie à être visé par des critiques venant des collaborateurs ou des membres du GDS²³⁹¹. Aucun autre responsable d'une institution de l'AR ne sera aussi vivement critiqué par des membres du GDS. Dans son essai de mémoires des expériences des pays ex-communistes, Rose-Marie Lagrave note au sujet des philosophes et de leur philosophie dans l'après 1989 :

« Hormis Radu Florian [...] je n'ai jamais rencontré de philosophes, de professeurs enseignant ou se réclamant du marxisme. Marx est bien mort aux pays du communisme réel²³⁹². »

Les critiques sont considérées par son fils, Alexandru Florian, en lien avec la posture adoptée par Radu Florian, soutenant le président Ion Iliescu, et fait référence au discours tenu par son père à la télévision publique en 1990²³⁹³. Si une des critiques fait expressément référence à ce discours et à son soutien donné à Ion Iliescu, mentionné aussi par d'autres membres du GDS (mais mentionnant beaucoup plus ses relations avec ce dernier), d'autres critiques feront référence à ses options idéologiques et à son engagement de la période communiste. Mais dans deux cas surtout, des critiques rendues publiques par des membres du GDS vont faire référence à ses préoccupations et à sa position occupée après 1989 en tant que directeur d'un nouvel institut créé au sein de l'AR dont le champ d'intérêts intellectuels correspond en partie à celui de certains membres du GDS : traiter du politique d'une manière scientifique et discuter de certains auteurs roumains. On conteste sa légitimité de s'exprimer sur des questions qui préoccupent aussi des membres du GDS, selon leurs préoccupations, leurs activités et leur spécialité.

En janvier 1990, un des membres de la rédaction de 22, Dan Pavel proche du rédacteur en chef de la revue du GDS, publie « une lettre ouverte » destinée à un de ses anciens professeurs de la Faculté de philosophie et d'histoire de l'Université de Bucarest, Radu Florian. On apprend que sa décision de critiquer publiquement son ancien professeur suit à l'apparition télévisée du théoricien du marxisme pour défendre

²³⁹¹ « Radu Florian [...] il avait été accusé injustement. J'ai voulu intervenir à cette époque-là mais... [...] J'ai voulu porter témoignage sur son honnêteté parce qu'il était un homme très informé, très intelligent [...] au moins aux années 1980, quand je l'ai connu comme prof à la Philo. Peut-être d'autres l'ont connu dans les années 1960, je n'en sais rien mais quand il était mon prof, il était un homme âgé, un type très subtil, très informé et un homme intelligent, sans discussion ! On voyait bien, il était quelqu'un de très intelligent mais en même temps un homme âgé, il n'avait plus la force de faire grande chose, c'est possible, s'il l'avait pu... [...] Mais étant un des amis d'Iliescu [...] il faisait le programme du PDSR [le parti de la démocratie sociale de Roumanie]. » (Entretien avec Cristian Preda, le 15 février 2008.)

²³⁹² Rose-Marie Lagrave, *Voyage aux pays d'une utopie déchuée*, op. cit., p. 42.

²³⁹³ De son texte publié dans le volume à la mémoire de son père on apprend que le dernier à critiquer son père mentionne un article paru dans *Le Monde diplomatique* en 1990, selon les notations d'Alexandru Florian, « sur le début de la transition politique en Roumanie », interprété par l'auteur de cette critique comme « propagande à l'étranger pour le président [Ion Iliescu], qui avait appelé les miniers en essayant simultanément de compromettre l'Opposition » (cf. Gabriel Andreescu, « Sauver les biographies par l'invention des négationnistes », art. cit., cité par Alexandru Florian, « Radu Florian, un destin assumé », Alexandru Florian (éd.), *Radu Florian – Evocari*, op. cit., p. 53). Les remarques d'Alexandru Florian au sujet de la plus récente critique à l'adresse de son père font référence au GDS auquel l'auteur de cette critique appartient (à ce moment-là) et aux intérêts intellectuels de l'auteur, à sa nouvelle spécialité : « devons-nous comprendre que seulement ceux qui étaient dans le GDS ou qui soutenaient l'opposition ont été moraux, courageux ? [...] G. Andreescu semble oublier que la démocratie signifie, dans le domaine de la culture comme en politique, pluralisme. G. Andreescu, semble oublier que, bien qu'il milite pour la défense des droits de l'homme, les fondamentalismes et les préjugés, qui conduisent à des verdicts, ne sont pas appropriés lorsqu'il s'agit des humains. » (*Ibid.*, p. 53)

les « idées du socialisme » après la « victoire de la révolution anticomuniste » et a pour cause la possibilité d'assister au retour des « communistes [...] sur la scène politique ». Sa critique s'appuie sur quelques témoignages de la période de sa formation. Bien que l'ancien étudiant se déclare reconnaissant pour l'enseignement du « vrai Marx », de Gramsci et de Lukács, donné par l'universitaire ayant mentionné sa croyance dans la possibilité de la révision du socialisme, il demande à celui appelé ici « idéologue » de ne plus « troubler les cerveaux avec des idées communistes, stalinistes, avec socialisme scientifique, matérialisme dialectique et historique, avec perestroïka, glasnost et d'autres théories extérieures aux réalités roumaines, à la mentalité latine de notre peuple ». Son appel prend comme argument les événements politiques les plus récents :

« la doctrine a été complètement invalidée par l'histoire. La révolution roumaine a été radicale [...] maintenant le temps est pour le parti chrétien-démocrate, pour le libéralisme, pour la social-démocratie, pour tous les partis non-communistes et non-fascistes, pour les groupes indépendants²³⁹⁴. »

L'universitaire critiqué par l'ancien étudiant pour sa collaboration avec le nouveau pouvoir fera par la suite l'objet d'autres critiques venant cette fois-là de la part de deux membres fondateurs du GDS, à des époques différentes. En 1990 la critique qu'on lui adresse concerne sa nouvelle position dans le champ académique comme directeur de l'institut nouvellement créé²³⁹⁵, l'Institut de théorie sociale. Quand la contestation a comme enjeu la transformation des hiérarchies dans le champ académique et dans le champ intellectuel le récit personnel fait place au récit à la troisième personne. **Gabriel Andreescu** (physicien chercheur et opposant au régime, qui s'est intéressé à la philosophie)²³⁹⁶ dénonce « l'utilisation » d'une institution qui attire l'attention, selon l'auteur, de « nombre de ceux qui s'intéressent au domaine », à savoir les études politiques. Au nom du renouvellement nécessaire dans le domaine des sciences sociales et de la « formation d'une nouvelle conscience intellectuelle », est ainsi critiqué l'encadrement des « anciens propagandistes de [l'Académie] Stefan Gheorghiu » dans l'institution dirigée par Radu Florian. Les « anciens propagandistes » sont présentés comme les « professionnels de l'incompétence ». Andreescu précise que « confondre le marxisme avec la dogmatique stalinienne, c'est déshonorant, et persécuter l'étude du marxisme à cause du passé, [c'est] immoral ». Son propos sur l'importance de « l'expérience de l'empirisme » avec référence à « l'école anglo-saxonne » et les apports de la mathématique dans la « pensée du social » pour traiter la « complexité non mesurable du social » servent à critiquer « ceux dont la subtilité maximale est de réinterpréter Marx dans la lignée structuraliste d'Althusser ». Sa présentation de l'évolution de la sociologie comme discipline d'enseignement à l'Université et comme activité de scientifique sous le communisme est suivie de la présentation de l'école de mathématique comme « une

²³⁹⁴ 22, 2, le 27 janvier 1990.

²³⁹⁵ 22, 36, 1990.

²³⁹⁶ Gabriel Andreescu avait publié dans *Revista de filozofie* dans les années 1980. Après 1989, Gabriel Andreescu se consacre au domaine des droits de l'homme et dirige l'Association pour la défense des droits de l'homme de Roumanie-Comité Helsinki (APADOR-CH) ou ce qu'on appellera le Comité Helsinki roumain (voir troisième partie).

des rares institutions intellectuelles compétitives ». Le texte qui se conclut avec un « PS » sur la « résistance intellectuelle » décrit comme « un vrai réseau où des opposants et des marginaux jusqu'aux dissimulateurs ou aux opportunistes intelligents se croisaient » mentionnant les mathématiciens qui ont produit et soutenu « la recherche authentique dans le domaine des sciences sociales²³⁹⁷ ». **Gabriel Andreescu** attire aussi l'attention sur « l'utilisation » par des politiques du nouvel Institut de sondage de l'opinion publique [Institutul pentru sondarea opiniei publice] (IRSOP), créé en janvier 1990 comme « organe indépendant, avec financement de l'État ainsi qu'avec autofinancement²³⁹⁸ ». Étant des plus critiques au sujet de l'AR, Gabriel Andreescu, intéressé par la question des minorités nationales, mentionne dans un de ses ouvrages publiés ultérieurement la création en 1991 dans le cadre de l'Académie d'une « anémique Centre d'étude des minorités²³⁹⁹ ». Plus tard, se faisant aussi connaître par ses critiques à l'adresse de certains des plus connus intellectuels du GDS et non seulement de ceux qu'il range parmi les tenants de l'ancien régime ou de leurs héritiers, **Gabriel Andreescu** soutient à plusieurs reprises que les conflits autour des individus, bien que non désirés, sont une « nécessité »²⁴⁰⁰. À **Gabriel Andreescu** appartient aussi la dernière critique à l'adresse de Radu Florian, datée d'août 2004 après la publication par son fils des extraits des dossiers constitués par la Securitate. Au moment de la publication de sa critique, **Gabriel Liiceanu** est encore membre du GDS, appartenance à laquelle va se référer Alexandru Florian en 2005²⁴⁰¹. Mais **Gabriel Andreescu** est déjà entré en conflit avec un des plus notoires intellectuels du GDS, **Andrei Plesu**, contre lequel il lance en 2001 des accusations en parlant de l'activité de l'institution à la direction de laquelle ce dernier participe (le Conseil national pour l'étude des archives de la Securitate), faisant référence à cette occasion aux relations d'**Andrei Plesu** avec la Securitate²⁴⁰².

L'usage de la biographie est fréquent dans des textes parfois présentés aussi en tant qu'analyse²⁴⁰³ chez des intellectuels qui prétendent à une nouvelle position en vertu des savoirs acquis et/ou d'un capital moral obtenu avant 1989 ou à la faveur de leur rapprochement de ceux qui ont acquis un certain capital moral avant 1989. Le recours à une mémoire collective qui appartient à des intellectuels qui ne font pas partie du GDS (des chercheurs ou universitaires qui s'expriment moins ou point dans la presse) est signe de la distance affichée par un membre du GDS par rapport aux intellectuels dominants dans le GDS mais aussi stratégie pour fonder leur légitimité à se faire les concurrents de ceux qui parviennent avec le soutien des politiques en place à créer de nouvelles institutions.

²³⁹⁷ 22, 37, 1990.

²³⁹⁸ La Décision n° 28/1990, en vigueur entre le 10 janvier 1990 et le 1^{er} août 1991, est signée par le vice-premier ministre, Mihai Drăganescu, qui est aussi le président de l'AR. Elle est abrogée par la Décision n° 495/1991 lorsque l'IRSOP est devenu société commerciale.

²³⁹⁹ Gabriel Andreescu, *Ruleta. Romani si maghiari*, op. cit., p. 130.

²⁴⁰⁰ Pour son argumentation sur la nécessité de discuter des personnes qui sont appelées à constituer ou à diriger des institutions voir deuxième partie.

²⁴⁰¹ Voir *supra*.

²⁴⁰² Sur la suite de ce scandale voir deuxième partie.

²⁴⁰³ Textes qui discutent des institutions culturelles, des disciplines ou des organisations civiques.

Une autre critique à l'adresse de Radu Florian, dans un autre cadre, appartient à **Gabriel Liiceanu**, invité à la télévision publique, interrogé au sujet de ses opinions de l'après communisme, parlant aussi de ses expériences de la période communiste²⁴⁰⁴. Directeur et fondateur des Éditions Humanitas après la disparition des Éditions politiques, Liiceanu conteste à des intellectuels qui ont adhéré à l'idéologie véhiculée par le régime communiste (Nicolae Tertulian²⁴⁰⁵ et Radu Florian) la légitimité de traiter des auteurs de l'extrême droite ou de l'adhésion de certains auteurs auxquels lui-même s'est intéressé avant 1989 :

« nous ne parlons pas des hommes qui ont été pour un certain temps des prisonniers d'une illusion et qui en sont sortis par la suite en la dénonçant comme illusion, comme l'ont fait Koestler et Orwell et Grossman [...] Nous parlons de ceux qui ont opté jusqu'à la fin pour un des maux du siècle et qui se croient être en droit de juger les représentants de l'autre mal [...] En 1987 est paru un livre intitulé Heidegger et le nazisme dont l'auteur est Victor Farias, qui interprète toute l'œuvre de Heidegger par son adhésion au nazisme en 1933, lorsque Heidegger devient à la fois le recteur de l'Université de Freiburg pour dix mois [...] L'acte de cette adhésion est le discours tenu par Heidegger à l'occasion de son installation à la tête du rectorat. A partir de ce moment-là on ne peut pas faire référence à aucun autre texte par lequel son adhésion initiale serait renforcée. Farias reproche cependant à Heidegger qu'il est resté avec son carnet de parti dans la poche jusqu'en 1945. Ce livre a déclenché un débat qui n'est ni aujourd'hui conclu, sur l'engagement politique et le profil moral du philosophe. Dans ce débat-là est aussi entré un intellectuel qui est parti de Roumanie et s'est installé à Paris dans les années 1980 : Nicolae Tertulian. Excellent connaisseur de Heidegger, dans deux articles publiés dans *Quinzaine littéraire*, il juge ce dernier pour son engagement politique et propose une lecture de l'œuvre de Heidegger selon la vision du nazisme. Or, qui est Nicolae Tertulian ? Il est un des représentants notables du proletcultisme des années 1950, qui veillait, comme idéologue de service du parti communiste, à la conservation de la "ligne juste" dans la culture philosophique et littéraire du moment, qui [...] a instauré la discrimination politique dans la culture humaniste, en se faisant l'instrument de la mise à l'index des œuvres de Maiorescu, de Lovinescu ou de Blaga. Qui juge donc Heidegger, qui après dix mois de rectorat a refusé toute participation à la vie publique ou politique et qui s'est enfermé dans une isolation distante ? Celui qui a contribué pour dix-sept ans à la formulation de l'esthétique proletculte, qui est resté plus d'une trentaine d'année sur les barricades de l'idéologie communiste et évidemment, dans tout ce temps-là avec le carnet de parti à sa poitrine. Tertulian a-t-il la qualification morale de juger du comportement de Heidegger ? C'est plutôt moi qui aie la capacité de juger Heidegger. [...] A la Faculté de philosophie, dans les années 1960, il y avait un professeur de socialisme scientifique, Radu Florian, qui aujourd'hui dirige un institut de politologie, [qui s'est] détaché de l'ancienne Académie "Stefan Gheorghiu". A cet institut, monsieur Florian publie une revue et une collection, dont l'intitulé est "Idei careucid" [Idées qui tuent], et où on publie, chose bien importante et justifiée, des textes de la littérature de l'extrême droite roumaine [...] pour montrer quelles ont été *les idées qui ont tué*. Mais – et je reviens à ma question – qui fait cette chose-là ? Radu Florian était celui qui nous apprenait nous sur "l'étape

²⁴⁰⁴ Dans l'émission du 2 décembre 1995, réalisée par le bien connu et reconnu critique de musique, Iosif Sava, pour la chaîne 2 de la télévision publique. La transcription de cette discussion se trouve à la base, comme l'auteur le note, du texte inclus dans la seconde édition de son livre (de 1996), le premier de la période postcommuniste et probablement le plus connu, *Apel catre lichele* [Appel aux canailles], qui est un recueil de textes parus dans la presse. Nous utilisons ici la troisième édition et la dernière de ce livre, parue en 2005.

²⁴⁰⁵ Un seul parmi nos interlocuteurs qui sont des membres du GDS mentionne Nicolae Tertulian. Ce dernier est mentionné lorsque notre interlocuteur parle de la formation reçue à la Faculté de philosophie, pour les savoirs transmis et les auteurs indiqués pour l'étude du politique. Nicolae Tertulian apparaît aussi dans le journal de Monica Lovinescu lorsqu'elle discute des membres de l'exil parisien.

violente” et sur “l’étape pacifique” de la lutte de classe [...] Cet homme est-il appelé à publier les textes qui ont tué de l’autre part ? Je n’y crois pas. Ces textes-là c’est moi qui peut les publier [...] il publie “Idei care ucid” sans dire en préalable que lui aussi a promu des idées qui tuaient et qu’il regrette ce fait à présent. Tu ne peux pas te présenter après une trentaine d’années au temps desquelles tu as rendu malades les cerveaux des jeunes avec la théorie de la violence et de la lutte de classe [...] et parler des “idées qui tuent” comme si tu n’as rien eu en commun avec ce fait²⁴⁰⁶... »

Les remarques faites par **Liiceanu** au sujet de Radu Florian sont aussi mentionnées par son fils dans la presse intellectuelle. A celles-là, Alexandru Florian ajoute l’affirmation selon laquelle **Liiceanu**, éditeur de la période postcommuniste, « n’a pas voulu²⁴⁰⁷ » publier les « textes qui ont tué de l’autre côté²⁴⁰⁸ », autrement dit faire la critique des idées de l’extrême droite.

Travaillant aux côtés de son père dans le nouvel institut que ce dernier créé au sein de l’AR mais quittant l’ITS peu après la mort de son père, Alexandru Florian²⁴⁰⁹, pour démontrer que les activités didactiques et d’écriture de son père ne se situent pas dans la lignée officielle, comme réaction aux critiques venant des intellectuels du courant de l’anticommunisme, ce dernier publie en 2004 dans *Observator cultural* des extraits des dossiers retrouvés dans les archives de la Securitate. Alexandru Florian considère les critiques transmises par les médias à l’adresse de son père que des documents attestant de sa rectitude et notamment les dossiers constitués par la Securitate au sujet de Radu Florian, entre 1971 et 1984, ainsi que d’autres informations qui apparaissent dans d’autres dossiers du même type (comme celui au sujet de Tudor Bugnariu, époux de Dorli Blaga, fille de Lucian Blaga). Les extraits tirés de ces dossiers révèlent le nombre important d’informateurs de la Securitate recrutés dans la Faculté de philosophie, ainsi que l’attention accordée par la Securitate et l’interprétation donnée par celle-là aux affirmations faites par une personne d’origine juive²⁴¹⁰. Radu Florian a critiqué Constantin Noica dans *Era socialista* et Alexandru Florian s’en réfère pour marquer ce qui ressort de sa lecture des dossiers constitués par la Securitate au sujet de son père, qu’il reçoit à sa demande du Conseil national pour l’étude des archives de la Securitate (CNSAS) :

« un essai critique sur la philosophie de Noica (l’article fait référence aux livres *Cele sase maladii ale spiritului* et *Sentimentul romanesc al fiintei*) a réveillé des attitudes de refus, étant interprété comme un possible attaque aux valeurs de la culture roumaine²⁴¹¹. »

²⁴⁰⁶ Gabriel Liiceanu, *Apel catre lichele*, op. cit., pp. 238-239 et 240-241.

²⁴⁰⁷ Alexandru Florian, « Radu Florian, un destin assumé », art. cit., repris dans Alexandru Florian (éd.), *Radu Florian – Evocari*, op. cit., p. 41.

²⁴⁰⁸ Gabriel Liiceanu dans Iosif Sava, *Simfonia destinului*, vol. 1, Bucarest, Integral, 1996, p. 235, cité par Alexandru Alexandru Florian, « Radu Florian, un destin assumé », art. cit., repris dans Alexandru Florian (éd.), *Radu Florian – Evocari*, op. cit., p. 41. Voir aussi Gabriel Liiceanu, *Apel catre lichele*, op. cit., p. 240.

²⁴⁰⁹ On retrouve par la suite Alexandru Florian comme secrétaire scientifique de l’Institut social-démocrate, créé par Ion Iliescu en 1999. Obtenant son doctorat de sciences politiques en 1998 et publiant sa thèse en 1999, il enseigne les « sciences politiques » dans une université privée à partir de 2003. En 2005, il est directeur exécutif et plus récemment directeur général de l’Institut national pour l’étude de l’Holocauste, institut de recherche créé comme structure du Ministère de la Culture et des Cultes.

²⁴¹⁰ Alexandru Florian note aussi au sujet des dossiers constitués par la Securitate la manière dont ceux qui sont responsables du suivi d’un dossier prennent les décisions, selon cet auteur, sans vérification des informations reçues.

²⁴¹¹ Alexandru Florian (éd.), *Radu Florian – Evocari*, op. cit., p. 49.

Le texte d’Alexandru Florian sera repris dans un volume publié en 2005 qui comprend les communications présentées lors du séminaire « La gauche culturelle aujourd’hui. In memoriam Radu Florian », organisé par Civic Education Project, la Faculté de sciences politiques de l’Ecole nationale de sciences politiques et administratives de Bucarest et le Club Unesco « Société et culture », à l’initiative d’une ancienne étudiante de Radu Florian (par la suite enseignant à la Faculté de sociologie de l’UB). Le volume regroupe les communications de ceux qui ont connu de près Radu Florian (étudiants et collaborateurs mais aussi certains de ses anciens collègues de la Faculté de philosophie), encore que tous ceux qui y sont invités n’aillent pas répondre à l’invitation faite²⁴¹². Lors de la seconde publication de son texte, repris dans le volume, il ajoute au sujet de la plus récente critique à l’adresse de son père et de lui-même, signée par **Gabriel Andreescu**, membre fondateur du GDS²⁴¹³.

À Radu Florian succède, entre 1997 et 2002, un ancien professeur de l’Académie « Stefan Gheorghiu », l’historien Stelian Neagoe, qui signe des textes dans 22 depuis 1990 sur des sujets d’histoire nationale qui réapparaissent dans l’actualité²⁴¹⁴. A partir de 1997, l’ITS est l’éditeur de deux publications portant le même intitulé, une en roumain, *Revista de teorie sociala*, l’autre en langues étrangères, *Revue roumaine de théorie sociale*. En 2001, l’ITS est redésigné comme l’Institut de sciences politiques et de relations internationales (ISPRI). Et à partir de 2004, le « nouveau » institut, se trouvant sous une nouvelle direction (Vasile Puscas entre 2004 et 2007 et Ion Bulei entre 2008 et 2011), est l’éditeur de *Romanian Review of Political Sciences and International Relations*²⁴¹⁵, où paraissent des textes en anglais comme en français et à partir de 2014, seulement en anglais. Le changement de nom de l’institut, créé en 1990, la reconversion de la « théorie sociale » en « sciences politiques et relations internationales » correspond à la création au sein de l’Université d’une nouvelle publication, consacrée à la « science politique », *Studia*

²⁴¹² Le volume comprend non seulement ces communications (au nombre de neuf) mais aussi le texte en roumain publié déjà en français dans Cahiers marxistes et certains autres textes signés par d’autres intellectuels, amis de Radu Florian dont Mihai Draganescu, premier président de l’AR de la période postcommuniste, et Nicolae Tertulian. Entre les communications tenues à l’occasion du séminaire organisé à la mémoire de Radu Florian on lit le « message du président de la Roumanie », Ion Iliescu.

²⁴¹³ Gabriel Andreescu, « Sauver les biographies par l’invention des négationnistes », *Ziua*, le 12 août 2004. Selon Alexandru Florian, Gabriel Andreescu présente ce texte comme la réponse à sa publication au sujet du manuel de l’Holocauste mais discutant de son père (surtout) et de lui (Alexandru Florian (éd.), *Radu Florian – Evocari, op. cit.*, p. 52). Discutant de cette dernière critique à l’adresse de son père, Alexandru Florian remarque la reprise des accusations déjà faites une année avant par un autre auteur, qui s’affirme en représentant du courant de l’anticommunisme après 1989. Au moment de cet échange d’articles de presse – le texte d’Alexandru Florian et ensuite la réponse de **Gabriel Andreescu** où ce dernier critiquent père et fils ensemble – Alexandru Florian fait partie du collectif constitué en Commission internationale pour l’étude de l’Holocauste de Roumanie, « à l’initiative du président de la Roumanie, Monsieur Ion Iliescu, le 22 octobre 2003 », dont « le budget et la composition sont approuvés par décisions du Gouvernement » en février et en mai 2004 (cf. *Raport final* de la Commission internationale pour l’étude de l’Holocauste en Roumanie, Iasi, Polirom, 2005, p. 7).

²⁴¹⁴ 22, 11, 1990.

²⁴¹⁵ « 10th Anniversary of the Romanian Review of Political Sciences and International Relations », *Romanian Review of Political Sciences and International Relations*, XI, 2, 2014, pp. 3-6. Parmi ceux qui en témoignent on retrouve l’actuel directeur de cet institut et rédacteur en chef de sa revue (Dan Dungaciu) et les anciens responsables (Stelian Neagoe, Vasile Puscas et Ion Bulei) ainsi que des « académiciens » (Gheorghe Vladutescu et Mircea Malita) et le vice-président de la section de philosophie, de théologie, de psychologie et de pédagogie de l’AR (Alexandru Surdu).

Politica. Political. Romanian Political Science Review, périodique de l'Institut de recherches politiques de la Faculté de sciences politiques de l'UB.

L'ISPRI veut se consacrer actuellement à la recherche des tendances actuelles dans le domaine des sciences politiques, des systèmes politiques contemporaines et principalement le système politique roumain postcommuniste et des processus d'intégration dans les organisations européennes et atlantiques avec un accent mis sur le rôle de l'Union européenne dans le système des relations internationales²⁴¹⁶. Dans ces deux publications, celle en roumain et celle en anglais, réunissent des articles plus proches des réflexions philosophiques ou sur des doctrines politiques et seulement une partie s'inscrivent dans une sous-discipline qui tend à s'autonomiser au sein des sciences politiques et recouvre une sous-discipline des sciences juridiques.

Institut national pour l'étude du totalitarisme (INST), créé en avril 1993, est l'autre institut qui s'applique à l'étude de l'espace politique, en adoptant une autre vision que celle, plus englobante du premier institut de recherche traitant du politique, créé au sein de l'AR. Cet institut tout comme le précédant doit sa création au soutien des politiques. Mais cet institut n'est pas dirigé par un universitaire ou chercheur, mais par une victime du régime communiste. Radu Ciuceanu, né en 1928, est un ancien détenu politique, membre du Conseil provisoire d'union nationale (créé le 1^{er} février 1990, par la restructuration du Conseil du Front du salut national, « organisme suprême du pouvoir d'État »), par la suite député élu sur la liste du PNL entre 1990 et 1992. Il est membre du PNL au moment de son installation à la tête de cet institut. Historien, réputé pour son nationalisme, Radu Ciuceanu sera proposé, d'après plusieurs témoignages, comme membre correspondant de l'AR, sans être élu. Il obtient son diplôme de doctorat en 1998. Par contre, le secrétaire scientifique de l'INST est un chercheur de la période communiste, Octavian Roske²⁴¹⁷, qui va se consacrer dans le cadre de cet institut à faire l'histoire du phénomène totalitaire dans l'entre-deux-guerres (le roi Charles, des membres de la Légion et d'Antonescu).

Du conseil scientifique font partie deux clercs (catholique et orthodoxe), des universitaires ou des chercheurs réputés pour leur activité scientifique mais surtout des historiens qui sont connus pour leur attachement à l'idée de la nation depuis la période communiste, deux sociologues, des intellectuels-politiques ou des experts qui travaillent dans des institutions moins légitimes²⁴¹⁸. Les jeunes chercheurs qui habitent cet institut sont passés par d'autres instituts de recherche et dans leur grande majorité proviennent de petites villes de province. Parmi les auteurs des volumes publiés par cet institut on compte des militaires

²⁴¹⁶ Selon la présentation faite sur le site Internet de l'ISPRI.

²⁴¹⁷ Octavian Roske a été un ami, depuis sa jeunesse, d'un de ceux qui apparaissent comme signataires de la « lettre des dix-huit intellectuels », Cristian Popescu (22, 152, 1992).

²⁴¹⁸ Du Conseil scientifique font partie : Radu Cimpeanu, Dumitru Sandu, Dinu C. Giurescu, Florin Constantiniu, Gh. Buzatu, Gh. Onisoru, Ilie Badescu, Mihail Golu, Mihai Ungheanu, Ioan Scurtu, Liviu Muresan, Mihai Cojocaru, Razvan Theodorescu, Vladimir Iliescu, Ioan Robu, Bartolomeu Anania, Dorel Zugravescu, Florian Tanasescu, Gh. Manole, Ion Basgan, Mihai Nicolescu, Mircea Suci, Nicolae Ivan, Stefan Stefanescu, Ion Basgan, Serban Milcoveanu.

et des universitaires de l'Institut national d'information (école de formation des cadres des services de renseignements). Et parmi des chercheurs travaillant dans cet institut plusieurs sont membres des partis politiques, ils vont occuper des positions de direction dans le Conseil national pour l'étude des archives de la Securitate (Gheorghe Onisoru et Constantin Buchet).

En 1994, l'Institut publie une série (deux volumes) sous la signature de Radu Ciuceanu de mémoires sur la détention, le premier volume paraît chez Meridiane, le second sous la tutelle de l'Institut, le troisième volume de la même série ne paraîtra qu'en 2002 suivi de *Jurnalul omului linistit* [Journal de l'homme tranquille] en 2005. Les notes et l'introduction à ses volumes de Radu Ciuceanu sont signées par Octavian Roske. En 1995, l'INST fait paraître un volume sur les anciens détenus politiques, membres du clergé, signé par un historien (Virgil Constantinescu) et par un membre du clergé (Stefan Iloaie) ainsi qu'un volume sur « l'idéologie et les structures communistes » entre 1917 et 1918, mais aussi un volume sur les héros du front de l'Est (1941-1944), premier volume dont le coauteur est un officier de l'armée (avec Florica Dobre). En 1996, Ioan Scurtu, qui est entre autres chercheur à l'INST depuis 1993²⁴¹⁹, signe le volume sur le totalitarisme de droite en Roumanie, origines, manifestations entre 1919-1927 et un autre volume de mémoires est publié la même année (Lucian Plapsa). En 1997 l'INST publie un ouvrage de documents secrets sur les relations roumaines et soviétiques, constitué par plusieurs auteurs dont Radu Ciuceanu et le bien connu historien Florin Constantiniu, et un second volume sur « l'idéologie et les structures communistes » (1918-1919) dirigé par Florian Tanasescu. En 1998 et en 1999 on traite de la résistance armée, de l'Eglise et des anciens détenus et on publie recueils de mémoires. En 2000 les volumes publiés par l'Institut traitent de la collectivisation entre 1949 et 1953 (Dan Catanus et Octavian Roske), de l'idéologie et de la formation de la droite en Roumanie (second volume, signé par Ioan Scurtu, Cristian Troncota²⁴²⁰, Dana Beldiman, etc.), de la Bessarabie et du nord de la Bucovine (Vitalie Vartic), de l'élite militaire sous le régime de l'occupation soviétique (1944-1948) signé toujours par un officier et Florica Dobre (les mêmes auteurs du volume sur les héros sur le front de l'Est), de la réforme agraire de 1945 par Dumitru Sandu, de la résistance armée en Bucovine. En 2001 on traite de l'idéologie communiste entre 1920 et 1921 (volume dirigé par Florian Tanasescu), de l'élite militaire (les mêmes auteurs), de la résistance armée (second volume signé par Octavian Roske, Radu Ciuceanu et Cristian Troncota), du mécanisme de la répression (volume dirigé par Octavian Roske), du régime pénitenciaire (portant la signature de Radu Ciuceanu), de l'Eglise orthodoxe (Cristian Paiusan et Radu Ciuceanu) et on publie de nouveaux recueils de mémoires. En 2002 on traite du mouvement légionnaire. Et en 2003 de l'instauration du régime Ceausescu et des relations avec l'US (Mioara Anton et Ioan Chiper). La même année sont publiés un dictionnaire

²⁴¹⁹ Universitaire de la période communiste, il est à partir de 1991 professeur à l'Université de Bucarest dans la Faculté d'histoire mais aussi directeur général des Archives nationales, jusqu'en 1996 (voir *supra*). En 1992, il enseigne à l'Académie de police et devient le doyen d'une faculté fonctionnant dans cet établissement, jusqu'en 1994. Voir aussi troisième partie.

²⁴²⁰ Universitaire après 1989 dans l'école formant des cadres des services de renseignements (voir introduction).

biographique sur les mécanismes de la répression (Octavian Roske), une histoire de la Securitate du régime communiste en Roumanie 1948-1964 signé par Cristian Troncota, etc. (les mêmes thèmes) et des documents des séances de la direction du PCR entre 1944 et 1945. En 2005 sont publiés deux volumes, un sur la minirévolution culturelle de 1971 (Ana-Maria Catanus) et un autre sur les anciens détenus politiques sociaux-démocrates (Constantin Buchet²⁴²¹). En 2006 et en 2007 on traite des facteurs externes des transformations en Roumanie entre 1989 et 2006 (Florin Abraham) et de la Pologne au temps de la Solidarité (Ion Constantin). En 2008, Gheorghe Onisoru traite de la disparition du parti national paysan en 1947.

L'INST reste jusqu'à présent le plus connu parmi des instituts créés au sein de l'AR et parmi les plus connus de ceux créés dans la période postcommuniste. Cet institut apparaît pour un des plus récents instituts créés après 1989 comme institution concurrente mais aussi, à certaines périodes ou, plus précisément, pour certains de ceux qui prennent intérêt à s'intéresser au communisme, une institution avec laquelle ils vont collaborer, s'allier. La préoccupation pour les victimes du régime, préoccupation principale de l'Institut d'investigation des crimes du communisme de Roumanie (à sa création, en décembre 2005) correspond à la thématique abordée par l'INST. Par rapport à l'institution créée au milieu des années 2000 sous la tutelle du gouvernement, l'INST ne se préoccupe pas à porter en justice la cause des victimes du régime communiste. De ce fait, selon certains, son activité visant la publication en volumes d'études ou de mémoires est plus riche. Radu Ciuceanu est fréquenté tout comme l'INST qu'il dirige depuis 1993 aussi par des chercheurs et des dirigeants d'un autre institut (moins prestigieux), créé sous la tutelle d'une autre institution politique, à la fin de 2004, l'Institut de la révolution roumaine de décembre 1989.

L'**Institut d'histoire des religions** est le dernier à être créé au sein de l'AR (et ailleurs), en 2008, lorsqu'un intellectuel des plus notoires du GDS et de la période postcommuniste, Andrei Plesu, milite pour sa création et plusieurs membres du GDS s'installent dans cette institution. Sa création advient dans une période d'académisation des membres du GDS et d'institutionnalisation des intérêts intellectuels promus par le GDS mais aussi de leur consécration par des politiques. Cette nouvelle institution suit la vague de l'apparition de nouveaux cadres institutionnels créés sous la tutelle des institutions politiques. Plusieurs initiateurs de ces nouveaux cadres institutionnels viennent des milieux de l'anticommunisme. **Andrei Plesu** dirige ce dernier institut à être créé au sein de l'Académie roumaine. Eugen Ciurtin en est le secrétaire scientifique. Le premier est membre fondateur du GDS, le second est coopté dans le GDS en 2005. Des « intellectuels orthodoxes »²⁴²² et des spécialistes d'histoire des religions ou auteurs intéressés aux études orientales habitent cet institut, certains étant aussi des membres du GDS (**Andrei Plesu, Radu Bercea,**

²⁴²¹ Historien, il est chercheur de l'INST à partir de 1997 et enseigne depuis 1999 à l'Ecole nationale des études politiques et administratives. Membre du Parti de la Grande Roumanie.

²⁴²² Nous utilisons ce syntagme pour désigner les tenants de l'orthodoxie dans le champ intellectuel. Or ceux que nous appelons par ce terme ne se servent pas d'un attribut pour s'autodésigner. Voir *infra*, chapitre 13.

Andrei Oisteanu, Eugen Ciurtin), qui se sont connus et parfois collaboré dans d'autres cadres et dans d'autres conjonctures : avant 1989, à l'Institut d'histoire de l'art ; après 1989, au sein du Ministère de la Culture ou à New Europe College.

Né en 1975²⁴²³ (l'un des deux membres du GDS nés dans les années 1970, coopté en 2005 dans le GDS), Eugen Ciurtin a fait des études de philosophie (master en philosophie de la culture). Sa thèse de doctorat d'histoire à l'Institut d'histoire de l'AR porte sur « l'image et la mémoire de l'Asie dans la culture roumaine ». Pendant comme après ses études doctorales, il fait plusieurs séjours d'études comme boursier de l'Agence universitaire de la francophonie, de l'Institut Boltzmann (Vienne) et du New Europe College, à l'EHESS, Collège de France. Il se présente comme le disciple d'Arion Rosu (indianiste d'origine roumaine, établi en France en 1965), il est un des fondateurs de l'Association roumaine d'histoire des religions (créée en 2002) et représentant pour la Roumanie auprès de l'Association internationale pour l'histoire des religions (dès 2005). Il dirige deux revues, passées par la suite sous la tutelle du nouvel Institut d'histoire des religions : *Archaeus* (le premier numéro de la revue d'« études d'histoire des religions » paraît en 1997) ; *Studia Asiatica. Revue internationale d'études asiatiques* (dès 2000)²⁴²⁴. Les deux publications fondées par l'Association seront éditées par la suite en collaboration, sous la tutelle de l'Académie.

L'encadrement de ce projet intellectuel concernant la religion dans une institution longuement critiquée par le GDS est justifié en 2008 par la « stabilité » de l'Académie roumaine, ce qui n'était pas le cas d'un autre projet qui avait précédé à celui-là. En 1990, un des membres fondateurs du GDS, **Radu Bercea**, chercheur à l'Institut d'histoire de l'art avant 1989²⁴²⁵, dirige le nouvel Institut d'études orientales « Sergiu Al-George », créé dans le cadre du Ministère de la Culture (selon **Andrei Plesu** à l'initiative de **Radu Bercea** et selon ce dernier à l'initiative d'**Andrei Plesu**²⁴²⁶). L'institut créé en 1990 obtient la bibliothèque parisienne de Mircea Eliade. Cet institut passe par la suite dans la gestion de la Mairie de Bucarest, jusqu'en 2006, moment de sa disparition.

Créé à l'initiative et sous la direction d'**Andrei Plesu**, qui est aussi le directeur de New Europe College, centre d'excellence fondé en 1994, et directeur fondateur de *Dilema*, l'Institut d'histoire des religions de l'Académie roumaine réunit des intellectuels attachés à la cause de l'orthodoxie et à l'Eglise orthodoxe (Bogdan Tataru-Cazaban, Mirel Banica sont des chercheurs à cet institut, Marius Lazurca publie dans ces revues) et des auteurs intéressés aux études orientales dont un autre membre fondateur du GDS, **Radu Bercea**, ancien responsable de l'Institut d'études orientales « Sergiu Al-George », entre 1990 et 2006, et un autre membre du GDS, Andrei Oisteanu, coopté dans le GDS en 1995 ou le plus probablement en 1996.

²⁴²³ Deux seulement des membres actuels du GDS sont nés dans les années 1970, alors que d'autres intellectuels des plus jeunes actuellement publient dans 22, après avoir publié dans la presse culturelle dès la moitié des années 1990. Plusieurs de ceux qui signent des textes critiques concernant des activités, des engagements du GDS, des plus notoires membres du GDS sont nés dans les années 1970. Ces jeunes intellectuels tendent à se regrouper pour contester la place occupée par le GDS comme leurs prises de position politiques des plus connus intellectuels du GDS, de la période postcommuniste ont une formation en lettres et/ou en philosophie ou en histoire. Voir *infra*.

²⁴²⁴ Voir *Romania literara*, 12, 2002.

²⁴²⁵ Indianiste, formé notamment sous l'influence du médecin et indianiste Sergiu Al-George, ami d'Arion Rosu, emprisonné après le procès « Noica-Pillat ».

²⁴²⁶ *Adevarul literar si artistic*, 860, février 2007. Radu Bercea répond aux questions de Marius Vasileanu, ce dernier étant des journalistes orthodoxes.

Andrei Oisteanu est le président de l'Association roumaine d'histoire des religions et membre du Centre d'étude hébraïques de l'Université de Bucarest et rédacteur de *Studia Asiatica* et pour les éditions Hasefer²⁴²⁷. Sa première étude d'« anthropologie culturelle » de la période postcommuniste est publiée chez Nemira²⁴²⁸. Son étude, *Imaginea evreului in cultura romana* [L'image du Juif dans la culture roumaine], publiée chez Humanitas en 2001 (révisée et rééditée en 2004)²⁴²⁹ a reçu plusieurs prix de la part des institutions concurrentes ou des institutions aussi différentes (par structure et par domaine) que : l'Association des écrivains professionnels de Roumanie (ASPRO, en 2001, jury présidé par Adrian Marino), l'Association des écrivains de Bucarest de l'Union des écrivains (en 2001, dans la section « critique et histoire littéraire », jury présidé par Nicolae Breban), la revue *Sfera politicii* et la Fondation la « Société civile » (en 2001, par la décision de **Stelian Tanase**), la Fondation « Sara & Haim Ianculovici » (en 2005, dans la section « histoire de la pensée », jury présidé par Izu Eibschitz), mais aussi par la revue *Viata romaneasca* (pour son « effort intellectuel pour l'élargissement de l'horizon universel de la culture roumaine », jury présidé par Caius Dragomir²⁴³⁰, rédacteur en chef de la revue) ou par la Société Timisoara²⁴³¹ (en 2008, pour sa « contribution [...] au développement de l'esprit civique, à la promotion des principes de la démocratie et de l'Etat de droit en Roumanie »).

Après l'académisation suit l'introduction d'un enseignement d'histoire des religions à l'Université de Bucarest au sein de la Faculté des langues et littératures étrangères, réussite d'une nouvelle initiative d'Andrei Plesu, dont l'enseignement donné à la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest au tout début des années 1990 pourrait être identifié comme préalable de ses plus récentes entreprises académiques.

II. Espace de la littérature et gens de lettres

A. Champ des revues littéraires et culturelles avant et après 1989

Est présenté ici le tableau des publications de la période communiste qui sont des périodiques littéraires ou culturelles ou qui accordent un espace important à la production littéraire et artistique. Ces publications, fondées dans la période communiste, sont présentées dans l'ordre chronologique de leur apparition et selon leur dépendance par rapport à des instances différentes : culturelles ou/et politiques. Nous présentons des périodiques de la période communiste mais aussi de nouvelles revues, des périodiques qui tendent à représenter le pôle concurrent de 22, qui ne partageant pas les mêmes objectifs que des intellectuels (la majorité) du GDS ainsi que des périodiques proches du GDS dans le champ des revues littéraires ou culturelles, grâce auxquelles certains intellectuels critiques du GDS se rendent visibles ou encore plus visibles. Seront présentés les périodiques de la période communiste où des futurs membres du

²⁴²⁷ Plusieurs intellectuels roumains d'origine juive publient chez Hasefer, mais tous les auteurs publiés chez Hasefer ne sont pas Juifs. Des auteurs qui seront mentionnés ailleurs dans notre étude, ayant publié chez Hasefer: Henri Wald, Ion Ianosi, Radu Cosasu (*Dilema*), Radu Ioanid.

²⁴²⁸ Andrei Oisteanu, *Mythos & logos. Studii si eseuri de antropologie culturala*, Bucarest, Nemira, 1997 ; 2^e édition, 1998.

²⁴²⁹ Andrei Oisteanu, *Imaginea evreului in cultura romana* [L'Image du Juif dans la culture roumaine], Bucarest, Humanitas, 2001 ; 2^e édition révisée, Humanitas, 2004.

²⁴³⁰ Poète, essayiste, aux secondes élections parlementaires, il est candidat sur la liste du Front du salut national, force politique critiqué par le GDS.

²⁴³¹ Voir *infra*.

GDS publient avant 1989 ou/et après 1989²⁴³². Seront de même présentés de nouveaux périodiques, des lieux alternatifs à 22 qui peuvent être vus, par le GDS notamment, comme des concurrentes de 22, mais aussi des instances autour desquelles tendent à se réunir des critiques du GDS (de l'extérieur surtout mais aussi de l'intérieur) en essayant de montrer leur évolution après 1989. Sont présentées des revues qui réunissent des écrivains et des universitaires qui sont des alliés ou/et des concurrents symboliquement légitimes, proches des futurs membres du GDS de la période communiste, appartenant au pôle autonomiste du champ littéraire et philosophique (intellectuel). Est exclue de ce tableau la presse extrémiste, œuvre des milieux intellectuels de la période communiste, qu'on caractérise souvent comme représentante du néo-légionarisme combiné au nationalisme communiste ou par contre du néo-communisme extrémiste (par des membres du GDS), et œuvre d'un groupement opposé au GDS et auquel le GDS tient à s'opposer.

1. Des revues littéraires ou culturelles de la période communiste et après

Fin des années 1940 et première moitié des années 1950 sont créées les tribunes de l'Union des écrivains²⁴³³. On compte six publications créées et éditées par l'Union des écrivains (deux sont des hebdomadaires), un autre mensuel, consacré à la littérature universelle, leur suit de près (*Secolul 20*). Plusieurs vont changer de nom par la suite (cinq des sept), mais, à une seule exception près, leur périodicité ne change pas. Tous ces périodiques qui paraissent dans les principaux centres universitaires restent jusqu'en 1989 sous la tutelle de l'Union des écrivains seule, un seul paraît par la suite aussi sous la tutelle d'une institution politique en changeant par la suite et de périodicité. Entre 1946 et 1958 paraissent douze nouveaux périodiques littéraires dont huit continuent de paraître tout au long de la période communiste, certains sous de nouveaux titres. Une publication a été créée en 1946 (*Contemporanul* de Bucarest), une autre continue sa parution, dès 1948, après trois ans d'interruption (*Viata Romaneasca* de Bucarest) et deux autres mensuels paraissent dès 1949 (*Almanahul literar*, mensuel de Cluj, redésigné *Steaua* dès 1954, et *Scrisul banatean* de Timisoara qui paraît jusqu'en 1963). *Viata Romaneasca* et *Almanahul literar* sont des

²⁴³² Ce tableau ne comprend pas tous les périodiques fréquentés par des membres du GDS dans la période postcommuniste. D'autres périodiques où des membres du GDS publient sont mentionnés dans le tableau qui retient surtout ceux fréquentés avant 1989.

²⁴³³ Mars 1949, la Société des écrivains de Roumanie fusionne avec la Société des auteurs dramatiques, au moment du déroulement de la « première Conférence » des écrivains de la République populaire roumaine, date de la création de l'Union des écrivains de la RPR (les 25-27 mars 1949). L'apparition de l'Union des écrivains est précédée par le décret d'État instituant la création du Fonds littéraire auprès la Société des écrivains de Roumanie, à la suite d'une décision adoptée lors de l'assemblée du Comité central du Parti ouvrier roumain de décembre 1948, concernant la « stimulation de l'activité scientifique, littéraire et artistique ». Le Fonds littéraire se constitue par prélèvement obligatoire sur les revenus des maisons d'édition et par des sommes prévus dans le budget annuel public et a comme but d'accorder du soutien financier aux écrivains : de l'aide financière accordée en avance pour la préparation des œuvres littéraires, des revenus de retraite ou en cas d'invalidité, la fondation des maisons de vacances, de santé, cantines, écoles maternelles, etc. Le Fonds littéraire des écrivains fonctionne auprès de la Société des écrivains de la RPR mais sous le contrôle du Ministère des Arts et des Informations. Le Fonds littéraire est créé en 1949 par décret du gouvernement, mais ce n'est qu'en 1951 que l'institution est définie juridiquement (décision du Conseil des ministres), alors que ce n'est qu'en 1969 que cette institution et ses tâches sont prévues dans le Statut de l'Union des écrivains. Cf. Ion Ianoși, « L'Union des écrivains dans le système de la culture socialiste et le segment littéraire dans la transition roumaine », in Adrian Miroiu (éd.), *Institutiile în tranziție*, op. cit., pp. 240, 251, 276 et 281.

publications de l'Union des écrivains. *Tinarul scriitor* [Le jeune écrivain] est un mensuel fondé en 1951 à Bucarest. *Luceafarul* [L'Étoile du matin] paraît dès 1958 dans la continuation de *Tinarul scriitor*, sous la direction d'un des dirigeants de l'Union des écrivains (hebdomadaire dès 1965). *Gazeta literara*, « organe de l'Union des écrivains », la future *Romania literara* (à partir de 1968), est créée en 1954. La même année *Iasul literar* est fondé à Iasi, le mensuel paraît jusqu'en 1969, suivi, dès 1970, par une nouvelle publication, le mensuel *Convorbiri literare* qui renoue avec une des plus anciennes revues (créée en 1867). Deux autres publications sont fondées en 1957 : l'hebdomadaire *Tribuna* de Cluj et le mensuel *Secolul 20*. « Cahier de littérature universelle de Bucarest »²⁴³⁴. *Caiete critice*, publication réunissant des études « critique et d'histoire littéraire » paraît en 1957 pour un seul numéro, sous la direction de Paul Georgescu, de Savin Bratu et de **Mihai Sora**²⁴³⁵. Milieu des années et seconde moitié des années 1950, deux périodiques changent de nom : *Almanahul literar* devient *Steaua*, *Tinarul scriitor* est devenu *Luceafarul*. Trois autres changent leurs noms vers le milieu et à la fin des années 1960 ou début des années 1970 : *Scrisul banatean* est remplacé par *Orizont* en 1964 qui paraît en tant qu'hebdomadaire à partir de 1972 ; *Gazeta literara* par *Romania literara*, en 1968 ; *Iasul literar* par *Convorbiri literare*.

Gazeta literara est la principale tribune de l'Union des écrivains, fondée en 1954, lorsque *Lupta de clasa* est l'« organe théorique et politique » du parti qui « se mêle souvent à des questions littéraires²⁴³⁶ ». Mais avant *Gazeta literara*, remplacée par la suite par *Romania literara*, c'est *Viata Romaneasca* qui se fait la tribune de l'Union des écrivains²⁴³⁷. Certaines revues sont éditées par l'Union des écrivains seule : les mensuels *Viata Romaneasca* et *Secolul 20* ainsi que les hebdomadaires, *Tinarul scriitor* devenu *Luceafarul* et *Gazeta literara* devenu *Romania literara*, tous paraissent à Bucarest. *Romania literara* est l'organe de presse principal de l'Union des écrivains et elle est aussi celles des plus autonomistes parmi les publications littéraires. *Iasul literar*, et ensuite, *Convorbiri literare* sont les tribunes de la filiale d'Iasi de l'Union des écrivains. *Steaua* est la revue de la filiale de Cluj de l'Union des écrivains, publication qui paraît dans la continuation d'*Almanahul literar* (paru dès 1949)²⁴³⁸. Certaines revues où la littérature occupe un large

²⁴³⁴ Entre 1957 et 1961, il s'agit d'un biannuel et par la suite d'un annuel. Ce n'est que dès 1961 qu'elle est un mensuel.

²⁴³⁵ Plus tard, *Viata Romaneasca* publie un supplément portant ce titre même (voir *infra*).

²⁴³⁶ Fondée en 1920, comme publication du Parti Socialiste, elle est affiliée à l'Internationale Communiste dès 1921 et paraît en clandestinité entre 1926 et 1939. A partir de 1948 elle exprime le Comité central du PMR [Parti ouvrier roumain] (Cf. I. Hangiu, *Dictionarul presei literare*, op. cit., p. 416). Ses rubriques permanentes concernent la sociologie, la politologie, l'histoire et la culture littéraire ou artistique : « activité de parti et perfectionnement de la direction de la vie sociale et économique », « science de la direction de la société socialiste », « sociologie et recherche sociale », « pages d'histoire », « science, art et culture », « critique et bibliographie », « revue des revues », etc. (voir Ion Ianosi, « L'Union des écrivains dans le système de la culture socialiste et le segment littéraire dans la transition roumaine », in Adrian Miroiu (éd.), *Institutiile in tranzitie*, op. cit., p. 277).

²⁴³⁷ *Gazeta literara* paraît en 1954, alors que *Luceafarul*, fondé en 1958, paraît en tant que mensuel jusqu'en 1965. Des mensuels littéraires de la période communiste les précèdent. *Viata Romaneasca* fondé en 1948, paraît dès 1949, date de la création de l'Union des écrivains, avec le sous-titre, « revue de l'Union des écrivains de la RPR ».

²⁴³⁸ À ces revues il s'ajoute d'autres publications qui paraissent pour un temps comme des tribunes des associations régionales ou municipales des écrivains. Ces publications paraissent dans une période marquée par la multiplication des instances littéraires créées et fonctionnant toutes sous la tutelle de l'Union des écrivains. Comme c'est le cas d'*Almanahul literar* édité par l'Association des écrivains de Bucarest qui paraît entre 1969 et 1980.

espace éditorial sont éditées par l'Union des écrivains mais aussi par l'institution politique qui gère ce domaine (autrement dit le nouveau ministère de la culture, mais aussi de l'enseignement), le futur Conseil de la culture et de l'éducation socialiste dès 1971. La tribune de l'Union des écrivains à Timisioara (plus précisément de la filiale de cette institution), *Scrisul banatean*, paraît dès 1964, lorsqu'elle est devenue, en changeant de nom, *Orizont*, sous la double tutelle de l'Union des écrivains et de la représentante départementale de l'institution politique chargée du domaine de la culture. Il s'agit aussi de deux autres périodiques créés dans des périodes différentes : l'hebdomadaire *Tribuna* de Cluj (fondé en 1957) et le mensuel « socioculturel » *Vatra* de Targu-Mures (fondé en 1971). Une des plus importantes publications littéraires, *Contemporanul* de Bucarest est un « hebdomadaire politique, social et culturel », entre 1946 et 1972, devenu l'« hebdomadaire du Conseil de la culture et de l'éducation socialiste ». Les publications qui rendent publiques les décisions et des activités de l'Union des écrivains : *Gazeta literara*, et par la suite, *Romania literara* et *Viata Romaneasca*, mais aussi, encore que plus rarement *Contemporanul* ainsi que *Luceafarul* (tous paraissent à Bucarest) ; dans une moindre mesure *Steaua* et plus rarement, *Tribuna* (les deux paraissent à Cluj).

Tout aussi nombreuses et même un peu plus nombreuses sont les publications culturelles éditées par l'institution politique qui gère le domaine de la culture, comme c'est le cas de *Contemporanul* de Bucarest. Tout comme des publications de la jeunesse communiste (du PCR), elles sont fondées dans une période de relâchement de la censure ou plus largement du contrôle politique et de la mise en application des mesures d'industrialisation²⁴³⁹. Plusieurs revues qui continuent de paraître dans la période postcommuniste sont fondées vers le milieu des années 1960 et jusqu'au début des années 1970 : *Ateneu* de Bacau en 1964 ; *Ramuri* de Craiova en 1965 ; *Familia* d'Oradea en 1965 ; *Tomis* de Constanta en 1966 ; *Cronica* d'Iasi en 1966 ; *Arges* de Pitesti en 1966 ; *Echinox* de Cluj en 1969 ; *A Hét*²⁴⁴⁰ de Bucarest en 1970 ; *Vatra* de Targu-Mures en 1971 ; *Transilvania* de Sibiu en 1972. A deux exceptions près, il s'agit des revues de province et ces publications (mensuels surtout) sont éditées par des filiales départementales de l'institution politique qui gère le domaine de la culture. *Vatra* de Tragu-Mures mais aussi *Orizont* de Timisoara (succédant en 1964 à *Scrisul banatean*) sont éditées à la fois par l'Union des écrivains et par l'institution politique ayant comme ou parmi ces domaines d'intervention la culture.

²⁴³⁹ Dans le « rapport final » produit par la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste de Roumanie on mentionne, dans un texte intitulé « l'étape de la relative libéralisation (1964-1971), entre de nombreuses considérations plutôt générales, que « certains des écrivains deviennent accessibles au public. Le théâtre de comédie de Bucarest monte en 1965 *Rinocerii* d'Eugène Ionesco » (Cf. V. Tismaneanu, D. Dobrinu, C. Vasile (éd.), *Raport final, op. cit.*, p. 322). Mais le relâchement du régime et l'entrée de nouveaux effectifs datent du début des années 1960, avant la fin du régime communiste de Gheorghiu-Dej et même avant que la politique indépendantiste mise en œuvre par celui-là produit ses effets dans le champ médiatique et dans le champ littéraire.

²⁴⁴⁰ *A Hét* [La semaine] paraît en 1970 avec le sous-titre « revue culturelle et politique ». Parmi ses auteurs on retrouve Stefan Augustin Doinas.

À la même période, des revues de l'Union des écrivains, fondées dans les années 1950, changent de nom et/ou s'en trouvent renforcées, *Gazeta literara*, tribune de l'Union des écrivains, est remplacée par *Romania literara* en 1968 ; *Iasul literar* est remplacé par *Convorbiri literare* en 1970 ; *Secolul 20*, consacrée à la littérature universelle, change de périodicité pour en devenir mensuel dès 1961 (et non plus biannuel ou annuel). Vers la fin des années 1960 en province sont apparues des associations des écrivains, à Bucarest aussi des écrivains se réunissent dans une association. L'Union des écrivains se réunit plus souvent – à trois reprises – en assemblée générale durant les années 1960. Fin des années 1960, l'Union des écrivains décidait de la fondation d'une maison d'édition propre, Cartea Romaneasca [Le Livre roumain], et un organisme économique propre, le Fonds littéraire, commençait à fonctionner, en imposant aux autres maisons d'édition d'y contribuer pour soutenir les écrivains « professionnels ». Aux publications de province s'ajoutèrent au début des années 1970 des maisons d'édition. Certaines maisons d'édition sont réorganisées dans cette même période²⁴⁴¹. Mars 1965, le régime politique communiste de Gheorghiu-Dej prit fin, quelques jours après, Ceausescu s'installait à la tête du PCR (redésigné).

Les associations des étudiants communistes bénéficièrent d'un premier périodique : l'hebdomadaire *Viata studenteasca*, créé en 1956 à Bucarest. Quatre publications de la jeunesse estudiantine communiste sont créées durant la seconde moitié des années 1960. Il s'agit du mensuel *Amfiteatru*²⁴⁴², fondé à Bucarest en 1966 ; du mensuel *Echinox*, fondé en 1969 à Cluj, dont l'éditeur est le Conseil de l'Union des associations des étudiants communistes de l'Université « Babes-Bolyai » de Cluj ; de deux mensuels, créés en 1969 à Iasi, *Alma Mater* devenu par la suite *Dialog* et *Opinia studenteasca*. Durant la même période, des écrivains, des chercheurs et des universitaires, en nombre important, ont adhéré au PCR :

« En 1968²⁴⁴³, les écrivains ont été enthousiastes, ils se sont enrôlés dans les brigades patriotiques²⁴⁴⁴, beaucoup sont entrés dans le parti ; à l'inverse, en 1971, ils sont terrifiés par les mesures qu'on annonce²⁴⁴⁵. »

En 1972, le mensuel du PCR, *Lupta de clasa*, est remplacé par l'hebdomadaire *Era socialista* portant le sous-titre « Revue théorique et sociopolitique du Comité central du PCR ». Des critiques littéraires surtout qui sont aussi des hommes politiques, des historiens et des théoriciens de la littérature interviennent dans une rubrique consacrée à la « création littéraire et artistique²⁴⁴⁶ ».

²⁴⁴¹ Cf. Ion Ianosi, « L'Union des écrivains dans le système de la culture socialiste et le segment littéraire dans la transition roumaine », in Adrian Miroiu (éd.), *Institutiile in tranzitie, op. cit.*, p. 247 ; Stelian Tanase, *Elite si societate. Guvernarea Gheorghiu-Dej. 1948-1965, op. cit.*, p. 279.

²⁴⁴² Les deux publications sont éditées par l'Union des associations des étudiants communistes de la République socialiste roumaine ou de Roumanie (UASCR).

²⁴⁴³ Le 21 août 1968, Nicolae Ceausescu tenait son discours en condamnant l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes armées du Pacte de Varsovie.

²⁴⁴⁴ C'est aussi le cas de Paul Goma.

²⁴⁴⁵ Ion Ianosi, « L'Union des écrivains dans le système de la culture socialiste et le segment littéraire dans la transition roumaine », in Adrian Miroiu (éd.), *Institutiile in tranzitie, op. cit.*, p. 248.

²⁴⁴⁶ Ils sont aussi bien des écrivains ou des critiques littéraires qui sont des hommes politiques ou des anciens dirigeants de l'Union des écrivains qui ont entretenu des relations proches avec le pouvoir (Eugen Barbu, Mihai Beniuc), comme des spécialistes de la littérature et/ou de l'art « de gauche », certains travaillent dans des organismes de l'Union des écrivains ou

Vu les conclusions des différentes analyses réalisées à des temps différents et selon des approches différentes au sujet de l'Union des écrivains, il est nécessaire de suivre dans le même temps des mesures prises par des organismes politiques ou par des principaux dirigeants (de l'État et du parti), les conseils donnés aux producteurs culturels et l'accueil fait à ces messages par ceux qui sont concernés (dans les débats enclenchés dans la presse et au sein de l'Union des écrivains), les types de demandes (matérielles ou symboliques) et les plaintes formulées par des représentants du monde littéraire et artistique, dotés d'instances professionnelles, ou d'autres producteurs culturels dans les institutions d'appartenance et la réception faite à ces demandes, la réponse donnée à ces plaintes et revendications. Il ne s'agit pas toujours de prendre d'autres mesures restrictives en réponse à ces réclamations. Les politiques peuvent faire accéder à la reconnaissance des sphères d'intérêts toutefois anciens. Il faut prendre en compte l'existence des conflits de générations qui surgissent avec l'apparition d'une nouvelle génération et l'implication des politiques dans ces luttes de concurrence. Car le régime peut donner son appui à la nouvelle génération mais aussi successivement s'appuyer sur une génération ancienne. Mentionnons les remarques faites par des auteurs – un de ces auteurs est aussi un témoin, un autre s'intéresse au monde culturel roumain en profitant de sa position extérieure²⁴⁴⁷ – qui traitent dans leurs analyses d'ampleur différente de l'Union des écrivains du début des années 1960, période qui est caractérisée comme du « libéralisme contrôlé²⁴⁴⁸ » ou étant « relativement animé[e]²⁴⁴⁹ », marquée par un relatif relâchement des « méthodes de coercition idéologique »²⁴⁵⁰. Elles révèlent comment des mesures restrictives et des mesures libératrices se succèdent de près mais aussi comment l'obtention des espaces de liberté par des écrivains après la montée dans la hiérarchie politique (le plus souvent, du PCR et par la suite de l'État) des « spécialistes²⁴⁵¹ » :

« Dès 1962 [...], on a permis à l'Union des écrivains d'accorder des prix, fait par lequel la direction du parti abandonne le droit d'imposer des standards littéraires indépendamment des membres de l'Union des écrivains », note Katherine Verdery, en citant Anneli Ute Gabanyi²⁴⁵². « Comparativement au Statut de 1949, les précisions de 1962 constituent [...] ce qu'on peut appeler un système “corporatiste” [...] Les prémisses démocratiques sont en partie annulées par des subordinations d'ordre politique (unipartisme) et des prescriptions idéologiques (“le réalisme socialiste”), en partie contrecarrées par des règles internes ultérieures [...] La construction pyramidale “socialiste” où les décisions sont prises de haut en bas (selon des directives, bien sûr) est appliquée avec exactitude [...] Toutefois, l'autonomie

dirigent des maisons d'édition : Zigu Ornea, Ion Ianoși, Dan Grigorescu (dans *Contemporanul* il signe une rubrique consacrée au « livre étranger » traduit).

²⁴⁴⁷ Katherine Verdery cite ses nombreux entretiens réalisés dans ce but. Un de ses principaux informateurs, sinon le principal, Mihai Dinu Gheroghiu, affirme durant notre enquête que ces intellectuels interviewés dans la Roumanie communiste parlaient plus librement devant un étranger connu dans certains milieux.

²⁴⁴⁸ Anneli Ute Gabanyi, *Literatura și politica în România după 1945* [1975], trad. de l'allemand Irina Cristescu, Editions de la Fondation culturelle roumaine, 2001, p. 88.

²⁴⁴⁹ Ion Ianoși, « L'Union des écrivains dans le système de la culture socialiste et le segment littéraire dans la transition roumaine », in Adrian Miroiu (éd.), *Instituii în tranziție, op. cit.*, p. 247.

²⁴⁵⁰ Stelian Tanase, *Elite și societate. Guvernarea Gheorghiu-Dej. 1948-1965, op. cit.*, pp. 244-246.

²⁴⁵¹ Anneli Ute Gabanyi, *Literatura și politica în România după 1945, op. cit.*, p. 90 : Ion Gheorghe Maurer (avocat, il fait partie du Bureau politique du PCR et il est chef de l'État car il se trouve à la tête de la Grande Assemblée nationale entre 1958 et 1961, ensuite premier ministre entre 1961 et 1974), Mircea Malita (mathématicien, adjoint du ministre des Affaires étrangères chargé de s'occuper de la culture, par la suite, début des années 1970, responsable de l'enseignement), Paul Niculescu-Mizil (ministre responsable de l'enseignement entre 1972 et 1976, par la suite des finances), Manea Manescu.

²⁴⁵² Katherine Verdery, *Compromis și rezistență, op. cit.*, p. 92. Katherine Verdery cite Anneli Ute Gabanyi, *Literatura și politica în România după 1945, op. cit.*, p. 92 et note 152, qui mentionne la création des prix pour la littérature lors de la Conférence des écrivains du RPR qui a lieu fin janvier 1962 mais aussi la création d'une section de critique et d'histoire littéraire au sein de l'Union des écrivains en février 1962, confirmant ainsi « le statut de *professionnel* des critiques », après un débat au sujet de l'activité des critiques littéraires et de leur rôle qui a lieu au début de 1962. Au cours de l'année 1962 et début de l'année suivante, au sein de l'institution qui gère le domaine de la culture, restructurée, on assiste à la division des responsabilités selon les domaines de spécialité : théâtre, musique, arts plastiques, film, éditions, monuments et connaissances techniques (*Ibid.*, p. 95).

corporatiste relative des membres des unions de créateurs, dont l'Union des écrivains, même dans le cadre des dépendances globales, est prouvée par son tissu d'organisations, établi dans le statut²⁴⁵³. »

Selon Anneli Ute Gabanyi, lors d'une réunion des dirigeants de l'Union des écrivains, au printemps de 1960, des écrivains protestent contre le fonctionnement des maisons d'édition et revendiquent leur droit d'intervenir dans le secteur éditorial²⁴⁵⁴.

Début des années 1960, il ne s'agit pas tant d'un relâchement du contrôle, mais d'un renforcement des instances et des institutions culturelles de divers types, de l'élargissement du domaine de la culture et de son segmentation par l'accès à la reconnaissance par l'État de certains autres sous-domaines, simultanément avec l'établissement des projets artistiques en lien avec des objectifs politiques, manifeste dans la subordination du de la culture et de l'enseignement comme domaine d'intervention à d'autres institutions politiques. Dans certains cas, des fonctionnaires de parti, responsables des organismes qui interviennent dans les secteurs culturels, sont remplacés par des représentants des professions littéraires ou artistiques consacrés. Leur installation dans des postes de direction s'est produite simultanément avec l'entrée au parti des artistes et des écrivains appartenant à des générations différentes, déjà consacrés ou de nouveaux entrants. Parmi ceux qui occupent des postes de responsabilités, au sein de l'Union des écrivains, dans la presse littéraire, certains sont tenus responsables des mesures prises antérieurement. De même on ne saurait négliger l'entrée des représentants de la jeune génération et le soutien donné à ces écrivains surtout ou critiques littéraires. C'est aussi la période de la réévaluation des auteurs des époques précédentes mais surtout de la valorisation des intellectuels de la fin du XIX^e siècle et des auteurs consacrés dans la période de l'entre-deux-guerres. En 1964, les détenus politiques sont libérés²⁴⁵⁵. Des témoins de l'époque et/ou des spécialistes de la culture ou des régimes communistes notent la « diminution de la répression » corrélativement au « recrutement [...] au sein des nouvelles catégories socioprofessionnelles » mais aussi « d'autres catégories » attirées par « la rhétorique patriotique de l'élite », des « éléments des anciennes élites culturelles et économiques²⁴⁵⁶ ». On retient que durant les années 1960, l'adhésion au parti est rendue plus facile²⁴⁵⁷. Si la multiplication des adhésions dans les années 1960 est expliquée par l'affaiblissement

²⁴⁵³ Ion Ianoși, « L'Union des écrivains dans le système de la culture socialiste et le segment littéraire dans la transition roumaine », in Adrian Miroiu (éd.), *Institutii in tranzitie*, op. cit., p. 245.

²⁴⁵⁴ Anneli Ute Gabanyi, *Literatura si politica in Romania dupa 1945*, op. cit., p. 94.

²⁴⁵⁵ « Après la retentissante “déclaration” de l'assemblée plénière du Comité central du PMR d'avril [1964], par le décret n° 411 du 31 juillet 1964, tous les détenus politiques sont libérés, parmi eux, de nombreux hommes de lettres [carturari], y inclus des écrivains » (Ion Ianoși, « L'Union des écrivains dans le système de la culture socialiste et le segment littéraire dans la transition roumaine », in Adrian Miroiu (éd.), *Institutii in tranzitie*, op. cit., p. 247). Voir aussi Anneli Ute Gabanyi, *Literatura si politica in Romania dupa 1945*, op. cit., p. 88.

²⁴⁵⁶ Stelian Tanase, *Elite si societate. Guvernarea Gheorghiu-Dej. 1948-1965*, op. cit., p. 218 et notes 60 et 61 : « l'intervention de Nicolae Ceausescu à l'Assemblée plénière du CC du PMR [redésigné quelques années plus tard, de nouveau, PCR] des 30 novembre-6 décembre 1961 : “En 1952, nous sommes arrivés à 551 000. Nous avons 900 000” [...] En juillet 1965, PCR comptait 1 450 000 et 1 518 000 en décembre la même année. » Les chiffres sont tirés de la transcription des déclarations tenues lors de deux réunions du PCR et de deux ouvrages signés par deux spécialistes étrangers du communisme roumain et de l'ouvrage de Michael Schafir, *Romania. Politics, Economics and Society. Political Stagnation and Stimulates Change*, Lynne Rienner Publishers, Inc., Boulder Colorado, 1985, pp. 86-88. Selon l'auteur (Stelian Tanase), ces nouvelles catégories socioprofessionnelles sont des économistes, des ingénieurs et « des cadres » (*Ibid.*, p. 220).

²⁴⁵⁷ Stelian Tanase, *Elite si societate*, op. cit., p. 220 : « le stage de candidature disparaît [...] les critères de classe pour le recrutement des membres ne sont plus en usage. On lance une campagne d'accueil de nouveaux membres, similaire à celle des

des mesures coercitives et par la distance prise par des dirigeants roumains par rapport à la politique soviétique accompagnée d'un « revirement national » imprégné déjà d'« accents nationalistes²⁴⁵⁸ », l'augmentation du nombre de membres du PCR continue pendant la décennie suivante²⁴⁵⁹ jusqu'à la fin du régime²⁴⁶⁰. L'Union des écrivains permet à un nombre important de jeunes formés dans les sciences humaines et sociales²⁴⁶¹ de faire leur début dans une carrière leur permettant de valoriser les titres obtenus et de sortir des cercles des initiés.

On ne peut que difficilement soutenir qu'il est question d'une division entre des lieux des publications, des revues littéraires et surtout entre des publications de l'Union des écrivains en fonction des attitudes envers le régime ou des objectifs définis par le régime dans le domaine de la culture. Puisque des écrivains dirigeants de l'Union des écrivains, de ceux qui sont connus, présentés comme étant des tenants de la lignée définie par des politiques, sont des collaborateurs de celles-ci aux côtés des écrivains et des spécialistes de la littérature ou des représentants des disciplines des sciences humaines plus connus de par leur distance vis-à-vis du régime. Des victimes du régime dans un premier temps (emprisonnés ou/et révoqués de leurs fonctions ou interdits de publication dans les années 1950), réhabilités par la suite, parfois même en occupant des positions de responsabilités sinon dans des institutions politiques au moins dans des institutions culturelles, sont des collaborateurs de ces publications aux côtés des écrivains-politiques.

En prospectant le parcours professionnel et les attitudes de ceux qui dirigent à un moment ou à un autre des institutions culturelles, il résulte que parmi ceux qui sont présentés dans les années 1980, et surtout pendant les dernières années du régime, comme des proches du régime, vu leurs postes politiques, et qu'on tient coupables pour la mise en application des mesures restrictives auxquelles se confrontent des intellectuels notoires (dont certains sont des futurs membres du GDS) et des prétendants au statut d'écrivain, se situent parmi des auteurs critiques du régime dans une période antérieure.

années 1944-1948 [...] lorsque l'élite communiste entrait en compétition pour la conquête du pouvoir politique, dans une période d'incertitude. » Pour une vue plus précise sur l'évolution des adhésions durant les années 1960, on retient qu'« entre avril 1962 et décembre 1965, le nombre des membres accroît avec 68%, ce qui est égal à environ 600 000 nouveaux membres » (p. 219). L'auteur note un changement dans la composition du PCR, changement qu'il met en relation avec la composition de l'équipe dirigeante, désormais plus instruite et incluant plus de jeunes (pp. 218 et 220).

²⁴⁵⁸ Ion Ianoși, « L'Union des écrivains dans le système de la culture socialiste et le segment littéraire dans la transition roumaine », in Adrian Miroiu (éd.), *Institutiile în tranziție*, op. cit., p. 247 ; Stelian Tanase, *Elite și societate. Guvernarea Gheorghiu-Dej. 1948-1965*, op. cit., p. 219.

²⁴⁵⁹ Cf. Michael Shafir, *Romania. Politics, Economics and Society*, op. cit., p. 85, cité par Stelian Tanase, *Elite și societate*, op. cit., p. 219, note 63 : 9,8% de la population active en 1970 ; 12,1% en 1975 ; 13,7% en 1980 ; 14,4% en 1982. Ce dernier auteur note aussi par la suite : « Entre 1961 et 1965, tous les partis communistes du bloc soviétique marquent des augmentations importantes des effectifs à l'exception de celui du RS de Tchécoslovaquie [...] Pour la Roumanie, il s'ajoute la raison du conflit avec des leaders du PCUS et des essais de se construire un support différent que celui soviétique. En commençant avec 1970, le PCR devient le plus grand parti du bloc soviétique » (Stelian Tanase, *Ibid.*, p. 219).

²⁴⁶⁰ « La Roumanie a connu le pourcentage le plus élevé d'adhésion au parti communiste » de tout le bloc communiste, selon des données de l'année 1983. « En 1989, le Parti Communiste Roumain incluait 15% des citoyens roumains, c'est-à-dire un tiers de la population active et presque un quart du nombre des adultes. » (Daniel Barbu, *Republica absentă*, op. cit., pp. 58-59, citant Guy Hermet, *Les désenchantements de la liberté. La sortie des dictatures dans les années 1990*, Fayard, « L'espace du politique », 1993, p. 58.)

²⁴⁶¹ L'Union des écrivains compte au moment de sa fondation, en 1949, environ 250 membres. En 1962, elle compte 429 membres. En 2010, 2500 membres.

On ne peut pas établir le degré d'autonomie de ces publications littéraires ou culturelles en fonction de la seule dépendance des institutions culturelles ou politiques²⁴⁶². Leur dépendance vis-à-vis des institutions politiques spécifiques (dans le domaine de la culture) ou des institutions littéraires renvoie plus à la situation des écrivains ou de tous ceux qui attendent leur entrée dans une carrière intellectuelle et à la politique culturelle du régime comme à la place et à la fonction donnée à une production spécifique. Des groupes de l'« école de Targoviste », par exemple, un est « rédacteur à *Scanteia*, où il tient la chronique culturelle ».

Des divisions apparaissent au sein du champ des revues, entre des publications littéraires (de l'Union des écrivains) et des revues culturelles ou des publications éditées par des instances politiques à certains moments, lors des débats sur des sujets qui tiennent à la fois de la politique culturelle et de la dynamique culturelle²⁴⁶³. Comme par exemple, lorsque le débat se déclenche autour du « protochronisme » et des discussions se poursuivent autour de cette vision dans les années 1980.

Des revues éditées par l'Union des écrivains sont plus investies par des écrivains, futurs membres du GDS, appartenant à la génération des aînés du Groupe. Les jeunes représentants d'autres disciplines des sciences humaines que la critique littéraire publient plus dans des périodiques créés plus tard sous la tutelle des instances politiques qui interviennent dans le domaine de la culture.

Presse culturelle (ou littéraire) sous la tutelle de l'Union des écrivains :

Bucarest : les mensuels *Viata Romaneasca* et *Secolul 20* ; les hebdomadaires *Romania literara* (précédé de *Gazeta literara*) et *Luceafarul* (précédé de *Tinarul scriitor*)
 Iasi : *Iasul literar*, suivi de *Convorbiri literare*
 Cluj : *Steaua* (précédé d'*Almanahul literar*)
 Timisoara : *Scrisul banatean*, remplacé en 1964 par le mensuel et ensuite l'hebdomadaire *Orizont*

Publications éditées par l'Union des écrivains et par l'institution étatique qui gère le domaine de la culture :

Vatra (mensuel de Targu-Mures, dès 1971)
Orizont (Timisoara, dès 1964)
Tribuna (Cluj)

Presse culturelle communiste, sous la tutelle du PCR ou des institutions politiques de l'État :

Presse « socioculturelle » éditée par des institutions politiques :
 Bucarest : *Contemporanul*. Hebdomadaire politique, social, culturel (entre 1946 et 1972), par la suite « hebdomadaire du Conseil de la culture et de l'éducation socialiste »
 Dans les autres villes, des mensuels édités par l'institution politique qui gère le domaine de la culture (des arts) et/ou de l'enseignement (au niveau local) :
Ateneu (Bacau, 1964) ; *Ramuri* (Craiova, 1965) ; *Familia* (Oradea, 1965)²⁴⁶⁴ ;
Arges (Pitesti, 1966) ; *Cronica* (Iasi, 1966) ; *Tomis* (Constanta, 1966) ; *Transilvania* (Sibiu, 1972)
 Publications des associations des étudiants communistes :
 Bucarest : *Viata studentasca* (hebdomadaire) ; *Amfiteatru* (mensuel)
 Iasi : *Dialog* (1974, dans la continuation d'*Alma Mater* créé en 1969) ; *Opinia studentasca* (1974). Les deux publications sont des mensuels.
 Cluj : *Echinox* (mensuel fondé en 1969)

²⁴⁶² Cela dit, il faut exclure les publications politiques, organes de presse du parti ou des institutions politiques plus large.

²⁴⁶³ Voir Katherine Verdery, *Compromis si rezistentă*, op. cit.

²⁴⁶⁴ Dans ces publications surtout des membres du GDS publient avant comme après 1989.

Presse politique, non-littéraire, généraliste mais où des littéraires tout comme d'historiens ou économistes, etc. publient : *Lumea*

Membres du GDS et investissement dans le journalisme culturel avant 1989 et après 1989

Nous avons noté dans ces deux tableaux des lieux de publications investis par des membres du GDS, fondateurs surtout et certains membres cooptés entre 1990 et 2009, mais surtout pour des membres fondateurs du GDS, des anciens ou des nouveaux périodiques. Dans le tableau suivant les publications spécialisées sont portées en **gras**. Dans ce tableau (seulement) sont portés en **gras** des membres du GDS et sont en *italiques* des membres cooptés et soulignés des rédacteurs de 22. D'autres noms sont retenus ici pour leur position centrale dans des institutions culturelles (la Fondation culturelle roumaine, l'Académie roumaine et les périodiques culturels). Des anciennes revues notées ici sont des revues académiques. Par contre, les nouvelles revues spécialisées notées ici ont comme éditeur des institutions étatiques (instituts dont le domaine d'activité est la recherche) ou celles de la « société civile » (*Sfera politicii*). Des revues créées à l'étranger par des intellectuels de l'exil sont aussi mentionnées. Une telle publication, *Agora*, sera présentée par la suite en relation avec deux revues spécialisées dans l'analyse politique, « revue[s] des sciences politiques », fondées à l'initiative des plus « jeunes » intellectuels de la période communiste, nés dans les années 1950. Nous avons exclu de ce tableau les quotidiens où des (futurs) membres du GDS publièrent avant 1989 (de la presse estudiantine communiste avant 1989 tel *Scanteia tineretului*) ou ceux où des membres du GDS publient après 1989 (tels *Romania libera*, *Cronica romana*, *Adevarul*, etc.). Les informations que nous présentons ici ont été recueillies de leurs recueils de textes journalistiques publiés après 1989 (pour leurs publications de la période postcommuniste), plus rarement de leurs écrits littéraires²⁴⁶⁵, d'un dictionnaire de la « presse littéraire roumaine²⁴⁶⁶ » et au cours de notre enquête.

AUTEUR Date de naissance, formation, position avant 1989, spécialité/genre (type de texte) ; position après 1989 et appartenance institutionnelle, spécialité	AVANT 1989 (hebdomadaires et mensuels)	APRES 1989
Sorin Vieru 1934, philosophie, chercheur, spécialiste de la logique ; <i>chercheur, directeur de collection, universitaire</i>	Viata romaneasca, Orizont, Ramuri, Vatra, Dialog, Secolul 20, Cronica, Revista de filosofie	Viata romaneasca, Apostrof, Arc, Universul scolii
Andrei Plesu 1948, histoire et théorie de l'art, chercheur, critique de l'art et philosophie ; <i>universitaire, directeur fondateur de revue culturelle, directeur d'un institut d'études avancées, éditorialiste</i>	Viata romaneasca, Romania literara, Amfiteatru, Ateneu	Viata romaneasca, Arc, Ateneu (prix 1991), Cuvantul (prix en 1996), Dilema, Observator cultural (entretien), Romania literara, Dacia literara, Familia, Adevarul literar si artistic, Jurnalul literar, Litere, A Hét, Korunk
Gabriel Liiceanu 1942, philosophie et lettres classiques, chercheur, essayiste et philosophie de la culture ; <i>universitaire et éditeur, publié à l'étranger</i>	Revista de filosofie	Orizont, Romania literara, Flacara ²⁴⁶⁷ , Familia
Anca Oroveanu 1947, histoire et théorie de l'art, universitaire, critique et théorie de l'art ; <i>universitaire, responsable d'une institution scientifique spécialisée en sciences humaines et sociales</i>	Amfiteatru, Arta, Contemporanul, Secolul 20, Studii si cercetari de istoria artei	Secolul 20, Arta, Dilema, Artelier, Plural, Idea Arta + Societate ²⁴⁶⁸ , Revue roumaine d'histoire de l'art ²⁴⁶⁹
Radu Bercea 1954, muséologie, chercheur ; <i>directeur d'un institut</i>		Revue roumaine d'histoire de l'art

²⁴⁶⁵ Gabriela Adamesteanu, *Vara-primavara. Proza scurta*, Iasi, Polirom, « série d'auteur », 2013, pp. 289-292.

²⁴⁶⁶ I. Hangiu, *Dictionarul presei literare romanesti*, op. cit.

²⁴⁶⁷ Il est question d'un entretien paru en 1991. Cf. Gabriel Liiceanu, *Apel catre lichele*, op. cit., pp. 175-186.

²⁴⁶⁸ Un seul article paru en 2004.

²⁴⁶⁹ Depuis 2005 il est membre du conseil consultatif.

de recherche, doctorat de philosophie, indianiste		Ramuri, Arta, Vatra, Viața Românească, Manuscriptum, Secolul 20, Dilema/Dilema Veche, Origini Annals of the Sergiu Al-Gorge Institute
Andrei Pippidi	Studii. Revista de științe filosofice, arte	Destin românesc. Revista istorică și culturală
Andrei Cornea		
Magda Carneci		
Stelian Tanase 1952, philosophie, écrivain ; <i>homme politique, fondateur d'une revue spécialisée d'études politiques, universitaire en sciences politiques, réalisateur d'émissions télévisées, éditorialiste, écrivain traduit à l'étranger</i>		Romania literară Amfiteatru Contrapunct Echinox Sfera politicii Agora Acum
Alin Teodorescu	Viitorul social , Viața studentescă, Amfiteatru, Scanteia tinereții	
Gabriel Andreescu	Revista de filosofie	Contrapunct, Observator cultural, A Hét,
Alexandru Paleologu	Viața Românească, Convorbiri literare, Luceafărul	Viața Românească
St. Aug. Doinas	Viața Românească, Familia, Astra, Convorbiri literare, Argeș	Secolul 20, Contemporanul, Contemporanul. Ideea europeană, Arc, Ateneu, Familia, Romania literară, Viața Românească
Petru Cretia		Viața Românească, Orizont
Sorin Antohi	Dialog ²⁴⁷⁰ , Vatra	Criterion, Cuvintul
Andrei Cornea	Vatra	
Mihai Sora	Viața Românească	Tribuna
Dan Petrescu	Dialog, Agora	Criterion, Timpul, Orizont, Astra
Mircea Dinescu	Amfiteatru	Orizont, Ramuri, Echinox
Liviu Antonesei	Opinia studentescă, Dialog, Astra	Convorbiri literare ²⁴⁷¹ , Contemporanul. Ideea europeană, Ateneu, Familia, Argeș, Criterion ²⁴⁷² , Contrapunct, Timpul ²⁴⁷³
Alexandru Calinescu	Dialog ²⁴⁷⁴ , Viața românească, Convorbiri literare, Cronica	Ateneu
Gabriela Adamesteanu	Romania literară, Viața românească, Vatra, Luceafărul ²⁴⁷⁵	Echinox, Familia, Viața românească, Lettre internationale ²⁴⁷⁶

²⁴⁷⁰ On le retrouve comme rédacteur en chef en 1982 aux côtés d’Alexandru Calinescu alors son principal responsable.

²⁴⁷¹ Fait parti du comité provisoire de direction en janvier 1990, en février il est son rédacteur en chef adjoint.

²⁴⁷² Est un des rédacteurs de ce mensuel éphémère (deux numéros parus en 1990).

²⁴⁷³ Fait partie du collège rédactionnel depuis 1993, il dirige *Timpul. Revista de cultura* à partir de 1998 et jusqu’en 2003.

²⁴⁷⁴ Il est son rédacteur en chef entre 1972 et 1982.

²⁴⁷⁵ Il s’agit dans ce cas-ci seulement des écrits littéraires. Voir Gabriela Adamesteanu, *Vara-primavara. Proza scurta, op. cit.*

²⁴⁷⁶ Dans les deux derniers périodiques on retrouve des écrits littéraires de cette auteure qui datent de la période communiste. Gabriela Adamesteanu, rédactrice en cheffe de 22 entre septembre 1991 et mai 2004, est le seul auteur écrivain parmi les rares écrivains membres du GDS à avoir publié dans la presse postcommuniste ses écrits littéraires de la période communiste.

<i>Livius Ciocarlie</i>	Amfiteatru, Luceafarul, Orizont	Orizont
<i>Vladimir Tismaneanu</i>	Revista de filozofie, Viitorul social , Amfiteatru, Viata studentasca	Cuvintul, Sfera politicii
<i>Vlad Alexandrescu</i>		Secolul 20
<i>Teodor Baconsky</i>		Orizont
<u>Dan Pavel</u>	Amfiteatru, Viata studentasca	Cuvintul, Sfera politicii
<u>Bogdan Ghiu</u>		Tribuna
Nicolae Manolescu	Amfiteatru, Ramuri, Astra, Contemporanul, Luceafarul, Romania literara	Romania literara
Adrian Marino	Ramuri, Astra, Iasul literar, Tribuna	Cuvintul, Ramuri, Romania literara, Tribuna
Mircea Zaciu	Echinox, Tribuna	
Eugen Simion	Caiete critice, Amfiteatru, Ramuri, Tribuna, Contemporanul	Caiete critice
Augustin Buzura	Tribuna	Tribuna
Marin Sorescu	Ramuri	Tribuna
Ana Blandiana	Amfiteatru	
Liviu Cangeopol	Dialog, Agora, Lumea libera romaneasca [The Free World]	Timpul

Périodiques (mensuels, hebdomadaires) ou des membres du GDS publient avant et/ou après 1989

Dans le tableau suivant nous précisons le lieu de la parution comme la date du premier numéro et, pour les anciennes publications, les dates de la première parution des nouvelles séries. Les **nouvelles publications** sont portées en **gras**.

Mensuels ou autre périodicité	Hebdomadaires
Vatra (Targu-Mures ; 1971 ; 1990)	Timpul (Iasi ; janvier 1990)
Interval (Brasov, avril 1990)	Orizont (Timisoara, 1964 ; 1990)
Viata romaneasca (Iasi, 1906-1929 ; Bucarest, 1930-1940 ; 1944-1946 ; 1948 ; 1990)	Romania literara (Bucarest, 1968 ; 1990)
Arc (Bucarest, 1991-1997)	Cuvintul (Bucarest, 1990-2007 ; 2009)
Lettre internationale	Contrapunct (Bucarest, 1990)
Familia (Oradea, 1965 ; 1990)	Observator cultural (Bucarest, 2000)

Viata Romaneasca [La vie roumaine] paraît à Iasi, en 1906 et jusqu'à la fin des années 1920, comme « revue littéraire et scientifique ». La publication promeut dans les années 1920 la « critique scientifique » dans la littérature tout en affirmant son intérêt pour le social. Ce projet éditorial met en valeur la « spécificité nationale » et la nécessité d'une ouverture vers les courants modernistes en provenance de l'étranger. Le mensuel paraît à Bucarest à partir de 1930. La publication paraît jusqu'en 1946 avec une interruption entre 1940 et 1944, durant la dictature du roi Charles II. Parmi les auteurs des années 1930, on compte Adrian Marino, Mihai Ralea, Tudor Vianu, C. Stere, George Calinescu, Tudor Arghezi. La majorité de ceux qui y publient sont des auteurs canoniques de la période communiste. Dans les années 1930, Mihai Ralea²⁴⁷⁷ dirige la revue et dans les années 1930

²⁴⁷⁷ Mihai Ralea (né en 1896), après des études de lettres et de philosophie mais aussi en droit à Bucarest et à Iasi, il poursuit ses études à l'École normale supérieure (entre 1919 et 1923), il obtient son titre de docteur en philosophie à l'Université Paris-Sorbonne et en droit. De retour, en Roumanie, il dirige la nouvelle chaire de psychologie et d'esthétique créée en 1925 à l'Université d'Iasi. Fin des années 1930, il enseigne l'esthétique à l'Université de Bucarest. Il fait partie de la direction du Parti national paysan, il est condamné et emprisonné pour son activité procommuniste. Il est ministre des Arts dans le gouvernement dirigé par Petru Groza, par la suite, ambassadeur de la Roumanie aux États-Unis, membre de l'Assemblée nationale, membre du Conseil d'État. Il est membre de l'AR et directeur de l'Institut de psychologie de l'AR mais aussi chef de la chaire de psychologie de l'Université de Bucarest.

aux côtés de George Calinescu (entre 1933 et 1940), et de nouveau, entre 1944 et 1946, aux côtés de D. I. Suchianu (sociologue de formation, essayiste et critique de film). Parmi ses collaborateurs on compte **Stefan Augustin Doinas**, Miron Radu Paraschivescu mais aussi Eugène Ionesco. *Viata Romaneasca* paraît dans une nouvelle série à partir de 1948 comme « revue de la Société des écrivains de Roumanie », entre 1949 et 1965 comme « revue de l'Union des écrivains de la République populaire roumaine » et dès 1965 comme « revue de l'Union des écrivains de la République socialiste roumaine » ou dans les années 1970 comme « revue éditée par l'Union des écrivains ». Jusqu'en 1958, la publication est dirigée par des comités de rédaction (dont font partie Geo Bogza, Athanase Joja, etc.). Le premier directeur de la revue dans sa nouvelle série est toujours son ancien responsable, Mihai Ralea, et parmi ses rédacteurs en chef on compte deux critiques littéraires, Ovidiu S. Crohmalniceanu et Serban Cioculescu. La publication rassemble des auteurs dont les attitudes envers le régime sont des plus diverses, de ceux qui suivent de près les lignes du PCR comme des auteurs marginalisés à un moment ou à un autre sous le communisme : Mihai Beniuc²⁴⁷⁸, **Mihai Sora**, **Stefan Augustin Doinas**, **Alexandru Paleologu**. La revue est l'éditeur d'une publication annuelle portant le même intitulé mais aussi, dès la fin des années 1960, des suppléments *Caiete de poezie* (entre 1968 et 1989) et *Caiete critice*. Entre 1968 et 1982, le supplément *Caiete critice* est inclus dans la revue, par la suite, entre 1983 et 1987, il paraît comme publication à part, avec sa propre équipe rédactionnelle : **Alexandru Calinescu**, Livius Ciocarlie²⁴⁷⁹, Alexandru George, Laurentiu Ulici. Parmi les principaux collaborateurs de ces deux suppléments mais surtout du second on retrouve des écrivains et des critiques littéraires mais aussi des universitaires et des chercheurs qui, après 1989, ne se retrouvent pas toujours dans le même camp : Eugen Simion (initiateur de la Société de demain en 1990), Marin Sorescu ; Adrian Marino (publié dans 22, mais il n'est pas coopté au GDS) ; Solomon Marcus (mathématicien chercheur) ; **Alexandru Calinescu**. *Viata Romaneasca* publie des spécialistes de la littérature et des philosophes dont Constantin Noica (pour deux numéros) et **Mihai Sora** (en 1981). Le supplément *Caiete critice* ne paraît plus en 1988, mais seulement en 1990, dans la nouvelle série comme nouvelle publication trimestrielle, « revue de critique, théorie et d'information littéraire », sous la direction d'Eugen Simion, qui précise son programme : « Au-delà des options politiques et esthétiques il faut que la passion pour la vérité et l'amour pour la culture nationale doit nous unir »²⁴⁸⁰. Aux anciens collaborateurs et responsables de la publication *Viata Romaneasca* (Valeriu Cristea, Ovid S. Crohmalniceanu, Livius Ciocarlie) s'ajoutent après 1990 de auteurs exilés (Monica Lovinescu, Virgil Ierunca, Paul Goma) mais aussi des plus jeunes auteurs, pas encore universitaires (Monica Spiridon). Parmi les anciens collaborateurs du périodique, **Alexandru Paleologu** est membre de l'équipe rédactionnelle alors que **Stefan Augustin Doinas** dirige une autre revue, consacrée à la « littérature universelle », *Secolul 20*. À partir de 1997, le rédacteur en chef de la VR est Caius Traian Dragomir (né en 1939, médecin universitaire avant 1989, dans les années 1980, il bénéficie d'une bourse Fulbright aux États-Unis pour des études de philosophie de la science et fait son début éditorial en 1981 avec un volume de poésie). En 1992, Caius Traian Dragomir est un sénateur, élu au Parlement sur les listes du Front du salut national (dont le leader est Petre Roman), il renonce à la politique deux ans après, en 1994. Entre 1992 et 1997, il signe plusieurs ouvrages d'essais.

Secolul 20 paraît dès 1957 comme bimensuel et, entre 1958 et 1960, comme publication annuelle, avec le sous-titre « cahiers de littérature universelle ». A partir de 1961, il s'agit d'un mensuel, « revue de littérature universelle » et d'arts, se donnant comme objectif de représenter « le phénomène littéraire roumain dans le contexte universel ». Les traductions surtout mais aussi des analyses des courants, des théories et des auteurs étrangers occupent une place importante. La revue offre le plus

²⁴⁷⁸ Il fait partie de la première comme de la seconde équipe dirigeante de l'Union des écrivains [UÉ] élue respectivement en 1949 et 1956, plus tard, en 1962, il est élu président de l'UÉ. Il est un de ceux qui suivent de près les lignes établies par le PCR ou établies par des organismes politiques de l'État.

²⁴⁷⁹ Dans le texte sont portés en **gras** les membres fondateurs du GDS et soulignés les membres cooptés.

²⁴⁸⁰ Sur le périodique *Caiete critice* après 1989 voir *infra*.

important espace éditorial à la culture étrangère de toutes les revues littéraires²⁴⁸¹, dans une époque où l'État roumain établit des collaborations dans le domaine de la culture avec des pays occidentaux²⁴⁸². Des rubriques permanentes présentent des « écrivains dans la perspective universelle », des « écrivains étrangers sur la Roumanie », mais aussi une « anthologie de littérature française ». Parmi les traducteurs : **Stefan Augustin Doinas** (qui est aussi membre de la rédaction), **Mihai Sora**, Mihai Beniuc, Sasa Pana, Mihai Beniuc. Dans le dernier numéro de 1969 paraît Eugène Ionesco. La revue est dirigée entre 1961 et 1966 par Marcel Breslasu²⁴⁸³ et dès 1967²⁴⁸⁴ par Dan Haulica, critique d'art et essayiste. Certains numéros prévus pour 1989 ne paraissent pas. Le premier numéro de 1990 inclut des matériaux recueillis avant 1989 et qui n'ont pas pu paraître. La périodicité de la revue varie après 1989. Durant l'année 1990, elle paraît pour deux numéros. Tous les numéros sont thématiques. Le premier numéro est consacré à Alexandre von Humboldt, le second à « la culture et [à] la spiritualité israélienne ». **Stefan Augustin Doinas** signe l'« argument ». La revue paraît dès 1999 avec le sous-titre « Revue de synthèse. Littérature universelle, sciences de l'homme. Le dialogue entre cultures » éditée par l'Union des écrivains et la Fondation culturelle « Secolul 21 » ayant comme président d'honneur **Stefan Augustin Doinas**. Le premier numéro de 2000 traite de l'« Europe ».

Vatra, fondée en 1971, se présente comme la nouvelle série d'une revue bimensuelle qui ne paraît que pour deux ans sous le format livre fin du XIX^e siècle. La publication sous le format journal portait le sous-titre « revue socio-culturelle », éditée dans un premier temps par l'Union des écrivains et le Comité de culture et d'éducation socialiste du département de Mures. Dans la nouvelle série de 1974 à 1981, elle est éditée par le Comité de culture et d'éducation socialiste de Targu-Mures. Elle constitue la revue littéraire la plus spécialisée parmi les revues de province. Parmi ses collaborateurs de la période communiste on compte des futurs membres du GDS comme des intellectuels proches du GDS et des intellectuels publiant aussi dans 22 ou intéressés par le GDS mais intégrant un autre groupement : **Stefan Augustin Doinas**, Ana Blandiana, Nicolae Manolescu, Andrei Roth, Mircea Zaciuc (signant la rubrique « Vaticanum »), etc. En 1990, dans une autre nouvelle série, *Vatra* est éditée par l'Union des écrivains. A partir de 1995 la revue est éditée par l'Inspectorat pour la culture du département Mures avec le soutien du Ministère de la culture. L'universitaire et critique littéraire Mircea Zaciuc (né en 1929) étant son directeur d'honneur. Des écrivains de l'exil sont publiés avec des essais. Aux critiques littéraires et aux chercheurs consacrés, entre temps devenus des membres de l'Académie (**Al. Zub**, membre correspondant dès 1991, membre titulaire dès 2004 ou Zoe Dumitrescu-Busulenga), s'ajoutent de jeunes universitaires comme Mihai Coman²⁴⁸⁵ ou **Sorin Antohi**. Sont de même publiés des responsables de l'Union des écrivains dans l'après communisme (Mircea Iorgulescu, Nicolae Manolescu, Laurentiu Ulici, Eugen Uricaru). On traite des questions liées à la littérature comme on traite de la politique dans la littérature. Elle est rapprochée en plusieurs points de *Secolul 20* mais *Vatra* est plus ouverte aux jeunes auteurs.

Romania literara [La Roumanie littéraire] de Bucarest, l'hebdomadaire de l'Union des écrivains paraît dès octobre 1968 en remplaçant *Gazeta literara*, créée en 1954. Cette publication surtout, avec *Viata Romaneasca*, publie les actes de l'Union des

²⁴⁸¹ Des analyses sur des auteurs étrangers paraissent aussi à la même époque et dans d'autres revues : *Viata Romaneasca*, *Contemporanul* et *Gazeta literara*.

²⁴⁸² En 1971 la publication paraît en 11 000 exemplaires (cf. Anneli Ute Gabanyi, *Literatura si politica in Romania dupa 1945*, op. cit., pp. 126-131).

²⁴⁸³ Marcel Breslasu (né en 1903 à Bucarest) a fait ses études de droit et, dans le même temps, des études de musique. Il est poète, musicien et enseigne à l'Institut d'art théâtral de Bucarest avant de diriger la revue *Secolul 20* pour laquelle il est auteur et traducteur.

²⁴⁸⁴ Mais selon certains dictionnaires, dès 1971.

²⁴⁸⁵ Mihai Coman, né en 1953, après des études de lettres, dans les années 1980, il est rédacteur de *Scinteia tinereții* et auteur de cinq volumes. En 1990, il intègre la Faculté de journalisme de l'Université de Bucarest et devient spécialiste des médias.

écrivains (résumés des Conférences de l'Union des écrivains²⁴⁸⁶, décisions prises par sa direction et des extraits de ses Statuts). Dès janvier 1990, *Romania literara* (RL) paraît dans une nouvelle série. Le premier numéro est daté du 6 janvier 1990. La rédaction est formée de personnes ayant une formation en lettre, philologie : écrivains, critiques littéraires, enseignants à la Faculté des lettres de l'Université de Bucarest. Parmi les anciennes revues, elle est le lieu privilégié de publication des membres du GDS et plus rarement des rédacteurs de 22 (Bogdan Ghiu) au tout début des années 1990, mais aussi d'autres intellectuels avec leurs histoires sur les mesures restrictives subies avant 1989 (Mircea Zăciu) ou qui ne partagent pas les points de vue du GDS (Eugen Simion), des écrivains et des critiques littéraires exilés ou travaillant à RFE (Monica Lovinescu, Virgil Ierunca, Emil Hurezeanu). Les textes sont consacrés au phénomène culturel et les débats initiés concernent la culture dans sa dimension littéraire : « la crise de la culture », « modernité et post modernité », « la situation du roman », etc. Elle offre des informations sur les événements culturels du pays et de l'étranger (prix, apparitions éditoriales, colloques, spectacles, concerts, etc.). Elle comprend une rubrique d'entretiens. Elle présente des parcours des écrivains et des critiques littéraires. À partir de fin mars la publication est dirigée par Nicolae Manolescu. Universitaire et critique littéraire notoire de la période communiste, initiateur d'un cercle universitaire réunissant des jeunes littéraires (Cénacle de Lundi), titulaire de la « chronique littéraire » de RL depuis le début des années '70, il dirige la publication en commençant avec 1990. Sa carrière politique débute lorsqu'il prend la direction du Parti de l'Alliance civique, constitué en août 1991, se présentant en candidat aux élections présidentielles de 1992²⁴⁸⁷. En 2005, Manolescu devient président de l'Union des écrivains et en 2006 il est nommé le représentant de la Roumanie à l'UNESCO.

Orizont [Horizon] est un mensuel qui paraît à Timisoara dès 1964 dans la continuation de *Scrisul banatean*, publication éditée par la filiale de Timisoara de l'Union des écrivains, fondée en 1949 et non pas de celui portant le même titre²⁴⁸⁸. Jusqu'en 1972, mensuel, par la suite « hebdomadaire politique, social, littéraire et artistique », *Orizont* est « édité par l'Union des écrivains et par le Comité pour la culture et l'éducation socialiste du département Timis ». Périodique des jeunes, il est consacré à l'art (la rubrique « l'horizon littéraire »), mais aussi aux « idées politiques et philosophiques ». Le 5 janvier 1990 paraît le premier numéro de la nouvelle série. L'hebdomadaire est édité par l'Union des écrivains de Roumanie. Le périodique comprend alors une rubrique consacrée à la « chronologie des événements » de 1989. Ana Blandiana publie des vers, Liviu Ioan Stoiciu de la prose, des articles sont signés par Zoe Dumitrescu-Busulenga, **Petru Cretia**, Gh. Grigurcu, mais aussi par le poète **Mircea Dinescu**. Plusieurs autres membres du GDS publient dans cette revue.

Tribuna de Cluj paraît dès 1957 comme « hebdomadaire de culture » changeant de sous-titre en 1974 en se présentant comme « revue politique et culturelle ». Dès 1975 *Tribuna* se présente de nouveau comme « hebdomadaire de culture » édité par le Conseil de la culture et de l'éducation socialiste et par l'Union des écrivains. Dans le premier collège rédactionnel on retrouve Mircea Zăciu. Et parmi ses collaborateurs Augustin Buzura mais aussi Mihai Beniuc, un des plus ardents tenants de la politique du PCR. D. R. Popescu est le rédacteur en chef, dès 1970 et jusqu'à son départ à *Contemporanul*, peu après sa nomination comme

²⁴⁸⁶ La première appelait « Congrès » de l'Union des écrivains. Cf. Ion Ianoși, « L'Union des écrivains dans le système de la culture socialiste et le segment littéraire dans la transition roumaine », in Adrian Miroiu (éd.), *Instituii în tranziție, op. cit.*, pp. 240-241.

²⁴⁸⁷ Suite à l'échec enregistré aux élections de 1996, du parti et de lui, candidat aux présidentielles, le PAC disparaît, fusionne par absorption du PAC par le PNL et Manolescu participe à la direction du PNL.

²⁴⁸⁸ *Orizont. Literatura, arta, cultura, gândire socială* [L'Horizon. Littérature, art, culture, pensée sociale] paraît entre 1944 et 1947. Son rédacteur en chef est Sasa Pana, écrivain, membre du mouvement surréaliste, le fondateur de la revue *unu*, publication éditée entre 1928 et fin 1932. Sasa Pana adhère au PCR en 1942-1943. (Voir Stelian Tanase (éd.), *Avangarda românească în arhivele Siguranței* [L'Avant-garde roumaine dans les archives de la Sûreté de l'Etat], Iasi, Polirom, « Histoires souterraines », 2008, pp. 28-33 et 49-50.) La revue *Orizont* sera continuée sous la direction d'un autre membre du PCdR et de l'avant-garde roumaine, Miron Radu Paraschivescu, sous un autre titre, *Revista literară* (cf. *Observator cultural*, 280, 2005), qui ne paraît que pour une année. Miron Radu Paraschivescu sera « rédacteur responsable » d'*Almanah literar* à Cluj (1949-1953). Après cette date on le retrouve comme collaborateur d'une autre revue *Steaua* de Cluj dirigée par A. E. Baconsky (père de Teodor Baconsky, membre du GDS, coopté en 2007).

président de l'Union des écrivains. A la même période Ion Vlad, le recteur de l'Université de Cluj (entre 1976 et 1984), est le rédacteur en chef adjoint, entre 1970 et 1980. Après le départ de D. R. Popescu, la revue est dirigée par Vasile Salajan (entre 1982 et 1989), membre de la rédaction depuis 1970, celui même qui y reste aussi après 1989 comme rédacteur en chef adjoint, jusqu'en 1991 lorsqu'on le retrouve en tant que rédacteur du nouveau journal *Expres*.

Contemporanul de la période communiste réunit des économistes et des mathématiciens comme des littéraires ou des artistes, des chercheurs et des universitaires, écrivains et critiques littéraires, nés fin des années 1910 et fin des années 1920²⁴⁸⁹, et des plus jeunes critiques littéraires ou poètes, nés dans les années 1930 ou dans les années 1940, comme, plus tard, dans les années 1980, certains jeunes critiques littéraires se trouvant au début de leur carrière (nés dans les années 1950, dont Ion Bogdan Lefter). Des futurs politiques appartenant à la haute hiérarchie communiste, des actuels responsables des institutions politiques qui gèrent les domaines de la culture ou de l'enseignement, comme des responsables de l'Union des écrivains de la période communiste ou de ceux qui font partie des équipes dirigeantes de la principale institution littéraire sont des collaborateurs de cette revue. La publication est dirigée dans un premier temps par George Calinescu, académicien dès 1949, un des plus connus critiques littéraires et romanciers de l'époque. Entre 1957 et 1971 avec une interruption de quelques années, elle est dirigée par George Ivascu²⁴⁹⁰, et, à partir de 1982, par le président en titre de l'Union des écrivains, le dernier de la période communiste, Dumitru Radu Popescu²⁴⁹¹. Le président de l'Union des écrivains dirige ainsi la publication centrale du Conseil de la culture et de l'éducation socialiste. Un des intellectuels proches du GDS, appartenant au pôle intellectuel et politique de l'« anticommunisme », le critique littéraire et l'universitaire Nicolae Manolescu débute ici, la poétesse Ana Blandiana publie ici de manière régulière, après son début dans *Tribuna*, en 1959, et après une interdiction de publication de plusieurs années (entre 1960 et 1963). Le contenu de la revue, même lorsqu'il s'agit des questions proprement littéraires, laissent voir des préoccupations pour la politique, notamment dans les années 1950 et jusqu'à la fin des années 1960. Milieu des années 1970, au centre de ses préoccupations se trouve la littérature. Les années 1980 se caractérisent par l'élargissement de ses préoccupations artistiques mais aussi par un retour de la politique. Plusieurs de ceux qui sont des rédacteurs ou des collaborateurs fidèles de *Contemporanul* le seront par la suite aussi de *Romania literara* (George Ivascu, Eugen Simion, Nicolae Manolescu).

2. Des stratégies de légitimation avant comme après 1989²⁴⁹²

À une seule exception près (*Viata Romaneasca*, la seule revue à paraître presque sans interruption dès les années 1880), toutes les publications dont nous parlons ici ont été créées dans la période communiste. Parmi celles-ci, une publication prend le nom d'une revue ancienne, créée à la fin du XIX^e siècle (*Vatra* de Targu-Mures) qui ne paraît que pour deux ans. Une autre publication de Cluj se présente

²⁴⁸⁹ Encore que rares des représentants de l'avant-garde, du mouvement surréaliste, nés dans les années 1910, sont collaborateurs de *Contemporanul*, dont un des futurs protestataires de la fin des années 1980, Geo Bogza, entré à l'AR et intégrant un organisme politique en 1955.

²⁴⁹⁰ George Ivascu (né en 1911, mort en 1988), critique littéraire et historien de la littérature, militant communiste dans les années 1930, il est condamné lors du procès (1948-1954) contre Lucretiu Patrascanu, mais réhabilité et libéré en 1954. Il est chef de la chaire d'histoire de la littérature roumaine de l'Université de Bucarest entre 1958 et 1968 et, par la suite, membre de l'ASSP. Lorsqu'il ne dirige pas *Contemporanul*, on le retrouve à la tête du périodique *Lumea* entre 1963 et 1966 et, un peu plus tard, après son départ de *Contemporanul*, comme directeur de *Romania libera* entre 1971 et 1988.

²⁴⁹¹ Dumitru Radu Popescu (né en 1935), est auteur dramatique, romancier et poète. Il est rédacteur de *Steaua*, par la suite, rédacteur en chef de *Tribuna* (entre 1970 et 1982), deux publications qui paraissent à Cluj, la première étant la tribune de l'Union des écrivains. Auteur de six volumes, il intègre le Comité central du PCR en 1968 et dès 1975, il est député à la Grande Assemblée nationale. En 1981, il est élu président de l'Union des écrivains.

²⁴⁹² Dans le texte qui suit sont portés en **gras** les membres fondateurs du GDS et soulignés les membres cooptés.

dans la continuation d'une publication créée à la même période et qui cesse sa parution au début du 20^e siècle (le mensuel *Tribuna* paraît à Cluj dès 1957 et se présente dans la continuation d'un quotidien portant le même intitulé qui paraît entre 1884 et 1903²⁴⁹³). La revue *Convorbiri literare* qui suit à une autre publication fondée dans la période communiste, *Iasul literar* (1954), se présente comme la nouvelle série de la plus ancienne publication portant le même titre, revue fondée par la Société Junimea pendant la seconde moitié du 19^e siècle (elle paraît, avec une interruptions de quelques années pendant la première guerre mondiale, entre 1867 et 1944). Plusieurs revues fondées dans la période communiste dont certaines sont des publications gérées par des instances responsables de la politique dans le domaine de la culture vont se rapporter après 1989 à une « tradition » à visée nationale initiée fin du siècle dernier dans différentes régions. L'« hebdomadaire politique, social, culturel » fondé en 1946 à Bucarest, *Contemporanul*, devenu à partir de 1972 « hebdomadaire du Conseil de la culture et de l'éducation socialiste », se présentait dans la continuation du périodique, portant le même intitulé, qui paraît à Iasi vers la fin du XIX^e siècle. Tout comme le périodique *Tribuna* de Cluj, fondé en 1957, « hebdomadaire de culture » qui « se propose de continuer la tradition militante de la presse roumaine de Transylvanie », changeant de sous-titre en 1974, se présentant comme « revue politique et culturelle », à partir de 1975, il est de nouveau « hebdomadaire de culture » édité par le Conseil de la culture et de l'éducation socialiste et par l'Union des écrivains. Toutes les revues apparues à la fin du XIX^e siècle qui sont faites repères de ces publications créées dans la période communiste ont eu pour projet de contribuer à la diffusion d'une culture nationale, leur dimension nationale varie selon les publications et les périodes. Deux d'entre elles mentionnent dans leur programme initial (premier) soit le rôle des influences des autres cultures (*Viata Romaneasca* d'Iasi) soit le rôle des littéraires de l'Europe (le mensuel *Familia*, créé en 1965 à Oradea, « revue éditée par le Comité de la culture et de l'éducation socialiste », se présente comme nouvelle série de la revue portant le même nom créée à Peste un siècle avant²⁴⁹⁴) et la place donnée aux traductions (ces deux périodiques). Deux autres publications qui paraissent après 1989, un hebdomadaire (*Literatorul* de Bucarest) et un mensuel (*Timpul* d'Iasi), se présentent dans la continuation des anciennes revues créées vers la fin du XIX^e siècle. Une autre publication créée plus tard (l'hebdomadaire *Cultura* de l'Institut culturel roumain créé en 2004) suit la même stratégie, en cherchant de se situer dans une tradition ancienne (le mensuel *Cultura* créé en 1924 qui compte six numéros seulement).

²⁴⁹³ En fait, les deux dernières publications se partagent partiellement un même héritage qu'elles, en tant que publications fondées dans la Roumanie communiste, revendiquent.

²⁴⁹⁴ *Familia* paraît dans une première série entre 1865 et 1880 à Peste et par la suite à Oradea jusqu'en 1906. La « feuille encyclopédique et des lettres avec des illustrations » disparaît pour réapparaître en 1926 comme mensuel à Oradea dans une seconde série qui ne dure que trois ans. Une troisième série paraît seulement en 1934 jusqu'en 1943 et une quatrième entre 1944 et 1945. Ces deux dernières séries paraissent cependant à Bucarest.

Des publications fondées dans leur majorité fin des années 1940 et début des années 1950 changent de titre quelques années plus tard, dans les années 1950²⁴⁹⁵, mais le plus souvent le changement de titre se produit pendant les années 1960 et début des années 1970²⁴⁹⁶ dans une période d'ouverture et de redéfinition des stratégies de légitimation du régime. Moins nombreuses sont les revues qui changent de nom au cours de l'année 1990, après la publication, au cours des événements ou tout au début de l'année 1990, des numéros spéciaux ou avec des titres provisoires. On parle d'une « réorientation » des revues anciennes au cours même des événements de décembre 1989, qui n'est pas exemptée de quelques difficultés comme il ressort du témoignage de certains intellectuels plutôt méfiants face à l'empressement du monde intellectuel à marquer la rupture avec la période communiste. Ion Ianoși évoque une expérience tenant des « situations paradoxales » de la presse littéraire immédiatement après 1989 : un numéro interdit de publication en automne 1989 paraîtra seulement début janvier 1990 portant la date 1989²⁴⁹⁷. Des périodiques paraissent souvent dans des « édition[s] spéciale[s] » au cours ou peu après les événements de décembre. Les anciens périodiques paraissent dans un premier temps pour une brève période après décembre 1989 (entre un mois et une année) sous des directions collectives provisoires. Dans plusieurs cas ce sont des anciens rédacteurs qui prennent la direction du périodique. C'est au cours du printemps 1990 qu'on voit se produire des changements au sein de leurs rédactions. La publication des auteurs exilés (Paul Goma, Monica Lovinescu et Virgil Ierunca, Ion Negoitescu) et des auteurs interdits (des plus jeunes écrivains dissidents, **Mircea Dinescu** et Ana Blandiana) ou des intellectuels de l'entre-deux-guerres, est le signe le plus fréquent de leur adaptation au nouveau contexte. Sans exception, on publie Emil Cioran, et souvent aussi Nae Ionescu, presque sans exception, on publie aussi Constantin Noica et Eugène Ionesco. Les périodiques tendent à se distinguer de par l'attitude adoptée par leurs responsables comme par leurs collaborateurs vis-à-vis des politiques au pouvoir.

L'adoption des noms pour les publications surtout mais aussi pour les maisons d'édition qui renvoient à des institutions créées fin du XIX^e siècle et début du XX^e siècle est une pratique courante après 1989 comme avant 1989. Durant la seconde moitié des années 1960 et surtout fin des années 1960 l'apposition des noms renvoyant à des institutions anciennes, à une tradition littéraire, va avec le tournant indépendantiste, marqué progressivement par le nationalisme.

Des anciennes publications, créées dans la période communiste, plusieurs, même lorsqu'elles gardent le même nom après 1989 et même lorsque de leurs nouveaux responsables sont des collaborateurs des publications de la période communiste, se préoccupent à marquer leur rupture avec les publications qui les précèdent. Elles le font en se présentant dans la continuation des publications qui sont créées fin du

²⁴⁹⁵ *Almanahul literar* redésigné *Steaua*, *Tinarul scriitor* redésigné *Luceafarul*.

²⁴⁹⁶ *Gazeta literara*, *Lupta de clasa*, *Scrisul banatean*.

²⁴⁹⁷ Ion Ianoși, « L'Union des écrivains dans le système de la culture socialiste et le segment littéraire dans la transition roumaine », in Adrian Miroiu (éd.), *Institutiile in tranzitie*, op. cit., pp. 255, note 90, et 282.

XIX^e siècle et qui disparaissent souvent début du siècle suivant. Ou bien en renouant avec des publications éditées par l'Union des écrivains. Des périodiques qui paraissent aussi sous la tutelle des institutions politiques (notamment dans les années 1970) sont édités par l'Union des écrivains seule après 1989 (comme c'est le cas d'*Orizont* de Timisoara, de *Tomis* de Constanta ou de *Ramuri* de Craiova). Alors que d'autres périodiques, édités dans la période communiste par l'Union des écrivains et par le ministère de la culture, sont financés dans l'après 1989 (et actuellement) par l'administration locale avec le soutien du ministère de la culture de la période postcommuniste²⁴⁹⁸ (comme c'est le cas de *Tribuna* de Cluj). L'Union des écrivains devient unique éditeur d'une publication dont elle était un des éditeurs avec l'implication de l'institution qui gère le domaine de « la culture et [de] l'éducation socialiste » (*Vatra*, mensuel de Targu-Mures, paraît depuis 1971²⁴⁹⁹). Des éditeurs qui sont des autorités de l'administration locale (ou centrale) disparaissent au profit des institutions culturelles comme l'Union des écrivains ou des associations culturelles (*Astra*, mensuel de Brasov, qui paraît depuis 1966²⁵⁰⁰).

Ce sont des publications plus « jeunes », fondées dans les années 1960 mais aussi celles qui réunissent plus de jeunes, qui passent après 1989 sous la tutelle de l'Union des écrivains. Le passage d'une publication sous la tutelle de l'Union des écrivains seule va aussi avec l'oubli d'un de ces éditeurs de l'avant 1989 et avec l'accent mis sur les mesures restrictives qu'elles ont dû affronter ou sur les stratégies de subversion. Et il semble que ce sont les plus récentes publications fondées dans la période communiste qui procèdent à ce type de présentation, à savoir la presse de la « jeunesse communiste ». On peut citer en tant qu'exemple la présentation d'*Echinoc*²⁵⁰¹ qui se remarque parmi les des publications éditées par des associations des étudiants communistes, les plus connues, notamment par les pressions politiques et les actes critiques de certains de leurs collaborateurs.

De la presse estudiantine communiste de Bucarest investie par certains futurs membres du GDS ainsi que par d'autres intellectuels notoires de la période postcommuniste ne parlent que certains de ses anciens rédacteurs (Dan Pavel)²⁵⁰² et des plus jeunes membres fondateurs du GDS mentionnant ceux qui

²⁴⁹⁸ Nous marquons en majuscules les initiales du ministère de la culture seulement lorsque nous mentionnons son intitulé en entier. Comme l'intitulé de ce ministère change à travers le temps à plusieurs reprises, nous envoyons ici au tableau de ces changements que nous présentons dans ce qui suit.

²⁴⁹⁹ Dans un premier temps, la publication, « revue sociale et culturelle », est éditée par le Comité de culture et d'éducation socialiste du département Mures. Mais à partir de 1982, elle est éditée aussi bien par le Comité de culture et d'éducation socialiste du département Mures que par l'Union des écrivains de la RSR. Après 1989, elle est publication de l'Union des écrivains. Mais actuellement elle est éditée aussi par une des autorités locales (le Conseil départemental Mures) avec l'appui du Ministère de la culture et des cultes.

²⁵⁰⁰ Le périodique porte entre 1974 et 1989 le sous-titre de « revue politique, sociale et culturelle du Comité pour de la culture et de l'éducation socialiste du département de Brasov ». Après 1989 il est une « revue de culture » éditée par l'Association transylvaine pour la littérature et la culture du peuple roumain.

²⁵⁰¹ Mensuel (entre 1964 et 1972), par la suite hebdomadaire politique, social et artistique édité par l'Union des écrivains et par le Comité de culture et d'éducation du département Timis, est publication de l'Union des écrivains depuis 1990.

²⁵⁰² Dans leurs souvenirs, des rédacteurs de la presse estudiantine communiste se présentent et sont présentés avec leurs contacts dans le monde littéraire.

ont participé à la tentative (en partie réussie) de rassembler en vue d'une protestation collective de jeunes auteurs, de chercheurs et d'experts²⁵⁰³.

3. Presse communiste et après 1989

Si toutes les publications précitées peuvent être considérées comme tenant de la presse littéraire, une tendance à la spécialisation peut être observée surtout dans le cas des revues nouvelles qui constituent la presse communiste. Toutes ces revues ont été créées dans la période communiste, une seule dans les années 1950, les autres vers le milieu des années 1960 et au début des années 1970.

Futurs membres du GDS, jeunes diplômés des années 1970 (entre 1974 et 1977) publient dans la presse communiste. Formés à Bucarest, surtout en sociologie, ils publient dans *Viata Studenteasca* et *Amfiteatru*, un hebdomadaire et un mensuel qui sont des périodiques des Associations estudiantines communistes de la RSR : Alin Teodorescu, Calin Anastasiu, Vladimir Tismaneanu. Mais ils publient aussi dans la presse académique, comme déjà montré (*Viitorul social*). Parmi des rédacteurs de ces deux périodiques, on compte un (futur) rédacteur de 22 (Dan Pavel). Les deux périodes qui paraissent à Bucarest doivent être regardés ensemble tout comme ceux de la presse communiste estudiantine, *Opinia studenteasca* et *Dialog*, qui paraissent à Iasi et où on retrouve le « groupe d'Iasi » (aussi dans la composition du GDS, **Alexandru Calinescu** et **Sorin Antohi**, mais aussi Liviu Antonesei).

Le mensuel *Amfiteatru* continue de paraître jusqu'au juin 1991. Des deux publications des étudiants communistes d'Iasi, *Dialog* paraît seulement en cinq numéros au cours de l'année 1990, alors qu'*Opinia studenteasca* paraîtra pour un peu plus d'une année et demie avec le sous-titre « Gazette indépendante estudiantine ». *Opinia studenteasca*, créée en 1974 à Iasi, se présente dans 22 comme « l'enfant terrible » de la presse de la fin du communisme, « reconnue comme la meilleure gazette estudiantine étant la rivale de certains hebdomadaires de grands tirages ». Et celle qui a fait publier Mircea Eliade, des essais et des traductions²⁵⁰⁴ ainsi qu'une série de lettres signées par Constantin Noica « lorsque l'Ecole de Paltinis était critiquée²⁵⁰⁵ ». Parmi les rédacteurs de cette dernière publication se recrute un des membres de la rédaction de 22 (Alina Mungiu intégrant la rédaction 22 en 1990).

Dans les rédactions des revues des associations des étudiants communistes, les conflits deviennent manifestes au cours même des événements de 1989, d'après certains témoignages²⁵⁰⁶. La presse estudiantine communiste se divise début 1990 en deux camps « par décision démocratique de la majorité rédactionnelle de renoncer aux anciens chefs communistes, mis dans leurs postes par la section de

²⁵⁰³ Entretien consultatif avec **Stelian Tanase** (août 2013). **Alin Teodorescu** mentionne aussi le responsable d'une de ces publications pour avoir constitué et dirigé un cercle de débats avant 1989 (Correspondance électronique avec Alin Teodorescu, 28 août-30 septembre 2008.)

²⁵⁰⁴ Chose soulignée par Sorin Antohi (le 26 mars 2008).

²⁵⁰⁵ 22, 92, 1991.

²⁵⁰⁶ Entretien avec Dan Pavel (le 20 juillet 2009).

propagande de l'ancien Comité central du PCR et par Nicu Ceausescu », selon un de ses anciens rédacteurs, Dan Pavel : « d'un côté, les quatre anciens membres de la nomenklatura [...] à la revue *Preuniversitaria*, d'autre côté les jeunes et les bien connus écrivains et publicistes Ioan Buduca, Radu G. Teposu, Radu Calin Cristea, Ioan [T.] Morar, Tudorel Urian, Catalin Tirlea²⁵⁰⁷, Aurelian Craiutu, etc. chez *Amfiteatru*, *Cuvintul* (antérieurement *Viata studentasca*) », au nombre de douze²⁵⁰⁸. Plusieurs rédacteurs et auteurs de la presse des jeunes communistes forment les deux nouvelles rédactions d'*Amfiteatru* et de *Cuvintul* (hebdomadaire qui paraît sous cet intitulé au 31 janvier). Un des rédacteurs d'*Amfiteatru*, Dan Pavel, est coopté dans la rédaction de 22, à l'initiative de **Stelian Tanase** qui l'avait rencontré « avant 1989, peut-être dans un cercle de discussion...²⁵⁰⁹ ». Les plus nombreux des jeunes « dissidents » ou tous, à une exception près²⁵¹⁰, selon le terme utilisé par un d'entre eux, Dan Pavel, seront des intellectuels constituant le pôle anticommuniste. Parmi les jeunes communistes publiant dans la presse on rencontre des futurs membres du GDS : **Alin Teodorescu** et Aurelian Craiutu. Parmi les collaborateurs du journal *Scinteia tineretului*, l'« Organe du Comité central de l'Union de la jeunesse communiste »²⁵¹¹ qui a aussi dans les années 1980 un supplément, hebdomadaire littéraire-artistique on compte l'ancien responsable de *Gazeta literara*, des anciens dirigeants de l'Union des écrivains, des écrivains proches du pouvoir mais surtout de jeunes écrivains, spécialistes de la culture (philosophes de formation) ou sociologues, qui se situent après 1989 dans le camp des intellectuels de l'« opposition civique » entrée en politique (Daniela Crasnar, Ileana Malancioiu, **Alin Teodorescu**).

Selon Stelian Tanase le fait qu'Alin Teodorescu publie dans *Scinteia* suit à des perquisitions répétées. Mais ce dernier note que : « J'ai été arrêté à plusieurs reprises, j'ai eu deux perquisitions, des installations d'écoute montées au domicile, etc. Les articles n'ont rien à voir avec la Securitate²⁵¹². »

Amfiteatru [Amphithéâtre] paraissait pour la première fois début 1966 portant le sous-titre « revue littéraire et artistique éditée par l'Union des Associations des étudiants communistes de la République socialiste Roumanie ». Dans le « Mot introductif » du premier numéro de janvier 1966 on lit qu'« *Amfiteatru* s'impose comme tâche d'honneur de refléter le profil de la jeunesse intellectuelle de notre époque, dédié corps et âme à son peuple et dont la soif de culture, l'aspiration vers la beauté, les riches ressources spirituelles ont comme ligne unique directoire de servir la cause du Parti communiste roumain [...] des grands élans créateurs, l'amour chaud pour la patrie socialiste, la confiance dans l'avancement de la

²⁵⁰⁷ Dès 2000, il dirige (en tant que rédacteur en chef) une revue concurrente, *Contemporanul. Ideea europeana*.

²⁵⁰⁸ 22, 10, 1990.

²⁵⁰⁹ Entretien avec Stelian Tanase (le 13 juillet 2009).

²⁵¹⁰ Catalin Tirlea.

²⁵¹¹ Sous-titre dès 1965. *Scinteia tineretului* est dirigé dans l'ordre chronologique par Mihnea Gheorghiu, Dumitru Popescu et Nicolae Dragos. Dumitru Popescu, directeur de *Scinteia* (entre 1956 et 1960), est successivement directeur de l'Agence nationale de presse AGERPRES, ministre adjoint de la culture, occupe des positions importantes dans le Comité central du PCR (dès 1969) et par la suite il est recteur de l'Académie « Stefan Gheorghiu », entre 1981 et 1989 (cf. V. Tismaneanu, D. Dobrinu, C. Vasile (éd.), *Raport final, op. cit.*, p. 801). Le journal a aussi un « supplément littéraire-artistique », hebdomadaire.

²⁵¹² Entretien avec Stelian Tanase (le 13 juillet 2009) ; correspondance électronique avec Alin Teodorescu (28 août-30 septembre 2008).

Roumanie vers les sommets de la civilisation et du progrès – voilà le fil rouge de notre activité, le point commun des seize pages²⁵¹³ ». Andrei Plesu (futur membre fondateur du GDS et premier ministre de la Culture de la période postcommuniste) avait fait son début dans cette revue en 1968. Au long des années 1980, le mensuel est dirigé par Stelian Motiu en tant que rédacteur en chef. Etant parmi les revues qui se trouvent « en danger » de disparition après 1989, en essayant de présenter brièvement l'histoire de leur publication, ses rédacteurs mettent en relief ce qui fait leur distinction avant 1989 : sous le titre « « La poésie et la comptabilité », le mensuel a fait publier des auteurs déjà consacrés ainsi que des auteurs débutants fin des années 1980 comme Marius Oprea. En 1990 le mensuel *Amfiteatru* « Revue de culture » est dirigé par Radu G. Teposu comme directeur et Radu Calin Cristea comme rédacteur en chef, devenu en 1990 correspondant de la Radio Free Europe. D'autres auteurs pour *Amfiteatru* sont des écrivains, des critiques littéraires et des journalistes: Nicolae Manolescu, Alexandru George, Emil Hurezeanu²⁵¹⁴, Cornel Nistorescu²⁵¹⁵.

Viata studentasca [La vie estudiantine] est la « revue des associations des étudiants communistes de la République socialiste roumaine » créée à Bucarest en 1956. Des collaborateurs de cette publication sont des écrivains, des critiques et des théoriciens littéraires : Tudor Vianu, Tudor Arghezi, Marin Sorescu et Romulus Rusan. Mais aussi des sociologues et des philosophes, diplômés des années 1970. La publication est dirigée par Stelian Motiu²⁵¹⁶, celui qui dirige un cénacle littéraire dont parlent deux des membres fondateurs du GDS (Stelian Tanase et Alin Teodorescu), le lieu de rencontre de ceux qui s'intéressent non seulement à la littérature mais aussi à la politique²⁵¹⁷. Dès le 25 décembre 1989, la revue change de titre, *Studentimea democrata*. Hebdomadaire des étudiants roumains, « titre provisoire » comme il est marqué à la première page. L'appartenance communiste est disparue. La publication paraît sous cet intitulé pendant un mois, jusqu'au 25 janvier 1990. Des textes publiés en janvier ont comme thème la révolution (Ioan Buduca, Ioan T. Morar) et Paul Cornea (père d'**Andrei Cornea**) est interviewé au sujet du système d'enseignement (le dernier numéro). Des anciens membres de la rédaction sont restés en place : Ioan Buduca²⁵¹⁸, Radu G. Teposu. Après la publication de six numéros, fin janvier, paraît l'hebdomadaire

²⁵¹³ I. Hangiu, *Presa romaneasca de la inceputuri pana in prezent. Dictionar cronologic 1790-2007*, vol. III (1945-1989), comunicare.ro, 2009, p. 338.

²⁵¹⁴ Juriste de formation, écrivain et rédacteur chez *Echinox*, Emil Hurezeanu a bénéficié (en 1982) d'une bourse d'études après l'obtention du Prix Herder par Ana Blandiana en 1981, qui renonça à cette bourse en la cédant à la rédaction d'*Echinox*. En 1983 il est devenu rédacteur de la RFE.

²⁵¹⁵ I. Hangiu, *Presa romaneasca*, op. cit., p. 155.

²⁵¹⁶ Voir aussi le texte de Vladimir Tismaneanu qui publie sur un site qui est mode de diffusion des prises de position des auteurs ou des journalistes du courant de l'anticommunisme. Vladimir Tismaneanu en réponse à une critique quant à ses publications dans la presse communiste que lui adresse un des anciens rédacteurs de *Viata studentasca*, Radu Calin Cristea : <http://www.contributors.ro/cultura/din-nou-despre-voluptatea-ticalosiei-cornel-nistorescu-radu-calin-cristea-si-lumea-lor/>

²⁵¹⁷ Alin Teodorescu mais aussi Stelian Tanase mentionne Mihai Sora et Ioan Buduca parmi ceux qui y participent (correspondance électronique avec Alin Teodorescu, septembre 2008 ; entretiens avec Stelian Tanase, juillet 2009 et août 2009).

²⁵¹⁸ Critique littéraire bien connu de la dite « génération [19]80 », Ioan Buduca est l'un des deux initiateurs de la « lettre des dix-huit intellectuels ».

Cuvintul [Le Mot], « Hebdomadaire d'attitude » comme continuateur de *Viata studenteasca*, se donnant comme programme « la tolérance vis-à-vis du mot d'autrui, le dévoilement de l'intolérance des autres ». La publication porte la signature d'Eugène Ionesco²⁵¹⁹. La rédaction est la même excepté Stelian Motiu²⁵²⁰ : Radu Teposu comme directeur mais dirigeant aussi le mensuel *Amfiteatru*, Ioan Buduca en tant que rédacteur en chef²⁵²¹ (publiant aussi dans *Amfiteatru*) et le rédacteur en chef d'*Amfiteatru*, Radu Calin Cristea. Un autre rédacteur d'*Amfiteatru* de la période communiste et de *Viata studenteasca*, Ioan T. Morar, est membre de la rédaction. Dans la publication sont publiés des collaborateurs de 22 dont certains sont des anciens collaborateurs de *Viata studenteasca* et d'autres sont des intellectuels de l'exil. En 1990, l'hebdomadaire *Cuvintul* et le mensuel *Amfiteatru*, nouvelle série de l'ancienne publication des étudiants communistes de Bucarest, se partagent les mêmes rédacteurs (des anciens périodiques de la jeunesse communiste) et des collaborateurs. Sont publiés des entretiens des plus jeunes avec des aînés le plus souvent paraissent au cours de l'année 1990 : Ioan Buduca avec Octavian Paler ; Radu G. Teposu avec Adrian Marino ; Mariana Marin avec Radu Tudoran ; Ioan Buduca avec Nicolae Manolescu ; Radu Calin Cristea (rédacteur en chef d'*Amfiteatru*) avec **Al. Paleologu** ; Radu Eugeniu Stan avec Eugen Barbu. Mais aussi des plus jeunes avec des intellectuels de l'exil : Ioan Buduca et Dan Pavel (rédacteur de 22) avec Monica Lovinescu et Virgil Ierunca ; Radu G. Teposu avec Paul Goma ; Ioan Buduca avec Vladimir Tismaneanu ; Ioan Buduca avec Radu Portocala. Dans les pages de *Cuvintul* on retrouve en 1990 un appel pour la constitution d'un « tribunal des écrivains » qui devraient portés en accusation des « acolytes de la dictature » de Ceausescu, tels Suzana Gidea, Mihai Dulea, Eugen Florescu. Des rédacteurs signent des « chroniques politiques ». Des hiérarques orthodoxes ainsi que des écrivains orthodoxes y publient aussi : Dumitru Staniloae et Dan Ciachir. Le roi Michel I est publié avec le discours tenu au Palais des congrès de Bruxelles en janvier 1990.

Le titre choisit, *Cuvintul*, renvoie à deux autres publications de l'entre-deux-guerres, le bimensuel et ensuite le mensuel qui est « l'organe du Ministère des cultes et des arts » du début des années 1920 mais aussi au quotidien politique et à son supplément littéraire et artistique dont le programme, défini par Nae Ionescu (en 1926), prévoyait la promotion de l'orthodoxie et la monarchie, journal qui en automne 1940 (moment de sa disparition) se présente comme « organe du mouvement légionnaire ». Ce titre est de nouveau adopté plus tard lorsqu'apparaît le projet d'une autre publication (hebdomadaire) plus ouverte aux cultures étrangères, créée à l'initiative de jeunes critiques littéraires et d'un ancien membre fondateur du GDS, **Sorin Antohi**, mais qui ne paraîtra que pour quelques mois au cours de l'année 2009.

²⁵¹⁹ *Cuvintul*, 28, 1990.

²⁵²⁰ Avant 1989, il organise le cénacle de Tei (voir le chapitre « sous le communisme »). Après on le retrouve comme rédacteur en chef adjoint du journal *Azi* (du Front du Salut national), mentionné ci-dessous.

²⁵²¹ Tudorel Urian, « Prophète dans la tristesse de la boëhem », *Romania literara*, 48, 2007 : « L'hebdomadaire d'attitude *Cuvintul* est en grande mesure sa création. »

22 milite pour les anciennes revues politisées, *Amfiteatru* et *Cuvintul* (l'ancien hebdomadaire *Viata studentasca*) et pour les nouvelles, celles dont les responsables sont des jeunes qui adoptent des attitudes similaires à celles des membres du GDS comme *Contrapunct*.

Lumea [Le Monde] est un « hebdomadaire de politique étrangère » éditée par l'Union des journalistes en novembre 1963 où des écrivains et des critiques littéraires publient aux côtés des universitaires (lettres, philosophie et histoire) et des chercheurs. La revue vient remplacer « l'édition roumaine de la publication soviétique – diffusée sur l'entier territoire du bloc des pays de l'Est – *Novoie Vremia* (en roumain : *Veac Nou*) », disparue en novembre 1961²⁵²². Son premier rédacteur en chef est George Ivascu (entre 1963 et 1966)²⁵²³, ancien et futur rédacteur en chef de *Contemporanul*, et plus tard, de *Romania literara*. Le 28 décembre 1989 paraît le premier numéro de cet « hebdomadaire indépendant de politique étrangère. Nouvelle série ». Le 4 janvier l'hebdomadaire reçoit le titre *Lumea azi* [Le monde aujourd'hui]. Parmi ses collaborateurs on compte des économistes (Ilie Serbanescu, pas encore universitaire, un des rares économistes à publier dans 22 depuis 1990), de nouveaux politiques ou anciens et nouveaux diplomates (Dumitru Mazilu, Sergiu Celac) mais aussi de futurs propriétaires des médias. Dumitru Mazilu et Sergiu Celac, mais aussi Radu Budeanu, lui aussi un des familiers du GDS dans les années 1990, et Ilie Serbanescu discutent des événements de décembre 1989 et du rôle des jeunes dans ces événements mais aussi de l'économie comme « un malade qui va nous cause de problèmes ». Sont publiés des extraits des discours de Nicolae Iorga et de Dimitriu Gusti. En 1993, la publication paraît sous l'intitulé *Lumea magazin*.

Avant 1989 des membres fondateurs du GDS ne publient pas dans des revues de Cluj (*Steaua*, *Tribuna*, *Echinox*). Après 1989, certains sont publiés publient dans une revue des « jeunes », *Echinox*, l'ancien périodique des étudiants communistes, avec des entretiens, et plus rarement encore dans *Tribuna* (**Mihai Sora** ; un rédacteur de 22, Bogdan Ghiu, avec des vers ; des collaborateurs de 22).

4. Nouvelles revues et 22

Seront présentés dans un premier temps des périodiques concurrents, qui sont l'œuvre des intellectuels imaginant une alternative au GDS et à sa tribune, édités et soutenus par des instances étatiques, par la suite des périodiques créés au tout début de 1990 qui se situent au même pôle que 22 dont certains sont dirigés par des membres du GDS, soutenus par l'Etat, et l'évolution des périodiques de l'Union des écrivains. L'apparition d'une alternative sinon d'une concurrente de la tribune du GDS, l'hebdomadaire *Observator cultural*, en 2000 est discutée à la fin de ce texte tout comme celle d'un mensuel qui réunit des intellectuels qui fréquentent les mêmes lieux de socialisation que des membres du GDS.

²⁵²² Anneli Ute Gabanyi, *Literatura si politica in Romania dupa 1945*, op. cit., p. 92.

²⁵²³ Voir *supra*.

Selon certaines notations, dans une des anciennes revues qui changera de nom après 1989, au cours de l'année 1990 paraissent « plus de mille et une revues²⁵²⁴ » culturelles. Les titres des nouvelles publications sont révélateurs des modes d'adaptation à l'après communisme : 22, tribune du GDS qui se veut représenter « l'esprit de la révolution » de décembre 1989²⁵²⁵ ; *Dilema. Saptamanal de tranzitie* [Le dilemme. Hebdomadaire de transition] fondé par **Andrei Plesu** ; *Contrapunct* [Contrepoint], publication de l'Union des écrivains et, par la suite, *Observator cultural* [Observatoire culturel], deux périodiques qui représentent la génération des plus jeunes intellectuels au début des années 1990, auteurs des années 1980 ; *Contrafort. Revista a tinerilor scriitori din Republica Moldova* [Contrefort. Revue des jeunes écrivains de la République Moldova] de Chisinau, etc. A deux exceptions près (*Criterion* et *Timpul*), toutes les nouvelles publications créées par des membres du GDS ou se situant au même pôle ne revendiquent aucune tradition. Sont rares les revues qui revendiquent leur affiliation à des revues fondées fin du XIX^e siècle ou, plus rarement, début du 20^e siècle ou dans l'entre-deux-guerres : *Criterion* ; *Literatorul* ; *Timpul* ; *Cultura* ; *Flacara*²⁵²⁶.

Hebdomadaire indépendant d'« analyse politique et d'actualité culturelle édité par le GDS », plus connu comme « la revue 22 », constitue une apparition inédite dans le champ des revues roumaines. Entre l'actualité politique, les thèmes culturels et le commentaire politique, voire le militantisme politique, il se singularise par son intérêt particulier à la politique, par la tendance à la spécialisation dans ce domaine manifeste chez nombre de ses collaborateurs, par un discours avisé sur des questions politiques. Ainsi que par la diffusion des discours et des informations au sujet des rencontres organisées par le GDS avec des politiques. 22 se distingue de toutes ces publications, et non seulement de celles qui réunissent des intellectuels qui refusent l'engagement manifeste ou des intellectuels qui récusent la politique comme sujet ou domaine de leurs intérêts, par le fait qu'elle exprime le GDS notamment en 1990, que ses collaborateurs sont souvent des membres du Groupe. Certains auteurs publiés ailleurs en 1990 paraissent dans 22 pour témoigner de leurs expériences, avec des textes non-littéraires et des textes, plus souvent qu'ailleurs, datés de l'après-1989²⁵²⁷.

Nouvelles publications concurrentes
Bucarest : *Literatorul* (1991-2000) ; *Cultura* (2003-2005 ; depuis 2005)

²⁵²⁴ *Calende*, 1, 1991, mentionné dans I. Hangiu, *Dictionarul presei literare romanesti*, op. cit., p. 133.

²⁵²⁵ Les révoltes ayant eu lieu dans certains des plus importantes villes de la Roumanie (notamment Timisoara et Bucarest) débouchent sur la fuite du dictateur Ceausescu, le 22 décembre 1989. Notons cependant que le premier choix ne sera pas 22 (voir deuxième partie).

²⁵²⁶ Revue fondée en 1948 d'après une revue soviétique, ayant comme « modèle [la publication] *Ogoniok* », revendique son affiliation à une revue parue avant la Première Guerre mondiale et se présente après 1989 dans la période récente à la suite de celle-là. Voir le site de la publication *Flacara* <http://revistaflacara.ro/category/dosar/> ; <http://revistaflacara.ro/about/> (consulté novembre 2011).

²⁵²⁷ Pour notre analyse de la tribune du GDS, l'hebdomadaire 22, voir deuxième partie.

Nouvelles publications du même pôle (des homologues de 22, représentants d'autres catégories de producteurs culturels mais d'une même génération que les plus jeunes membres fondateurs du GDS) :

Contrapunct [Contrepoint] (1990-2000)

Observator cultural [Observatoire culturel] de Bucarest (depuis 2000)

Nouvelles publications fondées ou dirigées par des membres du GDS²⁵²⁸ :

Criterion de Bucarest (mars-avril 1990)

Timpul [Le Temps] d'Iasi (depuis 1990)

Acum. Saptamanal al societatii civile [Maintenant. Hebdomadaire de la société civile] (1991)

Dilema [Le Dilemme] (1993-2003) et *Dilema veche* [L'ancien dilemme] (depuis 2004)

Idei in dialog [Idées en dialogue] (2004-2009)

Publication éditée par l'Union des écrivains :

Timpul [Le Temps] d'Iasi (depuis 1990)

Contrapunct (1990)

Memoria. Revista gandirii agresate (1990)

Des publications créées et soutenues par l'État (la Fondation culturelle roumaine, ensuite l'Institut culturel roumain ou le Ministère de la Culture) :

Nu (1990-1993)

Revue de Transylvanie (depuis 1991) / *Transylvanian Review* (depuis 1992)

Arc. Litere, arta & mestesuguri (1991-1998)

Lettre internationale (depuis 1992)

Dilema (1993-2003)

Cultura (2003-2005)

Des revues du même pôle à l'étranger :

Contrafort de Chisinau (depuis 1994)²⁵²⁹

Literatorul est la seule publication qui se veut explicitement concurrencer 22 exprimant des critiques quant aux prises de position du GDS et soutenant une autre vision politique. Le bimensuel, fondé en 1991, et ensuite le mensuel, est l'œuvre de l'initiateur d'un groupement qui se veut l'alternative au GDS, la Société de demain, dont nous parlerons plus loin. Cette publication se présente comme la « nouvelle série » de la « revue fondée en 1880 par Alexandru Macedonski ». Bien que le nom indique une revue littéraire, les textes publiés traitent aussi de la politique en relation avec la littérature et l'art. Le rédacteur en chef est Marin Sorescu, poète et dramaturge, débutant dans les années 1960 et travaillant dans la presse littéraire. Après 1989, ce nouveau périodique doit être considéré avec une revue plus spécialisée, *Caiete critice*, apparue en 1990 comme la « nouvelle série » d'une publication fondée en 1957 (dans lequel sont publiés des intellectuels communistes), reprise en 1968 comme supplément du mensuel, *Viata Romaneasca*, édité par l'Union des écrivains²⁵³⁰. Du premier collectif rédactionnel de la première publication *Caiete critice* fait partie **Mihai Sora**. Du collectif rédactionnel de la seconde série, qui est un supplément, font partie d'autres membres du GDS : **Alexandru Calinescu**, Livius Ciocarlie mais aussi Alexandru George et

²⁵²⁸ Pour les périodiques spécialisés, créés par des membres fondateurs du GDS, voir troisième partie.

²⁵²⁹ On pourrait inclure ici aussi une revue qui paraît aux États-Unis et où des membres du GDS publient après 1989. Mais *Agora* paraît depuis 1987. En plus *Agora* est une revue plus spécialisée. Pour des périodiques spécialisés nous en parlerons dans la troisième partie.

²⁵³⁰ *Caiet de poezie* est l'autre périodique créé en 1968 comme supplément de *Viata Romaneasca*. Celui-là paraît jusqu'en 1989.

Laurentiu Ulici. Parmi ses rédacteurs on compte aussi Eugen Simion. Remarquons que ce collectif réunit des auteurs, critiques littéraires surtout, appartenant à des courants et écoles littéraires différents et de régions différentes. En 1990 la nouvelle série *Caiete critice* est toujours éditée par *Viata Romaneasca*, périodique de l'Union des écrivains. Les responsables, Eugen Simion et Marin Sorescu, de ces deux publications, *Literatorul* et *Caiete critice*, font partie du groupement, pourtant éphémère, qui se veut l'alternative au GDS (la Société de demain)²⁵³¹, l'un comme l'autre sont nés dans les années 1930, tout comme un des plus notoires critiques littéraires de la période communiste, Nicolae Manolescu (sous sa tutelle avait fonctionné le Cénacle de Lundi à la Faculté des lettres de l'Université de Bucarest)²⁵³². A partir de 2007, *Caiete critice* paraît comme publication académique (mensuel), sous l'égide de l'Académie roumaine, mais éditée par la Fondation nationale pour science et art, structure créée, tout comme bien d'autres, afin de pouvoir attirer des fonds de provenance diverse, structure de la « société civile » ayant à sa tête Eugen Simion (président de l'Académie roumaine entre 1998 et 2006).

Les premières revues qui tendent à se situer à distance du GDS et de sa tribune sont de celles soutenues et dirigées par des écrivains et critiques littéraires qui sont responsables des institutions culturelles (la Fondation culturelle roumaine) ou d'une institution traditionnelle (l'Académie roumaine), des auteurs notoires de la période communiste qui se rapprochent du pouvoir en place à partir de décembre 1989. Ces intellectuels sont critiqués pour avoir obtenu leurs postes dans une période où des intellectuels du GDS (mais non pas tous) s'érigent en concurrents des politiques en place. Reste que dans ces publications sont publiés des intellectuels de l'exil qui sont des collaborateurs de 22 mais aussi certains membres fondateurs du GDS, intéressés à la littérature (**Stefan Augustin Doinas**, Livius Ciocarlie). En fait, il semble que les périodiques vont prendre de plus en plus leurs distances vis-à-vis du GDS sous la pression du GDS même qui ignore ou critique les responsables et certains rédacteurs de ces publications. Des publications concurrentes sont contraintes de se situer par rapport à la publication du GDS qui domine le champ intellectuel (dans les années 1990 surtout et par la suite, au moins durant la première moitié des années 2000).

Les revues se situant au même pôle que 22 sont dans un premier temps (*Nu*, *Contrapunct*, *Cuvintul*)²⁵³³ ou pour une longue période (*Dilema*) soutenues par l'État. Dans plusieurs cas, leurs collaborateurs ou leurs responsables sont des collaborateurs de 22. Elles partagent souvent les mêmes

²⁵³¹ Le critique littéraire Valeriu Cristea est le rédacteur en chef de la revue *Caiete critice* et fait partie du comité directoire, aux côtés d'Eugen Simion et de Marin Sorescu, de *Literatorul*. Valeriu Cristea (né en 1937) appartient à la même génération que ces deux derniers et partagent avec un autre, le critique et l'historien de l'art Razvan Theodorescu (né en 1939) une même expérience étant des exclus de l'université, au cours de leurs études, en 1959, lors des séances organisées par le parti et ayant comme but de démasquer les « éléments ennemis » du corps professoral. Valeriu Cristea participe lui aussi au groupement la Société de demain, présenté plus loin.

²⁵³² Rappelons qu'au sein du GDS dans sa composition initiale on ne compte qu'un auteur (philosophe logicien, chercheur et traducteur) qui est né dans les années 1930 (Sorin Vieru). Pour les trajectoires d'Eugen Simion et de Marin Sorescu voir chapitre suivant.

²⁵³³ Seul *Cuvintul* n'est pas un périodique nouveau.

collaborateurs mais elles bénéficient aussi de leurs propres collaborateurs. Certains membres du GDS commencent leurs propres projets dans la presse intellectuelle plus ou moins spécialisée. Les projets se rapprochent sous certains aspects de la presse intellectuelle du début des années 1990, à savoir 22, et de l'ancienne presse littéraire. Tous les projets ne réussissent pas. Un tel projet est le mensuel *Criterion*, qui ne paraît qu'en mars et en avril 1990 comme la nouvelle série de la « revue d'arts, de lettres et de philosophie », fondée par Mircea Eliade, Petru Comarnescu, Mircea Vulcanescu, C. Noica, I. Cantacuzino, Alexandru Cristian Tell, H. H. Stahl, édité par l'Association « le Nouveau Criterion ». Des textes des fondateurs de l'ancien *Criterion* sont republiés²⁵³⁴. On retient du collectif rédactionnel Liviu Antonesei (du dit « groupe d'Iasi ») et un des signataires de la « lettre des dix-huit intellectuels » (Gabriel Stanescu) qui est aussi son rédacteur en chef), parmi ses collaborateurs **Sorin Antohi** (du même « groupe d'Iasi ») et **Doina Cornea**²⁵³⁵.

Timpul [Le Temps] paraît à Iasi le 13 janvier 1990, une semaine avant le premier numéro de 22. Périodique plus spécialisé que 22, combinant présentations des livres et commentaires avisés des questions politiques ou questions qui attirent l'attention ou suscitent l'intérêt des intellectuels seuls, le mensuel regroupe des écrivains et des chercheurs du dit « groupe d'Iasi », anciens rédacteurs de *Dialog* et d'*Opinia studentasca*, deux périodiques de la presse communiste estudiantine, dont certains intègrent le GDS, **Dan Petrescu**, Liviu Antonesei, Liviu G. Cangeopol, mais aussi d'autres auteurs, de la même génération, qui se sont exilés, comme l'écrivain Dorin Tudoran. A ses débuts, périodique de l'Union des écrivains à ses débuts, *Timpul*, portant l'intitulé « revue de culture » en 2010 et « revue de culture contemporaine » depuis 2014, est édité par une association et par la suite une fondation pourtant le même intitulé, soutenu par un groupe éditorial mais aussi par la mairie de la ville d'Iasi (en 2010) ou par le Conseil départemental Iasi et le Ministère de la Culture (en 2015).

Au tout début de 1990, les jeunes écrivains, qui font leur entrée dans l'Union des écrivains à cette date, ont leur propre tribune. Le premier numéro de l'hebdomadaire, publication de la génération des écrivains des années '80, *Contrapunct* [Contrepoint]²⁵³⁶ paraît le 9 janvier (avant tout autre nouveau périodique culturel). *Contrapunct*, la plus proche de 22 parmi des périodiques littéraires, avec des prises de position similaires, est la plus récente publication éditée par l'Union des écrivains²⁵³⁷, créée au début de

²⁵³⁴ Mircea Eliade, Constantin Noica, Eugen Ionescu.

²⁵³⁵ D'autres collaborateurs du nouveau *Criterion*, périodique postcommuniste, vont publier dans 22.

²⁵³⁶ Une autre publication portant le même intitulé est parue pour une année et demie à Köln entre 1985 et 1986 dans un premier temps sous la direction d'Ion Ratiu (candidat aux présidentielles de 1990).

²⁵³⁷ Le 28 décembre, le Conseil de direction de l'Union des écrivains se réunit pour élire un comité provisoire à la tête duquel se trouve le poète Mircea Dinescu, mais aussi Ana Blandiana, Dan Desliu, Stefan Augustin Doinas, Domokos Geza, Octavian Paler, Eugen Simion, Stelian Tanase et Dan Haulica. La première mention de la revue *Contrapunct* dans le journal de Monica Lovinescu est datée du 16 janvier. Quelques jours plus tard, elle note : « *Contrapunct* – le journal des quatre-vingtistes – ne remplace pas *Luceafarul* qui paraît toujours avec une direction colégiale et du point de vue éthique déjà compromise. Aux côtés de Gabriela Adamesteanu, Fanus Neagu et... Ion Gheorghe » (Monica Lovinescu, *Jurnal 1990-1993*, op. cit., p. 33).

1990 à l'initiative du poète dissident **Mircea Dinescu**, le nouveau président de l'Union des écrivains²⁵³⁸. **Stelian Tanase** raconte qu'il a eu cette idée, qu'il fallait attribuer aux plus jeunes, ceux qui n'ont pas pu faire leur entrée à l'Union des écrivains durant les années 1980, une revue qui soit la leur²⁵³⁹. Selon Monica Lovinescu, la revue *Contrapunct* est « le cadeau révolutionnaire » que les « anciens », membres de l'Union des écrivains, ont fait aux « jeunes », plus précisément à la « génération [littéraire] '80 », faisant leur entrée dans l'Union après 1989²⁵⁴⁰. Tout comme des anciennes publications (de la presse communiste), le périodique, édité par l'Union des écrivains, des auteurs des années 1980 et des plus jeunes intellectuels des années 1990, paraît dans un premier temps sous la direction d'un collectif : Ion Bogdan Lefter, Simona Popescu, Adriana Bittel, Bedros Horasangian, Dan C. Mihailescu, Elena Stefoi, etc. La publication pourrait être considérées comme l'homologue littéraire de 22 à condition de retenir qu'il s'agit là d'une position créée au sein d'un espace qui doit beaucoup à l'histoire de la période communiste. Des membres du GDS sont publiés dans *Contrapunct*, ceux qui appartiennent à la même génération que des auteurs, écrivains qui se présentent comme la « génération [19]80 ». Plus rarement sont publiés ici des représentants d'autres générations ayant entretenu des relations avec des auteurs moins connus des années 1980 (**Al. Paleologu** et **Sorin Vieru**) ou des critiques littéraires ayant reçu leur consécration avant 1989 (Mircea Zăciu). Les conflits intergénérationnels au sein de l'Union des écrivains qui s'accroissent dans les années suivantes entre des aînés et les jeunes se traduisent dans la concurrence entre la plus prestigieuse et la plus connue des anciennes publications littéraires, *Romania literară*, et la récente publication qui est offerte aux jeunes auteurs des années 1980, *Contrapunct*²⁵⁴¹.

22 offre de l'espace à une nouvelle revue éditée par l'Union des écrivains, le mensuel *Memoria. Revista gândirii agresate* [Mémoire. Revue de la pensée agressée] qui paraît dès novembre 1990²⁵⁴². Le comité rédactionnel, constitué en 1990, inclut des anciens détenus politiques, des victimes du régime communiste (Stefan Augustin Doina, Alexandru Paleologu, Ion Negoitescu), comme des intellectuels qui ont adhéré ou fait partie du mouvement légionnaire (Petre Tutea, Ernest Bernea) mais aussi des exilés (Ion Vianu, qui s'exilé après avoir signé la lettre initiée par Paul Goma) et des écrivains dissidents (Ana Blandiana). Le premier qui s'est solidarisé avec Paul Goma en 1977²⁵⁴³, Ion Negoitescu signe la « chronique

²⁵³⁸ Elena Stefoi raconte que celui-ci « leur » avait attribué la tâche de faire cette revue comme continuateur de *Luceafărul*, chose que les quatre-vingtistes ont refusé et finalement il « a cédé difficilement, mais il a cédé ». Voir 22, 92, 1991.

²⁵³⁹ Entretien avec Stelian Tanase (le 13 juillet 2009).

²⁵⁴⁰ Monica Lovinescu, *Jurnal 1990-1993*, op. cit., p. 178.

²⁵⁴¹ Pour d'autres considérations, recueillies dans 22, sur cette revue, voir *infra*.

²⁵⁴² Son rédacteur en chef, Banu Radulescu (né en 1924, médecin et romancier, il est mort en 1998 à Berlin) a publié avant 1989 sept volumes (à partir de 1967).

²⁵⁴³ Ancien détenu politique, entré le PCR en 1968, après avoir publié son premier volume, refusé de publication et publié à l'étranger, Paul Goma adhère à la Charte 77 par une lettre diffusée par RFE. Ion Negoitescu, poète, prosateur et membre d'un groupement littéraire (Cercle littéraire de Sibiu), lui aussi ancien détenu politique, plus tard critique littéraire, et par la suite, Ion Vianu, écrivain et médecin psychiatre, fils de Tudor Vianu (critique littéraire, historien et théoricien de la littérature), sont les deux seuls appartenant aux milieux littéraires à affirmer leurs adhésions à la lettre de protestation de Paul Goma.

littéraire ». On reproduit un article de Mircea Eliade (« L'histoire se répète », paru dans *Vremea*²⁵⁴⁴ en 1935).

Deux des membres fondateurs du GDS ont pris l'initiative de créer des périodiques après avoir dû prendre leurs distances vis-à-vis du GDS. Deux hebdomadaires sont fondés par deux membres fondateurs qui semblent s'être heurtés ou avoir dû confronter de manière publique des critiques de la part de certains membres du GDS ou des intellectuels de l'exil. *Acum*. « Hebdomadaire de la société civile », créé par **Stelian Tanase**, ne paraît que durant l'année 1991, dédié à la discussion politique, se voulant plus spécialisé que 22. Si un hebdomadaire qui se veut traiter d'une manière plus spécifique de la politique ne survit que peu, le périodique *Dilema* construit autour de la notoriété d'une figure intellectuelle comme **Andrei Plesu** (à la fin de ses deux mandats comme ministre de la Culture) résiste et même rencontre du succès auprès d'un public large, contrairement aux avis de ceux qui se veulent des spécialistes des médias et du politique (**Alin Teodorescu** et **Stelian Tanase**). Mentionnons que le périodique *Acum* se présente lui aussi avec une autre figure intellectuelle notoire, **Alexandru Paleologu** (directeur du périodique). Fin 1992, **Stelian Tanase** fonde un autre périodique, le mensuel *Sfera politicii*. « Revue de sciences politiques », qui dans un premier temps de par son format ressemble plus à un hebdomadaire qu'à une publication spécialisée comme il se présente. Ce mensuel, fondé un mois avant la fondation de *Dilema*, se construit avec le soutien d'autres figures (plus scientifiques et de l'étranger) et avec la contribution des spécialistes consacrés ou en cours de consécration (des plus jeunes intellectuels des années 1990).

La publication bénéficiant de la figure tutélaire d'un des plus connus intellectuels rencontre un réel succès encore à présent étant une des plus connue sinon la plus connue revue culturelle. L'hebdomadaire *Dilema*, fondé à l'initiative d'un membre fondateur du GDS, est vu comme publication concurrente de 22 par certains membres du GDS et des intellectuels de l'exil. On reproche à cette publication le fait qu'elle a obtenu des fonds de la part de l'Etat par le biais de la Fondation culturelle roumaine (FCR) dont le responsable est critiqué par des intellectuels du pôle anticomuniste. La FCR, créée en 1990 comme structure dépendante financièrement du Ministère des Affaires étrangères (jusqu'en 2003), est dirigée par Augustin Buzura, celui qui dirige jusqu'en 2005, l'Institut culturel roumain (ICR) remplaçant la Fondation culturelle roumaine²⁵⁴⁵. Augustin Buzura est critiqué pour ses relations avec le pouvoir en place, mais surtout avec le président Ion Iliescu. *Dilema* [Le Dilemme] est un hebdomadaire fondé en 1993 par **Andrei Plesu**. Son fondateur est **Andrei Plesu**, membre fondateur du GDS²⁵⁴⁶. Entre 1990 et 1991, il est ministre

²⁵⁴⁴ Une des plus importantes publications de l'entre-deux-guerres, publiant des auteurs appartenant à des courants divers, tenants des idéologies différentes, des jeunes comme des auteurs consacrés, elle cesse de paraître à la fin de la seconde guerre mondiale (entre 1932 et 1938, Mircea Eliade publie environ deux centaines d'articles). Après 1989, un hebdomadaire portant le même titre et avec le sous-titre « petit journal de lutte nationale » est dirigé par Adrian Paunescu. La publication se rapproche par son contenu des revues nationalistes (à part Adrian Paunescu qui publie presque dans chaque numéro, des auteurs publiés par la publication sont Mihai Pelin et Ion Coja).

²⁵⁴⁵ Voir troisième partie.

²⁵⁴⁶ Né en 1948, Andrei Plesu a été disciple du philosophe Noica aux côtés de Gabriel Liiceanu dont il est proche.

de la culture dans le premier et le deuxième gouvernement postcommuniste dirigé par Petre Roman. Alors que deux de ses membres sont ministres du premier gouvernement postcommuniste²⁵⁴⁷, le GDS se place alors en opposition, critique le pouvoir en place. En 1994, Andrei Plesu fonde un institut d'études sur le modèle étatsunien des centres d'excellence, dont le financement provient pour une longue période exclusivement de l'étranger. En 1996, Andrei Plesu est ministre des affaires étrangères dans un autre gouvernement de la part du parti politique dirigé par le même Petre Roman.

La publication, dit son rédacteur en chef, Mircea Vasilescu, ne s'est proposé « aucune "ligne", ni politique ni culturelle [...] son seul "ennemi" a été l'homme sans dilemmes ». Les numéros sont thématiques, les sujets abordés sont d'intérêt général. Il s'agit sans aucun doute d'un journalisme d'attitude. C'est d'une critique sociale à travers la culture qu'il est question ici. Les mentalités semblent être le terrain ou surtout le terme le plus investi en traitant aussi bien de la culture que de la politique. En jugeant des pratiques sociales, de la vie sociale en général, on recourt à des catégories d'interprétation propres au jugement des historiens des mentalités ou des psycho-sociologues, en effet à un pseudo-savoir véhiculant des jugements de valeur. Des articles mettent dans des formes littéraires du savoir commun car souvent on recourt à des expériences de l'auteur pour juger des comportements, des institutions et des pratiques. La publication n'exclut pas cependant l'analyse politique. Avant d'intégrer le GDS, des membres du GDS (cooptés) sont des collaborateurs de *Dilema* : Horia-Roman Patapievic, Cristian Preda, Adrian Cioroianu, Sever Voinescu. Et d'ailleurs la rédaction de 22 se dispute avec *Dilema* leurs « collaborateurs fidèles ». Son orientation, à savoir le refus d'assumer une ligne, en politique comme en culture, « ni [...] ni [...] », telle qu'elle apparaît dans les représentations de ses responsables, est rendue possible par le fait d'avoir rassemblé d'intellectuels dont les parcours sont assez divers. Comme la publication ne veut pas se définir politiquement, c'est autour de la négation de toute orientation, en politique comme en culture, qu'elle se définit. Elle affiche un certain désintérêt quant à la politique pour ne pas s'attacher manifestement ou être attachée à une politique ou des politiques. En traitant de la culture dans le sens le plus large du terme, par l'adoption d'un ton moralisateur et de l'ironie, en faisant recourt au pamphlet, on échappe à des définitions politiques. Par rapport à *Dilema*, 22 apparaît encore plus militante, politisée et s'applique à la spécialisation. L'absence d'une ligne politique précise est aussi la prétention de son initiateur et premier responsable en dépit de ses prises de position explicitement politiques et manifestement au soutien d'un homme politique ou d'un autre selon les époques. Le rejet de toute orientation politique par *Dilema* semble être la variante littéraire du refus explicite d'une orientation politique par ceux qui traitent avec autorité du politique dans des revues spécialisées. Un des responsables de *Dilema* est un universitaire en lettres. Comme d'autres universitaires mais notamment des journalistes, Mircea Vasilescu, est collaborateur de Radio « Free Europe » et, pour un peu plus d'une année, rédacteur pour la maison de la FCR, l'éditeur de *Dilema*.

²⁵⁴⁷ Mihai Sora et Andrei Plesu.

En 1997, la publication fait paraître un supplément, *Vineri. Suplimentul de post (tranzitie)*. Contrairement à des opinions exprimées lors de ses premières parutions par certains membres fondateurs du GDS, qui ne croient pas au succès d'une publication créée autour d'une figure soit-elle notoire comme l'est **Andrei Plesu**, la publication semble obtenir le plus large succès du public parmi les publications littéraires et culturelles. Contrairement à l'hebdomadaire 22 qui payent ses collaborateurs qui sont membres du GDS d'une somme plutôt insignifiante et qui impose à ses membres de la rédaction, qui ne sont pas des figures notoires, des règles dont résultent souvent du travail non-payé que du travail payé, *Dilema* paye ses collaborateurs des sommes qui semblent satisfaire ces auteurs (interrogés). Anciens collaborateurs de *Dilema* évoquent les séances de la rédaction en opposition avec l'absence de telles rencontres chez 22. Ce n'est pas le cas de 22 où après avoir reçu les textes des collaborateurs le travail est fait par des membres de la rédaction²⁵⁴⁸. Jusqu'en 2003, l'hebdomadaire *Dilema* est édité par la FCR et ensuite par l'ICR (dont la création date de juillet 2003, remplaçant la FCR). « A cause de fréquentes essais de la direction (du moment) de l'Institut d'intervenir dans le contenu éditorial », l'équipe de rédaction quitte l'ICR et fonde, en régime privé, la revue *Dilema veche*. Le premier numéro de « l'ancien dilemme » date du 16 janvier 2004²⁵⁴⁹. Le périodique est dès lors édité par le groupe de presse dont le propriétaire est un homme d'affaires, ancien membre du Parti national libéral, ancien homme politique, de 1990 à 2003²⁵⁵⁰. En 2004, *Dilema* ajoute à son titre la précision « veche » [ancien], pour marquer sa continuité en dépit de la rupture d'avec son éditeur, l'ICR, lorsque cette institution se crée une autre publication, *Cultura*, qui est à sa création hebdomadaire édité par l'ICR (créé en juillet 2003), dirigé jusqu'au début de l'année 2005 par Augustin Buzura. Après cette date, le périodique *Cultura* est devenu la publication de la Fondation culturelle roumaine, association civique créée par Augustin Buzura.

En 2005, pour trois mois, **Andrei Plesu** occupe le poste de conseiller pour des problèmes des affaires étrangères auprès du président Traian Basescu (semble-t-il à la proposition de Mircea Dinescu, comme celui-ci le raconte). Après son retrait de ce poste, dans la période suivante, il s'est affirmé, tout comme son ancien ami **Gabriel Liiceanu** et plusieurs membres du GDS en imposant ainsi l'orientation politique du GDS au soutien du président Traian Basescu.

Arc. Litere, arte si mestesuguri [Arc. Lettres, arts et métiers] est la publication (avec périodicité trimestrielle) créée en 1991 par la FCR dirigé par Augustin Buzura. Avec une périodicité trimestrielle, elle ressemble à une revue scientifique, alors que ses couvertures le rapprochent d'un magazine. Elle paraît

²⁵⁴⁸ Entretien avec Rodica Palade (le 2 juin 2009).

²⁵⁴⁹ La preuve du succès du public de *Dilema* la constitue la création d'un mensuel, supplément plus commercial, à l'image d'un magazine littéraire : *Dilemateca*. Ses collaborateurs sont des critiques littéraires ou des arts, des essayistes, figures assez notoires. Qui se déclarent satisfaits de la rémunération (à comparer avec l'insatisfaction des collaborateurs plus récents de 22).

²⁵⁵⁰ De formation architecte, cadre universitaire avant 1989, Dinu Patriciu est parmi les leaders des jeunes libéraux en 1990. Il est présent dans les pages de 22. Il est un des plus connus hommes d'affaires (des affaires dans le domaine du pétrole, de l'immobilier et des banques) et de par son soutien donné aux partis politiques comme à des entreprises éditoriales et aux intellectuels.

jusqu'en 1997. Des membres du GDS publient **St. Augustin Doinas, Sorin Vieru et Andrei Plesu**. D'autres auteurs sont : Zoe Dumitrescu Busulenga, Gabriela Melinescu, Mircea Nedelciu, Z. Ornea (sur la création de la revue *Viata Romaneasca*), Alexandru Dutu (sur les « nationalistes et l'eupéanisme »), S. Damian.

La *Revue de Transylvanie* est une autre publication soutenue par l'État, éditée par le Centre d'études transylvaines, créé comme filiale de la FCR à Cluj. La publication, qui se propose de présenter « la Transylvanie sous tous ses aspects²⁵⁵¹ », se présente comme la nouvelle série de la *Revue de Transylvanie* de l'entre-deux-guerres, périodique d'un centre d'études sur la Transylvanie²⁵⁵² qui fonctionnait auprès de l'Université Cluj-Sibiu. Le périodique (trimestriel) qui paraît depuis 1991 sous l'ancien intitulé, en français, et depuis 1992 aussi l'intitulé en anglais, *Revue de Transylvanie / Transylvanian Review*, publie des textes en langues étrangères (surtout en français et en anglais, mais aussi en allemand ou en italien). Le Centre est dirigé par Liviu Maior, alors que celui-là est aussi ministre de l'Enseignement²⁵⁵³. Parmi ses collaborateurs, auteurs consacrés sous le communisme, on compte des écrivains et/ou spécialistes de la littérature et des historiens. Le périodique paraît jusqu'en 2003 sous l'égide de la FCR et par la suite de l'ICR. Mais à partir de 2007, le périodique change d'institution tutélaire et se présente sous son intitulé en anglais. *Transylvanian Review* est désormais publication de l'AR puisque son éditeur, le Centre d'études transylvaines est devenu structure de la filiale Cluj de l'AR.

En 1995 est créé le mensuel *Contrafort. Revista a tinerilor scriitori din Republica Moldova* [Contrefort. Revue des jeunes écrivains de la République Moldova] de Chisinau, édité par la Fondation culturelle roumaine conjointement avec la Société « Contrefort ». Son rédacteur en chef, Vitalie Ciobanu (né en 1964), est coopté lui aussi au GDS.

Idei in dialog [Idées en dialogue] est un périodique dirigé par Horia-Roman Patapievici en régime privé, créé en automne 2004, édité par l'Académie Catavencu²⁵⁵⁴. Il s'agit d'un mensuel créé par un auteur se présentant tantôt comme « écrivain » tantôt comme « philosophe », essayiste débutant au milieu des années 1990, de formation physicien. Le mensuel se présente comme revue « de la culture des idées²⁵⁵⁵ ». Une publication qui se rapproche d'une revue spécialisée, académique tout en gardant l'apparence et des traits d'une publication intellectuelle. La publication se situe entre la presse spécialisée, à visée scientifique, et la presse culturelle, plus généraliste ou plus politique. Ce sont aussi bien d'intellectuels (critiques

²⁵⁵¹ « Argumentum », *Revue de Transylvanie*, 1, 1991.

²⁵⁵² Dont la figure tutélaire est l'historien David Prodan, comme président d'honneur. Voir Katherine Verdery, *Compromis si rezistentă*, op. cit. L'auteur dédie son livre à l'historien David Prodan comme un de ceux qui « ont dit "NON" ».

²⁵⁵³ Selon Augustin Buzura qui dirige la FCR (émission télévisée, Realitatea TV, le 19 septembre 2013).

²⁵⁵⁴ L'Académie Catavencu appartient alors au groupe médiatique Realitatea-Catavencu détenu par l'homme d'affaire Sorin Ovidiu Vantu qui détenait aussi la chaîne de télévision Realitatea. Sorin Ovidiu Vantu est accusé et condamné dans plusieurs procès de corruption. *Academia Catavencu* est à ses origines le périodique créé par Mircea Dinescu, qui est le propriétaire d'un peu plus d'un tiers de cette affaire.

²⁵⁵⁵ Sur la deuxième des couvertures.

littéraires, universitaires ou chercheurs) qui traitent de la politique après 1989 sans avoir suivi une spécialisation dans les études politiques ainsi que de jeunes, chercheurs ou universitaires, spécialisés, plus ou moins connus, qui publient dans ce périodique. Le périodique est un des lieux de rencontre, des intellectuels notoires avec des auteurs qui les rapprochent pour se créer tout comme les premiers une renommée²⁵⁵⁶. Il offre plus de visibilité (étant donné son format et ses modes de diffusion, même lieux que la presse intellectuelle et littéraire) aux universitaires ou à des prétendants au statut d'intellectuel entretenant des relations étroites avec certains membres du GDS. La grande majorité des auteurs se situent dans la proximité des membres du GDS, fréquentant les mêmes institutions que des membres du GDS ou auxquelles s'attachent et promeuvent ces derniers. Ce par quoi ce périodique se rapproche d'un mode de recrutement des auteurs de 22. Le type de texte favorisé, caractéristique de cette publication, ni proprement scientifique ni politique (d'attitude proprement politique ce qui est le spécifique de 22) ni littéraire, est le commentaire d'un livre ou d'un auteur. La revue, plus proche de la presse scientifique, partage avec 22 aussi bien la définition des intérêts proprement intellectuels que les collaborateurs. Mais contrairement à 22, *Idei in dialog* ne discute pas des événements de l'actualité politique. Automne 2009, le mensuel disparaît lorsque le propriétaire de l'éditeur renonce à son édition laissant à la charge du directeur de la publication de trouver un financement.

Observator cultural [Observatoire culturel], publication soutenue par des fonds privés²⁵⁵⁷, prend la relève en 2000. Un des plus connus périodiques intellectuels, se situant du côté du pôle de l'anticommunisme, *Observator cultural* (OC) est l'hebdomadaire des jeunes littéraires des années 1980. S'imposant parmi les périodiques littéraires, il exprime le mieux les changements intervenus dans l'espace littéraire et artistique, alliant chronique littéraire et chronique politique. Il constitue le périodique le plus littéraire et le plus jeune parmi les périodiques intellectuels apparus après 1989. OC constitue l'alternative à 22 (surtout que les deux paraissent à Bucarest) et parfois aussi la concurrente de 22. Début des années 2000, le périodique se manifeste comme instance critique de certains membres du GDS, d'un cercle d'intellectuels qui sont vus comme dominants le champ intellectuel, influencé par l'ancienne « école de Paltinis », formé de ceux qui ont reçu l'influence du philosophe Constantin Noica et d'autres intellectuels s'affirmant récemment et se situant dans la proximité de ces derniers (Horia-Roman Patapievici). Elle évolue en instance critique du GDS, et plus précisément de ceux qui s'imposent au sein du GDS, depuis la seconde moitié des années 2000. *Observator cultural* paraît depuis février 2000 sous la direction d'Ion Bogdan Lefter.

Né en 1957 à Bucarest, Ion Bogdan Lefter s'est formé en langues modernes et a participé à deux cénacles de l'Université de Bucarest, le Cénacle de Lundi et Junimea. Il a fait son début dans la presse littéraire et ensuite son début éditorial en tant que

²⁵⁵⁶ Un autre lieu de rencontre entre des intellectuels notoires de la période postcommuniste et des plus jeunes auteurs, parfois encore en formation, ou impétrants des années 2000, encore que plus socialisant que celui-ci c'est le NEC.

²⁵⁵⁷ La Fondation culturelle « Cultura XXI », éditeur d'*Observator cultural*, est créée dans ce but.

poète (dans un volume collectif réunissant des auteurs peu connus se présentant comme membres de la génération '80²⁵⁵⁸). Une année après, en 1983, il signe un volume de poésie et publie de nouveau dans un volume collectif réunissant les mêmes auteurs (prose). En 1986, il se présente en critique littéraire, signant une étude sur Alexandru Ivasiuc. Quatre fois publié en volume, il est primé par l'Union des écrivains à deux reprises, chaque fois qu'il publie en tant qu'auteur unique. Tout comme d'autres diplômés (lettres ou philosophie) des années 1970 ou des années 1980, il aurait dû travailler comme enseignant dans une ville de province. Comme d'autres aussi, il avait essayé de se dérober à un travail qu'ils présentent tous (nos interlocuteurs) comme pénible surtout à cause de la distance qu'il faut parcourir, du temps qu'il faut passer sur la route. On apprend ainsi qu'il avait pu échapper à cette corvée²⁵⁵⁹ grâce au soutien que lui donne sa famille²⁵⁶⁰. Dans la période communiste, pendant ses études universitaires, il avait fait un séjour d'études en Angleterre.

Universitaire après 1989, Ion Bogdan Lefter enseigne à la Faculté de lettres de l'Université de Bucarest et se remarque après 1989 comme président de l'Association des écrivains professionnels de Roumanie (ASPRO), organisation qui se présente en la concurrente de l'Union des écrivains, dans un premier temps, et dispute la légitimité à cette dernière à représenter le monde littéraire mais revendique aussi, dans la période suivante, le patrimoine de l'Union des écrivains. Œuvre des plus jeunes intellectuels des années 1990, l'organisation parallèle et ensuite adversaire de l'Union des écrivains reçoit l'accord de certains auteurs appartenant à des générations anciennes consacrés sous le communisme comme celui du critique et de l'historien de la littérature, Adrian Marino, qui voit dans cette affiliation à cette nouvelle organisation une autre manière de donner expression à son « esprit libéral ». Si les conflits entre générations se transposent au niveau le plus structuré des instances littéraires quelques années après le changement de régime, les prétentions des jeunes sont déjà reconnues avec la création d'un espace d'expression à leur seul usage, l'hebdomadaire *Contrapunct*. Mais les conflits semblent continuer dans les années suivantes, dans la décennie suivante, à travers les deux instances de consécration : le plus reconnu périodique littéraire, *RL* et *OC*. Rédacteur en chef de la revue littéraire *Contrapunct*, Ion Bogdan Lefter est aussi journaliste et commentateur de la politique à la Radio Free Europe, correspondant de la section roumaine créée après 1989²⁵⁶¹. En mars 2005, apparemment suite à un débat vif autour du livre de H.-R. Patapievici, Ion Bogdan Lefter quitte la rédaction. Dans *OC* on publie des comptes-rendus contenant des attaques contre ce livre et contre son auteur (au cours de l'année 2004). Dans les pages de 22, son rédacteur en chef, Gabriela Adamesteanu, suggère la formation de deux pôles culturels différents. En mai 2004, Gabriela Adamesteanu quitte la rédaction de 22, qu'elle dirige depuis l'automne 1991. Certains collaborateurs d'*OC* lient cependant le départ d'Ion Bogdan Lefter aux problèmes financiers de la publication. Après le départ d'Ion

²⁵⁵⁸ Parmi les poètes auteurs de ce volume on compte deux des signataires de la « lettre des dix-huit intellectuels » : Mariana Marin et Bogdan Ghiu.

²⁵⁵⁹ A ce sujet nous en avons pu discuter non seulement avec des diplômés de sciences humaines mais aussi avec des représentants d'autres professions (une architecte, une mathématicienne).

²⁵⁶⁰ Mircea Zăciu, *Jurnal*, vol. 3, Bucarest, Albatros, 1996.

²⁵⁶¹ Entretien informel avec Liviu Tofan (le 29 juin 2014). D'autres membres du bureau de la RFE à Bucarest publient dans la « revue de sciences politiques », *Sfera politică*, au début des années 1990.

Bogdan Lefter, la direction est prise par celle qui était alors rédactrice en cheffe²⁵⁶². La publication est dirigée depuis mars 2005 par Carmen Musat, critique littéraire et universitaire, dont l'époux est George Musat, l'avocat de plusieurs membres du GDS, dirigeant une des plus notoires et des plus grands cabinets d'avocat, « Musat & les associés ».

Née en 1964, Carmen Musat est diplômée et, après 1989, universitaire de la Faculté des lettres de l'Université de Bucarest. Elle est l'auteure d'une anthologie du « roman de l'entre-deux-guerres », publiée en 1998 chez Humanitas, et d'un ouvrage sur le « roman roumain postmoderne » [1998], avant de signer en 2002 un autre ouvrage sur le postmodernisme dans la littérature roumaine publiée dans une collection dirigée par le critique littéraire Mircea Martin.

OC reflète la diversité du phénomène culturel roumain et en général : essais et commentaires sur les nouvelles publications (littérature, sciences humaines et essais politiques) et sur des événements de la scène politique (incluant arts, architecture et médias). L'hebdomadaire se présente comme une combinaison entre des informations de presse et des textes plus analytiques à la manière du *Magazine littéraire*. Il veut maintenir une relation entre culture, politique et médias. Il s'adresse à ceux qui s'intéressent à l'actualité dans la sphère culturelle. Le slogan de la revue est : « L'Esprit critique dans l'action ». La publication prétend soutenir les écrivains et les artistes qui se trouvent au début de leurs carrières. L'accent est mis sur la dimension culturelle de l'espace public. Le périodique offre un espace à ceux qui s'intéressent à l'art ou plus précisément à la littérature (jeunes auteurs de la dernière période communiste et des plus jeunes auteurs de la période postcommuniste) qui ne sont pas dans tous les cas des universitaires mais aussi à ceux qui s'intéressent à la politique. L'attention portée à l'actualité de l'espace artistique s'accompagne d'un intérêt pour l'actualité de l'espace des débats idéologiques permettant l'expression des points de vue différents. Sont exprimés dans cet espace des points de vue déjà connus ou des voix déjà consacrés, gardant ouvert cet espace pour l'expression des opinions qui ne trouvent pas leur place dans la presse intellectuelle militante (22 étant la tribune la plus prestigieuse), autrement dit des intellectuels qui s'intéressent à la politique sans se rallier à un groupement ou à des causes de l'espace politique, OC est l'espace de certaines confrontations et de diffusion des discours venant des lieux apparemment éloignés dans l'espace roumain des institutions à visée culturelle. Le type de texte proposé, se rapprochant de l'essai scientifique, correspond alors aux prétentions de créer un espace d'expression pour des points de vue divergents.

Début 1990, ce sont des collectifs qui dirigent ces instances de diffusion et de consécration. Progressivement à partir de 1992-1993, la presse intellectuelle se privatise. Les publications reçoivent encore moins de soutien de la part des institutions culturelles traditionnelles. Elles sont poussées voire contraintes à chercher des fonds, de l'État ou privés, par d'autres moyens (la création des fondations est accomplie dans ce but et même au sein de l'AR). Des revues littéraires indifféremment de leur éditeur (une institution étatique ou une organisation de la société civile) peuvent recevoir du financement aussi bien de

²⁵⁶² En août 2004, dans un article résumé de ce « scandale », selon ce terme, Carmen Musat se dit prise entre les deux camps (voir *Observator cultural*, 234, août 2004).

l'État que du domaine de l'économie ou de la société civile internationale. Le Ministère de la Culture (et des Cultes) par l'Administration du Fond culturel national accorde du financement à des revues littéraires tout comme aux maisons d'édition, à leur sollicitation, mais aussi à celles qui sont des publications spécialisées, telles les publications académiques (*Revue des études sud-est européennes* de l'Institut d'études sud-est européennes de l'AR, *Revista de filozofie* de l'Institut de philosophie mais aussi des publications d'histoire, d'ethnographie et de folklore, des arts, éditées par l'AR, sept au total).

En 2005, le Ministère accorde du financement, dans l'ordre décroissant de la somme accordée, à *Romania literara* (recevant la somme la plus importante, à peu près deux fois le double qu'obtiennent les autres publications ci-mentionnées), *Cuvantul* (de Bucarest), *Convorbiri literare* (d'Iasi), *Timpul* (d'Iasi), mais aussi *Vatra* (de Targu Mures), *Viata Romaneasca* (de Bucarest), *Luceafarul* (de Bucarest) et *Ramuri* (de Craiova).

Les publications en sciences sociales ne disposent pas d'un programme mis en place par l'État pour les soutenir. Une tendance à la spécialisation des publications littéraires ou culturelles dans les années 2000 mais surtout durant la seconde moitié des années 2000 (*Caiete critice*, *Vatra*, *Revue de Transylvanie / Transylvanian Review*), évolution vers une quête de scientificité qui doit être reliée aux nouvelles réglementations de l'activité académique. Les critères imposés à la carrière scientifique (aussi bien académique qu'universitaire) s'endurcissent vers la fin des années 2000 lorsque se pose (provisoirement cependant) aussi le problème de l'âge de retraite des scientifiques (chercheurs et universitaires).

Des intellectuels du GDS des plus notoires avant 1989, un s'investit dans le journalisme culturel en créant *Dilema* alors que dans le passé **Andrei Plesu** s'est remarqué devant d'autres catégories d'intellectuels par son activité médiatique avant 1989. D'ailleurs les deux plus connus auteurs, disciples de Noica, **Gabriel Liiceanu** et **Andrei Plesu**, se sont fait connaître et sont font remarquer en partageant leurs expériences dans leurs essais. Un écrivain notoire durant la période communiste, le poète dissident **Mircea Dinescu** qui renonce à la littérature jusqu'à la fin des années 2000, devenu homme d'affaire et figure intellectuelle médiatisée soit comme réalisateur d'émissions sur l'actualité politique ou intervenant dans telles émissions soit comme réalisateur d'émissions de télé-réalité. Parmi des affaires mise en place par **Mircea Dinescu** fonde des périodiques satiriques, en 1990 *Academia Catavencu* et en 2001, *Plai cu boi*. Doit être signalé l'investissement constant dans le journalisme politique et son attachement à 22, depuis 1990, d'un autre disciple de Noica, **Andrei Cornea**. Ne jouissant pas d'une notoriété comparable à ces derniers mais déjà auteur d'études dans sa spécialité, **Andrei Cornea**, chercheur en histoire de l'art avant 1989, ayant une double formation (lettres et philosophie), est un chercheur et plus tard un universitaire après 1989. Parmi les plus jeunes membres fondateurs du GDS (nés dans les années 1950) s'investissent le plus dans une activité journalistique ceux qui, ayant une formation en sciences humaines (psychosociologie et philosophie), sont aussi des écrivains (avant 1989) : Liviu Antonesei mais aussi **Stelian Tanase**. Des membres du GDS s'intéressent aux médias pour occuper l'espace médiatique mais aussi pour en faire leur spécialité et leur objet d'activité, mais ne se conçoivent pas en journalistes. Un seul s'est formé en

journaliste dans la seule institution offrant une telle formation, à savoir l'Académie « Stefan Gheorghiu » : le poète dissident **Mircea Dinescu**, le premier président de l'Union des écrivains de la période postcommuniste. L'investissement dans des entreprises éditoriales du secteur médiatique n'en manque pas parmi des intellectuels du GDS. Si certains membres du GDS, des sociologues formés sous le communisme s'intéressant aux médias pour en faire leur terrain en vue de connaître ou de « faire l'opinion » publique, à lire politique (**Pavel Campeanu, Calin Anastasiu, Alin Teodorescu**), d'autres sont des praticiens des médias (plus rarement, plutôt exceptionnellement, et de manière intermittente dans leur enseignement, ils vont traiter des médias) : Liviu Antonesei, **Stelian Tanase**, **Gabriel Liiceanu** et **Andrei Plesu**, Horia-Roman Patapievici.

B. L'Union des écrivains et le journalisme après 1989

Le désir de fonder des associations, des groupements est partagé par beaucoup d'intellectuels et d'autres producteurs culturels. Pour ces producteurs culturels ayant diverses formations, l'investissement du journalisme semble la stratégie la plus appropriée pour affirmer collectivement leur existence en tant que groupe doté d'un capital symbolique. Tous les groupements d'intellectuels, plus ou moins institutionnalisés, qui se constituent en 1990 se dotent d'une publication, hebdomadaire ou mensuel.

Les changements structuraux comme suite aux événements de décembre 1989 déclenchent une série de gestes et de stratégies qui ont comme objet le réajustement aux possibilités nouvelles qui s'ouvrent dans les divers champs de production culturelle et pour but de conserver ou mieux renforcer leurs positions dans le champ intellectuel. Le journalisme permet à ceux qui sont des écrivains et des essayistes consacrés dans la période communiste de maintenir le capital symbolique qu'ils ont accumulé. Pour eux il ne s'agit que d'une continuation de leurs activités d'avant. Pour les plus jeunes, ceux qui sont des prétendants au statut d'écrivain avant 1989 et pour ceux qui ambitionnent une carrière universitaire, il est le moyen le plus rapide de se faire voir à l'espace public et de tirer des profits de leur marginalité et/ou, plus rarement, de leur marginalisation d'avant 1989. Le renforcement des positions dans le champ intellectuel passe après 1989 sans aucun doute par l'investissement du journalisme. Investir le journalisme leur permet d'accumuler ou de renforcer leur capital symbolique. Le capital de notoriété qu'ils accumulent par l'investissement du journalisme leur permet de s'engager en prétendants politiques des années 1990, d'étendre leur pouvoir dans un champ spécifique mais aussi parfois de faire leur entrée dans le champ politique ou dans le champ médiatique.

1. L'Union des écrivains et le GDS

Gabriel Andreescu range le GDS entre l'Union des écrivains et l'Alliance civique. En traitant de la vision nationaliste dans les milieux intellectuels, Gabriel Andreescu suggère les continuations entre

l'Union des écrivains et le GDS mais aussi les ruptures d'avec l'institution « traditionnelle »²⁵⁶³. **Stelian Tanase** discute du GDS comme étant une « structure parallèle à l'Union des écrivains »²⁵⁶⁴. Mise en relation avec l'Union des écrivains, le GDS apparaît comme une institution plus adaptée aux nouveaux intérêts des intellectuels qui relèvent aussi bien des transformations des hiérarchies au sein du monde intellectuel que de la reconfiguration de l'espace public et de celui politique qui tend à correspondre dans une large mesure début des années 1990.

Le 28 décembre 1989, le Conseil de direction de l'Union des écrivains se réunit pour élire un nouvel comité provisoire étant donné le vide de pouvoir dû au dépôt du mandat détenu par le dernier président de l'Union, D. R. Popescu²⁵⁶⁵. De ce comité de direction ayant un mandat limité font partie des écrivains que le public connaît déjà de par leurs publications subversives et/ou de par leurs gestes de dissidence, leurs prises de parole contre la dictature, Ana Blandiana, Dan Desliu, **Mircea Dinescu** mais aussi Octavian Paler, Domokos Geza (un des vice-président entre 1984 et 1990), Eugen Simion, **Stelian Tanase** (membre fondateur du GDS, avant 1989, il avait publié un roman sans jouir du statut de membre de l'Union des écrivains), **Stefan Augustin Doinas**, Dan Haulica, ce dernier étant désigné comme responsable des relations avec l'étranger²⁵⁶⁶.

Le 12 janvier le Conseil de l'Union se réunit de nouveau pour recevoir de nouveaux membres dans le comité de direction élu provisoirement et de nouveaux membres au sein de l'Union²⁵⁶⁷. La séance est présidée par **Stefan Augustin Doinas**, ouverte par le discours prononcé par le président élu provisoirement, **Mircea Dinescu**. Vu que dans le comité de direction se retrouve aussi de ceux qui ne jouissent pas en 1989 de la reconnaissance de l'Union de leurs activités littéraires, on peut supposer que le comité est le résultat de plusieurs rencontres et des discussions successives qui ont lieu dans la période qui suit aux changements politiques de 1989, la démission de D. R. Popescu. Eugen Simion, chercheur à l'Académie roumaine et maître de conférences à l'Université de Bucarest en 1989, raconte qu'aux jours mêmes de la révolte populaire et juste après les événements de la fin décembre 1989, bien avant le 28 décembre, les écrivains se réunissent en grand nombre pour élire une nouvelle direction. Dans les témoignages on mentionne le 25 ou le 26 décembre pour cette première réunion²⁵⁶⁸ ou dans les textes publiés dans 22, lorsque des intellectuels qui ont participé à cette « première » réunion discute de la condition de l'écrivain ou du « destin

²⁵⁶³ Gabriel Andreescu, *Ruleta. Romani si maghiari*, op.cit., pp. 58-62.

²⁵⁶⁴ Entretien avec Stelian Tanase (le 13 juillet 2009).

²⁵⁶⁵ Ion Ianos, « L'Union des écrivains dans le système de la culture socialiste et le segment littéraire dans la transition roumaine », in Adrian Miroiu (éd.), *Institutii in tranzitie*, op. cit., p. 255. Sur l'élection de D. R. Popescu lors de la Conférence nationale des écrivains des 1-3 juillet 1981, voir Lucia Dragomir, *Une institution littéraire entre exigences artistiques et commande politique*, op. cit., notamment pp. 472-473.

²⁵⁶⁶ Domnita Stefanescu, *Cinci ani din istoria Romaniei*, op. cit., p. 39.

²⁵⁶⁷ Ion Ianos, « Uniunea Scriitorilor in sistemul culturii socialiste si segmentul literar in tranzitia romaneasca », in Adrian Miroiu (éd.), *Institutii in tranzitie*, op. cit., pp. 255-256.

²⁵⁶⁸ Dans d'autres textes (*ibid.*, p. 255) on parle seulement d'une réunion qui a lieu au cours « de la révolte populaire », des événements de décembre 1989. C'est pourquoi, on peut admettre que la première réunion a eu lieu au 25 ou au 26 décembre.

de la littérature²⁵⁶⁹ ». Stelian Tanase raconte qu'une première réunion, spontanée, a lieu le 25 décembre 1989, lorsqu'on décide que ceux dont l'entrée avait été bloquée deviennent des membres. Un des premiers rédacteurs de 22 raconte que c'est dans cet intervalle et lors de ces rencontres à l'Union des écrivains qu'il parlait avec **Gabriel Liiceanu** dans la perspective de la création d'une publication du GDS²⁵⁷⁰.

Selon des témoignages des intellectuels qui ne sont pas des membres du GDS, dans un premier temps, c'est George Macovescu qui sera appelé à occuper la fonction de président²⁵⁷¹. George Macovescu avait été le choix premier des écrivains lors de la dernière Conférence nationale, en 1981, devant D. R. Popescu bénéficiant de l'appui que lui procure sa position dans les structures politiques²⁵⁷². Selon Ion Ianos, George Macovescu²⁵⁷³, qui avait été pourtant lui aussi imposé à la tête de l'instance représentant des écrivains, lors des élections antérieures, en mai 1977, jouissait du soutien de nombre des écrivains du fait qu'il avait « pris des décisions plutôt favorables » aux écrivains²⁵⁷⁴. Ianos souligne dans notre entretien l'appui donné par George Macovescu aux écrivains dans la période communiste vu comme la raison du choix initial fait les jours de décembre 1989 par les écrivains. De ce choix « initial », de l'intention d'élire George Macovescu comme président, les jeunes écrivains, devenus membres de l'Union des écrivains en décembre 1989, ne s'en souviennent pas. Par contre Eugen Simion, initiateur du groupement alternatif au GDS, la « Société de demain », confirme l'histoire du choix initial des écrivains, mentionnée par Ion Ianos. George Macovescu²⁵⁷⁵, président de l'Union des écrivains entre 1977 et 1981, semble être des oubliés de l'après 1989²⁵⁷⁶.

²⁵⁶⁹ Notamment dans le numéro 11 (mars 1990) de 22, mais aussi dans les numéros 13, 14 (avril 1990).

²⁵⁷⁰ Dan Pavel à l'occasion de l'anniversaire de vingt ans depuis les événements de 1989 (le 14 décembre 2009).

²⁵⁷¹ Entretien avec Eugen Simion (Bucarest, le 16 juin 2009). Voir Ion Ianos, « Uniunea Scriitorilor in sistemul culturii socialiste si segmentul literar in tranzitia romaneasca », *op. cit.*

²⁵⁷² Lucia Dragomir, *Une institution littéraire entre exigences artistiques et commande politique*, *op. cit.*, p. 474: « La carrière de Dumitru Radu Popescu se double d'une carrière politique ».

²⁵⁷³ Il est professeur à l'Université de Bucarest. Cf. Adina Berciu-Draghicescu, *Istoria Universitatii din Bucuresti. Documente*, Éditions de l'Université de Bucarest, 2008, pp. 438 et 446. Primé pour son activité universitaire, il est le représentant du syndicat au sein de l'Université.

²⁵⁷⁴ Ion Ianos, « Uniunea Scriitorilor in sistemul culturii socialiste si segmentul literar in tranzitia romaneasca », in Adrian Miroiu (éd.), *Institutiile in tranzitie*, *op. cit.*, p. 253. Voir aussi Lucia Dragomir, *Une institution littéraire entre exigences artistiques et commande politique*, *op. cit.*, p. 465.

²⁵⁷⁵ Journaliste et membre (dès 1936) notoire du « PCdR, Parti communiste de Roumanie, section de l'Internationale communiste » ou du « PCR clandestin ». Pour une année, entre 1977 et 1978, George Macovescu avait été aussi le ministre des Affaires étrangères. Dans son journal il mentionne les « pressions [...] aussi de la part des écrivains et surtout de la part de la direction » politique qui ont été faites pour qu'il accepte cette responsabilité. Il avait occupé le poste de secrétaire d'Etat au Ministère de la Propagande (ensuite devenu des Renseignements) avant de s'investir dans une carrière diplomatique (dès 1947), mais en 1952, il sera exclu du corps diplomatique, jusqu'en 1959 lorsqu'il avait repris ses activités de rédacteur (en 1954) et enseigna à la Faculté des lettres de l'Université de Bucarest. En juillet 1959, il est revenu dans la diplomatie, comme ministre diplomate envoyé aux Etats-Unis et par la suite dans de hautes positions dans l'hierarchie diplomatique jusqu'au moment où il sera nommé ministre des Affaires étrangères.

²⁵⁷⁶ Seulement après sa mort (en 2002), dans la seconde partie des années 2000, après la publication de son journal, dans *Romania literara* [RL] on fait son portrait, en le présentant comme une « des rares exceptions [...], un communiste honnête ». Son activité et sa personnalité sont mises en parallèle avec celles de Dumitru Radu Popescu qui lui suit à la présidence de l'Union, après 1981 (Ion Simut, « Un communiste honnête », *Romania literara*, 36, 2007).

Des témoignages des participants à ces réunions, il ressort que sont vus comme légitimes pour prendre la relève sont des auteurs qui jouissent d'un capital moral dû à leur gestes ou à leurs prises de positions de la période qui précède le changement de régime notamment. Eugen Simion mentionne la prise de parole, les turbulences provoquées par les jeunes et parle du pouvoir de s'imposer des écrivains interdits ou des écrivains dissidents, tels la poétesse Ana Blandiana et le poète dissident, **Mircea Dinescu**. Ces deux seront aussi des écrivains des plus médiatisés les jours de décembre 1989.

Plusieurs témoignent de ce bouleversement des repères. On parle d'une « vie intellectuelle et académique [...] très agitée²⁵⁷⁷ » ou d'une « confusion sociale et politique²⁵⁷⁸ », d'« un climat de tension et extrêmement fluide²⁵⁷⁹ ». Des membres fondateurs du GDS et d'autres intellectuels, qui ont reçu leur consécration dans la période communiste, expriment leur croyance en l'existence d'un espace des possibles où tout est possible, « quand tout se construit²⁵⁸⁰ ». Il semble que beaucoup d'écrivains ont partagé des attentes qui ne sont pas les leurs seuls :

« Le revirement a été, pour la majorité de la population, y inclus les écrivains, un moment “auroral”, dont on attendait – avec naïve bonne volonté – une rapide guérison de l'organisme social, civique et professionnel. Les premiers mois de 1990 demeurent sous le signe de ces espérances. Les écrivains célèbrent ce qui a été essentiellement conquis, la liberté, sans compter encore les difficultés qui les guettent²⁵⁸¹. »

Tous les écrivains jusque-là interdits de publication se voient intégrés dans l'Union à l'occasion de la première réunion générale postcommuniste des écrivains qui a lieu en avril 1990. A part l'entrée de nouveaux membres²⁵⁸² et la conquête de nouveaux pouvoirs par ceux qui se présentent comme l'image de la révolte de décembre 1989, l'Union des écrivains est préoccupée à la récupération des intellectuels écrivains désormais reconnus à l'étranger, représentants de la culture roumaine de l'entre-deux-guerres. Si la reconnaissance de ceux qui y sont des plus connus écrivains dissidents ne fait pas défaut, les tensions entre les écrivains au sein de l'Union semblent avoir comme objet la reconnaissance donnée à ceux qui se trouvant en exil et ont participé à soutenir des écrivains autonomistes de Roumanie durant la période communiste.

La prolifération du qualificatif de « dissident » dans les présentations des intellectuels et notamment parmi les écrivains associée aux stratégies de repositionnement suscite des tensions entre des écrivains se trouvant en Roumanie, mais aussi entre ces derniers et leurs pairs se trouvant en exil. On décerne le titre de

²⁵⁷⁷ Tatiana (Panzaru) Disparte, « Message de l'autre côté de l'Océan » [notre traduction], Alexandru Florian (éd.), *Radu Florian – Evocari*, Bucarest, Tritonic, 2005, p. 10.

²⁵⁷⁸ Ileana Ioanid, *In cautarea omului pierdut*, op. cit., p. 281. Mais aussi, bien qu'en utilisant d'autres termes, Rodica Palade dans son journal daté du début janvier 1990 et dont des extraits seront publiés par la suite dans 22.

²⁵⁷⁹ Dionisie Petcu dans Alexandru Florian (éd.), *Radu Florian – Evocari*, op. cit., p. 69.

²⁵⁸⁰ Monica Lovinescu, *Jurnal 1990-1993*, op. cit., p. 15.

²⁵⁸¹ Ion Ianos, « L'Union des écrivains dans le système de la culture socialiste et le segment littéraire dans la transition roumaine », in Adrian Miroiu (éd.), *Institutiile in tranzitie*, op. cit., p. 256.

²⁵⁸² Sur la reconnaissance des activités littéraires comme « profession d'écrivain » dans les documents de l'Union des écrivains (*ibid.*, pp. 250-252).

membres d'honneur de l'Union à Eugène Ionesco, à Emil Cioran mais aussi à Monica Lovinescu et à Virgil Ierunca qui auraient déclaré à cette occasion que :

« L'implication de l'écrivain, du philosophe, de l'artiste dans la cité fait partie nécessairement du miracle de débarquement du totalitarisme en Europe centrale et de l'Est²⁵⁸³. »

En introduction d'une lettre que Gabriela Adamesteanu adresse à Paul Goma, sa réponse aux critiques de l'écrivain-dissident concernant l'oubli de ses mérites et des injustices subis sous le communisme :

« Bien sûr, Paul Goma ne sait pas dans quelle tension, fatigue et hâte on travaille à l'heure actuelle à l'Union des écrivains – comme d'ailleurs en Roumanie entière, ainsi les déficiences sont presque inévitables : déficiences parce que je considère que je suis responsable en égale mesure comme membre dans la direction provisoire de l'Union des écrivains²⁵⁸⁴. »

En 1991, l'Union des écrivains accorde ses prix à des écrivains de l'exil, des plus notoires et proches du GDS (Monica Lovinescu, Virgil Ierunca, Sorin Alexandrescu, Dorin Tudoran), à des écrivains qui se sont exilés durant les deux dernières décennies mais aussi à d'autres ouvrages remarquables pour leur sens politique explicite. Les premiers reçoivent les prix « honorifiques pour l'entière activité ». Paul Goma et Dumitru Tepeneag sont primés pour leurs romans publiés à l'étranger dans les années 1970, Gelu Ionescu est primé pour son ouvrage de critique littéraire refusé de publication dans les années 1981 et publié (nouvelle version) par la suite à l'étranger (en 1989). Tous ces trois volumes sont parus en roumain en 1991. Petre Stoica et Liviu Ioan Stoiciu comme jeunes « auteurs de deux volumes [de poésie] intéressants surtout pour leur formule artistique et, dans le même temps, engagés dans la dispute politique, sociale ». Sont aussi primés des ouvrages d'un journaliste et d'un écrivain qui sont des ouvrages de non-fiction²⁵⁸⁵ intéressant le GDS²⁵⁸⁶.

Les intellectuels de l'exil s'intéressent de près à l'Union des écrivains après 1989. Mais dans 22 des membres du GDS traitent plus de l'Académie roumaine où ils n'occupent que rarement des postes de direction ou que certains (jeunes et moins jeunes) ont quitté pour l'université ou pour de nouvelles institutions (dont de nouveaux lieux de la recherche). Des membres fondateurs du Groupe qui sont écrivains, consacrés avant 1989, ne se manifestent en tant que tels, signant de nouveaux romans, qu'à partir du milieu des années 2000. Leurs nouveaux investissements s'affirment à distance de leur ancien attachement à l'Union des écrivains.

²⁵⁸³ *Cuvantul*, 13, 1990.

²⁵⁸⁴ 22, 13, avril 1990.

²⁵⁸⁵ Classés dans la catégorie « publicistica », catégorie qui inclut des écrits journalistiques d'avant 1989, articles publiés par des critiques littéraires, donc de la critique littéraire, mais la catégorie peut aussi bien être employée lorsqu'il s'agit d'articles de presse publiés par d'autres représentants des disciplines de sciences humaines après 1989, qui est le type de texte qu'on voit bien souvent chez des écrivains surtout après 1989 et chez des intellectuels du GDS.

²⁵⁸⁶ Est primé en 1991 Mircea Ciobanu (poète, prosateur, traducteur et rédacteur) pour ses volumes d'entretiens avec le roi Michel I, publiés chez Humanitas en 1991 et en 1992. Des fragments de ses volumes d'entretiens sont publiés dans 22, 133, 1992. Mais aussi Ion Ioanid, ancien détenu qui s'est exilé fin des années 1960 et journaliste chez Radio Free Europe, pour ses deux volumes de mémoires où il est décrit la vie des détenus politiques du temps du communisme.

Des écrivains du GDS et d'autres encore cherchent et sont souvent publiés aussi à l'étranger avec le soutien d'une nouvelle institution créée en 1990 qui se voulait renouer avec une tradition de l'entre-deux-guerres. La Fondation culturelle roumaine (FCR), institution créée dans le but de promouvoir la culture roumaine à l'étranger, se veut raviver dans la perception de certains intellectuels et se situer dans la continuation des Fondations royales créées en 1933. Même si l'institution est créée en avril 1990 dans le but de diffuser et promouvoir la culture à l'étranger, la Fondation culturelle roumaine (FCR) est aussi le canal de diffusion des écrivains de l'exil en Roumanie et, chose encore plus importante, en se créant des lieux de diffusion de la production culturelle en Roumanie : publications (dont surtout *Dilema*) et sa propre maison d'édition. Dans les conditions de la libéralisation économique en progression du secteur éditorial et des difficultés financières auxquelles se confrontent les publications culturelles, la FCR, seule nouvelle institution créée en 1990 où peuvent s'installer des écrivains et des critiques littéraires, est cause et enjeu des luttes de concurrence permanentes dans les milieux intellectuels et non seulement littéraires. La FCR est créée et fonctionne selon le modèle suédois – telle qu'elle est présentée par son responsable, l'écrivain Augustin Buzura – et se donne comme but de changer l'image de la Roumanie à l'étranger par la promotion de la culture. De fait, la FCR contribue aussi à la promotion de la culture à l'intérieur de la Roumanie par le biais de sa maison d'édition et par certaines publications qu'elle soutient financièrement. La Fondation culturelle roumaine est structure du Ministère des Affaires étrangères, dépendante du budget que lui alloue ce ministère, entre 1990 et 2003. En 2003, durant le troisième mandat du président Ion Iliescu, la FCR est devenue l'Institut culturel roumain (ICR), mis sous la tutelle de l'administration présidentielle. En procédant à ce renforcement de la position de cette institution, celui qui est son responsable bénéficie du soutien d'Ion Iliescu, comme il le témoigne. Augustin Buzura justifie ce transfert par le risque permanent, continu en partant de 1990 à perdre son financement à cause de sa dépendance vis-à-vis du Ministère des affaires étrangères²⁵⁸⁷.

2. De la presse littéraire à la presse d'attitude (dans 22)

La description des « problèmes » du marché du livre et de l'essor de la presse écrite après 1989 qui aurait tendance à diminuer les chances pour la publication des auteurs roumains de littérature²⁵⁸⁸, l'emprise du politique sur l'activité de l'écrivain, les possibilités d'adaptation à la logique économique d'une production littéraire issue d'un cadre préétabli par la censure, etc. sont des sujets de réflexion des

²⁵⁸⁷ Augustin Buzura dans une émission télévisée, le 20 septembre 2013.

²⁵⁸⁸ Gabriela Adamesteanu, « De retour à la littérature », 22, 11, mars 1990, p. 5. Elle est écrivaine, ayant obtenu sa consécration avant 1989, rédacteur en chef de 22 entre septembre 1991 et mai 2004. Son retour à la littérature ne se produit qu'après son départ de 22. Entretien informel avec Gabriela Adamesteanu (le 27 février 2007).

intellectuels après 1989²⁵⁸⁹. D'une part, les éditions subventionnées par l'Etat restent « dans le cadre bien connu d'avant », d'autre part, les éditions privées sont dominées par « le spectre de la littérature de consommation ». Les difficultés se trouvent aussi du côté du travail de l'écrivain, ainsi l'absence de la censure, et donc le renoncement aux techniques mises en œuvre pour détourner le contrôle idéologique²⁵⁹⁰, fait que l'ancien style – les allusions, les métaphores, la métonymie – soit périmé et donc demandant des efforts d'adaptation de l'écriture, ce qui n'est pas considéré comme évident. Le rythme des événements, les phénomènes politiques qui demandent d'être compris, expliqués font que les écrivains aménagent leur métier premier avec le « devoir » de s'intéresser au politique. Le regard désenchanté à la politique appartient à celui qui assume l'investissement du journalisme sur l'impératif de l'urgence, l'imprévu du contexte supporte l'improvisation mais sur la base d'un capital de notoriété et dans certains cas, d'une expérience dans des activités proches du journalisme (rédacteurs pour les maisons d'éditions de la période communiste) ou même dans le journalisme. Aux difficultés ressenties par les producteurs culturels, écrivains dans la plupart des cas, demandant l'adaptation des pratiques discursives à une nouvelle logique de réceptivité, il s'ajoute les questions concernant la valeur d'une littérature qui confrontée aux règles de la censure confortait l'idée de la littérature comme instrument d'opposition à « une culture dirigée officiellement d'en haut²⁵⁹¹ ». La littérature revendiquée et représentée en tant qu'instrument de conquête de l'autonomie par rapport à la politique conférerait à ses auteurs, à leur statut de créateur « une dimension plurale – éthique et politique²⁵⁹² ». Devant un changement de statut, de la perte de l'aura par l'écrivain et des avantages matériels comme symboliques qui y résultaient, devant l'envahissement du politique dans l'activité de l'écrivain, les stratégies d'adaptation de la production culturelle à la logique économique suppose une réflexion sur les préférences des publics :

« aucun livre n'a pas de place dans les typographies, à cause de l'effervescence des journaux à but économique et que jusqu'à la vraie concurrence éditoriale, avec ou sans les intellocrates, nous avons encore à attendre [...] le monde désirera deux choses simultanément : comprendre (c'est-à-dire se souvenir) et oublier (c'est-à-dire guérir complètement). Le traitement littéraire sera efficace seulement dans le second cas. Pour le premier il y est associé l'histoire, la sociologie, la politologie, le « grand » journalisme. Il y aura une grande appétence pour les témoignages, le document non-commenté, les statistiques, les photos, les mémoires, les enquêtes [...] La littérature [...] sera dans une moindre mesure utile pour combler ces attentes [...] elle devra servir non, comme hier, les demandes mais la consommation [...] Les traductions vont arrivées, elles envahiront les lecteurs en changeant complètement l'eau dans

²⁵⁸⁹ Dan C. Mihăilescu, « La loi du marché, non ? », 22, 11, mars 1990. Sur la fonction de la censure dans l'apparition d'une « production culturelle en contradiction apparente avec la ligne officielle » ou des notoriétés dans l'espace intellectuel, voir Daniel Barbu, *Republica absentă*, op. cit., pp. 47-54.

²⁵⁹⁰ Gisèle Sapiro, « Pour une approche sociologique des relations entre littérature et idéologie », art. cit.

²⁵⁹¹ Ștefan Augustin Doinas, « Des jours difficiles nous attendent », 22, 11, p. 4.

²⁵⁹² *Ibid.*

l'aquarium, la littérature de la diaspora sera récupérée, ce qui changera les hiérarchies [...] La littérature, notre paradis artificiel par lequel on a traversé tant de saisons d'enfer, sera en état de submersion²⁵⁹³. »

La libéralisation des prix, le difficile passage du domaine de la culture au système de l'économie de marché et le faible soutien étatique que reçoit le domaine de la culture (le montant de 0,33% en 1991) avec ses effets dont la suspension des publications de l'Union des écrivains, sont des sujets réunis sous des titres comme « la presse en danger ! », « le sort du livre » ou « la culture roumaine dans l'impasse²⁵⁹⁴ ». L'État reste encore propriétaire du plus grand nombre d'institutions culturelles comme les maisons d'édition et lorsqu'elles procèdent à la privatisation auront ont des difficultés à résister dans les conditions d'une libéralisation économique²⁵⁹⁵. Les difficultés qui sont au fondement de ce débat sur la « crise de la culture » qui se déclenche du côté de la presse « indépendante » accentuent les oppositions dans le champ intellectuel. Des problèmes économiques auxquels se confronte la presse dans le contexte plus général de la transition vers l'économie du marché sont interprétés selon les clivages politiques. L'enjeu que constitue « la crise de la culture » consiste finalement à souligner le partage, qu'opèrent les intellectuels, entre une presse proche du pouvoir et leur propre position, la presse « indépendante ». Les intellectuels sont amenés à voir dans les contraintes économiques qui pèsent sur le secteur culturel les conséquences de leur rapport d'opposition au pouvoir. C'est le pouvoir en place que les intellectuels visent dans leurs appels et dans leurs critiques quant à la situation de la presse « indépendante ». La « crise de la culture » ne pourrait pas être comprise qu'en faisant recours à l'analyse du régime postcommunisme qui englobe des considérations sur les effets de la privatisation dans le cas roumain :

« Par la privatisation l'Etat apporte des avantages *immédiatement, explicitement et directement* à un nombre restreint de personnes par rapport au grand nombre de citoyens auxquels sont promis de *futures* bénéfices *implicites et indirects*. S'il est probable que ce transfert de propriété se montrera un jour profitable du point de vue économique, il est sûr en échange qu'à présent [au moment où il est enclenché] la privatisation se manifeste comme une injustice politique. Parce qu'à titre de projet politique mis en œuvre par la main *visible* de l'Etat et non celle invisible du marché, la projection économique du capitalisme roumain est inséparable d'une dimension éthique²⁵⁹⁶. »

Le processus de libéralisation économique déclenché à partir de 1990 parfois d'une manière chaotique et cela aussi dans le secteur culturel – avec la libéralisation des imprimeries²⁵⁹⁷ dans une première étape – fait que les institutions culturelles étant incapables de s'adapter à l'économie de marché et donc de

²⁵⁹³ Dan C. Mihailescu, « Le loi du marché, non ? », 22, 11, p. 4. L'auteur de cet article, né en 1953, est chercheur à l'Institut d'histoire et de théorie littéraire depuis 1980 et a fait son début éditorial aux éditions de l'Union des écrivains, volume recevant le prix de l'Union des écrivains pour début. Devenu membre de l'Union des écrivains en 1990, il est un des plus connus critiques littéraires et traducteur. Il a publié un ouvrage en trois volumes sur la littérature dans le postcommunisme [Polirom, Iasi, 2004, 2006 et 2007] et traduit les pièces de théâtre d'Eugène Ionesco [Univers, Bucarest, 1994-1998].

²⁵⁹⁴ 22, 55, p. 12 ; 22, 92, 1991, p. 1 ; 22, 101, 1992, pp. 1 et 11.

²⁵⁹⁵ Voir troisième partie.

²⁵⁹⁶ Voir Daniel Barbu, *Republica absenta*, op. cit.

²⁵⁹⁷ Vers la fin de l'année 1990 les imprimeries se trouvent encore sous la direction du Ministère de la culture mais dès 1991 certaines (une minorité) resteront comme des institutions autonomes toujours sous la tutelle du ministère, d'autres deviendront des sociétés commerciales et la plupart seront vendus sur licitation (Andrei Plesu in 22, 48, 1990, pp. 8-9).

fonctionner d'une manière à pouvoir attirer de profits économiques essaient par les agents qui les occupent, qui tirent toute leur légitimité de leur existence, à se faire procurer le soutien financier de l'Etat en usant de leurs relations dans le champ politique dans une situation qui exige le retrait du soutien de l'Etat et de son intervention afin de « (re) susciter le “capitalisme”²⁵⁹⁸ ».

En essayant de se procurer les moyens pour résister à l'emprise de l'économique un débat sur la légitimité de représenter la « culture authentique » ou l'« art authentique » se déclenche. Le Ministère de la culture est dirigé par **Andrei Plesu** (entre 28 décembre et 28 juin et puis jusqu'au 16 octobre 1991) qui entend protéger la « culture authentique », c'est-à-dire la production culturelle destinée à un public avisé, « avec férocité » :

« les maisons d'édition qui publient des livres « non-vendables » (les Editions Minerva qui produit de la critique et de l'histoire littéraire, des monographies critiques, les Editions scientifiques et encyclopédiques, puis même les Editions Meridiane qui sortent des albums d'arts chers) seront subventionnées de manière continue par le gouvernement²⁵⁹⁹. »

Leur légitimité à représenter la « culture authentique » s'accompagne après 1989 d'une autre revendication vécue comme une demande sociale et donc en liaison avec leur interprétation des enjeux de l'actualité, à savoir le travail d'éducation que les intellectuels sont appelés à pratiquer. Leurs produits culturels comme leur travail d'importation sont présentés comme des pratiques destinées à un public large tout en relevant de la catégorie de la « culture authentique » destinée à l'instruction :

« La libéralisation des prix est entrée en fonction. Comme le “marché libre”, plutôt une formule rhétorique [...] L'Etat reste le grand propriétaire, les offres sont uniques et les contre-offres manquent complètement. Et alors ? Alors les prix augmentent d'une manière arbitraire [...] Et qui paye la note ? En général, le petit contributeur, ce citoyen, **civis-civis** [...] Et on peut ajouter, la CULTURE. L'augmentation des prix d'une façon arbitraire, les sollicitations spéculatives ou l'annulation des subventions peuvent avoir – elles ont déjà ! – des effets désastreux. L'imposition du prix par les actuels producteurs de papier, l'avidité des typographes de s'enrichir du jour au lendemain évacueront le **livre** de l'intérêt immédiat du citoyen [...] Qui perd ? Nous perdons tous. Nous remplaçons la censure idéologique avec une autre économique. Le papier adjudgé sur licitation sera une mesure profitable aux plus “puissants”. Les sous-produits de scandale et de sensation, qui, quoiqu'on y fasse, se vendent mieux, domineront le marché. Et alors on renoncera au livre de littérature, aux classiques, aux livres technico-scientifiques, aux albums d'art ? Ils deviendront des produits **chers**. Mais sommes-nous, peuple et culture, prêts à considérer tous ces produits comme un **lux**e seulement pour des moments destinés aux plaisirs personnels ou elles sont une nécessité ? Nous voulons former de nouvelles générations de travailleurs et d'intellectuels, paysans et étudiants pour s'adapter au monde moderne. Nous pouvons le faire par l'instruction et l'accès à la culture [...] Les ateliers où ils travaillaient seront vendus sur licitation comme espaces commerciaux. Cela n'est pas une mesure hasardeuse ? Ce n'était pas possible qu'on y excepte ces lieux ? La culture doit être protégée par un système bien établi. Nulle part dans le monde la culture ne s'était pas autofinancer d'une manière économique stricte et directe. Mais ces grands profits sont indiscutables même si souvent ils ne sont pas directement visibles²⁶⁰⁰. »

²⁵⁹⁸ Daniel Barbu, *Republica absentă*, op. cit., p. 216.

²⁵⁹⁹ 22, 48, 1990, p. 9.

²⁶⁰⁰ Bedros Horasangian, « La culture en danger », 22, 45, novembre 1990 (souligné dans le texte).

L'article de **Mircea Dinescu**, président de l'Union des écrivains, intitulé « Les secondes ténèbres de la culture roumaine », paraît dans 22 aux côtés d'un « Communiqué à la défense de la culture roumaine », signé par l'Union des écrivains, l'Association des journalistes roumains, le GDS, la Fédération des éditeurs et des diffuseurs de Roumanie et la Solidarité universitaire, qui analysant « ensemble des graves conséquences » liées au processus de libéralisation des prix, « dictat du pouvoir », constatent que ces mesures politiques qui « affectent gravement la qualité de vie des citoyens avec petits et moyens revenus » sont une entrave au « droit fondamental de la libre circulation des idées et des informations par la presse écrite ». Les difficultés économiques ressenties dans le secteur culturel reçoivent de nouveau la comparaison avec le contrôle idéologique auquel était soumise la production culturelle pendant le communisme. Le recours à la dimension sociale de la culture consiste à transformer un enjeu du champ intellectuel dans un enjeu politique, la limitation du droit d'« accès à la culture constituant une forme de censure économique tout aussi grave que la censure idéologique²⁶⁰¹ ».

Mircea Zaciu, historien et critique littéraire de Cluj, membre du Comité de direction de l'Union des écrivains, élu en 1990, déplore la « crise de la littérature » lorsque « on a reconquis la liberté du mot, mais on a perdu [...] la condition sociale de l'écrivain ». Les erreurs qui ont mené à ce déclin sont identifiées au niveau de la direction de l'Union parce qu'au lieu d'élire **Mircea Dinescu**, avec l'« esprit de rhapsode et agité » et d'augmenter le nombre des membres du Conseil, la situation demandait un « conseil d'administration selon le modèle de toute institution bancaire [...], un conseil efficace dans la gestion de fonds, des investissements ». Plusieurs intellectuels critiquent **Mircea Dinescu**, sa manière de gérer l'Union des écrivains. Mais il est difficile de faire la part entre les contestations quant à son désintérêt pour les problèmes collectifs de ses collègues, quoique des accusations quant à son désir d'enrichissement viennent de tous les parts aussi ou notamment dans la période suivante²⁶⁰², et des critiques ayant comme principe ses engagements. Selon Bogdan Ghiu, membre de la rédaction de 22, **Mircea Dinescu**, élu à la direction de l'Union ne tardera pas à « lutter pour les écrivains », à obtenir pour eux des locations à usage personnel dont ils sont devenus propriétaires par la suite :

« et il a lutté pour obtenir non seulement des appartements pour nous, les écrivains, mais aussi à les obtenir pas n'importe où mais Place de l'Union » [au centre de la ville de Bucarest où, après avoir démoli des vieux bâtiments et des églises, on a fait construire dans les dernières années avant la chute du régime des bâtiments destinés aux membres de la nomenklatura ; ces bâtiments longent l'avenue qui débouche sur l'ancienne Maison du peuple, la gigantesque résidence

²⁶⁰¹ 22, 44, 1990, p. 2. En bas de la même page on publie une annonce de « Open Society » Foundation Romania. Sur le capitalisme en Roumanie et sur le refus de la clause de la nation la plus favorisée par les Etats-Unis, Mircea Dinescu et George Karpat Fokke, « C'est un capitalisme des bades dessinées », 22, 43, 1990 (entretien diffusé au 15 octobre 1990 par Deutsche Welle).

²⁶⁰² Au cours de notre enquête, certains de ses amis mais aussi des intellectuels critiques à l'égard du GDS parlent de son intérêt pour les affaires et ses multiples relations dans le monde politique. Des intellectuels critiques à l'égard du GDS parlent de son enrichissement et de la parade qu'il fait de ses richesses. Certains parmi ces derniers seront à leur tour mentionnés lorsque d'autres parmi ceux qui embrassent avec eux une vision « de gauche » pour leur enrichissement après 1989 vu en contradiction avec l'affirmation d'une identité « de gauche ».

de Ceausescu en 1989 se trouvant encore en construction] et plus tard « il faut voir la manière dont ces appartements sont construits... de vraies forteresses²⁶⁰³. »

Mircea Dinescu mentionne dans les médias l'appui donné par Petre Roman pour la donation de ces bâtiments en train de se construire près du grand boulevard construit dans les années 1980 après la démolition de plusieurs quartiers afin de construire l'actuelle Maison du peuple²⁶⁰⁴.

Mais les sources de la « crise » semblent se situer bien au-delà de l'inaptitude des écrivains à gérer économiquement une institution qui les soutenaient. Le cadre législatif faible, les moyens insuffisants qui leur sont attribués par l'Etat et surtout le déferlement des initiatives économiques dans le domaine culturel détermine l'annihilation de toute protection à la production littéraire :

« Il est bien clair qu'une littérature ne peut pas s'autofinancer, que les revenus de l'Union ne peut pas couvrir les besoins des écrivains [...] la taxe du timbre est une modeste source de revenu, même si elle a déclenché tant de débats parlementaires ! En premier lieu, la loi ne prévoit pas des mesures de coercition contre les éditions qui ne payent pas la somme due à l'Union. Et il y a des centaines de telles éditions qui ignorent la loi. A présent il y a en Roumanie plus de 1800 éditions privées, inscrites, actives. Il semble que la majorité a apporté à leurs propriétaires d'importants bénéfices. Parmi les nouveaux riches d'après 1989 il ne manquent pas de tels petits ou gros requins éditoriaux qui ont jeté sur le marché non moins de la sous-littérature, de traductions discutables, des éditions-pirates, de la pornographie [...] il y a aussi de ceux qui ont fait des efforts de produire (leur estime !) de la bonne marchandise littéraire [...] dans le chaos – sans précédent et, je crois, sans analogie dans d'autres pays – de notre vie éditoriale “originale” [...] Mais l'Etat a pourtant l'obligation de la soutenir [la littérature] par un chapitre budgétaire convenable s'il désire se considérer un vrai Etat européen, civilisé, moderne ; s'il veut continuer d'assurer le prestige de la culture roumaine qui est garanti finalement par les créateurs, les savants, les universitaires de ce pays²⁶⁰⁵. »

Dans un entretien paru dans 22, le ministre de la Culture, **Andrei Plesu**, réagissant aux critiques qui lui sont adressées, de la part des intellectuels mais aussi des journalistes, décrit le fonctionnement d'un ministère confronté aux luttes politiques et au travail de restructuration du personnel :

« ce ministère doit subventionner une série entière d'institutions : théâtres, musées, places d'expositions, instituts qui sont dans sa subordination. Il doit entretenir des relations culturelles avec le monde [...] Il s'est occupé jusque-là, malheureusement, avec la distribution de la cote du papier. Il s'occupe de l'organisation de la vie culturelle dans les territoires, du remodelage des espaces culturels dans les départements du pays [...] On a changé quatre-vingts pour cent du personnel [...] mais il y a des survies de certains réflexes... les gens continuent à penser comme ils ont pensé jusque-là. Nous n'exerçons plus une tutelle [...] et les gens font parfois ce qu'ils ont appris à faire [...] ce sont des choses qui se passent sans l'accord du ministère, précisément parce qu'on n'a pas eu le temps d'intervenir et parce qu'on hésite de le faire ! J'ai demandé aux inspecteurs territoriaux de mettre au travail leur imagination. »

La redistribution du papier et le contrôle des typographies font l'objet des critiques acerbes, notamment de la part de 22 ou de *Romania libera* [La Roumanie libre], comme porte-parole de l'opposition,

²⁶⁰³ Entretien avec Bogdan Ghiu (le 30 juin 2008).

²⁶⁰⁴ L'écrivaine Angela Marinescu, elle aussi bénéficiaire d'un appartement au centre de Bucarest à cette époque-là, conteste l'apport de Mircea Dinescu dans ce gain par certains écrivains, membres de l'Union des écrivains (entretien avec Angela Marinescu, le 14 mai 2008).

²⁶⁰⁵ Mircea Zăciu, *Departa/aproape*, op. cit., p. 197.

dans la situation d'une augmentation des publications qui dépasse largement les moyens de production disponibles et contrôlés jusque-là par le Conseil de la culture :

« pour la sortie d'un journal vous ne devez pas venir ici (le Ministère de la culture). Je ne donne pas des approbations pour les journaux. Pour le papier, jusque récemment, vous devriez venir ici. A partir de ce moment vous ne devez plus venir ici parce qu'en fin de compte ce n'était pas normal que le Ministère de la culture soit un kiosque à papier [...] on a décidé (acte législatif n° 1145 du 29 octobre 1990) que cela passe à un bureau auprès du Ministère du commerce²⁶⁰⁶. »

A partir de février 1990, de nouvelles sociétés et associations avec des activités limitées (un personnel composé de 20 personnes au maximum) peuvent se constituer²⁶⁰⁷. Une loi d'août 1990²⁶⁰⁸ établit la réorganisation des unités économiques jusque-là étatiques permettant, sous certaines conditions, la privatisation de celles-là par leur transformation en sociétés commerciales²⁶⁰⁹ ou en régies autonomes. Plusieurs actes normatifs viennent compléter ou modifier certains dispositifs mais cette loi est toujours en vigueur. Le cadre législatif permettant le financement des institutions culturelles n'existe pas, un projet de loi discuté à partir de 1992 sera la base de la loi de 1994²⁶¹⁰.

Les descriptions des problèmes auxquels certaines publications se confrontent dans leurs tentatives de résister à la libéralisation de l'économie s'accompagnent de l'expertise économique dans le domaine de la presse donnée par le directeur du programme « Média » de la Fondation Soros pour les pays de l'Europe de l'Est qui est aussi le représentant pour le développement de la presse dans l'Europe centrale et de l'Est de la Fondation internationale des éditeurs de presse²⁶¹¹. Deux pages sont dédiées dans le même numéro aux appels signés par les rédactions des publications proches de 22 représentant la jeunesse intellectuelle (*Cuvintul, Amfiteatru, Opinia studentasca, Contrapunct*), traitant chacune de leur situation propre après une brève présentation de leurs histoires, toutes confrontées aux mêmes difficultés : le manque d'appui de la part de l'Union des écrivains ou du Ministère de la culture et l'absence des fondations culturelles. Un de ses rédacteurs d'*Amfiteatru* soutient dans 22 que les problèmes économiques concernent l'ensemble de la presse de l'Union des écrivains :

« Le destin de cette revue n'est pas exceptionnel [...] Toutes les revues de l'Union des écrivains (peut-être avec une seule exception, encore que très fragile, *Romania literara*) vont à la faillite et sans les subventions de l'Union plus le ballon d'oxygène venu de la caisse gouvernementale il y a quelques mois, on aurait parlé au temps passé de plusieurs publications éditées aujourd'hui dans des tirages confidentiels et visibles de temps à autre dans certains endroits plutôt de manière accidentelle²⁶¹². »

²⁶⁰⁶ Andrei Plesu, « Je n'ai fait aucun pacte ! avec personne ! », 22, 48, décembre 1990, pp. 8-9.

²⁶⁰⁷ Décret-loi n° 54 de 1990. C'est le cadre utilisé par la revue *Opinia studentasca*.

²⁶⁰⁸ La loi n° 15 du 7 août 1990.

²⁶⁰⁹ Conformément à la loi n° 31 du 16 novembre 1990.

²⁶¹⁰ Loi n° 32 du 19 mai 1994.

²⁶¹¹ 22, 92, 1991, p. 7.

²⁶¹² 22, 92, 1991.

« La bonne presse a besoin de sponsors » c'est le titre choisi par la rédaction d'*Opinia studenteasca* [L'Opinion estudiantine] pour dévoiler dans 22 la seule solution pour la culture et la presse²⁶¹³ dans la transition. S'inscrivant dans le courant des opinions de la rédaction de 22, les problèmes liés à la gestion de la revue *Contrapunct* sont décrits par référence à l'état général de la société après l'enthousiasme révolutionnaire et plus, avec la situation politique du pays. Au-delà de ces comparaisons entre l'ignorance de la société entière et celle des écrivains, le texte dévoile la manière dont les écrivains entendent s'adapter aux nouvelles conditions sociales :

« la conviction que pour tout Roumain commence la vie au paradis a fait que les jeunes écrivains, devenus soudainement journalistes et membres de l'Union commettent [...] les mêmes erreurs incompréhensibles que l'électorat avait commis à l'échelle de la société entière : personne n'avait pensé qui saura faire effectivement une revue, tout le monde a pensé offrir un poste (c'est-à-dire un revenu) à ceux qui n'ont pas eu cette possibilité au temps de la dictature [...] progressivement, le bonheur général a été remplacé et dans notre rédaction – comme ailleurs en Roumanie – avec les tensions provoquées par la réalité : ceux qui ont voulu le voir ils ont vu rapidement qu'une revue ne se fait pas par elle-même, que les “élus” se considèrent éternels et providentiels, pendant que la majorité qui est restée sans chef considère que la démocratie signifie n'avoir point d'obligation et recevoir le salaire deux fois par mois [...] même si tu n'a rien fait pour cela [...] nos prétendus génies [...] vivront toujours avec l'impression que tout leur est dû et que tu peux te vanter du statut ou de ta carte de journaliste [...] De *Contrapunct* se sont “envolés” tous ceux qui l'ont utilisé comme rempart pour des gains plus gros ou pour “des avantages de prestige” et tous ceux qui considéraient qu'ils méritaient de recevoir un revenu-cadeau²⁶¹⁴. »

Opinia studenteasca (d'Iasi) et *Contrapunct* (de Bucarest) tiennent à souligner leurs positions après 1989, la première comme « journal d'opposition », l'autre comme « indépendante », et à interpréter leur échecs liés à l'absence de tout soutien étatique ou autre au regard des intérêts du pouvoir en place. Les mesures prises par le Ministère de la culture par le biais de l'Union des écrivains qui font obstacle à la parution des journaux « indépendants » préoccupent aussi l'exil parisien qui voit dans le partage des subventions le poids du rapport des écrivains au pouvoir en place :

« *Literatorul* des sympathisants du FSN ou de ceux qui en s'abstenant de faire de la politique ou de critiquer ils font leur jeu (Sorescu, Simion, V. Cristea), pour ne pas rappeler Fanus Neagu, trop habitué avec les gentillesse de parti et de cours) est subventionné par le Ministère de la culture et se trouve loin de tout souci²⁶¹⁵. »

Si le soutien de l'Etat leur est refusé, les publications se dirigent avec espoir à la recherche des financements de l'étranger, c'est ainsi qu'on voit Elena Stefoi, membre en 1991 de la rédaction de *Contrapunct*, essayant de faire appel aux amis de l'exil parisien, ceux qui ont soutenu la revue 22 quand la presse culturelle se confronte à la libéralisation du marché. Monica Lovinescu note dans son journal :

« des appels venus de Mariana Marin et Elena Stefoi pour “sauver” *Contrapunct*, qui n'étant pas inclus dans les subventions *nominalisées* accordées par le gouvernement à l'Union pour les revues littéraires, risquent de devenir

²⁶¹³ Les gazettes *Acum* et *Valosag* [La Réalité] ainsi que le mensuel pour les enfants, *Cimbora* [L'Ami des enfants] cessent d'apparaître à cette époque (22, 92, 1991).

²⁶¹⁴ 22, 92, 1991.

²⁶¹⁵ Monica Lovinescu, *Jurnal 1990-1993*, op. cit., p. 178.

bimensuel. Elena Stefoi s’imagine qu’on peut lui trouver une fondation qui puisse les financer (ils ont besoin de 4000 dollars par année pour le papier afin de pouvoir paraître en hebdomadaire). Je téléphone à Mihnea [Berindei], mais lui il dépense ses efforts et ses relations pour 22 (elle aussi en difficulté)²⁶¹⁶. »

Discutant des effets de la privatisation aux temps de la transition, Daniel Barbu remarque que « la contradiction morale inscrite dans toute acte de privatisation a été résolue dans des pays comme l’Allemagne ou l’Italie par la création par leurs gouvernements respectifs, avec les fonds obtenus par la vente des actions détenues par l’Etat, des fondations²⁶¹⁷ ». Au sujet des fondations telles qu’elles fonctionnent et sont créées en Roumanie début des années 1990 et qu’on retrouve partout d’ailleurs, dans des institutions culturelles spécifiques, créées par des académiciens ou par des chercheurs ou universitaires mais aussi par des politiques ou par des intellectuels en politique, **Mariana Celac** présente une vue très critique. En Roumanie l’Etat reste pour le secteur culturel la plus importante source de financement. Le soutien plutôt manifeste donné aux politiques en place permet à certains intellectuels de s’attirer des fonds, de mettre en place leurs projets.

Chapitre 4

D’autres groupements d’intellectuels

Des groupements composés d’intellectuels qui sont apparus en 1990 (printemps et automne 1990) se constituent, pour certains, en structures parallèles, alternatifs au GDS, ou pour s’opposer à celui-là, d’autres ont entretenu des relations avec le GDS au temps des manifestations qui ont lieu Place de l’Université en 1990 et parfois même après. Seront présentés ici un « groupement alternatif » au GDS, Societatea de maine [la Société de demain] (I), et un groupement informel issu de l’alliance entre milieux littéraires et artistiques et l’Église, Grupul de reflectie pentru reinnoirea Bisericii Ortodoxe [Le Groupe de réflexion pour le renouveau de l’Église orthodoxe] (II) d’où se recrutent des (futurs) membres du GDS.

Au sein de la Société de demain se rencontre des représentants de professions intellectuels, des représentants d’une culture littéraire dominante dans la période communiste et des représentants des disciplines des sciences humaines appartenant à des générations différentes (nés dans les années 1930, dans les années 1940 et nés dans les années 1960), surtout des universitaires, formés et consacrés dans la période communiste, mais aussi des prétendants au statut d’intellectuel entrés dans la carrière universitaire au début des années 1990. Ce groupement se veut un concurrent du GDS, comme se le représentent aussi des intellectuels (de l’exil) proches du GDS. Certains de ceux qui le composent semblent avoir attendu leur

²⁶¹⁶ *Ibid.*, p. 177.

²⁶¹⁷ Daniel Barbu, *Republica absenta*, op. cit., p. 216.

cooptation dans le GDS, d'autres semblent concurrencer des membres du GDS sur le terrain des projets proprement intellectuels, projets éditoriaux qui apparaissent comme intéressants après 1989²⁶¹⁸. Au moins plusieurs de ses membres s'affirment contre le courant dominant dans le champ intellectuel, à savoir la propension à la politisation des représentants des professions intellectuelles (écrivains, critiques littéraires, universitaires, etc.) ou plus, à leur militantisme. Non pas à toute politisation, mais à celle qui présente des intellectuels comme une force concurrente des politiques (en général et non seulement des politiques qui ont pris le pouvoir en décembre 1989)²⁶¹⁹. Et ils contestent des idées du courant de l'anticommunisme, mais celle surtout déniait tout apport pendant la période communiste de ceux qui relèvent des institutions spécifiquement universitaires ou de recherche.

Le GDS revendique une position qui les met en concurrence avec des politiques en place (sauf à une exception qui est celle d'un intellectuel, représentant du pouvoir installé en décembre 1989), en misant sur le capital moral déjà reconnu au moins pour certains de ses membres, cooptés en politique par le pouvoir en place fin décembre 1989. La Société de demain, composé notamment d'universitaires, réunissant des représentants des milieux littéraires et des sciences humaines, se situe dans la proximité des politiques au pouvoir. Après la chute du régime, des intellectuels sont appelés par les politiques à participer au pouvoir, certains peuvent s'installer dans des institutions culturelles traditionnelles. Ils ont accumulé un important capital avant 1989, symbolique ou/et moral. Et ils aideront d'autres à prendre la direction de certaines institutions ou en créer d'autres. D'autres, à défaut d'un capital moral, forts de leur prestige, ayant occupé déjà de fortes positions dans un champ spécifique et ayant été des défenseurs de la distance de l'art à la politique, sont plus réticents, au moins dans un premier temps, à la politisation exprimant leurs méfiances à l'orientation nouvelle du champ de production culturelle vers la politisation. Dans un premier temps, tenant à défendre une certaine continuité, à restreindre leurs préoccupations à leur domaine de spécialité, ils finissent par se rapprocher de l'espace politique. Il semble que la politisation s'impose à eux, pour tirer pleinement profit d'un capital symbolique obtenu antérieurement – renforçant ainsi leurs positions ou s'en créer d'autres plus adaptés au nouveau contexte –, ils donnent leur soutien à des forces politiques naissantes.

Un autre groupement, sans reconnaissance officielle, le Groupe de réflexion pour le renouveau de l'Eglise orthodoxe (GRRBO), réunissant des figures qui appartiennent à des espaces différents, est plus approprié au traitement des changements qui ont lieu au sein de l'Eglise orthodoxe, liée à l'idée de la nation et à l'Etat national. Le groupement dont le but serait de renouveler une institution symbolique étroitement

²⁶¹⁸ Deux intellectuels appartenant à des générations différentes : Eugen Simion et Gabriel Liiceanu.

²⁶¹⁹ La Société de demain représente l'autre versant d'un engagement concurrent au GDS, celui de l'Institut de théorie sociale (ITS), institution de recherche, créée au sein de l'Académie roumaine en 1990 réunissant aussi des enseignants de l'école de parti dont l'initiateur est critiqué par Gabriel Liiceanu qui s'érige en porte-parole du GDS, un des plus connus et reconnus représentant du courant de l'anticommunisme (voir chapitre précédent, consacré aux institutions traditionnelles). Le GDS, la Société de demain et l'ITS constituent les trois volets de l'engagement (immédiatement) après 1989 des milieux intellectuels (consacrés, jeunes et moins jeunes).

lié à la nation, l'Église orthodoxe, prendra fin dès que des clercs qui le composent participeront à la direction de cette institution. Ces derniers semblent être de plus en plus disposés à s'en souvenir. Certains laïcs attachés à l'Église orthodoxe par contre se dirigent vers le GDS. La Société de demain ne subsistera non plus. Les plus jeunes parmi ses membres semblent avoir été tentés, car cooptés, par la politique en 1990, au titre d'expert.

Nous traiterons ici d'un espace où des membres de professions intellectuelles divers se rencontrent en vue de lier des relations pour influencer sur l'espace politique qui s'ouvre, se recompose et tend à la restructuration. Il s'agit de nouvelles formes de socialisation et il est question de publicisation de certains milieux intellectuels. La manière dont ils définissent leurs fonctions au début des années 1990 et les buts divers que ces institutions se proposent témoignent de leurs habitus, liés à leur formation et à l'activité développée avant 1989, mais aussi du volume de capital qu'ils peuvent mobiliser.

I. La Société de demain, une « alternative » au GDS

La constitution de ce groupe, début de l'année 1990, suit à celle du GDS²⁶²⁰. Elle est la réponse à la politisation de certains intellectuels qui ont acquis une certaine notoriété dans la période communiste mais jouissent d'une notoriété beaucoup plus grande après 1989. Ce groupement se remarque par la négation d'un engagement et/ou de la critique de l'engagement des intellectuels du GDS ou de l'anticommunisme, critique des prétentions, des revendications des intellectuels du GDS et du contenu de cet engagement.

Étant donnée l'absence de traces écrites, à une seule exception, le témoignage d'un des participants (Mircea Zăciu), au sujet de la vie de ce groupement, nous avons recouru à l'enquête orale. Les discussions avec trois de ceux qui ont formé ce groupement, la Société de demain²⁶²¹, ainsi que leurs prises de position récentes et des années 1990 mais aussi leurs activités de la période concernée ici permettent de tirer quelques conclusions au sujet de la forme comme du contenu de leur engagement. Puisque les témoignages que nous avons pu recueillir sur la Société de demain sont encore insuffisants, nous ne pourrions que nous référer aux postes occupés et aux activités de ceux qui nous ont été indiqués comme membres de ce groupement, dix-huit ou seize personnes²⁶²².

La Société de demain réunit des écrivains (deux), des critiques littéraires (quatre ou cinq), des philosophes (trois), universitaires ayant reçu leur consécration sous le communisme, un historien chercheur et une critique de film bien connue, mais aussi, le plus probablement, un diplomate et mathématicien. D'autres membres de ce groupement sont un rédacteur de presse et de télévision (ayant des études de

²⁶²⁰ La date de naissance de ce groupement est située par un de nos interlocuteurs en février 1990. Entretien (notes manuscrites) avec Vasile Morar (Bucarest, le 3 juin 2009).

²⁶²¹ Nous avons pris connaissance de la participation d'un de nos interlocuteurs à ce groupement lors de nos discussions sur d'autres sujets. Avec un autre membre de ce groupement, Bogdan Murgescu, nous avons pris contact pour discuter de sa contribution à la création et à l'activité de l'Institut de la révolution roumaine de décembre 1989, créé en 2004, institution étatique, qui se donne comme « objet d'activité l'analyse scientifique des prémisses, du déroulement et des effets [...] de la Révolution roumaine de décembre 1989 » (loi n° 556/2004 publiée dans *Monitorul Oficial*, n° 1194 du 14 décembre 2004).

²⁶²² Tous les noms mentionnés n'ont pas pu être vérifiés. Nous nous référons ici à ceux qui dans les souvenirs de nos interlocuteurs apparaissent avec certitude comme participants à ce groupement.

philologie) ainsi qu'un jeune historien, une architecte et une juriste. A la différence du GDS, la Société de demain ne réunit pas des victimes du régime, anciens détenus politiques des années 1950 ou des années 1980. Ils sont dans leur grande majorité des intellectuels de la période communiste, connus et reconnus, et plusieurs sont des universitaires depuis les années 1960 ou les années 1970. Plusieurs sont nés dans les années 1930 (huit) ou tout au début des années 1940 (deux), ils appartiennent à la génération la moins représentée au sein du GDS dans sa composition initiale (d'autres qui sont nés dans les années 1930 vont s'y rejoindre, ils sont des exilés), des intellectuels de la période communiste qui ont fait leurs études après la réforme de 1948. Un seul parmi ceux-là a commencé ses études avant la réforme de l'enseignement, auxquels s'ajoutent trois autres nés fin des années 1920 (Ecaterina Oproiu, Mircea Zaciuc et Mircea Malita). Et quatre d'autres sont nés durant la première moitié des années 1940 (Vasile Tonoiu, Vasile Morar, Petre Anghel et Mircea Martin²⁶²³). Deux parmi des participants à ce groupement sont de jeunes diplômés de la dernière période communiste et des héritiers. Les membres de ce groupement sont nés, à de rares exceptions près, dans des localités ou des villes de provinces qui ne sont pas des grandes villes de la Roumanie. Les plus jeunes parmi les participants à ce groupement sont nés à Bucarest et sont des héritiers (Ileana Tureanu et Bogdan Murgescu). Une figure médiatique de la période communiste, le critique de film Ecaterina Oproiu (l'épouse de Costin Murgescu) y participe. Ce sont des universitaires de la période communiste qui ont intégré l'université à la fin de leurs études de premier cycle. Nés fin des années 1920 ou dans les années 1930, ayant une formation en lettres (Mircea Zaciuc), en philosophie, en histoire (Razvan Theodorescu) ou en mathématiques (Mircea Malita), ils ont achevé leurs études doctorales durant la seconde moitié des années 1960 et surtout durant la première moitié des années 1970. Des spécialistes de la littérature, Eugen Simion et Mircea Zaciuc, ont été des enseignants envoyés par l'État pour enseigner la langue et la littérature roumaines à l'étranger (tout comme certains exilés roumains qui vont intégrer le GDS). Un autre, le philosophe Mircea Flonta, a été boursier à l'étranger à deux reprises, dans les années 1970 mais aussi dans les années 1980.

Razvan Theodorescu mais aussi un critique littéraire et rédacteur de *Romania literara*, Valeriu Cristea, ayant à peu près le même âge, ont été exclus, fin des années 1950, de l'université pendant leurs études, poursuivies un peu plus d'une année ou presque deux années après. Razvan Theodorescu, chercheur à l'Institut d'histoire de l'art et rédacteur en chef de la revue éditée par cet institut mais aussi cadre universitaire associé²⁶²⁴ avait cosigné fin 1984 une première lettre envoyée au Comité central du PCR

²⁶²³ Nos interlocuteurs ne peuvent pas dire avec certitude que Mircea Martin a participé à ce groupement. Mircea Martin intégrera le GDS en 1995. Son épouse, Angela Martin est la vice-présidente de la Fondation culturelle roumaine dès sa création, en 1990, et jusqu'à la démission d'Augustin Buzura, en 2005 (la « lettre » ouverte signée par Augustin Buzura publiée par *RL*, 4, 2005).

²⁶²⁴ Né en 1939 à Bucarest, Razvan Theodorescu intégra l'Union de la jeunesse communiste en 1954, une année avant de commencer sa formation universitaire en histoire, interrompue pour trois ans, en 1959 lorsqu'il fut exclu de l'Université après avoir refusé de prendre position dans une séance publique contre un de ses professeurs. Il travailla par la suite comme ouvrier non qualifié. En 1961 il reprit ses études, achevées deux ans après. En 1972, il obtint son doctorat d'histoire de l'art. Chercheur à l'Institut d'histoire de l'art, intégré en 1963, à partir de 1968 il fut secrétaire de l'organisation du PCR au niveau de cet institut

(section de presse et de propagande) en vue de prévenir la démolition d'un des monuments historiques, le monastère Vacaresti, dans le plan de réorganisation du vieux centre de Bucarest et de la construction d'un autre ayant à son centre la Maison du peuple. Les signataires de cette première lettre sont membres du Comité central d'État pour le patrimoine national et culturel²⁶²⁵. Une autre lettre lui suit d'un mois lorsque quatre autres noms se sont joints aux premiers : l'historien et archéologue, l'universitaire Dionisie Pippidi, l'archéologue chercheur **Radu Popa** et deux autres personnes dont un autre historien de l'art (Vasile Dragut). Une troisième lettre a été envoyée en octobre 1985, signée par les premiers protestataires, l'autre historien de l'art, signataire de la deuxième lettre, ainsi que par Virgil Candea, chercheur à l'Institut d'études sud-est européennes (appartenant à sa création à l'AR et ensuite à l'ASSP) et leader de l'Association « Roumanie »²⁶²⁶.

Le critique littéraire et l'universitaire Mircea Zaciuc s'est confronté à la censure. Il est un des auteurs, publié après 1989 aux Éditions de la Fondation culturelle roumaine.

Mircea Zaciuc (né en 1928, dans une ville de province de la Transylvanie, d'une famille où le père est avocat et sa mère travaille dans l'enseignement) fit des études de lettres à Cluj avant la réforme de l'enseignement et commença des études de droit dans la même ville. Il fit son début dans la presse en 1944 et son début éditorial en 1948 avec prose. Il intégra l'enseignement supérieur à la fin de ses études. Quelques années plus tard, il est devenu membre de l'Union des écrivains. Durant la première moitié des années 1960 il fut doyen de la faculté où il avait fait ses études. Après avoir obtenu son diplôme de doctorat (en 1967), il enseigna la langue et la littérature roumaines à Cologne (Allemagne de l'Ouest), au moment de son départ il était chef de la chaire de littérature roumaine contemporaine et de théorie de la littérature à Cluj. Il est revenu en Roumanie à la suite de la réponse négative reçue à sa demande visant le prolongement de son séjour. Il fut directeur de collection aux Éditions Dacia de Cluj entre 1972 et 1985. À partir de 1974, il est professeur dans la même institution d'enseignement. Il fut primé à trois reprises par l'Union des écrivains (1970, 1976 et 1981) pour des volumes de critique littéraire mais aussi par l'Académie roumaine (en 1975 pour un

et en 1970 il fut élu membre du comité du PCR de l'AR. Il fut directeur adjoint de l'Institut d'histoire de l'art, entre 1972 et 1977, fonction qu'il perdit lorsqu'il intervint publiquement contre la démolition d'une église (cf. la fiche biographique constituée par Dan Draghia, sur le site Internet d'ICCMER, <http://mineriade.iicmer.ro/pdf/THEODORESCU%20Razvan.pdf>), en signant seul une lettre. Dans son volume de mémoires, il décrit « une page de [sa biographie], à savoir le fait d'avoir « demandé par conviction » en septembre 1965 son entrée au PCR « devenu » selon lui « un parti national au milieu des années 1960, période qu'il ne « renie du tout et dans laquelle, sans compromis », il dit s'être « formé [...], écrit et [...] réfléchi » à son métier mais aussi « voyagé – modestement [...] mais avec décence » mais aussi avoir été « tout le temps, par bibliographie, par contacts » au courant avec les tendances de l'Europe (cf. Razvan Theodorescu, *Cele 900 de zile ale „manipularii”*, op. cit., 1994, pp. 10-11). De nouveau, en 1984, avec un architecte et un historien (Dinu C. Giurescu), il signa une lettre adressée à la section de presse et de propagande du Comité Central du PCR en « demandant l'arrêt de la démolition du monastère Vacaresti », et avec d'autres encore, de nouveau en octobre 1985 (cf. Dennis Deletant, *Ceausescu si Securitatea*, op. cit., pp. 288-289). Razvan Theodorescu fut « détaché » dans l'enseignement à partir de 1987, à l'Institut d'arts plastiques, où il était maître de conférences associé. Razvan Theodorescu raconta aussi de sa décision, prise le 21 décembre 1989, de déposer son carnet de parti (cf. Razvan Theodorescu, *Cele 900 de zile ale „manipularii”*, op. cit., p. 23). Voir aussi *Arta istoriei, istoria artei: Academicianul Razvan Theodorescu la 65 ani*, Bucarest, Éditions encyclopédiques, 2006.

²⁶²⁵ Deux universitaires et un chercheur : l'architecte Grigore Ionescu, l'historien Dinu C. Giurescu et l'historien de l'art Razvan Theodorescu. Après 1989 Grigore Ionescu est nommé président de la Commission nationale des monuments et des sites historiques au début de février 1990 au moment même de la création de cette commission auprès du Ministère de la culture (décret n° 91 du 5 février 1990, publié dans *MO*, 20, le 6 février 1990). Le vice-président de la commission est **Radu Popa**, alors qu'**Andrei Pippidi** est membre de cette commission.

²⁶²⁶ L'Association « Roumanie », bénéficiant du périodique *Tribuna Romaniei*, fut créée en 1972, par l'arrêté du Conseil des ministres 1434/1972, abrogé par l'arrêté 354 du 2 avril 1990, publié dans *Monitorul Oficial*, I, 74 du 23 avril 1992, sur la création de la Fondation culturelle roumaine. L'Association « Roumanie » eut comme but la « propagande » pour l'exil (Dennis Deletant, *Ceausescu si Securitatea*, op. cit., pp. 288-289).

volume d'histoire de la littérature). Après 1989, Mircea Zaciuc participe au comité directoire de l'Union des écrivains et sera primé à deux autres reprises, en 1993 pour son volume de mémoires et en 1995.

Parmi des enseignants en philosophie (de l'UB), on peut distinguer entre deux « catégories », selon le terme employé par un de nos interlocuteurs²⁶²⁷, à savoir ceux qui tiennent des cours à la Faculté de philosophie, professeurs ou maîtres de conférence en 1989 et bien avant, et ceux qui, appartenant à ce même établissement, sont responsables de l'enseignement de socialisme scientifique dont l'activité d'enseignement se déroule dans d'autres facultés de l'Université. Dans ce groupement on retrouve deux enseignants de la première « catégorie » : l'épistémologue Mircea Flonta et Gheorghe Vladutescu, intéressé par l'histoire de la philosophie. Et deux enseignants de la seconde « catégorie » : Vasile Tonoiu et Vasile Morar.

Trois (d'une vingtaine de personnes) sont liés par des relations familiales. Leur présence évoque la figure d'un économiste notoire de la période communiste, Costin Murgescu²⁶²⁸. Son épouse, Ecaterina Oproiu, critique de film et journaliste, elle est aussi une figure notoire dans la période communiste.

Ecaterina Oproiu, née en 1929 à Bucarest, dramaturge, critique de film, spécialiste du cinéma, écrivaine et traductrice, fit des études de droit (achevées en 1952). Déjà connue avant la fin de ses études comme journaliste, elle fut rédactrice (dans les années 1950 et début des années 1960) de *Romania libera* tout comme son époux Costin Murgescu. Elle dirigea à partir de 1965, en tant que rédactrice en cheffe, la revue *Cinema* (fondée en 1924, elle cessa sa parution après 1948), un mensuel dans sa nouvelle série de la période communiste, entre 1963 et 1989. Elle fut une des figures des plus connues aussi grâce à ses apparitions télévisées comme critique de film²⁶²⁹.

L'architecte Ileana Tureanu étant sa fille²⁶³⁰. Alors que l'historien, connu après 1989 pour ses travaux d'histoire économique, Bogdan Murgescu, est son neveu (le père de ce dernier étant frère de Costin Murgescu). Ce dernier intégrera l'université en 1990 dans la Faculté d'histoire de l'Université de Bucarest.

²⁶²⁷ Ancienne étudiante de la Faculté de philosophie (de l'Université de Bucarest) des années 1970, diplômée en philosophie et par la suite docteur de philosophie du même établissement avec laquelle nous avons eu plusieurs discussions informelles.

²⁶²⁸ Costin Murgescu, né en 1919, fils d'un militaire, général d'avant la Seconde Guerre mondiale (emprisonné et condamné), participa à la guerre. Il fit son début éditorial en 1940 et fut membre de la rédaction *Romania libera* comme économiste (comme son épouse) dans les années 1950 lorsqu'il signa son second ouvrage sur la « réforme agraire », publié aux Éditions de l'Académie. Dans les années 1960, il critiqua le « plan Valev », projet d'organisation économique des pays communistes, proposé en 1964 par l'économiste soviétique Emil Borisovici Valev, qui prévoyait la spécialisation des économies de ces pays et la division des contributions économiques entre les pays communistes, selon lequel la Roumanie aurait dû devenir un pays agricole. (La doctrine de la « spécialisation économique » a été lancée en 1960 et ensuite officiellement au niveau du CAER en 1962 : le document « Principes fondamentaux de la division internationale du travail » élaboré par E. B. Valev. Lors de cette conférence des États membres du CAER, le représentant de la Roumanie, Alexandru Barladeanu, alors vice-président du Conseil des ministres, soutint la politique d'industrialisation de la Roumanie. Alexandru Barladeanu est un des signataires d'une protestation contre Ceausescu rassemblant d'anciens militants communistes des années 1930 rendue publique en mars 1989.) Sa critique du plan Valev parut dans la revue internationale et multilingue *Komunist* de Prague. Après sa critique du plan Valev, il est devenue figure connue non seulement en Roumanie mais aussi à l'échelle internationale. Il fut nommé directeur général de l'Institut d'économie mondiale (portant son nom après 1989) et publia deux autres ouvrages : sur la coopération scientifique internationale et ses effets sur le développement économique (1967) et un autre d'histoire des idées économiques en Roumanie (1987 et 1989). Membre correspondant de l'AR depuis 1963, il fut aussi ambassadeur de la Roumanie auprès de l'ONU.

²⁶²⁹ Ecaterina Oproiu est membre entre 1992 et 2002 du Conseil national de l'audiovisuel.

²⁶³⁰ Au début des années 2000 et les années suivantes on retrouve Ileana Tureanu comme secrétaire d'État au Ministère des travaux publics, des transports et du logement dans les gouvernements dirigés par Adrian Nastase alors leader du Parti de démocratie sociale de Roumanie (PDSR) devenu peu après le Parti social démocrate (PSD), successeur d'Ion Iliescu, alors président de la Roumanie (pour la troisième fois), après les élections de décembre 2000.

Un de nos interlocuteurs mentionne aussi Mircea Malita parmi ceux qui se sont associés à ce groupement sans être sûr cependant de sa participation à ce groupement. Universitaire et mathématicien (diplôme de doctorat obtenu en 1972), il fit son début éditorial avec un livre sur la diplomatie (1966), suivi d'autres ouvrages, essais politique (trois) ou travaux dans sa discipline (quatre). Les études prospectives, dans lesquelles s'inscrivent deux de ses autres ouvrages, est aussi la spécialité d'un intellectuel dissident essayant de se rapprocher du GDS (Mihai Botez). Mircea Malita se distingue des autres participants à ce groupement par sa carrière politique.

Avril 1948, Mircea Malita (né en 1927) est président de l'Union nationale des étudiants de Roumanie (UNSR), organisation transformée en mars 1949 en l'Union de la jeunesse ouvrière (UTR)²⁶³¹. Après avoir été directeur de la bibliothèque de l'Académie roumaine durant la première moitié des années 1950, il embrasse une carrière diplomatique avec laquelle commence et s'achève sa carrière politique : adjoint du ministre des Affaires étrangères entre 1962 et 1970, ministre de l'Enseignement entre 1970 et 1972 (dans le gouvernement ayant à sa tête Ion Gheorghe Maurer²⁶³², succédant à un autre intellectuel, le sociologue Miron Constantinescu), ambassadeur auprès de l'ONU et à Genève entre 1981 et 1982 et ambassadeur aux États-Unis entre 1982 et 1985.

Au moment de la constitution de la Société de demain, début 1990, Razvan Theodorescu est nommé président de la Radiotélévision roumaine. D'autres participants à ce groupement représentent des institutions culturelles depuis l'année 1990 : l'Institut d'histoire et de théorie littéraire de l'Académie roumaine dans le cas d'Eugen Simion et la Fondation culturelle roumaine (créée en juillet 1990) dans le cas d'Augustin Buzura. Les jours de la révolte, plus précisément le 22 décembre 1989, Razvan Theodorescu intervient à la télévision au sujet du patrimoine national. Plus tard, il raconte ses actes les jours de décembre 1989 pour la sauvegarde du patrimoine. Sur la proposition (informelle) du premier ministre, il fait partie du Conseil du Front du salut national, « organisme du pouvoir d'Etat », constitué officiellement le même jour, devenant président de la Radiotélévision roumaine (restant jusqu'en juillet 1992). Entre son apparition à la Télévision libre et sa nomination comme président de la Radiotélévision roumaine, il participe à des réunions au sein de l'institution universitaire où il enseignait jusqu'en décembre 1989 comme cadre associé (maître de conférence à l'Institut d'arts plastiques devenu par la suite l'Académie d'arts plastiques). Les jours suivant la proposition qui lui est faite pour prendre la direction de la Radiotélévision roumaine, à laquelle il répondra positivement, il est élu recteur de cet établissement universitaire. Choissant dans un

²⁶³¹ Adina Berciu-Draghicescu, Ovidiu Bozgan, *O istorie a Universitatii din Bucuresti 1864-2004* [Une histoire de l'Université de Bucarest], *op. cit.*

²⁶³² Marginalisé à partir de 1974, Ion Gheorghe Maurer, proche d'Ion Iliescu au début des années 1990 (Ion Iliescu a été ministre pour les problèmes de la jeunesse dans un autre gouvernement dirigé par Maurer), est celui-là même auquel un membre fondateur du GDS, Alexandru Paleologu, répondra dans le premier numéro de 22 au sujet de l'attitude des « intellectuels » pendant le régime communiste. Critique des intellectuels et surtout de leurs revendications après décembre 1989, Maurer est appelé par des « intellectuels », tels qu'il les désigne dans son discours, toujours comme « intellectuel ».

premier temps d'être remplacé provisoirement par un professeur qui a été classé deuxième, il renoncera à ce poste quelques jours après son installation à la tête de la Radiotélévision roumaine, le 16 février 1990²⁶³³.

On relèvera les arguments de ceux qui se trouvent à la tête des institutions politiques ou autres en 1990 en parlant de leurs actes qui ont conduit à ce positionnement où le mot d'ordre est « construire²⁶³⁴ ». Parlant de l'institution qu'il dirigera pour une quinzaine d'années, Augustin Buzura mentionne sa participation au CFSN, invité par Ion Iliescu en décembre 1989, comme membre dans la Commission de la culture :

« Ces jours-là marqués d'incertitudes quand dans la rue il y avait des fusillades ou quand on disait qu'il y avait des fusillades, Monsieur Ion Iliescu m'a invité à Bucarest pour faire partie de la commission culturelle du FSN, dirigée par Ion Caramitru. Alors qu'on détruisait en désordre, lorsque la haine et les vengeances étaient souveraines, j'ai compris que je dois faire quelque chose, construire²⁶³⁵».

Au moment de sa cooptation dans le CFSN et par la suite, Augustin Buzura dirige la publication *Tribuna* de Cluj. Augustin Buzura se trouvera à la tête de la Fondation culturelle roumaine (FCR) entre 1990 et 2003 et, par la suite, jusqu'en 2005, de l'Institut culturel roumain (ICR), remplaçant en donnant de nouveaux pouvoirs à l'instance étatique de promotion de la culture roumaine²⁶³⁶. L'ICR, remplaçant la FCR, est mis sous l'autorité du Président de la Roumanie, créé durant le troisième mandat du président Ion Iliescu²⁶³⁷.

Gheorghe Vladutescu prendra part au pouvoir, c'est le premier à se charger du Secrétariat d'État pour les Cultes comme structure à part du gouvernement, créé en juillet 1990²⁶³⁸. Gheorghe Vladutescu, universitaire en philosophie depuis 1962, est secrétaire d'État pour les cultes jusqu'en 1995, durant les deux gouvernements constitués après les premières élections de mai 1990, formés par le Front du Salut

²⁶³³ Razvan Theodorescu est nommé président de la Radiotélévision roumaine par décret n° 113 du 9 février 1990 signé par Ion Iliescu, alors président du CFSN. Par le même acte, le premier président de la Radiotélévision roumaine est « libéré » de sa fonction, Aurel Dragos Munteanu (nommé le 28 décembre par décret n° 14). En fait, la proposition lui est adressée samedi par le premier ministre, alors que l'acte est pré-daté le vendredi à cause de la démission de l'écrivain Aurel Dragos Munteanu qui s'est produite le vendredi. Razvan Theodorescu s'installe à la tête de la Radiotélévision roumaine lundi, le 12 février. Le jour précédent, à sa demande, Razvan Theodorescu rencontre Ion Iliescu qui l'assure de la non-intervention dans les activités de la télévision. Notons que Razvan Theodorescu avait collaboré bien avant 1989 avec la Télévision et sa collaboration avec la Radio était encore valable les jours de décembre 1989 (Cf. Razvan Theodorescu, *Cele 900 de zile ale „manipularii”*, op. cit., pp. 13, 22, 26-29).

²⁶³⁴ Des arguments similaires seront utilisés par **Andrei Plesu** en parlant de son mandat comme ministre de la Culture en 1990. En revanche **Andrei Plesu** invoque, justifiant ainsi sa méconnaissance de certains événements dénoncés dans la presse intellectuelle et par le GDS, le « travail » accompli ou le « travail » à accomplir. Mot invoqué dans d'autres occasions, à d'autres périodes par des politiques au pouvoir face à des critiques formulées par ceux qui ont été de leurs anciens collaborateurs, leurs collègues ou anciens alliés. Voir Andrei Plesu, Petre Roman et Elena Stefoi, *Transformari, inertii, dezordini*, op. cit.

²⁶³⁵ *RL*, 4, 2005.

²⁶³⁶ La FCR est financée par l'État par le biais du Ministère des Affaires étrangères (budget inclus dans celui du ministère et approuvé chaque année). Arrêté du Gouvernement n° 354 du 2 avril 1990, modifiée par l'arrêté du Gouvernement n° 580 du 22 septembre 1992. La FCR dispose aussi d'une maison d'édition, créée toujours en 1990 par l'arrêté du Gouvernement n° 1208 du 17 novembre 1990.

²⁶³⁷ En 2005 Augustin Buzura perd la direction de l'ICR et lui succède Horia-Roman Patapievic, nommé par Traian Basescu, à la base de la loi de création de l'ICR (loi n° 356 du 11 juillet 2003, publiée dans *JO* n° 529 du 23 juillet 2003).

²⁶³⁸ La création du Secrétariat d'État pour les Cultes succède au Ministère des Cultes, créé les jours de décembre 1989.

National²⁶³⁹, et le gouvernement installé après les secondes élections de septembre 1992, dominé par le Front démocrate du Salut National²⁶⁴⁰.

Plusieurs sont membres ou représentants de l'Académie roumaine depuis le début des années 1990. Augustin Buzura est parmi les premiers à être élus après le changement de régime, en juillet 1990 membre correspondant – au même moment que **Stefan Augustin Doinas**. Marin Sorescu et Eugen Simion sont élus membres correspondants au même moment, en mars 1991, et toujours au même moment, en mars 1992, ils sont devenus membres titulaires tout comme Augustin Buzura. Eugen Simion est aussi vice-président de la section de philologie. En février 1994, Eugen Simion est un des vice-présidents de l'AR et en cette qualité il s'installe en octobre 1997 comme président par délégation de l'AR après le retrait du président en titre (Vigiliu Nicolae Constantinescu) nommé alors ambassadeur auprès du Royaume de la Belgique. Il est élu président de l'AR en janvier 1998 (son premier mandat dure jusqu'en 2002) et une seconde fois en 2002. Entre 2001 et 2002 il est président de la section de philologie²⁶⁴¹. Razvan Theodorescu est élu à l'Académie roumaine en 1993 (comme membre correspondant et membre titulaire en 2000). Gheorghe Vladutescu est élu membre correspondant de l'AR en 1995 et membre titulaire en 1999. Mars 2002, il est élu comme un des vice-présidents de l'AR. Si on considère Mircea Malita comme participant à ce groupement, il faut mentionner aussi que celui-là est membre correspondant de l'Académie roumaine depuis 1974²⁶⁴², qu'il fait partie de la direction provisoire de l'AR, aux côtés d'autres membres correspondants de l'AR (en 1989) : Zoe Dumitrescu-Busulenga, Mihnea Gheorghiu, cinéaste ayant collaboré avec le GDS, Mihai Draganescu, futur premier président de l'AR de la période postcommuniste²⁶⁴³. Et qu'il est membre titulaire de l'AR depuis 1991.

L'initiative de constituer ce groupement appartient à Eugen Simion, critique littéraire et universitaire depuis 1964 (maître de conférences à la Faculté des lettres depuis 1971, jusqu'en 1990), dirigeant l'Institut de théorie et de critique littéraire de l'Académie roumaine depuis 1990²⁶⁴⁴. En 1992, à l'occasion d'un entretien pour la revue *Vatra* de Targu-Mures, mensuel de l'Union des écrivains, Mircea Zaciu se souvient qu'au printemps de 1990, Eugen Simion l'avait appelé pour se joindre à son initiative de fonder « un groupement, une sorte de solidarité intellectuelle, entre des universitaires et des écrivains, capable à faire

²⁶³⁹ Le Front du Salut national (FSN) ayant comme leader et candidat aux présidentielles Ion Iliescu, a obtenu la majorité des voix exprimées aux élections de mai 1990. Le second gouvernement (entre octobre 1991 et octobre 1992), après les premières élections de mai 1990, est composé de membres du Front du Salut National mais aussi de membres du Parti libéral.

²⁶⁴⁰ Le FSN se scinde en mars 1992, avant les élections de septembre, entre le Front du Salut National dont le leader est Petre Roman et le Front démocrate du Salut National dont le leader est Ion Iliescu. Aux secondes élections générales de septembre 1992, le FDSN n'a pas obtenu la majorité des mandats au Parlement. Pour former le gouvernement le FDSN devra coopter d'autres partis politiques. Mais la majorité des membres du gouvernement (dirigé par Nicolae Vacaroïu) appartiennent toujours au FDSN. Stan Stoica, *Romania dupa 1989, op. cit.*, pp. 55-56.

²⁶⁴¹ Voir *supra*.

²⁶⁴² Au même moment que des hommes politiques (Suzana Gadea, Mihail Florescu) et Henri Stahl, Zoe Dumitrescu-Busulenga, Mihnea Gheorghiu, Marin Preda, Eugen Barbu, etc. Sur les élections de 1974 voir *supra*.

²⁶⁴³ Dan Berindei, *Istoria Academiei Romane, op. cit.*, p. 404.

²⁶⁴⁴ Eugen Simion est membre de l'Académie roumaine depuis 1992.

face aux nouvelles réalités qui s'annonçaient pas vraiment roses». Le groupement est décrit comme « une société non-politique mais animée par l'esprit démocratique et préoccupée par la physionomie de la société roumaine à venir ».

À l'« époque euphorique (encore) des associations, des alliances, etc. », les intellectuels qui se réunissent après les événements de 1989 pour former ce groupement « de réflexion » persistent dans l'idée de la modération, de l'autonomie de l'esthétique et de l'existence de la solidarité entre des écrivains et des universitaires sous le communisme.

Par sa vision sur l'engagement, son initiateur, Eugen Simion, semble se situer après 1989 dans la continuation d'une vision partagée par bien d'intellectuels sous le communisme : maintenir l'autonomie de l'esthétique par la non-implication dans l'espace de la politique. Pour soutenir que sa vision n'était pas singulière, justifiant ainsi son engagement fondé sur la négation d'un engagement, il mentionne l'opinion d'un autre universitaire et critique littéraire de la période communiste, Nicolae Manolescu, soutenant après décembre 1989 devoir se dédier à ces activités au lieu de prendre position, de se mêler des choses politiques, avant de se situer, à partir de 1991²⁶⁴⁵, au pôle de l'anticommunisme et parmi des intellectuels entrée en politique : « dans un premier temps, c'était aussi l'opinion de Manolescu²⁶⁴⁶ ». Razvan Theodorescu et Valeriu Cristea partagent avec Nicolae Manolescu la même « réputation », selon ce dernier même (en parlant de Valeriu Cristea à sa mort) celle des personnes qui « avaient souffert [...] à cause des communistes²⁶⁴⁷ ». Les trois furent exclus de l'université au temps de leur formation, en 1959, et réintégrés en fin 1960 (Valeriu Cristea) ou en 1961 (Razvan Theodorescu). Essayant de décrire le but de ce groupement auquel il se joint, Vasile Morar dit qu'ils désiraient montrer que sous le communisme « ça n'a pas été le vide » dans le domaine de la culture. Les participants à ce groupement alternatif au GDS semblent soutenir des idées contraires à celles qui se sont imposées après 1989 selon lesquelles le communisme n'avait pas permis de mener leurs activités spécifiques dégagée du poids du politique. Vision qui s'est imposée par la contribution des intellectuels anticommunistes et semble contredire des idées soutenues par ceux-là mêmes quant à leurs propres activités sous le communisme²⁶⁴⁸. En effet, il s'agit de contester à

²⁶⁴⁵ Nicolae Manolescu est le président du Parti de l'Alliance civique, constitué le 1^{er} août 1991.

²⁶⁴⁶ Entretien consultatif avec Eugen Simion (le 16 juin 2009).

²⁶⁴⁷ Voir le témoignage de Nicolae Manolescu, « In memoriam Valeriu Cristea – un souvenir » sur le site memoria.ro.

²⁶⁴⁸ Dans l'ouvrage collectif qui est présenté comme fondement de la condamnation du communisme par des politiques (*Raport final* de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste de Roumanie), dans le chapitre portant l'intitulé « Dissidence dans le régime communiste » (le 13^e, l'avant-dernier) on note que « en dehors de la dissidence, il y a eu une autre forme de refus de la cooptation. Mieux représentée que la dissidence, celle-là inclut aussi ceux qui n'ont critiqué le régime ni n'ont soutenu ouvertement le régime et elle est connue dans les milieux intellectuels de Roumanie sous le nom de "résistance par la culture". Comme les dissidents roumains ont été moins nombreux que dans d'autres pays, les "résistants" – tolérés par le régime mais non enrégimentés – ont contribué significativement aux côtés des dissidents à la limitation du contrôle idéologique du parti. Même s'ils n'ont pas été persécutés par la Securitate comme les dissidents et ils ne peuvent pas être intégrés dans la catégorie des victimes du communisme, les "résistants" ont été généralement suivis par la police politique, marginalisés dans leur domaine professionnel et empêchés d'avoir une carrière normale dans la situation où le régime récompensait exclusivement la médiocrité obéissante envers le parti » (*Raport final*, op. cit., p. 718).

ceux qui s'affirment comme intellectuels de l'anticommunisme et surtout aux intellectuels du GDS la position qu'ils revendiquent de par leurs activités menées sous le communisme, le capital moral qu'ils revendiquent sous la formule de la « résistance par la culture ».

Un héritier et intellectuel de la période postcommuniste, l'historien Bogdan Murgescu ne parle pas des idées soutenues par ce groupement mais de l'atmosphère du début des années 1990, de la « pression » que des représentants des professions intellectuelles, ont ressenti quant à l'engagement. Il y a de larges possibilités pour que des plus jeunes, situés dans la proximité des politiques au pouvoir, remplissent la fonction de conseiller des politiques²⁶⁴⁹.

C'est l'époque de l'affirmation des mobilisations des collectifs qui s'institutionnalisent et certains intellectuels avec des journalistes participeront ensemble aux premières élections²⁶⁵⁰. Certains semblent s'affilier à cette initiative faute d'une autre possibilité de regroupement sur le modèle du GDS. Et devant l'engagement des intellectuels du GDS qui tendent à monopoliser les revendications quant à la résistance des intellectuels durant la période communiste, mais aussi devant des critiques auxquelles ils doivent se confronter de la part des intellectuels du GDS quant à leur rapprochement du pouvoir installé en décembre 1989, ils s'engagent sur le modèle du GDS. Ils s'engagent selon le mode collectif en créant la Société de demain malgré leur désir d'affirmer la distance à la politique pour démontrer leur autonomie sous le communisme. Si l'on suit les témoignages des membres de ce groupement, il s'agit d'un club de discussion des intellectuels avec des politiques. Nos interlocuteurs mentionnent une discussion où l'invité est le leader du Parti national libéral, Radu Campeanu, lors du conflit entre la République moldave et la Transnistrie.

La Société de demain ne fonctionne que jusqu'en 1992, recevant par la suite le nom de Groupe interdisciplinaire de réflexion. Les rencontres ont lieu dans un bâtiment situé dans le quartier de la nomenklatura, siège de ce groupement (occupé par la suite par un centre de documentation fonctionnant auprès du Ministère des Affaires étrangères et plus récemment par un parti politique, le Parti national libéral). Une fois que ce siège est perdu, d'autres rencontres auront lieu ailleurs (semble-t-il, dans un quartier près de la Place de l'Union, centre de la ville, aménagé par l'ancien régime).

Le groupement qui ne subsistera pas s'exprime à travers deux tribunes, des publications recevant du financement de l'État : une publication de la période communiste – *Caiete critice* – et une nouvelle publication – *Literatorul*, déjà présentées. Plus impliqués dans la vie de ce groupement sont les responsables de *Caiete critice* au début des années 1990 : Eugen Simion, directeur ; Valeriu Cristea, rédacteur en chef jusqu'en 1998 ; Petre Anghel, secrétaire de rédaction jusqu'en 1992, date qui coïncide avec la fin de l'existence de ce groupement²⁶⁵¹. Ce périodique constitue aussi l'espace d'expression pour des intellectuels

²⁶⁴⁹ C'est ce qu'il ressort des témoignages de deux de nos interlocuteurs. Ces deux témoignages ont été recueillis à l'été de 2009.

²⁶⁵⁰ Voir la deuxième partie.

²⁶⁵¹ Nos interlocuteurs parlent de la contribution de Petre Anghel à la disparition de ce groupement.

qui n'appartiennent pas à ce groupement ou à un autre mais s'affirmant comme critiques des intellectuels du GDS (comme c'est le cas de Horia Roman Patapievici).

Eugen Simion partage avec Gabriel Liiceanu, nouvel éditeur, directeur de la maison d'édition Humanitas, l'intérêt pour les auteurs de l'exil. Il exprime aux auteurs de l'exil (Monica Lovinescu) son désir de les faire publier et se dispute (sans succès dans les années 1990) avec Gabriel Liiceanu le droit de publication des auteurs étrangers d'origine roumaine (Eugène Ionesco, Emil Cioran). Razvan Theodorescu rencontre des membres du GDS avant comme après 1989. Il avait travaillé et travaillent encore après 1989 aux côtés de certains membres fondateurs du GDS. En sa qualité de président de la Radiotélévision roumaine, depuis février 1990, il rencontre le GDS à son siège²⁶⁵². Gheorghe Vladutescu partage avec certains membres du GDS (**Andrei Plesu**, Horia Bernea, Sorin Dumitrescu) son attachement à l'orthodoxie.

Certains se sont fait remarquer après les événements de 1989 par les postes politiques occupés, comme intellectuels proches des politiques installés au pouvoir en décembre 1989. Pour ces relations avec le pouvoir, ils seront critiqués par le GDS. Trois membres de ce groupement représentent au début des années 1990 des institutions spécifiques²⁶⁵³ alors qu'un autre est membre du gouvernement²⁶⁵⁴. Plus tard ils occuperont des postes politiques et deux d'entre eux intégreront le parti politique ayant à sa tête dans les années 1990 Ion Iliescu. Marin Sorescu est ministre de la Culture, entre 1993 et 1995, dans le gouvernement dirigé par Nicolae Vacaroiu²⁶⁵⁵ sans intégrer le parti qui le propose, le Parti de la démocratie sociale de Roumanie (PDSR)²⁶⁵⁶. Razvan Theodorescu est ministre de la Culture et des Cultes, entre 2000 et 2004, dans les trois gouvernements dirigés par Adrian Nastase, successeur d'Ion Iliescu à la tête du PDSR, ensuite du Parti social démocrate (PSD)²⁶⁵⁷. Au cours de la même période, il est sénateur, élu en automne 2000 sur les listes du parti qui se classe en premier aux élections de l'automne 2000. Dans la même période, parmi

²⁶⁵² Il sera présent en 1990 au siège du GDS et les discussions eues à cette occasion sont publiées dans 22.

²⁶⁵³ Académie roumaine (Eugen Simion), Fondation culturelle roumaine (Augustin Buzura) et Radiotélévision roumaine (Razvan Theodorescu).

²⁶⁵⁴ Gheorghe Vladutescu, secrétaire d'État et responsable du Département des Cultes dans le Ministère de la Culture, entre juillet 1990 et le 1^{er} mars 1995.

²⁶⁵⁵ Un peu plus de la moitié des membres de ce gouvernement est composé par des membres du parti politique classé en premier aux élections de septembre 1992. Le FDSN est créé en avril 1992, après la scission du FSN en deux partis (mars 1992) : le FSN ayant à sa tête Petre Roman et le FDSN ayant à sa tête Ion Iliescu.

²⁶⁵⁶ En juillet 1993, le FDSN devient le Parti de la démocratie sociale de Roumanie (PDSR) après l'absorption de plusieurs autres partis (le Parti républicain, le Parti coopératiste et le Parti socialiste démocratique de Roumanie). Dans la décennie suivante, après les élections parlementaires de novembre 2000 et les élections présidentielles de décembre 2000 (gagnées par Ion Iliescu), le PDSR devient le Parti social-démocrate après sa fusion avec le Parti social-démocrate roumain (créé en janvier 1990 et qui se présente en héritier d'un parti politique supprimé après l'installation du régime communiste). Le Parti social-démocrate roumain s'est situé dès l'année 1990 à côté d'autres partis traditionnels, dits « historiques », comme le Parti national paysan chrétien-démocrate (PNTCD), en formant la Convention nationale pour l'installation de la démocratie (décembre 1990) et par la suite étant parmi des partis politiques fondateurs de la Convention démocratique de Roumanie. Voir Dan Pavel, Iulia Huiu, '*Nu putem reusi decit impreuna*'. *O istorie analitica a Conventiei Democratice, 1989-2000* [Nous ne pouvons réussir qu'ensemble. Une histoire analytique de la Convention Démocratique], Iasi, Polirom, « Document », 2003 ; Stan Stoica, *Dictionarul partidelor politice din Romania. 1989-2004*, Bucarest, Meronia, 2004.

²⁶⁵⁷ Voir aussi *supra*.

des membres du GDS seul **Alexandru Paleologu** siège au Parlement de la part du Parti national libéral (PNL).

Un seul parmi les participants à la Société de demain prend l'initiative en 1990 de fonder un parti politique. Stefan Cazimir²⁶⁵⁸ est un des fondateurs²⁶⁵⁹ et leader d'un parti politique, le Parti libre échangiste [Partidul Liber Schimbist]²⁶⁶⁰. Comme ses fondateurs le déclarent, le nom du parti est emprunté à l'auteur roumain I. L. Caragiale²⁶⁶¹, auteur auquel Stefan Cazimir a consacré sa thèse de doctorat (de 1976) et qui est faite figure tutélaire du parti et source d'inspiration dans les discours de ses membres. Lors des premières élections de 1990, Stefan Cazimir est élu dans la circonscription de Bucarest, le seul à remporter un siège au Parlement. Aux élections de 1992, Stefan Cazimir est élu au Parlement sur les listes du PDSR (l'ancien FDSN, le futur et l'actuel PSD)²⁶⁶². De nouveau, Stefan Cazimir siège dans le Parlement à partir de février 2001²⁶⁶³ comme député (dans la circonscription de Bucarest) jusqu'en 2004, membre du Parti de la démocratie sociale de Roumanie, redésigné le Parti social démocrate (en juin 2001). Stefan Cazimir est membre du Parlement durant trois législations (1990-1992, 1992-1996 et 2001-2004).

La Société de demain est un groupement d'intellectuels qui ne semble pas aboutir à faire concurrence au GDS mais seulement suivre son modèle car contacté pour parler de son initiative, Eugen Simion déclare :

« Le Groupe Société de demain n'a pas de pertinence [...] oui, on a essayé quelque chose mais cela n'a fonctionné que quelque mois, ils sont partis chacun de son côté [...] le GDS, oui, ils ont le pouvoir, ils ont gagné eux, nous...²⁶⁶⁴ ».

II. Le Groupe de réflexion pour le renouveau de l'Église orthodoxe

Après avoir salué les événements révolutionnaires simultanément avec l'acte de publication instituant le nouveau pouvoir politique et après s'être imposée des gestes expiatoires²⁶⁶⁵, l'Église procède

²⁶⁵⁸ Né en 1932, Stefan Cazimir est un écrivain, critique littéraire et universitaire de la période communiste. Il avait fait son début dans la presse en 1943 avec poésie et son début éditorial en 1962 avec une anthologie sur le roman roumain. Membre de l'Union des écrivains et universitaire à la Faculté des lettres de l'UB jusqu'en 2002, il avait obtenu son doctorat obtenu en 1976 avec une thèse sur Caragiale.

²⁶⁵⁹ Avec le journaliste Octavian Andronic qui fonde en 1990 le quotidien *Libertatea*.

²⁶⁶⁰ Le Parti libre échangiste disparaît lors de l'adoption de la nouvelle loi des partis politiques en 1996, après s'être présenté de nouveau aux élections locales et générales de 1992 sans réussir à atteindre le seuil électoral. Le seuil électoral, introduit par la loi électorale de 1992, est de 3%. L'adoption de la nouvelle loi des partis politiques (n° 27 du 26 avril 1996) fait disparaître un nombre important de « partis politiques » constitués depuis janvier 1990. La loi des partis politiques de 1996 prévoit l'existence de dix mille membres fondateurs en provenance d'au moins quinze départements de la Roumanie. (Voir Cristian Preda, *Partide si alegeri in Romania postcomunista*, op. cit., pp. 12 et 29 ; Alexandru Radu, *Sistemul politic romanesc*, op. cit., p. 122).

²⁶⁶¹ Auteur classique de la littérature roumaine, tenu comme des plus emblématiques de la culture nationale et créateur des représentations de la culture nationale pour ses satires à l'adresse des politiques et des mœurs de la société, né en 1852 dans un village de la Munténie et mort à Berlin en 1912.

²⁶⁶² Stefan Cazimir justifie le choix de ce parti en parlant comme le seul parti qui avait ouvert ses portes pour lui.

²⁶⁶³ Stefan Cazimir remplace un député après le retrait de ce dernier. Ce remplacement nous indique qu'il se trouve sur la liste des membres suppléants proposée par le parti auquel il appartient, le FDSN (devenu PDSR la même année). Voir Alexandru Radu, *Nevoia schimbarii. Un deceniu de pluripartidism in Romania*, op. cit., p. 291.

²⁶⁶⁴ Discussion téléphonique avec Eugen Simion, le 11 juin 2009.

²⁶⁶⁵ Les deux communiqués, du Synode et du Front du salut national paraissent le 25 décembre dans le journal *Romania libera* (cf. Iuliana Conovici, *Le travail d'une identité publique : l'Église orthodoxe roumaine après 1989*, thèse de doctorat de science

à la revendication des biens qu'elle avait perdus sous le communisme et tente de se faire procurer le soutien du pouvoir pour ses projets qui attestent de sa préoccupation de se faire reconnaître comme une institution d'intérêt national. Proclamée, la reconquête de son autonomie est sujette à des appels aux politiques (hommes politiques et intervention de l'Etat). On revendique l'inclusion de l'éducation religieuse dans le système d'enseignement, mais aussi « la représentation de l'Église dans l'Assemblée Constituante ». Après une déclaration plutôt timide sur sa neutralité et son refus de s'affilier politiquement²⁶⁶⁶, l'Église procède à la révision de son statut d'organisation au début janvier 1990. Cette opération sera achevée à l'automne 1990 lors de l'Assemblée nationale de l'Église orthodoxe²⁶⁶⁷.

La politisation des milieux ecclésiastiques se manifeste après 1989 par la constitution d'un groupement réunissant des clercs et des laïcs qui se disputent avec d'autres clercs la légitimité à traiter de l'Église²⁶⁶⁸. Ces derniers font des clercs de leurs alliés pour affirmer leur adhésion à l'orthodoxie en s'érigeant en concurrents des représentants officiels de l'Église au début des années 1990.

La participation d'**Andrei Plesu** aux structures du nouveau pouvoir avait suscité de nombreuses polémiques. Après le retrait des membres du GDS du Conseil du Front du Salut National, il est seul à garder son poste de ministre. Il le conserve aussi après les premières élections de mai 1990. Petre Roman, premier ministre nommé à la suite des événements de 1989 et premier ministre dans le premier gouvernement postcommuniste, raconte sa participation, vers la seconde moitié de l'année 1990, à une des réunions du conseil épiscopal (le Synode) de l'Église orthodoxe, en réponse à la sollicitation de ses responsables en place d'offrir son soutien pour atténuer les conflits au sein de cette institution :

« beaucoup de signes me sont parvenus [...] de la direction de l'Église orthodoxe, qu'il y a avait des émois là-bas et j'étais prié si je pouvais intervenir. Finalement, j'ai accepté d'aller au Synode. J'ai participé au Synode de l'Église orthodoxe [...] de mon point de vue, cela a été [une rencontre] absolument publique. J'ai participé au Synode de l'Église orthodoxe et j'ai eu une discussion privée avec le Patriarche [...] Et au Patriarche qui disait : “Voilà, monsieur le premier-ministre, je suis attaqué de tout côté, et je suis attaqué par des gens de l'intérieur qui n'ont aucune autorité morale [...] je lui ai dit en privé – et probablement maintenant vous serez étonnés : [...] résistez, prenez votre rôle au sérieux, ne lâchez pas !”’. Mais j'ai dit cela aussi au Synode, il serait bien de, comme nous nous l'avons faite, de faire venir de jeunes gens, que dans l'Église se produise un rajeunissement. Ce qui lui il avait précisément fait [...] plusieurs jeunes ont obtenus des fonctions importantes. En vérité, à cette époque-là beaucoup de jeunes diplômés sont apparus [...] De mon point de vue [...], il m'a semblé que la discorde au sein de la direction de l'Église est mauvaise, dangereuse

politique, sous la direction de Daniel Barbu, Faculté des sciences politiques, Université de Bucarest, 2009, p. 43. Voir aussi Alexandra Ionescu, « La dernière révolution léniniste. Pensée et pratique d'une autorité révolutionnaire en Roumanie », *Studia Politica*, VI, 1, 2006, pp. 25-114 ; Id., « Pluralisme et représentation. La définition ambiguë des acteurs politiques de la Roumanie postcommuniste », VI, 4, 2006, pp. 821-866.

²⁶⁶⁶ Tout au long de la période postcommuniste, plusieurs membres du clergé siégeront dans le Parlement.

²⁶⁶⁷ Iuliana Conovici, *Le travail d'une identité publique*, op. cit., p. 44.

²⁶⁶⁸ Des clercs siègent au Parlement après 1989. Seulement en 2004 une décision du Synode interdisait qu'ils soient des membres des partis politiques. Mais en 2008, le Synode décide que des clercs peuvent, sous l'autorisation de leurs supérieurs, participer aux élections comme indépendants et détenir des fonctions dans l'administration.

[...] qu'il vaut mieux s'unir et trouver une solution. Et ils l'ont trouvée – je n'affirme pas que c'est moi qui avais trouvé la solution, mais, de toute façon, c'est ce que je leur ai dit, au cours [de la réunion] du Synode de l'Église²⁶⁶⁹. »

Au moment où la direction de l'Église est soumise aux contestations de l'intérieur tout comme de l'extérieur, c'est-à-dire la presse, l'Église s'intéresse dans le même temps à se faire reconnaître son importance aux yeux du pouvoir. Ce dernier, par la voix du premier ministre lui assigne un rôle dans le processus de démocratisation :

« Mon message au Synode a été un qui a été apprécié par eux comme très encourageant. J'ai dit : l'Église renaîtra avec vigueur et jouera un rôle important [...] les gens auront confiance dans l'Église, alors vous jouerez un rôle très significatif. Je vous dis cela du point de vue du nouveau pouvoir. Il est nécessaire que l'Église joue son rôle, je crois que cela signifiera un fort soutien pour le passage à la démocratie, donc la première chose que je vous conseille à faire, c'est que vous preniez votre rôle au sérieux²⁶⁷⁰. »

Pour Petre Roman, l'une des figures politiques s'imposant au cours des événements de 1989, issu des milieux de la nomenklatura politique²⁶⁷¹ et d'origine juive²⁶⁷², la conservation de la direction de l'Église par ses responsables au temps du communisme ne signifie pas l'absence de sa transformation en présence de l'occupation par de jeunes membres du clergé des positions symboliquement et temporellement importantes²⁶⁷³.

Avant que le responsable du gouvernement soit appelé à donner son soutien pour le maintien de l'ordre dans une institution dont le rôle est considéré significatif par « le passage à la démocratie²⁶⁷⁴ », **Andrei Plesu**, nommé ministre de la culture en décembre 1989 recevait, d'après ses propres témoignages et d'après les informations présentées dans la presse orthodoxe, au 10 janvier 1990 une visite des représentants de l'Église²⁶⁷⁵. **Andrei Plesu** mentionne l'évêque Bartolomeu Anania, Daniel Ciobotea (« qui

²⁶⁶⁹ Andrei Plesu, Petre Roman, Elena Stefoi, *Transformari, inertii, dezordini*, op. cit., pp. 102-103.

²⁶⁷⁰ *Ibid.*, p. 103.

²⁶⁷¹ Son père, Valter Roman, a été le dernier directeur des Editions politiques, lui étant professeur à l'Institut polytechnique de Bucarest.

²⁶⁷² Alors qu'un intellectuel d'origine juive lui reproche de faire parade actuellement de sa conversion toute récente à l'orthodoxie (par le mariage religieux conclu récemment avec sa seconde femme), un intellectuel proche des intellectuels juifs mais aussi proche de Petre Roman déclare à ce sujet que Petre Roman était orthodoxe bien avant ce mariage et que sa fille du premier mariage, ayant actuellement une trentaine d'années, a été baptisée à l'Église orthodoxe. Un autre intellectuel, Victor Eskenasy, dans un débat avec une critique littéraire publié dans *Romania literara*, reprend certaines de ses affirmations, qui faisait l'objet des critiques qu'on lui adresse en 1999, faites à l'occasion d'une communication (portant l'intitulé « Politique, nationalisme, antisémitisme en Roumanie 1990-1991 ») tenue à Paris en 1992 : « dans leur lutte pour la conservation contestée fermement par l'opposition en 1990 et en 1991, l'ultranationalisme d'origine totalitaire, y inclus l'antisémitisme, ont été utilisés comme instruments pour la manipulation des masses [...] il peut sembler paradoxal mais, d'après toutes les apparences [...] à l'origine de cette évolution se trouve au moins en partie, un personnage complexe, en partie d'origine juive, l'ancien premier ministre Petre Roman [...] En paraphrasant le sociologue Yves Chevalier, sans se montrer ouvertement antisémite, Petre Roman crée l'impression [qu'il fait] un profond effort défensif, même si irrationnel et inutile, pour restaurer un moi déséquilibré [...] La culture nationaliste roumaine revendiquée par Petre Roman dans ses déclarations est imprégnée, sans aucun doute, par le virus antisémite et, dès son arrivée au pouvoir en janvier 1990, le dirigeant du FSN a été confronté lui-même, à de nombreuses reprises, à des attitudes hostiles de nature antisémite ». Cf. *Romania literara*, 37, 1999.

²⁶⁷³ Andrei Plesu, Petre Roman, Elena Stefoi, *Transformari, inertii, dezordini*, op. cit., p. 102.

²⁶⁷⁴ *Ibid.*, p. 103.

²⁶⁷⁵ *Vestitorul Ortodoxiei Romane*, janvier 1990 cité dans *Romania libera*, 31 août 2007.

n'était pas encore métropolitaine »), le prêtre Iustin Marchis et Teodor Baconsky²⁶⁷⁶. Il s'agit de ceux qui visant le « remplacement de l'équipe existante²⁶⁷⁷ » se sont réunis pour constituer le 9 janvier 1990 le Groupe de réflexion pour le renouveau de l'Église orthodoxe (GRRBO), composé de sept ecclésiastiques et de quatre laïcs. Un seul ecclésiastique et deux laïcs, des artistes, seront cooptés au GDS respectivement en janvier et en octobre 1990. Iustin Marchis et Sorin Dumitrescu sont les premiers de ce groupement à intégrer le GDS, en janvier 1990. Horia Bernea les suit, en octobre 1990. Alors qu'un autre laïc, le seul à avoir suivi des études de théologie et déployé ses activités dans une institution à vocation culturelle sous la tutelle de l'Église orthodoxe avant 1989, n'est reçu dans le GDS qu'en fin 2007²⁶⁷⁸. Ces deux artistes et ce théologien sont d'ailleurs les seuls à se manifester en tant que membres de ce groupement²⁶⁷⁹ constitué en 1990, avant leur cooptation dans le GDS. D'après les informations que les médias nous présentent, il est question de Sorin Dumitrescu, Horia Bernea et Teodor Baconsky, et des membres de l'Église orthodoxe roumaine, le prêtre monacal Iustin Marchis (Ioan Marchis, d'après son nom civil) et les prêtres-professeurs Daniel Ciobotea, Constantin Galeriu et Dumitru Staniloae, l'archimandrite Bartolomeu Anania et le prêtre Constantin Voicescu.

D'un texte paru dans 22²⁶⁸⁰, le résumé d'une discussion avec des prêtres qui ont constitué une structure à but consultatif à l'intérieur de l'Église, la Conférence nationale des prêtres, on apprend que le GRRBO comptait onze membres. Le peintre Paul Gherasim (né en 1925, membre du groupe « Prologue ») fait partie du groupement rassemblant des laïcs et des clercs²⁶⁸¹. Bien qu'Iustin Marchis déclare ne pas vouloir s'exprimer ni sur ce groupement ni et plutôt sur le GDS, il indique un autre clerc, le « prêtre Toader [Crasmariu] de l'Église Doamnei²⁶⁸² » que le texte de 22 ou d'autres sources médiatiques ne mentionnent pas. Selon Iustin Marchis, ce prêtre pourrait raconter mieux les événements de cette époque-là²⁶⁸³. Le prêtre

²⁶⁷⁶ Sont portés **en gras** les membres fondateurs du GDS ; sont soulignés les membres du GDS, cooptés à partir de janvier 1990 et jusqu'en 2009.

²⁶⁷⁷ Andrei Plesu, Petre Roman, Elena Stefoi, *Transformari, inertii, dezordini*, op. cit., pp. 99-103.

²⁶⁷⁸ Selon ses témoignages (Paris, le 28 novembre 2008). Information confirmée par Radu Filipescu. Alors que son appartenance au GDS n'était pas encore rendue publique en automne 2008 car Teodor Baconsky ne se trouvait pas sur la liste « officielle » du GDS, disponible en ligne.

²⁶⁷⁹ Nous avons choisi le terme de « groupement » en désignant par cela le « Groupe de réflexion pour le renouveau de l'Eglise » pour le distinguer du GDS mentionné parfois par le terme de « groupe ». Le choix du terme « groupement » nous semble plus approprié étant donné son mode de fonctionnement, sans siège, ni programme, ses « membres » refusent de parler ou semblent nier cette appartenance. De même nous appelons ce groupement ou ses membres par le terme « réformiste » au nom non de la « réforme » qu'ils proposent mais de leurs prétentions revendicatives d'un « renouveau de l'Eglise ».

²⁶⁸⁰ Deux mentions seulement sont faites au cours de l'année 1990 dans 22 parmi les rares informations qu'on retrouve au sujet de ce groupement : George Arun et Lucian Branea, « Marele sobor », 22, 7, mars 1990, 1990). Cette information qu'une autre, recueillie lors de notre enquête (entretien avec Stelian Tanase, le 13 juillet 2009) nous ont conduit à (ré)essayer à interroger des membres de ce groupe, après avoir discuté au préalable avec deux des membres de ce groupe qui ont été intégrés par la suite le GDS, le prêtre Iustin Marchis (coopté en 1990) et le théologien, actuellement ambassadeur de la Roumanie à Paris, Teodor Baconsky (coopté fin 2007).

²⁶⁸¹ Information confirmée par Iustin Marchis (le 26 août 2009).

²⁶⁸² En fin de discussion, le prêtre Iustin Marchis déclarait (le 26 août 2009) : « j'espère bien que vous me compreniez ».

²⁶⁸³ Le prêtre Iustin Marchis déclare qu'« il [le prêtre Toader Crasmariu] a une mémoire extraordinaire et il vous dira sûrement bien de choses » (discussion informelle avec Iustin Marchis, le 26 août 2009).

Toader Crasmari refusera dès le premier abord de discuter de ce groupement. Son refus est justifié par son rôle mineur, puisqu'étant parmi les moins connus de ce groupe.

Le prêtre Toader Crasmariu manifeste son étonnement que quelqu'un vienne l'interroger sur ce groupe. Après nous avoir dit que personne ne le mentionne comme participant à ce groupement, il nous dit : « Il faut parler avec le Patriarche. Pourquoi vous ne parlez pas avec lui ou peut-être avec le prêtre Iustin Marchis ? C'est les plus importants que vous devriez rencontrer, c'est à eux d'en parler²⁶⁸⁴. » Après ces deux rencontres²⁶⁸⁵, nous avons contacté un des plus jeunes théologiens, l'universitaire Radu Preda²⁶⁸⁶ qui nous communique : « en ce qui concerne le prêtre Crasmariu, je n'ai pas soutenu qu'il n'a pas fait partie du Groupe de réflexion pour le renouveau de l'Église, mais seulement qu'il a eu un rôle marginal. J'ai appris cela du métropolite Bartolomeu²⁶⁸⁷. »

Comme dans le cas du GDS certains doivent leur entrée exclusivement aux relations qu'ils entretiennent avec certains initiateurs du groupement, et pour ce qui est du GDS, avec des intellectuels notoires de la période communiste. Iustin Marchis, le premier des membres du groupement militant pour le « renouveau de l'Église orthodoxe » à faire son entrée dans le GDS semble devoir sa cooptation à ses relations avec certains des membres du GDS datant de la période communiste²⁶⁸⁸.

Ce groupement, « extérieur aux structures canoniques », semble participer directement aux prises de décision au sein de l'Église à la suite des événements de 1989, certains participants à ce groupement recevant de nouvelles responsabilités²⁶⁸⁹. Des témoignages faits par un des ecclésiastiques ayant une fonction similaire à celui d'un « ministre d'affaires étrangères », il ressort que des exilés, des fidèles et des clercs de l'Église orthodoxe, contestaient la direction de l'Église en janvier 1990. Alors que l'Église, par l'intermédiaire de ses responsables en place, désirait s'engager sur la voie de la « réconciliation ». Pour ce faire une « commission mixte, composée de représentants de l'Église, de l'exil et d'un groupe d'arbitrage, formée par des intellectuels de prestige » sera constituée²⁶⁹⁰. Les pressions venues de l'intérieur assimilables à celles qu'on a vu se manifester dans d'autres institutions sont décrites comme des « mouvements de type syndical » du fait de la constitution des collectifs à base revendicative dans des communautés restreintes. Les deux journalistes signant dans 22 une chronique des événements qui ont lieu au sein de l'Église les présentaient avec le sous-titre « après la révolution, l'anarchie » :

« Dans la période qui a suivi la révolution de décembre 1989, une vague revendicative s'est déclenchée au sein de l'Église [...], des rencontres à l'Institut théologique, qui ont entraîné au début des enseignants et des étudiants en

²⁶⁸⁴ Discussion avec le prêtre Toader Crasmariu à l'Église Maria Doamna, paroisse qu'il dirige, juste après notre rencontre avec le prêtre Iustin Marchis (le 26 août 2009).

²⁶⁸⁵ Un universitaire, Radu Carp, « intellectuel orthodoxe » (proche des milieux ecclésiastiques, intervenant dans les médias qui sont sous la tutelle de l'Église orthodoxe), proche d'Iustin Marchis et proche des théologiens de la jeune génération, assiste à ces deux discussions.

²⁶⁸⁶ En fait, c'est lui qui s'est intéressé à discuter de ce sujet, après avoir échangé deux messages, il nous proposait d'en discuter avec Bartolomeu Anania, dont il est proche. Alors que peu après lorsque nous nous sommes intéressés, nos questions concernaient ce qu'il avait écrit, publié au sujet d'une thèse critique à l'égard de l'Église, nos contacts ont pris fin.

²⁶⁸⁷ Correspondance électronique avec Radu Preda (le 3 août 2009).

²⁶⁸⁸ Discussion informelle avec Iustin Marchis (le 25 mars 2004).

²⁶⁸⁹ Andrei Pippidi, « Le sixième patriarche », 22, 13, avril 1990 ; Dan Pavel, 22, 35, 36 et 37, septembre 1990.

²⁶⁹⁰ Antonie Plamadeala dans 22, 1, le 20 janvier 1990.

théologie, [...] des manifestations des prêtres où on demandait le retrait du patriarche. Teoctist s'est retiré. Ces mouvements ont continué. À Alba-Iulia un groupe de prêtres a destitué leur hiérarque [...], un groupe de prêtres [...] a demandé la démission de tout l'appareil administratif de l'épiscopat et a déterminé la fuite de l'évêque [...] D'autre part, un nombre restreint de prêtres, théologiens et fidèles (plus précisément onze) se sont constitués en un Groupe de réflexion pour le renouveau de l'Eglise [Grup de reflectie pentru innoirea Bisericii Ortodoxe] [...] dès le début, l'idée de la convocation d'une Conférence nationale des prêtres orthodoxes de Roumanie a constitué une alternative au mode chaotique ou organisé, mais restreint, exclusiviste et isolé de réfléchir au sujet du renouveau de l'église ; un mode d'action dans ce sens entraînant tous les pasteurs des âmes du pays²⁶⁹¹. »

Ces mouvements contestataires nés au sein des communautés religieuses restreintes, au niveau des fidèles, comparés aux mouvements de rue contre le pouvoir politique, semblent avoir fait l'objet de critiques formulées par des prêtres qui voient dans les protestations un mode inapproprié pour déclencher le processus de « renouveau » de l'Église, à savoir la reconquête de son « rôle au sein de la société ». Sont réticents à l'égard de cette vague revendicative, mode d'action « “démocratique” inspiré par les manifestations » de rue contre « la hiérarchie ecclésiastique » des initiateurs de la Conférence nationale des prêtres et non pas des initiateurs du GRRBO :

« l'église doit redevenir une force qui exprime son point de vue sur toutes les questions [...] l'Église est la seule forme institutionnelle qui a assuré l'unité de la nation et de la croyance des Roumains [...] l'Église doit être une force qui lutte contre toute tentative de dictature et pour ce faire elle ne doit pas s'engager d'une manière partisane en politique, mais veiller que la société ait toujours la liberté d'opinion²⁶⁹². »

La Conférence nationale des prêtres se réunit le 6 mars 1990 se présentant comme cadre permettant l'expression des revendications du bas clergé. Le GRRBO est défini par opposition à un organisme qui dénie tout engagement à but revendicatif :

« la Conférence à la différence des groupes spontanés de manifestants ou du Groupe de réflexion [...] n'a aucune revendication spécifique, aucune revendication concrète. »

Par rapport à d'autres structures constituées au début 1990, la Conférence des laïcs orthodoxes et la Conférence nationale des prêtres²⁶⁹³, le GRRBO réunit des « intellectuels orthodoxes²⁶⁹⁴ » et des ecclésiastiques, dont certains sont des universitaires ou des écrivains. En se constituant dans un collectif « auto-élu²⁶⁹⁵ », ils donnent plus de force à leurs prétentions d'intervenir pour la transformation de la hiérarchie au sein de l'Église. Si son existence reste limitée à une année au plus sinon à quelques mois, cette initiative permet à ceux qui y participent de prétendre et d'obtenir de nouvelles responsabilités quand

²⁶⁹¹ 22, 7, mars 1990, p. 16. Un des journalistes, George Arun est actuellement rédacteur en chef de la publication, *Idei in dialog*, dirigée par Horia-Roman Patapievi, directeur de l'Institut culturel roumain entre 2005 et 2012. Voir *infra*, chapitre « religion, histoire, droit ». Alors que l'autre, Lucian Branea travaillera à RFE de 1994 à 2004.

²⁶⁹² 22, 7, mars 1990. Les deux journalistes citent des représentants de la Conférence nationale et non pas des membres du Groupe de réflexion pour le renouveau de l'Eglise.

²⁶⁹³ Iuliana Conovici, *Le travail d'une identité publique*, op. cit., p. 49.

²⁶⁹⁴ Nous utilisons ce syntagme pour désigner les tenants de l'orthodoxie dans le champ intellectuel. Or ceux que nous appelons par ce terme ne se servent pas d'un attribut pour se présenter. Sur le syntagme que nous proposons ici et notre définition voir chapitre 8.

²⁶⁹⁵ Andrei Pippidi dans 22, 13, 1990

ils sont des ecclésiastiques, comme ce fut le cas de Daniel Ciubotea, (métropolitain de la Moldavie dès 1990, élu patriarche de l'Église orthodoxe roumaine, en septembre 2007, après la mort du patriarche Teoctist²⁶⁹⁶).

Selon les témoignages d'**Andrei Plesu**, le groupe constitué soutenait la nécessité de la réforme au sein de l'institution. Dès le mois de janvier 1990, le groupe qui se donnait comme tâche de réfléchir sur « le problème de l'Église » avait déjà décidé de « l'équipe de remplacement de l'équipe existante ». Il semble que celui qui se présente comme le leader de ce groupe, l'archimandrite Bartolomeu Anania sera un des noms véhiculés lorsque le problème de la succession à la tête de l'Église se posera (en 1990 mais aussi en 2007, après la mort du patriarche Teoctist) :

« c'était un premier schéma de réforme et rajeunissement [...] du point de vue de l'Église²⁶⁹⁷. »

Le groupement réformiste constitué le soir du 9 janvier²⁶⁹⁸ demandait au nouveau ministre de la Culture, Andrei Plesu, de leur faciliter la rencontre avec celui qui est le responsable des cultes dans les structures du nouveau pouvoir. Gelu Voican Voiculescu, vice-premier ministre et responsable des services secrets dans le gouvernement provisoire constitué en décembre 1989²⁶⁹⁹ confirmait en 2007 (après la mort du patriarche Teoctist) qu'il avait rencontré les membres du GRRBO sur le conseil de Dumitru Mazilu :

« J'avais dans mes responsabilités l'Église dans la mesure où le Département des cultes auquel a été nommé le professeur Nicolae Stoicescu revenait dans mes attributions de coordination. Comme chacun des leaders du gouvernement provisoire avait dans sa subordination un domaine ou un autre²⁷⁰⁰. »

Ainsi quatre d'entre eux, les mêmes se présentant pour discuter avec **Andrei Plesu**, (dont trois le connaissaient déjà) rencontrent Dumitru Mazilu, dissident des années 1980, occupant le poste de premier vice-président du Bureau exécutif du Conseil du Front du salut national²⁷⁰¹. **Andrei Plesu** l'avait aidé lorsqu'il se trouvait déjà sous la surveillance de la police politique. Les relations personnelles mais aussi la situation exceptionnelle des jours qui suivent le changement de régime permettent de transgresser les normes et les principes des institutions :

« je lui ai donné simplement un coup de fil – il y avait encore une atmosphère révolutionnaire, on pouvait faire les choses de cette façon – pour qu'il les reçoivent [...] j'avais eu un pré-contact avec lui au nom duquel je pouvais lui téléphoner [...] Et il les a reçus immédiatement, chose qui les avaient beaucoup impressionnés²⁷⁰². »

²⁶⁹⁶ Aux jours de son installation, la presse française le présentait comme un des principaux représentants du courant réformateur au sein de l'Église orthodoxe roumaine. A présent, les principales accusations dans la presse mais aussi dans les milieux ecclésiastiques (des prêtres, par ceux qui n'occupent pas des fonctions de direction) comme par certains intellectuels orthodoxes (dans les discussions eues, jamais publiquement), concernent son enrichissement, les stratégies en vue de l'enrichissement et le contrôle exercé sur les médias que l'Église contrôle.

²⁶⁹⁷ Andrei Plesu, Petre Roman, Elena Stefoi, *Transformari, inertii, dezordini*, op. cit., p. 100.

²⁶⁹⁸ Cf. *Vestitorul Ortodoxiei Romane*, janvier 1990 cité dans *Romania libera*, le 31 août 2007.

²⁶⁹⁹ Celui-ci avait participé au procès contre Nicolae et Elena Ceausescu du 25 décembre 1989. Du 31 décembre 1989 et jusqu'en mars 1990 (moment de l'apparition du Service roumain d'informations) Gelu Voican Voiculescu est nommé à la tête du Département de la sécurité de l'État.

²⁷⁰⁰ « L'automne du patriarche et le printemps des libres penseurs », *Romania libera*, 31 août 2007.

²⁷⁰¹ Peter Siani-Davies, *Revolutia romana*, op. cit., pp. 274-277. Selon l'auteur le discours de Dumitru Mazilu, s'accorde avec les « idées réformistes qui circulaient alors à Bucarest et dans le reste de la région » (*ibid.*, pp. 159-160).

²⁷⁰² Andrei Plesu, Petre Roman, Elena Stefoi, *Transformari, inertii, dezordini*, op. cit., p. 101.

La constitution de ce groupement fait suite au discrédit auquel l'Église devra faire face tout au long de l'année 1990. Mais sa constitution (le 9 janvier) précède les manifestations de rue contre le patriarche (le 12 janvier). À la suite des contestations venues de l'intérieur de l'Église (au niveau des structures locales et dans l'administration centrale, l'enseignement y inclus), mais aussi de l'extérieur (dans la presse et dans la rue) le patriarche se retire de sa fonction²⁷⁰³. Quelques mois après il revient en dépit des contestations de la part des intellectuels et de certains ecclésiastiques. Selon **Andrei Plesu**, le patriarche prend la décision de se retirer sans y être obligé mais il revient étant « prié [...] par les prêtres » :

« Teoctist [le patriarche de l'Église orthodoxe] s'est retiré du 18 janvier au 4 avril [...] la première [institution] à revenir sur ses anciennes positions²⁷⁰⁴. »

Gelu Voican Voiculescu raconte qu'au 12 janvier 1990, à la suite de la messe pour la commémoration « des héros martyrs de la révolution », à l'initiative de Dumitru Mazilu, le 19 janvier, le patriarche annonçait par une lettre sa décision de se retirer à partir du 20 janvier dans un monastère²⁷⁰⁵. Comme le montre une étude récente sur l'Église orthodoxe après 1989, les pressions amenant le patriarche à déposer son mandat (du 19 janvier au 4 avril) prennent appui sur la publication dans la presse, les jours suivant les événements de 1989 d'une lettre portant sa signature, adressée au dictateur au temps de la révolte populaire²⁷⁰⁶. Ces accusations, que la presse présente en fin décembre 1989, sont considérées ultérieurement par Gelu Voican Voiculescu comme « des manipulations grossières » auxquelles s'ajoutent des « pressions énormes qui ont amené finalement à son départ du 20 janvier²⁷⁰⁷. »

Plusieurs ecclésiastiques appartenant à la jeune génération voient leurs positions renforcées. Un membre du groupement réformiste sera nommé vicaire de l'épiscopat de Bucarest au début de janvier 1990 (Constantin Galeriu, né en 1918, professeur à l'Institut de théologie orthodoxe de Bucarest). Durant la période du provisorat, à la suite du retrait du patriarche, des réformistes de l'intérieur de l'Église obtiendront de nouvelles responsabilités qui les permettront de participer dès lors à la construction de la vision sur son nouveau rôle et à imposer la représentation de l'Église dans la période postcommuniste. Le futur patriarche de l'Église, Daniel Ciobotea, sera élu évêque vicaire dans le département de Timis. Les positions obtenues

²⁷⁰³ Au 18 janvier 1990 il présente au Saint Synode sa démission qui l'accepte, plus tard au moment de son retour le Synode déclare avoir respecté sa décision de se retirer démission mais non pas de l'avoir accepté, l'interprétation se fonde sur le droit canonique. Cf. Iuliana Conovici, *Le travail d'une identité publique*, op. cit., pp. 48 et 55.

²⁷⁰⁴ Andrei Plesu, Petre Roman, Elena Stefoi, *Transformari, inertii, dezordini*, op. cit., pp. 101-102. Ces dernières affirmations appartiennent à Elena Stefoi, celle-ci s'intéresse par la suite à la situation et au rôle de l'Église orthodoxe dans la période postcommuniste.

²⁷⁰⁵ *Romania libera*, art. cit., le 31 août 2007.

²⁷⁰⁶ Iuliana Conovici, *Le travail d'une identité publique : l'Église orthodoxe roumaine après 1989*, op. cit., pp. 42 et 55. Discours rendu public sous la signature du patriarche cité dans Olivier Gillet, *Religie si nationalism. Ideologia Bisericii Ortodoxe Romane sub regimul comunist*, trad. Mariana Petrisor, Compania, coll. « Altfel [Autrement] », 2001, pp. 228 et 246, note 2.

²⁷⁰⁷ Gelu Voican Voiculescu a été invité à participer aux séances du Synode au début 1990 (cf. 22, 7, mars 1990) : « Il [le patriarche Teoctist] avait en charge la direction du BOR à la fin de l'année 1986, donc on ne peut pas lui attribuer toutes les concessions faites au pouvoir communiste destructeur. Le régime de Ceausescu était athéiste [...] lui [au patriarche Teoctist] imputait tout ce qui s'est passé dès 1947, comme certains le font, c'est une injustice et une folie. » (*Romania libera*, art. cit., le 31 août 2007.)

durant cette période lorsque l'Église fonctionne sous la direction d'une lieutenance patriarcale seront renforcées et après le retour du patriarche, Daniel Ciobotea étant élu métropolite de la Moldavie en juin 1990. On assiste à un processus de rajeunissement des cadres ecclésiastiques²⁷⁰⁸.

A part ces témoignages, publiés bien plus tard, d'**Andrei Plesu** (préoccupé par le rôle de l'Église comme on le verra par la suite) et de Petre Roman (premier ministre en 1990), mentionnant les relations entre l'Église et le pouvoir installé en décembre 1989, deux membres de la rédaction de 22 discutent des tentatives échouées de procéder au remplacement la direction de l'Église. Ces deux propos confirment la cooptation des membres du clergé appartenant à la jeune génération par les responsables en place de l'Église après la chute du régime ainsi que l'intervention des politiques dans les luttes au sein de l'Église qui suivent les contestations de l'ancienne direction. **Andrei Pippidi** (historien), membre fondateur du GDS, voit dans le retour du patriarche « non pas l'ambition d'un homme ni la faiblesse d'une institution, mais la maladie dont la société entière souffre²⁷⁰⁹ ». L'indécision du GRRBO à proposer un candidat est considérée comme une des causes de cet échec. L'intervention et le soutien des hommes politiques pour la conservation de la position de l'ancienne direction de l'Église en étant une autre. Dans le même numéro de 22 consacré à l'Église, Tia Serbanescu, rédacteur (chef de la section culture) de *Romania libera*, signant dans 22 des chroniques politiques, critique l'implication des représentants de l'Église orthodoxe dans les apparitions publiques aux côtés des hommes politiques :

« le douteux et alarmant processus de rapprochement – officiel, cette fois-là, entre politique et religion²⁷¹⁰. »

Dan Pavel, membre de la rédaction de 22 dès janvier 1990 et proche du rédacteur en chef de la revue, **Stelian Tanase**, auquel il doit son intégration et dans la rédaction²⁷¹¹ (au moment de la publication de cet article étant le responsable de la section « social et politique »), propose une « étude-enquête » pour discuter des mécanismes à l'œuvre au sein de l'Église orthodoxe qui ont mené aux « départ et [...] retour du patriarche ». La présentation du fonctionnement de l'Église à la suite des événements de 1989 est justifiée par le rôle de la religion chrétienne considérée comme « le fondement de la spiritualité du peuple roumain » qui avait dû subir les entraves de la politique, « un attentat soldé par l'aliénation d'un peuple chrétien dans une posture athée, le communisme ». Selon cet auteur, l'Église devrait se transformer « après la révolution en une institution théologique-politique [...] antitotalitaire²⁷¹² » en suivant l'exemple de l'Église catholique qui avait soutenu Solidarnosc, argument invoqué semble-t-il par certains membres du clergé :

« l'Église orthodoxe qui peut devenir enfin une force d'opposition contre le totalitarisme, l'idéologie et la propagande néocommuniste²⁷¹³. »

²⁷⁰⁸ Iuliana Conovici, *Le travail d'une identité publique : l'Église orthodoxe roumaine après 1989*, op. cit., p. 48.

²⁷⁰⁹ 22, 13, le 13 avril 1990.

²⁷¹⁰ Ibid.

²⁷¹¹ Entretien avec Dan Pavel (le 20 juillet 2009).

²⁷¹² En affirmant cela il donne comme référence Spinoza.

²⁷¹³ 22, 35, septembre 1990.

Les représentants de l'Église rencontrent les représentants du pouvoir politique avant et après les élections de mai 1990. Aux yeux de ce rédacteur de 22, l'intervention des hommes politiques est légitime tant qu'il est question du pouvoir politique installé à la suite des événements de 1989 :

« l'initiative du Saint Synode de rencontrer rapidement les leaders gagnants des élections ressemble plutôt à l'opportunisme qu'au réalisme politique [...] Si jusqu'aux élections, la rencontre avec le pouvoir provisoire était d'une certaine façon justifiable, après les élections la tentative de l'institution de l'église de se faire introduire massivement en politique autrement que par la voie parlementaire est dangereuse²⁷¹⁴. »

Comme il résulte aussi du témoignage de Sorin Dumitrescu, participant au GRRBO, l'intervention des hommes politiques est souhaitée tant par les représentants officiels de l'Église que par les tenants du « nouveau » de l'Église qui semble s'ériger en structure concurrente du Synode²⁷¹⁵.

L'état de confusion et d'agitation peut se lire dans les arguments utilisés pour justifier de la précipitation des responsables à obtenir que l'Église occupe une place dans les institutions publiques. Dans la débâcle déclenchée au début 1990 au sein de l'Église, accentuée par le retrait du patriarche, parmi les facteurs de « déstabilisation » de l'Église, certains membres du clergé invoquent, les attaques des « intellectuels “purs” » mais aussi les « anciens idéologues et activistes du parti unique [...] “alliés” à une aile de l'ancienne Securitate », « athéistes de marque, des anciens activistes et des héritiers des activistes du Kominterm, des non-orthodoxes et même des non-chrétiens », mais aussi des journalistes et des publications qui tenteraient de « réhabiliter “un ennemi traditionnel de l'église : la franc-maçonnerie” dont l'internationalisme indifféremment de son orientation vient en contradiction avec l'église nationale²⁷¹⁶ ». Dan Pavel, rédacteur de 22, discute aussi de l'identification de l'orthodoxie au nationalisme dans la revue *Romania Mare* et par le groupe Vatra Romaneasca. Mais il critique aussi les manœuvres faites par des acteurs politiques, des « forces de gauche ou de droite, de centre ou même “apolitiques” » utilisant l'Église comme justification de leurs discours « antitotalitaires ». Seuls les « intellectuels indépendants » manifestent, selon cet auteur, une attitude « antireligieuse (plus précisément, anticléricale) », alors que des partis politiques ont une « orientation pro-religieuse ». En conclusion de ce propos l'auteur affirme que le retour du patriarche peut être interprété comme le signe de la reconnaissance qu'on accorde au « nouveau » de l'Église, car le patriarche avait initié une série de réformes bien avant son départ et qu'il avait donné son soutien au groupement militant pour le « nouveau », considéré comme l'« aile modérée » par opposition à celle qui est faite « coupable de la dégradation de l'église au temps de la dictature ». Certains membres du GRRBO soutiennent finalement le retour du patriarche. Ce retour est considéré préférable à la situation confuse qu'entraînent les luttes au sein de l'Église, signe des tentatives du

²⁷¹⁴ 22, 37, septembre 1990.

²⁷¹⁵ 22, 67, mai 1991.

²⁷¹⁶ 22, 37, septembre 1990.

« renouveau de l'Eglise et de la reconquête par celle-ci [...] de son autonomie par rapport au pouvoir politique ».

La création d'un groupement qui réunit des ecclésiastiques et des laïcs permet le repositionnement notamment des membres du clergé qui peuvent invoquer un capital moral et/ou le capital symbolique ou plus rarement le capital scolaire accumulé sous le communisme pour s'ériger en opposition de l'intérieur de l'Eglise. C'est en tant qu'intellectuels que la majorité des membres de ce groupement se manifestent puisque leurs activités dépassent l'espace légitime destiné aux fidèles et au clergé : ils publient dans la presse, ils participent aux luttes politiques en tant que membres du GDS ou de l'Alliance civique. Lorsque des prises de position de certains intellectuels, représentants du « renouveau » de l'Eglise, seront critiquées par des intellectuels qui partagent avec eux l'appartenance au GDS, aucune référence n'est faite à leur participation au groupement militant pour le « renouveau » de l'Eglise. Pour ce qui est des laïcs, mais aussi pour des représentants de l'Eglise et écrivains, essayistes et interprètes de la doctrine, le fait de se solidariser et de prétendre jouer un rôle dans le « renouveau » de l'Eglise, sinon de prendre le relais de ceux qui sont discrédités, contribuent largement à créer leur domaine d'intervention dans le champ intellectuel. Leurs activités se spécifient tout au long de la période communiste en fonction de leur dépendance à l'institution qu'ils désirent influencer. Les dispositions acquises avant 1989 peuvent se réactiver²⁷¹⁷ et le capital accumulé peut être investi à la fois dans des préoccupations nouvelles. Pour des clercs qui occupent des positions dominantes dans le champ religieux²⁷¹⁸, l'investissement du champ intellectuel vient dans la continuité des investissements antérieurs, dans le champ littéraire ou/et dans le champ universitaire. Le fait de se lier, intellectuels, membres du clergé qui peuvent invoquer un capital de souffrance et clercs, prétendants au statut d'intellectuel, misant sur leur capital scolaire, la politisation du champ religieux fonctionne dans ce cas-là comme moyen de son autonomisation. Quand ils n'accèdent pas à des postes de direction au sein de l'Eglise, ils se lient à d'autres intellectuels qui se font les concurrents des politiques, se présentent aux élections comme candidats indépendants (liste soutenue par le GDS), intègrent une association civique à vocation politique, comme l'Alliance civique et prennent de nouvelles responsabilités, en (se) créant de nouvelles positions (institutions spécifiques, étatique ou privée).

A. Les tenants du « renouveau » de l'Eglise orthodoxe

Des clercs dans ce groupement appartiennent à la première et à la dernière génération des membres du GDS. Bien que leurs expériences soient différentes, ils se sont confrontés aux mêmes contraintes et ils évoluent dans le même contexte politique. Dumitru Staniloae appartient à la génération des années 1930

²⁷¹⁷ Gisèle Sapiro, « Une liberté contrainte. La formation de la théorie de l'habitus » in Louis Pinto, Gisèle Sapiro, Patrick Champagne, *Pierre Bourdieu, sociologue, op. cit.*, notamment pp. 77-78.

²⁷¹⁸ Pierre Bourdieu, « Genèse et structure du champ religieux », *Revue française de sociologie*, 3, juillet-septembre 1971, pp. 295-334.

(la « génération 27 »), celle de Constantin Noica (1909-1987), de Mircea Eliade (1907-1986), d'Emil Cioran (1911-1995) et de Nicolae Steinhardt (1912-1989). Des aînés du GRRBO tous ont fait l'expérience de la prison sous le communisme, le chef d'accusation fut (au moins dans trois cas et selon les informations disponibles) l'« attitude hostile à l'égard du régime » et l'« activité [action] contre l'ordre social²⁷¹⁹ ». Dumitru Staniloae (né en 1903), B[V²⁷²⁰]artolomeu Anania²⁷²¹ (né en 1921) et Constantin Voicescu (né en 1924) sont passés par les prisons communistes, les trois étant emprisonnés entre 1958 et 1964 à la suite d'un procès collectif mentionné par des ouvrages sur la période communiste comme le procès « Rugul aprins », dans la presse affiliée à l'orthodoxie le « lot mystique légionnaire » et dans les dossiers de la Securitate comme le « lot Teodorescu Alex. et autres²⁷²² ». Ce procès coïncide avec celui contre les intellectuels, le « procès Noica-Pillat », qui rassemble ceux qui étaient membres des organisations légionnaires, comme c'était le cas de Constantin Noica, mais aussi des intellectuels enrôlés dans les partis politiques de l'entre-deux-guerres et qui étaient proches des intellectuels légionnaires, comme c'est le cas d'Alexandru Paleologu²⁷²³. Ces clercs et ces laïcs, intellectuels de diverses formations qui se rassemblent dans un monastère de Bucarest pour former le « Groupe d'Antim », plus connu sous l'appellation de « Rugul Aprins », tous n'ont pas entretenu des relations avec des forces politiques de l'extrême-droite. Bien que les membres de ce groupe informel déniaient toute ambition politique, certains seront accusés lors de ce procès de leur adhésion au mouvement légionnaire, antérieure à la constitution de ce groupe.

Aux temps de leur formation secondaire ou peu avant leur entrée au lycée, Bartolomeu Anania et Constantin Voicescu avaient intégré un groupement appelé les « Frères de la croix », une organisation pour la jeunesse, affiliée aux légionnaires²⁷²⁴. Dumitru Staniloae (né en 1903) est lui aussi emprisonné au temps

²⁷¹⁹ Il est invoqué l'art. 196 du Code de procédure pénale et l'infraction « uneltire impotriva ordinii sociale », voir in André Scrima, *Timpul Ruglui Aprins. Maestrul spiritual in traditia răsăriteană*, préface Andrei Plesu, Humanitas, 1996.

²⁷²⁰ Mentionné sous ce nom par André Scrima.

²⁷²¹ Valeriu Anania par son nom d'auteur.

²⁷²² André Scrima, *Timpul Ruglui Aprins*, op. cit., p. 171.

²⁷²³ Voir *infra* (chapitre sous le communisme). La seconde moitié des années 1950 est marquée par l'organisation des procès collectifs. L'auteur parle de la période à partir de 1948, moment de l'installation du régime communiste, comme celle de la « destitution de l'entière société civile » en mentionnant brièvement les prises de position des officiels de l'Église orthodoxe roumaine à l'étranger tout au long de la période communiste : « [ils] niaient ou se dérobaient des éventuelles questions », voir André Scrima, p. 175.

²⁷²⁴ En parlant de son appartenance à cette organisation, en réponse aux critiques parues dans la presse concernant son appartenance légionnaire, il déclare : « Cette affaire [...] comme étant d'une gravité maximale a été lancée par quelqu'un qui fait du journalisme d'une manière non professionnelle, c'est-à-dire d'après l'oreille [...] C'est comme si aujourd'hui, on accuserait du communisme et des crimes commis par le communisme quelqu'un qui avait été membre de l'organisation des pionniers [organisation de la jeunesse communiste, rassemblant les élèves de l'enseignement primaire] ou de l'UTC [Union de la jeunesse communiste, rassemblant des élèves de l'enseignement secondaire]... Dans ces temps-là, le mouvement légionnaire préparait ses futurs membres intellectuels par la cooptation des élèves de lycée (parmi ceux qui avaient les meilleurs résultats) dans les organisations désignées 'Les frères de la croix'. Les petits [...] formaient 'Le poignée des cadets', et ceux des classes supérieures pouvaient devenir 'Les frères de la croix'. Je dis qu'ils 'pouvaient' car certains [...] n'étaient pas acceptés. Un 'frère de la croix' ne pouvait devenir légionnaire qu'à l'âge de sa maturité (à l'époque, l'âge de 21 ans), donc à la fin de l'école secondaire. En ce qui me concerne [...] je ne suis pas devenu légionnaire pour deux raisons, l'une formelle, l'autre principielle : en janvier 1941 quand je n'étais pas encore majeur, la 'Fratie de croix' du Séminaire central [formation secondaire, enseignement orthodoxe] a été supprimée. Secondairement, au temps du bref gouvernement, mais aussi par la suite, j'ai pu voir le revers de la médaille, c'est-à-dire la face inconnue de la Garde de fer, avec laquelle je ne pouvais pas être d'accord. Je témoigne

du communisme sans qu'il ait appartenu à une organisation politique de tout type. Du fait de sa position et de ses relations proches avec le patriarche Justinian, son emprisonnement a été considéré comme marque de la perte de confiance du pouvoir dans l'Église et des relations de son responsable, le patriarche Justinian, avec le pouvoir communiste²⁷²⁵ dont les activités avaient permis le maintien d'une certaine autonomie de l'Église par rapport au pouvoir²⁷²⁶. Mais le fait d'avoir connu et peut-être lié des relations avec des légionnaires et surtout d'avoir signé des textes considérés comme relevant de la catégorie du « nationalisme religieux », amène à sa condamnation et à son emprisonnement en 1958²⁷²⁷. Il ne sera mis en liberté qu'en 1962/3. Constantin Galeriu (né en 1918) est lui aussi emprisonné. Mais dans ce cas-ci, les informations concernant les raisons ainsi que les accusations qui ont menées à ses emprisonnements successifs au début des années 1950 (à deux reprises) sont lacunaires, voire absentes²⁷²⁸. Celui-ci étant présenté dans l'ouvrage « Rapport » signé par la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste comme « prêtre avec *har* [talent]²⁷²⁹ ».

Dumitru Staniloae est l'un des penseurs théologiens jouissant de la plus grande consécration sous le communisme, mais aussi par la suite dans la période postcommuniste. Traducteur et éditeur de la *Philocalie*, travail auquel il doit sa notoriété à l'étranger, ses ouvrages seront publiés et réédités immédiatement après 1989. Il signe des articles dans la revue *Gandirea* qui s'impose notamment à partir des années 1930 et ensuite au début des années 1940 et comme soutenant le traditionalisme, la doctrine orthodoxe et l'ethnocentrisme. Autour de cette publication se regroupent des intellectuels affiliés à l'extrême droite²⁷³⁰. Celui-ci a suivi des études de théologie et de lettres, à Bucarest et à Munich. Peu après ses études (fin des années 1930), il enseigne à l'Académie théologique de Sibiu, institution qu'il dirigera (comme recteur) entre 1936 et 1946 et dirige le journal *Le Télégraphe* (de 1934 à 1945). Ensuite, selon le témoignage d'André Scrima, il est nommé titulaire de la chaire « Théologie ascétique et mystique » de la Faculté de

cependant qu'à la 'Fratrie de croix' du Séminaire on ne faisait pas de la politique, [il n'était pas question] ni de l'antisémitisme, mais seulement de l'éducation, et que je n'ai appris que de bonnes choses : amour de Dieu, de la nation et de la patrie, bienséance, discipline du travail, l'éducation pour la vérité, respect pour la propriété publique, l'esprit du sacrifice ». Cf. Bartolomeu Anania, « J'ai été et je demeure de droite », *Rost*, 38, janvier 2006. Voir aussi *Rost*, 25-26, mars-avril 2005.

²⁷²⁵ Sur les procès contre le clergé et les accusations concernant l'affiliation légionnaire des représentants de l'Église considérés un « prétexte » pour l'affaiblissement de l'institution à l'époque de son effervescence, voir Cristina Paiusan, Radu Ciuceanu (dir.), *Biserica ortodoxa romana sub regim comunist*, Institut national pour l'étude du totalitarisme-Editions Nemira, Bucarest, 2001.

²⁷²⁶ Le patriarche Justinian est mentionné notamment pour ses « réussites institutionnelles » et « la clarté avec laquelle il affrontait les rapports embrouillés avec le pouvoir politique » mais aussi pour « son humanité chaleureuse [...] qui peut s'expliquer probablement (au moins en partie) et par son passé de père de famille : dans sa jeunesse il avait été prêtre marié (ensuite veuf) ». Voir André Scrima, *Timpul Rugului Aprins*, op. cit., p. 121.

²⁷²⁷ Pour une brève présentation des accusations et de la condamnation de Dumitru Staniloae, voir *Rost*, 9, novembre 2003. Dans cet article Dumitru Staniloae est présenté comme un des membres du « Groupe Antim »

²⁷²⁸ Sur le site de l'Église (« Saint Sylvestre ») dont il a été le responsable : « détenu politique pour des convictions religieuses et humanitaires ».

²⁷²⁹ *Rapport final* de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste, op. cit., p. 468.

²⁷³⁰ La revue *Gandirea* tout comme d'autres publications intellectuelles, *Cuvantul* et *Curentul* rassemblent « des points de vue divers » qui puisent dans des traditions diverses. Cf. Ion Ianoși, *O istorie a filosofiei romanesti*, op. cit., pp. 148-149. Pour la vision nationaliste, traditionaliste des clercs publiant dans cette revue et notamment Dumitru Staniloae, voir Olivier Gillet, *Religie si nationalism*, op. cit., pp. 252-256.

théologie de l'Université de Bucarest. Arrêté en septembre 1958 et jugé dans le « lot Rugul Aprins », il est accusé pour des « discussions hostiles ». Se démarquant des accusations dressées contre les membres de ce groupement, dans sa demande de recours il invoque le fait d'avoir publié peu avant des textes dans la presse communiste, *Glasul patriei*²⁷³¹. Après sa libération en 1963, il regagne sa position comme universitaire s'affirmant comme l'un des théologiens des plus influents dans le pays et à l'étranger, il intervient dans la presse et participe à des conférences et donne des cours à l'étranger. Dumitru Staniloae a été le maître à penser de Daniel Ciobotea, lui qui sera nommé métropolite de la Moldavie en 1990 (celui qui occupe cette fonction est de par tradition élu le futur patriarche) et patriarche en 2007.

Si Bartolomeu Anania s'impose comme leader de ce Groupe, selon le témoignage d'**Andrei Plesu**²⁷³² et que son nom est véhiculé ensuite pour succéder au patriarche, c'est qu'à la différence de Dumitru Staniloae, celui-ci est prêtre monacal et qu'il occupe des positions importantes dans l'administration centrale de l'Église. À part son expérience de la prison au temps du communisme qu'il partage avec ceux qui appartiennent à la génération formée avant l'installation du régime communiste et le capital de souffrance qui en découle, il cumule le capital bureaucratique obtenu par ses positions successives dans l'administration de l'Église et le capital symbolique acquis grâce à une production littéraire bénéficiant d'une large diffusion par sa transposition aux théâtres bucarestois (il est membre de l'Union des écrivains à partir de 1978 et il obtient le Prix pour la dramaturgie en 1982). Avant son emprisonnement, il est responsable du contrôle de l'enseignement religieux dans l'administration centrale de l'Église. Assistant enseignant à l'Institut de théologie, ensuite doyen d'un Centre missionnaire de province, avant son emprisonnement il est directeur de la Bibliothèque patriarcale de Bucarest. Au moment de la « réorganisation de la Bibliothèque [...] initiée par le patriarche Justinian », il travaille avec André Scrima²⁷³³. Réintégré en 1968 dans l'administration centrale, il occupe plusieurs fonctions, comme conseiller culturel, directeur du service pour les publications dans les années 1960 et directeur de l'Institut biblique et missionnaire dès la seconde moitié des années 1970 jusqu'en 1982.

Autant Bartolomeu Anania que Dumitru Staniloae seront des représentants de l'Église à l'étranger. Le premier comme cadre de la bureaucratie ecclésiastique, le second en tant que doctrinaire ecclésiastique. Bartolomeu Anania participera à des délégations officielles dans la seconde moitié des années 1960 (aux États-Unis et au Proche Orient et aux Indes) et Dumitru Staniloae passera des séjours dans des universités étrangères, à Fribourg, en Suisse (tout comme plus tard son étudiant, Daniel Ciubotea) et à Heidelberg (tout comme l'ont fait **Gabriel Liiceanu** et **Andrei Plesu**). C'est précisément pour ces positions qu'ils ont occupées, pour le fait d'avoir accepté leur « récupération » par le régime et pour avoir légitimé à l'étranger

²⁷³¹ Le dossier de l'accusation est cité par André Scrima, *Timput Rugului Aprins*, op. cit., p. 179.

²⁷³² Andrei Plesu, Petre Roman, Elena Stefoi, *Transformari, inertii, dezordini*, op. cit. De jeunes intellectuels orthodoxes (théologiens ou non) présentent (lors de l'enquête) Bartololeu Anania comme leader de ce groupement.

²⁷³³ Andrei Plesu in Andrei Scrima, *Timput Rugului Aprins*, op. cit.

la politique du régime vis-à-vis de l'Église et d'autres églises (telle l'Église uniate), qu'ils sont critiqués dans le *Raport final* [Rapport final] de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste. Si en ce qui concerne Bartolomeu Anania, on note l'impossibilité de l'accès aux archives du Synode et donc de l'évaluation de son activité politique (non-publique) au sein de l'institution²⁷³⁴, Dumitru Staniloae est mentionné avec ses écrits nationalistes et critiques envers l'Église uniate²⁷³⁵ :

« le réputé dogmatiste publiait des travaux discutables où il essayait de démontrer que l'Église roumaine uniate (BRU) a représenté seulement une tentative de démembrement du peuple roumain²⁷³⁶. »

Comme Olivier Gillet le montrait déjà en 1997, c'est son travail comme traducteur et ses ouvrages doctrinaires qui lui apportent le prestige dont il jouit après 1989, ce qui amènera à traiter ses écrits politiques comme secondaires et « extérieurs », voire dépourvus de toute signification²⁷³⁷.

Constantin Galeriu ne fait son entrée dans le monde académique que dans les années 1970 à l'Institut de théologie de Bucarest où il y sera professeur titulaire en 1989, bien qu'en 1942 il reçoive le prix du sénat de l'Université de Bucarest. Il signe des études dans la presse orthodoxe²⁷³⁸ et à l'étranger dans les revues religieuses. Il s'imposera dans la période communiste et plus après 1989 comme un des « orateurs » théologiens des plus connus. En étendant ses relations à l'étranger, il anime des réunions rassemblant des jeunes orthodoxes en établissant un pont entre l'Église orthodoxe et le mouvement œcuménique au sein de l'Église catholique²⁷³⁹. Le plus démun des aînés est Constantin Voicescu (né en 1924, mort en 1997). Tout comme Iustin Marchis (né en 1951) qui est le seul des clercs à intégrer le Groupe pour le dialogue social dès 1990, Constantin Voicescu, appartenant à la génération des aînés, n'avait jamais occupé des positions dans l'enseignement religieux ou dans l'administration centrale de l'Église. Iustin Marchis et Daniel Ciobotea (nés en 1951) sont des prêtres monacaux, les deux rencontrent des étrangers et donc des milieux autres que ceux officiels. Mais le premier semble n'avoir jamais quitté la Roumanie alors que le second a passé plus d'une dizaine d'années pour sa formation à l'étranger dans la période communiste. Le prêtre Iustin Marchis à la différence des clercs (ses aînés) qui ont acquis leur notoriété dans le champ littéraire s'intéresse à l'art, chose qui le rapproche des intellectuels orthodoxes ou de certains intellectuels du GDS, notamment ceux qui sont historiens de l'art ou qui s'intéressent au domaine artistique.

²⁷³⁴ Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste, *Raport final*, op. cit., p. 274. Dans une note en bas de page on mentionne « (« l'hierarchie orthodoxe démontrant une hostilité inexplicable à l'égard des chercheurs qui ont sollicité la permission d'étudier les documents se trouvant dans l'archive de la patriarchie

²⁷³⁵ Antoine Roger, *Fascistes, communistes et paysans. Sociologie des mobilisations identitaires roumaines (1912-1989)*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2002, p. 278.

²⁷³⁶ *Ibid.*, p. 278.

²⁷³⁷ Olivier Gillet, *Religie si nationalism*, op. cit., pp. 256-258.

²⁷³⁸ On distingue ici entre la « presse orthodoxe », à savoir des publications éditées par l'Église orthodoxe et la « presse affiliée à l'orthodoxie », c'est-à-dire des publications éditées par des associations ou des groupes apparus dans la période postcommuniste qui rassemblent des intellectuels ayant diverses formations.

²⁷³⁹ Les rencontres ont lieu à la paroisse qu'il dirige, l'Église Saint Silvestre de Bucarest. Des participants à ces rencontres feront l'expérience de la communauté Taizé.

Iustin Marchis (né en 1951, dans un village dans le département de Cluj) a fait des études de théologie à Sibiu (entre 1970 et 1974). Après être entré comme moine et avoir occupé de 1975 à 1981 le poste de muséographe dans le monastère Cozia (située sur la rive droite d'Olt), période durant laquelle il suit une formation en art byzantin, il est prêtre monacal en étant responsable (dès 1982) jusqu'à la fin 1989 du monastère Cheia (dans le département de Prahova).

Leur rencontre au sein de ce groupe se constituant et prétendant jouer un rôle dans le « nouveau » de l'Église est due notamment aux relations qu'ils ont liées avant 1989. Selon le témoignage de Dan Pavel, ayant rencontré plusieurs de ces clercs au début de janvier 1990, **Iustin Marchis** est proche de Bartolomeu Anania en étant son « secrétaire »²⁷⁴⁰. Mais le capital social ne suffit pas à l'obtention des postes après 1989. À part le fait qu'il est proche de Dumitru Staniloae, les prétentions de celui qui s'imposera comme leader de la jeune génération (se trouvant à l'âge mature en 1989), à savoir Daniel Ciobotea, se fondent sur son capital scolaire acquis à l'étranger. D'ailleurs, tout comme dans le cas des jeunes intellectuels formés sous le communisme, toute formation suivie à l'étranger semble acquérir une valeur similaire à celle du capital moral. Le fait d'être formé à l'étranger durant le communisme semble parfois fonctionner comme signe d'une distance vis-à-vis du régime. Si les confrontations avec le pouvoir communiste peuvent recevoir des interprétations contradictoires après 1989 en lien avec une reconstruction d'un passé « anticomuniste », une formation à l'étranger ou une « nouvelle » compétence (des titres acquis dans certains domaines) peut être considérée comme signe de la capacité à contribuer au renouvellement des discours, des institutions, etc.

Né en 1951, Daniel Ciobotea (de son nom civil Dan-Ilie Ciobotea) est le fils cadet d'une famille dont le père est instituteur dans un village du département de Timis, à l'ouest de la Roumanie. Après des études de théologie orthodoxe à Sibiu (de 1970 à 1974) et après avoir commencé son doctorat, sous l'impulsion de son maître à penser, Dumitru Staniloae, il poursuit dans la période communiste des études à l'Université de sciences humaines de Strasbourg et ensuite à l'Université « Albert Ludwig » de Fribourg (Allemagne). Sa thèse de doctorat, préparée sous la direction de Gerard Ziegwald et d'André Benoît, soutenue à Strasbourg en 1979, sera présentée et soutenue et à l'Université de Bucarest à l'automne 1980 sous la direction du prêtre-professeur Dumitru Staniloae. Ce n'est qu'en 1987, une fois revenu en Roumanie qu'il entre dans la vie monacale dans un monastère au nord de la Roumanie et en 1988, dans le monde universitaire, en occupant le poste de maître de conférences à l'Institut de théologie orthodoxe de Bucarest²⁷⁴¹.

Si des ecclésiastiques de la première génération, défenseurs du « nouveau de l'Église orthodoxe » sont de ceux qui ont obtenu un fort capital symbolique en liaison avec leur position au sein de l'institution, le capital de souffrance obtenu comme à la suite de leur emprisonnement contribue à légitimer leurs prétentions politiques dans la période postcommuniste. Les jeunes, clercs ou ayant été formés par et dans l'Église (un seul, le plus jeune dans ce groupement) mettent en évidence leur capital scolaire, comme c'est le cas de Daniel Ciobotea ou celui de Teodor Baconsky, alors qu'Iustin Marchis mise sur un capital qu'il s'est fait procurer par le biais de ses relations, avec des clercs de ce groupement et par la suite avec des

²⁷⁴⁰ Entretien avec Dan Pavel (20 juillet 2009). Dan Pavel raconte avoir fait des visites au siège de la patriarchie en 1990. Dans cette période il signera plusieurs articles dans 22 au sujet de ce groupement. Voir chapitre 8.

²⁷⁴¹ « Repères biographiques » sur le site www.patriarh.ro (consulté le 9 juillet 2009).

intellectuels du GDS. Les clercs réussissent à renforcer leurs positions et même à obtenir des positions leur permettant à terme d'occuper la plus haute fonction. Le cas le plus significatif étant celui de Daniel Ciubotea, ayant le même âge qu'Justin Marchis, après sa nomination comme métropolite de la Moldavie en juin 1990, il prend le relais à la tête de l'Église, en étant élu patriarche en 2007 à la suite de la mort du patriarche Teoctist. A défaut de titres universitaires obtenus à l'étranger et/ou d'un capital symbolique dans le champ littéraire, c'est le capital social qui procure à ceux qui n'ont pas reçu leur consécration avant 1989 des profits, leur permettant ainsi d'obtenir quelque consécration dans le champ intellectuel.

Des clercs et des laïcs de ce groupement ont connus et parfois ils ont été des proches de certains membres du GDS durant la période communiste. C'est à la base de ces relations mais aussi d'une correspondance au niveau des objectifs et des prétentions entre ces groupements que certains tenants du « renouveau de l'Église orthodoxe » seront cooptés dans le GDS. Si dans une première étape le groupement des clercs et des laïcs revendique sa légitimité à parler au nom de l'Église en se faisant les concurrents des structures officielles de l'Église, la cooptation de certains d'entre eux dans le GDS permet de donner plus de force à leurs prétentions. Mais à part ceux qui seront cooptés en 1990 dans le GDS, d'autres encore se rapprochent des membres du GDS et notamment de ceux qui sont de nouveaux politiques, **Andrei Plesu** et **Mihai Sora**, respectivement ministre de la culture et ministre de l'enseignement dans le gouvernement provisoire.

Tout au long de la période postcommuniste des tenants du « renouveau de l'Eglise » quatre intègrent le GDS. Les deux laïcs militant pour le « renouveau de l'Église » qui seront cooptés dans le GDS au cours de 1990 n'ont pas fait d'études de théologie, ils sont des artistes, des peintres. Ils sont nés respectivement en 1938 et en 1946. Deux de ces quatre, entrés dans le GDS à des périodes différentes, un artiste et un théologien, sont des héritiers, respectivement fils d'un ethnologue et fils d'un écrivain.

Horia Bernea s'inscrit dans cette catégorie, son père, l'ethnologue Ernest Bernea (né en 1905, mort en 1990) appartient à la même génération que Constantin Noica, Emil Cioran et Nicolae Steinhardt (nés respectivement en 1909, en 1911 et en 1912), tout comme Dumitru Staniloae (né en 1903). Ernest Bernea a travaillé avec Dimitrie Gusti (après des études de sociologie à Paris et de philosophie à Fribourg (Allemagne) où il rencontre Martin Heidegger. En 1935 il enseigne le premier cours d'ethnologie à l'Université de Bucarest. Il a été proche de Nae Ionescu et l'un des membres marquants du mouvement légionnaire. Il a été également proche de Horia Sima et emprisonné dans la période communiste (en 1952, libéré en 1954, mais il est assigné au domicile jusqu'en 1962). En 1965, il a réintégré l'Académie, comme chercheur à l'Institut d'ethnologie et de folklore.

Dans les années 1980, Horia Bernea avait fait partie d'un groupe, « Prologue », rassemblant des artistes préoccupés par la religion²⁷⁴².

²⁷⁴² Rost, 35, janvier 2006 (ce numéro de la revue lui est dédié).

Horia Bernea suit des cours dans la Faculté de mathématiques et de physique de l'Université de Bucarest. Ensuite, il fait des études à l'Ecole technique d'architecture (entre 1962-1965) et à l'Institut pédagogique (entre 1962-1965) dans la section dessin. Débutant comme peintre en 1965 dans un cénacle pour la jeunesse de l'Union des artistiques plastiques, il participe à plusieurs expositions organisées à l'étranger (Londres, Glasgow, Birmingham, Liverpool, Rome) notamment durant les années 1970²⁷⁴³. Il a été primé à deux reprises par l'Union des artistes plastiques (en 1970 et ensuite en 1983 cette fois-ci recevant le « grand prix ») et une fois par l'Académie roumaine (en 1978), mais aussi à l'étranger (à Paris en 1971).

Sorin Dumitrescu (né en 1946 à Bucarest) fait ses études à l'Institut de Beaux-arts de Bucarest. Il débute comme peintre en 1972 avec une exposition dans la galerie la plus notoire de Bucarest. À la différence de Horia Bernea, sa création ne dépasse pas l'espace national. Dans sa création on distingue trois périodes selon les influences qui s'y expriment : dans les années 1970 l'expressionnisme et le baroque, dans les années 1980 l'exploration de signes (travaux de graphique). C'est notamment dans les années 1990 que son style est visiblement imprégné par sa vision de l'art byzantin qui révèle de sa préoccupation pour l'orthodoxie datant de la dernière période communiste. Vers la fin des années 1970, il rencontre le prêtre Constantin Galeriu à l'impulsion d'un autre intellectuel converti à l'orthodoxie, Nicolae Steinhardt²⁷⁴⁴. Il n'est pas un converti, dans l'enfance il s'est familiarisé avec le rituel orthodoxe. En 1978 c'est le moment de la reconversion de son art en art religieux :

« Quand il [Constantin Galeriu] avait appris que je suis peintre, il a dit : « Ah, vous savez les peintres viennent immédiatement après les prêtres dans l'axiologie ecclésiale [...] depuis je suis toujours revenu [...] il m'avait beaucoup influencé et il m'avait ouvert le chemin vers l'icône et vers l'Église [...] toute ma sensibilité de jeunesse quand j'ai construit ma carrière et je me suis fait connaître ne se compare à celle d'aujourd'hui. A cette époque-là je n'avais pas de thèmes. Aujourd'hui, je découvre en permanence d'autres et d'autres, ils n'en finissent jamais. Au contraire... »²⁷⁴⁵ »

Son penchant pour le spiritualisme peut se lire dans son attrait pour la « méditation transcendante », au moment où il subit les mesures punitives du pouvoir, il recevra le soutien des écrivains notoires proches du pouvoir communiste²⁷⁴⁶, tout comme Andrei Plesu.

Sorin Dumitrescu affirmait plus tard devant un journaliste orthodoxe que « les peintres et les sculpteurs sont les plus croyants » des artistes en expliquant que cela était du, selon lui, « peut-être » dans une large mesure à l' « icône » sinon à la « providence »²⁷⁴⁷.

Teodor Baconsky, le plus jeune de ce groupement, appartenant à la génération de ceux qui viennent d'achever leurs études universitaires ou de ceux qui sont en train de finir leurs études en 1989 et qui poursuivront dans leur grande majorité une formation à l'étranger après 1990 (ils intègrent le GDS dans la seconde moitié des années 1990 ou plus souvent dans les années 2000), est lui aussi un héritier, s'agissant

²⁷⁴³ *Ibid.*

²⁷⁴⁴ Sur Nicolae Steinhardt, voir *supra*.

²⁷⁴⁵ Entretien avec Sorin Dumitrescu, « La rencontre avec le prêtre Constantin Galeriu a changé ma vie », *Formula As*, rubrique « Spiritualité », 766, 2007.

²⁷⁴⁶ Voir *supra* (chapitre sous le communisme).

²⁷⁴⁷ *Formula As*, 766, 2006. Son interlocuteur, Claudiu Tarziu, est le directeur de la publication affiliée à l'orthodoxie, *Rost*.

d'une famille qui s'est investie dans le monde religieux et dans celui littéraire. Teodor Baconsky, de son nom d'auteur²⁷⁴⁸, (né en 1963 à Bucarest) est le fils d'Anatol E. Baconsky (né en 1925 et mort lors du tremblement de terre de mars 1977). Ce dernier a fait des études de droit mais il s'affirme comme poète, essayiste et traducteur prodigieux, débutant en 1950 avec un volume de poésie. Entre 1950 et 1959, il a été le secrétaire de rédaction de l'*Almanah literar* de Cluj dirigé par un des communistes du PCdR (PCR clandestin), Miron Radu Parschivescu²⁷⁴⁹, publication redésignée *Steaua* dont il sera le rédacteur en chef (1953-1959) et collaborateur à *Scanteia*. En parlant de la formation suivie par son père, Teodor Baconsky déclarait que celui-ci a toujours voulu se consacrer à une carrière littéraire. Plus connu, semble-t-il, dans la période postcommuniste, comme « poète stalinien²⁷⁵⁰ », A. E. Baconsky se confronte avec la censure pour la publication de son roman allégorique *Biserica neagra* [Église noire]. Déposé pour la publication en 1970, le roman sera publié dans la presse littéraire ouest-allemande en 1975 et ne paraîtra en Roumanie qu'en 1995²⁷⁵¹. Peu de temps après, on le voit prendre position contre l'ingérence du pouvoir dans les activités de l'écrivain²⁷⁵². Le grand-père de Teodor Baconsky, Eftimie Baconski, est prêtre, son oncle, le frère de son père, est critique littéraire et historien de la littérature, Leon Baconski. Son père sera mentionné par la suite, dans la période postcommuniste, par Ion Negoitescu (le seul « intellectuel » à avoir signé la lettre de protestation initiée par Paul Goma au soutien de la « Charte 77 ») dans un entretien paru dans 22 où ce dernier discute de la « résistance » des écrivains. Negoitescu mentionne A. E. Baconsky, l'attitude courageuse de son « ancien adversaire et précurseur de la période du réalisme socialiste » qu'il avait félicité pour ces réactions après les « thèses de juillet 1971 » et les nouvelles persécutions qui affectent le monde littéraire²⁷⁵³.

Mais selon un des membres du GDS, Teodor Baconsky, fils naturel d'A. E. Baconsky, a été élevé par son père adoptif, Boris Holban (né en 1908 en Bessarabie, appartenant à l'Ukraine ensuite à la Roumanie) qui était déjà marié à sa mère (assistante médicale). Boris Holban appartient à la première

²⁷⁴⁸ Dans sa carrière dans l'administration centrale (dans le Ministère de la culture, ensuite dans le Ministère des Affaires étrangères, dans l'administration présidentielle) il emploie son nom civil, Teodor Baconschi.

²⁷⁴⁹ Voir chapitre 4.

²⁷⁵⁰ Un de nos interlocuteurs nous attirait l'attention à « ne pas croire » à ce qu'on dit d'A. E. Baconsky dans les milieux intellectuels où on le présente souvent comme « poète stalinien », et nous racontait de la valeur de son œuvre littéraire (William Totok). Alors que le nom civil de son fils ne serait être, selon notre interlocuteur, qu'une manière d'effacer le fait d'être le fils de son père.

²⁷⁵¹ Voir Magda Wachter, *A. E. Baconsky : scriitorul si mastile* [A. E. Baconsky : l'écrivain et les masques], Cluj, Casa cartii de stiinta, 2007.

²⁷⁵² Voir Alex. Stefanescu, « A une nouvelle lecture : A. E. Baconsky », *Romania literara*, 17, 2004. C'est lors d'une rencontre entre Nicolae Ceausescu et les écrivains qu'A. E. Baconsky et Eugen Jebeleanu avaient défendu « l'autonomie de l'esthétique » (selon les conclusions que le dirigeant communiste même, semble-t-il, avait tirées comme suite à leurs discours) qui a lieu en août 1971 un mois après que le dirigeant communiste formulait devant le Comité exécutif du Comité central du PCR sa nouvelle politique culturelle, à savoir la « révolution culturelle », ce qui a été appelée les « thèses de [juillet] 1971 », mentionné par Dan Desliu in Daniel Nicolescu, *Vremuri de tinichea. Convorbiri cu Dan Desliu*, Bucarest, Eminescu, 1998, p. 199. Cf. Lucia Dragomir, *Une institution entre exigences artistiques et commande politique*, op. cit., 2^e partie, chapitre 2, pp. 275-279.

²⁷⁵³ 22, 88, octobre 1991. Alors que dans la période récente, A. E. Baconsky est présenté comme un des écrivains surveillé par la Securitate. Cf. *Romania literara*, 40, 2009.

génération des communistes militants (en France il rejoint les Brigades internationales, ayant un haut grade militaire, il rejoint le PCF). Après la guerre il retourne en Roumanie, ayant des fonctions de responsabilités. Alors, selon certains, il semble avoir été élevé dans les milieux de la nomenklatura, tout comme Vladimir Tismaneanu ou comme Petre Roman. Seulement, Boris Holban retournera en France en 1984 (mort en 2004).

Après des études universitaires à l'Institut de théologie de Bucarest²⁷⁵⁴, Teodor Baconsky est rédacteur aux Editions de l'Institut biblique et de mission de l'Église orthodoxe roumaine. Lors de notre discussion avec Teodor Baconsky²⁷⁵⁵, en parlant des milieux intellectuels qu'il avait connus avant 1989 il tient à souligner qu'il avait refusé de se faire des « idoles », affirmation déjà faite lors d'un entretien paru dans la presse culturelle :

« Je n'ai rendu hommage à des valeurs préétablies, en étant à Sibiu j'ai refusé le pèlerinage à Paltinis [...], à Sihastria je n'avais pas recherché la chambre du père Cleopa [nu cercetasem chilia parintelui Cleopa]. »

Il tenait à la fois à souligner qu'il ne s'est « approprié ni la figure du solitaire fanatique²⁷⁵⁶ ». Cela vient contraster ce que d'autres intellectuels moins jeunes que lui (nés dans les années 1950, ayant plus d'une trentaine d'années en 1989) ont fait ou disent avoir fait dans la dernière période communiste, à savoir rechercher à lier des relations avec de leurs aînés. Cette absence du désir de se joindre à des intellectuels consacrés caractérisant plutôt les héritiers qui témoignent ne pas avoir ressenti le besoin de rechercher un maître à pensée ou bien à intégrer des cercles littéraires²⁷⁵⁷ ? Envie de se distinguer des intellectuels consacrés dans la période communiste (nés dans les années 1940) qui ont acquis leur notoriété comme « disciples » du philosophe Constantin Noica ou signe de sa distance vis-à-vis de ceux-là ?

Cependant en automne 2008 quand Teodor Baconsky déclarait son étonnement (« je ne comprends pas ») devant ce qui lui semble être l'absence de « respect » chez les jeunes intellectuels pour ceux qui les précèdent (il dit alors avoir été « éduqué » et qu'il a « appris » à respecter ses « ancêtres »). Selon lui les modèles sont nécessaires et il déclare qu'il a toujours admiré certaines choses à une personne²⁷⁵⁸. Peu avant cette discussion, on lisait dans *Dilema* de ses articles où il discute des intellectuels comme **Andrei Plesu**

²⁷⁵⁴ L'enseignement religieux orthodoxe dispose aussi d'un cycle d'études secondaires, le Séminaire orthodoxe. Une fois achevée cette formation, civiquement se trouvant à l'âge mature, après mariage, les élèves peuvent devenir prêtre sans qu'une formation universitaire leur soit requise. Après 1989, avec l'apparition des facultés privées de théologie, ceux qui prétendent un poste sont conduits à suivre des études universitaires de théologie.

²⁷⁵⁵ La discussion a eu lieu le 28 novembre 2008 à Paris où Teodor Baconsky est alors l'ambassadeur de la Roumanie. Affichant une grande disponibilité à discuter du GDS, il refuse poliment que la discussion soit enregistrée. Et lorsque je lui dis que je m'intéresse au Groupe de réflexion pour le renouveau de l'Église, il déclare « c'est un autre sujet ».

²⁷⁵⁶ Entretien avec Teodor Baconsky, « Je n'ai pas construit ma carrière sur le servilisme », *Observator cultural*, 339, septembre 2006.

²⁷⁵⁷ Bien que les modes d'agrégation des intellectuels diffèrent en fonction du type de leur activité, il nous semble intéressant de rappeler qu'un héritier « approprié à l'héritage » et assumant l'héritage, Alexandru Florian (voir *supra*, chapitre sur les institutions traditionnelles, sur l'Académie) exprimait l'absence de ce désir de se joindre aux milieux intellectuels : « est-ce qu'il fallait que je participe à de telles rencontres [...] je discutais avec mon père, cela était suffisant ! » (le 29 mai 2009). Voir Pierre Bourdieu, « Le mort saisit le vif », art. cit., p. 7.

²⁷⁵⁸ Entretien consultatif avec T. Baconsky (Paris, le 28 novembre 2008).

(directeur fondateur de l'hebdomadaire cité, où Baconsky publie dès 1993) en critiquant violemment les médias pour accorder à la culture, plus précisément à certains intellectuels, moindre d'importance qu'aux sports²⁷⁵⁹.

Réagissant au discours critique récent de jeunes intellectuels (il fait référence à ceux qui écrivent des « romans avec un peu de sexe »), de jeunes prétendants au statut d'intellectuel qui discutent des positions occupées par des intellectuels notoires de la période postcommuniste (dont plusieurs, la majorité sont des membres du GDS) et de leurs engagements politiques les plus récents²⁷⁶⁰, Teodor Baconsky renvoie au contexte de la dernière période communiste et de celle de l'après communisme pour expliquer sa réussite dans une carrière intellectuelle mais aussi politique. Les contraintes posées par le régime notamment à la liberté d'expression et le capital scolaire accumulé (il explique que les activités intellectuelles pouvaient constituer une « compensation ») sont mentionnés pour montrer que sa réussite est due à un « énorme travail » puisqu'à vingt sept ans (son âge en 1989), il avait déjà énormément lu. De plus, il souligne que ses lectures demandaient beaucoup plus d'efforts que ceux qui seraient requis s'il avait suivi des études en littérature ou en philosophie, puisque Teodor Baconsky a la maîtrise des langues anciennes (le grec et le latin) :

« en apprenant le grec, le latin, cela t'enrichit, que ce n'est pas la même chose que faire de la littérature ou la philosophie²⁷⁶¹. »

En parlant du « choix » de la théologie comme sa spécialisation, il déclare avoir suivi une formation en théologie même si initialement il aurait voulu faire de la philosophie. Il déclare avoir renoncé à cette idée puisqu'il s'est rendu compte qu'il aurait du suivre la ligne idéologique²⁷⁶². Et d'ailleurs lors d'un entretien récent on apprend que :

« Je ne suis pas entré dans le Parti communiste (en tout cas je n'aurais pas pu dans la mesure où j'avais suivi des études de théologie)²⁷⁶³. »

La mention des contraintes idéologiques plus fortes dans une faculté de philosophie correspond à la présentation faite par Gabriel Liiceanu de cet établissement mais non de ceux qui se rapprochent de son âge ou qui sont de la même génération que lui et qui intègrent le GDS.

B. Des « intellectuels orthodoxes » dans le GDS. Intégration et cooptation dans le GDS

Il suffit de mentionner leur appartenance au Groupe de réflexion pour le renouveau de l'Eglise orthodoxe pour appeler des « intellectuels orthodoxes » ceux qui de ce groupement seront cooptés dans le

²⁷⁵⁹ En 2008, dans *Dilema* il critique dans son article l'interruption d'une émission télévisée où des intellectuels du GDS sont présents pour la diffusion d'un match de football.

²⁷⁶⁰ Plusieurs intellectuels du GDS prennent position pour soutenir l'actuel président, d'autres sont de ses conseillers, etc.

²⁷⁶¹ Entretien avec Teodor Baconsky (Paris, le 28 novembre 2008).

²⁷⁶² Entretien avec Teodor Baconsky (Paris, le 28 novembre 2008).

²⁷⁶³ *Observator cultural*, 82, septembre 2006.

GDS. Et pourtant ceux que nous appelons des « intellectuels orthodoxes » incluent d'autres intellectuels²⁷⁶⁴. Nous parlerons ici surtout des intellectuels orthodoxes qui se sont affirmés de par leur orthodoxie, à la faveur surtout de leur appartenance religieuse dans les années 2000. Alors que nous mentionnons deux autres « intellectuels orthodoxes », un membre fondateur, **Andrei Plesu**, ainsi qu'un membre qui avait été coopté récemment (en 2005), le plus jeune des membres du GDS actuellement, Eugen Ciurtin. Du premier nous en parlerons et par la suite, étant des plus notoires membres du GDS dans la période postcommuniste (bien connu déjà avant 1989)²⁷⁶⁵. Le second est devenu membre du GDS coopté en 2005, sa cooptation semble être toujours liée à ses relations avec **Andrei Plesu**, initiateur et responsable du nouvel Institut d'histoire des religions de l'Académie roumaine, créé en 2008²⁷⁶⁶, et où celui-là déploie ses activités, comme secrétaire scientifique de cet institut.

Dans le cas des « intellectuels orthodoxes » qui sont cooptés dans le GDS on peut parler de « l'effet de l'affinité des habitus²⁷⁶⁷ » avec plus de raison que dans le cas des autres intellectuels cooptés (peut-être sauf dans le cas de Doru Cosma) dans la première moitié des années 1990. Au moment de sa constitution le GDS, comme on l'a vu précédemment, courtise l'image de l'intellectuel, tel qu'il s'est construit avec l'affaire Dreyfus, « qui revendique son autonomie – non seulement de création mais aussi de prise de position politique – vis-à-vis des appareils d'État ou de l'Église »²⁷⁶⁸. Des clercs ayant des fonctions dans la hiérarchie ecclésiastique ou des doctrinaires de l'Église dans le GDS ne seront pas cooptés dans le GDS. Mais un clerc qui affirme avoir donné son appui aux intellectuels, « dissidents, opposants », des artistes proches de certains des intellectuels notoires de la période communiste, surtout d'**Andrei Plesu** (historien de l'art), deux artistes proches, semble-t-il, des historiens de l'art, dès 1989, dont un est l'héritier d'un intellectuel notoire dans la période de l'entre-deux-guerres, un jeune théologien, hériter d'un écrivain communiste, censuré par la suite, tous formant avec des clercs (des théoriciens de l'Église ou de ceux qui peuvent prétendre des positions importantes au sein de l'Église au nom de leur titre scolaire) le groupe revendicatif militant pour le « renouveau » de l'Église après décembre 1989.

Des changements se produisent dans les discours de ceux qui s'intéressent à la religion et plus précisément à l'Église orthodoxe dans la seconde moitié des années 1990 (sujets et approches marquant leur propos) et surtout dans les années 2000, à la suite de cette ouverture à l'étranger, soit par le biais de l'importation des livres étrangers (le cas de Sorin Dumitrescu, ensuite aussi Teodor Baconsky) ou par le fait de poursuivre des études à l'étranger (le cas de Teodor Baconsky) au début de la période

²⁷⁶⁴ Pour la définition qu'on propose voir *infra*, le chapitre sur la religion dans 22.

²⁷⁶⁵ Étant des disciples de Constantin Noica, de ceux qui ont été marginalisés par le régime à un moment donné, des premiers à avoir occupé une fonction politique après 1989, de ceux qui seront critiqués par le GDS mais de ceux qui soutiennent des membres du GDS, mais aussi de ceux qui sont des fondateurs des instances culturelles, etc.

²⁷⁶⁶ 22, 959, juillet 2008. Texte disponible sur le site de la revue 22 dans la section « archive ».

²⁷⁶⁷ Pierre Bourdieu, *Choses dites*, op. cit., p. 88.

²⁷⁶⁸ Christophe Charle, *La Crise littéraire à l'époque du naturalisme*, Presses de l'ENS, 1979, p. 16.

postcommuniste ou de créer des nouvelles institutions à la faveur des échanges académiques avec des universités étrangères (le cas d'**Andrei Plesu**).

Si on suit les prises de position et les positions occupées par des intellectuels orthodoxes ce que le Groupe de réflexion pour le renouveau de l'Église met en évidence et qui semble distinguer ce groupement des structures anciennes et des officiels de l'Église c'est leur intérêt à s'affirmer dans la presse laïque et leur ouverture à l'étranger. Mais ces tendances correspondent à certaines dispositions construites dans la période communiste. Si ces dispositions, l'intérêt à s'ouvrir à l'étranger, seront activées dans la période postcommuniste, corrélativement ce qui tenait en large mesure du domaine du privé se trouve exacerbé et dans le désir de se distinguer, de valoriser ce qui dans l'après 1989 les projette hors des cercles d'appartenance professionnelles : l'Union des artistes plastiques, les institutions culturelles de l'Église. Les clercs du groupement publient dans la presse quotidienne et militent pour l'introduction de la religion à l'école en prenant l'exemple des manuels de religion utilisés aux États-Unis (Bartolomeu Anania²⁷⁶⁹). Mais ces deux tendances qui caractérisent tout le champ intellectuel après 1989 et qui induisent la transformation des rapports de force au détriment des plus anciens dans le champ intellectuel, se spécifient en liaison avec leur intérêt pour l'orthodoxie qui les relègue à l'espace national. Si leur appartenance initiale dans le champ intellectuel (en s'affirmant comme intellectuels orthodoxes) et leur intérêt pour la religion et l'Église orthodoxe ne sont pas doublés par une activité ou des intérêts scientifiques autres que la religion, ils tendent à renforcer voire exacerber leur appartenance religieuse quand ils ne réussissent pas à se professionnaliser dans la politique (dans le champ politique ou dans le champ religieux : Teodor Baconsky et Daniel Ciubotea).

Les plus jeunes réussissent à s'adapter aux changements qui se profilent en 1990, si les plus jeunes jouissant d'un capital scolaire obtenu à l'étranger embrassent une carrière politique et/ou bureaucratique, à savoir Teodor Baconsky dans le Ministère des affaires étrangères et Daniel Ciubotea comme métropolite et un des ecclésiastiques des plus reconnus à l'étranger, les laïcs moins jeunes en 1989 (nés respectivement en 1938 et en 1946), qui ont obtenu leur consécration dans la période communiste se dirigent vers des activités dans des institutions culturelles (musée ou secteur éditorial) en faisant connaître à l'étranger une « culture nationale » ou en important une production étrangère tout en soutenant une vision traditionaliste (et dans 22) et nationaliste.

Stelian Tanase, premier rédacteur en chef de la revue 22, un des membres fondateurs des plus actifs au long de l'année 1990 et des plus impliqués dans les activités du GDS, se rappelle de ce groupe constitué en janvier 1990 « selon le modèle proposé par le GDS »²⁷⁷⁰. Les ressemblances avec le GDS sont décelables dans les objectifs déclarés et dans les stratégies de ses membres qui les rapprochent des intellectuels du

²⁷⁶⁹ 22, 40, 1990 ; 22, 67, 1991.

²⁷⁷⁰ Entretien avec Stelian Tanase (le 13 juillet 2009).

GDS. Si dans la dénomination de ce groupe le terme de « réflexion » est présent tout comme pour le GDS qui se définissait comme une « instance de réflexion », le désir de contribuer au « renouveau » de l'Église semble s'accorder (si on considère leurs gestes et leurs activités ultérieures) avec la proposition du GDS de « prospecter les voies d'évolution et d'organisation » de la société à venir et avec la déclaration du refus de « toute collaboration avec ceux qui ont soutenu l'ancien régime²⁷⁷¹ ». Cette manière de se définir en rupture avec l'ordre ancien, comme facteur de changement, présente et dans l'intitulé du groupement d'intellectuels et des représentants de l'Église orthodoxe, est la base de leurs revendications politiques en prenant appui sur le capital symbolique accumulé dans le champ littéraire de la période communiste. Mais à part leurs revendications d'un rôle dans le processus des prises de décision en se faisant ainsi les concurrents des représentants en place dans les structures déjà établies du haut de la hiérarchie ecclésiastique, au niveau des problématiques et des discours qu'ils soutiennent, il est fort problématique de parler d'un « renouveau », comme on le verra par la suite²⁷⁷², surtout que les objectifs de ce groupe semblent correspondre aux revendications exprimées dès janvier 1990 et par des officiels de l'Église des structures nouvellement créées ou soutenues dans les structures traditionnelles (le Synode, le patriarche). De leurs témoignages il ressort que le Groupe se dispute avec l'Église par ses représentants officiels des initiatives similaires pour le succès desquelles ils feront appel aux politiques. De plus, à la différence du GDS, ce groupe qui revendique un rôle dans le « renouveau » de l'Église, structure informelle, se dissout assez rapidement dès que certains de ses membres s'intégreront à la hiérarchie ecclésiastique. Dans une discussion hâtive avec le prêtre Justin Marchis, celui-ci invoquait le départ à l'étranger de Teodor Baconsky en automne 1990 comme le moment de la dissolution de ce groupe du fait que lui et le jeune théologien étaient « des plus actifs », alors que l'appartenance de l'actuel patriarche à ce groupement est mentionné en passage²⁷⁷³. En effet, la reconnaissance de ce groupement ne dépasse pas les cercles des initiés ou ceux des intellectuels surtout qu'aucun manifeste-programme ni déclaration publique faite au nom du Groupe ne restent de cette initiative, mais seulement quelques témoignages et des informations disparates parues dans la presse (à cette époque-là et ultérieurement). De plus d'après certains témoignages venus de la part de ceux qui ont fait la connaissance à cette époque-là des clercs de ce groupe et qui entretiennent des relations au moins avec certains d'entre eux, ces derniers auraient tendance à désavouer leur participation à ce groupement, chose confirmée lorsque nous avons essayé d'interroger deux d'entre eux²⁷⁷⁴.

A présent, au cours de notre enquête, des théologiens s'affirmant en tant que des intellectuels et des intellectuels préoccupés par l'orthodoxie, nés dans les années 1970 (ils ne sont pas des membres du GDS,

²⁷⁷¹ 22, 1, le 20 janvier 1990.

²⁷⁷² Dans la partie qui traite des prises de position des membres du GDS. La question de la religion sera traitée dans la deuxième partie.

²⁷⁷³ Entretien informel avec Justin Marchis (le 26 août 2009).

²⁷⁷⁴ Les deux prêtres, Justin Marchis et Toader Crasmariu.

mais ils sont proches de certains membres du GDS et ils publient dans 22, ils font leur début dans la presse vers la seconde moitié des années 1990 et ils se rapprochent des partis politiques de « droite »), proches des intellectuels orthodoxes des années 1990 et des clercs intégrant ce groupement contestent le rôle revendiqué par ce groupe, à savoir la « réflexion ». Ils soulignent ou ils suggèrent que les réussites de ce groupement se limitent au renforcement des positions des clercs et surtout de celui qui après 1989 s'est imposé comme le successeur probable du patriarche en place en 1989, l'actuel patriarche, élu en 2007.

Le fait que plusieurs membres de ce groupement ont fait la connaissance de certains membres fondateurs du GDS dans la période communiste témoigne des idées et de l'appartenance religieuse de certains de ces intellectuels (des intellectuels du GDS). Que ces intellectuels qui s'affirment grâce à leur adhésion à l'orthodoxie se regroupent et qu'ils revendiquent un rôle politique après 1989 en prétendant d'un courant réformiste (car tenants du « nouveau ») de l'intérieur de l'Église et à l'intérieur de l'Église rend possible et semble être la raison principale qui amène à leur cooptation dans le GDS. Et en acceptant en son sein certains membres de ce groupement, le GDS témoigne du rôle qu'il désire s'assigner après 1989. Il réussit par cela à renforcer son image d'un groupe qui rassemble des intellectuels qui se proposent de contribuer au « nouveau » de l'espace des débats et surtout des institutions dans l'après 1989 (politiques ou culturelles). D'autres écrivains (ou philosophes), signataires de la « lettre des 18 intellectuels », révèlent leur vision spiritualiste du monde dans la presse et/ou dans le champ éditorial mais ils ne seront pas cooptés dans le GDS²⁷⁷⁵. Leurs livres d'entretiens avec des intellectuels orthodoxes étant l'un des signes de cet intérêt pour l'orthodoxie et qui les rapprochent des intellectuels orthodoxes²⁷⁷⁶.

Au moment de la constitution du GRRBO aucun n'était encore membre du GDS mais au moins quatre d'entre eux ont fait la connaissance de certains membres du GDS dans la période communiste (les trois qui seront cooptés dans le GDS et Batolomeu Anania). Trois seront cooptés dans le GDS au cours de l'année 1990²⁷⁷⁷ et un autre (Teodor Baconsky) publie dans 22 et il collabore avec des membres du GDS dès 1990 mais il ne sera accepté dans le GDS que vers la fin des années 2000²⁷⁷⁸. Des clercs, Iustin Marchis est le seul à être coopté dans le GDS, tout comme le prêtre Constantin Voicescu, il n'avait ni publié ni intégré d'établissement proprement culturel avant 1989. Les deux prêtres appartenant à des générations différentes s'intéressent à la politique. Alors que des clercs du GRRBO accèdent à des postes plus visibles dans la hiérarchie, eux se dirigent vers des structures associatives. Iustin Marchis intègre le GDS et participera aux élections de mai 1990. Constantin Voicescu, qui appartient à la génération des aînés du GDS, après 1989 intègre des associations civiques à but politique, l'Association des anciens détenus

²⁷⁷⁵ C'est le cas par exemple d'Angela Marinescu, de Dan Ciachir et de Gabriel Stanesco. Ce dernier part aux Etats-Unis après 1989 où il fonde une maison d'édition publiant en roumain.

²⁷⁷⁶ Dan Ciachir sera parmi les collaborateurs de Sorin Dumitrescu lorsque celui-ci crée la maison d'édition Anastasia.

²⁷⁷⁷ Iustin Marchis, Sorin Dumitrescu, Horia Bernea.

²⁷⁷⁸ Teodor Baconsky.

politiques et l'Alliance civique²⁷⁷⁹. Cette dernière avait été créée avec la participation d'un autre intellectuel du GRRBO, Sorin Dumitrescu, et d'autres intellectuels du GDS mais aussi des intellectuels, proches du GDS, sans en faire partie.

Les trois laïcs qui se retrouvent dans ce groupement militant pour le « renouveau de l'Église » intégreront le GDS (à compter de 1990 jusqu'en 2009), mais deux seulement en 1990, Sorin Dumitrescu et Horia Bernea, tout comme le prêtre monacal Iustin Marchis, celui-ci étant le seul ecclésiastique du GDS. Sorin Dumitrescu et Iustin Marchis seront cooptés en janvier 1990, bien que ce dernier semble être venu plus tard au GDS que le premier puisqu'**Alin Teodorescu** pense qu'il a été coopté vers la moitié de l'année 1990 (« juin-juillet 1990 »)²⁷⁸⁰, mais Iustin Marchis est déjà en avril sur la liste des candidats indépendants pour les élections de 1990, dont la majorité sont des membres du GDS²⁷⁸¹. **Andrei Pippidi** se souvient de la cooptation d'Iustin Marchis en janvier 1990. Mais d'après les témoignages d'**Alin Teodorescu** celui-ci avait été coopté plus tard vers juin-juillet 1990. Selon une liste publiée ultérieurement dans 22 comprenant les membres du GDS, Iustin Marchis avait été coopté au tout début 1990.

Alors que Teodor Baconsky, laïc mais avec une formation de théologie, qui en 1990 ne peut invoquer ni capital symbolique, ni capital moral, comme lui-même le disait lors de notre entretien, et qui doit son intégration au Groupe se constituant au but d'un renouvellement de l'Église, de sa direction, à ses contacts dans les milieux d'intellectuels orthodoxes (en étant un héritier), ne sera coopté que beaucoup plus tard, en fin 2007, dans le GDS, semble-t-il, tout comme Vladimir Tismaneanu, seulement que son appartenance sera rendue publique seulement beaucoup plus tard²⁷⁸². Au moment de sa cooptation il est conseiller présidentiel dans l'administration de Basescu, tout comme d'autres membres du GDS (Cristian Preda, Catalin Avramescu), tout comme d'autres intellectuels proches du GDS (publiant dans 22). Tous ces trois sont nés dans les années 1960 mais ils n'ont pas fait leur début dans la presse culturelle dans la même période. C'est Teodor Baconsky qui sera le premier à s'affirmer selon le modèle des membres fondateurs du GDS précisément à la faveur de son appartenance à GRRBO alors qu'il n'avait fait son début éditorial. Tous les trois poursuivent leurs études à l'étranger, après 1989, les deux premiers en France, le dernier aux États-Unis.

²⁷⁷⁹ Le prêtre Constantin Voicescu (membre du GRRBO, prêtre curé, le responsable d'une paroisse bucarestoise, au centre de la ville, près de la place de l'Université) participe à la protestation de la Place de l'Université, étant parmi les plus visibles et les plus actifs participants à ce mouvement, valorisant son capital de souffrance. Il intègre par la suite l'Alliance civique et se trouve parmi ses dirigeants. En 1992, il fait partie du Conseil national de l'Alliance civique et du comité de coordination de l'Alliance civique. Il fait également partie de l'Association des anciens détenus politiques où il ouvre le premier congrès. Il affirmera son adhésion à la monarchie et participera à l'organisation du Mémorial de Sighet, le « Mémorial des victimes du communisme et de la résistance », fondé par Ana Blandiana et Romulus Rusan.

²⁷⁸⁰ Correspondance avec Alin Teodorescu (28 août-3 septembre 2008).

²⁷⁸¹ 22, 15, avril 1990 ; 22, 18, mai 1990.

²⁷⁸² En 2009 sur le site du GDS, alors que sur la liste que le secrétariat du GDS il n'était pas mentionnée. C'est Teodor Baconsky, lors de notre rencontre (Paris, le 28 novembre 2008), qui nous a communiqué en première instance qu'il était devenu membre du GDS.

La cooptation dans le GDS des laïcs de ce groupement bénéficie à ceux qui se présentent en tant qu'intellectuels orthodoxes car leur influence accroît et ils peuvent avec plus de légitimité prétendre un rôle dans le « renouveau de l'Église orthodoxe ». Alors qu'ils ne semblent plus faire concurrence aux responsables de l'Église et/ou contester des représentants de l'Église, ils défendent la vision orthodoxe dans la presse intellectuelle, à savoir dans 22.

Ceux qui sont des laïcs du GRRBO ou ceux qui ne jouissent pas d'un capital religieux²⁷⁸³ suffisamment fort, comme c'est le cas d'Justin Marchis (plus connu comme le prêtre Marchis), seront servis par les relations qu'ils ont nouées avec des intellectuels du GDS dans la période communiste. Les moins dotés en capital symbolique ou religieux mais qui ont été des proches d'Andrei Plesu (et paraît-il aussi d'Alexandru Paleologu) sont d'ailleurs les premiers à intégrer le GDS : Sorin Dumitrescu et Justin Marchis. Les deux se situent en position dominée par rapport aux membres du GRRBO tout comme aux membres du GDS appartenant à la même génération qu'eux. Ils ne sont ni des héritiers comme Horia Bernea, un autre membre du GRRBO qui intègre le GDS au cours de l'année 1990.

D'après les informations qu'on retrouve dans 22, Sorin Dumitrescu sera coopté au même moment, en janvier 1990. Comme on le sait, à part les signataires de la « lettre des 18 intellectuels », à savoir ceux qui ont été contactés et dont on a pu recevoir l'accord pour qu'ils soient présentés comme membres du GDS en fin décembre²⁷⁸⁴, des amis proches de ceux qui étaient des membres du GDS ont intégré le GDS²⁷⁸⁵. C'est grâce à leurs relations avec certains membres du GDS qu'ils ont été cooptés début janvier 1990. Mais plusieurs des membres fondateurs du GDS ont fait la connaissance de certains de ceux qui se manifestent après 1989 en tant qu'intellectuels orthodoxes et qui prétendent contribuer à la réforme de l'Église. La présence parmi les membres fondateurs du GDS des historiens de l'art et des écrivains préoccupés par le domaine artistique (comme c'est le cas d'Alexandru Paleologu) suffirait pour rendre compte de leur intégration dans le GDS.

Ceux qui sont cooptés dans le GDS, tout en étant du GRRBO, entretiennent des relations avec l'un des plus importants membres du GDS, **Andrei Plesu** (historien de l'art, formé à la philosophie en disciple de Constantin Noica). Celui-ci partage avec eux l'inclination à la religiosité, ainsi leurs affinités au temps du communisme deviennent la base de certaines activités communes dans la période postcommuniste. D'ailleurs, **Andrei Plesu** est l'intellectuel du GDS qui avait fait de sa vocation religieuse, qui date de la période communiste, la base de ses intérêts scientifiques et de son activité universitaire après 1989. Celui-ci parlait en 1990 de son projet le plus « cher » datant de la période passée à Tescani (se trouvant en domicile forcé dans un village près de Bacau) : obtenir un « poste de bibliothécaire à l'Institut théologique » de

²⁷⁸³ Pierre Bourdieu, « Genèse et structure du champ religieux », art. cit.

²⁷⁸⁴ Entretien avec Stelian Tanase (le 13 juillet 2009).

²⁷⁸⁵ Entretiens avec Mariana Celac (le 20 mars 2009), avec Stelian Tanase (le 13 juillet 2009).

Bucarest. Selon ses propres affirmations, de son projet, qui ne sera qu'une tentative échouée, ont pris connaissance/ il avait discuté avec certains des responsables de l'Église, dont le métropolite Anania ²⁷⁸⁶.

Ioan Marchis, d'après son nom civil, mais plus connu sous le nom d'Iustin Marchis (ou « le prêtre Iustin » comme il est mentionné par **Andrei Plesu**) avait fait la connaissance d'**Andrei Plesu** dans la dernière période communiste²⁷⁸⁷. Iustin [Ioan] Marchis avait fait aussi la connaissance d'**Alexandru Paleologu** dans la période communiste. D'après les témoignages de son fils Toader Paleologu, **Alexandru Paleologu** visitait le monastère où le prêtre déployait ses activités (le monastère Cheia) vers la fin des années 1980 et il s'entretenait avec Iustin Marchis²⁷⁸⁸. Si ce dernier sera coopté dans le GDS grâce à sa relation avec **Andrei Plesu** et pour avoir aidé celui-ci durant son « exil », à Tescani, Iustin Marchis ne peut invoquer que difficilement un capital moral (tout comme d'autres intellectuels appartenant à la jeune génération des membres fondateurs du GDS). Lors de notre première discussion, rencontre occasionnée par la présentation d'un volume collectif où des universitaires, des politistes, participent en tant qu'auteurs²⁷⁸⁹, il affirme au sujet de sa cooptation et du GDS :

« Qui étions nous ? Des dissidents... en fait, nous n'avions pas fait de grands gestes, de gestes publics, seulement des gestes, nous avons eu seulement des réactions marginales. Je ne me considère pas un dissident puisque j'ai reçu chez moi ou j'ai aidé, lorsqu'ils ont eu de domicile forcé [mais il parlait d'**Andrei Plesu**], des dissidents du régime. Ils étaient de mes amis²⁷⁹⁰. »

Iustin Marchis appartient à la jeune génération des membres fondateurs du GDS (nés dans les années 1950), ayant le même âge que le futur patriarche (les deux sont nés en 1951), celui-ci est des moins dotés en capital religieux parmi les clercs. Il n'avait pas investi le champ littéraire comme c'est le cas de leurs aînés ecclésiastiques qui cumulent capital littéraire et capital religieux et qui voient leur position renforcée après 1989. Il est en position dominée et par rapport à ceux qui sont du même âge que lui et qui sont des membres fondateurs du GDS ou de ceux qui ont été cooptés en janvier 1990 dans le GDS (qui ont obtenu leur consécration dans la période communiste dans le champ littéraire ou/et dans le champ scientifique). Interrogé au sujet de sa cooptation dans le GDS, il souligne le soutien donné à **Andrei Plesu**, de quelques années plus jeune (né en 1948) que lui mais déjà un des plus notoires intellectuels (avant 1989), au moment où celui-ci se trouvait en domicile forcé²⁷⁹¹. **Andrei Plesu** mentionne la visite du prêtre, futur membre du GDS, au moment où il se trouvait sous la surveillance des officiers de la Securitate. De même Ioan [Iustin]

²⁷⁸⁶ 22, 40, 1990.

²⁷⁸⁷ 22, 18, mai 1990.

²⁷⁸⁸ *Ziua* [Le Jour], 31 août 2006.

²⁷⁸⁹ L'événement a lieu (le 25 mars 2004, à la Faculté des sciences politiques de l'Université de Bucarest) avec le soutien de la Fondation Adenauer et en présence de sa responsable qui se trouvait en fin de son mandat, celle-ci avait collaboré avec un autre membre du GDS, Cristian Preda, à diverses occasions (bourses pour les étudiants, etc.). Nous avons fait la connaissance d'Iustin Marchis par l'intermédiaire d'une jeune universitaire, Miruna Cazaban, épouse de Bogdan Tataru-Cazaban, plus tard conseiller présidentiel pour les Cultes, nommé représentant de la Roumanie au Vatican.

²⁷⁹⁰ Entretien consultatif avec Iustin Marchis (Bucarest, le 25 mars 2004).

²⁷⁹¹ Discussion avec Iustin Marchis (le 25 mars 2004). Voir aussi Andrei Plesu dans 22, 18, 1990.

Marchis mentionne ses relations avec **Andrei Plesu** en parlant de sa cooptation dans le GDS. Et d'ailleurs c'est ce dernier qui signe sa présentation dans 22 lorsqu'il se porte candidat aux premières élections. Selon ses propres affirmations, c'est grâce à ses relations et à son soutien offert à **Andrei Plesu** notamment pendant la période passée à Tescani en domicile forcé, qu'il a été coopté dans le GDS. Iustin Marchis affirmait que sa cooptation était le signe de son amitié avec **Andrei Plesu** qui l'avait proposé et qu'il ne se souvient pas avoir participé aux rencontres du GDS. Ces affirmations renvoient à celles d'**Alin Teodorescu** lorsqu'il avait du mal à se souvenir de la participation d'Iustin Marchis pendant les mois les plus actifs pour le GDS.

Iustin Marchis tend à minimiser sa participation au GDS. Quoique sa contribution aux activités du GDS ne soit pas si visible car il ne publiera pas dans 22 et ne participera souvent aux rencontres du GDS, si on en croit les témoignages faits au sujet de sa présence au GDS mais aussi aux traces que nous laissent les extraits des discussions entre des membres du GDS publiés dans 22, à certains moments il sera invité comme en tant que représentant de l'Église pour débattre avec ses collègues (membres du GDS), sur la question de la religion²⁷⁹². Iustin Marchis ne semble pas être parmi les membres actifs du GDS, il ne publiera ni dans 22 ni dans *Romania libera* où certains des « intellectuels orthodoxes » ou des intellectuels préoccupés par la question religieuse publient dès 1990. Mais sa présence au GDS semble destinée à marquer le lieu de l'Église, de ses représentants, dans l'espace que se réservent des intellectuels. Alors la question qu'on peut et doit se poser est de savoir si le rôle qu'on lui assigne, comme représentant des représentants de l'Église, se justifie. Nous pourrions au plus affirmer qu'il est des clercs proches de la hiérarchie ecclésiastique et que son statut au sein de l'Église n'est pas celui qu'on accorde à d'autres clercs. Il bénéficie de plus de liberté, de s'affirmer, d'innover et de circuler, que d'autres clercs, prêtres curés (responsables d'une paroisse, soit-elle, de Bucarest). Dès l'automne 1991, Iustin Marchis est prêtre responsable de la paroisse de l'église Stavropoleos, fondée en 1724, une des plus importantes de Bucarest, placée au centre de la ville. C'est le lieu de sociabilité des intellectuels orthodoxes, (mais surtout, paraît-il, des plus jeunes, nés dans les années 1970) et des intellectuels qui s'intéressent à la question de l'Église orthodoxe. C'est l'un des clercs les plus mondains, voyageant à l'étranger et côtoyant des intellectuels notoires de la période postcommuniste, il est considéré par des membres du clergé mais aussi dans la presse lorsque l'Église orthodoxe est critiquée ou quand dans de la presse des intellectuels du GDS sont critiqués, comme un des prêtres des plus élitistes.

Qu'Iustin Marchis considère à présent sa participation au GDS comme peu importante ou pas si importante pour qu'il en discute cela pourrait être dû à la conjoncture. Notre première discussion au sujet de son appartenance au GDS avait eu lieu un jour avant le scandale qui se déclenche au sujet de sa

²⁷⁹² Par exemple lorsqu'il se pose le problème de la présence de l'Église et notamment de celle orthodoxe dans les espaces occupés par l'Université.

collaboration avec le régime communiste, car il avait signé des notes informatives pour la Securitate. Le lendemain, le 26 mars 2004, il était invité par le Conseil national pour l'étude des archives de la Securitate pour consulter son dossier, moment de sa première déclaration concernant ses relations avec les cadres de la Securitate²⁷⁹³.

Notre première discussion avec Justin Marchis (seul prêtre à être coopté dans le GDS) a eu lieu le 25 mars 2004 à l'Institut de recherches politiques de l'Université de Bucarest lors d'une conférence pour la présentation du livre *Teologie si politica...* [Théologie et politique. Des Saints Pères à l'Europe unie]²⁷⁹⁴. Le volume a été dirigé par une jeune enseignante à la Faculté de sciences politiques, Miruna Tataru-Cazaban (formée en sciences politiques, dont la thèse de doctorat porte sur la philosophie scolastique), dont l'époux, Bogdan Tataru-Cazaban, est conseiller d'Etat dans le département pour la relation avec les autorités publiques et la société civile de l'administration présidentielle (président Basescu) en 2009, et en juillet 2010 nommé ambassadeur auprès du Saint Siège, comme l'avait été auparavant (en 1997, sous la présidence d'Emil Constantinescu) Teodor Baconsky. Le volume paraît chez les Editions Anastasia fondées et dirigées par Sorin Dumitrescu. Le volume rassemble des études signées par des enseignants (quatre) de la Faculté de sciences politiques, dont un, Dragos Petrescu, est cosignataire du Rapport final de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste en Roumanie (constituée mi-2006). Il avait traité de l'orthodoxie dans *Sfera politicii* et il traduira le livre de Vladimir Tismaneanu (*Le Stalinisme pour l'éternité* paru en 2005). Dans le volume présenté à cette occasion Dragos Petrescu traite de l'Eglise orthodoxe sous le communisme. Cristian Vasile, un jeune historien (né dans les années 1970) et chercheur à l'Académie roumaine, proche de Vladimir Tismaneanu, traite dans ce même ouvrage des « ingérences politiques dans la vie de l'Eglise orthodoxe » dans la première période communiste. Plus tard il publiera chez les Editions Curtea Veche un volume précisément sur ce sujet. Deux des auteurs de ce volume sont des universitaires, des amis proches, ils se retrouvent par la suite (notamment après 2006) aux côtés des politiques du Parti libéral-démocrate et en tant que membres de la Fondation chrétienne-démocrate créée par Teodor Baconsky en 2010. Radu Carp, ayant une formation en droit et une seconde en philosophie, anime des cours de droit et par la suite d'études européennes à la Faculté de sciences politiques, Radu Preda, théologien et universitaire, il enseigne à l'Institut de théologie de Cluj. Les textes introductifs à ce volume collectif sont signés par Justin Marchis et par un membre fondateur du GDS, **Mihai Sora** (appartenant à la génération des aînés). Fils d'un prêtre, ce dernier parlera plus tard de son rapport à la religion²⁷⁹⁵. Stefan Vianu, docteur en philosophie de l'Université de Genève, est le fils d'Ion Vianu (né en 1934), coopté dans les années 2000 dans le GDS après son retour en Roumanie (il s'exile en Suisse après avoir signé la lettre de ralliement à la *Charte 77* initiée par Paul Goma). La rencontre occasionnée par la parution de cet ouvrage est organisée par la Fondation Konrad Adenauer. La Fondation Adenauer avait financé cette édition qui constitue les actes d'un séminaire tenu au monastère Cheia organisé avec le soutien de la Fondation.

Plusieurs membres du GDS (membres fondateurs, tel **Gabriel Andreescu** ou membres cooptés dans la seconde moitié des années 1990, tel Cristian Preda, mais aussi Marius Oprea plus récemment) recevront du financement de cette fondation pour divers projets qui se déroulent dans les lieux qu'ils habitent, à l'Université, dans des structures privées ou dans des institutions étatiques à but éducatif ou culturel. La Fondation Adenauer soutient de nombreux projets menés

²⁷⁹³ Sur les réactions suscitées au sein du GDS par sa « collaboration » avec la Securitate, voir chapitre 5.

²⁷⁹⁴ Miruna Tataru-Cazaban (dir.), *Teologie si politica. De la Sfintii Parinti la Europa unita*, introduction de **Mihai Sora**, Bucarest, Anastasia, 2004.

²⁷⁹⁵ Mihai Sora, « Je suis né dans la croyance, étant fils de prêtre orthodoxe de Ardeal », *Formula As*, 823, juin 2008.

au sein des institutions de la société civile mais aussi des institutions de l'Etat, tels les instituts créés sous la tutelle des institutions politiques dans les années 2000 et des instituts des partis politiques.

Deux artistes préoccupés par l'orthodoxie qui ont constitué le GRRBO seront cooptés dans le GDS Sorin Dumitrescu en janvier 1990, Horia Bernea en octobre 1990.

Sorin Dumitrescu tout comme **Andrei Plesu** a participé aux rencontres de la « méditation transcendante » dans les années 1980. De plus, du fait de leurs préoccupations, on peut supposer que les deux artistes mais surtout Sorin Dumitrescu avait fait la connaissance en premier lieu des historiens de l'art qui se retrouvent dans le GDS après 1989 comme membres fondateurs, **Andrei Cornea**, **Radu Bercea**, **Magda Carneci**, **Anca Vasiliu**, mais aussi des écrivains préoccupés par l'art comme c'est le cas d'**Alexandru Paleologu** et témoignant de leur orthodoxie²⁷⁹⁶.

Sorin Dumitrescu, né en 1946, est un des artistes consacrés mais sa notoriété n'est pas comparable à son ami **Andrei Plesu**, né en 1948, dont il s'est fait le messager lorsque ce dernier se trouvait en domicile forcé à Tescani²⁷⁹⁷. Par rapport à ceux qui sont nés vers la fin des années 1940, Alors qu'**Andrei Pippidi**, membre fondateur du GDS, avec lequel Sorin Dumitrescu entrera en conflit, toujours né en 1948, est chercheur et hérite un double héritage, comme fils d'un universitaire de la période communiste et neveu de l'historien Nicolae Iorga.

Sorin Dumitrescu se présente au sein du GDS et dans le champ intellectuel, notamment par le biais de 22, comme tenant de la vision orthodoxe pour se présenter à la fois en défenseurs du « renouveau de l'Église orthodoxe ». Ce dernier semble porté à se présenter en tant que porte-parole du groupe militant pour le « renouveau » de l'Église dans 22 même après la disparition de ce groupement. Parmi les « intellectuels orthodoxes », ceux qui ont constitué le GRRBO²⁷⁹⁸, il s'investit le plus dans l'activité journalistique. En se faisant le porte-parole des revendications du GRRBO en première instance et, par la suite, en défendant la vision orthodoxe, il est le plus visible des intellectuels orthodoxes au moins durant les deux premières années après 1989 car il publie de manière assidue, constante non seulement dans 22 mais aussi dans *Romania libera*.

Horia Bernea (né en 1938 à Bucarest, mort en 2000) est un des artistes jouissant d'une forte consécration sous le communisme. Celui-ci tout comme Sorin Dumitrescu est membre de l'Union des artistes durant la période communiste. Horia Bernea fera partie de la direction du Conseil provisoire de direction de l'Union des artistes, élu à la suite des événements de 1989²⁷⁹⁹, plus tard Sorin Dumitrescu sera

²⁷⁹⁶ Les relations d'Alexandru Paleologu avec des journalistes, des écrivains et des clercs dans la période communiste sont attestées en plus par son fils, Toader Paleologu, et par des écrivains-publicistes orthodoxes, comme, par exemple, Dan Ciachir.

²⁷⁹⁷ Daniel Barbu raconte (décembre 2010) que Sorin Dumitrescu faisait des collectes parmi les étudiants de l'Institut d'histoire de l'art pour aider celui-là, ce qui veut dire qu'il était des fréquents visiteurs de celui, tout comme Iustin Marchis, selon ses propres affirmations mais aussi celles d'Andrei Plesu.

²⁷⁹⁸ Tous intègrent le GDS, en 1990 (début ou vers la fin de l'année) ou vers la fin des années 2000 (comme Teodor Baconsky en 2007).

²⁷⁹⁹ Sur les aléas des directions successives de l'Union des artistes plastiques Magda Carneci, membre fondateur du GDS, publie un texte, « L'Union des artistes plastiques : une transformation en marche », 22, 11, mars 1990.

présent à des réunions organisées par le Ministère de la culture comme représentant de l'Union des artistes plastiques²⁸⁰⁰. Si ce dernier intègre le GDS au début 1990, l'autre le rejoint à l'automne de la même année.

C. Politiques prétendants ou administrateurs de la culture

Deux des trois « intellectuels orthodoxes » intégrant le GDS durant l'année 1990 participent aux premières élections sur la liste constituée par le GDS où tous les candidats ne sont pas membres du GDS. Sorin Dumitrescu et Iustin Marchis tentent d'accéder à la politique en se présentant en candidats aux élections de mai 1990 aux côtés des intellectuels du GDS et des journalistes proches du GDS. Lors des premières élections Horia Bernea n'est pas encore membre du GDS.

La candidature « du prêtre Iustin » Marchis sur la liste des indépendants aux élections de 1990²⁸⁰¹ est soutenue par **Andrei Plesu**, ministre de la Culture dans le premier gouvernement postcommuniste, qui signe sa présentation dans 22. Ce dernier est lui aussi candidat indépendant aux mêmes élections mais sur une autre liste qui comprend le nom d'un autre membre fondateur du GDS et dissident, **Mircea Dinescu**. Les deux listes des « indépendants » distinctes réunissent des intellectuels dont les rapports avec le pouvoir sont divergents. La présentation du prêtre Iustin Marchis aux côtés d'autres intellectuels du GDS pour les élections de mai 1990 se produit après que des représentants de l'Eglise se sont dirigés vers des politiques en place et d'autres clercs du GRRBO accèdent au printemps de 1990 à des postes de responsabilité au sein de l'Eglise – dont il est le seul représentant dans le GDS. Bien que le GRRBO semble encore exister, selon ses propres témoignages, dans sa présentation rien n'est dit du fait qu'il en participe. Deux contestataires de l'intérieur de l'Eglise ou militants du « renouveau » de l'Eglise orthodoxe se dirigent vers des associations civiques qui construisent sur le terrain de la politique et sur la place publique.

La cooptation de Horia Bernea dans le GDS fait suite à sa nomination en tant que responsable d'une institution culturelle créée début février 1990. Suite à un acte législatif du gouvernement provisoire on procède à la refondation du Musée d'art populaire (créé en 1953, disparu en 1977 par son intégration au Musée du village) dont Horia Bernea sera le directeur, nommé sur la recommandation d'**Andrei Plesu**, ministre de la Culture. Redésigné, d'après la proposition de son nouveau responsable, le Musée du paysan est marqué par la vision de l'artiste. La première exposition, ouverte au printemps 1993, se déroule « sous le signe de la croix », et en 1994, le musée ouvre au public des salles consacrées aux icônes. L'art que ce musée promeut relève aussi bien de l'art religieux que de l'art populaire. Dans un numéro de 22 qui paraît durant la semaine des fêtes de Pâques orthodoxes, Rodica Palade (alors rédactrice en chef adjointe) présente l'ouverture officielle (le 19 avril 1993) du musée dirigé par Horia Bernea en présence du ministre de la

²⁸⁰⁰ 22, 40, octobre 1990.

²⁸⁰¹ Des rédacteurs de *Romania libera* (journal homologue de l'hebdomadaire 22) et le responsable de l'Associations des anciens détenus politiques (Constantin Ticu Dumitrescu) et des membres du GDS déposent leurs candidature en formant une des trois listes des indépendants aux premières élections de mai 1990 (22, 15, 1990). Voir *infra*.

Culture en fonction (Mihai Golu) et de l'ancien ministre, **Andrei Plesu**, « celui qui avait refondé le Musée du paysan roumain ». On apprend ainsi que le nouveau Musée du paysan roumain siège dans le bâtiment de l'ancien Musée du Parti Ouvrier Roumain (redésigné suivant la redénomination du parti) « dépourvu d'histoire [...] un faux, une horreur et un mensonge ». Le Musée du paysan roumain reçoit le patrimoine artistique de l'ancien Musée d'art populaire (et Rodica Palade s'étonne que tous les objets de l'ancien musée aient été gardés). Dans le même numéro de 22, Horia Bernea explique le choix de la « Croix » comme première exposition du musée (« parce que c'est la moins limitative et parce que par la croix on peut tout englober ») et Rodica Palade le « projet anthropologique » du musée par son intention de « dévoiler la mentalité et la sensibilité de l'homme traditionnel²⁸⁰² ». Horia Bernea est membre de la Commission des monuments historiques constituée au Ministère de la culture, tout comme l'historien **Andrei Pippidi**. Plusieurs membres du GDS collaborent ou ils déploient des activités au sein du Ministère de la culture dirigée par ce membre fondateur, certains n'y resteront pas beaucoup. Le plus jeune participant au GRRBO, Teodor Baconsky, fait son entrée dans le champ intellectuel et dans le champ politique. Il publiera dans l'hebdomadaire du GDS et recevra la responsabilité de s'occuper d'un département qu'**Andrei Plesu** avait créé dans le ministère qu'il dirige dès fin décembre 1989. **Andrei Plesu** et Teodor Baconsky se connaissaient déjà avant la chute du régime mais sans qu'il soit vraiment question d'une relation. Il revoit Teodor Baconsky début janvier 1990 lorsque celui-ci se présente aux côtés des membres du GRRBO :

« je connaissais et le prêtre Anania, et Justin Marchis ; je connaissais moins Baconsky et pas du tout Daniel²⁸⁰³. »

Teodor Baconsky publie dans 22, sans que son appartenance au GRRBO soit mentionnée, et prétend le statut d'intellectuel avant d'acquérir un capital spécifique²⁸⁰⁴, bien qu'il ne jouisse d'aucune consécration comme lui-même en témoigne²⁸⁰⁵, mettant en évidence sa spécialité, la théologie. Ce qui caractérise les prises de position de Teodor Baconsky comme débutant dans la politique mais aussi comme prétendant au statut d'intellectuel s'affirmant dans la presse intellectuelle, c'est l'intérêt pour les rapports entre théologiens et autres représentants des professions intellectuelles²⁸⁰⁶. En prétendant au statut d'intellectuel, occupant une position marginale au sein d'une structure culturelle de l'administration centrale de l'Église (avant 1989 il travaille à l'Institut biblique), il réussit à s'affirmer grâce à ses relations (des milieux intellectuels et religieux) et tient à se distinguer d'autres intellectuels dont il se rapproche progressivement d'autant plus que le poste politique qu'il occupe le conduit à intensifier ses échanges avec des intellectuels

²⁸⁰² 22, 167, 1993. Des représentations images du portrait du « paysan roumain » produites par des intellectuels publiant dans 22 dans leurs essais d'expliquer les résultats électoraux, des échecs et leurs échecs politiques, seront critiquées par Andrei Plesu.

²⁸⁰³ Andrei Plesu, Petre Roman, Elena Stefoi, *Transformari, inertii, dezordini*, op. cit., p. 100. Entretien avec Teodor Baconsky (Paris, le 28 novembre 2008).

²⁸⁰⁴ « Nous et l'Église », 22, 38, 1990.

²⁸⁰⁵ Entretien avec Teodor Baconsky (le 28 novembre 2008).

²⁸⁰⁶ Stratégie appliquée plus tard aussi par un théologien qui reste toutefois lié à l'Église (en tant qu'enseignant de théologie) mais qui désire étendre son influence en dehors des cercles religieux, en se liant avec des intellectuels ayant d'autres spécialités. C'est le cas de Radu Preda. Voir aussi notre texte « être intellectuel et orthodoxe. La légitimation par la religion » intégré au chapitre 13.

du GDS. Il défend la vision orthodoxe dans les milieux intellectuels en sortant des cercles de l'Eglise grâce aux relations qu'il entretient avec des intellectuels et par ses écrits. Il défend la primauté de la vision chrétienne face à l'emprise de nouveaux concepts, la « société civile » tant maniée par les intellectuels. Au nom de sa compétence acquise à l'intérieur de l'Eglise (il met en évidence sa connaissance de l'Eglise de l'intérieur et sa formation de théologie) Teodor Baconsky conteste la légitimité d'un politique non-spécialiste de la religion qui est chargé de s'occuper des cultes²⁸⁰⁷ au moment où il est responsable du « département de culture religieuse » dans le Ministère de la culture, créé à l'initiative du ministre. En octobre 1990 **Andrei Plesu** lors d'un symposium organisé par ce même département et présenté dans 22 expliquait son intention :

« Le Ministère de la culture s'est proposé dès janvier d'introduire le thème du sacré dans ses préoccupations. Pour cette même raison, nous avons créé à l'intérieur du ministère un département de la culture religieuse. L'idée que la religion doit sortir de l'enclave dans laquelle elle s'était trouvée ces dernières années pour circuler socialement comme une valeur qui doit entrer dans nos pratiques spirituelles courantes nous préoccupe. Ce département qui publiera une revue et qui se propose d'accorder une direction spirituelle à nos préoccupations fonctionne, se trouve sous la direction de monsieur Teodor Baconsky, mais bien sûr il a des difficultés puisque nous ne savons pas encore quels moyens utiliser pour accélérer la transformation des âmes²⁸⁰⁸. »

Le premier gouvernement (provisoire) installé au 26 décembre organise un ministère pour les Cultes²⁸⁰⁹, après les premières élections, ce ministère disparaît pour qu'une structure plus restreinte, le secrétariat d'Etat pour les cultes (dirigé par le philosophe universitaire Gheorghe Vladutescu), soit créée. Au temps même de la création et de l'existence du ministère des Cultes, dirigé par Dumitru Mazilu au début de 1990, ensuite par Nicolae Stoicescu, **Andrei Plesu**, ministre de la Culture dans le gouvernement provisoire et par la suite dans celui qui s'installe à la suite des premières élections, crée un département dédié à la « culture religieuse » en désignant Teodor Baconsky pour s'en occuper. Ce n'est qu'à partir de 2000 qu'à la dénomination du Ministère de la culture on ajoute « les cultes » et dès 2008 le « patrimoine national » est inclus dans la désignation de ce ministère, désormais appelé « de la culture, des cultes et du patrimoine national » bien que le « patrimoine national » ait toujours constitué objet d'activité de ce ministère²⁸¹⁰.

Teodor Baconsky reste dans sa fonction jusqu'à ce qu'il reçoive la même année, en automne 1990 une bourse du Gouvernement français pour poursuivre ses études à l'Université Paris 1 Sorbonne où il obtient, en 1994, le titre de docteur avec la mention « magna cum laude » pour sa thèse d'anthropologie religieuse²⁸¹¹. D'autres intellectuels membres du GDS ou rédacteurs de 22, nés dans les années 1950,

²⁸⁰⁷ Le nouveau ministre des Cultes, Nicolae Stoicescu (né en 1924, mort en 1999) est historien et chercheur à l'Institut d'histoire « N. Iorga » de Bucarest, à partir de 1950 et jusqu'en 1989.

²⁸⁰⁸ 22, 40, octobre 1990.

²⁸⁰⁹ 22, 7, mars 1990. Voir Stan Stoica, *Dictionarul partidelor politice*, op. cit., p. 175.

²⁸¹⁰ Voir Stan Stoica, *Dictionarul partidelor politice*, op. cit., p. 175 ; Id., *Romania dupa 1989*, op. cit., pp. 254-256, 258-259, 261-264. En 2016, le Ministère de la Culture devient aussi celui « de l'identité nationale ».

²⁸¹¹ Thèse de doctorat sous la direction de Michel Meslin.

poursuivent au tout début des années 1990 (1990 ou 1991) leurs études à Paris bénéficiant des bourses du gouvernement français. Tels étant le cas de **Anca Vasiliu**, **Magda Carneci** (née en écrivaine et chercheur, historienne de l'art), **Sorin Antohi** (formation en lettres à Iasi), Bogdan Ghiu (formation en lettres à Bucarest, membre de la rédaction de 22) ou Aurelian Craiutu (économiste, né en 1965, coopté en octobre 1990). Plusieurs de ceux qui viennent de finir leurs études universitaires au tout début 1990 poursuivront également leurs études dans les universités étrangères et notamment en France, dont certains ont lié des relations avec des membres fondateurs du GDS dans le cadre des institutions que ceux-ci avaient créées seront cooptés dans le GDS (dans la seconde moitié des années 1990 et dans les années 2000).

Sorin Dumitrescu et Teodor Baconsky sont les deux membres du GRRBO à publier durant l'année 1990 dans 22. Lorsque Horia Bernea se charge d'une nouvelle institution culturelle dans le domaine des arts plastiques, Sorin Dumitrescu se dirige vers le secteur privé, il investit le journalisme et par la suite le domaine éditorial (à partir de 1992), après avoir tenté son entrée dans le monde politique sur la liste des candidats indépendants composée d'autres intellectuels du GDS et de journalistes de *Romania libera*. Coordinateur du supplément *Lumea credintei* du journal *Romania libera*, Sorin Dumitrescu publie assidûment aussi dans le journal *Romania libera* dans une rubrique consacrée à l'art. Il publie également dans 22 en se faisant le porte-parole du Groupe de réflexion pour le renouveau de l'Église. Sorin Dumitrescu participe aussi aux mouvements de rue qui ont lieu Place de l'Université.

D. Les Éditions Anastasia

En 1992, Sorin Dumitrescu fonde la maison d'édition Anastasia consacrée à la patristique, mais aussi aux livres de théologie de popularisation et à l'essai philosophique à thème religieux, dans une moindre mesure au domaine artistique et notamment l'iconologie. À part des ouvrages de doctrine orthodoxe et d'histoire de l'orthodoxie, des essais sur des thèmes religieux signés par des intellectuels orthodoxes roumains et étrangers, la maison traduit des livres de philosophie, d'histoire de l'art et d'histoire. En 1999, Sorin Dumitrescu déclare que :

« ce qui m'avait poussé à créer "Anastasia" a été le désir d'imprimer les principaux textes de spiritualité qui m'ont formé comme "être dans l'Église". Je m'étais rendu compte que l'intégration dans l'église de ma "laïcité" égarée dans la culture avait eu besoin de ces textes [...] la publication du merveilleux livre de monsieur Panofsky a pour moi une signification spéciale, d'une certaine façon sentimentale, elle vient conclure chez "Anastasia" la publication de mes livres de chevet²⁸¹². »

Sorin Dumitrescu établit les origines de son projet éditorial dans l'effusion des mouvements de rue de la Place de l'Université :

²⁸¹² Sorin Dumitrescu, « Une 'interface' au gotique », in Erwin Panofsky, *Arhitectura gotica si gandire scolastica*, Bucarest, Anastasia, 1999, p. 101. Sorin Dumitrescu signe une longue préface pour la traduction d'Erwin Panofsky, *Arhitectura gotica si gandire scolastica*, Bucarest, Anastasia, 1999. Ce volume paraît avec le soutien du Ministère de la culture et la Banque roumaine pour le développement-Groupe Société générale.

« rien de tout cela [...] je regrette de vous décevoir [il rit]. Il y a eu un enthousiasme, issu de la Place de l'Université, mais entre temps cela est disparu. Là-bas, dans la Place, il y a eu une vraie église volante. Là-bas j'ai vécu la communion chrétienne comme je ne l'avais jamais vécu dans une église construite. Quelque chose, quelque chose, comme un souvenir, je vis dans la nuit des Pâques²⁸¹³. »

Certains livres sont publiés avec le soutien du Ministère de la culture et d'après quelques témoignages la maison reçoit aussi un soutien de la part de la Fondation Soros²⁸¹⁴.

Dans un premier temps aux Editions Anastasia paraissent plus de traductions à partir du français, de l'italien et du grec, mais aussi de l'anglais, que de livres signés par des auteurs roumains²⁸¹⁵. À part la publication des auteurs étrangers qui traitent de la religion, aux Editions Anastasia sont traduits : Louis Dumont, Gaston Bachelard, Erwin Panofsky²⁸¹⁶, Denis de Rougemont, Paul Ricœur.

Les Éditions Anastasia publient des intellectuels de la période de l'entre-deux-guerres, Nae Ionescu, le maître à penser de toute une génération d'intellectuels (celle des années 1930) et idéologue du mouvement légionnaire²⁸¹⁷. D'ailleurs, Teodor Baconsky mentionne en novembre 2008 qu'il avait projeté la réédition des écrits de Nae Ionescu, ainsi qu'un des intellectuels de la « génération '27 », victime des prisons communistes, Mircea Vulcanescu dont la vision, « le traditionalisme justifié et exploré par des appels aux structures [...] de la langue », avait inspiré la philosophie de Noica²⁸¹⁸. Mais aussi l'essayiste et surtout l'orateur, Petre Tutea²⁸¹⁹, tenant de l'orthodoxie et d'une vision traditionaliste, ancien détenu politique (lors du procès contre les intellectuels, « Noica-Pillat »), publié dans 22 en 1990.

Sont de même publiés le patriarche de la période communiste, Iustin Moisescu, ou un des clercs des plus connus à l'époque communiste, le prêtre monacal Cleopa, mais aussi l'écrivain et le médecin Vasile Voiculescu, membre du « Groupe d'Antim ».

Des auteurs contemporains sont publiés des clercs de la première génération consacrés dans la période communiste, Dumitru Staniloae, Bartolomeu Anania, André Scrima, Nicolae Corneanu. Un volume codirigé par Teodor Baconsky sera dédié à Dumitru Staniloae. Un livre paraît sous la double signature d'André Scrima (théologien) et d'Alexandru Elian (historien), participants au « Groupe d'Antim » dans les années 1950. Des livres d'histoire de l'Église orthodoxe roumaine paraissent dans les années 2000.

²⁸¹³ *Formula As*, 766, 2007. Sorin Dumitrescu répond aux questions que lui pose Claudiu Tarziu (un des plus jeunes intellectuels-journalistes orthodoxes), directeur de la revue *Rost*.

²⁸¹⁴ Radu Carp se souvient du témoignage d'un des rédacteurs de la maison qui déclarait que George Soros avait offert son soutien pour les éditions Anastasia (discussions informelles, juillet et octobre 2009).

²⁸¹⁵ Pour la liste des ouvrages publiés par les Éditions Anastasia nous avons consulté les catalogues de la Bibliothèque centrale universitaire (de Bucarest) et de la Bibliothèque de l'Académie roumaine. Ces informations ont été complétées par la consultation de certains ouvrages parus chez Anastasia et signés par des membres du GDS, des universitaires (en sciences politiques) et de jeunes chercheurs.

²⁸¹⁶ Cet auteur avait été déjà traduit dans la période communiste chez les Editions Meridiane qui se consacrent à la publication des ouvrages dans le domaine de l'art (ouvrages de sciences humaines et albums d'art).

²⁸¹⁷ Zigu Ornea, « L'extrémisme ne peut rien inventer », 22, 81, 1991.

²⁸¹⁸ Ion Ianos, *O istorie a filosofiei romanesti*, op. cit., Cluj, Biblioteca Apostrof, p. 366.

²⁸¹⁹ Plus tard un des programmes boursiers gérés par New Europe College portera son nom. Initiative qui est critiquée par Ion Vianu, critique à laquelle Andrei Plesu va répondre.

Chez Anastasia sont publiés deux des chercheurs consacrés sous le communisme et reçus à l'Académie dans la période postcommuniste : Zoe Dumitrescu-Busulenga²⁸²⁰ ; l'historien Vasile Candea²⁸²¹.

La maison publie aussi des livres d'entretiens avec des clercs et des intellectuels, écrivains ou artistes (un livre d'entretiens signé par Sorin Dumitrescu avec Dumitru Staniloae) mais aussi avec des hommes politiques (avec l'ancien détenu politique Corneliu Coposu, le chef de file du Parti national paysan chrétien-démocrate (re)fondé en 1990).

En 1996 à la fin de ses études doctorales, de retour en Roumanie, Teodor Baconsky s'installe comme directeur de la maison mais pour une année seulement. Il publie chez Anastasia son premier livre paru dans le même temps aux Éditions Desclée de Brouwer en 1996 [*Le rire des patriarches. Essai sur le rire dans la patristique grecque*]. La préface de l'édition roumaine est signée par **Andrei Plesu**. Plus tard, de la collaboration de Teodor Baconsky, comme représentant du gouvernement roumain à Vatican (entre 1997 et 2001) avec Horia Bernea (directeur du Musée du paysan roumain), résulte l'album d'art, *Roma caput mundi...*, qui paraît en 2001 chez Anastasia²⁸²².

Des journalistes et des essayistes orthodoxes collaborent avec la maison Anastasia : Dan Ciachir (poète et journaliste avant 1989), Razvan Bucuroiu, publiant dans 22 dès 1990.

On retrouve comme traducteurs aux Editions Anastasia des membres du GDS qui sont au préalable des traducteurs pour les Editions Humanitas : Aurelian Craiutu, économiste reconverti à la science politique (philosophie politique), coopté en 1990, et Cristian Preda, coopté en 1996, ayant une formation en philosophie (formation qu'il suit dans les dernières années de la période communiste). Tous les deux suivent des études doctorales en France à la même période, mais leur rencontre s'est produite lorsqu'ils enseignent dans la nouvelle Faculté des sciences politiques (de l'Université de Bucarest)²⁸²³. En 1996, ils signent pour Anastasia la traduction de l'ouvrage *Gabriel Marcel interrogé par Pierre Boutang*.

E. Officialisation, académisation et politisation

Le GRRBO « ne fonctionne plus²⁸²⁴ » vers l'automne 1990, selon Iustin Marchis. La disparition du GRRBO est mentionnée en lien avec le départ de Teodor Baconsky à l'étranger, même si ce dernier ne s'est jamais présenté, au moins dans 22, comme membre de ce groupement. Après une formation doctorale en

²⁸²⁰ Née en 1920, Zoe Dumitrescu Busulenga est directrice de l'Institut d'histoire et de théorie littéraire dès 1973 ; membre correspondant dès 1974, membre titulaire et vice-présidente de l'Académie roumaine dès 1990 ; à partir de 1991 responsable de l'Accademia di Romania de Rome (cf. Dorina N. Rusu, *Membrii Academiei Romane. Dictionar 1866/2003, op. cit.*, p. 283).

²⁸²¹ Né en 1927, Vasile Candea enseigne l'art religieux à la Faculté de droit de l'Université de Bucarest, chercheur à l'Institut d'études sud-est européennes, ensuite à l'Institut d'arts plastiques, dès 1993 il enseigne à la Faculté de théologie et membre titulaire de l'Académie.

²⁸²² Voir *supra*.

²⁸²³ Entretien avec Cristian Preda (le 15 février 2008).

²⁸²⁴ Discussion avec Iustin Marchis (le 26 août 2009).

France, Teodor Baconsky retourne en Roumanie et travaille dans le secteur éditorial avant d'intégrer le Ministère des affaires étrangères. D'autres représentants de la même génération, nés comme lui dans les années 1960, intégreront ce ministère à un moment ou à un autre.

Après l'échec de sa tentative de faire son entrée en politique, Sorin Dumitrescu est un des initiateurs de l'Alliance civique (AC), association civique à vocation politique. Il publie dans 22 en 1990 et en 1991 en soutenant une vision proche de celle défendue par l'Église orthodoxe, même lorsque le GRRBO ne fonctionne plus. Une fois que le GRRBO se dissout et que certaines de ses revendications ont été résolues, Sorin Dumitrescu interviendra dans 22 en 1991 parlant aussi d'autres sujets que la religion. Ses critiques à l'égard des initiatives de certains de ses collègues, ses idées traditionalistes, spiritualistes et nationalistes, considérées mêmes antidémocratiques, lui amèneront des critiques acerbes de la part de l'historien **Andrei Pippidi**. Les deux appartiennent à la même génération, les deux ont reçu leur consécration avant 1989 (Sorin Dumitrescu est né en 1946, **Andrei Pippidi** est né en 1948). Suite aux critiques de certaines initiatives de ses collègues du GDS ou de l'AC (juristes ou intellectuels préoccupés par les droits de l'homme), suite à sa réaction violente face aux critiques qui lui attirent sa vision spiritualiste et nationaliste, une annonce signée par le rédacteur en chef de 22, **Victor Barsan**, au nom du GDS, marque la « séparation » entre Sorin Dumitrescu et le GDS²⁸²⁵. Bien qu'à partir de ce moment il ne publiera plus dans 22, le fait de se consacrer à une activité éditoriale en créant une maison d'édition en 1992 qui allie ses préoccupations initiales (l'art et la religion) à des intérêts scientifiques, lui permet d'entretenir ses relations avec certains membres du GDS ou futurs membres du GDS. Il conserve ainsi ses liens avec le GDS. C'est pourquoi il semble qu'on tend à oublier sa « séparation » d'avec le GDS²⁸²⁶. Jeunes prétendants au statut d'intellectuel et jeunes intellectuels sont attirés par sa nouvelle initiative. Ses relations avec ceux derniers s'établissent dans d'autres cadres. Avec la création des Editions Anastasia, Sorin Dumitrescu marque l'ouverture des intellectuels orthodoxes à l'étranger, grâce à l'importation des livres de sciences humaines en liaison avec sa préoccupation principale, la religion. Sorin Dumitrescu est membre correspondant de l'Académie roumaine à partir de 2006. Il n'est pas rare de voir Sorin Dumitrescu intervenant dans les émissions de télévision. Dans un document portant l'intitulé, « Politique culturelle », destiné au Conseil de l'Europe, produit par des responsables du Ministère de la culture, des chercheurs et des universitaires, dont certains sont des membres du GDS, d'autres encore ont intégré en 1990 le nouveau ministère dirigé par **Andrei Plesu**, Dumitru Staniloae est mentionné comme membre du Groupe d'Antim [Rugul Aprins = Le Buisson Ardent], représentant la « rencontre entre culture et spiritualité. Sorin Dumitrescu et Horia Bernea sont eux présentés comme continuateurs de ce courant (« la rencontre entre culture et spiritualité [...] dans la

²⁸²⁵ Pour la séparation de Sorin Dumitrescu d'avec le GDS voir chapitre 8.

²⁸²⁶ Entretiens avec Radu Filipescu (le 16 juillet 2009) ; avec Rodica Palade (le 2 juin 2009).

peinture ») et surtout en tant que membres du groupe « Prologue ». On affirme là que leurs œuvres semblent avoir été largement influencées par ce courant et on mentionne les expositions de ce dernier²⁸²⁷.

Un des auteurs de ce document est proche des intellectuels orthodoxes, un autre est membre du GDS, coopté en octobre 1990, Horea Murgu, spécialiste des médias (présenté comme universitaire). Le document s'appuie sur des données fournies par le « premier sondage d'opinion sur la consommation culturelle réalisé en 1998, à l'initiative du Ministère de la Culture, par l'Institut de Marketing et de Sondages (IMAS), dirigé par M. **Alin Teodorescu** ». Ce dernier, ancien responsable de la Fondation Soros, filiale roumaine, est un des membres fondateurs du GDS, voir *infra*. Ion Caramitru (interprète) est ministre de la Culture entre décembre 1996 et décembre 2000. Il semble avoir contribué en décembre 1989 lorsqu'il était membre du Conseil de direction du CFSN (Conseil du Front du Salut National) à ce que le GDS obtienne d'occuper l'actuel bâtiment d'avenue de la Victoire [Calea Victoriei]. Dans ce même document destiné au Conseil de l'Europe on trouve une référence à un autre artiste graphiste, Dan Pejovschi, devenu membre du GDS en décembre 1994 après avoir été des collaborateurs de 22.

A part Sorin Dumitrescu, durant l'année 1991, le peintre Horia Bernea, lui aussi membre du GRRBO, coopté en octobre 1990 au sein du GDS, interviendra à deux reprises dans 22. Son premier texte paraît lors du scandale provoqué par les critiques parues dans la presse et celles prononcées au Parlement au sujet de l'activité du ministre de la Culture, **Andrei Plesu**. Directeur du nouveau Musée du paysan, Horia Bernea déclare que son ami est devenu un « cas » puisque son dénigrement a un « caractère exemplaire symboliquement » et qu'il n'y aurait pas de quoi « écrire si Andrei n'était pas ministre, si à sa place il y aurait eu un salaud inculte et sans crainte de Dieu : les choses se seraient alors situées dans la «normalité» malade des dernières décennies ». Sa défense se construit autour de la personnalité d'**Andrei Plesu**, mis en opposition avec la « populace [...] qui sert directement ou indirectement le mal », à un « peuple pâti et habitué des dégradations les plus diverses » :

« nous avons en tant que ministre de la culture l'un des plus talentueux, des plus intelligents, des plus doués [har] hommes de culture à l'heure actuelle²⁸²⁸. »

Horia Bernea semble prendre le relais pour soutenir la vision orthodoxe dans 22, après Sorin Dumitrescu²⁸²⁹. Le texte paraît dans une période où le débat sur le passé s'assortit d'un questionnement sur la manière de se définir selon les catégories politiques véhiculées dans le passé. Il s'élève contre l'idée selon laquelle l'intellectuel est « une personne qui ne croit en rien », mais aussi contre la condamnation de la manifestation de ses attaches à la nation, en soutenant qu' :

« Être nationaliste, aimer sa nation, connaître son être intime et le lieu où l'on se situe ; une attitude féconde qui combinée à une sagesse du monde en général, peut te conduire à dire quelque chose de profond et de spécifique²⁸³⁰. »

L'absence du respect pour l'Église implique selon lui l'absence du respect pour les hiérarchies, mais aussi pour la famille, l'amitié, les proches arguant que cela conduirait à un questionnement qui provoque

²⁸²⁷ Conseil de l'Europe, Conseil de la coopération culturelle, « Programme européen d'examen des politiques culturelles nationales », « La politique culturelle en Roumanie », CC-Cult (99) 33 A, octobre 1999, pp. 15, 111-112.

²⁸²⁸ 22, 55, 1991. Dans le même texte en « PS » l'auteur mentionne la mort de son père survenue récemment en citant de ses opinions : « une parole qu'il répétait souvent [...] en Roumanie, il n'existe que deux postures [ipostaze] de l'existence humaine : canaille et chien battu ».

²⁸²⁹ 22, 75, 1991.

²⁸³⁰ 22, 81, 1991.

inquiétude. Avec l'absence de tout « système de référence et de contrôle », il résulte que l'humain est aisément corruptible, « séduit par le jeu du pouvoir ». Il soutient que « la culture et la civilisation européenne ne peuvent pas être [...] comprises sans une connaissance intime du christianisme ». En 1997, le département d'art contemporain du Musée national d'art de Bucarest publie un album de peintures signées par Horia Bernea, dans le texte de présentation de cet ouvrage intitulé « Les avantages spirituels d'un artiste de l'Est », il déclare :

« Il y a un péril là où il existe de la synchronisation avec l'Occident : la perte de l'identité, l'oubli de nos racines [...] Face à un monde menacé par la décomposition, forcé à renier les repères fondamentaux de son existence, l'artiste, l'homme de lettres en générale, doit participer au sens du sacrifice qui a sauvé le monde. Il doit “sauver”²⁸³¹. »

Le premier rédacteur en chef de 22, **Stelian Tanase**, mentionne à plusieurs reprises que Horia Bernea était des plus ouverts aux discussions, bien que celui-là était vu par beaucoup d'intellectuels comme étant « très réservé, voire élitiste²⁸³² ». Dans la période 1998-1999, Horia Bernea collabore avec Teodor Baconsky (qui n'est pas encore membre du GDS), nommé ambassadeur, représentant de la Roumanie auprès du Saint Siège à Vatican pour la parution de l'ouvrage *Roma caput mundi...* [Un guide subjectif de la Cité éternelle].

Iustin Marchis fonde le Groupe psalmique Stavropoleos et le Centre social pour les enfants. Difficilement classable comme intellectuel, représentant de l'Église parmi les intellectuels, sa notoriété reste liée à sa paroisse et aux relations qu'il entretient avec des intellectuels du GDS et par la suite avec de jeunes intellectuels orthodoxes qui s'affirment vers la fin des années 1990 et dans les années 2000. Sa paroisse, monument historique, est un point d'attraction pour les étrangers, mais aussi pour des intellectuels proches de l'Église orthodoxe, constituant un lieu « officiel » de sociabilité. Son ouverture à l'étranger comme ses relations avec des intellectuels et des artistes datent de l'avant 1989. Comme guide pour des visiteurs étrangers au monastère Cheia il avait signé des notes pour la Securitate au milieu des années 1970 où il ne faisait aucune référence aux citoyens roumains mais racontait ses discussions avec des étrangers qui se rendaient en visite au monastère (alors qu'il tenait à préciser qu'il n'avait surtout pas trahi le secret de la confession)²⁸³³. En 2000 Iustin Marchis reçoit la distinction l'Ordre « l'Étoile de Roumanie » en grade de chevalier. Il est co-auteur de deux monographies sur l'église *Stavropoleos* et la vie paroissiale, la première parue chez Humanitas en 2000.

Teodor Baconsky est le seul membre du GRRBO à être coopté au sein du GDS vers la fin des années 2000 au moment où il est conseiller présidentiel dans l'administration du président Basescu ce qui contrevient aux règles informelles établies par le Groupe. D'autres membres du GDS, nés dans les années

²⁸³¹ Citation reprise de la revue *Rost*, 35, janvier 2006. Cette traduction ne nous appartient pas. Nous avons repris la traduction de l'album signé Tajan (Paris).

²⁸³² Entretien avec Stelian Tanase (le 13 juillet 2009).

²⁸³³ D'après son propre témoignage fait en 2007 dans une émission de la chaîne privée de télévision, Realitatea TV.

1960 sont cooptés au début des années 1990, vers la moitié des années 1990 et dans les années 2000²⁸³⁴. De tous les membres du GDS qui sont passés par des institutions politiques, sa carrière est essentiellement dans la diplomatie, avec la plus longue carrière diplomatique de tous les membres du GDS. Avant de faire son début éditorial, il publie dans 22 pour prendre position contre des politiques en place (tout comme d'autres futurs membres du GDS, nés dans les années 1960), alors que celui-là occupe un poste dans le gouvernement, dans le Ministère de la Culture. Il fait son entrée dans le monde diplomatique avant d'autres intellectuels du GDS, nés dans les années 1960. Début 1990 il est proche et se rapprochent des intellectuels consacrés durant la période communiste, de ceux qui s'investissent dans l'édition ou dans la presse et parfois même dans une carrière politique après 1989 (dans le Ministère de la Culture, dans celui des Affaires étrangères²⁸³⁵), des écrivains ou des essayistes²⁸³⁶. Sa carrière se poursuit exclusivement dans les institutions politiques et non dans l'enseignement, après des études à l'étranger et une activité dans le secteur éditorial. Teodor Baconsky ne suit pas une carrière universitaire après 1989 bien qu'il obtienne son doctorat à l'étranger (comme d'autres nés dans les années 1960 et certains nés dans les années 1950). Il anime un cours d'anthropologie religieuse à la Faculté de philosophie vers la moitié des années 1990, au moment où des intellectuels du GDS, nés dans les années 1950 et dans les années 1960 (mais pas seulement du GDS), font leur entrée à l'université dans une « nouvelle » discipline, les sciences politiques. Le seul « intellectuel orthodoxe » à investir l'enseignement de philosophie au début 1990 est **Andrei Plesu**.

Des intellectuels orthodoxes, des laïcs membres du GRRBO, en prenant appui sur la reconnaissance acquise et sur leurs relations avec d'autres intellectuels, ils dirigent et construisent des institutions dans le secteur privé (Sorin Dumitrescu) ou sous la tutelle de l'État (Horia Bernea). Teodor Baconsky suit une carrière diplomatique doublée d'une activité journalistique durant toute sa carrière diplomatique et ensuite politique fait de lui une figure notoire dans la période postcommuniste. Sa formation initiale dans la période communiste associé à sa posture d'héritier le conduit à se présenter en intellectuel au sein de l'Église par l'intégration du groupement à vocation politique constitué au sein de l'Église. En agissant de la sorte il favorise sa position extérieure aux structures ecclésiastiques afin de se rapprocher des intellectuels du GDS. Il réussit à s'adapter à nouveau contexte conduisant aux changements des rapports de force en poursuivant des études à l'étranger comme le feront des plus jeunes à intégrer le GDS ou à publier dans 22 dans les années 1990 qui ont fait des études de lettres, d'histoire de l'art, d'histoire ou d'économie dans la période communiste ou ceux qui viennent de finir leurs études au début des années 1990 (Cristian Preda, Florin

²⁸³⁴ Les plus jeunes membres du GDS sont nés dans les années 1970 : le plus jeune est né en 1975 (coopté en 2005), Eugen Ciurtin, spécialiste d'histoire des religions.

²⁸³⁵ Les deux institutions politiques que des membres du GDS entrés en politique habitent le plus souvent successivement et par périodes dès 1990, à part l'institution présidentielle.

²⁸³⁶ Il est nommé ambassadeur lorsque d'autres, nés dans les années 1960, sont dans l'administration présidentielle mais dans des postes moins visibles et lorsque ceux qui sont nés dans les années 1950, des membres fondateurs, sont peu à occuper des postes politiques.

Turcanu, Catalin Avramescu). Son entrée dans les structures de l'administration pour s'occuper des Cultes grâce à ses prétentions d'un rôle dans le « renouveau » de l'Eglise le rapprochent des intellectuels du GDS et le propulse en politique.

Après les élections parlementaires et présidentielles de novembre 2000²⁸³⁷, à la fin de sa mission diplomatique au Vatican, Teodor Baconsky continue sa carrière dans le cadre du Ministère des Affaires étrangères. Pour une année (2001-2002), il se trouve à la tête de la Direction des relations culturelles au sein de ce même ministère²⁸³⁸. En revanche, comme compensation d'un poste moins visible dont les responsabilités ne permettent pas une implication aux décisions politiques qui donnent la ligne de la politique étrangère, il continue à publier. En novembre 2002, il est nommé ambassadeur au Portugal. A une collaboration avec le premier ministre, Adrian Nastase²⁸³⁹, proposition qu'il interprète comme tentative de réparation à son rappel de son poste au Vatican, il préfère le premier poste vacant d'ambassadeur en l'Union Européenne :

« J'ai travaillé une année et demi comme directeur général dans le Ministère des Affaires étrangères, c'est vrai, dans une position plutôt marginale, après quoi [...] j'ai été envoyé ambassadeur à Lisbonne, c'est-à-dire toujours à la "marge", mais dans une position honorable²⁸⁴⁰. »

Après les élections de novembre-décembre 2004, après l'installation d'un gouvernement dominé par les deux partis qui forment l'alliance politique D.A. [Oui/Justice et Vérité], il est secrétaire d'Etat dans le même ministère, le Ministère des Affaires étrangères. Razvan Ungureanu²⁸⁴¹ est ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement dirigé par le leader du Parti national libéral (PNL), Calin Popescu Tariceanu. En parlant de son retour en Roumanie, il raconte :

« de même qu'en 1997, quand j'ai été nommé au Saint Siège, j'ai eu de nouveau le sentiment qu'un bon changement aura lieu dans la société roumaine qui a le droit d'occuper une position honorables dans le club européen. Je pensais que [...] je peux contribuer à cet indispensable effort nation²⁸⁴² », l'intégration de la Roumanie dans l'Union européenne.

En septembre 2006, la presse traite du fait qu'il a été démis de son poste²⁸⁴³. Il interviendra dans la presse culturelle pour faire part de sa déception d'être remplacé avant le 1^{er} janvier 2007, moment de l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne. Selon lui, sa démission est :

« la décision du premier ministre qui avait décidé de me remplacer par un libéral possédant un carnet de parti »,

²⁸³⁷ Les élections sont gagnées par le pôle démocrate social de Roumanie (formé de trois partis avant les élections).

²⁸³⁸ La moins recherchée par les diplomates de toutes les directions, celle qui disparaîtra quelques années plus tard à la suite de la redéfinition et de la transformation de la Fondation culturelle en l'Institut culturel. Dans cette période il donne un cours à l'Académie diplomatique fonctionnant sous la tutelle du MAE, structure qui avait comme tâche d'offrir une spécialisation pour les jeunes fonctionnaires de l'État, prétendants et souvent futures cadres diplomatiques. Il laisse alors entendre que la fonction qu'il occupe mais aussi le fait d'enseigner qui est décrit comme une obligation en lien avec le poste occupé, responsable de la politique étrangère dans le domaine des relations culturelles (à ne pas confondre avec la politique culturelle à l'étranger), ne lui procure pas de satisfaction.

²⁸³⁹ Adrian Nastase dirige un gouvernement minoritaire formé par le Parti de la démocratie sociale de Roumanie (l'actuel Parti social démocrate).

²⁸⁴⁰ *Observator cultural*, 82, septembre 2006.

²⁸⁴¹ Historien, né en 1968, il est entré comme secrétaire d'Etat dans le Ministère des Affaires étrangères en 1998.

²⁸⁴² *Observator cultural*, 82, septembre 2006.

²⁸⁴³ Le retour en Roumanie de Teodor Baconsky a lieu après un changement de gouvernement à Lisbonne.

D'après son témoignage, le ministre lui promet qu'il sera nommé de nouveau comme ambassadeur²⁸⁴⁴. La carrière diplomatique est appréhendée sous le terme de « vocation ». Il parle d'une « vocation dans le service public » comme d'un « recyclage laïc du service sacerdotal » ou du « service diplomatique comme un succédané moderne de l'esprit chevalier » en affirmant son désintérêt quant à l'enrôlement :

« Si j'avais fait de la politique [...] j'aurais encouragé un projet de société et un programme de gouvernement d'inspiration chrétienne-démocrate. N'ayant pas pour qui voter – car il n'y a pas encore un parti populaire bien défini –, le parti avec lequel j'ai des affinités doctrinaires est celui libéral. Le PNL, conformément à sa tradition historique est un parti d'intellectuels, un parti qui cultive comme alliés naturels tous les serviteurs des métiers libéraux [...] Je ne suis pas animé par le désir d'entrer dans un parti de par une demande écrite, pour obtenir ou garder une fonction. Je ne suis pas entré au Parti communiste (si j'avais voulu cela, je n'aurais pas pu, comme diplômé de théologie), je n'entre pas au PNL ou une autre formation [...] je crois que tout parti doit faire *its own head hunting*, il doit être attentif à la bourse des idées et des personnalités, il doit réfléchir à quel type de personnes peut lui être utile [...] il a l'obligation vitale de se créer un réservoir de ressources humaines, pour ne pas dire de “cadres” des plus qualifiés²⁸⁴⁵. »

Entre les deux anciens partenaires pour les élections de 2004 des conflits surgissent peu après. Le Parti National Libéral (PNL) refuse l'organisation de nouvelles élections proposée par Traian Basescu, alors que son parti se situe en seconde position pour les élections locales, ainsi que la fusion du Parti National Libéral et du Parti Démocrate (PD) qui avait donné le candidat aux présidentielles, Traian Basescu. Les deux partis gagnent les élections en s'opposant au Parti Social Démocrate (PSD). Cette coalition constituée en septembre 2003 cesse son existence suite au refus du PNL de fusionner avec le PD. Les deux partis sont alors en concurrence se situant au pôle opposé au plus important parti politique qui revendique une identité « socialiste », le PSD. Le PD revendique désormais une identité de « droite », alors même qu'il est issu du FSN, et se présente en concurrent du PNL. En juin 2005, le PD décide de sortir de l'Internationale Socialiste et demande l'adhésion au Parti populaire européen et à l'Internationale Chrétienne-Démocrate. Certains intellectuels du GDS et d'autres intellectuels comme des publicistes appartenant au même pôle de l'« anticommunisme » se partagent selon le soutien (plutôt silencieux, moins visible) donné au PNL, au gouvernement en place, et le soutien offert au PD et au président en place, Traian Basescu. Si le GDS apparaît désormais comme principal tenant du président et de son parti, cela est dû principalement à la ligne suivie par sa publication et aux intellectuels qui occupent des fonctions politiques, alors qu'un nombre important de membres du GDS préfèrent se taire au sujet de ce conflit entre les alliés d'avant les élections de 2004 lorsque le GDS soutint cette alliance.

Dans l'attente de sa nomination à un poste diplomatique à l'étranger, qui lui avait été promis, après sa démission du MAE, en octobre 2006, Teodor Baconsky est nommé conseiller présidentiel, responsable

²⁸⁴⁴ Racontant de sa discussion avec le ministre après sa démission il disait : « Je peux vous dire qu'il [le ministre, Razvan Ungureanu, qui est aussi de ses connaissances] a été extrêmement affecté, il m'avait promis dans le même temps un *happy ending* » (*Observator cultural*, 82, septembre 2006).

²⁸⁴⁵ *Ibid.*

du Département des relations avec la société civile. Les conflits entre les deux partis, visibles dans les déclarations faites par leurs principaux représentants, le premier ministre (PNL) et le président (PD²⁸⁴⁶), cachent les concurrences entre des intellectuels qui occupent des postes dans ces deux mêmes structures politiques. Des intellectuels jusqu'alors proches du PNL trouvent des postes dans l'administration présidentielle au moment où le président est en quête d'un soutien dans les milieux médiatiques²⁸⁴⁷.

Au moment de la cooptation de Teodor Baconsky, le GDS à travers sa revue, par les noms de la majorité des intellectuels du GDS (sur les lettres ouvertes, sur les appels), les textes de plusieurs intellectuels du GDS et d'autres proches du pouvoir, soutient le président Traian Basescu, élu en 2004 (obtenant alors le soutien et les conseils du GDS, mais à ces temps-là, avec la contribution d'un nombre plus large de ses membres) et de nouveau, en 2009. Teodor Baconsky intègre le GDS au même moment que Vladimir Tismaneanu²⁸⁴⁸. L'entrée de ces deux intellectuels dans le GDS suit la présentation du Rapport final [*Raport final*] de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste de Roumanie²⁸⁴⁹ devant le Parlement, le 18 décembre 2006 et la publication de ce rapport (du texte entier sous la forme du livre) chez les Editions Humanitas (en 2007). La cooptation d'un intellectuel dans une haute fonction publique contredit la règle que le GDS s'est imposée : ne pas affilier le GDS à des forces politiques au pouvoir. Radu Filipescu affirme que le GDS ne voulait pas coopter des intellectuels au moment où ceux-là sont dans des postes politiques. Alors que la cooptation d'un intellectuel dont la résidence n'est pas en Roumanie, contredit une autre règle que le GDS s'est imposée dès 1990. Ce n'est qu'au moment où des intellectuels de l'exil, dont le départ survient après qu'ils aient critiqué le régime ou soutenu des dissidents au temps du communisme, reviennent et s'installent (qui ont leur résidence) en Roumanie, qu'ils intègrent le GDS, et non pas dans les années 1990 lorsqu'ils seront publiés dans 22. Ces deux cooptations suscitent des débats au sein du GDS, comme il en ressort des trois témoignages recueillis à ce sujet. Trois témoignages qui invoquent des raisons différentes et qui se seraient trouvées à la base de discussions entre les membres du GDS au sujet de ces deux nouveaux entrants en 2007. Teodor Baconsky déclare qu'il ne fut pas coopté en 1990 (au moment où les trois autres membres du GRRBO) puisque tous les membres (du GDS) étaient des auteurs mais non pas lui car il était « trop jeune ». Baconsky déclare aussi ayant été proposé par certains membres du GDS mais d'autres membres du GDS s'élèvent contre son entrée dans le Groupe, exprimant des critiques à son égard en le caractérisant comme étant « fondamentaliste »,

²⁸⁴⁶ Alors que le président, conformément à la Constitution, durant son mandat, ne représente aucun parti politique.

²⁸⁴⁷ La recherche du soutien des intellectuels car, avant les élections de 2004, le représentant du PD et le futur candidat aux élections présidentielles, acceptaient les conseils des intellectuels. Prétendant le poste de premier ministre au cas où la coalition gagnait les élections ou, plus tard, en tant que candidat aux présidentielles (lorsque le candidat proposé par le PNL se retire), il prend conseil des intellectuels du GDS.

²⁸⁴⁸ Entretiens avec Teodor Baconsky (le 28 novembre 2008) ; avec Radu Filipescu (le 10 juillet 2009) ; avec Stelian Tanase (le 13 juillet 2009).

²⁸⁴⁹ Constituée en avril 2006 sous la direction de Vladimir Tismaneanu.

affirmation qui lui semble « hasardeuse²⁸⁵⁰ ». D'après le témoignage de Teodor Baconsky, celui qui semble avoir été contre sa cooptation est **Andrei Cornea**²⁸⁵¹. Mais ni Baconsky, ni Tismaneanu n'étaient pas présents lors de ces discussions. **Radu Filipescu**, président du GDS, récuse l'idée selon laquelle les résistances à sa cooptation concernaient son appartenance religieuse ou sa vision orthodoxe. Selon ce dernier, les discussions ont précisément eu comme objet le fait qu'il se trouvait dans un poste politique (conseiller du président Traian Basescu), chose qui contrevenait aux décisions prises par le GDS, dès sa constitution :

« on avait établi que des intellectuels se trouvant dans des fonctions politiques ne pouvaient, ne devaient pas être cooptés [...] non pas au moment où ils sont dans des postes politiques [...] on a longuement discuté, finalement on a décidé qu'il soit parmi les membres du GDS. »

Selon **Radu Filipescu**, ses relations antérieures avec des intellectuels du GDS prirent le pas sur son engagement politique. Selon **Stelian Tanase**, les discussions au sujet de ces deux cooptations ont été causées par l'annonce faite par Sorin Iliesiu de ces deux entrées avant que le GDS ait décidé de leur inclusion dans le groupe. Cet acte d'usurpation de décision du GDS par un de ses membres suscite des débats au sein du GDS²⁸⁵². Sur le site Internet du GDS le nom de Teodor Baconsky n'apparaîtra qu'en 2009. Son nom n'apparaissait pas sur la liste des membres actuels du GDS²⁸⁵³, alors que son nom venait d'être ajouté sur la liste disponible sur le site du GDS. D'ailleurs, sur la liste obtenue du secrétariat du GDS comprenant les membres actuels du GDS, Vladimir Tismaneanu (coopté en 2007) y est absent alors que des membres du GDS cooptés plus récemment, au début de l'année 2009, y sont mentionnés²⁸⁵⁴ et que ceux qui ont renoncé à cette appartenance vers la seconde moitié de la même année n'apparaissaient plus²⁸⁵⁵.

Fin 2006, un autre membre du GDS, Cristian Preda, universitaire, tenant du libéralisme (enseignement et politique), se trouvant à la fin de son mandat au MAE (dirigé par un autre intellectuel, membre du Parti national libéral), trouve lui aussi sa place dans l'administration présidentielle. Début du mois d'août 2007, Teodor Baconsky est nommé ambassadeur de la Roumanie à Paris, après moins d'une année passée en Roumanie. Plusieurs intellectuels semblent dès lors avoir suivi son exemple, « un intellectuel qui peut cohabiter avec le “système” [...] Toader Paleologu (fils d'**Alexandru Paleologu**), Vlad Alexandrescu²⁸⁵⁶ » (pour ne citer que ceux qui sont liés au GDS, proches du GDS). Après les élections présidentielles de décembre 2009, Teodor Baconsky se trouve à la tête du Ministère des Affaires étrangères.

²⁸⁵⁰ Entretien avec Teodor Baconsky (Paris, le 28 novembre 2008).

²⁸⁵¹ Alors que celui-ci sera critiqué pour son alliance d'avec le GDS. D'origine juive, il en sera critiqué par d'autres intellectuels d'origine juive qui lui reproche (disent lui avoir reproché) ses alliances, son implication dans un groupe qui est dominé par des intellectuels orthodoxes (affirmations faites au cours d'une discussion).

²⁸⁵² Entretien avec Stelian Tanase (le 31 août 2009).

²⁸⁵³ Liste sollicitée auprès du secrétariat du GDS.

²⁸⁵⁴ Dont un déclarait (en 2009) qu'il a été coopté à la proposition de Vladimir Tismaneanu.

²⁸⁵⁵ La plus récente des « sorties » du GDS est celle de Stelian Tanase. Critiqué par celle qui dirige la revue 22 actuellement, Rodica Palade, pour l'émission qu'il anime sur la chaîne privée de télévision, Realitatea TV, ancien leader des mineurs, Miron Cozma, il annonçait son retrait du GDS (Entretien avec Radu Filipescu, le 10 juillet 2009).

²⁸⁵⁶

Plusieurs intellectuels qui ont occupé des postes dans l'administration présidentielle recevront de nouvelles responsabilités²⁸⁵⁷. La nomination de Teodor Baconsky dans un gouvernement formé par le Parti démocrate libéral (l'ancien Parti démocrate) est interprétée en lien avec l'organisation du vote par l'Ambassade de la Roumanie à Paris lors du scrutin présidentiel de décembre 2009, qui suscite des critiques et fait scandale dans la presse. Seul intellectuel dans un gouvernement dirigé par le chef de parti du Parti démocrate libéral (l'ancien PD)²⁸⁵⁸, se trouvant en 2010 aux côtés de plusieurs intellectuels ayant soutenu et soutenant encore ce parti ainsi que le président Basescu, Teodor Baconsky initie la création d'une fondation qui devrait correspondre à ses idées quant à un programme d'inspiration chrétienne-démocrate. Des intellectuels orthodoxes, dont certains sont de ses anciens collaborateurs ou de ses concurrents, tous proches du parti au gouvernement, qui a adhéré au Parti populaire européen, se regroupent pour former un noyau doctrinaire, en se présentant comme réformateurs de ce parti. Ils sont des conseillers du président ou dans des postes gouvernementaux. Parfois se présentant en experts pour des politiques de ce parti, ils sont des responsables d'institutions à vocation culturelle et pédagogique ou des intellectuels devenus diplomates. Ils sont des intellectuels orthodoxes de diverses formations, universitaires ou administrateurs du domaine de la culture (plus connus pour les postes qu'ils ont occupés à travers le temps dans les institutions culturelles que par leurs écrits). Plusieurs sont proches d'**Andrei Plesu**²⁸⁵⁹.

En 2008, Teodor Baconsky, ambassadeur de la Roumanie à Paris, affirme son soutien à la « doctrine sociale » imaginée par des intellectuels orthodoxes qui ont fait leur entrée dans le monde intellectuel dans la seconde moitié des années 1990 (nés dans les années 1970)²⁸⁶⁰, présentée comme « projet de société ».

Après la présentation de leur « doctrine sociale » à New Europe College (en 2005), ces jeunes intellectuels orthodoxes fondent un institut privé (financé, semble-t-il, par des donations en provenant d'une banque roumaine) à Cluj et créent la collection « Theologia socialis »²⁸⁶¹. Plusieurs d'entre eux se retrouvent à ces temps-là dans des postes politiques, sinon ils fréquentent des cercles politiques²⁸⁶². La « doctrine sociale » est la formule donnée pour marquer non pas tant leurs critiques à l'égard de l'Eglise (qu'ils expriment toutefois dans des cercles plus étroits et surtout dans les discussions privées), mais leurs projets visant le renforcement de son influence, sous l'influence de leurs repères qui puisent dans

²⁸⁵⁷ Peu après un de ses anciens collaborateurs dans l'administration présidentielle sera nommé ambassadeur auprès du Saint Siège.

²⁸⁵⁸ Emil Boc (né en 1966) est cité par un ancien rédacteur de 22, Dan Pavel, en parlant de l'apparition de la spécialisation en sciences politiques (niveau maîtrise) dans l'Université de Cluj.

²⁸⁵⁹ Et jugeant d'après certains témoignages, ils semblent préparer leur survie en politique après la fin du mandat du président qu'ils ont soutenu, en imaginant même de pouvoir le cas échéant créer un nouveau parti politique.

²⁸⁶⁰ Entretien avec Teodor Baconsky, Paris, le 28 novembre 2008.

²⁸⁶¹ Il s'agit des Editions Eikon de Cluj, dont le propriétaire est sociologue et universitaire, est lié par des relations de famille avec un homme politique du Parti social démocrate. Les Editions Eikon publient des sociologues roumains de la période communiste, mais aussi des intellectuels proches du Parti démocrate libéral qui se déclare de « droite ». Celui qui dirige la collection « Theologia socialis » intéressé, tout comme le propriétaire de la maison, à publier aussi des intellectuels étrangers proposera en 2008 à Chantal Million Delsol d'en contribuer. Ce moment précède un scandale qui surgit lorsque d'autres intellectuels proches du PDL utiliseront son nom pour légitimer des projets proprement politiques (en 2009) en vue de soutenir le président Basescu.

²⁸⁶² Lorsque Teodor Baconsky est conseiller présidentiel, de jeunes intellectuels orthodoxes réunis pour présenter leur projet, la « doctrine sociale » de l'Eglise orthodoxe, ne mentionnent leur collaboration avec Teodor Baconsky. Au contraire, de leurs témoignages, il ressort qu'il était question d'une concurrence plutôt que d'une collaboration.

le droit et dans la philosophie, par référence à l'actualité internationale. Des premiers à soutenir la « doctrine sociale » mettent en avant leurs contacts à l'étranger, la fréquentation des milieux œcuméniques (en Autriche surtout, en Grèce aussi). Si l'on suit leurs projets éditoriaux, ils proposent une relecture des questions qui dominent l'espace public déjà depuis les années 1990 et un programme politique²⁸⁶³. Deux ouvrages signés par des intellectuels orthodoxes (un clerc et des laïcs) présentent ce « projet de société ». Ce qu'ils présentent à NEC, entre des intellectuels préoccupés par la religion et la question de l'Eglise orthodoxe, sera repris dans un autre cadre. Le « débat » est organisé avec le soutien de la Fondation Konrad Adenauer sous l'égide de l'Institut d'études populaires [ISP] et du Centre d'analyse et de développement institutionnel « Euletheria » [CADI "Espérance"], créé et dirigé par l'avocat et l'homme politique Valeriu Stoica (vice-président du Parti démocrate libéral, ancien dirigeant du PNL)²⁸⁶⁴. Lors de la conférence organisée en février 2009²⁸⁶⁵ sont présentés des ouvrages publiés par ceux qui soutiennent l'idée d'une « doctrine sociale » de l'Eglise mais aussi le volume sur l'« esprit conservateur »²⁸⁶⁶, d'un autre intellectuel, le dernier à être coopté au sein du GDS²⁸⁶⁷. La « doctrine sociale » est englobée dans la « doctrine de la droite populaire », l'intitulé de la conférence²⁸⁶⁸. D'autres intellectuels, dont certains sont des membres du GDS, y sont présents, des intellectuels au service du Parti démocrate-libéral, comme membres du parti, conseillers présidentiels et experts : Cristian Preda, Sever Voinescu, Horia-Roman Patapievici (directeur de l'Institut culturel roumain), Ioan Stanomir et Toader Paleologu (fils **Alexandru Paleologu** y est présent comme ministre de la Culture et des Cultes). Les deux premiers sont des membres du PDL, Cristian Preda est député européen, Sever Voinescu est élu au Parlement national. Dans une autre conférence, organisée par l'Institut culturel roumain en 2010, des intellectuels orthodoxes (deux laïcs, anciens conseillers dans l'administration présidentielle, et un clerc) discutent de la « doctrine sociale » que deux d'entre eux ont participé à construire. Elle occasionne la présentation de la collection « theologia socialis » des Editions Eikon²⁸⁶⁹. Leurs prises de position oscillent entre la critique de l'Eglise et la défense de celle-là, selon le public devant lequel ils parlent. En concurrents des représentants de l'Eglise, les critiques qu'ils peuvent formuler à l'égard de l'Eglise, dans les cercles des « fidèles », prennent la forme de conseils devant un public avisé²⁸⁷⁰.

Fin été 2010, des intellectuels orthodoxes (un seul clerc et des laïcs), dont plusieurs occupent des positions dans l'administration centrale (Ministère de la culture ou Ministère des affaires étrangères)²⁸⁷¹, à

²⁸⁶³ Radu Preda, *Comunismul. O modernitate esuata*, Cluj, Eikon, coll. « universitas », série « theologia socialis », 2009. Un autre volume réunit un politiste universitaire (juriste de formation), un historien, un économiste et un théologien universitaire : Radu Carp, Dacian Gratian Gal, Sorin Muresan, Radu Preda, *In cautarea binelui comun. Pentru o viziune crestina a democratiei romanesti* [À la recherche du bien commun. Pour une vision chrétienne de la démocratie roumaine], Cluj, Eikon, coll. « universitas », série « theologia socialis », 2008.

²⁸⁶⁴ Appelé par Cristian Preda, participant à cette réunion, le « père spirituel » du CADI (<http://cristianpreda.blogspot.com>).

²⁸⁶⁵ La conférence a lieu à l'Hotel Intercontinental de Bucarest, même lieu où se tenait la conférence « sur les intellectuels » comme réponse à la réception critique du *Raport final* [Rapport final] publié chez Humanitas en 2007, produit par la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature de Roumanie. Cette conférence était toujours organisée sous la tutelle du CADI « Euletheria ». Une autre conférence suivra celle consacrée à la présentation de la « doctrine populaire de droite », organisée quelques mois avant les élections présidentielles de décembre 2009, elle réunit beaucoup plus d'intellectuels de diverses orientations (selon qu'ils étaient et ils le sont encore considérés dans les milieux intellectuels, des intellectuels de « gauche » aussi), un nombre important de journalistes et des intellectuels du GDS, dont **Gabriel Liiceanu**.

²⁸⁶⁶ Ioan Stanomir, *Spiritul conservator – de la Barbu Catargiu la Nicolae Iorga*, Curtea Veche, 2008.

²⁸⁶⁷ Ioan Stanomir est coopté au GDS au début 2009.

²⁸⁶⁸ Dont nous présenterons la transcription en annexe.

²⁸⁶⁹ Est présenté le dernier livre paru dans cette collection : Iuliana Conovici, *Ortodoxia in Romania postcomunista. Reconstructia unei identitati publice*, 2 vol., Cluj, Eikon, « Universitas », « Theologia socialis », 2009.

²⁸⁷⁰ Des participants à cette réunion sont des journalistes orthodoxes, dont le plus connu, ayant publié dans les années 1990 dans 22, Razvan Bucuroiu.

²⁸⁷¹ Intellectuels et fonctionnaires de l'Etat dans le domaine de la culture, intellectuels orthodoxes dont certains occupent ou continuent d'occuper des postes politiques.

l'initiative de Teodor Baconsky, se préparent pour annoncer la création de la Fondation chrétienne-démocrate²⁸⁷². Automne 2010, le moment de l'apparition publique de la Fondation chrétienne démocrate est précédé de l'entrée de Teodor Baconsky dans le PDL. Baconsky est présenté dans les médias comme futur candidat aux présidentielles.

Quelques jours avant l'apparition de la Fondation chrétienne démocrate, le 5 octobre 2010, une conférence a lieu, à l'initiative de l'ambassadeur de la France, Henri Paul, dans le cadre du NEC. La réunion devrait permettre à des intellectuels français, dont une spécialiste de la Roumanie, Catherine Durandin, et des « intellectuels orthodoxes » ou proches de ceux-là de réfléchir ensemble au sujet de la « laïcité entre le politique et le religieux ». Dans son allocution d'ouverture, **Andrei Plesu**, directeur fondateur du NEC, propose comme modèle d'Etat moderne et religieux, la Grèce, considéré un Etat « non moins moderne, non moins européen ». Catherine Durandin parle de la religion et du religieux en Roumanie après 1989 en contredisant des idées que des intellectuels orthodoxes soutiennent au début des années 1990²⁸⁷³. Son intervention semble susciter des mécontentements parmi les intellectuels roumains qui se déclarent déçus d'entendre les « mêmes choses » et l'absence d'un « débat » ou « dialogue ». Les « réflexions franco-roumaines » laissent voir la séparation entre intellectuels roumains (intellectuels orthodoxes ou intervenants dont on connaît l'adhésion à la vision orthodoxe sont invités pour y intervenir) et intellectuels français soutenant tous les bienfaits de la laïcité, « thème français », comme le déclare Catherine Durandin.

Andrei Plesu est des plus intéressés par la théologie bien avant 1989. Historien de l'art, formé à la philosophie sous l'autorité du philosophe Noica, sa vision imprégnée de la théologie comme sa vision sur la morale fondée sur la religion le distinguent de son ami et condisciple, **Gabriel Liiceanu**. Après 1989, il enseigne à la Faculté de philosophie, à partir de 1992 et puis dès 2002. Ses cours sont consacrés aux anges, ce sujet qui le préoccupe est présenté dans la continuité de son « étiologie de l'intervalle » qu'il avait présenté dans *Minima moralia*, ouvrage publié avant 1989. Vision qui a suscité les critiques de celui qui avait dirigé la thèse de son ami proche, **Gabriel Liiceanu**, le philosophe de la culture, Ion Ianos. Son étude sur les anges, publiée chez Humanitas en 2003, est dédiée à Horia Bernea (« un des rares personnes avec lesquelles je pouvait parler des anges »). Le fait de consacrer son enseignement, ses cours à une problématique comme celle des anges, lui est reproché par des philosophes, universitaires de cet établissement. Ce projet né après 1989 pour lequel il avait travaillé par intermittence, à cause de ses « engagements publics de l'après

²⁸⁷² Des intellectuels orthodoxes parlant auparavant de certains conflits qui ont surgi entre eux et Baconsky se déclarent contents de son initiative. T. Baconsky n'est plus vu comme l'intellectuel « bourgeois » et peu enclin à collaborer. L'annonce publique de la création de la « fondation de Baconsky » est précédée de deux incidents, rapidement dépassés au sujet d'un bâtiment (situé sur l'avenue de la Victoire, au centre de Bucarest) qu'ils espéraient obtenir, ne suscitant pas de discussions dans la presse, mais seulement l'inquiétude de certains intellectuels orthodoxes (le propriétaire de ce bâtiment qu'ils espéraient obtenir est arrêté et accusé de corruption).

²⁸⁷³ Alors qu'aujourd'hui ils semblent plutôt ne pas vouloir en discuter, se taire ou éviter d'en discuter.

1989²⁸⁷⁴ », comme il le déclare lui-même, en préparant ses cours et surtout à l'occasion de ses séjours à l'étranger, en « profitant de nouveau des formidables services des bibliothèques berlinoises », devient pour lui « une forme de survie intellectuelle²⁸⁷⁵ ». Lorsqu'en 2008, **Andrei Plesu** parle de la nouvelle institution qu'il crée et dirige dans le cadre de l'Académie roumaine, l'Institut d'histoire de religions, il précise que du groupe qui avait milité pour la mise en œuvre de ce projet, plusieurs sont ses étudiants, boursiers de New Europe College (institut d'études avancées qu'il avait fondé en 1994 comme structure autonome). Des « intellectuels orthodoxes » (**Andrei Plesu**, Bogdan Tataru-Cazaban, Mirel Banica qui sont des chercheurs et Marius Lazurca qui publie dans ces revues) ainsi que des spécialistes d'histoire des religions ou intéressés par les études orientales (**Radu Bercea**, Andrei Oisteanu, Eugen Ciurtin) se réunissent au sein de l'Institut d'histoire des religions nouvellement créé au sein de l'Académie roumaine et/ou auteurs pour ces deux revues dont certains sont membres du GDS. L'année suivante, après la création de l'Institut d'histoire des religions, en 2009, **Andrei Plesu** réussit à introduire l'histoire des religions dans l'enseignement supérieur, à l'Université de Bucarest étant créée une formation master au sein de la Faculté des langues étrangères.

Après 1989, on assiste à des luttes au sein du pôle autonomiste, rupture des anciennes alliances et naissance de nouvelles alliances au sein de ce même pôle. Avant 1989, le pôle « autonomiste » est composé majoritairement par ceux qui ont embrassé des prises de position des « esthètes²⁸⁷⁶ ». Dans différentes institutions, parfois même en dehors des institutions officielles, membres du PCR (parfois ayant même quelques fonctions dans les organisations du parti fonctionnant au sein des institutions spécifiques) ou non, certains tendent peu avant décembre 1989 à prendre leurs distances de leurs anciens engagements ou ils soutiennent après 1989 que dans leurs activités professionnelles, intellectuelles, au sein des institutions, ils se sont préoccupés à faire leur métier, à leurs seules activités intellectuelles.

L'apparition des institutions nouvelles fait suite à la restructuration et à l'émergence de nouvelles préoccupations apparues après 1989. On assiste à l'éclatement des solidarités nées sous le communisme dans les institutions culturelles officielles et à la naissance de nouvelles solidarités entre des « intellectuels » sur la base d'une certaine homologie de positions dans différents champs spécifiques. Le regroupement d'intellectuels profite ou accompagne le processus de restructuration des institutions culturelles traditionnelles.

Dans certains champs, la politisation est déniée ou n'est pas valorisée, dans d'autres, comme le champ littéraire, la politisation, notamment sur le mode du regroupement, fonctionne comme marque de l'accumulation du capital symbolique avant 1989. La politisation, degré et durée varie en fonction des

²⁸⁷⁴ Ministre de la Culture dans les deux premiers gouvernements, entre décembre 1989 et octobre 1991 ; ministre des Affaires étrangères entre décembre 1997 et décembre 1999.

²⁸⁷⁵ Andrei Plesu, *Despre ingeri* [Sur les anges], Bucarest, Humanitas, 2003, notamment pp. 8-9.

²⁸⁷⁶ Défense des valeurs propres au monde intellectuel : vérité, compétence, etc. Gisèle Sapiro, « Les Formes de l'engagement dans le champ littéraire », in Jean Kaempfer, Sonya Florey et Jérôme Meizoz (dir.), *Formes de l'engagement littéraire (XVe-XXIe siècle)*, op. cit., pp. 118-129.

positions occupées ou à occuper, qu'on leur accorde et qu'ils se redéfinissent après 1989. Plus on subit la marginalisation plus on est disposé à la mobilisation collective sur le mode du groupe à vocation politique et à se donner une identité politique. Un seul groupement d'intellectuels, le plus marginal, composé par ceux dont le capital acquis avant 1989 est mis en question ou dévalué, se transforme en parti politique : le Parti la Grande Roumanie (PRM) créé durant l'été 1991 à l'initiative des rédacteurs de l'hebdomadaire *Romania Mare* [La Grande Roumanie], apparu au printemps 1990²⁸⁷⁷, les deux étant dirigés par Corneliu Vadim Tudor, sociologue de formation et collaborateur avant 1989 du périodique *Saptamana* [L'hebdomadaire]²⁸⁷⁸, dirigé par l'écrivain Eugen Barbu²⁸⁷⁹.

À l'exception du GDS, les autres n'existeront que pour une brève période, au cours de l'année 1990. Le GDS n'évolue pas vers la politique, non pas en tant que collectif, mais participe à la création d'un nouveau parti – celui qui est supposé représenter la nouvelle « société civile » et des milieux intellectuels (le parti de l'Alliance civique) –, issu de l'organisation civique à but politique la plus grande et la plus connue de la période postcommuniste (l'Alliance civique), née comme suite des mouvements de rue de 1990, et regroupant des intellectuels et journalistes, animés par l'idée de l'« anticommunisme ».

²⁸⁷⁷ Pour les publications extrémistes et les partis politiques, voir George Voicu, *Teme antisemite in discursul public*, op. cit., pp. 33-39 : « PRM est le seul parti politique de Roumanie qui dispose de forts organes de presse, qui ont gardé le rythme de parution prévu et qui, d'après tous les indices, ont même augmenté leurs tirages » (p. 36). L'organe de presse officiel du Parti la Grande Roumanie est l'hebdomadaire *Politica* [La Politique] qui paraît entre début 1992 et fin 2000 (voir Stan Stoica, *Dictionarul partidelor politice*, op. cit., p. 78).

²⁸⁷⁸ Pour la trajectoire de Corneliu Vadim Tudor, voir Lucia Dragomir, *L'Union des Écrivains. Une institution transnationale à l'Est*, op. cit., pp. 256-260.

²⁸⁷⁹ Eugen Barbu est après 1989 vice-président d'honneur du Parti la Grande Roumanie.

DEUXIÈME PARTIE

L'ANTICOMMUNISME COMME « VISION DU MONDE »

ET RAPPORTS À LA POLITIQUE

La tribune du GDS, l'hebdomadaire 22, plus connue comme la « revue 22 », apparaît comme le seul espace où à travers le temps les membres du GDS ou la plupart d'entre eux se réunissent²⁸⁸⁰. Nous traitons ici toujours des engagements intellectuels. Notre attention est centrée ici sur les domaines, les sujets qui apparaissent dans 22 et nous discutons de ces « discours » en présentant aussi d'autres modes de se rapporter à la politique : postes occupés par ceux qui prennent position, relations avec et au sein du champ politique. Notre analyse est centrée sur la production des intellectuels du GDS, membres fondateurs surtout, et sur la construction de la position du GDS comme institution de diffusion et instance de consécration de l'« anticommunisme », courant intellectuel dominant de la période postcommuniste. Nous traitons ainsi surtout de la production journalistique des intellectuels du GDS durant les premières années de son existence lorsque presque tous les membres participent d'une manière ou d'une autre à la vie du GDS durant les trois premières années de son existence lorsqu'on retrouve, à quelques exceptions près²⁸⁸¹, tous les membres fondateurs du GDS dans 22. Le projet du GDS se construit en liaison avec les revendications des intellectuels d'un rôle dans le processus de démocratisation et sera transposé dans les pratiques en fonction des possibilités de chaque participant. La seule activité qui réunit la majorité des membres du GDS, tout au long des années 1990, est le journalisme²⁸⁸². 22, tribune du GDS, est le moyen principal par lequel des intellectuels du GDS et le GDS comme Groupe interviennent dans l'espace public et dans le champ politique. Elle participe à la construction du GDS comme instance la plus politique et la plus intellectuelle du pôle médiatique de l'anticommunisme.

De quel « dialogue social » peut-on parler ? Comment expliquer « l'anticommunisme » ou l'emprise de cette « vision du monde²⁸⁸³ », laquelle reçoit plusieurs traductions, mais qui n'est pas toutefois partagée par tous les membres du GDS ? Cette notion peut être néanmoins employée de façon adéquate pour ceux qui discutent d'une vision « commune », partagée au sein du GDS, à ses membres et, plus, à des intellectuels proches et se rapprochant du GDS (publiant dans 22). Il s'agit de l'élaboration et de la construction d'une identité à la fois intellectuelle et politique qui se fonde sur un « dialogue » avec des acteurs de l'espace politique et d'autres agents du champ intellectuel, à savoir des discours qui prennent comme objet le monde

²⁸⁸⁰ Le premier numéro de 22. *Publicatie saptamanala editata de Grupul pentru dialog social* [Hebdomadaire édité par le Groupe pour le dialogue social] paraît le 20 janvier 1990.

²⁸⁸¹ Les exceptions constituent ceux qui ne peuvent pas être appréhendés comme des « intellectuels » (cf. Christophe Charle, *Naissance des « intellectuels 1880-1900, op. cit.*).

²⁸⁸² Celui qui ne doit sa cooptation en tant que membre fondateur qu'à son capital social, Vasile Radoaca, publie lui aussi. Cf. 22, 4, 1990.

²⁸⁸³ Gisèle Sapiro, « Pour une approche sociologique des relations entre littérature et idéologie », art. cit.

politique et qui, en interprétant des faits de l'actualité politique et intellectuelle, participent à la construction d'une « vision du monde » pour légitimer le rôle que le GDS se donne dans l'après 1989. Les sujets qui seront abordés dans cette partie tiennent à la manière dont le GDS est amené à construire son identité, ce que nous désignons comme « vision du monde » commune, mais aussi au « dialogue » que le GDS est amené à entretenir et qu'il s'est proposé d'établir. Le « dialogue social » apparaît comme dessein du Groupe, de par le nom qu'il adopte au moment de sa création. De quel « dialogue » s'agit-il et avec qui ? Quelles ressources mobilisent-ils, quels termes utilisent-ils pour établir le « dialogue social » ? Dans la majorité des cas, il s'agit d'un dialogue avec des membres du GDS ou avec des intellectuels de l'étranger ou de l'exil, à savoir des intellectuels proches du GDS. Ces discours, censés produire des effets dans un bref délai, subissent les effets du contexte dans lesquels ils sont rendus publics. De par la position que le GDS revendique dans l'espace public, ses concurrents sont des politiques. Mais des membres du GDS s'intéressent surtout à d'autres intellectuels et d'autres producteurs culturels qui habitent des institutions. Ils s'intéressent aux institutions culturelles traditionnelles et à ceux qui les habitent (avant et après 1989), aux pratiques de ces derniers dans des institutions culturelles avant 1989 soit parce que ces derniers ont gardé leurs postes après 1989 soit, le plus souvent, parce que les institutions que ces derniers occupent les intéressent, étant donné leurs nouveaux champs d'intérêts (membres du GDS ou membres de la rédaction). Quand il n'est pas question des discours qui rendent compte des nouveaux problèmes auxquels les écrivains surtout se confrontent dans la période qui suit à la libéralisation économique, les textes qui sont liés à l'état et à l'histoire de la littérature, mais aussi, plus largement à l'histoire de la production culturelle, des historiens ou des écrivains participent au débat qui s'enclenche entre des intellectuels du GDS au sujet des attitudes des intellectuels sous le communisme. Des discours qui traitent non de leurs activités nouvelles mais sont plus reliés à leurs anciennes activités, produits par des écrivains ou des scientifiques consacrés sous le communisme, constituent des prises de position au sujet des institutions culturelles. Ces prises de position toujours politiques peuvent être aussi considérées dans la suite de notre présentation de l'évolution ou/et de l'état des institutions culturelles « traditionnelles » dans l'après communisme. Elles rendent compte des attentes des intellectuels du GDS et expriment et participent de la vision du monde du GDS, de l'« anticommunisme », c'est pourquoi nous avons choisi de les inclure dans notre analyse de la publication du GDS durant les premières années d'existence.

Seront présentés les thèmes dominants qui apparaissent dans les pages de 22 durant ces trois premières années avec ses auteurs. Il est question ici de dégager l'évolution des prises de position des membres du GDS au début des années 1990. Dans ces textes présentant ce qu'on a appelé la « vision du monde » commune ou s'imposant au sein du GDS, participant de la construction d'une vision commune au GDS (la majorité des membres), nous essayons de montrer ce qui s'impose comme traits distinctifs du GDS et prises de position dominantes (thèmes, termes), qui ne sont pas cependant sans liaison avec les questions

politiques préoccupant directement des politiques à l'époque de la recomposition du champ intellectuel. La « vision du monde » commune au GDS se dégage d'une analyse des textes publiés dans la presse mais aussi des études à visée scientifique et des essais²⁸⁸⁴. Comme nous traitons ici de la production « commune » du GDS et de celle diffusée par la tribune du 22 et comme les types de textes sont divers, des sujets communs ne sont pas traités de la même manière ou avec la même autorité mais ces textes contribuent tous, en mesure variable, selon les ressources que peuvent mobiliser leurs auteurs, à construire et diffuser le courant intellectuel de l'« anticommunisme ». En traitant des sujets qui s'imposent et autour desquels se structure l'espace des prises de position tel qu'il se présente dans 22, nous avons tenté dans le même temps de dégager les directions principales que suit la production scientifique.

Notre choix de l'utilisation du terme de « vision du monde » se justifie par la participation à sa construction aussi bien de représentants des professions intellectuelles, d'intellectuels consacrés sous le communisme que d'agents en provenance d'autres institutions (médiatiques et politiques). Par l'utilisation du terme de « vision du monde » nous voudrions souligner qu'il s'agit là d'analyser comment se construit cette vision dans et par l'institution du monde intellectuel qui s'est imposée comme représentant le plus notoire du courant intellectuel de l'anticommunisme. Quels sont les fondements d'une vision dominante au sein du GDS. Qui en participe ? Quels conflits et quels débats s'enclenchent autour des sujets et des définitions qui s'imposent dans ce qui se présente comme l'image du GDS, la production des membres publiant dans 22 ?

La vision du monde du GDS se construit souvent sans l'intention explicite de ses membres, elle est le résultat des stratégies destinées à acquérir plus de visibilité ou à s'adapter aux nouvelles demandes (dans le champ intellectuel ou/et dans le champ politique) ou bien le résultat des effets de leur appartenance au GDS, en réponse ou sous l'influence d'autres membres du GDS ou de ceux dont ils se rapprochent vu leurs anciennes appartenances ou leurs nouveaux intérêts intellectuels qui apparaissent toujours en lien avec leurs anciennes appartenances sociales (générationnelle) ou professionnelles (disciplinaire). Ce que nous appelons vision du monde commune ou vision du monde du GDS ne doit pas masquer que tous les membres du GDS n'y participent pas. Rétrospectivement (en enquête), ils déclarent leur insatisfaction concernant la manière dont le GDS avait traité certains sujets, soulignant par exemple l'incapacité de la plupart des

²⁸⁸⁴ Tous les auteurs de 22 ne sont pas des auteurs d'études à visée scientifique et plus, tous ne sont pas des auteurs d'études à visée scientifique sur des thèmes politiques (à savoir sur le passé récent, sur l'entre-deux-guerres ou le communisme, sur le présent postcommuniste). C'est à ces derniers qu'on peut appliquer le terme d'« idéologues » et à leurs contributions fondées en science le terme d'« idéologie ». Leurs écrits à visée scientifique tout comme leurs discours tenus au sein des institutions spécifiques s'inscrivent dans des champs d'intérêts proprement intellectuels se succédant dans le même ordre que celui qui se dégage de l'analyse des prises de position des membres du GDS et des collaborateurs du GDS. Parlant des prises de position qui appartiennent aux auteurs d'écrits à visée scientifique, publiés dans la période suivante, le secteur éditorial semble suivre les tendances (sujets et types d'écrits) qui se dégagent de l'analyse qui prend en compte un nombre plus large de prises de position ou l'ensemble des prises de position des membres du GDS et des collaborateurs de 22. Notons que le terme d'« idéologie » porte encore la connotation négative qu'il avait reçue et ne sera pas utilisée après 1989 que pour traiter des idéologies du passé, à savoir surtout celles des régimes autoritaires (voir aussi la troisième partie, chapitre 12). Qui plus est, la fin de l'idéologie est idée promue dans 22.

membres du GDS de tenir un discours spécialisé ou d'organiser un débat sur d'autres sujets²⁸⁸⁵. La manière dont ils traitent des sujets qui semblent intéresser la majorité des intellectuels du GDS, comme c'est le cas des élections ou des rapports au pouvoir communiste des écrivains ou/et des universitaires, nous signale des distinctions entre des membres. L'attention qu'on prête ici à leurs discours portant sur un même sujet devrait nous permettre de montrer ce qui les sépare, comment et par quoi ils se différencient les uns des autres. Car des conflits d'interprétation peuvent apparaître aussi sur des sujets dont l'importance ou l'urgence à traiter semblent faire l'accord des membres, contribuant à construire la vision du monde commune, s'imposant comme points communs, à savoir « l'anticommunisme ». En traitant des sujets relevant de différents domaines, nous signalons les ressemblances, les points de convergence entre des prises de position des intellectuels qui occupent des positions éloignées et les distinctions, voire l'incompatibilité entre des points de vue soutenus par des intellectuels qui occupent des positions proches.

Nous avons essayé au plus possible de considérer ces discours en rétablissant leur chronologie, à savoir la dynamique des préoccupations du GDS. Dynamique qui nous indique leurs tentatives diverses et successives de se repositionner. Nous avons prêté attention à quelques sujets qui ont fait débat au sein du GDS ou qui ont réuni plusieurs intellectuels. L'analyse a comme but de comprendre le fonctionnement du GDS et les termes du débat, les arguments utilisés dans les discussions qui opposent des membres du GDS qui discutent d'un thème ou d'un sujet tenant soit de leurs activités proprement intellectuelles²⁸⁸⁶, soit d'un sujet qui s'impose à l'agenda politique. Notre propos a comme but de relever des lignes principales de ce qu'on appelle la « doxa²⁸⁸⁷ » que le GDS par sa publication, la revue 22, participe à imposer et en produisant des effets dans le champ intellectuel mais aussi dans le champ politique. L'évolution des intérêts proprement intellectuels qui se dessine en relation avec des événements qui se produisent dans des espaces plus ou moins éloignés de leur milieu d'appartenance nous permet d'observer le processus de reconversion des compétences acquises antérieurement ou de l'accès à des domaines autres que ceux d'avant 1989. Le « processus de transformation²⁸⁸⁸ », par lequel, traitant des questions qui ne tiennent pas directement de leur domaine de compétence ou de leurs anciens domaines d'intérêt²⁸⁸⁹ ou en changeant de spécialisation, on acquiert de nouveaux savoirs et on se construit une autorité en partant de nouvelles bases (capital moral), sera suivi à travers l'évolution de leurs prises de position reliées aux positions qu'ils occupent dans le champ intellectuel et parfois à la construction d'une position dans le champ politique après 1989. Des prises de

²⁸⁸⁵ Entretien avec **Mariana Celac** (le 12 mars 2009).

²⁸⁸⁶ C'est notamment dans le discours sur le passé ou quand ils traitent ou se rapportent aux activités et aux productions des autres intellectuels, parfois appartenant à la même génération qu'eux, qu'on retrouve un ou des sujet(s) qui relèvent de leurs activités intellectuelles.

²⁸⁸⁷ Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, op. cit., pp. 267 et 270 ; Id., *Propos sur le champ politique*, op. cit., p. 37. Sur le remplacement de la notion d'idéologie par celle de *doxa* par Pierre Bourdieu et de son utilisation dans le traitement et ses rapports avec la littérature, voir Gisèle Sapiro, « Pour une approche sociologique des relations entre littérature et idéologie », art. cit.

²⁸⁸⁸ Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, op. cit., p. 238.

²⁸⁸⁹ Non que leurs nouveaux intérêts ne seraient pas en relation, dans la suite de leurs préoccupations liées à leurs espaces professionnels, comme c'est, par exemple, le cas des artistes qui, dans leurs textes, s'intéressent aux médias.

position dont nous traitons en les incluant dans l'espace des discours autour d'un sujet précis peuvent participer à plusieurs débats. C'est pourquoi le découpage auquel nous avons procédé ne signifie pas que les espaces que circonscrivent certains discours sur un sujet sont étanches. Ce découpage a pour objet de mettre en évidence les distinctions et les rapprochements entre des intellectuels sur un sujet et des distinctions selon les sujets abordés ou selon les sujets dont ils traitent principalement.

L'appartenance au GDS peut procurer à des membres les occasions et les moyens pour s'adonner à des activités nouvelles, de se faire une nouvelle position. Le GDS, tout en se distinguant des autres groupements rassemblant des membres des professions intellectuels (écrivains, essayistes, scientifiques et universitaires), rend compte des tendances dominantes dans le champ intellectuel après 1989 surtout que sa vision du monde se construit autour des sujets qui constituent des préoccupations de nombreux intellectuels après 1989. Si nous entendons utiliser le terme d'« identité », nous ne le ferons que pour signaler ce qui nous semble s'imposer et permettant d'éclaircir l'image que donne le GDS de lui-même et des préoccupations des membres du GDS que nous pouvons dégager à travers une analyse des textes signés par des membres du GDS durant ses premières d'existence lorsque, à de rares exceptions près, tous les membres du GDS, se manifestent à travers la publication du Groupe, l'hebdomadaire 22.

Les sujets abordés peuvent être en étroite liaison avec leur spécialité et des activités déroulées avant 1989 ou/et après 1989, alors que d'autres sont provoqués par l'actualité politique, en étroite liaison avec leurs expériences du présent. Certains sujets interviennent dans les débats entre les membres (en lien avec d'autres sujets), alors que d'autres (dans la majorité des cas) se déploient en réaction aux sujets discutés par et aux pratiques des politiques ou d'autres intellectuels de l'extérieur (qui ne sont pas des membres du GDS) mais peuvent également inclure des considérations en liaison avec les options des membres du GDS. Ces derniers, avec et par leurs discours, participent ainsi non seulement aux luttes politiques mais aussi à subvertir des rapports de force qui se dessinent à l'intérieur du GDS et plus largement dans le champ intellectuel. Ces prises de position sont révélatrices dans le même temps du poids de leur appartenance au GDS (de son importance et de son influence) notamment mais aussi des tendances et des stratégies possibles (en fonction du capital détenu) leur permettant de construire une position parfois en rupture ou au moins à distance de celle du GDS. Les prises de position qui contribuent à la construction d'une « vision du monde » commune, de la doxa, ont comme principe plus que des préoccupations et le capital accumulé dans un champ spécifique ou bien un capital spécifique qu'ils obtiennent en relation avec d'autres types de capital (moral ou politique). Ces prises de position rendent compte du partage des compétences dans le champ de la production culturelle mais aussi des préoccupations nouvelles qui se profilent dans le champ intellectuel, qui seront ensuite, parfois avec réussite, intégrées dans un champ spécifique contribuant à son renouvellement. Ces nouvelles préoccupations, investies dans d'autres espaces, permettent de (se) créer de nouvelles positions. Elles apparaissent en relation avec de nouvelles demandes qui se présentent au moment

où le champ politique se reconstruit sur la base de certaines autres préoccupations de la période communiste. Dans des espaces spécifiques dont les frontières sont ébranlées (comme suite à la chute du communisme), on verra se manifester la volonté de s'investir dans une nouvelle activité (journalisme, enseignement, éditions, etc.).

L'« anticommunisme », en prenant à travers le temps diverses formes et se construisant autour de sujets divers, reste tout au long de la période postcommuniste la marque distinctive du champ intellectuel roumain postcommuniste dont l'instance la plus notoire avait été représentée par le GDS, surtout mais non seulement à travers l'hebdomadaire 22. Nous entendons décrire la manière dont se construit « l'anticommunisme », la manière dont ses prises de position qui participent à sa construction apparaissent en réaction aux politiques mais prenant appui sur des mouvements, des manifestations d'autres groupes. L'anticommunisme puise dans les discours sur la « résistance par la culture », qui préoccupe et anime l'ensemble des champs de production culturelle, se trouvant au fondement de leurs prises de position contre de nouvelles politiques. Alors que l'« anticommunisme », fondé en leurs prétentions d'autonomie sous le communisme, se spécifie au moment du débat autour de la responsabilité, qui met en évidence les concurrences entre des intellectuels qui se revendiquent de l'« anticommunisme » et les interprétations contradictoires de l'« anticommunisme ». Ces discours se justifient par la position que le GDS s'est créé, en opposition avec les politiques en place et pour se faire son concurrent (début des années 1990), en dépit de la participation au nouveau pouvoir de certains membres fondateurs du GDS. Confronté à l'espace international, devant l'ouverture à l'Occident, ils doivent justifier la « spécificité roumaine ». Et ils procèdent à la justification de l'absence d'un mouvement dissident du monde intellectuel au temps du communisme en publiant des témoignages des rares dissidents ou opposants au régime et des victimes de la première période communiste (du premier régime communiste de Roumanie). Sous la pression des intellectuels dont le passé peut poser problème tout comme celui des politiques et sous la pression de ce « dialogue » qu'ils sont contraints d'entretenir avec des politiques, « l'anticommunisme » est retraduit en morale et par la suite en compétence. L'anticommunisme est transféré dans le champ politique alors que le regroupement des intellectuels qui revendiquent une même croyance et semblent avoir adopté un certain nombre de valeurs communes, ne réussit pas à dégager et à se définir une identité politique commune.

Chapitre 5 :

Le périodique 22 et le GDS

Hebdomadaire « indépendant d'analyse politique et d'actualité culturelle édité par le GDS », plus connue comme « la revue 22 », la publication du GDS propose une formule inédite dans le champ des revues roumaines et même parmi les nouvelles publications. Elle aborde des questions de l'actualité politique, tout comme les journaux, mais aussi des thèmes culturels, tout comme des publications culturelles (des mensuels tels *Secolul XX*), se distinguant toutefois par la place importante qu'elle accorde au commentaire politique. À la différence des revues littéraires qui abordent des questions politiques sur la base du commentaire des textes, et donc combinant le commentaire littéraire et le commentaire politique, et qui se caractérisent souvent après 1989 par l'essayisme (plus que par le commentaire littéraire), 22 confère au commentaire politique la place la plus importante. Les livres ne sont présentés que par de brefs textes et ce sont toujours de volumes d'essais ou d'entretiens qui sont discutés dans ses pages. Un nombre important de textes est rédigé à la première personne. Le commentaire sur des questions politiques ou des questions liées à l'actualité (politique mais aussi intellectuelle) prend souvent comme point de départ un témoignage ou implique le récit de mémoires. L'éditorial porte toujours sur l'actualité politique. Le supplément culturel de 22, initiative tardive, est apparu comme compensation pour ceux qui sont revenus à leurs préoccupations d'avant 1989 (la littérature) et ont pris certaines distances vis-à-vis du Groupe mais surtout de ses préférences idéologiques et des options politiques²⁸⁹⁰. La publication du GDS précède l'apparition des revues plus spécialisées sur des sujets qui s'imposent à l'actualité, ces publications, qui sont des mensuels, sont éditées par des structures fonctionnant comme « autonomes », des fondations surtout ou bien il est question de publications éditées par des associations où des intellectuels de diverses professions se regroupent.

22 garde jusqu'à présent sa place inédite dans le champ des revues culturelles car elle continue d'accorder plus d'espace à des questions proprement politiques et à des sujets qui quoique liés à la culture incluent toujours la politique, elle embrasse ainsi des préoccupations des journalistes alors qu'elle est le produit d'intellectuels plus que de journalistes (mais il y en a parmi les collaborateurs et les membres de la rédaction). La place de plus en plus importante conférée aux questions strictement politiques suit la politisation des membres du GDS et l'orientation politique dominante au sein du GDS s'impose dans ses pages en lien avec ceux qui s'imposent dans le GDS et ceux qui restent attachés à celui-ci (même si certains auteurs qui tendent à critiquer des options politiques du Groupe peuvent être acceptés pour un certain temps,

²⁸⁹⁰ *Bucurestiul cultural*, supplément littéraire de 22, est dirigé par Gabriela Adamesteanu, qui a été cheffe de l'équipe rédactionnelle de 22 pour plus d'une décennie (à partir de l'automne 1991 et jusqu'à l'été 2004).

en dépit des réserves exprimées par des responsables de la revue²⁸⁹¹ ; ou de ceux qui tentent d'imposer leurs avis²⁸⁹²). Si 22 devient « l'une des références de la presse politique et culturelle roumaine » c'est sans doute parce que le GDS devient une référence du champ intellectuel roumain et il continue de l'être aussi bien à présent.

L'hebdomadaire 22 constitue la tribune du Groupe, créé par les intellectuels à la fin de l'année 1989. Son premier numéro paraît le 20 janvier 1990. Communément appelé et noté « La Revue 22 », cet hebdomadaire s'est imposé au public comme une revue. L'appellation de « La Revue 22²⁸⁹³ » reste toutefois un choix ultérieur du GDS. Signe de distinction dans le champ journalistique après 1989 où le nombre croissant des publications de la presse écrite augmente sans cesse pour la première année de la libéralisation²⁸⁹⁴, le terme de « revue », accolé à la publication du GDS, rend compte des représentations que se font les intellectuels du journalisme et de la manière dont les intellectuels entendent se servir du journalisme. La dénomination de « revue » sert à se distinguer des publications qui sont des porte-parole des organisations politiques, anciens journaux pour la plupart mais aussi de la presse à scandale. Préciser même dans le titre qu'il n'est pas question d'un journal est l'expression d'une volonté de marquer sa position aux côtés de la presse culturelle.

La publication du Groupe, première revue créée après 1989, offre les possibilités pour les écrivains plus ou moins consacrés dans le champ littéraire d'investir le champ journalistique et de se rendre visibles à l'ensemble du champ intellectuel. Dans la revue 22 on voit des noms qui, sans être des membres du Groupe, sont des producteurs permanents de textes pour la revue, et parfois, pour des périodes précises, ils occupent des positions de responsabilité dans la rédaction de la revue. 22 constitue une apparition inédite dans le champ des revues roumaines, entre l'actualité politique, les thèmes culturels et le commentaire politique, voire le militantisme politique, les sujets dominants sont en liaison avec l'actualité politique. Pour certaines périodes la revue sera la tribune des intellectuels prétendants au statut de politique, des organisations civiques à vocation politique et de certains partis politiques.

22 se distingue des autres publications intellectuelles, anciennes publications littéraires ou anciennes et nouvelles publications culturelles, comme des journaux avec lesquels la publication partage son intérêt principal pour la politique par le fait qu'une majorité des signataires des textes publiés dans 22 ne sont ni des journalistes professionnels, ni des écrivains. Ces écrivains, essayistes et scientifiques, et plus rarement des universitaires de la période communiste, des opposants parmi des représentants des professions intellectuelles de la dernière période communiste, mais aussi des écrivains occupant des positions

²⁸⁹¹ Entretien avec Rodica Palade (Bucarest, le 17 avril 2008).

²⁸⁹² Selon plusieurs témoignages, comme cela ressort de certains recueils de mémoires comme des entretiens réalisés.

²⁸⁹³ Nous utilisons ici la dénomination courte de la publication, toujours correcte, c'est-à-dire, 22. Et pourtant afin d'éviter la redondance, nous utilisons le terme de « revue » pour remplacer autres termes comme « publication » ou « hebdomadaire ».

²⁸⁹⁴ **Andrei Plesu** discutant de l'état de la presse dans 22, 48, p. 9.

marginales et de jeunes scientifiques en se créant cette tribune se dotent d'un instrument approprié à la diffusion de la vision propre sur les choses publiques. Ils sont des auteurs de la période communiste, plus ou moins consacrés, qui n'ont pas pratiqué le journalisme, sauf exception, et dans ce cas-là il s'agit d'un journalisme « spécialisé » : critique littéraire ou articles de revues spécialisées. Sans avoir pratiqué le journalisme d'attitude avant 1989, des auteurs de la période communiste (essayistes, écrivains ou/et scientifiques) ou des journalistes de l'avant 1989 (qui sont des rédacteurs de 22) s'exercent au journalisme tout en travaillant dans le même temps à définir leurs intérêts intellectuels dans un nouveau contexte et à occuper de nouvelles positions dans des champs spécifiques de production culturelle. Si on pourrait situer le journalisme dans la continuation des pratiques spécifiques d'avant 1989, ce sont les essais et les recueils de mémoires surtout mais aussi des articles de presse spécialisée qui s'apparentent aux textes qu'ils signent dans 22 (types de texte selon leur formation, leur spécialité et le volume de capital détenu). Le journalisme leur offre la possibilité de se consacrer à un domaine qui n'est pas celui dans lequel ils sont encadrés après 1989²⁸⁹⁵. Dans le cas du travail des journalistes qui ne sont pas des membres du GDS, des journalistes « professionnels », on peut dire que l'intérêt pour l'actualité politique, comme les débats parlementaires ou la vie des partis politiques, est le résultat de la division des tâches que leur imposent le fait de produire une revue politique.

Renforcer leurs capitaux symboliques suppose après 1989, dans le contexte de la libéralisation du régime, de l'apparition des compétiteurs libres comme les journalistes, faire entendre leurs voix distinctes, se distinguer et de ceux qui sont et restent dans les institutions traditionnelles (Union des écrivains, Académie roumaine) et des politiques. Faire entendre leur voix par le biais d'une publication sert à objectiver leur volonté de s'ériger en instance légitime et légitimant de l'ordre démocratique. Investir le journalisme participe à la construction de leur légitimité en tant que groupe et comme groupe muni d'une certaine autorité dans l'ordre symbolique, mais le discours autorisé peut inversement faire sentir ses effets et trouver un fondement dans les compétences acquises antérieurement et dans le cumul des capitaux possédés par ces intellectuels. Le capital d'autorité du GDS se fonde sur le capital symbolique possédé par ces intellectuels et sur le capital moral accumulé par certains membres du GDS, le cumul des capitaux symboliques de type différent mais réunis au sein du GDS et transposables dans le champ journalistique. Les jours qui suivent la fin du régime communiste, le GDS fait son apparition publique. Ce groupe est le fruit des relations que certains intellectuels mécontents des décisions politiques prises en ce qui les concernent ont établi avec des membres de l'exil, et des relations entre opposants ou dissidents et des membres de l'exil, des relations entre des écrivains ou des essayistes et des chercheurs de la période communiste. Leurs prétentions après 1989 sont fondées sur la construction et l'utilisation d'une catégorie

²⁸⁹⁵ Un journaliste (Horatiu Pepine) et un auteur de la période communiste (**Andrei Cornea**) signent la chronique de la vie parlementaire.

floue, celle de « résistance par la culture », par laquelle sont présentée des attitudes développées pendant le communisme. La catégorie floue de « résistance par la culture » rend compte des stratégies individuelles de survie en tant qu'écrivain ou scientifique par la publication.

Les buts déclarés du Groupe sont transposés à la tâche de sa publication qui se veut le produit de la « réflexion critique, où le dialogue lucide et sincère sera une constante²⁸⁹⁶ ». Le recours à une dénomination qui fait référence au moment daté dans le temps, 22 décembre 1989, de la chute de la dictature communiste et qui marque son appartenance au champ culturel de ses producteurs est emblématique : les représentants de la culture suite aux événements de 1989 se créent une tribune et revendiquent la légitimité de « représenter l'esprit de la révolte populaire de décembre » et la reconnaissance en tant qu'« instance critique de la réalité » postcommuniste²⁸⁹⁷ et représentant de la « société civile ». Les intellectuels rassemblés en « groupe » se sentent en droit de s'appeler « la conscience publique » qui puise ses possibilités dans « l'esprit européen²⁸⁹⁸ ».

Ce chapitre traite aussi du rapport entre le GDS et sa publication. Outre les quatre équipes rédactionnelles qui se succèdent, seront présentés ici des relations des membres du GDS dont certains sont mandatés par le Groupe pour s'occuper de sa tribune, l'hebdomadaire 22. Le GDS est instance de validation de ses nouveaux membres et de la rédaction de 22 mais parmi des membres fondateurs certains qui, à une seule exception, ne sont pas des membres de la rédaction semblent exercer leur pouvoir sur les vues exprimées dans 22 par d'autres membres du GDS et sur les entrées au Groupe mais aussi sur les vues des membres en dehors de l'espace d'expression construit et offert par le GDS. Comment expliquer le pouvoir accordé par le Groupe à certains membres ? Les contestations de l'intérieur, les renoncements à l'appartenance au GDS ou le silence auquel recourent certains membres du GDS lorsqu'ils ont pris leurs distances vis-à-vis du Groupe, présentés ici, peuvent rendre compte des rapports de force au sein du GDS. Quand et dans quelles conditions (moments et cadres) le « dialogue » entre des intellectuels du GDS prend forme la forme d'une contestation, voire d'un conflit qui s'achève dans certains cas – en fonction des positions occupées par ces intellectuels – avec l'(auto)exclusion. Quels sont les sujets qui font l'objet de ce « dialogue » au sein du GDS qui prend la forme d'un conflit compte tenu qu'une contestation n'aboutit pas toujours à l'exclusion ou à une séparation d'avec le Groupe et qu'un départ du Groupe n'est pas dans tous les cas précédé d'une contestation par le Groupe ?

« GDS et 22 »

Déclaration du GDS rendue publique le 31 décembre 1989 (Hôtel Intercontinental de Bucarest, situé Place de l'Université)

²⁸⁹⁶ « Editorial 22 », 22, 1, le 20 janvier 1990, p. 1. Le texte porte la signature 22. En majuscules, dans le texte.

²⁸⁹⁷ *Ibid.*

²⁸⁹⁸ **Gabriel Andreescu**, « La valeur publique », avec le surtitre « GDS – des regards en miroir », 22, 52, 1991.

Manifeste-programme du 22 publié dans le premier numéro (du 22 janvier 1990) de l'hebdomadaire portant le même titre, connu sous la désignation la « revue 22 »

« La déclaration de constitution du “Groupe pour le dialogue social”²⁸⁹⁹ »

« **Le Groupe pour le dialogue social** se constitue comme groupe autonome qui agit légalement à partir d'aujourd'hui le 31 décembre 1989. Il aspire à représenter la conscience lucide de cette société qui a été humiliée et déstructurée. Nous voulons contribuer à la sortie du désastre et à la régénération.

Le Groupe pour le dialogue social est un groupe indépendant, strictement informel, qui ne se subordonne à aucun groupement politique et qui refuse toute collaboration avec ceux qui ont soutenu l'ancien régime. Pour son propre compte chaque membre du Groupe a le droit de défendre ses propres opinions et ses propres orientations politiques sans pour autant que cela n'affecte d'aucune manière le statut et l'orientation du Groupe.

Le Groupe pour le dialogue social est une instance de réflexion critique sur les problèmes fondamentaux qui inquiètent la société civile roumaine, sur son insertion dans le contexte européen : civilisation – culture – politique – société civile – écologie. Il est un club de débats entre des intellectuels de diverses professions qui se propose de prospecter les voix d'évolution et d'organisation de cette société, une évolution basée sur les valeurs humaines et sur les droits de l'homme. Le Groupe pour le dialogue social se propose d'être un laboratoire où des économistes, des sociologues, des politologues, des historiens, des philosophes, des urbanistes, des écrivains, des théologiens, etc. trouvent (recherchent) ensemble les stratégies et les solutions dont la société roumaine aura besoin dans l'avenir immédiat.

Le Groupe pour le dialogue social organisera des débats ouverts au sein des différentes catégories sociales : étudiants, ouvriers, militaires, intellectuels, sur lesquels l'ancien régime a laissé tomber le rideau idéologique. Les thèmes de débat : [le] pluralisme, [les] syndicats libres, [le] parlement, [les] partis politiques, [les] libertés civiles, les droits de l'homme, la séparation des pouvoirs d'État, la culture et ses valeurs, [l'] écologie, [l'] urbanisme, etc. Ces rencontres seront organisées à partir du 15 janvier 1990.

Le Groupe pour le dialogue social recueille des témoignages sur la révolution de décembre et des moments qui l'ont précédée (photographies, dépositions, bandes vidéo, etc.).

Le Groupe pour le dialogue social se propose dans un premier temps d'éditer une publication hebdomadaire qui soit le reflet de la nouvelle société civile roumaine dans toutes ses articulations.

Bucarest, le 31 décembre 1989 »

« Éditorial 22 »²⁹⁰⁰

²⁸⁹⁹ Dans la traduction française des phrases du texte original, en roumain, sont manquantes. Dans notre traduction du texte original nous avons pris soin de garder les nuances induites par la langue roumaine, toutefois la version française présentée dans 22 en est sa référence. « Declarația de constituire a “GRUPULUI PENTRU DIALOG SOCIAL” », 22, 1, 1990, p. 3.

²⁹⁰⁰ « 22 », « Editorial “22” », 22, 1, 1990, p. 1.

« Le premier numéro de notre publication arrive chez le lecteur un mois après la RÉVOLTE POPULAIRE de décembre. 22 désire se faire l'expression de cette révolte, le porte-parole de ceux qui sont sortis dans la rue pour imposer leurs droits. Nous essayerons de garder vif l'ESPRIT DE LA RÉVOLTE dans nos pages. D'être une instance critique de la réalité surgie après la chute du régime.

Le monologue continu du pouvoir avec tout ce qu'il avait signifié dans le mensonge et dans la violence a été interrompu. Le DIALOGUE que nous proposons n'aurait pas été possible aujourd'hui sans les journées et les nuits avant le solstice '89 quand la jeunesse a décidé d'en finir une fois pour toutes avec la pratique de la terreur des autres, de l'instigation de l'un contre l'autre, de la mystification ignoble et de la pauvreté.

Il y a eu un demi-siècle où l'histoire a cessé d'exister. Tout semblait entré dans un processus de putréfaction sans fin, où tour à tour toutes les valeurs se sont décomposées : DIGNITÉ, HONNEUR, VÉRITÉ, BEAUTÉ, LIBERTÉ, AMOUR. Nous avons tous vécu une vie effrayante, fausse, humiliante, étouffée par la peur, la terreur et la vulgarité. Ces choses vont durer encore un certain temps. Il ne suffit pas quelques semaines pour guérir, pour oublier, pour pardonner. Pour nous éclaircir, pour faire disparaître d'entre nous une lourde expérience. Ceux qui l'ont vécu ils peuvent ne jamais échapper au spectre de cette réalité-là incroyable. Nous ne devons pas attendre un MIRACLE. La naissance de la société civile roumaine sera de longue durée et traversée par des crises. La révolution n'est pas achevée avec la fuite et l'exécution du couple ex-présidentiel. Il reste derrière eux un entier appareil, une économie en faillite, mais surtout une mentalité malade : celle d'obéir, de servir, de demander toujours l'accord à quelqu'un, de supplier une place sous le soleil.

La LIBERTÉ INDIVIDUELLE est infiniment plus difficile à conquérir. Elle ne peut pas être imposée par décret par quiconque. Même pas par un Gouvernement issu d'une révolte populaire. La liberté est une lutte de tous les jours, menée par chaque individu avec toute personne qui essaierait de confisquer tout fragment aussi infime soit-il. La liberté est en même temps et une lutte de chacun avec soi-même. Contre la tentation de renoncer, de te mettre de côté où tu n'es demandé de rien et les périls sont inexistantes. Être libre aujourd'hui signifie premièrement contribuer à la réalisation de la liberté des autres. Concrètement, continuellement, à toutes les occasions.

La SOCIÉTÉ CIVILE ROUMAINE commence à se configurer. Nous commençons à parler d'une voix plus ferme et les thèmes de nos discussions sont : pluralisme, partis politiques, élections libres, syndicats indépendants, parlement. Ce sont les signes d'une démocratie que, si nous ne veillons pas [en étant] circonspects et actifs, nous pouvons la perdre. Pour qu'elle soit entière, cette démocratie – pour l'instant seulement un nombre de décrets et des abrogations d'anciennes lois – doit avoir et des ressorts économiques réels, des institutions d'un État de droit, une vie sociale où les intérêts de toutes les catégories

socioprofessionnelles soient correctement représentés. A une tolérance de doctrine doit correspondre une diversité d'intérêts librement exprimés.

22 SERA UNE PUBLICATION DE LA RÉFLEXION CRITIQUE OÙ LE DIALOGUE LUCIDE ET SINCÈRE SERA UNE CONSTANTE. NOTRE CHANCE EST SIMILAIRE À CETTE RESPONSABILITÉ. »

I. Équipes rédactionnelles et présidents du GDS (1990-2009)

De nombreux groupements sont constitués après 1989 dont il ne nous reste que peu de traces car tous ces groupements ne bénéficieront pas de la tribune du journalisme. Et lorsque certains auront une²⁹⁰¹ la vie de ces regroupements ne dure plus d'une année au plus.

Stelian Tanase, premier rédacteur en chef de 22 soulignait que « le GDS a des archives », à savoir « la revue » 22²⁹⁰². D'autres archives du GDS sont constituées toujours en vue de la publication dans 22, mais seulement des extraits de ces enregistrements (des rencontres du Groupe avec des hommes politiques) seront publiés²⁹⁰³.

22, périodique du GDS révèle, dans la composition des collectifs rédactionnels (dirigés par cinq rédacteurs en chef jusqu'en 2015) et dans son contenu, des rapports de force à l'intérieur du GDS et de la dynamique des préoccupations des membres du GDS, mais aussi de la réussite de leurs entreprises menées après 1989 individuellement ou collectivement en lien mais surtout à part de leur appartenance au GDS après 1989²⁹⁰⁴. En fonction du type de capital acquis sous le communisme et en relation avec les transformations dans le champ intellectuel, à savoir les positions obtenues après 1989, les intellectuels s'investissent dans le journalisme et/ou vont recourir au journalisme en publiant surtout ou dans un premier temps dans 22.

Dans l'ordre chronologique sont responsables du périodique du GDS, rédacteurs en chef de 22 : **Stelian Tanase** (janvier-novembre 1990), **Victor Barsan** (janvier 1991-septembre 1992), Gabriela Adamesteanu (septembre 1992-mai 2004), Rodica Palade (mai 2004-2012) et Armand Gosu. Ces trois derniers seront des rédacteurs en chef adjoints avant de prendre la direction du périodique.

Le conseil d'administration est censé faire ce que sa dénomination lui assigne, outre qu'il est supposé gérer les fonds du GDS, ses membres devraient s'occuper de l'organisation des rencontres initiées par ses

²⁹⁰¹ Voir chapitre 5.

²⁹⁰² Entretien avec **Stelian Tanase** (Bucarest, le 13 juillet 2009).

²⁹⁰³ A nos demandes en vue de la consultation de ces enregistrements, le responsable en charge alors de 22 nous a répondu, lors de notre entretien avec Rodica Palade, que ces enregistrements (dont j'ai pris connaissance lorsque j'ai assisté à certaines de ces rencontres, pour la première fois en 2005 et, de temps en temps, dans les années suivantes, jusqu'à la fin des années 2000) n'existent plus.

²⁹⁰⁴ Comme dans le chapitre 3 nous avons porté en **gras** les **membres fondateurs** ; sont soulignés ceux qui intègrent le GDS.

membres. Alors que tous les membres sont en « droit de s'instituer en délégué²⁹⁰⁵ », un porte-parole désigné par le Groupe n'existe pas ou, pour mieux le dire, n'est pas désigné en tant que tel. La fonction du président du conseil d'administration du GDS semble avoir changé depuis 1990 ainsi que la règle selon laquelle il est désigné. Le président du conseil d'administration du GDS est parfois mentionné avec le nom de « président du GDS ». Plus importante symboliquement, semble-t-il, aux débuts des années 1990 et dans les années 2000, cette fonction est présentée avec ses attributions d'organisation seules. Il semble que le statut change et le rôle du président du Conseil d'administration est actuellement beaucoup plus restreint.

D'après les informations recueillies (dans les pages de 22 et lors de nos entretiens et parfois dans certains dictionnaires des écrivains), sont présidents du conseil d'administration du GDS pendant l'année 1990 **Alin Teodorescu** (de janvier à juin 1990) et **Thomas Kleininger** (entre juillet 1990 et décembre 1990). **Alin Teodorescu** devient le président du Groupe mais il n'y reste que jusqu'en juillet 1990 puisque le statut initial du GDS stipule la rotation de six mois entre ses membres.

Durant l'année 1991 sont présidentes du conseil d'administration **Magda Carneci** et **Mariana Celac**. Mais d'après d'autres informations recueillies il semble qu'à **Thomas Kleininger** suit **Mariana Celac** qui précède à **Magda Carneci**²⁹⁰⁶. Cette dernière dirige alors et jusqu'en 1992 l'Institut d'histoire de l'art de l'Académie roumaine, alors que durant l'année 1990 elle dirige le Département d'arts visuels du Ministère de la Culture. Rodica Palade, rédactrice en cheffe de 22, assez imprécise, doute :

« **Thomas Kleininger**, je crois qu'il a eu lui aussi une fonction de direction dans le GDS, dans une sorte d'essai de gérer le chaos, lui étant Allemand il avait une tête très ordonnée ... il était ici la plupart du temps et... il était un excellent médiateur, discutant, exceptionnel, ensuite lui aussi il est parti à Humanitas, c'est **Gabriel Liiceanu** qui lui propose, assez vite d'ailleurs [...] je crois qu'après lui [Thomas Kleininger] il suit **Mariana Celac** et ensuite **Magda Carneci** ».

Mariana Celac confirme qu'elle a occupé cette fonction pour six mois, sans pouvoir cependant préciser la période de son mandat.

Par la suite apparaissent occupant cette fonction, en 1992 et en 1993, de nouveau **Magda Carneci**²⁹⁰⁷ et **Radu Filipescu** (entre juin 1992 et janvier 1993). Mais apparaît aussi à cette époque-là comme président du conseil d'administration **Dan Petrescu**. Selon Rodica Palade, c'est **Radu Filipescu** qui suit à **Magda Carneci** et il y reste comme président du Conseil d'administration du GDS, sans interruption depuis 1998 :

« notre chef éternel [...] un homme né, je crois, avec l'instinct de la liberté [...], une combinaison très intéressante, de courage et d'équilibre, moi j'aime bien **Radu Filipescu** [...], un homme de bien, un homme rare ».

²⁹⁰⁵ Pierre Bourdieu, « Le capital social. Notes provisoires », art. cit., reproduit dans Antoine Bevort, Michel Lallement (dir.), *Le capital social. Performance, équité et réciprocité*, op. cit., p. 33.

²⁹⁰⁶ **Mariana Celac** ne se souvient à qui elle suit à la présidence du GDS (entretien avec **Mariana Celac**, le 12 mars 2009).

²⁹⁰⁷ Dans la note biobibliographique d'un dictionnaire des écrivains, il est noté que **Magda Carneci** est « président du GDS » entre 1992 et 1993 (cf. Aurel Sasu, *Dictionarul biografic al literaturii romane*, op. cit., p. 306).

Pour attester de la description faite à **Radu Filipescu** elle évoque un souvenir, un des plus importants moments dans l'histoire du GDS, qui a eu lieu lorsqu'elle était déjà le responsable de 22, en décembre 2006 :

« la nuit quand on est rentré de la séance du Parlement, celle de la condamnation du communisme, je tremblais, mes mains tremblaient [...] tu sais ce que [Corneliu] Vadim Tudor avait fait, de plus moi j'ai été sur le point de me battre avec quelques types là-bas... ça a été quelque chose de physique, oui... et nous sommes rentrés à la rédaction de la revue où il fallait compléter le texte avec une partie du texte de Basescu [prononcé devant le Parlement] et écrire ce qui s'est passé là-bas, nous avons dédié une page à cela. »

Le mandat le plus long comme président du conseil d'administration est celui de **Radu Filipescu** (ingénieur avant 1989, dissident et détenu politique des années 1980), qui reviendra dans cette position entre 1998 et 2015.

En mars 1993 trois des présidents du GDS, **Mariana Celac**, **Radu Filipescu** et **Magda Carneci**, sont invités par la rédaction sous la direction de Gabriela Adamesteanu à parler des relations entre le GDS et sa publication²⁹⁰⁸. **Mariana Celac** déclare à cette occasion :

« je me suis méfiée fortement d'apporter quelque "aide" à la revue – autre que celle de la logistique domestique [...]. Faire une bonne revue est une volupté qui doit être laissée entièrement à ceux qui font 22, avec tous les bénéfices et les préjudices afférents. [...] Bien sûr la discipline de la non-intervention n'est pas confortable, surtout lorsque tu peux, au moins hypothétiquement, exercer une certaine autorité. J'ai quelques "plans" avec la revue. Mais la combinaison entre la non-intervention assumée et le zèle rhétorique, non toujours bien mené, s'est avérée inefficace, ainsi jusqu'aujourd'hui les plans sont restés des plans ».

Radu Filipescu, ancien président (juin 1992-janvier 1993) et futur président (entre 1998 et 2015) du Conseil d'administration du GDS affirme que :

« la collaboration avec la revue a été très étroite, parce que je l'avais considérée le plus important moyen de manifestation du GDS. Pour cela j'ai essayé de la soutenir le plus possible. J'ai assuré le paiement du loyer et des charges pour le siège de la rédaction [...] je me suis occupé personnellement, avec la direction de la revue, de l'obtention de l'appareillage nécessaire pour le travail à la rédaction [...] la revue, à son tour, a présenté dans ses pages l'activité du Groupe : les débats [du] GDS, l'ouverture de la bibliothèque [du] GDS, etc. Elle n'a pas toujours été cependant réceptive à nos désirs : par exemple, il y a quelques mois la rédaction a été priée d'écrire quelques articles sur un concours de travaux de diplôme avec des prix que nous avons organisé... ».

Magda Carneci, se trouvant à la tête du Conseil d'administration entre 1992 et 1993, mais aussi à partir de 2015, caractérise la relation entre GDS et 22 comme « spéciale » du fait que le GDS est l'initiateur de la publication et qu'il s'est proposé d'en faire sa tribune puisque le Groupe « se manifeste principalement par l'intermédiaire de la revue qui reflète les débats et les rencontres, ainsi que les opinions de ses membres ». La présentation de **Magda Carneci** ne dépasse pas les affirmations premières du GDS quant à sa publication. Il est ainsi dit que la rédaction est « composée largement de membres [du] GDS » et la revue est produite dans « l'esprit dégagé par l'ambiance du groupe en entier » d'où il découle que « la

²⁹⁰⁸ 22, 162, mars 1993.

rédaction a une indépendance totale dans la conception de la revue, puisque le Groupe lui fait en principe crédit pour ses options²⁹⁰⁹ ». A cette époque-là, trois des membres de la rédaction de 22 sont membres du GDS, la rédactrice en chef et les deux rédacteurs en chef adjoints : Gabriela Adamesteanu, Rodica Palade et **Andrei Cornea**, dont un seulement est membre fondateur. Deux autres membres de la rédaction, Andreea Pora, s'occupant de « l'actualité politique », et Oana Armeanu, responsable de « l'actualité culturelle », sont des journalistes de date récente. Ces deux femmes n'accéderont jamais au statut de membre du GDS. Toutefois Andreea Pora apparaîtra bien plus tard, dans une autre conjoncture intellectuelle et politique, comme porte-parole du périodique du GDS, en se faisant connaître par ses interventions télévisées en soutenant le président Traian Basescu et des politiques du parti que ce dernier a dirigé, lorsqu'une large partie du Groupe se situe du côté du pouvoir en place.

Lorsqu'**Alin Teodorescu** est président du conseil d'administration du GDS, durant la première moitié de l'année 1990, **Stelian Tanase** dirige le périodique du Groupe, rédacteur en chef de 22 depuis sa création, durant l'année 1990, jusqu'à l'automne de 1990. Les deux sont des amis depuis les années 1980.

Comme président du Groupe, le premier (entre janvier et juin 1990), **Alin Teodorescu**, conscient de l'hétérogénéité du Groupe liée aux préoccupations diverses de ses membres avant 1989 essaie de tirer profit de leurs dispositions diverses en contribuant à l'extension des activités du Groupe dans d'autres secteurs que le journalisme :

« tous les membres du GDS n'écrivaient pas dans 22 [...] Je me suis rendu compte que tous les membres ne peuvent et ne veulent écrire ».

D'ailleurs pour lui le choix du journalisme après 1989 signifie précisément l'« entrée dans l'économie de marché [...] pas toujours plaisante²⁹¹⁰ ».

Il réussit à démarrer de nouvelles initiatives qui prennent toute leur importance de l'apparition des besoins liés au nouveau contexte politique et social. L'investissement des domaines jusque-là contrôlés exclusivement par l'Etat fonde la nouveauté et le pouvoir symbolique du Groupe. Ces initiatives qui parfois aboutissent à faire émerger de nouvelles institutions se fondent sur le capital des membres, leur désir de reconverter ou d'investir leurs dispositions en s'essayant d'élargir leurs compétences acquises pendant le communisme à de nouveaux domaines. Le capital moral acquis au plan individuel se trouve objectivé par la création des institutions autonomes par rapport à l'Etat, à la faveur de la privatisation et plus largement de la libéralisation économique : les Editions Humanitas sont nées à la suite de la privatisation des Editions Politica, mais d'autres institutions sont nées par l'appui reçu de la part des fondations étrangères. Cela explique leur penchant à ne pas déclarer les aides fournies par la Fondation Soros ou par d'autres fondations étrangères.

²⁹⁰⁹ 22, 162, mars 1993.

²⁹¹⁰ Correspondance électronique avec **Alin Teodorescu** (les 28 août-3 septembre 2008).

La première équipe rédactionnelle, de janvier à décembre 1990, comprend **Stelian Tanase** comme rédacteur en chef et **Dan Arsen[i]e**, **Dan Oprescu**, Rodica Palade, Dan Pavel comme rédacteurs. Parmi ces cinq rédacteurs de la première équipe, seule Rodica Palade intégrera le GDS en octobre 1990. Auteure d'un roman publié en 1987 et primé par l'Union des écrivains en 1988 (prix pour le début), Rodica Palade va investir le journalisme en intégrant la rédaction de 22 et renoncer à la littérature²⁹¹¹. Excepté celle-là, tous sont nés dans les années 1950. Et parmi eux, seul Dan Pavel a travaillé dans la rédaction d'un périodique (de la presse estudiantine communiste)²⁹¹². À part **Dan Oprescu** (avec une formation de sociologue), ami proche du rédacteur en chef, et Dan Pavel (avec une formation de philosophie)²⁹¹³, les autres sont des auteurs de littérature.

Stelian Tanase (né en 1952), muni de son autorité acquise durant les derniers mois avant l'effondrement du communisme comme initiateur de la protestation des jeunes écrivains (plusieurs étant des prétendants au statut d'écrivain, quand cette reconnaissance est liée au monopole exercé de par l'Union des écrivains) et scientifiques, appartenant à la génération des jeunes ayant débuté dans les années 1980, sera chargé de s'occuper de la publication du GDS. Lors de nos entretiens avec **Stelian Tanase**, celui-là accentuait le fait qu'il ne jouissait pas d'une reconnaissance comme auteur²⁹¹⁴, comme cela est valable pour la plupart de ceux qui sont nés les années 1950 ayant une formation en lettres ou en sciences humaines et sociales (philosophie sociologie ou psycho-sociologie²⁹¹⁵), à certaines exceptions près (**Mircea Dinescu**, **Andrei Cornea**, **Magda Carneci**)²⁹¹⁶. **Stelian Tanase** ne se souvient plus qui avait rédigé le premier éditorial de 22 mais en considérant le style et l'accent mis sur la révolution, il dit que « tenant compte de ces raisons indirectes », il est possible que c'est lui qui l'avait écrit car il avait écrit sur la « révolution d'une manière obsessionnelle » à cette époque-là. Il mentionne de plus que comme la rédaction était à ce moment-là en train de se constituer, c'était lui qui aurait pu écrire ce texte²⁹¹⁷.

²⁹¹¹ Le roman publié avant 1989, apprécié positivement par des critiques littéraires de l'exil (au moins), reste le seul ouvrage qu'il signera jusqu'à présent. Certains collaborateurs fidèles de 22 ne (re)connaissent pas Rodica Palade comme écrivaine.

²⁹¹² Dan Pavel s'arrogera plus tard l'idée de créer le périodique 22. Il déclare que c'est lui qui avait « appris » au rédacteur en chef de 22 qu'il faut qu'il rédige les éditoriaux, que cette tâche revient à celui qui prend la direction d'une publication. Ce témoignage est en présence de **Stelian Tanase** lors d'une intervention au sujet des événements de décembre 1989, devant des étudiants en sciences politiques d'une université privée, à Bucarest en décembre 2009. Ce dernier exprime son mécontentement au sujet de cette déclaration seulement plus tard et n'interviendra pas pour contredire cette déclaration. Entretien avec Dan Pavel, le 20 juillet 2009.

²⁹¹³ D'autres intellectuels, parmi ces anciens collègues, le mentionne avec son adhésion au Parti communiste.

²⁹¹⁴ Entretiens avec **Stelian Tanase** (les 13 et 31 juillet 2009).

²⁹¹⁵ En considérant ceux qui sont nés dans les années 1950, parmi les membres fondateurs, deux seulement ont une formation en sociologie. Par la suite, un

²⁹¹⁶ Excepté **Mircea Dinescu**, les deux autres sont des héritiers. D'autres prétendants au statut d'écrivain, nés dans les années 1950, réussissent à faire leur début dans les années 1980, parfois dans des ouvrages collectifs ou, dans le meilleur des cas, ils publient plus d'un ouvrage avant 1989 (le dit « groupe d'Iasi »). Parmi ceux qui se disent appartenir à la « génération '80 », on compte aussi Bogdan Ghiu, rédacteur de 22 en 1990. Certains autres sont des scientifiques qui, de par le domaine de leur spécialité ou leurs intérêts intellectuels qui se profilent en liaison avec l'institution où ils déploient leurs activités (Académie, Université ou instituts dans la subordination de l'administration étatique), sont moins enclins à s'investir dans l'activité littéraire et plus intéressés à publier dans les revues spécialisées.

²⁹¹⁷ Discussion avec **Stelian Tanase** (le 22 septembre 2009).

Deux des premiers rédacteurs de 22, **Stelian Tanase** et Dan Pavel²⁹¹⁸, ont participé à la révolte les jours de fin décembre, selon leurs propres témoignages. La première rencontre de ces deux date du moment des protestations de rue des jours du fin décembre : « c'est à la révolution qu'on s'est connu²⁹¹⁹ ». Rédacteur dans la presse communiste estudiantine de Bucarest, après avoir été renvoyé de son ancien poste au cours des événements de 1989, Dan Pavel est coopté dans la rédaction de 22 par **Stelian Tanase**. En dépit de sa collaboration et de sa contribution importante à 22 pour des périodes précises, Dan Pavel, auteur d'un roman publié en 1990²⁹²⁰, n'intégrera jamais le GDS. Ses collaborations, pourtant intermittentes, avec **Stelian Tanase** continueront de la même manière dans d'autres cadres, dans la rédaction d'un périodique, *Sfera politicii*, créé deux années plus tard, à l'initiative de ce dernier. Les deux se retrouveront ensuite dans la même institution, comme universitaires en « sciences politiques ».

Le premier « personnel » du GDS est composé de rédacteurs de sa publication, de 22, et parmi eux deux seulement sont devenus des membres du GDS durant l'année 1990 : Gabriela Adamesteanu et Rodica Palade. Durant toute la période concernée trois futurs rédacteurs en chefs du périodique du Groupe (Gabriela Adamesteanu, Rodica Palade et Armand Gosu) ainsi qu'un autre membre de la rédaction, Dan Perjovschi, graphiste, intégreront le GDS. D'autres collaborateurs du GDS vont intégrer le groupe par la suite : des cinéastes ayant constitué une première structure fonctionnant auprès du GDS, dans les cadres créés par celui-ci. Rédacteurs de 22, devenus membres du GDS, sont des auteurs de la période communiste et les deux se connaissent et se fréquentent depuis la période communiste. Ecrivains ou cinéastes, ont reçu leur consécration sous le communisme. Au début des années 1990, dans le GDS se recrutent surtout des représentants de professions intellectuelles ou artistiques de la période communiste. Ceux qui ne peuvent pas être appréhendés comme « intellectuels » font partie des cercles d'amis de certains membres fondateurs du GDS (en tant qu'exemple on peut citer le prêtre Iustin Marchis mais aussi le journaliste de l'après 1989, Florin Gabriel Marculescu, frère d'un des membres fondateurs du GDS, l'éditeur et traducteur, Sorin Marculescu).

En mars 1990, trois autres rédacteurs se sont joints aux premiers rédacteurs de 22 : George Arun, Lucian Branea et Silviu Alupei (qui ne restent que pour un peu plus d'un mois). Et Teodor Sugar comme secrétaire de rédaction, mentionné par Rodica Palade comme le seul rédacteur avec beaucoup d'expérience, celui qui semble avoir le savoir-faire approprié pour construire un périodique²⁹²¹.

Vers fin mars 1990, Gabriela Adamesteanu intègre la rédaction comme rédacteur en chef adjoint et Dan Pavel devient alors « chef de section sociopolitique ». Mais deux numéros par la suite, ce dernier n'est

²⁹¹⁸ Entretien avec Dan Pavel (le 20 juillet 2009).

²⁹¹⁹ Entretien avec **Stelian Tanase** (le 22 septembre 2009).

²⁹²⁰ *Bibliopolis* chez Cartea romaneasca, parution annoncée dans 22, 45, 1990. Lors de notre entretien avec Dan Pavel celui-ci mentionne le nombre très restreint des livres « de tiroir », ayant été refusés de publication avant 1989, ce qui avait fait, selon lui, que son roman soit publié rapidement, en 1990.

²⁹²¹ Entretien avec Rodica Palade (le 17 avril 2008).

plus aux côtés de l'équipe dirigée par **Stelian Tanase**. Dan Pavel et l'écrivain **Dan Arsenie** ne sont plus membres de la rédaction au début avril 1990²⁹²². A partir de ce même numéro, la revue qui comprenait vingt-quatre pages, paraît en seize pages. Mi-avril 1990, Alina Florea (mais qu'on ne retrouve plus mi-juin 1990 parmi les collaborateurs de 22) et Marina Mezei font leur apparition parmi les rédacteurs. Mi-juillet, Raluca Barac et Andreea Pora intègrent la rédaction, mais seule cette dernière collabore avec 22 pour une longue période²⁹²³. Bedros Horasangian est le nouveau « chef de [la] section culturelle »²⁹²⁴ et Dan Pavel revient comme « chef de section socio-politique ». Vers la fin septembre 1990, Horatiu Pepine se trouvent parmi les rédacteurs : il signe son deuxième texte pour 22, il transcrit les discours tenus par les participants à la rencontre « entre ouvriers et intellectuels », initiée par les participants à la révolte des ouvriers de Brasov en 1987²⁹²⁵. **Stelian Tanase** précise que celui-là intègre la rédaction après un concours²⁹²⁶. Mais fin octobre-début novembre, Bedros Horasangian ne se retrouve plus parmi les rédacteurs de 22. Les deux rédacteurs ayant des responsabilités sont Dan Pavel comme « chef de [la] section social-politique » et Rodica Palade devenue alors responsable de la « section actualités²⁹²⁷ ». Mi-novembre, le poète Bogdan Ghiu, ayant publié et traduit pour 22 déjà dès février 1990, intègre la rédaction comme « chef [de la] section culture²⁹²⁸ ».

A la fin de l'année 1990, on retrouve dans l'équipe rédactionnelle **Stelian Tanase**, le « rédacteur en chef-fondateur » de 22, et, des premiers rédacteurs de 22, Dan Pavel comme « chef [de la] section social-politique » et Rodica Palade comme responsable de la « section actualités », Gabriela Adamesteanu comme « rédacteur en chef adjoint » et Bogdan Ghiu comme « chef [de la] section culture ». Teodor Sugar est le « secrétaire de rédaction ».

En janvier 1990, Gabriela Adamesteanu est devenue membre du GDS et en mars 1990, elle intègre la rédaction de 22. Parmi les premiers rédacteurs de 22, Gabriela Adamesteanu est la seule auteure de littérature consacrée sous le communisme. Elle appartient à la même génération que les plus notoires membres fondateurs du GDS (**Gabriel Liiceanu**, **Andrei Plesu**) et d'autres intellectuels ayant reçu leur pleine consécration sous le communisme, nés vers ou après le milieu des années 1940, comme **Andrei**

²⁹²² 22, 12, 1990.

²⁹²³ Après avoir travaillé pour *Romania libera* et collaboré pour le site de la télévision privée RealitateaTV, à la suite d'un scandale de plagiat, en 2008, Andreea Pora revient dans la rédaction de 22 (durant la seconde partie de l'année 2008) et apparaît souvent dans les émissions télévisées pour parler des politiques que le GDS, par ses porte-parole, et plusieurs membres du GDS soutiennent alors (le président Traian Basescu ainsi que le parti politique dont il a été membre jusqu'en 2005).

²⁹²⁴ Né en 1947, dans une famille où le père est ingénieur, Bedros Horasangian avait fait des études techniques (diplôme obtenu en 1974 à l'Institut polytechnique de Bucarest), après avoir travaillé comme ingénieur quelques années, il se dédie à l'activité littéraire. Il fait son début en 1984 avec deux volumes de prose, il publiera encore deux volumes de prose et deux romans jusqu'en 1989. Il est primé par l'Union des écrivains (en 1984) et l'Académie roumaine (en 1987). Parallèlement à son activité de journaliste (*Viata romaneasca*, *Tribuna* et *Romania literara*), il publiera après 1989 quatre romans et un volume de poèmes mais aussi un volume rassemblant ces écrits journalistiques (en 2001).

²⁹²⁵ 22, 35 et 36, septembre 1990.

²⁹²⁶ Entretien avec **Stelian Tanase** (le 31 juillet 2009).

²⁹²⁷ 22, 42, 1990

²⁹²⁸ 22, 44, 1990.

Pippidi ou **Anca Oroveanu**²⁹²⁹. Gabriela Adamesteanu est la seule écrivaine ayant acquis sa consécration sous le communisme à être cooptée au tout début des années 1990 (alors que le GDS semble avoir envoyé à la même période, en janvier 1990, son message invitant Ana Blandiana à intégrer le Groupe²⁹³⁰), car d'autres représentants du monde des lettres à intégrer le GDS plus tard sont des critiques littéraires ou se sont faits connaître aussi par leurs actes de dissidence (tel est le cas du psychiatre-écrivain et membre de l'exil, Ion Vianu). La cooptation de Gabriela Adamesteanu ainsi que de son amie, Rodica Palade, semble être liée aux relations établies dans les années 1980 avec **Stelian Tanase**. Gabriela Adamesteanu est rédactrice aux Éditions Cartea Romaneasca où **Stelian Tanase** avait vu paraître son roman de début alors que les deux manuscrits suivants ont été refusés de publication. En dépit de certaines réticences, exprimées par moment, Gabriela Adamesteanu et **Stelian Tanase** resteront des amis proches.

À part le rédacteur en chef, parmi les rédacteurs de 22 un seul est membre fondateur du GDS, **Dan Opreșcu**. Les plus prolifiques rédacteurs de 22 à la fin de l'année 1990 sont : Alina Mungiu, Nicolae Balta, Horatiu Pepine, Sorin Faur et Andreea Pora. À de rares exceptions près²⁹³¹, durant l'année (depuis le 20 janvier jusqu'à l'automne 1990), tous les éditoriaux de 22 sont signés par **Stelian Tanase**. En avril 1990, avant l'apparition de la plus longue et de la plus connue protestation, le dit phénomène « Place de l'Université » (qui a pris fin avec l'arrivée des miniers à Bucarest en juin 1990), 22 publie à la première page comme éditorial « À ceux qui ont adhéré à la Proclamation de Timisoara » et une « Pétition » signée par les adhérents de la Proclamation de Timisoara²⁹³² ».

Le succès de la revue pendant 1990 est dû à sa nouveauté : traitement des sujets politiques et notoriété de ses contributeurs. Durant l'année 1990, à deux exceptions près – dont membre fondateur qui perdra sa qualité de membre du GDS – tous les membres fondateurs du GDS apparaissent dans 22, signant des textes ou tenant des discours à certaines occasions (parfois étant interrogés par des membres de la rédaction). Ils sont actifs aussi dans d'autres structures. L'effervescence politique transposée dans ses pages suscite la sympathie d'un grand public pour l'éditeur de la publication, le GDS. Bien que l'intérêt du grand public pour le GDS se fonde sur les deux types de capital qu'il englobe (culturel et moral), il fait naître des attentes quant à son entrée dans la politique, à un engagement plus explicite du GDS, mais aussi et peut-être surtout de son ouverture envers son public. Dans le contexte de l'après 1989, nombre d'initiatives apparaissent en vue de la création des filiales du GDS²⁹³³.

²⁹²⁹ Parmi ceux-là, deux seulement sont aussi des universitaires (**Anca Oroveanu** et **Andrei Plesu**) mais ils étaient des auteurs des déjà connus et aussi connus dans le monde des lettres ou ils ont publié déjà à l'étranger.

²⁹³⁰ Entretien avec **Radu Filipescu** (le 10 juillet 2009).

²⁹³¹ **Dan Opreșcu** signe l'éditorial de 22, 10, le 23 mars 1990.

²⁹³² Dans la pétition on demande au pouvoir en place (dont l'organisme et le CPUN) d'adopter le texte du point 8 concernant la lustration, aussi demande l'organisation d'un référendum concernant cette adoption de la loi de la lustration. Une citation de l'Évangile selon Matthieu accompagne les deux textes (22, 13, le 13 avril 1990).

²⁹³³ Entretien avec **Radu Filipescu** (le 10 juillet 2009).

En précisant que 22 est la seule institution qui représente le GDS, « la seule chose détenue par le GDS », instrument par lequel le GDS se présente, **Stelian Tanase** (membre fondateur du GDS et premier rédacteur en chef de 22), signale que les auteurs de 22 ne sont pas nécessairement des plus actifs ou des plus prétendants au sein du GDS, ceux qui tiennent à imposer leurs opinions dans le GDS. De plus, tous les membres du GDS ne publient pas (après 1990), chose déjà mise en évidence par **Alin Teodorescu** en parlant des structures créées par le GDS où certains des membres fondateurs du GDS déploient des activités. Mais ces activités ne sont qu'en partie liées à la publication du GDS. Si les sondages réalisés par le Centre indépendant de sondages, créé et dirigé par **Pavel Campeanu**, viennent asseoir ses textes parus dans 22 et les recherches ou les enquêtes déroulées par **Gabriel Andreescu** avec d'autres membres du GDS dans le cadre du Comité Helsinki sont publiées dans 22, les résultats, le travail d'expertise sera utilisé, aussi dans d'autres buts que pour la publication du GDS, et parfois même par d'autres intellectuels que ceux du GDS²⁹³⁴.

En dépit du fait que, selon plusieurs témoignages, les réunions du GDS ont lieu alors fréquemment, parfois plusieurs fois par semaine, certains membres du GDS semblent n'avoir pas fait la connaissance de certains rédacteurs de 22²⁹³⁵. Ces derniers ne participeront pas à ces rencontres des membres du GDS.

À l'automne 1990 **Stelian Tanase** quitte la rédaction de 22 après que, semble-t-il, plusieurs membres du GDS lui reprochent d'avoir dépensé l'argent destiné à soutenir la revue.

Selon Gabriela Adamesteanu, membre du GDS depuis janvier 1990 et de la rédaction depuis mars 1990, 22 s'est trouvée dans une situation difficile à la fin de 1990 à cause des activités dès lors très diverses de **Stelian Tanase**, « absorbé par l'activité à l'Alliance civique et celle de l'hebdomadaire nouvellement créé, *Acum*²⁹³⁶ ». L'Alliance civique est créée en novembre 1990. Alors que l'hebdomadaire créé par **Stelian Tanase** suit de près son départ de la rédaction de 22. Durant l'automne 1990, Gabriela Adamesteanu bénéficie d'une bourse accordée aux écrivains et ne reviendra en Roumanie qu'en décembre 1990 lorsqu'elle devient rédactrice en chef adjointe de 22.

Les souvenirs de ceux qui, à cette époque-là, se trouvaient dans la rédaction de 22 sont divergents. Certains mentionnent des conflits entre **Gabriel Liiceanu**, celui qui semble s'imposer comme le porte-parole du GDS et qui se présente en « gardien de l'ordre » dans le GDS, et **Stelian Tanase** au sujet des prises de position de ce dernier, jugé trop « révolutionnaire²⁹³⁷ ». D'autres par contre mentionnent la

²⁹³⁴ Le rapport sur les événements de juin 1990 sera la base du livre signé par Mihnea Berindei et Ariadna Combes : Mihnea Berindei, Ariadna Combes, Anne Planche, *Roumanie, le livre blanc. La réalité d'un pouvoir néo-communiste*, Paris, La Découverte, coll. « Cahiers libres/essais », 1990 (éd. roumaine, 13-15 iunie 1990. *Realitatea unei puteri neocomuniste* [13-15 juin 1990. La réalité d'un pouvoir néocommuniste], Bucarest, Humanitas, 1991, 2^e édition révisée, 2006).

²⁹³⁵ 22, 47, le 7 décembre 1990.

²⁹³⁶ Entretien consultatif avec Gabriela Adamesteanu (le 27 février 2007).

²⁹³⁷ Entretien avec Bogdan Ghiu (Bucarest, le 30 juin 2008). Justement après le départ de **Stelian Tanase**, en décembre 1990, un éditorial non-signé porte l'intitulé « Comment il faut faire une grève », dans un numéro où le GDS et la rédaction de 22 veulent rendre hommage à Lech Walesa. Dans le même numéro des membres du GDS (**Andrei Cornea**, **Victor Barsan**) et Monica Lovinescu discutent du philosophe Constantin Noica. Vladimir Tismaneanu signe un article portant l'intitulé « La

« difficile situation » dans laquelle la revue se trouvait à l'automne 1990 sous la gestion de celui-là même. Un de nos interlocuteurs affirme que **Stelian Tanase** a dû renoncer à sa fonction de rédacteur en chef de la revue à cause des mécontentements causés par sa vision radicale. Mais dans d'autres discussions informelles eues avec certains intellectuels du GDS, ceux-là racontent que le départ de **Stelian Tanase** suit aux conflits avec **Gabriel Liiceanu** surtout au sujet de l'argent dépensé.

Bogdan Ghiu mentionne des rencontres des membres la rédaction avec le GDS et affirme qu'à l'occasion de ces rencontres²⁹³⁸, il entend des affirmations accusatrices adressées par certains membres du GDS, mais plus précisément **Gabriel Liiceanu**, au responsable de 22. **Stelian Tanase** considère que dans nombre d'occasions les mécontentements que certains membres du GDS ressentaient à l'égard de certains de leurs collègues s'exprimaient par leurs critiques à l'égard de son activité, car ne pouvant pas critiquer directement leurs collègues, ils avaient la possibilité de critiquer l'image que la revue donnait du GDS et implicitement son activité, en essayant d'imposer leurs propres opinions. Alors qu'il niait qu'il y ait eu de sa part toute intention d'entrer en conflit avec qui que ce soit, il nie aussi que des conflits aient surgi entre lui et Liiceanu. Et il explique que ce que d'autres décrivent comme des conflits n'était, pour sa part, que la recherche d'un même langage. Si plusieurs membres fondateurs enquêtés confirment l'existence de ce conflit, ils ne semblent pas se souvenir la raison ni les membres directement impliqués et leur part dans ce conflit. À l'époque de la direction de 22 par **Stelian Tanase**, à la tête du conseil d'administration du GDS se trouve **Alin Teodorescu**, ami de **Stelian Tanase** depuis la dernière période du régime communiste, qui confirmera l'existence de certains conflits mais les considère en lien avec le tempérament des deux membres fondateurs mentionnés comme parties de ce conflit. D'autres encore mentionnent des conflits entre ces deux anciens amis, l'un, responsable du périodique, l'autre, président du GDS, au sujet du financement. Le président du conseil d'administration du GDS, **Alin Teodorescu**, est aussi le président de la filiale de la fondation Soros. Lorsque **Stelian Tanase** quitte la rédaction, **Thomas Kleininger** est président du conseil d'administration du Groupe, le deuxième.

Tout au début, dès sa première apparition, la publication est soutenue par des fonds de papier de l'Etat comme toute autre publication roumaine mais elle recevra pour une bonne période diverses aides en provenant de l'étranger. La Fondation Soros est mentionnée par **Alin Teodorescu** pour le soutien donné à la revue, de même qu'à d'autres publications²⁹³⁹. Toutefois, jugeant d'après ceux qu'on retrouve parmi des responsables de la filiale roumaine, en commençant par son président, la Fondation Soros est plus proche

revanche des rhinocéros ». Zoe Petre signe le texte « Magistère ou employé ? » dans un dossier consacré à « l'autonomie de l'université ». Sorin Dumitrescu réagit de manière virulente au texte d'un rédacteur de 22, Alina Mungiu paru deux numéros avant (22, 45, 1990 et 22, 47, le 7 décembre 1990).

²⁹³⁸ **Stelian Tanase**, par contre, précise à une occasion, qu'à ces rencontres ne participent que des membres du GDS.

²⁹³⁹ Gabriela Adamesteanu mentionne une centaine de publications qui ont reçu un financement de la part de la Fondation durant l'année 1992. 22, 162, mars 1993.

du GDS que d'autres collectifs ayant créé ou dirigeant des publications²⁹⁴⁰. Les programmes de la Fondation sont diffusés par le biais des annonces faites dans les pages de 22. Cependant, d'après d'autres témoignages, le GDS a refusé le soutien entier de George Soros offert au Groupe²⁹⁴¹.

La revue recevra du financement d'Open Society Foundation. Entre 1990 et 1995, des membres fondateurs du GDS remplissent diverses fonctions au sein de la filiale roumaine de la Fondation « Soros » : **Alin Teodorescu**, président, ainsi que **Thomas Kleininger**, **Andrei Pippidi**, Catrinel Plesu, **Mihai Sora** (durant toute cette période) et Victor Rebengiuc (pour les années 1994 et 1995), membres du Conseil général. En 1996, sur la liste des membres de l'Assemblée générale à ses noms s'ajoute un autre membre fondateur du Groupe, **Dan Oprescu** comme un des directeurs de programmes à Bucarest²⁹⁴².

Une aide essentielle pendant les années 1990 vient par la voie et grâce à Mihnea Berindei, comme cela est soutenu par plusieurs témoins directs et indirects. Plusieurs membres du GDS ainsi que des intellectuels de l'exil mentionnent les financements obtenus par Mihnea Berindei. Ceux qui mentionnent l'aide apportée par Mihnea Berindei sont des rédacteurs de 22 dès 1990 mais aussi ceux qui s'en rapprochent de Mihnea Berindei lors de leur passage à Paris, comme c'est le cas de Cristian Preda. Et Mihnea Berindei en confirment, il avait soutenu 22 à divers moments²⁹⁴³. D'autres publications, créées au début des années 1990, semblent avoir sollicité son aide pour survivre après la libéralisation des prix lorsque plusieurs publications auront des problèmes financiers. Les fonds de l'État étant insuffisants, des rédacteurs des périodiques utilisent leurs relations avec des intellectuels de l'exil pour demander des fonds de l'étranger. Le nom de Mihnea Berindei, dont on connaît le soutien donné à 22, est aussi mentionné par Monica Lovinescu qui note la demande de la direction d'un autre périodique pour discuter des problèmes financiers avec Mihnea Berindei.

Des soutiens restreints (les abonnements à mi-tarif) de la part de l'Institut pour la démocratie en Europe de l'Est et l'Association Est-Liberté sont mentionnés par Gabriela Adamesteanu. Selon ses propres témoignages, elle avait fait procurer à la revue des aides de la part des fondations ou d'instituts étatsuniens par les contacts qu'elle avait liés lors de ses séjours à l'étranger pour diverses formations.

Selon **Radu Filipescu**, président du Conseil d'administration du GDS pour plus d'une dizaine d'années, les **tirages** en 1990 sont énormes, environ 600 mille exemplaires²⁹⁴⁴. Mais, déjà en janvier 1991, après la libéralisation des prix, on parle d'un intérêt plus faible pour la presse écrite et de 100 mille exemplaires. La même année, en août 1991, on mentionne une baisse significative du tirage, 37 mille

²⁹⁴⁰ Au cours de l'année 1990 apparaissent les sociétés par actions rassemblant des hommes d'affaires et des journalistes qui sont des éditeurs surtout des journaux mais aussi des hebdomadaires.

²⁹⁴¹ Sur cet épisode, voir la troisième partie.

²⁹⁴² Voir *supra*.

²⁹⁴³ Entretien avec Mihnea Berindei, le 24 juillet 2007.

²⁹⁴⁴ Entretien avec **Radu Filipescu** (le 13 avril 2004). Informations confirmées par Armand Gosu (discussion téléphonique, le 6 mars 2007).

exemplaires. Mais ultérieurement la baisse du tirage est interprétée comme effet de l'inaptitude du nouveau responsable de gérer la revue. En 1993, **Alin Teodorescu** déclare qu'environ 10 mille – 12 mille sont des lecteurs fidèles de 22.

Lorsque la presse intellectuelle postcommuniste commence à se confronter à des difficultés financières, déjà à partir de 1991, 22 bénéficie du soutien de certains membres de l'exil qui vont trouver du financement pour soutenir la presse intellectuelle militante. Comme déjà noté, au cours de notre enquête est mentionné le soutien donné au GDS et à sa tribune, comme à certaines autres structures fonctionnant auprès du GDS, par Mihnea Berindei.

En plus, le premier président du conseil d'administration du GDS est aussi le représentant de la Fondation Soros en Roumanie (**Alin Teodorescu**) et plusieurs membres du GDS décideront des fonds accordés par cette fondation à des structures de la société civile.

Mais d'autres fondations étrangères vont soutenir la tribune du GDS. Appelés à décider de la presse ou des organisations à soutenir certaines fondations prendront conseils auprès des membres de l'exil, comme cela ressort de certains témoignages, comme celui du prêtre orthodoxe Gheorghe Calciu, exilé aux Etats-Unis.

Au début de 1993 plusieurs numéros comprennent des pages consacrées à la situation de la presse. On discute de la presse à scandale et de la « déontologie du journaliste²⁹⁴⁵ », de la presse comme « une affaire » et des relations entre propriétaire et journalistes-employés²⁹⁴⁶ mais aussi de la presse extrémiste²⁹⁴⁷. En mars 1993 avec le surtitre « La presse entre business et faillite » les trois des quatre présidents du Conseil d'administration du GDS et le rédacteur en chef de sa revue, à partir d'octobre 1991, Gabriela Adamesteanu, reviennent avec quelques considérations sur l'évolution de « 22 et de son éditeur²⁹⁴⁸ ». Le premier président du Conseil d'administration, **Alin Teodorescu** y est absent, ainsi que le deuxième président, **Thomas Kleininger**.

Victor Barsan est le deuxième rédacteur en chef de 22 de janvier 1991 et jusqu'à l'automne de la même année. **Victor Barsan**, chercheur physicien (tout comme **Gabriel Andreescu**) a été proche du philosophe Constantin Noica. Selon plusieurs témoignages, les problèmes financiers de 22 conduisent au retrait de **Victor Barsan**, jugé « incapable de gérer » la publication. Comme **Gabriel Andreescu** était proche de **Victor Barsan** et comme il est des plus intéressés membres fondateurs à publier dans 22 au moment où plusieurs membres fondateurs sont absents de 22, il semble qu'il a été à maintes fois sollicité par des membres de la rédaction à intervenir auprès de **Victor Barsan** pour remédier la situation du périodique. Rappelons que, déjà, à cette époque-là, des membres fondateurs ne sont plus nombreux à

²⁹⁴⁵ 22, 153, 1993.

²⁹⁴⁶ 22, 156, 1993.

²⁹⁴⁷ 22, 157, 1993.

²⁹⁴⁸ 22, 162, 1993.

publier dans 22. Durant l'année 1991 la rubrique « Accents » n'est que rarement l'espace éditorial dédié aux membres du GDS, mais aux membres de la rédaction et parfois à d'autres journalistes ou auteurs de la période communiste. En 1991 des journalistes aussi publient plus dans 22, comme Tia Serbanescu, rédacteur de *Romania libera*.

En décembre 1990, avant la prise en charge de la direction du périodique par **Victor Barsan**, un « comité directoire » accompagne l'équipe rédactionnelle²⁹⁴⁹. Ce comité est composé de membres fondateurs du GDS : **Victor Barsan**, **Magda Carneci**, **Andrei Pippidi**, **Radu Popa**, **Mihai Sora**. Ce comité ne sera institué que pour cette période des débuts de 22. De ce comité parlera aussi le premier rédacteur en chef de 22 et il semble que ce comité fonctionnait déjà avant qu'il quitte la rédaction de 22. **Stelian Tanase**, premier rédacteur en chef de 22, raconte que ce comité avait été créé dans le but de faciliter les rapports entre le GDS et la rédaction de 22. Par la constitution de ce comité, le rédacteur en chef, membre du GDS, n'aurait pas eu à rencontrer, en principe, tous les membres du GDS comme on le faisait avant²⁹⁵⁰. Ce comité est censé pouvoir contrôler la publication pour que le GDS soit représenté dans 22. Mais selon **Stelian Tanase** ce comité n'avait pas atteint son but au moins non pas à l'époque où il se trouvait à la direction de 22. En décrivant le déroulement de ces rencontres avec des membres du GDS, **Stelian Tanase** mentionne que lors de ces séances les membres du GDS discutent rarement du contenu ou des idées soutenues par ceux qui publient dans 22 et que ceux qui en participent tiennent leurs discours sans se soucier qu'ils ne trouvent pas des interlocuteurs.

Ce comité rassemblant des membres fondateurs du GDS se constituant en tutelle de 22 fonctionnera aussi après la désignation de **Victor Barsan** comme rédacteur en chef. Presqu'une année, de février à septembre 1991, ce « comité directoire GDS » fonctionne auprès de la rédaction de 22. Un philosophe, une historienne de l'art, deux historiens y participent : **Gabriel Liiceanu**, **Anca Oroveanu**, **Andrei Pippidi**, **Radu Popa**²⁹⁵¹. La composition du comité avait déjà changé, la présidente du GDS pour les six mois prévus, **Magda Carneci**, n'est plus dans le comité ni **Mihai Sora** (dont on sait qu'il est devenu membre de l'Alliance civique). Le « comité directoire GDS » ne réapparaît, mentionné dans 22, qu'en février 1991, alors qu'en janvier on mentionne **Andrei Pippidi** comme représentant du GDS et **Victor Barsan** comme rédacteur en chef. Ce comité fonctionne après l'élection de **Victor Barsan** et seulement durant la direction de **Victor Barsan**. Ce comité devrait avoir comme but de lui déléguer le pouvoir qui découle du cumul des capitaux détenus par chaque membre du Groupe. D'ailleurs ceux qui font partie du « comité directoire » ne déploient pas tous constamment une activité rédactionnelle. Il s'agit ici de la figure tutélaire de **Gabriel Liiceanu** que des lecteurs de 22 rangent parmi les figures les plus notoires du GDS²⁹⁵². **Anca Oroveanu**

²⁹⁴⁹ 22, 47, 1990.

²⁹⁵⁰ Entretien avec **Stelian Tanase** (le 31 juillet 2009).

²⁹⁵¹ C'est dans cet ordre qu'ils sont présentés. 22, 54, 1991.

²⁹⁵² En 1991, des lecteurs de 22 se demandaient et demandent à la rédaction de publier **Liiceanu**.

signera un seul texte tout au long de l'année 1991 et quatre traductions, **Radu Popa** signe cinq articles, un seul éditorial et se trouvent parmi les participants à une « table ronde », organisée par le GDS. Par contre **Andrei Pippidi** est des plus actifs membres de ce comité, des plus intéressés membres du GDS à la publication. Signataire de six éditoriaux, de vingt-six articles et de trois réponses à des lecteurs et une réponse à un des membres du GDS (Sorin Dumitrescu), il semble s'imposer devant le rédacteur en chef désigné par le GDS à la direction de 22. **Andrei Pippidi** tend à se faire le porte-parole du GDS dans 22 car il répond dans une rubrique, qu'il se partage avec **Victor Barsan**²⁹⁵³, aux lecteurs de 22 qui envoient leurs messages à la rédaction. Comprenant son activité journalistique comme ayant un « rôle éducatif » et définissant son « engagement [...] désintéressé », **Andrei Pippidi** s'expose aux critiques de certains lecteurs de 22. À son tour, **Victor Barsan** répond aux lecteurs critiques du militantisme manifeste dans 22, des relations proches entre le GDS et l'AC, du regard enchanté à l'égard de cette nouvelle structure au détriment des discussions sur d'autres structures politiques. Et c'est toujours **Andrei Pippidi** qui discute du premier livre qui porte sur le Groupe en procédant à un « exercice de critique textuelle » en proposant l'application des « règles de la méthode historique²⁹⁵⁴ ». **Andrei Pippidi**, muni de son autorité, historien consacré (et héritier), semble imposer ses idées critiques à l'égard de certaines prises de position des membres du GDS et plus de ceux qui sont proches du GDS (écrivains, nouveaux politiques, etc.). Mais ses opinions ne seront jamais exposées en tant que responsable de 22. **Victor Barsan** est censé répondre et expliquer la position de 22 devant des lecteurs ou des membres du GDS. En usant de l'autorité que le GDS lui délègue, comme membre du « comité directoire », autorité renforcée par sa collaboration constante, **Andrei Pippidi** se présente en « gardien » de l'image que 22 est censé offrir du GDS, préoccupé par ce que des membres du GDS soutiennent dans les pages de 22, dénonçant certaines de leurs idées. Ce n'est pas sans signification que ce sont les historiens qui s'attribuent la tâche du contrôle de la tribune du GDS alors que, durant cette période, la revue est dominée par les discours sur le passé ou des discours où les références à l'histoire nationale s'entremêlent des considérations sur l'actualité.

Durant l'année 1991, huit membres du GDS signent des éditoriaux, dont deux seulement participent au « comité directoire GDS », **Andrei Pippidi** et **Radu Popa**, mais aussi trois membres de la rédaction : Bogdan Ghiu (trois éditoriaux) comme chef de la « section culture » et Dan Pavel (deux éditoriaux) comme chef de la « section social-politique » et Horatiu Pepine²⁹⁵⁵ qui traite dans 22 de l'activité institutionnalisée des politiques en responsable de la rubrique « chronique parlementaire ». **Gabriel Andreescu**, signe quatre éditoriaux tout comme le responsable de la revue, **Victor Barsan**, alors que Gabriela Adamesteanu, rédactrice en chef adjointe, signe trois autres éditoriaux. D'autres signent un éditorial durant l'année 1991 :

²⁹⁵³ 22, 67, 1991. Dans la rubrique « Nous répondons aux lecteurs », **Andrei Pippidi** signe un texte, « Sur certains malentendus », **Victor Barsan** un autre, « Réplique à réplique ».

²⁹⁵⁴ 22, 62, 1991.

²⁹⁵⁵ 22, 76, 1991.

Mihai Sora, **Andrei Cornea** et **Petru Cretia**. Sorin Marculescu, coopté en janvier 1990, signent deux éditoriaux. Un éditorial, signé par Dan Pavel, « chef de la section politique-social », est accompagné d'un autre éditorial, signé par **Mircea Dinescu**²⁹⁵⁶ qui n'intervient en 1991 que deux fois dans 22, alors qu'en 1990 il était présent au GDS lors des rencontres avec des intellectuels étrangers. En janvier 1991, les numéros ne mentionnent que les deux membres fondateurs du GDS qui s'imposent presque à titre égal comme les responsables de la publication : **Andrei Pippidi** au nom du GDS et **Victor Barsan** désigné par le GDS comme rédacteur en chef de 22.

À l'exception de **Gabriel Andreescu** qui est bien impliqué dans une structure à but politique, l'Alliance civique (AC), et déploie ses activités en tant que président du Comité Helsinki-filiale roumaine, alliant ses plus récents intérêts scientifiques à des intérêts pour la politique et, dans une moindre mesure, **Mihai Sora**, lui aussi membre de l'Alliance civique, tous ceux qui s'intéressent d'une manière constante à publier dans 22, n'occupent pas des positions dans des institutions nouvelles, politiques ou culturelles. C'est par le biais du journalisme qu'ils s'intéressent à la politique.

Dès février 1991, à chaque parution, durant le mandat de **Victor Barsan**, est mentionné le « responsable du numéro ». Les responsables des numéros durant l'année 1991 sont : **Andrei Pippidi**, Teodor Sugar, Bogdan Ghiu, **Victor Barsan**, Gabriela Adamesteanu et Rodica Palade.

Le « comité directoire GDS » ne fonctionne que jusqu'en fin septembre 1991, moment où il est établi le « concours » pour la nomination d'un nouveau rédacteur en chef.

Déjà en juin 1991 des discussions ont lieu entre les membres du GDS et la rédaction de 22 concernant la situation financière. On prend alors la décision de procéder au changement de la direction du périodique par « concours pour le futur rédacteur en chef ». Ceux qui désirent prendre la direction de 22 doivent présenter un projet de la « nouvelle 22 ». Au départ de **Stelian Tanase** à la direction de la revue suit **Victor Barsan** qui ne réussit pas à redresser la revue. Au temps de sa direction, plusieurs rédacteurs de 22 seront bien impliqués dans l'activité de la revue²⁹⁵⁷. Dan Pavel encore plus qu'avant, déjà avec une activité prolifique, mais aussi Alina Mungiu. Ces deux ainsi que **Magda Carneci**, comme « président du GDS », d'après certaines informations, affirment leur intérêt à prendre la direction de la publication. **Magda Carneci** est à cette époque-là directrice de l'Institut d'histoire de l'art, depuis 1990. Au final ce n'est qu'Alina Mungiu qui présentera son projet. Les sujets abordés par Alina Mungiu (née en 1964, avec une formation en médecine, travaillant comme psychiatre avant 1989) dans 22 sont liés à l'actualité politique, discutant de l'opposition ainsi que du pouvoir. Durant l'année 1991, elle est très prolifique, traitant des médias, de la Bessarabie et de l'opposition extra-parlementaire. Les textes d'Alina Mungiu, publiés dans 22, attirent l'attention des lecteurs avisés comme de certains membres du GDS par la critique qu'elle

²⁹⁵⁶ 22, 83, 1991.

²⁹⁵⁷ Et au travers 22 est aussi réglé une première dispute entre des membres du GDS conclue par l'exclusion d'un membre (Sorin Dumitrescu).

exprime à l'égard de l'opposition « civique ». Gabriela Adamesteanu signale à **Stelian Tanase** l'écriture de la jeune qui est en 1990 rédactrice en chef d'*Opinia studenteasca* d'Iasi²⁹⁵⁸. Alina Mungiu est cooptée dans la rédaction de 22 et aidée, semble-t-il, par **Stelian Tanase**, à obtenir un appartement lui facilitant le changement de domicile lorsqu'elle s'installe à Bucarest. Étant des plus prolifiques journalistes de 22 mais aussi la plus critique à l'égard de l'opposition extraparlamentaire, des intellectuels et des structures politiques auxquelles plusieurs membres du GDS participent, Alina Mungiu²⁹⁵⁹ se présente en prétendante au poste de rédactrice en chef de 22.

Le concours pour la direction de la « revue » 22 a lieu le 20 septembre 1991. Alina Mungiu ne sera finalement pas la seule à revendiquer la direction du périodique du Groupe. Gabriela Adamesteanu témoigne de sa décision de dernière minute de présenter son propre projet afin de prendre la direction de 22. Gabriela Adamesteanu est cooptée au GDS en janvier 1990. Durant l'automne 1990 et jusqu'à la fin de l'année, du 30 septembre au 30 décembre 1990, Gabriela Adamesteanu et Mircea Cartarescu bénéficient d'une bourse pour les écrivains aux Etats-Unis. Peu de temps après, Gabriela Adamesteanu souffre un accident et elle ne revient collaborer avec 22 qu'en juin 1991. En toute connaissance des idées et du projet soutenus par Alina Mungiu, Gabriela Adamesteanu présente sa vision au sujet de la « nouvelle 22 ». Gabriela Adamesteanu rend publique son intention de revendiquer la direction du périodique et adresse sa critique à Alina Mungiu dans un article publié dans 22 portant l'intitulé « Nous ne faisons pas de la littérature (ou nous essayons de ne pas faire de la littérature dans la revue 22²⁹⁶⁰ ». Son projet pour la revue a été élu en concurrence avec celui d'Alina Mungiu. Gabriela Adamesteanu gagne le soutien du GDS par le vote de la majorité des membres et assume la direction de l'hebdomadaire. À la fin de de septembre 1991, Gabriela Adamesteanu, écrivaine consacrée avant 1989, dirige la rédaction jusqu'en mai 2004, quand sa collaboratrice proche, Rodica Palade, rédactrice en chef adjointe durant toute cette période, travaillant dans la rédaction depuis janvier 1990, prendra le relais.

Gabriela Adamesteanu est la fille d'un professeur d'histoire et directeur d'école, ancien membre du Parti social-démocrate avant l'installation du régime communiste, ensuite membre du PCR mais exclu du parti²⁹⁶¹. Née en 1942 à

²⁹⁵⁸ Entre 1986 et 1989, Alina Mungiu était rédactrice en chef adjointe de ce périodique de la presse estudiantine communiste où on retrouvait des « membres » du « groupe d'Iasi ».

²⁹⁵⁹ En 1992, Alina Mungiu signe une pièce de théâtre, primée en 1993, qui provoque des critiques de la part de l'Église orthodoxe. Après 1989, elle s'est fait connaître dans un premier temps comme journaliste, dirigeant dans les années suivantes le périodique *Expres*, entre 1993 et 1995. Alina Mungiu publiera son premier ouvrage en 1995 chez Humanitas lorsqu'elle fait aussi son entrée à l'université (après une formation doctorale en psychologie sociale à l'Université d'Iasi). Elle intègre dans un premier temps l'Université de Bucarest, pour trois ans, et par la suite à l'Ecole nationale des études politiques et administratives, depuis 1998, mais ne renonce pas au journalisme (responsable des émissions d'actualité politique à la Télévision publique, entre 1996 et 1998). Mais elle se fait remarquer comme fondatrice de la Société académique roumaine, institut privé très actif dans les enquêtes sur des questions politiques. Dans ses apparitions publiques, elle met en évidence ses activités déroulées à l'étranger et se présente aussi souvent par son expertise sur des questions qui préoccupent des hommes politiques et promeut des organisations civiques de la « société civile » ou l'intérêt des organisations civiques qui sont entrés dans le jeu politique.

²⁹⁶⁰ 22, 58, 1991.

²⁹⁶¹ Si on en croit à certains témoignages venant de certains de ses anciens collègues, certains membres de sa famille ont adhéré à l'extrême droite dans l'entre-deux-guerres. En parlant de son rapport à la politique, à savoir son désintérêt pour les questions

Targu-Ocna, elle vécut à Pitesti, mais suivit des études de lettres à Bucarest. A la fin de ses études, elle fut rédactrice dans un premier temps aux Editions politiques, ensuite aux Editions encyclopédiques et par la suite aux Editions Cartea Romaneasca. En 1971, elle adhéra au PCR²⁹⁶². Romancière, elle fit son début en 1975, publiant aux Editions Cartea Romaneasca. Au même moment, **Gabriel Liiceanu** fit son début aux Editions Univers. Gabriela Adamesteanu devint membre de l'Union des écrivains en 1980. Pour le roman de début, elle reçut le prix de début de l'Union des écrivains et le prix de l'Académie roumaine. Elle reçut un autre prix de l'Union des écrivains en 1985 pour son roman *Une matinée perdue*. Ce roman reçut une transposition pour le théâtre. La pièce de théâtre de 1986 est présentée ultérieurement comme « un spectacle incendiaire pour ces années de la dictature²⁹⁶³ ». Rédactrice de la plus importante maison d'édition de l'Union des écrivains, elle fit ainsi la connaissance de **Gabriel Liiceanu** mais aussi de **Stelian Tanase**. En 1989, elle ne signe pas la dite « lettre des 18 intellectuels » mais elle signe une autre lettre de protestation peu avant la chute du régime.

Le projet de la « nouvelle 22 » que Gabriela Adamesteanu présente en revendiquant la direction du périodique du GDS consiste à maintenir et renforcer la voix des intellectuels les plus notoires du GDS, ayant acquis leur reconnaissance avant 1989. Son projet se situe dans la continuation des idées qui ont prévalu dans l'apparition du GDS et d'un type de journalisme qui continue d'une certaine manière la tradition des revues littéraires. La publication est conçue comme « une revue d'opinion politique mais aussi de culture ». D'après certains témoignages, le GDS avait déjà récusé l'orientation jugée « révolutionnaire » apposée à sa publication par **Stelian Tanase** pendant 1990. De par sa formation et le capital accumulé avant 1989, Gabriela Adamesteanu est plus proche de ceux qui soutiennent la prééminence des engagements politiques par le biais de la culture. Refusant l'idée d'une orientation plus forte vers la politique, Gabriela Adamesteanu parie sur la culture en essayant de proposer aux lecteurs des opinions diverses et divergentes des membres du GDS ou des intellectuels de l'exil, proches du GDS.

Quelques années plus tard, Gabriela Adamesteanu essaye même d'élargir le champ d'intérêt de la revue vers « une problématique d'intérêt social impérieux²⁹⁶⁴ ». Ultérieurement les questions sociales lui semblent même plus intéressantes que celles politiques. Cet intérêt pour le social est pourtant peu visible dans 22 au moins durant les premières quatre années qui suivent sa nomination à la tête de la rédaction. La revue continue de se concentrer sur les sujets politiques ou sur des questions liées aux préoccupations et aux activités des membres : l'audiovisuel, l'édition et la presse, la situation des institutions culturelles dans l'après communisme. Gabriela Adamesteanu témoigne dans un entretien publié dans 22 qu'elle voulait une revue « plus sociale²⁹⁶⁵ ». Plus tard elle témoigne du fait que des membres (surtout **Liiceanu** mais aussi **Patapievici**) la critiquaient pour avoir essayé de transformer la revue dans « une revue des femmes » alors

politiques, elle mentionne l'intérêt pour la politique de son père ainsi que des conseils reçus de sa famille en vue de son adhésion au PCR, mais aussi le fait qu'elle a eu un « mauvais dossier » (Gabriela Adamesteanu, *Cele doua Romanii*, op. cit., pp. 103-115).
²⁹⁶² Gabriela Adamesteanu expose son parcours et son rapport à la politique, déniait pour la première fois son intérêt pour la politique, dans son entretien avec **Gabriel Liiceanu** qui, à cette occasion, parle de ses expériences au temps du communisme dans les deux instituts de recherche où il avait travaillé avant 1989.

²⁹⁶³ Entretien avec **Radu Filipescu** (le 13 avril 2004).

²⁹⁶⁴ 22, 162, 1993.

²⁹⁶⁵ Dans l'entretien publié dans 22 et dans notre entretien avec Gabriela Adamesteanu.

qu'elle envisageait « une revue plus culturelle²⁹⁶⁶ ». Remarquons qu'à la différence de ses prédécesseurs – peut-être du fait de la durée de son activité à la tête du périodique du GDS –, certaines critiques qui lui sont adressées sont formulées au travers 22. Elles appartiennent à **Gabriel Liiceanu** et portent toutes sur la présentation faite dans 22 à certaines critiques au sujet du philosophe Constantin Noica.

A la suite du soutien donné par la majorité des membres du GDS à Gabriela Adamesteanu qui s'installe à la direction de 22, **Andrei Pippidi**, membre du GDS, s'exprimant souvent dans 22, quitte le GDS. Son annonce au sujet de sa séparation d'avec le Groupe n'est pas rendue publique, ce qui va lui permettre plus tard de participer à un débat entre des membres du GDS. Lors de ce débat, est discutée la publication d'une étude au sujet de la langue roumaine et des relations entre la République moldave et la Roumanie, co-signée par **Gabriel Andreescu**²⁹⁶⁷, alors dirigeant le Centre d'études internationales, structure fonctionnant alors auprès du GDS, sous sa tutelle.

Andrei Pippidi se souviendra difficilement de ce qui l'avait amené à annoncer en 1991 son départ de 22 et d'afficher sa distance vis-à-vis du GDS. Mentionnant au final le refus du projet rédactionnel d'Alina Mungiu, qu'il soutiendra à l'automne de 1991. Alina Mungiu et **Andrei Pippidi** (historien consacré, né en 1948, neveu du bien connu historien de l'entre-deux-guerres, Nicolae Iorga et fils d'un académicien) se sont mariés dans la période suivante.

Responsable du périodique du Groupe depuis l'automne 1991 et jusqu'au mai 2004, Gabriela Adamesteanu renonce à la littérature jusqu'au début des années 2000. En 2003 elle publie son premier roman de la période postcommuniste. L'année suivante elle quittera la rédaction de 22. Si, selon certains collaborateurs et par la suite membres du GDS²⁹⁶⁸, ses savoirs ne sont pas appropriés pour le traitement de la politique, elle semble jouer avec succès le rôle de médiateur entre les opinions diverses des membres du GDS et leurs sollicitations durant toute cette longue période de son mandat à la tête de la tribune du Groupe, selon plusieurs témoignages. De ses capacités à se mettre à l'écoute des opinions témoigne aussi les acceptations voire les sollicitations venues des hommes politiques pour la réalisation des entretiens. C'est elle qui interroge le plus souvent des politiques mais aussi des intellectuels aussi ou plus connus qu'elle (**Gabriel Liiceanu**, Norman Manea, etc.)²⁹⁶⁹. Gabriela Adamesteanu se pense toujours comme écrivaine en dépit du fait qu'elle rompt avec la littérature pour plus d'une décennie en se consacrant à temps plein à faire la revue du GDS. En effet, elle n'attendra pas le moment de renoncer à la direction de 22 pour revenir à ses activités premières, à savoir l'écriture de ses romans. Après la publication de deux romans à succès avant 1989 et deux autres recueils de nouvelles, son premier roman de l'après 1989 paraîtra en 2003 chez

²⁹⁶⁶ Entretien avec Gabriela Adamesteanu (le 27 février 2007).

²⁹⁶⁷ Certains de nos interlocuteurs mentionnent **Gabriel Andreescu** avec son soutien accordé au projet de Gabriela Adamesteanu et à sa candidature pour la direction de 22. Selon les mêmes interlocuteurs, les deux sont très proches à cette époque-là.

²⁹⁶⁸ Entretien avec Cristian Preda (le 16 février 2007).

²⁹⁶⁹ Gabriela Adamesteanu réunit les entretiens réalisés ses entretiens avec des politiques et des intellectuels en volume. À part cette publication, elle publie un volume de mémoires.

Polirom. Une année avant, une traduction signée Alain Paruit de certains de ses textes de fiction paraît dans la revue de la Maison des écrivains étrangers.

Un autre interlocuteur, membre du GDS depuis le milieu des années 1990, invoque comme cause du départ de Gabriela Adamesteanu de la direction de 22, les mécontentements provoqués au sein du GDS et surtout ceux exprimés par le philosophe et l'éditeur **Gabriel Liiceanu** après la publication d'un article signé par un des plus jeunes critiques littéraires (nés au milieu ou peu après le milieu des années 1970) au sujet de Monica Lovinescu²⁹⁷⁰.

Au temps de sa retraite, depuis 2004, Gabriela Adamesteanu continue sa collaboration avec 22, dirigeant le supplément de 22, le mensuel *Bucurestiul cultural*. Vers la fin des années 2000 elle ne se reconnaît pas dans les positions du GDS – lorsque le GDS par la voix de plusieurs et des plus notoires intellectuels soutient le président Traian Basescu²⁹⁷¹. Lorsqu'elle parle de son renoncement à la direction de 22, elle ne raconte pas ce qui avait provoqué son départ, mais affirme qu'elle a toujours attendu le moment convenable pour retourner à la littérature, pour se consacrer à temps plein à la littérature. Mais elle ajoute :

« je pourrais dire beaucoup de choses sur le GDS, bien de critiques mais je ne veux pas alimenter les critiques venant de ceux qui y s'opposent [...] les ennemis du Groupe²⁹⁷² ».

Après le retrait de Gabriela Adamesteanu, c'est son amie et sa plus proche collaboratrice, la rédactrice en chef adjointe, Rodica Palade, qui prendra en charge la revue du GDS. Rodica Palade est responsable de quelques numéros au cours de l'année 1990. En 1991 elle est déjà responsable du « département socio-culturel ». A partir de juillet 1992, elle est un des rédacteurs en chef adjoints, avec Dan Pavel. En janvier 1993, elle est le seul rédacteur en chef adjoint. Entre février 1993 et mi-juillet 1994, la rédaction a deux rédacteurs en chef adjoints, Rodica Palade et **Andrei Cornea**. Entre mi-juillet 1994 et fin octobre 1994, à l'équipe responsable de la revue s'ajoute **Gabriel Andreescu**. Rodica Palade s'occupe de la section « société, culture » et les deux autres rédacteurs en chef des sujets qui tiennent du « politique, [de la] philosophie, [de la] science ». A partir d'octobre 1994 et jusqu'à mi-juin 1995, Rodica Palade et **Gabriel Andreescu** sont les deux rédacteurs en chef adjoints de la revue. Par la suite seule Rodica Palade reste rédacteur en chef même si **Andrei Cornea** publie d'une manière constante dans 22 mais aussi, quoique que plus rarement, **Gabriel Andreescu**.

Née en 1952, dans une ville au sud de la Roumanie, dans une famille où les parents sont des enseignants. Elle changea de résidence et vit à Bucarest depuis 1972 où elle termina ses études secondaires pour suivre des études en lettres à l'Université de Bucarest (entre 1973-1977). Durant une année, elle enseigna la langue et la littérature roumaines dans

²⁹⁷⁰ Un autre interlocuteur, se rapprochant des critiques littéraires se réunissant pour se revendiquer comme représentants de la gauche, exprimant son intérêt au sujet d'une recherche sur le GDS nous parle aussi d'un tel événement au sein du GDS.

²⁹⁷¹ Elle exprimait récemment sa difficulté à trouver des justifications pour les attitudes favorables de plusieurs membres du GDS qui est manifeste notamment dans le contenu de 22 envers le pouvoir.

²⁹⁷² Entretien avec Gabriela Adamesteanu (le 27 février 2007).

un lycée dans une ville de province du sud-est de la Roumanie. Entre 1979 et 1989, elle fut bibliothécaire à l'Institut polytechnique de Bucarest. Elle fit son début dans la revue *Tribuna* de Cluj avec prose et son début éditorial en 1987 avec le roman, *Iarna vietatilor* [L'hiver des animaux], publié chez Cartea Romaneasca – où se trouve son amie Gabriela Adamesteanu – recevant le prix de l'Union des écrivains en 1988. Après 1990, sa carrière littéraire semble abandonnée à jamais, aucun de ses témoignages ultérieurs ne laisse entendre son activité d'avant 1989, notamment celle d'écrivaine²⁹⁷³.

En juin 2004 Rodica Palade prend la direction de la publication aidée par le nouveau rédacteur en chef adjoint, l'historien universitaire Armand Gosu. A Rodica Palade suit, comme elle aussi l'avait fait, son adjoint, Armand Gosu, qui prend en charge la direction de 22, lorsque celle-là va à la retraite.

Trois des membres du GDS seulement ont investis l'université durant la période communiste (**Alexandru Calinescu**, **Anca Oroveanu**, **Andrei Plesu**), alors que plusieurs le deviennent après 1989 et certains changeront de spécialité ou même de discipline après 1989. Les équipes rédactionnelles constituées et se recomposant à travers le temps n'incluent qu'à de rares exceptions des universitaires. Deux exceptions notables puisqu'il s'agit d'universitaires (de l'après 1989) dont la formation s'est achevée avant 1989 : tel est le cas du philosophe et universitaire en lettres après 1989, **Andrei Cornea** et de l'historien médiéviste **Andrei Pippidi**²⁹⁷⁴, deux héritiers car les deux sont fils d'universitaires. Seulement le dernier investi pour gérer le périodique du Groupe est un universitaire au moment où il prend la relève : Armand Gosu, historien, spécialiste de la Russie, est entré à l'université comme enseignant des sciences politiques). Plus souvent les rédacteurs de 22 sont des littéraires et des journalistes²⁹⁷⁵. D'autres rédacteurs des années 1990 achèvent leur formation, obtiennent leur doctorat seulement après 1989 et sont des universitaires de la période postcommuniste dont le premier rédacteur en chef de 22, **Stelian Tanase**, mais aussi Dan Pavel.

Le GDS obtient de l'argent par la sous-location des bâtiments qui se trouvent dans 120 Calea Victoriei, ensemble de bâtiments auxquels a droit le GDS : aux Editions Humanitas (dont le directeur et fondateur est **Gabriel Liiceanu**), à un café-bar (« Green Hours »).

Le GDS et la rédaction de 22 siègent dans l'immeuble qui se situe au 120 Calea Victoriei (l'avenue qui lie la place de la Révolution où se trouvait le Comité central du PC, l'Athénée roumain, la Bibliothèque centrale universitaire et le Musée d'art moderne avec la place de la Victoire où se trouve le Palais de la Victoire, siège du Gouvernement). Au rez-de-chaussée se trouve la salle de rencontre des membres du GDS et où ses rencontres avec des hommes politiques sont organisées ainsi que le secrétariat du GDS. La rédaction de 22 se trouve au premier étage et sur le même étage s'est trouvé le Comité Helsinki dont le

²⁹⁷³ Elle mentionne le poste de bibliothécaire qu'elle avait occupée avant 1989 (Entretien avec Rodica Palade, le 2 juin 2009). **Doina Cornea**, *Fata nevazuta a lucrurilor 1990-1999. Dialoguri cu Rodica Palade*, op. cit.

²⁹⁷⁴ Mais ce n'est qu'en 1991 et seulement durant cette année, qu'Andrei Pippidi, s'investit dans le journalisme en tant que rédacteur de 22.

²⁹⁷⁵ Avant de faire leur entrée à l'université certains rédacteurs de 22 sont plutôt des littéraires ou peuvent miser sur leur expérience comme journalistes avant 1989 (tel est le cas de **Stelian Tanase** et d'un autre rédacteur de 22, Dan Pavel, qui ne fait pas et ne fera pas partie du GDS).

responsable est **Gabriel Andreescu**. Juste à l'entrée dans cet immeuble se trouve un bureau destiné aux consultations juridiques offert à titre gratuit. Dans le même immeuble (au sous-sol) se trouve un café, espace qui sera loué. Une terrasse qui est ouverte pendant l'été fonctionne depuis une dizaine d'années. Dans la même cour se trouve un autre immeuble de plus petites dimensions où est organisée une des premières librairies Humanitas.

Au milieu des années 1990, le GDS offre un fonds de livres d'histoire politique et de science politique. La bibliothèque du GDS est fréquentée par les chercheurs mais surtout par des étudiants. La salle dans laquelle se trouve la bibliothèque est aussi fréquentée pour l'accès à Internet dans la même période. Au début des années 2000, le fonds de livres du GDS sera presque en totalité cédé à la Faculté de sciences politiques de l'Université de Bucarest²⁹⁷⁶.

La diminution des tirages continue jusqu'en 2006 lorsque dans un rapport sur la diffusion de 22, on note que l'augmentation du tirage à plus de 9 mille exemplaires n'est pas recommandable. On mentionne une baisse du nombre des abonnements tout au long de l'année 2006, de 1447 en janvier à 1229 en décembre, mais il est mentionné que la différence est contrecarrée par des abonnements pour la Direction roumaine de presse et les bibliothèques départementales. D'après les comptages faits en 2006, du nombre total des exemplaires, 9 131, 76% sont distribués par le biais des sociétés de distribution (neuf) dont les librairies des Editions Humanitas et les librairies Carturesti, alors que 5% sont des exemplaires distribués gratuitement. 20% constituent les abonnements dont 5% sont contractés par des sociétés privées (au nombre de 13 où on compte des agences de presse). 4% sont les exemplaires pour la Direction roumaine de presse et les bibliothèques départementales au nombre de 200 exemplaires. Le rapport inclut aussi une évaluation de la situation. On apprend ainsi que « la baisse du nombre d'abonnements propres a plusieurs causes : la non-prorogation de l'abonnement, la hausse du trafic sur internet, le décès de l'abonné, le départ hors du pays de l'abonné, la suspension temporaire de l'abonnement ou divers mécontentements (« liés aux textes – trop Basescu [président de la Roumanie entre 2005 et 2014] ; la réception tardive de la publication...²⁹⁷⁷»)²⁹⁷⁸. En 2008, le périodique du GDS est distribué dans plusieurs institutions étatiques, parmi lesquelles le Ministère des affaires étrangères. De tels abonnements, avec des institutions étatiques

²⁹⁷⁶ Entretien avec Cristian Preda (le 16 février 2007).

²⁹⁷⁷ Rapport de diffusion de la revue 22, rendu par le service qui en est en charge, le 16 juillet 2008.

²⁹⁷⁸ Des discussions eues avec celle qui rédige ce rapport il est ressorti l'idée que la distribution est aussi une des causes de la perte du marché par 22 puisque les sociétés de distribution se servent d'un nombre important de sociétés intermédiaires fonctionnant dans le territoire, c'est pourquoi il est difficile de vérifier ou de contrôler la manière dont les sociétés de distribution s'acquittent de leurs charges, le temps et les lieux de sa présentation pour le public, dans les kiosques à journaux (Ludmila Ionescu, le 16 juillet 2008). Le rapport cite aussi les plaintes faites par des lecteurs, on signale ainsi que la publication est absente dans certaines villes. Des contrats pour la distribution ont été signés avec toutes les grandes sociétés de distribution précisément pour que la revue soit accessible dans tout le pays, ces grandes sociétés couvrent ensemble presque 95% du marché (le reste étant occupé par les « petites sociétés »). La distribution tardive ou l'absence de la publication sur les marchés locaux sont expliquée par l'existence des sociétés intermédiaires : « ainsi on peut expliquer et le retour trop important venant d'une société de distribution qui couvre la plus grande partie du marché » (Rapport de diffusion de la revue 22, rendu par le service qui en est en charge, le 16 juillet 2008).

sont facilités, d'après des témoignages d'un responsable de 22, par un homme politique soutenu par le GDS, Traian Basescu. Et, d'après les mêmes témoignages, il semble que le GDS attendait le même soutien d'un autre homme politique, Emil Constantinescu, que le GDS a soutenu dans le passé²⁹⁷⁹.

II. La « société civile » et le journalisme : le GDS et sa tribune (1990-1991)

Discuter de la création des syndicats, des partis politiques, des questions sur les minorités ethniques, de la situation des paysans, ce que le capitalisme signifie, de l'écologie ou du rôle de la télévision s'inscrit dans ce que les intellectuels désignent comme étant leur participation au processus de démocratisation. Parfois ce travail de construction des problématiques politiques s'accompagne d'un travail pratique qui vise à participer activement à établir des relations avec d'autres organisations de la société civile ou avec des organisations politiques. Mis à part les sujets liés au politique du moment, les thèmes culturels sont parmi les préoccupations des membres du GDS et de ceux qui seront cooptés ultérieurement dans la rédaction. Un ensemble de thèmes a trait à la mémoire : l'exil intellectuel, l'histoire du communisme et l'histoire de la Roumanie en général, un autre aux transformations de la vie culturelle : l'architecture, le marché du livre, la télévision, des institutions culturelles traditionnelles (l'Académie), etc.

A la première page du premier numéro, à part les présentations des articles avec les photos des auteurs, on publie une première partie de la déclaration de constitution du GDS, publiée intégralement à la troisième page, et un « éditorial 22 » signé 22.

Bien qu'aucune référence n'y soit faite au GDS, l'éditorial vient expliquer ce qui a déjà été affirmé lors de l'apparition du GDS ou comme précision à sa « déclaration » du 31 décembre²⁹⁸⁰. Des expressions et des idées contenues dans la « déclaration de constitution » du GDS sont reprises dans ce texte. L'éditorial de 22 suit de près la « déclaration » du GDS et rend explicite quelques idées qui reviendront par la suite dans les discours de ces membres, principalement la « mentalité malade » et toutes les représentations du monde communiste, ainsi que l'usage divers que reçoit la notion de « société civile » dans les prises de position intellectuelles mais aussi politiques des membres et notamment des plus jeunes intellectuels du GDS. Le GDS « est une instance de réflexion critique » (« déclaration de constitution » du GDS), 22 « sera une publication de la réflexion critique » (« éditorial 22 »). Les thèmes des « débats » (dans la « déclaration ») ou des « discussions » (dans l'éditorial) sont les mêmes : pluralisme, partis politiques, élections libres, syndicats indépendants, parlement. Auxquels le GDS ajoute dans sa « déclaration », les libertés civiques, les droits de l'homme, la séparation des pouvoirs étatiques, « la culture et ses valeurs », l'écologie, l'urbanisme, ce qui correspond aux professions des intellectuels qui compose le GDS. Le GDS se présente comme « laboratoire » où les intellectuels mettent en œuvre « les stratégies et les solutions dont

²⁹⁷⁹ Entretien avec G. (le 2 juin 2009).

²⁹⁸⁰ Si la déclaration est publiée intégralement à la troisième page, elle a été rendue publique lors de la conférence du GDS, première manifestation publique du Groupe, à l'Hôtel intercontinental de Bucarest (Place de l'Université).

la société aura besoin dans l'avenir immédiat » après avoir « prospector les voix d'évolution et d'organisation ». La fondation d'une publication étant mentionnée parmi les objectifs du GDS, elle est l'instrument du GDS pour se présenter comme proposant des « débats » organisés et élaborant des « stratégies » et des « solutions ». Mais elle est aussi peut-être l'instrument pour que le GDS s'érige en représentant de la société car 22 devrait être, selon la « déclaration de constitution », « le reflet de la nouvelle société civile roumaine dans toutes ses articulations » : la formulation des « problèmes fondamentaux qui préoccupent la société civile roumaine », selon la déclaration du GDS, avec certains domaines mentionnés, tels « civilisation – culture – politique – société civile – écologie », qui renvoient à leurs préoccupations. Le GDS se présente comme « conscience lucide de [...] la société [...] humiliée et déstructurée ». 22 désire être « une instance critique de la réalité surgie après la chute de la dictature ». Les membres du GDS affirment vouloir « contribuer à la sortie du désastre et à la régénération ». Dans l'éditorial-manifeste de 22 il est affirmé qu'après un « demi-siècle quand l'histoire a cessé d'exister » et quand « tout semblait entré dans un processus de putréfaction sans fin où [...] toutes les valeurs se sont décomposées : DIGNITÉ, HONNEUR, VÉRITÉ, BEAUTÉ, LIBERTÉ, AMOUR²⁹⁸¹ », le « monopole continu du pouvoir », qui consistait dans « le mensonge et la violence [...], a été interrompu ». La société telle que 22 se la représente consiste dans « un appareil entier, une économie en faillite, mais notamment une mentalité malade, celle d'obéir, de servir, de demander toujours l'accord à quelqu'un, de supplier une place sous le soleil », résultat d'une « vie [...] fausse, humiliante, étouffée par la peur, terreur et vulgarité ». Ces représentations sociales sont la base de leurs prises de positions et de leurs critiques vis-à-vis des politiques ou des considérations faites sur l'électorat en instituant parfois même une distance entre ceux qui se posent de « représenter la conscience lucide » de la société (les intellectuels) et ceux qui sont portés à désigner les représentants supposés représenter la volonté populaire (en principe l'électorat, en pratique ceux qui ont voté les gagnants des élections de mai 1990). A cette « réalité incroyable », à cette « expérience difficile », à savoir le communisme, dont on désire « guérir » et qu'on veut « faire disparaître » mais à laquelle on reconnaît des effets « peut-être » durables, voire permanents, on oppose une « société civile » dont la naissance suppose l'effort et le travail de quiconque :

« Quelques semaines ne suffisent pas pour guérir, oublier, pardonner. Pour nous éclaircir, pour faire disparaître d'entre nous une expérience difficile. Nous qui l'avons vécu peut-être nous n'échapperons jamais au spectre de cette réalité incroyable. Il ne faut pas attendre **un miracle**. La naissance de la société civile roumaine sera de longue durée et traversée par des crises. La révolution ne s'est pas terminée avec la fuite et l'exécution du couple ex-présidentiel²⁹⁸². »

Dans sa « déclaration » le GDS définit sa publication comme « miroir de la nouvelle société civile roumaine dans toutes ses articulations », 22 veut participer activement à sa naissance et se présente comme l'instrument et l'expression des pratiques de ceux qui se veulent « être libre[s] ». La « société civile »

²⁹⁸¹ En majuscules dans le texte.

²⁹⁸² 22, 1, p. 1.

suppose la « **liberté individuelle** ». Tenant compte du fait que cette dernière « est infiniment plus difficile à conquérir » et qu'elle « ne peut pas être imposée par décret [...], ni par un Gouvernement qui résulte d'une révolte populaire », elle exige « une lutte de chacun avec soi-même ». C'est sur la participation à la vie publique qu'on met l'accent comme tâche de ceux qui sont « libre[s] » qui doivent lutter « contre la tentation de renoncer, de se mettre de côté où tu n'es demandé de rien et les périls sont inexistantes ». La définition donnée à la liberté par 22 renvoie au travail supposé de ceux qui en parlent : « être libre aujourd'hui signifie premièrement contribuer à la réalisation de la liberté des autres, concrètement, continuellement, à toutes les occasions ». Au centre des valeurs mentionnées par 22 se trouve la « liberté », secondairement on mentionne la « tolérance » sur le terrain idéologique et la « diversité » des « intérêts » dans un sens pluriel, socialement, politiquement et comme expression, alors que le GDS parle des « valeurs humaines et [...] des droits de l'homme ».

A la différence du GDS qui annonçait qu'il « recueillit des témoignages sur la révolution de décembre et des moments qui l'avaient précédé (photographies, dépositions, bandes vidéo, etc.) », l'« instance critique » qu'est la publication se veut représenter l'« esprit de la révolte ». 22 « désire se faire l'expression de cette révolte » c'est pourquoi la publication se propose de « garder vif **l'esprit de la révolte**²⁹⁸³ » puisque la « révolution ne s'est pas terminée avec la fuite et l'exécution du coupe ex-présidentiel ». Le rôle de la « jeunesse » est particulièrement souligné dans la chute du régime communiste, c'est elle qui avait rendu possible la liberté, au « monologue continu du pouvoir » communiste « interrompu » grâce à la « jeunesse », on propose le « **dialogue** [...] lucide et sincère » et une « tolérance de doctrine ». 22 revendique son autorité au nom de la révolte pour parler expressément au nom de ceux auxquels on reconnaît le plus grand rôle dans la chute du régime, les jeunes. Les intellectuels revendiquent la légitimité à représenter la « révolte populaire de décembre » et la reconnaissance en tant qu'« instance critique de la réalité » postcommuniste²⁹⁸⁴. Faire entendre leur voix par le biais d'une publication sert à objectiver leur volonté de s'ériger en instance légitime et légitimant de l'ordre démocratique. Investir le journalisme participe à la construction de leur légitimité en tant que groupe et comme groupe muni d'une certaine autorité dans l'ordre symbolique, mais le discours autorisé peut inversement faire sentir ses effets et donc trouver un fondement dans les compétences acquises antérieurement par ses porte-parole, et donc dans le cumul des capitaux possédés par ces intellectuels.

Attirant l'attention sur l'instabilité de la démocratie et sur sa fragilité, la publication prétend continuer ce que la « révolution » pour que la démocratie, qui est égale « pour l'instant à un nombre de décrets et d'abrogations des anciennes lois », soit maintenue et renforcée : « cette démocratie [...] doit avoir et des ressorts économiques réelles, des institutions d'un État de droit, une vie sociale où les intérêts

²⁹⁸³ Marqué en majuscules dans le texte.

²⁹⁸⁴ « Editorial 22 », 22, 1, le 20 janvier 1990, p. 1. Le texte porte la signature 22.

de toutes les catégories socioprofessionnelles soient correctement représentées » : « à une tolérance de doctrine doit correspondre une diversité d'intérêts librement exprimés ».

À la deuxième page on reprend ce qu'on affirme dans la « déclaration de constitution » du GDS : le « premier groupe indépendant constitué en Roumanie » agit comme « une instance de réflexion critique sur les problèmes qui préoccupent [...] la société civile, sur son insertion dans le contexte européen ». Dans la « déclaration de constitution » on présente l'objectif premier du GDS, à savoir « l'édition d'une publication hebdomadaire qui soit le miroir de la nouvelle société civile roumaine dans toutes ces articulations ». Alors qu'ici on apprend que le GDS publie 22 « dans le but de l'élargissement de son aire de débats », affirmation qui renvoie aux « débats ouverts au sein des différentes catégories sociales » que le GDS veut organiser. L'appel aux futurs lecteurs est justifié par le fait que la publication « ne se soumet à aucun groupement politique », affirmation reprise de la « déclaration de constitution ». Son existence dépend ainsi de son public²⁹⁸⁵. Renforçant ce qui était déjà dit dans l'éditorial, vu que 22 se veut « le porte-parole de ceux qui sont sortis dans la rue pour imposer leurs droits », et transférant la manière de se définir du GDS à sa revue, il est précisé que la « revue [...] refuse toute collaboration avec ceux qui ont soutenu l'ancien régime ». Le GDS et sa revue proclament leur autonomie qui se mesure, semble-t-il, par sa distance, voire son opposition aux « politiques » et à « l'ancien régime ».

Le terme d'« intellectuel » intervient dans la « déclaration de constitution » à deux reprises, pour présenter le GDS comme « club de débats entre des intellectuels de diverses professions » et ensuite pour annoncer l'organisation par le GDS des « débats ouverts au sein de diverses catégories sociales » parmi lesquelles on mentionne aussi les « intellectuels », alors que le manifeste signé 22 associe l'emploi du « nous » pour parler au nom de 22 à l'utilisation du registre impersonnel à l'impératif²⁹⁸⁶. Les différences des types de discours choisis dévoilent les rapports entre GDS et 22²⁹⁸⁷. Ce qui semble faire accord et est exprimé dans la « déclaration » du GDS est assimilé dans le manifeste-appel de 22. L'éditorial (le manifeste) de 22 révèle des revendications politiques nouvelles qui rendent manifestes des enjeux politiques du moment. A qui la légitimité de se porter en représentants de la révolte ? Le nouveau pouvoir, le Front du salut national dans son « communiqué au pays » du 22 décembre 1989 reconnaissait à la jeunesse le plus grand apport à la « victoire » contre la dictature de Ceausescu puisqu'elle avait « restitué, au prix de son sang, le sentiment de la dignité nationale » au pays. Les intellectuels sont-ils les concurrents ou les alliés des politiques ? **Stelian Tanase** précise qu'au moment où le GDS préparait son apparition (les journées entre les 25 et 31 décembre), l'installation d'un régime démocratique n'était pas chose assurée²⁹⁸⁸. Alors que **Radu Filipescu**, interrogé sur ses impressions au cours des événements de décembre 1989, témoigne

²⁹⁸⁵ « Lecteurs ! Abonnez-vous à 22 ! », 22, 1, p. 2 (en bas de page).

²⁹⁸⁶ Gisèle Sapiro, « Modèles d'intervention politique des intellectuels. Le cas français », art. cit., p. 10.

²⁹⁸⁷ Jacques Dubois et Pascal Durand, « Champ littéraire et classes de textes », art. cit., p. 11.

²⁹⁸⁸ Entretien avec **Stelian Tanase** (le 13 juillet 2009).

avoir été sûr qu'un retour au régime communiste était désormais impossible mentionnant aussi le sens anticommuniste des protestations de rue de décembre 1989, à savoir des slogans contre Ceausescu suivis d'autres, scandés par un nombre restreint, avec force et « envie » : « A bas le communisme !²⁹⁸⁹ ».

L'éditorial énonce la fragilité de la démocratie comme base des revendications premières des intellectuels quant à leur apport dans le processus de démocratisation après 1989 : que la liberté acquise ne soit pas « confisquée ». L'accent est mis sur les événements de 1989 et sur la participation au nom de la révolte populaire et qui est rendue possible précisément par la liberté obtenue grâce aux protestations de rue. Ce qui distingue ce texte (« Éditorial 22 ») des prises de position ultérieures de la plupart des membres du GDS c'est qu'on reconnaît pourtant au gouvernement une légitimité acquise par voie révolutionnaire. Alors que les prises de positions ultérieures qui mettent l'accent sur le sens de la révolution tendent à contester la légitimation du nouveau pouvoir dans sa participation aux événements de 1989. Comment participer au processus de démocratisation ? Par les « débats ouverts », les « discussions », le « dialogue » que le GDS et sa revue proposent. Dans les textes des membres du GDS ou d'autres intellectuels où on critique les objectifs que le GDS s'est imposé ou l'incapacité du GDS de les mettre en pratique, on ne fait jamais référence à ce texte, mais à la « déclaration de constitution » du GDS²⁹⁹⁰.

La révolution est invoquée par tous les jeunes membres fondateurs du GDS, dans leurs textes, mais surtout par ceux qui s'intéressent par la suite à traiter de la politique dans d'autres cadres, lorsqu'ils s'investissent dans d'autres activités. En transmuant des sujets qui les préoccupent, dont ils traitent dans 22 ils renouvellent le champ éditorial et ensuite, dans le champ universitaire, en créant de nouvelles institutions ou en étant partie des nouvelles institutions.

L'ouverture de nouvelles possibilités est d'ailleurs en liaison étroite avec l'ouverture à l'étranger. Et le nombre important de traductions et les extraits de leurs dialogues, rencontres avec des intellectuels étrangers, n'est qu'un des signes de l'intérêt pour ce groupe, pour la « société civile » et pour les intellectuels roumains.

Ce sont surtout les plus jeunes qui discutent de la révolution, mais aussi ceux qui s'intéressent et intègrent l'Alliance civique. La « révolution » comme thème de préoccupation et revendication de la participation des intellectuels à la vie publique et politique semble être un sujet préoccupant plus les jeunes écrivains, notamment **Stelian Tanase** et Bogdan Ghiu. Ce dernier n'est pas membre du GDS mais il avait signé la « lettre des 18 intellectuels », il appartient à la dite « génération [littéraire] '80 ». Cet « esprit de révolte » sur lequel 22 désire asseoir son autorité, qui transparaît et dans certains textes signés par **Stelian**

²⁹⁸⁹ Entretien avec **Radu Filipescu** (le 10 juillet 2009).

²⁹⁹⁰ **Gabriel Andreescu, Sorin Antohi, Laurentiu Stefan-Scalat.**

Tanase²⁹⁹¹ semble avoir causé des conflits avec certains des intellectuels du GDS, notamment avec ceux qui jouissent d'une certaine autorité au sein du GDS²⁹⁹².

Celui même qui avait été parmi les participants directs à l'installation du pouvoir, (à part un des membres fondateurs du GDS, **Mircea Dinescu**, qui ne sera pas pourtant parmi les membres du Bureau exécutif du CFSN), un des « leaders de la nouvelle administration », Silviu Brucan (communiste de l'« ancienne garde »)²⁹⁹³, considéré dans la presse étatsunienne « l'éminence grise » du FSN²⁹⁹⁴, paraît dans le premier numéro de 22. Et dans son livre de mémoires celui-ci notait :

« C'est un fait historique que, dans la première phase de la révolution, la phase où il y a eu des luttes armées, la seule force politique capable de s'assumer la direction du pays a été le Front du Salut national. Dans cette phase personne n'a contesté ni la légitimité du nouveau pouvoir, ni la justesse du programme de la révolution que le Front avait présenté devant le pays pendant la nuit du 22 décembre 1989. Seulement en janvier les partis avec du passé historique se sont constitués [...] ensemble avec des dizaines de nouveaux partis politiques [...] Les forces de l'opposition, les deux partis historiques étant à la tête, PNL et PNP, [...] avaient perdu le train de la révolution²⁹⁹⁵ ».

La revue se propose de « contribuer à la réalisation de la liberté des autres ». Les objectifs tels qu'ils se présentent dans les derniers paragraphes de l'« éditorial 22 » incitent à la participation et donnent l'impression qu'il est question encore d'un état révolutionnaire.

Publiée intégralement à la troisième page du premier numéro 22, la « Déclaration constitutive du Groupe pour la dialogue social » est présentée en trois langues étrangères (anglais, français et allemand²⁹⁹⁶).

Gabriel Andreescu, membre fondateur du GDS, dans un ouvrage publié après sa rupture d'avec le GDS remarque les différences entre les objectifs du GDS et ceux du « groupe d'intellectuels » constitué le 30 décembre à Targu-Mures en soulignant la singularité de ce dernier groupe, « les thèmes et les idées du statut de la Ligue [Pro Europa] [qui] représente, à ses yeux, un vrai “langage politique correcte” » car cette association civique se propose de « résoudre les relations interethniques et l'intégration européenne » :

« “La Ligue Pro Europa considère le spécifique national et régional comme une raison, et non un obstacle à l'intégration européenne” [...] “La Ligue Pro Europa récuse [...] la fétichisation de toute culture nationale, tout comme toute forme de discrimination, indifféremment de son emballage idéologique” [...] pour une comparaison, la déclaration du Groupe pour le dialogue social, Groupe qui semblait être, à ce moment-là, le corps-pilote de l'élite roumaine indépendante. Quelle était la vision de celui-ci sur lui-même et sur l'avenir du pays ? Voilà la citation principale : “Le groupe se propose d'être une instance de réflexion critique de la société roumaine. Le moyen principal utilisé pour la réalisation de ce but est le dialogue social réalisé par toutes les manifestations de la civilisation moderne” [...] La Ligue a traduit et transmis la plateforme-programme, à son apparition, en anglais, en français, en allemand et en hongrois. »

²⁹⁹¹ « Comment faire une grève », 22, 47, décembre 1990, p. 1 (ce texte qui ne porte aucune signature, est un éditorial).

²⁹⁹² Entretien avec Bogdan Ghiu (le 27 juin 2008).

²⁹⁹³ Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., p. 280.

²⁹⁹⁴ *The Times*, le 23 janvier 1990 cité par Silviu Brucan, *Generatia irosita. Memorii*, op. cit., p. 237 et par Peter Siani-Davies, *Revolutia romana*, op. cit., p. 281.

²⁹⁹⁵ Silviu Brucan, *Generatia irosita*, op. cit., pp. 234 et 237.

²⁹⁹⁶ Les titres en anglais, en français et en allemand sont respectivement « Declaration of principles of the “Group for Social Dialogue” », « Déclaration constitutive du “Groupe pour le dialogue social” », « Gründungs – erklärung der “Gruppe für Sozialen Dialog” », 22, 1, 1990, p. 3.

Gabriel Andreescu fait référence à une « déclaration d'intention du 10 janvier » signée par les deux présidents de ce « groupe », la Ligue Pro Europa paru dans *Cuvantul liber*, « l'héritier de l'organe de parti *Steaua Rosie*²⁹⁹⁷ ». Le texte que **Gabriel Andreescu** cite comme extrait du programme du GDS est approximatif. Les deux constructions données comme citations, « le dialogue social » et « les manifestations de la civilisation moderne » n'existent ni dans la « déclaration de constitution » du GDS ni dans l'éditorial paru dans le premier numéro de sa publication et signé 22. Pourtant l'expression « dialogue social » fait le nom du Groupe, alors que le terme « civilisation » est mentionné dans sa « déclaration de constitution » comme une des questions, tout comme la « culture, [la] politique, [la] société civile, [l']écologie », que le GDS se propose de traiter dans son but de contribuer à l'intégration dans le « contexte européen » de la « société civile roumaine²⁹⁹⁸ ». 22 publie la « Déclaration des droits de l'homme » traduite par Bogdan Ghiu²⁹⁹⁹. Bien qu'étant parmi ceux qui avaient signé la « lettre des 18 intellectuels » et publiant dans 22 dès février 1990, Bogdan Ghiu n'intègre la rédaction qu'en novembre 1990 comme « chef [de la] section culture ».

Dans le premier numéro de 22 (paru le 20 janvier 1990) sont publiés : Silviu Brucan, signataire de la « lettre des six » rassemblant des marxistes, militants communistes, lorsque le PCR était interdit par la loi) discute du « socialisme au carrefour » (4^e page). **Gabriel Liiceanu** (né en 1948, philosophe chercheur, disciple de Constantin Noica) est publié avec son « Appel aux canailles » et **Alexandru Paleologu** (ancien détenu politique, essayiste, ayant une formation en droit, proche de Constantin Noica) avec sa réponse à un autre intellectuel et politique, Ion Gheorghe Maurer (ancien premier ministre) en parlant des « intellectuels » et en bas de page, **Magda Carneci** (chercheuse, historienne de l'art, et poétesse) avec un poème-essai, la « Petite Europe » (5^e page). La rubrique « Accents » (première rubrique, à part la page pour l'« Agenda ») a été créée pour que des membres du GDS publient leurs textes (rubrique où jusqu'en 1991 on ne retrouve que des noms du GDS). Dans ce numéro sont publiés : **Petru Cretia** sur le PCR, **Thomas Kleininger** et **Andrei Pippidi** principalement sur la « révolution » et la situation à venir, **Thomas Kleininger** en citant Constantin Noica discute des traditions et des mentalités, de la rupture d'avec le passé, **Andrei Pippidi** de l'absence d'une idéologie dans la chute du régime et des lois qui devraient dépolitiser les institutions culturelles, **Dan Oprescu** de la mentalité inculquée sous le communisme et de la responsabilité que ceux qui ont soutenu le régime, la génération des aînés, devrait assumer avant qu'ils se hâtent à occuper des fonctions politiques, de la continuation avec l'ancien régime et du rôle des jeunes dans l'effondrement du régime (6^e page et une partie de la 7^e page sont consacrées à leurs textes). Membre de la rédaction, Dan Pavel signe un « témoignage sur les dernières années » (7^e page). Des noms appartenant aux

²⁹⁹⁷ **Gabriel Andreescu**, *Ruleta. Romani si maghiari*, op. cit., pp. 32-33 et note 37.

²⁹⁹⁸ 22, 1, 1990, p. 3.

²⁹⁹⁹ Entretien avec Bogdan Ghiu (le 27 juin 2008).

minorités nationales (Szasz Janos³⁰⁰⁰, Helmut Britz, Dominic Dembinski) sont publiés dans deux pages (8^e et 9^e pages). Est publié un compte-rendu avec des extraits des discours tenus par des membres fondateurs du GDS et des artistes cooptés dans le GDS, mais aussi des rédacteurs de 22 lors de la seconde apparition publique du GDS au théâtre Nottara pour une rencontre avec des interprètes, des metteurs en scène et des scénaristes (9^e page). Est publié un mémoire-protestation rendu en septembre 1989 par **Victor Barsan** à son chef de l'Institut de physique atomique (11^e page). Deux pages (12^e et 13^e) sont consacrées à la « Déclaration universelle des droits de l'homme ». Environ deux pages (14^e et 15^e) sont consacrées à un entretien avec un clerc. Des « précisions » signées par 22 sont publiés en bas de page (15^e). Deux pages sont consacrées aux démolitions (palais, églises, villages) avec le surtitre « Urbs » avec une annonce concernant la constitution d'un « groupe d'initiative pour le dialogue en architecture fonctionnant auprès » le GDS, dont l'objectif principal est de faire naître des idées et des projets sur la fonctionnalité des bâtiments construits dans la période communiste, la Maison du peuple, etc. et sur l'aménagement de l'espace du « centre » de la ville tel qu'il a été conçu par le dictateur dans les années 1980 (16^e et 21^e pages). Un extrait du journal tenu par l'opposant **Gabriel Andreescu** est publié sur une autre page (17^e). Le texte sur les « ruines de la Bibliothèque centrale universitaire » de Bucarest est signé par Rodica Palade (18^e page). Et sur la même page, **Alexandru Paleologu** signe son second article dans ce même numéro en parlant dans un court texte du procès du couple Ceausescu, de la peine de mort et du décret situant hors la loi le parti communiste. Un court entretien avec **Doina Cornea**, réalisé par sa fille, Ariadna Combes, et la traduction d'un article paru dans *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, signé par l'écrivaine roumaine de langue allemande, sont publiés à la même page (19^e). Deux pages sont consacrées à des textes signés par un médecin, un enseignant et un ancien détenu politique et une page aux propos tenus, lors d'une visite au GDS, par « cinq spécialiste du sport qui ont insisté à manifester leur indignation quant à la désignation de certaines personnes dans des postes au nouveau Ministère des sports » (22^e page). A la dernière page (26^e), l'archéologue Radu Popa fait l'historique du monastère Vacaresti avec le surtitre « Restitutions ». De la rubrique « Agenda » du premier numéro de 22 on apprend que la première visite au GDS fait par un diplomate étranger est celle du conseiller de presse de l'Ambassade étatsunienne, alors qu'on mentionne sur la même page la première « exposition de livre français » au tout début de l'année 1990 dans une librairie de Bucarest³⁰⁰¹. Liiceanu raconte l'histoire de cette exposition et parle de l'apport d'André Glucksmann (présenté comme « un des noms prestigieux de la philosophie française contemporaine ») dans l'organisation de cet événement, celui qui se trouvait aux jours de la révolte de décembre à Bucarest³⁰⁰² :

³⁰⁰⁰ Celui-ci est cité dans un des ouvrages des membres fondateurs qui traitent du nationalisme. L'auteur mentionne Szasz Janos avec son article publié dans 22 dans le troisième numéro. Voir **Gabriel Andreescu**, *Ruleta. Romani si maghiari, op. cit.*, p. 55. Szasz Janos signe trois articles dans 22 tout au long de l'année 1990.

³⁰⁰¹ La librairie se trouve sur le boulevard qui lie place de l'Université à la place Romana.

³⁰⁰² **Mariana Celac** raconte qu'André Glucksmann est arrivé à Bucarest le 24 décembre 1989 (entretien avec **Mariana Celac**, le 12 mars 2009). **Gabriel Liiceanu** précise dans son discours tenu le 3 janvier 1990 qu'il avait rencontré André Glucksmann

après avoir écouté l'intellectuel roumain parlant de la destruction de la Bibliothèque universitaire de Bucarest (aux cours des violences de décembre 1989), Glucksmann avait contacté des responsables de la librairie FNAC qui apporteront 13 mille volumes. Sous le titre « échange de vues » on présente à la même page la rencontre entre la Fédération internationale des groupes Helsinki et des membres du GDS, des sociologues, **Alin Teodorescu** et **Calin Anastasiu** (de la même génération que le rédacteur en chef de la revue) et Pavel Campeanu (communiste de l'« ancienne garde », appartenant à la même génération que les signataires de la « lettre des six ») auquel on reconnaît la compétence de sociologue. Cette rencontre sera mentionnée ultérieurement par celui qui se chargera de l'Association pour la défense des droits de l'homme-Comité roumain Helsinki (APADOR-CH, mentionnée par la suite sous son appellation abrégée, le Comité roumain Helsinki), l'opposant au régime, **Gabriel Andreescu** (chercheur physicien). Une photo prise lors de la conférence de présentation du GDS du 31 décembre 1989 (9^e page) sous le titre « première sans répétitions » précède à la publication des extraits des communications tenues par des membres du GDS lors de sa seconde apparition publique lors d'une rencontre du 6 janvier 1989 au théâtre Nottara de Bucarest avec des interprètes, des metteurs en scène et des scénaristes.

Andrei Plesu, déjà membre du gouvernement installé à la suite des événements de 1989, est le premier des intellectuels, en tant que membre fondateur, à critiquer la manière dont se présente la publication du GDS, du point de vue formel mais aussi et notamment pour son contenu³⁰⁰³. Deux ans plus tard, **Stelian Tanase** considérait que les deux premiers numéros ont été des « demi-échecs ou demi-succès » alors que « dès le troisième numéro la structure de la revue s'est fixée³⁰⁰⁴ ».

L'éditorial du numéro suivant, signé par **Stelian Tanase**, est intitulé « Non Perestroïka ! ». Dans la rubrique « Agenda » on publie de nouveau la note parue dans le premier numéro de 22, « lecteurs, abonnez-vous à 22 ! », car le public doit soutenir la revue du GDS, « le premier groupe indépendant constitué en Roumanie », et deux « annonce[s] » qui visent ceux qui « désirent soutenir financièrement le Groupe pour le dialogue social » en mentionnant les comptes bancaires du GDS et de 22. Le GDS annonce ses intentions quant au lancement des « sondages d'opinion sur tout le territoire du pays », les lecteurs intéressés comme volontaires à « déployer ce type d'activité » sont demandés de s'adresser à la rédaction. Dans la même rubrique on annonce le départ pour Paris d'**Alexandru Paleologu**, nommé ambassadeur de la Roumanie (« Un sincère bon voyage ! »). Et on apprend que **Thomas Kleininger**, traducteur de Heidegger avant 1989, considéré comme la « confrontation entre l'érudition et la curiosité tenace des médias », avait accordé un entretien à la télévision « ouest-allemande ». Alors que la poétesse Ana Blandiana³⁰⁰⁵ a été présente dans la

dix jours avant cette date, c'est-à-dire, le 24 décembre 1989, en précisant que la rencontre a été occasionnée par un entretien avec ce dernier, paru dans *Romania literara* (cf. 22, 15, avril 1990).

³⁰⁰³ 22, 2, 1990. Voir *infra*.

³⁰⁰⁴ 22, 150, 1990.

³⁰⁰⁵ Ana Blandiana n'est pas des membres du GDS quoiqu'une invitation avait été faite pour qu'elle intègre le GDS et aurait dû lui parvenir en janvier 1990.

rédaction de 22 où elle avait « partagée de son inquiétude » (« Un regard inquieté »). Et Vasile Popovici, « l'incisif critique littéraire » de Timisoara, a été « l'invité » du GDS (« Toujours Timisoara »). On mentionne aussi la visite d'Octavian Paler, directeur du journal *Romania libera*³⁰⁰⁶, à la rédaction, « l'écrivain, le publiciste, le polémiste » eut « un échange fructueux [...] sur l'éthique et le sens du dialogue comme mécanisme d'entraînement [...], nécessaire ces jours-ci, de la pensée au but de trouver les voies propices pour l'assainissement de la vie publique » avec le GDS et les membres de la rédaction, la rédaction tient à préciser qu'il s'agit non seulement d'un « professionnel de la plume, mais aussi d'un redoutable partenaire de confrontation » (« Un invité qui nous fait honneur »). Traian Ungureanu, rédacteur à BBC (celui même qui avait réalisé des entretiens avec **Stelian Tanase** et **Alin Teodorescu** en décembre 1989) est arrivé en Roumanie et fit « un nombre d'entretiens avec des membres » du GDS. Parmi les « amis » du GDS ayant rendu visite au Groupe est mentionné un interprète. Le Comité Helsinki italien, « section roumaine », annonce l'intention d'envoyer des aides humanitaires pour des « orphelinats, maisons de retraite, des écoles des personnes handicapées, des écoles à régime de l'internant ».

A la deuxième page paraît un extrait (le second) du texte de Vaclav Havel, « Le pouvoir des sans pouvoir », dans la traduction d'**Anca Oroveanu** (universitaire, historienne de l'art), avec la présentation de l'auteur (accompagnant ce texte déjà **dès le deuxième numéro**, paru le 27 janvier 1990).

Dans la revue 22 on voit des noms qui, sans être des membres du Groupe, sont des producteurs fréquents de textes pour la revue, dont certains, pour des périodes précises, occupent des positions de responsabilité dans la rédaction de la revue. C'est le cas de Dan Pavel, futur politiste (enseignant en sciences politiques à Cluj et ensuite à Bucarest) et de Bogdan Ghiu, probablement le plus notoire traducteur de la période postcommuniste.

Les membres du GDS publiés dans 22 ne sont présentés ni avec leurs titres ni avec leur profession ni avec leur fonction. Ce n'est qu'au moment où certains intellectuels du GDS sont aussi des membres du Parti de l'Alliance civique (PAC) et lorsque la revue publie des extraits des discours tenus lors des rencontres du GDS avec des politiques, qu'est précisée leur appartenance à l'organisation politique. Comme l'appartenance au GDS de ses membres n'est, à travers le temps, précisée qu'au moment où le GDS rencontre des politiques. Des précisions quant à l'appartenance à une organisation (civique ou politique) sont faites quand on publie des politiques qui sont des nouveaux entrants, comme c'est le cas des jeunes intégrant le Parti national libéral (PNL) et non des politiques notoires, comme c'est le cas d'Ion Iliescu³⁰⁰⁷, Petre Roman etc. Dans certains cas lorsque d'autres intellectuels sont présents dans 22, on mentionne leurs titres ou bien leur appartenance à une organisation, mais cela seulement durant les premières années (1990-

³⁰⁰⁶ Voir *supra*.

³⁰⁰⁷ Les références à Ion Iliescu sont nombreuses notamment en 1990 et en 1991. Mais celui-ci n'est publié qu'en 1993 avec un entretien paru dans *Politique internationale*, 61, automne 1993, avec une introduction signée par Mihnea Berindei. 22, 199, 1993.

1991)³⁰⁰⁸. On précise toujours la fonction lorsque d'autres intellectuels, à part des membres du GDS, sont publiés dans 22 comme représentants des institutions culturelles. L'appartenance au GDS et celle à l'Alliance civique ne sont jamais mentionnées, sauf quand eux-mêmes tiennent à le préciser. Dans de rares cas, lorsqu'il est question d'une rencontre avec des politiques, des intellectuels sont présentés comme représentants de l'AC ou du GDS, alors que s'ils ont cette double appartenance, ils sont présentés plutôt comme membres du GDS et, plus rarement, comme membres de l'AC (comme dans le cas des responsables de cette organisation)³⁰⁰⁹.

Durant l'année 1990 presque tous les membres du GDS publient dans 22. Les activités des membres fondateurs se diversifient à travers le temps et depuis 1991 ils se consacrent à d'autres activités. Certains membres du GDS déploient même après 1991 des activités dans des structures créées en étroite liaison avec les revendications du GDS et avec l'appui des intellectuels proches du GDS ou du GDS, comme c'est le cas de **Pavel Campeanu** ou de **Gabriel Andreescu**. Parmi ceux qui déploient des activités menées en étroite liaison avec le GDS on doit situer aussi les rédacteurs de 22. C'est pourquoi, des rédacteurs de 22 tout comme des membres du GDS qui créent ou habitent des structures créées sous l'égide du GDS sont des plus dépendants vis-à-vis du Groupe. S'ils sont dépendants de l'avis et des relations tissées au sein du GDS et surtout des intellectuels qui se sont imposés au sein du GDS, ils ont tout à gagner des liens avec le GDS et des relations du GDS, de la tutelle du GDS lorsque l'activité à laquelle ils se consacrent se veut apporter de la nouveauté, revendiquer son rôle innovateur (**Gabriel Andreescu**) ou lorsque des pratiques intellectuelles d'avant 1989 ne sont plus recherchées, n'intéressent plus beaucoup (Gabriela Adamesteanu). Par ces activités, nouvelles pour ceux qui s'en dédient, par leurs liens tissés par et avec le GDS, ils vont s'ouvrir à d'autres espaces que leur univers professionnel ou celui qu'ils ont connu avant 1989.

En observant la construction de la publication 22, les thématiques dominantes peuvent donner une image des préoccupations du GDS dans les premières années de son existence (mais surtout durant l'année 1990 car tous les membres du GDS, sans exception notable, publient ou sont publiés dans 22) mais aussi des rapports de force au sein du GDS, secondairement de certaines pratiques et d'autres engagements des membres du GDS.

La rubrique « Agenda » (2^e page) consacrée aux comptes rendus des rencontres organisées par le Groupe avec d'autres organisations de la société civile ou avec des intellectuels autres que les membres du GDS, avec des agents politiques, etc. disparaît en faveur des prises de position du GDS et de la rédaction du 22 ou des annonces qui concernent ses lecteurs. L'annonce des enquêtes sur les préférences des lecteurs

³⁰⁰⁸ Par exemple, quand on publie les textes de Victor Iancu, le seul juriste à traiter du projet de Constitution de 1991 dans 22, on apprend que celui-ci est « prof. dr. » ou quand G. Gussi, mathématicien, chercheur à l'Académie roumaine, publie dans 22, il le fait au nom de son appartenance à l'organisation, la Solidarité universitaire.

³⁰⁰⁹ Or selon des témoignages recueillis, plusieurs membres du GDS participant assidûment à des rencontres de l'AC ne sont pas devenus formellement membres de cette organisation.

en matière de production culturelle rend compte des préoccupations premières des intellectuels visant à connaître les changements survenus dans la réception de leurs productions culturelles, dans la presse écrite et dans l'édition, afin de pouvoir anticiper les profits symboliques que peuvent leur apporter la préférence pour certains types d'écriture ou certains sujets. Les attitudes du GDS se rapportant aux agents politiques ou à d'autres publications prendront le pas sur la présentation des activités du GDS.

La rubrique « Agenda », qu'on ne retrouve que pour cinq numéros durant l'année 1990, comprend des annonces, dans un premier temps, sur l'activité du GDS et, par la suite, sur la création des organisations civiques, comme c'est le cas de l'Alliance civique³⁰¹⁰, des appels faits par d'autres organisations mais aussi des présentations des livres³⁰¹¹. Dans la seconde moitié de l'année 1990, à la deuxième page, sont publiés des auteurs étrangers ou des extraits de la presse étrangère. Et vers la fin de 1990 sont publiés aussi des textes sur la presse et sur la culture. Une première rubrique dédiée à la presse apparaît à ce moment-là³⁰¹². Bien que la rubrique n'existe plus, en 1991, à la deuxième page, on publie de temps à temps des annonces sur des volumes produits par le GDS ou au sujet de l'activité des membres du GDS, des annonces de la rédaction, mais aussi des extraits des messages des lecteurs de 22. En 1991, la deuxième page est dédiée aux médias et à la « chronique parlementaire », deux rubriques portant la signature des rédacteurs de 22 et non pas des membres du GDS. A la même page on publie parfois des annonces et quand la rubrique « médias », redésignée « œil de bois »³⁰¹³, disparaît, à la même page on publie la « chronique des idées politiques » ou la « chronique des sentiments politiques ». Des annonces au sujet des « présences » de l'étranger, de la manifestation des organisations civiques ou politiques ou, plus rarement, de la publication des livres sont publiées sur la même page³⁰¹⁴. Ce n'est qu'en 1992 que la deuxième page reçoit le surtitre « annonces, courrier » en reprenant la structure qui comprend une « revue de la presse », des annonces des publications et des questionnaires qui sont proposés aux lecteurs de 22 pour mesurer l'intérêt pour des auteurs de 22, des messages des lecteurs et les sujets discutés dans le numéro suivant.

Pour les deux premières années, la publication a une structure peu stable. Une des rubriques stables, « Accents », perdurant pendant toute cette période (1990-1992) est celle où les membres du GDS et ceux qui participent à la rédaction publient leurs textes, des essais où les sujets politiques sont traités d'une façon qui renvoie à leurs préoccupations intellectuelles hors de cet espace. **Stelian Tanase**, premier rédacteur en chef de 22, affirme que dans la rubrique « Accents » a été conçue exclusivement pour les membres du GDS :

« ils peuvent écrire ce qu'ils veulent [...] mais du reste, il fallait faire la revue. »

³⁰¹⁰ 22, 43, 1990.

³⁰¹¹ Une seule fois à la deuxième page l'écrivain **Dan Petrescu** publie sa « chronique naïve », surtitre que portent ses textes sur l'actualité politique, et qui réapparaît en 1991.

³⁰¹² 22, 45, 1990. La rubrique porte le titre « Puzzle. Quotidiens ».

³⁰¹³ Rubrique signée par Bogdan Ghiu.

³⁰¹⁴ Voir 22, 64, 1991 ; 22, 70, 1991 ; 22, 73, 1991 (sur les éditions Humanitas) et 22, 75, 1991.

C'est dans cette rubrique qu'on trouvera les thèmes les plus proches des préoccupations spécifiques des intellectuels, mais tout propos est agencé en fonction des intérêts politiques du moment. Il s'agit des textes sur l'actualité politique. Les textes publiés hors de cette rubrique sont des traductions, des extraits des discours tenus lors de leurs rencontres avec des politiques ou des intellectuels (roumains ou étrangers) ou des textes qui sont présentés en tant qu'analyses scientifiques. Certains articles qui, du fait de leur longueur, dépassent l'espace réservé aux la rubrique « Accents », et sont publiés sur une seule page. Dans la rubrique « Accents » les textes sont plus courts que d'autres articles et les textes parus durant l'année 1990 dans cette rubrique appartiennent surtout aux membres du GDS et ne suivent pas le thème ou les thèmes d'un numéro (parfois appelés « dossiers»). Le premier rédacteur en chef de 22 raconte qu'une des difficultés a constitué tout au début précisément de les faire respecter certaines règles qu'impose la rédaction d'une publication, à savoir le dépôt de leurs textes au plus tard le mercredi (les jeudis des rédacteurs étaient dans la typographie³⁰¹⁵) et de faire ainsi pour que leurs textes ne soient pas trop longs comme c'était souvent le cas³⁰¹⁶.

Dans la rubrique « Accents » sont publiés plusieurs membres du GDS durant l'année 1990 : **Andrei Cornea**, **Sorin Vieru**, **Thomas Kleininger**, **Andrei Pippidi**, **Gabriel Andreescu**, Gabriela Adamesteanu, **Stefan Augustin Doinas**, **Petru Cretia**, Sorin Marculescu, Florin Gabriel Marculescu, **Anca Oroveanu**, **Dan Oprescu**, Sorin Dumitrescu (une seule fois), **Radu Bercea** (une seule fois), **Calin Anastasiu** (une seule fois).

Ne sont pas présents dans cette rubrique des membres du GDS, intellectuels notoires, qui publient plus rarement dans 22 (**Gabriel Liiceanu**, **Alexandru Paleologu**) ou des intellectuels qui sont présents dans les médias et dans les cercles étrangers, devenus « symbole » (c'est le cas de **Doina Cornea** qui déplorait et dans l'entretien qu'on a eu avec elle d'avoir d'endosser l'image qu'on a construit d'elle³⁰¹⁷) ou d'autres intellectuels notoires qui occupent de nouveaux postes (politiques ou/et de gestion) mais qui sont présentés dans 22 avec des discours qu'ils tiennent lors des conférences, séminaires ou rencontres (**Andrei Plesu** et **Mircea Dinescu**).

En 1990, pour un seul numéro, dans la période qui précède les élections de mai 1990³⁰¹⁸, la rubrique « Accents » disparaît et dans un autre numéro, elle n'occupe qu'une seule page. Le sujet qui semble préoccuper le plus est celui traité dans cette rubrique, la préoccupation majeure des intellectuels du GDS étant alors leur statut et leur rôle.

Les sujets proprement politiques sont rarement discutés sans référence au statut de l'intellectuel dans le nouvel contexte. Le fait de discuter de l'intellectuel et de son rôle en liaison avec l'activité des politiques

³⁰¹⁵ Entretien avec Rodica Palade (le 17 avril 2008).

³⁰¹⁶ Entretien avec **Stelian Tanase** (le 31 juillet 2009).

³⁰¹⁷ Entretien avec **Doina Cornea** (Cluj, le 1^{er} avril 2008).

³⁰¹⁸ 22, 15, 1990 ; 22, 16, 1990.

dévoile en fait leur désir de se poser en critiques de l'activité politique et en contributeur à l'émergence d'une pensée politique qui à leurs yeux manque aux représentants de la catégorie des politiques (dans la rubrique « Accents »).

Si pendant l'année 1990 les membres du GDS sont les plus nombreux à publier dans la rubrique « Accents », en 1991 la rubrique comprend souvent des textes signés par des rédacteurs de 22 ou des journalistes, plus rarement des intellectuels du GDS ou d'autres intellectuels. Toujours dans la rubrique « Accents » que sont publiés des intellectuels qui ne sont pas membres du GDS ou des journalistes (jeunes journalistes ou des rédacteurs de 22, anciens journalistes).

Dans la rubrique « Accents » durant l'année 1990 publient quatre journalistes et deux écrivains, membres de la rédaction : Alina Mungiu, Andreea Pora, Nicolae Balta, C. Serafimovici³⁰¹⁹ ; Bedros Horasangian et Bogdan Ghiu³⁰²⁰. D'autres intellectuels sont publiés dans cette rubrique : des écrivains, des scientifiques ou des artistes ainsi que des intellectuels de l'exil (des futurs membres du GDS comme Ion Vianu³⁰²¹, Vladimir Tismaneanu). Dans la plupart des cas ils sont présents dans les pages de 22 plus d'une fois.

La recension des noms de ceux qui publient dans la rubrique « Accents » permet d'appréhender l'espace où se situe le GDS, les intellectuels du GDS et offre un aperçu des représentations du GDS dans les milieux intellectuels, des représentations du rôle et de la fonction de l'intellectuel, et des attentes des prétendants au statut d'intellectuel et des nouveaux « intellectuels ». Il est très rare que des textes publiés dans cette rubrique contredisent ce que des intellectuels du GDS soutiennent.

Ioan Buduca³⁰²², Szasz Janos³⁰²³, Ileana Malancioiu³⁰²⁴ et Stefan Boberly³⁰²⁵, Henri Wald³⁰²⁶, Dan Grigore³⁰²⁷, Victor Neumann³⁰²⁸, Dan Desliu³⁰²⁹ et Petre Tutea³⁰³⁰, Serban Foarta³⁰³¹, Romulus Rusan³⁰³²,

³⁰¹⁹ Pour une seule fois, 22, 24, 1990.

³⁰²⁰ Les deux seront successivement les responsables de la « section culture » dans la rédaction. Bogdan Ghiu publie dans 22 à partir de février 1990. 22, 5, 1990.

³⁰²¹ 22, 44, 1990.

³⁰²² 22, 27, 1990.

³⁰²³ 22, 30, 1990.

³⁰²⁴ 22, 23 et 34, 1990. Ileana Malancioiu est une ancienne collègue de **Gabriel Liiceanu**, durant leur formation doctorale à la Faculté de philosophie. Elle a fait sa thèse de philosophie de la culture tout comme Liiceanu sous la direction d'Ion Ianos.

³⁰²⁵ 22, 34, 1990.

³⁰²⁶ 22, 37, 1990.

³⁰²⁷ 22, 40, 1990.

³⁰²⁸ 22, 41, 1990.

³⁰²⁹ 22, 42, 1990.

³⁰³⁰ 22, 42, 1990.

³⁰³¹ 22, 7 et 43, 1990.

³⁰³² 22, 44, 1990. Romulus Rusan est un écrivain notoire de la période communiste, l'époux d'Ana Blandiana.

, Radu Enescu³⁰³³, Adrian Miroiu³⁰³⁴, Daniel Vighi³⁰³⁵, Gh. Ceausescu³⁰³⁶, Stefana Steriade³⁰³⁷, Victor Ivanovici³⁰³⁸, Cezar Tabarcea³⁰³⁹, Catalin Mamali³⁰⁴⁰, Florin Iaru³⁰⁴¹, Livius Ciocarlie³⁰⁴², Adrian Marino³⁰⁴³, Szilagyi Sandor³⁰⁴⁴, Mihai Botez³⁰⁴⁵, Ioana Ieronim³⁰⁴⁶, Dan C. Mihailescu³⁰⁴⁷, Liviu Ioan Stoiciu³⁰⁴⁸, Alexandru Vlad³⁰⁴⁹, Eugen Uricaru³⁰⁵⁰, Toma Roman³⁰⁵¹, Alexandru George³⁰⁵².

Pour rendre compte des pratiques et des intérêts des intellectuels du GDS, plus particulièrement pour l'année 1990, il faut prêter attention aux entretiens avec d'autres intellectuels ou avec des politiques et aux traductions publiées dans 22, aux comptes-rendus des rencontres du GDS mais aussi aux nombreux appels ou déclarations ou pétitions que le GDS parfois avec d'autres organisations signent au cours de l'année 1990. D'autres documents (manifestes, déclarations) appartenant à des organisations diverses (syndicats, ligues, groupements à vocation politique) rendent compte des relations et des intérêts qui se dessinent en liaison avec les événements politiques du moment. Leurs intérêts intellectuels et politiques, leur vision sur le monde sont manifestes dans les dialogues qu'ils entretiennent, dans les rencontres organisées par le GDS, dans les rencontres auxquels ils participent dans le contexte de leur donner une image de ce que sont les préoccupations du GDS et surtout dans les deux premières années de son existence.

Entre janvier et septembre 1991, la structure de la revue est plus instable. La rubrique « Accents » occupe rarement deux pages, comme en 1990. Elle peut occuper parfois une demi-page. Dans la rubrique sont publiés plus de membres de la rédaction et moins d'intellectuels qu'auparavant. Des intellectuels du GDS publiés dans cette rubrique sont alors : **Andrei Pippidi**, **Gabriel Andreescu**, Gabriela Adamesteanu, **Radu Popa**, **Andrei Cornea**, **Magda Carneci**, **Dan Petrescu** et **Stefan Augustin Doinas**. Les quatre premiers publient fréquemment dans 22 tout au long de l'année 1991 alors que **Dan Petrescu** publie moins

³⁰³³ 22, 44, 1990.

³⁰³⁴ 22, 44, 1990.

³⁰³⁵ 22, 24, 45 et 49, 1990. Daniel Vighi est un écrivain, membre de la Société de Timisoara.

³⁰³⁶ 22, 1, 19 et 45, 1990. D'une précision signée par **Alexandru Paleologu** (membre fondateur), on apprend que celui-ci est un « notoire philologue classiciste » et neveu de **Alexandru Paleologu** (22, 1, 1990).

³⁰³⁷ Stefana Steriade est la conjointe de Pavel Campeanu, membre fondateur du GDS.

³⁰³⁸ 22, 47, 1990. Victor Ivanovici est né en 1947, il est écrivain et traducteur, dès 1985, il habite en Grèce.

³⁰³⁹ 22, 48, 1990. En 1993 Cezar Tabarcea, ayant une formation en philologie, crée un département de « communication et relations publiques » dans le cadre de la Faculté des lettres de l'Université de Bucarest, avec un grand succès.

³⁰⁴⁰ 22, 3 et 4, 1990. Catalin Mamali avait publié deux volumes en collaboration avant 1989.

³⁰⁴¹ 22, 5 et 11, 1990.

³⁰⁴² 22, 5, 1990.

³⁰⁴³ 22, 6, 1990.

³⁰⁴⁴ 22, 7, 1990.

³⁰⁴⁵ 22, 9, 1990.

³⁰⁴⁶ 22, 9, 10 et 24, 1990.

³⁰⁴⁷ 22, 68, 1990.

³⁰⁴⁸ 22, 11, 1990.

³⁰⁴⁹ 22, 16, 1990. Alexandru Vlad, né en 1950, a fait des études en lettres à Cluj, après 1990, il est rédacteur pour *Vatra* de Targu-Mures et ensuite de la revue d'arts visuels de Cluj, *Balkon*.

³⁰⁵⁰ 22, 18, 1990.

³⁰⁵¹ 22, 18, 1990.

³⁰⁵² 22, 22, 1990.

qu'en 1990. Dans la même rubrique sont inclus des textes des membres de la rédaction : Alina Mungiu, Bogdan Ghiu, Bedros Horasangian, Dan Pavel, Andreea Pora. Mais sont moins nombreux les intellectuels qui ne sont pas membres du GDS publiant dans cette rubrique : Stefana Steriade, Cezar Tabarcea, Florin Sicoie, Radu Enescu, Ion Buduca, Radu Teposu, Ioan Liviu Stoiciu, Vintila Mihailescu, Mihai Pop, Serban Anghelescu, Elena Stefoi, Gabriel Ivan, Doina Uricariu, Al. Dobrescu, Neculai Constantin Munteanu, George Voicu, Cristian Teodorescu. D'autres intellectuels publiant dans 22 signent des textes qui se veulent des études, la présentation de leurs études est justifiée par les enjeux du moment, intellectuels ou politiques : Radu Enescu, Nicolae Gheorghe, Henri Wald, Z. Ornea, George Voicu (sur l'absentéisme électoral).

De janvier jusqu'en octobre 1991, moment du remplacement du (deuxième) rédacteur en chef, **Victor Barsan**, par l'écrivaine Gabriela Adamesteanu, les thématiques ne sont plus aussi diverses qu'en 1990 et les rencontres du GDS avec d'autres intellectuels ou politiques (roumains ou de l'étranger) sont moins nombreuses. Les rubriques créées en 1991 dévoilent une des préoccupations majeures du GDS, s'opposer à la presse extrémiste et des nouveaux intérêts du GDS ou de certains membres du GDS, l'apparition de nouveaux sujets qui feront la base des activités intellectuelles des écrivains dans la période suivante : les médias et l'évolution de l'espace politique. La rubrique consacrée aux médias est gérée par Alina Mungiu, rédactrice de 22. Plus tard une autre rubrique traite de la presse mais elle n'apparaît que pour une courte période, portant la signature d'un autre rédacteur de 22, Sorin Faur. Les deux rubriques les plus stables sont une « chronique parlementaire » signée par Horatiu Pepine, membre de la rédaction, et « l'œil de bois » consacrée aux médias et notamment de la télévision, signée par le responsable de la « section culture » de 22, le poète Bogdan Ghiu (ayant signé auparavant un nombre important de traductions dans 22)³⁰⁵³. La « chronique des idées politiques » comprend des textes signés par Alina Mungiu qui traite de la politique et principalement de l'opposition parlementaire et des intellectuels qui critiquent le pouvoir. Parfois dans cette rubrique sont aussi inclus les textes de Horatiu Pepine, le plus intéressé à discuter des partis politiques. Mais la rubrique qui occupe plus d'espace dans 22 (une page entière) recevra plus tard un nouvel intitulé, la « chronique des événements politiques », où sont publiés des journalistes et plus rarement des intellectuels du GDS. Une seule fois la « chronique des idées politiques » devient « chronique des sentiments politiques » comprenant le texte de la journaliste de *Romania libera*, Tia Serbanescu³⁰⁵⁴. Il est difficile de parler de l'existence d'autres rubriques, mais des textes où l'Alliance civique est présentée sont publiés avec le surtitre l'« Alliance civique pro domo » et des rencontres de l'opposition extraparlamentaire (intellectuels, associations civiques et partis politiques) sont présentées avec le titre « événement ».

Les textes sur les agents politiques ou sur d'autres publications prendront le pas sur la présentation des activités du GDS. Une structuration plus claire et une structure plus stable, mentionnée par deux

³⁰⁵³ Bogdan Ghiu se consacre plus tard à la traduction des textes de sciences humaines et sociales et allie dans ses activités ainsi que dans ses écrits les arts visuels, la littérature et les textes théoriques des auteurs qu'il avait traduits.

³⁰⁵⁴ 22, 66, 1991.

membres fondateurs du GDS (**Stelian Tanase** et **Alin Teodorescu**), correspond à une période plus stable lorsque des objectifs politiques sont établis en lien avec la naissance d'un parti politique qui se veut représenter des « intellectuels ».

Des rapports que les intellectuels entretiennent avec le pouvoir politique sont considérés au travers les références roumaines qui elles-mêmes sont classées selon qu'elles reflètent ou s'apparentent aux valeurs représentées par l'Europe. La publication de textes philosophiques d'auteurs roumains déclenche des discussions entre les intellectuels sur le rapport à un « modèle culturel de type européen ». Les textes qui traitent des auteurs roumains de l'exil constituent des occasions de traiter des rapports que la culture nationale entretient avec la culture européenne, de l'apport de la culture roumaine à la culture européenne. Toutefois la référence aux auteurs de l'exil ou l'intervention des auteurs de l'exil dans 22 restent étroitement liées aux relations des membres du GDS avec des écrivains ou des scientifiques de l'exil roumain.

Les enquêtes menées par la revue pour mesurer le succès des auteurs de 22 n'incluent qu'à de rares exceptions ceux qui ne sont pas des membres du GDS.

III. Défections et prises de parole : sorties, exclusions, séparations, scandales

Certains membres fondateurs du GDS ne se retrouvent plus sur la liste officielle, celle qu'on présente dans 22, comme s'ils n'ont jamais participé à ce collectif. Certains noms, des membres fondateurs du GDS, seront oubliés (**Vasile Radoaca**, **Leontin Iuhas**).

Si plusieurs membres fondateurs doivent leur cooptation aux liaisons eues avec d'autres membres, ceux qui ne seront plus reconnus par le GDS ne doivent leur cooptation qu'à leurs relations avec des membres fondateurs (liens forts surtout)³⁰⁵⁵. Les premiers « oubliés », l'effacement des traces de certains membres fondateurs du GDS, ne font que souligner ce sur quoi son pouvoir repose, le cumul des capitaux symboliques. Gabriela Adamesteanu, rédactrice en chef de 22 (depuis l'automne 1991 et jusqu'en mai 2004), déclare avoir été plusieurs fois critiquée pour la publication de la liste des membres fondateurs, la liste initiale, dans 22. Elle raconte que la publication dans 22 (lors des anniversaires du GDS) de la liste des membres fondateurs du GDS suscitait à chaque occasion des critiques³⁰⁵⁶. Il semble que ceux qui s'imposent en formant ce que nous avons appelé le « noyau dur » du GDS deviennent sensibles au fait que parmi des membres fondateurs apparaissent des figures qui ne conviennent pas à l'image que le GDS donne de lui (comme groupement d'intellectuels). La publicité faite à ce que marque la distance entre ce que le GDS prétend et la présence des individus qui ne correspondent pas à l'image que le GDS a imposée, à leurs représentations du rôle du GDS et de leur rôle, est sanctionnée. Ainsi **Vasile Radoaca** et **Leontin Iuhas** n'apparaissent plus sur la liste des membres du GDS.

³⁰⁵⁵ Alain Degenne, « Sur les réseaux de sociabilité », *RFS*, 24, 1, 1983, pp. 109-118.

³⁰⁵⁶ Entretien informel avec Gabriela Adamesteanu (le 27 février 2007).

Certains conflits qui ont lieu exclusivement entre des membres du GDS et qui ne sont pas rendus publics ne conduisent qu'à la distanciation ou à un renoncement déclaré exclusivement entre des membres du GDS, qui va permettre à ceux qui déclarent entre des membres du GDS renoncer à cette appartenance de revenir au sein du GDS à certaines occasions.

Des conflits qui conduisent au retrait ou à l'exclusion de certains membres deviennent publics. Même lorsque ces ruptures sont connues, scandales devenus publics par la presse, il est plus fréquent d'« oublier » ces conflits ou les raisons de ces conflits. Le seul membre fondateur du GDS dont on se souvient quand il s'agit de mentionner les exclusions et les ruptures au sein du GDS est **Gabriel Andreeescu** qui avait lui-même rendu public ses critiques à l'égard de certains intellectuels du GDS.

Les ruptures d'avec le Groupe et les conflits entre des membres du GDS ou au contraire la réintégration, le retour de certains membres, qui à un moment donné ont mis en question la position prétendue par le GDS, instance critique du pouvoir en place, deviennent d'autant plus intelligibles si on procède à l'utilisation des termes d'A. Hirschman et de la distinction qu'il établit entre « le recours à la *voice* interne et le recours à la *voice* externe³⁰⁵⁷ ».

C'est le cas d'**Andrei Plesu** fortement critiqué par certains membres, qui mettent en question son engagement du début des années 1990. **Andrei Plesu**, qui restera pour une longue période à distance de la tribune du GDS, sera toujours prêt à mettre sa « voix » au service des membres du GDS et s'allier à la position du GDS. **Andrei Plesu** sera critiqué ouvertement dans 22 aussi par des intellectuels proches du GDS (Virgil Ierunca). Mais lorsqu'**Andrei Plesu** est critiqué par des intellectuels de l'extérieur des cercles intellectuels proches du GDS, par d'autres intellectuels que des collaborateurs de 22, le GDS par la voix de certains membres du GDS se mobilise pour le soutenir, dans 22 sont alors publiés des textes à sa défense.

Les deux possibilités de prise de parole ou « ce système à deux voix » tout comme sa variante extrême, à savoir la défection (exit) dont Hirschman traite aussi³⁰⁵⁸, se prêtent à une application pour comprendre le fonctionnement et les limites d'autres organisations. Le modèle proposé par Hirschman dans *Défection et prise de parole* peut s'appliquer pour traiter des attitudes sous le communisme, en temps de l'existence d'un monopole du pouvoir symbolique³⁰⁵⁹, comme il peut s'appliquer dans le cas des groupements qui enferment [...] le principe d'un détournement du capital qu'ils font exister³⁰⁶⁰ ». Le complément à sa thèse, l'alternative *voice-exit*, à savoir la distinction entre « voix interne » et « voix externe », semble être plus approprié pour traiter des attitudes des membres du GDS vis-à-vis du Groupe. Pour ce qui est du cas des intellectuels, cette distinction – prises de position à l'intérieur et prises de position

³⁰⁵⁷ Voir « Vertus et limites de la prise de parole. Un entretien avec Albert Hirschman », art. cit.

³⁰⁵⁸ Voir Albert Hirschman, *Un certain penchant à l'autosubversion*, « Défection et prise de parole dans le destin de la RDA », *op. cit.*, notamment pp. 23-68. L'auteur reformule son modèle conceptuel exit-voice à la suite de l'application des deux concepts à la situation de la RDA en 1989 en montrant que dans certains cas il n'y a pas une césure si nette entre défection et prise de parole.

³⁰⁵⁹ Daniel Barbu traite des variantes des deux attitudes possibles en appliquant le modèle conceptuel d'Albert Hirschman au cas du régime communiste roumain (dans *Republica absenta*, *op. cit.*, pp. 38-49).

³⁰⁶⁰ Pierre Bourdieu, « Le capital social », art. cit., p. 3.

produites à l'extérieur « par l'appel à l'opinion publique³⁰⁶¹ » – montre sa valeur heuristique quand la prise de parole interne ou externe est mise en relation avec la position de celui qui la produit.

Nous ne faisons que recenser les retraits, leurs renoncements ou auto-exclusions et les exclusions (et de les présenter aussi dans l'ordre chronologique). Nous résumons des raisons de ces actes (individuels ou collectifs) en essayant de décrire une situation ou la conjoncture dans laquelle se produisent des auto-exclusions suite à des distanciations, des auto-exclusions suite à des conflits au sein du GDS, plus ou moins connus, devenus publics ou non, des exclusions et des ruptures d'avec le Groupe et surtout distanciations. Ils ne s'impliquent plus mais avec lesquels on garde les contacts et ils apparaissent toujours sur la liste des membres du GDS : **Alin Teodorescu, Calin Anastasiu.**

Ceux qu'on exclut du GDS ou/et de 22 : Sorin Dumitrescu ; Ilie Serbanescu³⁰⁶² ; Sorin Iliesiu. Sauf le cas d'Ilie Serbanescu, les deux autres exclusions sont rendues publiques. L'exclusion de Sorin Dumitrescu est rendue publique dans 22. Dans le cas de Sorin Iliesiu, se voyant, comme il le déclare, forcé de se retirer du GDS, il fera appel aux médias (surtout qu'il s'était déjà préoccupé à se voir médiatisé avec ses critiques vis-à-vis d'un homme politique soutenu par le GDS) en diffusant devant les caméras des messages échangés avec un membre fondateur du GDS (**Andrei Plesu**).

Ceux qui auront à un moment leurs raisons propres (mais dont ils n'en parleront pas publiquement) de renoncer (ils se distancient pour un moment ou d'une certaine manière) mais leur renoncement n'est pas rendu public : **Andrei Pippidi ; Gabriel Andreescu ; Gabriela Adamesteanu ; Stelian Tanase.**

Ceux dont la rupture d'avec le GDS est rendue publique et plus, les confrontations ont lieu publiquement dans la presse : **Gabriel Andreescu.**

Ceux qui seront amenés à renoncer après un scandale suite à la publication des extraits de leurs dossiers constitués par la Securitate : Florin Marculescu; Iustin Marchis ; **Sorin Antohi.**

Ceux qui semblent, d'après leurs témoignages, avoir pris la décision de se retirer temporellement du GDS : Cristian Preda³⁰⁶³.

Ceux qui se retirent définitivement, en annonçant le GDS, mais non pas publiquement : **Stelian Tanase.** Aucune trace écrite n'est laissée au sujet de son renoncement (définitif ou temporel) au statut de membre du GDS non plus sur son entrée au GDS³⁰⁶⁴ : George Musat.

Tant que les conflits entre les membres du GDS restent entre les membres, il n'y aura pas d'exclusion ou la séparation est silencieuse et tacitement acceptée. On oublie de mentionner la personne en question

³⁰⁶¹ « Vertus et limites de la prise de parole. Un entretien avec Albert Hirschman », art. cit. p. 25.

³⁰⁶² Ilie Serbanescu (économiste) n'est pas membre du GDS mais collaborateur de 22 depuis 1990.

³⁰⁶³ Il le dit ainsi mais son nom apparaissait toujours sur la liste des membres du GDS. Informellement le GDS s'est imposé de ne pas inclure des politiques qui occupent des fonctions politiques, qui sont au pouvoir (entretien avec **Radu Filipescu**, le 10 juillet 2009). Règle informelle qui ne sera pas dans tous les cas respectée.

³⁰⁶⁴ Nous nous référons ici aussi bien à 22 qu'à d'autres ouvrages (recueil de mémoires tout spécialement).

lorsqu'on parle des membres du GDS ou des listes des membres, notamment les listes « officielles³⁰⁶⁵ », on efface les traces de sa participation au GDS. Toutefois l'exit, la défection et, plus précisément, la « défection silencieuse » est souvent liée à une faible participation au GDS, aux rencontres organisées par le Groupe et surtout à 22. Mais l'absence de 22 ne signifie pas dans tous les cas l'absence des rencontres du GDS. Un membre du GDS peut s'intéresser à d'autres activités qui se déroulent sous la tutelle du GDS (Studio audiovisuel, Centre indépendant de sondages). Tel est le cas d'**Alin Teodorescu**, premier président du conseil d'administration du GDS, contribuant à étendre les « compétences » du GDS en soutenant la création du Studio audiovisuel du GDS où s'intègrent des membres, cooptés à l'automne de 1990. Plusieurs vont prendre distance progressivement mais leur absence des rencontres ou l'absence d'une contribution dans 22 peut aussi bien être liée au fait que des membres du GDS, tout comme des rédacteurs de sa publication, partiront continuer leurs études à l'étranger à l'automne de 1990 ou de 1991 ou en lien avec des changements dans l'orientation du GDS, de sa tribune, suite au changement de l'équipe rédactionnelle. **Alin Teodorescu**, membre fondateur et encore membre du GDS en 2008, ne publie pas dans 22 mais il est interrogé en tant que spécialiste des médias, mettant avec d'autres sociologues les bases d'un institut de sondage, alors qu'il dirige la filiale roumaine de la Fondation Soros. Toutefois, sa prise de distance, son désaccord face à l'orientation conservatrice de 22 après le départ de la première équipe rédactionnelle, comme il le déclare, n'empêche pas **Alin Teodorescu** ainsi que d'autres de participer ultérieurement à un débat entre des membres du GDS. **Andrei Pippidi**, historien, membre de la rédaction de 22 et universitaire à partir de 1990 (à partir de 1995, professeur titulaire), renoncera à cette appartenance, acte connu par d'autres membres du GDS mais après s'être retiré, en 1991, suite au « concours » ouvert à un nouveau rédacteur en chef de 22 et au rejet du projet soumis par Alina Mungiu, comme déjà noté, il participera lui aussi à ce même débat suscité par la publication dans le supplément de 22 d'une étude collective menée sous l'égide du GDS par le Centre d'études internationales (CSI), le « rapport » sur les « relations de la Roumanie avec la République Moldavie³⁰⁶⁶ ».

Stelian Tanase déclare ne plus avoir eu des contacts avec le GDS, ne plus avoir participé aux rencontres du GDS ou aux débats publics organisés par le GDS depuis son retrait de la direction de 22 à l'automne de 1990. Pour une longue période, il ne participera pas aux rencontres du GDS, mais il le fera en 1999, en un moment de crise, tentative au final échouée d'une nouvelle venue des miniers à Bucarest, lorsque des membres du GDS se rassemblent pour donner leurs avis au président en place, impulsant Emil Constantinescu à agir afin d'empêcher l'arrivée des miniers à Bucarest. Début mai 2009, suite à la critique formulée à son adresse par la rédactrice en chef de 22 dans les pages de la tribune du Groupe, **Stelian Tanase** annonce à **Radu Filipescu**, alors président du conseil d'administration, son renoncement à

³⁰⁶⁵ Rendues publiques soit dans 22, soit sur le site du GDS. Des listes qui ne correspondent pas avec celles rendues publiques de temps en temps, à diverses occasions, existent au secrétariat du GDS.

³⁰⁶⁶ **Gabriel Andreescu**, *Solidaritatea alergătorilor de cursa lungă. Jurnal tematic, op. cit.*, pp. 21, 50, 63-65.

cette appartenance. Sa décision fait suite à la publication d'un texte signé par Rodica Palade concernant l'émission sur une chaîne privée de télévision où **Stelian Tanase** invite un personnage contesté par le GDS et contestable, l'ancien leader des miniers (Miron Cozma)³⁰⁶⁷. **Radu Filipescu** et **Stelian Tanase** discutent au téléphone au sujet de l'intention de ce dernier de se retirer du GDS. Le premier pense que la décision de **Stelian Tanase** est exagérée. Ce dernier réclame l'intervention des membres du GDS à sa défense³⁰⁶⁸. Ce dernier attend que le Groupe (un de ses mandataires), selon ses propres témoignages, intervienne à sa défense contre la critique formulée par celle qui est mandatée par le Groupe pour diriger sa publication. **Stelian Tanase** évoque à cet effet la mobilisation du GDS à la défense d'**Andrei Plesu**³⁰⁶⁹.

Quand les ruptures ne sont pas rendues publiques, le capital social accumulé dans le cadre du GDS peut servir ultérieurement à l'aménagement d'autres cadres : revues, fondations, éditions, instituts. Des relations entre des membres du GDS peuvent asseoir de nouvelles collaborations. Bien que tous les membres du GDS ne participent pas directement ou visiblement à faire le GDS car ils sont plutôt des membres « silencieux », ne publiant que rarement dans 22 et ne signant pas des pétitions avec ou pour le GDS, et qu'ils déclarent ne plus se sentir représenter par le GDS, ils ne renoncent pas à cette appartenance et, plus, certains témoignent ne jamais le faire. Des auteurs reconnus peuvent ne pas avoir intérêt à rendre publique la distance prise par rapport au GDS. En parlant du GDS, un des membres du GDS dont on apprend qu'il avait subi les critiques de certains membres du GDS le conduisant à s'en distancier, à limiter ses activités autrefois importantes au service du Groupe (sans y renoncer cependant), invoque comme justification à son silence au sujet du GDS et de certains membres du GDS – comme il le dit lui-même – la présence des critiques nombreuses venues de la part des « ennemis » et/ou des concurrents du Groupe³⁰⁷⁰. Après s'être retiré d'une fonction importante comme mandataire du GDS, en dépit de sa prise de distance prise vis-à-vis du GDS, de l'orientation politique des membres qui s'imposent dans le Groupe³⁰⁷¹, il continue à déployer des activités, menées en collectif (actuellement) avec et pour le Groupe.

Les membres du GDS ne répondent pas tous aux critiques qu'on leur adresse au sein du Groupe. Certains seulement et à certains moments seulement réagissent aux critiques formulées par leurs collègues. Lorsqu'elles ne sont pas adressées publiquement, les critiques restent, à une seule exception près, entre des membres du GDS. Gabriel Andreescu racontera plus tard des critiques auxquelles il doit se confronter au sein du GDS³⁰⁷².

³⁰⁶⁷ Il s'agit de l'émission sur la chaîne privée de télévision RealitateaTV. **Stelian Tanase** explique lors de notre premier entretien que son intérêt pour cet invité – dans une de ses émissions réalisée pour une télévision privée – est celui de l'historien (entretien avec **Stelian Tanase**, le 13 juillet 2009).

³⁰⁶⁸ Entretien consultatif avec **Radu Filipescu** (le 16 juillet 2009).

³⁰⁶⁹ Entretien avec **Stelian Tanase** (le 31 juillet 2009).

³⁰⁷⁰ Entretien consultatif avec un membre important de la rédaction de 22 (Bucarest, 2007).

³⁰⁷¹ Attestée par ses déclarations faites à l'occasion d'une autre rencontre dans un cadre informel (Bucarest, janvier 2010).

³⁰⁷² **Gabriel Andreescu**, *Solidaritatea alergatorilor de cursa lunga. Jurnal tematic, op. cit.*, pp. 37-38 et 50.

Par contre quand ces conflits sont rendus publics, ils amènent à la marginalisation, voire l’(auto-)exclusion des membres du GDS. Si conflit il y a entre un membre et le GDS ou certains membres du GDS qui ont acquis du pouvoir sur le Groupe, le membre en question peut ne pas renoncer publiquement à son appartenance au GDS et donc ne pas rendre publique sa prise de distance par rapport au Groupe. Mais certains membres du GDS vont signaler leur rupture d’avec le Groupe. Dans certains cas, dans un autre moment du GDS comme de la carrière d’un membre, lors d’un débat au sein du Groupe ou des critiques exprimées par plusieurs membres du GDS ou d’un membre du GDS au nom du Groupe, celui qui semble avoir déjà pris ses distances par rapport au Groupe, prendra position, publiquement (il rend public) ou officiellement (il annonce au GDS) son retrait du GDS. Ce dernier n’a plus rien à attendre du GDS, à gagner, car son nom et renom ou ses activités ne dépendent guère du pouvoir et de la notoriété acquis par le GDS. Dans un autre contexte politique et intellectuel, l’empreinte politique que le Groupe se donne peut empiéter sur le renom de l’individu à l’époque où la plupart des membres du GDS se sont fait connaître et encore reconnaître depuis 1989. Les critiques visant certaines pratiques ou certaines prises de positions formulées par ceux qui tendent ou prétendent parler au nom du GDS nous enseignent sur des rapports de force au sein du GDS. Les réactions de ceux qui sont critiqués renseignent de même sur la valeur de cette appartenance pour ceux qui sont critiqués. Dans les années 1990 il semble inapproprié de renoncer à cette appartenance, alors que le renoncement à cette appartenance peut être, dans certains cas³⁰⁷³, plus facile à accepter plus tard lorsqu’ils se sont investis dans de nouvelles activités en construisant ainsi leur autorité nouvelle et ils ont accumulé du capital symbolique.

Le GDS, par ses porte-parole, intellectuel bien connu ou mandataire du GDS, prend position pour défendre certains de ses membres seulement : intellectuels reconnus avant 1989 et qui ont acquis du pouvoir sur le Groupe. Aucune critique à leur adresse, formulée par un autre membre du GDS, ne reste sans réaction. La solidarité du Groupe fonctionne lorsqu’il s’agit d’un intellectuel les plus notoires, d’un membre ayant contribué à faire valoir le GDS et à la diffusion des productions de ses membres et en faisant cela à la construction d’une identité commune.

Le conflit le plus connu, impliquant des membres fondateurs du GDS, qui est mentionné lorsque la question des exclusions du GDS ou des ruptures des membres d’avec le GDS est approchée, est celui entre **Gabriel Andreescu**, opposant au régime communiste, et un des plus notoires membres du GDS et intellectuels d’avant 1989, **Andrei Plesu**, s’achevant avec Le plus connu conflit qui oppose deux membres fondateurs du GDS, **Gabriel Andreescu** et **Andrei Plesu**, s’achève par l’exclusion du premier. Il surgit après la nomination en mars 2000 d’**Andrei Plesu** comme de **Mircea Dinescu** ainsi que de Horia-Roman Patapievici à la direction du Conseil national pour l’étude des archives de la Securitate (CNSAS)³⁰⁷⁴, créée

³⁰⁷³ Et surtout sauf lorsqu’il s’agit d’un renoncement suite à un scandale autour d’un « dossier de la Securitate ».

³⁰⁷⁴ Les deux membres fondateurs du GDS ainsi que celui coopté au GDS durant la première moitié des années 1990 sont parmi les onze membres du premier Collège du CNSAS, collectif qui décide par vote direct de la qualité des relations établies par une

par une loi datée de 1999 sur l'accès aux dossiers constitués par la police politique. Lors d'une conférence publique tenue en mars 2001, **Gabriel Andreescu**, discutant de la nouvelle institution, semble soutenir que la faible activité de cette institution pourrait être en lien avec l'existence des informations compromettantes au sujet des attitudes d'**Andrei Plesu** vis-à-vis du régime communiste. **Gabriel Andreescu** semble donner ainsi crédit aux informations véhiculées par la presse, comme celui-là le déclare, mises en circulation par la presse extrémiste, selon **Andrei Plesu**. Est ainsi mise en question la légitimité d'**Andrei Plesu** à occuper une telle position et sa dissidence même. Les nominations d'**Andrei Plesu** et de **Mircea Dinescu** du fait de leur appartenance au PCR susciteront l'étonnement voir l'indignation dans certains milieux intellectuels (anciens opposants mais aussi scientifiques). À ce moment-là la presse rend publique l'existence de deux lettres datées du début des années 1980 portant la signature d'**Andrei Plesu**, adressées au secrétaire général du PCR (Nicolae Ceausescu) au sujet des sanctions qui lui ont été infligées comme suite à sa participation à une séance de la « méditation transcendante ». **Andrei Plesu** parle par contre d'« un mémoire – document administratif », adressé à Nicolae Ceausescu, rédigé lorsqu'il avait perdu ses postes de chercheur et d'universitaire. Les appréciations de **Gabriel Andreescu** au sujet d'**Andrei Plesu** portent en mars 2001 sur des informations qui apparaissent dans ce mémoire signé par **Andrei Plesu**, auxquelles ce dernier va se référer dans sa réponse aux affirmations accusatrices faites par **Gabriel Andreescu**³⁰⁷⁵. **Andrei Plesu** accuse en justice **Gabriel Andreescu** pour diffamation. La justice roumaine donne raison à **Andrei Plesu**. Presqu'une dizaine d'années après, en 2010, **Gabriel Andreescu** aura gain de cause à la Cour européenne des droits de l'homme car la diffamation dont il est accusé est jugée comme tenant de son droit d'expression et son droit de formuler ses propres questions ou d'exprimer des soupçons au sujet d'une personne qui occupe une fonction publique. **Gabriel Andreescu** s'est distancié du GDS avant de contester la légitimité d'**Andrei Plesu**, avant que ce conflit surgisse, lorsqu'il s'est fait critiqué par le Groupe pour la publication sous l'égide du GDS d'une étude, sans avoir demandé l'avis du GDS, comme il lui sera reproché.

personne avec la police politique. Le Collège du CNSAS « constate » et « émet des attestations » qui décide de la « qualité d'agent » ou de « collaborateur de la police politique communiste » (cf. l'article 15, alinéa (2) de la loi n° 187 de 1999). Les membres du Collège du CNSAS ne peuvent pas être membres d'un parti politique durant leur mandat mais ils sont nommés par le Parlement à la proposition soit des partis politiques représentés au Parlement ou groupes parlementaires soit des autorités politiques, telles le premier ministre ou le président (cf. l'article 8, alinéa (2) de la loi n° 187 de 1999). Horia-Roman Patapievici est nommé à la proposition du Parti national paysan-chrétien démocrate (PNTCD), **Mircea Dinescu** est proposé par le Parti démocrate ainsi qu'**Andrei Plesu**. Leur nomination est soutenue dans le Parlement par les partis politiques alors au pouvoir, le PNTCD, le PNL et le PD (voir Lavinia Stan, « CNSAS – privire retrospectiva », art. cit.).

³⁰⁷⁵ Que le mémoire en tant que tel ne fera pas l'objet de cette dispute pourrait être en lien avec le fait qu'**Andrei Plesu** n'est pas le seul parmi des dissidents ou opposants à avoir rédigé un tel document à l'adresse de Ceausescu. **Gabriel Andreescu** discute et apprécie comme étant un « comportement compromettant » le fait d'informer des organes de la Securitate « antérieurement au déclenchement de la répression contre les participants » à la « méditation transcendante ». En d'autres mots, **Andrei Plesu** aurait pu être jugé de « collaborateur de la police politique communiste » car le fait de fournir des informations à la Securitate dénonçant par cela des activités ou des attitudes contraires au régime communiste, portant ainsi atteinte aux droits et aux libertés fondamentaux définit la qualité de « collaborateur de la police politique communiste » selon la loi qui institue le CNSAS (cf. l'article 5, alinéa (3) de la loi n° 187 de 1999).

Contre les accusations de **Gabriel Andreescu** à l'adresse de son ami, **Gabriel Liiceanu** fait un plaidoyer autour du « talent » et de la « notoriété » d'**Andrei Plesu**. **Gabriel Liiceanu** intervient aussi pour défendre son ami **Andrei Plesu** contre Dan Pavel, ancien rédacteur de 22, en invoquant les mécontentements de Dan Pavel quant au refus des Éditions Humanitas de publier son livre.

Le conflit entre **Gabriel Andreescu** et **Andrei Plesu** est ravivé en 2004, lorsqu'**Andreescu** lance un appel contre la présentation par **Gabriel Liiceanu** des démarches faites par Adrian Marino – « celui qui au début des années 1990 avait lancé le premier la thèse du “collaborationnisme” de Noica », selon la présentation faite par Liiceanu –, en 1980 auprès du président de l'Union des écrivains afin de voir publier son livre sur Mircea Eliade³⁰⁷⁶.

L'exclusion ou la défection se produit : lorsqu'un membre du GDS critique publiquement des membres du GDS, des intellectuels notoires de la période communiste, qui s'imposent comme porte-parole, qui ont pu à certains moments, à des moments précis, exercer une certaine autorité sur le Groupe ; lorsqu'un membre du GDS est critiqué par un autre qui est ou apparaît comme un mandataire du GDS ; suite à un scandale qui surgit après la publication des dossiers de la Securitate.

Tous les membres qui sont critiqués par un membre qui apparaît comme un mandataire du Groupe ou par plusieurs membres du GDS, autrement dit le Groupe, ne réagissent pas publiquement (**Stelian Tanase**, Gabriel Andreescu dans un premier temps et Gabriela Adamesteanu). On transgresse les limites imposées par le GDS lorsqu'un des membres du GDS conteste publiquement et manifestement des prises de position d'un autre membre du GDS (Sorin Dumitrescu et, plus tard, Sorin Iliesiu) qui occupe une position d'autorité au sein du GDS (rédacteur de 22 ou un autre intellectuel du GDS qui occupe une position forte au sein du GDS et dans le champ intellectuel).

Le premier à se voir retirer l'appartenance au GDS est entré au Groupe en janvier 1990 et il sera exclu au début de 1991. Sorin Dumitrescu est exclu après s'être exprimé violemment contre un membre fondateur et rédacteur de 22, l'historien **Andrei Pippidi**, qui le critique pour ses idées. L'exclusion de Sorin Dumitrescu est annoncée dans 22 dans une lettre signée par celui qui le responsable de la publication, **Victor Barsan**.

Des conflits surgissent lorsque des critiques au sujet des intellectuels tenus comme repères intellectuels du GDS ou des plus notoires intellectuels du GDS sont publiées dans 22 mais ils ne conduisent pas à l'(auto-)exclusion. Ils peuvent au plus conduire, dans certaines conditions, à la distanciation de ceux qui sont critiqués pour leurs publications. Gabriela Adamesteanu est critiqué publiquement, dans 22, par

³⁰⁷⁶ **Gabriel Liiceanu**, « En mordant la silhouette d'un mort », *Dilema*, 593, juin-juillet 2004, repris dans Id., *Apel catre lichele*, op. cit., pp. 160-165. Le texte de **Gabriel Liiceanu** semble être provoqué par la « note » signée par Adrian Marino dans *Observator cultural* au sujet d'**Andrei Plesu**, primé « par un jury dont le président était Marino même » (*Ibid.*, p. 160).

Gabriel Liiceanu pour la présentation d'un texte de Mircea Martin portant sur le philosophe Noica « sous le communisme après sa sortie de la prison³⁰⁷⁷ ».

Plus on est visible, de par certaines activités et/ou des engagements antérieurs, plus on risque de subir des critiques de la part des membres du GDS qui se veulent être et peuvent prétendre parler au nom du GDS. Mais il semble que les critiques exprimées à l'adresse des membres du GDS, qu'ils s'adressent les uns aux autres, comme les exclusions (sauf celles qui s'imposent compte tenu de l'« atmosphère du temps », scandales dans la presse suite à la publication des « dossiers de la Securitate »), sont toujours en lien avec un engagement récent.

Le GDS procède à l'exclusion des membres dont on apprend qu'ils ont été des « collaborateurs » de la Securitate. Mais à chaque fois le GDS ou ceux qui se présentent ou s'imposent comme porte-parole du groupe préfèrent se taire sur ces « événements ». Les réactions venues de la part des membres du GDS ou l'absence d'une réaction devant le dévoilement des relations avec la Securitate en disent plus. Les dévoilements d'un passé compromettant ne sont pas faits sujets de discussions qui impliqueraient le GDS ou la participation des membres du GDS aux discussions qui ont cours dans les médias ou à travers Internet. Ceux sur lesquels portent ces scandales renoncent de leur propre initiative au statut de membre du GDS. En fonction de la notoriété de l'intellectuel dont le passé fait scandale, des membres du GDS interviennent pour défendre ceux qui ont subi le discrédit. Ainsi **Sorin Antohi** est défendu mais non pas Florin Gabriel Marculescu, journaliste après 1989, qui perd son statut de membre du GDS durant l'année 1990. Certains, bien que rares, parlent de leur relation avec la Securitate, alors que d'autres, plus nombreux, la majorité, vont être confrontés aux dévoilements à leur sujet qui apparaissent dans la presse). Le cas le plus notoire et le premier parmi des intellectuels à témoigner de sa « collaboration avec la Securitate » est l'essayiste **Alexandru Paleologu**. D'autres membres du GDS seront contraints de renoncer à leur appartenance au GDS après le dévoilement dans la presse des documents des archives de la Securitate attestant de leur « collaboration ».

Ioan Marchis, plus connu comme le prêtre Iustin Marchis, coopté dans le GDS en 1990, est amené à renoncer à leur appartenance au GDS. Iustin [Ioan] Marchis, candidat indépendant aux élections de 1990 (sur la liste rassemblant plusieurs des membres du GDS et des journalistes³⁰⁷⁸), devra renoncer à son appartenance au GDS en 2006 suite au scandale déclenché par le dévoilement des notes informatives rendues à la Securitate. Il est accusé dans la presse d'avoir signé un document qui l'engage à rendre des notes informatives à l'ancienne police secrète. Iustin Marchis déclare avoir fourni des notes pour le département des relations étrangères de l'Église orthodoxe en sa qualité de guide au monastère Cheia durant la seconde moitié des années 1970. Dans une émission d'une chaîne privée de télévision, il déclare que les

³⁰⁷⁷ 22, 697, juillet 2003. Le texte de **Liiceanu** discute de la présentation du texte portant la signature de Mircea Martin, publié dans 22, 692, juin 2003.

³⁰⁷⁸ Dont nous discuterons plus loin, dans le chapitre suivant.

notes rédigées ne faisaient aucune référence aux citoyens roumains et il tient à préciser qu'il n'avait surtout pas trahi le secret de la confession car il avait raconté des visites des étrangers qui se rendaient en visite au monastère. Son témoignage inclut aussi un geste expiatoire :

« Je suis désolé, et j'ai demandé pardon à mes fidèles, aux membres de la paroisse, parce que j'ai parlé avec le Securitate ».

Les accusations faites à l'adresse d'Ioan [Justin] Marchis ainsi que les raisons invoquées par ce dernier à sa défense³⁰⁷⁹ sont similaires à ceux qu'on retrouve dans le cas d'une femme politique, proche du GDS, Mona Musca, membre du PNL, siégeant au Parlement, dont on apprend à l'automne 2006 qu'elle a fourni des informations à la Securitate au sujet de ses étudiants étrangers de Timisoara. Les réactions que suscitent ces deux scandales dans les milieux intellectuels, des membres du GDS, diffèrent de manière significative. Du silence dans le cas d'Justin Marchis à l'indignation dans l'autre cas. **Gabriel Liiceanu** va discuter publiquement, au travers la presse, de ces deux cas mais son attitude devant le dévoilement de l'activité informative de Mona Musca déroulée avant 1989 est la plus virulente³⁰⁸⁰. Tout comme lors du débat au sujet de la responsabilité durant le régime communiste, dont les principaux contributeurs sont deux amis anciens et intellectuels notoires, **Andrei Plesu** et **Gabriel Liiceanu**, ce dernier semble, compte tenu de sa réaction, juger plus importante à considérer l'attitude des politiques qu'il soit question de la période communiste ou de la période postcommuniste. virulence de la critique proférée à l'égard de la femme politique et manifestation de la tolérance vis-à-vis d'un intellectuel qui s'est trouvé accusé pour un même acte.

Tous les membres du GDS répondent aux critiques qu'on leur adresse publiquement, à une seule exception près. Gabriela Adamesteanu ne réagit pas aux critiques que Liiceanu lui adresse au sujet des auteurs et des sujets publiés dans 22. Elle est alors rédactrice en cheffe de 22 et le sera pour la plus longue période (entre automne 1991 et mai 2004) aux côtés de Rodica Palade, rédactrice en chef adjointe. En dépit de ses distances prises avec le GDS et de ses opinions politiques différentes de celles soutenues par le GDS, Gabriela Adamesteanu choisit toujours l'absence d'une prise de position³⁰⁸¹, qu'il peut s'expliquer par le fait qu'elle entend ne pas donner des armes à ceux qui sont les critiques du GDS, comme cela est dit par Gabriela Adamesteanu³⁰⁸².

Des conflits entre des membres du GDS et des conflits qui se déploient dans des cadres restreints, entre des membres du GDS ou entre des intellectuels se trouvant dans le même camp et ayant des intérêts

³⁰⁷⁹ Le prêtre Justin Marchis souligne dans son intervention publique télévisée (sur la chaîne privée Realitatea TV) au sujet des informations fournies à la Securitate qu'elles n'ont jamais porté sur des citoyens roumains mais des citoyens étrangers.

³⁰⁸⁰ **Gabriel Liiceanu**, « La talentueuse madame Musca ou sur le mensonge en extase », *Cotidianul*, le 15 août 2006.

³⁰⁸¹ « L'abstention [c']est un acte » (cf. Philippe Fritsch in Pierre Bourdieu, *Propos sur le champ politique*, op. cit., p. 28). Le silence ce n'est pas le signe d'une absence de pouvoir, pouvoir d'influence ou de transformer, mais d'un pouvoir plus faible par rapport au pouvoir qu'il imagine ou qu'ils entendent donner au GDS ou à son porte-parole selon les représentations qu'ils s'en font de leur position et de celle du GDS ou de celle du porte-parole du Groupe.

³⁰⁸² Entretien avec Gabriela Adamesteanu (le 27 février 2007).

similaires, sont tus³⁰⁸³. Certains refusent brièvement d'en parler, d'autres minimalisent l'importance de certains conflits ou des critiques que des membres s'adressent les uns aux autres. L'histoire de ces conflits n'apparaît que beaucoup plus tard comme réaction à des témoignages venant de ceux qui ont été affectés. Après la publication posthume des témoignages d'Adrian Marino, qui avait dû se confronter au rejet du GDS, certains membres du GDS présentent leur version de ce conflit, qui, d'après le témoignage d'autres membres (lors de l'enquête), devrait adoucir la dureté de cette confrontation³⁰⁸⁴. La publication des mémoires de Marino provoque quelques bruits dans les milieux intellectuels, en encourageant des prises de parole de ceux qui étaient jusque-là des critiques silencieux du GDS et notamment de certains membres du GDS.

IV. D'un refus du GDS. Autour de la « résistance par la culture »

1995, le GDS refuse d'accepter, voire d'accueillir Adrian Marino, alors proposé pour le prix du GDS³⁰⁸⁵. Fin automne 1995, Adrian Marino reçoit l'invitation faite au nom du GDS pour participer à une des séances du GDS, dont il raconte dans son recueil de mémoires, publié à titre posthume :

« invité pour une séance du *GDS* dans lequel j'avais été coopté, sans en faire d'ailleurs une demande (j'ai même reçu une lettre "officielle"), G. Liiceanu m'a jeté dehors purement et simplement (le 14 novembre 1995). Je lui ai durement répliqué. "J'ai été invité" et j'ai déclaré que je ne partirai pas. Et que personne ne m'effraie surtout après 14 ans de goulag. Moment gênant. Au final, celui qui a quitté la séance a été... G. Liiceanu, [séance] finie sans résolution. Tous se taisaient, intimidés par le grand prestige de mon adversaire inégalable. Seul Mihai Sora est venu charitablement me consoler, en me priant de prendre de nouveau la parole. J'ai renoncé pour ne pas prolonger ce spectacle "philosophique"³⁰⁸⁶. »

En réalité, comme cela ressort de certains témoignages, il s'agissait là d'une « erreur » car l'invitation était faite à Adrian Marino comme candidat pour le prix du GDS, proposition soutenue par plusieurs membres du GDS, comme il ressort des informations publiées par 22, venant du philosophe logicien **Sorin Vieru**. Proposition et invitation qui seront ultérieurement considérées avec regrets par son initiateur, vu l'issue³⁰⁸⁷. **Sorin Vieru** dit avoir des regrets parce que sa proposition a occasionné cet épisode et Adrian Marino a vécu cette expérience.

En réponse au témoignage d'Adrian Marino (dans son ouvrage de mémoires, publié en 2010), Andrei Oisteanu – qui dit avoir été coopté comme membre du GDS en 1995, sans que son nom apparaisse

³⁰⁸³ A deux reprises **Stelian Tanase** refuse de répondre à des questions au sujet des conflits impliquant aussi d'autres membres du GDS au sein du Parti de l'Alliance civique (PAC) ou avec des membres du GDS au sujet du PAC.

³⁰⁸⁴ Andrei Oisteanu, « Sur Adrian Marino. Quelques mémoires personnelles », 22, 1065, août 2010.

³⁰⁸⁵ Nous présentons ici cet épisode en faisant recours à des témoignages venant de trois participants directs à cet événement, dont un a été de nos interlocuteurs, et nous poursuivons en mentionnant des considérations faites par certains membres du GDS au sujet d'Adrian Marino, de l'intellectuel d'avant 1989 et de ses options dans l'après 1989.

³⁰⁸⁶ Adrian Marino, *Viata unui om singur*, op. cit., p. 339.

³⁰⁸⁷ Entretien avec **Sorin Vieru** (le 27 juillet 2009).

cependant dans la liste publiée en 1996 par 22 –, « témoin à cet incident désagréable », réitère l'idée selon laquelle il s'agissait d'une erreur administrative :

« Étant ma première séance au GDS, j'ai été très attentif et j'ai retenu suffisamment de détails. Vers la fin de l'année 1995, les membres du GDS ont élu la personnalité avec des mérites civiques à qui il accordait le prix [du] GDS pour l'année en cours. Deux noms avaient été proposés : Adrian Marino et Ilie Ilascu. À la suite d'un vote assez équilibré, le prix [du] GDS de 1995³⁰⁸⁸ revenait au combattant moldave, condamné abusivement à mort par le régime communiste de Tiraspol. Plusieurs collègues ont proposé alors que des personnalités recevant le Prix [du] GDS deviennent automatiquement des membres de l'organisation, sans passer par le vote des membres. Ultérieurement on a renoncé à cet amendement du statut du GDS. Mais à ces temps-là, à la suite de cette proposition, quelqu'un du secrétariat du Groupe a fait l'erreur d'envoyer à Adrian Marino (qui avait été désigné comme candidat mais non pas primé) une lettre officielle par laquelle il était invité à l'Assemblée générale du GDS³⁰⁸⁹. »

Andrei Oisteanu souligne de plus que l'« incident désagréable » a été provoqué aussi par la supposée incompréhension d'Adrian Marino des règles instituées par le GDS :

« La formule “tous [les membres du GDS] se taisaient” est une figure de style utilisée par Marino. La salle était pleine de bon monde [...] C'est vrai que tous les participants étaient gênés mais non pas silencieux. Admettons toutefois l'hyperbole du mémorialiste. “Tous se taisaient”, mais non pas parce qu'ils étaient, comme dit Marino, “intimidés par le grand prestige de mon adversaire inégalable”, mais parce qu'ils étaient – en gardant les termes de Marino – intimidés par le grand prestige des deux adversaires en polémique. En fait, ils étaient aussi gênés parce qu'on ne savait pas comment résoudre un dilemme procédural. Je dois dire [...] que tant Marino que Liiceanu avaient raison. Adrian Marino avait été invité officiellement, bien qu'à la suite d'une regrettable erreur bureaucratique. **Gabriel Liiceanu** avait lui aussi raison, en demandant l'entrée en légalité. Il a saisi correctement un vice de procédure, c'est-à-dire qu'Adrian Marino n'était pas devenu membre [du] GDS ni par l'obtention du prix annuel ni par le vote des membres du Groupe. Le dilemme pouvait être résolu par Marino même, par la formulation d'une demande d'entrée dans le GDS et ensuite par une décision à la suite du vote des membres. Il [Adrian Marino] voulait fortement être “coopté” dans le GDS (la formule lui appartient), mais sans qu'il demande cela expressément, une situation non-statutaire, dont personne n'a bénéficié. Autrement dit, la dispute n'a pas été de type idéologique, comme le soutient Adrian Marino dans [ses] mémoires, mais de type procédurale³⁰⁹⁰. »

Cette procédure à laquelle on fait référence n'est confirmée par aucun des témoins consultés. **Radu Filipescu** mentionne que dans les cas où des personnes ont exprimé leur désir d'intégrer le GDS, la demande d'adhésion, écrite ou non, certainement ne suffit pas :

« je lui expliquais qu'il faut qu'on fasse quelque chose ensemble...³⁰⁹¹. »

³⁰⁸⁸ Selon Adrian Marino, il participe à une séance que le GDS organise le 14 novembre, alors que la séance du vote a eu lieu, selon 22, au 29 décembre 1995. La séance du vote semble avoir eu lieu alors ultérieurement, plus d'un mois après la séance à laquelle Adrian Marino avait participé.

³⁰⁸⁹ Andrei Oisteanu, « Sur Adrian Marino. Quelques mémoires personnelles », 22, 1065, août 2010 (les majuscules appartiennent à l'auteur).

³⁰⁹⁰ *Ibid.*

³⁰⁹¹ Entretien avec **Radu Filipescu** (le 16 juillet 2009). **Radu Filipescu**, alors président du conseil d'administration du GDS, mentionne comment un des auteurs publiés par les éditions Humanitas, auteur d'un roman à succès, apprécié positivement aussi par un autre membre du GDS (entretien avec Rodica Palade, le 17 avril 2008), exprimait son désir d'être intégré dans le GDS. Dans ce cas précis, il ne s'agit pas pourtant d'un auteur consacré.

Dans tous les cas, l'entrée dans le GDS s'est produite à partir de 1990 à la proposition d'un membre ou, plus rarement, de plusieurs membres :

« Il ne s'agissait pas de quelque chose si formel [à savoir une demande écrite pour se soumettre au vote des membres, à leur décision], comme au parti communiste [...] on se rencontrait souvent entre nous, on était comme un troupeau, nous nous voyons chaque jour, tous les jours, quelqu'un pouvait venir avec l'idée qu'un tel aurait pu, aurait dû être là, dans le Groupe et on discutait alors, nous décidions ensemble... mais c'était au début de 1990 [...] le Groupe a commencé à se désintégrer. Ce n'était pas comme à présent lorsqu'ils ne se voient plus [...] mais il se peut aussi qu'une lettre d'adhésion, d'entrée, quelque chose soit requise du point de vue administratif, mais c'est **Alin Teodorescu** qui s'occupait du Groupe, moi je m'occupais de la revue³⁰⁹². »

Dans le cas des membres fondateurs, certains ont été « amené[s] » ou mis sur la liste des membres fondateurs par d'autres, comme cela a été déjà mentionnée.

D'un côté, « erreur » et regrets pour avoir jugée que l'invitation d'Adrian Marino était opportune, de l'autre, « erreur » et « dilemme procédural ». D'autres intellectuels qui ont pris connaissance de cet épisode par un tiers (un d'entre eux n'ont jamais rencontré Adrian Marino) jugent l'attitude de **Gabriel Liiceanu** comme « inadmissible » ou « inacceptable³⁰⁹³ ». Jugeant de l'attitude de ce dernier et même de celle de plusieurs membres du GDS, un de nos interlocuteurs affirme :

« Si j'évoque cet épisode je le fais seulement pour illustrer la mentalité totalitaire, bien masquée, intolérante certainement, de ce groupe³⁰⁹⁴. »

Un autre parmi nos interlocuteurs considère que de telles attitudes, surtout celles de **Gabriel Liiceanu**, sont du « bolchévisme à l'envers ». Mais plus souvent on parle de l'intolérance, du refus du dialogue, des prétentions à rendre des verdicts et à instaurer des hiérarchies intellectuelles. Et on tient des discours ressemblent à celui d'Adrian Marino au sujet des milieux intellectuels roumains, qui, selon lui se présentent, selon les périodes, comme la « seule élite de la culture roumaine », le GDS pour la période la plus récente, et, plus précisément, certains intellectuels du GDS.

Le moment 1989 est pour Adrian Marino celui de « la reconquête, la redécouverte » de son « vraie identité, sur tous les plans, en commençant par celui idéologique et culturel³⁰⁹⁵. Il renonce à la critique littéraire en abordant des questions qui le préoccupaient avant 1989 pour les traiter cette fois-là en lien avec des questions de l'actualité politique³⁰⁹⁶. Marino s'implique aussi dans des actions politiques, conçues comme « civiques ». Il est un des rares intellectuels de sa génération ou peut-être le seul de son âge à soutenir la suppression de l'Union des écrivains après 1989, critique son mode d'organisation, sur le modèle soviétique³⁰⁹⁷. Il adhère à l'Association des écrivains professionnels de Roumanie [ASPRO], créée par de

³⁰⁹² Conversation téléphonique avec **Stelian Tanase** (le 25 juillet 2010).

³⁰⁹³ Entretiens avec L.; entretien avec X. (janvier 2009). Deux universitaires de la période communiste, actuellement professeurs consultants. Les deux ont été des enseignants de **Gabriel Liiceanu** et par la suite des collègues de celui-ci.

³⁰⁹⁴ Adrian Marino, *Viata unui om singur*, op. cit., p. 339.

³⁰⁹⁵ *Ibid.*, pp. 257-258.

³⁰⁹⁶ Il se présente tantôt en « critique », tantôt en « idéologue ».

³⁰⁹⁷ Adrian Marino, *Politica si cultura*, op. cit., p. 15.

jeunes littéraires débutant dans les années 1980 (de la dite « génération 80 »). Cette organisation, qu'Adrian Marino se représente comme « forme alternative de culture » ou « geste d'indépendance³⁰⁹⁸ », est en fait non seulement la concurrente de l'Union des écrivains mais en revendique son patrimoine³⁰⁹⁹. Marino situe son adhésion à la nouvelle organisation des écrivains après 1989 dans la lignée de sa vision sur l'importance de l'existence d'une « culture alternative », formule utilisée comme substitut de celle, plus utilisée et consacrée, de « résistance par la culture ».

Deux de ses ouvrages parus en roumain avant 1989 sont traduits respectivement en italien et en serbe, alors qu'un autre, publié en français et en France paraît en roumain après 89. Après 1989, ses principales études portent sur « l'idée de littérature »³¹⁰⁰, étude d'histoire des idées en six volumes (publiés au cours des années 1990) dont un est traduit en américain, et sur la censure en Roumanie (deux ouvrages publiés dans les années 2000). Tous ses ouvrages parus en Roumanie après 1989 (même ceux qui constituent la traduction de ses ouvrages parus avant 1989 en France) sont publiés par des maisons d'édition de province (Cluj ; Iasi ; Craiova). Dans ses livres, liés à l'actualité, il aborde des sujets de controverse suscitant des débats – comme celui au sujet de la « résistance par la culture » – et parfois des conflits – comme les « cas » de deux intellectuels, dont principalement celui du philosophe Constantin Noica³¹⁰¹ – sont publiés, à une seule exception près, par une des plus importantes maisons de la période postcommuniste, les Éditions Polirom d'Iasi (à partir de 1995, la concurrente de Humanitas)³¹⁰². Il réunit en trois volumes ses études publiées dans des revues intellectuelles ou spécialisées de la période postcommuniste, mais aussi des textes publiés dans la période de sa détention à domicile (déporté dans la zone de Baragan)³¹⁰³. Tous ces ouvrages sont publiés durant la première moitié des années 1990. Un recueil d'entretiens réalisés à l'initiative d'un « jeune » membre fondateur du GDS (**Sorin Antohi**) est publié au début des années 2000³¹⁰⁴. Ses journaux « européens », ses notes prises lors de ses voyages à l'étranger dans la période communiste³¹⁰⁵, sont republiés vers le milieu des années 2000.

Adrian Marino publie dans 22 en 1992. Il intervient au sujet des élections locales comme membre du Parti national paysan chrétien démocrate, à l'occasion d'un entretien³¹⁰⁶. 22 publie aussi des fragments de son étude en cours d'histoire de l'idée de littérature³¹⁰⁷ et le mentionne comme auteur primé par l'Union des

³⁰⁹⁸ Adrian Marino, **Sorin Antohi**, *Al treilea discurs*, op. cit., pp. 24-25.

³⁰⁹⁹ Voir Ion Ianosî, « L'Union des écrivains dans le système de la culture socialiste et le segment littéraire dans la transition roumaine », in Adrian Miroiu (éd.), *Institutiile în tranziție* [Institutions en transition], op. cit., pp. 257-259.

³¹⁰⁰ Sujet qu'il aborde en 1987 lorsqu'il publie sa « herméneutique de l'idée de littérature ».

³¹⁰¹ Adrian Marino, *Pentru Europa*, op. cit. ; Id., *Politica și cultura*, op. cit. Dans le premier ouvrage il discute des « théories anti-européennes », à savoir de trois intellectuels : Nae Ionescu, Constantin Noica et Petre Tutea. Dans le deuxième de ces ouvrages il traite du « 'dossier' Mircea Eliade » et du « cas Constantin Noica ».

³¹⁰² Son premier livre qu'il publie chez les Editions Polirom est « l'acte manifeste de naissance » de cette maison « en mars 1995 », comme le note dix ans plus tard le directeur de la maison, Silviu Lupescu au moment de la réédition de *Pentru Europa*, op. cit.

³¹⁰³ Adrian Marino, *Evadări în lumea liberă*, Iasi, Institutul European, 1993 ; Id., *Revenirea în Europa. Idei și controverse românești, 1990-1995*, Craiova, Aius, 1996.

³¹⁰⁴ Modèle éditorial consacré dans les milieux intellectuels, recueils d'entretiens réalisés toujours par de « jeunes » intellectuels de la période communiste, membres fondateurs du GDS et non seulement, avec des intellectuels ou des politiques appartenant à une génération antérieure, qui intéressent ces « jeunes », devenus à leur tour des figures notoires dans la période postcommuniste, et publiés dans les années 2000.

³¹⁰⁵ Dont on apprend qu'ils ont eu le succès du public dans la période communiste (« préface » dans Adrian Marino, *Prezente românești și realități europene. Jurnal intelectual*, Iasi, Polirom, « Plural M », [1978] 2004).

³¹⁰⁶ 22, 118, 1992.

³¹⁰⁷ Les fragments paraissent sous l'intitulé « La critique du sociologisme littéraire » sur une page intitulée (par la rédaction) « culture », dans le numéro suivant son entretien au sujet de la vie politique à Cluj : 22, 119, 1992.

écrivains en 1991 pour son premier volume de cette étude³¹⁰⁸. Il aborde une question qui reviendra dans ses écrits journalistiques et sera reprise dans ses livres, « la gauche, le centre ou la droite ? »³¹⁰⁹, au moment où ce mode de formulation des identités politiques et/ou culturelles n'apparaît presque jamais dans 22.

En automne 1992, Marino publie une série d'articles dans 22 pour traiter du « cas Noica »³¹¹⁰. Dans le numéro qui précède son premier texte³¹¹¹ à ce sujet, dans 22 est publié un article rédigé avant 1989, au moment de la mort de Constantin Noica, éloge au philosophe, publié dans la presse de la jeunesse communiste (dans un numéro qui est retiré peu après si on en croit à son auteur), « Le besoin de Noica »³¹¹². Marino publie son « esquisse d'analyse historique » des relations de Noica avec le régime communiste, après sa libération, peu de temps avant l'arrivée au pouvoir de Ceausescu, dans une « phase d'ouverture » du régime Gheorghiu-Dej. Discussion d'un « cas [...] exemplaire et paradigmatique » car le philosophe Noica est « le plus représentatif homme de culture roumaine des dernières décennies », qui s'est trouvé « à la fois “accusé” et “défendu” pour avoir “collaboré” avec le régime » communiste³¹¹³. Discutant des rapports de Noica au régime, il ne traite pas seulement des activités de ce dernier mais aussi des idées soutenues par le philosophe dans la période communiste et surtout de ses idées qui datent de l'entre-deux-guerres, moment de sa formation et de son affirmation sous l'influence de Nae Ionescu, maître de la « génération 27 »³¹¹⁴ dont certains vont adhérer au mouvement légionnaire, en donnant leur soutien à l'extrême droite de la période de l'entre-deux-guerres. Marino vient à critiquer la conception philosophique de Noica³¹¹⁵ et sa manière de concevoir la politique et de s'y rapporter (plus particulièrement, au régime

³¹⁰⁸ Dans un article portant la signature de Mircea Martin (président du jury) sur une page portant l'intitulé « culture ». 22, 122, 1992.

³¹⁰⁹ « De nouveau : la gauche, le centre ou la droite ? », 22, 133 (32), 1992, repris dans Adrian Marino, *Pentru Europa*, op. cit., pp. 184-1991. Voir un autre texte où il aborde la même question, publié dans la presse culturelle, repris dans *Ibid.*, pp. 179-183.

³¹¹⁰ 22, 141 (40), 1992 ; 22, 142 (41), 1992 ; 22, 143 (42), 1992 ; 22, 144 (43), 1992 ; 22, 145 (44), 1992. Ces textes publiés dans cinq numéros successifs sous l'intitulé « le dossier Noica », présentés comme « essai » par la rédaction, seront repris dans Adrian Marino, *Politica si cultura*, op. cit., pp. 78-103. Ces articles sont publiés dans une période où dans 22 on traite exclusivement de la « réforme », de la « transition » et des événements politiques les plus récents (résultat des élections générales et l'installation d'un nouveau gouvernement).

³¹¹¹ Notons que ces textes s'apparentent à ses articles qui paraissent dans la période suivante dans des revues spécialisées récemment créées, telles *Sfera politicii* et *Polis*, ou dans des suppléments culturels ou à ses articles publiés avant 1989 dans des revues spécialisées, telles *Revista de istorie si teorie literara* [Revue d'histoire et théorie littéraire], *Anuar de lingvistica si istorie literara* [Annuaire de linguistique et histoire littéraire] ou dans des publications littéraires et culturelles créées dans la période communiste (*Secolul 20, Romania literara*). Mais tous les articles publiés dans la presse intellectuelle (dont 22) qui seront inclus par la suite dans des volumes, recueils d'articles, publiés après 1989 ne sont pas des études. C'est le cas de ces deux textes sur les notions de gauche, de centre et de droite (v. *supra*).

³¹¹² 22, 140, 1992.

³¹¹³ Adrian Marino, *Politica si cultura*, op. cit., p. 79.

³¹¹⁴ Voir Marta Petreu, « Génération 27 », 22, 676, 2003 ; 22, 677, 2003.

³¹¹⁵ Notons d'ailleurs que Z. Ornea dans son livre sur cette génération intellectuelle et l'extrême droite des années 1930 précise en fin de son analyse de « la nouvelle génération » qu'il partage les considérations faites par A. Marino au sujet de la constance des opinions de Noica de la période de l'entre-deux-guerres : « Constantin Noica ne s'est pas séparé de ses opinions de jeunesse car, en fait, il a continué à croire en elles. C'est pourquoi il a été presque officialisé par le nationalisme de Ceausescu, et le philosophe a fait des pas suffisants, dans la presse [publicistica], pour accueillir ce nouveau nationalisme. Les nationalismes se retrouvent dans une conciliation de vision et de croyance » (Z. Ornea, *Anii treizeci. Extrema dreapta romaneasca* [Les années trente. L'extrême droite roumaine], Fondation culturelle roumaine, 1995, p. 220).

communiste)³¹¹⁶. Reconnaisant à Noica son rôle dans le maintien d'une « culture parallèle, alternative », Marino déclare avoir été tenté par une collaboration avec Noica dans la période communiste³¹¹⁷. Mais il critique Noica pour s'être porté en « agent culturel » du régime en proposant à Eliade une collaboration culturelle lors de son premier voyage à Paris, après sa libération, et pour sa vision sur la place de la politique. Ce qu'il appelle la « philosophie de l'histoire » de Noica – refus de la réalité et de « l'histoire commune³¹¹⁸ », « “mépris” pour les “hommes politiques” et l’“histoire politique” » – est critiquée pour les effets produits, à savoir la légitimation des acteurs politiques et de toute politique. D'où il suit « la disponibilité totale, doublée par un amoralisme³¹¹⁹ » et sa « désolidarisation totale d'avec des écrivains (comme Goma, Tepeneag et d'autres) qui ont cependant eu le courage de protester³¹²⁰ ». Sa critique des rapports de Noica au régime communiste se fonde sur la critique des idées de Noica soutenues avant l'installation du régime, idées qui renvoient à son adhésion à l'extrémisme de droite, démontrant « la convergence entre la politique culturelle du régime et les tendances de la pensée de Noica », à savoir le nationalisme, l'« idéologie [...] de droite [...] profondément antioccidentale, antieuropéenne³¹²¹ ». Les raisons de la « “collaboration” entre Constantin Noica et le régime de Ceausescu » sont découvertes dans la continuité dans la période communiste des intérêts intellectuels qui datent de la période de l'entre-deux-guerres³¹²². Que la récupération et l'utilisation des idées de Noica par le régime ont été possibles, que la « convergence » des projets de Noica et de la politique du régime dans le domaine de la culture ait eu lieu, cela s'explique, selon Marino, par les idées professées ainsi que par sa « sémantique tout particulière³¹²³ [...], abusive [...], exploitable dans tous les sens³¹²⁴ ». Ses avis vont dans le sens de ne pas faire de Noica le repère intellectuel d'un nouvel extrémisme de droite étant donné le travail de récupération qui tend à légitimer des options idéologiques récemment affirmées ou le « modèle » d'une nouvelle génération intellectuelle³¹²⁵. Marino critique Noica pour avoir soutenu l'« utopie d'un isolationnisme spirituel [et] politique roumain », qu'il voit se perpétuer aussi dans la période récente, « l'utopie de la

³¹¹⁶ L'auteur se réfère en fait et cite à plusieurs reprises en fait deux des disciples de Noica, les principaux, **Gabriel Liiceanu** et **Andrei Plesu**. Son analyse se fonde sur les écrits du philosophe dont la plupart ont été réédités par les Éditions Humanitas, sur des écrits autobiographiques des disciples de Noica (surtout de Liiceanu mais aussi de Plesu) datés de la période communiste (*Le Journal de Paltinis*) et des exercices de remémoration datés de la période postcommuniste (bien que rares, parus dans la presse de province), sur ses propres souvenirs mais aussi d'autres écrits de mémoires des intellectuels de l'exil et de leurs témoignages (Mircea Eliade). Marino est un des intellectuels qui avait connu, rencontré et avait entretenu une correspondance avec Marino. Correspondance, entre 1976 et 1987, à laquelle il fait référence et qu'il a gardé pour la postérité. Adrian Marino, *Politica si cultura, op. cit.*, pp. 87 et 97.

³¹¹⁷ *Ibid.*, p. 98.

³¹¹⁸ *Ibid.*, p. 87 : « On a dit d'ailleurs de Constantin Noica [...] qu'il était incapable de voir, de 'sentir', de prendre conscience du 'mal'. Ni du [mal] 'communiste, ni un autre [...] Ou plus précisément de l'absence d'un sens de la réalité ».

³¹¹⁹ *Ibid.*, pp. 88-89 et 94.

³¹²⁰ *Ibid.*, p. 96.

³¹²¹ *Ibid.*, pp. 90 et 91.

³¹²² *Ibid.*, pp. 85-90.

³¹²³ *Ibid.*, pp. 83 et 87.

³¹²⁴ *Ibid.*, p. 90.

³¹²⁵ *Ibid.*

«troisième voix» », et utilise cette occasion pour exiger « une orientation décidément, fermement, européenne » qu’il voit dans la « plateforme programme de la Convention démocratique roumaine³¹²⁶ ». Marino participe à des débats déjà enclenchés par l’intervention des membres du GDS et des membres de l’exil : « procès du communisme », « résistance » culturelle ou intellectuelle, « responsabilité ». Sans prétendre se faire historien de la vie littéraire sous le communisme, les analyses d’Adrian Marino qui se veulent des esquisses d’une étude de la « résistance » dans le domaine de la culture – sous des intitulés différents –, se donnant comme objectif de mettre de la « rigueur » et de la « discipline » dans une discussion en cours³¹²⁷, ont en commun de prendre en considération les « motivations intérieures » (vision psychologisante dominante après 1989 dans les études politiques) et de prendre la « mesure » de la « résistance » des écrivains afin de les faire entrer dans ses catégories³¹²⁸. Il n’hésite pas à considérer des textes et des gestes des écrivains sous le communisme en lien avec l’activité et l’engagement des écrivains après 1989³¹²⁹, en établissant ainsi une continuité entre l’ancien régime et l’actuel. Ce sont surtout des individus et des carrières qui sont considérés pour les faire entrer dans les catégories construites à partir des cas jugés représentatifs. Se faisant l’écho de la multitude des discours au sujet de la « résistance » dans le domaine de la culture, datés du milieu des années 1990, ses reconsidérations au sujet de la « résistance » intellectuelle et ses analyses des figures notoires du monde intellectuel font apparaître le terme, qui ne sera pas utilisé trop souvent, de « culture parallèle, alternative³¹³⁰ ». La formule proposée par Marino, celle de « culture alternative » quoique plus susceptible d’offrir l’image des prises de position proprement intellectuelles, plus largement des pratiques intellectuelles se caractérisant par une certaine distance à l’égard de la lignée officielle du régime dans le domaine de la culture, n’est cependant pas dépourvue d’ambiguïté car elle est définie comme « indépendante » à l’opposé de la « culture officielle », « culture parallèle » et à la fois « tolérée, acceptée, supportée à la limite par le régime Ceausescu³¹³¹ ». Ambiguïté c’est le terme employé pour caractériser souvent des attitudes comme des textes de la période communiste. Au milieu des années 1990, Marino ne fait pas encore une nette distinction entre « résistance », « opposition » et « culture alternative » :

« cette culture parallèle par le fait qu’elle n’était pas officielle, qu’elle n’était pas dirigée par le centre, ne cultivait guère les valeurs de la propagande marxiste et du régime de Ceausescu, mais classiques, fondamentales, humanistes, a été, indirectement, une d’opposition et même de résistance³¹³² ».

³¹²⁶ *Ibid.*, p. 93.

³¹²⁷ Les termes utilisés successivement sont « résistance intellectuelle » (en 1990), « résistance littéraire » (en 1991) et « résistance culturelle » (en 1995) (Adrian Marino, *Politica si cultura, op. cit.*, pp. 13-16 et 21-40).

³¹²⁸ L’auteur même, en tant qu’ancien détenu politique, entre ainsi dans une des catégories de la « résistance intellectuelle », appartenant à une des « générations de résistance intellectuelle » (*Ibid.*, pp. 13-16).

³¹²⁹ Ambitionnant de proposer des catégories propres à définir des attitudes des « écrivains et des publicistes littéraires » sous le communisme, il distingue entre attitudes qui relèvent de la vision esthète et attitudes qui véhiculent un sens politique (et entre la critique du régime de Ceausescu et la critique du communisme).

³¹³⁰ *Ibid.*, p. 32.

³¹³¹ Adrian Marino, *Politica si cultura, op. cit.*, pp. 32-33 et 94-97.

³¹³² *Ibid.*, p. 94.

Ses textes d'analyse de la « résistance » ont comme point de départ et point commun la critique qui est faite par l'auteur de la « confusion » et surtout de « l'abus » qui est fait de ce terme employé pour désigner des actes divers, avec des effets et de buts différents³¹³³. Marino soutient l'idée du « procès du communisme » précisément comme base et point de départ pour l'évaluation des activités intellectuelles et des actes subversifs dans les milieux intellectuels de la période communiste. Ce par quoi il appartient décidément au pôle intellectuel tenant de l'anticommunisme. Plus soucieux à l'emploi du mot apparu en 1991 dans 22, la « culpabilité », Marino se situe, dans le débat autour de la culpabilité dans le maintien du régime, en jugeant d'après son mode d'évaluation des pratiques des intellectuels, à mi-chemin, entre **Gabriel Liiceanu**, qui soutenait que la culpabilité appartenait à ceux qui y ont contribué « activement », aux politiques ainsi qu'aux intellectuels qui étaient liés au régime de par leur position dans des structures politiques ou culturelles, et **Andrei Plesu**, qui soutenait l'idée d'une responsabilité collective :

« avant d' "accuser" une personne [intellectuel ou producteur culturel], n'importe laquelle, il est nécessaire d'aller aux causes, à l'essentiel. C'est donc logique et juste de faire tout d'abord le procès du système et ensuite de ses effets, n'importe lesquels. D'abord le procès de la terreur et des contraintes totalitaires de toute sorte, ensuite celui des concessions, des adaptations, des compromis, des collaborations, etc. [...] D'abord, le principal coupable, le système communiste totalitaire, ensuite les autres "culpabilités", dans l'ordre décroissant³¹³⁴ ».

L'accueil qui lui fait le GDS en 1995 dont raconte Adrian Marino dans son livre de mémoires³¹³⁵ est intégré dans un chapitre intitulé « la solitude culturelle » où il présente son crédo intellectuel en faisant dans le même temps la critique de la « mentalité dominante » dans les milieux intellectuels, « mentalité irrationaliste et antioccidentale³¹³⁶ ». On a là une critique âpre de presque tous les milieux intellectuels y inclus ceux de l'exil, des écrivains surtout et plus spécialement des poètes, et des options idéologiques, considérations qui trouvent leur principe dans son (auto)exclusion. Il fera tour à tour la critique des universitaires qu'il avait connus au temps de son passage par l'université, des milieux littéraires auxquels il s'intègre dès le début des années 1970 en dépit de sa permanente distanciation de ceux-là et de sa relative autonomie que lui apporte son statut de publiciste et d'auteur sans poste (recevant des rémunérations pour ses activités publicistes ou éditoriales déployées en Roumanie mais aussi parfois le soutien de l'Union des écrivains, auxquels il s'ajoute les droits d'auteurs pour ses publications à l'étranger, ses bourses mais surtout le prix Herder) mais aussi grâce à ses « relations étrangères, ses publications françaises ».

Redécouvrant son identité après 1989, il se définit contre tout ce qui s'impose dans les milieux intellectuels en partageant cependant avec des intellectuels du GDS l'option idéologique,

³¹³³ Trois des textes publiés dans la presse, repris dans son volume, *Politica si cultura*, traitent de ce thème alors que plusieurs de ses textes renvoient à ce thème dont aussi son recueil de mémoires, publication posthume (Id., *Viata unui om singur, op. cit.*). Ce par quoi il retrouve le point de vue d'**Andrei Plesu** qui dénonçait l'emploi abusif du terme de « résistance » par des membres des professions littéraires dans l'après 1989 pour désigner leurs activités de la période communiste.

³¹³⁴ Adrian Marino, *Politica si cultura, op. cit.*, pp. 79-80.

³¹³⁵ Paru presque deux décennies après la publication de ses articles dans 22 et une quinzaine d'années après leur republication et l'accueil qu'on lui avait fait dans le GDS et par le GDS, en 2010.

³¹³⁶ Adrian Marino, *Viata unui om singur, op. cit.*, pp. 329 et 339.

l'anticommunisme³¹³⁷. Se définissant intellectuellement et politiquement comme « libéral », marquant ainsi son refus de la « droite » qu'il identifie chez certains intellectuels du GDS, membre fondateurs du GDS surtout. La revendication d'une identité intellectuelle « libérale » ainsi que celle de la posture d'« idéologue » le situent dans la proximité des plus jeunes membres fondateurs du GDS, nés dans les années 1950.

V. D'une marginalisation

Mihai C. Botez, né en 1940 (mort en juillet 1995), marié à **Mariana Celac**, est mathématicien, chercheur à l'Université de Bucarest, menant des recherches en futurologie, s'occupant de l'application des mathématiques et de l'informatique dans la gestion des entreprises). Après avoir contesté le régime communiste, en envoyant des lettres ouvertes diffusées par Radio « Free Europe », en présentant ses opinions devant les journalistes étrangers et en refusant de diriger en 1977 une recherche sur la stratégie du développement dans la vision du leader communiste³¹³⁸, il choisit de s'exiler aux États-Unis en 1988. Avant de s'installer aux États-Unis il semble avoir fait plusieurs voyages en Europe³¹³⁹. Des intellectuels de l'exil parisien le présente comme le responsable d'un centre d'expertise, alors que Vladimir Tismaneanu, exilé aux États-Unis, qui réalisait des entretiens avec Mihai Botez, entre octobre 1986 et mars 1987, au sujet des politiques du régime Ceausescu, le présente comme « mathématicien et spécialiste en prospectives économiques³¹⁴⁰ » sans qu'une affiliation ou le poste occupé soit précisé(e)³¹⁴¹. Le même auteur, discutant de la révolte des ouvriers qui eut lieu à Brasov en 1987, le présentant comme un des « principaux opposants », parle de la « similitude » entre sa vision et celle de Silviu Brucan, « ancien rédacteur en chef adjoint de *Scanteia*, ambassadeur aux États-Unis et aux Nations Unies dans les années 1960³¹⁴² ».

En 1990 Mihai Botez publie dans 22 deux articles. Le premier traite de sa compréhension des écrits de Marx et de Engels (« Lectures marxistes et expérience totalitaire³¹⁴³ ») et porte la date et le lieu de sa

³¹³⁷ Il soutient l'idée d' « aller aux causes, à l'essentiel [...] faire dans un premier temps le procès du système et ensuite de ses effets, n'importe lesquelles soient-elles. D'abord, le procès de la terreur et des contraintes totalitaires de toute sorte, ensuite des concessions, des adaptations, des compromis, des collaborations, etc. » (Adrian Marino, *Politica si cultura, op. cit.*, p. 79). Voir aussi 22, 141, 1992 ; *Romania libera*, le 24 avril 1992.

³¹³⁸ Un universitaire en philosophie se souvient l'avoir rencontré dans la rue, main dans la main avec sa femme, **Mariana Celac**, surveillé de près car suivi par un individu, alors que Mihai Botez esquissait un geste pour attentionner qu'il ne pouvait pas s'arrêter (entretien informel avec Vasile Morar, le 19 mars 2009).

³¹³⁹ Monica Lovinescu, *Jurnal 1985-1988, op. cit.*, 2003.

³¹⁴⁰ Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste en Roumanie, *Raport final, op. cit.*, p. 127.

³¹⁴¹ Mihai Botez dirige le Laboratoire de recherches prospectives, créé au sein de l'Université de Bucarest, devenu le Centre international de méthodologie des études sur le futur et sur le développement, affilié à la Fédération mondiale pour les études sur le futur.

³¹⁴² Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste en Roumanie, *Raport final, op. cit.*, p. 710. La remarque faite par l'auteur attire l'attention du fait que Mihai Botez est classé dans la catégorie d'« opposants », amenant l'auteur à parler d'« une constatation frappante » au sujet de cette similitude. En effet, il s'agit, et dans tous les cas cités par l'auteur, de dissidents (*Ibid.*, pp. 444, 708, 711, 726-727).

³¹⁴³ 22, 16, 1990.

rédaction : 1988 à Stanford. Dans cet article il renie son adhésion au marxisme³¹⁴⁴. Son second article publié dans 22 (« Notes sur l'histoire des relations privilégiées ») est présenté comme l'extrait d'une étude sur les relations entre le gouvernement américain et la Roumanie qui conclut au soutien donné par les Etats-Unis au leader communiste roumain.

Se sentant marginalisé au début des années 1990, Mihai Botez témoigne de sa déception vis-à-vis des intellectuels et des forces politiques se trouvant en opposition, de l'impossibilité de réintégrer le monde universitaire après 1989 et précise son refus de toute collaboration qui lui a été offerte par le pouvoir politique installé après 1989. Il ne reviendra en Roumanie que vers la fin de 1992 comme président d'une société d'expertise économique des États-Unis³¹⁴⁵ pour négocier sa participation dans un gouvernement formé par des technocrates. La rencontre avec le GDS sera présentée largement dans 22 où il signe aussi l'éditorial. Il semble que les négociations entre le pouvoir politique et les intellectuels, faites par son intermédiaire échouent. L'intellectuel dissident, proposé par le pouvoir politique pour former le gouvernement, désire recevoir le soutien de l'opposition. Les forces politiques en opposition et les intellectuels du GDS, tenants de cette opposition, contestent sa légitimité à former le gouvernement et refusent de lui donner leur soutien. Les intellectuels pensent être plus légitimes à former eux-mêmes avec l'opposition politique le gouvernement³¹⁴⁶.

Mihai Botez subira par la suite des contestations de la part des écrivains de l'exil concernant sa dissidence et de la part de certains membres du GDS en raison de ses relations avec le pouvoir politique considéré comme « néo-communiste ». En 1993, il est nommé ambassadeur auprès de l'ONU et ensuite ambassadeur à Washington comme représentant du président Iliescu, ce qui déclenche chez des intellectuels des critiques au sujet de son acceptation d'associer la dissidence avec un pouvoir politique proche des extrémistes, de droite et de gauche³¹⁴⁷. Mais ce qui semble être contestable dans son parcours après 1989, ne le sera pas aux yeux de tous les membres du Groupe.

En 1994, Gabriela Adamesteanu, rédactrice en chef de 22, publie son entretien avec Mihai Botez³¹⁴⁸, qui explique son « engagement volontaire » ainsi que ce qui lui semble être sa légitimité à représenter son pays, après « dix années de dissidence anticomuniste solitaire 1977-1987 », texte partiellement repris dans un article publié par Gabriela Adamesteanu lors du décès de Mihai Botez³¹⁴⁹. Gabriela Adamesteanu répondra positivement à l'invitation de Mihai Botez pour passer du temps aux États-Unis à la fin de 1994.

³¹⁴⁴ Son ex-épouse, **Mariana Celac**, membre fondateur du GDS, disait que dans son reniement de son marxisme il pourrait être question, le plus probablement, d'une « mode » (entretien avec **Mariana Celac**, le 20 mars 2009). Pour d'autres reniements du marxisme dans 22 voir *infra*, chapitre 6.

³¹⁴⁵ 22, 42, 1992.

³¹⁴⁶ 22, 43, octobre 1992. Des intellectuels du GDS sont nombreux à se présenter à cette réunion, au siège du GDS, lors de sa visite à Bucarest, marque de l'intérêt suscité par sa possible collaboration avec le pouvoir politique.

³¹⁴⁷ Monica Lovinescu, *Jurnal 1990-1993*, Bucarest, Humanitas, 2002, p. 353.

³¹⁴⁸ 22, 17, 1994.

³¹⁴⁹ 22, 28, 1995.

D'après les témoignages de **Mariana Celac**, l'ex-épouse de Mihai Botez, l'amitié de Gabriela Adamesteanu avec Mihai Botez est due au fait que les sœurs de ces deux se sont rencontrées pendant leurs études.

La distance de Mihai Botez vis-à-vis du Groupe est marquée par la publication de son livre, *Intellectualii din Europa de Est* [Les intellectuels de l'Europe de l'Est], aux Editions de la Fondation culturelle roumaine, en 1993. Cette étude, achevée en 1988, développe une vision sur les rapports entre les intellectuels et le pouvoir politique au temps du communisme soutenant la possibilité du perfectionnement du « socialisme à face humaine »³¹⁵⁰. Les notes rédigées à la fin de cette étude sont suggestives quant à ses intérêts au long des années passées en exil : des études sur le communisme et sur les intellectuels, des références américaines³¹⁵¹ surtout mais aussi est-européennes, russes et roumaines³¹⁵². La liste de ses communications et de ses articles publiés dans des revues américaines le présente comme spécialiste des régimes communistes. Tel qu'il se présente, il est l'interlocuteur de Vladimir Tismaneanu³¹⁵³ pour discuter du livre de ce dernier, *Reinventing Politics : East Europe from Stalin to Havel* [The Free Press, 1992], traduit en roumain en 1997 aux Editions Polirom d'Iasi.

La cause de sa mort comme les informations qu'il transmet à des amis en Roumanie mais aussi les impressions qu'il laisse à ceux qui l'approchent, laissent de la place pour des spéculations au sujet d'une mort causée par des services secrets étrangers.

VI. Des porte-parole et des « groupes » du « Groupe »

« En fait, l'usage du langage, c'est-à-dire aussi bien la manière que la matière du discours, dépend de la position sociale du locuteur qui commande l'accès qu'il peut avoir à la langue de l'institution, à la parole officielle, orthodoxe, légitime. C'est l'accès aux instruments légitimes d'expression, donc la participation à l'autorité de l'institution qui fait toute la différence – irréductible au discours même – entre la simple imposture des *masqueraders* qui déguisent l'affirmation

³¹⁵⁰ Il semble qu'un extrait d'une étude, menée en collaboration avec Vladimir Tismaneanu (The Second World & The Challenge of the Future, annoncée dans son livre publié en 1993) avait été envoyé à Radio Free Europe, ce texte n'étant pas diffusé du fait que, précisément, sa vision ne dépassait pas le réformisme (cf. Monica Lovinescu, *Jurnal 1990-1993*, p. 290). Remarquons cependant que les notes de journal de Monica Lovinescu sont publiées après la manifestation des critiques venant des intellectuels du GDS à son adresse.

³¹⁵¹ Les seules références françaises sont Bertrand Badie et Pierre Birnbaum, *La sociologie d'Etat* ; Alain Besançon, *Court traité de soviétologie à l'usage des autorités civiles, militaires et religieuses* [Hachette, 1976] et N. Poulantzas, *L'Etat, le pouvoir, le socialisme* [PUF, 1987].

³¹⁵² Les articles de V. Tismaneanu sont largement cités. De plus, un livre en collaboration avec V. Tismaneanu y est annoncé (The Second World & The Challenge of the Future).

³¹⁵³ Celui-ci se présente dans un discours tenu lors de l'attribution du titre Doctor honoris causa par une des écoles d'études politiques de Bucarest : « Je me suis formé intellectuellement en Roumanie, et la renaissance du politique, ainsi que des sciences politiques en Europe de l'Est et centrale après 1989 ont été et restent mes préoccupations constantes. J'ai participé avec joie et avec un énorme intérêt à cette action, devenant, pour reprendre la célèbre formule de Raymond Aron, un spectateur engagé. Je ne peux pas oublier, bien sûr, les années 1980 quand aux côtés d'autres intellectuels de l'exil, j'ai participé au maintien d'une culture politique de la résistance – je pense à Monica Lovinescu, Virgil Ierunca, Paul Goma, Ioan Petru Culianu, Vlad Georgescu, Mihai Botez, Dorin Tudoran, Mihnea Berindei, Matei Calinescu, Virgil Nemoianu... ». La communication est publiée dans 22 (711, 2003) et dans son ouvrage composé largement de ses textes transmis à Radio « Free Europe » entre 1980 et 1990, voir Id., *Scopul si mijloacele. Eseuri despre ideologie, tiranie si mit* [Le but et les moyens. Essais sur l'idéologie, la tyrannie et le mythe], Curtea Veche, Bucarest, 2004, surtout p. 351.

performative en affirmation descriptive ou constative et l'imposture autorisée de ceux qui font la même chose avec l'autorisation et l'autorité d'une institution. Le porte-parole est un imposteur pourvu du *skeptron*³¹⁵⁴. »

Le GDS est l'institution où tous les membres sont en principe des égaux et dont les membres reçoivent la reconnaissance (cooptation par parrainage). Tous les intellectuels du GDS participent à construire, que ce soit par leur silence ou leur absence, par leur *voix* ou par leur *exit*.

Groupement et cadre institutionnel qui ne s'est pas donné une structure hiérarchique, les seuls postes créés par le GDS prévoient des activités de gestion³¹⁵⁵. S'il y a toujours un partage des tâches, une division du travail à l'intérieur du Groupe, c'est parce que dans le cadre du GDS certains peuvent continuer des activités menées avant 1989. Sous la tutelle d'une association civique rassemblant des intellectuels notoires de la période communiste, ils pourront se créer les conditions d'une certaine autonomie : nouvelles institutions de la « société civile » portant l'aura de l'antipolitique par rapport à des structures étatiques spécifiques en déclin (telle surtout l'Union des écrivains).

Tous les membres étant égaux par principe, il n'y a pas un délégué ou un chef du GDS investi par celui-là. Et pourtant certains membres du GDS se présentent comme gardiens du Groupe, prennent position comme s'ils parlaient au nom du Groupe ou, plus largement, de la catégorie d'intellectuels.

Comment arrive-t-on à se présenter et parfois même à recevoir la reconnaissance en tant que porte-parole d'un collectif ? Sur quoi se fonde cette autorité ? Qu'est-ce qui est en jeu lorsqu'on prétend parler au nom d'un groupe³¹⁵⁶ ? Qu'est-ce qui les incline à parler en porte-parole ? Des pratiques ou des préoccupations antérieures inclinent plus que d'autres à se présenter en porte-parole d'un collectif et à faire appel au public ?

Ceux qui prétendent parler au nom du GDS parlent souvent du GDS. Ils peuvent aussi bien répondre à d'autres membres du GDS ou d'autres intellectuels pour défendre le GDS. Ils participent aussi bien à faire l'histoire du GDS : compte-rendu des activités, des relations au sein du GDS ou récit des événements³¹⁵⁷. Mais tous ceux qui prétendent parler au nom du GDS et/ou produisent une histoire du GDS n'ont pas la même autorité et ne reçoivent pas la même autorité pour parler au nom du GDS.

S'imposent au sein du GDS des intellectuels les plus notoires, **Andrei Plesu**, dans un premier temps, mais surtout Gabriel **Liiceanu**. Qu'il s'agisse de critiques à l'égard des membres du Groupe ou/et du contenu de 22, leurs prises de position restent non contestées au sein du Groupe. Certains membres du GDS ne seront pas critiqués publiquement par leurs collègues, en dépit du fait que des critiques à leur compte –

³¹⁵⁴ Pierre Bourdieu, *Ce que parler veut dire*, op. cit., p. 107.

³¹⁵⁵ En se regroupant, des intellectuels de la période communiste (dans leur majorité) se créent une institution.

³¹⁵⁶ Pierre Bourdieu, *Ce que parler veut dire*, op. cit., pp. 103-119.

³¹⁵⁷ À part ou en plus des occasions où ils sont invités à restituer une histoire du GDS ou à parler de son rôle des membres fondateurs du GDS à l'occasion des anniversaires du Groupe

au sujet de leurs discours ou de leurs activités – seront formulés par nos interlocuteurs³¹⁵⁸. Le silence n'est pas égal à l'indifférence ou à la méconnaissance.

Encore qu'on admette rarement l'existence d'une parole autorisée au nom du GDS, **Gabriel Liiceanu** s'impose comme porte-parole du GDS, à l'intérieur comme à l'extérieur du Groupe. **Gabriel Liiceanu** prétend parler au nom du GDS ou d'une faction d'intellectuels même si dans la plupart de ses discours, il évoque ses propres expériences. **Gabriel Liiceanu** se présente au sein du GDS comme instance de validation des prises de position qui sont rendues publiques dans 22 qui est censé exprimer une vision commune des membres du Groupe. Et plus, sans mentionner le GDS, il parlera comme s'il parlait au nom des intellectuels. Acte qui peut être interprété comme un des effets des représentations du GDS et de sa position et de la position que celui-là occupe dans le champ intellectuel après 1989. **Liiceanu** se présente en porte-parole des intellectuels qui se reconnaissent et qui tendent à se rapprocher de ce groupement. Cela peut se lire aussi dans son premier texte publié dans 22, son « Appel aux canailles », rendu public entre mars et avril 1990, et dans presque la totalité de ses prises de positions, mais surtout lors des rencontres avec des intellectuels étrangers et des conférences publiques en présence d'autres intellectuels et parfois devant des politiques. Cette prétention, le fait de parler comme s'il parlait pour exprimer des vœux et des opinions de tous les intellectuels se situant au même pôle que le GDS ou au moins des intellectuels réunis dans le GDS, est acceptée, voire reconnue vu l'absence d'une contestation de ses prises de position. Des résistances à cette imposition d'un monopole sont bien rares, elles sont des commentaires des opinions de **Liiceanu**, elles reprennent des idées de celui-là pour les relativiser. De là l'impression que tous les membres adhèrent à ses opinions.

Définissant sa manière de « faire de la politique », **Liiceanu** déclare dans le cadre d'un entretien publié en 1991 :

« Après décembre '89 chacun de nous s'est senti, je crois, obligé de redéfinir sa modalité optimale de *faire bien autour* – excusez la naïveté de la formulation. De cette manière s'est ouvert – pour moi au moins – le dialogue manifeste avec la “politique explicite” : parler et agir publiquement de telle manière que, en t'exprimant toi-même, tu exprimes à la fois un grand nombre de personnes ; tu obtiens un mandat de représentativité de la part des autres et tu t'efforces de l'honorer. Si les autres, en nombre significatif, investissent leurs espérances en toi, tu as le droit de les refuser ou de les démentir ? Je me suis trouvé, sans avoir eu cette intention, dans cette situation, à la suite de quelques apparitions télévisées et quelques pages publiées dans des journaux. Ces brefs épisodes publics, par lesquels je ne voulais que rendre ma contribution à la prise de conscience (déformation professionnelle !) à la guérison d'une société traumatisée m'ont apporté [...] à la fois sympathie et haine³¹⁵⁹. »

Liiceanu définit en 1995 l'homme méritant par

³¹⁵⁸ En plus, certains nous fournissent des informations quant aux critiques adressées par d'autres au sujet de ceux ils formulent certaines critiques ou expriment leurs réserves lors de nos entretiens.

³¹⁵⁹ **Gabriel Liiceanu**, *Apel catre lichele*, op. cit., p. 178 (souligné dans le texte).

« sa capacité d'exprimer, à la place des autres et pour d'autres, ce que ces derniers n'arrivent pas à exprimer que d'une manière pas claire et confuse. Et cela indifféremment du moyen : par le mot, par la forme, par le son... Tout l'art et toute la grande culture du monde fait cela : *exprime* [...] Un homme qui est capable d'exprimer ce que les autres ressentent de manière confuse et ne peuvent exprimer est un homme valeureux parce qu'il est le porte-parole des milliers, de millions de personnes et des générations. Ce n'est pas une chose facile que de faire les autres de se reconnaître dans ton expression³¹⁶⁰. »

Que **Liiceanu** peut s'ériger en bien d'occasions comme porte-parole du GDS et du pôle intellectuel de l'anticommunisme, cela est rendu possible aussi par le fait qu'**Andrei Plesu**, intellectuel tout aussi connu et reconnu depuis la période communiste, disciple du philosophe Noica aux côtés de **Liiceanu**, crée une autre tribune du monde intellectuel, l'hebdomadaire *Dilema*, et développe ses propres projets dans d'autres cadres, le New Europe College (NEC). Notons que certains auteurs de *Dilema* sont devenus par la suite des auteurs de 22 et des membres du GDS et que le NEC recrute des intellectuels et des impétrants du même pôle. Que **Gabriel Liiceanu** exerce une forte influence au sein du GDS, nous révèle aussi le refus par le Groupe de sa proposition faite vers la fin des années 2000 de prendre en charge la gestion de la tribune du GDS au moment où 22 et, plus généralement la presse intellectuelle, se confronte à des difficultés financières presque insurmontables³¹⁶¹. Rodica Palade laisse entendre que ceux qui ont rejeté l'idée que **Gabriel Liiceanu** finance la revue, l'ont fait par ignorance, la méconnaissance des difficultés financières auxquels se confrontent la publication. De son côté, **Gabriel Liiceanu**, lors d'une discussion informelle, mentionne la méfiance affichée par les membres du GDS à ce qu'il se charge de la gestion financière. Selon **Liiceanu**, ils étaient préoccupés qu'il ne contrôle pas ainsi la revue.

Gabriel Liiceanu essaie d'exercer son contrôle sur la publication et exerce son pouvoir pour influencer voire limiter l'accès à l'entrée dans le Groupe. Certains membres du GDS parlent des tentatives de contrôle par des rédacteurs de 22. Cristian Preda mentionne les conseils qu'il recevait de la part des rédacteurs de la revue pour modifier ses textes, il ajoute que de choses pareilles ne se passent pas quand il écrit pour *Dilema*, avant de publier dans 22. Plusieurs collaborateurs de 22 avouent avoir été interrogés sur le contenu de leurs articles alors même qu'ils publient de manière constante dans 22. Des figures connues dans les milieux intellectuels et parfois aussi dans les milieux politiques ou bien même des membres du GDS recevront des « conseils » ou des « recommandations » de la part des responsables de 22 ou d'autres membres du GDS. Il peut aussi arriver qu'à certaines périodes, les rédacteurs en chef successifs reprochent aux membres du GDS et aux collaborateurs de la revue leur manque de fidélité, souvent puisqu'ils continuent à publier dans *Dilema* dont le responsable est **Andrei Plesu**. A travers le temps, on peut reconnaître certaines figures qui essaient de s'imposer en porte-parole du GDS.

³¹⁶⁰ *Ibid.*, p. 270.

³¹⁶¹ Discussion informelle avec **Gabriel Liiceanu** (le 19 juin 2008).

Produisent un récit sur la vie ou au moins sur certains événements du GDS ceux qui sont des plus investis dans l'activité principale du GDS, sa revue. Des rédacteurs en chef et des rédacteurs de 22 des plus investis peuvent parler au nom du GDS. **Stelian Tanase** lorsqu'il est responsable de 22 ainsi que les rédactrices en chef qui lui suivent, Gabriela Adamesteanu et, plus tard, Rodica Palade. **Andrei Pippidi**, historien des plus connus, lorsqu'il est membre du comité directoire de 22 et publie assidûment dans 22. **Andrei Cornea** qui, à plusieurs occasions durant toute la période concernée, interviendra pour rendre compte de certains événements du GDS ou pour justifier des décisions prises au sein du GDS. Son intérêt pour 22 et pour le GDS est constant depuis 1990. Et à certaines occasions Horia-Roman Patapievic qui est un intellectuel de l'après 1989 dont la notoriété et la consécration sont en partie au moins liées au soutien qu'il reçoit de **Liiceanu**.

Un autre membre fondateur du GDS, peut-être le plus habile des médiateurs du GDS, **Sorin Antohi** parlera du GDS, de ses membres et de sa tribune dans un essai intitulé « nos guerres culturelles » dans son volume publié l'année suivant son départ du GDS, après les deux scandales qui le secoue en 2006³¹⁶².

Certains autres restituent une histoire à laquelle ils n'ont pas participé faisant ainsi voir la reconnaissance acquise par le GDS, leur intégration au sein du Groupe (Vladimir Tismaneanu).

D'autres encore essaieront à travers le temps à représenter le Groupe. Leur « illégitimité » se dévoile dans le contenu et les formes de leurs prises de position ou, pour le mieux, dans l'absence d'une mobilisation des intellectuels. Ils ne signent pas ou ils n'initient pas des manifestes ou des appels sauf (et, dans certains cas, lorsqu'ils le font ils peuvent échouer jusqu'en se voyant exclus du Groupe, comme est le cas de Sorin Iliesiu)

Mentions étant faites souvent de leur hétérogénéité, certains membres du GDS identifient au sein du GDS des « groupes³¹⁶³ ». Des membres du GDS se classent eux-mêmes ou, plus souvent, classent les autres. Les professionnels du domaine médiatique et artistique qui travaillent dans le Studio audio-visuel du GDS, se présentent comme « groupe » et ils sont aussi présentés comme « probablement le noyau le plus homogène³¹⁶⁴ ».

Gabriela Adamesteanu, l'ancienne rédactrice en chef de 22, parle du « groupe des sociologues » qui, selon elle, « véhicule l'idée » en 1989 de créer un « groupe pour le dialogue social », en citant les deux sociologues parmi les plus jeunes membres fondateurs du GDS : **Calin Anastasiu** et **Alin Teodorescu**. Ces deux qui, selon elle, « entretenaient certaines relations, à ce moment-là, avec Silviu Brucan ». Et c'est toujours à eux qu'elle reconnaît « l'organisation pratique et la médiatisation » du GDS en 1990 dans son

³¹⁶² Sorin Antohi, *Razboaie culturale*, op. cit., pp. 18, 25, 30, 38-39.

³¹⁶³ Cela a déjà été mentionné dans notre compte-rendu de notre enquête.

³¹⁶⁴ Affirmation faite **Alin Teodorescu**, celui qui contribue à la naissance de ce sous-groupe comme suite du soutien donné aux spécialistes des médias pour la création d'un studio audiovisuel. **Alin Teodorescu** est à cette époque-là à la fois président du conseil d'administration du GDS et président de la filiale roumaine de la Fondation Soros. 22, 59, 1991.

volume de mémoires. L'idée d'un projet concernant la constitution « d'un groupe pour le dialogue social³¹⁶⁵ » lui est transmise par **Stelian Tanase**, en novembre 1989, alors proche des sociologues qui intègrent le GDS en 1989 mais fréquentant aussi des milieux littéraires, monde auquel Gabriela Adamesteanu appartient en tant qu'écrivaine consacrée et rédactrice de la plus importante maison d'édition de l'Union des écrivains. Ce classement est repris par Rodica Palade, rédactrice en chef de 22 après le retrait de G. Adamesteanu et l'amie de cette dernière depuis la période communiste et sa collaboratrice la plus proche après 1989. Cette fois-là, le classement semble avoir comme base des pratiques et des intérêts de certains membres du GDS, non sans lien avec des relations qu'ils ont entretenues avant 1989. Le « groupe des sociologues » est, selon Rodica Palade, composé de ceux « qui ont réussi », à savoir **Stelian Tanase**, **Alin Teodorescu**, **Calin Anastasiu**. Il s'agit ici de ceux qui, dès le début des années 1990, semblent avoir pris leurs distances avec le GDS³¹⁶⁶. Mais **Stelian Tanase** n'est sociologue qu'après 1989, vu qu'il obtient en 1996 son doctorat en sociologie politique³¹⁶⁷. Les trois se sont connus et se sont fréquentés dans la période communiste. Ils sont considérés par Gabriela Adamesteanu début des années 2000 comme « pionniers », pour la construction des « institutions (même si par des moyens assez différents) » :

« **Stelian Tanase** (le premier rédacteur de 22, activiste de l'Alliance Civique [AC] et du Parti de l'Alliance civique [PAC], directeur de *Sfera politicii*) ou **Alin Teodorescu** (ancien directeur de la Fondation Soros, actuellement directeur de l'Institut de marketing et de sondages [IMAS]). »

Ils sont considérés au même titre qu'un autre créateur d'institution après 1989, Gabriel Liiceanu, fondateur des Éditions Humanitas, qui, selon Gabriela Adamesteanu, « a créé un certain modèle important pour la société roumaine comme aussi le Groupe pour le dialogue social, qui, entre temps, s'est relâché en devenant une sorte de “salon Guermentes de la transition”³¹⁶⁸ ».

Dans un premier temps le « groupe des sociologues » contribuent à faire l'institution, en se consacrant chacun à une activité propre au sein du GDS, mais ils se distancient du GDS progressivement pour créer leurs propres « institutions » sans pourtant rompre avec le Groupe. Ce mouvement de distanciation par rapport au GDS semble être un adjuvant nécessaire à l'obtention d'une certaine reconnaissance. Au sein du « groupe des sociologues » on distingue un spécialiste du communisme (**Stelian Tanase**) et des spécialistes des médias qui ne sont pas des universitaires mais qui s'intéressent aux sciences politiques (**Calin Anastasiu**, **Alin Teodorescu**). En effet, les sociologues, de par leur formation et le type d'activités menées sous le communisme, sont au nombre de trois parmi les membres fondateurs : Pavel Campeanu, **Alin Teodorescu** et de **Calin Anastasiu**. Un autre sociologue, formé toujours dans les années 1970, et politiste par son appartenance disciplinaire et institutionnelle, un des plus notoires spécialistes du

³¹⁶⁵ Gabriela Adamesteanu, *Cele doua Romanii*, op. cit., p. 10.

³¹⁶⁶ Selon les propres témoignages, les affirmations d'**Alin Teodorescu** et de **Stelian Tanase**.

³¹⁶⁷ Sous la direction d'un sociologue de la période communiste, Lazar Vlasceanu, universitaire de la période postcommuniste. Mais **Stelian Tanase** ne présentera jamais comme sociologue (voir chapitre 10).

³¹⁶⁸ Gabriela Adamesteanu, *Cele doua Romanii*, op. cit., p. 13.

communisme, Vladimir Tismaneanu, intégrera le GDS vers la fin des années 2000. Le seul représentant du « groupe d'Iasi » à être intégré plus tard au Groupe, à l'automne 1990, est Liviu Antonesei, formé en psychologie et en sociologie, écrivain débutant en 1989, chercheur depuis les années 1970 et universitaire depuis 1990 en sciences de l'éducation.

Mais on se représente aussi des sous-groupes au sein du GDS en fonction des options idéologiques. En mentionnant toujours l'hétérogénéité qui caractérise le GDS, Gabriela Adamesteanu parle des « libéraux », citant dans cette catégorie des auteurs d'études d'histoire intellectuelle du libéralisme, formés à l'étranger après 1989, dont principalement Cristian Preda³¹⁶⁹. Rodica Palade, à son tour, considère des membres du GDS selon qu'ils partagent ou non une option idéologique considérée par celle-là comme étant celle du GDS³¹⁷⁰. On parle alors – après le milieu des années 2000 – de la « droite » comme option de la majorité des membres du GDS ainsi que des intellectuels de la période postcommuniste qui se sont affirmés comme « libéraux »³¹⁷¹. Ces témoignages renvoient aux diverses manières de se définir pour la politique et de définir la lignée idéologique du GDS revendiquée par certains membres du GDS. Des « libéraux » intégrés au GDS ont mis à profit leur capital scolaire acquis à l'étranger et jouent le rôle de médiateurs dans le champ universitaire et dans le secteur éditorial mais aussi pour le GDS et dans le champ politique. Tel est le cas d'Aurelian Craiutu qui est un économiste formé sous le communisme, se consacrant après 1989 aux « études politiques » en France et aux « sciences politiques » aux États-Unis. Mais aucune mention n'est faite à **Sorin Antohi**, qui va « encourager », selon ses propres témoignages, l'étude du libéralisme par des plus jeunes intellectuels des années 1990³¹⁷².

Les deux sous-groupes identifiés par nos interlocuteurs partagent l'intérêt pour la politique, pour le jeu politique et ses agents, et non seulement pour des idées véhiculées dans le monde politique. Mettant en œuvre des savoirs d'un autre type que ceux auxquels peuvent recourir des philosophes professionnels ou formés à la philosophie en autodidactes, des littéraires ou des artistes consacrés sous le communisme, ils se présentent comme nouveaux représentants d'une « nouvelle » autorité : spécialistes de la politique (des participants au jeu politique et de son mode de fonctionnement) ou spécialistes des médias.

³¹⁶⁹ Entretien avec Gabriela Adamesteanu (le 27 février 2007).

³¹⁷⁰ Entretien avec Rodica Palade (le 17 avril 2008). Lors de notre entretien avec Rodica Palade, le Groupe s'affirme par son soutien donné au président Traian Basescu. La « droite » dans le discours des politiques auxquels le GDS s'est attaché est une revendication identitaire qui n'apparaît qu'après le milieu des années 2000.

³¹⁷¹ Entretien avec G. (2008). Des relations familiales sont mentionnées dans un cas en jugeant d'une dite identité « de droite » (alors clamée par un acteur politique soutenu par le Groupe). L'identité « de droite » est alors mise en question par des relations familiales avec des acteurs politiques qui ne se situent plus dans la proximité du Groupe. Selon ce membre du GDS et rédacteur de 22, Cristian Preda ne partage pas avec la majorité des membres du GDS une identité de « droite », revendiquée toutefois par le parti dans lequel il s'enrôle et qui est soutenu à la même période intensément par des membres du GDS notoires, puisqu'il est lié par des relations familiales à l'ancien président de Roumanie, Emil Constantinescu. Il n'est pas cependant clair comment des relations familiales (mentionnées aussi par d'autres interlocuteurs) auraient dans ce cas précis des influences sur la revendication d'une identité (celle libérale) qui n'a pas été toutefois exprimée, ni formulée ni revendiquée, par l'ancien président de la Roumanie, élu en 1996.

³¹⁷² Voir chapitres 10 et 11.

Les sous-groupes tels qu'ils se donnent à nos interlocutrices, responsables de 22, ne recoupent qu'en partie le sous-groupe au sein du Groupe composé de politistes de l'après 1989, ceux qui vont intégrer l'enseignement des sciences politiques (dont **Stelian Tanase**, Aurelian Craiutu et Cristian Preda). Parmi les « sociologues » et les « libéraux », certains ne sont pas des universitaires à titre permanent ou ils ne le seront jamais (**Alin Teodorescu**, **Calin Anastasiu**), alors que parmi des politistes on compte aussi des historiens (Florin Turcanu, Armand Gosu) ou un membre fondateur, opposant au régime communiste, s'intégrant dans l'enseignement des sciences politiques (**Gabriel Andreescu**).

VII. Ré-investir le capital accumulé

Leurs analyses sur l'évolution de la production culturelle au début des années 1990, face aux changements induits par les nouvelles conditions politiques et sociales, et sur la réception de leurs œuvres produites sous le communisme, mettent en évidence les effets que le processus de libéralisation politique a eus dans le champ de la production culturelle³¹⁷³. Le rapport différent à la littérature de fiction s'impose dans la situation où le contrôle idéologique disparaît et les pratiques de contournement de la censure mises en œuvre par les écrivains ne constituent plus un enjeu dans le champ intellectuel. Le renoncement à la fiction et l'investissement dans le journalisme vécu comme « renoncement », comme « sacrifice³¹⁷⁴ » n'est que la traduction du brouillage des repères dans le champ de la production culturelle.

Dans les bouleversements que les événements de 1989 provoquent dans toute la société le moment est venu pour l'affirmation des écrivains et des scientifiques ensemble comme groupe et leurs préoccupations pour d'autres questions que celles tenant de leur domaine d'activité. Le désir de fonder des associations, des groupements est partagé par beaucoup d'intellectuels, selon leurs témoignages ultérieurs. Les écrivains et les chercheurs en sciences sociales, historiens dans la plupart des cas, investissent le journalisme, c'est leur manière de réajuster leurs pratiques professionnelles au changement des logiques du champ intellectuel après 1989. C'est par le journalisme qu'ils peuvent se manifester ensemble, écrivains ou essayistes et scientifiques, universitaires de la période communiste mais aussi prétendants au statut d'intellectuels (d'une même génération que des auteurs de la période communiste), comme une nouvelle force politique après la disparition du monopole sur la politique du seul acteur politique officiel, le PCR, dans une conjoncture marquée par la recomposition d'un champ politique et de la reconfiguration du champ intellectuel. Pour nombre de ces intellectuels, l'investissement du journalisme semble la stratégie la plus appropriée pour affirmer collectivement leur existence en tant que groupe doté d'un capital symbolique. Parmi leurs stratégies d'ajustement de leurs dispositions et du capital social acquis à un nouvel état du champ régi par le système du marché l'investissement du journalisme s'« impose » à eux comme premier

³¹⁷³ Dan C. Mihailescu, « La loi du marché, non ? », rubrique « Accents », 22, 11, 1990, p. 4 ; Ion Draganoiu, « La censure de la presse », surtitre « Censure et autocensure aux années 1980 », 22, 30, 1991, p. 5. Entretien avec **Sorin Antohi** (le 25 mars 2008).

³¹⁷⁴ Gabriela Adamesteanu, « De retour à la littérature », rubrique « Accents », 22, 11, 1990, p. 5.

ou principal moyen d'affirmation dans un champ délivré de toute entrave politique. Encore que, pour adapter des secteurs de la production et de diffusion culturelle, ils vont s'appuyer sur les décisions politiques procédant ainsi à une restructuration du champ. Sinon c'est précisément le fait de s'intéresser à la politique et de recourir au journalisme en faisant ainsi connaître leur intérêt pour la politique qui les ouvrent de nouvelles possibilités, parfois inespérées, parfois contestées, comme celle de faire leur entrée à l'université dans une nouvelle discipline ou en politique.

L'investissement dans le journalisme permet de se repositionner dans le champ intellectuel dans bien des cas en procédant à la reconversion du capital accumulé par la manifestation de leur intérêt pour des domaines qui ne tiennent pas à leur spécialité ou à leur pratique professionnelle d'avant 1989. Les pratiques journalistiques, leur recours au journalisme diffèrent selon leurs attentes, selon leur formation ou selon la position occupée. À l'exception de ceux qui occupent des postes politiques dès décembre 1989, ils sont des critiques et des concurrents du pouvoir, ils veulent participer au jeu politique en tout premier lieu en s'investissant dans le journalisme. Leurs stratégies de reconversion du capital obtenu avant 1989 concernent après 1989 presque dans tous les cas l'investissement dans le journalisme. Ils se font reconnaître à l'ensemble du champ intellectuel et ils font connaître leurs nouveaux intérêts intellectuels, leurs savoirs. Certains se préoccupent à discuter de la politique en liaison avec les conflits ethniques, d'autres sont plus préoccupés par la « classe politique », celle qui devrait naître et à laquelle ils vont participer, ou par l'ancienne classe politique, etc. Des plus jeunes membres fondateurs du GDS (nés dans les années 1950), tout comme des journalistes (de la rédaction), s'intéressent à introduire de nouveaux sujets de réflexion. Par la suite, dans leurs textes à visée scientifique, ils traiteront des mêmes sujets. Dans un autre langage, spécialisé, des sujets de leurs prises de position des années 1990 et leur orientation sont transférées dans un autre espace, celui des discours politiques fondés en science. Certains se dirigent et assoient leurs engagements (divers types d'engagement) en s'intéressant à des domaines qui peuvent leur procurer la base de leurs accès dans les nouvelles institutions nouvellement créées. Des plus jeunes vont s'essayer à dépasser leur domaine de compétence (discipline de formation, discipline dans laquelle ils se sont intégrés avant 1989) sous l'influence et avec l'apport de l'étranger : se formant à l'étranger ou embrassant une carrière intellectuelle dans une autre discipline (que celle de leur formation). Valoriser le capital symbolique (acquis dans le champ littéraire et/ou dans le champ scientifique) et parfois, là où il existe, le capital moral acquis par leurs critiques à l'égard des décisions du pouvoir, plus rarement leur opposition au régime communiste, par le biais de la presse s'inscrit dans les possibilités mêmes du réajustement dans la nouvelle conjoncture. Investir le journalisme leur permet d'accumuler ou de renforcer leur capital symbolique et par ce biais, ils sont en position d'accéder à de nouvelles positions dans le champ intellectuel ou/et dans le champ politique. Si le capital moral accumulé pendant le communisme contribue à faire entrer des intellectuels dans le champ politique, le capital accumulé par l'investissement du journalisme, le fait de se rendre visibles à l'ensemble

du champ intellectuel et au champ politique, mais aussi devant un public large, ouvre de nouvelles possibilités, parfois inespérées, certainement improbables si ce n'était pas l'état de crise au sein des institutions début 1990. Immédiatement après les événements 1989, plusieurs se sont vus accepter voire coopter dans ces institutions comme l'Université ou l'Union des écrivains. Certains créent leurs propres institutions ou/et s'investissent dans de nouvelles activités liées à leur (nouvel) intérêt pour la politique.

À partir de 1991, l'hebdomadaire 22, ne reflète qu'en partie la composition du GDS, des préoccupations et des opinions de ses membres. Certains membres se préoccupent à l'action politique, à développer d'autres formes de manifestation de leurs nouvelles préoccupations. En partant de 1991, des membres du GDS commencent à se diriger vers des secteurs divers, à s'investir dans d'autres activités. 22 permet de voir qui d'entre eux se préoccupent encore et toujours principalement au journalisme, en dehors bien sûr de leurs autres activités (dans la recherche, dans l'enseignement, dans des institutions politiques ou se préparant à la politique en s'intégrant à d'autres collectifs). Elle reste encore le moyen le plus accessible et le plus visible pour imposer son point de vue au sein du GDS et de se faire voir et devant le public de faire voir qui a le pouvoir de s'imposer au sein du GDS, dans l'espace public. Dans la période de 1990 à 1992, ils se préoccupent à la politique, par la presse ou en créant et en participant à des associations civiques à vocation politique, ou à l'activité politique en intégrant des institutions étatiques. Par la suite, progressivement et notamment à partir de 1994, ils s'intéressent plus à des activités plus éloignées au champ politique tout en gardant un intérêt pour la politique. Plusieurs déploient des activités dans le domaine éditorial, éditeurs, traducteurs, préfaciers, ou créent des revues (de science politique).

Investir le journalisme et discuter de la politique, des sujets de l'agenda politique, c'est leur manière de sortir de leur spécialité à laquelle ils étaient confinés sous le communisme pour disputer aux agents issus du champ politique, à un moment où ceux-ci sont discrédités, le monopole du discours autorisé sur la politique.

Le « dialogue » entre des membres du GDS sera présenté aussi dans les chapitres suivants tenant en considération les textes publiés dans 22 durant les premières années après 1989.

Chapitre 6 :

Rhétorique de l'« anticomunisme »

Le contexte politique, à savoir la chute du régime communiste, permet aux écrivains et aux scientifiques de s'exprimer sur les choses politiques et, ce faisant, d'influer sur l'évolution du champ politique. Mais l'ouverture de nouvelles possibilités pour les intellectuels, de la création de nouvelles revues jusqu'à l'occupation des postes dans les structures politiques en passant par la création de nouveaux organismes autonomes, et le renouvellement de l'espace scientifique, ne saurait expliquer les modalités par lesquelles les intellectuels ont manifesté le pouvoir conquis après 1989 et notamment au début des années 1990. Dans la situation de la disparition du régime de Ceausescu, dans le contexte de la tombée du rideau de fer, de l'ouverture à l'espace international et de l'installation des régimes qui poussent les leaders de la dissidence au devant de la scène politique, des intellectuels roumains, homologues des intellectuels dissidents de l'Europe de l'Est, ont constitué un groupement informel. La surpolitisation des enjeux spécifiques qui résulte des préoccupations nouvelles pour les choses politiques et d'un nécessaire repositionnement des intellectuels dans le postcommunisme se traduit, entre autres, par l'apparition d'un groupement qui se présente en participant au processus de démocratisation³¹⁷⁵. L'apparition du Groupe pour le dialogue social (GDS) comme groupement d'intellectuels rassemblant des opposants, des dissidents, des écrivains et/ou des scientifiques des plus notoires de la période communisme est le signe de politisation des champs de production culturelle en Roumanie après la chute du communisme.

Suite aux événements de 1989, la tendance à une reconfiguration des appartenances intellectuelles au détriment des anciennes institutions à vocation culturelle (littéraires, artistiques, académiques) se manifeste en étroite liaison avec les représentations chez des intellectuels de leurs rapports avec le pouvoir communiste. L'éclatement des anciennes alliances et des anciennes appartenances s'accompagne du désir d'affirmer sur la scène publique ce qui se trouvait au stade du refoulé ou ce qui était dit dans les cercles plus étroits. Les concurrences qui se déployaient largement pendant le communisme au sein du champ littéraire³¹⁷⁶, les conflits entre des intellectuels, qui restent peu visibles au large public sous le communisme, entre universitaires, scientifiques et/ou écrivains, se manifestent au grand jour après 1989 dans les conditions de la libéralisation politique par l'intermédiaire du journalisme. Le fait de se regrouper contribue au renforcement de la position qu'ils occupaient avant 1989 et la légitimité de prendre position sur l'actualité politique par les divers moyens que leur procure l'appartenance à un groupement qui construit sa position en s'appuyant sur le capital moral que certains membres du GDS ont acquis pendant la période

³¹⁷⁵ « La Déclaration du Groupe pour le dialogue social », 22, 1, le 20 janvier 1990.

³¹⁷⁶ Voir Lucia Dragomir, *Une institution littéraire entre exigences artistiques et commande politique*, op. cit. ; Id., *L'Union des Écrivains*, op. cit.

communiste. A la faveur de la position dominante du GDS pendant la période postcommuniste, les intellectuels du GDS, chacun selon le capital qu'il peut mobiliser (capital culturel ou capital symbolique accumulé avant 1989³¹⁷⁷, capital moral et capital social³¹⁷⁸), dans le cadre de leurs activités spécifiques, contribuent à la construction d'une mémoire historique, dans un premier temps à travers sa tribune, la publication 22, puisque des « groupes [...] tiennent [...] pendant une période, le sceptre des mœurs et [...] façonnent l'opinion suivant de nouveaux modèles³¹⁷⁹ ».

Le processus de recomposition du champ politique et l'ouverture d'un large « champ des possibles³¹⁸⁰ » aux intellectuels et/ou au prétendants intellectuels associés à l'hétérogénéité des participants au GDS conduisent à de nouvelles ruptures et de nouvelles alliances ayant comme base les représentations que se font les intellectuels de leur rôle et la manière dont certains des membres les plus notoires du GDS entendent se définir en opposition aux politiques « néocomunistes ». Les intellectuels, des plus notoires de la période postcommuniste (jeunes et moins jeunes), ceux qui ont manifesté explicitement leur engagement³¹⁸¹ ou leur adhésion à la vision dominante, à savoir l'anticommunisme, tendent à imposer l'image des intellectuels qu'ils se sont découverts sous l'impulsion des événements et suivant les demandes du public des aptitudes nouvelles, à savoir une « vocation » politique. Le GDS procède à la mise à distance des prises de position qui contredisent la vision dominante à laquelle les membres participent en fonction du poids de leur capital spécifique (littéraire, scientifique, etc.)³¹⁸², c'est-à-dire du capital symbolique (renforcé et soutenu par le capital social). Ceux qui dominent le champ intellectuel après 1989, dont les plus notoires sont des membres fondateurs du GDS, sont des écrivains, des historiens de l'art ou des philosophes qui ont acquis leur notoriété en tant qu'écrivains.

Confrontés à l'espace international, devant l'ouverture à l'Occident, ils doivent justifier la « spécificité roumaine ». Et ils procèdent à la justification de l'absence d'un mouvement dissident du monde intellectuel au temps du communisme en publiant des témoignages des rares dissidents ou opposants au régime³¹⁸³ et des victimes de la première période communiste mais aussi d'autres intellectuels de la période communiste et des intellectuels de l'exil.

Les revendications du GDS sont en étroite liaison avec la libéralisation politique. Elles se fondent sur la rupture avec le passé récent et plus précisément avec les tenants du régime communiste (agents

³¹⁷⁷ Pierre Bourdieu, *Raisons pratiques*, op. cit., pp. 9-29 et 116-133.

³¹⁷⁸ Pierre Bourdieu, « Le capital social. Notes provisoires », art. cit.

³¹⁷⁹ Maurice Halbwachs, *La mémoire collective*, op. cit., p. 113.

³¹⁸⁰ Pierre Bourdieu, *La Distinction*, op. cit., p. 122.

³¹⁸¹ Si les membres du GDS peuvent adopter simultanément des postures différentes, et non seulement au début des années 1990, cela est dû aussi à leur appartenance au GDS, à leur participation à cette forme d'engagement collectif qu'est le groupement d'« intellectuels de diverses professions » (22, 1, le 20 janvier 1990).

³¹⁸² En fonction du moment, de l'état du champ intellectuel et des enjeux en lutte, le capital scientifique peut être plus valorisant, en d'autres circonstances, c'est le capital littéraire (propriétés incorporées et/ou objectivées) qui est plus « pertinent ». Pierre Bourdieu, *La Distinction*, op. cit., pp. 89 et 127.

³¹⁸³ Par les termes d'« opposant » et de « dissident » nous entendons distinguer entre ceux qui ont été des membres du PCR et ceux qui ne l'ont pas été.

politiques aussi bien qu'intellectuels). La « déclaration de constitution » du GDS vise à légitimer la position d'intellectuels qui prétendent à un rôle politique dans le nouvel ordre. L'utilisation des termes tels « groupe autonome », « groupe (s) indépendant(s) », et peu après, l'« apolitisme » ou « l'antipolitique » sert à fonder la posture d'intellectuel après la chute du régime communiste. Conquérir la légitimité à discuter de la politique passe par un travail de définition fondé sur des stratégies destinées à se défaire de l'héritage de l'ancien régime, ils entendent mettre en avant leur désintéressement pour le pouvoir politique et revendiquent un engagement politique au nom de la morale.

Quand ils prétendent jouer un rôle politique, les intellectuels qui se regroupent après 1989 procèdent à la construction d'une identité commune qui est fondée sur la reconversion du capital symbolique acquis pendant le communisme, et en faisant cela ils retraduisent, en fonction de nouveaux enjeux, leurs pratiques anciennes étroitement liées à leur domaine d'activité et à leurs préoccupations intellectuelles. Certaines de leurs pratiques (discours, stratégies éditoriales) visant à se faire une place dans le monde intellectuel reçoivent un nouveau sens politique après 1989. Et l'occupation des positions marginales dans le champ littéraire et/ou scientifique est faite signe de leur distance vis-à-vis du régime. L'« anticommunisme » permet alors d'attribuer aux stratégies visant la transformation des rapports de force dans des institutions traditionnelles spécifiques (Université, Académie, Union des écrivains, Union des artistes, Église³¹⁸⁴) un sens politique au moment où le champ politique est en train de se recomposer. Entre leurs intérêts spécifiques qui tiennent à leurs attentes d'une nouvelle position dans un champ spécifique et leurs prétentions à jouer un rôle politique après la chute du régime communiste quand les positions dans le champ du pouvoir restent à faire, le « procès du communisme » présenté comme objectif principal des intellectuels est le résultat d'un travail de légitimation de leurs attentes et de la construction d'une identité commune.

Sous l'emprise de l'urgence, à la suite de la démission du communisme, des intellectuels autonomistes d'avant 1989 se mobilisent au nom de la morale. Le regroupement d'intellectuels permet de mettre en valeur le capital moral qu'ils cumulent et que certains ont obtenu avant 1989 et le volume du capital symbolique en procédant à une réévaluation du capital culturel acquis sous le communisme pour s'engager au nom des valeurs intellectuelles. L'affirmation collective des intellectuels suppose la construction d'une identité commune qui est en rapport avec l'évaluation du passé. Ce chapitre présente le travail de construction d'une identité commune et de légitimation des engagements intellectuels qui consiste dans le recours à la mémoire individuelle au moment même de la restructuration de l'espace politique, et dans la formulation du « procès du communisme » comme procès « moral ». Le témoignage est une forme prise par le travail de mémoire qui prend une place importante dans les stratégies discursives de légitimation de la position des intellectuels, des revendications d'un rôle politique par des intellectuels consacrés sous le communisme et des intellectuels autonomistes de la période communiste. Le travail de mémoire qui nous

³¹⁸⁴ Voir *supra*, chapitres 4 et 5.

est présenté sous diverses formes s'inscrit et fonde l'objectif principal de ces intellectuels, à savoir faire le « procès du communisme ».

Inscrire, replacer sa mémoire individuelle en celle collective en l'adaptant aux nouveaux enjeux du moment, celle que le GDS contribue à imposer, devient marque de sa rupture d'avec le passé communiste. Les jugements éthiques l'emportent souvent dès qu'il est question de traiter de la période communiste, des hommes politiques et des attitudes des intellectuels. En même temps ceux dont les souvenirs ne tendent pas à s'accorder aux représentations dominantes du GDS sont enclins à dépersonnaliser leurs prises de position et à adopter la posture du scientifique en mettant en avant la compétence et/ou le savoir acquis en autodidacte dans d'autres milieux.

Le recours à la mémoire sert dans le même temps au travail de légitimation de leurs revendications ayant comme but le renforcement de leur position ou la construction d'une nouvelle position dans un des champs de production culturelle. Le recours à la mémoire individuelle parvient à l'imposition d'une mémoire collective qui permet aux écrivains ou aux scientifiques-écrivains de reconvertir leurs pratiques proprement intellectuelles en capital moral pour légitimer leurs prises de position politiques et asseoir leur position dans un champ spécifique.

De manière globale, on pourrait dire que ceux qui sont des littéraires ou des essayistes semblent être plus disposés à recourir à la mémoire individuelle. Les plus jeunes intellectuels (écrivains, historiens de l'art, critiques littéraires, philosophes, sociologues etc.) qui ne peuvent pas compter sur un fort capital symbolique³¹⁸⁵ doivent s'appuyer sur le capital symbolique et le capital social que leur procure l'appartenance au GDS. Le GDS joue la fonction d'instance légitimante dans le champ intellectuel comme dans celui politique³¹⁸⁶. L'appartenance au GDS leur procure les moyens de renforcer leur position après 1989, se faire connaître dans l'espace politique ou se faire reconnaître dans l'espace intellectuel, s'investir dans de nouvelles activités (journalisme politique, télévision, sondage, fondations, éditions et politique). Si on considère globalement le poids du capital moral dans la position des intellectuels et l'évolution de leur position dans le champ intellectuel, le capital moral se trouve dévalué, il perd de sa valeur à travers le temps, il est concurrencé par le capital spécifique accumulé déjà avant 1989 par certains intellectuels (du GDS) mais aussi par le capital spécifique (symbolique) que la plupart se procure en fonction du domaine et du secteur culturel où ils s'investissent dans des activités spécifiques après 1989. Si le capital symbolique détenu par certains intellectuels notoires vers la fin du régime communiste s'accroît après 1989, les plus jeunes, en fonction des alliances qu'ils nouent ou entretiennent à la faveur de leurs activités et de leurs sujets d'intérêt proprement intellectuel accumulent eux aussi du capital symbolique.

³¹⁸⁵ Les exceptions doivent être notées ici : **Mircea Dinescu** et **Dan Petrescu**, le premier étant le poète bien connu et le poète dissident tout aussi connu, le second, étant un des rares écrivains, opposants du régime communiste.

³¹⁸⁶ Une autre instance légitimante est la Radio Free Europe.

Que ce soit des philosophes-écrivains ou des essayistes qui parlent d'un « projet typique d'intellectuel humaniste, illuministe » ou de ceux qui se présentent en spécialistes du « phénomène communiste » ou du « bolchévisme », les intellectuels du GDS soutiennent la nécessité d'une discussion sur le passé puisque « la situation actuelle » est le résultat du communisme surtout qu'on constate l'existence de la « continuité » ou des « continuités »³¹⁸⁷. Le travail de mémoire qui nous est présenté sous diverses formes s'inscrit et fonde l'objectif principal de ces intellectuels, à savoir faire le « procès du communisme ». Il importe ici de reconstituer l'apparition de ce « projet » et la manière dont il se construit au début des années 1990, les termes et l'évolution des sujets qui y seront inclus en appuyant l'imposition de l'« anticommunisme » comme identité et vision de ces intellectuels qui est représentative du courant dominant après l'effondrement du régime communiste. Il s'agit ici d'analyser l'émergence de cette catégorie, celle d'« anticommunisme », qui a contribué à rendre plus visibles les intellectuels du GDS et à laquelle d'autres ont apporté leur contribution, parfois en lui donnant de nouveaux sens pour élargir son champ d'application.

On s'intéresse ici à l'imbrication des logiques intellectuelles (qui tiennent au fonctionnement du champ intellectuel) et des logiques politiques dans la construction d'une identité commune permettant aux écrivains et/ou scientifiques parmi les plus notoires, aux dissidents intellectuels et aux opposants au régime communiste de se créer une position qui contribuent à la transformation des rapports de force, d'un côté, au sein du champ proprement intellectuel et, d'autre côté, dans le champ politique.

C'est du discours identitaire³¹⁸⁸, des membres du GDS et de ses collaborateurs, qu'il est question dans ce chapitre, des revendications d'un rôle politique par des intellectuels, collectivement, en tant que groupe, mais aussi des stratégies identitaires des membres du GDS et de ses collaborateurs (rédacteurs de 22 surtout) qui se définissent compte tenu des enjeux du moment et, selon les cas, pour le champ intellectuel et pour le champ politique, et s'essaient de redéfinir le « champ du pensable politiquement [...], la problématique légitime³¹⁸⁹ ».

Il s'agit de décrire les diverses contributions à la création de la mémoire collective et la manière dont la mémoire individuelle participe à la construction d'une identité commune permettant de légitimer les revendications du GDS. Mais aussi d'observer les stratégies que des intellectuels, en fonction de leur position dans le GDS en liaison avec le type et le volume de capital obtenu avant 1989, peuvent inventer selon les instruments dont ils disposent pour renforcer ou subvertir la construction d'une identité commune. Selon l'âge, le type de capital accumulé et le savoir acquis par chacun, les intellectuels recourent à l'autobiographie et font usage de la biographie pour revendiquer une nouvelle position. Le recours à la

³¹⁸⁷ 22, 11, le 30 mars 1990.

³¹⁸⁸ Sur le travail de construction de l'affirmation identitaire, sur la littérature comme « instrument [...] de la domination politique et symbolique » et sa « puissance subversive » voir Hervé Serry, « La littérature pour faire et défaire les groupes », art. cit.

³¹⁸⁹ Pierre Bourdieu, *La Distinction*, op. cit., p. 465.

mémoire répond à « l'urgence » d'une évaluation du passé. Chacun des membres du GDS et notamment ceux qui ne sont pas des dissidents ou des opposants au régime recourent à la mémoire individuelle et/ou à la mémoire collective à travers des moyens divers selon leurs dispositions ou propriétés incorporées (*habitus*)³¹⁹⁰ et en fonction du capital social qu'ils peuvent mobiliser³¹⁹¹. Les prises de position politiques et intellectuelles restent opaques sans l'observation des positions et des *habitus* de ceux qui le produisent et participent à leur réception en utilisant les moyens dont ils disposent notamment dans les milieux où ils s'insèrent.

Ce texte analyse les diverses stratégies de sociodiscée qui participent largement à la construction d'une identité collective, celle des intellectuels *auto-désignés* « anticomunistes » ou qu'on reconnaît comme « anticomunistes » par leur appartenance à un groupement qui s'était imposé comme représentant du courant de « l'anticommunisme » après 1989, en les rapportant au type de capital symbolique obtenu par des membres du GDS, mais surtout par les intellectuels. Le recours à la mémoire individuelle et/ou à la mémoire collective est stratégie fréquente pour légitimer leurs engagements politiques. La place donnée à la mémoire collective ou à celle individuelle dans les présentations de soi dans les stratégies de légitimation constitue l'indice de la position occupée par celui qui participe à produire le discours politique. Les formes que prennent ce recours à la mémoire collective ou/et à la mémoire individuelle renvoient au type de capital (moral ou/et spécifique) et du volume global de capital sur lequel les intellectuels peuvent compter pour rendre légitimes leurs prises de position politiques.

Nous analysons ici dans un premier temps (II et III) l'espace autobiographique qui concerne le passé communiste, leurs reconstructions du passé communiste qui a pour objet principal leurs rapports avec le pouvoir politique et leurs relations dans les milieux intellectuels pendant le communisme³¹⁹². L'analyse prend en compte principalement les textes signés par des membres du GDS dans 22 qui sont, dans leur grande majorité, des « témoignages politiques », tout en mentionnant des « témoignages à caractère scientifique », produits par des membres du GDS, essais politiques des membres du GDS, qui traitent de l'anticommunisme. Nous traitons de l'usage différencié du récit (auto)biographique dans 22 que font des intellectuels surtout (et membres du GDS) en suivant l'ordre dans lesquels des récits (auto)biographiques mais aussi biographiques apparaissent dans la publication du GDS au tout début des années 1990 en

³¹⁹⁰ Gisèle Sapiro, « Une liberté contrainte. La formation de la théorie de l'*habitus* », in Louis Pinto, Gisèle Sapiro, Patrick Champagne (dir.), *Pierre Bourdieu, sociologue, op. cit.*, pp. 49-91.

³¹⁹¹ Le « thème de l'urgence » spirituelle (notamment **Gabriel Liiceanu** dans *Epistolar, op. cit.*) ou éthique (**Andrei Plesu** dans *Minima moralia, op. cit.*) était un des leitmotivs dans les écrits des écrivains-philosophes proches de Noica mais non seulement, comme l'a montré Katherine Verdery dans son livre *National Ideology under Socialism. Identity and Cultural Politics in Ceausescu's Romania* (University of California Press, 1991) en traitant du « salut par la culture et la production de l'urgence » chez les intellectuels les plus proches de Noica.

³¹⁹² À part les témoignages parus dans la presse et au propos tenu par des intellectuels et principalement par ceux qui sont des membres du GDS, notre analyse inclut aussi leurs témoignages, recueillis au cours de notre enquête. Et parfois d'autres récits autobiographiques seront mentionnés.

mentionnant parfois aussi des prises de position politiques et des témoignages faits plus tard par ces mêmes auteurs dont les textes sont ici analysés. Nous traitons ici des textes parus dans 22 et tenant de l' « espace autobiographique » durant la première année après la chute du régime communiste, en 1990, lorsque l'idée d'un « procès du communisme » est apparue.

Nous discutons dans un second temps (IV et V) d'autres récits autobiographiques et d'autres témoignages parus ultérieurement dans 22 comme ceux qu'on a identifiés comme tenant de la récupération d'une mémoire portant aussi sur d'autres périodes historiques (comme l'entre-deux-guerres), bien que ces témoignages restent toujours immergés dans l'actualité politique (événements qui seront ici présentés aussi). Nous traitons ainsi du recours à l'autobiographique dans des analyses des institutions spécifiques, à visée culturelle, lorsque des esquisses d'une histoire des disciplines ou institutions à visée culturelles s'entremêlent des présentations de soi ou des écrits de mémoires. Tous ces récits participent à cet espace de discours visant la réévaluation du passé récent qui met les bases pour un « procès du communisme » vu comme analyse à visée scientifique. Notons que plusieurs intellectuels du GDS (membres fondateurs ou membres cooptés) publient des ouvrages où récit de mémoires et analyse à visée scientifique se combinent³¹⁹³.

L'analyse des usages de la biographie dans le travail de légitimation de leurs prises de position politiques à la suite de la chute du communisme permet d'observer le poids de la mémoire collective et des représentations du GDS que les intellectuels les plus notoires réussissent à imposer dans leurs stratégies discursives notamment quand il s'agit de discuter de la période communiste et de leur passé communiste. Les représentations qu'ils contribuent à offrir d'eux-mêmes s'entremêlent à leurs lectures et aux représentations du passé communiste. Quand leurs prises de position politiques s'assortissent d'une analyse proprement intellectuelle sur le passé communiste, l'évaluation du passé communiste devient enjeu de lutte entre des intellectuels mais aussi au-delà du monde intellectuel quand les intellectuels se présentent en concurrents des hommes politiques pour la légitimité à participer au processus de démocratisation. Si les intellectuels sont supposés disposer des instruments appropriés pour procéder à une analyse, fût elle partielle, du passé, ils sont dans le même temps préoccupés à s'accommoder aux nouvelles possibilités (nouvelles institutions de recherche ou universités mais aussi centres d'expertise au service des politiques) qui s'ouvrent aux intellectuels et/ou aux contraintes qui pèsent dans la période postcommuniste sur le champ intellectuel (due à la logique économique intervenant dans le champ de production culturelle).

Nous concluons cette partie en parlant de leur engagement au nom des valeurs et du passage de l'opposition civique, structurée par la création de l'Alliance civique, à l'opposition politique, à savoir leur entrée en politique (VI).

³¹⁹³ De ces textes nous discuterons dans la troisième partie où seront discutés voire analysés notamment des textes qui incluent des considérations voire des analyses sur le communisme.

Avant d'analyser ces questions, organisées le plus possible dans l'ordre de leur intervention dans 22, nous présenterons une vue d'ensemble de la place occupée par les écrits (auto)biographiques dans le champ éditorial après 1989, ce type de texte discutée ici dans la production du GDS (journalistique, qui nous est présentée dans les pages de 22) car l'usage de l'autobiographie et de la biographie peut servir à l'engagement et non seulement de ceux qui se posent en porte-parole du GDS (I).

Nous soutenons qu'en l'absence d'une vision commune sur la politique à laquelle ils peuvent faire référence après la chute du communisme, devant les détenteurs du pouvoir ayant un capital politique et avec lesquels ils ne partagent ni vision ni expériences, certains intellectuels autonomistes d'avant 1989 se mobilisent contre les politiques de l'après 1989 au nom de la morale. C'est-à-dire en renforçant le capital moral acquis par certains membres fondateurs et en procédant à une réévaluation de leur capital culturel acquis sous le communisme.

Dans les essais et les travaux scientifiques qui traitent des intellectuels et/ou des politiques on mentionne souvent des conflits idéologiques, l'existence des deux camps ou bien l'opposition « anticommunisme-néocommunisme », et surtout lorsqu'on discute des agents politiques. Cette représentation de l'espace politique est l'œuvre de ceux qui se situent du côté des intellectuels tenants de « l'anticommunisme ». Nous soutenons que cette division, ce qui a été désigné comme le « clivage anticommunisme-néocommunisme³¹⁹⁴ » et, plus tard, comme « la tension néocommuniste-anticommunisme³¹⁹⁵ », qui s'impose dans le champ intellectuel dans les années 1990, comme catégorie construite qui traverse le champ intellectuel, est le résultat des ajustements successifs au contexte politique après 1989 réussis par les intellectuels qui, préoccupés par la politique après 1989, sont conduits à se (re)définir face à l'ouverture de l'espace politique. Car les intellectuels déployant des activités intellectuelles des plus diverses (comme journalistes-écrivains, écrivains, scientifiques ou universitaires) participent dans bien des cas à la constitution du champ politique après 1989.

Faute d'une vision politique relativement unitaire ou d'une réflexion sur les questions politiques chez la plupart des intellectuels du GDS formés sous le communisme, et plus largement chez les intellectuels du pôle de « l'anticommunisme », à savoir d'une réflexion sur les questions politiques avant 1989, les intellectuels formés sous le communisme prétendant à une position dans le champ intellectuel et/ou dans le champ politique s'engagent au nom des valeurs intellectuelles. Faute de compétences spécifiques qui puissent être utilisées par et dans le champ politique, ces prétendants s'engagent au nom de valeurs morales.

Quand le « procès du communisme » ne peut plus être invoqué, comme but de leurs prises de position, pour soutenir ou défendre certains intellectuels, membres du GDS, le recours à l'anticommunisme

³¹⁹⁴ Jean-Michel De Waele, « Consolidation démocratique, partis et clivages en Europe Centrale et Orientale » in Id. (éd.), *Partis politiques et démocratie en Europe centrale et orientale*, Éditions de l'Université Libre de Bruxelles, 2002, pp. 145-160.

³¹⁹⁵ Cristian Preda, Sorina Soare, *Regimul, partidele și sistemul politic din România*, op. cit., pp. 143-152.

est remplacé par la morale. Le moment de ce remplacement, opéré par ceux qui participent à la construction et à l'imposition de « l'anticommunisme », varie en fonction des agents, de leur position et du capital qu'ils peuvent mobiliser, et des enjeux du moment. Quand il s'agit des politiques qui ont été membres du PCR et notamment de ceux qui entrent en politique à la faveur du soutien des intellectuels « anticomunistes », on invoque la morale. Mais aussi lorsque les intellectuels du GDS se disputent une position. Le recours au discours sur la morale est une des stratégies les plus connues et reconnues pour montrer leur distance par rapport aux détenteurs du pouvoir installé après 1989 grâce à leur capital politique et à leurs relations avec la nomenklatura politique. Ceux qui tendent à fonder leur discours sur la morale sont de ceux qui ont soutenu l'idée d'une séparation entre la culture et la politique avant 1989.

Le recours à l'« antipolitique » est utilisé par ceux qui, tout en étant intéressés à occuper des postes dans les institutions politiques à vocation culturelle (le Ministère de la culture plus précisément), désirent montrer leur proximité avec les intellectuels représentants de la « société civile » et pouvoir agir en tant qu'intellectuels en montrant leur inappétence pour le pouvoir.

Ce chapitre traite de la production de 22 durant les premières années d'existence du GDS lorsque, à de rares exceptions près, tous les membres du GDS expriment dans 22 leurs opinions et participent par cela à la construction d'une identité du GDS et de sa position, que des événements politiques divers (du début des années 1990) auxquels le GDS prend part par l'intermédiaire de ces membres impliqués directement ou en tant que collectif. Dans leurs prises de position présent et passé s'entremêlent. Présentant, discutant leurs textes on peut voir comment, selon leurs dispositions (qui se révèlent dans leurs pratiques et leurs attentes), le capital obtenu avant 1989, ils vont répondre, réagir, intervenir sur des questions de l'actualité politique qu'ils ne créent pas toujours mais s'essaient de la recréer, changer la donne. Sont présentés ici aussi les événements politiques qui se produisent comme suite du changement du régime et du passage au régime démocratique mais sont aussi l'œuvre des politiques : les premières élections libres, l'arrivée et ensuite l'interdiction de retour en Roumanie imposée au Roi Michel I. Ainsi que des événements auxquels des politiques se confrontent comme les conflits interethniques (événements de mars 1990 à Targu-Mures) et un mouvement de contestation qui recevra plus de force lors de la manifestation de rue appelée le « phénomène Place de l'Université » (d'avril au juin 1990). Seront présentées ici des prises de position sur ces événements de la part du GDS.

Ce chapitre traite ainsi des événements politiques qui tiennent de l'avènement d'un régime démocratique comme les premières élections postcommunistes, de mai 1990, et surtout des premières élections parlementaires auxquelles plusieurs membres du GDS participent comme candidats. Mais aussi des événements qui participent plus largement de la recomposition de l'espace politique après 1989, de la redéfinition et de la reconfiguration des rapports entre espace politique et divers sous-espaces sociaux. Il s'agit du lancement d'un manifeste comme la « Proclamation de Timisoara » à laquelle le GDS réagit,

adhère et est discutée dans 22, et de la plus ample et la plus longue manifestation de rue de la période postcommuniste et jusqu'à présent (le dit « phénomène la Place de l'Université »), ayant eu lieu entre 22 avril et juin 1990) et à laquelle des membres du GDS participent en prenant la parole à sa tribune (de la rue), au balcon de la Faculté de géographie et de géologie de l'Université de Bucarest.

D'autres événements politiques qui seront discutés ici sont plus étroitement liés à l'existence, aux activités et aux prises de position du GDS car ses membres participent à la création de nouveaux acteurs politiques, comme l'Alliance civique (AC) et le Parti de l'Alliance civique (PAC). Nous finirons par discuter des élections de 1992 (les premières élections locales dans la période postcommuniste et les deuxièmes, parlementaires et présidentielles) où certains membres du GDS participent comment membres du PAC et de ce qui suit comme résultat du scrutin électoral au niveau national qui place l'ancienne opposition civique en opposition parlementaire.

I. Mémoire collective et passé récent

Les écrits de mémoires, les textes autobiographiques répondent aux nouvelles demandes qui apparaissent à la suite de la libéralisation politique après 1989. Cet intérêt pour le passé récent ne pourrait pas être appréhendé sans l'intérêt accru pour l'actualité politique notamment dans la période qui suit la chute du communisme et le succès auprès du public que peut procurer le récit politique marqué par le retour au passé. D'une manière ou d'une autre, dans différents types de production culturelle, chez bon nombre d'intellectuels de la période communiste, et dans une plus large mesure chez ceux qui ont reçu leur consécration dans le champ littéraire, on constate la préoccupation pour le travail de mémoire et l'usage de l'autobiographie. Plusieurs membres du GDS ont consenti après 1989 au « pacte autobiographique³¹⁹⁶ » en publiant une vaste production qui s'inscrit dans « l'espace autobiographique³¹⁹⁷ » : mémoires, autoportrait et essai biobibliographique, biographie, essai, pamphlet. A ces pratiques d'écritures auxquelles s'adonnent non seulement les intellectuels, mais aussi des politiques, correspondent dans le champ éditorial des stratégies qui confèrent aux écrits de mémoires une place importante. Selon certains écrivains (ayant publié avant comme après 1989), il s'agirait simplement de suivre les préférences du public³¹⁹⁸. Mais il s'agit aussi de se faire procurer une légitimité, de plus, le retour au passé fonctionne comme adjuvant – remplaçant des projets d'un autre type ou le regard au présent du scientifique – de leur nouvelle posture, celle d'un intellectuel qui discute devant un public assez large (journalisme, télévision ou tribune de la rue). Le récit sur le passé et le retour au passé témoignent de la politisation accrue des domaines proprement intellectuels.

³¹⁹⁶ Philippe Lejeune, *Le Pacte autobiographique*, Seuil, 1975, p. 42.

³¹⁹⁷ *Ibid.*, p. 15.

³¹⁹⁸ Selon un écrivain ayant débuté dans les années 1980 dans un volume collectif, classé par des critiques littéraires ayant un même âge que lui, comme auteur de la « génération littéraire » intitulée « quatre-vingtarde » (Entretien avec Bogdan Ghiu, le 27 juin 2008).

Comme ils prétendent jouer un rôle politique, et notamment lorsqu'ils se posent en concurrents des politiques au nom des valeurs intellectuelles, les intellectuels mettent en avant leur rupture d'avec le passé.

Si pendant le communisme, le type de production culturelle qui domine c'est la littérature, après la chute du régime communiste, l'essai politique et le genre autobiographie prévalent et dans la plupart des cas, ces deux types d'écriture s'entremêlent, tant sur le plan de l'écriture que sur celui de la communication orale³¹⁹⁹. La surabondance d'écrits de mémoires, le recours prévalent à la biographie et à l'autobiographie, notamment chez les intellectuels les plus notoires de la période postcommuniste (chez ceux qui sont déjà connus depuis la période communiste mais aussi chez ceux qui le deviennent après 1989), survient après la période communiste quand les écrits de fiction ont dominé la production culturelle roumaine.

La presse littéraire est préoccupée à traiter de la politique, les écrivains bien que beaucoup moins préoccupés par des sujets politiques durant la période communiste se dédient au journalisme. L'urgence de se positionner face aux transformations politiques, l'ouverture de nouvelles possibilités amènent à la reconversion du capital et des compétences obtenues avant 1989. Les intellectuels (écrivains, scientifiques ou universitaires) se sentent appelés, se sentent poussés, comme certains le déclarent, ou pressés par les autres à se positionner. Certains, des plus jeunes, le feront en se rapprochant de différents acteurs politiques ou, en militants de la société civile, encourageant la création d'organisations politiques. Plus tôt ou plus tard, surtout les moins jeunes mais aussi des jeunes, vont consentir au « pacte autobiographique ». Le moment de la publication de leurs témoignages est fonction des expériences faites avant 1989, de leur position comme de leur production (types de textes ou de production discursive³²⁰⁰).

Le recours à l'autobiographie pour préparer la reconsidération du passé récent est la marque du travail de construction d'une identité légitime pour parvenir à se faire reconnaître par leurs pairs. Une des pratiques courantes après 1989 dans les présentations de soi chez ceux qui jouissent d'une certaine notoriété après 1989 c'est de marquer d'une façon ou d'une autre les contraintes subies sous le communisme. Mais aussi dans les présentations historiques des institutions spécifiques, institutions « faibles³²⁰¹ » comme les publications culturelles³²⁰². L'espace autobiographique est le lieu de la construction et témoigne de la transformation des solidarités dues à une conjoncture politique (la chute du communisme) et à ses effets dans le champ intellectuel (reconfiguration des appartenances dont témoigne l'apparition du GDS). On

³¹⁹⁹ Rappelons que les plus notoires membres du GDS ont obtenu le succès du large public par la publication d'un journal et des correspondances entre des intellectuels (**Gabriel Liiceanu** et **Andrei Plesu**). Une autre justification nous est fournie lorsqu'on parle du renoncement à la littérature, au profit d'une écriture à visée scientifique, de l'essai politique, par un auteur et prétendant au statut d'écrivain de la période communiste, **Stelian Tanase** : il fallait comprendre de quoi il s'agissait et comment le monde va se transformer (entretien consultatif du 25 juillet 2010). L'auteur, débutant comme écrivain avant 1989, renonce jusqu'au milieu des années 2000 à publier de la littérature.

³²⁰⁰ Jacques Dubois, Pascal Durand, « Champ littéraire et classes de textes », art. cit.

³²⁰¹ Paul Aron et Benoît Denis, « Réseaux et institution faible », in Daphné de Marneffe & Benoît Denis (dir.), *Les Réseaux littéraires*, Bruxelles, CIEL-Le Cri, 2006, pp. 7-18.

³²⁰² Les sites des revues qui existent depuis la période communiste contiennent de nombreuses informations sur les contraintes politiques subies par les rédacteurs ou les écrivains qui y ont participé.

assiste à l'éclatement des solidarités nées sous le communisme dans les institutions culturelles. Dans le même temps des relations que certains intellectuels du GDS ont établies avant 1989 avec certains opposants ou des relations entre des intellectuels de diverses professions, appartenant à des générations différentes sont institutionnalisées après la chute du communisme³²⁰³.

La lecture des textes parus dans 22 qui sont autant de prises de position politiques (dans la plupart des cas aussi des prises de position intellectuelles) et de leurs ouvrages parus après 1989 permet d'observer l'évolution du recours à la mémoire individuelle ou collective, de la construction d'une identité intellectuelle en rapport avec l'évaluation du passé et du travail de légitimation de leurs prises de position et de leurs positions dans la période postcommuniste en rapport avec l'évolution du champ politique. On distingue ainsi plusieurs étapes dans la production et l'appropriation d'une vision qui fait l'identité du Groupe. La publication des textes appartenant à la catégorie d'« archive de soi³²⁰⁴ » et le recours à la mémoire individuelle est la première étape, cette production s'apparente à la « littérature de tiroir » dont certains intellectuels discutent aussi dans 22. Le témoignage³²⁰⁵ est une autre forme prise par le travail de mémoire qui prend une place importante dans les stratégies discursives de légitimation de la position du GDS, dans un premier temps à l'impulsion des intellectuels de l'exil et ensuite à la demande d'autres intellectuels proches du GDS ou face à des critiques. Les témoignages surviennent aussi quand ils sont confrontés aux prises de position des intellectuels étrangers et/ou en présence de l'intérêt que ces derniers leur portent.

L'investissement du travail de mémoire prend alors plusieurs sens en fonction des enjeux et des espaces où il se produit, ce qui impose de distinguer entre divers usages du témoignage. Les effets produits sur le GDS par cet appel au témoin sont d'autant plus visibles que la mémoire apparaît comme instrument de légitimation. Les témoignages (des membres du GDS et/ou des intellectuels de l'exil) associés aux stratégies d'une réappropriation ou de récupération des références culturelles (auteurs devenus des classiques de la philosophie roumaine, auteurs marginalisés pendant le régime communiste, etc.)³²⁰⁶ conduisent les intellectuels à procéder à une réévaluation, un regard rétrospectif de leurs pratiques intellectuelles de la période communiste. Les réévaluations des pratiques intellectuelles, des institutions spécifiques ou des disciplines, sont à appréhender en lien avec des évolutions de l'après 1989, des changements qui se produisent au sein de ces mêmes espaces au tout début des années 1990. Il faut mentionner que ces tentatives de produire des analyses ne se limitent pas aux intellectuels du GDS mais

³²⁰³ Pierre Bourdieu, « Le capital social », art. cit.

³²⁰⁴ Philippe Artières et Dominique Kalifa, « L'historien et les archives personnelles : pas à pas », *Sociétés & Représentations*, 13, 2002, pp. 7-15.

³²⁰⁵ Philippe Artières, Arlette Farge, Pierre Laborie, « Témoignage et récit historique », *Sociétés & Représentations*, n° 13, 2002, pp. 201-206.

³²⁰⁶ Voir Catherine Durandin, « À la poursuite de l'histoire en Roumanie depuis 1989 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 36, 1992, pp. 61-70.

elles appartiennent à tous ceux qui sont entrés dans le monde intellectuel pendant la période communiste, et notamment aux écrivains ou critiques littéraires, ainsi qu'à des prétendants au statut d'intellectuel ou impétrants de la dernière période communiste, faisant leur début éditorial ou leur entrée en politique dans la période suivante.

Les intellectuels sont amenés à recourir à la mémoire individuelle ou à une mémoire collective qui se construit au fur et à mesure avec la contribution des plus connus membres du GDS et avec l'apport des intellectuels de l'exil. Aux côtés des membres du GDS, les intellectuels, prétendants au statut de membre du GDS, dont certains font partie du comité rédactionnel de 22, et certains intellectuels de l'exil participent à construire la position du GDS comme groupe « indépendant³²⁰⁷ » rassemblant des intellectuels qui ont manifesté, d'une manière ou d'une autre, leur distance vis-à-vis du régime communiste.

Est présentée ici une première étape dans le travail de construction d'une identité commune et de légitimation des engagements intellectuels qui consiste dans le recours à la mémoire individuelle au moment même de la restructuration de l'espace politique, et dans la formulation du « procès du communisme » comme « procès moral ».

Aux prises de position parues dans 22 correspondent des stratégies éditoriales visant la récupération des auteurs consacrés sous le communisme qui se sont exilés. Le catalogue de la maison d'édition de la Fondation culturelle roumaine, institution créée dans le but de promouvoir la culture roumaine à l'étranger, inclut des ouvrages des auteurs qui se sont exilés dont certains sont des traductions des livres publiés à l'étranger (et qui n'ont pas pu être publiés avant 1989) et d'autres qui sont des rééditions aux côtés des classiques de la littérature roumaine. Au cours de la première moitié des années 1990, des auteurs plus jeunes (de la période communiste), et plus rarement des auteurs consacrés sous le communisme, publient leurs livres qui n'ont pas pu être publiés durant les années 1980 ou ceux qui étaient en attente de publication durant la dernière période communiste. Début des années 1990, des membres de l'exil publient leurs textes politiques rédigés pour la presse étrangère alors que des opposants au régime se présentent dans l'espace éditorial par leurs écrits politiques.

Les types de textes et les lieux de leur publication sont fonction de leur position au moment considéré, de leur notoriété et de leurs relations avec des intellectuels notoires de la période communiste. D'autres écrits mémoriels, publiés sous forme de dialogues entre des intellectuels de générations différentes, paraissent au début des années 2000. Dans la même période paraissent des volumes sous forme de dialogues entre des intellectuels (du GDS) et des politiques qui ont été parmi leurs collaborateurs. A de rares exceptions près, les écrits mémoriels d'opposants ou de dissidents du régime communiste ne paraissent que vers la fin des années 1990 et surtout dans les années 2000 au moment même où d'autres

³²⁰⁷ 22, 1, le 20 janvier 1990.

volumes (auto)biographiques sont constitués à partir des archives de la Securitate, lorsque le communisme, y compris les parcours d'intellectuels sous le communisme, attire l'attention de la presse et devient un enjeu dans les luttes politiques.

II. Archives de soi. Autobiographie et mémoire collective

Le GDS s'intéresse aux membres de l'exil et notamment à leurs productions qui datent de la période communiste. Du témoignage fait par une écrivaine roumaine qui habite en Allemagne, et qui publie dans 22, on apprend que, à ses débuts, le GDS est « à la recherche de prose nouvelle ou de textes qui n'ont pas été publiés jusqu'à présent, [il] désire publier des textes [...] fragments d'une écriture de mémoires parue dans la presse de l'exil³²⁰⁸ ». Pendant l'année 1990 la publication du GDS comprend des textes publiés par des exilés roumains dans la presse étrangère. Ils discutent de la situation des écrivains roumains sous le communisme, de leurs propres expériences ainsi que des dissidents intellectuels de la dernière période du communisme. L'hebdomadaire 22 publie des membres de l'exil roumain et surtout des intellectuels de l'exil proches depuis la période communiste des écrivains et philosophes qui sont restés en Roumanie. A une seule exception près³²⁰⁹, les membres de l'exil sont cooptés au sein du GDS plus tard, dans les années 2000, lorsqu'ils reviennent dans le pays pour y rester, conformément à la règle informelle établie lors de la création du GDS (précisément par un membre de l'exil parisien). Plusieurs intellectuels de l'exil se rapprochent du GDS dès le début des années 1990. L'influence des intellectuels de l'exil au sein du GDS, sur le GDS et implicitement dans le champ intellectuel, dépend de leur proximité avec les membres les plus notoires du GDS.

Selon les périodes, les moments du champ intellectuel, un capital spécifique peut être plus valorisant qu'un autre : capital littéraire ou capital scientifique. Mais le capital scolaire ou symbolique acquis à l'étranger est toujours valorisant, surtout au début des années 1990, et valorisé aussi par l'intermédiaire de 22³²¹⁰. Durant la période communiste les intellectuels de l'exil ont contribué par leurs relations dans les milieux étrangers et par leurs prises de position politiques mais aussi littéraires à soutenir le pôle autonomiste du champ littéraire ou des opposants. Sont plus proches du GDS les intellectuels roumains travaillant à Radio Free Europe et les intellectuels, militants dans des organisations civiques. Les auteurs de la période communiste qui se sont exilés et/ou qui résident à l'étranger travaillant dans le secteur

³²⁰⁸ Mariana Sora (philosophe de formation, écrivaine, elle habite en Allemagne, épouse de **Mihai Sora**, membre fondateur du GDS et à ces moments-là ministre de l'Enseignement), « Lettre ouverte à la revue 22 », 22, 9, le 4 février 1990.

³²⁰⁹ À titre exceptionnel, un des intellectuels qui ne résident pas en Roumanie est coopté dans le GDS presque vingt ans après la naissance de ce groupement. En 2008, le sociologue et politiste, spécialiste de l'histoire du communisme, Vladimir Tismaneanu, universitaire aux Etats-Unis, figure sur la liste des membres du GDS. Mais on le retrouve dans l'hebdomadaire du GDS, 22, dès 1990 (en première instance en étant interviewé par des membres du GDS et ensuite avec des textes extraits de ce qui sera à la base de son analyse des politiques communistes). D'autres membres de l'exil roumain proches du Groupe ne deviennent membres du GDS qu'après leur retour en Roumanie : Sorin Alexandrescu, Ion Vianu.

³²¹⁰ Autre instance qui valorise le capital acquis à l'étranger comme le fait d'être passé par l'étranger est la Fondation culturelle roumaine par sa maison d'édition.

médiatique (Radio Free Europe et Voice of America) participent eux aussi à la construction d'une parole dissidente en Roumanie communiste. Tout comme au sein du GDS, parmi les intellectuels de l'exil qui entretiennent des relations avec les intellectuels du GDS, il y a des critiques littéraires et des scientifiques. Ces intellectuels participent de par leurs prises de position publiées dans 22 et parfois par leurs autres travaux au travail de construction d'une identité du GDS et au prestige de sa publication (dans des milieux avisés). Les intellectuels du GDS et ceux qui se rapprochent du GDS s'appuient sur le soutien des intellectuels de l'exil pour s'adapter à la recomposition de l'espace politique mais aussi aux difficultés que supposent la libéralisation économique pour les écrivains et les journalistes après la chute du communisme. Le fait de soutenir le GDS par leurs contacts avec l'étranger et/ou par leurs activités intellectuelles de la période communiste ou de par leurs prises de position les place comme participants à la position du GDS, au même titre que les intellectuels du GDS les plus reconnus.

Dans le cas des spécialistes de la littérature (nés dans les années 1930), les relations d'amitié avec certains membres du GDS (notamment ceux qui appartiennent à la génération des aînés du GDS) depuis la période communiste ou leur héritage (héritiers des intellectuels devenus des classiques ou en tant que spécialistes ou disciples des auteurs classiques roumains) se trouvent à la base de leurs relations avec le GDS et de leur rapprochement avec des intellectuels qui sont restés en Roumanie. C'est le cas de certains intellectuels qui se sont exilés dans les années 1970 qui sont des « héritiers » et qui ont contribué à faire connaître des auteurs dissidents à l'étranger (Sorin Alexandrescu et Ion Vianu).

Les intellectuels de l'exil sont intéressés tout comme les intellectuels qui se trouvent en Roumanie à se faire reconnaître ou à renforcer le capital symbolique qu'ils ont pu accumuler dans la période communiste.

Dans la première moitié des années 1990 ils sont courtisés par des intellectuels roumains et réussissent parfois à jouer même le rôle de médiateurs entre intellectuels étrangers et intellectuels roumains et à participer à la construction des catalogues éditoriaux tout comme des éditeurs roumains de la période postcommuniste ou des intellectuels qui ont investis des institutions spécifiques à l'étranger. Et tout comme dans le cas des intellectuels qui se trouvent en Roumanie, certains³²¹¹, selon leurs attentes et leurs dispositions, mais aussi en fonction de l'espace des possibles qui se présentent à eux à différents moments, sont amenés à imaginer des stratégies (discursives, d'écriture, etc.) qui peuvent les conduire à leur réintégration de facto dans le champ intellectuel roumain de la période postcommuniste. Les réussites ainsi que les échecs de ces stratégies sont subordonnés aux rapports de force qui se dessinent à l'intérieur du GDS ainsi que dans le champ intellectuel en ensemble.

³²¹¹ Certains d'autres sont restés à l'étranger et leurs contacts et leurs collaborations avec des intellectuels roumains qui sont en Roumanie sont plutôt rares.

Les intellectuels de l'exil qui exercent la plus grande influence sur le GDS sont de ceux qui bien avant la chute du communisme ont soutenu de par leurs activités (dans les médias étrangers, dans les milieux intellectuels ainsi que dans ceux politiques) certains futurs membres du GDS (certains intellectuels, les dissidents et certains opposants) et qui, après 1989 procurent au GDS, mais aussi surtout à certains de ses membres, les moyens pour renforcer leur position (par des financements, par leurs relations à l'étranger, par leurs relations avec d'autres intellectuels de l'exil, etc.).

Les plus proches du GDS sont les plus reconnus, Monica Lovinescu et Virgil Ierunca, ils participent à imposer par leurs prises de position politiques la vision dominante du GDS, ils soutiennent notamment des intellectuels les plus notoires du GDS ou de jeunes écrivains qui seront cooptés par la suite dans le GDS. Soulignons que ce n'est pas seulement leur soutien donné aux écrivains autonomistes, écrivains manifestant leurs distances par rapport aux exigences des instances dirigeantes dans le champ littéraire, qui leur permet après 1989 de s'imposer mais aussi un autre type d'autorité acquis par l'héritage de l'héritière d'Eugen Lovinescu. De par leur position construite en France, ils (mais surtout elle) pourront procurer du profit et fournir de leur expertise à celui qui est à partir des années 1990 est éditeur de la maison d'éditions s'imposant comme la plus prestigieuse de la période postcommuniste (centrale dans les années 1990). Monica Lovinescu conseille **Gabriel Liiceanu** sur les auteurs étrangers à publier après 1989 aux Éditions Humanitas, que ce dernier dirige depuis 1990.

Un autre intellectuel de l'exil, Mihnea Berindei (historien), qui avait soutenu avant 1989 certains de ceux qui se sont confrontés au régime communiste, futurs membres du GDS, contribue lui non seulement à la construction du GDS (au moment de sa création) mais aussi à la conservation de sa position, d'une manière plus discrète mais efficace au moment surtout où d'autres nouvelles publications (celles habitées par les jeunes surtout) auront des difficultés face à la logique du marché. Ses relations établies au sein de l'espace politique français profitent aux intellectuels du GDS et plus largement aux intellectuels jouant le jeu politique. Il exerce son influence plus dans les activités politiques des membres du GDS, et dans une plus grande mesure sur ceux qui se consacrent au travail d'expertise au sein des organisations civiques, plus largement sur ceux qui s'intéressent à l'espace politique. Mihnea Berindei contribue à la promotion du GDS dans l'espace politique et à la socialisation politique des membres du GDS, surtout au début des années 1990.

Dans le cas de ceux qui participent à procurer au GDS par divers moyens la légitimité à transformer les rapports de force dans le champ politique, les relations avec le GDS ou au moins avec certains membres du GDS sont ambivalentes. Elles évoluent dans le temps en fonction des demandes du champ intellectuel (financements ou expertise). Dès que les attentes et les prétentions des intellectuels de l'exil contredisent la vision dominante ou mettent en question la position du GDS, ce qui les séparait ou se trouvait à l'état implicite durant le communisme ou au tout début des années 1990 se manifeste avec plus de force après

1989 et amènent à des ruptures avec le GDS ou avec certains membres du GDS. C'est le cas de la relation de Mihnea Berindei avec le GDS.

Leur appartenance à des milieux étrangers ou le capital acquis à l'étranger peuvent leur procurer quelques avantages par rapport aux intellectuels dépourvus d'une reconnaissance ou d'une position à l'étranger. Mais la réception de leurs propos et l'accueil fait à celui qui tend à se présenter comme un *outsider* et donc doté d'un pouvoir d'objectivation qui leur procure la légitimité à traiter des choses sensibles (tels les hommes politiques ou les intellectuels pendant le communisme, etc.) relèvent des enjeux intellectuels et politiques du moment ainsi que de leur position comme médiateurs.

Ce sont des intellectuels de l'exil, des plus notoires pour avoir soutenu la dissidence intellectuelle surtout, qui professent après 1989 la nécessité de porter témoignage des expériences sous le communisme après 1989. Plusieurs membres du GDS parleront de l'importance de la conservation de la mémoire et du recours à la mémoire, mais les premiers à soutenir la nécessité de porter témoignage des expériences faites sous le communisme sont Monica Lovinescu et Virgil Ierunca dans leur dialogue avec des membres du GDS, présenté par 22 sous le titre « Pour que l'univers du mensonge ne se close pas définitivement autour de nous³²¹² ».

Dans 22 sont publiés des écrivains ou critiques littéraires qui ont contribué à faire connaître la situation des intellectuels en Roumanie sous le communisme. Il s'agit de ceux qui vers le milieu des années 1970³²¹³ à la suite des séjours scientifiques à l'étranger décident d'y rester : le théoricien de la littérature Sorin Alexandrescu (vivant aux Pays-Bas depuis 1974, il décide vers la fin des années 1990 de s'installer en Roumanie³²¹⁴), le spécialiste du comparatisme littéraire Matei Calinescu (vivant aux Etats-Unis depuis 1973³²¹⁵) et le spécialiste de la littérature et d'histoire intellectuelle Virgil Nemoianu (installé aux Etats-Unis depuis 1975³²¹⁶). Tous les trois, universitaires en Roumanie, ont fait une carrière universitaire à l'étranger. Tous les trois sont partis à l'étranger (fin des années 1960 et début des années 1970) comme

³²¹² Monica Lovinescu et Virgil Ierunca dans leur dialogue avec des membres du GDS présenté dans 22, 15, le 27 avril 1990.

³²¹³ Voir le cas d'Eugen Simion qui partant à l'étranger à la même période décidait de revenir (voir chapitre 4).

³²¹⁴ Pour la trajectoire de Sorin Alexandrescu, voir chapitre 2.

³²¹⁵ Matei Calinescu, né en 1937 à Bucarest, diplômé en langues étrangères (langue anglaise) de l'Université de Bucarest, a été enseignant dans le cadre de la chaire de littérature universelle de la même université. Il part à l'étranger comme enseignant presque à la même période que Sorin Alexandrescu et d'autres encore (Eugen Simion). Quittant la Roumanie en 1973, suite à un « échange universitaire [de la Roumanie] avec les États-Unis », il décide de s'exiler aux États-Unis, décision qu'il lie aux effets ressentis à l'université des « thèses de juillet » de 1971 (cf. entretien d'Ovidiu Simonca avec Matei Calinescu dans *Observator cultural*, 259, mars 2005).

³²¹⁶ Né en 1940 à Bucarest, Virgil Nemoianu avait fait des études de langues et littératures étrangères (section allemand-anglais) à l'Université de Bucarest. À la fin de ses études, il travaille comme rédacteur aux Éditions de l'Académie roumaine et ensuite comme rédacteur de *Contemporanul*. Il fait son entrée à l'université en 1964 dans la chaire de langue et littérature anglaise de l'Université de Bucarest. À la différence des autres universitaires roumains qui sont partis à l'étranger fin des années 1960 et début des années 1970 dans le cadre des programmes d'échanges universitaires de la Roumanie, il fait des études doctorales à l'étranger, à l'Université de Californie, aux États-Unis, entre 1969 et 1971. De retour en Roumanie, il est conseiller dans le Ministère de l'Enseignement, responsable des lectorats roumains à l'étranger, entre 1972 et 1973, lorsqu'il part de nouveau comme enseignant de langue et littérature roumaine à l'étranger en Grande-Bretagne, entre 1973 et 1974. En 1975, il quitte la Roumanie pour s'installer aux États-Unis comme enseignant à l'Université de Californie, intégrant la chaire des études slaves et est-européennes et de littérature comparée (cf. Aurel Sasu, *Dictionarul biografic al literaturii romane*, op. cit., surtout p. 211).

enseignants dans le cadre des programmes d'échanges internationaux de la Roumanie et ont décidé de quitter la Roumanie autour du milieu des années 1970. Les deux derniers vivent aux États-Unis depuis la moitié des années 1970. Sorin Alexandrescu, se trouvant aux Pays-Bas depuis les années 1970, avait maintenu ses contacts avec des intellectuels dissidents ou opposants du régime (**Mircea Dinescu** et **Dan Petrescu**). Il est publié avec son texte sur le « pouvoir et [la] responsabilité » des intellectuels sous le communisme paru dans *The Times Literary Supplement* en janvier 1990³²¹⁷.

Dans 22 sont aussi publiés des écrivains ou des chercheurs, qui suite à leur relative marginalisation, quittent la Roumanie dans les années 1980. L'écrivain Dorin Tudoran³²¹⁸, le sociologue Vladimir Tismaneanu³²¹⁹, le mathématicien Mihai Botez se sont installés aux États-Unis durant la période communiste, tous ont adhéré à un certain moment au PCR. À l'étranger, par le biais des médias (revues, radio), ils se consacrent à faire connaître le cas du communisme roumain et en faisant cela à se faire reconnaître³²²⁰. Herta Müller, écrivaine de langue allemande³²²¹, qui avait quitté la Roumanie en 1986, est publiée avec un texte paru dans *Die Zeit* en 1987³²²². Lucian Raicu, qui s'est exilé en France au début de 1989, proche du poète (futur dissident) **Mircea Dinescu**, est publié avec un texte paru dans *Agora* en juillet 1989³²²³. Quand ces écrivains sont proches des membres de la rédaction, ils sont présentés par ces derniers. Gabriela Adamesteanu en tant qu'ancien rédacteur aux Éditions Cartea Romaneasca [Le Livre roumain] mais aussi et surtout en tant que membre de la rédaction de 22, présente Lucian Raicu. La présentation, centrée sur « la révolte, le désespoir et le dégoût » qui avait conduit l'écrivain à rester à l'étranger, laisse entendre que ceux qui sont des exilés et notamment ceux qui le deviennent après avoir été publiés en Roumanie communiste sont accueillis avec réticence après 1989 par ceux qui sont restés dans le pays.

Ceux qui sont connus pour avoir critiqué le régime communiste et du fait de leur confrontation avec le régime et ceux qui ont soutenu de l'étranger des opposants du régime communiste sont présentés et présentent leurs activités lors des entretiens faits par des membres moins notoires du GDS ou par des membres de la rédaction de la revue. Ils n'interviennent que rarement en leur nom propre, dans la plupart des cas, ils le font en étant appelés par les membres de la rédaction de 22 dans le but de remémorer leurs

³²¹⁷ 22, 4, 1990.

³²¹⁸ Voir Lucia Dragomir, *L'Union des Écrivains. Une institution transnationale à l'Est*, op. cit., p. 294.

³²¹⁹ Rappelons qu'il a fait des études à la même période et dans le même établissement que certains membres fondateurs du GDS avant de quitter la Roumanie.

³²²⁰ 22, 4, le 4 février 1990 ; 22, 13, le 13 avril 1990 ; 22, 16, le 4 mai 1990 ; 22, 31, le 17 août 1990.

³²²¹ Écrivaine de langue allemande, née en 1953, dans une localité du département Timis de la région historique Banat, située dans le sud-ouest de la Roumanie, Herta Müller est proche d'Aktionsgruppe Banat composé de jeunes écrivains de langue allemande (à cette époque-là, elle était mariée avec Richard Wagner, membre de ce groupement). Interdite de publication, elle quitte la Roumanie pour l'Allemagne de l'Ouest en 1986.

³²²² 22, 31, le 17 août 1990.

³²²³ 22, 13, le 13 avril 1990. Revue des intellectuels roumains qui habitent aux États-Unis, *Agora* paraît entre 1987 et 1993. Le rédacteur en chef est Dorin Tudoran (écrivain, il s'exile aux États-Unis en 1985). Sur l'évolution de ses prises de position dans le cadre de l'Union des écrivains voir Lucia Dragomir, *L'Union des Écrivains. Une institution transnationale à l'Est*, op. cit., pp. 496-499. Le rédacteur en chef adjoint est Mihai Botez (mathématicien, il s'exile aux États-Unis en 1988), voir *supra*.

activités de la période communiste³²²⁴ ou pour traiter de la politique de l'après 1989 (**Stelian Tanase** et Vladimir Tismaneanu).

Si l'accent est mis sur les témoignages et les souvenirs des intellectuels de l'exil roumain et surtout sur leurs expériences durant la période communiste, certains intellectuels de l'exil seront interrogés par certains membres de la rédaction de 22 à propos de l'actualité politique³²²⁵. Les plus intéressés par le domaine politique (membres du GDS et qui sont aussi dans certains cas membres de la rédaction de 22) interrogent et s'intéressent à l'opinion des membres de l'exil qui peuvent invoquer une compétence dans ce domaine, soit par l'investissement des sujets politiques, soit par leur activité militante avant 1989. Certains intellectuels, membres du GDS (cooptés en 1990), n'étant pas des dissidents ou opposants du régime, ni de ceux qui pourraient invoquer quelques expériences au sujet de leur « résistance » soit-elle « par la culture », recourent à la mémoire collective de leurs aînés qui sont des intellectuels de l'exil ou des membres du GDS des plus notoires ou des victimes du régime. Leurs témoignages, des récits de mémoires ont comme fonction de soutenir des idées exprimées déjà par des membres du GDS³²²⁶.

La revue du GDS s'intéresse aux intellectuels qui se sont exilés à la suite de leurs protestations contre le régime communiste, comme le prêtre Gh. Calciu³²²⁷, mais aussi les seuls auteurs de la période

³²²⁴ 22, 9, le 16 mars 1990 ; 22, 17, le 11 mai 1990 ; 22, 43, le 9 novembre 1990 ; 22, 46, le 30 novembre 1990.

³²²⁵ Entretien de Gabriela Adamesteanu avec Norman Manea dans 22, 53, le 25 janvier 1991 ; **Stelian Tanase** en dialogue avec Mihai Botez dans 22, 46, le 30 novembre 1990.

³²²⁶ Des membres du GDS et membres de la rédaction de 22 interrogent des victimes et en parlent dans 22 ou publient leurs discussions avec des intellectuels qui sont de leurs aînés ou avec lesquels ils partagent certains intérêts intellectuels. Ils ne publieront que beaucoup plus tard leurs journaux ou des recueils de mémoires (c'est le cas de Gabriela Adamesteanu mais aussi de Stelian Tanase).

³²²⁷ Suite à des discours tenus, en 1978, dans une église bucarestoise, le prêtre orthodoxe Gheorghe Calciu, enseignant au Séminaire théologique orthodoxe de Bucarest, est arrêté et condamné à dix ans de prison en 1979. Il est libéré en 1984 comme suite aux pressions faites de l'étranger. Surveillé par la Securitate après sa libération, il demande de quitter la Roumanie avec sa famille. Il quitte la Roumanie en 1985, une semaine après le départ aux États-Unis d'un dissident, l'écrivain Dorin Tudora. En 1985, le Congrès américain évalue le renouvellement de la clause de la nation la plus favorisée pour la Roumanie. Voir Dennis Deletant, *Ceausescu si Securitatea, op. cit.*, notamment pp. 58-59.

communiste qui se sont ralliés à la protestation de Paul Goma³²²⁸, à savoir le critique littéraire et poète Ion Negoitescu³²²⁹ et le psychiatre et écrivain Ion Vianu³²³⁰.

Les premiers numéros de 22 (de l'année 1990) ne comprennent pas seulement des récits de mémoires venant de ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont critiqué et ont manifesté leurs distances

³²²⁸ Le Manifeste de la Charte 77 a été rendu public le 1^{er} janvier 1977, signé par 240 personnes pendant les vacances de Noël 1976. La Charte 77 suit en Tchécoslovaquie la première condamnation d'un mode de vie des individus et non pour des motifs politiques (poursuites judiciaires engagées contre des musiciens et des organisateurs de concerts privés de musique underground). La Charte 77 est le résultat de la rencontre entre divers groupements, mais plus précisément entre les opposants (des intellectuels comme le philosophe Jan Patočka et le dramaturge Vaclav Havel) et des artistes dont les manifestations n'étaient pas dirigées contre le régime. Elle a été rendue possible par des événements politiques à l'échelle internationale et surtout européenne. L'année 1977 est l'année des droits des prisonniers politiques et année d'évaluation par chacun des signataires des principes énoncés dans l'Acte final de la Conférence sur la coopération et la sécurité en Europe, signé et ratifié par 35 pays (dont la Roumanie), le 1^{er} août 1975 à Helsinki. Le Manifeste de la Charte 77 fait référence au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, engagement pris par le gouvernement tchécoslovaque. Les éléments précipitant la naissance de la Charte 77 ont été : la ratification par le gouvernement tchécoslovaque du Pacte international relatif aux droits civils et politiques de l'ONU en décembre 1975 (signé en 1968) ; la remise en liberté des condamnés de la vague des procès politiques de 1971-1972 ; le mouvement des droits de l'homme en Union Soviétique et en Pologne (le KOR). Sur la Charte 77, voir Ilios Yannakakis, « Vaclav Havel. Portrait d'un dissident », in Chantal Delsol, Michel Maslowski, Joanna Nowicki (dir.), *Dissidences*, Paris, PUF, « Politique d'aujourd'hui », 2005, notamment pp. 250-255. Sur la lettre de solidarité envoyée par Paul Goma aux signataires de la Charte 77, diffusée début février par RFE, et « le scandale Goma », voir Dennis Deletant, *Ceausescu si Securitatea*, op. cit., pp. 225-231. Sur la protestation de Paul Goma et sur la trajectoire de Paul Goma et son affiliation à la Charte 77, voir Lucia Dragomir, *L'Union des Écrivains*, op. cit., pp. 189-197.

³²²⁹ Né en 1921 à Cluj (mort en 1993 à Munich), après des études de lettres à Sibiu et ensuite à Cluj, Ion Negoitescu a fait son début comme poète dans la presse politique de Cluj en 1937 et son début éditorial en 1941 avec un roman. Il rédige et signe dans la presse littéraire, sous pseudonyme, le Manifeste du Cercle littéraire, il dirige *Revista Cercului literar* [La Revue du Cercle littéraire], publication qui paraît à Sibiu en 1945. Après la guerre, il est primé par les Éditions des Fondations royales pour une étude de critique littéraire. Fin des années 1940 et début des années 1950, il est bibliothécaire aux Éditions de l'Académie roumaine, filiale de Cluj. Il ne publie pas dans cette période (sur le Cercle de Sibiu, voir *Ibid.*, p. 110). Chroniqueur littéraire depuis le milieu des années 1950, il est accusé d'esthétisme, de « discréditer les bases de la littérature socialiste ». En 1961, il est emprisonné pour des raisons politiques à Jilava. Libéré en 1964, il est rédacteur de l'hebdomadaire, *Luceafarul* et par la suite du mensuel *Viata Romaneasca*, publications de l'Union des Écrivains, qui paraissent à Bucarest. Fin des années 1960 et dans les années 1970, il publie trois volumes de poésie et trois études d'histoire de la littérature en projetant une histoire de la littérature roumaine, ce projet annoncé dans la presse littéraire (*Familia*, 2, 1968) fera débat au sein de l'Union des Écrivains (*Ibid.*, pp. 160-161). Le 3 mars 1977, il se rallie à la protestation de Paul Goma, en signant une lettre d'adhésion adressée à Paul Goma, texte rendu public par la REF. Il est enquêté par la Securitate, menacé avec un procès d'homosexualité, il signe en avril 1977 un article dans *Romania literara* en retirant par cela son soutien donné à la protestation de Paul Goma (Dennis Deletant, *Ceausescu si Securitatea*, op. cit., p. 230 ; Lucia Dragomir, *L'Union des Écrivains*, op. cit., p. 196). En 1978, son volume de correspondance avec Radu Stanca est publié mais censuré. En 1980, il part à l'étranger après avoir obtenu une bourse d'études pour une recherche sur Dostoïevski, il vit à Köln et soutient, entre 1982 et 1983, un cours de littérature roumaine à l'Université de Münster. Il s'installe à Munich. Il collabore de manière constante avec la BBC, la RFE et la Deutsche Welle. Ses textes à thème politique rédigés à cette époque paraissent en volume en Roumanie en 1990. Ses textes d'histoire et de critique littéraire paraissent en volume en Roumanie en 1994. Une année après sa mort, en 1994, paraît en volume ses premiers écrits autobiographiques.

³²³⁰ Né 1934 à Bucarest, Ion Vianu (fils du philosophe et critique littéraire Tudor Vianu) fait des études de médecine et choisit la psychiatrie. Il fait son début éditorial en 1975 avec un volume traitant de la psychothérapie et un autre d'essais (publié d'abord dans la presse littéraire), volume pour lequel il reçoit le prix (pour début) de l'Union des Écrivains. En 1976, il signe un texte dans *Viata Romaneasca* où il signale des abus du pouvoir qu'il avait connu à travers sa profession, des cas de dissidents qui sont internés dans hôpitaux comme malades mentaux, cas dont il portera témoignage plus tard (février 1989) devant le Parlement Européen (Cf. Dennis Deletant, *Ceausescu si Securitatea*, op. cit., p. 110). Il désire quitter la Roumanie et choisit de se rallier à la protestation de Paul Goma. Début de mars 1977, il signe une lettre en signe de solidarité pour la protestation de Paul Goma qui venait de rendre publique son affiliation à la Charte 77. Dans un premier temps enquêté et intimidé par la Securitate, démis de ses postes (*Ibid.*, p. 230), par suite des protestations de l'exil parisien, il peut quitter la Roumanie à la fin du mois de juillet 1977. Il s'installe en Suisse où il travaille comme psychiatre. Après 1989, il revient pour se réinstaller en Roumanie seulement dans les années 2000. Cependant sa vie continue d'être un va-et-vient entre la Suisse et la Roumanie. Sur son début éditorial et son ralliement (début de mars 1977) à la protestation de Paul Goma, qui s'affiliait en février 1977 à la Charte 77, et le choix de l'exil, voir Ion Vianu et Matei Calinescu, *Amintiri in dialog. Memorii* [Souvenirs en dialogue. Mémoires], Iasi, Polirom, « Ego-grafii », 3^e édition, 2005, pp. 273-276 et pp. 397-421.

vis-à-vis du régime. 22 publie des extraits traduits (en roumain) des textes à visée scientifique parus à l'étranger³²³¹ ou signés par des intellectuels de l'exil. Des intellectuels marxistes préoccupés avant 1989 de produire une critique du système communisme, certains étant des dissidents reconnus, publient des extraits de leurs analyses qui ont été diffusées dans les milieux étrangers au temps du communisme³²³² : Mihai Botez, mathématicien, qui s'est exilé aux États-Unis vers la fin des années 1980 et **Pavel Campeanu**, membre fondateur du GDS, ayant travaillé à la Télévision roumaine, expert du régime mais aussi circulant à l'étranger et publiant aux États-Unis sous pseudonyme.

Dans un premier temps, parmi les membres du GDS, ce sont ceux qui ont bénéficié dans une moindre mesure de la publicité et qui sont les moins reconnus en tant qu'intellectuels qui publient des textes qui tiennent de la catégorie des « archives de soi »³²³³. La revue 22 publie des textes sur les victimes des prisons communistes³²³⁴.

Radu Filipescu (ingénieur, ancien détenu politique et membre fondateur du GDS) présente le « cas Gheorghe Ursu », victime d'une délation, à cause d'un journal où il discute des cercles d'intellectuels, il est enquêté, accusé pour « propagande contre l'ordre socialiste », il meurt en prison³²³⁵. Le texte de **Radu Filipescu** présente le contexte de l'ouverture de ce dossier³²³⁶ qui se trouvait dans l'archive de la Securitate ainsi que le procès. Ce « cas [...] symbolique » ayant comme surtitre « Les dossiers de la Securitate » est enquêté par Dan Pavel (ancien rédacteur dans la presse estudiantine communiste), ancien et futur membre de la rédaction de la publication 22³²³⁷ qui montre l'absence des changements dans les institutions après 1989 : « tous ceux [qui ont été] impliqués dans “le cas Ursu” [ont] le même lieu de travail ». Dan Pavel tient à préciser : « L'histoire du totalitarisme n'a pas été écrite seulement par Ceausescu [...] et la force omnipotente du PCR et de sa nomenklatura phanariote se basait sur la complicité politique des membres de parti, et sur le collaborationnisme avec l'abominable armée de la mort – la Securitate. La sœur cadette du KGB [...] Bien sûr les collègues de travail de Gheorghe Ursu ne sont que les criminels moraux mais ils font partie d'une catégorie socialement bien définie. Même s'ils ne seront pas jugés pour le crime, même si leur faute est différenciée, nous avons à faire avec une culpabilité collective, de groupe, que nous proposons pour être jugée par le tribunal moral du lectorat »³²³⁸.

³²³¹ 22, 1, le 20 janvier 1990 et 22, 2, le 27 janvier 1990.

³²³² 22, 16, le 4 mai 1990 ; 22, 31, le 17 août 1990.

³²³³ Philippe Artières et Dominique Kalifa, « L'historien et les archives personnelles : pas à pas », art. cit.

³²³⁴ 22, 14, le 20 avril 1990 ; 22, 15, le 27 avril 1990 ; 22, 17, le 11 mai 1990.

³²³⁵ La mort en prison d'un dissident, ingénieur par formation et activité, mais aussi poète (début éditorial en 1970), inséré dans des milieux intellectuels, lié par amitié à des écrivains et scientifiques, le « cas Gheorghe Ursu », est à la fois unique et exemplaire : unique et tenu comme exemplaire avant 1989 comme après 1989. La mort de Gheorghe Ursu s'est produite au 17 novembre 1985 presque deux mois après son emprisonnement (au 21 septembre), dans une période où on doit compter avec les tentatives d'assassinat des critiques du régime les plus connus se trouvant en exil, mais non plus avec les morts des prisons communistes des années 1950, et avec des emprisonnements des dissidents ou opposants dont la durée est réduite suite aux pressions venues de l'étranger : Gheorghe Calciu, **Radu Filipescu**, **Doina Cornea**, **Gabriel Andreescu**. Des détenus politiques de la période communiste parlent dans leurs récits autobiographiques de l'après 1989 de la multiplication des actes subversifs au début des années 1980 en provenance des gens qui n'avaient pas accès à la notoriété ou/et aux médias mais aussi du durcissement des pratiques des enquêteurs (Radu Filipescu dans 22, 17, 1990).

³²³⁶ **Radu Filipescu** mentionne qu'à la suite des discussions du GDS avec Silviu Brucan, ce dernier avait soutenu « l'initiative de procéder à la recherche de ce cas » (22, 14, 1990).

³²³⁷ Durant l'année 1990, pour trois mois il ne fait plus partie de la rédaction. Il revient pour s'occuper de la section « sociopolitique ».

³²³⁸ Dans le même numéro (22, 14, le 20 avril 1990) paraît le texte de **Gabriel Liiceanu**, « Le procès de Ceausescu », diffusé à la Télévision, voir *infra*.

». Plus tard, Dan Pavel en parlant du cas de la loi de la lustration en Tchécoslovaquie et du président Vaclav Havel, soutient la nécessité de cette loi en Roumanie³²³⁹. Un des amis proches de Gh. Ursu, **Sorin Vieru** publie un texte de l'archive personnelle, rédigé après la mort de son ami (novembre 1985). Gabriela Adamesteanu, à cette date, rédactrice en chef adjointe, et écrivaine, en présentant brièvement le contenu du journal incriminé, conclut avec : « je voudrais lui demander pardon puisqu'il est mort à notre place [...] je suis convaincue que seulement sa modestie l'avait empêché de faire un pas en avant et d'entrer dans l'espace de la prose [...] moi qui a lu le journal, je peux porter témoignage³²⁴⁰ ».

Les opposants publient des extraits de leurs journaux, des chroniques de leurs expériences dans les institutions au temps du communisme (**Gabriel Andreescu**, physicien, chercheur à l'Institut de météorologie et de hydrologie de Bucarest³²⁴¹) ou des extraits des dialogues entre des intellectuels qui partagent leur préoccupation pour l'histoire (l'écrivain **Dan Petrescu**, bien connu par son opposition au régime communiste et son ami Liviu Cangeopol, écrivain et critique du régime de Ceausescu, qui s'est exilé en 1989 aux Etats-Unis³²⁴²). Leurs dialogues paraissent peu après en volume.

Par contre ceux qui sont connus pour avoir critiqué le régime communiste et du fait de leur confrontation avec le régime (l'ancien détenu politique des années 1980, Radu Filipescu et l'opposante **Doina Cornea**) et ceux qui ont soutenu de l'étranger des opposants du régime communiste (la fille de **Doina Cornea**, Ariadna Combes et Mihnea Berindei, historien et militant de la Ligue pour la défense des droits de l'homme³²⁴³) sont présentés et présentent leurs activités lors des entretiens faits par des membres moins notoires du GDS (**Dan Opreescu**) ou par les membres de la rédaction de la revue³²⁴⁴. Ils n'interviennent en leur nom propre que rarement³²⁴⁵, dans la plupart des cas, ils le font en étant appelés par les membres de la rédaction de la publication 22 au but de remémorer leurs activités de la période communiste³²⁴⁶.

Ces présentations de soi permettent aux opposants ou dissidents de se présenter en tant qu'intellectuels étant donné que les opposants au régime communiste mais aussi certains dissidents ont acquis leur notoriété grâce à leurs critiques à l'égard du pouvoir communiste et non en tant qu'écrivains ou comme scientifiques (ils étaient plutôt marginaux), comme c'est le cas de la plupart des essayistes ou des philosophes-écrivains qui doivent leur notoriété à leurs activités proprement intellectuelles (auteurs aussi d'ouvrages d'une circulation plus large comme les écrits de mémoires ou les essais). Le fait de publier dans 22, tout comme leur appartenance au GDS, en se présentant aux côtés des intellectuels notoires de la période

³²³⁹ Dan Pavel, « Pourquoi la culpabilité du système n'implique pas la responsabilité collective », 22, 120, mai 1992.

³²⁴⁰ 22, 14, le 20 avril 1990.

³²⁴¹ 22, 1, le 20 janvier 1990, texte repris dans Gabriel Andreescu, *L-am urat pe Ceausescu, op. cit.*, pp. 244-255.

³²⁴² 22, 1, le 20 janvier 1990 ; 22, 2, le 27 janvier 1990 ; 22, 3, le 2 février 1990 ; 22, 4, le 9 février 1990 ; 22, 5, le 16 février 1990 ; 22, 6, le 23 février 1990 ; 22, 9, le 16 mars ; 22, 15, le 27 avril 1990.

³²⁴³ 22, 3, le 2 février 1990.

³²⁴⁴ Un volume d'entretiens réalisés par Rodica Palade (rédactrice en chef adjointe de 22) avec **Doina Cornea** est publié en 1999 chez Dacia de Cluj alors que des entretiens avec **Radu Filipescu** paraissent en volume en roumain en 2009.

³²⁴⁵ **Radu Filipescu** publie tout au long de l'année 1990 un seul article.

³²⁴⁶ Alors que **Radu Filipescu** tout comme **Gabriel Andreescu** se sont engagés pour la recherche des coupables de la mort d'un intellectuel, détenu politique des années 1980, Gheorghe Ursu (voir *supra*).

communiste, leur procurent les moyens pour se faire connaître et reconnaître notamment par les intellectuels dominants du GDS et de la période postcommuniste³²⁴⁷. En même temps, par ces présentations de soi, publiées dans 22, ils délèguent au GDS leur capital moral. Ces stratégies apportent aux intellectuels les plus notoires de la période communiste un plus de légitimité pour replacer leurs prises de position intellectuelles de la période communiste dans un courant de pensée qui sera ensuite présenté comme « culture alternative » ou « état d'esprit » pour se référer à la plus connue « résistance par la culture »³²⁴⁸, formule sous laquelle des auteurs roumains de la période communiste présentent et se représentent après 1989 leurs luttes pour l'autonomie dans l'espace de leurs activités spécifiques et, plus généralement, dans le domaine de la culture, parfois même leur désintérêt pour le politique durant la période communiste³²⁴⁹.

D'autres intellectuels moins connus publient des mémoires adressés à des institutions académiques durant les derniers mois de 1989, ils sont des scientifiques qui se sont rapprochés des auteurs notoires de la période communiste (**Gabriel Andreescu**)³²⁵⁰.

Certains membres de la rédaction de 22 évoquent leurs mémoires contre des intellectuels consacrés qui ont manifesté leur adhésion à l'idéologie dominante au temps du communisme. En se posant en critiques des universitaires marxistes, ils tentent de mettre en avant ce qui les rapproche des philosophes ou des écrivains, les plus notoires membres du GDS (disciples du philosophe Noica) ou de certains membres de l'exil parisien. En présence des témoins d'un passé dont les repères sont mis en cause, la mémoire individuelle est mobilisée en vue de rompre avec les anciennes attaches. La reconstitution des expériences individuelles « s'opère à partir de données ou de notions communes³²⁵¹ » diffusées par et dans le groupement qu'on intègre. La mémoire individuelle participe de la mémoire du groupe et se pose comme fondement d'une réflexion qui est faite arme dans les luttes politiques. Les membres fondateurs du GDS, plutôt dépourvus de capital de reconnaissance et qui doivent leur entrée dans le GDS aux relations qu'ils entretiennent avec ceux qui se sont rapprochés des intellectuels notoires de la période communiste, critiquent à leur tour ceux qui sont de leurs aînés et qui ont été comme eux aussi des membres du parti communiste roumain (PCR)³²⁵². L'idée que la génération des aînés est celle à laquelle incombait le devoir de prendre position contre le pouvoir communiste ou à ceux qui sont plus proches du pouvoir communiste est partagée par bon nombre d'intellectuels du GDS. Sont rendus responsables de la perpétuation du régime

³²⁴⁷ Des écrivains, des critiques littéraires, des scientifiques et des philosophes-écrivains qui sont parmi les plus notoires de la période communiste.

³²⁴⁸ Ileana Malancioiu signe dans 22 un texte, « La révolution n'a pas été un spectacle d'illusionnisme », qui a été rédigé pour le colloque « Perestroïka et la littérature dans les pays de l'Europe de l'Est », organisé à Madrid en mai 1990 (22, 17, le 11 mai 1990). Voir aussi 22, 67, le 3 mai 1991. Pour les premiers débats autour de la « résistance par la culture », voir Adrian Marino, *Politica si cultura*, op. cit., pp. 21-40 ; Nicolae Oprea, Calin Vlasie, *Literatura romana postbelica intre impostura si adevar* [La littérature roumaine de l'après-guerre entre imposture et vérité], Pitesti, Paralela 45, 2000.

³²⁴⁹ Sur le « thème de la résistance par la culture », voir Daniel Barbu, *Republica absenta*, op. cit., pp. 49-52.

³²⁵⁰ 22, 1, le 20 janvier 1990.

³²⁵¹ Maurice Halbwachs, *La mémoire collective*, op. cit., p. 63.

³²⁵² **Dan Oprescu, Alin Teodorescu.**

notamment ceux qui ont fait partie de la nomenklatura politique mais aussi des intellectuels marxistes, universitaires ou scientifiques. Par contre les aînés ayant acquis leur reconnaissance dans le champ littéraire sans qu'ils soient des opposants du régime critiquent « ceux et seulement ceux qui ont eu le privilège de l'accès à la grande culture et ensuite se sont vendus » au pouvoir et ceux qui doivent leurs privilèges à leurs relations avec la nomenklatura politique³²⁵³.

Face aux critiques produites par des intellectuels qui pendant le communisme ont soutenu l'idée d'une séparation entre culture et politique au profit de l'autonomie de la culture, des plus jeunes membres du GDS et anciens membres du PCR, qui pourraient être concernés par la critique des idées marxistes, se contentent de discuter de « l'opportunisme » de leurs aînés, qui leur étaient proches sous le communisme, dont plusieurs s'engagent aux côtés des politiques après 1989. Selon le capital moral qu'ils ont réussi à accumuler avant la chute du régime, ils essaient de se positionner par rapport aux intellectuels qui ont acquis leur notoriété dans le champ littéraire à la faveur de l'initiation du dialogue entre des intellectuels de diverses spécialités et de leur refus de la politique avant 1989.

Un des articles signés par un membre fondateur du GDS ayant une position plutôt marginale et qui doit son appartenance au GDS à ses relations d'amitié avec le premier rédacteur en chef de 22³²⁵⁴ attire l'attention par son intitulé, « Opportunisme et opportunité »³²⁵⁵. Le texte discute des rapports des intellectuels au pouvoir dans la période communiste et après 1989 quand le champ politique se reconstitue. Notons que les thèmes abordés ici, « opportunisme » et les rapports entre générations interviennent dans le discours des intellectuels du GDS pour parler des intellectuels proches du pouvoir « néocommuniste », mais aussi dans celui des très rares intellectuels marxistes qui assument explicitement les mêmes convictions même après 1989 pour parler des intellectuels « anticomunistes »³²⁵⁶. Les réflexions sur l'engagement des intellectuels après 1989 servent de cadre pour la légitimation de son engagement politique de la période communiste. De plus, l'agencement des deux genres, récit personnel et essai politique, peut lui éviter tout dépassement de l'espace légitime des prises de position du GDS surtout que plusieurs membres du GDS ont été des membres du PCR³²⁵⁷. Par sa critique de la génération des aînés, notamment de la nomenklatura politique, et par ses affirmations qui tendent à mettre en cause les motifs des dissidents exilés, il fournit les bases d'une légitimation de l'absence de la dissidence dans les milieux intellectuels au temps du communisme. Ses réflexions sur les intellectuels et le pouvoir communiste semblent être le prétexte d'une prospection du champ politique à la veille de sa reconstitution. L'entrée dans l'espace

³²⁵³ 22, 6, le 23 février 1990 ; 22, 9, le 16 mars 1990.

³²⁵⁴ **Dan Oprescu** est le plus proche ami de **Stelian Tanase** depuis la période communiste, comme ce dernier le déclare par la suite.

³²⁵⁵ 22, 6, le 23 février 1990. Sociologue, formé à la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest, plutôt éloigné des milieux littéraires, enseignant à l'Institut polytechnique avant 1989, **Dan Oprescu** a été membre du Parti communiste tout comme d'autres rédacteurs (jeunes et moins jeunes auteurs de la période communiste) de 22.

³²⁵⁶ **Petru Cretia**, « Sur le néoopportunisme de certains intellectuels », 22, 9, le 16 mars 1990.

³²⁵⁷ Un peu moins de la moitié des membres fondateurs du GDS (au nombre de 34).

politique des intellectuels des plus âgés est mise en opposition avec l'attitude « apolitique » des jeunes pour fournir cette fois-ci des arguments à leur indécision. Répétant l'idée d'une rupture entre les générations, il constate l'hétérogénéité des participants au GDS qui constitueront ensuite les associations civiques et les partis politiques de l'opposition « anticomuniste ». En renvoyant la responsabilité à la génération des aînés et en prenant de distance par le biais de la généralisation il peut discuter de ceux qui ne peuvent pas revendiquer un capital moral. Mettant en avant le « sérieux » des anciens prétendants actuellement intellectuels, la dissidence ou l'activité d'opposition de certains intellectuels désormais ces collègues dans le GDS se trouvent obliérées. En produisant ce tableau du monde intellectuel postcommuniste, Dan Oprescu, qui était un nouvel entrant dans les milieux intellectuels pendant le communisme et qui après 1989 se retrouve du côté des intellectuels dissidents ou de ceux qui peuvent revendiquer un capital moral, traite de ce qui met en question sa nouvelle position dans le champ intellectuel. L'absence d'une attitude critique vis-à-vis du régime communiste est résolue par la critique de la génération des aînés notamment de ceux qui sont issus de la nomenklatura communiste dont le capital moral est mis en question et dont le capital spécifique est considéré inapproprié aux nouvelles demandes de l'espace politique. Son analyse esquisse le champ des possibles pour les jeunes intellectuels. La stratégie qu'il adopte, la critique des aînés qui se trouvent désormais dans le camp auquel le GDS s'oppose, servira à resserrer ses nouvelles alliances.

« Bien longtemps j'ai cru que c'est le devoir des aînés d'agir les premiers contre la dictature et bien longtemps j'ai cru qu'aux jeunes, il appartient plutôt l'opportunisme et la 'sagesse' politique que l'attitude critique et révolutionnaire ; dans un système stable de type dictatorial, il serait à supposer que les jeunes manifestent une forte inclination à l'opportunisme dans leur désir de s'accomplir sur le plan professionnel et social [...] j'ai considéré qu'on faisait vraiment tout pour que les jeunes soient tenus dans un état de quasi-analphabétisme politique [...] étant jeunes, ils pouvaient constituer la masse de manœuvre pour le pouvoir [...] je contestais aux jeunes la compétence politique, je les considérais incapables d'une attitude vraiment critique vis-à-vis de la réalité. 'En élevant la tête' [...] les jeunes [...] pouvaient perdre tout, pouvaient [...] être obligés à renoncer à la première et à la maximale obligation que toute personne vis-à-vis d'elle-même et vis-à-vis de la société. Rien ne me paraît plus facile pour le pouvoir que d'annihiler socialement, professionnellement [...] un jeune qui contestait la dictature [...] la solution du salut (individuel) pouvait être l'exil [...] Les aînés me paraissaient les gens idéaux pour déclencher le dernier combat contre la dictature (et la lettre "des six" anciens hauts dignitaires³²⁵⁸ confirment mes attentes), ils n'avaient rien à perdre [...] leur critique pouvait être une forme de la pénitence, de l'expiation des péchés anciens [...] ce que je nommais 'l'opportunisme' des jeunes est compréhensible et attendu seulement dans le cadre des systèmes dits stables [...] dans de tels systèmes, comme il semblait [être] la dictature, *on sait qu'il était besoin d'entrer dans le parti communiste*, qu'il n'était pas sans utilité de collaborer (bien sûr "d'une manière désintéressée") avec la Securitate [...] dans un système qui paraît stable, ce n'est pas honteux de ne rien faire pour déstabiliser le système, ceci signifie faire son métier [...] Voilà, pourquoi, je crois, qu'il y avait tant d'étudiants, très sérieux, qui devenaient membres du PCR [parti communiste roumain], tandis qu'à présent la grande majorité des étudiants se déclare 'apolitique' (c'est-à-dire non partisane). Par contre les vieux ne

³²⁵⁸ La « lettre des six » constitue la protestation, lettre adressée à Ceausescu, diffusée par les médias étrangers vers le milieu du mois de mars 1989 (la BBC, la RFE et la Radio Voix de l'Amérique), qui est l'œuvre des militants communistes des années 1930, occupant diverses fonctions dans l'appareil de l'État et du parti, proches de Ceausescu jusqu'à la fin des années 1960.

voulant pas attendre s'engageront les premiers [...] le besoin [...] d'enrôlement et l'activisme politique [...] la hâte sénile [...] les jeunes ennuyés de faire de la politique en criant [...] ils sont des apolitiques [...] après une pseudo-unité assurée par la répression et après l'unité causée par la lutte commune contre la dictature, l'avenir pourrait nous fournir la surprise des distinctions politiques fondées non seulement par la différence entre des groupes sociaux mais aussi sur celle des générations³²⁵⁹ ».

À l'inverse à d'autres « jeunes » intellectuels de la fin de la période communiste, celui-ci soutient l'idée de l'existence d'un conflit intergénérationnel, idée soutenue plus tard aussi par des universitaires, intellectuels consacrés sous le communisme (nés dans les années 1920).

Mais les premiers numéros de 22 (durant l'année 1990) ne comprennent pas seulement des récits de mémoires venant de ceux qui, d'une manière ou d'une autre ont critiqué et ont manifesté leurs distances vis-à-vis du régime. 22 publie aussi l'analyse d'un des signataires de la « lettre des six », protestation des anciens militants communistes des années 1930 diffusée par la presse étrangère en mars 1989, Silviu Brucan, le seul parmi les anciens dignitaires communistes à s'intéresser de près au groupement composé d'« intellectuels »³²⁶⁰.

Alors que des intellectuels de l'exil publient dans 22 en traitant des sujets liés à leur profession et à leurs expériences professionnelles (Ion Vianu) soit des expériences qu'ils ont faites en lien avec leur militantisme à l'étranger (Mihnea Berindei).

22 présente aussi la plus connue action menée à l'étranger par des milieux de l'exil, « Opération Villages roumains »³²⁶¹.

III. Du procès de Ceausescu au « procès du communisme »

L'année 1990 est marquée par de nombreuses manifestations organisées avec et pour le soutien des partis politiques qui se présentent en héritiers des partis politiques traditionnels, disparus par suite de l'installation du communisme, mais aussi par des contre-manifestations organisées pour légitimer la position du pouvoir installé pendant les événements de 1989, à la défense des politiques installés en décembre 1989³²⁶². À cela s'ajoutent des manifestations organisées par des associations civiques qui

³²⁵⁹ 22, 6, le 23 février 1990.

³²⁶⁰ Des extraits traduits d'un de ses livres paraissent dans les deux premiers numéros de 22 portant l'intitulé de son livre paru aux États-Unis : *World Socialism at the Crossroads. An Insider's View*.

³²⁶¹ 22, 10, le 23 mars.

³²⁶² La première manifestation des partis politiques traditionnels date du 28 janvier 1990, suivie le lendemain d'une manifestation de rue pour le soutien du pouvoir en place, installé en décembre 1989. Mais c'est au cours de la manifestation du 12 janvier 1990, consacrée aux victimes de décembre 1989, qu'on formule des revendications qui seront reprises sous diverses formes par des représentants du courant intellectuel de « l'anticommunisme » après 1989. Le pouvoir installé en décembre 1989 est pour la première fois contesté ouvertement dans la rue. Les manifestants demandent que les anciens communistes n'aient pas accès aux postes de direction, que les anciens dirigeants du PCR soient jugés publiquement et que le PCR soit déclaré hors la loi, on sollicite aussi que le nombre des victimes des événements de décembre 1989 soit précisé et l'élucidation de l'énigme des « terroristes ». Les manifestants scandent « À bas le communisme ! », « À bas la Securitate ! ». Les principaux représentants du pouvoir installé, confrontés aux contestations de la rue, engagent des discussions avec les manifestants. En réponse à leurs revendications, le Conseil du Front du Salut national (CFSN) émet trois décrets dont un instituant la mise hors la loi du Parti Communiste et un autre qui visait l'organisation d'un référendum sur la réintroduction de la peine de mort. Ces deux décrets n'obtiennent pas la

véhiculent des messages anticomunistes ayant comme cible les nouveaux dirigeants politiques issus largement de l'ancienne nomenklatura.

Le 11 mars 1990 au cours des manifestations de rue organisées à l'initiative de trois associations civiques qui regroupent des écrivains, des journalistes et des étudiants de Timisoara, est rendue publique la « Proclamation de Timisoara » à laquelle adhèrent par la suite plusieurs organisations locales des partis récemment apparus, recréés et d'autres organisations civiques. Le texte reste le « document référence³²⁶³ » de la naissance des mouvements anticomunistes dans la période postcommuniste, il sera mentionné par plusieurs intellectuels lorsqu'ils sont amenés à traiter de ce qui sera appelé « le procès du communisme » ou de leurs engagements dans le cadre des organisations civiques. Le texte de la Proclamation veut renouveler et renforcer le but de la révolution roumaine, « non seulement contre Ceausescu mais aussi indiscutablement anticomuniste ». L'idée de la recherche d'une « troisième voie » en récusant la « copie des systèmes capitalistes occidentaux » qui est présentée dans la « Proclamation de Timisoara » semble contredire la vision de la plupart des membres du GDS. Alors que l'idée de l'existence de la révolution « catégoriquement anticomuniste » et celle de l'« interdiction » de participer à la vie politique aux « anciens activistes et [aux] anciens officiers de la Securitate » seront soutenues et par le GDS lorsqu'il s'agit de définir l'identité politique des intellectuels prétendants au statut de politique. Le GDS propose d'étudier et de débattre ce texte en souscrivant à ce qui lui semble être « l'idée de base de la Proclamation, à savoir que *la Révolution continue, la Révolution n'est pas achevée*, le Groupe pour le dialogue social se propose de revenir sur ce document³²⁶⁴ ». Mais le GDS ne sera pas parmi les associations civiques qui adhèrent à la Proclamation. La publication du GDS présente brièvement des résumés sur l'activité des initiateurs de la Proclamation et publie des textes-manifestes signés par les associations civiques qui adhèrent et soutiennent les idées de la Proclamation. Les intellectuels du GDS discutent favorablement de cette initiative, mais le GDS tient à souligner l'absence de son « esprit partisan ». Dans une « déclaration » signée par le GDS³²⁶⁵ sont critiquées les « autorités » pour leurs stratégies destinées à profiter « des dissensions existantes ». Sur la Proclamation de Timisoara le GDS affirme que « dans cette Proclamation se retrouve un large secteur de la population et tout spécialement les jeunes qui ne sont pas obligatoirement associés aux partis politiques mais qui n'étant pas dépourvus de conscience politique se sentent frustrés

« ratification » par le CFSN, décision expliquée lors d'une séance du CFSN du 17 janvier, « communiqué » du CFSN rendu public deux jours après. Mais un décret-loi institue au même moment « le transfert dans la propriété de l'État de la totalité du patrimoine de l'ancien Parti Communiste » (décret-loi n° 30 du 18 janvier 1990, publié dans *Monitorul Oficial*, 12, le 19 janvier 1990). Voir Alexandra Gabriela Ionescu, *Du Parti-Etat à l'État des partis*, op. cit., pp. 231-232 et 254-255). Par un autre décret émis au moment même du déroulement de cette manifestation de rue est créée la Commission nationale pour la résolution des saisies des victimes de la dictature (décret-loi n° 19 du 12 janvier 1990, publié dans *Monitorul Oficial*, 8, le 13 janvier 1990). La commission sera chargée d'un dossier concernant une victime des prisons communistes, dans les années 1980, démarche à laquelle des membres fondateurs du GDS apportent leur contribution (le dossier Gheorghe Ursu ouvert en février 1990). Elle est aussi considérée comme dépourvue d'activité significative par certains témoins de l'époque qui s'y sont intéressés de près.

³²⁶³ La « Proclamation de Timisoara » est publiée dans 22 deux semaines après son lancement (22, 10, le 23 mars 1990).

³²⁶⁴ *Ibid.*

³²⁶⁵ 22, 13, le 13 avril 1990.

dans leurs espérances et dans leurs attentes ». Les intellectuels tiennent à souligner que « le GDS n'est pas un compétiteur aux élections, c'est pourquoi il ne peut pas être accusé d'esprit partisan. Voilà pourquoi ses inquiétudes ne se réfèrent pas à son propre destin électoral mais au destin de la démocratie roumaine, laissée, par ignorance, par incompetence, ambition ou mauvaise intention, à être dégradée par un climat de soupçon, de calomnie et de guérilla psychologique télévisée [...] la société civile risque de perdre de toute façon³²⁶⁶ ».

Par le terme de « phénomène de la Place de l'Université³²⁶⁷ » on désigne les événements ayant débuté le 22 avril à Bucarest, manifestations qui s'achèvent le 13 juin, avec des confrontations entre les autorités et les manifestants, suivies de l'arrivée des mineurs et des violences contre les manifestants pour mettre fin à ce mouvement de rue³²⁶⁸. Pour les intellectuels et pour les leaders ou membres des associations civiques, mais aussi pour des journalistes critiques du pouvoir en place, ce mouvement a constitué le cadre dans lequel ils développent et parfois leur sont reconnues leurs dispositions politiques. Même si le GDS n'est ni initiateur ni tenant (en tant que groupe) des manifestations qui ont lieu Place de l'Université, plusieurs membres du GDS prennent la parole à la tribune de ce mouvement (**Doina Cornea, Petru Cretia, Gabriel Liiceanu, Stelian Tanase**, membres fondateurs du GDS³²⁶⁹). En plus, certains membres du GDS se posent en ses porte-parole, ils se présentent en médiateurs entre les manifestants et le pouvoir³²⁷⁰. Bien que tous les membres du GDS n'approuvent pas ou ne participent pas à ces manifestations, à la tribune de la rue, parlant devant les manifestants situés Place de l'Université, ou par le biais du journalisme, le GDS travaille à s'ériger en représentant de ce mouvement de contestation.

Au cours des premiers mois qui suivent les événements de 1989, les intellectuels du GDS sont à la recherche d'une identité politique commune, à la recherche d'une position propre lorsque le champ politique se recompose. Le GDS, à la faveur de l'appropriation du capital moral des opposants et des dissidents, se définit par rapport au nouveau pouvoir politique. De cette recherche d'une identité commune, qui va permettre de mettre à profit les savoirs accumulés par les membres du GDS et le capital moral ou/et symbolique obtenu sous le communisme par certains intellectuels, viennent témoigner, à part l'usage qu'ils

³²⁶⁶ 22, 14, le 20 avril 1990.

³²⁶⁷ Pour une analyse du « phénomène de la Place de l'Université », voir Alexandru Gussi, « Construction et usages politiques d'un lieu de mémoire. La Place de l'Université de Bucarest », *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, I, 4, 2002, pp. 1057-1091.

³²⁶⁸ Le GDS a contribué à la réalisation d'un « rapport sur les événements de 13-15 juin 1990 » (qui paraît dans huit numéros successifs de 22 durant l'automne de 1990) avec l'Association pour la défense des droits de l'homme – Comité Helsinki de Roumanie, travail publié sous forme de livre en France et l'année suivante en Roumanie (Mihnea Berindei, Ariadna Combes, Anne Planche, *Roumanie, le livre blanc. La réalité d'un pouvoir néo-communiste*, op. cit.).

³²⁶⁹ À la tribune de la rue on retrouve aussi Ana Blandiana, écrivaine bien connue de la période communiste et plus connue encore dans les années 1980 lorsqu'elle était sous interdiction de signature, certains volumes de poésie étant interdits de publication alors que certains autres étaient retirés des librairies, mais aussi des interprètes notoires de la période communiste dont on peut citer ici un membre du GDS, Victor Rebengiuc.

³²⁷⁰ **Doina Cornea**, *Fata nevazuta a lucrurilor*, op. cit., pp. 18-31 ; **Andrei Plesu**, Petre Roman, Elena Stefoi, *Transformari, inertii, dezordini*, op. cit., pp. 219-225.

font de la biographie et du récit autobiographique, les nombreux discours sur le rôle et le statut de l'intellectuel dans un régime démocratique. Leurs représentations attestent des stratégies identitaires permettant de reconvertir le capital symbolique obtenu sous le communisme.

D'après leurs propres témoignages, les jours de décembre 1989, les intellectuels sont plutôt rares à se retrouver dans la rue aux côtés des manifestants. Certains seulement participent à la nouvelle structure du pouvoir, créée le 22 décembre 1989³²⁷¹. Alors que certains intellectuels du GDS ont intégrés des structures du pouvoir en place, certains d'autres, membres fondateurs et membres cooptés au début de 1990, se portent candidats aux premières élections postcommunistes (du 20 mai 1990)³²⁷² aux côtés des journalistes, critiques du pouvoir en place, et d'une victime du régime communiste et représentant de l'Association des anciens détenus politiques (Constantin Ticu Dumitrescu, détenu politique des années 1950). Plusieurs membres du GDS composent une des listes des indépendants constituées à Bucarest regroupant des intellectuels, candidats aux premières élections postcommunistes, publiée à plusieurs reprises dans 22³²⁷³. Un autre membre fondateur du GDS se présente en tant que candidat indépendant sur

³²⁷¹ Participent au Conseil du Front du Salut national (CFSN), créé le 22 décembre 1989, des (futurs) membres du GDS, apparu officiellement le 31 décembre : **Doina Cornea, Mircea Dinescu, Radu Filipescu, Gabriel Andreescu, Mircea Dinescu, Andrei Plesu, Mariana Celac, Dan Petrescu, Mihai Sora, Magda Carneci**. Font partie du CFSN dans sa composition initiale les deux premiers ci-dessus mentionnés tout comme Ana Blandiana, les trois figurent en tête de la liste des membres du CFSN, rendue publique le 22 décembre (*Monitorul Oficial al Romaniei* [Journal Officiel de la Roumanie], 1, 1990 : 2). Voir Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., pp. 274-279 ; Alexandra Gabriela Ionescu, *Du Parti-État à l'État des partis*, op. cit., pp. 207-219. À la suite de la décision prise le 23 janvier lors de la réunion du CFSN concernant la participation du Front du Salut National aux élections (*Monitorul Oficial*, 15, le 25 janvier 1990), les anciens opposants et dissidents, membres fondateurs du GDS, se retirent de cet organisme qui « exerce le pouvoir politique dans l'État » depuis le 22 décembre 1989 : **Doina Cornea**, Ana Blandiana, **Gabriel Andreescu, Mariana Celac, Radu Filipescu**. Deux membres fondateurs du GDS sont ministres dans le premier gouvernement (provisoire) de la période postcommuniste : **Andrei Plesu**, ministre de la Culture et **Mihai Sora**, ministre de l'Enseignement. D'autres membres fondateurs du GDS (mais aussi un futur membre du GDS) intègrent ces deux institutions politiques pour se charger des départements ou comme membres des commissions intervenant dans des domaines de leurs compétences.

³²⁷² Selon la loi électorale de 1990, les candidatures au parlement peuvent se présenter sur des listes constituées par des « partis ou formations politiques » ou comme « candidat indépendant », individuellement et en dehors d'une organisation politique. Mais le cadre législatif de 1990 (et seulement celui-là) permet aussi la présentation des candidatures sur des « listes de candidats indépendants » (article 11 du décret-loi n° 92 du 14 mars, publié dans *Monitorul Oficial*, 35, le 18 mars 1990).

³²⁷³ La liste des candidats indépendants soutenus par le GDS est présentée pour la première fois dans 22, 15, le 27 avril 1990 (sur la première page) et dans les trois numéros suivants. La liste est présentée dans les numéros suivants, à une seule exception près, sur la dernière page de la publication du GDS et dans chaque numéro les candidats sont présentés le plus souvent dans des textes biographiques signés par des rédacteurs de 22 ou des collègues des candidats. Certains candidats sont présentés par l'intermédiaire des entretiens signés par des rédacteurs de 22. Neuf membres du GDS (dont six sont des membres fondateurs du GDS, trois autres étant des membres cooptés en 1990) composent la liste proposée par 22. Deux membres fondateurs du GDS appartenant à la génération des aînés (**Alexandru Paleologu** et **Petru Cretia**) se portent candidats au Sénat aux côtés d'un peintre consacré dans la période communiste dont la production artistique est marquée par son intérêt pour l'orthodoxie (**Sorin Dumitrescu**) et d'un prêtre (**Iustin Marchis**), ces deux étant des membres du GDS cooptés en 1990, mais aussi d'un écrivain notoire de la période communiste et journaliste (Octavian Paler), ancien membre de la nomenklatura politique, signataire d'une lettre de protestation rassemblant des auteurs consacrés et bien connus de la période communiste (« la lettre des sept ») et d'un médecin et universitaire (Alexandru Pesamosca), appartenant à la génération la moins représentée dans le GDS alors (et lors de sa création), à savoir ceux qui sont nés dans les années 1930. Se portent candidats à l'Assemblée des députés aux côtés de quatre membres fondateurs du GDS (l'historien et l'archéologue, **Radu Popa**, le philosophe devenu éditeur, **Gabriel Liiceanu**, l'écrivain débutant dans la période communiste et rédacteur en chef de 22 alors, **Stelian Tanase**, l'ingénieur et ancien détenu politique des années 1980, **Radu Filipescu**), un ancien procureur de la période communiste, par la suite, dans les années 1980, condamné à la prison, Ioan Marculescu, appartenant à la même génération que les aînés du GDS, ainsi qu'« un des journalistes nés de la Révolution » (22, 17, le 11 mai 1990), le juriste **Florin Gabriel Marculescu**, membre du GDS, coopté en 1990, mais aussi un ancien détenu politique des années 1950 et leader de l'Association des anciens détenus politiques, Constantin Ticu

une autre liste constituée dans une ville de province, candidature annoncée dans 22³²⁷⁴. Deux autres membres fondateurs du GDS participent aux élections sur une autre liste des indépendants constituée à Bucarest³²⁷⁵. Si les nouveaux politiques fondent leur légitimité principalement sur leur contribution à la « révolution roumaine », les intellectuels, à la recherche d'une légitimité pour conquérir le grand public, sont animés par l'idée de refaire le procès de Ceausescu ou de refaire la révolution³²⁷⁶. Les intellectuels fondent leurs prétentions au statut de politique de l'après 1989 sur la révolte contre le nouvel ordre issu de la « révolution »³²⁷⁷.

Selon leurs dispositions et le volume de capital accumulé avant 1989, les intellectuels travaillent à légitimer leurs prétentions en s'appuyant sur l'apparition des mouvements anticomunistes dont ils ne sont pas les initiateurs. Mais plus tard certains membres du GDS encouragent et désirent donner leur contribution à leur organisation (avec la création de l'Alliance civique³²⁷⁸). Si pour **Gabriel Liiceanu**, l'intellectuel roumain devrait « jouer le rôle du médecin de l'âme³²⁷⁹ », pour **Stelian Tanase**, en 1990, « l'intellectuel

Dumitrescu et le rédacteur en chef de *Romania libera*, journaliste de la période communiste, Petre Mihai Bacanu (emprisonné au cours de l'année 1989 pour sa tentative d'imprimer, à l'aide de certains collègues, un journal clandestin), tout comme un technicien dans l'industrie aéronautique (Pompiliu Militaru).

³²⁷⁴ **Gabriel Andreescu** (chercheur physicien, ancien opposant au régime communiste) se présente aux élections sur une « liste de candidats indépendants », constituée à Buzau, sa ville de naissance. Sur la même liste sont candidats aux élections de 1990 une avocate et un architecte. 22 le présente comme candidat indépendant parmi des membres fondateurs du GDS. L'opposant **Gabriel Andreescu** est interviewé par **Victor Barsan** (physicien de formation et membre fondateur du GDS), texte présenté sous l'intitulé « Pour être crédible dans l'avenir, il faut avoir été crédible dans le passé ». Questionné sur le choix d'une candidature comme indépendant, comme d'autres encore, **Gabriel Andreescu** affirme : « les indépendants pourraient répondre plus exactement au besoin de la société de s'identifier avec quelque chose [...] les indépendants correspondent au moins à l'espérance concernant l'honnêteté, la lucidité, si nécessaires à la société roumaine » (22, 16, le 14 mai 1990).

³²⁷⁵ **Mircea Dinescu** est alors président de l'Union des écrivains, élu fin décembre 1989. **Andrei Plesu** est ministre de la Culture (décret n° 12 du 28 décembre 1989) dans le gouvernement provisoire, constitué le 31 décembre.

³²⁷⁶ Dans deux numéros sont présentés les « Dialogues successifs entre Vladimir Tismaneanu et **Stelian Tanase** » sous l'intitulé « Nous sommes après la première révolution. Comment sera la deuxième ? » (22, 9, le 16 mars 1990 et 22, 11, le 30 mars 1990). Au sujet des événements de 1989 en Roumanie, de la « “non-révolution” violente » et de la démission du communisme en Roumanie, voir Daniel Barbu, *Republica absentă*, op. cit., pp. 183-198 (« La révolution de récupération ») : « En Roumanie, la révolution a été le modèle social de la délégitimation du totalitarisme, la révolution a été le moyen par lequel les anciennes élites communistes ont procédé à la réforme des structures et hiérarchies propres, la révolution a été l'instance qui a permis aux intellectuels de s'imposer comme uniques porte-parole de la société civile » et plus loin « Le changement n'est pas advenu au bout d'un processus révolutionnaire, mais a été plutôt le point culminant de la crise interne généralisée » (pp. 183 et 185).

³²⁷⁷ Les intellectuels du GDS embrassent l'idée de l'existence d'une « révolution », mais mettent en cause la légitimité du pouvoir installé suite aux événements de décembre 1989. Auteurs de la période communiste, plus ou peu connus, et militants de la société civile dénoncent le « vol de la révolution par les leaders de second rang de l'ancien régime » ou parlent de la « trahison des valeurs de la révolution » (Domnita Stefanescu, *Unsprezece ani din istoria Romaniei*, op. cit., p. 103 ; Ruxandra Cesereanu, *Decembrie '89. Deconstructia unei revolutii* [Décembre 1989. La déconstruction d'une révolution], Iasi, Polirom, 2004, pp. 69-71 ; Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., pp. 395-398).

³²⁷⁸ La grande majorité des membres du GDS s'intéressent de près aux activités de l'Alliance civique sans être cependant membres de cette organisation. Parmi les membres du GDS, c'est **Gabriel Andreescu** qui apparaît comme porte-parole de l'Alliance civique (AC) dans 22. L'AC prend naissance le 6 novembre 1990 à l'initiative de plusieurs associations civiques dont l'Association « 15 novembre » - Brasov, la Solidarité universitaire, la Société « Timisoara », le GDS, la Société « Agora » - Iasi, le Groupe indépendant pour la démocratie, l'Association Pro démocratie et de deux centaines de personnes. Le manifeste rendu public à sa constitution, la « déclaration de principe », porte la devise « Nous ne pouvons réussir qu'ensemble ! » (Domnita Stefanescu, *Unsprezece ani din istoria Romaniei*, op. cit., p. 103). Le manifeste de l'AC, paru dans la publication du GDS, milite pour la « résurrection de la société civile » (22, 43, le 9 novembre 1990). Le 15 novembre 1990, l'AC organise à Bucarest la plus grande manifestation consacrée à la célébration de la révolte de Brasov en 1987. À Brasov une autre manifestation est organisée à cette occasion par l'Association « 15 novembre 1987 ». Sur la naissance de l'AC et sur sa première direction, voir Dan Pavel, Iulia Huiu, *Nu putem reusi decat impreuna*. O istorie analitica a Conventiei Democratice 1989-2000, op. cit., pp. 67 et 79.

³²⁷⁹ 22, 15, le 27 avril 1990.

authentique se trouve toujours en opposition³²⁸⁰ ». Ces deux intellectuels sont parmi les candidats au statut d'élus en 1990. Ils fondent leurs revendications en prenant appui sur leurs lecteurs, lorsque la littérature enregistre une baisse d'intérêt et les tirages de la presse politique sont énormes. **Gabriel Liiceanu** peut miser sur sa notoriété acquise pendant la période communiste, la reconnaissance de ses pairs et son succès auprès du public, que nous révèlent aussi les classements publiés ultérieurement dans 22³²⁸¹. **Stelian Tanase** est très attiré par les mouvements de protestation, chose qui lui sera reprochée, semble-t-il, au sein du GDS.

Munis d'un fort capital symbolique, les écrivains ou les philosophes qui doivent leur notoriété à leur activité littéraire sont dans un premier temps moins enclins à recourir à l'autobiographie. Ceux-là se posent en porte-parole du GDS en signant des appels ou des textes en parlant au nom du GDS. Ces textes visent ceux qui détiennent le pouvoir politique mais aussi ceux qui se trouvent à la tête des institutions culturelles au début des années 1990. Les plus connus des membres du GDS prennent position au nom du Groupe, contre les politiques en place en expliquant la position du GDS³²⁸². Quand les anciens politiques communistes contestent aux intellectuels leur contribution à la naissance d'une opposition à la dictature, un intellectuel notoire de la période communiste comme **Alexandru Paleologu** (ancien détenu politique des années 1950) recourt à la mémoire collective pour défendre la position des dissidents et des opposants de la dernière période communiste³²⁸³. Après 1989, les intellectuels, jouissant de la plus grande reconnaissance dans les milieux intellectuels, recourent à l'archive de soi (correspondance, témoignage) dès qu'ils revendiquent une nouvelle position et/ou qu'ils se sentent appelés à justifier leurs engagements (**Gabriel Liiceanu**, **Petru Cretia**, **Andrei Plesu**, etc.), de l'intellectuel « anticomuniste » ou/et de l'intellectuel, membre d'un groupement qui s'est imposé comme représentant du courant de « l'anticommunisme »³²⁸⁴. Des textes critiques rédigés avant la chute du communisme doivent servir aux nouveaux enjeux politiques du moment quand ils ne peuvent pas faire appel à une activité de dissidence inscrite dans la mémoire historique, a posteriori le public est invité à lire leurs prises de position comme des attestations de leur anticomunisme. Leurs prises de position des derniers mois du régime communiste sont caractérisées après décembre 1989 comme « anticomuniste[s] ». Quelques jours avant les élections

³²⁸⁰ 22, 16, le 4 mai 1990.

³²⁸¹ 22, 62, le 29 mars 1991.

³²⁸² 22, 4, le 9 février 1990.

³²⁸³ 22, 1, le 20 janvier 1990.

³²⁸⁴ Si l'on suit dans l'ordre chronologique leurs prises de position et les positions occupées par des membres du GDS, on constate la prééminence, par périodes, d'un engagement ou d'un autre : intellectuel critique universaliste, intellectuel au service des institutions, organisation de la société civile ou des partis politiques mettant à profit leur renommée ou leurs compétences, « conseiller du prince », intellectuel tenant de l'ordre ou du pouvoir en place ou intellectuel participant au jeu politique comme politique. On peut ainsi évaluer l'évolution de leurs engagements d'intellectuels, individuellement mais aussi collectivement, en établissant par cela même la place occupée par le GDS, le trajet parcouru pendant la période postcommuniste ainsi que sa participation à la construction de la « problématique légitime ». Voir Frédérique Matonti et Gisèle Sapiro, « L'engagement des intellectuels : nouvelles perspectives », art. cit. ; Gisèle Sapiro, « Modèles d'intervention politique des intellectuels. Le cas français », art. cit.

de mai 1990 auxquelles **Petru Cretia** participe sur la liste regroupant des intellectuels et des journalistes, dont la plupart sont des membres du GDS, il demande au rédacteur en chef adjoint de la publication du GDS, l'écrivaine Gabriela Adamesteanu, de publier son texte où il critiquait la dictature personnelle. Ce texte a déjà été publié dans le premier numéro de l'hebdomadaire *Romania literara* [La Roumanie littéraire] paru en 1990. Sa publication dans 22 précède de peu sa candidature aux élections « quand [sa] lucidité et [sa] moralité » sont contestées³²⁸⁵, comme l'auteur le précise. Le texte demande une explication de la part de son auteur, l'auteur accompagne le texte daté de l'automne 1989³²⁸⁶ d'un autre précisant qu'« il a été pensé comme un texte antitotalitaire, c'est-à-dire anti-Ceausescu [...] aujourd'hui je serais heureux qu'il soit lu comme un texte anticomuniste³²⁸⁷ ».

L'aversion pour la classe politique communiste requiert de la publicité, des pamphlets datés des derniers mois de 1989 sont publiés pour témoigner des contraintes subies par les intellectuels dans la période communiste³²⁸⁸. **Gabriel Liiceanu**, philosophe qui a obtenu sa notoriété vers le milieu des années 1980 en publiant son journal où il racontait sa formation sous la tutelle du philosophe Constantin Noica (ami d'Emil Cioran et de Mircea Eliade, appartenant à la même génération)³²⁸⁹, signe dans le premier numéro de la publication du GDS son « appel aux canailles », texte repris dans un ouvrage portant le même titre :

« je vous adresse l'appel suivant [...] soyez un temps plus discrets. N'apparaissent plus à la télévision [...] N'écrivez plus dans les journaux [...] N'élever plus votre voix que pour un instant pour demander pardon [...] N'assassinez pas les mots [...] Renoncez à vos alibis moraux en vous disant que vous avez sans cesse fait du mal pour que vous fassiez de temps en temps du bien [...] Et si vous suivez ce qu'on vous demande dans cet appel, vous recevrez notre reconnaissance. Nous vous aimerons³²⁹⁰. »

Ultérieurement l'auteur fournit des raisons à son appel. Au début des années 1990 les intellectuels « intransigeants » s'affirment à contre courant, contre « l'indifférence, la complaisance et l'accord » des masses devant les métamorphoses du communisme. Son appel vise non seulement les nouveaux détenteurs du pouvoir installé après 1989 mais également les intellectuels qui ont « pu rendre possible [...] l'horreur »

³²⁸⁵ Plusieurs membres du GDS, notamment ceux qui prennent position pour soutenir les manifestations de rue et contre le pouvoir en place sont calomniés dans la presse extrémiste.

³²⁸⁶ A l'automne 1989, se trouvant à l'étranger, **Petru Cretia** (né en 1927, chercheur, traducteur des auteurs de la philosophie classique mais aussi des classiques de la littérature, éditeur d'Eminescu) signait un texte où il critiquait la dictature. Son texte a été diffusé par la BBC le 21 décembre 1989 après le déclenchement des révoltes qui ont mené à la chute du régime communiste.

³²⁸⁷ 22, 18, le 17 mai 1990.

³²⁸⁸ **Gabriel Liiceanu** publie l'article « Méditations sur l'activiste [communiste] » daté du 23 septembre 1989 dans 22, 4, le 9 février 1990. Le texte sera repris dans un de ses ouvrages qui rassemble ces prises de position en étroite liaison avec la production journalistique du GDS, sauf que le texte est daté d'août 1989 et que son auteur ne garde que les passages où il présente le portrait de l'activiste, excluant le récit sur son expérience avec un activiste communiste, à savoir le premier secrétaire du parti au niveau de l'Université de Bucarest, mais accompagnant son texte dans ce volume d'une dédicace à l'activiste en question « et à tous les activistes » (Gabriel Liiceanu, *Apel catre lichele*, op. cit., pp. 15-19).

³²⁸⁹ Pour sa trajectoire voir le premier chapitre. À partir de 1990, **Gabriel Liiceanu** est éditeur, fondateur des Éditions Humanitas, et professeur de philosophie à l'Université de Bucarest.

³²⁹⁰ 22, 1, le 20 janvier 1990. Voir aussi **Gabriel Liiceanu** dans 22, 72, le 7 juin 1991, texte (« Sur la culpabilité »), rédigé en réponse au discours tenu par son ami à la Télévision roumaine parlant de la « culpabilité » impartie à tous et chacun (**Gabriel Liiceanu**, *Apel catre lichele*, op. cit., pp. 123-126).

communiste³²⁹¹. Vingt-ans après, **Liiceanu** revient sur cet appel précisant que « cet appel-là [...] n’invitait personne à la vengeance et au lynchage » en témoignant de sa déception quant aux résultats des discours produits par l’intellectuel « humaniste »³²⁹². L’intellectuel qui se situe sur le « terrain de la morale et non sur celui de la politique » et se manifeste au nom des victimes du communiste affecte son mécontentement devant l’absence au sein des catégories larges de la population de l’appétit pour la culture et pour la liberté. L’intellectuel justifie son engagement pour les valeurs :

« un intellectuel subtil ne pouvait pas comprendre : que dans leur grande majorité les gens n’ont pas besoin de la “nourriture du ciel” – de ses livres, de sa souffrance, de ses sermons profanes [...] une autre illusion de la décennie passée : que la société désirait se débarrasser de ceux qui avaient rendu possible le monde d’avant cet appel [...] écrit pour indiquer l’objet possible d’une répudiation collective pour empêcher ce qui s’est passé par la suite [...] tout ce qu’il se proposait c’était de produire une pression morale en faveur d’un retrait pieux³²⁹³. »

Gabriel Liiceanu ne convoquera ses souvenirs que lorsqu’il est appelé à argumenter ses prises de position en faveur d’un « procès du communisme »³²⁹⁴. Rappelons que les intellectuels de l’exil, proches du GDS, et qui sont proches surtout de **Gabriel Liiceanu**, soutiennent la nécessité que les intellectuels portent témoignage de leurs expériences du temps du communisme³²⁹⁵.

Les textes signés par **Gabriel Liiceanu** et publiés dans 22 ne sont pas nombreux. Ces textes paraissent dans 22 (d’autres encore dans des publications proches de la publication du GDS). Dans les pages de la revue du GDS on le voit présent lors des rencontres du GDS avec des hommes politiques ou avec des intellectuels étrangers. Ses prises de position sont précisées à l’occasion des entretiens. Les entretiens avec **Gabriel Liiceanu** (que nous présente 22) sont conduits par celle qui est investie avec la direction de la publication du GDS à partir de septembre 1991, l’écrivaine Gabriela Adamesteanu, étant des premiers à être cooptés en janvier 1990 dans le GDS. **Gabriel Liiceanu** est l’initiateur des appels du GDS, de même, il signe des textes où il précise la position du GDS³²⁹⁶. Il intervient pour présenter ou pour défendre certains membres du GDS et à la défense de ceux dont il se présente en héritier (Constantin Noica et plus tard pour parler des intellectuels de l’exil les plus notoires, Monica Lovinescu et Virgil Ierunca). **Liiceanu** publie des lettres ouvertes adressées aux politiques, discours du même type que celui avec lequel il a fait son début dans 22 et qui l’avait consacré. L’autorité dont il se sent investi se révèle dans ses pratiques discursives qui lui attirent le succès auprès du public. Le philosophe-écrivain **Gabriel Liiceanu** déclare en 1991 dans le cadre d’un entretien :

³²⁹¹ 22, 1, le 20 janvier 1990.

³²⁹² **Gabriel Liiceanu**, *Usa interzisa* [Le huis interdit], Humanitas, 2002, p. 63.

³²⁹³ *Ibid.*, p. 61.

³²⁹⁴ 22, 156, le 28 janvier 1993 (entretien avec Gabriela Adamesteanu, repris dans **Gabriel Liiceanu**, *Apel catre lichele*, op. cit., pp. 187-209).

³²⁹⁵ 22, 15, le 27 avril 1990.

³²⁹⁶ Le numéro suivant les premières élections postcommunistes, sur la deuxième page, on lit le texte de **Gabriel Liiceanu** sur le GDS, daté du 9 février, portant le chapeau « pro memoria ». Le GDS est défini comme « instance critique et d’opposition » : « le GDS n’est pas contre quelque parti ni pour quelque parti. Il n’est qu’une instance qui surveille les manifestations du pouvoir, indifféremment du parti ou du mouvement qui l’incarne » (22, 19, le 25 mai 1990).

« Après décembre '89, chacun de nous a senti, je crois, l'obligation de redéfinir sa manière optimale de – que ma formulation naïve soit excusée – *bien faire autour de soi*. De cette manière est apparu – au moins en ce qui me concerne – le dialogue manifeste avec la “politique explicite” : parler et agir publiquement de telle manière que, par l'expression de soi, tu exprimes en même temps un grand nombre de gens ; tu obtiens des autres le mandat pour les représenter et tu t'efforces de l'honorer. Si les autres, en nombre important, investissent leur confiance en toi, as-tu le droit de la refuser ou de la démentir ? Je me suis trouvé dans cette situation, sans aucune intention de ma part, à la suite de quelques apparitions à la télévision et de quelques pages écrites dans les journaux³²⁹⁷. Ces courts épisodes publics, par lesquels je ne voulais que contribuer par *la conscientisation* (déformation professionnelle !) à la santé d'une société traumatisée m'avaient attiré [...] en égale mesure, la sympathie et la haine. Il m'avait semblé normal que je dise à haute voix, précisément parce que cela était devenu possible – précisément parce que maintenant il n'était pas normal de ne pas le faire –, certaines choses essentielles auxquelles j'avais toujours pensé et qui, dans l'avalanche d'opinions et derrière les rideaux de fumée, risquaient d'être oubliées. Par exemple, que le peuple roumain n'avait pas été la victime de Ceausescu, mais de l'horreur désignée communisme [...] ; que la lutte était engagée non contre la mémoire d'un homme, mais contre les effets d'un système qui, [jugant] d'après son atrocité, était sans pareil au long de l'histoire. Ensuite que cette société, pour qu'elle devienne apte pour les élections *libres*, il fallait qu'elle devienne *libre* du point de vue mental, donc informée [...] et qu'elle soit éduquée d'une manière démocratique et que la réalisation de cette “mission historique” appartienne [...] à la télévision³²⁹⁸. »

En avril 1990³²⁹⁹, celui qui s'impose comme le porte-parole du GDS, le philosophe-essayiste **Gabriel Liiceanu** publie dans 22 le texte enregistré pour la télévision roumaine au cours du mois de mars mais diffusé en avril (en fin du texte l'auteur nous informe de ce retard, « enregistré le 6 mars, transmis le 6 avril, pendant la nuit », pour souligner combien la télévision publique marginalise les intellectuels surtout que l'enregistrement passera pendant la nuit³³⁰⁰). Le texte intitulé « Le procès de Ceausescu » introduit ce qui deviendra le projet collectif des intellectuels présenté comme projet et but de la société postcommuniste, à savoir le « procès du communisme ». Le texte est publié dans 22 un mois avant les premières élections auxquelles les intellectuels participent en nom propre, comme indépendants, sur une des listes des indépendants³³⁰¹. À l'« unité par l'humiliation et par [la] haine » contre le pouvoir communiste, **Gabriel Liiceanu** fait appel au consensus pour « [refaire] le processus de Ceausescu » qui devrait apporter « la

³²⁹⁷ Selon le compte-rendu d'une enquête menée par 22 auprès de ses lecteurs au sujet de leurs auteurs préférés (des lecteurs de 22 proposent leur classement des auteurs), **Gabriel Liiceanu** se trouve parmi les auteurs préférés des lecteurs de 22. Remarquant qu'il publie rarement dans 22, les lecteurs de 22 semblent déplorer la rareté de ses textes. Le classement publié dans 22, résultats de cette consultation des lecteurs, nous indique aussi le succès auprès du public des écrivains (de la période communiste), rédacteurs de 22 après 1989 (22, 62, le 29 mars 1991).

³²⁹⁸ Entretien avec **Gabriel Liiceanu** dans *Flacara*, août 1991, repris dans **Gabriel Liiceanu**, *Apel catre lichele*, op. cit., p. 178 (c'est l'auteur qui le souligne).

³²⁹⁹ 22, 14, le 20 avril 1990.

³³⁰⁰ **Gabriel Liiceanu** note sa participation à une autre émission de la Télévision publique roumaine, « enregistrée le 30 décembre 1989 » (**Gabriel Liiceanu**, *Apel catre lichele*, op. cit., p. 123).

³³⁰¹ La liste est publiée de nouveau dans le numéro qui précède de peu les premières élections postcommunistes (22, 18, le 17 mai 1990), sous le slogan « Espérons ensemble, changerons ensemble » et avec une citation tirée de Platon : « Que du pouvoir ne se rapprochent que ceux qui ne l'aiment pas ». Au bas de la page est publiée la « déclaration d'adhésion » à la Proclamation de Timisoara signée par le Front populaire de Moldova qui est dans le même temps un appel au non-soutien des « activistes roumains qui ont contribué à l'instauration et au maintien du régime communiste » qui se présentent aux élections.

guérison ». Après la « révolution » qui avait institué « la sortie de l'enfer » suit « le purgatoire », vu comme étape nécessaire pour « la purification intérieure » :

« Ce qu'on a vu le 26 décembre³³⁰² n'a pas été un procès. Il n'y avait pas de temps pour cela. Peut-être ce n'était pas besoin d'un procès en termes juridiques. Mais un simulacre devrait être évité de toute façon. Pour faire une révolution contre le mensonge en recommençant avec un mensonge – et sur ce fait un ami philosophe français³³⁰³ avait attiré mon attention – est terrible [...] en premier lieu, nous devons faire ce processus pour nous laver du mensonge avec lequel on a commencé. Ce procès doit être fait [...] pour arriver à la racine du mal [...] le procès fait à la plus effrayante période de l'histoire de la Roumanie et de la plus effrayante période de l'histoire de l'humanité : le communisme. Ce procès n'est pas un procès juridique, mais [un procès] historique, moral et métaphysique [...] Le procès de Ceausescu est pour nous la porte d'entrée dans l'arène d'un procès historique plus vaste [...] Les gens doivent se souvenir s'ils ont oublié ou savoir, s'ils sont trop jeunes, ce qu'a signifié le communisme dans toute la splendeur de son déroulement [...] Le procès de Ceausescu doit être fait pour arriver à tout le mal qui a été activé en *nous tous*, pour arriver à la complicité, à la corruption et au mensonge [...] Le procès de Ceausescu doit être fait pour arriver au Pol Pot et à Staline [...] Le procès du Ceausescu doit être fait pour arriver à Lénine et à Marx qui ont rendu possibles toutes ces choses...³³⁰⁴ »

À l' « infantilisation » engendrée par le communisme, au « modèle paternaliste » entretenu par le « totalitarisme », au « modèle du dirigeant unique », l'intellectuel propose des « modèles moraux, des personnalités » comme « points de référence » :

« on ne doit pas se rapporter à elles [personnalités] comme les enfants aux parents mais – selon un mot devenu célèbre – comme à “notre meilleure conscience”. Parmi nous il y a de telles personnalités : que nous les cherchions³³⁰⁵ ! »

S'autorisant de sa posture du philosophe qui voit son entrée dans « l'agora » comme « un devoir³³⁰⁶ », **Liiceanu** semble avoir intériorisé ses nouvelles responsabilités, celle de l'« intellectuel projeté [...] dans la place publique » et celle de directeur de maison d'édition (les Éditions Humanitas), en les présentant comme nécessités (« je le fais avec la pensée que j'ai fait ce qu'il fallait faire »). Par « cet acte d'autorité³³⁰⁷ » qu'est le plaidoyer pour le « procès de Ceausescu », il travaille à imposer la perception des intellectuels des nécessités du moment en exprimant sa croyance dans le pouvoir des intellectuels et des valeurs intellectuelles :

« je veux croire qu'à la tête de ce pays arriveront des gens dont la crédibilité et le capital de moralité soient tellement grands qu'au moment où ils expliqueront devant tout le pays que nous avons à passer une période difficile [...] ils recevront la confiance, ils seront aidés et soutenus [...] Je crois qu'on peut endurer tout au nom de la vérité et de la bonne foi, mais rien – *même pas la richesse* – si on nous propose de nouveau le mensonge, la terreur, la duplicité et la peur³³⁰⁸. »

L'idée de « refaire le procès de Ceausescu » proposée par celui qui se fait le porte-parole du GDS reçoit une nouvelle désignation, le « procès du communisme ». Et avec l'apparition des mouvements de rue

³³⁰² Transmis à la Télévision la nuit du 25 au 26 décembre 1989.

³³⁰³ On suppose qu'il s'agit d'André Glucksmann qui est arrivé à Bucarest en fin décembre 1989. Voir *infra*.

³³⁰⁴ 22, 14, le 20 avril 1990.

³³⁰⁵ *Ibid.*

³³⁰⁶ 22, 6, le 23 février 1990.

³³⁰⁷ Pierre Bourdieu, *Ce que parler veut dire*, *op. cit.*, p. 109.

³³⁰⁸ 22, 14, le 20 avril 1990.

dirigés contre les nouveaux détenteurs du pouvoir, il devient le projet du GDS. Le projet d'un « procès du communisme » mené avec des moyens intellectuels devient un enjeu de lutte pour le partage des « instruments de domination » (instituts de recherche, éditions, travail d'expertise, université) entre les intellectuels, spécialistes de la période communiste ou/et de la période postcommuniste. Les bases de ce projet ont été jetées par le recours au récit autobiographique et au statut de témoin. Les intellectuels du GDS en se posant en « groupe autonome » et « conscience lucide »³³⁰⁹, en vue de se construire une identité commune, rendent publiques leurs expériences d'opposants intellectuels ou de dissidents, d'écrivains et de scientifiques marginaux ou d'écrivains et/ou philosophes autonomistes de la période communiste.

Au cours d'une discussion entre plusieurs intellectuels roumains du GDS et un intellectuel français proche du GDS³³¹⁰, André Glucksmann, qui a lieu au cours du mois de février 1990³³¹¹, publiée vers la fin du mois d'avril 1990, dans 22 sous l'intitulé « Sur la révolution et le génocide », celui qui se pose en porte-parole du GDS, le philosophe **Gabriel Liiceanu** témoigne :

« j'ai proposé au groupe qu'on joue le rôle d'un tribunal du procès, de refaire le procès de Ceausescu [...] pour obtenir la santé de la société roumaine. Sans cela, nous serons toujours malades. Pourquoi ? Parce que ce procès n'a pas été le procès d'un personnage nommé accidentellement Ceausescu, mais parce qu'il est précisément le procès de la société roumaine, du communisme même³³¹². »

Ce témoignage est rendu public dans 22 et des extraits de cette discussion paraissent quelques semaines avant les premières élections postcommunistes quand **Gabriel Liiceanu** se porte candidat indépendant aux côtés d'autres intellectuels du GDS³³¹³ et après l'apparition des mouvements qui se déclarent anticomunistes, dont les manifestations de rue connues sous le nom de « phénomène Place de l'Université ». Les extraits publiés avant les élections présentent le dialogue entre **Gabriel Liiceanu** et André Glucksmann. La publication de ces extraits d'un dialogue avec un intellectuel de l'étranger suit d'une semaine la publication dans 22 du propos tenu au préalable par **Liiceanu** devant les caméras et diffusé par la télévision roumaine, « Le procès de Ceausescu ».

Le philosophe français aborde le sujet de la dissidence dans la période communiste et du rôle des intellectuels dans la période postcommuniste. Témoignant le fait qu'il ne connaît pas le cas roumain, André Glucksmann discute des dissidents de l'Europe centrale et des dissidents de l'Union soviétique (Arthur Koestler, Vaclav Havel, Alexandre Soljenitsyne). **Gabriel Liiceanu** reprend les considérations d'André Glucksmann, tirées de sa connaissance de la dissidence est-européenne, en les transposant au cas roumain

³³⁰⁹ « La déclaration de constitution du Groupe pour le dialogue social », 22, 1, le 20 janvier 1990.

³³¹⁰ Un autre intellectuel français, publié presque à la même période, avec un entretien réalisé par **Andrei Cornea**, est Bernard Henri-Lévy, et dans le même numéro, paraît un autre dialogue entre les membres du GDS et Adam Michnik (22, 9, le 16 mars 1990).

³³¹¹ Dans un numéro ultérieur de 22 (22, 21, le 8 juin 1990) on apprend que la discussion entre les membres du GDS et André Glucksmann a eu lieu au cours du mois de février.

³³¹² 22, 15, le 27 avril 1990.

³³¹³ Voir *supra*.

de la période postcommuniste. Dans la continuation de l'idée selon laquelle certains intellectuels ont réussi à préserver l'autonomie de la culture par la défense de la séparation entre politique et culture, **Gabriel Liiceanu**, l'intellectuel dont la reconnaissance est fondée sur son intérêt pour le monde « de l'esprit et de la culture » dans la période communiste, définit la position de l'intellectuel dans la période postcommuniste, désigné comme un « médecin de l'âme » qui aurait comme but « d'obtenir la santé de la société roumaine ». André Glucksmann conseille sur la posture à adopter en prenant appui sur la position de l'intellectuel sous des régimes communistes, sur les idées professées par la dissidence intellectuelle dans les régimes communistes de l'Europe centrale :

« vous ne devez pas applaudir quand vous n'êtes pas d'accord³³¹⁴. Cette idée constitue le minimum de la base "technique" de tout groupe dissident [...] C'est la thèse de Havel sur la lutte contre la vie dans le mensonge. On ne demande pas à l'intellectuel qu'il soit prophète, de deviner l'avenir [...] Ce qu'on leur a demandé c'était qu'ils prennent distance vis-à-vis du mensonge, de la trahison, montrer qu'il est possible de vivre à distance et à l'extérieur du mensonge. C'est une tâche délicate qui sera d'autant plus difficile maintenant que le communisme politique a été renversé puisque les intellectuels auront des responsabilités et lorsqu'on a une responsabilité, on ne peut pas tout dire [...] Je ne connais pas la situation en Roumanie, elle est bien confuse de manière que personne ne puisse donner des conseils. Il faut dire que si la dissidence signifie la lutte contre le mensonge, alors elle n'est pas encore achevée [...] Ce qui est à l'opposé de la vie dans le mensonge, c'est la vie contre le mensonge³³¹⁵. »

Établissant ce rapprochement entre la position de l'intellectuel dissident sous le communisme et la position de l'intellectuel dans le postcommunisme, André Glucksmann semble confirmer les idées de **Gabriel Liiceanu** qui lui répond :

« Je me sens très proche de ce que vous dites, parce que moi-même, je me suis confronté avant la révolution à ces problèmes [...] de pathologie de la société [...], j'ai écrit un texte sur ce sujet, c'est pourquoi je dis que je me sens très proche de vos idées. Je prépare en ce moment un texte sur cette idée parce que chez nous le problème de la maladie de la société est très actuel, évident. Je suis convaincu que le rôle de l'intellectuel, ici, de l'intellectuel de Roumanie, c'est de jouer le rôle du médecin de l'âme. Je suis parfaitement d'accord avec vous parce que le problème éthique est le plus important problème aujourd'hui en Roumanie parce que dans une société malade, le premier organe qui est affecté et qui doit être récupéré est l'organe éthique [...] C'est vrai ce que vous disiez, que le rôle du dissident roumain est encore actuel et nous en avons besoin parce que nous avons toujours eu besoin de cette dissidence³³¹⁶. »

Les deux philosophes discutent du procès de Ceausescu et de l'emploi du terme de génocide pour traiter du communisme. Si les intellectuels, et plus précisément ceux au nom desquels **Liiceanu** semble parler, à savoir les membres du GDS, doivent entamer le « procès du communisme » ou le « procès de la société roumaine [pendant la période communiste] », les instruments de ce procès qui n'est pas un procès « juridique » ne sont pas précisés.

André Glucksmann : « quand les gens utilisent dans un cadre officiel [...] le terme de génocide, dans l'acte d'accusation de Ceausescu pour qualifier la mort de 60 000 de personnes – chiffre fausse d'ailleurs, mais cela n'a pas d'importance

³³¹⁴ Souligné dans le texte, l'affirmation introduit une partie du texte.

³³¹⁵ 22, 15, le 27 avril 1990.

³³¹⁶ *Ibid.*

– il y a un mensonge dans la qualification même. Un génocide signifie l’extermination d’un peuple [...] Donc l’utilisation du mot dans ce cas devient un mensonge officiel. De la même manière, [...] l’idée même de qualifier en tant que procès l’exécution, très logique en fait, de Ceausescu. (J’ai été pour.) J’étais ici [à Bucarest] et j’ai vu qu’avec sa disparition, les luttes ont cessé, que c’était un acte de guerre qui, dans le déroulement des faits de guerre, il était en fait un acte de paix. Que l’on désigne comme procès bien qu’il n’ait évidemment pas été un procès [...] on ne peut même pas le nommer un procès de type staliniste³³¹⁷. »

Gabriel Liiceanu : « c’est vrai, on a commencé avec un mensonge, avec le mensonge qui a été le procès de Ceausescu. Ce procès n’a pas encore été fait [...] un de vos collègues a suggéré qu’on fasse maintenant pour la première fois ce procès de Ceausescu [...] ce procès n’a pas été le procès d’un personnage désigné accidentellement Ceausescu, c’est précisément le procès de la société roumaine, du communisme même. Si nous ne faisons pas ce procès nous serons toujours malades [...] cela signifie que nous voulons regagner notre santé. Ce procès est le procès de la société entière, non seulement celui de Ceausescu. En ce qui concerne le terme de *génocide* [...] évidemment comme philologue, je suis d’accord avec vous, qu’il ne s’agit pas de génocide ; mais vous ne connaissez probablement pas [...] la situation historique de la Roumanie pendant les dernières années. Je ne plaide pas pour l’utilisation du terme de génocide mais je pourrais vous offrir quelques raisons pour son utilisation [...] nous tous nous avons eu l’impression que quelqu’un qui s’appelait Ceausescu et qui a été une force obscure, a voulu supprimer le peuple roumain [...] il y a eu tendance à commettre le génocide du peuple roumain [...] je crois que tous les fanatiques de type communiste ou fasciste sont capables de détruire un peuple pour réaliser une idée folle, pour ne pas dire stupide, mais pour la réalisation de cette idée on a toujours agi sans tenir compte des moyens, à la limite en tuant un peuple entier³³¹⁸. »

André Glucksmann se plie aux idées de l’intellectuel roumain en proposant l’utilisation du terme de « génocide culturel » défini comme « destruction morale » ou « destruction mentale » tout en soutenant l’idée d’étudier le communisme pour établir si le terme de « génocide culturel » peut s’appliquer pour la période de Ceausescu surtout qu’« on peut distinguer des périodes et des périodes pendant le communisme » et que « le communisme est en même temps capable de s’attirer l’enthousiasme de la population³³¹⁹ ».

³³¹⁷ *Ibid.*

³³¹⁸ *Ibid.*

³³¹⁹ *Ibid.*

En juin 1990, après l'échec des intellectuels aux élections³³²⁰, sont publiés d'autres extraits de ce dialogue auquel ont participé plusieurs membres du GDS³³²¹. Lors de cette discussion, les intellectuels roumains traduisent le projet du « procès du communisme » selon leurs dispositions et leurs attentes. Cinq membres du GDS participent à cet échange ainsi qu'un intellectuel qui se rapproche du GDS, Vladimir Tismaneanu, publié dans 22.

Sont également préoccupés à discuter du « procès du communisme » comme projet scientifique le philosophe logicien, **Sorin Vieru**, et le sociologue qui traite de la classe politique (investissant les « sciences politiques » en Roumanie avant son départ à l'étranger ainsi qu'aux États-Unis), Vladimir Tismaneanu. Ce dernier soutient qu'il y a eu une « restalinisation radicale après 1971 » et construit son argumentation en faveur de l'utilisation du terme de génocide sur la comparaison avec le nazisme. Il utilise comme synonymes des termes comme « tyrannicide », « génocide » ou « crime contre l'humanité ». Comme il le déclare, il parle en tant que politologue après avoir étudié la politique de Ceausescu et non pas comme témoin de la période, mentionnant que pendant la dernière période communiste il n'était pas en Roumanie, mais à l'appui de ses opinions, il invoque ses relations avec ses amis, restés en Roumanie :

« Ceausescu préparait le génocide du peuple roumain [...] à partir de '82-'83 [...] la ligne désirée par Ceausescu [était] la préparation systématique et consciente de l'Holocauste du peuple roumain [...] je vois un système entier qui se proposait d'éliminer le peuple roumain. L'idée de reprendre le procès de Ceausescu me paraît formidable³³²². »

³³²⁰ À la date des premières élections postcommunistes (générales et présidentielles) on compte vingt-quatre formations politiques, créées à partir de janvier 1990. Des soixante et onze formations politiques qui participent aux premières élections, vingt-sept (Alexandru Radu, *Nevoia schimbarii. Un deceniu de pluripartidism in Romania*, op. cit., pp. 9 et 16) sont entrées au parlement dont neuf obtiennent un mandat de député en tant qu'organisations des minorités nationales, leur entrée au parlement étant due précisément à ce statut. Trois autres formations politiques représentent des minorités nationales mais le nombre de voix qu'elles obtiennent dépasse le quotient électoral. La loi électorale de 1990 ne prévoit pas un seuil électoral. Le seul candidat indépendant ayant participé aux élections du 20 mai 1990 est entré lui aussi au parlement comme sénateur. Parmi les organisations qui participent aux élections du 20 mai 1990 on retrouve l'Association des anciens détenus politiques et des victimes de la dictature de Roumanie. Si on connaît le nombre des formations politiques qui ont déposé leurs listes des candidats et les voix obtenues par chacune, on ne connaît que le nombre de voix obtenues par tous les « autres candidats indépendants », c'est-à-dire le total des voix obtenues par les trois listes des candidats indépendants sur lesquelles on retrouve des membres fondateurs du GDS (voir *supra*). Il n'aurait existé donc officiellement aucune « liste de candidats indépendants » mais des « candidats indépendants », « autres » que celui qui s'est présenté en nom propre aux élections, comme « candidat indépendant », car on ne présente pas le nombre de voix obtenues par chaque liste. Les « autres » candidats, à savoir les trois listes des candidats ont recueilli : 256656 voix obtenues soit 1,87% des voix exprimées à l'Assemblée des députés et 391781 voix obtenues soit 2,81% des voix exprimées au Sénat à l'échelle nationale (cf. au procès-verbal des résultats des élections du 20 mai 1990, émis par le Bureau électoral central, publié dans *Monitorul Oficial*, 81, le 8 juin 1990). La première analyse des résultats des premières élections postcommunistes est cosignée par un membre fondateur du GDS, sociologue de la période communiste. Dans cette analyse on considère aussi les résultats des sondages d'opinion « effectués par le GDS » (**Pavel Campeanu**, Ariadna Combes, Mihnea Berindei, *Romania inainte si dupa 20 mai* [La Roumanie avant et après 20 mai], Humanitas, 1991, pp. 94-95, 128).

³³²¹ 22, 21, le 8 juin 1990. Les élections parlementaires et présidentielles ont lieu au même moment, le 20 mai 1990. Le Front du Salut national (FSN), constitué en parti politique le 6 février 1990, s'impose. Le FSN obtient 66,31% des voix exprimées à l'Assemblée des députés et 67,02% des voix exprimées au Sénat. Sur le régime politique postcommuniste, les partis politiques et les scrutins postcommunistes, notamment sur les résultats des élections du 20 mai 1990, voir Alexandru Radu, *Nevoia schimbarii. Un deceniu de pluripartidism in Romania*, op. cit., pp. 252 et 346-348 ; Cristian Preda, *Partide si alegeri in Romania postcomunista : 1989-2004*, op. cit. ; Cristian Preda, Sorina Soare, *Regimul, partidele si sistemul politic din Romania*, op. cit., pp. 28, 103 et 123 ; Alexandru Radu, *Politica intre proportionalism si majoritarism*, op. cit., pp. 75-92.

³³²² 22, 21, le 8 juin 1990.

Le philosophe **Sorin Vieru** soutient l'idée d'un « procès de la société roumaine » vu comme analyse de « l'histoire et [de] la société roumaine » pour comprendre « l'attitude très coopérante avec le communisme » et le « comportement social [...] aberrant » en dépit du fait que, selon lui, « les Roumains sont le peuple le plus anticommuniste de toute l'Europe de l'Est » et d'une « société anticommuniste ». À l'inverse de Vladimir Tismaneanu, **Sorin Vieru** soutient que pendant le régime communiste, en Roumanie, il y a eu une déstalinisation puisque « la vitrine libérale du régime a bien fonctionné cinq – dix années³³²³ ».

Préoccupé par la croyance dans le communisme, Andrei Cornea, philologue et historien de l'art, formé à l'« école de Paltinis », disciple du philosophe Constantin Noica, se souvient de « l'enthousiasme réel de la population en 1968 » pour Ceausescu et « du capital de popularité » obtenu par le dirigeant communiste qui s'est fondé, selon lui, sur « le nationalisme et l'anti-russisme », et mentionne « l'appui occidental » reçu par le régime. Il procède à la comparaison entre les « deux totalitarismes du XX^e siècle – le fascisme et le communisme » pour montrer que le communisme « est plus dangereux puisque plus perfide et plus subtile » :

« il a su, par exemple, pendant des décennies, tromper les intellectuels français [...] pendant que le fascisme a eu une vie beaucoup plus courte. Voilà pourquoi il faut faire le procès de Ceausescu, il faut faire le procès du communisme, il faut faire le procès de la pensée marxiste. Où [il faut] s'arrêter ?³³²⁴ »

Sorin Marculescu, éditeur et traducteur chez Cartea Romaneasca [Le Livre roumain]³³²⁵, soutient l'idée d'un « procès public du communisme » et d'une « analyse qui ne doit pas être limitée [...] [à] Ceausescu ou [à] Lénine » mais qui doit être menée « jusqu'à Marx » pour démontrer les « déformations du communisme ». Selon lui, le communisme « n'a pas bénéficié de quelque enthousiasme de masse ». Et à l'appui de ses affirmations, il invoque les expériences faites par des victimes du régime communiste, à savoir les détenus politiques :

« une installation du terrorisme [...], à l'ombre des tanks soviétiques [...] Il s'agit d'un génocide culturel [...] mais aussi d'un génocide politique. Les 60 000 victimes – une chiffre sans base – sont seulement une partie du nombre total des victimes [...] L'opposition entière a été emprisonnée [...] même libérés, les gens sont restés des victimes. Les anciens détenus ont droit de parler de génocide³³²⁶. »

Sorin Marculescu et **Gabriel Liiceanu** reprennent à leur compte la perspective des victimes du régime pour fonder leurs prises de position en faveur d'un « procès du communisme » en invoquant leur non-appartenance au parti communiste.

Stelian Tanase, ayant une formation en philosophie, débutant comme écrivain en 1982, est un des initiateurs de la lettre de protestation réunissant en décembre 1989 de jeunes intellectuels, scientifiques et

³³²³ *Ibid.*

³³²⁴ *Ibid.*

³³²⁵ Sorin Marculescu a édité les deux livres de **Gabriel Liiceanu**, parus dans les années 1980, sur son expérience en tant que disciple du philosophe Constantin Noica (voir *supra*). Sorin Marculescu intègre le GDS en janvier 1990.

³³²⁶ 22, 21, le 8 juin 1990.

plusieurs écrivains marginaux³³²⁷, rédacteur en chef de 22 depuis sa création et jusqu'à l'automne 1990 et aspirant au statut de politique (candidat aux premières élections postcommunistes), est plus intéressé par l'actualité politique que par le passé :

« en Roumanie on est en présence d'une situation paradoxale : un communisme qui n'a plus de parti communiste [...] en Roumanie, nous n'avons pas de force communiste visible, un parti, un appareil, mais seulement ses structures, qui se trouvent partout dans le corps social [...] puisque le communisme roumain n'est pas visible, il peut se dissimuler³³²⁸. »

Si André Glucksmann défend l'idée d'un « auto-procès de l'intellectuel » dont des dissidents notoires (Soljenitsyne ou Havel) ont déjà discuté, le philosophe **Gabriel Liiceanu** est préoccupé par les moyens dont disposent les intellectuels pour parvenir à se faire procurer l'adhésion pour leur jugement sur le communisme.

« il y a des gens du pouvoir qui sont restés communistes dans leur pensée, dans leur profondeur. Ils n'ont pas connu la chute : [Silviu] Brucan³³²⁹, [Ion] Iliescu n'ont pas encore fait un acte de croyance en général, de témoignage de leur option idéologique, ils n'ont pas parlé de la ruine du communisme en général. C'est pourquoi en Roumanie à présent, les intellectuels éprouvent la crainte de la dissimulation [...] Nous sommes confrontés à un problème : que peuvent faire les intellectuels roumains face à ce capital d'ignorance des masses populaires [...] nous sommes confrontés à l'ignorance du peuple qui ne sait rien sur la démocratie [...] Nous sommes conscients que la lutte sera dure et je n'éprouve pas l'espérance qu'on pourra vaincre ce capital fantastique d'ignorance³³³⁰. »

La conversion des membres de la nomenklatura et la préoccupation pour l'éducation des masses sont parmi ses thèmes privilégiés³³³¹.

³³²⁷ Il s'agit de la « lettre des dix-huit intellectuels », rassemblant de jeunes scientifiques et des écrivains, plus ou moins connus, qui suit la « lettre des sept intellectuels », réunissant des auteurs consacrés et notoires de la période communiste. La « lettre des dix-huit intellectuels », celle à la laquelle on se réfère comme la « lettre des jeunes », était destinée à la direction de l'Union des écrivains, tout comme la précédente, qui fut l'œuvre des auteurs notoires. La protestation des « jeunes », plus connue comme la « lettre des dix-huit intellectuels », est annoncée à Radio Free Europe le 13 décembre 1989 (Monica Lovinescu, *Pragul. Unde scurte V, op. cit.*, pp. 238-239 ; **Stelian Tanase**, *Acasa se vorbeste in soapta, op. cit.*, pp. 181-195). Neuf signataires de cette lettre vont se retrouver dans le GDS en tant que membres fondateurs.

³³²⁸ 22, 21, le 8 juin 1990.

³³²⁹ Membre du mouvement communiste illégaliste, secrétaire de rédaction et ensuite rédacteur en chef du quotidien, *Scanteia* [L'Étincelle], du parti communiste, ambassadeur à Washington (1955-1959) et ensuite à l'ONU (1959-1962), vice-président de la Télévision roumaine, Silviu Brucan est un des signataires d'une lettre de protestation contre le gouvernement de Ceausescu, diffusée par les médias étrangers en mars 1989. Cette protestation est l'œuvre de cinq autres anciens militants communistes, connue sous le nom de la « lettre des six ». Voir Silviu Brucan, *Generatia irosita, op. cit.*, pp. 178-208 ; Lavinia Betea (entretiens avec), Alexandru Barladeanu, Ion Gheorghe Maurer, Corneliu Manescu, *Partea lor de adevar* [Leur part de vérité], Compania, 2008. Sur la « lettre des six », voir Dennis Deletant, *Ceausescu si Securitatea, op. cit.*, pp. 257-261 ; Cristina Petrescu, « The "Letter of the Six". On the Political (Sub)Culture of the Romanian Communist Elite », art. cit., pp. 355-384.

³³³⁰ 22, 21, le 8 juin 1990.

³³³¹ Fort de sa reconnaissance acquise avant 1989 et de sa notoriété obtenue dans les années 1980 (se faisant connaître et reconnaître dans divers milieux intellectuels en « héritier » du philosophe Constantin Noica et de son « école de Paltinis »), notoriété renforcée après 1989 par le biais des médias publics et dans les pages de 22, **Gabriel Liiceanu** dénonce les résultats des élections qui attestent l'échec des intellectuels, candidats indépendants, aux premières élections (de mai 1990), en mentionnant le retard avec lequel les résultats sont publiés (voir *supra*). Selon **Liiceanu**, les médias sont responsables de cet échec, à savoir la télévision, qui a contribué à la prolifération des « réflexes [...] d'une société malade » et ne s'est pas préoccupée de développer un « programme [...] d'éducation pour la démocratie », faute de quoi, le « programme de réformes radicales » resterait sans effets face aux « mentalités de masse non-réformées » (Entretien avec **Gabriel Liiceanu** dans *Flacara*, août 1991, repris dans **Gabriel Liiceanu**, *Apel catre lichele, op. cit.*, p. 180).

Tous les participants à cet échange, à une exception près, semblent être d'accord sur l'emploi du terme de génocide. **Sorin Vieru** seul soutient que « le terme tient d'une rhétorique » et qu'il s'agit là « d'une manière d'exagération ou de diminution d'un phénomène » :

« chez vous [en France] fréquemment on compare des phénomènes divers avec le fascisme [...] de toute façon, il est question d'une instigation au suicide collectif – syntagme plus adéquat que celui de génocide [...] La société et les intellectuels ont manifesté fréquemment une inconsistance suicidaire³³³². »

Liiceanu refuse en 1990 les qualifications que les intellectuels dont il se fait le porte-parole reçoivent de la part des intellectuels marxistes de l'étranger ou des dissidents issus de la nomenklatura et politiques de l'après 1989³³³³ :

« Deuxième problème est d'une autre nature : Monsieur [Silviu] Brucan nous a dit la chose suivante : notre revue est de droite. Pourquoi ? Parce qu'on critique les communistes. Si notre discussion était télévisée vous seriez qualifié de champion de la pensée de droite. De même, quelque temps avant, quand nous sommes allés en Italie, les intellectuels marxistes avec lesquels nous avons discuté nous ont considérés de droite³³³⁴. »

Le refus de se définir « de droite »³³³⁵ doit être appréhendé en lien avec leur « attitude morale³³³⁶ ». Dans leur souci de se démarquer de ceux qu'ils critiquent, des politiques et surtout du pouvoir en place, certains membres du GDS justifient l'occupation des postes dans des structures politiques en se référant à leurs compétences et en parlant de leur rôle marginal dans de telles structures. Et ils invoquent « l'attitude morale » pour caractériser leur intérêt porté au politique. Ils sont caractérisés par les autres (dont des intellectuels se rapprochant du pouvoir en place) comme « apolitiques »³³³⁷ tout comme se déclarent des organisations civiques constituées à l'initiative des intellectuels (comme l'AC). D'autres intellectuels du GDS parlent au nom de la « société civile »³³³⁸. La notion de « société civile » est utilisée en désignant une sphère où les intellectuels composent et construisent, en revendiquant leur autonomie, leur propre domaine d'autorité pour s'opposer à la sphère de l'État et surtout à ceux qui sont de nouveaux politiques et des

³³³² 22, 21, le 8 juin 1990.

³³³³ C'est devant et contre des intellectuels de l'étranger que les membres du GDS vont refuser de se définir « de droite » durant les deux premières années d'existence du GDS. Le clivage traditionnel gauche-droite n'est alors ni discuté ni invoqué en parlant de l'espace politique.

³³³⁴ 22, 21, le 8 juin 1990.

³³³⁵ Il ne pourrait pas être compris par le seul souci de ne pas être confondus avec la droite de l'entre-deux-guerres, comme cela ressort de certains propos (**Andrei Pippidi**, « Une droite, deux, combien ? », 22, 71, le 31 mai 1991). Notons que, fait tout aussi significatif, les catégories de « droite » et de « gauche » sont alors utilisées pour disqualifier des adversaires politiques.

³³³⁶ Rétrospectivement, **Andrei Pippidi** se déclare « apolitique » dans la période communiste, comme citoyen n'ayant pas adhéré au PCR, ne se sentant pas représenté et n'ayant pas les possibilités de s'exprimer sur la politique. Après 1989, devant les jugements d'autres citoyens, associant l'idée de « faire de la politique » au désir de pouvoir, **Andrei Pippidi** se situe parmi les citoyens désignés collectivement « la troisième force [...] entre la [...] direction du pays et l'opposition enrôlée dans les partis [...], l'électorat ». Et il décrit la posture qu'il prétend : « la préparation de l'opinion publique a besoin de l'indépendance totale des débats où l'attitude morale même reçoit des implications politiques. En ce sens, et seulement en ce sens, celui qui signe les lignes qui se retrouvent ci-dessus, “fait de la politique”. Si d'autres feraient de même ! » (22, 8, le 9 mars 1990).

³³³⁷ 22, 66, le 26 avril 1991.

³³³⁸ Ce sont surtout les plus jeunes membres du GDS, encore peu connus, et leurs proches, anciens collègues ou amis de la période postcommuniste, auteurs de la période communiste, ayant une formation en philosophie ou en sociologie, qui parlent de la « société civile » et au nom de celle-là et s'intéressent aux mouvements dissidents d'Europe centrale (**Vladimir Tismaneanu**, **Stelian Tanase**).

politiques au pouvoir. Et même en jouant le jeu politique ils se présentent en représentants de la « société civile »³³³⁹. Si l'apolitique peut être revendiquée avec succès (comme cela ressort des qualifications qu'ils reçoivent de la part de certains intellectuels) c'est que, en tant que membres d'un groupement qui se construit la position comme force d'opposition, critique à l'égard du pouvoir, ils peuvent exercer à la fois des activités qui appartiennent à l'expert ou à l'intellectuel des organisations qui revendiquent à leur tour une place dans la « société civile » et leur rôle dans la (re)naissance de la société civile tout en se posant en opposition « civile » aux politiques en place³³⁴⁰.

La manière dont ce projet est défini, « procès historique, moral, métaphysique » permet d'être traduit de diverses façons, selon les dispositions de ceux qui l'invoquent³³⁴¹. Le « procès du communisme » reçoit l'adhésion de la plupart des membres du GDS³³⁴², des rédacteurs de 22 mais aussi des collaborateurs de cette publication. Il sera invoqué et devient l'enjeu de la lutte devant et contre les politiques considérés appartenant au courant du « néocommunisme », mais aussi dans le champ intellectuel. Selon les buts et les demandes du moment, il sera proposé comme projet intellectuel ou comme projet politique. Le projet sera invoqué et recevra de nombreuses traductions en fonction de la position de celui qui le soutient et selon les enjeux du moment. Bien que soutenu de manière constante par les intellectuels « esthètes » de la période communiste tout comme par des opposants et certains dissidents du régime, le « procès du communisme » est présenté en tant que « projet scientifique » au moment où les intellectuels ne participent pas directement aux luttes politiques. Les intellectuels les plus intéressés à l'analyse du communisme au début des années 1990 et au « procès du communisme » sont dans la plupart des cas des intellectuels qui ne peuvent pas revendiquer leur appartenance à la dissidence ou à la dissidence intellectuelle. Certains s'approprient le projet d'un « procès du communisme » en établissant la correspondance entre analyse et « procès » du communisme. Les aînés, représentants de la « culture humaniste » (essayistes, écrivains ou artistes), s'appuyant sur le capital symbolique accumulé sous le communisme recourent à la mémoire individuelle ou collective pour fonder leur légitimité à produire le discours sur le monde politique postcommuniste et parviennent à renforcer leur position après la chute du communisme ou à se faire reconnaître après 1989 comme figures publiques intervenant dans le monde politique. Le recours à la mémoire individuelle ou

³³³⁹ Le parti (né) de l'Alliance civique (PAC) présente au moment de sa création, le 1^{er} août 1991, le même programme que cette dernière organisation civique. Sur la naissance du PAC, voir Dan Pavel, Iulia Huiu, *Nu putem reusi decat impreuna. O istorie analitica a Conventiei Democratice 1989-2000*, op. cit., pp. 69 et 82-83.

³³⁴⁰ Si certains intellectuels les qualifient d'« apolitiques », d'autres intellectuels regardent avec méfiance leur participation au jeu politique. Ces derniers soutiennent la séparation entre culture (mais plus précisément littérature) et politique tout en se rapprochant des politiques en place, constituant leur lieu de rencontre entre des intellectuels (qui ont acquis leur consécration avant 1989 et dont la majorité sont des universitaires de la période communiste) et des politiques, membres des partis constitués au début des années 1990, par la création d'un autre groupement d'intellectuels, la Société de demain.

³³⁴¹ Entretien de Liviu Papadima avec **Gabriel Liiceanu** dans *Vineri*, 9, juillet 1998, repris dans **Gabriel Liiceanu**, *Apel catre lichele*, op. cit., 210-218 (« La pédagogie de la haine »).

³³⁴² Les membres fondateurs sont au nombre de 34. Entre le moment de la création (fin décembre 1989) et fin 2009, le GDS compte un nombre de 84 personnes (membres fondateurs et membres cooptés entre 1990 et 2009, sans considérer les variations du nombre des membres du GDS à travers le temps, à savoir les (auto)exclusions, etc.).

collective est, dans ces cas-là, le fondement du discours sur le communisme. Ainsi plusieurs intellectuels qui se sont fait connaître avant 1989 mais aussi les plus jeunes, auteurs de la période communiste ou prétendants au statut d'intellectuel après 1989, font usage de l'autobiographie pour traiter du communisme ou des rapports de force qui se dessinent dans le champ intellectuel postcommuniste.

Notons cependant que tous les membres du GDS n'adhèrent pas aux prises de position politiques de **Gabriel Liiceanu**, que beaucoup reconnaissent comme porte-parole du GDS. Ils ne semblent pas s'intéresser aux mêmes sujets³³⁴³. Tous ne se reconnaissent pas dans ce qui deviendra le projet du GDS ou, rétrospectivement, ils récusent de voir dans « l'anticommunisme » la vision commune et dans les « valeurs d'ordre général » autour desquelles le GDS s'est mobilisé, selon d'autres intellectuels, le projet du GDS³³⁴⁴. Considérant d'une toute autre manière les priorités du moment, leurs critiques formulées à l'encontre de ce projet porteront dans un premier temps sur le langage adopté³³⁴⁵. En dépit de cela, ils seront perçus comme s'associant à ce projet³³⁴⁶. Et vu le succès et l'acceptation de ce projet, le procès du communisme, par et dans les milieux intellectuels, auquel un bon nombre d'intellectuels participent surtout dans 22, plusieurs pourront tirer profit surtout symboliquement de leur appartenance au GDS : l'appartenance au premier groupe d'intellectuels constitué après 1989 leur procurent les moyens pour renforcer leur position, se faire connaître et s'investir dans des activités nouvelles (journalisme, télévision, sondage, fondation, éditions et politique).

Unicité et exemplarité : « le cas Gheorghe Ursu » comme « procès du communisme »

Des témoignages des anciens détenus au sujet des expériences faites dans la prison dans la seconde moitié des années 1980³³⁴⁷ et la mise en parallèle des témoignages venant des détenus politiques à

³³⁴³ Dans le premier numéro de 22, sur la même page que l'« appel aux canailles » de **Gabriel Liiceanu** et un texte sur les intellectuels et leur apport à l'opposition durant le régime communiste (en réponse au discours tenu par un ancien haut dignitaire communiste et intellectuel, Ion Gheorghe Maurer), signé par **Alexandru Paleologu**, est publié le texte d'un autre membre fondateur du GDS, le philosophe logicien, **Sorin Vieru**, parlant « de la charité ». La charité est opposée à la « malveillance générale » entretenue par les mentalités de l'ancien régime. C'est « une forme et un signe de la solidarité sociale [...], une forme de la bienveillance et de protestation contre la malveillance générale ». Selon l'auteur, la charité, « une conséquence résultant du postulat de la solidarité sociale [...] est une forme de l'équité [...] La solidarité est une valeur primordiale, une vraie pierre angulaire de la société civile que l'on veut faire renaître [...] La charité ne peut se substituer à la réforme économique, la purification morale [...] l'efficacité des structures, la régénération de la société civile [...] La charité ne peut pas se substituer à l'assistance sociale initiée par l'État, mais elle peut s'y allier » (22, 1, le 20 janvier 1990).

³³⁴⁴ Comment cela ressort aussi des affirmations rétrospectives de membres du GDS, cooptés au milieu respectivement des années 1990 et des années 2000, ayant le même âge, auteurs de la période postcommuniste.

³³⁴⁵ Dans un éditorial présenté sous l'intitulé « Témoins et non pas juges » (22, 54, le 1^{er} février 1991), l'historien **Andrei Pippidi**, alors membre du comité directoire du GDS, s'exprime contre le « recours à la morale, caractéristique des démocrates conservateurs » et pour la formulation des « idéaux moins abstraits » : « Le respect de la vérité, par exemple, n'est pas seulement un problème moral, mais un problème politique [...] Donc, la critique morale est naïve et, par son involontaire arrogance, dangereuse. Il n'existe pas, entre “médecin” et “malade”, l'égalité sur laquelle est fondé le dialogue. En demandant les choses au nom du réalisme le plus pragmatique, nous avons quelque chance d'être écoutés ».

³³⁴⁶ Les dénies ou les critiques de ce projet manquent dans les années 1990. Plutôt rares, des critiques « légitimes » ne seront formulées que dans les années 2000 et elles porteront sur des idées qui s'imposent et sur des idées qui sous-tendent ce projet.

³³⁴⁷ **Radu Filipescu** dans un entretien publié dans 22, 17, 1990. **Radu Filipescu** parlera de la mort en prison de Gheorghe Ursu dans une émission télévisée (Realitatea TV, « Vocile strazii [Les voix de la rue] »).

différentes périodes conduisent au rapprochement de deux périodes des régimes communistes, les années 1950 des années 1980, dans des études du communisme roumain³³⁴⁸. C'est ainsi que la mort de Gheorghe Ursu, survenue en prison comme suite des violences qu'on lui inflige est rapprochée de la terreur des années 1950³³⁴⁹ afin de rendre compte de l'absence du passage à l'action, sauf exceptions notoires, de ceux qui affichent une certaine distance vis-à-vis du régime timidement dans leurs activités ou entre amis en Roumanie communiste des années 1970 et 1980.

Unique et tenu comme exemplaire aussi après 1989 eu égard aux démarches successives faites dans le but de lui rendre justice et des résultats obtenus, la mise en justice des coupables de sa mort et leur condamnation en 2003, mais aussi la libération d'un des coupables, justifiée par des raisons médicales. C'est aussi le « cas » qui permet de voir le rôle important que joue avant comme après 1989 ceux qui ont aussi bien de la notoriété que des moyens de s'attirer du public non seulement pour des causes strictement liées à leur domaine d'activité.

Ce qui est aujourd'hui connu comme « le cas Gheorghe Ursu » l'est devenu grâce à la contribution des intellectuels ayant connu Gheorghe Ursu ou ayant eu connaissance des conditions dans lesquelles il est mort. Il est rendu « exemplaire » par leur contribution et leur recours à un « journalisme moraliste », lorsqu'ils promeuvent « la généralisation » de l'intérêt qu'on porte à la constitution de ce dossier au sujet de sa mort, lorsqu'ils essaient de construire la cause des victimes du régime communiste³³⁵⁰.

Ce qu'on connaît, de par la presse intellectuelle, depuis 1990, comme « le cas Gheorghe Ursu », mobilise des premiers représentants du courant intellectuel de l'anticommunisme, des intellectuels de la période communiste, dont un opposant (**Gabriel Andreescu**), ainsi qu'un dissident (**Radu Filipescu**), membres du GDS, immédiatement après décembre 1989. Parallèlement à la constitution d'un cas pour la justice, des membres du GDS et/ou membres de la rédaction de 22 font présenter « le cas Ursu » : reconstitution des événements (**Radu Filipescu**) à la base des témoignages des amis (**Sorin Vieru**³³⁵¹) et de la famille, mais aussi à la base des documents produits par la Securitate et présentation des mesures prises par les autorités en 1990 pour enquêter la mort de Gheorghe Ursu, emprisonné par la Milice, c'est-à-dire la constitution du dossier en vue d'élucider le « cas Gheorghe Ursu », portant le nom de « secret de service » (**Gabriela Adamesteanu**). En plus des démarches faites par des membres du GDS, alors aussi membres du CFSN, pour la constitution du cas Gheorghe Ursu, et implicitement l'ouverture d'une enquête judiciaire, 22 présente, par un de ses membres de la rédaction (Dan Pavel), l'enquête réalisée par les autorités au lieu où tout a commencé, à savoir le lieu de travail de Gheorghe Ursu, l'Institut de projets et

³³⁴⁸ Dennis Deletant, *Ceausescu și Securitatea*, op. cit., p. 110.

³³⁴⁹ *Ibid.*, p. 69.

³³⁵⁰ Dan Pavel dans 22, 14, le 20 avril 1990.

³³⁵¹ Un est des amis de Gheorghe Ursu est **Sorin Vieru**, philosophe académique, intègre le GDS en décembre 1989 comme membre fondateur.

de recherche dans le domaine des constructions [Institutul de cercetare si proiectare pentru sistematizare, locuinte si gospodarie comunale (ISLGC)].

En fait, c'est grâce à eux (membres du GDS) et suite au mémoire déposé par la sœur de Gheorghe Ursu qu'une enquête est démarrée afin de constituer « le cas » pour la justice. C'est aussi sous la pression des déclarations faites par une poétesse notoire à travers les médias étrangers les jours mêmes de la révolte de décembre 1989, Nina Cassian, amie de longue date de Gheorghe Ursu.

Le dossier Gheorghe Ursu est ouvert en février 1990, initiative à laquelle ont contribué des membres du GDS. Le dossier se trouve dans la charge de la Commission nationale pour la résolution des saisies des victimes de la dictature constituée le 12 janvier 1990 à la suite des manifestations de rue, dirigée par Silviu Stancescu. L'enquête réalisée dans ce but est dirigée par le procureur Dan Voinea de la part de la Direction de recherches pénales de l'Armée, intégrée par la suite dans la structure du Service roumain de renseignements. **Gabriel Andreescu** déclare s'être occupé du cas Gheorghe Ursu comme membre de la sous-commission de recherches spéciales du CFSN³³⁵². À l'enquête qui se déroule en vue de la constitution de ce dossier participe un membre de la rédaction de 22³³⁵³. Un membre du GDS et membre de la rédaction de 22, Gabriela Adamesteanu, présente le dossier Gheorghe Ursu de 1990, présentation commentée. En illustrant « le cas Gheorghe Ursu », des intellectuels et membres du GDS surtout mais aussi membres de la rédaction 22 s'essaieront de faire de ce cas un « cas » exemplaire pour le « procès du communisme » annoncé, attendu et proféré déjà par le GDS.

Dans deux numéros successifs sous l'intitulé « les dossiers de la honte » sont présentés des extraits des déclarations faites par les principales dénonciatrices qui étaient aussi de ses subordonnés et des collègues de Gheorghe Ursu à la Direction de recherches du Département de la Sécurité de l'État du Ministère de l'Intérieur³³⁵⁴ et des enquêteurs de Gheorghe Ursu, interrogés en 1990³³⁵⁵. En parallèle, sont publiés des extraits du journal de Gheorghe Ursu, matériau qui avait occasionné son incrimination³³⁵⁶. Certains extraits du journal semblent provenir des archives de la Securitate, ils ont été obtenus par sa famille lors de l'ouverture en 1990 de l'enquête au sujet de sa mort.

Dans un bref texte, sous l'intitulé « Un procès de la dégradation humaine », **Gabriel Andreescu**, qui avait pris connaissance de Gheorghe Ursu en décembre 1985, « quelques semaines » après sa mort dans l'hôpital de la prison Jilava, témoigne de ses impressions lorsqu'il entendait dans des émissions de Radio

³³⁵² 22, 15, le 27 avril 1990.

³³⁵³ Dan Pavel ; **Gabriel Andreescu**.

³³⁵⁴ 22, 14, le 20 avril 1990.

³³⁵⁵ 22, 15, le 27 avril 1990. Sont interrogés ses enquêteurs, officiers du Département de la Sécurité de l'État du Ministère de l'Intérieur (autrement dit de la Securitate).

³³⁵⁶ Ces extraits sont tirés d'un journal tenu entre 1943 et 1984, « plusieurs cahiers et agendas » (22, 14, 1990 et 22, 15, 1990). Il s'agit de 61 cahiers soit 811 filles retrouvées dans les archives de la Securitate (22, 852, 2006). Ailleurs on mentionne l'année 1948 comme date première de ses notations autobiographiques, voir Victor Barsan (éd.), *Marea Calatorie – viata si moartea inginerului Gheorghe Ursu*, Pythagora, 1998 cité dans Gabriela Blebea Nicolae, « Les défis de l'identité : étude sur la problématique de l'identité dans la période postcommuniste en Roumanie », *Ethnologies*, 25, 1, 2003, p. 258.

« Free Europe » du « assassinat de Gheorghe Ursu durant son emprisonnement », déclare être chargé de s'occuper « du cas Gheorghe Ursu (Sous-commission de recherches spéciales) ». **Gabriel Andreescu** fait le résumé d'un « spectacle pénible de la dégradation humaine » et conclut que « le procès de Gheorghe Ursu est le procès du communisme. Et le procès du communisme apparaît, et voilà, un procès de la dégradation humaine ».

Radu Filipescu est le premier à résumer « le cas Gheorghe Ursu » et la cause à laquelle le GDS, par certains de ses membres, s'attache début 1990 : « dévoilement du mode d'opération et des abus réalisés par la Securitate ».

Sorin Vieru, ami proche de Gheorghe Ursu³³⁵⁷, publie dans le même numéro de 22 (le premier à discuter après 1989 de la mort en prison de Gheorghe Ursu) un texte daté de fin novembre 1985 (presqu'une semaine après la mort de son ami, probablement lors des funérailles de celui-là). On retient dans ce texte l'amitié que porte Gheorghe Ursu à Geo Bogza. Mais aussi les difficultés de Gheorghe Ursu au long de l'année 1985 lorsqu'il était enquêté, mais aussi l'appréciation de **Sorin Vieru** au sujet du « seul grand défaut [de Gheorghe Ursu], une vocation de témoin qu'il s'était réprimée au plus possible », référence faite à la pratique du journal³³⁵⁸, dont la famille n'avait pas eu connaissance mais que ses collègues avait rendu aux autorités, ainsi que la mention faite à « sa vocation d'organisateur par des calculs » dans le domaine des constructions » et à son autre « vocation [...] de la poésie³³⁵⁹ ».

Le GDS entrera en possession du dossier constitué par le Département de la Sécurité de l'État du Ministère de l'Intérieur en 1985 (où ont été retrouvés des extraits de son journal). Dans un premier temps, l'écrivaine Gabriela Adamesteanu va commenter le texte autobiographique, le journal de Gheorghe Ursu, en identifiant dans celui-ci « la sincérité typique des artistes » et demandant pardon à celui qui « est mort à notre place », elle conclut de la valeur littéraire d'un texte donnant l'image de la vie réelle (« notre vie même »)³³⁶⁰. Le deuxième texte portant la signature de Gabriela Adamesteanu, beaucoup plus long que le premier, résume les démarches suivies par les autorités après 1989 pour enquêter la mort de Gheorghe Ursu³³⁶¹ et établit « la chronologie des faits » à la base, entre autres, du dossier constitué en 1985 par le Département de la Sécurité de l'État, autour desquels on retrouve ses commentaires de temps en temps³³⁶².

Un membre de la rédaction participe à l'enquête menée au lieu de travail de Gheorghe Ursu en vue de la constitution d'un dossier au sujet de la mort de celui-là, « une enquête de la procureure militaire faite

³³⁵⁷ Ses meilleurs amis semblent être Iordan Chimet, ami depuis son enfance, et **Sorin Vieru**.

³³⁵⁸ Voir aussi Gabriela Nicolae-Blebea, « Les défis de l'identité : étude sur la problématique de l'identité dans la période postcommuniste en Roumanie », *Ethnologies*, 25, 1, 2003, p. 258 : « le témoin de son temps, un témoin incommode à cause » de son journal tenu à partir des années 1940.

³³⁵⁹ 22, 14, 1990.

³³⁶⁰ *Ibid.*

³³⁶¹ A l'enquête menée auprès des collègues de Gheorghe Ursu, étape dans la constitution en 1990 du dossier au sujet de la mort de Gheorghe Ursu, participe aussi Dan Pavel, membre de la rédaction de 22 (présentée dans 22,14, 1990).

³³⁶² 22, 15, le 27 avril 1990.

sur les traces d'une enquête de la Securitate ». Dan Pavel sera présent pour suivre l'enquête menée sous la direction d'un « officier de justice » (Dan Voinea). Il surprend l'atmosphère au sein de cette institution comme suite du changement de régime (et qu'on pourrait dire caractérisant plus d'une institution suite aux événements de 1989). Il observe de « petites affiches où on demande la poursuite en justice des coupables » et conclut que « les hommes du travail avaient pris le devant même de la procureure établissant la hiérarchie de la responsabilité en désignant “presqu'avec certitude” les anciens informateurs de la Securitate ». Atmosphère qu'il oppose à celle de l'année 1985, année de l'enquête menée contre Gheorghe Ursu et de la mort de celui-là, lorsque personne n'avait rien fait. Dan Pavel présente le cours de l'enquête, les déclarations faites par ceux qui avaient été interrogés dans le passé au sujet de l'attitude de Gheorghe Ursu, de sa position politique à son lieu de travail et le leur. C'est une présentation parsemée des commentaires faits au sujet du fonctionnement du régime communiste, de la distinction du « cas Gheorghe Ursu » par rapport à « des cas similaires » car, selon l'auteur, la « différence résulte du fait que Gheorghe Ursu avait eu beaucoup d'amis dans le monde littéraire. Or la seule dissidence intangible est celle des hommes célèbres ». Il résume des faits qui ont conduit à l'enquête contre Gheorghe Ursu à son lieu de travail : des préoccupations du collectif où s'intégrait Gheorghe Ursu à son lieu de travail (l'Institut de recherche et de projets dans le domaine des constructions) à l'opposé de celles de son chef, Gheorghe Ursu, les notations de ce dernier faites au sujet de ses subordonnés (et que ces derniers trouvaient dans son journal). On conclut au fait que la rancune qu'ont certains (en position inférieure à celui-ci) contre Gheorghe Ursu les a conduits à sa dénonciation suite à la lecture, par curiosité, de son journal. On lira dans ce même numéro de 22 des déclarations *post-factum* présentées parallèlement à la présentation de leurs déclarations faites en 1985. L'auteur de cet article surprend les réactions au cours de cette seconde enquête de ceux qui ont fait en 1985 des déclarations incriminant le chef de ce collectif, Gheorghe Ursu. Dan Pavel reconstruit le cours des actes de ses subordonnés dès qu'ils se sont décidés de le dénoncer : dans un premier temps, ils ont informé le juriste de l'institution, ensuite la direction de l'institution. Et il restitue le cours de l'enquête déclenchée par la Securitate. Membre de la rédaction de 22 qui participe à l'enquête menée début 1990 en vue de la constitution de ce dossier, Dan Pavel déclare que « le cas Gheorghe Ursu est symbolique » car il révèle « les mécanismes d'intériorisation des normes [...] de la Securitate » par des « “collectifs des hommes du travail” » : « la force omniprésente du PCR et de sa nomenclatura phanariote est fondée toujours sur la complicité politique des membres du parti, comme sur le collaborationnisme avec l'abominable armée de la mort – la Securitate. La sœur cadette du KGB ». La mort de Gheorghe Ursu est considérée l'effet de la « relation antagonique entre “l'homme révolté” et la “foule” intolérante, criminelle » et des anciens collègues de Gheorghe Ursu sont tenus des « criminels [...] moraux ». C'est pourquoi l'auteur de ce résumé

de l'enquête menée auprès des anciens collègues de Gheorghe Ursu, à son lieu de travail pour plus de trente années, fait appel au « jugement du haut tribunal moral du public » composé de lecteurs de 22³³⁶³.

L'enquête déclenchée après 1989 pour lui rendre justice est elle aussi vue, tout comme sa mort en prison, par certains de ceux qui, de la part de la « société civile », y seront impliqués, par son « caractère démonstratif » (« faire ressortir les vertus de la justice démocratique nationale») : « une enquête dont le commencement a été annoncé à la télévision par des personnalités marquantes du FSN et de notre vie politique³³⁶⁴ ».

La mort en prison de Gheorghe Ursu est tenue, par certains intellectuels, comme « acte démonstratif », démonstration de force du régime³³⁶⁵ en vue d'intimider les intellectuels, de freiner leur passage à la dissidence³³⁶⁶. Certains auteurs, de la période communiste ou de la période postcommuniste, de générations différentes, vont souligner, à différents moments, en quoi « le cas Gheorghe Ursu » se distingue³³⁶⁷ : l'absence de notoriété, en dépit de ses contacts avec des représentants des milieux bénéficiant de l'attention du pouvoir, à savoir le monde intellectuel et notamment le monde littéraire.

La Fondation « Gheorghe Ursu » a été créée par la contribution de ceux qui présentent déjà dès le début de l'année 1990 le « cas Gheorghe Ursu », travaillent à initier l'enquête en vue de la constitution de ce cas pour la justice. Démarrée en 1995, elle fonctionne à partir de 1996. Aux côtés de **Sorin Vieru** (ami proche de Gheorghe Ursu), le dissident et l'ancien détenu politique, **Radu Filipescu**, et l'opposant **Gabriel Andreescu**, on retrouve comme membres d'honneur deux autres membres fondateurs du GDS : **Mariana Celac** et **Stefan Augustin Doinas**. Remarquons que ceux qui ont créé la fondation portant le nom de la victime dont le cas est tenu et rendu « exemplaire » ont fait eux-mêmes, à l'exception de **Sorin Vieru** qui a été un des amis des plus proches de Gheorghe Ursu, l'expérience de la prison dans les années 1980. Ainsi qu'un des membres d'honneur de cette fondation Fondation, **Stefan Augustin Doinas**, détenu politique vers la fin des années 1950. La Fondation « Gheorghe Ursu » rassemble des membres fondateurs du GDS qui ne sont pas des représentants des professions littéraires, à l'exception de **Sorin Vieru** : **Gabriel Andreescu** (physicien), **Radu Filipescu** (ingénieur), **Mariana Celac** (architecte). Un autre physicien, membre fondateur du GDS, **Victor Barsan** est l'éditeur d'un volume consacré à Gheorghe Ursu.

³³⁶³ 22, 14, le 20 avril 1990.

³³⁶⁴ Dan Pavel, « Les Dossiers de la Securitate » dans 22, 14, le 20 avril 1990.

³³⁶⁵ Voir Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste de Roumanie, *Rapport final*, **Vladimir Tismaneanu**, Dorin Dobrinu, Cristian Vasile (éd.), *op. cit.* Si une telle hypothèse ne peut pas être démontrée, on peut conclure, des témoignages de ceux qui ont connu de près l'expérience faite par Gheorghe Ursu et celle de sa famille, dont certains ont assisté à ces funérailles, de la crainte suscitée par sa mort.

³³⁶⁶ Opinion qui est aussi exprimée par un intellectuel notoire sous le communisme et qui se fait connaître après 1989 comme leader de l'opposition politique constituée par la participation des intellectuels, Nicolae Manolescu, critique littéraire et universitaire qui avait dirigé le Cénacle de Lundi (cf. 22, 852, 2006). Opinion qui n'est cependant pas partagée par le fils de Gheorghe Ursu (*Ibid.*).

³³⁶⁷ Dan Pavel en 1990 (22, 14, le 20 avril 1990).

Au long de la période postcommuniste plusieurs intellectuels, des écrivains et essayistes surtout, vont signer des textes dans la presse intellectuelle au sujet du « cas Gheorghe Ursu » mais ce sont aussi ceux qui vont se mobiliser dans des « instances de la société civile » qui vont appuyer, toujours par des moyens propres au monde intellectuel, les demandes en justice formulées successivement par la famille de la victime (APADOR-CH mais aussi l'Alliance Civique).

Le mémoire déposé déjà en décembre 1989 par la sœur de Gheorghe Ursu (rendu à la Commission nationale pour la résolution des saisies des victimes de la dictature mais elle est créée en janvier 1990) en vue d'élucider les conditions dans lesquelles s'est produite la mort de Gheorghe Ursu a abouti à la constitution d'un dossier, présenté dans 22, qui est porté en justice suite aux démarches faites par sa famille, et tout particulièrement par son fils (qui avait émigré aux États-Unis, après la mort de son père³³⁶⁸). Mais à chaque occasion, des procès en justice seront présentés dans 22 et, par la mobilisation de certains membres du GDS, par leurs initiatives diverses, dès le début de l'année 1990, la cause bénéficiera du soutien du GDS. Un premier procès a été ouvert en 1996. Il a abouti à la condamnation en 2000 d'un détenu de droit commun, tenu coupable pour la mort de Gheorghe Ursu à cause des violences causées à celui-là, « dans sa cellule à l'instigation de trois officiers de la Milice et de la Securitate ». Un autre procès a été ouvert en décembre 2000 contre « les officiers de la Milice et le gardien qui a obéi à l'ordre de ne pas intervenir lors du meurtre³³⁶⁹ ». Le procès s'est conclu par la condamnation en 2003 de deux officiers, durée de la condamnation raccourcie³³⁷⁰, et dont un sera libéré l'année suivante, libération justifiée par des raisons médicales³³⁷¹.

IV. De la « résistance par la culture » à l'« anticomunisme ». Réévaluation des disciplines : des acquis et des pratiques d'avant

L'évaluation du passé est faite à l'aide de divers instruments de connaissance dont on dispose à un moment précis et selon la fonction et l'objectif qu'on s'établit. Plusieurs intellectuels du GDS signent des textes qui se veulent des analyses de l'évolution d'une discipline ou de l'état d'une institution. Des textes discutés ici s'inscrivent dans le mouvement de redécouverte, de demande d'un retour sur le passé et de réévaluation des pratiques et des événements de la période communiste qui apparaît partout, aussi bien dans l'espace public qu'au sein des institutions, changements, évaluations et réévaluations que ces textes nous dévoilent.

³³⁶⁸ Alors que sa sœur était déjà partie de Roumanie bien avant la mort de son père, en 1985.

³³⁶⁹ Raluca Groseanu dans *Cotidianul*, le 30 septembre 1999.

³³⁷⁰ Grâce à un acte émis par Nicolae Ceausescu daté de 1988 (*RL*, 42, 2003).

³³⁷¹ 22, 852, 2006.

Si en Roumanie postcommuniste dans un pays où la dissidence intellectuelle au communisme se résume à des actes individuels manifestés notamment dans les dernières années du communisme³³⁷², la prolifération des termes comme « dissidence » et « opposition » est le résultat des mécanismes de recomposition du champ intellectuel³³⁷³. Des textes signés par des intellectuels de l'exil surtout et dans un premier temps, des textes publiés par certains intellectuels du GDS à l'étranger (comme ceux de **Pavel Campeanu**), bien que rares, tous datés de la dernière période communiste, par des auteurs de l'exil ou par des auteurs classiques mais aussi par certains intellectuels marginalisés pendant la période communiste viennent compenser l'absence d'une production tenant de la « littérature du tiroir³³⁷⁴ » dont discutent des intellectuels de l'exil³³⁷⁵ dans les années 1990³³⁷⁶.

D'autres récits autobiographiques sont publiés dans 22. Ils composent avec des récits à visée historiographique sur des institutions spécifiques. Ces récits autobiographiques se distinguent des premiers, déjà discutés, car ils ne mettent pas l'accent sur les contraintes subies par l'auteur ou sur ses gestes visant la contestation de la direction, mais sur le contrôle politique qui affecte une discipline ou une institution mais en montrant parfois aussi les réussites au sein d'une discipline ou d'une institution. Ces récits, invoquant des expériences de l'auteur, doivent être considérés en lien avec des conflits au sein des institutions et des transformations qui ont lieu au sein du champ de production culturelle et du champ académique au tout début des années 1990 et surtout en 1990.

Certains textes portant sur des disciplines, institutions mais centrées quelques fois sur des individus, pour mettre en évidence leur passé sous le communisme, sont occasionnés par des événements de l'espace intellectuel, des changements qui se produisent dans des institutions spécifiques ou par des stratégies de repositionnements des professionnels de la culture, universitaires, chercheurs, etc. Ces textes qui combinent le récit autobiographique et récit scientifique au sujet des institutions spécifiques ou des disciplines incluent aussi des critiques à l'adresse des universitaires, des figures consacrées sous le communisme. Leurs auteurs dénoncent des attitudes de la période communiste en racontant leurs expériences du passé récent et mettent en relief des adhésions de ceux dont ils racontent ainsi que des appartenances institutionnelles de ceux-là. Leurs critiques peuvent dans le même temps porter sur des adhésions plus récentes de ceux qu'ils critiquent.

³³⁷² Excepté le « mouvement Paul Goma » (voir *supra*, note en bas de page).

³³⁷³ Christophe Charle, *Naissance des « intellectuels » 1880-1900*, op. cit.

³³⁷⁴ **Stelian Tanase** est le seul (parmi les membres fondateurs) à avoir publié en 1990 un roman qui lui avait été refusé avant 1989, *Corpuri de iluminat* (Ed. Cartea Romaneasca, 1990). Le second roman publié dans les années 1990 c'est toujours un roman qu'il avait déposé aux Editions Cartea Romaneasca au début des années 1980, ce roman paraît en 1995 chez les Editions de la Fondation culturelle (*Playback*). La Fondation est institution culturelle de l'Etat, créée en 1990 à l'initiative d'un écrivain notoire de la période communiste, le futur académicien Augustin Buzura, avec le soutien du président Ion Iliescu, elle fonctionne jusqu'en 2003).

³³⁷⁵ **Sorin Alexandrescu**, « L'intellectuel comme médiateur social », 22, 72, 1991.

³³⁷⁶ Nous avons déjà noté dans le chapitre 2 la très faible production relevant de cette catégorie d'écrits « de tiroir » alors qu'un membre fondateur du GDS remarquait la publication avant 1989 des textes à force subversive, tel l'ouvrage d'**Andrei Plesu** publié en 1988 chez Cartea Romaneasca, *Minima moralia*, traduit en français en 1990 sous l'intitulé *Ethique de Robinson* (chez L'Herne) et dans d'autres langues par la suite.

Ces textes journalistiques relèvent des stratégies de repositionnement des intellectuels. En plus, certains auteurs de ces textes participent au jeu politique, soit en se présentant comme candidats aux élections soit en contribuant à la naissance de nouveaux acteurs politiques. Préoccupés par des « problèmes » politiques, questions que surgissent avec le changement de régime, la libéralisation politique, comme la recomposition de l'espace politique, et confrontés aux « problèmes » que posent à l'espace intellectuel la libéralisation économique, ces discours contribuent à la construction d'une identité commune dans le champ intellectuel. Il s'agit d'un travail de légitimation et de construction d'une identité commune qui sert à s'opposer ou concurrencer les politiques en place, alors qu'ils identifient leurs opposants dans le champ des revues la presse extrémiste (*Romania Mare* et *Europa*)³³⁷⁷ et un groupement qui la produise et encourage, *Vatra romaneasca*, et d'un travail par lequel ils tentent de changer les rapports de force au sein même du champ de production culturelle. Des intellectuels de l'extérieur du GDS qui sont critiqués peuvent être aussi bien des producteurs culturels (des écrivains mais non seulement) auxquels ils se sont confrontés avant 1989 comme les anciens protochronistes qu'on retrouve souvent publiant dans la presse extrémiste ou d'autres producteurs culturels (qui n'ont pas participé au courant du protochronisme d'avant 1989), anciens universitaires mais aussi d'autres membres de l'Union des écrivains, installés dans des institutions académiques avant comme après 1989 (et parfois aussi occupant des postes dans le secteur éditorial après 1989).

Des intérêts scientifiques, qui apparaissent ou se développent après 1989, des membres du GDS sont en étroite liaison avec les nouvelles demandes qui apparaissent dans le champ intellectuel et le changement des rapports au sein du champ intellectuel. La mémoire collective devient arme dans les luttes pour la légitimité à produire l'analyse du communisme.

Le débat autour du passé, et plus précisément sur les rapports avec le pouvoir communiste, débute dans 22 avec l'appel signé par **Gabriel Liiceanu** pour le retrait des « anciens » et la réponse d'**Alexandru Paleologu** au discours prononcé par Ion Gheorghe Maurer³³⁷⁸ à la télévision, qui consiste à éclairer sur l'idée de la participation des intellectuels à la dissidence et le partage des responsabilités entre des intellectuels en fonction de leur relation avec l'ancien régime³³⁷⁹.

³³⁷⁷ Au sein ou du sein même de la presse extrémiste est issu le parti la Grande Roumanie, créé en juin 1991. Quelques mois plus tard, la même année est créé le parti de l'Alliance civique (née une année avant, à l'automne de 1990).

³³⁷⁸ Ion Gheorghe Maurer est présenté comme « un intellectuel » pendant notre enquête, par un universitaire de la période communiste, attaché aux idées marxistes et côtoyant les milieux des dirigeants communistes. Né en 1902, il est entré au parti communiste en 1937. Membre titulaire de l'Académie roumaine depuis 1955, Ion Gheorghe Maurer a occupé la fonction de ministre des affaires étrangères en 1957, l'année suivante a été élu président du présidium de la Grande Assemblée nationale (chef de l'État) et, en 1960, membre du Bureau politique du Comité central du PCR, l'année suivante, il est devenu premier ministre, se trouvant à la tête de cinq gouvernements successifs, entre mars 1961 et mars 1974. Károly Király lui avait transmis une copie de sa lettre de protestation datée du printemps 1987 et Gheorghe Maurer lui répond août 1987 exprimant à cette occasion son accord quant aux critiques dressées contre le régime. Maurer est aussi mentionné dans les mémoires d'Ion Iliescu, qui le consulte lorsque ce dernier publie dans *Romania literara*.

³³⁷⁹ 22, 1, le 20 janvier 1990, p. 5. Ce texte a été déjà mentionné.

Tout comme dans d'autres institutions culturelles (éditions, universités et revues) mais aussi au sein de l'Église (au moins tout au début de 1990), l'année 1990 est le moment des reconsidérations. Les marginalisations voire les exclusions ayant eu lieu au tout début de 1990 amènent à des stratégies de reconversion. Durant les premières années de la décennie qui suit la chute du communisme on assiste à des réévaluations des acquis dans les différents champs de la production culturelle mais aussi à la (re)construction des identités, les anciennes solidarités s'enrichissent ou s'affaiblissent en fonction de l'ouverture des nouvelles possibilités mais aussi pour faire face aux nouvelles contraintes cette fois-là économiques notamment après 1991.

Si plus tard, des revendications ont comme enjeu les compétences lorsque des intellectuels entrés en politique et, plus largement, participant au champ politique (dirigeants ou membres de l'Alliance civique) se disputent avec des politiques le fondement de leur accès à la scène politique proprement dite, la contribution des intellectuels au maintien de l'autonomie dans la vie intellectuelle et/ou à la professionnalisation des activités intellectuelles sera l'enjeu principal du débat entre des membres du GDS et d'autres intellectuels, mais aussi au sein du GDS et entre des membres du GDS et des intellectuels proches du GDS (intellectuels de l'exil). Le débat autour du passé a comme enjeu la légitimité à prendre position sur le passé et sur le présent.

Les propos sur la littérature mais aussi sur la philosophie ou sur d'autres disciplines sont à considérer comme faisant partie des discours de reconsidération, d'évaluation et de réévaluation du passé récent, de la période communiste. Alors que ces discours sur l'état des activités intellectuels sous le communisme sont imprégnés de considérations sur ce qui apparaît comme les priorités du moment au début des années 1990 pour ces auteurs.

Ceux qui s'intéressent dans leurs textes à la politique, sociologues (par leur formation et activité) ou philosophes (par leur formation), sont moins inclinés à procéder à une analyse de leurs pratiques sous le communisme, quoique certaines exceptions puissent être mentionnées. Ils sont parmi les plus jeunes membres fondateurs du GDS (nés dans les années 1950).

Les textes qui portent sur les disciplines et les institutions de la période communiste sont signés par ceux qui s'intéressent à discuter des sujets étroitement liés à leurs domaines d'activité de la période communiste ou à des sujets qui proviennent de leurs préoccupations intellectuelles de la période communiste sans qu'elles soient toujours partie de leur domaine d'activité proprement dit. Et dans la plupart des cas, ils ne sont pas des figures des plus notoires de la période communiste (comme ceux qui sont nés dans les années 1940). Dans plusieurs cas, il s'agit d'auteurs reconnus dans des cercles plus restreints formés dans la période communiste ou moins connus (car leur production ne participe pas de la production littéraire). Mais aussi, dans un cas au moins, il s'agit aussi d'un auteur qui a acquis une certaine notoriété dans les milieux intellectuels surtout de par leurs actes d'opposition (**Gabriel Andreescu**). Tout comme il

peut s'agir dans d'autres cas de journalistes de la période communiste qui vont intégrer par la suite l'université.

Mais s'intéresser à discuter des pratiques culturelles du passé, de la période communiste, et des institutions spécifiques de la période communiste, n'exclut pas toujours l'intérêt pour la politique. Des plus jeunes semblent être tout aussi intéressés par l'espace politique et cela indifféremment de leur participation ou non à la création de nouveaux acteurs politiques (**Andrei Cornea** et **Gabriel Andreescu**). Quoique dans plusieurs cas, les auteurs de ces textes ne traitent pas de l'espace politique proprement dit : il s'agit dans ces cas-là, des auteurs moins jeunes ou/et déjà consacrés durant la période communiste.

Ces discours devraient nous montrer les bases du rapprochement entre des écrivains ou des essayistes et des universitaires de la période communiste. Ils participent de même au travail de légitimation de ceux dont les activités ne sont pas connues à l'ensemble du champ intellectuel. Ils interviennent au nom de leur appartenance à une catégorie des professionnels de la culture, écrivains, artistes ou représentants d'une discipline, en parlant d'un espace précis ou comme, plus rarement, anciens opposants au régime d'une institution culturelle (comme l'Académie roumaine) ou, comme intellectuels notoires depuis l'avant 1989, de la responsabilité, débat qui rend compte des luttes de concurrence qui opposent des intellectuels aux politiques.

Dans les textes où on discute de l'état de la philosophie roumaine, de l'histoire et des institutions académiques, qui sont des tentatives de réévaluation des pratiques et institutions culturelles, passé et présent s'entremêlent dans leurs prises de position politiques ou intellectuelles, mais aussi dans certains propos qui traitent de la littérature sous le communisme.

Les considérations sur les organisations civiques ou politiques s'accompagnent d'une évaluation des attitudes des intellectuels sous le communisme et les commentaires sur les ouvrages de leurs collègues incluent des assertions sur leur passé communiste. Et en dépit d'un rapprochement entre des intellectuels de l'exil et le GDS, entre des intellectuels du GDS et des intellectuels de l'exil ayant le même âge se déploient des conflits de légitimité au sujet du passé communiste.

Des scientifiques moins connus avant 1989 racontent souvent leurs expériences du temps du communisme et des milieux intellectuels qui leur étaient proches. Ils présentent des aperçus sur des centres de recherche et des disciplines dont ils tiennent leurs positions ou qu'ils ont connus avant 1989.

Les intellectuels moins connus ou certains opposants au régime communiste semblent être moins enclins à relayer le discours de leurs aînés fondé sur la morale et le discours sur le passé de l'entre-deux-guerres. Ou ils le feront moins et toujours en mettant en évidence leurs préoccupations nouvelles pour l'espace politique. Désireux de mettre en avant leurs compétences ou les savoirs acquis durant la période communiste qui viennent asseoir leur actes d'opposition ou leurs gestes contre l'autorité dans le domaine de la culture (les lettres adressées au président de l'Union des écrivains) en légitimant les prétentions du

spécialiste, ils invoquent le « besoin de compétence³³⁸⁰ » ou « le sens de l'histoire ou du contexte comme signe d'un mouvement politique moderne³³⁸¹ ». Toutefois l'accent mis sur leur compétence et/ou sur leur capacité d'expertise n'exclut pas des références aux héritages intellectuels de leurs collègues aînés et à ceux qui semblent avoir été de leurs repères avant 1989 ou auxquels ils s'intéressent après 1989³³⁸². La place donnée aux héritages et à la mémoire collective varient en fonction du domaine auquel ils se consacrent et du type de capital accumulé (capital moral ou/et capital culturel ou scientifique) et qu'ils peuvent mobiliser après 1989. De même on peut observer dans ce qui suit une évolution de ce recours aux héritages après 1989 (et parfois aussi une évolution par rapport à la période communiste)³³⁸³.

Ceux qui tendent à neutraliser leur discours en produisant une histoire dépersonnalisée sont de ceux qui occupent des positions dans les institutions dont ils discutent (tel **Radu Popa**)³³⁸⁴. Certains s'essaient dans leurs présentations à ne pas oblitérer les acquis de la période communiste. Leur appartenance au noyau dur du GDS (intellectuels formés sous l'influence de Constantin Noica) est doublée de leur appartenance à d'autres cercles d'interconnaissance ou leur appartenance à des milieux professionnels ne se trouve pas affaibli ou n'est pas affectée par la conjoncture (changement de poste ou changement d'activité).

Ceux qui sont préoccupés à parler du contrôle idéologique exercé au temps du communisme et de montrer l'inertie des institutions ou des mécanismes de reproduction dans le postcommunisme sont des intellectuels préoccupés à reconvertir le capital symbolique (moral dans certains cas) ou/et scolaire accumulé avant 1989, parfois en rupture avec leur profession (postes occupés) et leurs préoccupations intellectuelles de la période communiste. Leurs prétentions sont fondées sur des savoirs acquis en autodidacte avant 1989 et sur l'investissement de nouveaux domaines après 1989 sous l'impulsion et parfois à l'appui des intellectuels de l'exil, tel est le cas de **Gabriel Andreescu** qui, parallèlement à ses engagements civiques, se consacre au domaine des droits des minorités et à la politique étrangère en produisant de l'expertise dans le cadre d'une association civique, le Comité Helsinki roumain.

Les discussions sur l'actualité politique ou culturelle occasionnent des analyses dans un domaine qui tient soit à leurs activités intellectuelles ou nous révèlent leurs attentes d'une position dans un champ spécifique (universitaire, académique) en lien avec leurs nouvelles préoccupations soit parfois à leurs activités nouvelles dans une conjoncture qui ouvre de nouvelles possibilités, qui leur permet de se présenter en réformistes des domaines et des secteurs divers (à l'exception des aînés, des auteurs consacrés sous le

³³⁸⁰ 22, 90, 1991.

³³⁸¹ 22, 89, 1991.

³³⁸² Ainsi un scientifique, chercheur en physique, mentionne un mathématicien (**Gabriel Andreescu** parlant de Solomon Marcus), alors que d'autres parlent ou discutent avec des intellectuels de l'exil (toujours un physicien, **Victor Barsan** ou un intellectuel notoire, **Gabriel Liiceanu** avec Emil Cioran).

³³⁸³ Lorsque des intellectuels de la période communiste peuvent, dans un autre contexte, parler ou se rapprocher manifestement des intellectuels de l'exil. A la restructuration du champ intellectuel, changement des rapports de force au sein du champ, participent de même des intellectuels roumains de l'exil.

³³⁸⁴ 22, 1, le 20 janvier 1990.

communisme ou auteurs moins ou point connus avant 1989). Des intellectuels prétendants, les plus jeunes, contestent les hiérarchies établies, dans leurs stratégies discursives, ils prennent appui sur la position revendiquée par le GDS comme participant au processus de démocratisation. Ces prises de position participent au courant intellectuel dominant, « l'anticommunisme », qui impose le « procès du communisme » comme projet principal du GDS et met les bases ou construisent la légitimation du « procès du communisme » comme projet scientifique (individuellement, de certains auteurs du GDS, dans les années 1990, et, plus tard, mené en collectif et soutenu par des acteurs politiques, après le milieu des années 2000).

A. Littérature sous le communisme, la « résistance par [pour] la culture » et la « littérature de tiroir »

Dans 22 on discute des livres non de littérature mais des écrits de mémoires, des livres de dialogues entre des intellectuels ou des textes d'histoire et de sociologie politique. Jugeant d'après les textes parus dans 22, les écrivains semblent être plus préoccupés à discuter du marché du livre roumain après 1990 et se concentrer sur l'avenir des auteurs roumains de littérature et des productions littéraires de la période communise et moins intéressés à discuter du passé, des pratiques d'écriture ou d'écrivains avant 1989³³⁸⁵. Et si certains textes qui discutent de l'écrivain et de la littérature avant 1989, ce sont des propos tenus par des intellectuels de l'exil³³⁸⁶.

Leurs propos au sujet de l'évolution de la production culturelle dans les années 1990 face aux changements induits par les nouvelles conditions politiques et sociales, sur la réception de leurs œuvres produits pendant le communisme mettent en évidence les effets que le processus de libéralisation politique produit dans champ de la production culturelle³³⁸⁷. Le rapport différent à la littérature s'impose dans la situation où le contrôle idéologique disparaît et les pratiques de contournement de la censure mises en œuvre par les écrivains³³⁸⁸ pendant le communisme ne constituent plus un enjeu dans le champ intellectuel dans le nouveau contexte, celui de la libéralisation politique. Le renoncement à la fiction et l'investissement dans le journalisme vécu comme « renoncement », comme « sacrifice³³⁸⁹ » n'est que la traduction du brouillage des repères dans le champ de la production culturelle. La manière de se rapporter au journalisme et aux nouvelles stratégies afin de se repositionner dans le champ intellectuel est vécue différemment par les intellectuels selon les positions acquises antérieurement et selon la réussite de leurs stratégies. Semblent

³³⁸⁵ Ce que nous avons déjà montré dans la première partie en parlant des écrivains après 1989 et du journalisme.

³³⁸⁶ Lucian Raicu, 22, 16, le 4 mai 1990 ; 22, 54, le 1^{er} février 1991.

³³⁸⁷ Dan C. Mihailescu, « La loi du marché, non ? », rubrique « Accents », 22, 11, le 30 mars 1990, p. 4 ; Ion Draganoiu, « La censure de la presse », surtitre « Censure et autocensure aux années 1980 », 22, 30, août 1990, p. 5. Entretien avec **Sorin Antohi** (le 25 mars 2008).

³³⁸⁸ Gisèle Sapiro, « The literary field between the state and the market », *Poetics*, 31, 2003, pp. 441-464 ; Id., « La violence symbolique et contestation », communication au colloque ESSE, septembre 2007.

³³⁸⁹ Gabriela Adamesteanu, « De retour à la littérature », rubrique « Accents », 22, 11, le 30 mars 1990, p. 5.

plus préoccupés de parler de leur « renoncement à la littérature » mais aussi des problèmes que pose l'intervention de la logique du marché ceux qui sont des écrivains et critiques littéraires déjà consacrés avant 1989³³⁹⁰.

Admettant l'idée soutenue par un jeune écrivain, publié peu avant la chute du régime, que les livres de littérature publiés au début des années 1990 n'ont pas bénéficié de l'accueil qu'ils auraient mérité³³⁹¹, cela n'est pas le cas des ouvrages de sciences humaines. Les commentaires sur le livre de **Sorin Antohi**³³⁹², qui traite de l'imaginaire social, publié par les Éditions scientifiques en 1991, portant la marque, selon son auteur, des « conditions de la première réception du manuscrit ». Ouvrage scientifique produit pendant la période communiste, son auteur affirme plus d'une décennie après sa première publication que son ouvrage présentait les traces des stratégies de contournement de la censure, à savoir les « brouillards rhétoriques », ce qui n'enfreint pas sa riche réception après 1989 auprès d'un public avisé au début des années 1990³³⁹³. L'auteur présente son ouvrage comme appartenant à la « littérature de tiroir » même si le texte avait été déposé en 1987 aux Éditions scientifiques et accepté pour la publication³³⁹⁴. Cela révèle les floues de la catégorie de « littérature de tiroir ».

L'abondance des écrits autobiographiques considérée comme « devoir de mémoire » propre à occuper « la place d'un vide historique de réexamen de la période communiste³³⁹⁵ » peut être aussi considérée dans la continuation de leurs activités d'écrivains et de leur formation littéraire et leur mode de légitimation de l'investissement dans de nouvelles activités ou d'autres disciplines que celles de leur formation. Le recours à la mémoire individuelle ou aux souvenirs des autres (surtout par des intellectuels consacrés sous le communisme et qui ne peuvent pas revendiquer un capital moral)³³⁹⁶ joue alors un rôle double, celui de substitut d'une « littérature de tiroir (qui) a été largement plus pauvre qu'on aurait attendu³³⁹⁷ » et de légitimer les nouveaux intérêts et les positions qu'ils occupent après 1989, surtout celles

³³⁹⁰ 22, 11, le 30 mars 1990. Dans ce numéro plusieurs articles qui composent la rubrique « Accents » traitent de la littérature après 1989, plus précisément du marché du livre après 1989. Ils sont autant de points de vue de l'écrivain et du critique littéraire qui traitent de son métier et de son univers. Ils révèlent des représentations du métier initial de l'intellectuel postcommuniste dans l'empressement du quotidien de l'écrivain engagé.

³³⁹¹ Entretien avec Bogdan Ghiu (Bucarest, le 30 juin 2008). Écrivain débutant dans les années 1980, celui-ci investit le journalisme comme rédacteur de 22, chef de la « section culture », ensuite de *Dilema* et se dédie aux sciences sociales après 1989, étant des plus connus traducteurs du français.

³³⁹² Et d'ailleurs c'est aussi **Sorin Antohi** qui fait une présentation pareille sur l'évolution de l'espace éditorial après 1989 (entretien avec **Sorin Antohi**, le 26 mars 2008).

³³⁹³ **Sorin Antohi**, « Avant-propos » et « Post-scriptum », *Utopica*, op. cit., pp. 9 et 234.

³³⁹⁴ *Ibid.*, p. 9 : « Ces dernières années [avant 1989] j'ai publié certaines parties de ce qu'est devenu ce volume cristallisé, en profitant de l'hospitalité de plusieurs périodiques (à large circulation ou d'un cercle restreint) et, dans certains cas, de la relative négligence avec laquelle étaient censurées les annales des institutions d'enseignement supérieur et de recherche, ainsi que les volumes collectifs parus sous les égides académiques (et surtout lors que mon texte, déjà chargé de subterfuges lassants – allusions, références ésotériques – était rendu encore plus opaque par sa traduction dans une langue étrangère ».

³³⁹⁵ Lucia Dragomir, « Peut-on parler de la censure sans se censurer ? », *Caetele Echinoc* [Les Cahiers de l'Echinoc], « Restrictions et censure », vol. 4, 2002, p. 212.

³³⁹⁶ 22, 54, le 1^e février 1991 : Gabriela Adamesteanu en dialogue avec Dorin Tudoran, dissident de la dernière période communiste qui s'est exilé en 1985 (voir *supra*).

³³⁹⁷ Cecilia Caragea, *Dialog cu Stelian Tanase*, op. cit.

des plus jeunes, moins connus au début des années 1990³³⁹⁸. C'est de la même manière qu'on peut appréhender les échanges entre des intellectuels et des intellectuels et des politiques qui leur sont proches dans les années 1990, publiés sous forme de livre au début des années 2000³³⁹⁹.

Raconter le passé vécu ou s'affilier à ceux qui le font s'impose comme condition pour la légitimité de produire l'analyse du passé. Et si l'investissement de la mémoire est suivi d'une analyse portant sur le vécu, il doit parcourir ce passage pour l'investissement de nouveaux domaines, travail qui demande du temps et ce temps se mesure différemment, prend une valeur différente pour les jeunes qui prétendent se faire une place dans le champ ou pour ceux qui occupent déjà une position plus stable et ont accumulé de capital symbolique.

Si l'investissement de la mémoire par leurs aînés et leur propos sur les « héritages », modèles culturels ou cognitifs et auteurs tenus comme des classiques de la culture nationale, indifféremment de leur rapport à ceux-là, ont comme fonction leur participation aux débats intellectuels, la traduction participe à leur légitimation comme représentants des disciplines et spécialités soumises à un renouvellement : histoire des idées, philosophie politique. La pratique de la traduction est un des signes des plus visibles de la manifestation de leurs préoccupations intellectuelles et de leur intérêt à développer des intérêts intellectuels qui apparemment jusqu'aux années 1990 ne pouvaient se développer que hors de tout cadre institutionnel qui aurait permis des investissements spécifiques et donc l'émergence des enjeux de concurrence liés à la définition des compétences et à l'occupation des positions dans le champ éditorial et scientifique. Des sujets et des livres qui avant 1989 n'étaient pas rapprochés et réappropriés que d'une manière aléatoire et dans les limites des échanges se déployant dans l'espace universitaire ou scientifique, entre les disciples et les maîtres, entre les universitaires et leurs étudiants pouvaient dès lors se constituer en programme d'enseignement ou en catalogue éditorial.

Après 1989, dans les années qui suivent la chute du régime, certains littéraires (les écrivains, notamment les poètes et, dans une moindre mesure, les critiques littéraires) qui ont acquis leur reconnaissance sous le communisme affirment que la lecture qu'on leur avait faite dans la période communiste, autrement dit l'apport du public large à l'interprétation (et non des critiques littéraires ou dans une moindre mesure de ceux-là) de leurs écrits avait rendu possible qu'ils apparaissent comme figures de la dissidence. La réception de leurs écrits sous le communisme sera invoquée lorsqu'ils discutent de leur volonté de participer à la vie politique dans les associations civiques (Ana Blandiana)³⁴⁰⁰. Ces affirmations sont faites par ceux qui suivant des buts proprement politiques, se disent appartenir à la « société civile », et refusant ainsi l'espace défini par des politiques, ils s'engagent dans le jeu politique en intégrant des associations civiques pour se constituer en un contre-pouvoir au pouvoir en place. Au début des années

³³⁹⁸ 22, 54, le 1^e février 1991.

³³⁹⁹ Voir *supra*.

³⁴⁰⁰ 22, 64, 1991 et 22, 71, 1991.

1990 (presque deux ans après décembre 1989), des intellectuels exposent et expliquent à leurs lecteurs leur intérêt pour la politique, leur intérêt à manifester leurs préoccupations pour la politique par le biais du journalisme ou en s'intégrant à des structures participant à la reconfiguration de l'espace politique.

B. Des historiens. Entre « épuration » et morale

Si **Andrei Pippidi** (historien chercheur consacré, né en 1948) est plus préoccupé de traiter de la nouvelle posture de l'historien et plus généralement de l'intellectuel et à traiter des usages que ces collègues font de l'histoire et des rapports au passé (mais aussi à expliquer son intérêt pour la politique³⁴⁰¹), **Radu Popa** (né en 1933, historien et archéologue chercheur, né en 1933) discute « des activistes et des membres de la Securitate dans le temple de Clio » pour deux numéros successifs de 22 au tout début de 1990³⁴⁰². Avant la publication de son analyse sur sa discipline de formation, Radu Popa signe le texte de présentation de l'historien Vlad Georgescu (né en 1937, historien ayant dirigé la section roumaine de la Radio Free Europe dans les années 1980, mort en 1988), figure qu'il oppose à la figure d'un des anciens collègues de Vlad Georgescu, ancien doyen de la Faculté d'histoire, qui avait signé une dénonciation contre lui. **Radu Popa** soutient la nécessité d'une réédition des textes de Vlad Georgescu en Roumanie après 1989 en exprimant son espérance quant au retrait des « travailleurs historiques de la section de propagande » après la lecture des extraits du livre de Vlad Georgescu sur « la politique et l'histoire », exposant ainsi ses opinions sur l'état de l'histoire sous le régime communiste³⁴⁰³. Sur l'état de sa discipline de formation et dans laquelle est inscrite son activité, **Radu Popa** parle brièvement aussi dans l'entretien qui précède les élections de 1990, comme candidat au Parlement sur la liste des indépendants proposée par le GDS, quand il mentionne la présence des cadres de l'Académie « Stefan Gheorghiu » à l'Université mais aussi des noms des professeurs (il mentionne aussi le nom du père d'**Andrei Pippidi**) et un académicien qui avaient influencé sa carrière³⁴⁰⁴. Après avoir esquissé l'évolution notamment de la recherche dans le domaine de l'histoire avec quelques mentions sur l'attrait du PCR chez des professionnels « de prestige », il discute de la politisation de la discipline par son encadrement dans des institutions scientifiques proches du pouvoir à partir des années 1970 et finalement des institutions créées sous l'influence d'un « faux patriotisme et d'une xénophobie » qui avait amené à l'imposition des sujets construits par le régime pour fonder le nationalisme. Dans aucun de ces textes, les deux articles parus successivement en 1990 ou dans ses textes parus l'année suivante dont un éditorial (lorsqu'il « témoigne » et parle de nouveau des membres du PCR et des membres de la nomenklatura³⁴⁰⁵), son appartenance au PCR n'est pas mentionnée explicitement mais seulement

³⁴⁰¹ Rappelons qu'**Andrei Pippidi** est membre du comité directoire de 22.

³⁴⁰² 22, 2, le 2 février 1990.

³⁴⁰³ **Radu Popa**, « De bonnes pensées pour un des disparus », 22, 16, le 4 mai 1990. Vlad Georgescu est publié en Roumanie après 1989 par Humanitas.

³⁴⁰⁴ 22, 17, le 11 mars 1990.

³⁴⁰⁵ 22, 94, 1991.

suggérée. La génération de ses aînés est rendue coupable pour les compromis faits avec le régime mais surtout pour « avoir entraîné » leurs étudiants, ceux qui les avaient accordé leur « confiance », dans leur attrait du communisme³⁴⁰⁶. Alors qu'il témoigne avoir pris du temps, après l'« enthousiasme » de 1968³⁴⁰⁷, pour « comprendre de quoi il s'agissait³⁴⁰⁸ », vers 1972 quand on lui avait refusé l'encadrement dans l'enseignement. En précisant ses opinions quant à la nécessité du regard autocritique pour témoigner « des moments » où des intellectuels ont consenti au régime :

« nous nous sommes laissés séduits ou [...] nous n'avons pas dit suffisamment fort et d'une manière courageuse la vérité. »

Il se récuse d'un procès d'intention visant des personnes. Mais il tient à mentionner des noms d'historiens, « collaborateur[s], conseiller[s], protégé[s] », ceux qui se sont installés dans le Comité central du PCR, qui ont suivi la politique du régime en matière d'histoire dans des institutions créées dans la dernière période communiste.

Il parlera plus « des immixtions, des pressions » et dans une moindre mesure « des progrès réels et des accumulations authentiques » puisqu'il témoigne de sa conviction que pour l'évaluation de ces derniers, il faudrait procéder à l'élimination des travaux que des historiens proches du régime ont produit selon la ligne du régime. Son analyse « préliminaire », comme il le précise, de l'histoire comme discipline est présentée comme étant guidée par sa « conviction » dans « la possibilité réelle de la sortie de la recherche historique de la pression des conditionnements politiques ». Chose assez rare dans 22 et parmi des auteurs, membres du GDS, **Radu Popa** doute de son autorité morale à prétendre se faire l'analyste des productions des historiens de la période communiste. Il porte témoignage des concessions que lui-même avait faites aux exigences politiques :

« la personne qui signe ces lignes n'est peut-être pas la personne la plus convenable pour une telle opération soit-il parce qu'il s'est laissé lui-même tenté par certains accents de patriotisme superficiel ou parce qu'au but de ménager les relations de la collectivité avec les autorités, il ne s'est pas efforcé d'éliminer rigoureusement du langage des phrases stéréotypes et fausses sur les "succès à la mesure des jours ensoleillés que nous vivons"[...] l'apparition sous sa signature de certains paragraphes de la ridicule histoire militaire³⁴⁰⁹. »

Ce témoignage au sujet de ses compromis est suivi par la discussion du cas d'un de ses professeurs qui lui semble avoir été influencé dans son activité d'historien par « sa pensée politique », en concluant que :

« je me suis décidé d'essayer de ne jamais mêler la pensée politique avec la recherche historique [...] essayer de ne pas penser politiquement tant que je crois dans l'histoire comme science³⁴¹⁰. »

³⁴⁰⁶ Dans le propos de **Dan Oprescu**, plus jeune que **Radu Popa** d'une vingtaine d'années les « aînés » sont mentionnés aussi avec leurs croyances dans le communisme.

³⁴⁰⁷ 22, 17, le 11 mars 1990.

³⁴⁰⁸ 22, 3, le 2 février 1990.

³⁴⁰⁹ 22, 3, le 2 février 1990.

³⁴¹⁰ *Ibid.*

Un autre membre fondateur du GDS et opposant au régime communiste, **Gabriel Andreescu**, dans un ouvrage publié après sa rupture d'avec le GDS, discutant de ses intérêts pour la question des minorités, intérêt scientifique qui se profile en liaison avec son activité d'opposant au régime communiste et se développe après 1989 dans le cadre du GDS, décrit **Radu Popa** (mort en 1993) comme l'« historien, archéologue avec des recherches importantes de l'histoire ancienne de la Transylvanie [...] une personne d'une grande bonté, mais aussi avec une ouverture au multiculturalisme [multiculturalitate], dans le sens moderne du terme³⁴¹¹ ».

C. La philosophie dans le postcommunisme

La place de la philosophie dans la période postcommuniste est traitée par le philosophe logicien, **Sorin Vieru**, et l'historien de l'art, formé aussi en langues classiques après avoir reçu la tutelle du philosophe Noica, **Andrei Cornea**, dont les préoccupations pour la philosophie classique datent de la période communiste³⁴¹². Les deux ont fréquenté Constantin Noica mais leur mode de se rapporter à sa pensée est différente et les deux ont traduit Platon avant 1989³⁴¹³. **Sorin Vieru** (logicien et chercheur en philosophie, né en 1934) traite de la philosophie dans la période communiste, alors qu'**Andrei Cornea** (chercheur en histoire de l'art, né en 1952) discute du rôle du philosophe dans une société libérale désignée par le terme de « cité » en référence aux textes de Platon.

Parlant dans un premier temps de la situation de la philosophie comme discipline durant les dernières décennies du communisme, du fait de sa juxtaposition des deux disciplines académiques, philosophie et histoire³⁴¹⁴, « forcément unies », considérée comme « hybride sans fondement », **Sorin Vieru** reconsidère l'importance de la relation entre ces deux types de savoirs, et à contre-courant d'ailleurs. Pour lui, l'intégration de l'histoire récente dans le cadre d'une pensée philosophique servirait à soutenir surtout la transposition de la révolution de décembre dans le champ philosophique entendue comme une « révolution morale³⁴¹⁵ », plus précisément une « réflexion sur le passé récent de la philosophie³⁴¹⁶ ». Le sens de l'histoire, précisément ce qu'on entend comme contraintes et soumission, s'impose dans l'évaluation de la discipline philosophique et de ses représentants pour satisfaire à une refondation de la discipline qui imposerait la demande du partage des savoirs :

³⁴¹¹ **Gabriel Andreescu**, *Ruleta. Romani si maghiari, 1990-2000*, op. cit., p. 55.

³⁴¹² Il traduit et interprète Platon, *Republica, Philebos*, Editions scientifiques, 1986 ; 2^e édition révisée en 1998.

³⁴¹³ Voir le premier chapitre.

³⁴¹⁴ À partir de 1977, la sociologie comme discipline disparaît dans l'Université de Bucarest, l'histoire et la philosophie sont rassemblées dans un même établissement, la Faculté de philosophie et d'histoire. Ce changement suit à une décision politique de 1975.

³⁴¹⁵ **Sorin Vieru**, « Est-il possible une nouvelle révolution morale ? », in Nicolae Bellu, *De la stanga politica la stanga culturala* [De la gauche politique à la gauche culturelle], édité par Vasile Morar, op. cit., pp. 120-128.

³⁴¹⁶ **Sorin Vieru**, « Des pensées sur la philosophie », 22, 4, le 9 février 1990, p. 22.

« l'obligation du philosophe de penser la révolution, de reconstruire rationnellement ses origines, de plonger spirituellement dans ses déroulements futurs. Penser philosophiquement la révolution signifie penser, en communauté fraternelle avec l'historien, mais avec la sous-division normale des rôles³⁴¹⁷. »

L'histoire de la discipline de philosophie, objectivée dans la principale institution qui la produit et consacre, la Faculté d'histoire et de philosophie de l'Université de Bucarest, est caractérisée pour la période communiste comme étant principalement « la lutte entre la philosophie et la pseudo-philosophie », chose qui lui semble être l'enjeu surclassant d'autres oppositions comme celle entre le « dogmatisme » et l'« antidogmatisme » parmi des tenants du marxisme. La dernière catégorie n'étant, selon **Sorin Vieru**, que des « dogmatiques plus modérés qui se pliaient devant l'offensive de l'histoire [...] 'sur des positions stratégiques préétablies' – libéralisme, eurocommunisme... ». En soulignant aussi que le poids du politique reste à observer même au travers les études d'un même auteur. **Sorin Vieru** est convaincu de la nécessité de distinguer nettement entre la philosophie comme profession et ceux qui se présentent comme philosophes. Car ces derniers ont contribué à « l'usurpation » d'un titre par l'« enrôlement idéologique et la servilité politique ». Si la philosophie revendique un rôle, celui de « servir la cause de la pensée », c'est au nom de la morale et de la subsistance des pratiques qui permettaient l'imposition des critères propres de la discipline à sa production scientifique :

« il y a eu aussi la philosophie [...] au moins on a exprimé l'aspiration de faire de la philosophie, sa nostalgie. Parallèlement à l'immersion dans la politique de l'affiliation, de l'acceptation, avec des degrés volontaires ou des degrés ennuyés, parallèlement au compromis, il y a eu le mouvement à sens inverse [...] l'abandon des illusions idéologiques, le refus du compromis et de l'indécence culturelle, la conquête du professionnalisme, la récupération du silence digne, comme étape minimale, du parler digne, comme étape ultérieure, bien sûr d'une manière plus difficile. La faible critique philosophique n'a pas empêché une sélection des valeurs³⁴¹⁸. »

Discipline des plus politisées pendant le communisme, la philosophie a subi de nombreuses contraintes qui se manifestent autant au niveau des institutions (avec la limitation des attributions) qu'au niveau du recrutement du personnel didactique et au niveau de la production scientifique avec des possibilités de plus en plus restreintes de la production soustraite aux normes idéologiques. L'investissement de la logique ou de la philosophie de la science³⁴¹⁹ sont, selon lui, la marque de l'existence de certaines marges permettant la non-intrusion de l'idéologique dans la production philosophique.

³⁴¹⁷ *Ibid.*

³⁴¹⁸ **Sorin Vieru**, art. cit., 22, 4, le 9 février 1990, p. 22. Souligné dans le texte. Les possibilités d'une production scientifique affranchie des limites (im)posées à la discipline académique ne sont discutées que beaucoup plus tard dans l'après 1989. Voir Vasile Morar, « Un portrait et une discipline » et Ion Ianosi, « Politique et moralité », in Niculae Bellu, *De la stanga politica la stanga culturala* [De la gauche politique à la gauche culturelle], édité par Vasile Morar, *op. cit.*, pp. 95-111.

³⁴¹⁹ Les études de logique et de la philosophie de science sont les plus traduites dans l'ensemble des traductions des ouvrages de philosophie pendant la période communiste. Dans l'histoire de la Faculté de philosophie, « l'organisation d'un congrès international de logique, de méthodologie et de la philosophie de la science en 1971 » est considérée « la plus importante manifestation scientifique de l'Université depuis la fin de la guerre et jusqu'en 1989 ». De même, pour ce qui est de la Faculté des lettres où l'investissement de la linguistique a permis d'éviter de rapprocher la politique.

Andrei Cornea, docteur en lettres de la période postcommuniste et traducteur de philosophie classique sous la tutelle de Constantin Noica³⁴²⁰, se consacre à la philosophie après 1989 en publiant l'ouvrage *Platon – filosofie si cenzura* [Platon – philosophie et censure] publié chez Humanitas en 1995. Dans son texte³⁴²¹ qui est adressé aux philosophes, il part des assertions de deux philosophes appartenant à des générations différentes, Adrian-Paul Iliescu et **Gabriel Liiceanu**. Son texte consiste à inciter les philosophes dans une société démocratique, à savoir le postcommunisme, à développer l'analyse de leur propres « maladies spirituelles » appartenant à la « cité », d'après les affirmations de **Gabriel Liiceanu** avant 1989³⁴²². Si le non-conformisme appartient à la démarche philosophique « qui se propose de mettre en question [...] les présuppositions ultimes » – selon les affirmations de Adrian-Paul Iliescu³⁴²³ –, celle-ci est complètement évacuée sans questionnement, quand il s'agit de parler de la période communiste car selon **Andrei Cornea** :

« un philosophe doit en premier lieu exister, travailler, écrire, parler, conquérir des adeptes, avoir un public et des partisans. Mais ceci ne se passe pas dans les cités vraiment totalitaires, closes, restrictives, gravement et authentiquement malades au niveau de l'âme et au niveau de l'esprit. »

De ses assertions on peut conclure à l'inexistence de la démarche philosophique « authentique » pendant le communisme, et pourtant cette image « idéale » faite du travail du philosophe renvoie à l'« école de Paltinis » constitué autour de Constantin Noica. Si on considère ses écrits ultérieurs et surtout son ouvrage *De la Scoala din Antena la Scoala de la Paltinis* [De l'école d'Athènes à l'école de Paltinis] paru chez Humanitas en 2004, on peut considérer son argumentation comme une critique adressée à la philosophie « institutionnalisée » pendant le communisme tout en soutenant l'existence de la philosophie comme démarche « authentique » :

« Noica n'a pas suivi la voie de la dissidence, comme dit Patočka [...] qu'aurait fait Socrate (même si l'affirmation est discutable du point de vue historique), mais comme Platon ou Yohanan ben Zakkaï, il a édifié une école pour essayer dans des conditions difficiles de sauver ce qui pouvait encore être sauvé³⁴²⁴. »

Comme auteur formé en histoire de l'art, qui investit la philosophie sous l'influence de Constantin Noica, à la faveur de son capital acquis pendant le communisme, traducteur et aspirant au statut de philosophe, **Andrei Cornea** (qui est aussi fils cadet de Paul Cornea³⁴²⁵) travaille à légitimer sa position en critique de la production philosophique « orthodoxe » pour s'inscrire dans le sillage des idées du philosophe des plus connus et reconnus de la période communiste, Constantin Noica, considéré comme « modèle »

³⁴²⁰ Platon en 1986 ; Aristote et Plotin après 1989.

³⁴²¹ **Andrei Cornea**, « La cité et la philosophie », 22, 4, le 9 février 1990.

³⁴²² Lors d'une conférence publique tenue à Iasi en 1986, cf. 22, 4, le 9 février 1990.

³⁴²³ Dans son ouvrage *Filosofia limbajului si limbajul filosofiei* [La philosophie du langage et le langage de la philosophie], Bucarest, Éditions scientifiques, 1989.

³⁴²⁴ **Andrei Cornea**, *De la Scoala din Antena la Scoala de la Paltinis* [De l'école d'Athènes à l'école de Paltinis], Humanitas, Bucarest, 2004, p. 248.

³⁴²⁵ Spécialiste de l'histoire des idées et de la littérature roumaine et des transferts culturels, né en 1924, ayant occupé des positions dans des institutions de la période communiste qui gèrent le domaine de la culture.

culturel éloigné de la dogme officielle. A l'appui de cette lecture de son texte qui élude la désignation du travail philosophique qu'il travaille à légitimer pour légitimer ses prétentions à la démarche philosophique, se trouve ses considérations sur « les modalités de la citation » :

« la citation invisible est une citation fondatrice non-explicite [...] le rapport entre la référence et la reproduction est déplacé vers cette dernière [...] l'analyse relève la présence d'une référence passée sous silence [...] il se trouve que [...] la référence soit ici, pour différentes raisons, incommode, inacceptable dans la communauté à laquelle l'auteur s'adresse, or que son explicitation mette en lumière certaines contradictions dans le texte, etc., ainsi se garder de la publier soit préférable³⁴²⁶. »

Andrei Cornea ne se présente pas ouvertement en défenseur d'une cause qui suscite déjà à cette époque bien des discussions, à savoir le rapport du philosophe Constantin Noica à la politique. Mais par ses deux ouvrages philosophiques, tous les deux publiés après 1989, Andrei Cornea se présente en historien et théoricien de « l'école de Noica », alors que Gabriel Liiceanu, l'héritier le plus connu du philosophe Noica, a témoigné de cette expérience formatrice avant 1989. Gabriel Liiceanu, dirigeant la maison Humanitas depuis 1990, est aussi l'éditeur de l'œuvre de Noica. Sa critique nuancée, relativisant l'apport de la philosophie institutionnalisée et surtout des philosophes durant la période communiste, ne conduit pas Andrei Cornea à douter du pouvoir symbolique du philosophe dans la société postcommuniste :

« devant une Cité hésitante se situe alors une philosophie à l'état de santé suspecte (...) une guérison des autres accompagnée de sa propre guérison – voilà ce qui peut essayer plus souvent la philosophie³⁴²⁷. »

V. À la recherche d'une identité. Mémoire collective, mémoire historique et rapports aux héritages

Des historiens, des essayistes, des philosophes-écrivains et des théologiens participent au travail de récupération des intellectuels, « victimes » du régime communiste ou de ceux qui ont été marginalisés à certaines périodes pendant la période communiste et dont certains ont été des repères intellectuels pour certains des membres du GDS (en gardant leur influence dans les milieux intellectuels sous le communisme), des intellectuels de l'exil et des valeurs liées à l'idée d'une tradition nationale dont participe la religion. Ces textes doivent être considérés comme participant au travail de mémoire qui participe du travail de construction d'une identité commune alors que ce travail de mémoire fonde le travail de reconsidération du passé récent, le communisme.

A. Récupération d'une culture de l'entre-deux-guerres

Ces références de l'histoire des idées, des auteurs tenus comme des classiques de la culture nationale, des intellectuels mentionnés voire discutés dans 22, sont-elles des références communes au GDS ? Comment ces références qui sont communes à certains membres du GDS et auxquelles plusieurs membres

³⁴²⁶ **Andrei Cornea**, *Turnirul khazar. Impotriva relativismului contemporan* [Le tournoi khazar. Contre le relativisme contemporain], « Referinta » [La référence], Nemira, 1997, p. 76.

³⁴²⁷ **Andrei Cornea** dans 22, 4, p. 23.

du Groupe s'intéressent participent (idées, intellectuels/auteurs) à la construction d'une « identité » commune du Groupe ? Ces auteurs devenus des « classiques » de la culture nationale dont on discute dans 22 et dont certains membres du GDS traitent dans leurs autres textes ou certains moments de l'histoire des intellectuels, évoqués dans 22, n'ont pas constitué avant 1989 des références de tous les membres du GDS.

La récupération des productions culturelles et des intellectuels formés avant l'installation du régime communiste, des écrivains-philosophes, devenus des classiques de la culture nationale mais aussi, dans certains cas, européenne, se veut renforcer l'image des intellectuels consacrés dans la Roumanie de la période communiste et connus après 1989 comme des « anticommunistes ». Car les intellectuels du GDS se présentent en héritiers d'une culture qui est présentée en rupture avec le passé récent, éloignée dans le temps (avant l'installation du régime communiste) et dans l'espace (l'exil). La plupart des intellectuels de ce groupement se présentent comme intellectuels dont les repères intellectuels se situent ailleurs que dans la production culturelle de la période communiste³⁴²⁸.

Rappelons que leur nombre certains membres fondateurs du GDS ont été formés dans l'entre-deux-guerres période, le philosophe **Mihai Sora** et l'essayiste **Alexandru Paleologu**.

La carrière de certains membres du GDS a été influencée par le philosophe Constantin Noica (appartenant à la « génération '27 »), notamment **Gabriel Liiceanu**, **Andrei Plesu** mais aussi **Andrei Cornea** qui sont des membres fondateurs du GDS.

D'autres intellectuels roumains qui se sont exilés dans les années 1970 sont des héritiers des auteurs formés dans l'entre-deux-guerres sont interrogés voire présentés dans 22 depuis 1990 et ils sont cooptés dans le GDS lorsqu'ils reviennent pour s'installer en Roumanie.

Alors que parmi les plus jeunes, certains fréquentent ou rencontrent dans des cercles plus ou moins restreints, dans des cadres institutionnels ou non, des intellectuels formés dans l'entre-deux-guerres, tels **Alexandru Paleologu**, **Mihai Sora** et d'autres encore.

Quelle est la fonction de ces références ou d'une discussion des références qui ne constituent pas toujours des « modèles » pour tous ceux qui en traitent ? Selon la position occupée dans le champ intellectuel, le discours dans la presse ou le discours à visée scientifique sur les héritages, sur les « repères » de plusieurs intellectuels du GDS (membres fondateurs et membres cooptés) remplit des fonctions diverses. La manière dont on traite des auteurs et des sujets qui semblent préoccuper un nombre important d'intellectuels du GDS nous dit plus sur la position occupée et leur habitus et, surtout pour ceux qui sont plus jeunes, de leurs ressources mais aussi de leur volonté de s'intégrer dans le courant intellectuel dominant et dans le groupe le plus visible et le plus prestigieux après 1989, le GDS, comme nous indique aussi leur mode de se rapporter au marxisme³⁴²⁹.

La production des auteurs qu'on tente de récupérer (des auteurs classiques de la littérature et/ou de la philosophie roumaine, des auteurs marginalisés à certaines périodes pendant le régime communiste ou

³⁴²⁸ Voir chapitre 2.

³⁴²⁹ Voir *supra*.

des intellectuels de l'exil) est soumise à l'emprise du politique, aux revendications du rôle politique de l'intellectuel « anticommuniste ». Des auteurs et des intellectuels contemporains se présentent en interprètes et médiateurs pour accorder cette production aux nouvelles préoccupations des intellectuels (écrivains, scientifiques, universitaires) et la mettre en accord avec leurs prétentions, celles de l'intellectuel qui s'oppose au communisme mais plus précisément au « néocommunisme », se définissant comme « intellectuel anticommuniste ».

Lucian Blaga, poète et philosophe de la culture, est publié dans 22 en juin 1990 avec un texte inédit où il discute de « l'objectivité » et de la « conscience de la liberté » chez le philosophe ou l'homme de science³⁴³⁰. Le texte est accompagné d'une présentation signée par sa fille, Dorly Blaga. On apprend ainsi que ce texte a été rédigé après que le philosophe avait perdu son poste à l'Université lorsqu'il est bibliothécaire (et non pas chercheur comme il est marqué dans les dictionnaires des écrivains qu'on peut consulter après 1989)³⁴³¹. Une deuxième publication suit pendant la première moitié de l'année 1991 toujours avec des textes d'archive présentés par sa fille. Les textes présentés dans 22 mettent en lumière la préoccupation du philosophe de la culture pour la moralité et ses implications sur l'activité intellectuelle ou pour des « phénomènes parapsychologiques », sujets investis par l'auteur dans sa production littéraire (sous forme d'« aphorismes »). Éliminés de sa production scientifique, ces textes ont comme but d'expliquer les motifs de ce transfert de problématique. Les textes d'archive viennent compléter les textes déjà publiés, des extraits non publiés d'un roman autobiographique montrent le rejet des « penseurs matérialistes³⁴³². »

La fille de Lucian Blaga, mariée avec un intellectuel marxiste, se reconnaît la filiation avec le poète-philosophe et désire restituer à la production littéraire et scientifique de son père une dimension jusque là inconnue. Dorly Blage est mariée avec Tudor Bugnariu, intellectuel communiste, universitaire et plus, doyen de la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest et responsable de l'enseignement politique dans ce même établissement. Cette alliance est effacée. La carrière universitaire de Tudor Bugariu (mort en 1988) est précédée par une carrière politique. Après avoir été ministre adjoint pour l'enseignement, il reçoit sa nomination en tant que chef de la chaire de matérialisme dialectique et historique et doyen. Tudor Bugnariu semble avoir joué le rôle d'un médiateur entre politiques et espace intellectuel, étant des « privilégiés » parmi les intellectuels et marginalisé parmi les politiques, renvoyé des institutions politiques, son activité dans l'enseignement concerne la gestion des rapports entre les responsables politiques et les intérêts spécifiques d'une institution académique. Selon les considérations faites par des témoins de l'époque, son engagement politique avait rendu possible le maintien d'une certaine autonomie dans cette institution : « D'une certaine manière influençable, Tudor Bugnariu [...] s'est tenu droit [...] il ne faisait le mal que par indifférence [...] dans ces années-là difficiles, il s'est porté comme héros [...] il a eu le courage de défendre la faculté de bien nombreux périls ; pourtant il n'a pas eu le courage de la moderniser. Peut-être il était trop tôt, peut-être il ne voyait pas sa nécessité, peut-être il n'avait pas de doutes quant à la valeur et aux chances du marxisme dans la philosophie. Mais il n'en laissait pas entrevoir sa conviction³⁴³³. »

³⁴³⁰ 22, 22, le 15 juin 1990. Sur son parcours professionnel et notamment sur la relation entre la philosophie et la poésie dans l'œuvre de Lucian Blaga, voir Ion Ianoși, *O istorie a filosofiei romanesti in relatia ei cu literatura*, op. cit., pp. 217-273.

³⁴³¹ Lucian Blaga (né en 1895 dans le département de Cluj), poète et philosophe de la culture, est reçu à l'Académie roumaine en 1936. Avant d'être nommé en 1939 professeur à la chaire de philosophie de la culture de l'Université de Cluj, créée spécialement pour lui, il déploie des activités diplomatiques dans plusieurs pays de l'Europe centrale. En 1948, il est contraint de quitter son poste à l'Université et intègre à Cluj, l'Institut d'histoire et de philosophie de l'Académie roumaine.

³⁴³² 22, 68, 1991.

³⁴³³ Voir Gh. Vladutescu, *Filozofie si politica 1957-1962*, op. cit., pp. 40, 57-59, 86 et 103.

En 1990, **Andrei Plesu**, alors ministre de la Culture, parle de la Roumanie de l'entre-deux-guerres comme d'un « modèle mental »³⁴³⁴ et **Gabriel Liiceanu** présente « le modèle culturel [Constantin] Noica » en racontant de sa « résistance par la culture » sous la tutelle du philosophe roumain³⁴³⁵.

Dans trois numéros successifs de 22, Emil Cioran est publié avec des essais³⁴³⁶. À la même période, **Gabriel Liiceanu** commence ses entretiens avec Cioran, leurs conversations seront filmées avec la collaboration d'un nouveau membre du GDS, Sorin Iliesiu, cinéaste coopté vers la fin de l'année 1990. Les conversations entre les deux intellectuels, Emil Cioran et **Gabriel Liiceanu** (formé et obtenant la notoriété pendant la période communiste comme disciple du philosophe Constantin Noica, appartenant à la même génération qu'Emil Cioran) passeront à la télévision roumaine en 1992. Un film est réalisé par la suite en 1995. Ces entretiens seront par la suite publiés aux Éditions Humanitas et traduits en français³⁴³⁷ et en allemand. Pendant l'année 1991, sont publiés plusieurs entretiens de **Gabriel Liiceanu** avec Eugène Ionesco, alors qu'un autre entretien avec Cioran, paru dans la presse italienne en 1985, sous la signature de François Fejtő est repris dans 22³⁴³⁸.

Pendant la première moitié de l'année 1990, la revue du GDS publie deux intellectuels de la période de l'entre-deux-guerres, présentés dans les mémoires de leur ami. Arsavir Acterian publie ses mémoires sur Nicolae Steinhardt, victime des prisons communistes³⁴³⁹, et Mircea Eliade. Nicolae Steinhardt (né à Bucarest en 1912, mort en 1989) est un des intellectuels proches du philosophe Constantin Noica (ils se sont retrouvés dans la même école) ainsi que des intellectuels roumains qui se trouvent en exil pendant la période communiste, Monica Lovinescu (dont il fait la connaissance dans le cercle littéraire dirigé par Eugen Lovinescu) et Virgil Ierunca (qu'il rencontre pendant ses études à l'Université de Bucarest) qui sont proches des intellectuels du GDS. Mais aussi de ceux qui se retrouvent dans le GDS après 1989 et qui ont été formés dans l'entre-deux-guerres, **Alexandru Paleologu** et **Mihai Sora**. Intellectuel consacré dans la période de l'entre-deux-guerres, traducteur, essayiste et critique littéraire, N. Steinhardt est emprisonné (tout comme **Alexandru Paleologu** et Constantin Noica) se convertit au christianisme pendant la période de détention (1959-1964). Pendant la dernière période du communisme, dans les années 1980, il se dédie à la vie monacale et à sa carrière littéraire (en publiant quatre volumes et des essais dans la presse littéraire) et devient un des maîtres à pensée de la jeune génération des écrivains et des prétendants philosophes, tout comme son ami Constantin Noica³⁴⁴⁰. Les Éditions Humanitas, dirigées par **Gabriel Liiceanu**, publient

³⁴³⁴ **Andrei Plesu**, « Enfin, toutes les illusions sont permises », *Romania literara*, 6 janvier 1990, cité par **Florin Turcanu**, « À la recherche de l'âge d'or : mémoire de l'entre-deux-guerres en Roumanie au début des années 1990, in Bogumil Jewsiewicki et Erika Nimis (éd.), *Expériences et mémoire. Partager en français la diversité du monde*, L'Harmattan, 2008, pp. 422-423.

³⁴³⁵ 22, 45, le 30 novembre 1990.

³⁴³⁶ 22, 43, le 9 novembre 1990 ; 22, 44, le 16 novembre 1990 ; 22, 45, le 30 novembre 1990.

³⁴³⁷ Par Alexandra Laignel-Lavastine.

³⁴³⁸ 22, 58, 1991.

³⁴³⁹ 22, 11, le 30 mars 1990.

³⁴⁴⁰ Voir N. Steinhardt, *Jurnalul fericii*, Cluj, Dacia, 1991 (paraît en six éditions dont les trois premières chez Dacia) ; N. Steinhardt (le moine Nicolae de Rohia), *Daruind vei dobandi*, Cluj, Dacia, 1994 (paraît en quatre éditions chez Dacia) N.

trois titres de N. Steinhardt (deux titres d'auteurs et un volume d'entretiens, cosigné) à partir de la seconde moitié des années 1990 (respectivement 1996, 1998 et 2000). En 2006 la maison publie d'autres titres (trois) portant la signature de Steinhardt, un de ses titres est présenté par le fils de son ami **Alexandru Paleologu**, Teodor Paleologu (celui-ci étant proche des intellectuels du GDS et de ceux qui publient actuellement dans 22) a fait l'objet d'une publication dans les années 1930.

Dan Arsenie (membre fondateur du GDS, écrivain) interroge un intellectuel de la même génération que Cioran, Noica, etc., l'essayiste Petre Tutea (né en 1902)³⁴⁴¹.

Deux prêtres dont un est le bien connu opposant au régime communiste, le prêtre Gh. Calciu (exilé aux Etats-Unis), sont publiés dans le même numéro³⁴⁴². Dans les deux entretiens, il est souligné l'opposition entre marxisme et christianisme. Mais dans le cas de celui qui bénéficie de sa reconnaissance dans les milieux politiques étrangers, à savoir l'opposant au régime, le prêtre Gheorghe Calciu, les sujets de l'actualité politique l'emportent sur le discours religieux. Gheorghe Calciu, établi aux Etats-Unis depuis 1985 (quittant la Roumanie au même moment que Dorin Tudoran), interviendra au cours de l'année suivante, en 1991, en parlant de ses contacts dans les milieux politiques étatsuniens. Étant un des opposants au régime des plus connus à l'étranger, il joue le rôle de médiateur entre l'opposition intellectuelle et/ou politique (partis de l'opposition, le Parti national paysan chrétien-démocrate et le Parti national libéral) et les politiques étrangers.

Des intellectuels de l'exil mais aussi des intellectuels marginalisés avant 1989 sont appelés non seulement à témoigner de leurs expériences mais aussi à discuter de l'actualité. Certains intellectuels de l'exil vont se présenter à l'étranger comme tenants des intellectuels qui sont en Roumanie et qui sont entrés en politique ou participent à la création de nouveaux agents politiques, comme l'AC ou le PAC. Certains vont participer à faire connaître des acteurs politiques soutenus par le GDS, que des membres du GDS intègrent et construisent, à l'étranger en créant des liens entre des acteurs politiques de l'étranger (mais de France surtout) et ceux-là (c'est le cas de Mihnea Berindei).

L'intérêt principal des intellectuels du GDS lors de la publication des intellectuels exilés pendant le communisme concerne leurs souvenirs de la période communiste et/ou le passé de l'entre-deux-guerres mais, comme déjà noté auparavant, entre leurs souvenirs, de l'entre-deux-guerres, et l'actualité postcommuniste des rapprochements sont établis par ceux qui les interrogent.

La valorisation d'une mémoire de l'entre-deux-guerres est soumise aux enjeux politiques du moment. Ceux qui procèdent au travail de récupération de la mémoire de leurs aînés le font sous l'impression des derniers événements violents de la période postcommuniste. Faute d'un savoir sur le passé,

Steinhardt et Ioan Pinte, *Primejdia marturisirii*. Convorbiri cu Ioan Pinte, Cluj, Dacia, Cluj, 1994 (paraît en trois éditions chez Dacia).

³⁴⁴¹ 22, 7, le 2 mars 1990.

³⁴⁴² *Ibid.*

oblitéré pendant le communisme, les écrivains s'intéressent aux expériences faites par leurs aînés et l'évaluation du passé récent doit servir à légitimer les prises de position sur le présent. En 1991 dans un numéro³⁴⁴³ qui comprend un entretien pour présenter les raisons et l'importance de la création du mensuel *Memoria. Revista gandirii arestate* [La mémoire. Revue de la pensée emprisonnée]³⁴⁴⁴ dirigé par un ancien détenu politique, un des responsables de la publication du GDS, l'écrivaine Gabriela Adamesteanu présente un des témoins et victimes du fascisme et du communisme roumains, l'écrivain Norman Manea³⁴⁴⁵. Ce dernier soutient l'importance de l'objectivation des expériences de ceux qui ont été « liés (par opportunisme ou par conviction) aux mouvements ou gouvernements totalitaires », en mentionnant notamment le cas de Mircea Eliade, et d'une « discussion honnête, lucide » en dénonçant la « manipulation continue de la réalité ». Norman Manea affirme qu'il avait accepté de témoigner de ses expériences dans les camps de concentration de Transnistrie pour exprimer ses convictions quant aux ressemblances avec le communisme pendant sa dernière période, avant la chute du régime :

« Le modèle “Transnistrie”, je l’ai retrouvé pendant la dernière décennie, étendu par Ceausescu à un peuple entier et dans tout le pays. Un système du hors-loi [...] dans les dernières années en Roumanie, il m’a paru qu’il y a une grande ressemblance entre les deux tellement originaux “camps de concentration” [...] “le modèle” Transnistrie, j’en ai parlé puisqu’il ressemble mieux avec la dernière période de Ceausescu³⁴⁴⁶. »

Gabriela Adamesteanu, écrivaine consacrée sous le communisme, membre du GDS, en citant les affirmations de son interlocuteur sur l'originalité du communisme de Ceausescu, à savoir la « combinaison » entre le communisme et le fascisme, conclut au rapprochement entre les camps de concentration de Transnistrie et les événements de 1989 ainsi qu'avec ceux de juin 1990 (suivant la manifestation de la Place de l'Université entre avril-juin 1990) :

« À ceux qui ne semblent pas convaincus de la crédibilité de l'existence des camps de concentration de Transnistrie, je les rappellerais les événements de décembre 1989 ou ceux de 13-15 juin 1990 qui sont devenus de même [...] passé “controversé” : un passé que la Roumanie doit regarder en face, de le rencontrer³⁴⁴⁷. »

³⁴⁴³ 22, 53, le 25 janvier 1991.

³⁴⁴⁴ Cette revue publie des textes de mémoires et des témoignages faits par des personnes peu connues ou pas du tout connues qui ont fait l'expérience des prisons communistes ou des personnes qui d'une façon ou d'une autre peuvent être désignées comme victimes du régime. La revue constitue la référence des intellectuels proches ou membres du GDS, des écrivains (poètes) ou des journalistes, se sont intéressés à la politique et ont fondé leurs prises de position politiques sur le rétablissement de la justice pour les victimes. La revue *Memoria* nous a été largement présentée d'une manière élogieuse par la plus notoire opposante au régime communiste, **Doina Cornea** (Cluj, 1^e avril 2008).

³⁴⁴⁵ Né en 1936 en Roumanie au nord du pays, Norman Manea, tout comme la population juive habitant la Bucovine, sera déporté en 1941 avec sa famille dans les camps de concentration de Transnistrie. D'après la présentation de Gabriela Adamesteanu, en 1984, l'Union des écrivains aurait dû lui accorder un prix mais le Conseil de la culture et de l'éducation socialiste (ministère au temps du communisme) s'y oppose. En 1986 son dernier roman publié en Roumanie communiste « avait eu des problèmes avec la censure ». Il quitte la Roumanie en 1986 et à partir de 1988, il vit aux États-Unis où il enseigne (à Bard College, New York) des cours sur les écrivains de l'Europe de l'Est et d'études juives. Norman Manea raconte l'histoire de son départ de Roumanie, de son installation et de son adaptation aux États-Unis dans l'émission télévisée, réalisée par le critique de film, Eugenia Voda, à la Télévision publique roumaine.

³⁴⁴⁶ 22, 53, le 25 janvier 1991.

³⁴⁴⁷ *Ibid.*

On constate que les intellectuels du GDS reçoivent les propos tenus par les intellectuels de l'exil sur le passé où des considérations générales sont accompagnées d'un recours à la mémoire comme un devoir (« nous sommes tombés d'accord qu'IL FAUT PARLER³⁴⁴⁸ ») envers la société. Le devoir de mémoire est alors justifié par les enjeux du moment³⁴⁴⁹. Il s'imposerait selon ceux qui s'y intéressent, qui les interrogent, par cause du présent. Les témoignages de leurs pairs aînés deviennent de l'histoire³⁴⁵⁰ pour les écrivains surtout, une histoire dont la véridicité est attestée par le présent. Par contre, celui qui discute du passé se présente, dans certains cas seulement, comme spécialiste du passé :

« il ne s'agit pas, de fait, d'un témoignage, mais de quelques considérations sur le sujet, provoquées par notre discussion. En réalité, j'ai essayé [...] de répondre à des questions particulières³⁴⁵¹. »

Les plus jeunes des intellectuels du GDS ou ceux qui tentent à se rapprocher du GDS recourent à la mémoire collective pour renforcer leur position dans le champ intellectuel et dans le champ politique quand ils peuvent miser sur la reconnaissance par leurs pairs. Selon leur formation et le capital social dont ils bénéficient les plus jeunes intellectuels qui font leur entrée dans le champ intellectuel aux côtés des plus notoires intellectuels du GDS, les plus notoires écrivains de la période communiste, parviennent à accumuler des savoirs et des compétences appropriées à fournir les bases scientifiques du projet du GDS, le « procès du communisme ».

Si pour certains auteurs de la période communiste, les intellectuels de l'entre-deux-guerres constituent des références dans leurs parcours (mentionnés ci-dessus), ayant été formés ou influencés par ceux-là (quoique leurs rapports soient variables), pour certains d'autres, la période de l'entre-deux-guerres est un « monde imaginaire ».

Gabriela Adamesteanu, écrivaine connue dans la période communiste, cooptée au début de 1990 dans le GDS, avait publié en 1983 son « roman de succès » dont l'action est située précisément pendant la période de l'entre-deux-guerres, « celle de la constitution, dramatique mais pleine d'espoir, de la Roumanie moderne³⁴⁵² ». Gabriela Adamesteanu se représente son activité de journaliste après 1989 (à partir de janvier 1990, elle fait partie de la rédaction et à partir de 1991, elle est chargée de s'occuper de la revue) dans la continuation de l'univers qu'elle s'est fait créer lorsqu'elle avait travaillé pour son dernier roman publié avant 1989 :

« pour moi, tout ce qui s'est passé après 89 a été une étonnante continuation de *Dimineata pierduta* [Le Matin perdu]³⁴⁵³. Assister à ce spectacle "live", parfois même avec l'illusion du figurant non en reliant des livres d'histoire et de mémoires de l'époque comme je l'ai fait quand j'écrivais le roman, cela a été un spectacle fascinant. Et le "journaliste" »

³⁴⁴⁸ Marqué dans le texte (*Ibid.*).

³⁴⁴⁹ La présentation de Gabriela Adamesteanu à ce texte (*Ibid.*).

³⁴⁵⁰ Voir Paul Ricoeur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, « Niveau éthico-politique : la mémoire obligée », Paris, Seuil, 2000, pp. 105-111.

³⁴⁵¹ Norman Manea dans une « petite précision », « une nécessaire mention pour les lecteurs de la revue 22 » (22, 60, 1991).

³⁴⁵² Gabriela Adamesteanu, *Cele doua Romanii*, op. cit., surtout pp. 6 et 10.

³⁴⁵³ Son roman a été publié chez Cartea Romaneasca.

et la “société civile”, les deux postures dans lesquelles je me suis trouvée dans la proximité des événements, font plus qu’assister : elles participent, sans être impulsées par des ambitions personnelles. J’ai vécu intensément l’histoire de ces années-là comme un participant anonyme comme bien d’autres, avec la même impétuosité désespérée – de ne pas perdre cette permanente dernière chance, de voir se répéter, une fois de plus, le matin perdu de la Roumanie³⁴⁵⁴. »

Stelian Tanase, issu d’un milieu des classes populaires (tel qu’il se représente sa famille d’origine), avec une formation de philosophie mais préoccupé par une carrière littéraire pendant la période communiste, s’est rapproché d’**Alexandru Paleologu** (issu de la noblesse roumaine, essayiste, ayant été proche pour une bonne période du philosophe Constantin Noica) avait découvert par l’intermédiaire des histoires racontées par ce dernier le monde de l’entre-deux-guerres³⁴⁵⁵. Après 1989 **Stelian Tanase** assoit son activité scientifique comme spécialiste des élites, d’un côté, sur la récupération de la mémoire des confrontations des intellectuels de l’entre-deux-guerres avec le pouvoir communiste, de l’autre, sur l’analyse du régime communiste. Sa préoccupation pour les milieux intellectuels de l’entre-deux-guerres sous le régime communiste peut aisément être placée dans la continuation des entretiens eus avant 1989 avec son aîné appartenant à ces milieux.

Si avant 1989 Gabriela Adamesteanu puisait dans l’entre-deux-guerres ses sources pour sa littérature, **Stelian Tanase**, écrivain débutant dans la période communiste et prétendant au statut d’écrivain, s’entretenait avec un intellectuel formé dans l’entre-deux-guerres, **Alexandru Paleologu**. En parlant du livre constitué à partir de leurs dialogues, publié après 1989, **Stelian Tanase** déclare au sujet du titre donné à cet écrit de mémoires, publié après 1989 :

« Les communistes essayaient de faire oublier la Roumanie d’autrefois [...], l’histoire commençait avec eux. Avoir de la mémoire constituait un défi. **Alexandru Paleologu** et moi nous défiions le régime parce qu’alors nous cultivions la mémoire, nous parlions du passé. Mais cela a aussi un sens plus large, au-delà du communisme³⁴⁵⁶. »

Ceux qui s’intéressent à la récupération d’un monde qu’ils présentent et se représentent comme l’envers de la période communiste sont des littéraires ou de ceux qui se présentent comme représentants d’une culture humaniste. Ceux qui sont formés dans et par une culture humaniste, écrivains ou écrivains-philosophes, historiens de l’art, se situant dans la proximité des intellectuels notoires de la période communiste par leur activité déployée avant 1989 (telle Gabriela Adamesteanu) et par des relations qu’ils ont établies avant 1989 (tel **Stelian Tanase**), tendent à reprendre les sujets investis par leurs aînés dans leur journalisme. Selon leur formation et leurs dispositions, ils s’intéressent aux intellectuels de l’exil pour connaître le passé qui précède la période communiste, le passé communiste tel qu’il a été vécu ou est expliqué par ceux derniers ou bien à découvrir un « modèle culturel ou spirituel pour la société roumaine » du présent³⁴⁵⁷.

³⁴⁵⁴ Gabriela Adamesteanu, *Cele doua Romanii*, op. cit., p. 10.

³⁴⁵⁵ **Alexandru Paleologu**, **Stelian Tanase**, *Sfidarea memoriei (aprilie 1988-octombrie 1989)*, op. cit.

³⁴⁵⁶ Correspondance électronique avec **Stelian Tanase**, le 11 juin 2013.

³⁴⁵⁷ **Magda Carneci** et Ion Negoitescu, « Comment se rapporte l’intellectuel roumain au politique », 22, 39, 1990.

Progressivement, à travers le temps, les intellectuels du GDS et/ou les intellectuels proches du GDS se découvrent « différents³⁴⁵⁸ » et se disputent la légitimité à traiter de la politique (du présent comme du passé) et du passé (culture et tradition³⁴⁵⁹). Ce sont leurs prétentions, celles liées à l'engagement de l'intellectuel au nom de la morale, ou leurs compétences à traiter du passé récent qui seront mises en question.

La publication des auteurs classiques de la philosophie roumaine dans la publication du Groupe s'assortit dans la plupart des cas des commentaires signés par les membres de la rédaction de 22 (dans bien de cas par le rédacteur en chef ou des adjoints/son adjoint). Les auteurs qui procurent au GDS le plus de capital symbolique, les plus reconnus, sont discutés par plusieurs membres et notamment par les membres fondateurs. La réception faite à leurs idées suscite des « débats » sur leurs attitudes dans le passé, sur leurs engagements politiques. Ceux qui discutent d'une manière critique de ces auteurs devenus des classiques et de leurs idées sont des critiques littéraires ou des théoriciens de la littérature, intellectuels de l'exil ou des intellectuels consacrés dans la période communiste. A ces discours critiques à l'égard de ces figures tutélaires, certains intellectuels du GDS répondent en vertu de leur connaissance de ces auteurs et du rôle que ces intellectuels dont on discute ont joué dans leur parcours (tel est le cas de **Liiceanu** qui réagit aux critiques au sujet de Constantin Noica). Le genre abordé et le contenu de ces prises de position révèlent leurs positions dans le champ intellectuel et leur habitus³⁴⁶⁰.

Des intellectuels qui ne sont pas membres du GDS interviendront dans les discussions qui se déroulent entre les intellectuels du GDS, et ensuite entre intellectuels du GDS et les intellectuels de l'exil pour faire part de leurs préoccupations proprement intellectuelles après 1989. Leur participation survient au moment où ce débat qui semble avoir comme but la nécessité pour les intellectuels de se définir pour le champ politique mais aussi et surtout comme résultat de leur préoccupation de redéfinir leur position.

La position du GDS et de 22 semble désormais se définir en opposition à ceux qui sont des extrémistes, le groupe Vatra Romaneasca, et à sa presse, *Romania Mare*. À partir de 1991 les événements politiques se déroulent plus dans des cadres institutionnels que dans la rue. En plus, les intellectuels sont alors plus disposés à discuter de ce qui fait leurs intérêts spécifiques, cela explique au moins en partie ce regard porté aux productions et aux attitudes des intellectuels dans la période communiste, bien que ces réévaluations sont censées participer et à leurs nouvelles préoccupations, en liaison avec leur intérêt à participer au jeu politique. La création d'une institution à vocation politique, l'Alliance civique, développant des moyens de s'imposer (elle bénéficie d'une base, du soutien plus large qu'elle organise) dans l'espace proprement politique conduisent ou renforcent la tendance à se définir selon des catégories

³⁴⁵⁸ **Gabriel Andreescu**, « Le chemin égal après la Révolution », 22, 71, 1991.

³⁴⁵⁹ **Andrei Pippidi**, « Une droite, deux, combien ? », 22, 71, 1991.

³⁴⁶⁰ Gisèle Sapiro, « Une liberté contrainte. La formation de la théorie de l'habitus », in Louis Pinto, Gisèle Sapiro, Patrick Champagne, *Pierre Bourdieu, sociologue, op. cit.*, notamment pp. 75-78.

politiques. L'année 1992 est celle des élections, on observe une certaine tendance à rechercher de se définir. Ce travail de définition dans le but de parvenir à se positionner dans le champ politique qui n'advient qu'à partir de 1992 puise dans les conflits entre les intellectuels et les nouveaux politiques après 1989, mais aussi dans les catégories utilisés dans la période communiste dans les luttes qui se déroulent notamment dans le champ littéraire avec la participation des intellectuels de l'exil, mais aussi dans les repères qui leur sont proposés, plus précisément dans une histoire que des intellectuels formés dans la période communiste s'approprient selon les termes, les divisions de leurs aînés formés dans l'entre-deux-guerres et qui les ont influencé dans la dernière période communiste mais qui continuent de les influencer et après 1989 surtout qu'ils leur procurent non seulement une certaine légitimité à se poser en critiques du communisme dans la période communiste mais aussi parce qu'ils leur délèguent une légitimité dans le champ intellectuel, dans leurs activités spécifiques : dans l'édition, sujets qu'ils investissent, etc. Jusqu'en 1992, moment de l'entrée en politique des intellectuels cette alliance entre intellectuels se trouvant en Roumanie, notamment intellectuels du GDS et intellectuels de l'exil fonctionne sans conflits.

Dans une analyse sur la place de la mémoire de l'entre-deux-guerres dans les discours des intellectuels du GDS, un des plus jeunes intellectuels de la période postcommuniste, coopté dans le GDS en 2005, Florin Turcanu, en spécialiste d'histoire contemporaine et auteur de l'ouvrage sur Mircea Eliade, publié en France, montre que la période de l'entre-deux-guerres est devenue « un lieu de mémoire – notamment des milieux intellectuels » en étroite dépendance avec l'actualité politique. En l'absence d'un passé récent qui pourrait être mobilisé pour légitimer les prises de parole des journalistes, pour des politiques se trouvant en opposition et notamment des intellectuels qui se sont affirmés contre le pouvoir politique au début des années 1990, la période de l'entre-deux-guerres est « assimilé à un triple âge d'or : âge d'or de l'État-nation, âge d'or de la démocratie, âge d'or de la culture roumaine³⁴⁶¹ ». L'attrait du passé de l'entre-deux-guerres advient, selon l'auteur, dans un « contexte d'affrontement et de frustrations politiques » où du fait d'un « décalage entre historiographie et mémoire collective », de l'urgence de la redécouverte du passé et d'une « renationalisation de la mémoire ». Ce retour au passé sert alors « à renforcer l'image du communisme-parenthèse » ou d'une période vue par les intellectuels comme celle d'une « non-histoire »³⁴⁶². L'usage des mémoires auxquels des membres fondateurs puisent leurs considérations sur le présent sert précisément à fonder leurs prises de position et à la construction d'une identité politique leur permettant de s'opposer aux politiques qui revendiquent une légitimité fondée sur leur rôle dans la révolution.

Certains écrivains dissidents qui jouissent d'une forte notoriété avant 1989 procèdent à la valorisation de leurs écrits subversifs (quand dans tout le champ intellectuel, champ des revues inclus, on

³⁴⁶¹ Florin Turcanu, « À la recherche de l'âge d'or : mémoire de l'entre-deux-guerres en Roumanie au début des années 1990, in Bogumil Jewsiewicki et Erika Nimis (éd.), *Expériences et mémoire. Partager en français la diversité du monde*, op. cit., p. 420.

³⁴⁶² *Ibid.*, pp. 416-419.

observe, la tendance à la réinterprétation des enjeux littéraires d'avant 1989) en mettant l'accent sur les attentes du public, sur la participation de celui-ci. Ceux qui jouissent d'une forte notoriété obtenue sous le communisme par la publication des ouvrages qui veulent (dé)montrer la « culture authentique » et sont des tenants d'une vision idéologique autre que celle officielle (que le pouvoir véhicule pour fonder sa légitimité) mais dont on écarte toute référence au large public, qui s'adressent aux pairs, sont enclins après 1989 à recourir aux mémoires de ceux qui appartiennent à la même « génération » (entendue comme classe d'individus qui partagent les mêmes expériences) que ceux auxquels ils étaient liés dans le passé mais dont l'expérience diffère par le fait qu'ils se sont exilés pendant le communisme et se présentent après 1989 et sont présentés au public comme ceux qui ont subi les contraintes du régime.

Le GDS inclut deux historiens et, qui plus est, un des historiens du GDS se pose en porte parole du GDS en 1991 (**Andrei Pippidi**) en procédant à la critique de certains membres du GDS quant à leurs usages du passé. Le « décalage entre historiographie et mémoire collective » n'explique pas dans tous les cas le recours et la valorisation de l'entre-deux-guerres. En plus, d'autres intellectuels, historiens de la littérature ou plus rarement, des sociologues formés sous le communisme, convertis au domaine du politique, présentent dans 22 leurs recherches en cours sur la période concernée et en faisant cela, ils exposent les risques auxquels on s'expose par la récupération non critique d'un passé qui est fait héritage³⁴⁶³.

C'est aussi dans leurs repères de la période communiste qu'il faut chercher et dans leurs représentations de la politique. C'est dans les références antérieures des intellectuels, dans leurs rhétoriques et dans leurs pratiques intellectuels d'avant 1989 de ceux qui sont intéressés aux mémoires des contemporains des intellectuels de l'entre-deux-guerres, qu'il faudrait rechercher l'usage du passé qui précède l'installation du communisme. Remarquons qu'il s'agit de représentants d'une culture humaniste, tels qu'ils se présentent, et que plusieurs s'intéressent à la philosophie, même les ingénieurs. L'habitus de ces intellectuels, les relations qu'ils ont entretenues avec la génération de l'entre-deux-guerres (notamment que plusieurs intellectuels, membres fondateurs du GDS ont été proches de Constantin Noica, quand ils n'ont pas des disciples du philosophe, relation qui les consacrent et à l'étranger³⁴⁶⁴) rendent compte de cet intérêt ou cet attrait.

Plus tard l'éditeur **Gabriel Liiceanu** neutralise les critiques venues de la part des intellectuels marxistes ou des écrivains, de Roumanie ou de l'étranger, pour la publication aux Éditions Humanitas des auteurs de la droite de l'entre-deux-guerres, en les opposant la liste des auteurs juifs que sa maison d'édition avait publiés³⁴⁶⁵. Selon l'éditeur et l'intellectuel **Gabriel Liiceanu** le « lieu optimal » qu'il s'était forgé

³⁴⁶³ Zigu Ornea et George Voicu.

³⁴⁶⁴ Voir l'entretien d'Alain Finkielkraut avec **Andrei Plesu** et **Gabriel Liiceanu**, 22, 67, le 3 mai 1991.

³⁴⁶⁵ **Gabriel Liiceanu**, *Declaratie de iubire* [Déclaration d'amour], Bucarest, Humanitas, 2001, p. 13.

c'est précisément en publiant et en soutenant le discours sur les crimes des années 1930 et sur les crimes du communisme³⁴⁶⁶.

Rien dans le discours de **Liiceanu** ne laisse entendre les mécontentements que des intellectuels, qui lui ont été pourtant proches à certaines périodes (sous le communisme), expriment au sujet des « choix » de la maison d'édition qu'il patronne. Car leurs distances vis-à-vis de la politique éditoriale ne sont jamais exprimées publiquement³⁴⁶⁷. Leurs préférences sont visibles dans leurs publications et dans leurs traductions publiées chez d'autres maisons d'édition. Deux intellectuels proches de **Liiceanu**, collaborateurs aux éditions Humanitas, dont un seul est membre fondateur du GDS, mentionnent leur déception quand au mode de sélection des auteurs publiés par **Liiceanu**, leurs critiques concernent l'inexistence des auteurs marxistes³⁴⁶⁸.

Le recours à la mémoire autobiographique et/ou à celle collective³⁴⁶⁹ sert à fonder la légitimité du spécialiste. Des sujets qui contribuent à fournir les bases d'une identité commune en légitimant la position qu'occupe le GDS, tels le pouvoir communiste ou certains milieux intellectuels sous le communisme et, plus tard, le libéralisme, qui feront l'objet des analyses scientifiques signées par certains membres du GDS, porteront la marque des luttes pour la légitimité à traiter du passé entre des intellectuels y inclus celle entre des intellectuels se trouvant au même pôle du champ intellectuel, tenants de « l'anticommunisme » (membres du GDS et intellectuels proches du GDS). Les prises de position proprement intellectuelles, les textes à visée scientifique, sur le communisme (le pouvoir communiste et les intellectuels pendant le communisme) s'accompagnent d'un travail de mémoire et d'une construction autobiographique permettant de s'accorder à la mémoire collective et au travail d'une construction identitaire. Ils sont des auteurs d'ouvrages où ils discutent avec d'autres intellectuels, d'écrits de mémoires, où se mêlent des souvenirs qui ne sont pas les leurs ou des faits et des événements qu'ils ont connus par la lecture. S'accorder à la mémoire collective est imposé à ceux qui désirent se faire reconnaître par ceux qui se présentent comme les représentants de la culture autonome « authentique » au temps du communisme.

Invoquer ou, plus, traiter des sujets et des auteurs qui sont des repères des intellectuels des plus notoires de la période communiste ou qui sont faits des repères du GDS dans le nouveau contexte, c'est le signe de la « reconnaissance de tout ce qui fait l'existence du groupe, son identité, sa vérité, et que le groupe doit reproduire pour se reproduire³⁴⁷⁰ ». Les ruptures d'avec le GDS, dans la plupart des cas, ou la mise à distance par le GDS de ceux qui ne sont pas acceptés dans le GDS se produisent lorsque certains intellectuels mettent en question (dans 22 ou dans des volumes d'auteurs) des auteurs du passé (érigés en

³⁴⁶⁶ **Gabriel Liiceanu**, *Apel catre lichele*, op. cit., pp. 78-79.

³⁴⁶⁷ Dans les entretiens seulement ils mentionnent leurs préférences pour d'autres auteurs que ceux traduits par Humanitas.

³⁴⁶⁸ Entretien avec A. (Bucarest, avril 2009)

³⁴⁶⁹ Maurice Halbwachs, *La mémoire collective*, op. cit., pp. 97-100.

³⁴⁷⁰ Pierre Bourdieu, *Homo academicus*, op. cit., p. 80.

« modèles ») qui procurent aux intellectuels du GDS la légitimité des intellectuels de se s'affirmer après 1989 comme intellectuels critiques de l'ordre communiste.

En prétendants au statut de spécialiste du politique, ils s'adaptent au nouveau contexte en accumulant de nouveaux savoirs et obtenant de nouvelles compétences (à des moments différents) dans le domaine politique. Mais des intérêts scientifiques sont aussi en étroite liaison avec des sujets intervenant dans le champ intellectuel dominé par le GDS. Et la mémoire collective devient arme dans les luttes pour la légitimité à produire l'analyse scientifique sur le communisme.

Ceux qui peuvent faire appel et mobiliser la mémoire de leurs aînés, parvenir ainsi à inscrire leur propos dans la mémoire collective de ces intellectuels en associant à ces prises de position politiques leurs savoirs ou leur compétence en procurant ainsi des assises scientifiques au « procès du communisme » s'attirent la reconnaissance des membres du GDS en dépit d'un faible capital symbolique qu'ils ont pu accumulé avant 1989 et/ou d'une faible reconnaissance de la part des plus notoires membres du GDS due à leurs relations anciennes avec les membres de la nomenklatura politique ou intellectuelle.

B. Nationalisme et « identité nationale » à l'épreuve du « retour en Europe »

Pour la première année de la revue on recense plus d'articles qui traitent de la politique en Europe de l'Est et en Roumanie. Des articles où on discute de la situation des pays ex-communistes avant la chute du régime, des politiques actuels et du statut de l'intellectuel après 1989. Les représentations de l'intellectuel apparaissent dans des essais de la réévaluation de l'histoire des intellectuels, notamment de la période communiste. Dans ces tentatives de réévaluation des écrivains des générations précédentes les intellectuels de l'exil exercent une influence importante. Dans une « lettre » que Mariana Sora (épouse de **Mihai Sora**, membre fondateur du GDS, se trouvant en exil, en Allemagne) adresse à « la revue 22 », en faisant le résumé des priorités du GDS, et plus largement des intellectuels, affirme que « l'ouverture vers l'Europe est primordiale », les intellectuels donnent leur contribution, par l'occupation des postes en diplomatie, pour que « la Roumanie retourne en Europe à laquelle elle appartient de fait et de droit » : « le retour en Europe fait partie de la recherche de l'identité nationale³⁴⁷¹ ». Historiens (y inclus des historiens de l'art, de la littérature) et écrivains, ceux qui déploient leur activité dans les anciennes institutions et dont l'activité n'enregistre pas de fortes transformations qui appartiennent à la génération (nés dans les années 1940) formée consacrée sous le communisme : **Andrei Pippidi**, **Radu Popa**, Zoe Petre, Gabriela Adamesteanu. Ainsi que des historiens de la littérature et critiques littéraire de la génération des aînés (nés dans les années 1920), et dont certains seulement intègrent le GDS, Adrian Marino, Z. Ornea, I. Negoitescu,

³⁴⁷¹ 22, 16, le 4 mai 1990.

discutent du « retour en Europe ». Des idées véhiculées dans ces discours discuteront un sociologue (Ioan Mihailescu) et un anthropologue (Vintila Mihailescu)³⁴⁷².

L'année 1991 est marquée non seulement par le regard que des intellectuels porte à leurs pratiques, à l'histoire des intellectuels de la période communiste, à leurs maîtres à pensée, associé à la réévaluation de leurs pratiques les plus récentes, de la dernière période communiste en liaison avec le besoin qu'ils ressentent pour se manifester politiquement dans selon les règles propres au champ politique (naissance du PAC), mais aussi d'une reconsidération de l'histoire sous l'emprise des effets des événements de 1990 mais aussi du changement de la perception de l'Europe, de l'étranger sur la situation politique en Roumanie, avec la contribution des événements se préfigurant en 1991 avec la disparition de l'URSS, l'indépendance de la Moldavie, la visite du Roi Michel I. Essayant d'inventer de nouveaux instruments pour participer au jeu politique, associations à vocation politique, manifestations, centres d'expertise tout au long de l'année 1990, ils reconsidèrent le passé lointain et leurs pratiques de la dernière période communiste à partir de 1991 préparant ainsi leur entrée en politique (à l'occasion des scrutins de 1992).

Dans une période marquée par l'attention accrue des membres du GDS, notamment de ceux qui sont déjà des plus actifs à s'impliquer dans les activités de l'AC, à la presse extrémiste en vue de contrecarrer les discours nationalistes, xénophobes – surtout d'un des groupements – le contenu des prises de position de certains membres du GDS et des membres de la rédaction révèlent leur vision nationaliste et spiritualiste. Il est difficile de faire la part entre présent et passé dans leurs discours sur le présent là où ils discutent des décisions politiques à présent et de la situation des institutions ou de l'actualité politique et de leurs effets dans l'espace public. A partir de 1991, mais surtout en 1991, on constate l'intérêt pour le passé, pour la reconstruction d'un passé commun qui devra les servir pour leur mobilisation dans le jeu politique.

Si durant l'année 1990 les plus nombreux articles publiés dans 22 discutent de l'intellectuel, de sa situation et de son rôle après la chute du régime communiste, en 1991, les intellectuels sont plus préoccupés à traiter de l'histoire, à investir l'histoire pour légitimer leurs prises de position politiques. La tendance des intellectuels à reconsidérer l'histoire de l'entre-deux-guerres conduit à des questionnements sur le sens de l'histoire et sur la fonction de l'histoire dans la considération du présent³⁴⁷³. L'intérêt porté à l'histoire coïncide avec la diminution de l'intérêt de l'étranger. Le nationalisme s'articule sur leurs intérêts scientifiques qui se préfigurent à partir de 1990 avec l'ouverture de nouvelles possibilités et de nouvelles demandes apparues à la suite des tentatives de recomposition du champ politiques auxquelles ils participent, et de l'ouverture à l'étranger.

Lors des nos discussions, au cours de l'enquête, dans les entretiens qu'on a eus avec des intellectuels du GDS mais aussi avec d'autres intellectuels. Le nationalisme est récusé comme caractérisant les prises

³⁴⁷² 22, 52, le 18 janvier 1991 ; 22, 53, le 25 janvier 1991.

³⁴⁷³ Catherine Durandin, « À la poursuite de l'histoire en Roumanie depuis 1989 », art. cit.

de position et les préoccupations des intellectuels du GDS. Selon une spécialiste de l'histoire culturelle, les membres du GDS ont rejeté définitivement le nationalisme, les thèmes nationalistes au moment des événements de Targu-Mures en mars 1990. Sorin Vieru récuse l'idée que dans 22 on peut retrouver quelques traces du nationalisme. Certains d'autres (qui ont été interrogés) affirment que le GDS a rejeté le nationalisme. Mais de quel nationalisme parle-t-on ? Le nationalisme dont ils discutent lorsqu'ils tiennent à souligner qu'ils ont rejeté le nationalisme, est défini, se définit, dans leurs représentations, comparativement au nationalisme soutenu par des groupes extrémistes, par des politiques et des partis politiques extrémistes. La « nation » a été un concept opérateur dans les années 1990, selon une autre interprétation.

Le nationalisme, accent mis sur une identité nationale et préoccupation à définir l'identité nationale, semble être dans le cas du GDS, tel qu'il apparaît dans 22, précisément le résultat ou l'effet de l'ouverture à l'étranger et le résultat des stratégies des intellectuels qui semblent préoccupés après 1989 à redécouvrir ou à construire une identité culturelle et à redécouvrir leur passé dans le but de se faire une place et de recevoir la reconnaissance de l'Europe au moment où cet espace s'ouvre à eux et au moment de l'apparition des critiques à l'étranger au sujet de la situation de la Roumanie³⁴⁷⁴.

Les chroniques de la vie politique, de l'activité du Parlement et des organisations politiques, évoquent aussi l'Europe mais on traite moins souvent de la politique étrangère.

Des représentations du monde communiste contenues par la déclaration du GDS, comme les termes de « maladie », de « destruction », etc., sont par la suite véhiculées par plusieurs intellectuels du GDS qui se préoccupent par l'« identité nationale », sa redécouverte et par la récupération des héritages culturels, renvoyant à la « destruction [...] des valeurs » et des « institutions traditionnelles de la spiritualité autochtone – Église, institutions scientifiques et culturelles »³⁴⁷⁵.

Le premier article traitant de « l'union de la Bessarabie avec la Roumanie » paru dans 22 porte la signature d'un chercheur de l'Institut de théorie sociale, Stelian Neagoe³⁴⁷⁶. Celui-ci vient de l'Académie « Stefan Gheorghiu », l'ancienne école de parti, d'après le témoignage de trois de nos interlocuteurs. Une page dédiée à la question inclut des extraits des écrits de mémoire des politiques, témoins de l'acte de 1918, publiés par la suite par Stelian Neagoe chez les Éditions Scripta/Machiavelli dont il est le fondateur, dans le même numéro des intellectuels du GDS discutent de l'Europe, peu de temps après les événements violents de Targu-Mures en mars 1990.

³⁴⁷⁴ Ces critiques sont apparues sous l'influence de la perte de l'intérêt de l'étranger, de l'Europe pour la Roumanie à la suite des événements de 1990, les informations parues dans la presse étrangère sur la révolution de 1989 (voir Peter Siani-Davies, *Revolutia din Romania*, op. cit.) et, selon un de nos interlocuteurs, aussi sous l'influence aussi des intellectuels de l'exil. Alors que des intellectuels du GDS avec l'appui d'un intellectuel de l'exil, proche du GDS, vont produire le premier compte-rendu des événements de juin 1990 ayant conduit à la reconsidération de la situation de la Roumanie après décembre 1989 et à l'avenir.

³⁴⁷⁵ Présentées dans ouvrage publié par **Gabriel Andreescu**, celui qui, parmi les intellectuels du GDS, est le seul à critiquer la vision nationaliste et du GDS. Voir **Gabriel Andreescu**, *Spre o filozofie a disidentei*, op. cit., p. 7.

³⁴⁷⁶ 22, 11, le 30 mars 1990.

Des intellectuels s'intéressent à soutenir le GDS à s'engager en politique et des intellectuels du GDS qui s'engagent en politique comme membres du parti récemment créé, le parti de l'Alliance civique. Ils légitiment leur enrôlement à la base des oppositions qui apparaissent dans le champ des revues, et plus dans le champ intellectuel, comme force politique qui désire contrecarrer l'extrémisme représenté par le parti la Grande Roumanie (PRM), ayant ses préalables dans la presse extrémiste.

Horia Bernea (membre du GDS depuis l'automne de 1990 et étant parmi ceux qui forment le GRREO en printemps 1990) déplore le fait que « des sujets chers sont réquisitionnés par des gens qui les compromettent entièrement – du type *Romania Mare*³⁴⁷⁷ ». Dans une période où un nombre important d'articles et plusieurs intellectuels du GDS traitent du « nationalisme » et se proposent de contribuer à la « redécouverte [...] de l'identité » en traitant des événements du présent à la base d'une valorisation du passé d'avant l'installation du communisme, l'intellectuel orthodoxe coopté dans le GDS en 1990 soutient qu'« être nationaliste, aimer sa nation [...] peut conduire à dire quelque chose de profond et de spécifique ». En s'opposant à « l'imposture », au « déracinement » et à l'absence de « probité » de l'intellectuel qui se mesure d'après le regard qu'il porte aux autres cultures, au refus d'un « système de référence et de contrôle » et au désintérêt qu'il porte à l'« l'âme et [au] processus par lequel l'âme est tel qu'il est et non autrement » et au « village ». Il reproche alors au GDS (auquel il adhère une année avant) et à sa publication, 22, les « erreurs et les omissions » qu'il observe « dans 22 et au GDS ». Contre « l'intellectuel idéal, un homme qui ne croit en rien » ou contre celui qui exprime des idées sans croyance, résultat d'un « aveuglement snobe » et qu'il croit voir s'imposer au sein du GDS, il avance l'idée de l'existence d'une « face cachée des choses [...], [de] la vérité au-dessus de tout ». Bien que Horia Bernea ne fait pas référence aux prises de position d'**Andrei Pippidi** contre les idées soutenues par Sorin Dumitrescu, le texte ayant l'intitulé « Quelques lignes sur la revue 22 » avec le surtitre « GDS sur GDS » reprend des idées qui s'intègrent à la vision orthodoxe présentée par Sorin Dumitrescu :

« En quelle mesure un homme peut comprendre l'âme d'un peuple comme les Roumains sans connaître le christianisme ? [...] Le syntagme 'les Roumains sont un peuple chrétien orthodoxe' n'a aucun sens ? la faillite spirituelle de la France catholique n'est pas une vérité ? [...] La culture et la civilisation européenne ne peuvent pas être (n'est-ce pas ?) comprises sans une connaissance intime du christianisme [...] le christianisme est l'axe de l'âme roumaine et la clé pour comprendre tout ce qu'on a réalisé dans ces lieux³⁴⁷⁸. »

Il soutient même « l'enseignement religieux obligatoire » en considérant que la théologie à présent est « de plus en plus utile » car qu'elle serait la base pour « une pensée plus nuancée, plus profonde ».

La division « droite et gauche » est récusée devant les accusations portées à la « droite » :

³⁴⁷⁷ 22, 81, 1991.

³⁴⁷⁸ *Ibid.*

« tu ne peux pas exprimer certaines opinions ou ‘penchants’ pour des choses saines et vraies (par exemple, croire en Dieu) par crainte de ne pas être jugé comme de droite (cela signifie, surtout en France, quelque chose ‘pas bien’) ou dépourvu d’intelligence [...] c’est une mort spirituelle³⁴⁷⁹. »

Et il soutient que le GDS devrait accepter et les revendications de droite : « un dialogue plus large, non un limité, du centre avec la gauche ». Il reprend des idées que d’autres intellectuels ont déjà soutenues dans les pages de 22 : le refus de la « gauche », d’une idéologie « marxiste-léniniste » et l’absence d’une légitimité de la gauche politique en préconisant les sujets qui lui semblent être absents de l’intérêt porté à l’histoire contemporaine :

« un pays dont la destruction a été fortement désiré [...] puisqu’on a pas eu des communistes, puisqu’on a lutté aux côtés des hitlériens [...] il faut comprendre pourquoi on n’a pas vraiment eu des intellectuels de gauche³⁴⁸⁰. »

Un auteur consacré sous le communisme comme philosophe parle de la « crise morale » (**Gabriel Liiceanu**). Dans les discours où l’histoire est faite référence on traite du « peuple » (Alina Mungiu) et on traite des « problèmes du peuple roumain » dont la « corruption » (Alina Mungiu). L’histoire comme référence dominante en 1991 pourrait être reliée à la présence des historiens dans la rédaction de 22³⁴⁸¹, mais le discours psychologisant appartient aussi bien à un rédacteur (et journaliste depuis la période communiste avec une formation de psychiatrie) qu’aux auteurs consacrés ou non avant 1989. Le discours sur l’histoire peut de même être relié aux événements de l’année 1991 à l’étranger (mentionnés ci-dessus). Parmi des discours sur le « peuple roumain », un seul traite de la « qualité sociale et morale » en proposant une vision critique des discours sur le « peuple » roumain, la visée étant de faire le résumé de ces idées pour désigner les « problèmes » avec un regard désenchanté (Ioan Mihailescu).

Témoignant de leur déception qui suit l’année 1990, plusieurs intellectuels du GDS évoquent beaucoup plus tard des événements du début de la période postcommuniste pour expliquer principalement les échecs politiques, notamment ceux des politiques mais aussi de leurs alliés, des intellectuels entrés en politique situés en position de leaders. Plus rarement ils parleront de ceux qui ne participent pas directement à leurs échecs, de ceux qui ne sont pas les acteurs dans le jeu politique ou de leur propre participation au jeu politique (comme politiques ou comme conseillers des politiques).

VI. Stratégies identitaires et légitimation de l’engagement au nom des valeurs intellectuelles

Le « projet » du « procès du communisme » mobilise ces intellectuels. En construisant une identité commune ayant à sa base ce projet, ils se définissent en tant qu’« apolitiques ». Par le recours à la morale et l’« attitude morale », dans le contexte de la politisation des enjeux proprement intellectuels après la chute du régime communiste, ils peuvent reconvertir le capital spécifique (littéraire, scientifique, etc.) en capital

³⁴⁷⁹ *Ibid.*

³⁴⁸⁰ *Ibid.*

³⁴⁸¹ Deux membres du comité directoire sont des historiens.

moral pour se démarquer de la classe politique communiste mais aussi des politiques postcommunistes (y inclus certains intellectuels entrés en politique après 1989). Invoquée et soutenue par leur journalisme, l'« attitude morale » permet à ceux qui, tout en étant intéressés à occuper des postes dans les institutions politiques à vocation culturelle, désirent montrer leur proximité avec les intellectuels représentants de la « société civile » et pouvoir agir en tant qu'intellectuels en montrant leur inappétence pour le pouvoir. En prenant appui sur le capital moral qu'ils cumulent en tant que collectif, les intellectuels anticommunistes, membres du GDS, peuvent proposer les termes et le but du « procès du communisme ». Le passage à la politique conduit à investir le capital moral et le capital symbolique (acquis dans un champ spécifique) dans la construction d'une identité politique, à savoir l'« anticommunisme », contre les nouveaux détenteurs du pouvoir, installés en décembre 1989.

L'entrée dans le champ politique entraîne, dans les rhétoriques de justification de l'engagement, l'invocation d'une compétence ou de leur travail mené dans le cadre des institutions politiques intervenant dans le domaine de la culture. La compétence alors (au début des années 1990) invoquée par des politiques au pouvoir est aussi par la suite (dès qu'ils composent des organisations politiques ou en parlant de leur activité proprement politique) invoquée par les intellectuels participant au jeu politique comme concurrents (individuellement ou collectivement) des acteurs politiques apparus au tout début des années 1990.

Le « procès du communisme » reçoit divers sens en fonction de l'évolution de la position des intellectuels du GDS dans le champ intellectuel et des relations que le GDS entretient avec les acteurs politiques. A travers le temps, en fonction des enjeux politiques et des intérêts spécifiques, il peut légitimer divers engagements en fonction du capital symbolique et de l'activité menée. Il sera proposé comme projet intellectuel ou comme projet politique. Le projet sera invoqué et recevra de nombreuses traductions en fonction de la position de celui qui le soutient, selon les attentes du public et notamment les enjeux du moment.

Chapitre 7

Travail d'importation des références étrangères : une stratégie dans le champ intellectuel roumain

Ce chapitre revient sur le rôle que le GDS prétend jouer. La question des références étrangères du GDS, auteurs et intellectuels étrangers publiés dans 22, est à relier avec deux autres questions : celle des repères et de la construction des identités politiques mais aussi, celle de l'étude du politique, y compris de la (ré)invention d'une nouvelle discipline, les sciences politiques, après 1989. La compréhension des enjeux de la traduction pour les intellectuels-journalistes suppose l'analyse de la fonction de ces textes dans la production d'une revue. La traduction, comme stratégie éditoriale, dans la production culturelle du Groupe par le biais d'une revue ou dans la production d'une maison d'édition, s'inscrit dans une série d'opérations qui consiste à accumuler du capital³⁴⁸². Par cette opération d'appropriation des textes étrangers, ils marquent leurs revendications à représenter des idées et des valeurs européennes. La publication des auteurs étrangers ou le dialogue établi avec des auteurs étrangers relèvent non seulement du désir affirmé maintes fois, à diverses occasions de réintégrer la pensée européenne, mais aussi de réussir l'entrée dans le circuit européen des auteurs roumains – indirectement (en parlant de ces auteurs) et directement (en entamant le dialogue avec des intellectuels de l'étranger) –, de se faire entendre à l'étranger. Le thème de l'Europe y est fait sujet de discussion dans la presse et dans les ouvrages publiés après 1989.

Suivre le « dialogue », qui s'établit entre intellectuels étrangers et intellectuels roumains, ces rencontres et la publication de leurs transcriptions, c'est détecter la manière dont les idées auxquelles ils se confrontent ou qu'ils se proposent de débattre lors de ces rencontres peuvent influencer sur la manière dont les sujets convoqués dans la discussion seront traités ultérieurement par les intellectuels roumains. Certains commentaires nous révèlent leur intérêt à débattre, leur intérêt à comprendre, à (se) poser des questions autour des auteurs traduits ou dans leurs dialogues avec d'autres intellectuels (**Sorin Vieru**) ; parfois leur intérêt à se manifester comme spécialiste d'un sujet dont des auteurs étrangers traitent, dans leurs commentaires autour d'un texte traduit ou dans un « débat » (**Pavel Campeanu**) ; des intérêts de nature strictement politique, leurs revendications et leurs tentatives de s'imposer et d'imposer leur vision du monde, dans leurs dialogues avec des intellectuels étrangers (**Gabriel Liiceanu**).

La réflexion sur des sujets liés à l'actualité politique et surtout sur le passé récent, le communisme, se déploie dans un premier temps en relation avec des débats qui ont lieu à l'étranger. Autour des auteurs étrangers se construit un espace des discours « autorisés » sur le politique. Que ce soit par la traduction ou

³⁴⁸² Pascale Casanova, « Consécration et accumulation de capital littéraire. La traduction comme échange inégal », art. cit., p. 9 ; Hervé Serry, « Constituer un catalogue littéraire. La place des traductions dans l'histoire des Editions du Seuil », *ARSS*, 144, septembre 2002, p. 1.

par l'intervention des intellectuels français ou de l'Europe centrale et par l'intérêt pour des intellectuels roumains (ou d'origine roumaine) de l'exil qui ont contribué à soutenir d'une manière ou d'une autre les tentatives d'autonomisation des écrivains, en contribuant à construire leur position comme « contrepoids » à la lignée officielle du régime et comme pôle concurrent des intellectuels occupants des positions dans les institutions spécifiques (y inclus des établissements d'enseignement) sous le communisme.

Dans le premier numéro de la publication 22, est publiée la « Déclaration universelle des droits de l'homme³⁴⁸³ » et la « Déclaration de constitution du Groupe pour le dialogue social » paraît en anglais, en français et en allemand. Dès le deuxième numéro, au moins deux pages par numéro sont dédiées à la traduction d'auteurs étrangers. Le nombre de traductions comme des textes qui présentent des rencontres avec des intellectuels étrangers étant beaucoup plus important pendant les deux premières années après 1989. Les auteurs les plus traduits par l'hebdomadaire 22 durant 1990 et en 1991 sont des écrivains ou des chercheurs de l'Europe centrale ou d'origine russe, des auteurs qui traitent des régimes communistes, mais aussi des auteurs français qui s'entretiennent avec des intellectuels roumains et participent aux rencontres du GDS. Dans les périodes suivantes, des auteurs russes ne sont que rarement traduits par 22, par contre les auteurs français sont des plus invoqués et des plus traduits dans 22.

Les collaborateurs de 22 reconnaissent l'importance du recours aux auteurs étrangers pour combler leur « méconnaissance » de ce que devrait être le postcommunisme et de la manière dont le régime communiste même devrait être appréhendé a posteriori dans leurs prises de position. La présence des dissidents est-européens légitime les prises de position politiques des membres du GDS. Récepteurs du discours des dissidents est-européens ou des intellectuels français, ils manifestent leur intérêt à intégrer une pensée politique à leurs prises de position politiques largement hétérogènes.

Le discours qui se légitime par le recours aux valeurs intellectuelles générales est le produit de ceux qui ne détiennent pas, vu leurs préoccupations intellectuelles d'avant 1989, des dispositions qui leur permettraient de débattre sur le régime politique d'une manière spécialisée³⁴⁸⁴. Le capital de notoriété de ceux qui mobilisent un discours fondé sur la morale détermine l'imposition du modèle de l'intellectuel « prophétique »³⁴⁸⁵. Ce sont les intellectuels les plus notoires qui sont les interlocuteurs des intellectuels étrangers et ceux-là mêmes qui ne sont que rarement traducteurs après 1989 (même si certains l'ont été avant 1989, comme **Gabriel Liiceanu**). Ceux qui mobilisent après 1989 une rhétorique fondée sur le savoir spécialisé se trouvent en position dominée au sein du Groupe, leurs compétences sont utilisées pour des activités qui peuvent offrir l'apparence de scientificité à une rhétorique toujours fondée sur la morale. Les

³⁴⁸³ Bogdan Ghiu, le traducteur de ce texte déclare que ce texte lui semble important, qu'il devait être publié et que préciser qui en était son traducteur lui semblait « inapproprié » (Entretien avec Bogdan Ghiu, le 30 juin 2008).

³⁴⁸⁴ Gisèle Sapiro, « Modèles d'intervention politique des intellectuels. Le cas français », art. cit.

³⁴⁸⁵ Le texte de **Gabriel Liiceanu**, « Qu'est-ce qu'est le Groupe pour le dialogue social » (22, 4, le 9 février 1990) est représentatif d'une rhétorique dont son auteur en est le « créateur » principal. **Gabriel Liiceanu** s'impose comme le porte-parole du GDS, la figure la plus notoire parmi les intellectuels du GDS.

traducteurs de la revue 22 et dans l'édition de sciences humaines sont dans la majorité des cas des auteurs qui prétendent et attendent que leur statut d'intellectuel leur soit reconnu. A part certains intellectuels consacrés sous le communisme qui ont pris l'habitude à travers le temps de se rapporter aux textes de leurs prédécesseurs ou de leurs pairs avant de traiter eux-mêmes d'un sujet commun (**Sorin Vieru**), ce sont surtout les jeunes qui traduisent.

La publication d'auteurs relevant d'un autre champ que celui national passe par la traduction des extraits de leurs ouvrages ou par la transcription des discussions que les auteurs étrangers ont avec certains intellectuels roumains, membres du GDS ou membres de la rédaction. Le travail de convocation des auteurs étrangers dans la production intellectuelle est la marque de leur appartenance à la catégorie d'intellectuels ayant comme fin de souligner ce qui les distingue des autres journalistes car « solliciter et citer les auteurs nobles constitue l'une des occasions d'attester et de confirmer la hauteur de vue qui fonde la hauteur de leur poste³⁴⁸⁶ ». La convocation des références étrangères participe à la revendication d'une compétence proprement scientifique dans le but d'autoriser des points de vue « objectifs » sur l'actualité politique. Les prises de position des intellectuels sont le résultat des effets convergents des conditions de la construction des dispositions intellectuelles et des contraintes qui pèsent sur le champ intellectuel³⁴⁸⁷ après 1989. Prêter attention aux références étrangères dans la construction de leurs propos c'est révéler ce que les dispositions intellectuelles font au discours journalistique. Leurs références étrangères des intellectuels peuvent rendre compte des repères de ces intellectuels ou de leur capacité à ajuster leur capital culturel à l'encontre des agents du champ politique. Mais aussi d'un espace de possibles qui se construit à ce moment-là en lien avec l'intérêt de l'étranger pour un pays de l'ancien bloc communiste.

Des universitaires, qui ne sont pas proches du GDS, mentionnent que lors de leurs visites à l'étranger au début des années 1990, ils étaient sollicités par des intellectuels étrangers pour envoyer, déposer au GDS des livres, des revues, et « non pas à l'Université ». Selon ces intellectuels, le GDS était considéré comme étant l'unique institution « démocratique³⁴⁸⁸ ». Une nouvelle institution, créée à l'extérieur d'un espace fonctionnant sous l'autorité de l'État, retient l'attention des intellectuels de l'étranger. L'intervention dans la création du GDS des quelques intellectuels de l'exil qui furent des porte-parole et défenseurs des dissidents roumains avant 1989, et l'intérêt de l'étranger pour la « société civile » mise en place par des « intellectuels » attirent l'attention des intellectuels étrangers avec lesquels des membres du GDS partagent des intérêts communs (politiques, scientifiques)³⁴⁸⁹. Cela renvoie aux représentations que s'en font des intellectuels étrangers des institutions nées de la montée en importance et du rôle de la « société civile »

³⁴⁸⁶ Claire Le Strat et Willy Pelletier, *La canonisation libérale de Tocqueville*, Syllepse, 2006, p. 238.

³⁴⁸⁷ Gisèle Sapiro, « Pour une approche sociologique des relations entre littérature et idéologie », *Contextes*, n° 2, février 2007.

³⁴⁸⁸ Discussion avec Adrian-Paul Iliescu (Bucarest, mars 2009).

³⁴⁸⁹ Dans l'ordre de leur intérêt et dont on retrouve les traces et dans 22 (en plus des témoignages venant des membres fondateurs du GDS et autres intellectuels) il faut citer : George Soros, Bernard Henri Lévy, François Furet.

dans l'espace scientifique. Des chercheurs, connaisseurs des milieux intellectuels roumains dès la période communiste ou ceux qui s'y sont familiarisés après 1989, mais aussi des représentants politiques tendent à recommander comme cadre pour l'organisation des projets individuels (aux étudiants ou aux jeunes universitaires) ou des projets collectifs le New Europe College, créé en 1994 par **Andrei Plesu**.

Ce chapitre porte sur la fonction de la traduction dans la construction d'une identité politique collective (pour le groupe, pour la revue) et d'une identité intellectuelle individuelle (pour ceux qui se consacrent à la traduction et par la traduction). Par ce travail d'importation, des collaborateurs de 22 et des membres du GDS réussissent à faire leur position – à se créer une identité intellectuelle et professionnelle – dans le champ intellectuel en pleine restructuration et à légitimer leurs engagements. De par l'appropriation des textes et des auteurs étrangers, le choix des sujets traités par ces auteurs ou leurs interlocuteurs, les intellectuels, par la médiation du journalisme, participent à la construction de leur identité intellectuelle en tant que groupe³⁴⁹⁰. Pratiques d'importation et échanges qui devront être mises en rapport avec d'autres échanges comme leurs relations avec des membres de l'exil³⁴⁹¹. Avant 1989 ces derniers sont des proches des (futurs) membres du GDS et après 1989 ils vont s'imposer comme des repères pour des intellectuels du GDS alors qu'ils peuvent à la fois bénéficier de la position occupée dorénavant par certains membres du GDS. Monica Lovinescu et Virgil Ierunca, publiant dans 22, influent sur les prises de position politiques du GDS, si on ne compte que les réactions suscitées par leurs textes. Des intellectuels de l'exil jouent le rôle de médiateurs à la faveur de leur activité déployée à l'étranger. Mais tous les intellectuels de l'exil, à savoir ceux qui sont des collaborateurs fidèles de 22, ne jouent pas le rôle de médiateurs et d'informateurs pour des intellectuels du GDS. On peut situer des intellectuels de l'exil au sein du champ intellectuel roumain (avant comme après 1989), établir leur centralité selon le degré d'intérêt qu'ils suscitent parmi des intellectuels du GDS et des intellectuels qui habitent de nouvelles institutions et qui ont les moyens pour les faire publier³⁴⁹². Il s'agit surtout de ceux qui travaillent exclusivement pour des médias politiques, comme la Radio « Free Europe » ou la Radio « Voice of America »³⁴⁹³. Leurs activités à l'étranger continuent mais ils publient dans la presse culturelle roumaine, ils fréquentent des milieux intellectuels en Roumanie (éditeurs, publicistes, universitaires) et certains influencent des choix d'investissement scientifique ou/et contribuent à orienter des prises de position politiques des intellectuels.

³⁴⁹⁰ Hervé Serry, « La littérature pour faire et défaire les groupes », *Sociétés contemporaines*, « Littératures et identités », art. cit.

³⁴⁹¹ Un tel cas est Vladimir Tismaneanu qui finira par intégrer le GDS et à se présenter même en porte-parole du GDS alors que dans les années 1990 il n'est pas de ces intellectuels de l'exil dont les écrits sont publiés dans 22, comme c'est le cas des intellectuels de Radio « Free Europe ». Dans les années 1990 certains seulement vont l'approcher, discuter de ces écrits ou s'intéresser à ses opinions.

³⁴⁹² **Gabriel Liiceanu** mais aussi Eugen Simion

³⁴⁹³ De plus, dans les années à venir, vu la restructuration des services médiatiques, certains ne trouvent plus leurs places dans le nouveau bureau de la Radio Free Europe installé à Prague. En 1995, le bureau de Radio « Free Europe » de Munich ferme.

Plus que ou avant leurs références étrangères (auteurs traduits ou introduits³⁴⁹⁴), les relations établies dans les années 1990 ont leur poids important dans ce qui s'impose comme une vision commune de la majorité des auteurs qui s'intéresseront à l'étude du communisme surtout ou du postcommunisme ainsi que dans la carrière professionnelle de certains des membres du GDS.

Le découpage entre ceux qui s'intéressent plus aux auteurs étrangers et ceux qui s'intéressent plus à des intellectuels de l'exil apparaît lorsqu'on recense leurs dialogues et leurs contacts selon leurs ressources. Les traducteurs ne sont que rarement intéressés à discuter des intellectuels de l'exil. Alors que certains intellectuels qui ne discutent pas des auteurs étrangers ou qui ne traduisent pas évoquent des intellectuels de l'exil et seulement ceux-là, à l'instar de **Victor Barsan**, physicien avant 1989, diplomate, ambassadeur en République moldave après 1989. Dans les textes parus dans 22 signés par des traducteurs de l'après 1989 (un ou deux livres au plus) et collaborateurs de 22, les auteurs étrangers ne sont pas mentionnés quoiqu'il puisse être fait mention de la pensée européenne ou d'un espace culturel européen (Teodor Baconsky ; Vlad Alexandrescu).

On travaille à démontrer la continuité avec ce qui a été fait avant l'installation du communisme, et ce faisant d'opérer la rupture avec la période communiste, par le biais d'une réappropriation des auteurs déjà connus ou de ceux qui se sont liés à des phénomènes culturels d'avant la guerre et/ou qui se sont faits par la suite une carrière à l'étranger.

Il est question d'un travail de légitimation du GDS et de la recherche d'une certaine cohérence et d'une lignée qui permettent de situer l'autorité acquise et de l'ancrer dans celle de la politique au niveau national. Des « modèles » du GDS sont des mouvements invoqués et convoqués pour leur ressemblance avec le groupement roumain, création pourtant de la période postcommuniste, mais aussi des auteurs traduits pour avoir parlé de ceux qui semblent avoir joué avant 1989 le rôle que des membres du GDS prétendent jouer après 1989 au moment où ces textes sont publiés (début des années 1990). Ces « modèles », mouvements surtout, sont mentionnés lors des manifestations et des événements de la « société civile » (GDS et autres mouvements ou organisations auxquels des intellectuels du GDS participeront). L'usage qu'on fait de la référence étrangère dévoile la quête de se définir politiquement et des stratégies possibles afin d'adapter des connaissances acquises antérieurement et de s'adapter à l'atmosphère culturelle. Dans et par ces pratiques d'importation – traduction, échanges initiées et/ou entretenues avec l'étranger, réception des discours et des catégories importées de l'étranger – se révèlent des habitus différents. L'intérêt exprimé pour un certain auteur et/ou pour un sujet, l'utilisation et la maîtrise d'une langue ou l'intérêt pour un espace linguistique renvoient aux diverses étapes de leur formation mais aussi à leur position au moment où ils

³⁴⁹⁴ Parmi des membres du GDS un seul est propriétaire d'une maison d'édition. Plusieurs contribuent à la constitution des catalogues éditoriaux, notamment chez Nemira et Humanitas, alors que plusieurs dirigent des collections, à des périodes diverses, tout au long de la période postcommuniste.

traduisent ou/et discutent des auteurs étrangers. Leurs positions subissent les effets des hiérarchies établies antérieurement mais aussi des changements dans le domaine de la culture³⁴⁹⁵ après la chute du régime.

Ce chapitre s'appuie sur une analyse des traductions et des interventions des intellectuels étrangers dans 22 durant les deux premières années, 1990 et 1991, lorsqu'on recense un grand nombre de traductions parues dans 22 et la restitution d'entretiens ou de dialogues avec des auteurs étrangers constitue une part importante dans la revue³⁴⁹⁶. À travers cette analyse on veut montrer la part de ces pratiques qui se déploient en lien avec l'ouverture à l'étranger dans les stratégies de (re)conversion auxquelles procèdent des membres du GDS ainsi que leur rapport à la politique qui se révèlent dans leurs commentaires des auteurs traduits ou dans leurs dialogues avec des intellectuels de l'étranger. À part la mobilisation des auteurs étrangers dans le discours des intellectuels on observe la part importante donnée aux extraits de traductions des livres qui seront, dans leur majorité, des auteurs publiés avec leurs ouvrages. Le travail de réappropriation des auteurs étrangers à l'œuvre dans l'hebdomadaire 22 se poursuit et se développe dans le cadre du champ éditorial aux Éditions Humanitas, dirigées par **Gabriel Liiceanu**. Plusieurs auteurs et textes traduits dans 22 seront publiés par les Éditions Humanitas³⁴⁹⁷. La publication dans 22 des extraits des traductions qui paraissent par la suite chez Humanitas prépare leur réception³⁴⁹⁸. Certains traducteurs pour 22 traduiront dans les années qui viennent pour Humanitas ou pour d'autres maisons d'édition³⁴⁹⁹. Les conditions dans lesquelles leur intérêt pour certains autres auteurs et, plus largement, pour la traduction est apparu seront étudiées ici.

I. Auteurs et interlocuteurs dans 22

A. En quête de modèles

La revendication, qui témoigne d'une recherche des modèles, des similitudes avec des mouvements dissidents de l'Europe ex-communiste, est présente aussi chez les intellectuels proches du GDS, collaborateurs de 22, tout comme chez certains des membres fondateurs. Des analyses à visée scientifique discutant ou mentionnant le GDS se limitent à sa définition juridique, « association civique », partie de la « société civile » ou faisant référence au prestige des intellectuels, membres fondateurs du GDS, consacrés

³⁴⁹⁵ Car « c'est dans la relation avec un marché que s'opère la détermination complète de la signification du discours [...], le marché contribue à faire non seulement la valeur symbolique, mais aussi le sens du discours ». Pierre Bourdieu, *Ce que parler veut dire*, op. cit., p. 15.

³⁴⁹⁶ Nous traitons de la référence étrangère, auteurs ou textes traduits et interlocuteurs de l'étranger, selon les « thèmes » abordés, construits à partir des espaces temporels sur lesquels leur regard porte, communisme ou postcommuniste, et en second temps, selon les espaces linguistiques et culturels auxquels appartiennent des auteurs ou des interlocuteurs étrangers.

³⁴⁹⁷ La première maison d'édition à se privatiser dès 1991, avec un capital privé roumain (51%) et français (49%).

³⁴⁹⁸ Si d'autres maisons d'édition trouveront leur place dans la revue 22 par les annonces ou les commentaires de leurs parutions récentes, des textes traduits dans 22 ne constituent pas des traductions des autres maisons d'édition.

³⁴⁹⁹ Nous avons recensé les auteurs étrangers mobilisés dans la revue 22 pendant ses deux premières années, plus précisément les auteurs d'extraits traduits – et qui dans la plupart des cas seront ensuite traduits par les Éditions Humanitas – ainsi que les entretiens avec des intellectuels étrangers. Nous avons recensé ensuite les livres étrangers de sciences humaines et sociales parus chez Humanitas pour une analyse comparative par disciplines des titres traduits après 1989 à partir surtout du français, du russe, de l'anglais, de l'allemand.

sous le communisme. La recherche d'un modèle, qui se trouverait au fondement de la naissance du GDS, est le signe des difficultés à appréhender ce qui se présente sous la dénomination d'un « groupe » mais qui fonctionne maintes fois autrement qu'un groupe, « club » de débats et club politique, lieu de rencontre avec des politiques ou lieu de création des alliances entre des intellectuels, réseau d'interconnaissance.

L'analyse des références semble toutefois plus appropriée pour approcher ce qui pourrait être le « modèle » pour des intellectuels qui s'affirment comme « groupe » et lorsque le Groupe pour le dialogue social contribue à leur affirmation en tant qu'« intellectuels ». La recherche des parentés entre le GDS et des mouvements dissidents de l'Europe de l'Est témoigne d'un travail de légitimation. Elle survient a posteriori comme la reconstruction de l'histoire. On lance une discussion ou on présente le « modèle » par rapport auquel on se situe. Le « modèle » apparaît comme évidence pour certains seulement. Car beaucoup plus tard, certains auront des difficultés à définir le GDS. Parlant à la fin des années 2000 de l'inappétence des membres du GDS et d'autres intellectuels encore pour participer au débat entamé par les politiques, au sein des institutions politiques, en essayant d'influer ce débat, en contraste avec leur intérêt du début des années 1990, **Radu Filipescu**, alors président du conseil d'administration du GDS, dévoile sa préoccupation pour la définition à donner au GDS se demandant sur l'existence des similitudes avec des associations civiques de l'Europe occidentale³⁵⁰⁰. Le fait même que la question des modèles n'est pas une préoccupation majeure ou majoritaire pour les intellectuels impose un questionnement plus profond des références et des discours sur les modèles chez les intellectuels roumains. Les plus jeunes membres du GDS invoquent le modèle polonais, Solidarité et Gdansk, mais aussi l'initiateur du GDS, intellectuel de l'exil et proche du Parti socialiste français, l'historien Mihnea Berindei³⁵⁰¹.

Le « modèle polonais³⁵⁰² » est discuté dans une perspective historique du cas roumain dans le récent postcommunisme dans un texte qui se veut une interrogation des possibilités d'une société en pleine restructuration (dans le champ politique ainsi que dans le champ intellectuel). Le texte se constitue comme les préalables d'une analyse de type scientifique, mais aussi, et surtout dans sa dernière partie, comme propos militant, ce que devrait être la tâche des intellectuels roumains dans le postcommunisme : « une chance de régénération morale si on restitue à la culture son sens politique et on lui refuse l'histoire de la fatalité ». Le texte signé par M. D. Gheorghiu³⁵⁰³ rend compte, non seulement d'une appréhension sociologique de l'histoire récente, mais aussi d'une connaissance de l'intérieur, qui se fonde également sur les expériences vécues dans la période communiste, en s'appuyant de plus sur ses relations avec l'exil intellectuel et l'observation des réactions de l'Occident, des rapports entre champ politique et champ

³⁵⁰⁰ Entretien avec Radu Filipescu (le 16 juillet 2009)

³⁵⁰¹ Entretien avec Mihnea Berindei (le 24 juillet 2007).

³⁵⁰² M. D. Gheorghiu, « Modèle polonais ou perspective balkanique », 22, 27, le 20 juillet 1990, p. 12.

³⁵⁰³ Il s'agit du sociologue Mihai Dinu Gheorghiu. Lors des discussions qu'on a eues il mentionne l'expérience polonaise comme « modèle » pour le GDS. À propos de ce texte il déclare : « il est bien probable que ce soit moi l'auteur ».

intellectuel en 1990, ainsi que de l'état du champ intellectuel mouvementé et divisé entre les options concernant les manières de s'engager politiquement. Le modèle polonais désavoué comme « inadaptation historique et institutionnelle à la situation de la Roumanie » témoigne de l'intérêt porté par les intellectuels, notamment du GDS, au « phénomène polonais ». C'est précisément ce dont rend compte le numéro consacré particulièrement aux grèves de « Gdansk, 1980-1990³⁵⁰⁴ », sept articles et un entretien réalisé avec une écrivaine polonaise, Danuta Bienkowska, traductrice du roumain comme figure représentative d'une « rencontre entre deux cultures ». A ces articles, s'ajoutent les traductions d'un historique des grèves de Gdansk, du mouvement Solidarité et des revendications. La référence française, par les traductions d'Albert Camus, un texte sur les révoltes ouvrières de Poznan (Yougoslavie) de juillet 1956 et un entretien avec l'écrivain français intitulé d'une manière suggestive « Les servitudes de la haine » (paru dans Progrès de Lyon en fin 1951), inscrivent les événements dissidents de l'Est dans le cadre plus large européen par la sollicitation des intellectuels français.

Des textes signés par des intellectuels roumains portent la marque explicite de Solidarnosc. Un texte intitulé « Comment faire une grève » est présenté en première page et probablement rédigé par **Stelian Tanase**, alors rédacteur en chef de 22. Interprété comme incitation à la grève³⁵⁰⁵, ce texte semble avoir suscité des critiques bien dures de la part de certains membres du GDS. **Stelian Tanase**, le romancier d'avant 1989 et le politiste d'après 1989³⁵⁰⁶, s'engage à défendre, dans un autre article, la cause du « dialogue » entre les classes sociales, partant de l'exemple polonais et de la solidarité entre les grèves des ouvriers et les dissidents, il fait la critique des attitudes des intellectuels sous le communisme considérant que les intellectuels sont les premiers responsables des échecs de la démocratie récente. Dans sa critique il vise principalement le renoncement à la recherche d'un langage commun entre des intellectuels et d'autres catégories sociales. Son propos renvoie à ce qui a été établi comme objectifs du GDS au moment de sa création :

« échec des intellectuels, l'incapacité d'éliminer les ressentiments [...] le procès démocratique aurait pu avancer plus si après décembre '89 les ouvriers et les intellectuels avaient trouvé un langage commun à la défense des intérêts [...] en 1977 les Roumains ont raté l'occasion que le miracle Solidarnosc se produise. A l'époque deux mouvements d'opposition, celui autour de Paul Goma et celui des ouvriers de Valea Jiului, ont manqué de se rencontrer [...] le même réflexe limitatif qui faisait que les intellectuels se réfèrent exclusivement à leurs intérêts propres, comme la censure. Ni les intellectuels ni les ouvriers n'ont trouvé ces années-là le terrain des manifestations communes [...] Nous n'avons

³⁵⁰⁴ 22, 33, le 31 août 1990. Dans l'entête de la première page, on voit une photo avec l'inscription « Solidarnosc » et un poème, « Les gens ordinaires », de Czeslaw Milosz écrit en 1979.

³⁵⁰⁵ Bogdan Ghiu mentionne avoir entendu lors des discussions entre les membres de la rédaction et autres intellectuels du GDS des critiques dures adressées à **Stelian Tanase** par **Gabriel Liiceanu** (Entretien avec Bogdan Ghiu, le 30 juin 2008).

³⁵⁰⁶ Plus connu après 1989 comme commentateur de l'actualité politique et réalisateur d'émissions politiques, professeur à la Faculté des sciences politique de l'Université de Bucarest depuis 1995 où il enseigne des cours sur les élites politiques, en 1990 il n'a pas encore publié des essais politiques. En 1993 son premier essai se compose de ses textes journalistiques, publiés notamment dans 22. En 1990 est republié son roman qui avait été refusé de publication à la fin des années 1980.

pas réussi à mener un dialogue, d'organiser des actions communes, nous n'avons pas déclenché la solidarité humaine qui a réussi en Pologne³⁵⁰⁷. »

Avec des lectures politiques avant 1989, recevant la caractérisation des autres comme étant des jeunes littéraires le plus « politisé » déjà à l'époque, il est parmi les tenants du « modèle polonais » dans la constitution du GDS, avec d'autres jeunes écrivains³⁵⁰⁸ qui publient dans 22. De par sa position marginale avant 1989, prétendant à la carrière d'écrivain comme seule possibilité d'acquérir la reconnaissance, de se faire connaître et après avoir échoué à faire son entrée à l'Université, il côtoie des philosophes mais aussi des cercles d'écrivains³⁵⁰⁹, entre les deux, lui comme d'autres jeunes littéraires³⁵¹⁰ pensait vivre « la bohème », de plus, il s'immergeait dans les milieux artistiques. Plus tard, devenu spécialiste des élites politiques (de la période communiste), des élites culturelles (l'entre-deux-guerres) et des deux élites dans la période postcommuniste³⁵¹¹, **Stelian Tanase** affirme en parlant de ces « élites » :

« Le marxisme soutenait que les masses font l'histoire. Non, c'est les élites qui la font. De la qualité des élites et de leur système de valeurs dépend le destin d'une société [...] les élites sont celles qui prennent les décisions concernant la société. C'est elles qui intègrent les groupes d'intérêts et les individus influencent ces décisions [...] l'élitisme c'est quelque chose de mal, parce qu'il enferme, il obstrue les élites en les condamnant à la déperdition. Mais d'autres se font voir [...] je suis pour les élites, je crois qu'elles font l'histoire, je suis contre l'élitisme. Je crois qu'appartenir à une élite ce n'est pas un privilège ou une sorte de cadeau que quelqu'un t'en donne, mais que cela signifie responsabilité et implication [...] je ne vois pas l'élite comme une couche supérieure de la société [...] de toute façon, les élites fonctionnent et dans les sociétés démocratiques, et dans les sociétés moins libres³⁵¹². »

Les événements violents des 13-15 juin 1990 avec la répression des manifestants de la « Place de l'Université » (à partir du 23 avril) exprimant leur opposition au pouvoir politique en place, légitimé lors des premières élections de mai 1990, déclenchent une série de déclarations engageant des institutions de l'Etat dirigées par des intellectuels du GDS, le Ministère de la Culture et le Ministère de l'Enseignement, ainsi que des associations professionnelles (le Syndicat libre des typographes), des associations estudiantines (l'Association des étudiants architectes), des associations politiques à base ethnique (l'Union démocratique des Roms), l'Association pour la défense des droits de l'homme en Roumanie et le Comité Helsinki Roumanie (filiale roumaine du Comité Helsinki avec une riche activité pour la protection des écrivains critiques du pouvoir communiste). Une protestation signée par certains intellectuels du Groupe attire l'attention sur la campagne déclenchée dans la presse contre le GDS. Le Groupe par une déclaration au nom du GDS réagit aux événements violents contre les manifestants de la « Place de l'Université ».

³⁵⁰⁷ **Stelian Tanase**, « Nos échecs », 22, 33, le 31 août 1990, p. 2.

³⁵⁰⁸ Bogdan Ghiu, Alina Mungiu par exemple.

³⁵⁰⁹ Entretien avec **Stelian Tanase** (le 25 juillet 2010).

³⁵¹⁰ Eux de plus, semblent n'avoir ni un poste stable soit-il, comme dans ce ca, sans prestige, mais un poste qui lui procure des moyens

³⁵¹¹ Ce sur quoi portent ses articles publiés dans la revue qu'il fonda en 1992, *Sfera politicii*, est son premier volume d'études politiques publié en 1996.

³⁵¹² Cecilia Caragea, *Dialog avec Stelian Tanase*, op. cit., pp.61-62.

Dans le même numéro³⁵¹³ « La déclaration de la Charte 77 » est publiée avec un argument signé par un des traducteurs de ce document, **Magda Carneci**. La présentation du contexte politique de l'apparition de ce manifeste, de ses auteurs et de leurs objectifs, ainsi que du mouvement polonais « Solidarité [Solidarnosc] » pour lequel ce manifeste a constitué le « fondement théorique et un stimulant », sans référence à ceux qui se sont ralliés à la déclaration (Paul Goma et par la suite Ion Negoitescu etc.), sont encadrés dans une interprétation soulignant la validité du texte dans le contexte roumain :

« cette Déclaration, comme d'autres gestes similaires, reste dans son fond toujours actuelle [...], reste valable l'engagement honnête d'une poignée d'intellectuels [...] d'ébranler la passivité civique et l'inertie politique essayant apparemment sans espoir d'éveiller le sens moral de leurs concitoyens [...], un nouveau sens de la coresponsabilité humaine pour tout et tous. »

Dans l'appel à des gestes et des manifestes pareils on voit leur croyance dans les possibilités de la transposition des expériences faites dans un autre contexte politique. Le pouvoir des mots, ce qui fonde l'autorité même des intellectuels, se trouvent de nouveau valorisés comme moyen de lutte dans une démocratie émergente contre les manifestations « antidémocratiques ». Le KOR polonais semble avoir constitué le modèle du GDS³⁵¹⁴, sauf que la majorité des membres du GDS ne se souviennent pas d'un « modèle » qui aurait constitué le repère pour ces intellectuels organisés après 1989. La Pologne constitue un modèle à suivre surtout pour les plus jeunes³⁵¹⁵. Leur intérêt pour le modèle polonais trouve le moyen de s'actualiser lors des manifestations de rue de 1990.

Des extraits de l'essai de Vaclav Havel, « Le pouvoir des sans-pouvoirs » sont présentés dans treize numéros consécutifs. Le texte du dissident de Tchécoslovaquie recevra une présentation, située en tête de chaque extrait traduit, par sa traductrice, **Anca Oroveanu**, membre fondateur du GDS. Le texte de Vaclav Havel, présenté comme partie d'un essai qui avait circulé en samizdat à partir de 1979, est suivi, dans le même numéro, d'un extrait d'une étude intitulée d'une manière très suggestive, « Un texte inédit ». Il est question d'un texte de Mihai Botez, « mathématicien dissident³⁵¹⁶ » roumain exilé, jamais publié, comprenant quelques hypothèses sur les évolutions possibles de la Roumanie, reformulées en 1988, pour constituer une étude publiée en 1992. Mais aussi un extrait du journal de **Gabriel Andreescu**, le physicien opposant du régime communiste³⁵¹⁷ et membre fondateur du GDS, texte daté de 1989.

³⁵¹³ 22, 23, le 22 juin 1990.

³⁵¹⁴ Entretiens avec Mihnea Berindei (Paris, le 24 juillet 2007) ; avec Bogdan Ghiu (le 30 juin 2008).

³⁵¹⁵ Voir la première partie, les discussions d'**Alin Teodorescu** avec **Sorin Vieru** avant la constitution du GDS, en novembre 1989, au sujet de Jack Kuron et de son « groupe », constituant selon eux, un des projets ou « le projet » se trouvant à la base de l'idée de la création du GDS.

³⁵¹⁶ Monica Lovinescu, *Jurnal 1981-1984*, op. cit., p. 103.

³⁵¹⁷ Vers le milieu des années 2000, il refuse d'être désigné comme « dissident » insistant sur la nécessité de faire des distinctions entre « opposition » et « dissidence » (Entretien avec **Gabriel Andreescu**, le 11 mai 2004).

La traduction de l'étude de Leonard Gozman et d'Alexander Etkind, « Du culte du pouvoir au pouvoir des hommes », reprise de la revue *Neva* éditée par l'Union des écrivains de Leningrad, est présentée sous la forme d'une série, dans six numéros de 22.

L'étude « Les glorieuses révolutions de l'Europe de l'Est » d'Agnes Heller, philosophe d'origine hongroise, reçoit une page dans six numéros de 22 et une présentation de la part de son traducteur, **Sorin Vieru**, philosophe logicien appartenant aux cercles proches du philosophe Constantin Noica. Le cercle constitué autour de Georg Lukacs et dont elle faisait partie, son départ de la Hongrie, la « critique de l'autoritarisme communiste tel qu'il s'est manifesté dans la théorie et la pratique des régimes prosoviétiques », son ouvrage des plus représentatifs, *Dictatorship over Needs*, avec Ferenc Feher et Georg Markus, sont marqués dans ce texte de présentation, accompagnés d'une explication au sujet de l'importance de cette étude qui porte sur :

« le plus passionnant phénomène historique du présent : la révolution européenne de 1989 et sa signification glorieuse. Glorieuse dans la mesure où elle signifie la déconstruction du totalitarisme et l'établissement de la démocratie et de la liberté³⁵¹⁸. »

B. Du postcommunisme

Les interventions au sujet des intellectuels étrangers, de leurs intérêts intellectuels ou/et politiques, nous permet de voir déjà dès 1990, avant même que des membres du GDS ne signent de nouvelles publications, avant qu'ils ne changent de discipline et qu'ils ne s'intéressent à d'autres sujets ou qu'ils ne s'emploient à faire usage d'autres types d'écriture, nous dévoilent des ressources acquises dans la période communiste (notoriété ou capital spécifique et type de capital spécifique) autant que des attentes qui datent de cette époque (ambitions dans lesquelles ils ont échoué). Ce sont des membres fondateurs qui avant 1989 se sont intéressés à la pensée ou à l'activité politique (mais non pas tous) qui vont discuter des textes signés par des auteurs dissidents, des auteurs dont les analyses ont contribué à mettre en question et en péril le communisme.

1. Avec des auteurs de la pensée dissidente

Des philosophes russes, comme Nicolas Berdiaev³⁵¹⁹, sont traduits pour leur critique du communisme, formés par le marxisme, de même que leurs traducteurs, sollicités quand l'actualité politique conduit les intellectuels roumains à combattre la réactivation des « passions nationalistes moins humains que les passions sociales ». La critique des phénomènes sociaux ou politiques observés de l'après 1989 se construit à partir des auteurs consacrés de la pensée dissidente. Alexandre Soljenitsyne et Alexandre

³⁵¹⁸ 22, 22, le 15 juin 1990, p. 23. Sur la même page on trouve une citation d'Alfred de Vigny.

³⁵¹⁹ Fragment tiré de l'ouvrage *De l'esclavage et de la liberté*, traduit par **Anca Oroveanu** dans 22, 33, le 31 août 1990, pp. 13 et 16.

Zinoviev sont les deux auteurs dissidents russes traduits par 22, présentés par la rédaction de 22 comme « repères de la pensée anticomuniste³⁵²⁰ ». Les traducteurs des auteurs russes sont **Anca Oroveanu** et **Sorin Vieru**. Les commentateurs des textes des auteurs de la pensée dissidente sont **Sorin Vieru** et **Pavel Campeanu**.

Le philosophe dissident Alexandre Zinoviev est présenté et traduit dans un premier temps par **Sorin Vieru**³⁵²¹. Un texte (non pas un dialogue, comme cela le sera par la suite), commenté à deux reprises, dans un premier temps par son traducteur, ensuite par un autre membre fondateur du GDS. Texte et traduction, autrement dit choix de publication, dont discutera **Pavel Campeanu**. Dans ce texte, Zinoviev discute des évolutions probables des événements de 1989 en Europe centrale et de l'Est mais surtout en Roumanie. Il établit un diagnostic qui tend à contredire l'extase postrévolutionnaire :

« ces révolutions n'ont pas modifié radicalement le fondement de la vie des millions d'hommes. La nouvelle désignation des partis communistes et même leur interdiction en général n'ont pas un sens historique sérieux [...] tout autre parti ou bloc de partis, une fois arrivé au pouvoir, il sera contraint, généralement et en essence, de se comporter de la même manière qu'un parti communiste rebaptisé, réformé ou même liquidé [...] il devra se conformer aux lois de fonctionnement du pouvoir, ne pouvant pas donner cours à ses propres intentions et promissions³⁵²². »

Le texte de Zinoviev, rédigé en janvier 1990 et dédié à la révolution roumaine, recevra ultérieurement un commentaire de la part de **Sorin Vieru**, son traducteur, pour mettre en relation ses propositions théoriques avec les phénomènes qui se font jour en Roumanie après 1989. Philosophe logicien et chercheur, **Sorin Vieru** a traduit avant 1989 du grec ancien, de l'anglais et de l'allemand et du russe (Stephan Körner, Rudolf Carnap, Herbert Marcuse, Gottlob Frege et Platon). Avant 1989, il est chercheur à l'Institut de philosophie (de l'Université de Bucarest) et enseigne à la Faculté de philosophie mais non comme professeur titulaire. Ses considérations rétrospectives sur son propre commentaire viennent renforcer son opinion sur la validité du propos de Zinoviev. Dix-huit ans après la traduction de ce texte, les « prédictions pessimistes » de Zinoviev sur l'avenir de la révolution de 1989 et implicitement du communisme « reste[ent] un test pour la pensée politique », selon son traducteur³⁵²³. La prospection de l'avenir entreprise par Zinoviev est loin de satisfaire les attentes enchantées des intellectuels sur l'avenir démocratique de la société roumaine. Il situe la Roumanie « entre le monde du communisme et le monde du capitalisme » en observant que :

« devant ceux que les circonstances ont poussés à assumer le rôle de leaders de la révolution deux voies se sont ouvertes : soit agir dans le sens d'intensifier les attitudes anticomunistes des masses et entreprendre certains étapes pratiques dans cet esprit soit rechercher des décisions destinées à attirer, consciemment ou non, le génie de la révolution dans une

³⁵²⁰ 22, 20, le 1^{er} juin 1990.

³⁵²¹ « La fin du communisme ? », 22, 4, le 9 février 1990, p. 24.

³⁵²² *Ibid.*

³⁵²³ **Sorin Vieru** ne se souvient plus si la traduction était du russe ou de l'anglais (Entretien avec **Sorin Vieru**, le 16 juin 2008).

nouvelle glace close, la glace du communisme “démocratique”, dissimulé par les attributs extérieurs de la démocratie³⁵²⁴. »

Le propos de Zinoviev correspond à la formulation par des intellectuels de leurs méfiances quant à l’avenir de la révolution, constitué en thème d’un texte présenté dans le numéro qui suit la publication de cette traduction, texte constituant la transcription partielle du dialogue des membres du Groupe avec Silviu Brucan, politique au pouvoir³⁵²⁵, membre du Front du salut national, lors de sa visite au siège du GDS. De la présentation de ce dialogue entre intellectuels et pouvoir politique, nous comprenons les présupposés d’une telle rencontre :

« A la fin de la rencontre, beaucoup de membres du Groupe pour le dialogue social étaient convaincus du fait que leurs points de vue constitueront la base d’un dialogue prodigieux avec le Front, que les idées mises en évidence dans la discussion, similaires aux opinions de nombreux groupes indépendants, seront prises en compte³⁵²⁶. »

À cette occasion, les intellectuels revendiquent leur position d’« indépendants » et leur prétention au savoir « neutre » et averti qui est supposé détenir la légitimité d’infuser aux politiques leurs points de vue. A ce moment-là certains membres du GDS participent au pouvoir comme membres du gouvernement provisoire (comme déjà montré).

Sorin Vieru prend la liberté de risquer, selon ses propres termes, la comparaison entre Zinoviev et Emil Cioran afin de souligner la lucidité et le radicalisme qui caractérisent les deux visions, et d’observer la caractérisation qu’avait reçue la révolution roumaine chez les deux auteurs : « son caractère pathétique, tragique et libérateur ». Le philosophe roumain entend faire une critique de la validité de l’essentialisme prônée par le philosophe russe pour dire que « l’essence ne représente pas tout ». Il entend formuler la critique du radicalisme anticomuniste qui se manifeste chez certains intellectuels roumains, dont le GDS se fait le porte-parole :

« Un adepte de la pensée radicale anticomuniste me répondra par contre que ce n’est pas lui, mais c’est bien moi, celui qui écrit ces lignes, qui avais tout oublié...³⁵²⁷ »

Sorin Vieru introduit une discussion sur la pertinence d’une recherche de la troisième voie, ce qui serait la voie vers la démocratisation en Europe centrale et de l’Est. Même si ce thème, la recherche d’une troisième voie, n’était pas formulé dans le propos du philosophe russe, le traducteur et commentateur du texte l’infère toutefois de la conclusion soutenue par Zinoviev, la difficulté de parachever la voie ouverte par la révolution qui avait comme fin de « jeter la Roumanie dans les bras d’un Occident démocratique, prospère et libre ».

³⁵²⁴ 22, 4, le 9 février 1990, p. 24.

³⁵²⁵ « La révolution à l’épreuve », 22, 5, le 16 février 1990, pp. 12-14. Le dialogue se déroule lors de la visite de Silviu Brucan au siège du GDS et de la revue 22.

³⁵²⁶ 22, 5, le 16 février 1990, p. 12.

³⁵²⁷ *Ibid.*

Les idées soutenues par **Sorin Vieru** ne s'inscrivent pas dans la lignée directoire du GDS, l'anticommunisme. Son premier texte paru dans 22, intitulé « Qu'est-ce qu'un dissident ?³⁵²⁸ », daté du 6 octobre 1989, est accompagné d'un post-scriptum. Selon l'auteur, ce qui fait la posture de dissident c'est bien « son besoin de dire à haute voix » ce que tous les autres pensent. Le post-scriptum, rédigé en janvier 1990, se présente comme le témoignage de celui qui se sent appelé à souligner la distinction entre les écrivains qui sont les auteurs d'une « littérature de tiroir », la catégorie de « contestataires et résistants », et les dissidents, ceux qui sont « réels » et qui, selon lui, sont « très rares ; une poignée de gens désespérés, courageux, capables et décidés à aller, en surmontant leur peur, jusqu'à une limite inacceptable pour la grande majorité de leurs concitoyens ». Au centre de son propos se trouve la distinction entre les dissidents « réels » et les « contestataires et [les] résistants » qui, selon ses propres observations, s'expriment en grand nombre à partir de 1990 pour essayer de trouver quelques justifications personnelles de l'opportunité de la publication des textes relevant d'une littérature de tiroir : « parce que les hésitations, les certitudes et les sentiments qui s'expriment dans ces textes n'étaient pas que les miens, mais appartenaient à un courant d'opinion. Le graphique de ces zigzag-là d'une partie de l'opinion publique (si l'opinion secrète, et pourtant réelle, peut s'intituler « publique ») présente un certain intérêt pour la compréhension de ce qui se passait au sein de certaines couches de notre société ». Son raisonnement reste quand même critique quant aux revendications que la littérature de tiroir peut élever pour conclure que ce qui est présenté souvent comme la forme de la résistance passive n'est en fait qu'« un essai de compensation de l'acceptation passive par une illusoire réaction dans le for intime³⁵²⁹ ».

Pavel Campeanu soumet à son propre examen le texte de Zinoviev. Avant de présenter ses arguments insistant sur la « distance critique vis-à-vis de Zinoviev », il explique son point de vue sur l'opportunité de la publication. S'érigeant en « décideur » du comment faire publier ce qui lui était proposé à la lecture par **Sorin Vieru**, traducteur du texte de Zinoviev, il expose les raisons qui le conduisent à faire sa propre analyse du « stalinisme » et des événements de 1989 en Roumanie :

« Je me suis opposé à sa publication [le texte de Zinoviev] sauf s'il est accompagné d'un commentaire critique, mais je n'ai pas réussi à convaincre mes interlocuteurs. Ma proposition partait de la constatation que l'article est injuste [...] Le verdict de condamnation sans appel de notre perspective historique me semble injuste. Mais il me semblait inopportun que ce négativisme unidimensionnel tombât à un moment où la place de l'euphorie initiale était prise par la déroute, la déception et la défiance, états d'esprit assez largement répandus pour ne plus avoir raison de les alimenter³⁵³⁰. »

Sorin Vieru et **Pavel Campeanu** sont les seuls à discuter du texte de Zinoviev. **Pavel Campeanu** se donne le rôle de conseiller de **Sorin Vieru** au sujet de ce texte. Le traducteur témoigne rétrospectivement de son affinité avec celui qui donne son avis sur le texte de Zinoviev³⁵³¹. Celui qui est appelé à donner de

³⁵²⁸ 22, 2, le 27 janvier 1990, p. 5.

³⁵²⁹ *Ibid.*

³⁵³⁰ 22, 6, le 23 février 1990, p. 24.

³⁵³¹ Entretien avec **Sorin Vieru** (le 16 juin 2008).

son avis, laisse entendre que l'état d'esprit [des intellectuels et de leur public] aurait plus d'importance que ses opinions avisées, son opposition à la publication de ce texte sans un commentaire critique. Ses mentions critiques au sujet du texte de Zinoviev servent finalement à introduire sa propre analyse du « stalinisme³⁵³² » et à prospecter les évolutions futures des événements de 1989, et cela y a place dans les deux numéros qui suivent le commentaire du traducteur du texte. Ses « réserves quant à l'analyse de Zinoviev concernent les similitudes entre la révolution de Roumanie et les changements du même ordre intervenus dans d'autres pays : l'influence du contexte international sur son surgissement ; ses perspectives pour l'avenir³⁵³³ ».

Les critiques adressées à la vision pessimiste de Zinoviev sont pourtant infirmées par l'évolution politique : les réactions du pouvoir vis-à-vis des partis politiques de l'opposition et les intentions du Roi de retourner au pays, les manifestations de rues, les conflits ethniques, l'échec enregistré aux élections de 1990. L'avenir ne semble plus répondre aux attentes des intellectuels, la révolution leur semble avoir échoué. Il leur semble que le but de la révolution est détourné, que la révolution sert les intérêts de l'ancienne nomenklatura et de la défunte Securitate. Leur désenchantement quant aux effets de la « révolution » déclenche alors des désirs quant à refaire la révolution. L'échec de la société civile, des intellectuels et d'un renouvellement des structures et des mentalités est égal à l'échec de la révolution³⁵³⁴. La vision de Zinoviev s'accorde aux situations décrites par les intellectuels dans leurs tentatives de refaire et de représenter l'esprit de la « révolte populaire », qui ne peut aucunement être niée mais dont les attentes doivent être relayées et soutenues au moins sur le plan de la rhétorique par les intellectuels.

Zinoviev est une fois encore traduit avec un extrait tiré des *Notes d'un veilleur de nuit* [L'Age d'Homme, 1979] présenté dans 22 sous le titre « L'homme de bien ». La publication de ce texte dans le numéro qui traite des événements violents de juin 1990 et qui dans les pages qui le précèdent décrit les comportements violents des « gens sans feu et sans aveux » met en évidence l'intégrité, les traits moraux des intellectuels. Une citation de Karl Marx (*Les luttes des classes en France*, 1850), située à côté du titre « La rue comme une proie », avertit des caractéristiques sociales du « lumpenprolétariat [...] gens sans feu et sans aveux³⁵³⁵ » et précède les témoignages sur les violences contre les manifestants.

Alexandre Zinoviev est de nouveau présenté dans 22 dans un entretien réalisé par **Sorin Antohi**. L'interlocuteur de Zinoviev entend expliquer dans le préambule à ce dialogue l'occasion qui lui a permis de discuter « longuement » avec le dissident et justifier le découpage opéré pour la publication de ce texte, « un matériel lié d'une manière plus claire aux évolutions récentes de Roumanie³⁵³⁶ ». L'accent est mis sur

³⁵³² Terme qu'il préfère à celui de « communisme », choix expliqué dans 22, 7, le 2 mars 1990, p. 24.

³⁵³³ 22, 6, le 23 février 1990, p. 24. Voir aussi 22, 7, le 2 mars 1990, p. 24.

³⁵³⁴ Les éditoriaux signés par **Stelian Tanase**, rédacteur en chef de 22, sont représentatifs de l'esprit de révolte des intellectuels quant au destin de la révolution selon leurs représentations (voir notamment l'éditorial « L'image de la révolution », 22, 14, le 20 avril 1990).

³⁵³⁵ 22, 23, le 22 juin 1990, pp. 9 et 12.

³⁵³⁶ 22, 19, le 25 mai 1990, p. 16.

la signification des élections car cette discussion se déroule avant les premières élections (au 9 mai avant la date des élections générales du 20 mai 1990). Le reste de la transcription de ce dialogue avec Zinoviev est publié dans le numéro suivant quand les questions posées par l'historien tournent autour des notions comme la « révolution », l'« intelligentsia » et l'« intellectuel », les partis politiques. En analysant cet échange qui part de l'intérêt à discuter ce qui fait l'événement politique à l'état d'une société, les considérations faites par les deux interlocuteurs se rapprochent pour soutenir que l'importance donnée aux élections, comme idée relevant « de l'idéologie occidentale », procède de la croyance dans les possibilités du changement. Pour **Sorin Antohi**, les élections ne seraient qu'un « élément [relevant] des continuités qui traversent l'histoire est-européenne même dans ces moments d'apparente rupture », et pour soutenir sa vision sur le poids des continuités dans l'histoire, il renvoie à des moments historiques similaires comme les révolutions britannique et celle française pour conclure qu'« ils sont bien rares ceux qui sont capables de comprendre qu'en dernière instance seulement les continuités comptent » et que « les éléments de continuité sont décisifs et non les ruptures³⁵³⁷ ». Pour Zinoviev, elles sont presque sans importance puisque, en considérant le « spécifique du monde est-européen », l'accent devrait être mis, selon lui, sur les « profondeurs de la société, comme les premiers chrétiens », et l'action dirigée vers la « société civile ». Zinoviev poursuit le même raisonnement que dans le texte traduit et présenté antérieurement dans 22. Selon lui, ce qu'on considère comme des révolutions en Europe de l'Est ne sont que « le résultat de l'influence soviétique et de l'intégration des relations internationales ». Le régime communiste est vu dans cette perspective, « non pas le résultat d'une révolution, mais le résultat de l'occupation soviétique, de la guerre elle-même », de même les révolutions récentes sont considérées la « suite de la victoire de l'Occident [...] non pas le résultat de la révolution, mais de l'influence occidentale ». Le dialogue entre Alexandre Zinoviev et **Sorin Antohi** porte surtout sur les points visés par ce dernier, selon la logique de l'entretien. Ce dernier s'intéresse au « rôle des intellectuels dans ce processus » de démocratisation, aux possibilités de la « construction de l'intellectuel, d'assumer une position individuelle, un parcours existentiel individuel³⁵³⁸ » en remplaçant par cela ce qui a été traditionnellement le modèle « de l'intellectuel » en Russie, transposé ensuite, selon lui, aux pays de l'Europe de l'Est, c'est-à-dire « l'intelligentsia », cette catégorie sociale large « complexe au niveau des fonctions et homogène au niveau des structures ». Les questions de l'interviewer concernent l'affirmation de l'intellectuel en tant que producteur d'un point de vue qui puisse être rendu public et efficace au niveau de la société entière³⁵³⁹. Plusieurs membres du GDS s'intéressent plus

³⁵³⁷ 22, 20, le 1^{er} juin 1990, p. 8.

³⁵³⁸ **Sorin Antohi** emploie l'expression « volonté, culture et caractère propres » (*ibid.*). Cette discussion a lieu avant les premières élections du 20 mai 1990 quand certains intellectuels sont parmi les candidats aux législatives sur une des listes des indépendants.

³⁵³⁹ Ultérieurement, dans un propos marqué par la déception vis-à-vis de ses collègues intellectuels, et surtout les universitaires, il entend décliner son ancienne croyance dans cette capacité de créer des dispositions par la lecture ou une éducation lettrée, parlant de l'attention porté au discours des intellectuels et du succès auprès du public par les essais politiques : « Au début les Roumains ont cru que pour bien fonctionner dans la société démocratique, le citoyen doit être un philosophe politique au moins amateur... » (Entretien avec **Sorin Antohi**, le 25 mars 2008).

directement à faire passer leurs messages à une large partie de la population à travers les médias, la presse (intellectuelle mais aussi littéraire et d'actualité) mais aussi la télévision³⁵⁴⁰. Zinoviev au contraire discute du rôle des intellectuels, et même du rôle des intellectuels dissidents, dans la période communiste pour décider de leur poids insignifiant, non décisif, dans la chute du communisme et même dans l'avènement de la démocratie en Union Soviétique ou, plus largement, dans les pays de l'Europe de l'Est :

« le mouvement dissident a été détruit, et Gorbatchev a commencé à citer les dissidents dans des discours très ordinaires. Il a permis à certains dissidents d'habiter à Moscou, il a ordonné la mise en liberté de certains, ainsi les vrais dissidents ont disparu. »

L'accent est mis de nouveau sur la « société civile » composée de personnes ordinaires et non pas de dissidents, d'intellectuels-dissidents, contrairement à ce que les intellectuels du GDS ont laissé entendre par la « société civile ». Mais contrairement aux affirmations de Zinoviev, la « société civile » dans l'acception des intellectuels se compose d'intellectuels, c'est **Sorin Antohi** au moins qui nous le fait savoir avant les premières élections de mai 1990 :

« ces forces indépendantes qui apparaissent dans les sociétés postcommunistes [...] peuvent-elles développer une composante institutionnelle [...] afin de devenir vraiment importantes dans le processus de prise de décision ? Peuvent-elles changer le pays ces représentants de l'opinion publique ? Ou ils resteront toujours marginaux, peut-être plus loquaces, mais en dernière instance négligeables du point de vue du Pouvoir ?³⁵⁴¹ »

Zinoviev attire l'attention sur le rôle spécifique des intellectuels, celui « d'influer la société – y inclus le système du pouvoir, y inclus les partis politiques » et sur le danger de le perdre au cas où ils choisissent de s'engager « par l'organisation politique », en intégrant « le système du pouvoir ». Néanmoins, Zinoviev admet que les intellectuels, les « forces indépendantes », selon la formule utilisée par l'intellectuel roumain, peuvent s'engager pour se donner les moyens de remplir leur « rôle spécifique », précisément « inventer sa propre forme d'organisation », originale car le monde après la chute du communisme est vu comme « impossible de transformer [...] d'après des plans ». L'absence d'un projet social ou politique dans le propos de Zinoviev constitue pour **Sorin Antohi** l'occasion d'invoquer ses lectures et le sujet de ses préoccupations scientifiques : Karl R. Popper et l'utopie afin de soutenir le propos de son interlocuteur³⁵⁴². Contre tout projet théorique, contre tout propos scientifique, Zinoviev évoque « la seule voie selon laquelle la révolution peut s'accomplir », le changement intérieur pendant le temps. L'enchaînement des questions et des réponses montre que **Sorin Antohi** désirent recevoir des réponses à ses propres préoccupations change d'avis et se plie aux considérations de Zinoviev, bien que contraires aux idées lancées par

³⁵⁴⁰ Certains vont le faire aussi comme représentants de la société civile sur la place publique se faisant des porte-parole des protestations. Dans les années 2000, des spécialistes du politique, souvent universitaires – historiens ou politistes – lorsqu'ils n'occupent pas des fonctions politiques, ils sont, aux côtés des intellectuels notoires de la période communiste, signent des éditoriaux ou des chroniques politiques.

³⁵⁴¹ **Sorin Antohi** dans 22, 20, le 1^e juin 1990, p. 9.

³⁵⁴² En 1991, **Sorin Antohi** publie son livre construit et rédigé dans les années 1980. En 1991, il fait son début éditorial avec le volume accepté de publication en 1988 : **Sorin Antohi**, *Utopica*, op. cit.

l'intellectuel roumain. Ce qui pourrait sembler à première vue une affinité au niveau des idées entre les deux intellectuels, créant les possibilités d'un transfert d'idées, n'est en fait que la manifestation de leurs positions en tant qu'intellectuel et des positions qui se révèlent au cadre de l'entretien, l'un connu et reconnu, l'autre inscrit et circonscrit pour l'instant dans son propre champ national, pas encore auteur de titre scientifique, littéraire s'intéressant à l'histoire de la pensée, à l'histoire culturelle et notamment à l'histoire des idées. Ultérieurement, l'intellectuel roumain, faisant recours aux analyses de Zinoviev et de Besançon, affirme que « les élites intellectuels ont lutté pour garder leur humanité et parfois ils ont réussi » ce qui n'est pas le cas des « masses qui ont été effectivement transformées par le communisme³⁵⁴³ ». La vision Zinoviev est associée à la conception de Besançon pour parler ce qui est décrit comme un « épisode intellectuel d'exception dans l'histoire de la Roumanie communiste³⁵⁴⁴ », à savoir la lutte par la plume ou par la réflexion libre.

La convocation de la pensée dissidente se poursuit avec le dialogue des intellectuels roumains avec l'historien polonais Adam Michnik reçu au siège du GDS³⁵⁴⁵. Ceux auxquels il s'adresse se présentent comme groupe composé d'hommes de culture. Le dissident polonais se trouve alors en face des intellectuels rassemblés dans un groupe et parmi eux un seul lui ressemble, **Radu Filipescu**, emprisonné dans les années 1980 pour ses actes de contestation du régime, mais qui, contrairement aux hommes de lettres roumains et à l'intellectuel polonais, ne peut fournir une liste des lectures ayant influencé sa pensée et son attitude. Les intellectuels roumains semblent moins intéressés à connaître l'expérience est-européenne qu'à justifier leur situation et leurs attitudes de la période communiste et leurs opinions sur ce que devrait ou non être fait après la chute du communisme. Son ouverture à comprendre ce que les intellectuels roumains ont compris des évolutions politiques de 1989 contribue au travail d'auto-analyse des intellectuels et d'analyse de l'état politique dans une société qui attend son premier moment démocratique : les premières élections libres (de mai 1990). Adam Michnik affirme le manque de pertinence des catégories politiques de « droite » et de « gauche » dans les régimes postcommunistes. Il croit à la nécessité de recherche d'une voie propre aux nouveaux régimes qui se dessinent après 1989. Considérant que tout parti qui se réclame d'une tradition politique étalée avant la seconde Guerre mondiale constitue le « risque du retour au passé ». L'idée force soutenue par le dissident polonais, celle d'un engagement des intellectuels, à savoir l'organisation de l'opposition démocratique et pro-européenne afin de gagner les élections, reste sans écho et sans effets parmi les membres du GDS. Aux premières élections de mai 1990, les intellectuels se présentent comme indépendants, récusant leur enrôlement dans une organisation politique.

³⁵⁴³ **Sorin Antohi**, *Razboaie culturale*, op. cit., p. 69. Voir le post-scriptum de la seconde édition révisée de son livre, de 2005 (**Sorin Antohi**, *Utopica*, op. cit., p. 219).

³⁵⁴⁴ Il parle de la réception du livre de **Gabriel Liiceanu**, *Le Journal de Paltinis*, publié en 1983, republié en six éditions entre 1991 et 2008.

³⁵⁴⁵ 22, 9, le 16 mars 1990, pp. 12-13. Sont des participants à cette discussion **Calin Anastasiu**, **Pavel Campeanu**, **Andrei Cornea**, **Radu Filipescu**, **Sorin Marculescu** et **Sorin Vieru**.

Entamer des discussions avec les représentants de la dissidence est-européenne, les présenter au public contribuent à se présenter eux-mêmes comme leurs homologues et à déclencher entre eux et pour le grand public une réflexion sur l'avenir démocratique du pays. Ceux qui ont fait l'expérience des prisons communistes sont minoritaires dans le GDS ainsi que ceux qui de par leurs actes de contestation se rapprochent de la pensée dissidente est-européenne³⁵⁴⁶.

2. Intellectuels français

Un fragment de l'ouvrage *La langue de bois* de Françoise Thom est publié dans 22 en 1990, traduit par Mona Antohi. La traduction du texte entier paraît chez Humanitas en 1993, republiée en 2005. Dans sa présentation du texte traduit pour 22, **Sorin Antohi** annonce l'édition roumaine du « livre qui se fonde sur les grands acquis d'Alain Besançon dans le domaine de la théorie de l'idéologie », traduction considérée importante aussi par son actualité car « dans le postcommunisme on parle encore très couramment la langue de bois³⁵⁴⁷ ». Cinq des six livres d'Alain Besançon publiés par Humanitas sont traduits soit par Mona Antohi soit par les deux, quatre de ces livres paraissent dans la collection « Société civile » éditée avec le soutien de la Fondation Soros « Pour une société ouverte ». Parmi ceux derniers un titre sera publié aussi avec le soutien du Ministère français des Affaires étrangères³⁵⁴⁸, *La Confusion des langues. La crise idéologique de l'Eglise* [Calmann-Lévy, 1932] qui paraît en 1992.

Le numéro consacré à la prison, aux mesures répressives pratiquées par le régime communiste inclut un aperçu sur la psychiatrie par un des intellectuels de l'exil proches du GDS, le médecin Ion Vianu³⁵⁴⁹, où on annonce la création de l'Association des psychiatres libres, mais aussi les démarches du GDS concernant la constitution d'une « société parallèle, civile, autonome », par référence au modèle polonais des années 1980, la future Alliance civique. Dans ce même numéro sont publiés les comptes rendus des rencontres entre médecins étrangers et médecins du pays et le texte d'Eric Fromm, tiré de *L'anatomie de la destruction humaine* de 1973 avec les portraits des deux dictateurs, « Joseph V. Staline : un cas clinique de sadisme non-sexuel » et « Adolf Hitler : un cas clinique de nécrophilie³⁵⁵⁰ ». Notons que le terme d'« anatomie » est utilisé à plusieurs reprises par des auteurs roumains, spécialistes du communisme dans leurs ouvrages publiés après 1989.

³⁵⁴⁶ À ce dialogue avec Adam Michnik ne participent pas des plus connus contestataires du régime de Ceausescu : **Doina Cornea**, **Mircea Dinescu** (22, 9, le 16 mars 1990).

³⁵⁴⁷ **Sorin Antohi** est considéré l'« élève d'Alain Besançon » (Entretien avec Bogdan Ghiu, le 30 juin 2008).

³⁵⁴⁸ Le titre est mentionné dans la liste des traductions du Programme aide à la publication [PAP] « Nicolae Iorga », créé en 1992.

³⁵⁴⁹ Un des deux personnes qui se sont ralliées à l'opposition de Paul Goma en 1977.

³⁵⁵⁰ 22, 22, le 15 juin 1990. Les événements des 13-15 juin 1990, la confrontation entre les participants de la « Place de l'Université », manifestant leur opposition au FSN qui a gagné les élections de mai 1990, et les mineurs ne sont traités que dans un court résumé de la situation dans la 2^e page.

Présenté comme partie d'une série des dialogues du GDS avec les représentants de la « pensée politologue contemporaine », un extrait d'une discussion³⁵⁵¹ avec André Glucksmann nous révèle l'importance que reçoit l'éthique dans la vision du Groupe. Les points communs entre l'intellectuel français et les intellectuels roumains sont nombreux : l'accent mis sur l'éthique et l'avenir de la dissidence et des intellectuels-dissidents dans le postcommunisme ainsi que les idées sur le contenu et les effets du communisme. Les idées soutenues viennent à l'appui des représentations des intellectuels quant à leur mission pendant le communisme :

« les intellectuels sont restés toujours en dehors du communisme. Ils ont écrit leurs livres en expliquant quoi, comment et pourquoi, etc. Les seuls vrais critiques du stalinisme ont pensé avant les membres du parti à la situation des gens qui supportaient le communisme³⁵⁵². »

Et comme en Roumanie, une dissidence à l'intérieur des structures politiques ne s'est manifestée que très tard, en mars 1989, les intellectuels sont les seuls en état de se présenter comme détenteurs d'une pensée destinée à « libérer » les masses de l'esprit du communisme³⁵⁵³. Ce qui est bien renforcé par l'intellectuel invité par un des « groupes d'intellectuels autonomes, dissidents³⁵⁵⁴ ». La troisième voie de l'Europe de l'Est est celle qui se construit autour de l'éthique, « l'éthique de l'individu » comme base de tout renouvellement de tout système. Idées inspirées de la dissidence est-européenne, puisque le nom de Havel y est invoqué. Le dialogue se poursuit, dans le deuxième extrait publié, entre l'intellectuel français et le politiste américain d'origine roumaine Vladimir Tismaneanu³⁵⁵⁵ autour de la pertinence du terme de « génocide » et du procès de Ceausescu (conclut avec la condamnation à mort du dictateur communiste). Si l'intellectuel français admet l'utilisation du terme de « génocide » c'est pour l'appréhender dans le sens d'une destruction de la culture au sens large du terme, comme style de vie, et des tentatives d'élimination de la culture européenne au sein d'une société. Le recours à ce terme de « génocide » lors du procès de Ceausescu est considéré comme signe d'un « blocage de la pensée », résultat de l'inexistence des possibilités pour les intellectuels roumains de développer le cadre théorique pour des analyses sur le régime communiste et de l'absence d'un espace public, par opposition au cas des pays de l'Europe centrale. Il indique le chemin à parcourir consistant à « un auto-procès, l'auto-procès de l'intellectuel, de la société, une auto-confession », refaire l'expérience de la dissidence de l'Europe centrale. Ses conseils prennent appui sur les références à Havel et surtout les considérations faites par Soljenitsyne, l'examen propre des

³⁵⁵¹ Publié à deux reprises : 22, 15, le 27 avril 1990 et 22, 21, le 8 juin 1990.

³⁵⁵² « De la Révolution et du génocide. Dialogue en simultané avec André Glucksmann », 22, 15, avril 1990, pp. 8-9.

³⁵⁵³ Daniel Barbu, *Republica absenta*, op. cit., p. 94 : « les anticommunistes de date récente ont apparemment tous les motifs de considérer qu'à la description du passé communiste il convient d'user au mieux le ton tragique [...] que le seul sentiment qu'il convient de susciter est la répulsion. De cette façon, l'attitude normale vis-à-vis de ce qu'a signifié le totalitarisme communiste se situerait aujourd'hui entre la gravité et le dégoût. La curiosité, systématique et critique, quant aux acteurs du totalitarisme ou l'intérêt pour le communisme comme phénomène de société constitue une expérience suspecte à cette règle de la normalité postcommuniste ».

³⁵⁵⁴ « De la Révolution et du génocide. Dialogue en simultané avec André Glucksmann », 22, 15, le 27 avril 1990, p. 8.

³⁵⁵⁵ 22, 21, le 8 juin 1990, p. 3 : « Je ne connais pas directement la situation du pays dans les dernières années mais j'ai beaucoup d'amis ici et j'ai étudiée la politique de Ceausescu... ».

intellectuels, de leurs expériences, et de leur « participation au système » devrait leur fournir les moyens d'inculquer aux masses la culture démocratique. Vladimir Tismaneanu met en lumière ce qui constituera le grand « projet » des intellectuels du GDS³⁵⁵⁶, à savoir le procès du communisme défini ici comme la « reprise du procès de Ceausescu ». Mais ce qui pouvait être compris dans ce contexte comme l'analyse d'un régime, se donner les moyens dans la nouvelle situation pour une compréhension du régime devient, si l'on suit les propos des intellectuels roumains, « un procès public du communisme en Roumanie » puisque le dirigeant communiste n'était qu'« un résultat du communisme ». « Faire le procès public du communisme » suppose à l'extrême, selon Sorin Marculescu, poète, traducteur et rédacteur de la période communiste, ne pas se limiter à une analyse du régime de Ceausescu ou du communisme de Lénine mais « la poursuivre jusqu'à Marx ». Les accents mis sur les différents aspects qui justifient ce qui sera ultérieurement désignée l'« analyse de la dictature communiste de Roumanie » sont les marques de la distance et de la différence entre les prises de position des membres du GDS qui sont tout aussi les signes de leurs dispositions intellectuels et dessinent leurs préoccupations ultérieures, leur sujets préférés, etc. ainsi que les prises de position dominantes au sein du GDS qui se construisent à partir d'une position dominante dans le champ intellectuel roumain postcommuniste. **Gabriel Liiceanu**, figure centrale du GDS, voit dans le procès du communisme³⁵⁵⁷ un jugement sur « la possibilité de l'apparition » du dictateur et pour ce faire il envisage prospecter les « racines du communisme » comme moyen de combattre le « capital fantastique d'ignorance du peuple roumain » qui est fait cause du succès des manipulations communistes³⁵⁵⁸ :

« nous nous confrontons avec ce problème : que peuvent faire les intellectuels roumains face au capital d'ignorance des masses [...] On s'est rendu compte qu'on se confronte à l'ignorance du peuple qui ne sait rien sur la démocratie... »³⁵⁵⁹

Sorin Vieru se rapproche des considérations de Glucksmann et soutient un point de vue modéré qui nie l'importance du procès du communisme en faveur d'une analyse de « l'histoire et de la société d'un pays » pour la compréhension des paradoxes comme celui de la présence d'un anticommunisme des plus véhéments dans toute l'Europe de l'Est quand « cette société anticommuniste a manifesté une attitude très coopérante avec le communisme » :

« Le plus délicat, le plus difficile, le plus chargé de responsabilité est de faire le procès de la société roumaine. »

S'inscrivant dans le courant majoritaire qui soutient la nécessité d'un procès du communisme, le philosophe **Andrei Cornea**, écrivain-traducteur ensuite philosophe du classicisme, voit la perpétuation de

³⁵⁵⁶ Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste de Roumanie, *Rapport final*, Humanitas, 2007. Dans la « note sur l'édition » sur la deuxième couverture du livre il est précisé que « les Éditions Humanitas considère la publication du Message du président et du *Rapport* comme un des plus importants actes éditoriaux de son histoire, qui s'inscrit d'ailleurs d'une manière logique dans la prolongation de tous les livres et les documents publiés durant 17 années sur les « obsédantes décennies » qui ont défigurés la Roumanie et dont les suites incalculables continuent à grever l'histoire et à affecter les destins ».

³⁵⁵⁷ Dans **Gabriel Liiceanu**, « Le procès de Ceausescu », 22, 14, le 20 avril 1990, p. 3. L'accent est mis sur le besoin de « se souvenir » et sur les effets bénéfiques du recours à la mémoire, les buts d'un procès fait au communisme ne sauraient être qu'un exercice de la conscience et de la pensée : « Ce procès n'est pas un procès juridique, mais historique, moral et métaphysique (...) Sans ce procès nous ne retrouverons jamais la tranquillité... ».

³⁵⁵⁸ 22, 21, le 8 juin 1990, p. 3.

³⁵⁵⁹ 22, 21, le 8 juin 1990, p. 23.

la dictature comme le résultat d'une culpabilité partagée qui se retrouve dans la manifestation de l'enthousiasme populaire en 1968, dans le nationalisme ainsi que dans la sympathie suscitée à l'Occident (mentionnant la capacité du communisme de « tromper les intellectuels français » sur le long terme). Ce qui occasionne l'introduction de la comparaison entre « les deux totalitarismes du XXe siècle – le fascisme et le communisme ».

Leurs rencontres avec des intellectuels français ou des dissidents de l'Europe centrale témoignent de l'intérêt suscité par les intellectuels roumains, plus largement par la Roumanie, dans les milieux étrangers. Le GDS est à cette époque-là un des lieux où les intellectuels étrangers considèrent qu'ils peuvent et doivent s'arrêter pour discuter des changements qui sont à prévoir. Bogdan Ghiu, membre de la rédaction de 22 entre 1990 et 1991 se souvient qu'André Glucksman est venu en Roumanie plusieurs fois et qu'en 1990 il a apporté avec lui une radio, tout ce qu'il a fallait l'appareillage nécessaire pour fonder un poste de radio. En 1990 deux radios privées voient le jour³⁵⁶⁰. Ces deux postes présentaient des points de vue contraires sur les événements, la Radio Contact, fondée par Calin Popescu Tariceanu³⁵⁶¹, soutient la « Place de l'Université », phénomène contestataire que les intellectuels présentent largement dans leur publication et qui recevra leur soutien, la Fun Radio, est plus prudente à l'égard de cette manifestation qui contestait le pouvoir en place même après les premières élections libres.

L'entretien avec Bernard-Henri Lévy, sous le titre « La mission de l'intellectuel : introduire la complexité dans cet engrenage de choses simples », paraît dans un numéro³⁵⁶² dédié presque entièrement à l'« Europe ». L'éditorial, « L'Europe. Le dernier jugement », fait le point des aspects abordés. La rubrique « Accents » consacrée notamment aux textes des membres du Groupe reçoit l'attribut d'« européens » et les articles, « L'unité de l'Europe » (de **Sorin Vieru**), « Le retour en Europe » (d'**Anca Oroveanu**), « L'aube de l'Occident ? » (d'**Andrei Cornea**), « Pourquoi je me sens européen » (de Mihai Botez, mathématicien et chercheur, qui s'est exilé aux Etats-Unis), portent la marque d'une citation de Thomas Mann. Les questions qui jalonnent la discussion entre le groupe d'intellectuels roumains et l'écrivain Bernard-Henry Lévy sont la situation du pays après la chute du communisme et le sort du communisme, de ses structures et de ses cadres, le rôle des intellectuels en Roumanie comparé à celui des intellectuels français. L'intérêt de Bernard-Henry Lévy pour la situation des pays qui sortent des régimes communistes qui se concrétise par son voyage en Europe centrale et de l'Est, préoccupé à confronter ses opinions aux réalités du terrain³⁵⁶³. Devant une réalité qui dépasse ou s'ajuste difficilement aux attentes, la discussion avec des intellectuels roumains a comme point de départ la question de Zinoviev qui consiste à se demander

³⁵⁶⁰ Entretien avec Bogdan Ghiu (le 27 juin 2008).

³⁵⁶¹ Né en 1952, membre fondateur du PNL en 1990, appartenant à la génération des plus jeunes membres fondateurs du GDS, on le retrouve quelques années plus tard dans la proximité des plus jeunes membres fondateurs du GDS, comme leader du Parti Libéral-l'Aile jeune (PL 93).

³⁵⁶² 22, 9, le 16 mars 1990.

³⁵⁶³ 22, 9, le 16 mars 1990, p. 11.

quelle serait la voie, si elle existe, pour les pays de l'Est de leur « retour » en Europe face aux « obstacles » et d'une stagnation du « processus démocratique ». Le rôle des intellectuels, sujet privilégié dans 22, est prospecté aussi par référence au cas français, plus précisément à l'ouvrage de Bernard-Henri Lévy, *Eloge des intellectuels* [Grasset, 1987]. Prenant ses précautions, précisant sa « condition [...] d'étranger », l'intellectuel français, présenté « averti » de par son expérience au sein d'une démocratie avec tradition et son discours antitotalitaire³⁵⁶⁴, conforte le programme du Groupe se présentant en « une instance de réflexion critique »:

« Je suis prêt à défendre leur thèse ici, comme je l'ai fait à Varsovie et à Prague. Ainsi j'arrive à la distinction faite par le Groupe pour le dialogue social entre influence et pouvoir, au fait que le Groupe s'est imposé la règle de ne pas devenir un parti – j'embrasse cette idée [...] un rôle irremplaçable dans le processus d'édification de la démocratie [...] En tant qu'intellectuel, tu dois faire seulement ce que les intellectuels seuls savent faire, et non ce que peut faire un Coluche, un Roman ou un Mitterrand³⁵⁶⁵. »

C. Spécialistes de la Roumanie

Ce sont des membres de la rédaction notamment ou des plus jeunes membres fondateurs qui discutent avec des chercheurs qui s'intéressent de près à la Roumanie. Les livres de ces derniers ont été traduits en Roumanie. Ils ne sont pas accueillis par le Groupe, leurs dialogues n'ont pas lieu avec plusieurs membres du GDS (comme c'est le cas des intellectuels français).

Tamas Gaspar Miklos³⁵⁶⁶ est publié par 22 avec un entretien réalisé par le rédacteur en chef, **Stelian Tanase**. Hongrois de Transylvanie, ayant quitté la Roumanie en 1978 après avoir reçu l'interdiction de publication, Tamas Gaspar Miklos procède à la comparaison de la situation des intellectuels des deux pays, à partir de ses propres expériences.

Né à Cluj, Tamas Gaspar Miklos fait des études universitaires à Cluj et à Bucarest. Après avoir quitté la Roumanie, il enseigne pendant trois ans l'histoire de la philosophie à l'Université de Budapest, entre 1979, quand il reçoit la citoyenneté hongroise, et 1982, lorsqu'il est évincé du système d'enseignement. En 1986, il quitte la Hongrie et enseigne dans des universités américaines, période considérée nécessaire en regard des expériences de ses prédécesseurs, des intellectuels du XIXe siècle, ayant comme but d'« apprendre ce que c'est la civilisation³⁵⁶⁷. »

Tamas Gaspar Miklos discute de la présence d'une pensée politique dissidente développée en Hongrie au sein du révisionnisme marxiste déjà affirmé une décennie avant et de l'influence des samizdats sur l'expertise de l'administration d'Etat. Au sujet de la Roumanie, il précise que des intellectuels des plus connus et qui contestent le communisme puisent leurs idées dans un courant à l'encontre des idées marxistes. Ses considérations sont complétées par les témoignages de **Stelian Tanase** concernant les écarts

³⁵⁶⁴ *Ibid.*

³⁵⁶⁵ *Ibid.*

³⁵⁶⁶ Voir Brigitte Pätzold, « Dans la tourmente postcommuniste. Stratégies de survie des intellectuels hongrois », *Le Monde diplomatique*, juillet 2001.

³⁵⁶⁷ 22, 5, le 16 février 1990, p. 15.

et les temps différents dans les deux pays voisins concernant la formation d'une pensée dissidente subversive dans la période communiste. Si les « clubs de discussion », les « débats » et le « dialogue » sont situés dans les années 1980 en Hongrie, un phénomène subversif, la présence d'un « réseau » pour discuter de la politique est identifiée, prend des contours, en Roumanie quelques mois avant la chute du régime. Comme Tamar Gaspar Miklos est aussi représentant du parti d'orientation libérale siégeant dans le Parlement hongrois, il est incité à témoigner de son expérience politique et de son point de vue quant au « rôle de l'intellectuel » dans le postcommunisme, sujet des plus investis par les intellectuels après 1989 dans la publication du GDS³⁵⁶⁸. Mais aussi par son interlocuteur dont les articles à visée scientifique porteront aussi sur la situation et le rôle des intellectuels dans le postcommunisme³⁵⁶⁹. Pour **Stelian Tanase** les intellectuels doivent sacrifier leurs activités proprement intellectuelles pour s'investir en politique afin d'appréhender la logique démocratique. C'est de cette manière qu'il se représente l'engagement des intellectuels dans cet entretien. Lors des élections de mai 1990 il est des candidats indépendants sur la liste qui réunit des membres du GDS. **Stelian Tanase** est un des vice-présidents de l'Alliance Civique et des initiateurs de la fondation du Parti de l'Alliance civique, avant de siéger au Parlement en 1992 comme représentant du Parti de l'Alliance civique et leader des députés de ce parti.

La citation tirée de Platon, « Que du pouvoir ne se rapproche que ceux qui ne l'aiment pas », jalonne la présentation des membres du GDS inscrits sur la liste des candidats indépendants aux premières élections de mai 1990. Les représentants de la « société civile » se présentent comme étant « les plus légitimes » à s'engager³⁵⁷⁰. Que des intellectuels doivent sacrifier à un rôle qu'ils s'arrogent au temps du processus de démocratisation et qu'ils doivent sacrifier leurs activités spécifiques aux activités politiques sont des affirmations qui apparaissent souvent dans le discours des membres du GDS³⁵⁷¹. Leur investissement du journalisme politique est aussi présenté comme un choix qu'ils se sont imposés, le désir de sacrifier le métier d'écrivain au devoir envers la société. De cette manière des intellectuels construisent leur légitimité à se faire des porte-parole et des représentants politiques des forces politiques démocratiques.

L'intérêt pour la politique, justifié par un devoir dans le processus de démocratisation, s'accompagne de changements dans le secteur de l'édition. La littérature perd son public au profit des mémoires et des essais politiques. Les préoccupations quant à l'évolution du marché du livre et le destin de la production culturelle autochtone occupent une place importante dans les pages de 22.

La traduction des spécialistes de la Roumanie et parfois aussi des intellectuels roumains de l'exil donne de la force aux analyses signées par des intellectuels du GDS mais elle indique aussi les contacts

³⁵⁶⁸ Au moins deux articles par numéro tout au long de l'année 1990 privilégient la discussion de la condition de l'intellectuel aux temps du communisme ou dans la période postcommunisme.

³⁵⁶⁹ Dans son premier ouvrage à visée scientifique, publié en 1996, plusieurs textes portent sur le postcommunisme : **Stelian Tanase**, *Revolutia ca esec. Elite & societate*, op. cit.

³⁵⁷⁰ Voir 22, 15, le 27 avril 1990, 22, le 4 mai 16 et 22, 17, le 11 mai 1990 (sur la dernière page).

³⁵⁷¹ 22, 43, le 9 novembre 1990.

qu'ils ont établis parfois depuis la période communiste mais surtout après 1989 avec des chercheurs étrangers ou avec des exilés roumains, avec lesquels ils partagent parfois les mêmes intérêts intellectuels.

Gail Kligman et Katherine Verdery, anthropologues américaines, ont passé du temps pour leurs recherches en Roumanie communiste. Les deux ont fait la connaissance de certains (futurs) membres du GDS avant 1989. Elles ont publié leurs premiers livres d'anthropologie culturelle, dont le terrain est le nord et/ou le centre de la Roumanie, au début des années 1980 aux États-Unis. Elles se connaissent, elles sont amies³⁵⁷² et sont publiées toutes deux en Roumanie après 1989.

Gail Kligman est une ancienne étudiante de Mircea Eliade. En 1981 elle a publié son livre *Calus : Symbolic Transformation in Romanian Ritual* chez University of Chicago Press, maison de l'établissement où elle enseigne tout comme son maître. En 1988 elle publiait son deuxième livre *The Wedding of the Dead : Ritual Popular Culture in Transylvania* chez University of California Press. Livre qui est traduit après 1997 chez Polirom tout comme un autre livre dont elle est co-auteure. Ses autres livres, publiés fin des années 1990 et début des années 2000, portent sur les politiques de la reproduction sous le communisme ou sur les politiques du genre dans la période postcommuniste dont seule son étude sur le communisme paraît chez Humanitas³⁵⁷³.

Le texte de Gail Kligman, « Un autre Bucarest », ne fait pas partie du travail d'importation déroulé par et à travers 22 et le GDS mais se constitue en trace de l'intérêt du chercheur étranger, en provenance des États-Unis, pour le communisme dans sa version roumaine, et des contacts des intellectuels roumains avec des chercheurs de l'étranger. Le texte, rédigé en roumain et daté février 1990, présente quelques impressions de l'atmosphère de la capitale au regard de l'utilisation de l'espace public dans la période communiste. L'auteur est présenté par **Calin Anastasiu** (sociologue, chercheur à l'Académie roumaine) comme « une amie de longue date de notre pays » dont les milieux roumains constituent « une préoccupation professionnelle dans laquelle elle a investi esprit d'observation, empathie et participation³⁵⁷⁴ ». Son texte est publié dans un numéro paru après le tremblement de terre du début juin 1990, dédié en grande partie à l'architecture urbaine (**Anca Vasiliu**, historienne de l'art, avec un texte sur le monastère Vacaresti ; l'architecte **Mariana Celac** avec un texte qui raconte du manque de solidarité des gens dans la société communiste et une chronique culturelle de Bucarest de la fin du XVIII^e siècle proposée par **Stelian Tanase** et l'ethnologue Irina Nicolau³⁵⁷⁵). Une citation d'Italo Calvino marque l'inscription de la thématique, la ville et son histoire, dans la logique du recours à la mémoire et au passé pratiqué par 22³⁵⁷⁶.

Katherine Verdery (née en 1948³⁵⁷⁷) s'intéresse dans un premier temps, les années 1970, à la culture paysanne du centre de la Roumanie. Mais dans les années 1980, ses recherches et son enquête portent sur les politiques culturelles sous le

³⁵⁷² Katherine Verdery remercie Gail Kligman pour ses avis concernant son étude sur l'espace culturel sous le régime de Ceausescu.

³⁵⁷³ Paru en 2000 son livre est inscrit dans la catégorie de ces livres qui devraient fonder « le procès du communisme ».

³⁵⁷⁴ 22, 21, le 8 juin 1990, p. 10.

³⁵⁷⁵ Elle aussi publiée par les Éditions Humanitas en 1998 et en 2000.

³⁵⁷⁶ 22, 21, le 8 juin 1990.

³⁵⁷⁷ Née en 1948, dans une famille républicaine, elle a changé d'opinion au sujet du monde communiste comme suite de ses expériences en Roumanie socialiste mais surtout grâce à ses recherches sur le monde intellectuel durant le communisme. Voir Katherine Verdery, « Anthropological Adventures with Romania's Wizard Oz, 1973-1989 », *European Journal of*

communisme et l'idéologie identitaire à travers le rôle et le rapport au pouvoir des intellectuels dans le régime de Ceausescu. C'est en faisant l'analyse de l'espace culturel, qu'elle va appréhender la « nature de l'État-parti », et étudier la « nature du socialisme », dont elle traite tout particulièrement dans un de ses livres publiés après 1989. Arrivée en Roumanie pour la première fois en 1973 pour ses recherches doctorales, Katherine Verdery y reste pour une année et demie, et elle y revient pour un premier temps, en 1979. Ces séjours lui serviront pour l'élaboration de sa thèse d'anthropologie sociale, *Transylvanian Villagers. Three Centuries of Political, Economic and Ethnic Change* [University of California Press, Berkeley, 1983] qui se veut faire « une histoire des relations économiques et politiques en Transylvanie dans le cadre de l'Empire des Habsbourg ». C'est dans la période la plus dure du régime de Ceausescu qu'elle réalisa ses enquêtes sur « rôle de l'historiographie dans la consolidation de l'idée nationale ». De retour en Roumanie entre 1984 et 1985 et entre 1987 et 1988, elle restreint au final son terrain au monde intellectuel et notamment aux milieux intellectuels de Cluj³⁵⁷⁸. Elle réalise une enquête auprès des intellectuels roumains qui la conduit à rencontrer un nombre important d'auteurs, écrivains, historiens et autres scientifiques³⁵⁷⁹. Pour la réalisation de cette enquête l'auteure a reçu le soutien de plusieurs informateurs. D'autres intellectuels roumains ont joué un rôle encore plus important. Mihai Dinu Gheorghiu est remercié pour avoir « tant contribué à l'étude de la culture roumaine ». Mais aussi l'historien et chercheur Alexandru Zub (dont le disciple le plus connu est **Sorin Antohi**). Des recherches de Katherine Verdery, informées par son enquête ethnographique, il résulte au final une étude non pas sur les trois derniers siècles mais sur la période communiste, plus précisément sur l'espace intellectuel de la période du régime de Ceausescu. Un dernier chapitre prévu dans son projet d'étude initial est le seul à prendre la forme d'un livre, rédigé avant 1989 mais publié après 1989. Elle analyse l'élaboration de l'idéologie nationale durant la période communiste. Automne 1989 elle déposait son livre sur la politique culturelle sous le régime de Ceausescu en vue de la publication. *National Ideology under Socialism. Identity and Cultural Politics in Ceausescu's Romania* paraît en américain en 1991 (University of California Press)³⁵⁸⁰. S'il était publié avant la chute du communisme, l'ouvrage aurait constitué un soutien pour « ceux dont les voix étaient réduites au silence par l'appareil répressif », l'auteure redonne une nouvelle visée, car il est publié après la chute du mur de Berlin et du régime de Ceausescu. Comme son livre paraît après la chute du régime elle « « choisi[t] de défendre non « 'la vérité' » ou « 'la compétence' »³⁵⁸¹ mais, plutôt, ces valeurs si américaines qui soutiennent une résistance pluraliste devant la totalisation de la vie sociale³⁵⁸² ». Certaines de ses considérations font ainsi aussi référence au rôle et à la situation des intellectuels après 1989. Elle vise aussi à « éclairer le contexte politique des années 1990 et la place que vont occuper les idéologies nationales dans cette période » en partant de son analyse sur « la manière dont l'identité nationale a été reproduite » dans un régime socialiste et « a contribué à subvertir l'ordre social » en présumant que les idéologies nationales seront « assurément un trait proéminent de l'Europe de l'Est dans sa transition du socialisme³⁵⁸³ ». L'édition roumaine paraît quelques années plus tard chez Humanitas. La traduction de son ouvrage est un fait établi dès 1991. Mona Antohi et **Sorin Antohi** ont signé la traduction pour Humanitas en 1994. Le titre de l'édition roumaine ne fait plus référence à « l'idéologie nationale » mais aux attitudes des intellectuels :

Anthropolgy, 43, 2004, notamment p. 145. Dans son livre sur la production culturelle et « l'idéologie nationale » au temps du communisme, l'auteure notait que « contrairement à leur image 'totalitaire' originaires, les États socialistes sont faibles » (Katherine Verdery, *Compromis si rezistentă*, op. cit., p. 58).

³⁵⁷⁸ Voir Katherine Verdery, « Anthropological Adventures with Romania's Wizard Oz, 1973-1989 », *European Journal of Anthropolgy*, 43, 2004.

³⁵⁷⁹ Ces interlocuteurs ne sont pas cités. Cf. Katherine Verdery, *Compromis si rezistentă*, op. cit., p. 25.

³⁵⁸⁰ *Ibid.*, p. 11.

³⁵⁸¹ Valeurs invoquées et au nom desquels ses interlocuteurs prennent position.

³⁵⁸² Katherine Verdery, *Compromis si rezistentă*, op. cit., pp. 13, 24, 33 (p. 13 pour la citation).

³⁵⁸³ *Ibid.*, p. 22.

Compromis si rezistenta. Cultura romana sub Ceausescu [Compromis et résistance. La culture roumaine sous Ceausescu]. Le livre est « publié avec l'appui de la Fondation Soros pour la Société ouverte », comme cela est marqué sur la troisième des couvertures.

La traduction du livre de Katherine Verdery, parue chez Humanitas, maison fondée par Gabriel **Liiceanu**, contribue à légitimer des positions occupées après 1989, leurs revendications et leurs prétentions. Katherine Verdery est présentée dans 22 avec l'entretien réalisé par la rédactrice en chef adjointe, l'écrivaine Gabriela Adamesteanu³⁵⁸⁴. De sa position extérieure elle évalue les effets des contraintes politiques dans les relations entre « chercheur étranger » et la communauté où elle s'insère et elle essaie d'analyser la manière dont les intellectuels ont utilisé les enjeux proprement politiques dans leurs activités et pour leurs intérêts spécifiques³⁵⁸⁵. Elle réfléchit aux possibilités de penser la dynamique du recours à l'identité européenne dans l'espace intellectuel depuis la période de l'entre-deux-guerres en Europe de l'Est³⁵⁸⁶. Et parle aussi du rôle de l'intellectuel dans la transition vers une société démocratique. Des intellectuels devraient influencer sur l'évolution des processus sociaux et politiques dans le mouvement de démocratisation par un dialogue étendu avec diverses catégories de la population :

« un autre thème possible pour moi serait la manière dont les intellectuels aident le phénomène de démocratisation : comment ils contribuent à la prise de conscience d'une société démocratique par les masses [...] il faut éduquer et les gens ordinaires et l'intellectuel qui est souvent tenté de parler seulement avec ses semblables et à ne pas étendre l'aire des discussions [...] l'intellectuel joue un rôle important en premier lieu parce qu'il a accès aux médias. Il doit essayer de former des concepts et d'amener aussi d'autres gens pour discuter. Je ne veux pas laisser entendre que la mission de l'intellectuel est l'éducation ; poser de cette manière le problème c'est une sorte de paternalisme, une sorte de condescendance sociale, et malheureusement la tendance est assez enracinée chez les intellectuels roumains [...] l'intervention de **Sorin Vieru** m'a paru très importante. C'est très important d'interroger les concepts³⁵⁸⁷. »

Comme spécialiste de la société roumaine communiste, dans un numéro qui discute des conflits ethniques, elle est invitée par l'écrivaine Gabriela Adamesteanu, rédactrice en chef adjointe (et depuis l'automne 1991 rédactrice en chef), à considérer l'actualité politique la plus récente, à savoir les événements de Targu-Mures.

À part le fait que certains de leurs ouvrages paraissent en Roumanie après 1989, Gail Kligman et Katherine Verdery ont rencontré certains membres du GDS dans d'autres cadres ou à d'autres occasions. Mais leur présence ne suscite en 1990 pas autant d'intérêt pour qu'elles soient des interlocuteurs de plus d'un intellectuel du Groupe. De même, tous leurs ouvrages n'intéressent pas le GDS. Les deux auteures travailleront ensemble dans le cadre d'un projet sur la collectivisation pendant le régime communiste en Roumanie. Revenant à ses intérêts premiers, Katherine Verdery traite dans les années 2000 du passage au

³⁵⁸⁴ « “Il faut éduquer et les gens ordinaires et l'intellectuel”. Discussion de Gabriela Adamesteanu avec Katherine Verdery », 22, 31, le 17 août 1990, pp. 8-10.

³⁵⁸⁵ Pour une considération de son travail sur le monde intellectuel pendant le communisme voir aussi Lucia Dragomir, *Une institution littéraire entre exigences artistiques et commande politique*, op. cit., p. 11.

³⁵⁸⁶ 22, 31, le 17 août 1990, p. 8.

³⁵⁸⁷ *Ibid.*

postsocialisme, plus précisément, de la propriété, de son rôle et de sa valeur en postsocialisme, dans un projet mené avec Gail Kligman.

D. Intellectuels hongrois

Les dialogues avec des intellectuels hongrois ont comme objet la présentation de leurs expériences communes, de leur effort pour s'adapter aux changements économiques et politiques. Les auteurs hongrois sont publiés dans 22 en raison de leur spécialité, pour leurs analyses sur l'économie de marché et les structures de pouvoir dans les pays socialistes. Janos Kornai, spécialiste en économie, publié avec des fragments de son livre *The Road to a Free Economy* est sollicité à partir d'une préoccupation pour le droit à la propriété³⁵⁸⁸. Les intellectuels formés à Cluj ne sont pas nombreux à composer le GDS. Les intellectuels hongrois sont parmi leurs interlocuteurs à la suite des événements politiques. Ils partagent le souci de répondre aux problèmes posés par l'actualité politique. Parallèlement aux rencontres avec les intellectuels hongrois, sont présentés des intellectuels formés et consacrés à Cluj³⁵⁸⁹.

Les auteurs hongrois servent moins l'anticommunisme des intellectuels roumains. Les analyses d'Agnes Heller sur les révolutions et le texte d'Arthur Koestler « Sur la violence »³⁵⁹⁰ sont les seuls à participer à ce travail de construction de l'anticommunisme.

La publication de l'entretien avec Istvan Szelenyi est inscrite dans leurs préoccupations occupant de loin la première place dans la liste des sujets abordés dans 22, la tâche et le destin des intellectuels dans le postcommunisme³⁵⁹¹. La traduction de la « Déclaration d'indépendance de l'écrivain européen » dans le deuxième numéro rend compte de leur intérêt à la consécration du statut autonome du producteur culturel³⁵⁹².

Sociologue d'origine hongroise, exilé en France après sa participation en tant que journaliste à l'insurrection de 1956, disciple de Raymond Aron, spécialiste du monde soviétique consacré en France³⁵⁹³, Pierre Kende est interrogé à Paris par Matei Visniec, poète mais plus connu comme dramaturge en exil en France à partir de 1987, jouissant d'une consécration internationale et surtout française (reçoit le Prix de la Société des auteurs et compositeurs de théâtre de France en 1994)³⁵⁹⁴. En sa qualité d'organisateur d'un

³⁵⁸⁸ 22, 46, le 30 novembre, 22, 48, le 14 décembre 1990 et 22, 53, le 25 janvier 1991.

³⁵⁸⁹ **Radu Popa**, « Le présent et l'Europe sont en changement, mais... », 22, 17, le 11 mai 1990, p. 6.

³⁵⁹⁰ 22, 19, le 25 mai 1990, p. 3.

³⁵⁹¹ 22, 34, le 7 septembre 1990, pp. 12-13.

³⁵⁹² 22, 2, le 27 janvier 1990, p. 15. Le texte est traduit par le critique littéraire, **Dan Arsenie**.

³⁵⁹³ Né en 1927, il fait des études d'histoire et de sciences économiques à Budapest. Directeur de *Cahiers hongrois* (Paris). Il est un des fondateurs de l'Institut pour l'histoire de la révolution hongroise de 1956, créé à Budapest en 1989. En France il enseigne dans plusieurs universités, en 1990 il était directeur de recherche au CNRS enseignant à l'EHESS jusqu'en 1993 quand il retourne dans son pays d'origine où il est membre de l'Académie des sciences.

³⁵⁹⁴ Né en 1956, il suit les cours de la Faculté de philosophie et d'histoire à Bucarest (de 1976 à 1980), il est membre du Cénacle de Lundi dirigé par Nicolae Manolescu. Publie pour la première fois dans la presse culturelle un poème (dans *Luceafarul* en 1972). Il débute en 1980, deux autres volumes de poésie le consacrent en tant que poète, en 1984 reçoit le prix de l'Union des

séminaire au sujet de « La décomposition du communisme en Europe de l'Est » tenu à l'EHESS, Pierre Kende essaie de répondre aux questions de l'écrivain roumain intéressé par la situation du communisme dans les pays ex-communistes autres que la Roumanie puisque le cas roumain reste encore largement inconnu au spécialiste. L'écrivain roumain intéressé par les évolutions politiques en Hongrie conclut que selon les résultats des élections « la grande majorité de la population désire une politique libérale de droite » et s'interroge sur les effets d'une telle politique, des conséquences de cette « option pour l'économie de marché », ce qu'en Roumanie n'a pas été confirmé aux premières élections, ce qui reste finalement au niveau des vœux des intellectuels, ce qui leur semble provoquer le ralentissement du processus de démocratisation. Le titre choisi pour présenter cette discussion, « La Roumanie fait néanmoins partie de l'Europe »³⁵⁹⁵, témoigne des aspirations et des déceptions des intellectuels roumains. Les opinions de l'intellectuel hongrois contredisent les suppositions de l'intellectuel roumain :

« Je ne crois pas [...] que la majorité des Hongrois a voté pour un libéralisme de droite. Je crois qu'ils ont voté contre le communisme. Tous les programmes politiques et économiques de la Hongrie comprennent de nombreuses mesures de protection sociale qui ont comme but d'empêcher la population de devenir la victime des transformations actuelles [...] je crois que la nature des mesures économiques sera conforme à une perspective qu'on peut considérer plus facilement comme social-démocrate que libérale [...] il n'y a pas en Hongrie à l'heure actuelle un parti social-démocrate [...] donc, il n'y a pas une social-démocratie organisée en parti. Mais il y a un état d'esprit qui est très forte pour la défense des faibles [...] il y aura une économie de marché sociale. C'est-à-dire, une économie qui tient compte de certaines obligations sociales. Qu'elle se réalise sous un vocabulaire chrétien-démocrate ou social-démocrate cela n'a pas grande importance, parce qu'il y a une grande convergence entre ces courants d'idées concernant la manière dont les sacrifices économiques doivent être répartis³⁵⁹⁶. »

Les relations entre les deux pays voisins reflétées dans la presse hongroise sont discutées au regard des conflits ethniques (les 19-20 mars à Targu-Mures) entre la population majoritaire roumaine et la minorité hongroise. Le spécialiste français parle des forces politiques, des institutions qui doivent être créées et des lois qui doivent être adoptées pour régler cette « tension » puisque la « démocratie n'a pas une doctrine sur les rapports entre une majorité et une minorité nationale ». Matei Visniec introduit en discussion le rôle tenu par les intellectuels :

« cette réconciliation doit être préparée surtout par les intellectuels [...] qu'est-ce que vous croyez que les intellectuels doivent faire ? [...] l'émigration hongroise et celle roumaine ont commencé avant la chute du communisme un dialogue, croyez-vous que ce dialogue continuera ?³⁵⁹⁷ »

Une entreprise commune des intellectuels des deux pays visant « la préparation pour la réconciliation, se concrétise par le colloque tenu à Budapest en mars 1990 et présenté par 22³⁵⁹⁸. Deux

écrivains pour le meilleur livre de poésie (Lucian Pricop, *Dictionarul esential al exilului romanesc* [Le dictionnaire essentiel de l'exil roumain], Domino, 2005, pp. 168-169).

³⁵⁹⁵ « Europe » souligné en gros caractères marque l'origine des idées présentées comme si il s'agissait d'une rubrique dédiée à l'Europe.

³⁵⁹⁶ 22, 25, le 6 juillet 1990, p. 6.

³⁵⁹⁷ 22, 26, le 13 juillet 1990, p. 6.

³⁵⁹⁸ 22, 12, le 6 avril 1990, pp. 6-7.

membres du GDS sont les interlocuteurs des intellectuels hongrois, l'un éditeur et philosophe, **Gabriel Liiceanu**, philosophe universitaire et éditeur, et **Mircea Dinescu**, poète et président de l'Union des écrivains³⁵⁹⁹. Les événements qui les conduisent à se réunir, intellectuels roumains et hongrois, sont appréhendés par chacun d'eux en fonction de ses engagements et de ses propres concurrents après 1989, les dispositions acquises sous le communisme n'étant pas sans importance. Intellectuel engagé du côté de la « société civile », membre du GDS des plus connus (si on ne retient que ses apparitions télévisées tout au long de l'année 1990) et reconnu, **Gabriel Liiceanu** met l'accent sur les activités des intellectuels en tant que promoteurs du « dialogue élevé », sur son travail visant l'éducation de soi-même et des autres qui consiste à combattre les préjugés inculqués pendant le communisme et finalement la tâche des intellectuels de s'opposer à ces intellectuels roumains ou hongrois qui profèrent des idées extrémistes, en Roumanie les intellectuels de *Romania Mare* ou le groupe nationaliste *Vatra romaneasca* :

« Tout commence de la maladie pour laquelle des médecins ne peuvent être que les intellectuels : et la maladie ne peut être guérie qu'en prenant conscience de son existence. Dans le monde de l'esprit, tout doit commencer avec l'attention à soi-même [...] un problème psychologique explicable toutefois aussi par l'histoire des préjugés qu'on a reçu : la résistance à l'autre, le refus de la différence. L'élément démoniaque de la société totalitaire est l'uniformité [...] Tout ce qui est primitif n'accepte pas la différence. C'est pour cela que la civilisation et la culture se fonde, par excellence sur la culture de la différence [...] Je crois qu'il est devenu déjà un lieu commun dans le dialogue entre les Roumains et les Hongrois que chacun doit combattre le chauvinisme dans la communauté dans laquelle il vit [...] le problème des minorités ne peut pas être résolu que dans un cadre de démocratie réelle. Le problème de la démocratie le précède. Dans le cadre de la démocratie, le problème de l'individu est suprême. Dans cette situation, la tâche des intellectuels roumains et hongrois est celle de s'efforcer ensemble pour la réalisation de ce cadre démocratique. Il faut sortir d'un scénario de la scission où les intellectuels sont opposés aux travailleurs, les jeunes aux vieux, la minorité à la majorité³⁶⁰⁰. »

L'intellectuel roumain en dialogue avec ses homologues sur les dissensions ethniques transmet ses préoccupations politiques :

« Je continue à croire que ces événements ne trouvent pas leur fondement seulement dans une tradition historique. A l'heure actuelle, ils font partie d'un scénario clair visant la désagrégation et cette chose doit être dite explicitement³⁶⁰¹. »

Le poète **Mircea Dinescu**, connu aussi comme un des participants actifs aux événements de décembre 1989³⁶⁰², côtoie les politiques en sa qualité de membre (jusqu'en mai 1990) des structures politiques provisoires (CFSN ensuite CPUN), en connaisseur des activités des politiques mais aussi en sa

³⁵⁹⁹ Le Conseil de l'Union des écrivains se réunit au 28 décembre 1989 après plus d'une décennie (voir Lucia Dragomir, *Une institution littéraire entre exigences artistiques et commande politique*, op. cit., IIIe partie, chapitre III) pour élire un comité de direction à titre provisoire. Mircea Dinescu est dès lors son président, re-confirmé en poste lors de la Conférence nationale de l'Union rassemblée aux 18-21 avril (sur le site de l'Union des écrivains il est mentionné le mois de mars pour ces élections). Cf. Domnita Stefanescu, *Cinci ani din istoria Romaniei*, op. cit., pp. 40 et 62.

³⁶⁰⁰ 22, 12, le 6 avril 1990, p. 6.

³⁶⁰¹ 22, 12, le 6 avril 1990, p. 7.

³⁶⁰² Les critiques adressées au régime communiste en 1989 et sa participation à la révolution roumaine le consacrent au point de s'élever au titre de « poète national ». Voir Antonela Capella-Pogacean, « Les écrivains et la politique après décembre 1989. À la recherche de l'innocence perdue », in Catherine Durandin (textes réunis par), *L'engagement des intellectuels à l'Est. Mémoires et analyses de Roumanie et de Hongrie*, L'Harmattan, 1995, pp. 128-133.

qualité de dirigeant de l'instance littéraire la plus importante, l'Union des écrivains, exprime sa prise de position :

« Pendant une quarantaine d'années il n'y pas eu de dialogue en Roumanie, c'est la vérité. On peut aujourd'hui dialoguer. C'est un peu absurde de croire que nous nous pouvons résoudre aujourd'hui ici le problème [...] soyons lucides, là il faut impliquer le gouvernement roumain [...] ces discussions seront présentées certainement à la télévision roumaine et auront une grande importance³⁶⁰³. »

Son engagement en tant que politique « amateur » le conduit à renoncer aux idées de la valeur de l'apolitisme (idées qu'il essaie de diffuser au temps du communisme), mais sa position d'intellectuel, ayant un fort capital symbolique qui contribue à renforcer le poids de ses prises de position, rapprochant les politiques l'amènent à se distancier, à se concevoir comme éloigné par rapport à la catégorie des politiques.

« nous aussi on est devenu entre temps, moi-même, malheureusement – à présent – je suis devenu un homme politique, mais je dis encore de moi-même que, voilà, d'un écrivain professionnel, je suis devenu un politicien amateur, ce qui est une chose assez triste³⁶⁰⁴. »

En l'absence des professionnels du politique il propose son travail en tant que professionnel de l'écriture. A la faveur d'une déconsidération des politiques, il contribue à valoriser son statut d'écrivain et son engagement en tant qu'intellectuel dans une situation où les activités politiques demandent un travail de spécialiste :

« Nous on n'est pas des médecins, même si à présent, les intellectuels devraient être au titre de médecins – au niveau auquel on discute nous ici et pour les problèmes dont on discute. Parce que plutôt nous, nous sommes ces médecins, plutôt nous que les hommes politiques [...] J'ai écrit un vers il y plus d'une année : "Dieu a des mains apolitiques de musicien". Malheureusement Dieu à ces temps-ci s'est avéré une figure apolitique. Et j'ai l'impression que même à cette date il ne s'affirme pas comme spécialiste du problème des minorités³⁶⁰⁵. »

Ses activités actuelles en tant que politique quoique sans expérience et ses stratégies antérieures en tant qu'écrivain, où son attitude critique pendant le communisme en est une des plus réussies, l'amènent à s'intéresser aux facteurs historiques qui ont déterminé la persistance des conflits ethniques pour les appréhender selon les enjeux politiques de la période postcommuniste :

« Si on ne réussit pas à amener l'Europe chez nous, on n'intégrera pas l'Europe [...] si on réussit à discuter et à résoudre les problèmes que nous avons reçus en héritage de l'ancien régime. Parce qu'il est question de cet héritage sinistre – économique, idéologique, nationaliste [...] En nous préparant pour l'Europe, n'oublions pas que le problème le plus difficile du XXI^e siècle sera celui des Tsiganes [...] on ne peut pas entrer dans la grande Maison de l'Europe sans eux. Cela sera le grand problème, le nœud gordien [...] et il y a quelque chose d'autre : on aurait besoin de quelque apprentissage de la démocratie, au niveau élémentaire³⁶⁰⁶. »

Le dialogue d'un historien roumain avec le président de l'Académie des sciences de la Hongrie (entre 1990 et 1996), l'historien Kosary Domokos porte toujours sur les relations entre les deux pays

³⁶⁰³ 22, 12, le 6 avril 1990.

³⁶⁰⁴ *Ibid.*

³⁶⁰⁵ *Ibid.*, p. 6.

³⁶⁰⁶ *Ibid.*, p. 7.

voisins. Le dialogue s'institue entre des intellectuels proches, avec une ancienneté dans leurs dialogues à la faveur des préoccupations similaires. Victor Neumann, historien formé à Cluj, s'intéressant déjà avant 1989 aux cultures et aux relations politiques entre les Etats de l'Europe de l'Est, a déjà une connaissance des milieux académiques de la Hongrie (il témoigne avoir rencontré son interlocuteur lors de son séjour intellectuel à Budapest avec lequel il entretient une correspondance qui permet d'échanger des impressions de lecture) et de l'Allemagne (comme boursier de Friedrich Ebert Stiftung de Heidelberg). Les relations entre des individus partageant des préoccupations similaires sont à la base des initiatives de coopération entre institutions spécialisées ou aidant à la création des institutions nouvelles dans le domaine des sciences humaines. Comme en témoigne Victor Neumann³⁶⁰⁷ en parlant de son initiative à créer, avec l'appui déclaratif à cette date-là des chercheurs français, le Centre de sociologie de l'éducation et de la culture, un institut d'études socio-historiques (à Timisoara) centrées sur l'Europe centrale et du Sud-Est :

« on suivra la récupération des valeurs culturelles, religieuses, sociales, institutionnelles, mentales des groupes ethniques de cette zone. Une récupération qui [...] ne peut être possible que dans un registre d'une étude comparée [...] sur la base des analyses plurilingues [...] il sera question d'un travail appliqué avec des méthodologies modernes, inspirées en bonne mesure des Annales, de l'Ecole française contemporaine d'histoire et de sociologie [...] les Français ont bien reçu mon idée, un des directeurs de recherche du Centre de sociologie de l'éducation et de la culture m'avait promis un sérieux appui dans la réalisation du projet et dans l'encadrement des études dans le programme européen, comme on a déjà procédé sur cet aspect avec celles [produites] par les institutions similaires de Pologne, Tchécoslovaquie, de Hongrie³⁶⁰⁸. »

Les deux historiens discutent des projets et des difficultés qui naissent après la chute du communisme et de leurs contacts divers avec l'étranger, de l'appui attendu pour « arriver au niveau des Etats de l'Ouest », comme témoigne Kosary Domokos :

« on fait des efforts considérables pour privatiser à grande échelle, on a envoyé beaucoup de gens pour se spécialiser en Occident ; ils feront des études auprès de grandes sociétés de commerce et d'industrie, dans les Universités et les Instituts. De même, on a établi des conventions avec les Etats avancés pour nous envoyer des spécialistes de tous les domaines dont on peut apprendre les procédés technologiques, scientifiques applicables, de dernière heure³⁶⁰⁹. »

E. « Société civile » et politique

En janvier 1991 sous le titre « Des gens et des livres » Bogdan Ghiu, membre de la rédaction³⁶¹⁰, présente « une des habituelles “séances” bi-hebdomadaire ». La rencontre entre des représentants

³⁶⁰⁷ Né en 1953, il fait des études d'histoire à l'Université de Cluj, en 1992 il obtient son doctorat à l'Université de Bucarest. Avant 1989, il publie deux livres, dont le plus important *Convergente spirituale (Studii privind relatiile culturale si politice in Europa centala si de Est, 1750-1850)* [Convergences spirituelles (Etudes concernant les relations culturelles et politiques en Europe centrale et de l'Est, 1750-1850)], Ed. Eminescu, Bucarest, 1986.

³⁶⁰⁸ « La nécessaire compréhension de l'altérité. Une demi-heure avec le professeur Kosary Domokos, le président de l'Académie hongroise des sciences » 22, 31, le 17 août 1990, p. 7.

³⁶⁰⁹ *Ibid.*

³⁶¹⁰ La majorité des traductions et des entretiens avec des intellectuels et des politiques français en 1991 portent la signature de Bogdan Ghiu (poète avant 1989, essayiste et traducteur du français des plus connus de la période postcommuniste).

diplomatiques de la France, dont l'ambassadeur Renaud Vignal et le conseiller culturel Chantal Colleu-Dumond, et des membres du GDS se déroule dans « une atmosphère [...] “de famille” ». Participent à cette rencontre l'éditeur **Gabriel Liiceanu**, le président de l'Union des écrivains **Mircea Dinescu**, le philosophe **Mihai Sora**³⁶¹¹ et l'architecte **Mariana Celac**. Dans 22 il est précisé que « le Service culturel français s'est décidé d'offrir au Groupe pour le dialogue social et à la revue 22 une sélection de livres (sciences humaines, sciences sociales, droit, politologie, philosophie) et de périodiques [...] *Le Monde* et *Libération*, les revues *Le Débat*, *Esprit*, *Commentaire*... ». Par cette donation ainsi que les abonnements pour une année pour une quinzaine de publications françaises on réagit à l'initiative du GDS de créer une bibliothèque pour se mettre au courant, selon Bogdan Ghiu, de l'actualité scientifique de l'étranger. À cette occasion les représentants français discutent avec les membres du GDS au sujet des « urgences actuelles de l'action spécifique, intellectuelle ». D'autres publications viennent pas le biais de la Fondation Soros ou d'autres donations au GDS grâce à Mihnea Berindei. La bibliothèque du GDS, des plus spécialisées dans les sciences du politique, est fréquentée³⁶¹² dans les années 1990 notamment par des étudiants de la Faculté de sciences politiques de l'Université de Bucarest.

La publication des extraits de la presse étrangère (*The Spectator*, *L'Événement du Jeudi*, *Le Point*, *Herald Tribune*, *Le Monde*, *Le Figaro*, *Libération*) consiste à considérer par voie indirecte le résultat des premières élections libres qui consacre la force politique à laquelle il s'oppose, le FSN, comme pouvoir politique légitime en place³⁶¹³. L'opinion publique européenne est présentée comme repère et juge de la situation du pays car la « Roumanie veut aujourd'hui intégrer rapidement l'Europe³⁶¹⁴ ». Leur échec dans les élections n'est pas fait sujet de discussion dans 22. Si des considérations concernant le résultat des élections traversent leurs textes, elles manifestent leur déception et leur étonnement quant aux comportements de l'électorat, mentionnant l'emprise des manipulations des politiques sur la société postcommuniste. Le résultat des élections, le retard enregistré par le processus de démocratisation est vécu sous le signe de la fatalité et l'échec des intellectuels sur le terrain de la politique passé sous silence. Les sentiments d'impuissance trouvent un échappatoire dans l'interprétation des réactions de la presse étrangère :

« on est regardé avec attention. La presse reflète [...] ce qui se passe dans notre pays. On peut observer comment la rhétorique euphorique de janvier a été remplacée par une rhétorique de plus en plus froide, à mesure que le processus démocratique (ouvert par les événements de 16-22 décembre 1989) a souffert des défaites et des prorogations. Il faut

³⁶¹¹ Ayant fait des études doctorales et son début éditorial en France dans les années 1940.

³⁶¹² Dans la première moitié des années 1990 (peut-être jusqu'en 1998), la salle où se trouve la bibliothèque est aussi une salle d'informatique, permettant l'accès à Internet (soumis à paiement).

³⁶¹³ Des journalistes intervenant dans 22 sont Bernard Poulet, le rédacteur en chef de *L'Événement du Jeudi*, et le rédacteur en chef de la publication *Krytyka* de la Tchécoslovaquie.

³⁶¹⁴ 22, 22, le 15 juin 1990, p. 21 ; 22, 24, le 29 juin 1990, pp. 2-3.

lire attentivement ces extraits pour comprendre comment on est considéré. Les journalistes et les journaux dont on a choisi de présenter des extraits sont les plus lus et forment l'opinion publique³⁶¹⁵. »

L'année 1991 est marquée par le déchirement de l'Union soviétique et de la guerre civile dans l'ex-Yougoslavie qui finit par le démembrement de l'Etat fédéral. Dans 22 sont présentés des écrivains ou scientifiques de l'ex-Yougoslavie mais aussi des écrivains russes de l'exil qui témoignent de leur situation et des problèmes de leur pays d'origine³⁶¹⁶. A plusieurs reprises des intellectuels roumains se trouvant à l'étranger et intervenant dans 22 encouragent leurs pairs à s'intéresser plus aux pays voisins, aux intellectuels qui partagent avec eux la même expérience, celle du passage à un nouvel ordre. Les textes se concentrent de nouveau plus sur le statut de l'intellectuel mais présentent aussi des organismes internationaux qui s'organisent pour traiter des problèmes des droits de l'homme en Europe de l'Est réunissant politiques et écrivains de l'Ouest comme de l'Est³⁶¹⁷. L'intérêt suscité en Europe par le respect des droits de l'homme en Europe de l'Est en liaison avec l'effervescence des mouvements nationalistes et réactionnaires dans cette partie du monde comme résultat des changements politiques se réfracte dans la publication de 22 par des éditoriaux signés par les intellectuels qui s'y consacrent, notamment **Gabriel Andreescu**.

Les rapports avec des organismes ouest-européens sont présentés dans 22 par des intellectuels des plus intéressés à discuter de l'actualité politique et des politiques. La présentation des extraits de conférences, comme celle tenue à Bucarest en juillet 1991 sur la sécurité en Europe de l'Est, réunissant des responsables de l'OTAN parmi lesquels son secrétaire général, Manfred Wörner³⁶¹⁸, est accompagnée des commentaires d'Alina Mungiu, membre de la rédaction, sur la place de l'OTAN dans l'Europe de l'Est, la position de l'Union soviétique dans le nouvel ordre, les relations de la Roumanie avec l'Etat soviétique et les considérations des responsables ouest-européens sur la place de la Roumanie dans les politiques des structures ouest-atlantiques :

« Plus importante que les mots qui ont été dits, est la présence à Bucarest – la première des capitales de l'Est – de monsieur Manfred Wörner. Le secrétaire général de l'OTAN ainsi que de nombreux intervenants (spécialement de langue française) se sont empressés d'offrir des garanties que la Roumanie n'est pas abandonnée et isolée, la séparation de l'Europe centrale de celle de l'Est – promue par la CSCE - n'est pas soutenue par l'OTAN qui voit la sécurité de l'Est d'une manière unitaire. »

Concernant la crise en ex-Yougoslavie les intellectuels roumains critiquent les réserves manifestées par les responsables de l'OTAN sur son intervention militaire et soutiennent la nécessité d'appuyer les revendications d'indépendance des peuples soviétiques ou yougoslaves :

³⁶¹⁵ 22, 24, le 29 juin 1990, p. 2.

³⁶¹⁶ La plupart des textes du russe sont traduits comme en 1990 par **Anca Oroveanu**. Et les textes hongrois sont traduits par T. Sugar, un des actifs et expérimentés parmi les rédacteurs de 22.

³⁶¹⁷ Helsinki Citizens Assembly qui se réunit à Belgrad est présentée dans 22, 79, le 26 juillet 1991, p. 16.

³⁶¹⁸ Cette visite officielle (entre les 3-5 juillet 1991) s'inscrit dans le plan de coopération de l'OTAN avec les pays ex-communistes adopté lors de la réunion de l'Alliance à Copenhague en juin 1991. Cf. Stan Stoica, *Romania dupa 1989, op. cit.*, p. 44.

« un spécialiste de l'OTAN a dit enfin ce qu'on aurait voulu entendre depuis longtemps : l'Occident a reconnu que l'aspiration à l'indépendance des Slovènes et des Lituaniens est une aspiration démocratique³⁶¹⁹. »

On constate l'intérêt porté aux pratiques des politiques de l'Europe de l'Ouest. La création en novembre 1990 de l'Alliance civique (AC) comme organisation qui réunit des associations et des mouvements contestataires qui se sont affirmés notamment après les premières élections de mai 1990 marque l'évolution des intellectuels, qui se trouvent parmi ses initiateurs, vers un engagement politique explicite. Le statut ambigu de cette structure « civique » qui se donne toutefois les possibilités d'une mobilisation proprement politique³⁶²⁰ révèle la recherche des voies vers l'entrée en politique chez des intellectuels et les inconstances des intellectuels à assumer le statut du politique³⁶²¹. Le Parti de l'Alliance civique (PAC) est né en juillet 1991 au sein de l'organisation civique avec la participation dominante des intellectuels. Sa création est expliquée dans 22 comme le résultat d'une nécessaire adaptation pour préserver un avenir à la démocratie (résister aux tentations nationalistes et antidémocratiques qui pèsent dans toute l'Europe) et pour répondre à la demande sociale qui fait que le lectorat-électorat est moins préoccupé par les discours que par les faits. Une place importante dans cette argumentation qui veut convaincre de la nécessité du passage vers le politique occupe le recours à l'Occident, les conseils ou l'expertise venus de la part des spécialistes ouest-européens (notamment des Français et des Américains) :

« dans un séminaire organisé par National Research Institute for International Affairs dont le but a été l'assistance offerte aux partis politiques dans les pays où ils ont été détruits par le communisme. “Si vous pourriez diriger votre enthousiasme dans un processus politique plus simple, rien ne freinera vos efforts” il a été répété dans la lignée de cette direction américaine spécifique où le pragmatisme rencontre l'efficacité de la générosité bien contrôlée. Soyez simples, soyez créatifs, utilisez les ressources humaines dont vous disposez [...] Les conseils que l'Occident nous offre proposent évidemment un autre type de comportement politique et une toute autre rhétorique que celle dont on a eu tellement l'habitude pendant une année et demie qu'on est devenu des maniéristes³⁶²². »

Le poids de l'expertise occidentale et des références étrangères concernant le politique, et notamment la pensée politique, est affirmé dans bien des témoignages comme modes d'acquisition d'un savoir dont la majorité des intellectuels ont été privés pendant le communisme, et surtout les écrivains³⁶²³. Le recours aux références étrangères sert à inscrire leurs initiatives politiques dans une identité européenne. Il faut relativiser cette influence « occidentale » quand le système référentiel y est accompagné par un discours, déjà « traditionnel » chez les intellectuels roumains, construit sur l'initiative politique comme un travail d'éducation d'une société. La morale est la notion privilégiée par le propos des intellectuels

³⁶¹⁹ Alina Mungiu, « Qui déstabilise l'Europe ? », la Conférence « Perceptions et concepts de sécurité en Europe de l'Est », 22, 77, le 12 juillet 1991, pp. 1 et 16.

³⁶²⁰ Vasile Gogea (écrivain, Brasov) dans 22, 77, le 12 juillet 1991 : « Dans le premier article du statut de l'Alliance civique, l'AC disait qu'elle n'est pas une formation politique, elle n'est pas un parti politique, mais elle n'hésitera pas à assumer des responsabilités politiques quand il sera nécessaire. Et nous croyons que maintenant il est nécessaire ».

³⁶²¹ « Une victoire de la société civile sur le politique », 22, 76, le 5 juillet 1991 ; « L'organisation du désespoir civil », 22, 77, le 12 juillet 1991.

³⁶²² Gabriela Adamesteanu, « Sur la politique et la morale », 22, 77, le 12 juillet 1991.

³⁶²³ Entretien avec Gabriela Adamesteanu (27 février 2007) ; avec Rodica Palade (17 avril 2008).

concernant la politique. L'imaginaire politique dans la vision des intellectuels est habité par « le malade désigné Roumanie », les « virus de la maladie », etc. Toute une terminologie qui renvoie à la fonction de l'intellectuel comme éducateur et moraliste.

Les intellectuels roumains participent les 12-14 juin 1991 à la première réunion de la Confédération européenne organisée à l'initiative des présidents Vaclav Havel et François Mitterrand « inspirée par le congrès européen de Hague en 1948³⁶²⁴ ». Les impressions sur cette rencontre sont publiées dans 22. Ils apprécient la participation des intellectuels ou des politiques en nom propre pour préparer l'agenda politique :

« la rencontre de Prague n'a pas été une rencontre des représentants. Les participants n'ont pas eu un mandat de la part de quiconque... Cela a été un brainstorming, une problématisation préalable à toute initiative de type institutionnelle ou politique [...] Ce qui s'est passé à Prague a signifié la préparation des agendas de problèmes qui devraient être repris ultérieurement par ceux qui doivent composer quelques documents ou quelques plans pour une action future. Même si parmi les participants il y a eu bien de noms sonores qui évoquent l'espace politique, le mandat national et la machine étatique, ils n'ont pas été présents à Prague qu'en tant que porte-parole d'une expérience personnelle, libérée de toute contrainte³⁶²⁵. »

La « société civile » dont ils se réclament est sollicitée par et peut s'accommoder à la politique et aux hommes politiques :

« Il est évident que les politiciens sont moins capables ou moins libres de penser l'Europe comme une globalité [...] un dialogue des citoyens de l'Europe représente une victoire de la société civile sur le politique. Le politique même se trouve dans une situation d'impuissance dans la réalisation de tout projet qui se situerait en dehors de la société civile. Il est important qu'à Prague nous nous soyons représentés nous-mêmes comme personnes, comme parties de la société civile, mais il reste tout aussi important que cette idée est née dans la tête de certains hommes politiques³⁶²⁶. »

Est appréciée cette initiative venue de l'étranger et des hommes politiques qui les accordent la légitimité à la décision :

« cela supposerait une certaine générosité des organes centraux, une disponibilité vers la décentralisation et l'attribution des droits de décision pour les institutions civiles...³⁶²⁷ »

Et attendent de ces rencontres internationales d'impulser le changement dans le monde politique ainsi qu'au niveau de la société civile :

« nous nous trouvons au stade des désidératas où une conférence comme celle de Prague pourrait créer un certain état d'esprit, une pression exercée simultanément et sur le politique mais aussi sur la société civile³⁶²⁸. »

La référence étrangère fonctionne ici comme ailleurs comme mode de légitimation et comme instrument d'autonomisation par rapport au champ politique national. Le recours à l'étranger est affirmé aussi pour signaler l'incapacité des politiques nationales à changer le monde.

³⁶²⁴ Le titre étant rédigé en tchèque et en français « Les assises de la Confédération européenne ». Cf. 22, 76, le 5 juillet 1991.

³⁶²⁵ Mariana Celac, « La transgression des frontières », 22, 76, le 5 juillet 1991.

³⁶²⁶ Smaranda Enache, « La phase d'impuissance du politique », 22, 76, le 5 juillet 1991.

³⁶²⁷ Radu Popa dans 22, 76, le 5 juillet 1991.

³⁶²⁸ Anca Oroveanu, « Un stade des désidératas », 22, 76, le 5 juillet 1991.

Les auteurs français sont les mieux représentés dans la seconde année de parution de la publication du GDS (dix-sept interventions, textes ou entretiens). Par rapport à l'année précédente la publication des entretiens avec des hommes politiques français constituent la nouveauté. Les événements de l'agenda politique rapportent un plus d'attention : la visite des officiels roumains (le premier ministre, Petre Roman, et le ministre des Affaires étrangères, Adrian Nastase) se situe dans les préambules de la présentation de la visite en janvier 1991 du président François Mitterrand, première visite d'un chef d'Etat de l'Europe de l'Ouest.

La diminution des textes étrangers dans 22 est liée à une tendance des intellectuels à investir de nouveaux sujets, à se spécialiser dans des domaines précis. A la faveur de la libéralisation politique du régime qui permet l'ouverture à l'étranger et de la création des bourses des institutions étrangères destinées aux pays ex-communistes, les écrivains avec les jeunes diplômés des facultés des lettres ou des sciences humaines sont les premiers à pouvoir suivre des stages de formation ou de recherche à l'étranger. Les contacts des intellectuels avec l'étranger se déroulent désormais dans des cadres institutionnels, les relations entre individus s'enrichissent des possibilités de dérouler des projets de longue durée, l'importation trouve ainsi une base sociale plus ample que la demande manifestée par des groupes restreints comme les intellectuels.

En 1991, à l'initiative de Radu Toma, professeur de littérature française à l'Université de Bucarest, est créée, dans le cadre de l'Université de Bucarest, la Faculté internationale des sciences humaines dans la langue française avec un projet qui visait les sciences politiques³⁶²⁹. À cette occasion, « en anticipant » l'ouverture de cette nouvelle institution d'enseignement, « quatre personnalités de la culture française » sont invitées dans le pays pour tenir des conférences et « rencontrer le public intéressé » : Jean-Pierre Azéma, François Furet, André Comte-Sponville et Hervé Hamon qui seront tous aussi des invités du GDS. C'est seulement après leurs rencontres avec les membres du GDS qu'ils tiennent des conférences à l'Institut d'études sud-est européennes et à la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest³⁶³⁰. À partir de 1996, la nouvelle faculté change de nom et offre une formation en sciences politiques et une autre en sciences administratives, avec deux sections en langue française et en langue roumaine. Mais à partir de 2000, la faculté ne concerne désormais que les sciences politiques, et crée une nouvelle section en langue anglaise.

Témoin de cette période d'explosion de la demande d'investir l'étranger, des diplomates français et représentants des institutions de promotion de la culture française, racontent leur expérience aux temps du régime communisme et surtout leurs pratiques durant la période qui suit la chute du communisme et la manière dont ils conçoivent l'application de la politique culturelle française en Roumanie :

³⁶²⁹ Entretiens avec Radu Toma (le 26 novembre 2006) ; avec Cristian Preda (15 février 2008).

³⁶³⁰ 22, 70, le 24 mai 1991.

« cela a été une explosion. Il me semblait que les barrières ont été soulevées, et le flot a duré des mois et des mois. Tout le monde venait ici [l'Ambassade de France] pour demander des bourses, des stages, proposer des projets de coopération. Ça a été une période extraordinaire. On a essayé de mettre de l'ordre dans ces projets et surtout de répondre à toutes ces demandes. Je crois que ce qui a constitué le principe de notre politique a été l'examen de ces demandes sans leur imposer quelque chose. Nos principaux objectifs ont été d'aider la Roumanie pour devenir un Etat de droit et pour faire le passage à l'économie de marché. Un troisième objectif a été de contribuer à l'évolution des mentalités. Et le quatrième, la consolidation de notre présence culturelle et linguistique qui correspond à une demande massive [...] en ce qui concerne le livre, il est question d'un domaine dont je me sens proche. Dans ce domaine on a bénéficié de crédits importants. On a continué à faire des donations de livres aux universités, aux bibliothèques mais spécialement aux journaux, aux revues et aux maisons d'édition. On a essayé d'inviter un nombre des plus grands possibles d'intellectuels français parce que nous voulions récupérer les temps perdus, toutes ces années-là quand les intellectuels français ne pouvaient pas venir en Roumanie. Certains sont venus spontanément, autres ont répondu à nos propositions. Ce flux d'intellectuels français des plus notoires me semble extrêmement important pour la renaissance du dialogue intellectuel traditionnel entre nos pays. Il y a eu un colloque Barthes, un autre colloque intitulé "Présences de la littérature française contemporaine", il y a le projet d'un colloque Cioran et d'un autre colloque Malraux à Bucarest avec le concours des Editions Humanitas, du Ministère de la culture et de l'Union des écrivains. De même, il y a l'opération Rimbaud [...] Dans le domaine du livre, donc on a essayé de relancer la dynamique des échanges tellement riches dans la période de l'entre-deux-guerres entre la France et la Roumanie. N'oublions pas l'audiovisuel [...] on a collaboré étroitement avec la Radio et la Télévision roumains. Dès le début on a installé Canal France Internationale, ensuite il y a eu un accord avec La Sept et un autre avec TV 5 Europe [...] il y a une coopération et dans le domaine linguistique et universitaire [...] La coopération universitaire a été caractérisée au début par la visite symbolique, en février 1990, de certains universitaires éminents comme Maurice Duverger, Marc Augé, etc. Michel Serres lui aussi est venu enfin, il a été question de 35 universitaires français des plus connus qui ont passé une journée à Bucarest : l'opération Sorbonne à Bucarest [...] De même je voudrais mentionner les 250 bourses pour les étudiants de tous les domaines qui comptent au total 15 millions de francs [...] cet automne un institut franco-roumain ouvrira ses portes à Bucarest [...] ayant comme objectif central l'accélération des processus de démocratisation et de pénétration de la Roumanie dans une Europe en premier lieu économique et culturelle [...] dans un pays extraordinairement francophile et francophone [...] Je crois que le dispositif a été déjà installé, nous avons un budget qui a augmenté de 5 millions à 70 millions de francs. Je crois qu'après toute cette période de délire et d'euphorie postrévolutionnaires il y a tout ce qui est nécessaire au développement d'une coopération culturelle, scientifique et technique normale [...] il y a un grand désir de la France de s'impliquer dans cette coopération³⁶³¹. »

L'intérêt pour des auteurs et des intellectuels de l'Occident, plus généralement pour la culture et l'espace européen, n'exclut pas des discours aux accents nationalistes et à la fois élitaires, discours où on vise la conservation des traditions nationales qui seraient mises en minorité par des valeurs et normes européennes ou des discours où on reproche à certaines catégories minoritaires surtout la perception négative sur la Roumanie³⁶³².

³⁶³¹ Bogdan Ghiu entretien avec Chantal Colleu-Dumond (conseiller culturel et scientifique de l'Ambassade de France), « Un mode d'être Français à Bucarest », 22, 85, le 8 septembre 1991.

³⁶³² Discours tenus par un autre éditeur d'après 1989, Sorin Dumitrescu, artiste (peintre) et intellectuel orthodoxe, déploie une intense activité journalistique et fonde les Editions Anastasia consacrées aux livres de religion dont aussi des traductions signées par des (futurs) membres du GDS ou des collaborateurs ou rédacteurs de 22. Sorin Dumitrescu ne traduit pas mais signe

Auteurs traduits dans 22³⁶³³

1990	1991
Auteurs russes	
<u>Nicolas Berdiaev</u> ³⁶³⁴	
<u>Vladimir Bukovski</u> ³⁶³⁵	
	Alexandre Zinoviev
	Ruta Vanagaite
<u>Alexandre Soljenitsyne</u> ³⁶³⁶	
Irina Ratushinskaya	Leonid Gozman
Alexander Etkind	Youri Afanassiev
	Evgeni Evtuchenko
Auteurs hongrois	
Agnes Heller	Agnes Heller
Tamas Gaspar Miklos ³⁶³⁷	
	Evgenia Ivanova
Georg Konrad	
Istvan Szélenyi	
	Molnar Tibor (journaliste <i>A Het</i>)
<u>Arthur Koestler</u> ³⁶³⁸	
	Ferenc Feher
Janos Kornai	
Kosary Domokos	
Pierre Kende	
	Horvath Andor
	Marosi Barna (journaliste)
	Galfavi Zsolt (journaliste)
Auteurs de la Tchécoslovaquie	
Vaclav Havel	Vaclav Havel
Karel Capek	Marke Beylin

l'introduction à l'ouvrage d'Erwin Panofsky, *Arhitectura gotica si gandire scolastica*, intro. Sorin Dumitrescu, trad. Marina Vazaca, Bucarest, Anastasia, 1999.

³⁶³³ Sont soulignés les auteurs traduits par les Éditions Humanitas. Dans les notes ci-dessous nous mentionnons l'année de la publication et la collection ou la série où leurs ouvrages sont inclus.

³⁶³⁴ En 1992 avec un volume collectif (préface de Ion Ianos, trad. par Janina Ianos), avec Vladimir Soloviev et Gheorghi Fedotov, *Creitivism si antisemitism* [Christianisme et antisémitisme], dans la coll. « Penseurs russes » dirigée par Ion Ianos.

³⁶³⁵ En 2003 dans la série « Mémoires/Journaux/Conversations ».

³⁶³⁶ En 2000 dans la coll. « Histoire » et dans la coll. « Livre sur la table de nuit » ; en 2002, deux volumes d'un même titre dans la série « Mémoires/Journaux/Conversations ».

³⁶³⁷ Celui-ci est né à Cluj.

³⁶³⁸ Trois titres parus respectivement en 1995, 2002 et 2003.

	(rédacteur en chef de Krytyka)
Auteurs polonais	
Adam Michnik	Adam Michnik
Czeslaw Milosz	<u>Czeslaw Milosz</u> ³⁶³⁹
Lech Walesa	Piotr Pacewicz (journaliste <i>Wiborcza</i>)
Auteurs français	
Albert Camus	Albert Camus
Blaise Pascal	
François Fejtő	François Fejtő
<u>André Glucksmann</u>	<u>André Glucksmann</u> ³⁶⁴⁰
<u>Françoise Thom</u>	<u>Françoise Thom</u> ³⁶⁴¹
Pierre Teilhard de Chardin	
<u>Jean-François Revel</u>	<u>Jean-François Revel</u> ³⁶⁴²
Pierre Hassner	
<u>Simone Weil</u> ³⁶⁴³	Simone Weil
	<u>François Furet</u> ³⁶⁴⁴
<u>Bernard-Henry Lévy</u> ³⁶⁴⁵	
Bernard Poulet	
Christian Pauzié	
	Jacques Julliard
	<u>Alain Finkielkraut</u> ³⁶⁴⁶
	Ilios Yannakakis
	André Comte-Sponville
	<u>Claude Karnoouh</u> ³⁶⁴⁷
	Luc Ferry ³⁶⁴⁸
Auteurs allemands	
	Richard Wagner
	<u>Ralf Dahrendorf</u> ³⁶⁴⁹
	Klaus H. Heitmann
Auteurs britanniques	

³⁶³⁹ En 1999 dans la coll. « Procès du communisme ».

³⁶⁴⁰ En 1991 avec un « essai » et en 1992 dans la coll. « Société civile ». Les livres marqués comme « essai » paraissent hors collection. Ils sont marqués en tant qu'« essais » ultérieurement à leur publication (cf. entretien Lidia Bodea, le 26 juin 2008).

³⁶⁴¹ En 1993 dans la coll. « Société civile » trad. par Mona Antohi.

³⁶⁴² En 1992 et en 1995 dans la coll. « Société civile » et en 2002 avec un « essai ».

³⁶⁴³ En 2003 dans la coll. « Sagesse et foi ».

³⁶⁴⁴ En 1992 dans la coll. « Société civile » avec une introduction de **Sorin Antohi** et en 1996, dans la coll. « Histoire des idées ». François Furet est accompagné par Jean Daniel (*Le Nouvel Observateur*) dans sa visite en Roumanie. Cf. 22, 74, le 21 juin 1991.

³⁶⁴⁵ En 1992 dans la coll. « Société civile », trad. par Irina Badescu.

³⁶⁴⁶ En 1992 avec un « essai ».

³⁶⁴⁷ En 1994 dans la coll. « Nations/Mentalités ».

³⁶⁴⁸ Traduit par Mona Antohi dans la rubrique « culture », 22, 93, le 1^{er} novembre 1991.

³⁶⁴⁹ Dans la coll. « Société civile », en 1993, en 1996 et en 2001.

	<u>Dennis Deletant</u> ³⁶⁵⁰
Auteurs américains	
Erich Fromm	
<u>Gail Kligman</u> ³⁶⁵¹	
<u>Katherine Verdery</u> ³⁶⁵²	
Jeffrey C. Goldfarb	
<u>George Soros</u>	<u>George Soros</u> ³⁶⁵³
Auteurs italiens	
Benedetto Croce (trad. Andrei Pippidi)	
Auteurs norvégiens	
Steinar Lone	
Auteurs danois	
Michael Kristiansen	
<u>Auteurs de l’(ex-)Yougoslavie</u>	
	Slavenka Drakulic (Croatie)
	Milovan Djilas (Belgrade)
	Slauko Gaber (Ljubliana)

Présence de représentants politiques étrangers dans 22 en 1991

Manfred Wörner (l’OTAN)
Markus Meckel (membre du Bundestag, député, Parti socialiste-démocrate, membre de la commission de l’OTAN)
Renaud Vignal (ambassadeur de la France en Roumanie)
Chantal Collet-Dumond (conseiller culturel de l’Ambassade de France en Roumanie)
Bernard Stasi (vice-président du parti Centre des démocrates sociaux)
François Léotard (président d’honneur du Parti républicain, député et maire, ancien ministre de la Culture et des Communications)

Spécialistes de la Roumanie dans 22	
1990	1991
Dennis Deletant ³⁶⁵⁴ (spécialiste de la Roumanie communiste)	Dennis Deletant (spécialiste de la Roumanie communiste)
Mark Almond (historien, Oxford University)	

³⁶⁵⁰ Traduit de l’anglais en 1998, dans la coll. « Procès du communisme ».

³⁶⁵¹ En 2000 dans la coll. « Procès du communisme ».

³⁶⁵² En 1994 dans la série « Histoire », trad. par **Sorin Antohi** et Mona Antohi.

³⁶⁵³ En 1991, trad. de l’anglais, *Pentru o transformare a sistemului sovietic* [Pour une transformation du système soviétique].

³⁶⁵⁴ Dennis Deletant est aussi auteur traduit par la maison d’édition de l’Académie civique.

Katherine Verdery ³⁶⁵⁵ (spécialiste de la culture sous le communisme)	
Gail Kligman (spécialiste des politiques roumaines dans la période communiste)	
	Klaus H. Heitmann (spécialiste de la langue roumaine)

II. La traduction comme stratégie pour construire une « identité » collective

Groupe constitué ad-hoc qui permet à certains milieux intellectuels (des milieux non-universitaires en 1989) de se rendre visibles, regroupant sur la base des protestations venues du monde culturel et des revendications de date récente des intellectuels des représentants de diverses professions intellectuelles (littéraires, scientifiques dans des disciplines de sciences humaines), sans projet ni initiateurs qui auraient imaginé à quoi ce mode d'existence des intellectuels devrait servir, des intellectuels trouvent des repères dans l'actualité internationale ou dans le passé justifiant leur existence en tant que groupe par le déroulement des événements de 1989 et leur rôle mineur dans le nouvel ordre des choses politiques. Ces traductions contribuent à créer une lignée sinon une identité pour la revue et le GDS. Leur fonction est en premier lieu de légitimation des revendications du Groupe³⁶⁵⁶.

Les textes qui présentent des auteurs étrangers, que ce soit des traductions ou des entretiens avec des auteurs étrangers et ensuite avec des politiques étrangers, sont des plus nombreux. C'est pendant les premières années de sa parution que les auteurs étrangers sont plus divers. Le nombre des références étrangères décroît avec les années sans pourtant disparaître, elles sont convoquées ensuite à des occasions diverses mais n'occupent plus une place importante. La dernière page, qui est dédiée en 1990 aux traductions, comprend aussi parfois des textes signés par **Pavel Campeanu** qui traite des thèmes de l'actualité politique à partir de l'analyse des enquêtes qu'il mène dans le Centre indépendant de sondages, structure du GDS qu'il dirige³⁶⁵⁷. À deux reprises on publie des analyses sur la situation des Roms, textes signés par le sociologue Nicolae Gheorghe. En 1991 sont publiés plus des entretiens avec des politiques ou, plus rarement, des présentations des associations internationales que des traductions d'extraits de livres. En 1992 dans cette page on voit des texte-études signés par des spécialistes de la science politique (Jakub Karpinski sur les nations) ou des textes d'histoire culturelle (Theodor Enescu, Dan Pavel) ou d'histoire nationale (Ileana Vrancea), des textes signés par des membres du GDS (**Gabriel Andreescu**) ou des intellectuels de l'exil. La page comprend parfois des présentations des événements culturels (Gabriela

³⁶⁵⁵ Katherine Verdery est aussi traduit chez Polirom d'Iasi.

³⁶⁵⁶ Pour en montrer ce que le groupe fait à chacun des membres des plus impliqués ou intéressés par le GDS, autrement dit sa fonction sociale, et ce que chacun de ces intellectuels est supposé apporter au GDS, à la construction de sa position.

³⁶⁵⁷ Voir chapitre 9.

Adamesteanu parlant de la sur la foire du livre). Des annonces de la Fondation Soros sont des plus nombreuses à être publiées dans cette page.

L'analyse de l'hebdomadaire 22, édité par le Groupe, soulève des questions quant au rôle des traductions dans la construction d'une publication à large diffusion (avec un tirage de 600 mille exemplaires en 1990 et de 100 mille en 1991) traitant principalement de la politique. Les textes de tiroir, récits de mémoire ou témoignages, produits par les intellectuels roumains sont publiés au même titre que les extraits de traductions d'auteurs étrangers consacrés comme relevant de la pensée anticomuniste. La référence à l'espace extranational dans 22, notamment à celle de la dissidence de l'Europe centrale et de l'Est, procure au GDS la légitimité à construire sa position en rupture d'avec le passé communiste. Les références à la dissidence de l'Europe de l'Est sont véhiculées aussi par d'autres intellectuels. Ces intellectuels ne sont pas des membres du GDS, mais ils publient dans 22, contribuant à légitimer la position revendiquée par le GDS dont la revue contribue à créer une image. Par ce travail d'importation des auteurs est-européens ils tentent de réinscrire leurs activités, leurs stratégies et leurs expériences de la période communiste, mais surtout leurs idées présentées par 22 dans une lignée de la pensée dissidente. La convocation des intellectuels dissidents est-européens permet de rapprocher leurs expériences à celles des intellectuels des autres pays ex-communistes, en essayant de s'identifier à ces derniers³⁶⁵⁸. La référence étrangère joue un rôle important et occupe une place importante notamment lorsqu'on ne peut pas mobiliser un capital suffisamment fort acquis antérieurement (capital symbolique ou capital moral), et qu'on entend marquer une rupture avec le passé récent, y compris avec des références qui leur viennent directement de la période et de l'espace de leur formation (discipline, auteurs et formateurs)³⁶⁵⁹. Faute de pouvoir (re)faire une histoire collective des intellectuels roumains dissidents ou des dissidents roumains c'est d'une quête de modèles qu'on pourrait parler. Des auteurs est-européens (en provenance des pays de l'Europe centrale ou de l'Union soviétique) et des intellectuels français sont les principales références des intellectuels roumains dans 22. Ces références seront réinvesties dans le champ éditorial roumain et surtout par les Éditions Humanitas³⁶⁶⁰.

La référence à des auteurs dissidents est-européens renforce aussi leurs prises de position quant à la manière dont le communisme doit être appréhendé. Les témoignages sur leur opposition à l'ancien régime, la convocation des victimes de l'ancien régime se trouvent ainsi encadrés par des auteurs étrangers. La pensée est-européenne contribue à légitimer les valeurs morales de l'« anticomunisme » comme prise de position politique assumée par le Groupe. Mais l'engagement politique qu'il assume sous l'étiquette de « l'anticomunisme » recouvre des points de vue très hétérogènes, parfois contradictoires, suivant

³⁶⁵⁸ L'entrée en politique des dissidents est-européens est un sujet abordé avec des intellectuels étrangers.

³⁶⁵⁹ Et donc avec le leur aussi mais qu'ils vont par la suite abandonner, au moins institutionnellement, car ils vont s'inscrire dans d'autres disciplines (**Sorin Antohi**, **Stelian Tanase**, etc.).

³⁶⁶⁰ Des traductions, surtout des auteurs français, par les Éditions Nemira ont été largement influencé par un des intellectuels et membres fondateurs du Groupe, **Dan Petrescu**. Entretiens avec Cristian Preda (15 février 2008) ; avec Bogdan Ghiu (le 30 juin 2008).

l'hétérogénéité des parcours scolaires ou intellectuels, des expériences et des positions diverses dans l'espace social communiste.

Les commentaires au sujet des auteurs traduits et des propos tenus par des intellectuels étrangers sont des préliminaires à leurs prises de position intellectuelles et politiques (individuelles ou collectives). La traduction comme le travail d'interprétation des idées et des auteurs de l'étranger des membres offrent prétexte pour exprimer des convictions qui peuvent ne pas s'accorder avec celles de la plupart des membres ou bien à accentuer certaines opinions qui peuvent passer comme innovatrices par rapport à l'état de l'espace des discours sur le politique. Elle fournit l'occasion pour des discussions autour des sujets politiques. Si la traduction et l'intérêt pour certains auteurs révèlent des préoccupations et des compétences acquises antérieurement, certains autres trouveront dans cette pratique, la traduction, la base de leur activité future : traducteurs de livres de sciences humaines après 1989, ayant une formation en lettres ou en philosophie.

Désireux de se situer et d'être situés, d'intervenir sur le terrain de la politique, de se distinguer, par leur travail d'importation et/ou d'interprétation, ils contribuent au succès de l'exportation de certaines catégories et/ou de certains auteurs. Ce sont des auteurs qui s'intéressent à la Roumanie, parfois se trouvant en visite en Roumanie, parfois étant des collaborateurs des universitaires roumains (autres que ceux du Groupe), ce sont aussi des intellectuels que des (futurs) membres du GDS ont pu rencontrer et qu'ils fréquentent à l'étranger (en France ou aux États-Unis). Parmi des auteurs traduits, des intellectuels fréquentés après 1989 par des membres du GDS, on compte aussi d'un côté, des spécialistes de la Roumanie qui fréquentent des milieux intellectuels roumains bien avant 1989³⁶⁶¹, et, de l'autre, des intellectuels d'origine roumaine qui sont des proches des intellectuels de l'exil³⁶⁶². Certains s'intéressent plus aux intellectuels qui se trouveront en visite en Roumanie, alors que certains autres introduisent des auteurs qu'ils ont pu entendre et qu'ils ont pu lire et parfois rencontrer en suivant les conseils d'un ou des autres intellectuels, plus avertis qu'eux car plus âgés ou établis à l'étranger.

Les sujets et les textes qu'ils traduisent ou dont ils discutent sont révélateurs de leurs préoccupations d'avant 1989 dans le cas de ceux qui sont plus âgés (nés dans les années 1920 ou dans la décennie suivante – **Pavel Campeanu, Sorin Vieru**). Mais comme les plus jeunes sont plus nombreux à traduire après 1989, la traduction semble fournir la base pour leurs revendications futures d'une compétence qu'ils obtiennent après 1989 (**Sorin Antohi**, Bogdan Ghiu, etc.). D'une discipline à l'autre, ou d'un métier intellectuel à un autre, le passage se fait surtout grâce à ce regard et intérêt porté à l'espace intellectuel étranger. Qu'ils discutent du communisme en partant des textes d'auteurs étrangers cela renvoie à leurs préoccupations anciennes, durant le communisme, à leur formation (**Sorin Vieru**) ou aux nouveaux intérêts des

³⁶⁶¹ Katherine Verdery, Gail Kligman.

³⁶⁶² Tamas Gaspar Miklos.

intellectuels dans la période communiste qui apparaissent en lien avec des stratégies visant la valorisation d'un capital acquis récemment (**Sorin Antohi** ; **Stelian Tanase**). Des opinions qui ne semblent pas faire échos au sein du GDS apparaissent ainsi parfois dans leurs commentaires des textes des auteurs étrangers.

Des auteurs français, investis ou qui investissent eux-mêmes le champ intellectuel roumain de par leur attention qu'ils accordent au Groupe, sont les principaux interlocuteurs des intellectuels roumains, dans la première moitié des années 1990. Ces intellectuels français intéressés par l'espace roumain après 1989, et se présentant au GDS comme de ses invités, sont ceux avec lesquels des intellectuels roumains de l'exil, notamment ceux de Radio « Free Europe », ont des affinités³⁶⁶³.

L'accueil fait aux intellectuels de l'étranger et ces situations d'échange nous renseignent sur leurs revendications et leurs prétentions, plus généralement sur la position qu'ils occupent à l'intérieur comme à l'extérieur du Groupe. Dans ces échanges avec des intellectuels français, certains intellectuels roumains s'autorisant d'un capital symbolique acquis avant 1989 invoquent un passé traumatique et une « spécificité » roumaine en se réclamant de la posture de l'intellectuel qui se sent appelé à juger sur les valeurs et à décider des solutions à adopter dans la période postcommuniste.

Chapitre 8

Religion, droit et histoire dans 22. De l'alliance et des conflits entre droit et tradition.

« Intellectuels orthodoxes », historiens et militants pour les droits de l'homme

La religion avait eu son rôle dans l'opposition anticomuniste avant 1989 et parmi ceux qui sont des membres fondateurs du GDS (c'est le cas de **Doina Cornea** qui appartient à l'Église uniате, catholique de rite oriental³⁶⁶⁴). L'intérêt pour la religion avait marqué le parcours de certains membres du GDS sous le communisme (**Andrei Plesu**, **Radu Bercea**). Après 1989 la vision religieuse est fondement ou repère de certaines prises de position. Discutant en 1999 de l'espace public sous le communisme où « personne ne passait inaperçu » et des interprétations données dans la période postcommuniste à la contribution des intellectuels à cet espace, Daniel Barbu parle de l'opposition au communisme indiquant les « révoltes isolées de Gh. Calciu et **Doina Cornea**³⁶⁶⁵ ». **Doina Cornea** ne discute de ses expériences sous le communisme³⁶⁶⁶ dans 22 qu'en 1993, mais elle publie aux Éditions Humanitas à l'automne 1991 le recueil

³⁶⁶³ Monica Lovinescu, *Jurnal 1990-1993*, op. cit., p. 198.

³⁶⁶⁴ Plus souvent et dans les documents officiels elle apparaît sous le nom de l'Église catholique de rite orthodoxe.

³⁶⁶⁵ Daniel Barbu, *Republica absenta*, op. cit., p. 53.

³⁶⁶⁶ « Route bloquée. **Doina Cornea** porte témoignage », rubrique « Dissidents », 22, 174, 1993. Cet article paraît aux côtés de la traduction d'un texte d'Adam Michnik publié dans *Libération*, « Le printemps 1968 – printemps 1993 ».

de ses textes diffusés à l'étranger dans la période communiste, présenté dans 22³⁶⁶⁷. Si la religion constitue pour **Doina Cornea** un des plus forts repères dans la poursuite des objectifs qu'elle s'est imposée dès qu'elle se confronte au pouvoir, ses convictions religieuses jamais discutées véritablement sont visibles dès son premier entretien paru dans 22 dans un numéro suivant celui dédié à la religion³⁶⁶⁸. **Doina Cornea** interviendra deux fois (mentionnée une seule fois dans un article signé par Gabriela Adamesteanu) tout au long de l'année 1990 dans 22. Le prêtre Gh. Calciu, exilé aux États-Unis, n'est présenté dans 22 en cette qualité qu'une seule fois³⁶⁶⁹. Les rares témoignages portés par des dissidents bien connus contrastent avec la publication des intellectuels qui semblent avoir constitué des repères des intellectuels du GDS sous le communisme. Gh. Calciu interviendra au cours de l'année 1991 pour parler de ses contacts dans les milieux politiques étatsuniens. Gh. Calciu suscite l'intérêt du GDS ou au moins de certains intellectuels du GDS comme médiateur entre l'opposition intellectuelle et/ou politique (le GDS et les partis de l'opposition, le PNTCD et le PNL) et les politiques étatsuniens.

La formation après 1989 d'un groupement contestataire de la hiérarchie ecclésiastique, le Groupe de réflexion pour le renouveau de l'Église orthodoxe [Grupul de reflectie pentru reinnoirea Bisericii ortodoxe] (GRRBO), permet à des artistes ayant reçu leur consécration dans la période communiste et à un clerc, proches de certains membres fondateurs de s'intégrer dans le GDS. Un clerc (Iustin Marchis), un théologien (Teodor Baconsky) et deux artistes (Horia Bernea et Sorin Dumitrescu), ayant participé à la formation de ce groupement informel qui milite en 1990 pour le « renouveau » de l'Église seront des membres du GDS. À l'exception du plus jeune, Teodor Baconsky, théologien qui n'a fait ses débuts qu'après 1989, les autres sont cooptés au sein du GDS en 1990. Ce n'est qu'après 1989 qu'ils vont exprimer leur critique à l'égard des représentants des institutions (et dans ce cas-là, l'Église), de l'autorité. Les contacts entre eux et les futurs membres fondateurs du GDS ne conduisent pas à élaborer ensemble des critiques à l'égard du pouvoir communiste ou des décisions politiques. Ce qui constitue la nouveauté de la période postcommuniste, ce n'est pas tant l'intérêt des intellectuels pour la religion ou qu'ils accordent à l'Église un rôle dans la régularisation des conduites, mais le fait qu'au titre des représentations du rôle de l'Église dans la période postcommuniste, des « intellectuels orthodoxes » critiquent des représentants de cette institution. Leur intégration dans le groupement composé d'intellectuels de diverses formations leur permet de « parler au nom de leur religion sans être confondus avec l'Église³⁶⁷⁰ » et renforce la position des « intellectuels orthodoxes ». Les tenants de l'orthodoxie dans le champ intellectuel ne se servent pas

³⁶⁶⁷ Dans une annonce concernant les parutions des Editions Humanitas (22, 87, 1991). Un autre ouvrage cosigné par **Doina Cornea** paraît chez Humanitas en 1992.

³⁶⁶⁸ 22, 9, 1990. L'entretien est cosigné par Dan Pavel. Pour **Doina Cornea** les événements de 1989 et la chute du communisme constituent une « merveille » [« minune »]. **Stelian Tanase**, un autre intellectuel du GDS, de la plus jeune génération des membres fondateurs du GDS, utilisera le mot de « miracle » dans l'intitulé (de la première édition) de son livre portant sur la « révolution » roumaine.

³⁶⁶⁹ 22, 7, le 2 mars 1990.

³⁶⁷⁰ Hervé Serry, *Naissance de l'intellectuel catholique*, op. cit., p. 16.

d'un attribut spécial pour s'auto-désigner, ni même ceux qui doivent leur entrée dans le champ intellectuel grâce au lien qu'ils opèrent entre le registre religieux et celui politique. Toutefois, la part importante occupée par l'orthodoxie dans leurs discours, l'intérêt porté à l'appartenance religieuse et à la cause de l'Église, leurs stratégies de légitimation dans le champ intellectuel et parfois même dans le champ politique permettent d'utiliser le syntagme « intellectuel orthodoxe » pour se référer à une fraction intellectuelle, d'ailleurs, de plus en plus présente dans l'espace public actuellement³⁶⁷¹.

Le fait d'être clerc peut expliquer le silence de Justin Marchis, le seul parmi des membres du groupement qui milite pour le « renouveau » de l'Église orthodoxe, ayant intégré le GDS, à ne pas signer des textes dans 22. La cooptation du prêtre Justin Marchis est liée aux relations qu'il avait entretenues avec des intellectuels, membres fondateurs du GDS, tout comme à son appartenance au GRRBO. Si Justin Marchis n'interviendra jamais dans 22, ni ne signera des textes ailleurs, son intérêt pour la politique est manifeste lorsqu'il se portera candidat aux élections sur la liste des indépendants réunissant des intellectuels du GDS et des journalistes. Comme militant pour le « renouveau de l'Église », ensuite comme membre du GDS ou, plus tard, lorsqu'il déclare ne plus s'intéresser à la vie publique, ce sont ses relations étroites avec des intellectuels du GDS et proches du GDS qui font de lui une figure atypique dans le paysage des clercs, sans poste dans l'administration de l'Église, cosmopolite, mondain et jouissant d'une grande liberté. Aux laïcs, artistes qui investissent leur adhésion à l'orthodoxie dans l'espace public, qui contestent ensemble avec des clercs les responsables en place de l'Église orthodoxe en constituant le GRRBO, revient le rôle de discuter au nom de l'Église dans 22. Sorin Dumitrescu et Horia Bernea, cooptés en 1990, revendiquent la légitimité de discuter au nom de l'Église mais aussi le jeune théologien, Teodor Baconsky qui n'est pas membre du GDS dans les années 1990.

La religion comme vision du monde n'a pas fait l'objet d'un débat dans les milieux intellectuels. Ce n'est pas la vision orthodoxe soutenue par certains membres du GDS ni le passé de l'espace national sur lequel ces derniers s'appuient, mais le recours à des repères du passé qui suscite des critiques lorsque nombre d'intellectuels reviennent sur le passé pour fournir des réponses à des problèmes du présent. On ne met pas en question l'adhésion à une vision fondée sur la religion mais on s'accorde à rejeter des idées et des opinions qui renvoient à l'extrémisme. La majorité des membres du GDS, assumant ou non une identité religieuse, s'accordent à soutenir l'importance de la place de l'Église dans le nouvel ordre, au moins au cours de l'année 1990. Des opinions proprement politiques ne sont pas exemptes du poids des appartenances religieuses. Intellectuels proches de l'Église, intellectuels qui témoignent de leur appartenance religieuse orthodoxe, membres du GDS, et des politiques s'accordent à donner à l'Église

³⁶⁷¹ Voir Pierre Bourdieu & Roger Chartier, *Le sociologue et l'historien*, préface de Roger Chartier, Marseille, Agone & Raisons d'agir et INA, coll. « Banc d'essais », 2010, p. 29 : « Ce sont les catégories mêmes avec lesquelles on construit l'objet historique qui devraient être l'objet d'une analyse historique. La même chose à propos des termes mêmes avec lesquels nous parlons de la réalité ».

orthodoxe un rôle important dans la période postcommuniste. L'intérêt pour la question de la religion ou l'importance accordée à l'appartenance à l'Église chez des intellectuels prend contour avec l'accent mis sur les questions politiques et l'assignation à l'Église d'un rôle dans la « normalisation » des comportements dans la période postcommuniste, fonctionnant comme contrepoids de son incapacité à exercer une emprise sociale sous le communisme. L'effervescence des manifestations de la religiosité qui se profile sous l'apparence d'un retour au religieux en contrepoint de la libéralisation politique n'est pas sans rapport avec la manifestation du sentiment religieux au cours des événements de 1989 ni avec la stimulation par des leaders des mouvements civiques ou des politiques de cette euphorie quant aux possibilités de s'exprimer publiquement. Le discours sur l'Église ne se résume pas aux propos tenus par des intellectuels qui, avec des clercs, se sont constitués en groupe pour défendre le « renouveau » de l'Église orthodoxe, aux critiques des prises de position des clercs ou des structures politiques de l'Église.

Les « intellectuels orthodoxes » ne sont pas les seuls à s'intéresser à la religion puisque d'autres intellectuels du GDS ou de l'exil traitent de la religion dans 22 ou dans d'autres publications. Mais ce qui distingue les « intellectuels orthodoxes » des autres membres du GDS préoccupés par l'orthodoxie c'est qu'ils soutiennent la position de l'Église en se faisant les concurrents ou les porte-parole de l'Église dans la presse laïque et que, dans leur cas, l'orthodoxie est constitutive de leur vision du monde. Le profil comme les prises de position des concurrents des représentants de l'Église et de l'orthodoxie dans l'espace public évoluent à travers le temps.

Des écrivains ou des chercheurs et par la suite des universitaires, introduisent dans le débat public la question de l'Église et le thème de l'orthodoxie. Mais tous ceux qui s'intéressent à la question de l'Église ou manifestent leur adhésion à l'Église et/ou à la « spiritualité orthodoxe » ne peuvent pas être appréhendés comme des « intellectuels orthodoxes ». Car leur intérêt est soit strictement lié au contexte du début des années 1990 soit leurs préoccupations à traiter de la religion et de l'Église révèlent des intérêts autres que ceux qui correspondent à une préoccupation au « renouveau » de l'Église. Tous ceux pour lesquels la religion occupe une place importante dans leur formation (c'est le cas de **Mihai Sora**) ou qui accordent à la religion un rôle important dans la formation des esprits (c'est le cas de **Doina Cornea**), ne sont pas des « intellectuels orthodoxes ». Certains peuvent soutenir des initiatives de ceux qui s'intéressent à la religion, dont certains sont des intellectuels orthodoxes, qui jouissent ainsi de la reconnaissance qu'on leur accorde (c'est le cas de **Mihai Sora**, un des plus connus intellectuels de la période postcommuniste, membre du GDS et ministre de l'Enseignement immédiatement après 1989), alors que d'autres peuvent s'intéresser à l'Église pour discuter de l'importance du rôle que l'Église est appelée à jouer dans la période postcommuniste mais aussi de critiquer l'Église.

Traiter de la religion, plus précisément de l'orthodoxie, est semblable à s'intéresser aux héritages ce qui, dans le champ intellectuel, suppose se rapporter aux prédécesseurs, se rapporter à la tradition nationale.

Ceux qui s'intéressent aux auteurs déjà consacrés, aux « classiques », écrivains ou philosophes roumains, ne se préoccupent pas de traiter de la religion. En effet, on peut observer une partition entre ceux qui discutent de l'Église et ceux qui interviennent et se rapportent aux auteurs qui peuvent être appréhendés comme des « repères » ou des « héritages » pour avoir contribué construire leur univers symbolique. Les écrivains se préoccupent peu de traiter de l'Église, et quand ils le font c'est au titre de leur appartenance à l'Église et au nom de leurs attentes qui découlent de leurs représentations de l'Église et de son rôle après 1989. Par contre, les écrivains sont plus enclins à véhiculer des termes du registre religieux et à décrire les manifestations de la religiosité dans l'espace public ou bien à attirer l'attention sur la distance entre leurs représentations de l'Église et l'attitude des clercs. Toutefois, des écrivains feront de leur appartenance religieuse le trait distinctif de leurs activités intellectuelles, mais après 1989, ils sont plutôt des publicistes ou des rédacteurs pour la presse ou dans le secteur éditorial.

La question de l'Église orthodoxe peut être la marque de l'intérêt pour l'actualité politique mais aussi le sens que prend pour eux le retour au passé moins récent, la recherche des repères dans l'histoire nationale, précisément pour ceux qui ne sont pas des écrivains. Les artistes, les historiens et des philosophes étant les plus enclins à faire ce lien.

La question de l'Église se construit comme domaine d'intérêt après 1989 et pour ceux qui sont préoccupés par la politique. Elle permet la politisation de certains écrivains ou de ceux qui sont plus proches des écrivains, des artistes ou des journalistes de la période postcommuniste³⁶⁷², au moment où la littérature n'intéresse plus que faiblement le public, ou bien à se créer une position qui les rapprochent des intellectuels, notamment de ceux qui ont reçu leur consécration sous le communisme. L'intérêt pour la religion, l'investissement d'un tel sujet comme l'Église peut traduire une position dominée. Et cela est encore visible chez les plus jeunes qui s'intéressent à la politique. On intervient sur le terrain de la politique en parlant de l'Église et on s'intéresse à la religiosité dans les écrits journalistiques pour traiter ensuite des auteurs et des textes religieux dans les écrits à visée scientifiques.

Traiter de la religion et plus, de l'Église, semble révéler des préoccupations pour la politique mieux ancrées dans les traditions nationales. C'est alors compréhensible que des historiens dans la période postcommuniste soient de ceux qui critiquent des pratiques de l'Église et des opinions des intellectuels orthodoxes. Les références à l'Église, à l'orthodoxie ou au christianisme sont présentes dans nombres de textes signés par des intellectuels quand ils traitent de la société, des événements ou des acteurs politiques. Des écrivains et de jeunes philosophes qui témoignent de leur appartenance à l'orthodoxie discutent aussi de la religion et des représentants de l'Église. Mais ils discutent dans la plupart des cas en non-spécialistes, s'intéressant à l'Église en suivant l'agenda politique ou l'agenda médiatique, etc.

³⁶⁷² Dans nombre de cas, on ne connaît pas leur parcours professionnel d'avant 1989, mais on peut supposer, des informations recueillies, pourtant lacunaires, qu'ils se recrutent parmi des cadres enseignants.

Les prises de position politiques des intellectuels dévoilent des savoirs antérieurement acquis ou des préoccupations qui datent de la période communiste qui peuvent être éventuellement transposés dans d'autres espaces de la production culturelle, en devenant ainsi la base pour la construction d'un domaine d'intérêt. L'appartenance à l'orthodoxie ou l'intérêt pour l'Église orthodoxe peut dans certains cas être transférée sur le terrain politique. Les discours sur la religion peuvent être aussi le résultat de la réception des discours sur le communisme, ils contribuent à l'espace des prises de positions proprement politiques et participent de la rhétorique de l'anticommunisme. Ce sont tout autant d'interprétations des textes des auteurs qui révèlent des repères autres que ceux strictement littéraires et/ou philosophiques. Plusieurs registres se combinent dans les discours qui ont comme objet l'Église ou la religion. Si le registre religieux est souvent présent dans beaucoup de discours politiques, ce sont les rapports que l'auteur entretient avec l'Église et son rapport à la religion, à son appartenance religieuse, qui intéresse ici.

Tous ceux qui s'affirment en tant que spécialistes de la culture (historiens ou philosophes) n'accordent pas à la religion ou à l'Église une place dans leurs écrits scientifiques, mais ceux qui le feront ne sont pas tous des « intellectuels orthodoxes » ni des intellectuels qui s'attachent à soutenir une vision fondée sur la religion et/ou des militants d'une église quelconque (Ion Ianoși, Daniel Barbu³⁶⁷³). Et ceux qui sont des spécialistes de la religion ne sont pas tous préoccupés à discuter de la religion ou de l'Église orthodoxe dans leurs écrits journalistiques, ainsi ils ne sont pas tous des « intellectuels orthodoxes » (**Radu Bercea** ou Andrei Oisteanu³⁶⁷⁴). Tous ceux qui discutent après 1989 de l'Église ou de la religion dans leurs écrits journalistiques n'en traitent pas dans leurs écrits à visée scientifique. L'intérêt pour l'Église et la religion peut être l'effet du contexte (**Stelian Tanase**, **Andrei Pippidi**). Leur intérêt pour l'Église ou/et la religion peut être fonction de leur spécialisation ou en lien avec celle-ci : une formation en histoire (**Andrei Pippidi**) ou l'intérêt pour faire de l'histoire. Intérêt manifeste dans leurs écrits journalistiques, il spécifie

³⁶⁷³ Daniel Barbu, *Bizant contra Bizant. Explorari in cultura politica romaneasca*, Bucarest, Nemira, « Société politique », 2001. L'auteur fait de l'histoire des pratiques culturelles en abordant la question de la modernisation pour étudier les processus de modernisation qui ont lieu dans l'espace qui se construit à l'intersection entre la politique et la culture ce qui conduit aussi à faire la critique de l'Église orthodoxe (des détenteurs du pouvoir symbolique et de sa production lettrée). Dans ce cas-ci il s'agit d'un intellectuel ayant publié ses études d'histoire de l'art avant 1989 et dont le premier livre de la période postcommuniste traite du politique (Id., *Sapte teme de politica romaneasca, op. cit.*), réflexions enrichies et développées par la suite (Id., *Republica absenta, op. cit.*).

³⁶⁷⁴ Signataire d'ouvrages d'anthropologie, auteur de l'ouvrage *Imaginea evreului in cultura romana* [L'image du Juif dans la culture roumaine], Andrei Oisteanu est aussi intéressé par l'étude de la religion. Sa compétence dans ce domaine a été reconnue par son intégration dans le récent Institut d'histoire des religions créé à l'Académie roumaine sous la direction d'**Andrei Plesu**. Des spécialistes de la religion sans pourtant s'attacher à défendre la cause de l'Église lient des relations étroites (ils partagent une même appartenance ou collaborent et ils soutiennent réciproquement leurs initiatives) avec des « intellectuels orthodoxes ». Ces relations se déploient dans divers milieux et à diverses occasions en raison de certains sujets communs qui les préoccupent mais aussi en raison d'une appartenance commune, plus ou moins durable, comme le fait d'être membre du GDS ou d'être passé par une même institution, comme le New Europe College.

l'espace de leurs préoccupations intellectuelles (Dan Pavel)³⁶⁷⁵ pour les fixer dans le champ intellectuel³⁶⁷⁶. L'intérêt pour la religion et l'Église n'est alors qu'un moyen pour eux de prendre part à la définition des enjeux qui traversent le champ intellectuel, leur mode de légitimation pour l'espace intellectuel. Cette identité fonctionnant dans le champ intellectuel³⁶⁷⁷ est aussi une identité qui fonctionne dans le champ politique. Chose qui ne peut pas toujours s'appliquer dans le cas des auteurs qui traitent d'une culture spécifique sauf à se pencher sur des auteurs faisant partie du canon d'un courant politique³⁶⁷⁸. Traiter des auteurs classiques ou d'une culture (lettrée) spécifique voire des milieux intellectuels ou/et bien de la religion (y compris des auteurs des canons religieux) constitue souvent leurs premiers actes d'appartenance au champ intellectuel. On peut établir que des intellectuels, en spécialistes (après certification ou reconnaissance d'une certaine compétence par leur entrée à l'Université dans certaines disciplines différentes de celle de leur formation), traitent généralement d'une culture spécifique (auteurs participant d'un courant intellectuel) ou de la religion avant de traiter de la politique.

Des intellectuels orthodoxes (auteurs de la période communiste ou de la période postcommuniste) ne sont pas tous et ne le seront ni par la suite des spécialistes de la religion. Mais ils tendent à légitimer un engagement politique au nom de leur intérêt pour la religion manifeste dans leurs activités spécifiques et de leur adhésion à la cause de l'Église en contribuant à la diffusion des études et des discours sur l'Église et/ou la religion (Sorin Dumitrescu). Certains doivent leur entrée dans le champ intellectuel à la translation d'une appartenance religieuse (notamment au début des années 1990) qui avait été transposée au préalable dans l'esthétique (ils sont des artistes bien connus de la période communiste).

Mis à part les intellectuels orthodoxes qui peuvent aussi bien être chargés à un moment ou à un autre de la gestion du domaine des cultes ou des intellectuels, auteurs d'études sur la religion et sur l'Église, on trouvera, situés dans l'espace intellectuel ou en marge de celui-ci, des militants pour la religion (normes) au sein des organisations politiques (**Thomas Kleininger**). Leur rôle en tant que médiateur entre champ intellectuel et champ politique doit être pris en compte ici pour avoir donné la parole à des intellectuels orthodoxes devant des politiques mais aussi parce qu'ils sont des participants au dialogue qui se déroule entre des intellectuels sur des questions auxquelles s'intéressent l'Église.

Traducteur avant 1989, Thomas Kleininger contribue à la construction des Éditions Humanitas auprès de son ami et ancien collaborateur, Gabriel Liiceanu, directeur de cette maison créée en 1990. Lorsque Thomas Kleininger est en charge de la direction de l'Institut d'études libérales³⁶⁷⁹, des universitaires se consacrant à l'étude de la religion (faisant

³⁶⁷⁵ On laisse de côté ici leur intérêt pour certaines autres églises minoritaires en Roumanie, comme l'Église uniata, intérêt qui fait suite à leurs discours sur l'Église orthodoxe et les manifestations de religiosité qui tiennent surtout d'une conjoncture politique particulière, celle du début des années 1990.

³⁶⁷⁶ Voir Gisèle Sapiro, « Modèles d'intervention politique des intellectuels. Le cas français », art. cit., p. 9 : « La spécificité du mode d'intervention des intellectuels en tant que tels tient à la contrainte de se référer aux débats propres au champ intellectuel, sous peine de s'en exclure... »

³⁶⁷⁷ Ce qui pourrait être désigné comme identité professionnelle dans un langage propre à la sociologie des professions.

³⁶⁷⁸ C'est le cas des auteurs d'études d'histoire de la philosophie pouvant ainsi se rendre visibles pour le monde politique.

³⁶⁷⁹ Voir *supra*, notre texte présentant l'Institut d'études libérales fonctionnant auprès du Parti national libéral.

de l'histoire de la philosophie) et certains de ceux qui comptent parmi des « intellectuels orthodoxes » dans la période suivante trouvera ici un cadre pour leurs communications, aux côtés de ceux qui se sont attribués après 1989 une « identité » libérale.

Dans notre analyse des textes liés à la religion et/ou à l'Église nous suivons la thématique de 22. Nous traitons dans un premier temps des discours sur l'Église qui participent du débat sur le passé communiste, ensuite c'est le rôle de l'Église dans la période postcommuniste qui prend le pas sur un débat sur la situation de l'Église au temps du communisme. Le but est de montrer d'un côté la manière dont le phénomène religieux, la religion, voire l'orthodoxie ou l'Église sont traitées par des membres du GDS, des membres de la rédaction et certains intellectuels de l'exil, et de l'autre, de quel intérêt il s'agit lorsqu'ils abordent la question de la religion dans 22. Nous traiterons ensuite d'un « conflit » à l'occasion de l'adoption en 1991 de la Constitution entre des intellectuels intéressés à se spécialiser dans le domaine des droits de l'homme (mais aussi en relations internationales) comme c'est le cas de l'ancien opposant **Gabriel Andreescu** (avant 1989 physicien chercheur), et un « intellectuel orthodoxe », coopté au GDS en 1990, discussions auxquelles participe un historien consacré sous le communisme et rédacteur de 22, **Andrei Pippidi**.

DES RAPPORTS DES INTELLECTUELS À LA RELIGION ET À L'ÉGLISE

Spécialistes de la religion, indianistes :

Radu Bercea (né en 1954)

Eugen Ciurtin (né en 1977)

Iustin Marchis (prêtre, né en 1951)

Intellectuels orthodoxes :

Sorin Dumitrescu (né en 1946)

Horia Bernea (né en 1938)

Thomas Kleininger

Intellectuels orthodoxes en **postes politiques** :

Andrei Plesu (né en 1948)

Teodor Baconsky

Des intellectuels dont l'adhésion à une vision religieuse affirmée après 1989 influence leurs prises de positions politiques et/ou intellectuelles :

Victor Barsan

Doina Cornea

Thomas Kleininger

Costea Munteanu

Horia-Roman Patapievici

Des intellectuels qui discutent avec des intellectuels tenants d'une vision religieuse, l'orthodoxie pour critiquer certaines de leurs prises de position :

Anca Oroveanu (historienne de l'art, universitaire en 1989)

Andrei Pippidi (historien, spécialiste de l'histoire du Moyen Âge, chercheur en 1989)

La religion a eu un rôle dans leur éducation et dans leurs prises de position, dans leurs actes subversifs :

Doina Cornea

Mihai Sora

Anca Sincai

Al. Paleologu

Des intellectuels qui discutent de l'Église, des Églises, mais surtout de l'Église orthodoxe après 1989, qui s'y intéressent, un temps au moins ou de temps en temps, sans qu'ils soient des intellectuels orthodoxes mais plutôt comme résultat de leur intérêt pour le monde politique :

Stelian Tanase

Dan Pavel (membre de la rédaction de 22)

Mihnea Berindei

Des juristes cooptés dans le GDS sont : Doru Cosma (né en 1926, Timisoara) coopté en 1990.

George Musat (époux de Carmen Musat), avocat, il renonce à cette appartenance lorsque son épouse dirige une publication intellectuelle (*Observator cultural*).

Monica Macovei

Ioan Stanomir (né, Bucarest) coopté en 2008

Les historiens, membres fondateurs du GDS : **Andrei Pippidi** et **Radu Popa**.

Historiens cooptés : Marius Oprea, Adrian Cioroianu, Florin Turcanu

I. Discours sur l'Église et rapports à la religion dans 22

Des intellectuels orthodoxes et d'autres intellectuels intéressés par la question de l'Église, écrivains et clercs publient aussi dans le « supplément de dimanche » *Lumea credintei* [Le monde de la croyance] de *Romania libera*, journal homologue de l'hebdomadaire 22. Le peintre Sorin Dumitrescu, un des plus prodigieux essayistes orthodoxes de la période postcommuniste, est le responsable. Le supplément de *Romania libera* publie des clercs, membres du « Groupe de réflexion pour le renouveau de l'Église » (GRRBO) (Constantin Galeriu, Bartolomeu Anania, Daniel Ciobotea, Dumitru Staniloae) et autres clercs (parfois utilisant des pseudonymes), des rédacteurs de ce journal (Petre Mihai Bacanu), des écrivains (Angela Marinescu, Dan Ciachir³⁶⁸⁰) et des intellectuels, membres du GDS (**Andrei Plesu**, l'écrivain **Stefan Augustin Doinas** et le peintre Sorin Dumitrescu) mais aussi des chercheurs (Alexandru Dutu et Daniel Barbu). Des entretiens avec des clercs du GRRBO et une traduction signée par Dumitru Staniloae sont publiés dans 22. À part Sorin Dumitrescu, parmi ceux-là, des intellectuels qui s'intéressent à la religion et qui publient dans le supplément de *Romania libera*, un seul publie dans 22, à savoir Alexandru Dutu³⁶⁸¹. Après 1992, les nouvelles éditions Anastasia, fondées par Sorin Dumitrescu, gèrent la page du journal *Ziua* [Le Jour] de Bucarest dédiée à l'orthodoxie³⁶⁸².

Pour l'année 1990 on a recensé dans 22 plus d'une vingtaine d'articles (vingt-six) où on discute de l'Église orthodoxe et quatre articles sur l'Église uniate (dont un, paru pendant la semaine des Pâques, est signé par le vicaire de l'Église uniate)³⁶⁸³.

Les deux peintres et le jeune théologien, membres du GRRBO, avec d'autres membres du GDS et des intellectuels de l'exil proches du GDS traitent de la religion et de l'Église dans 22. Préoccupation ou intérêt pour la religion et pour l'Église (des Églises) qui résultent de leur éducation ou/et de l'influence qu'exercent certains de leurs aînés sur leur parcours intellectuel, agissant comme des vecteurs d'une identité intellectuelle. Des artistes s'affirment dans l'espace public par l'investissement de leur appartenance religieuse, en transférant sur le terrain du politique ce qui fait la distinction de leur production dans le monde artiste. Des historiens et des historiens de l'art se préoccupent à la question de la religion et principalement à l'Église orthodoxe. Les historiens de l'art traitent de la religion et de l'Église dans un langage qui prouve qu'ils désirent transposer l'image en langage. Ils le feront en tant que spécialistes de l'art, ce par quoi ils se rapprochent des artistes orthodoxes. Parmi eux certains sont attirés par la philosophie et s'affirment comme spécialistes de la culture. La religion ou l'espace religieux peuvent constituer la base ou le point de départ de leurs réflexions ou de leurs travaux. Sans que tous ceux qui allient une formation en histoire de l'art à

³⁶⁸⁰ Ces deux ont signés la « lettre des 18 intellectuels ». Voir *supra*.

³⁶⁸¹ En 1990 Alexandru Dutu (né en 1928 à Bucarest) est chercheur à l'Institut d'études sud-est européennes de l'Académie roumaine. Dans les années 1950 il avait participé au « groupe d'Antim ».

³⁶⁸² Dan Ciachir et (prêtre professeur) Radu Dorin Micu, *Pentru o ortodoxie realista*, Bucarest, Anastasia, 2004, p. 163.

³⁶⁸³ 22, 13, le 13 avril 1990.

une autre, en philosophie (obtenue dans les cadres officiels ou non), soient intéressés par la religion. Aux articles qui traitent de l'Église, de l'institution et de ses revendications, des clercs et de leurs rapports avec les politiques ou les articles qui soutiennent l'orthodoxie, s'ajoutent ceux de deux chercheurs, l'historien archéologue **Radu Popa** et l'historienne de l'art **Anca Vasiliu**, qui signent des textes en restituant l'histoire des Églises³⁶⁸⁴. Dans le premier numéro de 22, **Radu Popa**, historien et archéologue, spécialiste de la période médiévale, est publié avec un article sur le monastère Vacaresti. **Anca Vasiliu** est mentionnée par **Dan Oprescu**, se déclarant agnostique³⁶⁸⁵, comme une des personnes des plus préoccupées par les « Églises »³⁶⁸⁶. Mais tous les historiens de l'art, membres du GDS, ne s'intéressent pas à l'art religieux ou à l'Église, tel est le cas d'**Anca Oroveanu**. L'historien Mihnea Berindei, intellectuel de l'exil parisien, traite de la religion et de la politique en Roumanie en s'appuyant sur des statistiques. Son article traitant des confessions et de la composition ethnique en Roumanie communiste avait été auparavant publié dans la revue *International Journal of Romanian Studies* en 1987.

L'intérêt pour l'Église et plus, pour l'orthodoxie, est manifeste chez ceux qui s'intéressent à leurs aînés, certains se sont rapprochés des intellectuels qui se sont affirmés pendant l'entre-deux-guerres. **Dan Arsenie**, écrivain, interroge un intellectuel de la même génération que Cioran, Noica, etc., l'essayiste Petre Tutea (né en 1902), victime du régime (treize années de prison et quarante-cinq années d'interdiction de signature), qui discute de la « religion, [de l'] économie et [de la] politique³⁶⁸⁷ ». Petre Tutea est de nouveau publié dans la rubrique « Accents » avec un autre entretien, le « professeur » étant invité à offrir la solution pour « le dépassement de la crise ». Il plaide pour la démocratie libérale comme le « seul système » et comme le « climat utile où la religion se déploie sans limites et où l'Église soit par principe au-dessus de l'Etat³⁶⁸⁸ ». Dans les deux entretiens est soulignée l'opposition entre le marxisme et le christianisme. **Victor Barsan**, rédacteur en chef de 22 (de septembre 1990 à l'automne 1991), témoigne de son adhésion au christianisme lorsqu'il défend la vision du philosophe Noica quant aux rapports à l'autorité. Le philosophe avait influencé son parcours et avait guidé son intérêt pour la philosophie sous le communisme. En réponse à la réception critique de Monica Lovinescu du livre de Constantin Noica, *Rugati-va pentru fratele Alexandru* [Priez pour le frère Alexandru], que les Éditions Humanitas publient en 1990³⁶⁸⁹, **Victor Barsan** affirme que « la réaction de la critique », des contemporains de Noica, critiques littéraires se trouvant en

³⁶⁸⁴ 22, 34, le 7 septembre 1990.

³⁶⁸⁵ **Dan Oprescu** raconte comment il est arrivé à se déclarer athée. Lors des recensements de la population après 1989, comme « agnostique » n'existe pas comme catégorie dans la rubrique concernant la religion, il se dit alors « athée » (entretien avec **Dan Oprescu**, Bucarest, le 5 octobre 2010).

³⁶⁸⁶ L'historienne de l'art **Anca Vasiliu** publie aussi un article en expliquant une fête religieuse (22, 15, le 27 avril 1990).

³⁶⁸⁷ 22, 7, le 2 mars 1990.

³⁶⁸⁸ 22, 42, le 2 novembre 1990.

³⁶⁸⁹ Deux livres portant la signature de Constantin Noica paraissent en 1990 chez Humanitas : *Rugati-va pentru fratele Alexandru* [Priez pour le frère Alexandru], coll. « Totalitarisme et littérature de l'Est » et par la suite *Jurnal de idei* [Journal d'idées], textes choisis par **Thomas Kleininger**, **Sorin Vieru**, **Andrei Plesu** et **Gabriel Liiceanu**, série « Mémoires/Journaux ». Le premier livre est discuté par Monica Lovinescu et par **Victor Barsan** dans 22, 47, le 7 décembre 1990 et dans 22, 48, le 14 décembre 1990.

exil, constitue « la mesure du génie de Noica ». Situait la réception de ce volume dans la continuation des relations « conflictuelles entre “créateurs” et “non-créateurs” » ou « commentateurs », entre les philosophes, à savoir Noica et certains de ses disciples, et la critique littéraire³⁶⁹⁰, il discute du « refus de répondre à la haine par la haine » prôné par le philosophe. Selon **Victor Barsan**, le blâme jeté sur le « refus de l’engagement dans une lutte dans l’immédiat de l’histoire » que soutient Noica ressemble au « blâme de Christ par ses contemporains » en affirmant que « le refus de la lutte dans l’immédiat n’est pas une désertion, mais un engagement sur un plan plus élevé ». Se faisant l’adepte de « l’engagement » de Noica sous le communisme, il déclare sa « compassion pour ceux [...] annexés par l’accidentel » ont manqué « l’accomplissement » et, selon lui, « le refus de la prière pour Frère Alexandru est le refus du christianisme³⁶⁹¹ ». Les gestes des manifestants de la Place de l’Université lui semblent donner réalité au message du philosophe Noica. Son adhésion au christianisme associé à son intérêt pour la « recherche³⁶⁹² » ou la « redécouverte de [...] l’identité³⁶⁹³ » le rapproche des intellectuels orthodoxes et contribuent à la diffusion d’une pensée essentialiste à laquelle participent aussi d’autres intellectuels. C’est toujours sa vision chrétienne qui se laisse entrevoir dans son intérêt pour la « réconciliation » entre la majorité et les minorités³⁶⁹⁴ ainsi que dans son appréhension du « procès du communisme » comme « procès moral³⁶⁹⁵ ». **Victor Barsan** mentionne la « première messe gréco-catholique [...] tenue à Bucarest » dans un numéro qui suit le « colloque des intellectuels roumains et des intellectuels hongrois pour la réconciliation » qui a lieu à Budapest au moment où, à Targu-Mures, les 19-20 mars 1990, ont lieu des violences. Dans cette courte note, il mentionne le problème de la restitution du patrimoine de l’Église uniata qui n’a pas été résolu. Deux vicaires de l’Église uniata interviennent dans le même numéro de 22 et ensuite pendant la semaine des Pâques³⁶⁹⁶.

Alors que **Gabriel Andreescu**, opposant au régime communiste, se spécialise après 1989 dans le droit des minorités nationales, l’intérêt de **Victor Barsan** pour les minorités religieuses résulte de son attrait pour l’histoire nationale et de son adhésion au christianisme. Les deux membres fondateurs du GDS ont la même profession, tous les deux ont été des physiciens chercheurs. Les deux se sont intéressés à la philosophie en autodidactes mais le second s’est mis sous l’influence de Noica. **Gabriel Andreescu** se range aux côtés de ceux qui se spécialisent dans l’étude du politique en profitant de l’ouverture à l’étranger et du capital moral acquis avant 1989. Parmi les intellectuels du GDS il se distingue par ses prises de position contre les intellectuels humanistes les plus notoires après 1989 mais aussi, plus tard, parmi tous

³⁶⁹⁰ Conflit qui transparaît dans les discours des philosophes (Ion Ianos, **Sorin Vieru**, **Gabriel Liiceanu**) publiés dans le volume *Epistolar* de **Gabriel Liiceanu**, publié en 1987.

³⁶⁹¹ 22, 48, le 14 décembre 1990.

³⁶⁹² 22, 11, le 30 mars 1990.

³⁶⁹³ 22, 54, le 1^e février 1991.

³⁶⁹⁴ 22, 11, le 30 mars 1990.

³⁶⁹⁵ 22, 87, le 22 septembre 1991.

³⁶⁹⁶ 22, 13, le 13 avril 1990.

les intellectuels roumains, comme un critique des projets de l'Église orthodoxe. Le parcours de **Victor Barsan** ressemble à celui suivi par certains écrivains, sa carrière diplomatique venant comme l'accomplissement de ses activités journalistiques, vers la fin des années 1990. Après un bref passage par le Ministère des Affaires étrangères (de 1998 à 1999), il est nommé représentant de la Roumanie en République Moldave (entre 1999 et 2001). Les deux se distinguent par leurs pratiques militantes : **Victor Barsan** plus discrètement et au nom du GDS seulement, alors qu'à la faveur de son capital moral, **Gabriel Andreescu** tend à la spécialisation et essaie de se dégager progressivement du contrôle du GDS. En 1991, ce dernier est aussi le porte-parole de l'Alliance civique dans 22.

Chez Humanitas en 1991 paraît le recueil de dialogues entre le prêtre Galeriu, Sorin Dumitrescu, **Andrei Plesu** et **Gabriel Liiceanu**. Les deux premiers sont des GRRBO, les deux derniers sont les plus notoires intellectuels du GDS, disciples de Constantin Noica. L'ouvrage présenté comme livre de « recherches [...] de la spiritualité orthodoxe » est recensé par Dan Pavel qui voit « la tendance de culpabilisation de l'Église orthodoxe » comme l'effet du faible intérêt des intellectuels face à la « revigoration de la spiritualité orthodoxe » qui lui semble s'affirmer « avec force³⁶⁹⁷ ». Les prises de position de ce dernier³⁶⁹⁸ dévoilent son désir de s'accorder avec le propos des intellectuels consacrés avant 1989 et qui s'imposent au sein du GDS. Il est parmi ceux qui ne peuvent mobiliser aucun capital symbolique obtenu avant 1989. Au tout début des années 1990, responsable de la section consacrée à la politique de 22, il se mettra au service du GDS et suivra de près la lignée établie par ses aînés, étant des plus véhéments tenants de l'« anticommunisme ». Son désir de s'affirmer peut être réalisé par la mise en relief de ses compétences³⁶⁹⁹, des connaissances, plus appropriées à l'étude politique, qui lui semblent faire défaut à ceux qui s'imposent au sein du GDS. Par son expérience dans la presse communiste, il peut servir au GDS comme membre de la rédaction de 22.

Le spiritualisme influe sur la manière de se rapporter aux politiques et au phénomène politique, en partant de la « révolution » de décembre 1989. Chaque année, à l'occasion des fêtes religieuses et notamment celles de Pâques, une page est dédiée à la religion. Membre de la rédaction, responsable de la « section culture », Bogdan Ghiu signe un éditorial durant la semaine des Pâques orthodoxes où il discute de la révolution pour la comparer à la résurrection :

« La Révolution nous a suggéré la Résurrection. Que nous ressuscitons en chacun de nous la Révolution³⁷⁰⁰ ».

Une année avant, à la même période (durant la semaine des fêtes de Pâques orthodoxes), le rédacteur en chef de 22, **Stelian Tanase** traitait toujours dans l'éditorial de « l'image de la révolution », mais sans

³⁶⁹⁷ 22, 96, le 22 novembre 1991.

³⁶⁹⁸ Dan Pavel réalise un entretien avec un ecclésiastique, publié dans le premier numéro de 22, ayant suscité les critiques de certains membres du GDS, présenté dans ce qui suit.

³⁶⁹⁹ Désir manifesté aussi avant 1989 en tant qu'étudiant en philosophie et membre de la Jeunesse communiste.

³⁷⁰⁰ 22, 63, le 5 avril 1991.

faire mention des fêtes religieuses, toutefois représentées par l'icône qu'on voit à côté de son éditorial³⁷⁰¹. Trois rédacteurs de 22 signent des textes au sujet de l'Église : Dan Pavel, Sorin Faur et George Arun. Les deux derniers signent des entretiens avec des intellectuels orthodoxes, membres du GDS, ou avec des intellectuels qui traitent de la religion et des articles sur les changements au sein de l'Église. Un article comprend la transcription d'un entretien avec des initiateurs de nouveaux organismes créés à l'intérieur de l'Église après 1989, la Conférence nationale des prêtres. Un des signataires de ce texte étant George Arun, futur rédacteur en chef de la revue *Idei in dialog*, publication fondée en 2005, dirigée par Horia-Roman Patapievici, un des intellectuels les plus connus de la période postcommuniste³⁷⁰². Un des journalistes orthodoxes les plus connus de la période postcommuniste, Razvan Bucuroiu³⁷⁰³, réalise une page dédiée à l'orthodoxie dans 22 dans le numéro qui précède les Pâques orthodoxes³⁷⁰⁴. Il interviendra aussi dans la rubrique consacrée à l'Alliance civique où certains membres du GDS, mais surtout **Gabriel Andreescu**, signent des articles en montrant la nouveauté et l'importance de cette nouvelle structure de la société civile. Pour le journaliste orthodoxe, l'Alliance civique est « un corps fragile » dont la « force n'est pas négligeable » se constituant en « espace ecclésial, étendu et laïcisé » qui lui semble transgresser les frontières « entre politique et social », « une véritable Puissance³⁷⁰⁵ ».

II. Rôle de l'Église orthodoxe après 1989, contrepoids au débat sur le passé

L'Église plus que la religion est l'objet de discours divers (écrits journalistiques et/ou écrits à visée scientifique) de ceux qui prennent intérêt à la politique, et cela, dès avant 1989. Après 1989, c'est dans les écrits journalistiques que cet intérêt est le plus manifeste et il se constitue moins souvent en intérêt scientifique³⁷⁰⁶.

Les considérations quant aux attitudes des clercs sous le communisme déclenchent de vives discussions à l'intérieur du GDS. Si les prises de position critiques à l'égard des attitudes des clercs sous le communisme dominant, elles ne débouchent ni sur une mise en question de l'institution ni sur un débat sur le rôle de l'Église après 1989. On observe une mise en évidence de l'écart entre le rôle que l'Église devrait, à leurs yeux, jouer dans la période postcommuniste et les attitudes de ses représentants à l'époque communiste.

³⁷⁰¹ 22, 14, le 20 avril 1990.

³⁷⁰² De formation physicien, Horia-Roman Patapievici est coopté pour faire partie du GDS en 1995.

³⁷⁰³ Né en 1964, Razvan Bucuroiu travaille pour *Romania libera* en 1990 et à la Télévision roumaine depuis 1990. Collaborateur de Sorin Dumitrescu, fondateur des Éditions Anastasia, Razvan Bucuroiu publie non seulement dans des journaux de « l'opposition » mais aussi dans le journal officiel du FSN, *Azi* [Aujourd'hui]. En 2003 on le retrouve comme directeur du groupe éditorial qui publie à partir de 2003 le magazine religieux *Lumea credintei*.

³⁷⁰⁴ 22, 63, le 5 avril 1991.

³⁷⁰⁵ 22, 55, le 8 février 1991.

³⁷⁰⁶ En historien ou en philosophe (parfois formé en autodidacte, mais reconnu) on peut se pencher sur des questions liées à l'Église et à ses rapports avec la politique.

Un des premiers numéros de 22 comprend plusieurs articles (treize) sur la religion, on présente un « dossier ouvert : la religion » mettant l'accent sur l'absence d'un rôle de l'Église sous le communisme et sa reconquête après 1989³⁷⁰⁷. Sous l'intitulé « Comme aux cieux ainsi sur la terre », l'éditorial signé par **Stelian Tanase**, rédacteur en chef de 22 et écrivain débutant avant 1989, reprend quelques arguments de la discussion précédente concernant les attitudes des clercs et soutient que l'attitude de l'Église est représentative de l'entière société. L'Église avait manqué son rôle sous le communisme en acceptant le compromis avec le pouvoir et même des positions dans les structures politiques. Étant donné son ancrage dans les traditions nationales, l'Église orthodoxe aurait eu un rôle à jouer dans l'opposition face à une « doctrine [...] étrangère à la mentalité » roumaine. Par rapport à l'Église polonaise, l'Église orthodoxe roumaine, discréditée, exige, selon cet auteur, sa transformation de l'intérieur étant donnée la nécessité d'une « redécouverte spirituelle » que les gens ressentent dans la situation actuelle et sa présence active « dans la réalité brûlante³⁷⁰⁸ ».

Dan Pavel, le seul rédacteur qui traite de la question du patrimoine de l'Église uniate³⁷⁰⁹, lui-même appartenant à cette Église³⁷¹⁰, s'intéresse aussi à l'Église orthodoxe. Jugeant d'après le nombre de textes qu'il signe à ce sujet, il est le plus intéressé par l'Église. La thèse qu'il prépare après 1989 porte sur la théodicée de saint Anselme et de saint Thomas d'Aquin³⁷¹¹. Il est le seul membre de la rédaction à critiquer le discours du patriarche Teoctist sur le « prosélytisme catholique³⁷¹² » au moment où des conflits surgissent entre l'Église orthodoxe et l'Église uniate au sujet de la restitution des églises appartenant à la dernière confession. La discussion sur le rapport de l'Église au pouvoir communiste et les structures de contrôle de l'État communiste est introduite par Dan Pavel. Il discute aussi de la situation de l'Église orthodoxe à la suite des tentatives de renouvellement de la hiérarchie ecclésiastique. Ses prises de position à l'égard de l'Église peuvent sembler contradictoires du fait qu'après avoir introduit dans 22 le sujet des attitudes des clercs sous le communisme, il semble être d'accord avec le retour du patriarche. Dan Pavel discute et se préoccupe de traiter de la religion et de l'Église orthodoxe tout en étant intéressé à discuter aussi des références de l'histoire intellectuelle. À défaut d'un capital moral et d'un capital symbolique, il ne sera jamais coopté au sein du GDS. Des relations problématiques avec des membres fondateurs des plus notoires, ayant acquis leur consécration avant 1989, et son désir de s'affirmer, le poussent à traiter des questions des plus diverses qui préoccupent des intellectuels du GDS. Proche du premier rédacteur en chef de 22 et membre de l'équipe rédactionnelle jusqu'en 1992, Dan Pavel prend position tout au long de l'année

³⁷⁰⁷ Dans le même numéro sont publiés des articles sur l'architecture.

³⁷⁰⁸ 22, 7, le 2 mars 1990.

³⁷⁰⁹ 22, 72, le 7 juin 1991.

³⁷¹⁰ 22, 72, le 7 juin 1991.

³⁷¹¹ Thèse soutenue en 1998 à l'Université de Bucarest, sous la direction du philosophe Gh. Vladutescu (voir chapitre 3). Dan Pavel, futur universitaire dans les nouveaux établissements nouvellement créés, les deux facultés de sciences politiques, à Cluj et ensuite à Bucarest.

³⁷¹² 22, 72, le 7 juin 1991.

1990 contre ceux qui ont soutenu des idées véhiculées par le régime ou ceux qui sont des représentants de l'ancien régime, intellectuels ou politiques, et notamment contre des intellectuels qui se rapprochent des politiques installés à la suite des événements de 1989³⁷¹³.

Dans le premier numéro de 22, Dan Pavel signe deux textes dont l'entretien avec le théologien Antonie Plamadeala, métropolite de l'Ardeal. L'entretien paraît sous l'intitulé « Nous n'avons pas eu le courage d'être martyres ». Le métropolite avait fait la connaissance avant 1989 de plusieurs futurs membres du GDS, **Andrei Plesu**, **Gabriel Liiceanu**, **Sorin Vieru** et avait rencontré **Mihai Sora** mais aussi Radu Carneci, le père de **Magda Carneci**. Ces rencontres sont dues à ses relations avec le philosophe Constantin Noica mais aussi au fait que vers la fin des années 1960 il signa un roman publié aux Éditions Eminescu de Bucarest. Dan Pavel témoigne avoir imaginé cette rencontre et cet entretien³⁷¹⁴ comme le moment propice pour revenir sur l'épisode de l'enterrement de Constantin Noica auquel plusieurs futurs membres du GDS avaient assisté³⁷¹⁵. En bas de la page présentant l'entretien, on voit la photo « à la tombe de Noica de Paltinis » où sont présents « **Thomas Kleininger**, **Sorin Vieru**, **Andrei Plesu**, le prêtre Cassian, le métropolite Plamadeala, **Gabriel Liiceanu** et **Mihai Sora**³⁷¹⁶ ». Dans cet entretien, Dan Pavel, ayant fait la connaissance de Constantin Noica vers la fin des années 1980, incite Antonie Plamadeala à expliquer sa demande auprès du philosophe d'intégrer l'Église en tant que moine comme condition de son enterrement au couvent de Paltinis. Le prêtre invoque des pressions exercées par les politiques qui auraient été la cause de sa demande auprès du philosophe et ensuite de la modification de son texte prononcé lors de la cérémonie des obsèques de Constantin Noica³⁷¹⁷. Les questions qui lui sont posées concernent aussi la présence de la Securitate dans les structures de l'Église et la participation des clercs à la mise en application des mesures intimidantes et restrictives de la Securitate³⁷¹⁸ :

« le Département des cultes était un organe spécialisé du département de la Sécurité de l'Etat » et « il y avait aussi la forme de l'intervention directe, par la cooptation des prêtres dans la Securitate. Que pouvez-vous nous dire des officiers de la Securitate sous les habits des prêtres ? ».

Le métropolite répond en confirmant les affirmations du journaliste :

« j'avais connaissance de ces traîtres parmi nous [...] Sur leur nombre et leurs fonctions [...] on ne peut rien dire avec certitude ».

³⁷¹³ 22, 2, le 27 janvier 1990.

³⁷¹⁴ 22, 1, le 20 janvier 1990.

³⁷¹⁵ Dan Pavel revient sur le moment de sa rencontre avec Antonie Plamadeala en décembre 1987, moment de la mort de Constantin Noica, en parlant de son conflit avec le clerc au sujet du discours tenu lors des funérailles (entretien avec Dan Pavel, le 18 juillet 2009).

³⁷¹⁶ À la page 14 après les deux pages dédiées à la « Déclaration universelle des droits de l'homme ».

³⁷¹⁷ 22, 1, le 20 janvier 1990, p. 14.

³⁷¹⁸ Dan Pavel, professeur de science politique, semble être toujours intéressé par la question des rapports entre l'Église orthodoxe et la Securitate. Dan Pavel mentionne l'intrusion de la Securitate dans la hiérarchie ecclésiastique tout en soulignant que le régime communiste roumain avait suivi une politique de répression sous l'influence soviétique et que les pressions exercées sur les clercs ne devraient pas être ignorées (entretien avec Dan Pavel, le 20 juillet 2009).

L'ecclésiastique est interrogé sur le fait d'avoir signé des communiqués appréciatifs adressés à Ceausescu mais aussi sur la passivité des clercs devant la démolition des églises à l'opposé de quelques figures de prêtres dont Gh. Calciu. La réponse est reprise dans le titre de la présentation de cet entretien :

« j'ai considéré que notre forme fondamentale de résistance a été la prédication de l'existence de Dieu. Nous nous sommes efforcés de garder vive la conscience de la nation et de promouvoir ses valeurs immortelles. Nous n'avons pas eu le courage d'être des martyrs. On ne pouvait être martyr qu'une fois, ce qui était inutile, et la masse des croyants avaient besoin [...] de la parole de Dieu³⁷¹⁹. »

En reprenant les critiques qu'**Alexandru Paleologu** adressait aux clercs dans une émission télévisée, Dan Pavel reproche au clerc sa duplicité, la dissimulation des mesures contre l'Église par le régime communiste devant leurs interlocuteurs de l'étranger. Antonie Plamadeala répond qu' :

« Officiellement, j'étais obligé de dire beaucoup de mensonges dans des organismes internationaux mais en privé j'ai toujours dit la vérité [...] que nous sommes sous la terreur, qu'on démolit des églises... »

Le journaliste accuse son interlocuteur d'avoir parlé en politique concluant que « chacun de nous avait le devoir de lutter contre le totalitarisme ». Devant ces accusations, Antonie Plamadeala raconte ses expériences traumatisantes sous le communisme³⁷²⁰.

Cet entretien a lieu en présence de certains membres du GRRBO au siège du Patriarcat. La présence de ces ecclésiastiques le pousse, comme il se souvient, à essayer de modérer son discours. Dan Pavel mentionne Justin Marchis, Constantin Galeriu, Bartolomeu Anania³⁷²¹ et dans son texte est aussi mentionné le prêtre Cassian. Au sujet de cet entretien, Dan Pavel déclare qu'au 6 janvier 1990, se trouvant à l'Union des écrivains, il rencontre **Gabriel Liiceanu** et **Andrei Plesu** qui lui proposent de collaborer pour 22 et l'incitant à faire un entretien avec Antonie Plamadeala, ce même entretien pour lequel **Andrei Plesu** le critique. La publication de cet entretien, les questions posées à l'ecclésiastique feront l'objet des critiques de la part de plusieurs membres du GDS et notamment d'**Andrei Plesu**³⁷²² (mais aussi de **Gabriel Liiceanu**, d'après le témoignage de Dan Pavel), celui même qui présentait les tenants du « renouveau » de l'Église devant les représentants du nouveau pouvoir³⁷²³. Des membres de la rédaction, **Stelian Tanase** et Rodica Palade, et le philosophe **Sorin Vieru** interviennent pour le défendre³⁷²⁴. Sur la deuxième page du second numéro de 22 on retrouve de courtes notes sur les « acerbes discussions auxquelles ont participé [...] **Alexandru Paleologu**, **Dan Petrescu**, **Stelian Tanase**, **Sorin Vieru**, etc. » mais aussi le nouveau

³⁷¹⁹ 22, 1, le 20 janvier 1990.

³⁷²⁰ Accusé et condamné à sept ans de prisons, Antonie Plamadeala sera fuyard pendant cinq ans. Après deux ans de prison comme détenu politique, il est excommunié, alors qu'une formation doctorale lui permet de se faire réintégrer, mais une fois de plus, il est excommunié et après avoir passé trois ans comme travailleur il est « récupéré » par le patriarche Justinian (22, 1, le 20 janvier 1990).

³⁷²¹ Entretien avec Dan Pavel, le 20 juillet 2009.

³⁷²² Voir 22, 1, le 20 janvier 1990 et 22, 2, le 27 janvier 1990.

³⁷²³ Voir chapitre 4.

³⁷²⁴ Entretien avec Dan Pavel, le 20 juillet 2009.

ministre de la Culture, **Andrei Plesu**³⁷²⁵. Ce dernier critique « l'aisance avec laquelle on a procédé dans le cas de l'entretien avec Antonie Plamadeala, le métropolite de l'Ardeal », la manière trop hâtive dont on traite des clercs sous le communisme dans 22.

Toutefois trois membres fondateurs du GDS et un autre coopté en janvier 1990, Gabriela Adamesteanu, continuent les discussions autour des affirmations du clerc. **Alexandru Paleologu** lui reproche de ne pas avoir affirmé publiquement ses critiques contre le régime car selon lui « ce qui engage, ce qui oblige, ce qui reste est ce qu'on dit publiquement, sous signature, avec toute l'autorité officielle ou personnelle » tout en affirmant que lui non plus n'a pu être martyr et lui demande de se retirer de ses fonctions à la suite du martyr des jeunes en décembre 1989. Ancien détenu politique, **Alexandru Paleologu** est le premier et des rares intellectuels à discuter de sa collaboration avec la Securitate. **Petru Cretia** considère l'Église comme la « seule institution historique roumaine obligée au martyr » demandant un « acte de pénitence » de la part de ceux qui ont préféré le rapprochement avec le pouvoir, pour que l'Église ne soit pas discréditée. Selon **Petru Cretia** il suffirait qu'ils reconnaissent publiquement et qu'ils demandent pardon pour que « le monde nouveau » les accepte. **Victor Barsan** publie en tête de son article les hommages adressés en août 1989 au dirigeant communiste par le métropolite, soulignant la contradiction entre les discours tenus par ce clerc sous le communisme et ceux de l'après 1989, considérés preuve de son opportunisme. L'idée centrale sur laquelle se fonde le christianisme, à savoir « le rachat de la culpabilité collective par le martyr individuel », lui imposerait de suivre les conseils des intellectuels et de se retirer de ses fonctions. Gabriela Adamesteanu signe une courte note, « question » à ce membre du haut clergé, présentant ce qu'elle imagine comme les deux seules possibilités : qu'il se montre en « vrai chrétien » et qu'il se retire dans un monastère pour vivre dans l'austérité ou qu'il abjure « publiquement le christianisme » pour vivre comme il voudra, en lui suggérant dans ce cas-là d'entrer en politique.

Dans la continuation des discours tenus par certains autres écrivains, Sorin Dumitrescu défend la position des clercs sans qu'il fasse directement référence à l'Église présentant un tableau particulier de la période précédant décembre 1989 et de l'actuelle. La chute du communisme rendue possible par la révolte des jeunes aurait été une surprise lorsqu'on imaginait un « communisme détendu » et qu'on préparait « dans un consensus non-prononcé [...] le leader ». Les « environ deux semaines violentes » durant lesquelles on assistait à un certain consensus sont suivies d'une atmosphère où « tout est brisé en morceaux » et où la « liberté gigantesque [...] désunit [...], la liberté controversée [...] parsème du scandale ». La pression sociale à justifier les actes de ceux qui n'ont pas pu « assumer le martyr » suit le courant qui veuille qu'on

³⁷²⁵ Ce n'est que beaucoup plus tard, en 2009, que ce rappel à l'ordre venu d'un des plus notoires membres du GDS, **Andrei Plesu**, sera critiqué dans un livre de dialogues signés par un des membres fondateurs de la plus jeune, **Sorin Antohi** (celui-là étant de ceux qui sera obligé de renoncer en 2006 à cette appartenance comme suite du dévoilement de sa collaboration avec la Securitate et ensuite d'un autre scandale concernant son diplôme de doctorat) et par Virgil Nemoianu.

aille à la recherche des personnages « compromis ». Il critique ce courant d'opinion en accentuant le sens de la communauté basée sur l'idée de nation, le terme de « neam » [peuple] étant des plus utilisés :

« il me semble que jamais auparavant le “complexe de Nuremberg” n’a pas activé avec plus d’impudeur la réaction publique de certains, prêts à justifier chaque instant des dernières cinq années pour ne pas être expulsés par l’instance d’une liberté qui leur suggère obstinément le retrait de leurs postes de direction [...] Nous sommes prêts à exprimer nos regrets à condition que vous consentiez que nous le fassions pour que vous, en nous pardonnant, vous compreniez que [...] nous ne pouvions pas exister autrement [...], que vous le sachiez que nous étions des vôtres même lorsqu’on vous a trahi³⁷²⁶ ».

Dans son premier texte publié dans 22 le jeune théologien Teodor Baconsky (né en 1963, membre du GDS à partir de 2008 seulement), responsable d’un nouveau département consacré à la culture religieuse, créé en 1990 au sein du Ministère de la Culture, traite du discours théologique orthodoxe et des relations entre l’Église orthodoxe et les intellectuels sous le communisme. Le récit personnel s’assortit de considérations générales. La mémoire lui sert d’appui, le recours à la mémoire est investi de l’urgence de l’engagement. Sa connaissance de l’intérieur de l’Église devrait servir à l’institution pour contrecarrer les « inepties joviales » dans l’absence d’une « lutte d’idées » et dans la présence du « triomphalisme ou du pathos des victimisations purement déclaratives » :

« je suis moralement obligé de me référer à ces réalités d’ordre général que j’ai parcourues personnellement [...], ignorées par les milieux intellectuels (et non seulement) extra-religieux³⁷²⁷ ».

Déclinant l’urgence de traiter du passé des membres du clergé, il limite son propos sur le « lien du Département des cultes³⁷²⁸ avec la Securitate » à la constatation de l’existence des archives (mentionnée par le nouveau ministre des Cultes dans le gouvernement provisoire, Nicolae Stoicescu) qui, selon lui, devrait en apporter les preuves, et discute de la collision entre les « traditions religieuses du *românism* » et le matérialisme. Il décrit l’état de l’enseignement orthodoxe sous le communisme pour voir dans l’immixtion de la politique et d’un « État athée » les causes de l’« écart entre l’intellectualité au sens large et les clercs » :

« les croyants et les philosophes avaient choisi des voies distinctes au détriment des deux parties [...] les pratiquants de la religion se trouvaient en péril d’échouer dans un bigotisme non-critique et superstitieux et les intellectuels dans celui du cynisme relativisant et dépourvu d’espérance. La même chose s’est passée mutatis mutandis dans la société de l’après-guerre³⁷²⁹. »

Un seul article traite en mars 1990 d’un sujet de l’actualité, sur lequel l’Église pourrait être intéressée à prendre position³⁷³⁰. Dans la rubrique « Accents », le traducteur **Thomas Kleininger**, formé à

³⁷²⁶ Sorin Dumitrescu, « Cette liberté qui nous juge », 22, 7, le 2 mars 1990.

³⁷²⁷ *Ibid.*

³⁷²⁸ Selon Teodor Baconsky, il s’agirait d’une « superstructure [...] importée »

³⁷²⁹ 22, 7, le 2 mars 1990.

³⁷³⁰ Beaucoup plus tard, plus de deux décennies après, l’Église tentera d’introduire une disposition faisant obstacle à l’option pour l’avortement. Le seul à prendre position parmi des intellectuels contre cette tentative de s’opposer à l’avortement est **Gabriel Andreescu** qui n’est plus à cette date-là membre du GDS.

la philosophie avant 1989 sous la tutelle de Noica, affirme sa désapprobation quant au droit à l'avortement. L'auteur déclare sa contrariété devant l'intérêt des médias étatsuniens pour cet événement, qui advient sans débat, immédiatement après 1989. La politique démographique est un de ses arguments contre l'avortement, un autre est « la violation du droit à la vie des êtres qui ne peuvent pas se défendre », l'avortement étant égal, selon lui, à l'annulation de la « chance de l'apparition d'un nouveau Messie [...], d'un détenteur d'un prix Nobel ». Il demande à l'Église de s'exprimer à ce sujet. **Anca Oroveanu**, historienne de l'art, universitaire depuis la période communiste, contredit **Thomas Kleininger** sur la question de l'avortement³⁷³¹. Dans un autre article paru en février 1990, ce dernier discute de la direction imaginée par l'Église orthodoxe dans la période postcommuniste³⁷³² soutenant que l'idéologie marxiste, idéologie finaliste, une fois disparue, dans un « monde du contingent et de l'attitude absolue de la vie humaine », dépourvu de sens, le « gouffre [hău] » devrait pouvoir être rempli pour ne pas risquer la situation de l'Occident :

« L'Occident se débrouille [...] sans le christianisme et aussi sans l'idéologie marxiste. Mais en réalité, là-bas, avec toute leur richesse matérielle, nombre d'individus sont malheureux et cherchent des ersatz de religion³⁷³³. »

Le seul membre fondateur du GDS qui ne partage ni la vision soutenue par des tenants du « renouveau de l'Église orthodoxe » ni la politique de l'Église est l'historien **Andrei Pippidi**. Son intérêt pour la situation de l'Église apparaît lorsqu'il discute du retour du patriarche³⁷³⁴. Il intervient de nouveau au temps de l'apparition du projet de construction de la « cathédrale du peuple³⁷³⁵ », étant cette fois-là appelé à s'y intéresser. À cette époque-là est apparue l'idée de construire une « cathédrale » – à laquelle on se réfère par le terme de « Catedrala neamului » [cathédrale du peuple] – au milieu du nouveau centre bâti dans la période communiste en lui opposant la Maison du peuple (autrefois appelée la Maison de la république)³⁷³⁶. Invité à une réunion établie pour le 23 juillet 1990 avec des représentants du Ministère de la culture – où il est chargé de s'occuper de la Commission pour les monuments historiques – et avec des ecclésiastiques pour discuter de ce projet, **Andrei Pippidi** (mentionnant la réception de cette invitation un jour avant son départ de Bucarest) envoie une lettre aux participants, publiée par la suite dans 22, convaincu qu'il serait utile de présenter son point de vue aux lecteurs³⁷³⁷. **Andrei Pippidi** conteste la légitimité du Ministère de la culture à décider des questions relevant de la « liberté religieuse » nouvellement acquise au moment où la séparation de l'Église et de l'État était établie. Les représentants de l'Église auraient soutenu

³⁷³¹ **Anca Oroveanu**, « Le retour en Europe », 22, 9, le 16 mars 1990.

³⁷³² **Thomas Kleininger** mentionne le discours du métropolite Nicolae Corneanu, tenu à l'occasion d'une cérémonie consacrée aux révolutionnaires-martyrs de Timisoara.

³⁷³³ 22, 4, le 9 février 1990.

³⁷³⁴ 22, 13, le 13 avril 1990. Voir *supra*.

³⁷³⁵ Quand bien même le terme de « peuple » ne rend pas compte du fait qu'il est question du sens ethnique strictement de la nation.

³⁷³⁶ La « cathédrale », toujours appelée la « Cathédrale du peuple » [Catedrala neamului], sera construite près de la Maison du peuple en dépassant par son hauteur le bâtiment construit dans la dernière période communiste, où siège le Parlement.

³⁷³⁷ **Andrei Pippidi**, « Une “Cathédrale du Peuple” », rubrique « Accents », 22, 32, le 24 août 1990.

la conservation d'une structure gouvernementale dédiée aux cultes, comme cela a été le cas dans le gouvernement provisoire. Selon **Andrei Pippidi**, si la consultation des historiens, des historiens de l'art, des architectes et des peintres – énumération qui correspond aux professions des membres du GDS et des collaborateurs de 22 qui s'intéressent à l'Église, à l'exception de l'architecte **Mariana Celac** et de l'historienne de l'art **Anca Oroveanu** – est requise, c'est que le projet de l'« édifice grandiose » se présente sous une « justification ambitieuse ». Ses arguments premiers viennent à l'encontre de l'idée d'une « cathédrale » en faisant recours à l'histoire de l'orthodoxie. Contre le projet de construction de la « cathédrale du peuple », il invoque des raisons relevant du style architectural mais aussi financières – dans une période de « grandes difficultés économiques ». En plus, il critique l'idée de consacrer une « cathédrale » à la Nation et sa critique vise ce projet « mettant la Nation sous la garde de l'Église » :

« en aucun cas à la Nation elle-même directement ou par ses représentants, les “héros” [...] nous ne sommes pas une tribu qui se crée de nouveaux idoles, mais un peuple d'ancienne tradition chrétienne qui méprise le théâtre et est réticent face à l'innovation³⁷³⁸. »

Andrei Pippidi fait appel à l'histoire de ce projet qui avait « circulé durant une autre crise, à la veille de la guerre, compromis par son association avec le mouvement de droite » en concluant de son inopportunité dans un temps tout aussi austère. Si désir il y a de « rechercher le remède à la déchristianisation à laquelle le régime communiste avait procédé par force », **Andrei Pippidi** soutient la construction d'Églises dans les nouveaux quartiers où vit « l'homme nouveau ». Dans un numéro comprenant une série d'articles sous l'intitulé « l'agora et le décor », un ingénieur et l'architecte **Mariana Celac** discutent de vieux établissements de Bucarest, alors que l'historienne de l'art **Anca Vasiliu** traite des établissements de culte et Dan Pavel, rédacteur de 22, des « temples de la nomenklatura³⁷³⁹ », à savoir le mausolée construit dans le parc de la Liberté (rebaptisé le parc Charles I). Et bien qu'« ils soient nombreux ceux qui plaident pour la valeur architecturale du monument », Dan Pavel considère qu'il s'agit d'un « kitsch ». C'est précisément dans ce parc et précisément ce monument qui seront visés plus tard, en 2004, lors de la reprise des discussions sur la construction d'une nouvelle église du patriarcat, appelée « Catedrala neamului [la Cathédrale du peuple] ».

En automne 1990 Sorin Dumitrescu et Theodor Baconsky sont publiés dans le numéro présentant un « dossier 22 » sous l'intitulé « aurons-nous une télévision indépendante ?³⁷⁴⁰ » ainsi que les interventions

³⁷³⁸ *Ibid.*

³⁷³⁹ Les deux derniers articles mentionnés sont présentés à la même page, le premier en haut de la page, le second en bas. 22, 34, le 7 septembre 1990.

³⁷⁴⁰ Lors du colloque organisé par l'Association des journalistes roumains interviennent **Pavel Campeanu** et Stefana Steriade comme spécialistes des médias et un économiste, Sorin Dumitrescu (coopté en janvier 1990), Ihor Lemnij (coopté au début d'octobre 1990) ainsi qu'Ion Ratiu, candidat aux présidentielles de la part du Parti national paysan-chrétien démocrate (PNT-cd), le président de l'Association des journalistes (Vartan Arachelian) et le futur doyen (Cezar Tabarcea, qui se préoccupe depuis 1990 de la communication au sein de l'Institut d'études libérales) de la Faculté de communication et de relations publiques, créée en 1993, et un écrivain (Bedros Horasangian). Sorin Dumitrescu oppose la télévision à la presse écrite, « la seule force politique d'opposition » ayant produit des effets par la présence d'une culture suffisamment forte et, prenant appui sur une affirmation de Roland Barthes, il critique ce qui lui semble être une des obsessions de la civilisation européenne, à savoir l'objectivité « atteinte

des participants au symposium « L'espace ecclésial – lieu intérieur et expression de la tradition. Le logos de l'édification », organisé par le Ministère de la culture, du Patriarcat et la préfecture du département de Braila³⁷⁴¹. À part le ministre de la Culture, **Andrei Plesu**, et son collaborateur, Teodor Baconsky, c'est Sorin Dumitrescu qui y participe en sa qualité de représentant de l'Union des artistes plastiques³⁷⁴². Des représentants de l'Église y sont aussi présents, dont un membre du GRRBO, Bartolomeu Anania³⁷⁴³, mais aussi le métropolite Antonie Plamadeala³⁷⁴⁴, dont le témoignage paru dans 22 avait fait débat au sein du GDS et par la suite dans les pages de la revue. La rencontre entre des architectes, des artistes orthodoxes et des théologiens avec des politiques à l'occasion de ce symposium fait suite à un « besoin » exprimé par l'Église qui pourrait être appréhendé comme désir de récupération et comme récompense par rapport à la période précédente, « besoin » que les architectes entretiennent, selon les théologiens ou les artistes. Si on a enregistré mille demandes pour la construction d'« établissements de culte », les projets déposés par des architectes pour un concours organisé dans la ville de Braila sont rares à recevoir l'accord des artistes, spécialistes de l'orthodoxie, et des responsables politiques du domaine de la culture. Le symposium est précédé de ce concours où les décisions sont prises par l'Union des artistes plastiques, représentée par Sorin Dumitrescu, et par le Ministère de la Culture, représenté par le jeune théologien Teodor Baconsky. Dans toutes ces interventions publiées dans 22 on souligne l'importance de la rencontre entre « l'Église et la Culture », les participants s'exprimant contre leur séparation ou défendant la nécessité de leur rapprochement. Sorin Dumitrescu comme spécialiste de l'art orthodoxe critique la « furie des cathédrales », à savoir la « construction hâtive de certaines *cathédrales mammoth* » et le choix des appellations « demi-laïques », comme « la cathédrale du Peuple, de la Liberté, de la Paix » vues comme reste et marque de la mégalomanie des dictateurs. Teodor Baconsky adresse les mêmes critiques aux architectes de la Maison de la république, redésignée la Maison du peuple, « dé-professionnalisés », ayant répondu à des commandes. Selon lui « il faut qu'il naisse une caste qui fasse l'expérience d'une manière métaphysique et subjective de la croyance » puisque l'Église est « état de grâce » :

[...] par le virus de la démocratie », concluant qu'elle ne peut pas être « “enregistrée” comme réalité [...] mais plutôt comme [...] sensibilité ». Les discours tenus à cet événement sont présentés tous sous l'intitulé « TV Parole », mais celui tenu par Sorin Dumitrescu est présenté en premier et occupe le plus d'espace dans 22, 40, le 19 octobre 1990.

³⁷⁴¹ 22, 40, le 19 octobre 1990.

³⁷⁴² Le ministre de la Culture et des Cultes de la Moldavie soviétique, Ion Ungureanu, y participe aussi.

³⁷⁴³ Bien qu'il s'attache à discuter du discrédit subi par l'Église comme résultat des stratégies d'évitement des confrontations avec le pouvoir mais aussi de l'attrait de l'argent chez les prêtres roumains, Bartolomeu Anania souligne à plusieurs reprises et sous diverses formules le rôle de l'Église dans la « reconfiguration de la dimension morale du peuple » (22, 40, le 19 octobre 1990).

³⁷⁴⁴ Se tenant loin des discussions autour du projet de Constitution qu'une commission désignée par les deux chambres du Parlement était en train de rédiger, interrogé quant à la définition à donner à l'Etat, Antonie Plamadeala déclare que « juridiquement parlant l'Etat est tel qu'il se définit lui-même, tel qu'il le fera par la nouvelle Constitution » mais que « le peuple roumain est depuis toujours éminemment religieux » (Métropolite Antonie, « La pensée et la sensibilité religieuse impliquées en tout », 22, 40, le 19 octobre 1990).

« tous ne sont pas en état de construire une église et ici s'applique très bien la parole de l'Évangile "beaucoup sont appelés, mais les élus sont rares"³⁷⁴⁵. »

À la façon des responsables de l'Église, le jeune théologien, représentant de l'État répond à la question « les Roumains sont-ils un peuple laïc ou religieux ? » car selon lui « on ne peut pas parler de la faillite religieuse à laquelle l'Occident est arrivé » affirmant que le « peuple garde un fonds traditionnel religieux et, en matière de thérapie morale, il n'y a pas d'alternative³⁷⁴⁶ ». En 2008 Teodor Baconsky se souvient de cet événement déclarant que l'initiative d'organiser ce symposium lui avait appartenu précisant qu'il voulait transférer des responsabilités dans le domaine de la culture aux villes de province³⁷⁴⁷.

Un peu avant la publication de ses interventions faites à l'occasion de ces deux événements (organisés par des journalistes qui ont formé une association et par le Ministère de la Culture avec l'Église), Sorin Dumitrescu publiait sa « lettre ouverte à l'Europe de l'Ouest³⁷⁴⁸ ». Utilisant des termes du langage religieux (« chance providentielle [pronie] », « péché [pacat] », « grâce [har] », « les archanges de la paix [arhanghelii pacii] »), son propos renvoie aux idées qui semblent s'imposer chez des intellectuels du GDS et au-delà : le marxisme est considéré inadéquat, voire inutile (« les stupides thèmes du marxisme ») et l'orientation politique de « gauche » revendiquée par des intellectuels étrangers et les partis communistes de l'Occident sont tenus coupables de l'indifférence des intellectuels de l'Occident face à la situation de la Roumanie sous le communisme, mais surtout à l'égard du « dissident ». Si les arguments utilisés par Sorin Dumitrescu se rapprochent des idées qui semblent faire consensus parmi les membres du GDS, son texte ajoute des informations quant à la situation actuelle, la perception de la Roumanie en Occident et les relations qui ont changé entre l'Occident et la Roumanie. L'Europe de l'Ouest est « la sœur aînée » ou la « sœur riche et élégante » de la Roumanie et les événements de 1989 sont mentionnés comme « l'histoire qui est arrivée³⁷⁴⁹ ». Il déplore la perte d'intérêt de l'Occident pour la Roumanie et mentionne la réticence de la presse étrangère et ses critiques vis-à-vis de la « sœur pauvre³⁷⁵⁰ », la Roumanie :

« Pourquoi est-tu devenue si sévère, si étonnée, si perplexe, si révoltée, si indifférente ? Toi qui partage avec nous le même sang, comment crois-tu que nous sortirons sains et inchangés de la réclusion civile, morale et spirituelle à laquelle nous ont forcé les 50 ans de communisme avec lequel tu avais "flirté" d'une manière irresponsable pour un temps ?³⁷⁵¹ »

Il mentionne l'indifférence, voire le rejet, subis par des Roumains en Occident tel qu'il l'avait constaté (il ne précise pas ses sources mais on suppose qu'il s'agit de la presse étrangère) pour montrer son mécontentement devant l'attitude de l'Occident, même s'il semble témoigner de la même réaction

³⁷⁴⁵ 22, 40, le 19 octobre 1990.

³⁷⁴⁶ *Ibid.*

³⁷⁴⁷ Il mentionne l'intitulé « l'Espace ecclésial comme espace de la tradition » (Entretien avec Teodor Baconsky, Paris, le 28 novembre 2008).

³⁷⁴⁸ 22, 38, le 5 octobre 1990.

³⁷⁴⁹ *Ibid.*

³⁷⁵⁰ Il fait même la comparaison avec « une mère qui appelle son enfant handicapé ».

³⁷⁵¹ 22, 38, le 5 octobre 1990.

(mécontentement et étonnement) que celle dont il accuse l'Occident à l'égard de certaines catégories sociales ou des minorités et des phénomènes qui auraient surpris l'Occident :

« Pourquoi est-tu tellement surprise et mécontente de la vague de Tziganes et de gens de basse espèce qui a recouvert comme un déluge de puanteur tes boulevards coquets, quand ces “malins” du totalitarisme ne font que récupérer d’une manière enfantine un phantasme du bonheur ? Les Tziganes, les Roumains vendent des fleurs et font du business sur les Champs-Élysées ? Quelle horreur ! Pourquoi ? N’est-ce pas aussi leur maison à eux ? Qu’est-ce que tu veux qu’on en fasse, autre chose que ce qui te passe à toi aussi par la tête ! Ce qui est pourtant clair à tout le monde c’est que tu n’aimes pas du tout comment se présente ta pauvre parenté, arrivée à l’improviste et surtout non-recherchée³⁷⁵². »

Sorin Dumitrescu intervient ainsi non seulement pour traiter de l’orthodoxie et parlant des revendications de l’Église mais aussi des questions investies par 22 et/ou tenant des événements de l’actualité politique.

Teodor Baconsky ne traite que de son domaine de spécialisation et du domaine dans lequel il reçoit le pouvoir d’intervenir dès qu’il intègre le Ministère de la Culture pour s’occuper de la « culture religieuse », selon les précisions qu’en donne le responsable de ce ministère, **Andrei Plesu**³⁷⁵³. Dans son texte « Nous et l’Église », publié dans la rubrique « Accents », Teodor Baconsky voit dans l’introduction de la religion dans l’enseignement un des instruments qui auraient comme but de mettre fin à la situation confuse et au déchaînement du phénomène religieux notamment dans les médias, traité de « mélange de subculture et d’hypocrisie pénitentielle³⁷⁵⁴ ». Tout comme **Thomas Kleininger** le faisait, il reconnaît au « code éthique et de l’équité socialiste³⁷⁵⁵ » – « qui ne pouvait pas être une autorité morale, mais il jouait ce rôle » – la vertu d’avoir géré les comportements en leur conférant un sens. Alors c’est à l’éducation et à la religion ou ce qui se constitue comme une des revendications principales de l’Église, à savoir la place de la religion dans la formation, qu’il assigne le rôle de régler et de construire le sens des comportements. La production de sens par les politiques se trouve à ses yeux discréditée du fait que les politiques « miment [...] l’oubli », mais il ajoute que la direction même pour la société reste encore inconnue quand des politiques³⁷⁵⁶ ne semblent pas capables de l’établir et de l’exprimer. Il considère que les actes thérapeutiques, parmi lesquels il identifie le satyre, ont des effets limités et que la métaphysique est inutile pour un public qui n’est pas suffisamment instruit. Alors qu’à l’Église qui « est [composée du] clerc et [du] peuple », il reconnaît le pouvoir d’éveiller le « nerf national » et la « conscience ecclésiale ». Après l’inventaire des « instances » qui pourraient prétendre à conférer du sens au présent et la constatation de leurs « carences », que les événements de juin (les manifestations de la Place de l’Université) ont révélées, il soutient la « ré-évangélisation d’une société » qui permettrait d’accepter l’autorité, d’imaginer la communauté et de « reconnaître sa propre ignorance » mais aussi de « trouver la bonne mesure devant la vénération de

³⁷⁵² *Ibid.*

³⁷⁵³ 22, 40, le 19 octobre 1990.

³⁷⁵⁴ Teodor Baconsky, « Nous et l’église », 22, 38, le 5 octobre 1990.

³⁷⁵⁵ *Ibid.*

³⁷⁵⁶ Catégorie à laquelle il appartient toutefois, responsable d’une structure du Ministère de la Culture, chargée de la culture religieuse.

l'Occident sans [avoir] le sentiment de nourrir *ipso facto* l'inertie des stéréotypes communistes³⁷⁵⁷ ». Le passage du discours à la première personne du singulier, entremêlé des considérations d'ordre impersonnel, au discours à la première personne du pluriel pour parler de l'importance d'une « mission pour reconnaître de nouveau les valeurs chrétiennes » le présente parmi les intellectuels qu'il tient dans le même temps à critiquer car ces derniers n'ont pas su ou voulu contrecarrer les inconvénients résultant de la « précarité des débats religieux » ou du « dilettantisme de la télévision » produisant de la désorientation chez les gens « simples » et le dégoût chez les gens « sophistiqués ». Teodor Baconsky critique les « cercles d'intellectuels » au sein desquels « le problème de la réintroduction des cours de religion dans les écoles est passé non observé » alors que « le GDS s'est préoccupé » des questions telles que « l'avortement, le SIDA, les enfants handicapés³⁷⁵⁸ ». Il exprime son mécontentement quant aux résultats des revendications au sujet de l'introduction de la religion dans les programmes d'enseignement, exprimées par l'Église et par des membres du GRRBO :

« Les deux heures de religion (mensuelles et facultatives) que le Ministère de l'Enseignement et de la Science³⁷⁵⁹ a approuvées – au dernier instant – représente un bon exemple [à l'appui] de l'affirmation que dans notre pauvre société post-totalitaire la hiérarchie des priorités est complètement renversée [...] ne croyez-vous pas qu'avant d'apprendre [...] des bienfaits de la société civile, il aurait fallu que les miniers aient su que le collectif des ouvriers souterrains est protégé par la Sainte... ?³⁷⁶⁰ »

La reconnaissance de la religion comme discipline d'enseignement dans la formation des jeunes et la réorganisation de l'enseignement en théologie, qui prendra un essor important dans la période postcommuniste, sont les « doléances » que l'Église orthodoxe transmet au nouveau pouvoir politique dès les premiers jours de l'année 1990. Des négociations semblent avoir été entamées entre l'Église, par ses représentants au Synode, et le Ministère des Cultes (du gouvernement provisoire, fonctionnant entre le 26 décembre et le 28 juin 1990, mais aussi par la suite, jusqu'en juillet 1990) par son responsable, Nicolae Stoicescu, pour que la religion soit intégrée dans le programme d'enseignement (cycle primaire), mais les discussions semblent n'aboutir à rien. Le plus probablement en mars 1990³⁷⁶¹, le GRRBO, dont certains membres intègrent le GDS au cours de la même année³⁷⁶², invite le ministre de l'Enseignement, le philosophe **Mihai Sora**, pour discuter de l'introduction de la religion dans les programmes de l'enseignement.

³⁷⁵⁷ 22, 38, le 5 octobre 1990.

³⁷⁵⁸ *Ibid.*

³⁷⁵⁹ Dirigé entre juin 1990 et octobre 1991 par Gheorghe Stefan professeur d'électronique à l'Institut polytechnique de Bucarest.

³⁷⁶⁰ 22, 38, le 5 octobre 1990.

³⁷⁶¹ Des négociations entre le Ministère de l'Enseignement et l'Église (membres du Synode) auraient débuté le 4 avril 1990 (Cf. Iuliana Conovici, *Le travail d'une identité publique : l'Église orthodoxe roumaine après 1989*, op. cit., p. 50). Et au même moment le patriarche annonçait son retour.

³⁷⁶² Dans l'ordre chronologique, selon leur entrée dans le GDS au cours de l'année 1990, il s'agit de Sorin Dumitrescu, d'Iustin Marchis et de Horia Bernea. Le plus jeune parmi eux, Teodor Baconsky n'intégrera le GDS qu'en 2008.

C'est précisément un des membres du GRRBO, Sorin Dumitrescu, membre du GDS depuis janvier 1990, qui raconte de cette initiative dans un entretien publié au début mai 1991 dans 22³⁷⁶³. Au moment de la parution de cet entretien le GRRBO semble ne plus se réunir : en automne 1990 Teodor Baconsky part en France pour poursuivre ses études, Daniel Ciubotea est devenu métropolite de la Moldavie³⁷⁶⁴, Iustin Marchis est prêtre responsable de la paroisse Stravropoleos de Bucarest depuis l'automne 1990. Il s'agit là des plus jeunes et des plus « actifs³⁷⁶⁵ » du GRRBO. De cet entretien avec Sorin Dumitrescu il ressort que le Synode de l'Église orthodoxe et le GRRBO se disputent la légitimité de soutenir des revendications qui reçoivent le consensus et que les conflits se situent au niveau des positions à faire et à occuper. Sorin Dumitrescu aborde dans cet entretien les questions préoccupant des intellectuels orthodoxes tout comme des représentants de l'Église qui s'accordent à soutenir l'intervention de l'État en matière de religion³⁷⁶⁶. Mécontents de la tergiversation sur le programme d'enseignement religieux, clercs et intellectuels (des artistes et un théologien) invitent **Mihai Sora** pour l'informer de leurs doléances. D'autres « théologiens de marque de Sibiu » se joignent au GRRBO pour cette discussion. **Mihai Sora** doit faire face aux discours des « combattants » pour l'introduction de la religion dans les programmes d'enseignement. Il surprend ses interlocuteurs en affirmant manifestement que :

la « religion n'a pas de place à l'école [...] c'est un mode vétuste de poser le problème car les dogmes ne peuvent pas être enseignés, ils doivent être vécus³⁷⁶⁷ ».

La surprise produite par le ministre devrait être d'autant plus grande que **Mihai Sora** est un des intellectuels qui reconnaît l'influence de l'orthodoxie dans sa formation. L'affirmation du philosophe **Mihai Sora** est contestée par Sorin Dumitrescu qui considère par contre qu'au christianisme roumain il manque une « dimension cognitive » et que ce qu'il appelle un « sentimentalisme orthodoxe doux » devrait être « doublé de la faculté de connaissance des dogmes ». Selon lui, l'enseignement religieux est fondé sur la « tradition du peuple roumain » et constitue la « base d'une sagesse » et les politiques du présent devraient en tenir compte et agir ainsi³⁷⁶⁸. **Mihai Sora** se plie aux demandes des théologiens, clercs et artistes, mais Sorin Dumitrescu exprime son mécontentement devant l'absence d'interventions des politiques plus haut placés pour que le Ministère de l'Enseignement procède à l'introduction de l'enseignement religieux. Pour lui la manifestation publique des signes de dévotion des politiques ou le respect du rituel religieux lors des

³⁷⁶³ 22, 67, le 3 mai 1991.

³⁷⁶⁴ Élu patriarche de l'Église orthodoxe roumaine en septembre 2007.

³⁷⁶⁵ Discussion informelle avec Iustin Marchis, le 26 août 2009.

³⁷⁶⁶ On apprend que le GRRBO se réunissait au palais patriarcal, où le rédacteur de 22, Dan Pavel fait la connaissance de certains d'entre eux en janvier 1990 étant reçu par le métropolite Antonie Plamadeala (voir *supra*).

³⁷⁶⁷ 22, 67, le 3 mai 1991.

³⁷⁶⁸ Il s'appuie sur l'affirmation du poète « national » Mihai Eminescu qui considère le christianisme comme « la clé de voûte de la spiritualité roumaine ». Mihai Eminescu (1850-1889), poète et essayiste, tenant du conservatisme, a fait l'objet d'études sous le communisme (Eugen Simion) et dans la période postcommuniste (un des plus jeunes intellectuels cooptés au sein du GDS, Ioan Stanomir, ayant une formation en droit et en lettres).

cérémonies publiques devraient être la preuve (peut-être même les prémices) de la politique à suivre envers l'Église orthodoxe :

« je me suis souvenu de l'abondance de signes de piété de la part du gouvernement et du président de l'État lors des commémorations des héros, or **Mihai Sora** faisait partie de ce gouvernement-là et j'étais surpris qu'aucun de ses supérieurs n'eut donné des dispositions dans ce sens, en laissant le Ministère de l'Enseignement prendre la décision concernant l'introduction de la religion à l'école³⁷⁶⁹. »

À part ce mécontentement devant l'inadéquation entre les pratiques religieuses des politiques et la politique suivie en matière de religion, Sorin Dumitrescu exprime son insatisfaction quant au détournement des mérites du GRRBO – l'invitation faite à **Mihai Sora** et le fait de l'avoir convaincu de l'importance de l'introduction de la religion au programme d'enseignement –, au profit des structures officielles de l'Église. Au moment où **Mihai Sora** est appelé, à l'initiative du GRRBO, pour cette discussion, le Synode en profite pour l'inviter lui aussi à une séance. Plus tard, la presse présente le Synode comme contributeur à l'initiative de la constitution d'une « commission composée de théologiens, représentants de la Patriarchie, et du Ministère de l'Enseignement ». Les insuccès de cette commission, ayant arrêté ses activités, sont expliqués par le retour du patriarche, considéré par Sorin Dumitrescu, « encore un des effets néfastes de ce retour intempestif ». Mais aussi par le renoncement de **Mihai Sora** à sa position ministérielle, le 28 juin 1990, sa démission se produisant après avoir critiqué l'intervention des miniers en juin 1990 pour mettre fin aux protestations de la Place de l'Université. Le résultat obtenu est considéré comme non satisfaisant par rapport aux revendications initiales. Et le nouveau ministre de l'Enseignement et de la Science, l'universitaire Gheorghe Stefan, en est rendu coupable, considéré, étant donnée sa formation, incapable de comprendre l'importance de la religion³⁷⁷⁰.

Andrei Pippidi critique par contre le fait que dans un domaine qui avait vu son affranchissement du politique après 1989, l'intervention des politiques est convoitée par des clercs et par des intellectuels, dont les tenants du « renouveau de l'Église ».

Au moment de la parution de cet entretien avec Sorin Dumitrescu, 22 procédait à la remémoration des manifestations de la Place de l'Université d'avril-mai 1990, pour deux numéros successifs, fin avril et début mai 1991. Un texte (signé par un docteur ingénieur) présente la visite du président François Mitterrand à l'Institut polytechnique de Bucarest et les protestations des étudiants après que la Ligue des étudiants ainsi que des représentants de la Solidarité universitaire ayant participé aux manifestations de la Place de l'Université d'avril-juin 1990 ne furent acceptés pour cette rencontre entre la direction de l'établissement universitaire et le président François Mitterrand en présence du premier ministre roumain, Petre Roman, professeur à l'Institut polytechnique. Un autre texte, signé par le journaliste de 22 qui

³⁷⁶⁹ 22, 67, le 3 mai 1991.

³⁷⁷⁰ Le ministre de l'Enseignement est présenté ici comme « ingénieur » (22, 67, le 3 mai 1991). Rappelons que Gheorghe Stefan est professeur en électronique à l'Institut polytechnique de Bucarest.

interroge Sorin Dumitrescu, discute brièvement des relations entre le pouvoir et les étudiants, participants à la révolution de 1989³⁷⁷¹. À ces articles, plus intéressés à se remémorer la manifestation de la Place de l'Université que de traiter de l'enseignement, s'ajoutent deux articles, le premier signé par un universitaire (Coman Lupu, linguiste de la Faculté des langues étrangères de l'Université de Bucarest), « L'éducateur est un intellectuel, pas un fonctionnaire³⁷⁷² » et un autre, « La liberté de demain se construit aujourd'hui » (signé G. Goldner) soutenant la « séparation complète de la religion et de l'école ». Son auteur déclare que par ce propos il risque de s'attirer des « attaques virulentes et injurieuses où mon origine ethnique (je suis Juif) pourrait être impliquée³⁷⁷³ ».

La religion est introduite à l'école à partir de l'année scolaire 1990/1991, à l'école primaire (premier et second cycle) à titre facultatif et optionnel, une heure à toutes les deux semaines selon l'acte premier émis par le ministre de l'Enseignement³⁷⁷⁴, et une heure par semaine selon un autre acte législatif émis en février 1991³⁷⁷⁵, en fonction de la confession. En 1992 de nouvelles normes s'ajoutent pour l'organisation de l'enseignement religieux, notamment des précisions concernant la rémunération des enseignants³⁷⁷⁶. En 1993, toujours par ordre du ministre, l'appellation reçue par la nouvelle discipline enseignée, « éducation religieuse », change de nom pour être désignée « religion »³⁷⁷⁷. Bien que certains auteurs pour 22 mentionnent que la loi de l'enseignement est attendue, la première loi de l'enseignement date de juillet 1995³⁷⁷⁸.

Le droit roumain prévoit « la surveillance et le contrôle de l'État sur tous les cultes », l'exercice de ces fonctions appartenant à une « autorité de l'administration centrale », entre 1991 et 2000 par le secrétariat d'Etat pour les cultes, entre 2000 et 2010 dans le cadre du ministère qui intervient dans le domaine de la culture et, à partir de 2010, par le secrétariat d'Etat pour les cultes, institution dans la subordination du premier ministre³⁷⁷⁹.

Dans un commentaire de la Constitution roumaine de la période postcommuniste, Ioan Stanomir (né en 1972, juriste, professeur à la Faculté des sciences politiques, membre du GDS, coopté en janvier 2009) précise que « la relation entre l'État et les cultes est gouvernée [...] par le principe selon lequel les cultes

³⁷⁷¹ Sorin Faur, « Déceptions, frustrations, protestations » dans une page portant l'intitulé « Les étudiants et le pouvoir », 22, 67, le 3 mai 1991.

³⁷⁷² 22, 69, le 17 mai 1991.

³⁷⁷³ 22, 70, le 24 mai 1991.

³⁷⁷⁴ Ordre n° 15052 de 1990.

³⁷⁷⁵ Ordre du ministre de l'Enseignement n° 9176 du 1^{er} février 1991.

³⁷⁷⁶ Ordre n° 10447 du 7 septembre 1992.

³⁷⁷⁷ Ordre n° 10306 du 17 août 1993.

³⁷⁷⁸ Loi n° 84 de 1995. Une autre loi sera préparée dès 2008. Le projet proposé sera contesté par les milieux professionnels, par l'enseignement étatique ainsi que par celui privé. Le projet est l'œuvre d'une Commission présidentielle constituée à l'initiative du président Basescu, des membres du GDS, des intellectuels proches du GDS participent à la rédaction de ce projet.

³⁷⁷⁹ Fin 2008, avec l'installation d'un nouveau gouvernement à la suite des élections parlementaires (novembre 2008), à l'ancienne désignation de ce ministère on ajoute « le patrimoine national », le ministre nommé étant Toader Paleologu, fils d'**Alexandru Paleologu**.

ont une existence autonome par rapport à l'État [...], entité neutre du point de vue confessionnel [...] la nature de l'État [...] séparé de l'Église (consentie dans le cas roumain en 1866) ne constitue pas un obstacle constitutionnel dans la direction de l'obtention d'un soutien institutionnel dirigé vers [...] l'assistance religieuse³⁷⁸⁰ ».

III. « Intellectuels orthodoxes » et militants pour les droits de l'homme. L'emprise du droit et rapports au passé

Au moment de la parution de l'entretien avec Sorin Dumitrescu qui aborde le problème de la liberté religieuse et de la définition de l'État³⁷⁸¹, dans le Parlement on discute, entre février et juin 1991, des principes et de la structure du projet de Constitution³⁷⁸².

Après les élections de mai 1990, le Front du salut national (FSN) bénéficie d'une majorité dans le Parlement³⁷⁸³. L'opposition est faible et fragmentée. Le 11 juillet 1990, la Chambre des députés et le Sénat, réunis en séance commune, se déclarent Assemblée constituante décidant de la composition de la Commission de rédaction du projet de Constitution³⁷⁸⁴. La commission recevra son statut permanent à la fin d'octobre 1990³⁷⁸⁵. Elle comprend une majorité composée de membres du FSN (12), un membre du Parti national libéral (PNL) et un membre du Parti national paysan-chrétien démocrate (PNTcd). Des 28 personnes désignées, un seul n'est pas membres d'un parti politique ni membres du Parlement ni des conseillers (3) dans différentes structures³⁷⁸⁶. Le seul « indépendant » est le seul sénateur élu en dehors des listes de parti (Antonie Iorgovan³⁷⁸⁷). Trois autres sont des représentants des minorités nationales (dont deux sont membres de l'Union démocratique des Hongrois de Roumanie). La commission compte, à part

³⁷⁸⁰ Ioan Stanomir, *Constitutionalism si postcomunism. Un comentariu al Constitutiei Romaniei*, Éditions de l'Université de Bucarest, 2^e éd., 2007, p. 57. D'un volume plus récent dont les auteurs sont juristes, Ioan Stanomir et Radu Carp, on apprend les nombreuses interprétations qu'on donne à l'autonomie des Eglises telle qu'elle est définie par la Constitution de 1991, révisée en 2003. Les deux auteurs publiant dans 22 sont nés au début des années 1970 et intègrent la nouvelle Faculté des sciences politiques vers la seconde moitié des années 1990. Les deux poursuivent une seconde formation en Roumanie, respectivement lettres et philosophie, dans les années 1990 lorsqu'ils sont déjà universitaires. Seul Ioan Stanomir est coopté pour faire partie du GDS en 2008.

³⁷⁸¹ 22, 67, le 3 mai 1991.

³⁷⁸² Eleodor Focseneanu, *Istoria constitutională a României. 1859-1991*, op. cit., p. 145.

³⁷⁸³ Les pourcentages des votes obtenus par le FSN disponibles dans les trois ouvrages consultés (dont un est une « histoire chronologique ») varient : entre 66,31 (Stan Stoica, *România după 1989. O istorie cronologică*, op. cit., p. 219 ; Cristian Preda, Sorina Soare, *Regimul, partidele și sistemul politic din România*, op. cit., p. 123) et 66,42 (Eleodor Focseneanu, *Istoria constitutională*, op. cit., p. 144) pour l'Assemblée des députés ; et entre 76,48 (cf. Eleodor Focseneanu, op. cit., p. 144) et 77,11 (cf. Stan Stoica, *România după 1989*, op. cit., p. 223) pour le Sénat.

³⁷⁸⁴ Auquel le Parlement lui accorde le statut de commission permanente, le 29 octobre 1990 par l'Assemblée des députés et au 30 octobre 1990 par le Sénat (*Journal Officiel* n° 119 du 2 novembre 1990 cité par Teodora Stănescu-Stănciu dans son propos introductif au volume édité par l'Institut de la révolution roumaine de décembre 1989 *Constituitia României 1991. Documente*, vol. V, 2017, p. 13).

³⁷⁸⁵ Eleodor Focseneanu, *Istoria constitutională*, op. cit., pp. 144-145.

³⁷⁸⁶ L'un est conseiller du président, un autre du premier ministre, en ce qui concerne le dernier, conseiller pour l'Assemblée des députés, son affiliation politique reste inconnue.

³⁷⁸⁷ Surnommé le « père de la Constitution », membre de la Commission juridique du CFSN et ensuite du CPUN, entre 1990 et 1992.

des juristes (18 avocats et un docteur en droit), deux ingénieurs, deux écrivains, deux historiens, deux économistes, un psychologue et un « écologiste³⁷⁸⁸ ». Entre juin 1990 et décembre 1990, prend naissance le projet intitulé les « Thèses pour l'élaboration du projet de constitution de la Roumanie ». Une fois ce projet préliminaire rendu public (le 12 décembre 1990), les principes et la structure de la future Constitution seront débattus et ensuite adoptés par l'Assemblée constituante, entre le 12 février et le 20 juin 1991. Une fois le projet de Constitution rendu public, les débats sur les dispositions se déroulent entre le 10 septembre et le 21 novembre 1991. Soumise au vote du Parlement, la Constitution est adoptée le 21 novembre 1991 avec 494 du total de 589 des voix exprimées. Le lendemain, il est décidé que la Constitution fera l'objet d'un référendum en vue de son entrée en vigueur³⁷⁸⁹. En 1992, la Constitution de la Roumanie, commentée et annotée, paraît aux Éditions du Journal officiel. L'ouvrage est signé par les six membres de la commission ayant travaillé à l'élaboration de la loi fondamentale. A part, celui qui eut la plus grande contribution à l'élaboration de ce projet, Antonie Iorgovan, universitaire de la période postcommuniste, il s'agit de deux juristes, maîtres de conférence respectivement à l'Université de Bucarest et à l'Université de Cluj (Ioan Muraru et Ioan Deleanu), cooptés dans la commission comme « indépendants » à la faveur de leurs relations étroites avec Antonie Iorgovan, et de trois juristes, « conseillers » pour différentes structures politiques (Florin Vasilescu, Mihai Constantinescu et Ioan Vida)³⁷⁹⁰. La même année, en 1992, d'une première analyse publiée chez Humanitas présentant les termes du débat sur ce projet et l'atmosphère dans le Parlement (attitudes et pratiques des parlementaires) à cette époque-là, on apprend les nombreuses déficiences du processus d'adoption et de votation du législatif, le non-respect des règlements de fonctionnement du législatif, voire l'incompétence des participants, mais aussi l'intolérance face aux discours critiques³⁷⁹¹.

Le seul parmi des membres fondateurs du GDS à justifier son entrée en politique par la nécessité d'une participation des intellectuels à l'élaboration de la Constitution est un historien et archéologue, le seul des deux historiens à se porter candidat aux élections de 1990, **Radu Popa** :

« je me suis mis sur une liste de candidats indépendants [...] en toute conscience de la valeur de ceux qui sont sur la liste et de la nécessité accrue que ces hommes, intellectuels de bonne qualité et de bonne volonté, participent et contribuent à l'élaboration de la Constitution tellement nécessaire à nous tous pour resituer le pays sur de nouvelles bases viables³⁷⁹² ».

³⁷⁸⁸ Né en 1931, Nicolae S. Dumitru est maître de conférences à la Faculté de géologie de l'Université de Bucarest. Nicolae S. Dumitru est proche de Pavel Campeanu (né en 1920), membre fondateur du GDS.

³⁷⁸⁹ Stan Stoica, *Romania dupa 1989*, op. cit., pp. 40, 48-49 et 314-315.

³⁷⁹⁰ M. Constantinescu, I. Deleanu, A. Iorgovan, I. Muraru, F. Vasilescu, I. Vida, *Constitutia Romaniei. Comentata si anotata*, Bucarest, Régie autonome « Monitorul Oficial », 1992.

³⁷⁹¹ Eleodor Focseneanu, *Istoria constitutională*, « La situation constitutionnelle présente », op. cit., notamment pp. 145-148. Cet ouvrage est le seul publié dans les années 1990 à avoir inclus dans l'analyse des termes de la Constitution de 1991 une discussion sur les pratiques des parlementaires au moment de ce débat. Dans les années 2000 l'Institut de la Révolution roumaine de décembre 1989 publiera une série de cinq volumes qui présentent les textes débattus pour la nouvelle Constitution de la Roumanie.

³⁷⁹² 22, 17, le 11 mai 1990.

Le seul juriste qui traite dans 22 du projet de la Constitution débattu au Parlement est un juriste, « professeur » à l'Université de Baia Mare, Victor Iancu³⁷⁹³. Le même juriste traitait peu avant du groupement extrémiste Vatra Romaneasca dans 22³⁷⁹⁴. Bogdan Ghiu, rédacteur de 22, et un des rares auteurs qui traitent de la Proclamation de Timisoara³⁷⁹⁵, une année après sa diffusion, mais qui discute aussi des événements de la politique internationale, comme la guerre du Golfe, met en opposition le projet de Constitution et la Proclamation de Timisoara : d'un côté, la Proclamation interdit aux anciens activistes et officiers de la Securitate d'occuper un poste politique, de l'autre, le projet de Constitution interdit à des citoyens roumains qui ne résident pas en Roumanie de se porter candidats aux élections³⁷⁹⁶. Dans un numéro qui paraît en 1991 pendant la semaine des Pâques orthodoxes, Horatiu Pepine, rédacteur de 22, traite dans sa rubrique, « Chronique parlementaire », des « sous-textes de la Constitution³⁷⁹⁷ ». Avant de discuter des « thèses » du projet de Constitution que le Parlement vient d'adopter, on apprend que les parlementaires se déclarant athées, étant formés à l'école de parti (l'Académie « Stefan Gheorghiu »), qu'ils se dédisent de leur adhésion au communisme et qu'ils reçoivent en cadeau de la part des « dix mille prêtres de la Roumanie » une icône. Les thèses du projet de Constitution, considérées comme le « résultat des simples inerties mentales », sont critiquées pour le « mode de pensée communiste », pour le « pattern marxiste [...] de l'État autoritaire » et pour les « rémanences de la pensée totalitaire ». L'auteur résume les critiques venant des membres de l'opposition dont Ion Ratiu : l'État est placé devant l'individu et se présente comme protecteur de la propriété et non pas comme garant de celle-là³⁷⁹⁸.

Certains membres du GDS mais aussi journalistes de 22 évoquent le projet de la loi de l'audiovisuel³⁷⁹⁹, des actes législatifs sur la propriété (locative et foncière)³⁸⁰⁰ et des propositions concernant la vérification des « dossiers personnels [constitués par la Securitate] des parlementaires », caractérisée de « salubrité publique ». Une motion déposée par le parlementaire Claudiu Iordache, signée par une centaine de parlementaires, sera saluée par l'historien **Andrei Pippidi**, présentée sous l'intitulé un « discours honnête³⁸⁰¹ ». Cet article constitue la seule considération positive à l'égard de l'activité du Parlement, publiée dans 22 pendant cette période³⁸⁰² :

³⁷⁹³ Tel qu'il se présente à l'occasion de cette publication (22, 58, mars 1991). Plus tard il signe une lettre qu'il adresse à Domokos Geza (22, 65, 1991).

³⁷⁹⁴ 22, 56, le 15 février 1991.

³⁷⁹⁵ 22, 60, le 15 mars 1991.

³⁷⁹⁶ 22, 62, le 29 mars 1991.

³⁷⁹⁷ 22, 63, le 5 avril 1991.

³⁷⁹⁸ On apprend aussi qu'un représentant du gouvernement, Adrian Severin, soutient l'idée de la création du Parlement avec deux chambres mais aussi des sénateurs de droit qui devraient représenter les minorités, l'Armée et l'Église.

³⁷⁹⁹ 22, 53, le 25 janvier 1991 ; 22, 57, le 22 février 1990 et 22, 58, le 1^{er} mars 1991.

³⁸⁰⁰ Sorin Faur, 22, 59, le 8 mars 1991.

³⁸⁰¹ **Andrei Pippidi**, « Un discours honnête », 22, 69, le 17 mai 1991.

³⁸⁰² L'initiative de l'ancien vice-président du Front du Salut national, Claudiu Iordache, est discutée dans le numéro suivant par le chef de la « section social-politique » de 22, Dan Pavel, parlant d'une « lutte de pouvoir » dans la rubrique « Accents » sous le titre « le chantage politique » (22, 70, le 24 mai 1991). Voir aussi chapitre 11.

« monsieur Claudiu Iordache a de nouveau fait la preuve qu’il tient à son honneur et même à celle du parti à la fondation duquel il a contribué au début de l’année dernière. Les signatures recueillies à l’appui de cette motion viennent de toutes les formations politiques. La demande que les membres de l’Assemblée constituante choisissent une commission investie de pouvoirs spéciaux pour examiner les dossiers personnels, dans un premier temps, des membres du Parlement et, ensuite, des membres de l’exécutif et des hauts magistrats, vient très tard, par rapport à ce qui s’est passé jusqu’à présent dans les autres pays est-européens [...] C’est incontestablement une mesure de salubrité publique. Ce qu’on croyait savoir sur les nombreux hommes politiques de la majorité et parfois aussi de l’opposition doit être vérifié pour ne pas laisser aucun doute, pour qu’ils ne soient pas injustement compromis [...] Bien sûr Monsieur Iordache n’a pas eu cette intention, de faire éclater les structures politiques dans lesquelles il croit comme participant à leur construction, mais seulement de leur conférer enfin la légitimité. La même préoccupation, celle d’assainir la vie publique, l’a conduit à demander des explications quant au mode de transmission des informations confidentielles de ces dossiers dans les rédactions de certains périodiques qui se consacrent au dénigrement effronté des adversaires. A la fin de sa communication, nous avons pu voir certains députés applaudissant. L’assemblée ne s’est pas élevée unanimement enthousiaste pour saluer l’initiative. Comment se sont sentis, sous les regards de leurs collègues, ceux qui n’ont pas applaudi ? C’est leur affaire. La nôtre consiste à compter les votes. Nous gardons l’espérance que le Parlement comprendra combien il est indigne de récuser la motion Iordache³⁸⁰³. »

À cette époque-là mais aussi par la suite, on assistait à un flux d’informations par lesquels des personnages divers étaient dénoncés, comme cela ressort des témoignages recueillis. Dans une note signée par la rédaction de 22, publiée dans le premier numéro, est mentionnée la réception « de centaines de propositions (individuelles ou de groupe) pour la publication des matériaux concernant les coulisses de certaines “affaires” des domaines sociaux des plus divers, dévoilements, protestations, mémoires, etc.³⁸⁰⁴ ».

Par le biais du journalisme, des intellectuels désirent influencer sur le jeu politique dont, à ce moment-là, ils sont exclus. Parmi des membres du GDS qui s’engagent dans l’Alliance civique on compte ceux qui prennent intérêt au droit : le seul juriste coopté au GDS en 1990, Doru Cosma, ainsi qu’un ancien opposant, **Gabriel Andreescu**, ayant une formation en physique, s’intéressant après 1989 à la question des droits de l’homme et développant ses intérêts pour les droits de l’homme, le droit international et la politique étrangère dans des structures de la société civile, et qui a embrassé une carrière universitaire beaucoup plus tard que d’autres membres du GDS (du même âge ou plus jeunes). Dans une moindre mesure, des historiens prennent intérêt aux cadres législatifs mis en œuvre après 1989 (**Radu Popa** et **Andrei Pippidi**). Les deux historiens font partie du « comité directoire GDS » tout comme **Gabriel Liiceanu** et **Anca Oroveanu**. L’historien **Andrei Pippidi** s’assigne le travail de contrôle de l’image que 22 présente du GDS et revendique la posture de l’intellectuel qui ne s’intéresse à la politique que pour contribuer à l’éducation à la démocratie. Il est alors membre de la Commission des monuments historiques au sein du Ministère de la Culture. L’historien-archéologue **Radu Popa**, membre lui aussi membre du « comité directoire du GDS »,

³⁸⁰³ 22, 69, le 17 mai 1991. Selon Claudiu Iordache, dans les archives du Parlement on ne pourra pas retrouver aucune trace de l’existence de cette motion (discussion informelle avec Claudiu Iordache, le 22 mars 2017).

³⁸⁰⁴ 22, 1, le 20 janvier 1990, p. 15.

qui se porte candidat aux élections de 1990, traite des sujets liés à son activité scientifique. Les deux historiens, **Andrei Pippidi** et **Radu Popa**, sont amis³⁸⁰⁵. **Andrei Pippidi** intervient dans 22 pour discuter des choses qui préoccupent un nombre important d'intellectuels du GDS et même pour critiquer des prises de position de ces collègues. **Radu Popa** semble préoccupé de faire corps avec les préoccupations des « intellectuels de qualité et de bonne volonté » pour « resituer le pays sur des bases nouvelles et viables :

« les intellectuels ont le devoir d'être toujours un pas en avant par rapport aux autorités constituées³⁸⁰⁶. »

Assignant à « l'école et à l'éducation en général » le « rôle de [...] remèdes au désastre matériel, moral et éthique [...] de la moitié de siècle de communisme bâti sur le mensonge et la terreur³⁸⁰⁷ » et parlant des possibilités nouvelles offertes aux intellectuels de participer aux décisions politiques, il exprime son optimisme sur l'avenir et l'impossibilité d'un retour à la situation de la période communiste³⁸⁰⁸. Après sa participation aux élections de 1990 sur la liste dressée par le GDS, **Radu Popa** discute des décisions et des initiatives en étroite liaison avec ses activités comme historien, intégrant l'université en 1990, membre lui aussi de la nouvelle Commission nationale des monuments. Il critique des décisions et des déclarations des politiques, animé par l'idée de corriger les dysfonctionnements de la période communiste, et exprime son mécontentement quant au désarroi et à l'absence de la mise en œuvre de nouvelles réglementations (car selon un décret daté de février 1990 les décisions de la Commission nationale des monuments historiques ont un caractère obligatoire). Discutant de la loi des monuments qui se prépare, **Radu Popa** met l'accent sur le cadre économique et sur la nécessité de soutenir les décisions prises par des instances spécifiques par un contrôle des spécialistes quant aux décisions des politiques locaux caractérisées par « l'incapacité [...] d'une vision en perspective³⁸⁰⁹ ».

Le seul juriste à intégrer le GDS durant la première moitié des années 1990 est l'avocat Doru Cosma, auteur de deux livres traitant des procès contre des intellectuels. Sa cooptation, à l'automne 1990, moment où le GDS intègre douze membres, semble être liée aussi à ses relations avec **Gabriel Liiceanu**³⁸¹⁰.

Rappelons qu'à travers le temps dans le GDS vont s'intégrer quatre juristes. Dans l'ordre chronologique de leur cooptation il s'agit de : Doru Cosma, George Musat, Monica Macovei et Ioan Stanomir. L'avocat George Musat, représentant en justice de plusieurs intellectuels du GDS, est un ancien détenu politique des années 1980³⁸¹¹, coopté dans les années 2000, renonçant à cette appartenance quelques années plus tard. Monica Macovei est une ancienne procureure de la période communiste se faisant connaître après 1989 comme militante pour les droits de l'homme avant de faire son entrée en politique comme ministre de la Justice et par la suite membre du Parlement européen.

³⁸⁰⁵ Entretien avec **Andrei Pippidi** (le 28 mars 2004).

³⁸⁰⁶ 22, 17, le 11 mai 1990.

³⁸⁰⁷ Entretien réalisé par Gabriela Adamesteanu avec **Radu Popa**, 22, 7, le 2 mars 1990.

³⁸⁰⁸ Dans un article traitant précisément du rôle de l'école, **Radu Popa** contredit Silviu Brucan, sa déclaration quant à l'absence des traditions démocratiques en Roumanie (22, 17, le 11 mai 1990).

³⁸⁰⁹ 22, 45, le 23 novembre 1990.

³⁸¹⁰ Doru Cosma est, selon le témoignage de **Mariana Celac**, cousin de **Gabriel Liiceanu**.

³⁸¹¹ Et l'époux de Carmen Musat, directrice de l'hebdomadaire *Observator cultural* depuis 2005.

Etant parmi les derniers à intégrer le GDS, Ioan Stanomir est un universitaire, intégrant la Faculté de sciences politiques de l'UB au milieu des années 1990, spécialiste du droit constitutionnel. Il est coopté au GDS en 2008, à la proposition de Vladimir Tismaneanu, qui intègre le GDS une année plus tôt.

Doru Cosma, expose son commentaire de la loi de l'audiovisuel lors d'une réunion du GDS en janvier 1991³⁸¹². Il discute aussi des projets de loi que le gouvernement, dirigé par Petre Roman, propose au Parlement. Ces initiatives législatives concernent le fonds de la propriété étatique et prévoient la possibilité pour ceux qui habitent ces bâtiments appartenant à l'État de les acheter. Selon le spécialiste du droit, membre du GDS, cette loi qui aurait dû, selon lui, constituer une « réparation, soit-elle tardive, des injustices » produites par le régime communiste ne serait qu'un « instrument non seulement de prise en possession définitive des biens d'autrui » mais aussi un moyen imaginé pour privilégier « de fait et de droit, les puissants hommes politiques d'hier, mais aussi d'aujourd'hui, installés à la suite de la Révolution dans des maisons confortables³⁸¹³ ».

Dans la continuation de son intérêt pour le politique, **Gabriel Andreescu**, physicien chercheur dans les années 1980, se préoccupe d'acquérir de nouveaux savoirs s'intéressant au droit dans le but de concurrencer des politiques. Président de l'Association pour la défense des droits de l'homme de Roumanie-Comité Helsinki, il associe ses préoccupations pour la question des minorités nationales avec ses intérêts pour les relations internationales et, plus précisément, pour la politique étrangère³⁸¹⁴. **Gabriel Andreescu**, se faisant le porte-parole de l'Alliance Civique dans 22 et se consacrant à la question des droits de l'homme, critique en 1991 un projet de loi qui interdit la diffamation des représentants des pouvoirs de l'Etat (président, Parlement, gouvernement) considérant qu'il s'agit « d'une attaque brutale [...] à la démocratie attendue » ayant comme visée « d'annihiler l'opposition » qui se préoccupe de discuter « des choses générales de l'État » ayant comme référence « constante » les personnes occupant des postes politiques. Conscient des critiques que ce type de discours pourrait attirer, il prêche toutefois la nécessité de discuter des personnes qui sont appelées à constituer ou à diriger des institutions :

« [La] trop forte individualisation pourrait parfois sembler à certains trop exagérée. Mais finalement une analyse des principes ne peut pas faire abstraction des personnes. Le contenu d'une formule institutionnelle [...] est étroitement lié à ceux qui promeuvent son esprit [...] Surtout maintenant quand les institutions ont le devant sur les mentalités. Dans une période de démolition des anciennes structures et de formation d'autres, le problème des institutions devient le problème des personnes et des personnalités appelées à les fonder³⁸¹⁵. »

³⁸¹² 22, 53, le 25 janvier 1991.

³⁸¹³ Doru Cosma, « La prise en possession locative de la nomenklatura et de ses acolytes », 22, 59, le 8 mars 1991.

³⁸¹⁴ Soutenant des idées et des projets qui ne reçoivent pas l'accord des autres membres du GDS, il développe ses activités dans une structure similaire au Comité Helsinki se libérant de la tutelle du GDS. Se distanciant progressivement du GDS, après avoir contesté des intellectuels des plus notoires du GDS, il est amené à rompre définitivement avec le GDS. **Gabriel Andreescu** s'est fait connaître après 1989 comme un critique des revendications de l'Eglise.

³⁸¹⁵ 22, 61, le 22 mars 1991.

L'accent mis sur la personne qui se charge d'une institution, culturelle ou politique, est caractéristique du discours tenu par **Gabriel Andreescu** tout au long de la période postcommuniste³⁸¹⁶. Que ce soit pour montrer la probité intellectuelle d'un de ses collaborateurs (Smaranda Enache)³⁸¹⁷, ou la compétence d'un nouvel homme politique (Adrian Severin), la probité d'une nouvelle figure de la vie politique (Laszlo Tokes) ou d'un intellectuel consacré sous le communisme (Adrian Marino). Que ce soit pour montrer de l'absence d'une stature morale chez des intellectuels critiqués par le GDS pour avoir contribué au soutien du régime communiste mais aussi chez des intellectuels du GDS, lui-même étant de ceux qui peuvent revendiquer une activité de dissidence³⁸¹⁸.

Les membres du GDS ne sont pas dans des positions qui leur auraient permis de participer aux débats sur le projet de Constitution, après leur échec aux élections de mai 1990. Mais ils s'intéressent au droit en essayant de mettre en œuvre de nouveaux moyens d'intervenir dans la politique au sein d'une structure de la société civile à but politique, l'Alliance civique (AC), créée à l'automne de 1990. Des cadres institutionnels de la société civile leur permettent de donner une base à leurs prétentions dans le champ intellectuel et à une intervention dans celui politique. Doru Cosma et un autre juriste de la jeune génération, Valeriu Stoica, membre du PNL et membre de la Solidarité universitaire, préparent un projet ayant comme cadre l'AC, présenté par **Gabriel Andreescu**³⁸¹⁹ à l'époque du débat autour du nouveau projet de Constitution, qui a lieu dans le Parlement et auquel ils ne participent pas. S'ils ne peuvent influencer sur le contenu du projet de Constitution, des membres du GDS en collaboration avec un juriste, « expert » de l'Alliance civique, présentent leur propre projet qu'ils désirent faire adopter par le Parlement à « titre préliminaire ». En mars 1991, **Gabriel Andreescu** discute de la « Charte des droits et des libertés fondamentaux », document adopté par la République fédérative tchèque et slovaque en janvier 1991, permettant à ce pays, selon **Gabriel Andreescu**, de recevoir le statut de membre du Conseil de l'Europe³⁸²⁰. Il avertit que les principes de la future Constitution, élaborée par la commission parlementaire constituée dans ce but, ne correspondent pas aux normes européennes même si le gouvernement annonçait son intention de soutenir l'adoption de la « Charte des droits et des libertés fondamentaux ». Des partis politiques et d'autres organisations formant l'opposition devraient être préparés, selon **Gabriel Andreescu**, pour soutenir voire inciter le gouvernement à poursuivre son intention et proposer au Parlement l'adoption de ce document :

« Que fait le Groupe pour le dialogue social, que fait la Solidarité universitaires, que font les partis de l'opposition, que fait en premier lieu l'Alliance civique ? ³⁸²¹»

³⁸¹⁶ Voir aussi chapitre 3.

³⁸¹⁷ 22, 67, le 3 mai 1991.

³⁸¹⁸ Voir **Gabriel Andreescu**, *L-am urat pe Ceausescu, op. cit.*

³⁸¹⁹ 22, 59, le 8 mars 1991.

³⁸²⁰ La Roumanie est État membre du Conseil de l'Europe à partir du 7 octobre 1993.

³⁸²¹ 22, 59, le 8 mars 1991.

Dans un autre numéro de 22, **Gabriel Andreescu** signe un éditorial intitulé « un document historique³⁸²² » pour reprendre sa discussion sur le projet de la « Charte des droits et des lois fondamentaux » qui reflète, selon lui, les attentes de la société. La société étant ici le résultat et l'image d'un « peuple évolué » dont on mentionne l'« esprit ». Selon lui, la période qui s'est déroulée depuis décembre 1989 se caractérise par le « dilettantisme (ou l'amateurisme) ». Son incitation à l'initiative est justifiée par l'idée que « les révolutions ne sont pas des événements, mais des processus ». Le projet qu'il soutient au nom et dans le cadre de l'Alliance civique avec deux juristes, ayant comme but la « ré »-inscription de la Roumanie dans le « monde civilisé », constitue, selon cet auteur, ce que « la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen a été pour la Révolution française³⁸²³ ». Dans cet éditorial de **Gabriel Andreescu** sont présentés les contributeurs à ce projet, que l'Alliance civique devrait, à son sens, défendre, vu la « stratégie » établie dans ce but par « l'avocat Doru Cosma, un nouveau et authentique membre du GDS, avec Valeriu Stoica, l'auteur du premier cours des droits de l'homme tenu jusque-là à la Faculté de droit de [l'Université] de Bucarest (membre de la Solidarité universitaire) ». Ce dernier, appartenant à la génération des plus jeunes membres fondateurs du GDS (nés dans les années 1950), est membre du PNL mais ce n'est pas en sa qualité d'homme politique que **Gabriel Andreescu** le présente – son enrôlement dans ce parti n'étant pas mentionné – mais comme universitaire et membre d'une organisation civique ayant participé aux manifestations qui eurent lieu en 1990 Place de l'Université. Plus tard, **Gabriel Andreescu** mentionne comme « principal auteur » de ce projet, Doru Cosma³⁸²⁴. On apprend aussi que ce sont des membres de l'exil, Mihnea Berindei, celui-là même qui avait contribué à la création du Comité Helsinki de Bucarest, et Ariadna Combes, la fille de **Doina Cornea**, qui les ont informés de la « valeur de l'initiative tchécoslovaque et des discussions dans le cadre des organismes juridiques dans le monde francophone³⁸²⁵ ». Les spécialistes au service de l'Alliance civique sont présentés dans le chapeau de l'entretien réalisé par **Gabriel Andreescu** et que Rodica Palade en tant que « chef de la section pour l'actualité politique » présente dans 22³⁸²⁶. Le but déclaré de cet entretien est de présenter les auteurs d'un tel projet car ils « se perdent derrière des documents de telle envergure » : le « célèbre Doru Cosma » dont la notoriété est mesurée non pas tant dans les « traités de spécialité » mais dans ses livres « entrés dans la conscience d'un public plus large » et l'universitaire Valeriu Stoica. On apprend aussi qu'un premier colloque sur « la démocratie et les droits de l'homme » fut organisé à Timisoara en automne 1990 où des associations non-gouvernementales se réunissent. Doru Cosma et Valeriu Stoica font un historique de l'évolution des « droits de l'homme » en partant du moment qui succède à la Révolution française. Leurs références principales sont la Déclaration universelle et la Charte adoptée

³⁸²² 22, 64, le 12 avril 1991.

³⁸²³ **Gabriel Andreescu**, « Un document historique », 22, 64, le 12 avril 1991 ; Doru Cosma et Valeriu Stoica, « Une initiative constitutionnelle », 22, 64, le 12 avril 1991.

³⁸²⁴ 22, 81, le 9 août 1991.

³⁸²⁵ *Ibid.*

³⁸²⁶ 22, 64, le 12 avril 1991.

par la République tchèque et slovaque, avec la différence importante – soulignée par Doru Cosma –, sur la suppression des précisions concernant la « nature de l'État fédératif ». Ce dernier parle de la proposition inscrite dans ce projet concernant la création d'une section dans le cadre de la Cour suprême de justice ayant comme tâche le « contrôle du respect des droits et des libertés fondamentaux » ainsi que de leur proposition que l'État roumain reconnaisse la compétence des organismes judiciaires internationaux³⁸²⁷ de traiter les cas de violation de ces droits et de ces libertés. Les deux juristes mettent l'accent sur l'individu comme « sujet de droit international ». Valeriu Stoica expose l'historique de la doctrine en matière de droit international et des instances créées dans le but de préserver les droits et les libertés des individus en Europe reprochant aux thèses du projet de Constitution la faible garantie des droits et des libertés fondamentaux. Doru Cosma discute des innovations apportées par ce document, « les droits de la personnalité » dont il discutait auparavant en lien avec le projet de la loi de l'audiovisuel³⁸²⁸ :

« Je me réfère à titre d'exemple au droit moral de l'auteur et au droit moral de l'inventeur [...] d'autres droits de la personnalité, non prévus par la Constitution mais que des exigences d'ordre spirituel imposeraient [...] Il y a quelques années lorsque les sources audiovisuelles n'existaient pas ou n'avaient pas l'impact d'aujourd'hui, on ne parlait pas d'un droit à sa propre image. Ce droit est une composante de la catégorie des droits de la personnalité [...] les besoins de la société ont démontré qu'il s'imposait qu'un nouveau droit apparaisse, le droit à sa propre image [...] dans la majorité des pays civilisés du monde, l'image d'une personne physique ne peut être utilisée sans son consentement explicite ou tacite³⁸²⁹. »

Du propos des trois membres de l'Alliance civique, on retient les discours parallèles sur le nouveau cadre législatif à emprunter dans la période postcommuniste. Valeriu Stoica s'oppose à tout discours qui soutient l'idée de revenir au cadre législatif de 1938, Doru Cosma précise que des innovations législatives ont été faites dans la période communiste et que celles-là mériteraient d'être conservées (« l'égalité entre homme et femme [...], l'assimilation de l'enfant né en dehors de la famille à celui né au sein de la famille »). Valeriu Stoica mentionne de « la Constitution de Ceausescu de 1965 » le seul chapitre qui la rend « acceptable », celui concernant les droits et les libertés. Alors que **Gabriel Andreescu**, qui les interroge, s'intéresse aux questions auxquelles il se consacre après 1989 dans le cadre du Comité Helsinki, principalement la situation des minorités nationales, mais aussi « les handicapés, les mouvements féministes ». Valeriu Stoica est plus préoccupé de préciser qu'« aujourd'hui on peut parler aussi de minorités politiques » ce qui fait que la Charte inclut l'interdiction qu'« un parti politique tende à l'instauration d'un État totalitaire ». Les trois témoignent de leur souci que ce projet ne reste qu'un autre texte sans application surtout qu'on constate une abondance de discours qui traitent dans la presse des droits de l'homme ou de termes en relation. En conclusion de son entretien, **Gabriel Andreescu** précise que la

³⁸²⁷ La Roumanie adhère à la Convention tendant à faciliter l'accès international à la justice (conclue à La Haye en 1980) par la loi n° 215/2003.

³⁸²⁸ 22, 53, le 25 janvier 1991 ; 22, 57, le 22 février 1991.

³⁸²⁹ 22, 64, le 12 avril 1991.

« tâche d'imposer ce document revient à l'Alliance civique » celle au nom de laquelle il parle. Le document « élaboré sous le sigle de l'Alliance civique » est supposé répondre aux « nécessités urgentes de la société ». **Gabriel Andreescu** soutient que toute alliance politique devrait être précédée de la collaboration sur des projets, comme ce document qui se veut être l'apport de l'opposition au projet de la Constitution³⁸³⁰. Et plaide pour « l'unification de l'opposition » (« partis politiques traditionnels et autres organisation ») et un « comportement politique moderne » en utilisant « l'information accumulée », citant les « recherches » fondées sur les sondages soutenues par le GDS³⁸³¹. Un autre membre fondateur de l'AC, la bien connue poétesse Ana Blandiana, présentée pour la première fois dans 22, parle entre autres de la manière dont l'AC avait conçu son but :

« non pas celui d'entrer dans les chambres du Parlement mais – ensemble avec le peuple roumain – dans les chambres de l'histoire [...], la construction d'une société civile et d'une conscience civique sans lesquelles notre avenir [...] ne sera que la réverbération de plus en plus grotesque d'un passé de plus en plus obsédant³⁸³² ».

Au sein du GDS un conflit s'esquisse entre ceux qui expriment leur adhésion à l'orthodoxie (ayant acquis leur notoriété sous le communisme) et ceux qui désirent asseoir leurs engagements sur des savoirs plus appropriés à l'étude du politique. Des intellectuels dont les intérêts intellectuels s'opposent de temps à autre développent leurs préoccupations du début des années 1990 dans des structures différentes et dans des espaces spécifiques (champ éditorial et/ou académique). Ce conflit implique plus directement un historien et un intellectuel orthodoxe.

Après avoir fait le point sur les projets et les réalisations du GRRBO et exposé ses idées concernant la religion comme discipline d'enseignement et les cultes comme domaine d'intervention politique³⁸³³, Sorin Dumitrescu interviendra dans 22 pour parler du projet que l'Alliance civique par la voix de **Gabriel Andreescu** soutient et auquel Doru Cosma contribue³⁸³⁴. La « Charte des droits et des libertés fondamentaux » est « proposée au débat public » par le biais de *Romania libera* du 11 avril 1991, un jour avant la publication dans 22 de l'entretien avec les auteurs de ce projet³⁸³⁵. Ces deux parutions sont la raison de l'intervention de Sorin Dumitrescu, comme lui-même le témoigne³⁸³⁶. Son ton ironique se révèle dans la mise en évidence d'une fausse modestie chez les auteurs de ce projet en laissant entendre que les auteurs accentuent sinon exagèrent l'importance de ce document, tout en précisant que son manque de compétence dans le domaine des droits de l'homme le conduit à faire confiance aux spécialistes qui critiquent le projet de Constitution sans que cette incapacité à discuter en spécialiste l'empêche de discuter du projet soutenu

³⁸³⁰ *Ibid.*

³⁸³¹ Il soutient que les partis de l'opposition devraient se réunir pour « mettre au point un projet alternatif de Constitution » (**Gabriel Andreescu**, « Unité et alliances », 22, 68, le 10 mai 1991).

³⁸³² Entretien de Paul Chihaiia avec Ana Blandiana dans 22, 64, le 12 avril 1991. Elle discute aussi de son activité littéraire sous le communisme, de la réception de ses ouvrages en Roumanie et à l'étranger.

³⁸³³ Sorin Dumitrescu, « La religion à l'école », 22, 67, le 3 mai 1991.

³⁸³⁴ 22, 68, le 10 mai 1991.

³⁸³⁵ 22, 64, le 12 avril 1991.

³⁸³⁶ 22, 68, le 10 mai 1991.

par ses collègues. Reprenant l'idée soutenue dans *Romania libera* par Doru Cosma qui critiquait les « thèses » élaborées pour le projet de Constitution pour avoir pris comme modèle la Constitution française de 1958³⁸³⁷, Sorin Dumitrescu reproche aux auteurs de la « Charte des droits et des libertés fondamentaux » l'inclusion de deux alinéas « embarrassants [buclucase]³⁸³⁸ », qui sont « tributaires non seulement de l'esprit de la Constitution française mais en premier lieu de la mentalité laïque occidentale qui avait appris à camoufler l'indifférence religieuse dans les habits du pluralisme religieux³⁸³⁹ ». Les deux alinéas qui « font l'objet de ce texte » contestent toute revendication pour toute religion ou doctrine politique à « une position dominante ou privilégiée au sein de l'État » et l'enseignement « en fonction des orientations de certaines doctrines politiques, idéologiques, philosophiques, religieuses ou nationalistes ». Sa critique véhémence de ces deux alinéas a comme point de départ son affirmation que les « standards européens auxquels les auteurs du document font souvent référence ne sont en rien meilleurs que ceux communistes ». Considérer la religion au même titre que l'idéologie le conduit à faire le tableau de la mystification de la religion chrétienne par le communisme qui avait, selon lui, « créé la confusion entre théologie et idéologie [...] – la Révélation et la science ». Le « marxisme, cette pseudo-révélation populiste » avait mystifié, selon lui, le fondement du christianisme ayant comme but de « doubler point par point chaque attribut divin ». Conscient du fait que certains pourraient considérer son attitude comme « vocifération exagérée autour de la “question” religieuse », il poursuit sa critique parlant de l'« apathie religieuse, c'est-à-dire cette indifférence complaisante, polie et surtout “démocratique” qui clame le syncrétisme religieux comme raisonnable, comme marque [...] du haut niveau de civilisation d'un pays ». Si le christianisme s'est confronté à l'Est au « démonisme de type communiste [...] déduit directement de la révolte athée », à l'Ouest c'est à la « libre pensée [...] ayant ses origines dans l'attrait du rationalisme discrétionnaire dit illuminisme³⁸⁴⁰ ainsi que dans le libre arbitre occulte de l'idéologie franc-maçonne³⁸⁴¹ [...] en construisant les bases de l'actuelle indifférence ainsi que l'idiosyncrasie envers le religieux ». Cette comparaison le conduit à souligner que « paradoxalement » à la fin du communisme, désigné par le terme de « peste [pacoste] », « les Roumains, comme l'Est entier, sont infiniment plus disponibles au religieux ». La réaction de l'Occident au nationalisme et à la résurgence du religieux en Europe de l'Est lui semble « paradoxale » jugeant ces réactions comme résultat de son « incapacité de dépasser l'indifférence religieuse et les attraits de l'internationalisme politique et du supranationalisme économique ». Il voit en Europe de l'Est l'existence d'une « énorme masse pas nécessairement non-croyante mais passive du point de vue religieux [...]

³⁸³⁷ Cela correspond à la critique faite par E. Focseneanu dans son ouvrage *Istoria constitutională, op. cit.*

³⁸³⁸ Il emploie des termes du langage populaire (22, 68, le 10 mai 1991).

³⁸³⁹ *Ibid.*

³⁸⁴⁰ Nous retrouvons une critique de la Révolution française chez Horia-Roman Patapievici dans un discours tenu en 2008 devant des politiques « de droite ».

³⁸⁴¹ Au cours de l'enquête on a pu entendre les mêmes arguments prononcés par un des plus jeunes intellectuels orthodoxes et universitaire de la période postcommuniste.

majoritairement citadine », mais la considère « non représentative ». Soutenant l'idée du « destin » d'une nation roumaine dont « l'acte de naissance est [celui] de baptême chrétien orthodoxe » il tient comme dangereuses les idées des « membres de l'Alliance civique » – lui-même étant membre de l'AC – parce qu'elles supposent de renoncer à sa « loi de l'amour pour des exigences des démocraties libérales et pour satisfaire le plaisir d'une Europe menacée gravement par l'apostasie ». Selon Sorin Dumitrescu « la loi fondamentale de la Roumanie comme État de droit » ne peut ignorer ce qui légitime l'unité des Roumains et reflète son identité spirituelle », à savoir l'orthodoxie fondée « sur un christianisme assumé du point de vue ontologique ». Il témoigne de son désir d'assumer tout risque pour défendre ses idées soutenant que pour « une nation chrétienne orthodoxe » l'être humain ne peut pas être la valeur suprême, comme le projet de ses collègues le précise, mais Dieu. C'est ainsi que « rien ne justifie de flatter l'humanisme athée et le pathos de sa mentalité orpheline³⁸⁴² ».

La réaction à ce propos du plus véhément et du plus nationaliste auteur qu'accueillit 22, ne vient qu'un mois après sa parution³⁸⁴³. **Andrei Pippidi** réagit au dernier article signé par Sorin Dumitrescu³⁸⁴⁴ mais aussi au propos tenu par celui-là en faveur de la « religion à l'école³⁸⁴⁵ », considéré comme une « réaction au dogmatisme des décennies passées [...] tout aussi dogmatique et intolérante³⁸⁴⁶ ». **Andrei Pippidi** est des plus prolifiques membres du GDS au cours de l'année 1991 publiant dans chaque numéro de 22. Le rédacteur en chef de la revue à cette époque-là, **Victor Barsan**, se trouvant souvent à l'étranger³⁸⁴⁷, ne signe que rarement l'éditorial. Le « désir d'impartialité » de l'historien l'impulse à critiquer son collègue au nom de la société à venir :

« pour moi c'est intolérable de penser que les Roumains [...], demain, pourraient être trompés³⁸⁴⁸. »

Le travail de l'historien est mis au service du groupe qu'il tient à représenter en faisant connaître ses opinions appréhendées comme travail que l'intellectuel s'impose comme manière appropriée de faire l'avenir :

« Décidément, penser n'est pas chose innocente. C'est pourquoi on a dévoilé une fois la nature subversive de cette activité que les vrais patriotes ne pratiquent qu'avec parcimonie³⁸⁴⁹. »

Andrei Pippidi critique ouvertement un de ses collègues mais son commentaire au texte de Sorin Dumitrescu ne semble être que le prétexte pour démontrer la « falsification [...] des représentations historiques³⁸⁵⁰ » dans les productions intellectuelles les plus diverses, de celles des intellectuels du GDS (comme c'est le cas de Sorin Dumitrescu) jusqu'à celles de la presse et des groupements extrémistes

³⁸⁴² 22, 68, le 10 mai 1991.

³⁸⁴³ **Andrei Pippidi**, « Une droite, deux, combien ? », 22, 71, le 31 mai 1991.

³⁸⁴⁴ 22, 68, le 10 mai 1991.

³⁸⁴⁵ 22, 67, le 3 mai 1991.

³⁸⁴⁶ 22, 71, le 31 mai 1991.

³⁸⁴⁷ Comme lui et comme d'autres aussi en témoignent (entretien avec Gabriela Adamesteanu, le 27 février 2007).

³⁸⁴⁸ **Andrei Pippidi**, « Une droite, deux, combien ? », 22, 71, le 31 mai 1991.

³⁸⁴⁹ *Ibid.*

³⁸⁵⁰ *Ibid.*

(comme *Romania Mare* et le groupement *Vatra romaneasca*). L'intervention de l'historien s'inscrit dans une série de prises de position quant à l'utilisation des symboles ou des images sur le passé. **Andrei Pippidi** demande au « Groupe pour le dialogue social d'organiser sans retard et sans illusions d'une objectivité complète, un débat dans le but de préciser, avec circonspection dans les détails et avec fermeté dans les principes, l'image que nous proposons sur un passé dont on ne s'est pas encore détaché ». Le GDS est investi à proposer une « image du passé » à l'encontre de la manipulation des faits historiques dans une période marquée par le « chaos d'informations », car le pouvoir, le Front du salut national, lui semble ne pas avoir pris conscience du « péril » que représente l'indulgence vis-à-vis des « responsables communistes » et la reproduction de « leurs comportements ».

Ces affirmations doivent être rapportées au sens que revêt l'engagement politique dans un de ses articles publiés en 1990. Dans le but de contrecarrer les accusations que peuvent s'attirer ceux qui expriment publiquement leurs idées, il invoque la nécessité de la recherche de « la vérité » qui est « multiple et personnelle » et suppose une éducation et un effort permanent pour récuser les « préjugés » et la tendance à l'« unanimité ». L'intellectuel « soumis toujours aux doutes » devrait bénéficier de « l'entière indépendance des débats » pour la « préparation de l'opinion publique » devenue manifeste lors de la « consultation populaire ». Il soutient l'organisation d'un référendum pour décider de la forme d'État, « république ou monarchie constitutionnelle », et son « attitude morale reçoit des implications politiques³⁸⁵¹ ». Considérant la participation à des manifestations ainsi que « l'expression publique de certaines opinions », il range ceux qui ont constitué les « citoyens de seconde classe » de la période communiste dans la catégorie des « apolitiques » de l'après 1989 car « le régime totalitaire ne tolérait qu'une politique unique » en défendant l'idée qu'à eux, « le vrai électorat », il revient la tâche de se constituer en « troisième force, entre l'actuelle direction du pays et l'opposition enrôlée dans les partis³⁸⁵² ».

La critique qu'**Andrei Pippidi** adresse à Sorin Dumitrescu est la réflexion d'un intellectuel « apolitique » et d'un gardien des opinions du GDS, présentées par le biais de 22 :

« sur Vatra Romaneasca et son parti ainsi que sur la plus récente apparition au coin droit de la scène politique, le Parti la grande Roumanie, nos lecteurs ont pu apprendre ce que nous croyons. Mais les mêmes lecteurs ont été probablement désorientés par les points de vue exprimés dans 22 par monsieur Sorin Dumitrescu³⁸⁵³. »

Sa critique a comme visée la confusion doctrinaire comme résultat des « abus d'oubli » mais surtout des « abus de mémoire³⁸⁵⁴ » collective, mémoire idéologisée pour légitimer les prises de position des intellectuels. En considération de l'utilisation de la division gauche-droite par les partis et par les intellectuels, **Andrei Pippidi** se propose de rendre clair ce classement en traitant des « repères » historiques

³⁸⁵¹ 22, 8, le 9 mars 1990.

³⁸⁵² **Andrei Pippidi**, « Est-ce que je fais de la politique ? », 22, 8, le 9 mars 1990.

³⁸⁵³ **Andrei Pippidi** fait référence à l'entretien avec Sorin Dumitrescu publié dans 22.

³⁸⁵⁴ Sur les abus de mémoire dont la « mémoire manipulée » voir Paul Ricœur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Seuil, 2000, pp. 97-105.

invoqués par certains de ses collègues dans le but d'attirer l'attention sur les risques auxquels des intellectuels s'exposent et exposent ceux qu'ils se proposent de servir (l'opposition ou/et l'Église) démontrant leur méconnaissance quant à la véracité des « arguments historiques ». **Andrei Pippidi** évoque l'« ambiguïté démagogique » dans les stratégies discursives chez les intellectuels et les politiques qui fondent les « complicités » du présent. L'incapacité de se définir selon des catégories politiques est faite cause de l'impasse dans lequel se trouve la « révolution » appréhendée comme processus et non comme événement³⁸⁵⁵ :

« Il serait attendu qu'après une année et demie apparaisse une clarification des tendances politiques qui se confrontent. Ce qui l'attarde est pourtant l'ambiguïté démagogique des discours. À cause de l'inertie par laquelle l'époque de dictature subsiste, ni la droite n'ose se dire droite, ni la gauche [se dire gauche]³⁸⁵⁶. »

Cet attermoisement d'une définition doctrinaire est le résultat des stratégies des intellectuels et des politiques tous confondus, qui « s'efforcent » d'oublier leur passé et/ou de faire oublier aux autres³⁸⁵⁷ « une partie du passé » : alors que « pour certains il est question des dernières années, pour d'autres de leur jeunesse³⁸⁵⁸ ». La confusion serait, selon **Andrei Pippidi**, le résultat de cette « typologie des complicités » entretenue par l'oubli et accentuée par les conflits entre les générations :

« les conflits des générations entre les vieux communistes et les opportunistes de l'Époque d'Or (pour eux décidément), entre les anciens détenus politiques avec leurs souvenirs de [la prison] Sighet, les exilés revenus en Roumanie, les dissidents d'hier et les “jeunes loups” qui s'étaient très bien accommodés avec Ceausescu mais qui, aujourd'hui, jouent à la bourse de l'anticommunisme en misant sur les années de Canal de leurs parents³⁸⁵⁹. »

Dans un autre numéro de 22, dédié à la « Place de l'Université », à savoir la commémoration des manifestations anticomunistes de 1990, **Andrei Pippidi** signe un bref article sous l'intitulé « un souvenir » où il raconte d'un hâtif changement d'attitude chez un écrivain devenu après 1989 directeur de théâtre³⁸⁶⁰. L'« opposition » telle qu'il la décrit semble être composée dans une large mesure d'intellectuels et des deux « principaux » partis, le PNTcd et le PNL. Selon lui, l'existence de deux camps ne coïncide pas avec la division politique gauche-droite devenue caduque bien avant la première guerre mondiale³⁸⁶¹. **Andrei Pippidi** considère que tous les partis politiques se rangent au centre gauche excepté l'Union Démocrate Magyare de Roumanie (UDMR) « dont la direction a fait l'erreur de prétendre [...] qu'elle est

³⁸⁵⁵ Son propos s'accorde avec celui tenu par **Gabriel Andreescu** dans 22 et par un autre membre fondateur du GDS parlant de son ouvrage dédié au « miracle de la révolution » roumaine de décembre 1989 (Entretien avec Stelian Tanase, le 31 juillet 2009).

³⁸⁵⁶ 22, 71, le 31 mai 1991.

³⁸⁵⁷ De cet oubli chez les intellectuels qui sont des plus véhéments à critiquer les nouveaux politiques installés au pouvoir, proches du FSN et du président Iliescu, parle aussi Silviu Brucan dans son ouvrage de mémoires mais dans ce cas-ci au but de mettre en question la légitimité de ceux qui se présentent en « intellectuels anticomunistes ».

³⁸⁵⁸ 22, 71, le 31 mai 1991.

³⁸⁵⁹ 22, 71, le 31 mai 1991 (On pourrait croire qu'il parle d'Ana Blandiana.)

³⁸⁶⁰ 22, 66, le 26 avril 1991. Lors d'une réunion entre des intellectuels appelés à donner leurs avis devant le responsable (nouveau) des questions culturelles de la mairie de Bucarest ce directeur de théâtre désirait convaincre ses interlocuteurs (intellectuels, clercs) de la nécessité de continuer la « lutte contre les communistes ». Deux mois plus tard, au moment de la manifestation de la Place de l'Université, se présentait en « candidat “indépendant” » sur les listes du FSN aux élections de mai 1990. Il s'agit de l'écrivain Romulus Vulpesco, directeur du Théâtre « Foarte Mic ».

³⁸⁶¹ Il mentionne Joge Ortega y Gasset qui critique ce « système d'orientation » (22, 71, le 31 mai 1991).

de centre droite ». Selon lui, la majorité des partis politiques, aussi bien le parti au pouvoir qu'un des partis politiques qui se placent aux côtés de l'opposition politique, le Parti social démocrate roumain (PSDR), appartiennent à la « social-démocratie ».

Le PSDR participe à la Convention nationale pour l'instauration de la démocratie (CNID) constituée le 15 décembre 1990. Les autres partis politiques qui en font partie sont le PNL, le PNTCD, le PER, l'UDMR. La CNID fait partie du Front démocratique antitotalitaire de Roumanie (FDAR) qui réunit des organisations civiques dont les plus importantes sont l'Alliance civique, la Solidarité universitaire, l'Association des anciens détenus politiques³⁸⁶².

Les doctrines des « principaux partis d'opposition, le PNTcd et le PNL » se situent « eux aussi du côté de la gauche traditionnelle », selon Andrei Pippidi. Or la majorité des membres du GDS et de la rédaction de sa tribune tendent à se définir et définir le GDS comme instance « de droite ». Ils tendent à se définir contre le pouvoir mais aussi contre la presse extrémiste notamment en 1991 et en 1992 (année du deuxième scrutin postcommuniste). La délégitimation des idées « de gauche » dans la période postcommuniste s'appuie sur le refus du marxisme identifié avec le communisme dans la critique du « néocommunisme », identifié aux nouveaux politiques gagnants des premières élections postcommunistes et aux intellectuels proches du pouvoir mais aussi sur le discours sur l'absence d'une tradition chez les intellectuels roumains. L'emploi des catégories politiques apparaît dès la seconde moitié de l'année 1991 et surtout avec la création du Parti de l'Alliance civique (PAC).

Le texte « une droite, deux, combien ?³⁸⁶³ » où **Andrei Pippidi** intègre sa critique des propos nationalistes de Sorin Dumitrescu résume les essais des intellectuels de définir leur position ainsi que des prises de position de ceux auxquels ces derniers s'opposent, du parti gagnant du premier scrutin, parlant aussi de la presse extrémiste. Cette critique vise aussi la tendance, manifeste à partir de 1991, chez les membres du GDS publiant dans 22, à se définir comme représentants de la « droite », parallèlement avec l'implication active de plusieurs membres dans l'Alliance Civique (AC) et la volonté manifeste chez certains membres de l'AC de s'inscrire comme participants à part entière dans le jeu politique avec la création du Parti de l'Alliance civique (PAC), créé le 1^{er} août 1991, après le premier congrès de l'AC, qui se déroule début juillet 1991. Quand **Andrei Pippidi** soutient l'idée du refus de la « droite » comme identité politique du GDS et essaie, en s'appuyant sur la connaissance de l'historien, de convaincre ceux auxquels il se lie que le GDS ne devrait pas se présenter en représentant de la « droite », des membres fondateurs du GDS se faisant les porte-parole de l'Alliance civique (AC) et des membres de la rédaction de 22 ne semblent pas être sûrs de pouvoir se définir politiquement, oscillant entre le « centre » et la « droite » pour définir leur orientation, hésitations qui continueront jusqu'en 1992. On remarque les représentations diverses de l'AC, structure à laquelle ils participent dans leur majorité³⁸⁶⁴. A cela s'ajoute leur manière de se définir et

³⁸⁶² Cf. Stan Stoica, *Dictionarul partidelor politice*, op. cit., p. 128.

³⁸⁶³ 22, 71, le 31 mai 1991.

³⁸⁶⁴ Sans être tous des membres de l'AC.

de construire leur position en mettant l'accent tout au long de l'année 1990 sur leur refus de la politique. Leur manière de se présenter et de se représenter le rôle de cette institution témoigne d'un engagement sous la forme de l'apolitisme comme intellectuels, représentants de la « société civile ». Les nombreuses définitions que reçoit l'AC, structure de la société civile, créée en novembre 1990, correspondent aux prises de position des intellectuels qui désirent se présenter du côté de l'opposition et allier « liberté de pensée » et intérêt pour la politique³⁸⁶⁵.

Quand les intellectuels et plus généralement l'opposition essaie de se présenter comme représentants de la « droite », **Andrei Pippidi** constate que la « droite est elle aussi divisée » bien que selon lui « une réconciliation reste possible tant que l'adversaire (réel ou imaginaire) est commun ». Les bases de cette « réconciliation » des « droites d'aujourd'hui », à savoir les acteurs qui se revendiquent de la « droite », sont identifiées dans la « continuité d'avec le passé » qu'il tient à critiquer. Les thèmes communs des « droites d'aujourd'hui et depuis toujours » sont la xénophobie, la sensibilité au problème de l'identité nationale, la critique de la synchronisation avec l'Occident que des intellectuels « enclins par leur éducation » soutiennent. Le souci principal d'**Andrei Pippidi** consiste à faire remarquer que par les idées soutenues Sorin Dumitrescu se rapproche de la position de la presse extrémiste, *Romania Mare*, et des publications antisémites, appartenant à la catégorie du « hooliganisme journalistique », qui « compromettent l'orthodoxie » et dont les « autorités ecclésiastiques devraient résolument se séparer ». C'est dans sa critique de ces continuités qu'il place son commentaire des textes de Sorin Dumitrescu, qui, selon lui, s'expose à des « erreurs anciennes » en politisant les questions qui relèvent de la religion. Les « arguments historiques » invoqués par Sorin Dumitrescu, qui se retrouvent aussi dans les discours de certains participants à la manifestation de la Place de l'Université, font l'objet de la critique d'**Andrei Pippidi** :

« Se complaire dans cet amalgame de nationalisme et de religiosité [...] implique une grave responsabilité. L'article auquel je me réfère non seulement il présente comme unique et exalte l'expérience roumaine de l'orthodoxie, mais récuse même notre intégration en Europe³⁸⁶⁶. »

L'assemblage de la religion et de la politique est critiqué pour la méconnaissance des faits historiques et pour sa similarité avec les « partis de droite roumains d'avant la guerre [...] enclins à l'identification de la religion avec la politique³⁸⁶⁷ ». **Andrei Pippidi** s'érige contre cette réappropriation de la morale et de l'anticommunisme par les tenants des idées nationalistes :

« tant qu'il suffit qu'une personne se déclare anticomuniste et antimonarchiste pour être reconnue comme démocrate, pourquoi les légionnaires ne pourraient-ils pas offrir leurs services ? »

³⁸⁶⁵ Christophe Charle, *Naissance des « intellectuels »*, op. cit., p. 31.

³⁸⁶⁶ 22, 71, le 31 mai 1991.

³⁸⁶⁷ *Ibid.*

Sa critique, fondée sur la connaissance historique, porte sur la résurrection du passé dans la vision moralisante chez des intellectuels et des politiques qui tendent à se définir « de droite ». **Andrei Pippidi** signe en février 1991 l'éditorial « Témoins, non pas juges³⁸⁶⁸ » où il critique aussi bien ceux qui s'érigent contre le pouvoir (« mécontents du pouvoir ils s'énervent que sa base ne diminue pas ») que ceux qui sont « au pouvoir » (« ils déclarent qu'il nous faut une longue convalescence avant de guérir ») s'appuyant sur les témoins de l'époque de l'entre-deux-guerres³⁸⁶⁹. Au « préjugé qui se veut une constatation » de la « maladie » morale de la société, à la critique morale « naïve » et à l'« arrogance involontaire », à « l'attitude lâche, de neutralisme », il propose le « réalisme pragmatique » et défend l'idée que les « maladies » dont parlent certains intellectuels sont des « dysfonctionnements de l'État ». Le « recours à la morale » par des intellectuels qui prétendent donner une image de la société est récusé comme étant « caractéristique des démocrates conservateurs ». Mais dès qu'il est question de considérer la contestation des représentants de l'autorité (politique ou ecclésiastique) par des intellectuels, elle est présentée comme relevant de la « morale ». **Andrei Pippidi** tend à se distinguer par sa critique « de la droite » ou « des droites » ainsi que des représentations de la société chez des intellectuels qui lui sont proches. Mais il ne conteste pas les prétentions des intellectuels « anticommunistes » en ce qui concerne leurs revendications d'un rôle politique au nom de la morale.

Sa critique contre Sorin Dumitrescu a gain de cause car elle a comme assis la discussion des repères historiques invoqués dans la presse et sa compétence est mise au service du GDS, traitant des questions qui préoccupent le Groupe, se présentant en gardien de son image³⁸⁷⁰. Un mois après la publication de l'article d'Andrei Pippidi, **Victor Barsan** annonce « la séparation d'avec Sorin Dumitrescu³⁸⁷¹ ». Cette annonce portant la signature du rédacteur en chef de 22 survient après la publication dans *Romania libera* de la réponse de Sorin Dumitrescu à l'article d'**Andrei Pippidi**³⁸⁷². La réponse de Sorin Dumitrescu portant l'intitulé « Accès absurde ou procès d'intention ? Plus qu'une réponse à monsieur **Andrei Pippidi** » est présentée à la rédaction de 22 en vue de la publication, seulement que la violence de ce texte fait douter **Victor Barsan** de l'opportunité de sa publication, hésitation que le rédacteur en chef justifie par son désir de ne « pas charger la revue de tensions », témoignant aussi qu'il pensait proposer à Sorin Dumitrescu d'atténuer « la virulence de son article tout en tenant compte des observations de plusieurs » membres du GDS, « y inclus celles de monsieur Pippidi³⁸⁷³ ». Avant que toute proposition lui soit faite, Sorin Dumitrescu décide de « son retrait définitif » de toute collaboration avec 22³⁸⁷⁴. Dans *Romania libera* Sorin

³⁸⁶⁸ 22, 54, le 1^{er} février 1991.

³⁸⁶⁹ Son grand-père fut l'historien et l'homme politique de l'entre-deux-guerres, Nicolae Iorga.

³⁸⁷⁰ Pierre Bourdieu, *Ce que parler veut dire, op. cit.*, p. 141.

³⁸⁷¹ 22, 75, le 28 juin 1991.

³⁸⁷² *Romania libera*, le 22 juin 1991.

³⁸⁷³ 22, 75, le 28 juin 1991.

³⁸⁷⁴ Confronté à la critique de l'historien **Andrei Pippidi**, qui se présente alors en porte-parole du GDS, Sorin Dumitrescu annonce la fin de sa collaboration à 22, ce qui est équivalent à sa rupture d'avec le GDS, mais continuera à entretenir des relations

Dumitrescu mentionne que 22 lui avait refusé le « droit à la réponse³⁸⁷⁵ ». En réaction à la réponse virulente de Sorin Dumitrescu au commentaire critique d'**Andrei Pippidi**, le rédacteur en chef de 22 met en parallèle les deux propos pour montrer le « procès d'intention » fait par Sorin Dumitrescu à « son adversaire³⁸⁷⁶ ». Le résumé de l'article d'**Andrei Pippidi** et les considérations sur son texte – ce dernier critique son collègue dans un article dont le commentaire au texte de Sorin Dumitrescu ne constitue qu'une des trois parties de son analyse des partis politiques, de la « droite » et des publications légionnaires –, comparés aux extraits tirés du texte de Sorin Dumitrescu, servent à la démonstration faite par **Victor Barsan** de la présence de deux modes discursifs incompatibles pour construire le dialogue. Dans le même numéro de 22 **Andrei Pippidi** réagit au texte de Sorin Dumitrescu avec un court texte intitulé « Réponse à un diatribe », publié sur la même page que le texte de **Victor Barsan**. Cette fois-là **Andrei Pippidi** s'en prend à la prétention de Sorin Dumitrescu à la posture du « leader » ainsi qu'à son « érudition hâtivement empruntée à un manuel d'histoire de l'Église pour les séminaristes de Sibiu³⁸⁷⁷ ».

Le rédacteur en chef de la revue, **Victor Barsan**, confirme la « séparation » d'avec 22, déjà annoncée par Sorin Dumitrescu dans *Romania libera*³⁸⁷⁸, non pas à cause des idées soutenues par ce dernier – le rédacteur en chef de 22 témoigne ne pas vouloir discuter du propos de Sorin Dumitrescu –, mais des attaques violentes contre un des membres du GDS (**Andrei Pippidi**). **Victor Barsan** prend position exclusivement en tant que rédacteur en chef, tenu responsable de l'image que la publication est supposée donner du GDS. **Victor Barsan** déclare son désir d'éviter que la revue présente des tensions qui pourraient être atténuées « par le contact direct entre les auteurs » et son refus d'accepter l'entrée sur le « terrain des procès d'intention³⁸⁷⁹ ». Tenant de l'orthodoxie et affirmant son adhésion à la vision de Constantin Noica, dont il s'est rapproché sous le communisme jusqu'à être considéré parmi ses « disciples » et qu'il défend devant des intellectuels de l'exil, ce que d'autres disciples de Noica n'en feront pas, après 1989 **Victor Barsan** se rapproche des intellectuels de l'exil sous la fascination qu'exerce sur lui la période de l'entre-deux-guerres. En 1991, à l'occasion d'un colloque sur le nationalisme, qui a lieu en Corse, il fait la connaissance de Monica Lovinescu et de Virgil Ierunca lors de sa visite à Paris :

« avant le départ, à Bucarest, on me parle de Monica Lovinescu et de Virgil Ierunca [...] mélange d'admiration culturelle [...], reconnaissance [...] je vais chez Monica [Lovinescu] avec un certain inconfort [...] produit par un article polémique [...] au sujet de la question *Fratele Alexandru*³⁸⁸⁰. J'essaierai d'expliquer qu'il a été question d'une réaction d'amoureux [...] Comme je n'ai jamais rien plus désiré que le prolongement de la Roumanie de l'entre-deux-guerres

avec des intellectuels du GDS et à collaborer dans le cadre de la maison d'édition Anastasia avec des intellectuels qui seront par la suite cooptés au GDS.

³⁸⁷⁵ *Romania libera*, le 22 juin 1991.

³⁸⁷⁶ 22, 75, le 28 juin 1991.

³⁸⁷⁷ *Ibid.*

³⁸⁷⁸ *Romania libera*, le 22 juin 1991.

³⁸⁷⁹ 22, 75, 28 juin 1991.

³⁸⁸⁰ Voir *supra*.

[...] j'ai le sentiment de vivre dans le meilleur des mondes possibles [...] Je suis surpris de n'entendre que peu de critiques et incroyablement beaucoup de louanges³⁸⁸¹. »

Témoignant de sa vision spiritualiste et de sa pensée essentialiste, **Victor Barsan** affirme ses réserves quant aux revendications de certains membres du GDS et notamment des intellectuels de l'exil d'un « procès du communisme » en raison de la destruction par le communisme « de l'Église, de la justice, de la police » qui pourraient jouer le rôle de « possibles juges », mais adhère à l'idée d'un « procès moral » de « deux personnages emblématiques – [...] le général Nicolski et le [...] président Iliescu³⁸⁸² ».

Victor Barsan s'intéresse aux droits de l'homme, tout comme **Gabriel Andreescu**, mais à la différence de ce dernier, **Victor Barsan** allie vision nationaliste, essentialiste et vision chrétienne. Militant pour la « conciliation » après les violences (des 19 et 20 mars) de Targu-Mures, ce dernier discute toujours de « l'identité », de la « psychologie collective » du peuple hongrois et du peuple roumain sans quoi la situation politique du passé et du présent ne pourrait pas être expliquée³⁸⁸³. Son intérêt pour la situation politique de la Moldavie le conduit après 1989 à occuper même le poste d'ambassadeur à Chisinau. Les relations avec la Moldavie sont un sujet préoccupant aussi **Gabriel Andreescu**. Les deux sont des anciens chercheurs en physique. En 1990 **Victor Barsan** a collaboré avec **Gabriel Andreescu** pour la rédaction du Rapport sur les événements de juin 1990, cosigné par le GDS et par le Comité Helsinki, codirigé par **Gabriel Andreescu** (avec **Radu Filipescu**). C'est d'ailleurs **Victor Barsan** qui interroge **Gabriel Andreescu** présentant sa candidature au moment des élections de 1990³⁸⁸⁴. En janvier 1991, **Gabriel Andreescu** signe la présentation de ce Rapport « du Groupe pour le dialogue social et du Comité Helsinki³⁸⁸⁵ » et plus tard, en mars 1991, dans une note publiée dans 22, c'est au nom du Comité Helsinki, dont il s'occupe, qu'il discute de ce Rapport³⁸⁸⁶. L'absence d'une référence à ce rapport dans les volumes publiés ultérieurement par **Gabriel Andreescu** peut être interprétée en lien avec sa distance vis-à-vis de la vision de **Victor Barsan**, distance qui se profile plus tard, en 1995, au sujet de la « question moldave », et plus, vis-à-vis du GDS en ensemble, dont **Gabriel Andreescu** sera par la suite exclu³⁸⁸⁷.

Toujours en tant que rédacteur en chef de 22, entre janvier et septembre 1991, **Victor Barsan** intervient dans la polémique qui oppose deux jeunes diplômés de l'ancienne Faculté d'histoire et de philosophie (entre 1977 et 1990) au sujet de leur ancien professeur, Dan Martian, siégeant au Parlement comme président de l'Assemblée des députés, entre 1990 et 1992. **Victor Barsan** signe une « précision à une précision³⁸⁸⁸ » pour se distancier d'une « attaque à la personne », publiée sans son consentement dans

³⁸⁸¹ 22, 81, le 9 août 1991.

³⁸⁸² 22, 87, le 22 septembre 1991.

³⁸⁸³ 22, 11, le 30 mars 1990.

³⁸⁸⁴ 22, 16, le 4 mai 1990.

³⁸⁸⁵ 22, 51, le 11 janvier 1991.

³⁸⁸⁶ 22, 61, le 22 mars 1991.

³⁸⁸⁷ Voir **Gabriel Andreescu**, *Solidaritatea alergatorilor de cursa lunga, op. cit.* ; Id., *Ruleta. Romani si maghiari, op. cit.*

³⁸⁸⁸ 22, 71, le 31 mai 1991.

22, dont il est le responsable. Crin Antonescu, jeune diplômé d'histoire³⁸⁸⁹, publie un article présenté comme « l'expression d'un besoin aigu et urgent de précision », s'élevant contre son ancien professeur tenu comme représentant de « l'intellectualité de service » du régime communiste, précisant que sa critique à l'égard de Dan Martian, qui avait enseigné le « socialisme scientifique » à la Faculté d'histoire, n'est qu'un « prétexte » pour sa proposition d'une analyse « même partielle, même insuffisamment développée » des « intellectuels de service [...] toujours à l'abri, derrière Marx » légitimant un pouvoir qui « avait muté la vraie école roumaine à Gherla, à Aiud, au Canal ». L'intellectuel « de service » est le « professeur sans objet » ou le « professeur d'« utopie » » devenu professeur « du crime » ou du « mensonge ». En opposition avec ces « intellectuels de service » qui, selon lui, « ont raté leur statut d'intellectuel », dont les rares disciples sont des « propagandistes scientifiques », il y a les « intellectuels de sacrifice », les disciples de Nae Ionescu dont le plus « cher » à l'auteur est Mircea Eliade ou les disciples de Constantin Noica³⁸⁹⁰. À la différence de Dan Pavel, rédacteur de 22, qui se réfère aux prises de position de son ancien professeur, Crin Antonescu ne fait aucune référence à la position actuelle de son ancien professeur, désormais occupant une des plus importantes positions politiques. Au texte de Crin Antonescu répond, trois semaines plus tard, Bogdan Murgescu, qui a intégré la Faculté d'histoire de l'Université de Bucarest au tout début de 1990. Dans une brève note intitulée « une précision », Bogdan Murgescu tient à souligner l'injustice du traitement appliqué à son ancien professeur qui avec « insistance et tact » avait impulsé ses étudiants à « réfléchir d'une manière critique aux réalités sociales et notamment à celles de la société roumaine des années 80³⁸⁹¹ ». En dehors des considérations sur « la compétence professionnelle et le profil moral de l'homme et du professeur Dan Martian », Bogdan Murgescu considère Crin Antonescu comme un « récidiviste dans la déformation de la réalité » en soulignant sa faible performance scolaire. Bogdan Murgescu critique la revue du GDS pour de « telles collaborations qui la conduisent à mêler le politique avec le professionnel et la valeur avec la non-valeur en contradiction avec des principes du programme qu'elle avait proclamés initialement et qui sont dignes de tout le respect³⁸⁹² ». Il estime la position politique de son ancien professeur

³⁸⁸⁹ Crin Antonescu avait fini ses études en 1985 et en 1989 il enseigne dans une ville de province. Leader du Parti national libéral (depuis mars 2009 et jusqu'en 2014) et candidat aux élections présidentielles de 2009, Crin Antonescu entre au Parlement sur les listes du Parti de l'Alliance civique (PAC) en 1992. De la présentation de son activité politique sur son site Internet (consulté en 2009 mais non plus valide) on n'apprend pas de son appartenance au PAC, par contre il est mentionné qu'à partir de 1990 Crin Antonescu est membre du PNL, information confirmée par **Stelian Tanase** (le 22 septembre 2009). Ce dernier raconte qu'en 1991 il recrute Crin Antonescu comme membre du PAC (cf. le site de la Chambre des députés, <http://www.cdep.ro>). Entré au Parlement sur les listes du PAC, en juillet 1993, Crin Antonescu est parmi les membres du PAC qui se constituent en « Groupe civique-libéral » et rejoignent des membres du Parti national libéral (PNL), tenants d'un « libéralisme radical » et militants pour la restructuration du PNL, qui exclus de ce parti, fondent en juin-juillet 1990 le Parti libéral-aile jeune (PNL-AJ) redésigné PL '93 après l'absorption du « Groupe pour la réforme morale et politique » du PNL en février 1993. **Stelian Tanase** mentionne qu'à l'intérieur du PNL il a été convenu que l'appartenance au PAC valait l'adhésion aux valeurs libérales. Que l'appartenance au PAC est égale à l'appartenance au PNL cela est due peut-être au fait qu'avec la disparition du PAC plusieurs membres du PAC se rapprochent du PNL.

³⁸⁹⁰ 22, 66, le 26 avril 1991.

³⁸⁹¹ 22, 69, le 17 mai 1991.

³⁸⁹² *Ibid.*

la raison de l'article contre celui-là³⁸⁹³. Bogdan Murgescu déclare avoir pu publier dans 22 sa réponse-« précision » bénéficiant de « la compréhension et [de] l'ouverture » d'**Andrei Pippidi** qui, selon lui, en toute connaissance de l'activité professionnelle du professeur Dan Martian, concède que la critique contre le professeur est injuste³⁸⁹⁴. Sa « précision » paraît dans un numéro où l'éditorial est signé par **Andrei Pippidi**³⁸⁹⁵ et en « l'absence » du rédacteur en chef de 22, comme le précisait celui-là même deux semaines plus tard. Dans sa « précision à une précision », **Victor Barsan**, en considération du fait que la réponse de Bogdan Murgescu « ne porte pas sur le fond de l'article incriminé », tient à présenter ses excuses à Crin Antonescu pour « cet incident regrettable³⁸⁹⁶ ».

22 durant l'année 1991 reflète les débats qui ont lieu sur la scène politique et ne peuvent révéler qu'en partie des préoccupations des membres du GDS car plusieurs d'entre eux se consacrent déjà à de nouvelles activités intellectuelles ou sont plus intéressés par de nouveaux acteurs politiques. L'année 1991 est celle de l'adoption de la nouvelle Constitution et du démembrement de l'Union soviétique suit de près de la création du Parti de l'Alliance civique au sein de l'Alliance civique, le dit « parti d'intellectuels ». 22 dévoile la recherche d'une définition idéologique dans l'espace politique comme dans celui intellectuel et le recours à d'autres repères que ceux de la dissidence est-européenne. Si l'on suit les discours de 22, le « libéralisme » ne devient l'orientation politique des intellectuels du GDS et des intellectuels entrés en politique qu'en 1992.

Des luttes pour la représentation du GDS se déroulent entre des membres de la rédaction de 22 et des journalistes de la période postcommuniste, des plus impliqués dans des institutions similaires à 22, lorsqu'un nombre plus restreint de membres du GDS contribuent à 22.

Dans la période postcommuniste, la manifestation des sensibilités religieuses des masses et des politiques dans l'espace public et l'emprise des instances médiatiques a des effets sur la réalisation des revendications de l'Église. La dissémination du discours sur le religieux, son insertion dans d'autres discours (sur l'actualité politique ou relevant de la recherche des identités culturelles) et la circulation des agents qui s'y réfèrent d'un espace à l'autre contribuent à rendre moins évident ce que l'appartenance religieuse et, plus, l'adhésion à la cause de l'Église ou, au moins, à une vision religieuse, font à leurs prises de position politiques et/ou intellectuelles.

Sont membres du GDS des « intellectuels orthodoxes » tout comme des intellectuels qui n'assument pas leur appartenance à l'Église et des intellectuels agnostiques. Pour un intellectuel, universitaire de la

³⁸⁹³ Dans un autre texte publié dans 22 l'année précédente, Sorin Adam Matei, historien de la même génération que ces deux historiens impliqués dans ce différend, traite de la « gauche et [de] la modernisation de la Roumanie » mentionnant son ancien « professeur de socialisme scientifique », Dan Martian, pour le ranger du côté des « marxistes révisionnistes » (22, 48, le 14 décembre 1990).

³⁸⁹⁴ Entretien consultatif avec Bogdan Murgescu, le 24 juin 2009.

³⁸⁹⁵ 22, 69, le 17 mai 1991.

³⁸⁹⁶ 22, 71, le 31 mai 1991.

période postcommuniste, le GDS est un groupe de laïcs où la religion ne semble pas occuper une place importante³⁸⁹⁷. Un des plus jeunes intellectuels orthodoxes, collaborateur de 22, soutient que le discours sur la religion et sur l'Église orthodoxe n'est que « toléré » par le GDS, en signalant qu'aucun théologien n'est pas devenu membre du GDS³⁸⁹⁸. Le seul clerc, coopté au sein du GDS en 1990, le prêtre Justin Marchis soutient la même chose. Quoique la religion prenne plus de place dans l'hebdomadaire fondé et dirigé à partir 1993 par **Andrei Plesu**, *Dilema* (à partir de 2004 *Dilema veche*), les « intellectuels orthodoxes » ne sont pas non plus dominants dans la rédaction de cet hebdomadaire.

Si l'apport des « intellectuels orthodoxes », membres du GDS, à la vision du Groupe n'est pas important, s'ils ne sont pas visibles au sein du GDS, dans les années 1990, leur position est renforcée au tout début des années 1990. À une exception près (Teodor Baconky), en 1990, ils intègrent le GDS au sein duquel se retrouve un intellectuel qui les fréquentait (**Andrei Plesu**), après avoir contesté la hiérarchie de l'Église en constituant aux côtés des clercs le GRRBO³⁸⁹⁹. Avec l'appui d'un autre « intellectuel orthodoxe », **Andrei Plesu**, membre fondateur du GDS (**Andrei Plesu**), des « intellectuels orthodoxes », membres du GDS, recevront de nouveaux postes dans le domaine de la culture (domaine d'intervention politique géré par le Ministère de la Culture, dirigé alors par **Andrei Plesu**) : c'est le cas de Horia Bernea mais aussi celui de Teodor Baconsky. Alors que, bénéficiant aussi des relations établies au sein du GDS, un autre « intellectuel orthodoxe », Sorin Dumitrescu, pourra voir étendre ses activités, étant des nouveaux éditeurs de la période postcommuniste. Ils se sont fait connaître par leur intérêt pour l'Église orthodoxe et leur attachement à l'orthodoxie avant de manifester leur intérêt pour la politique³⁹⁰⁰. Les rares discussions qu'ils proposent ne portent pas sur l'Église orthodoxe et leur position se confond avec celle de l'Église orthodoxe, ne serait-ce que parce que des clercs avec lesquels peu de temps avant ils contestaient la direction de l'Église prennent désormais part à la direction de l'Église orthodoxe. Les « intellectuels orthodoxes » critiquent des prises de position d'autres intellectuels du GDS ou des rédacteurs de 22. Alors que leur position est mise en question seulement lorsqu'elle contredit celle revendiquée par le GDS comme adepte du « retour en Europe », devant la résurrection du nationalisme de la presse extrémiste – créant aussi un parti politique en 1991. L'intérêt pour l'étranger et à l'étranger pour la Roumanie, qui profite aussi les « intellectuels orthodoxes » comme d'autres intellectuels se formant à l'étranger ou/et se présentant en médiateur culturel, prend le devant de la scène et efface les discussions sur une vision ancrée dans les traditions nationales³⁹⁰¹, qui emprunte des idées et un langage qui renvoient à l'extrémisme de droite. Tout

³⁸⁹⁷ Affirmation faite par Daniel Barbu (le 18 mai 2009).

³⁸⁹⁸ Discussion informelle avec Radu Carp (Bucarest, le 11 août 2009).

³⁸⁹⁹ Voir chapitre 4.

³⁹⁰⁰ À la différence des « intellectuels orthodoxes » qui vont affirmer dans les années 2000 leur intérêt pour l'orthodoxie et dont l'intérêt pour la politique précède souvent leur manifestation comme « intellectuels orthodoxes ».

³⁹⁰¹ Des intellectuels orthodoxes des années 1990, des artistes consacrées avant 1989, opposent une vision nationaliste, qui participe à construire un courant d'opinion que nous appelons « nationalisme faible », fondée sur l'orthodoxie, à un courant d'opinion qui promeut et s'autorise de l'ouverture vers des champs d'intérêts nouveaux en lien avec la politique et les débats qui

comme le rôle assigné à l'Église orthodoxe dans l'après communisme débouche sur l'absence d'une discussion, sauf exception, sur les projets de l'Église majoritaire³⁹⁰².

Les « intellectuels orthodoxes » ne dominent pas au sein du GDS mais sont plutôt marginalisés ou se retirent du GDS. Cependant l'orthodoxie investie dans le champ intellectuel imprime une orientation au sein des champs médiatique et scientifique. Certains intellectuels du GDS participent à la construction d'une « droite » à partir de la seconde moitié des années 2000 à la suite de la domination du libéralisme comme revendication de la « droite ».

ont place en Occident. Des intellectuels orthodoxes des plus jeunes (des années 2000) se feront par la suite un point d'honneur d'argumenter et de donner de l'importance à la place de la religion dans la construction européenne.

³⁹⁰² Les contestations des projets de l'Église orthodoxe sont non seulement minoritaires mais resteront, à une seule exception, sans effets. **Andrei Pippidi** et par la suite **Gabriel Andreescu** sont les seuls à critiquer le projet et par la suite les démarches pour la construction de la « catedrala neamului ».

TROISIÈME PARTIE

LA « NOUVELLE » CULTURE ENGAGÉE.

DE LA POLITIQUE À LA SCIENCE ET LA SCIENCE POUR LA POLITIQUE

La « société civile » comme étiquette politique avait permis aux intellectuels du GDS d'accéder à l'espace politique légitime en préservant la dimension morale de leur activité. Elle est censée mettre en avant le capital acquis dans le champ intellectuel, leurs compétences et les croyances du monde intellectuel : gratuité, vérité. Ce sur quoi ils ont légitimé leurs engagements après 1989, à savoir leur accès à la culture dans la période communiste et le capital moral obtenu par les rares opposants ou dissidents issus des milieux intellectuels, reçoit une nouvelle transposition au moment où ils font leur entrée en politique (1991-1992) et, dans le champ intellectuel, ils se sont imposés de par leur accès à l'étranger (aux milieux universitaires étatsuniens mais notamment aux milieux intellectuels français). Bien qu'ils soient des politiques ou qu'ils se sont engagés du côté des associations à vocation politique, de nouvelles formes d'association, institutions de diffusion, de légitimation et de consécration, sont présentées comme relevant de la « société civile »³⁹⁰³ devenue étiquette et même revendication d'une identité politique, notamment de la jeune génération des intellectuels des années 1990.

Après 1989, on assiste à l'apparition d'un nombre important d'institutions diverses qui appartiennent à la « société civile » et qui se donnent comme domaine d'activité la recherche, la production ou la diffusion de la science dans le domaine des sciences humaines et sociales (ce sont des « fondations »). Elles peuvent être fondées et dirigées aussi bien par des universitaires des plus légitimes que par ceux qui, issus des structures politiques du régime communiste, masquent souvent leurs compétences en se présentant, parfois par abus, sous le nom d'« expert » ou de « spécialiste ». Ou bien ces nouvelles structures peuvent être dirigées, investies par ceux qui travaillent à reconvertir un capital scolaire (notamment dans les années 1990). Elles se mettent parfois au service des politiques, elles tendent parfois à fonctionner selon la logique économique mais peuvent attirer aussi des fonds de l'État et collaborer avec des institutions étatiques, des institutions spécifiques du monde académique. Sera discuté dans cette partie le monde intellectuel tiraillé entre logique politique et logique économique créant des institutions nouvelles de la « société civile » – comme des périodiques spécialisés ou des maisons d'édition – ou impulsant la création d'autres comme institutions étatiques, mises sous la tutelle des institutions politiques (Gouvernement, Parlement, Administration présidentielle ou Ministère de la Culture).

³⁹⁰³ Voir Françoise Daucé, *Une paradoxale oppression. Le pouvoir et les associations en Russie*, CNRS Éditions, 2013, pp. 51-69 (notamment chapitre III « L'éloge de la société civile dans la transition ») ; Id., *La Russie postsoviétique*, La Découverte, « Repères », 2008.

Dans cette troisième partie seront présentés des parcours professionnels des membres du GDS, leurs activités et leurs pratiques, pour analyser un processus qui débouche sur l'apparition de nouvelles compétences, parfois certifiées, de nouvelles spécialités obtenant une reconnaissance dans le champ scientifique ou universitaire, et d'une nouvelle discipline d'enseignement (« les sciences politiques »). On se réfère à leurs textes à visée scientifique mais aussi aux textes qu'ils publient dans 22 et parfois même (dans une moindre mesure) à d'autres discours. Sont présentées des trajectoires comme la répartition du travail intellectuel à l'intérieur des institutions mises en œuvre et dirigées par des intellectuels. Au sein de ces institutions les intellectuels du GDS rencontrent d'autres, intellectuels qui peuvent partager la même vision qu'eux et participer au même pôle, (de) l'anticommunisme, sans faire partie du réseau de liaisons constitué autour du GDS et de sa tribune.

L'étude de ces espaces permet de suivre l'évolution du statut de l'activité intellectuelle car une bonne partie des auteurs qui habitent ces nouvelles institutions (membres du GDS, membres de la rédaction de 22 et autres intellectuels) sont ou seront des universitaires de la période communiste, de futurs spécialistes du politique, à savoir des politistes, et dont certains étaient avant 1989 des écrivains, des critiques littéraires, des opposants au régime communiste, etc. et parmi eux certains ont été des membres du PCR ou attendaient encore en 1989 leur entrée au parti communiste.

L'analyse de leurs parcours professionnels, de leurs activités et des stratégies de conversion des capitaux acquis jusqu'en 1989 et par la suite, entre 1990 et 1991, permet de suivre l'évolution de leurs rapports au GDS. L'écart entre les nouvelles possibilités qui leur sont ouvertes en 1990, du fait de la consécration obtenue et de leur appartenance à des cercles d'intellectuels – mais surtout grâce à leur appartenance au GDS et des ambitions nées d'un capital acquis avant 1989 nourries par les attentes nées en 1990 ou d'une position obtenue la même année les conduit à s'investir dans d'autres activités, à mettre en place et à développer d'autres projets que ceux directement liés au GDS. Reste attaché au GDS, en dépit de l'absence d'une responsabilité directe déléguée par le GDS, **Gabriel Liiceanu** qui va diriger la plus prestigieuse maison d'édition de la période postcommuniste, les Éditions Humanitas, auteur consacré avant 1989 et ayant acquis sa notoriété dans les années 1980. Après avoir mené des activités connexes à celles journalistiques, dans et pour le bénéfice du GDS, on observe qu'ils se distancient du GDS, mais tous ceux dont nous parlerons ici tirent parti de cette appartenance. C'est surtout le cas des plus jeunes (nés dans les années 1950) : **Alin Teodorescu**, **Stelian Tanase**, **Calin Anastasiu** et **Gabriel Andreescu**. Dans leurs activités, ils cherchent à lier des relations à l'extérieur du GDS, avec des intellectuels qu'ils ont pu rencontrer au sein du GDS ou d'autres représentants des professions littéraires et à développer leurs relations avec des intellectuels qu'ils ont connus avant 1989. C'est sur les relations à l'extérieur du GDS comme sur les alliances qui se construisent au sein du GDS que porte cette partie qui présente leurs activités en lien avec leur appartenance au GDS mis à part leur journalisme, leurs contributions à 22. Leurs alliances

sont déterminées par le type d'activité qu'ils déploient, par le projet initié ou les alliances qu'ils ont nouées les permettent de s'investir dans d'autres activités, de mettre en place d'autres institutions³⁹⁰⁴.

Leurs repositionnements dans le champ intellectuel, qui se produisent par suite de leur investissement dans d'autres activités intellectuelles, dépendent du volume global du capital obtenu comme du type de capital³⁹⁰⁵. La contribution en provenance de l'étranger – due à l'ouverture à l'étranger et à l'intérêt témoigné à l'étranger, aux divers médiateurs entre l'espace national et l'étranger – à la construction de ces institutions varie en fonction du type et de la fonction de ces institutions. La division du travail intellectuel dans ces lieux mais aussi entre ces lieux renvoie aux rapports de forces dans le champ intellectuel, aux hiérarchies établies entre des disciplines. Elles sont révélatrices des stratégies de reconversion des plus jeunes visant l'obtention d'une légitimité d'un type nouveau, autre que celle de leurs aînés, fondée sur la prétention à la création de nouveaux espaces de discours.

En quoi consiste la nouveauté de ces initiatives ? Par la création de ces nouvelles institutions les intellectuels veulent répondre à des demandes qu'ils ont eux-mêmes contribué à créer, fonder en science des objectifs qu'ils se sont donnés afin de contrecarrer l'influence de leurs concurrents intellectuels et politiques. Le mode de construction de ces lieux et le parcours suivi par leurs initiateurs ou dirigeants, le passage d'un monde à l'autre, du monde intellectuel au monde politique révèlent la multipositionnalité qui est caractéristique de cet espace dans la période postcommuniste. En observant les diverses postures adoptées par des intellectuels après 1989, il s'impose de restituer leurs stratégies d'adaptation aux changements intervenus suite à l'emprise de la logique économique dans le champ intellectuel et, progressivement, à la clôture du champ politique à la fin des années 2000.

Les parcours professionnels des membres du GDS discutés dans cette partie ne s'arrêtent pas aux institutions qu'ils ont travaillé à créer au début des années 1990. De nouvelles institutions spécifiques de l'État sont créées vers et durant la seconde moitié des années 2000 (mais aussi après, suivant le même modèle) au moment où des membres du GDS dont certains sont des spécialistes du communisme sont des intellectuels des plus connus de la période postcommuniste. Certaines d'entre elles bénéficient d'une diffusion significativement plus large que des instituts de recherche de l'Académie roumaine. Elles sont créées sous la tutelle de l'institution présidentielle, du Parlement ou du gouvernement. Les problématiques auxquelles elles se consacrent sont définies dans les débats publics structurant le champ intellectuel, reprises dans le champ politique. D'après leur statut et leur fonctionnement, bien qu'ayant comme tâche principale l'activité scientifique, elles se rapprochent des institutions politiques à visée culturelle. Se donnant comme principale tâche la recherche, ceux qui occupent ces institutions produisent des études qui peuvent être utilisées dans d'autres cadres étatiques (enseignement, communiqués de presse des figures

³⁹⁰⁴ Pierre Bourdieu, « Le capital social. Notes provisoires », art. cit.

³⁹⁰⁵ Pierre Bourdieu, *La Distinction*, op. cit., pp. 121-138 (notamment pp. 127, 129 et 135, 137-138).

politiques, autres organismes de l'État), leur fonction étant celle d'asseoir une politique ou, plus souvent, de (re)légitimer des politiques.

Ces institutions fonctionnant à partir de la seconde moitié des années 2000 constituent des lieux de l'expertise de l'État, rendus par ceux qui sont ou se pensent et se présentent en chercheurs³⁹⁰⁶. Elles se situent à mi-chemin entre des institutions politiques et des institutions académiques. Elles sont la création des politiques intéressés à faire marquer leur double intérêt, le terrain double où ils jouent, à savoir la politique et le domaine de la recherche et de l'enseignement. Elles sont censées promouvoir une politique dans un domaine et contribuent à légitimer une institution politique ou des acteurs politiques. Leurs objectifs sont politiques, la science est mise au service de la politique, leurs responsables dépendent des politiques, mais considérées de par les capitaux qu'elles investissent ou qu'elles engagent, il faudrait mesurer le poids du capital politique dans le recrutement des experts ou au moins noter comment la politique et une vision du monde consacrée par la politique influent sur les productions, peser le volume de capital symbolique (spécifique) que ces institutions englobent.

Quoique plus connues et bénéficiant d'un espace de diffusion pour leurs productions beaucoup plus large que des institutions de la recherche traditionnelles (instituts de recherche de l'AR), leur faiblesse vient précisément du fait qu'elles ne peuvent pas ignorer, voire se dérober à la mission que les politiques leur ont assignée à leur création et qu'elles dépendent des relations qu'elles entretiennent avec les politiques. Si on reconstruit l'histoire de leur création (le moment de leur création est bien significatif) en relation avec l'histoire politique (les politiques en place) on verra que des politiques au pouvoir qui ont contribué à leur fondation se sont appropriés avec plus ou moins de succès (ils se sont essayés au moins) la gestion des questions du domaine symbolique.

Chapitre 9

Des lieux d'expertise : médias, politique et économie

Le GDS est un « lieu de dialogue » entre des intellectuels et entre ceux-ci et les politiques comme nous avons essayé de le montrer dans la deuxième partie. Les médias semblent attirer le plus grand nombre des membres du GDS, ils sont des praticiens, plus rarement ils ont fait des médias leur objet d'attention voire leur spécialité, tout comme la politique les intéresse au service des politiques ou pour en faire leur

³⁹⁰⁶ Leur encadrement, occupant des postes d' « expert[s] » ou de « conseiller[s] », ou/et les cadres dans lesquels ces institutions fonctionnent dévoilent le lien qu'elles entretiennent avec l'espace politique.

spécialité. Certains, moins nombreux, semblent cependant imaginer à un moment donné le GDS comme centre d'expertise (*think-tank*), comme cela ressort de leurs témoignages plus récents. Le GDS constitue pour certains le cadre pour reconduire leurs activités ou bénéficiant du soutien de l'étranger pour se consacrer à de nouvelles activités en consacrant par cela leurs intérêts, dans certains cas, plus liés à leurs intérêts ou/et leurs engagements de la dernière période communiste. Les structures créées en relation avec le GDS, dans ce cadre ou avec l'appui du GDS, présentées dans ce chapitre, rendent compte des manières diverses d'appréhender le rôle de l'intellectuel et la fonction du GDS. Ces structures se constituent en lien avec des intérêts qui apparaissent au sein du GDS vue sa composition mais aussi vus les changements intervenus après 1989, les nouvelles possibilités ouvertes aux intellectuels d'exercer leur profession (dans les institutions liées à l'État et/ou dans le secteur privé) et d'investir leurs savoirs pour gagner de nouveaux publics et dans des buts politiques.

Les deux catégories des professions intellectuelles les moins représentées dans le GDS sont les sociologues et les économistes. Alors que les secteurs de la production et surtout de la diffusion, les médias semblent préoccuper le plus grand nombre d'intellectuels du GDS. Les médias et la politique sont les deux préoccupations constantes et majeures. Cet intérêt majeur et constant prendra des formes diverses en fonction du volume de leur capital symbolique, de la génération à laquelle ils appartiennent, de leur formation ou de la production qu'ils proposent comme auteurs. Et pourtant des membres du GDS ne seront pas des spécialistes des médias comme ce sera le cas de certains autres écrivains ou des critiques littéraires de la période communiste. Si certains travaillent par la suite dans les médias ce n'est pas au titre d'une spécialisation dans ce domaine, ni pour se dédier pleinement à ces activités, mais comme moyen d'étendre leurs activités et c'est toujours une autre manifestation de leur intérêt pour la politique.

Un nombre important d'intellectuels du GDS accèdent aux médias au titre d'« analyste politique » avant de lier leur nom à un parti politique (membre ou non d'un parti politique), lorsqu'ils veulent jouer le rôle d'expert, ou d'intellectuel, représentant la « société civile », pour intervenir dans les débats politiques et/ou présenter leurs opinions politiques et leurs projets intellectuels. C'est de la conquête d'un pouvoir dans l'espace public, auprès du large public, que les textes qui traitent des médias (télévision et presse) viennent attester. L'intérêt porté aux moyens de communication est corrélatif de l'intérêt porté à la politique. Ils s'y adaptent mais ils y contribuent eux-mêmes à la construction d'un champ médiatique et au renouvellement du champ politique notamment dans les années 1990.

Des sociologues, membres du GDS, créent des centres de sondages ou de nouveaux centres d'expertise (c'est le cas d'**Alin Teodorescu**, de **Calin Anastasiu** ou de **Pavel Campeanu**). Ils sont les plus démunis de capital symbolique. Parmi les sociologues appartenant à la jeune génération des membres fondateurs, **Calin Anastasiu** s'investit dans la politique tout en gardant son poste à l'Académie dans l'Institut de sociologie. **Alin Teodorescu** se fait représentant de la « société civile » à la faveur de

l'importation du capital économique de l'étranger, des fondations étrangères. Plus tard, ils se sont investis dans des entreprises du secteur privé après avoir accumulé capital économique et/ou capital politique.

Les moins reconnus restent attachés au GDS, comme c'est le cas de **Pavel Campeanu** et de **Gabriel Andreescu**. Le premier, appartenant à la première génération des militants communistes (lorsque le parti est mis hors la loi), formé à l'école de parti, spécialiste des médias durant la période communiste, l'autre, appartenant à la génération des plus jeunes membres fondateurs du GDS, chercheur physicien et opposant de la dernière période communiste. La distanciation de ce dernier par rapport au Groupe s'est produite progressivement, occasionnée par les débats que suscitent au sein du GDS ses projets menés sous la tutelle du Groupe avec des experts et d'autres nouveaux militants de la société civile. Une distanciation progressive qui a débouché sur des conflits ouverts. Une distanciation qui le pousse à développer ses projets en dehors du Groupe. **Gabriel Andreescu** est, on l'a vu, parmi les derniers à faire son entrée dans une carrière universitaire.

Seront présentés ici les sujets intervenant dans 22 et relevant des deux domaines : les médias et l'économie. Si les médias sont en relation directe avec les institutions créées sous la tutelle du GDS, la préoccupation des intellectuels pour les nouveaux instruments de communication permet de comprendre la manière dont ils se rapportent aux médias selon le capital détenu et la formation suivie au temps du communisme et, plus, selon leurs préoccupations d'avant 1989. On s'arrêtera ici aussi sur les discours sur le rôle des médias et la manière dont ils comprennent utiliser la télévision, la presse, les éditions pour influencer et légitimer leurs nouvelles positions.

Le domaine de l'économie tel qu'il s'esquisse dans 22 bien qu'il n'est que faiblement représenté par des intellectuels du GDS permet d'observer le poids du contexte par l'observation de la position des spécialistes de l'économie qui se situent dans des institutions qui sont censés produire des savoirs à l'appui des décisions du politique ou des reconversions des compétences par la transposition des savoirs économiques dans le domaine du politique (Aurelian Craiutu).

Médias et économie sont étroitement liés ne soit-il que parce que le développement des médias devient une réalité dans le contexte de l'instauration du libéralisme économique, alors qu'à défaut d'une compétence dans le domaine de l'économie, certains, soucieux d'étendre leur influence sur d'autres publics (un public plus large ou les politiques), doivent s'accommoder à la logique économique. Mais tous ceux qui font l'expérience des nouvelles contraintes économiques dans leur domaine d'activité ne semblent pas s'intéresser aux questions économiques. Des résistances à l'emprise de l'économie peuvent être détectées aussi dans la présentation de leurs activités de la période postcommuniste mais aussi dans l'image que se forgent certains intellectuels intéressés à conserver le prestige sur lequel ils ont fondé leur légitimité à occuper de nouvelles positions après 1989 par la création de nouvelles institutions. Ces résistances à reconnaître que dans leurs activités ils subissent des effets de l'économie libre et sont donc contraints à

répondre à d'autres exigences que celles de l'« esprit » et de la « culture authentique » qu'ils désirent représenter et plus, incarner, semblent être liées non seulement à leurs prétentions et donc à l'image qu'ils ont construit d'eux-mêmes mais aussi aux critiques qu'on leur adresse et qui mettent en évidence l'écart entre leurs prétentions et leurs pratiques.

I. La transition et les spécialistes de l'économie

Le GDS dans sa composition initiale n'inclut pas des économistes. En 1990, un seul parmi les membres du GDS est économiste (Ihor Lemnij). Deux économistes seront cooptés jusqu'en 1996, dont un se reconvertisse à la science politique (Aurelian Craiutu). Mais parmi les collaborateurs fidèles de 22 on retrouve un économiste. Un autre économiste est coopté dans la période suivante. Mais plusieurs économistes publient dans 22. Tout comme pour les sociologues, leurs collaborations semblent dépasser les frontières des appartenances politiques ou idéologiques. Peut-être dû aussi à l'âge de ceux qui se préoccupent à l'économie dans le GDS et qui publient dans 22 puisque ceux qui sont nés dans les années 1950 et qui ont une spécialisation plus proche du domaine scientifique comme c'est le cas des sociologues semblent être plus enclins à lier des relations avec des occupants des positions dans des espaces apparemment éloignés³⁹⁰⁷. Les économistes se manifestent moins dans la presse intellectuelle³⁹⁰⁸, par contre on a plusieurs instituts liés au domaine économique³⁹⁰⁹. Certains sociologues, formés dans la dernière période communiste, s'intéresseront à l'économie³⁹¹⁰.

D'une note signée par **Pavel Campeanu** dans 22 on apprend que The New School of Social Research avait organisé en décembre 1990 un séminaire sur le thème de la « Transition à l'économie de marché, privatisation, libéralisation ». Ce séminaire qui fait partie d'une série initiée par New School of Social Research, sous l'intitulé « Pour la démocratie », est organisé par l'Université de Bucarest et le GDS. Les participants à ce séminaire sont le recteur (Nicolae Cristescu) et le vice-recteur (Lazar Vlasceanu) de l'Université de Bucarest, deux économistes qui publient dans 22, Ihor Lemnij et Vasile Pilat, des marxistes de la première génération, **Pavel Campeanu** et Silviu Brucan (membre du CFSN et initiateur de la « lettre des six »), ainsi que le gouverneur de la Banque nationale (Mugur Isarescu). Le prochain séminaire abordera le thème de la « Violence, non-violence, culture de la peur » qui devrait avoir lieu début 1991 dans la salle du Sénat de l'Université de Bucarest³⁹¹¹.

³⁹⁰⁷ Mihai Korné dans 22, 42, le 2 novembre 1990.

³⁹⁰⁸ Parlant de l'absence de l'économie comme domaine de préoccupation de 22, Rodica Palade, alors rédactrice en chef, ayant débuté comme écrivaine avant 1989, mentionne le langage technique des économistes (entretien avec Rodica Palade, le 17 avril 2008).

³⁹⁰⁹ Voir chapitre 3.

³⁹¹⁰ **Alin Teodorescu** comme responsable de la Fondation Soros, filiale roumaine. Mais aussi Alexandru Florian, qui, dans sa thèse de doctorat de sciences politiques, publié par la suite, traite des rapports entre l'économie et la démocratie.

³⁹¹¹ 22, 48, le 14 décembre 1990.

Aucun membre fondateur du GDS n'a une formation économique. **Alin Teodorescu**, président de la Fondation Soros en Roumanie et premier président du GDS, ensuite son vice-président, est parmi les rares à s'occuper du domaine de l'économie, aux côtés de **Pavel Campeanu**. Le premier article à traiter de l'économie paraît en mars 1990 dans un des rares numéros où on discute des ouvriers. **Pavel Campeanu** discute du « rôle de la classe ouvrière dans les sociétés de type staliniste » et Dan Pavel, membre de la rédaction, discute de la « classe ouvrière ». Le même numéro comprend deux autres articles dont un sur la nécessité d'une loi des syndicats et l'autre sur un « possible scénario économique », les textes n'étant signés ni par des membres fondateurs ni par le seul économiste à avoir intégré le GDS. **Gabriel Andreescu** signe un court texte d'où on apprend qu'au siège du GDS des représentants des syndicats se sont réunis pour décider des critères pour la constitution des syndicats « indépendants ». Les « anciens activistes, leaders de parti et leaders syndicaux » n'y sont pas acceptés. **Gabriel Andreescu** voit dans cette initiative les préalables de la constitution d'une confédération comme possibilité d'une opposition aux syndicats « libres » constitués immédiatement après 1989 dans les entreprises à l'initiative de leurs anciens leaders. Dans ce même numéro paraît l'article « les ouvriers et les intellectuels », signé par Ioan Muslea et rédigé à Cluj, discutant de l'écart entre les deux catégories, discuté dans le premier article scientifique critique du rôle et des activités du GDS, signé par Laurentiu Stefan Scalat et publié dans *Polis*, lorsque son auteur est le secrétaire de rédaction de cette « revue de sciences politiques³⁹¹² ». **Pavel Campeanu** publie un texte qui date de 1985, discuté avec sa compagne, Stefana Steriade, avec ses amis sociologues, **Calin Anastasiu** et **Alin Teodorescu**, le politique journaliste Silviu Brucan, l'universitaire Nicolae S. Dumitru³⁹¹³ mais aussi avec le philosophe **Sorin Vieru**. Traitant du « phénomène des queues », il l'adapte au nouveau contexte en ajoutant le sous-titre « Concernant la libéralisation des prix³⁹¹⁴ ». Au début septembre 1992, un autre article, illustrant la même thématique, avec un accent sur la dimension politique, construit sur les résultats des sondages, est publié peu avant les élections³⁹¹⁵.

Des trois économistes membres du GDS, cooptés entre 1990 et jusqu'à la fin des années 1990, un seul est à présent universitaire en économie (**Costea Munteanu**) et un autre est universitaire, professeur de science politique (**Aurelian Craiutu**). 22 publie aussi deux autres économistes, dont un est un universitaire (Daniel Daianu). Alors que des sociologues, membres du GDS, traitent de questions d'économie au début des années 1990 dans 22 (**Dan Oprescu**) mais aussi par la suite (**Alin Teodorescu**) dans d'autres

³⁹¹² *Polis*, 4, 1995.

³⁹¹³ Nicolae S. Dumitru (né en 1931), sociologue, maître de conférences à l'Université de Bucarest, participant aux événements de 1989, est proche des intellectuels (Dan Martian, Mihai Draganescu, président de l'Académie roumaine) mais aussi des politiques qui se retrouvent après 1989 aux côtés d'Ion Iliescu. Après 1989 il est élu dans le Parlement de la part du Front du salut national, parti installé au pouvoir après 1990. Il prend part à l'élaboration du projet constitutionnel comme membre de la commission parlementaire chargée de la rédaction de la première Constitution approuvée par le Parlement en novembre 1991 et adoptée à la suite du référendum de décembre 1991.

³⁹¹⁴ 22, 41, le 26 octobre 1990.

³⁹¹⁵ 22, 127 et 128, 1992.

publications. Pour les premières années, entre 1990 et 1992, le domaine de l'économie est couvert par trois signatures, **Pavel Campeanu**, **Alin Teodorescu** et Ihor Lemnji, mais particulièrement par ce dernier. À deux exceptions près (**Alin Teodorescu** et Aurelian Craiutu), des spécialistes de l'économie ou sociologues sont moins intéressés à prendre position directement lors des rencontres du GDS ou explicitement sur des questions liées aux événements politiques.

Alin Teodorescu publie en juillet-août 1990 une série d'articles qui traitent de l'état de l'économie roumaine en 1990 pour comprendre les raisons de son échec³⁹¹⁶. Ses considérations sur l'économie dirigiste sous le communisme sont étoffées de réflexions sociologiques et politiques. Son propos relève plutôt de la sociologie économique. La politique économique de la période de transition est analysée au regard de facteurs sociaux, dus à la politique démographique et à la politique étrangère du régime de Ceausescu qui ont provoqué, selon lui, le mécontentement général qui a déclenché les révoltes populaires de décembre 1989. L'analyse de la situation économique est la base de sa critique à l'égard des programmes de réforme annoncés par différents partis politiques, celui au pouvoir mais aussi le « troisième parti politique » après les élections de mai 1990, le Parti national libéral (PNL). Il critique le « langage prétentieux et totalement a-théorique, le mélange de notions incompatibles recueillies de différents systèmes d'économie politique » afin de montrer l'état difficile de la recherche économique pendant le régime communiste dû à son « idéologisation nationaliste » ainsi qu'à l'« absence presque absolue des informations ». Il soutient la « thérapie de choc » dans l'économie. Il expose ses propres idées qui devraient constituer la politique étatique dans le domaine économique pendant la période de transition : « une très large autonomie accordée aux entreprises d'État et la libéralisation de l'initiative privée ». En dépit des inconvenances d'ordre moral qui découlent de l'iniquité de la distribution, le processus de privatisation³⁹¹⁷ devrait impulser l'ancienne nomenklatura, première bénéficiaire de la privatisation, à produire au lieu de s'enrichir en gardant sa position dans le système administratif postcommuniste. Selon lui, « le pouvoir politique a été perdu par les communistes mais le pouvoir économique est resté dans leurs mains³⁹¹⁸ ».

L'étude d'**Alin Teodorescu** suit un numéro comprenant un entretien avec le jeune spécialiste en économie³⁹¹⁹, Daniel Daianu³⁹²⁰, qui expose sa vision sur la transition économique avec référence à la

³⁹¹⁶ 22, 28, 29 et 31, juillet-août 1990.

³⁹¹⁷ Dans la première partie du mois d'août 1990, la loi sur la réorganisation des unités économiques d'Etat comme régies autonomes et société commerciales paraît dans le Journal officiel. En novembre 1990 est adoptée la loi sur les sociétés commerciales.

³⁹¹⁸ **Alin Teodorescu**, « L'avenir d'un échec : l'économie de la Roumanie », 22, n° 31, 1990, p. 11 : « Qu'on s'en souvienne que l'installation des régimes socialistes en Europe de l'Est a commencé par l'arrivée des tanks soviétiques et a continué avec la mainmise sur le pouvoir politique, la nationalisation des entreprises, des banques et du commerce, la réévaluation en deux étapes de la monnaie nationale (1948 et 1952 en Roumanie), la fermeture des frontières et la collectivisation des terres ».

³⁹¹⁹ 22, 27, 1990.

³⁹²⁰ Daniel Daianu, né en 1952, suit l'Académie d'études économiques de Bucarest et reçoit son titre de docteur en 1988 de la même institution. Entre 1990 et 1991, il suit une formation postdoctorale à Harvard University, au Centre d'études russes. Ministre adjoint et par la suite ministre des Finances dans les années 1990, Daniel Daianu est devenu membre correspondant de l'Académie, en 2001, et membre titulaire, à partir de 2013. Vers la fin des années 2000, peu de temps avant son élection au

pensée économique européenne, se présentant comme président exécutif de l'Institut roumain pour la libre initiative ayant comme activité première la recherche (la création d'une revue spécialisée) mais qui se propose aussi de former ou d'informer les futurs hommes d'affaires roumains. **Alin Teodorescu** exprime à partir de 2000 dans ses articles³⁹²¹ des critiques à l'égard de la vision et de l'activité de Daniel Daianu.

Ihor Lemnji, coopté en janvier 1990 dans le GDS, est le seul parmi les membres du GDS qui, en tant que spécialiste, ayant un doctorat en économie, traite dans ses articles exclusivement des sujets économiques³⁹²². S'il intervient pour prendre position sur d'autres sujets accueillis dans les pages de la revue³⁹²³, il les traite en référence à son domaine d'intérêt.

À partir de la seconde partie de l'année 1991 on parle d'une « crise », le thème de la libéralisation économique n'est abordé que pour parler des problèmes auxquels des instances culturelles et la presse se confrontent. Ce n'est qu'avec l'année 1992 qu'on voit se multiplier les noms des spécialistes en économie dans 22, en particulier dans un numéro présentant un débat sur la réforme.

Dans la seconde partie de l'année 1992 une nouvelle rubrique est dédiée à l'économie. Même si elle n'est pas permanente, l'augmentation des propos sur des questions économiques s'accompagne d'interventions des spécialistes ayant une formation économique ou en sciences politiques. La rédactrice en chef Gabriela Adamesteanu réalise une série d'entretiens avec Vasile Pilat, professeur à l'Académie des études économiques, présentés pour sept numéros sous l'intitulé « Conversations libres sur la transition³⁹²⁴ ».

Aurelian Craiutu publie plusieurs articles concernant plutôt la pensée économique, en références aux auteurs politiques libéraux : « L'État et la société civile – à la recherche de l'État minimal³⁹²⁵ » ; « Stratégies de privatisation en Europe de l'Est. La privatisation : espoirs et réalité³⁹²⁶ » ; « Au-delà de la demande et de l'offre³⁹²⁷ » ; « Les problèmes économiques à l'heure de la vérité³⁹²⁸ » ; « Nationalisme économique³⁹²⁹ », « Et pourtant le libéralisme !³⁹³⁰ » ; « Une controverse toujours actuelle³⁹³¹ ». Dans un seul article, « Deux illusions³⁹³² », l'économiste, le futur politiste, discute des résultats du premier tour du

Parlement européen, de la part du Parti national libéral, on apprend de lui qu'après ses études universitaires il avait travaillé comme économiste pour la Securitate, dans un département pour les renseignements extérieurs, mais qu'il avait quitté à sa demande deux ans après.

³⁹²¹ **Alin Teodorescu**, *Sociolog in viata cotidiana*, op. cit.

³⁹²² 22, 113, 1992.

³⁹²³ 22, 40, 1990. Il traite de l'économie et de la télévision comme participant à un colloque organisé par l'Association des journalistes roumains.

³⁹²⁴ 22, 132, 134, 135, 138, 143, 144 et 22, 147, 1992.

³⁹²⁵ 22, 122, 1992.

³⁹²⁶ 22, 131, 1992.

³⁹²⁷ 22, 135, 1992.

³⁹²⁸ 22, 136, 1992.

³⁹²⁹ 22, 138, 1992.

³⁹³⁰ 22, 143, 1992.

³⁹³¹ 22, 145, 1992.

³⁹³² 22, 141, 1992.

scrutin parlementaire et présidentiel de septembre 1992. Selon lui, le comportement électoral de ceux qui ont voté pour le Front démocrate du salut national (FDSN³⁹³³), et donc pour le maintien au pouvoir des forces politiques de gauche (le FDSN) ou d'extrême gauche (le Parti la Grande Roumanie et le Parti social du travail), est moins l'expression d'un choix rationnel pour une doctrine politique et économique que la manifestation d'une inertie. Même si le vote majoritairement « de gauche » s'oppose à la continuation des réformes dans un rythme alerte, selon lui, cet électorat n'a pas voté contre les réformes économiques qui devraient aboutir à une économie de marché viable. L'article est accompagné de deux dessins³⁹³⁴ qui renforcent l'idée maîtresse de ce texte : « Nous votons. Nous ne réfléchissons pas » et « Peuples d'annulés !³⁹³⁵ ». Dans le même numéro sont publiés les résultats finals du premier tour de scrutin des élections parlementaires et présidentielles. Cristian Teodorescu avec son article « Le coût de la privatisation à prix réduit » et **Pavel Campeanu** avec son texte « Les coûts de la transition³⁹³⁶ » discutent des effets sociaux, le dernier fondant son propos de nouveau sur les sondages réalisés dans le cadre du Centre d'études sociales et de sondages fonctionnant sous la tutelle du GDS.

Daniel Daianu, en tant que président du premier institut privé dans le domaine de l'économie est publié dans trois numéros successifs de 22 avec deux essais traduits de l'anglais, présentés au préalable à l'étranger : « La transformation et l'héritage du retard³⁹³⁷ », « La dynamique des déséquilibres et la transition³⁹³⁸ ». Daniel Daianu et le professeur en économie Vasile Pilat sont présentés vers fin 1992 avec leurs idées sur la réforme, sous l'intitulé « La réforme et la facture » avec le sous-titre « Que disent les spécialistes³⁹³⁹ ».

Dans la rubrique « chroniques politiques », l'économiste Ilie Serbanescu signe son premier article dans 22, « La gauche et le gauchisme économique³⁹⁴⁰ », où il critique la politique économique mise en œuvre par l'ancien gouvernement et l'« engagement populiste » des forces politiques, à l'exception de la Convention démocratique.

Après les élections de septembre (premier tour) et d'octobre (second tour) 1992, des politiques, membres de l'ancien gouvernement, sont présents dans 22. Adrian Nastase, encore ministre des Affaires étrangères (entre octobre 1991 et novembre 1992), discute de la situation du FDSN, de l'idéologie de son parti, de la réforme ainsi que de la relation de la Roumanie avec l'Union soviétique³⁹⁴¹. Il mentionne

³⁹³³ Le FDSN, dirigé par Ion Iliescu, est issu du Front du Salut national (FSN). Le FDSN est créé fin avril 1992 après la scission du FSN, fin mars 1992.

³⁹³⁴ Eugen Mihaiescu, graphiste émigré aux États-Unis est le premier à fournir des dessins pour la revue. Et à partir de 1992, le graphiste Dan Perjovschi (22, 4, le 9 février 1990).

³⁹³⁵ Faisant référence au grand nombre de votes annulés.

³⁹³⁶ 22, 135, 1992.

³⁹³⁷ 22, 131, 1992.

³⁹³⁸ 22, 142, 143, 144, 1992.

³⁹³⁹ 22, 145, 1992.

³⁹⁴⁰ *Ibid.*

³⁹⁴¹ *Ibid.*

l'intention de son parti de coopter en tant que membre du gouvernement ou même comme chef de gouvernement des intellectuels de l'exil ou des personnes ayant une forte crédibilité, dans le pays ou à l'étranger, le nom le plus véhiculé étant celui de Mihai Botez. Le gouvernement aurait pu ainsi s'assurer le soutien de plusieurs forces politiques.

II. Institutions nouvelles fonctionnant auprès du GDS

A. Le sociologue entre profession et affiliation politique. Le Centre indépendant de sondages³⁹⁴²

La position occupée avant 1989 par **Pavel Campeanu**, connaisseur des mouvements « dissidents » communistes, le prédisposent à prétendre traiter d'une manière scientifique du pouvoir politique installé après les premières élections de 1990. Sa trajectoire le prédispose à se situer socialement et politiquement plus proche des politiques-intellectuels, comme Silviu Brucan, représentant du pouvoir communiste³⁹⁴³, dont il discute d'une manière critique tout en reconnaissant son « mérite incontestable » pendant le communisme, comme signataire de la « lettre des six ». Certains de nos interlocuteurs laissent entendre qu'entre ces deux il y a concurrence et qu'elle est manifeste à l'occasion des visites de Silviu Brucan au Groupe³⁹⁴⁴.

Si les voyages et les contacts à l'étranger lui permettent de définir les sujets qui se constituent après 1989 en préoccupations des politologues d'origine roumaine, il ne semble pas que ses études ont intéressé sociologues ou politistes³⁹⁴⁵. Les médias et le politique, deux espaces thématiques intéressant le plus des intellectuels du GDS (de toute profession et spécialité), constituent son espace de compétence. Compétences qui ne seront pas connues au-delà d'un public avisé et du public de 22 et qu'il ne partage pas à l'extérieur du GDS après 1989. Comme membre du GDS il se pose en expert au service du GDS et des forces politiques soutenues par celui-ci. Plusieurs membres fondateurs, les jeunes, vont être ses collaborateurs et ils vont prendre conseils auprès de lui. Il est parmi des plus impliqués dans l'activité éditoriale du GDS. Pendant la première décennie postcommuniste, il signe plusieurs ouvrages, qui ne seront publiés que dans les années 2000 chez Polirom d'Iasi, quelques années avant sa mort.

L'appartenance au GDS peut empiéter sur d'autres possibilités qui sont ouvertes pour certains intellectuels après 1989 ? Parlant de nouvelles spécialisations de l'après 1989, relevant de la communication (facultés de journalisme mais aussi celles de « communication et relations publiques ») et d'une ancienne discipline, la sociologie, un universitaire de la période postcommuniste, dans la nouvelle Faculté de journalisme, avoue son incompréhension quant à la non-intégration de **Pavel Campeanu** parmi les

³⁹⁴² 22, 68, 1991.

³⁹⁴³ **Pavel Campeanu**, « S'habituer et se déshabituer. FSN : la crise de la victoire », 22, 22, le 15 juin 1990, p. 20.

³⁹⁴⁴ Entretien avec **Stelian Tanase** (le 25 juillet 2010).

³⁹⁴⁵ Le tableau minutieux de ses relations avec les milieux scientifiques de l'étranger qu'il décrit dans la préface à la version roumaine de son livre paru aux États-Unis, témoigne de la signification donnée aux relations avec l'étranger, où les États-Unis et l'Occident reçoivent une forte valorisation (sur la trajectoire de **Pavel Campeanu**, voir premier chapitre).

spécialistes de la communication³⁹⁴⁶. Dans le cas de **Pavel Campeanu**, l'appartenance au GDS a-t-elle constitué une entrave à son intégration dans le corps professoral ? Un autre intellectuel (qui semble avoir une bonne connaissance de la situation de **Pavel Campeanu**, soit parce qu'il est proche du fils de **Pavel Campeanu**) soutient que ce dernier aurait été en porte-à-faux avec la position revendiquée par le GDS comme instance du pôle intellectuel de l'anticommunisme ou avec certains membres les plus notoires. La situation peu confortable dans laquelle se trouvait **Pavel Campeanu** dans le GDS aurait été due à sa position d'avant 1989. Quoique plusieurs le reconnaissent comme spécialiste des médias ou le considèrent en tant que sociologue, ce qui semble être au fondement de son intérêt pour le GDS c'est son analyse du système communiste. Il semble avoir été coopté dans le GDS, étant parmi les membres fondateurs, à l'initiative d'**Anca Oroveanu**, mais plusieurs des jeunes membres du GDS ont fait sa connaissance avant 1989, tels les jeunes sociologues. Son appartenance au Groupe est due à ses prises de positions critiques à l'égard du régime, des prises de position connues à l'étranger et seulement dans des cercles restreints en Roumanie.

De la manière dont **Pavel Campeanu** est perçu et accueilli dans le GDS, par plusieurs membres du GDS, notamment par ceux qui se font ses porte-parole, discute un autre membre fondateur en confirmant ce que laissent transparaître les articles publiés par certains de ses collègues en réponse à ses prises de position³⁹⁴⁷. Ses analyses du communisme ne sont même pas discutées dans 22, par contre elles intéressent les plus jeunes membres du GDS parmi ses membres fondateurs et non seulement les futurs spécialistes du communisme.

Alin Teodorescu déclare avoir conclu des contrats de recherche pour le GDS. Ces recherches visent le Centre indépendant d'études sociales et de sondages, plus souvent désigné le Centre indépendant de sondage (CIS), qu'il avait créé en février 1990 avec **Pavel Campeanu**. Fonctionnant comme « unité annexe » du Groupe, le CIS est présenté comme une de réalisations majeures du GDS³⁹⁴⁸. Selon **Gabriel Andreescu**, le centre initié par **Alin Teodorescu** fonctionne dans un premier temps d'une manière informelle, ensuite il sera organisé comme structure à part, fonctionnant sous la tutelle du GDS.

Le CIS devrait fournir de l'expertise pour le GDS mais aussi pour les institutions de l'Etat : le Ministère de la culture et la Télévision roumaine³⁹⁴⁹. Les études déroulées dans le cadre de ce centre qu'**Alin Teodorescu** désigne comme le « département de recherche » du GDS servent à offrir de l'expertise en concurrence avec les institutions de l'État, précisément avec l'Institut de recherche et de sondages de l'opinion publique (IRSOP), créé en 1990. Le CIS fait concurrence à IRSOP. **Pavel Campeanu** mentionne en 1992 que seuls les sondages produits par l'IRSOP sont rendus publics par la Télévision roumaine.

³⁹⁴⁶ Entretien consultatif avec Zoltan Rostas (le 30 janvier 2009).

³⁹⁴⁷ Selon d'autres témoignages, **Pavel Campeanu** semble avoir eu aussi des relations difficiles avec Silviu Brucan, ancien militant communiste et dissident de la dernière période communiste.

³⁹⁴⁸ 22, 100, 1991 et 160, 1993.

³⁹⁴⁹ 22, 160, 1993.

Le CIS recueille de l'information : les enquêtes faites auprès du public témoignent des préoccupations des intellectuels du GDS et de l'évolution du champ politique. **Pavel Campeanu** essaie de suivre dans le même temps les sujets qui s'imposent dans 22 : lorsque certains intellectuels semblent soutenir la monarchie comme forme étatique, il lance des questionnaires dans ce but.

Le Centre réalise des études à partir des sondages qui sont ensuite publiées sous la signature de **Pavel Campeanu** et plus rarement de Mihnea Berindei. Ces sondages ont été réalisés, selon les affirmations d'**Alin Teodorescu**, par correspondance³⁹⁵⁰, même si **Pavel Campeanu** mentionne des « centaines d'enquêteurs volontaires » ayant participé à la réalisation de ces sondages³⁹⁵¹. Les sondages d'opinion sont réalisés sur la base des questionnaires, un peu plus de mille exemplaires, envoyés par la poste (environ 1100 personnes participent à ces enquêtes)³⁹⁵². Certains seront utilisés par la suite lorsque **Pavel Campeanu** publie en son nom propre. Les premiers sondages sont réalisés en collaboration avec la Télévision roumaine pour laquelle **Pavel Campeanu** avait fourni bien avant 1989 ce même type d'expertise en collaboration avec l'Université de Cluj³⁹⁵³. À partir de 1992 surtout, la rédaction lance des questionnaires en attendant que les lecteurs de 22 y répondent³⁹⁵⁴. La rédaction semble avoir emprunté ce modèle puisqu'elle lance des questionnaires à ses lecteurs pour connaître leurs préférences : sujets et auteurs. Les interprétations de ces sondages sont publiées dans 22 et parfois sous format livre³⁹⁵⁵. Le GDS embauche un « sociologue spécialisé dans les sondages d'opinion³⁹⁵⁶ ».

Ces recherches prennent leur importance en regard des préoccupations principales du GDS surtout que certains membres participent aux élections de mai 1990 comme indépendants et ensuite en automne 1992 comme membres du Parti de l'Alliance civique (ils y participent aux élections parlementaires). Ce travail d'expertise vient à l'appui des intérêts politiques de membres du GDS. Les enquêtes se déroulent souvent en accord avec l'agenda qui se dessine dans 22.

Les sondages sont publiés et reçoivent des interprétations par **Pavel Campeanu**. Selon Michael Shafir, beaucoup ont été formés par **Pavel Campeanu** : « ils sont [...] les “fils” de **Pavel Campeanu**³⁹⁵⁷ ». Selon **Gabriel Andreescu**, **Alin Teodorescu** est directement impliqué dans les activités de ce petit centre de sondages siégeant dans le même bâtiment du GDS, chose attestée par ses témoignages ultérieurs ainsi

³⁹⁵⁰ Voir **Alin Teodorescu**, *Sociolog in viata cotidiana*, op. cit., p. 204 ; 22, 160, 1993.

³⁹⁵¹ 22, 4, le 9 février 1990. Le Groupe annonce son intention de réaliser des sondages « sur l'ensemble du territoire du pays » (dans la rubrique « Agenda », p. 2) ; 22, 12, le 6 avril 1990, p. 16.

³⁹⁵² *Polis*, 1, 4, 1994.

³⁹⁵³ **Pavel Campeanu**, « En dialogue avec l'opinion publique », 22, 12, le 6 avril 1990, p. 16. Travaillant avec Jan Popovici et Stefan Dumitrescu de la part de la Télévision roumaine, anciens collaborateurs de **Pavel Campeanu**. Voir aussi **Pavel Campeanu**, *Societatea sincretica*. 1980, op. cit., p. 11.

³⁹⁵⁴ Voir 22, 115, 1992.

³⁹⁵⁵ Un livre sur les événements de 13-15 juin 1990, le premier débarquement des mineurs à Bucarest, portant la signature de Mihnea Berindei.

³⁹⁵⁶ 22, 10, le 23 mars 1990.

³⁹⁵⁷ Entretien avec Michael Shafir, le 5 juin 2009.

que par un des membres cooptés dans la seconde partie des années 1990³⁹⁵⁸. Aux côtés de **Pavel Campeanu** et d'**Alin Teodorescu**, qui déclare avoir « merveilleusement travaillé avec **Pavel Campeanu**³⁹⁵⁹ », plusieurs membres du GDS ont participé à la création de ce centre fonctionnant auprès du GDS : **Calin Anastasiu**, **Mariana Celac**, **Thomas Kleininger** et un ancien collaborateur de **Pavel Campeanu** à la Télévision roumaine, **Stefan Dumitrescu**³⁹⁶⁰. **Thomas Kleininger** et **Mariana Celac** se succèdent à la direction du conseil d'administration du GDS, puisque **Alin Teodorescu** en est le premier président du conseil d'administration du GDS et ensuite le premier président de la filiale roumaine de la Fondation Soros. **Pavel Campeanu** est désigné comme directeur du CSI et **Calin Anastasiu** son directeur adjoint. Toutefois **Pavel Campeanu** est le seul à se présenter en tant que chercheur, sociologue de ce centre. **Calin Anastasiu**, chercheur à l'Académie roumaine, participe à l'élaboration des questionnaires. Plus tard certains de ceux qui participent à l'élaboration et au traitement des sondages menés dans le cadre du GDS se rejoignent à **Alin Teodorescu** pour créer le premier institut de sondages d'opinion comme entreprise privée.

L'indépendance de la télévision et son rôle dans la démocratie ainsi que le sondage d'opinion comme « institution de la démocratie moderne » sont deux sujets qui interviennent dans 22 tout au long de l'année 1990, presque à chaque numéro, et **Pavel Campeanu** s'en occupe et préoccupe³⁹⁶¹. Il s'attache à discuter des sujets qui le préoccupaient déjà depuis la période communiste, en traitant de la télévision et de l'opinion publique dans 22 : le rôle des débats télévisés dans les luttes politiques et l'élaboration des questionnaires, le traitement des informations recueillis dans les sondages d'opinion étant ses sujets privilégiés pendant l'année 1990. Ses préoccupations scientifiques dans le domaine de la sociologie continuent après 1989 sous l'autorité symbolique du GDS et se concrétisent par la constitution d'un centre « indépendant » de sondages, première tentative de libéralisation des entreprises qui se trouvaient jusqu'en 1989 sous le monopole de l'État :

« Le sondage d'opinion est une institution de la démocratie moderne. Il aspire à situer le dialogue social sur des fondements scientifiques. Rien de plus normal donc l'intention du Groupe pour le dialogue social de l'inclure parmi ses activités³⁹⁶² ».

Innovation au niveau des institutions, précédant à la constitution d'instituts de sondages dirigés par des sociologues de la jeune génération, il ne s'agit que de la continuation de l'activité menée avant 1989. Ce sont autant de préoccupations qui s'autorisent de sa longue expérience dans la télévision publique

³⁹⁵⁸ 22, 100, 1991 et 22, 123, 1992. Entretien avec Cristian Preda (le 16 février 2007).

³⁹⁵⁹ Correspondance avec **Alin Teodorescu** (les 28 août-3 septembre 2008).

³⁹⁶⁰ 22, 12, le 6 avril 1990 et 22, 160, 1993.

³⁹⁶¹ **Pavel Campeanu**, « Pour la liberté de la Télévision roumaine libre », 22, 4, 9 février, p. 16 ; Gheorghe Ceausescu (neveu d'**Alexandru Paleologu**), « La télévision et la pédagogie de la démocratie », *ibid.*, p. 16 ; Gheorghe Ceausescu, « De nouveau de la télévision et de l'éducation politique », 22, 12, le 6 avril 1990, p. 3 ; **Pavel Campeanu**, « En dialogue avec l'opinion publique », *ibid.*, le 6 avril 1990, p. 16 ; Stefana Steriade, « Télévision et démocratie », rubrique « Accents », 22, 47, le 7 décembre 1990, p. 4.

³⁹⁶² 22, 16, le 4 mai 1990, p. 23.

roumaine (depuis les années 1960 et jusqu'en 1980) et son activité scientifique comme doctorant et ensuite comme professeur associé dans les écoles de parti³⁹⁶³. De leur côté, **Alin Teodorescu** et **Calin Anastasiu**, jeunes chercheurs à l'Académie roumaine sont familiarisés avec ces techniques.

La manipulation du public par le biais des médias contrôlés par le pouvoir en place, et notamment par l'accès à la Télévision, apparaît comme question dans le discours des intellectuels à la suite de la déclaration concernant l'organisation du Front du salut national, pouvoir politique provisoire, en parti politique et sa participation aux premières élections³⁹⁶⁴. L'initiative de la constitution du Comité citoyen pour l'indépendance de la Radio et de la Télévision roumaine est annoncée dans 22 en février 1990. Le comité devrait réunir des représentants des institutions non gouvernementales et des partis politiques. Pour préparer la constitution de ce comité le GDS organise une rencontre au siège du Syndicat indépendant des chauffeurs³⁹⁶⁵. Le comité prend naissance en mars 1990, son président, Florin Gabriel Marculescu, journaliste de la période postcommuniste, à *Romania libera*, est coopté en janvier 1990³⁹⁶⁶. Certains membres du GDS démarrent l'élaboration d'un projet de loi sur l'audiovisuel dans les cadres de ce comité en prenant conseils auprès des intellectuels de l'exil³⁹⁶⁷.

Les premiers sondages concernent les préférences de l'électorat quelques mois avant les premières élections (à partir de mars et jusqu'en mai 1990). Il s'avère que les résultats de ces premiers sondages ne sont pas loin de ceux obtenus dans les premières élections. Toutefois les membres du GDS y compris ceux qui se décident de participer en tant qu'indépendants aux élections ne discutent ni des résultats de ces sondages ni de ceux obtenus au premier scrutin. Beaucoup plus tard, du seul ouvrage publié par **Alin Teodorescu**, résultat de ces expériences politiques d'avant 1989 mais aussi de la période postcommuniste comme tenant de la « société civile », où ses articles parus dans la presse de province sont accompagnés de mémoires, on apprend que :

« le premier sondage d'opinion véritablement sérieux est paru dans la revue 22 [...] il montrait clairement que 60% de la population désirait voter avec le FSN et 85% avec Ion Iliescu. La réaction de certains membres du GDS à cette époque-là [...] ils ont durement critiqué le bon professionnel qu'est **Pavel Campeanu**³⁹⁶⁸. »

Une autre série de textes publiés³⁹⁶⁹ entre février et août 1992 sur le comportement électoral préfigurent les résultats des élections de 1992. Les enquêtes portent sur les syndicats, la « classe ouvrière », le « conflit de la transition », les « négociations » (dans la pratique des politiques), « l'opinion publique :

³⁹⁶³ Pavel Campeanu, *Societatea sincretica 1980*, op. cit., pp. 7-17.

³⁹⁶⁴ 22, 5, le 16 février 1990, p. 2.

³⁹⁶⁵ 22, 5, 1990 et 22, 6, le 23 février 1990.

³⁹⁶⁶ Au mois de mai 1992, des informations sur sa « collaboration » avec la Securitate circulent. Dans 22 (n° 120), il reconnaît avoir signé un engagement avec la Securitate. À la suite de ce témoignage, il est contraint de se retirer du GDS. Il continue son activité de journaliste déjà consacré par et dans *Romania libera*.

³⁹⁶⁷ Monica Lovinescu, *Jurnal 1990-1993*, op. cit., p.

³⁹⁶⁸ **Alin Teodorescu**, *Sociolog in viata cotidiana*, op. cit., p. 204 (ce passage est partie d'un article publié en octobre 2000 dans *Gazeta de Sud*).

³⁹⁶⁹ 22, 107, 1991 ; 22, 110, 1992 ; 22, 111, 1992 ; 22, 119, 1992 ; 22, 120, 1992 ; 22, 121, 1992 ; 22, 123, 1992.

la diffusion de l'information », les salaires, « radicalisme ou modération ? », le recours à la grève, la « rationalité », la « responsabilité », la « crédibilité ». Les principales forces politiques étant le FDSN (au pouvoir) et la CDR (en opposition), les sondages s'intéressent au profil de leurs électors et aux potentielles « scissions » au sein de ces deux formations. Les sondages doivent servir surtout à ceux qui sont proches du GDS, aux membres du Parti de l'Alliance civique (PAC) dont certains sont des membres du GDS³⁹⁷⁰. Une des questions présentée aux lecteurs de 22 concerne la relation du PAC avec les partis politiques « historiques », le Parti national libéral et le Parti national paysan chrétien démocrate mais avec un intérêt particulier pour les relations de concurrence entre ces deux derniers³⁹⁷¹. Avant les élections de 1992, le débat au sein de l'opposition politique concerne la composition de la Convention démocratique comme alliance politique : « quelles formations considérez-vous comme étant nécessaires dans [la composition de] la Convention ?³⁹⁷² ». D'autres sondages réalisés³⁹⁷³ par le centre dirigé par **Pavel Campeanu** avec les deux sociologues, **Alin Teodorescu** et **Calin Anastasiu**, concernent soit des événements comme les conflits ethniques de Targu-Mures et les minériades soit les préférences des lecteurs de 22 et les goûts littéraires après 1989.

Alin Teodorescu intervient dans 22 avant les élections de 1992. Il s'agit d'un entretien réalisé par Gabriela Adamesteanu lors du congrès international sur « La presse de la transition et la transition de la presse » de mai 1992 où sont invités des intellectuels et des politiques roumains et étrangers. **Alin Teodorescu** discute des résultats des élections locales du février 1992 et parle, toujours sur la base des sondages, de la tendance à la disparition des petits partis politiques et la perte d'adhésion des « associations para-politiques³⁹⁷⁴ ». Les débats sinon les conflits au sein du rôle des partis politiques et des associations civiques rassemblés dans la CDR opposent à cette époque certains représentants de l'Alliance civique (AC) aux membres du Parti de l'Alliance civique (PAC), intellectuels du GDS. **Alin Teodorescu** n'intègre ni l'AC ni le PAC, mais il est plus proche du parti que de l'Alliance par le choix fait notamment par ses amis, **Calin Anastasiu** et **Stelian Tanase**. Selon ses témoignages plus récents, lors de la constitution de l'AC ainsi qu'au moment de la création du PAC, en août 1991, il n'était pas en Roumanie. À cette époque-là, lorsque ses amis soutenaient la création du parti de l'Alliance civique, il n'était pas intéressé à « entrer en politique », il considérait la « politique comme une occupation inappropriée ». Mais en 2008, en tant que « politique élu », il évalue son refus du politique comme une erreur :

« je me trompais mais c'est comme ça que je pensais alors...³⁹⁷⁵ ».

³⁹⁷⁰ 22, 121, 1992. Même si le parti de l'Alliance civique est né au sein de l'Alliance civique.

³⁹⁷¹ 22, 124, 1992.

³⁹⁷² 22, 117, 1992.

³⁹⁷³ 22, 110, 1992.

³⁹⁷⁴ 22, 123, 1992.

³⁹⁷⁵ Correspondance avec **Alin Teodorescu** (les 28 août-3 septembre 2008).

Ce témoignage est fait au moment où il est entré en politique, dans un premier temps comme conseiller du premier ministre (en 2004 à la proposition d'Adrian Nastase, chef du gouvernement et du PSD dont le candidat aux élections présidentielles, Ion Iliescu, avait gagné les élections) et ensuite, après les élections de 2004, comme « politicien élu » sur les listes du même parti³⁹⁷⁶. Février 1992, après les premières élections locales, un sondage sur l'opinion publique, centré sur la télévision et sur l'implication des citoyens dans la vie locale (localité, département), sur le portrait-type du maire préféré. Dans une note qui précède son texte, **Pavel Campeanu** mentionne la diffusion des résultats de ce sondage auprès des médias proches du GDS, le journal *Romania libera*, des médias étrangers, la Radio « Free Europe », la BBC et des observateurs étrangers pour les élections³⁹⁷⁷.

Le CSI produit de l'expertise pour les politiques en opposition. En mars 1992 sont publiés une étude sur les résultats des élections locales³⁹⁷⁸ et un autre sondage pour évaluer les opinions sur les élections électorales. En avril 1992 est présenté un autre sondage sur les syndicats³⁹⁷⁹ (1049 sujets interrogés). En avril 1992 le périodique du GDS publie un questionnaire³⁹⁸⁰, en demandant à ses lecteurs de répondre à des questions concernant l'organisation des élections (présidentielles et parlementaires en même temps ou séparément), le candidat aux élections présidentielles et les « formations politiques qui devraient faire partie de la CDR ». Le CSI se propose de fournir des informations en parallèle aux informations recueillis par les partis politiques qui semblent hésiter à s'intégrer dans la CDR en vue des élections. Au moment du lancement de cette enquête les discussions sur la composition de la CDR ne sont pas conclues, le PNL est présenté dans 22 avec les diverses opinions concernant sa politique à venir. La liste des personnes proposées dans ce questionnaire témoigne de l'état d'indécision au sein de la CDR concernant son candidat. Et d'ailleurs les discussions au sein de la CDR démarrent peu avant les élections. À part les leaders des partis politiques, d'autres potentiels candidats sont mentionnés dont **Andrei Plesu**. Le questionnaire présente la variante d'« un inconnu proposé par la CDR » et celle d'« un inconnu proposé par le FSN (aile Roman – l'aile 22 Décembre) ». Les partis politiques mentionnés pour faire partie de la CDR sont : PAC, PNTCD, PSDR, PNL, UDMR, PNL-AT, MER. Dans la rubrique « Sondage d'opinion » sous l'intitulé « La vie politique de l'électorat », **Pavel Campeanu** traite du « FSN, une convention, une scission, un conflit³⁹⁸¹ ». Sa troisième série de cette étude, toujours à partir des sondages, concerne « les élections et le Parti de l'Alliance civique³⁹⁸² ».

³⁹⁷⁶ Ibid.

³⁹⁷⁷ 22, 107 et 108, 1991.

³⁹⁷⁸ 22, 111, 1992

³⁹⁷⁹ 22, 115, 1992 et 22, 116, 1992

³⁹⁸⁰ 22, 114, 1992 ; 22, 115, 1992 ; 22, 116, 1992.

³⁹⁸¹ 22, 119, 1992 et 22, 120, 1992.

³⁹⁸² 22, 121, 1992.

B. Les médias et le « Groupe » audiovisuel du Groupe de dialogue social

Il y a un sujet dont on pourrait dire qu'il préoccupe tous les membres du GDS, à quelques exceptions près (**Gabriel Andreescu, Sorin Vieru**). Les médias, presse écrite et télévision, ainsi que les nouvelles technologies de la communication (blogs et sites web personnels) intéressent beaucoup de représentants des professions littéraires (écrivains, essayistes) mais aussi des disciplines des sciences humaines et sociales (philosophes universitaires et sociologues). Si on s'attache à parler des membres du GDS seuls³⁹⁸³, l'intérêt pour les médias prendra différentes formes car ils peuvent fréquenter mais aussi pratiquer le journalisme non seulement dans la presse écrite mais aussi de télévision, ils peuvent se donner comme but de faire leur analyse à des buts surtout politiques ou bien les représenter (comme responsables des institutions médiatiques). Les écrivains, auteurs de fiction de la période communiste, et futurs auteurs d'études en sciences humaines (après 1989), semblent plus enclins à se professionnaliser dans le domaine des médias (**Stelian Tanase** et Bogdan Ghiu).

L'emprise des médias dans les milieux intellectuels après 1989 devrait être regardée dans la continuation de l'événement marquant la chute du régime communiste et le passage au régime démocratique, à savoir la publicisation des manifestations de rue, de la disparition du pouvoir et de l'installation d'un nouveau pouvoir, représentants de la « révolution roumaine », par la télévision. Mais aussi dans la continuation de l'appel fait à la presse étrangère (la Radio « Free Europe », la BBC, la Voix de l'Amérique et la presse écrite française) pour critiquer le régime de Ceausescu. Au regard des pratiques intellectuelles d'avant 1989, l'intérêt porté aux médias ne peut surprendre compte tenu du journalisme pratiqué par des intellectuels ayant obtenu leur consécration sous le communisme et par des impétrants de la dernière période communiste dans la presse communiste estudiantine.

L'intérêt porté aux médias mais aussi la rencontre entre la politique, les médias et les arts du spectacle contribuent à la construction et à la diffusion d'un courant intellectuel dominant après 1989, « l'anticommunisme ».

En mentionnant les mécontentements des intellectuels du GDS quant à leur accès limité à la télévision publique, Monica Lovinescu notait dans son journal qu'un accès plus large pour les membres du GDS à la télévision publique devrait permettre au Groupe de conquérir un public plus large. Dès janvier 1990 les intellectuels se préoccupent de la diffusion de leurs messages par le biais de la télévision. Des réponses aux lecteurs de 22 que la rédaction publie en 1991, on apprend que les lecteurs déplorent l'absence des textes signés par certains membres les plus notoires du GDS, dont **Gabriel Liiceanu**, qui ne publie que

³⁹⁸³ En parlant des analyses du communisme et en s'intéressant à des analyses de la période communiste autres que celles portant la signature des membres du GDS (fondateurs ou futurs), nous présenterons aussi une analyse du communisme de la dernière période (dans les années 1980) qui porte une attention particulière à la télévision, analyse qui ne fera pas l'objet d'aucune critique en contraste avec l'intérêt porté à son auteur, qui est fait objet de plusieurs critiques (Ion Ianoși, *Eu – si el. Inseamnă subiective despre Ceausescu (din ciclul "Moralități")* [Moi – et lui. Des notations subjectives sur Ceausescu (du cycle « Moralités »)], Cluj, Dacia, coll. « Remember », « Littérature et totalitarisme », 2003).

rarement des textes dans 22³⁹⁸⁴. Selon **Stelian Tanase** la rareté des textes de **Gabriel Liiceanu** constitue sa « stratégie [...], publier rarement, réaliser des coups d'éclat médiatiques ». Certains intellectuels, témoins de l'époque, mentionnent que **Gabriel Liiceanu** diffusait ses prises de position en accédant à la télévision. D'autres intellectuels, comme **Gabriel Andreescu**, nie pourtant ce fait³⁹⁸⁵. **Gabriel Liiceanu** et **Andrei Plesu** participent à des émissions de télévision étrangères. Leurs présences à la télévision et notamment celle de **Gabriel Liiceanu** sur la chaîne publique sont présentées dans 22³⁹⁸⁶.

À l'ère de la démocratisation, dans leur désir d'influer sur les choses politiques, ils sont soucieux d'accéder aux médias. L'emprise des idées qu'ils promeuvent est mesurée par l'organisation des consultations de l'« opinion publique ». Les médias sont investis d'un rôle dans le processus de démocratisation.

Quelques mois après sa nomination (le 9 février 1990) à la direction de la télévision publique, Razvan Theodorescu est invité par le groupe³⁹⁸⁷. Les participants à ce dialogue sont : Ana Blandiana, **Stelian Tanase**, **Dan Oprescu**, **Calin Anastasiu**, Sorin Marculescu, **Radu Popa**, Florin Gabriel Marculescu, Sorin Dumitrescu. Razvan Theodorescu est présenté dans 22 en tant qu'« historien notoire », sa nomination (le 12 février 1990) comme responsable de la radio et de la télévision publiques est vue initialement comme la garantie de la neutralité politique des médias publics. La nomination de Razvan Theodorescu devrait s'accorder aux souhaits des membres du GDS :

« un homme de culture avec une capacité spéciale d'organiser [...] un ancien dissident qui continue à se situer hors des partis politiques et des passions politiques, tout en restant actif dans la vie sociale. Bref : une personnalité indépendante³⁹⁸⁸ ».

Toutefois le GDS critique l'activité de Razvan Theodorescu. Les revendications des membres du GDS à représenter l'« opinion publique » constituent la base de leur critique à l'égard des opinions diffusées par la télévision publique. Ana Blandiana pense que les participants aux manifestations de rue sont « la seule force légitime, ceux qui ont fait la révolution ». **Dan Oprescu** pense que dans les conditions d'un « analphabétisme politique » la télévision forme l'opinion publique ou elle y contribue largement. **Stelian Tanase** soutient l'obligation du responsable de la télévision à fournir « une information exacte, correcte, objective, indifféremment » des événements. Razvan Theodorescu répond aux critiques formulées par Sorin Dumitrescu quant au choix de la télévision publique pour la diffusion des matériaux de **Gabriel Liiceanu** à des horaires inappropriés :

³⁹⁸⁴ 22, 106, 1991 et 22, 107, 1991.

³⁹⁸⁵ Entretien avec **Gabriel Andreescu** (le 15 septembre 2009).

³⁹⁸⁶ Rappelons que des plus notoires des membres du GDS se sont fait connaître à l'ensemble de l'espace intellectuel avant 1989 en portant témoignages de leur formation sous l'autorité du philosophe Constantin Noica. Liiceanu étant l'auteur d'un des plus discutés volumes publiés dans les années 1980, *Le Journal de Paltinis*. Alors que son ami, Andrei Plesu, avait eu accès à la télévision avant 1989 comme critique de l'art.

³⁹⁸⁷ Razvan Theodorescu, « Vous avez le droit de penser que cela a été une manipulation, mais moi je vous dis que cela n'a pas été le cas », rubrique « En dialogue », 13, le 13 avril 1990, pp. 2-3.

³⁹⁸⁸ 22, 6, le 23 février 1990.

« c'est un texte culturel. C'est un texte d'orientation culturelle, ce n'est pas le texte d'un homme politique³⁹⁸⁹ ».

À son tour, Razvan Theodorescu reproche au GDS sa prétention à s'ériger en représentant de l'opinion publique :

« vous n'êtes qu'une petite partie de cette compliquée opinion publique, où moi-même je m'en retrouve ; si on se fait l'illusion que nous exprimons le peuple, on se trompe. Nous n'exprimons qu'un groupe social-culturel [...] soyez rassurés, je prends note des conseils offerts aussi par d'autres [...] Vatra Romaneasca a protesté contre mon dialogue avec le GDS ; je leur ai dit qu'il n'y a pas de raisons qu'il proteste. Le GDS est un groupe, j'irai aussi à Vatra Romaneasca, qui est un autre groupe ».

Sorin Marculescu³⁹⁹⁰ lui répond, soutenant qu'

« en dépit de la désagrégation en partis et en petits partis, etc., il y a un facteur homogène grâce auquel vous ne pouvez plus dire que nous nous érigeons en une opinion généralisée : le peuple roumain tout entier (à l'exception des canailles) est anticomuniste ».

Florin Gabriel Marculescu critique la revendication du président de la télévision publique du droit de proposer son option propre à l'ensemble du public surtout que Razvan Theodorescu témoigne de ses opinions favorables à l'égard d'Ion Iliescu :

« vous sous-estimez nos opinions, mais vous vous réservez le droit d'imposer votre opinion. D'une seule personne ».

Les membres du GDS discutent aussi des critères de sélection du personnel, mettant l'accent sur la morale. En tant que responsable de cette institution, Razvan Theodorescu s'occupe de la remise des licences pour des postes de télévision privés. Razvan Theodorescu pense que les critiques dont son activité fait l'objet participent de la tendance généralisée vers la contestation, faisant référence aux critiques adressées à des membres du gouvernement, dont un membre du GDS, **Andrei Plesu** :

« au Ministère de la Culture, au Ministère de l'Enseignement, à la Radio-Télévision [...] tout cela rend compte du besoin de contester. Et vous aussi vous contester, et moi je vous comprends ».

Au moment où les débats parlementaires autour du projet de Constitution débutaient, Doru Cosma, universitaire à la Faculté de droit de l'Université de Bucarest, traite en mars 1991 dans deux numéros successifs du projet de la loi sur l'audiovisuel qui est préparé pour être soumis au débat du Parlement³⁹⁹¹. Ces textes suivent à sa présentation faite devant des membres du GDS le 10 janvier 1991³⁹⁹², reprise dans 22. À la faveur des informations auxquelles il a pu avoir accès « par des voies plus ou moins officielles », comme il le témoigne, ce projet qui, selon lui, ne devrait pas précéder à une loi qui concerne un droit fondamental du citoyen, à savoir « le droit à l'obtention et à la communication de l'information », droit « à valeur constitutionnelle³⁹⁹³ ». De plus, cette loi devrait être présentée après l'adoption de la loi de la presse ou dans le même temps pour constituer un cadre législatif « unitaire ». Les critiques du projet de loi sont

³⁹⁸⁹ *Ibid.*

³⁹⁹⁰ Celui-là étant parmi les plus fervents tenants de la « résistance par la culture », de l'esthétisme (cf. Monica Lovinescu, *Jurnal 1990-1993, op. cit.*, p. 85).

³⁹⁹¹ Alors qu'une loi de l'audiovisuel ne sera adoptée qu'en mai 1992.

³⁹⁹² 22, 53, 1991.

³⁹⁹³ Ces droits seront mentionnés dans le projet pour lequel il collabore avec Valeriu Stoica dans le cadre de l'AC. 22, 64, 1991.

faites à partir d'une comparaison avec des normes internationales concernant les droits de l'homme (la Déclaration universelle et la Convention européenne des droits de l'homme), les erreurs et l'absence de certains aspects ou bien les formules inadéquates, peu claires, sont soulignées pour montrer « la hâte et la superficialité » de ce projet. Ce qui n'empêche de souligner le mérite de la loi qui est préparée, à savoir l'inscription de certains « droits de la personnalité comme celles concernant la vie privée de la personne et l'image propre³⁹⁹⁴ ». La discussion sur le projet de la loi de l'audiovisuel ne semble être qu'un prétexte car son deuxième texte atteste des préoccupations du GDS. Dans cet article, Doru Cosma discute d'une manière appliquée des dispositions de ce projet concernant la création du Conseil national de l'audiovisuel, ses attributions et des institutions ayant le pouvoir de participer au recrutement de ses membres. Selon l'auteur, le gouvernement, initiateur de ce projet, « poursuit la transformation de son monopole de fait [...] sur la Radiotélévision dans un monopole de droit ». Il critique tant la durée des mandats (entre six et huit ans) qui amène, selon lui, à la « survie dans le domaine de l'audiovisuel du parti de gouvernement » :

« Il ne nous semble pas normal que dans un État qui se veut démocratique l'organisme suprême de l'audiovisuel reste “infiltré” sinon dominé à long terme des “gens de confiance” du parti de gouvernement où les positions-clé continuent d'être détenues par des anciens activistes notoires [activisti de frunte] du PCR et des gens de la Securitate ou leurs successeurs [odrasle] (spirituels ou... naturels)³⁹⁹⁵. »

Doru Cosma mentionne les « études de droit comparé » (des pays « démocratiques comme la France, l'Italie, la Grande Bretagne et les États-Unis ») qui avaient été, d'après ses opinions, à la base de ce projet, et critique les emprunts imparfaits de ce qui lui semble être le principal repère de cette loi, la France. Il critique la transposition déformée de la « loi “inspiratrice” », la loi française de 1986, soulignant l'« originalité » de la loi roumaine. Le projet roumain prévoyait la nomination de trois membres par chacune des chambres du Parlement, trois autres par le président mais aussi trois membres par le gouvernement, ce qui n'était pas le cas dans la loi française, mais un seul membre nommé à la proposition de l'Académie, par rapport à la composition de la Commission nationale des communications et des libertés qui incluait sept membres « des forums judiciaires de la France (le Conseil de l'État, la Cour de cassation, la Cour des comptes), du secteur de l'audiovisuel, du secteur de la presse écrite et enfin de l'Académie française ». Il soutient l'inclusion des membres de la « haute magistrature et parmi les professionnels directement intéressés » ceux qui selon le titre qu'il donne à son article sont les « marginaux du projet de la loi de l'audiovisuel » dans sa version roumaine. De plus, les prérogatives données à cette instance, établir des « normes obligatoires » et pouvoir procéder à la suspension des autorisations d'émission pour des postes de radio ou de télévision, dépassent, selon Doru Cosma, celles d'une structure administrative comme dans le cas des « pays démocratiques », qui relèvent de la compétence du Parlement. Toujours en s'appuyant sur une comparaison avec la législation des autres pays, notamment la France, mais aussi la Grande-Bretagne

³⁹⁹⁴ 22, 57, 1991.

³⁹⁹⁵ 22, 58, 1991.

et les États-Unis, sous l'intitulé « le droit à l'antenne », Doru Cosma traite de l'accès des partis politiques aux médias selon le projet préparé par le gouvernement³⁹⁹⁶.

La loi de l'audiovisuel n'est adoptée qu'en mai 1992. La loi établit la constitution du Conseil national de l'audiovisuel (CNA) comme structure autonome qui est chargée de délivrer les autorisations pour les postes de télévision, comme garant de la défense des normes établies par la loi dans ce domaine. Le CNA commence son activité en juillet 1992 ayant comme premier but de veiller à la publicité correcte de la campagne électorale. La revue 22 publie un entretien avec Horea Murgu sous le titre « Un membre GDS dans le Conseil national de l'audiovisuel »³⁹⁹⁷, poste obtenu à la proposition du gouvernement³⁹⁹⁸.

Alin Teodorescu témoigne avoir imaginé le GDS comme « un très fort groupe de médias et de communication publique », projet qui s'accorde avec les souhaits de la majorité de ses membres en fin 1989 : faire entendre leur voix, influencer sur le pouvoir, contribuer au processus de démocratisation à la faveur du capital symbolique accumulé avant 1989. En président et ensuite vice-président du GDS tout au long de l'année 1990 et responsable de la Fondation Soros de Roumanie, il contribue à développer les activités du GDS :

« quand j'étais à la direction du GDS j'ai essayé de diversifier les activités du GDS parce que je me suis rendu compte que tous les membres du GDS ne peuvent et ne veulent pas écrire. J'ai conclu des contrats de recherche, j'ai amené un studio vidéo et audio professionnel, j'ai créé un petit département de recherche de l'opinion publique, j'ai fait publier un volume concernant les événements de 13-15 juin 1990, j'ai formé une unité pour le traitement des textes et je cherchais même des fonds pour une petite typographie³⁹⁹⁹. »

Discutant toujours de son activité en tant que président du GDS, **Alin Teodorescu** déclare avoir « apporté un studio vidéo et audio professionnel » sans préciser comment cet appareillage est entré dans la possession du GDS. Toutes ces initiatives sont pourtant dues à l'appui reçu de George Soros par des relais divers et à la position d'**Alin Teodorescu** comme président de la future filiale roumaine de la fondation dirigée par Soros. Le studio vidéo a été fourni par North-Eastern Institute de la part de la fondation National Endowment for Democracy au GDS en mars 1990. Mais en 1991 dans une note de la rédaction après un scandale concernant le Parti national libéral (PNL), le GDS nie ce financement. Ce même studio vidéo a permis la diffusion des matériaux sur les moments politiques les plus significatifs qui ont eu lieu après 1989 :

« le studio vidéo du GDS a réalisé dans la période 1990-1991 une riche vidéothèque, a offert assistance à certaines associations et institutions du pays et de l'étranger, il a été pratiquement, le créateur du folklore vidéo postrévolutionnaire⁴⁰⁰⁰. »

³⁹⁹⁶ 22, 60, 1991.

³⁹⁹⁷ 22, 131, août 1992, p. 11.

³⁹⁹⁸ <http://arhiva.cna.ro/desprecna/arhiva.html>

³⁹⁹⁹ Correspondance avec **Alin Teodorescu** (les 28 août-3 septembre 2008).

⁴⁰⁰⁰ 22, 81, août 1991.

Le Studio audiovisuel prend naissance parce qu'**Alin Teodorescu**, qui s'est laissé convaincu (par ces spécialistes de l'audiovisuel) de l'importance d'une telle structure médiatique, d'un autre type que 22, « un studio de production vidéo », obtient l'appareillage nécessaire par donation de l'étranger. Au printemps de 1990 il part aux États-Unis et en moins de deux mois, le GDS reçoit presque tout l'équipement que le studio utilise durant sa première année d'activité. En juin 1990, le Studio est mis en place :

« avec nonchalance j'ai demandé au National Institute of Democracy un studio vidéo. Trois semaines plus tard, je suis revenu [en Roumanie] et deux semaines après ce studio vidéo est arrivé [...] Avec cet équipement un autre est arrivé [...] qui a été offert à deux autres institutions, la Ligue des étudiants et le Groupe indépendant de démocratie, si je ne me trompe pas, ou l'Association "21 Décembre". Ce dernier équipement a eu un destin qui nous montre ce qui aurait pu arriver ici aussi, il est disparu purement et simplement. Miniers ou non, barbares ou non, mais cet équipement-là est disparu. Rien n'a été produit. Neuf mois après l'arrivée de l'équipement, ici il y a une équipe. »

Le Studio audiovisuel se présente comme « annexe du Groupe pour le dialogue social » mentionnant la diversité de ceux qui y travaillent et le dialogue qui les caractérise :

« même si nous sommes très divers, nous nous entendons très bien [...] Si vous saviez le dialogue qui se développe ici. »

Le Studio audiovisuel se présente aussi comme le « Groupe audiovisuel du Groupe pour le dialogue social » et il est considéré comme constituant « probablement le noyau le plus homogène parmi les noyaux du Groupe pour le dialogue social⁴⁰⁰¹ ». D'autres encore parmi ceux qui le composent le présentent comme le « cinéclub du Groupe pour le dialogue social à prétentions professionnelles ».

Les membres du « Studio audiovisuel du Groupe pour le dialogue social » sont présentés dans le numéro qui suit le propos de Doru Cosma sur le projet d'une loi de l'audiovisuel et se présentent comme le « Groupe audiovisuel du Groupe pour le dialogue social⁴⁰⁰² ». Avant que le Studio audiovisuel soit constitué et qu'il fonctionne, des cinéastes se rapprochent du GDS. Ils font partie de l'entourage du GDS. Le premier à intégrer (le 15 mai 1990) cette nouvelle structure du GDS, en train de se constituer, est Mihai Gheorghiu. Les membres de cette équipe sont des cinéastes et ont obtenu leur consécration avant 1989. Vivi Dragan Vasile, Vlad Paunescu, Horea Murgu et Sorin Iliesiu ont travaillé dans le Studio Buftea. Trois parmi ceux qui travaillent dans le Studio audiovisuel du GDS sont devenus membres du GDS en octobre 1990, ils sont des premiers à s'occuper du studio, en ordre de la hiérarchie, il s'agit de : Horea Murgu (président du Studio audiovisuel du GDS), Vivi Dragan Vasile et Sorin Iliesiu. Ce dernier se présente plus tard comme cofondateur du « premier studio vidéo indépendant fondé en 1990 par le GDS » appelé par celui-là sous le nom de « Vidéo GDS » ou de « Vidéo Dialogue »⁴⁰⁰³. Stere Gulea intègre lui aussi le GDS en octobre 1990.

⁴⁰⁰¹ Selon le premier président du conseil d'administration du GDS, **Alin Teodorescu** (22, 59, 1991).

⁴⁰⁰² Les deux pages qui les présentent sont réalisées par Rodica Palade. 22, 59, 1991.

⁴⁰⁰³ Autoprésentation qu'on retrouve sur le site de l'administration présidentielle (fin de 2006). Sorin Iliesiu est à cette date-là membre de la commission présidentielle pour « l'analyse de la dictature communiste », constituée en avril 2006, aux côtés d'autres membres du GDS ou des collaborateurs de 22.

Stere Gulea, né en 1943, dans une localité rurale du département Constanta, est un des metteurs en scène et scénaristes roumains les plus connus. Il a fait des études de philologie à Constanta et, par la suite, des études de théâtre et de cinéma à Bucarest. Il fut rédacteur au Studio cinématographique de Bucarest. Son premier film est un film documentaire fait en équipe, le « film d'une promotion », et il s'occupa de la production de ce film. Il fut assistant pour la mise en scène d'un film, *Tatal risipitor* (1974), une adaptation cinématographique d'une nouvelle d'Eugen Barbu. La même année, il réalisa un court métrage pour la télévision (dans une émission d'histoire littéraire, « Bibliothèque pour tous »), d'après les œuvres de Mateiu Caragiale. Son film *Iarba verde de acasa* (1978), d'après le scénario de Sorin Titel, subit la censure⁴⁰⁰⁴. Il réalisa un autre film, *Castelul din Carpati* (1981), présentant une histoire d'amour, inspirée du roman de Jules Verne, *Le Château des Carpathes*. Il écrit le scénario de son film suivant, *Ochi de urs* (1983), une adaptation de la nouvelle de Mihai Sadoveanu. En 1987-1988, il réalisa son film le plus connu, *Morometii*, et écrit le scénario de ce film, transposition cinématographique du roman de Marin Preda. L'image de ce film porte la signature de Vivi Dragan Vasile. Lors de la réalisation de ce film, il se confronta aux mesures de contrôle de la production culturelles et artistiques prises par le régime, étant « sauvé » par l'attention portée par Elena Ceausescu à ce film⁴⁰⁰⁵.

Vivi Dragan Vasile (né en 1947 à Bucarest) fut directeur de l'image pour huit films dans les années 1970 et pour seize films dans les années 1980. Il collabora à plusieurs reprises avec Stere Gulea.

Horea Murgu (né en 1949) ayant une formation en physique, il travailla comme ingénieur, spécialiste du son, dans le studio Buftea.

Sorin Iliesiu (né en 1955) fut directeur de l'image au studio cinématographique Bucarest entre 1979 et 1990, réalisa l'image pour dix films, et membre de l'Union des cinéastes de Roumanie.

Le premier film réalisé par Stere Gulea avec Sorin Iliesiu et Vivi Dragan Vasile est un documentaire sur la *Place de l'Université*, produit par le Studio de création du Ministère de la Culture, présenté en 1991, primé en 1992 par l'Union des cinéastes.

Stere Gulea travaille avec des acteurs connus. Il déclare ne pas avoir des préférences pour certains auteurs. Mais à deux reprises, Stere Gulea choisit l'actrice Oana Pellea⁴⁰⁰⁶ et à deux autres reprises Luminița Gheorghiu⁴⁰⁰⁷. Stere Gulea est aussi scénariste : le scénario du film *Vulpe-Vinator* [Renard-Chasseur] (1993), transposition cinématographique du roman de Herta Müller, *Inca de pe atunci vulpea era vanatorul* [*Der Fuchs war damals schon der Jäger*]. Son film *Stare de fapt* [Etat de fait]⁴⁰⁰⁸ (1995-1996), avec un scénario signé par Sorin Titel, dont le directeur d'image est Vivi Dragan Vasile et le directeur de son est Horea Murgu, présente une histoire qui se déroule les derniers jours du régime communiste sur « l'abus du pouvoir » et les « humiliations » subies par un « témoin ». Ses deux films suivants nous présentent la société postcommuniste : la série de télévision réalisée avec Alexandra Gulea, *Hacker* en 2003⁴⁰⁰⁹ et *Week-end cu mama* en 2009⁴⁰¹⁰. En 2013, Stere Gulea réalise et cosigne avec le jeune écrivain Lucian Dan Teodorovici le scénario du film *Sunt o baba comunista* [Je suis une vieille communiste]⁴⁰¹¹, transposition cinématographique du

⁴⁰⁰⁴ Svetlana Cârstea, entretien avec Stere Gulea, „Am ramas in continuare atasat, din pacate, unui cinematograf elitist”, *Observator cultural*, 76, 2001 http://www.observatorcultural.ro/Am-ramas-in-continutare-atasat-din-pacate-unui-cinematograf-elitist.-Interviu-cu-Stere-GULEA*articleID_1690-articles_details.html

⁴⁰⁰⁵ Comme il le déclare aussi le 11 avril 2014, lors de son intervention dans la « série des débats avec et sur les écrivains roumains », organisée dans le cadre de l'IICCMER.

⁴⁰⁰⁶ Dans *Vulpe-vinator* et dans *Stare de fapt*.

⁴⁰⁰⁷ Dans *Morometii* et dans *Sunt o baba comunista*.

⁴⁰⁰⁸ Le film a été produit par le Studio 4 Cinerom et par le Studio de création cinématographique du Ministère de la Culture (dirigé par Lucian Pintilie) et par Filmex, avec l'appui de plusieurs institutions politiques et cinématographiques.

⁴⁰⁰⁹ Série produite par TVR Cinema et Europolis Film.

⁴⁰¹⁰ Produit et diffusé par MediaPro.

⁴⁰¹¹ Produit et diffusé par MediaPro.

roman de Dan Lungu, publié en 2007 et traduit en français l'année suivante (*Je suis une vieille coco !*, Chambon Jacqueline, « Metro », 2008). À cette occasion, il collabore de nouveau avec Vivi Dragan Vasile et avec l'interprète Luminita Gheorghiu.

Après 1989, tous n'ont plus fait des films artistiques, chose que certains disent le regretter :

« C'est pour la première fois pour moi lorsque, durant une année, je n'ai fait aucun film », dit Vivi Dragan Vasile, exprimant à la fois son espérance qu'il puisse revenir un jour à son « premier amour », le film artistique.

Ils réalisent des films non-artistiques, le genre abordé étant le documentaire. Dans leur majorité ce sont des films à sujets politiques. Les messages transmis correspondent aux opinions produites par le GDS et aux sujets qui préoccupent la plupart de ses membres lorsque leurs productions ne supposent pas de faire connaître par d'autres moyens des membres du GDS. Parmi les films les plus connus, réalisés par le studio audiovisuel du GDS :

Révolution ?

Le vol des élections

Le film des hooligans de la Place de l'Université

Épilogue 13-15 juin 1990

Démocratie originale

Le Roi Michel Ier de Roumanie

etc.

Plutôt connus en référence à leurs auteurs qu'au Studio du GDS, leurs films les plus connus, diffusés souvent par la télévision publique, par des télévisions privées ou par des institutions culturelles, portent sur les manifestations de rue de l'année 1990 mais aussi sur des intellectuels roumains de l'exil parisien, deux films présentant Emil Cioran et Eugène Ionesco. Ces derniers films sont réalisés par ceux qui intègrent le GDS en 1990 avec la collaboration de **Gabriel Liiceanu**.

N'étant pas intégrés dans un « système de production » ils utilisent la liberté pour expérimenter. Ils parlent de leurs activités en soulignant qu'ils disposent d'une grande liberté de choisir parmi les projets qu'on leur présente, « ces activités déployées de bon gré et sans obligation ». Mais ils travaillent aussi sur commandes pour compléter les fonds obtenus à travers les diverses donations en provenance de l'étranger. Plusieurs de ces productions vont à l'étranger. Un film au sujet des enfants aveugles et un autre au sujet des enfants orphelins sont réalisés à la commande d'une association civique, productions qui vont circuler à l'étranger :

« Nous avons fait aussi d'autres genres [...] si on veut penser dans un schéma d'un poste de télévision, si on excepte la rubrique sport, nous avons fait tout. Des films folkloriques, des films sur les tsiganes [...] films sur Maramures, films sur les églises, films sur les musées d'arts, films publicitaires, sur le tourisme [...] Bien sûr, 90% de ces films ont été produits sans être payés [...] Nous avons fait des films toujours comme ça “Allons faire un film de ça !”. À un moment

donné, l'occasion s'est portée pour que quelqu'un puisse les valoriser et comme ça nous avons pu obtenir quelque argent⁴⁰¹². »

Certaines productions passent aux télévisions publiques de l'étranger (en France, aux Pays Bas, en Allemagne)⁴⁰¹³. Certains films sont diffusés lors des festivals européens, mais beaucoup circulent en dehors des cadres officiels, de personne à personne, leurs films sont connus et à l'étranger, et surtout dans les milieux des exilés roumains :

« notre présence aux télévisions étrangères est beaucoup plus importante quantitativement que la présence à la télévision publique, à part les télévisions indépendantes, territoriales⁴⁰¹⁴. »

Ils collaborent avec certaines télévisions privées locales⁴⁰¹⁵ mais aussi avec la première télévision privée apparue en Roumanie, SOTI, créée à Bucarest, pour laquelle le Studio audiovisuel est le « principal producteur de programme ».

Pour la réalisation de leurs enregistrements ils ont bénéficié parfois de l'aide qu'ils ont sollicitée et que leur accordent leurs anciens collègues (du studio Buftea). Et ils ont pu constituer une archive rassemblant des enregistrements des gens ordinaires qu'ils vont parfois utiliser pour la réalisation de leurs films. Le Studio du GDS a une activité prolifique :

« après dix mois d'activité, trente heures de montage et, en plus, beaucoup de matériaux non utilisés. Avec ces trente heures montées nous pouvons assurer le programme de SOTI [...] l'équivalent à dix-huit films de long métrage. »

Certains projets sont dus aux « idées » qui sont venues de la part des membres du GDS. Horia Bernea, **Mariana Celac** sont mentionnés avec leurs propositions au sujet de la reconstruction de certains bâtiments. Mais plus connu est le film réalisé par Sorin Iliesiu en collaboration avec **Gabriel Liiceanu** : « Petre Tutea - Emil Cioran : intalnire imposibila [Rencontre impossible] ».

Ils répondent aux demandes des membres du GDS, aux propositions qui leur sont faites par certains membres et à ce qu'ils pensent être important pour le GDS, à savoir l'enregistrement des interventions publiques du GDS, participation du GDS à des événements culturels mais surtout politiques, des rencontres avec d'autres intellectuels au siège du GDS. Ils ont enregistré certaines des « visites » au GDS et réalisé des films à partir de tels événements directement liés à la vie et à l'image du GDS, tels « Monica Lovinescu et Virgil Ierunca au GDS », mais aussi certaines « tables rondes » organisées par le GDS et des réunions festives du GDS. Afin d'« honorer la présence des membres du GDS à des manifestations » publiques ils ont fait de « petits films ». Il s'agit de manifestations culturelles tenues à la maison Vernescu mais surtout des événements politiques où des membres du GDS y participent : le film intitulé « Résistance roumaine

⁴⁰¹² Neuf des cinquante et un de leurs films (de la liste qu'ils présentent dans 22) traitent des coutumes, de la culture populaire et de l'art religieux (églises).

⁴⁰¹³ Certains de ceux qui travaillent dans le cadre de ce nouveau studio, apparu comme structure de la « société civile », partent à l'étranger après 1989 (en Allemagne surtout).

⁴⁰¹⁴ 22, 59, 1991.

⁴⁰¹⁵ « Nous avons établi des contacts avec trois postes [de télévision] indépendants qui existent aujourd'hui en Roumanie », dit Mihai Gheorghiu (22, 59, 1991).

Brasov septembre 1990 », enregistrements de la manifestation de l'Alliance civique du 15 novembre 1990, de sa conférence nationale et d'autres événements organisés par l'Alliance civique, un film sur la Solidarité universitaire, une des organisations participantes aux manifestations de rue de la Place de l'Université en 1990.

Récusant toute subordination à des fins politiques ou même une subordination par nécessité au GDS, ils disent qu'ils l'ont fait par un « sens moral » et, de plus, qu'ils ont toute la liberté de le faire selon qu'ils le pensaient, sans que le GDS ou un membre du GDS interviennent :

« Je considère que tout ce que j'ai fait ici je l'ai fait d'un point de vue moral et non pas d'un point de vue politique. Même si le sujet visait des zones du politique [...] Je répète, mon point de vue est un moral. J'ai eu une grande chance ici, au Groupe pour le dialogue social : personne, à moi personnellement, et je crois que ni à Sorin, n'a demandé quelque chose. C'est-à-dire personne ne m'a demandé de faire quelque chose ou d'une certaine manière. Les initiatives de faire des films nous appartiennent. Puisqu'on avait des cassettes apportées par des amateurs ou par des professionnels qui ont senti qu'ici elles pouvaient être valorisées, dans un sens informationnel [...], nous avons essayé de faire des films. Et cela nous a offert aussi la chance et la garantie que nous pouvons faire ce qui nous passe par la tête. Il semble que ce qui nous a passé par la tête a été apprécié tant par les membres du Groupe que par d'autres gens [...] ici nous avons fait ce que nous avons voulu. C'est une chance que je ne sais pas où – non seulement dans ce pays, mais dans le monde – quelqu'un peut t'offrir [...] Il a été dit que nous faisons des films [...], à influence politique. Mais moi je l'ai fait seulement d'un point de vue moral et non pas d'un point de vue politique⁴⁰¹⁶. »

Leur but principal, initial, est celui de faire passer leurs productions à la télévision⁴⁰¹⁷. Une année après la création du Studio audiovisuel du GDS, quatre de leurs films sont passés à la télévision publique et deux d'entre eux sont diffusés dans des cadres horaires bénéficiant d'une large audience (l'après-midi) : le film « De ce ? [Pourquoi ?] » ; un film qui comprend un dialogue entre le métropolite Anania, le metteur en scène Adrian Serban, Sorin Dumitrescu (devenu membre du GDS en janvier 1990) et Teodor Baconsky (coopté beaucoup plus tard, récemment)⁴⁰¹⁸ ; un film réalisé par Vivi Dragan Vasile à la sollicitation du GDS et de la Solidarité universitaire ; un autre sur la Fondation Soros, filiale roumaine avant son ouverture à Bucarest⁴⁰¹⁹. Certains autres films, plus précisément des extraits de leurs films, sont diffusés dans des émissions estudiantines et dans celles dédiées à la présentation des partis politiques. Dans ces émissions leurs noms ou le nom du GDS n'apparaissent pas. Des membres du « groupe audiovisuel du GDS » dénie leur implication dans la promotion des partis politiques, mais ils protestent dans *Romania libera* contre l'utilisation sans préciser « la source et l'auteur » d'un de leurs films par le PNL lors d'une émission de ce parti à la télévision publique⁴⁰²⁰. Ils acceptent tacitement la diffusion de leurs films ou des extraits de leurs

⁴⁰¹⁶ Ces affirmations appartiennent à Vivi Dragan Vasile (22, 59, 1991).

⁴⁰¹⁷ **Alin Teodorescu** raconte qu'ils « promettaient fermement que ces vidéos seront transmises à la télévision » (22, 59, 1991).

⁴⁰¹⁸ Les deux derniers et le premier ont constitué début janvier 1990 le Groupe de réflexion pour le renouveau de l'Église orthodoxe (voir chapitre 4).

⁴⁰¹⁹ Deux des films qu'ils ont produit durant la première année d'existence sont consacrés à la Fondation Soros.

⁴⁰²⁰ « Je discutais à un moment avec des gens et je leur expliquais de ma neutralité politique [...] et à ce moment-là, à la télévision [publique] » passe un clip réalisé par le Studio audiovisuel du GDS sur la musique d'Andries dans une émission du Parti national libéral. Le lendemain, dit Vivi Dragan Vasile, « j'ai appelé immédiatement *Romania libera* qui a reçu notre protestation par

films par des partis politiques comme moyen de faire connaître leurs productions. Le studio audiovisuel du GDS a donné sa contribution à la campagne électorale de 1990 :

« Dans une première étape de notre activité, des clips électoraux ont été diffusés [à la télévision publique], produits toujours ici⁴⁰²¹. »

Plusieurs artistes, travaillant dans divers domaines d'activité, sont vivement impliqués dans la vie politique de la « société civile ». Sorin Iliesiu est mentionné par un de nos interlocuteurs, membre fondateur du GDS, pour son intense production de messages au nom de l'Alliance civique et au sein de cette organisation. Sorin Iliesiu s'implique aussi dans la diffusion des manifestes au nom du GDS, initiant nombre de lettres à l'adresse des politiques.

Leurs projets individuels disent plus de l'accord entre ce « groupe » et le GDS, et de leurs relations à l'intérieur des milieux intellectuels. Mihai Gheorghiu mentionne ces projets en lien avec une invitation à l'étranger⁴⁰²². Vivi Dragan Vasile mentionne le projet d'un film sur la « dissidence roumaine », après que des films ont été faits à l'étranger sur des figures de l'opposition, peu nombreuse, roumaine :

« Les étrangers ont fait un film sur **Doina Cornea**, sur **Gabriel Andreescu**. Il faut le faire pour nous tous. »

Un autre projet, un film sur l'étudiant devenu vedette lors des protestations de la Place de l'Université⁴⁰²³ qui soit :

« L'histoire d'un étudiant qui arrive un jour au balcon de l'Université ».

Et un film sur les prisons, « proposé par **Radu Filipescu** », ancien détenu politique :

« La prison m'intéresse non pas comme lieu de coercition avant et après la révolution, mais comme espace où des gens habitent pour quelque temps. »

Mais aussi un film sur des « coutumes oubliées, conservées [cependant] dans la région de Maramures ».

Sorin Iliesiu parle d'un projet qui a obtenu déjà du financement :

« un film, en fait, une série d'entretiens, réalisé en vidéo, financé par la Fondation pour la Société ouverte [filiale roumaine de la Fondation Soros]. Ce projet sera réalisé par moi et par Ioan Buduca, rédacteur en chef de la revue *Cuvantul*. La majorité de ceux que nous voulons interviewés appartiennent au monde littéraire et représentent surtout l'exil roumain. Le film ne se limite pas à de grandes personnalités, mais il va essayer de faire finalement aussi une radiographie socioprofessionnelle plus large de l'exil roumain en France⁴⁰²⁴. »

Sorin Iliesiu réalise durant la première partie des années 1990 plusieurs films en collaboration avec des membres du GDS. Coauteur avec **Gabriel Liiceanu** des films réalisés en 1991 et en 1995, présentant

laquelle nous remercions au studio vidéo du Parti national libéral car, enfin, ils ont réussi à faire passer notre clip à la télévision, ce que la télévision [la direction de la télévision publique] n'a pas fait, par exemple, mais ce serait honorable, je crois, s'ils annonçaient la source et l'auteur » (22, 59, 1991).

⁴⁰²¹ Un des films produits par le Studio du GDS porte l'intitulé « Clips électoraux GDS » (*Ibid.*).

⁴⁰²² Une invitation à un festival qui se tient en Allemagne consacré à la situation des homosexuels, des personnes âgées, et des enfants.

⁴⁰²³ « Marian Munteanu, un personnage auquel, moi, personnellement, je tiens beaucoup [...] j'ai recueilli beaucoup de matériaux » (22, 59, 1991).

⁴⁰²⁴ *Ibid.*

des intellectuels de la génération de l'entre-deux-guerres, Petre Tutea et Emil Cioran, diffusés par la télévision publique et primés, il réalise deux autres films avec la contribution de **Gabriel Liiceanu** dont *Monarhia salveaza Romania !* [La monarchie sauve la Roumanie], pour lequel contribue aussi l'historien Dinu C. Giurescu. Deux autres films des seize films (jusqu'en 2006) sont réalisés avec la contribution de **Mariana Celac**, traitant de l'architecture, diffusés par la Télévision roumaine, primés par l'Union des cinéastes. Sorin Iliesiu se présente comme directeur du studio audio-visuel du GDS (entre 1994 et 2009) mais en 2000 il dirige le studio cinématographique où il a travaillé jusqu'en 1990. À partir de 1990, il enseigne dans plusieurs universités dont l'Université des arts cinématographiques et théâtral et l'Université de Bucarest dans la Faculté de journalisme. En 1992 comme en 1996 Sorin Iliesiu donne sa contribution à la campagne électorale de la Convention démocratique de Roumanie. Membre fondateur de l'Alliance civique⁴⁰²⁵ et membre de la Fondation Académie civique (ayant comme fondateurs Ana Blandiana et Romulus Rusan), il s'est fait remarquer comme étant très actif dans ces structures, initiant et signant de nombreux appels. Il est l'auteur de l'appel au président Traian Basescu pour la condamnation du régime communiste de Roumanie comme illégitime et criminel, appel lancé en mars 2005 par le GDS, signé par plusieurs centaines de personnes et de quelques dizaines d'organisations civiques, ayant précédé à la constitution de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste de Roumanie, à laquelle il participe comme membre⁴⁰²⁶. En 2012 il est exclu du GDS et peu après on le retrouve comme membre du Parti national libéral, élu au Parlement, après avoir critiqué le président Traian Basescu.

On mentionne rarement l'existence de ce studio et seulement dans les premières années du GDS quand en fin d'année on essaie de faire une évaluation des réalisations du GDS afin de souligner le rôle du Groupe dans le monde postcommuniste en incitant les membres du GDS à parler chacun de ce qui lui semble important parmi les activités du GDS⁴⁰²⁷. Le studio vidéo du GDS se transforme par la suite en la Télévision SOTI, la première chaîne privée en Roumanie postcommuniste où on verra intervenir des intellectuels du GDS⁴⁰²⁸. Son premier directeur est Radu Budeanu, journaliste à la Télévision roumaine dans les années 1970 et rédacteur en chef du magazine *Lumea* dans les années 1980, publiant dans 22 un article en octobre 1990, peu avant de prendre la direction du nouveau poste de télévision. Son article traite de la situation politique dans les pays ex-communistes, inclus dans une rubrique intitulée « Le rideau déchiré » comprenant trois entretiens avec des politiques réalisés respectivement par William Totok⁴⁰²⁹ à

⁴⁰²⁵ En 2005, il est vice-président de l'Alliance civique.

⁴⁰²⁶ Voir chapitre 11.

⁴⁰²⁷ 22, 100, 1991 surtout mais aussi 22, 49, 1990.

⁴⁰²⁸ Un de nos interlocuteurs mentionne lors de nos discussions qu'au moment où des conflits surgissent au sein du PAC et de l'AC, Gabriela Adamesteanu est présente au premier poste de télévision, SOTI, à une heure tardive, vers minuit. Elle rend publics ses reproches et ceux des intellectuels mécontents de la manière dont le PAC annonce sa constitution.

⁴⁰²⁹ Né en 1951 à Timisoara, il quitte la Roumanie vers la moitié de l'année 1987 pour s'installer en Allemagne de l'Ouest. Il fait partie du groupe des écrivains de langue allemande de Roumanie aux côtés de Richard Wagner, Herta Müller, etc. Voir *Contrafort* (publication de Chisinau), 93-94, 2002.

Berlin et **Stelian Tanase** à Vienne, s'agissant de Markus Meckel, l'ancien responsable de la politique étrangère de l'Allemagne de l'Est, de Jiri Pelikan, membre du Parlement européen et ancien directeur de la Télévision publique de Tchécoslovaquie aux temps des événements de 1968, de Franz Vranitzky, le chancelier autrichien et de Willy Brandt, ancien dirigeant du Parti social-démocrate de l'Allemagne de l'Est⁴⁰³⁰. Toujours en octobre 1990, à la suite d'un colloque, « Le pouvoir de la télévision et la télévision du pouvoir », organisé par l'Association des journalistes, sont publiés les textes des communications et un entretien avec le président de cette association, Vartan Arachelian. Ihor Lemnji discute de la télévision et de l'économie, **Pavel Campeanu** du contrôle politique exercé sur la télévision, sa compagne, Stefana Steriade, de la télévision et des attentes du public. Sorin Dumitrescu définit l'objectivité en relation avec le niveau culturel des consommateurs en soulignant que la manipulation par le biais de la télévision est d'autant plus forte que le public n'est pas instruit⁴⁰³¹.

C. Association pour la Défense des Droits de l'Homme-Comité Helsinki et le Centre d'études internationales

Gabriel Andreescu est le principal responsable et un des présidents de l'Association pour la défense des droits de l'homme-Comité Helsinki (APADOR-CH), créée en 1990 avec l'apport de Mihnea Berindei.

En février 1990, **Gabriel Andreescu** déclare qu'il a prorogé sa décision de partir à l'étranger. Chercheur physicien et opposant au régime communiste dans les années 1980, qui s'est intéressé à la philosophie dans la période communiste, côtoyant des philosophes, publiant dans des périodiques académiques des « sciences sociales » dans la dernière période communiste, après 1989 il se spécialise dans le droit et il se consacre aux droits des minorités. Ses premières recherches consacrées surtout aux minorités, tout comme celles de ses collaborateurs, paraissent comme travaux du Centre pour les droits de l'homme. Ses recherches menées en collaboration avec des juristes⁴⁰³² mais aussi des experts de l'État⁴⁰³³ visent des politiques roumains et des organismes internationaux.

⁴⁰³⁰ 22, 38, 5 octobre 1990.

⁴⁰³¹ 22, 40, 1990.

⁴⁰³² Étant des militants des droits de l'homme et représentants notoires de la société civile, certaines de ses anciennes collaboratrices sont entrées en politique vers et après le milieu des 2000 : Renate Weber, co-présidente de l'APADOR-CH entre 1994 et 1999, présidente de la Fondation Soros filiale roumaine à la fin des années 1990, conseiller du président Traian Basescu entre 2004 et 2005, devenue membre du PNL en 2007, élue au Parlement européen la même année comme en 2009 ; Monica Macovei, procureure dans la période communiste et après, vice-présidente et ensuite présidente de l'APADOR-CH entre 2001 et 2004, elle est nommée ministre de la Justice en 2004 comme indépendante, recevant le soutien de Traian Basescu, chef du Parti Démocrate à partir de 2001 et jusqu'à son élection comme président de la Roumanie, en décembre 2004 (et ensuite en 2009).

⁴⁰³³ Les sujets qui le préoccupent le conduisent à ces collaborations et à une bonne connaissance des milieux politiques. Parmi les experts qui sont de ses collaborateurs il mentionne Adrian Severin et Valeriu Stan.

En 1993, il fonde et dirige la « publication trimestrielle éditée par le Centre des droits de l'homme », *Revista Romana de Drepturile Omului*⁴⁰³⁴ [Revue roumaine des droits de l'homme], éditée par l'APADOR-CH.

Gabriel Andreescu fonde aussi le Centre d'études internationales en 1994, structure fonctionnant initialement sous l'égide du GDS. Au moment où le Centre d'études internationales fonctionne comme structure privée indépendante, lorsqu'il sort de la tutelle du GDS, en 1995, **Gabriel Andreescu** fonde et dirige aussi la revue bilingue *International Studies*.

Gabriel Andreescu enseigne dans des universités privées et parfois même dans des universités d'État avant de faire son entrée à l'École nationale des études politiques et administratives (SNSPA), après avoir reçu son titre de docteur en 2003 avec une thèse qui porte sur la situation des minorités nationales dans l'Union Européenne dans une perspective juridique.

Ses deux premiers volumes publiés après 1989 le présentent par ses intérêts intellectuels de la dernière période communiste et son activité politique, son opposition au régime communiste, inspirée par ses nouveaux intérêts (chercheur en sciences naturelles intéressée par la philosophie).

Suivent cinq autres volumes qui présentent ses activités politiques (le militantisme par le journalisme n'étant qu'une forme de son engagement aux côtés de l'opposition civique « anticomuniste ») et ses nouveaux intérêts scientifiques, constituant des chroniques des débats qui traversent et agitent des cercles d'intellectuels, en particulier le GDS.

Avant de publier à partir de 2003 ses ouvrages qui traitent des sujets, intellectuels et politiques, qui le préoccupent depuis 1990⁴⁰³⁵, il publie dans les deux revues qu'il dirige et signent d'autres textes à visée scientifique, résultat d'un travail collectif.

Spécialiste de la question des minorités en Roumanie et en Europe, ses intérêts scientifiques comme ses prises de position le situent en permanente discordance avec le GDS. Ses vues (dont aussi certains de ses écrits), en désaccord avec la majorité du GDS, le placent dans une position de porte-à-faux car il est aussi un tenant de « l'anticommunisme », ancien détenu du régime communiste de la dernière période et opposant au régime, mais aussi un des plus acerbes et constants critiques des intellectuels de l'anticommunisme, des membres du GDS les plus notoires et des intellectuels consacrés sous le communisme.

⁴⁰³⁴ L'actuelle *Noua Revista de Drepturilor Omului*, éditée depuis 2004 par les Éditions C.H. Beck, maison bucarestoise spécialisée dans le droit.

⁴⁰³⁵ Voir **Gabriel Andreescu**, *Extremismul de dreapta in Romania* [L'extrémisme de droite en Roumanie], Cluj, Ethnocultural Diversity Resource Center, « Sinteze », Cluj, 2003 ; Id., *Natiuni si minoritati* [Nations et minorités], Iasi, Polirom, 2004 ; Id., *Schimbari ale hartii etnice a Romaniei* [Changements de la carte ethnique de la Roumanie], Cluj, Ethnocultural Diversity Resource Center, « Sinteze », 2005.

III. Fondation Soros en Roumanie et l'« élite intellectuelle »

Le rôle des Fondations Soros⁴⁰³⁶ est important tout au long de la période de transition, en Roumanie et dans toute l'Europe Centrale et de l'Est (aussi pour l'espace des pays ex-soviétiques) par le soutien accordé aux institutions éditoriales (maisons d'édition et publications et notamment spécialisées et qui ne sont pas des entreprises d'État), à l'enseignement universitaire et aux chercheurs pour leurs projets dans le pays d'origine ou à l'étranger.

Le soutien que les écrivains et les chercheurs roumains (ainsi que ceux des autres pays de l'Europe Centrale et de l'Est) reçoivent de l'étranger dans la période communiste, même si avec un accès plus limité et biaisé à cause des entraves idéologiques, n'est pas moins important pour la formation et les échanges établis avec l'étranger⁴⁰³⁷. Le support que reçoivent les écrivains et les intellectuels, notamment des aides financières pour des séjours à l'étranger, l'attribution des bourses et l'appui pour la consécration, pendant le régime communiste est dépendant de leurs relations avec l'exil⁴⁰³⁸. Annette Laborey est le personnage clé dans l'obtention des titres et des bourses pour les intellectuels des pays ex-communistes, sous sa direction (de 1973-1974 à 1989-1991⁴⁰³⁹) la Fondation pour une entraide intellectuelle européenne (FEIE)⁴⁰⁴⁰ contribue à entretenir notamment pour les écrivains un champ des possibles non-dépendant des exigences du régime.

Les activités de la FEIE s'arrêtent au printemps de l'année 1990, moment où Annette Laborey annonce devant ses amis roumains de l'exil parisien que l'homme d'affaires américain d'origine hongroise, George Soros désire créer une fondation à Bucarest destinée au soutien des initiatives des intellectuels⁴⁰⁴¹. Annette Laborey se retrouve à partir de 1991 dans le comité de direction des Fondations Soros comme directrice de l'Institut Open Society de Paris, représentant de la fondation Soros en Europe de l'Ouest⁴⁰⁴², créé sur la base de l'ancienne FEIE⁴⁰⁴³.

⁴⁰³⁶ Nicolas Guilhot, *Financiers, philanthropes. Sociologie de Wall Street*, Raisons d'agir, « Cours et travaux », 2^e édition, [2004] 2008.

⁴⁰³⁷ **Sorin Vieru** tient à souligner la présence d'autres philanthropes qui aux temps du communisme ont soutenu les scientifiques dans leurs démarches, ainsi il mentionne le support qu'il a pu recevoir d'Edmund Pollak pour séjourner en Allemagne avant 1989 : « son nom mériterait d'être mentionné surtout que les gens l'ont oublié après 1989... » (Entretien avec **Sorin Vieru**, 16 juillet 2008).

⁴⁰³⁸ Monica Lovinescu, *Jurnal 1981-1984*, op. cit., surtout pp. 115 et 170 ; *Jurnal 1985-1989*, op. cit., pp. 64 et 126 ; *Pragul. Unde scurte V*, op. cit., p. 178.

⁴⁰³⁹ Après 1989, elle continue ses démarches pour soutenir les intellectuels de l'Est mais en utilisant des fonds offerts par George Soros.

⁴⁰⁴⁰ La fondation a été créée en 1967 ayant à sa base le Comité d'écrivains et d'éditions pour une entraide européenne qui a vu sa naissance lors du Congrès pour la liberté de la culture qui s'est tenu en 1957 à Paris qui à son tour se réorganise en tant qu'Association internationale pour la liberté de la culture toujours en 1966-67 (Nicolas Guilhot, « A network of influential friendships : the Foundation pour une Entraide Intellectuelle Européenne and east-west cultural dialogue, 1957-1991 », *Minerva*, vol. 44, n° 4, 2006).

⁴⁰⁴¹ Monica Lovinescu, *Jurnal 1990-1993*, op. cit., p. 78 (cette notation est datée de mars 1990).

⁴⁰⁴² *Ibid.*, p. 231. Voir le site de Media Development Loan Fund.

⁴⁰⁴³ Annette Laborey en médiateur principal entre la FEIE et George Soros s'occupera des activités d'Open Society Institute de Paris (Nicolas Guilhot, « A network of influential... », art. cit., p. 407).

Dans la première moitié du mois de janvier 1990 Monica Lovinescu désirait rencontrer à Paris **Gabriel Liiceanu**, le philosophe qui avait déjà pris en charge les anciennes Éditions Politica, « devenue [...] une maison de sciences humaines, de philosophie, de sciences politiques », pour discuter des Éditions Humanitas et constituer le catalogue éditorial. Elle pense faire appel à Annette Laborey pour qu'elles préparent ensemble une « liste avec les travaux qui mériteraient d'être publiés prioritairement » :

« N'omettons pas injustement l'ouvrage oublié *Sociologie des révolutions* de Jules Monnerot et bien sûr, Besançon. Et, et...⁴⁰⁴⁴ »

En mars 1990, on voit que **Dan Petrescu**, écrivain, appartenant au « groupe de Iasi » et un des rares opposants au régime communiste, sollicite des bourses de recherche à la Fondation dirigée par Annette Laborey. Monica Lovinescu note à ce sujet :

« sa fondation (pour laquelle **Dan Petrescu** lui a donné 40 noms de boursiers où il a mis toutes ses connaissances) disparaîtra dans le proche avenir. Un magnat américain de la finance, d'origine hongroise, offre en échange je ne sais pas quelle somme fabuleuse en dollars pour la constitution d'une telle fondation à Bucarest – qui devrait être dirigée par **Alin Teodorescu**, pour lequel il a fait un *coup de foudre*. Annette n'est pas enchantée par **Alin [Teodorescu]**, mais ni, en général, par l'atmosphère au Groupe. Surtout en ce qui concerne **Thomas Kleininger** qui l'avait attaquée sans que ceux qui étaient présents disent ce qu'elle avait fait pour les “boursiers” roumains⁴⁰⁴⁵. »

Le soutien reçu de la part de l'État pour 22, qui consiste notamment et dans un premier temps dans l'occupation de l'immeuble de Calea Victoriei, est complété par des financements en provenance de l'étranger. Mihnea Berindei est mentionné par plusieurs de ces intellectuels comme étant celui « qui a beaucoup aidé le GDS » y compris par son soutien pour la revue⁴⁰⁴⁶. Mais la Fondation Soros, par sa filiale bucarestoise, a contribué de même à soutenir la publication du GDS ainsi que les membres qui intègrent après 1989 l'université ou qui sont des chercheurs avant la chute du communisme. Cependant, si certaines aides ponctuelles, notamment pour 22, sont mentionnées dans les pages de la revue comme, par exemple celle de l'Institut pour la démocratie en Europe de l'Est⁴⁰⁴⁷, celle donnée par la Fondation Soros est discutée brièvement seulement par certains membres du GDS. De même les aides fournies au GDS, à sa publication, par le biais de Mihnea Berindei, pourtant mentionnés par la majorité des membres interrogés, sont traitées succinctement⁴⁰⁴⁸. Parlant du rôle d'Annette Laborey dans la rencontre de George Soros avec les intellectuels roumains, **Alin Teodorescu**, premier président du GDS et, peu après, premier président de la Fondation Soros de Bucarest déclare que « ce que Mihnea Berindei a fait pour GDS, Annette [Laborey]

⁴⁰⁴⁴ Monica Lovinescu, *Jurnal 1990-1993*, op. cit., pp. 23 et 24 (p. 24 pour la citation).

⁴⁰⁴⁵ Monica Lovinescu, *Jurnal 1990-1993*, op. cit., p. 57. Les notations de Monica Lovinescu sur la réaction de Thomas Kleininger contrastent avec ce que déclare Rodica Palade (rédacteur en chef de la revue 22 depuis 2004, membre de la rédaction depuis janvier 1990) sur celui-là : « un excellent médiateur, discutant, exceptionnel » (Entretien avec Rodica Palade, le 2 juin 2009).

⁴⁰⁴⁶ Entretien avec Mihnea Berindei, le 24 juillet 2007.

⁴⁰⁴⁷ 22, 192, 1993.

⁴⁰⁴⁸ Lors de l'entretien qu'on a eu avec Mihnea Berindei (Paris, le 24 juillet 2007) au-delà d'une confirmation des aides apportées au GDS, il ne discutera pas des fonds fournis ni de leur provenance.

a fait pour la Fondation Soros Roumanie. Sans elle probablement la fondation aurait démarré plus tard et plus difficilement⁴⁰⁴⁹ ».

Bien que George Soros soit présenté dans 22 seulement en 1991⁴⁰⁵⁰, il s'avère que juste après la constitution du GDS, en janvier 1990⁴⁰⁵¹, il propose au GDS son soutien sans hésitations. Un des nos interlocuteurs raconte qu'au début de l'année 1990, lors de sa première visite à Bucarest, George Soros visite le GDS, « le premier à recevoir sa visite⁴⁰⁵² ». À l'occasion de sa première visite en Roumanie et au Groupe, il les réunit pour leur proposer le financement de leurs activités toutes :

« il nous a réunit tous et il nous a dit : je veux vous aider, je vous offre des fonds [...] mais nous, des naïfs, nous avons dit non, nous sommes la société civile et alors...⁴⁰⁵³ »

Rodica Palade déplore plus tard l'absence du sens pratique chez bon nombre d'intellectuels du GDS ainsi que leur incompréhension du processus de la transition, « du passage de l'économie dirigée au marché libre⁴⁰⁵⁴ ». Mentionnant les activités multiples et prolifiques des membres du GDS, Rodica Palade se souvient qu'au début de l'année 1990 c'est Sandra Pralong⁴⁰⁵⁵ qui est venue, comme représentante de George Soros, au GDS :

« elle nous a dit : prenez vous l'argent pour le gérer pour la Fondation Soros. Et je me souviens que nous nous avons dit : qui ? nous ? de l'argent ? Non, l'argent ne nous intéresse pas. Mais **Alin Teodorescu** a dit : je m'en occupe. [...] **Alin [Teodorescu]** s'est bien orienté, il a été d'ailleurs le premier président de la Fondation⁴⁰⁵⁶. »

Rodica Palade affirme avec une certaine réticence :

« Je crois qu'il y a eu ici de gros fonds, à cette époque-là il y a eu beaucoup d'aides de l'étranger... »

⁴⁰⁴⁹ Correspondance avec **Alin Teodorescu** (28 août-3 septembre 2008).

⁴⁰⁵⁰ Entretien de Rodica Palade avec George Soros, « Définir les extrêmes », 22, 94, 1991, p. 11.

⁴⁰⁵¹ Il est arrivé à Bucarest pour prendre contacts avec le GDS au début de l'année 1990 (entretien avec **Sorin Vieru**, le 27 juillet 2009 et correspondance avec **Alin Teodorescu**, les 28 août-3 septembre 2008).

⁴⁰⁵² Entretien avec A.

⁴⁰⁵³ Entretien avec A. Un autre membre du GDS parmi nos interlocuteurs, **Stelian Tanase**, confirme ce témoignage.

⁴⁰⁵⁴ Entretien avec Rodica Palade, le 2 juin 2009).

⁴⁰⁵⁵ Sandra Pralong (né en 1958 à Bucarest)⁴⁰⁵⁵ quitta la Roumanie en 1974 pour s'installer en Suisse⁴⁰⁵⁵ où elle poursuivit des études de sciences politiques et de commerce (maîtrise). Elle enseigna l'économie et l'histoire dans une école internationale. Mariée avec un jeune diplomate en poste au Niger, elle continua sa carrière en enseignant l'économie. Après la mort de son mari, elle partit aux États-Unis, où elle fut directrice de promotion à *Newsweek* de New York et s'intéressa au droit international. Entre 1990 et 1993, elle est co-présidente de la Fondation Soros en Roumanie. Dans cette période la Fondation ouvre son bureau à Chisinau, en République moldave. Entre 1994 et 1998 on la retrouve comme « consultant[e] international[e] », spécialiste dans les médias, à New York où elle poursuit sa formation (master) en science politique à Columbia University. Entre 1998 et 2000 elle est conseillère du président Emil Constantinescu. En 2001 elle fonde à Bucarest le groupe de consultance « Synergy » pour les organisations internationales et les médias (dont le journal *Ziua*). De 2002 à 2005 elle travaille à Bratislava pour le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). En 2006 en tant que présidente de la fondation « Synergy Communications/SynergEtica », elle produit de l'expertise pour des organisations internationales et des sociétés privées. En tant que « spécialiste de la communication » elle devient membre d'un groupe constitué en juin 2007, après l'intégration de la Roumanie dans l'Union européenne, présidé par le commissaire européen Leonard Orban (Roumanie)⁴⁰⁵⁵ ayant comme principal objectif l'élaboration des propositions et des recommandations pour soutenir le dialogue interculturel⁴⁰⁵⁵. Elle revient définitivement en Roumanie en 2006 et deviendra plus tard conseiller pour le président Klaus Iohannis.

⁴⁰⁵⁶ Entretien avec Rodica Palade, le 2 juin 2009.

D'autres membres du GDS par contre se souviennent que la proposition est venue de la part de George Soros⁴⁰⁵⁷.

De la première visite de George Soros en Roumanie ainsi que de cette proposition s'en souvient aussi **Alin Teodorescu** :

« Est-ce que George Soros, lors de sa première visite en Roumanie, avait proposé au GDS qu'il finance toutes ses activités ?

Alin Teodorescu : Oui, mais je ne l'avais pas cru. Je voulais parler avec Miklos [Vasahelyi]⁴⁰⁵⁸. »

D'après ses propres témoignages, en janvier 1990 George Soros arrive à Bucarest avec Miklos Vasarhelyi :

« dont je savais qu'il a été l'ancien secrétaire personnel d'Imre Nagy⁴⁰⁵⁹ - qui avait été enquêté à Snagov par le père de Petre Roman [Valter Roman]. Lors de la première rencontre, je n'ai prêté aucune attention à Soros, j'ai essayé de parler le plus possible avec Miklos⁴⁰⁶⁰. »

Sa rencontre avec Miklos Vasaherlyi semble avoir eu un apport important dans sa nomination en tant que président de la filiale roumaine de la Fondation :

« Miklos est devenu mon ami et il m'a conseillé d'accepter la fonction de président de la fondation que George Soros désirait créer⁴⁰⁶¹. »

Lors de la visite de George Soros au GDS, **Alin Teodorescu** est président du conseil d'administration du GDS, de janvier à juillet 1990. Par la suite, il est son vice-président. **Alin Teodorescu** prend la charge de s'occuper de la Fondation Soros de Roumanie après avoir été le président du Conseil de l'Administration du GDS.

La première annonce diffusée par 22 et attestant de la présence de la Fondation Soros en Roumanie date d'octobre 1990 :

« La fondation "Société ouverte" est une organisation non-gouvernementale sans buts politiques. Les programmes de la Fondation promeuvent la modernisation culturelle et éducationnelle en Roumanie⁴⁰⁶². »

La filiale roumaine de la Fondation Soros siège jusqu'en avril 1991 dans le même bâtiment que le GDS⁴⁰⁶³, ayant à sa direction le sociologue **Alin Teodorescu**, entre 1990 et 1996⁴⁰⁶⁴. L'ouverture officielle

⁴⁰⁵⁷ **Gabriel Andreescu** raconte qu'au GDS on a proposé la somme d'un million de dollars mais il dit qu'à ce moment-là l'argent ne constituait pas encore l'attraction principale.

⁴⁰⁵⁸ Correspondance avec **Alin Teodorescu** (les 28 août-3 septembre 2008).

⁴⁰⁵⁹ Ileana Ioanid (dir.), *Nagy Imre. Insemnari de la Snagov, op. cit.* Après novembre 1956, les révolutionnaires hongrois reçoivent l'asile politique et résident pour quelque temps à Snagov. Voir aussi sur cet épisode, Vladimir Tismaneanu, *Stalinism pentru eternitate, op. cit.*

⁴⁰⁶⁰ Correspondance avec **Alin Teodorescu** (les 28 août-3 septembre 2008).

⁴⁰⁶¹ Ibid.

⁴⁰⁶² 22, 39, octobre 1990, p. 2.

⁴⁰⁶³ GDS siège dans le bâtiment situé au 120, Calea Victoriei. Le bureau de la Fondation se trouvait au rez-de-chaussée du bâtiment occupé par le GDS et la rédaction de 22, ultérieurement la chambre sera occupée par la bibliothèque où il y a des ordinateurs pour l'accès à l'internet. La Fondation Soros aura ensuite son siège au 133, Calea Victoriei. Actuellement, elle siège rue Bastiliei [La Bastille] près de la Place Romana.

⁴⁰⁶⁴ En 1996, on le retrouve parmi les membres de l'assemblée générale de la Fondation Soros de Roumanie.

de la Fondation à Bucarest date du 1^{er} février 1991. À cette occasion George Soros établit des rencontres « de travail » avec des représentants du gouvernement roumain, « des parlementaires, des intellectuels et des représentants de l'opposition » qui ont comme but la présentation de ses programmes qui visent « la promotion des valeurs démocratiques, de la pensée indépendante » basés sur l'idée de « l'extension des échanges éducationnels, culturels et scientifiques » entre la Roumanie et d'autres pays démocratiques⁴⁰⁶⁵. Interrogé par Gabriela Adamesteanu, la rédactrice en chef de 22 en 1992, George Soros mentionne les politiques qui lui ont fait une « bonne impression », dont **Andrei Plesu** (ministre de la culture dans les premiers deux gouvernements) et **Mihai Sora** (ministre de l'enseignement dans le premier gouvernement postcommuniste) mais aussi le ministre des Finances, Theodor Stolojan (ministre dans le deuxième gouvernement, par la suite premier ministre)⁴⁰⁶⁶.

En parlant de George Soros et de sa contribution à soutenir les entreprises des intellectuels après 1989, **Sorin Vieru** tient à souligner que George Soros est lui-même un intellectuel. Le philosophe roumain témoigne de son estime pour cet intellectuel qui a su mettre sa fortune au service des entreprises intellectuelles⁴⁰⁶⁷. Les considérations positives de **Sorin Vieru** sur George Soros, en soulignant son statut d'intellectuel et son aptitude à s'occuper des choses traditionnellement éloignées des pratiques intellectuelles, peuvent être reliées à son admiration pour **Gabriel Liiceanu**, philosophe et patron de la maison d'édition Humanitas, qui, à ses yeux, réconcilie des dispositions apparemment contradictoires.

En janvier 1992, sous l'intitulé « L'alchimie de la charité », Gabriela Adamesteanu présente l'histoire de vie de George Soros, ayant fait l'« expérience du communisme mais aussi du nazisme », se présentant en disciple Karl Popper et présentant son projet, le financement « d'un réseau de fondations autonomes ayant comme mission de soutenir la société civile ». Parmi ses « tentatives échouées » de soutenir les « dissidents de l'Est », la rédactrice en chef de 22 mentionne le GDS comme ayant refusé son financement :

« les tentatives échouées de baser son activité en Pologne sur les personnalités de la Solidarité, et dans l'ex-Union soviétique sur celle de Saharov [...] le GDS refusera lui aussi une offre similaire, prouvant la réaction standardisée des dissidents de l'Est⁴⁰⁶⁸. »

Son livre, *Pour une transformation du système soviétique*, paru en 1990 à Londres vient d'être traduit chez Humanitas, en 1991. Cet article comprend un « mini-entretien » où George Soros reprend les « prévisions » comprises dans son livre et discute de la « désintégration de l'Union soviétique ».

⁴⁰⁶⁵ « Le temps comme le don le plus précieux. Dialogue avec George Soros », entretien réalisé par Ioana Ieronim, 22, 57, février 1991.

⁴⁰⁶⁶ 22, 103, 1992.

⁴⁰⁶⁷ Entretien avec **Sorin Vieru** (le 27 juillet 2009).

⁴⁰⁶⁸ Gabriela Adamesteanu, « L'alchimie de la charité », 22, 103, 1992.

Soucieux de garder leur autonomie, méfiants devant une telle proposition⁴⁰⁶⁹, comme on peut le voir aussi ultérieurement, et sûrs de leur autorité, ils préfèrent recourir aux financements accordés pour des questions précises. Mais leurs réserves affichées pour tout ce qui est lié aux financements accordés par la Fondation Soros doivent être appréhendées comme autant de récusations des accusations qui leur sont adressées concernant les financements dont ils ont disposé à travers le temps de la part de cette fondation. Rodica Palade (membre de la rédaction de 22 à partir de janvier 1990, rédactrice en chef adjointe à partir de l'automne 1991 et rédactrice en chef à partir de 2004) souligne à plusieurs reprises son « contentement » concernant le refus du GDS et des responsables de la revue d'un patron, tout en mentionnant les problèmes financiers auxquels la presse « indépendante » se confronte⁴⁰⁷⁰. Rejetant l'idée de la dépendance de leur publication par rapport à une organisation, des intellectuels du GDS et notamment ceux qui sont les responsables de 22 présentent la revue comme relevant de la production culturelle destinée à un public cultivé. Leur défi serait de « continuer à se garder des influences commerciales et politiques⁴⁰⁷¹ » mais cela n'exclut pas les financements qu'ils reçoivent des fondations étrangères⁴⁰⁷². Les membres du GDS ne nient pas, lorsqu'ils sont interrogés, les aides fournies par différentes organisations par l'intermédiaire des intellectuels très proches du Groupe mais refusent de donner des détails quant aux fonds reçus ou aux modes d'attribution de ces fonds.

Si les intellectuels « naïfs » ou « désintéressés par l'argent⁴⁰⁷³ », selon leurs propres appréciations, ont refusé une proposition si directe que cela, à savoir le financement de toutes leurs activités, ils ont pu bénéficier des fonds de la Fondation Soros dont la filiale roumaine est dirigée jusqu'en 1996 par le premier président du GDS, **Alin Teodorescu**. Les programmes mis en place en Roumanie par la Fondation notamment entre 1990 et 1994 mais aussi par la suite, jusqu'en 1997, concernent principalement « le développement de la société civile, l'éducation, les médias, les droits de l'homme, la culture⁴⁰⁷⁴ ».

De la publication dans 22 des extraits de la conférence tenue par George Soros en 1992 on apprend qu'il est « content » du fonctionnement de la filiale roumaine de sa fondation, annonçant que le budget pour l'année 1991, d'un million trois cents mille dollars, sera augmenté d'environ trois fois pour l'année suivante. Les médias sont la priorité de la Fondation de Bucarest, la presse – télévisions et radios « indépendantes » – sera soutenue en vue de la préparation des élections qui ont lieu en 1992 :

« 75 000 dollars pour que les publications indépendantes continuent d'exister jusqu'aux élections⁴⁰⁷⁵. »

⁴⁰⁶⁹ **Alin Teodorescu** déclare avoir été très sceptique quant aux intentions premières de George Soros.

⁴⁰⁷⁰ Au moment de cet entretien, avant les élections pour le Parlement européen, la revue publiait des annonces électorales d'un seul parti, celui dont certains membres du GDS sont proches ou qu'ils ont intégré.

⁴⁰⁷¹ 22, 100, décembre 1991, p. 7

⁴⁰⁷² Monica Lovinescu, *Jurnal 1990-1993*, op. cit., pp. 177, 180-181 et 188 sq.

⁴⁰⁷³ Entretien avec Rodica Palade (le 2 juin 2009).

⁴⁰⁷⁴ <http://www.osf.ro>; 22, 57, 1991.

⁴⁰⁷⁵ 22, 103, 1992.

Les publications financées par la Fondation sont celles qui ne soutiennent ni ne sont soutenues par les partis. Sauf la presse extrémiste et celle qui représente un parti politique une centaine de publications seront financées par la Fondation (une liste avec 101 publications est établie par le Conseil national de la Fondation).

Le périodique du GDS contribue à diffuser toute information relevant des initiatives de la Fondation Soros de Bucarest et de l'université internationale, créée en 1991 et siégeant dans un premier temps à Prague et, à partir de 1995, à Budapest. La création de l'université internationale siégeant à Prague est annoncée en mai 1991. Elle démarre ses projets d'enseignement à partir de 1992. Les premiers départements constitués dans le cadre de cette université, la Central European University (CEU) concernent : les études sur le nationalisme, la sociologie, l'économie, les sciences de l'environnement⁴⁰⁷⁶.

Alin Teodorescu considère comme bénéficiaires de la Fondation Soros en Roumanie en tout premier lieu l'« élite intellectuelle » et dans la période ultérieure « les groupes défavorisés⁴⁰⁷⁷ ». Plusieurs intellectuels du Groupe participent à la prise de décision concernant les financements accordés pour différents projets (individuels ou collectifs) dans le domaine culturel et de l'éducation⁴⁰⁷⁸. Durant les premières années après sa création la Fondation rassemble un nombre important d'écrivains et de chercheurs ou d'universitaires. Le bureau central (de Bucarest) rassemble certains des plus notoires membres du GDS. À partir de 1997, le nombre d'intellectuels qui se sont spécialisés dans des sujets que la Fondation soutient semble dépasser le nombre d'essayistes ou de journalistes quoique la Fondation continue d'attirer des écrivains notoires à part de nouveaux agents culturels ou des universitaires formés sous le communisme.

MEMBRES GDS à LA FONDATION SOROS :

Entre avril 1990 et fin 1994 : **Alin Teodorescu** est président. Zorel Filipescu (père de **Radu Filipescu**), **Thomas Kleininger** (deuxième président du GDS), **Andrei Pippidi**, Catrinel Plesu (épouse d'**Andrei Plesu**), **Mihai Sora**, membres du bureau de Bucarest ; Adrian Marino, membre de la filiale à Cluj ; Alexandru Lazescu est président de la filiale d'Iasi, alors qu'Al. Zub est membre de cette filiale. En 1993 Liviu Antonesei s'y joint comme membre de la filiale à Iasi. Entre 1994 et 1995 : **Calin Anastasiu**, **Andrei Pippidi**, Catrinel Plesu, Victor Rebengiuc. Entre 1994 et 1995 sous la tutelle de la Fondation apparaît Visual Arts Foundation, sous la direction de Vivi Dragan Vasile.

⁴⁰⁷⁶ Nicolas Guilhot, « Une vocation philanthropique. George Soros, les sciences sociales et la régulation du marché mondial », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 151-152, 2004, pp. 37 et 47.

⁴⁰⁷⁷ Correspondance avec **Alin Teodorescu** (les 28 août-3 septembre 2008).

⁴⁰⁷⁸ Entretien avec **Sorin Vieru** (16 juin 2008).

En 1996 le président de la Fondation est Lazar Vlasceanu, membre du conseil national de la Fondation Soros en Roumanie dès sa création⁴⁰⁷⁹, et il y reste pour deux ans. **Alin Teodorescu** il y reste comme membre de la Fondation tout comme d'autres membres du GDS : **Calin Anastasiu**, **Thomas Kleininger**, **Andrei Pippidi**, **Mihai Sora**, **Sorin Vieru**, Catrinel Plesu, Victor Rebengiuc et **Dan Oprescu**.

Entre 1997 et 2000, Horia-Roman Patapievic est le un seul membre du GDS (coopté en 1994) qui participe aux activités de la Fondation comme membre du conseil national.

Renate Weber est la présidente de la Fondation à partir de 1998 et jusqu'en 2007 quand elle est élu au Parlement européen sur les listes du Parti national libéral⁴⁰⁸⁰.

En 2001, un seul membre fondateur du GDS y participe, **Mariana Celac**⁴⁰⁸¹. En 2002, on retrouve aussi Smaranda Enache⁴⁰⁸² et en 2004, Marius Oprea⁴⁰⁸³ et Andrei Oisteanu, tous les deux sont membres du GDS⁴⁰⁸⁴.

D'après les témoignages de nos interlocuteurs plusieurs membres du GDS ont pu bénéficier des bourses pour la recherche même si les mêmes membres ont participé dans les commissions qui décidaient de l'attribution des bourses et des supports pour le secteur éditorial ou l'enseignement universitaire. Certains membres fondateurs du GDS reçoivent des bourses d'études à New School for Social Research : **Sorin Vieru**⁴⁰⁸⁵, **Calin Anastasiu** et **Stelian Tanase**.

Des bourses pour une année sont accordées par la Fondation Soros de Bucarest aux écrivains ou scientifiques, une liste comprenant les bourses dans « le domaine de la recherche scientifique et de la création littéraire » étant publiée dans 22 en décembre 1993.

2 bourse en mathématiques et 8 bourses dans le domaine des sciences de la nature dont 2 bourses en physique ; 3 en géologie ; 1 pour les sciences de l'environnement et 3 en chimie. Et 3 bourses en médecine

39 bourses pour les lettres dont 4 bourses en linguistique (pour un projet collectif) ; 7 pour « littérature/traduction », 9 bourses pour « littérature/prose » ou « littérature/essai » ; 10 pour « littérature/poésie » ; 8 pour « littérature/critique » ; 4 bourses pour « essais » (une catégorie qui tient plutôt de la littérature et moins des sciences sociales) ; 4 en « esthétique ».

⁴⁰⁷⁹ Né en 1946, Lazar Vlasceanu suivit une formation en pédagogie à la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest achevée en 1970. Entre 1973 et 1976, il obtint une bourse doctorale et fit une thèse de sociologie à l'Université de Londres concernant l'éducation, publiée en 1979 aux Éditions didactiques et pédagogiques. Chercheur en sociologie avant 1989 à l'Académie roumaine, en 1990, il est vice-recteur de l'Université de Bucarest et enseigne dans la nouvelle Faculté de sociologie et d'assistance sociale. En 1991, il est secrétaire d'État pour l'enseignement supérieur dans le Ministère de l'Enseignement et dès 1992 il est responsable d'un programme dans le cadre du Centre européen de l'UNESCO pour l'enseignement supérieur (22, 48, le 14 décembre 1990).

⁴⁰⁸⁰ Elle n'est pas membre du GDS mais avait collaboré avec un des membres fondateurs du GDS, l'opposant **Gabriel Andreescu**, dans le cadre du Comité roumain Helsinki. Voir *supra*.

⁴⁰⁸¹ Et Silviu Lupescu, le futur directeur la maison d'édition Polirom de Iasi.

⁴⁰⁸² Et Cristian Parvulescu, actuellement doyen de la Faculté de sciences politiques de l'École nationale des sciences politiques et administratives de Bucarest.

⁴⁰⁸³ Marius Oprea est l'initiateur en 2005 de l'Institut d'investigation des crimes du communisme.

⁴⁰⁸⁴ En 2006 on retrouve parmi les membres de la Fondation un ancien rédacteur à 22 dans les années 1990, Horatiu Pepine, signant pour 22 la « chronique parlementaire ».

⁴⁰⁸⁵ Pour une durée d'un mois à New School for Social Research (correspondance avec **Sorin Vieru**, juin 2008).

Dans le domaine des sciences humaines et sociales : 3 bourses en philosophie ; 4 en histoire dont une bourse en histoire de la littérature (Z. Ornea) ; 3 bourses pour « les sciences politiques » (**Andrei Cornea**, diplômé de lettres et de langues anciennes, se formant en philosophie comme disciple de Noica, publie dans 22 des textes sur l'actualité politique) ; une bourse en droit ; une bourse en économie ; une bourse en sociologie (George Voicu)⁴⁰⁸⁶.

A partir d'octobre 1991 la revue du GDS, 22, publie une annonce de la CEU. Le Collège européen constitué à Bucarest est la « branche roumaine » de CEU qui siège pour quelque temps à Prague présentée comme une université financée par des instances internationales et « associée à Oxford University⁴⁰⁸⁷ ». Les nombreuses annonces publiées dans 22 en automne 1991 visent le recrutement de dix jeunes enseignants formés dans le domaine des sciences humaines et (surtout) sociales pour une formation complémentaire afin qu'ils puissent, de retour en Roumanie, donner leurs propres cours dans les institutions où ils sont déjà insérées. De même on désire préparer de jeunes « administrateurs et cadres⁴⁰⁸⁸ » qui suivent une formation hétéroclite dans les sciences sociales. Les disciplines concernées sont les sciences politiques, l'histoire contemporaine, les sciences économiques et la gestion⁴⁰⁸⁹.

A. De la profession de sociologue après 1989

1. Du service pour l'État au travail philanthropique

La collaboration étroite avec George Soros occasionne de nouvelles possibilités en commençant par l'acquisition des connaissances sur les logiques économiques et par l'intérêt porté au domaine financier⁴⁰⁹⁰. Pour **Alin Teodorescu**, le fait d'endosser cette responsabilité pour la plus importante fondation étrangère installée après 1989 en Roumanie constitue l'occasion de se réinventer, d'étendre l'horizon de ses compétences et surtout d'intégrer un « tout autre monde » que celui qu'il avait connu auparavant :

« purement et simplement je suis né une seconde fois⁴⁰⁹¹. »

Il embrasse le secteur privé et l'entrée dans le postcommunisme est vécue comme le moment de sa conversion :

« j'ai vécu la Révolution de décembre 1989 comme une rédemption personnelle, j'ai quitté de ma propre volonté le secteur d'Etat, je me suis jeté la tête la première dans le secteur privé...⁴⁰⁹² »

Le fait de fréquenter des milieux littéraires avant 1989 lui permettent d'intégrer le GDS dès sa création. Après avoir travaillé dans le cadre d'une institution où la production scientifique est mise au

⁴⁰⁸⁶ 22, 202, 1993.

⁴⁰⁸⁷ 93, 1991.

⁴⁰⁸⁸ 22, 93, 1990 ; 22, 94, 1990 ; 22, 95, 1990.

⁴⁰⁸⁹ Nicolas Guilhot, « Une vocation philanthropique. George Soros, les sciences sociales et la régulation du marché mondial », ARSS, 151-152, surtout p. 44. L'auteur montre, en s'appuyant sur les archives de Open Society Institute et sur les témoignages de quelques participants à ce projet, que le type de formation favorisé par cet enseignement a comme but principal de former des compétences plutôt économiques en les revêtant d'un sens idéologique afin qu'ils soient capables d'investir le capital scolaire acquis pour participer au processus de libéralisation politique et surtout économique dans leurs pays d'origine.

⁴⁰⁹⁰ **Alin Teodorescu**, « Leçon universelle de l'Américain Warren Buffet », *Curierul national*, 28 juin 2006. Il fait de nombreux plaidoyers pour toute initiative relevant du secteur privé.

⁴⁰⁹¹ Correspondance avec **Alin Teodorescu** (28 août-3 septembre 2008).

⁴⁰⁹² **Alin Teodorescu**, *Sociolog in viata cotidiana, op. cit.*, p. 11.

service des politiques du régime et d'être chercheur à l'Académie roumaine avant 1989 publiant dans un périodique de « sciences politiques »⁴⁰⁹³, il se trouve à la direction de l'entreprise démarrée par la Fondation Soros et qui fut le « plus important agent de changement de Roumanie jusqu'aux élections de 1996⁴⁰⁹⁴ ».

Par l'investissement d'une entreprise qui vise à accompagner notamment les scientifiques dans leurs stratégies d'adaptation au nouveau contexte qui conduit à l'ouverture des différents champs à l'étranger et d'une demande accrue de nouvelles compétences, **Alin Teodorescu** lui-même est mis en position de transférer ses compétences techniques⁴⁰⁹⁵ pour les utiliser dans la coordination d'une institution veillant au processus d'adaptation du monde intellectuel à la logique capitaliste. Son capital proprement scientifique associé à ses connaissances sur le fonctionnement du système administratif roumain lui a beaucoup servi dans cette nouvelle responsabilité. **Alin Teodorescu** considère que « seules les connaissances du système administratif roumain et les connaissances professionnelles, de sociologue » l'ont aidé dans son activité de direction d'une fondation⁴⁰⁹⁶. Il affirme avoir appris dans le secteur privé énormément plus de choses que pendant sa jeunesse passée « sous le communisme⁴⁰⁹⁷ ».

En tant que chercheur (entre 1986 et 1989) à l'Institut de sociologie de l'Académie roumaine, il a participé à l'élaboration de deux ouvrages en collaboration avec d'autres sociologues Catalin Zamfir⁴⁰⁹⁸, Elena Zamfir, A. Popescu, Lazar Vlasceanu⁴⁰⁹⁹, Stefan Stefanescu⁴¹⁰⁰, Nicolae Gheorghe : *Indicatori si factori ai calitatii vietii* [Indices et facteurs de la qualité de vie] et *Stiluri de viata* [Styles de vie]. Ces deux ouvrages paraissent aux Éditions de l'Académie respectivement en 1985 et 1989.

Nicolae Gheorghe (né en 1946), d'origine tsigane, suit des études en sociologie à l'Université de Bucarest entre 1968 et 1972. Il traite dans ses études de la situation des tsiganes, son travail d'expertise sert à légitimer la politique du régime et, en plus, ses recommandations sont transmises pour servir aux responsables de la Securitate. A. Popescu est spécialiste des études turques, sous sa direction paraît en 2007 un ouvrage en collaboration avec F. Bilici et I. Candea, *Enjeux politiques, économiques et militaires (XIV-XXIe siècles). Etudes à la mémoire de Mihail Gogol*, publié par le Musée de Braila et les éditions Istros. En tant que chercheur à l'Institut de sociologie **Alin Teodorescu** collabore pour ses études avec Ion Cioaba (le roi autoproclamé, en 1992, des Tsiganes) avec lequel il lie une « amitié profonde ». Il dit avoir été enquêté par la Securitate au début des années 1980. Après 1989, avec l'ouverture des archives de la Securitate, les médias parlent de sa collaboration avec les services de la Securitate, du fait qu'on a pu démontrer la collaboration d'Ion Cioaba avec la Securitate. Entre 1991 et 1993, Ion Cioaba est le vice-président de l'Union internationale des Roms, en cette qualité il participe à la réunion des experts de la CSCE concernant

⁴⁰⁹³ Voir chapitre 3.

⁴⁰⁹⁴ Correspondance avec **Alin Teodorescu** (les 28 août-3 septembre 2008).

⁴⁰⁹⁵ Pierre Bourdieu, *Homo academicus*, op. cit., p. 88 : « les facultés dominantes dans l'ordre politique ont pour fonction de former des agents d'exécution capables de mettre en application sans les discuter ni les mettre en doute, dans les limites des lois d'un ordre social déterminé, les techniques et les recettes d'une science qu'elles ne prétendent ni produire ni transformer ».

⁴⁰⁹⁶ Correspondance avec **Alin Teodorescu** (28 août-3 septembre 2008).

⁴⁰⁹⁷ **Alin Teodorescu**, *Sociolog in viata cotidiana*, op. cit., p. 12.

⁴⁰⁹⁸ Catalin Zamfir enseigne en 1989 à l'Institut polytechnique (voir chapitre 3).

⁴⁰⁹⁹ Catalin Zamfir, Elena Zamfir et Lazar Vlasceanu intègrent après 1989 la nouvelle Faculté de sociologie (et de psychologie, tout au début) et d'assistance sociale de l'Université de Bucarest (voir *supra*).

⁴¹⁰⁰ Stefan Stefanescu est mathématicien.

les minorités nationales en juillet 1991 et signe des textes dans 22⁴¹⁰¹ où il discute de l'activité du Gouvernement roumain et de sa perspective différente sur la situation des Tsiganes en Roumanie.

En 1989 **Alin Teodorescu** travaillait à « une étude sur l'idéologie du jeune Marx, qui est restée inachevée⁴¹⁰² ». La même année aux Éditions Minerva de Bucarest paraît l'anthologie *Grands penseurs et philosophes français du XIXe siècle*. Les textes sont traduits par son ami **Calin Anastasiu** et son épouse, Adriana Anastasiu, et commentés par **Alin Teodorescu** qui raconte que :

« les volumes ont été publiés en 1989 mais ils n'ont été diffusés qu'en 1990. Les volumes ont été le résultat des lectures prolongées des socialistes français du XIXe siècle dans la période où je lisais au sujet de l'œuvre de Marx⁴¹⁰³. »

Évaluant sa formation comme sociologue (à la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest) et ses expériences dans les deux instituts qu'ils avaient intégré à la fin de ses études, au Centre de sociologie urbaine et régionale affilié à l'Institut « Projet Bucarest »⁴¹⁰⁴ et ensuite à l'Institut de sociologie de l'Académie roumaine, il affirme :

« Cela a été ma période de formation. En 1990 j'ai constaté que j'avais beaucoup de connaissances théoriques, partiellement inutiles, mais je n'avais aucune connaissance concernant la recherche du marché. Entre temps j'ai appris⁴¹⁰⁵. »

De par ses préoccupations pour les questions politiques et ses contacts avec des intellectuels avec diverses préoccupations et de générations différentes, philosophes mais aussi anciens militants communistes, dont un s'est exprimé publiquement contre le régime⁴¹⁰⁶, **Alin Teodorescu** semble correspondre au profil recherché par les diverses structures de la Fondation si on retient que la CEU (institution créée par la Fondation Soros) se propose de « former des privatiseurs et des démocratisateurs [...] des gens capables [...] de traduire leur savoir en actions concrètes⁴¹⁰⁷ ». Il faut rappeler qu'avant 1989, il est chercheur à l'Académie roumaine et il publie dans la presse de la jeunesse communiste, il participe à un cercle de discussion sur des « sujets d'histoire, de sociologie, de diplomatie » et il a été membre du PCR. Rétrospectivement, il déclare :

« j'ai toujours voulu faire de la sociologie et de la politique⁴¹⁰⁸ ».

Caractérisant la contribution du GDS à la « décommunisation » **Alin Teodorescu** mentionne la période entre 1990 et 1992 comme étant la plus importante, bien que, selon lui, déjà en 1991-1992 :

⁴¹⁰¹ 22, 80, 1991 ; 22, 83, 1991.

⁴¹⁰² Correspondance avec **Alin Teodorescu** (le 8 septembre 2008).

⁴¹⁰³ *Ibid.*

⁴¹⁰⁴ Voir dans le premier chapitre.

⁴¹⁰⁵ Correspondance avec **Alin Teodorescu** (les 28 août-3 septembre 2008).

⁴¹⁰⁶ Correspondance avec **Alin Teodorescu** (le 8 septembre 2008). Il s'agit en premier lieu de Silviu Brucan signataire de la « lettre des six », celui qui tout au début de 1990 publie dans 22 et de **Pavel Campeanu**, membre fondateur du GDS, ancien militant communiste (correspondance avec **Alin Teodorescu**, 28 août-3 septembre). Voir *supra*, dans le premier chapitre sur la période communiste.

⁴¹⁰⁷ Selon les archives de la CEU, citée par Nicolas Guilhot, « Une vocation philanthropique... », art. cit., p. 44.

⁴¹⁰⁸ Correspondance avec **Alin Teodorescu** (les 28 août-3 septembre 2008).

« il [le GDS] a créé la première publication véritablement démocratique, il a offert des modèles de comportement, il a commencé l'action de démocratisation de la télévision publique, il a stimulé les débats politiques, il a été une plateforme de communication avec l'étranger, il a créé le P[arti] de l'A[lliance] C[ivique], le seul parti civique de Roumanie⁴¹⁰⁹. »

Parmi ses collègues de la période communiste certains se retrouvent après 1989 à l'Académie roumaine, institution d'ailleurs critiquée par le GDS, considérée par la majorité des membres du GDS comme conservatrice notamment du fait de son rapprochement du pouvoir politique du début des années 1990. Ensemble ils se retrouveront plus tard (avec Elena Zamfir et Lazar Vlasceanu) dans le cadre du premier institut de sondages créé précisément à l'initiative d'**Alin Teodorescu** qui en est le principal patron de cette société par actions.

Ses nouvelles responsabilités, en tant que premier président du GDS et ensuite comme vice-président, mais surtout comme président de la Fondation Soros en Roumanie, le conduisent à appréhender les défis économiques auxquels est confrontée une institution à vocation culturelle :

« Je n'avais aucune idée sur les mécanismes de l'économie du marché, je croyais qu'on peut soutenir du point de vue matériel un tel groupe sans adopter les mécanismes de l'économie du marché⁴¹¹⁰. »

Le GDS revendique son titre de représentant de la « société civile ». Cette notion tant maniée par les intellectuels reçoit dans la vision du premier président du GDS, **Alin Teodorescu**, son sens « classique » : « non État, non profit ». La revendication de l'autonomie comme refus du contrôle de l'État traverse les prises de positions ultérieures d'**Alin Teodorescu** que ce soit à partir de sa position d'entrepreneur privé ou de politique appartenant à la « classe d'élus⁴¹¹¹ ». Dans sa vision la « société civile » où le GDS inscrit son activité est l'espace se définissant en opposition à l'État et non à l'économie ou plus, aux partis politiques :

« les organisations non-gouvernementales font partie de la société civile. La société civile est la partie des institutions d'une société qui ne sont ni d'État, ni de famille [...] Les associations, les fondations, les partis politiques, les entreprises privées sont des organisations de la société civile⁴¹¹². »

Cette acception de la « société civile » est conforme à la définition donnée par Hegel dans *Principes de la philosophie du droit ou droit naturel et science de l'Etat* [1821]⁴¹¹³. D'ailleurs, comme le système philosophique hégélien qui distingue entre la sphère privée, du particulier, du travail et des échanges économiques et l'Etat, **Alin Teodorescu** voit dans la personne concrète une des dimensions de la « société

⁴¹⁰⁹ Ibid.

⁴¹¹⁰ Ibid.

⁴¹¹¹ Actuellement, siégeant dans le Parlement à la Chambre des députés de la part du Parti social démocrate, il se présente en « politicien élu » (correspondance avec **Alin Teodorescu**, les 28 août-3 septembre 2008).

⁴¹¹² **Alin Teodorescu**, *Sociolog in viata cotidiana*, op. cit., p. 50. La définition présentée est conforme à la celle donnée par Hegel dans *Principes de la philosophie du droit ou droit naturel et science de l'Etat* [1821], PUF, 2003. La définition donnée par **Alin Teodorescu** est exactement celle présentée par **Stelian Tanase** dans nos entretiens.

⁴¹¹³ Gautier Pirotte, *La notion de société civile*, op. cit., pp. 24-27.

civile ». Cette même distinction, la « société bourgeoise », où l'*homo oeconomicus* est l'individu appartenant à la société civile, vs. l'État, sera reprise par Karl Marx toute en la renversant⁴¹¹⁴.

Alin Teodorescu souligne le danger de toute soumission à des instances politiques ou l'adoption des stratégies commerciales qui auraient contredit l'image que le GDS présente de lui, un groupe d'intellectuels indépendant de toute institution. Cela fonde dans sa vision la proximité du GDS, comme association civique, avec la Fondation puisque :

« Immédiatement après la chute du système communiste un sentiment contradictoire est apparu : d'une part, certains se sont orientés strictement vers la résolution des intérêts individuels (passeport, changement de domicile, la migration dans le secteur privé, la création des journaux, des revues, etc.), d'autres ont désiré la formation des groupes d'action pour le changement de l'état des choses considérées inacceptables : groupes philanthropiques, d'obtention de certains droits, etc. Ce sentiment public contradictoire s'est trouvé à la base de la création de dizaines de partis, d'associations, de fondations, de groupes formels et informels qui ont agi vivement et publiquement dans les premières années après la Révolution⁴¹¹⁵. »

Questionné sur son appréhension du rôle de l'intellectuel dans la période postcommuniste, il affirme

:

« Je ne me suis jamais considéré un vrai intellectuel. Plutôt un travailleur social⁴¹¹⁶ ».

N'intervenant que très rarement dans 22, avec une série d'articles sur l'état de l'économie en 1990 ou pour discuter des résultats des élections locales en 1992 et par la suite en étant interrogé par le rédacteur en chef de la revue pour discuter de la presse « de transition⁴¹¹⁷ », il le fait en tant que spécialiste. Mais sa critique de la politique économique mise en place par le pouvoir politique le pose dans une position qui dépasse celle du spécialiste. C'est précisément au nom de son appartenance au GDS, comme instance autonome rassemblant des « intellectuels de diverses professions⁴¹¹⁸ » qu'il discute des politiques. Plus tard, quand il est questionné sur le succès et le profil des lecteurs de la presse proche du GDS, il le fait au nom des savoirs produits par l'organisme de recherche produisant des sondages, qu'il avait créé. Comme spécialiste, il met les savoirs, qu'il contribue à produire et à diffuser, au service du GDS en discutant de la revue 22 et de la presse proche du GDS avant les élections de 1992. Qui plus est, il discute toujours en expert des publications que l'organisme privé qu'il dirige, la filiale roumaine de la Fondation Soros, soutient.

Dans la période communiste, son désir de participer au jeu politique – dont il témoigne dans les années 2000 moment de son enrôlement dans un parti « de gauche » –, attesté par ses témoignages sur son adhésion au PC avant 1989 et par sa préoccupation pour se manifester publiquement, de se faire connaître en dehors des instances officielles du champ académique, par le biais de la presse littéraire, le situe dans la

⁴¹¹⁴ Jean L. Cohen and Andrew Arato, *Civil Society and Political Theory*, op. cit., surtout p. 97.

⁴¹¹⁵ Correspondance avec **Alin Teodorescu** (les 28 août-3 septembre 2008).

⁴¹¹⁶ Ibid.

⁴¹¹⁷ 22, 123, 1992.

⁴¹¹⁸ « La déclaration de constitution du Groupe pour le dialogue social », 22, 1, le 20 janvier 1990.

proximité des anciens militants communistes, dissidents de la dernière période communiste, ou de ceux qui s'intéressent à la politique tout en restant des intellectuels autonomistes. Après la chute du communisme c'est dans la posture de l'intellectuel spécialisé qui met ses compétences au service d'une instance autonome, le GDS, mais aussi d'une organisation à « vocation philanthropique⁴¹¹⁹ », en refusant l'encadrement politique (il témoigne avoir été contre l'organisation du GDS en parti politique) qu'il participe au jeu politique :

« nous ne voulions guère nous mêler au pouvoir politique. Bien que certains soient devenus des ministres, d'autres ont été des parlementaires. Mais à cette époque-là nous considérons la politique comme une occupation inappropriée. Nous n'avions pas raison mais c'est comme ça que nous pensions... »

Il contribue, de par sa position de président de la Fondation et président du GDS, à fournir aux intellectuels indépendants les moyens pour mettre à profit les compétences de certains de ses membres. Selon **Alin Teodorescu**, le GDS s'est défini « après janvier 1990 » et avait fonctionné quelques années par la suite « comme un lieu de dialogue et un think-tank⁴¹²⁰ ». Le savoir produit dans le cadre du GDS, par certains des membres fondateurs, selon le modèle d'un « think-tank », sera utilisé dans les luttes politiques auxquelles le GDS participe en endossant des postures diverses selon les enjeux du moment.

2. De l'entrepreneuriat au statut d'expert

A l'automne (octobre-novembre) 1991, après un séjour au Japon, **Alin Teodorescu** crée l'Institut de marketing et de sondage (IMAS) comme société par actions rassemblant seize personnes – sociologues, économistes et spécialistes dans les technologies de l'information. Du capital investi, il lui appartient une proportion de 60%. D'autres actionnaires participent aux activités de l'institut : Mircea Chivu, Anca Anghel, Theodor Czobor, Stefan Dumitrescu. À une exception près (écrivaine), il s'agit de sociologues dont le dernier participait aussi à la création du Centre indépendant de sondages (CIS), structure fonctionnant sous la tutelle du GDS. Les autres actionnaires ont une formation en sociologie ou en droit : Elena Zamfir (l'épouse de Catalin Zamfir), Mihaela Vlasceanu (l'épouse de Lazar Vlasceanu), Tiberiu Spircu, Dragos Sitaru. Nombre d'entre eux sont de ses anciens collègues de la faculté. Ultérieurement, son principal associé à cette entreprise est son proche ami, **Calin Anastasiu**, qui, au moment de la création de cet institut, siège au Parlement de la part du PAC⁴¹²¹.

La création de son propre institut de sondages vient après son initiative de créer avec **Pavel Campeanu** le CIS.⁴¹²² En créant son propre institut il désire se dérober à l'empreinte politique que le GDS avait mise sur le CIS. Selon lui, déjà à partir de 1991-1992 l'orientation politique du GDS n'est plus celle qu'il se revendique dans les années 2000 :

⁴¹¹⁹ Nicolas Guilhot, « Une vocation philanthropique », art. cit.

⁴¹²⁰ Correspondance avec **Alin Teodorescu** (les 28 août-3 septembre 2008).

⁴¹²¹ Chercheur à l'Institut de sociologie où il travaille depuis la fin de ses études.

⁴¹²² Correspondance avec **Alin Teodorescu** (les 28 août-3 septembre 2008).

« la radicalisation politique du GDS est intervenu en 1991-1992 quand je n'étais plus à sa direction. Malheureusement, le GDS s'est dirigé vers la droite politique, alors que moi je suis profondément de gauche⁴¹²³. »

La fondation d'un institut de sondages doit être reliée à son activité pour la Fondation Soros ainsi qu'à l'accroissement d'une demande pour ce type d'expertise. En 1996 il quitte la Fondation Soros pour se consacrer à la gestion de cet institut privé qu'il fondait en 1992 avec des amis sociologues qu'il avait connus bien avant la chute du communisme :

« le système des fondations Soros commençait à s'institutionnaliser, dès 1994. Il y avait des règles, directives, programmes, des contraintes budgétaires [...] à un moment donné, j'ai compris que soit je vais dans le secteur non-profit comme professionnel, donc je deviens salarié dans la Fondation, soit je vais sur mon chemin. J'ai choisi la deuxième voie [...] je ne voulais plus faire mon métier dans le système des institutions étatiques. J'ai créé mon propre lieu de travail⁴¹²⁴. »

Environ une année après la constitution de l'IMAS, les enquêtes se déroulent d'après la recette utilisée au CIS, des moins coûteuses, par correspondance ou par le biais de la presse écrite. À la suite des élections de septembre 1992, selon ses témoignages, les gros degrés d'erreur associés à l'usage de ces techniques, déterminent l'IMAS à choisir les « sondages de terrain⁴¹²⁵ ». Les travaux se déroulent à l'IMAS à la demande des sociétés commerciales, en premier lieu, et des médias. En dehors des travaux de « consultation », à savoir l'expertise fournie aux sociétés commerciales et aux diverses publications destinées au large public, l'Institut se consacre à la création de bases de données qui devraient lui servir à l'élaboration des recherches sur des groupes professionnels ou sociaux. Ces bases de données concernent non seulement le secteur commercial ou différentes catégories de la population mais aussi le domaine de l'enseignement supérieur ou l'émigration roumaine.

Le nouveau contexte de libéralisation politique et économique conduit les intellectuels à émettre en première instance des réserves à l'égard de leur choix initial et ensuite de s'orienter vers de nouvelles stratégies toujours en fonction de leurs dispositions antérieures. Plusieurs intellectuels du GDS soutiennent la nécessité d'un engagement politique : le militantisme ou la constitution du parti politique. C'est le cas de **Gabriel Andreescu** critiquant le refus du politique et le désir du GDS de se définir en tant qu'« instance morale » ayant comme activité principale le domaine de la culture et son principal promoteur. D'autres encore se dirigent vers une carrière politique, comme c'est le cas de **Stelian Tanase** et de **Calin Anastasiu**. Alors qu'**Alin Teodorescu** se dirige vers le secteur privé, en créant son propre institut de recherche, tout en restant à la direction de la Fondation Soros. Ce moment coïncide avec la fin de sa participation à la direction du GDS. C'est aussi le moment de l'entrée en politique de ces amis de la période communiste, **Stelian Tanase** et **Calin Anastasiu**, et d'autres membres du GDS comme du PAC.

⁴¹²³ Ibid.

⁴¹²⁴ Ibid.

⁴¹²⁵ 22, 160, 1993.

Tous ne disposent pas de moyens pour prendre leurs distances avec le GDS. L'orientation politique dominante au sein du GDS ou la « radicalisation politique », selon les termes d'**Alin Teodorescu**, est sûrement en lien avec certaines distanciations, mais aussi avec l'intérêt de certains intellectuels pour d'autres activités relevant du domaine de la culture ou/et de la politique. Selon le type de capital (moral ou spécifique) qu'ils ont accumulé et du capital social obtenu bien avant l'apparition du GDS qu'ils peuvent mobiliser, profitant de la nouvelle conjoncture – recomposition de l'espace politique et ouverture à l'étranger – grâce à leur appartenance au GDS, plusieurs membres du GDS créés de nouvelles positions dans le champ intellectuel.

Après une longue période passée dans le cadre de la Fondation Soros et ensuite comme directeur d'un institut de sondages, au début des années 2000, moment où une coalition « de gauche » dominée par le parti issu du FSN, constitué sous la tutelle d'Ion Iliescu (son candidat, Ion Iliescu revient à la présidence du pays), gagnait les élections, **Alin Teodorescu** revient au journalisme. Dans la rubrique « Opinions », ouverte par ce journal à des journalistes ou à des intellectuels – parmi lesquels on retrouve aussi son ancien ami, **Stelian Tanase** –, il traite des questions économiques et de l'actualité politique. Comme « politicien élu », tel qu'il se présente, **Alin Teodorescu** se déclare « très content » de revenir à une de ses activités d'avant 1989⁴¹²⁶, celle de journaliste (avant 1989, en publiant dans la presse des Jeunes communistes), en publiant, de manière constante dans la presse de province (notamment dans le journal *Gazeta de Sud*) sur des questions actuelles, politiques ou économiques, en s'appuyant sur les savoirs accumulés en tant que sociologue et entrepreneur privé dans la période communiste et en en faisant référence aux expériences accumulées grâce à sa collaboration avec « Soros qui est un bon professeur ».

Après avoir joué, en 2003 et en 2004, le rôle de conseiller du premier ministre⁴¹²⁷ Adrian Nastase, son entrée en politique en 2004 aux côtés du PSD (parti constitué sous la tutelle du premier président de la période postcommuniste, Ion Iliescu) vient dans la continuation de ses « convictions de gauche » mais aussi, selon ses propres affirmations, dans celle de ses préoccupations dans le cadre de la Fondation :

« J'ai été invité pour devenir ministre par trois-quatre premiers ministres. Je n'ai accepté que l'invitation du premier ministre A[drian] Nastase en février 2004 pour la seule raison [que] la Roumanie était dans une situation très difficile concernant le procès d'intégration [dans l']UE précisément à cause du problème dont je me suis occupé durant des années (l'adoption internationale). J'ai réussi à faire ce que je me suis proposé. À l'été 2004, j'ai été invité à candidater sur les listes du PSD et j'ai accepté. »

Mais à part ses responsabilités de spécialiste dans l'appareil d'Etat, en 2004 il se charge d'élaborer la doctrine du parti :

⁴¹²⁶ Sur ses activités journalistiques sous le communisme, voir *supra*, le premier chapitre.

⁴¹²⁷ Durant l'année 2004, il est chef de la chancellerie du premier ministre. L'année 2004 est aussi celle de la fin du mandat du premier ministre, Adrian Nastase, chef du PSD.

« J'ai été le chef du département qui a élaboré tous les documents du parti entre l'été de l'année 2004 et l'été 2008. J'ai participé intensément à la campagne locale de 2008. Je participerai aussi dans la campagne de 2008 [...] maintenant je suis politicien élu⁴¹²⁸. »

En 2004, au moment où **Alin Teodorescu** annonce à son ami **Calin Anastasiu** sa décision d'intégrer le Parti social démocrate (PSD), ce dernier semble désapprouver la décision de son ami étant donnée sa propre expérience d'élu, entre 1992 et 1996, aux côtés d'autres membres du GDS, comme membres du PAC (**Stelian Tanase, Alexandru Paleologu**) :

« Le départ d'**Alin Teodorescu** de l'IMAS [...] m'a paru vraiment surprenant [...] Quand il m'a dit, en février dernier [2004], qu'il désirait organiser la chancellerie du premier ministre, j'ai été d'accord, pour la simple raison qu'il n'était pas question de la chancellerie d'Adrian Nastase⁴¹²⁹, mais d'une structure qui devait travailler pour le Premier ministre de la Roumanie et dont, entre nous soit dit, on avait absolument besoin. Après avoir accompli cette tâche, il aurait dû retourner à l'IMAS, en décembre [2004], après les élections [parlementaires et présidentielles]. Entre printemps et automne nous n'avons pas eu l'occasion d'en discuter plus [...] Ainsi ce n'est qu'au début d'octobre que j'ai appris du pas en avant (ou en arrière ?) qu'il avait fait en été : son enrôlement politique. Cela avait annulé tant notre entente initiale que le reste de nos projets communs liés à l'IMAS [...] Il ne s'agit pas de la direction de son engagement, mais du fait en soi, de l'engagement en politique par quelqu'un comme lui. Surtout qu'il connaissait bien mon expérience antérieure en politique, avec toutes ses vicissitudes. Quand tu es engagé en politique tu perds la voix d'analyste indépendant et tu dois apprendre une autre langue...⁴¹³⁰ »

B. L'investissement à l'étranger et la Central European University

Parlant de son parcours intellectuel⁴¹³¹, **Sorin Antohi** (né en 1957, à Targu-Ocna) se déclare très « politique », avec un intérêt pour la politique et une « attitude politique », dès 1980, et cela grâce à son étude sur l'utopisme, en cours de publication en 1989 aux Éditions scientifiques. À l'occasion de la seconde édition révisée⁴¹³² de son livre sur l'utopisme il entend présenter dans un post-scriptum le parcours de son « projet intellectuel » qu'il range parmi les rares « témoignages précieux concernant la formation intellectuelle et politiques sous le communisme roumain ». Sa formation initiale, en lettres modernes (langues étrangères), s'est poursuivie à Iasi. Alors que sa relation amicale avec son maître à penser, Al. Zub, lui offre l'opportunité de se former en histoire des idées. Tout en fréquentant un milieu « subversif », s'intégrant dans le « Groupe d'Iasi ».

Ayant une formation en lettres modernes, **Sorin Antohi** est historien reconnu après 1989. Son appartenance disciplinaire d'avant 1989 s'efface grâce aux postes qui lui sont proposés et qu'ils occupent,

⁴¹²⁸ Correspondance avec **Alin Teodorescu** (les 28 août-3 septembre 2008).

⁴¹²⁹ Successeur d'Ion Iliescu à la présidence du Parti social démocrate, candidat aux élections présidentielles de 2004.

⁴¹³⁰ *Capital*, 10 février 2005.

⁴¹³¹ Le 25 mars 2008, invité à la Faculté des lettres de l'Université de Bucarest pour discuter de son dernier livre (*Razboaie culturale*, *op. cit.*). Le cadre de cette discussion (une rencontre où on voit que des étudiants en lettres ou des critiques et des historiens littéraires) ne peut pas être sans conséquence sur les idées soutenues par l'auteur. Le contexte de cette parution ainsi que de sa présentation publique à la Faculté des lettres marquent en effet le retour de l'auteur dans l'espace public.

⁴¹³² **Sorin Antohi**, *Utopica*, *op. cit.*

à ses revendications. Toutefois la propension à faire des commentaires sur des auteurs rappellent le travail des critiques littéraires.

Après 1990 et jusqu'en 1992, en tant que boursier du Gouvernement français, il complète sa formation en histoire à l'EHESS (Paris) où il fréquente surtout les séminaires des « aroniens », Marcel Gauchet, Pierre Manent, François Furet et Alain Besançon, et où il découvre Tocqueville. Se faisant connaître comme historien des idées, entre 1993 et 1997, il donne des cours à la Faculté d'histoire de l'Université de Bucarest comme professeur invité durant quatre semestres. Et où il semble refuser un poste de titulaire. À partir de 1995, il enseigne à Central European University (CEU) de Budapest, où il est vice-recteur de 1997 jusqu'en octobre 2006. D'où il est obligé de se retirer après le scandale déclenché dans la presse au sujet du fait que le professeur, qui dirige des thèses, n'a pas obtenu son titre de docteur. Ce scandale surgit un mois après un autre scandale concernant ses notes rédigées pour la Securitate. Au moment où le premier scandale surgit, il est membre de la commission présidentielle constituée en avril 2006 par l'administration de Traian Basescu, en vue de produire une étude qui se trouvera à la base d'une déclaration du Président devant le Parlement roumain pour la « condamnation de la dictature communiste en Roumanie ».

Le nom de Paul Ricoeur est convoqué comme formateur, comme repère dans son parcours d'intellectuel, en fait le Centre d'études historiques créé par Antohi (à Central-European University de Budapest) porte la marque symbolique de Paul Ricoeur.

L'histoire des idées comme « vaste champ de recherche interdisciplinaire qui combine l'histoire de la philosophie avec l'histoire sociale et l'anthropologie culturelle, avec la nouvelle histoire culturelle et la théorie critique [...] avec la sociologie et les sciences politiques, avec la linguistique et la science de la littérature, avec la théorie de l'histoire et l'histoire des mentalités » est sa spécialité. Ce n'est que dans ses derniers essais, suite aux deux scandales, qu'il portera un regard attentif, des plus admiratifs, sur la production des milieux littéraires. Ce sont les théoriciens et les historiens littéraires qui tentent de le récupérer et cela faisant pour attester de leur intérêt pour les études littéraires ouvertes au champ des sciences sociales. Et, à travers eux, il travaille à revalider ses compétences dans le domaine des sciences sociales. Tenir un discours⁴¹³³ qui déplore l'absence des sociologues et des historiens de l'espace public et du débat sur les idées, c'est revendiquer sa position « singulière » comme promoteur d'un renouvellement dans les sciences sociales :

« les grands absents sont les historiens [...], les littéraires discutent de mes livres, ceux qui écoutent, c'est la perpétuation de la situation des années 1980. Mais les grands absents sont l'histoire, la sociologie... »

⁴¹³³ Discours tenu à la Faculté des lettres, le 25 mars 2008.

Accorder une place importante dans les débats et les productions culturelles aux jeunes critiques littéraires constitue pour lui l'occasion de (se) mettre en valeur sa formation en autodidacte pendant le communisme :

« je n'étais pas surpris d'observer un nouveau milieu après 1990 [...] tout existait déjà avant 1990 et ce milieu se trouvait dans les facultés des lettres, ceux qui s'occupaient de la théorie de la littérature, l'esthétique, l'analyse textuelle [...] je me suis formé dans ce milieu ».

Son rôle d'intermédiaire entre les disciplines et sa position lui permettent de former de jeunes chercheurs, d'influer sur le choix des problématiques, et donc de décider de ce qui mériterait d'être discuté et de la manière dont cela devrait être fait⁴¹³⁴. Sa manière de discuter sur ce qu'il faudrait lire témoigne de son assurance sur la maîtrise des références à appliquer sur tel ou tel sujet de recherche ainsi que de son savoir-faire scientifique propre à mettre en relation l'objet de recherche et le milieu de réception⁴¹³⁵. En toute connaissance de l'apport important que peut avoir le fait de circuler et de faire circuler les idées, il prêche l'insertion des chercheurs dans des réseaux internationaux comme moyen d'établir le « dialogue interculturel ». À part ses travaux scientifiques par lesquels il se propose de couvrir un domaine qui s'étend à plusieurs disciplines des sciences sociales, il déploie une activité d'expertise auprès de diverses maisons d'édition en Roumaine et introduit (en traducteur ou, plus souvent, en donnant des conseils sur ce qu'il faut traduire) des auteurs français de sciences sociales. Il traduit (seul ou avec son épouse, Mona Antohi) pour Humanitas Pierre Manent, François Furet, Alain Besançon (4 titres), Ralf Dahrendorf et Katherine Verdery. **Sorin Antohi** qui décide des titres à publier dans la maison d'édition la plus prestigieuse, les Éditions Humanitas, mais il définira les choix à faire pour la jeune génération universitaire à laquelle les possibilités de se former dans les établissements français s'ouvrent en 1990⁴¹³⁶. Cette jeune génération qui sort de l'université munie d'un diplôme universitaire des facultés d'histoire ou de philosophie se retrouve majoritairement parmi les membres du GDS. **Sorin Antohi** est un intellectuel des plus mobiles possibles, physiquement et intellectuellement, si on en croit à ses témoignages sur les voyages faits à but scientifique, mais aussi si on prend en compte ses contacts pris grâce à son ancienne position à CEU de Budapest :

« J'ai toujours eu deux chapeaux, une roumaine et une autre est-européenne [...] j'ai suivi largement la situation en Europe de l'Est. »

C'est à cette occasion qu'il fait intervenir dans la discussion le nom de Slavoj Žižek qu'il avoue avoir découvert par hasard et dont il vante l'engagement politique, l'effervescence de ses prises de positions toujours appliquées à l'histoire du présent et subversives par rapport à l'Occident. L'attention prêtée à l'Europe Centrale et de l'Est vient en contrepartie à ce qu'il nomme l'incapacité de l'Occident de « traiter »,

⁴¹³⁴ Entretien avec **Sorin Antohi** (le 20 décembre 2006).

⁴¹³⁵ Entretien avec **Sorin Antohi** (le 26 mars 2008).

⁴¹³⁶ Entretien avec Cristian Preda, le 15 février 2008 : « **Sorin Antohi** est en fait celui qui a mis sur la table de Liiceanu [les Éditions Humanitas] toute cette tradition aronienne : Furet, Manent... c'est comme ça que je suis arrivé à Manent, je lui serai à jamais reconnaissant en dépit de ce qu'on a dit sur lui parce qu'il avait introduit et promu Manent pour la traduction. Cela parce qu'il avait fréquenté cette école à Paris... ».

au sens de comprendre et de prendre en compte afin d'intégrer ce que l'Est représente. Le rapport à l'Europe et la manière dont le chercheur si ce n'est que l'auteur appartenant à une culture mineure comme celle roumaine est discuté largement dans le livre des dialogues avec le critique « des idées » décidément très européeniste, Adrian Marino⁴¹³⁷.

Le GDS réussit à se procurer d'autres tribunes que 22. Profitant de l'appui venant de l'extérieur, le GDS a réussi aussi à garder le capital acquis lorsqu'il se présentait comme « groupe indépendant » et à s'adapter aux défis de la libéralisation, pour la diffusion d'une production qui fait opposition au nouveau pouvoir politique, avec la contribution des artistes consacrés et des plus jeunes prétendants à la reconnaissance. Grâce surtout aux plus démunis de capital symbolique, à leurs initiatives visant la continuation de leurs activités ou en vue de (se) faire connaître de par leurs préoccupations de la dernière période communiste, le GDS peut se prétendre pour un laps de temps limité un lieu d'expertise.

L'appartenance au GDS permet ainsi aux plus jeunes de reconduire leurs activités dans des institutions de la « société civile », de présenter leurs savoirs acquis sous le communisme à un public plus large ou à d'autres publics que celui composé de leurs pairs et des avisés et parfois même changer d'activité ou même de discipline grâce aux appuis venus de l'étranger⁴¹³⁸. Des membres du GDS qui ont obtenu leur consécration sous le communisme ou/et ont fait leur carrière sous le contrôle de l'État communiste peuvent se présenter sous un jour nouveau dans des institutions de la société civile⁴¹³⁹. Le fait d'intégrer le GDS les conduit à fréquenter non seulement des milieux politiques mais aussi à se présenter devant des interlocuteurs étrangers, militants de la « société civile » ou universitaires. L'occupation de nouvelles positions, comme à l'université, ou de fonctions de gestion dans leur domaine de compétence ou alors leur entrée en politique sont rendues possibles par leur investissement dans le journalisme et leur militantisme pour la « société civile » postcommuniste.

⁴¹³⁷ Adrian Marino et **Sorin Antohi**, *Al treilea discurs. Cultura, ideologie si politica in Romania* [Le troisième discours. Culture, idéologie et politique en Roumanie], Polirom, Iasi, 2001.

⁴¹³⁸ **Alin Teodorescu**, **Stelian Tanase**, **Gabriel Andreescu**, etc.

⁴¹³⁹ C'est le cas du metteur en scène et scénariste Stere Gulea mais aussi de Monica Macovei, ancienne procureure, militante pour les droits de l'homme de la période postcommuniste et par la suite ministre de la Justice, membre du Parlement européen et candidate aux élections présidentielles.

Chapitre 10

Instances de légitimation et de consécration : institutions nouvelles créées par des membres du GDS

Après 1989, le système de production culturelle s'est affranchi du contrôle idéologique. Mais la décentralisation des moyens de production s'effectue progressivement. Progressivement, mais surtout à partir de 1991, l'État renonce par ses organismes spécialisés, à savoir le Ministère de la culture (sous sa dénomination diverse), à soutenir de manière continue le secteur éditorial.

Les maisons d'édition sous la tutelle de l'État durant la période communiste, comme toutes les institutions culturelles, en commençant par l'institution politique qui gère le domaine de la culture, le nouveau Ministère de la culture, subissent en première instance, au début des années 1990, une restructuration principalement au niveau des responsables. Dans l'édition, ce sont ces nouveaux responsables qui sont supposés être en mesure d'entamer le processus de libéralisation des institutions éditoriales. Les maisons d'édition seront investies par des intellectuels déjà consacrés.

Dans un premier temps, nous présentons dans ce chapitre la maison d'édition Humanitas, créée en 1990 après la disparition des Éditions politiques [Editura Politica]. Les Éditions Humanitas sont les premières à réussir le processus de privatisation⁴¹⁴⁰ et se présentent comme « une société franco-roumaine où les partenaires français détiennent 49% du capital » mais « ultérieurement le capital roumain sera prépondérant⁴¹⁴¹ ». Humanitas est la plus prestigieuse maison d'édition de l'après communisme, position à laquelle contribuent ses responsables, principalement son directeur, **Gabriel Liiceanu**, qui est aussi son copropriétaire, ainsi que ceux qui y collaborent, en tant qu'auteurs, directeurs de collection ou traducteurs, y compris des intellectuels de l'exil, avec lesquels le GDS et 22 entretient des relations.

Toutes les maisons d'édition seront privatisées après 1989, mais toutes ne le seront pas au même moment. En outre, plusieurs maisons d'édition semblent ne pas faire face à la libéralisation économique et finissent par disparaître. Parmi les anciennes maisons d'édition qui recevront pour une certaine période le soutien étatique, au moins durant la première moitié des années 1990, mais qui, une fois confrontées à la logique du marché, disparaissent, on peut citer : les Éditions scientifiques, disparues au début des années 2000, les Éditions Albatros et les Éditions Meridiane⁴¹⁴², disparues en 2004. Une autre ancienne maison

⁴¹⁴⁰ Monica Lovinescu, *Jurnal 1990-1993*, op. cit., p. 148.

⁴¹⁴¹ *Dilema*, 17, 1993, p. 6. Les partenaires français sont Mihai Korne, l'éditeur de *Lupta*, une des publications de l'exil roumain, et Adrian Savu avec une « expérience dans la gestion de certaines entreprises » dont les éditeurs roumains entendent apprendre « la mentalité occidentale » de la gestion. Au sujet des autres propriétaires de la maison, on n'a pas pour l'instant que des informations partielles comme celles concernant la participation de certains directeurs de collection et celle de leur renoncement plus tard à leur participation et l'achat de leurs dividendes par **Gabriel Liiceanu**.

⁴¹⁴² La maison d'édition Meridiane venait continuer l'activité éditoriale des Éditions d'État pour Littérature et Art (ESPLA) consacrées aux traductions, se situant dans la continuation des Éditions des Fondations Royales.

d'édition, Univers (créée en 1969), après une longue tradition dans la traduction des auteurs classiques de littérature, s'oriente à partir de la seconde moitié des années 1990 vers la traduction des sciences humaines et sociales⁴¹⁴³.

La politique du livre se limite désormais aux aides données à certaines publications par le Ministère de la Culture, tandis que les traductions d'auteurs roumains⁴¹⁴⁴ sont soutenues dès 1990 par la Fondation culturelle roumaine et, ensuite, par l'Institut culturel roumain (ICR)⁴¹⁴⁵ qui met en place en 2007 une structure, le Centre national du livre (CENNAC), à partir de laquelle il déroule trois programmes visant la « promotion de la littérature roumaine à l'étranger⁴¹⁴⁶ » : le programme « 20 auteurs » depuis la seconde moitié de l'année 2005⁴¹⁴⁷, le programme « Translation and Publication Support » depuis 2006 et le programme « Publishing Romania » depuis 2007⁴¹⁴⁸. Sont soutenues la publication et la traduction de plus d'une centaine de titres roumains, des auteurs classiques – Mihai Eminescu (1), Camil Petrescu, Mircea Eliade (4), Constantin Noica (3), Mihail Sebastian (3), N. Steinhardt (1) – et des auteurs contemporains. Les traductions de livres de littérature étant de loin les plus nombreuses. Parmi les auteurs dont les titres sont traduits par financement de l'État mentionnons pour le but de notre propos ceux qui sont (alors) des membres du GDS : **Andrei Plesu**, Gabriela Adamesteanu, **Andrei Cornea**, **Stelian Tanase**, Andrei Oisteanu. Certains auteurs contemporains de littérature ont plusieurs titres traduits avec ces aides : Mircea Cartarescu et Dan Lungu.

Différentes nouvelles structures, créées et dirigées par des intellectuels du GDS, apparaissent entre 1992 et 1994. Dans l'ordre chronologique⁴¹⁴⁹, il s'agit des Éditions Anastasia, de *Sfera Politicii* [La Sphère de la politique], la première « revue des sciences politiques », apparues en décembre 1992, de *Dilema* [Le Dilemme], hebdomadaire fondé en janvier 1993 par **Andrei Plesu**, financé pour une longue période par la Fondation culturelle roumaine, de *Polis*, une autre « revue des sciences politiques », créée en 1994, de New Europe College, institut d'études avancées, fondé et dirigé par **Andrei Plesu** à partir de 1994⁴¹⁵⁰. Les deux périodiques « de sciences politiques » – présentés, dans un second temps, dans ce chapitre – sont l'œuvre

⁴¹⁴³ Voir *infra*. Après le milieu des années 2000, la maison initie la réédition des traductions de titres de littérature étrangère dans le cadre d'une collaboration avec un journal (*Cotidianul*).

⁴¹⁴⁴ Ioana Popa, *Traduire sous contraintes. Littérature et communisme (1947-1989)*, CNRS Éditions, 2010 ; Id., « D'une circulation politisée à une logique de marché. L'importation des littératures d'Europe de l'Est », in Gisèle Sapiro (dir.), *Translatio, op. cit.*, pp. 257-285.

⁴¹⁴⁵ L'ICR, créé en 2003, vient remplacer la Fondation culturelle roumaine (FCR), institution visant la promotion de la culture roumaine à l'étranger, créée en 1990.

⁴¹⁴⁶ Selon une présentation des publications à l'étranger soutenues par l'ICR, datée du 11 mai 2009, sur le site internet de l'ICR.

⁴¹⁴⁷ La sélection des auteurs publiés dans ce programme suscitera certaines critiques.

⁴¹⁴⁸ Sur le programme 20 auteurs, déroulé par le Centre national du livre (CENNAC) de l'Institut culturel roumain (ICR) voir sur le site de l'ICR <http://www.icr.ro/tel-aviv/traduceri/cum-promoveaza-icr-scriitorii-romani-in-strainatate-1.html>

⁴¹⁴⁹ Il s'impose de mettre en relation le moment de la création de nouvelles institutions et le parcours suivi par leurs initiateurs (formation et pratiques) avec les transformations des rapports de forces dans le champ intellectuel et l'évolution du champ politique après 1989.

⁴¹⁵⁰ Ainsi que le Centre d'études internationales, fondé et dirigé par **Gabriel Andreescu**, créé sous l'égide du GDS, en 1994, devenu « indépendant » à partir de 1995.

de la « société civile » représentée par des plus jeunes intellectuels et des membres fondateurs du GDS (auteurs des années 1980, nés au début des années 1950).

Les plus jeunes membres du GDS et non seulement innovent au moment de leur entrée en politique, s'intéressant à d'autres institutions que celles de leur formation initiale (à l'étranger ou dans des établissements dédiés à d'autres disciplines). La spécialisation et l'obtention d'une autorité autre que celle qu'ils ont accumulée jusqu'en 1989, que la constitution du GDS même rend visible, nécessite des alliances hors de l'espace que décrivent les activités et les initiatives du GDS. Leurs activités supposent le même type d'alliance, à l'intérieur du pays, avec ceux qui déploient des activités d'expertise dans des institutions étatiques, et avec l'étranger par des relations avec des membres de l'exil. Ces cadres d'affirmation pour une parole autorisée sur le politique – des plus jeunes intellectuels de la période communiste et des prétendants au statut d'intellectuel du début de la période postcommuniste –, situés au carrefour du militantisme et de l'expertise, de l'espace politique et de l'espace académique permet de voir les relations des spécialistes du politique du pôle de l'anticommunisme avec des politiques et des experts ou avec des universitaires appartenant à d'autres générations. Ces périodiques ambitionnant de jouer le rôle d'instances de légitimation de nouveaux intérêts intellectuels constituent des lieux d'observation de l'évolution de l'espaces des discours autorisés sur le politique, de la construction des nouvelles disciplines (« sciences politiques » et « sciences de la communication »), mais notamment d'une « nouvelle » discipline, « les sciences politiques », dont l'espace se construit en lien étroit avec la reconfiguration de l'espace politique après 1989. Dans le champ universitaire on s'adapte aux changements, en réponse à l'accroissement des étudiants et aux préoccupations prédominantes liées à la politique et à la communication. Ces périodiques sont créés après la disparition de l'enseignement politique mis en place par le régime communiste et l'apparition de nouvelles institutions académiques ou d'expertise mises sous la tutelle de l'État et la perte d'intérêt pour certaines productions culturelles, mais avant l'institutionnalisation des « sciences politiques » comme domaine d'enseignement. Leurs initiateurs n'ont pas fait leur entrée à l'université au début des années 1990 (entre 1990 et 1992) et ils s'approprient « les choses en attendant d'obtenir les mots qui les sanctionnent⁴¹⁵¹ » et feront de leurs engagements récents la base d'une identité intellectuelle et professionnelle. Ils sont préoccupés de la construction d'une nouvelle discipline, « les sciences politiques », ambitionnant de voir reconnaître un nom aux savoirs qu'ils produisent, un titre plus adapté aux circonstances et aux nouvelles conditions de l'intellectuel. Futurs spécialistes du politique, souvent des enseignants des « sciences politiques » dans les nouveaux établissements, dédiés aux « sciences politiques », des initiateurs de ces publications et collaborateurs de ces publications ont été formés en philosophie ou en sociologie, plus rarement en histoire ou en droit (à ce stade). Ils se distinguent de leurs aînés du GDS et leur intérêt pour une nouvelle discipline, « les sciences politiques » les rapprochent de

⁴¹⁵¹ Pierre Bourdieu, *La Distinction*, op. cit., p. 561.

ceux qui sont d'une dizaine d'années plus jeunes qu'eux (enseignants des sciences politiques mais aussi autres enseignants en « communication et relations publiques »). Si par l'intérêt porté au passé communiste et à la culture politique, ils ne se distinguent pas de leurs aînés, c'est par le type de discours à visée scientifique qu'ils proposent qu'ils se distinguent. Dans ce type de discours ils mobilisent des savoirs obtenus durant leur formation initiale, dans les années 1970 et, par la suite, dans les années 1980, lorsqu'ils sont préoccupés par la politique et ambitionnent une carrière scientifique voire universitaire ou littéraire. L'adaptation aux nouvelles demandes à l'œuvre dans le monde intellectuel après la chute du régime passe par l'engagement. Participant à la politique menée par l'opposition « civique » certains des plus jeunes membres fondateurs du GDS (nés dans les années 1950) allient leurs intérêts politiques à leurs intérêts professionnels dans leurs entreprises intellectuelles pour se faire les représentants d'une « nouvelle » légitimité qui devraient fonctionner dans le champ intellectuel et dans celui politique. Leur proximité avec des intellectuels-politiques ou autres représentants des professions intellectuelles travaillant dans l'administration, des experts dans des institutions étatiques ou pour des politiques ainsi que leur recours à l'étranger profitent à leurs initiatives pour innover dans le domaine de la culture et mieux adapter les pratiques intellectuelles en lien avec l'évolution du champ politique. Il s'agit de décrire ici le passage de certains intellectuels du GDS de la politique à la science ou pour mieux dire du retour à des activités proprement intellectuelles à travers les profils de quelques institutions qu'ils se sont créés durant la première moitié des années 1990.

L'étude de ces nouvelles institutions, lieux de publication et de consécration, permet de voir comment le capital symbolique acquis antérieurement (capital moral ou dans un champ spécifique, capital littéraire) peut être transféré dans un autre espace car « la valeur objectivement et subjectivement attachée à un titre scolaire ne se définit que dans la totalité des usages sociaux qui peuvent en être faits⁴¹⁵² » ainsi que l'influence de leurs prises de position politiques sur leur parcours professionnel. Le capital social comme auparavant lorsqu'il avait été question de la cooptation dans le GDS, y est indispensable : l'étendue de la surface sociale des initiateurs comme de ceux qui y contribuent directement (des membres du GDS notamment) importe. La création de ces institutions marque et transforme des relations établies auparavant comme des rapports avec le GDS. Ces initiatives participent à l'obtention de nouvelles positions, elles permettent de tirer « obtenir le rendement maximum de leurs titres ou tirer le plus grand profit de leurs postes⁴¹⁵³ ».

⁴¹⁵² Pierre Bourdieu, *La Distinction*, op. cit., p. 158.

⁴¹⁵³ Pierre Bourdieu et Luc Boltanski, « Le titre et le poste : rapports entre le système de production et de reproduction », *ARSS*, 1, 1975, p. 102.

I. De la culture prononcée à la culture promue : les Éditions Humanitas

La chute du régime communiste et l'avènement du régime démocratique a permis dans le secteur éditorial plus que dans l'espace public (au sein des groupements constitués en associations civiques) qu'au début des années 1990 des intellectuels, scientifiques et universitaires ayant eu des expériences diverses, même opposées, se réunissent autour d'un projet éditorial : la transformation des anciennes Éditions politiques et la construction d'une nouvelle « culture politique ».

Pour comprendre la position des Éditions Humanitas nous prendrons en compte dans une première étape ceux qui contribuent à faire sa position, dont principalement son fondateur et les stratégies mises en œuvre pour mettre à profit les ressources qu'il peut mobiliser au sein de la maison par celui qui en apportera dans le champ intellectuel et au sein du GDS les bénéfices qui découlent de cette entreprise.

Avant de traiter de la construction de sa position (héritages et alliances mais aussi construction de son catalogue) et de la contribution à cette construction des intellectuels d'avant comme d'après 1989 (directeurs de collection, traducteurs), nous proposons une esquisse du sous-champ du champ éditorial dans les années 1990 dans lequel est placé Humanitas de par sa production composée des titres de sciences humaines et de traductions.

Nous discuterons par la suite de sa position (idéologique et symbolique) et des effets de cette position en regardant dans un dernier temps son évolution en relation avec l'évolution du champ éditorial roumain dans les années 2000. Nous analysons par la suite ce que Humanitas propose, auteurs et domaines, types de publications en mentionnant ce qui anime ceux qui auront le pouvoir d'influer sur les projets, sur la ligne éditoriale, en fonction de leur position, du type et du poids de capital qu'ils en ont obtenu. Outre les auteurs investis par la maison (par le volume du capital symbolique global), des directeurs de collection, traducteurs mais aussi médiateurs sans poste auront un rôle important dans la construction de la position de Humanitas, une maison qui se veut renouveler le champ de production culturelle dans de nouvelles conditions, de libéralisation politique, et lorsque les lois du champ éditorial sont en train de changer (fonctionnement selon la logique du marché).

Une seule étude, publiée dans la période postcommuniste, est dédiée à l'édition. L'étude traite d'une nouvelle maison d'édition dans un ouvrage consacré à la traduction dans la perspective des études de lettres : Marie Jeanrenaud, *Universaliile traducerii. Studii de traductologie* [Notions générales de la traduction. Études sur la traduction], préface de Gelu Ionescu, Iasi, Polirom, « Collegium », 2006, pp. 176-220 [« La traduction comme jeu d'accumulation et de redistribution du capital symbolique »]. Un seul

travail universitaire, d'après les informations recueillies, est consacré aux traductions durant la période communiste⁴¹⁵⁴. Mais la traductologie se développe surtout à Timisoara, à l'Université d'Ouest⁴¹⁵⁵.

Des témoignages des éditeurs peuvent être recueillis dans la presse culturelle. Deux volumes de mémoires nous présentent l'activité des éditeurs de la période postcommuniste : le fondateur des Éditions All ; Vasile Dem. Zamfirescu, philosophe intéressé par la psychanalyse avant mais surtout après 1989, ayant créé une maison d'édition, est interviewé sur son parcours.

Manque cependant les informations sur les sources de financement des maisons d'édition tout comme les informations sur le financement des médias, lacunaires ou restant opaques, quoiqu'attirant plus d'attention car suscitant plus de controverses au sujet de leur affiliation à des acteurs politiques. Des auteurs, traducteurs et, à certaines périodes, aussi des éditeurs, parlent dans les entretiens des informations tronquées fournies par des éditeurs au sujet des tirages des livres publiés et du nombre des ventes. Il est donc impossible de traiter statistiquement du succès du public des titres publiés après 1989 en l'absence des chiffres concernant les tirages des livres publiés après 1989 par des maisons d'édition qui n'appartiennent pas aux institutions gérées par l'État (comme par exemple les Éditions de l'Académie roumaine).

A. Sur les « ruines des Éditions politiques »

La maison d'édition Humanitas apparaît comme nouvelle maison d'édition (de l'après 1989), sous la direction de **Gabriel Liiceanu**, philosophe de formation, dont le prestige est associé dans la période communiste à la figure du philosophe Constantin Noica, dont il est le principal disciple, et membre fondateur du Groupe pour le dialogue social (GDS).

Les « ruines des Éditions politiques », mentionnées par **Gabriel Liiceanu**, sur lesquelles naissent les Éditions Humanitas consistent en la logistique et le siège qu'elles occupent, c'est-à-dire un étage dans un des trois corps du grand bâtiment de la Maison de la presse libre, l'ancienne Maison de l'Étincelle⁴¹⁵⁶. Le nouveau ministre de la Culture, **Andrei Plesu**, installé le 28 décembre 1989, propose à deux intellectuels

⁴¹⁵⁴ La thèse de doctorat de Daniela Mariucuta, réalisée sous la direction d'un traducteur, spécialiste de la culture française de la période communiste, traducteur et éditeur de la période postcommuniste (Radu Toma), traite des traductions de livres de littérature française entre 1948 et 1965 : *Traduire pour le peuple. Réception de la littérature française en Roumanie de 1948 à 1965*, op. cit.

⁴¹⁵⁵ Les études de Georgiana Lungu-Badea, l'universitaire (en lettres et dans la section consacrée à la langue française) avec le plus grand nombre d'études sur la traduction.

⁴¹⁵⁶ Même si on ne connaît pas la somme que la maison paye pour le loyer, on entend que le choix d'occuper et donc de garder ce même siège, cela jusqu'à présent, permet d'autres investissements : « on ne peut pas se permettre d'investir, sans demander un crédit, pour un siège propre (terrain, construction, etc.) mais on peut augmenter le nombre de titres d'une année à l'autre, on peut acheter des moyens de transport et doter nos libraires de province (louées) », cf. *Dilema* [Le Dilemme], 17, 1993, p. 6. Caractérisant le patrimoine de Humanitas, un traducteur (de la période communiste) et universitaire (de la période postcommuniste) parle de Humanitas comme d'une « fille pauvre qui en se mariant reçoit un grand héritage » où le mari est ici le Ministère de la Culture (entretien du 23 septembre 2008). Sur ce que Humanitas « a hérité » des Editions politiques parlent plus récemment **Andrei Plesu** dans une confrontation avec un autre « journaliste et écrivain », cette fois-là de la période postcommuniste, Cristian Tudor Popescu dans une émission en live vidéo du journal *Gandul*, le 25 septembre 2014, disponible en ligne sur YouTube : <https://www.youtube.com/watch?v=jDDu4W91t0>

qui étaient proches de lui avant 1989 (et membres fondateurs du GDS) la prise en charge des maisons d'édition : Editura Politica [les Éditions politiques] et Editura Stiintifica si Enciclopedica [les Éditions scientifiques et encyclopédiques]. À part **Gabriel Liiceanu**, qui se chargera de la maison Humanitas née des « ruines des Éditions politiques », ce dernier proposera aussi à **Sorin Vieru**. Dans le même temps, d'autres représentants des professions littéraires recevront également la confiance et l'appui du ministre de la Culture pour occuper des postes de responsabilité dans le secteur éditorial⁴¹⁵⁷. **Sorin Vieru** refusera la proposition faite par **Andrei Plesu**, à savoir la prise en charge des Éditions scientifiques et encyclopédiques⁴¹⁵⁸. Tout au contraire, **Gabriel Liiceanu** s'investit pleinement dans le domaine de l'édition durant toute la période postcommuniste en recréant une des maisons des plus importantes et créant la plus prestigieuse des maisons d'édition de l'après 1989. **Liiceanu** est l'intellectuel le plus proche de **Plesu**, amis de longue date, bien avant 1989, ces deux se sont fait (re)connaître comme principaux disciples du philosophe Constantin Noica⁴¹⁵⁹. Après 1989, **Gabriel Liiceanu** et **Andrei Plesu**, figures intellectuelles des plus notoires après 1989 sont les plus prestigieux des intellectuels du Groupe pour le Dialogue Social. Professeur à la Faculté de philosophie de l'Université à partir de 1990 et éditeur (principal propriétaire de la maison d'édition Humanitas), les publications de la période postcommuniste de **Liiceanu** sont des essais politiques, autant de prises de position politiques, souvent construits autour de références de la philosophie classique (neuf volumes entre 1992 et 2010). Toujours après 1989, il publie un volume en présentant Emil Cioran (entretiens réalisés avec celui-là) et cosigne le scénario de trois films qui présentent respectivement Emil Cioran et Eugène Ionesco. Après 1989, il continue à traduire en cosignant une traduction de Schelling, parue chez Meridiane de Bucarest en 1992, et une autre de Heidegger (avec Thomas Kleininger) publiée chez Humanitas en 1999. Profitant des tribunes diverses (de la presse intellectuelle, tout particulièrement 22, et de la télévision) à la faveur de sa notoriété acquise depuis la période communiste, il s'érige en un des plus vivaces représentants du pôle de l'anticommunisme. Mis à part sa candidature aux premières élections législatives comme candidat indépendant⁴¹⁶⁰, il ne prétendra pas occuper quelque fonction politique, mais soutiendra à la tribune des médias des hommes politiques.

⁴¹⁵⁷ Monica Lovinescu, *Jurnal 1990-1993*, Humanitas, 2003, pp. 79 et 269 : « Geta [Dimisianu] sera « intronisée » chez Albatros par **Plesu** du jour au lendemain et elle veut le manuscrit de Lovinescu et les nôtres (comme aussi ceux d'Eugène Ionesco, bien sûr) » et « **Dan Petrescu** [...] notre ancien dissident [...] quand il a été enlevé de son poste de secrétaire d'État à la Culture, il a publié dans la presse des attaques infâmes contre **Plesu** [...], nommé ensuite directeur au Musée de la littérature roumaine, il s'est installé avec une bourse française à Poitiers pour deux ans [...] on lui a donné la direction des Éditions Albatros. Avec Geta là-bas comme de grands amis... ». Mais d'autres exemples pourront être mentionnés.

⁴¹⁵⁸ Les Éditions scientifiques ont été créées au début des années 1950 (en 1952 ou en 1957, comme cela ressort des catalogues des bibliothèques universitaires et de l'Académie roumaine). Les Éditions encyclopédiques ont été créées le 1^{er} avril 1968. En 1974, elles fusionnent avec les Éditions scientifiques pour former une seule maison. En 1990 on (re)crée deux maisons d'édition : les Éditions scientifiques, disparues en 2001, et les Éditions encyclopédiques qui subsistent jusqu'à présent après leur privatisation en 1995. Voir sur le site des Éditions encyclopédiques, la présentation de la maison : <http://www.edituraenciclopedica.ro/despre-noi>

⁴¹⁵⁹ Pour la trajectoire de **Gabriel Liiceanu** voir le premier chapitre.

⁴¹⁶⁰ Sur la liste des candidats indépendants soutenue par le GDS et diffusée par la tribune du Groupe, l'hebdomadaire 22, voir *infra*.

Les Éditions Humanitas prennent naissance officiellement au 1^{er} février 1990 comme suite à la disparition des Éditions politiques. Mais déjà, semble-t-il, dès janvier 1990, **Gabriel Liiceanu** prépare son catalogue éditorial avec l'aide de ces amis de l'exil parisien⁴¹⁶¹. Il semble qu'avant même la reconstruction de cette maison par l'installation du philosophe **Gabriel Liiceanu** à sa direction, ses occupants ont pris l'initiative de donner un nouveau nom aux Éditions politiques. Cette pratique, à savoir le changement de nom, est chose plutôt courante pour les publications et surtout pour les quotidiens, alors que les maisons d'édition garderont leur nom après 1989.

Juste après les événements de 1989, d'après le témoignage d'un de nos interlocuteurs, la maison sera rebaptisée. Le nouveau nom donné aux Éditions politiques étant celui d'un homme politique, Nicolae Balcescu (de la période révolutionnaire de 1848)⁴¹⁶². Les Éditions politiques, la maison qui privilégiait les « œuvres de Ceausescu », sont les premières à ne plus trouver de justification d'exister. Avant 1989, la majorité des titres portant la signature de Nicolae Ceausescu paraissaient aux Éditions politiques, d'autres, volumes publiés en langues étrangères, encore que moins nombreux, aux Éditions Meridiane, maison spécialisée dans les arts⁴¹⁶³. Un ouvrage paraît en 1955 aux Éditions d'État pour la littérature politique, qui précèdent à la création des Éditions politiques, vers la fin des années 1950 (le premier titre paraît en 1958⁴¹⁶⁴). D'autres ouvrages sous la signature de Nicolae Ceausescu ont été publiés aux Éditions militaires et dans la maison de l'Agence nationale de presse, Agerpres, et aux Éditions scientifiques (un titre publié par chacune de ces maisons). On retrouvera aussi un titre publié, en 1972, par le Conseil de la culture et de l'éducation socialiste, le Centre de direction de la création populaire et du mouvement artistique de masse qui comprend des chansons dont les vers sont tirés d'un Rapport présenté par Nicolae Ceausescu à la Conférence nationale du PCR.

Des hommes politiques et des hommes de lettres de la période de la création de l'État national (Kogalniceanu surtout) ont été publiés aux Éditions politiques. La maison a publié des intellectuels marxistes appartenant au mouvement communiste roumain (Lucretiu Patrascanu a été publié avec cinq volumes entre 1969 et 1983). La maison a publié des hommes politiques étrangers (Gorbatchev, Charles de Gaulle, Tito, Erich Honecker, Edward Gierek, Lénine, etc.) et des écrits sur des hommes politiques, roumains et étrangers (tels Gheorghiu-Dej, Mussolini). Plusieurs volumes paraissent sous la tutelle de l'Institut d'études historiques et sociopolitiques [qui fonctionne] auprès du Comité central du Parti Ouvrier Roumain, renommé ultérieurement Parti Communiste Roumain. Mais les ouvrages qui portaient la marque de l'Académie « Stefan Gheorghiu », école du parti communiste⁴¹⁶⁵ sont encore plus nombreux, et parfois aussi,

⁴¹⁶¹ Cf. Monica Lovinescu, *Jurnal 1990-1993*, Bucarest, Humanitas, 2003.

⁴¹⁶² Entretien avec **Dan Oprescu** (Bucarest, le 5 octobre 2010).

⁴¹⁶³ Les quatre titres parus chez Meridiane sont des traductions de recueils d'articles et de discours, volumes qui paraissent dans le même temps aux Éditions politiques, en roumain.

⁴¹⁶⁴ Il semble que ces deux maisons existent ensemble pour quelques années. Une autre maison ayant le même nom, les Editions politiques, a existé aussi au début des années 1940.

⁴¹⁶⁵ Voir Mihai Dinu Gheorghiu, *Intelectuali in campul puterii*, op. cit., notamment pp. 92-97 et Alina-Teodora Cornea, « Enseigner à l'Ecole du Parti. Parcours, profils et devenir des enseignants de l'Académie « Stefan Gheorghiu » de Bucarest », art. cit., notamment pp. 849-857. Les dates de la fondation de l'Académie « Stefan Gheorghiu » diffèrent dans ces deux études, la

encore que rarement, le nom d'une faculté (comme celle de Journalisme) qui fonctionne au sein de cette institution. Une large partie des publications n'est pas intégrée à une collection, notamment les ouvrages d'histoire de la diplomatie et de la politique étrangère qui occupent une place importante. De même les documents politiques internationaux comme ceux de l'État roumain paraissent hors collection.

Les Éditions politiques ont publié des auteurs étrangers. Les volumes parus en traduction aux Éditions politiques constituaient souvent des sélections de textes. Aux Éditions politiques ont été traduits des auteurs des disciplines des sciences humaines et sociales mais aussi des ouvrages d'histoire, livres de popularisation scientifique, d'histoire de la France et de la Grande-Bretagne, et des recueils de mémoires. Parmi les auteurs traduits aux Éditions politiques on peut citer : Habermas, Lévi-Strauss, Lucien Goldmann, Alvin Toffler, Jean Piaget, Noam Chomsky, Erich Fromm, Karl Jaspers, Charles Wright Mills, Herbert Marcuse, Bertrand de Jouvenel. La collection « Idées contemporaines » était consacrée aux traductions en sciences humaines. Les séries et les collections des Éditions politiques sont : « économie », « croissance économique », « sécurité européenne », « bibliothèque de philosophie et de sociologie », « bibliothèque de l'organisation et de la direction scientifique », « sciences politiques », « idées contemporaines », « débats idéologiques », « leçons de marxisme léninisme à l'appui de ceux qui étudient la politique intérieure et étrangère du PCR », « la pensée sociale-démocrate révolutionnaire et démocratique roumaine ». Les Éditions politiques ont publié des auteurs roumains (historiens, philosophes ou sociologues par formation) qui étaient alors des diplomates, des académiciens, des enseignants ou autres cadres de l'Académie « Stefan Gheorghiu », enseignants aux universités ou chercheurs dans des instituts fonctionnant à leur création comme structures de l'Académie roumaine (par la suite de l'Académie des sciences sociales et politiques) mais aussi des journalistes des publications communistes ou des prétendants à la carrière universitaire dans les années 1980⁴¹⁶⁶. On retrouvera après 1989 certains auteurs publiés aux Éditions politiques comme hommes politiques mais aussi dans des institutions universitaires traditionnelles ou des institutions de la recherche de l'Académie roumaine. Certains auteurs qui ont été publiés aux Éditions politiques présentent leurs productions de la période postcommuniste sous l'appellation utilisée aussi par les Éditions politiques (la série « sciences politiques »).

Certains auteurs publiés chez Humanitas (après 1989) ont été publiés aux Éditions politiques (avant 1989). Le fondateur de Humanitas lui-même et son maître à penser, le philosophe Constantin Noica, ont été publiés aux Éditions politiques. Le premier avec sa traduction de Heidegger, travail réalisé avec **Thomas Kleininger**, publiée en 1987. Noica avec sa préface d'un volume de textes (de Stéphane Lupasco) traduits à partir du français est publié en 1982. Deux autres membres fondateurs du GDS mais aussi un

première mentionnant l'année 1954 (p. 93), la seconde l'année 1958 (p. 853). Sur l'Académie « Stefan Gheorghiu » voir aussi chapitre 3.

⁴¹⁶⁶ Pour cette succincte présentation des Éditions politiques nous avons recensé les ouvrages publiés par cette maison que nous présentent les catalogues des bibliothèques centrales comme celle de l'Université de Bucarest et de l'Académie roumaine. Nous avons procédé de même pour nos présentations d'autres catalogues éditoriaux des maisons d'éditions créées après 1989.

autre, coopté plus tard, (seconde moitié des années 2000), ont été eux aussi publiés aux Éditions politiques⁴¹⁶⁷. Parmi les auteurs publiés aux Éditions Humanitas et dans 22 (publication du GDS), on retrouve un enseignant à l'Académie « Stefan Gheorghiu », éditeur après 1989⁴¹⁶⁸ et responsable d'un institut de recherche créé après 1989 à l'Académie roumaine⁴¹⁶⁹. Plusieurs traducteurs des Éditions politiques sont des auteurs de Humanitas et des auteurs des Éditions politiques (de la période communiste) traduisent ou publient après 1989 leurs volumes aux Éditions Humanitas (dont Adrian-Paul Iliescu, Adrian Miroiu, Andrei Marga, Gheorghe Vladutescu). D'autres auteurs publiés aux Éditions politiques sont publiés après 1989 (avec d'autres volumes) aux Éditions de la Fondation culturelle roumaine, dirigée par Augustin Buzura.

B. Une réussite économique sans enjeux économiques

La position des Éditions Humanitas enferme les propriétés de son patron et surtout le (volume de) capital que celui-ci a pu accumuler avant 1989 et qui est au fondement de la position qu'il a travaillé à se faire dans le GDS et par le Groupe. **Gabriel Liiceanu** est le seul directeur d'une maison d'édition en 1990 parmi des intellectuels qui se situent après 1989 dans son cercle le plus poché, le GDS, instance de la « société civile » et du pôle intellectuel de l'anticommunisme, attirant l'attention de l'étranger⁴¹⁷⁰. À ses ressources sociales dans le champ intellectuel roumain⁴¹⁷¹ obtenues grâce à sa renommée comme disciple du philosophe Constantin Noica (depuis la publication de son *Journal de Paltinis*⁴¹⁷²), d'autres s'ajoutent que sa nouvelle posture lui confère. En tant qu'éditeur il sera un point d'attraction pour des intellectuels roumains de l'exil et pour des intellectuels de l'après 1989.

La « culture » promue et l'intelligence de ceux qui travaillent à sa diffusion expliquent le succès de Humanitas, c'est ainsi qu'on peut résumer la description que reçoit l'entreprise éditoriale patronnée par le philosophe **Gabriel Liiceanu** dans les propos de son fondateur⁴¹⁷³ :

« Un profit de 100 millions [lei] est faible à présent [1993], mais dans le système éditorial – et n'oubliez pas, il s'agit de livres de culture, cela représente – cela représente une forme de santé [...] le monde est incliné à fabuler au sujet de la richesse qui déborde sur notre institution et sur les personnes qui la dirigent. Vous devez savoir que moi j'ai un salaire, un salaire que je peux divulguer qui couvre certaines nécessités [...] Évidemment, ma participation au capital de la maison au moment où il y aura les dividendes, m'offriront un supplément de revenu qui montera jusqu'à un million [de lei] par année. Je ne sais pas si cela signifie richesse. D'autre part, je ne crois pas qu'être riche soit une honte. Nous

⁴¹⁶⁷ **Sorin Vieru** publie et traduit, cosigne à deux reprises des volumes parus aux Éditions politiques. Un autre membre fondateur du GDS (**Dan Oprescu**) et celui qui est recruté dans le GDS plus tard (**Vladimir Tismaneanu**).

⁴¹⁶⁸ Les Éditions Machiavelli.

⁴¹⁶⁹ L'ancien Institut de théorie sociale, renommé Institut de sciences politiques et de relations internationales.

⁴¹⁷⁰ Comme cela ressort des témoignages rétrospectifs au sujet du GDS mais aussi par la consultation de 22, en recensant les interventions des auteurs ou intellectuels étrangers.

⁴¹⁷¹ Incluant ici aussi les intellectuels de l'exil.

⁴¹⁷² Traduit en français (La Découverte, 1998) et en américain (New York, CEU Press, 2000).

⁴¹⁷³ Dans les médias roumains mais aussi lors des communications tenues devant un auditeur composite, français et roumain : étudiants, chercheurs et diplomates.

avons hérité cette idée d'une idéologie hypocrite qui cultivait en cachette [...] ce qui publiquement on n'arrêtait pas de condamner. «La richesse» était le prix à payer pour la perpétuation du mensonge et non le résultat naturel du travail, de l'intelligence et des dons d'exception. Bien sûr, je ne vise pas tous nos récents riches...⁴¹⁷⁴»

Questionné sur les raisons de sa réussite, il ne s'arroge aucune aptitude dans le domaine économique et explique que sa réussite est le résultat du travail et des aptitudes de ses collaborateurs⁴¹⁷⁵. Ses dispositions à la gestion sont pourtant exaltées par ses collaborateurs, un savoir-faire qui suppose en premier lieu de savoir « choisir les personnes appropriées » et qui serait nécessaire à toute personne qui se place à la tête d'un collectif et similaire à celui que l'homme politique devrait posséder⁴¹⁷⁶. Dispositions à la gestion certainement car si **Gabriel Liiceanu** apprécie négativement le fait qu'à présent le GDS n'est pas capable de gérer l'hebdomadaire 22 et raconte qu'il avait proposé aux membres du GDS de prendre en charge l'administration de la publication, chose qui a été vivement refusée par ses collègues « effrayés » par cette idée⁴¹⁷⁷, il le fait à l'égard de son activité d'éditeur qui cumule prestige et capital économique. Cet éditeur prestigieux tant recherché par les nouveaux entrants dans le champ intellectuel, enclin à souligner son désintéressement aux profits temporels devant ses pairs, exaltant les qualités de ses collaborateurs et se faisant connaître par le fait de « réunir des dispositions tout à fait contradictoires » :

« des dispositions économiques qui, dans certains secteurs du champ, sont totalement étrangères aux producteurs, et des dispositions intellectuelles proches de celles des producteurs dont ils ne peuvent exploiter le travail que pour autant qu'ils savent l'apprécier et le faire valoir⁴¹⁷⁸ ».

S'il entend présenter sa réussite économique comme allant de soi c'est parce qu'il se pose comme garant de la culture « authentique », enclin à nier toute dimension économique à une entreprise qui tire ses profits symboliques de la croyance dans les valeurs des créateurs et de la création⁴¹⁷⁹.

La réussite économique de cette entreprise culturelle trouve ses explications dans la structure même du champ après 1989 et dans la place occupée par cet intellectuel notoire (reconnaissance obtenue avant 1989, notoriété acquise dans les années 1980), ses réseaux de relations dans le champ intellectuel (auxquels l'appartenance au GDS, principalement, lui donne accès) et son sens du placement (savoir faire valoir ce qu'on hérite et ce à quoi on a accès par procuration). La reconnaissance obtenue avant 1989 et l'appartenance au GDS lui permettent de pouvoir mobiliser le capital symbolique auquel il a accès et étendre son capital social en transgressant les frontières du champ culturel pour étendre ces échanges « inséparablement matériels et symboliques » avec les occupants du champ politique. Si l'on suit la considération qu'il porte à l'accumulation de capital économique et ses opinions négatives sur l'incapacité

⁴¹⁷⁴ *Dilema*, 43, novembre 1993, p. 6.

⁴¹⁷⁵ Lors de la conférence qu'il tient à l'Institut français de Bucarest (le 19 juin 2008).

⁴¹⁷⁶ Entretien avec **Sorin Vieru** (le 16 juin 2008).

⁴¹⁷⁷ Discussion informelle avec **Gabriel Liiceanu** (Bucarest, 19 juin 2008). Lors de cette brève discussion, il fait oublier qu'il est interrogé surtout comme membre du GDS et préfère parler en éditeur.

⁴¹⁷⁸ Pierre Bourdieu, *Les Règles de l'art*, op. cit., p. 301.

⁴¹⁷⁹ Pierre Bourdieu, « La production de la croyance. Contribution à une économie des biens symboliques », art. cit. Voir aussi Id., *Les Règles de l'art*, op. cit., p. 274.

de certains intellectuels à maîtriser la gestion économique d'une entreprise culturelle on trouve là une manifestation de sa posture d'éditeur⁴¹⁸⁰.

C. La traduction, champ éditorial après 1989 et renouvellement des disciplines et du champ académique

Un nombre significatif d'intellectuels prendra part et contribue au renouvellement du secteur éditorial. Mais on compte plus d'échecs (faillite ou retrait) que de réussites parmi les anciens rédacteurs ou les représentants des professions littéraires (écrivains, scientifiques ou universitaires) qui sont des éditeurs après 1989, au moins d'après les informations recueillies jusqu'à présent, et si on regarde le profil de ceux qui mettent en place des entreprises qui réussissent, accumulant du prestige à travers le temps, à se maintenir sur le marché éditorial roumain depuis 1990. Parmi les succès du secteur éditorial on compte plutôt des maisons d'édition dont les propriétaires ne sont pas des représentants des milieux littéraires ou des professions intellectuelles⁴¹⁸¹. Tel est le cas des Éditions Polirom d'Iasi et des Éditions Curtea Veche [L'ancienne cour] de Bucarest, les deux maisons qui vont concurrencer Humanitas à partir du milieu et surtout depuis la fin des années 1990.

Puisque le changement politique impose dans les secteurs liés à la production culturelle le désir de renouvellement, l'envie de changer, implique et, dans certains cas, se résume, dans un premier temps, au début des années 1990, au changement d'une direction, le corps des responsables.

L'installation de nouveaux responsables à la tête des maisons d'édition est liée au désir de marquer la rupture avec l'ancien ordre et non pas à une prise de conscience de la nécessité de faire intervenir ou de faire face à la logique économique dans le domaine de la culture. Le changement, à savoir le remplacement des équipes, semble se produire encore plus rapidement et plus efficacement dans le secteur éditorial (maisons d'édition et publications) que dans le domaine de l'enseignement, si on juge d'après l'entrée d'un important nombre d'écrivains ou de scientifiques (de la période communiste) dans le secteur de l'édition dans la période postcommuniste. L'entrée semble plus liée au capital social, à la proximité avec ceux qui s'occupent, en première instance, des maisons d'édition, à savoir le nouveau ministre de la Culture. Les informations que nous fournissent leurs recueils de mémoires et la presse intellectuelles mais aussi celles recueillies au cours de notre enquête nous laissent voir le rôle extrêmement important du nouveau ministre de la Culture, **Andrei Plesu**, dans ce changement d'équipe et la création de nouveaux éditeurs.

⁴¹⁸⁰ Pierre Bourdieu, « Le capital social. Notes provisoires », art. cit., pp. 2-3, reproduit dans Antoine Beuvort et Michel Lallement (dir.), *Le Capital social. Performance, équité et réciprocité*, op. cit. : « des échanges inséparablement matériels et symboliques dont l'instauration et la perpétuation supposent la re-connaissance de cette proximité » et « travail de reconnaissance, série continue d'échanges où s'affirme et se réaffirme sans cesse la reconnaissance ».

⁴¹⁸¹ La maison d'édition concurrente de Humanitas à partir de la seconde moitié des 1990 est Polirom d'Iasi. Voir Marie Jeanrenaud, *Universaliile traducerii. Studii de traductologie*, op. cit., pp. 176-220 (« La traduction comme jeu d'accumulation et de redistribution du capital symbolique »).

Dans un entretien paru dans 22, **Andrei Plesu**, réagissant aux critiques, qui lui sont adressées, de la part des intellectuels mais aussi des journalistes, en tant que ministre de la Culture, décrit le fonctionnement d'un ministère confronté aux luttes politiques et au travail de restructuration du personnel et des activités :

« Ce ministère doit subventionner une série entière d'institutions : théâtres, musées, places d'expositions, instituts qui sont dans sa subordination. Il doit entretenir des relations culturelles avec le monde [...] Il s'est occupé jusque là, malheureusement, avec la distribution du papier. Il s'occupe de l'organisation de la vie culturelle dans les territoires, du remodelage des espaces culturels dans les départements du pays [...] On a changé quatre-vingt pour cent du personnel [...] mais il y a des survies de certains réflexes... les gens continuent à penser comme ils ont pensé jusque-là. Nous n'exerçons plus une tutelle [...] et les gens font parfois ce qu'ils ont appris à faire [...] ce sont des choses qui se passent sans l'accord du ministère, précisément parce qu'on n'a pas eu le temps d'intervenir et parce qu'on hésite de le faire ! J'ai demandé aux inspecteurs territoriaux de mettre au travail leur imagination ». La redistribution du papier et le contrôle des typographies font l'objet des critiques acerbes, notamment de la part de 22 ou de *Romania libera* [La Roumanie libre], celle-ci comme porte-parole de l'opposition, dans la situation d'une augmentation des publications dépasse largement les moyens de production disponibles et contrôlés jusque là par le Conseil de la Culture et de l'Éducation Socialiste. **Andrei Plesu** se défend contre ces accusations : « pour la sortie d'un journal vous ne devez pas venir ici [au Ministère de la Culture]. Je ne donne pas des approbations pour les journaux. Pour le papier, jusque récemment, vous deviez venir ici. A partir de ce moment vous ne devez plus venir ici parce qu'en fin de compte ce n'était pas normal que le Ministère de la Culture soit un kiosque à papier [...] on a décidé (par acte législatif n° 1145 du 29 octobre 1990) que cela se fasse à un bureau auprès du Ministère du Commerce⁴¹⁸². »

Si bon nombre d'écrivains s'intéressent au domaine de l'édition, ils sont plutôt rares ceux qui n'échouent pas dans leur entreprise, tôt ou tard, après 1989. Des écrivains mais aussi des scientifiques investissent l'édition, ils occupent des positions de direction dans ces maisons, mais ils sont rares ceux qui créent de nouvelles maisons d'édition qui résistent. Comment expliquer l'échec des intellectuels en tant qu'éditeurs (retirement ou perte) ou le succès des entreprises éditoriales mises en place par certains universitaires ou scientifiques ?

En parlant de la proposition que lui fait **Andrei Plesu**, de prendre en charge les Éditions scientifiques et encyclopédiques, **Sorin Vieru**⁴¹⁸³ explique son refus par son incapacité à gérer une entreprise qui demanderait un savoir-faire propre pour faire résister des entreprises culturelles à la logique économique. En mentionnant un des échecs de la transformation et de la nouvelle prise en charge après 1990 par des scientifiques ou des écrivains d'une maison d'édition⁴¹⁸⁴, **Sorin Vieru** apprécie positivement l'esprit

⁴¹⁸² **Andrei Plesu**, « Je n'ai fait aucun pacte ! Avec personne ! », 22, 48, décembre 1990, pp. 8-9.

⁴¹⁸³ Rappelons que Sorin Vieru avait rencontré et bien connu **Andrei Plesu** tout comme **Gabriel Liiceanu**, étant tous des proches du philosophe Constantin Noica. Un autre « membre » du cercle proche qui se constitue autour de Noica est le futur éditeur, Vasile Dem. Zamfirescu. Voir Katherine Verdery, *Compromis si rezistentă*, op. cit.

⁴¹⁸⁴ Des maisons d'édition dirigées après 1989 par des anciens scientifiques ou universitaires disparaissent. C'est le cas des Éditions scientifiques, prises en charge par Dinu Grama (lui-même traducteur du français).

entrepreneurial du philosophe **Liiceanu**, directeur des Éditions Humanitas⁴¹⁸⁵. Des intellectuels de l'exil louent la réussite du projet de **Liiceanu** lors de leurs visites à Bucarest invités précisément par celui-ci⁴¹⁸⁶.

Certains de nos interlocuteurs n'hésitent pas à dire que de nouveaux éditeurs ont tiré des profits économiques des maisons prises en charge ou dont ils se sont occupés dès le début des années 1990 finissant par en faire disparaître des maisons d'édition anciennes⁴¹⁸⁷.

Dans une analyse de l'évolution de la principale instance littéraire depuis sa création, la Société des Écrivains Roumains (fondée en 1909), renommée la Société des Écrivains de Roumanie (en 1948) et par la suite, l'Union des Écrivains (créée en 1949), et jusqu'au début des années 2000, Ion Ianos, philosophe de la culture et universitaire ayant connu de près ou de l'intérieur des instances littéraires, nous informe de l'évolution de la situation du secteur éditorial roumain après 1989 :

« en 1991-1992 il y avait à peu près dix mille maisons d'édition enregistrées au Ministère de la Culture, dont en 2001, il n'en reste qu'à peu près mille, mais la majorité sont confrontées à de graves problèmes économiques et financiers⁴¹⁸⁸. »

Mais aussi de l'esprit au sein des milieux intellectuels à l'époque du passage à la libéralisation économique :

« en 1991-1992 personne encore n'imaginait la future chute financière de l'édition du livre roumain⁴¹⁸⁹. »

Rappelons les anciennes maisons d'édition créées sous le communisme⁴¹⁹⁰ qui se distinguent par la place donnée aux traductions de titres étrangers dans leurs catalogues : les Éditions Meridiane qui offrent un espace large aux traductions de titres d'histoire de la culture⁴¹⁹¹ et les Éditions Univers qui sont dédiées à la production littéraire étrangère. Dans la suite des pratiques anciennes, les deux maisons continuent à traduire également après 1989, tout comme une des plus récentes maisons d'édition, créée en 2007, qui se présente en l'héritière de Meridiane, les Éditions Art. Parmi les maisons d'édition de la période communiste qui se sont consacrées à la traduction on compte aussi les Éditions politiques qui ont publié des auteurs de livres de sciences humaines et sociales, comme nous l'avons déjà noté.

⁴¹⁸⁵ Entretien avec **Sorin Vieru** (le 16 juin 2008).

⁴¹⁸⁶ Monica Lovinescu, *Jurnal 1990-1993*, op. cit., p. 372: « Encore une fois je mesure la différence incommensurable entre Humanitas et les autres maisons d'édition et entre les librairies. Et dans la maison et dans les librairies de Humanitas, **Gabriel [Liiceanu]** a introduit un espace d'élégance occidentale, par contraste avec le balkanisme environnant et avec la poussière du socialisme qui ne se laisse pas faire sortir de la scène [...] Dès que tu quittais les couloirs de luxe de Humanitas, l'immeuble [la Maison de la presse libre, l'ancienne Maison de l'Étincelle] semblait ce qu'il était de fait : socialisto-sinistre. Sinistres sont aussi les deux petites chambres des Éditions Minerva [...] Un autre univers. Et on s'étonne quand les autres éditeurs sont envieux et haïssent Liiceanu car n'ayant pas le courage de se privatiser ni son goût ni sa qualité intellectuelle ? » (Ces notes sont prises à l'occasion de son voyage en Roumanie en octobre 1993).

⁴¹⁸⁷ Leurs opinions sont tirées de leurs expériences notamment comme traducteurs. Un autre intellectuel du GDS, membre fondateur, et auteur d'études politiques après 1989, dont les volumes paraissent chez différents éditeurs mais aussi un des plus notoires traducteurs de la période postcommuniste parlent de l'absence des chiffres officiels concernant les tirages des maisons d'édition après 1989 (entretiens réalisés en 2008 et en 2009).

⁴¹⁸⁸ Ion Ianos, « Uniunea Scriitorilor in sistemul culturii socialiste si segmentul literar in tranzitia romaneasca », in Adrian Miroiu (éd.), *Institutiile in tranzitie*, op. cit., p. 259.

⁴¹⁸⁹ *Ibid.*

⁴¹⁹⁰ Nous nous référons ici au secteur éditorial dans les années 1970 et dans les années 1980.

⁴¹⁹¹ Des titres parus chez Meridiane sont mentionnés dans les programmes d'enseignement au niveau universitaire, fiches de cours ou séminaires d'histoire de la culture et des mentalités.

Parmi les nouvelles maisons d'édition créées dans la période postcommuniste, dans les années 1990, dont les catalogues éditoriaux sont constitués à la base et parfois même exclusivement de traductions de livres de sciences humaines et sociales sont : Est-Samuel Tastet, Babel, Humanitas, Trei, Paideia, Amarcord de Timisoara, Antet, Nemira, Teora de Bucarest et l'Institut Européen d'Iasi. Les Éditions Est-Samuel Tastet sont créées en 1990 par l'éditeur français Samuel Tastet. Les quatre maisons d'édition suivantes ont été créées par des représentants du monde scientifique de la période communiste et la suivante par des représentants des professions littéraires. Parmi des maisons d'édition créées après 1989 et publiant un nombre important de traductions mentionnons aussi All de Bucarest et Casa Cartii de Stiinta [La Maison du livre de science] apparues en 1992 à Cluj.

Les Éditions Babel de Bucarest sont fondées par un universitaire roumain de la période communiste, spécialiste de la littérature française. En 1989, Radu Toma (né en 1949) est assistant enseignant à la Faculté des langues étrangères de l'Université de Bucarest depuis 1975 et jusqu'en 1989. Après 1990, il dirige le nouvel établissement d'enseignement supérieur créé, avec sa contribution, sur le modèle de l'Institut d'études politiques de Paris, la Faculté internationale de sciences humaines de l'Université de Bucarest dont l'enseignement est donné en français, devenue par la suite la Faculté de sciences politiques (et administratives).

Paideia est une maison d'édition spécialisée, consacrée à la philosophie, créée en 1991 à Bucarest par plusieurs universitaires.

Les Éditions Amarcord de Timisoara sont fondées par des membres du groupement Société Timisoara⁴¹⁹². La maison publie des textes des auteurs qui se réunissent dans le groupement « La troisième voie ». Le catalogue de la maison Amarcord est constitué d'un nombre important de titres traduits (surtout du français mais aussi du russe et de l'anglais)⁴¹⁹³ aux côtés d'une cinquantaine d'auteurs roumains⁴¹⁹⁴, publiés entre 1995 et 2002.

Nemira de Bucarest dont le propriétaire est Valentin Nicolau, proche du parti social démocrate, conseiller du premier ministre, dirigeant ce parti (Adrian Nastase) et président-directeur général de la Télévision publique entre 2002 et 2005. Deux au moins parmi des membres du GDS vont travailler au sein de cette maison d'édition et seront aussi des traducteurs.

Antet est une maison d'édition dont le catalogue est exclusivement constitué, à quelques exceptions près, par des traductions de titres classiques de sciences humaines (philosophie politique surtout) mais abandonnant quelques années après son apparition la diffusion des titres savants pour la diffusion d'une production commerciale.

La maison d'édition l'Institut Européen d'Iasi est créée à Iasi en 1991. Cette maison tout comme deux autres maisons d'édition fondées à Bucarest, Humanitas et Nemira, bénéficient des avis de jeunes intellectuels des années 1980, membres fondateurs du GDS, qui sont des conseillers ou des directeurs de collection pour ces maisons.

Les Éditions All, fondées en 1991 à Bucarest. La maison se constitue en groupe éditorial par la création de deux autres maisons Allfa et All Educational. En 1997, Allfa est une des trois maisons d'édition intégrées au groupe éditorial allemand-roumain constitué avec la participation de Cornelsen Verlag.

⁴¹⁹² Voir *supra*.

⁴¹⁹³ Parmi les auteurs traduits chez Amarcord : Paul Ricoeur, Georges Gusdorf, Jean Baudouin, Zygmunt Bauman, Paul Ricoeur, Gabriel Marcel, Edward W. Said, Tzvetan Todorov, Georges Vigarello, Evelyne Pisier, Michel Foucault et Joseph de Maistre.

⁴¹⁹⁴ Parmi les auteurs roumains contemporains, publiés par Amarcord : Daniel Vighi, Livius Ciocarlie, Cornel Ungureanu, Victor Neumann, Virgil Nemoianu, Adriana Babeti, Smaranda Vultur, Mircea Sintimbreanu, Dinu Zarifopol, Mircea Mihaies, Dumitru Radu Popescu, Cristian Badilita, Nicolae Corneanu (mitropolit). Un seul parmi ceux-là est aussi auteur publié par les Éditions Humanitas. Parmi les traducteurs d'Amarcord on rencontre des traducteurs de Humanitas (Beatrice Stanciu).

Parmi des intellectuels devenus éditeurs après 1989, qui réussissent à créer une maison d'édition et à la faire exister avec succès, on peut citer Vasile Dem. Zamfirescu, lui aussi ancien membre du cercle constitué autour du philosophe Constantin Noica, l'« école de Paltinis », propriétaire de la maison d'édition Trei [Trois] après 1989, qui se consacre à la publication des livres de plus large ou restreinte circulation de psychanalyse, de psychologie, de psychothérapie (développement des compétences sociales, communication sociale etc.), dont la grande majorité est constituée des traductions. Fondée par deux philosophes, Vasile Dem. Zamfirescu et Silviu Dragomir⁴¹⁹⁵, la maison innove par l'introduction de la psychanalyse dans le champ éditorial, en créant ainsi sa position, stratégie éditoriale. La position de cette maison ne pourrait être appréhendée sans signaler la création d'un nouvel établissement d'enseignement : la Faculté de psychologie de l'Université de Bucarest. On remarquera aussi que certains des plus jeunes philosophes, formés dans la période communiste, intégrant l'Académie roumaine comme chercheurs dans une nouvelle institution de la recherche se font reconnaître par la suite en investissant la discipline psychologique, en créant aussi des structures de la société civile. Les dictionnaires⁴¹⁹⁶ occupent une place importante dans le catalogue de la maison, qui introduit une spécialité mais participe dans le même temps à la fondation d'une nouvelle profession libérale : les psychothérapeutes. Les auteurs les plus traduits sont Sigmund Freud et C. G. Jung mais aussi Pascal Bruckner. La collection « Bibliothèque de psychanalyse », présentée comme principale collection, se construit principalement sur les éditions de Freud (« œuvres » publiées intégralement) et de Jung. D'autres livres publiés ici traitent de Freud : Ricœur et Herbert Marcuse. Le fondateur de la maison se consacre à l'édition Freud, s'il ne signe seul ou en collaboration la traduction des volumes de cet auteur, il signe, à de rares exceptions près, les études introductions à ces volumes. D'autres auteurs traduits sont Kant, Karl R. Popper, Françoise Dolto, Mélanie Klein. La maison publie également des auteurs roumains : des philosophes consacrés avant 1989 (tel Ion Ianos), des sociologues universitaires de la période postcommuniste (Lazar Vlasceanu, Mihaela Vlasceanu, Dumitru Sandu) et des politistes de la période postcommuniste (comme Cristian Pirvulescu, Adrian Miroiu et Mihaela Miroiu, philosophes de formation), des historiens (tel Neagu Djuvara). Ancien membre de l'équipe rédactionnelle de 22 et signant sa première traduction en 1994, parue chez Humanitas, Bogdan Ghiu, un des traducteurs les plus connus de la période postcommuniste, sinon le plus connu, traduit dans les années 2000 chez cet éditeur, Jacques Derrida et Marguerite Duras. Certains livres publiés par les Éditions Trei traitent de la « construction européenne », de l'Union Européenne et de la « démocratie⁴¹⁹⁷ », signés par des auteurs roumains, ou de la mondialisation et de l'Europe, signés par des auteurs étrangers. Deux auteurs, membres

⁴¹⁹⁵ Comme il est précisé sur le site Internet de la maison (<http://www.edituratrei.ro/aboutus.php>).

⁴¹⁹⁶ Citons un seul exemple, le *Grand dictionnaire de la psychologie* Larousse.

⁴¹⁹⁷ Lazar Vlasceanu, Adrian Miroiu, *Democratia ca proces: alegerile 2000* [La démocratie comme processus : les élections 2000], Bucarest, Trei, 2001.

du GDS, et écrivains de la période communiste, y ont publié leurs romans : Ion Vianu (en 2005) et **Stelian Tanase** (en 2011 et en 2012).

A l'inverse, les Éditions Babel, mentionnées ci-dessus, nouvelle maison d'édition créée par un universitaire de la période communiste disparaît après s'être consacrée exclusivement à la traduction des auteurs français de la pensée politique.

Pour les maisons d'édition, la traduction est l'instrument le plus accessible et à la fois le plus rapide d'obtenir une certaine légitimité. La traduction des titres étrangers est alors le moyen le moins coûteux pour la création des nouvelles maisons d'édition et cela notamment durant les années 1990⁴¹⁹⁸ et le plus rapide de se créer une identité comme éditeur qui permet dans le même temps d'effacer certaines appartenances de certains nouveaux éditeurs.

C'est de cette manière qu'on peut expliquer la place qu'un des nouveaux éditeurs s'est faite par la traduction d'auteurs étrangers. Nouveau éditeur, issu d'une institution militaire, il s'est créé sa place dans le secteur éditorial roumain après 1989 en suivant les tendances qui s'imposent, selon les périodes, à savoir la traduction des classiques de la pensée politique (souvent des titres moins connus, mais jouant sur le nom de l'auteur), des auteurs étrangers contemporains dont les orientations politiques se contredisent (des libéraux mais aussi des auteurs radicaux). Le fils de cet éditeur explique le nombre de traductions publiées par la maison créée après 1989 par la situation du début des années 1990 lorsque des éditeurs étrangers acceptaient de céder les droits d'auteur sans obligation de paiement de la part des maisons d'édition⁴¹⁹⁹. Certaines autres traductions publiées par cette maison constituent des rééditions des traductions parues dans les années 1930 ou dans les années 1940.

Nemira, All, Antet, Paideia, Incitatus qui sont des maisons d'édition de Bucarest, ainsi que les Éditions Institut européen d'Iasi et Casa cartii de stiinta [La Maison du livre de science] de Cluj, plus tard aussi Idea Design & Print de Cluj, sont les maisons qui semblent être tout aussi intéressées à publier des auteurs dont les traductions paraissent souvent initialement chez Humanitas. Ces auteurs devenus des classiques de la pensée politique semblent constituer des lectures pour un public qui dépasse celui formé sous l'influence des intellectuels proches du GDS (lecteurs de 22 ou public avisé de la presse intellectuelle du pôle de l'anticommunisme).

⁴¹⁹⁸ Nous nous appuyons ici sur nombre de témoignages faites en situation d'entretien ou non, lors des discussions informelles eues avec des traducteurs, parfois aussi en écoutant des auteurs parlant de certaines publications du début des années 1990. Par exemple, un professeur de la Faculté de sciences politiques de l'UB racontait comment il avait pu voir dans la rue un de ses livres, publié après 1989 par une des nouvelles maisons d'édition sans avoir son accord et sans même lui avoir demandé son accord. Cette même maison d'édition publie sous la signature des proches de la maison des traductions réalisées par des étudiants payés pour leur service. Il s'agit de plus de traductions qui sont faites à partir d'une autre langue que celle de l'original.

⁴¹⁹⁹ Le fils de cet éditeur, ayant une formation en « sciences politiques », est diplomate. Au moment de notre discussion, en 2009, il représentait la Roumanie auprès du Conseil de l'Europe. Montrant son ouverture à parler de l'entreprise éditoriale menée par son père, il refuse de parler du parcours professionnel de son père.

Pour les traducteurs, mais aussi pour certains éditeurs, la traduction est certainement un des signes de leur professionnalisation dans un espace alors en train de renouvellement, le champ universitaire et le champ scientifique, au sein des disciplines de sciences humaines et sociales. L'investissement dans l'étude du politique passe dans certains cas par la traduction, moyen de reconvertir le capital scolaire ou culturel acquis sous le communisme en s'adaptant aux demandes du champ scientifique et surtout universitaire mais aussi du champ intellectuel. Des philosophes ou des économistes mais aussi certains littéraires par formation, dont certains sont aussi des écrivains de la période communiste, traduisent des auteurs de la philosophie politique s'inscrivant dans un courant intellectuel attirant aussi bien des universitaires, des scientifiques que des politiques de l'après 1989 : le libéralisme.

D'autres intellectuels de la période postcommuniste, situés dans la proximité de **Liiceanu**, comme membres du GDS, vont créer des maisons d'édition après 1989. **Alin Teodorescu**, président de la filiale roumaine de la Fondation Soros et membre fondateur du GDS, fonde les Éditions Staff au tout début des années 1990. Sorin Dumitrescu, artiste consacré dans la période communiste et intellectuel attaché à l'orthodoxie, coopté dans le GDS, crée les Éditions Anastasia où plusieurs jeunes prétendants au statut d'intellectuel au début des années 1990 (cooptés par la suite dans le GDS) collaborent (publient, traduisent ou sont des permanents de la maison). Parmi les traducteurs des Éditions Anastasia deux seulement vont traduire aussi pour Humanitas (Aurelian Craiutu et Cristian Preda).

Trois des maisons d'édition les plus connues de la période postcommuniste reçoivent l'avis des essayistes consacrés aussi en tant qu'historiens des idées, plus connus avant 1989 comme appartenant au « groupe d'Iasi » dans les années 1980 autour de deux revues estudiantines communistes, *Dialog* [Dialogue] et *Opinia studenteasca* [L'opinion estudiantine]. **Dan Petrescu**, Luca Pitu et **Sorin Antohi**⁴²⁰⁰ s'investissent dans le champ éditorial. Après 1989, **Dan Petrescu** est directeur des Éditions Albatros de Bucarest, ensuite aux Éditions Nemira de Bucarest il s'occupe du catalogue de cette maison, introduisant des auteurs étrangers et débutant des auteurs roumains⁴²⁰¹. Luca Pitu est directeur de collection aux Éditions l'Institut européen d'Iasi⁴²⁰². **Sorin Antohi** est médiateur et traduit pour Humanitas introduisant et traduisant des auteurs qu'il côtoie dans sa période parisienne, et non seulement⁴²⁰³. La traduction de textes de sciences humaines sociales constitue déjà avant 1989 une des pratiques dominantes chez les essayistes,

⁴²⁰⁰ Les deux premiers représentent le « noyau dur » du dit « groupe d'Iasi », selon **Sorin Antohi**, qui réunit universitaires, chercheurs, critiques littéraires et écrivains d'Iasi. Du « groupe d'Iasi » parlait plus récemment Liviu Antonesei dans un entretien : <http://antonesei.timpul.ro/2013/08/07/grupul-de-la-iasi-%E2%80%93-un-sociolog-ma-intreaba/>. Trois membres du dit « groupe d'Iasi » sont des membres fondateurs du GDS (**Alexandru Calinescu**, **Dan Petrescu** et **Sorin Antohi**), un autre est coopté en 1990 (Liviu Antonesei). Voir *supra*, première partie.

⁴²⁰¹ Entretiens avec Cristian Preda (le 15 février 2008), avec **Sorin Antohi** (le 25 mars 2008).

⁴²⁰² Au moment où Luca Pitu crée la collection « Essais d'hier et d'aujourd'hui », dédiée aux traductions de livres de sciences humaines et sociales, de la maison Institutul european [l'Institut européen] d'Iasi, Silviu Lupescu, le futur fondateur et directeur des Éditions Polirom d'Iasi travaille lui aussi dans cette maison d'édition. Voir *infra*.

⁴²⁰³ Entretien avec **Sorin Antohi** (le 25 mars 2008).

chercheurs-journalistes ou écrivains d'Iasi⁴²⁰⁴. Les traductions de sciences humaines dans les années 1980 trouvent un espace, assez large, dans les publications culturelles⁴²⁰⁵.

Une autre maison d'édition, créée au début de la décennie suivante, se démarque par la traduction de titres étrangers de sciences humaines. La maison Idea Design & Print, fondée en 2001 à Cluj, regroupe des traducteurs des années 1990⁴²⁰⁶ et des universitaires de la période postcommuniste, anciens rédacteurs des maisons d'édition anciennes, telle Dacia de Cluj. La maison est l'éditeur du trimestriel *IDEA. Art + société*, fondé en 2003. Nous y reviendrons.

D. Héritages et nouvelles alliances

Parmi ceux qui contribuent à faire la position de Humanitas, on distingue plusieurs catégories, selon la position qu'ils occupent et les activités déployées au sein et/ou pour la maison : ceux qui travaillent au sein de la maison à titre permanent, ceux qui sont des collaborateurs pour un certain temps et à des périodes différentes de la maison (directeurs de collection surtout), et des médiateurs sans poste mais contribuant à la construction du catalogue de Humanitas, auteurs ou traducteurs.

Les permanents de la maison sont souvent ceux qui se dédient exclusivement ou presque à cette activité. Tel est le cas de **Thomas Kleininger**. En 1993, les responsables roumains de Humanitas sont deux amis de longue date, **Thomas Kleininger** et **Gabriel Liiceanu**, liés par le même projet intellectuel qui se dessine pendant le communisme autour du philosophe Constantin Noica⁴²⁰⁷. Toutefois, la figure tutélaire de la maison est **Gabriel Liiceanu**, le directeur général⁴²⁰⁸.

Né en 1946, diplômé des études de langues étrangères à l'Université de Bucarest, **Thomas Kleininger** s'est fait connaître avant 1989 comme traducteur de l'allemand (avec **Gabriel Liiceanu**) et membre du cercle constitué autour du philosophe Constantin Noica. Après 1989, il est éditeur mais aussi un des responsables des instituts politiques (constitués par des partis politiques roumains après 1989 qui revendiquent une identité « de droite »), de l'Institut d'études libérales et par la suite de l'Institut d'études populaires.

Des intellectuels de l'exil parisien sont des premiers médiateurs, sans poste mais participant à construire le prestige de cette maison, qui contribuent à construire le catalogue de Humanitas au moins début des années 1990, comme cela a déjà été mentionné. À part des médiateurs qui se regroupent au sein ou auprès des Éditions Humanitas, on constate que la maison bénéficie du soutien des intellectuels de l'exil parisien, précisément ceux qui avant 1989 avaient soutenu d'une manière ou d'une autre des intellectuels

⁴²⁰⁴ Rappelons que la seule étude sur l'édition roumaine après 1989 dont on dispose aujourd'hui est l'œuvre d'une auteure d'Iasi qui traite d'une maison d'édition créée à Iasi dans un ouvrage de traductologie : Marie Jeanrenaud, *Universaliile traducerii. Studii de traductologie*, op. cit.

⁴²⁰⁵ Entretiens avec **Sorin Antohi** (le 25 mars 2008) ; avec Bogdan Ghiu (le 30 juin 2008).

⁴²⁰⁶ Bogdan Ghiu, le plus prodigieux traducteur du français et des titres de sciences humaines après 1989. Celui-là a fait partie de la première équipe rédactionnelle de 22.

⁴²⁰⁷ Et membres fondateurs du GDS.

⁴²⁰⁸ Conférence tenue à l'Institut français de Bucarest au 19 juin 2008 dans le cadre du « groupe Tocqueville », constitué à l'initiative d'Henri Paul, ambassadeur de la France en Roumanie. Ce groupe se pose de « fédérer les anciens diplômés des grandes écoles, intellectuels français et roumains [...] pour se rejoindre dans un cadre convivial afin de discuter... ». Voir aussi en ce qui concerne le mécénat culturel et la politique culturelle en France concernant le mécénat culturel en France voir l'entretien avec Henri Paul (ambassadeur de la France en Roumanie), « Le français n'est pas seulement la langue de Rousseau, c'est aussi la langue de Renault », 22, « Supplément » dédié à la présidence française de l'Union européenne, 957, juillet 2008.

qui se voulaient préserver une certaine autonomie par rapport au pouvoir communiste. Il s'agit des intellectuels déployant leurs activités principales à Radio Free Europe et au Comité français pour la défense des droits de l'homme, constitué en 1977 lors du mouvement Paul Goma, reconstitué ultérieurement, en 1980, en la Ligue pour la défense des droits de l'homme⁴²⁰⁹ : Monica Lovinescu (aussi membre du Comité) et Virgil Ierunca de Radio Free Europe, Mihnea Berindei (vice-président de la Ligue), Marie-France Ionesco, Alain Paruit (traducteur très connu du roumain) et Dumitru Tepeneag (membres du Comité et ensuite de la Ligue) et bien sûr Paul Goma⁴²¹⁰. En effet, le soutien dont ces intellectuels jouissaient avant 1989 sera réinvesti pour la réussite de leurs entreprises dans le postcommunisme. Non seulement les intellectuels de l'exil leur procurent des financements, et cela aussi dans l'après 1989, mais ils utilisent leur capital social cette fois-là non pour soutenir les actes de dissidence ou les protestations des intellectuels mais pour soutenir les initiatives des intellectuels qui se regroupent dans le GDS, que ce soit les Éditions Humanitas ou ultérieurement le Parti de l'Alliance civique dont plusieurs membres du GDS font partie :

« Mihnea [Berindei] a réussi à faire venir **Liiceanu** à Paris. Il a obtenu le visa, il lui a envoyé à Vienne un billet d'avion [...] Mihnea a établi un programme drastique, chargé du matin jusqu'au soir avec des rendez-vous utiles tant pour le Groupe [pour le dialogue social] que pour la future maison d'édition. On fait la première liste de livres⁴²¹¹. »

Les Éditions Humanitas bénéficient donc du soutien de l'exil parisien, intellectuels, qui seront ensuite traduits chez Humanitas. Monica Lovinescu note dans son journal au 13 janvier 1990 :

« Comme on parle aussi des Éditions qu'ils dirigent (les anciennes Éditions politiques, devenues maintenant une maison de sciences humaines, de philosophie et de sciences politiques) où il [**Gabriel Liiceanu**] veut, de Havel à Soljenitsyne, publier tout ce qu'a signifié la littérature de la dissidence, je lui mentionne de nouveau Goma qui a les manuscrits tous préparés et rédigés en roumain. Il semble enchanté [...] et nos livres (que son cousin chez lequel il les a laissés et qui les lui enverra). Et qu'on en prépare rapidement d'autres (la suite de *Unde scurte* pour moi, pour V[irgil Ierunca] – ce qu'il désire. Qu'on ne les donne pas à d'autres [éditeurs]. Il les publiera en 200 000 ex[emplaires] [...] Ce n'est pas le tirage qui nous intéresse, mais le fait de paraître chez [Humanitas], sa maison (Dacia [maison de Cluj] nous les avait demandé par le biais de Nego[itu]escu), mais L[iiceanu] a priorité.)⁴²¹². »

L'implication de ses amis de l'exil est centrée sur les entreprises éditoriales de **Liiceanu** dans l'après 1989 mais aussi sur le GDS dont il est parmi ses fondateurs :

« On lui suggère de faire des tables rondes mensuelles à Bucarest non seulement avec le Forum hongrois, mais aussi avec les Tchèques, les Polonais, etc. [...] On lui prépare dès maintenant une liste des travaux qui mériteraient d'être publiés prioritairement. Ne pas omettre injustement l'oubliée Sociologie des révolutions [*Sociologie de la révolution : mythologies politiques du XXe siècle. Marxistes-léninistes et fascistes. La nouvelle stratégie révolutionnaire*, Fayard, 1969] de Jules Monnerot et, bien sûr, Besançon⁴²¹³. »

⁴²⁰⁹ 22, 80, 1991, pp. 8-9.

⁴²¹⁰ Ceux-là sont souvent mentionnés dans les entretiens quand nos interlocuteurs parlent de l'exil.

⁴²¹¹ Monica Lovinescu, *Jurnal 1990-1993*, op. cit., p. 30.

⁴²¹² *Ibid.*, pp. 24-25.

⁴²¹³ *Ibid.* L'ouvrage de Jules Monnerot ne sera pas publié par Humanitas.

Liiceanu en tant qu'éditeur aura aussi par la suite la priorité pour d'autres intellectuels ayant manifesté leur intérêt pour la publication des intellectuels de l'exil, de ceux qui ont contribué à soutenir et à construire une résistance intellectuelle anticomuniste (Monica Lovinescu tout particulièrement). Au même moment, début de l'année 1990, les intellectuels de l'exil sont courtisés par des universitaires de la période communiste, installés à la tête des institutions culturelles traditionnelles, eux-mêmes étant de nouveaux éditeurs. Alors qu'au sein de l'Union des écrivains, les intellectuels de l'exil seront primés et plusieurs éditeurs désirent les publier⁴²¹⁴.

Parmi les médiateurs, on compte aussi ceux qui, par leurs choix intellectuels, faits après 1989 lorsqu'ils séjournent à l'étranger, contribuent à l'importation d'une production scientifique de l'étranger. Ils sont parmi les collaborateurs « externes » de Humanitas, membres du GDS et membres de l'équipe rédactionnelle de 22. D'autres intellectuels, surtout des universitaires ou des scientifiques, consacrés dans la Roumanie communiste, et/ou des intellectuels roumains de l'étranger mais aussi des plus jeunes universitaires de la période postcommuniste, auteurs ou traducteurs, directeurs de collection et d'autres spécialistes de l'intermédiation, participent à la construction du prestige de la maison Humanitas, par leur travail et leur choix des auteurs traduits, leurs relations avec l'étranger et par leur renommée.

Figure centrale du groupe d'intellectuels, muni de son fort capital social non seulement en Roumanie mais aussi dans les milieux intellectuels de l'exil, proche de Monica Lovinescu et Virgil Ierunca, **Gabriel Liiceanu** recevra dans sa démarche d'éditeur le soutien des institutions étatiques étrangères mais aussi des instances non-marchandes⁴²¹⁵. Son « désir de faire ainsi que la culture soit plus efficace⁴²¹⁶ » ne saurait être une réussite culturelle et économique sans les relations d'interconnaissances établies déjà durant la période communiste, consolidées à la faveur des transformations du champ intellectuel après 1989 qui dynamisent les échanges entre les agents culturels qui se trouvaient plus ou moins liés par des relations d'affinité intellectuelle. Les rencontres intellectuelles qui jalonnent le parcours de **Gabriel Liiceanu** et qui marquent sa trajectoire sont transposées, investies dans la maison Humanitas :

« elle est une projection de nos bibliothèques [...] nos joies intellectuelles comme nous les avons vécues tout au long des trente années ont trouvé leur forme de pénétrer dans le monde par une maison d'édition [...] peut-être que de cette façon j'ai voulu trouver la réponse à la question que j'ai posée un jour à Constantin Noica : "Comment s'introduit l'esprit dans le monde ?"⁴²¹⁷. »

La mise en pratique de l'esprit, représenté par des auteurs roumains, dans le monde devient possible grâce à l'héritage intellectuel et économique du fait qu'il reçoit le droit d'auteur pour l'œuvre d'Emil

⁴²¹⁴ Le principal concurrent de l'éditeur **Gabriel Liiceanu** est Eugen Simion, comme cela ressort des mémoires de Monica Lovinescu.

⁴²¹⁵ Gisèle Sapiro et Johan Heilbron, « La traduction comme vecteur des échanges internationaux », in Gisèle Sapiro (dir.), *Translatio. Le marché de la traduction en France à l'heure de la mondialisation*, Paris, CNRS Éditions, 2008, pp. 25-44.

⁴²¹⁶ **Gabriel Liiceanu** et **Thomas Kleininger**, « Un proiect cultural cu dividende » [Un projet culturel avec des dividendes], *Dilema* [Le Dilemme], n° 43, 1993, p. 6.

⁴²¹⁷ *Dilema*, 43, novembre 1993, p. 6.

Cioran, de Mircea Eliade et d'Eugène Ionesco⁴²¹⁸ et, bien sûr, surtout comme légataire de l'œuvre de Constantin Noica⁴²¹⁹. Les Éditions Humanitas sont présentées comme « les prolongements d'un projet culturel » celui qui trouve comme base de sa réussite la publication des intellectuels les plus connus de l'entre-deux-guerres⁴²²⁰. À la faveur de cet héritage intellectuel, des contacts s'ensuivent avec les milieux de l'exil au sein desquels la révélation des affinités idéologiques jettent les bases d'une relation dont l'accomplissement est la désignation de **Gabriel Liiceanu** comme le légataire de Monica Lovinescu et de Virgil Ierunca (l'archive, la bibliothèque, la discothèque et la Maison Lovinescu ont fait l'objet d'une donation pour la Fondation Humanitas). À cela s'ajoute le droit exclusif de publier les ouvrages de ces deux auteurs contemporains, Monica Lovinescu et Virgil Ierunca, qui se constituent en fresques du monde intellectuel roumain se trouvant en exil, de leurs manières de représenter et inciter la « résistance par la culture », cette spécificité roumaine de la dissidence revendiquée par bon nombre d'intellectuels après 1989. Toutefois, le principal héritage de **Liiceanu** reste le travail philosophique de Constantin Noica, celui qui est investi par Humanitas, l'œuvre du philosophe qui a contribué à la formation et à la consécration de certains auteurs dans les années 1980. Un héritage que son disciple, **Gabriel Liiceanu**, inscrit dans la pensée européenne :

« Constantin Noica a laissé derrière lui une œuvre impressionnante, plus de 10 000 pages (sa publication dans sa totalité commence cette année aux Éditions Humanitas), étant peut-être le dernier grand métaphysicien du siècle et le dernier auteur d'un *Traité d'ontologie*, et une autre, non moins importante, de sauveur des esprits dans un temps de restriction dont les effets ne peuvent être ni mesurés ni devinés⁴²²¹. »

Les ouvrages du philosophe Constantin Noica publiés par Humanitas sont rangés au sein de la littérature de tiroir, composée des rares ouvrages que nous présentent des auteurs roumains, à la faveur du fait que ses écrits à caractère autobiographique n'étaient pas destinés à la publication avant 1989. Et pourtant une des figures des plus investies par **Liiceanu** (et par sa maison) après 1989 est Emil Cioran, sous l'impulsion de l'ouverture vers l'étranger qui marque l'ensemble des champs spécifiques de production culturelle.

Humanitas se présente à ses débuts comme la maison qui entend contribuer à diffuser principalement « les sciences humaines » et présenter « la mémoire retrouvée ». Au projet éditorial est assigné un

⁴²¹⁸ « **Gabriel Liiceanu** en dialogue avec Eugène Ionesco », 22, 87, 1991.

⁴²¹⁹ Dans *Romania literara*, 18, mai 1996 paraît un article signé par Gabriel Dimisianu, cet article est mentionné par **Dan Petrescu** dans un ouvrage qui comprend des lettres adressées à son ami Liviu Antonesei. L'auteur de l'article se déclare « contre le monopole établi sur les classiques » par le directeur de Humanitas et « d'autres éditeurs (peu nombreux) qui disposent de la force financière ». En effet, l'auteur de cet article propose que les droits d'auteur pour ces titres soient gérés par l'Union des écrivains, idée critiquée par **Dan Petrescu** qui mentionne le Fonds littéraire qui avant 1989 avait fourni à ses « clients » de l'argent pour compléter leurs revenus. Voir **Dan Petrescu**, *Scrisori catre Liviu (1994-2004)*, op. cit., pp. 35-36 et 37.

⁴²²⁰ Les critiques qu'il s'attire par cet investissement le conduisent à prétendre représenter le « juste milieu ». Comme partie de sa stratégie de justification, pour se défendre contre ces critiques, il rend public le catalogue Humanitas. Voir *infra* au sujet des matériaux utilisés lorsque nous traitons des traductions de la maison Humanitas.

⁴²²¹ **Gabriel Liiceanu**, « En tant que préface : Que signifie être européen dans l'Est de l'après-guerre », *Jurnalul de la Paltinis*, op. cit., p.12.

programme idéologique, tout en refusant le politique comme activité⁴²²², **Gabriel Liiceanu** recourt à la culture pour recréer le politique. La maison Humanitas est, selon son fondateur, « destinée à jouer un rôle extraordinaire dans l'histoire du changement des mentalités et publiant les grands livres de l'antitotalitarisme et d'autres sur les événements de juin 1990 en Roumanie⁴²²³ ».

E. Des collaborateurs de Humanitas et du catalogue de Humanitas

Aux côtés de l'héritage intellectuel de l'entre-deux-guerres avec des auteurs de philosophie consacrés plutôt à l'étranger ou par l'étranger et de celui des intellectuels roumains de l'exil qui participent à ce travail de mémoire de la période communiste, se trouvent les titres des auteurs roumains consacrés dans la période communiste qui se retrouvent dans la proximité intellectuelle ou sociale (ou les deux) de son fondateur.

Du côté de la production autochtone, les « sciences humaines », représentées principalement par les ouvrages de philosophie, et les récits de mémoire sont les deux types de production qui occupent le plus d'espace dans le catalogue de la maison.

Les traductions de livres de philosophie occupent une place importante dans le catalogue de Humanitas. La notoriété obtenue par **Liiceanu** en tant que disciple de Constantin Noica légitime toute démarche d'importation, surtout que son entreprise éditoriale se dote des philosophes consacrés eux aussi avant 1989, chercheurs ou universitaires. La maison consacre plusieurs collections ou séries à la traduction de livres de philosophie. La série « Science et philosophie » et la collection « Paradigmes » sont créées au même moment que la collection « f » et la collection « Penseurs russes », en 1992. Ces deux dernières sont dirigées par le philosophe **Sorin Vieru** dont la relation avec **Gabriel Liiceanu** remonte aux années 1960. La relation que **Sorin Vieru** a entretenue dans le passé avec Constantin Noica le situe après 1989 dans le cercle des proches de **Liiceanu**. En effet, **Liiceanu** rencontre Noica par l'intermédiaire de **Sorin Vieru**. Le fait de partager avec ce dernier une formation philosophique constitue la base de leur rapprochement et point de leurs relations ultérieures. **Sorin Vieru** est chargé de choisir les traductions de philosophie accueillies dans la collection « f », active à ce jour. Avec les années, l'activité de **Sorin Vieru** s'est restreinte : « la collection continue sans mon implication⁴²²⁴ ». Le fait d'être appelé par **Liiceanu** à s'occuper d'une collection est fortement apprécié par **Sorin Vieru**, qui ne se reconnaît aucune compétence de gestion, reconnue au contraire au fondateur, principal propriétaire de Humanitas. Dans les témoignages « empressés de reconnaissance » à l'égard de **Liiceanu**, **Sorin Vieru** manifeste de la discrétion au sujet de

⁴²²² Malgré le fait que **Liiceanu** se soit présenté aux premières élections postcommunistes (du 20 mai 1990) comme candidat au Parlement à côté d'autres intellectuels (du GDS) et des journalistes (22, 18, 1990), sur une des trois listes « des indépendants », ses engagements ultérieurs renvoient à la posture de l'« intellectuel universaliste » (lettres ouvertes, discours tenus à la tribune que lui offre le GDS, 22, etc.). Voir Gisèle Sapiro, « Modèles d'intervention politique des intellectuels », art. cit.

⁴²²³ Alain Finkielkraut, **Andrei Plesu** et **Gabriel Liiceanu**, « Entre vérité et efficacité », 22, 67, le 3 mai 1991.

⁴²²⁴ Entretien avec **Sorin Vieru** (le 16 juillet 2008).

ses choix de traduction chez Humanitas. Il apprécie beaucoup Zinoviev qu'il traduit mais qu'il publie ailleurs.

Philosophe professionnel, logicien et chercheur à l'Institut de philosophie de l'Académie roumaine, **Sorin Vieru** a traduit seul et en collaboration du grec ancien, de l'allemand et de l'anglais. Dans l'édition Platon réalisée en Roumanie par **Petru Cretia** avec la contribution de Constantin Noica, **Sorin Vieru** a signé seul la traduction, des commentaires et des notes à deux des dialogues de Platon. Il a signé aussi des traductions de trois auteurs allemands. Sa traduction de Gottlob Frege, auteur auquel il a par ailleurs consacré des études, est parue dans la maison (les Éditions scientifiques et encyclopédiques) qui avait publié l'édition Platon à laquelle il a participé. Ce sont là les deux auteurs auxquels il va consacrer des cours lorsqu'il va enseigner à l'université, après 1989 (dans un premier temps comme professeur associé et titulaire seulement depuis 1996). Ses deux autres traductions à partir de l'allemand, de Rudolf Carnap et d'Herbert Marcuse, sont parues dans des volumes réalisés avec la collaboration d'autres philosophes professionnels et mathématiciens tout comme sa traduction de G. H. von Wright et deux autres traductions à partir de l'anglais. Sauf dans un cas, ces traductions (de l'allemand et de l'anglais) ont été publiées aux Éditions scientifiques et encyclopédiques de Bucarest ou chez Dacia de Cluj. Un des volumes traduits de l'allemand auquel il a contribué est paru aux Éditions politiques dans la collection « Idées contemporaines ». L'anthologie d'Herbert Marcuse, qui a été réalisée par N. Tertulian, universitaire philosophe marxiste, qui s'est exilé en France fin des années 1970, est publiée toujours aux Éditions politiques. Un des deux autres traducteurs des textes d'Herbert Marcuse, parus sous l'intitulé *Scieri filozofice* [Écrits philosophiques], est un autre « disciple » de Constantin Noica, Vasile Dem. Zamfirescu, spécialiste et introducteur de la psychanalyse en Roumanie après 1989. A part ses traductions du grec ancien, de l'allemand et de l'anglais, **Sorin Vieru** a publié ses études en anglais (six) mais aussi en français (cinq), en russe (trois) et en allemand (un) dans des revues spécialisées. Mais la majorité de ces articles sont parus dans *Revue roumaine des sciences sociales*, publication plurilingue de l'Académie roumaine, créée fin des années 1960. Sauf un article publié en Union Soviétique en russe, lorsqu'il participe et anime des séminaires de logique à l'Institut de philosophie de Moscou, ces études ont été publiées en Roumanie.

D'autres écrivains proches de **Liiceanu** et du cercle constitué autour du philosophe Constantin Noica, à savoir **Petru Cretia** et **Stefan Augustin Doinas** (membres fondateurs du GDS)⁴²²⁵, traduisent pour Humanitas et publient chez cet éditeur. Le premier en tant qu'éditeur et traducteur de Platon (avec Constantin Noica) et des textes de la Bible, en tant qu'éditeur d'Eminescu et de Cioran, mais aussi en traduisant du français⁴²²⁶. Le second avec des traductions de Nietzsche et de Martin Buber dans la collection « f » dirigée par **Sorin Vieru**. Les deux ont traduit et se sont fait connaître avant 1989 aussi bien par leurs traductions que par leur production littéraire.

Des philosophes consacrés avant 1989 (tel Ion Ianos) ou après 1989 (tels Adrian-Paul Iliescu et Mircea Dumitru), enseignants à la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest, sont des collaborateurs de Humanitas. Parmi les agents de la médiation on peut citer **Sorin Antohi** (ayant fait partie avant 1989 du dit « groupe d'Iasi »), traducteur chez Humanitas (traduisant avec son épouse). Parmi les collaborateurs de 22 dont certains seront aussi par la suite des membres du GDS, certains traduisent pour Humanitas au tout début des années 1990 : Bogdan Ghiu ; Aurelian Craiutu ; Cristian Preda.

⁴²²⁵ Pour leurs trajectoires, voir chapitre 2.

⁴²²⁶ François Bluche dans la coll. « Traités/Références » et Nina Berberova (littérature).

D'autres collections sont dédiées aux titres de philosophie : la collection « Maîtres de l'esprit » (créée en 1996), la collection « Acta Phaenomenologica ». Et d'autres titres de philosophie sont publiés dans d'autres collections, telles « Repères », « Que sais-je ? », « Traités/Références » et dans d'autres séries, telles « Dictionnaires » et « Monographies de Humanitas » et « Théorie de l'histoire » (Raymond Aron). A part les séries consacrées aux auteurs roumains et des classiques d'une autre culture, Cioran et Ionesco, Humanitas consacre une série à Heidegger.

Les ouvrages d'histoire complètent le programme culturel que la maison s'est donné : valoriser ce qui est valorisant car déjà consacré mais ignoré pendant le régime communiste et se souvenir pour reconsidérer le passé récent, à savoir le communisme.

Les traductions de livres d'histoire sont incluses dans la série « Histoire » et dans la collection « Le spectacle de l'histoire ». Mais le nombre de traductions de titres d'histoire est inférieur à celui des traductions d'ouvrages de philosophie et le nombre total de livres d'histoire est inférieur à celui de livres de philosophie ou d'auteurs d'essais politiques (production à visée scientifique). D'autres traductions paraissent dans la série « Mémoires/Journaux/Conversations » (Jessica Douglas-Home, Vladimir Bukovski, Salvador Dali).

F. Traductions, médiateurs et traducteurs chez Humanitas

La Roumanie est parmi les dix pays qui traduisent le plus. Le français est la deuxième langue à partir de laquelle on traduit (après l'anglais et avant l'allemand)⁴²²⁷. On traduit beaucoup moins du français que de l'anglais surtout après 1990⁴²²⁸. Entre 1996 et 2006 le nombre total de titres cédés par des éditeurs français à des éditeurs roumains est de 2331 titres dont 935 titres de sciences humaines et sociales⁴²²⁹ soit 40,1%, et 633 titres de littérature soit 27,15%. Pour la période 1996-1999 les cessions de droits de livres de SHS sont plus nombreuses que les titres de littérature qui ne représentent qu'un tiers. En 2003 l'hierarchie s'inverse, les cessions des titres de SHS constituent le tiers par rapport à l'ensemble. À partir de 2003 les titres de littérature se multiplient par deux. Des 669 titres de littérature presque la moitié du total des titres de littérature sont cédés entre 2003 et 2006. En 2004, les cessions de titres de SHS constituent la moitié des titres de littérature. En 2005 et en 2006, le nombre des cessions de titres de littérature dépasse de peu celui des cessions de titres de SHS.

⁴²²⁷ Nous utilisons ici des données recueillies au cours de l'enquête menée au Centre de sociologie européenne, réalisée avec le concours du ministère de la Recherche dans le cadre d'une Action concertée incitative, programme « Terrains, techniques, théorie », et qui a donné lieu à la publication du volume collectif dirigé par Gisèle Sapiro, *Translatio. Le marché de la traduction en France à l'heure de la mondialisation*, op. cit.

⁴²²⁸ Titres traduits à partir de l'anglais – 5414 ; titres traduits à partir du français – 3162 ; titres traduits à partir de l'allemand – 1119 (*Ibid.*, p. 108).

⁴²²⁹ Livres de sciences humaines et sociales (SHS), ouvrages à visée scientifique de : philosophie, histoire, science po, administration politique, sociologie, psychologie, psychiatrie, économie (théorie de l'économie), droit (théorie et philosophie du droit) à l'exclusion de la géographie et de la critique littéraire.

Nous avons eu accès aux données concernant le Programme d'aide à la publication, à savoir les titres cédés, titres traduits en roumain de littérature et en sciences humaines et sociales⁴²³⁰. Nous avons consulté le catalogue de la maison disponible sur Internet en accès libre jusqu'en 2008. Sur le site Internet de la maison Humanitas on trouvait deux listes qui présentaient le catalogue de Humanitas : une liste des auteurs et une liste des titres parus entre 1990 et 2003. Des informations ainsi recueillies ont été vérifiées et enrichies par d'autres recueillies par la consultation de plusieurs ouvrages publiés chez Humanitas en vue d'une comparaison avec celles qui nous étaient présentées par les listes de la maison Humanitas, disponibles en ligne sur le site de la maison. C'est par la consultation de certains ouvrages (plus précisément ceux qui sont inclus dans la collection « société civile » et surtout ceux-là), qu'on pouvait nous renseigner sur l'appui donné à leur publication, institutions spécifiques étrangères des fondations étrangères (filiales roumaines) dans nombre des cas. À partir de ces deux fichiers rendus publics nous avons constitué un tableau avec les titres traduits (nombre des titres traduits par année et par langue) et un autre avec les collections (et principalement les collections de sciences humaines). Il s'agit de voir l'évolution des traductions ainsi que le type de production proposé par Humanitas ainsi que l'évolution et l'état des collections mentionnées dans le catalogue de Humanitas. Nous avons de même construit une liste des collaborateurs de Humanitas, directeurs de collection, traducteurs et préfaciers, et des auteurs publiés par cette maison, en mentionnant leur statut et leur position au moment où ils sont parmi les collaborateurs de la maison. Comme on s'est demandé comment ils sont parvenus à publier chez Humanitas à un moment ou à un autre ou à collaborer avec la maison, il a fallu voir aussi bien du côté de leur compétence que de leur capital social, relations avec le fondateur de la maison, proximité avec celui-ci, appartenances à des institutions habitées par le fondateur de la maison, appartenances politiques ou rapports avec des agents politiques⁴²³¹. L'organisation des livres par collection ou série permettait de voir les principes de ces partages et la spécificité de chaque collection. Souvent des collections publient le même type de textes ou plusieurs collections peuvent être dédiées à la même discipline, un même auteur, avec le même type de production, est parfois inclus dans plusieurs collections. Au cours de notre enquête, lors de nos entretiens faits avec certains membres du GDS ou membres de la rédaction de 22, traducteurs de la période postcommuniste surtout, des informations ont été recueillies au sujet de ceux qui auront une influence plus importante au sein de la maison, directeurs de collection principalement, mais aussi de ceux qui sont des médiateurs. Au cours de l'enquête ont été recueillis des discours sur des pratiques de la traduction et des représentations du rôle de la traduction⁴²³². Certaines d'autres informations sur l'activité de Humanitas et des informations sur le secteur éditorial, des pratiques de publication et des éditeurs, ont été recueillies lors des entretiens avec des membres fondateurs du GDS.

Mis à part les livres des auteurs « classiques » roumains ou certains auteurs classiques de la culture française⁴²³³, ceux des auteurs de l'exil (écrits de mémoires), les traductions constituent un peu plus de la moitié des titres publiés par Humanitas (des 1133 du total des titres publiés entre 1990 et 2003, 577 sont des traductions). Le français (à une différence d'un titre) et l'anglais sont les deux langues les plus traduites chez Humanitas (entre 1990 et 2003). Les titres français traduits chez Humanitas constituent 31% du total des titres traduits (tout comme les titres anglais ou américains traduits). Les traductions à partir de l'allemand constituent en revanche un peu plus de 12% des traductions. Entre 1992 et 1995, les titres

⁴²³⁰ L'enquête orale et le traitement des informations que nous fournit le PAP ont été réalisés grâce à notre participation à une enquête collective citée, Gisèle Sapiro, *Translatio, op. cit.* Pour le nombre des titres publiés par Humanitas ayant bénéficié de ce programme voir *infra*.

⁴²³¹ Nous avons retenu pour la discussion les noms de ceux qui sont déjà vers la moitié des années 2005 des auteurs (un ouvrage au moins).

⁴²³² Quatre entretiens réalisés avec des traducteurs au sujet de leur travail, dont trois ont été ou sont encore des éditeurs et dont un seulement n'a pas travaillé pour les Editions Humanitas. D'autres informations au sujet des rapports avec la maison Humanitas ont été recueillies lors de nos discussions informelles avec d'autres intellectuels.

⁴²³³ Voir en annexe le tableau sur le nombre des titres traduits chez Humanitas par langue et par année (entre 1990 et 2003).

traduits à partir du français sont doubles ou triples par rapport aux titres traduits à partir de l'anglais. Après 1996 le nombre des traductions à partir du français se réduit jusqu'à atteindre la moitié en 1998 (mais aussi en 1999 et 2000⁴²³⁴) jusqu'à constituer en 2001 le quart des titres traduits en 1995.

Les « sciences humaines » sont mieux représentées dans la production d'importation de Humanitas où les essais de philosophie politique sont privilégiés. Les traductions d'ouvrages des sciences humaines, surtout dans la première moitié des années 1990, dépassent de loin les titres « autochtones » (y compris les productions de l'exil). Elles procurent à Humanitas son image de pionnière dans cette démarche d'importation des sciences humaines en Roumanie, qu'on verra se poursuivre dans la période suivante dans toutes les « grandes » maisons d'édition roumaines mais aussi par des maisons d'édition spécialisées.

Les collections et les séries suivantes incluent des titres traduits en nombre important ou exclusivement : « Société civile », « Histoire des idées », « Repères », « Que sais-je ? », « Polis », la série « Religion », la série « Anthropologie/Psychologie », la série « Histoire », la série « Economie », la collection « Paradigmes », « Maîtres de l'esprit », la collection « Nations/Mentalités », la collection « Pas au-delà des frontières »⁴²³⁵.

Certaines collections ou séries de Humanitas sont étroitement liées au contexte politique et à des conjonctures intellectuelles différentes. Dédiées aux livres relevant des études politiques, elles révèlent des idées et les orientations qui s'imposent dans le champ intellectuel, elles sont aussi l'expression du renouvellement du champ universitaire et plus largement du champ scientifique en lien avec la libéralisation politique et l'intérêt pour traiter du politique.

La collection « Société civile », une des premières collections créées par Humanitas (en 1992), englobe le plus de titres. Une autre collection, « Histoire des idées », inclut des titres d'auteurs publiés dans la collection « Société civile ».

La série « Société civile » de Humanitas est créée en 1992 et comprend 40 titres (à compter jusqu'en 2002) dont deux ouvrages seulement sont signés par des auteurs roumains. Les auteurs traduits dans la collection « Société civile » sont dans leur majorité des auteurs français contemporains : Michel Albert, Michel Wieviorka, Françoise Thom, Pierre Manent, Alain Besançon (5 titres), François Furet (2 titres), Tzvetan Todorov, Jean-François Revel (2 titres), François Châtelet et Evelyne Pisier, Bernard-Henri Lévy. On compte aussi des auteurs « classiques » : Alexis de Tocqueville et François Guizot, et un auteur français du début de l'entre-deux-guerres, Julien Benda, *La Trahison des clercs*⁴²³⁶. Certains de ces auteurs seront traduits aussi dans d'autres collections : Alain Besançon (2 titres dans la série « Histoire des idées » et

⁴²³⁴ Trois dictionnaires sont publiés entre 1997 et 1999.

⁴²³⁵ Pour les autres collections qui incluent des traductions voir *supra*.

⁴²³⁶ Gabriela Cretia, universitaire, l'ex-épouse de **Petru Cretia**, est la traductrice de cet ouvrage. La préface est signée par **Andrei Pippidi**. Voir sur le « ralliement public de Julien Benda au camp des moralistes à partir de 1946 » Gisèle Sapiro, *La Guerre des écrivains 1940-1953*, op. cit., pp. 620-622 et 699-700.

« Religion »), François Furet (dans la série « Histoire des idées »), Jean-François Revel, Pierre Manent (dans la collection « Polis »)⁴²³⁷. Deux ouvrages d'Alain Besançon et l'ouvrage de Julien Benda (de la même collection), ainsi que la publication en roumain de Tocqueville est soutenue par le Ministère français des Affaires Étrangères par son Bureau du livre. Ces auteurs, mentionnés aussi par les intellectuels de l'exil, à savoir ceux de Radio « Free Europe », sont bien connus par plusieurs des collaborateurs de la maison. Certains auteurs français traduits par Humanitas sont des amis des intellectuels roumains de l'exil parisiens, comme c'est le cas d'Alain Besançon.

La série « Procès du communisme » comprend aussi bien des auteurs étrangers que des auteurs roumains. Dans la série « Procès du communisme » sont inclus a posteriori des ouvrages parus antérieurement hors collection. Parmi les premiers titres, publiés en 1998 et inclus dans cette collection, on compte Stéphane Courtois avec son *Livre noir du communisme* et deux spécialistes du communisme roumain (un auteur étranger publié en traduction et un auteur roumain) : Dennis Deletant, *Ceausescu and the Securitate : coercion and dissent in Romania, 1965-1989* [London, Hurst & Company, 2006], **Stelian Tanase**, *Elite si soci tate. Regimul lui Gheorghe Gheorghiu-Dej* [Elites et société. Le régime (communiste) de Gheorghe Gheorghiu-Dej]⁴²³⁸.

Humanitas semble donner le ton dans l'espace éditorial en ce qui concerne les tendances à l'œuvre dans l'enseignement de la pensée politique après 1989 (dans les disciplines traditionnelles, comme la « philosophie morale et politique », et nouvelles, comme les « sciences politiques »). Les grands penseurs libéraux, John Stuart Mill, Alexis de Tocqueville, F. A. Hayek et Hannah Arendt sont les auteurs traduits par Humanitas avant toute autre maison intéressée par la publication des classiques de la pensée politique (comme les Éditions Antet de Bucarest). À l'exception de John Stuart Mill, les Éditions Humanitas traduit plus d'un titre de ces auteurs. Parmi ces auteurs certains seront réédités. John Stuart Mill, *On Liberty*, paraît en trois éditions (1994, 2001 et 2005)⁴²³⁹. Un titre de Hannah Arendt, *The Origins of Totalitarianism*, paraît en trois éditions (1994, 2006 et 2014). Un autre titre de cette même auteure, *Eichmann in Jerusalem. A Report on the Banality of Evil*, paraît chez Humanitas en 2007 en seconde édition après une première édition chez All en 1997. On compte quatre titres d'Arendt publiés par Humanitas (*Crises of the Republic*, paru en 1999 et *The Promise of Politics*, paru en 2010) ainsi qu'un autre constituant la correspondance de l'auteure avec Heidegger (*Briefe*), paru en 2007. À part Tocqueville, les autres auteurs n'auront qu'un titre traduit par d'autres maisons d'édition. Certains auteurs, comme Alexis de Tocqueville et Norberto Bobbio,

⁴²³⁷ Alexis de Tocqueville recevra une seconde édition en vue de reprendre sa traduction. Dans l'entretien avec Cristian Preda (Bucarest, le 15 février 2008) : « Mais Rosanvallon et... c'est lui, Antohi, qui les a amené ici, certains d'eux quand je n'étais pas ici... Furet pour un grand colloque Tocqueville et ceci a coïncidé avec le moment de la traduction de Tocqueville, traduction qui a été improvisée... [...] c'est lui [**Sorin Antohi**] qui a dit : ceux-ci doivent être traduits ! Et pour dire ainsi, c'est grâce à lui que j'ai découvert Manent... je suis allé à Manent au Collège de France et j'ai bâti mon chemin à moi en philo politique ».

⁴²³⁸ Le même auteur sera publié plus tard dans la même collection.

⁴²³⁹ Le même titre paraît aux   ditions Eminescu de Bucarest en 1996.

paraissent, avec un nombre égal de traductions aux Éditions Nemira. Les traductions d'auteurs classiques de la pensée politique paraissent dans plusieurs collections de Humanitas, « Société civile », « Paradigmes », mais aussi hors collection.

L'évolution des références dans le champ universitaire roumain postcommuniste peut être détectée par l'observation des bibliographies utilisées dans les facultés consacrées aux disciplines de sciences humaines et sociales (philosophie et sciences politiques surtout). A cette évolution qui constate l'importation d'un nombre important de livres en français des livres en sciences humaines correspond la consécration des traducteurs qui traduisent pour leur enseignement.

Les Éditions Humanitas constituent un succès dans le champ éditorial grâce aux relations établies par son fondateur dans le champ intellectuel roumain, grâce à sa notoriété, mais aussi aux cadres officiels (université surtout) dans lesquels il déploie son activité, qui lui sont offerts après 1989.

De jeunes intellectuels au début des années 1990 ou chercheurs ou enseignants dans des institutions marginales peuvent reconvertir le capital scolaire accumulé, faisant leur entrée à l'université, parfois en investissant d'autres disciplines que celles pour lesquels ils étaient formés.

Certains jeunes diplômés des années 1970 et des années 1980 vont accéder à la reconnaissance dans le champ intellectuel et dans le champ scientifique en valorisant une formation suivie à l'étranger au début des années 1990 en occupant un rôle important dans la médiation culturelle. Dans les conditions d'une demande de compétences liée à la recomposition du champ politique, de la création de nouvelles institutions dans le champ scientifique et éditorial, parallèlement au discrédit des disciplines ou intérêts scientifiques et à celui subi par certains agents du champ scientifique (cadres enseignants de la Faculté de philosophie ou de l'école de parti), jeunes écrivains ou philosophes dont certains ont travaillé dans des institutions comme les Éditions politiques sont amenés à investir leurs dispositions intellectuelles dans des projets éditoriaux pour la conquête d'autres positions que celles occupées avant 1989.

Une formation suivie à l'étranger dans les conditions d'un renouvellement des disciplines et de l'apparition de nouveaux établissements d'enseignement, et donc de la demande de nouvelles compétences, les conduisent à investir de nouvelles institutions du secteur éditorial qui participent au renouvellement du champ universitaire par la création de nouvelles positions en introduisant de nouveaux champs d'intérêts scientifiques.

Plusieurs jeunes, formés durant les dernières années du communisme, poursuivant leur formation après 1989 à l'étranger, en France, sont des traducteurs chez Humanitas (et non seulement) au début des années 1990 : Bogdan Ghiu, Aurelian Craiutu, Cristian Preda. Un des collaborateurs de Humanitas, en tant que traducteur, et membre du GDS, Cristian Preda dirige une collection chez Nemira. Tocqueville sera traduit avec les deux volumes *Démocratie en Amérique* chez Humanitas avant de devenir un des auteurs investis par Cristian Preda et d'être traduit par celui-ci chez Nemira (*L'Ancien Régime et la Révolution*

ainsi que *Souvenirs*). Cristian Preda avait traduit pour Humanitas avant de diriger une collection chez Nemira. En tant que directeur de la collection « Société politique », celui-ci publiera entre autres, Norberto Bobbio (*Libéralisme et démocratie*) en 1998, l'année suivante, son ami, Aurelian Craiutu, traduira (en collaboration) dans la collection « Société civile » des Éditions Humanitas, *Destra et sinistra*. La collection « Polis », dirigée par Cristian Preda, se propose d'introduire des titres sur l'évolution politique et la situation politique en Europe de l'Est. Dans cette collection, durant l'année 2003, sont publiés plusieurs ouvrages qui sont des études politiques. « Polis » disparaît seulement une année après la création.

Détenteurs de diplômes étrangers, des intellectuels peuvent se présenter après 1990 en médiateurs culturels. Leur influence se mesure en fonction de leur capital social dans les deux milieux, étranger et d'origine, et des possibilités d'occuper des places dans différents champs de production culturelle et dans le champ intellectuel. Si les traductions de livres d'auteurs français sont nombreuses, elles témoignent non seulement de la formation initiale de ces intellectuels, ce qui a bien sûr une importance dans l'activation des aspirations intellectuelles, mais aussi des possibilités nouvelles qui s'ouvrent pour les jeunes diplômés du début des années 1990 et pour des diplômés de la dernière période communiste (des années 1970 des années 1980). Après 1989, ils ont la possibilité objective d'investir l'étranger et de se légitimer par cet investissement : ils traduisent, ils font leur entrée à l'université et dirigent des collections.

Les enjeux politiques du postcommunisme les conduisent à changer de perspective, d'objet d'étude ou même de discipline. Le changement politique débouche sur une réévaluation des projets intellectuels surtout au sein des générations intellectuelles les plus jeunes. L'accès à des bourses financées par le gouvernement français leur procure des moyens de s'adapter aux nouvelles demandes du champ éditorial et du champ scientifique⁴²⁴⁰.

La publication 22, hebdomadaire du GDS, et les Éditions Humanitas se partagent des compétences des membres du GDS et de ses collaborateurs. Membres de la rédaction de 22 et membres du GDS – à part ceux qui occupent des postes dans la maison Humanitas – ou même autres intellectuels, proches du Groupe, investissent le champ éditorial à travers leurs collaborations diverses avec Humanitas. La maison peut choisir, à la faveur d'une redistribution des compétences par l'entrée dans le champ intellectuel des prétendants des années 1980 et de la présence d'un vivier de compétences dans le GDS et autour de celui-ci. Le fait de disposer de ressources, de collaborateurs potentiels s'accompagne d'une prise de contacts entre intellectuels français et intellectuels roumains et de l'intérêt manifesté par les institutions françaises à soutenir l'introduction et la diffusion de sa culture propre dans les pays ex-communistes.

La maison fondée par celui qui se présente déjà en 1990 en porte-parole du GDS et en représentant du courant intellectuel de l'anticommunisme dans les milieux intellectuels roumains profite de la position, de la notoriété et de l'accès à l'étranger du GDS et de sa tribune, l'hebdomadaire 22.

⁴²⁴⁰ **Sorin Antohi** ; Bogdan Ghiu ; Aurelian Craiutu ; Cristian Preda.

Certains auteurs français (Bernard-Henry Lévy, André Glucksmann mais aussi Alain Besançon) sont des premiers interlocuteurs des intellectuels roumains aux côtés des chercheurs américains intéressés par la Roumanie depuis la période communiste. Les intellectuels français intéressés par l'espace roumain après 1989 sont invités au GDS. Ils s'intéressent au GDS, autrement dit aux intellectuels roumains du pôle de l'anticommunisme, mais aussi aux universitaires roumains. Ils sont de ceux avec lesquels les intellectuels roumains de l'exil, notamment ceux de Radio « Free Europe », ont des affinités⁴²⁴¹. La publication dans 22 des intellectuels français contribue à légitimer la position du périodique dans le champ des publications culturelles et par voie de conséquence des intellectuels du GDS. Des auteurs étrangers présentés par 22 seront par la suite publiés par Humanitas, des auteurs français – André Glucksmann, Françoise Thom, Simone Weil, Jean-François Revel, François Furet, Alain Finkielkraut, Bernard-Henry Lévy – aux côtés des spécialistes étrangers de l'histoire de la Roumanie ou du communisme.

Les possibilités offertes par les institutions étrangères (comme le Ministère français des Affaires étrangères par le biais des Services culturels) sont transposées dans le champ éditorial roumain en cours de restructuration par la traduction massive des auteurs français (par rapport à d'autres langues). Les Éditions Humanitas ont accès aux fonds du Ministère français des Affaires Étrangères, par le biais du Programme d'aide à la publication (PAP « Nicolae Iorga », créé en 1992)⁴²⁴², tout comme d'autres maisons d'édition créées après 1989 (EST-Samuel Tastet, Babel, Amarcord de Timisoara, Nemira, Trei, Paideia, Teora, Echinox de Cluj⁴²⁴³, Anastasia⁴²⁴⁴, Polirom d'Iasi, Paralela 45 de Pitesti, Idea de Cluj⁴²⁴⁵) et des anciennes maisons d'édition (Dacia de Cluj, Cartea Romaneasca, les Éditions de l'Université d'Iasi, les Éditions de l'Université de Bucarest) mais aussi l'hebdomadaire 22, créé en janvier 1990, comme tribune du GDS⁴²⁴⁶.

La maison d'édition reçoit aussi du soutien directement de l'éditeur français grâce aux médiateurs, parfois par l'intermédiaire des intellectuels de l'exil qui facilitent l'acquisition des droits comme cela ressort des témoignages des traducteurs et directeurs de collection⁴²⁴⁷.

À part l'appui donné par le Ministère français des Affaires étrangères sous diverses formes (donation de matériel, initiatives destinées à présenter les publications de Humanitas sous l'égide de l'Institut culturel français, etc.)⁴²⁴⁸, la maison reçoit aussi le support de la Fondation Soros :

⁴²⁴¹ Monica Lovinescu, *Jurnal 1990-1993*, op. cit., p. 198.

⁴²⁴² Le PAP présente vingt-deux titres cédés aux Editions Humanitas jusqu'en 2004.

⁴²⁴³ Maison fondée en 1990. *Echinox* est aussi le nom du périodique de Cluj créé en 1969.

⁴²⁴⁴ Voir *supra*.

⁴²⁴⁵ Idea Design & Print de Cluj, maison fondée en 2001. Voir *supra*.

⁴²⁴⁶ 22 recevra du soutien pour la publication du titre « La lente invention des identités nationales » d'Anne-Marie Thiesse, paru dans *The New York Times*. Le livre de cette auteure sur *La création des identités nationales* paraît chez Polirom d'Iasi.

⁴²⁴⁷ Un intellectuel de la période postcommuniste, aujourd'hui bien notoire, et traducteur du français pour Humanitas et d'autres maisons d'édition roumaines n'a pas connaissance, comme cela ressort de notre entretien, de ce programme, auquel vont recourir par contre beaucoup plus souvent de petits éditeurs des années 1990.

⁴²⁴⁸ Des relations étroites avec des représentants officiels du Ministère français des Affaires étrangères qui offre le support financier pour la parution de bien de titres en français sont établies depuis le début des années 1990 par des membres du GDS (et) collaborateurs de Humanitas.

« le Ministère français de la culture nous a fait une donation d'ordinateurs⁴²⁴⁹ [...] la série « Société civile », une série très importante, sans espérance de succès commercial, pouvant pousser à la faillite toute maison par son tirage de 4-5000 d'exemplaires pour chaque titre, est subventionnée partiellement par la Fondation Soros⁴²⁵⁰. »

Le rôle des financements accordés à partir de 1993 par la Fondation Soros, les stages de formation dont bénéficient les étudiants roumains et les chercheurs anglophiles doit être mentionné à côté de celui des bourses accordées par le gouvernement français ou par l'Agence universitaire de la Francophonie dans la formation de jeunes chercheurs roumains.

Pendant la période communiste, les périodiques ont eu un rôle important dans la diffusion d'une production nationale par l'intermédiaire de la traduction : les revues plurilingues de l'Académie roumaine ainsi qu'une revue internationale francophone, créée en 1973, éditée par l'Union des Écrivains et les Éditions Univers, qui se veut aussi un espace de rencontre, de collaboration entre des auteurs roumains et des auteurs occidentaux, les *Cahiers roumains d'études littéraires* [CREL]⁴²⁵¹. Notons qu'il n'y a pas d'instance de l'État qui soutienne ou encourage la traduction en Roumanie et en roumain⁴²⁵² bien que plusieurs instances étatiques puissent soutenir la publication des traductions et des traductions d'articles dans une autre langue que l'anglais : avant comme après 1989, une revue culturelle généraliste centrée sur les littératures étrangères et consacrée aux études sur la culture comme *Secolul 20/21*, publication créée durant la période communiste, au tout début des années 1960. Après 1989, le périodique de la Fondation culturelle roumaine, ensuite de l'Institut culturel roumain, *Lettre internationale*, créé en 1992, promeut des auteurs roumains par la traduction.

Une publication créée en 2003, éditée par les Services culturels français, à savoir l'Institut français de Bucarest, et plusieurs instances du monde académique roumain (l'Institut de recherches politiques créé auprès de la Faculté de sciences politiques de l'Université de Bucarest et le New Europe College), qui paraît

⁴²⁴⁹ Rappelons que les jours de décembre 1989, Gabriel Liiceu est celui qui faisait un appel par l'intermédiaire de RFE pour des donations de machines à écrire en vue de créer une publication.

⁴²⁵⁰ *Dilema*, 17, 1993, p. 6.

⁴²⁵¹ Trimestriel thématique de langue française, qui réunit des études littéraires de diverses orientations, signées par des auteurs roumains, qui sont souvent des traductions, mais aussi par d'autres auteurs de divers pays et des recensions de livres publiés à l'étranger et des auteurs roumains, qui sont publiées en français. Les *Cahiers roumains d'études littéraires* [CREL] se donnent comme but principal de faire connaître des auteurs roumains, des études de critiques littéraires et des œuvres littéraires notamment en provenance de Roumanie. Seule revue francophone de critique littéraire fondée en Roumanie, elle n'est pas la seule publication en langue étrangère (française) créée dans la période communiste. *Synthesis* est un annuel qui paraît dès 1974, édité sous l'égide de l'Académie roumaine (les Éditions de l'Académie roumaine) et l'Institut d'histoire et de théorie littéraire « George Calinescu » et « l'organe du Comité national de littérature comparée », structure mise sous la direction de la nouvelle Académie de sciences sociales et politiques.

⁴²⁵² Nous nous référons ici surtout aux traductions d'articles dans des revues spécialisées car depuis la fin des années 2000 les traductions dans des revues spécialisées, académiques, sont plutôt déconseillées car des articles parus en traductions entrent, selon les catégories construites par une instance qui règle et participe aux hiérarchies du monde scientifique comme le CNCS, non pas dans la catégorie des articles créés pour des auteurs étrangers. Il ne s'agit pas d'une impulsion vers l'internationalisation mais surtout d'une pression vers l'utilisation de la langue anglaise. Les seules critiques des réglementations au sujet de l'utilisation des langues étrangères dans le monde scientifique, mais surtout dans le domaine des sciences humaines, viennent de l'Association Ad Astra, des chercheurs en sciences humaines et sociales.

chez Humanitas, est consacrées exclusivement aux traductions d'articles parus dans des périodes français (*Le Débat*, *Commentaires*, *Esprit*)⁴²⁵³.

Malgré la diminution de la valeur accordée au travail de traduction sinon la perte de sa valeur pour la carrière académique, certains périodiques spécialisés, créés dans la période postcommuniste, encouragent d'une manière ou d'une autre le travail de traduction ou l'usage des langues étrangères autres que l'anglais. Le périodique de « sciences politiques », *Sfera politicii*, œuvre de la « société civile » au début des années 1990, inclut des textes qui sont des traductions d'auteurs de philosophie politique. Il accorde des prix pour la traduction de livres de « sciences politiques », et cela même au début des années 2010. Une autre revue, apparue dans les années 1990, consacrée aux « sciences politiques », *Polis*, publie des traductions d'auteurs de philosophie politique. De jeunes et moins jeunes membres du GDS, s'intéressant aux études politiques, introduisent des auteurs de la pensée politique en traduisant du français⁴²⁵⁴. Le seul périodique de « science politique » du monde académique de l'après 1989 qui publie des études en autres langues que l'anglais est celui édité par un établissement d'enseignement supérieur où les « sciences politiques » ont été introduites comme discipline d'enseignement par un programme en langue française : *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, dont le premier numéro est daté de 2001.

G. Des abandons silencieux. Compétence(s) et notoriété

Si s'affirmer sous le mode collectif dans l'espace public, en 1990, moment de la constitution du GDS, requiert de disposer de capital moral, que le GDS cumule à sa création⁴²⁵⁵, dans cette entreprise dans le secteur éditorial, qui se veut innover, les projets auxquels des intellectuels de l'exil contribueront en large mesure pour la construction du catalogue éditorial de Humanitas ne suffisent pas, ni les héritages, quoique des plus valorisés et valorisants après 1989, dont profitent la maison depuis sa création.

A part ceux qui se rapprochent et qui sont proches de **Gabriel Liiceanu** après 1989, principalement des membres du GDS, qui s'intéressent au secteur éditorial, en tant que traducteurs, puis comme médiateurs entre la Roumanie et la France, en mettant à profit leurs relations établies à l'étranger, des universitaires et scientifiques, qui sont proches du responsable de la maison, dans certains cas, depuis la période communiste, seront cooptés dans cette nouvelle entreprise. Dans un contexte qui suppose de nouvelles possibilités, changements de poste, création d'instances nouvelles dans le champ éditorial aussi, et lorsque les hiérarchies établies sont bouleversées, certains universitaires et scientifiques de la période communiste sont des collaborateurs de la maison Humanitas. Et cela en dépit de leurs prises de position politiques

⁴²⁵³ Et dont l'initiateur et le responsable est Cristian Preda.

⁴²⁵⁴ Voir *infra*.

⁴²⁵⁵ Parmi des membres fondateurs du GDS on retrouve des anciens détenus politiques, entre la seconde moitié des années 1950 et la première moitié des années 1960 (**Stefan-Augustin Doinas** et **Alexandru Paleologu**), un dissident et ancien détenu politique des années 1980 (**Radu Filipescu**) mais aussi des opposants (**Doina Cornea** et **Gabriel Andreescu**).

d'avant 1989 ou même des appartenances d'avant 1989 qui apportent le discrédit après la chute du communisme (comme cela est le cas d'un auteur de Humanitas et dans 22).

Les collaborateurs externes, mais aussi des directeurs de collection, initiateurs dans tous les cas de nouveaux projets éditoriaux, peuvent avoir des orientations politiques, des références et des expériences différentes. Leurs orientations se révèlent dans le choix de leurs sujets de recherche, leur manière d'en traiter et d'approcher des sujets qui préoccupent aussi des membres du GDS, et auront des effets aussi sur leurs rapports avec la maison Humanitas. Mais les divergences à base idéologique entre l'éditeur, à savoir le philosophe **Gabriel Liiceanu**, et ses collaborateurs ne suscitent généralement pas de discussions ouvertes. Il s'agit, semble-t-il, seulement d'abandons, de ruptures « silencieuses »⁴²⁵⁶. Deux directeurs de collection chez Humanitas parleront pourtant de leurs difficultés et parfois même de l'impossibilité de suivre leurs projets au sein de la maison, de réaliser leurs choix de la traduction.

L'écart entre les dispositions et l'orientation ou les sensibilités politiques de ceux qui en seront appelés à contribuer à la construction du catalogue de Humanitas et la ligne éditoriale encouragée, voire adoptée par le fondateur de la maison, ainsi que les rapports au sein de la maison ne se révèlent qu'ultérieurement et seulement dans ces abandons. Ils nous dévoilent le contexte dans lequel la maison apparaît et s'impose ainsi que les nouveaux rapports de force au sein du champ intellectuel après la chute du communisme. Ces abandons sont à considérer en rapport avec « l'espace des positions offertes⁴²⁵⁷ » ou des « possibilités offertes⁴²⁵⁸ » car à chaque moment et selon la position occupée par celui qui renonce à sa collaboration, à ses relations avec Humanitas, il est question d'un « espace des possibles⁴²⁵⁹ » différent. Pour comprendre ces abandons, il faut tenir compte de leur proximité avec le fondateur de la maison ou/et des risques que cet abandon suppose puisque tous ceux qui se disent ne pas être en accord avec les choix de la traduction faits par la maison ou ceux qui déclarent ne pas avoir pu mener au bout leurs projets ne renoncent pas à leur collaboration avec Humanitas ou ils ne le feront pas dès l'instant et le feront toujours en silence. Des options idéologiques en désaccord avec celles adoptées par son fondateur n'empêchent pas qu'ils soient des auteurs de Humanitas et n'entravent pas leur rôle dans la construction de son catalogue au début des années 1990. Si des options idéologiques divergentes seront au fondement des abandons des collaborateurs de Humanitas, intellectuels plus âgés, consacrés dans la période communiste, d'autres collaborateurs de Humanitas ou des auteurs publiés par la maison, intellectuels plus jeunes (auteurs de la période communiste ou de la période postcommunistes), invoquent des questions de nature économique qui se seraient trouvées à la base de leurs ruptures d'avec la maison. Un auteur déjà (au moment de sa

⁴²⁵⁶ Voir Albert O. Hirschman, *Défection et prise de parole*, op. cit. ; « Vertus et limites de la prise de parole en public. Entretien avec Albert Hirschman », *Politix*, 8, 31, 1995, pp. 20-29.

⁴²⁵⁷ Pierre Bourdieu, « Le fonctionnement du champ intellectuel », *Regards sociologiques*, 17/18, « Le champ littéraire », 1999, p. 15.

⁴²⁵⁸ *Ibid.*, p. 16.

⁴²⁵⁹ *Ibid.*, p. 9.

publication par la maison Humanitas) devenu célèbre après 1989 exprime son mécontentement vis-à-vis de l'éditeur⁴²⁶⁰. Un collaborateur de Humanitas (traducteur et ensuite directeur de collection) parle de l'impossibilité de continuer son projet éditorial chez Humanitas faute de l'intérêt du public pour un certain type de production comme les écrits à visée scientifiques dans une discipline qui n'est ni l'histoire ni la philosophie, disciplines définissant l'espace éditorial de Humanitas consacré à la production académique⁴²⁶¹.

Des éditeurs de Humanitas qui sont des scientifiques ou universitaires de la période communiste désinvestissent progressivement cette maison d'édition. Un d'entre eux renoncera à son investissement y inclus celui financier en prétextant qu'il a besoin de l'argent. Un autre s'en éloigne progressivement sans rompre formellement sa collaboration avec la maison. Dans le cas des plus jeunes auteurs, l'abandon survient lorsque l'auteur, publié pour la première fois par Humanitas avec une étude qui succède à son début comme auteur d'études politiques, a acquis une forte notoriété et sa pleine reconnaissance comme auteur d'études en sciences humaines et sociales. Humanitas dédie à cet auteur une « série d'auteur », marque de la notoriété acquise mais aussi de sa reconnaissance parmi des auteurs de Humanitas. Un directeur de collection qui ne peut pas mener à bout son projet éditorial chez Humanitas, dont les premières activités éditoriales se sont déroulées dans le cadre d'une autre maison d'édition, retournera chez cet éditeur.

H. Humanitas ne débute aucun auteur, mais choisit

Signe de sa position acquise dans le champ éditorial après 1989, Humanitas ne lance aucun auteur débutant signant des essais ou des études en sciences humaines. La maison recherche cependant à s'attacher des auteurs qui abordent dans leurs ouvrages des sujets qui correspondent à ceux traités par l'éditeur dans ses prises de position politiques, et rejoignant les intérêts scientifiques susceptibles de légitimer les prétentions de l'éditeur. La prestigieuse maison qu'est Humanitas attire des auteurs dotés d'un capital symbolique suffisamment conséquent et d'une autorité pour pouvoir être ensuite transférée si nécessaire sur le terrain du politique, capital scientifique dans les luttes à dimension politique pour la revendication de la légitimité à représenter la vraie science vraie, le savoir authentique. La cooptation de « nouveaux » auteurs dotés d'une certaine autorité dans le champ scientifique ou intellectuel passe souvent par des médiateurs, intellectuels plus forts en capital symbolique et proches de Humanitas. C'est le cas de l'essayiste Horia-Roman Patapievici qui débute aux Éditions Nemira en 1995 avec le recueil d'essais à thème culturel et politique, *Cerul vazut prin lentila* [Le Ciel vu à travers la lentille]⁴²⁶², alors que celui-ci

⁴²⁶⁰ Auteur d'études politiques seulement après 1989, il est parmi des auteurs publiés par Humanitas après avoir reçu sa notoriété comme intellectuel et auteur d'essais politiques. Après avoir publié chez Humanitas, il publiera ses ouvrages qui sont des essais politiques chez un autre éditeur, ayant acquis sa notoriété comme maison consacrée à la production académique.

⁴²⁶¹ Traducteur pour Humanitas au début des années 1990, l'auteur en question s'est consacré aux études politiques et à une activité éditoriale avant d'investir la maison Humanitas. Ultérieurement, il poursuivra ses projets éditoriaux chez un autre éditeur.

⁴²⁶² Fait mentionné par un des directeurs de collection de Humanitas (entretien avec Cristian Preda, le 15 février 2008).

se fait par la suite connaître comme auteur soutenu, consacré par **Gabriel Liiceanu** et largement influencé par celui-ci. Dans un autre cas, celui de l'historien Lucian Boia qui est introduit chez Humanitas par **Sorin Antohi** après avoir acquis sa consécration comme auteur traduit à l'étranger⁴²⁶³. Pour les auteurs ou les intellectuels de la jeune génération (qui débute dans la seconde moitié et à la fin des années 1990) la publication chez Humanitas est une consécration. Désireux de se faire publier par Humanitas, ils participent à la construction de la position de la maison comme instance de légitimation. Les « nouveaux » auteurs de Humanitas sont acceptés par la maison après avoir été introduits par d'autres intellectuels dotés d'un fort capital symbolique ou par d'autres maisons d'édition. La manière dont la maison négocie avec les auteurs et les traducteurs rend compte de la perception de l'éditeur quant à sa position et de l'assurance qui découle de sa position dominante puisqu'il est recherché pour le capital symbolique et social que la publication chez Humanitas peut apporter à ces jeunes intellectuels : la maison peut choisir entre la multitude de prétendants et se permettre de poser des conditions pour la publication. La publication chez Humanitas favorise le rapprochement du champ politique. L'éditeur choisit ces auteurs en fonction de leur notoriété acquise et de la conjoncture intellectuelle et politique.

Humanitas crée en 1996 un domaine distinct destiné à la publication des manuels scolaires. A partir de la fin des années 1990 et depuis le début des années 2000, on constate le déplacement de la maison car les positions de l'éditeur et de ses proches ont changé mais aussi l'état du champ éditorial. Humanitas est concurrencée par plusieurs maisons dont principalement Polirom (dont la production éditoriale est centrée sur les auteurs roumains)⁴²⁶⁴, Curtea Veche (fondée en 1998 et publiant à partir de la moitié des années 2000, des auteurs roumains notoires, intellectuels surtout, et à partir de 2003 des titres de littérature)⁴²⁶⁵. Des éditeurs, des dirigeants et propriétaires des maisons d'édition, qui réussissent après 1989 à (se) créer une position suffisamment forte dans le champ éditorial, en faisant concurrence à Humanitas, la maison d'édition la plus prestigieuse occupant une position centrale dans les années 1990, viennent de l'extérieur des champs spécifiques du monde intellectuel, jugeant d'après leur formation. L'observation du catalogue de Humanitas permet de constater le désinvestissement progressif de la traduction de livres de sciences humaines avec des effets sur le réajustement des stratégies éditoriales qui visent dès lors à conserver le capital symbolique accumulé antérieurement, avec des rééditions à partir de 1995, et à s'ouvrir à la production roumaine (auteurs consacrés dans le domaine des sciences humaines et en littérature). Les

⁴²⁶³ **Sorin Antohi**, *Utopica*, op. cit., p. 231 (« Post-scriptum »).

⁴²⁶⁴ Voir la seule étude consacrée après 1989 aux éditeurs roumains, qui traite des Editions Polirom d'Iasi : Marie Jeanrenaud, *Universaliile traducerii*, op. cit., pp. 176-220 [« La traduction comme jeu d'accumulation et de redistribution du capital symbolique »].

⁴²⁶⁵ Les positions occupées dans le champ éditorial par les deux principaux concurrents de Humanitas, apparus à deux moments différents, respectivement milieu et fin des années 1990, et leurs stratégies éditoriales en disent beaucoup sur l'évolution du champ éditorial où la logique commerciale est dominante (plus de livres pratiques ou production de popularisation) et des rapports de force alors au sein du champ intellectuel (que révèlent leurs publications et les collections, les directeurs de collection).

traductions concernent dès lors en premier lieu des titres destinés au large public. Il s'agit d'une augmentation progressive des titres de littérature. En 1998, sous la pression du marché et de la compétition avec d'autres maisons d'édition, Humanitas étend son profil au domaine des livres « pratiques », la série « Humanitas Pratique ». En 1999 la maison se dirige vers les titres de littérature et en premier lieu avec des traductions dans la série « Le livre de la table de nuit » (1999) traduisant Paulo Coelho, les séries « Humanitas Pratique de poche » et « La première étagère » (2001) traduisant Kundera, deux auteurs pour lesquels la maison a acquis les droits exclusifs de publication. La création en 2000 d'une série destinée à la littérature de jeunesse rend compte des stratégies commerciales visant à contrecarrer la baisse des tirages des titres en sciences humaines. Vers le milieu des années 2000, on observe le retour à la littérature, avec des auteurs consacrés sous le communisme et de nouveaux venus. Les stratégies éditoriales de Humanitas en matière de production littéraire sont les mêmes que celles des années 1990 en matière d'essais politiques. Avant que des éditeurs roumains ne s'ouvrent aux auteurs roumains de littérature (Polirom crée une collection destinée à ce type de production), Humanitas traduit des livres de littérature. C'est aussi le moment de la prise en charge de la maison d'édition de l'Union des écrivains par les Éditions Polirom. En 2005, la maison d'édition Cartea Românească [Le Livre roumain], créée en 1970 et fonctionnant sous la tutelle de l'Union des Écrivains, est rachetée par la nouvelle maison d'édition Polirom (créée en 1995 à Iași) afin de la rentabiliser. Vers la fin des années 2000, moment d'un nouveau rapprochement des intellectuels consacrés et des intellectuels du GDS de l'espace politique, cette fois-là comme conseillers, par leur entrée en politique au sein des partis politiques en place, les Éditions Humanitas publient alors aussi des hommes politiques.

Année	Anglais (américain y inclus)	Français ⁴²⁶⁶	Allemand	Russe	Italien	Espagnol	Portugais	Hébreu	Chinois	Japonais	Danois	Hollandais	Suédois	Polonais	Tchèque	Hongrois	Grec ancien	Latin	Total année
1990	3	1		1															5
1991	3	9	2	2															16
1992	5 ⁴²⁶⁷	21	4	4	1	2													37
1993	12	23	3			1			1					1			1		42
1994	15	22	4	1	1	1										1	2	2	49
1995	6	23	8	1	2	2			1	1		1 ⁴²⁶⁸	1				1	1	48
1996	11	13 ⁴²⁶⁹	7						1				1				2 ⁴²⁷⁰		35
1997	14	15 ⁴²⁷¹	6	2	2	2											1	1	43
1998	28	11	8	2		3						2					1	1	56
1999	14	11 ⁴²⁷²	8		2	3								1					39
2000	16	11	5	2	2	1	1	1		5									44
2001	13	6	6	1		2	1				1						2		32
2002	14	20 ⁴²⁷³	1	2	3	6	3					2			3			1	55
2003	31	21	12 ⁴²⁷⁴	3	6	15	9			1					1		1		100
Total langue	185	184	74	21	19	38	14	1	3	7	1	4	2	2	4	1	11	6	577

Total des titres traduits : 577 d'un total de 1133 des titres parus (un peu plus de la moitié, reste : 556)

RÉPARTITION PAR LANGUE DES TITRES TRADUITS CHEZ HUMANITAS ENTRE 1990 et 2003

⁴²⁶⁶ On a exclu les titres des auteurs roumains traduits à partir du français. Sont exclus les livres des auteurs appartenant aux deux champs culturels, comme E. Ionesco, M. Eliade ou E. Cioran, Benjamin Fondane (B. Fundoianu) ainsi que des écrivains exilés et vivant en France qui ont rédigés leurs livres (surtout mémoires ou journaux) en français, ou des auteurs qui composent leurs ouvrages en français, publient en France et sont traduits à partir des éditions étrangères (ex. : Lucian Boia ou Mihai Sora). On a inclut par contre toutes les traductions à partir du français, des auteurs classiques comme par ex. Leibniz et qui sont traduits à partir des éditions françaises. On n'a pas inclut les rééditions qui commencent en 1995.

⁴²⁶⁷ Un seul titre qui inclut des textes en allemand et en américain : Albert Einstein, *Comment je vois le monde*.

⁴²⁶⁸ Ce titre est traduit de l'hollandais ancien.

⁴²⁶⁹ Dont un dictionnaire français-roumain.

⁴²⁷⁰ Dont un manuel.

⁴²⁷¹ Dont un titre traduit à partir des éditions en français et en anglais.

⁴²⁷² Dont deux dictionnaires.

⁴²⁷³ Dont 12 titres représentent des bouquins sur les signes du zodiaque.

⁴²⁷⁴ Des titres de philosophie, d'histoire mais aussi de religion et des livres de littérature. Voir la liste qu'on a dressée sur les collections de Humanitas.

II. La « société civile » entre la science et la politique

Sfera Politicii et *Polis*, les deux « revue[s] de sciences politiques » sont en lien avec les nouvelles préoccupations des plus jeunes membres du GDS, avec leurs stratégies de reconversion⁴²⁷⁵ qui vont permettre la valorisation du capital acquis⁴²⁷⁶. Ces entreprises donnent force, autorité et un sens nouveau à leurs gestes et à leurs discours peu connus avant 1989 et à leurs activités militantes d'après 1989. Ils mobilisent le capital acquis pour se faire une place parmi l'espace des auteurs d'études à visée scientifique sur le politique et peuvent ainsi se distinguer des membres fondateurs, leurs aînés, qui sont des auteurs consacrés sous le communisme. Ces initiatives font voir les écarts qui séparent des plus jeunes membres du GDS de leurs aînés, des intellectuels des plus notoires qui tendent à se faire des porte-parole du GDS. Ces institutions créées par des plus jeunes membres fondateurs du GDS, qui revendiquent une nouvelle compétence, celle du spécialiste du communisme et du postcommunisme, des opinions et de la vie politiques, permet de voir les bases de leurs revendications mais aussi le mode de construction hors l'université d'une « nouvelle » discipline avant l'institutionnalisation des sciences politiques comme domaine d'enseignement. Ces institutions, créées après l'entrée en politique de certains de leurs initiateurs, élus au Parlement en 1992, permettent la valorisation de leurs activités militantes antérieures, notamment du début des années 1990. Elles sont toutes aussi des modes de conservation de la posture de celui qui juge de la politique grâce à l'obtention d'un capital culturel par ceux qui sont entrés en politique ou sont des experts et d'obtention d'une nouvelle autorité dans le champ intellectuel, commentateurs de l'espace politique mettant à profit et en valeur un capital spécifique. Leur perception et le rythme de leur vie au début des années 1990 plus le désir de récupérer ou de « brûler des étapes » doivent avoir une contribution dans leurs stratégies visant à se faire accepter comme spécialistes d'un domaine encore peu ou pas institutionnalisé et à défaut d'une demande d'attestation des savoirs sur le politique, de se faire reconnaître comme spécialistes du politique.

Ces périodiques spécialisés reflètent le déplacement de leurs initiateurs d'un domaine d'activité à un autre ou d'un type de production à un autre. Expertise dans le secteur privé, des activités dans le domaine économique associées à des activités à base d'une profession intellectuelle dans le cas d'**Alin Teodorescu** et parfois même aussi activité politique (**Calin Anastasiu**). Journalisme et politique, enseignement dans des institutions étatiques associé à certaines autres activités apportant visibilité dans le monde politique dans le cas de **Stelian Tanase**. Journalisme et militantisme, comme membre de l'AC et sous la forme d'expertise dans le cas de

⁴²⁷⁵ Voir Pierre Bourdieu, « Classement, déclassement, reclassement », *ARSS*, 24, 1978, p. 19 : « Les stratégies de reconversion ne sont pas autre chose qu'un aspect des actions et réactions permanentes par lesquelles chaque groupe s'efforce de maintenir ou de changer sa position dans la structure social ».

⁴²⁷⁶ Tout comme *Revista romana de drepturile omului* [La revue roumaine des droits de l'homme].

Gabriel Andreescu. En fonction du type de formation suivie avant 1989 et de la valeur sociale du capital détenu après 1989 (à savoir la dévaluation du capital moral face au capital politique) et du capital social obtenu dans le mode intellectuel, leur stabilisation dans une carrière voire la réussite d'une carrière académique se produit au cours des années 1990 (**Stelian Tanase**) ou dans les années 2000 (**Gabriel Andreescu**).

Sfera politicii et *Polis* sont l'œuvre de ceux qui dans les présentations faites par des rédacteurs de 22 du GDS et des groupes au sein du GDS sont présentés comme « le groupe des sociologues⁴²⁷⁷ », formés dans les années 1970 en philosophie ou en sociologie. Parmi leurs initiateurs un a fait son début éditorial comme auteur de littérature avant 1989 (**Stelian Tanase**), d'autres ont signé des textes dans une revue académique, *Viitorul social* (**Calin Anastasiu**, **Alin Teodorescu**, **Vladimir Tismaneanu**), travail du même type que celui auquel ils se consacrent après 1989 lorsqu'ils créent ces périodiques « de sciences politiques » après 1989. Avant que les revues *Sfera politicii* et *Polis* soient créées, il semble que ce sont précisément des membres du GDS, ceux qu'on identifie comme le « groupe des sociologues⁴²⁷⁸ », qui sont des premiers à s'intéresser plus particulièrement à spécifier de nouveaux intérêts scientifiques nés au sein du champ scientifique. Ils ont pris leurs distances vis-à-vis du Groupe depuis 1991, sans renoncer cependant à leur appartenance au GDS. Ce désinvestissement, qui leur est reproché, est vu en lien avec leur investissement dans d'autres institutions, ce dernier appréhendé comme aptitude à suivre leurs intérêts propres, capacité à s'adapter pour améliorer leur situation. En 1992 **Calin Anastasiu** et **Alin Teodorescu** créent l'Institut de marketing et de sondages, alors que ce dernier est responsable de la filiale roumaine de la Fondation Soros. **Stelian Tanase** fonde la même année une revue consacrée aux « sciences politiques » alors qu'il siège dans le Parlement tout comme **Calin Anastasiu** qui deux ans plus tard dirige lui une autre « revue de sciences politiques », *Polis*. A partir de 1997 **Calin Anastasiu** travaille au sein de l'institut qu'il crée avec son ami, jusqu'à ce qu'**Alin Teodorescu** en est parti pour travailler au service du premier ministre en place. **Calin Anastasiu** est proche et le restera toujours aussi de **Stelian Tanase**, comme membre du collège éditorial de *Sfera politicii* depuis sa création⁴²⁷⁹. Le fait de ne pas renoncer à leur appartenance au

⁴²⁷⁷ Syntagme utilisé par des responsables de 22, les écrivaines Gabriela Adamesteanu et Rodica Palade (voir *infra*).

⁴²⁷⁸ Parmi ceux qu'on identifie comme faisant partie du « groupe des sociologues », seul **Stelian Tanase** n'est pas formé à la sociologie mais à la philosophie. Il fera plus tard son doctorat en sociologie à l'Université de Bucarest mais il ne semble pas se faire reconnaître comme tel. Et il ne se présentera jamais comme sociologue (entretien avec **Stelian Tanase**, le 25 juillet 2010). Cependant ses représentations des activités intellectuelles et son auto-présentation sont à relier avec l'usage qu'il fait des productions et des pratiques intellectuelles. Lorsqu'il se dit « romancier » il refuse d'être tenu pour sociologue pour marquer son retrait du monde, son appétit pour l'écriture littéraire, son désintérêt pour le monde y compris sa perte d'intérêt pour l'enseignement, mais il accepte d'être considéré sociologue (mais non pas philosophe) par ces invités, journalistes et politiques (en 2009 et 2010).

⁴²⁷⁹ En 2011, on retrouve **Calin Anastasiu** comme membre de la rédaction de *Sfera politicii*, mais non plus comme membre du collège éditorial comme auparavant. Il n'a pas le titre requis (doctorat) et à ce moment-là, le directeur

GDS leur permettra d'intervenir au sein même du GDS de temps en temps, dans le cadre des rencontres entre des membres du GDS, autour d'une publication (**Alin Teodorescu** discutant de la publication de **Gabriel Andreescu**), lors d'un événement politique plus particulier ou en situation de crise politique (**Stelian Tanase** lors de la protestation des miniers de 1999)⁴²⁸⁰. En dépit de ce qu'ils déclarent rétrospectivement et des déclarations rétrospectives faites par certains autres membres du GDS, leurs relations avec des membres du GDS se prolongent dans d'autres institutions dont la filiale roumaine de la Fondation Soros, aussi les Éditions Humanitas.

Ils n'attendent pas longtemps après leur entrée en politique pour s'intéresser plus et de nouveau à conquérir du pouvoir symbolique, à renforcer leur position dans le champ intellectuel. Du militantisme de l'anticommunisme et de la participation politique au nom de la société civile ils sont passés à l'exercice de la politique, certains entrent dans le corps représentatif après les élections de septembre 1992. Ils se retournent à partir de cette date vers leurs intérêts qui tiennent à leurs activités principales et s'intéressent à créer leurs propres institutions. Un retour aux pratiques d'écriture d'avant 1989 semble impossible. Durant la première moitié des années 1990, leur vie qui se partage entre le monde intellectuel et le monde politique, comme membres et tenants d'une opposition civique dont une partie est entrée en politique. Et leurs tentatives de revenir à leurs intérêts principaux, à leur métier, ce retour vers leur domaine professionnel d'intérêt reste en lien avec leurs engagements.

Des intérêts liés à leur carrière professionnelle, le désir de se faire une place, les amènent à se distancier des aînés du GDS et/ou du GDS avec lesquels ils continuent d'entretenir des relations. Les structures qu'ils initient, leur mode de traitement des sujets préoccupant le monde intellectuel, des réponses fondées en science à des sujets investis par le GDS et à des « problèmes » qui apparaissent dans l'espace politique les distinguent de la majorité des intellectuels du GDS et notamment des auteurs notoires de la période communiste qui s'imposent dans le GDS et se présentent en porte-parole du GDS. Les textes qu'ils proposent participent des thèmes favorisés par le GDS (passé communiste et reconstruction et réévaluation du passé récent) : études du communisme, des élites (de la période communiste ou dans le postcommunisme) et des élites intellectuelles de la période de l'entre-deux-guerres, études des courants politiques (libéralisme).

fondateur sera conduit à procéder à quelques changements pour que la publication puisse remplir les nouvelles conditions requises par l'organisme d'évaluation des activités scientifiques, le CNCSIS redésigné une année après le CNCS. Remarquons aussi que même si l'occasion s'est présentée pour un changement plus radical dans le comité éditorial, **Stelian Tanase** ne renonce pas à des membres du collège éditorial d'avec lesquels il semble avoir rompu les relations.

⁴²⁸⁰ En 2009 seulement **Stelian Tanase** se retire du GDS.

Les choix intellectuels reflètent leurs engagements. Et leurs choix ou lieux de publication comme les types de texte qu'ils proposent (article ou/et volume) reflètent leurs rapports au GDS⁴²⁸¹.

Le capital moral obtenu avant 1989 (pour ceux qui en ont) et l'appartenance au GDS, comme signe d'honneur, avaient démontré leur utilité dans le champ politique. Entrés en politique, cooptés à la faveur du capital symbolique et/ou de leurs relations avec d'autres intellectuels (**Andrei Plesu** étant le cas le plus notoire et le seul parmi des membres fondateurs du GDS à avoir gardé son poste ministériel jusqu'en 1991), certains membres fondateurs du GDS (dont **Gabriel Andreescu**) sont sortis de la politique tôt ou tard au cours de l'année 1990 surtout. Après le second scrutin général de 1992 lorsqu'ils sont entrés en politique comme membres du PAC, le temps n'est plus à la mobilisation des intellectuels pour des buts politiques comme durant les deux premières années de la période postcommuniste. Ces entreprises intellectuelles viennent dans la continuation ou en retour de leur engagement par l'intégration de l'Alliance civique et ensuite, pour certains, de leur enrôlement dans le PAC. Dès 1992/1993 le temps social dans le monde intellectuel est à la spécialisation dans le domaine politique. La spécialisation est à l'initiative de ceux qui, avant 1989, sont moins connus et reconnus de par leurs écrits, qui ne jouissent pas d'une forte notoriété en 1990. Leurs intérêts politiques peuvent servir à leurs intérêts proprement intellectuels, à leur repositionnement dans le champ intellectuel. Les rapports de force changent progressivement au sein du GDS à partir du moment où les plus jeunes créent leurs propres institutions spécifiques. Si leurs projets collectifs et, par la suite, individuels participent à bousculer les hiérarchies au sein du champ intellectuel, avec le concours d'autres nouveaux entrants dans le champ universitaire au tout début des années 1990, ils finissent par procurer au GDS, les armes appropriées dans une autre conjoncture. Au milieu des années 2000, plusieurs membres du GDS, des intellectuels proches du GDS, participants et certains intellectuels de l'exil s'arrogent le statut d'initiateurs, d'éditeurs et de spécialistes de l'histoire du communisme roumain à titre d'expert d'un pouvoir politique⁴²⁸².

A. Sfera politiciii. *Revue de sciences politiques*

Sfera politiciii [La sphère de la politique] paraît pour la première fois fin décembre 1992. La revue apparaît longtemps avant l'apparition de toute autre revue qui vise le traitement scientifique des questions politiques par des chercheurs ou des universitaires (de la période communiste ou de la période postcommuniste) ou par des prétendants au statut d'universitaire (jeunes diplômés et/ou

⁴²⁸¹ Certains volumes d'auteurs signés par **Stelian Tanase** seront publiés chez Humanitas, alors que **Gabriel Andreescu** ne publiera pas chez Humanitas. Ce dernier se consacre à des sujets qui ne préoccupent plus que rarement et un nombre restreint des membres du GDS à partir de 1991.

⁴²⁸² Voir *Raport final* de la commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste de Roumanie, *op. cit.*
1030

journalistes de date récente, formés en droit, lettres ou histoire⁴²⁸³). Le sous-titre, « revue de sciences politiques », signale un domaine pas encore reconnu en Roumanie. La publication est créée un peu plus d'une année après la création d'un premier établissement où les sciences politiques apparaissent comme domaine à part au sein de l'Université de Bucarest à l'automne de 1991, mais dont l'appellation désigne les sciences humaines comme cadre plus large pour les études politiques. Ce n'est qu'en 1995 qu'en Roumanie on adopte la désignation « sciences politiques » (cet établissement changera alors de nom, désormais appelée la Faculté des sciences politiques) comme domaine à part dans l'enseignement supérieur à la suite de l'adoption de la première loi sur l'enseignement de la période communiste⁴²⁸⁴. La revue paraît avant que toute institution n'assure un enseignement des sciences politiques. On a par contre à cette époque des formations postuniversitaires dédiées aux « études politiques », terme employé aussi par des initiateurs et des auteurs de *Sfera politiciii* et des tentatives de créer des sections, ensuite des chaires dans des facultés déjà existantes, d'histoire ou de philosophie.

Sfera politiciii permet mieux que toute autre revue (par exemple *Polis*) de suivre le chemin parcouru par des intellectuels vers la spécialisation : par des intellectuels du pôle de l'anticommunisme et d'autres qui sont devenus vers le milieu des années 1990 des universitaires, par des journalistes formés en sciences humaines, dont certains sont entrés plus tard, fin des années 1990 et dans les années 2000, à l'université⁴²⁸⁵. La revue publie une hétérogénéité d'auteurs, des écrivains, des journalistes, des étudiants, des chercheurs (dans la plupart des cas) et des universitaires. Parmi ces derniers plusieurs sont des experts (Parlement, Ministère des Affaires étrangères, etc.) ou des hommes politiques. C'est le temps de la spécialisation, le plus souvent par des formations suivies à l'étranger. Un nombre important d'intellectuels qui investissent le journalisme ambitionnent un statut pour traiter avec autorité des phénomènes politiques qui préoccupent l'ensemble des producteurs de la culture. *Sfera politiciii* est née dans le but d'offrir des analyses aux politiques, « rationalisation de l'action politique⁴²⁸⁶ », tout en constituant le lieu et l'occasion pour des intellectuels de se montrer sous un autre jour, de par leurs compétences appropriées pour inscrire leurs discours dans celui autorisé, en s'offrant la possibilité de se distinguer des journalistes surtout mais aussi par rapport à leurs aînés. Vers la fin des années 1990, les auteurs de *Sfera politiciii* à sa création sont des universitaires ou des chercheurs qui ont investi la science politique après 1989, des plus jeunes (ayant une formation en sciences politiques) ou des

⁴²⁸³ Par l'activité qu'ils déploient depuis 1990, leurs lieux de travail, et non par leur formation, ils sont des journalistes.

⁴²⁸⁴ La première loi de l'enseignement date de 1995. La seconde est adoptée sans débat ni consensus parlementaire en 2011.

⁴²⁸⁵ Sont des universitaires en journalisme ou, plus largement, dans les « sciences de la communication », des formations (« communication et relations publiques ») apparues dans la proximité des « sciences politiques ».

⁴²⁸⁶ Entretien avec **Stelian Tanase** (le 25 juillet 2010).

moins jeunes (sociologues, philosophes), mais aussi des critiques littéraires de la période postcommuniste, également universitaires.

Ghita Ionescu, Vladimir Tismaneanu, **Calin Anastasiu**, **Dan Oprescu**, **Stelian Tanase**, Dorin Tudoran forment le premier « comité éditorial ». **Stelian Tanase**, **Calin Anastasiu** et **Dan Oprescu** sont des amis de longue date, deux autres sont membres de l'exil roumain étatsunien depuis les années 1980 : le sociologue d'avant 1989, formé dans le même établissement que les éditeurs, membres fondateurs du GDS, et le politiste universitaire des années 1990, Vladimir Tismaneanu, et l'écrivain Dorin Tudoran⁴²⁸⁷. Les deux avaient déjà collaboré pour la revue *Agora* et le feront de nouveau toujours aux États-Unis pour la revue *Meridian*. Ghita Ionescu, un des premiers spécialistes roumains du communisme, consacré à l'étranger dans les années 1960, vit en Grande-Bretagne et vient d'être publié chez Humanitas, parution signalée dans *Sfera*. Décembre 1992, au moment du lancement de *Sfera politiciii*, **Stelian Tanase** et **Calin Anastasiu** sont des politiques, élus au Parlement sur les listes du Parti de l'Alliance civique. **Calin Anastasiu** est chercheur sociologue dès les années 1980. **Dan Oprescu**, parti pour des études à Oxford University en 1990⁴²⁸⁸, avait enseigné dans les années 1980 à l'Institut polytechnique comme assistant dans la chaire de matérialisme didactique et historique⁴²⁸⁹. Des spécialistes de la Roumanie seront par la suite cooptés dans le comité de rédaction de *Sfera* : Daniel Chirot, Dennis Deletant et, plus tard, Anneli Ute Gabanyi (mais seulement pour quelque temps), mais aussi Gail Kligman et G. M. Tamas. Ce dernier est un ami proche de Vladimir Tismaneanu⁴²⁹⁰. Anneli Ute Gabanyi avait quitté la Roumanie en 1969 pour vivre en Allemagne, après une étude sur les institutions littéraires et artistiques (traduite en roumain plus tard, en 2001), elle offre son interprétation des événements de 1989, analyse fondée sur des documents recueillis des fonds de Radio Free Europe (traduite en roumain en 1999).

*Agora*⁴²⁹¹ et *Meridian* sont les deux principales revues étatsuniennes animées principalement par des dissidents roumains qui s'intéressent de près à l'étude de la politique avant 1989, un seulement est poète, alors que les autres sont parvenus à la dissidence de par leur spécialisation en politique et de par leurs connaissances des milieux politiques

⁴²⁸⁷ Voir Lucia Dragomir, *L'Institution littéraire entre exigences artistiques et commande politique*, op. cit., pp. 427, 460 et surtout pp. 496-499. Membre du PCR, Dorin Tudoran est un des plus notoires écrivains, membres de l'Union des écrivains ayant protesté contre la direction de l'Union pour la défense des principes littéraires par des écrivains.

⁴²⁸⁸ De sa présentation d'auteur du numéro 78 de 2000 on apprend qu'il est « senior associate member at St. Antony's College, Oxford University (1990-1991) ».

⁴²⁸⁹ Cette information n'est pas présentée comme telle dans aucun des ouvrages, des textes qui sont de nos sources, dans aucune des sources disponibles, mais elle ressort des informations recueillies (enseignant à l'Institut polytechnique, sorti de la Faculté de philosophie et d'histoire de l'Université de Bucarest, ayant suivi la formation de philosophie). Ce que nous avons pu supposer a été ensuite confirmé par deux de nos interlocuteurs. Alors que nous découvriions en même temps que plusieurs d'entre eux (anciens collègues dans la même faculté, formés en philosophie ou en sociologie) s'étaient portés candidats à cette chaire ou des chaires similaires dans d'autres établissements.

⁴²⁹⁰ Selon certains témoignages, Vladimir Tismaneanu hébergeait G. M. Tamas chaque fois que ce dernier se trouvait aux États-Unis. Ces deux développent une étroite relation d'amitié, qui se détériore dans les années 2000.

⁴²⁹¹ Voir le premier chapitre.

dans la période communiste: Dorin Tudoran, Mihai Botez et Vladimir Tismaneanu. En 1992 dans *Agora*, **Stelian Tanase** publie son texte intitulé « En lisant Havel », **Dan Petrescu** est publié avec son « journal utopique », **Dan Oprescu** avec son texte « De l'humanisme au tribalisme balkanique » ainsi qu'Elena Stefoi (collègue de **Stelian Tanase**, proche d'Andrei Plesu, plus tard rédactrice de *Dilema*). En fin 1993, Dorin Tudoran annonce la cessation de l'apparition de la revue qui s'était proposé d'être « un pont entre les Roumains du pays et ceux qui se trouvent hors de ses frontières géographiques », mais il dirige déjà une autre publication, *Meridian*, créée après 1989 dans la continuation d'*Agora*. La « revue d'informations, d'opinions et de commentaires », *Meridian* paraît à Gaithersburg, avec une faible périodicité, une fois tous les deux mois, six numéros par an. Son premier numéro paraît en automne 1991. Dorin Tudoran et Vladimir Tismaneanu sont les initiateurs d'*Agora*, revue de culture alternative. Ceux qui contribuent à la création de *Sfera Politicii* publient dans cette revue ainsi que d'autres appartenant à la même génération (**Stelian Tanase**, Dan Pavel, Ion Bogdan Lefter, Mircea Mihaies) et des critiques littéraires consacrés et reconnus dans la période communiste, des universitaires qui s'engagent en diverses structures en Roumanie (Nicolae Manolescu, Octavian Paler, Mircea Zăciu) mais aussi des intellectuels de l'exil (Ghita Ionescu, Matei Calinescu, Bujor Nedelcovici). A partir de 1993, Dorin Tudoran est responsable du programme pour la Moldavie et la Roumanie dans le cadre de la Fondation internationale pour les systèmes électoraux de Washington.

La revue est présentée par Ghita Ionescu, qui signera par la suite une des présentations du volume de **Stelian Tanase** composé de ses articles parus dans *Sfera*, son premier livre qui le consacre en tant que spécialiste du communisme et de l'espace politique postcommuniste⁴²⁹². Avant l'éditorial-programme de la revue, Ghita Ionescu est publié avec sa « lettre » adressée à **Stelian Tanase**, le directeur fondateur :

« le politique ne peut pas être seulement une sphère de l'activité nationale [...] nous assistons aujourd'hui à l'expansion du politique, du national, au transnational et au global [...] la revue se déclare dès le début interdisciplinaire ne pouvant plus séparer les études politiques de celles économiques, sociologiques et de relations internationales. Aujourd'hui elles sont une seule perspective scientifique. »

Ghita Ionescu est le premier à avoir publié à l'étranger une étude sur le système communiste en Roumanie et un des premiers politistes d'origine roumaine vivant à l'étranger. Ghita Ionescu fut un des diplomates roumains qui, après la guerre et l'installation du régime communiste, sont restés à l'étranger⁴²⁹³. Universitaire britannique, Ghita Ionescu, rédacteur d'une publication qu'il avait

⁴²⁹² **Stelian Tanase**, *Revolutia ca esec*, op. cit.

⁴²⁹³ Né en 1913 à Bucarest, Ghita Ionescu a été membre de la commission constituée pour la signature de la convention d'armistice (dirigée par le communiste L. Patrascanu). Il a été membre du PCdR (PCR clandestin), participant à des cercles marxistes dans les années 1930, aux cercles et à la presse regroupant des communistes et des surréalistes (certains devenus communistes). Il part à l'étranger en 1945 comme représentant de l'État roumain et jusqu'en 1947 il est diplomate à Ankara. Après la guerre, de 1955 à 1958, il est secrétaire général du comité national roumain, organisation de l'émigration soutenue par les États-Unis, par la suite, entre 1958 et 1963, il vit à Munich en se chargeant de la direction de Radio Free Europe, fonction à laquelle il renonce pour vivre à Londres (citoyen britannique marié en 1950 à une Écossaise) en embrassant une carrière universitaire. Il enseigne à London School of Economics and Politics, entre 1963 et 1968, mais aussi à Manchester University, et entre 1970 et 1980 en tant que « professor of government » dans cette dernière université. En 1964 il publie *Communism in Romania* [London, Oxford University Press], son livre le plus important, trois autres livres paraissent respectivement en 1965 et en 1967. Dans ces livres il traite de l'Europe de l'Est et de la politique étrangère menée par le régime communiste roumain : *The Reluctant Ally : a Study of Communist Neo-Colonialism* [Ampersand, 1965] ; *The Politics of the European Communist States* [London, Weidenfeld & Nicolson, 1967] ; *Comparative Communist Politics* [Macmillan, 1972]. Dans un de ces derniers livres,

créée en 1965, *Government and Opposition*, qui s'adresse aux étudiants et aux politiques, il s'implique vivement dans les activités de l'Association internationale de science politique (IPSA/AISP), en tant que président du comité de recherche sur l'unification européenne. Ghita Ionescu ne retournera en Roumanie qu'en 1995. Avant 1989, il semble avoir connu Vladimir Tismaneanu⁴²⁹⁴. L'éditorial annonçant le programme de la revue, signé au nom de la rédaction, rédigé par **Stelian Tanase**, paraît en roumain et en anglais sous l'intitulé « Ce vrem » / »What do we want » :

« la chute du communisme a produit la réintégration dans l'histoire et avec cela elle a conduit à la redécouverte de la vie publique, de la société civile en général et de la politique particulièrement. Ou, comme avait bien formulé le professeur Vladimir Tismaneanu de Maryland University dans un récent livre, « la réinvention du politique ». Les sociétés récemment libérées vivent un paradoxe : d'une part, la tentative de s'insérer dans les standards occidentaux par des lois et des institutions et, d'autre part, la transition nous oblige à improviser, à inventer le politique [...] On assiste donc à la renaissance de la vie politique qui impose d'étudier tous ces processus qui se déroulent à partir de 1989 dont nous retrouvons les causes dans le coup d'État bolchévique de 1917, ensuite dans les processus stalinistes, dans la destruction de la société civile, dans l'occupation par l'Armée rouge d'une moitié de l'Europe, dans le Goulag, dans la révolte des ouvriers berlinois et dans l'émeute de Budapest, dans le printemps de Prague et dans le syndicat Solidarnosc. L'importance de l'étude de cet énorme champ d'expériences politiques est incontestable. Dans ce contexte, l'initiative d'un groupe d'intellectuels roumains (chercheurs, politologues, historiens, experts, professeurs, sociologues, philosophes) est compréhensible⁴²⁹⁵. »

Le projet éditorial de ceux qui sont reconnus ou qui recevront leur reconnaissance en tant que spécialistes du communisme consiste dans l'analyse du « phénomène politique dans le postcommunisme » où l'étude du communisme serait la base d'une compréhension du postcommunisme « dans une période où l'intégration est une dimension inévitable des sociétés » ex-communistes, les « évolutions » en Roumanie sont traitées « dans l'interdépendance avec les développements similaires d'Albanie, Bulgarie, Hongrie, Russie, Pologne ». Le champ d'investigation correspond précisément à celui de l'ouvrage signé par **Stelian Tanase** en fin 1999 qui traite du communisme et de l'après communisme dans une approche comparative avec les

publié en 1984, *Politics and the Pursuit of Happiness* [Longman, 1984], il soutient la « désidéologisation » de la politique, en considérant que la démocratie risque d'être pervertie par les idéologies, marxiste-léniniste ou libérale-utilitariste. A part sa préoccupation pour le communisme roumain et plus, pour les régimes communistes de l'Europe de l'Est, il s'intéresse à traiter de l'intégration européenne, sujet auquel il consacre trois de ses livres publiés dans les années 1970. Au début des années 1990, paraît son dernier livre, une analyse comparative de la politique menées par des leaders politiques dans l'après 1945 : *Leadership in an Interdependent World : the Statesmanship of Adenauer, De Gaulle, Thatcher, Reagan and Gorbachev* [Longman, 1991] (John C. Campbell, « Obituary : Professor Ghita Ionescu », *The Independent*, 6 July 1996).

⁴²⁹⁴ Mais aussi semble-t-il le directeur de thèse de ce dernier. Il est bien probable que dans ces activités au sein de l'AISP, Ghita Ionescu ait connu Ovidiu Transnea, appartenant à la même génération, auteur lui aussi pour *Sfera* (nous y reviendrons). D'une discussion eue avec un des responsables de l'AISP, Serge Hurtig, on a pu apprendre que celui-ci avait fait la connaissance d'Ovidiu Trasnea dans la période communiste.

⁴²⁹⁵ *Sfera politicii*, 1, décembre 1992, p. 3.

autres pays ex-communistes et à celui du premier essai à visée scientifique publié par Vladimir Tismaneanu en Roumanie⁴²⁹⁶. Les « interdépendances avec les processus financier, économique, social, diplomatique, stratégique, militaire informationnel » ne sont pas ignorées puisqu'« au-delà des événements (décrits chaque jour par des journalistes) il y a des mouvements, des causes, des implications qui exigent une analyse spécifique ». On vise la pluridisciplinarité mais aussi la pluralité des visions :

« une publication ouverte au dialogue, aux différentes approches (comme méthodologie et comme points de vue). *Sfera politicii* n'est donc pas une publication partisane. L'acceptation de la différence, du pluralisme, de la liberté d'autrui sont des principes avec lesquels on travaille de manière programmatique. »

Les sujets abordés dans *Sfera politicii* correspondent en large mesure à ceux qui seront discutés dans 22. Des articles consacrés à l'opposition politique, à la Convention démocratique de Roumanie, occupent six pages. La rubrique « anatomie du communisme » est présentée comme « débat du dossier du système totalitaire communiste ». Les numéros sont thématiques avec des rubriques permanentes : « politique intérieure », « politique étrangère », « archive » (documents de la période communiste) et « idéo sphère ». La politique étrangère, avec un intérêt particulier pour la situation de la Roumanie dans l'espace de l'Europe de l'Est, prend une place importante dans les textes. On fait usage et référence à la « société civile » quand certains auteurs et/ou éditeurs (sauf ceux qui vivent à l'étranger) sont aussi des politiques. De l'éditorial de *Sfera* il ressort que le domaine de la politique apparaît comme suite du développement de la « société civile en général⁴²⁹⁷ ». Cela décrit le passage des intellectuels des associations civiques aux partis politiques, d'une participation politique dans l'espace public (manifestations de rue, tribune à la place publique) à un espace où le jeu politique est réglementé. Ghita Ionescu parle « du politique », alors que **Stelian Tanase** traduit le terme « politics » par « la politique », *The Sphere of Politics* par « la sphère de la politique », *Sfera politicii*. La « première initiative de ce type espère contribuer aussi à la création d'une culture politique, premièrement au sein de la classe politique roumaine, ensuite de dépasser ce cadre. Notre effort consiste en la rationalisation de l'action politique...⁴²⁹⁸ »

Instigateur et directeur fondateur de cette revue⁴²⁹⁹, **Stelian Tanase** est membre du comité directoire de l'Association des journalistes roumains⁴³⁰⁰. Son second roman, *Corpuri de iluminat*,

⁴²⁹⁶ Son livre *Reinventing Politics* est publié en 1992 chez Free Press. Il paraît en roumain en 1997 aux Éditions Polirom de Iasi et sera republié en 2007.

⁴²⁹⁷ Définition qui sera reprise par **Stelian Tanase** dans nos entretiens (les 13 et 31 juillet 2009).

⁴²⁹⁸ *Sfera politicii*, 1, décembre 1992, p. 3.

⁴²⁹⁹ On le retrouve parfois en tant que directeur, comme au moment de l'apparition de la revue, d'autres fois comme rédacteur en chef (en 2000). La plupart du

⁴³⁰⁰ De la direction de cette association faisaient partie, d'après ses propres souvenirs, aussi Mihai Bacanu (*Romania libera*), Mihai Rosca Stanescu, Cornel Nistorescu et Vartan Arachelian (entretien consultatif avec **Stelian Tanase**, le 12 juillet 2010). En 1990 plusieurs associations professionnelles apparaissent, réunissant des journalistes de toutes les spécialités confondues. À part une association créée par critère ethnique (Association des journalistes magyars de

rédigé avant 1989, est publié en 1990 chez Cartea Romaneasca, réédité en 1993 chez Prietenii cartii [Les amis du livre]⁴³⁰¹. Après son départ de 22, **Stelian Tanase** crée la publication *Acum* [Maintenant] avec le sous-titre « hebdomadaire de la société civile ». Elle paraît pour une année, quarante-six numéros, entre janvier et décembre 1991. Son directeur est Alexandru Paleologu⁴³⁰², celui qui sera par la suite, avec la création de *Sfera*, le président de la Fondation « Société civile », directeur de *Sfera politiciii*. Selon son initiateur, *Acum* suit la ligne éditoriale de 22 dans sa première année. Les deux se partageaient le même public, mais *Acum* ne bénéficie ni de la même publicité, ni de la même notoriété de 22. Cet hebdomadaire⁴³⁰³ est encore plus centré sur la scène politique traitant principalement du passage du régime à parti unique au régime pluripartite avec la multiplication des partis politiques, « plus de trois cent ». Le renoncement à des activités journalistiques correspond à son implication avec plus d'entrain en politique, dans le nouveau parti né au sein de l'Alliance civique en tant que vice-président du Parti de l'Alliance civique (PAC). Au moment de l'apparition de *Sfera politiciii*, **Stelian Tanase** vient d'être élu au Parlement sur les listes de la Convention démocratique de Roumanie, de la part du PAC (après les élections parlementaires et présidentielles de septembre 1992), député dans la circonscription de Bucarest jusqu'en octobre 1996. Il est le leader du groupe parlementaire du PAC dans la Chambre des députés – « le numéro deux, aux côtés de la personnalité, elle aussi marquante de Nicolae Manolescu⁴³⁰⁴ » –, vice-président du PAC jusqu'en juillet 1993 moment de son départ du PAC⁴³⁰⁵ et vice-président de la commission parlementaire pour la politique étrangère jusqu'en mars 1995,

Roumanie) et une autre de la presse sportive, on compte quatre associations de journalistes : la Société des journalistes de Roumanie, l'Union des journalistes professionnels de Roumanie, l'Union des journalistes démocrates et l'Association des journalistes de Roumanie, se présentant comme la continuatrice de l'Union des journalistes créée au milieu des années 1950 (Cf. Marian Petcu, *Jurnalists in Romania, op. cit.*).

⁴³⁰¹ Selon le témoignage de l'auteur, la maison d'édition aurait été créée par un Français. Octavian Paler avait conseillé **Stelian Tanase** à se diriger vers cette maison. Les livres paraissent en éditions de luxe.

⁴³⁰² I. Hangiu, *Dictionarul presei literare romanesti. 1790-2000, op. cit.*, p. 12.

⁴³⁰³ De cette revue on ne parle que très rarement, même son créateur⁴³⁰³ et presque jamais dans 22. Elle est mentionnée une seule fois dans 22 mais sans discuter de son contenu ou de ces responsables. Dans un numéro où deux pages sont dédiées à la presse en attirant l'attention sur les problèmes financiers auxquels la presse culturelle se confronte, la « gazette *Acum* » n'est mentionnée qu'avec sa disparition. 22, 92, 1991.

⁴³⁰⁴ **Rodica Palade**, 22, 150, 1992.

⁴³⁰⁵ Dès juillet 1993, des députés et des sénateurs élus sur la liste du PAC qui forment le « Groupe civique-libéral », tenant de la réunification libérale renoncent à cette appartenance et forment avec le groupe parlementaire du PNL-AJ (l'aile Jeune), redésigné PL 93, un seul groupe parlementaire. Selon **Stelian Tanase**, il s'agissait d'une « coordination des actions » puisque tous ceux qui étaient des dissidents du PAC ne seront pas membres du PL 93, comme dans son cas, par exemple. **Calin Anastasiu**, membre fondateur du GDS, étant lui aussi parmi les membres de la fondation qui publie *Sfera* et ensuite rédacteur en chef de la revue *Polis*, sociologue à l'Académie roumaine, intègre par contre le PL 93 (tout comme Crin Antonescu, actuellement leader du Parti national libéral, voir *supra*) mais seulement jusqu'en mars 1995 lorsqu'il choisit le statut d'indépendant tout comme son ami, **Stelian Tanase**. Par contre d'autres parlementaires élus sur la liste du PAC resteront aussi après juillet 1993 dans le PAC, comme ce sera le cas de Vasile Popovici, un des initiateurs de la « Proclamation de Timisoara », voir *supra*. Selon l'annexe « Motion parlementaire du 13 décembre 1993 » présentée ici, ils n'appartiennent pas à un groupe parlementaire, et par cela ils suivent la ligne officielle du PAC qui ne s'intéresse pas à ce moment-là à coordonner ses prises de position avec celles des partis libéraux.

selon les informations présentées sur le site de la Chambre des députés ou jusqu'à la fin de son mandat, en 1996, selon son propre témoignage. Une semaine avant la parution du mensuel *Sfera*, en décembre 1992, **Stelian Tanase** est interrogé par son ancienne amie et collègue, Rodica Palade, rédactrice en chef adjointe de 22, cooptée à son initiative dans la rédaction⁴³⁰⁶. **Stelian Tanase** déclare vivre son appartenance à un parti, son enrôlement dans le PAC, comme « une frustration » se présentant comme un « individualiste ». Il raconte qu'au moment où il préparait l'apparition du PAC, en 1991, il déclarait à celui qui sera son leader, au critique littéraire et universitaire Nicolae Manolescu, préférer lui « servir de conseiller » et non pas détenir une « fonction dans le parti ». A cette occasion il mentionne aussi la création de *Sfera politiciii* :

« Je suis une personne qui lit même aujourd'hui à peu près un livre par jour. Entraîné dans l'engrenage de ce parti, j'ai fait tous les sacrifices possibles (temps, énergie, j'ai renoncé à tout ce que je voulais faire, y inclus une chaire à l'étranger) [...] Je ne crois pas que je dois être dans une hiérarchie. Je crois que je serais bien en tant que conseiller [parmi les politiques, pour des hommes politiques]. J'ai des connaissances de politologie et je peux servir à un homme qui est ouvert pour accepter des opinions, lui donner les conseils nécessaires [...] Je ne peux pas, par exemple, et je ressens cela comme une frustration, donner des déclarations correctes qui sont interprétées comme partisanses [...] J'aime être inconmode. Je ne veux pas m'aligner d'après quelqu'un et je ne veux pas non plus que d'autres s'alignent derrière moi [...] J'ai créé maintenant une fondation qui publie une revue mensuelle d'analyse politique [...] et qui me passionne. C'est un réflexe sain : d'être entre les livres et d'écrire⁴³⁰⁷. »

Son premier volume de non-fiction réunit ses articles parus dans la presse et notamment dans 22 paraît en 1993 chez les Éditions Staff, maison de l'IMAS, institut de sondages d'opinion, créé par ses amis ou ses anciens amis. Ce recueil d'articles, publié en 1993, comprend principalement les textes publiés dans 22 tout au long de l'année 1990, publiés dans *Acum* [Maintenant] en 1991 ou dans la presse quotidienne (*Cronica romana*, *Curierul national* et *Tineretul*) en 1993, mais aussi les textes publiés entre 1991 et 1993 dans la presse étatsunienne créée par l'exil roumain. **Stelian Tanase** est le responsable en titre de la revue, tandis que l'ancien rédacteur de 22, Dan Pavel⁴³⁰⁸, se charge de cette publication entre 1992 et 1995 en tant que rédacteur en chef adjoint. Dan Pavel parle longuement de ses activités éditoriales en racontant comment son expérience dans la presse (de la jeunesse communiste) avant 1989 servira à la construction de ces deux publications, 22 et *Sfera politiciii*. Et selon ce dernier l'initiative de créer une revue scientifique de « sciences politiques » avait été inspirée à **Stelian Tanase** par Vladimir

⁴³⁰⁶ L'entretien aurait comme but de discuter de la création de l'hebdomadaire du GDS. Toutes les fins de l'année, en décembre, la rédaction de 22 prend l'habitude de recueillir des témoignages sur le GDS et sur sa revue pour marquer l'anniversaire du Groupe.

⁴³⁰⁷ 22, 150, 1992.

⁴³⁰⁸ Après le départ de **Stelian Tanase** de 22, Dan Pavel y restera encore pour quelque temps.

Tismaneanu⁴³⁰⁹. Ce dernier tout comme **Stelian Tanase** sera un des auteurs les plus réguliers de *Sfera*. Avec **Stelian Tanase** et avec des marxistes de l'« ancienne garde », ils partagent la rubrique « l'anatomie du communisme ». Les relations entre ces trois sont bien étroites notamment dans les années 1990, fluctuantes à travers le temps. **Stelian Tanase** coopte Dan Pavel dans la rédaction de 22, leurs relations datent des jours de décembre 1989. **Stelian Tanase** introduit Vladimir Tismaneanu dans 22⁴³¹⁰. Dan Pavel signe des recensions des livres publiés en Roumanie par Vladimir Tismaneanu.

Deux ans après avoir fini ses études à la Faculté de philosophie, en 1976 Vladimir Tismaneanu publiait son livre de début, *Noua stinga si Scoala de la Frankfurt* [La nouvelle gauche et l'Ecole de Francfort]⁴³¹¹, publié en 1976 aux Éditions politiques dans la collection « Débats idéologiques », dirigée par Valter Roman⁴³¹². En 1980 il obtint son doctorat avec une thèse consacrée au même sujet, dirigée par Ovidiu Trasnea à l'Université de Bucarest. Travaillant dans un institut d'expertise, échouant dans ses tentatives de faire une carrière académique, il quitta la Roumanie en 1981 pour s'installer en 1982 aux États-Unis. Chercheur à Foreign Policy Research Institute à partir de 1983, il commence sa carrière universitaire en 1990, intégrant le département Government & Politics à l'Université de Maryland, « professor of politics » et directeur du Centre de recherche des sociétés postcommunistes. Les premiers volumes signés par Vladimir Tismaneanu en Roumanie sont des recueils d'« essais sur le thème de la relation entre pouvoir, idéologie et terreur dans la praxis communiste⁴³¹³ », diffusés à Radio Free Europe entre printemps 1983 et automne 1989, « une phénoménologie du communisme par l'exploitation de quelques biographies “symptomatiques” et de certaines pratiques institutionnalisées de terreur policière (la Securitate, les épurations périodiques, les écoles de parti, les “procès-spectacles”) ». Son analyse est centrée sur les « artisans du stalinisme roumain » et sur les « techniques de contrôle et de répression » a comme but d'expliquer « l'imposition de la dictature et l'annihilation des élites démocratiques⁴³¹⁴ ». A part des membres fondateurs du GDS, intéressés par les études du communisme et du postcommunisme, ce sont des littéraires de Timisoara, appartenant à la même génération, qui l'accueillent au début des années 1990. Ses premiers essais à visée scientifiques paraissent chez Polirom d'Iasi en 1997, respectivement sur la « *réinvention du politique* » (volume publié aux États-Unis en 1992) et sur la « *crise de l'idéologie marxiste en Europe de l'Est* » (volume publié en américain en 1988), dans une collection dirigée par l'universitaire Liviu Antonesei, un autre psycho-sociologue d'Iasi (Adrian Neculau) et Dan Pavel, universitaire en sciences politiques.

⁴³⁰⁹ Entretien avec Dan Pavel, le 20 juillet 2009.

⁴³¹⁰ 22, 11, 1990. Dans leur dialogue ils dénoncent les stratégies des politiques qui visent à diminuer le pouvoir des intellectuels. Selon eux, « l'intellectualité est un instrument » que le pouvoir tente d'utiliser à ses bénéfices.

⁴³¹¹ Vladimir Tismaneanu, *Noua stinga si Scoala de la Frankfurt*, Éditions politiques, « Débats idéologiques », 1976.

⁴³¹² Le père du premier ministre dans le gouvernement provisoire et dans celui constitué après les premières élections de mai 1990, Petre Roman dont les parents tout comme ceux de Vladimir Tismaneanu ont participé en tant que volontaires dans les Brigades internationales dans la guerre civile d'Espagne. Dans cette guerre le père de Vladimir Tismaneanu père perd son bras droit et il lui sera reconnu le stat d'héros.

⁴³¹³ La citation est tirée de la préface datée du 16 août 1991, reprise pour la 2^e édition de l'ouvrage. Voir Vladimir Tismaneanu, *Arheologia terorii*, 2^e édition révisée et augmentée, Bucarest, All, 1996.

⁴³¹⁴ Vladimir Tismaneanu, *Scopul si mijloacele. Eseuri despre ideologie, tiranie si mit*, 2^e édition, Bucarest, Curtea Veche, série « Actuel », 2004, p. 12.

Fin 1992 **Stelian Tanase** invoque les responsabilités liées à sa fonction dans le parti et à sa nouvelle posture en tant que politique élu comme obstacles à s'investir dans une carrière universitaire à l'étranger⁴³¹⁵. Entre 1993 et 1996, il se trouve à plusieurs reprises aux États-Unis, bénéficiant des bourses de recherche en 1993 et en 1994 au Woodrow Wilson Center for International Scholars, tenant des conférences principalement dans ce centre⁴³¹⁶ et à l'Université de Maryland⁴³¹⁷. Il interviendra aussi dans le cadre du Foreign Service Institute de Washington, en août 1994⁴³¹⁸, à Columbia University en octobre 1994⁴³¹⁹ et lors du congrès de l'American Association for the Advancement of Slavic Studies en octobre 1995⁴³²⁰. A la fin de son mandat parlementaire, il retournera aux États-Unis pour y rester presque une année.

Plus ouverte que les autres périodiques fondés ultérieurement, du fait qu'il réunit des auteurs de diverses générations, d'options idéologiques ou de spécialités diverses, mais aussi moins académique dans les années 1990, du fait qu'il accueille aussi des journalistes, l'analyse de la revue *Sfera politiciii* permet d'observer un autre mode d'expression des intellectuels (que 22) qui ont vu composant la société civile mobilisée pour concurrencer le pouvoir en place, désormais intéressée à jouer le jeu politique, et un mode de construction d'une nouvelle autorité par certains intellectuels entrés en politique.

Sfera politiciii, publie des universitaires entrés à l'université avant 1989, des universitaires enseignants à l'école de parti entrés dans de nouveaux établissements après 1989, des chercheurs de la période communiste de diverses orientations politiques, de nouveaux politiques ou des experts pour des organisations politiques, mais aussi des journalistes et des étudiants des facultés d'histoire ou de sciences politiques. *Sfera* est sous plusieurs aspects une publication carrefour entre monde intellectuel et monde politique et l'espace des médias. Elle se situe à l'intersection du champ intellectuel et du champ politique, de manière explicite lors de son apparition quand certains éditeurs sont des politiques et la plupart des auteurs occupent des fonctions politiques ou jouent le rôle de conseillers pour l'ancienne opposition civique et par la suite pour les partis situés en opposition, dont le PAC. Certains auteurs sont plus connus pour leurs activités politiques, leurs activités scientifiques n'étant qu'un mode de légitimation de leur statut actuel, ils sont des politiques appartenant à des organisations que le GDS critique ou des experts dans des institutions politiques. Mais à la fois une publication se situant au carrefour de options idéologiques, elle accueille des scientifiques avec des options politiques différentes et des intellectuels qui ont des

⁴³¹⁵ 22, 150, 1992.

⁴³¹⁶ « The difficulties of the political and institutional transition to democracy: the case of Romania ».

⁴³¹⁷ « The relationship between the ruling power and the opposition ».

⁴³¹⁸ « Features of the Romanian transition to democracy ».

⁴³¹⁹ « The ruling class in postcommunist society ».

⁴³²⁰ « The Romanian political class ».

visions différentes. La revue se construit à ses débuts comme un lieu de rencontre de ceux qui travaillent à faire la politique postcommuniste, des intellectuels qui s'imposent comme la nouvelle élite politique issue des mouvements civiques, futurs spécialistes du politique dont les écrivains ou des journalistes et plus rarement des scientifiques de la période communiste entrés dans le champ intellectuel après 1989 par le journalisme politique, et certains chercheurs ou experts de la période communiste, parfois des héritiers du pôle intellectuel de l'ancienne nomenklatura, qui sont des membres des partis politiques issus de la formation critiquée par le GDS en 1990, installé au pouvoir en 1990. Ces politiques appartiennent aux deux nouvelles formations politiques apparues pendant l'été 1992, suite à la scission du FSN : le FSN, dirigé par Petre Roman, et le FDSN dont le candidat aux élections présidentielles est Ion Iliescu. Plusieurs auteurs pour *Sfera*, des politiques dès 1990, en intégrant le FSN, sont des juristes ou des économistes. Dan Pavel parle de sa difficulté à trouver des collaborateurs, des spécialistes, dans cette période. Il raconte de la rareté des compétences requises, selon lui, pour traiter « scientifiquement » des choses politiques ou pour la mise en œuvre de ce projet. Plusieurs auteurs de *Sfera* de la première moitié des années 1990 sont en train de finir ou se trouvent tout au début de leur formation en doctorat. Tous les auteurs ont déjà l'expérience du journalisme ayant souvent recours après 1989 à la tribune de la presse, mais ne feront leur début en tant qu'auteur qu'après 1989. **Stelian Tanase** raconte ses sollicitations auprès des politiques qui sont des chercheurs d'avant 1989 pour une collaboration avec la revue. Il apparaît qu'ils sont moins intéressés à se faire publier dans ce périodique créé par des intellectuels de l'opposition civique, mais les auteurs qui n'étant pas proches du GDS publieront dans *Sfera* ne sont pas rares⁴³²¹. Pour expliquer l'invitation faite aussi à ceux qui appartiennent au parti politique qu'ils critiquent et auquel ils s'opposent collectivement de rendre publics leurs travaux d'expertise ou/et leurs réflexions politiques, **Stelian Tanase** mentionne l'objectif de cette publication : contribuer à la création et à la diffusion d'une culture politique.

Plus nombreux sont des prétendants à une reconnaissance comme « spécialistes » auto-désignés du politique. Des premiers à publier dans *Sfera* sont des opposants politiques et des éditeurs entre 1992 et 1996. Certains seront par la suite, après les élections de 1996, des futurs collaborateurs des politiques soutenus par le GDS. Les auteurs appartiennent dans leur grande majorité à la jeune génération des intellectuels, membres fondateurs du GDS. Ils sont des diplômés en histoire, en sociologie ou en philosophie qui après 1989 publient dans la presse et qui, au début des années 1990 s'affirmaient en tenants de l'opposition civique et par la suite de celle politique

⁴³²¹ « Ils acceptaient parce que j'étais là, on se voyait... j'insistais et oui, ils publiaient. » (Entretien avec **Stelian Tanase**, le 31 août 2009).

dont le PAC. Les premiers à publier dans *Sfera* sont des membres du GDS ou des intellectuels (nés dans les années 1950) qui ont publié dans 22 et parfois dans d'autres publications (revues) créées après 1989. Ayant une formation en philosophie ou en sociologie, ils seront des universitaires dans la période suivante. Publient dans *Sfera politiciii* : des membres du GDS au moment de la création de cette publication (Liviu Antonesei, **Pavel Campeanu**, Aurelian Craiutu) ; ceux qui ont fait partie de l'équipe rédactionnelle de 22 (Dan Pavel, Alina Mungiu) ; ceux qui ont signé des textes dans 22 (des économistes, tels Daniel Daianu, Vasile Pilat, Ilie Serbanescu ; des sociologues, tel George Voicu ; un ancien militant communiste, tel Silviu Brucan ; certains journalistes, tel Radu Budeanu) ; un intellectuel qui s'est exilé aux États-Unis dans les années 1980 (Vladimir Tismaneanu, membre du GDS à partir de 2007) ; ceux qui collaborent avec d'autres membres du GDS (tel Dorel Sandor, collaborateur de **Gabriel Andreescu**).

En fin de chaque article, il y en a une courte présentation de l'auteur. On trouvera ainsi des informations sur les études suivies, leur spécialité, les postes qu'ils occupent, dans les institutions politiques ou bien dans celles culturelles (enseignement y compris), les stages à l'étranger et, dans certains cas, les lieux de publication. La formation suivie est toujours mentionnée, ce qui les distingue des écrivains ou publicistes, car avec ces derniers ils traitent de la politique dans des hebdomadaires comme 22 ou *Contrapunct* ou dans des quotidiens. Les actes subversifs ou les contraintes subies sous le communisme sont rarement mentionnés, ce qui n'est pas le cas des écrivains ou des journalistes se présentant après 1989. **Stelian Tanase** se présente comme écrivain avant 1989 et de par ses « underground activities under Ceausescu's regime », et comme « founder of 22 weekly » et sa position politique, au parlement et dans la hiérarchie du parti à l'apparition duquel il avait été directement impliqué, alors que dans sa présentation il ne mentionne pas son appartenance au GDS. Par contre **Pavel Campeanu** est parmi les rares auteurs à signaler son appartenance au GDS. Les deux sont des rares auteurs à mentionner leurs activités subversives. On mentionne par contre l'affiliation politique (appartenance à l'Alliance civique ou à un parti politique). Liviu Antonesei se présente comme universitaire à Iasi, comme auteur mais aussi comme « membre fondateur de l'Alliance civique » mais pas comme membre du GDS. Mais on efface toute appartenance, soit-elle à titre secondaire, à des institutions qui participèrent à la production et à la diffusion de l'idéologie du régime ou à la formation des cadres politiques, comme Dorel Sandor et Ovidiu Trasnea, qui enseignèrent à l'école de parti, le premier aussi à l'école pour la formation des officiers de la Securitate.

Ovidiu Trasnea fut professeur à l'Académie de parti mais aussi à la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest, depuis 1979 vice-président du comité de recherche sur la science et le politique de l'AISP⁴³²². Il

⁴³²² *Sfera politiciii*, 3, 1993.

publia en 1970 aux Éditions politiques une « étude historique et épistémologique » intitulée *Stiinta politica* [La science politique], qui n'était qu'un des deux livres qui paraissaient dans la période communiste sous sa signature utilisant comme titre le terme de « science politique »⁴³²³. Ovidiu Trasnea publia de nombreux livres de philosophie et de sociologie politique ou d'études politiques, parus avant 1989 aux Éditions politiques (la majorité), aux Éditions scientifiques mais aussi aux Éditions militaires (un seulement), ainsi que des articles dans des revues scientifiques étrangères (dans les années 1970)⁴³²⁴. Après 1989 il est professeur de théorie politique à l'École nationale d'études politiques et administratives de Bucarest, tout comme Virgil Magureanu, directeur du Service roumain d'informations (depuis février 1990), avec lequel Ovidiu Trasnea avait signé un volume collectif (ensemble avec le futur président de l'Académie roumaine, membre du gouvernement provisoire installé en décembre 1989, l'ingénieur Mihai Draganescu)⁴³²⁵. Tout comme Ovidiu Trasnea, Virgil Magureanu avait enseigné à l'Académie de parti ainsi qu'à la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest. Ovidiu Trasnea fut le directeur de thèse de Vladimir Tismaneanu, qui avait aussi connu Virgil Magureanu. D'après les considérations faites par certains des jeunes politistes de la période postcommuniste, membres du GDS, il sera tenu à distance avec méfiance après 1989 par ceux qui tiennent à inscrire leurs études dans ce « nouveau » domaine, la science politique, quoique certains reconnaissent à présent ses compétences. **Stelian Tanase** raconte qu'Ovidiu Trasnea lui propose de faire sa thèse sous sa direction, mais il s'inscrira en thèse en sociologie avec Lazar Vlasceanu, choix que **Stelian Tanase** explique par son désir d'obtenir son diplôme de l'Université de Bucarest⁴³²⁶.

Vers la fin des années 1990, les présentations des auteurs n'indiquent plus leur affiliation politique. Sauf dans le cas de ceux qui ont occupé des fonctions politiques dans les années 1990, on se tait sur les collaborations pour et avec des politiques. En revanche certains se présentent comme « consultants » politiques et précisent la création des structures privées.

La revue *Sfera politicii* est éditée par la Fondation « Société civile », patronnée par des figures notoires des milieux littéraires, du monde artistique⁴³²⁷. Son premier président est Dan Grigore⁴³²⁸ et par la suite **Alexandru Paleologu**. Fin des années 2000, c'est Alexandru Popovici qui est le président de la Fondation. La Fondation est créée par « un groupe d'artistes, d'écrivains,

⁴³²³ Ovidiu Trasnea, *Stiinta politica. Studiu istorico-epistemologic* [La science politique. Étude historique et épistémologique], Bucarest, Éditions politiques, coll. « Bibliothèque de philosophie et sociologie », 1970. Ses références étrangères dans ce volume correspondent largement à celles qui seront des repères dans l'enseignement de la science politique par des universitaires, dont certains sont membres du GDS (mais aussi par ceux qui en spécialistes de la culture avant 1989, appartenant à la même génération que lui, tiennent des cours d'histoire politique des mentalités après 1989). Parmi les auteurs étrangers qui seront cités dans ce volume on retrouve Georges Burdeau (celui-ci sera cité pour la première fois dans l'argument à ce volume aux côtés de Nicolae Ceausescu), Maurice Duverger, Edmund Burke, Max Weber (avec *Le Savant et le politique*) dans la lecture de Julien Freund, Raymond Aron, Leo Strauss, David Easton, Robert A. Dahl, etc. Les articles cités par l'auteur sont tirés des deux revues de science politique, française et américaine. Les auteurs roumains cités sont des historiens et des sociologues de la période de l'entre-deux-guerres ainsi que des philosophes enseignants à l'Université de Bucarest dans la période communiste.

⁴³²⁴ Dont *International Political Science Review*.

⁴³²⁵ Ovidiu Trasnea, Mihai Draganescu, Virgil Magureanu (dir.), *Puterea politica si sistemul social* [Le pouvoir politique et le système social], Bucarest, Éditions politiques, 1985.

⁴³²⁶ Entretien avec **Stelian Tanase**, le 25 juillet 2010.

⁴³²⁷ La publicité faite aux funérailles d'**Alexandru Paleologu**, le grand nombre de ceux qui y seront présents, intellectuels, hommes politiques mais aussi le public, vient montrer sa forte notoriété.

⁴³²⁸ En 1999, il recevra le titre de « chevalier de l'ordre d'arts et de lettres ».

de journalistes et d'analystes politiques » ayant comme but « le développement de la société civile » par le biais de cette publication et l'organisation de conférences sur des sujets de l'actualité politique, nationale ou internationale, selon une présentation qui est ultérieure à l'apparition de la revue. Sont membres de cette fondation les éditeurs de *Sfera*, **Stelian Tanase**, **Dan Oprescu** et **Calin Anastasiu**, mais aussi l'économiste, Costea Munteanu, universitaire, coopté ultérieurement au GDS, étant des rares économistes à publier dans 22. Sa profession et la rareté de la compétence économique au sein du GDS sont mentionnées par **Stelian Tanase** parlant de la cooptation de Costea Munteanu dans cette fondation⁴³²⁹. Dan Pavel est aussi sur la liste des membres de la Fondation « Société civile ».

En 1999 dans le cadre juridique fourni par la Fondation « Société civile » est créé l'Institut de recherches politiques et économiques comme « think tank » qui se pose de « promouvoir la recherche académique et des projets de recherche-développement » en vue de « contribuer au développement économique [...] et à la consolidation des institutions démocratiques⁴³³⁰ », comme suite de l'obtention d'un financement en provenance des États-Unis. Les fonds proviennent de National Endowment of Democracy, un financement de 40 mille dollars est accordé sur deux ans, selon les souvenirs de **Stelian Tanase**. Ce financement dépend de l'existence d'un cadre institutionnel. Cet institut aura aussi des salariés, selon les témoignages de **Stelian Tanase**, environ sept, certains étant des boursiers de Central European University de Budapest, tous intégrant la Faculté de sciences politiques de l'Université de Bucarest et trois au moins d'entre eux ayant des relations familiales avec les milieux intellectuels. À part son président, Romulus Brancoveanu⁴³³¹, les intellectuels qui figurent comme membres de cet institut sont **Stelian Tanase**, **Calin Anastasiu** et Adrian Cioroianu. D'autres jeunes, diplômés du début ou vers la moitié des années 1990 (en philosophie, en droit, en science politique) intègrent cet institut pour des périodes plutôt courtes, avant de faire leur entrée à l'université.

Stelian Tanase fait son entrée à l'université alors qu'il s'est fait connaître comme militant de la société civile, au moment où il siège dans le Parlement, comme membre du Parti de l'Alliance civique. **Stelian Tanase** intègre la Faculté des sciences politiques de l'Université de Bucarest vers la fin de son mandat parlementaire (de 1992 à 1996), une année avant d'obtenir son doctorat dans la discipline de sociologie avec une thèse qui porte sur le régime communiste. Avant de publier sa thèse qui traite du régime communiste dans sa première

⁴³²⁹ Entretien consultatif avec **Stelian Tanase** (Bucarest, le 25 juillet 2010).

⁴³³⁰ <http://www.sferapoliticii.ro>

⁴³³¹ Dans les années 1990, Romulus Brancoveanu est un des rédacteurs de la revue, il s'en chargera en 2003 comme rédacteur en chef. Romulus Brancoveanu (né en 1957), ayant une formation en philosophie (1976-1982) est chercheur à l'Institut des sciences de l'éducation pendant les années 1990. Il obtient son doctorat en 1996 avec une thèse de philosophie de la science et fait son entrée à l'Université en 1998, et presque à la même période il occupe le poste de conseiller dans le Ministère de l'éducation (pendant une année). À partir de 2000 il est le vice-doyen de la Faculté de philosophie et ensuite, dès 2008 son doyen.

période (le régime de Gheorghiu-Dej), il signe deux autres volumes : un recueil de ses textes à visée scientifique, recueil d'articles sont publiés entre janvier 1993 et mai 1996 dans *Sfera*⁴³³² et une autre recherche portant sur l'élite intellectuelle de l'entre-deux-guerres après l'installation du régime communiste⁴³³³. Ses analyses du communisme sont construites autour du moment de la chute du communisme. La « révolution » est prétexte d'une analyse des communismes en Europe de l'Est dans son premier ouvrage ainsi que dans son « histoire de la chute des régimes communistes », publiée dix ans après⁴³³⁴. Son enseignement reflète le sous-domaine dans lequel ses études s'inscrivent et les théories qui sous-tendent : « théorie des élites », « théories de la modernisation » dans une perspective comparative entre les deux espaces de l'Europe, « histoire du XX^e siècle » avec un intérêt particulier pour la Roumanie. **Stelian Tanase** se fait connaître et reconnaître dans les milieux universitaires qui se consacrent à l'étude du politique comme spécialiste du communisme. Mais son premier livre publié chez Humanitas est lié à l'histoire intellectuelle, présentant le procès le plus connu contre des intellectuels durant le premier régime communiste roumain. Son intérêt pour un sujet « sensible », à savoir des représentants de l'élite intellectuelle roumaine formés dans l'entre-deux-guerres sous le communisme, doit être considéré en lien avec ses relations établies avec des intellectuels consacrés avant 1989 et son appartenance au GDS. Dix ans après son apparition sur la scène publique comme militant au nom de la « société civile », après avoir renoncé à faire de la politique à titre de politique, il signe une histoire du communisme à l'Est de l'Europe. Le communisme le préoccupe mais aussi le postcommunisme, les deux régimes en Roumanie étant traités en comparaison à la situation des autres pays (ex)communistes. À la même période, fin des années 1990, il commence à s'investir dans des activités médiatiques : réalisateurs d'émissions à thèmes politiques, jouant le rôle de médiateur pour des politiques en tant qu'intellectuel non affilié à un parti politique mais aussi se portant en commentateur avisé de l'actualité politique et travaillant à la popularisation des sujets de l'histoire nationale à travers ses réalisations artistiques. Son enseignement de la fin des années 2000 reflète ses nouveaux intérêts, à savoir les médias, mais aussi la reconnaissance acquise comme historien du communisme roumain : « communisme roumain : fiction et réalité » et « télévision et société ».

En 1998 *Sfera politiciii* accorde des prix, censés être attribués chaque année, ils ne comptent au final que quatre éditions. Les prix ont comme fonction d'accroître la visibilité de la revue par le biais des médias, par les publications quotidiennes mais aussi par la télévision surtout qu'à partir de 1998 **Stelian Tanase** est réalisateur d'émissions à thème politique. Car dans les médias il peut faire la publicité de la revue dont il est le fondateur, précisant que la publication qu'il dirige depuis la fin de 1992 est la « seule revue des sciences politiques⁴³³⁵ ». *Sfera politiciii* accorde des prix aux aînés, aux intellectuels des plus connus depuis la période communiste, à ceux qui sont des spécialistes du politique après 1989 ainsi qu'aux plus jeunes universitaires et spécialistes du

⁴³³² **Stelian Tanase**, *Revolutia ca esec. Elite si societate*, op. cit.

⁴³³³ Id., *Anatomia mistificarii*, Humanitas, 2^e édition révisée et augmentée, op. cit.

⁴³³⁴ Id., *Istoria caderii regimurilor comuniste. Miracolul revolutiei* [1999], 2^e édition, op. cit.

⁴³³⁵ D'autres nouvelles revues spécialisées au domaine du politique sont créées dans les années 2000, toutes affiliées à des établissements universitaires, en lien avec l'enseignement de « sciences politiques » : *Studia Politica. Romanian Political Science Review* (Bucarest, Institut de recherches politiques de la Faculté de sciences politiques de l'Université de Bucarest, Daniel Barbu) ; *Studia Universitas « Babes-Bolyai »* (Cluj) ; *EAST* de Cluj (Vasile Boari) ; *Revista romana de stiinte politice* (Bucarest, Société académique roumaine, Alina Mungiu).

politique. Les trois sections, prix pour l'œuvre entière, pour les ouvrages d'auteur et pour les traductions, auraient comme fonction de suivre les évolutions dans le champ de la production spécialisée dans les sciences humaines et plus précisément dans le domaine consacré au politique⁴³³⁶. Le prix « Europe » pour *opera omnia* sera accordé à Adrian Marino en 1998, à **Alexandru Paleologu** en 1999, à **Mihai Sora** en 2000 et à Constantin Giurescu en 2010. Mais ce dernier nom sera effacé au moment où des informations au sujet de ses relations avec la Securitate sont apparues, en 2013. Adrian Marino est un des intellectuels des plus critiqués par **Gabriel Liiceanu**, comme le « premier » à signer une critique explicite au sujet du philosophe Noica, ses relations avec le régime communiste et sa vision philosophique. Le prix pour « le meilleur livre de sciences politiques » de l'année est accordé en 1998 à **Sorin Antohi**, primé en 1998 pour son livre *Exercitiul distantei* [L'exercice de la distance], ce dernier étant alors déjà vice-recteur de Central European University. **Pavel Campeanu** reçoit le prix de *Sfera politicii* pour « Opera Omnia » en 2002. Ses études sur le communisme, publiées dans les années 1980 sous pseudonyme aux États-Unis, ne seront publiées en Roumanie et en roumain que dans les années 2000⁴³³⁷. Ses deux analyses, considérées par l'universitaire politiste Michael Shafir « essentielles » pour la connaissance du communisme⁴³³⁸, ne seront pas publiées par la maison Humanitas (une de ses collections portant l'intitulé « le procès du communisme »⁴³³⁹). **Pavel Campeanu** note dans la préface de son ouvrage, *Societatea sincretica. 1980*, le refus exprimé par **Gabriel Liiceanu**, suite à sa proposition faite « immédiatement après 1990 » concernant sa publication, « motivé par des raisons exclusivement financières⁴³⁴⁰ ».

Sfera politicii se présente comme le « premier mensuel de sciences politiques paru après 1989 » qui s'adresse « aux hommes politiques, aux étudiants, aux analystes et à d'autres spécialistes » de ce domaine ainsi qu'aux « représentants des médias et de la société civile ». À sa création est créée l'image d'une revue dont le public est constitué de politiques et de financiers, des « élites », en publiant des notes signées par ses lecteurs sous le titre « qui nous lit⁴³⁴¹ ». Le public ciblé d'où se recrutent aussi certains auteurs de *Sfera* est largement composé de politiques et/ou de membres des professions libérales et d'une élite économique, des responsables des institutions financières et des chefs d'entreprise. Les « élites » étant d'ailleurs le terme et le thème

⁴³³⁶ Aucun prix n'est accordé à des auteurs dont le travail et la présence n'ont déjà été retenus par d'autres institutions du monde intellectuel. Ils ont tous déjà été accueillis, introduits et soutenus dans d'autres cercles d'intellectuels.

⁴³³⁷ **Pavel Campeanu** recevra le prix de *Sfera politicii*. Mais il ne publiera ses études sur le communisme, parues pendant le régime communiste sous un pseudonyme aux États-Unis, en Roumanie que dans les années 2000.

⁴³³⁸ Entretien avec Michael Shafir (Bucarest, le 5 mai 2009).

⁴³³⁹ Voir *supra*, sur les Editions Humanitas.

⁴³⁴⁰ Felipe Garcia Casals (**Pavel Campeanu**), *Societatea sincretica. 1980*, op. cit., p. 31.

⁴³⁴¹ À titre d'exemple, un numéro (77) de 1999 contient la signature de Radu Vasile, alors premier ministre de la Roumanie, comme lecteur de *Sfera*.

investis par son principal responsable et initiateur, **Stelian Tanase**⁴³⁴². Les auteurs qui contribuent comme le public ciblé par une revue reflètent la position occupée par ses responsables, des cadres de sociabilité de ceux qui sont des figures tutélaires et de ceux qui tendent à exercer un certain contrôle sur celles-ci mais aussi de ceux qui peuvent à des moments s'y intéresser. De même pour le financement.

Son format est celle d'une page A4 à partir de 1994 (en sa troisième année de parution). Durant les premières années de sa parution le type de papier des couvertures (le même que pour les pages de la revue) donnait l'apparence d'un journal. D'après le format et le nombre de pages (une vingtaine) elle ressemble alors à la revue du GDS, 22. Mais elle emprunte aussi des pratiques de 22, en enquêtant sur son public, la réception de la publication⁴³⁴³. *Sfera politiciii* a une cinquantaine de pages en 1999.

Mensuel à ses débuts, pour longtemps et à plusieurs périodes, la publication paraît plus rarement, en fonction surtout de l'accès au financement. En 2009 elle est de nouveau de périodicité mensuelle, mais à partir de 2012, sa parution comme bimensuel, à cause toujours des difficultés liées à l'absence d'un financement sûr et constant, semble-t-il, est aussi fonction d'une certaine préoccupation à garder la conception initiale des numéros thématiques et pour pouvoir remplir des critères imposés avec l'adoption des classifications internationales⁴³⁴⁴ et donc pourvoir garder la reconnaissance académique. Cependant, à certaines périodes, elle paraît : quatre numéros en 2003 (dont un numéro double). Pour un certain temps, vers la fin des années 1990 et début des années 2000, la revue était vendue non seulement dans les librairies mais aussi aux kiosques, selon le témoignage de **Stelian Tanase**, tout comme d'autres journaux et hebdomadaires. La distribution de la revue, plus précisément sa commercialisation dépend de ses sources de financement, disait toujours son fondateur⁴³⁴⁵. En 2010 et en 2011, elle paraît en une centaine de pages (96 pages au moins) et en mille exemplaires, distribués gratuitement. La publication peut être soutenue par des fonds en provenance de diverses institutions. Les sources sont diverses dans le cas de *Sfera*, des

⁴³⁴² **Stelian Tanase**, *Reolutia ca esec, op. cit.* Cet ouvrage est composé d'articles publiés dans *Sfera politiciii*, ses premiers textes à visés scientifique. La même année est publié son ouvrage issu de sa thèse de doctorat de sociologie.

⁴³⁴³ Cinq ans après sa première parution, une enquête est lancée en vue d'« entretenir un dialogue avec ses lecteurs » en attendant de ceux-ci qu'ils répondent à « un questionnaire », visant le contenu et le mode d'accès de la publication, structuré comme il suit : « 1. Quels ont été vos rubriques ou thèmes préférés ? 2. Quels ont été les sujets, les thèmes ou les articles que vous avez appréciés le plus ? 3. Quels sont vos auteurs préférés ? 4. Qu'est-ce qui ne vous plaît pas dans les pages de *Sfera politiciii* (rubriques, auteurs, thèmes, apparence graphique, etc.) ? 5. Qu'est-ce qui manque à *Sfera politiciii* ? 6. Quels sont les thèmes que vous voudriez qu'on aborde ? 7. Comment la publication arrive chez vous ? » (*Sfera politiciii*, 35, 1996).

⁴³⁴⁴ Sujets à des critiques rendues publiques par des représentants des sciences humaines et à d'autres critiques, plus nombreuses au sein des institutions spécifiques, ces critères sont toutefois adoptés de manière inébranlable et les publications des milieux scientifiques de ce domaine s'efforcent par tout moyen à obtenir ou garder leur place parmi celles reconnues officiellement.

⁴³⁴⁵ À l'occasion d'une rencontre du collège rédactionnel mais aussi lors d'un entretien avec **Stelian Tanase** (le 25 juillet 2010).

fondations étrangères jusqu'aux institutions d'État ou des entreprises privées⁴³⁴⁶. Dans les années 1990, le mensuel obtiendra de l'argent des fondations étrangères. National Endowment of Democracy finance à plusieurs reprises la revue, mais aussi en 2003 lorsque quatre numéros seulement sont parus (dont un numéro double)⁴³⁴⁷. Ces fonds sont obtenus pour des buts précis (conférences, etc.) et leur obtention dépend toujours des initiatives et des contacts de ses responsables. D'autres fondations financent *Sfera*. En 1996, une rubrique, « Participation et absentéisme », est financée, à travers la Fondation « Société civile », comme partie d'un projet financé par le programme PHARE pour la démocratie⁴³⁴⁸. Mais de l'argent est aussi obtenu à travers l'espace publicitaire qu'on accorde à des entreprises privées de Roumanie. En 1999 la revue *Sfera* comprend des pages publicitaires (environ six). Mais dès son premier numéro (en décembre 1992) on trouvera des annonces publicitaires (tout comme dans 22 à ces temps-là). Pour d'autres activités et événements organisés par la revue, l'accord des prix, comme pour des conférences, notamment ses responsables se préoccupent d'attirer des fonds. Ils utiliseront leurs contacts dans le monde d'affaires et leur influence dans les milieux politiques. Le soutien qu'ils reçoivent peut ne pas se traduire toujours en argent, il peut consister dans l'obtention d'un siège ou dans des contrats d'abonnement pour la revue⁴³⁴⁹, etc. Dans les années 1990, il semble que les possibilités d'obtenir du financement sont assez grandes. Ce fait est sûrement aussi à relier avec la position occupée par son directeur fondateur. Car, entre 1992 et 1996, il est parmi des politiques élus au Parlement, et, entre 1996 et 2000, dans la proximité du pouvoir en place. Plus récemment (entre 2009 et jusqu'en 2012), des responsables de la revue avouent avoir des difficultés à trouver du financement⁴³⁵⁰. Du financement sera accordé pour bien de projets initiés ou auxquels des membres

⁴³⁴⁶ Bien que certaines informations nous aient été fournies (entre 2009 et 2011) par le principal responsable de la revue, **Stelian Tanase**, comme par ceux qui s'occupent de son financement, le mode de financement à certaines périodes notamment dans les années 1990 reste encore opaque. Distribution et financement, moyens de financement et modalités de distribution sont des aspects qui sont étroitement liés, car la commercialisation dépend du financement, mais sur les sources du financement des revues, culturelles ou scientifiques, on reçoit toujours des informations partielles, tronquées. L'absence d'informations, et plus, la difficulté d'en recueillir sur le financement des revues, enseigne sur les manœuvres, la permanente recherche des collaborations qui peuvent profiter aussi en termes de ressources matérielles par des éditeurs qui sont responsables des périodiques « indépendants ». Sur les modes de financement de *Sfera*, des choses peuvent être dites en s'aidant des marques visibles (l'inscription d'une institution, la présence d'une annonce, des notes qu'on recueillit des pages de la revue au sujet des institutions ayant soutenues à un moment ou à un autre, les comptes-rendus des manifestations publiques, de la présence de la revue dans les médias, etc.).

⁴³⁴⁷ *Sfera politiciii*, 101, 102-103, 104, 105, 2003.

⁴³⁴⁸ *Sfera politiciii*, 41, 1996.

⁴³⁴⁹ Chose qui n'est pas rare, mais plutôt pratique courante, d'après les témoignages quant au mode de financement de 22 dans les années 2000 et d'autres témoignages au sujet de l'aide donnée par des fonctionnaires de l'État, occupant des postes importants dans la hiérarchie de l'État, sous la forme de l'intermédiation d'initiatives qui peuvent procurer des bénéfices à des institutions culturelles et aux occupants de ces institutions.

⁴³⁵⁰ De ses responsables semblent alors disposés à essayer d'obtenir du financement de la part des partis politiques. Un rédacteur en chef est disposé à en rechercher auprès d'un chef de parti qui est à la fois homme d'affaires contestable et contesté (entre autres patron d'un groupe médias, condamné à prison pour corruption) en échange de la publication d'un ou de plusieurs numéros de la revue sur un sujet qui sert à légitimer cet acteur politique. Ce parti politique pour

du GDS ou des universitaires qui leur sont proches participent par la Fondation Konrad Adenauer notamment à partir de la moitié des années 1990, moment de l'apparition de l'Institut d'études libérales⁴³⁵¹. Avec le soutien de la Fondation Adenauer des conférences et des séminaires sont organisés, lieux de rencontre des intellectuels et des politiques⁴³⁵². Des recherches peuvent aussi être menées avec le soutien de la même fondation. Des fonds sont accordés par la Fondation à plusieurs projets conçus par des intellectuels en concurrence, entre plusieurs institutions, étatiques ou du secteur privé.

Si les informations recueillies offrent une image partielle des moyens auxquels peuvent accéder ceux qui prétendent l'autonomie par rapport à l'État pour mettre en œuvre leurs projets éditoriaux et des activités intellectuelles en commun, elles doivent être considérées par rapport aux possibilités d'obtenir des fonds de l'État. Ceux qui se disent indépendants et prétendent jouir de leur autonomie face à l'État requièrent des aides de l'État. Cela ne s'applique pas seulement aux publications, mais aussi aux institutions créées comme structures autonomes, alternatives aux institutions soutenues par l'État, ainsi qu'aux institutions privées qui prévoient l'autofinancement (comme c'est le cas des universités privées). Le cadre législatif permet aux fondations d'attirer des fonds et de l'État. Quand la publication n'est pas directement liée à une institution étatique, des périodiques peuvent accéder à des fonds de l'État accordés par des institutions qui ont comme but la promotion de la culture, comme le Ministère de la Culture et l'Institut culturel roumain. En sens inverse, des publications liées à des institutions soutenues par l'État, peuvent attirer des fonds en provenance du secteur privé, comme c'est le cas des revues créées sous la tutelle de l'Université. Une structure autonome fonctionnant sous la tutelle du Ministère de la culture et qui s'occupe du financement des projets culturels et éditoriaux (l'Administration du Fonds culturel national créée en 2005), donne un plus de visibilité au soutien accordé par l'État à la culture, mais le Fonds culturel national existe depuis 1998⁴³⁵³. Des périodiques sous l'égide de l'Académie roumaine ou spécialisés entrent dans la même catégorie que des revues culturelles, généralistes, des publications littéraires ou d'attitude, des hebdomadaires⁴³⁵⁴ comme 22. Des sociétés privées déployant des activités culturelles et des fondations (privées) concourent avec des instituts de recherche de l'État ou des éditions de l'Académie roumaine pour l'obtention du financement pour leurs publications (financement intégral pour une année ou pour un nombre de numéros). En 2010, l'État accorde des fonds à *Revista de sociologie* (éditée par les Éditions de l'Académie roumaine), à l'Institut national pour l'étude du totalitarisme pour sa publication, *Arhivele totalitarismului*, à l'Institut d'histoire des religions pour ses deux publications (*Studia Asiatica. International Journal for Asian Studies* et *Archaeus. Studies in the History of*

se créer une identité idéologique a déjà recouru à d'autres universitaires, toujours des enseignants dans le domaine des sciences politiques, pour qu'ils travaillent à construire et/ou à légitimer symboliquement ses prétentions.

⁴³⁵¹ Voir *infra*.

⁴³⁵² Des représentants de la Fondation y sont souvent présents souvent à ces conférences ou à des séminaires. Des séminaires organisés entre des intellectuels ont lieu dans des établissements universitaires, alors que des rencontres rassemblant des intellectuels et des politiques ont lieu dans des hôtels (Hôtel Intercontinental au centre de Bucarest, Place de l'Université ou Athénée Palace Hilton).

⁴³⁵³ En 2007, sur le site du ministère on pouvait encore consulter des listes concernant certains fonds (pour la « culture écrite ») accordés par le ministère avant 2005. Deux années après les informations disponibles sur le site du ministère ne concernaient que l'année 2005. Voir *jurnal.ro*, « Un quart des archives de la Culture a disparu », le 15 février 2008. En 2009, des démarches pour la consultation des archives du Ministère de la culture sont restées sans réponse.

⁴³⁵⁴ Le traitement indistinct des publications n'est pas unique, cela dure depuis 1998 au moins.

Religions), mais aussi aux hebdomadaires *Romania literara* (la Fondation la Roumanie littéraire) et 22 (la Société commerciale « Revue 22 » srl)⁴³⁵⁵. Le Conseil national de la recherche scientifique de l'enseignement supérieur (CNCSIS) qui évalue les revues scientifiques et les éditions⁴³⁵⁶, n'accorde des fonds que pour des projets de recherche et non pour l'édition des publications.

B. Polis. Revue de sciences politiques

Polis, ayant une périodicité trimestrielle, avec le sous-titre « revue de sciences politiques », éditée par l'Institut de marketing et de sondages (IMAS), est créée en 1994 à l'initiative de deux membres fondateurs du GDS, **Alin Teodorescu** et **Calin Anastasiu**. Dans les deux premiers numéros de *Polis*, le responsable de la publication, **Calin Anastasiu**, s'identifie à l'IMAS se présentant comme éditeur de la revue alors qu'en bas de page il est noté que « *POLIS* est une revue trimestrielle éditée par l'Institut de Marketing et de Sondages Bucarest ». À partir du troisième numéro, il est précisé que l'éditeur de la publication est l'IMAS et **Calin Anastasiu** son rédacteur en chef. Il n'intégrera l'IMAS – dont il est copropriétaire – qu'en 1997, alors qu'au moment où *Polis* est créé, **Calin Anastasiu** travaille toujours à l'Institut de sociologie de l'AR. Rappelons que l'IMAS est créé en 1992 par ces deux avec d'autres collègues du milieu universitaire⁴³⁵⁷. Responsable de la filiale roumaine de la Fondation Soros, **Alin Teodorescu** dirige l'IMAS en tant que principal propriétaire du premier institut de sondages sans lien à l'État ou à un groupe, comme l'Institut roumain de sondage de l'opinion publique (IRSOP) ou le Centre indépendant de sondage (CIS), au temps où **Calin Anastasiu** siège dans le Parlement aux côtés de **Stelian Tanase** et tout comme **Alexandru Paleologu** et **Stefan Augustin Doinas**, élus comme membres du PAC. Le responsable de la publication est le sociologue **Calin Anastasiu**, élu au Parlement en 1992, membre de la Commission pour la culture, l'art et les médias à la Chambre des députés, sur la liste du PAC tout comme les trois autres membres fondateurs du GDS. Il est député de la part de ce parti, tout comme un autre membre fondateur du GDS appartenant à la même génération que lui, **Stelian Tanase**, leader du groupe des députés du PAC et qui dirige la revue *Sfera politicii* depuis fin 1992. Pendant leur mandat, ces deux font leur sortie du PAC et finissent leur mandat comme indépendants. Si durant son mandat de député **Calin Anastasiu** intègre le Parti libéral 93, **Stelian Tanase** ne le fait pas. À la fin de leur mandat, en automne 1996, les deux sont des « indépendants ».

Des intellectuels occupant des positions plutôt marginales sous le communisme et de jeunes intellectuels qui entrent dans le champ universitaire après 1989 se rencontrent dans cet espace avec

⁴³⁵⁵ Voir le site de l'Administration du Fonds culturel national, www.afcn.ro

⁴³⁵⁶ C'est à partir de 2005 que le CNCSIS évalue les revues scientifiques roumaines et établit des critères d'évaluation. Voir www.cnscis.ro

⁴³⁵⁷ *Capital*, le 10 février 2005.

des occupants des positions dans le champ universitaire et dans le champ académique depuis la période communiste.

Le collège éditorial de *Polis* (devenu dès le troisième du premier volume, en 1994, collège rédactionnel, mais dès 1996 redevenu collège éditorial) comprend en 1994 plusieurs membres du GDS (**Alin Teodorescu**, **Pavel Campeanu**, **Stelian Tanase** et Aurelian Craiutu), un ancien membre de la rédaction de 22, Dan Pavel, et un ancien membre de l'exil étatsunien et futur membre du GDS, Vladimir Tismaneanu. Des sept membres de la rédaction, cinq sont entrés dans le GDS, à un moment ou à un autre : trois membres fondateurs, un autre intégrant le Groupe en 1990 (Aurelian Craiutu), un autre beaucoup plus tard, vers la fin des années 2000 (Vladimir Tismaneanu). En 1994, moment de la création de *Polis* quatre membres de la rédaction sont des membres du GDS. **Pavel Campeanu** appartient à la génération des aînés du GDS, se présentant comme sociologue, il a été formé à l'école de parti. Le plus jeune, Aurelian Craiutu, est un économiste formé dans les dernières années du communisme, converti à la science politique dans les années 1990 après avoir suivi une formation en France, à l'Institut d'études politiques de Rennes. En 1994 il semble travailler toujours comme économiste et suit une formation doctorale en science politique aux États-Unis. Vladimir Tismaneanu, installé depuis les années 1980 aux États-Unis où il s'engage dans les médias en tant que militant anticomuniste avant d'intégrer l'enseignement en sciences politiques, appartient à la même génération que les initiateurs du périodique. À part **Pavel Campeanu** et Aurelian Craiutu, les autres cinq membres de la rédaction⁴³⁵⁸ ainsi que le rédacteur en chef sont nés dans les années 1950. Quatre sont des sociologues et deux ont une formation en philosophie. Trois d'entre eux ont déjà travaillé ensemble pour l'analyse des sondages d'opinion dans le cadre du GDS : **Pavel Campeanu**, **Calin Anastasiu** et **Alin Teodorescu**. Certains partagent l'intérêt pour l'analyse du communisme : **Pavel Campeanu**, Vladimir Tismaneanu (ces deux ayant publié avant 1989 des études sur le communisme) et **Stelian Tanase**. Certains autres partagent leur intérêt pour l'économie : le sociologue **Alin Teodorescu** qui s'intéresse dans 22 à l'économie et le futur spécialiste du libéralisme, Aurelian Craiutu dont la formation initiale est en économie. Mais ce dernier s'intéresse plus particulièrement à discuter des doctrines tout au début des années 1990 dans 22 et ne traite pas des sujets économiques qu'en lien avec ses réflexions sur la doctrine libérale. Tous les membres de la rédaction sont aussi des auteurs de *Sfera politiciii*. L'équipe de *Polis* coïncide en large partie avec celle de *Sfera politiciii*. À deux exceptions près, à savoir **Dan Oprescu** qui, par le mariage conclu, vit au Japon depuis 1991, et l'écrivain dissident Dorin Tudoran, qui vit aux États-Unis. Des

⁴³⁵⁸ George Voicu, sociologue chercheur à cette date-là, publie lui aussi dans 22.

éditeurs de *Sfera*, appartenant à la jeune génération des membres fondateurs du GDS, sont aussi des membres du collège éditorial de la revue *Polis*: **Calin Anastasiu**, **Stelian Tanase** et Vladimir Tismaneanu.

Des auteurs en provenance de l'étranger sont des membres du collège éditorial : Gail Kligman (pour les quatre numéros de 1994), Jozsef Lörincz, G. M. Tamás, Jan Urban (dans le premier numéro), Didier Lapeyronnie (pour les deux premiers numéros), Alfred Stepan (dès le deuxième numéro). On retrouve en 1995 mais aussi dans les années suivantes, jusqu'au dernier numéro de 2000 : Jozsef Lörincz, Alfred Stepan et G. M. Tamás. Si parmi les membres de la rédaction Vladimir Tismaneanu est le seul auteur en provenance de l'étranger, Gaspar Miklos Tamás a des origines roumaines, « Hongrois, né à Cluj », où il a été formé et commencé son activité dans la presse littéraire.

A partir de 1995, la publication a aussi un secrétaire de rédaction. Après une formation en mathématiques, Laurentiu Stefan-Scalat suit des études en sciences politiques à l'Université de Bucarest, il est chercheur débutant dans le cadre de l'Institut d'études est-européennes de l'AR⁴³⁵⁹ et traduit Isaiah Berlin pour les Éditions Humanitas. Il est aussi l'auteur de la première analyse critique du GDS, discutant des prétentions et des activités du GDS⁴³⁶⁰.

A partir de 1996 un collectif se constitue des cinq « responsables de rubriques », la majorité étant de jeunes enseignants en sciences politiques à l'Université de Bucarest (dont un futur membre du GDS)⁴³⁶¹.

Les introductions (un peu plus d'une page environ) à chaque numéro sont signées par **Calin Anastasiu** qui présente le programme de la revue sous l'intitulé « aux lecteurs » :

« Dans une société qui s'efforce de se redresser après un demi-siècle en l'absence de la culture politique de l'espace public, l'apparition d'une revue de sciences politiques est un événement. La revue *Polis* rejoint dès ses débuts ceux qui entreprennent des choses pour bannir les causes et les effets de ce régime-là. Cela suppose entre autres une activité systémique de découverte et de compréhension de la nature du régime auquel on a

⁴³⁵⁹ D'où se recrutent plusieurs enseignants en sciences politiques à l'Université de Bucarest.

⁴³⁶⁰ Laurentiu Stefan-Scalat, « Société civile roumaine – une utopie ? 'Peuple' et élites intellectuelle au début des années 90 », *Polis*, 4, « L'actualité des élites », 1995, pp. 161-182. L'article discute du « rôle social » des intellectuels comme « élites avisées » et de leurs objectifs faire naître, « provoquer la société civile ». Compte tenu de ses références, cette critique s'adresse à ceux qui dominent le GDS. Le premier volume signé par Laurentiu Stefan-Scalat, publié en anglais, issu de sa thèse de doctorat porte sur les élites politiques de la période postcommuniste : Laurentiu Stefan, *Patterns of Political Elite Recruitment in Post-Communist Romania*, Bucarest, Ziua, 2004.

⁴³⁶¹ Dragos Aligica et Dan Cristian Comanescu sont présentés comme spécialistes en économie politique. Iulia Voinea mariée Motoc est spécialiste en droit et en relations internationales. Cristian Preda est spécialiste de philosophie politique. Laurentiu Stefan-Scalat est spécialiste d'institutions politiques. Laurentiu Vlad est spécialiste en histoire, d'imaginaire politique. A deux exceptions près, ils enseignent dans la Faculté des sciences politiques et administratives. Dan Cristian Comanescu est diplômé de la Faculté internationale de sciences humaines (en 1995), alors que Laurentiu Stefan-Scalat est diplômé de la Faculté de sciences politiques et administratives (en 1996), en fait, du même établissement créé en 1991 au sein de l'Université de Bucarest.

mis partiellement fin au 22 décembre 1989, ce qui aidera aussi à la connaissance et à l'interprétation de la période de transition⁴³⁶². »

Constatant une discordance « entre les objectifs de la politique étrangère d'intégration européenne et internationale, d'une part, et le ralentissement, la tergiversation des processus politiques internes de réforme et de démocratisation, d'autre part », il est dit que la « transition du totalitarisme communiste au système démocratique [...] suppose un immense effort dirigé et compétent » et que sa réussite est en lien avec « la nature et le niveau de la culture politique ». L'éditeur considère que la connaissance « des réalités est-central européennes des pays ex-socialistes » conduit à voir que « la transition est non seulement un effort de transplantation mécanique de la légalité du type occidental, des normes procédurales et des institutions démocratiques ». L'étude de la transition, qui apparaît comme le principal objectif de la publication, est reliée à celle du communisme :

« la revue *Polis* suivra constamment la compréhension exacte de la nature de l'ancien régime, dont les empreintes sur la transition sont accablantes⁴³⁶³. »

Selon l'éditeur, « la Roumanie [est] une exception *même* dans le cadre de l'ancien camp des pays communistes ». Son aperçu sur l'histoire ne dépasse pas celle de la période communiste. Sont esquissées ici des points centraux relevant d'une analyse du communisme dans sa version roumaine vu par rapport aux autres régimes du bloc communiste pour conclure du « caractère national-staliniste des régimes sous la direction de Dej et de Ceausescu ». Une « complexe et solide combinaison entre nationalisme et stalinisme » semble avoir été la base de « sa légitimation idéologique », « une mobilisation des masses, dont les effets se ressentent encore aujourd'hui par l'adhésion électorale de celles-ci [des masses] aux politiciens recyclés de l'ancienne nomenklatura ». Les termes employés pour caractériser le régime communiste renvoient à la vision dominante du GDS, véhiculée dans 22 : trois fois on mentionne le terme de « totalitarisme » et deux fois en l'associant au qualificatif de « communiste » pour nommer l'« ancien régime ». Mais des idées fortes que des intellectuels anticomunistes soutiennent ou véhiculent – l'exceptionnalité du communisme roumain, fondée sur la nature staliniste du régime de Ceausescu et la caractérisation des deux régimes communistes roumains par le terme de totalitarisme – sont mises en question par la question de la légitimation et des bases de sa légitimité, à savoir « l'adhésion des masses ». Le texte véhicule un discours moraliste, la période communiste est représentée par « une société malade » et le passage à la démocratie :

⁴³⁶² L'éditeur, « Aux lecteurs », *Polis*, vol. 1, 1, « Les intellectuels et la politique », 1994, p. 3 sq.

⁴³⁶³ *Ibid.*

« suppose en premier lieu le diagnostic et l'exorcisation [...] parce que la maladie et le mal se sont manifestés dans de nombreuses formes [...] la connaissance de la nature de la maladie et du mal infiltré dans toutes les composantes de la société sous la domination du régime totalitaire implique un redoutable effort scientifique. »

La déclaration d'intention signée par l'éditeur porte la marque revendicative :

« même si [l'ancien] système [...] ne fonctionne plus, certaines de ses composantes persistent. La transition se fait avec des idéaux empruntés du trésor libéral et démocratique occidental, avec des anciens et des nouveaux gens, mais sur des institutions qui devraient être remplacées complètement ou changées. »

La « société civile » est investie du « recyclage du point de vue politique des professeurs et des chercheurs dans le domaine des sciences sociales et politiques » en refusant à l'État la capacité d'y participer (« cette chose ne peut plus être laissée à la charge d'une autorité centrale ») :

« c'est même l'occasion que différents segments de la société civile soient impliqués avec toute leur vigueur, leur compétence et l'enthousiasme. »

La publication se pose comme objectif de contribuer à la « réintégration [de la Roumanie] dans l'Europe centrale et de l'Est » en vue de son intégration européenne et « dans les conditions de la résurrection du radicalisme de droite et de celui de gauche, des courants irrationalistes, nationalistes ».

Au milieu du mandat parlementaire de l'éditeur, **Calin Anastasiu**, c'est d'une science politique pour les intellectuels, non plus pour les politiques, qu'on parle, car citant Vladimir Tismaneanu, on soutient la « réinvention de la politique » fondée sur la « réinvention des sciences politiques ».

Les auteurs de *Polis* sont des universitaires et des chercheurs de diverses générations ou des diplômés d'un établissement où on retrouve au début des années 1990 et vers la seconde moitié des années 1990 des membres du GDS (comme c'est le cas de Cristian Preda ou de **Stelian Tanase**). Les plus jeunes sont des diplômés de la Faculté internationale de sciences humaines de l'Université de Bucarest, établissement où on prépare à cette date-là un master en « études européennes », renommé, dès 1995, « de sciences politiques », suite à la première loi de l'enseignement de l'après 1989 qui permet l'invention des « sciences politiques » comme sous-domaine d'enseignement dans le domaine des sciences sociales. Les plus jeunes suivent une formation en sociologie ou en économie, ou même en philosophie, au début des années 1990 et continuent leur formation en se dirigeant vers des disciplines plus appropriées à l'étude du politique ou vers des formations en « sciences politiques ». Les économistes deviennent des doctorants en sociologie (Dragos Aligica), les philosophes ou les mathématiciens peuvent avoir une seconde formation, en sociologie ou en sciences politiques (Laurentiu Stefan-Scalat), des sociologues poursuivent leurs études pour une spécialisation dans le domaine du politique. Une revue des « jeunes » car la majorité des auteurs

de *Polis* sont nés dans les années 1950 et nés vers la moitié des années 1960⁴³⁶⁴, tous formés avant 1989, et un peu moins nombreux sont nés au début des années 1970, formés après 1989. Moins nombreux sont des universitaires depuis la période communiste, nés dans la seconde moitié des années 1940, philosophes ou historiens⁴³⁶⁵. Les moins nombreux sont des universitaires ou des chercheurs en philosophie, nés dans les années 1930 (comme Mircea Flonta ou **Sorin Vieru**). Les plus âgés sont nés dans les années 1920, ayant une formation en lettres, en philosophie ou en sciences sociales (Alexandru Dutu, Andrei Roth et **Pavel Campeanu**). Une revue de loin majoritairement bucarestoise⁴³⁶⁶.

Les auteurs se présentent à partir de 1995. Tout comme dans le cas de *Sfera*, la manière dont ils se présentent en dit plus sur le projet éditorial. On construit un espace pour ceux qui s'intéressent aux « sciences politiques » car les plus nombreux à publier sont des enseignants des sciences politiques et les plus jeunes soulignent une dernière formation en « sciences politiques » et des plus jeunes, récemment entrés ou préparant leur entrée à l'université, ils énumèrent les bourses de formation et les stages de recherche passés à l'étranger. Dans toutes les présentations, indifféremment de l'âge, l'accent est mis sur leur intérêt pour l'étude du politique, jusqu'à négliger leur formation initiale (Aurelian Craiutu ne précise dans sa présentation que son statut de « doctorant en sciences politiques à l'Université de Princeton », mais non pas sa formation initiale en économie). La seule enseignante en « journalisme et sciences de la communication » à l'Université de Bucarest auteur pour *Polis*, est sociologue (Liliana Pop), née en 1970, après avoir mentionné son poste et son titre mais aussi le stage passé à l'Université d'Amsterdam, elle précise qu'elle est « intéressée par des questions de communication et d'identité politique⁴³⁶⁷ ». Ils offrent une liste de leurs publications et mentionnent leurs titres mais les postes occupés pendant la période communiste et/ou les bourses de la même période sont oubliés (Andrei Marga et Vasile Boari, universitaires avant 1989). Parmi les plus jeunes, nés dans les années 1950, lorsqu'ils sont des politiques ou des experts pour des organisations politiques avant de faire leur entrée à l'université, comme c'est le cas de **Stelian Tanase** ou de George Voicu, ils s'appliquent à faire voir leurs compétences ainsi que des aptitudes.

Par rapport à *Sfera politiciii* à ses débuts, cette nouvelle « revue de sciences politiques » est fermée aux journalistes et aux écrivains, alors que son orientation politique est beaucoup plus prononcée. L'orientation politique des auteurs de *Polis* est définie par le fait qu'aucun des auteurs

⁴³⁶⁴ Peu connus par rapport aux plus jeunes intellectuels de la période communiste, nés dans les années 1950, mais déjà, plus tôt que ces derniers entrés à l'université, ils sont les plus nombreux à publier dans ce périodique.

⁴³⁶⁵ Ils représentent la moitié du nombre des auteurs nés dans les années 1960 : Lucian Boia, Andrei Marga, recteur de l'Université de Cluj entre 1993 et 2004 et entre 2008 et 2012, Vasile Boari, etc.

⁴³⁶⁶ Entre 1994 et 1996 trois auteurs seulement sont des universitaires d'Iasi, de Cluj et de Timisoara.

⁴³⁶⁷ *Polis*, 1, 4, p. 248.

de cette publication n'est affilié après 1989 à des organisations politiques qui sont des concurrents du PAC, mais plutôt de ses alliés, à savoir le PNTCD ou le PNL (notamment après 1992). Parmi des auteurs de *Polis* qui sont des hommes politiques, on voit le président de l'Union des arméniens de Roumanie, élu au Parlement en 1992. Ayant une double formation, en économie et en mathématiques, en 1994, Varujan Vosganian (né en 1958) est doctorant à l'Académie des études économiques de Bucarest et vient de publier son premier volume d'auteur discutant de la « transition à l'économie du marché⁴³⁶⁸ ».

Les numéros de *Polis* sont thématiques (une dizaine d'articles, entre dix et quatorze articles environ, par numéro⁴³⁶⁹, exceptés les comptes-rendus, entre deux à cinq). Entre six et neuf articles s'inscrivent dans la principale thématique, avec trois ou quatre sections (à une seule exception les articles sont structurés en cinq parties) pour traiter de la question à laquelle le numéro est dédié. Une dernière section comprend des recensions. Les questions traitées sont par ordre chronologique : « les intellectuels et la politique », « le nationalisme », « la démocratie et la démocratisation », « les révolutions est-européennes » (1994) ; « le libéralisme français : XIXe et XXe siècles », « les institutions de l'Union Européenne », « l'actualité des élites » (1995) ; « l'anatomie du communisme », « droit et justice », « à la recherche du bon citoyen » (1996) ; « les visages de la transition », « libéraux et libéralismes », « l'épistémologie en sciences sociales et politiques » (1997) ; « le conservatisme occidental » (1998) (1999) (2000).

Tant du côté des auteurs roumains que de celui des auteurs étrangers, certains textes parus au cours de la première année de parution de *Polis* (1994) s'apparentent à la chronique politique mobilisant des références intellectuelles et des modèles théoriques, sans pourtant renvoyer à des études précises⁴³⁷⁰. Mais ce ne sera plus le cas dans les années suivantes. Les auteurs étrangers occupent le plus souvent la première section. Le nombre d'auteurs étrangers dépasse de loin le

⁴³⁶⁸ *Polis*, 1, 2, 1994, p. 217. Varujan Vosganian est chercheur à l'Institut d'économie mondiale (l'ancien Institut d'économie nationale) de l'AR lorsqu'il publie son second volume sur la « réforme des marchés financiers ». Il fonde avec le président de l'Union des écrivains entre 1995 et 2000, le critique littéraire Laurentiu Ulici et le président de l'Union des musiciens et des compositeurs, Adrian Iorgulescu, peu avant les élections de 1996, une formation politique qui adopte le néolibéralisme comme doctrine, l'Union des Forces de Droite, appelée par la suite successivement, l'Alternative de la Roumanie et le Parti l'Alternative de la Roumanie jusqu'à sa disparition en 2003 par son inclusion dans le PNL. Plus connu comme écrivain (auteur de trois volumes de poésie et d'un volume de prose), il profite de même de sa formation comme économiste. Varujan Vosganian est ministre de l'Économie (du commerce et des finances) à deux reprises : en 2006 et en 2007 comme membre des gouvernements Calin Popescu Tariceanu et entre octobre 2012 et octobre 2013 comme membre du gouvernement Victor Ponta. Comme ministre de l'Économie, il semble être plus préoccupé par sa carrière d'écrivain, étant des auteurs connus en Roumanie et promu à l'étranger (primé en Roumanie, il est traduit en langues étrangères et publié à l'étranger avec le soutien de l'Institut culturel roumain).

⁴³⁶⁹ A deux exceptions près, le numéro sur « le libéralisme français » comprenant dix-huit textes et le numéro discutant de la culture civique qui se compose de seize articles.

⁴³⁷⁰ C'est le cas du texte de Varujan Vosganian sur les « formations ethniques constituées sur des bases ethniques » qui sera publié dans le numéro dédié au « nationalisme » (*Polis*, 1, 2, 1994).

nombre d'auteurs roumains. Des quarante-six articles parus durant la première année, trente sont des traductions dont deux sont signés par des auteurs roumains. Certains auteurs roumains paraissent en traduction, il s'agit des extraits d'études, d'articles publiés déjà ou des textes (y inclus des recensions) rédigés en anglais. C'est surtout le cas de Vladimir Tismaneanu dont les textes sont traduits dans la majorité des cas par Dan Pavel, mais aussi parfois, bien que plus rarement par Laurentiu Stefan-Scalat, le secrétaire de rédaction de la publication. Pour ce qui est des recensions, on voit onze titres d'auteurs étrangers des seize discutés au cours de l'année 1994. Les auteurs étrangers publiés sont le plus souvent des auteurs de l'Europe de l'Est et des anglo-saxons, on compte un seul auteur français durant 1994⁴³⁷¹. Mais en 1995 une large majorité des auteurs sont traduits du français, deux numéros comprenant des auteurs du « libéralisme français ». Durant sa deuxième année de publication, on compte le plus grand nombre de traductions, car trente-cinq textes sont des traductions d'auteurs étrangers et seulement six sont l'œuvre d'auteurs roumains. Le premier numéro de 1995 présente des auteurs de la pensée libérale française, le « libéralisme français du XIXe siècle ». Le libéralisme occupe et préoccupe également des intellectuels et des politiques. Il suit un autre numéro toujours dédié au libéralisme contemporain, le « libéralisme du XXe siècle ». Le numéro suivant traite des institutions européennes, question qui s'impose en lien notamment avec l'agenda des politiques. Les deux numéros qu'on consacre au « libéralisme » sont presque exclusivement constitués par des traductions, construits comme des anthologies. Le seul texte signé par un auteur roumain publié dans les deux premiers numéros parus en 1995 est une incursion dans la pensée libérale contemporaine, la « postface » à la publication des libéraux français traduits pour ce numéro. Celui qui introduit ces auteurs du libéralisme français est Cristian Preda, celui qui vient conclure ces deux numéros composés de traductions est **Sorin Antohi**. A ce moment-là aucun intellectuel roumain n'avait signé une étude sur le libéralisme. Le numéro consacré aux institutions européennes ne comprend aucun auteur roumain, par contre, dans une rubrique à part, on publie des « repères chronologiques », un « bréviaire des institutions de l'Union Européenne », des « graphiques » et des « tableaux » pour la présentation des institutions ainsi qu'une courte version du Traité de Maastricht⁴³⁷². Certains textes sont des extraits de livres ou de textes publiés dans des revues étrangères spécialisées dans l'étude du communisme et de la démocratie, dans la majorité des cas signés par des auteurs étrangers. Plusieurs articles sont repris de *Journal of Democracy* (Ghia Nodia, Peter L. Berger, Philippe Schmitter, Robert A. Dahl, Richard Rose), *East European Politics and Societies* (Daniel V. Friedheim), *Political Studies*

⁴³⁷¹ Pierre Manent traduit par Cristian Preda, avec l'article, « La démocratie; régime et religion », repris de *La pensée politique*, 1, « Situations de la démocratie », 1993. V. *Polis*, vol. 1, n° 3, pp. 5-16.

⁴³⁷² A cette époque-là, de l'Europe unie et de l'intégration de la Roumanie on discute selon une approche culturaliste ou intellectualiste (Adrian Marino).

(David Beetham), *Dissent* (Michael Walzer), *Social Research* (Andrew Arato), *Acta Sociologica* (un seul texte, celui de Ron Eyerman), *Daedalus* (S. N. Eisenstadt), *Uncaptive Minds* (les textes de G. M. Tamas et de Françoise Thom), *The Freeman* (deux textes) et *Journal of Libertarian Studies*⁴³⁷³. D'autres textes sont présentés comme extraits de livres à paraître sous la signature d'auteurs étrangers et roumains. Plus rarement, il s'agit de communications tenues par des auteurs étrangers⁴³⁷⁴. Les textes signés par des plus jeunes membres fondateurs du GDS ou par ceux qui sont proches du GDS dont certains seront cooptés par la suite, début des années 1990 ou vers la seconde moitié des années 1990, sont accompagnés d'amples notices sur les références mentionnées dans le texte et parfois même des bibliographies (**Sorin Antohi**⁴³⁷⁵, Aurelian Craiutu ou Dan Pavel⁴³⁷⁶).

En 1995, le nombre de livres d'auteurs roumains discutés dans la rubrique des « recensions » est égal à celui de livres étrangers dont les traductions sont publiés ou en cours de publication dans des maisons d'édition de Bucarest⁴³⁷⁷. Parmi les volumes discutés durant les trois premières années de *Polis* neuf sont signés par des auteurs roumains⁴³⁷⁸ dont deux par des hommes politiques (Ion Iliescu et Nicolae Manolescu⁴³⁷⁹). Parmi les auteurs étrangers on compte aussi des politiques qui sont publiés avec des conférences ou des entretiens⁴³⁸⁰.

Dix membres du GDS publient dans *Polis*, comme auteurs, recenseurs ou traducteurs. Dans le premier numéro sur « les intellectuels et la politique » qui comprend des textes de Wolf Lepenies⁴³⁸¹ et de Leszek Kolakowski, d'Adam Michnik et de Paul Hollander, de Vaclav Havel et

⁴³⁷³ *Polis*, 3, 1, « Anatomie du communisme », 1996.

⁴³⁷⁴ C'est le cas du texte de Katherine Verdery, communication tenue en 1991 à la conférence de l'Association américaine d'anthropologie au sujet du « nationalisme, ethnicité, race et racisme » et publiée par la suite dans *Anthropology today*, février 1991. Mais aussi le cas de Michael Walzer publié avec sa communication prononcée lors de la conférence, « Justice sociale et égalité », organisée par le Commissariat du Plan (Paris) en novembre 1992. C'est aussi le cas de Jeffrey C. Isaac qui sera publié avec sa communication tenue au colloque, « Théorie politique », organisé à l'Université Princeton et au colloque sur la « démocratisation » de l'Université Indiana (*Polis*, 1, 4, 1994).

⁴³⁷⁵ Voir *Polis*, 1, 1, « Les intellectuels et la politique », notamment pp. 143-145.

⁴³⁷⁶ Voir *Polis*, 1, 3, « Démocratie et démocratisation », notamment pp. 115-119 et pp. 134-135.

⁴³⁷⁷ En plus Vladimir Tismaneanu publie des commentaires aux livres qui paraissent aux États-Unis. Les titres discutés par celui-ci ne seront pas traduits en roumain.

⁴³⁷⁸ Adrian Marino, Andrei Marga, Adrian Miroiu et Alina Mungiu.

⁴³⁷⁹ Critique littéraire bien connu avant 1989, universitaire et critique littéraire bien connu avant 1989, il est président du PAC. Il s'agit de son livre, *Dreptul la normalitate* [Le droit à la normalité], paru à Bucarest en 1991) dont la préface est signée par Vladimir Tismaneanu.

⁴³⁸⁰ Adam Michnik est publié dans le premier numéro, qui traite des « intellectuels et [de] la politique », avec un entretien qui précède de quelques années l'année « révolutionnaire » 1989, sa discussion avec Daniel Cohn-Bendit ayant eu lieu en 1987. Il s'agit d'un « fragment » du livre de Daniel Cohn-Bendit *Nous l'avons tant aimée, la Révolution* (Éditions Bernard Barraulten, 1992). Vaclav Havel est aussi publié toujours avec un texte daté d'avant 1989 qui a été conçu en réponse à sa nomination en 1984 en tant que docteur honorifique de l'Université de Toulouse.

⁴³⁸¹ Wolf Lepenies sera traduit en 2005 à Cluj : *Ascensiunea si declinul intelectualilor in Europa* [Ascesa e declino degli intellettuali in Europa, Rome/Barzi, Laterza, 1992], Editions Casa Cartii de stiinta [La maison du livre de science], préface d'**Andrei Plesu**, trad. Ioan Bot, Anca Neamtu.

de G. M. Tamas, de Mihaly Vajda, de Tomaz Mastnak⁴³⁸² et Jozsef D. Lörincz. **Sorin Antohi** publie sa préface au livre de Françoise Thom, la version roumaine du volume *Langue de bois* paru chez Humanitas en 1993 et dont des extraits ont été traduits pour 22⁴³⁸³. **Calin Anastasiu** signe la recension du livre de Jean L. Cohen et Andrew Arato, *Society and Political Theory*⁴³⁸⁴. Aurelian Craiutu présente le livre *En toute liberté. Entretiens avec Isaiah Berlin* paru en 1990 aux Éditions du Félin). Ancien rédacteur de 22, Dan Pavel présente le livre de Vladimir Tismaneanu, *Reinventing Politics : Eastern Europe from Stalin to Havel* publié en 1992 chez The Free Press de New York. Dans le deuxième numéro sur le « nationalisme : passé, présent et futur », Vladimir Tismaneanu est présent comme recenseur alors que Dan Pavel traduit un de ses textes. Dans le numéro sur la « démocratie et [la] démocratisation » Aurelian Craiutu signe un article et Cristian Preda la traduction d'un texte de Pierre Manent. Dans le dernier numéro de 1994, dédié aux « révolutions est-européennes⁴³⁸⁵ », publient **Stelian Tanase**, Vladimir Tismaneanu⁴³⁸⁶, **Pavel Campeanu**, **Sorin Vieru** et **Gabriel Andreescu**. Les trois derniers ne publient dans *Polis* que pour ce numéro, alors que les autres interviennent à deux reprises en tant qu'auteurs entre 1994 et 1996. Un autre futur membre du GDS, Catalin Avramescu, coopté beaucoup plus tard dans le Groupe, publie dans ce même numéro. La moitié des articles sont signés par des auteurs étrangers et un autre article, signé par Vladimir Tismaneanu, est traduit par Dan Pavel. **Stelian Tanase** discute des « racines de la révolution : élite versus société⁴³⁸⁷ », thème auquel il consacre son premier essai politique. **Sorin Vieru**, toujours chercheur à l'Institut de philosophie de l'AR, propose « deux perspectives sur la révolution », **Pavel Campeanu** parle des « symboles de la révolution ». En 1996, dans le numéro consacré à « l'anatomie du communisme », un membre fondateur et un futur membre du GDS, spécialistes du communisme (nés au début des années 1950) sont publiés avec des textes issus de leurs livres. **Stelian Tanase** traite du régime communiste de Gheorghiu-Dej avec le sous-titre « élite communiste et société », intitulé qui renvoie à sa thèse de sociologie

⁴³⁸² La version roumaine de son article « Civil Society in Slovenia : From Opposition to Power », paru dans la revue de l'Université de Californie, *Studies in Comparative Communism*, 23, 3/4, 1990.

⁴³⁸³ L'autre auteur roumain est Mircea Boari, ayant une formation de philosophie, il est spécialiste de la philosophie classique qu'il enseigne à la Faculté des sciences politiques de l'Université de Bucarest. Il propose dans ce numéro un modèle pour l'analyse de la transition. Dans ce même numéro, il traduit des extraits du livre de Paul Hollander, *Political Pilgrims. Travels of Western Intellectuals to the Soviet Union*.

⁴³⁸⁴ Ce livre n'a pas été traduit et il n'est pas une référence très connue même par ceux qui traitent en Roumanie de la « société civile ».

⁴³⁸⁵ Le premier numéro comprend 9 articles signés par des auteurs étrangers et 2 par des auteurs roumains; dans le deuxième numéro, 6 articles sont l'œuvre d'auteurs étrangers, 5 sont celle d'auteurs roumains; le troisième numéro comprend 10 textes traduits signés par des auteurs étrangers des 14 au total ; dans le quatrième numéro le nombre d'auteurs roumains est égal à celui d'auteurs étrangers.

⁴³⁸⁶ Vladimir Tismaneanu est à la fois recensé et recenseur en 1994. Son volume *Reinventing Politics. Eastern Europe from Stalin to Havel* est discuté par Dan Pavel.

⁴³⁸⁷ Nous traduisons en français les intitulés des articles qui paraissent en roumain mais nous reprenons les titres en original (en roumain) pour ce qui est des livres.

politique, par son inscription institutionnelle, et à son livre paru en 1998 chez Humanitas⁴³⁸⁸. Vladimir Tismaneanu aborde « la crise de l'idéologie marxiste en Europe de l'Est », dans un article qui inclut deux textes publiés précédemment dans un volume collectif paru en 1988 aux États-Unis, traduits pour *Polis* par Laurentiu Stefan-Scalat⁴³⁸⁹.

Parmi les auteurs de *Sfera politicii* et/ou de *Polis*, membres du GDS, deux gardent leurs postes de la période communiste, le philosophe logicien **Sorin Vieru** (né en 1934) et **Calin Anastasiu** (né en 1951) qui travaillent toujours sous le toit de l'Académie roumaine, chercheurs respectivement à l'Institut de philosophie et à l'Institut de sociologie. **Sorin Vieru** ne fera son entrée à l'Université de Bucarest, comme professeur titulaire à la Faculté de philosophie, qu'en 1996. **Calin Anastasiu** rejoint l'IMAS dont il est copropriétaire avec **Alin Teodorescu** seulement en 1997. **Gabriel Andreescu** (né en 1952) dirigeant le Centre d'études internationales comme structure de la société civile, n'intégrera l'enseignement en sciences politiques qu'en 2003 après l'obtention de son doctorat. **Sorin Antohi** (né en 1957) et **Stelian Tanase** (né en 1952) sont devenus des universitaires dans d'autres disciplines que celles de leur formation. Après un refus de s'intégrer au sein de l'Université de Bucarest comme enseignant en histoire, **Sorin Antohi**, diplômé de lettres, intègre la Central European University de Budapest (jusqu'au moment de son retrait suite au scandale de 2006 concernant l'absence de son diplôme de doctorat). **Stelian Tanase** intègre en 1995 l'Université de Bucarest, l'année qui précède l'obtention de son diplôme de doctorat et la publication de son premier livre à visée scientifique, composé d'études publiées dans le périodique *Sfera politicii*. D'une dizaine d'années plus jeunes que ces derniers, Aurelian Craiutu, coopté au GDS en 1990, ayant une formation en économie et Cristian Preda, coopté en 1995, ayant une formation en philosophie, poursuivant leurs études au tout début des années 1990 en France, enseignent en Roumanie en « sciences politiques » au tout début des années 1990 alors qu'ils sont encore en formation à l'étranger : provisoirement Aurelian Craiutu qui fera sa carrière universitaire aux États-Unis et, depuis 1992, à titre permanent, Cristian Preda (plus tard doyen de ce même nouvel établissement). Ainsi plusieurs auteurs des premiers périodiques « de sciences politiques » intégreront l'enseignement en sciences politiques mais à différentes périodes et à une seule exception près, ils enseignent à l'Université de Bucarest dans le nouvel établissement consacré aux sciences politiques (créé en 1991, redésigné en 1995). Plus tard que tous les autres **Gabriel Andreescu** intègre l'Ecole nationale des études politiques et administratives et non pas l'Université de Bucarest. Alors qu'un ancien rédacteur de 22 et responsable de *Sfera politicii*, Dan Pavel (né en

⁴³⁸⁸ Voir **Stelian Tanase**, *Elite si societate. Guvernarea Gheorghiu-Dej, 1948-1965*, 2e édition, *op. cit.* La première édition de ce livre sera inscrite *a posteriori* dans la collection « Procès du communisme » de la maison Humanitas.

⁴³⁸⁹ Vladimir Tismaneanu, « The Search of Renewal » et « The Poverty of Utopia », in *The Crisis of Marxist Ideology in Eastern Europe. The Poverty of Utopia*, London & New York, Routledge, 1998.

1958 à Cluj), est un autre enseignant en sciences politiques de la période postcommuniste, s'intégrant en 1994 à l'Université de Cluj et à partir de 1997 dans l'établissement bucarestois habité par plusieurs membres du GDS (à part ceux déjà mentionnés ci-dessus).

Les périodiques « de sciences politiques », institutions de la « société civile », profitent aussi bien à des universitaires en sciences politiques (futurs ou déjà membres du GDS, des plus jeunes intellectuels des années 1960, mais aussi à des membres de l'exil, intéressés à se faire connaître aussi en Roumanie) qu'à des futurs universitaires en sciences politiques (**Stelian Tanase** et **Gabriel Andreescu**). Ces derniers sont précisément des initiateurs de ces périodiques dont trois donnent des cours dans les nouveaux établissements consacrés aux « sciences politiques » (**Alin Teodorescu** seulement à titre provisoire, en tant qu'invité à l'Ecole nationale des études politiques et administratives). Alors que les plus jeunes universitaires des années 1990, nés dans les années 1960, venant de finir leurs études en Roumanie avant ou peu après 1989, tout comme certains membres de l'exil, profitent de ces lieux de publication pour se faire reconnaître et connaître devant leurs pairs qui ne sont pas toujours des auteurs d'études politiques, y compris des membres du GDS. Leurs intérêts intellectuels (culture politique, libéralisme, etc.) correspondent aux sujets débattus par des intellectuels du pôle de l'anticommunisme et répondent ainsi aux nouvelles demandes du champ intellectuel comme du champ politique.

En 1991, à l'initiative d'un professeur de littérature française à l'Université de Bucarest⁴³⁹⁰, est créée, dans le cadre de l'Université de Bucarest, la Faculté internationale des sciences humaines dans la langue française avec un projet qui visait les sciences politiques⁴³⁹¹. À cette occasion, « en anticipant » l'ouverture de cette nouvelle institution d'enseignement, « quatre personnalités de la culture française » sont invitées dans le pays pour tenir des conférences et « rencontrer le public intéressé » : Jean-Pierre Azéma, François Furet, André Comte-Sponville et Hervé Hamon qui seront tous aussi des invités du GDS. C'est seulement après leurs rencontres avec les membres du GDS qu'ils tiennent des conférences à l'Institut d'études sud-est européennes et à la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest⁴³⁹². À partir de 1996, la faculté change de nom et offre une formation en sciences politiques et, pour une durée limitée, une autre en sciences administratives, avec deux sections en langue française et en langue roumaine. Mais à partir de 2000, la faculté ne concerne désormais que les sciences politiques, et crée une nouvelle section en langue anglaise⁴³⁹³.

⁴³⁹⁰ En 1989 Radu Toma est « lector » dans le cadre de la Faculté des langues étrangères de l'Université de Bucarest. Avant 1989, plus d'une dizaine d'années, il ne changea pas de poste.

⁴³⁹¹ Entretiens avec Radu Toma, le 26 novembre 2006 ; avec Cristian Preda, le 15 février 2008. Ce dernier, comme un autre interlocuteur, mentionne les relations de Radu Toma avec des enseignants de l'IEP de Rennes.

⁴³⁹² 22, 70, le 24 mai 1991.

⁴³⁹³ Daniel Barbu, *Intre timp. Amintiri din casa Cezarului* [Entre-temps. Souvenirs de la maison du César], Litera, « Kronika », 2017, pp. 27-48.

En 1992, à Cluj, une nouvelle section sera dédiée aux « sciences politiques » au sein de la Faculté d'histoire et de philosophie de l'Université de Cluj, dans le département d'histoire. A Iasi, c'est toujours dans le cadre de la Faculté de philosophie, à laquelle on accole « les sciences sociales et politiques », qu'est née la spécialisation des sciences politiques dans une chaire qui comprend aussi les relations internationales et les études européennes. Ce n'est qu'en 1995 que les sciences politiques et administratives seront enseignées dans une faculté distincte dans le cadre de l'Université de Cluj et qu'une nouvelle maîtrise (en sciences politiques) est reconnue à Cluj.

Alors même que l'enseignement des « sciences politiques » sera aussi l'œuvre de ceux qui sont passés, en tant qu'universitaires, par l'enseignement politique mis en place par le régime communiste, dans des institutions universitaires traditionnelles (l'Université) ou dans des institutions liées au régime (l'Académie « Stefan Gheorghiu »⁴³⁹⁴). L'ancienne Académie de parti (ayant son siège à Bucarest) disparue en fin 1989 constitue la base (enseignants, siège) pour la création d'un enseignement postuniversitaire des sciences politiques en 1991⁴³⁹⁵, alors qu'elle sera par la suite transformée en université à part (en 1995) dont le domaine d'enseignement, les sciences politiques et l'administration publique, coïncide avec celui de la nouvelle faculté antérieurement appelée « internationale » créée au sein de l'Université de Bucarest⁴³⁹⁶.

Les politiques semblent avoir eu un apport dans la création ou dans la refondation d'un enseignement des sciences politiques, dans presque tous les cas, ou au moins les politiques se prévalent de leur soutien⁴³⁹⁷. En automne 1990, avec le soutien du président en place, à l'Académie roumaine, Radu Florian, un ancien cadre universitaire à la Faculté de philosophie (Bucarest)⁴³⁹⁸ fonde un institut pour l'étude des doctrines politiques contemporaines, suivant la conception de son initiateur la sociologie est discipline englobant la science politique.

Même si une loi qui touche au cadre formel pour l'autorisation de nouvelles formations et institutions⁴³⁹⁹ qui commencent à se mettre en place dès le début des années 1990, ce n'est qu'après la première loi de l'enseignement que « les sciences politiques » apparaissent au sein des universités

⁴³⁹⁴ Elle est créée en 1965 comme l'École supérieure de parti « Stefan Gheorghiu », renommée en 1971, l'Académie de sciences sociales et politiques « Stefan Gheorghiu ». Voir Mihai Dinu Gheorghiu, *Intelectualii in câmpul puterii*, Iasi, Polirom, 2007, pp. 92-97.

⁴³⁹⁵ Dans la présentation de l'École nationale d'études politiques et administratives il est noté que la nouvelle université avait englobé, dès 1991, l'ancienne Faculté d'études politiques de l'Université de Bucarest, alors qu'un tel établissement ne fonctionnait pas au sein de l'université.

⁴³⁹⁶ Au moins jusqu'en 2000 quand elle élargit ses domaines d'enseignement (communication et relations publiques), alors que l'ancienne faculté « internationale » va restreindre son domaine, en renonçant aux sciences administratives.

⁴³⁹⁷ Ileana Ioanid, *In cautarea omului pierdut*, op. cit., p. 281 ; Alexandru Florian (éd.), *Radu Florian – Evocari op. cit.*

⁴³⁹⁸ Des anciens professeurs de socialisme scientifique de l'Université de Bucarest, Radu Florian est le seul à s'être investi dans les études politiques, un seul est entré en politique, les autres continuent d'enseigner à l'université. Radu Florian avait quitté l'Université en automne 1989 (voir chapitre 4).

⁴³⁹⁹ La loi n° 88 de 1993 concernant l'accréditation des institutions d'enseignement supérieur.

d'État (anciennes et nouvelles) comme une des nouvelles formations. Parmi les institutions consacrant aux « sciences politiques » une place dans l'enseignement, deux s'en distinguent : la nouvelle faculté créée au sein de l'Université de Bucarest et l'École nationale d'études politiques et administratives. C'est à Bucarest, dans un des principaux (traditionnels) centres universitaires, que des établissements consacrés exclusivement à l'étude du politique vont se créer⁴⁴⁰⁰.

La création des périodiques spécialisés, les « revue[s] de sciences politiques », précède à la fois l'entrée dans le champ universitaire des intellectuels et l'apparition des instituts auprès des partis politiques qui réunissent des intellectuels et des politiques. Ces institutions initiées et dirigées par de jeunes intellectuels des années 1990 (ayant une trentaine d'années en 1989) participent à la construction d'une « nouvelle science ». Ces périodiques sont créés avant l'apparition des « sciences politiques » comme domaine d'enseignement⁴⁴⁰¹.

En s'adressant à ceux avec lesquels ils partagent désormais de nouvelles responsabilités (politiques), ils se posent en experts pour les nouvelles « élites » politiques, auxquels certains appartiennent. Aux jeunes intellectuels, la création de ces lieux (centres d'expertise, revues spécialisées, institut privé de mesure de l'audience de la presse et de recherche sur l'opinion publique) permet d'obtenir une légitimité de type nouveau par rapport à leurs pairs aînés. Par le rôle qu'ils prétendent jouer dans les milieux politiques, initiateurs de nouveaux espaces de savoir, de ces lieux « neutres », ils tentent de garder la posture qui les a permis d'accéder à l'espace politique légitime. Dans certains cas, les alliances qu'ils établissent dans ces lieux ou grâce à leurs nouvelles activités peuvent contredire les discours tenus alors qu'ils étaient prétendants au statut de politique. S'ils avaient participé à critiquer les nouveaux politiques pour leur affiliation à l'ancien régime, dans ces lieux ils collaborent avec ceux qui sont des représentants du nouveau pouvoir ou des experts au service du nouveau pouvoir.

Le changement d'époque s'accompagne pour certains de la sortie des institutions traditionnelles ou/et de la renonciation à la littérature. Pratiquant le journalisme – dans plusieurs cas avant de faire leur début éditorial comme auteurs de textes à visée scientifique – et s'affirmant en militants ou politiques au nom de la « société civile », parfois avant de faire leur entrée dans une

⁴⁴⁰⁰ D'autres établissements, facultés, vont être créés dans d'autres villes de province dont les universités sont une création de date récente.

⁴⁴⁰¹ La nouvelle discipline de « sciences politiques » se construit avant son institutionnalisation, en 1995, au sein de l'Université de Bucarest. Les premiers diplômes de « sciences politiques » sont délivrés en 1995 par cette université pour les étudiants formés dans le cadre de la nouvelle Faculté internationale de sciences humaines, créée en 1991, devenue par la suite, à l'été 1995, la Faculté de sciences politiques et administratives. En 1995 sont créés d'autres facultés consacrées aux « sciences politiques » à Cluj mais aussi dans le cadre de la nouvelle université, l'École nationale de sciences politiques et administratives de Bucarest (Daniel Barbu, *Intre timp. Amintiri din casa Cezarului*, op. cit., pp. 27-48.)

carrière universitaire, ils signent des essais politiques ou des études du communisme et du postcommunisme.

Leurs études visent principalement l'interprétation du passé mais aussi la formation d'une culture politique. Dans le registre scientifique ils reproduisent la vision qui leur avait permis l'accès au monde politique. L'« anticommunisme » devient « analyse du communisme » (dans les revues spécialisées et ensuite dans leurs volumes) et le « procès du communisme », prôné dans 22 devient la marque dans l'édition, mais plus précisément chez Humanitas, des livres sur le communisme (textes à visée scientifique surtout mais aussi mémoires, auteurs roumains et étrangers), alors que la « société civile » devient objet d'étude des intellectuels devenus politiques.

Chapitre 11

Des identités intellectuelles pour la politique. Entre spécialité(s) et espace politique : affiliations, « vision du monde » et institutions

Le GDS est dominé par ceux qui ont reçu leur consécration dans la période communiste. À de rares exceptions près, ils n'ont pas encore fait leur entrée à l'université avant 1989 (nés dans les années 1940) qu'ils intègrent après 1989. De nouveaux entrants qui n'ont pas encore reçu leur consécration avant 1989, de par leurs productions à visée scientifique et leur enseignement, font entrer dans le canon universitaire des sujets et des termes qu'on retrouve fréquemment dans leurs productions journalistiques. Même si le GDS est une entreprise réussie surtout grâce au cumul du capital qu'englobe ses membres ayant reçu leur consécration bien avant 1989, la reconnaissance reçue par des intellectuels du GDS comme spécialistes des sujets tenant l'agenda du GDS et de certains agents politique et la place donnée à de nouveaux spécialistes de ces sujets rendent compte de son influence et de la durée de cette entreprise réussie. L'investissement dans l'étranger, à divers moments de leur trajectoire, se manifestant sous diverses formes, joue un rôle déterminant dans la construction de leur identité intellectuelle, à savoir de leur position dans un champ spécifique et, plus largement, dans le champ intellectuel d'après 1989, et de leur notoriété, à savoir leur prestige intellectuel.

Des responsabilités politiques liées au domaine des relations internationales ou du domaine de la culture les intéressent plus, malgré le fait qu'ils sont des universitaires. On compte des membres du GDS dans deux ministères, de la Culture et des Affaires étrangères, et seulement pour une courte période dans celui de l'enseignement. Et lorsqu'ils se retrouvent dans des institutions

politiques chargées du domaine de l'enseignement, il s'agit d'une responsabilité qu'ils acceptent, mais ils ne l'ambitionnent pas.

L'Académie roumaine (AR), à savoir certaines structures de l'AR, est concurrencée par des institutions créées la décennie suivante, toutes fondées dans les années 2000, qui bénéficient d'un pouvoir plus grand (au moins certaines bénéficient d'une diffusion significativement plus large que des instituts de recherche de l'AR). Elles sont créées sous la tutelle des institutions proprement politiques (institution présidentielle, Parlement ou gouvernement), bénéficiant du soutien donné par certains politiques en place et consacrées à l'étude et à la diffusion des problématiques qui s'imposent dans l'après 1989 dans le champ intellectuel. Ces nouvelles institutions sont créées comme structures fonctionnant sous la tutelle d'une institution politiques qui gère le domaine de la culture (Ministère de la Culture et des Cultes), dans un premier temps, ou sous la tutelle des institutions de l'administration publique centrale (gouvernement ou Ministère des Affaires étrangères). Elles définissent comme domaine de leur activité la recherche après 1989 sans être des institutions autonomes. Elles prétendent à la scientificité et sont des concurrents de nouveaux instituts créés au sein de l'Académie⁴⁴⁰². A la même période, en 2005, l'institution chargée de la promotion de la culture roumaine à l'étranger (mais contribuant aussi bien à l'importation), créée en 1990 sous la tutelle du Ministère des Affaires étrangère, est mis sous la tutelle de l'administration présidentielle, présenté sous le nom de l'Institut culturel roumain⁴⁴⁰³. Une seule institution a été créée dans les années 2000 au sein de l'Académie roumaine : l'Institut d'histoire des religions créé en 2008 sous la direction d'un des plus connus intellectuels (**Andrei Plesu**, fondateur d'une publication bien connue mais aussi d'une institution qui se veut et perçu comme centre d'excellence).

Des relations entre la « nouvelle recherche » en sciences humaines et sociales et l'espace politique seront explorées ici. La « recherche nouvelle » constitue de nouveaux intérêts intellectuels étroitement liés à l'actualité ou qui découlent ou naissent à la suite du nouveau contexte politique, qui s'institutionnalisent durant les années 2000 et se développent dans des cadres institutionnels qui sont créés grâce aux relations entre monde intellectuel et monde politique. Des travaux qui apparaissent et se diffusent comme œuvres individuelles ainsi que des institutions, instituts créés sous la tutelle des institutions politiques ou auprès des acteurs politiques, participent à faire connaître ou même à soutenir et à impulser une production scientifique qui correspond aux enjeux politiques de la période postcommuniste. À part les « instituts » créés auprès des partis politiques

⁴⁴⁰² Institut national pour la mémoire de l'exil ; Institut de la Révolution roumaine de Décembre 1989 ; Institut national pour l'étude de l'Holocauste de Roumanie ; l'Institution d'investigation des crimes du communisme en Roumanie.

⁴⁴⁰³ L'Institut culturel roumain suit la Fondation culturelle roumaine, institution dépendante financièrement du Ministère des Affaires étrangères.

qui sont des lieux de rencontre et instances de soutien légitimant des politiques, les « instituts » créés dans les années 2000, des institutions de la recherche et des instances de diffusion, similaires à celles fonctionnant dans le cadre de l'AR, fonctionnent sous la tutelle des institutions politiques (administration présidentielle, ministère, gouvernement, Parlement). Dans les années 2000, le temps n'est plus à la création des structures de la « société civile » mais à l'officialisation, reconnaissance par les politiques, des intérêts intellectuels et politiques, des idées exprimées et soutenues par une large partie du GDS, qui s'est fait le représentant le plus prestigieux du pôle de l'anticommunisme.

I. Entrées à l'Université et autorités nouvelles

Certains membres du GDS participent à la vision dominante du GDS, ce qui s'impose comme projet collectif, à savoir l'anticommunisme, traitant du phénomène politique non seulement à la tribune de la presse intellectuelle mais aussi dans leurs écrits à visés scientifique. Parmi ceux qui tendent à une spécialisation traitant du phénomène politique on distingue trois catégories : des membres (fondateurs) du GDS qui dans la dernière période communiste ont fait leur début dans une carrière littéraire ou scientifique⁴⁴⁰⁴ ; des membres de la rédaction qui ont été des journalistes dans les années 1980, nés dans les années 1950 ou milieu des années 1960 ; des membres du GDS cooptés à partir de 1990 ou plus tard (jusque récemment) presque au même moment où ils faisaient leur entrée dans le monde universitaire, ces derniers sont nés dans les années 1960. Mais on peut inclure ici aussi de ceux qui sont nés dans la première des années 1970, se situant dans la proximité du GDS, mais qui s'engagent selon le modèle de leurs aînés.

Les membres du GDS qui sont formés dans et par une culture humaniste (formation en lettres classiques) et occupant des positions déjà en 1989 dans le champ académique ne seront pas parmi les nouveaux spécialistes du politique. De même, plus rarement, des journalistes de la période communiste, membres de la rédaction de 22, se spécialisant dans le domaine du politique, signent des ouvrages d'auteurs et seront des universitaires (Dan Pavel ; Alina Mungiu)⁴⁴⁰⁵. D'autres journalistes travailleront après 1989 pour des médias étrangers, notamment RFE ou BBC.

Après la chute du communisme, des possibilités nouvelles dans le champ universitaire surtout semble s'ouvrir à ceux qui ont reçu leur pleine consécration sous le communisme, universitaires

⁴⁴⁰⁴ Bien que tous ne soient pas des membres cooptés au début des années 1990, comme ce sera le cas de ceux qui ont été « oubliés » lors de la constitution de la liste des membres fondateurs, ils publient dès les premières années de 1990 dans 22.

⁴⁴⁰⁵ À l'envers, on retrouvera des critiques littéraires des années 1980 qui investissent le journalisme non seulement en dirigeant des périodiques culturels mais aussi en tant que commentateur de la politique (Bogdan Lefter).

ou non avant 1989, nés dans les années 1940⁴⁴⁰⁶, à ceux qui sont nés dans les années 1950, ayant fait le plus souvent leur entrée dans une carrière intellectuelle avant 1989, mais aussi et notamment à ceux qui sont nés dans les années 1960, qui viennent ou qui vont finir leurs études universitaires immédiatement après 1989. Les uns comme les autres peuvent intégrer l'université et ils le feront, plus souvent au début des années 1990 ou milieu des années 1990 et dans une large majorité dans de nouvelles institutions. Trois de ces intellectuels, nés dans les années 1940, sont entrés à l'université après 1989 : **Andrei Plesu, Gabriel Liiceanu, Andrei Pippidi**⁴⁴⁰⁷).

Parmi ceux qui restent attachés à la discipline de leur formation, certains inscrivent leurs études (parfois au temps de leur formation qu'ils complètent à l'étranger) dans ce nouveau domaine d'intérêts proprement scientifiques, les « études politiques », qui se construit après 1989 avec la contribution des intellectuels appartenant à des générations différentes et formées dans des disciplines anciennes : droit, histoire, philosophie, sociologie. S'intégrant dans de nouvelles institutions d'enseignement ou dans des anciennes institutions, ils partagent un même intérêt pour l'étude politique bien que certains restent attachés à leur discipline de formation. Parmi eux, nous retrouvons deux spécialistes du politique dont la carrière universitaire se déploie à l'étranger, dont un est un membre de l'exil étatsunien. Seize d'entre eux sont de jeunes universitaires des années 1990, nés dans les années 1950 et milieu des années 1960, plus un né début des années 1970.

À part les effets de la conjoncture politique et sociale de l'après 1989, il est indispensable de considérer le poids de leur appartenance au GDS dans leurs prises de position « politiques ». Il s'impose ainsi de considérer ce que cette appartenance fait aux dispositions des intellectuels et de rapporter leurs opinions manifestes dans 22 avec leurs préoccupations intellectuelles qui se développent ailleurs (antérieurement mais surtout ultérieurement), dans des lieux de publication ou dans des milieux différents, et donc supposées éloignées de la référence que constitue le GDS⁴⁴⁰⁸. Plusieurs membres du GDS (neuf entre 1989 et 2009⁴⁴⁰⁹) sont des enseignants dans des établissements d'enseignement universitaire, consacrés aux « sciences politiques » ou dont leur principal champ d'intérêt le constitue les « études politiques », catégorie de textes à visée scientifique qui se veut renouveler l'espace universitaire après 1989, espace constitué par la

⁴⁴⁰⁶ Deux seulement parmi des membres fondateurs sont des universitaires (nés dans les années 1940) en 1989, alors que plusieurs le seront après 1989 (huit au total des membres fondateurs, au nombre de trente-quatre).

⁴⁴⁰⁷ Deux seulement parmi ceux qui sont nés dans les années 1940 sont des universitaires en 1989 (**Alexandru Calinescu** et **Anca Oroveanu**).

⁴⁴⁰⁸ Voir Pierre Bourdieu, *Homo academicus*, op. cit., pp. 94-95.

⁴⁴⁰⁹ **Gabriel Andreescu** et **Stelian Tanase** parmi des membres fondateurs, mais aussi Vladimir Tismaneanu, Aurelian Craiutu, Cristian Preda, Catalin Avramescu, Florin Turcanu, Armand Gosu, Ioan Stanomir. Si l'on prend en compte aussi des membres du GDS qui se sont vus exclus ou qui ont renoncé à leur appartenance au GDS (respectivement **Gabriel Andreescu** et **Stelian Tanase**).

contribution des universitaires de la période communiste aussi mais surtout de nouveaux entrants à l'Université après 1989. Ils sont devenus des cadres universitaires à des périodes différentes. Ils occupent des postes en tant que titulaires, ils ne sont pas seulement invités pour tenir des cours, comme c'est le cas de certains intellectuels du GDS au début des années 1990 ou même de certains autres plus récemment⁴⁴¹⁰. Certains ont aussi (avant ou après 1989) des postes à l'étranger. Deux membres du GDS enseignent aux États-Unis : un qui s'est exilé aux États-Unis dans les années 1980 et un autre établi aux États-Unis après 1989⁴⁴¹¹. Considérant leurs parcours scolaires et/ou professionnels, le contexte politique et intellectuel dans lequel ils se forment et ils évoluent, mais considérant aussi le moment de leur entrée dans le GDS, il s'impose de distinguer entre des (futurs) politistes nés dans les années 1950 (dont la plupart sont des membres fondateurs du GDS) et des politistes de l'après 1989 nés dans les années 1960 (plus précisément au milieu des années 1960)⁴⁴¹².

Par les choix d'objets d'étude, plus particulièrement l'étude du passé récent et par les buts que ces intellectuels posent à la [leur] science, à savoir contribuer à l'éducation de la classe politique, et la formation d'une « culture politique » appropriée au processus de démocratisation, le cumul des positions des intellectuels (intellectuels-journalistes, intellectuels-éditeurs, universitaires et représentants de l'État ou administrateurs du domaine de la culture, parfois membres des partis politiques) sont les marques de la nouvelle politisation. Leurs écrits à visée scientifique, les sujets qu'ils investissent, sont en étroite liaison avec leur engagement de la période communiste ou de la période postcommuniste.

Les quatorze trajectoires d'auteurs d'études politiques (sept sont nés dans les années 1950 et quatre sont nés milieu des années 1960) ont été analysées en relation avec celles d'autres auteurs d'un même âge qu'eux (parfois de quelques années plus jeunes qu'eux, plus rarement de quelques années plus âgés qu'eux), membres du GDS dont plusieurs (quatre) sont des universitaires, mais aussi avec celles d'autres auteurs avec lesquels ils établissent des relations des plus diverses (intellectuels proches du GDS, collaborateurs de 22) dont deux ont été des rédacteurs de 22. Dans la première catégorie (membres du GDS ayant un même âge qu'eux) on inclut : **Victor Barsan**,

⁴⁴¹⁰ Comme c'est le cas d'**Alin Teodorescu**, d'après certains témoignages, qui donne des cours à l'École nationale d'études politiques et administratives de Bucarest.

⁴⁴¹¹ Un autre (membre fondateur) est universitaire à l'étranger mais dans ce cas-ci sa position et en tant qu'universitaire est celle d'un « passeur ».

⁴⁴¹² Dans cette dernière catégorie nous considérons aussi les très rares membres du GDS nés dans les années 1970 (plus précisément début des années 1970) dont un seulement est politiste et universitaire (Ioan Stanomir). Cependant il faut tenir compte que des impétrants des années 1990, tous comme ceux qui sont les seuls deux membres nés début des années 1970 publiant d'une manière constante dans les pages de la tribune du GDS, ont commencé leur formation universitaire après 1989. Le choix des disciplines dans lesquels ils se sont formés suivent les transformations produites après 1989 qui modifient des préférences professionnelles.

Sorin Antohi, Andrei Cornea, Horia-Roman Patapievici, Costea Munteanu, Mircea Dumitru et Teodor Baconsky. De tous ces six, trois seulement ne sont pas des universitaires : **Victor Barsan, H.-R. Patapievici et Teodor Baconsky.** Les deux derniers occupent des postes de responsabilité à la proposition des politiques et tous les deux vont donner des cours sans occuper des postes à l'Université.

« L'université était dans ces temps-là [dans les années 1980] un ghetto », cette affirmation vient d'une universitaire. Les plus jeunes intellectuels de la dernière période communiste, nés dans les années 1950, espéraient et parfois ont tenté leur entrée au monde universitaire. Cela s'explique par la position occupée par l'université dans le monde académique et plus largement dans le monde intellectuel dans l'espace roumain⁴⁴¹³. Mais tout comme l'Union des écrivains, dans les années 1980, l'Université reste fermée aux nouveaux prétendants, les entrées se font à titre exceptionnel⁴⁴¹⁴. Plusieurs membres fondateurs du GDS sont devenus des universitaires (occupant des postes permanents) seulement après 1989 : un est né dans les années 1930⁴⁴¹⁵ ; trois sont nés dans les années 1940⁴⁴¹⁶ et cinq sont nés dans les années 1950⁴⁴¹⁷.

Un seul parmi les intellectuels consacrés avant 1989 change de discipline après 1989. Formé en histoire de l'art, **Andrei Plesu** enseigne et dirige des thèses à la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest. Mais des six membres fondateurs, nés dans les années 1950, intégrant l'Université, un seul ne change pas de discipline après 1989. Il reste attaché à ses intérêts proprement intellectuels d'avant 1989. **Andrei Cornea** partage avec ceux qui sont nés dans les années 1940 le fait d'être déjà figure connue dans les milieux intellectuels et d'avoir publié des travaux scientifiques et de s'être fait connaître aussi par ses intérêts pour la philosophie (sa seconde formation) avant 1989⁴⁴¹⁸.

⁴⁴¹³ En 1864. Elle précède l'apparition de l'Académie (1879), comme à celle de la Société des écrivains roumains mais sa fondation suit à celle de la première association littéraire (autour de 1848).

⁴⁴¹⁴ D'après certains témoignages, la coutume concernant la cooptation dans la carrière universitaire des étudiants les mieux classés ne s'applique plus en commençant avec le début des années 1970 (1971/1972), d'après d'autres témoignages.

⁴⁴¹⁵ Philosophe professionnel dès 1957, logicien, chercheur à l'Institut de philosophie de l'Académie roumaine, Sorin Vieru enseigne dès 1990 à la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest mais en tant que professeur associé et il n'occupe un poste permanent qu'à partir de 1996.

⁴⁴¹⁶ Deux seulement parmi des membres fondateurs nés dans les années 1940 sont universitaires avant 1989 (**Alexandru Calinescu** et **Anca Oroveanu**). **Gabriel Liiceanu, Andrei Plesu** et **Andrei Pippidi** intègrent l'Université de Bucarest début 1990, les deux premiers dans la Faculté de la philosophie, le dernier dans la Faculté d'histoire.

⁴⁴¹⁷ Des dix-six membres fondateurs qui sont nés dans les années 1950. Si nous excluons deux autres membres fondateurs du GDS qui sont probablement nés eux aussi dans les années 1950 et sur lesquels les informations recueillies sont lacunaires (un d'entre eux n'a pas des études universitaires et sa participation au GDS est limitée à l'année 1990 ; un autre est fils d'un membre fondateur, figure notoire de la période communiste).

⁴⁴¹⁸ **Andrei Cornea** (né en 1952) est un des « disciples » du philosophe Constantin Noica. Mais aussi héritier, fils de l'universitaire Paul Cornea (enseignant à la Faculté des lettres de l'Université de Bucarest), ayant occupé un poste de direction dans le Ministère de la culture entre le milieu des années 1950 et le milieu des années 1960. **Andrei Cornea** est de ceux membres fondateurs nés dans les années 1950 dont la position occupée en 1989 impose de le situer dans la catégorie non plus des plus « jeunes » membres fondateurs du GDS (catégorie dans laquelle s'intègre aussi Liviu

En 1990 au moment où l'Université ouvre ses portes, des prétendants au statut d'universitaire (nés dans les années 1940 et dans les années 1950) tentent et parfois réussissent leur entrée dans les facultés « traditionnelles », déjà existantes. **Gabriel Liiceanu** et **Andrei Plesu**, ayant reçu leur consécration et se faisant connaître sous le communisme comme disciples de Noica, intègrent la Faculté de philosophie de l'Université. Les premiers des membres fondateurs à faire leur entrée dans le champ universitaire ont obtenu leur consécration. Ils occupaient déjà avant 1989 des places dans la recherche (les instituts de l'Académie ou autres institutions similaires). Ils occupent des positions dans le champ académique⁴⁴¹⁹ dès la période communiste et dans deux cas et dans le champ universitaire⁴⁴²⁰. **Gabriel Liiceanu** et **Andrei Plesu** sont les disciples des plus connus et reconnus du philosophe Constantin Noica. Dès 1990, ils enseignent à la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest. L'historien et le critique de l'art **Andrei Plesu** est chargé de cours dès les années 1970 à la Faculté de Beaux-arts de Bucarest (entre 1971 et 1982). **Andrei Plesu** n'est pas un philosophe « professionnel » mais il s'est fait connaître comme disciple de Noica. Philosophe autodidacte, intéressé par la philosophie mais aussi ou surtout par la religion, déployant une activité d'enseignant de façon intermittente (**Andrei Plesu** donne des conférences à la Faculté de philosophie en 1990 et plus tard, début des années 2000), recevra l'autorisation de diriger des recherches. Parmi des membres fondateurs, un seul, chercheur depuis 1957 à l'Institut de philosophie, consacré avant 1989, connu pour son intérêt pour l'« école de Noica », le logicien **Sorin Vieru** fera son entrée à l'université plus tard, en 1996, que ceux qui sont de ses pairs et plus jeunes que lui. Parmi les auteurs qui ont reçu leur consécration sous le communisme faisant leur entrée à l'université après 1989 on compte aussi Andrei Pippidi, au tout début à titre d'associé, alors qu'il garde son poste de chercheur à l'Institut d'études sud-est européennes de l'AR, ensuite à titre permanent, professeur depuis 1995.

Des héritiers parmi les plus jeunes prétendants au statut d'universitaire, nés dans les années 1950, sont parmi des premiers à intégrer l'enseignement (Bogdan Murgescu)⁴⁴²¹.

Antonesei, intégrant le GDS en 1990) qui ne sont pas des figures connues avant 1989 et dont plusieurs ne sont que des auteurs de textes publiés dans des ouvrages collectifs.

⁴⁴¹⁹ Le terme de « champ académique » désigne l'espace dans lequel s'inscrivent tous ceux qui sont des chercheurs dans les instituts de recherche qui fonctionnent sous la tutelle ou ont fonctionné sous la tutelle de l'Académie (car certains de ces instituts et surtout ceux du domaine des sciences humaines perdent de leur autonomie lorsqu'ils sont affiliés à l'Université).

⁴⁴²⁰ Comprenant par cela que nous prenons en compte tous ceux qui ont été chargés de cours dans la période communiste, qu'ils soient cadres associés ou titulaires, tous ceux qui ont, indifféremment de leur position dans la hiérarchie universitaire, occupent une position dans le champ. Si dans certains cas parmi nos interlocuteurs certains disent avoir « tenu des cours » ou avoir collaboré avec des universitaires ou avoir eu des tâches à accomplir dans le cadre de l'université, ceux-ci ne peuvent pas être appréhendés en tant qu'universitaires à de tels moments. Mais ces collaborations non institutionnalisées, à titre provisoire, a facilité leur entrée dans le champ, les a permis d'obtenir des postes à l'université plus tôt que d'autres. Ils intègrent des établissements « traditionnels », à savoir des lieux d'enseignement et des formations déjà existantes, comme c'est le cas de Bogdan Murgescu.

⁴⁴²¹ Entretien consultatif avec Bogdan Murgescu (Bucarest, le 24 juin 2009).

Début 1990, trois des membres fondateurs parmi les plus jeunes intellectuels de la période communiste, nés dans les années 1950, recevront la proposition d'enseigner dans la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest, où ils ont fait leurs études. **Stelian Tanase**, **Calin Anastasiu** et **Alin Teodorescu** sont en 1990 des plus impliqués dans les activités qui ont lieu au sein du GDS et pour le bénéfice du GDS. Deux d'entre eux, **Calin Anastasiu** et **Alin Teodorescu**, ont déployé une activité de sociologue, formation suivie à la Faculté de philosophie, le premier le fera aussi après 1989 au sein de l'Académie roumaine (à l'Institut de sociologie), le second renoncera à son poste au profit de ses activités pour le GDS, assez tôt il dirigera la filiale roumaine de la Fondation Soros. Aucun n'enseigne et n'enseignera ni par la suite dans cet établissement.

Notons qu'avant 1989 des membres fondateurs du GDS des plus jeunes n'ont pas pu continuer leur formation, l'inscription en doctorat étant, d'après plusieurs témoignages, réservés à un nombre restreint et, d'après leurs témoignages, réservés à ceux qui sont des héritiers ou proches des cadres politiques (représentants d'une organisation locale du PCR, etc.).

Deux parmi ceux qui sont nés dans les années 1950 et qui ont changé de discipline, sont devenus, à différents moments de la période postcommuniste, des universitaires dans l'enseignement des « sciences politiques ». **Stelian Tanase** au milieu des années 1990, **Gabriel Andreescu** au milieu des années 2000. Quoiqu'intégrant l'université à des périodes différentes, à des moments différents du champ universitaire, ils ont la liberté là où ils vont s'intégrer à introduire des problématiques qui les préoccupent. Ces deux derniers sont les seuls parmi les membres fondateurs à s'intégrer dans des universités bucarestoises en enseignant dans la nouvelle discipline des « sciences politiques ».

De plus jeunes intellectuels des années 1980 ou de nouveaux entrants dans le champ intellectuel après 1989 s'insèrent dans les milieux scientifiques étrangers mais restent attentifs à ce qui fait les préoccupations des intellectuels roumains ou à ce qui peut susciter de l'intérêt en Roumanie et cela même durant leurs études à l'étranger. Ils restent sous l'emprise des intellectuels roumains qui sont de leurs aînés lorsqu'ils sont à l'étranger. Ils s'intéressent aux auteurs qui ont intéressé dans la période précédente leurs aînés. Ils se situent, par le choix des auteurs traduits et les sujets traités, dans la lignée dominante déjà esquissée par leurs aînés dans le champ intellectuel. Et cela même lorsqu'on innove⁴⁴²² dans le champ intellectuel. L'innovation consiste en ce qu'ils s'intéressent, munis de connaissances nouvelles, à l'étude d'un phénomène intéressant leurs aînés ou à l'espace politique en s'appuyant sur des auteurs étrangers, à importer des auteurs ayant traité des

⁴⁴²² Innovation ne veut pas dire rupture car l'innovation consiste dans plusieurs cas dont nous discuterons plus tard à répondre à des attentes des politiques, qui plus est, des politiques au pouvoir ou, plus précisément en conformité avec le discours des politiques.

phénomènes similaires. Leur innovation n'est pas pour ébranler des convictions ou des options à l'œuvre dans le monde intellectuel roumain, qui sont aussi de leurs aînés, de ceux qui les précèdent dans des milieux scientifiques étrangers, mais elle correspond précisément à des options politiques plus ou moins manifestes chez des intellectuels qui sont de leurs aînés, prenant diverses formes : le penchant pour la droite sous la forme du libéralisme ou sous cette étiquette⁴⁴²³. Et lorsqu'ils se posent de renouveler le champ des références ou qu'ils se disent avoir innover, il se trouve qu'ils empruntent, parfois sans s'y rendre compte, à d'autres intellectuels roumains auxquels ils s'y sont opposés ou dont ils tiennent à se distinguer.

Parmi des universitaires de la période postcommuniste, nés dans les années 1950, deux construisent leur carrière universitaire à l'étranger comme représentants des disciplines autres que celles de leur formation. Dans un cas, il s'agit d'un universitaire dont les intérêts proprement scientifiques ne suivent pas l'espace des débats intellectuels roumain ou qui ne s'intéresse pas à la politique. Sa carrière universitaire à l'étranger se fait à distance des enjeux politiques (**Anca Vasiliu**). Alors que dans l'autre, la carrière universitaire se construit en lien avec une institution étrangère dont la création est étroitement liée à la nouvelle conjoncture intellectuelle et politique, au changement des régimes à l'Est de l'Europe (**Sorin Antohi**). À l'étranger, ils sont des enseignants dans d'autres disciplines que celles de leur formation (**Anca Vasiliu** et **Sorin Antohi**). Deux autres, **Stelian Tanase** et **Gabriel Andreescu**, vont s'inscrire dans l'enseignement des « sciences politiques » dans des institutions différentes et à des moments différents (moitié des années 1990 et seconde moitié des années 2000).

Deux des trois femmes formées en art continuent leur formation à l'étranger, ce qui ne sera pas le cas de ceux qui sont de leurs collègues avant 1989, ayant le même âge qu'elles, qui eux font leur entrée à l'université peu après 1990, parfois ils sont passés par de nouvelles institutions avant d'intégrer l'enseignement, parfois ils restent attachés à ces nouvelles institutions.

Liviu Antonesei (né en 1953) est de ces jeunes en provenance d'Iasi qui se sont fait remarqués par des actes subversifs avant 1989, appartenant au dit « groupe d'Iasi », d'où se recrutent trois des membres fondateurs du GDS. Coopté au GDS en 1990, Liviu Antonesei est universitaire depuis 1990. Ancien chercheur en sciences sociales dans le cadre de l'Université d'Iasi, il enseigne dans la période postcommuniste les sciences de l'éducation dans un nouveau département (re)créé au sein de la Faculté de philosophie, et à présent dans la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation de l'Université d'Iasi. À la différence de **Sorin Antohi**, issu du même « groupe d'Iasi », s'intéressant aux auteurs et aux milieux scientifiques français, Liviu Antonesei s'investit dans le

⁴⁴²³ Comme substitut d'une revendication d'une identité de « droite » qui ne fait pas la mode à ces temps-là, comme aujourd'hui.

journalisme littéraire et politique, tour à tour responsable de deux publications alors qu'il fait aussi son entrée en politique. Quoique ses intérêts pour le domaine politique et son entrée en politique dans les années 1950 le situent dans la proximité de ceux qui se sont spécialisés dans l'étude du politique, il reste attaché dans son activité d'enseignant et en tant qu'auteur d'ouvrages scientifiques à ses intérêts premiers : sciences de l'éducation et littérature.

Entre 1990 et 2009 le GDS intègre une cinquantaine de personnes dont onze sont nés vers le milieu des années 1960⁴⁴²⁴. Ils intègrent le GDS à différentes périodes, entre 1990 et 2007 : début des années 1990, milieu des années 1990 et fin des années 1990 et dans les années 2000.

À une seule exception, ils sont des universitaires. Et, à part un autre, ils sont des enseignants en « sciences politiques », alors que leur formation initiale est en histoire ou en philosophie et dans un seul cas en économie. Deux autres sont des historiens et restent attachés à la discipline de leur formation, alors qu'un seulement est aussi universitaire.

Ils ont tous fait leurs études universitaires à Bucarest⁴⁴²⁵. Quatre d'entre eux finissent leurs études peu après le changement de régime, en 1991, deux en philosophie, deux en histoire, alors qu'ils ont été tous des collègues avant 1989, dans le même établissement (lorsque l'enseignement de philosophie et celui d'histoire étaient réunis dans une même institution à l'Université de Bucarest). Ils vont se retrouver par la suite, à différentes périodes, comme universitaires dans le même établissement, la Faculté des sciences politiques, de l'Université de Bucarest. Un autre, historien et futur cadre enseignant, finit ses études deux années après. Adrian Cioroianu est le seul à avoir intégré l'Université de Bucarest immédiatement après avoir fini sa formation initiale et dans le même établissement, la Faculté d'histoire. Alors qu'un autre, Cristian Preda intègre l'Université de Bucarest, en 1992, cette fois-là dans un nouvel établissement, la Faculté internationale de sciences humaines, actuellement la suite la Faculté des sciences politiques, après avoir fini sa formation universitaire initiale (niveau maîtrise) et complété sa formation en France, en recevant aussi son diplôme d'études approfondies (niveau master). Et depuis leurs carrières universitaires se développent dans ces mêmes établissements. Un autre aussi semble avoir intégré ce nouvel

⁴⁴²⁴ On trouvera au sein du GDS deux juristes cooptés dans le GDS pendant la seconde moitié des années 2000 lorsqu'ils travaillent dans l'administration centrale et qu'ils sont proches du parti majoritaire et du président Traian Basescu. Monica Macovei est née en 1959, formée dans la période communiste, elle est procureur dans la période communiste et postcommuniste (entre 1983 et 1997), avocat dans la période postcommuniste (entre 1997-2004) et ministre de la Justice, entre 2004 et 2007, avant de faire son entrée en politique. Sever Voinescu est né en 1969, il commence ses études universitaires avant 1989, études achevées début des années 1990, avocat, il fonde un cabinet et pour une courte période il enseigne dans des universités privées et il est maître-assistant à l'Académie des études économiques de Bucarest, il se fait connaître comme journaliste et éditorialiste de *Dilema*, avant de faire son entrée dans l'administration centrale. Les deux sont des membres du Parti démocrate libéral en 2008 et candidats de ce parti pour les élections parlementaires respectivement européen et national, respectivement en 2009 et 2008.

⁴⁴²⁵ Et à une exception près (ou peut-être deux car sur un seulement on ne dispose pas d'information au sujet de leur lieu d'origine), ils sont tous nés à Bucarest. Marius Oprea est né en 1964 à Targoviste (ville au sud de la Roumanie, ancienne capitale de la Valachie).

établissement créé au sein de l'Université de Bucarest en 1991, alors qu'il vient de compléter sa formation en France, mais non pas pour occuper un poste permanent car, après une bourse d'études dans une université étatsunienne, on retrouve Aurelian Craiutu en tant que diplômé d'un master, ensuite maître assistant à Princeton University.

À une seule exception, ils ont complété leur formation à l'étranger, le passage par ou l'intégration des institutions étrangères est constitutive de leurs intérêts proprement intellectuels ou/et de leur manière d'aborder un sujet qui tient à l'histoire roumaine ou aussi à l'histoire nationale. Parmi eux, deux seulement ont obtenu leur diplôme de doctorat en Roumanie : un philosophe (Catalin Avramescu) et un historien (Marius Oprea). Deux autres en France à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales [EHESS] de Paris (Cristian Preda et Florin Turcanu respectivement en philosophie et en histoire) et un autre à Princeton University, Aurelian Craiutu, après avoir suivi une formation (DEA) en France. Un autre à l'Université Laval (Adrian Cioroianu) et un autre à l'Université de Moscou (Armand Gosu).

Parmi eux on compte un qui n'est pas universitaire. Marius Oprea débute en tant que poète peu après 1990, en 1991, avec de jeunes écrivains⁴⁴²⁶ devenus universitaires dans les années 1990, il l'est aussi et par la suite débute des années 2000, alors que dans des ouvrages à visée scientifique il traite de la Securitate, sujet sur lequel porte aussi sa thèse de doctorat⁴⁴²⁷.

Aurelian Craiutu, qui est économiste, achevant ses études en 1988, complète ses études après 1990 dans une université française et peu après aux États-Unis, et dorénavant ses intérêts changent. Son premier ouvrage d'auteur réunit des études de philosophie politique⁴⁴²⁸. Traducteur en Roumanie, Aurelian Craiutu l'est aux États-Unis, traduisant du français des textes sur la Révolution française et Tocqueville. Aurelian Craiutu et Cristian Preda collaborent en tant que traducteurs au début 1990 et ils se retrouvent ensemble au sein d'un nouvel établissement à l'Université de Bucarest, ils animent des séminaires respectivement de théorie politique moderne et philosophie politique. Ils s'intéressent et promeuvent le libéralisme notamment français en Roumanie et ils s'intègrent au GDS respectivement en 1990 et 1996, avant même de signer leurs premiers ouvrages d'auteur et d'avoir achevé leur formation. Alors qu'Aurelian Craiutu est auteur reconnu à l'étranger comme spécialiste du courant intellectuel du libéralisme français⁴⁴²⁹, après la publication de deux volumes

⁴⁴²⁶ Formant le dit « groupe de Braşov », ils fréquentent un cénacle qui réunit plusieurs écrivains qui débute dans les années 1990 mais aussi des écrivains moins « jeunes », le cénacle Universitas animé par l'universitaire et critique littéraire, Mircea Martin.

⁴⁴²⁷ Marius Oprea, *Banalitatea raului. O istorie a Securitatii in documente : 1949-1989*, op. cit.

⁴⁴²⁸ Aurelian Craiutu, *Elogiul libertatii. Studii de filosofie politica*, op. cit.

⁴⁴²⁹ Aurelian Craiutu, *Le Centre introuvable : la pensée politique des doctrinaires françaises sous la Restauration*, trad. Isabelle Hausser, Plon, « Commentaire », Paris, 2006. Édition révisée et augmentée de *Liberalism under Siege : The Political Thought of the French Doctrinaires*, Lanham, Rowman & Littlefield, Lexington Books, 2003.

(dont un en collaboration avec **Sorin Antohi**) et de trois traductions en Roumanie, bien qu'il s'est fait construire une carrière universitaire aux États-Unis, il garde ses contacts en Roumanie avec les milieux où il s'est affirmé début 1990. Il collabore avec de jeunes spécialistes du politique en introduisant des auteurs étrangers de la pensée politique, en participant à des certains événements organisés par des institutions qui sont des lieux de rencontre entre le monde universitaire et le monde politique.

À la différence de son ami et collaborateur, Cristian Preda fait sa carrière en Roumanie⁴⁴³⁰, alors qu'il est parmi ceux qui immédiatement après 1989 vont suivre leur formation en France. D'ailleurs Cristian Preda est des rares intellectuels du GDS (deux seulement dans toute la période postcommuniste) à occuper la fonction de doyen au sein de l'Université de Bucarest. Après avoir obtenu son premier diplôme en France, en 1992, il intègre la Faculté des sciences politiques ; auparavant, on l'a vu, il traduit du français pour des maisons d'éditions fondées par des membres du GDS, Anastasia et Humanitas. En 1998⁴⁴³¹, il obtient son doctorat de philosophie en France, à l'EHESS, avec une thèse qui porte sur « la tradition libérale et la critique du totalitarisme⁴⁴³² », publiée en 2000⁴⁴³³. Mais son premier volume d'auteur porte sur la pensée politique roumaine⁴⁴³⁴. Sa carrière académique se développe en lien avec son investissement dans diverses entreprises (institutions internationales spécifiques, comme l'Agence universitaire de la Francophonie mais surtout nationales et spécifiques, à savoir le domaine de l'édition) qui fait de lui un médiateur entre l'espace francophone (français surtout) et l'espace culturel national. Son rôle de médiateur ne se résume pas toutefois à une activité proprement intellectuelle car ses contacts avec l'étranger se développent aussi parfois dans des institutions politiques. Un des plus prolifiques « politistes⁴⁴³⁵ », Cristian Preda est aussi un des plus intéressés à la vie politique, car il n'est pas seulement universitaire et directeur de collection et traducteur, mais aussi collaborateur fidèle de 22, avant même de faire son début en tant qu'auteur des études politiques à visée scientifique, il est

⁴⁴³⁰ Et, d'après certains témoignages, tous ses proches collaborateurs vont être conseillés à faire ainsi.

⁴⁴³¹ Il est alors « lector », une catégorie d'enseignants intermédiaire entre maîtres-assistants et maîtres de conférences, qui, à ces temps-là, ne supposait pas l'obtention d'un doctorat.

⁴⁴³² Cristian Preda, *Le Libéralisme du désespoir. Tradition libérale et critique du totalitarisme dans les années 1938-1960*, Bucarest, Éditions de l'Université de Bucarest, 2000.

⁴⁴³³ Au même moment il publie chez Nemira une anthologie d'auteurs de la tradition libérale, volume qui est aussi base et appui pour son cours de philosophie politique, volume paru avec le soutien de l'Institut d'études libérales, structure du Parti national libéral (voir *infra*).

⁴⁴³⁴ Voir Cristian Preda, *Modernitatea politica si romanismul*, *op. cit.* Son livre paraît dans une collection dirigée par un des membres fondateurs du GDS, **Dan Petrescu**, chez Nemira de Bucarest.

⁴⁴³⁵ Terme emprunté après 1989 par les « jeunes » spécialistes du politique, s'intégrant dans l'enseignement des sciences politiques et tenants de la construction d'une discipline de « science politique », pour se démarquer de la « politologie » qu'on identifie à l'enseignement politique d'avant 1989 (Daniel Barbu, *Sapte teme de politica romaneasca*, *op. cit.*, pp. 9-16).

collaborateur des instituts créés auprès des partis politiques⁴⁴³⁶ et occupe des fonctions politiques successivement dans le cadre de l'administration présidentielle, au Ministère des affaires étrangères et de nouveau, dans le cadre de l'administration présidentielle. Sa carrière académique se double d'une carrière politique.

Un autre seulement a occupé successivement plusieurs fonctions politiques. Marius Oprea n'est pas universitaire. Il est tour à tour conseiller d'un sénateur, ancien président de l'Association des anciens détenus politiques de Roumanie, premier initiateur d'un projet de loi sur l'accès aux archives de la Securitate, par la suite, conseiller présidentiel et plus récemment, conseiller au sein du Gouvernement. Le poste qu'il occupe en 2006, à savoir directeur d'un nouvel institut ayant comme domaine d'activité la recherche, est ainsi l'œuvre de la position politique qu'il occupe alors et de ses préoccupations nées de sa collaboration avec des politiques.

À deux exceptions près, tous, philosophes ou historiens, ils occupent au moins une fois une fonction politique. Ceux qui n'ont jamais occupé des fonctions politiques sont Aurelian Craiutu et Florin Turcanu. Sauf qu'en 2008 le premier est coopté pour faire partie d'une commission présidentielle qui a comme but la rédaction d'un nouveau projet constitutionnel.

Les historiens qui restent attachés à leur discipline de formation (Adrian Cioroianu ; Marius Oprea) mais aussi et surtout ceux qui font leur entrée à l'Université dans de nouveaux établissements beaucoup plus tard, à savoir le milieu des années 2000 (Catalin Avramescu ; Armand Gosu) occupent des positions dominées si on les compare à leurs collègues et à leurs collaborateurs, à un moment ou à un autre.

L'entrée tardive à l'Université mais aussi la formation d'histoire place Armand Gosu dans une position dominée. En historien, spécialiste de la Russie, il intègre l'enseignement de sciences politiques en 2004, dans une spécialité, les relations internationales, dominées par des juristes et des historiens des idées. Il peut toutefois compenser par son investissement dans le journalisme car il est rédacteur de 22. Il est membre d'une commission présidentielle et par la suite conseiller du ministre des Affaires étrangères, lui aussi coopté au GDS (Teodor Baconsky). En absence d'une reconnaissance académique sa carrière est fonction de ses relations avec des politiques et de la position que ces politiques occupent dans le champ politique, une organisation politique à un moment donné et/ou un homme politique au sein de son parti.

Le moment de leur entrée à l'Université est essentiel au déroulement de leur carrière, historiens ou philosophes de formation. Mais aussi le fait d'avoir complété leur formation à l'étranger, qui

⁴⁴³⁶ Dans un premier temps, il intervient et obtient pour ses entreprises éditoriales le soutien de l'Institut d'études libérales (du Parti national libéral), par la suite, actuellement, au sein de l'Institut d'études populaires (du Parti démocrate libéral).

devient marque d'excellence mais notamment signe de leur pouvoir de renouveler. Le fait d'avoir obtenu un diplôme à l'étranger ne suffit pas cependant. Le capital social qu'ils peuvent mobiliser leur permet de se faire recruter à l'Université. Le fait d'avoir fait leur entrée à l'Université de Bucarest parfois avant d'obtenir un diplôme à l'étranger leur permet aussi d'entretenir leurs relations, de continuer et de réaliser des collaborations en Roumanie, de participer à des événements spécifiques du monde intellectuel roumain, et non pas seulement en publiant dans des revues spécialisées, comme certains d'autres le font. Parfois même de se retrouver avec des intellectuels dans des lieux de rencontre avec des politiques (dont aussi le GDS et 22) et de répondre dans des cadres propres avec des instruments intellectuels à des exigences issues de la rencontre entre le monde intellectuel et le monde politique.

Les deux premiers à faire leur entrée à l'Université peu après 1989 sont dans l'ordre chronologique Cristian Preda et Adrian Cioroianu. Il suit dans la seconde moitié des années l'entrée dans l'enseignement des sciences politiques de l'historien Florin Turcanu, chercheur après 1989 dans un institut de l'Académie roumaine d'où se recrutent plusieurs « politistes » de la période postcommuniste. Dans tous ces cas, leur recrutement à l'université dépend d'un autre universitaire alors que parfois celui-là est aussi un intellectuel occupant une position politique (conseillers présidentiels, conseillers d'État).

À la différence de ceux qui sont à la fois de leurs alliés mais aussi de leurs concurrents, nés dans les années 1950, qui ont créé de nouvelles institutions comme œuvre de la « société civile », et dont certains seulement sont devenus des universitaires, nés dans les années 1960 ils sont des premiers à occuper des positions dans de nouvelles institutions créées au sein des institutions traditionnelles (l'Université), producteurs de discours autorisés sur le politique, participant à définir les thèmes de l'espace des études politiques.

Ceux qui sont nés dans les années 1970, plus précisément au début des années 1970 sont très peu nombreux parmi les membres du GDS (deux). Dans ces cas-ci, le changement de carrière ou de discipline semble s'être produit avant leur formation universitaire car en 1990 ils viennent de finir leurs études secondaires. Ces membres du GDS tout comme des collaborateurs fidèles de 22 et des collaborateurs de certains membres (actuels) du GDS sont des universitaires ou des chercheurs qui se sont affirmés en tant qu'intellectuel après la seconde moitié des années 1990 et vers la fin des années 1990, sous l'influence des intellectuels du GDS. Ils ont pu tirer profit des acquis de la période postcommuniste, c'est-à-dire de ceux que des intellectuels ont réussi à imposer et à construire et suivre de près leurs aînés (ce que les deux intellectuels cooptés dans le GDS ont précisément fait)⁴⁴³⁷. Un de ces deux membres cooptés dans le GDS est enseignant dans une nouvelle institution d'enseignement supérieur⁴⁴³⁸. Alors que parmi des critiques des membres du

⁴⁴³⁷ Parmi des anciens collaborateurs des membres du GDS, nés début des années 1970, certains ont investi d'autres sujets que ceux qui intéressent des membres du GDS, leur spécialité est une autre que celle qui les intéressaient en fin de leurs études. Non seulement ils ont poursuivi leur formation à l'étranger (tout comme plusieurs membres du GDS) mais ils ont débuté et parfois même fait leur carrière à l'étranger.

⁴⁴³⁸ Ioan Stanomir (né en 1973), juriste de formation, il intègre l'enseignement des sciences politiques en 1996 alors qu'il vient de finir ses études universitaires. En 2002, il obtient son titre de docteur avec une thèse de droit, alors qu'entre temps il finissait une seconde formation universitaire, en lettres. En 2003, il est maître de conférences à la Faculté des sciences politiques de l'Université de Bucarest et, en 2006, il est professeur dans le même établissement.

GDS (fondateurs ou actuels) on compte aussi des plus jeunes intellectuels, nés dans les années 1970 (milieu des années 1970 et fin des années 1970). Des critiques du GDS, jeunes intellectuels, nés dans les années 1970, faisant leur début dans leur carrière dans les années 2000, ont investi le journalisme culturel spécialisé, ils sont des éditeurs et des publicistes et plus rarement des universitaires (deux) et scientifiques (un) dans des institutions spécifiques concurrentes ou mineures. Parmi eux on compte aussi deux écrivains (dont un est aussi journaliste), alors que tous, à deux exceptions près, ont reçu leur doctorat dans des universités autres que celles de Bucarest et dans plusieurs cas à l'étranger. Leurs critiques prennent d'abord la forme du volume collectif en préparant le terrain pour une forme d'action collective à travers une initiative journalistique⁴⁴³⁹. S'associant à des concurrents des membres du GDS (dans leur domaine de compétence), ceux-ci dénoncent la position occupée par des intellectuels du GDS dans le champ intellectuel, leurs pratiques intellectuelles et surtout de ces pratiques qui révèlent que acquis supposés scientifiques sont soumis à des enjeux politiques⁴⁴⁴⁰. Des chercheurs ou des universitaires nés durant la première moitié des années 1970 sont pourtant peu nombreux à s'associer avec des intellectuels déjà consacrés qui sont des concurrents des membres du GDS ou des critiques du GDS depuis les années 1990 (mais dont les critiques ne sont pas toujours connues) pour proposer une autre vision en essayant de proposer leurs propres orientations, intellectuelles et politiques⁴⁴⁴¹.

II. Rapports à l'étranger et travail d'importation

La majorité des membres fondateurs et une large partie des membres cooptés sont des polyglottes. Des traducteurs d'avant 1989 ne le sont pas toujours après 1989. Parmi des membres du GDS on retrouve des plus prolifiques traducteurs de la période postcommuniste et des intellectuels des plus impliqués dans le secteur éditorial après 1989⁴⁴⁴². On observera les différents usages de la traduction⁴⁴⁴³ et plus largement, les formes différentes que prennent les échanges culturels selon l'ancienneté dans le champ, leurs compétences et leurs dispositions développées dans la période communiste.

Une formation à l'étranger ou des connaissances au sujet de l'espace éditorial étranger, facilite l'accès à des postes dans le secteur éditorial. L'investissement dans le secteur éditorial est une ressource dans les luttes de concurrence au sein des institutions et surtout des institutions académiques⁴⁴⁴⁴. Des traducteurs tout comme des écrivains et rédacteurs de la période communiste

En 2008, il dirige une commission présidentielle, en vue de la rédaction d'un projet constitutionnel. Début 2009 il est coopté dans le GDS.

⁴⁴³⁹ Gisèle Sapiro, « Modèles d'intervention politique des intellectuels. Le cas français », art. cit., p. 10.

⁴⁴⁴⁰ Vasile Ernu et alii, *Iluzia anticomunismului. Lecturi critice ale Raportului Tismaneanu*, op. cit.

⁴⁴⁴¹ Sorin Adam Matei, Mona Momescu (dir.), *Idolii forului. De ce o clasa de mijloc a spiritului este de preferat „elitei” intelectualilor publici* [Les idoles du forum. Pourquoi une classe moyenne est préférable à « l'élite » des intellectuels publics], Bucarest, Corint, 2010.

⁴⁴⁴² Dans leurs ouvrages (divers textes), la discussion sur la production culturelle étrangère occupe une place importante ou des références étrangères dépassent de loin celles roumaines (livres rédigés en roumain et signés par des auteurs roumains). Certains acceptent volontiers de parler de leur travail de traducteur et des traductions de l'après 1989, alors qu'ils refusaient de parler de leur appartenance au GDS ou de leur parcours scolaire et professionnel avant 1989. Quatre entretiens ont été réalisés dans le cadre d'une enquête collective réalisée avec le concours du ministère de la Recherche dans le cadre d'une Action concertée incitative, programme « Terrains, techniques, théorie » sous la direction de Gisèle Sapiro (voir Gisèle Sapiro (dir.), *Translatio. Le marché de la traduction en France à l'heure de la mondialisation*, op. cit.).

⁴⁴⁴³ Nous utilisons la définition donnée à la « traduction » par Pascale Casanova dans « Consécration et accumulation de capital littéraire », art. cit. (voir *supra*, première partie).

⁴⁴⁴⁴ Mircea Dumitru et Cristian Preda sont des responsables d'institutions académiques (doyens) et dans leurs cas surtout on remarque respectivement une activité éditoriale menée parallèlement à celle d'enseignant, le nombre important de leurs lieux de publication auquel il s'ajoute plus tard la direction d'une collection (« Philosophie contemporaine » chez Polirom) et les activités éditoriales constantes (la direction de trois collections de deux maisons d'édition, Nemira et Humanitas).

sont des éditeurs de la période postcommuniste, comme le seront aussi en partant de la fin des années 1990 ou dans les années 2000 de jeunes impétrants et universitaires du début des années 1990. La traduction est une pratique parmi des universitaires, nouveaux entrants à l'Université dans les années 1990 ou de jeunes scientifiques, prétendants au statut d'universitaire, en lien avec leur passage par des institutions étrangères (après 1989), caractérisant ceux qui s'affirment en tant qu'intellectuels notamment au milieu des années 1990 et à partir de cette date et qui n'investissent pas la « société civile ». Ils ne parlent pas au nom de la « société civile » mais de la « société civile ». En 1989 ils sont trop jeunes (nés dans les années 1960) et n'ont pas sur quoi miser pour s'engager, ils ne peuvent pas miser sur un capital symbolique. Ils s'installent après 1989 dans des institutions culturelles traditionnelles comme l'Université ou l'Académie et ils ne peuvent pas créer leurs propres institutions (au plus ils peuvent en créer des projets, leurs projets au sein de celles-ci). Leurs nouveaux intérêts scientifiques nécessitent une légitimation qui s'accomplit par l'importation des références classiques des courants intellectuels ou politiques. Les traducteurs changent de perspective s'intéressant à s'inscrire dans une nouvelle discipline et dans la majorité des cas des traducteurs sont des universitaires dont l'orientation de leurs intérêts scientifiques a changé (leur intérêt pour la politique date de la période communiste) ou dont les intérêts scientifiques changent (changeant de spécialité, s'encadrant dans de nouvelles institutions, ou changeant de discipline). Mode de changer de perspective, la traduction est une pratique parmi des politistes et surtout des philosophes s'inscrivant ou inscrivant leurs études dans l'espace des études politiques.

Le travail de traduction avec d'autres formes d'échanges culturels qu'ils mettent en œuvre, participe à la construction de leur position, à les définir idéologiquement et professionnellement ou, de plus, dans leurs milieux professionnels les plus proches à spécifier leur position dans un espace spécifique. Espace qui se construit après 1989 par la participation des acteurs ayant des formations diverses et grâce dans le même temps surtout à la valorisation d'un capital acquis à l'étranger ou un capital symbolique qui se constitue en lien avec l'ouverture à l'étranger, à l'espace culturel occidental (européen ou étatsunien) : champ des sciences humaines et sociales ou/et « nouvelles » disciplines ou renouvellement des anciennes disciplines par l'accent mis sur et la valorisation de « l'interdisciplinarité ». Par leurs activités en tant que traducteurs prolifiques mais aussi par d'autres activités institutionnalisées ou non (comme conseiller d'une maison), ils se situent dans un champ éditorial en pleine expansion (dans les années 1990) où les livres traduits mais aussi l'essai politique produit aussi par des auteurs qui ne sont pas des spécialistes et le recueil autobiographique semblent dominer au détriment de la production proprement littéraire.

Des membres du GDS sont des traducteurs d'avant ou d'après 1989⁴⁴⁴⁵ mais aussi des directeurs de collection ou conseillers pour des maisons d'édition après 1989. Certains éditeurs (trois sont des membres fondateurs, un est coopté en 1990 et un autre coopté durant la seconde moitié des années 1990)⁴⁴⁴⁶ sont aussi des traducteurs (**Gabriel Liiceanu**, **Dan Petrescu**) tout comme des directeurs de collection ou des conseillers pour différentes maisons d'édition (**Sorin Vieru**, **Dan Petrescu**, **Sorin Antohi**, Aurelian Craiutu, Cristian Preda, Catalin Avramescu). La majorité des traducteurs de l'après 1989 dirigent des collections après avoir traduit pour les mêmes maisons d'édition. Des directeurs de collection qui ne sont pas des traducteurs sont plutôt des exceptions dans le GDS (Liviu Antonesei, Stelian Tanase). Des traducteurs d'après 1989 ont investi eux aussi le secteur éditorial après 1989 et ils l'ont fait, dans la majorité des cas, en vertu de leur passage par des institutions étrangères et par leur prise de connaissance des auteurs et des sujets alors à succès à l'étranger, adaptés de plus aux sujets en débat suscités par la libéralisation politique et par le rôle que des intellectuels sont tenus à jouer après 1989 dans l'espace politique en train de recomposition.

Des membres fondateurs du GDS plusieurs ont traduit avant 1989 et certains ont travaillé dans le secteur éditorial dans la période communiste⁴⁴⁴⁷. Un traducteur et rédacteur de la période communiste occupe un poste dans la maison d'édition Humanitas, Sorin Marculescu, et un autre continue ses activités éditoriales comme responsable d'une des revues culturelles des plus ouvertes à l'étranger, *Secolul 20*, renommée *Secolul 21*, **Stefan-Augustin Doinas**.

⁴⁴⁴⁵ Des traducteurs d'avant 1989 et des traducteurs d'après 1989, des membres du GDS (de 1989 à 2009), sont en nombre égal au sein du GDS (de 1989 à 2009, **membres fondateurs** ou membres cooptés, indifféremment qu'ils sont ou non encore des membres du GDS actuellement). Neuf ont signé des traductions avant 1989 (**Mihai Sora**, **Doina Cornea**, **Stefan-Augustin Doinas**, **Petru Cretia**, Sorin Marculescu, **Sorin Vieru**, **Gabriel Liiceanu**, **Andrei Cornea**, **Calin Anastasiu**) et huit sont des traducteurs d'après 1989, si on inclut aussi un qui ne traduit pas que dans 22 : **Dan Petrescu**, **Sorin Antohi**, Aurelian Craiutu, Cristian Preda, Vlad Alexandrescu, Catalin Avramescu, Mircea Dumitru, Teodor Baconsky). Sauf qu'à ceux-ci il s'ajoute des traducteurs de la période communiste. Cinq des traducteurs d'avant 1989 continuent à traduire dans la période postcommuniste. Parmi des traducteurs d'avant 1989 mentionnés ici, un est traducteur d'un seul titre (**Calin Anastasiu**), alors que deux membres fondateurs du GDS ne traduisent que pour 22 (**Anca Oroveanu** et **Andrei Pippidi**). (Nous avons exclu ici le septième et le dernier volume de Platon publié après 1989, en 1993, dans la série des traductions réalisées par des intellectuels, futurs membres du GDS, avant 1989. Nous avons exclu aussi les retraductions.)

⁴⁴⁴⁶ Des éditeurs parmi des membres fondateurs du GDS sont : **Gabriel Liiceanu**, **Dan Petrescu** et **Alin Teodorescu**. Deux d'entre eux dirigent de nouvelles maisons d'édition (**Gabriel Liiceanu** et **Alin Teodorescu**). Alors que l'autre dirige une ancienne maison d'édition (**Dan Petrescu**). Sorin Dumitrescu (coopté en 1990), fonde et dirige une nouvelle maison d'édition, Anastasia. Mircea Martin dirige une ancienne maison d'édition, Univers, spécialisée dans la publication des livres de littératures étrangères, lorsqu'il est coopté au GDS.

⁴⁴⁴⁷ Plusieurs ont traduit avant 1989. Certains d'autres (futurs membres du GDS) ont travaillé dans le secteur éditorial avant 1989 : **Mihai Sora**, **Alexandru Paleologu**, Sorin Marculescu, Gabriela Adamesteanu. Avant 1989, des traducteurs qui sont aussi des rédacteurs pour des maisons d'édition ou rédacteurs des publications : **Mihai Sora**, **Stefan-Augustin Doinas**, Sorin Marculescu. Voir le premier chapitre.

Des membres du GDS qui sont des éditeurs d'après 1989, qui ont reçu leur consécration avant 1989, seul **Gabriel Liiceanu**, philosophe de la culture, fondateur, principal responsable et propriétaire de Humanitas, nouvelle maison d'édition, est le seul à traduire encore après 1989.

Des traducteurs d'après 1989 sont des plus jeunes parmi des membres fondateurs du GDS et en provenance d'Iasi, qui se singularisent par leur travail comme traducteurs et par leurs contacts avec l'étranger déjà depuis la période communiste – **Dan Petrescu**, **Sorin Antohi** – mais aussi et surtout des membres cooptés, d'une dizaine d'années plus jeunes que les premiers – Aurelian Craiutu, Cristian Preda, Vlad Alexandrescu, Teodor Baconsky, Catalin Avramescu, sauf ce dernier, tous poursuivent leurs études à l'étranger au début des années 1990.

Rappelons que **Petru Cretia**, **Sorin Vieru**, **Gabriel Liiceanu**, **Andrei Cornea** mais aussi **Radu Bercea**, tous ayant fait partie du cercle étroit constitué autour du philosophe Constantin Noica, ont traduit Platon avant 1989. **Petru Cretia** (né en 1927) apparaît toujours après 1989 comme traducteur de Platon puisque son projet éditorial mené avec la collaboration et dans le cadre des Éditions scientifiques continue après 1989⁴⁴⁴⁸ et plus tard chez Humanitas. **Stefan Augustin Doinas** (né en 1922) traduit moins de la littérature (deux titres), mais il apparaît comme traducteur de Friedrich A. Nietzsche (chez Humanitas). **Sorin Vieru** (né en 1934) traducteur du grec ancien et de l'allemand avant 1989, ne traduit après 1989 qu'un titre dans une collection qu'il dirige chez Humanitas, d'un auteur auquel il consacre plusieurs études avant comme après 1989 (Gottlob Frege). À une seule exception près, il ne publie non plus dans une langue étrangère⁴⁴⁴⁹. Et il ne publie plus que rarement dans des revues spécialisées (*Revista de filosofie* et *Polis*) mais dans des revues culturelles généralistes ou dans des hebdomadaires intellectuels. Il est des rares auteurs de son âge publiant dans de nouvelles revues de sciences politiques, s'intéressant aux côtés des plus jeunes membres fondateurs du GDS à des sujets proprement politiques. Après 1989, **Sorin Vieru** dirige la collection « f » [philosophie] aux Éditions Humanitas. Entré dans une activité de recherche en 1957, recevant sa reconnaissance sous le communisme, se faisant aussi connaître comme un intellectuel proche du philosophe Noica, il n'est devenu professeur titulaire de la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest qu'en 1996 plus tard que d'autres intellectuels, plus jeunes que lui. En 1990, **Sorin Vieru** est professeur associé dans le même établissement, en 2000, il met fin à son activité à l'Institut de philosophie de l'Académie roumaine et, en 2004, il est professeur consultant dans le même établissement d'enseignement supérieur. Étant un des traducteurs de G.

⁴⁴⁴⁸ Maison dont la direction est prise par un philosophe et universitaire de la période communiste, Dinu Grama. Direction qui est jugée par des universitaires et traducteurs, collaborateurs de cette maison comme un véritable échec (entretien avec **Sorin Vieru**, le 16 juin 2008). Cette maison disparaît fin des années 1990-début des années 2000.

⁴⁴⁴⁹ Le seul article, en français, est publié dans *New Europe College Yearbook* de 1994, édité par les Éditions Humanitas et le NEC en 1996 (**Sorin Vieru**, « Faits historiques et histoires : une approche logique »).

H. von Wright avant 1989, à deux occasions, lors des séjours à l'étranger (moins nombreux d'ailleurs par rapport à d'autres membres du GDS), il va tenir des conférences dans le séminaire de logique et de philosophie animé par G. H. von Wright à l'Université de Helsinki⁴⁴⁵⁰. Logicien consacré avant 1989, philosophe connu aussi dans les cercles littéraires⁴⁴⁵¹ ainsi que dans ceux des scientifiques, des sciences sociales⁴⁴⁵² comme des sciences naturelles⁴⁴⁵³, après 1989, **Sorin Vieru** s'intéressera plus à la réflexion politique qu'à la logique. La logique ne l'attire plus tellement, ses essais philosophiques sur des thèmes politiques et ses articles publiés dans des revues culturelles généralistes dépassent de loin ses articles de logique⁴⁴⁵⁴. En 1990, chez Humanitas paraît le livre, achevé déjà en 1988, mais refusé de publication par les Éditions politiques, que **Sorin Vieru** cosigne avec Roberte Terente (son ancien collaborateur pour des traductions de l'anglais qui entre-temps avait pris ce pseudonyme)⁴⁴⁵⁵. En 2008, il prépare toujours en collaboration avec U. Morgenstern alias Robert Terente le seul ouvrage rédigé après 1989 qui porte sur des questions proprement politiques mais qui ne paraît pas chez Humanitas alors que sa collaboration avec la maison continue.

Andrei Cornea est le seul parmi des traducteurs de Platon avant 1989, se remarquant aussi par ses commentaires accompagnant ses traductions de Platon⁴⁴⁵⁶, à le faire aussi après 1989. **Andrei Cornea** est le seul à traduire après 1989 des auteurs dont il traduisait avant. À l'exception d'Aristote, les auteurs dont il traduit après 1989 sont des auteurs dont il traduisait déjà avant 1989⁴⁴⁵⁷. **Andrei Cornea** est en effet spécialiste de la pensée philosophique ancienne ou, selon l'intitulé de son dernier ouvrage paru dans la période communiste, de la « culture ancienne »⁴⁴⁵⁸. **Andrei Cornea** est le seul parmi des philosophes (par formation ou connus en tant que tels, par la

⁴⁴⁵⁰ **Sorin Vieru** se trouve à l'Université de Helsinki, dans le Département de Philosophie en 1992 et ensuite en 1995. Ses stages de recherche ne durent que deux semaines chaque fois.

⁴⁴⁵¹ Voir **Gabriel Liiceanu** (éd.), *Epistolar, op. cit.* En 1990, Sorin Vieru intervient pour parler du philosophe Constantin Noica en réponse à l'article d'Ion Negoitescu (22, 30, 1990).

⁴⁴⁵² Correspondances électroniques avec **Alin Teodorescu** (les 28 août-3 septembre 2008).

⁴⁴⁵³ Ses publications d'avant 1989 – y compris les traductions réalisées – en témoignent.

⁴⁴⁵⁴ Quatre seulement par rapport à huit textes, publiés dans des revues culturelles ou inclus dans des volumes, qui sont des essais philosophiques sur des sujets politiques, plus d'autres publiés dans 22, *Dilema*, et des essais qui combinent réflexion philosophique et récit autobiographique.

⁴⁴⁵⁵ Livre construit sur le modèle des dialogues de Platon porte sur les formes de la pensée, allant de la pensée commune jusqu'à celle spécialisée en passant par la pensée artistique et politique « tant individuelle que collective », en profitant de leurs réflexions épistémologiques et attestant des préoccupations pour une réflexion politique datées de la période communiste. Des extraits de ce livre sont publiés dans le périodique du GDS sous l'intitulé « Quelques observations sur la pensée politique » (22, 30, le 10 août 1990, p. 11) avant même la publication de ce volume chez Humanitas.

⁴⁴⁵⁶ Il traduit pour trois des sept volumes constituant l'édition roumaine (la première) de Platon (les dialogues *Phaidros* en 1983 en collaboration avec **Radu Bercea**, la *République* en 1986, *Philebos* en 1993) et signe pour chacune de ces traductions des études et des notes, plus de trois cent pages au total. Voir aussi **Sorin Antohi**, *Utopica, op. cit.*, p. 65, note 171.

⁴⁴⁵⁷ Sa première traduction de Plotin (traduit par la suite en volumes parus chez Humanitas) date de 1987 dans la revue culturelle *Viata Romaneasca*.

⁴⁴⁵⁸ **Andrei Cornea**, *Scriere si oralitate in cultura antica* [Écriture et oralité dans la culture ancienne], Bucarest, Cartea Romaneasca, 1988.

notoriété de leurs intérêts pour la philosophie sous l'influence de Constantin Noica), à ne pas avoir réussi à reconvertir ce capital acquis avant 1989 pour obtenir la reconnaissance officielle, par un encadrement institutionnel, comme philosophe (comme dans le cas d'un autre historien de l'art, **Andrei Plesu**, cependant de quelques années seulement son aîné). **Andrei Cornea** (né en 1952), ayant lui aussi traduit et discuté Platon pour l'édition dirigée par **Petru Cretia** et Constantin Noica, fut le traducteur du dialogue *Republica*⁴⁴⁵⁹, traduction republiée après 1989 dans une nouvelle édition⁴⁴⁶⁰. Il continue la traduction de Platon après 1989 pour le dernier volume de cette même édition initiée milieu des années 1970⁴⁴⁶¹, mais traduit et commente aussi Aristote et Plotin, traductions qui paraissent chez Humanitas. Spécialiste de la culture antique (grecque en particulier), comme l'atteste aussi sa thèse de doctorat obtenue à l'Université de Bucarest en 1994, publiée chez Humanitas⁴⁴⁶², ses intérêts scientifiques ne semblent pas avoir trop changé après 1989, mais ils se précisent avec un accent mis sur la philosophie et ses autres « essais philosophiques » abordent des sujets actuels, plus ou moins éloignés de l'espace des débats actuels en Roumanie⁴⁴⁶³. Lorsqu'**Andrei Cornea** traite de « l'école de Paltinis », de la conception philosophique et des idées promues par Constantin Noica, son discours est celui d'un philosophe érudit. Dans les années 1980, **Gabriel Liiceanu** s'est porté témoin et porte-parole de l'expérience faite du « modèle païdèïque » que représentait alors « l'école de Noica », proposant donc surtout un témoignage, dans les années 1990, **Andrei Cornea** discute de « l'école de Paltinis » en philosophe « à partir de l'école d'Athènes⁴⁴⁶⁴ ». Les essais philosophiques d'**Andrei Cornea** nous offrent l'image d'un auteur attentif aux auteurs étudiés. Dans ses textes publiés dans 22, **Andrei Cornea** traite des sujets qui ne seront jamais les sujets de ses écrits à visée scientifiques. A la différence des autres « disciples »

⁴⁴⁵⁹ La traduction d'**Andrei Cornea** paraissait en 1986 dans le cinquième volume de l'édition Platon publiée chez les Éditions scientifiques. **Andrei Cornea** avait traduit aussi en 1983 avec **Radu Bercea** un autre dialogue de Platon, *Phaidros*, publié dans le quatrième volume de cette édition.

⁴⁴⁶⁰ La traduction *Republica* paraît aux Éditions Teora de Bucarest, maison qui se remarque par la publication de documents à usage scolaire (dictionnaires surtout).

⁴⁴⁶¹ Ce dernier volume, le septième, paraît en 1993 aux Éditions scientifiques.

⁴⁴⁶² Sa thèse de doctorat, inscrite dans le domaine des lettres (dans la Faculté de langues et littératures étrangères de l'Université de Bucarest) portant l'intitulé *Scriere si oralitate in cultura antica. Cazul Platon* [Écriture et oralité dans la culture antique. Le cas Platon], publiée sous l'intitulé *Platon. Filosofie si cenzura* [Platon. Philosophie et censure] chez Humanitas, renvoie à son dernier ouvrage publié avant 1989 : *Scriere si oralitate in cultura antica*, Bucarest, Cartea Romaneasca, 1988, 2^e édition, Humanitas, 2006.

⁴⁴⁶³ **Andrei Cornea**, *Turnirul Khazar. Impotriva relativismului contemporan*, Bucarest, Nemira, 1997 ; 2^e éd. révisée et augmentée, Iasi, Polirom, 2003.

⁴⁴⁶⁴ Dans un ouvrage qui est construit autour de l'opposition utopique-réaliste qui arrive à discuter de « l'Ecole de Paltinis » en passant par une discussion des auteurs de la philosophie ancienne mais aussi des philosophes de la période récente, discutés ailleurs par d'autres philosophes roumains, intéressants pour sa discussion sur la science utopique, le projet social et l'intellectuel. L'opposition utopique-réaliste a préoccupé déjà un autre membre du GDS. **Sorin Antohi** attendait avant 1989 la publication de son ouvrage (dont le manuscrit avait été déposé dans un premier temps chez Cartea Romaneasca en 1983, par la suite, en 1987 aux Éditions scientifiques) paru seulement en 1991 : **Sorin Antohi**, *Utopica. Studii asupra imaginarii social, op. cit.*

de Noica⁴⁴⁶⁵, en dépit du fait qu'il se fait connaître comme spécialiste de la philosophie ancienne, ses champs d'intérêts scientifiques se situant après 1989 dans la discipline philosophique, **Andrei Cornea** n'est pas universitaire en philosophie ni après l'obtention de son doctorat. Il n'intègre pas en 1990 la Faculté de philosophie de l'Université comme l'ont fait **Gabriel Liiceanu** et **Andrei Plesu** (encore que celui-là est lui aussi historien de l'art). Il est chercheur à l'Institut d'études orientales, créé en 1990 et dirigé par **Radu Bercea** jusqu'à la disparition de cet institut et après avoir donné des cours dans les années 1990 à la Faculté des lettres de l'Université de Bucarest, il intègre en 2002 cet établissement dans un département consacré aux « études culturelles européennes » ensuite aux « études européennes [et aux] relations internationales ». **Andrei Cornea** signe des chroniques politiques dans 22, s'intéresse à faire l'analyse des acteurs politiques mais dans ses livres il traite de la philosophie ancienne ou des philosophes et dans l'enseignement il reste attaché à la discipline dans laquelle il s'est investi avant 1989 (lettres).

Gabriel Liiceanu signe à son tour une seule traduction après 1989, réalisée en collaboration et publiée en 1992 chez Meridiane⁴⁴⁶⁶. Principal actionnaire de la plus prestigieuse maison d'édition d'après 1989, il est le principal éditeur de Noica⁴⁴⁶⁷ mais aussi l'éditeur d'Emil Cioran – parfois même son traducteur et son interlocuteur, en 1990 – et d'Eugène Ionesco. **Liiceanu** continue à traduire Heidegger⁴⁴⁶⁸, une fois encore avec **Thomas Kleininger** (traductions publiées en 1999 et en 2005). Dans 22, il ne traduit pas, mais ses prises de position politiques se développent souvent à l'occasion des dialogues entretenus avec des intellectuels français. À part les textes rares qu'ils signent dans 22, des textes qui s'apparentent aux déclarations au nom du GDS, ce sont dans ses dialogues avec des intellectuels étrangers surtout qu'il expose ces idées. Après 1989 il expose ses idées devant des pairs de l'étranger considérant que l'expérience de l'Est n'avait pas été « compris[e] ». L'« incompréhension » est un mot souvent employé dans ses dialogues avec des intellectuels étrangers et avec des intellectuels de l'exil, faisant souvent référence aux critiques des stratégies éditoriales pour le fait de rapprocher jusqu'à considérer comme similaires expériences du nazisme et du communisme⁴⁴⁶⁹. Signe de sa forte notoriété et de son assurance, ces dialogues

⁴⁴⁶⁵ Si on suit ses propres témoignages, ceux qui fréquentent de manière assidue ou le plus le philosophe Noica sont, à part lui-même, **Gabriel Liiceanu**, **Andrei Plesu**, Victor Stoichita et **Sorin Vieru**.

⁴⁴⁶⁶ Encore soutenue par l'État. Maison consacrée à la publication des livres d'art et d'histoire de l'art où paraît la traduction de F. W. Schelling (1992).

⁴⁴⁶⁷ D'autres anciens « disciples » ou proches y contribuent, bien que dans une moindre mesure, pour un volume seulement (Constantin Noica, *Jurnal de idei*, Humanitas, série « Mémoires/Journaux », 1990) : **Andrei Plesu**, **Thomas Kleininger**, **Sorin Vieru**

⁴⁴⁶⁸ Ces deux traductions de Heidegger ne sont pas les seules dans le catalogue de Humanitas. Un autre traducteur de Heidegger est aussi l'étudiant de **Liiceanu**, préfacier d'un livre de Noica et auteur du livre sur ses relations avec le mouvement légionnaire : Sorin Lavric, *Noica si miscarea legionara* [Noica et le mouvement légionnaire] Étude discutable et disputable car on tend à effacer voire dénier l'attachement de Noica au mouvement légionnaire.

⁴⁴⁶⁹ La publication des livres de Mihail Sebastian, de Mircea Eliade, de Constantin Noica mais aussi des victimes du communisme par les Éditions Humanitas. La traduction du livre de François Furet, *Le passé d'une illusion*, paraît chez

se poursuivent dans les années 2000, dans des conférences publiques organisées à l'Athénée roumain, véritables événements mondains et médiatiques⁴⁴⁷⁰. Nés comme d'un averse désir de recevoir la reconnaissance à laquelle on prétend et qu'ils se voient souvent recevoir en Roumanie comme représentants de la culture roumaine libre des entraves idéologiques sous le communisme, certains discours sont construits autour d'un passé traumatisant que des intellectuels de l'Ouest ou des cultures plus chanceuses ne pourraient pas comprendre.

Début des années 1990, jouissant déjà d'une forte notoriété, **Gabriel Liiceanu** et **Andrei Plesu** seront interpellés par la presse étrangère, comme disciples de Constantin Noica, et conduits à parler d'autres auteurs roumains. C'est notamment le cas de **Liiceanu** en tant qu'éditeur et celui d'**Andrei Plesu**, lui aussi créateur d'institution, le New Europe College, centre interdisciplinaire et des plus ouverts à l'étranger. Prestigieux et proches de certains membres de l'exil déjà avant 1989, les deux sont préoccupés à entretenir le dialogue avec des auteurs roumains de l'étranger, en réinscrivant ces auteurs dans le circuit national des auteurs roumains, et avec des intellectuels de

Humanitas en 1996 (un des traducteurs de ce texte fait partie du personnel dirigeant la maison). La traduction du livre de François Furet et d'Ernst Nolte paraît chez Art, introduite par Mircea Martin.

⁴⁴⁷⁰ En septembre 2010 est organisé son dialogue avec Herta Müller (obtenant le prix Nobel pour la littérature en 2009, elle traduite chez Humanitas à partir de 2009) qui proteste en 2008 contre la décision du responsable de l'Institut culturel roumain (ICR), Horia-Roman Patapievici (membre du GDS à partir de 1995), d'inviter des intellectuels ayant collaboré avec la Securitate (**Sorin Antohi**) dans une conférence organisée par l'ICR à Berlin. Herta Müller ne semble pas avoir apprécié ce type de présentation publique car elle déclare au cours de ce dialogue que cela est « un cirque ». Or **Liiceanu** trouve le sens de « ce cirque » dans le fait de tenter de changer des opinions des jeunes surtout mais de tous qui n'ont pas encore compris ce que la dictature était. La manière dont il s'adresse à Herta Müller dévoile les « incompréhensions » réciproques quant aux attitudes adoptées et aux opinions exprimées avant ou après 1989 par ces deux intellectuels. **Andrei Plesu** considère (en novembre 2010 dans une rencontre avec des lecteurs de *Dilema* à la Bibliothèque centrale universitaire d'Iasi dirigée par **Alexandru Calinescu**) que Herta Müller s'est porté en juge de **Liiceanu** alors qu'elle-même n'a pas fait partie des « dissidents durs » au temps du communisme, comme **Radu Filipescu**, **Doina Cornea** ou **Gabriel Andreescu**. Et en faisant cela, selon **Plesu**, elle a alimenté des sentiments des groupements et des milieux critiques de « **Liiceanu**, cet intellectuel de Basescu ». **Plesu** mentionne aussi occasion « la position délicate de **Liiceanu**, hôte, éditeur et homme » devant Herta Müller. En février 2011 est organisé le dialogue d'**Andrei Plesu** avec Adam Michnik. Dialogue mentionné par des intellectuels critiques du GDS, lors de nos discussions informelles, pour signaler l'affirmation d'Adam Michnik à l'égard de **Gabriel Liiceanu** apprécié comme « menchevik » à la suite des « bolcheviks ». En fin de ce dialogue entre **Andrei Plesu** et Adam Michnik qui s'adressent l'un l'autre d'une manière très amicale, **Liiceanu** qui est en salle intervient pour poser une question. Il fait référence à son dialogue avec Herta Müller lorsque celle-là jugeait inappropriée sa première prise de position de l'après 1989, qui avait attiré l'attention alors et célèbre depuis, le texte qui va donner l'intitulé de son premier ouvrage paru après 1989, *Apel catre lichele* [Appel aux canailles] et le caractérisait de « procureur » étant donné son « appel » aux communistes. Adam Michnik lui répond et en cela il conforte l'opinion de Herta Müller : « Certainement cela a été mal [d'écrire un tel texte]. Cela a été mal car toi, philosophe remarquable, un homme qui a tant fait pour la culture roumaine, tu t'es approprié la stigmatisation d'une certaine catégorie de personnes et non pas de certaines personnes X ou Y, mais d'une entière catégorie, tu as dit "les communistes" et je dis que le plus grand malheur du XX^e siècle est la généralisation. L'homme répond pour ce qu'il avait fait lui-même et toute la philosophie de la dé-communisation est là. Et tu n'es pas des plus extrémistes. Je prends l'exemple de ton dialogue avec Herta Müller parce que c'est toi qui es parlé avec Herta Müller... » D'autres rencontres de ce type sont organisées avec des écrivains traduits par Humanitas. Avec Amos Oz en février 2012 auquel Humanitas consacre une série présentée publiquement le lendemain de cette conférence. Les questions politiques et les divergences autour d'elles sont apparues aussi dans ce dialogue, telle la question de la comparaison entre le nazisme et le communisme, qui seraient des équivalents, selon **Liiceanu**. (Ces dialogues publics, ceux de **Gabriel Liiceanu** avec Herta Müller ou avec Amos Oz et celui d'**Andrei Plesu** avec Adam Michnik peuvent être suivis sur youtube.com. Voir aussi *Evenimentul zilei*, le 14 février 2011.)

l'étranger. Connus devant un public qui dépasse celui des milieux intellectuels comme disciple de Constantin Noica, **Gabriel Liiceanu** est après 1989 l'éditeur de d'Emil Cioran en Roumanie. Publiant après 1989 de nouveaux textes appartenant à Noica et republiant celui-là, dès 1990 **Liiceanu** se fait l'interlocuteur privilégié de Cioran. Il contribuera à la médiatisation de ce dernier avec l'appui d'autres membres du GDS (principalement le cinéaste Sorin Iliesiu, coopté en 1990) par l'utilisation des supports de l'audiovisuel⁴⁴⁷¹. Des entretiens réalisés par **Gabriel Liiceanu** avec Emil Cioran sont devenus un produit médiatique avec la collaboration des spécialistes dans le domaine des arts et de l'audiovisuel. Le film « Petre Tutea – Emil Cioran Petre. Rencontre possible » portant la signature de **Gabriel Liiceanu** et de Sorin Iliesiu date de 1990. L'année suivante, à la télévision publique, passe l'entretien réalisé en 1990 par **Gabriel Liiceanu** avec Eugène Ionesco, publié dans 22. **Gabriel Liiceanu** s'intéresse aux opinions d'Eugène Ionesco à l'égard de la prépondérance de l'idéologie de gauche parmi les milieux intellectuels français⁴⁴⁷². La (re)nationalisation des auteurs d'origine roumaine ayant écrit leurs textes exclusivement ou surtout en français et appartenant à la culture française⁴⁴⁷³ fait partie de ces stratégies d'exportation de la culture roumaine ou de mise en valeur d'une « culture nationale », une autre forme que prend la question du retour en Europe prônait en politique. En s'intéressant à Cioran on peut valoriser l'intérêt pour l'Europe et réussir à (re)construire le lien entre un philosophe roumain qui reste en

⁴⁴⁷¹ C'est dans le cadre du GDS et comme produits d'une de ces structures (le Studio audiovisuel du GDS) que sont réalisés en 1990 les deux films respectivement avec Emil Cioran et Eugène Ionesco où **Gabriel Liiceanu** est leur interlocuteur.

⁴⁴⁷² Eugène Ionesco affirme qu'il avait pris le risque de dénoncer les excès puisque « la vérité doit être respectée » quand « les Occidentaux [...] s'imaginent que la vérité idéologique est plus vraie que la vérité pure et simple. Ce qui est bon pour l'idéologie doit être bon aussi pour la réalité. Par respect pour l'idéologie, ils n'avaient pas de respect pour la réalité ». Ionesco raconte qu'en Roumanie il avait fait l'expérience d'une extrême droite et d'une « gauche prudente, la gauche de Mihai Ralea qui avait été radicalement socialiste », et qu'il avait participé à une manifestation de la gauche : « peut-être il aurait fallu passer par la gauche, être un homme de gauche avant d'être un homme de – je ne dis pas de droite – de non-gauche, ennemi de la gauche. Mais à un moment donné la gauche n'était plus la gauche, à un moment donné la gauche était une droite excessive, une droite de l'horreur, et je dénonçais cela – la terreur ». Il déclare avoir eu une « sensibilité face à l'horreur » dont il avait appris par l'intermédiaire « des hommes venant de Roumanie » auxquels il faisait confiance. Il déclare être parti de Roumanie parce qu'il sentait qu'il ne pouvait pas avoir raison « contre tous les hommes » et qu'il avait rencontré en France un « groupe, Gabriel Marcel, Pierre Emmanuel, Denis de Rougemont [...] qui ont eu le courage d'être isolés devant le mal et de ne pas croire dans le mal ». Il témoigne partager avec Cioran le sentiment de « l'orgueil blessé » de celui né dans « une petite culture ». En parlant de ses prétentions et de sa condition, de prétendant venant d'un pays peu connu : « à ces temps-là [au moment de son départ de Roumanie], je voulais être célèbre [...] la Roumanie ne comptait pas, parce qu'on ne savait pas où se trouve Sofia, où se trouve Bucarest ». Sa condition d'écrivain célèbre est ressentie comme une déchéance : « il serait préférable de vivre en dehors de l'histoire [...] La seule action qui me semble possible en faveur de l'humanité est la prière ». Après avoir « non-aimé la Roumanie », il témoigne se sentir « frère avec eux [les Roumains] » et cela dès le moment où il avait commencé à « haïr la France et l'Occident parce qu'ils ne voulaient pas comprendre. » (« Eugène Ionesco en dialogue avec **Gabriel Liiceanu** », 22, 87, 1991. La rédaction précise que les lecteurs ont insisté pour la publication de ce dialogue enregistré en juillet 1990, transmis à la Télévision roumaine en août 1991. La rédaction précise aussi que le texte a été revu pour la publication par **Gabriel Liiceanu**.)

⁴⁴⁷³ Benjamin Fondane ; Emil Cioran ; Eugène Ionesco. Benjamin Fondane est publié en français en Roumanie, volume paru en 1998. Ensuite il est publié en roumain avec deux titres (dans une édition bilingue et une traduction) en 2004.

Roumanie (Constantin Noica) et un philosophe appartenant plus à la culture française avant 1989, les deux appartenant à la même génération. Mais on peut aussi s'exporter plus facilement lorsqu'on traite d'un auteur intéressant à l'étranger, en France en particulier. **Stelian Tanase** publie dans la seconde moitié des années 2000 un volume composé par des documents d'archive (qui sont dans la plupart des cas la base de ses études⁴⁴⁷⁴) qui présente Emil Cioran dans l'attention des organismes de surveillance de l'État⁴⁴⁷⁵.

Fin des années 1990, **Gabriel Liiceanu** est publié en France et traduit par Marie-France Ionesco comme disciple de Constantin Noica et porte-parole de l'« école de Platinis », ouvrage autobiographique paru en Roumanie dans les années 1980, qui a fait de lui une figure notoire du monde intellectuel sous le communisme⁴⁴⁷⁶. **Gabriel Liiceanu** exporte des penseurs roumains et en faisant cela il s'exporte lui-même. En 2008, en France, en français paraît un volume portant la signature d'Alexandru Dragomir, doctorant de Heidegger « dans l'Allemagne de Hitler », philosophe roumain publié en Roumanie pour la première fois en 2004 chez Humanitas. Le volume est accompagné d'une longue préface signée par **Gabriel Liiceanu**⁴⁴⁷⁷. Alexandre Dragomir est publié chez Vrin dans la collection « Matière étrangère ». Sa publication fait partie du « projet réalisé par la Société roumaine de phénoménologie⁴⁴⁷⁸ et financé par l'Institut culturel roumain et la Fondation Life for Life – Volvo Roumanie ». Le volume paraît en Roumanie en 2004 chez Humanitas, d'autres vont lui suivre, portant la signature du philosophe resté inconnu dans la période communiste et par la suite.

Rappelons que trois membres fondateurs ont la maîtrise de la langue russe : **Sorin Vieru**, **Stefan Augustin Doinas** et **Anca Oroveanu**. Si avant 1989 **Sorin Vieru** publia aussi en russe, articles parus dans des périodiques spécialisés, les traductions d'**Anca Oroveanu** datent de l'après 1989. Elle traduit du russe et de l'anglais dans 22 et, plus tard, dans d'autres revues culturelles

⁴⁴⁷⁴ À part celui qui discute de la période la plus récente, où il a joué, comme d'autres intellectuels, un rôle dans la recomposition du champ politique, et qui est son étude la moins « neutre ». Voir **Stelian Tanase**, *Istoria caderii regimurilor comuniste. Miracolul revolutiei*, 2^e édition, *op. cit.*

⁴⁴⁷⁵ **Stelian Tanase**, *Cioran si Securitatea* [Cioran et la Securitate], Iasi, Polirom, « Histoire souterraines », 2010.

⁴⁴⁷⁶ **Gabriel Liiceanu**, *Journal de Platinis*, *op. cit.*

⁴⁴⁷⁷ Cette introduction lui sera reproché car elle sera jugée un acte d'appropriation. Notons que dans cette présentation d'Alexandru Dragomir il reste le disciple de Noica. **Gabriel Liiceanu** avait rencontré à plusieurs reprises Alexandru Dragomir tout comme d'autres proches de Noica, **Andrei Plesu** et **Sorin Vieru**, tous les trois ayant suivi les conférences privées d'Alexandru Dragomir et rencontré celui-là jusqu'en 2000. Après la mort de ce dernier, les archives lui appartiennent. Notons aussi que **Sorin Vieru** garde la trace de ses rencontres avec Alexandru Dragomir, enregistrement dont le contenu reste encore inconnu (entretien avec **Sorin Vieru**, le 16 juin 2008).

⁴⁴⁷⁸ La Société de phénoménologie est étroitement liée aux Éditions Humanitas et aux sujets préoccupant **Liiceanu**. La « société » a son siège dans la Maison Lovinescu, donation faite à la Fondation Humanitas Aqua Forte par Monica Lovinescu en 2000. La Société roumaine de phénoménologie déroule plusieurs de ses projets éditoriaux en collaboration et avec le soutien de Humanitas (la série Heidegger de Humanitas est mise sous la tutelle des deux institutions) dont principalement la revue *Studia Phaenomenologica* la mieux classée parmi les revues roumaines de philosophie.

(*Secolul 20, Arta*). Elle semble être la seule parmi des membres du GDS à traduire du russe, dans 22 et chez Humanitas⁴⁴⁷⁹, où elle signe en 1992 la traduction de Nikolaï Berdiaev, dont les notes, la chronologie et la bibliographie sont signées par **Andrei Plesu**⁴⁴⁸⁰. En 2008, elle cosigne une autre traduction, de l'anglais, du livre de Victor Ieronim Stoichita⁴⁴⁸¹, installé en Allemagne.

Plusieurs femmes sont des traductrices dans des couples où les deux sont chercheurs ou universitaires ou ont suivi une même formation (ce qui arrive souvent). En couple, ayant suivi une même formation, parfois occupant des postes similaires, ayant une même activité et intégrant une même institution, ils collaborent⁴⁴⁸². En position similaire, et même dans des couples où les deux sont des universitaires, les femmes traduisent, alors que les hommes signent les préfaces, les commentaires ou, plus, ils sont des spécialistes des auteurs que leurs épouses traduisent. Un tel exemple constitue le couple Ianosi. Janina Ianosi traduit avant comme après 1989 du russe et de l'allemand surtout, alors qu'elle maîtrise aussi le français, des auteurs dont discute son mari, Ion Ianosi, dans les préfaces à ces volumes. Les deux sont des universitaires en philosophie. Janina Ianosi traduit Lev Tolstoï dont Ion Ianosi est le spécialiste en Roumanie. Elle traduit aussi entre autres Heinrich Heine et Thomas Mann, traductions introduites par Ion Ianosi, publiées chez Humanitas⁴⁴⁸³. Plus rarement, les hommes sont des traducteurs alors que les femmes travaillent dans des rédactions et/ou traduisent⁴⁴⁸⁴. **Sorin Vieru** dirige la collection « f » chez Humanitas, étant aussi traducteur et auteur de Humanitas, alors que son épouse, Gina Vieru traduit pour Humanitas. Dans un autre couple, les deux sont des traducteurs de l'après communisme. Mona et

⁴⁴⁷⁹ On ne connaît pas si la traduction d'A. Zinoviev signée par **Sorin Vieru** a été faite à partir de l'anglais ou du russe.

⁴⁴⁸⁰ Étant de ses amis et des amis de la famille (**Anca Oroveanu** est la fille du dirigeant communiste Leonte Rautu) dès la période communiste, ils collaborent après 1989 et surtout dans le cadre du NEC [New Europe College] dont le directeur fondateur est **Andrei Plesu** et **Anca Oroveanu** son directeur scientifique. En fait, c'est elle qui dirige les activités régulières du NEC.

⁴⁴⁸¹ Fils de l'universitaire en philosophie, Radu Stoichita. Voir Gheorghe Vladutescu, *Filozofie si politica 1957-1962*, op. cit., pp. 132-136.

⁴⁴⁸² À cette division du travail intellectuel entre les sexes, il faudrait ajouter un autre travail qui s'apparente à celui du rédacteur, dans un cadre non-institutionnalisé, au domicile et en famille, travail qui reste très peu et rarement reconnu (dans les dédicaces, dans les préfaces on mentionne ces contributions) qui est celui des femmes dans des couples où l'homme est « auteur ». Il s'agit du travail intellectuel des épouses qui sont des lectrices dont les compétences (linguistiques surtout) aident au travail produit par leurs maris qui sont des « auteurs ». Elles sont souvent issues de familles mieux situées socialement (et parfois de familles bilingues) que les familles de leurs époux et dotées d'une forte culture humaniste. Elles ont bénéficié d'une éducation dans des milieux bilingues sinon plurilingues. (Voir sur ces questions, Pierre Bourdieu, *La Domination masculine* [1998], Paris, Seuil, 2^e éd., 2002, spécialement pp. 110-111, 135.)

⁴⁴⁸³ Après 1989, Ion Ianosi dirige une collection chez Humanitas, consacrée aux « penseurs russes », collection dans laquelle paraissent des traductions des auteurs russes, réalisées par son épouse, qu'il commente. Janina Ianosi traduit aussi dans la collection « f » dont s'occupe **Sorin Vieru**, alors qu'Ion Ianosi signent des préfaces à ces volumes.

⁴⁴⁸⁴ Notons que, à notre connaissance, jusqu'à présent dans un seul cas le propriétaire d'une maison d'édition (nous parlons ici du secteur éditorial des sciences humaines) est une femme (l'Institut européen), alors que dans de nombreux cas, elles font partie du personnel dirigeant d'une maison, collaboratrices d'un éditeur homme, propriétaire ou actionnaire principal ou figure tutélaire d'une maison. Leurs carrières se déploient exclusivement dans le secteur éditorial alors que dans le cas des éditeurs hommes qui ont comme elles une formation en sciences humaines, ils sont des universitaires.

Sorin Antohi signent ensemble des traductions des titres français, publiées notamment chez Humanitas : Alain Besançon (deux titres parus en 1992 et un autre en 2001) ; Pierre Manent (titre paru en 1992, traduction introduite par **Sorin Antohi**, republié en 2003 dans la collection « Polis », dirigée par Cristian Preda) et Katherine Verdery (traduction parue en 1994). Ensemble ils traduisent le livre de **Mihai Sora**, paru en France en 1947, traduction publiée en 1995, dont la préface est signée par Virgil Nemoianu (installé à l'étranger fin des années 1960). Mona Antohi signe seule des traductions dans 22 et d'autres parues chez Humanitas : Alain Besançon (deux titres parus respectivement en 1996 et 1999) ; Ralf Dahrendorf (titre paru en 2001) ; Pierre Manent (titre paru dans la collection « Polis » en 2003) ; Françoise Thom (la traduction paraît en 1993 mais des extraits ont été publiés dans 22 en 1990 sous la signature de **Sorin Antohi**) ; Paul D. Quinlao et Maurizio Viroli (traductions à partir de l'anglais parues respectivement en 2001 et 2002). Catrinel Plesu, l'épouse d'**Andrei Plesu**, fille de l'académicien Nicolae Petrușian, est traductrice de l'allemand et de l'anglais et responsable du Centre national du livre, créé en 2007, dans le cadre de l'Institut culturel roumain (créé en 2003), sur le modèle du CNL français.

Des traductions de livres d'auteurs français et en langue française sont nombreuses aux Éditions Humanitas⁴⁴⁸⁵. Cela est en lien avec la formation initiale de ces intellectuels, leurs compétences linguistiques, liée aux héritages culturels, « l'influence française » dont plusieurs études aiment rendre compte et que certains historiens littéraires questionnent⁴⁴⁸⁶. Ion Ianoși, philosophe et spécialiste de la culture, mentionne le « paradoxe » qui contredit le mythe de la francophilie des intellectuels roumains : dans un pays francophone l'attire dans les milieux intellectuels pour la culture allemande est impressionnant. Ce sont des philosophes, « professionnels » ou autodidactes, des « disciples » du philosophe Constantin Noica⁴⁴⁸⁷, qui ont fait des stages en Allemagne (**Gabriel Liiceanu**, **Andrei Plesu**, **Andrei Cornea** alors que Victor

⁴⁴⁸⁵ Selon notre comptage 184 titres traduits à partir du français sont publiés par les Éditions Humanitas entre 1990 et 2003 par rapport à 185 titres traduits à partir de l'anglais (l'américain y inclus). Voir notre tableau sur le nombre de traductions parues chez Humanitas et leur répartition par langue.

⁴⁴⁸⁶ Dans un ouvrage republié après 1989 sur les « origines du romantisme roumain », Paul Cornea discutait du « succès extraordinaire de la théorie "des influences" dans le milieu intellectuel de l'entre-deux-guerres » pour en proposer deux explications à ce phénomène : le succès des auteurs qui réalisent des études d'histoire littéraire dans une perspective comparatiste sous l'influence des auteurs de l'école française comparatiste et les idées véhiculées par une école littéraire roumaine (*junimismul*). Voir Paul Cornea, *Originile romantismului românesc, op. cit.*, pp. 15, 18 (pour les citations). Un tel auteur de succès, qui voyait (fin du XIX^e et début du XX^e siècle) dans des courants littéraires l'imitation des courants littéraires français, est traduit et republié avant comme après 1989. Pompiliu Eliade est traduit et publié avec son étude sur « l'influence française sur l'esprit public en Roumanie » en 1982 chez Univers, mais aussi chez Humanitas en 2000 et aux Éditions de l'Institut culturel roumain en 2006.

⁴⁴⁸⁷ Contrairement aux notations de Katherine Verdery qui considérait **Sorin Vieru** comme étant des disciples de Constantin Noica, compte tenu de ses propres témoignages (entretiens avec **Sorin Vieru**, 2008) et de sa trajectoire, nous ne considérons pas celui-ci un « disciple » mais un philosophe professionnel proche du philosophe Constantin Noica, tout comme ceux qui sont et se présentent comme « disciples » de ce dernier : **Gabriel Liiceanu**, **Andrei Cornea**, **Andrei Plesu**, **Thomas Kleininger** mais aussi Victor Ieronim Stoichita, Vasile Dem. Zamfirescu.

Ieronim Stoichita s'est installé en Allemagne depuis les années 1980) et sont des traducteurs de l'allemand (**Gabriel Liiceanu**, **Thomas Kleininger** et **Sorin Vieru**). Parmi des futurs membres du GDS qui font des stages de recherche en Allemagne après 1989, le philosophe Mircea Dumitru, bien avant d'intégrer le GDS, en 1991 est boursier à Düsseldorf. Au moment de sa cooptation, en 2004, Mircea Dumitru est doyen de la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest. D'autres futurs politistes semblent s'intéresser à étudier en Allemagne ou ils maîtrisent la langue allemande et sont même des traducteurs de l'allemand. Cristian Preda déclare avoir essayé en 1990 à obtenir une bourse d'études en Allemagne. Mais il continue ses études en France comme boursier du Gouvernement français à deux reprises (de 1990 à 1991 et de nouveau à partir de 1991). Aurelian Craiutu lui aussi poursuivant ses études en France, traduit de l'allemand (Edmund Husserl aux Éditions Humanitas en 1994) avant de traduire du français (en 1996, *Gabriel Marcel interrogé par Pierre Boutang*, avec Cristian Preda, chez Anastasia) et du français en américain.

Si des intellectuels français mais aussi des représentants politiques semblent être des plus intéressés par des intellectuels roumains et par le GDS, ce sont toujours eux qui constituent souvent l'objet des critiques venant des intellectuels du GDS quant à l'incompréhension d'un passé communiste (les critiques formulées par **Gabriel Liiceanu** ne sont que des plus connues mais ne sont pas les seules) ou de leur orientation (Aurelian Craiutu dans une intervention au sujet des représentants d'un parti politique français en visite en Roumanie pour une rencontre avec des membres du Parti de l'Alliance civique). Reste cependant qu'en France se joue aussi des enjeux de la politique qui traversent le champ intellectuel roumain au moins parce que c'est là que réside des intellectuels roumains de l'exil ayant contribué à soutenir de près et le plus intensément des (futurs) membres du GDS. Et c'est là que les milieux intellectuels semblent des plus clivés par leurs options idéologiques.

Des membres fondateurs du GDS sont nombreux à s'intéresser à la culture française (**Mihai Sora**, **Alexandru Paleologu**, **Andrei Pippidi**). A de rares exceptions près (**Alexandru Calinescu**), des membres du GDS ne s'intéressent pas exclusivement à l'espace francophone, à la culture française. Par leurs contacts amicaux ou liaisons familiales, ils semblent s'être intéressés sinon familiarisés avec d'autres espaces culturels que ceux dont ils importent par leurs choix de traduction. La famille de **Mihai Sora**, formé et ayant débuté en France (en 1947), s'est installée en Allemagne. Son livre de début est traduit en Roumanie seulement après 1989. Benjamin Fondane est l'auteur traduit du français et discuté par **Mihai Sora**⁴⁴⁸⁸ alors qu'il a déjà été publié dans une

⁴⁴⁸⁸ En janvier 2010, dans un séminaire organisé à NEC, à l'invitation d'**Andrei Plesu**, qui avait introduit ce séminaire, **Mihai Sora** commentait les textes de Benjamin Fondane traduits en roumain par Luiza Palanciuc, sa future épouse, et lui, dans un projet éditorial consacré par la maison Polirom à l'édition roumaine de Benjamin Fondane [Fundoianu]. D'origine juive, né en 1898 à Iasi, Benjamin Fondane publie dans des revues d'avant-garde avant son départ en France,

édition bilingue par l'institution qui s'occupe de la promotion de la culture roumaine à l'étranger⁴⁴⁸⁹. Formé en Allemagne, le philosophe **Gabriel Liiceanu** fréquentait des intellectuels de l'exil parisien, fréquentés aussi par son maître à penser. À plusieurs reprises, il s'est trouvé à Paris durant la période communiste⁴⁴⁹⁰.

Après 1989, il arrive que des membres du GDS, attachés à la culture française, par l'éducation, notamment par l'école, aillent s'intégrer dans des espaces professionnels anglophones. Tel est le cas de **Sorin Antohi**, traducteur des auteurs français, ayant établi des contacts en France dans les milieux scientifiques, il intègre la Central European University de Budapest comme historien. Tel sera le cas d'Aurelian Craiutu qui, après des études approfondies suivies en France, suit des études en science politique aux États-Unis où il est à présent universitaire.

Le lieu de formation de ceux qui continuent leurs études à l'étranger semble être le facteur décisif dans le choix des auteurs traduits et de leurs références. Des ouvrages de sciences humaines signés par des auteurs français sont traduits avec le soutien du ministère français des Affaires étrangères mais aussi de la Fondation Soros⁴⁴⁹¹.

Certains membres fondateurs du GDS, certains collaborateurs de 22 (dont un membre de la rédaction), nés dans les années 1950, et de jeunes étudiants se trouvant à la fin de leurs études en 1990 continuent leurs études à l'étranger, dans la majorité des cas en France où ils sont des boursiers. Ces derniers vont s'intégrer dans le GDS dans la période suivante. Par contre aucun rédacteur de 22 ne sera pas coopté dans le GDS. Le changement politique débouche sur une réévaluation des projets intellectuels et changement de perspective, d'objet d'étude ou même de discipline surtout parmi les plus jeunes intellectuels de la période communiste et des prétendants. C'est par leur accès à l'étranger qu'ils vont se procurer les ressources (symboliques) pour s'adapter aux nouvelles demandes du champ éditorial et scientifique et se présenter sous un jour nouveau après 1989

Des membres fondateurs vont continuer leurs études à Paris en commençant avec 1990 : **Sorin Antohi**, **Magda Carneci**, **Anca Vasiliu**. Mais aussi un membre de la rédaction, Bogdan Ghiu⁴⁴⁹² et collaborateur de 22, Teodor Baconsky (de presque une dizaine d'année plus jeune que les autres). À une seule exception (**Dan Petrescu**, opposant au régime et écrivain), tous continuent

en 1923. En France, il publie de la poésie et traduit des poètes roumains. En 1944, il meurt dans le camp d'extermination nazi d'Auschwitz.

⁴⁴⁸⁹ En 2004, aux Éditions de l'Institut culture roumain paraît l'édition bilingue de son seul recueil de poésie publié en roumain, introduit par Mircea Martin.

⁴⁴⁹⁰ En plus, un de ses cousins habite en France, à Paris.

⁴⁴⁹¹ Ce sont des auteurs traduits dans la collection « Société civile » des Éditions Humanitas.

⁴⁴⁹² Traducteur notoire après 1989, nous en exposons ses traductions des livres de sciences humaines surtout par la suite lorsque nous présentons des représentations du travail de traduction et trois des plus connus traducteurs, membres du GDS : **Sorin Antohi**, Cristian Preda et lui.

leurs études, en obtenant un diplôme (DEA) ou même deux diplômes (doctorat aussi). En 1990 **Dan Petrescu** et **Magda Carneci** occupent des postes de responsabilité dans le ministère de la Culture dirigé alors par **Andrei Plesu**, tout comme Teodor Baconsky n'intégrant le GDS qu'en 2008. **Sorin Antohi** occupe lui un poste similaire dans le ministère de l'Enseignement dirigé début 1990 par **Mihai Sora**. Lorsqu'ils partent pour continuer leurs études, ils renoncent à leurs postes politiques (**Magda Carneci**, **Dan Petrescu**, **Sorin Antohi** et Teodor Baconsky⁴⁴⁹³). **Magda Carneci**, comme elle le déclare, passe les années 1990 en Roumanie même si elle fait des études doctorales à Paris. Elle garde le poste qu'elle occupe à partir de 1990 comme directrice de l'Institut d'histoire de l'art jusqu'en 1992 et plus, elle est présidente du GDS au début des années 1990 (le plus probablement entre 1992 et 1993). Tous (à l'exception des femmes) sont des traducteurs après 1989 et s'investissent dans le secteur éditorial, leurs rôles sont différents et la durée de cet investissement varie : directeur d'une maison d'édition consacré au livre religieux (Teodor Baconsky), directeur de collection (**Dan Petrescu**), conseiller éditorial (**Sorin Antohi**). Tous traduisent mais tous ne se remarquent pas par cette activité. **Sorin Antohi** est conseiller pour les Éditions Humanitas, alors que **Dan Petrescu** dirige une collection de la maison d'édition bucarestoise, Nemira, et participe, selon plusieurs témoignages, à la construction de son catalogue. **Dan Petrescu** travaille aux Éditions Albatros où il traduit en 1992 Bernard-Henri Lévy (*Éloge des intellectuels*, 1987) avant d'investir la nouvelle maison d'édition Nemira (où vont collaborer et débiter d'autres membres du GDS : Horia-Roman Patapievic, Cristian Preda et plus tard, Catalin Avramescu). À part Ioan Petru Culianu – qui est son bon-frère – dont il est le traducteur et qu'il publie chez Nemira, **Dan Petrescu** traduit à partir du français pendant les années 1990 trois autres titres (Louis Pauwels et Jacques Bergier, Roger Caillois et Georges Bataille).

Traducteurs mais aussi conseillers auprès des différents éditeurs (Bogdan Ghiu⁴⁴⁹⁴, **Dan Petrescu**) parfois aussi des universitaires après 1989 (**Sorin Antohi**, Aurelian Craiutu Cristian Preda), leurs activités intellectuelles sont en large partie sinon exclusivement liées à leurs rôles de médiateurs culturels. Faute d'un capital symbolique (spécifique ou moral) acquis avant 1989, ils se construisent après 1989 une autorité en référence à un capital qu'ils ont acquis à l'étranger qui se révèle dans leurs pratiques de médiateurs : traduction et interprétation des auteurs étrangers, invitation faite aux auteurs étrangers, etc.

⁴⁴⁹³ Après son retour en Roumanie Teodor Baconsky est collaborateur des Éditions Anastasia.

⁴⁴⁹⁴ Bogdan Ghiu, rédacteur de 22 en 1990, est peut-être le plus connu traducteur des livres de sciences humaines de la période postcommuniste. Il traduit plus rarement avec sa femme, Madalina Ghiu, qui est rédactrice, à présent chez Cartea Romaneasca, maison qui est restée sous la tutelle de l'Union des écrivains mais dont la gestion appartient à présent à Polirom (entretien avec Bogdan Ghiu, le 30 juin 2008).

Sorin Antohi et **Magda Carneci** tout comme Bogdan Ghiu ont obtenu leurs diplômes d'études approfondies à l'EHESS. Les deux premiers sous la direction d'Alain Besançon, le dernier sous celle de Jacques Derrida. Selon ce dernier Alain Besançon est le point d'attraction de nombre d'étudiants désireux de poursuivre leurs études en France. **Magda Carneci** suit aussi des études doctorales et obtient son diplôme de doctorat à l'EHESS toujours sous la direction d'Alain Besançon. Sa thèse d'histoire de l'art porte sur l'Union des artistes dans la période communiste⁴⁴⁹⁵, institution dont elle discute aussi dans 22 en 1990. Sous sa direction paraissent des anthologies publiées en français en France, contribuant à la publicité des poètes roumains notamment de sa « génération ». Successivement boursière de plusieurs institutions – étrangères surtout mais aussi du NEC –, elle s'installe en France au début des années 2000 lorsqu'elle enseigne à l'INALCO. A partir du milieu des années 2000 jusqu'en 2010, elle dirige l'Institut culturel roumain de Paris. Par les postes qu'elle occupe et par ses publications, elle ne semble pas s'éloigner de ses préoccupations d'avant 1989. La seule à s'installer en France, s'intégrant dans l'enseignement philosophique est **Anca Vasiliu**. Historienne de l'art et spécialiste de l'art byzantine de Valachie, après un DEA en philosophie ancienne, elle commence des études doctorales de philosophie en 1991 à l'Université Paris X Nanterre. Sa thèse paraît en France en 1997 chez Vrin (*Du Diaphane. Image, milieu, lumière dans la pensée antique et médiévale*). Elle garde son poste à l'Institut d'histoire de l'art de l'AR jusqu'en 1998, moment de son recrutement au CNRS.

À la même période, à partir de 1990, ce sont aussi de jeunes diplômés qui poursuivent leurs études en France, devenus membres du GDS, cooptés entre 1990 et 2007. Teodor Baconsky appartient à cette génération ayant fini ou en train de finir leurs études au moment de la chute du régime et un de ceux qui poursuivent leurs études à l'étranger mais le seul parmi eux à quitter un poste politique obtenu dans le gouvernement provisoire installé en décembre 1989.

Avant d'intégrer l'Université ou de traduire pour le secteur éditorial des auteurs qui sont des références de leurs études, ils en discutent ou traduisent dans 22. Avant de signer leurs propres ouvrages et parfois même d'intégrer l'Université, ils traduisent pour Humanitas et intègrent le GDS. Le Groupe intègre des traducteurs avant qu'ils soient des auteurs (Aurelian Craiutu, Cristian Preda). Aurelian Craiutu n'est ni auteur ni universitaire lorsqu'il intègre le GDS (en 1990). Alors que dans 22, ce dernier est l'auteur de textes sur l'économie (sa formation première, avant 1989) mais aussi des commentaires au sujet des identités politiques, d'une supposée identité politique que le Parti de l'Alliance civique [PAC] désire se construire, commentaire publié après sa participation

⁴⁴⁹⁵ Magda Carneci, « Discours du pouvoir, discours de l'image : l'art roumain pendant le régime communiste », thèse d'histoire de l'art sous la direction d'Alain Besançon, EHESS, 1997. Thèse qu'elle publie en roumain : *Artele plastice in Romania 1945-1989*, Bucarest, Meridiane, 2000, révisée et augmentée dans une seconde édition, publiée en 2013.

à une rencontre entre de nouveaux politiques, membres du PAC, avec des politiques français. Aurelian Craiutu et Cristian Preda sont des traducteurs pour Humanitas. Leurs contacts en France qu'ils ont établis après 1989 (et plus rarement avant 1989), parfois par l'intermédiaire de leurs aînés influent leurs choix de publication des auteurs étrangers. Parfois leurs choix de traductions sont opérés par des intellectuels de l'exil. Alors que certains, à leur tour, semblent influencer des choix faits par des impétrants des années 1990. Choix des sujets à traiter, des maîtres à suivre (choix de leur directeur de thèse⁴⁴⁹⁶) et par conséquent des auteurs à introduire en Roumanie. Dans d'autres cas ce sont des choix de traduction qu'ils opèrent eux-mêmes suivant des attentes et la politique du moment⁴⁴⁹⁷. Lorsque les choix de traduction n'appartiennent pas au traducteur lui-même c'est au directeur de collection qui est lui aussi traducteur ou des responsables de l'institution qui soutient le financement⁴⁴⁹⁸. Le choix de la traduction appartient à celui qui est le plus doté en capital symbolique ou d'une collaboration fondée sur leur attachement commun aux auteurs traduits ou au sujet⁴⁴⁹⁹.

Aurelian Craiutu, intégrant le GDS en 1990, et Cristian Preda, devenu membre du GDS en 1996, ont fait des études en France à la même période. Le premier à Rennes (Université de Rennes 1), le second en philosophie à Paris (Université Paris I Panthéon Sorbonne). Aurelian Craiutu avait fini ses études en 1988 en économie (à l'Académie d'études économiques de Bucarest). Entre 1990 et 1991, Craiutu fait des études « maîtrise level » à l'Université Renne 1 et dans son « mémoire de maîtrise » il traite du fondateur de l'ordolibéralisme, Wilhelm Röpke (président de la Société Mont Pèlerin)⁴⁵⁰⁰. Cristian Preda est étudiant en quatrième année (dernière année) à la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest lorsqu'il dépose une demande de bourse (février 1990) et obtient une bourse d'études du Gouvernement français. Alors que ce dernier achève sa formation

⁴⁴⁹⁶ Entretiens avec **Sorin Antohi** (le 26 mars 2008) ; avec Cristian Preda (le 15 février 2008).

⁴⁴⁹⁷ Un tel exemple le constitue la première traduction signée par Bogdan Ghiu et publiée par Humanitas : Michel Albert, *Capitalisme contra capitalism*, Bucarest, Humanitas, 1994. Entretien avec Bogdan Ghiu (le 27 juin 2008).

⁴⁴⁹⁸ Des institutions à visée culturelles qui ont comme but principal ou entre autres, la promotion d'une « culture nationale » construite aussi par l'entrée dans les canons des auteurs internationaux d'origine roumaine : les traductions initiées par l'Institut diplomatique roumain et publiées récemment chez Curtea Veche ou les traductions initiées et soutenues par l'Institut culturel roumain avec la création d'une liste des auteurs à traduire, dont les ouvrages recevront de l'aide de l'État roumain pour la traduction et pour la publication à l'étranger.

⁴⁴⁹⁹ Les traductions réalisées par Cristian Preda pour la revue *Polis* et commentées par **Sorin Antohi** ou la traduction des auteurs traduits en roumain par leurs collaborateurs qui sont de leurs étudiants (les volumes collectifs traduits à l'initiative et avec les commentaires de Cristian Preda).

⁴⁵⁰⁰ Si tous ces interventions écrites ou communications, mais aussi les entretiens qu'il a donnés et tous les textes qu'il avait signés semblent être mentionnés dans son autoprésentation, on ne connaît pas son encadrement institutionnel en 1989 ou entre 1992 et 1993. Son cv est disponible (à partir de 2009) sur le site de l'administration présidentielle comme membre d'honneur, « appointed by the President of Romania », d'une commission présidentielle constituée en 2008 en vue de l'étude du régime constitutionnel, commission présidée par un autre membre du GDS (Ioan Stanomir). Ces cooptations semblent avoir été réalisées cependant à la proposition, si on en croit à certains témoignages (datés de 2008, peu avant la constitution de cette commission, AJ) de Cristian Preda et transmis à certains de ceux qui vont composer cette commission par Catalin Avramescu (autre membre du GDS, coopté en 2005).

en France, en obtenant pour une seconde fois en automne 1991 une bourse du Gouvernement français, Aurelian Craiutu est, de 1993 à 1994, « visiting Fulbright scholar » aux États-Unis, à University of Tennessee⁴⁵⁰¹. À partir de 1993, il poursuit sa formation aux États-Unis en obtenant en 1996 son « M.A. in politics » à Princeton University et son doctorat de philosophie politique avec une thèse sur « The Apprenticeship of Liberty : Reflections on Political Thought of the French Doctrinaires », recevant le prix Leo Strauss de l'Association américaine de science politique en 1999. En tant que doctorat il enseigne à Princeton University et ensuite, dans un programme d'études postdoctorales, à Duke University⁴⁵⁰². Dès le début des années 1990 Aurelian Craiutu est conseiller pour les Éditions Humanitas, position qu'il semble occuper jusqu'en 2003. Il est aussi traducteur de l'allemand (et commentateur d'Edmund Husserl), il contrôle la traduction d'un dictionnaire d'économie traduit du français chez Humanitas. Aurelian Craiutu fait son entrée dans le GDS comme économiste mais aussi, comme cela ressort de ses commentaires pour 22, comme proche du Parti de l'Alliance civique. A partir de 1997, les textes d'Aurelian Craiutu publiés dans 22 n'abordent plus des questions économiques mais traitent de la pensée, de la théorie et des études politiques.

Doctorant en philosophie à l'Université Paris I, en 1992, Cristian Preda réussit son entrée à l'Université de Bucarest dans la Faculté internationale de sciences humaines, nouvel établissement (la future Faculté de sciences politiques), dirigé alors par Radu Toma, son ancien professeur qui l'avait initié à la traduction⁴⁵⁰³, où il anime des séminaires de philosophie politique, parfois en collaboration avec Aurelian Craiutu. Ses premières traductions pour Humanitas datent de 1993⁴⁵⁰⁴. En 1994, avec un autre enseignant du même établissement⁴⁵⁰⁵, il signe la traduction du titre de François Châtelet et Evelyne Pisier paru chez Humanitas dans une collection dirigée plus tard par Aurelian Craiutu⁴⁵⁰⁶, « la Société civile »⁴⁵⁰⁷.

A. Craiutu et C. Preda collaborent de nouveau pour la traduction du recueil d'entretiens réalisés par Gabriel Marcel avec Pierre Boutang pour les Éditions Anastasia, paru en 1996. Si la dimension religieuse ou la religion est thème de préoccupation pour Aurelian Craiutu, pour Cristian

⁴⁵⁰¹ La même année il recevait deux autres bourses qu'il refuse, bourse du Gouvernement français et une autre de la part du Collegium Budapest.

⁴⁵⁰² Ses cours portent sur « la théorie politique et l'Europe de l'Est après 1989 » et sur « les concepts de patriotisme et de nationalisme ».

⁴⁵⁰³ Entretien avec Cristian Preda (le 15 février 2008). Voir aussi Cristian Preda, *Eseuri politice*, Nemira, 2009 (volume paru avec le soutien du Groupe PPE du Parlement Européen).

⁴⁵⁰⁴ Oscar Cullmann, *Noul Testament*, coll. « Que sais-je ? », Humanitas, 1993 ; Edmond Jacob, *Vechiul Testament*, coll. « Que sais-je ? », Humanitas, 1993. Sur ses traductions voir plus loin son témoignage.

⁴⁵⁰⁵ Mircea Boari, fils de l'universitaire Vasile Boari (Cluj), lui aussi converti à « la science politique » (voir *supra*).

⁴⁵⁰⁶ Si Aurelian Craiutu note qu'il dirige cette collection seulement à partir de 1998 (et jusqu'en 2003), il est conseiller pour Humanitas dès 1993 et selon Cristian Preda ce titre a été choisi pour la traduction avec Aurelian Craiutu.

⁴⁵⁰⁷ François Châtelet et Evelyne Pisier, *Conceptiile politice ale secolului XX* [Les conceptions politiques du XXe siècle. Histoire de la pensée politique, Paris, PUF, 1981], Bucarest, Humanitas, coll. « Société civile », 1994.

Preda elle ne semble pas être un choix⁴⁵⁰⁸. Aurelian Craiutu signe une année après, en 1997, une autre traduction chez Anastasia, un volume d'entretiens de Gustave Thibon avec Christian Chabanis. Et au moment où il dirige la collection « la Société civile » chez Humanitas, Aurelian Craiutu signe l'introduction de l'ouvrage d'Alasdair MacIntyre sur la vertu, traduction signée par Catrinel Plesu, publiée en 1998.

En 1996 Cristian Preda est devenu membre du GDS à la proposition de Horia-Roman Patapievici qui vient d'intégrer le GDS, en 1995. Chez Babel, petite maison d'édition spécialisée dans les essais politiques dont une large partie est constituée de traductions du français⁴⁵⁰⁹, en 1995, paraît sa traduction de Raymond Aron (*Histoire et dialectique de la violence*, 1973) et en 1998, le titre de Pierre Manent (*La Cité de l'homme*, 1994), son directeur de thèse – qu'il soutient en 1998 à l'EHESS –, traduit en collaboration avec Ioana Popa qui est alors son étudiante. Collaborateur fidèle de *Dilema*, Cristian Preda signe en 1993 son premier texte pour 22 (« Histoire et nation ») où il traite de l'identité nationale, sujet préoccupant alors les intellectuels, discutant de Pierre Manent⁴⁵¹⁰.

Aurelian Craiutu, faisant sa carrière académique aux États-Unis, continue ses collaborations avec des revues intellectuelles ou culturelles roumaines, en particulier avec 22. Cristian Preda et Aurelian Craiutu sont des collaborateurs *Sfera politiciii* et de *Polis*. Et les deux collaborent avec **Sorin Antohi**, introduisant des auteurs du libéralisme français. Alors qu'Aurelian Craiutu et **Sorin Antohi** ont préparé ensemble un volume dédié à **Mihai Sora** (ministre de l'Enseignement dans le gouvernement provisoire, **Sorin Antohi** est de ses collaborateurs) publié chez Nemira en 1997 où **Dan Petrescu** travaille⁴⁵¹¹. Aurelian Craiutu signe des traductions dans des revues culturelles, du français et de l'allemand mais aussi encore que plus rarement de l'espagnol⁴⁵¹².

Aurelian Craiutu et Cristian Preda font leurs débuts éditoriaux en 1998. Chez Polirom d'Iasi, Aurelian Craiutu signe *Elogiul libertatii* avec le sous-titre « études de philosophie politique »⁴⁵¹³. Cristian Preda signe chez Nemira de Bucarest, où il dirige à partir de 1998 la collection « la Société politique », son volume de début sur la « modernité politique » et l'identité nationale, publié dans

⁴⁵⁰⁸ Notons aussi qu'aucune présentation ou autoprésentation de Cristian Preda n'inclut pas les trois titres qu'il avait traduits et qui sont liés à la religion, les deux titres traduits pour Humanitas, l'autre en collaboration avec Aurelian Craiutu pour Anastasia.

⁴⁵⁰⁹ Maison d'édition créée et dirigée par Radu Toma. Voir chapitre 10.

⁴⁵¹⁰ 22, 162, 1993.

⁴⁵¹¹ **Dan Petrescu** et **Sorin Antohi** font partie des mêmes cercles intellectuels avant 1989.

⁴⁵¹² Aurelian Craiutu ne parle pas l'allemand ou l'espagnol mais il lit de ces deux langues.

⁴⁵¹³ « The nine chapters of the book explore the relevance of various Western liberal and anti-liberal thinkers to Eastern Europe », note l'auteur dans son auto-présentation. Le volume paraît dans la collection « Collegium », dans la série de « sociologie, sciences politiques » dirigée par un psychologue (Adrian Neculau), un sociologue (Liviu Antonesei, membre du GDS) et un politiste (Dan Pavel, ancien membre de la rédaction de 22). L'ouvrage inclut des commentaires des auteurs classiques du conservatisme français, des notes sur la philosophie de **Mihai Sora** et trois autres textes sur les relations entre la culture politique et la société postcommuniste et sur la société civile en Europe de l'Est.

la collection « Totem », dirigée par **Dan Petrescu**. Le livre structuré en quatre chapitres discute aussi de « la crise de la philosophie politique » et des figures du libéralisme contemporain, tant anglo-saxonnes que françaises (Raymond Aron)⁴⁵¹⁴, comme discours critiques du totalitarisme et des formes d'organisation politique en Roumanie en concluant sur une critique des discours des libéraux (intellectuels ou politiques qui se revendiquent d'une identité libérale après 1989 dont Adrian Marino).

D'autres jeunes diplômés à la fin des années 1980 ou début des années 1990 ont poursuivi leurs études en France. Ils sont devenus membres du GDS dans les années 2000.

Vlad Alexandrescu⁴⁵¹⁵, ayant achevé ses études en langues étrangères en 1989, poursuit lui aussi ses études en France, obtenant son doctorat de philosophie à l'EHESS en 1995 avec une thèse sur Blaise Pascal, publiée chez Peter Lang de Berne. Entré à l'Université en 1991 dans la faculté où il avait achevé ses études, il signe, codirige ou dirige lui-même des volumes publiés en français ou en anglais en Roumanie. Une année avant son entrée dans le GDS, en 1998, il fonde avec d'autres universitaires l'Association roumaine des chercheurs francophones en sciences humaines (ARCHES) qui a aussi son périodique à partir de 2001, portant le même intitulé et comme sous-intitulé, *Revue internationale des sciences humaines*. Vlad Alexandrescu n'est traducteur qu'occasionnellement. Il est l'éditeur de Tudor Vianu mais aussi d'un auteur roumain ayant vécu à l'étranger, André Scrima, théologien et prêtre (dont il traduit en français à l'étranger).

Aucun des deux historiens ayant achevé leur parcours scolaire à l'étranger plus tard, durant la seconde moitié des années 1990 – Florin Turcanu, Adrian Cioroianu – ne traduit, mais ils sont publiés en français. Florin Turcanu, intégrant le GDS en 2005, est l'auteur de l'étude sur Mircea Eliade, publiée en France, et toutes ses publications (articles) sont publiées en français.

D'autres membres fondateurs du GDS font des stages de recherche aux États-Unis en commençant notamment avec 1993. Ils sont invités à donner des conférences pour présenter la situation des pays de l'Europe de l'Est, comme spécialistes mais aussi ou surtout comme praticiens de la politique⁴⁵¹⁶. Dans ses conférences tenues aux États-Unis à partir de 1993, Stelian Tanase traite de la transition et surtout des relations entre le pouvoir et l'opposition. Il est alors membre du Parlement, élu de la part du Parti de l'Alliance civique, mais aussi intéressé à se spécialiser dans l'étude du politique. Ayant fait leur début dans une carrière intellectuelle (fut-elle moins prestigieuse ou dans des positions marginales) avant 1989, nés dans les années 1950, et ayant la

⁴⁵¹⁴ Qui sont des auteurs discutés dans son enseignement, cours et séminaires, de philosophie politique.

⁴⁵¹⁵ Neveu d'Ion Vianu (seul écrivain à s'associer à la protestation de Paul Goma, il s'installe en 1977 en Suisse) et petit-fils de Tudor Vianu, Vlad Alexandrescu est entré dans le GDS fin des années 1990.

⁴⁵¹⁶ Tout comme des intellectuels-journalistes qui se spécialisent dans le journalisme après 1989 à l'étranger – Gabriela Adamesteanu, **Stelian Tanase** – ou invités par des journalistes français, préoccupés à s'informer du déroulement des événements de 1989, de la « vérité » de la révolution roumaine.

maîtrise non du français ou surtout de l'anglais, dans leur intérêt pour et ouverture à l'étranger, ils s'appuient sur leurs contacts avec des exilés roumains et établissant avec eux des échanges⁴⁵¹⁷. La filiale roumaine de la Fondation Soros est dirigée par **Alin Teodorescu** et patronnée par des intellectuels. Cela permet à plusieurs intellectuels du GDS et à de jeunes diplômés ayant fait leurs études dans la période communiste à faire des stages de recherche à l'étranger. Alors que les Éditions Staff fondées à l'initiative de ce dernier publient surtout des auteurs roumains⁴⁵¹⁸.

Des membres du GDS sont moins nombreux à traduire de l'anglais. A part ceux qui sont partis pour leurs études en France en 1990, d'autres diplômés de la fin des années 1980 ou du début des années 1990 poursuivent des études à l'étranger en commençant avec 1992 ou 1993 mais non pas en France.

Catalin Avramescu (né en 1967) achève sa formation en Roumanie en obtenant son doctorat dans le même établissement où il s'est formé dès la période communiste, à la Faculté de philosophie de Bucarest. En 1998 il est docteur en philosophie de l'Université de Bucarest avec une thèse sur le contrat social chez Hobbes et Rousseau. À partir de 1992, il est boursier à plusieurs reprises et fait de nombreux stages de recherches (University of Oxford, Collegium Budapest, Oslo University, University of California, Netherlands Academy of Arts and Sciences, etc.) alors qu'en Roumanie il enseigne à titre d'associé et s'intègre successivement dans plusieurs institutions. Dans les années 1990, il signe une seule traduction pour Humanitas⁴⁵¹⁹ quelques années avant son début éditorial, en 1998, la même année qu'Aurelian Craiutu et Cristian Preda. Au milieu des années 2000 il signe deux traductions pour Humanitas (Thomas Hobbes et David Hume) alors qu'il vient de publier son second ouvrage, en 2003 toujours chez Humanitas, et au moment de son entrée à l'Université de Bucarest, à la Faculté des sciences politiques⁴⁵²⁰ et de son entrée dans le GDS, en 2005, à la proposition de Cristian Preda qui est aussi alors doyen de la Faculté des sciences politiques. Entre temps, il donne des cours à l'Université de Helsinki, là où il est plus tard nommé et reçu comme ambassadeur de la Roumanie (à partir de 2011). En 2007, il prend en charge une collection chez Nemira, là où Cristian Preda dirige sa collection d'études politiques depuis 2004, en s'occupant aussi dans le même temps, d'après certains témoignages, de la collection dirigée par

⁴⁵¹⁷ *Sfera politiciii*, revue consacrée aux études politiques où des spécialistes de l'exil sont publiés et font partie du comité éditorial et où ils sont publiés, traduits et commentés (voir *supra*).

⁴⁵¹⁸ Une seule traduction semble être publiée chez Staff.

⁴⁵¹⁹ Peter Singer, *Hegel*, Bucarest, Humanitas, 1996.

⁴⁵²⁰ Précédemment son enseignement s'inscrivait toujours dans les sciences politiques, en tant qu'enseignant associé, dans les années 1990, il donne des cours et à l'École nationale d'études politiques et administratives de Bucarest.

Cristian Preda qu'il seconde dans ses postes politiques dans l'administration présidentielle. Les traductions réalisées par ceux qui sont dans des postes politiques constituent plutôt l'exception⁴⁵²¹.

En 1990 Mircea Dumitru (né en 1960) enseigne à l'Université de Bucarest, à la Faculté de philosophie, membre de la chaire de philosophie théorique, alors qu'il est aussi rédacteur aux Éditions Humanitas. Ses activités d'enseignement ont commencé avant 1989 lorsqu'il enseignait à l'Institut polytechnique de Bucarest le socialisme scientifique. D'autres diplômés de philosophie sont entrés avant 1989 dans l'enseignement supérieur comme enseignants du socialisme scientifique. On retrouve plusieurs après 1989 comme enseignants en « sciences politiques ». Mircea Dumitru commence ses études doctorales en philosophie en 1994 aux États-Unis après une année passée dans le même établissement (Tulane University, New Orleans, Louisiana) comme boursier et une autre comme boursier en Allemagne. Après l'obtention de son doctorat en philosophie du langage, en 1998, il est boursier du NEC (et de nouveau quelques années plus tard à deux reprises). Traducteur avant 1989 dans des volumes collectifs parus aux Éditions politiques, après 1989 Mircea Dumitru traduit aussi et toujours pour des volumes collectifs mais aussi lorsqu'il dirige ou codirige (six au total). Il traduit avec deux autres philosophes universitaires et il est le traducteur de L. Wittgenstein (trois titres) et de W. V. O. Quine (deux titres), de S. Kripke et de Robert Nozick (titre paru chez Humanitas)⁴⁵²². Mais il est aussi le traducteur d'un ancien traducteur, installé aux États-Unis, Radu J. Bogdan (qui traduit Thomas Kuhn avant 1989 pour les Éditions politiques, traduction parue sans le nom du traducteur, traduction republiée après 1989 chez Humanitas)⁴⁵²³. Sa cooptation au GDS se produit lorsqu'il est doyen de la Faculté de philosophie.

On peut parler d'une autre division qui est celle entre des intellectuels se formant en France et d'autres aux États-Unis ou surtout aux États-Unis mais tous étant intéressés par l'étude du politique et dont certains intègrent l'enseignement dans « les sciences politiques ». Une division qui recoupe en partie celle entre des membres du GDS nés dans les années 1950 et ceux qui sont nés dans les années 1960. Les premiers sont des membres fondateurs des plus impliqués dans des activités qui se déploient pour et dans les cadres offerts par le Groupe, ayant obtenu peu de temps avant la chute du communisme un capital symbolique érigeant leur voix contre la dictature, qui

⁴⁵²¹ Cristian Preda et Catalin Avramescu mais l'un et l'autre ne traduisent qu'un titre alors qu'ils dirigent encore des collections chez Nemira. Cristian Preda se présente par contre en tant que traducteur, médiateur et intellectuel attaché à la francophonie et surtout à la culture universitaire française par son essai politique qui est recueil de mémoires : Cristian Preda, Eseuri politice, op. cit.

⁴⁵²² Il signe aussi des introductions aux Éditions roumaines de Wittgenstein, de Quine et de Nozick (un texte introductif pour chacun de ces auteurs).

⁴⁵²³ Selon Vasile Morar le nom du traducteur n'apparaît pas dans l'édition d'avant 1989 puisque Radu J. Bogdan est parti et décide de rester aux États-Unis (entretien consultatif avec Vasile Morar, le 3 juin 2009). Radu J. Bogdan est le neveu de Silviu Brucan.

parlent au nom de la société civile et de la société civile, militants des organisations à visée politique ou entrés en politique. Les seconds, plus souvent cooptés au GDS à différentes périodes, poursuivent et achèvent leurs études à l'étranger, sont plus attentifs aux courants intellectuels, à l'histoire des idées et plus rarement aux acteurs politiques.

Les femmes étudiant à l'étranger ou s'intéressant aussi à d'autres espaces culturels, qu'elles changent ou non de discipline, qu'elles restent attachées à leurs préoccupations intellectuelles d'avant 1989 ou que leurs champs d'intérêts se soient élargis, ne participent presque jamais à des débats sur des sujets tenant de l'actualité politique⁴⁵²⁴. Parmi les rares cas on peut citer celui d'Alina Mungiu, chroniqueur politique au début des années 1990 et rédactrice de 22⁴⁵²⁵, perdant la course à la direction de la tribune des intellectuels, 22, auteure d'études politiques⁴⁵²⁶, intégrant l'enseignement « des sciences politiques »⁴⁵²⁷.

Parmi des traducteurs d'avant 1989 qui ne traduisent plus après 1989 on compte l'opposante au régime communiste, Doina Cornea, traductrice avant 1989 d'un seul ouvrage circulant en samizdat⁴⁵²⁸, mais aussi un sociologue, ayant traduit en collaboration une anthologie d'auteurs français parue en 1989, dirigeant dans les années 1990 une nouvelle revue spécialisée ainsi qu'un institut de sondages d'opinion dont il est aussi un des copropriétaires, **Calin Anastasiu**.

Ne traduisent pas mais s'intéressent à être traduits, à se faire publier à l'étranger et ils discutent parfois du travail de traduction. Des intellectuels orthodoxes, des artistes surtout (Sorin Dumitrescu, par exemple qui est éditeur après 1989) ou des auteurs de la période communiste (par exemple **Andrei Plesu**) ne traduisent pas, ni des écrivains et des critiques littéraires (Livius Ciocarlie) qui sont souvent convertis au journalisme (**Stelian Tanase**, Gabriela Adamesteanu,

⁴⁵²⁴ Alors qu'elles peuvent y participer pour contredire ou critiquer des hommes sur des sujets qui traitent directement des femmes (comme **Anca Oroveanu** qui s'érige contre les idées de **Thomas Kleininger** qui lui s'opposait à l'avortement) ou pour soutenir la position d'un homme : **Anca Oroveanu** à la défense d'**Andrei Plesu** en 1990 lorsque celui-ci est critiqué pour sa participation aux deux premiers gouvernements postcommunistes ; Magda Carneci qui était récemment co-conceptrice d'une pétition à la défense de l'Institut culturel roumain et de son président, Horia-Roman Patapievic (dans les deux cas en fait, elles sont des collaboratrices de ceux qui dirigent des institutions à visée culturelle après 1989, et lorsqu'elles interviennent elle le font aussi comme représentantes de ces institutions). Chose qu'on pouvait constater et qu'on peut encore constater lorsqu'on a suivi les tables rondes et les débats organisés par l'Institut d'études populaires avec la participation des intellectuels ou animés par des intellectuels. Participation exclusivement masculine qui conduisait Alina Mungiu Pippidi à protester publiquement en refusant l'invitation qui lui était faite de participer à ces rencontres (et non pas la ligne politique, comme on s'y attendait).

⁴⁵²⁵ Alors que des hommes d'un même âge qu'elle (Alina Mungiu est née en **1964**) se trouvaient à l'étranger pour continuer leurs études, elle était rédactrice de 22 aux côtés des auteurs de la période communiste (**Andrei Pippidi**) et des intellectuels épris par la « société civile », nés dans les années 1950 (**Stelian Tanase**).

⁴⁵²⁶ Non que les études d'Alina Mungiu ne reçoivent pas l'influence des milieux qu'elle critique. Car ses études ont en commun avec des études signées par des universitaires du GDS et/ou des intellectuels du GDS ou des collaborateurs de 22 des sujets, des notions ou des raisonnements (elle consacre un de ses ouvrages aux doctrines politiques, les mentalités, jugements des pratiques faits à partir des traits psychiques ou exclusivement de l'évaluation des niveaux de l'éducation).

⁴⁵²⁷ Diplômée d'une maîtrise en médecine avant 1989.

⁴⁵²⁸ Un ouvrage d'entretiens avec Mircea Eliade qui paraît en 1990 chez les Édition Dacia de Cluj et qui est republié chez Humanitas en 2006 (*A l'épreuve du labyrinthe*, Paris, Belfond, 1978).

Rodica Palade) ou des spécialistes des religions et des auteurs d'études culturelles (qui se disent faire l'histoire des mentalités, comme par exemple Andrei Oisteanu). L'intérêt pour des productions intellectuelles de l'étranger et pour des espaces culturels extranationaux se manifeste sous d'autres formes. Ils sont des initiateurs, soutiennent et parfois même patronnent des institutions qui sont le lieu où d'autres formes d'échanges culturels se réalisent. Ainsi un intellectuel orthodoxe (Sorin Dumitrescu), artiste de la période communiste, est fondateur d'une maison d'édition au début des années 1990 qui publie des traductions, alors qu'un autre est fondateur et directeur (**Andrei Plesu**) d'une autre institution (le New Europe College) réputée parmi des intellectuels étrangers et des représentants politiques étrangers tout comme parmi des universitaires roumains comme centre d'excellence aussi ou surtout pour des stratégies misant sur la dimension *inter-culturelle* et *inter-disciplinaire* des entreprises scientifiques.

On distingue des traducteurs de ceux qui ne le sont pas mais s'intéressent au travail de traduction qui est réalisé par d'autres parce qu'ils cherchent à se faire traduire et parce que des références étrangères y inclus les titres traduits en roumain occupent une place importante dans leurs ouvrages⁴⁵²⁹. Ils se distinguent aussi par leurs représentations du travail de traduction et plus largement du travail intellectuel⁴⁵³⁰. Des traducteurs valorisent ce travail conférant à la traduction un rôle qui se construit par référence à la place qu'ils donnent aux traductions dans un domaine spécifique et à la vocation qu'ils assignent à la traduction. Ceux qui ne traduisent pas mais s'intéressent à être traduits peuvent constituer en fondement pour un partage au sein d'un espace spécifique la séparation entre ceux qui sont des traducteurs et ceux qui ne le sont pas (tous étant des auteurs d'essais politiques), à savoir l'opposition entre le travail de traduction et le travail de création. Le travail de traduction est considéré à l'opposé de la « création » par un auteur d'essais à visée scientifique mais aussi écrivain (connu par ses activités médiatiques), auteur traduit à l'étranger et des plus intéressés à se faire publier à l'étranger⁴⁵³¹.

⁴⁵²⁹ Des auteurs dont les textes à visée scientifique abondent durant la première moitié des années 1990 en références étrangères (auteurs et surtout livres publiés à l'étranger et en langue étrangère, mais surtout américain), par la suite, fin des années 1990, s'appuient sur des titres parus en traduction roumaine.

⁴⁵³⁰ Trois seulement de nos entretiens portaient sur leur travail de traduction et seulement sur ce travail, leurs choix de traductions, alors que certains de nos interlocuteurs parlent de la traduction dans le cadre de leurs propos sur le monde intellectuel (institutions surtout) et notamment sur

⁴⁵³¹ Le même auteur d'études politiques d'après 1989 pense que tout commentaire à un livre est improductif tant que cela prend du temps et dans le même temps il est éloigné du « travail » de « création ». Mais tout au long de la période postcommuniste, il ne renonce pas à l'écriture journalistique, aux divers modes d'intervention au moyen des supports médiatiques des plus divers (presse intellectuelle, télévision, presse journalière, sites électroniques ou, récemment, site électronique au nom propre). Si le commentaire écrit sur le livre d'un pair est, selon lui, improductif, le commentaire à l'oral et/ou surtout le commentaire sur l'actualité politique ne l'est pas, jugeant d'après ses interventions médiatiques. Il évite ou il refuse d'intervenir au sujet des livres publiés par des pairs (comme préfacier). Alors que l'intervention par les médias (télévision mais aussi internet) ne cesse de le préoccuper.

L'attachement à la philosophie politique⁴⁵³² et aux auteurs du libéralisme, par leur travail de traduction et leurs activités dans le secteur éditorial, tout en portant attention aux relations et aux savoirs de ceux qui sont de leurs aînés dans le champ intellectuel (y compris des membres fondateurs du GDS), permet à certains intellectuels de se faire une nouvelle position dans le champ intellectuel après 1989, de faire leur entrée à l'université en Roumanie parfois plus vite (que ceux qui ont fait leur début avant 1989) et parfois même de se présenter en expert dans différentes institutions dont celles proprement politiques ou d'occuper des fonctions politiques. L'attachement au libéralisme, option politique dominante dans les milieux intellectuels roumains, marque leur intérêt pour la politique au côté des intellectuels de l'anticommunisme (intellectuels critiques du pouvoir en place ou des porte-parole ou/et spécialistes de la « société civile »). Attachement au libéralisme qui survient après l'affirmation de la croyance dans « la fin des idéologies », lors de la quête des identités politiques par des intellectuels, la construction de nouveaux acteurs politiques, partis politiques se définissant en référence au moment « révolutionnaire » ou à l'histoire de la démocratie roumaine, les partis traditionnels. On pourrait même conclure à une valorisation et à une valeur sociale donnée dans les années 1990 au capital scolaire acquis à l'étranger après 1989 (début des années 1990) similaires à celles qu'on associe aux ressources accumulées en exil durant la période communiste.

III. Lieux de la politique

A. Instituts auprès des partis politiques

L'Institut d'études libérales (ISL) apparaît comme structure intégrée dans l'Association roumaine pour la liberté et le développement (ARLD), créée en 1998 par des membres de différentes générations du Parti National Libéral (PNL), dirigée par l'académicien Constantin Balaceanu-Stolnici⁴⁵³³. L'ARLD comprend aussi un département de programmes et un centre de monitoring de l'activité électorale. L'ISL reçoit des fonds de la part de la Fondation Friedrich Naumann. L'Institut permet au parti de se donner des fondements intellectuels, de se créer des ancrages dans le monde intellectuel. Il est question non pas d'une structure d'expertise mais de d'une qui met sous sa tutelle des productions intellectuelles diverses (communications ou textes

⁴⁵³² Observations qui pourraient concerner d'autres importateurs de la pensée libérale et médiateurs (comme ceux, par exemple, intégrant la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest) pour prendre en compte l'apport (symbolique et économique) de l'étranger et les effets symboliques de l'ouverture à l'étranger après la chute du communisme.

⁴⁵³³ Né en 1923, médecin et chef de section à l'Institut national de gérontologie et de gériatrie entre 1974 et 1991, directeur de cette institution entre 1991 et 1993, Constantin Balaceanu-Stolnici fait l'objet d'un scandale dans la presse en 2007 concernant ses relations avec la Securitate. Le Conseil national pour l'étude des archives de la Securitate émet la décision (n° 2371 du 28 août 2007), qui « est restée définitive et irrévocable par non-contestation », conformément à laquelle « Monsieur Constantin Balaceanu-Stolnici [...] a été collaborateur de la police politique communiste ».

écrites) en provenance des universitaires des années 1990. L'ISL est dirigé par **Thomas Kleininger**, qui déploie des activités dans le secteur éditorial, pour la maison Humanitas, et membre du PNL. Avant 1989 traducteur de Heidegger et disciple du philosophe Noica, après 1989, il exprime son intérêt pour la religion. Un autre membre du PNL joue un rôle important dans l'ISL, le juriste Valeriu Stoica, ancien collaborateur du GDS, plus précisément de certains membres du GDS⁴⁵³⁴.

L'institut semble servir plus ou notamment à des universitaires de la période postcommuniste. Autour de cette structure peu institutionnalisée se réunissent de jeunes universitaires des années 1990, formés pendant les dernières années du communisme (Cristian Preda, Adrian Cioroianu) ou durant la première moitié des années 1990⁴⁵³⁵. L'ISL organise des conférences où les jeunes universitaires de la période postcommuniste traitent des sujets parfois sans lien avec l'actualité et surtout l'actualité politique. Certaines communications tenues dans ce cadre portent sur la religion. Certains seulement traitent du libéralisme dans leurs textes présentés dans ce cadre. Soutenue par l'ISL, bénéficiant de l'argent de la Fondation Friedrich Naumann, l'anthologie de philosophie politique française traduite et commentée par Cristian Preda, *Liberalismul* [Le Libéralisme]⁴⁵³⁶ constitue la base des cours de philosophie politique tenus à la Faculté de sciences politiques de l'Université de Bucarest.

Les repères idéologiques de la génération ancienne, anciens membres de parti avant l'installation du régime communiste, ne semblent pas être les mêmes que ceux des libéraux des années 1990. La confusion idéologique autour du libéralisme en Roumanie après 1989 est entretenue voire exacerbée par la multitude des agents politiques, des formations politiques qui se rattachent de manière explicite au libéralisme ou se revendiquent du libéralisme, d'autres qui s'en rapprochent progressivement des premières, en devenant leurs alliées et de leurs concurrentes et par l'hétérogénéité de ceux qui participent à sa promotion.

Il s'agit des formations politiques qui recourent au terme de libéral pour se donner une qualification politique, plus d'une dizaine de partis politiques créés durant la dernière décennie du XX^e siècle⁴⁵³⁷. Et de l'apparition des ruptures au sein du Front du salut national⁴⁵³⁸ et la

⁴⁵³⁴ Voir *supra*, la deuxième partie.

⁴⁵³⁵ Leurs intérêts proprement intellectuels les rapprochent des membres du GDS. Parmi eux on peut citer Radu Carp ; Miruna Cazaban ; Bogdan Tataru Cazaban.

⁴⁵³⁶ Cristian Preda, *Liberalismul* [Le Libéralisme], Nemira, 2000, 2^e édition, postface Horia-Roman Patapievici, Humanitas, 2003.

⁴⁵³⁷ Dix partis politiques, créés entre 1990 et 1997, incluent dans leur nom le terme de « libéral[e] ». Trois coalitions politiques ou électorales incluent dans leur nom le terme de « libéral[e] » (Sonny Preseil, *Liberal la plural*, *op. cit.*; Stan Stoica, *Dictionarul partidelor politice din Romania*, *op. cit.*)

⁴⁵³⁸ 1992 au sein du Front du Salut National, l'organisme de pouvoir provisoire constitué en décembre 1989, devenu parti politique en février 1990 afin de participer aux élections de 1990, avait vu naître deux partis se constituant autour des deux leaders : Ion Iliescu (alors président de la Roumanie) et Petre Roman (alors premier ministre). L'aile Iliescu

collaboration électorale et gouvernementale ou politique de certaines factions de ce parti avec des partis qui revendiquent une identité libérale⁴⁵³⁹ ou, plus tard, « de la droite ». Trois partis politiques où des intellectuels ont un rôle important, le Parti de l'Alliance civique (PAC), créé en 1991, le Parti National Libéral-l'Aile Jeune (le futur Parti Libéral 93) et le parti l'Alternative de la Roumanie (PAR), créé en 1996⁴⁵⁴⁰, se font des partisans du néolibéralisme. Dans le cas du PAC l'accent est mis encore sur « les institutions de la société civile », dans les deux autres cas, sur la propriété privée et la désétatisation, l'État minimal étant au centre de leurs objectifs. Des membres fondateurs du GDS comme d'autres intellectuels notoires de la période communiste sont des membres du PAC. Des membres fondateurs du GDS, à une seule exception près, élus au Parlement en 1992, désertent cependant ce parti. Anciens membres du PAC, qui ne renoncent pas à leur activité politique, se retrouvent par la suite comme membres du PL 93, constitué par l'apparition des factions successives issues du PNL, jeunes membres du PNL, et d'autres factions, du PAC et d'un autre parti « libéral ». Des anciens membres du PAC, membres du PL 93 ou du PAR, aux côtés des membres du PNL (et anciens membres du PAC), se retrouvent entre 1996 et 2000 comme membres de la CDR, formation gagnant les élections en 1996. Après l'absorption de deux autres partis libéraux, une nouvelle formation politique est créée, la première à se déclarer « de droite », l'Union des Forces de Droite [UFD], créée en 1999. Plusieurs membres du PAC, du PL 93, du PAR et de l'UFD vont s'intégrer dans le Parti National Libéral à partir de 1998 et jusqu'au début des années 2000, désignée comme période de l'unification libérale. Deux partis se disputent depuis la moitié des années 2000 l'identité libérale et l'appartenance à la « droite », après avoir été dans un premier temps des alliés politiques en formant la coalition au pouvoir depuis fin 2004. A partir de 2005 mais notamment depuis 2006 les deux partis se manifestent comme des concurrents. Progressivement, avec le soutien des intellectuels et des journalistes (dont des membres du GDS), le nouveau Parti Démocrate Libéral (l'ancien Parti Démocrate⁴⁵⁴¹, redésigné ainsi par l'intégration des anciens membres du PNL⁴⁵⁴²) s'affirme comme promoteur et défenseur du néolibéralisme.

devenue parti politique est successivement le Front Démocrate du Salut National, le Parti de la Démocratie Sociale de Roumanie, actuellement le Parti Social-Démocrate. L'aile Roman devenue parti politique est successivement le Front du Salut National (il garde son nom initial), le Parti Démocrate (depuis 1993), le Parti Démocrate-Libéral (après la fusion avec le Parti Libéral Démocrate, constitué fin 2006 par des dissidents du Parti National Libéral).

⁴⁵³⁹ Le FSN (aile Roman du FSN), le futur Parti Démocrate (aile Roman du FSN) et le parti l'Alliance pour la Roumanie, dirigé par Teodor Melescanu entre 1997 et 2002, moment de sa fusion avec le Parti National Libéral.

⁴⁵⁴⁰ Des dirigeants du PAR sont des écrivains ou des artistes dont un membre du GDS (Victor Rebengiuc). Lauretiu Ulici, alors président de l'Union des écrivains (entre 1994 et 2000), sénateur entre 1996 et 2000.

⁴⁵⁴¹ Membre à titre consultatif de l'Internationale Socialiste en septembre 1996, ensuite membre à plein titre, depuis 1999, le Parti Démocrate, devenu le Parti Démocrate Libéral change d'affiliation. En 2006, il adhère au Parti populaire européen (voir Cristian Preda, Sorina Soare, *Regimul, partidele si sistemul politic din Romania*, op. cit., pp. 173-174, 176 ; Stan Stoica, *Romania dupa 1989*, op. cit., p. 91).

⁴⁵⁴² Des dissidents du PNL vont constituer une nouvelle formation, le Parti Libéral Démocrate, constitué début 2007, avant de s'intégrer dans le Parti Démocrate, redésigné alors le Parti Démocrate Libéral.

La seule étude consacrée au libéralisme politique roumain de l'après 1989, peu connue aussi par des « libéraux », est l'œuvre d'un diplomate français en Roumanie⁴⁵⁴³. Des intellectuels du GDS revendiquent une identité idéologique en faisant appel au libéralisme comme doctrine, ils s'attachent à promouvoir le libéralisme mais aucun d'eux ne cite des auteurs roumains du libéralisme « traditionnel » alors qu'un « idéologue » du libéralisme roumain après 1989 est un ancien membre du Parti National Paysan (Adrian Marino). Des membres du GDS déclarent leur attachement au libéralisme (des anciens membres du PAC de différentes générations dont certains seulement intégreront le PNL comme **Alexandru Paleologu**) et travaillent à sa promotion dans le champ intellectuel (Cristian Preda, Adrian Cioroianu, intellectuels proches du PNL).

Se construisant une identité intellectuelle par l'importation des auteurs du libéralisme français, Cristian Preda n'adhère pas au PNL mais se situe parmi ses « experts ». Son entrée en politique se produit après l'obtention de plusieurs positions dans l'administration centrale, comme membre d'un parti où certains membres du PNL s'intègrent à partir de la moitié des années 2000 (dont principalement Valeriu Stoica, ancien président du PNL, devenu vice-président du Parti Démocrate-Libéral, l'ancien Parti Démocrate, depuis 2007). Cristian Preda est secrétaire d'État dans le Ministère des Affaires étrangères⁴⁵⁴⁴ lorsque le PNL participe au gouvernement (avec son allié politique, le PD, formant ensemble l'Alliance D. A. [Droit et Vérité]) et le ministre des Affaires étrangères est Mihai Razvan Ungureanu, universitaire comme lui dès le début des années 1990 (et de quelques années plus jeune que lui), entré dans une carrière diplomatique à la fin des années 1990, ce dernier adhère au PNL avant d'occuper le poste de ministre. Membre du PNL depuis 2004, Adrian Cioroianu est successivement sénateur, élu au Parlement roumain en novembre 2005, désigné observateur au Parlement européen en septembre 2005 et par la suite élu au Parlement européen en 2007 (après l'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne). Adrian Cioroianu suit à Mihai Razvan Ungureanu dans le poste de ministre des Affaires étrangères au moment où la coalition politique et gouvernementale que les deux partis ont formés (le PNL et le PD) est rompue. Désigné par le premier ministre et leader du PNL dans ce poste, sa nomination est refusée au préalable par le président en place, Traian Basescu (ancien leader du PD)⁴⁵⁴⁵.

La Fondation Friedrich Naumann soutient l'ISL et la Fondation Konrad Adenauer soutient au début des années 2000 d'autres initiatives des membres du GDS : des réunions organisées par des « intellectuels orthodoxes » et des universitaires ; des concours de bourses et des conférences organisées par des universitaires (événements qui ont lieu dans la Faculté de sciences politiques de l'Université de Bucarest). La Fondation Konrad Adenauer soutiendra dans un premier temps des

⁴⁵⁴³ L'ouvrage de Sony Perseil (*Libéral la plural, op. cit.*) est tiré de sa thèse de doctorat de science politique soutenue à l'Université Paris I Sorbonne sous la direction de Jacques Lagroye. Au moment où Sony Perseil publie en roumain son livre d'histoire des partis politiques libéraux de l'après communisme, un jeune universitaire de la période communiste publie son premier ouvrage sur des partis politiques de la période postcommuniste : Alexandru Radu, *Nevoia schimbarii. Un deceniu de pluripartidism in Romania, op. cit.*

⁴⁵⁴⁴ Chargé de la Francophonie, entre septembre 2005 et février 2007, à la veille du Sommet de la Francophonie qui a lieu à Bucarest.

⁴⁵⁴⁵ Adrian Cioroianu s'installe dans le poste de ministre des Affaires étrangères après la résolution de la Cour constitutionnelle qui confirme la validité de la désignation par le premier ministre du nouveau ministre dans un gouvernement remanié, en conformité avec la loi n° 90 de 2001.

initiatives organisées à l'extérieur des partis politiques et de leurs structures d'expertise. Fin des années 2000, la Fondation Konrad Adenauer soutient aussi bien des centres de recherche créés dans le cadre des fondations roumaines, associations civiques (le Centre d'investigation des crimes du communisme créé comme structure à part dans le cadre de la Fondation « Société civile », éditeur de *Sfera politiciii*) que des instituts des partis politiques : l'Institut d'études populaires du Parti Démocrate-Libéral (de l'ancien Parti Démocrate). La Fondation Konrad Adenauer soutient alors des intellectuels, anciens alliés, concurrents à présent. La Fondation Konrad Adenauer joue un rôle important par le soutien donné à l'Institut d'études populaires (alors que cet institut reçoit d'autres fonds), dirigé dès sa création, en 2009, par ceux qui étaient des responsables de l'Institut d'études libérales : Valeriu Stoica et **Thomas Kleininger**.

L'Institut d'études populaires (ISP) a été créé à l'initiative d'un ancien membre du PNL, Valeriu Stoica. Certains intellectuels ayant intervenu précédemment dans des rencontres organisées par l'ISL, ayant bénéficié du soutien donné à cet institut par des institutions politiques de l'étranger, interviennent par la suite dans le cadre de l'ISP. Ce nouvel institut politique bénéficie de la participation d'un bon nombre d'intellectuels membres du GDS, à l'exception des intellectuels qui restent attachés au PNL (sans être membres de ce parti). D'après les publications soutenues par cet institut et notamment les communications tenues dans ce cadre, l'ISP promeut le néolibéralisme et le conservatisme. On retrouve parmi ses collaborateurs des anciens collaborateurs de l'ISL, attachés au libéralisme (Cristian Preda), mais aussi des « intellectuels orthodoxes⁴⁵⁴⁶ » et des intellectuels attachés au conservatisme d'inspiration roumaine (Ioan Stanomir) ou étrangère et puisant ses sources dans la pensée philosophique (Horia-Roman Patapievic) et des philosophes consacrés dans la période communiste (**Gabriel Liiceanu**, **Andrei Plesu**). Parmi des participants aux conférences organisées par l'ISP on compte des intellectuels proches du Démocrate-Libéral (PDL), participants à soutenir ce parti de par leurs travaux dont certains sont publiés avec le soutien de l'ISP mais aussi des intellectuels ou des universitaires qui sont des membres du GDS ou des actuels collaborateurs des membres fondateurs du GDS dans d'autres cadres (tel le New Europe College).

L'Institut d'études sociales-démocrates « Ovidiu Sincai », redésigné Institut social-démocrate (ISD), est créé en 1999 comme structure de la société civile fonctionnant comme centre d'expertise et de promotion du parti de la démocratie sociale de Roumanie⁴⁵⁴⁷, redésigné en 2001 parti social-démocrate. L'Institut est dirigé à sa création par Ion Iliescu, ensuite par Adrian Severin

⁴⁵⁴⁶ Voir *supra*.

⁴⁵⁴⁷ Alexandru Florian, secrétaire scientifique de l'Institut social-démocrate entre 1999 et 2003, après avoir quitté l'Institut de théorie sociale de l'Académie roumaine (créé et dirigé par Radu Florian), déclare que dans ce cadre on ne retrouve pas des « intellectuels ».

et plus tard par un chercheur de l'Académie roumaine comme directeur scientifique de cet institut du PSD, Florin Abraham (auteur de trois volumes jusqu'en 2008, moment de la publication dans le volume collectif qui réunit des critiques au sujet du courant ou des intellectuels de « l'anticommunisme »)⁴⁵⁴⁸.

B. Structures de l'État et intellectuels du GDS

Au long de la période postcommuniste on retrouvera à certaines périodes, dans la plupart des cas dans la composition des gouvernements dominés par des acteurs politiques qui reçoivent le soutien des membres du GDS, des intellectuels du GDS comme ministres de la Culture ou des Affaires étrangères. Des intellectuels du GDS et même des représentants des partis politiques qui se revendiquent de la « droite » semblent moins intéressés à occuper le Ministère de l'Enseignement, jugeant d'après les postes occupés par ceux-là dans des gouvernements de coalition dans lesquels on retrouve aussi bien des partis se présentant avec le nom de « libéral » et le Parti social-démocrate (l'ancien parti dont le leader est Ion Iliescu)⁴⁵⁴⁹. Beaucoup plus souvent des intellectuels du GDS sont des responsables des ministères de la Culture et des Affaires Etrangères et plus rarement ils occupent des postes dans le Ministère de l'Enseignement⁴⁵⁵⁰ bien que des plus notoires intellectuels de la période postcommuniste, reconnus avant 1989, comme des plus jeunes membres du GDS ont intégré l'université au début des années 1990 ou, dans la plupart des cas, durant la première moitié des années 1990.

À trois reprises, dans trois gouvernements (dont deux successifs) des membres du GDS sont ministres de la Culture (**Andrei Plesu** et Vlad Alexandrescu) et à trois reprises aussi, dans trois gouvernements, des membres du GDS sont ministres des Affaires étrangères (**Andrei Plesu**, Adrian Cioroianu et Teodor Baconschi [Baconsky]). Seul ce dernier fera sa carrière dans ministère qu'il dirige entre décembre 2009 et janvier 2012. À l'exception d'**Andrei Plesu** et de Vlad Alexandrescu, les deux autres siègent dans les gouvernements comme membres des partis politiques : Adrian Cioroianu est membre du PNL et Teodor Baconschi est membre du Parti démocrate-libéral. Dans un seul cas, celui d'un juriste, procureur dans la période communiste et représentante de la société civile, militante des droits de l'homme dans les années 1990

⁴⁵⁴⁸ Voir Ernu, C. Rogozanu (éd.), *Iluzia anticomunismului*, op. cit.

⁴⁵⁴⁹ Un tel exemple le constitue le gouvernement constitué après les élections législatives de 2008, formé de représentants du Parti Démocrate-Libéral et du Parti Social Démocrate où le Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de l'Innovation est détenu par un membre du PSD (Ecaterina Andronescu) et le Ministère de la Culture par un membre du PD-L (Toader Paleologu, fils d'**Alexandru Paleologu**).

⁴⁵⁵⁰ Par contre, on retrouvera plus souvent au sein de ce ministère des sociologues universitaires.

(respectivement experte, vice-présidente et présidente de l'APADOR-CH⁴⁵⁵¹), Monica Macovei est ministre de la Justice entre décembre 2004 et avril 2007. Et dans quatre cas, des membres du GDS sont des conseillers du président, du même président, à savoir Traian Basescu : **Andrei Plesu** (pour une brève période), Teodor Baconschi (après la démission du gouvernement auquel il a participé comme ministre des Affaires étrangères), Cristian Preda (après avoir occupé le poste de secrétaire d'État pour la Francophonie au Ministère des Affaires étrangères)⁴⁵⁵² et Catalin Avramescu (après la nomination de Cristian Preda).

Les changements de la dénomination de l'institution de l'administration qui intervient dans le domaine de la **culture** de **décembre 1989** et jusqu'en **2009** sont fréquents. La pratique du changement des noms des institutions est plus fréquente après 1989. Selon certains universitaires, changer le nom permet aussi de donner les apparences de leur réformation qui est mot d'ordre dans le secteur public après 1989⁴⁵⁵³. Selon d'autres, ces regroupements, mais plus souvent, de nouveaux partages des compétences sont la marque d'un terrain où se réunissent et se confrontent d'intellectuels de diverses professions et spécialités.

Le court résumé des positions occupées par des intellectuels, c'est-à-dire les fonctions politiques détenues par des intellectuels du GDS mais aussi par certains autres intellectuels, comme ceux qu'on retrouve déjà dans les structures constituées en fin décembre 1989, impose de se référer à la composition des gouvernements⁴⁵⁵⁴. Des membres des gouvernements successifs qui sont devenus leaders des partis politiques voire chefs d'État ou chefs de gouvernement seront aussi mentionnés, même si tous ne se recrutent pas parmi des représentants des professions intellectuelles ou libérales et ne côtoient non plus des milieux intellectuels (au moins avant de s'installer dans telles fonctions). Dans la majorité des cas, dans la Roumanie postcommuniste, il s'agit de gouvernements de coalition (en 1996 et en 2004, après des élections marquées par le succès des forces politiques soutenues par le GDS) ou de gouvernements minoritaires (en 1992 et en 2000).

⁴⁵⁵¹ Association pour la défense des droits de l'homme en Roumanie-Comité Helsinki, fondée et dirigée par **Gabriel Andreescu**, avec l'appui de Mihnea Berindei.

⁴⁵⁵² Lorsque celui-là est devenu conseiller présidentiel au Département de l'éducation et représentant personnel du Président pour la Francophonie, à la même période, Adrian Cioroianu est ministre des Affaires étrangères. Précédemment, dans une autre période, entre mars 1999 et décembre 2000, Cristian Preda est conseiller dans l'administration du président Emil Constantinescu dans le Département des politiques publiques, chargé de l'analyse de la politique intérieure.

⁴⁵⁵³ À titre anecdotique mais non moins parlant, mentionnons ce que nous raconte un diplomate économiste de cette pratique fréquente après 1989 : pour une quarantaine d'années, il travaille dans le même bureau (excepté les périodes lorsqu'il est envoyé en mission à l'étranger), alors que dans les actes, il a travaillé dans différents départements ou directions (environ quatorze) car son bureau a changé de nom à travers le temps.

⁴⁵⁵⁴ Les études qui traitent du système politique auxquels on se rapporte lorsqu'on discute des événements politiques comme les élections postcommunistes ne précisent pas l'appartenance partisane des ministres ou d'autres membres des gouvernements.

Comme se sont toujours les institutions qui gèrent les domaines de la culture, de l'enseignement et de la recherche qui intéressent ici, remarquons qu'à certaines périodes les cultes ne sont pas intégrés dans le Ministère de la Culture et qu'à certaines périodes, comme en 1990, deux institutions interviennent et gèrent des terrains communs. La recherche n'apparaît pas comme domaine d'intervention dans les deux premiers gouvernements après les élections de 1990, mais c'est la science qui est mise ensemble avec l'enseignement, dans le gouvernement qui résiste durant les quatre années prévues pour le mandat du Parlement élu en 1992 et, dans le suivant, constitué après les élections de 1996, est créé un ministère pour « recherche » et « technologie » alors que l'enseignement est devenu « éducation nationale » (depuis décembre 1997) et il y restera ainsi jusqu'en 2000 lorsque on ajoute à l'« éducation » le domaine de la « recherche »⁴⁵⁵⁵. A la même période, au domaine de la culture sont attachés les « cultes », jusqu'en 2010 lorsqu'est créé de nouveau un Secrétariat pour les cultes, institution dans la subordination du premier ministre.

Le gouvernement provisoire constitué en fin décembre est dirigé par Petre Roman, membre du FSN⁴⁵⁵⁶. Le vice-premier ministre du Gouvernement est Mihai Draganescu (entre le 28 décembre 1989 et le 31 mai 1990). Mihai Draganescu, membre de l'Académie roumaine depuis, est élu président de l'Académie roumaine au début de février 1990. Le Ministère de la Culture est dirigé par **Andrei Plesu**, entre le 28 décembre 1989 et le 28 juin 1990. Le Ministère des Cultes, nouvellement créé est dirigé par Nicolae Stoicescu⁴⁵⁵⁷, entre le 18 janvier et le 5 juillet 1990. Ce ministère disparaît, étant remplacé par le Secrétariat d'État pour les Cultes dont le responsable est Gheorghe Vladutescu, entre le 6 juillet 1990 et le 1^{er} mars 1995. Gheorghe Vladutescu est universitaire avant 1989 dans la Faculté de philosophie de l'Université de Bucarest⁴⁵⁵⁸. Il gardera cette fonction tout au long des deux gouvernements constitués respectivement après les premières et les secondes élections générales, dominés respectivement par le FSN (en 1990) et le FDSN (en 1992)⁴⁵⁵⁹. Le Ministère de l'Enseignement est dirigé par **Mihai Sora**, entre le 30 décembre 1989 et le 28 juin 1990. Le Ministère des Affaires étrangères est dirigé par Sergiu Celac, entre le 28

⁴⁵⁵⁵ Actuellement appelé Ministère de l'Éducation nationale et de la Recherche scientifique ayant aussi comme domaine d'intervention le sport, alors que la jeunesse et le sport sont les domaines d'un autre ministère depuis le début des années 1990 et jusqu'en 2003. Mais seulement en 2003 et en 2012, les termes de « jeunesse » et, par la suite, de « jeunesse » et de « sport » sont ajoutés au nom du ministère consacré aux domaines de l'enseignement et de la recherche. Le même ministère a ajouté à son nom entre 2008 et 2009 l'« innovation » lorsqu'un autre ministère est consacré à la jeunesse et au sport (seulement entre décembre 2008 et décembre 2009).

⁴⁵⁵⁶ Certains ministres sont nommés en décembre 1989, d'autres en janvier 1990.

⁴⁵⁵⁷ Voir chapitre 8.

⁴⁵⁵⁸ Celui-ci est l'auteur d'un premier ouvrage qui présente une histoire de l'enseignement de philosophie à l'Université de Bucarest dans la période communiste. Un autre universitaire s'intéressait à l'Eglise et à l'Université après 1989 en traitant de ces deux institutions après 1989.

⁴⁵⁵⁹ Le Front du Salut national (FSN) et le Front démocrate du Salut national (FDSN) sont les deux partis politiques qui sont nés du FSN, parti politique constitué le 23 janvier 1990 par la décision du CFSN (organisme législatif et du pouvoir d'État constitué les jours de la révolte populaire) qui se trouvera à la base de ce parti. Le FSN a comme leader Petre Roman, alors que le FDSN a comme leader Ion Iliescu.

décembre 1989 et le 28 juin 1990. À ce gouvernement vont aussi participer deux membres du PNL respectivement comme ministre du Travail et comme conseiller du premier ministre⁴⁵⁶⁰.

Aux élections de mai 1990 plusieurs membres du GDS vont se présenter comme candidats indépendants en composant avec d'autres deux des trois listes des candidats indépendants constituées à cet effet. Aux mêmes élections, les premières de la période postcommuniste, sur les listes proposées par le Front du Salut national, il y a des candidats indépendants, qui ne sont pas membres du parti qui les proposent⁴⁵⁶¹.

Le gouvernement installé après les élections de mai 1990, le 28 juin 1990, est dirigé par Petre Roman, leader du FSN, jusqu'au 1^{er} octobre 1990, quand officiellement on annonce un nouveau premier ministre, Teodor Stolojan, assurant jusqu'en novembre 1992 la direction du gouvernement. La démission de Petre Roman se produit le 28 septembre 1991, après la venue des mineurs à Bucarest (la quatrième minériade). Ce gouvernement est remanié au 30 avril 1991 et il résiste jusqu'au 16 octobre 1991, moment de l'installation d'un nouveau gouvernement. Le Ministère de la Culture est toujours dirigé par **Andrei Plesu** jusqu'au 16 octobre 1991. Il y participe comme indépendant, **Andrei Plesu** ne sera pas membre d'un parti politique après 1989. Le Ministère de l'Enseignement et de la Science est dirigé par Gheorghe Stefan, universitaire à l'Institut polytechnique (adoptant en novembre 1992 le nom d'université), dans la Faculté d'électronique. Gheorghe Stefan est proche de Mihai Draganescu, alors président de l'Académie roumaine, avec lequel il a travaillé pour ses séminaires mais aussi un des anciens collègues de Catalin Zamfir, sociologue, alors membre du même gouvernement, ministre du Travail et de la Protection sociale et futur président du Conseil national de la recherche scientifique universitaire. Le Ministère des Affaires étrangères est dirigé par Adrian Nastase, expert dans la Commission pour la politique étrangère du CFSN en 1990 (futur leader du parti issu du FSN, le FDSN dont le candidat aux élections présidentielles est Ion Iliescu). Le Ministère du Travail et de la Protection sociale est dirigé par Catalin Zamfir, sociologue, universitaire à l'Institut polytechnique dans les années 1980, il dirige une nouvelle institution créée au sein de l'Académie roumaine, l'Institut de recherche de la qualité de vie et membre de la chaire de sociologie de la nouvelle Faculté de sociologie, de psychologie et des sciences de l'éducation de l'Université de Bucarest⁴⁵⁶².

Le gouvernement installé en octobre 1991, dirigé par Theodor Stolojan (indépendant alors, ultérieurement membre du Parti national libéral), jusqu'après les élections de septembre 1992,

⁴⁵⁶⁰ Mais le « PNL a nié sa responsabilité en affirmant que [Mihnea] Marmeliuc et [Nicolae] Grigorescu ont occupé ces postes en leur propre nom et non pas comme représentants du parti », selon les archives de la BBC, citées par Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., p. 347.

⁴⁵⁶¹ Tel est le cas d'Eugenia Iorga, candidate aux élections sur la liste du FSN (discussion informelle avec Eugenia Iorga, le 21 mars 2016).

⁴⁵⁶² Voir chapitre 3.

novembre 1992, est formé, à l'exception du Parti national paysan-chrétien démocrate, des représentants des plus importants partis politiques représentés au Parlement (le Front du Salut national, le Front démocrate du Salut national, le Parti national libéral, le Parti démocrate agraire de Roumanie et le Mouvement écologiste de Roumanie). Trois membres de ce gouvernement dont le premier ministre sont des indépendants. Dans ce gouvernement deux ministères sont dirigés par des membres du PNL : le Ministère de l'Economie et des Finances et le Ministère de la Justice (Mircea Ionescu Quintus). Le PNL y participe aussi avec le responsable d'un département de l'administration publique locale et sept secrétaires d'État, dont un dans le Ministère de l'Enseignement et de la Science (Emil Tocaci, élu au Parlement de la part du PNL et futur membre du Parti de l'Alliance civique)⁴⁵⁶³. Le Ministre de la Culture est un indépendant, Ludovic Spiess, interprète lyrique⁴⁵⁶⁴. Le Ministre de l'Enseignement et de la Science est un psychologue et universitaire de la période communiste, Mihail Golu, élu au Parlement de la part du FSN. Psychologue formé à Moscou, universitaire à Bucarest depuis 1958, obtenant son doctorat de psychologie en 1968, Mihail Golu a fait des études postdoctorales aux États-Unis en 1973. Après 1989, il est président de l'Association des psychologues de Roumanie et membre du Parlement entre 1990 et 1996 de la part du FSN.

La nouvelle Constitution est adoptée le 8 décembre 1991.

Les élections générales de septembre 1992 sont gagnées par le FDSN, dont le leader est Ion Iliescu sans obtenir la majorité. La Convention démocratique de Roumanie (CDR) obtient la seconde place et le FSN la troisième.

Le Gouvernement installé en novembre 1992, après les élections de septembre 1992, dirigé par Nicolae Vacaroiu, est un gouvernement minoritaire qui résiste jusqu'aux élections de décembre 1996. Le gouvernement minoritaire est soutenu dans le Parlement par le Parti socialiste du travail (PSM), le Parti la grande Roumanie (PRM) et le Parti de l'unité de la nation roumaine (PUNR)⁴⁵⁶⁵. Onze des vingt-un ministres sont des membres du FDSN (parti dont le leader et candidat aux élections présidentielles est Ion Iliescu). A l'enseignement seul est re-créé un ministère à part, alors que la « science » est remplacée par la « recherche » qui est mise ensemble avec la « technologie » et un nouveau ministère est apparu de cette reconfiguration : le Ministère de la Recherche et de la

⁴⁵⁶³ Participe à ce gouvernement comme au précédent et au suivant comme Ministre des Transports, Traian Basescu, alors membre du FSN, futur président de la Roumanie entre décembre 2004 et décembre 2014. Dans le premier gouvernement provisoire (dirigé par Petre Roman), il est sous-secrétaire d'État dans le même ministère.

⁴⁵⁶⁴ Né en 1938 à Cluj (mort en 2006), ténor lyrique, il a été primé à plusieurs reprises à l'étranger dans les années 1960. Entre 2001 et 2005, Ludovic Spiess est directeur de l'Opéra roumaine de Bucarest. En 2001, il est décoré chevalier de l'Ordre national de la Roumanie. Pour certaines critiques à son égard, voir **Dan Petrescu**, *Secta ganditorilor de estrada*, Iasi, Polirom, « Ego », 2009.

⁴⁵⁶⁵ D'autres formations politiques représentées au Parlement sont le PDAR et l'UDMR.

Technologie dirigé tout au long de cette période par Doru Dumitru Palade, ingénieur chercheur et universitaire de la période communiste, élu plus tard, en 2000, au Parlement de la part du Parti la grande Roumanie. Le Ministère de la Culture est successivement dirigé par l'ancien ministre de l'Enseignement, le psychologue Mihail Golu (du 19 novembre 1992 au 28 août 1993)⁴⁵⁶⁶, par l'écrivain Petre Salcudeanu (du 28 août au 5 novembre 1993), ad intérim par le ministre de l'Enseignement, Liviu Maior (du 5 novembre au 25 novembre 1993), par l'écrivain Marin Sorescu⁴⁵⁶⁷ (du 25 novembre 1993 au 5 mai 1995), par le directeur du Musée national d'art, entre 1993 et 1995, le peintre Viorel Margineanu (du 5 mai 1995 au 23 août 1996)⁴⁵⁶⁸ et par le philosophe universitaire Grigore Zanc (du 23 août au 11 décembre 1996)⁴⁵⁶⁹. Le Ministère de l'Enseignement est dirigé par Liviu Maior⁴⁵⁷⁰.

Dans cette période est introduite la TVA. Le taux de l'inflation est de 256%, le taux annuel de l'inflation diminue par la suite, étant d'un peu moins de 100%. La Roumanie devient membre du Conseil de l'Europe et signe l'Accord d'association à l'Union Européenne.

Les élections de 1996 sont gagnées par la Convention démocratique de Roumanie sans obtenir la majorité. Le Parti de la démocratie sociale de Roumanie dont le leader est Ion Iliescu (l'ancien FDSN et le futur PSD) obtient la seconde place. L'Union sociale démocrate (USD) obtient la troisième place⁴⁵⁷¹. L'Union démocrate magyare de Roumanie est une autre formation politique, à part l'USD qui participe aux côtés de la CDR à la formation des gouvernements constitués après ces élections. Deux autres partis politiques sont représentés au Parlement : le PRM et le PUNR. Trois gouvernements à la tête desquelles se trouveront trois personnes (deux représentants du PNT-CD et un indépendant) vont se succéder jusqu'aux élections de 2000, le premier est dirigé par Victor Ciorbea (ancien leader syndical, représentant du PNT-CD et soutenu par l'Alliance civique) entre décembre 1996 et mars 1998, le second est dirigé par Radu Vasile, représentant du PNT-CD,

⁴⁵⁶⁶ Mihail Golu est de nouveau élu au Parlement de la part du FSN.

⁴⁵⁶⁷ Marin Sorescu va faire partie d'un groupement se présentant comme l'« alternative » au GDS, la Société de demain (voir chapitre 5).

⁴⁵⁶⁸ Viorel Margineanu a fait des études à l'étranger avant 1989 et a été vice-président de l'Union des artistes plastiques depuis 1978 et jusqu'en 1989. En 1981, il est devenu membre de l'Académie européenne des sciences, arts & lettres.

⁴⁵⁶⁹ Grigore Zanc a fait lui aussi des études à l'étranger avant 1989. En 1990 il est entré en politique comme membre du FSN. Avant d'être nommé ministre de la Culture, Grigore Zanc est préfet de Cluj, depuis août 1990. Entre 2000 et 2004, il siège au Sénat comme membre du PSD et en 2004, il est nommé par le Parlement, à la proposition du Sénat, membre du Conseil national de l'audiovisuel (jusqu'en 2010).

⁴⁵⁷⁰ Pour la trajectoire de Liviu Maior voir chapitre 4. Dans le même gouvernement, on retrouve comme ministre de la Jeunesse et du Sport entre août 1993 et décembre 1996, Alexandru Mironov, ancien sportif, écrivain de science-fiction, qu'on retrouvera plus tard dans la direction de l'Institut de la révolution roumaine de décembre 1989, créé en décembre 2004, à l'initiative d'Ion Iliescu, à la fin de son troisième mandat présidentiel (chapitre 13).

⁴⁵⁷¹ L'USD, composé du PD et du PDSR, es dissoute le 13 mai 1999.

entre avril 1998 et décembre 1999 et le troisième est dirigé par Mugur Isarescu⁴⁵⁷² entre décembre 1999 et décembre 2000 comme indépendant.

Entre 1996 et le scrutin suivant, de 2000, les ministres concernés ici et d'autres encore (se situant dans la proximité des intellectuels du courant de l'anticommunisme) sont nés respectivement dans les années 1940 et dans les années 1950 (les deux générations les meilleures représentées dans le GDS). A l'exception des ministres de l'Enseignement, de la Culture et de deux ministres des Affaires étrangères et du ministre de la Réforme, qui sont nés dans les années 1940, les autres mentionnés ici sont nés dans les années 1950. Dans la période des gouvernements formés de l'ancienne opposition, entre 1996 et 2000, à quelques exceptions près (Ilie Serbanescu, Valeriu Stoica, Crin Antonescu), les ministres mentionnés sont des figures qui sont entrés en politique au tout début des années 1990, ils participent dans le CFSN en 1990 ou dans le premier gouvernement postcommuniste ou ils se sont affirmés parmi les leaders des partis de l'opposition (PNL).

Le Gouvernement installé le 12 décembre 1996, dirigé par Victor Ciorbea, jusqu'au 17 avril 1998. Ce gouvernement, tout comme le suivant, est formé des représentants de la CDR, de l'USD et de l'UDMR. Le Ministère de l'Enseignement, redésigné de l'Education nationale est dirigé par des représentants du PNT-CD : Virgil Petrescu, entre le 12 décembre 1996 et le 5 décembre 1997 ; Andrei Marga entre le 5 décembre et le 17 avril 1998 mais aussi dans les deux gouvernements suivants. Le Ministère de la Culture est dirigé tout au long des trois gouvernements successifs par Ion Caramitru ayant participé au CFSN comme vice-président du CFSN et président de la Commission pour la culture du même organisme. Le Ministère des Affaires étrangères est dirigé (du 12 décembre 1996 au 29 décembre 1997) par Adrian Severin, membre du Parti démocrate (l'ancien FSN dont le leader est Petre Roman) et qu'on retrouve en 1990 comme expert dans la Commission pour la politique étrangère du CFSN. A la tête du Ministère des Affaires étrangères suit **Andrei Plesu** comme indépendant, recevant sa nomination soutenu par le PD, entre avril 1998 et décembre 1999 (dans le gouvernement dirigé par Radu Vasile) et Petre Roman, leader du Parti Démocrate (l'ancien FSN) et le leader même de ce parti, Petre Roman. Les deux premiers gouvernements de la période entre 1996 et 2000 sont formés de représentants de la CDR, de l'USD et l'UDMR alors que le troisième, après la dissolution de l'USD est formé de représentants de la CDR, du PD, du PDSR et de l'UDMR étant question des mêmes formations politiques que dans le cas des deux premiers gouvernements de cette période.

⁴⁵⁷² Mugur Isarescu se présente aux élections présidentielles de 2000 comme candidat indépendant soutenu par le Parti national paysan-chrétien démocrate (après la décision d'Emil Constantinescu de ne pas participer à ses élections pour un deuxième mandat) en obtenant 9,53% des voix exprimées. Chercheur à l'Institut d'économie mondiale (voir chapitre 4) durant la période communiste, Mugur Isarescu (né en 1949) est nommé en septembre 1990 gouverneur de la Banque nationale, fonction qu'il garde depuis.

Le Ministre de la Réforme et président du Conseil pour la Réforme (entre le 5 décembre 1997 et le 17 avril 1998) est Ilie Serbanescu, collaborateur de 22 depuis 1990. Un autre proche du GDS est ministre des Finances dans le gouvernement dirigé par Victor Ciorbea (du 5 décembre 1997 au 17 avril 1998) ainsi que dans le suivant, dirigé par Radu Vasile (entre avril et septembre 1998), Daniel Daianu⁴⁵⁷³.

D'autres futurs leaders respectivement du PNL et du PD sont ministres dans ce gouvernement mais aussi, dans deux des quatre cas, dans les deux gouvernements suivants. Le Ministère de la Justice est dirigé durant les trois gouvernements successifs par Valeriu Stoica⁴⁵⁷⁴ (futur leader du PNL). Le Ministre de l'Industrie et du Commerce (entre le 12 décembre 1996 et le 5 décembre 1997) est Calin Popescu Tariceanu. Le Ministre de la Jeunesse et du Sport (entre le 5 décembre 1997 et le 17 avril 1998) est Crin Antonescu, précédemment élu au Parlement de la part du PAC et futur président du PNL. Est de nouveau ministre des Transports (du 12 décembre 1996 au 1er février 1998, du 17 avril 1998 au 22 décembre 1999 et par la suite jusqu'au 28 décembre 1999) Traian Basescu, alors membre du PD (l'ancien FSN dont le leader est Petre Roman). Dans ce premier gouvernement formé de l'ancienne opposition on retrouve aussi Radu Boroianu, membre du PNL (et par la suite du parti fondé par des plus jeunes membres du PNL), futur président de l'Institut culturel roumain, qui est ministre délégué auprès du premier ministre pour les Informations Publiques (entre le 12 décembre 1996 et le 5 décembre 1997), précédemment secrétaire d'État au Ministère de la Culture (entre 1990 et 1992).

La dépression économique est la marque de la période concernée lorsqu'en 1997 le PIB diminue de 6,1% et le taux de l'inflation est de 150%. Le chômage dépasse 10%. Le premier gouvernement formé dans cette période tombe comme suite d'une crise politique provoquée par le Parti démocrate. La Roumanie participe à la guerre de Kosovo. Le Pape Jean-Paul II se rend en visite en Roumanie. La dernière minériade date de janvier 1999. La Roumanie est invitée aux négociations pour l'adhésion à l'UE. C'est aussi la période de l'entrée en vigueur de la première loi de l'enseignement de la période postcommuniste. A la fin de cette période on introduit la TVA à quota unique (de 19%) et on enregistre la première croissance économique (de 2,4%).

⁴⁵⁷³ Formé à l'économie, on le retrouve parmi des collaborateurs de 22 dès le début des années 1990. Issu d'une famille de militaires qui ont travaillé au sein de la Securitate, il a travaillé comme économiste pour la Securitate, avant d'intégrer comme chercheur un institut de l'Académie de sciences sociales et politiques, antérieurement appartenant à l'Académie roumaine.

⁴⁵⁷⁴ Valeriu Stoica est collaborateur d'un membre fondateur du GDS dès le début des années 1990 et appartient aux milieux politiques fréquentés par plusieurs membres du GDS tout au long de la période postcommuniste. Débutant dans sa carrière universitaire après 1989, il est aussi un des fondateurs de l'Institut national de la magistrature qu'il dirige à sa création (en 1991). Voir chapitre 6.

Les trois gouvernements formés durant les quatre premières années de la nouvelle décennie sont dirigés par Adrian Nastase, leader du PDSR, l'ancien FDSN, devenu en 2001 le Parti Social Démocrate (ayant comme leader Ion Iliescu et par la suite Adrian Nastase). On pourrait tout aussi bien parler d'un seul gouvernement, installé le 28 décembre 2000, dirigé par Adrian Nastase, qui résiste pour quatre années, jusqu'au 29 décembre 2004, et dont les remaniements et les réinvestissements se produisent au 20 juin 2003 et au 10 mars 2004. Adrian Nastase, leader du PDSR et par la suite du PSD, dirige un gouvernement minoritaire soutenu dans le Parlement par l'UDMR et le Parti humaniste de Roumanie. Dans tous les trois gouvernements successifs est ministre de la Culture et des Cultes l'historien de l'art Razvan Theodorescu, alors que dans le premier de ces trois gouvernements est ministre de l'Education et de la Recherche une universitaire de la Polytechnique, Ecaterina Andronescu (entre décembre 2000 et juin 2003)⁴⁵⁷⁵. Le Ministère des Affaires étrangères est dirigé par un ingénieur de profession, Mircea Geoana, précédemment ambassadeur aux États-Unis, futur leader du PSD. Le Ministère de l'Intégration européenne est créé en 2000, dissout en 2007 (lorsque la Roumanie est devenue membre de l'UE), suivi de la création du Département des Affaires européennes dans la subordination du premier ministre, dirigé par un secrétaire d'État. En septembre 2011 est créé le Ministère des Affaires européennes, redésigné ensuite des Fonds européens, en décembre 2012. Ministre délégué auprès du Ministère de l'Intégration européenne et chef négociateur avec l'UE est Vasile Puscas, universitaire de Cluj depuis la période communiste⁴⁵⁷⁶. Et le Ministre délégué pour la suivie de l'application de l'acquis communautaire et des programmes à financement international, dans le dernier de ces gouvernements, entre le 10 mars 2004 et le 29 décembre 2004, est Victor Ponta, futur leader du PSD et futur premier ministre.

La révision de la Constitution de la Roumanie date de cette période (octobre 2003). La Roumanie devient membre de l'OTAN en mars 2004. Les négociations en vue de l'adhésion à l'UE se sont conclues à la fin de la même année. En 2004 la croissance économique est de 8,3% et le taux de l'inflation est de moins de 10%.

Les élections de 2004 marquent le succès de la nouvelle alliance politique constituée des deux des principaux partis politiques ayant formé les gouvernements de 1996 à 2000. Le Gouvernement installé le 29 décembre 2004, dirigé par Calin Popescu Tariceanu, jusqu'au 5 avril 2007, est formé par l'Alliance politique « Justice et Vérité » (Alianta D. A.) constituée du PNL et du PD, par l'UDMR et par le PC (sorti du Gouvernement au 4 décembre 2006). Après une période

⁴⁵⁷⁵ Dans le premier gouvernement constitué dans cette période, à la tête d'un nouveau Ministère des Informations publiques se trouve un sociologue formé à Cluj, Vasile Dancu, propriétaire d'un institut de sondage.

⁴⁵⁷⁶ Au milieu des années 1990, à Cluj, il initie la création d'une nouvelle formation universitaire, « les sciences politiques » et dirige la nouvelle faculté consacrée aux « sciences politiques, administratives et de la communication ».

marquée par la confrontation entre le premier ministre et le président Traian Basescu, antérieurement des alliés en vue des élections législatives et présidentielles, le PD, dont l'ancien leader est le président en place, perd ses places dans le Gouvernement à la suite de la restructuration du Gouvernement. Le second gouvernement dirigé par le leader du PNL, Calin Popescu Tariceanu, installé en avril 2007, jusqu'au 22 décembre 2008, est un gouvernement minoritaire formé des représentants du PNL et de l'UDMR. Dans les gouvernements dirigés par le leader du PNL on retrouve deux membres du GDS, comme ministre de la Justice, l'ancien procureur (avant 1989) et l'ancienne militante des droits de l'homme, Monica Macovei (entre décembre 2004 et avril 2007), et comme ministre des Affaires étrangères, l'historien Adrian Cioroianu (entre avril 2007 et décembre 2008). D'autres intellectuels ou des politiques proches du GDS sont ministres dans le premier gouvernement dirigé par le leader du PNL : l'écrivain Varujan Vosganian comme ministre de l'Economie et du Commerce ou de l'Economie et des Finances, l'historien Mihai Razvan Ungureanu comme ministre des Affaires étrangères (avant Adrian Cioroianu)⁴⁵⁷⁷ et comme ministre de la Culture et des Cultes, Monica Musca⁴⁵⁷⁸.

La Roumanie devient membre de l'UE au 1^{er} janvier 2007.

Durant le premier semestre de l'année 2008 la croissance économique marque son maximum de la période postcommuniste, de 8,8%.

Dans la période suivante, dans les trois gouvernements qui suivent aux élections générales de 2008 et aux élections présidentielles de 2009, le parti dont le leader est réélu président de la Roumanie, qui se revendique de la « droite » et se dispute la légitimité de représenter la « droite » en Roumanie, le Parti Démocrate-Libéral (précédemment appelé le Parti démocrate)⁴⁵⁷⁹, forme les gouvernements avec la participation des forces politiques qui revendiquent une identité « sociale démocrate », le PSD (l'ancien PDSR, précédemment portant le nom de FDSN ayant à sa tête Ion Iliescu)⁴⁵⁸⁰ et l'UNPR (parti politique issu du PSD), ainsi que l'UDMR. Les deux premiers gouvernements constitués dans cette période sont dirigés par Emil Boc, l'ancien maire de Cluj. Dans le premier gouvernement dirigé par Emil Boc on retrouve comme ministre de la Culture et membre du PD-L, le fils d'un membre fondateur du GDS, Toader Paleologu, alors que dans le

⁴⁵⁷⁷ Après sa nomination, en 2007, à la tête d'un des Services de renseignements roumains par le président Traian Basescu, en 2012, Mihai Razvan Ungureanu se trouve à la tête d'un gouvernement installé après les protestations de rue de janvier 2012 qui résiste pendant deux mois et demi environ (78 jours) entre février et avril 2012. Les membres de ce gouvernement sont des représentants du PD-L, de l'UDMR et de l'UNPR. Le gouvernement est démis par motion de censure.

⁴⁵⁷⁸ Membre du Parlement, élu de la part du Parti national libéral, elle est proche du GDS (voir chapitre 6).

⁴⁵⁷⁹ Le Parti démocrate (l'ancien FSN dont le leader est Petre Roman) dirigé par Traian Basescu jusqu'à son élection comme président de la Roumanie, en 2004, englobe une faction du PNL, constitué en parti politique sous le nom du Parti libéral-démocrate, ajoutant ainsi à son nom celui de « libéral », adoptant ainsi le nom de Parti démocrate-libéral.

⁴⁵⁸⁰ Le PSD est représenté dans le premier gouvernement dirigé par Emil Boc, entre décembre 2008 et octobre 2009.

second gouvernement dirigé par Emil Boc (entre décembre 2009 et février 2012) comme ministre des Affaires étrangères et membre du PD-L, le théologue et anthropologue Teodor Baconschi [Baconsky]. A la même période un autre membre du GDS adhère au PD-L, Monica Macovei, l'ancienne ministre de la Justice dans le premier gouvernement dirigé par le leader du PNL (avec lequel le président Traian Basescu est entré en conflit), pour se présenter par la suite sur la liste des candidats de ce parti aux élections au Parlement européen. Un autre membre du GDS, Sever Voinescu, coopté au GDS en 2008, est devenu membre du PD-L en obtenant un siège au Parlement national comme candidat de ce parti aux élections de 2008.

La période est celle de la dépression économique et des mesures de réduction des dépenses budgétaires par la diminution de 25% des salaires du secteur public, le blocage des postes du même secteur et l'augmentation de la TVA à 24%. La période est aussi celle de l'accord entre le FMI et les autorités roumaines pour l'obtention d'un financement externe. Le premier gouvernement dirigé par Emil Boc est aussi le premier à être démis à la suite d'une motion de censure. Les manifestations de rue (qui ont lieu Place de l'Université) de janvier 2012 entraînent la démission d'Emil Boc et l'installation d'un nouveau gouvernement dirigé par Mihai Razvan Ungureanu dont la composition partisane ne change pas.

V. Lieux de la culture, de la recherche et de la politique

Les nouvelles institutions, créées vers et après le milieu des années 2000, ayant comme principale activité la recherche ou la recherche parmi leurs activités, instituent une formule organisationnelle qui vient refléter la forte politisation des années 1990 du champ intellectuel. Ces nouveaux « institut[s] », créés entre 2003 et 2005, sont mis sous la tutelle des institutions politiques diverses : le Parlement, le Gouvernement (dont notamment le Ministère de la Culture) ou le Président de la Roumanie. Ces institutions sont créées par la volonté des politiques, tout comme cela a été le cas des institutions culturelles créées en 1990 dans la subordination du Ministère de la Culture et des institutions de la recherche créées en 1990 au sein de l'Académie Roumaine. Les nouveaux instituts fondés dans les années 2000 reflètent des rapports de force au sein du champ politique, les nouveaux rapports entre champ politique et champ intellectuel plus d'une décennie après la chute du communisme, alliances établies entre des acteurs politiques et pôles du champ intellectuel et les concurrences au sein du champ intellectuel.

La création de ces institutions hors de l'Académie roumaine nous dévoile que l'objet de leur activité constitue un enjeu aussi bien intellectuel que politique et l'objet de leur recherche est toujours lié à l'actualité, ces institutions étant censées non seulement faire de la recherche mais aussi se manifester sur des sujets préoccupant le monde politique ou constitués en enjeux de la

société. Leur création hors de l'Académie roumaine nous dévoile aussi la perte de la valeur accordée à l'activité de la recherche menée au sein de l'Académie et de prestige de l'Académie roumaine plus d'une décennie après 1989.

Au début des années 1990 des instituts ayant comme principale activité la recherche sont mis sous la tutelle d'une institution politique spécifique, le Ministère de la Culture⁴⁵⁸¹, d'autres institutions de la recherche étant créées au sein de l'Académie roumaine⁴⁵⁸². Dans la même période, la Fondation culturelle roumaine (FCR) dont l'objet d'activité est la « promotion de la coopération culturelle » par la gestion des « relations avec des organisations des Roumains établis à l'étranger » et avec « des institutions similaires étrangères en Roumanie » mais aussi des « activités des établissements culturels de l'État roumain dans d'autres pays (centres culturels, bibliothèques, instituts, etc.) » est créée comme structure autonome mais recevant de « l'assistance dans le domaine de la culture et de la politique culturelle » du Ministère de la Culture et du Ministère des Affaires étrangères et du financement « par la Ministère des Affaires étrangères⁴⁵⁸³ ». Vers le milieu des années 2000, la FCR, où la recherche ne trouve pas de place, contribuant principalement à la diffusion de la culture roumaine à l'étranger, est transformée en l'Institut culturel roumain (ICR).

Des institutions créées dans les années 2000 (entre 2003 et 2005), ayant comme principale activité la recherche ou la recherche étant parmi leurs activités sont mises sous la tutelle soit des pouvoirs de l'État – Parlement (Sénat), gouvernement ou administration présidentielle – soit de l'institution politique qui gère le domaine de la culture⁴⁵⁸⁴, comme dans les années 1990. Dans l'ordre chronologique de leur création, il s'agit de : l'Institut national pour la mémoire de l'exil roumain (INMER), créé en juin 2003 comme structure « dans la subordination du gouvernement et dans la coordination du Ministère de la Culture et des Cultes⁴⁵⁸⁵ » ; l'Institut de la Révolution roumaine de Décembre 1989 (IRRD), créé en décembre 2004, qui est mis sous la tutelle du Parlement⁴⁵⁸⁶ ; l'Institut national pour l'étude de l'Holocauste de Roumanie « Elie Wiesel » (INSHR-EW), créé en août 2005, fonctionnant dans la subordination du Ministère de la Culture⁴⁵⁸⁷ ; l'Institut d'investigation des crimes du communisme en Roumanie (IICCR), créé en

⁴⁵⁸¹ Tel est le cas de l'Institut d'études orientales « Sergiu Al-George », dirigé par Radu Bercea.

⁴⁵⁸² Voir première partie.

⁴⁵⁸³ Arrêté du Gouvernement n° 354 du 2 avril 1990, publiée dans *Monitorul Oficial* [MO], n° 74 du 23 avril 1992.

⁴⁵⁸⁴ L'institut en question est tenu de présenter devant l'institution politique (Sénat, gouvernement ou administration présidentielle) un rapport annuel. L'institution politique décide alors son budget pour l'année suivante (ce qui s'applique aussi dans le cas de la Télévision roumaine).

⁴⁵⁸⁵ Arrêté du Gouvernement n° 656 du 5 juin 2003, article 1, publiée dans *MO*, n° 417 du 13 juin 2003.

⁴⁵⁸⁶ Loi n° 556 du 7 décembre 2004, publiée dans *MO*, n° 1194 du 14 décembre 2004.

⁴⁵⁸⁷ Arrêté du Gouvernement n° 902 du 4 août 2005, publiée dans *MO*, n° 758 du 19 août 2005.

décembre 2005⁴⁵⁸⁸, et, par la suite, en 2009, l'Institut d'investigation des crimes du communisme et la mémoire de l'exil roumain⁴⁵⁸⁹ – lorsqu' l'IICCR englobe l'INMER en une seule et unique institution, l'ICCMER, mettant ensemble des milieux et des revendications proches –, structure dans la subordination du Gouvernement. A part l'INMER (jusqu'à sa disparition, en 2009) et l'INSH-EW, qui suivent la formule d'organisation des instituts de recherche ou des institutions culturelles créées en 1990 dans la subordination du Ministère de la Culture, les autres institutions créées dans les années 2000 (trois) sont mis sous la tutelle des pouvoirs de l'État, du Parlement (Sénat)⁴⁵⁹⁰, du Président⁴⁵⁹¹ ou du Gouvernement⁴⁵⁹².

La **Fondation culturelle roumaine** (FCR) est créée en avril 1990, par le gouvernement provisoire, comme structure autonome mais recevant du financement par le biais du Ministère des Affaires étrangères⁴⁵⁹³. Le premier responsable de cette institution, l'écrivain Augustin Buzura, reste dans cette fonction jusqu'en 2003 et peu après sa transformation en l'**Institut culturel roumain**⁴⁵⁹⁴.

Selon la loi de création de la FCR datée d'avril 1990 mais aussi celle pour « la modification et le complètement » de cette première loi, l'organe de direction de la FCR est constitué de son président et de 24 autres personnes composant le conseil directeur au sein duquel sont représentées trois institutions politiques qui gèrent des domaines de compétence où peuvent s'inscrire des activités de la FCR (« le Ministère de la Culture, le Ministère des Affaires étrangères et le Ministère de l'Enseignement⁴⁵⁹⁵ »). L'Académie roumaine est aussi représentée dans cet organisme de direction de la FCR⁴⁵⁹⁶. Font partie du conseil directeur « par rotation, des représentants de certaines institutions publiques avec des activités similaires à celles déroulées par la fondation, ainsi que 3 membres, personnalités prestigieuses du monde de la culture [...] élus par vote secret à majorité simple par le reste des membres du conseil directeur⁴⁵⁹⁷ ». La loi reste muette sur l'identité et le nombre de ces autres institutions similaires. Mais le pouvoir important conféré au président de la FCR est assuré selon la loi de la création de la FCR par le fait que le « reste des membres du

⁴⁵⁸⁸ Arrêté du Gouvernement n° 1724 du 21 décembre 2005, publiée dans *MO*, n° 1195 du 30 décembre 2005.

⁴⁵⁸⁹ Arrêté du Gouvernement n° 1372 du 18 novembre 2009, publiée dans *MO*, n° 802 du 25 novembre 2009.

⁴⁵⁹⁰ L'IRRD, créé en 2004, et plus tard, en 2012 et en 2013, l'ICR.

⁴⁵⁹¹ L'Institut culturel roumain entre 2003 et 2012.

⁴⁵⁹² L'INMER, créé en 2003 et l'ICCR, créé en 2005. Mais aussi lors de l'englobement de ces deux instituts, en 2009, par la création de l'ICCMER.

⁴⁵⁹³ Arrêté du Gouvernement n° 354 du 2 avril 1990, article 4.

⁴⁵⁹⁴ Par la loi n° 356 du 11 juillet 2003, publiée dans *MO*, n° 529 du 23 juillet 2003.

⁴⁵⁹⁵ Arrêté du Gouvernement n° 354 du 2 avril 1990, annexe 1, chapitre 2, art. 9. Les deux premiers ministères cités dans cette disposition de la loi sont aussi ceux qui « accorderont à la fondation l'assistance dans le domaine de la culture et de la politique culturelle » (*cf.* l'article 2).

⁴⁵⁹⁶ Rappelons qu'Augustin Buzura est élu membre correspondant de l'AR au début des années 1990 (voir première partie, chapitre 5).

⁴⁵⁹⁷ Arrêté du Gouvernement n° 354 du 2 avril 1990, annexe 1, chapitre 2, art. 9, publiée dans *MO*, n° 74 du 23 avril 1992.

conseil directeur » vient de l'intérieur de l'institution : « chef des départements », « rédacteurs en chefs des publications de la fondation », « chef des Éditions de la Fondation culturelle roumaine » et deux autres dirigeants de deux centres (à Cluj et à Iasi)⁴⁵⁹⁸ créés peu après toujours par la FCR⁴⁵⁹⁹. La loi reste encore muette sur les critères de nomination du « conseil provisoire » de la FCR composé seulement de responsables de la FCR⁴⁶⁰⁰. La stabilité du mandat du premier président de la FCR est assurée ainsi par le fait que le président nomme les vice-présidents et le secrétaire exécutif, à la proposition du conseil directeur et les membres du conseil directeur vont élire le président obtenant deux tiers du total du nombre de votes des membres du conseil directeur, composé d'une majorité venant de l'intérieur de l'institution. La stabilité du premier ayant reçu cette fonction est donc assurée lorsque celui-là peut s'assurer le soutien de ceux qui recevront son soutien. La stabilité du mandat du premier responsable est prévue explicitement par la loi car « le mandat du président est renouvelé tous les quatre ans » et celui-là « peut être révoqué ou suspendu de sa fonction pour cause de graves violations des prévisions du statut⁴⁶⁰¹ ». La continuité de la direction est fonction des alliances établies au sein du monde politique mais surtout au sein du monde intellectuel.

La FCR, institution censée promouvoir la culture roumaine à l'étranger, exerçant dès lors une fonction de représentation et constituant une instance de diffusion⁴⁶⁰², est remplacée par l'Institut culturel roumain (ICR) en 2003. La formule organisationnelle change mais non pas la direction. Le premier président de l'ICR est le même que le président de la FCR alors disparue. L'ICR est mis sous la tutelle du Président de la Roumanie⁴⁶⁰³, qui était alors Ion Iliescu, défini comme « institution publique d'intérêt national [...] sous l'autorité du Président de la Roumanie, par la réorganisation de la Fondation culturelle roumaine et des Éditions de la Fondation culturelle roumaine⁴⁶⁰⁴ ». Rappelons qu'une des (deux) principales attributions⁴⁶⁰⁵ du Président concerne la politique étrangère. L'autorité du Président de la Roumanie au sein de l'ICR consiste en la nomination et en la révocation du président de l'Institut qui représente la « direction opérative de

⁴⁵⁹⁸ *Ibid.*

⁴⁵⁹⁹ Tel est le cas du Centre d'études transylvaines, créé en 1991 comme filiale de la FCR, ensuite de l'ICR, passé à l'Académie roumaine en 2007. Notons aussi que le premier directeur du Centre d'études transylvaines est l'historien et universitaire Liviu Maior, futur ministre de l'Enseignement (entre 1992 et 1996) et diplomate par la suite. Plus tard, vers la fin des années 1990, la fille d'Augustin Buzura, président de la FCR, va marier le fils de Liviu Maior, se faisant connaître dans les années 2000 lorsqu'il dirige le Service roumain de renseignements (SRI).

⁴⁶⁰⁰ Arrêté du Gouvernement n° 354 du 2 avril 1990, annexe 1, chapitre 4, art. 28.

⁴⁶⁰¹ Arrêté du Gouvernement n° 354 du 2 avril 1990, annexe 1, chapitre 2, art. 12.

⁴⁶⁰² Arrêté du Gouvernement n° 354 du 2 avril 1990, articles 1 et 5 et l'annexe 1, chapitre 1, art. 3 et 4 ; Arrêté du Gouvernement n° 1280 du 17 novembre 1990 concernant la création des Éditions de la Fondation culturelle roumaine, publiée dans *MO*, n° 10 du 27 mai 1992.

⁴⁶⁰³ Augustin Buzura, « Lettre ouverte », *RL*, 4, 2005.

⁴⁶⁰⁴ Loi n° 356 du 11 juillet 2003

⁴⁶⁰⁵ Selon la Constitution de la Roumanie (titre III, chapitre II, article 91), le Président de la Roumanie a des « attributions dans le domaine de la politique étrangère ».

l'Institut⁴⁶⁰⁶ » et, plus largement, en la nomination de 16 membres du « conseil de direction [qui] est l'organe délibératif de l'Institut [...] formé par 21 membres⁴⁶⁰⁷ ». A part le président de l'ICR et un autre « membre désigné par le Président de la Roumanie », ce dernier nomme aussi quatorze autres membres dont « 7 à la proposition des associations et des unions des créateurs et 7 membres à la proposition du président de l'Institut⁴⁶⁰⁸ ». Le Président de la Roumanie est aussi le président d'honneur de l'Institut. Mais le Président de la Roumanie peut de même convoquer le conseil de direction de l'Institut en séance extraordinaire⁴⁶⁰⁹. D'autres autorités politiques qui sont représentées dans le conseil de direction de l'Institut sont : le Premier ministre, le Ministère des Affaires étrangères, le Ministère de la Culture et des Cultes et le Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Jeunesse (par ordres ministériels sont désignés des un secrétaire d'État pour chacun de ces ministères). A ces représentants des autorités politiques, il s'ajoute un « le président de l'Académie roumaine ou un vice-président désigné par ce dernier⁴⁶¹⁰ ».

De cette autorité donnée au Président de la Roumanie sur une institution à visée culturelle, bénéficiera le président suivant, Traian Basescu dès 2005 durant ces deux mandats présidentiels, jusqu'en 2012, période durant laquelle à la tête de l'ICR se trouve Horia-Roman Patapievici. Le premier et l'unique président de la FCR et, par la suite, premier président et initiateur de l'ICR, Augustin Buzura, gardera sa fonction jusqu'au début de 2005, peu après l'installation du nouveau président de la Roumanie, par suite du scrutin de décembre 2004, lorsque il est révoqué de sa fonction par le Président de la Roumanie, conformément à la loi de la création de l'ICR. Début de l'année 2005, après le scrutin présidentiel de décembre 2004 et l'élection de Traian Basescu, Augustin Buzura apprend par la presse qu'on prépare son remplacement par un des auteurs de la période postcommuniste, Horia-Roman Patapievici, essayiste et membre du GDS.

Augustin Buzura raconte qu'au 15 janvier il se trouvait à Vienne pour une visite médicale. Revenu en Roumanie le 17 janvier, il lit dans la presse qu'on prépare son remplacement. Le même jour, appelé à se rendre à une réunion avec le président en place Traian Basescu, ce dernier l'informe de son remplacement.

Durant le troisième mandat présidentiel d'Ion Iliescu, en juin 2003, est créé l'**Institut national pour la mémoire de l'exil roumain** (INMER) « dans la subordination du Gouvernement et dans la coordination du Ministère de la Culture et des Cultes⁴⁶¹¹ ». Ses activités concernent le recueil et la création des archives, la diffusion des documents en provenance ou sur l'exil entre 1940 et 1989, mais aussi la « résolution des problèmes *pendinte* liés à l'ancien exil », ayant comme

⁴⁶⁰⁶ Loi n° 356/2003, article 12, paragraphe 1.

⁴⁶⁰⁷ Loi n° 356/2003, article 6, paragraphes 1 et 2.

⁴⁶⁰⁸ Loi 356/2003, article 6, paragraphe 2.

⁴⁶⁰⁹ Loi 356/2003, article 8, paragraphe 3.

⁴⁶¹⁰ Loi 356/2003, article 6, paragraphe 2.

⁴⁶¹¹ Arrêté du Gouvernement n° 656 du 5 juin 2003, art. 1.

périodique les *Cahiers de l'INMER*. Le président est nommé pour une période de cinq années par décision du premier ministre. Dinu Zamfirescu (né en 1929), s'est enrôlé dans le membre du parti national dès sa jeunesse, libéral depuis 1928, fut arrêté à plusieurs reprises pendant la période communiste et s'est exilé en France dans les années 1970 et participa à l'opération « Villages roumaines » comme membre de la Ligue pour la défense des droits de l'homme en Roumanie siégeant à Paris. Il est un des membres fondateurs du PNL de l'après communisme. Le Conseil de garantie morale est composé de membres de l'exil : Sorin Alexandrescu, Radu Campeanu, Ariadna Combes, Ion Dumitru (l'éditeur « Jon Dumitru »), Emil Hurezeanu, Radu Portocala, Sanda Stolojan, Mihai Sturdza, Gaspar Miklos Tamas, Vladimir Tismaneanu, William Totok, Ion Vitez et le président de l'INMER. Il s'agit de personnes qui se sont exilés à cause de leur appartenance politique mais aussi d'écrivains ou/et de scientifiques qui se sont installés à l'étranger à différentes périodes de l'époque communiste. Le collège scientifique est composé de vingt et un membres au maximum qui sont nommés par le président de l'institut : **Gabriel Andreescu**, Adrian Cioroianu, Dennis Deletant, Dinu Giurescu, Florin Manolescu, Solomon Marcus, Adrian Miroiu, Bogdan Murgescu, Dragos Petrescu, Dumitru Preda, Claudiu Secasiu, Ion Calafeteanu (IRRD), Mihail E. Ionescu, Georgeta Penelea-Filitti, Max Demeter Peyfuss, Adrian Pop, Lorenzo Renzi et Roberto Scagno. Trois parmi ces derniers font partie des équipes qui participent à la création et/ou au fonctionnement d'autres nouveaux instituts de recherche des années 2000 : le général Mihail E. Ionescu, directeur général de l'INSH-EW pour plus d'une dizaine d'années et Ion Calafeteanu, dirigeant l'activité de recherche dans le cadre de l'IRRD mais aussi l'historien universitaire, Bogdan Murgescu, travaillant au sein de ce dernier institut. L'INMER est supprimé en 2009 par son englobement dans l'Institut d'investigation des crimes du communisme, qui est redésigné l'Institut d'investigation des crimes du communisme et la mémoire de l'exil roumain.

Dans la même période, en octobre 2003, est constituée « à l'initiative du président de la Roumanie [...] la **Commission internationale pour l'étude de l'Holocauste en Roumanie**⁴⁶¹² », première commission présidentielle créée afin de rendre une étude portant l'intitulé « rapport final »⁴⁶¹³, expertise fournie en novembre 2004, qui donnera lieu à un autre institut, l'**Institut national pour l'étude de l'Holocauste de Roumanie** [Institutul national pentru studierea Holocaustului din Romania] (INSH-EW), créé en août 2005⁴⁶¹⁴. A la fin de la même année est créé l'Institut d'investigation des crimes du communisme.

⁴⁶¹² Commission internationale pour l'étude de l'Holocauste en Roumanie, *Raport final* (président de la commission Elie Wiesel, éd. Tuvia Friling, Radu Ioanid, Mihail E. Ionescu), *op. cit.*, p. 7.

⁴⁶¹³ L'expertise sous la forme d'une « commission présidentielle » sera réitérée sous l'administration présidentielle de Traian Basescu (président de la Roumanie entre décembre 2004 et décembre 2014, suspendu de sa fonction à deux reprises).

⁴⁶¹⁴ Arrêté du Gouvernement n° 905 du 4 août 2005, publié dans *MO* n° 758 du 19 août 2005.

Une autre institution de la recherche, l'**Institut de la Révolution roumaine de Décembre 1989** (IRRD), est créée en décembre 2004, à la fin du mandat d'Ion Iliescu⁴⁶¹⁵. Mis sous le contrôle du Parlement, « institution publique d'intérêt national⁴⁶¹⁶ » obtenant des « subventions accordées du budget d'État, par le budget du Sénat⁴⁶¹⁷ », son « objet d'activité [est] l'analyse scientifique des prémisses, du déroulement et des effets – sur le plan politique, économique et social – de la Révolution roumaine de décembre 1989, dans le but de la réalisation d'une image documentée, objective et ample sur cet événement cardinal de l'histoire contemporaine⁴⁶¹⁸ ». A la différence d'un autre institut, créé l'année suivante⁴⁶¹⁹, l'IRRD précise par la voix de son directeur général, à plusieurs reprises, ne pas avoir comme objectif la « responsabilité juridique » :

« L'enquête pénale cherche des responsables. L'histoire cherche des faits. Nous voulons suivre la voie de ces faits. Nous ne pouvons pas être manipulés⁴⁶²⁰ ».

L'IRRD est créé après l'apparition d'un nouvel institut, l'Institut national pour la mémoire de l'exil roumain (INMER), fondé en juin 2003 comme structure « dans la subordination du Gouvernement », et après la constitution en octobre 2003 de la Commission internationale pour l'étude de l'Holocauste en Roumanie, « organisme indépendant de recherche⁴⁶²¹ », dont le budget et la composition sont approuvés par le Gouvernement durant la première moitié de l'année suivante⁴⁶²², présentant son « Rapport final » en novembre 2004 au président de la Roumanie, Ion Iliescu, et menant à la création de l'Institut national pour l'étude de l'Holocauste en Roumanie « Elie Wiesel » (INSH-EW) en 2005⁴⁶²³.

Dans le cadre de l'administration présidentielle « a été élaboré un projet de loi, repris par les élus au Parlement, qui l'ont adopté le 7 décembre⁴⁶²⁴ ». Se présentant comme « symbole » de la « révolution roumaine⁴⁶²⁵ », Ion Iliescu est le président fondateur de cet institut qui est créé à son initiative, à la fin de son mandat (le troisième et le dernier, de 2000 à 2004) comme président de la Roumanie. Le président de l'IRRD est élu « parmi les personnalités qui ont eu un rôle de première

⁴⁶¹⁵ Le mandat du président Ion Iliescu, le troisième et le dernier, s'achève le 20 décembre 2004. La loi de création de l'IRRD date du 7 décembre 2004, publiée dans *MO*, le 14 décembre 2004.

⁴⁶¹⁶ Loi n° 556 du 7 décembre 2004 (article 1, alinéa 1), publiée dans *JO*, n° 1194 du 14 décembre 2004.

⁴⁶¹⁷ Loi n° 556 du 7 décembre 2004 (article 8, alinéa 1), publiée dans *JO*, n° 1194 du 14 décembre 2004. Remarquons que seules les précisions concernant son financement nous indiquent le contrôle que peut exercer le Sénat.

⁴⁶¹⁸ Loi n° 556 du 7 décembre 2004, publiée dans *JO*, n° 1194 du 14 décembre 2004.

⁴⁶¹⁹ L'Institut d'investigation des crimes du communisme en Roumanie dont le nom en français apparaît aussi comme l'Institut de recherche sur les crimes du communisme en Roumanie.

⁴⁶²⁰ Caludiu Iordache invité à parler de l'IRRD (22, 810, septembre 2005).

⁴⁶²¹ Commission internationale pour l'étude de l'Holocauste en Roumanie, *Rapport final*, éd. Tuvia Friling, Radu Ioanid, Mihail E. Ionescu, Iasi, Polirom, 2004, p. 7.

⁴⁶²² Résolutions du Gouvernement n° 227 du 20 février 2004 et n° 672 du 5 mai 2004 (*Ibid.*).

⁴⁶²³ Voir *infra*.

⁴⁶²⁴ Institut de la Révolution roumaine de décembre 1989, *Rapport de activitate 2005-2009*, Bucarest, Éditions de l'Institut de la Révolution roumaine de décembre 1989, 2010, p. 4.

⁴⁶²⁵ Entretien avec Ion Iliescu, réalisé par Dana Deac, TVR 1, le 13 décembre 2014.

importance dans le déroulement de la Révolution Roumaine de Décembre 1989⁴⁶²⁶ » au moment de l'inauguration de l'institut, le 15 décembre 2004, par le collège national. Le collège national est l'« organe délibératif [...], avec mandat permanent », réunissant des « personnalités représentatives et reconnues de la Révolution roumaine de décembre 1989⁴⁶²⁷ » dont certaines seront connues dès les jours de décembre, alors que d'autres s'affirment les jours suivants, lors de l'installation du nouveau pouvoir. Les « membres du collège national, organisme qui décide de l'activité de cette institution, sont « désignés par le Président de la Roumanie, en consultation avec le Secrétariat d'État pour des problèmes des révolutionnaires de décembre 1989 et la Commission parlementaire des révolutionnaires de décembre 1989⁴⁶²⁸ ». Des 25 membres de ce « collège » 15 vivent à Bucarest⁴⁶²⁹. Parmi les membres du collège national on compte le premier ministre de la Roumanie postcommuniste, Petre Roman, mais aussi un haut fonctionnaire de l'État roumain communiste et dissident de la dernière période communiste, Dumitru Mazilu, et un participant au procès de Ceausescu et à l'exécution du couple Ceausescu, Gelu Voican Voiculescu. Des membres du collège national sont des acteurs de la « révolution roumaine » et des politiques à partir du début des années 1990, qui sont restées dans la proximité d'Ion Iliescu comme membres du parti dirigé par ce dernier ou d'un parti issu de la première structure du pouvoir politique transformée en parti politique (Cazimir Ionescu). Tous ces quatre, ci-dessus mentionnés, se retrouvent sur la première liste des membres du Conseil du Front du Salut national (CFSN), premier organisme du pouvoir installé au pouvoir, le 22 décembre 1989⁴⁶³⁰. Plusieurs d'entre eux vont faire partie du Conseil du FSN⁴⁶³¹. Les plus connus parmi ceux qui composent le collège national sont Petre Roman, Cazimir Ionescu, Romeo Raicu, Dan Iosif⁴⁶³², Gelu Voican Voiculescu, Dumitru Mazilu, Alexandru Mironov⁴⁶³³,

⁴⁶²⁶ Cf. Institut de la Révolution roumaine de décembre 1989, *Raport de activitate 2005-2009*, op. cit., p. 5.

⁴⁶²⁷ Loi n° 556 du 7 décembre 2004, publiée dans JO, n° 1194 du 14 décembre 2004.

⁴⁶²⁸ Loi n° 556 (article 4, alinéa a) du 7 décembre 2004, en vigueur depuis le 17 décembre 2004, publiée dans MO, I, n° 1199 du 14 décembre 2004.

⁴⁶²⁹ Des 25 membres du Collège national, trois sont décédés (qui ne seront remplacés qu'en 2018).

⁴⁶³⁰ **Doina Cornea** et **Mircea Dinescu** sont des premiers parmi des opposants et des dissidents à se retrouver dans le Conseil du Front du salut national, constitué la nuit du 22 décembre, et donc à être cooptés pour participer à l'organisme d'État qui prend le pouvoir à la suite de la fuite du couple Ceausescu, le 22 décembre à midi.

⁴⁶³¹ Petre Roman, Cazimir Ionescu, Romeo Raicu, Gelu Voican Voiculescu, Dumitru Mazilu, Claudiu Iordache.

⁴⁶³² Sénateur (1990-1992), conseiller du président Ion Iliescu (1992-1996), expert au Parlement (1996-2000), conseiller d'État (2000-2004) et député de la part du PSD (en 2004), Dan Iosif (né en 1950, mort en 2007) fut une des figures les plus proches d'Ion Iliescu.

⁴⁶³³ Mathématicien de formation mathématicien, il contribue à la popularisation de la science et à la science fiction, avant comme après 1989 à la télévision. Alexandru Mironov est conseiller du président Ion Iliescu et lors dans les années 1990 (entre 1993 et 1996) ministre de la Jeunesse et du Sport.

Sergiu Nicolaescu, Dorel Visan, Razvan Theodorescu⁴⁶³⁴ et Claudiu Iordache⁴⁶³⁵. Parmi eux quatre sont des politiques, élus au parlement, depuis 1990 et jusqu'à présent (Dan Iosif, Romeo Raicu et Sergiu Nicolaescu) ou en 2000 (Cazimir Ionescu), et deux sont diplomates (Dumitru Mazilu avant comme après 1989 et Gelu Voican Voiculescu seulement depuis les années 1990).

Le collège national se réunira quatre fois par an durant les cinq premières années et, pour la première fois, le 15 décembre 2004, lors de l'inauguration de l'IRRD, lorsque le collège national élit Ion Iliescu, alors président de la Roumanie, comme président de l'IRRD, approuve la composition du collège scientifique et élit la direction exécutive de l'IRRD (directeur général et directeur général adjoint). Le 14 janvier 2005, le même collège approuve la structure, le règlement de fonctionnement de l'IRRD, les plans de recherche et éditorial. Le collège national nomme, sous la recommandation du président de l'IRRD, le directeur général et le directeur général adjoint qui peuvent appartenir au collège national ou au collège scientifique. Même si son rôle est décrit comme un « délibératif », Ion Iliescu s'implique dans la nomination de la direction de l'IRRD dont le mandat dure cinq ans (directeur général et directeur adjoint)⁴⁶³⁶. Les directeurs seuls reçoivent des salaires égaux à ceux accordés respectivement à un secrétaire d'État et un sous-secrétaire d'État⁴⁶³⁷.

Le premier directeur général (jusqu'au printemps 2018), Claudiu Iordache, est aussi membre du collège national, protestataire bien connu de Timisoara en décembre 1989⁴⁶³⁸. Claudiu

⁴⁶³⁴ Pour la trajectoire de Razvan Theodorescu avant 1989, voir la première partie. En 2000, Razvan Theodorescu est élu au Parlement, sénateur de la part du Parti Social-Démocrate (PSD), dirigé par Ion Iliescu. L'académicien Razvan Theodorescu est ministre de la Culture et des Cultes dans les trois gouvernements successifs dirigés par Adrian Nastase (leader du PSD), entre décembre 2000 et décembre 2004. Sénateur de nouveau, entre 2004 et 2008, élu au Parlement de la part du même parti, il est membre du PSD jusqu'en 2010.

⁴⁶³⁵ Sergiu Nicolaescu et Dorel Visan sont des interprètes des plus connus de la période communiste, mais leurs rapports au régime communiste les distinguent. Notons aussi que Sergiu Nicolaescu, artiste des plus médiatisés avant 1989 (metteur en scène et interprète des films historiques) apparaît parmi les figures révolutionnaires qui passent à la télévision les jours mêmes de la révolte tout comme un autre interprète, Ion Caramitru et le poète **Mircea Dinescu**, présentés tous comme des « intellectuels marquants » (cf. Peter Siani-Davies, *Revolutia romana din decembrie 1989*, op. cit., p. 155).

⁴⁶³⁶ Selon Bogdan Murgescu, membre du premier collège scientifique de l'IRRD : « Monsieur Iliescu s'est impliqué effectivement dans la nomination de la direction de l'Institut et non pas dans celle du reste du personnel » (*Observator cultural*, 383, août 2007).

⁴⁶³⁷ Cependant des membres du collège national, collectif rassemblant des « révolutionnaires », vont occuper des postes rémunérés au sein de l'Institut (tel sera le cas d'Eugenia Iorga, née en 1954, devenue membre du Conseil du Front du Salut national le 22 décembre, élue au parlement de la part du Front du Salut national lors des premières élections, est recrutée comme « conseiller » dans la Direction organisation des événements et activités éditoriales en septembre 2015).

⁴⁶³⁸ Membre d'un collectif révolutionnaire constitué à Timisoara les jours de décembre 1989, Claudiu Iordache participe à la « révolution » formant avec d'autres le Front démocratique roumain à Timisoara, le 20 décembre, et parle à la tribune du balcon de l'Opéra de Timisoara, les 20 et 21 décembre. Claudiu Iordache (né en 1942 à Bucarest) adhère en 1990 au Front du salut national (FSN) transformé en parti politique, il est président de ce parti au niveau local (à Timisoara) et vice-président de ce parti au niveau national. Il est élu au Parlement lors des premières élections de mai 1990 (voir la deuxième partie) mais renonce à son appartenance au FSN. Il est un des conseillers du président Iliescu, durant son troisième mandat. Écrivain avant 1989, journaliste après 1989, il est aussi l'auteur de plusieurs essais où il

Iordache reste dans cette fonction pour trois mandats (son troisième mandat commence en janvier 2015).

Le premier directeur général adjoint, chargé des activités de recherche, est l'historien Ioan Scurtu. Le directeur adjoint « dirige l'activité de recherche » et le conseil scientifique⁴⁶³⁹.

Né en 1940, Ioan Scurtu enseigne à l'Université de Bucarest depuis 1962, il obtint son doctorat d'histoire en 1971 avec une thèse sur l'histoire du Parti Paysan Roumain (avant la Première Guerre mondiale), publiée en 1975. En 1983 il reçut le prix de l'Académie roumaine pour son livre traitant de la vie politique en Roumanie de l'entre-deux-guerres. A partir de 1981 et jusqu'en 1991 il est maître de conférences à la Faculté d'histoire de l'UB mais aussi, à partir de 1976 et jusqu'en 2006, expert du Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement évaluant l'enseignement supérieur et celui secondaire, comme secrétaire de la commission nationale d'histoire entre 1980 et 1990 et, à partir de cette date, président de cette commission. En 1990 Ioan Scurtu dirige la chaire d'histoire des Roumains de la Faculté d'histoire de l'UB. A partir de 1991 il est professeur de l'Université de Bucarest dans la Faculté d'histoire mais aussi directeur général des Archives nationales, jusqu'en 1996. A partir de 1991, il enseigne aussi dans une université privée, la première à être créée. En 1992, il enseigne à l'Académie de police, et devient le doyen d'une faculté fonctionnant dans cet établissement, jusqu'en 1994. Il intègre l'Institut national pour l'étude du totalitarisme dès sa création, en 1993, comme chercheur et membre du conseil scientifique. En 2001 il dirige l'Institut d'histoire « Nicolae Iorga », jusqu'en 2006⁴⁶⁴⁰. En 2003 et en 2004, il est secrétaire scientifique de la Commission internationale pour l'étude de l'Holocauste en Roumanie (commission fonctionnant sous la tutelle de l'administration présidentielle). Jusqu'en 2003, il dirige la chaire d'histoire des Roumains de la Faculté d'histoire de l'Université où il enseigne comme professeur titulaire jusqu'en 2004. Entre 2004 et 2007, il est vice-recteur de l'université privée où il enseigne depuis sa création (en 1991). A la fin de l'année 2004, son activité au sein de l'IRRD commence, alors qu'il se trouve à sa retraite, achevée en 2009.

Le collège scientifique est l'« organe consultatif [...], composé d'un nombre de 21 membres au maximum, désignés par le collège national, en consultation avec l'Académie roumaine et le Ministère de l'Éducation et de la Recherche⁴⁶⁴¹ ». Comme les membres du collège national, les membres du collège scientifique ne sont non plus rémunérés mais certains d'entre eux occuperont dans le même temps pour certaines périodes des postes rémunérés au sein de l'IRRD. Le mandat des membres du collège national est permanent, alors que la composition du collège scientifique change « plusieurs fois⁴⁶⁴² » durant les cinq ans prévus pour le mandat de la direction (exécutive) de l'IRRD et lors d'un nouveau mandat prévue pour la direction (directeur général et directeur adjoint), tous les cinq ans. La loi ne dit rien du « mandat » du collège scientifique ou du mode de

critique la société et la politique roumaines et de romans publiés après 1989 par une maison d'édition peu connue qu'il fonde lui-même.

⁴⁶³⁹ Loi n° 556 du 7 décembre 2004, article 5, alinéa 5.

⁴⁶⁴⁰ Voir première partie.

⁴⁶⁴¹ Loi n° 556 du 7 décembre 2004, article 4, alinéa b. Voir aussi l'Institut de la Révolution roumaine de décembre 1989, *Raport de activitate 2005-2009*, op. cit., p. 8.

⁴⁶⁴² *Ibid.*, p. 7.

remplacement des membres qui le composent. Même si la loi ne prévoit pas la possibilité du renouvellement d'un mandat pour la direction de l'IRRD, le directeur général de l'IRRD (Claudiu Iordache) tout comme le président du collège scientifique (Dan Berindei) sont les mêmes depuis la création de l'IRRD. Mais non pas le directeur général adjoint, chargée des activités de recherche (nous y reviendrons).

Le collège scientifique dans sa composition initiale, en décembre 2004, réunit deux académiciens (Dan Berindei et Mihai Draganescu⁴⁶⁴³), trois chercheurs de l'Institut d'histoire de l'Académie roumaine (Ioan Chiper, Eugen Denize et Ioan Scurtu), deux enseignants de l'Université de Bucarest (Mihai Retegan et Bogdan Murgescu), un universitaire de chacune des autres principales universités (d'Iasi, de Cluj et de Timisoara), deux autres venant des universités créées dans la période communiste dans des villes de province, deux autres venant d'un nouveau établissement d'enseignement supérieur (l'Ecole nationale d'études politiques et administratives de Bucarest), trois autres venant des universités privées de Bucarest (dont un est le président du Conseil national d'étude des archives de la Securitate, Gheorghe Onisoru⁴⁶⁴⁴), un autre venant du Service des archives et de documentation militaire, un membre du Sénat et le président de l'Association « Mémoire de la Révolution de Timisoara »⁴⁶⁴⁵. Considérant les chercheurs et les universitaires, membres de ce collège, les historiens sont de loin majoritaires, d'autres sont des enseignants en sciences politiques après 1989 (Ioan Talpes, Vasile Puscas et Vladimir Pasti⁴⁶⁴⁶) dont deux sont aussi des hommes politiques (Ioan Talpes et Vasile Puscas). Trois autres prennent place dans ce collège, ils seront révoqués de leurs fonctions dans la période suivante⁴⁶⁴⁷ : le général à la retraite Victor Atanasie Stanculescu⁴⁶⁴⁸, Emanuel Valeriu (premier directeur général de la Télévision roumaine entre 1990 et 1992), Marian Enache⁴⁶⁴⁹. Au sein du (premier) collège

⁴⁶⁴³ Mihai Draganescu (né en 1929), universitaire à l'Institut polytechnique de Bucarest avant 1989, est président de l'Académie roumaine entre 1990 et 1994 (voir *supra*, chapitre 4) et vice-premier ministre du premier gouvernement postcommuniste (le premier gouvernement dirigé par Petre Roman), entre décembre 1989 et mai 1990 (voir la première partie).

⁴⁶⁴⁴ Gheorghe Onisoru, né en 1963, est le premier président du CNSAS, entre 2000 et 2006, proposé par le parti national libéral (PNL), chercheur à l'Institut national pour l'étude du totalitarisme (INST) ainsi qu'universitaire, enseignant dans deux universités privées (à Bucarest et en province).

⁴⁶⁴⁵ Traian Orban « a suspendu son activité » au sein de cette institution, selon ses propres témoignages. Coopté par le directeur général de l'IRRD pour faire partie de cet organisme consultatif, il justifie sa décision prise en janvier 2005 de suspendre son activité à cause de la participation d'Ion Iliescu, du général Stanculescu, de Razvan Theodorescu et d'Emanuel Valeriu (cf. 22, 810, septembre 2005).

⁴⁶⁴⁶ Ioan Talpes (né en 1944), Vasile Puscas (né en 1952) et Vladimir Pasti (né en 1951) sont des conseillers du président Iliescu durant son deuxième mandat. Vladimir Pasti enseigne à l'École nationale d'études politiques et administratives de Bucarest. Vasile Puscas dirige une faculté au sein de l'Université de Cluj.

⁴⁶⁴⁷ Et ils n'apparaissent pas dans le rapport d'activité pour la période 2004-2009 publié en 2010 (voir *Raport de activitate 2005-2009, op. cit.*, pp. 6-7).

⁴⁶⁴⁸ Victor Atanasie Stanculescu (né en 1928) a été ministre adjoint de la Défense les jours de décembre 1989 (entre 1986 et 1989) et est nommé ministre de la Défense dans le premier gouvernement postcommuniste.

⁴⁶⁴⁹ Avocat avant et après 1989, il siège au Parlement entre 1990 et 1992, élu de la part du FSN, ainsi qu'entre 1996 et 2000, élu de la part du Parti de la Démocratie Sociale de Roumanie, dirigé par Ion Iliescu. Entre temps, entre 1993 et

scientifique on remarque aussi la présence des chercheurs de l'Académie roumaine, travaillant respectivement sous la direction d'Ioan Scurtu (Institut d'histoire) et de Radu Ciuceanu (Institut national d'étude du totalitarisme) ainsi que des spécialistes de l'histoire militaire⁴⁶⁵⁰.

Le collège scientifique réunit en 2009 deux académiciens, les historiens Dan Berindei et Dinu C. Giurescu⁴⁶⁵¹, et des universitaires dans des universités de province ou dans des universités privées mais aussi les responsables de deux institutions créées après 1989, l'Institut national d'étude du totalitarisme (INST) de l'Académie roumaine (AR), représenté par Radu Ciuceanu⁴⁶⁵², et le Conseil national d'étude des archives de la Securitate (CNSAS), représenté par Gheorghe Onisoru. Deux parmi les membres du collège national sont aussi membres du collège scientifique : Razvan Theodorescu, historien de l'art, universitaire et par la suite académicien, et Dumitru Mazilu, représentant de l'État communiste à l'ONU, dissident des années 1980 et universitaire en sciences politiques dans des universités privées et en science militaire après 1989.

Le collègue scientifique, dans sa composition de 2015, comprend plusieurs membres de cet organisme durant les cinq premières années, 11 membres des 21 : à part ceux qui sont aussi membres du collège national avec « mandat permanent » (Razvan Theodorescu et Dumitru Mazilu), il s'agit de Dan Berindei⁴⁶⁵³, Dinu C. Giurescu⁴⁶⁵⁴, Radu Ciuceanu, Gheorghe Onisoru, Gheorghe Sbarna⁴⁶⁵⁵, Ion Calafeteanu, Alexandru Osea et Ion Bucur. Les secrétaires du collège scientifique ont changé à travers le temps. Le premier secrétaire du collègue scientifique, entre décembre 2004 et 2009, mais aussi à partir de 2016, est un officier, le général en retraite Alexandru

1996, il est ambassadeur en République de Moldova. Elu au Parlement de la part du même parti entre 2012 et 2016, il est nommé juge à la Cour constitutionnelle de la Roumanie en 2016.

⁴⁶⁵⁰ Dont Ioan Chiper (chercheur à l'Institut « Nicolae Iorga »), Constantin Buchet (chercheur à l'Institut national pour l'étude du totalitarisme, membre du collège CNSAS proposé par le parti la grande Roumanie et universitaire depuis 2003 à l'École nationale des études politiques et administratives).

⁴⁶⁵¹ Fils de l'historien Constantin C. Giurescu, Dinu C. Giurescu, né en 1927, est universitaire depuis 1968 et à partir de 1990 à la Faculté d'histoire de l'UB, membre correspondant de l'AR et membre titulaire à partir de 2001. Il est aussi membre du collège scientifique de l'INST de l'AR et du collège scientifique de l'Institut national pour la mémoire de l'exil roumain (INMER), créé en juin 2003.

⁴⁶⁵² Radu Ciuceanu est un ancien détenu politique du début des années 1950, membre du parti national libéral (PNL) entre 1990 et 1992, élu au Parlement et ensuite du parti de la grande Roumanie (PRM) entre 2000 et 2004. En 1998, il obtient son doctorat d'histoire (voir chapitre 3).

⁴⁶⁵³ Dan Berindei est élu vice-président de l'Académie roumaine en 2006. Fin des années 2000, des documents de la Securitate attestent de ses rapports avec la Securitate. Il est le père de l'historien Mihnea Berindei, qui s'est exilé à Paris en 1971.

⁴⁶⁵⁴ En 2012, Dinu C. Giurescu est élu au Parlement de la part du Parti Conservateur (PC). Ce parti est apparu en 1991 sous le nom de Parti Humaniste, dirigé par un des plus riches hommes d'affaires après 1989 et fondateur d'un groupe médiatique, condamné en 2013 et par la suite en 2014. Au cours de l'année 2013, des informations ont été diffusées au sujet des relations de Dinu C. Giurescu avec la Securitate, des extraits de ses notes informatives et l'« attestation du CNSAS » (voir 22, 28 janvier 2014, <http://www.revista22.ro/dinu-giurescu-si-securitatea-37160.html>). En avril 2014, Dinu C. Giurescu est élu vice-président de l'Académie roumaine pour les quatre années suivantes.

⁴⁶⁵⁵ Gheorghe Sbarna (né en 1942) est un historien ayant habité avant 1989 une institution académique liée au régime communiste et universitaire dans un établissement privé d'enseignement supérieur dans la période postcommuniste.

Osca⁴⁶⁵⁶. Entre décembre 2014 et 2016, le secrétaire scientifique est un historien et universitaire à Bucarest, Ion Bucur, historien et universitaire à Bucarest⁴⁶⁵⁷.

Vice-président du collège scientifique et directeur général adjoint, chargé des activités de recherche, remplaçant Ioan Scurtu à partir de 2009, est Ion Calafeteanu.

Né en 1940, il est un ancien chercheur de l'Académie « Stefan Gheorghiu » (l'Institut d'études historiques et sociopolitiques) entre 1969 et jusqu'en 1990 et ancien diplomate, dans les années 1960 et après 1989 comme représentant de la Roumanie à l'ONU. Ayant obtenu son doctorat en histoire avec une thèse sur la diplomatie roumaine pendant la Deuxième Guerre mondiale, réalisée à la fin des années 1970⁴⁶⁵⁸, il est professeur titulaire dans une université d'État située dans une ville de province et dans les années 2000 aussi dans une université privée de Bucarest.

Ion Calafeteanu est aussi membre du collège scientifique de l'Institut pour la mémoire de l'exil roumain (INMER), créé en juin 2003. On retrouve d'ailleurs d'autres historiens de l'INMER⁴⁶⁵⁹ comme membres du collège scientifique de l'IRRD. C'est le cas d'Adrian Niculescu, vice-président de l'INMER entre 2003 et 2005, intégrant cet organisme de l'IRRD en juillet 2010, mais aussi d'Adrian Cioroianu, membre du collège scientifique de l'INMER. Un autre historien, Bogdan Murgescu, membre du collège scientifique de l'INMER et du collège scientifique de l'IRRD, occupe le poste d'expert au sein de cette dernière institution entre 2005 et 2007. Deux parmi ceux qui composent le collège scientifique en 2015 sont des (nouveaux) responsables d'institutions spécifiques : critique de l'IRRD à sa création, le bien connu historien Adrian Cioroianu, universitaire et, par périodes, occupant des plus importants postes politiques⁴⁶⁶⁰, est doyen de la Faculté d'histoire de l'Université de Bucarest depuis 2012, réalisateur d'émissions télévisées et enseignant dans des universités privées, aux côtés d'un historien se faisant connaître plus récemment, Adrian Majuru, directeur du Musée de Bucarest depuis 2014, dont les intérêts scientifiques sont à la géographie humaine. Les plus jeunes sont des chercheurs au CNSAS, Florian

⁴⁶⁵⁶ Né en 1951, au début des années 1990, Alexandru Osca est responsable du Centre d'étude des archives militaires au début des années 1990. Il commence son activité universitaire dans une université (d'État) dans une ville de province vers le milieu des années 2000, une année après avoir obtenu son doctorat en histoire. On retrouve des officiers de l'armée au sein de l'INSH-EW et parmi des collaborateurs de l'INST.

⁴⁶⁵⁷ Né en 1956 à Bucarest, Ion Bucur fait sa thèse de doctorat en histoire sous la direction d'Ioan Scurtu, soutenue en 2005. Il enseigne depuis 1991 dans la Faculté d'histoire de l'Université de Bucarest mais aussi dans une université privée. Il signe seul ou en collaboration des volumes parus aux Éditions de l'INST de l'AR.

⁴⁶⁵⁸ Auteur débutant aux Éditions politiques, il publie aussi aux Éditions de l'Académie roumaine, aux Éditions scientifiques et aux Éditions militaires ainsi qu'à l'étranger (France, Strasbourg). Il cosigne des volumes avec des historiens qui sont des détenus politiques des années 1950 mais aussi et surtout avec des historiens proches du régime communiste (dont certains sont des officiers, après 1989 entrés en politique).

⁴⁶⁵⁹ Disparu lors de son englobement dans l'Institut d'investigation des crimes du communisme en Roumanie (IICCR) devenu Institut d'investigation des crimes du communisme et la mémoire de l'exil roumain (IICCMER) en novembre 2009.

⁴⁶⁶⁰ A partir de 2015, Adrian Cioroianu est délégué permanent de la Roumanie auprès de l'UNESCO (Paris).

Banu et Liviu Taranu⁴⁶⁶¹, spécialistes du communisme, alors qu'un autre est chercheur à l'INST et fils d'un membre du Collège national (Alexandru Murad Mironov)⁴⁶⁶².

L'activité de l'Institut se déroule « dans le domaine de la documentation [...] ; dans le domaine de la recherche » et « dans le domaine de la communication⁴⁶⁶³ ». La structure de l'IRRD prévoit un département chargé de la recherche et un département qui est chargé des « activités éditoriales » comme de l'organisation des événements, assez rares d'ailleurs, organisés avec la collaboration des universités des villes de province ou aux côtés des politiques et des participants aux événements de décembre 1989, ayant lieu au Parlement. A sa création, ceux qui sont censés faire de la recherche occupent des postes de fonctionnaires (conseillers ou experts) et une large majorité du personnel est composée de retraités, certains étant des anciens militaires. Le personnel de l'Institut, qu'il s'agit des « experts », des « conseillers » ou des « chercheurs » sont des fonctionnaires publics. En septembre 2015, l'IRRD n'a qu'un chercheur (Ion Bucur) et un « conseiller » ayant des activités de recherche, Ioan Calafeteanu, directeur général adjoint, expliquant la situation par le fait qu'à la fin des années 2000 le cumul des fonctions publiques est interdit ainsi que l'occupation des postes par des gens se trouvant à la retraite, mentionnant aussi que le personnel chercheur est avant cette date composée par des retraités⁴⁶⁶⁴.

La grande majorité des ouvrages traitant des événements de 1989, chronologies surtout, recueils de documents ou de témoignages ou études, publiés aux Éditions de l'IRRD ou avec le soutien de l'IRRD par des maisons d'édition de province, incluent aussi des synthèses sur le communisme. Si tous ceux qui habitent cet institut s'accordent sur le principal objectif de l'activité de recherche menée par l'IRRD comme étant les événements de décembre 1989 dans certaines villes roumaines (Timisoara, Cluj, Sibiu, Brasov et Bucarest), certains soutiennent la nécessité de prospecter aussi la période de la transition, l'année 1990 « jusqu'en 1992⁴⁶⁶⁵ », l'adoption de la loi

⁴⁶⁶¹ Auteur d'un volume sur « la Securitate et les intellectuels » publié sous l'égide de l'IRRD et du CNSAS.

⁴⁶⁶² Les autres membres du membre du collège scientifique en 2015 sont un historien, professeur à la Faculté d'histoire de l'UB et ancien collaborateur d'Iliescu dans les années 1960, un historien, spécialiste de l'Union Soviétique et des politiques de défense, ayant travaillé comme expert au sein du Gouvernement et comme journaliste au Ministère de la Défense et un homme politique, élu au Parlement, depuis 2000, représentant de la minorité ruthène.

⁴⁶⁶³ Loi n° 556 du 7 décembre 2004, article 3.

⁴⁶⁶⁴ Entre l'automne 2009 et 2014 les institutions publiques ne peuvent pas ouvrir des concours pour l'occupation des postes disponibles non plus en créer d'autres (conformément à l'ordonnance d'urgence du gouvernement n° 223 de 2008, publié dans *MO* du 1^{er} janvier 2009). L'accès aux institutions publiques est ouvert seulement pour des postes de direction créés sous certaines conditions. On utilise alors les contrats à durée déterminée par détachement (artifice légal qui nécessite d'être embauché dans une autre structure, du secteur public ou du secteur privé). Plus tard, en novembre 2009, par la loi n° 329/2009 est restreint le cumul des salaires du budget d'État et de la pension du budget d'État. Certains employés préfèrent alors leur pension de retraite et se retirent de leurs fonctions. La limitation du cumul n'est plus valable à présent. C'est ainsi que des anciens employés de l'IRRD, officiers en retraite sont revenus travailler dans cette institution (tel est le cas d'Alexandru Osca, secrétaire scientifique de l'IRRD).

⁴⁶⁶⁵ Claudiu Iordache parlant de l'institution qu'il dirige, de la naissance de l'IRRD et des objectifs que s'est donnés l'IRRD dans 22, septembre 2005.

fondamentale de la Roumanie postcommuniste étant mentionnée comme la fin d'un « processus révolutionnaire », d'autres, à propos de l'intérêt pour des « éléments qui ont préparé la Révolution⁴⁶⁶⁶ », mentionnent « l'état d'esprit des années 1980 et les problèmes sociaux qui se sont accumulés⁴⁶⁶⁷ ». L'IRRD crée deux périodiques, *Caietele Revolutiei* [Les Cahiers de la révolution] et *Clio 1989*. Ce dernier, ayant comme destination un public spécialisé, cesse sa parution en 2010. Aucune étude de ces deux périodiques de l'IRRD ne paraît pas en langues étrangères (jusqu'en 2016). Des auteurs ne recourent que rarement aux langues étrangères pour publier leurs livres avec le soutien et sous l'égide de l'IRRD, à l'exception de certains livres portant la signature du premier directeur général adjoint, Ioan Scurtu. Les livres d'Ioan Scurtu, publiés dans le cadre de l'IRRD, sont les seuls livres à être traduits en anglais et parfois aussi en français⁴⁶⁶⁸. Les ouvrages publiés par l'IRRD sont rarement discutés et souvent critiqués. Les manifestations publiques organisées par l'IRRD ont lieu aux côtés des politiques. La faible présence de cette institution dans l'espace académique est justifiée par la réticence et l'accueil négatif qu'on fait au thème de la révolution⁴⁶⁶⁹.

L'activité au sein de l'IRRD commence à l'automne 2015. L'hebdomadaire 22 consacre plusieurs pages à la présentation de l'IRRD et le directeur général de l'IRRD, Claudiu Iordache, est interrogé « pour la première fois » par la presse au sujet de l'institut qu'il dirige⁴⁶⁷⁰ ainsi qu'un autre membre du collège national (Traian Orban) et un membre du collège scientifique (Bogdan Murgescu), qui est aussi expert au sein de cet institut, parlant de la création et des objectifs de l'IRRD mais aussi certains autres qui expriment leurs opinions critiques quant à cette création de la fin du dernier mandat d'Ion Iliescu comme président de la Roumanie. Parmi les critiques de cette institution⁴⁶⁷¹ on retrouve deux membres du GDS, dont un intégrera plus tard le « collège scientifique » de l'IRRD. **Radu Filipescu** (détenu politique des années 1980), sera invité à « une rencontre en vue de la constitution de cet institut, lorsque la démarche était déjà avancée » et on lui propose d'en faire partie :

« J'ai dit qu'à part mon activité personnelle, mon implication avant 1989 dans des actions contre Ceausescu, je suis le président d'une Association des révolutionnaires sans privilèges, et logiquement mon affiliation à cet institut serait liée aussi à l'association. Ultérieurement, j'ai consulté les membres de l'Association et j'ai

⁴⁶⁶⁶ Le « procès révolutionnaire », syntagme que nous identifions notamment chez des intellectuels qui ont participé à la révolte de décembre 1989 ou ont été des opposants ou dissidents, est établi en 2017 comme thème de recherche par Razvan Theodorescu exprimant son désir pour voir apparaître une périodisation de ce procès.

⁴⁶⁶⁷ Bogdan Murgescu parlant des objectifs que s'est donnés l'IRRD dans 22, 810, septembre 2005.

⁴⁶⁶⁸ En 2016 seulement un numéro de *Caietele Revolutiei* paraît aussi en français et en anglais (un autre numéro traduit en anglais constitué des extraits d'articles publiés déjà en roumain depuis sa création paraît en 2017) et une traduction à partir de l'anglais (d'une étude portant la signature d'Annei Ute Gabanyi) est publiée. Un autre livre, signé par Ion Bucur, paraît aussi en allemand en 2016.

⁴⁶⁶⁹ Discussion informelle avec Alexandru Grigoriu (Bucarest, IRRD, le 29 septembre 2015).

⁴⁶⁷⁰ 22, « Despre revolutie numai de bine » [Sur la révolution seulement de bonnes choses], pages réalisées par Maria Bercea, 810, septembre 2005.

⁴⁶⁷¹ Le journaliste Liviu Mihaiu aussi.

pris la décision de ne pas accepter parce que nous n'avons pas confiance en ce que va réaliser cet institut [...] Les thèses soutenues par ceux qu'on retrouve au sein de l'Institut sont connues. Les inconnues ne paraîtront pas le plus probablement de leur part, mais d'autres institutions, le parquet par exemple. Si j'avais accepté d'être membre dans un tel institut, j'aurais été minoritaire et je n'aurais pas pu attendre que ma présence ait quelque effet. En échange, ma présence aurait donné une certaine légitimité à l'Institut, de la part de l'Association des révolutionnaires sans privilèges. Nous exprimons nos réticences et nous n'attendons pas que l'IRRD obtienne des résultats proches de la vérité [...] La recherche en question aurait pu être menée par les instituts d'histoire déjà existants ou les facultés d'histoire...⁴⁶⁷² »

Une autre critique de l'IRRD vient du vice-président de la Commission pour la culture du Sénat (entre 2004 et 2008, de la part du Parti National Libéral), l'historien Adrian Cioroianu :

« Mes objections au sujet de l'IRRD part principalement de l'idée que cet institut me semble plutôt une institution de nature politique que de nature historique. J'ai la conviction que la Révolution deviendra et est un sujet d'histoire mais je ne suis pas du tout convaincu du fait qu'une recherche dédiée à la période décembre 1989-janvier 1990 nécessiterait la création d'un institut sur des bases politiques évidentes. Je crois que les facultés d'histoire, l'Institut d'histoire "N. Iorga" [de l'AR], l'Institut d'histoire récente [institution non-étatique], une série d'instituts qui vont être constitués en Roumanie, consacrés à l'histoire récente peuvent analyser très bien et le plus possible sans l'implication des personnages politiques qui se sont mêlés dans cet épisode [...] je crois qu'il faudrait poser le problème de juger dans l'ensemble le phénomène communiste roumain. De ce point de vue, évidemment, je vois plus nécessaire l'apparition d'un institut d'études communistes et postcommunistes. J'ai même en vue de faire une telle démarche dans ce but, une démarche de type historique, non pas politique, car cet institut est un type politique. Je ne suis pas convaincu que l'Institut réalise des recherches. Je crois qu'il s'agit d'un sigle derrière lequel se cache des sinécures. Autrement dit, la majorité de ceux qui se sont impliqués [...] peuvent écrire leurs mémoires, certains l'ont fait déjà⁴⁶⁷³, c'est pourquoi je ne vois pas l'utilité d'un tel institut consacré à cet épisode⁴⁶⁷⁴. »

Le mandat d'Ioan Scurtu comme directeur adjoint, responsable de l'activité de recherche de l'IRRD, se termine en décembre 2009 non sans conflits à l'intérieur de l'institution et certaines critiques rendues publiques par un membre du collège scientifique (dans sa composition initiale) et « expert rémunéré » (entre l'automne 2005 et janvier 2007), l'historien Bogdan Murgescu, universitaire depuis 1990⁴⁶⁷⁵. Ce dernier accuse le monopole exercé par des « historiens d'ancienne école » sur les publications de l'IRRD et la domination des « partisans d'Ioan Scurtu » au sein du

⁴⁶⁷² **Radu Filipescu** parlant comme président de l'Association des révolutionnaires sans privilèges de l'IRRD dans 22, 810, septembre 2005.

⁴⁶⁷³ Notons que les leaders politiques qui se sont imposés les jours de décembre 1989 et des principaux participants aux événements de 1989 proches d'Ion Iliescu et qui le resteront (comme Razvan Theodorescu) ont écrit leurs mémoires et les ont publiés durant la première moitié des années 1990 (entre 1990 et 1994). Mais non pas avant la parution des livres signés par des intellectuels de l'exil, doutant de l'existence de la « révolution » ou de la réussite d'une « révolution ».

⁴⁶⁷⁴ Adrian Cioroianu, alors vice-président de la Commission pour la culture du Sénat parlant de l'IRRD dans 22, 810, septembre 2005.

⁴⁶⁷⁵ Historien, spécialiste de l'histoire économique et sociale des XVI^e et XVII^e siècles, s'intéressant après 1989 aussi à la période récente, Bogdan Murgescu initie la publication d'un ouvrage d'études sur la « révolution roumaine de décembre 1989. Histoire et mémoire », publié en 2007 chez Polirom d'Iasi.

collège scientifique. Au moment de la publication de sa critique, Bogdan Murgescu fait encore partie du collège scientifique afin que « dans cet organisme reste encore une voix différente de celle des partisans de monsieur Ioan Scurtu ». Mais avant la fin du mandat d'Ioan Scurtu, Bogdan Murgescu ne fait plus partie du collège scientifique⁴⁶⁷⁶. Son activité au sein de cet institut comme « expert rémunéré » est expliquée comme il suit :

« j'ai accepté cette fonction non pas pour l'argent [...] mais parce que j'ai considéré que le thème de la Révolution est trop important, scientifiquement et politiquement, pour ne pas le laisser d'être raté – soit par des interprétations excessivement politisées soit par des approches vétustes du point de vue historiographique ».

Bogdan Murgescu détaille ses préoccupations à ce sujet : prévoyant une publication, *Caietele revolutiei* [Les Cahiers de la révolution], qui devrait s'adresser à la communauté scientifique internationale, il développe un projet centré sur le recueil des sources, sur un travail de recueil des témoignages et une diffusion par Internet, il rencontre le refus d'Ioan Scurtu, qui privilégie lui, selon Bogdan Murgescu, les « travaux “d'interprétation” ». Pour exemplifier la politisation de la « révolution roumaine » dans le cadre de l'IRRD, Bogdan Murgescu mentionne le livre de synthèse produit par Ioan Scurtu et propose de procéder à sa comparaison avec le livre portant la signature du chercheur britannique, Peter Siani-Davies (traduit chez Humanitas)⁴⁶⁷⁷. Mais en dépit de ses critiques (les seules d'ailleurs venant de l'intérieur de l'institution), il se prononce contre l'idée soutenue par Sorin Iliesiu qui milite pour la suppression de cet institut : « le thème de la Révolution est extrêmement important pour la société roumaine actuelle ». Selon Bogdan Murgescu seul le collège national ou bien le Parlement, l'autorité devant laquelle la direction de l'institut présente son activité, peut imposer des règles visant « l'entrée dans la normalité et [le respect] des standards de performance » des activités de cet institut⁴⁶⁷⁸. En effet, Bogdan Murgescu avec Vladimir Pasti, sociologue, universitaire de la période postcommuniste et ancien collaborateur d'Iliescu⁴⁶⁷⁹ sont les auteurs du projet de loi pour la création de cette institution, suivant les recommandations d'Iliescu, selon certains témoignages.

⁴⁶⁷⁶ Au moment de notre discussion, Bogdan Murgescu ne fait plus partie de cette structure (le 24 juin 2009). En fait, comme il ressort des archives de cet institut, Bogdan Murgescu est un des concepteurs (un autre est Vladimir Pasti) de la loi de constitution de cet institut.

⁴⁶⁷⁷ Peter Siani-Davies, *The Romanian Revolution of December 1989*, op. cit. ; éd. roumaine parue chez Humanitas en 2006 (voir *supra*). Un autre volume qui traite de la « révolution » roumaine paraît la même année, en 2006, sous l'égide de l'Institut culturel roumain, institution censée promouvoir la culture roumaine à l'étranger. Ce texte comprend des jugements de valeur à l'adresse des participants aux événements de 1989 ou de certains de ceux qui en discutent. Mihai Dorin, *Romania de la comunism la mineriade*, Bucarest, Éditions de l'Institut culturel roumain, « Bibliothèque d'histoire », 2006.

⁴⁶⁷⁸ Bogdan Murgescu, « Une voix sûre de non-réussite institutionnelle », *Observator cultural*, n° 383, août 2007.

⁴⁶⁷⁹ Voir première partie.

L'Institut roumain d'histoire récente, créé en 2000 à l'initiative d'un diplomate ayant soutenu des voix dissidentes de Roumanie et proche des membres du GDS, Coen Stork, l'ambassadeur des Pays-Bas entre 1987 et 1993, est une structure autonome, fonctionnant avec du financement de l'étranger, des fonds du Ministère des Affaires étrangères des Pays Bas. L'institut, créé à la faveur du cadre législatif consacré aux organisations civiques, comme Fondation pour l'étude de l'histoire récente de la Roumanie, est considéré comme constituant le précédent aidant à la construction d'une problématique qui bénéficiera plus tard d'un cadre institutionnel plus important offert par l'État.

Lors de la création de l'**Institut d'investigation des crimes du communisme** (ICCR) en décembre 2005, mais aussi par la suite, avec la création de l'Institut d'investigation des crimes du communisme et la mémoire de l'exil roumain (IICCMER), en novembre 2009, on reprend une formule instituée avec la création de l'Institut culturel roumain (ICR) mis sous la tutelle du Président de la Roumanie en 2003 et on réitère d'une certaine façon la formule choisie lors de la création de l'INMER la même année. L'ICCR est mis sous l'autorité du Gouvernement, dirigé alors par le président du Parti national libéral, Calin Popescu Tariceanu. Tout comme dans le cas de l'ICR (créé en juillet 2003), l'ICCR n'est pas tenu de rendre des comptes ou de tenir compte des institutions qui gèrent le domaine de la culture ou de la recherche même si la recherche est un des principaux domaines d'action de cette institution, l'ICCR définit comme premières parmi ses « principales attributions » celle d'« analyser du point de vue institutionnel le régime communiste, le système du pouvoir dans le cadre de ce régime », celle de « mettre en évidence la nature des relations entre l'actif du parti et l'ancienne Securitate, entre celle-là et les autres composantes du système répressif de Roumanie », celle de « décrire le mode d'organisation et de fonctionnement de ces institutions dans la gestion de l'acte de police politique⁴⁶⁸⁰ ». ICCR se donne aussi comme objectifs ceux de « présente[r] des activistes de parti, d'officiers et de magistrats qui travaillaient dans le cadre de l'appareils de répression [...], [d']identifie[r] les abus et les crimes accomplis, ordonnés ou inspirés par des personnes qui ont occupé des fonctions précédemment mentionnées [...], [de] rassemble[r] des données, des documents et des témoignages au sujet des actions qui ont lésé les droits et les libertés de l'homme dans les années du régime communiste et sur la base de celles-là [l'ICCR] saisit les organes de recherche pénale [...],[d']identifier les responsables de l'appareil de décision du domaine de la propagande communiste, les responsables des actes administratifs et les décisions économiques qui ont engendré des manifestations de la répression dans la vie sociale et culturelle, de la limitation de la ration journalière jusqu'à la limitation de

⁴⁶⁸⁰ Article 3, lettres a), b), c) de l'arrêt n° 1724 du 21 décembre 2005, publié dans *MO* n° 1195 du 30 décembre 2005.

l'accès à l'information, à l'art et à la culture par des actes de censure [...],[d']informer l'opinion publique des crimes, des abus, des instigations au crime au nom de la "lutte de classe", accomplis par des personnes qui ont occupé des fonctions prévues⁴⁶⁸¹ » ci-avant. Bien que la traduction en français du nom de cet institut renvoie au domaine de la recherche, l'ICCR se donne comme but « l'investigation et l'identification des crimes, des abus et des violations des droits de l'homme tout au long de la durée du régime communiste en Roumanie⁴⁶⁸² » pour saisir des organes judiciaires.

À sa constitution, en 2005, l'ICCR est dirigé par Marius Oprea, et lorsqu'il est devenu l'ICCMER, en 2009, par Vladimir Tismaneanu. Ce dernier est devenu membre du GDS en 2007 après avoir dirigé une œuvre collective au service des politiques sur le régime communiste, publiée chez Humanitas en 2007. Le principal ouvrage signé par Vladimir Tismaneanu est traduit (par deux enseignants en sciences politiques, doctorants de Sorin Antohi) et publié chez Polirom d'Iasi en 2005. Avec ce livre consacrée intégralement à l'histoire roumaine il acquiert sa pleine consécration en tant que spécialiste du communisme roumain et des élites politiques de la période communiste et postcommuniste.

La création des instituts dans les années 2000 s'accompagne, dans deux cas, de la constitution de commissions venant asseoir l'entreprise institutionnelle ou renforcer la visibilité d'une problématique, élargir le champ d'intérêts couvert par une institution déjà créée en faisant revivre des luttes au sein d'un sous-champ intellectuel ou d'un sous-domaine interdisciplinaire désormais en voie d'institutionnalisation. Ces deux commissions produisent des travaux collectifs dont l'intitulé est celui de « rapport final ». La création de l'Institut national pour l'étude de l'Holocauste en Roumanie « Elie Wiesel » (INSHR-EW) est précédée de la constitution d'une « commission internationale » en 2004. Après la création de l'ICCR, institution consacrée à l'« investigation des crimes du communisme », est créée une « commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste de Roumanie » composée d'intellectuels de professions différentes, de membres de l'ancien exil parisien dont plusieurs membres du GDS. La création de cette commission après l'institutionnalisation d'un champ des études du communisme par le pôle intellectuel de l'anticommunisme avec l'appui des politiques qui se revendiquent « de la droite » est l'expression des concurrences entre des intellectuels du même pôle, qui se partage, à cette époque-là, entre des partisans du président en place, Traian Basescu, et des intellectuels qui se situent dans la proximité ou soutiennent le Parti national libéral. Elle réunit en nombre important

⁴⁶⁸¹ Article 3, lettres d), e), f), g), h) de l'arrêté n° 1724 du 21 décembre 2005, publié dans *MO* n° 1195 du 30 décembre 2005.

⁴⁶⁸² Article 2 de l'arrêté n° 1724 du 21 décembre 2005, publié dans *MO* n° 1195 du 30 décembre 2005.

des membres du GDS et de ses collaborateurs fidèles dont certains sont cooptés ultérieurement dans le GDS. La commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste en Roumanie, constituée en avril 2006, est dirigée par Vladimir Tismaneanu, désigné par l'administration présidentielle. Œuvre du pôle intellectuel de l'anticommunisme, le travail produit dans ce cadre, *Raport final* de la commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste en Roumanie, publié l'année suivante Éditions Humanitas⁴⁶⁸³, se trouvera à la base de la déclaration politique qui conduira à « la condamnation de la dictature communiste de Roumanie » par le président Traian Basescu en décembre 2006. Plusieurs membres de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste de Roumanie n'ont aucune compétence dans l'analyse ni du passé ni du communisme, ils sont par contre des victimes du régime, des membres de l'exil et militants de l'anticommunisme dans la période communiste, des figures notoires de l'anticommunisme de la période postcommuniste (les trois derniers cités ci-dessus) : Constantin Ticu Dumitrescu, **Radu Filipescu** (membre du GDS), Sorin Alexandrescu, Virgil Ierunca, Monica Lovinescu, Nicolae Manolescu, Romulus Rusan, Horia-Roman Patapievici. Certains seulement parmi des membres de la Commission présidentielle sont des historiens ou des spécialistes du communisme, des membres du GDS ou/et des anciens membres de l'exil : Alexandru Zub, **Andrei Pippidi**, Mihnea Berindei, Marius Oprea, Cristian Vasile, **Vladimir Tismaneanu**, **Stelian Tanase**. Parmi des « membres » de la Commission on retrouve aussi des collaborateurs de certains membres du GDS, tout comme parmi des « experts » au sein de cette commission : historien, spécialiste de la Russie, rédacteur de 22 et futur membre du GDS, Armand Gosu ou un universitaire en sciences politiques, Dragos Petrescu. Et à titre de collaborateur un futur membre du GDS, juriste, spécialiste du droit constitutionnel, Ioan Stanomir⁴⁶⁸⁴.

Reflet des nouveaux partages se manifestant dans le champ intellectuel et, plus particulièrement, dans le champ des revues, mais surtout reflétant des débats et des conflits ayant eu lieu dans les années 1990, ces instituts apparaissent comme résultat de la politisation des années 1990, à la suite des luttes et des conflits qui se manifestent dans le champ intellectuel. La forte politisation du champ intellectuel conduit, dès que la situation le permet, à des revendications intellectuelles qui aboutissent à la création de nouvelles structures situées à l'intersection du champ scientifique et du champ politique et à l'institutionnalisation de nouveaux champs d'intérêts du domaine des sciences humaines et sociales, à la création de nouvelles positions occupées par des intellectuels qui se situent dans la proximité des politiques ou sont eux-mêmes entrés en politique.

⁴⁶⁸³ Vladimir Tismaneanu, Dorin Dobrinu, Cristian Vasile (éd.), *Raport final* de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste en Roumanie, *op. cit.*

⁴⁶⁸⁴ Ces deux derniers étant des intellectuels proches de Vladimir Tismaneanu.

On assiste à l'institutionnalisation des problématiques qui ont préoccupé voire constitué l'objet des confrontations dans les années 1990. Les institutions apparaissent comme suite de la consécration des intellectuels et de leur participation à la politique notamment comme experts ou conseillers des politiques mais aussi membres des partis politiques (ministres ou élus au Parlement, etc.). En dépit de ces partages qui s'institutionnalisent dans les années 2000 et des concurrences entre des intellectuels qui s'intéressent à une problématique, embrassant des perspectives différentes sur ces questions, au sein de ces institutions on recrute souvent les mêmes spécialistes au titre d'instances scientifiques.

Les instituts créés dans les années 2000 ou recréés reproduisent et institutionnalisent des partages entre intérêts intellectuels, préoccupations politiques et revendications qui s'esquissent et se formulent durant les années 1990. Toutes ces institutions sont censées recouvrir, traiter et informer sur des problèmes qui appartiennent ou préoccupent aussi (à) l'espace politique dans la même mesure qu'(à) l'espace intellectuel. Ce qui apparaît comme marque de l'hétéronomie dans le champ intellectuel, – constitution des commissions, création des « institutions » culturelles ou à vocation scientifique sous la tutelle du gouvernement ou, plus, du premier ministre, des commissions constituées et travaillant sous la tutelle du président –, peut aboutir à des entreprises culturelles, à des structures qui consacrent ou/et encouragent la création de (nouveaux) espaces d'études au sein des sciences humaines (surtout) et sociales, regroupant notamment des historiens.

Certaines problématiques supposent une certaine ouverture vers l'étranger ou elles suscitent plus d'intérêt à l'étranger (comme c'est le cas des fondations d'Allemagne), pour les sujets auxquels se consacrent telles institutions. Ces institutions peuvent recevoir du soutien matériel des instances (politiques) étrangères ou du soutien symbolique lorsqu'il s'agit d'une collaboration ou invitations de politiques et de chercheurs de l'étranger. Les relations établies par ces institutions avec l'étranger ou avec des instances du monde intellectuel et avec le monde politique sont fonction de l'habitus de leurs responsables, du pouvoir acquis par ceux-là en Roumanie dans leur espace de compétence et, en plus et notamment, du domaine d'intérêt concerné. A la faveur des relations que des intellectuels établissent au sein du champ politique, des cadres institutionnels liés à des institutions politiques semblent être, dans leur majorité, occasions, être mieux soutenus financièrement.

L'institution destinée à « l'investigation des crimes du communisme », l'ICCR et par la suite l'ICCMER, est le lieu des luttes de légitimité entre des intellectuels qui peuvent, avec leurs ressources accumulées avant mais surtout après 1989, revendiquer une place parmi des auteurs intéressés et s'intéressant à l'étude ou au discours sur le communisme. En fonction des alliances politiques, de la configuration du pouvoir par des partis politiques, des rapports que des

intellectuels se situant dans la proximité des politiques établissent avec les politiques au pouvoir, la direction change de composition⁴⁶⁸⁵. L'instabilité est caractéristique de ces institutions en fonction des changements politiques au niveau du pouvoir exécutif, du pouvoir législatif et surtout des changements au sein d'une coalition politique ou électorale ayant gagné le pouvoir, lorsque le champ d'« investigation » correspond aux intérêts intellectuels qui se définissent notamment par la contribution des intellectuels qui se font des représentants du courant de l'anticommunisme.

Vingt ans après les événements de 1989 certains des membres les plus notoires du GDS se déclarent tenants de la « droite populaire » et participent à la construction de la doctrine d'un parti qui se déclare « de droite » dans le contexte d'une lutte entre des agents politiques (hommes politiques et partis politiques) pour la représentation des valeurs « de la droite⁴⁶⁸⁶ ». Après la condamnation symbolique du communisme par les politiques postcommunistes ayant fait l'expérience du communisme et leur carrière sous le communisme, les intellectuels dont les plus notoires sont des membres du GDS ou proches du GDS suivant de près les luttes au sein du champ politique participent à légitimer les revendications du pôle politique de « droite ». Les conflits au sein du champ politique pour « la gestion de l'héritage symbolique de l'anticommunisme » ont lieu après le succès politique d'une alliance entre un parti issu de l'ancienne force politique gagnante aux premières élections et un parti qui se légitime de par « une histoire » politique de l'entre-deux-guerres.

Le GDS est l'instance de consécration des « intellectuels anticommunistes » et institution représentative du pôle intellectuel de l'« anticommunisme ». Le GDS désire se présenter sous les traits d'un groupe d'avant-garde politique (dimension culturelle, dimension civique et politique). Mettant à profit le capital acquis sous le communisme par ses membres, capital symbolique dans la plupart des cas et plus rarement le capital moral (des rares opposants ou dissidents), le GDS est devenue l'instance la plus notable du pôle intellectuel de l'anticommunisme. Bénéficiant de ce cumul des capitaux, créé avant les partis politiques, le GDS se veut le concurrent du pouvoir installé, mettant en évidence ce qui le distingue des politiques en place – en dépit de l'intégration de certains de ses membres dans les structures du pouvoir constitué en décembre 1989 – il refuse l'entrée en politique comme groupe et parle au nom de la « société civile » lorsque certains membres du GDS participeront en tant qu'indépendants aux premières élections. C'est aussi le moment où le Groupe se crée comme armes pour leurs luttes politiques et modes de légitimation

⁴⁶⁸⁵ À une exception près, le cadre institutionnel (et le cadre législatif à sa base) lors de son apparition assure la stabilité du mandat obtenu par le premier responsable. En ce qui concerne la stabilité du mandat de la direction des instituts créés dans l'après 1989, cela s'applique aussi dans le cas des instituts créés au sein de l'Académie roumaine. Et la stabilité du mandat du premier responsable d'une institution créée au début des années 1990 ou dans les années 2000 caractérise aussi d'autres institutions culturelles.

⁴⁶⁸⁶ 22, 968, 2008 ; 22, 996, 2009.

comme représentant de la « société civile » des structures selon le modèle d'un « think-tank ». Le GDS participe à la constitution d'une force politique qui se légitime par son « anticommunisme », contribuant ainsi à (re)construire le champ politique, en vue de contrecarrer un parti politique dirigé par un ancien politique communiste, issu du pouvoir installé en décembre 1989. Dans les années 2000, le GDS semble jouer le rôle du « conseiller » auprès des politiques ou d'un groupe de pression – tout comme dans les années 1990 –, instance de légitimation des politiques qui se disputent le pouvoir, fréquentés dans un premier temps par certains membres du GDS (indifféremment de leur orientation politique, à l'exception des politiques extrémistes). Ses engagements comme groupe mais aussi par ceux de la majorité de ses membres révèlent l'évolution du champ politique roumain dans l'après communisme. Refusant de se situer collectivement dans l'espace politique, certains de ses membres tentent et parfois réussissent leur entrée en politique comme ministres, secrétaires d'État, membres d'un parti politique ou membres du Parlement mais aussi conseillers ou experts auprès des (institutions) politiques. La majorité des membres du GDS s'essayeront à la politique à des moments différents selon leur capital obtenu avant et/ou après 1989. C'est ainsi que de l'avant-garde anachronique, tel qu'il se présente en 1990, le GDS évolue vers la « droite » politique, en passant par le libéralisme qui est revendiquée par la large majorité de ses membres.

Créateurs d'institutions de la « société civile » qui contribuent à reconstruire le champ politique mais aussi médiateurs qui renouvellent l'espace intellectuel par leur travail d'importation, un nombre important de membres du GDS se font (re)connaître après 1989 dans leurs nouvelles postures s'appuyant sur un capital acquis avant 1989 et/ou des savoirs acquis après 1989. Devenus universitaires ou se faisant reconnaître en dehors de leur espace professionnel, lorsqu'ils ont acquis leur pleine reconnaissance, ils contribueront à la création de nouvelles institutions à visée culturelle et scientifique qui font voir leurs préoccupations et les enjeux qu'ils contribuent à définir pour l'espace politique, autrement dit la fonction de la politique et de l'engagement intellectuel dans la réussite de leurs carrières d'intellectuel.

En guise de conclusion :
Guère de cause ou cause de guerre ?
Des écrivains de café aux intellectuels de tribune

Le GDS suit le modèle prophétique défini par Max Weber de l'intellectuel qui récusé l'engagement dans des partis politiques mais tente de s'engager en mettant l'accent sur le pouvoir des idées, le civisme et la morale. Le Groupe critique le pouvoir installé après décembre 1989 en se légitimant par le volume du capital moral qu'il cumule de ses membres pour tenter de compenser l'absence d'une opposition au pouvoir communiste et d'une participation aux événements de décembre 1989 (à quelques exceptions, comme **Doina Cornea** ou **Mircea Dinescu**). Le volume global de capital symbolique des membres du GDS sera reconverti, après 1989, en valeur sinon en vertu⁴⁶⁸⁷ grâce aux événements de 1989.

Certains membres du GDS sont entrés en politique pour une période limitée, en tant que membres de différents partis ou comme « conseiller du Prince ». Les membres du GDS renforcent leur présence dans le champ intellectuel en occupant des positions de plus en plus fortes et en créant des institutions nouvelles. Le plus souvent, leur initiative devient possible avec l'aide de l'État, ceci surtout au début des années 1990. Ils sont fondateurs de nouvelles publications, directeurs de fondations ou bien directeurs et copropriétaires des maisons d'édition. Plusieurs intègrent après 1989 le monde universitaire.

Le GDS (ou plutôt une partie du groupe) désire se présenter sous les traits d'un groupe d'avant-garde politique car il utilise le volume global de capital culturel acquis par ses membres sous le communisme dans la volonté de mettre en œuvre selon leur conception propre les changements politiques et sociaux que les événements de 1989 étaient supposés avoir déclenché, ils croient en leur pouvoir de transformer la société notamment par la puissance de la culture.

Culture et politique sont les deux volets de ce Groupe et de sa « revue ». Le GDS et l'hebdomadaire 22 occupent une position entre les partis politiques (qu'il soutient) et les périodiques (et/ou groupements) moins politisés (quoique le champ des revues intellectuelles soit fortement politisé dans les années 1990). Le GDS s'affirme contre le pouvoir installé en décembre 1989 et les groupements (avec leurs périodiques) qui soutiennent le nouveau pouvoir politique.

Les prises de position politiques déterminent des ruptures ou des alliances dans le champ intellectuel. Les luttes dans le champ intellectuel et dans le GDS ont comme base de départ des débats (controvertes) sur quelques sujets dont :

⁴⁶⁸⁷ Pierre Bordieu, *Les Règles de l'art*, op. cit.

- les prises de position politiques proches du pouvoir politique en place après décembre 1989 ;
- le rôle des intellectuels sous le communisme, à savoir les prises de position des intellectuels et leur rapport au pouvoir ;
- « la génération '27 », Eliade-Cioran-Ionescu et Noica (« l'héritage Noica ») ou plus précisément l'extrême droite dans l'entre-deux-guerres ;
- le rôle de l'exil intellectuel sous le communisme lié à son influence dans les prises de position politiques des intellectuels roumains en Roumanie ;
- la manière dont les partis politiques se constituent (le Parti de l'Alliance civique étant le plus concerné), la manière dont ils construisent leur programme et dont ils choisissent leurs tenants et leurs porte-parole à l'étranger.

Nous nous sommes intéressée à la manière dont des intellectuels entendent se mobiliser et mobiliser en créant après 1989 de nouveaux cadres institutionnels, à savoir des groupements, formes associatives propres au monde intellectuel dans un régime démocratique.

Les formes que prend l'engagement impliquent plus ou moins directement un appel au « public », à un ou des public(s). Des discours d'intellectuels où l'appel au public est évident et des stratégies discursives ont été analysées en relation avec les postures qu'ils adoptent lorsqu'ils se présentent en porte-parole d'un groupement.

L'espace public se définit en lien avec et en raison de la rencontre d'un public. Les interventions politiques font de manière visible recours et/ou appel au public. Nous avons pris en considération des discours et la scène où ces discours se déploient et, plus précisément, des scènes différentes occupées par ces individus qui peuvent miser sur leur capital culturel.

Comme les discours intellectuels sont tenus dans divers lieux publics, il s'impose de présumer que l'espace public est fait d'espaces pluriels. Ces espaces multiples se rencontrent en constituant « l'espace public » qu'on pourrait définir selon deux principales caractéristiques : quête de reconnaissance par ceux qui en parlent (visibilité et plus que cela car il s'agit là d'intellectuels) et exercice de la raison sur des sujets qui concernent un « bien commun » en vue de définir ce qui est « intérêt public ». Des discours produits par des intellectuels, ainsi autorisés, qui font manifestement appel et/ou recours au public, dévoilent ainsi leur dimension politique : ils veulent s'attirer un public et, à terme, mobiliser un public autour des questions qui sont construites en lien avec leurs préoccupations⁴⁶⁸⁸.

⁴⁶⁸⁸ A la différence des discours tenus devant un public avisé qui est supposé déjà conquis à la cause des intellectuels ou critique ce qui permettrait à la limite de voir naître une polémique.

Comme tout travail intellectuel suppose le maniement des valeurs qui organisent l'action humaine, l'espace qu'occupent des travailleurs intellectuels soit des producteurs de discours qui visent la publicité – d'être rendus publics ou qui se tiennent devant un public – est d'autant plus un espace qui tient à la sphère publique⁴⁶⁸⁹. Mais si le travail des intellectuels est orienté vers le public (restreint ou plus large) et prend sa valeur en fonction de son public, c'est aussi un travail strictement individuel (signature, nom d'auteur et responsabilité qui en découle) et c'est dans l'espace lié à leur domaine d'activité que des intellectuels se font une place sociale et obtiennent leur pouvoir qui est investi dans l'espace public pour traiter des choses politiques, des questions d'intérêt général.

Sphère publique et sphère professionnelle s'entremêlent ou ont tendance à coïncider car les intellectuels sont enclins et sont aptes à universaliser leurs intérêts propres. Des préoccupations tenant de la vie professionnelle qui se reflètent aussi dans leur mode de vie et des intérêts proprement intellectuels sont transférés sur la scène publique devenant des sujets constitutifs du débat intellectuel. Dans leurs discours, il arrive souvent que sphère privée et sphère professionnelle se combinent car des aspects tenant de la vie privée apparaissent au jour pour participer à construire une identité intellectuelle à un moment donné.

Les espaces divers qu'ils se sont appropriés ou qu'ils occupent pour se présenter et présenter leurs idées et des sujets qui les préoccupent permettent d'analyser des pratiques intellectuelles et d'intellectuels (à des moments différents de l'état du champ de production culturelle) et d'observer sur quoi portent leurs jugements, à qui ils portent intérêt ou à qui sont adressés ces discours.

En discutant des prises de position politiques ou de l'appel au public, il est évident que nous touchons à la question des espaces publics ou scènes du « dialogue » invoqué par des intellectuels du GDS pour justifier leurs engagements.

Nous nous sommes intéressée au passage de certaines thématiques ou des conflits qui ont lieu à leur lieu de travail ou strictement lié à leur travail d'intellectuel dans l'espace public, autrement dit au transfert des questions préoccupant des intellectuels, des sujets discutés dans et par des cercles restreints, parfois sujets de discussion qui sont censées rester secrètes, dans l'espace

⁴⁶⁸⁹ La sphère privée est dessinée à « l'ère libérale » par la famille et la profession, le domaine d'activité et le statut social sont liés à la famille et à la propriété. Les garanties connexes du droit privé étant la liberté de contrat, d'entreprise et d'héritage. Au XX^e siècle avec « l'interpénétration de l'État et de la société », comme le note Jürgen Habermas, « la sphère professionnelle suit une évolution qui l'amène à devenir un domaine quasi public, indépendant de la sphère privée qui, elle, s'est réduite aux dimensions de la famille. Aujourd'hui, le temps qui n'est pas occupé par les activités professionnelles, délimite très exactement la 'réserve' qu'est devenu le domaine privé, tandis qu'avec le travail commence le 'service' ». Cf. Jürgen Habermas, *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, avec une préface inédite de l'auteur, trad. Marc B. Launay, Paris, Payot, [1962] 1992, pp. 159 et 162 (Id., *Sfera publica si transformarea ei structurala. Studiul unei categorii a societatii burgheze*, trad. roumaine Janina Ianosi, Univers, 1998 ; 2^e éd., comunicare.ro, 2005).

public. Nous avons prêté attention à la question de l'usage que font des intellectuels de ces espaces ou cadres qu'ils se sont créés eux-mêmes ou des cadres que des intellectuels choisissent pour en débattre et qu'ils participent à construire. Un regard porté à des discours où le recours au public est évident pour en mesurer ses effets sur les pratiques intellectuelles et sur la situation des intellectuels dans un régime politique démocratique (qui se traduit dans la position des intellectuels dans le champ du pouvoir), pour montrer la fonction sociale de ces pratiques pour des intellectuels (membres du GDS ou autres intellectuels).

En se regroupant, les intellectuels étudiés ici se sont créés un espace de rencontre avec des journalistes et avec des politiques, tout en tissant des réseaux mobilisables à certains moments. Tel peut être décrit le GDS. Un espace investi par des intellectuels est celui des médias traditionnels largement et intensément peuplé par des intellectuels du GDS (presse écrite, télévision et/ou radio). De plus, l'espace éditorial occupé par les sciences humaines est colonisé par des intellectuels du GDS mais aussi par ceux qui recherchent la reconnaissance des pairs et/ou du large public (volumes collectifs, revues spécialisées). Globalement, les membres du GDS occupent et bénéficient des lieux de consécration (maisons d'édition, revues spécialisées, université ou centres de recherche ou d'expertise), des lieux du pouvoir comme les institutions politiques ou des organisations politiques, des lieux de visibilité comme la télévision, la radio et surtout la presse écrite. Ce n'est pas le fonctionnement de ces institutions qui nous a intéressé mais l'usage que des intellectuels en font des divers cadres institutionnels : médias traditionnels, lieux de sociabilité et milieux associatifs, institutions politiques ou à but politique, etc. Comment utilisent-ils de tels dispositifs institutionnels comme la presse écrite ou la télévision auxquels beaucoup de ceux dont nous avons parlé se sont habitués ? Quelles autres institutions s'intéressent à leurs opinions ou à en faire des collaborateurs en leur ouvrant ainsi des espaces pour intervenir devant des publics divers (le public des politiques ou des militants, plus large que celui auquel leur travail s'adresse en principe) ? Quelles sont les institutions qu'ils investissent pour se faire connaître ou pour conserver ce qu'ils ont acquis, du prestige et leur influence politique et sur le public ?

Nous avons considéré les espaces dans lesquels leurs discours prennent place avec la conjoncture politique et intellectuelle dans laquelle ces discours se produisent et sont diffusés. Dans quelle mesure les formes que prennent leurs interventions peuvent être associées à certaines dispositions, à un habitus ?

Une vue globale sur leurs modes d'accès à l'espace public s'imposait. Comment se sont-ils fait connaître d'un public plus large que celui des initiés dont on attend la reconnaissance (public avisé) ? Nous avons interrogé les changements intervenus au niveau de la forme que prend l'engagement après 1989 et des modalités selon lesquelles il se développe à l'initiative ou sous

l'impulsion des intellectuels : des porte-parole des plus fréquents ou des plus reconnus mais aussi des prises de parole par des intellectuels au nom du GDS. L'analyse a porté sur des textes publiés par la voie de l'édition – support papier –, des textes spécialisés comme ceux qui sont publiés dans la presse spécialisés et des discours des intellectuels diffusés à travers les médias traditionnels (presse écrite et télévision). Mais vers la fin des années 2000 ils font usage de l'Internet. Des discours d'intellectuels sont diffusés à l'aide de nouvelles technologies de l'information et de la communication – revues électroniques, sites web personnels de certains intellectuels du GDS. Quelle correspondance entre ces discours publics appartenant à un même auteur ?

I. Cadres institutionnels et types de discours. Pratiques des intellectuels et engagements intellectuels

La publicisation des intérêts proprement intellectuels se faisait avant 1989 sous le contrôle politique (qui ne s'exerce pas seulement par ce qu'on a appelé la censure)⁴⁶⁹⁰. Parmi des membres du GDS, des scientifiques de la période communiste furent aussi, dans certains cas, des auteurs d'ouvrages qui avaient recueilli un public dépassant celui des pairs, certains autres avaient eu accès à la télévision ou ils se sont formés à l'étude du public des médias. Si le GDS intègre à sa naissance et par la suite des écrivains en nombre restreint, d'autres membres fondateurs du GDS sont des auteurs de la période communiste qui se sont fait connaître par un public dépassant celui des pairs, comme le montre bien la publication d'un recueil de mémoires, d'un genre épistolaire et de leur succès du public : sept des trente-quatre membres fondateurs⁴⁶⁹¹ sont des écrivains ; trois écrivains sont cooptés par la suite⁴⁶⁹². Leur notoriété varie largement entre écrivain peu connu, de nouveaux entrants et marginaux et très connus, jouissant d'une forte reconnaissance. Leur succès auprès du public leur vient, à part leur visibilité hors leur domaine d'activité par des moyens de communication de masse (comme l'accès à la tribune de la télévision d'un historien et critique de l'art, **Andrei Plesu**), de leur appartenance à des cercles intellectuels réputés.

La spécialisation dans l'analyse de l'audience acquise par certains, l'intérêt des membres du GDS pour les opinions des lecteurs ou des électeurs ne sauraient rester sans effet sur la manière dont ils imaginent leurs interventions, les cadres de leurs interventions mais aussi le souci d'obtenir le succès du public. Ceux qui se spécialisent dans l'analyse de l'audience se présentent comme

⁴⁶⁹⁰ Comme le montre des récits à caractère autobiographique d'avant 1989, comme le montre aussi des discours de type divers sur la censure. La consécration des auteurs sous le communisme est acquise avec la contribution des instances de contrôle. Voir Daniel Barbu, *Republica absenta. Politica si societate in Romania postcomunista*, op. cit.

⁴⁶⁹¹ **Stefan Augustin Doinas, Petru Cretia, Mircea Dinescu, Magda Carneci** (Magdalena Ghica d'après son nom d'écrivaine), **Dan Arsen[i]le, Dan Petrescu et Stelian Tanase**.

⁴⁶⁹² Gabriela Adamesteanu, Rodica Palade, Ion Vianu.

experts pour les publications des intellectuels avant de fournir de l'expertise pour les partis politiques⁴⁶⁹³.

Après 1989, les intellectuels auront des espaces divers à occuper pour qu'ils puissent s'affirmer et recevoir l'adhésion des publics divers : milieux intellectuels et en formation, politiques, public intéressé et avisé de l'étranger, public large. Le secteur éditorial est l'espace que certains occupent après 1989 (directeurs de maison d'édition, directeurs de collection). Ils se créent des publications spécialisées (en lien avec l'actualité politique et des questions occupant le débat intellectuel) tout comme des lieux d'expertise. Ces institutions nouvelles dessinent des réseaux intellectuels et d'alliances propres à élargir leur champ d'intervention.

La presse écrite est l'espace le plus intensément investi par presque tous les membres du GDS dans les années 1990 : nouvelles publications de l'après communisme et anciennes publications littéraires conférant de la place au commentaire politique et à la rétrospective des auteurs, alliant critique littéraire et considérations idéologiques. L'hebdomadaire 22 emprunte plus à la presse politique qu'à celle littéraire. Se livrant au commentaire savant et au commentaire de l'actualité politique, des publications dirigées par des intellectuels du GDS sont consacrées au commentaire sur des thèmes jalonnant la culture humaniste (*Dilema*) et au commentaire sur des sujets en prise avec le débat intellectuel et l'actualité politique (*Idei in dialog*). Des intellectuels du GDS occupent aussi l'espace donné à ceux qui ont acquis la notoriété en signant des éditoriaux dans des quotidiens : presse politique, publications des organisations politiques mais surtout journaux.

Les intellectuels s'intéressent surtout en commençant avec 1990 à faire passer leurs messages à la télévision. Désiderata qu'on rencontre chez bon nombre d'intellectuels, surtout chez ceux reconnus avant 1989 dont certains étaient déjà passés à la télévision dans la période communiste (**Andrei Plesu**). Que le GDS soit attentif à faire passer ses opinions à la télévision et convaincu du pouvoir de la télévision, en témoigne la présence de journalistes dans le groupe⁴⁶⁹⁴. Un des objectifs clés du GDS et des sujets investis par des intellectuels du GDS c'est de prendre part aux décisions et à la direction de la télévision publique. Après 1989 ont accès à la tribune de la télévision aussi bien des écrivains ou des spécialistes de la littérature qui sont connus depuis la période communiste mais surtout pour leurs activités politiques après 1989 (Ana Blandiana, **Mircea Dinescu**, Nicolae Manolescu). Sont animateurs d'émissions ceux qui ont acquis

⁴⁶⁹³ C'est le cas d'**Alin Teodorescu**, de formation sociologue qui n'interviendra que beaucoup plus tard dans la presse pour traiter non seulement de l'actualité politique comme conseiller pour homme politique et ensuite membre de parti, mais aussi de présenter ces avis issus de ses expériences en tant qu'apprenti du fonctionnement du capitalisme et du monde d'affaires.

⁴⁶⁹⁴ Rasvan Popescu ; Rodica Culcer.

leur reconnaissance avant 1989 et ceux qui sont attachés à la culture humaniste (lettres, histoire ou philosophie) : Nicolae Manolescu, **Gabriel Liiceanu**, **Andrei Plesu**, **Mircea Dinescu**, **Stelian Tanase** et Horia-Roman Patapievici. À une seule exception, il ne s'agit pas de traiter dans ces émissions de télévision de la culture soit des faits de vie (comme les sentiments, les relations affectives, etc.) traitées intellectuellement ou selon la vue des intellectuels, mais de la politique et de l'actualité (**Stelian Tanase** et **Mircea Dinescu**). Réussites aussi chez des intellectuels dont le prestige est dû en partie au soutien que leur donnent des intellectuels consacrés avant 1989. Ce sont des intellectuels intéressés par la culture humaniste, philosophes par formation ou par préoccupation (Horia-Roman Patapievici). Parmi les jeunes prétendants au statut d'intellectuels qui se préparent à une carrière d'intellectuel et qui sont soutenus à travers les médias par des intellectuels dont le prestige est acquis depuis la période communiste, on retrouve aussi des intellectuels visant une carrière politique (Mihail Neamtu⁴⁶⁹⁵). La télévision est tribune aussi pour ceux qui se spécialisent dans le traitement de la politique (par leur formation ils sont juristes, philosophes, historiens, et plus rarement sociologues⁴⁶⁹⁶). Ils sont invités dans des émissions à thème politique aux côtés de psychologues, journalistes et politiques surtout.

Leur intérêt à se donner les moyens de côtoyer des politiques mais surtout d'intervenir à la télévision sur des sujets d'actualité politique est critiqué par d'autres intellectuels occupant des positions tout aussi variées que ceux des membres du GDS. Parlant de l'accès des intellectuels du GDS à la tribune de la télévision, d'autres intellectuels consacrés dans la période communiste, appartenant à des générations plus anciennes, jugent de l'iniquité des médias occupés par des intellectuels notoires des années 1990 au détriment des intellectuels dont la tribune principale reste (après 1989) l'université et l'édition. Plus souvent que le critère de scientificité d'après lequel on juge comme inappropriées des interventions médiatiques de la part des universitaires ou scientifiques, ce sont les jugements à base idéologique, renvoyant à des options politiques qui semblent se trouver à la base de ces critiques.

La redéfinition des anciennes publications littéraires où l'actualité politique et l'apparition d'une autre catégorie de publications culturelles, généralistes ou intellectuelles, peu spécialisées où la politique devient objet de réflexion mais aussi de ceux qui se spécialisent précisément dans le domaine du politique, sont des signes de la politisation de l'espace culturel, résultat de la

⁴⁶⁹⁵ Dont le public large pouvait entendre dans une émission télévisée animée par les deux intellectuels des plus notoires du GDS, **Gabriel Liiceanu** et **Andrei Plesu**.

⁴⁶⁹⁶ Si des sociologues sont cependant aussi des invités d'émissions consacrées à l'actualité politique, ils le sont surtout lorsqu'ils se sont fait connaître par leurs fonctions politiques. Dans leurs écrits d'autres sociologues donnent une place importante à la théorie et évacuent des faits de l'actualité politique roumaine. Leurs écrits se veulent offrir des recettes pour le maniement des outils de la recherche (manuels sur les méthodes et techniques dans la recherche en sciences de la société).

libéralisation politique. Tout comme l'apparition d'une nouvelle catégorie d'ouvrages, à savoir les « essais politiques ». Ces faits sont en lien avec des stratégies de reproduction notamment des écrivains et des philosophes lorsque le secteur de la presse culturelle et progressivement tout le système de production et de transmission des savoirs savants (produits par des instances autorisés) fonctionnent selon les lois du marché⁴⁶⁹⁷. La restructuration de l'espace culturel se traduit par la redéfinition des alliances entre milieux littéraires et milieux scientifiques (y compris des individus placés dans des institutions d'expertise) qui va de pair avec une segmentation du champ littéraire et du champ universitaire par la création d'autres institutions alternatives, qui se revendiquent de la « société civile », mais dont certaines fonctionnent exclusivement selon les lois du marché. La constitution d'une nouvelle catégorie d'ouvrages, les « essais politiques », fait partie de ce mouvement de politisation des milieux intellectuels. Ces livres occupent une place importante dans le secteur éditorial consacré aux sciences humaines et sociales après 1989 et parmi des discours autorisés sur la politique produits par des intellectuels du GDS. Il s'agit de discours sur des sujets plus généraux que de recueils de textes publiés dans la presse intellectuelle sur un thème politique ou des écrits où se combinent l'analyse à visée scientifique ou informée au récit autobiographique.

Les études politiques, que nous distinguons des essais politiques, constituent une autre catégorie d'écrits. Ces livres peuvent être partagés en plusieurs catégories, selon les sujets abordés, plus ou moins liés aux enjeux de l'espace politique ou à ceux de l'espace intellectuel, et en fonction de l'approche et du matériau utilisé.

Les traductions réalisées par des universitaires de l'après 1989, à savoir le travail de traduction des classiques de la philosophie politique et de la théorie politique, nous révèlent des enjeux de l'espace intellectuel, elles sont mode d'obtention de la reconnaissance⁴⁶⁹⁸ et un autre moyen dont dispose un intellectuel pour se mettre au service des politiques intéressés à informer leurs revendications de légitimité.

Les livres d'entretiens entre des intellectuels appartenant à des générations différentes paraissent au début des années 2000, entreprises éditoriales réunissant des intellectuels qui se sont rapprochés durant la première décennie de la période postcommuniste. Alors que des ouvrages à caractère biographique (volumes constitués en hommage ou des recueils d'entretiens) consacrés à des intellectuels de la période communiste (écrivains notoires ou universitaires) sont publiés seulement vers la fin des années 2000. D'autres textes parus vers la fin des années 2000 s'intéressent aux disputes entre des intellectuels ou à des problèmes soulevés par des intellectuels

⁴⁶⁹⁷ Gisèle Sapiro, « Pour une approche sociologique des relations entre littérature et idéologie », art. cit.

⁴⁶⁹⁸ Pascale Casanova, « Consécration et accumulation de capital littéraire. La traduction comme échange inégal », ARSS, 144, 2002, pp. 7-20.

qui sont supposées concerner plus que des intellectuels de diverses professions. Ce qui apparaît comme une nouveauté par rapport aux années 1990 sont les volumes collectifs, publiés en réponse à la reconnaissance politique du monopole du savoir sur le passé récent, à savoir le communisme, par des intellectuels du GDS et de leurs collaborateurs, jeunes prétendants au statut d'intellectuel, qui sont autant de prises de position politiques. S'autorisant de l'autorité obtenue par d'autres intellectuels dans les années 1990, ces volumes sont l'œuvre des plus jeunes auteurs des années 2000 s'intéressant à la politique tout comme ils s'intéressent aux rapports établis au sein de l'espace intellectuel.

Alors que les essais politiques (recueil d'articles sur des sujets de la politique) ne semblent plus attirer le public, à partir des années 2000, on doit compter avec le retour à la littérature et de la littérature en parallèle à l'affiliation des discours d'universitaires aux politiques. Prise en importance de la production littéraire qui s'accompagne de la multiplication des actes d'expertise. Si l'intérêt pour la connaissance du passé communiste commence à diminuer y compris dans des milieux avisés (dans la deuxième décennie du XXI^e siècle), on constate une retraduction de ce sujet dans le but d'attirer l'attention d'un public non plus intéressé ou connaisseur du passé (par son expérience), son transfert dans les médias et sa transformation en événement de sensation ou scandale selon la logique médiatique. D'un côté, la création d'événement politique par la juridicisation des questions traitées dans la période précédente par le courant intellectuel de l'anticommunisme accompagnant pour l'impulser, comme le disent certains, le processus de juridiciarisation⁴⁶⁹⁹, de l'autre, le passage dans des écrits à visée scientifique d'un discours dénonciateur ou la mise en autorité du discours dénonciateur⁴⁷⁰⁰. Ce sont des signes de cette diminution de l'intérêt du public qui s'accompagne paradoxalement avec la mise en place d'une politique éducative⁴⁷⁰¹.

II. Le public. Quels publics ?

Les discours d'intellectuels se distinguent aussi par la place donnée au « public » et par le rôle qu'on accorde au « public » : discours où les intellectuels prétendent parler au nom d'un collectif (le GDS) et discours produits en vue d'une parole sur soi-même tout en essayant de mobiliser un réseau social (les blogs et les sites web personnels des intellectuels). Autour de cette parole qui se veut l'expression d'un collectif, se sont créés aussi de nouveaux collectifs rassemblant

⁴⁶⁹⁹ Sur la distinction entre les deux phénomènes, voir Jérôme Péliasse, « Juridiciarisation ou juridicisation ? Usages et réappropriations dans les conflits du travail », *Politix*, 86 (2), 2009, pp. 73-96.

⁴⁷⁰⁰ Encore que le discours dénonciateur est déjà présent dans des écrits à visée scientifique datés des années 1990, signe de la médiatisation des discours autorisés sur la politique et de l'usage des médias (à ce moment-là de la presse écrite surtout) par des spécialistes du politique.

⁴⁷⁰¹ Dont les programmes de l'Institut d'investigation des crimes du communisme et mémoire de l'exil roumain.

des auteurs dont les activités peuvent aller du journalisme politique à l'enseignement. D'un côté, ils tentent de mobiliser un collectif derrière eux, de l'autre, ils s'adressent à un public plus large que celui composé d'adhérents à une cause ou d'un public intéressé voire avisé (de leurs écrits à visée scientifique)⁴⁷⁰². Ce en quoi consiste la nouveauté par rapport à l'époque communiste quand la littérature est investie avec du pouvoir subversif par l'apport du public.

Il ne s'agit nullement des discours « quasi-publics »⁴⁷⁰³ qu'ils prononcent ou qu'ils diffusent devant un public particulier, d'un public restreint comme celui des universités ou d'autres institutions qui fournissent une formation particulière, des institutions spécifiques, des cercles, associations ou sociétés qui sont nées sur la base des affinités électives ou des intérêts spécifiques⁴⁷⁰⁴, ou même des institutions politiques. Car les discours publics à destination d'un public composé d'individus déjà acquis à la croyance ne manquent pas dans la période communiste : cercles d'interconnaissance du monde intellectuel (littéraire ou/ scientifique) plus ou moins construits autour d'un projet ou des intérêts liés à leurs activités voire options idéologiques où des apprentis ou des impétrants peuvent se retrouver, publications littéraires ou culturelles et volumes construits pour donner l'image d'un débat entre des intellectuels, d'un courant intellectuel ou littéraire.

Atteindre un large public, c'est un désidérata qui résulte des principes du fonctionnement des médias mais c'est aussi le fait de ceux qui revendiquent un rôle politique, qu'ils soient des littéraires (auteurs de récits de fiction), des auteurs de sciences humaines ou/et des enseignants de sciences politiques⁴⁷⁰⁵.

Invoker le succès du public permet d'endosser la posture du politique ou de jouer de son influence médiatique, se présenter ainsi en guide de l'opinion ou, lorsqu'il s'agit d'une position centrale dans le système de reproduction culturelle (enseignement et éditions), de se légitimer.

Comment s'intéresse-t-on au public ? Dans l'hebdomadaire du GDS, pour quelque temps, au début des années 1990, une rubrique est dédiée au « public » où on présente des lettres envoyées par des lecteurs de la publication. 22 s'intéresse aussi bien à son public en menant des enquêtes mesurant l'intérêt pour tel ou tel auteur, membre du GDS mais aussi au public des politiques. Même

⁴⁷⁰² Des discours occasionnés par un discours d'intellectuel, un discours produit en réponse à un autre intellectuel dont qu'on désire combattre à travers leur journalisme ou dans leurs essais politiques.

⁴⁷⁰³ Voir Jürgen Habermas, *L'Espace public* [1962], *op. cit.*, p. 257.

⁴⁷⁰⁴ Un tel exemple le constitue, pour des milieux qui dépassent et ne recoupent que très partiellement le « milieu » étudié ici, les associations d'écrivains apparues après 1989 ou bien la Société de phénoménologie créée grâce à l'intérêt des plus connus philosophes (universitaires ou non) pour ce courant.

⁴⁷⁰⁵ Un de nos interlocuteurs (entretiens consultatifs avec Ion Ianosi, Bucarest, janvier-mars 2009) voyait dans leur entrain à recourir à la tribune des journaux pour parler des choses qui dépassent leur domaine disciplinaire une conséquence de la domination de la littérature dans le domaine des sciences humaines et sociales. Ion Ianosi, philosophe de la culture est auteur d'une étude sur les rapports (selon des auteurs connus et des courants intellectuels) entre littérature et philosophie dans l'espace roumain.

s'ils semblent être intéressés à s'attirer un public large (mettant en évidence leur audience ou par contre en se plaignant d'un public trop restreint), ils refusent d'admettre que leurs livres, quel que soit leur type, s'adressent à un public large. Sont mentionnés alors comme valeurs justificatives de leur succès du public, qu'ils déclament, leur assiduité au travail, leur culture ou leur savoir, voire leur style.

Le succès du public est un argument dans leurs justifications devant leurs critiques et lorsqu'ils parlent de certaines activités qui les propulsent dans une position permettant d'influencer le public et d'améliorer leur situation matérielle (comme le fait d'être propriétaire ou copropriétaire d'une maison d'édition, comme le fait d'être producteur d'émissions de télévision).

Ils parlent *pour* un public ou ils parlent *au nom* d'un public. Des représentations du public sont présentes dans la majorité des discours. Ils construisent le public, celui au nom duquel ils disent parler ou ils voudraient parler. Ce public au nom duquel ils semblent (vouloir) parler dépasse assez souvent le cercle de leurs connaissances, les milieux intellectuels et presque toujours (à part les déclarations expresses du GDS et les appels diffusés au nom du GDS) le GDS. Le public est une construction qui est le fruit des divisions du monde qu'ils proposent. Les références à un public, qui composent l'image qu'on se fait de lui, peuvent être reliées à des textes publiés dans 22, signés par des membres du GDS et d'autres intellectuels (sociologues, anthropologues, historiens ou écrivains), qui appellent la notion de « mentalités » pour décrire le « peuple » ou pour une analyse de l'électorat.

Ce qui semble être le trait le plus significatif chez plusieurs intellectuels du GDS (par rapport à ceux qui ne semblent pas s'intéresser à atteindre un autre public que celui des intellectuels et du public directement intéressé par le monde intellectuel), ce sont les efforts qu'ils déploient à s'attirer l'attention, la sympathie et si possible le soutien d'un large public, sinon d'un large public de fidèles et de collaborateurs⁴⁷⁰⁶. Il s'agit d'un public avisé mais aussi d'un public composé aussi de journalistes, d'écrivains et d'artistes, des politiques et des électeurs.

Plutôt prétendants au statut de « conseiller du prince » que de politique, certains font leur entrée dans le monde intellectuel en se présentant en médiateurs entre politiques, intellectuels et politiques de l'étranger lorsque des intellectuels roumains s'affirment aussi en tant que politiques (Aurelian Craiutu). En tant qu'intellectuel et militant au nom de la « société civile », une fois entré en politique, un autre intellectuel prétend le statut de « conseiller du prince ».

Si mobilisations il y a – ces larges mobilisations qui sont en place pendant l'année 1990 dans l'espace public (géographique) –, elles ne sont pas apparues à l'initiative du GDS et elles ne

⁴⁷⁰⁶ A savoir ceux qui sont eux-mêmes publiés sur leurs pages web personnels.

sont pas contrôlées par lui. Toutefois, et cela à plusieurs reprises et durant toute la période, le GDS s'est érigé en porte parole autorisé des manifestants par la voix de certains membres du GDS et avait essayé d'initier et d'orienter des mobilisations. En fait, certains membres du GDS parlent de l'incapacité du groupe d'initier voire de penser une mobilisation⁴⁷⁰⁷ et aujourd'hui même d'un désintérêt pour des initiatives de la « société civile » dont ils font cependant partie⁴⁷⁰⁸. Les rares mobilisations initiées par le GDS ont comme but la conservation de sa place soit en termes topographiques, visant à garder la possession du siège qu'on lui avait accordé, soit celle symbolique, de certains de ses membres (les appels initiés lors de la modification du cadre législatif de l'Institut culturel roumain qui affecte le mandat de Horia Roman-Patapieviciet se conclut par son renoncement à ce poste).

III. L'engagement du « désengagement » : le retour à la littérature

À partir de la moitié des années 2000, plusieurs auteurs qui avaient renoncé à la littérature surtout pour le journalisme ou pour la « science », à savoir pour une carrière universitaire dans la discipline de leur formation ou dans une des nouvelles disciplines, reviennent à la littérature. La date de ce retour à la littérature ou du retour de la littérature peut être établie compte tenu aussi des nouveaux auteurs en 2006.

Au moment où certains membres du GDS se réaffirment comme écrivains et non plus ou pas seulement à travers leurs analyses politiques produites pour la presse⁴⁷⁰⁹, d'autres intellectuels affirment leur désintérêt à la politique. Ils affirment avoir renoncé à s'intéresser à la politique, désintérêt qu'ils expliquent par leur déception vis-à-vis de l'état de la politique mais aussi par la faible importance accordée à l'analyse avisée, ce qui se traduit par une déception vis-à-vis aussi de leurs propres activités. On pourrait croire à l'abandon de l'engagement ou plus précisément de la tribune dans la presse par des intellectuels (re)(de)venus des écrivains, et cela vers la fin de la première décennie du XXI^e siècle, si l'on s'en tient à leurs déclarations seules.

Au moment où des intellectuels qui jusque là se sont investis dans des projets et parfois même des activités en lien avec l'action politique ou l'espace politique, tels un nombre important

⁴⁷⁰⁷ Cristian Preda raconte qu'il a fallu que le président Emil Constantinescu vienne proposait au GDS, lors d'une rencontre qui sera organisée à l'initiative de ce dernier, de se réunir pour protester contre la dernière mineriade, survenue au temps de son mandat, en 1999 (entretien consultatif avec Cristian Preda, le 16 février 2007). À son tour, Stelian Tanase raconte qu'une de ses rares visites, après la fin de son activité en tant que rédacteur en chef de 22, s'est déroulée à cette même occasion et avec la même visée, que le GDS se mobilise et initie une mobilisation. Il proposait alors au GDS, d'après son propre témoignage, de suivre le modèle de la contremanifestation de mai 1968 [du 30 mai] (entretien consultatif avec Stelian Tanase, le 31 août 2009).

⁴⁷⁰⁸ Un autre membre du GDS, impliqué dans l'organisation du groupe, raconte du désintérêt des membres de participer à titre d'observateurs, comme représentants de la société civile, lors de la constitution des commissions de contrôle dans le but de combattre la corruption (entretien avec Radu Filipescu, le 16 juillet 2009).

⁴⁷⁰⁹ Gabriela Adamesteanu, Ion Vianu et Stelian Tanase parmi des membres du GDS.

des membres du GDS, déclarent leur « retour » à la littérature. Des critiques littéraires universitaires vont investir l'espace des discours autorisés sur la politique, sans désertier cependant l'espace d'appartenance mais alliant intérêt pour la littérature à celui pour l'espace politique⁴⁷¹⁰. D'autres tiennent des discours dans des conférences organisées par des structures de l'espace politique, ils publient des livres à l'usage des politiques et avec le soutien des organisations politiques étrangères. Il s'agit aussi bien de volumes collectifs qui se veulent construire et donner de l'autorité à des prétentions d'une identité politique que d'un recueil de discours tenus par des intellectuels des plus notoires.

Peut-on s'en tenir à leurs discours seuls ? On se résumerait à compter avec leurs discours au sujet de leur désintérêt pour la politique et/ou au retour de leurs intérêts pour la littérature si on ne regardait pas aux postes occupés au moment de ces déclarations et à leurs activités spécifiques. Le retour à une carrière d'écrivain par des membres des plus actifs du GDS, ne doit pas masquer le contexte ni leurs relations au sein du GDS et la réévaluation de leurs rapports au GDS. Suite à des conflits et, au moins dans un cas, à leurs préférences politiques, ils se sont distanciés du GDS, en mesure variable, selon qu'ils occupent ou non d'autres postes ou qu'ils se sont faits une place dans d'autres institutions. Leurs rapports au GDS se modifient alors que leurs positions ne pourraient en rien être d'une façon ou d'une autre menacées.

Dans les années 2000, Gabriela Adamesteanu, rédactrice en chef de la publication du GDS depuis plus de quatorze ans, écrivaine consacrée dans la période communiste, expliquait son renoncement à la littérature et son choix du journalisme après 1989. Elle maintient ses relations avec GDS, plus particulièrement avec la rédaction de 22, en tant que responsable du supplément culturel de 22 en dépit des critiques qu'elle exprime cependant entre des « amis » ou plutôt devant des intellectuels, membres du GDS ou anciens membres et collaborateurs de 22, au sujet de l'orientation dominante du GDS vers la fin des années 2000⁴⁷¹¹.

Ceux qui se disent vers la fin des années 2000 et début de la décennie suivante plutôt non plus intéressés par la politique, sont en fait contraints de ne pas intervenir sur des sujets qui dépassent leur domaine d'activité et de compétence par le poste occupé (à présent et au moment de ces discussions). Ils occupent des postes de direction dans des institutions dont le domaine d'intervention est la culture, nouvelles institutions créées après 1989 comme suite d'un « problème » social et politique qu'ils ont travaillé à faire voir devant des politiques dont ils ont reçu à certaines périodes le soutien (pour en créer ces institutions, pour l'institutionnalisation de leur intérêt pour ce qui apparaît comme problème politique et qu'on avait inscrit sur le terrain de

⁴⁷¹⁰ C'est le cas de Carmen Musat publiant dans *Sfera politicii*.

⁴⁷¹¹ Selon trois de nos interlocuteurs. L'orientation dont nous parlons signifie le soutien donné par le GDS, par la voix de plusieurs membres du GDS et des plus notoires membres du GDS (Liiceanu, Plesu, etc.), au président en place depuis décembre 2004.

la culture)⁴⁷¹². S'ils sont sollicités par des médias (et dans un tel cas par la rédaction de 22) pour prendre position au sujet des politiques en place, ils n'interviennent que sur des sujets qui forment l'espace qui est devenu leur domaine de compétence et d'intervention, engagement institutionnalisé, champ d'intérêts ayant acquis sa reconnaissance au sein de l'État et par l'État, qui empêche d'autres engagements. Désintérêt pour la politique affiché aussi par ceux qui traitent dans d'autres cadres institutionnels de la politique avec l'autorité de la science : des universitaires en sciences politiques.

En plus et parfois aussi dans d'autres cas, le fait de retourner à la littérature, de se préoccuper plus de leur carrière d'écrivain(e)⁴⁷¹³ s'associe dans tous les cas observés (pour les membres du GDS)⁴⁷¹⁴ à des relations moins réussies au sein du GDS ou à un rapport moins facile avec le GDS. Mais cela ne peut être vu comme facteur de leur investissement actuel en littérature⁴⁷¹⁵. Surtout que dans certains cas, leur retour à la littérature précède la rupture d'avec le Groupe. Dans deux cas au moins, la publication des textes de littérature des membres du GDS suit leur distanciation du GDS. Le retour à la littérature semble s'accompagner aussi de leurs essais, assez souvent réussis, de se faire connaître à l'étranger. Le moment de ce réinvestissement dans la littérature⁴⁷¹⁶ correspond au moment de la conquête de leur pleine consécration par ceux qui se sont affirmés en tant que spécialistes du communisme.

Le « retour à la littérature », professé et attendu par certains critiques, mais non advenu au début des années 1990 pour la plupart des écrivains de la période communiste qui se consacreront au journalisme politique ou bien à une carrière universitaire, se produira dans les années 2000, plus précisément à partir de la seconde moitié des années 2000.

Si on ne compte que le nombre des textes de fiction publiés dans cette période par les Éditions Humanitas, maison qui n'accordait pas de place à la littérature à sa création et par la suite, durant les années 1990, mais aussi l'espace éditorial accordé à des écrivains roumains par une autre maison, les Éditions Polirom, on pourrait conclure que la littérature gagne de nouveau son public. On assiste ainsi à un revirement de la production culturelle depuis la moitié des années 2000. Tout comme l'achat de l'ancienne maison de l'Union des écrivains par ces mêmes éditions (Polirom) gardant toujours sa caractéristique originaire de maisons consacrée à la littérature.

⁴⁷¹² Comme celui de l'antisémitisme et la création de l'Institut national pour l'étude de l'Holocauste de Roumanie.

⁴⁷¹³ Et parfois même de se présenter de par leurs écrits littéraires et par leur appartenance au monde littéraire d'avant 1989 alors qu'ils se sont fait connaître après 1989 de par leur activité journalistique ou/et par leurs investissements dans l'étude de la politique. Des politiques aussi se manifestent en tant qu'écrivain. Mais l'intérêt pour la littérature parmi des politiques proches des intellectuels du GDS n'est pas toutefois chose nouvelle.

⁴⁷¹⁴ Où les écrivains ne sont pas majoritaires.

⁴⁷¹⁵ Ne serait-ce que parce que les livres de littérature comptent plus de parutions aujourd'hui chez des éditeurs qui consacrés depuis les années 1990 aux essais politiques et aux livres de sciences humaines (comme c'est le cas de Humanitas à partir de 2002 surtout, voir *infra*.) et de l'affirmation de nouveaux auteurs de littérature.

⁴⁷¹⁶ A la même période, fin des années 2000 et début de la décennie suivante, on verra réapparaître aussi l'intérêt pour une carrière d'écrivain chez un politique, proche des intellectuels du GDS, de la faction intellectuelle représentée par le GDS, à savoir des intellectuels « anticommunistes ». Homme politique et occupant même un poste ministériel, Varujan Vasgonian est aussi écrivain.

Un de nos interlocuteurs se voulant aujourd'hui plus écrivain que spécialiste de la politique comme il se présentait dans les années 1990⁴⁷¹⁷ et par la suite, expliquait le fait de se consacrer à l'étude du politique dans les années 1990 par la nécessité de comprendre la société qui était en train de changer⁴⁷¹⁸.

Parmi ceux qui avant 1989 avaient déjà publié des textes de fiction, deux principalement se manifestent en tant qu'écrivains plus récemment et déclarent s'intéresser tout particulièrement à la littérature aujourd'hui, Gabriela Adamesteanu et **Stelian Tanase**⁴⁷¹⁹, alors qu'un autre, le plus célèbre des poètes d'avant 1989, **Mircea Dinescu**, membre du GDS assez inactif retournera lui aussi à la littérature après deux décennies près. Le retour à la littérature n'équivaut pas au renoncement au commentaire de l'actualité politique ou à se tenir loin des milieux politiques⁴⁷²⁰. Gabriela Adamesteanu et **Stelian Tanase** se préoccupent de leur carrière d'écrivain comme s'ils voulaient récupérer ce qu'ils avaient abandonné toutes ces deux dernières décennies. Abandon qu'ils justifient tous les deux par la nécessité : il s'imposait à eux de comprendre une société en mouvement⁴⁷²¹. Ces deux ont eu un rôle important dans le GDS dès ses premières années (**Stelian Tanase** et Gabriela Adamesteanu, en tant que rédacteurs en chef de 22 et respectivement, premier rédacteur en chef, un des dirigeant du PAC, et rédactrice en chef de 22 pour plus d'une décennie), se consacrent à la littérature dans un contexte particulier, dès la seconde moitié des années 2000, après que leurs relations avec le GDS se détériorent. Il n'empêche que le premier continue à présenter ses opinions sur l'actualité politique et plus, à tenter de réunir un public autour des questions dont certaines pourraient faire l'objet de prises de position d'autres intellectuels ou prétendants au statut d'intellectuel, alors que l'autre continuera ses collaborations avec le GDS en dirigeant le supplément littéraire de 22.

Est-il vraiment question d'un même « retour » dans ces deux cas ? De quel retour peut-on parler dans chacun de ces deux cas ? Bien que Gabriela Adamesteanu ne publiera plus un seul roman dès le moment de son investissement à fond dans cette entreprise, forme la plus accomplie

⁴⁷¹⁷ Double posture qui ne manque pas d'empiéter sur sa reconnaissance en tant qu'écrivain tout comme celle d'auteur d'études fondées sur la science.

⁴⁷¹⁸ Entretien consultatif avec N. (Bucarest, 2009).

⁴⁷¹⁹ Dans une présentation publique d'un des plus récents romans de **Stelian Tanase**, ancien membre du GDS, Carmen Musat, critique littéraire et universitaire, directrice de l'hebdomadaire, *Observator cultural*, parle d'un « revirement du roman » qui serait, selon elle, à considérer en lien avec la « génération 80 » qui se trouve « à présent à sa maturité ». Seulement que, ni Gabriela Adamesteanu ni **Stelian Tanase** ne se pensent ni ne se présentent comme appartenant à la « génération 80 ». À la même période, Carment Musat qui est aussi universitaire et rédactrice en chef de l'hebdomadaire *Observator cultural*, s'intéresse à la politique, s'exprimant sur la politique aux côtés des spécialistes du politique qui se sont spécialisés et se sont consacrés à l'étude de la politique et aux études politiques, en publiant dans *Sfera politicii*.

⁴⁷²⁰ Mais plus encore, certains tirent profit de leurs relations avec des milieux politiques pour promouvoir leur production littéraire.

⁴⁷²¹ Voir le recueil autobiographique de Gabriela Adamesteanu, *Cele doua Romanii*, op. cit. Entretien avec **Stelian Tanase**, le 22 septembre 2009.

du travail commun du collectif que représente le GDS, elle s'intéressera toujours à la littérature car ses romans seront publiés à l'étranger.

Littérature et journalisme ou/et usage des blogs ou sites personnels afin de faire connaître leurs opinions politiques tout comme leurs préoccupations intellectuelles (livres, sujets d'intérêts proprement intellectuels ou lectures et auteurs qu'ils connaissent et reconnaissent) sont pourtant étroitement liés comme nous l'indiquent les pratiques de plusieurs intellectuels (membres actuels ou anciens membres du GDS).

IV. L'usage de l'Internet comme moyen d'expression par des intellectuels

Les cadres dans lesquels prennent naissance et se développent les polémiques et les scandales semblent avoir changé par rapport à la première décennie postcommuniste. Le numérique avait pris le devant sur l'imprimé. C'est aussi grâce aux nouveaux supports médiatiques que des intellectuels diffusent actuellement leurs opinions. Des conférences tenues dans des cadres plus ou moins restreints sont diffusées à travers l'internet⁴⁷²². Au début des années 2000, on pouvait recenser sur internet plus de sites web appartenant à ceux qui sont des accusateurs des intellectuels (et surtout des intellectuels du GDS) et plus de liens qui diffusaient de l'information compromettante à leur sujet sous la signature des personnes privées dont l'identité reste parfois incertaine. Alors que des intellectuels sont présents dans l'espace public surtout à travers la presse écrite, leurs opinions étaient diffusées à travers les médias traditionnels, presse et télévision. Vu l'emprise du numérique sur l'imprimé, ce qui semble avoir le plus changé vers la fin des années 2000, c'est une fragmentation des médias, accentuée par la création de divers types de supports numériques⁴⁷²³. Des intellectuels, politistes surtout, tout comme des politiques et des journalistes, s'intéressent aux nouvelles technologies de la communication en se créant des espaces d'expression.

22 s'est aussi créé une édition en ligne, la majorité des textes parus dans l'édition en support papier peuvent être consultés en ligne depuis 2004. S'intéressant toujours à se présenter devant les caméras et à faire passer leurs messages à la télévision, certains membres du GDS sont aussi des usagers de l'internet comme outil de publication. Des intellectuels qui se sont créés des blogs ou des sites web personnels interviennent aussi bien à travers la radio ou la télévision. Ils peuvent être invités ou leurs messages rendus publics sur leurs sites personnels sont parfois, sous certaines conditions, diffusés par des médias traditionnels (notamment la télévision).

⁴⁷²² Des conférences tenues devant et surtout pour des politiques (comme les conférences organisées par l'Institut d'études populaire du Parti démocrate-libéral) mais aussi des conférences tenues à l'invitation des institutions culturelles (étatiques).

⁴⁷²³ Tendance qui n'a pas seule comme origine des principes de fonctionnement propres aux médias, mais aussi les demandes actuelles dans le monde académique. Organisme national d'autorisation et régional, international, de financement demandent la publicité par internet des événements comme des publications académiques.

D'autres intellectuels vont se créer des blogs ou des sites web personnels. De jeunes intellectuels, intéressés à partir de la fin des années 2000 à s'exprimer aussi par la voie des outils de publication en ligne, se distinguent des autres jeunes impétrants, universitaires ou chercheurs, et dans la plupart des cas, encore en formation, par des prises de position à l'encontre des intellectuels devenus notoires surtout dans les années 1990 et parfois même avant 1989. Ces jeunes s'exprimant dans un premier temps contre des plus notoires membres du GDS vont approcher, courtiser des intellectuels se faisant connaître, tout comme ceux qu'ils critiquent, dans les années 1990 et pour donner du poids à leur point de vue, des intellectuels dont l'autorité à traiter du politique a été reconnue dans les années 1990 sont invités à accompagner leur initiative d'un volume collectif. Avant de se créer un site collectif, ils tentent de se présenter comme collectif en initiant la publication dans un volume collectif des critiques que peuvent être adressées à l'analyse du communisme roumain proposé à l'espace politique par des intellectuels du GDS et leurs pairs. C'est en faisant recours aux médias électroniques qu'on essaie d'apparaître comme collectif, dans une conjoncture particulière, celle de la démarche d'officialisation politique d'un courant intellectuel dominant depuis les années 1990.

En s'appropriant l'Internet pour communiquer et se communiquer, en se créant des sites web personnels ou collectifs, ils produisent d'autres discours sur soi-même. Ce sont des discours à potentiel mobilisateur car ils sont censés mobiliser des collectifs restreints ou un public plus large. Il s'agit de types de discours fort différents : discours performatif et/ou injonctif – appel, lettre ou déclaration – ou discours autobiographique – récit ou description.

Plus que dans d'autres types de discours⁴⁷²⁴ et plus qu'à d'autres occasions et dans d'autres cadres, lors des appels et des déclarations faites au nom du Groupe ou pour le GDS (récit historique et description de ses activités) ainsi que dans les discours produits pour et sur les sites web personnels, des intellectuels semblent mobiliser un réseau, des réseaux ou un collectif, plus largement un public. Ils cherchent l'accord voire le soutien d'un public qui est supposé dépasser le public avisé (s'intéressant à l'auteur, à ses intérêts et/ou aux questions dont ils traitent). Ces modalités d'investissement de l'espace public supposent l'appel et le recours au public : se faire porte-parole d'un groupement composé d'intellectuels – la majorité des membres du GDS sont des « intellectuels » –, parler comme représentant d'une catégorie de représentants des professions intellectuelles ou s'approprier l'Internet pour parler de soi-même, des préoccupations ou des sujets qui les préoccupent. Le « dialogue » ainsi déployé devrait nous donner une idée sur leurs réseaux d'alliances comme sur des réseaux d'intellectuels concurrents.

⁴⁷²⁴ Le choix du terme de « discours » à la place du terme de « texte » est notamment lié au fait que nous nous référons ici aussi à leurs interventions directes lors des conférences.

Ils se créent un autre espace d'expression par l'appropriation de l'Internet, à l'aide des médias de communication informatisés, que des intellectuels investissent durant la seconde moitié des années 2000 en se créant des blogs, des sites personnels ou en se créant des sites collectifs. Comment utilisent-ils les nouvelles technologies de l'information et de la communication qui sont ouvertes et accessibles à tous ? Qui sont ceux qui feront usage de l'Internet pour se créer un espace de publication et mobiliser un réseau ? À quel moment de leur carrière se trouvent-ils ? Que devraient construire tous ces discours, à quelles pratiques et à quelles dispositions renvoient-ils ? Quelle est la fonction de ces usages (de l'Internet) ? Qu'est-ce qu'on compte gagner par une telle appropriation ?

Quels sont les ressorts d'une telle pratique comme le fait de prendre position au nom d'un groupement ou d'utiliser des outils comme le blog ou le site web pour (se) parler, de l'usage qu'on fait de la parole pour mobiliser un collectif⁴⁷²⁵ ? Peut-on parler de certaines contraintes qui les poussent à recourir à des médias de communication informatisés ?

Des intellectuels ayant accès à diverses tribunes, membres du GDS, se sont créés des espaces de présentation, de publication et de communication sur internet durant la seconde moitié des années 2000, mais surtout vers la fin des années 2000. Sont des usagers des nouvelles technologies de communication aussi bien des intellectuels déjà consacrés et notoires après 1989 que des intellectuels qui ont fait leur entrée dans le monde intellectuel seulement dans les années 2000. Quatre membres du GDS se sont créés des espaces de présentation et de publication grâce aux nouvelles technologies de la communication. Vladimir Tismaneanu, Cristian Preda, Liviu Antonesei et **Stelian Tanase** sont ceux qui intègrent le GDS en ordre chronologique inverse et de même pour ce qui est de la création des sites internet personnels⁴⁷²⁶.

Si tous les trois sont des signataires de textes journalistiques (en Roumanie surtout dans 22), deux d'entre eux ont déployé aussi des activités journalistiques. Vladimir Tismaneanu avant 1989, les trois autres après 1989. Trois d'entre eux ont été animés par l'idée de créer, de diriger une revue, et trois d'entre eux le feront. Leur expérience, leurs activités en tant que rédacteurs varient comme la durée de ces activités pour chacun d'entre eux. Leur implication dans le travail de rédaction qu'implique une publication n'est pas constante. Tout comme celle dans le secteur de diffusion de la publication varie en fonction du domaine (privé ou étatique) qui leur est plus proche selon les activités qui leur apportent le plus d'argent et des relations qu'ils ont établies par suite d'une formation (Cristian Preda), des stages (**Stelian Tanase**) ou d'une position acquise à l'étranger (Vladimir Tismaneanu).

Dans tous les cas, ce sont des intellectuels ayant investi intensément et continûment le journalisme. Et ils se sont consacrés toujours au commentaire politique. Deux d'entre eux

⁴⁷²⁵ Erik Neveu, « Médias, mouvements sociaux, espaces publics », *Réseaux*, 17, 98, 1999, notamment p. 71.

⁴⁷²⁶ La création des sites électroniques personnels est précédée par l'apparition des blogs. La création des sites personnels est liée, nous semble-t-il, au sérieux qu'ils accordent à ces formes de l'autoprésentation, à ces espaces nouveaux de discussion.

soulignaient l'importance de combiner texte et image (mais aussi son). Ils ont fait l'expérience ou sont animés par le désir d'intervenir sur des questions d'actualité tout en conservant du temps pour d'autres activités (enseignement et rédaction d'autres types de texte qui demande d'investir un peu plus de temps). L'appropriation de l'Internet sert alors à intervenir sur des sujets qui les a consacrés et pouvoir discuter de l'actualité politique mais aussi à participer sinon initier le débat entre intellectuels⁴⁷²⁷ au moment où leur carrière avait atteint le sommet. Dans tous les trois cas, encore que pour des durées variables, ils ont initié et travaillé à la création de nouvelles publications. Dans trois cas aussi (à l'exception de Cristian Preda) ont eu accès et ont travaillé dans les médias (à la télévision pour **Stelian Tanase** et à la radio pour les deux autres), dans des contextes différents et à des périodes différentes. Ils ont démontré dans la presse leur habilité à intervenir sur des sujets de l'actualité politique, une certaine facilité de l'écriture et leur intérêt pour le public ou de se donner un plus large que celui avisé ou a priori intéressé par les écrits politiques (public étudiant surtout).

S'ils ne sont pas des auteurs de textes (types de publications) aussi divers que laissent penser les types d'écriture qu'ils adoptent dans ces espaces construits autour de leur *persona*, ils sont animés par le désir de regagner des espaces qui leur sont d'une certaine façon désormais hors de portée comme celui de la presse intellectuelle et politique (publications intellectuelles, quotidiens et télévision). Au moment où ils se sont créés ces espaces d'écriture de soi-même et de réseaux à travers et pour l'Internet où ils peuvent se montrer soi-même et communiquer leurs activités, leurs préoccupations, se présenter en tant qu'auteur, universitaire, mais surtout en tant qu'intellectuel (car les engagements seront mis en avant ou se trouveront même au centre de ces présentations), leur accès à la tribune des médias traditionnels semblent poser problème ou risque d'être restreint. Au moins dans certains cas. Ils risquent de perdre ce qu'ils viennent d'accumuler, à savoir une notoriété obtenue comme intellectuel à travers la presse.

Lorsqu'ils s'approprient l'Internet (fin des années 2000), les membres du GDS (membres fondateurs) ont accès à des tribunes variées. Pourquoi s'approprier l'Internet alors qu'on a accès à d'autres tribunes, plus prestigieuses, plus légitimantes ? Que réalise-t-on en s'appropriant ces nouveaux cadres et instrument de diffusion ? Il est important de voir à quel moment de leur parcours professionnel ils sont devenus des usagers de l'Internet afin de se créer un espace de publication et de communication mais aussi leurs rapports à la politique et surtout aux politiques au pouvoir.

⁴⁷²⁷ La notoriété peut venir avant l'autorité proprement scientifique car avant de traiter en scientifique ils traitent certains sujets dans leurs écrits journalistiques, à ce moment-là bénéficiant d'une certaine autorité qui leur vient du fait d'avoir pu se présenter par leurs gestes de dissidence (comme cela a été le cas de Stelian Tanase, écrivain et non pas scientifique, connu dans les milieux intellectuels avant 1989).

Des intellectuels du GDS ont accès à la tribune des publications intellectuelles et à celle de journaux, accès qui n'est pas ouvert à tous ceux qui prennent intérêt à diffuser leurs opinions. Mais ils ont de même accès à la télévision (tous ceux qui interviennent dans les émissions télévisées ne vont pas se créer des sites personnels) en passant parfois par la radio. Certains membres du GDS et des collaborateurs de 22 tiennent des conférences et sont des principaux animateurs des rencontres organisées par des instances aussi différentes que des instituts politiques – l'Institut d'études populaires, créé auprès du PDL – ou des institutions étatiques à visée culturelle, nationales ou étrangères (comme l'Institut français), etc. Ou les deux.

Une institution créée auprès d'un parti politique est le lieu de rencontre entre politiques et intellectuels (et moins un lieu d'expertise) et contribue à accroître la visibilité du parti et à s'attirer non seulement un public composé d'intellectuels mais aussi de jeunes et à légitimer l'action politique des fondateurs. Des ouvrages à visée scientifique sont promus dans le cadre des conférences organisées par l'Institut d'études populaires. Ils sont censés contribuer à construire une identité politique. Les sujets auxquels ces volumes sont consacrés participent de l'idéologie à laquelle le parti aime s'attacher pour se distinguer comme acteur politique revendiquant l'identité « de droite » : rapport entre religion et politique, place et rôle de la religion dans la définition de la politique, conservatisme, etc.

Autres intellectuels, notoires depuis la période communiste et figures centrales après 1989 ou des intellectuels se faisant connaître par leurs investissements successifs et multiples (intellectuels et politiques) à faire connaître une culture spécifique étrangère, à la diffusion des savoirs venant d'un autres espace, interviennent à l'invitation des institutions étrangères.

Si cela n'est pas un fait nouveau après 2000, l'époque se distingue de la décennie précédente par le fait que leurs discours tenus devant des cercles a priori concernés car impliqués dans la vie politique (des politiques et des prétendants au statut de politique) sont diffusés à travers l'Internet.

Si on ne prend en compte ici que ceux qui sont des intellectuels du GDS on en tire quelques constatations de leurs parcours. Ces traits communs liés à leurs pratiques professionnelles pourraient rendre compte de cet intérêt pour les nouveaux supports médiatiques : activité médiatique soutenue, préoccupation, intérêt et quelque expérience dans la création d'une revue intellectuelle, diffusant des savoirs spécialisés mais consacrés aux sujets de l'actualité et engagements constants et divers à partir du moment où ils sont entrés dans une carrière intellectuelle (faisant aussi ainsi leur entrée dans le monde intellectuel). Des traits communs à ces intellectuels pourraient être aussi ceux d'autres intellectuels qui semblent tout particulièrement intéressés à se communiquer et à diffuser leurs prises de position politiques à travers l'Internet. Mais sûrement non pas tous.

Dans ces formes de communication, plusieurs types de discours se combinent, écrit autobiographique, écrit politique et compte-rendu mais aussi analyse. Leur contenu les rapproche des écrits autobiographiques. Mais en quoi ces espaces diffèrent des espaces autobiographiques traditionnels, journaux ou écrits de mémoires ? Et que tous ceux-ci ont déjà expérimenté. Certaines informations qu'ils publient sur leurs sites peuvent créer l'impression qu'ils ont été présents ou qu'ils sont liés à des lieux ou à des personnes plus qu'ils le sont en réalité. L'affiliation ou la réappropriation est facilitée alors, elles ne nécessitent pas des explications quant aux liens, types de relations ou idées soutenues, qu'ils ont avec ceux qu'ils font voir. Cet espace est aussi un pour la diffusion d'informations. Ces espaces servent aussi ou surtout à faire voir le succès du public qu'ils ont ou le type de public qu'ils attirent, non que cela ne soit pas accompagné par certains risques, des critiques, voire des dénonciations. Informations qui ne les concernent pas directement mais contribuant à construire une image de soi-même. Le récit autobiographique se combine au récit à visée scientifique, du type compte-rendu (annonce d'un événement du monde scientifique par exemple). Précédemment plusieurs d'entre eux ont publié des « journaux » ou des écrits autobiographiques.

Sur leurs sites ils présentent aussi leurs interventions à diverses occasions, mais aussi ceux des individus auxquels ils sont proches et de ceux qui se rapprochent d'eux. Certains textes ressemblent à ceux qu'ils ont publiés avant dans la presse intellectuelle ou dans celle d'actualité. Ces lieux virtuels sont construits et se construisent autour de la personne publique de son créateur. Ils présentent l'intellectuel et l'auteur, parfois aussi l'universitaire. Sont présentées des prises de position politiques, textes sur des sujets de l'actualité (plus proches par cela à leurs écrits journalistiques ou à leurs interventions à la télévision) ou des textes issus ou liés à ceux auxquels ils ont dédié leurs ouvrages à visée scientifique. Les sites web personnels présentent une personne publique qui est représentée comme la somme non plus seulement des autopresentations publiques, des faits de la participation à la vie publique et à la vie professionnelle, ces deux étant étroitement liés, mais aussi par une série d'événements qui tiennent plutôt de la vie privée⁴⁷²⁸. En cela cet espace se rapproche de leurs écrits autobiographiques ou de tout récit autobiographique qu'ils font devant un journaliste, par exemple. L'image de cette personne publique est construite aussi, à leur initiative, de leur gré, par d'autres discours qui ne leur appartiennent pas et de leur succès du public et de leurs cercles de connaissances qui signalent leur appartenance à des cercles d'intellectuels,

⁴⁷²⁸ Ces espaces permettent de montrer à la fois l'intellectuel, l'auteur et l'universitaire et de signaler la diversité de ses préoccupations. Publicisation des questions de la vie privée comme ses lectures, ses voyages, une vie mondaine et des expériences dont il est difficile d'imaginer qu'elles pourraient entrer dans une autre publication que celle d'un journal.

des milieux professionnels ou intellectuels ou/et leur orientation politique, leurs préférences politiques.

Des intellectuels du GDS se rencontrent depuis quelques années non plus seulement dans les pages des journaux ou de 22, d'autres revues intellectualistes, et lors des conférences publiques organisées à l'initiative des instances légitimantes de l'action politique, instituts d'expertise ou centres de formation créés auprès des partis politiques, mais aussi sur et à travers l'Internet, sur des sites web personnels. Ces sites n'auraient aucune raison d'exister s'ils ne pouvaient pas obtenir l'adhésion des lecteurs qui en principe devraient dépasser le nombre de leurs proches qui sont là plutôt comme marque de l'espace d'où il tire leur légitimité (intellectuels, divers type d'institutions spécifiques sont présentées dans leurs textes, à partir des affiches, textes et images, renvoyant parfois et vers d'autres sites) et pour marquer leurs options politiques. Ce sont des autoprésentations publiques à fonction politique. Les échanges en espaces de communication privés par des intellectuels qui se lient à la base des intérêts spécifiques peuvent devenir eux aussi des discours quasi-publics (circulant dans une communauté, entre des intellectuels) ou même publics⁴⁷²⁹. Des discours qui peuvent être tenus dans des cadres restreints, parfois étant censés rester cachés ou connus que ceux qui sont directement impliqués, intellectuels et/ou politiques avec lesquels ils partagent un même intérêt et qui se situent dans leur proche proximité⁴⁷³⁰, peuvent devenir des discours publics par leur passage dans des espaces créés à l'aide des nouveaux supports de la communication. Discussions ayant eu lieu dans des institutions politiques passent dans l'espace public. Ce passage à l'espace public des intérêts liés à leurs postes politiques, à leurs engagements est le résultat ou a comme ressort un conflit voire un scandale. Lieu de l'expression de la dénonciation cela s'applique aussi dans le cas des sites web initiés par de jeunes intellectuels.

On peut émettre l'hypothèse que le recours aux espaces virtuels créés en vue de la production d'une parole de soi-même est le signe de l'affaiblissement de l'autorité acquise par procuration lorsqu'on tente de parler au nom d'une institution, qu'ils soient en mesure ou qu'ils aient la possibilité de parler au nom d'une institution politique ou non. Il s'agit d'intellectuels qui sont au sommet de leur carrière, ayant acquis les titres les plus valorisants dans le champ auquel ils appartiennent par leur activité principale, ayant acquis leur notoriété dans les milieux intellectuels mais aussi par leurs engagements successifs devant le public. Si leur notoriété est encore plus grande, elle s'est agrandie par suite de l'intégration ou de leur affiliation à une institution politique. Il s'agit alors de garder, voire de mettre en valeur le capital qu'ils ont accumulé en tant qu'auteur dans leur spécialité, qui les a permis de faire leur entrée en politique. L'utilisation de ces espaces,

⁴⁷²⁹ Albert O. Hirschman, *Bonheur privé, action publique*, op. cit.

⁴⁷³⁰ Jürgen Habermas, *L'Espace public* [1962], op. cit.,

qui se veulent aussi créer ou faire apparaître à l'espace public et de manière très visible des alliances et des rapprochements, permettent à leurs usagers d'endosser un rôle qu'ils ne peuvent pas jouer au moment même de leur recours à ces espaces. D'ici peut-être aussi cette écriture de soi-même combinée à leurs prises de position politiques et intellectuelles : se faire une image de dissident alors qu'ils se sont enrôlés, endosser la posture d'un intellectuel critique et autonome alors qu'ils se sont engagés aussi comme expert, intellectuels proches du pouvoir en place, etc.

À cela, il faut ajouter ici aussi les problèmes auxquels la presse écrite, et notamment celle intellectuelle ou culturelle, est confrontée face à l'emprise de la télévision et de l'Internet.

On peut parler d'une pratique par laquelle on tente de compenser l'absence d'une autre activité (menée antérieurement) ou une perte (d'une position dans une institution spécifique, un poste dans la hiérarchie professionnelle), une pratique dans le but de se rendre visible pour se créer un nouveau public, plus large, conforme à leur intérêt pour un autre type de production. Ils peuvent participer au débat public même s'ils n'occupent pas des postes qui pourraient les rendre visibles ou lorsque leurs postes les contraignent à s'en tenir silencieux. C'est aussi une pratique en contrepartie de la perte d'une certaine autonomie, comme lorsqu'ils sont tenus de tenir compte de la ligne idéologique que se donne une organisation politique.

En ce qui concerne l'usage des blogs et des sites web personnels il peut s'agir d'un choix par défaut lorsque l'accès à la tribune de la presse pose quelques inconvénients : dans le cas de certains intellectuels enrôlés ou dans le cas de ceux dont les contacts avec des politiques se déploient à l'extérieur des institutions politiques. On discute alors dans d'autres cadres des questions qui ne peuvent être discutées ni à la tribune de la presse intellectuelle ni à celle de la presse politique non plus à celle des publications scientifiques.

V. Des sujets en débat et de l'« inexistence du débat »

Des questions autour desquelles se construisent les formes de l'action intellectuelle (appels, lettres, récit historique ou récit de vie) qui apparaissent au début des années 1990, dont certains réapparaissent fin des années 2000, seront reprises même après que la « cause » sera institutionnalisée, et cela à la faveur de sa réappropriation par des politiques qui se donnent ainsi les moyens de réussir une conversion. Des problèmes institués par le discours intellectuel ont contribué dans les années 1990 à légitimer les positions et les actes des intellectuels du GDS. Des questions par lesquelles le GDS se fait connaître au début des années 1990 seront reprises dans les années 2000 par des intellectuels du GDS qui n'ont pas participé dans les années 1990 à ces débats initiés par les fondateurs du GDS. La cause de l'anticommunisme est mise en question durant la seconde moitié des années 2000 par des intellectuels appartenant à diverses générations et dont la

nature comme le degré d'autorité varient (dont un seulement avait fait partie du groupe fondateur du GDS, jusqu'au moment de son exclusion). Si la cause de l'« anticomunisme » les a réunis dans les années 1990, quels sont les problèmes autour desquels des intellectuels du GDS se réunissent-ils plus récemment ? De quelle solidarité et de quelle cohésion peut-on parler à présent lorsque des intellectuels du GDS se situent en haut de la hiérarchie intellectuelle ?

Lorsqu'un débat présente les apparences d'un conflit entre des intellectuels, on conclut sur l'inexistence du débat. Et plus, on parle même de l'inexistence d'un « espace public » en Roumanie. Et on s'attarde sur ce qui semble être la « spécificité » ou la « distinction » en négatif de l'espace public national par rapport à celui européen. Appétit pour les cultures européennes que certains auteurs traitent comme nécessaire mais toutefois superficielle chez beaucoup de leurs collègues. L'intérêt accru pour l'étranger que certains autres, jouissant de la participation aux deux espaces, national comme étranger, considèrent comme la caractéristique des intellectuels formés dans une culture périphérique. Sont mentionnés des cas d'intellectuels doublement dominés, sans notoriété ni accès à la diffusion qui a lieu à travers des institutions centrales (dans la capitale), qui prêtent attention et passent tout leur temps à s'intéresser aux dernières parutions à l'étranger et n'en cessent d'en parler.

Plusieurs intellectuels feront usage de leur connaissance et parfois même des milieux d'interconnaissances de l'espace intellectuel européen ou étatsunien non seulement dans leurs activités éditoriales ou dans les textes qu'ils signent mais aussi dans leurs présentations publiques. Mais ils le feront en fonction des représentations qu'ils se font de leurs activités proprement intellectuelles comme de la définition qu'ils donnent de leur autorité, c'est-à-dire qu'ils se définissent en fonction de leurs rapports à leurs activités et des relations objectives qui existent entre ces activités. Comme il est question dans plusieurs cas d'une multipositionnalité qui est trait caractéristique de plusieurs trajectoires des membres du GDS, il faut noter qu'à un moment précis (de leur carrière et dans une conjoncture précise, intellectuelle et politique) une activité peut prendre plus d'importance pour eux qu'auparavant sans que cela se laisse voir à première vue. En les écoutant – lors des entretiens ou à l'occasion des interventions publiques – on observe que leurs autoprésentations changent en fonction du moment, de l'enjeu du moment comme des cadres qu'ils se donnent ou qui leur sont offerts pour (se) parler.

La conclusion sur l'inexistence des « débats » vient en fait de la présence importante dans ces discours ou de l'importance donnée aux expériences personnelles et, ce qui en résulte, à savoir

le poids de l'expérience personnelle dans une prise de position, et donc de la difficulté du « détachement et [de la] dé-singularisation⁴⁷³¹ ».

Des intellectuels du GDS parlent de cas singuliers et font souvent sinon dans la majorité des cas appel à des expériences personnelles pour conclure sur l'importance ou non de certaines choses et en proposant des solutions. Cette forme d'argumentation est caractéristique notamment de ceux qui sont des philosophes, comme **Gabriel Liiceanu** ou **Andrei Plesu** (philosophe autodidacte), des essayistes qui se présentent et prétendent après 1989 la reconnaissance en tant que philosophe, comme H.-R. Patapievici, mais aussi des spécialistes du politique, **Stelian Tanase** qui se manifeste et en tant qu'écrivain, avant (dans la période communiste) de parvenir à se manifester en tant que spécialiste du communisme mais aussi après (plus récemment, à partir de la seconde moitié des années 2000).

Aux critiques du GDS ou des intellectuels du GDS venant de l'extérieur (du GDS ou du pôle de l'anticommunisme) on reproche une certaine expérience ou l'absence de certaines expériences⁴⁷³². Il convient d'admettre que l'effacement du débat vient de de la faiblesse des mobilisations voire de l'absence de mobilisations importantes derrière des causes autres que celles qui se construisent autour ou principalement au sujet des rapports au passé, de l'accusation du passé communiste qui va de pair parfois avec la dénégation du passé récent.

En situation d'enquête (mais non en situation d'entretien ou dans des discussions informelles), au sujet de certaines controverses récentes, des intellectuels participants ou non à ces débats mentionnent les relations autrefois étroites entre des intellectuels aujourd'hui en conflit. Un des intellectuels, participant récemment plutôt en observateur à une polémique entre deux autres intellectuels, résumait cet événement à une confrontation entre des individus, amis de longue date devenus concurrents, en minimisant, voire négligeant les termes du débat. D'autres affirmations renvoient au fait que des intellectuels ont tendance à refuser un engagement, par exemple la signature d'un appel ou d'une lettre de protestation, lorsqu'ils constatent qu'ils se retrouvent sur une même liste avec d'autres intellectuels, bien que l'objet de la protestation les intéresse. Donc, en dépit de leur « communauté d'esprit », ils arrivent à se désintéresser à cause des histoires qui

⁴⁷³¹ Luc Boltanski et Elisabeth Claverie, « Du monde social en tant que scène d'un procès », in Luc Boltanski, Elisabeth Claverie, Nicolas Offenstadt, Stéphane Van Damme (ss. la dir.), *Affaires, scandales et grandes causes. De Socrate à Pinochet*, Stock, « Les essais », 2007, notamment pp. 433-438.

⁴⁷³² Les critiques des plus jeunes intervenants dans le débat intellectuel qui ne partagent pas des idées soutenues par des intellectuels du GDS sont expliquées par l'absence de leur expérience du communisme. Comme leurs plus jeunes critiques n'ont pas fait l'expérience du communisme lors de leur entrée dans une carrière, ne se trouvaient pas à l'âge de leur maturité sociale en 1989, on renvoie leurs idées à une certaine influence après une formation reçue à l'étranger. Ils seront parfois même appelés par le nom de « boursiers » (par un des membres fondateurs du GDS ayant participé en Roumanie à la consécration d'autres « boursiers » ou à les faire connaître).

tiennent plutôt de la vie privée ou des affaires professionnelles qui n'ont rien à voir avec la question en débat.

Les membres du GDS se mobilisent rarement aujourd'hui pour des causes qui ne concernent pas leur secteur d'activité, leur position comme groupe ou la position de certains intellectuels des plus notoires, et qui ne se définissent en rapport avec leurs rapports au passé. Des événements qui risquent de mettre en danger la position acquise par des intellectuels du GDS les plus connus ou la position même du GDS, déclenchent une mobilisation. Les voix qui vont à l'encontre des idées dominantes à l'intérieur du GDS sont plutôt singulières et se présentent à contre-courant du silence qui semble dominer dans les milieux intellectuels, notamment dans le GDS, au sujet de certains sujets qui s'imposent à l'actualité politique.

Somme toute, le GDS comme collectif formalisé n'a pas eu un profil public fort, n'a jamais apparu comme « groupe » devant ses publics, n'a pas créé ou initié un mouvement intellectuel quelque peu cohérent et n'a pas pu ou su une plate-forme civique ou politique bien déterminée, alors que le seul résultat notable et incontestable a été sa durabilité quoiqu'ayant une composition fluctuante et variée à travers le temps. Le GDS est à la fois un succès et un échec. Un succès car le GDS a constitué un véhicule pour un certain nombre (important par rapport au nombre total de ses membres) de personnalités – certains étant déjà connus bien avant 1989 alors que d'autres l'ont devenu grâce précisément grâce à leur appartenance au GDS – qui ont acquis de capital symbolique. Un échec car le GDS, en dépit de son programme initial, n'a pas été un acteur social ou un acteur intellectuel mais une autorité, instance de validation pour des intellectuels et non seulement. Le GDS n'a pas modelé l'espace public mais il a été lui-même un espace d'autorité, de validation culturelle et sociale, qui a été traversé par des personnes ayant l'ambition de devenir des personnalités.

BIBLIOGRAPHIE

I. Sources inédites (orales et correspondances)

Entretiens avec des membres du GDS⁴⁷³³ :

Andrei Pippidi (le 24 mars 2004)

Radu Filipescu (le 13 avril 2004 ; le 10 juillet 2009 ; le 16 juillet 2009)

Gabriel Andreescu (le 11 mai 2004 ; le 15 septembre 2009)

Sorin Antohi (le 20 décembre 2006 ; le 26 mars 2008)

Cristian Preda (le 16 février 2007 ; le 15 février 2008 ; le 28 mai 2009)

Gabriela Adamesteanu (entretien consultatif, le 27 février 2007)

Ion Vianu (le 24 février 2007)

Rodica Palade (le 17 avril 2008 ; le 2 juin 2009)

Doina Cornea (le 1^{er} avril 2008, Cluj)

Sorin Vieru (le 16 juin 2008 ; le 6 mai 2009 ; le 27 juillet 2009)

Teodor Baconsky (le 28 novembre 2008, Paris)

Mariana Celac (le 12 mars 2009 ; le 20 mars 2009)

Stelian Tanase (le 13 juillet 2009 ; le 31 juillet 2009 ; le 31 août 2009 ; le 22 septembre 2009 ; informel le 25 juillet 2010)

Ioan [Justin] Marchis (le 26 août 2009)

Dan Oprescu (entretien informel, le 5 octobre 2010)

Gabriel Liiceanu (discussion informelle, le 19 juin 2008)

Armand Gosu (discussion téléphonique, le 6 mars 2007)

Cristian Preda (entretien informel, le 28 mai 2009)

Ioan [Justin] Marchis (entretiens informels les 24 mars 2004 et 26 août 2009)

Correspondances électroniques avec des membres du GDS :

Alin Teodorescu (les 28 août-3 septembre 2008 et 8 septembre 2008)

Stelian Tanase (le 11 juin 2013)

Sorin Marculescu (le 6 juin 2007)

Radu Preda (le 3 août 2009)

Sorin Vieru (juin 2009)

Entretiens avec d'autres intellectuels :

Mihnea Berindei (le 24 juillet 2007, Paris)

Bogdan Ghiu (le 27 juin 2008, Bucarest ; le 30 juin 2008, Bucarest)

Dan Pavel (le 20 juillet 2009, Bucarest)

Angela Marinescu (le 14 mai 2008, Bucarest)

Alexandru Florian (le 29 mai 2009 ; le 12 juin 2009)

Michael Shafir (le 5 mai 2009)

Vasile Morar (entretiens consultatifs, les 19 mars 2009 et 3 juin 2009)

Ion Ianos (entretiens consultatifs début janvier 2009, le 25 février 2009 et durant le mois de mars 2009)

Ileana Ioanid (entretien consultatif, le 3 avril 2009)

Liviu Tofan (discussion informelle, le 29 juin 2014)

Mihai Dinu Gheorghiu (discussion informelle, le 25 janvier 2009)

Ion [Ioan] Dragan (le 24 octobre 2013)

Radu Toma (le 26 novembre 2006)

⁴⁷³³ Sauf le cas des entretiens qui ont lieu dans une autre ville que Bucarest, nous avons noté le lieu. Nous avons porté en **gras** les **membres fondateurs** et sont soulignés les noms des membres cooptés (entre 1990 et 2009).

Eugen Simion (le 16 juin 2009)
Bogdan Murgescu (le 24 juin 2009)
Rostas Zoltan (le 30 janvier 2009)
Radu Carp (discussion informelle, le 11 août 2009).
Eugen Simion (discussion téléphonique, le 11 juin 2009)
Lidia Bodea (le 26 juin 2008)
Claudiu Iordache (discussion informelle, le 22 mars 2017)
Adrian-Paul Iliescu (discussion informelle, mars 2009)

Toader Crasmariu (entretien informel, le 26 août 2009)

Ana Blandiana (communication tenue à l'occasion d'une série de débats sur la littérature et les écrivains avant comme après 1989, organisée dans le cadre de l'IICCMER, Bucarest, le 14 février 2014)

Gabriela Adamesteanu (communication tenue dans le cadre des « Conférences du Théâtre national » de Bucarest, le 25 février 2007)

II. Sources médiatiques

émission Gandul Live, le 25 septembre 2014

émission télévisée « Profesionistii », qui passe à la TVR 1 et qui présente des figures plus ou moins notoires jugés comme des « professionnels », représentants de différents domaines d'activités, dont le réalisateur est une critique du cinéma, Eugenia Voda (entretiens télévisés disponibles en ligne)

« Admirabila tacere – Alexandru Mironescu », diffusée le 29 juin 2015 sur TVR 2

le film « Affaire Tanase »

le film documentaire sur la « Place de l'Université »

le film diffusé le 23 octobre 2010 par Realitatea TV dans la série « Strict secret »

Alin Teodorescu et Petre Roman (émission télévisée, Realitatea TV, le 19 mai 2013)

Augustin Buzura (émission télévisée, Realitatea TV, le 19 septembre 2013)

Realitatea TV, « Vocile strazii [Les voix de la rue] »

III. Sources imprimées

A. Périodiques

Monitorul Oficial al Romaniei [Le Journal Officiel de la Roumanie], I, 1989 et 1990-2009

1. Presse spécialisée

Anuarul Institutului de Investigare a Crimelor Comunismului in Romania

Sfera politiciii

Polis

Studia Politica. Romanian Political Science Review

Revista Romana de Drepturile Omului du Centre pour les droits de l'homme APADOR-CH

Viitorul social

2. Presse intellectuelle et culturelle

22

Dilema

Observator cultural

Timpul

Viata romaneasca
Agora
Cultura
Romania literara

3. Quotidiens
Romania libera
Azi
Cotidianul

B. Ouvrages

1. Anthologies, dictionnaires, chronologies, annuaires, etc.

Arta istoriei, istoria artei: *Academicianul Razvan Theodorescu la 65 ani*, Bucarest, Éditions encyclopédiques, 2006

Bailesteanu (Fanus), *Personalitati culturale romanesti din strainatate* [Personnalités culturelles roumaines de l'étranger], Bucarest, Romania Press, 1999

Berciu-Draghicescu (Adina), Bozgan (Ovidiu), *O istorie a Universitatii din Bucuresti 1864-2004* [Une histoire de l'Université de Bucarest], Éditions de l'Université de Bucarest, 2004

Berciu-Draghicescu (Adina), *Istoria Universitatii din Bucuresti. Documente*, Éditions de l'Université de Bucarest, 2008

Bozgan (Ovidiu), *Universitatea din Bucuresti : scurt istoric 1866-1994* [L'Université de Bucarest : bref historique], Bucarest, Éditions de l'Université de Bucarest, 1994

Catanus (Dan), ed., *Romania 1945-1989. Enciclopedia regimului comunist. Institutii de partid, de stat, obstesti si cooperatiste* [L'encyclopédie du régime communiste. Institutions de parti, d'État, populaires et coopératives], Bucarest, Institut national pour l'étude du totalitarisme, « Enciclopedii », 2012

Constantinescu (M.), Deleanu (I.), Iorgovan (A.), Muraru (I.), Vasilescu (F.), Vida (I.), *Constitutia Romaniei. Comentata si adnotata*, Bucarest, Monitorul Oficial, 1992

Dutu (Alesandru), *Revolutia din decembrie 1989. Cronologie*, Craiova, Sitech, 2010

Ficeac (Bogdan), *Cenzura comunista si formarea « omului nou »* [La censure communiste et la formation de l'« homme nouveau »], préface de Daniel Barbu, Bucarest, Nemira, « Politique », 1999

Focseneanu (Eleodor), *Istoria constitutională a Romaniei 1859-1991*, Humanitas, [1992], 2e édition revue, 1998

Hangiu (I.), *Dictionarul presei romanesti (1790-2000)* [Le dictionnaire de la presse roumaine (1790-2000)], 3^e édition, Bucarest, Éditions de l'Institut culturel roumain, 2004

Hangiu (I.), *Presa romaneasca de la inceputuri pana in prezent. Dictionar cronologic 1790-2007*, vol. III (1945-1989), comunicare.ro, 2009, 714 p.

Hangiu (I.), *Presa romaneasca de la inceputuri pana in prezent. Dictionar cronologic 1790-2007*, vol. IV (1989-2007), comunicare.ro, 2009, 864 p.

Institut de la révolution roumaine de décembre 1989, *Constitutia Romaniei 1991. Documente*, intro. Teodora Stanescu-Stanciu, vol. V, 2017

Institut de la Révolution roumaine de décembre 1989, *Documente privind Revolutia romana din decembrie 1989. Activitatea Consiliului Provizoriu de Uniune Nationala (1 februarie – 11 mai 1990)*, intro. Teodora Stanescu-Stanciu, vol. I, Cluj, Mega, 2009

Institut de la révolution roumaine de décembre 1989, *Documente privind Revolutia romana din decembrie 1989. Activitatea Consiliului Provizoriu de Uniune Nationala* [Documents au sujet de la révolution roumaine. L'activité du Conseil provisoire d'union nationale], vol. I, Cluj, Mega, 2009

Ioanid (Ileana), *Insemnari de la Snagov. Corespondenta, rapoarte, convorbiri*, Iasi, Polirom, « Document », 2004

Mihai Pelin, *Opisul emigratiei politice. Destine in 1222 de fise alcatuite pe baza dosarelor din arhivele Securitatii* [L'index de l'émigration politique. Destins dans 1222 fiches constituées sur la base des archives de la Securitate], Bucarest, Compania, « ClarObscur », 2002

Ministère des Affaires étrangères, *Romania la Organizatia Natiunilor Unite* [La Roumanie à l'Organisation des Nations Unies], Bucarest, Éditions encyclopédiques, 1995

Neagoe (Stelian), *Istoria guvernelor Romaniei de la inceputuri – 1859 – pana in zilele noastre – 1999*, 2^e édition, Bucarest, Machiavelli, 1999

Paiusan (Cristina), Ciuceanu (Radu), dir., *Biserica ortodoxa romana sub regim comunist*, Institut national pour l'étude du totalitarisme-Editions Nemira, Bucarest, 2001

Pelin (Mihai), dir., *Cartea alba a Securitatii. Istorii literare si artistice (1969-1989)* [Le Livre blanc de la Securitate]

Pricop (Lucian), *Dictionarul esential al exilului romanesc* [Le dictionnaire essentiel de l'exil roumain], Domino, 2005

Radu Ioanid (dir.), *Dosarul Silviu Brucan. Documente ale Directiei a III-a Contraspionaj a Departamentului Securitatii Statului (1987-1989)* [Le dossier Silviu Brucan. Documents de la 3^e Direction de contre espionnage du Département de la Sécurité de l'État], Iasi, Polirom, « Histoires souterraines », 2008

Raport final de la Commission internationale pour l'étude de l'Holocauste en Roumanie, Elie Wiesel (Elie), dir., Friling (Tuvia), Ioanid (Radu), Ionescu (Mihail E.), ed., Iasi, Polirom, 2005,

Raport final de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste, Tismaneanu (Vladimir), Dobrinu (Dorin), Vasile (Cristian), éd., Bucarest, Humanitas, 2007 (une version est disponible en ligne sur le site de l'administration présidentielle, http://www.presidency.ro/?_RID=htm&id=83)

Rusu (Dorina N.), *Istoria Academiei in date (1866-1996)* [La chronologie de l'Académie roumaine...], Bucarest, Éditions de l'Académie roumaine, 1997

Rusu (Dorina N.), *Membrii Academiei Romane, 1866-2003* [Membres de l'Académie roumaine. Dictionnaire 1866/2003], préface Eugen Simion, Bucarest, Éditions encyclopédiques, Editions de l'Académie roumaine, 3^e édition, 2003

Sasu (Aurel), *Dictionar biografic al literaturii romane* [Dictionnaire biographique de la littérature roumaine], 2 vol., Pitesti, Paralela 45, 2006

Stefanescu (Domnita), *Cinci ani din istoria Romaniei. O cronologie a evenimentelor decembrie 1989-decembrie 1994* [Cinq années de l'histoire de la Roumanie. Une chronologie des événements...], Bucarest, Masina de scris, 1995

Stefanescu (Domnita), *Unsprezece ani din istoria Romaniei. O cronologie a evenimentelor decembrie 1989-decembrie 2000* [Onze années de l'histoire de la Roumanie. Une chronologie des événements...], Bucarest, Masina de scris [La machine à écrire], 2011

Stejarel Olaru, Georg Herbrist (éd.), *Vademekum Contemporary History Romania. A Guide through Archives, Research Institutions, Libraries, Societies, Museums and Memorial Places*, préface Rainer Eppelmann, translations by Oana Mitchell and Kian Geiselbrechtinger, Romanian Institute for Recent History, Foundation for the Reappraisal of SED-Dictatorship, Bucharest-Berlin, 2004

Stoica (Stan), *Dictionarul partidelor politice din Romania. 1989-2004*, Bucarest, Meronia, 2004

Stoica (Stan), *Romania dupa 1989. O istorie cronologica*, Bucarest, Meronia, 2007

Télévision roumaine, *Reolutia romana in direct* [La Révolution roumaine en direct], Bucarest, 1990

Wigoder (Geoffrey), Praeger (Viviane), *Evrei in lume. Dictionar biografic* [Juifs dans le monde. Dictionnaire biographique], 3^e édition, trad. I. Horea, V. Prager, C. Stanca, Bucarest, Hasefer (Éditions de la Fédération des Communautés Juives de Roumanie), 2007

2. Essais (des membres du GDS)

Andrescu (Gabriel), *Extremismul de dreapta in Romania* [L'extrémisme de droite en Roumanie], Cluj, Ethnocultural Diversity Resource Center, « Sinteze », Cluj, 2003

Andrescu (Gabriel), *Natiuni si minoritati* [Nations et minorités], Iasi, Polirom, 2004

Andrescu (Gabriel), *Schimbari ale hartii etnice a Romaniei* [Changements de la carte ethnique de la Roumanie], Cluj, Ethnocultural Diversity Resource Center, « Sinteze », 2005

Andrescu (Gabriel), *Reprimarea miscarii yoga in anii '80*, Iasi, Polirom, « Document », 2008

Andrescu (Gabriel), *Carturari, opozanti, documente. Manipularea arhivei Securitatii* [Lettres, opposants, documents. La manipulation de l'archive de la Securitate], Iasi, Polirom, « Plural », 2013

Antohi (Sorin), *Razboaie culturale : idei, intelectuali, spirit public*, Iasi, Polirom, 2007

Antohi (Sorin), *Utopica. Studii asupra imaginarului social*, Bucarest, Éditions scientifiques, 1991, 2^e éd. révisée, Cluj, Idea Design & Print, coll. « Panopticon », 2005

Antonescu (Liviu), *Paideia. Fundamentele culturale ale educatiei* [Le modèle païdèïque. Les fondements culturels de l'éducation], Iasi, Polirom, 1996

Barsan (Victor), ed., *Marea Calatorie – viata si moartea inginerului Gheorghe Ursu* [Le grand voyage – la vie et la mort de l'ingénieur Gheorghe Ursu], Bucarest, Pythagora, 1998

Campeanu (Pavel) [Felipe Garcia Casals], *Societatea sincretica 1980*, Iasi, Polirom, « Document », 2002

Campeanu (Pavel) Campeanu, *Societatea sincretica 1980*, trad. de l'anglais par Nadia Badrus, Iasi, Polirom, « Document », 2002 (Felipe Garcia Casals, *The Syncretic Society*, M. E. Sharpe, 1980)

Campeanu (Pavel), *Ceausescu, anii numaratorii inverse* [Ceausescu, les dernières années], Iasi, Polirom, « Document », 2002

Campeanu (Pavel), Combes (Ariadna), Berindei (Mihnea), *Romania inainte si dupa 20 mai* [La Roumanie avant et après 20 mai], Humanitas, 1991

Campeanu (Pavel), *De patru ori in fata urnelor* [Quatre fois aux urnes électorales], Bucarest, Albatros, 1993

Carneci (Magda), *Artele plastice in Romania 1945-1989* [Les Arts plastiques en Roumanie], Bucarest, Meridiane, 2000 ; 2^e édition augmentée, *Artele plastice in Romania 1945-1989. Cu o addenda 1990-2010*, Iasi, Polirom, 2013

Cioroianu (Adrian), *Ce Ceausescu qui hante les Roumains. Le mythe, les représentations et le culte du Dirigeant dans la Roumanie communiste*, Éditions Curtea Veche et AuF, 2004

Cornea (Andrei), *De la Scoala din Atena la Scoala de la Paltinis* [De l'école d'Athènes à l'école de Paltinis], Humanitas, Bucarest, 2004

Cornea (Andrei), *Masini de fabricat fantasma* [Machines à fabriquer des phantasmes], Bucarest, Clavis

Cornea (Andrei), *Scriere si oralitate in cultura antica* [Écriture et oralité dans la culture ancienne], Bucarest, Cartea Romaneasca, 1988

Cornea (Andrei), *Turnirul Khazar. Impotriva relativismului contemporan* [Le tournoi khazar. Contre le relativisme contemporain], Bucarest, Nemira, 1997 ; 2^e éd. révisée et augmentée, Iasi, Polirom, 2003

Craiutu (Aurelian), Antohi (Sorin), ed., *Dialog si libertate : Eseuri in onoarea lui Mihai Sora*, Bucarest, Nemira, 1997

Craiutu (Aurelian), *Elogiul libertatii. Studii de filosofie politica* [L'Éloge de la liberté. Études de philosophie politique], Iasi, Polirom, « Collegium », 1998

Craiutu (Aurelian), *Le Centre introuvable : la pensée politique des doctrinaires françaises sous la Restauration*, trad. Isabelle Hausser, Plon, « Commentaire », Paris, 2006. Édition révisée et augmentée de *Liberalism under Siege : The Political Thought of the French Doctrinaires*, Lanham, Rowman & Littlefield, Lexington Books, 2003

Liiceanu (Gabriel), *Apel catre lichele* [1992], 3^e édition revue, Humanitas, 2005

Martin (Mircea), *A fost odata un cenaclu...* [Il était une fois un cénacle], Éditions du Musée de la littérature roumaine, 2008

Oprea (Marius), *Banalitatea raului : O istorie a Securitatii in documente 1949-1989* [La banalité du mal : une histoire de la Securitate à travers les documents], intro. Dennis Deletant, Iasi, Polirom, « Document », 2002

Oprea (Marius), *Bastionul cruzimii. O istorie a Securitatii (1948-1964)* [Le bastion de la cruauté. Une histoire de la Securitate], Iasi, Polirom, « Document », 2008

Paleologu (Alexandru), *Ipoteze de lucru* [Hypothèses de travail], Bucarest, Cartea Romaneasca, 1980, rééd. Cartea Romaneasca, 2006

Patapievici (Horia-Roman), *Cerul vazut prin lentila*, Bucarest, Nemira, 1995

Patapievici (Horia-Roman), *Zbor in bataia sagetii*, Bucarest, Humanitas, 1995

Petrescu (Dan), *Secta ganditorilor de estrada*, Iasi, Polirom, « Ego », 2009

Plesu (Andrei), *Despre ingeri*, Bucarest, Humanitas, 2003

Plesu (Andrei), *Limba pasarilor* [Le langage des oiseaux], Bucarest, Humanitas, 1994

Plesu (Andrei), *Minima moralia*, Bucarest, Cartea Romaneasca, 1988, rééd., Humanitas, 1994, nouvelle édition Humanitas, coll. « Top H », 2002, 3e édition 2006, 4e édition 2008 (éd. française, L'Herne, 1990 ; éd. allemande, Deuticke, 1992; éd. suédoise, Dualis, 1995; éd. hongroise, Tinivar, 2000)

Preda (Cristian), *Eseuri politice*, Nemira, 2009

Preda (Cristian), *Le Libéralisme du désespoir. Tradition libérale et critique du totalitarisme dans les années 1938-1960*, Bucarest, Éditions de l'Université de Bucarest, 2000

Preda (Cristian), *Liberalismul* [Le Libéralisme], Nemira, 2000, 2^e édition, postface Horia-Roman Patapievici, Humanitas, 2003

Preda (Cristian), *Modernitatea politica si romanismul* [La Modernité politique et la roumanité], Bucarest, Nemira, 1999

Preda (Cristian), *Partide si alegeri in Romania postcomunista : 1989-2004* [Partis politiques et élections dans la Roumanie postcommuniste], Bucarest, Nemira, « Bibliothèque politique », 2005

Preda (Cristian), Soare (Sorina), *Regimul, partidele si sistemul politic din Romania* [Le Régime, les partis et le système politiques en Roumanie], Nemira, « Bibliothèque politique », 2008

Stanomir (Ioan), *Constitutionalism si postcomunism. Un comentariu al Constitutiei Romaniei*, Éditions de l'Université de Bucarest, 2^e éd., 2007

Stanomir (Ioan), *Spiritul conservator – de la Barbu Catargiu la Nicolae Iorga*, Bucarest, Curtea Veche, 2008

Tanase (Stelian), *Anatomia mistificarii* [L'anatomie de la mystification], Bucarest, Humanitas, 1997, 2^e édition révisée et augmentée, 2003

Tanase (Stelian), *Cioran si Securitatea* [Cioran et la Securitate], Iasi, Polirom, « Histoire souterraines », 2010

Tanase (Stelian), *Elite si societate. Guvernarea Gheorghiu-Dej 1948-1965*, Humanitas, 1998, seconde édition « Procès du communisme », 2006

Tanase (Stelian), *Istoria caderii regimurilor comuniste. Miracolul revolutiei* [1999], 2^e édition, Humanitas, 2009

Tanase (Stelian), *Reolutia ca esec. Elite & societate* [La révolution comme échec. Élités & société], Iasi, Polirom, 1996

Tismaneanu (Vladimir), *Arheologia terorii* [L'archéologie de la terreur], Bucarest, Éditions Eminescu, 1992

Tismaneanu (Vladimir), *Fantoma lui Gheorgiu-Dej* [Le fantôme de Gheorghiu-Dej], Bucarest, Univers, 1995

Tismaneanu (Vladimir), *Noua stinga si Scoala de la Frankfurt* [La nouvelle gauche et l'École de Francfort], Éditions politiques, « Débats idéologiques », 1976

Tismaneanu (Vladimir), *Reinventarea politicului. Europa Rasariteana de la Stalin la Havel* [Réinvention du politique. Europe orientale de Staline à Havel], Iasi, Polirom, « Collegium », 1997

Tismaneanu (Vladimir), *Scopul si mijloacele. Eseuri despre ideologie, tiranie si mit* [Le but et les moyens. Essais sur l'idéologie, la tyrannie et le mythe], Curtea Veche, Bucarest, 2004

Tismaneanu (Vladimir), *Stalinism pentru eternitate. O istorie politica a comunismului romanesc* [Stalinisme pour l'éternité. Une histoire politique du communisme roumain], postface de Mircea Mihaies, trad. Cristina Petrescu et Dragos Petrescu, Polirom, Iasi, 2005 (*Stalinism for All Seasons : A Political History of Romanian Communism*, University of California Press, 2003)

Tismaneanu (Vladimir), Vasile (Cristian), *Perfectul acrobat : Leonte Rautu. Mastile raului* [L'acrobate parfait : Leonte Rautu. Les masques du mal], Humanitas, 2008

Turcanu (Florin), *Mircea Eliade. Le prisonnier de l'histoire*, préface Jacques Julliard, Paris, La Découverte, « L'espace de l'histoire », 2003 (*Mircea Eliade : prizonierul istoriei*, trad. roumaine Monica Anghel, Mihai Dodu, Humanitas, 2006 ; 2^e édition roumaine 2007)

3. Essais (d'autres intellectuels)

Andreescu (Mihail M.), Bucur (Ion), *Reolutia romana din decembrie 1989 in Bucuresti (21 decembrie 1989-8 februarie 1990)*, Cluj, Mega, 2009

Berindei (Dan), *Istoria Academiei Romane (1866-2006)* [L'histoire de l'Académie roumaine...], Bucarest, Éditions de l'Académie roumaine, 2006

Berindei (Mihnea), Combes (Ariadna), Planche (Anne), *Roumanie, le livre blanc. La réalité d'un pouvoir néo-communiste*, Paris, La Découverte, coll. « Cahiers libres/essais », 1990 (13-15 iunie 1990. *Realitatea unei puteri neocomuniste* [13-15 juin 1990. La réalité d'un pouvoir néocomuniste], Bucarest, Humanitas, 1991, 2^e édition révisée, 2006)

Botez (Mihai), *Intellectualii din Europa de Est. Intellectuali est-europeni si statul national comunist : un punct de vedere romanesc* [Les intellectuels de l'Europe de l'Est. Intellectuels est-européens et l'État national communiste : un point de vue roumain], Bucarest, Fondation culturelle roumaine, 1993

Cesereanu (Ruxandra), *Decembrie '89. Deconstructia unei revolutii* [Décembre 1989. La déconstruction d'une révolution], Iasi, Polirom, 2004

Dorin (Mihai), *Romania de la comunism la mineriade* [La Roumanie du communisme aux minériades], Institut culturel roumain, « Bibliothèque d'histoire », 2006

Ernu (Vasile), Rogozanu (Costi) et alii, *Iluzia anticomunismului. Lecturi critice ale Raportului Tismaneanu* [L'illusion de l'anticommunisme. Lecture critiques du Rapport Tismaneanu], Chisinau, Cartier, « Istoric », 2008

Florian (Alexandru), *Romania si capcanele tranzitiei* [La Roumanie et les pièges de la transition], Bucarest, Diogene, 1999

Ianosi (Ion), *Idei inoportune. Moralitati* [Idées inopportunes. Moralités], Bucarest, Cartea Romaneasca, 1995

Larionescu (Maria), *Istoria sociologiei romanesti*, Éditions de l'Université de Bucarest, 2007

Lefter (Ion Bogdan), *Flashback 1985: Inceputurile „noii poezii”* [Les débuts d'une 'nouvelle poésie'], Pitesti, Paralela 45, 2005

Manolescu (Nicolae), *Dreptul la normalitate* [Le droit à la normalité], paru à Bucarest en 1991

Marino (Adrian), Antohi (Sorin), *Al treilea discurs. Cultura, ideologie si politica in Romania*, Iasi, Polirom, « Duplex », 2001

Marino (Adrian), *Cenzura in Romania. Schita istorica introductiva* [La censure en Roumanie. Esquisse historique introductive], Craiova, Aius, 2000

Marino (Adrian), *Evadari in lumea libera*, Iasi, Institutul European, 1993

Marino (Adrian), *Pentru Europa. Integrarea Romaniei. Aspecte ideologice si culturale* [Pour l'Europe. L'intégration de la Roumanie. Aspects idéologiques et culturels], Iasi, Polirom, « Plural », [1995] 2005

Marino (Adrian), *Politica si cultura. Pentru o noua cultura romana* [Politique et culture. Pour une nouvelle culture roumaine], Iasi, Polirom, « Plural », 1996

Marino (Adrian), *Revenirea in Europa. Idei si controversa romanesti, 1990-1995*, Craiova, Aius, 1996

Matei (Sorin Adam), *Boierii mintii. Intelectualii romani intre grupurile de prestigiu si piata libera a ideilor* [Les Boyards du cerveau. Les intellectuels roumains entre groupes de prestige et le marché libre des idées], Bucarest, Compania, « Altfel » [Autrement], 2004

Matei (Sorin Adam), Momescu (Mona), dir., *Idolii forului. De ce o clasa de mijloc a spiritului este de preferat „elitei” intelectualilor publici* [Les idoles du forum. Pourquoi une classe moyenne est préférable à « l'élite » des intellectuels publics], Bucarest, Corint, 2010

Miroiu (Mihaela), Miclea (Mircea), *R'Estul si vestul* [L(e) R'Est et l'Ouest], Iasi, Polirom, 2005

Mungiu (Alina), *Romanii dupa '89. Istoria unei neintelegeri* [Les Roumains après 1989. L'histoire d'une incompréhension], Bucarest, Humanitas, 1995

Oprea (Nicolae), Vlasie (Calin), *Literatura romana postbelica intre impostura si adevar* [La littérature roumaine de l'après-guerre entre imposture et vérité], Pitesti, Paralela 45, 2000

Osca (Alexandru), *Dincolo de Rubicon – 1989 – Timisoara – 1990*, Craiova, Sitech, 2011

Pasti (Vladimir), *Romania in tranzitie. Caderea in viitor* [La Roumanie en transition. La chute dans l'avenir], Bucarest, Nemira, 1995

Patrascoiu (Cristian), *Repere intelectuale ale dreptei romanesti* [Repères intellectuels de la droite roumaine], Bucarest, Humanitas, « Cultura libertatii », 2010

Pavel (Dan), Huiu (Iulia), *‘Nu putem reusi decit impreuna’. O istorie analitica a Conventiei Democratice, 1989-2000* [Nous ne pouvons réussir qu'ensemble. Une histoire analytique de la Convention Démocratique], Iasi, Polirom, « Document », 2003

Preda (Radu), *Comunismul. O modernitate esuata* [Le communisme. Une modernité échouée], Cluj, Eikon, coll. « universitas », série « theologia socialis », 2009

Puia-Dumitrescu (Daniel), *O istorie a Cnaclului de Luni* [Une histoire du Cénacle de Lundi], Bucarest, Cartea Romaneasca, « Critique et histoire littéraire », 2015

Radu (Alexandru), *Nevoia schimbarii. Un deceniu de pluripartidism in Romania* [Le besoin de changement. Une décennie d'un régime multipartite en Roumanie], Bucarest, Éditions « Ion Cristoiu », 2000

Radu (Alexandru), *Politica intre proportionalism si majoritarism. Alegeri si sistem electoral in Romania postcomunista* [La politique entre système proportionnel et système majoritaire. Élections et système électoral dans la Roumanie postcommuniste], Iasi, Institut européen, « Academica », « Sciences politiques », 2012

Rates (Nestor), *The Entangled Revolution*, New York & Washington, Praeger Publishers, 1991 (trad. roumaine *Revolutia incalcita*, Bucarest, Litera, 1994)

Shafir (Michael), *Intre negare si trivializare prin comparatie. Negarea Holocaustului in tarile postcomuniste din Europa Centrala si de Est* [Entre négation et trivialisation par comparaison. La négation de l'Holocauste dans les pays postcommunistes de l'Europe centrale et de l'Est], Iasi, Polirom, « Document », 2002

Sorin Adam Matei, *Boierii mintii. Intelectualii romani intre grupurile de prestigiu si piata libera a ideilor* [Les Boyards du cerveau. Les intellectuels roumains entre groupes de prestige et le marché libre des idées], Bucarest, Compania, « Altfel » [Autrement], 2004

Ute Gabanyi (Anneli), *Literatura si politica in Romania dupa 1945* [1975], trad. de l'allemand Irina Cristescu, Editions de la Fondation culturelle roumaine, 2001 (*Partei und Literatur in Rumänien seit 1945*, München, R. Oldenbourg Verlag, 1975)

Ute Gabanyi (Anneli), *Revolutia neterminata* [La révolution inachevée], trad. Mihai Columbeanu, Bucarest, Editions de la Fondation culturelle roumaine, 1999

Zamfir (Catalin), *O analiza critica a tranzitiei. Ce va fi „dupa”* [Une analyse critique de la transition. Ce qui arrivera 'après'], Iasi, Polirom, 2004

Scriba (André), *Timpul Rugului Aprins. Maestrul spiritual in traditia rasariteana* [Le temps du Buisson ardent. Le maître spirituel dans la tradition orientale], préface Andrei Plesu, Humanitas, 1996

Dumitrescu (Sorin), « Une 'interface' au gotique », in Erwin Panofsky, *Arhitectura gotica si gandire scolastica*, Bucarest, Anastasia, 1999, p. 101

Turcanu (Florin), « À la recherche de l'âge d'or : mémoire de l'entre-deux-guerres en Roumanie au début des années 1990 », in Bogumil Jewsiewicki et Erika Nimis (éd.), *Expériences et mémoire. Partager en français la diversité du monde*, L'Harmattan, 2008, pp. 422-423

Preda (Cristian), « Mémoires du communisme et imaginaire politique en Roumanie post-1989 » in Michèle Baussant (dir.), *Du vrai au juste. La mémoire, l'histoire et l'oubli*, Presses de l'Université Laval, coll. « InterCultures », 2006, pp. 91-102

Gheorghiu (Mihai Dinu), « Les intellectuels libres et les changements de codes idéologiques en Roumanie après 1989 », in Mihai Dinu Gheorghiu (éd.) en collaboration avec Lucia Dragomir, *Littératures et pouvoir symbolique*, Pitesti, Paralela 45, pp. 150-179

Andreescu (Gabriel), « Raportul : ansamblul si detaliile », in Vasile Ernu, Costi Rogozanu et alii, *Iluzia anticomunismului. Lecturi critice ale Raportului Tismaneanu* [L'illusion de l'anticommunisme. Lecture critiques du Rapport Tismaneanu], Chisinau, Cartier, « histoire », 2008, pp. 43-69

Brancoveanu (Romulus), « Ultimele zile ale societatii civile » [Les derniers jours de la société civile], in Adrian-Paul Iliescu, *Mentalitati si institutii. Carente de mentalitate si inapoiere institutionala in Romania moderna* [Mentalités et institutions. Carences de mentalité et retard institutionnel en Roumanie moderne], Bucarest, Ars Docendi, 2002, pp. 381-389

Ianos (Ion), « Uniunea Scriitorilor in sistemul culturii socialiste si segmentul literar in tranzitia romaneasca » [L'Union des écrivains dans le système de la culture socialiste et le segment littéraire durant la transition roumaine], in Adrian Miroiu (éd.), *Institutii in tranzitie* [Institutions en transition], Bucarest, Punct, 2002, pp. 231-285

5. Journaux, mémoires, témoignages

Adamesteanu (Gabriela), *Cele doua Romanii Articole si fragmente memorialistice* [Les deux Roumanies. Articles et fragments de mémoire], Iasi, Institut européen, 2000,

Andreescu (Gabriel), *L-am urat pe Ceausescu. Ani, oameni, disidenta* [J'ai détesté Ceausescu. Années, gens, dissidence], Iasi, Polirom, « Ego-grafii », 2009

Andreescu (Gabriel), *Patru ani de Revolutie* [Quatre années de Révolution], Litera, 1994

Andreescu (Gabriel), *Ruleta. Romani si maghiari, 1990-2000. Jurnal tematic* [La roulette. Les Roumains et les Magyars, 1990-2000], Iasi, Polirom, « Ego », 2001

Andreescu (Gabriel), *Solidaritatea alergatorilor de cursa lunga. Jurnal tematic* [La solidarité des coureurs de longue distance. Journal thématique], Iasi, Polirom, « Ego », 1998

Andreescu (Gabriel), *Spre o filozofie a disidentei* [Vers une philosophie de la dissidence], Bucarest, Litera, 1992, 199 p.

Antonesei (Liviu), *Jurnal din anii ciumei : 1987-1989. Incercari de sociologie spontana* [Journal des années de la peste : 1987-1989. Tentatives de sociologie spontané], Polirom, Iassy, 1995,

Barbu (Daniel), *Intre timp. Amintiri din casa Cezarului* [Entre temps. Souvenirs de la maison du César], Litera, 2017

Bellu (Niculae), *De la stanga politica la stanga culturala*, édition dirigée par Vasile Morar, Paideia, 2005

Betea (Lavinia), *Alexandru Barladeanu despre Dej, Ceausescu si Iliescu. Convorbiri* [Alexandru Barladeanu sur Dej, Ceausescu, Iliescu. Conversations], Bucarest, Evenimentul Romanesc, 1997

Betea (Lavinia), entretiens avec Barladeanu (Alexandru), Maurer (Ion Gheorghe), Manescu (Corneliu), *Partea lor de adevar* [Leur part de vérité], Compania, 2008

Brucan (Silviu), *Generatia irosita. Memorii* [La Génération galvaudée. Mémoires], Univers & Calistrat Hogas, 1992

Caragea (Cecilia), *Dialog cu Stelian Tanase* [Dialogue avec Stelian Tanase], Cluj, Dacia, 2002

Cornea (Doina), *Fata nevazuta a lucrurilor (1990-1999) Dialoguri cu Rodica Palade* [Le visage inaperçu des choses. Dialogues avec Rodica Palade], Cluj, Dacia, 1999

Cornea (Doina), *Puterea fragilitatii* [Le pouvoir de la fragilité], introduction Gabriel Liiceanu, Bucarest, Humanitas, 1991, rééd. 2006

Cristea (Romulus), *Reolutia romana. Marturii si documente* [La révolution roumaine. Témoignages et documents], Bucarest, La Roumanie purement et simplement, 2007

Florian (Alexandru), éd., *Radu Florian – Evocari* [Mémoires], Bucarest, Tritonic, 2005

Ianosi (Ion), *Eu – si el. Insemnari subiective despre Ceausescu (din ciclul “Moralitati”)* [Moi – et lui. Des notations subjectives sur Ceausescu (du cycle « Moralités »)], Cluj, Dacia, coll. « Remember », « Littérature et totalitarisme », 2003

Ianosi (Ion), *Optiuni* [Options], Bucarest, Cartea Romaneasca, 1989

Ianosi (Ion), *Secolul nostru cel de toate zilele* [Notre siècle de tous les jours], Cartea romaneasca, 1980

Ierunca (Virgil), *Trecut-au anii... Fragmente de jurnal. Intampinari si accente. Scrisori nepierdute*, Bucarest, Humanitas, 2000

Iliescu (Ion), Tismaneanu (Vladimir), *Marele soc din finalul unui secol scurt scurt. Despre comunism, postcomunism, democratie* [Le Grand choc de la fin d’un siècle court. Du communisme, du postcommunisme, de la démocratie], Éditions encyclopédiques, 2004

Ioanid (Ileana), *In cautarea omului pierdut* [À la recherche de l’homme perdu], Bucarest, Eminescu, 2002

Jela (Doina), Strat (Catalin), Albu (Mihai), *Afacerea meditatiei transcendentală*, Bucarest, Humanitas, « Histoire », 2004

Jianu (Ion), *Gheorghe Apostol si Scrisoarea celor sase* [Gheorghe Apostol et la « lettres des six »], Bucarest, Curtea Veche, « Istoria timpului prezent », préf. Vladimir Tismaneanu, postface Doina Jela, 2008

Lagrave (Rose-Marie), *Voyage aux pays d’une utopie déchu. Plaidoyer pour l’Europe centrale*, PUF, « Intervention philosophique », 1998

Liiceanu (Gabriel), éd., *Epistolar*, Bucarest, Cartea Romaneasca, [1987], 3^e éd. révisée, Bucarest, Humanitas, 2008

Liiceanu (Gabriel), *Jurnalul de la Paltinis. Un model paideic in cultura umanista* [Journal de Paltinis. Un modèle d’initiation dans la culture humaniste], 1^e édition, Bucarest, Cartea Romaneasca, 1983, 3^e édition, Humanitas, 2003, 6^e édition, Humanitas, 2008 (*Le Journal de Paltinis. Récit d’une formation spirituelle et philosophique*, trad. fr. Marie-France Ionesco, Paris, La Découverte, « Armillaire », 1999 ; *The Paltinis Diary. A Paideic Model in Humanist Culture*, CEU Press, Budapest & New York, 2000)

Lovinescu (Monica), *Jurnal 1981-1984*, Bucarest, Humanitas, 2003

Lovinescu (Monica), *Jurnal 1985-1989*, Humanitas, 2003

Lovinescu (Monica), *Jurnal 1990-1993*, Bucarest, Humanitas, 2003

Lovinescu (Monica), *Jurnal 1998-2000*, Bucarest, Humanitas, 2002

Lovinescu (Monica), *Pragul. Unde scurte V* [Le seuil. Ondes courtes V], Humanitas, 1995

Lovinescu (Monica), *Unde scurte. Jurnal indirect*, Humanitas, 1990

Lungu (Dan), Teodorovici (Lucian Dan), dir., *Str. Revolutiei nr. 89*, Iasi, Polirom, « Ego », 2009

Marculescu (Florin Gabriel), *Prezentul continuu. Articole, interviuri, documente* [Présent continu. Articles, interviews, documents], Humanitas, « Procès du communisme », 2002

Marino (Adrian), *Prezente romanesti si realitati europene. Jurnal intelectual* [Présences roumaines et réalités européennes. Journal intellectuel], Iasi, Polirom, « Plural M », [1978] 2004

Marino (Adrian), *Viata unui om singur* [La vie d’un solitaire], Iasi, Polirom, 2010

Mihailescu (Ioan), Rostas (Zoltan), *Dialog neterminat*, Bucarest, Curtea Veche, « Entretiens », 2007

Paleologu (Alexandru), Tanase (Stelian), *Sfidarea memoriei. Convorbiri (aprilie 1988-octombrie 1989)* [Le défi de la mémoire. Conversations (avril 1988-octobre 1989)], Bucarest, Du Style, 1995 ; 3^e édition, Cluj, Dacia, 2002

Petrescu (Dan), *In raspar* [À contre-courant], Bucarest, Nemira, 2000

Petrescu (Dan), *Scrisori catre Liviu 1994-2004* [Lettres à Liviu...], Pitesti, Paralela 45, « Odyssé », 2004

Plesu (Andrei), Roman (Petre), Stefoi (Elena), *Transformari, inertii, dezordini. 22 de luni dupa 22 decembrie 1989* [Transformations, inerties, désordres. 22 mois après le 22 décembre 1989], Iasi, Polirom, « Duplex », 2002

Popa (Dorin), Antonesei (Liviu), *Scriitorii si politica 1990-2007. De la Iliescu la Basescu la retur* [Les écrivains et la politique 1990-2007. D'Iliescu à Basescu et de retour], Iasi, Institut européen, 2007

Roman (Petre), *Libertatea ca datorie* [La liberté comme devoir], Cluj, Dacia, 1994

Stanescu (Gabriel), *Unde am fugit de acasa ?* [Où j'ai fui de chez moi ?], Norcross, Criterion Publishing, 2001

Stork (Coen), Andreescu (Gabriel), *Cel mai iubit dintre ambasadori* [Le plus aimé des ambassadeurs], trad. Liviu Andreescu, All, 1993

Tanase (Stelian), *Acasa se vorbește in soapta. Dosar & Jurnal din aniit tarzii ai dictaturii* [À la maison on parle à voix basse. Dossier & Journal dans les dernières années de la dictature], Compania, 2002

Teodorescu (Alin), *Sociolog in viata cotidiana* [Sociologue dans la vie quotidienne], Éditions Economica, 2005,

Theodoresc (Razvan), *Cele 900 de zile ale "manipularii"* [Les 900 jours de la « manipulation »], Bucarest, Tinerama, 1994

Tismaneanu (Vladimir), Mihaies (Mircea), *Incet, spre Europa* [Lentement, vers l'Europe], Iasi, Polirom, 2000

Vianu (Ion), Calinescu (Matei), *Amintiri in dialog. Memorii* [Souvenirs en dialogue. Mémoires], Iasi, Polirom, « Ego-grafii », 3^e édition, 2005

Vladutescu (Gheorghe), *Filozofie si politica 1957-1962* [Philosophie et politique...], Bucarest, Paideia, 2003

Zaciu (Mircea), *Departe/Aproape* [De près/de loin], Bucarest, Éditions didactiques et pédagogiques, 1998

Zaciu (Mircea), *Jurnal. III*, Bucarest, Albatros, 1996

Zamfir (Catalin), *O istorie subiectiva in sociologia romaneasca. Din 1944 pana in prezent* [Une histoire subjective de la sociologie roumaine. De 1944 à présent], Iasi, Polirom, « Sociologie. Anthropologie. Recherches et essais », 2009

6. Récits, romans, autobiographies romancées, poésie (sélection)

Dinescu (Mircea), *Moartea citeste ziarul*, Cartea Romaneasca, 1990

Liiceanu (Gabriel), *Declaratie de iubire* [Déclaration d'amour], Bucarest, Humanitas, 2001

Liiceanu (Gabriel), *Usa interzisa* [Le huis interdit], Humanitas, 2002

Tanase (Stelian), *Corpuri de iluminat* [Corps d'illumination], Bucarest, Cartea Romaneasca, 1990

IV. Bibliographie générale

A. Travaux universitaires

Conovici (Iuliana), *Le travail d'une identité publique : l'Église orthodoxe roumaine après 1989*, thèse de doctorat de science politique, sous la direction de Daniel Barbu, Faculté de sciences politiques, Université de Bucarest, 2009

Dragomir (Lucia), *L'Institution littéraire entre exigences artistiques et commande politique. L'Union des Écrivains de Roumanie à l'époque communiste*, thèse de sociologie, dirigée par Anne-Marie Thiesse et Nicolae Manolescu, École des Hautes Études en Sciences Sociales et Université de Bucarest, 2005

Ionescu (Alexandra Gabriela), *Du Parti-Etat à l'Etat des partis. Nature et fonctions des partis politiques postcommunistes en Roumanie*, thèse de doctorat de sciences politiques sous la direction de Dominique Colas, Institut d'Études Politiques de Paris, 2007

Macrea-Toma (Ioana), *Camp politic-Camp literar* [Champ politique-champ littéraire], thèse en littérature comparée, Université de Cluj et Université d'Artois, sous la direction d'Ion Vartic et d'Alain Vuillemin, décembre 2008, 405 p.

Mariucuta (Daniela), *Traduire pour le peuple. Réception de la littérature française en Roumanie de 1948 à 1965*, thèse de philologie, sous la direction de Radu Toma, Université de Bucarest, Faculté des langues et littératures étrangères, École doctorale d'études littéraires et culturelles, septembre 2011

Popa (Ioana), *"L'intelligence de l'anticommunisme" entre littérature et politique : une émission de critique littéraire à Radio Free Europe*, mémoire secondaire, sous la direction de Frédérique Matonti, D.E.A de sciences sociales, ENS-EHESS, 1998

Popa (Ioana), *La politique extérieure de la littérature. Une sociologie de la traduction des littératures d'Europe de l'Est (1947-1989)*, thèse de sociologie, sous la direction de Frédérique Matonti, EHESS, 2004

B. Ouvrages de référence

1. Ouvrages généraux

Beaud (Stéphane), Weber (Florence), *Guide de l'enquête de terrain. Produire et analyser des données ethnographiques*, Paris, La Découverte, « Repères », 3^e édition, 2003

Bevort (Antoine), Lallement (Michel), dir., *Le capital social. Performance, équité et réciprocité*, Paris, La Découverte/MAUSS, 2006

Bourdieu (Pierre), *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard, 1982

Bourdieu (Pierre), Chartier (Roger), *Le sociologue et l'historien*, préface de Roger Chartier, Marseille, Agone & Raisons d'agir et INA, coll. « Banc d'essais », 2010

Bourdieu (Pierre), *Choses dites*, Minuit, « Le Sens commun », 1987

Bourdieu (Pierre), *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Minuit, « Le Sens commun », 1979

Bourdieu (Pierre), *La Domination masculine* [1998], Paris, Seuil, 2^e éd., 2002

Bourdieu (Pierre), *La Noblesse d'État. Grandes écoles et esprit des corps*, Minuit, « Sens commun », Paris,

Bourdieu (Pierre), *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, 2001

Bourdieu (Pierre), *Le Sens pratique*, Minuit, « Le sens commun », 1980, 474 p.

Bourdieu (Pierre), *Méditations pascaliennes* [1997], Paris, Seuil, « Points », 2003

Bourdieu (Pierre), *Propos sur le champ politique* (avec une introduction de Philippe Fritsch), Presses universitaires de Lyon, 2000 (trad. en roumain, *Despre campul politic*, Iasi, Éditions de l'Université « Alexandru Ioan Cuza », coll. « Observatorul social [L'Observatoire social]», « Textes fondamentaux », 2012)

Bourdieu (Pierre), *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, [1984], 2002

Bourdieu (Pierre), *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action* [1994], Seuil, 1996

Bourdieu (Pierre), Wacquant (Loïc J. D.), *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*, Seuil, « Libre Examen », 1992

Cohen (Antonin), Lacroix (Bernard), Riutort (Philippe), dir., *Les Formes de l'activité politique. Éléments d'analyse sociologique XVIIIe-XXe siècle*, PUF, 2006

Cohen (Jean L.), Arato (Andrew), *Civil Society and Political Theory*, The MIT Press, « Studies in Contemporary German Social Thought », 1994

De Marneffe (Daphné), Denis (Benoît), dir., *Les Réseaux littéraires*, Bruxelles, CIEL-Le Cri, 2006

Daucé (Françoise), *La Russie postsoviétique*, La Découverte, « Repères », 2008

Daucé (Françoise), *Une paradoxale oppression. Le pouvoir et les associations en Russie*, CNRS Éditions, 2013,

Dictionnaire des notions, Encyclopaedia Universalis, 2005

Dubar (Claude), *La Socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*, 3^e édition revue, Armand Colin, 2000, 255 p.

Gauchet (Marcel), *L'Avènement de la démocratie*, 2 vol., Paris, Gallimard, 2007

Guilhot (Nicolas), *Financiers, philanthropes. Sociologie de Wall Street*, Raisons d'agir, « Cours et travaux », 2^e édition, [2004] 2008

Guth (S.), dir., *Une sociologie des identités est-elle possible ?*, L'Harmattan, 1994

Habermas (Jürgen), *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise* [1962], avec une préface inédite de l'auteur [1990], trad. Marc B. de Launay, Paris, Payot, « Critique de la politique », 1993 (trad. roum. Janina Ianosî, Bucarest, Univers, 1998, 2^e éd. révisée, Bucarest, comunicare@ro, « Cultura comunicarii », 2005)

Halbwachs (Maurice), *La mémoire collective* [PUF, 1950], édition critique établie par Gérard Namer préparée avec la collaboration de Marie Jaisson, Albin Michel, 1997, 295 p.

Halbwachs (Maurice), *Les Cadres sociaux de la mémoire*, Félix Alcan, « Les Travaux de l'Année sociologique », 1925, 211 p., édition électronique disponible sur le site Web

Hirschman (Albert O.), *Bonheur privé, action publique*, trad. de l'américain par Martine Leyris et Jean-Baptiste Grasset, Paris, Fayard, « Pluriel », 1983

Hirschman (Albert O.), *Défection et prise de parole. Théorie et applications*, traduit de l'anglais par Claude Besseyrias, Fayard, 1995 (*Exit, Voice, and Loyalty. Responses to Decline in Firms, Organizations and States* Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1970)

Hirschman (Albert O.), *Un certain penchant à l'autosubversion. Essais*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, Fayard, « L'espace du politique », 1995
http://www.ugac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Lejeune (Philippe), *Le Pacte autobiographique*, Seuil, 1975

Lemerrier (Claire), Zalc (Claire), *Méthodes quantitatives pour l'historien*, Paris, La Découverte, « Repères », 2008

Mannheim (Karl), *Le Problème des générations*, préface, introduction et postface Gérard Mauger, trad. de l'allemand par Gerard Mauger et Nia Perivolaropoulou, Nathan, 1990, Armand Colin, 2011

Nora (Pierre), Le Goff (Jacques), éd., *Faire de l'histoire*, tome 1, Paris, Gallimard, 1974

Peneff (Jean), *La méthode biographique*, Armand Colin, 1991 ; Daniel Bertaux, *Le Récit de vie* [1997], Armand Colin, « 128 », « L'enquête et ses méthodes », Armand Colin, 3^e édition, 2010

Pinto (Louis), Sapiro (Gisèle), Champagne (Patrick), dir., *Pierre Bourdieu, sociologue*, Paris, Fayard, 2004

Pirotte (Gautier), *La notion de société civile*, La Découverte, « Repères », « Sciences politiques-Droit », 2007

Ricœur (Paul), *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Seuil, 2000

Strauss (Anselm), Corbin (Juliet), *Les fondements de la recherche qualitative. Techniques et procédures de développement de la théorie enracinée*, trad. de l'anglais Marc-Henry Soulet, Stéphanie Emery, Kerralie Œuvray et Chloé Saas, Fribourg, Academic Press Fribourg, « Res Socialis », vol. 22, 2004

2. Ouvrages sur les intellectuels et sur le monde des lettres

Baker (Keith), *Inventing the French Revolution: Essays on French Political Culture in the eighteenth century*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 1990

Boltanski (Luc), Clavierie (Élisabeth), Offenstadt (Nicolas), Van Damme (Stéphane), *Affaires, scandales et grandes causes. De Socrate à Pinochet*, Éditions Stock, coll. « les essais », 2007

Bourdieu (Pierre), *Les Règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Seuil, « Libre Examen », 1992

Bourdieu (Pierre), *Homo academicus* [1984], rééd. Minuit, 1992

Bourdieu (Pierre), *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, 2001

Bourdieu (Pierre), *Méditations pascaliennes* [1997], Paris, Seuil, « Points », 2003

Bourdieu (Pierre), *Science de la science et réflexivité*, Paris, Raisons d'agir, 2001

Casanova (Pascale), *La République mondiale des lettres*, Seuil, 1999

Charle (Christophe), *La Crise littéraire à l'époque du naturalisme*, Presses de l'ENS, 1979

Charle (Christophe), *Les Intellectuels en Europe au XIXe siècle. Essai d'histoire comparée*, Paris, Seuil, coll. « L'univers historique », 1996

Charle (Christophe), *Naissance des « intellectuels » 1880-1900*, Editions de Minuit, 1990

Chartier (Roger), *Les Origines culturelles de la Révolution françaises*, Paris, Seuil, « L'univers historique », 1990

Chartier (Roger), *Lumea ca reprezentare : istoria intre certitudini si neliniste* [Au bord de la falaise. L'histoire entre certitudes et inquiétude, Albin Michel, « Bibliothèque histoire », 1998], préface du traducteur, trad. Dragos Jipa, Romania Press, 2010

Déloye (Yves), Voutat (Bernard), dir., *Faire de la science politique*, Belin, Paris, 2002

Hervé Serry, *Naissance de l'intellectuel catholique*, Paris, La Découverte, « L'espace de l'histoire », 2004

Hirschman (Albert O.), *Bonheur privé, action publique*, trad. de l'américain par Martine Leyris et Jean-Baptiste Grasset, Paris, Fayard, « Pluriel », 1983,

Kaempfer (Jean), Florey (Soyna), Meizoz (Jérôme), *Formes de l'engagement littéraire (XVe-XXIe siècles)*, Antipodes, « Littérature, Culture, Société », 2006

Le Strat (Claire) et Pelletier (Willy), *La canonisation libérale de Tocqueville*, Syllepse, 2006

Matonti (Frédérique), *Intellectuels communiste. Essai sur l'obéissance politique* La Nouvelle Critique (1967-1980), Paris, La Découverte, « L'espace de l'histoire », 2005

Pinto (Louis), Sapiro (Gisèle), Champagne (Patrick), *Pierre Bourdieu, sociologue*, Fayard, 2004

Sapiro (Gisèle), dir., *L'espace intellectuel en Europe. De la formation des États-nations à la mondialisation XIXe-XXIe siècle*, Paris, La découverte, 2009

Sapiro (Gisèle), dir., *Translatio. Le marché de la traduction en France à l'heure de la mondialisation*, Paris, CNRS Éditions, 2008

Sapiro (Gisèle), *La Guerre des écrivains 1940-1953*, Paris, Fayard, 1999

Sapiro (Gisèle), *Sociologie de la littérature*, La Découverte, « Repères », « Sociologie », 2014

Wolf Lepenies, *Ascensiunea si declinul intelectualilor in Europa*, préface d'Andrei Plesu, trad. Ioan Bot, Anca Neamt, Cluj, Casa Cartii de stiinta [La maison du livre de science], 2005 (*Ascesa e declino degli intellettuali in Europa*, Rome/Barzi, Laterza, 1992)

3. Ouvrages (notamment) sur les intellectuels et sur le monde des lettres en Roumanie

Barbu (Daniel), *Bizant contra Bizant. Explorari in cultura politica romaneasca* [Byzance contre Byzance. Explorations dans la culture politique roumaine], Bucarest, Nemira, « Société politique », 2001

Barbu (Daniel), *Republica absenta. Politica si societate in Romania postcomunista* [La République absente. Politique et société dans la Roumanie postcommuniste], Bucarest, Nemira, « Société politique », 1999

Barbu (Daniel), *Sapte teme de politica romaneasca* [Sept thèmes de politique roumaine], Antet, 1997

Bozoki (Andras), ed., *Intellectuals and Politics in Central Europe*, Budapest, Central European University Press, 1999

Cernat (Paul), *Avangarda romaneasca si complexul periferiei* [L'avant-garde roumaine et le complexe de la périphérie], Bucarest, Cartea Romaneasca, 2007

Cernat (Paul), *Contimporanul. Istoria unei reviste de avangarda* [L'histoire d'une revue d'avant-garde], Bucarest, Institut Cultural Roumain, « Vocabulaire », 2007

Conovici (Iuliana), *Ortodoxia in Romania postcomunista. Reconstructia unei identitati publice*, 2 vol., Cluj, Eikon, « Universitas », « Theologia socialis », 2009

Cornea (Paul), *Originile romantismului romanesc. Spiritul public, miscarea ideilor si literatura intre 1780-1840* [Les origines du romantisme roumain. L'esprit public, le mouvement des idées et

la littérature entre 1780-1840] [1972], Bucarest, Minerva, 1972, 2^e édition, Cartea Romaneasca [Le Livre roumain], « Critica & Istorie literara », 2008,

De Waele (Jean-Michel), éd., *Partis politiques et démocratie en Europe centrale et orientale*, Éditions de l'Université Libre de Bruxelles, 2002

Deletant (Dennis), *Ceausescu si Securitatea. Constrangere si disidenta în România anilor 1965-1989*, trad. Georgete Ciocaltea, Bucarest, Humanitas, « Procès du communisme », 1998 (*Ceausescu and the Securitate. Coercion and Dissent in Romania. 1965-1989*, C. Hurst & Co. (Publishers) Ltd., 1995)

Deletant (Dennis), *Romania sub regimul comunist*, Bucarest, Civic Academy Foundation, 1997 (*Romania under Communist Rule*, Bucarest, Civic Academy Foundation, 1998)

Dinu Gheorghiu (Mihai), en collaboration avec Dragomir (Lucia), éd., *Littératures et pouvoir symbolique*, Pitesti, Paralela 45

Dinu Gheorghiu (Mihai), *Intellectualii in campul puterii* [Des intellectuels dans le champ de pouvoir], Iasi, Polirom, « Plural », 2007

Dragan (Ioana), *Romanul popular in Romania* [Le roman populaire en Roumanie], Cluj, Casa Cartii de Stiinta, 2006

Dragomir (Lucia), *L'Union des Écrivains. Une institution transnationale à l'Est : l'exemple roumain*, Paris, Belin, « Europes centrales », 2007

Durandin (Catherine), textes réunis par, *L'engagement des intellectuels à l'Est. Mémoires et analyses de Roumanie et de Hongrie*, L'Harmattan, Paris, 1994

Gillet (Olivier), *Religie si nationalism. Ideologia Bisericii Ortodoxe Romane sub regimul comunist*, trad. Mariana Petrisor, Bucarest, Compania, coll. « Altfel [Autrement] », 2001 (*Religion et nationalisme. L'idéologie de l'Église orthodoxe roumaine sous le régime communiste*, Bruxelles, Université Libre de Bruxelles, coll. « Spiritualités et pensées libres », 1997)

Ianosi (Ion), *O istorie a filosofiei romanesti in relatia ei cu literatura* [Une histoire de la philosophie roumaine dans sa relation avec la littérature], Cluj, Apostrof, 1996

Ionescu (Alexandra), Tomescu-Hatto (Odette), dir., *Politique et société dans la Roumanie contemporaine*, L'Harmattan, 2004

Jeanrenaud (Marie), *Universaliile traducerii. Studii de traductologie* [Notions générales de la traduction. Études sur la traduction], préface de Gelu Ionescu, Iasi, Polirom, « Collegium. Litere », 2006

Lazar (Marius), *Paradoxuri ale modernizarii. Elemente pentru o sociologie a elitelor culturale romanesti* [Paradoxes de la modernisation. Éléments pour une sociologie des élites culturelles roumaines], Cluj, Limes, 2002

Macrea-Toma (Ioana), *Privilighentia. Institutii literare in comunism* [Les privilégiés de l'intelligentsia. Institutions littéraires pendant la période communiste], introduction Marius Lazar, Cluj, Casa Cartii de Stiinta [La maison du livre de science], 2009, 366 p.

Matei (Alexandru), *O tribuna captivanta. Televiziune, ideologie, societate in Romania socialista (1965-1983)* [Une tribune captivante. Télévision, idéologie, société dans la Roumanie socialiste...], Bucarest, Curtea Veche, 2013

Ornea (Z.), *Anii treizeci. Extrema dreapta romaneasca* [Les années trente. L'extrême droite roumaine], Fondation culturelle roumaine, 1995

Perseil (Sonny), *Liberal la plural* [Libéral au pluriel], trad. Elena-Zenovia Geana, Bucarest, Libertés, 2000

Petcu (Marian), *Jurnalist in Romania. Istoria unei profesii* [Journaliste en Roumanie. L'histoire d'une profession], Bucarest, comunicare.ro, 2005

Petcu (Marian), *Puterea si cultura. O istorie a cenzurii* [Le pouvoir et la culture. Une histoire de la censure], Iasi, Polirom, « Collegium. Médias », 1999

Petcu (Marian), *Tipologia presei romanesti* [La typologie de la presse roumaine], Iasi, Institut european, « Universitaria », 2000

Popa (Ioana), *Traduire sous contraintes. Littérature et communisme (1947-1989)*, CNRS Éditions, 2010

Roger (Antoine), *Fascistes, communistes et paysans. Sociologie des mobilisations identitaires roumaines (1921-1989)*, Éditions de l'Université Libre de Bruxelles, « Sociologie politique », 2002

Roman (Andreia), *Le Populisme quarante-huitard*, Bucarest, Éditions de la Fondation culturelle roumaine, 1999

Shafir (Michael), *Romania. Politics, Economics and Society. Political Stagnation and Stimulates Change*, Lynne Rienner Publishers, Inc., Boulder Colorado, 1985

Siani-Davies (Peter), *Revolutia romana din decembrie 1989* [La Révolution roumaine de décembre 1989], trad. Cristina Mac, Bucarest, Humanitas, « Istorie », 2006

Stefan (Laurentiu), *Patterns of Political Elite Recruitment in Post-Communist Romania*, Bucarest, Ziua, 2004

Troncota (Tiberiu), *Romania comunista. Propaganda si cenzura* [La Roumanie communiste. Propagande et censure], préface Brindusa Armanca, Tritonic, « Communication/Médias », 2006

Udrescu (Claudia Maria), *Universitate si politica in Romania postcomunista*, Éditions de l'Université de Bucarest, 2011

Udrescu (Maria Claudia), *Universitatea din Bucuresti. Modele si traiectorii postcomuniste (1990-1996)*, Éditions de l'Université de Bucarest, coll. « Temps présent », 2011

Verdery (Katherine), *Compromis si rezistenta. Cultura romana sub Ceausescu* [Compromis et résistance. La culture roumaine sous Ceausescu], trad. Mona Antohi et Sorin Antohi, Humanitas, « Histoire », 1994

Voicu (George), *Teme antisemite in discursul public* [Thèmes antisémites dans le discours public], Bucarest, Ars Docendi, 2000

C. Périodiques (articles)

Aron (Paul), « Les revues littéraires : histoire et problématique », *CONTEXTES*, 4, 2008, disponible en accès libre <https://journals.openedition.org/contextes/2983>

Artières (Philippe), Farge (Arlette), Laborie (Pierre), « Témoignage et récit historique », *Sociétés & Représentations*, n° 13, 2002, pp. 201-206

Artières (Philippe), Kalifa (Dominique), « L'historien et les archives personnelles : pas à pas », *Sociétés & Représentations*, 13, 2002, pp. 7-15

Baker (Keith M.), Chartier (Roger), « Dialogue sur l'espace public », *Politix*, 26, 1994, pp. 5-22

Barbu (Daniel), « O competenta ilegita: intelectualii postcomunisti si politica democratica » [Une compétence illégitime: les intellectuels postcommunistes et la politique démocratique], *Interval*, 9, Brasov, 1999, pp. 45-60

Barbu (Daniel), « "From the Politics of Science to the Science of Politics: the Difficult Make Up of the Romanian Political Science" », *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, II, 1, 2002, pp. 273-295

Barbu (Daniel), « Les archives de l'oubli », *Cités*, 29, 2007, pp. 154-156

Beylin (Marek), « À propos de la Fondation pour une Entraide Intellectuelle Européenne », *L'Autre*, 34-35, mars 1997, pp. 212-222

Bizeul (Daniel), « Le récit des conditions d'enquête : exploiter l'information en connaissance de cause », *RFS*, 39, 4, 1998, pp. 751-787

Blebea Nicolae (Gabriela), « Les défis de l'identité : étude sur la problématique de l'identité dans la période postcommuniste en Roumanie », *Ethnologies*, 25, 1, 2003, pp. 237-262

Boltanski (Luc), « L'espace positionnel : multiplicité des positions institutionnelles et habitus de classe », *RFS*, 14-1, pp. 3-26

Boltanski (Luc), « Sociologie critique et sociologie de la critique », *Politix*, 10-11, 1990, pp. 124-134

Botez (Elvira), « Scurt istoric al Asociatiunii romane pentru inaintarea si raspandirea stiintelor » [Bref historique de l'Association roumaine pour l'avancement et la diffusion des sciences], *Noema*, IV, 1, 2005, pp. 143-151

Bourdieu (Pierre), « Champ du pouvoir, champ intellectuel et habitus de classe », *Scolies. Cahiers de recherches de l'Ecole normale supérieure*, 1, « Approches nouvelles des œuvres », 1971, pp. 7-26

Bourdieu (Pierre), « L'illusion biographique », *ARSS*, 62, 1986, pp. 69-72

Bourdieu (Pierre), « Le capital social. Notes provisoires », *ARSS*, 31, 1980, pp. 2-3

Bourdieu (Pierre), « Les trois états du capital culturel », *ARSS*, 30, pp. 3-6

Bourdieu (Pierre), « Classement, déclassement, reclassement », *ARSS*, 24, 1978,

Bourdieu (Pierre), « Genèse et structure du champ religieux », *RFS*, 3, juillet-septembre 1971, pp. 295-334

Bourdieu (Pierre), « La critique du discours lettré », *ARSS*, 5-6, 1975, pp. 4-8

Bourdieu (Pierre), « La production de la croyance, contribution à une économie des biens symboliques », *ARSS*, 13, 1977, pp. 3-43

Bourdieu (Pierre), « La production de la croyance. Contribution à une économie des biens symboliques », *ARSS*, 13, 1977, pp. 3-43

Bourdieu (Pierre), « Le champ scientifique », *ARSS*, 2-3, 1976, pp. 88-104

Bourdieu (Pierre), « Le fonctionnement du champ intellectuel », *Regards sociologiques*, 17/18, « Le champ littéraire », 1999, pp. 5-27

Bourdieu (Pierre), « Le mort saisit le vif. Les relations entre l'histoire réelle et l'histoire incorporée », *ARSS*, 32, 1980, pp. 3-14

Bourdieu (Pierre), « Sur l'objectivation participante. Réponse à quelques objections », *ARSS*, 23, pp. 23-29

Bourdieu (Pierre), Boltanski (Luc), « Le titre et le poste : rapports entre le système de production et de reproduction », *ARSS*, 1, 1975

Cardon (Dominique), Heurtin (Jean-Philippe), Lemieux (Cyril), entretien de, « Vertus et limites de la prise de parole. Un entretien avec Albert Hirschman », *Politix*, 31, 1995, pp. 20-29

Casanova (Pascale), « Consécration et accumulation de capital littéraire », *ARSS*, 144, 2002, pp. 7-20

Chartier (Roger), « Histoire intellectuelle et histoire des mentalités. Trajectoires et questions », *Revue de Synthèse*, 111-112, juillet-décembre 1983

Chevallier (Jacques), « La biographique et son usage en sociologie », *RFSP*, 1, 1979, pp. 83-101

Cirstocea (Ioana), « Le “monde disparu” et la “société naissante” : représentations savantes de la sortie du communisme en Roumanie », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 37, 3, « Mémoire à l'Est », 2006, pp. 113-142

Cornea (Alina-Teodora), « Enseigner à l'Ecole du Parti. Parcours, profils et devenir des enseignants de l'Académie « Stefan Gheorghiu » de Bucarest », *Studia Politica*, vol. IV, 4, 2004, notamment pp. 845-871

De Bellet (Marc), « La ‘société civile’ roumaine des années 90. Un rapport ambigu au politique », *Transitions*, XLII, 2, 2001, pp. 99-109

Degenne (Alain), « Sur les réseaux de sociabilité », *RFS*, 24, 1, 1983, pp. 109-118

Dragomir (Lucia), « Peut-on parler de la censure sans se censurer ? », *Caietele Echinox* [Les Cahiers de l'Echinox], 4, « Restrictions et censure », 2003, pp. 204-213

Dubar (Claude), « Trajectoires sociales et formes identitaires : clarifications conceptuelles et méthodologiques », *Sociétés Contemporaines*, 29, 1998, pp. 73-85

Dubois (Jacques), Durand (Pascal), « Champ littéraire et classes de textes », *Littérature*, 70, 1988, pp. 5-23

Durandin (Catherine), « À la poursuite de l'histoire en Roumanie depuis 1989 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 36, 1992, pp. 61-70

- Ferretti (Maria), « Le stalinisme entre histoire et mémoire : le malaise de la mémoire russe », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 68, octobre-décembre 2002, pp. 65-81
- Flores (Marcello), « Le débat italien sur le communisme entre chronique et histoire », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 68, octobre-décembre 2002, pp. 46-50
- Freidson (Eliot), « Les professions artistiques comme défi à l'analyse sociologique », *RFS*, 27, 3, pp. 431-443
- Gaïti (Brigitte), Sawicki (Frédéric), « On ne subit pas son rôle. Entretien avec Jacques Lagroye », *Politix*, 38, 1997, pp. 7-17
- Gaxie (Daniel), « Économie des partis et rétribution du militantisme », *RFSP*, 27, 1, 1977, pp. 123-154
- Gheorghiu (Mihai D.), « La construction littéraire d'une identité nationale. Le cas de l'écrivain roumain Liviu Rebreanu (1885-1944) », *ARSS*, 98, 1993, pp. 33-44
- Gheorghiu (Mihai Dinu), « "La sociologie roumaine contemporaine" », *ARSS*, 55, 1984, pp. 68-70
- Grosso (Bruno), « Introduction. Histoire, mémoire, identité », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 68, octobre-décembre 2002, pp. 1-6
- Grosescu (Raluca), « La justice de transition dans la Roumanie postcommuniste : limites des stratégies adoptées et complicités sociales », *Communisme*, 91/92, « Roumanie. Un totalitarisme ordinaire », 2007, pp. 173-190
- Guilhot (Nicolas), « A network of influential friendships : the Foundation pour une Entraide Intellectuelle Européenne and east-west cultural dialogue, 1957-1991 », *Minerva*, 44, 4, 2006, pp. 379-409
- Guilhot (Nicolas), « Une vocation philanthropique. George Soros, les sciences sociales et la régulation du marché mondial », *ARSS*, 151-152, 2004, pp. 36-48
- Guilhot (Nicolas), Schmitter (Philippe C.), « De la transition à la consolidation. Une lecture rétrospective des *democratization studies* », *RFSP*, 50, 4-5, 2000, pp. 615-632
- Gussi (Alexandru), « Construction et usages politiques d'un lieu de mémoire. La Place de l'Université de Bucarest », *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, I, 4, 2002, pp. 1057-1091
- Heilbron (Johan), « Échanges culturels transnationaux et mondialisation : quelques réflexions », *Regards sociologiques*, 22, 2001, pp. 141-154
- Hirschman (Albert O.), „Exit, Voice, and the Fate of the German Democratic Republic. An Essay in Conceptual History”, *World Politics*, 45, 1993, pp. 173-202
- Ionescu (Alexandra), « La dernière révolution léniniste. Pensée et pratique d'une autorité révolutionnaire en Roumanie », *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, VI, 1, 2006, pp. 25-114
- Ionescu (Alexandra), « Pluralisme et représentation. La définition ambiguë des acteurs politiques de la Roumanie postcommuniste », *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, VI, 4, 2006, pp. 821-866.
- Kott (Sandrine), « La RDA dans la recherche historique allemande. De la "Seconde dictature" à l'histoire politique du quotidien », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 68, octobre-décembre 2002, pp. 24-29
- Lahire (Bernard), « Remarques sociologique sur le *linguistic turn*. Suite au 'Dialogue sur l'espace public' entre Keith M. Baker et Roger Chartier », *Politix*, 27, 1994, pp. 189-192
- Lambert (Benoît), Matonti (Frédérique), « Un théâtre de contrebande. Quelques hypothèses sur Vitez et le communisme », *Sociétés & Représentations*, n° 11, « Artistes/Politiques », 2001, pp. 379-406
- Lazar (Marius), « La genèse de la 'littérature nationale' et le champ de la traduction. Le cas roumain », *New Europe College Yearbook 1999-2000*, Bucarest, 2003
- Levi (Giovanni), « Les usages de la biographie », *Annales ESC*, 44, 6, 1989, pp. 1325-1336

Macrea-Toma (Ioana), « Institutionalizarea scriitorilor in comunism. Premise ideologice si consecinte profesionale » [Institutionalisation des écrivains dans la période communiste. Prémisses idéologiques et conséquences professionnelles], *Anuarul Institutului de Investigare a Crimelor Comunismului in Romania* [L'Annuaire de l'Institut d'investigation des crimes du communisme en Roumanie], IV, « Les intellectuels et le régime communiste ; les histoires d'une relation », 2009

Magri (Susanna), « Trajectoires », *Genèses*, 24, 1996, pp. 2-4

Matonti (Frédérique), « “Ne nous faites pas de cadeaux”. Une enquête sur des intellectuels communistes », *Genèses*, 25, 1996, pp. 114-127

Matonti (Frédérique), « L'engagement des intellectuels : nouvelles perspectives », *ARSS*, 176-177, 2009

Matonti (Frédérique), « La colombe et les mouches. Frédéric Joliot-Curie et le pacifisme des savants », *Politix*, 58, 2002, pp. 109-140

Matonti (Frédérique), « Les “bricoleurs”. Les cadres politiques de la raison historique : l'exemple de *La Nouvelle Critique* », *Politix*, 36, 1996, pp. 95-114

Matonti (Frédérique), Sapiro (Gisèle), « L'engagement des intellectuels : nouvelles perspectives », *Actes de la recherches en sciences sociales*, 176-177, 2009, pp. 4-7

Meizoz (Jérôme), « Genre littéraire et posture d'auteur. Charles-Albert Cingria et *La NRF*, juillet 1933 », *Littérature*, 140, « Analyse du discours et sociocritique », 2005, pp. 95-112

Meizoz (Jérôme), « ‘Postures’ d'auteur et poétique (Ajar, Rousseau, Céline, Houellebecq), *Vox Poetica. Lettres et sciences humaines* [revue en ligne], <http://www.vox-poetica.org/t/articles/meizoz.html>

Passeron (Jean-Claude), « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *RFS*, 31, 1, 1990, pp. 3-22

Petrescu (Cristina), « The “Letter of the Six”. On the Political (Sub)Culture of the Romanian Communist Elite », *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, 2, 2005, pp. 355-383

Pirotte (Gautier), « « Engagement citoyen et société civile. Une réflexion à partir du projet roumain de société civile postcommuniste », *SociologieS* [en ligne], « Transfert. L'engagement citoyen en Europe centrale et orientale », mis en ligne le 05 novembre 2009, pp. 2-8 URL : <http://sociologies.revues.org/index3017.html>

Pirotte (Gautier), « L'influence belge sur la constitution d'une société civile en Roumanie postcommuniste. Une réflexion à partir de l'expérience de l'Opération Villages Roumains », *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, 1, 2008, pp. 113-119

Pirotte (Gautier), « La société civile roumaine postcommuniste », *Autrepart. Revue de sciences sociales au Sud*, 48, « Les mondes postcommunistes. Quels capitalismes ? Quelles sociétés ? », 2008, pp. 153-164

Pirotte (Gautier), « Société civile et transitions. Un regard sur l'évolution du projet de constitution d'une société civile en Roumanie postcommuniste », *Transitions*, 1, 2002, pp. 111-124

Portelli (Alessandro), « Le XX^e siècle en procès », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 68, octobre-décembre 2002, pp. 30-34

Pudal (Bernard), « Science politique : objets canoniques revisités », *Sociétés Contemporaines*, 20, 1994, pp. 5-10

Sainteny (Guillaume), « La rétribution du militantisme écologiste », *RFS*, 36, 3, 1995, pp. 473-498

Sapiro (Gisèle), « Défense et illustration de “l'honnête homme”. Les hommes de lettres contre la sociologie », *ARSS*, 153, pp. 11-27

Sapiro (Gisèle), « Modèles d'intervention politique des intellectuels. Le cas français », *ARSS*, 176-177, 2009, pp. 3-31

Sapiro (Gisèle), « La raison littéraire », *ARSS*, 111-112, 1996, pp. 3-35

Sapiro (Gisèle), « Les professions intellectuelles entre l'État, l'entrepreneuriat et l'industrie », *Le Mouvement social*, 214, janvier-mars 2006, pp. 3-18

Sapiro (Gisèle), « Pour une approche sociologique des relations entre littérature et idéologie », *COnTEXTES* [Online], 2, février 2007, disponible en accès libre à URL : <http://contextes.revues.org/165> ; DOI : 10.4000/contextes.165

- Sapiro (Gisèle), « The literary field between the state and the market », *Poetics. Journal of Empirical Research on Culture, the Media and the Arts*, 31, 5-6, 2003, pp. 441-461
- Serry (Hervé), « Constituer un catalogue littéraire. La place des traductions dans l'histoire des Editions du Seuil », *ARSS*, 144, « Traduction : les échanges littéraires internationaux », 2002, pp. 70-79
- Serry (Hervé), « La littérature pour faire et défaire les groupes », *Sociétés Contemporaines*, 44, « Littératures et identités », dossier constitué par Hervé Serry, 2001, pp. 5-14
- Stan (Lavinia), « CNSAS – privire retrospectiva » [Conseil national pour l'étude des archives de la Securitate – regard rétrospectif], *Sfera politicii*, 108, 2004, pp. 14-21
- Studer (Brigitte), « L'histoire du stalinisme : renouvellement conceptuel et nouvelles pistes de recherche », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 68, octobre-décembre 2002, pp. 62-64
- Viala (Alain), « Effets de champ, effets de prisme », *Littérature*, 70, 1988, pp. 64-72